QUATRIÈME ANNÉE, N° 1 — DIX CENTIMES — DU 30 AVRIL AU 6 MAI 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

C'est à la fin de ce mois qu'expire la souscription de la plupart de nos abonnés.

La semaine prochaine, il sera pris, sans autre avis, remboursement sur ceux de Belgique, Portugal, Italie, Roumanie, Allemagne, Autriche et Suisse. (Il n'y a pas de recouvrement pour les autres pays.)

Ceux qui, pour une raison ou une autre, ne seraient pas en mesure de couvrir le remboursement, sont priés de nous en aviser de suite, afin de nous éviter des frais inutiles.

A PROPOS DES ÉLECTIONS

Voilà la période électorale ouverte, et de nouveau tous les murs, tous les monuments publics sont couverts d'affiches : blanches, roses, rouges, bleues et de toutes les autres couleurs ; de nouveau ceux qui veulent se dévouer au service de la patrie et ceux qui ne veulent pas cesser de se dévouer vont à travers toute la France débiter aux électeurs une infinité de phrases, belles et sonores peut-être, mais en tout cas stupides et creuses, et dont la destination d'ailleurs n'est pas pour exprimer quoi que ce soit, mais uniquement pour faire croire au peuple imbécile que vraiment il y comprend quelque chose ; de nouveau, après trois années de souffrances, de résignation ou de protestations impuissantes, Jacques Bonhomme va pour un moment redresser l'échine et regarder fièrement autour de soi en se croyant effectivement quelqu'un ; de nouveau, sous l'avalanche de promesses, de flatteries, de câlineries qu'on lui prodiguera, il va pendant quelques jours s'illusionner sur son pouvoir, sur sa souveraineté chimérique qui ne dure que « le temps nécessaire pour faire tomber un morceau de papier dans une boîte » (Considérant), quitte à recommencer après sa misérable existence comparable à celle de la bête de somme, et de nouveau tout rentrera dans le calme habituel, le calme plat de la vie quotidienne, et la comédie, ou plutôt la tragédie, aura été jouée...

N'est-ce pas un spectacle profondément triste ? N'est-ce pas à désespérer de l'intelligence humaine que de voir comment des hommes se laissent de bonne foi duper, malgré plus de quarante années d'expérience ? Quels sont donc les changements opérés en France depuis que le fameux suffrage universel y a été institué ? Est-ce que la situation tendue qui résulte de notre absurde système économique a été en quoi que ce soit modifiée ? La classe travailleuse n'est-elle pas aussi malheureuse qu'auparavant, et souffre-t-elle moins à présent qu'il y a quarante ans ? Au contraire, la misère s'accroît prodigieusement : témoin les innombrables suicides relatés chaque jour par les journaux ; d'année en année le budget devient plus écrasant et par conséquent les denrées plus chères, tandis que le salaire, lui (heureux s'il ne baisse pas !), reste stationnaire. La vie se fait de plus en plus difficile à ceux qui n'appartiennent pas à la classe possédante. Le niveau intellectuel du peuple, lui aussi, est demeuré le même. Et cependant nos richesses de tout genre ont passablement augmenté, et le peuple, mécontent pourtant et se plaignant constamment de son sort, avait voté pendant tout ce temps-là et envoyé au Parlement des représentants de son choix qui lui promettaient monts et merveilles : pourquoi alors n'avons-nous pas fait un seul pas en avant ? Pourquoi alors en sommes-nous aujourd'hui au même point qu'il y a trente ans ?

Je ne tiendrai pas compte des avis de la bourgeoisie. A l'en croire, nous avons au contraire énormément progressé ; et ma foi, si l'on ne considère qu'elle seule, elle a certainement raison. Ah ! oui, elle n'a qu'à se féliciter ! Jamais en effet elle ne fut plus puissante qu'à présent ; jamais elle ne pratiqua son inique exploitation sur une échelle plus grande qu'à l'aurore du vingtième siècle. Son rêve est enfin réalisé : toutes les sources de la production humaine, elle les a accaparées ; par ses richesses et ses armées, par sa morale et ses lois, par sa fausse science enfin elle domine les hommes et les choses, elle domine le monde entier. Je le répète donc : à son point de vue, la bourgeoisie a incontestablement raison. Mais ici c'est du peuple qu'il s'agit ; nous demandons pourquoi son sort à lui ne s'est pas amélioré ? Nous demandons pourquoi le suffrage universel n'a pas su alléger, pour aussi peu que ce soit, le poids effroyable de privations et de misères qui impitoyablement écrase la classe travailleuse, le prolétariat moderne ?

« Rien de plus facile à expliquer, répondent les autoritaires : c'est que tous ces représentants qui remplissent le Parlement ne sont pas de véritables amis du peuple ; mais vous verrez comme tout changera quand nous autres, nous aurons enfin le pouvoir... » En est-il vraiment ainsi ? Je ne le crois pas. Et d'abord, voilà plus de quinze ou vingt ans déjà qu'ils sont au Parlement : qu'ont-ils fait, excepté du bruit, pendant tout ce temps ? qu'ils me montrent la moindre chose en quoi leur présence là-bas ait profité au peuple ? quelles sont les réformes, aussi minimes qu'elles fussent, accomplies sous leur impulsion pour l'utilité des électeurs ? Ensuite, pour qu'ils puissent arriver à leurs fins et saisir les pouvoirs publics entre leurs mains, il faut qu'au Parlement ils constituent la *majorité*, ce qui ne peut se faire que si la majorité des électeurs vote pour eux. Ici une question se pose : cette majorité votera-t-elle inconsciemment (comme c'est le cas à présent) ou consciemment ? Si la première condition se réalise, la Révolution qu'ils pourraient décréter ne servirait à rien, car le peuple ne la comprendrait pas et par conséquent ne saurait pas l'utiliser. Cette inconscience témoignerait de l'insuffisance de son éducation politique et sociale, de l'infériorité de sa culture. Or, comme d'un côté nous savons qu'à chaque état de choses, dans l'ordre économique aussi bien que politique, correspond un certain degré d'intelligence et que, d'un autre côté, il faut un degré supérieur à celui-ci pour que le moindre changement progressif opéré aux dépens de cet état de choses puisse se maintenir et profiter, ne peut-on pas prédire d'avance qu'une révolution promulguée par ukase, imposée à un peuple dont le niveau intellectuel n'aura pas bougé, resterait sans effet ? Et ceci est tellement vrai, que bientôt on verrait ce même peuple reconstruire sur les ruines ce qui vient justement de s'effondrer par la révolution. Des retours de ce genre abondent dans l'histoire. Mais si le deuxième cas a lieu ; si en effet le peuple arrive enfin à la conscience de soi-même ; si en effet son développement s'intensifie au point de le rendre capable de nouvelles conceptions, capable de s'adapter à un nouvel ordre de choses ; si en un mot il est suffisamment préparé, mûr pour la Révolution sociale, alors n'est-il pas ridicule d'admettre que pour l'accomplir il se mettrait à attendre des instructions, des décrets émanant des parlements, au lieu de déblayer lui-même et de sa propre initiative le terrain, et de se débarrasser par un de ses formidables coups d'épaule du régime capitaliste, plus oppressif et plus tyrannique dans ses manifestations que tous ceux qui l'avaient précédé ? N'est-il pas puéril de penser que tout en se sentant assez fort pour se délivrer lui-même des chaînes dans lesquelles il râla et se débattit vainement si longtemps, au lieu de faire un petit effort et de les briser, il resterait tranquillement enchaîné et « serait sage » jusqu'à ce que les députés, « ses bons amis », viennent enfin les lui enlever gentiment, « légalement » ?... Vraiment on est parfois porté à se dire que le « socialisme scientifique » croit l'homme plus apprivoisé qu'il ne l'est réellement. Et c'est pourtant à nous autres utopistes qu'il reproche de spéculer sur la « nature humaine »...

Non, ce n'est pas de là que peut nous venir la solution ; et le Parlement entier fût-il transformé en chapelle socialiste, que la situation ne changerait pas et que les choses demeureraient toujours au même point. Si pendant 40 ans nous avons piétiné sur place (en nous illusionnant, hélas ! que nous avancions) ; si durant quelque temps encore nous allons nous exercer à la même gymnastique, la faute n'en est pas aux parlementaires, mais au Parlement ou plutôt au principe du parlementarisme lui-même. Celui-ci a déjà été vivement critiqué plus d'une *fois*, et plus d'une fois aussi les événements eux-mêmes

nous ont montré sa parfaite incapacité. Inutile donc de recommencer, et pour ma part je me bornerai à dire ceci : Comme la monarchie, absolue ou constitutionnelle, le parlementarisme lui aussi est l'expression politique d'un régime qui comprend des gouvernants et des gouvernés, des commandants et des commandés ; dans ces conditions-là, il y a toujours contradiction entre les intérêts de deux classes en présence ; et de même que la bonté personnelle d'un monarque, par exemple, ne pourrait rien *faire* pour la classe lésée sous peine de porter atteinte au principe monarchique, de même les efforts du plus honnête des parlementaires, et malgré le meilleur vouloir du monde de sa part, seraient paralysés par le respect qu'il doit au principe du parlementarisme. En général, on peut dire que si le régime parlementaire diffère du monarchique, c'est seulement au point de vue quantitatif, en ce sens que le pouvoir n'est pas un et indivisible ; qualitativement, il lui est absolument identique et par conséquent tout aussi mauvais.

Voilà ce qu'il faut faire savoir au peuple. Pour améliorer sa situation si douloureuse, il n'a rien à espérer du Parlement. Cela ne sert point que de remplacer les députés les uns par les autres, et plus ça change, plus c'est la même chose. Il ne doit se fier qu'à ses propres forces. Et quand cette vérité aura enfin pénétré dans son esprit, le régime actuel, avec toutes ses iniquités et toutes ses injustices, aura vécu.

M. D.

Discussion sur la méthode en histoire [1]

(*Suite*)

Pour me faire comprendre, j'esquisserai dans ses plus grandes lignes l'analyse du capital au point de vue statique et je me permettrai de donner certains préliminaires pour la facilité de mon exposé.

A l'heure actuelle, le but véritable de l'exploitation est, non pas de produire pour satisfaire les besoins de la société, mais de faire des profits en fabriquant des marchandises. Le profit et les moyens par lesquels il se crée constituent le plan de cette étude.

La marchandise est un objet qui, par ses propriétés, satisfait les besoins humains de n'importe quelle façon. Son utilité lui donne une *valeur d'usage*.

Cette marchandise s'échange contre une autre marchandise. « La *valeur d'échange* apparaît d'abord comme le rapport quantitatif, comme la proportion dans laquelle les valeurs d'usage d'espèces différentes s'échangent l'une contre l'autre, rapport qui change constamment avec le temps et le lieu. La valeur d'échange semble donc quelque chose d'arbitraire et de purement relatif ; une valeur d'échange immanente, intrinsèque à la marchandise paraît être une contradiction. »

Chacune des deux marchandises échangées en tant que valeur d'échange est réductible à une même troisième conventionnelle ou non. Cette troisième peut être choisie comme *moyen de mesure*. Elle s'appelle alors étalon et elle a pour but de faciliter les transactions. L'histoire de la monnaie révèle d'ailleurs cette préoccupation constante dans son choix : c'est d'abord un produit dont l'usage était commun (ce trépied valait bien douze bœufs — *Iliade* d'Homère) ; c'est l'or et l'argent dont la production très limitée en rend le maniement commode ; c'est le papier-monnaie et le chèque dont les valeurs nominales sont garanties.

Le prix, c'est-à-dire la quantité d'étalon reçue en échange, n'est donc que l'expression numérique d'une valeur. Les marchandises perdent ainsi leur qualité intrinsèque ; elles ont une qualité comme celle de pouvoir être échangées contre de la monnaie.

Quelles sont les conditions nécessaires pour que la marchandise puisse s'échanger contre de la monnaie ?

Elle doit d'abord, comme nous l'avons vu, présenter une certaine utilité ; en outre, sa consommation doit être entravée, soit parce qu'un travail est nécessaire à sa préparation, soit parce qu'elle appartient à quelques-uns, bien que produit naturel.

L'histoire économique montre que les modes de production et de distribution employés font varier l'importance respective de ces facteurs qui interviennent dans l'évaluation de l'équivalent-monnaie. Les prix sont ainsi les enregistreurs naturels des modes particuliers de l'Économique : la statistique nous fournit des procédés rigoureux pour l'analyse de ces prix.

Entrons maintenant dans l'œuvre véritable de Marx ; il a posé *pour la société capitaliste* les définitions suivantes des notions qui servent de base à son système (1).

« Les marchandises perdent leur qualité intrinsèque ; elles ont une qualité commune, celle d'*être des produits du travail* ; c'est du travail cristallisé. »

« La quantité de travail elle-même a pour mesure sa durée, dans le *temps socialement nécessaire* à la production des marchandises. »

« Ce temps est celui qu'exige tout travail exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, *par rapport au milieu social donné*, sont normales. »

Il hiérarchise le travail, et dans la rétribution « le travail complexe n'est qu'une puissance de travail simple ou plutôt n'est que le travail simple multiplié de sorte qu'une quantité donnée de travail complexe correspond à une quantité plus grande de travail simple. *L'expérience prouve que la réduction se fait constamment* » (2).

« Ce n'est pas l'échange qui règle la quantité de valeur d'une marchandise, mais au contraire la quantité de valeur de la marchandise qui règle ses rapports d'échange. »

Dans une organisation économique ainsi définie, pour qu'un individu puisse produire et être apte à écouler ses marchandises, il doit avoir à sa disposition les instruments de production compatibles avec les progrès de la technique. Aussi, ceux qui possèdent uniquement leurs propres forces de travail doivent s'offrir à ceux qui possèdent les moyens de production pour les mettre en activité.

En tant que valeur, la force de travail représente le *quantum* du travail social réalisé en elle. Mais elle n'existe en fait que comme puissance ou faculté de l'individu vivant. L'individu étant donné, il produit sa force vitale en se reproduisant ou en se conservant lui-même. Pour son entretien ou pour sa conservation, il a besoin d'une certaine somme de moyens de subsistance.

« *Le temps de travail nécessaire à la production de ces moyens de subsistance* ou bien la force de travail a juste la valeur des moyens de subsistance nécessaires à celui qui le met en jeu. »

Tel est le système des notions sur lequel se base tout le développement de l'analyse du capital au point de vue statique.

Ces différents concepts ne sont que des *termes moyens particuliers à un mode de production donné* et ils n'ont peut-être jamais eu une existence *objective* réelle : du moins, je n'ai jamais vu de démonstrations directes qui l'établissaient.

La journée de l'ouvrier se scinde en deux parties : l'une durant laquelle il crée la valeur nécessaire pour acquérir ses moyens de subsistance ; l'autre, appelée *surtravail*, qui sert à produire des marchandises dont le prix du travail retourne intégralement au capitaliste : elle crée la *plus-value*, qui est la source véritable du tribut prélevé par le capital.

Par un ensemble d'actions et de réactions provenant du progrès continu de la technique et des besoins croissants, le patron ne peut se permettre de limiter ses profits et il doit s'efforcer de développer son exploitation. Il cherche naturellement à prolonger le surtravail et à abaisser le tarif des salaires : c'est successivement 12, 14, 16 et même 18 heures de travail par jour dans des locaux réduits et insalubres ; c'est, avec la simplicité du métier et l'effort musculaire rendu inutile par la machine, la substitution de l'homme par la femme et l'enfant ; c'est le travail de nuit pour accroître la production et diminuer les frais de location et d'entretien des appareils ; c'est l'abondance des bras, la baisse des salaires, la mortalité ouvrière très grande, la surproduction et les sans-travail. Et c'est, finalement, l'explication de l'accroissement régulier de la situation malheureuse et de la dégénérescence de la classe ouvrière et la démonstration de la formation de classes dont les intérêts sont antagonistes.

Le régime se développe ; les crises se précipitent plus désastreuses ; certains patrons eux-mêmes succombent. La concentration des capitaux apparaît avec ses corollaires, l'armée de réserve industrielle et le paupérisme.

Tu as développé ce sujet. Je ne veux que montrer l'enchaînement des idées dans l'œuvre.

Puis Marx envisage la réaction prolétarienne : c'est la revendication grandissante pour améliorer les conditions de travail et de salaire ; c'est le jeu régulier des essors de l'organisme social exposé admirablement pour la première fois par de simples ouvriers lors des crises, des grèves et des enquêtes ; c'est l'éveil de la conscience de classe et la condamnation du régime.

(*A suivre.*) L. Theis.

(1) Voir les numéros 41, 36, 38, 39 et 72.

(1) Je tiens à prévenir les lecteurs que je m'abstiens absolument de discuter l'originalité des idées de Marx ; n'aurait-il été que l'ordonnateur des principes énoncés par d'autres que la *vérité* de son système ne serait en rien diminuée.

(2) Fait important pour les prédictions de Marx du Communisme égalitaire.

Balles Dum-dum et balles de grèves

Ces temps derniers, la presse, la presse bien pensante même, s'est émue. Il paraît que, pour poursuivre plus à leur aise leur œuvre de civilisation, et dans le but de montrer leur supériorité aux races qu'ils veulent asservir, les Anglais emploient, et non sans un certain succès, la balle *Dum-dum*, qui, si elle n'est pas tout à fait explosive, n'en est pas moins dangereuse.

Jamais elle ne manque son homme. En effet, aussitôt que ladite balle rencontre la moindre résistance, elle s'écrase de telle façon qu'elle déchire les chairs et produit une blessure mortelle. Il est vrai de dire que de tels procédés sont dans les mœurs et coutumes des Anglais colonisateurs. Stanley brûlait des villages entiers pour être sûr que pas un indigène n'échapperait. Disons aussi que toutes les balles à couverture de nickel, dont sont dotées nos modernes armées, sont très facilement transformables en balles *Dum-dum* des Anglais ; tous les officiers le savent, ce n'est donc là qu'une fausse indignation.

Ce qui nous occupe est bien mieux. Il s'agit bien encore d'une balle, mais d'un nouveau genre. A l'inverse de la balle *Dum-dum*, qui tue sûrement son homme, celle-ci ne doit que le blesser. Pas d'hécatombe, cette fois, il ne faut pas tuer. Tel est le problème.

C'est une nouvelle balle qu'une récente circulaire du ministre de la guerre reconnaît nécessaire. Une réforme, cette fois, et une vraie. Les Lebel actuellement en usage tuent trop facilement; l'expérience en a été faite à Fourmies : inutile de la répéter.

Et, comme la nouvelle balle, actuellement à l'étude, doit servir seulement à apprendre à vivre aux gens à qui elles sont destinées et que les tuer est un moyen par trop radical, les faire souffrir est mieux.

Mais laissons parler le grave journal *le Temps* qui préconise, et il le rappelle avec un certain orgueil, cette réforme depuis 1893 :

« La cartouche « de grève » belge, et la « cartouche à mitraille » italienne sont destinées à produire un certain effet à courte distance, à repousser les attaques effectives des ÉMEUTIERS ou des malfaiteurs et à contenir leurs violences imminentes, tout en évitant, dans la mesure du possible, les accidents mortels qui se produisent infailliblement avec les cartouches ordinaires actuellement en usage.

« L'adoption de cette sorte de munition, qui n'offre d'ailleurs aucune difficulté, remplirait certainement le but que se propose d'atteindre aujourd'hui le ministre de la guerre. »

On le voit, il n'est pas possible d'être plus charitable. C'est le comble de la prévoyance. Le 1er mai n'est pas très éloigné, et le commandant Chapuis est tout désigné : il saura bien trouver quelque Maria Blondeau pour l'essai du nouvel engin. Allons, Monsieur le Ministre de la Guerre, donnez vos ordres, il en est temps encore; et, sûrement, pour une question aussi importante, les bureaux de la guerre sauront montrer qu'ils savent aller vite lorsqu'il le faut, et que leur réputation légendaire d'inaction n'est que médisance de la part de gens assurément payés pour déconsidérer l'armée et ses chefs.

Mais j'y songe, tout cela est très bien : balles *Dum-dum* pour peuplades à civiliser; balles de grève et à mitraille pour grévistes, émeutiers et malfaiteurs; oui, très bien; mais à quand les balles pour capitalistes? Oui, à quand?

P. DELESALLE.

Il paraît qu'une maison anglaise de Birmingham vient de construire un canon-revolver qui peut lancer 600 boulets par minute.

Le nouveau canon se charge seul au moyen d'un simple mouvement mécanique, il puise lui-même les gargousses dans leur récipient. Un jet d'eau froide le rafraîchit automatiquement.

Ce canon porte à trois milles, et promet d'être un des engins les plus exterminateurs dont disposeront les armées modernes. L'extinction du paupérisme, quoi!

DES FAITS

Nulle autre part, autant qu'aux Etats-Unis, l'armée des sans-travail, des miséreux n'est aussi nombreuse. Nulle autre part, aussi, la richesse et la fortune ne s'y affichent avec autant d'insolence.

La *Revue des Revues* raconte que le milliardaire Georges Gould, ne sachant que faire de son immense fortune, vient de faire construire un hôtel avec un escalier en or.

Un autre richard américain, piqué d'amour-propre sans doute, se propose d'orner sa demeure d'un escalier plus coûteux si possible. Il a, à cet effet, fait l'acquisition d'un bloc de marbre du prix de 450.000 fr. dans lequel d'habiles sculpteurs sont chargés de lui tailler un escalier. De plus, la rampe sera en or massif. Chaque marche reviendra à environ 14.000 fr.

Quand donc les malheureux sans-travail, les traîne-misère qui pullulent aux Etats-Unis, comprendront-ils ce défi jeté à leur misère, cette insulte à leur pauvreté, et que c'est de leur abstinence qu'est fait ce superflu?

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA GRANDE FAMILLE. — Cette grande et chère famille, dont Esterhazy est le fils prodigue, continue d'avoir sa justice spéciale, qui, quoi qu'en dise papa Ravary, a beaucoup d'analogie avec l'autre. Boiteuse, bancale, aveugle et sourde comme elle, il est temps qu'elle se retire des affaires. Nous attendons, pour l'y reléguer, qu'il y ait de la place aux Quinze-Vingts.

Dans l'expectative de ce jour de délivrance, consolons-nous en relatant ses exploits. Nous arriverons peut-être à la fin à persuader les hommes de l'urgence de sa mise à la retraite.

Un cuirassier, nommé Agnel, se trouve à l'hôpital Desgenettes, à Lyon, où il est soigné pour un coup de sabre qui lui est tombé du ciel. Quand je dis « tombé du ciel », c'est qu'on ne saurait trouver d'autre origine à sa blessure. Il avait été dit, et Agnel lui-même avait déclaré premièrement que, pendant l'exercice, le lieutenant Danloux du Mesnil, qui serait à cet égard très sujet à caution, se serait rué sur lui et lui aurait porté un coup de sabre. Après enquête, on nous annonce que le cuirassier Agnel s'est rétracté, et que c'est par suite d'une hallucination collective que tout le régiment a été témoin du prétendu acte de brutalité reproché au lieutenant Danloux. Aussi Agnel a-t-il été puni de soixante jours de prison, non pour avoir été blessé, comme on pourrait le croire, mais pour avoir faussement accusé son supérieur.

Mais, direz-vous, puisqu'il est à l'hôpital, c'est qu'il a été blessé!... La religion militariste et patriotique a, elle aussi, ses mystères qu'il faut croire sans comprendre. Je ne vois, pour ma part, d'autre explication que l'intervention du Saint-Esprit.

Ce lieutenant Danloux avait aussi été accusé d'avoir fait bouchonner huit soldats au point de leur emporter la peau et de les mettre dans un état pitoyable. On ne parle plus de ce fait. Est-il, lui aussi, imaginaire, et sommes-nous en présence d'une épidémie ? Allons-nous avoir les visionnaires du 7e cuirassiers ?

*
* *

La semaine dernière, une grande expédition a été décidée dans les environs de Médan. Neuf jeunes soldats, disposés en tirailleurs dans un bois, attendaient, avec cette émotion inséparable d'un premier engagement, le passage de l'ennemi. Quand celui-ci apparut sous les traits et dans la personne de Zola, nos braves soldats firent entendre des cris et des injures, en même temps que des pierres venaient tomber autour de l'armée ennemie.

Ah! combien ce haut fait d'armes nous rassure sur l'issue d'une guerre éventuelle avec l'Allemagne!

*
* *

Bordeau, sergent-major au 7e régiment d'infanterie de marine, s'est suicidé d'un coup de revolver à la tempe. On donne pour explication, avec la désinvolture que donne l'inconscience du crime, qu'il était sujet à des fièvres depuis son retour des colonies. Mais précisément, si on ne l'avait pas envoyé dans des pays malsains pour y défendre les écus de nos bourgeois assis tranquillement chez eux devant une table bien garnie, il n'aurait pas contracté ces fièvres qui ont dérangé son cerveau et l'ont poussé au suicide.

En dépit de l'explication, la culpabilité de la société demeure tout entière.

*
* *

LA POLICE. — Le respect s'en va. La police, cette auxiliaire de la justice, se permet de critiquer les jugements des tribunaux et de manquer de respect aux magistrats.

L'autre jour, la neuvième chambre acquittait un prévenu du délit d'outrages aux agents. A la sortie, le gardien de la paix plaignant chercha querelle à l'acquitté et lui dit : « Le tribunal vous a acquitté, eh bien! moi, je ne vous acquitte pas. » Puis, l'empoignant, il l'emmena au poste. Puis, à un témoin qu'il avait également empoigné et qui se réclamait d'un « très haut magistrat », il répondit : « Eh bien, il est frais, votre magistrat ! »

Si la police ne respecte plus ni la loi, ni la magistrature, comment veut-on que nous les respections nous, simples mortels?

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

LA PROPRIÉTÉ. — Un garde du château de Brissac, en Maine-et-Loire, vient de tuer d'un coup de fusil un braconnier qui tendait des filets sur la lisière d'un bois. Le garde est laissé en liberté.

Les habitants de l'endroit sont indignés. Mais, comme le leur faisait observer un camarade de passage, quand le gouvernement de Versailles faisait fusiller trente-cinq mille communards, ils n'ont rien dit : la victime d'aujourd'hui était un bon patriote, qui avait soin de contribuer par ses votes à maintenir la propriété des richards; il est une des victimes des pièges tendus aux pauvres et qu'il a sanctionnés.

PIERRE ANDRÉ.

Tunisie.

Le *Journal officiel* (no 30) d'ici vient de publier, relativement au séjour des étrangers dans la Régence, un décret qui est une véritable atteinte à la liberté individuelle et qui rappelle le despotisme des vieux régimes. Par ce décret, chaque étranger est mis à la merci de la police, qui seule peut lui accorder la permission de résider dans la Tunisie.

On lit dans l'art. 2 du même :

« Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers suivant la forme déterminée par un arrêté de notre premier ministre. Un extrait de ces registres sera délivré au déclarant et *devra être représenté par lui à toute réquisition des agents de l'autorité*.

Voici appliquée aux citoyens la surveillance permanente, autorisant un sergot quelconque à tracasser à toute heure n'importe qui en lui demandant son extrait.

Mais il y a pis encore. Vous savez qu'en Tunisie il n'existait pas de loi sur l'expulsion politique. Eh bien, le récent décret vient d'y pourvoir, par l'article 7, qui dit :

« Notre premier ministre pourra également par mesure de police, enjoindre à tout étranger voyageant ou résidant dans la Régence, et dont la présence serait de nature à compromettre la sécurité publique, de sortir immédiatement du territoire tunisien. »

Cependant la *perle* de ce décret se trouve dans l'article 5, où chaque citoyen est obligé de devenir un agent auxiliaire de la sûreté; parce que « toute personne qui emploiera un étranger n'ayant pas satisfait aux prescriptions du présent décret sera punie d'une amende de 10 à 15 francs inclusivement et d'un emprisonnement d'un à cinq jours, etc. »

Aussi, après la muselière dont on a bâillonné la presse, on vient d'ôter le peu de liberté individuelle qui restait encore dans ce pays.

Tout cela, sans doute, pour faire éclater toutes les beautés d'un gouvernement civilisateur.

La crise sévit, le gibet fonctionne; il ne manquait que le régime des « ukases », et vous voyez qu'il n'a pas tardé à venir.

Et les organes tunisiens?

Ils continuent à garder *un silence d'or !*

EVENING.

Allemagne.

LA JUSTICE. — Un enfant de douze ans mendiait dans les rues de Ratisbonne, il fut arrêté comme vagabond et incarcéré dans la prison de la ville. Pendant huit jours, on oublia ce pauvre petit, qui ne cessait de pleurer et d'affirmer son innocence. Enfin, un juge se décida à interroger le malheureux enfant ; avec effroi, il constata que son prisonnier était devenu fou !

Les journaux de la localité réclament une enquête. — Comme les juges doivent sourire ! Ah ! la belle jambe qu'une enquête ! Elle sert tout autant que le procès-verbal dressé à Nassandres. Enquêtes et procès-verbaux font l'affaire des procureurs et des ronds-de-cuir. Mieux vaudrait mettre les malheureux en possession d'un moyen d'existence. « Otez aux hommes la crainte du lendemain, et ils seront heureux. » Il est vrai que si ce désir de Mably était réalisé, ça ne ferait pas l'affaire des gens de justice.

Angleterre.

LONDRES. — Dimanche dernier a eu lieu à Trafalgar-Square un immense meeting en l'honneur de Cuba libre. On évaluait à huit ou dix mille les personnes qui se pressaient sur cette place.

Perry, secrétaire du Comité contre l'inquisition espagnole, prend le premier la parole, lit différentes lettres de sympathie au meeting et fait un petit compte rendu des travaux du Comité. Tom Mann, en une parole franche et énergique, soulève cinq ou six fois de formidables hurrahs en faveur de Cuba et de l'Espagne débarrassées de toutes les tyrannies. Parle aussi avec beaucoup de logique et une grande énergie Turner, du groupe Freedom. Tarrida del Marmol, au nom de ses frères cubains, souhaite leur prochaine délivrance ; ses paroles sont saluées d'une véritable manifestation de sympathie. Louise Michel, en un discours admirable de simplicité, est fréquemment interrompue par les ovations ; elle souhaite l'affranchissement de l'humanité tout entière. Mac Pherson et cinq ou six autres orateurs sont tous très écoutés et très applaudis.

Avant de se séparer, on pousse trois immenses hurrahs pour la prochaine libération des camarades qui sont dans les bagnes espagnols, pour l'autonomie complète de Cuba, des Philippines et de tous les pays.

Suisse.

BERNE. — *Bienheureux ouvriers.* — Les rapports des inspecteurs de fabriques signalent les cas suivants d'empoisonnements déclarés : 1878-83, un ; 1884 et 85, dix-huit ; 1886-87, vingt-trois ; 1888-89, douze ; 1890-91, trente et un ; 1892-93, vingt-quatre ; 1894-95, treize.

Ces chiffres sont bien insignifiants comparativement au nombre réel des empoisonnements causés par le travail, attendu que pour qu'un empoisonnement soit reconnu, il faut qu'il soit « grave » et, de plus, qu'il soit constaté avoir exclusivement pour cause les conditions au milieu desquelles l'ouvrier a travaillé. On se rend compte du nombre considérable de cas d'empoisonnement dus au travail, qui doivent être exclus de la statistique ; surtout si l'on sait que nombre d'industries employant des substances toxiques : le plomb et ses combinaisons, le mercure, l'arsenic et leurs combinaisons ; le phosphore jaune, les gaz irrespirables et vénéneux, le cyanogène et ses combinaisons, la benzine, l'aniline, la nitroglycérine, le virus de la variole, du charbon et de la morve et bien d'autres industries tout aussi malsaines, ne sont point — malgré les pétitions des ouvriers — reconnues par la loi comme des industries pouvant engendrer des maladies graves.

***

Sainte propriété. — Près de Cornol, on a trouvé un ouvrier de la fonderie à demi mort. Cet homme, originaire de Neuchâtel, ne connaissant pas la contrée, s'était égaré pendant la soirée ; un propriétaire l'ayant rencontré sur sa propriété, dit-il, a tellement roué de coups le pauvre égaré, qu'il a fallu, lorsqu'on l'a découvert le lendemain matin, le transporter à l'hôpital. Son état est si grave qu'on désespère de le sauver.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

*Bibliothèque des Libertaires du XII*e. — Dimanche, à 2 heures, chez Delapierre.

***

*Groupe abstentionniste du XII*e *arrondissement.* — Réunion chez Delapierre, 168, rue de Charenton, à 8 h. 1/2, les lundi, mardi, jeudi, samedi. Adresser tout ce qui concerne le groupe à Lafond, 264, avenue Daumesnil.

Que tous les hommes qui n'ont pas la même compréhension que nous des phénomènes sociaux viennent discuter en amis, ils seront les bienvenus.

Notre maître c'est notre ennemi.

Réunions publiques contradictoires :

Dimanche 24 avril, à 2 h. 1/2, préau des écoles, 4, rue Bignon.

Jeudi 28 avril, à 8 h. 1/2, 4, rue Bignon.

Samedi 30 avril, à 8 h. 1/2, préau des écoles, 39, rue de Reuilly.

Lundi 2 mai, à 8 h. 1/2, 4, rue Bignon.

Jeudi 5 mai, à 8 h. 1/2, préau des écoles, rue du Rendez-Vous.

Samedi 7 mai, à 8 h. 1/2, 39, rue de Reuilly.

***

Le *Groupe d'initiative pour l'Ecole libertaire* vient de faire paraître en brochure l'appel qu'il avait fait distribuer.

Cette brochure, ornée d'un dessin de Willaume, est vendue 0 fr. 05 au profit de l'école, 0 fr. 10 franco, ou 3 fr. 50 le cent. Nous engageons les camarades à la propager le plus possible. S'adresser aux *Temps Nouveaux*.

Etant donnée la destination des fonds, nous avertissons que nous ne l'expédierons qu'après avoir encaissé le montant de la commande.

***

Nous avons retrouvé deux collections complètes du Supplément de la *Révolte*. Nous les mettons en vente au prix de 50 francs chaque.

***

Nous en avons en plus trois autres auxquelles il manque les numéros 36 et 46 de la 3e année. Celles-là, nous les laisserons à celui qui nous en offrira le prix le plus raisonnable.

***

Nous avons aussi la *Révolte*, journal et supplément complet, à 150 francs.

***

Les groupes ou les camarades qui, à l'occasion de la période électorale, feront paraître placards, affiches ou manifestes, sont priés de nous en faire parvenir quelques exemplaires.

Il en sera parlé dans le journal.

***

Le groupe pour les détenus *La Solidarité Internationale* a reçu : Réunion Cyvoct, à Lyon, remis par Boriasse, 15 fr. ; Yung, 1 fr ; Sa compagne, 1 fr. ; Liste Martin-Donzie, 1 fr. 60 ; Martin, 2 fr. — Total : 20 fr. 60. — Merci à tous.

***

SURESNES-PUTEAUX. — Les camarades connus et lecteurs inconnus des journaux libertaires sont invités à se réunir le 30 courant, à 8 heures du soir, chez M. Vaccarino, marchand de vins, au coin de la rue des Coutures et de Magenta, à Puteaux.

Un camarade fera une causerie sur le « Premier mai et les élections ».

L. B.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Procès Zola devant la cour d'assises de la Seine et la cour de cassation, compte rendu sténographique (*in extenso*) ; 2 vol., 7 fr. chez Stock, Galeries du Théâtre-Français.

Lysistrata, d'Aristophane, traduction de Ch. Zevort ; 1 vol. de la *Collection polychrome*, 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Socialisme utopique, par A. Lichtenberger ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

***

Fallimento (retroscene del Socialismo contemporeano), par Enrico Iusabalo, 1 lira, libreria Treves, di Luigi Beltrami, Bologna.

Les Précurseurs de l'anarchie, vers par Villemejeanne, chez l'auteur, 6, rue Costelier, Nîmes.

***

Nous avons reçu le premier numéro du *Droit de vivre*, organe anarchiste, 12, impasse Briare (rue Rochechouart), Paris (hebdomadaire).

***

A lire :

Les Ouvriers de la dernière heure, par C. Mauclair, *Aurore*, 25 avril.

La Leçon de Jannin, par Urbain Gohier, *Aurore*, 26 avril.

L'Espagne et Cuba, par Bradamante, *La Fronde*, 26 avril.

AVIS

A tout nouvel abonné d'un an, nous laisserons, comme prime, les trois années parues des *Temps Nouveaux* pour 10 francs.

***

Il nous a été remis, pour être vendu au profit du journal : une sixième année complète du *Révolté* de Genève. Nous la laisserons au prix de 6 francs.

Et une collection des deux premières séries de l'*Egalité*, de Guesde, lorsqu'il était révolutionnaire (1877-1878 et 1880). Nous la laisserons à 7 francs.

***

Sur un nouveau tirage de 28.000 *Grève des Electeurs*, il ne nous en reste plus que 6.000 qui seront envoyés aux premières demandes. Il ne sera pas fait de nouveau tirage.

EN VENTE A NOS BUREAUX

Derniers ouvrages parus de nos collaborateurs :

L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par Elisée Reclus, franco, 2 fr. 75.

XIII Idylles diaboliques, par A. Retté, franco, 2 fr. 75.

Delcros, par H. Rainaldy, franco, 2 fr. 75.

AUX AMIS DE PARIS

Nous avons, cette semaine, fait déposer chez les libraires : *Les Temps Nouveaux*, de Kropotkine, *Pages d'histoire socialiste*, de Tcherkesoff, et *La Panacée-Révolution*, de J. Grave.

Ceux qui ne les ont pas peuvent se les procurer ainsi où ils achètent le journal.

Le montant de la vente, si elle répond à notre attente, doit nous servir à faire réimprimer *Les Déclarations* d'Etiévant ; à titre de souscription, nos camarades sont donc priés de se fendre de quelques sous pour les acheter.

PETITE CORRESPONDANCE

L. N., à Genève. — *Primitifs d'Australie* expédié.

V. H., à Morlain. — Avez oublié les 15 centimes.

M. W., à Saint-Etienne. — Tout cela c'est du roman de politicaillerie. C'est de l'organisation économique que nous souffrons et c'est elle que nous combattons.

Le camarade C. Fourche, 7, avenue de Versailles, Paris, ayant inventé un système de chaussures qui exige, pour la fabrication, le concours d'un ouvrier galochier, demande la collaboration d'un camarade de cette corporation pour l'exploitation de son idée, ce qui leur permettrait à tous deux de se rendre indépendants du patronat.

E., à Daumazan. — M., à Lezat, a refusé son numéro ?

Goliath. — Si Deschanel cite cela de Montesquieu, il est probable que c'est bien de cet auteur. En ce cas, cela doit être tiré de l'*Esprit des lois*.

*Groupe du XII*e. — Adressez vos correspondances directement, 140, rue Mouffetard, si vous voulez qu'elles passent.

Reçu pour l'école libertaire : K., à La Ferté, 0 fr. 50. — L. G., 1 fr. — V. P., 1 fr. — V. L. F., Paris, 10 fr. — En tout : 12 fr. 50. — Listes précédentes : 277 fr. 05. — Total général : 289 fr. 55.

Reçu pour Etiévant : Gehin, 1 fr. ; A. P., 1 fr. ; M. C., 0 fr. 50.

Reçu pour les détenus : San-Francisco, par G. : 10 fr. 10 ; par R., Avignon, 2 fr. 75. — Un ami de la banlieue, 10 fr.

Reçu pour le journal : San-Francisco : Uno dannato, 0 fr. 50 ; Zut pour les prêtres, 0 fr. 50 ; Un ami, 0 fr. 50 ; Une amie, 0 fr. 50 ; Un anarcho, 0 fr. 50 ; Anarcho autour du monde, 0 fr. 75 ; Un anarchico, 0 fr. 50 ; N. de Zorado, 0 fr. 50 ; Un ribelle, 0 fr. 50 ; Un ribelle, 0 fr. 50 ; Perion, 0 fr 75 ; Salbris, 1 fr. 25 ; G. B. Zanellin, 1 fr. 25 ; G. Salbris, 1 fr. 25. En tout : 9 fr. 80. — Avignon : Un afficheur, 0 fr. 50 ; Un exploité, 0 fr. 25 ; Un cafranier, 0 fr. 25 ; Le redoutable, 0 fr. 25 ; Gaudet, 0 fr. 25 ; France, 0 fr. 25 ; Garde Julot, 0 fr. 50 ; Rondier, 0 fr. 25 ; Julie, 0 fr. 25. En tout : 2 fr. 75. — Clamecy, 1 fr. — Un ami de la banlieue, 5 fr. — V. P., 1 fr. — V. L., 3 fr. 25. — Merci à tous.

P. A., à Angers. — M., à Angers. — Vve D., à Montluçon. — B., à Roubaix. — M., à Antibes. — N., à Rouen. — E., à Tunis. — G., à Londres. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 2 DIX CENTIMES DU 7 AU 13 MAI 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

SUS A L'ARMÉE!

En fouaillant le militarisme, en le provoquant à se défendre, donc à s'affirmer, l'initiative de Zola aura eu pour conséquence heureuse — entre tant d'autres — de nous rappeler ce mal et d'en préciser le danger exact, tel le médecin qui frappe du doigt l'organe et l'accélère pour le mieux ausculter.

Il y a quelques jours, Séverine, dans la *Fronde*, publiait cette lettre :

« Madame,

» Dans vos « Notes d'une Frondeuse » d'hier, vous demandiez ce que MM. les militaires feraient de plus, aux partisans de l'ordure qui a nom Zola, que de les menacer de les rouer de coups et de les jeter à l'eau, et vous terminiez par ces mots : « Y réussir? »

« Je suis enchanté de l'occasion qui se présente, pour un vieux soldat d'Afrique, d'éclairer vos incertitudes. Il est évident qu'une bonne batterie installée à Satory, et chargée de boîtes à mitraille, devant laquelle on alignerait, par peloton, la bande des dreyfusards, zolistes, et autres drôles de même sorte, serait un excellent moyen de débarrasser la France des bêtes puantes qui la déshonorent. Mais c'est là une solution que réprouverait la civilisation.

« Dans l'état des choses, on se bornera à casser les reins et à f... à l'eau ceux qui crieront un peu fort contre la France et pour l'adorateur du postérieur de la Mouquette, etc., etc. »

Cette prose, si savoureuse, du vieux soldat d'Afrique rappelle le jeune capitaine qui témoigna, par lettre aussi, à M. Scheurer-Kestner le désir de lui planter son sabre dans le corps, afin de s'assurer, à la couleur du sang, si c'était bien du sang français. Et il ne faudrait pas chercher beaucoup pour recueillir un beau choix de férocités analogues, écrites ou parlées, émises ces temps-ci par les gens de caserne.

Or ceci n'a rien pour déplaire. Tranquille application d'un code sanguinaire, brutalités quotidiennes des chefs, suicides de soldats exaspérés par des persécutions systématiques ou déprimés par l'abêtissement des chambrées, on finit par se blaser à ce train-train coutumier des mœurs guerrières. Les manifestations extraordinaires et plus éclatantes de l'esprit soldat, comme il s'en produit dans les circonstances actuelles, nous rappellent utilement au sentiment du danger. Elles nous informent aussi que ce danger, loin de rester circonscrit aux gens retenus dans les cadres par l'obligation du service ou de la profession, menace de sa contagion tout le corps social.

On l'a démontré bien des fois avec un grand luxe de preuves, la pratique exclusive des exercices violents, le fait de porter des armes qui suscite fatalement le désir de s'en servir, la discipline, c'est-à-dire le bon plaisir d'un seul imposé ou accepté selon le degré de la hiérarchie, mais jamais *discuté*, jamais *expliqué*, et sanctionné d'avance par la toute-puissance de la force, tout cela incline le professionnel vers les solutions violentes, développe et fixe en lui l'habitude d'opposer en toutes circonstances la force à la raison. Les documents ci-dessus et la crise générale d'épilepsie où fut jeté l'élément militaire de la nation française à la simple vue de gens qui prétendaient rester raisonnables, tout cela vient très heureusement illustrer des conclusions psychologiques depuis longtemps acquises. Etre bon soldat, avoir l'esprit militaire, c'est, en un mot, agir toujours comme une brute.

Avec cette nuance que la brute militaire est une brute plus compliquée et plus dangereuse que les autres. L'être qu'on désigne par ce nom d'ordinaire, c'est celui mal dégagé encore de l'animalité et dont l'intelligence, très rudimentaire, n'exerce que peu de contrôle sur les actes. Instruisez cet être inférieur, éduquez-le, vous en ferez un individu raisonnable. Aux brutes des casernes ne manquent ni l'éducation, ni l'instruction. Leur culte de la violence, leur mépris systématique de la raison, résulte au contraire d'une éducation spéciale. Ce sont, pour ainsi dire, des brutes conscientes qui se félicitent de l'être et se réjouissent de leur retour à la bête.

L'armée ce n'est donc pas seulement — ce qui serait assez grave — l'état de barbarie maintenu, c'est, de plus, la glorification de cet état, c'est la force bestiale érigée en principe, royalement entretenue, idéalisée à plaisir, galonnée et panachée, dorée et décorée, et dont la contagion rayonne d'autant plus loin que l'idole est plus reluisante.

Si, d'autre part, comme on le pense généralement, la pratique loyale en toutes choses du libre examen et le ferme propos de passer au crible de la raison toute idée, toute révélation nouvelle sont les conditions indispensables et la méthode nécessaire de tout progrès social, comment accorder les aspirations de la vie civile avec l'esprit militaire ? Comment fixer dans les jeunes cerveaux ces habitudes infiniment précieuses si les porte-sabre prêchent à côté, de la théorie et de l'exemple, que la force résout mieux et plus vite toute difficulté ? La conciliation semble *difficile*. Et, à ce seul point de vue déjà, — car il n'en manque pas d'autres — rien n'apparaît plus néfaste, plus antisocial que l'armée ennemie de la raison, éducatrice et conseillère de violence. Il n'est pas de pire défi à la civilisation moderne et à notre soif de progrès qu'une volonté aussi insolente de croupir dans le passé.

Emises depuis longtemps déjà par quelques esprits d'élite, lointains précurseurs de la race, ces idées commencent à se répandre. Bien des gens d'opinions et de partis divers comprennent le danger de garder parmi nos mœurs ce ferment d'imbécile brutalité, ce foyer actif de violence. Ils sentent l'illogisme, pour des gens qui se réclament de la raison persuasive, à entretenir de leurs deniers et de leur respect ce culte de la force.

Donc la lutte s'impose entre les deux principes adverses. Mais c'est ici, hélas ! que faiblissent beaucoup de ces clairvoyants.

Les uns croient à l'amendement possible de l'esprit militaire. Ils pensent aux réformes qui humaniseraient le métier des armes. Ils rêvent de marier la raison à la discipline, de concilier la justice et la persuasion avec la pratique des armes et l'éducation du meurtre. Ils n'aperçoivent pas, ces aveugles, que l'idée d'une troupe armée est inséparable des idées de force brutale, d'obéissance passive, d'abdication de toute volonté raisonnable, de toute autonomie pensante. Ils ne voient pas que l'armée la meilleure c'est, par définition même, la plus féroce, la plus brutale, la plus bête. Ils parlent de bons et de mauvais militaires. Ils voudraient encourager les uns et chasser les autres. Il n'y a pas de bons et de mauvais militaires, mais des militaires, c'est-à-dire des hommes de violence ennemis jurés des hommes de raison, et les plus violents sont les meilleurs.

Tous ceux qui, sans y être contraints par la force, font le métier des armes — noble peut-être il y a des siècles, vil aujourd'hui, sans nul doute — tous ceux-là, fussent-ils individuellement les plus justes, les plus doux et les plus raisonnables des hommes, deviennent solidaires et responsables des barbaries qui s'éternisent. Voilà ce qu'il faut affirmer en toutes circonstances, voilà ce qu'il faut apprendre à nos enfants si nous voulons en faire de vrais antimilitaristes et pas seulement des dilettantes de l'antimilitarisme. Voilà comment nous préparerons des générations plus heureuses que les nôtres et plus rapides à progresser parce qu'elles ne connaîtront plus ce départ scandaleux entre les hommes de notre temps, tenants de la force d'un côté, amis de la raison de l'autre.

Certains avouent que le militarisme est un mal, le grand mal moderne, mais un mal nécessaire, s'empressent-ils de corriger. Et les voilà d'abriter leur demi-courage derrière ce sophisme, ce terrible sophisme auquel on doit pour une large part les paresses évolutives et qui consiste à remettre à plus tard la propagande d'une idée — oh ! très belle et très juste ! — sous prétexte que le moment n'est pas venu.

Mais pour battre en brèche une institution du passé, condamnée à plus ou moins longue échéance, qui peut dire si le moment est venu

ou non? Pouvons-nous savoir si cet organe — mort de toute évidence — ne tient pas encore par quelque fibre à d'autres parties vivantes, et combien de temps il leur faudra pour se détacher? Pouvons-nous évaluer le degré de résistance, la puissance des intérêts en jeu, les péripéties et les hasards du conflit par quoi se résout toute transformation? C'est ce conflit des événements, ce jeu des actions et des réactions sociales qui se charge, à chaque époque, de réaliser de nos idées la part actuellement possible, sans que nous ayons besoin de tenter cette évaluation, ni surtout sans que cette tentative d'évaluation doive influer sur l'opportunité de répandre ou de taire nos idées. Notre opinion personnelle et notre propagande ne sont-elles pas, d'ailleurs, facteurs au même titre que les autres de progrès social? Dès que l'idée est éclose dans nos cerveaux, c'est l'heure de la publier.

Et les événements se chargeront de nous apprendre si l'heure était bonne ou mauvaise.

N'est-ce pas justement par ceux qui n'ont pas peur de le dire, qu'on s'aperçoit du danger des institutions vieillies, du discrédit où elles tombent et du besoin de les détruire?

Dites-nous donc, vous qui avez toujours peur que l'heure ne soit pas venue, si beaucoup d'institutions humaines sont disparues avant d'avoir épuisé toute leur utilité, avant de n'être plus depuis longtemps, à nos épaules, qu'un poids lourd, insupportable? Les aspirations des hommes ne furent-elles pas toujours de beaucoup en avance sur l'état social et n'est-ce pas de ce conflit que naissent justement les révolutions?

Les prévoyants de l'évolution, profonds politiques et gens habiles qui nous méprisent, nous autres gens simples, et nous reprochent de ne pas voir plus loin que notre nez, fondent d'ailleurs leur prudence sur une logique douteuse. « La plaie militariste, expliquent-ils, nous voudrions, nous aussi, la cautériser pour toujours. Mais comment, tant que durera la guerre? Attendez que les nations soient assez raisonnables pour ne plus s'entre-tuer, puis vous crierez : A bas l'armée! tout à votre aise, et tout le monde applaudira. »

Inutile même de répondre qu'une propagande contre l'armée ne va pas sans une propagande contre la guerre. Car pourquoi la guerre disparaîtrait-elle avant le respect de l'armée! Pourquoi l'horreur et le dégoût de la servitude militaire, parvenus au même point chez des peuples de même culture, ne seraient pas agents très actifs de la paix internationale? Les combattants peuvent, il est vrai, retourner chez eux faute de combats, mais il peut se faire aussi que le combat cesse, un beau jour, faute de combattants. En réalité, les deux choses, très probablement, se combineront. Viser le second but nous paraît tout de même plus sûr. Car soyez certains que longtemps après toute guerre éteinte, les gouvernants, s'il en reste en ce temps béni, sauront trouver des prétextes pour peupler quand même leurs casernes.

Pour combattre un mal, quel qu'il soit, il n'est pas besoin de jouer au plus fin, de s'embarrasser de *si*, de *mais*, ni de *car*. Il suffit de le dénoncer. Et plus le mal est profond, plus il est dangereux, plus l'attaque s'impose hardie et bien en face. Tolstoï reste pour nous le véritable, l'idéal propagandiste contre le sabre. Ses idées morales, très contestables, seront depuis longtemps oubliées qu'il demeurera un héros de la pensée et de l'action, pour s'être levé un jour contre le militarisme et pour lui avoir dit sans réticences : « Je te méprise et je te hais et je te dénonce aux hommes, pour qu'à leur tour ils te méprisent et te haïssent. »

A nous de faire de même dans la mesure des circonstances, de nos moyens et de nos courages.

CHARLES-ALBERT.

UN GUET-APENS

Quand un chourineur projette un assassinat, soit pour voler, soit simplement pour se débarrasser d'un gêneur, il s'embusque ou attire sa victime en un lieu favorable à un dégringolage pratiqué en toute tranquillité. Mais il opère lui-même et risque sa vie. Il encourt la responsabilité de son acte.

Nos gouvernants, que les assassins me pardonneront de leur comparer, n'ont pas même ce courage relatif.

Zola les gêne, c'est certain. Les conséquences du premier procès furent trop funestes au prestige des grands chefs pour que, de tout leur cœur, ils ne souhaitent pas d'éviter une nouvelle comparution à la barre de l'opinion.

Mais, comment faire?... Il entre peu dans l'ordre des choses probables que Zola soit frappé, d'ici le 23 mai, d'une attaque d'apoplexie. Jusqu'à présent, d'ailleurs, M. Lebon n'a cru devoir prendre aucunes dispositions pour le faire embaumer, dans le cas où une exhibition publique et solennelle serait reconnue nécessaire pour dissiper les doutes qui pourraient s'élever sur l'authenticité de sa mort.

L'étrangler, l'assommer, le crever dans un coin?

Aucun de nos ministres n'a assez d'estomac pour cela et le jabot de dindon d'un Hanotaux est insuffisant à en tenir lieu.

Hypocrites et couards, comme les gens d'Eglise qu'ils hantent, ces assassins honteux se sont reposés de ce soin sur la foule anonyme et irresponsable, bornant leur complicité au simple choix du terrain le plus propice à la perpétration du crime.

C'est Versailles, la ville la plus réactionnaire de France, ville bondée de militaires et de leurs aboutissants, qu'ils ont choisi pour y ouvrir un débat qui met le militarisme en péril. Versailles dont le palais de justice n'offre qu'une issue, à l'encontre de celui de Paris dont les multiples sorties permettent de se soustraire à la fureur d'une foule imbécile. Un des escarpes reptiliens insiste sur ce détail, invitant ainsi les assommeurs officiels à y attendre Zola et à mettre un terme définitif à son intempestif désir de lumière.

C'est un guet-apens, ni plus ni moins! Un guet-apens lâche et sournois, une provocation, une incitation caractérisée à l'assassinat, dont les principaux instigateurs demeurent à l'abri de toute responsabilité, en chargeant autrui de leur besogne.

Reste à savoir si les amis et les approbateurs de Zola n'y mettront pas obstacle. Si, résolus à jeter un froid salutaire sur la folie meurtrière des aboyeurs antisémites, ils se portent en masse à Versailles, le 23 mai prochain, pour déranger, par l'attitude déterminée que commandera la situation, le plan de nos Machiavels de sacristie, ne sera-ce pas rendre à ceux-ci la monnaie de leur pièce?

Entre la vie d'un Zola et la peau d'une vieille culotte, le choix est prompt. Il serait hasardeux de la part du gouvernement de pousser qui que ce soit à opter.

ANDRÉ GIRARD.

AUX AMIS DE PARIS

Nous avons, cette semaine, fait déposer chez les libraires : *Les Temps Nouveaux*, de Kropotkine, *Pages d'histoire socialiste*, de Tcherkesoff, et *La Panacée-Révolution*, de J. Grave.

Ceux qui ne les ont pas peuvent se les procurer ainsi où ils achètent le journal.

Le montant de la vente, si elle répond à notre attente, doit nous servir à faire réimprimer les *Déclarations* d'Etiévant; à titre de souscription, nos camarades sont donc priés de se fendre de quelques sous pour les acheter.

EN BELGIQUE

La Belgique est présentement dans une période de fermentation idéologique.

Beaucoup de jeunes gens qui ont été attirés vers le socialisme par ses théories générales sont désillusionnés du mouvement ouvrier. D'aucuns se jettent dans un anarchisme vaguement sentimental et artistique; les plus énergiques s'intéressent surtout aux faits et gestes de la police. D'autres essaient de reconstituer un « vrai » parti basé sur les « vrais » principes socialistes. Il paraît que le Congrès de Liège n'avait pas d'autre but. Ils ne se rendent pas compte des tendances inéluctables de toute organisation. Lorsqu'on doit réaliser, on oublie les grandes théories révolutionnaires et on se borne à devancer les conservateurs de quelques pas, afin de les entraîner dans un lent réformisme. C'est fatal. N'en ayant pas conscience, ils veulent reprendre le drapeau rouge trop souvent oublié et conduire à de « vraies » victoires les masses des prolétaires endormis. Leur œuvre sera tôt pourrie. Son développement obéira aux lois psychologiques que nous connaissons. En outre, tous les mécontents du parti ouvrier viendront la contaminer. Si j'en crois les impressions d'un ami, le Congrès de Liège en est un puissant présage.

Chez les social-démocrates, les principes socialistes sont lettre morte tout comme les droits de l'homme chez les libéraux. Plate-forme électorale : suffrage universel, un vote et vingt-un ans, représentation proportionnelle, pension et assurances ouvrières, inspection du travail, abolition du remplacement militaire et sympathies discrètes pour la nation armée. Dessous : rivalités, tartuferies et appétits formidables.

La politique fait son œuvre.

Avant, j'en aurais été chagrin. Actuellement, j'accepte l'inévitable et je me console dans une étude indépendante. Car je dois avouer que, quelques amis et moi, nous cherchons à présent dans les problèmes sociaux plutôt les satisfactions de la connaissance que les émotions de la propagande. Toutefois, depuis quelque temps, nous nous intéressons à la question des sans-travail et aux revendications des pauvres. Nous sommes heureux de pouvoir contenter notre besoin d'agitation et de sympathie sans être soumis à un système, à une organisation.

Quant à l'étude dont je parlais plus haut, elle consiste à définir chaque courant économique ou intellectuel qui existe dans nos sociétés modernes et à en reconnaître la signification, l'importance et la marche, afin de démolir la vieille croyance révolutionnaire qu'on peut emporter une société entière vers un même but. C'est nier les influences des milieux naturels ou artificiels où vivent les hommes que de vouloir inspirer à chacun le même idéal. Il y a à faire dans cette voie bien des analyses sociologiques dont l'intérêt serait nouveau et la portée considérable. Que les collaborateurs des *Temps Nouveaux* y réfléchissent.

Aider à la formation des groupements sociaux suivant les aspirations et les tendances pour qu'ils entrent ensuite en lutte, c'est faire une œuvre vraiment révolutionnaire. Que chacun se reconnaisse, s'affirme, se range et lutte! On ne doit pas croire à la toute-puissance des théories. Les actes sociaux ont toujours eu pour causes les intérêts d'une fraction de l'humanité. Les paroles seules avaient un caractère général. Le matérialisme social ne se trouve pas seulement dans les livres; il existe surtout dans les faits. On l'oublie trop souvent. On confond aussi les mobiles de quelques-uns avec la poussée inconsciente des foules.

Près des ouvriers dont les ressources sont restreintes et qui trouvent des avantages immédiats dans les coopératives, les assurances et les inspections ouvrières, la réglementation des

conditions de travail, fussent-ils minimes, notre philosophie n'aura jamais de prise sérieuse. Et, chez les meurt-de-faim, il y en aura toujours qui envieront la caserne où la ration est servie régulièrement. Nier n'est pas annuler.

Affirmons nos préférences et aidons les autres à reconnaître et à avouer les leurs. Pour cette œuvre, le journal et le livre peuvent être utiles. Mais je doute qu'ils puissent créer beaucoup d'anarchistes bien conscients et bien forts.

I. Thing.

Nous avons inséré l'article de notre correspondant, parce qu'il nous dit des choses à méditer, mais inutile d'ajouter que nous ne partageons pas du tout sa conclusion qui, acceptée comme elle est formulée, arriverait à nier l'effort de la propagande. Il ne s'agit pas de nier les courants d'idées ou d'aspirations, il s'agit d'en créer un assez fort, pour entraîner les individus dans son attraction.

Certainement, les transformations sociales ne se réalisent jamais absolument comme on les a formulées en théorie, mais les transformations qui se réalisent ne sont pourtant que la synthétisation des idées ou aspirations formulées, s'imprégnant plus ou moins fortement de chacune, selon le degré d'intensité des efforts qui se sont déployés pour les faire prédominer.

Or donc, pour nous anarchistes, la question se présente ainsi :

Sommes-nous convaincus que la réalisation de l'idéal anarchiste soit désirable pour l'humanité?

Si, dans les spéculations philosophiques qu'engendre cette idée, nous ne voyons qu'un délassement de notre cerveau, cela peut nous amuser entre nous, mais ne nous entraînera jamais dans la propagande active; de là cette impuissance à jamais réaliser ce que nous concevons.

Mais si nous sommes bien pénétrés que la réalisation seule de notre idéal puisse nous émanciper, nous satisfaire, nous nous consacrerons à cette réalisation, avec d'autant plus d'activité que nous en serons plus épris, et nous influerons ainsi d'autant plus sur l'évolution humaine que nous aurons davantage agi pour réaliser notre idéal particulier.

J. G.

MORALE BOURGEOISE

La morale bourgeoise est décidément une bien belle chose : elle condamne avec un imperturbable aplomb tels moyens employés contre ses institutions, et elle admet avec non moins d'aplomb l'emploi de ces mêmes moyens pour la défense de ses dites institutions quand elles sont menacées.

On se souvient de ce que toutes ces fripouilles de la presse ont sali de papier contre ceux qui lancèrent des bombes il y a quelques années; le bagne ou la guillotine n'étaient pas suffisants pour ces empêcheurs de digérer en paix; il aurait fallu trouver des moyens plus Torquemada, pour leur faire payer par la souffrance la frousse des satisfaits; les Espagnols trouvèrent quelque chose d'à peu près : les survivants de Montjuich s'en souviennent et... nous aussi.

On se souvient également ce que ces mêmes plumitifs crièrent contre les procédés employés par les Cubains pour se soustraire aux vols, à l'exploitation, aux atrocités du gouvernement d'Espagne; eh bien! aujourd'hui, la note change et ces procédés non consacrés par les usages, jadis condamnés par le gouvernement espagnol, sont considérés comme jeux d'enfants par ce même gouvernement et vont être dépassés de cent coudées; tout simplement parce que, à cette époque, en martyrisant des prisonniers, en faisant mourir de faim des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, parqués dans les villes, de crainte de fournir des éléments aux insurgés, il croyait avoir le dernier mot de cette révolution, tandis qu'à l'heure actuelle il sent la partie désespérée.

Quelles crapules! quels voyous! sont les journalistes et les politiciens, et comme le peuple balayerait tout ça, s'il pouvait se douter comme ils le méprisent, comme ils le trompent, comme ils profitent de sa crédulité, de son honnêteté pour lui mentir, l'exploiter, le voler sous toutes les formes et vivre à ses dépens. Si des impatients, des révoltés, pouvant mille fois justifier leur acte contre notre stupide et criminelle organisation, troublent la digestion de cette bande d'aigrefins par un moyen quelconque, ils crient à la barbarie, en protestant de leurs sentiments humanitaires; mais que demain leur situation soit compromise, immédiatement la bourgeoisie fait siens ces moyens qu'elle condamnait hier comme inhumains. La bombe n'est même plus rien pour elle, ça ne compte pas; c'est la destruction, la ruine, la mort sous toutes ses formes qu'elle rêve. Il n'est plus question de sentiments humanitaires; fadaises tout cela, dont elle n'a que faire! Et ce n'est pas pour le droit méconnu, pour la liberté foulée aux pieds qu'elle emploie ces moyens; au contraire, c'est pour maintenir dans l'exploitation la plus honteuse, dans la servitude, un peuple qui tend à s'affranchir; c'est pour sauvegarder sa vanité en jeu et sa caisse compromise. Quels bandits!

Anciennement, dans les guerres maritimes, on se servait du *brûlot*; c'était un bateau rempli de matières inflammables pour brûler les bateaux des adversaires; aujourd'hui ce procédé n'est pas suffisant à nos gouvernants. Les Espagnols, se rappelant les effets du navire *Machichaco* qui, étant chargé de dynamite, fit explosion dans la rade de Santander et détruisit une partie du port et de la ville, ont l'intention de charger plusieurs vapeurs et de les lancer dans différents ports d'Amérique afin de les détruire.

Le journal espagnol *Nervion*, qui donne cette nouvelle, ajoute : « Nous savons de bonne source que les grandes Compagnies de navigation espagnole ont l'intention de préparer et porter aux États-Unis des *brûlots Machichaco* pour les y faire éclater, soit à New-York, soit à Philadelphie, soit enfin dans d'autres ports moins importants.

« De vaillants patriotes espagnols, capitaines de caboteurs, anciens timoniers, marins et autres de toute classe et de toute profession, faisant héroïquement le sacrifice de leur vie, sont prêts à porter la mort et la ruine partout où flotte le drapeau fédéral. » La *Patrie*, le plus immonde des journaux, tout en faisant des mamours à la caisse de l'ambassade d'Espagne, annonce avec joie cette nouvelle à ses lecteurs.

Je ne sache pas que d'autres journaux aient dit un mot contre ces procédés, ce qui ne les empêchera pas d'être unanimes à les condamner demain, si des révoltés osent les employer contre leurs exploiteurs.

Nous n'avons pas, nous, à approuver ni à désapprouver; quand des hommes se font la guerre, ce n'est pas pour se faire de mutuelles caresses, ce qui n'empêche que tous les procédés de guerre et la guerre elle-même soient condamnables, car tous les différends pourraient se régler pacifiquement; mais nous n'en sommes pas encore là, et, présentement, nous déplorons que c'est encore le peuple de part et d'autre qui va, sans bénéfice, supporter les conséquences de ce conflit. Mais ce que nous ne devons pas oublier, c'est que cette révolution cubaine a été jusqu'ici et sera dans la suite féconde en enseignements révolutionnaires, que cela plaise ou déplaise à nos gouvernants. Ceci est d'autant plus important que ces moyens ne sont pas le monopole exclusif des États, et les camarades portés à la sensibilité ne doivent pas croire que ce qui est reconnu excellent par nos maîtres cessera de l'être le jour où les révoltés les emploieront contre ceux qui les exploitent.

A. Romero.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le Congrès des Chemins de fer. — Cette semaine a eu lieu le Congrès des employés de chemins de fer. Comme dans les congrès précédents, celui-ci s'est prononcé en faveur de la grève générale, considérée comme moyen d'action. Il a été décidé notamment que si les compagnies refusaient de s'engager désormais à traiter avec le syndicat d'égal à égal, « de puissance à puissance », il serait répondu à leur refus par la grève générale qui se ferait, dans ce cas, en juin. Il a même été admis que, dans le cas où une seule des compagnies accepterait les conditions proposées, les employés de cette compagnie feraient cause commune avec leurs camarades des autres réseaux, en participant à la grève générale.

Les partisans de l'action électorale exclusive vont être forcés d'en rabattre. L'idée de la grève générale n'est plus l'absurde utopie qu'ils prétendent.

La Grande Famille. — Pour n'en pas perdre l'habitude, enregistrons encore cette semaine des suicides de soldats.

Le jeune soldat Dieudonné Fontenié s'est suicidé à Valenciennes après une permission de quinze jours, plutôt que de rejoindre le giron de la « grande famille ».

Un chasseur du 2e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, faisant partie d'un détachement dirigé sur l'Extrême-Sud, s'est suicidé à la première étape.

Nous continuerons la semaine prochaine.

Un soldat, nommé Rigal, « fricotait » sur le café et en vendait à deux épiciers, dont l'un, ancien sergent-major, connaissait le truc pour l'avoir fabriqué. Les deux épiciers ont été condamnés par un tribunal civil à quinze jours de prison, et Rigal, par un conseil de guerre, à cinq ans de réclusion.

Voilà de la justice ou je ne m'y connais pas.

Les Grèves. — Les boutonniers de Méru-sur-Oise, en grève depuis le 1er mars, pour résister à un rabais de 15 0/0 sur leur salaire, font un pressant appel à la solidarité du prolétariat.

Adresser les fonds au citoyen Pichavant, trésorier, 12, rue d'Amblainville, à Méru (Oise).

André Girard.

Ne se bornant pas à aller contredire les candidats de l'arrondissement chez eux, les copains abstentionnistes du XIIe ont, depuis huit jours, donné trois réunions publiques et contradictoires. Un très bon résultat couronne leurs efforts, et il est facile de le démontrer. A la première, donnée rue Bignon, 250 auditeurs y assistaient; quelques contradicteurs ayant posé différentes questions, il leur fut répondu au contentement de tous. A la seconde, toujours rue Bignon, 500 personnes étaient venues, de nombreux applaudissements ont souligné les discours vigoureux des copains, de même que samedi 30, à la réunion rue de Reuilly, où 500 personnes habitant toutes le quartier sont venues nous entendre. En somme, bonne propagande.

Italie.

J'ai un ami qui vit quelque peu en dehors des événements et qui n'entend rien aux beautés de l'ordre social que la lune nous envie. L'autre jour, ayant par hasard jeté un regard négligent sur un journal, il me dit : « On vient de condamner un Italien nommé Malatesta à six mois de prison. Ce n'est pas assez; on aurait dû joliment le fusiller. »

A mon air surpris, il s'expliqua : « Oui, puisqu'avec plusieurs complices il a organisé la famine en Italie.

— Mais, au contraire, m'écriai-je, il a organisé des manifestations pour réclamer qu'en présence de la famine qui sévit partout, on abaisse le prix du pain.

— Comment! et on l'a condamné pour ça, alors qu'il eût dû être félicité de son initiative?

— Certes.

— Mais c'est une abominable injustice et un crime infâme!... Et quels sont tous les gredins qui ont osé emprisonner un homme pour avoir tenté d'adoucir les souffrances de ses semblables?

— Ces gredins ne sont autres que des représentants de l'Autorité, protectrice de la Propriété. »

A. Girard.

Suisse.

GOUVERNEMENTALISATION DES CHEMINS DE FER. — En 1883, en 1887 et en 1890, les tentatives de rachat échouèrent. Cette fois, par 385.918 *oui*, contre 176.937 *non*, les votants ont ratifié le projet de rachat des 2.600 kilomètres de voies ferrées sillonnant le territoire suisse. Cette acquisition coûtera un milliard vingt et un millions de francs au moins. On parle même d'un milliard deux cents millions.

Les gouvernants caseront 22 directeurs, et, au lieu d'avoir à nommer 13.600 fonctionnaires, ils en nommeront 40.000 et la somme de vingt-sept millions de francs affectée au fonctionnariat fédéral en 1897 devra être enflée en proportion.

Comme les postes, télégraphes et téléphones, les voies ferrées devront fournir au gouvernement le plus d'argent possible; quant aux améliorations urgentes, ce sera une autre affaire.

Malgré de pressantes observations, l'administration des téléphones s'est obstinée à ne pas vouloir — parce que cela aurait coûté quelque chose — établir des réseaux souterrains.

Lors de la récente chute de neige, la tourelle métallique qui surmonte l'office central des téléphones à Genève s'est effondrée sur la toiture du bâtiment; sur 3.600 stations particulières, 2.300 n'ont plus raison d'être. Au Tessin, à Saint-Gall, à Montreux et ailleurs, quantité de mâts soutenant des fils se sont brisés. A Zurich, le contact d'un fil téléphonique rompu et du câble d'un tramway électrique provoqua l'incendie de la station centrale des téléphones, dont le réseau compte plus de 400 stations. Toutes les principales communications interurbaines sont supprimées. A Gersau, un fil rompu prend contact avec conducteur d'électricité à haute tension, et deux hommes sont foudroyés.

Il est inexplicable que les accidents mortels n'aient pas été plus nombreux. Que serait-il arrivé si, au lieu d'une chute de neige ordinaire, nous avions eu une chute de neige abondante accompagnée de vent?

L'administration des postes et télégraphes envoie des apprentis de la Suisse allemande dans les bureaux de Lausanne et de Genève, pour y apprendre le français au détriment du public, auquel ces employés fournissent des indications erronées et préjudiciables, parce qu'ils sont incapables de comprendre les demandes qui leur sont faites.

L'*Ostsweiz* de Saint-Gall a relevé qu'en plus des dividendes payés par le Jura-Simplon, il est resté en 1879 un bénéfice d'un million et demi. Ce chiffre, et d'autres tout aussi alléchants, ont fasciné les votants, qui se figurent profiter des bénéfices réalisés, le jour où les lignes seront nominalement à eux, mais en réalité la chose des gouvernants. Il y a loin de la coupe aux lèvres; en 1896, les douanes ont encaissé 45 millions et la part versée aux travailleurs a été zéro!

Le monopole de l'alcool devait annuellement rendre 8.820.000 francs; ces prévisions sont restées en déficit de 3.300.000 francs, et pourtant l'alcool est cher et de mauvaise qualité. Il se peut qu'au lieu de bénéfices, l'exploitation des lignes ferrées produise des déficits; alors l'impôt couvrira ces derniers, comme il couvrira les quelques millions nécessaires pour réparer le désastre des téléphones.

L'administration des chemins de fer usera des mêmes procédés que l'administration postale vis-à-vis du public. Ainsi, on nous oblige à payer une double taxe pour un envoi non affranchi ou insuffisamment affranchi. Mais lorsque notre expéditeur affranchit un envoi plus qu'il n'est nécessaire en y collant un timbre d'une somme double ou quadruple de la taxe imposée, l'Administration oblitère le timbre et c'est tout. Pourtant il lui serait bien aisé, quand un envoi porte un seul timbre dépassant l'affranchissement, de coller à côté de ce timbre oblitéré, un autre timbre spécial représentant la valeur reçue en trop. Si un envoi porte plusieurs timbres, et qu'un suffit à l'affranchissement, le respect de la propriété d'autrui ordonne de n'oblitérer qu'un timbre, celui représentant la valeur de l'affranchissement, et de ne pas toucher les autres. L'Administration, elle, les oblitère tous. Et demandez-lui de cesser ces rapines?

Qu'un ouvrier commette quelque acte semblable à ceux de l'administration postale, et il sera traîné en cour correctionnelle — ça s'est vu il y a peu de semaines — parce qu'il aura reçu en paiement et gardé une somme plus forte que celle qui lui était due.

Certes, la votation du rachat ne signifie rien pour l'amélioration du sort des prolétaires, mais elle aura du moins un résultat, que chacun comprendra, en lisant ces lignes publiées le lendemain du vote, par le *Journal de Genève* : « On a proféré, durant cette « campagne, des paroles dangereuses. Le conseil « fédéral a donné le ton en signalant l'actionnaire « comme l'ennemi et le capital comme une proie à « dépecer. On a, en quelque sorte, sonné l'assaut « contre la propriété privée. Ce sont là de terribles « semences, et il se trouvera des gens pour les « faire fructifier. »

L'organe conservateur a raison, il faut le reconnaître.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous voudrions compléter pour nos collections les journaux parus à Genève, avant le *Révolté*. Y a-t-il quelques camarades pouvant disposer des numéros suivants ?

Révolution sociale (Genève 71), entière, sauf le n° 8.

Bulletin de la Fédération jurassienne :

1re année : Nos 2, 3, 4, 6, 12, 17 à 22 inclus.

2e année : Nos 2, 4, 7 à 15 inclus, 17 à 21 inclus, 24, 25, 27 à 31 inclus, 34, 35, 36 — 38 s'il existe?

3e année : Nos 1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13 à 19 inclus, et tout ce qui est paru à partir du 21 inclus.

4e année : Nos 1 à 7 inclus, 9 à 16 inclus, 18 à 42 inclus, et à partir du 44.

Toute la 5e année.

6e année : Nos 1 à 11 inclus, 13 à 22 inclus, 24 à 27, 29, 30, 31 et 33, 34, 35 et à partir du 37.

Solidarité de 70 : Nos 1 à 6, 12, 13, 14, 15 et à partir du 17.

Nous adresser les propositions.

Les camarades du *Pot à colle* et du faubourg Antoine, dans leur réunion du 30 avril, ont fait une collecte en faveur du compagnon Etiévant et de son père, victimes des préjugés sociaux.

Pour le père d'Etiévant. . . . . . . 7 fr. 50
Pour Georges. . . . . 7 fr. 50

Les camarades du faubourg Antoine engagent les compagnons libertaires à faire le nécessaire pour fournir à Georges Etiévant les vêtements dont il aura besoin pour comparaître devant dame Thémis.

L'Idée Nouvelle, organisatrice : Eugénie Collot. — Devant l'attitude honteuse d'une grande partie de la Presse française cherchant à égarer l'opinion en faveur de la monarchie espagnole, il est urgent de remettre au grand jour, sous les yeux de tous, les nombreuses et sanglantes iniquités dont elle s'est rendue coupable envers l'humanité.

Très prochainement, l'*Idée Nouvelle* donnera dans la même soirée, à l'Hôtel des sociétés savantes, quatre conférences par des orateurs différents. Ceux-ci diront l'œuvre de mort entreprise par l'Espagne DE MONTJUICH A CUBA.

Le groupe *l'Idée Nouvelle* nous a mis en dépôt quelques programmes de la *Cage*, dessin de Steinlen, qui sont vendus 0 fr. 50 l'exemplaire, 0 fr. 55 franco, pour couvrir les frais de la première lecture.

Groupe abstentionniste du XIIe arrondissement. — Réunion publique contradictoire, samedi 7 mai, à 8 h. 1/2, au préau des écoles, 39, rue de Reuilly. Cette réunion étant la dernière que nous donnons pour la première période des élections, nous prions tous les copains de ne pas manquer, afin de se donner rendez-vous pour le lendemain et décider pour la continuation de la propagande pendant la deuxième période.

Dimanche, à 2 heures, réunion chez Delapierre, 168, rue de Charenton.

ABLES. — Les camarades désirant trouver les journaux et brochures anarchistes n'ont qu'à s'adresser au camarade Gilles, 1, rue de Trouille.

NIMES. — Les *Libertaires Nîmois* se réunissent tous les samedi, dimanche et lundi, dans leur local habituel, café Dayre, 22, rue de la Vierge. Les bouquins de la bibliothèque sont à la disposition des camarades.

LYON. — Dimanche prochain 8 mai, à 8 h. 1/2, salle du Comptoir Lyrique, à l'angle des rues Bugeaud et Molière, deuxième soirée familiale, au bénéfice de la propagande abstentionniste, avec le concours de divers camarades et de Jean Marestan et Léon Verleye dans leurs œuvres et les *Chansons montmartroises* de Boukay, Marcel Legay, Jouy, Rictus, Xanrof, etc. Changement de programme.

A 10 h., deuxième causerie par Marestan sur *la Chanson*.

Réunion privée. On trouvera des cartes d'invitation à l'entrée. Il sera perçu 0 fr. 20 pour le vestiaire.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Liens factices, roman par Henry Fèvre; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle.

De chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères : *Déterminisme et Responsabilité*, par Hamon; 1 vol., 2 fr. 50. — *L'Athéisme*, poème; 1 broch., 2 fr.

La Fièvre, roman par L. Lumet; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Eugène Pottier et son œuvre, par E. Museux; 1 vol., 1 fr., chez l'auteur, 78, rue Myrha.

De Evolutie, Elisée Reclus, brochure, J. Steeringa, Amsterdam.

A lire :

Entre Electeurs, Jean Jullien, *Echo de Paris*, 29 avril.

Et les Principes? Jean Jullien. *Aurore*, 30 avril.

A voir :

Tous les mêmes, dessin de Bobb, *Silhouette*, 24 avril.

AVIS

A tout nouvel abonné d'un an, nous laisserons, comme prime, les trois années parues des *Temps Nouveaux* pour 10 francs.

AUX CAMARADES

La *Grève des électeurs* étant épuisée, les camarades sont prévenus que nous ne pourrons plus fournir à aucune demande.

PETITE CORRESPONDANCE

Gabier. — 1 fr. les dix numéros. La lettre ne contenait pas de mandat. Pour l'*Humanité*, je pense que oui, adressez-lui.

R., à Grenoble. — Reçu. Utiliserons.

P. G., à Milan. — Reçu 10 fr. par C.

Arras. — Y a-t-il, dans cette ville, un camarade qui pourrait aller trouver le libraire Brévard, et se faire solder une collection du journal et un certain nombre d'exemplaires qu'il s'est fait expédier?

L., à Saint-Louis. — Reçu vieux timbres. Merci. Le service sera fait L. L., à Bruxelles.

J. C., Paris. — Vers faibles. Quant à un quotidien, nous en parlerons quand nous aurons 500.000 francs à dépenser.

Wiener Rundschau. — Ai expédié la *Grève des électeurs*.

A. Friand. — Pas assez saillant l'extrait.

Ode à la liberté. — Vers trop mauvais.

Phétus, Lyon. — Trop déclamatoire et pas de faits.

B., à Roubaix. — Les deux journaux s'impriment trop loin l'un de l'autre. La *Société future*, 2 fr. 50 prise au bureau.

V., à Nîmes. — Trop déclamatoire.

Reçu pour l'école libertaire :

Collecte faite dans un atelier de menuisiers, dites boîtes de pot-à-colle ou bagnes Bordelais : Soulard, 0 fr. 50; Gonne, 0 fr. 50; Racher, 0 fr. 50; Henri, 0 fr. 50; Jouty, 0 fr. 25; Lasgourgues, 0 fr. 25; Laroche, 0 fr. 25; Cossevin, 0 fr. 20; Harmand, 0 fr. 20; D..., 0 fr. 25; Transon, 0 fr. 25; F..., 0 fr. 25; Y..., 0 fr. 25; Fouque, 0 fr. 25; Lacroix Gabriel, 0 fr. 50; Guibert, 0 fr. 25; Jean Lebel, 0 fr. 25; J. V., 0 fr. 50. Total : 5 fr. 90. — Un ami des idées nouvelles, 0 fr. 50. — Le Breton du Jardin des Plantes, 1 fr. 25. — En tout : 7 fr. 65.

Reçu pour la colonie Buteaud : Un anonyme, 5 fr.

Reçu pour le journal : A. F. H., 5 fr.; L. B. L., 0 fr. 50; C. B., 12 fr.; V., Genève, 1 fr. 05; G., à St-Mitres, 0 fr. 25; Un anonyme, 5 fr.; A. A., 1 fr.; Rod, 2 fr.; H. R., 5 fr.; L. M., à Bradford, 0 fr. 90; A., rue B., 4 fr. — Merci à tous.

H., à Toulon. — L., à Aubervilliers. — T., à Tamnay. — P. A., à Angers. — F., à Toulon. — C., à Bruxelles. — M., à Bourges. — R., à Tours. — G. C., 129. — F. B., à Rouesse. — V. C., à La Chapelle. — J. C., à Fourchambault. — B., à Brest. — Agence, Lausanne. — C., à Tours. — G., à Vienne. — N., à Toulouse. — G., à Paterson; B., à Hop-Church; C., à Reims; E., à Daumazan (par le *P. P.*). — P. C., à Reims. — S., à Saint-Prix. — H., à Vienne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 3 — DIX CENTIMES — DU 14 AU 20 MAI 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA FORCE DE L'INSURRECTION

Dernièrement, on avait assez cajolé le peuple dans l'indolence. Un vent de bonhomie et de laisser-aller soufflait en Europe. On entendait hautement condamner la révolution et sa sœur cadette — l'insurrection.

— « A quoi bon l'insurrection, quand vous avez le parlement? disaient les uns. Le parlement n'est-il pas fait précisément pour vous épargner la nécessité de vous insurger et de verser votre sang précieux? Vous faites de l'agitation, vous forcez vos élus de s'occuper de telle question, vous forgez l'opinion publique par les débats parlementaires, par vos réunions et par vos journaux — et bientôt vous forcez les satisfaits qui vous gouvernent à faire telle concession ou telle réforme. »

— « La force, disaient les autres, c'est bon pour les pays arriérés — pour une Russie où l'on a « le despotisme tempéré par l'assassinat », comme disent les hommes d'Etat anglais. Mais dans les pays constitutionnels, n'avez-vous pas les syndicats, le parlement, les meetings, la presse pour affirmer vos besoins et forcer vos gouvernants à s'en occuper, sans courir pour cela les risques d'une insurrection? »

Et sur tous les tons on nous chantait la douce musique du progrès pacifique, la condamnation de la force « brutale ».

Syndicats — ici; parlement — là; la « religion fraternelle », la « force de l'opinion publique », le « progrès inévitable », l' « héritage forcé du peuple », la « dissolution naturelle de la bourgeoisie », le « capitalisme s'anéantissant lui-même » — nous avons assez entendu les douces mélodies chantées sur tous ces tons.

Et on administrait aux peuples la tisane de pavots sous toutes les couleurs : historique, philosophique, économique, évolutionniste, — tout cela *très scientifique*, avec force gros mots soporifiques, empruntés à toutes les sciences et surtout à toutes les hypocrisies... La tisane commençait à agir sur le peuple, et même sur les révolutionnaires.

Mais — ce qui était vrai il y a cent ans est resté vrai jusqu'à nos jours. Les révolutions ne viennent pas d'elles-mêmes; elles ne peuvent être faites par un petit groupe de sauveurs. Il faut que la masse se mette en branle. Chaque révolution sera encore précédée d'insurrections — et c'est le peuple d'Espagne et d'Italie qui s'est chargé de le rappeler à ceux qui se laissaient si bien endormir.

L'Espagne, l'Italie sont en feu.

* * *

La question, pour le moment, était cependant bien simple. Rien de compliqué, en effet.

Très mauvaise récolte en Russie, et 14.000.000 d'hommes en proie à la famine. Très mauvaise récolte aux Indes, — famine et peste. Mauvaise récolte en Hongrie, et récoltes médiocres dans le reste de l'Europe. En Amérique, récolte moyenne ou au-dessous de la moyenne, et un syndicat d'affameurs formé à Chicago.

Tout le monde savait cela; les prix du blé montaient.

Que faisaient donc les messieurs qui nous gouvernent, pour conjurer le danger qui menaçait l'Europe? Avaient-ils fait des achats de blé pour les provinces menacées de prix de famine? Organisé des dépôts? Aboli seulement les droits d'entrée sur les blés?

Rien, rien, rien du tout! — Les sauveurs attitrés du peuple n'y avaient seulement pas songé. Enfin, les députés de l'opposition, les radicaux de la presse et du parlement avaient-ils seulement soulevé une grosse agitation en prévision du danger? Avaient-ils seulement cherché à éclairer l'opinion publique sur la situation?

Rien, rien, absolument rien n'a été fait. Et voilà — fait réellement frappant, qui, à lui seul, condamne toute la civilisation du dix-neuvième siècle, tous les progrès soi-disant accomplis vers la démocratie, et qui condamne la soi-disant démocratie elle-même, — voilà que, à la fin du dix-neuvième siècle, nous sommes retournés juste au point où nous en étions à la fin du dix-huitième : aux émeutes de la faim.

Pour ne pas crever de faim, des millions de paysans n'ont qu'un moyen : lancer leurs femmes et leurs enfants sous les fers des chevaux de la cavalerie, se faire piétiner, sabrer et fusiller, mettre le feu aux moulins et pendre les accapareurs — tout comme au dix-huitième siècle. Criez donc : « Vive le progrès! Vive le gouvernement constitutionnel! Vive la démocratie! » qui affament, sabrent et fusillent les révoltés de la faim.

Heureusement les populations de l'Italie et de l'Espagne ne se sont pas résignées à mourir de faim, comme les paysans russes mouraient en 1891 — sans protester. Heureusement, elles ont l'esprit de révolte. Heureusement, pendant ces vingt dernières années, la propagande de la révolte a été faite largement dans les bourgades et les villages d'Italie et d'Espagne, par les anarchistes, contre tous les endormeurs : bourgeois, républicains, démocrates et socialistes.

Les paysans et les ouvriers d'Espagne se révoltent. Ils prennent possession des mairies et y mettent le feu. Ils brûlent la paperasse et saisissent les magasins à blé; ils font flamber les octrois et courent aux prisons, pour délivrer *toutes* les victimes de l'ordre social.

Même chose en Italie. Des paysans de petites bourgades inconnues commencent l'insurrection. Puis, l'insurrection gagne les villes, se répand jusque dans les grandes villes du Florentin et du Milanais; elle gagne Florence, Parme et Turin, des ébauches de barricades sont faites à Pavie.

* * *

Et, immédiatement, voilà que messieurs nos maîtres s'aperçoivent qu'il ne fait pas bon d'affamer le peuple; qu'il y va de leur peau — et alors voilà que la sagesse leur descend des cieux : ils s'empressent de réduire les droits d'entrée, ils prennent en toute hâte quelques mesures, l'une plus bête que l'autre, pour réduire le prix du pain.

Mais enfin — gredins que vous êtes tous — pourquoi donc vous étiez-vous arrogé la sagesse de tout prévoir, l'esprit de tout organiser, s'il faut que le peuple fasse flamber vos boutiques pour éclairer vos cerveaux d'anguilles sur la question fondamentale, primordiale — la question du pain!!...

Eh bien, nous retiendrons la leçon. L'insurrection, rien que l'insurrection, — non seulement pour le moindre progrès — mais ne serait-ce seulement que pour avoir de quoi nourrir les enfants affamés. C'est la seule arme dont ces messieurs mêmes proclament l'efficacité.

Eh bien, soit, — l'insurrection! Mais s'il n'y a que cela pour vous faire penser jusqu'au pain du peuple, — n'oublions pas non plus qu'il n'y a que l'insurrection pour préparer la révolution. Et plus cette insurrection sera intelligente, plus elle marchera droit au but, plus elle sera large et frappera plus de préjugés — plus large sera la révolution qui en naîtra.

VINDEX.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE [1]

Le chroniqueur qui *nestorise* à l'*Echo de Paris* écrivait, la semaine dernière, sur l'abstention et s'indignant, il va sans dire, contre cette « pratique paresseuse », il classait de la façon suivante les désabusés du suffrage universel. D'abord, le boudeur. Celui-là dit : « Ça me dégoûte d'aller voter quand je constate que mon vote ne vaut pas plus que celui du dernier et du plus ignare des vagabonds, recruté trop souvent pour un verre de vin. » En deuxième lieu, le *je-m'en-foutiste*, terme consacré : « Que nous votions, dit-il, que nous ne votions pas, ce sera toujours la même chose. »

Et ce serait tout.

La classification semble, à première vue, incomplète, et c'est, je crois, le moindre défaut de l'opération scientifique ainsi nommée. Nestor dira, c'est vrai, qu'il n'est pas à l'*Echo* pour écrire

(1) Sous ce titre, notre collaborateur Ch.-Albert passera dorénavant en revue, dans chaque numéro, le fait saillant de la semaine.

des choses exactes, mais avec les neuf dixièmes de ses confrères pour abriter sous le pavillon d'une quasi-littérature les brigandages financiers des patrons de l'entreprise. Et pour telle besogne, les bavardages à peu près et à côté sont assez bons.

Il se pourrait bien aussi que l'oubli soit voulu, car la presse bourgeoise fait honte surtout, aux abstentionnistes, de leur paresse à agir, de leur lâcheté, on se doute pourquoi. Or ceux de la catégorie omise par Nestor, on le sait bien, sont loin d'être des fourbus de la lutte, des fatigués de l'action. Ils seraient plutôt, au contraire, des fervents de l'action.

Seulement ils ne croient pas qu'agir, ce soit se porter, certains jours, sur les points où moutonnent les badauds, où s'agitent les bavards. Si, ces jours-là, ils restent tranquilles, ils ne se font pas faute d'expliquer, de commenter en toutes circonstances cette attitude, et de corroborer cette propagande spéciale par d'autres propagandes. Alors on s'aperçoit que ces hommes nouveaux, accusés parfois d'esquiver les soucis et les dangers de la lutte, mènent contre les survivances des tyrannies et des préjugés anciens la lutte la plus ouverte, la plus franche qu'on ait jamais tentée, que ces hommes accusés de méconnaître l'action, seuls, au contraire, la comprennent et l'estiment à son vrai prix.

Ces protestataires qui refusent de déposer bénévolement entre les mains de ceux qui le convoitent leur droit imprescriptible de rester les maîtres de leur destinée, et qui forcent ainsi les députés à leur prendre ce droit par la force, ne sont pas non plus, comme on se plaît à le dire, les ennemis absurdes de toute délégation, de toute organisation. Il ne leur en coûte pas le moins du monde, par exemple, de se conformer aux règlements des compagnies de chemins de fer qui se chargent de les transporter d'une ville à l'autre. Ils ne rougissent pas non plus de respecter les mesures prises contre les fantaisies individuelles par les gens chargés d'entretenir en bon état un jardin ou un monument public. Ils n'ont pas la prétention de se suffire à eux-mêmes et chaque jour ils pratiquent de très bonne humeur le système de la délégation, en se remettant à celui-ci du soin de les nourrir, et à cet autre du souci de les vêtir, de les éclairer, etc... etc...

Ils savent qu'au point où nous sommes de complexité vitale, s'organiser et se suppléer les uns les autres, c'est le moyen nécessaire de multiplier à l'infini la puissance active de chacun.

Mais ils savent aussi que toute prospérité sociale s'alimente aux sources vives de l'initiative individuelle et que sous peine de dégénérescence et de mortelle atrophie, quelque compliquée que soit une organisation, il faut que cette sève toujours renouvelée par l'énergie active de chaque unité composante afflue sans cesse à fleur de peau du corps social.

Voilà pourquoi ils voudraient que toute organisation, toute délégation sociale soit le résultat naturel, flexible dans sa forme, et non réglé d'avance, du jeu des intérêts immédiats et des activités individuelles, aussi varié dans son fonctionnement que le sont les directions elles-mêmes de ces activités et de ces intérêts. Voilà pourquoi ils répudient le parlementarisme, application d'une formule politique arbitraire, inutile et dangereuse superfétation à la réalité, grotesque pantomime de la vie, tombeau des énergies et des activités.

Si les individus peuvent par consentement, par adhésion et par confiance agir plus loin que leur force, il ne faut pas qu'ils agissent hors de leur portée et d'un certain contrôle. Alors ils ne perdent pas de vue l'aboutissement de leurs actes, ce qui laisse intacts en eux le goût d'agir et le courage d'assumer les responsabili és. L'acte collectif garde ainsi, pour ainsi dire, la vertu d'impulsion vigoureuse puisée chez les individus mêmes au nom desquels il s'est accompli. Enfin il devient impossible que le mandat délégué pour un but précis et unique, touchant des intérêts matériels bien connus de tous les intéressés, dans un groupement relativement restreint, soit utilisé contre le bien du mandataire, duperie régulière dans la pratique parlementaire.

En refusant d'adhérer à cette pratique, vrai suicide, qui réduit au minimum son rôle social, l'abstentionniste conscient marque sa volonté de prendre une part effective, non plus seulement nominale, à la vie publique. Par sa répugnance à donner au premier venu procuration d'agir à sa place, il se proclame résolu à agir, désireux de bien agir et prêt à assumer la responsabilité de ses actes. Si l'ignorance et l'apathie de ses concitoyens l'empêchent de réaliser son rêve d'être un homme vraiment libre et d'utiliser son ferme propos d'action intégrale, il n'en hâte pas moins la venue des temps meilleurs qu'il souhaite, en vivant dès aujourd'hui, autant que possible, comme en ces temps-là.

Revendiquer fièrement le droit de faire ses affaires soi-même, nous croyons — surtout après les nombreuses preuves récentes d'impuissance et de corruption parlementaires — qu'il faut donner cet exemple de santé morale, et nous croyons que cet exemple ne peut pas être sans effet sur les mentalités contemporaines.

Certains révolutionnaires, ou se disant tels, prétendent qu'il faut, en attendant mieux, saisir l'occasion offerte de faire quelque chose. Plaignons-les si — en tant que révolutionnaires, c'est-à-dire destructeurs de l'ordre actuel — ils pensent que ce soit rien afficher et propager leur mépris de l'institution où les actuels et derniers représentants de l'antique autorité ont mis leur suprême espoir ! Nous estimons, nous autres, que ce serait payer trop cher de cette propagande saisissante et nécessaire quelques réformes improbables.

L'attitude abstentionniste frappe d'ailleurs et surtout par-dessus le système représentatif le principe général de la politique.

La politique est l'antithèse frappante du travail. Principe de discorde et de désunion, refuge des oisifs et des oppresseurs, amie de la guerre, luxe odieux ne puisant de réalité qu'en la volonté des hommes les plus néfastes de chaque époque, cette parodie d'activité, cette grimace et ce mensonge s'opposa toujours au fécond et paisible travail, seule réalité, source de toute prospérité sociale. Quand la politique était tout, le travail rien comme chez les anciens Grecs, la majeure partie des hommes étaient esclaves. A mesure que le travail fut honoré, les hommes s'affranchirent. Il faut que ce mouvement, inverse et répulsif, s'accomplisse jusqu'au bout. Il faut que le travail devienne tout, la politique rien. Alors les bornes du progrès ne seront pas plus atteintes qu'aujourd'hui. Mais nous progresserons dans la paix et dans la joie, plus dans les larmes et dans le sang. Les travailleurs ne seront assurés du lendemain et tranquilles pour le fruit de leur peine, qu'une fois seuls sur la terre.

Or ils n'ont pas de meilleur moyen pour affirmer cette grande vérité que de rester méprisants lorsque à de longs intervalles leurs maîtres non seulement leur offrent, mais encore les supplient de se salir un peu aux compromissions politiques.

CHARLES-ALBERT.

POUR CUBA

Après bien des hésitations, après bien des lenteurs, depuis trois ans et plus que les Espagnols ont semé la terreur, la mort et la torture parmi les Cubains, les Etats-Unis viennent enfin de se décider à intervenir en faveur de l'humanité.

La vieille Europe les accuse d'appétits plus ou moins voraces à satisfaire, de combinaisons financières plus ou moins louches. Nous sommes payés, hélas ! pour savoir que les gouvernants, quels qu'ils soient, n'ont pas de motifs désintéressés, mais ce que nous savons aussi, c'est que, souvent, ils sont forcés de subir la poussée de l'opinion publique, et leurs tripotages forcés de s'effacer devant l'indignation généreuse de ceux qui, le plus souvent, les supportent plus qu'ils ne les soutiennent.

Et les gouvernements européens ne peuvent voir d'un bon œil l'intervention des Etats-Unis en faveur d'une colonie qui veut se séparer de sa « mère patrie » qui l'exploite depuis des siècles, eux qui, en ce moment, ont mis la Chine et l'Afrique au pillage, et tentent de se créer des empires coloniaux pour y déverser leur trop-plein de fonctionnaires, leur surproduction industrielle, et légitimer l'emploi des armées permanentes.

Que devient le droit d'exploitation des races, dites inférieures, si des gouvernants soutiennent ces opprimés dans leurs révoltes contre leurs oppresseurs actuels ?

C'est ainsi que nous voyons en France, non seulement les royalistes, les conservateurs, tout ce qu'il y a de plus réactionnaire, porter leurs vœux aux pieds de cette « pauvre reine » d'Espagne, mais aussi tous nos républicains gouvernementaux. Je ne compte pas Alphonse Humbert, cette vieille chiffe communarde qui, à l'heure actuelle, sert à essuyer tous les crachats impériaux.

On l'a vu, déjà, lorsqu'il s'agit de l'indépendance crétoise, toutes les réactions se liguèrent pour laisser écraser cet héroïque petit peuple, ce fut contre lui que les puissances intervinrent. Ce serait un mauvais précédent d'appuyer les tentatives de liberté, si petites soient-elles, des peuples marqués pour être la chose éternelle des forts. Il n'y a plus de sentiments humanitaires, plus d'envolées généreuses. La raison d'Etat prime tout.

En donnant pour raison de leur intervention la question d'humanité, les « courtauds de boutique » et les « porchers » des Etats-Unis, comme les nomment les Espagnols, c'est un soufflet retentissant qu'ils viennent d'appliquer sur les joues de cette vieille traînée que l'on nomme la diplomatie d'Europe. C'est la cause internationale qu'ils servent, qu'ils le veuillent ou non. C'est la proclamation que tous les peuples, quelle que soit leur race, sont frères, et qu'ils se doivent assistance, malgré leurs gouvernants.

M. H. T. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LE PAIN CHER. — De toutes parts on signale des émeutes, des révoltes sanglantes occasionnées par la cherté du pain. En Italie, en Espagne, les mairies, les octrois sont saccagés, les boulangeries pillées, et la force impuissante à calmer ces soulèvements. En France, rien ne bouge. Le peuple, dès l'instant que le mot République est inscrit sur l'or que lui volent ses exploiteurs, se déclare satisfait. Au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, on pourra lui faire avaler les plus venimeuses couleuvres, le pressurer, l'enchaîner, l'affamer, etc. : docile et bonasse, il se laissera faire pourvu que la sauce à laquelle on le fait cuire porte un nom qui lui agrée. Bien au-dessus des contingences de la vie réelle, il se repaît d'abstractions. Et l'on prétend que le Français est difficile à gouverner!

Il y a quelques jours, sous le prétexte que la guerre était déclarée entre les Etats-Unis et l'Espagne, le pain renchérissait subitement. Les droits de douane, disait-on, en sont la seule cause. Supprimez-les et le pain reviendra à son taux normal. Après s'être fait tirer l'oreille, — car il ne faut pas se mettre mal avec les gros bonnets de la spécula-

tion — le gouvernement se décida à supprimer ces droits. Croyez-vous que le pain ait diminué pour cela? Naïfs que vous êtes! Le prétexte des droits étant retiré, on nous en sort un autre. A cause de la guerre, le blé est très cher aux Etats-Unis et atteint un prix qui empêche d'abaisser le prix du pain! Il n'y a donc du blé qu'en Amérique?... Et nos colonies? Et la Russie, notre chère, bonne, et sainte Russie? Et tant d'autres pays où il ne pousse pas, que je sache, uniquement des carottes à l'usage des gogos?

La carotte! C'est cela! Du temps de Mme de Lamballe, quand le peuple n'avait pas de pain, il mangeait de la brioche. Du temps de Blanqui, c'est du plomb, qu'à défaut de pain, il réclamait. Aujourd'hui, on le nourrit de carottes. Comme tout dégénère!

Dimanche, bien sage et fier de sa sagesse, le peuple a savouré celle du suffrage universel qu'on lui sert depuis une cinquantaine d'années en guise de gâteau, sans qu'il s'aperçoive de la supercherie. Confiant dans sa souveraineté, il a déposé dans les urnes le petit chiffon de papier qui, pense-t-il, lui rendra la vie plus aisée et le pain moins cher.

Quand donc comprendra-t-il que ce n'est pas une réforme politique, un changement de personnel au pouvoir, qui améliorera sa situation? Que c'est une refonte des conditions *économiques* qui amènera un changement dans sa situation *économique*? Qu'en faisant de l'agitation électorale, il s'escrime sur un terrain autre que celui qu'il désire faire fructifier? Et, enfin, qu'un gouvernement, quelque socialiste soit-il, est impuissant à transformer les rapports économiques entre les membres de la société, car c'est affaire à ceux-ci, c'est affaire d'initiative individuelle et collective et non gouvernementale?

Ce n'est pas la forme politique qu'il faut surtout attaquer. C'est à l'organisation économique, à la propriété qu'il faut s'en prendre.

Dans la question du pain, nous venons d'expérimenter les deux systèmes : protectionnisme et libre échange. L'un renchérit les produits par le seul fait de la surtaxe d'impôt; l'autre ne fait que les dégrever au profit de la spéculation, qui trouve toujours un prétexte pour maintenir les prix élevés. Il y a là un exemple palpable de la nuisance de la propriété. Un dégrèvement, qui devrait profiter à tous, ne profite qu'à quelques-uns, propriétaires des moyens de production ou de consommation. Tant que ce privilège subsistera, la forme politique n'aura nul effet quant à une amélioration possible de la situation de tous.

C'est dans l'expropriation et rien que dans l'expropriation que se trouve la solution.

⁂

La Grande Famille. — Un vol de 14 francs était commis dernièrement au 4[e] régiment du génie. Le lieutenant de la compagnie où ce vol avait été commis porta ses soupçons sur le soldat Douhaire. Celui-ci nia énergiquement. Malgré ses dénégations, le lieutenant Normand le fit mettre en prison et, le soir venu, ayant commandé un piquet de quatre hommes, il le fit conduire au polygone d'artillerie, baïonnette au canon. En même temps, il avertit Douhaire qu'il allait le faire fusiller s'il n'avouait pas le vol qu'il avait commis. Arrivé au polygone, il fit bander les yeux au malheureux soldat, le fit mettre à genoux et après l'avoir une dernière fois sommé d'avouer, il fit faire par ses hommes le simulacre d'une fusillade avec des cartouches à blanc.

L'affaire s'étant ébruitée, on a infligé soixante jours d'arrêt au lieutenant Normand, à qui on donnera, sans doute, un jour ou l'autre, une compensation pour le récompenser de l'énergie avec laquelle il inculque l'esprit de discipline à ses hommes.

On raconte que ce lieutenant devrait la vie à Douhaire, qui l'aurait repêché un jour qu'il était tombé à l'eau. La reconnaissance lui pesait au cœur, sans doute, et il a voulu la témoigner à son sauveur, et lui sauver la vie à son tour, en ne le faisant fusiller qu'en simulacre. Les voilà quittes, maintenant!

⁂

Par le rire! — Zo d'Axa a imaginé de tuer le suffrage universel par le rire, et l'idée n'est pas mauvaise. Dans ses deux dernières *Feuilles* il invitait les électeurs à voter pour le candidat *Nul*, âne blanc. Dimanche, pour que les électeurs connussent leur candidat et sussent à qui ils avaient affaire, il promena son âne dans les rues de Paris. Le candidat avait été installé dans un char en forme d'urne, sa tête émergeait de l'orifice et devant lui étaient placés le verre d'eau de l'orateur et la sonnette du président. Son comité électoral le traînait.

Arrivé place Saint-Michel, les sergents de ville intervinrent et opérèrent l'arrestation du candidat, en violation « des droits imprescriptibles du suffrage universel »! A la vue de son client traîné en triomphe par la police, d'Axa s'est écrié : « Maintenant que *Nul* est devenu candidat officiel, nous ne le connaissons plus! »

Le ridicule a fortement contribué à détruire la religion, pourquoi n'en serait-il pas de même de l'autorité et du suffrage qui n'en est que la consécration? Le moyen est bon.

André Girard.

⁂

Saint-Denis. — La période électorale a eu pour résultat le réveil des copains et la venue aux idées d'un grand nombre de jeunes. Partout où les mendigots de suffrages contaient leurs blagues, ils trouvaient des copains pour leur répondre.

Dans un manifeste, les camarades critiquent l'attitude des socialistes parlementaires. De nombreuses affiches ont été apposées sur les murs et ont été goûtées du populo. Trois camarades se sont fait arrêter en collant lesdites affiches, mais force a bien été de les relaxer.

En somme, bonne propagande anarchiste, mais que dire des assiette-beurriers socialistes qui se dévoraient à qui mieux mieux?

Noel Paris.

Espagne.

Cependant qu'aux Cortès les partis s'invectivent, se rejetant les uns sur les autres la responsabilité des événements extérieurs, le peuple affamé se soulève au point qu'à l'heure présente la péninsule presque tout entière est en état de siège.

Les discours des Romero Robledo, des Silvela, des Canalejas et des Sagasta ne peuvent emplir le ventre des meurt-de-faim, et, à l'heure actuelle, le gouvernement se trouve aux prises avec un ennemi autrement redoutable que les Etats-Unis : la faim, adversaire féroce avec lequel on ne traite pas, et qui n'accorde ni trêve ni merci.

Il ne s'agit plus des mutineries isolées de ces derniers mois, qui n'étaient que les symptômes du mal affreux aujourd'hui incurable. C'est la révolte de tout un peuple martyr, réduit à la famine par la tyrannie à outrance, l'exploitation et la lâcheté gouvernementales.

Qu'on en juge par les événements qui se sont déroulés du 2 au 6 de ce mois et que nous citons brièvement :

A Talavera, le peuple s'empare de la gare et y met le feu. Les trains contenant des produits alimentaires sont pillés. Les hôtels riches de la ville sont mis à sac et incendiés. Un couvent pris d'assaut est réduit en cendres.

A Velasco, les magasins sont pillés; la garde civique est impuissante. Les troupes d'infanterie appelées en toute hâte échouent devant la résistance des révoltés. On fabrique le pain dans les casernes, les boulangeries étant régulièrement pillées par la population affamée.

A Cacères, on signale des troubles graves, sans détails, réprimés, dit-on, par la gendarmerie.

A Oviedo, les mineurs se mettent en grève. Devant l'attitude de la population, les autorités civiles remettent leurs pouvoirs au gouverneur militaire. Province en état de siège.

A Valence, l'hôtel de ville est pris d'assaut. Une bande d'insurgés armés échappe aux poursuites de la troupe impuissante.

A Murcie, les troubles *revêtent* un caractère révolutionnaire purement anarchiste. Les insurgés, composés en grand nombre de sans-travail et de cinq mille grévistes des mines de la Union, coupent le télégraphe et incendient l'hôtel de ville. Ils pillent et incendient le tribunal. Les archives sont brûlées, les prisonniers mis en liberté. Le dépôt de dynamite est pris d'assaut et les révoltés se partagent les munitions. Province en état de siège.

A Mières, à Léon, à Lorca, les populations se soulèvent et pillent les magasins et les riches hôtels.

A Valdepeñas, le peuple incendie la maison d'un accapareur de blé, Antonio Martin. La fabrique de farine Ayala est pillée et incendiée, les bâtiments de l'octroi réduits en cendres.

A Ciudad Real et à Bilbao, de grands déploiements de forces sont prêts à réprimer la révolte qui couve, mais l'armée sera impuissante, surtout à Bilbao. Dans cette dernière ville, une grande agitation règne parmi les mineurs et les ouvriers des fabriques, qui vont, à bref délai, fermer leurs portes. Le nombre des ouvriers jetés sur le pavé sera énorme.

Il faut noter qu'une foule d'autres événements très graves ont été passés sous silence en raison de l'état de siège déclaré dans la plupart des provinces. On ne laisse passer que les correspondances insignifiantes.

Les mesures prises par le gouvernement, et les seules qu'il lui soit possible de prendre aujourd'hui, sont enfantines. Il n'a pu qu'interdire l'exportation du blé, ce qui ne peut en rien réduire le prix du pain. Le blé non exporté sera vendu sur place à un taux exorbitant par les accapareurs, pour cette raison que ces derniers seront payés en argent espagnol, monnaie dépréciée sur le marché universel.

Il faut ajouter à cela la disette du charbon qui, accaparé par le gouvernement pour les besoins de la guerre, fait totalement défaut à l'industrie. A bref délai, les grands centres industriels seront complètement ruinés et les ouvriers par milliers jetés définitivement sur le pavé.

C'est la débâcle, attendue depuis longtemps, qui balaiera la pourriture gouvernementale, le châtiment qui, pour avoir tardé, n'en sera que plus implacable.

On ne peut encore prévoir ce qui sortira du mouvement insurrectionnel, mais le caractère qu'ont revêtu les troubles de ces jours derniers, particulièrement ceux de Murcie, nous donne bon espoir.

J. M.

Italie.

Rovigo, 30 avril. — Tandis qu'en Sicile, en Romagne et en Marche les révoltes occasionnées par la faim semblent ne pas vouloir cesser, elles se manifestent très acerbes dans les Pouilles.

Mais, avant de vous parler des troubles pouillais, il faut que je vous résume ceux de Faënza en Romagne. Dans cette ville, le 25 avril, beaucoup de sans-travail menacèrent dans une pharmacie le maire, qui avec peine put échapper à leur fureur. Le jour suivant, on barricada les places, on jeta de l'herbe et des cailloux sur le pavé pour empêcher les mouvements de la cavalerie. Ensuite, avec beaucoup d'enfants et de femmes qui traitaient de lâches les hommes qui ne les suivaient pas, les manifestants se rendirent aux palais de quelques gros bourgeois, en brisant les vitraux, en abattant les portes, en brûlant les rideaux : dans un de ces palais tout fut détruit. La *Tribuna* écrit : « Il y a eu un moment où la manifestation était effrayante, les esprits étaient si exaltés qu'il semble invraisemblable qu'il ne soit pas arrivé de faits encore plus graves. » Enfin, un manifeste, qui annonçait l'abaissement du pain, et les prônes des socialistes rétablirent le calme.

« Les faits encore plus graves », et ils sont d'une gravité exceptionnelle, sont arrivés dans les Pouilles.

A Bari, la plus grande ville de cette région, quatre mille personnes, surtout femmes et enfants, toujours pour le renchérissement du pain, envahirent la mairie le 27, et les manifestants en incendièrent les meubles et les papiers dans la cour. Puis ils assaillirent et incendièrent les bureaux et les guérites des octrois, le local des gardes municipaux, les bureaux de perception communale des impôts. Ils se rendirent aux magasins de blé de l'accapareur Zonno en saccageant cinquante sacs de farine. On dévasta les jardins publics, les rues, l'illumination. On tenta d'assaillir la maison du maire et celle de l'assesseur des octrois, et de libérer les détenus; mais la troupe l'empêcha.

A Foggia, la deuxième ville des Pouilles, le 28, une foule immense, composée principalement de femmes et d'enfants, envahit la préfecture et mit le feu aux archives. Puis elle se rendit à la mairie où elle brûla complètement les registres de l'état civil et tous les autres papiers et documents. On incendia aussi les bureaux des octrois en détruisant les marchandises qui y étaient déposées. Ce fut en vain que le maire annonça par des manifestes et de larges bandes de papier, en grosses lettres, le rabais à 30 centimes du pain, qui était monté, avant les troubles, à 50 centimes. L'émeute continua avec acharnement. La foule courut aux guérites, à tous les postes des octrois et les incendia. En revenant, les manifestants parcoururent la ville et assaillirent et saccagèrent tous les magasins de produits alimentaires. Les rues, les places, les jardins, l'illumination — tout fut endommagé. On a calculé que ces dommages publics seuls se montent à 60.000 francs. Les manifestants n'épargnèrent pas les grands affameurs. Au vaste établissement de fabrication de pain et de pâte Birducci, le propriétaire

recommanda à la foule de prendre tout, mais de ne rien brûler. On assaillit, on saccagea, on détruisit les grands magasins et les grands moulins des accapareurs Del Pozzo, Mandara, Beneventano, Maggio. Un régiment d'infanterie, plusieurs escadrons de cavalerie, de nombreux gardes et carabiniers ont été impuissants à empêcher les effets de la colère populaire.

Au moment où j'écris, il y a déjà à Foggia et à Bari, où deux régiments d'infanterie et autres ne purent même rien faire contre les manifestants, de nombreux renforts de troupes. Et on annonce que de nombreuses arrestations ont été opérées.

Vous voyez pourtant que l'étincelle dans cette région part des grands centres. Ce ne pouvait arriver autrement, car dans les grands centres pouillais on souffre plus que dans les petits pays, où l'isolement permet de vivre avec les produits locaux, sans que ceux-ci soient expédiés ailleurs. Cependant cela ne veut pas dire que la misère ne soit pas générale. Même sur cette montagne-ci, à Bovino, où presque tous les paysans ont leurs petits champs, il y a un grand nombre de sans-pain et de sans-gîte qui, encouragés par les nouvelles de Bari et surtout celles de Foggia, ont menacé la mairie et la sous-préfecture. Le maire a répondu par un manifeste où il annonce que jusqu'à juin prochain la population n'a pas à craindre de famine, et le sous-préfet a fait venir une compagnie d'infanterie pour *maintenir l'ordre.*

Dans le reste de notre province, cet *ordre* ne semble pas trop sûr, car on a envoyé aussi des soldats à Cerignola et à Lucera.

L'agitation des Pouilles s'est étendue à d'autres régions. San Giovanni à Teduccio, Arzano, Secondigliano (trois gros bourgs près de Naples), Bénévent, Russi, Livourne, Nola, Imola font entendre leurs voix menaçantes.

Voulez-vous savoir maintenant ce que vont faire la cour, les ministres, les soudards, les députés et autres canailles?

Ils partent pour Turin pour commémorer l'ouverture du premier parlement subalpin. Quelle ironie que de fêter la liberté quand le peuple se révolte pour la faim!

* *

Le procès, pour association de malfaiteurs, intenté aux camarades Smorti, Felicioli, Malatesta, Panfichi, Bellavigna, Baiocchi et Bersaglia, et les républicains Petrosini et Cerusici, a commencé à Ancône le 21 et s'est terminé le 27.

La police prit de grandes et ridicules précautions. Le palais du tribunal était occupé militairement. Dans la salle d'audience il n'y avait presque pas de place pour le public à cause du grand nombre de délégués, de gardes, de mouchards, de carabiniers qui l'avaient encombrée. La troupe était consignée sous l'ordre du général *africain* Baldissera, qui avait l'ordre de faire feu inexorablement sur la foule, à la moindre démonstration.

Malatesta fut interrogé le premier. Il exposa nettement le programme anarchiste, en démontrant que l'organisation de notre parti ne justifie pas l'accusation qu'on lui fait d'association de malfaiteurs. Il termina par ces paroles : « Nous ne croyons pas que le bien puisse s'imposer par la violence; pourtant nous sommes révolutionnaires dans ce sens que nous croyons que la classe dominante ne cédera pas spontanément son pouvoir, mais qu'elle le fera seulement quand le conflit éclatera violemment. »

Puis parlèrent, en se déclarant socialistes-anarchistes, les camarades Smorti, Felicioli, Panfichi, Bellavigna, Bersaglia et Baiocchi, et les républicains Petrosini et Cerusici.

Les témoins à charge, composés tous de gens de police, firent les dépositions ordinaires, calomnieuses et absurdes. Tous récitèrent leur leçon, apprise par cœur — très mal en vérité — d'avance. Leurs contradictions furent amusantes, elles soulevèrent bien des incidents. Je ne les relate pas ici, car il leur faudrait au moins les douze colonnes de votre journal.

Les témoins à décharge, quoique presque tous grands ou petits bourgeois, affirmèrent unanimement l'honorabilité des accusés. A remarquer la déposition de M. Calderoni, qui déclara aimer Smorti, son caissier, comme un frère, et avoir en lui une confiance illimitée, car il lui confie sa caisse avec un mouvement de 60 à 70.000 francs. Il ajouta que si Smorti était condamné, il serait obligé de fermer son office, et qu'il attendait donc la libération de son employé.

Le réquisitoire du ministère public fut un amas d'énormités. Il affirma que la société doit se défendre contre un parti qui menace les *sacrées* institutions actuelles. Il soutint l'association de malfaiteurs, il demanda pour Malatesta trente-huit mois de réclusion, pour Bersaglia vingt mois, et pour les autres dix-huit mois. En outre, il demanda six mois de surveillance spéciale pour Cerusici, deux ans pour Malatesta et un an pour les autres.

Les accusés furent défendus par le camarade Gori, l'ami Merlino, le député collectiviste Ferri, et les avocats Angelucci, Rivera, Pugliese, Pacetti et Cerusici.

Aux répliques du ministère public répondirent Gori et Rivera.

La tribunal condamna Malatesta à sept mois de détention et les autres à six mois conformément à l'article 251 du Code pénal pour association de malfaiteurs. Cerusici fut acquitté.

Les commentaires sur cette sentence révoltante qui dénote la férocité systématique des magistrats contre nous, et que le monde anarchiste prévoyait, ont été faits déjà par tous les camarades et par beaucoup d'autres personnes de tous les partis, soit par des protestations individuelles, soit par la signature d'un manifeste publié par la fédération anarchiste romagnole, dont il suffit de citer le passage suivant : « Nous déclarons que tout ce qu'ont fait les arrêtés d'Ancône pour soutenir nos principes, nous aussi l'avons fait, et nous sommes décidés à continuer ainsi contre toute calomnie, contre toute violence. »

Il me reste à ajouter qu'au cours de ce procès, ont été démasquées encore une fois les infâmes machinations de la police et de la magistrature anconitaines, auxquelles le gouvernement a ordonné de supprimer l'*Agitazione*, tout en faisant croire que la suppression est une conséquence de la légalité. De même, le procureur du roi à Messine a l'ordre de supprimer l'*Avvenire Sociale*, journal arrivé à sa quinzième saisie! Réussira-t-on dans cette farce pharisaïque? Je crois que non. Les camarades ne sont point découragés, d'autant plus que bien des consciences ouvrières à qui nous nous adressons ne se montrent plus si crédules qu'auparavant quant à la description malfaisante que la bourgeoisie leur fait de nos idées. Dans les lieux où notre parti était fort, il est plus fort encore; dans les lieux où l'on avait quelque conception vague de l'anarchie, il va acquérir de la force : partout où notre idéal trouvait un milieu absolument réfractaire, les sympathies naissent nombreuses. C'est que désormais on commence à comprendre que les vrais malfaiteurs n'ont rien à faire avec nous et que la calomnie bourgeoise sera peut-être sous peu de temps complètement émoussée. Il faut l'espérer, parce qu'il ne suffit pas — ainsi que le croient quelques camarades — de se vanter d'être *malfaiteurs* : il faut s'efforcer de déraciner ce préjugé si habilement insinué par les bourgeois dans les cerveaux des prolétaires : sinon, nous ne ferons jamais de pas sérieux. Malgré la boue qui l'entoure, le peuple est resté honnête dans la véritable acception du mot, et avant de nous suivre, il veut se persuader et s'assurer que nous, qui l'appelons, sommes *honnêtes* comme lui.

* *

4 mai. — Je fais suite à ma lettre du 30 avril. L'agitation pour le renchérissement du pain s'est étendue dans presque toute la péninsule. Il est inutile de vous dénombrer les villes où les manifestations ont eu lieu et ont lieu encore. Je vous signalerai seulement les villes où il est arrivé des faits graves.

A Modugno (Bari), la force publique fit feu sur les manifestants. Il y eut trois morts et six blessés.

A Resina (Naples), on incendia les bureaux des octrois.

A Ponticelli (Naples), un paysan fut tué par la troupe.

A Bénévent, la troupe fit feu : plusieurs blessés gravement.

A Monopoli (Bari), on incendia la mairie.

A Molfetta (Bari), on incendia les bureaux des octrois; la troupe fit feu : six morts et trente blessés.

A Minervino Murge (Bari), on saccagea et on brûla des bureaux publics.

A Chieti, on fit des dévastations dans la ville.

A Sant' Arcangelo (Romagne), un manifestant fut tué et plusieurs blessés.

A Naples, où la manifestation se fit sans de graves incidents comme ailleurs, on posta des canons sur les places publiques et sur les buttes.

Dans toute l'Italie on a arrêté des milliers d'individus. Presque toutes les mairies ont annoncé des rabais sur le pain. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait auparavant?

ROBERTO D'ANGIÒ.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'Idée Nouvelle, organisatrice : Eugénie Collot. — Devant l'attitude honteuse d'une grande partie de la presse française cherchant à égarer l'opinion en faveur de la monarchie espagnole, il est urgent de remettre au grand jour, sous les yeux de tous, les nombreuses et sanglantes iniquités dont elle s'est rendue coupable envers l'humanité.

L'Idée Nouvelle donnera lundi 23, à 8 h. 1/2, à l'hôtel des Sociétés savantes, quatre conférences par des orateurs différents.

Laurent Tailhade, Zo d'Axa, Pierre Quillard, Adolphe Retté diront l'œuvre de mort entreprise par l'Espagne de Montjuich à Cuba.

* *

Le groupe pour les détenus *La Solidarité Internationale* a reçu : Le groupe des Pirates, 0 fr. 40; Remis par le Droit de Vivre, 10 fr.; Un trio de camaros qui répondront aux pallasseurs de l'Anarchie par des actes, 0 fr. 30; Réunion de Pantin, 1 fr. 30; Un camarade, 3 fr.; Liste n° 5, remise par Brunet : les menuisiers de la Cité, F. Jeanfoutre, 1 fr.; Un apprenti anarchiste, 1 fr.; Coupel Pellogouxe, 1 fr.; Félix, 1 fr.; Un élève anarchiste, Milo, 0 fr. 25; Un jeune Breton, 0 fr. 30; Un vieux, 1 fr.; Ernest, 0 fr. 50. — Total : 21 fr. 05.

Envoi à Etiévant père et fils et à un autre camarade, 30 fr.

* *

SAINT-DENIS. *Groupe abstentionniste.* — Permanence tous les soirs, 1, rue Pierre-Béguin.

* *

AUBERVILLIERS. — Les copains se rencontrent tous les soirs chez Langlois, 11, rue Ferragus.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Interprétation économique de l'histoire, par Thorold Roger, 1 vol., 8 fr. 50. — *Le Rôle moral de la bienfaisance*, par Herbert Spencer, 1 vol., 7 fr. 50. Tous les deux de chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Réponse au père Ollivier, par Jean de Triac, 1 broch., 0 fr. 75, chez Dentu, 78, boulevard Saint-Michel.

Le *Dictionnaire La Châtre*, 1re série, 0 fr. 20, Librairie du Progrès, 11, rue Bertin-Poirée.

A lire :

La Cuisine de l'opinion, par Séverine, *La Fronde*, 7 mai.

A voir :

Il y a vingt-sept ans que je vote, dessin de Forain, dans le *Figaro* du jeudi 5 mai.

Qu'attend la misère pour se révolter? dessin d'Hippolyte Alexandre dans le *Tohu-Bohu*, 1er mai.

PETITE CORRESPONDANCE

G. K., à Alexandrie. — Brochures expédiées. *Morale* et *Richesse* épuisées.

A. B., à Marseille. — Voyez la liste de l'école dans ce numéro.

K. Ad., Boston. — Reçu enfin le mandat de 75 francs. Merci.

Reçu pour la colonie Buteaud : D., 0 fr. 25; Georges, 0 fr. 50; K., 0 fr. 25; S. H., 0 fr. 25; par Ceylouix, 1 fr. 50; O'Zanzi, 1 fr.

Reçu pour Etiévant : M. C., 0 fr. 50. — C., à Nogent, 0 fr. 25. — Par Ceylouix, 2 fr. 80. — O'Zanzi, 1 fr. — En tout : 4 fr. 55. — Listes précédentes : 47 fr. 65. — Total général : 52 fr. 20.

Le groupe de l'école a reçu : Marseille, groupe libertaire de Mempenti, 5 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr.; Un camarade, 1 fr.; Eldorado, 1 fr.; Un camarade, 1 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. en tout, 14 fr.

Reçu pour le journal : Un groupe de peintres en décor (E. V.), 3 fr. — C., à Nogent, 0 fr. 25. — V. P., 5 fr. — L., 5 fr. — J. C., à Houssaye, 0 fr. 30. — R. B., à Ponderano, 2 fr. — Merci à tous.

D., à Saint-Quentin. — P. A., à Angers. — T., à Bourg-de-Thizy. — S. P., à Bordeaux. — F. G., à Estagel. — D. de M., à Gand. — B., à Mauzint. — N., à Genève. — D., à Chinon. — F., à Amiens. — H. P., à Horion. — S., à Cette. — V. D., à Amsterdam. — O. B., à Haine-Saint-Pierre. — L., à Hyères. — R. V., à Rodez. — C., à Lootcha. — G., à Malines. — L., à Epinal. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 4 DIX CENTIMES DU 21 AU 27 MAI 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA RÉVOLUTION SOCIALE EN ITALIE

Ce ne sont plus des insurrections — c'est la Révolution sociale qui a éclaté en Italie. Avec moins d'ensemble peut-être qu'on ne l'avait espéré, mais avec assez d'entrain et de vigueur pour porter un coup de massue formidable au système ignoble et abject qu'il s'agit de renverser.

Des révoltes, ayant un caractère éminemment social, anarchiste, ont éclaté dans toute l'Italie. Toute la province de Lombardie a été en feu, et le plan des révolutionnaires était — on le sait maintenant — ce plan qui a mûri dernièrement un peu partout : celui de proclamer la République sociale, la République — commune — dans toute une province, de se mettre en rébellion ouverte contre l'Etat, et de chercher à inaugurer dans cette commune, embrassant toute une province populeuse, une ère nouvelle de rapports sociaux.

Les révolutionnaires italiens comptaient, sans doute, gagner encore un mois ou deux pour mieux assurer le succès du soulèvement. Mais la faim dans les villages et dans les villes a forcé les événements. La campagne une fois soulevée par la famine, les villes ont dû se lancer sans plus attendre.

Ils comptaient, sans doute, aussi que Florence et le Florentin, que Rome et la Campagne, que Naples et la Sicile se soulèveraient en même temps. Florence et beaucoup de petites villes et bourgades se sont, en effet, lancées franchement dans le mouvement. Mais Rome, inondée de troupes, Naples et la Sicile, épuisées probablement par les insurrections récentes, n'ont pas encore arboré le drapeau rouge.

Il est évident, maintenant, que les révolutionnaires de toute nuance et les organisations ouvrières ont fait cause commune et marché avec un ensemble admirable pour porter le coup de grâce à l'Etat, déjà si délabré. La Lombardie est la province la plus industrielle de l'Italie, et Milan ainsi que les villes du Milanais comptaient de puissantes unions de métiers. Ces unions de métiers, tant décriées, se sont lancées dans la révolution avec un entrain et un ensemble frappants. Elles ont prouvé que le vieil esprit révolutionnaire non seulement n'était pas mort dans leur sein, mais qu'il avait acquis une nouvelle expansion, réellement formidable.

Sans armes, elles ont bravé une armée énorme. Samedi et dimanche, Milan se hérissait de barricades, et le peuple livrait à la troupe une bataille sans exemple dans les annales des soulèvements populaires.

Dimanche, il y eut un moment où l'insurrection triomphait, disent les journaux anglais, et où l'on pouvait croire que la commune de Milan — probablement du Milanais — allait faire flotter son drapeau rouge, maîtresse de la ville.

Le général Bava, dans le centre de la ville, était cerné de tous côtés par les barricades dressées aux portes de la ville, dans les faubourgs, et rétrécissant leur cercle de plus en plus. Il ne fut dégagé que lorsqu'un *demi-corps d'armée*, commandé par le général Pelloux, accourut en toute hâte de Lodi. Ces régiments, arrivés tout frais, attaquèrent les barricades par derrière à coups de canon ; mais ce ne fut qu'en vomissant la mitraille le long des rues qu'ils parvinrent à dégager les régiments de Bava.

Jamais, dans l'histoire des révolutions, on n'a vu un peuple aussi désarmé tenir tête de cette façon, pendant trois jours, à une troupe aussi nombreuse.

Il faut dire aussi que, dès ses premiers moments, la révolution à Milan s'est annoncée franchement populaire, anarchiste. C'est ce qui l'a rendue si forte.

C'est avec des meubles de bois sculpté et des coussins de velours, pris dans les palais des riches, que le peuple a fait ses barricades à Milan. Ils ont mérité, ces fiers combattants, le nom de Vandales dont la presse bourgeoise les dote si volontiers en ce moment ! C'est en se postant sur les toits des palais qu'ils bombardaient la troupe avec des tuiles, des briques prises dans les cheminées et des corniches de marbre enlevées aux décorations. Et ils bombardaient si bien que le combat s'engagea sur les toits, — des tirailleurs choisis étant envoyés sur d'autres toits pour déloger les bombardeurs, et le combat s'engageant corps à corps sur les faîtes des maisons.

Partout, jusque dans les plus petites villes, le peuple s'emparait avant tout de la mairie, de l'argent et des paperasses qu'elle contenait (comme à Benevento en 1878) ; partout le peuple saisissait tout d'abord les magasins à blé, les magasins de provisions, et les distribuait à qui en voulait. Partout les vivres étaient saisis, sans s'enquérir des droits de propriété, et distribués ; partout c'était la guerre au riche, à l'accapareur. Le menuisier de Luino, qui avait fait chanter la messe, il y a dix jours seulement, pour remercier son Dieu d'avoir fait monter le prix du blé jusqu'à 50 francs le quintal, a payé sa messe de sa vie. A Luino et dans beaucoup d'autres endroits, la prison fut assaillie pour en faire sortir les prisonniers. Partout le feu a été mis aux bureaux du fisc.

Jamais, depuis les soulèvements de 1788, à la veille de la grande Révolution, la révolte n'avait pris tel caractère — avec cette différence à noter : les « Vandales » furent, cette fois, les travailleurs des villes aussi bien que les paysans.

Quelle sera la conséquence de cette immense prise d'armes, nul ne peut le prévoir. Cent mille réservistes viennent d'être appelés sous les drapeaux, Rome est inondée de soldats : la force reste, pour le moment, du côté des riches.

Mais le parti de « l'ordre » a reçu un coup de massue dont il ne se relèvera pas de sitôt. Les bourgeois-républicains, qui sont maintenant au pouvoir, ont fait preuve d'une telle haine du peuple que, dès maintenant, les monarchistes, cléricaux et républicains bourgeois seront enveloppés dans les mêmes haines du peuple.

Riches et pauvres, bourgeois et travailleurs — voilà les seuls partis désormais en présence.

Une haine profonde du riche et du puissant monte dans les cœurs du peuple. Les douces paroles des massacreurs ne sauront jamais l'éteindre.

A Milan, la soldatesque massacrait le peuple, pire que cela ne s'était fait au coup d'Etat du 2 décembre. Dans une des grandes rues, au signal d'un coup de fusil parti d'une fenêtre — dit le *Times* — les soldats se rangeaient le long du trottoir et ouvraient un feu de peloton sur toutes les fenêtres de la rue. On nomme plusieurs femmes de l'aristocratie milanaise, tuées lorsqu'elles sortaient sur le balcon, ou bien même dans leurs appartements. Une se tenait avec son enfant près de la fenêtre. Une balle, faisant son immense trouée dans le cou de l'enfant, lui emportait la tête.

Quant aux femmes et aux enfants du peuple, le parti de l'ordre les mitraillait à bout portant. On compte de six cents à mille *tués* à Milan (cent six cadavres à une seule des portes de la ville), et, quant aux blessés, les trous énormes faits par les balles dans les chairs font que la plupart des blessés sont frappés à mort.

C'était le carnage — le pur carnage des pires des barbares.

Pendant deux semaines, chaque jour le télégraphe apportait la nouvelle de dix à vingt tués, et de cinquante à cent blessés dans les villes et bourgades de l'Italie.

Le gouvernement a su mettre en deuil tout un pays, après l'avoir affamé.

Des cris de rage nous viennent de toute l'Italie, et, quoi qu'il arrive, un cri montera dans toute la presqu'île : « Souviens-toi de Mai 1898... »

Mais ce Mai de 1898 n'est pas encore fini, et quant aux suites du soulèvement, ce sera aux travailleurs du monde entier à voir à ce que le sang versé ne le soit pas en vain.

VINDEX.

Appel aux unions ouvrières anglaises

A la nouvelle du soulèvement en Italie, les Trades-Unions anglaises ont envoyé, sans perdre de temps, mardi même, leur délégué, Carlo Siles, à Milan.

Voici l'appel qu'il leur adresse et qui a été publié par la presse anglaise :

« Au nom des Unions ouvrières de l'Italie, je

vous informe qu'en Italie, la Révolution sociale a éclaté. Toutes les nouvelles que vous recevez à Londres ont subi la censure officielle. Donc, elles sont fausses. La cause des insurrections dans l'Italie septentrionale n'est pas seulement le pain. Ces soulèvements ont une origine économique et politique...

« Le pays est encore dans l'âge de l'Inquisition rouge. Trade-unionistes et socialistes sont envoyés chaque jour en prison. De là, la haine générale contre le gouvernement.

« A Milan, il y a 70.000 ouvriers appartenant aux Unions ouvrières, 30.000 hommes et 5.000 femmes socialistes organisés, environ 15.000 républicains et 30.000 radicaux.

« Dimanche, des centaines d'ouvriers furent assassinés de la façon la plus barbare par les soldats, des milliers furent blessés et plus de 10.000 sont arrêtés.

« Le gouvernement italien, pour donner le change à l'opinion publique en Angleterre, envoie de fausses nouvelles.

« Vous, trade-unionistes anglais, devez protester contre les atrocités commises par le gouvernement italien. Nous vous en prions : convoquez partout des meetings de protestation, et recueillez partout des fonds pour aider aux familles des travailleurs assassinés à Milan. »

Retenons une chose de cet appel. C'est la Révolution sociale qui commence ; et il est évident que les travailleurs de l'Europe entière ne resteront pas, les bras croisés, à regarder assassiner leurs frères en Italie et en Espagne.

Discours alarmistes

Les deux ministres anglais, Salisbury et Chamberlain, ont cru devoir prononcer, à deux jours de distance, des discours excessivement alarmistes, pour dire que la situation politique est excessivement tendue en Europe et que, pour l'Angleterre, isolée en face d'une coalition, le seul salut est de chercher l'alliance des Etats-Unis.

Des discours de ce genre ne se prononcent pas de but en blanc.

Qu'est-ce qui se trame dans le monde des politiciens et des banquiers, nous ne savons pas encore au juste. Mais il se trame quelque chose et du jour au lendemain nous pouvons nous réveiller avec une guerre sur les bras.

Les calotins au pouvoir ne chercheraient-ils pas à lancer la France au sauvetage de la monarchie cafarde et inquisitionniste en Espagne? Cela se peut — si le « je-m'en-fichisme » de ces dernières... années continue.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

En Italie, en Espagne l'insurrection continue. Les deux pays sont en état de siège et par suite les nouvelles rares, surtout incomplètes. Mais ce qu'on sait, la dixième partie peut-être de ce qui est, ne laisse pas de doute sur la gravité du mouvement.

Si nous ne pouvons pas espérer que des émeutes de la faim sorte l'organisation de l'abondance par le communisme libre, souhaitons que de ces luttes naisse au moins un commencement de réalisation pour notre idéal, et travaillons-y de toutes nos forces. Que les révoltes d'Italie et d'Espagne ne préparent pas seulement le triomphe de maîtres plus habiles sur des gouvernants rendus impossibles par leur insolence, leur cruauté et leur incurie. Qu'après la monarchie bourgeoise, ça ne soit pas seulement la République bourgeoise, comme ce fut la règle jusqu'ici!

« Voici du pain, voici du travail, mais remettez-nous vos armes, en échange, et votre confiance ! C'est nous qui nous chargeons désormais de votre bonheur, jusqu'à ce que nous vous fassions crever de faim à notre tour. »

Si Humbert et Christine disparaissent dans la tourmente, et avec eux les trônes des vieilles monarchies sanguinaires, ce sera déjà un résultat, certes, et nous le saluons de notre espoir, en notant qu'une fois de plus cette délivrance sera due à l'initiative populaire!

Mais voyez parfois l'ironie des choses.

Tandis que là-bas la faim et l'esprit révolutionnaire poussent les prolétaires sous les balles et sous la mitraille, ici, aux mêmes heures, des socialistes, des révolutionnaires s'amusent à voiller! Ne trouvez-vous pas que, rapprochés ainsi, ces deux faits s'éclairent l'un l'autre d'une lumière intense ? Depuis des siècles que les travailleurs s'en remettent à d'autres du soin de la vie sociale, on n'a pas réussi à leur garantir même le pain, et l'expérience ne semble pas probante, et les convictions ne sont pas faites ! Des socialistes prêchent la conquête des pouvoirs publics, soutiennent qu'il n'y a pas d'émancipation sans le bulletin de vote, excommunient et déclarent traîtres à la cause ceux qui propagandent hors des réunions électorales, hors des parlements.

Admirable logique !

Vos maîtres vous affament, vous mitraillent si vous murmurez. Continuez de vous donner des maîtres, et prenez patience !

Eh bien! non, camarades.

Les brasseurs de politique, les hommes des finasseries et des mensonges parlementaires pourront vous assurer le pain quelques mois ou quelques années. Mais, tant que vous serez avec ceux-là, pour une raison ou pour une autre, le pain, un jour, manquera de nouveau. Vous ne serez *certains* d'en avoir à votre suffisance qu'une fois décidés à rester vous-mêmes les seuls maîtres, les maîtres absolus, immédiats et seuls responsables de votre pain, du blé que vous aurez récolté vous-mêmes, du pain que vous aurez pétri et cuit vous-mêmes.

Et ce qui est vrai pour le pain l'est pour la vie sociale tout entière.

Si, au lieu de se salir les mains et de se vider le cerveau dans les officines politiques, les révolutionnaires sortis du peuple restaient près du peuple afin de lui parler sans cesse ce langage, les émeutes de la faim ne se termineraient peut-être plus par des distributions de vivres et des changements de ministère.

∴

Notre propagande pour l'autonomie complète de l'individu ne nous empêche pas de rester solidaires de toutes les nobles et justes causes.

On sait la lutte héroïque que, depuis près de trois ans, les révolutionnaires cubains soutiennent contre la monarchie d'Espagne.

Aujourd'hui où l'intervention des Etats-Unis semble promettre une solution rapide, la question est plus que jamais à l'ordre du jour. Et nous sommes heureux que le meeting organisé par le groupe de l'*Idée Nouvelle* nous permette de manifester nos sympathies pour Cuba Libre.

Evidemment l'idéal des séparatistes cubains retarde sur le nôtre. C'est leur seule autonomie nationale qu'ils poursuivent. Et une fois chassés les chefs de la mère patrie, ceux qu'ils se donneront ne vaudront guère mieux. N'empêche qu'ils luttent, en héros, pour un idéal de liberté, que ce qu'ils veulent obtenir, c'est une des formes de la liberté. Or il ne peut pas nous être indifférent que la somme de liberté augmente dans le monde.

En nous mêlant aux événements de cet ordre, ne croyons pas d'ailleurs, si peu que ce soit, diminuer ou contredire notre action.

Bien loin de là.

On nous accuse souvent d'être les monstres de l'évolution, les déracinés du progrès, d'asseoir nos théories sur de simples constructions du cerveau, de rester en dehors de la chaîne historique.

A quoi nous répondons que notre propagande est au contraire l'aboutissement fatal de la tradition historique, constituée toute par l'effort continu des peuples vers la liberté. Nous montrons, dès à présent, où il faudra venir dès que le cycle des expériences de liberté partielle sera fermé pour tous, ou à peu près, comme il est fermé pour nous.

Prêter, selon les circonstances et nos moyens, notre concours à ceux engagés dans la bonne route vers la liberté, mais restés en arrière de quelques étapes, c'est appuyer cette réponse d'une façon pratique et très utilement pour notre cause. Résolus à ne rien abandonner des positions conquises, n'ayons donc pas peur de venir en aide à ceux qui ne nous ont pas encore rejoints. C'est montrer qu'ils ne sont pas différents de nous, mais les mêmes plus en retard, comme nous sommes, nous autres, les mêmes plus en progrès. Aller vers ces attardés, sans avoir peur de nous compromettre, c'est affirmer qu'ils doivent un jour venir à nous.

CHARLES-ALBERT.

DES CHIFFRES, DES FAITS

La foire électorale bat son plein. Les députés qui briguent à nouveau les 25 francs par jour assurent à leurs électeurs qu'ils n'ont travaillé que pour eux, absolument pour eux, avec le plus parfait désintéressement. Les nouveaux promettent mieux : qu'on les nomme, et cette fois il y aura du beurre, beaucoup de beurre sur la traditionnelle tartine.

Loin de nous l'idée de nier aux premiers qu'ils n'aient jamais rien fait, et aux seconds qu'ils feront mieux encore.

Nous allons même essayer de le prouver par des faits et par des chiffres.

Nous ne nous écarterons guère de la période intitulée si pompeusement la quatrième République, en montrant ce qu'elle nous a coûté et ce qu'elle coûte encore. Ce seront là, croyons-nous, de bons arguments à opposer à tous ceux qui ambitionnent de devenir nos maîtres.

L'on ne peut guère, en effet, reprocher à tous ceux qui ont gouverné de tous temps et principalement depuis vingt-sept ans, de ne rien faire : ils font trop, au contraire. C'est ainsi que, depuis 1870, la fécondité législative est d'environ soixante lois ou décrets par an, dont quelques-uns, notamment dans la dernière législature, nous intéressent plus particulièrement. La loi sur les associations de malfaiteurs et la loi sur les explosifs, votée le 18 décembre 1893, et la fameuse loi « sur les menées anarchistes » (lois scélérates), votée en notre honneur et à notre avantage le 28 juillet 1894.

Le budget aussi a été l'objet de toutes les sollicitudes des mandataires du peuple : de 2.145 millions qu'il était en 1869, il a monté à 3.314 millions en 1897. Il y a à cela d'autres compensations, il est vrai. Ainsi, le nombre des fonctionnaires, qui était il y a cinquante ans de 200.000, se monte aujourd'hui à 538.000, touchant ensemble 518 millions, environ le sixième du budget.

La France, chacun le sait, est le pays le plus endetté du monde; cette supériorité incontestable n'a fait que croître et embellir. Au commencement du siècle, déjà la dette s'élevait à 718 millions ; elle était en 1869 de 19 milliards et s'élève aujourd'hui à 26 milliards, auxquels il faut encore ajouter une dette amortissable de 117 millions, une dette flottante (il n'y a là aucune allusion aux bateaux) de 1.070 millions ;

de plus, la guerre de 1870 a coûté 10.519 millions, ce qui porte la dette totale de la France à 35 milliards 421 millions. Ce qui fait que chaque enfant qui vient au monde citoyen français a, en naissant, une dette de 698 fr. environ. De plus, chaque habitant, sans distinction de sexe ni d'âge, a à payer aux porteurs de rente une taxe moyenne de 21 fr. 17 par année.

Le luxe d'une armée revient annuellement (1897) à 622.552.000 francs. Les dépenses pour le même chapitre n'étaient en 1869 que de 418 millions. Le budget de la marine est de 285 millions. Il est vrai qu'avec ces sommes 557.000 hommes apprennent le meilleur et le plus sûr moyen de tuer d'autres hommes, pour le plus grand bien et le plus grand profit des bourgeois, nos maîtres.

Pour couronner l'édifice, et pour bien démontrer l'état de prospérité dans lequel nous ont entretenus vingt-sept années de belle et bonne république. Voici quelques chiffres :

Les conditions matérielles du prolétariat ont tellement empiré qu'au lieu de 1.338.000 indigents, inscrits à cette superbe administration qui a nom l'Assistance publique, le nombre s'en élève aujourd'hui à 1.720.000. En même temps qu'augmentait la misère, et comme corollaire inévitable, les attentats contre les personnes et contre la sacro-sainte propriété augmentaient dans des proportions encore plus fortes. Ainsi, le nombre des personnes poursuivies pour crime, qui, en 1869, était de 3.501, a été en 1892 de 4.100.

De plus, les tribunaux correctionnels, qui ont eu en 1869 121.759 affaires à juger, ont vu ce chiffre monter à 230.000 en 1892.

Tels sont les avantages que nous ont procurés 27 ans de république, de suffrage universel, de souveraineté du peuple, et autres balançoires, dont les aspirants gouvernants vont faire résonner le creux. Le peuple prendra encore une fois cela pour de l'argent comptant ; il se donnera des maîtres qui continueront d'envenimer la situation, jusqu'au jour où celle-ci n'étant plus tenable, l'inévitable révolution émancipatrice enverra par-dessus bord maîtres et valets.

P. Delesalle.

Mouvement ouvrier

Lorsque les anarchistes critiquent les socialistes autoritaires sur la valeur du suffrage universel, pour aboutir à une transformation radicale de notre société capitaliste, ou bien émettent des craintes sur le temps qu'il faudra pour avoir conquis les « pouvoirs publics », la grande réponse est généralement de faire un long calcul comparatif des voix obtenues entre deux élections. Mais, objectons-nous, ce sont là des *électeurs* que vous comptez, et non des *socialistes* conscients, ce qui est loin d'être la même chose ; il y a là, paraît-il, erreur de notre part.

Le triple échec de Guesde, Jaurès et Deville vient cette fois à l'appui de notre thèse. En effet, et cela est incontestable, si, au lieu d'*électeurs*, ceux-ci avaient fait des collectivistes conscients, il serait puéril de croire ou de vouloir faire croire que d'une législature à une autre, les électeurs collectivistes d'hier soient redevenus de parfaits opportunistes.

Le triple échec des leaders socialistes vient donc renforcer notre théorie, si toutefois celle-ci en avait besoin, et montrer une fois de plus ce qu'elle a de vrai et de juste. Eduquer l'*individu*, en faire un homme conscient, telle est la pure théorie anarchiste ; une fois à cette étape, il est impossible de retourner en arrière, et il n'y a pas à craindre de défections comme celles que viennent de subir Guesde et Jaurès, et toutes les pressions d'un marquis de Solages ou d'un Motte ne feront jamais qu'un véritable anarchiste d'aujourd'hui se retourne demain contre ses camarades.

* *

La foire électorale a mis un arrêt momentané au mouvement purement ouvrier. Il est à remarquer qu'en général les grèves et autres manifestations du monde ouvrier sont bien moins fréquentes pendant les périodes électorales ; occupés à se donner de nouveaux maîtres, les ouvriers oublient ceux qui les pressurent journellement.

A Bordeaux, je signalerai cependant une grève d'un nouveau genre.

La municipalité, ayant voulu augmenter le prix des places aux halles, les maraîchers, jardiniers, marchands de primeurs, au nombre de 1.200, résolurent de ne plus venir aux halles et s'installèrent avec leurs marchandises dans un faubourg de Bordeaux faisant partie de la commune de Caudéran, où les ménagères allèrent facilement aux provisions. En présence de ce *fait*, qui atteignait les finances municipales, l'arrêté du maire, cause du litige, fut rapporté.

Cette propagande par le *fait* d'un nouveau genre avait réussi.

* *

La grève des mineurs anglais, au nombre de 150.000, dure toujours, mais la misère est très grande parmi les grévistes, principalement dans le pays de Galles. Il est vrai de dire qu'au lieu d'agir par eux-mêmes, les grévistes écoutent des chefs qui, sous prétexte que le droit reste pour eux, leur prêchent le calme et la résignation.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Encore une victime de la brutalité, de la sauvagerie systématique qui est si en honneur dans l'armée.

Un canonnier, en garnison à Castres, insulta et frappa un sous-officier dans un moment d'ivresse. Le lendemain le colonel vint le trouver à la prison et, l'apostrophant violemment, il lui annonça qu'il allait passer au conseil de guerre : « Peut-être, dit-il en finissant, ne seras-tu pas condamné à mort : en tous cas, tu seras envoyé à Biribi, et cela est pire que la mort. »

Le soldat, effrayé des menaces de son colonel, et affolé à la perspective des conséquences terribles qui devaient résulter d'un acte commis dans un état d'inconscience, se pendit avec sa cravate.

Après les constatations faites, sans avertir la famille, sans laisser aux pompes funèbres le soin d'intervenir, conformément à la loi, aussitôt après l'expiration du délai légal de vingt-quatre heures, le colonel ordonna que le corps du suicidé fût placé dans une voiture à fumier et inhumé avec défense qu'aucun camarade ne l'accompagnât à la fosse commune où il fut jeté.

Voilà qui est presque aussi bien que la fusillade « pour rire » du lieutenant Normand, dont nous parlions la semaine dernière. Un concours d'ignominie semble être ouvert entre les membres galonnés de la Grande Famille. A qui le record ?

* *

Jacques Fest, bien que né en France, fut élevé en Alsace par des parents alsaciens. Arrivé à l'âge d'homme, il eut l'idée saugrenue autant que patriotique de rentrer en France pour y faire son service militaire. Il fut incorporé en novembre dernier à Annecy et détaché à Thonon. Il vient de déserter et explique les motifs de sa désertion ainsi qu'il suit :

« A Thonon, les soldats sont à la merci des sous-officiers. Le capitaine paraît une fois par semaine et le commandant une fois par mois. Les sous-officiers traitent d'une façon infâme les nouveaux venus, et, comme tel, je devins aussitôt leur souffre-douleur. A l'exercice, j'étais journellement traité de *Prussien* et d'*espion* sur les rangs, et la moindre faute me valait un coup de pied dans les jambes ou un coup de poing dans le dos ou sur la tête. Tout était autorisé contre moi. Les caporaux imitèrent les sergents et la vie devint intolérable.

« Un jour, désespéré, j'écrivis à mon père, qui porta plainte auprès d'un officier de Belfort qu'il connaissait. La plainte fut certainement transmise, car, à partir de ce moment, les coups redoublèrent. On s'acharnait sur le Prussien.

« Désespéré, je partis. »

Il aurait peut-être mieux fait de commencer par là. Mais comment trouvez-vous ces gens qui n'ont jamais trop de larmes à verser sur le sort de « nos malheureux frères d'Alsace » et qui assomment ceux-ci et les traitent couramment de *Prussien* et d'*espion* quand ils manifestent leur attachement à la France ?

* *

La Police. — L'*Aurore* raconte le fait suivant :

Le 23 janvier dernier, à la suite d'une altercation qui s'était produite à la sortie de la salle des Mille-Colonnes entre plusieurs assistants et les agents du service d'ordre, deux personnes furent arrêtées. L'un des deux arrêtés était infirme et, les jambes tordues, marchait avec des béquilles.

Au poste, tous deux furent passés à tabac. L'infirme, à peine introduit, fut jeté à terre et un des agents se mit à danser sur ses jambes afin, disait-il, de les allonger.

Quant à l'autre, il fut mis à nu, frappé à coups de bottes et de plat de sabre. Puis, comme il refusait de demander pardon à ses bourreaux, un de ceux-ci, ayant sans doute étudié le catéchisme de Montjuich, lui tordit les parties sexuelles.

Après ces tortures, il comparut devant le tribunal correctionnel, qui l'a condamné à trois mois de prison !

Comme le fait parfaitement remarquer l'*Aurore*, c'est ainsi qu'on fabrique des révoltés.

André Girard.

* *

Algérie. — L'Algérie est en ce moment sous la coupe d'une bande de forcenés qui répandent la terreur dans tout le pays. Ces énergumènes, qui prétendent inculquer aux populations l'esprit chrétien à coups de matraque, ne reculent devant aucun procédé, même le plus vil, pour propager leur haine antisémite. C'est ainsi que, quotidiennement, le *Télégramme*, feuille immonde d'Alger, dénonce toute personne qui se permet de faire quelque emplette dans un magasin juif. Un drôle, nommé Guérin, que nous avons vu à l'œuvre à Paris, lors du procès Zola, promène une horde de sauvages qui ne connaissent d'autre argument que les coups de bâton. Malgré cet état d'esprit, S. Faure est allé faire une conférence à Mustapha. Tout d'abord écouté avec la plus grande attention, il a été violemment interrompu et mis dans l'impossibilité de continuer quand il a abordé la question du « Juif » et qu'il a voulu démontrer aux Algériens que leur haine doit s'étendre à tout exploiteur, chrétien, juif ou athée. Cette attitude de la bande antisémite démontre bien ce que nous avons dit souvent : que l'antisémitisme n'est autre que la jalousie de la finance chrétienne à l'égard de la finance israélite.

A. G.

Espagne.

Dès le début de la guerre, la situation s'annonce très grave. Un gouvernement sans argent, sans armée et sans marine pour résister au pouvoir des Etats-Unis, conduit le pays à la débâcle et à la banqueroute.

Comme la Grèce en face de la Turquie, l'Espagne est destinée au sacrifice, mais cette fois, quel que soit le mobile du gouvernement nord-américain, le sacrifice est mérité, ne signifiât-il que la déroute du droit de conquête.

En dépit des affirmations mensongères de la presse de grande circulation, le peuple, ici, ne veut pas la guerre. Il eût volontiers, et depuis longtemps, reconnu l'indépendance de Cuba et consenti, pour le moins, à la déchéance du pouvoir des moines aux Philippines, à la condition que cessent les envois toujours renouvelés d'hommes au carnage. Même à l'heure actuelle, en dépit du fameux « honneur national », le peuple n'est pas pour la guerre et, malgré le désastre de Manille, on se préoccupe plus de la situation économique du pays que des batailles livrées ou à livrer.

Les accapareurs ont commencé leurs manœuvres et la disette est survenue avec la menace de la faim. Il y a des contrées en Espagne où le pain se vend aujourd'hui 1 franc le kilogramme, alors qu'il ne valait que 0 fr. 40 un mois auparavant. Les révoltes très graves qui éclatent en un grand nombre de villes sont la conséquence de cet état de choses.

C'est d'abord à Caceres (Estramadura). Les femmes se révoltent en grand nombre, demandant l'abaissement du prix du pain. Elles s'opposent au départ d'un train de blé.

A Aguilas, troubles de même nature. Les baraques de l'octroi sont incendiées, l'administration principale des contributions livrée au pillage.

On connaît la gravité du soulèvement de Talavera,

ville importante de la province de Tolède : pillage de maisons bourgeoises, prise de possession d'un train transportant des denrées, incendie du couvent des Jésuites. Les autorités firent usage de la force armée. Il y eut des arrestations en masse.

A la Union (près Carthagène), révolte de 8 000 mineurs. Incendie de l'octroi ; les révoltés tentent de se diriger vers Carthagène. Ils brûlent l'hôtel de ville et plusieurs édifices environnants. Ils coupent télégraphe et téléphone et tentent d'enlever les rails de la voie ferrée. La garde civile entre en ligne et il y a un grand nombre de blessés. La grève se généralise et s'étend aux alentours.

A Léon, le peuple pille les maisons bourgeoises, malmène le gouverneur et la garde civile. Le soulèvement de Talavera s'est étendu aux villes voisines de Puebla, de Montalban et de Navahermosa. En cette dernière ville, les femmes armées de *navajas* attaquent les exportateurs de blé et leur font prendre la fuite.

A Huelma (Jaen), Malaga, et en une foule d'autres villes de Castille et d'Andalousie, on signale des troubles plus ou moins importants.

Les mineurs de Mières sont en grève.

A Gijon, port important des Asturies, l'élément anarchiste, très dense en cette contrée, prend une part active au soulèvement populaire. Ce furent les poissonnières qui donnèrent le signal de la révolte, puis les cigarières se joignirent à elles et le mouvement insurrectionnel se généralisa peu après. Les insurgés attaquent la fabrique d'un accapareur de blé et la détruisent complètement. Ils brûlent tous les bâtiments de l'octroi et tentent de délivrer les prisonniers de la prison publique. Ils parcourent les rues agitant des drapeaux divers et entonnant l'hymne anarchiste. Ils pillent et tentent de brûler le palais d'un aristocrate. Les administrations des contributions et des domaines sont saccagées et incendiées. Une multitude de meurt-de-faim, en se partageant les produits du pillage, s'écriaient : « Hier nous jeûnions, rassasions-nous aujourd'hui ! » Les révoltés ont attaqué les gouverneurs civil et militaire à coups de revolver et la garde civile dut se déclarer impuissante à dominer la sédition. Les troupes ayant été mandées, il y eut des collisions sanglantes et des deux côtés des morts et des blessés.

Le gouvernement a déclaré en état de guerre toutes les provinces soulevées et celle de Madrid.

Le conflit menace les centres industriels et les fabriques de Barcelone, Bilbao, etc., ferment leurs portes. Le gouvernement ne peut envoyer à temps les renforts réclamés en tant d'endroits différents et le transport des troupes présente de telles difficultés que les bourgeois de Gijon et d'autres villes s'offrent à organiser des bataillons de volontaires pour la défense de « l'ordre ».

Les faits qui précèdent ne sont pas exagérés. Ce ne sont que de courts extraits des informations officielles.

A l'heure actuelle, la révolution est imminente. Le conflit intérieur domine les événements du dehors ; c'est la déroute des institutions qui est proche, car les oripeaux et les tirades patriotiques ne peuvent suffire au peuple. Tandis que les politiciens se chamaillent sur les questions de colonisation et de patriotisme, le peuple lutte pour la conquête du pain.

Réduit au silence, opprimé depuis si longtemps, ce terrible réveil de ses colères devait se produire nécessairement.

En avant donc, et luttons pour le pain et la liberté !

R. M.

∴

Alcala de Aguadeira (Séville). — La population soulevée brûle les bâtiments de l'octroi, la maison de l'administrateur des contributions et diverses maisons d'usuriers. Les autorités, assaillies à coups de pierres, se réfugient dans l'hôtel de ville. Les révoltés s'emparent d'un grand nombre de bidons d'alcool et de pétrole pour incendier les édifices. Trois de ces derniers sont complètement détruits. Les troupes de Séville sont appelées en toute hâte.

Alicante. — Des troubles graves éclatent au cours desquels les révoltés saccagent les postes de l'octroi et brûlent les paperasses administratives. Peu après, en dépit des charges nombreuses, tous les postes de l'octroi sont incendiés. La population affamée pille les dépôts de blé et saccage la fabrique de José Lledó.

Linares (Jaen). — Les insurgés armés détruisent l'octroi de fond en comble. Ils donnent l'assaut à la mairie et, à l'aide d'échelles, pénètrent dans le bâtiment par les balcons. Le mobilier et les archives sont détruits. La garde civile veut s'interposer et une bataille terrible s'engage. La fusillade de part et d'autre est vive et nourrie. On ne peut évaluer le nombre des morts et des blessés.

Cordoba. — Pillage de magasins et de maisons bourgeoises par la population affamée qui s'empare d'une grande quantité de pétrole. Charges nombreuses. Le nombre des blessés est considérable.

Cervera. — La population pille des convois de blé en partance et détruit complètement les bâtiments de l'octroi.

∴

Des troubles graves éclatent à Martos, Brenes, Cadix, Albacete, Soria et dans une foule d'autres villes qu'il serait trop long d'énumérer. A la suite de ces soulèvements, sont déclarées en état de siège les provinces de Jaen, Albacète, Burgos, Logrono, Navarre, Biscaye, Alava, Guipuzcoa, Soria, Badajoz.

A Valladolid, les détenus se révoltent et refusent la nourriture infecte de la prison. La garde civile est appelée pour réprimer la sédition.

On signale un grand nombre de désertions. Soixante déserteurs sont arrêtés à Redondela.

La loi martiale est proclamée dans les provinces de la Catalogne pour prévenir la révolte qui couve et qui éclatera terriblement, car la crise industrielle s'aggrave de jour en jour.

Les autorités madrilènes ne savent qu'inventer pour conjurer la famine qui menace la capitale. Le gouverneur ayant adressé un appel aux provinces pour obtenir des envois de blé, sur les 23 qui ont répondu, 22 se déclarent dans l'impossibilité absolue de livrer le moindre grain, et la seule province qui pourrait venir en aide à la capitale prévient que la population s'opposera au départ des convois.

La Campanilla, un des plus importants dépôts de blés et farines de Madrid, a été détruite par le feu, mardi dernier.

J. M.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Pour la Révolution italienne. — Dans un énergique et sublime élan de révolte, les révolutionnaires italiens se jettent résolument contre un pouvoir inique qui les affame, afin d'arracher à la bourgeoisie, à la royauté, un peu plus de pain, un peu plus de liberté. La prison, puis les balles et la mitraille ont répondu aux révoltés ; 1.000 des nôtres (de l'aveu même des dirigeants) sont couchés sur les pavés de Milan ; la répression commence, terrible, impitoyable, et menace d'arrêter l'élan populaire pour le noyer dans une mare de sang.

Les révolutionnaires de Paris, les sincères, tous ceux qui ont des leurs couchés, là-bas, au bagne ou dans les fossés du Père-Lachaise, tous ceux dont les amis, les frères, les pères sont tombés pour la liberté, tous ceux qui ont souffert pour la Grande Cause, tous ceux qui ont au cœur ou dans le cerveau un idéal de raison et d'humanité, tous ceux-là vont-ils rester sourds aux cris de douleur de nos frères d'Italie qui luttent et meurent en opprimés pour les opprimés ?

Paris, le Paris des faubourgs, le Paris des révolutions de 1848 et de 1871, va-t-il se réveiller ? Sinon pour aider par l'action nos frères d'Italie, tout au moins pour leur porter secours, les soulager, les encourager.

Des emprisonnés, des blessés, des affamés, des veuves, des enfants vont avoir à supporter d'affreuses tortures.

Révolutionnaires de toutes les écoles et de tous les partis,

Militants de tous les pays, irons-nous à eux ?
Nous l'espérons !
La Révolution n'a pas de frontières !
Les opprimés n'ont pas de pays !
La patrie des gueux est une : l'Humanité.

Vive la Révolution universelle !

P. S. — Le comité de la Révolution italienne fait appel à tous les citoyens qui voudraient secourir par solidarité les camarades italiens. Permanence tous les jours, de 10 heures du matin à midi, 15, rue Lavieuville.

Adresser provisoirement les fonds au citoyen E. Girault, à la permanence.

L'Idée Nouvelle, organisatrice : Eugénie Collot. — Devant l'attitude honteuse d'une grande partie de la presse française cherchant à égarer l'opinion en faveur de la monarchie espagnole, il est urgent de remettre au grand jour, sous les yeux de tous, les nombreuses et sanglantes iniquités dont elle s'est rendue coupable envers l'humanité.

L'Idée Nouvelle donnera lundi 23, à 8 h. 1/2, à l'Hôtel des Sociétés savantes, quatre conférences par des orateurs différents.

Laurent Tailhade, Zo d'Axa, Pierre Quillard, Adolphe Retté diront l'œuvre de mort entreprise par l'Espagne de Montjuich à Cuba.

Les camarades du faubourg Antoine et de la banlieue de l'Est tiendront réunion, samedi 21 mai, à 8 h. 1/2, au local convenu.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Chanson des Hommes, poème par Maurice Magre ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Enquête sur les législations relatives au droit d'association, circulaire n° 17, série B du Musée Social, 5, rue Las Cases.

Les Français d'aujourd'hui, par Edmond Demolins ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Firmin-Didot, 56, rue Jacob.

Assassinat de Midhat-Pacha, broch., 2 fr., imp. Rey et Malavallon, Genève.

Exposé du Naturisme, par E. Montfort ; 1 broch. à la *Lutte*, 36, rue Longue-Vie, Bruxelles.

A lire :

La Confession d'un magistrat, Henry Leyret, *Aurore* du 15 mai.

Education sociale, Jean Jullien, *Aurore*, 14 mai.

Une Alerte, par Jean Jullien, *Echo de Paris*, 13 mai.

EN VENTE A NOS BUREAUX

Derniers ouvrages parus de nos collaborateurs :

L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par Elisée Reclus, franco, 2 fr. 75.

XIII Idylles diaboliques, par A. Retté, franco, 2 fr. 75.

Delcros, par H. Rainaldy, franco, 2 fr. 75.

Croix et Glaives, vers, par Th. Jean, 1 vol., 2 fr. 75.

A NOS LECTEURS

En remuant nos papiers, nous avons retrouvé une quinzaine de collections (2 numéros) du *Glaneur anarchiste*, qui fut le précurseur de notre supplément. Nous les laissons à 0 fr. 50 à ceux que cela peut intéresser.

PETITE CORRESPONDANCE

Lyon. — Convocation trop tard. Voilà des années que nous nous évertuons à dire qu'il faut que nous les ayons le mardi matin au plus tard.

Weiss, à Londres. — Il y a ici, à la poste, avis d'un mandat expédié par vous. Nous ne pouvons toucher que lorsque vous nous aurez expédié le mandat lui-même.

Un ami nous demande si, parmi les ouvrages existant à l'usage de l'enfance, il n'y en aurait pas quelques-uns moins bêtes que les autres que l'on pourrait prendre faute de mieux ? — Prière à ceux qui pourraient nous fournir quelques renseignements là-dessus de répondre au journal.

La compagne Chauveau est priée de nous faire parvenir son adresse que nous avons égarée.

R. de W., Paris. — Entendu, prendrons rembours. fin juin.

T. M., 55. — Bonnes idées, mais vers trop incorrects. Etudiez la prosodie ou écrivez en prose.

Au groupe des Détenus politiques. — Les *Temps Nouveaux* ne demandant de comptes à aucun groupe, n'ont à en rendre à aucun groupe ; seuls les camarades qui nous envoient quelque chose dans un but déterminé peuvent exiger de nous l'emploi de leurs fonds : nous nous tenons à leur entière disposition.

A. P., à Paris. — Impossible d'insérer ; fait trop personnel.

Reçu pour l'Ecole libertaire : F., rue de Rivoli, 3 fr. 25. — Gabier, 10 fr.

Reçu pour Etiévant : R., 1 fr. 25. — M., 0 fr. 50.

Reçu pour les détenus : R., 2 fr. 50.

Reçu pour le journal : Les camarades de la Chapelle, 8 fr. — A. P., 1 fr. — Salomon, 1 fr. — Gehin, 1 fr. — Villemejane, 0 fr. 20. — M., 1 fr. — Merci à tous.

M., à Troyes. — B., à Bourg-de-Péage. — S. D., à Montluçon. — E., à Montpellier. — P., à Paris. — Coop., à Lyon. — L., à Montceau-les-Mines. — B., à Nantes. — F., à St-Denis. — G., à Tarare. — G., à Londres. — V., à Nîmes. — B., à Roubaix. — J., à Limoges. — P., à Poitiers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 5 — DIX CENTIMES — DU 28 MAI AU 3 JUIN 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'INSURRECTION ÉCRASÉE

La grande tentative de renverser l'odieux système bourgeois, qui vient d'être faite en Italie, a échoué pour le moment. C'est le régime du sabre, des cours martiales, des procureurs de bagne, qui règne maintenant.

Les cours martiales fonctionnent, l'exil administratif des suspects recommence. Les bagnes, les prisons délabrées des îles de l'Adriatique se repeuplent. Les unions ouvrières, les cercles de propagande sont dissous.

Plus que cela. Deux mesures d'une immense portée viennent d'être prises. A Naples, le commandant militaire, Malacria, vient de défendre toute sorte de grèves. L'ouvrier qui osera résilier le « contrat », supposé libre, avec son maître, et qui osera quitter l'atelier ou l'usine, sera traîné devant un tribunal militaire comme provocateur de désordres.

D'autre part, le travail sur les chemins de fer est rendu service militaire. Les voies ferrées, en Italie, n'appartiennent pas à l'Etat : ce sont des entreprises privées. Néanmoins, vingt classes de réservistes ayant été appelées sous les armes, tous ceux d'entre eux qui sont ouvriers de chemin de fer font leur service militaire sur les voies ferrées, comme mécaniciens, chauffeurs ou conducteurs. Le soldat sert sa « patrie » en travaillant à enrichir les actionnaires — et la bourgeoisie libérale de l'Europe entière d'applaudir !

Jamais l'union entre l'Etat et le capitaliste n'a été affichée si franchement. Et puis, c'est si simple : — « Tu refuses de travailler pour la compagnie, comme ouvrier? C'est ton droit, mon ami : tu es libre ! Mais, comme soldat, tu es serf de l'Etat, — et comme tel, avec ton uniforme de serf sur le dos, tu travailleras pour les maîtres. »

On l'avait déjà fait pour les boulangers; on le fait maintenant pour les chemins de fer. Demain on le fera pour l'industrie du fer, du coton, du drap. On en parle déjà en Angleterre depuis que la grève des mécaniciens a retardé les armements de l'Etat. Et puisqu'il faut de la toile et du drap pour habiller le soldat, l'industrie du coton et du drap vont être aussi déclarées un jour service militaire. Mais quoi ? — à Naples toutes les industries le sont déjà, puisque quitter l'atelier est un crime d'Etat.

Vive l'Etat propriétaire des industries !

∴

La tentative de révolution sociale échouée, cette fois, en Italie, il ne manquera pas de très savants philosophes pour nous catéchiser.

— Vous voyez bien, nous dira-t-on, qu'une révolution ne se *fait* pas. Elle ne peut être ordonnée à l'avance. Attendez le moment où elle viendra elle-même.

Eh bien, non ! Jamais une révolution ne viendra si elle n'est précédée d'insurrections. Et jamais le caractère d'une révolution, prête à éclater, ne se déterminera que par le caractère des révoltes qui l'auront précédée. Toute l'histoire est là pour l'affirmer.

C'était une folie de se soulever en 1775 et en 1788, sous l'ancien régime : paysans sans armes défiant la soldatesque d'un gouvernement fort ! Mais jamais il n'y eût eu en France de Grande Révolution si ces héros des campagnes n'avaient fait leurs révoltes désespérées. Jamais les jacqueries de 1789 à 1793, qui, seules, mirent fin au régime féodal, n'auraient eu lieu sans celles de 1775 et de 1788. Et — on le sait aujourd'hui — rien, absolument rien ne serait sorti de l'Assemblée Nationale de 1789 sans ces jacqueries. Les jacqueries furent le fonds sur lequel vécut la Révolution.

Quelle folie héroïque, encore, ce soulèvement des tisserands de Lyon en 1834 ! Quelle folie de leur part d'arborer le drapeau rouge et de demander du pain ou du plomb, de vivre en travaillant ou de mourir en combattant ! Quelle folie de la part de Barbès, de Blanqui, de Raspail et de tant d'autres de conspirer contre le gouvernement fort des bourgeois sous Louis-Philippe !

Et cependant jamais le grand problème social n'eût été posé en 1848, en plein soleil, pour l'enseignement de l'Europe entière, si ces glorieux combattants de Lyon n'avaient arboré le drapeau rouge du travail, et s'ils n'avaient marché, serrés autour de ce drapeau, contre les balles de la bourgeoisie. Jamais la Révolution de 1848 n'eût pris son caractère *social*, sans ces héroïques précurseurs. Elle serait restée bourgeoise.

∴

Et puis, ceux-là seuls peuvent parler de maintenir les haines du système bourgeois, de maîtriser l'élan révolutionnaire, qui n'ont jamais senti ni ces haines, ni cet élan.

Plus que tout autre, l'esprit de révolte veut et doit se manifester par des faits. Celui-là n'a jamais rien haï, qui n'a senti ses haines déborder. Parlez de retenir dans son lit fleuri le ruisseau qui grossit sous l'orage, qui a sa force vive en lui, et qui rompt ses digues.

Le peuple italien a senti monter en lui ses haines, dès longtemps accumulées, ses colères, sa force vive. — « Autant mourir sous les balles, que de mourir des transes de la faim et voir mourir ses petits », — se sont dit les femmes courageuses qui se sont jetées avec leurs enfants sous les sabres des cavaliers, les baïonnettes des fantassins, la mitraille des canons.

Que faire enfin dans cette maudite société, où il faut que mille hommes tombent troués de balles et renversés par la mitraille en face des greniers remplis de blé, pour faire sortir ce pain des greniers, pour forcer les porte-clefs à en ouvrir les portes?

Et on les a ouvertes, alors que l'on a vu qu'il y allait de la peau des riches, aussi bien que de la peau des meurt-de-faim.

Le pain n'est plus à 56 centimes le kilo, en Italie ; il est à 32 centimes. Donc, il *pouvait* l'être, même dans cette maudite société. Mais elle ne s'est décidée à ouvrir ses greniers d'abondance que quand elle a vu sa peau en danger. Dix jours avant l'insurrection, elle chantait encore des messes pour célébrer le blé à 50 francs le quintal !

∴

Toujours, ce furent les précurseurs qui donnèrent à chaque nouvelle révolution son caractère. Il en sera de même en Italie.

Aujourd'hui, le gouffre est large et profond, creusé, non seulement entre la monarchie et le peuple italien, mais entre le peuple et la bourgeoisie entière.

N'a-t-on pas vu, en effet, les belles dames de Milan distribuant des vivres, du vin, de l'argent, et jusqu'à des fleurs, aux soldats, en les priant de « bien viser » les hommes du peuple ? La châtelaine moderne, caressant son chevalier, le pioupiou, pour qu'il lui sauve ses meubles et sa garde-robe de cocotte !

Ces chères mamans, si sentimentales envers leur progéniture, envoyaient leurs doux sourires à l'artilleur, alors que celui-ci vomissait la mitraille dans les rues de Milan, sans même laisser le temps à la mère ouvrière d'entraîner son gamin qui s'égarait, ébahi, devant les gueules des canons. C'était beau à voir, la mère qui tombait, assassinée, elle et son petit, sous les yeux des garces de la noblesse, plantées sur leurs balcons et se pâmant de joie !

Et maintenant, tous les partis bourgeois ne sont-ils pas ralliés au parti de l'ordre — républicains et monarchistes, libres penseurs et catholiques encourageant la répression sanglante, alors que, hier encore, prêtraille et républicains poussaient le peuple à la révolte?

Oui, ils ont tenu à prouver au peuple italien que dans toute la civilisation moderne il n'y a que deux partis en présence : celui des travailleurs et celui des exploiteurs de *toutes* les couleurs; que, dans une lutte sociale, tous ils ne font qu'un.

Tout un immense enseignement se dégage de cette insurrection. Soyons sûr que le peuple saura méditer là-dessus et, laissant de côté les vaines récriminations, pensera plutôt aux moyens qui assurent à la bourgeoisie ses victoires.

VINDEX.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

En même temps que l'élection Drumont, à Alger, nous édifiait un peu plus sur la valeur du bulletin de vote, on nous communiquait la circulaire suivante. Elle mérite, comme vous allez voir, les honneurs de l'*in extenso* :

A tous les Catholiques,
A tous les Français

Nous faisons un appel chaleureux!

Les derniers événements : les assauts perfides et furieux d'une meute hurlante s'acharnant contre l'armée et la magistrature, accusant, vilipendant, trahissant tout ce qui fait la gloire de notre pays et sa sécurité, nous ont été pour tous d'un poignant enseignement.

Quelques tripoteurs cosmopolites, une caste honnie, stigmatisée par Dieu même, dont on compte les rares tenants comme on compte les chiens pris de rage, les Juifs sont maîtres chez nous. Ils parlent haut, commandent dur, pratiquent l'usure. Ils défient au cours d'intolérables spoliations les justes lois qu'ils tournent et les juges qu'ils évitent. Ils ont accaparé tout notre or; s'il nous en reste quelques paillettes, nous le leur livrons sous forme de dépôt et de crédit. Nous nous trahissons ainsi nous-mêmes, et, forts d'une incurie qu'ils croient être de la stupidité, les fils de Juda nous poussent, les pieds dans les reins, vers la ruine et la honte irréparable. Ne pouvant trafiquer publiquement de nos personnes, ils ont voulu du moins livrer clandestinement notre pays. Ils ont vendu hier les secrets de notre défense; demain ils mettront à prix nos moyens de salut, notre trésor de guerre, nos réserves d'or et d'argent qu'ils convoitent et dont ils ont la garde. Et nous ne frémissons pas de colère, d'horreur; nous ne nous armons pas de courage pour nous protéger, pour nous soustraire à ce dur esclavage, à ce cauchemar incessant!

Français et Catholiques, il faut s'unir, il faut se constituer en bataillons carrés, impénétrables; il faut nous emparer à notre tour du commerce et de l'industrie, de la finance; il faut faire nos affaires nous-mêmes, au lieu de les confier à ces intendants crasseux, fourbes, rampants, qui vous arrivent un jour besace au dos, et vous étranglent finalement derrière un comptoir.

Nous organisons, nous, la Banque internationale d'émission et d'escompte. Dès un premier appel, les adhésions ont afflué; encore un effort, elle sera constituée. Envoyez votre souscription; qu'elle soit modeste, les Catholiques sont nombreux, et nous aurons, vous aurez un instrument de défense précieux. Cette banque catholique, par son inspiration et son organisation, restera catholique par sa clientèle et par ses œuvres. Elle sera honnête, puissante, prospère, rendra sincèrement les services multiples, honorables que ses fondateurs promettent et que les Catholiques peuvent attendre d'elle.

Suivent extraits des statuts et bulletins de souscripteurs, bref tout le nécessaire usité en pareil cas pour que l'argent des gogos vienne à destination.

N'est-ce pas que la *petite affaire*, lancée en style libre-parole, est instructive? Rien n'apprend mieux de quoi est faite, pour une large part, la vertu farouche des antijuifs : un beau dépit de voir l'épargne nationale, cette épargne tant flagornée et tant convoitée, enfler de préférence les poches juives. La France aux Français! que diable! Les places aux gens honnêtes et l'or aux catholiques!

Mais ces agioteurs décavés, à l'affût d'un coup et s'avisant d'exploiter les passions religieuses, ce n'est pas seulement une explication de l'antisémitisme et un document pour son histoire. C'est bien davantage. C'est le symbole même de cette croisade grotesque et louche qui refoule d'un coup notre époque vers le passé des guerres de religion et des bûchers inquisitionnistes.

Comme nos banquiers devant le coffre vide, les débris des régimes vaincus, semblables aux épaves des spéculations véreuses, ne savaient à quel diable se vouer! La dent était bonne encore, ne demandant qu'à mordre; les appétits aigus, appétits de richesses, appétits de pouvoir. On brûlait de se rasseoir aux copieux repas où l'on s'était rassasié du pauvre et dont le goût ne se perd plus. Or le siècle s'y prêtait de moins en moins. Le socialisme menaçait. Le curé ne faisait plus recette. Le juge guillotinait encore par-ci par-là, mais sans effrayer personne. Le panache et le sabre eux-mêmes baissaient. Mauvais présage.

Que faire en cette occurrence?

Se rallier aux politiciens actuels? D'orgueilleux imbéciles s'étant crus assez forts pour se passer quelque temps de l'obscurantisme et qui ne savaient plus comment sortir de l'aventure? Impossible!

L'antisémitisme se leva, radieux, sur ces angoisses. Formule magique, répondant à tout, parant à tout.

Charger à nouveau les Juifs des péchés d'Israël, c'était s'innocenter soi-même et raffermir aussi le prestige du prêtre.

Les sémites, comme on sait, n'ont pas de patrie et c'est à merveille pour redonner du lustre aux castes militaires. On crie d'abord : « A bas les intrus! » C'est trop juste. Et par la même occasion : « Vive la France! » Puis : « Vive l'armée! » en attendant : « Vive le sabre! »

Rien de tel non plus contre le grand péril moderne, contre ces socialistes, nouveaux barbares qui menacent de tout chavirer. Heurter ces gens-là de front, ce serait folie! Ce qu'il faut, c'est les endormir et les tourner. Dénonçant le capital juif et l'escroquerie juive, nous sommes des leurs, rien de plus clair. N'est-ce pas, camarades? Et puis l'essentiel, c'est de jeter hors l'exploiteur étranger. Entre vieux Français de France, ouvriers ou patrons, on s'entend toujours, que diable! On n'est peut-être pas tout à fait du même avis, mais on peut marcher ensemble. Les gens honnêtes peuvent toujours marcher ensemble.

Et rien ne fut négligé pour entretenir l'équivoque. Apparenté d'un côté aux aristocraties les plus authentiques, l'antisémitisme affectait de l'autre un débraillé révolutionnaire. Pendant que le chef pleurait sur les misères du peuple, vitupérant ses oppresseurs, les lieutenants faisaient chorus aux pires violences des réunions publiques, criant, quand il fallait : « Vive la commune! »

Quelques-uns de très bonne foi s'y laissèrent prendre. Ils doivent être aujourd'hui désabusés.

A la faveur des événements récents où l'antisémitisme joua le noble rôle que l'on sait, Drumont s'est démasqué.

Cette fouine de sacristie, ce sous-Veuillot qui se donne si volontiers du sociologue et du penseur s'est révélé ce qu'il fut toujours : l'avoué retors, l'homme d'affaires providentiel des réactions affamées.

Tels les tripoteurs de la *Banque internationale d'émission et d'escompte*, pour ses clients aux abois il a fondé la Banque antisémite et il en gère les intérêts en financier canaille.

A la fin de ce siècle où le prolétariat français fut dupe de tant d'aventuriers, l'aventure antisémite nous offre un nouvel et très précieux enseignement. Elle nous révèle les ténacités insoupçonnables, la persistance inlassable des réactions crues mortes. Elle nous apprend les soudains avatars par quoi ces revenants dissimulent leurs retours offensifs.

Raison nouvelle de poursuivre sans relâche la ruine de toute politique, la faillite de tout gouvernement et d'ériger à leur place le travail organisé par les travailleurs eux-mêmes.

CHARLES-ALBERT.

Mouvement ouvrier

A Bourges, les ouvriers carrossiers sont en grève. Quelques-uns des grévistes ayant trouvé à s'employer dans les ateliers militaires, les patrons sont intervenus, et, pour être sûrs de les réduire par la famine, ils les ont fait chasser. C'est ce que nos gouvernants appellent la « liberté du travail ». Dans l'impossibilité de travailler autre part, Gros-Jeans comme devant, les ouvriers reprendront leur chaîne chez leurs anciens exploiteurs. Il est vrai que les socialistes de l'endroit prêchent le calme, et leur conseillent de voter pour des socialistes, pour se venger.

Belle vengeance, ma foi!

Mais il y a mieux, camarades! A Brest, les ouvriers de l'usine Esnault et Aubineau sont en grève; une demande d'augmentation de salaire et la journée de 10 heures au lieu de 11 en est la cause. Craignant des troubles en raison de l'excitation des esprits, la police se tient en permanence autour des ateliers pour protéger la sacro-sainte propriété. De plus, les ouvriers ont été remplacés par des soldats pour activer certains travaux d'un cuirassé en cours de construction.

Et ces maudits anarchistes qui prétendent que l'armée ne sert à rien!

La semaine dernière a eu lieu à Paris un congrès de la Société fraternelle des employés de chemins de fer. Ministres et directeurs de compagnies sont venus féliciter les congressistes de leur belle résignation. Il paraît que c'est pour le plus grand bien de la patrie que des employés gagnent, pour quatorze et quinze heures de travail, un salaire plus que dérisoire de 60 à 75 francs par mois. J'avoue mon incompétence à établir le rapport entre le salaire de famine des employés et la patrie. A moins que la patrie ne soit représentée par Rothschild et les porteurs de titres. Dans ce cas....

Les ouvriers et ouvrières des manufactures de tabacs ont aussi éprouvé le besoin de se réunir en congrès pour demander à l'administration, qui refuse, une augmentation de salaire et une diminution des heures de travail.

A signaler le passage d'un rapport où il est dit que « dix heures passées dans des ateliers malsains sont plus que suffisantes pour détruire la santé de la femme, en la mettant ainsi dans l'impossibilité de donner à la France des enfants sains et robustes ».

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA GRANDE FAMILLE. — La Grande Famille est, on le sait, remplie de reconnaissance envers ceux qui lui font le sacrifice de leur vie ou de leur santé. Dans les manuels d'instruction civique, on vante aux enfants la gloire qui rejaillit sur celui qui se dévoue à la patrie, et la vénération dont il est l'objet de la part de ses concitoyens.

Cette vénération, malheureusement, ne va que jusqu'à la bourse. Témoin l'histoire d'un malheureux, nommé Pinsmaille, qui rappelle point par point celle de Raffy que nous avons racontée il y a quelque temps.

Pinsmaille est Belge. Plein d'admiration, sans doute, pour notre glorieuse armée qui compte à sa noble tête des officiers tels que nos Pellieux et nos Esterhazy, il contracta un engagement dans la légion étrangère. Il fut envoyé au Tonkin. Là, il contracta des fièvres et entra à l'hôpital en 1892. Depuis, il traîna d'hôpitaux en hôpitaux, avec une dysenterie incoercible. Il eut ainsi huit rechutes. On vient de le réformer avec un congé n° 2, c'est-à-dire sans indemnité; il lui fut octroyé seulement 3 fr. 75 pour frais de route de Saïda à Marseille.

Après avoir vainement cherché à se placer, Pinsmaille, qui est atteint, ainsi que le constate un certificat médical, d'anémie palustre avec congestion du foie due à une ancienne dysenterie, erre à la recherche d'un emploi quelconque. Il a vainement sollicité des secours de l'autorité militaire; il est considéré comme n'y ayant aucun droit : son livret porte qu'il a été réformé « pour infirmité ne pouvant être attribuée au service militaire (congestion du foie) ».

Ce sacré tireur au flanc de Pinsmaille a évidemment passé ses cinq années de service à se congestionner le foie en vue d'obtenir une pension. Mais la haute science médico-militaire veille, et a déjoué ses ténébreuses machinations. Suis pas'n tourte, scrongnieugnieu!

Et les suicides continuent dans l'armée.

Emmanuel Meilleur, âgé de vingt-deux ans, soldat à la caserne Mourillon, à Toulon, s'est donné la mort dans la chambre où il couchait.

Louis Barral, soldat au 141e de ligne, à Marseille, s'est suicidé au cimetière sur la tombe de sa famille.

Leintzeiger, soldat au premier bataillon d'Afrique, venu d'Oran, attendait à Marseille sa libération, quand il s'est pendu avec sa cravate dans une salle du rez-de-chaussée du fort Saint-Jean.

En voilà dix-huit depuis deux mois.

*
* *

Trop d'honneur! — Une chose m'a beaucoup flatté, et produira, je l'espère, le même effet aux camarades. C'est l'opinion émise sur notre compte par un personnage officiel chargé de représenter « nos » intérêts à l'étranger et de protéger ceux de nos nationaux qui croient devoir quitter notre doux pays.

Dernièrement, notre ami Octave Jahn, de passage à Barcelone où il attendait le bateau pour Marseille, fut arrêté par la police espagnole. Pourquoi, demandera-t-on? Sait-on jamais pourquoi un anarchiste est arrêté? Le fait d'être anarchiste ne suffit-il pas?

On vint l'aviser dans la nuit que le gouverneur l'avait condamné à cinq cents pesetas pour outrage à la morale publique... Comme Jahn n'avait pas la somme, on le maintint en prison.

Cependant, quinze jours plus tard, on vint lui dire qu'il était libre. Mais, à peine dehors, il fut arrêté de nouveau et on lui réclama pour la deuxième fois les cinq cents pesetas. Ne les ayant pas davantage, car cinq cents pesetas ne poussent pas toutes seules dans une cellule de prison, il fut ramené au cachot.

Cette fois, Môssieu le consul de France daigna s'occuper de ce compatriote. Il alla le visiter dans sa prison.

— Ah! vous êtes anarchiste, lui dit-il. Les anarchistes sont le rebut de la société. Je ne peux rien pour vous.

Nous ne nous attarderons pas à nous indigner de ce refus d'intervention parce que la victime d'un emprisonnement arbitraire est anarchiste. Nous sommes habitués à ces dénis de justice.

Mais il importe de retenir que les anarchistes sont le rebut de la société. Pour moi, qui suis anarchiste, j'en suis fort flatté. C'est avec une joie inappréciable que, si je m'en rapporte à l'opinion autorisée d'un personnage si important, j'apprends que je n'ai rien de commun avec ce cloaque de sang et de fange où grouillent avec délices tous les honorables stercoraires qui sont l'objet de la badaude et béate vénération publique. C'est pour moi une indicible satisfaction de savoir qu'un Hanotaux, un Esterhazy, un Vervoort, un Puybaraud, un consul de France à Barcelone, me proscrivent, ainsi que ceux que j'estime, de la nauséeuse putréfaction dans laquelle ils mijotent avec tant de sérénité.

Tous les anarchistes partageront sans doute ma satisfaction.

*
* *

Les Elections. — Dans sa dernière *Feuille*, Zo d'Axa nous annonce que *Nul*, l'âne blanc, est élu. Il nous engage, pour nous en assurer, à faire le compte des bulletins blancs et nuls, et des abstentions.

Je ne me hasarderai pas à entreprendre une addition si compliquée. Mais si, *en droit*, l'âne blanc est élu, c'est l'autre qui est proclamé et qui régnera! L'autre, l'âne gris, de ce gris indécis et sale du linge malpropre et des murs de prison; l'âne gris, le baudet, la bourrique qu'un moment illustra Robespierre, le roussin de Béotie, l'Aliboron lourdaud qui, « d'une corne tout usée », vient caresser « fort amoureusement » le menton de son maître pour s'attirer ses bonnes grâces. A lui les honneurs, le respect, l'encens! A lui les petits profits, les sucreries abondantes, les picotins avantageux. L'âne gris, plat, banal et vulgaire, s'impose comme le symbole obligé de la bêtise universelle. L'autre, l'âne blanc, présente encore quelque poésie. Sa couleur, moins commune, sa grâce empreinte d'une certaine fantaisie, le signalent à la méfiance des classes dirigeantes. L'âne blanc est suspect. C'est un intellectuel!

N'est-il pas juste que son concurrent soit le bénéficiaire du râtelier bien garni, qu'alimente avec constance la souveraine ânerie publique?

André Girard.

Aubervilliers. — Les camarades d'Aubervilliers avaient organisé une réunion samedi soir qui a pleinement réussi. Devant une nombreuse assistance, les compagnons Langlois, Brunet, Murmain, Perron ont développé les idées anarchistes. Tous ont affirmé la nécessité d'une révolution pour transformer l'état social; ces affirmations ont été goûtées de l'assistance et la réunion s'est terminée par des chants révolutionnaires en guise d'ordre du jour.

Noel Paris.

Suisse.

O Suisse! refuge de la liberté, le proscrit t'aime comme l'Arabe altéré les oasis des déserts, il t'implore comme le marin en danger sa Vierge du Bon-Secours.

Tu es sa vraie patrie.

Gloire à toi, Suisse, mère de citoyens libres, travailleurs et heureux.

Et cela s'imprime, s'apprend à l'école et peut au besoin se chanter dans les fêtes officielles où s'allient si bien le patriotisme et l'ivrognerie.

Oui, telle est la légende: tout autre est la réalité.

La tyrannie gouvernementale, tout en affectant des formes doucereuses, ne se fait pas moins sentir ici autant et plus qu'ailleurs.

La bourgeoisie franc-maçonne et cléricale — fabricants, propriétaires, commerçants, banquiers — règne et gouverne, et souvent un seul gros bonnet est à la fois conseiller national, membre du grand conseil, colonel, juge au tribunal, riche propriétaire et grand usinier.

Une presse soumise, aplatie devant ceux qui la paient, achève la servitude volontaire de ce peuple dont l'instruction officielle a courbé l'intelligence sous le joug de multiples préjugés qu'entretiennent très soigneusement l'esprit militaire et l'esprit clérical.

La nation suisse en est à approuver le droit d'asile violé, la fierté nationale humiliée, l'antique bonne foi dédaignée.

Aussi nos gouvernants ne se gênent guère pour fouler aux pieds les vieilles traditions de liberté.

Apre au gain, le peuple fera toutes les concessions pour ne réduire aucun de ses bénéfices. Il déteste d'instinct l'étranger sans le sou et acceptera, sans broncher, toutes les fantaisies des riches touristes. Il est vraiment de cette race de marchands de soupe dont l'influence est prépondérante dans ce pays.

Voici une des récentes lâchetés que la politique vient de faire commettre aux hauts fonctionnaires qui nous régissent.

Le 14 mai dernier, le train du Gothard amenait 250 ouvriers non armés se rendant en Italie. Entre temps, des pourparlers étaient engagés entre les autorités fédérales et cantonales à la suite desquels, à Airolo, le train fut entouré par la gendarmerie tessinoise et les soldats des forts. Mais à Ambri, pris de justes défiances, les voyageurs forcèrent la consigne et se mirent en demeure de gagner la frontière à pied.

Cela ne faisait sans doute pas le compte de nos autorités, qui lancèrent à leur poursuite un bataillon de soldats, de cette armée nationale que les démocrates socialistes nous envient. Ramenés par les soldats à Faido, ils passèrent la nuit dans la maison communale et le lendemain dimanche ils furent embarqués dans un train et escortés du même bataillon. A Bellinzona où l'on avait déjà arrêté des individus suspects, les autorités constatèrent avec stupeur que cette bande avait un caractère anarchiste.

« Nous sommes des sans-patrie, en dehors de tous les partis et contre eux », telle fut la déclaration qu'ils firent. Même à Lugano, les meneurs socialistes craignaient ces gens, déclare le président du grand conseil, qui venait de recevoir de Scherb, le procureur fédéral et chef de la police politique, l'ordre *de livrer aux autorités italiennes* les 250 ouvriers en question. Toujours emprisonnés dans le train, ils furent conduits jusqu'à la frontière, à Chiasso, où ils arrivèrent à 1 h. 29.

Là, les soldats suisses remirent leurs victimes entre les mains de la police italienne, accompagnée de bersaglieri, prévenue qu'elle était d'avance. On les mena jusqu'à Côme sous cette nouvelle escorte; arrivés à cette première gare italienne, ils furent enchaînés deux à deux, fouillés, puis incarcérés.

Ils attendent à présent les doux effets de la justice royale et militaire, et peuvent méditer en attendant sur les inconvénients qu'il y a à refuser en Suisse le travail à vil prix.

Ajoutons que tous les Italiens connus comme républicains ou propagandistes socialistes, qui sont venus chercher un refuge en Suisse, sont arrêtés. Ils seront expulsés et le plus souvent extradés. L'organe de « ces gens qui prient Dieu debout, mais qui s'agenouillent dans le ruisseau pour y ramasser un centime », le *Journal de Genève* donne naturellement sa haute approbation à toutes ces infamies contre lesquelles personne ne protestera.

La Suisse jouit de sa gloire passée, sème la servitude, récolte la peur et vit sur le mensonge.

*
* *

Un des moyens les plus ignobles, un des plus atroces employé par nos gouvernants, c'est l'expulsion du territoire. Notez bien que sitôt qu'un homme gêne ces messieurs, qui se croient nos maîtres, ces représentants de l'autorité, vite on trouve un moyen, un truc quelconque pour le condamner légalement, ou du moins en avoir l'air, et le tour est joué. Dans notre bonne République helvétique, il en est de même, comme partout ailleurs; mais ce qu'il y a de curieux, c'est qu'un Suisse peut être expulsé de Suisse, grâce à la composition de notre pays. En effet, ce dernier pays étant composé de 25 États différents, un Suisse peut être expulsé de 24 cantons et ne pouvoir habiter que celui dont il est originaire, c'est-à-dire celui de ses aïeux. Ainsi un jeune homme né à la Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel), par exemple, mais ressortissant de Berne, expulsé, se trouvera dans l'obligation de rompre son ban et de risquer quelques mois de prison, pour aller voir son père ou sa mère sur son lit de mort, s'il ne veut pas se courber à cette canaillerie appelée « Loi, Code », c'est-à-dire demander la grâce d'une autorisation de séjour de vingt-quatre ou de quarante-huit heures.

Espagne.

L'agitation économique s'étend de jour en jour, mais la presse, muselée par la loi martiale proclamée dans toutes les provinces soulevées, ne souffle mot.

Pueblo Nuevo. — La hausse des produits occasionne un soulèvement spontané de la population, qui s'attaque aux maisons bourgeoises et réduit en cendres les bâtiments administratifs et les baraques de l'octroi. Un grand nombre d'arrestations ont été opérées par la gendarmerie.

Alozana. — Les troubles qui ont éclaté dans cette ville ont pris, dit-on, de grandes proportions; mais les détails manquent. Il y a, paraît-il, des morts et des blessés en grand nombre.

Almeria. — La bourgeoisie de cette ville est terrorisée. En dépit des arrestations opérées en masse, au point que la prison est insuffisante, on prévoit un proche soulèvement de la population affamée et les autorités craignent que les scènes de lundi ne se renouvellent.

La garde civile serait encore impuissante à protéger les maisons bourgeoises et ne pourrait s'opposer au pillage des magasins; aussi les notables de la ville réclament-ils des renforts imposants. Les gouverneurs, assiégés de toutes parts de demandes analogues, sont aux abois.

Casares. — La population révoltée, après avoir pillé l'administration des octrois, fait un autodafé des paperasses administratives. Les baraques furent incendiées et les riches habitations menacées. La troupe faisant défaut au moment où la révolte éclata, la ville resta toute la nuit au pouvoir des révoltés. La bourgeoisie est terrifiée, car on craint des désordres plus graves. A la mine Esperanza, près de Casares, les carabiniers ont découvert une grande quantité d'explosifs.

Linares. — On ignore toujours le nombre exact des morts et des blessés. Plus de trois cents arrestations ont été opérées. L'attitude de la population ouvrière fait craindre un nouveau soulèvement. Les bourgeois réclament des troupes en nombre, car la garde civile fut mise en échec par la fusillade acharnée des révoltés. Les boulangers baisseront le prix du pain à la condition que leur déficit soit couvert par des souscriptions organisées à cet effet par les bourgeois « généreux ». Il paraît que 80.000 pesetas ont déjà été recueillies. Il y a beaucoup de chances pour que cette générosité soudaine soit sans effet et tous ces braves cœurs en seront pour leurs frais.

Trujillo. — L'attitude de la population a nécessité la déclaration de l'état de siège. Quelques heures après la proclamation de la loi martiale, une bombe fit explosion chez un bourgeois de la ville.

Talavera. — On a trouvé dans le Tage le cadavre de don F. de Ollarria y Serrano, juge chargé récemment d'instruire le procès des révoltés.

* * *

Les bourgeois ne savent qu'inventer pour conjurer le péril. Les boulangers mettent en vente un pain « économique » dit de famille, à l'usage des classes pauvres, et des souscriptions bourgeoises s'organisent un peu partout. Dans les villes où des troubles ont éclaté, leur générosité est vraiment touchante. A Gigon, on parle de 436.000 pesetas, 80.000 à Linares, etc. Malgré ces résultats, les généreux donateurs avouent que des renforts militaires seraient bien plus efficaces.

Le courant de générosité s'étend aux propriétaires des mines, autrefois intraitables. Les grèves se terminent à l'avantage des ouvriers et tous les conflits sont promptement aplanis. Les mineurs de Sama réclament et obtiennent 12 0/0 d'augmentation de salaires. Ceux de Santa-Lucia obtiennent un réal supplémentaire. Aux mines de la Caroline, le conflit est réglé de la sorte : journée légale de 8 heures et augmentation proportionnelle du salaire ; payement quotidien en espèces ; suppression des cantines obligatoires ; commissions mixtes de surveillance ; augmentation de 5 centimes à 1 réal par quintal de minerai transporté.

Cette bonne volonté de mauvais aloi n'empêche pas la crise industrielle de s'aggraver. A Barcelone, à Bilbao, les fabriques et ateliers ferment leurs portes. A Valencia, le mouvement des navires étant paralysé, les ouvriers du port se trouvent réduits à la plus atroce misère et leur nombre est énorme.

Les autorités de Barcelone ont décidé l'expulsion des anarchistes français détenus dans les prisons nationales de la capitale.

J. M.

Etats-Unis.

Sous le titre de « Nouvelles supprimées par le gouvernement de Washington », on lit dans *The New Time*, revue mensuelle de Chicago, numéro d'avril, un long et intéressant article. En voici quelques extraits :

« Il y a déjà six mois qu'un certain J. J. Cook travaille la Maison-Blanche en faveur d'un projet dont il est l'auteur, il est secondé par le sénateur Steve Elkins et par des financiers de Wall Street. Le président est partisan du dit projet.

« Après que le gouvernement espagnol eut contracté l'emprunt de 400.000.000 de dollars pour la guerre de Cuba, les financiers de Paris, de Berlin et de Londres ne tardèrent pas à constater que le public refusait de leurs mains les chromos de cet emprunt ; ils conçurent alors le projet de sauver leur « papier » en le faisant endosser par les Etats-Unis ! Sur la promesse d'une large part dans les profits de l'affaire, James Gordon Bennett, du *New York Herald*, qui est au mieux avec les ploutocrates et les politiciens de marque, s'est, dit-on, chargé de « travailler » la presse américaine. La confirmation de cette histoire se trouve dans le fait que le *Herald* depuis trois mois a changé du tout au tout ses appréciations sur l'Espagne : il conseille la paix et suggère, pour mettre fin aux maux actuels, une solution commerciale.

« Si le Congrès sanctionne la manœuvre de la finance cosmopolite, il y a quarante dollars de bénéfice sur chaque titre de cent dollars. Donc, si le gouvernement américain les endosse, c'est sur les 400.000.000 de dollars un profit de 160.000.000 de dollars !!!

« Même dans le cas où les Etats-Unis enverraient une armée d'occupation à Cuba, les porteurs de ces chromos espagnols presseront le gouvernement américain d'offrir une compensation à l'Espagne, et cela sous la forme d'un don de quelques millions de dollars.

« Autre chose encore, dans la question de Cuba. Il y a les porteurs de bons de la « République cubaine » : ce sont de riches et peu scrupuleux congressmen et de puissants financiers de Wall Street, possédant des sièges au Sénat et à la Chambre des représentants. Les détails de l'affaire et les identités des manipulateurs sont difficiles à obtenir, mais il est bien connu que les bons cubains n'ont coûté aux porteurs que dix cents par dollar, et que ces porteurs rôdent autour de Washington.

« Les Etats-Unis peuvent donc s'attendre à jouer le rôle de payeur ou d'endosseur. Portez vos regards n'importe de quel côté et vous reconnaîtrez que l'Américain doit s'attendre à être volé avec la question de Cuba. »

* * *

Saint-Louis. — La série de lectures que notre camarade Emma Goldman a faites dans cette ville a donné un excellent résultat relativement à la propagande.

Plusieurs de nos camarades dans bien des villes ont trop souvent le tort de rechercher un succès financier. Naturellement l'argent est une nécessité, mais le point essentiel est de répandre les idées et d'amener de nouveaux adeptes dans le mouvement.

Des femmes qui n'avaient jamais été vues auparavant aux meetings ou aux soirées anarchistes assistaient à chaque séance d'Emma ; de plus, une demi-douzaine de contradicteurs y venaient chaque fois pour discuter et questionner notre vaillante camarade qui, dans ces débats, a montré toujours une grande subtilité de conception et a répondu avec intelligence et concision.

Italie.

Les journaux publient la dépêche suivante :

« Le général Malacria, commissaire extraordinaire à Naples, a décrété que tous les ouvriers qui se mettront en grève seront déférés devant les tribunaux. »

Cette décision doit éclairer les travailleurs sur ce qu'ils ont à attendre de la bourgeoisie. Quand celle-ci se sent menacée dans ses privilèges, elle s'empresse de supprimer d'un coup tous les « droits » reconnus dont l'exercice peut fournir une arme contre elle.

A. G.

Allemagne.

Ces jours-ci, à Darkehmen, on pouvait voir collées sur les murs, les bancs des promenades, les arbres, les escaliers, les portes des habitations, les couloirs des bureaux, les vitrines, les boîtes aux lettres, etc., des étiquettes gommées contenant des propos anarchistes. La police a voulu procéder à l'arrestation de deux camarades, mais ceux-ci se sont réfugiés dans une maison à deux issues et n'ont pu être rejoints.

Ce moyen de propagande est excellent. Il peut se pratiquer facilement par l'étiquette polycopiée ou imprimée sur laquelle peuvent être écrites des déclarations de principe, des pensées d'écrivains, des statistiques, des relations concernant le mouvement libertaire, etc. De plus, elle est difficilement saisissable. Nous la pratiquons ici couramment.

S.

Angleterre.

Londres. — Pas de chance, cette année, la manifestation du 1er mai : une forte pluie ne cessa de tomber depuis l'instant où les sociétés se réunirent sur les quais derrière Charing-Cross jusqu'à la fin des discours à Hyde-Park. Malgré cela et à cause du dimanche, toutes les sociétés politiques et ouvrières étaient représentées avec bannières et musiques ; le défilé dura plus d'une heure.

Douze tribunes étaient préparées à Hyde-Park ; les discours allaient aussi vite que la pluie, les politiciens y parlèrent toujours de ces lois plus équitables que, depuis les temps les plus reculés, on promit aux esclaves ; de la journée de huit heures, etc.

A la tribune n° 6, qui était un peu moins politicienne, on acclama la Révolution libératrice ; Louise Michel, Tarrida, Gracchus, etc., s'y succédèrent pendant une heure et demie.

Somme toute, je ne vois là qu'une grande parlotte où chaque parti trouve son public tout fait pour applaudir et voter de continuelles résolutions.

Comme en France, les futurs candidats l'ont toujours belle, le 1er mai, pour se montrer épatants dans des discours pleins de vent.

Et le soir de cette fête, que l'on dit *du travail*, oh ! dérision du Congrès de 1889 à Paris ! beaucoup de ces manifestants n'ont pas une croûte à se mettre sous la dent !

G.

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer *Sa Majesté la Famine, reine de Sicile*, par Luce, la dixième lithographie de notre album. Dans une huitaine nous sera livrée une lithographie d'Hermann-Paul, qui sera la onzième de l'album.

Elles sont en vente à nos bureaux à 1 fr. 25, franco 1 fr. 40.

Nous venons de faire réimprimer, les *Déclarations d'Etiévant*, avec une couverture illustrée par Jehannet.

La brochure est en vente, 0 fr. 15 franco, 7 fr. 50 le cent.

Pour Paris, elle va être déposée chez les libraires. L'y réclamer.

Sous peu nous espérons faire réimprimer la *Morale anarchiste* de P. Kropotkine et commencer une série d'images pour enfants.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Bibliothèque des Travailleurs Libertaires du XIIe. Dimanche 29 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle Delapierre, 168, rue de Charenton, conférence sur les événements du temps présent.

A 9 h. 1/2, soirée familiale, avec le concours de nombreux camarades. Entrée gratuite.

Lundi de Pentecôte, ballade champêtre à Brévannes. Rendez-vous à 9 heures chez Delapierre ; départ à 10 heures précises.

Trajet par Charenton-Créteil. Une partie de la route sera faite à pied (une heure au plus).

Frais : Tramway, 0 fr. 15 ; déjeuner, 1 fr. 25 environ.

Pour les camarades qui s'y rendront individuellement : Tramway de la Bastille à Charenton, et de Charenton à Créteil ; train de la Bastille à Boissy-Saint-Léger ou par la gare de Lyon.

On se retrouvera chez Mme Henry.

Aubervilliers. — Les camarades se réunissent tous les samedis chez Langlois, 5, rue des Quatre-Chemins. Prière d'être exact.

Saint-Denis. — *Les Egaux*, groupe d'études sociales. Samedi soir, à 8 heures, causerie sur les élections et leurs résultats. Pour le lieu, s'adresser à Grandidier, 1, rue Pierre-Beguin.

Jeunesse Egalitaire. Tous les mardis, réunion salle Ollivier, rue du Port.

Nancy. — Le camarade Loquier vend les journaux et les porte à domicile.

Bruxelles. — Grand meeting, salle de l'Union, rue des Fabriques, mardi 31 mai, à 8 h. 1/2. Sujet : La question du pain. La guerre civile en Espagne et en Italie.

Orateurs. Alice Bron, Flaustier, Robyns, Verbelen.

Samedi 28 mai, Brasserie belge, Grande Place, à 8 h. 1/2. Conférence contradictoire sur le « Mouvement théosophique ».

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Esprit Nouveau, par Léon Bazalgette, 1 vol., 3 fr. 50, à la Société d'éditions littéraires, 4, rue Antoine-Dubois.

Sous le sabre, par Jean Ajalbert, 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.

L'Epidémie, par Octave Mirbeau, pièce en un acte ; plaquette, 1 fr., chez Charpentier, 11, rue de Grenelle.

Rebeldias, par Benjamin Mota, 1 broch., 2.000 reis, typographia Brazil de Carlos Gerke, 80, rua Moreira Cezar, à São-Paulo, Brésil.

Contes dans la nuit, par P.-C. Boutet, 1 vol., 3 fr. 50, Chamuel, éditeur, 5, rue de Savoie.

PETITE CORRESPONDANCE

Reçu pour la colonie Buteaux : K., 0 fr. 25.

Reçu pour Etiévant : E. J. V., 1 fr.

Reçu pour le journal : Jeandetrop, 1 fr. — Anonyme, 1 fr. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 5 fr.

Babarin, 2.000 reis ; Un élève Arn Dine, 1.000 r. ; Wilin fils, 0.500 r. ; Gontier, 2.000 r. ; Lallemand, 2.000 r. ; Monique (coupe pas), 0.500 r. ; Coillié, 2.000 r. ; Campagne, 1.000 r. ; Robert, 2.000 r. ; Gaston Savinet, 2.000 r. ; H. B., 2.000 r. ; Sa compagne, 1.000 r. ; Hébert, 2.000 r. Total : 20.000 reis. — Merci à tous.

D., à Thiers. — P. et M., à Saint-Etienne. — B., à Brest. — C., à Como. — M., à Bourges. — P. A., à Angers. — M., à Saumur. — G., à Carmaux. — F., à Amiens. — L., à La Forêt de Combrée. — L. B., à Jemeppe. — M., à Anvers. — F., à Liège. — B., à Saint-Louis. — B., à Ponderano. — P., à Bucarest. — D., à Paterson. — Merci.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue

QUATRIÈME ANNÉE, N° 6 DIX CENTIMES DU 4 AU 10 JUIN 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Ceux dont l'abonnement est expiré fin mai et à qui l'avertissement en est donné sur la bande, sont prévenus qu'il sera pris dans quinze jours remboursement sur eux pour six mois.

Ceux qui ne seraient pas en mesure sont priés de nous prévenir, afin de nous éviter des frais inutiles.

Les abonnés d'Angleterre, Etats-Unis, Espagne et Serbie sont priés d'expédier eux-mêmes le montant de leur abonnement, aucun mode de remboursement n'existant avec ces pays.

LE DROIT A LA HAINE

Aux camarades de là-bas;
Aux jeunes filles de Milan.

Les uns avaient faim — faim de pain; les autres avaient soif — soif de justice et d'idéal social : noble aspiration de la conscience humaine, sublime élévation de la pensée des peuples modernes, inconnues des civilisations disparues.

L'armée, cette machine inconsciente, est mise en branle par ces mécaniciens néfastes, les galonnés. La mitraille met alors à nu les viscères affamés et les cerveaux épris de rêve et d'amour.

Certains prétendent que les armées ne servent plus à rien. A rien?

Elles servent à empêcher l'élan d'amour, à étouffer le chant d'espoir des âmes généreuses qui se cherchent en vain à travers la forêt humaine, et qui, s'étant parfois rencontrées, s'appellent et se groupent pour se défendre du mal. Ainsi font les oiseaux à l'approche de la nuit qui les effraye. Elles servent encore à empêcher les fiers indomptés de lancer leur défi au passé, de construire avec leur poitrine une digue vivante pour empêcher le fleuve du mensonge et de l'iniquité de submerger l'humanité accablée, à empêcher les cris des affamés, à empêcher de se lever la lumière, à maintenir au contraire toutes les laideurs sociales, tous les esclavages de la famille humaine. J'ai été saisi de dégoût devant ces feuilles immondes, bourgeoises et gouvernementales, qui ont reproché aux jeunes filles de Milan d'avoir souffleté les soldats avec des mots plus ou moins parlementaires. Je ne connais pas les mots que ces jeunes filles ont jetés à la soldatesque, mais, en un drame aussi tragique, où plusieurs d'entre elles ont trouvé la mort, ils ont dû être tout simplement sublimes.

Et j'ai admiré, tout ému, ces paysans quittant leurs champs, n'ayant pour armes que leurs fourches et des pierres, et l'exode de ces ouvriers à travers les Alpes, après avoir quitté la Suisse et ses usines, et ces étudiants désertant leurs familles et les écoles pour voler au secours de leurs frères qui combattaient et mouraient pour les plus nobles causes : le droit à la vie et la fraternité humaine! A tous j'ai crié : Courage, camarades! Avant de conclure, je veux dénoncer à tous les meurt-de-faim, à tous les révolutionnaires du monde, la circulaire de l'infâme di Rudini où se trouvent combinés la haine du prêtre, la peur du bourgeois, l'esprit de Tartufe. « Au moindre soupçon de révolte, n'attendez pas, n'hésitez pas; tuez, massacrez, supprimez. Tâchez, tout en faisant rigoureusement ce que je viens de vous dire, d'être bons. » Un barbare, en pays conquis, hésiterait à prononcer monstruosité pareille.

« La tombe peut attendre », a dit Lamartine; la révolution vengeresse aussi, ô Attila di Rudini! En attendant l'inévitable, songe que rien n'est plus grand que de tomber les yeux grands ouverts et que, mieux que les balles du fusil, les regards des victimes pénètrent dans le cœur des races maudites pour y faire éclore la semence de la haine.

Les têtes couronnées n'ont pas de patrie. Nous avons faim, nous voulons manger, nous avons soif d'idéal — s'est écrié un peuple fort, généreux, glorieux dans l'histoire de l'humanité par ses génies innombrables. Et son maître avec ses valets — crétinisme uni à la haine — a mis à nu à coups de canon ces entrailles douloureuses pour s'assurer, ô mon malheureux pays, que ta faim n'était pas feinte!

Un abîme s'est creusé, profond, infranchissable, entre le trône et le peuple. Le peuple, généreux et bon toujours, se croyait intimement lié à la monarchie par un passé commun. Tout est bien fini désormais. La mitraille a emporté le dernier lien. Le peuple n'a plus aujourd'hui qu'un seul devoir, que son deuil et la justice éternelle lui empêcheront toujours d'oublier, devoir qui devient un droit : le droit à la haine.

F. ZEPPA.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

LE DROIT DE TUER

Quelques assassinats légaux se préparent. Carrara est condamné à mort. Vacher et Albert Martin, l'auteur du double meurtre du faubourg Poissonnière, y passeront sans doute. Deibler, comme on voit, a du pain sur la planche. Le moment ne semble pas mauvais, d'ailleurs, pour les passionnés de saignades officielles. Sans parler de l'Algérie, où la guillotine, en quasi-permanence, achève dignement notre œuvre civilisatrice, il n'y a pas longtemps encore que des magistrats, à favoris soignés, égorgeaient au petit jour, dans un coin de province, un pauvre diable dont le nom m'échappe.

Quand la bourgeoisie libérale s'appelait *l'opposition*, elle protestait contre la peine de mort. Dès qu'elle s'appela *le pouvoir*, elle raya de son programme cette revendication subversive devenue, du jour au lendemain, simple rengaine sentimentale.

Tant qu'on est jeune, plein de sève, avec, devant soi, une mission à remplir, on ne craint pas le sentiment. Dès qu'on est vieux, fini, usé, dès qu'on a fait son œuvre et que votre rôle se borne à empêcher les autres de faire la leur, on conspue le sentiment. On passe du côté de l'intérêt. Quand on n'a plus raison d'être et qu'on sent proche la culbute, il n'y a plus que l'intérêt, en effet, pour vous prolonger un peu, l'intérêt tout sec, sans faiblesse, sans surprises, sans aléa. La politique du calcul exact : « Une minute de pouvoir à vivre en plus, ça vaut mille, ça vaut cent mille têtes d'hommes. — C'est bien, abattez les têtes! » Pas de bêtises, hein! Une petite fissure sentimentale au rempart de l'intérêt, il n'en faut pas plus, quand ça s'agrandit, pour y passer corps et biens.

Qu'il s'agisse de l'intérieur ou de l'extérieur, de l'Arménie, de Cuba ou de la peine de mort, voilà où nous en sommes.

Etant donné l'état actuel de nos acquisitions en tous ordres d'idées et de notre expérience sociale, le simple meurtre judiciaire, tel qu'on le pratique aujourd'hui, dénote plus de cruauté que les plus savantes tortures des exécutions moyenâgeuses. Faire mourir son homme à petit feu quand on s'en croit le droit nous paraît, en effet, plus excusable que l'occire, même de la façon la plus rapide et la moins douloureuse, quand on sait bien qu'on n'a plus le droit de tuer.

Or, comme tous ceux de leur culture intellectuelle, nos dirigeants sont avertis des arguments nombreux contre la peine de mort. Ils n'ont que l'embarras du choix entre les raisons qui commandent d'arrêter la boucherie.

Toute une école de savants professe :

— Le criminel apporte en naissant la tare physiologique de son crime. C'est un malade, un dégénéré. Marqué pour ce péché originel d'un nouveau genre, une force irrésistible l'entraîne. L'implacable hérédité arme son bras.

Et nos gouvernants bourgeois continuent de guillotiner.

D'autres spécialistes, des sociologues reprennent :

— Ce n'est pas, ou très rarement, l'hérédité physiologique qui fabrique le criminel; c'est, le plus souvent et d'une façon certaine, aisément vérifiable, le milieu social. Quand vous avez condamné votre homme, vous n'avez rendu que la moitié de la justice. Il faudrait procéder à la contre-épreuve. Il faudrait envoyer l'avocat de la société sur la sellette et faire asseoir le prévenu au banc du ministère public. Il faudrait que la société, par la bouche de son défenseur,

et preuves à l'appui, se lave du même crime reproché, tout à l'heure, à l'accusé : avoir rompu le contrat social. Et s'il était prouvé qu'une seule fois cet accusé, devenu *accusateur*, n'a pas mangé à sa faim malgré sa volonté de vivre en travaillant, s'il était prouvé qu'une seule fois ceux-là chargés de l'éduquer lui ont obscurci le cerveau au lieu de l'éclairer, s'il était prouvé qu'une seule fois ceux qui ont assumé le soin de le *gouverner* et de le *diriger* lui donnèrent l'exemple du vol et du meurtre récompensés, il faudrait *que la société* soit punie dans la personne de son avocat ou que l'accusé soit absous.

Nos gouvernants savent tout cela et ils continuent de guillotiner!

D'autres leur disent aussi :

— Que le criminel soit responsable ou non, complètement ou à demi, les peines afflictives en général, la peine de mort en particulier, sont cruautés inutiles, car elles n'ont jamais détourné du crime un seul individu. Ce sont des intimidations qui n'ont jamais intimidé personne. Les statistiques sont éloquentes à ce sujet. Et on peut les dresser aisément, car il est des pays où l'on a la faiblesse de ne plus croire indispensable à la sécurité publique le meurtre d'un homme déjà mis dans l'impossibilité de nuire. Le seul résultat certain de ces solennités judiciaires, c'est d'achever les vocations indécises. On connait la tourbe hurlante qui forme le plus fidèle et le plus enthousiaste public des parades capitales. Ce genre de mort étant le grand risque du métier, on vient, à la fête du sang, s'aguerrir et s'entrainer. Guérir la folie du meurtre par le meurtre, inspirer l'horreur du sang humain en versant un peu plus de ce sang, c'est un étrange procédé, et soyez sûr qu'il porte ses fruits dans l'armée du crime. A ceux qui vont tomber, c'est une invite à la fois et un défi. L'assassinat se poétise de la sorte jusqu'au duel, puisqu'on tue aussi de l'autre côté et qu'on tue, bien plus lâchement, des hommes ligottés, déjà vaincus.

Et nos gouvernants guillotinent encore, nos gouvernants guillotinent toujours.

Ils guillotinent parce que les considérations qui devraient les en empêcher et que nous venons de dire n'ont aucune espèce de prise sur des cerveaux de gouvernants.

Tout cela c'est pour eux du sentiment, de la raison, de la science, si l'on veut, mais ce n'est pas, à coup sûr, de la bonne politique. Car toute bonne politique ne sait que l'intérêt. Et l'intérêt d'un homme au pouvoir c'est d'abord d'y rester, puis de garder, le plus intact, le plus indemne possible, le principe même de ce pouvoir dont il vit.

Or, qu'est-ce donc, le Pouvoir? Qu'est-ce donc, l'Autorité? Ce ne sont pas des choses réelles, palpables, tangibles, comme une table, une maison ou un champ de blé. Ce sont des fictions, sans autre substance, sans autre vie que celle à eux consentie par la foule des gens qui y souscrivent et s'y soumettent.

Il est donc indispensable, si on veut la faire durer, de parer la fiction, de la rendre imposante et terrifiante, car du jour où on la pourrait apercevoir telle qu'elle est, toute nue, elle aurait vite fait, comme toute fiction, de s'évanouir en fumée. Un gouvernement, par exemple, qui ne voudrait ni casernes, ni armées, percevrait peu d'impôts, réduirait ses fonctionnaires au strict nécessaire, n'aurait pour ses amis ni palais somptueux, ni fêtes magnifiques, ferait fi des galas, des décorations et des dignités, serait un gouvernement de rien du tout, un gouvernement dont le prestige ne tarderait pas à sombrer dans cette promiscuité indigne avec les gouvernés, où il serait tombé ainsi.

Pour qu'un pouvoir continue de prospérer, il faut qu'il affiche des droits inaccessibles au vulgaire et des droits imposants, des droits immenses.

Or le droit de tuer est un de ces droits terribles qui masquent à merveille les origines trop humbles du pouvoir : hardiesse de quelques-uns, bonhomie des autres. Il est une des bonnes marques, des vraies firmes de l'autorité.

Les malheureux, c'est-à-dire le peuple, ne sachant pas *raisonner* parce qu'on ne leur en laisse ni le temps ni l'énergie, se disent une chose bien naturelle et très simple : « Pour que ces gaillards, nos maîtres, aient le droit de tuer sans qu'on les tue à leur tour comme on fait à nous autres, il faut qu'ils soient vraiment d'une autre pâte que nous, et, bien sûr, ceci nous le prouve, ils ne volent pas alors le pouvoir qu'ils s'arrogent par ailleurs sur nos personnes. »

A ce sophisme des humbles veulent aboutir d'une façon plus ou moins consciente nos Méline et autres messieurs des hauts conseils, en gardant à la main leur couteau de bouchers.

Je ne trouve pas, pour mon compte, un autre moyen d'expliquer la peine de mort dans un pays comme la France, et vers la fin du dix-neuvième siècle.

CHARLES-ALBERT.

ÉDOUARD BELLAMY

C'est avec un grand regret que beaucoup apprendront la mort d'Edouard Bellamy, l'auteur de l'*An 2000 (Looking-Backward)* et de l'*Egalité*. Il est mort, jeune encore, épuisé par le travail. Quand j'ai été à New-York, l'automne passé, j'appris qu'il était épuisé par trois ans de travail acharné sur son dernier livre, *L'Egalité*, et qu'il était parti pour l'Ouest, dans l'espoir d'y rétablir sa santé.

Nous avons parlé longuement de son premier ouvrage dans la *Révolte*, et nous y avons longuement analysé l'utopie de Bellamy. Ajoutons qu'en Amérique seulement l'ouvrage s'est vendu à près de 500.000 exemplaires et qu'il y a laissé une trace profonde. Des centaines de mille de personnes, qui, auparavant, considéraient l'idéal socialiste comme irréalisable, ont compris, par Bellamy, qu'il n'offrait rien d'impossible et que ce qui s'y opposait ce n'étaient ni les difficultés techniques, ni les tendances individualistes de l'homme, mais simplement l'inertie, la bêtise, la paresse de penser et le servilisme de la pensée. Une quantité d'Américains se sont inspirés des idées de Bellamy et pensent très sérieusement déclarer un jour la Commune dans un Etat occidental de l'Amérique, sur des principes plus ou moins communistes, semblables à ceux de Bellamy, — sans s'attacher d'ailleurs à la *lettre* de ses idées.

Une colonie, assez prospère, existe déjà sur ces principes, et leur journal est un des meilleurs journaux pour la propagande au large des idées communistes et socialistes en général. Rien de l'esprit de la secte prétentieuse. Bellamy lui-même n'avait rien de cette prétention, et ses adhérents n'ont rien de l'arrogance des soi-disant « scientifiques ».

Le trait essentiel de l'utopie de Bellamy était, on le sait, que chaque habitant de la nation socialiste reçoit chaque année un crédit de tant de mille francs (environ 20.000). Il les dépense comme il veut, en prenant dans les magasins publics ce qu'il lui plaira — logement, nourriture, vêtement, objets de luxe, à son goût. S'il n'a pas dépensé tous ses 20.000 francs, le reste est rayé chaque année de son crédit. Pas moyen de thésauriser les crédits.

Par contre, tous, dès l'âge de vingt ans à quarante ou cinquante ans, travaillent, dans la capacité qu'il choisissent pour la communauté, un certain nombre d'heures convenu. Des commissions évaluent la valeur des produits et leur prix de vente. C'est un système de communisme partiel. Malheureusement, Bellamy payait un tribut (absolument inutile dans son propre système) à l'autoritarisme en rêvant, comme les socialistes de 1848, une organisation autoritaire de la production.

Son dernier ouvrage, *L'Egalité*, est de beaucoup supérieur à son utopie. C'est, sous la forme roman et de conversation, une critique, décidément admirable, du système capitaliste. Bellamy, dans ce livre dont je recommande beaucoup la lecture, ne critique pas le capitalisme au point de vue moral, mais au point de vue économique. Il démontre que ce système est le plus absurdement inéconomique des systèmes de production. Bellamy ne fait pas de la métaphysique, comme Marx; il ne fait pas non plus appel au sentiment. Pour montrer les vices du capitalisme, il prend le point de vue de Proudhon — le seul qui fût réellement *scientifique*, à mon avis. C'est-à-dire, il démontre jusqu'à l'évidence, qu'un million de travailleurs qui a produit, disons tout ce qui sert à la consommation, depuis la matière première jusqu'à l'objet fabriqué, et qui n'a touché que son *salaire*, ne peut plus acheter ces mêmes produits, puisque, dans leurs prix de vente, ils contiennent, en plus du *salaire* payé, le *bénéfice* du patron et du capitaliste en général. Par conséquent, chaque nation produit plus qu'elle ne peut acheter avec la somme totale de ses salaires.

De cela, il déduit tous les vices du système capitaliste et il les analyse si admirablement que je ne connais aucun ouvrage socialiste qui, sous ce rapport, soit l'égal de l'*Egalité* de Bellamy.

En même temps le livre est intéressant, et lorsque je voyageais, en automne, au Canada et aux Etats-Unis, je le voyais dans chaque wagon; les vendeurs de journaux et de livres, dans les trains, n'en avaient jamais assez — tant il était demandé. Certainement, la lecture n'en est pas aussi amusante que celle de l'*An 2000*, mais il serait excellent d'en avoir une édition française à très bas prix.

Quel regret que Bellamy n'ait pas vécu! Il aurait produit encore quelque chose d'excellent. Je suis aussi persuadé que s'il avait rencontré quelque anarchiste pour lui bien expliquer notre idéal, il l'aurait accepté. L'autoritarisme qu'il a introduit dans son utopie, y était inutile, et contradictoire même au système. C'était simplement une survivance, une concession, un tribut payé au passé. Ceux qui ont connu Bellamy personnellement en parlaient avec beaucoup de sympathie. Très retiré, très timide, il ne cherchait nullement à imposer sa personnalité, encore moins à devenir chef d'école. Le succès de son premier livre l'a étonné tout le premier.

P. K.

ESCARMOUCHES

L'ÉCOLE DE RÉVOLTE

La misère incite à la révolte; la douleur incite à la révolte, l'esclavage incite à la révolte; la simple servitude même incite à la révolte.

C'est pourquoi j'estime que Lucien Descaves a eu raison de dire un jour : « Le service militaire obligatoire pour tous est une institution subversivement utile, et si quelque législateur en mal de réformes s'avisait un jour d'en demander la suppression, les révolutionnaires devraient s'employer à en obtenir le maintien. *Il n'y a pas de meilleure école d'indiscipline que le régiment!*

Toutes les idées se peuvent soutenir, avec plus ou moins de raison, de logique, et il est bien certain que la théorie avancée par Descaves paraît, *a priori*, un paradoxe.

Au fond, c'est une vérité impeccable.

L'homme est un être de combat, d'opposition perpétuelle. Il lutte depuis *toujours* contre la Nature et contre lui-même, ou mieux contre ses passions, contre ses instincts. Si ses passions et ses instincts venaient tout à coup à disparaître, il n'aurait plus assez de *mobiles d'action*, il resterait *le corps moral inerte*, et aucun intérêt philosophique et social ne

s'attacherait plus à son existence. Il lui faut des stimulants; et le meilleur stimulant, c'est incontestablement pour lui l'institution sociale asservissante du militarisme.

Ces temps derniers ont été riches en beaux exemples de révolte individuelle contre l'armée, et plus se multiplieront à l'avenir et se dissémineront dans les mentalités les désirs de libération absolue et d'initiative individuelles, plus ces exemples deviendront fréquents et plus ils feront avancer l'heure des affranchissements ultimes.

Ce n'est partout, en France, aux colonies et dans les autres pays militarisés à outrance, dans l'armée de terre et dans l'armée de mer, que rébellions et révoltes : Suicides, — qui sont protestations violentes contre l'autorité, affranchissements de l'être faible dont la vie et la conscience paraissent appartenir à la collectivité, et qui se redresse et se reconquiert et paie sa liberté avec son sang; — Voies de fait envers des supérieurs tyranniques et odieux, — crispations des nerfs et détentes soulageantes; — Désertions, — fuites dangereuses, exils volontaires, et partant courageux en présence des conséquences sociales qu'ils entraînent.

Et, chaque année, chaque mois, chaque semaine, chaque jour amènent leur cortège d'actes individuels de révolte, hésitants ou rapides, mais réfléchis quand même, d'actes qui sont de beaux exemples, qui grandissent les cœurs et honorent les consciences et qui, détachés des causes mesquines, devraient être, par la société elle-même, considérés comme des actes de courage...

Il n'y a pas à contredire : quand on a souffert ou quand on souffre *d'un état de choses*, on en veut la disparition ; c'est pourquoi l'on peut estimer que la caserne est une bonne école de révolte... pour ceux qui sont capables de se révolter.

HENRI RAINALDY.

Mouvement ouvrier

S'il y a une corporation qui représente bien et que l'on puisse prendre comme type frappant de l'exploitation humaine, c'est assurément celle des mineurs. Il faut avoir assisté à la remonte d'un puits, avoir vu ces figures hâves, décharnées, le dos voûté avant l'âge, les jambes en cerceau, pour se rendre compte jusqu'à quel point l'exploitation capitaliste a poussé l'ignominie.

Un coup de grisou qui s'est produit ces jours derniers aux charbonnages de Craccet-Picquery, près de Mons, vient de faire une vingtaine de victimes.

A ceux-là l'on n'élèvera pas de chapelle, il n'y aura pas de deuil national, les souverains nos maîtres ne se congratuleront pas.

Ah! si une centaine de putains de la haute avaient trouvé la mort dans un bazar quelconque, vous verriez! les journaux ne désempliraient pas. Mais quelques centaines de mineurs... quelle importance cela a-t-il; ces gens-là ne sont-ils pas faits pour ça?

De Dortmund (Allemagne), on signale aussi un coup de grisou; 44 cadavres ont été remontés.

Deux lignes à la troisième page des quotidiens, et c'est tout, impossible d'avoir d'autres détails. Au fait! ces gens-là ont raison de ne pas nous donner de détails, le sang des nôtres répandu pour le plus grand bien des bourgeois crie vengeance, et ce serait mauvaise besogne de leur part que nous le rappeler trop souvent.

La grève des métallurgistes de Brest est devenue générale, ce qui a entraîné une cessation de travail dans la plupart des chantiers. Au calme des premiers jours a succédé une certaine agitation. Des ouvriers qui travaillent à la construction d'une ligne de tramways ont dû être protégés par la troupe. Cinq arrestations ont eu lieu, le préfet a fait relâcher les grévistes arrêtés en leur faisant promettre d'intervenir auprès de leurs camarades pour éviter des troubles. Les syndicats de Quimper, Morlaix, Landerneau, d'Audierne, de Cambrout, de l'Hôpital, etc., annoncent qu'ils se solidarisent avec les grévistes de Brest. On craint des troubles. Tant mieux!

A Alençon, les ouvriers plâtriers sont en grève depuis le 16 mai. Une très grande entente règne entre les grévistes, qui sont bien décidés à ne pas céder.

Cause : demande d'augmentation de salaire.

A Erfurt (Allemagne), une grave émeute a eu lieu ces jours derniers; plus de deux mille personnes y ont pris part et la police a fait feu sur la foule. Les troupes sont consignées. Le scrofuleux Guillaume, qui a fait jurer à ses hommes de tuer père et mère s'il le commandait, peut être content. Le serment a été tenu. Il paraît, en effet, que plusieurs soldats avaient des parents parmi les émeutiers.

On dit qu'un vol de 200 kilogrammes de dynamite aurait été commis à Kustely (Hongrie) dans une entreprise minière.

Quel malheur que les émeutiers de Milan n'aient pas songé à une expropriation de ce genre et, au lieu de se servir de triques et de tuiles lancées des toits, n'aient pas employé, comme le conseillait jadis Deville, « les moyens que la science met à leur portée » !

Il faut être de son siècle, que diable! Les pavés et les tuiles lancés des toits étaient bons à nos pères de 1830 et 1848. Les soldats n'avaient que des fusils à piston et de la poudre à canon ; aujourd'hui ils ont le fusil Lebel et la mélinite.

Que ceux qui tentent la révolution suivent le conseil de Deville.

Là seulement est la victoire.

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

POUBELLE. — Le triste sire, doublé d'un imbécile, qui a nom Judet, a trouvé très ingénieux, pour prouver que Zola n'est digne que du mépris de tous les honnêtes gens, de déterrer — ou d'inventer — une prétendue histoire, vieille de soixante ans environ, relative au père de Zola. Le père de l'auteur de *Paris* aurait eu, à cette époque, une affaire de vol qui l'aurait fait chasser de l'armée... C'est du moins ce que raconte le nauséabond rédacteur du *Petit Idiot*. Avec sa bonhomie habituelle, Zola croit nécessaire de répondre à une pareille infamie et de laver la mémoire de son père de cette accusation. Dans un article tout frémissant d'émotion, il raconte ce qu'il connaît de la vie de son père. Quant à l'affaire en question, il l'ignore.

C'est, certes, trop de condescendance que de prendre garde aux sifflements des reptiles Judet, Marinoni et autres. En prenant à cœur leurs insinuations, Zola s'est mis dans une posture délicate. Il fera, dit-il, une enquête sur le fait reproché à son père. Oui, mais si, par un hasard improbable, il arrive à découvrir l'exactitude du fait, il se sera lui-même condamné d'avance par l'attention qu'il aura prêtée à l'accusation, par la validité qu'il aura implicitement reconnue à l'argument qui prétend prouver son indignité par celle de son père.

En répondant carrément, au contraire, que quelle qu'ait été la conduite de son père, il ne saurait en être rendu responsable, il posait la question sur le seul terrain intransigeant où elle puisse être posée.

Quoi qu'il en soit, n'est-il pas plaisant de voir des Judet, des Marinoni, des Vervoort, toute la fripouille pour qui les honnêtes gens n'auront jamais assez de mépris, aller reprocher à autrui des fautes qu'ont pu commettre leurs aïeux. Regardez donc dans votre auge, pourceaux, ce qui y grouille !

⁂

LA GRANDE FAMILLE. — Le conseil de guerre d'Alger a condamné à mort le nommé Lecavorzin, détenu au pénitencier militaire pour s'être livré à des voies de fait envers un adjudant et lui avoir arraché sa médaille militaire. Encore un assassinat à l'horizon.

Le conseil de guerre de Besançon a condamné le soldat Alaterne, du 150e d'infanterie, à cinq ans de prison pour outrages envers un supérieur, en dehors du service.

Voici un récit fait à l'*Aurore* par Fourmann, un libéré de Biribi, qui est particulièrement édifiant :

— Nous étions, me dit-il, à Bautrefild, la colonne s'avançait jusqu'à l'extrême sud, c'était le cinquième jour de marche, nous campions. J'avais été commandé de garde la nuit. A 5 heures du matin, je rentrais sous ma tente lorsque le caporal I... me dit d'aller porter les cantines du lieutenant à la prolonge où se trouvaient les vivres. J'étais exténué par une dysenterie qui me tenait depuis cinq jours.

— Je rassemble mes affaires, répondis-je, et j'y vais de suite.

— Vous refusez ? reprit le caporal.

— Mais non, répliquai-je.

— Il refuse, repartirent en chœur les autres gradés qui s'étaient approchés.

— Qu'on l'attache, cria le lieutenant.

Et, sans autre forme de procès, on me passa une corde et les poucettes et on me traîna dans le camp.

Il y avait quinze jours que cela durait. Je n'en pouvais plus. J'étais résolu à m'évader pour aller porter plainte à Laghouat, entre les mains du général. Le malheur voulut que je me trompasse de route. Au lieu de revenir sur mes pas, je filai sur l'étape suivante. J'étais perdu.

Il y avait à peine une heure que je marchais quand j'entendis derrière moi le bruit de la colonne en marche; je me cachai dans une touffe d'alfa.

A peine avait-elle disparu que j'aperçus des Socrards, sorte de chameliers qui aident au trafic dans cette région; j'allai vers eux et leur demandai s'ils retournaient à Laghouat.

Sur leur réponse affirmative, je leur dis que j'étais déserteur, qu'ils gagneraient la prime en me ramenant, et leur distribuai mon pain.

Tout à coup, le bruit d'un galop de cheval appela notre attention. Le lieutenant, bride abattue, arrivait sur nous, revolver au poing. Il nous avait aperçus. Il m'entraîna.

Et comme, sur sa demande, je lui expliquais pourquoi je m'étais évadé, que je n'avais pas d'autre but que de retourner à Laghouat me mettre sous la protection du général, au risque d'être condamné :

— Tu veux, me dit-il, me faire arriver des histoires, et je n'en veux pas. Apprends une fois pour toutes que les gens qui me veulent du mal, je les supprime. Au surplus, tu vas mourir. A genoux, misérable !

Et je dus obéir. Le pays était désert. Qui donc saurait jamais ce qui s'était passé ? Je serais porté disparu. Je crus ma dernière heure venue.

Le revolver était déjà braqué sur mon oreille, quand on entendit ces mots :

— Hue, Marie !

C'étaient les tringlots qui, derrière la colonne, tranquillement arrivaient.

— Tu l'as sauvée belle, me dit le lieutenant, mais nous nous retrouverons et tu verras si le lieutenant Q... a la main sûre.

Depuis, je n'ai pas pu vivre au régiment. Je ne sortais de prison que pour y rentrer.

Ils sont gentils, les galonnés envers qui on voudrait nous imposer le respect !

ANDRÉ GIRARD.

Espagne.

La proclamation de l'état de siège dans toutes les provinces influe quelque peu sur le mouvement insurrectionnel, quoique les esprits soient de jour en jour plus exaltés.

La faim et la misère s'aggravent, car les accapareurs, protégés par la loi martiale, poursuivent leur œuvre de mort sans repos ni trêve.

Suivant certains journaux, le nombre des villes qui s'insurgèrent est de 65. L'attitude des masses fut résolue ; les femmes, particulièrement, accomplirent des actes de véritable héroïsme, continuant la lutte, après avoir essuyé le feu de la garde civile. L'effervescence populaire affola le gouvernement au point qu'il prohiba la circulation télégraphique des nouvelles relatives non seulement au soulèvement d'Espagne, mais aussi aux révoltes d'Italie. Les gouvernants craignent la contagion.

En dépit de ces mesures de rigueur, les nouvelles ont circulé plus ou moins atténuées et l'idée d'une révolution sociale nécessaire et inévitable s'est imposée.

Les républicains espagnols, en partie, se sont agités ces temps derniers, constituant des comités révolutionnaires au sein desquels ils se sont efforcés d'attirer des éléments socialistes et anarchistes. A l'heure présente, nous ignorons s'ils ont réussi, mais nous présumons que les partis socialiste et anarchiste ne se prêteront pas à cette manœuvre et se refuseront à faire le jeu des républicains, bien que quelques individus isolés aient eu déjà la naïveté de croire à ces mystifications.

Devant l'imminence d'une insurrection générale, le parti anarchiste, bien que fortement affaibli par les persécutions, saura œuvrer pour son propre compte, et ne sera pas le dernier à se lancer dans la lutte armée.

Du parti socialiste on ne peut rien dire en raison de sa tendance légaliste. Il y a quelques jours, en une circulaire du Comité national, on affirmait que la Agrupacion de Bilbao avait pris part à la lutte électorale, en se fiant aux promesses d'un gouvernement « sans pudeur », et l'on conseillait aux comités de protester contre les attentats commis par la bourgeoisie en cette ville, mais toujours, et cela va sans dire, sur le terrain légal. La circulaire porte le cachet du Comité national et les signatures du vice-président Alvaro Ortiz et du secrétaire Antonio Garcia Quejido.

Conséquent avec cette doctrine, *El Socialista*, de Madrid, que dirige Iglesias, conseillait aux travailleurs, en l'un de ses derniers numéros, de s'abstenir de toute participation aux soulèvements provoqués par la faim et les socialistes de Gyon, où l'insurrection revêtit un caractère des plus violents, protestaient, dans le même numéro, de toute solidarité avec ces faits.

Cette attitude pacifique n'a pas empêché que la *Aurora Social*, journal socialiste de cette ville, ait été supprimée par les autorités militaires et que ces dernières aient ordonné la fermeture des clubs socialistes.

Le socialisme espagnol pense sans doute que la faim doit se soulager par la douce résignation. Iglesias, le chef du parti, devrait méditer le cri de cette femme de Talavera qui, après avoir reçu une balle dans l'épaule, criait aux hommes : « Ne fuyez pas, tas de lâches, j'ai une balle dans la peau, moi, et je vais en chercher une autre ! » Chez les révolutionnaires du socialisme militant de cette espèce, il ne s'agit pas en effet de prudence, mais de lâcheté.

∴

De la guerre, nous sommes ici sans nouvelles. Seules circulent les informations officielles du gouvernement et, en vérité, le peuple s'intéresse peu à ces faits. L'opinion générale est que le gouvernement profitera de la première occasion pour obtenir la paix, afin d'éviter les graves complications de l'intérieur.

La récente crise ministérielle, en tant qu'elle puisse signifier autre chose qu'un simple changement d'individus, marque la tendance à ce qu'en l'argot politique on nomme une « paix honorable ».

A vous et à la Révolution sociale.

R. M.

Etats-Unis.

PATERSON, le 4 mai 1898. — Notre pays est en ébullition, les esprits sont surexcités, les froides têtes américaines ont perdu leur calme bon sens.

La guerre, menaçante depuis longtemps, est déclarée, sous le prétexte de libérer Cuba, mais, en réalité, pour placer les fonds américains disponibles, et, en outre, se débarrasser d'une partie des sans-travail. La guerre est une bonne soupape de sûreté, un excellent moyen pour détourner l'attention des prolétaires sur les causes de leur servitude. En ce moment, il n'y a plus de question sociale, patrons et ouvriers, gouvernants et gouvernés entonnent ensemble des chants guerriers. Il n'est qu'un ennemi : l'étranger, l'Espagnol. Plus de classes! Une nation.

Cette guerre est une affaire qui doit beaucoup rapporter aux capitalistes qui l'entreprennent : ce sont les compagnies de chemins de fer qui, pour le transport des troupes, touchent de l'Etat des sommes fantastiques; les fournisseurs de produits avariés qui, en quelques semaines, vont faire fortune; les fabricants de souliers en carton, boursicotiers de tout acabit, sénateurs, pot-de-viniers, journalistes véreux et vendus, pour lesquels la guerre est une mine d'or inépuisable; et, au-dessus de tout ce monde louche, la haute banque plane. Les Gages, Russel Sage, Morgan, qui sont les plus intéressés, voilà les vrais auteurs de cette boucherie organisée; ce sont eux qui avancent l'argent à l'Etat, prélevant un droit exorbitant sur leur prêt. C'est pour les rois de la finance que vont se faire tuer des milliers de jeunes gens, au cœur chaud et à la tête faible, qui, dans d'autres circonstances, eussent été d'ardents révolutionnaires.

Depuis trois années, le général Miles réclamait incessamment une augmentation de l'effectif. En temps ordinaire, cette augmentation n'eût pu se faire sans soulever de vives objections; aujourd'hui, les prolétaires applaudissent, et cette armée, un jour, servira à défendre les patrons contre leurs ouvriers en grève.

L'armée active de 25.000 hommes a été portée à 61.000; de nouvelles sinécures se créent journellement pour les politiciens. Afin d'avoir la paix à l'intérieur, on fait la guerre au dehors; la guerre développe les haines de nations et de races, les bourgeois règnent en divisant les travailleurs.

Et tout cela s'accomplit au nom de l'humanité. C'est de l'évolution à rebours.

Cuba libre, libre du joug espagnol pour tomber sous le joug des capitalistes américains! En ce moment, les têtes sont à l'envers. C'est un arrêt dans la marche du progrès ; les masses se laissent entraîner à des rêves de conquêtes, et, pendant que les prolétaires perdent leur individualité en se faisant soldats, que font les miliciens, qui, dans les grèves, n'ont jamais hésité à fusiller des travailleurs sans armes? Ils refusent de partir, ne voulant pas sacrifier leurs précieuses carcasses.

Le 7e régiment de New-York qui, lors des grèves de Brooklyn, se distingua par sa brutalité, son courage contre des hommes désarmés, des femmes et des enfants foulés par les pieds de leurs chevaux ; ce régiment modèle, composé, en grande partie, de la fine fleur aristocratique, dont les membres sont la plupart des millionnaires, a décidé de rester dans ses foyers, laissant aux meurt-de-faim la gloire et l'avantage d'accomplir des prouesses contre d'autres meurt-de-faim qui, comme eux, se battent pour le plus grand plaisir, l'édification et la tranquillité de la bourgeoisie internationale.

En attendant la victoire, le prix des substances nécessaires à l'existence augmente. Certaines industries sont dans le marasme; les familles des soldats mourront de faim et eux de fièvre; et tout cela pour le bien de l'humanité, pour Cuba esclave des bourgeois américains. C'est beau, la guerre!

M. D.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Pour la Révolution italienne. — Salle des Mille-Colonnes, 20, rue de la Gaîté, samedi 4 juin, à 8 h. 1/2 du soir, grand meeting public : *La Révolution italienne; Cuba libre.*

Orateurs : Louise Michel, E. Girault, Tortelier, Brunet, Broussouloux, Cyvoct, Buteaux, Sadrin.

Entrée : 30 centimes.

Le Comité de la Révolution italienne fait appel à tous les citoyens qui voudraient secourir par solidarité les camarades italiens. Permanence tous les jours au *Père Peinard*, 15, rue Lavieuville. S'adresser au camarade E. Girault, secrétaire provisoire.

∴

SAINT-DENIS. — Samedi soir, à 8 h. 1/2, réunion publique salle Alexis, route d'Aubervilliers.

Ordre du jour : *Les événements d'Italie et d'Espagne.*

∴

GÊNES. — Les camarades qui étaient en relation avec Adolfo Rabi sont avisés de suspendre toute correspondance.

BIBLIOGRAPHIE

A lire :

En Quête du Bonheur, par Bradamante, *La Fronde*, 27 mai.

Le Péril, par U. Gohier, *Revue Blanche*, 1er juin.

AUX CAMARADES DE PARIS

Nous faisons déposer cette semaine, chez les libraires de Paris, *Les Déclarations d'Etiévant*, *Entre Paysans*, par Malatesta, et *Le Machinisme*, par J. Grave. Prière aux amis de pousser à la vente. Le produit servira à faire réimprimer la *Morale anarchiste* de Kropotkine.

BIBLIOTHÈQUE DES TEMPS NOUVEAUX

51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

Aux anarchistes qui s'ignorent, *par Charles-Albert* . . . . *franco*	» 10
L'Anarchie dans l'Evolution socialiste, *par Pierre Kropotkine*	» 10
L'Evolution légale et l'Anarchie, *par Elisée Reclus*	» 10
Un anarchiste devant les tribunaux, *par Georges Etiévant*	» 10
Burch Mitsu, *par Georges Eekhoud* . . .	» 10
L'inévitable anarchie, *par Pierre Kropotkine*	» 10
La guerre et le service obligatoire, *par Léon Tolstoï*	» 10
Bibliographie de l'Anarchie (préf. d'Elisée Reclus), *par M. Nettlau*	5 »
Le Mouvement anarchiste, *par Jacques Mesnil*	» 10
La Grande grève des Docks, *par J. Burns et P. Kropotkine*	» 10
Gesprek tusschen twe Boerenarbeiders, *door Enrico Malatesta*	» 10
A M. Emile Zola, *par Ch.-Albert*	» 10
L'Immoralité du mariage, *par René Chaughi*	» 10

Pour recevoir ces brochures, adresser les demandes à Ch. Haulstout, à l'adresse ci-dessus.

PETITE CORRESPONDANCE

P., à la Machine. — C'est un abonnement de six mois que nous inscrivons. Nous versons à la souscription du journal.

P., à Truzy. — Brochures expédiées, sauf la *Morale*, qui ne sera tirée que dans quelques semaines.

L., à Aubervilliers. — Convocation arrivée trop tard : le mardi avant midi, 1001e fois.

L'Archevêque. — Merci.

Reçu pour Etiévant : M. C., 0 fr. 50.

Reçu pour les détenus : Marchiennes-Dachéries : Groppaire Gilles, 0 fr. 25 ; La Croyance, 0 fr. 25 ; Un rat anarchiste, 0 fr. 25. — En tout : 0 fr. 75.

Pour l'Ecole libertaire : A. P., 0 fr. 30. — Dison, de quelques amis, 10 fr.

Reçu pour le journal : Clamecy, 0 fr. 40 ; V. B., au Puget, 0 fr. 75 ; Groppaire Gilly, 0 fr. 25 ; La loi n'est pas juste, 0 fr. 25 ; Anonyme, 0 fr. 50. En tout : 1 fr. — P., à la Machine, 1 fr. 60. — P. V., à Pittsburg, 0 fr. 25. — Merci à tous.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Par Ardouin, Marseille, Groupe libertaire de Mempenti, 5 fr. ; Un Poète anarchiste, 1 fr. ; Un camarade, 1 fr. ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. ; Souscription mensuelle d'un camarade, 100 fr ; Adolphe, 21 fr. ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. 50 ; Un camarade, 1 fr. ; Eldrado, 1 fr. — Liste remise par Rousseau : Avril Adrien, 2 fr. 50 ; Gaston, 2 fr. 50 ; Mai, A. A., 1 fr. ; P. F., 1 fr. ; A. F., 1 fr., J. H., 1 fr. ; A. B., 1 fr. ; N. B., 1 fr. ; H. B., 9 fr. — Total : 156 fr. 50. — Les souscriptions pour l'Ecole libertaire sont reçues chez Ardouin, 86, rue de Cléry.

M., à Saint-Chamond. — C., à Reims. — C., à Grenoble. — B., au Mans. — F. T., à New-York. — H., à Angers. — D., à Rennes. — V., à Grenoble. — V., à Nîmes. — L. D., à Marchiennes-Dacheries. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DESÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 7 — DIX CENTIMES — DU 11 AU 17 JUIN 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LA JACQUERIE ITALIENNE

Ou, si vous le préférez, la révolte des gueux, l'insurrection des affamés.

Cela devait arriver, et nous attendions ce jour qui a eu le tort d'arriver trop tôt. Nous l'attendions, il faut l'avouer, puisque dans un pays que les patriotes ont voulu réunir, mais que les époques historiques s'obstinent à séparer, dans un pays, tel que l'Italie, où le féodalisme du moyen âge de l'Italie méridionale se choque avec l'industrialisme développé du dix-neuvième siècle de l'Italie du nord, il est fatal qu'un mouvement révolutionnaire qui veuille aboutir soit produit par la révolte *inconsciente* et féroce des affamés siciliens et méridionaux secondée et dirigée par un mouvement révolutionnaire *conscient* de l'Italie septentrionale.

On a eu beau dire que le socialisme faisait des progrès rapides dans la Sicile et dans les autres provinces méridionales. On comptait les socialistes par dizaines, et la plupart étaient des intellectuels, anciens étudiants *retour de la ville*, avocats, journalistes, médecins.

La puissante organisation des *Fasci* en Sicile n'était qu'un groupement de résistance, un groupement révolutionnaire des masses souffrantes autour de quelques personnes, De Felice, Bosco, Verro, Barbato, etc. La réaction de 1894 fit disparaître les *Fasci* d'un seul coup. Et les socialistes méridionaux, surtout les siciliens, avaient toutes les raisons de protester (Barbato à la tête) contre l'uniformité de tactique imposée par les Congrès nationaux du Parti socialiste italien, tant pour la Lombardie industrielle que pour la Sicile et les Pouilles encore féodalisées.

Or on avait en Italie cette situation de fait : les conditions économiques de l'Italie méridionale et de la Sicile tellement déprimées qu'un jour ou l'autre le peuple aurait dû se lever en armes pour ne pas crever de faim, mais d'autre part vis-à-vis de cette *occasion* révolutionnaire une inconscience absolue des droits à réclamer : une insurrection toujours prête à éclater (et elle éclatera de nouveau), mais qui peut se calmer avec l'aumône d'un morceau de pain. Dans l'Italie septentrionale, au contraire, une conscience politique très développée, mais les conditions économiques assez satisfaisantes ne favorisant pas une *occasion voulue* d'insurrection.

Les grands prêcheurs de paix étaient surtout les socialistes. Ils voulaient toujours attendre, et en attendant ils endormaient les esprits avec l'illusion de la gymnastique parlementaire. Et ils ont recueilli les fruits de cette hypnotisation : lorsque les troubles de la faim ont incendié plus de la moitié de l'Italie, ils n'ont pas su saisir le moment, et à Milan les députés invoquaient le calme parmi la foule excitée, et à Turin les pontifes du socialisme piémontais, interprétant l'histoire d'une façon pas tout à fait matérialiste, sentenciaient qu'il ne fallait pas suivre le mouvement insurrectionnel, puisqu'il était l'œuvre de la *réaction cléricale* (!), et qu'il fallait démontrer au public et aux autorités que les socialistes étaient le parti de l'ordre!

Mais les autorités ont voulu s'amuser à ne pas prendre au sérieux les socialistes, et elles ont voulu à force (malgré leurs déclarations pacifiques) leur créer une auréole de révolutionnaires authentiques. A Milan, tous les députés qui calmaient la foule ont été arrêtés (Costa, Turati, Bissolati); à Turin, deux des députés signataires du fameux manifeste ont été aussi écroués (Morgari, Nofri); les autres sont en fuite à l'étranger.

En résumant, on peut donc dire que l'insuccès momentané du mouvement insurrectionnel italien est dû à l'éclat imprévu des émeutes de la faim, et à l'impréparation des partis révolutionnaires.

* * *

En effet, l'éclat de ces troubles a été dû à des causes tout à fait inattendues, telle que la guerre hispano-américaine, qui, faisant élever le prix des blés, produisit l'enchérissement du prix du pain, la famine, la faim.

Dans l'économie de ces populations de l'Italie méridionale et de plusieurs de l'Italie centrale aussi se produisait tout d'un coup le phénomène d'arrêt dans la vie qui n'aurait pas manqué de se vérifier d'ici à quelques mois, peut-être d'ici à quelques années, par une lente consomption.

C'était la faim, il n'y a pas à dire, la faim complète, sans une bouchée de pain, la faim qui déchire les entrailles, qui rend fou, qui tue.

La chronique des premiers troubles italiens le démontre de la façon la plus complète. A Rimini, lorsque les soldats tiraient en l'air, la foule criait : *Mais tirez bas, tuez-nous!* Et les femmes de se jeter sous les pieds des chevaux des cavaliers pour se faire écraser. C'était un phénomène de suicide collectif.

Et à Minervino Murge et à Molfetta c'est la sauvagerie féroce qui prend la revanche des souffrances endurées pendant des siècles à cause des propriétaires, des gros négociants de blés, des louches spéculateurs qui faisaient célébrer des messes de grâces lorsque les blés atteignirent le prix de 50 francs par quintal. Et la foule tue, écartèle, déchire en morceaux les richards du pays. Ah! pouvoir s'enivrer une fois du sang des exploiteurs!

Si à ce mouvement spontané et irrésistible se fût joint un mouvement consciemment révolutionnaire à Rome, Milan et Turin, la monarchie aurait vécu.

Mais à la révolte des affamés n'a répondu que Milan avec ses quatre journées, Milan avec Luino, Côme, Pavie et les environs, y compris Monza, la résidence royale.

Mais comme tous les mouvements impréparés, l'idée sublime eut une réalisation imbécile. Je traduis d'un journal conservateur de Milan, dont le témoignage sera précieux lors des procès fabriqués sur l'accusation stupide de conspiration et complot.

« Les émeutes d'hier n'indiquent aucune idée arrêtée d'avance de la part des révoltés. Les barricades ont été improvisées sans une direction tactique, et abandonnées sans être défendues. Sauf quelques revolvers, on n'a pas vu d'armes dans les mains des insurgés. On n'a pas vu d'explosifs. Les bagarres s'opérèrent isolément, sans concentration des insurgés. Il n'y a pas eu nomination de chefs pour diriger l'émeute. *On n'a pas lancé de proclamations qui indiquent la direction du mouvement. On n'a pas entendu un cri politique quelconque qui indique un but à poursuivre.* » (*Corriere della sera*, 9 mai.)

Cela, je le répète, a été écrit par un journal plus que conservateur, le lendemain de la première journée de Milan.

Et cela, en même temps que détruite la fantastique accusation de complot et de plan préparé, est la critique la plus exacte de l'impréparation des partis révolutionnaires à une action quelconque.

Ceux qui ont été les plus frappés dans la débâcle actuelle, ce sont les socialistes. Le gouvernement a voulu les frapper justement en ce qu'ils avaient de plus cher, de presque exclusif dans leur programme, c'est-à-dire dans le parlementarisme.

L'immunité parlementaire anéantie, les députés arrêtés où et quand il a plu au gouvernement, le Parlement prorogé, la dictature militaire proclamée. Et, suprême ironie, la suppression entière des droits sur le blé, que les socialistes avaient réclamée si énergiquement à la Chambre, et à laquelle le gouvernement n'avait jamais voulu consentir, accordée immédiatement après les premières révoltes de la rue. Et les prolétaires de se demander : A quoi bon donc cette vieille routine du Parlement?

* * *

Ceux-ci sont les faits dans leur caractère réel. Il y a eu la version officielle qui veut faire croire à l'existence d'un complot. Il paraît que le gouvernement italien a une fausse idée des révolutionnaires italiens; et peut-être il n'a pas tort complètement. Mais enfin, cette fois-ci, c'est le comble du ridicule que d'appeler fruit d'un complot un mouvement dans lequel il n'y a pas eu un seul de ces faits qui soit le résultat d'un accord quelconque.

Je cite au hasard : pas d'interruption dans les communications télégraphiques et de chemins de fer, pas d'explosions de dynamite ou au

moins de poudre, ni contre les soldats, ni pour créer dans les pavés des éboulements (barricades).

Mais, au contraire, tous les enfantillages des gamins : on répondait aux coups de canon par des coups de tuiles et de briques ! On élevait des barricades de tables et de chaises !

C'était du complot, ceci?

Est-ce donc un désastre irréparable cet insuccès qui a provoqué la réaction la plus féroce et la plus brutale de la dynastie italienne?

Franchement non. Il a été une leçon, une dure leçon, si vous voulez, qui nous a appris bien des choses. C'est aux prolétaires maintenant de profiter de cette leçon des événements, et à rendre notre revanche plus terrible et plus sûre.

Le peuple italien a appris bien des choses, et il saura en tenir compte. Il va s'apprêter à écrire une page superbe dans l'histoire du prolétariat.

G. Ciancabilla.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

A PROPOS DE RODIN

Il n'est peut-être pas trop tard pour parler encore du Balzac de Rodin, ici où l'on ne se soucie pas de l'actualité en tant que telle, mais où le fait du jour n'est que prétexte à élucider, à approfondir et élargir notre idéal, à l'étudier sous ses aspects divers et variés à l'infini, comme la vie elle-même.

Disons-le d'abord, il ne nous déplait pas que l'opinion publique ne soit pas retenue toute aux dessous des courtisanes en vogue, aux pitreries des parlementaires et qu'il reste un peu de passion encore pour les choses d'art.

Laissons de côté les opinions personnelles émises sur la dernière œuvre de Rodin, au cours de cette longue dispute. La critique aussi bien nous paraît se condamner à un bavardage vain et prétentieux, lorsque, sans savoir s'élever assez pour accueillir un peu de vérité éternelle, elle traduit de simples impressions individuelles, rehaussées de conseils aux artistes, — conseils à côté, le plus souvent, inutiles toujours.

Il y a autre chose, d'ailleurs, en ce débat que les sentiments des courriéristes et salonniers en renom. Il y a quelques indices très propres à préciser le sort de l'art dans nos sociétés modernes.

Un des meilleurs sculpteurs de notre temps, le meilleur peut-être, et dont la renommée est solidement assise, expose une œuvre nouvelle. L'œuvre, annoncée depuis longtemps, est attendue avec impatience. Or, pour à peu près tout le monde, c'est une déception. L'avis unanime est que, cette fois, en toute conscience, en toute sincérité, d'ailleurs, et malgré son effort certain, le grand artiste s'est trompé.

Quelques-uns pensent le contraire.

L'intérêt pour nous n'est pas en l'une ou l'autre de ces opinions, discutable comme toute opinion, mais dans la manière dont l'une d'elles va être soutenue. Voilà notre document sociologique. C'était lui qui nous attirait, et à lui nous voulions venir.

Afin de tenir tête au sentiment général, un comité d'admiration quand même se forme avec les amis de l'artiste, artistes comme lui ou littérateurs. Partout où l'on cause, partout où l'on écrit, ces gens admirent le Balzac — ce qui est leur droit. Mais ils admirent en furieux et en aveugles. C'est du délire. Et c'est aussi, hélas! de la bêtise. Rodin n'est plus un sculpteur, c'est « le Sculpteur », le plus grand pétrisseur de glaise de tous les pays et de tous les temps. Son œuvre devient l'œuvre unique, l'œuvre totale, l'œuvre du passé et de l'avenir, la définitive synthèse de toutes beautés sculpturales. Un de ces chroniqueurs en mal d'exaltation, Camille Mauclair, dont les idées sont pourtant saines d'habitude, compare le Balzac à un menhir. Et son enthousiasme éclate de ce qu'une statue d'homme ressemble à une pierre brute.

Des gens insinuent : « Nous ne demandons pas mieux que nous pâmer, mais auparavant nous voudrions bien comprendre. » — Arrière ces brutes et ces imbéciles, ces philistins et ces concierges! Parmi ces imbéciles et ces philistins il y a pourtant quelques très grands artistes, les égaux de Rodin en valeur comme en sincérité, et qui se connaissent un peu — eux aussi — à la science des formes.

Au fond de ces outrances, derrière ces dithyrambes et ces hyperboles, il n'y a pas, c'est visible, l'émotion d'art spontanée, irrésistible, l'émotion si forte qu'on ne peut la contenir et qu'il faut la crier aux autres.

Ce n'est plus une œuvre qu'il s'agit d'apprécier. C'est un homme que ses amis, trop zélés, prétendent sacrer infaillible. Les membres de la chapelle veillent sur la gloire du maître, qui est un peu la leur. Désormais il leur appartient. Tout ce qui porte la marque de son ciseau doit être bien, — par principe. Il n'a plus le droit de se tromper.

Si cela lui arrive, on fera tant de bruit que les voix discordantes seront couvertes. Et il est de fait que beaucoup, n'osant pas dire ce qu'ils pensaient, firent chorus par crainte de paraître timides et bourgeois. Voilà comment des artistes et de bons écrivains, contempteurs ordinaires du snobisme, cette vilaine grimace du goût, deviennent snobs eux-mêmes et fabriquent des snobs.

Et ce terrorisme transcendant n'a pas, cette fois, la moindre excuse. Il ne s'agit, en effet, ni d'encourager de brillantes promesses, ni de venger quelque grand méconnu, ni d'imposer à la foule routinière une nouvelle et féconde formule d'art. En l'ensemble de son œuvre, Rodin n'est plus discuté. Sa fortune artistique est édifiée. Ceux qui jugent mauvaise sa dernière œuvre ne lui reprochent rien autre que s'être trompé.

En cette très inutile levée de boucliers — dont certains épisodes réalisent le plus parfait ridicule — se montre donc surtout, n'ayons pas peur de le dire, l'esprit de coterie, de cabotinage et parfois de basse intrigue si en honneur dans les milieux artistiques de notre époque, même les plus relevés.

Ah! je sais bien que tout cela s'explique et comment. Dans un milieu où la vie de l'art est étrangère à la vie profonde du peuple, à la vie du travail et de la production sociale, source de toute santé, de toute vérité, où la joie du beau est le privilège d'une élite, où cette élite parfois doit se battre pour permettre aux manifestations d'art de se produire, ces mandarins finissent par s'identifier avec l'art lui-même, et — la suffisance humaine aidant — par croire que leurs cabales, leurs décisions et leurs estampilles sont indispensables et souveraines.

Cela n'empêche pas que de telles pratiques font outrage et contraste à la pure sérénité où se devrait mouvoir l'émotion esthétique. C'est une marque d'irrespect, une incongruité dont souffrent, comme d'une personnelle injure, les fervents et les scrupuleux. Comment peut-on, si l'on a placé l'art très haut dans les sphères de l'idéal, si on le croit nécessaire à la pleine floraison de la personnalité humaine, — comment peut-on ne pas comprendre que vers cette exaltation, vers cette purification de soi-même, il faut venir avec un ferme propos de sincérité, de simplicité naïve, pur de parti pris, net d'intrigues, libre de tout autre souci que celui de bien accueillir la révélation précieuse?

Cet irrespect de l'art dont nous avons essayé de préciser l'une des formes, cet irrespect de l'art sera-t-il toujours parmi nos sociétés, contribuant, avec tant d'autres tristesses à les faire vilaines, difformes et si douloureuses pour les hommes de simplicité, de sincérité? Non, ce ne sera pas ainsi toujours. Le temps viendra où, régénéré et dispersé par le communisme, l'art se mêlera à notre vie quotidienne, sera dans nos villes et habitera nos maisons. Le temps viendra aussi où l'éducation totale et harmonique, largement dispensée, apprendra à connaître le laid du beau, comme le faux du vrai et l'injuste du juste. Alors on sera préparé sans s'en douter à goûter les joies du Beau. Et quand l'œuvre très belle naîtra — simple exaltation de solidarité humaine — l'émotion d'art, ce sera très simplement et très logiquement la bonté de cette œuvre retournant à la foule, d'où elle vient toujours, sans qu'il soit besoin de cabale, de réclame ni de coterie, de comités d'admiration, ni de souscriptions d'amateurs.

Charles-Albert.

Discussion sur la méthode en histoire [1]

(*Suite*)

Aussi, j'ai éprouvé un très grand étonnement lorsque le professeur a rappelé à son auditoire la convention fondamentale que la terre serait considérée durant ces recherches comme étant fixe et comme étant le centre de l'univers. Il donna quelques rapides réflexions; entre autres, il parla de l'absurdité de cette croyance première qui admettait que le soleil de si grande masse puisse graviter autour de nous et il convint de choisir le soleil pour centre des coordonnées dans les recherches qui allaient suivre.

Ses explications ne m'avaient pas convaincu; je me sentais, en vérité, opposé à la nouvelle convention. Est-ce que l'enchaînement des faits n'avait pas été expliqué par la première? Existait-il un fait qui l'ait démentie?

Il nous montra ensuite par la transformation des formules qu'il n'y avait aucun changement radical dans les résultats précédemment acquis.

Vraiment, je ressentis un malaise profond en voyant ces nombreux phénomènes également déterminés et expliqués par deux hypothèses si différentes.

Toutefois rien ne justifiait jusqu'alors un choix définitif... sinon la nécessité déclarée par le professeur.

Nous abordions l'étude des planètes, des comètes et des météorites. Or, tandis que les positions successives rapportées à la terre leur attribuaient une marche si étrange que les planètes notamment avaient été nommées par les anciens astres errants, les positions notées par rapport au soleil révélaient un mouvement rythmique, semblable à celui de la terre; et, plus j'avançais dans l'étude de cette catégorie d'observations, plus le système solaire se révélait avec les lois de Képler et celles de la gravitation énoncées par Newton, qui en constituent l'interprétation mécanique.

Cette harmonie plus grande dans ce nouvel ordre de phénomènes imposait la préférence de la seconde hypothèse accréditée par une sorte de sentiment de symétrie que nous avons actuellement en nous.

Enfin, nous avons entrepris l'étude des observations les plus précises des positions des astres et spécialement des étoiles dont les coordonnées différentes avaient d'abord été attribuées à l'état imparfait des instruments et à l'inhabileté des astronomes; il fut mis en évidence certaines trajectoires décrites par les étoiles considérées comme fixes, certaines anomalies pour les planètes et un mouvement apparent de conver-

(1) L'abondance d'articles d'actualité nous avait forcés de suspendre la publication de cette étude, elle sera terminée bientôt. Aussitôt après nous commencerons une nouvelle série d'articles de notre ami Tcherkesoff sur l'*Histoire de l'Internationale*.

gence des étoiles vers un point du ciel où le soleil aussi se dirige actuellement.

L'astronome danois Rœmer ayant mis directement en évidence la vitesse de la lumière, on comprit que les astres subissaient un mouvement apparent appelé aberration, dû à cette vitesse de transmission de la lumière. Outre que cette nouvelle notion permettait de calculer de nombreuses données d'une très grande importance en astronomie, l'aberration annuelle, confirmée par tous les astronomes à l'aide du témoignage de leurs observations, *devenait la preuve tangible du mouvement de translation de la terre autour du soleil*, seul moyen d'expliquer la concordance des mouvements apparents et des formules déduites des théories.

Si je suis entré dans quelques détails apparemment hors de situation, c'est que, pour moi, ils ont été d'une très grande importance pour la compréhension des méthodes scientifiques et de la psychologie de l'homme d'étude.

Le progrès scientifique consiste dans l'étude d'une suite d'approximations de plus en plus grandes dans les méthodes d'observation des phénomènes. A chaque système d'approximation correspond une catégorie de phénomènes qui appellent pour leur interprétation une hypothèse nouvelle qui exclut la précédente, jusqu'à ce qu'enfin l'une d'elles soit définitivement établie par des preuves directes et objectives : telle, en astronomie, l'hypothèse du système solaire.

Si l'on examine les sciences dans leurs connexions, on remarquera qu'une méthode nouvelle d'observation est causée par des instruments ou des principes que d'autres sciences fournissent, d'où un certain ordre chronologique et une interdépendance dont l'examen n'a aucun rapport avec le présent sujet.

Quant à l'homme d'étude, il a *une tendance inconsciente à attribuer une existence propre à des conventions qui ont permis de systématiser un certain nombre de faits*; il doute ou, au moins, il se désintéresse des phénomènes qui sembleraient apporter un trouble à l'harmonie de sa conception; il trouve en lui une certaine opposition irraisonnée aux théories nouvelles jusqu'à ce qu'elles sortent victorieuses des luttes où des intelligences puissantes se sont épuisées sans grand profit. Aussi ne devrait-il jamais oublier que *toute observation parfaitement établie, en désaccord avec les principes admis, est un sérieux indice d'une théorie nouvelle.*

Ces quelques remarques me restent toujours présentes à la mémoire et souvent elles ont facilité mes recherches.

Une marche similaire peut être observée dans les sciences biologiques.

Si nous examinons l'histoire des observations ostéologiques, nous voyons que tant que l'on s'est tenu à l'étude du squelette entier d'un être organisé isolé des autres êtres, un os n'apparaissait que partie intégrante d'une fonction déterminée. On le définissait dans ses grandes lignes et on en remarquait toujours l'adaptation parfaite au but; l'unité de plan tenait l'esprit dans l'admiration de celui qui l'avait conçu et l'hypothèse admise était que les phénomènes de la nature ont toujours existé semblables à ceux que présente le monde actuel.

Puis Cuvier vint formuler son principe d'homologie ostéologique par lequel certains éléments d'un squelette permettaient la reconstitution du squelette entier. L'ayant appliqué à la paléontologie, il reconnut que les espèces animales éteintes dont nous trouvons les restes enfouis dans les diverses couches géologiques superposées diffèrent des espèces analogues contemporaines d'autant plus que leur gisement est plus profond, c'est-à-dire d'autant plus que les animaux auxquels ils ont appartenu ont une antiquité plus grande. Il fut amené à croire qu'une série de faunes et de flores absolument indépendantes et distinctes avaient successivement peuplé la surface du globe. Il divisa l'histoire géologique de la terre en un certain nombre de périodes, chacune étant nettement séparée de la précédente et de la suivante par un bouleversement général, par ce qu'il appelait un cataclysme. Ce cataclysme une fois passé, une création organique absolument nouvelle avait apparu.

Avec le développement des recherches géologiques et paléontologiques, des restes fossiles d'animaux une fois reconstitués apparaissaient comme formes de transition entre les différents groupes d'animaux et de plantes considérés jusqu'à présent comme parfaitement distincts.

Habitués à examiner les organes dans les plus petites particularités, certains biologues attachèrent bientôt une importance très grande à certains rudiments jusqu'alors inexpliqués. Darwin y vit une base positive pour une nouvelle hypothèse très féconde, le transformisme, à laquelle il a apporté tant de matériaux et de concepts qu'elle est souvent crue née de son cerveau. Et si l'on tient compte du peu de connaissance que nous avons des annales que la géologie nous a léguées, si l'on remarque combien la nouvelle théorie est adéquate à la nouvelle catégorie de phénomènes actuellement à l'étude, le progrès des connaissances de la vraie série des ancêtres du cheval, par exemple, fournit une preuve extraordinairement démonstrative pour son existence réelle.

(*A suivre.*) I. Thinx.

DES FAITS

Dans un village, un chef malgache fait répondre qu'il restera chez lui, dans sa case, et que si le chef français veut sa soumission, il n'a qu'à l'y venir chercher.

Le général Galliéni s'y rend sans avertir personne, avec quatre hommes pour toute escorte. Il est entré, seul : il tire un revolver de sa ceinture et marche droit au chef rebelle, lui brûle la cervelle à bout portant.

Et le *Gaulois* de conclure :

« Décidément, pour être fier d'être Français, il faut regarder la colonne expéditionnaire. »

Quatre hommes et un général pour brûler la cervelle d'un nègre à bout portant, ce n'est pas mal.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Le Guignol du Palais-Bourbon a fait sa réouverture. Il promet d'être amusant. Dès la première séance, le charivari a commencé. Fringants et affamés, nos députés piaffaient, s'ébrouaient, hennissaient comme de jeunes poulains dont on vanne l'avoine. Dame! les voilà élus, les appétits sont ouverts ; on n'attend plus que les bons picotins et les pots-de-vin avantageux. Allons, ministres et financiers, garnissez auges et râteliers !

*
* *

Le groupe socialiste vient de publier un manifeste. Nous avions toujours cru, et vous aussi sans doute, que le programme du parti socialiste était l'abolition de la propriété privée et sa transformation en propriété collective, en un mot : *la socialisation des moyens de production.*

Or, lisez ce manifeste. Le groupe socialiste annonce que ses efforts tendront « à un but d'émancipation sociale intégrale et notamment à la réduction du service militaire, désormais égal pour tous, à la constitution d'une caisse de retraite pour les vieillards et les invalides de l'industrie et de l'agriculture; à la réglementation des conditions du travail; au remplacement d'impôts injustement répartis par l'impôt progressif sur les successions et sur le revenu ».

De la socialisation des moyens de production, il n'en est question qu'incidemment, comme une chose qui doit se faire toute seule.

Voilà où mènent la politique et les programmes « minimum ». Le minimum du programme en devient l'essentiel et l'essentiel en devient l'accessoire. Après avoir affirmé nombre de fois que les réformes partielles sont insuffisantes, que la seule solution économique de la question sociale est dans une transformation radicale du système de propriété, on arrive, de concession en concession, à faire passer en première ligne des réformes de l'inefficacité desquelles on est convaincu. Après s'être déclaré internationaliste, partisan de l'abolition du militarisme et de la guerre, on s'assigne, comme but principal de ses efforts : *la réduction* du service militaire, en reconnaissant ainsi la légitimité de son principe. On se propose de lutter en faveur d'une caisse de retraite, et d'une différente répartition de l'impôt, concessions que la bourgeoisie est toute disposée à accorder plutôt que de renoncer à ses privilèges de possédante, parce qu'elle sait qu'en définitive ce sont les travailleurs qui alimenteront la caisse de retraite et supporteront tout le poids du nouveau système d'impôt.

La bourgeoisie a un os tout prêt à jeter au peuple pour le cas où celui-ci deviendrait par trop menaçant. Le groupe socialiste nous annonce que son action consistera à intercéder auprès de la bourgeoisie pour que celle-ci ne tarde pas trop à jeter l'os.

La montagne en travail enfante une souris.

*
* *

La Grande Famille. — Les suicides continuent dans l'armée.

Un maréchal des logis du 15e chasseurs à Châlons-sur-Marne s'est pendu dans la cellule où il était enfermé en attendant sa comparution en conseil de guerre.

On a trouvé sur les bords du canal, à Sillery, les effets militaires d'un soldat du 161e de ligne.

*
* *

Quelques échantillons de la justice militaire :

Le 24 avril dernier, trois cavaliers du 7e hussards en garnison à Niort, étant complètement ivres, voulurent pénétrer pour boire chez un particulier qui, ayant marié sa fille la veille, avait une nombreuse compagnie à dîner. On essaya en vain de leur faire comprendre que la maison n'était pas un café. Ils dégainèrent et une bataille s'engagea au cours de laquelle plusieurs personnes, dont la mariée qui fut frappée d'un coup de sabre à la nuque, furent blessées. Les trois cavaliers ont comparu le 26 mai devant le conseil de guerre, qui les a condamnés à 16 francs d'amende.

C'est pour rien !

Il y a environ un mois, un papetier de l'endroit qui avait manifesté son indignation de ce haut fait d'armes à un brigadier fut contraint, sous menaces, de faire des excuses publiques devant un adjudant en tenue et deux sous-officiers.

Français, vénérez l'armée sans murmure ni arrière-pensée.

André Girard.

Grèce.

Mon cher camarade,

Mon long silence t'a sûrement embarrassé, je n'y suis pour rien. Des condamnations successives m'ont fait emprisonner; et je continue à les subir et je resterai ici encore quatre mois.

L'attentat contre le roi et le voyage de celui-ci en Grèce ont amené contre nous des poursuites implacables, au point que nous avons dû suspendre la publication de l'*En Avant* et nous cacher dans différentes villes de Grèce. Les poursuites ont amené deux procès. Le premier a eu lieu le 23 février et l'autre le 6 mai.

Le premier était dirigé contre moi comme auteur d'un article dans l'*En Avant*, sous le titre de *La Grande Famille*, qui était incriminé comme conseillant aux conscrits le refus de service et aux soldats la désertion. Le directeur de l'*En Avant*, Démétrios Karampilias, était poursuivi pour le même article. Le résultat a été ma condamnation à trois mois de prison et celle de Démétrios Karampilias à la même peine.

Le procès du 6 mai était dirigé contre D. Karampilias et moi pour des discours tenus à Aghios Basilios (Brachyôika), pays à quelques heures de Patras; nous avions tenu là une réunion anarchiste. Nous étions accusés d'avoir excité le peuple contre les choses établies, d'avoir injurié les lois, les autorités,

le roi, de les avoir traités « d'assassins », etc. D. Karampilias, contumace et n'ayant pas été pris, son procès fut disjoint. J'ai été condamné à cinq mois de prison. D'où mon silence.

Nous publierons à Athènes, où nous allons transporter tout l'effort de notre action, une revue de 32 pages, sous le titre de *Bibliothèque anarchiste*, dans laquelle nous publierons: *La Société au lendemain de la Révolution*, *L'Esprit de la Révolution*, *Aux Jeunes*, *La Société future*, etc.

Je n'ai rien d'autre.

Je t'embrasse,

Le camarade J.-M. Manganaras.

Belgique.

Quelques mots au sujet de la foire électorale qui vient de se terminer.

La propagande qui l'a précédée a été toute de personnalités et cette seconde consultation du suffrage universel s'est passée en dehors des âpres discussions de principes qui avaient caractérisé la première entrée en lice des socialistes. On a laissé soigneusement de côté l'amour libre, l'internationalisme, l'anticléricalisme, voire même le collectivisme qui n'est plus qu'une « tendance », une simple petite tendance et on a daubé, suivant les nécessités locales, sur les libéraux ou les catholiques.

Cela a même joué un vilain tour aux candidats sortants du P. O. B. à Verviers, qui, étant tombés à tour de bras sur les libéraux au premier tour, se sont vu lâcher par ceux-ci au ballottage et sont restés sur le carreau.

Cet insuccès a été cependant compensé, et la gauche socialiste n'est diminuée que d'un siège.

Un seul incident à relever, mais symptomatique et autour duquel la presse a fait beaucoup de bruit. Des socialistes de Charleroi, où la liste du P. O. B. a passé au premier tour avec une majorité écrasante, ont brûlé un drapeau national, publiquement et aux applaudissements de la foule. Cela a soulevé une indignation aussi violente que factice dans la presse réactionnaire, qui a sommé les journaux socialistes de s'expliquer, tout en adjurant le parquet et toute la machine judiciaire de rechercher les coupables et de les châtier coûte que coûte.

Et pieusement le *Peuple* a ergoté, a pataugé et a fini par déclarer que si l'acte avait eu la signification d'un outrage au symbole de la patrie, il n'hésiterait pas à le blâmer.

Voilà donc devenus patriotes nos bons socialistes : ce n'est, hélas ! pas leur dernier avatar et attendons-nous à les voir, avant peu, royalistes constitutionnels.

Pour nous, quelques aunes d'étoffe carbonisées ne nous émeuvent guère et il n'y aurait lieu de se réjouir de l'incident que si les travailleurs, après avoir brûlé le symbole, s'en prenaient aux institutions elles-mêmes.

Il a malheureusement suffi d'assister aux enthousiastes ovations qu'il a eues pour ses députés, pour se convaincre que les temps révolutionnaires sont loin encore !

Roll.

Angleterre.

Londres. — Lundi dernier, nous avons eu le plaisir d'assister à une belle fête donnée par la colonie russe au profit de sa presse anarchiste.

Tout s'y est passé en famille avec un entrain et une gaieté remarquables; des familles russes étaient entièrement costumées à la mode du pays, ce qui ne nuisait pas à la fête, car les chansons et les danses avaient le vrai caractère du terroir.

Après un petit speech de Pierre, on déclama, chanta et dansa; jusqu'à 2 heures du matin, chacun s'en donna à cœur joie; les enfants, venus en grand nombre, exhalaient leur gaieté par de bruyants vivats.

A cette soirée assistaient aussi des Arméniens, Autrichiens, Allemands, Espagnols, Italiens, Anglais et Français, scellant ainsi l'alliance internationale des peuples.

En somme, bonne soirée pour l'affermissement de la fraternité et pour la caisse de la propagande. Les organisateurs parlent d'en redonner une autre bientôt.

Bravo, camarades !

G.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les camarades du faubourg Antoine, dans leur réunion du 4 juin, ont réuni la somme de 20 francs pour le camarade Etiévant.

Les camarades annoncent l'apparition très prochaine du journal *Le Pot à Colle*, organe corporatif des ouvriers de l'ameublement et du meuble sculpté.

Réunion du groupe tous les samedis au local habituel.

∴

L'*Idée Nouvelle*, organisatrice Eugénie Collot, donnera très prochainement à l'Hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente, une conférence *Contre l'antisémitisme*.

Le nom des conférenciers et la date de cette manifestation seront précisés dans une prochaine information.

∴

Le Groupe communiste du XIVe arrondissement organise le samedi 11 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Anne, rue Mouton-Duvernet, 27, une conférence contradictoire.

Ordre du jour : L'évolution socialiste; le Programme du groupe socialiste à la Chambre.

La conférence sera faite par le camarade Albin.

Tous les révolutionnaires sont invités.

∴

Colonie Libertaire. — Récapitulation générale au 1er juin : Listes précédentes publiées par les *Temps Nouveaux*, 449 fr.; reçu par les *Temps Nouveaux*, 9 fr. directement; de K. S., 15 roubles, soit 40 fr.; souscription de l'*Aurore*, 468 fr. 40. Au total : 966 fr. 20.

L'élan donné essentiellement à l'idée de création d'une colonie communiste par les *Temps Nouveaux* et le *Père Peinard* a été continué par l'*Aurore* et divers journaux professionnels tels que l'*Ouvrier en voitures* et l'organe de la Fédération des ouvriers métallurgistes reproduisant un article de l'*Ouvrier des Deux-Mondes*. Un camarade a pu même dans un journal bourgeois, le *Rappel*, faire passer un article attirant l'attention sur notre expérience de communisme libertaire. Enfin, nous sommes satisfaits quant au présent; chaque jour nous groupons des sympathies, et pleins d'espoir pour mener l'entreprise à bien, nous poursuivons.

G. Butaud, 4, passage Boiton.

∴

Lyon. — Samedi 11 juin, à 8 h. 1/2, salle des Folies-Gauloises, rue de l'Arquebuse, grand meeting public : « Pour Cuba libre » et « La Révolution en Italie et en Espagne ».

Orateurs inscrits : Jean Marestan, Léon Verleye, Anthelme Simon, Beynier, Ducroux, Marietton, Delange, Pichon, Jules Simon, Gothon, Boriasse.

Prix d'entrée : 30 centimes pour couvrir les frais d'organisation.

∴

Les camarades Marestan et Verleye se rendant vers le milieu du mois de juillet de Lyon à Marseille par Bourgoin, Voiron, Grenoble, Saint-Marcellin, Romans, Valence et les villes du cours du Rhône jusqu'à Arles, se proposent de faire, dans ces villes ou dans celles intermédiaires sur cet itinéraire, quelques conférences et fêtes familiales.

Ils prient les camarades qui s'intéressent à la propagande dans ces endroits d'entrer en communication avec eux.

Ecrire à Léon Verleye, 229, rue de Créqui, Lyon.

∴

Quelques compagnons habitant la Chaux-de-Fonds (Suisse) ont décidé de se vouer à une active propagande des *idées libertaires*. A cet effet, un nouveau groupe, *L'Avenir*, a été formé en vue d'une action collective plus efficace.

Ce groupe a décidé la formation d'une bibliothèque afin d'activer le développement des énergies avides de lumière. Il se recommande à toutes les personnes qui pourraient envoyer livres ou brochures concernant la question.

Pour toute correspondance, s'adresser à Aug. von Gunten, rue du Progrès, 59, Chaux-de-Fonds.

Les journaux indépendants sont invités à reproduire.

AUX CAMARADES

Nous venons de recevoir la nouvelle brochure du groupe des E. S. R. I. : *Les Anarchistes et les Syndicats*, prix 0 fr. 15 dans nos bureaux; 0 fr. 20 franco.

Vient de paraître : *Les Déclarations d'Etiévant*, couverture par Jehannet, 0 fr. 10 dans nos bureaux; 0 fr. 15 franco.

La dixième lithographie de notre album, *Sa Majesté la Faim, reine de Sicile*, dessin de Luce, est en vente : 1 fr. 25 dans nos bureaux; 1 fr. 40 franco.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Guerre aux pauvres, par J. Paria; broch., 0 fr. 10, typ. Jonathan, 7, rue de Nemours, Alger.

Bakunin en de Meiomreenteling in Dresden, par Nettlau; broch. à la revue *Van Nu en Straks*, Anvers.

L'Affaire Machin, roman par Bertol-Graivil; 1 vol., 3 fr. 50. — *Germaine*, par Aubéry du Boulley; 1 vol., 3 fr. 50, tous deux à la *Société d'Edition libre des Gens de lettres*, 30, rue Laffitte.

Alphonse Daudet, par Léon-A. Daudet; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Livraisons 2 et 3 du *Dictionnaire* Maurice La Châtre, 11, rue Bertin-Poirée.

Le Respect de la femme, par J. Pellorce et G. Vian; brochure chez Fontemoing, 4, rue Le Goff.

Une nouvelle source de l'histoire, par Boleslas Matuszewski, brochure.

L'Affaire Dreyfus à Genève, par W. Vogt, brochure à 0 fr. 50.

Petits Métiers parisiens, par Guy Tomel; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Rebeldias, par Benjamin Mota, à San Paulo, Brésil.

PETITE CORRESPONDANCE

C., à Arcis. — Au no 5.

R., à Nîmes. — Steinlen et Willette avaient formellement promis la lithographie. — Le livre de Nettlau est le répertoire de tout ce qui, à la connaissance de l'auteur, a été publié sur l'anarchie.

Mme N., à Alais. — *Les Prisons*, épuisées. Ai remplacé par les *Déclarations*.

A. d. V., Brooklyn. — Commission faite.

Reçu pour Etiévant : L., 1 fr. — E. D., Melun, 3 fr.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Un camarade, 1 fr. — Remis par le Droit de Vivre, 9 fr. — Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. — Les souscriptions sont reçues chez Ardouin, 86, rue de Cléry.

Reçu pour la colonie Butaud : R. F., 4 fr.

Reçu pour le journal : A. A., 1 fr. — Rod. 2 fr. — H. R., 5 fr. — Auger, 2 fr. 50. — E. D., Melun, 5 fr. — P., rue M. B., 0 fr. 50. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 5 fr. — Merci à tous.

N., à Toulouse. — B., à Roubaix. — L., à Epinal. — H., à Vienne. — P. A., à Angers. — B., au Havre. — C., à Arcis-sur-Aube. — F., à Amiens. — V., à Marseille. — M., à Avignon. — P., à Levallois. — P., à Bordeaux. — N., à Alger. — G., à Vitry. — N., à Rouen. — G., à Londres. — J., à Limoges. — D., à Bruxelles. — Librairie C., à Bruxelles. — H. P., à Saumur. — R., à Roanne. — Buenos-Ayres, libreria Francesa. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 8 — DIX CENTIMES — DU 18 AU 24 JUIN 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Grâce à la générosité d'un camarade, le journal, depuis deux mois, a pu paraître sans encombre; mais voilà les temps durs revenus et nous en sommes toujours à la même situation. Pour en sortir, il nous faudrait vendre un mille de plus par semaine.

Cette situation est d'autant plus décourageante que l'idée grandit, partout on rencontre des anarchistes nouveaux; seulement, par indolence, par paresse, par crainte, par mille raisons semblables, une foule de ceux qui se disent anarchistes ne se croient pas intéressés à la propagande. De sorte que, ayant grandi en nombre, les anarchistes font beaucoup moins de besogne que lorsqu'ils n'étaient que le « demi-quarteron ». — Ce n'est point une récrimination. Une simple constatation.

Nous payons, il est vrai, cette propagande qui affirme que l'individu doit viser à jouir de tout son être par tous ses sens, par tous ses pores; oubliant d'ajouter que l'on ne s'affranchit que lorsqu'on sait faire des sacrifices pour le triomphe de l'idée; que l'affranchissement ne sera total que lorsque personne n'aura plus à souffrir de la satisfaction de nos jouissances.

Nous pensons faire œuvre de propagande générale, c'est pourquoi nous nous croyons en droit de réclamer le concours actif de ceux qui pensent que nous faisons de la bonne besogne.

Cette vente de mille exemplaires de plus pourrait être acquise si, dans toutes les localités où les Temps Nouveaux *ne sont pas en vente et où il y a des amis, ceux-ci voulaient bien s'employer près des libraires pour les amener à vendre le journal, quitte, pour commencer, à faire le sacrifice de quelques sous par semaine pour leur assurer la vente de quelques exemplaires.*

Nous rappelons que nous tenons à la disposition de ceux qui nous en feront la demande, autant de vieux exemplaires qu'ils pourront en distribuer afin de le faire connaître chez les clients des nouveaux libraires.

Cet appel nous l'avons déjà fait bien des fois, sans grand succès : nous le renouvelons encore. Peut-être notre voix finira-t-elle par être entendue.

J. GRAVE.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

LES BONS JUGES

Si ces deux mots ne hurlaient ensemble, on pourrait dire que les juges de Château-Thierry sont de bons juges. Ils s'efforcent, en effet, d'interpréter en gens humains et policés nos lois de cannibales.

On se rappelle le bruit fait récemment autour de Marie Ménard. La jeune femme n'avait pas mangé, non plus que sa mère, depuis trente-six heures; — on gardait les derniers sous pour acheter du lait au petit. Elle déroba un pain et fut acquittée de ce chef avec des considérants quelque peu agressifs contre notre société bourgeoise.

Un jugement analogue rendu, ces jours-ci, au même tribunal atteste que ces interprétations originales du Code ne sont pas simples accès d'indulgence, mais beaux et bons procédés de critique sociale.

L'aventure est banale. Après avoir fait un enfant à Eulalie M... et promis le mariage, Léonce S... prit soin quelque temps de la mère et du nouveau-né, puis cessa tout subside, contant fleurette ailleurs. Réduite à la misère noire, Eulalie M..., perdant patience, blessa un jour son ancien ami d'un coup de pierre.

Ne pouvant acquitter, cette fois, aux termes de la jurisprudence, le tribunal condamne la prévenue à un franc d'amende avec la loi Bérenger, précisant bien, entre autres attendus peu orthodoxes, que si Eulalie M... est la condamnée légale, ce n'est pas elle qui est « moralement atteinte ».

Malgré tout leur bon vouloir, nous ne pensons pas que les juges de Château-Thierry puissent toujours protéger la justice contre cette institution d'iniquité qu'on appelle le Code. Il faudrait pour y réussir trop d'entorses à la loi, et on ne les laisserait pas faire.

Les rédactions de leurs sentences les révèlent trop intelligents, d'ailleurs, pour qu'ils pensent ainsi faire autre chose qu'une propagande révolutionnaire.

Dans le cas présent — ils le savent mieux que personne — la recherche de la paternité ne serait pas une solution. Elle existe en d'autres nations. Elle exista chez nous jadis sans grand succès. La pension alimentaire n'arrange rien. Parmi les pères insouciants, beaucoup n'auraient pas de quoi la payer. D'autres sauraient s'y soustraire par des roueries de procédure.

Il nous paraît d'ailleurs inopportun de « rechercher » des gens dont « le cœur est assez sec et le niveau moral assez bas », comme disent les bons juges de Château-Thierry, pour esquiver les devoirs de la paternité. Aux obligations de cet ordre, la spontanéité libre, nous semble-t-il, est quelque peu nécessaire. Contraindre les gens à être pères autrement que par le hasard de la procréation, ce serait une fanfaronnade inutile de notre Loi, comme c'en est une déjà d'imposer aux époux l'amour sans nuages et la fidélité éternelle. Fanfaronnade et cruauté aussi, cette même loi ayant fait, par ailleurs, tout le nécessaire pour empêcher les époux de s'aimer et les pères de prendre une conscience forte du sentiment paternel.

Il s'agit ici d'autre chose qu'un ajoutis à nos codes, chapitre de la famille. Ce fait divers est gros de la question tout entière des rapports entre l'homme et la femme, question que l'on commence à poser très haut, un peu partout, et qu'il faudra bien résoudre.

Un des plus beaux avantages de la propriété individuelle et du salariat, c'est que sont seules à peu près assurées d'une part dans le bénéfice accumulé par le labeur commun, les activités capables de se traduire en valeur marchande, de s'évaluer en argent. Nulle coopération sociale ne compte dont l'échéance est trop lointaine et ne peut être monnayée sur l'heure. En un tel milieu d'utilitarisme bas et immédiat, outre la défaite certaine de toute aspiration noble et désintéressée, c'est le triomphe certain du grossier besoin individuel sur l'intérêt supérieur de l'espèce

Parmi cette économie sociale mesquine et sordide, que va devenir la femme, elle qui tient de si près à l'espèce, elle que ses fonctions et son intelligence spéciale de mère écartent dans une large mesure de la production, que son rôle tout de douceur, de tendresse, d'altruisme éloigne de l'âpre combat pour le gain, et réserve, quoi qu'on en dise, aux tâches plus patientes et plus calmes du foyer?

Elle est la grande sacrifiée, la grande vaincue de notre époque.

Elle n'a pas, comme l'homme, le droit de passer au comptoir qu'est la société actuelle et d'y réclamer de quoi vivre pour elle et ses enfants, d'y toucher cette part si rognée soit-elle des revenus sociaux que l'homme parvient presque toujours à se faire payer contre son travail.

Si elle s'en avisait, par hasard : « Qu'as-tu produit? lui demanderait-on. Combien de tonnes de charbon as-tu extraites? Combien de pièces de toile as-tu tissées? Où sont les champs que tu as labourés? »

Et elle aurait beau dire : « J'ai porté mes petits, pendant neuf mois, dans mon ventre. Je les ai nourris, je les ai réchauffés de mon amour. J'ai aussi aimé un homme. J'ai apporté dans sa rude existence de labeur ma tendresse et ma beauté, et ma joyeuse insouciance, et ma gaie confiance en l'avenir, et mon entente pratique de la vie, sans quoi il n'aurait peut-être jamais eu la force d'accomplir sa tâche! » Le guichet resterait fermé. Car il n'est pas de tarif, dans le barème du capital, pour de tels services.

La femme ne peut pas vivre librement, rétribuée une fois pour toutes et sans condition, par le droit à la vie, de son apport à la vie.

Il faut qu'avant tout, sans se soucier d'amour ni de sympathie, elle cherche un homme qui lui serve d'intermédiaire avec ce milieu social où elle n'a pas accès et qui lui rapporte un peu de cette richesse sociale à laquelle elle coopère sans en bénéficier. Pour le trouver, cet homme, elle usera souvent des pires bassesses. Elle jouera la feinte de l'amour, la plus ignoble de toutes. Puis, tenant de lui la permission de manger, elle sera à sa merci. Et, bien que résignée aux souffrances, aux humiliations, insultée, parfois battue, elle n'est pas même assurée de l'avoir toujours ce pain qu'elle achète si dure

ment. Il arrive que l'homme la jette à la rue, elle et son enfant. Après s'être servi et rassasié d'elle, il refuse de partager plus longtemps sa fortune ou son salaire. Alors c'est la misère et parfois la révolte, comme il advint à Château-Thierry.

Et ne comptez pas trop que les interprètes des lois se mettent un jour à être pitoyables, ni les faiseurs de lois sensés et justes. Ces gens sont de ceux en faveur de qui l'ordre actuel est agencé. Et si quelques-uns l'oublient généreusement, le très grand nombre s'en souvient.

Et quand même voudraient-ils tous user, en leur besogne, d'un peu de bienveillance, ça ne servirait pas à grand'chose. Les tristesses issues du capital ne disparaîtront qu'avec lui.

Capital et salariat non seulement sont désastreux au point de vue matériel — puisque, à richesses et forces productrices égales, ils sont l'économie sociale qui rend le moins — mais ils le sont encore au point de vue moral, puisqu'ils refusent de reconnaître et découragent ainsi des activités aussi importantes au progrès de la race que la maternité et l'amour.

En place d'une société de tâcherons, où l'on ne mange qu'en justifiant d'un labeur dont les résultats se puissent auner ou peser, organisons donc la société des hommes libres, des hommes confiants où l'on mangera d'abord et travaillera ensuite. Quand le monde aura repris sa marche dans cette direction du communisme, qui seule ouvrira vraiment une ère nouvelle, toutes les bonnes volontés, toutes les initiatives, toutes les facultés, — dans l'ordre des sentiments comme des actes, en vue de l'espèce comme en vue de l'individu — assurées désormais de vivre, oseront s'épanouir sans arrière-pensée.

Alors, mais seulement alors, la femme et la mère seront délivrées des angoisses présentes, comprises et respectées.

Le capital vaincu, les valeurs réelles prendront leur revanche sur les valeurs fictives. Toute manifestation vitale sera certaine de poursuivre sa route paisiblement, quelles que soient sa forme, son intensité, sa durée. La vie comptera au même titre que la production. On s'apercevra — enfin! — qu'avant de produire et pour pouvoir produire il faut vivre. Et la femme dont la mission éternelle, de par son type physique et moral, est de donner, de porter, de réchauffer, d'embellir la vie, la femme conquerra à ses propres yeux et à ceux de l'homme une immense valeur sociale et une place glorieuse.

Non seulement elle disposera de tout le nécessaire pour mener à bien sa fonction sociale de mère, mais, cette fonction, elle pourra toujours la remplir librement, c'est-à-dire dignement et consciemment. On ne verra plus de femme avec son enfant au bras et rien pour le nourrir. Et on n'en verra pas non plus rabaissée au rôle de servante et d'objet de plaisir, de cliente et de protégée de l'homme.

La femme sera pour l'homme une compagne libre, égale et respectée.

Charles-Albert.

LA VIE A BORD

Continuons aujourd'hui à pénétrer dans la vie du marin, et nous allons voir que son triste sort ne diffère guère de celui de son camarade du « plancher des vaches ».

Nous ne dirons rien de ceux qui naviguent à bords des *grands courriers* et, en général, à bord de tout vapeur. Nous ne pouvons mieux les comparer qu'à ces larbins de grande maison qui, à l'instar de leurs maîtres, regardent de haut les petits; ils sont habillés, généralement, par la Compagnie, et chacun d'eux a des accointances avec la cuisine des *premières*; le travail est réglé comme un papier à musique et n'a rien de bien pénible.

On rencontre cependant quelquefois, parmi les marins de vapeurs, de « vieux loups » qui, par nostalgie et plus souvent parce qu'ils ont été plus pressurés que les autres et n'ont pu se retirer au « pays », finissent leur vie dans cette navigation relativement facile.

Ceux dont nous voulons parler, les vrais marins, sont ceux qui « bourlinguent » dans les parages dangereux du Nord ou du cap Horn, à bord des voiliers.

— Notons, en passant, que ce qui a contribué au développement de la marine à vapeur est, autant et peut-être plus que le progrès, l'intérêt — toujours l'intérêt, représenté ici par une concurrence à outrance, une sorte de course au *fret*, l'avidité des armateurs.

Dans la marine à voile, d'abord, on sait quand on part, mais on ne sait jamais quand on arrivera ; on est à la merci des vents contraires et, chose plus contrariante encore, des calmes. C'est surtout à ces moments-là que la mauvaise humeur est générale : on ne bouge quelquefois pas de place pendant des quinze jours entiers. Le capitaine et ses officiers voient leurs intérêts dormir, et les hommes, las d'une campagne qui a été dure, ont hâte d'arriver au port, car lorsque le voyage tire à sa fin, le vin manque, les vivres vieillissent; car les provisions sont souvent peu abondantes. Que ce soit le capitaine ou l'armateur qui nourrisse ses hommes, les vivres sont toujours embarqués au plus juste. Il faut bien faire un peu de *rabiot!*

Quand il fait beau, ça va encore assez; on fait des voiles neuves, on répare les vieilles, on peint et on lave tout le jour... et ne pas croire qu'on se repose la nuit! Quand vient 8 heures, les *quarts* commencent.

L'équipage est divisé en deux bordées, « tribordais et bâbordais », qui se relèvent de quatre heures en quatre heures.

Pendant que les uns dorment dans leur « cadre » de bois, ou dans leur hamac, les autres sont sur le pont, prêts à la manœuvre, si les vents changent, et toutes les heures l'homme de barre *pique* sur la cloche pour se faire relever par son matelot.

Et c'est ainsi sans cesse. La nourriture consiste : le matin, en une horrible lavasse où il entre plus de chicorée que de café, le *boujaron*, soit cinq centilitres de tafia, et du biscuit. Les deux autres repas — midi et 5 heures — se composent invariablement tantôt de morue et de patates, tantôt de lard et de « fayots ». Ça ne varie pas *devant*, tandis que *derrière*, chez MM. les officiers circulent les poulets, les poissons et les conserves de première marque.

De temps à autre on tue un mouton ou un porc; les meilleurs morceaux vont derrière et du reste le coq — cuisinier — fait une infecte ratatouille pour l'équipage.

Du pain le dimanche, le reste du temps du biscuit.

... Mais si un « grain » s'élève à l'horizon, si le vent « fraîchit » et si le mauvais temps arrive, c'est une tout autre histoire. En apparence, cela paraît tout simple : on « envergue » la capote cirée et « attrape à serrer les *perroquets* » et à prendre des *ris* aux *huniers*, mais si l'on examine les petits détails, on voit que ce sont autant de misères.

Dans les mers du Sud, c'est souvent deux ou trois semaines que dure un coup de vent, assaisonné de neige, de pluie ou de grêle.

Vous voyez d'ici ces malheureux restant de longues heures sous la pluie, obligés de changer de linge jusqu'à trois fois par jour, et avec cela impossible de rien faire sécher, l'humidité règne partout; il ne faut pas songer à allumer le poêle, le charbon ne tiendrait pas dedans.

C'est un spectacle à la fois grotesque et navrant que celui que présente le cuisinier, allumant vingt fois son fourneau vingt fois éteint par la brusque irruption des paquets de mer. Aussi, on mange, il faut voir comment! Et c'est justement dans ces moments-là que le corps aurait le plus besoin de se restaurer... Il faut se contenter de grignoter un bout de biscuit et d'avaler un peu de tafia, alors qu'on vient de passer trois heures dans la mâture à tous les vents, avec 30 ou 40 degrés de roulis, risquant à chaque instant d'être enlevé par la toile qui fouette, ou précipité à la mer par les brusques sursauts du navire qui se cabre à la lame. Et cela pour le salut commun, pour remplacer une voile qui vient d'être arrachée et qui seule permet de maintenir le bateau *en cape*, ou bien pour prendre *un ris* de plus, afin d'alléger la mâture qui craque horriblement!

Ils sont là-haut, cinq ou six, sur la vergue, se cramponnant d'une main et travaillant de l'autre, aveuglés et cinglés par la pluie et abasourdis par le bruit du vent qui mugit.

Triste existence, n'est-ce pas? Et dur labeur... payé 55 francs par mois!!!

C'est rigoureusement exact : *cinquante-cinq* francs par mois sont payés ces pauvres gens qui travaillent nuit et jour, qui sont nourris de lard et de fayots et couchent dans un cadre de bois, sur une paillasse toujours humide! Ils dépensent pour deux ou trois cents francs d'effets et de linge par campagne — huit à dix mois, et ce qui reste sert souvent à faire vivre la femme et les enfants, car quelque bizarre que cela paraisse à certains, le plus grand nombre des marins est marié.

Tel est le genre de vie de ces hommes à la mer; il nous reste à dire un mot de celle qu'ils mènent dans les ports.

En Europe, les navires accostent généralement à quai; de sorte qu'après le travail de la journée, les matelots peuvent aller se délasser un peu de la vie du bord; mais ailleurs il en est rarement ainsi, les navires mouillent souvent sur des rades dites *foraines*, à quelquefois 2 ou 3 milles de la côte et il faut des embarcations pour aller à terre, et dame! on n'en met pas à la disposition des matelots, ils se débrouillent comme ils peuvent; d'ailleurs, en rade, il y a un service de nuit — un homme relevé d'heure en heure, pour surveiller le fanal de mouillage.

De sorte que ces malheureux font souvent d'interminables campagnes sans mettre les pieds à terre. Ils se résignent.

Parfois, ils se plaignent de leur sort, mais entre eux; cela ne va jamais plus loin.

C'est donc le devoir de tous ceux qui le peuvent, de leur apprendre à revendiquer leurs droits et à réclamer leur part de bien-être, comme leurs camarades, les ouvriers de la terre ferme.

Maurice Duclaud.

DES FAITS

Caisse d'épargne de Paris, du 21 au 30 avril :

Dépôts	Fr.	736.956
Retraits		1.083.276

Caisses d'épargne ordinaires, du 21 au 30 avril :

Dépôts	Fr.	3.203 928
Retraits		7.762.617

Excédents des retraits depuis le 1er janvier 1898 : 15.622.646 francs.

AVIS

Nous avons fait déposer chez les libraires de Paris : *Déclarations d'Etiévant*, — *Entre Paysans*, de Malatesta, — *Machinisme*, de J. Grave.

Le produit de la vente doit être appliqué à faire réimprimer *La Morale anarchiste*, de Kropotkine. La vente des précédentes n'ayant pas rendu ce qu'il fallait, prière aux camarades d'aider à la vente de celles-ci.

Mouvement ouvrier

Le Syndicat des travailleurs des Chemins de fer vient d'adresser à tous les employés un manifeste dont nous croyons devoir extraire les passages suivants :

« Les travailleurs des Chemins de fer n'attendent plus rien de leurs directeurs ; trop longtemps bercés d'un espoir chimérique, nos camarades méritent l'aveu échappé à M. le Directeur des Chemins de fer du Midi; lorsqu'il déclara : « Les Compagnies ne céderont que lorsqu'elles y seront forcées ! »

« *L'action législative ne donne pas davantage la moindre illusion sur le sort réservé à nos réclamations.....*

« Partout, nos camarades déclarent qu'il ne faut plus compter que sur nous-mêmes.

« C'est au syndicat à déclarer la grève générale : nous sommes 85.000, c'est assez. »

Comme on le voit, la situation est très tendue ; une dernière démarche va être tentée (il est vrai qu'elle l'est chaque année depuis 1893) et s'il n'y a pas de la part des Compagnies une réponse catégorique, c'est la grève à bref délai, ainsi qu'en a décidé un récent congrès.

Il sera intéressant pour nous d'en suivre les phases : certains camarades, que nous connaissons aux chemins de fer, ne manquant pas, en effet, d'énergie. Nous tiendrons donc nos lecteurs au courant, car la lutte qui va s'entreprendre semble devoir être fertile en incidents de tous genres, si toutefois les renseignements que nous tenons de bonne source sont exacts, et nous ne pouvons que le souhaiter.

* * *

Les ouvriers porcelainiers de Vierzon, qui sont en grève depuis déjà quelque temps, sont très surexcités ; samedi dernier, cent cinquante ouvriers ont attendu à la sortie de l'usine un contremaître, dont l'embauchage a été une des causes de la grève ; assailli, il n'a dû son salut qu'à l'arrivée des gendarmes. Cinq ouvriers ont été arrêtés. Les esprits sont très exaltés. Pourvu que quelques politiciens n'aillent pas par là prêcher le calme... On s'attend à de graves incidents. Et peut-être mieux !

La grève des métallurgistes de Brest, qui semblait finie, est sur le point de recommencer, par suite du refus par les patrons de reprendre cinq ouvriers, membres du comité de la grève.

L'administration de l'arsenal de Puteaux vient de faire savoir que tous les ouvriers ayant plus de soixante-cinq ans d'âge sont congédiés pour le 15 septembre prochain.

Pas mal, l'Etat-patron, qui met au rancart, tout comme de vieilles machines, les vieux ouvriers qui se sont usés à son service !

Malheureusement, ceux-ci n'ont pas trouvé autre chose que de faire intervenir un député auprès du ministre de la guerre. Il y avait cependant mieux à faire ! Et si, comme il est probable, le ministre leur fait répondre qu'ils n'avaient qu'à faire des économies pour leurs vieux jours, je ne saurais, ma foi, dire qui est le plus lâche, des ouvriers ou du ministre.

Les ouvriers ébénistes et tapissiers de Glasgow et de Dundee sont en grève depuis le 28 mars dernier. Pour bien démontrer que le capitalisme n'a pas de patrie, les patrons ont envoyé plusieurs intermédiaires sur le continent et principalement à Paris pour embaucher des ouvriers. La chambre syndicale des ouvriers tapissiers de Paris met en garde ses membres contre les offres qui pourraient leur être faites. Cette solidarité ouvrière, par-dessus les frontières capitalistes, n'est pas faite pour nous déplaire.

Les mineurs du pays de Galles sont toujours en grève ; les grévistes, qui ont fait savoir leurs *desiderata* aux patrons, refusent absolument de constituer des délégués ou un comité de négociations ; ils entendent traiter directement avec les patrons.

Cette grève entraîne un ralentissement considérable dans la vie ouvrière de la contrée ; un grand nombre d'usines sont fermées.

Ce refus des grévistes de constituer des délégués nous paraît très intéressant ; malheureusement les détails et les causes nous font défaut, ce qui nous empêche de donner plus de détails.

Les mineurs d'Ecosse et du Northumberland, au nombre de 113.000, viennent de bénéficier d'une augmentation de 1 fr. 25 par semaine.

* * *

Je ne saurais passer sous silence un fait que j'ai remarqué bien souvent pendant la dernière période électorale et dont j'ai encore été le témoin mardi dernier, à l'entrée du *Tivoli Waux-Hall*, au punch socialo-politicard. La foule, assez houleuse, n'obéissait guère aux injonctions des agents ; il fallut qu'un commissaire de police priât le député Vaillant, ex-révolutionnaire, de haranguer la foule, ce que fit celui-ci de la meilleure grâce du monde. Je cite ses paroles textuellement, et mon ami Breton, député, ne saurait me démentir. « Citoyens, disait Vaillant, soyez calmes ; ne donnez pas à la police l'occasion d'une journée ! Ne faites pas le jeu des réactionnaires ! dispersez-vous. »

Pour ces révolutionnaires assagis, ne pas obéir aux injonctions des policiers c'est faire le jeu des réactionnaires ! donner à la police l'occasion d'une journée, etc., etc.

Blanqui, assurément, rougirait de tels élèves.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Justice. — Notre ami Degalvès a eu affaire, lundi dernier, avec les « chats-fourrés ». Au cours d'un déménagement à la cloche de bois auquel participait Degalvès, une bagarre avait eu lieu, dans laquelle le concierge, dit-on, avait été frappé. C'est sur Degalvès que le hasard de l'accusation était tombé. Malgré son affirmation qu'il n'avait nullement frappé, les juges, qui ne se soucient guère de la vérité pourvu qu'ils touchent le montant de leurs appointements, et qui ignorent qu'un anarchiste ne ment jamais, l'ont condamné à deux mois de prison. Outré d'un tel parti pris, Degalvès s'est alors avancé vers les juges et a crié, le poing brandi : « Non, je n'avais pas frappé. Mais vous me donnez une leçon. Une autre fois, je frapperai, et je frapperai fort et juste... »

Voilà comment on fait des révoltés, des Etiévant, que l'on écrase ensuite de tout le poids de la machine sociale après les avoir acculés.

Que d'énergies ainsi brisées par la malfaisance de la « justice » !

* * *

La Grande Famille. — Dimanche soir, le soldat Ennuyer, du 128e régiment d'infanterie, qui avait obtenu une permission d'un mois pour en jouir à Péronne, s'est faufilé dans la caserne Foy, et là, après avoir monté dans une chambrée, il s'est enfoncé une baïonnette dans le poumon gauche.

Il n'est pas mort et on espère le sauver, c'est-à-dire le conserver à cette vie militaire qu'il avait en horreur et qu'on va sans doute lui rendre plus horrible encore pour le punir d'avoir voulu la quitter.

Le cadavre du soldat dont on avait trouvé les effets sur le bord du canal, à Sillery, ainsi que nous l'avions annoncé la semaine dernière, a été retrouvé dans l'eau à quelques mètres de là.

Au fort du Mavre, près de Verdun, le soldat Gauthier, canonnier au 5e bataillon d'artillerie à pied, a tenté de se suicider. Il devait passer le jour même au conseil de guerre pour outrages à un supérieur et refus d'obéissance.

* * *

Ces jours-ci, à Vincennes, un jeune sous-officier de vingt-deux ans, nommé Muller, s'est asphyxié dans un hôtel, avec sa maîtresse, Marguerite Schuster. Précédemment en garnison à Versailles, on l'avait forcé à demander son changement de corps, afin, dit-on, de le séparer de sa maîtresse. De plus, son père, officier supérieur en retraite, lui avait coupé les vivres quand il avait connu sa liaison.

Parti dernièrement à des manœuvres, il avait laissé son amie seule, privée du faible appui qu'il lui apportait avec sa solde de 2 fr. 50. Enfin, à son retour, ils se sont décidés à en finir.

Le bruit court et se confirme de plus en plus que c'est pour se soustraire aux persécutions odieuses d'un officier qui poursuivait Marguerite Schuster de ses instances, que les deux amants ont cherché un refuge dans la mort. Ce serait cet officier qui aurait le premier averti le père de Muller et l'aurait engagé à séparer les deux jeunes gens. Il agissait évidemment, ce lâche, pour le plus grand honneur de l'armée.

André Girard.

Aubervilliers. — La propagande anarchiste recommence à prendre pied à Aubervilliers, Pantin, les Quatre-Chemins ; il faut dire aussi que les camarades y possèdent de bonnes initiatives, à tel point qu'en ces quartiers où l'exposé des théories anarchistes ne rencontrait autrefois que huées et pis encore, — témoin la réception, à coups de pierres, de Louise Michel, il y a sept ans, — aujourd'hui, au contraire, c'est avec une visible sympathie qu'un millier d'auditeurs ont écouté notre amie et les autres camarades venus pour exprimer notre manière de voir sur les faits qui, d'un point du monde à l'autre, se déroulent actuellement.

Noel Paris.

* * *

Bourg. — *Après un quart de siècle de République.* — Un ouvrier originaire de Charix, canton de Nantua (Ain), travaillant à Oyonnaz, reconnu atteint de variole noire, fut dirigé par le médecin de la localité sur l'hôpital de Nantua. Là, pas de salle d'isolement ; l'homme est expédié à Charix. De Charix, le maire le réexpédie à Bourg et télégraphie à l'hôpital de cette ville.

Le trajet se fait en 3e classe, sans aucune précaution, quoique l'éruption soit très avancée ; à la gare de Bourg, aucune voiture d'hôtel ne vient prendre l'infortuné. Alors un commissionnaire se dévoue, il enroule le malade dans une couverture, le charge sur une charrette à bras et le conduit à l'hôpital... Mais l'Administration veille ! Les papiers ne sont pas en règle — l'éruption de variole noire, elle, est parfaitement en règle, elle ne demande pas de paperasses officielles, celle-là ; ce qui n'empêche pas que le dévoué portefaix retraverse la ville avec son dangereux fardeau, et se rend à la mairie. A la mairie — toujours en conformité des sacrés règlements — on met à la porte les pauvres hères en indiquant la préfecture. Et, de nouveau, en route pour les bureaux du préfet. Enfin, arrivé à destination, il se trouve qu'il est 1 heure, et jusqu'à 2 heures il n'y a pas d'employés à la préfecture. Avisée de ce qui se passe, une personne complaisante court chercher le secrétaire qui consent à venir et signe l'admission du malheureux à l'hôpital. Quelques heures plus tard, il était mort.

Espagne.

A la fièvre des premiers moments la résignation a succédé. A l'heure actuelle, tout est tranquille et l'on croirait que nous vivons dans le meilleur des mondes. La guerre elle-même n'excite plus que la curiosité. Par contre, la réaction s'en donne à cœur joie.

Les moines des Philippines ont eu l'audace de jeter un défi à l'opinion en obligeant le gouvernement et les Chambres à défendre leur conduite monstrueuse à l'égard des Tagalos. Ils continueront à gouverner l'Archipel, si les Américains leur en laissent le loisir, comme ici les jésuites continueront à être les maîtres, soutenus non seulement par des conservateurs récalcitrants comme Silvela, mais aussi par des libéraux comme Maura.

C'est grâce au gouvernement moinaucrate que le pays s'est couvert de couvents et le courant ultramontain est devenu puissant au point que des politiciens aussi peu libéraux que les Romero, Robledo et Weyler ou aussi mesquinement démocrates que les Castelar se sont proposés de restaurer la République. Pour atteindre ce but, ils n'hésiteront pas à jouer le rôle sinistre de Thiers et le boucher Weyler n'aura pas grand effort à faire pour égaler en ignominie son sanguinaire prédécesseur.

Cela n'empêche pas les républicains, qui toujours se prétendirent révolutionnaires, de marcher à la remorque des Castelar et des Weyler, et, s'ils ne flattent pas Romero Robledo, c'est que ce dernier ne leur a encore rien promis. Le spectacle que nous offrent ces aspirants au gouvernement est réellement répugnant.

Une autre infecte comédie nous est offerte par les organisateurs des corridas patriotiques, des messes et prières extraordinaires. Sur tout le territoire, ces scènes de barbarie et de fanatisme se répètent quotidiennement.

* * *

Le mouvement ouvrier, nous le constatons avec peine, est complètement mort et nul ne se souvient aujourd'hui des atrocités de Montjuich.

On ouvrit une enquête pour la forme et cela fit que beaucoup crurent en la sincérité gouvernementale. On crut qu'à l'aide d'anodines commissions on parviendrait à obliger le gouvernement à faire justice. Naïveté ! Dès le début de la campagne, nous

vîmes que républicains, socialistes et quelques anarchistes s'illusionnaient étrangement et les faits se sont chargés de leur démontrer à quel point ils avaient été candides. Une fois de plus, les agitateurs se rendront compte que, pour remuer l'opinion, les résolutions énergiques sont seules efficaces.

La situation actuelle est désastreuse pour le socialisme militant. On a bourré le cerveau populaire de phrases creuses en négligeant les idées, et aujourd'hui on se rend compte des résultats qu'il faut attendre d'une telle manière de faire. Grâce à cette absence totale d'idées, les derniers soulèvements ont été promptement étouffés. Privé de fond intellectuel, le peuple s'est lancé dans la rue sans orientation, puis il est revenu bien vite à son indifférence coutumière.

C'est pour cela qu'il est de toute nécessité que les éléments anarchistes, instruits par l'expérience, concentrent leur tâche de propagande en une action puissante sur la masse. Nous sommes endormis, et cela tient d'une part aux lois d'exception, et, d'autre part, à ce que beaucoup s'illusionnent sur la possibilité et la portée d'une résolution immédiate, pour laquelle on ne fait rien, soit dit en passant. N'aurions-nous pas dû, tout d'abord, braver la loi en revendiquant hautement le droit de propager notre idéal et entreprendre ensuite la diffusion pratique de nos idées parmi le peuple qu'il faut habituer aux conséquences de la liberté la plus complète?

De la sorte, il nous eût été possible, en toutes les occasions, d'imprimer un caractère consciemment révolutionnaire aux mouvements populaires.

Puisque notre propagande orale et écrite est morte ici, je suis obligé de profiter de ces correspondances pour soumettre les considérations qui précèdent à la réflexion des camarades d'Espagne.

∴

A bref délai paraîtra à Madrid le premier numéro de la *Revista Blanca*, éditée par Frederico Urales, rédacteur au journal républicain *El Progreso*.

Cette revue sera, paraît-il, similaire à la *Ciencia Social* que publiait un groupe anarchiste de Barcelone. Nous verrons si cette publication tient sa promesse d'être largement ouverte aux idées révolutionnaires.

Bien cordialement vôtre.

R. M.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'Idée Nouvelle donnera sa conférence sur « l'antisémitisme » à l'hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente, le mardi 28, à 8 h. 1/2 du soir. La conférence sera faite par Pelloutier et L. Tailhade. Entrée : 0 fr. 50.

∴

Propagande libertaire. — Samedi 18 juin, à 8 h. 1/2, salle Delapierre, 168, rue de Charenton, conférence publique contradictoire.

Sujets traités : « Les Souffrances du bagne, par Antoine Cyvoct; L'Anarchie, sa philosophie, son idéal, par Francis Prost. »

Entrée : 25 centimes.

Bibliothèque sociologique des Libertaires du XII[e]. — Réunion dimanche 19 juin, à 8 h. 1/2, chez Delapierre, 168, rue de Charenton.

∴

Samedi 18 juin, à 9 heures du soir, salons Cloche (Coquet), 80, boulevard de Clichy, grande soirée de famille suivie de bal.

Programme : Allocution par Louise Michel. — Concert avec le concours des poètes et chansonniers de la Butte.

A minuit, grand bal. Entrée : 1 fr.

Le piano sera tenu par M. Guédon.

∴

SAINT-DENIS. — Les camarades de Saint-Denis viennent de faire rééditer la chanson du *Père Duchêne*.

Les camarades qui en désireraient sont priés d'adresser demandes et galette au compagnon Louis Grandidier, 1, rue Pierre-Béguin, Saint-Denis (Seine). Le cent, 4 fr. franco.

∴

NIMES. — Afin de faciliter la propagande et la vente des journaux libertaires, le vendeur de Nîmes prévient les lecteurs des *Temps Nouveaux* qu'il se trouve habituellement, à midi et à 8 heures, bouillon Duval, derrière le Grand Temple; de 2 à 5 heures, Bar Nîmois, à droite de la gare. Dépôt, 6, rue Cotelier.

∴

ANGERS. — Les camarades d'Angers, Trélazé et des environs se rencontreront le samedi 18 courant, aux *Bonnes Fillettes*, à 8 heures du soir. — Conférence Henri Dhorr.

∴

Les camarades Marestan et Verleye, allant vers le milieu du mois de juillet de Lyon à Marseille par Bourgoin, Voiron, Grenoble, Saint-Marcellin, Romans, Valence et les villes du cours du Rhône jusqu'à Arles, se proposent de faire dans ces villes ou dans celles intermédiaires sur cet itinéraire, quelques conférences et fêtes familiales.

Ils prient les camarades qui s'intéressent à la propagande dans ces endroits d'entrer en communication avec eux.

Ecrire à Léon Verleye, 229, rue de Créqui, Lyon (Rhône).

∴

BORDEAUX. — Camarades, la propagande ne se fait point sans entraîner de sacrifices, — pécuniaires ou moraux — de même que la terre n'est pas fertilisée sans un effort opiniâtre et conscient.

Vouloir attendre des résultats *immédiats* de la propagande libertaire, ce serait admettre le mouvement perpétuel en mécanique ou la quadrature du cercle en géométrie.

Nul effet n'est déterminé sans cause. *La terre humaine* ou *plutôt les cerveaux* sont encore par trop réfractaires aux vérités démontrables et démontrées que les anarchistes livrent depuis vingt ans au moins à la mentalité populaire.

Quelles que soient l'exactitude et la beauté des théories *antiétatistes*, les travailleurs, amusés aux bagatelles de la porte par les sophismes politiques et la monstrueuse amusette électorale, ne les adopteront, pour les répandre à leur tour, qu'après que nous aurons dissipé leurs préjugés, mis la lumière en eux avec une inlassable continuité de prosélytisme.

Amis, gardons-nous de cultiver notre « *moi* », comme dirait M. Barrès, avec une intensité confinant à la rêverie et empêchant toute louable action.

Pendant que les Turcs assiégeaient Byzance, les défenseurs de cette ville se stérilisaient en de mortelles querelles de mots.

La solitude a du bon, si elle a pour corollaire *l'action, une action raisonnée, sériée, sagace et ferme*.

Nous manquerions aux judicieux principes auxquels nous nous sommes consacrés en toute clarté en négligeant, pour une raison ou pour une autre, toute occasion d'*ensoleillement cérébral*, c'est-à-dire de propagande.

ANTOINE ANTIGNAC.

Le groupe se réunira dorénavant 103, route de Bayonne (place Saint-Nicolas), à la buvette tenue par Caunille, où l'on trouvera les journaux, brochures et toutes publications libertaires. — On porte à domicile.

∴

Au théâtre Saint-Paul, 25, rue des Facultés, mercredi 22 juin, à 8 h. 1/2 du soir, conférence publique et contradictoire par Henri Dhorr.

Sujet devant être traité : « Ce que veulent les anarchistes. »

Entrée : 30 centimes ; places réservées, 50 centimes. — Entrée gratuite pour les dames.

∴

CHICAGO. — L'*International Working Men's Association* vient d'ouvrir, au 642, South Ashland avenue, une salle de lecture où l'on trouvera toutes les publications révolutionnaires du monde entier.

EN VENTE A NOS BUREAUX

Derniers ouvrages parus de nos collaborateurs :

L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par Elisée Reclus, franco, 2 fr. 75.

XIII Idylles diaboliques, par A. Retté, franco, 2 fr. 75.

Delcros, par H. Rainaldy, franco, 2 fr. 75.

Croix et Glaives, vers, par Th. Jean, 1 vol., 2 fr. 75.

Déterminisme et Responsabilité, par A. Hamon, 1 vol., 2 fr. 50, chez Schleicher frères, 15, rue des Sts-Pères.

AVIS

Un camarade de vingt-huit ans, comptable, bachelier ès sciences, connaissant quelque peu d'anglais, demande un emploi. S'adresser au journal si on a quelque offre à lui faire.

∴

Un de nos amis demande à acheter les numéros 42 et 46 de la deuxième année de la *Révolte*. Adresser les offres au journal.

∴

Liste des publications du groupe anarchiste russe :

Première série : BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE.

M. BAKOUNINE. *La Commune de Paris et l'idée de l'Etat*. — 0 fr. 25.

V. KROPOTKINE. *Paroles d'un Révolté*. Fasc. 1, comprenant les 6 premiers chapitres. — 1 fr.

E. RECLUS. *L'Anarchie*. — 0 fr. 25.

Deuxième série :

SOPHIE BARDINE. *Discours devant le tribunal*. — 0 fr. 50.

EMILE HENRY. *Discours*. — 0 fr. 20.

J. MOST. *La Peste religieuse*. — 0 fr. 25.

Pour paraître prochainement : *Paroles d'un Révolté*, fasc. 2.

Ces brochures sont en vente aux *Temps Nouveaux*.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Qu'est-ce que la Fédération? (Fédération abolitionniste internationale contre la prostitution réglementée). *Qu'a-t-elle fait? Que veut-elle?* par un membre du comité exécutif, brochure, 1 franc, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

Réponse au Père Ollivier, par J. de Triac, broch., 0 fr. 75, librairie Dentu, 78, boulevard Saint-Michel.

Manifiesto del general Terencio Pierra, broch., Tegucigalpa (Honduras).

Quand égorgerons-nous enfin ?... brochure par Jacques Sauterelle.

4[e] livraison du *Dictionnaire La Châtre*, 0 fr. 60, 11, rue Bertin-Poirée.

Histoire de la Commune, par Louise Michel, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

A lire:

J'ai tué....., par Michel Corday, *Journal*, 12 juin.

PETITE CORRESPONDANCE

Paris. — C'est le 15 juin, cette semaine, que vient devant la cour d'assises de la Seine le procès de notre camarade Etiévant.

G. C., à Como. — Votre abon. finira fin nov. 98. *Glaneur* expédié.

D., à Charleroi. — Reçu 16 fr. pour 12 lithog.

Au camarade qui nous a envoyé le *Petit Marseillais*. — Nous avons déjà reproduit plupart des faits qui sont racontés par Juliette Adam.

F. C., à Wrexham. — Votre abon. finit fin août. Je ne connais pas d'ouvrage de ce titre : *La Jeunesse?*

T. M. — Vers trop incorrects.

J. L. S. — Même réponse.

A. P., av. de St-Ouen. — Une partie de nos bandes étant à la réimpression, il se peut qu'il y ait eu une erreur. — J'envoie les numéros manquants.

Reçu pour Etiévant : Reims, un camarade, 1 fr.

Reçu par l'École libertaire, liste remise par Rousseau : Mai. Auger, 7 fr. 50; Juin. A. A., 1 fr.; A. F., 1 fr.; P. F., 1 fr.; V. R., 1 fr.; A. R., 1 fr.; J. H., 1 fr.; H. R., 5 fr. Total : 18 fr. 50. — Un camarade, 2 fr. — Quête hebdomadaire d'un atelier, 5 fr. 50. — Les souscriptions sont reçues chez Ardouin, 86, rue de Cléry.

Reçu pour la colonie Butaud : T. L., 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : Par Bizien, quelques libertaires de Brest, 2 fr. — V. P., 5 fr. — Les camarades de la Chapelle, 8 fr. — R. V., à Rodez, 12 fr. — Reims, un camarade, 2 fr. — Merci à tous.

B., à Liège. — Chaumont. — L., à Chaux-de-Fonds. — C., à Marseille. — C. C., à Bordeaux. — L., à Pont-de-l'Eure. — B., à Givors. — J., à Châlons. — C. C., à Porto. — V., à Porto-Alègre. — G., à Arles. — Mme H., à Alais. — C., à Toulon. — M., à Nonancourt. — B., à Agen. — M., à Caudebec. — M., à Bourges. — B., à Nevers. — V., à Nîmes. — D., à La Haye. — H., à Rotterdam. — P. A., à Angers. — M. P., à Millau. — R., à Saint-Brieuc. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 9 DIX CENTIMES DU 25 JUIN AU 1er JUILLET 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A M. DRUMONT

Dans un article très fielleux (1) et très jésuite, où, sous prétexte de demander la grâce d'Etiévant, il tape dessus, M. Drumont, en outre, accuse les anarchistes d'être à la solde des juifs.

Il a, dit-il, la preuve que certains d'entre nous auraient été payés par Rothschild pour aller le combattre à Alger.

S'il y a eu des anarchistes de payés, que M. Drumont le dise, rien de mieux, nous les flétrirons avec lui; mais sa seule affirmation ne nous suffit pas. En tout cas, ce qu'il sait bien, c'est que *des* anarchistes ne sont pas *les* anarchistes.

Les anarchistes combattent pour leur idéal, sans aucun tripotage, sans aucune compromission, et c'est ce qui, jusqu'à présent, a fait leur force. Cela, M. Drumont le sait; c'est sciemment qu'il commet une saleté en les accusant en bloc d'être des vendus.

Au moment de la terreur de 93-94, il a défendu les anarchistes, cela est vrai; et moi-même, à ma sortie de Clairvaux, j'allais le remercier de la campagne qu'il avait menée pour moi.

Mais de ce qu'il fut bien pour nous à cette époque, cela l'autorise-t-il à nous calomnier aujourd'hui? De ce qu'il nous a défendu en un moment de terreur, cela l'absout-il de nous jeter collectivement de la boue? Et nous-mêmes, parce que nous avons été défendus par lui, sommes-nous liés éternellement à le couvrir de fleurs?

J'estime que sa campagne antisémite, surtout avec la tournure qu'elle a prise depuis quelque temps, n'est qu'une manœuvre cléricale qui masque l'œuvre la plus réactionnaire qu'il soit; que c'est une monstruosité sans nom à notre époque : n'ai-je donc plus le droit de le dire à M. Drumont, sans qu'aussitôt je me trouve englobé dans l'accusation d'être vendu aux juifs?

J. Grave.

(1) *Etiévant, Libre Parole* du 20 juin.

LA RÉACTION ET LES PARTIS POLITIQUES

EN ITALIE

La répression rapide et efficace des émeutes de la faim en Italie — si efficace que Umberto s'est fait un devoir d'en remercier le général Bava — a permis maintenant au marquis di Rudini de présenter à la Chambre ses projets de loi qui visent à rendre permanente la royauté de la police. Ainsi, après avoir affamé une population entière, après avoir massacré et mitraillé ceux qui, dans la rue, proclamaient leur droit à la vie, après avoir distribué, par l'intermédiaire des brillants officiers des tribunaux de guerre, — qui naguère commandaient le feu sur la foule désarmée, — des siècles de réclusion, voilà qu'on nous apprête de nouvelles lois pour limiter la liberté de la presse, d'association, de réunion, et, pour les révolutionnaires, on est déjà en train d'arranger la mortelle colonie africaine d'Assab. C'est la première fois que la monarchie trouve le moyen d'utiliser pratiquement ses fameuses colonies, qui coûtent au peuple tant de sang et d'argent!

On pourrait même se demander si ce n'est pas un luxe, pour ce grand seigneur de la terreur blanche qu'est le gouvernement italien, que cette spéciale législation réactionnaire. Que pouvait-il exiger de plus après la désorganisation complète du peuple, qui d'ailleurs, sans aucune espèce d'armes, était tout à fait impréparé à un mouvement quelconque, après la dissolution de tous les groupes révolutionnaires et ouvriers, des républicains aux anarchistes, des bourses de travail aux associations de secours mutuel, après la suppression de toute la presse hétérodoxe, après l'emprisonnement de plusieurs milliers de socialistes, républicains et anarchistes, après la proclamation de l'état de siège dans une vingtaine de départements, que pourrait-il exiger de plus lorsque demain les incarcérés d'aujourd'hui et tous ceux qui ne voudront pas approuver ce régime de la terreur seront condamnés ou déportés?

Peut-être cette nouvelle législation réactionnaire dont l'Italie moderne va s'enrichir, c'est le comble des précautions pour que le gouvernement puisse réprimer rapidement toute nouvelle tentative d'insurrection de la part des affamés — parce que la faim ne s'apaise pas avec la réaction. Peut-être on voudra avec elle apaiser les scrupules des professeurs de droit constitutionnel qui ont été froissés dans leur jacobinisme patriotique à cause de l'arrestation de quelques députés, opérée sans les formalités statutaires, c'est-à-dire sans l'approbation de la Chambre, sans que leur crime fût flagrant.

Et, pour qu'elle soit mieux avalée par le peuple, cette législation réactionnaire sera accompagnée d'une tentative en retard de législation ouvrière, reconnaissant aux travailleurs quelques droits théoriques, et que les capitalistes, comme il arrive déjà pour la loi sur le travail des femmes et des enfants, n'appliqueront jamais.

Que vont donc proposer les partis révolutionnaires italiens dans le but de paralyser en quelque sorte cette réaction menaçante? On ne peut aujourd'hui répondre à cette demande que par des hypothèses dérivées de la tactique qu'ils ont employée jusqu'ici.

Il faut prévoir que ce ne seront que les partis républicain, social-démocratique et anarchiste qui essayeront, d'une façon plus ou moins efficace, d'organiser et de diriger la résistance du peuple contre la réaction du gouvernement. Examinons donc le rôle que chacun de ces trois partis va probablement jouer dans l'exceptionnelle situation politique faite à l'Italie.

Le parti républicain s'est toujours borné à vivre, surtout dans ces derniers temps, dans le culte des mémoires et des théories de Mazzini. Ce culte, tout en étant noble et sacré, ne peut cependant exercer aucune influence sur le sort du pays. Ainsi les républicains, en regrettant le passé, n'ont pas su profiter ni des événements de la Sicile (1893-94), ni de la défaite d'Adoua (1896), ni des derniers événements pour donner une forme révolutionnaire, antimonarchique, au mécontentement populaire.

Dans ces derniers temps, une fraction importante du parti républicain songea à s'organiser un peu plus modernement, à l'instar des socialistes démocratiques, et elle put nommer quelques députés à la Chambre. Beaucoup de commémorations et quelques élections, voilà tout. Cela ne suffit pas pour un parti soi-disant révolutionnaire. L'*Agitazione* l'appela tout dernièrement, lors des émeutes de la faim, *le parti des impuissants*.

Saura-t-il maintenant s'organiser sérieusement et avoir, outre la conscience de son but final, la prévoyance de se pourvoir des moyens nécessaires pour y arriver? Saura-t-il s'opposer fortement à la réaction? Ou restreindra-t-il toute son activité à quelques discours violents prononcés à la Chambre?

Les prévisions sont difficiles. Mais il est hors de doute que si le parti républicain veut accomplir quelque chose d'efficace et de pratique dans la vie politique italienne, il doit refaire de fond en comble toute son organisation et sa propagande.

Le parti le plus fort par son nombre et par son organisation en Italie est le parti socialiste-démocratique. Lorsque M. Crispi brisa en 1894 toute son organisation politique, les socialistes formèrent dans chaque arrondissement des groupements *électoraux-socialistes*, qui, pour être fidèles à leur nom et à la tactique proclamée dans les congrès socialistes nationaux, s'occupèrent presque exclusivement de l'élection de députés au Parlement, et de conquérir le pouvoir par les bulletins de vote, exploitant à cette fin toute leur influence sur les associations ouvrières.

Cette exclusivité de tactique est si enracinée dans les socialistes démocratiques que le journal *la Vigilia*, organe des socialistes de Bari (Pouilles), ainsi que la section socialiste de Turin, une des plus importantes d'Italie, désavouèrent les émeutes pour le pain et l'insurrection de Milan; et dans le midi, d'Italie à Naples et à Minervino, Murge surtout, ce furent les so-

cialistes qui protégèrent les boulangeries contre les attaques des affamés !

Le parti socialiste a été fortement frappé par la réaction. Et contre la réaction il se bornera à organiser tout simplement les élections de protestation, espérant imposer son socialisme tout d'un coup par la conquête du pouvoir politique. Et malheureusement il n'y a qu'un seul espoir, celui que la forte minorité sincèrement révolutionnaire du parti socialiste, d'après l'expérience des derniers événements, puisse faire prévaloir ses idées, ou qu'elle sorte des rangs du parti.

Quant au parti anarchiste, on peut dire qu'il n'est revenu à la vie que depuis deux ans. En effet, c'est seulement après la chute honteuse de M. Crispi, en 1896, qu'il commença de se reconstituer avec une organisation fédérative dans quelques provinces et par des groupes autonomes dans d'autres.

La tactique de sa fraction la plus importante peut se résumer ainsi : vivre parmi le peuple et de la vie du peuple, l'organiser en associations ouvrières (syndicats, coopératives, etc.) pour lui donner d'une manière progressive la force et la conscience pour se débarrasser de l'exploitation bourgeoise, contrôler avec une incessante agitation populaire (l'efficacité de cette agitation a été confirmée par les derniers événements) tous les actes du gouvernement, acquérir enfin la force nécessaire pour faire valoir son influence dans les destinées du pays.

Le journal l'*Agitazione*, maintenant supprimé, après avoir subi toute sorte de violences, — saisies, arrestation systématique de ses rédacteurs et gérants, dont une partie a été poursuivie pour association de malfaiteurs — prêchait cette tactique et propagandait ces idées. Bien que rédigé et administré en cachette, l'*Agitazione* augmentait de jour en jour son influence et sa diffusion. Les compagnons mis hors de combat étaient immédiatement remplacés par d'autres, et les persécutions ne faisaient que lui conquérir les sympathies grandissantes de la masse ouvrière.

Les socialistes-anarchistes (1), qui d'ailleurs ont été toujours persécutés par le gouvernement, souffrent plus que les autres de la réaction féroce qui sévit en Italie. De tous les compagnons connus, une partie ont été incarcérés, d'autres sont cachés en Italie, et plusieurs ont dû émigrer à l'étranger. Dans toutes les villes où il y avait un mouvement anarchiste plus ou moins développé, on bâtit des procès pour associations de malfaiteurs, dans lesquels seront compris tous les camarades emprisonnés. Dans les pays où il y a l'état de siège, la procédure est plus simple et plus expéditive : on les fait condamner par les tribunaux de guerre. On épargne ainsi les formalités judiciaires et les plaidoiries des avocats, puisque ce sont des officiers mêmes qui plaident pour la forme. Parmi les camarades poursuivis, on compte des étudiants et des médecins.

Nous croyons opportun de rappeler ici les camarades de Naples François Cacozza, ouvrier, et Del Giudice, étudiant, qui ont refusé de se défendre devant le tribunal de guerre, déclarant hautement qu'ils croyaient inutile toute défense, puisqu'ils savaient déjà que leur condamnation était certaine, par le fait qu'ils étaient anarchistes.

Mais le mouvement n'est pas mort. Après la suppression de leurs journaux et les saisies de leurs correspondances, même privées, les compagnons ont organisé un service de correspondance clandestine ; ils viennent de lancer un nouveau manifeste au peuple sur les dernières émeutes, et ils comptent publier souvent des brochures clandestines de propagande et d'agitation.

Les camarades étrangers verront avec satisfaction un accroissement de force et de vitalité dans notre mouvement anarchiste, aussitôt que la réaction se sera quelque peu apaisée. Un symptôme de cette force, on a pu le voir dans la publication quotidienne, pendant dix jours, des comptes rendus du procès Malatesta, et dans la déclaration de solidarité avec les camarades poursuivis, signée par plus de 3000 anarchistes.

Nous comptons aussi, en outre de nos forces, sur le concours des camarades italiens qui vivent à l'étranger. La publication clandestine de brochures et journaux coûte cher, et en même temps les familles des camarades emprisonnés ont besoin d'être secourues. Les camarades à l'étranger recevront sous peu l'adresse où envoyer leurs subsides.

Travaillons donc, camarades ! Maintenant que la réaction nous persécute, donnons au gouvernement l'exemple de notre solidarité. Le gouvernement se trompe beaucoup s'il croit avoir étouffé notre mouvement populaire. Nous sommes disposés, malgré tout, à accomplir la tâche que nous nous étions proposée, à combattre toute violence et toute calomnie.

Italie, juin 1898. NINO SAMAJA.

(1) Par cette dénomination nous comprenons toutes les fractions du parti anarchiste, espérant que les camarades, qui s'appellent *individualistes en tactique* (dont les organes l'*Avvenire sociale* de Messine et, en quelque sorte, le *Nuovo Verbo* de Parme, actuellement supprimés, bornaient toute leur action à la simple propagande des idées et critiquaient l'action des camarades de l'*Agitazione*), voudront nous aider pour l'avenir dans notre lutte contre le gouvernement.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

ÉTIÉVANT

A l'époque où sévissait l'attentat anarchiste, les journaux reptiliens apportaient à la défense de l'ordre leur bonne foi professionnelle. Un jour, ils reprochaient aux intellectuels de ne pas manier eux-mêmes la bombe et le couteau. Le lendemain, aux propagandistes par le fait ils faisaient un crime de cette même bombe et de ce même couteau, déclarant seule légitime et digne de gens civilisés la propagande parlée ou écrite. Or, en le cas d'Etiévant, le penseur des *Déclarations* et le révolté instinctif de la rue Berzélius, s'unissent les deux éléments du « péril anarchiste ». Il eût été curieux de voir comment nos Lepelletier, nos Judet, nos Bonnamour, et tous les pourceaux ivres qui s'ébattent sur le fumier bourgeois, allaient ajuster les deux arguments classiques contre le même individu.

Nous n'eûmes pas la joie de ce document sur la presse. Les chroniqueurs de l'ordre se tinrent cois. Autour de l'anarchie on avait eu besoin de bruit juste assez pour monter l'opinion au diapason des lois scélérates. Les lois extorquées, le crédit fut clos, on ne rétribua plus que le silence. Car, dans une certaine presse, le silence même est lucratif.

La parole fut, ainsi, aux seuls jurés. Et ces juges volontaires de leur semblable, ces juges honorifiques ont prononcé la mort.

Les douze personnages qui viennent de tuer un homme qui, lui, n'avait pas tué, sont peut-être, comme on dit, « douze citoyens libres » — j'ignore au juste la valeur de ces mots. Ils ne sont pas, à coup sûr, des hommes libres. Ce ne sont même pas des hommes.

Ils ont, par cet acte, trahi deux fois l'humanité. Car des raisons de deux sortes, des raisons à deux degrés, pour ainsi dire, leur commandaient l'indulgence.

On connaît la vie d'Etiévant. On sait comment, en 1892, accusé de complicité dans le vol de dynamite de Soisy-sous-Etiolles, il se laissa condamner — quoique innocent — à cinq ans de réclusion plutôt que de nommer le vrai coupable, père de famille.

On sait aussi le guet-apens où il fut attiré à peine libre. Parmi des manuscrits d'articles *à paraître* saisis au *Libertaire* s'en trouvait un signé de lui. Après l'avoir *lu et déclaré inoffensif*, le juge d'instruction le rendit au journal. Ce même article anodin *avant* l'impression, poursuivi *après*, valut à son auteur deux ans de prison et la relégation. A ces traquenards on emploie d'ordinaire des agents louches et la méfiance qu'inspirent ces fripouilles met en garde contre le danger de telles provocations. Cette fois, ce fut un haut personnage, M. Bertulus, qui, pour assurer le succès de la manœuvre, s'en chargea lui-même.

Par les lettres d'Etiévant à son père et par l'instruction on sut encore, au procès, la probité de notre camarade, ses efforts pour trouver du travail et sa malechance.

Les jurés ont entendu tout cela. Et l'admirable générosité de cet homme, sa misère imméritée, les persécutions odieuses, le guet-apens ignoble dont il fut victime ne leur ont pas semblé suffisants motifs à acquitter.

N'ayant pas compris ce premier devoir d'humanité élémentaire, simplement pitoyable, ils ne pouvaient pas s'élever jusqu'à celui d'humanité supérieure les obligeant à l'intelligence de l'acte qu'ils allaient juger. Ils n'eurent pas plus la clairvoyance de la raison que celle du cœur.

Ils ne se dirent pas qu'Etiévant n'était pas un assassin, mais un révolutionnaire ; que son bras ne fut armé ni par haine, ni par convoitise, mais par le désir exaspéré d'une société meilleure, qu'en son acte il suffit de changer les circonstances et le milieu, mais ni le mobile, ni le résultat pour l'apercevoir identique aux actes d'un Marat ou d'un Robespierre.

Ils n'ont pas repoussé loin d'eux les haines et les passions de classe. Ils n'ont pas été les hommes, très calmes, qui jugent, au sens élevé du mot, c'est-à-dire qui apprécient, mais des ennemis qui se vengent et qui se vengent lâchement un homme ligotté.

Ne disons pas qu'ils nous conseillent ainsi la violence et nous y poussent. Car la force brutale n'est pas une chose où il faille s'entraîner. Disons plutôt qu'ils démontrent un peu plus la fatalité de la violence dans la société actuelle. En ce drame social comme en tant d'autres analogues ou différents, elle apparaît impitoyable, nécessaire, inévitable. Etiévant, que ses *Déclarations* révèlent un calme penseur, annonciateur paisible des harmonies futures, est jeté aux violences par les duretés de la vie. Ses juges contre toute raison, contre toute humanité, contre toute sagesse, comme à plaisir et par défi, optent pour la violence. Et leur sentence provocatrice est grosse de violences nouvelles.

C'est que la violence n'obéit pas à nos volontés. Même ceux qui la commettent la subissent plus qu'ils ne l'imposent. Elle est l'aboutissement final du conflit entre le passé qui résiste et l'avenir qui se hâte. Que nous le voulions ou non, tenants du passé ou de l'avenir, nous sommes solidaires des violences par quoi se résout le heurt des deux forces. Personne ne peut dire où, quand, comment ni par qui elle éclatera, ni si, un jour, soi-même on n'en sera pas l'instrument. Et rien ne sert de se séparer d'elle avec ostentation, comme Tolstoï dans sa *non-résistance au mal* : c'est puéril et fanfaron autant que d'en afficher le culte stérile.

L'homme au cerveau libéré la constate simplement et l'explique. Il ne l'aime pas, car en soi-même elle est inféconde. Il ne la hait pas non plus, ayant constaté que la vérité aujourd'hui ne triomphe pas sans elle et qu'il en ira de même tant que ne sera pas réalisée la formule sociale conciliatrice des intérêts.

En cette sereine et large compréhension des fatalités évolutives, il puise la force de ne rien sacrifier de son idéal à l'appréhension ou au regret de la violence.

A ceux qui le font responsable des tristesses de la lutte, sans s'apercevoir qu'eux-mêmes en sont les pires artisans, il se contente de répondre : Effacez-vous quand l'Idée passe au lieu de lui barrer la route, elle ne cheminera plus éclaboussée de sang, mais auréolée de joie et d'amour.

CHARLES-ALBERT.

A MÉDITER

« Nous lui avons mâché ces jours-ci une bonne besogne (à l'échafaud) ; ils sont trois ou quatre qui le rougiront de leur sang. La sécurité sociale est, on nous l'assure, attachée à ces exécutions. Il faut faire des exemples. Or, l'un des condamnés n'a tué que pour en arriver là : faire un beau coup qui soit une tragique fin. Un autre, Etiévant, a vu dans la guillotine le piédestal de l'idée. Il marchera au supplice rayonnant de foi et d'espérance, enivré de la joie du sacrifice, la tête haute sous le glaive. Et sa mort, qui ne terrifiera personne, tentera peut-être quelqu'un. »

G. Montorgueil.

(*L'Eclair*, 19 juin 1898.)

DES FAITS

MORTALITÉ DES TROUPES ESPAGNOLES A CUBA

L'état sanitaire des troupes espagnoles à Cuba, l'année dernière, a été déplorable, et les pertes qu'elles ont subies par le fait des maladies seules dépassent, semble-t-il, toute proportion imaginable.

En effet, d'après le rapport du docteur Brunner, médecin de l'armée espagnole, le nombre des morts se serait élevé, en 1897, à 32.534 dont :

6.034 par fièvre jaune.
2.500 — typhoïde.
12.000 par dysenterie.
7.000 par fièvre intermittente.
5.000 par autres maladies diverses.

En outre, M. Brunner estime à 30.000 le nombre des convalescents évacués de Cuba sur l'Espagne, et on peut penser que, de ces 30.000, convalescents, 10 p. 100, soit au moins 3.000, sont certainement voués à une mort plus ou moins prochaine, ce qui donne environ 35.000 décès dans l'année.

Si cet état de choses eût dû continuer, Cuba aurait été le tombeau de l'armée espagnole tout entière, et l'on comprend que, dans ces conditions, les Américains ne se hâtent pas de s'installer sur une terre aussi dangereuse.

(*L'Illustration*, 4 juin 1898.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Etiévant. — Comme on pouvait s'y attendre, Etiévant est condamné à mort. Les douze bourgeois qui, dans leur arrière-boutique, digèrent en paix sous la protection de la police, en ruminant de fructueux détroussements du public, ont été sans pitié pour le révolté affamé. Ils ne pouvaient admettre, ces « notables commerçants », que l'on portât une main sacrilège et homicide sur la force protectrice de leurs petites rapines commerciales. Si vous ne respectez plus Dieu, le dieu des bonnes gens et des marchands de saucisses, respectez au moins le gendarme, gardien de la paix des possédants.

En vain a-t-on représenté à ces ventres obtus que si Etiévant traqué, affamé, harcelé, affolé, s'était rué, faute de mieux, sur l'un des représentants et défenseurs de ce culte sanguinaire, la Propriété, auquel on prétendait l'immoler, la responsabilité de son acte incombait tout entière à cette société dont eux, juges occasionnels, acceptaient de protéger les intérêts. En vain leur a-t-on rappelé la première iniquité dont il fut victime, il y a six ans, par le fait de sa générosité envers un camarade. En vain leur a-t-on encore dépeint la haute intelligence de l'accusé, ses aptitudes remarquables pour certaines études dont l'avait éloigné systématiquement l'injuste inégalité de l'organisation aristocratique de la société, et les services exceptionnels qu'il aurait pu rendre et qu'il pouvait rendre encore à la science et à l'humanité.

Considérations trop hautes pour ces courtauds de boutique qui ne voulaient et ne pouvaient voir que l'ennemi, le destructeur du système social dont ils sont les bénéficiaires. Ventre menacé n'a point d'entrailles. Aussi est-ce un verdict de mort que leur colique a expectoré. Rigide envers qui porte ombrage à leurs privilèges, leur élastique conscience réserve toute son indulgence pour les falsifications homicides, les empoisonnements à petit feu dont l'alimente et leur coffre-fort et leur « respectability ».

*
* *

Par contre, quand un agent de la « force publique » commet un assassinat, c'est avec des félicitations empressées que les juges le rendent à la liberté et à l'exercice de ses nobles fonctions. Témoin ce garde-chasse du duc de Brissac qui comparaissait dernièrement devant le tribunal correctionnel d'Angers pour avoir tué d'un coup de fusil le braconnier Massoneau. Le garde reconnait avoir armé son fusil quand il a aperçu Massoneau et Charasé, son camarade. Il y avait donc préméditation. Le procureur de la République a réclamé l'acquittement du garde et une condamnation pour Charasé, le braconnier. Naturellement !

Charasé a été condamné à 50 francs d'amende pour le punir d'avoir échappé à la fureur meurtrière du garde et celui-ci a été acquitté avec tous les honneurs dus à sa fonction de chien de garde de la propriété.

*
* *

La Grande Famille. — Très distinguée, cette semaine, la grande famille.

Le sergent Basile C..., rengagé au 142e de ligne à Albi, comparaissait devant le conseil de guerre pour avoir frappé de plusieurs coups de pied le soldat Payré. Au conseil, l'accusé a reconnu avoir bousculé et frappé son inférieur, mais il a prétendu ne lui avoir donné *qu'un seul coup de pied*.

Le conseil de guerre l'a acquitté. Il ressort de cette décision que ce n'est qu'à partir de deux ou trois coups de pied qu'un galonné mérite une peine. Le code militaire n'avait pas spécifié ; nous voilà fixés désormais.

*
* *

Au Prytanée militaire de la Flèche, les élèves avaient protesté contre la brutalité d'un officier à l'égard d'un de leurs camarades, qui aurait fumé. Sabre au clair, les officiers ont pénétré dans l'étude où les élèves étaient paisiblement réunis. Derrière eux suivait toute une bande de sous-offs et de garçons. On prit au hasard six prétendus meneurs que l'on assomma à coups de sabre et à coups de poings. Puis, tout ensanglantés, ils furent jetés en prison.

A défaut de fils de prolétaires, les brillants officiers qui font si bonne garde autour de l'honneur de l'armée entretiennent leur lâcheté professionnelle en assommant des enfants.

*
* *

Le conseil de guerre de Marseille a condamné à dix ans de travaux publics le soldat François Cudorge, détenu au pénitencier d'Avignon où il subissait une peine de cinq ans de prison. Ce soldat avait donné des coups de poing à un sergent surveillant et, comme il n'avait aucun grade, malgré tous ses regrets, le conseil de guerre n'a pu l'acquitter.

Le conseil de guerre de Grenoble a condamné à mort le soldat Truchet, du 140e d'infanterie, pour avoir frappé son caporal. Puis, pour bien montrer qu'il ne savait ce qu'il faisait, le conseil de guerre a aussitôt signé un recours en grâce.

André Girard.

Angleterre.

Nous attendons toujours des amis habitant l'Angleterre une correspondance sérieuse sur la grève des mineurs de la Galles du Sud.

En attendant, voici les quelques renseignements que nous avons pu récolter.

La grève, nous l'avons déjà dit, n'a pu arriver à se terminer, par l'entêtement des patrons qui se refusent à traiter avec les grévistes, voulant que ceux-ci donnent à leurs délégués pleins pouvoirs de traiter en leur lieu et place.

Les mineurs s'y refusent énergiquement. Ayant été trompés par leurs délégués dans des grèves récentes, ils prétendent dorénavant faire leurs affaires eux-mêmes et veulent se réserver d'accepter ou de refuser leurs arrangements.

Ils se plaignent, entre autres, de la fameuse *wages' scale* (échelle des salaires) acceptée par leurs représentants, sous l'assurance que leurs salaires devaient monter avec la production, et, au contraire, ceux-ci n'ont fait que diminuer.

On comprend fort bien la volonté des exploiteurs de ne traiter qu'avec des intermédiaires que, par flatteries ou par promesses, l'on peut amener à des concessions profitables ; mais c'est une raison de plus pour les mineurs de ne pas céder.

En attendant, la misère est effroyable parmi les grévistes. L'autre jour, à l'école, les enfants pleuraient ; cinquante d'entre eux n'avaient pas mangé de la journée.

Le gouvernement vient d'expédier des troupes dans les localités en grève, avec ordre de tirer si les mineurs bougent !

Italie.

Ustica, 5 juin. — Je vous avais préparé, sur les faits de Milan et d'ailleurs, une longue correspondance, quand je fus arrêté, et mon manuscrit fut saisi. Maintenant, je crois inutile de vous envoyer la chronique de ces faits. Vos lecteurs ont été certainement bien informés par la presse quotidienne française. Il me reste donc à vous dire que les tribunaux de guerre ont commencé à infliger leurs siècles de prison à ceux qui ont échappé aux balles des *frères*. Parmi les condamnés, il y a aussi des enfants de douze ans. On ignore le jour où l'on discutera le procès contre les journalistes milanais et les députés socialistes arrêtés. Cependant les perquisitions, les arrestations et les dissolutions des associations anarchistes, collectivistes et cléricales continuent toujours. Tous nos journaux, ainsi que ceux des socialistes et des cléricaux, ont été supprimés. En passant par Naples, j'ai trouvé à la prison du Carmine nombre de socialistes et presque tous nos camarades napolitains. Acanfora allait émigrer quand on l'a arrêté. On ne sait rien sur leur sort. Vous verrez qu'on les poursuivra pour association de malfaiteurs. C'est l'œuvre des tribunaux de guerre. D'un autre côté, le gouvernement renvoie au *domicilio coatto* tous les compagnons relâchés en liberté conditionnelle. C'est la réaction de la bourgeoisie, réaction qui s'annonce encore plus cruelle par un nouveau ministère di Rudini, tout composé par des conservateurs les plus intransigeants.

Roberto d'Angiò.

*
* *

La réaction en Italie. — Désormais la réaction est victorieuse. Mais à quel prix ! En supprimant tout vestige de liberté constitutionnelle, en proclamant l'état de siège, c'est-à-dire le règne du sabre, dans vingt-cinq provinces, et en jetant des milliers et des milliers d'individus dans les prisons.

On compte plusieurs centaines de victimes dans les émeutes de Livourne, Florence, Pontedera, Messine, Minervius, Murge, etc., où l'armée italienne a vengé farouchement ses défaites de *Lissa*, *Custozza* et d'*Adoua*.

Dans le Milanais, spécialement, la révolte a pris le caractère d'une vraie révolution sociale. On y sentait le frémissement, l'attente, l'agitation solennelle des grandes journées de 1849 et de 1871.

Il paraissait que la cause du prolétariat dût compter la première victoire.

Les insurgés combattirent avec un entrain et un élan révolutionnaire qui rappelaient les glorieuses « cinque giornate » de Milan.

Et maintenant tout est fini ! Le mouvement a été complètement écrasé, et les dames de Milan, qui autrefois firent cadeau aux troupes autrichiennes de vivres et de cigares, ont pu crier aux soldats victorieux : « *Tirez fort, visez juste !* »

*
* *

On raconte beaucoup de scènes tragiques.

A Pontedera (Toscane), la troupe fit les sommations, mais personne ne bougea : au contraire, ces sommations déterminèrent une plus grande surexcitation de la foule.

Une décharge de mousqueterie fut commandée en l'air.

Ce fut alors un débordement d'exaspération. Les révoltés crièrent aux soldats : « A bas les fusils ! Nous sommes tous des frères ! A bas les armes ! » Pour toute réponse, et obéissant aux ordres reçus, la troupe tira de nouveau en l'air.

Les manifestants tinrent bon et les soldats alors firent feu sur la foule, tuant une dizaine de personnes et en blessant un grand nombre d'autres.

A Minervius, Murge, la foule exaspérée brûla les archives municipales, les bureaux d'octroi et de l'état civil, tous les édifices publics, et délivra tous les prisonniers.

A Zigline, Val d'Arno, à Naples, dans la Romagne, partout où le peuple était insurgé, il marchait droit vers le *vrai* but de la révolution, qui doit être la prise de possession immédiate et l'anéantissement de l'autorité.

*
* *

Mais si le mouvement a été noyé dans le sang, cependant la semence en reste toujours et une nou-

velle fermentation ne tardera pas. Elle s'accroîtra bientôt, et plus irrésistible éclatera le feu, qui fera écrouler la tyrannie de la bourgeoisie italienne; car ici, jamais la misère et la haine sociales ne furent plus grandes.

Et si la réaction triomphe pour le moment, nous pouvons affirmer que la Révolution est toujours en marche.

Toute notre presse a été saisie; nos compagnons de Rome, de Messine, de Florence, d'Ancône viennent d'être poursuivis pour association de malfaiteurs et les journaux l'*Agitazione* et l'*Avvenire Sociale* ont été supprimés.

On annonce la mise en vigueur de lois exceptionnelles, de nouvelles restrictions de la liberté de la presse (*sic!*) et la fondation d'une colonie pénitentiaire à Assab (Afrique), qui accueillera tous nos compagnons condamnés. Par cela nous aurons la déportation, et Assab sera proclamé la *Calédonie italienne*.

Mais rien n'y fera. Il y a encore beaucoup de camarades italiens libres, qui, désormais tout prêts à se sacrifier, sauront continuer la lutte contre la tyrannie capitaliste et politique de leur pays.

Aussi aujourd'hui, par les récents événements qui se sont produits en Italie, on voit bien quel est l'abîme qui sépare le peuple du gouvernement et de la maison de Savoie.

EVENING.

Algérie.

A propos des quelques lignes par lesquelles nous racontions la conférence faite à Alger par S. Faure, nous avons reçu la lettre suivante :

La colonie tout entière est sous le joug de quelques drôles du genre de Guérin et même pis... En ce pays terrorisé, les plus élémentaires libertés sont abolies. Aussi les ignobles procédés employés contre le camarade Faure et ses amis n'ont-ils étonné personne.

Tout cela est l'œuvre d'une coalition cléricale et commerciale. Tandis que les prêtres espèrent profiter de l'abrutissement général pour mieux exploiter le public, nos braves et patriotes négociants *catholiques* veulent, après avoir anéanti une concurrence gênante, monopoliser la clientèle, élever leurs prix et multiplier ainsi leur « p'dit pénévice ».

Quant au peuple, ignorant et fanatisé, il est comme toujours l'éternel gogo.

Les moyens employés sont profondément ignobles. Au lieu de s'en prendre, parmi les juifs, aux enrichis crapuleux et usuriers (et il n'en manque pas plus qu'ailleurs), on ne craint pas de s'attaquer à de malheureux pauvres diables de petits boutiquiers, d'employés ou d'ouvriers sans ressource que l'on n'hésite pas à priver de leur chétif gagne-pain

Des milliers de pauvres diables sont actuellement sur le pavé par le fait des agissements antisémites.

Voici d'ailleurs un entrefilet suggestif que je découpe dans la *Dépêche Algérienne*, journal bourgeois et antisémite, et qui en dira plus que de longs discours.

« *Un désespéré.* — Un vieillard de *soixante-dix-sept ans*, Léon Nathaf, a tenté de mettre fin à ses jours, dans l'après-midi d'hier, en se précipitant à l'eau sur la plage Bab-el-Oued, en face du café du Pont. Nathaf, qui exerce la profession de tailleur d'habit, étant *depuis quelque temps* sans travail, il y *a tout lieu de croire* qu'il a été poussé par la misère pour attenter ainsi à ses jours. »

Vraiment, les antisémites peuvent être fiers!

UN CAMARADE ALGÉRIEN.

Allemagne.

LA POLICE. — A Berlin, un policier a arrêté la baronne de L..., femme d'un officier de hussards.

Cette personne était avec sa petite fille et une institutrice, et sortait justement de l'hôtel de la Métropole; au moment où elle allait monter dans un fiacre, un agent de police lui mit la main dessus.

Malgré ses protestations, Mme L..., qui offrait au policier de venir constater son identité à l'hôtel, fut menée au poste, escortée par une foule de curieux. Là, le commissaire était en train de lui faire subir un long interrogatoire, lorsque le mari, prévenu par l'institutrice, arriva au poste.

Une plainte a été portée au préfet de police, et le colonel de hussards a été saisi de l'affaire.

De semblables arrestations ne sont point rares; seulement la plupart demeurent inconnues du public, parce que les pauvres femmes arrêtées n'occupent pas un rang social qui leur assure la voix de la grande presse, et beaucoup, parmi elles, n'ont pas la chance d'être relaxées promptement comme Mme L...; de mortelles heures s'écoulent avant que leur identité soit reconnue.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les camarades réunis le 18 juin, 1, rue des Cinq-Diamants, après une discussion sur les moyens à employer pour faire pénétrer les idées révolutionnaires dans la masse, ont décidé :

« Qu'étant donné, que toutes nos forces et énergies se dispersent et s'épuisent sur des personnalités, qu'une révolution, pour être profitable, doit être faite par des individus bien pénétrés des principes révolutionnaires, et qu'il faut pour cela faire une propagande incessante dans ce sens, il est nécessaire :

« De créer un groupe ayant pour but de faire une propagande révolutionnaire, sans aucune inclinaison pour des individualités, s'engageant à ne jamais patronner des individus, mais seulement des principes;

« En outre, de créer une agitation révolutionnaire à l'aide de nombreux manifestes répandus à profusion, si possible, et distribués gratuitement à la porte des ateliers et usines d'hommes et de femmes, ainsi qu'aux Ecoles professionnelles;

« Par le développement de ces manifestes libertaires dans les différents journaux anarchistes, ce qui permettra d'aider à leur propagation; enfin par des réunions et des conférences ayant toutes pour sujet le développement et la discussion d'un principe ou d'une maxime révolutionnaire.

« Le groupe fait appel à tous les libertaires, pour qu'ils apportent leur concours à ce mode d'éducation populaire »

Réunion samedi 25 courant, 1, rue des Cinq-Diamants, salle du Petit Beaugency, à 8 h. 1/2 du soir. Ordre du jour : Création d'une bibliothèque; Discussion sur le premier manifeste à distribuer à la porte des usines et ateliers du XIII[e] arrondissement.

Adresser les fonds, lettres et communications au secrétaire-trésorier L. Rouest, 145, avenue de Choisy, Paris.

⁂

L'Idée Nouvelle, organisatrice : Eugénie Collot, donnera mardi prochain 28 juin 1898, à 8 h. 1/2 du soir, en l'hôtel des Sociétés savantes, rue Serpente, quatre conférences par des orateurs différents : MM. Laurent Tailhade, Pierre Quillard, Fernand Pelloutier, Léopold Lacour parleront *Contre l'antisémitisme*.

Il sera perçu, à l'entrée, 50 centimes par personne pour les frais.

⁂

SAINT-DENIS. — *Les Egaux* : réunion tous les jeudis à l'endroit convenu et, les samedis, salle Ollivier, rue du Port.

Samedi soir, à 8 heures, causerie par un camarade du groupe des E. S. R. I.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Eté, par Paul-Louis Garnier; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

A Mi côte, par J. Esquirol; roman, 3 fr. 50, chez Stock, galeries du Théâtre-Français.

Lally-Tollendal et son procès de trahison, par A. Meyer; 1 broch., 1 fr., chez Stock.

L'Homme nouveau, par Ch. Malato; 1 broch., 1 fr., chez Stock.

Lettres de Pierre Olchowik (le paysan russe qui a refusé de faire son service militaire en 1895), 1 broch., chez Fischer, 2, Chantepoulet, Genève.

Le Panorama des siècles, par J. Weber, 1[er] volume de la *Bibliothèque de vulgarisation scientifique* à 1 fr., chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

Fridomoregen, par Ivar Mortenson; 1 broch., chez Feilberg et Landmark, à Christiana.

Les Races jaunes. — Les Celestes, par E. Planchut, 2[e] volume de la *Bibliothèque de vulgarisation scientifique*, à 1 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

A lire :

L'Honneur qui tue, par J. Jullien, *Aurore*, 18 juin.

La Guillotine expropriée, par G. Montorgueil, *Eclair*, 19 juin.

AVIS

Nous avons quelques affiches de *Biribi*, dessin de Luce, que nous pouvons céder à 1 fr. 25.

PETITE CORRESPONDANCE

V., C., Coopérative, Lyon. — Les *Déclarations* d'Emile Henry annoncées sont en russe. N'avons pas en français.

E. B., 7523. — Non-paiement du logement vous expose à demande en paiement devant justice de paix ou tribunal civil, selon importance loyer dû. — Pas confondre non-paiement avec vol qui entraîne emprisonnement d'un à cinq ans. — Action des « aubergistes », à raison des logement et nourriture qu'ils fournissent, se prescrit par six mois. — Des tribunaux divers font respecter la loi et non pas uniquement les lois : c'est vous dire qu'ils punissent la contravention à un arrêté ou à une ordonnance de police (qui ne sont pas des lois et sont des actes administratifs), comme ils frappent la violation d'une loi : la peine seule diffère.

B., à Béziers. — Les volumes coûtent 2 fr. 75 par la poste.

J., à Darnetal. — Bon. Merci.

Lyon. — Il y a 320 invendus à prendre à la *Coopérative*.

C., à Agen. — J'attends toujours pour savoir quel emploi faire des 6 francs des *Grèves* que nous n'avons pu expédier ?

Idea Libre, Madrid. — Brochures expédiées. Ne connais pas Daves et n'ai pas son adresse.

Haustont, Bruxelles. — Veuillez expédier à l'*Idea Libre* 10, calle Ferdinando el Catolico, Madrid, 1 exemplaire du *Service obligatoire*.

M. P., à Millau. — Cela porte les deux abonnements jusqu'à fin mars 1899.

R., à Bruxelles. — Nous n'insérons à la P. C. aucune communication étrangère au journal.

J. F. — En effet, c'est pour la *Société mourante*. — Le *Catéchisme du soldat* est de Maurice Charnay.

Un ancien gardeur de moutons. — Cette question de la personnalité humaine est plus complexe que cela; il faudrait des articles entiers pour y répondre, mais en partie nous pensons comme vous.

G., à Londres. — Brochures expédiées. Ça va bien. Bonjour de tous à tous.

G. Dead. — Vers trop incorrects.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Collectes entre quelques camarades de Béziers, 4 fr. — Réunion des *Libertaires des 4 Chemins* du samedi 11 : 10 fr. — En tout : 14 fr. — Liste précédente : 320 fr. 75. — Total général : 334 fr. 75.

Reçu pour les révolutionnaires italiens : G., par L., 5 fr. — L., 5 fr.

Reçu pour le journal : B., au Havre, 1 fr. 85. — L., 5 fr. — Anonyme, 10 fr. — De la part de Pierre, 5 fr. — H., 2 fr. — Un ancien gardeur de moutons, 0 fr. 75. — F., au Mans, 5 fr. — Les *Libertaires* d'Amiens, 1 fr. 20. — Jeandetrop, 1 fr. — Anonyme, 1 fr. — Un groupe de peintres en décor : 2 fr. — Lyon, collecte par V. S., 1 fr. 05. — Merci à tous.

F. R., à Gand. — C., à Bourg-Argental. — Agence, Genève. — V., à New-York. — Coopérative de Lyon. — F., à Amiens. — L., à Hyères. — N., à Alais. — R., à Gand. — B., à Londres. — G., à Londres. — Laon. — L., à Combrée. — C., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* (1)	» 15
Un siècle d'attente —	» 15
Aux Jeunes gens —	» 15
La Grande Révolution —	» 15
Les Temps Nouveaux —	» 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff*	» 30
Déclarations d'Etiévant, *couverture par Jehannet*	» 15
L'Anarchie, *par Reclus*	» 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon*	» 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Éducation. — Autorité paternelle, *par A. Girard*	» 15
La loi et l'autorité, *par Kropotkine*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta*	» 15
L'enseignement libertaire	» 10
La Peste religieuse, *par Most*	» 10
Le Machinisme, *par J. Grave, couverture de Luce*	» 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, couverture de Mabel*	» 15

(1) C'est le prix franco qui est marqué. Prises en nos bureaux, les brochures marquées de 0 fr. 15 à 0 fr. 30 se vendent 0 fr. 05 de moins; les autres, 0 fr. 10 de moins.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Epinal

Chez Loquier, 25, rue Rualménil. On y trouve toutes les publications anarchistes.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 10 — DIX CENTIMES — DU 2 AU 8 JUILLET 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE		
Un An	Fr.	6 »
Six mois	—	3 »
Trois Mois	—	1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR		
Un An	Fr.	8 »
Six Mois	—	4 »
Trois Mois	—	2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Ceux dont l'abonnement expire fin juin sont prévenus qu'il sera pris remboursement sur eux dans le courant de la semaine prochaine. Ceux qui ne seraient pas en mesure d'y répondre sont priés de nous en avertir, afin de nous éviter des frais inutiles.

L'ART DU PEUPLE

A Gustave Charpentier.

Vous avez émis une idée qui a rencontré l'approbation de quelques artistes — j'entends de ceux qu'attire tout entiers un rayonnant et supérieur idéal d'art, déniant ce noble titre à la rapinaille braillante et débraillée pour qui les chapeaux pointus, les pantalons à la hussarde et les lavallières catapultueuses sont des conditions essentielles de génie.

Parmi ceux dont la persévérance chaque jour poursuit sans relâche la réalisation d'un but grandiose et profondément humain, l'idée d'élire au sein de la classe laborieuse une « Muse » symbolique, la pensée de l'admission du peuple à jouir des beautés de l'art, jusqu'ici privilège exclusif de la bourgeoisie, a trouvé un certain écho.

Sans doute, le sentiment qui vous l'a dictée est à votre honneur. Loin de vous claquemurer, comme beaucoup, dans cette tour d'ivoire hermétiquement close, où se cachent si à propos tant de nullités prétentieuses, vous souhaitez que des liens fraternels unissent artistes et prolétaires. Ecœuré par la vulgarité, la grossièreté et l'étroite mesquinerie de l'éducation esthétique que l'on prétend donner au peuple, vous avez voulu établir entre lui et l'Art des relations directes, les familiariser l'un avec l'autre, et les conduire ainsi à s'apprécier et à s'estimer.

La pensée est belle et noble.

L'ostracisme systématique qui écarte le peuple de ce qu'on nomme le « Grand Art » — comme s'il en était un petit ! — prive assurément l'humanité d'un grand nombre de chefs-d'œuvre. Nous savons combien expressif, combien vivant et humain est l'art anonyme du peuple. Que d' « airs », que de « Volkslieder » dont serait fier maint « maître » estimé ! Le nom de leurs auteurs ne nous est même pas resté. Ces génies inconnus, si bien doués cependant, mais ignorant la langue de leur art, restèrent à l'état d'embryon. Comme disait Berlioz, *ils ne savaient pas.*

Vous voulez, et nous voulons aussi, que toutes ces aptitudes trouvent à s'exercer, que tous ces génies latents puissent s'épanouir, donner toute leur mesure, infuser un sang nouveau à l'art des privilégiés, lui imprimer cette intensité vitale qui réside au fond de l'âme populaire, et se révèle parfois en d'admirables manifestations.

Quel avantage pour nous, pour tous ceux qu'émeut une expression belle et forte de la pensée et des passions humaines ! Une formule nouvelle d'un art largement et puissamment vibrant, vrai reflet de l'âme de l'humanité et non plus de l'esprit d'une caste favorisée, s'accuserait en œuvres grandioses. L'art ne serait plus le temple d'une religion fermée au vulgaire, avec ses ésotériques et ses exotériques, ses initiés et ses philistins. Il serait la libre et sincère expression de l'idéal humain dans toute son ampleur, par l'accession de tous à ses jouissances, comme à la joie de ses créations.

Si tel est votre rêve, nous le partageons.

Mais, pensez-vous le réaliser, pensez-vous même être sur la voie de sa réalisation par l'institution d'une fête en l'honneur d'une muse populaire?

Bien que rendant justice à la noblesse de vos intentions, je me méfie, et je crains de voir l'art se fourvoyer en des cérémonies qui n'aient rien de commun avec lui. C'est avec inquiétude que je me représente la reconnaissance sacramentelle d'une muse symbolique, par un officiant sous-tendu de tricolore, sur une estrade enguirlandée de papier doré, aux accents hybridement confondus de l'hymne russe et de la *Marseillaise*. Une gêne m'obsède à la perspective de cette immixtion des pouvoirs publics, de cette sanction officielle intervenant dans les choses de l'art. Tout cet appareil vraiment carnavalesque qui caractérise les fêtes officielles, cette pompe de mauvais goût et la vulgarité qui s'en dégage, me paraissent en absolue contradiction avec le but élevé que vous vous proposez. J'imagine avec répugnance tel prudhommesque politicien débitant des balourdises pédantesques sur l'art, l'idéal et toutes choses auxquelles il est irrémédiablement fermé, sous prétexte de jeter dans l'âme du peuple les premiers germes de la compréhension esthétique.

Non ! Point de ces mascarades ! Point de pompe ni de pompiers officiels, ces derniers fussent-ils de Nanterre ! Point de couronnement de rosière ! Il importe peu pour la diffusion du goût esthétique dans le peuple que l'art ait ses prix Montyon.

Vous-même, vous vous y opposeriez

Et puis, l'art a-t-il besoin d'une sanction? A-t-il besoin d'un symbole, d'un drapeau?

Des idées jacobines vous hantent. L'intransigeant, l'irréductible que vous me disiez être, un jour, a, je le vois, encore en lui un fond de religiosité. Vous ne croyez plus ni à Dieu ni à diable, mais il vous faut une déesse Raison. Votre « Muse », votre ouvrière élue par la classe travailleuse en remplissait l'office?

C'est mal s'y prendre, je crois, pour inculquer de saines tendances artistiques au peuple, que d'offrir à sa vénération une symbolique idole, tout en l'exposant au spectacle d'une tabarinade officielle agrémentée de pots-pourris patriotiques. C'est contribuer à entretenir en lui les respects irraisonnés, les adorations aveugles qui obscurcissent encore si fort son entendement. C'est lui ouvrir les portes d'ivoire pour lui montrer dès le vestibule les mêmes routines que celles auxquelles il était assujetti au dehors.

L'art est essentiellement individualiste, essentiellement anarchiste. Il ne s'enrégimente sous aucune bannière, il ne s'enferme en aucune formule, il ne s'incline devant aucun symbole. Pourquoi le présenter à ceux que l'on veut initier à cet état d'esprit supérieur, muni de drapeaux, de préceptes, de fétiches allégoriques? C'est agir contre son but. C'est répudier son idéal même.

C'est en s'adressant directement au peuple, c'est en se mêlant à lui, en vivant avec lui, en l'initiant aux beautés dont sa situation sociale lui refuse l'accès, c'est en entreprenant nous-mêmes son éducation artistique, non par des conseils, encore moins par des préceptes, mais — et c'est là le secret de toute éducation — par une progressive et insensible infiltration, par la création autour de lui d'une atmosphère attentivement maintenue en conformité avec un noble idéal esthétique, par une incitation à admirer les formes puissantes, les pensées et les sentiments de dignité, d'indépendance et de générosité ; c'est en créant des lieux d'exécution et de représentation d'œuvres, en rapport avec le but visé, en multipliant pour lui les accessibilités de l'art, qu'on le dégagera de la vulgarité où il se complait actuellement, faute d'avoir été éveillé à des jouissances plus élevées.

Mais pour que l'art devienne ainsi cette source de joies supérieures où tous puissent s'abreuver, pour que se puisse accomplir cet affinement de l'esprit indispensable à la compréhension et à la conception d'œuvres hautes et humaines, il faut que le peuple soit sauvé de l'abrutissement systématique dans lequel il est maintenu. Il faut que toutes les possibilités qui dorment en lui, comprimées, étouffées à dessein, soient déchaînées et mises à même de s'épanouir dans toute leur beauté. Des loisirs, de l'aisance, les joies variées d'une vie large et indépendante, voilà ce qu'il lui faut.

C'est tout un ordre social à instaurer sur des bases nouvelles. C'est tout un bouleversement à réaliser. Si cette condition ne vous effraye pas, mon cher Charpentier, venez et luttez avec nous pour abattre les portes de fer derrière lesquelles languit le peuple, dans la nuit.

ANDRÉ GIRARD.

Discussion sur la méthode en histoire [1]

(*Suite*)

Dans cette œuvre, la société capitaliste apparait avec tous ses aspects effrayants, comme le résultat de combinaisons nécessaires de quelques éléments qui dominent ainsi le monde, et tous ces éléments sont des conséquences directes de la forme de la valeur. *Si cette base vient a disparaître, l'édifice social s'écroule.*

On comprendra alors la portée de ces prédictions. Puisque « la forme valeur du produit du travail est la forme la plus abstraite et la plus générale de l'échange » et puisque dans la conception historique une forme ne peut jamais être régressive, l'échange cesse d'exister comme mode social de distribution. Puisque les conditions de travail et de vie sont nivelées avec la production actuelle et puisque enfin le soulèvement sera spontané et universel, c'est l'annonciation d'une société nouvelle avec le communisme égalitaire comme base.

Cet exposé systématique de la société capitaliste est si puissant, si complet, si logique, que le lecteur se laisse emporter avec l'auteur et tous deux, *oubliant* le caractère relatif des principes ou mieux des définitions, l'élasticité des lois et des formules sociales, ils voient devant eux un point final à l'oppression économique et, par suite, à tous les modes d'oppression. Les soulèvements populaires éclatent spontanément, une solidarité admirable se manifeste constamment par l'identité des conditions et des besoins et une égalité parfaite existe. La solution fatale se prépare : c'est « une association où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous ».

Ce n'est pas que je prétende que Marx ne se soit pas rendu compte de la relativité de ses définitions; je citerai même un passage de son *Capital* (p. 72), qui montre qu'il en avait pleine conscience :

« La nature ne produit pas d'un côté des possesseurs d'argent ou de marchandises et de l'autre des possesseurs de leurs propres forces de travail purement et simplement. Un tel rapport n'a aucun fondement naturel et ce n'est pas non plus un rapport social commun à toutes les périodes de l'histoire. Il est évidemment le résultat d'un développement historique préliminaire, le produit d'un grand nombre de révolutions économiques issu de la destruction de toute une série de vieilles formes de production sociale.

« Certaines conditions historiques doivent être remplies pour que le produit du travail puisse se transformer en marchandises. Aussi longtemps, par exemple, qu'il n'est destiné qu'à satisfaire immédiatement les besoins de son producteur, il ne devient pas marchandise. Si nous avions poussé plus loin nos recherches, si nous nous étions demandé dans quelles circonstances tous les produits ou du moins la plupart d'entre eux prennent la forme de marchandises, nous aurions trouvé que ceci n'arrive que sur la base d'un mode de production tout à fait spécial, la *production capitaliste*. Mais une telle étude eût été tout à fait en dehors de la simple analyse de la marchandise. La production et la circulation marchandes peuvent avoir lieu lors même que la plus grande partie des produits consommés par leurs producteurs mêmes n'entrent pas dans la circulation à titre de marchandises [2]. Dans ce cas-là, il s'en faut de beaucoup que la production sociale soit gouvernée dans toute son étendue et toute sa profondeur par la valeur d'échange. *Le produit pour devenir marchandise exige dans la société une division du travail tellement développée* qu'il faut que la séparation entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, qui ne commence qu'à poindre dans le commerce en troc, soit déjà accomplie. Cependant, *un tel degré de développement est, comme l'histoire le prouve, compatible avec les formes économiques les plus diverses de la société.* »

Marx ne voyait donc dans ses définitions que l'expression de faits spéciaux et momentanés. Seulement, par son désir d'un édifice simple, complet avec des liaisons solides qui s'impose au prolétariat entier, ses définitions ont perdu leur mobilité excessive, mobilité propre à tous les éléments d'analyse sociologique, et elles ont pris une vie bien distincte au-dessus des phénomènes sociaux. Elles constituent le fondement d'un système logique dont l'existence objective a été démontrée par un parallèle constant avec l'histoire du capitalisme, et maintenant, par un phénomène psychologique compréhensible, dans les conclusions qui devancent les faits, c'est la logique du système qui tend à l'emporter. Et Marx, qui savait les infinies variations qu'ont subies les formes d'échange des produits et de domination des producteurs, a été amené à fixer une résultante unique au capitalisme.

Les faits ont depuis prouvé qu'ils étaient capables de forcer toutes les définitions. L'œuvre de Max restera sans doute comme effort scientifique, puissant et admirable. Mais ses prédictions ont reçu déjà un démenti indéniable. *La tactique qu'il a léguée à ses disciples a perdu sa signification philosophique*. La fatalité marxiste cesse de présider à la marche du progrès et l'oubli des principes que nous pouvons constater chez les social-démocrates en est une indication suggestive.

Il arrive d'ailleurs fréquemment dans le domaine scientifique que les définitions prennent l'apparence de causalités naturellement incompréhensibles pour les intelligences qu'elles déroutent, et sont défavorables au progrès par les faits qu'elles repoussent ou travestissent.

En géométrie, la définition de la droite a nui à la synthèse de la science jusqu'au commencement de ce siècle; dans l'algorythmie, les symboles perdent près de quelques mathématiciens leur caractère conventionnel et il en résulte certaines méthodes et des procédés d'exposition qui ôtent en réalité toute rigueur et toute philosophie; en mécanique rationnelle, la notion de la force qui avait été introduite pour exprimer un état particulier de la matière, prend une existence propre à côté de celle-ci. Il en est de même pour la plupart des notions introduites dans la mesure et la coordination des phénomènes physiques et chimiques.

J'arrive en définitive à critiquer la méthode d'exposition tout au moins.

Au lieu de dérouler toutes les presque banales généralités sur Hegel, Locke et Aristote et la kyrielle obligée des philosophes, je ferai une rapide incursion dans l'astronomie, où les lois sont presque fixes et immuables, et dans la biologie, où la multiplicité des influences cause des transformations incessantes. J'y trouverai des rapprochements et des réflexions qui guideront et éclaireront ma critique.

Lorsque j'ai commencé l'étude de l'astronomie cinématique, il avait été convenu que le centre de la terre serait considéré comme le centre d'une sphère sur laquelle l'observateur pointerait les positions de chaque instant des astres à l'aide d'instruments et de méthodes qui n'importent pas ici.

Les étoiles furent ainsi cataloguées et certaines de leurs propriétés déterminées; le soleil et la lune furent étudiés dans leur marche céleste ainsi que dans leurs effets terrestres. Tout était basé sur des observations vraies et des formules exactes. Je m'étais laissé entraîner dans cette hypothèse de la fixité de la terre, sans retour sur mes connaissances antérieurement acquises, pleinement absorbé par ces recherches intéressantes et le rythme des mouvements de ces deux astres.

(*A finir.*) I. Trink.

(1) Ce morceau devait passer avant l'article paru dans le n° 7, c'est par suite d'une erreur de mise en pages qu'il a été transposé.

(2) A noter que Marx donne spécialement le nom de marchandises aux produits du capitalisme.

DES FAITS

Jean Carol, dans son livre *Chez les Hovas*, raconte le fait d'un vieux chef hova qui, sommé de faire sa soumission, fit répondre que l'on vînt la chercher.

Ce fut le général Galliéni qui s'y rendit avec quatre officiers. Le vieux chef, assis au milieu de la case, attendait impassible. Galliéni se dirigea vers lui, et lui brûla la cervelle.

C'est ce fait que la *Petite Gironde* et l'*Illustré National* ont choisi pour sujet de leur illustration, intitulant cela : *Acte d'héroïsme du général Galliéni!...*

A quel degré de lâcheté tombons-nous pour que des pitres osent publier des saletés pareilles?

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Justice. — Samedi matin, Blanc, préfet de police, Flory, juge d'instruction, Cochefert, chef de la Sûreté, Leygonie, commissaire de police, Valadier, aumônier, Parent, directeur de la Roquette, Wilmès, greffier à la cour, et Deibler, bourreau, se sont donné rendez-vous pour exécuter Carrara. Ils l'ont assailli dans sa cellule pendant son sommeil et l'ont traîné jusqu'à la guillotine dressée sur la place voisine, où l'exécution a eu lieu. Les bourreaux étaient protégés par plusieurs escouades de gardes municipaux et par de nombreux agents. Le chef de la bande, Félix Faure, qui avait approuvé ce haut fait, était tranquillement resté chez lui, où, au moment du crime, il dormait profondément, en attendant que Montjarret vînt apporter à Sa Gracieuse Majesté le chocolat quotidien.

La victime était dans un état de prostration complète. Il a fallu le porter jusqu'au lieu du supplice. Ce n'était plus qu'une loque, un vrai cadavre! Jusqu'à la fin, l'aumônier n'a cessé de torturer ce malheureux de ses obsessions. Dans la crainte que l'inconscience dans laquelle semblait être Carrara n'adoucît les angoisses des derniers instants, il s'est plu, par un raffinement dont est seule susceptible une imagination de prêtre, à les aviver en le rappelant constamment au sentiment de sa situation et en lui versant à diverses reprises un cordial. Ce n'était pas assez de la torture de quarante jours, dont les détails ont été rapportés par les journaux; il a fallu que jusqu'à la dernière minute il se rendît bien compte de la réalité. Les escarpes procèdent habituellement avec moins de cruauté.

Le spectacle de cette boucherie a été tellement ignoble qu'il a révolté les assistants. La peine de mort s'est révélée là dans toute son horreur. Cette ignominieuse lâcheté qui fait que, sous prétexte de moraliser la société, on assassine en toute sécurité un homme désarmé et enchaîné, est enfin apparue. Les protestations qui se sont élevées peuvent-elles être considérées comme le prélude d'une protestation plus générale contre la peine capitale elle-même? Espérons-le!

Souhaitons aussi que l'on puisse y voir un présage du déni absolu du droit de punir que s'arroge la société, elle, la seule coupable, qui par son organisation injuste enfante la violence et le crime.

*
* *

La Grande Famille. — Il en arrive une bien bonne à Joseph Reinach. M. Reinach est un patriote, admirateur de l'armée, panégyriste de l'ordre social

présent, partisan des répressions vigoureuses visant les opinions subversives, élaborateur de lois scélérates. Or, voilà qu'il se trouve victime de cette belle organisation pour laquelle il n'eut jamais assez d'éloges et au maintien de laquelle il déploya toujours tant d'efforts.

Officier de réserve, il vient d'être cassé de son grade par un conseil d'enquête, pour avoir émis, en tant que citoyen, sur l'affaire Dreyfus, des manières de voir différentes de celles des chefs de l'armée.

Je ne dirai pas que c'est bien fait pour lui, bien qu'il ne l'ait pas volé. Mais il faut voir au delà de sa personnalité. La mesure est inique. Elle constitue un attentat révoltant contre la liberté individuelle. Elle ne tend à rien moins qu'à placer tout citoyen de vingt à quarante-cinq ans sous la menace de la juridiction militaire. Ce n'est pas assez que, durant cette période de vingt-cinq ans, tout Français soit exposé à être appelé à défendre contre « l'étranger » les intérêts des capitalistes, nos maîtres. Il nous sera demandé compte des opinions que nous émettrons, une fois sortis des griffes des despotes militaires, dans la vie civile. C'est l'enrégimentement effectif de tout un peuple, sa subordination constante à l'arbitraire et aux fantaisies burlesques et féroces des Ramollots de tout poil.

La voilà manifeste, la dictature anonyme que nous avons dénoncée, dictature d'autant plus dangereuse qu'elle s'exerce au nom de grands mots et de grands principes sonores et creux dont s'émerveillent respectueusement les badauds qui constituent la majorité du pays.

∴

La révolte du Prytanée militaire de la Flèche, dont nous avons parlé la semaine dernière, a fait l'objet d'une enquête.

Mais qu'on se rassure! L'enquête a été faite par un général. Cet « Honneur » étoilé a consulté, en deux temps et trois mouvements, les officiers accusés de brutalités, et, sur leur assurance qu'ils étaient aussi innocents que l'agneau qui vient de naître, il jugea superflu de pousser plus loin son enquête. Son information a duré trois heures. Voilà qui est expéditif!

Quant aux ecchymoses, aux blessures dont sont couverts les enfants, elles se sont, sans doute, produites par l'opération du Saint-Esprit. A moins que ces petits chenapans, qui doivent faire partie de quelque syndicat dreyfusard, ne se les soient faites eux-mêmes, histoire de compromettre l'honneur de l'armée.

∴

Les juges militaires, qui estiment que la mort est le seul châtiment convenable pour le petit soldat qui jette un bouton de tunique dans la direction d'un président de conseil de guerre, considèrent l'assassinat d'un vulgaire pékin comme une faute vénielle. C'est ce qui est arrivé à Saint-Martin-de-Ré. A la suite d'une rixe entre soldats et matelots, un sabre-baïonnette avait été perdu. Il fut rapporté le lendemain au quartier par un inconnu.

Les soldats résolurent de tirer une vengeance éclatante de celui qui avait rapporté cette baïonnette. Ils se rendent dans un cabaret fréquenté par des marins et là ils s'acharnent sur un malheureux journalier, Alexis Raynaud, et le tuent. Ils étaient six à frapper.

Le conseil de guerre en a condamné deux à un an de prison, un troisième à trois mois, un quatrième à six jours; il a acquitté les deux autres.

∴

On avait promis de conduire nos soldats à la boucherie. La promesse se réalise déjà. La boucherie où on les conduit est celle où l'intendance s'approvisionne de viande avariée et de conserves empoisonnées. Il y a à Tours, en ce moment, 150 soldats à l'hôpital pour avoir mangé de la viande conservée. Quelques-uns sont morts.

Une enquête est ouverte, dit-on; c'est-à-dire que l'on va prier les fournisseurs de l'armée, tout en s'excusant de les déranger pour si peu, de déclarer si la viande qu'ils ont livrée était bonne ou mauvaise. Ils jureront leurs grands dieux qu'elle était de première qualité et que le soudage des boîtes s'est fait dans les meilleures conditions voulues. Là-dessus, on donnera tort aux soldats pour s'être empoisonnés et on menacera ces fricoteurs de les fourrer dedans, la prochaine fois qu'ils recommenceront, scrongnieugnieu! A moins qu'ils n'y laissent la vie.

Et il y a encore des gens qui croient à l'utilité de l'armée!

∴

Quant aux suicides, ils continuent de plus belle.

Un jeune soldat de la classe 1896, nommé Boissel, a tenté de se suicider à Agen, en se tirant un coup de fusil dans la poitrine. La cause en est attribuée « aux punitions qu'il avait encourues »; lisez : aux persécutions dont il était l'objet.

A Toulouse, un sergent du 83[e] d'infanterie, nommé Carbonneau, s'est noyé dans le fleuve.

A Nancy, le soldat Bour, en prévention de conseil de guerre pour refus d'obéissance, a été trouvé pendu dans sa cellule.

Nous continuerons la semaine prochaine cette lugubre série.

André Girard.

Italie.

Quelques notes sur la situation italienne. — Décidément l'Italie est livrée aux soldats. Elle marche vers la militarisation complète, depuis celle des employés des chemins de fer jusqu'à celle du ministère. En effet, les dernières nouvelles nous apprennent que le roi, après beaucoup de pourparlers avec un certain nombre d'hommes politiques des plus réactionnaires, a définitivement chargé le général Pelloux de la composition du ministère. Le roi prépare habilement son 2 décembre. Cela est, de sa part, très logique.

Etant donnée cette situation anormale, quel est le devoir des vrais révolutionnaires? Malheureusement les avis sont partagés, même entre nous. Il y a des camarades qui, à l'instar des socialistes, ont été presque surpris par le mouvement révolutionnaire du peuple. Maintenant, ils voudraient, à notre avis, réagir contre cet emportement spontané populaire, et ne font que parler, pour lutter contre la réaction, de contrôler les actes du gouvernement et de faire valoir son influence dans les destinées du pays. Nous croyons que tout cela est de l'utopie pure.

La force des choses a imprimé dans l'âme de la masse populaire une conscience révolutionnaire contre les institutions qui nous régissent. Le soulèvement général de la population italienne en est la preuve. Nous croyons donc que les sentiments du peuple ont dépassé l'esprit théorique des partis révolutionnaires. On pourrait affirmer que l'insurrection a été domptée aussitôt que les troupes sont intervenues et que le prix des blés a diminué. Cela ne prouve autre chose qu'il n'y avait pas assez de force de résistance dans la masse; mais à qui la faute de cela?

Il ne faut donc pas affirmer que c'était la masse du peuple qui était impréparée et qui n'avait pas la conscience du moment révolutionnaire. Ce sont justement les partis soi-disant révolutionnaires qui étaient impréparés et n'ont pu se mêler avec efficacité au mouvement populaire et lui donner une direction intelligente.

Vouloir prêcher à présent la lutte pour les libertés politiques et pour l'action syndicale pure est donc une tactique utopistique. Mais c'est aussi une tactique réactionnaire.

Parce que si malheureusement le peuple suivait les prêcheurs de cette tactique, il devrait contraindre ses sentiments et ses élans révolutionnaires. Sous le prétexte de se faire une éducation politique, il laisserait échapper l'occasion favorable pour un bouleversement politique, étant donnée la situation économique et réactionnaire d'Italie, étant donné son entraînement révolutionnaire qui vient de se manifester d'une façon inattendue et merveilleuse.

Quel est donc le devoir des vrais révolutionnaires? Les événements nous ont appris que le réformisme des socialistes et de certains anarchistes est nuisible à la marche des idées. L'histoire ne se développe pas pacifiquement. Et puisque c'est la révolution seule qui réalisera notre idéal, puisque le moment révolutionnaire est favorable comme il ne l'a jamais été, tout ce qu'il faut c'est une véritable préparation révolutionnaire de la masse. Il ne faut que de l'audace, toujours de l'audace et encore de l'audace, comme disait Danton.

La révolution est dans le peuple, dans son âme, dans ses sentiments. A nous de l'exploiter, de la diriger, de la faire aboutir à quelque chose d'utile et de pratique. Il ne s'agit pas maintenant de contrôler les actes du gouvernement. Contrôler quoi? Cela voudrait dire que si le gouvernement agit bien, il faut l'approuver. Mais un gouvernement peut-il agir bien?

Il s'agit donc d'organiser les forces révolutionnaires pour les rendre utiles au moment très proche où les événements les poussent de nouveau à engager la bataille contre les institutions.

Il s'agit d'être avec le peuple, si nous ne voulons pas marcher en arrière contre ses sentiments. Les moyens de lutte employés dans les temps normaux ne sont plus à la hauteur d'une situation qui nous entraînerait, bon gré mal gré, sans que nous puissions l'exploiter et la faire aboutir à nos fins.

La guerre est ouverte entre le peuple et les institutions. Si nous ne voulons donc être surpris pour la quatrième fois par les événements qui mûrissent, oublions les théories inutiles de tous les politiciens et préparons la révolution pour la révolution (1).

Vivaldo Lacchini.

Angleterre.

La grève des mineurs du Sud de Galles continue d'apporter ses enseignements de faits.

Les députés gallois à la *Chambre des communes* voulaient protester contre l'envoi des troupes parmi les mineurs. Mais le gouvernement voulant faire passer un bill réactionnaire en faveur de l'Eglise de l'Etat exécrée par les Gallois, le gouvernement n'a permis aux députés gallois de discuter sur la grève qu'à condition que ceux-ci votent pour son bill, ce qu'ils ont fait!

Puis ensuite on a parlé, parlé, parlé sur la grève, et on a conclu qu'il n'y avait rien à faire.

Mabon, un député des mineurs, mineur, lui aussi, autrefois, depuis qu'il a été reçu par la reine, se figure être un gentleman et a oublié ses anciens frères de misère.

Comme quoi le parlementarisme est le même partout.

Brésil.

Porto-Alegre. — Les 2, 3 et 4 janvier a eu lieu ici, la capitale de la province de Rio-Grande-do-Sul, un petit congrès représentant différentes professions. Avaient répondu à l'appel trente-deux délégués. Le groupe les *Libertaires* a fait admettre le boycottage et le sabottage.

Il y a grève, à Rio-Grande, des *carégador* (déchargeurs) de navires à vapeur; après une semaine de résistance, la grève s'est terminée par une défaite pour les grévistes, sans qu'ils aient rien obtenu.

A Pelotas, à une réunion de la ligue *Operarios*, où nous comptons quelques sympathies, un orateur, après avoir fait l'histoire du Brésil et démontré que la propriété était le fruit du vol, a conclu, comme remède, que les ouvriers ne devaient plus voter pour les capitalistes, mais bien pour les social-démocrates qui feraient un gouvernement bien gentil, doux comme un agneau et qui ferais le bonheur de tout le monde. Parmi nous aucun ne pouvait prendre la parole en portugais, faute de savoir suffisamment cette langue. Espérons que plus tard nous serons mieux à la hauteur. Inutile de vous dire que le Brésil va en prospérant, que les producteurs ont toutes leurs aises et que beaucoup voudraient en être partis.

Suisse.

Saint-Gall. — *Drames de la misère.* — Le lac de Constance vient d'être le théâtre d'un affreux drame. Une mère de famille, Mme Gugler, s'est jetée à l'eau avec ses deux enfants : un garçon de sept ans et une fillette de cinq ans. Le lendemain, on a trouvé

---

(1) « La révolution pour la révolution » nous semble ici une expression malheureuse. Nous comprendrions mieux « la révolution pour la réalisation des idées! » — N. D. L. R.

sur la grève, dans un endroit écarté, les chapeaux des enfants avec une lettre de Mme G... annonçant sa détermination.

A l'instar d'un organe gouvernemental, le *Bund* ayant eu l'effronterie d'assurer à ses lecteurs que c'était la lecture des romans qui avait été la cause du suicide des époux Scherer et de leurs quatre enfants à Bettlach, des feuilles saint-gallaises estiment que les habitudes d'intempérance du mari, M. Gugler, ont causé le suicide des siens.

Ces journaux nous la baillent belle. Si le suicide hantait des femmes qui lisent des romans, bien plus que les femmes d'ouvriers, les femmes riches, oisives et friandes des productions littéraires les plus pimentées fourniraient le gros contingent des suicidées.

Or, chacun sait que ces dames se gardent bien de se détruire; elles restent sans broncher de fidèles abonnées des librairies circulantes bien pourvues.

Et quand a-t-on vu une femme riche, dont le mari est ivrogne, tuer ses enfants et s'ôter la vie? A ce compte, les victimes féminines appartiendraient surtout aux classes riches. Lorsque la marmite cuit bien, une mère de famille ne se tue pas; elle lâche son mari ivrogne et élève ses enfants. Mais seule, si une mère est sans ressources, c'est la faim avec toutes ses horreurs pour elle et pour les êtres aimés. Alors elle a recours au suicide et c'est la société qui est responsable de ce suicide, parce qu'elle affame ceux qu'elle ne peut plus exploiter.

A Bienne, dans le canton de Berne, autre drame de la misère. Du pont de la rue de l'Hôpital, Mme K... a jeté son enfant, âgé de deux ans, dans le canal de la Suze, puis elle s'est précipitée elle-même dans les flots. Ce qui est certain, dit le *Journal du Jura*, c'est que cette personne était profondément malheureuse. Des pharisiens accusent la pauvre mère d'avoir bu; d'autres, tout aussi charitables, inventent un dérangement cérébral. — Et si elle avait bu? Est-ce qu'une mère réduite à une pareille extrémité n'a pas mille fois raison de demander à quelque breuvage la force nécessaire pour accomplir son effroyable projet?

Une malheureuse jeune fille, employée d'hôtel à Bâle, mise brusquement à la porte vers 11 heures du soir, sans ressources et ne voulant pas les demander à la prostitution, entra quelques minutes dans un cabaret et en sortit droit pour se jeter dans le Rhin. Des intéressés ont évidemment raconté que cette victime était en état d'ébriété. Chose à remarquer, le cabaretier n'a pas été inquiété.

Il est plus que probable que l'état d'esprit de celui qui meurt de faim diffère de l'état d'esprit de celui qui, en toute oisiveté, touche du 18 0/0 à la banque du Crédit tessinois pour 1897. Qu'un bien nourri, *à priori*, nomme folie les angoisses d'un estomac affamé, c'est dans la règle; mais celui qui n'a que son travail pour subsister sait ce que valent les affirmations de ceux qui possèdent pouvoir et privilèges.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

ROUBAIX. — Les camarades de Roubaix prient Bourguer de renvoyer le plus vite possible les bouquins qu'il a emportés de la bibliothèque.

Les camarades qui désirent recevoir tous les écrits libertaires ainsi que la brochure *La Peste religieuse* sont priés de s'adresser à Louis Impens, au *Franc Bourleur*, rue du Grand-Chemin.

⁂

SALEUX, le 25 juin 1898.

Mon cher Grave,

Ayant toujours suivi avec intérêt la propagande faite par les *Temps Nouveaux*, et la trouvant très utile, nécessaire même, à la cause, je serais désespéré de voir disparaître ce journal qui, à mon avis du moins, est toujours resté le plus conforme à nos idées. Aussi ai-je fait mon possible pour répondre à l'appel que tu avais mis dans ton dernier numéro. C'est tout ce que je peux t'envoyer pour aujourd'hui, car nos moyens ne sont pas épais, mais enfin si tous nos camarades en font autant, tu auras la satisfaction de voir que ton appel a été entendu, c'est ce que nous souhaitons tous ici.

Je te serre cordialement la main.

P.-S. — Tu trouveras ci-contre la liste de souscription.

L. M.

⁂

ROMANS. — *Appel aux militants.* Depuis quelque temps, la propagande semble dormir ici. Eu égard au nombre d'anarchistes connus et déclarés, la vente des journaux est dérisoire, au point que c'est à peine si les envois de fonds que fait le vendeur, le camarade Belle, couvrent les frais de poste.

Devons-nous nous laisser engourdir? N'y a-t-il rien à faire pour réveiller les énergies qui se laissent aller à l'assoupissement?

Nous faisons un pressant appel aux camarades, pour qu'ils nous apportent leur initiative.

DELALÉ.

AVIS

Nous avons fait déposer chez les libraires de Paris: *Déclarations d'Etiévant*, — *Entre Paysans*, de Malatesta, — *Machinisme*, de J. Grave.

Le produit de la vente doit être appliqué à faire réimprimer la *Morale anarchiste*, de Kropotkine. La vente des précédentes n'ayant pas rendu ce qu'il fallait, prière aux camarades d'aider à la vente de celles-ci.

⁂

L'imprimeur vient de nous livrer la onzième lithographie de notre album. Elle est de Hermann-Paul et a pour titre: *Il est défendu de marcher sur l'herbe*. Prix: 1 fr. 40 franco.

⁂

Nous voudrions compléter pour nos collections les journaux parus à Genève, avant le *Révolté*. Y a-t-il quelques camarades pouvant disposer des numéros suivants?

Révolution sociale (Genève 71), entière, sauf le n° 8.

Bulletin de la Fédération jurassienne:

1re année: Nos 2, 3, 4, 6, 12, 17 à 22 inclus.

2e année: Nos 2, 4, 7 à 15 inclus, 17 à 21 inclus, 24, 25, 27 à 31 inclus, 34, 35, 36 — 38 s'il existe?

3e année: Nos 1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13 à 19 inclus, et tout ce qui est paru à partir du 21 inclus.

4e année: Nos 1 à 7 inclus, 9 à 16 inclus, 18 à 42 inclus, et à partir du 44.

Toute la 5e année

6e année: Nos 1 à 11 inclus, 13 à 22 inclus, 24 à 27, 29, 30, 31 et 33, 34, 35 et du 37 au 41, 43 et 51.

7e année: Toute, sauf le n° 4.

Solidarité de 70: Nos 1 à 6, 12, 13, 14, 15 et à partir du 17.

Nous adresser les propositions.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu:

Pus cariele, par P. Kropotkine, 1 brochure, 20 bani, à la *Miscarei Sociale*, Bucarest. — Même librairie: *Cimma Religioasa*, par J. Most.

La Mentira patriotica, el militarismo, y la guerra, par José Ingegnieros, 1 broch. à la *Libreria Obrera*, calle Méjico 2072, Buenos-Ayres.

Empire, Trade and Armaments. An exposure. — *Second annual report.* — *The rally against Jingo imperialism*, trois brochures du *Increased armaments protest Committee*, adresse: G. H. Perris, 40, Outer Temple, Londres, W. C.

Lys sauvage, roman, par A. Theuriet; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Rachat des chemins de fer en Suisse, circulaire 18, série B du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Avant le procès (L'affaire Dreyfus), par E. Duclaux, 1 broch., 0 fr. 50; chez Stock.

Fragments..., par W. Wogt, 1 broch., 1 fr., Imprimeries réunies, Genève.

A las Hijas del Pueblo, par Ana Maria Mozoni. — *Porqué somos anarquistas?* par S.-F. Merlino. Deux brochures à la *Ciencia sociale*, Corrientes 2041, Buenos-Ayres.

A lire:

L'Ange, par G. Clémenceau, *L'Aurore*, 22 juin.

Cavaignac dictateur, par Henry-Leyret, *L'Aurore*, 26 juin.

PETITE CORRESPONDANCE

Romans. — Que peut faire l'attitude de Nabon? Du moment qu'il se met à préconiser les réformes, il prouve qu'il n'est pas, qu'il n'a jamais été anarchiste. A quoi bon s'occuper de lui, pas plus que de l'autre renégat Montant dont il se réclame?

R., à Roanne. — Je ne sais s'il reste toutes les broch. demandées. J'écris à Bruxelles.

Evening. — *La Commune de Paris* et *l'Idée de l'Etat* doit être un article de Bakounine, et n'existe pas en brochure.

L. M., Saleux. — N'ayant pas ton adresse, n'ai pu répondre directement. Merci et cordiale poignée de main.

B., au Havre. — Je vais voir pour le volume.

Y. Z. — Je vous répondrai la semaine prochaine.

F., à Bizes. — Mais je vous ai expédié *Paris* en place.

Reçu pour les détenus: M., à Bourges, 1 fr.

Reçu pour l'école: M., à Bourges, 1 fr. — Des camarades de Saleux, 5 fr. — Un groupe d'amis de Roanne, 20 fr. — En tout: 26 fr. — Listes précédentes, 334 fr. 75. — Total général: 360 fr. 75.

Reçu pour la colonie Buteau: X., 1 fr. — Un groupe d'amis de Roanne, 10 fr.

Reçu pour le journal: *Deux pauvres diables*, 2 fr. — B., à Marseille, 0 fr. 80. — Saint-Etienne, un groupe d'amis protestant contre la condamnation d'Etiévant, 15 fr. — P. V., 0 fr. 50. — Londres, de *Russian anarchist publication funds*, part des *T. N.*, 43 fr. 75. — Menu, 1 fr. — B., 1 fr. — Un Beaujolais, 5 fr. — Quelques camarades de Saleux se solidarisant pour contribuer à détruire l'autorité: Un sans-patrie, 1 fr.; Pour foutre la République dans la m..., 0 fr. 20; Un anonyme, 1 fr.; Le groupe « Les Solidaires », 6 fr. 25; Des contempteurs d'Etiévant, 5 fr.; Pour Elle toujours, 1 fr. 05; Etiévant vengeance, 0 fr. 50; Un soldat de la Révolution, 1 fr.; Un camarade d'Etiévant, 1 fr. Ensemble: 17 fr. — Merci à tous.

Café de Paris, Dison. — B., à Jemmeppes. — L., à Roubaix. — J. B., à Saint-Marcellin. — Groupe des *affamés*, à Spring-Walley (par le *P. P.*). — C., à Nice. — L. B., à Marseille. — M., à Saint-Etienne. — H., à Vienne. — V., à Nîmes. — G., Suisse. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* (1)	» 15
Un siècle d'attente —	» 15
Aux Jeunes gens —	» 15
La Grande Révolution —	» 15
Les Temps Nouveaux, *couverture de C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff*	» 30
Déclarations d'Etiévant, *couverture par Jehannet*	» 15
L'Anarchie, *par Reclus*	» 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon*	» 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Éducation. — Autorité paternelle, *par A. Girard, couverture de Luce*	» 15
La loi et l'autorité, *par Kropotkine*	» 15
L'enseignement libertaire	» 10
La Peste religieuse, *par Most*	» 10
Le Machinisme, *par J. Grave, couverture de Luce*	» 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, couverture de Mabel*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, couverture de Wuillaume*	» 15

(1) C'est le prix franco qui est marqué. Prises en nos bureaux, les brochures marquées de 0 fr. 15 à 0 fr. 30 se vendent 0 fr. 05 de moins; les autres, 0 fr. 10 de moins.

Le Gérant: DESÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 11 — DIX CENTIMES — DU 9 AU 15 JUILLET 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Ceux qui, la semaine prochaine, ne trouveraient pas le journal chez leur dépositaire habituel, c'est que l'envoi aura été cessé faute de paiement.

Vu l'abondance de copie, nous sommes forcés de supprimer le supplément, et de consacrer nos huit pages au journal.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

I

Déclarations des principes de 1866.

Aucun événement historique de ce siècle n'eut une influence aussi grande et aussi favorable sur le développement des idées socialistes, sur leur propagande dans tous les pays du monde civilisé que la fondation et dix ans d'existence de la grande *Association Internationale des Travailleurs.* Sans la moindre exagération, on peut affirmer que toutes les écoles et les fractions du socialisme contemporain se rattachent, plus ou moins directement, à cette grande association, et que même notre terminologie socialiste, par exemple collectivisme, communisme, autonomie (libertaire, anarchiste), caisse de résistance, instruction intégrale et autres, nous viennent de ses publications et de ses congrès.

Bien plus, la grande Association, grâce surtout aux efforts des ouvriers français, formula et inscrivit dans ses considérants, comme base fondamentale du mouvement socialiste internationaliste, que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Par cette déclaration, la cause du peuple était détachée de la politique bourgeoise. Auparavant les politiciens identifiaient souvent très sincèrement leurs revendications purement politiques avec celles du peuple. Tandis que ce dernier conçoit le bien-être et la liberté comme l'équité sociale basés sur l'égalité économique, les premiers se contentèrent toujours d'une liberté individuelle qui leur garantissait la jouissance des privilèges sociaux et économiques, en laissant au peuple la liberté de mourir de faim, et une égalité de déshérités bons à être exploités. Ce fut pendant les journées sanglantes du mois de juin 1848, alors que la bourgeoisie radicale, conduite par J. Favre, Marie, Marrast, E. Cavaignac et autres, trahissait et fusillait le peuple, que cette idée de la nécessité d'une pareille séparation s'affirma pour la première fois. Séparant la politique des classes, elle mettait aussi fin à la vieille doctrine d'une dictature soi-disant du prolétariat, mais en réalité de quelques ambitieux s'estimant des êtres providentiels.

Plus importante encore était la définition du but visé par le mouvement socialiste en général. Elle était ainsi conçue : « Considérant que l'assujettissement du travailleur au capital est la source d'une longue servitude politique, morale et matérielle,

« Pour cette raison, *l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique.* »

Si le premier considérant séparait la politique des exploiteurs de celle des exploités, il impliquait la subordination de messieurs les conspirateurs, les radicaux et les jacobins aux vraies conceptions socialistes, telles qu'elles étaient comprises en Angleterre au temps du grand mouvement oweniste (de 1828 à 1842) et en France pendant la révolution de 1848 (1). La France, l'Angleterre et la Suisse étaient, en réalité, les seuls pays de régime constitutionnel et parlementaire, et c'est dans ces pays que les socialistes ont constaté la vanité des droits et des libertés inscrits dans les chartes, quand la situation économique du peuple reste intacte et que l'exploitation de l'homme par l'homme constitue la base de la justice sociale. Mais les socialistes d'autres nationalités, surtout les Allemands, ne pouvaient pas admettre cette subordination du mouvement politique au grand but d'émancipation économique.

Aussi fit-on une opposition systématique à cette formule proposée par les Français et soutenue par les Anglais et les Suisses. Depuis 1864 jusqu'au premier congrès de Genève en 1866, dans toutes les discussions relatives aux statuts de la future association, Marx et ses amis combattirent la formule et, jusqu'à la veille du congrès, les vrais initiateurs du mouvement ne savaient pas si les politiciens n'auraient pas le dessus. Mais, à la grande satisfaction des initiateurs, leur formule fut adoptée par le congrès. « En lisant ce passage, raconte Fribourg (2), Tolain ne put se défendre d'un mouvement de joie : « Enfin, dit-il à ses collègues, on ne pourra plus dire que c'est nous seuls qui voulons absolument que la question politique ne passe pas avant tout. »

Nous verrons plus tard comment les politiciens et les partisans de la dictature altérèrent dans quelques éditions ultérieures ce passage des statuts généraux, et comment ils provoquèrent la scission dans l'Association justement sur cette question importante.

Qui sait si l'affirmation du principe de solidarité internationale proclamé par les mêmes considérants n'eut pas encore plus d'influence sur la classe ouvrière et sur le mouvement socialiste ? Certainement l'idée de solidarité universelle avait été émise et prônée par des philosophes et des poètes bien avant 1866. Epictète et Marc-Aurèle, les humanistes de la Réforme, les Encyclopédistes et les enthousiastes de la grande Révolution avec Anacharsis Clootz — « ce citoyen du monde » — Béranger et Pierre Dupont (1), la Révolution de 1848, le Manifeste de Marx, Dejacques et Cœurderoy et autres, ont prêché la solidarité universelle et la fraternité des nations.

Mais l'internationalisme, tel que l'entendait l'Association, se développa d'une part grâce à la révolution survenue dans la production et dans les moyens de communication au sein de l'humanité contemporaine (2), d'autre part sous l'influence des idées larges et humanitaires des écoles socialistes de Saint-Simon et surtout de R. Owen, qui, en 1836, organisa la première société internationale sous le titre : « Société de toutes les classes et toutes les nations. » Aussi, comme on le voit, la formule de l'Internationale reflète fidèlement ces deux influences :

« Considérant que l'émancipation des travailleurs *n'est pas un problème local ou national;* qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique ;

« Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industrieux de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés :

« Par ces raisons, le Congrès de l'Association Internationale déclare que cette association, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes, la VÉRITÉ, la JUSTICE, la MORALE, *sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité.* »

C'est un véritable plaisir de lire ces magnifiques déclarations, pleines de sentiments si nobles, de pensées si profondes... Et dire que de nos jours, en France, les énergumènes de la caserne, de la police, de la sacristie, des maisons de tolérance et de la presse vendue osent soulever la haine contre les étrangers, contre l'Internationale, contre la solidarité universelle! L'histoire connaît peu de crimes aussi abominables que cette apostasie monstrueuse de la part des écrivains qui se disent Français. Car

(1) Dans ma brochure j'ai cité (pages 18, 19 et 20) l'opinion des owenistes. Dans mon article « Soyons justes », on trouvera des citations françaises.

(2) E. Fribourg, *Association internationale des Travailleurs*, page 151, Paris 1871.

(1) Dans sa chanson :

« Les peuples sont pour nous des frères,
Et les tyrans des ennemis. »

(2) Le grand statisticien A. Quételet indiqua, en 1836, que « depuis un demi-siècle et dans les limites même de l'Europe, les peuples tendent à perdre leur physionomie nationale et à se fondre en un type commun ».

sur la grève, dans un endroit écarté, les chapeaux des enfants avec une lettre de Mme G... annonçant sa détermination.

A l'instar d'un organe gouvernemental, le *Bund* ayant eu l'effronterie d'assurer à ses lecteurs que c'était la lecture des romans qui avait été la cause du suicide des époux Scherer et de leurs quatre enfants à Bettlach, des feuilles saint-gallaises estiment que les habitudes d'intempérance du mari, M. Gugler, ont causé le suicide des siens.

Ces journaux nous la baillent belle. Si le suicide hantait des femmes qui lisent des romans, bien plus que les femmes d'ouvriers, les femmes riches, oisives et friandes des productions littéraires les plus pimentées fourniraient le gros contingent des suicidées.

Or, chacun sait que ces dames se gardent bien de se détruire; elles restent sans broncher de fidèles abonnées des librairies circulantes bien pourvues.

Et quand a-t-on vu une femme riche, dont le mari est ivrogne, tuer ses enfants et s'ôter la vie? A ce compte, les victimes féminines appartiendraient surtout aux classes riches. Lorsque la marmite cuit bien, une mère de famille ne se tue pas; elle lâche son mari ivrogne et élève ses enfants. Mais seule, si une mère est sans ressources, c'est la faim avec toutes ses horreurs pour elle et pour les êtres aimés. Alors elle a recours au suicide et c'est la société qui est responsable de ce suicide, parce qu'elle affame ceux qu'elle ne peut plus exploiter.

A Bienne, dans le canton de Berne, autre drame de la misère. Du pont de la rue de l'Hôpital, Mme K... a jeté son enfant, âgé de deux ans, dans le canal de la Suze, puis elle s'est précipitée elle-même dans les flots. Ce qui est certain, dit le *Journal du Jura*, c'est que cette personne était profondément malheureuse. Des pharisiens accusent la pauvre mère d'avoir bu; d'autres, tout aussi charitables, inventent un dérangement cérébral. — Et si elle avait bu? Est-ce qu'une mère réduite à une pareille extrémité n'a pas mille fois raison de demander à quelque breuvage la force nécessaire pour accomplir son effroyable projet?

Une malheureuse jeune fille, employée d'hôtel à Bâle, mise brusquement à la porte vers 11 heures du soir, sans ressources et ne voulant pas les demander à la prostitution, entra quelques minutes dans un cabaret et en sortit droit pour se jeter dans le Rhin. Des intéressés ont évidemment raconté que cette victime était en état d'ébriété. Chose à remarquer, le cabaretier n'a pas été inquiété.

Il est plus que probable que l'état d'esprit de celui qui meurt de faim diffère de l'état d'esprit de celui qui, en toute oisiveté, touche du 18 0/0 à la banque du Crédit tessinois pour 1897. Qu'un bien nourri, *à priori*, nomme folie les angoisses d'un estomac affamé, c'est dans la règle; mais celui qui n'a que son travail pour subsister sait ce que valent les affirmations de ceux qui possèdent pouvoir et privilèges.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

ROUBAIX. — Les camarades de Roubaix prient Bourguer de renvoyer le plus vite possible les bouquins qu'il a emportés de la bibliothèque.

Les camarades qui désirent recevoir tous les écrits libertaires ainsi que la brochure *La Peste religieuse* sont priés de s'adresser à Louis Impens, au *Franc Bourleur*, rue du Grand-Chemin.

∴

SALEUX, le 25 juin 1898.

Mon cher Grave,

Ayant toujours suivi avec intérêt la propagande faite par les *Temps Nouveaux*, et la trouvant très utile, nécessaire même, à la cause, je serais désespéré de voir disparaître ce journal qui, à mon avis du moins, est toujours resté le plus conforme à nos idées. Aussi ai-je fait mon possible pour répondre à l'appel que tu avais mis dans ton dernier numéro. C'est tout ce que je peux t'envoyer pour aujourd'hui, car nos moyens ne sont pas épais, mais enfin si tous nos camarades en font autant, tu auras la satisfaction de voir que ton appel a été entendu, c'est ce que nous souhaitons tous ici.

Je te serre cordialement la main.

P.-S. — Tu trouveras ci-contre la liste de souscription.

L. M.

∴

ROMANS. — *Appel aux militants.* Depuis quelque temps, la propagande semble dormir ici. Eu égard au nombre d'anarchistes connus et déclarés, la vente des journaux est dérisoire, au point que c'est à peine si les envois de fonds que fait le vendeur, le camarade Belle, couvrent les frais de poste.

Devons-nous nous laisser engourdir? N'y a-t-il rien à faire pour réveiller les énergies qui se laissent aller à l'assoupissement?

Nous faisons un pressant appel aux camarades, pour qu'ils nous apportent leur initiative.

DELALÉ.

AVIS

Nous avons fait déposer chez les libraires de Paris : *Déclarations d'Etiévant.* — *Entre Paysans*, de Malatesta, — *Machinisme*, de J. Grave.

Le produit de la vente doit être appliqué à faire réimprimer la *Morale anarchiste*, de Kropotkine. La vente des précédentes n'ayant pas rendu ce qu'il fallait, prière aux camarades d'aider à la vente de celles-ci.

∴

L'imprimeur vient de nous livrer la onzième lithographie de notre album. Elle est de Hermann-Paul et a pour titre : *Il est défendu de marcher sur l'herbe.* Prix : 1 fr. 40 franco.

∴

Nous voudrions compléter pour nos collections les journaux parus à Genève, avant le *Revolte*. Y a-t-il quelques camarades pouvant disposer des numéros suivants?

Révolution sociale (Genève 71), entière, sauf le n° 8.

Bulletin de la Fédération jurassienne :

1re année : Nos 2, 3, 4, 6, 12, 17 à 22 inclus.

2e année : Nos 2, 4, 7 à 15 inclus, 17 à 21 inclus, 24, 25, 27 à 31 inclus, 34, 35, 36 — 38 s'il existe?

3e année : Nos 1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13 à 19 inclus, et tout ce qui est paru à partir du 21 inclus.

4e année : Nos 1 à 7 inclus, 9 à 16 inclus, 18 à 42 inclus, et à partir du 44.

Toute la 5e année

6e année : Nos 1 à 11 inclus, 13 à 22 inclus, 24 à 27, 29, 30, 31 et 33, 34, 35 et du 37 au 41, 43 et 51.

7e année : Toute, sauf le n° 1.

Solidarité de 70 : Nos 1 à 6, 12, 13, 14, 15 et à partir du 17.

Nous adresser les propositions.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Pus cariële, par P. Kropotkine, 1 brochure, 20 bani, à la *Miscarei Sociale*, Bucarest. — Même librairie : *Cimma Religioasa*, par J. Most.

La Mentira patriotica, el militarismo, y la guerra, par José Ingegnieros, 1 broch. à la *Libreria Obrera*, calle Méjico 2072, Buenos-Ayres.

Empire, Trade and Armaments. An exposure. — *Second annual report.* — *The rally against Jingo imperialism*, trois brochures du *Increased armaments protest Committee*, adresse : G. H. Perris, 40, Outer Temple, Londres, W. C.

Ly: sauvage, roman, par A. Theuriet; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Rachat des chemins de fer en Suisse, circulaire 18, série B du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Avant le procès (L'affaire Dreyfus), par E. Duclaux, 1 broch., 0 fr. 50; chez Stock.

Fragments..., par W. Wogt, 1 broch., 1 fr., Imprimeries réunies, Genève.

A las Hijas del Pueblo, par Ana Maria Mozoni. — *Porqué somos anarquistas?* par S.-F. Merlino. Deux brochures à la *Ciencia sociale*, Corrientes 2041, Buenos-Ayres.

A lire :

L'Ange, par G. Clémenceau, *L'Aurore*, 22 juin.

Cavaignac dictateur, par Henry-Leyret, *L'Aurore*, 26 juin.

PETITE CORRESPONDANCE

Romans. — Que peut faire l'attitude de Nahon? Du moment qu'il se met à préconiser les réformes, il prouve qu'il n'est pas, qu'il n'a jamais été anarchiste. A quoi bon s'occuper de lui, pas plus que de l'autre renégat Montant dont il se réclame?

R., à Roanne. — Je ne sais s'il reste toutes les broch. demandées. J'écris à Bruxelles.

Evening. — *La Commune de Paris* et *l'Idée de l'Etat* doit être un article de Bakounine, et n'existe pas en brochure.

L. M., Saleux. — N'ayant pas ton adresse, n'ai pu répondre directement. Merci et cordiale poignée de main.

B., au Havre. — Je vais voir pour le volume.

Y. Z. — Je vous répondrai la semaine prochaine.

F., à Bizes. — Mais je vous ai expédié *Paris* en place.

Reçu pour les détenus : M., à Bourges, 1 fr.

Reçu pour l'école : M., à Bourges, 1 fr. — Des camarades de Saleux, 5 fr. — Un groupe d'amis de Roanne, 20 fr. — En tout : 26 fr. — Listes précédentes, 334 fr. 75. — Total général : 360 fr. 75.

Reçu pour la colonie Buteau : X., 1 fr. — Un groupe d'amis de Roanne, 10 fr.

Reçu pour le journal : *Deux pauvres diables*, 2 fr. — B., à Marseille, 0 fr. 80. — Saint-Etienne, un groupe d'amis protestant contre la condamnation d'Etiévant, 15 fr. — P. V., 0 fr. 50. — Londres, de *Russian anarchist publication funds*, part des *T. N.*, 43 fr. 75. — Menu, 1 fr. — B., 1 fr. — Un Beaujolais, 5 fr. — Quelques camarades de Saleux se solidarisant pour contribuer à détruire l'autorité : Un sans-patrie, 1 fr.; Pour foutre la République dans la m..., 0 fr. 20; Un anonyme, 1 fr.; Le groupe « Les Solidaires », 6 fr. 25; Des contempteurs d'Etiévant, 5 fr.; Pour Elle toujours, 1 fr. 05; Etiévant vengeance, 0 fr. 50; Un soldat de la Révolution, 1 fr.; Un camarade d'Etiévant, 1 fr. Ensemble : 17 fr. — Merci à tous.

Café de Paris, Dison. — B., à Jemmeppes. — L., à Roubaix. — J. B., à Saint-Marcellin. — Groupe des *affamés*, à Spring-Walley (par le *P. P.*). — C., à Nice. — L. B., à Marseille. — M., à Saint-Etienne. — H., à Vienne. — V., à Nîmes. — G., Suisse. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* (1)	» 15
Un siècle d'attente —	» 15
Aux Jeunes gens —	» 15
La Grande Révolution —	» 15
Les Temps Nouveaux, *couverture de C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *Tcherkesoff*	» 30
Déclarations d'Etiévant, *couverture par Jehannet*	» 15
L'Anarchie, *par Reclus*	» 15
Patrie et Internationalisme, *par Hamon*	» 15
L'ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Éducation. — Autorité paternelle, *par A. Girard, couverture de Luce*	» 15
La loi et l'autorité, *par Kropotkine*	» 15
L'enseignement libertaire	» 10
La Peste religieuse, *par Most*	» 10
Le Machinisme, *par J. Grave, couverture de Luce*	» 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, couverture de Mabel*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, couverture de Wuillaume*	» 15

(1) C'est le prix franco qui est marqué. Prises en nos bureaux, les brochures marquées de 0 fr. 15 à 0 fr. 30 se vendent 0 fr. 05 de moins; les autres, 0 fr. 10 de moins.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 11

DIX CENTIMES

DU 9 AU 15 JUILLET 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois. . . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois. . . . . . . — 4 »
Trois Mois. . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Ceux qui, la semaine prochaine, ne trouveraient pas le journal chez leur dépositaire habituel, c'est que l'envoi aura été cessé faute de paiement.

Vu l'abondance de copie, nous sommes forcés de supprimer le supplément, et de consacrer nos huit pages au journal.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

I

Déclarations des principes de 1866.

Aucun événement historique de ce siècle n'eut une influence aussi grande et aussi favorable sur le développement des idées socialistes, sur leur propagande dans tous les pays du monde civilisé que la fondation et dix ans d'existence de la grande *Association Internationale des Travailleurs*. Sans la moindre exagération, on peut affirmer que toutes les écoles et les fractions du socialisme contemporain se rattachent, plus ou moins directement, à cette grande association, et que même notre terminologie socialiste, par exemple collectivisme, communisme, autonomie (libertaire, anarchiste), caisse de résistance, instruction intégrale et autres, nous viennent de ses publications et de ses congrès.

Bien plus, la grande Association, grâce surtout aux efforts des ouvriers français, formula et inscrivit dans ses considérants, comme base fondamentale du mouvement socialiste internationaliste, que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Par cette déclaration, la cause du peuple était détachée de la politique bourgeoise. Auparavant les politiciens identifiaient souvent très sincèrement leurs revendications purement politiques avec celles du peuple. Tandis que ce dernier conçoit le bien-être et la liberté comme l'équité sociale basés sur l'égalité économique, les premiers se contentèrent toujours d'une liberté individuelle qui leur garantissait la jouissance des privilèges sociaux et économiques, en laissant au peuple la liberté de mourir de faim, et une égalité de déshérités bons à être exploités. Ce fut pendant les journées sanglantes du mois de juin 1848, alors que la bourgeoisie radicale, conduite par J. Favre, Marie, Marrast, E. Cavaignac et autres, trahissait et fusillait le peuple, que cette idée de la nécessité d'une pareille séparation s'affirma pour la première fois. Séparant la politique des classes, elle mettait aussi fin à la vieille doctrine d'une dictature soi-disant du prolétariat, mais en réalité de quelques ambitieux s'estimant des êtres providentiels.

Plus importante encore était la définition du but visé par le mouvement socialiste en général. Elle était ainsi conçue : « Considérant que l'assujettissement du travailleur au capital est la source d'une longue servitude politique, morale et matérielle,

« Pour cette raison, *l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique.* »

Si le premier considérant séparait la politique des exploiteurs de celle des exploités, il impliquait la subordination de messieurs les conspirateurs, les radicaux et les jacobins aux vraies conceptions socialistes, telles qu'elles étaient comprises en Angleterre au temps du grand mouvement oweniste (de 1828 à 1842) et en France pendant la révolution de 1848 (1). La France, l'Angleterre et la Suisse étaient, en réalité, les seuls pays de régime constitutionnel et parlementaire, et c'est dans ces pays que les socialistes ont constaté la vanité des droits et des libertés inscrits dans les chartes, quand la situation économique du peuple reste intacte et que l'exploitation de l'homme par l'homme constitue la base de la justice sociale. Mais les socialistes d'autres nationalités, surtout les Allemands, ne pouvaient pas admettre cette subordination du mouvement politique au grand but d'émancipation économique.

Aussi fit-on une opposition systématique à cette formule proposée par les Français et soutenue par les Anglais et les Suisses. Depuis 1864 jusqu'au premier congrès de Genève en 1866, dans toutes les discussions relatives aux statuts de la future association, Marx et ses amis combattirent la formule et, jusqu'à la veille du congrès, les vrais initiateurs du mouvement ne savaient pas si les politiciens n'auraient pas le dessus. Mais, à la grande satisfaction des initiateurs, leur formule fut adoptée par le congrès. « En lisant ce passage, raconte Fribourg (2), Tolain ne put se défendre d'un mouvement de joie : « Enfin, dit-il à ses collègues, on ne pourra plus dire que c'est nous seuls qui voulons absolument que la question politique ne passe pas avant tout. »

Nous verrons plus tard comment les politiciens et les partisans de la dictature altérèrent dans quelques éditions ultérieures ce passage des statuts généraux, et comment ils provoquèrent la scission dans l'Association justement sur cette question importante.

Qui sait si l'affirmation du principe de solidarité internationale proclamé par les mêmes considérants n'eut pas encore plus d'influence sur la classe ouvrière et sur le mouvement socialiste ? Certainement l'idée de solidarité universelle avait été émise et prônée par des philosophes et des poètes bien avant 1866. Epictète et Marc-Aurèle, les humanistes de la Réforme, les Encyclopédistes et les enthousiastes de la grande Révolution avec Anacharsis Clootz — « ce citoyen du monde » — Beranger et Pierre Dupont (1), la Révolution de 1848, le Manifeste de Marx, Dejacques et Cœurderoy et autres, ont prêché la solidarité universelle et la fraternité des nations.

Mais l'internationalisme, tel que l'entendait l'Association, se développa d'une part grâce à la révolution survenue dans la production et dans les moyens de communication au sein de l'humanité contemporaine (2), d'autre part sous l'influence des idées larges et humanitaires des écoles socialistes de Saint-Simon et surtout de R. Owen, qui, en 1836, organisa la première société internationale sous le titre : « Société de toutes les classes et toutes les nations. » Aussi, comme on le voit, la formule de l'Internationale reflète fidèlement ces deux influences :

« Considérant que l'émancipation des travailleurs *n'est pas un problème local ou national;* qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique ;

« Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industrieux de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés :

« Par ces raisons, le Congrès de l'Association Internationale déclare que cette association, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes, la VÉRITÉ, la JUSTICE, la MORALE, *sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité.* »

C'est un véritable plaisir de lire ces magnifiques déclarations, pleines de sentiments si nobles, de pensées si profondes... Et dire que de nos jours, en France, les énergumènes de la caserne, de la police, de la sacristie, des maisons de tolérance et de la presse vendue osent soulever la haine contre les étrangers, contre l'Internationale, contre la solidarité universelle! L'histoire connaît peu de crimes aussi abominables que cette apostasie monstrueuse de la part des écrivains qui se disent Français. Car

---

(1) Dans ma brochure j'ai cité (pages 18, 19 et 20) l'opinion des owenistes. Dans mon article « Soyons justes », on trouvera des citations françaises.

(2) E. Fribourg, *Association internationale des Travailleurs*, page 151, Paris 1871.

(1) Dans sa chanson :

« Les peuples sont pour nous des frères,
Et les tyrans des ennemis. »

(2) Le grand statisticien A. Quételet indiqua, en 1836, que « depuis un demi-siècle et dans les limites même de l'Europe, les peuples tendent à perdre leur physionomie nationale et à se fondre en un type commun ».

c'étaient justement les ouvriers français, et non des ouvriers trop avancés comme Fribourg, Tolain et autres, qui insistèrent pour l'insertion de ces nobles idées de solidarité humaine.

(*A suivre.*)

W. Tcherkesoff.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

PARLONS POLITIQUE...

Le moment est favorable à l'éducation civique. Après la période électorale, la crise ministérielle. L'une et l'autre sont fertiles en hauts enseignements. Ce sont, dans la comédie politique, deux scènes différentes, ayant chacune sa saveur propre et son spécial intérêt.

Par son cadre plus vaste, par le nombre des acteurs, par le contact entre électeurs et candidats, politiciens d'occasion et politiciens de profession, la première est plus brutale. C'est de la farce aux traits appuyés, un dévergondage de kermesse. C'est la foire aux mandats, selon l'exacte expression qui s'acclimate. Etalage complet, déballage rapide, lâchée cynique de tout ce qu'il y a de vilenies, de bassesses et de lâchetés dans les réservoirs nationaux. De la décence? On n'a pas le temps. Des scrupules? Ça gêne. On en voit qui s'exhibent et se détaillent comme des filles pressées de se vendre. D'autres comptent l'argent, sans prendre la peine de se détourner, et on entend sonner le prix des consciences. C'est l'entraînement dans la honte, l'émulation dans l'infamie. Plus noire est la calomnie, plus grossier le mensonge, plus éclatante la trahison, mieux ça vaut et mieux ça sert. Très vite vient le moment où, pour rester là, il faut se tenir le cœur à deux mains, comme dans les bouges après l'orgie.

Tel est le premier bouillon de la cuvée, la mixture ignoble où tournoient, pêle-mêle, crasses et résidus. Ça n'est pas encore écumé. Ensuite, en un travail plus calme, la liqueur malfaisante se distillera goutte à goutte. Après la grosse nausée du début, ce sera, pour l'observateur, l'écœurement journalier de la vie parlementaire. Car, pour se servir habilement d'un mandat politique, il faut autant d'impudence, mais plus de cautèle encore et de roublardise que pour l'obtenir. Jamais dans les siècles révolus d'absolutisme, il n'y eut un aussi bon moment pour la honteuse politique que notre époque de suffrage universel. Obligé plus que jamais aux dissimulations et aux feintes, cet art fit d'énormes progrès du jour où il fallut donner quelque publicité aux actes du pouvoir et mettre un peu le peuple dans les secrets, sinon dans les bénéfices de l'Etat. Et sur cette politique affinée, gloire des démocraties modernes, rien ne nous renseigne mieux que la chute et la formation d'un ministère.

Nos assemblées délibérantes figurent très exactement des troupes d'acrobates qui jongleraient, sans se blesser, avec des armes dangereuses. Poignards nus et acérés, sabres tranchants, ce sont, dans l'espèce, les opinions politiques. Chaque député est tenu d'en choisir une et de s'en servir. Il est, selon le cas, socialiste ou réactionnaire, opportuniste ou radical. Si chacun de ces partis pouvait représenter fidèlement l'idée qu'exprime son titre, du choc inévitable entre opinions aussi tranchées naîtraient des événements nouveaux et des transformations effectives. Mais le nouveau, c'est l'inconnu, et voilà ce dont nos politiciens ne veulent à aucun prix. Par elles-mêmes, les armes qu'ils brandissent sont évidemment redoutables, mais le tout est de savoir comment ils s'en servent. Ils ont soin de les manier toujours en jongleurs prudents, jamais en combattants acharnés. Solidaires des mêmes intérêts, malgré l'apparence, ils prennent garde que l'adversaire ne se blesse pas plus qu'eux-mêmes et lui lancent le couteau de sorte qu'il puisse le saisir, commodément, par le manche.

Y a-t-il effusion de sang, ce n'est pas conviction, mais maladresse. Jongler avec des armes coupantes n'est pas facile et tous n'y sont pas de même force. Il advient parfois qu'un des joueurs manque son coup. Voilà l'événement parlementaire, la crise ministérielle. Cela se produit rarement au cours d'un débat un peu sérieux. Dans ce cas, en effet, chacun est prêt, averti, attentif et la partie se poursuit sans incident. Un ministère choit presque toujours — on l'a remarqué — sur quelque vétille, en un moment de désarroi, quand personne n'y songe. Parfois c'est la faute d'un seul, imprudent ou entêté, ou bien quelque surprise, un malentendu, une fausse manœuvre. On n'en est pas bien sûr. On refait le compte des voix. Ça n'est pas possible! Qui l'aurait cru? Voyez-vous le hasard! Et on s'exclame et on se dépite comme des duellistes qui se sont touchés en s'évitant. On a vu cela, très bien, lors de la dernière crise où, pour s'assurer que M. Méline ne reviendrait pas, il n'a pas fallu moins de vingt-quatre heures.

Mais pour réparer la gaffe d'un seul ou la faute de tous, les virtuoses de la troupe sont là.

Ce n'est pas toujours commode. Cet accident sans conséquence du train-train politique — accident fatal en des tournois aussi animés et compliqués — doit rester aux yeux du vulgaire un résultat logique, très significatif et très important, du « libre jeu de nos institutions ». On ne peut donc pas remplacer par des gens de même couleur et de même réputation des gens qui furent censés partir parce qu'ils ne sympathisaient plus avec le pays. Ce serait avouer l'inutilité des crises ministérielles et ensemble des ministères. On ne peut pas non plus promettre formellement du nouveau, puisqu'on n'en veut pas faire. Il faut que ça continue d'être la même chose... sans en avoir l'air. Et c'est à de tels problèmes que s'use le génie des hommes d'Etat. Chacun a sa méthode. Celui-ci la concentration, un autre l'homogénéité, celui-là la conciliation. Il y faut surtout de la roublardise, du toupet, beaucoup de naturel dans le mensonge et de grâce dans la trahison.

Pour un homme de réputation austère, M. Brisson ne nous paraît pas s'en être trop mal tiré. Il a montré que les ressources de la politique ne sont pas moins grandes que ses surprises. Il s'est rappelé à propos que la commodité d'un parti politique c'est que, nuancé à l'infini, ses traînards se confondent avec l'avant-garde du groupe suivant comme son avant-garde fraternise avec les traînards du groupe qui précède. Il s'est dit aussi qu'en politique, domaine de l'illusion et de la frime, le mot vaut autant et plus que la chose. Et, fort de ces deux observations, le républicain austère a formé un cabinet avec des radicaux acquis à l'opportunisme. Ayant ainsi le droit d'appeler radical ce ministère de réaction, il a pu le faire accepter à la fois par des radicaux et par des réactionnaires, offrant aux uns le nom, aux autres la chose.

C'est très habile. Mais peut-on rêver comédie plus cynique, entreprise plus malpropre! Et on voudrait faire croire qu'à ces louches trafics, à ces basses intrigues peuvent s'intéresser et se mêler de vrais socialistes, des gens qui portent en eux le grand idéal de la liberté totale, de la fraternité complète, du travail libre et souverain, de la vie simple et franche! Non, ce n'est pas possible. Assemblées parlantes et conseils de gouvernement sont choses du passé, choses mortes et corrompues. Ailleurs est la vie, ailleurs est l'avenir, en dehors et très au-dessus de ces bassesses, de ces laideurs. De plus en plus, vigueur intellectuelle et robustesse d'âme se mesurent au mépris de la politique et de ses moyens. Elle se lève enfin! — la voix des hommes nouveaux, des sans-parti, des sans-programme. On ne les effare plus, ceux-là, avec des escamotages de boules à scrutin, des élégances de tribune, de la salive et du plastron. Pourparlers mystérieux, mines graves, conciliabules secrets, allures d'hommes indispensables, sauvetages périodiques de la chose publique, rien ne les émeut plus dans le rituel parlementaire et la simagrée démocratique. Ils savent passer outre aux étiquettes, et derrière le vide des mots tendent aux réalités. Entrepreneurs d'affaires publiques et trafiquants de portefeuilles, ratés et parasites du travail ne sont plus pour eux les premiers d'une nation, mais les derniers; ils viennent en queue, aux plus bas échelons, loin, très loin derrière les producteurs de la terre, de l'industrie et de l'art. Le masque bête et bas du citoyen ne cadre pas à leur face. Du guet-apens politique ils ne veulent être dupes ni complices. Ni élus, ni gouvernants, mais pas électeurs non plus, ni gouvernés. Des hommes, simplement, des hommes libres, et ils croient que pour agir avec ses semblables et leur parler ce titre suffit.

Charles-Albert.

Discussion sur la méthode en histoire (1)

(*Suite et fin*)

La notion de l'unité de structure des deux règnes et celle de l'unité vitale s'étant répandues, les physiologistes étant faits à l'idée que les actes vitaux ont leur raison d'être dans les conditions physico-chimiques qui les déterminent; l'hypothèse de la génération spontanée des organismes, qui se confond en définitive avec la théorie de la création de toutes pièces, ayant cessé d'être soutenable; les progrès de l'embryologie et de l'anatomie comparée, les données de la géographie animale dans ses rapports avec la paléontologie et enfin *Darwin se fondant avant tout sur les faits que révèle l'étude de la formation des races artificielles* surtout développées chez les éleveurs anglais qu'il a directement observés, il fut autorisé à prétendre que l'état actuel des choses n'a eu qu'une durée limitée, qu'il s'est développé hors d'un état antécédent et ce dernier d'un autre antécédent, et ainsi de suite. Démontrant que la concurrence vitale avait dû remplacer dans la nature l'action élective de l'homme dans la formation des races, il invoque la variabilité individuelle et l'hérédité pour expliquer l'évolution dans le temps.

La morphologie devient compréhensible, car, à la place d'une accumulation informe de matériaux épars, il s'est élevé une synthèse grandiose.

Il serait facile de retrouver ici les différentes remarques faites précédemment au sujet de l'astronomie. Seulement, mon but, en faisant ce court aperçu, était de *montrer la complexité et la multitude des points de vue sur lesquels une théorie se fonde* dans ce domaine du savoir et faire sentir combien *les hypothèses s'excluent moins dans les sciences naturelles*. En astronomie, elles paraissent plus ou moins comme des conventions qui facilitent les investigations; en biologie, elles jaillissent des faits mêmes. Là, elles servent de point de départ pour établir des lois et on marche de déduction en déduction; ici, elles sont l'expression de la synthèse des relations expérimentalement déterminées et on y aboutit par induction.

Au lieu d'adopter la méthode inductive pour exposer des *phénomènes apparemment plus indépendants encore les uns des autres que les phénomènes biologiques*, Marx a préféré *partir de quelques notions nettement définies et reconstituer la société capitaliste presque par la seule force de la*

(1) Voir le numéro précédent.

logique; les faits nombreux qu'il relate ne sont là vraiment que pour confirmer les lois déduites préalablement.

Que Marx ait découvert ces notions par la méthode inductive, je n'en doute pas; il l'a d'ailleus déclaré quelque part. Qu'une pénétration profonde des faits sociaux et de leurs connexions soit nécessaire pour constituer par la raison un édifice si complet et si vrai pour la période qu'il envisage, je le crois volontiers. Mais sa *méthode d'exposition* présente quand même des inconvénients sérieux.

En premier lieu, elle rend les prédictions à longue échéance extrêmement difficiles, sinon impossibles.

Les notions qui constituent la base de l'édifice logique doivent nécessairement rester fixes durant toute l'analyse. Or, comme je l'ai dit plus haut, elles ne sont en réalité que *l'expression de termes moyens*, résultantes des innombrables actions qui se produisent dans une société donnée, et, comme telles, *elles subissent de continuelles variations qui échappent dans les déductions.*

C'est, par exemple, l'apparition des monopoles et des fédérations de patrons qui pourraient bien contrarier la réaction prolétarienne et dominer le marché durant une certaine période. Ne peut-on pas prévoir à bref délai, en Amérique, des produits dont les prix ne seront plus l'expression du quantum de travail cristallisé, bien que le mode de production soit déjà capitaliste? Je sais qu'on a objecté le caractère accidentel aux variations subites des prix du pétrole dans ces dernières années; mais peut-on actuellement déclarer impossible qu'un jour l'entente soit complète entre les deux puissants syndicats et que les prix soient fixés d'après une certaine valeur d'usage qui s'établirait sur le marché?

Je te renvoie aussi à mon court aperçu de l'histoire de ces dernières années.

Cette question de la variation des données fondamentales est si importante que je te parlerai d'une étude d'un astronome belge, M. Folie, qui voulait donner une démonstration physique de la création.

Il développe la conséquence métaphysique que W. Thomson, après sa conversion aux théories thermo-dynamiques de Clausius, a déduite de celles-ci relativement à l'état futur de l'univers.

L'illustre physicien anglais était arrivé à ces conclusions que l'univers se rapproche fatalement de jour en jour, en vertu des lois naturelles, d'un état d'équilibre final de température, dans lequel les distances entre les molécules des corps seront arrivées à leur extrême limite, et qui rendra toute transformation nouvelle impossible (l'étude considère le problème de la nature comme une question de transformation d'énergie).

« Tel est donc le terme fatal du monde; sorti « du chaos, il rentrera dans le chaos, avec cette « différence toutefois qu'il ne sera plus animé de « ce mouvement de rotation qu'avait le chaos « originaire et qui lui a permis de se séparer « en différents groupes d'attraction; ce mouve- « ment de rotation aura lui-même été converti « tout entier en chaleur. »

Et M. Folie continue: « Il y a plus encore; non seulement le monde finira, mais il a commencé. Et, en effet, s'il existait depuis toute éternité, il y a une éternité déjà qu'il aurait dû finir, puisque la tendance à l'anéantissement de tout travail et à l'équilibre final de température, agissant depuis toute éternité, aurait dû se réaliser entièrement depuis une éternité déjà. On est donc en droit d'affirmer scientifiquement que l'univers, constitué avec les lois physiques que nous lui connaissons (et il est interdit à la science positive d'en supposer d'autres), n'existe que depuis un temps limité, quelque long du reste qu'il puisse être. Et quelle cause l'a ainsi constitué dans le temps? Une cause inhérente à lui-même? Mais ce serait absurde, car cette cause aurait dû agir aussi bien de toute éternité. Cette cause ne peut être que le fait d'une volonté libre, et la création se trouve ainsi démontrée physiquement, j'allais dire mathématiquement.

« Et qu'est-ce qui nous empêche d'admettre et même d'espérer que cette cause qui a constitué l'univers dans le temps, avec les forces qui l'animent, pourra agir à la fin des temps sur le morne chaos auquel il se trouvera réduit, pour lui imprimer une activité nouvelle et reconstituer un autre Univers? »

On pourrait trouver singulière cette « volonté libre » qui interviendrait de temps en temps, donnant ses ordres et son impulsion pour des millions de siècles et laissant ensuite le libre jeu aux lois naturelles de la transformation de l'énergie. Mais passons!

L'astronomie a démontré que le système solaire subissait un mouvement de translation dans l'espace infini. N'y a-t-il pas là des probabilités sérieuses d'influences variables qui agissaient déjà sur notre nébuleuse à son origine et qui agiront encore à sa fin? Et si l'on se rappelle que les théologies ont dû diminuer les interventions de leur créateur sur les phénomènes naturels après chaque progrès de la science positive, ne serait-il pas plus scientifique d'attendre la connaissance des lois inconnues de ces actions extérieures avant de recourir à l'aide d'une « volonté libre » et donner ainsi un regain de vie à des croyances fausses qui ont servi d'appuis à l'œuvre séculaire d'asservissement des sociétés?

Mais non! Ce savant incontestablement puissant n'est pas entièrement dégagé d'idées préconçues qui ont besoin de vivre; il a *isolé la nébuleuse* du reste de l'univers, inconsciemment sans doute, et il n'a vu que l'impulsion primitive inexplicable et l'équilibre final où la vie n'était plus possible; son imagination a été frappée par ces lignes qui terminent son étude:

« Au commencement Tu as fondé la Terre, et les Cieux sont les œuvres de tes mains; ils périront, mais Toi, Tu subsistes éternellement; et ils vieilliront tous comme un vêtement et Tu les changeras comme un manteau, et ils seront transformés. »

L'oubli et les associations d'idées sont analogues chez Marx.

Pendant qu'il construisait un édifice dont les liaisons étaient solides, la base subissait des transformations sans que les répercussions homologues puissent se produire dans les différentes parties. Son intelligence s'est de plus en plus impressionnée du caractère mécanique que révélait son œuvre et il a poussé jusqu'au bout les dernières conclusions de ses formules.

L'édifice tient encore; mais, sans élasticité, il s'écroulera un jour à la grande épouvante de ceux qui s'en étaient fait leur dernier refuge.

Et maintenant que je t'ai dit ces quelques considérations sur l'évolution des sciences et sur les influences psychologiques des conventions et des définitions, tu pourras comprendre cette dernière critique:

SA MÉTHODE D'EXPOSITION TIENT LE LECTEUR PRISONNIER DANS UN SYSTÈME RIGOUREUSEMENT LOGIQUE DONT LA BASE PERDRA SON EXISTENCE OBJECTIVE.

Nous pouvons donc nous expliquer les causes de l'outrecuidance et du dogmatisme dont bien des marxistes ont toujours fait preuve.

Pour eux, le caractère relatif des définitions a échappé; ils sont forts de la vigueur de l'œuvre et de sa valeur réelle. Et la discipline de leur esprit est devenue telle qu'ils sont moins aptes à comprendre les mouvements qui se dessinent et qui tendraient à *s'écarter de* LEUR *logique des faits*: c'est le défaut des écoles.

L'inconvénient de la méthode d'exposition est surtout considérable parce que, par sa portée, le *Capital* est devenu un ouvrage de propagande, tandis qu'il aurait dû être considéré comme une œuvre d'étude destinée aux esprits pénétrés des méthodes scientifiques. *Incompris, il est devenu l'évangile d'un parti populaire*; ses principes sont présentement des dogmes et il faudra un démenti flagrant pour que ceux qui ont actuellement l'avantage apparent d'une voie nettement tracée se réconcilient avec la philosophie des faits et ainsi avec le révolutionnarisme.

I. THISK.

Janvier 1898.

DE L'ECHANGE ET DE LA VALEUR

DANS LE COMMUNISME

A la suite de mes articles sur la *coopération communiste*, quelques lettres m'ont été adressées par divers lecteurs. C'est avec étonnement que j'ai rencontré en toutes ces lettres la même objection. Mais ce qui m'a le plus surpris, c'est de me voir attribuée unanimement par mes correspondants une opinion qui n'est pas la mienne. Je me suis évidemment mal expliqué.

On me reproche, après avoir supprimé la monnaie, de vouloir illogiquement conserver la valeur d'échange, et d'avoir, par conséquent, une fausse notion du communisme, qui est la négation de toute valeur d'échange.

En relisant mes articles, je n'y vois pourtant rien de tel, et je crois que mon seul tort a été de vouloir aller trop vite au-devant des objections éventuelles, portant sur la possibilité d'établir dès maintenant le communisme. J'ai dit simplement que quelques camarades et moi, nous croyions utile et praticable la création entre individus de rapports sociaux s'inspirant de notre conception d'une société communiste-anarchiste; que ces rapports pouvaient, à notre avis, s'établir par une réciprocité de services *sans aucune estimation de valeur*, et que ce résultat serait atteint intégralement lorsque le réseau d'aptitudes en rapport serait suffisamment complexe pour répondre à tous les besoins des participants.

S'il a été parlé de monnaie, d'échange de services *équivalents*, « du cordonnier préoccupé de rendre en chaussures, ou autrement, à l'ébéniste ce qu'il en a reçu en mobilier », qu'il soit bien entendu que c'était seulement pour indiquer les moyens de se passer de monnaie, *au début*, alors que le nombre restreint de participants à l'association représente une somme d'aptitudes productrices trop peu variée pour que puisse s'établir intégralement, et sans léser personne, cette prise au tas qui caractérise le communisme.

Que l'on comprenne bien que si nous ne sommes que trois ou quatre en rapport communiste, il existera une foule de besoins que nous ne pourrons satisfaire entre nous et que, pour les satisfaire, il nous faudra avoir recours à la société présente, à la tyrannie de laquelle nous ne pourrons nous soustraire, même au sein de notre petit groupe. Voilà pourquoi il avait été question du cordonnier cherchant à rendre à l'ébéniste un service équivalent à celui qu'il en a reçu.

En effet, dans le cas où l'ébéniste a fourni un mobilier au cordonnier, il a dû s'approvisionner d'une quantité de matière première assez considérable; il a fourni une somme de travail assez longue. Or, pour faire sa provision de matière première, pour se nourrir durant l'accomplissement de sa tâche, — si l'association communiste est restreinte — il a été forcé d'avoir recours à la société capitaliste qui a exigé de lui une somme de travail ou d'argent équivalant à ce qu'il lui a demandé. Si le cordonnier se borne, de son côté, à fournir à l'ébéniste une unique paire de chaussures qui lui aura coûté seulement une journée de travail et un approvisionnement minime de matière première, certainement, en raison de cette obligation dans laquelle l'état restreint de l'association communiste les met

tous les deux d'avoir recours à la société capitaliste, l'ébéniste sera victime d'une exploitation.

Mais si l'association est complexe, si la somme des besoins qu'elle réussit à satisfaire est très variée, *il est clair que le cordonnier n'aura plus* à se préoccuper de rendre à l'ébéniste l'équivalence de ce qu'il en aura reçu. Celui-ci se trouvant à même de réaliser la satisfaction de tous ou de presque tous ses besoins par la simple « prise au tas », pourra se pourvoir du nécessaire au cours de son travail. En raison de la complexité des rapports et de la variété des spécialités productrices, l'équilibre se produira toujours spontanément, plus ou moins indirectement, entre les services rendus; et nul besoin alors, même pour la satisfaction de sa propre conscience, de chercher à évaluer le service que tel ou tel vous aura rendu, car il en recevra, de par vous et de par l'ensemble des participants, tout l'équivalent, puisqu'il lui sera donné de satisfaire pleinement tous ses besoins. C'est là, précisément, ce qui fait la beauté du communisme, c'est que tout individu reçoit de la société la rémunération intégrale de son travail par la liberté de disposer des produits qui lui sont nécessaires, sans qu'il lui soit demandé compte de la valeur de son effort.

Dans une société où le communisme est intégralement établi, si l'on prend au hasard deux unités et que l'on compare, *à un moment donné*, le service rendu par l'une et par l'autre, il se pourra que le service de celle-ci puisse s'estimer à 10, alors que le service de celle-là, comparé à l'autre, vaille 1. Cependant, il serait absurde de conclure que la dernière devra 9 à la première, car, ou bien, à la longue, les services arriveront à s'équivaloir, ou bien l'ensemble des services rendus par les autres unités sociales rétabliront l'équilibre.

En parlant d'équivalence de services à rechercher, je n'avais en vue que les précautions à prendre par chacun, à l'époque des débuts embryonnaires d'un essai de société communiste, pour ne pas léser et exploiter son camarade.

J'espère avoir, cette fois-ci, assez nettement indiqué le but que quelques camarades poursuivent, et qui nous paraît répondre à notre idéal communiste-anarchiste.

* * *

Outre ce malentendu, un de mes correspondants me demande, non sans une pointe d'ironie, de lui expliquer sur quelle théorie je me base pour assigner une mesure à la valeur et affirmer que la valeur n'est autre chose que la mesure du droit de propriété.

Je n'ai jamais eu la prétention d'assigner une mesure précise à la valeur. Comme le dit fort bien mon correspondant, c'est là l'insurmontable obstacle contre lequel se sont brisés les arguments de l'économie politique.

La valeur est une chose essentiellement relative, pour laquelle aucune mesure absolue ne saurait être imaginée. Même l'heure de travail, adoptée par certains socialistes, et qui paraît à première vue la mesure rationnelle, ne peut fournir une base équitable. La somme d'effort dépensée durant l'unité de temps est très variable non seulement suivant les individus, mais même chez le même individu. Elle est subordonnée à une foule de circonstances soit extérieures, soit intimes, soit collectives, soit individuelles.

D'ailleurs, pour s'assurer qu'il est impossible d'assigner une mesure fixe à la valeur, il suffit d'analyser ce qui compose la valeur. Elle est une quantité relative, variable, un rapport entre deux quantités elles-mêmes variables, le besoin d'achat et le besoin de vente, auquel s'ajoute la valeur objective du produit, représentée par le montant des frais de fabrication et de transport.

Pour plus de clarté, si nous exprimons la valeur totale d'un produit par Vt, le besoin d'achat par Ba, le besoin de vente par Be et la valeur objective du produit représentant les frais de fabrication et de transport par Vo, nous pouvons formuler ainsi l'équation de la valeur :

$$Vt = Vo + \frac{Ba}{Be}$$

Supposons fixe Vo, quantité matérielle, évaluable, $\frac{Ba}{Be}$ demeure nécessairement variable.

En effet, le besoin d'achat Ba vient-il à grandir? Le rapport augmente, la somme $Vo + \frac{Ba}{Be}$ devient plus considérable et la valeur totale de l'objet, Vt, s'élève. C'est ce que les économistes formulent en disant que plus la demande augmente, plus s'élève la valeur.

Si, au contraire, c'est le besoin de vente Be qui s'accroît, le rapport diminue, la somme $Vo + \frac{Ba}{Be}$ devient moindre et la valeur Vt s'abaisse. Autrement dit, le besoin de vendre porte à abaisser le prix de l'offre.

Enfin, quand la valeur totale Vt s'abaisse au point de ne pas couvrir les frais de production et de transport, c'est-à-dire devient moindre que la valeur objective Vo, c'est que le rapport entre le besoin d'achat et le besoin de vente devient plus petit que zéro. Ce cas se présente quand le besoin d'achat Ba s'abaisse au point de pouvoir être considéré comme une quantité négative. Le rapport $\frac{Ba}{Be}$ devient alors une quantité négative, et pour que l'égalité subsiste entre Vt et $Vo + \frac{Ba}{Be}$, il faut que Vt soit moindre que Vo.

Considérons maintenant de quoi se compose le second membre de la formule :

$$Vt = Vo + \frac{Ba}{Be}$$

qui représente la valeur totale d'un produit. Il est formé de deux termes. L'un, Vo, bien qu'il soit soumis lui aussi à bien des variations, nous l'admettons fixe, parce qu'il est toujours possible d'arriver à l'évaluer. Mais le second! Il représente une quantité essentiellement subjective, inévaluable, le rapport entre le besoin d'achat et le besoin de vente.

Quoi de moins calculable qu'un besoin?

Telle est la raison pour laquelle on ne saurait assigner une mesure fixe à la valeur, car dans les éléments qui la déterminent il en entre un trop changeant pour qu'il puisse être évalué d'une manière précise.

Cet élément est le rapport entre le besoin d'achat et le besoin de vente, rapport variable à tout instant, et sans cesse incalculable.

N'en a-t-on pas un exemple frappant dans ce qui se passe à la vente « à la cloche », aux Halles centrales? Quand l'heure de la fermeture du marché approche, c'est-à-dire quand le besoin qu'éprouve le marchand de se débarrasser de sa marchandise devient plus impérieux, les prix s'abaissent. Ils atteignent leur minimum au moment où sonne l'heure de la fermeture.

* * *

Que conclure de cette observation? C'est que le taux de la valeur varie en raison directe de l'énergie avec laquelle s'exerce le droit de propriété.

Celui que nul besoin de vendre ne talonne, exerce pleinement son droit de propriété. Il peut, si on lui propose un marché, demander de sa marchandise le prix qu'il voudra. Son droit de propriété, il l'exercera avec d'autant plus d'énergie qu'il remarquera chez l'acheteur un besoin d'achat plus intense. Conformément aux observations faites plus haut, il élèvera la valeur de sa marchandise en rapport avec le besoin d'achat de la demande.

Inversement, celui qui a besoin de vendre, dont la situation obérée exige une rentrée de fonds immédiate, voit singulièrement affaibli son droit de propriété, ou, du moins, ne peut-il l'exercer que bien faiblement. Aussi la valeur de sa marchandise s'abaisse-t-elle jusqu'à ce qu'elle agrée à un acheteur.

C'est cette perpétuelle oscillation due à l'énergie plus ou moins grande avec laquelle s'exerce le droit de propriété qui m'a fait dire de ce dernier qu'il est la mesure de la valeur.

André Girard.

Mouvement ouvrier

La possibilité d'une grève générale des ouvriers des chemins de fer devient plus probable de jour en jour. Malheureusement, au lieu de prendre une résolution énergique et d'agir vite, le syndicat fait annoncer partout que les ouvriers sont prêts à se mettre en grève, ce qui donne aux Compagnies le temps de se préparer contre tout événement possible. C'est là, croyons-nous, un très grand tort de la part des ouvriers. Quoique cela, une certaine agitation règne dans le mouvement ouvrier, et la Bourse du travail de Paris vient d'adresser à ses adhérents une circulaire d'où nous extrayons le passage suivant : « La grève des chemins de fer, en arrêtant toute transaction, paralyserait le commerce et l'industrie, de sorte que les uns après les autres, dans un délai très court, presque tous les travailleurs seraient entraînés fatalement dans un chômage forcé.

« Il convient, pensons-nous, d'examiner si, au lieu d'attendre que les circonstances forcent les travailleurs à chômer, il ne serait pas plus profitable à leurs intérêts de cesser d'eux-mêmes le travail dès le premier jour. »

C'est, en somme, un appel plus ou moins déguisé à la grève générale. Grève peu probable, étant donné le degré d'avachissement actuel.

Nous continuerons à tenir nos lecteurs au courant de ce mouvement qui, mal et trop préparé, peut cependant être gros de conséquences.

* * *

Un congrès de tous les syndicats ouvriers et groupes corporatifs aura lieu à Rennes, le 26 septembre prochain. Le congrès tenu l'an dernier à Toulouse fut, pour certains d'entre nous, une belle et bonne occasion de propagande; nous espérons qu'il en sera de même cette année. Aux camarades qui croient utile la propagande dans ce sens de s'en occuper dès à présent. Vers la même époque et dans la même ville se tiendront un congrès des bourses du travail, un congrès des ouvriers du bâtiment et un des ouvriers de la métallurgie. J'aurai, je l'espère, l'occasion de reparler de ces différents congrès.

* * *

Les Grèves en France en 1897. — Il y a eu, en 1897, 356 grèves, 68.275 grévistes dont 4.106 femmes et 3.146 jeunes gens. 2.568 établissements ont été atteints. Le nombre des journées perdues a été d'environ 841.377.

Les demandes d'augmentation de salaire ont été la cause de 184 grèves, plus de la moitié. Les demandes de diminution des heures de travail ont causé 37 grèves. La plupart des autres grèves ont eu des causes d'ordre intérieur.

Près de la moitié, exactement 140, ont échoué; 70 environ ont réussi.

Le département du Finistère tient la tête avec 18.320 grévistes.

Ajoutons, pour être complet, qu'il y a eu 170 condamnations pour ce qu'il est convenu d'appeler « atteinte à la liberté du travail... ».

P. Delesalle.

AUX CAMARADES

Dans une quinzaine de jours paraîtra notre première image coloriée pour enfants. Elle raconte l'odyssée du jeune homme qui tire au sort, va au régiment, est blessé au service de sa patrie! et finit par échouer en prison comme mendiant. Elle s'appellera Chauvinard.

Vu les frais, nous serons forcés de la vendre 0 fr. 10; le cent, 7 fr.

Afin de pouvoir fixer notre tirage, les camarades sont priés de nous faire savoir ce qu'ils peuvent en placer.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Réaction. — A entendre les économistes officiels, la Révolution de 1789 nous a donné, à défaut d'autres libertés, au moins celle des contrats entre travail et capital. C'est entendu. De part et d'autre le salaire est librement discuté ; de même que le patron a toute liberté pour offrir tel salaire, de même rien ne vient restreindre la liberté qu'a le travailleur d'accepter ou de refuser. On objecte bien que la perspective de mourir de faim, en cas de refus, altère singulièrement cette liberté et semble rompre la prétendue égalité entre patron et travailleur. Mais qu'est cela? Une misère!

Usant de cette bienfaisante liberté, les ouvriers ont d'abord lutté individuellement. Mais ils se sont aperçus peu à peu qu'à ce jeu ils étaient plutôt dupes. En outre, entre travailleurs de la même maison, puis de la même catégorie, ensuite entre travailleurs de catégories diverses, enfin de nationalités différentes, des intérêts communs ont apparu. Des ententes se sont alors organisées entre individus de même corporation, entre corporations, entre nations, et des coalitions collectives, corporatives, internationales se sont opposées à l'oppression du capital.

De leur côté, les capitalistes agissaient de même, sinon avec plus de solidarité, du moins avec plus d'efficacité, grâce à la double force dont ils disposent : la possession des instruments de production et de consommation, et l'appui de l'autorité.

Les travailleurs, eux, n'avaient que leurs bras et leur esprit d'entente. Mais, paraît-il, c'est trop encore. La grève, que l'empire autoritaire, pour lequel nos républicains d'aujourd'hui n'avaient jadis trop d'anathèmes, avait jugé équitable de permettre, porte ombrage aux capitalistes, et ceux-ci ont donné ordre au gouvernement de la République d'y apporter des entraves.

On se souvient de la loi Merlin et Trarieux, visant les coalitions entre ouvriers de l'Etat et des chemins de fer. Depuis que le Sénat l'avait votée, il n'en était plus question et on pouvait croire enterrée cette nouvelle loi scélérate. Nullement! Le Sénat vient de la transmettre à la Chambre qui sera appelée à se prononcer sur cet attentat à la liberté.

Mais, je me le demande, qu'espèrent-ils avec cette canaillerie? Devant une volonté bien arrêtée de tous les ouvriers des chemins de fer, par exemple, de cesser le travail en même temps, que feront-ils?

Auront-ils assez de gendarmes pour arrêter individuellement les trois cent mille et quelques employés de chemins de fer et les obliger à travailler malgré eux? Certainement non!

Et alors?... Ils feront des exemples? Ils s'en prendront aux « meneurs »? Est-ce cela qui fera marcher les trains et sauvera leurs dividendes en péril? Il serait fou de leur part de l'espérer.

Non! Qu'une grève générale éclate dans un service aussi important que les chemins de fer, leur affolement devant cette insaisissable menace à leurs privilèges rendra illusoire toute mesure coercitive. Cette loi ne saurait être envisagée que comme la bravade de celui qui, se sentant perdu, pense donner le change à ses adversaires en multipliant les rodomontades.

*
* *

La Grande Famille. — Il va falloir, si ça continue, ouvrir une rubrique spéciale pour enregistrer tous les méfaits, abus d'autorité, iniquités, assassinats, etc., qui se perpètrent au sein de la « Grande Famille ». L'histoire de l'armée est un véritable martyrologe.

Le conseil de guerre de Grenoble a *condamné à mort* le soldat Truchet, du 140e de ligne, pour avoir frappé un caporal. Par contre, le sous-officier rengagé, Basile C..., du 142e, à Albi, qui avait frappé le soldat Payré à coups de pied, a été acquitté.

*
* *

Le soldat Figarette, du 58e de ligne, après avoir essayé à deux reprises d'arriver deux fois au portique, au cours d'exercices de gymnastique, est tombé sur la tête et est mort sur le coup.

*
* *

Les empoisonnements continuent. Après Tours, Tarascon. Après Tarascon, Nancy. Dans ces deux dernières villes, des soldats ont été pris de vomissements et de coliques après avoir mangé de la viande conservée.

Les fabricants de boîtes de conserves et nos chefs militaires continuent à jouir d'une parfaite santé. C'est là l'essentiel!

André Girard.

*
* *

Angers. — Devant 200 personnes environ, le camarade Henri Dhorr a développé, mercredi 29 juin, les théories anarchistes. — Un sujet aussi vaste n'a pu être traité en une seule conférence que dans ses grandes lignes. Il comportait en effet la critique de l'ordre de choses actuel et l'exposé de la société future. Je crois, quant à moi, que c'était trop pour si peu de temps et qu'il eût mieux valu s'occuper seulement de la seconde question et la présenter sous une forme moins abrégée.

Personne ne conteste plus aujourd'hui que le régime que nous subissons ne soit illogique, injuste, inhumain, atroce; mais quand on parle des anarchistes, on affecte de croire qu'ils sont incapables de concevoir autre chose que la destruction : « Ils veulent démolir, dit-on, et s'imaginent naïvement que, cette besogne accomplie, tout marchera tout seul, sans organisation, sans rien. » De là vient qu'on nous appelle utopistes. Les conférenciers doivent donc s'attacher à détruire cette légende née d'une calomnie bourgeoise, et montrer que si nous sommes les ennemis irréductibles de l'autorité sous toutes ses formes, nous ne confondons pas autorité et organisation ; comme si celle-ci ne pouvait être sans celle-là! Nous voulons seulement que cette organisation soit fertile et heureuse, et nous croyons qu'elle engendrera l'ordre et l'harmonie lorsqu'elle sera consentie et non imposée, lorsque chacun y fera sa tâche, non par force, mais librement, suivant sa vocation et poussé par la saine compréhension de son intérêt.

Ceci passé, le camarade Dhorr a fort bien parlé et ce qu'il a dit a soulevé à plusieurs reprises les applaudissements nourris de ses auditeurs ; en particulier lorsqu'il a fait le portrait de cette chose dégoûtante qu'on appelle le mouchard. La salle était garnie de ces ordures policières et c'était un spectacle réjouissant de voir ce qui sert de face à ces gens-là rougir sous les paroles cinglantes du compagnon comme sous des gifles. La police avait d'ailleurs mobilisé le ban et l'arrière-ban de ses agents. On en voyait partout par tas au voisinage de la salle Aubin. Seulement, comme la préfecture avait négligé d'envoyer les agents provocateurs qui l'avaient pourtant si bien servie à la conférence Janvion, — les étudiants de la faculté catholique — tout s'est passé dans le plus grand calme.

Tenebil.

Autriche-Hongrie.

Révolte des paysans en Galicie. — Après l'Italie, la Galicie. Il faut bien que l'histoire se répète, que certaines régions restent des foyers de révolution, et que, à des époques de fermentation, ces pays ou ces régions soient des premiers à commencer le mouvement révolutionnaire.

Lors de la révolution de 1848, ce furent les paysans de Galicie qui, dès 1846, ouvrirent l'ère des révolutions en exterminant d'une façon atroce leurs propriétaires. Après quoi vinrent les mouvements révolutionnaires en Italie. Aujourd'hui, c'est encore en Italie et en Galicie qu'éclatent les mouvements agraires.

Seraient-ils, encore une fois, les avant-coureurs d'une révolution?

En tous cas, le soulèvement agraire en Galicie a pris un caractère très sérieux.

Il a commencé le 4 juin, dans la ville de Yaroslav, chef-lieu de district. Les journaux disent que l'insurrection éclata contre la police. Celle-ci avait arrêté un petit employé de commerce et l'avait tellement assommé en prison qu'il en mourut. Alors les policiers, partout les mêmes, pendirent le corps inanimé du prisonnier dans sa cellule et déclarèrent qu'il s'était suicidé. Le peuple eut vent de l'affaire. Un attroupement se fit devant l'hôtel de ville; la foule voulait prendre d'assaut le tribunal, mais elle fut dispersée. Elle se répandit alors en ville, démolit la maison du policier qui avait assommé le prisonnier et commença le pillage. Ainsi va, du moins, le récit.

Après quoi commença une insurrection plus ou moins générale des paysans, dirigée d'abord, surtout ou même presque exclusivement, contre les juifs. Ainsi disaient, du moins, les télégrammes qui, chaque jour, annonçaient un soulèvement dans quelques villes et villages et le pillage des boutiques juives. Ici les paysans avaient mis le feu à une distillerie d'eau-de-vie et assommé le propriétaire et sa femme. Ailleurs les paysans assommaient les juifs, les accusant d'avoir empoisonné les puits. Mais du coup la révolte se dirigea aussi contre les propriétaires et la police. Le 15 juin, trente-deux villages étaient soulevés à la fois, brûlant les fermes (pas juives du tout), pillant les magasins à blé des propriétaires, pillant les boutiques.

A Frystak, il y a eu bataille réelle entre les paysans et les gendarmes et la foule ne se dispersa qu'après avoir laissé douze morts sur le champ de bataille.

Que la révolte soit dirigée contre les propriétaires, il n'y a nul doute. En Galicie, les grands propriétaires polonais généralement abandonnent leurs propriétés en fermage à des juifs, et ceux-ci extorquent du paysan, pour le propriétaire et pour eux-mêmes, tout ce qu'ils peuvent. C'est contre ces représentants du seigneur que la haine des paysans est surtout dirigée.

En outre, le droit de faire de l'eau-de-vie est encore un droit féodal en Galicie, qui appartient au seigneur. Celui-ci donne généralement son droit en fermage à un juif, et c'est encore contre ces représentants du seigneur que sont surtout dirigées les haines des paysans révoltés.

Bref, en trois semaines, le mouvement a pris des proportions si sérieuses que tout le pays est en ébullition, et l'extension de la révolte des paysans n'est empêchée que par la présence de régiments entiers et l'état de siège qui vient d'être proclamé.

Et, malgré cela, chaque jour le télégraphe apporte le récit de quelque nouvelle insurrection.

Espérons que ce mouvement ne se bornera pas à la Galicie et gagnera les provinces voisines de l'Autriche et de la Petite Russie, où les prix du blé sont aussi, comme en Galicie, des prix de famine.

Le monde, en général, n'est pas aussi tranquille que l'on veut nous le faire croire. Partout en Europe le feu couve sous la cendre. Ce sont les grandes villes, avec leur suffisance et leur indifférence, qui empêchent les mouvements paysans de prendre l'extension révolutionnaire qu'ils n'auraient manqué de prendre si les villes prenaient le moindre intérêt aux souffrances des paysans et suivaient l'exemple de Milan.

Vindex.

Espagne.

Dans les grands centres industriels, la misère règne en maîtresse et chaque jour le nombre des sans-travail augmente dans des proportions colossales. Les fabriques les plus importantes de la Corogne, de Barcelone et des villes ouvrières de la Catalogne, qui jusqu'ici avaient pu conserver une partie de leurs ouvriers, sont obligées de fermer leurs portes. Dans certaines branches d'industrie, les matières premières font défaut; dans d'autres branches, les fabricants, profitant de la misère générale, ont obtenu une production au rabais et plusieurs années seront nécessaires pour l'écoulement des produits accumulés.

Les bourgeois se demandent avec terreur ce qui sortira d'un tel état de choses. Pour donner le change, ils se vantent des résultats qu'obtiennent les entreprises charitables. « Tant de malheureux ont été secourus par tel comité, on a distribué tant de pains ici, tant de pains là. » Ces statistiques bourgeoises ne servent qu'à mieux étaler l'épouvantable misère qui ronge ce malheureux pays et ce n'est pas sans horreur qu'on lit dans les feuilles quotidiennes des comptes rendus de ce genre : « La charité publique fait des merveilles. En un seul jour, *8000 meurt-de-faim ont été secourus* à l'asile de la Molénoa de Madrid. »

En temps ordinaire, cette époque de l'année est celle où le travail abonde; que seront les mois d'automne et d'hiver? Verrons-nous ce spectacle unique dans l'histoire de l'humanité : un peuple entier mourir de faim!

L'apathie du peuple espagnol, produit des siècles d'oppression religieuse, est quasi-proverbiale; mais cette fois, croyons-nous, les bornes sont dépassées. Aux longues années d'oppression et de misères de toutes sortes est venue s'ajouter la guerre désastreuse, paralysant toute production, jetant par centaines de mille les ouvriers sur le pavé. Une telle situation doit *fatalement* engendrer un terrible réveil populaire, car les peuples, comme les chiens,

ne se décident à mordre que lorsque leurs maîtres cessent de leur jeter les reliefs de leurs festins.

* * *

On ne peut nier l'importance des mouvements insurrectionnels que nous relatâmes ici, en partie. La masse, que la propagande anarchiste a trop négligée, malheureusement, comprit d'instinct ce qu'il fallait attaquer. Les paperasses administratives et les billets de banque jetés au feu en sont la preuve. A Linarès, lorsque le couvent fut pris d'assaut, les jésuites ne durent la vie qu'à la protection des gardes civiles qui les escortèrent jusqu'à Madrid. Partout les affamés s'emparèrent des produits de première nécessité et les promesses platoniques des autorités, loin de les calmer, excitaient encore leurs colères.

Le 26 du mois dernier, par exemple, les ouvriers de la mine Demetrio se rendirent à l'hôtel de ville en nombre imposant pour réclamer une augmentation des salaires et la baisse des aliments de première nécessité. Les autorités locales reçurent une délégation de mineurs et promirent, suivant l'usage, « d'examiner de près leurs justes prétentions et de faire le nécessaire pour qu'une prompte solution... etc. ». Ces boniments trop connus ne suffirent pas à la foule qui, de plus en plus nombreuse, refusa de se disperser avant d'avoir reçu entière satisfaction. Quelques arrestations ayant été opérées, la surexcitation s'accrut et la manifestation pacifique tourna vite en émeute. L'hôtel de ville fut attaqué et la garde civile fit usage de ses armes, ce qui ne fit qu'augmenter la fureur populaire. Il fallut plusieurs salves (qui dans la foule désarmée firent un grand nombre de morts et de blessés) pour que la gendarmerie se rendît maîtresse de la place. Les autorités, en agissant de la sorte, ont démontré aux mineurs d'Alcaracejos combien il était fou de leur part de ne compter que sur les pierres du chemin pour appuyer leurs « justes prétentions ».

Or, les faits de ce genre se reproduisent fréquemment, mais la presse muselée n'en parle que peu ou prou. Ils prouvent que, sous l'empire des besoins aigus, le peuple est en voie de secouer sa torpeur séculaire et que, quoi que l'on en dise, l'heure de la révolution sociale est prochaine.

Les camarades ne peuvent rester inactifs en présence de ce mouvement populaire qui couve et qui terriblement éclatera un jour ou l'autre, cela est inévitable. Les heures où le peuple secoue son apathie sont trop rares pour que nous les laissions échapper. Nous avons déjà perdu bien du temps et cependant le champ ouvert à notre activité est vaste et bien préparé. Aussi est-il urgent que s'ouvre une ère nouvelle de propagande anarchiste, pratique, active et soutenue, afin que la proche révolution soit autre chose qu'une farce sanglante.

J. M.

Italie.

Ustica. — Le ministère di Rudini vient de donner sa démission. Dans les séances des deux jours précédents, le député Sonnino et plusieurs autres avaient montré les fautes du gouvernement, qui n'avait pas su prévoir les désordres : tous ces orateurs pourtant — excepté le républicain Bovio, qui n'a pas soulevé cette question dans son ordre du jour — avaient félicité l'armée pour la prompte répression, devenue nécessaire, a dit le député collectiviste De Marinis, contre une *foule excitée*. A cet égard, j'ajouterai que les socialistes ont brillé dans cette occasion par leurs âneries et lâchetés. Sans parler de Turati, qui, dès le commencement des troubles, prêchait aux manifestants que le moment de la révolution n'était pas arrivé, nous avons été obligés de lire le dégoûtant manifeste de Turin signé de l'honorable Nofri et autres célébrités du parti socialiste italien. Dans ce manifeste, la timidité, l'indécision, la pusillanimité, la peur jaillissaient à chaque phrase, surtout là où il s'agissait des cléricaux — qui ont simplement profité des troubles, par eux imprévus, à leur avantage — coupables de l'insurrection. Malgré ces déclarations, le gouvernement a démontré ce que valent les fameuses prérogatives parlementaires, en arrêtant tous les députés socialistes qu'il lui a plu sans qu'ils se trouvassent en flagrant délit. Le pauvre Pescetti, pour n'être pas arrêté, s'est courageusement écroué dans l'*asile de Montecitorio*, où il a attendu plusieurs jours l'instant opportun d'en sortir sans danger de tomber dans une prison plus sérieuse. Cela fait, il a déclaré sur les journaux qu'il avait cherché à calmer les manifestants de Florence, et il a fui à l'étranger. Cet emprisonnement volontaire du député socialiste florentin a été la note comique que nos collectivistes nous ont présentée dans cette triste période de la vie politique italienne.

Mais revenons à la chute du ministère. Il faut considérer que cette chute est due non pas à la féroce répression, dont la bourgeoisie parlementaire s'est réjouie en remerciant di Rudini et l'armée, mais aux nouveaux projets de loi forgés par M. Starabba : militarisation des employés et ouvriers des chemins de fer, des employés de la poste et du télégraphe, suppression de la liberté de presse et de la liberté d'association, rappel de la loi exceptionnelle du 24 juillet 1894 contre les *subversifs*, déportation en Afrique des « meneurs », abandon des citoyens aux mains de la police, etc., etc. En somme, c'était tout un programme de réaction le plus crétin et le plus infâme. Mais il semble qu'à ce programme nos législateurs se sont opposés. Certainement ils l'ont fait pour eux-mêmes. Ils n'ignorent pas que le gouvernement n'a pas besoin de lois pour se défendre contre les partis révolutionnaires. Dans un tel cas, c'est l'arbitraire qui fait la loi : et l'arbitraire suffit. En effet, est-ce qu'on lit dans la constitution que les journaux anarchistes, socialistes, cléricaux ou de simple opposition ministérielle doivent être supprimés ? Est-ce qu'on lit dans la constitution que les Italiens ne peuvent pas s'associer, pas même en coopératives de consommation, et que, s'ils le font, le gouvernement a le droit de les dissoudre ? Est-ce qu'on y lit que les députés doivent être arrêtés quand le peuple se révolte ? Est-ce qu'on y lit l'institution de la déportation en Afrique ? Est-ce qu'on y lit enfin que les tribunaux militaires ont la compétence de reléguer de libres citoyens, qui ne furent frappés par aucune loi exceptionnelle ?

Certainement non. Cependant tous ces actes scélérats ont été commis par nos gouvernants. Cela prouve qu'une loi est inutile pour exterminer les *ennemis* des institutions. L'arbitraire est plus efficace, et MM. les parlementaires ont pensé que leur approbation aux lois présentées aurait pu avoir pour corollaire l'application — de représailles ou non — contre eux-mêmes et leurs partis. C'est pourquoi ils se sont révoltés

Peut-être, au moment où j'écris, le nouveau ministère aura été déjà constitué. Quel qu'il soit, vous verrez qu'il n'agira pas avec moins de cruauté contre les prolétaires, qu'il sanctionnera tous les arbitraires de Rudini, et qu'il en commettra de plus monstrueux, en suivant le conseil du policier in-folio Joseph Alongi, qui dit : « Pratiquement on subit des répressions sommaires, mais pourvu qu'elles soient faites de propre initiative, en cachette, voire même au nom de cette liberté même qu'on veut respectée sans qu'une loi vienne constater officiellement le mal, parce qu'elle offenserait aussi l'amour-propre des bons (1). »

* * *

En ce moment a lieu à Milan le débat contre les journalistes républicains, ainsi que contre don Albertario, directeur d'un journal clérical. Pour le moment, constatons qu'aucun républicain ne s'est déclaré révolutionnaire. On poursuit en même temps quelques anarchistes. Toutes les accusations sont graves. Il est certain qu'on arrivera dans les condamnations à quelques siècles de prison. D'ailleurs des siècles de réclusion ont été déjà infligés par tous les tribunaux de guerre qui infestent en ce moment la péninsule.

Il serait trop long de vous faire le résumé de tous ces procès.

Je me bornerai à vous relater en peu de mots ceux qui ont été intentés à nos camarades.

A Florence, on a poursuivi le compagnon Alfred Gasparri et plusieurs autres, qui ont été condamnés à trois ans de réclusion et deux ans de surveillance pour la révolte de la place Victor-Emmanuel.

A Naples, on a condamné les camarades Cacozza et Del Giudice à deux ans de réclusion et à deux ans de surveillance pour s'être trouvés, le 30 avril, avec les femmes et les enfants manifestant contre le renchérissement du pain.

Dans la même ville, le tribunal militaire a examiné le procès intenté à notre ami Michel Acanfora, reconnu être l'auteur de la brochure : *Che cosa è l'Anarchia*, et éditeur d'un manifeste antimilitariste. A la lecture de la sentence qui le condamnait à deux ans de réclusion et à dix-huit mois de surveillance, notre camarade cria : « Vive la révolution sociale ! Vive l'anarchie ! » Pour ces cris, le tribunal lui infligea sur-le-champ encore trois ans de réclusion.

(1) Giuseppe Alongi, *La Camorra*, Fratelli Bocca, Torino, cap. IV.

* * *

C'est le temps des crimes sans contrôle. L'armée peut condamner tout le monde et peut être sûre que personne ne protestera. La presse *subversive* ou de simple opposition au gouvernement a été supprimée. La terreur du sabre et du canon domine les esprits.

Un des crimes du gouvernement a été l'envoi à la déportation en Afrique de deux cents malheureux qui ne se sont occupés en rien de politique et qui se trouvaient dispersés dans les îles par mesure de simple police. Parmi eux se trouvent deux des nôtres, F. Borsoni et A. Branchi.

Un des crimes de l'armée a été la relégation des individus suivants :

A l'île de Capri : Casilli, ex-député, Mocchi, Brambilla, Autiero, tous socialistes.

A l'île de Procida : l'anarchiste Bellizzi et les socialistes Giordano, Leone, Magli, Laganà.

A l'île d'Ischia : les socialistes Mazzetti, Raimondi, Trevisonno, Vanguardia et les anarchistes Telarico et Mottola.

Remarquez qu'aucun d'eux ne fut condamné en vertu des lois exceptionnelles. Il s'agit donc d'un véritable acte de tyrannie militaire.

* * *

Enfin, je crois bon, dans ces jours où nous ne pouvons pas faire entendre notre voix, de vous signaler la liste des *coatti politici*, — tous anarchistes — afin qu'on voie que dans ces derniers mois leur nombre s'est accru de beaucoup.

Ile de Ponza : Tranini, Faggioni, Cinci, Falconieri, Moriani, Cianchi, Petri, Fabiani, Grassi, Mazzotti, Venturini, Poggiali.

Ile de Ventotène : Frangioni, Mazzoni, Bartolucci, Gambassini, Scopetani.

Ile de Lampedusa : Bernini, Maiolini, Beghini, Gavilli, Canonici, Boschi, Viroli.

Ile de Lipari : Bottai, Baddi, Fibbi, Faina, Tonelli.

Ile de Pantelleria : Recchioni, Palla, Fulgenzi, Perotti, Blandini, Pezzica, Taddei, I. Ciabattini, Alfieri.

Ile de Favignana : Tabacchi.

Ile d'Ustica : Pieri, Filippi, Ringressi, Bartolini, Moretti, Pasini, Galleani, Lagi et moi.

Comparez cette liste avec celle que publiait jadis l'*Agitazione* et vous verrez si le nombre n'en a pas doublé. Notez encore que les arrestations et les envois au *domicilio coatto* continuent toujours.

Roberto d'Angiò.

* * *

L'attitude de nos compagnons dans les procès des tribunaux militaires a été très vaillante et superbe.

A Milan, les camarades Calegari, Castelnuovo, Cerchiai, Gabrieli, Gruppiola, Baldini, Fraschini, Invernizi ont tous fait des déclarations libertaires devant les bourreaux militaires, qui les ont condamnés à quelques années de réclusion.

A Florence, quatre camarades très jeunes, âgés seulement de seize ans, ont revendiqué hautement leur attitude révolutionnaire dans les récents mouvements.

* * *

Les arrestations continuent encore.

Deux cents compagnons sont partis pour Assab au *domicilio coatto*, la réaction sévit partout. Cependant l'idée ne mourra pas.

Evening.

* * *

Réflexions sur la situation en Italie. — C'est la suite de mon article paru dans le numéro 9 des *Temps Nouveaux* que j'ai l'intention d'écrire ; je peux maintenant prouver par des faits les hypothèses que j'ai avancées sur l'action probable des partis politiques italiens dans leur lutte contre la réaction et en même temps indiquer les nuances qui s'attachent aux deux grands courants principaux : parlementaire et anarchiste.

J'ai dit que la leçon qui se dégage des derniers événements d'Italie, c'est-à-dire l'inefficacité absolue du parlementarisme, ne servirait en aucune manière au parti social-démocrate, et de fait l'*Avanti*, son organe quotidien, continue à prêcher la conquête par le bulletin de vote des pouvoirs politiques, et s'érige en défenseur du Parlement qui,

dans la dernière crise, a servilement subi la volonté du roi; et parce que cette défense part d'un point de vue tout à fait général, je ne crois pas inutile de l'exposer et de la discuter.

L'Avanti (22 juin 1898) écrit qu'il faut défendre le Parlement pour les raisons ci-dessous : 1° parce qu'il représente un progrès sur les formes politiques passées, 2° parce que les journaux réactionnaires italiens ont entrepris une campagne antiparlementaire. Nous ne nierons certainement pas que le régime parlementaire représente un progrès sur le régime de l'absolutisme; mais ce que nous contestons, c'est ceci : les partis socialistes doivent-ils se préoccuper exclusivement de *la forme* politique? doivent-ils s'ériger en défenseurs des *bonnes traditions* et du rôle décoratif que le Parlement joue dans la vie sociale de tous les peuples? A notre avis, l'action des partis socialistes doit être bien différente : la propagande des idées sur la société future et la critique des préjugés bourgeois n'aura d'efficacité que si le peuple acquiert, outre la conscience, assez de forces pour s'opposer systématiquement à l'oppression gouvernementale et à l'exploitation bourgeoise; et à présent plus que jamais, plutôt que de parader au Parlement, c'est directement sur le peuple que les socialistes devraient agir afin de l'habituer à comprendre et à exprimer lui-même ses besoins. Si le peuple italien avait l'habitude de la résistance, la réaction ne sévirait pas à présent avec autant de férocité, et la campagne réactionnaire pour le *coup d'État* ne serait qu'un simple exercice de rhétorique absolutiste.

Du reste, la campagne parlementariste de l'*Avanti* n'aura aucun effet sur la vie sociale du peuple italien; tout au plus témoignerait-elle des intentions libérales des social-démocrates. A côté de l'*Avanti*, Xavier Merlino défend lui aussi le parlementarisme, parce que, selon lui, le combattre signifierait être partisan de la tyrannie, et il ne cache pas ses sympathies pour une législation — qu'il croit d'ailleurs impossible en ce moment-ci — qui punirait les crimes des gouvernants. Comme si aux révolutionnaires italiens il ne restait rien d'autre à faire que de se plaindre de la violation de la constitution en espérant que, grâce aux discussions parlementaires, ces plaintes deviendront une force suffisante pour conquérir une liberté et un bien-être plus grands !..

Merlino, à notre avis, est à peu près dans l'état d'âme de M. Levi qui, dans l'*Enclos* du 1er juin, conseille la participation au vote pour deux raisons bien curieuses : 1° parce que le parlementarisme comporte pour les gouvernants une responsabilité... qui en fait n'existe point; 2° parce que la Chambre française compte des dates glorieuses, mais... inefficaces, comme par exemple l'opposition en 1815 au despotisme de Napoléon et la protestation en 1870 contre la déclaration de guerre.

* * *

Si les anarchistes italiens bornaient leur action à la critique des... intentions parlementaires des social-démocrates, leur rôle dans la vie sociale italienne serait bien étrange. Eh bien! parce que le peuple ne peut pas conquérir du jour au lendemain, par l'intervention de quelque *Saint-Esprit révolutionnaire*, la force nécessaire pour imposer sa volonté, et parce que ce n'est pas la propagande parlementaire qui peut la lui donner, les anarchistes prêchent l'organisation libre du peuple pour la résistance à l'oppression gouvernementale et à l'exploitation bourgeoise. Cette tactique a été suivie par la majorité des camarades italiens, elle a encore l'approbation de presque tous ceux qui peuvent continuer la propagande en Italie et son efficacité a été suffisamment prouvée par les derniers événements. J'essayerai de démontrer une autre fois ces deux choses : 1° la responsabilité qui incombe aux social-démocrates italiens pour leur inaction pendant les émeutes et leur propagande continuelle antirévolutionnaire; 2° la part active que les anarchistes ont prise aux émeutes et aussi ce fait qu'ils n'ont jamais cessé de répéter au peuple que s'il veut obtenir quelques améliorations ou quelques libertés, c'est par l'agitation seulement qu'il y arriverait et rien que par l'agitation. C'est cette tactique que le camarade Lacchini, dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*, traite tout simplement d'« utopique et de réactionnaire ». Ceci, certes, n'est qu'une affirmation, et nous ne songeons nullement à nous offusquer de ces adjectifs par lesquels le camarade Lacchini a voulu indiquer qu'il n'est pas du même avis que nous concernant la propagande en Italie. Et après avoir noté en passant que contrôler les actes du gouvernement ne veut point dire les approuver, et ceci pour une raison bien simple : parce que bien agir est, au point de vue anarchiste, tout à fait contraire à la nature et au rôle du gouvernement, j'essayerai d'exposer plus clairement les raisons qui ont conduit le camarade Lacchini à déclarer utopique et réactionnaire la tactique que nous suivons. Il croit que l'action directe du peuple est dangereuse parce qu'en la pratiquant il « devrait contraindre ses sentiments et ses élans révolutionnaires », et à sa place il propose « la révolution pour la révolution ». Malheureusement j'ai toujours cru et je crois encore que la force de réaliser les idéals rêvés s'acquiert seulement avec l'exercice et je suis persuadé que la révolution ne sera certainement pas l'œuvre des discours politiques et des intentions révolutionnaires d'un ou de plusieurs partis.

En Italie, il faut accroître notre influence sur le peuple, soustraire celui-ci à l'influence des social-démocrates qui s'égarent dans les rouages parlementaires, l'habituer à lutter contre le gouvernement. C'est cette œuvre que les camarades poursuivent contre la réaction; c'est cette tactique qui doit nous assurer une issue plus favorable aux prochains événements. Si le camarade Lacchini entendait dire dans son article que les anarchistes et les révolutionnaires doivent se préoccuper de rendre moins inégale la lutte entre le peuple et les troupes, en cela nous sommes parfaitement d'accord avec lui; mais cette œuvre s'accomplit plutôt qu'elle n'est prêchée, et elle ne sera efficace qu'en raison directe de l'organisation du peuple et de notre influence sur lui. Voilà les idées que je professe et que je voudrais voir impartialement discutées.

Nino Samaja.

* * *

Suicide. — Le lieutenant vétérinaire G. Ingrassia, du 15e régiment de cavalerie (Lodi) en garnison à Gallarate, s'est suicidé avec du sublimé corrosif. On a trouvé sur lui la lettre suivante adressée au directeur du journal l'*Italia del Popolo* :

« Je suis le lieutenant vétérinaire Ingrassia, qui est revenu avec vous de Massouah au mois d'avril 1888; je suis celui-là même qu'Abhallah-bey tenta de corrompre, et que j'ai fait poursuivre par le général Baldissera. — Cela dit, je me fie à vous, pour que du moins mon nom sorte pur de cette lutte infâme que j'ai dû soutenir contre mon supérieur (un capitaine), qui n'a rien négligé pour me pousser aux extrémités. Je vous écris avec le plus grand calme pour qu'on ne puisse pas dire que j'étais fou quand j'ai écrit la présente. J'ai cherché à obtenir justice, mais je me suis brisé contre cet écueil qu'on appelle « règlement de discipline » qui vous permet bien de réclamer, mais qui réclame et demande justice est perdu. C'est ce qui m'arrive. Faites en sorte, Monsieur, qu'une enquête sévère soit faite, » etc.

Allemagne.

Saxe. — En Thuringe, la tuberculose règne il y a longtemps, mais, depuis quelques mois, elle s'étend d'une manière tout à fait inquiétante parmi les populations ouvrières des fabriques de porcelaine.

On remarque que la maladie sévit surtout dans les localités où se trouvent d'anciennes fabriques; là, le fléau trouve un terrain tout préparé dans des organismes affaiblis par l'hérédité de la misère, et la culture des germes dangereux de la tuberculose se fait avec une facilité effrayante dans les habitations humides et malsaines des travailleurs de la Thuringe.

Transylvanie.

La pellagre vient de se déclarer à l'état endémique en Transylvanie. Les misérables populations de ce pays n'ont pas d'autre nourriture que la farine de maïs. Or, les dernières récoltes ayant été mauvaises, les habitants ont été obligés de consommer des farines obtenues avec des grains attaqués par le champignon microscopique propre au maïs avarié.

Maintenant, la pellagre, cette hideuse maladie, désole les classes pauvres de la Transylvanie, comme elle désole les classes pauvres de certaines parties de l'Italie.

Angleterre.

En Angleterre, on a voté une loi en vue de forcer les employeurs à s'occuper des ouvriers blessés ou vieillis à leur service.

Voici ce que nous détachons du *Daily Chronicle* :

« Hier a eu lieu, à Barnsley, une réunion de la commission exécutive de la *Yorkshire Miners' Association*. *Les rapports présentés montrent que plusieurs mineurs ont été congédiés sous prétexte qu'ils étaient âgés ou atteints de défauts corporels.* Ces agissements sont dus à ce que le *Workmen's Compensation Act* va entrer en application vendredi prochain. La commission exécutive a fortement flétri cette façon de procéder et adopté une résolution exprimant le regret que des hommes aient été congédiés pour imperfections corporelles. La commission considère un semblable agissement comme scandaleux. Elle pense que ces défauts qui conduisent ces hommes au paupérisme ont dû être, sans aucun doute, causés par le travail dont ont profité les employeurs qui, maintenant, se débarrassent d'eux. »

(*Daily Chronicle*, 28 juin.)

Et voilà comment les lois faites en vue du travailleur se tournent contre lui dans l'organisation sociale actuelle.

Suisse.

Peut-être n'avez-vous été qu'incomplètement renseignés sur la façon dont 200 ouvriers italiens qui voulaient aller au secours de leurs frères de Milan, il y a quelques semaines, sont sortis de Suisse. La chose vaut la peine d'être sue et racontée.

On trouvera la confirmation de ce qui suit dans la *Feuille d'Avis de Lausanne* (numéros des 25 et 26 mai; des 7, 21 et 30 juin). Ce journal, au surplus, reproduit des articles du *Bund* et des *Basler Nachrichten*. Et l'on sait que ces estimables feuilles ne sont guère plus révolutionnaires que le *Journal des Débats*.

A Lucerne, un certain nombre des ouvriers italiens qui allaient partir se laissèrent dissuader de leur projet par les représentants de l'autorité cantonale et ils rentrèrent chez eux. On leur paya leur billet de retour. Mais 200 ouvriers environ, en dépit de tous les conseils, partirent quand même. Ils allaient se battre dans des conditions encore plus désavantageuses qu'on ne pense, comme on va voir. Lorsqu'ils arrivèrent à la gare de Chiasso, près de la frontière italienne, il y avait, à l'avant et à l'arrière de leur train, deux wagons pleins de soldats suisses, du 96e bataillon. D'autres soldats qui avaient, comme leurs camarades, la baïonnette au fusil, s'étaient installés sur les plates-formes des wagons occupés par les Italiens. *Défense absolue était faite à ceux-ci de descendre*, et toute tentative de fuite de leur part eût été vaine. La troupe italienne, avertie, apparut de l'autre côté de la frontière et bientôt le train partit lentement, escorté jusqu'à la frontière par des soldats suisses au pas de course.

Par suite d'une entente préalable, ceux qui occupaient les plates-formes entrèrent en Italie avec leurs prisonniers, où ils les remirent aux soldats de Sa Majesté Humbert. — « Je vous remets 179 Italiens au nom de la République suisse », dit l'officier qui les commandait. — « Je remercie la République suisse au nom de Sa Majesté le roi d'Italie », lui répondit-on.

Donc, pour avoir eu l'*intention de commettre un délit politique*, 179 pauvres diables furent *livrés* par le gouvernement de la libre Helvétie à la troupe et par suite aux tribunaux militaires de leur pays.
« Les malheureux avaient si peur de tomber entre
« les mains des autorités italiennes qu'ils suppliaient
« les soldats suisses de les accompagner jusque dans
« leurs communes, au centre de l'Italie.
« Beaucoup des ouvriers *livrés* furent ensuite re-
« lâchés, mais un certain nombre d'entre eux, si-
« gnalés comme révolutionnaires, ont été envoyés
« aux prisons de San Bonino.

La Suisse est un pays *neutre* et sa neutralité, paraît-il, lui commandait cette infamie. Être neutre, c'est donc rendre à un gouvernement les mêmes ignobles services qu'on rendrait aux autres. Sans doute, la Chambre fédérale a blâmé — sans trop de sévérité, du reste — le procédé inouï du Conseil fédéral. Mais en écoutant toutes les discussions que cette affaire a soulevées, on constate une fois de plus que des êtres de chair et de sang, que deux cents hommes qui n'ont que leur intelligence, leur sensibilité et leur énergie, que la vie humaine, en un mot, que cela n'est rien aux yeux des politiciens et de leurs électeurs, à côté de l'intérêt momentané

d'un GOUVERNEMENT. *Dans le raisonnement de ces êtres ignobles, la vie humaine est la seule chose qui n'ait aucune valeur; c'est ce qui ne compte pas* (nous parlons de la vie humaine *des autres*, bien entendu).

Oui, il faut le redire : si la plupart des gens supportent mieux une injustice qu'un désordre, il est encore plus vrai qu'un gouvernement craindra toujours moins de commettre une infamie que de s'exposer à des *complications diplomatiques*.

Assurer le libre développement de la vie, tel doit être le seul idéal des révolutionnaires. Toute concession que nous ferions à nos ennemis ternirait la pureté de notre rêve.

W. JOHNSON.

⁂

Zurich. — Heureux les pauvres! On a trouvé dans un fenil, à Altstetten, un homme qui avait les deux pieds gelés; depuis trois semaines il ne vivait que de quelques croûtes de pain que d'autres vagabonds, passant par là et cherchant un abri temporaire dans ce fenil, lui avaient charitablement données. Le malheureux, originaire du canton de Soleure, a été transporté à l'hôpital; les médecins ont reconnu qu'une amputation immédiate était nécessaire.

Quelques jours auparavant, en plein Bâle, une patrouille de police ramassait un jeune homme inanimé; porté au poste, on demande un médecin qui constata que l'inconnu était mort de froid!

« On se demande comment il se fait que le malheureux n'ait pu trouver à se loger dans une ville comme Bâle, où les œuvres charitables sont nombreuses. » Le journal conservateur dans lequel nous cueillons ces lignes n'a donc pas connaissance de ce qui se passe dans les asiles de charité?

C'était dans un de ces asiles qu'était enchaîné et battu le pauvre Eidam.

Ne sait-on pas que les œuvres charitables ont pour but de faire bien vivre ceux qui les dirigent, et, selon le Dr Bach, de « tenir les malheureux prolétaires sous une surveillance policière, de prêter main-forte au clergé pour les maintenir dans l'obéissance passive et réprimer toute plainte, toute tentative de revendication ou d'affranchissement »?

Voilà pourquoi les pauvres, c'est-à-dire les dépouillés, préfèrent expirer dans la rue, ou se jeter à l'eau, comme l'a fait le malheureux pensionnaire Archinard à Corsier, au lieu de vivre dans un asile-prison. Mme Schmid, de Winterthur, a préféré tuer à coups de hache ses quatre enfants et se pendre ensuite, plutôt que de s'adresser à une œuvre charitable.

La commission de surveillance des hospices de Genève a reconnu que « les vieillards sont malheureux dans l'asile d'Anières », comme sont malheureux les pensionnaires de tous les asiles.

Il ne faut donc pas être étonné que des personnes privées de ressources se suicident, mais on peut s'étonner qu'avant de quitter ce monde de monstrueuse inégalité, les partants ne signalent pas leur départ par quelque acte qui dissipe l'étonnement des prôneurs d'œuvres charitables.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Samedi 9 juillet, à 8 heures 1/2, salle Delapierre, 168, rue de Charenton, grand meeting public contradictoire.

Sujet traité : « Contre l'armée; Contre la patrie; Pourquoi!!! », par Louise Reville, Roger Sadrin et Prost.

⁂

Bibliothèque sociologique des Libertaires du XIIe. — Tous les camarades de Paris sont invités à se trouver chez Delapierre, le mercredi 13 juillet, à 8 heures 1/2. Prière d'apporter des invendus.

⁂

Le samedi 9 juillet prochain, Jehan Rictus récitera ses *Soliloques du Pauvre* au théâtre du Gymnase, à Liège, où il restera quelques jours. De là il ira à Bruxelles.

⁂

La revue libertaire *Ciencia Social* de Buenos-Ayres informe les amis de l'extérieur qu'elle réapparaîtra en un format plus grand et illustré, à partir du 1er juillet 1898.

La rédaction de cette revue invite tous les journaux libertaires et revues sociologiques à établir l'échange.

Adresse : *Ciencia Social*, Calle Corrientes, n° 2041, Buenos-Ayres (République Argentine).

⁂

Le camarade soussigné prie ses correspondants de prendre note de sa nouvelle adresse : Roberto d'Angiò, coatto politico, Ustica-Palerme (Italie).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Ménage du pasteur Naudié, par E. Rod; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Encore des nouvelles, par P. Georges; 1 vol., 3 fr. 50, *Société libre d'édition des Gens de lettres*, 30, rue Laffitte.

Emile Zola devant les jeunes, par Maurice Le Blond, 1 plaquette à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Anarchie, brochure tchèque du *Volné Listy*, 43, Johnson avenue, Brooklyn.

Psychologie comparée de l'homme et de la femme, par Céline Renooz; 1 vol., 10 fr., chez l'auteur, 9, rue de la Tour, Paris.

A lire :

Pourrissoirs, par Rougétoile, *Progrès de la Charente-Inférieure*, 22 juin.

Les Lois scélérates, par un juriste, *Revue Blanche*, 1er juillet.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Rouen. — Je n'ai pas la *Carmagnole*, ni ne sais où me la procurer.

L. B. I. — Vous pouvez consulter le récent ouvrage de A. Lefèvre qui va jusqu'à ce jour : *Histoire. — Entretiens sur l'évolution historique*, 6 fr., chez Schleicher. Il y a aussi le premier volume de la Bibliothèque de vulgarisation scientifique : *Le Panorama des siècles*, de Veber, 1 fr. Même librairie, pour le *Préhistorique*, le volume de ce nom de Mortillet.

E. et C., Aubervilliers. — Bon, il y a eu erreur de notre part.

D., à Besançon. — Espérons qu'avec le temps ça marchera.

Y. Z. — Le meilleur ouvrage de l'*Histoire de la philosophie*, à notre connaissance, est celui de Weber. Demandez la 6e ou 7e édition. Il y a aussi Fouillée, mais moins bon.

Reçu pour l'école : G. B., 2 fr.

Reçu par Ardouin pour l'Ecole libertaire : Marseille (Groupe libertaire de Mempenti), 10 fr.; Un camarade, 2 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 2 fr. 50; Gabier (3 versements mensuels), 15 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 5 fr. — Souscription d'un bagne bordelais : Henri, 0 fr. 25; Henri S., 0 fr. 50; Cambronne, 0 fr. 20; Transon André, 0 fr. 25; A. Linon, 0 fr. 25; E. Davancaze, 0 fr. 25; Yza, 0 fr. 25; Griffe, 0 fr. 50; Castera Louis, 0 fr. 25; Boutellier, 0 fr. 50. En tout : 3 fr. 20. — Total général : 37 fr. 70.

Reçu pour la colonie Butaud : R. F., 5 fr.

Reçu pour le journal : R., à Melun, 0 fr. 50. — Arthur, 1 fr. 40. — Dou fils, 1 fr. — Dou père, 1 fr. 25. — G., à La Palisse, 1 fr. 05. — V. P., 5 fr. — A. A., 1 fr.; Rod, 2 fr.; H. R., 5 fr. En tout : 8 fr. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 6 fr. — L. B. I., 0 fr. 50. — Merci à tous.

C., à Lille. — P. A., à Angers. — G., à Saint-Etienne. — P., à Brest. — C., à Saint-Cloud. — B., à Rouen. — D. de M., à Gand. — B., à Rouen. — L., à Aix. — A. D., à Kabraska. — S., à Cette. — F., à Reims. — C., à Garchizy. — C., à Reims. — S. B., à Genève. — Reçu timbres et mandats.

COLLECTIONS DE 30 LITHOGRAPHIES

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant,** *par X.* — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Willaume.* — **Les Errants,** *par Rysselbergh.* — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann Paul.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste plus que deux collections complètes tirage d'amateur à 45 francs — et trois éditions, ordinaires, à 22 fr. 50.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Les Primitifs, *par Elie Reclus*	2 75
Bibliographie de l'anarchie, *par Nettlau.*	5 »
Volumes de chez Stock :	
La Conquête du pain, *par Kropotkine.*	2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine.*	» 60
Œuvres *de Bakounine.*	2 75
La Société future, *par J. Grave*	2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave*	2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave.*	2 75
Biribi, *par Darien*	2 75
Bas les cœurs! *par Darien*	2 75
Sous-offs, *par Descaves*	2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon.*	2 75
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon*	2 75
L'Inquisition en Espagne, *par Tarrida del Marmol.*	2 75
Révolution sociale et Révolution chrétienne, *par Malato*	2 75
Le Socialisme en danger, *par Domela Nieuwenhuis*	2 75
Evolution et Révolution, *par Elisée Reclus*	2 75
La Commune, *par Louise Michel*	2 75
De chez Flammarion :	
Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine.*	1 25
Les Croix et les Glaives, *de Th. Jean.*	2 75
De chez Perrin :	
Correspondance de Bakounine	2 75
Les Temps sont proches, *par L. Tolstoï*	» 50
Enquête sur la question sociale, *par J. Huret*	2 75
De la *Plume* :	
Similitudes, *par A. Retté*	2 75
Aspects, *de A. Retté*	2 75
La Forêt bruissante, *par A. Retté*	2 75
XIII Idylles diaboliques, *par A. Retté.*	2 75
De chez Schleicher frères (Reinwald) :	
Les Religions, *d'André Lefèvre*	6 »
Force et Matière, *par Buchner*	6 »
Science et Matérialisme, *par Letourneau.*	5 »
De chez Dentu :	
Le Primitif de l'Australie, *par E. Reclus.*	2 75
De chez Charpentier :	
Au Port d'armes, *par Henry Fèvre*	3 25
Souvenirs d'un matelot, *par Georges Hugo*	3 25
La Mêlée sociale, *par G. Clémenceau*	3 25
Le Grand Pan, *par G. Clémenceau*	3 25
De chez Ollendorff :	
Le Calvaire, *par Mirbeau*	3 25
De chez Pedone :	
L'Histoire sociale au Palais de Justice, *par de Saint-Auban*	2 75
Société libre d'édition des Gens de lettres	
Delcros, *roman, par Rainaldy.*	2 75
De chez A. Colin :	
Les Porteurs de torches, *par Bernard Lazare*	2 75

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Paris

Chez Méreaux, 48, rue Mouraud.

à Mâcon

Chez M. Berthet, 65, rue Carnot. On y trouve toutes les publications anarchistes.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 12 DIX CENTIMES DU 16 AU 22 JUILLET 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*)

II

Déclarations des principes de 1866.

Les déclarations que nous avons citées eurent un grand retentissement; partout les travailleurs et les gens éclairés, les socialistes de différentes écoles saluèrent le Congrès de Genève, acclamèrent de tels principes si profondément humanitaires et réellement socialistes. En quelques semaines les statuts de l'Internationale furent connus de tous les pays. Tout le monde comprit qu'il venait de s'accomplir quelque chose de grand, devant marquer un nouveau point de départ dans l'histoire universelle. Un an auparavant, pendant la conférence préliminaire de 1865, après la lecture des considérants et du projet de statuts, les hommes perspicaces comprirent toute l'importance de ce qui se préparait. Entre autres, l'historien Henri Martin écrivait le 14 octobre 1865 :

« C'est avec une profonde émotion que nous avons lu le récit de ce qui vient de se passer à Londres.

» Nous avons le pressentiment que quelque chose de grand vient de commencer dans le monde... L'élévation des sentiments... l'ampleur de vues, et la haute pensée à la fois morale, économique et politique qui a présidé au choix des questions composant le programme... saisiront d'une commune sympathie tous les amis du progrès, de la justice et de la liberté en Europe.

» Nous le savions bien que ce froid de mort qui s'étend à la surface de nos sociétés n'avait pas gagné les profondeurs ni glacé l'âme populaire, et que les sources de la vie n'étaient pas éteintes... Nos oreilles n'étaient plus accoutumées à de telles paroles, elles nous ont fait tressaillir jusqu'au fond du cœur (1). »

« Un notable progrès s'est opéré, écrivait A. Corbon la même année, depuis nos agitations pour la réforme sociale d'il y a une vingtaine d'années. En ce temps-là... la tendance générale des ouvriers socialistes était de considérer l'Etat comme leur providence visible et d'attendre de lui la rédemption des classes inférieures. Voilà qu'une nouvelle génération déclare que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! ! ! »

(1) Cité par Fribourg.

Si, de la part des libéraux et des radicaux, l'Internationale eut un accueil aussi sympathique, il est facile de comprendre l'enthousiasme qu'elle souleva chez les socialistes de toutes les nuances et de tous les pays. En notre temps de réaction militaire et cléricale, on trouvera plus qu'étrange le langage enthousiaste de l'époque. Voici, par exemple, en quels termes le *procureur général* de la République bâloise, membre des sections locales, saluait le quatrième congrès, tenu à Bâle :

« ... Je vous salue donc, vous qui préparez le grand jour de l'émancipation... Déjà les premiers pas ont été faits, la tyrannie des nobles, la tyrannie des prêtres ont été brisées... Il faut maintenant que le privilège bourgeois disparaisse comme les autres, il faut que tous travaillent. *La société libre que nous rêvons saura exploiter coopérativement tout travail;* cette société n'étant composée que de travailleurs *saura se suffire et se gouverner elle-même*... Frères ouvriers... est-ce que je rêve ? Alors vous rêvez avec moi. Suis-je insensé en parlant ainsi, et faut-il me renfermer dans un asile d'aliénés ? Non. Ce qui me prouve que je ne rêve pas... c'est l'existence de l'Association Internationale elle-même...

» Partout où l'on a commis des fautes envers les ouvriers, on les a commises envers notre Association. Que ce soit dans le Borinage ou dans le bassin de la Loire, les coups portés aux ouvriers nous ont atteints... Mais aussi nous pouvons dire que le mouvement qui agite les ouvriers est notre mouvement, et partout où se réunissent les opprimés, notre esprit plane au milieu d'eux (1)... » Ce sont surtout les défenseurs de l'oppression et de l'esclavage politique et social qui nous fournissent les meilleurs témoignages sur la joie que suscitèrent les *millions* d'adhésions aux principes fondamentaux. L'ennemi le plus acharné de la grande Association, Oscar Testut (1), avocat à la cour impériale de Lyon, constatait, le 10 mai 1870, le développement rapide... de nature à effrayer tout homme qui réfléchit à l'immense danger qu'une aussi puissante organisation fait courir à l'ordre social (bourgeoisie).

Il constatait encore l'esprit d'union qui anime ses membres... avec quelle prodigieuse rapidité elle a successivement agrandi le cercle de son influence, non seulement en France, mais encore dans une partie de l'Allemagne, en Amérique, en Italie, en Belgique, en Pologne, en Russie, en Autriche, en Suisse, en Suède, en Danemark, en Angleterre et même en Espagne.

Oui, grande était l'influence des déclarations de principes de l'Association; rapide était leur propagation et c'est par *millions* qu'on comptait ses adhérents (1).

A quoi attribuer ce succès?

D'un côté à l'état d'esprit populaire de l'époque; d'autre part, et surtout, à la fidélité avec laquelle les considérants reflétaient les idées communes aux trois systèmes socialistes (de Saint-Simon, de Fourier et de R. Owen), ainsi que la tactique de lutte pratiquée par les ouvriers anglais et français, les plus avancés et les plus solidarisés de l'époque.

D'ordinaire on attache trop peu d'attention aux événements politiques et socialistes au milieu desquels surgit l'Internationale. Pourtant la période de 1859-65 reste une des plus remarquables de l'histoire moderne. La réaction qui écrasa l'Europe après les révolutions de 1848 était forcée de faire des concessions aux revendications populaires, aux découvertes et à la généralisation des sciences inductives qui bouleversaient toutes nos croyances et tous nos préjugés surnaturels et métaphysiques. L'Italie, ce berceau de la Renaissance et des républiques florissantes, se battait pour l'indépendance, et cette lutte héroïque, qu'un Anglais appela « very poetry of politics » (la vraie poésie de la politique), était animée et conduite par des hommes d'une telle netteté de caractère, tels que Garibaldi, Mazzini, Pisacane et autres, que la jeunesse enthousiaste accourait sous le drapeau de Garibaldi de tous les pays civilisés. En Russie, le despotisme était obligé d'abolir le servage, d'entreprendre des réformes libérales. Tchernychevsky n'était pas encore arrêté, Hertzen était à son apogée de publiciste révolutionnaire, et les patriotes polonais se préparaient à la révolution démocratique qui éclata en 1863, n'attirant pas moins de sympathie que celle d'Italie.

En Amérique, la guerre d'abolition de l'esclavage (1861-1865) montra à la vieille Europe monarchiste de quoi est capable un peuple autonome et animé d'une idée grande et généreuse, et le président-ouvrier, Abraham Lincoln, appelé par ses concitoyens et par les nègres « oncle Abo », donna l'exemple exceptionnel qu'on peut rester modeste, simple et honnête, tout en restant président (2), ce qui est contraire au moins à votre pratique républicaine en France. L'Angleterre était animée de l'esprit le plus libéral. Les trade-unions, lord Shaftesbury, Kingsley, Dickens, J. Stuart-Mill et tant d'autres réclamaient des réformes; la société

(1) Compte rendu du 4e congrès international tenu à Bâle, Bruxelles 1869.

(2) *Association Internationale*, Lyon, 1870; *Le Livre bleu de l'Internationale*, Paris, 1871; *L'Internationale et le Jacobinisme*, Paris, 1871.

(1) Au congrès de Bâle, le délégué des Etats-Unis, Cameron, représentait 800 000 membres du « National Labour Union » (Union Nationale des Français).

(2) Un contraste avec vos parvenus politiques... Un diplomate surprit une fois Lincoln tenant à la main des comptes écrits sur du papier fort sale. Questionné sur la nature de ces documents, le président lui répondit avec sa simplicité habituelle que c'étaient là les comptes de son ami Sam (garçon nègre d'un cabaret) qui l'avait prié de les vérifier...

anglaise soutenait Mazzini et Garibaldi; un ministre d'Etat, Stansfield, mit sa maison à la disposition du conspirateur Mazzini, et quand, en 1864, Garibaldi arriva à Londres, le peuple organisa une telle manifestation de sympathie qu'il n'y en eut jamais de pareille chez les Anglais, en faveur même de leurs héros nationaux.

L'Allemagne de ce temps aussi était remuée par l'agitation énergique et passionnée de Lassalle, cet orateur populaire qui réunissait en sa personnalité si brillante les qualités d'un révolutionnaire audacieux et d'un savant de premier ordre. L'Allemagne libérale et démocratique l'admirait, l'ouvrier allemand s'organisait autour du drapeau de la réforme sociale déployé par l'agitateur d'un tel talent.

Telle était l'époque à laquelle les ouvriers français conçurent l'idée de la grande Association. Le mouvement n'était pas socialiste. Cependant ces guerres d'indépendance, l'agitation en vue de l'émancipation, de l'affranchissement et des réformes sociales réveillèrent l'opinion publique. L'ouvrier des grandes villes était prêt à une action solidaire; aussi quand l'Association, cet « enfant né dans les ateliers de Paris, fut mis en nourrice en Angleterre », ce ne furent pas seulement les Anglais qui lui prodiguèrent leurs soins enthousiastes.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

Erratum. — Dans le dernier article, page 1, ligne 12, au lieu de : communisme, autonomie, lire : communisme autonome.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

COURTISANS DÉMOCRATES

...... *Il paraît que l'artiste a rencontré de sérieuses difficultés dans l'exécution de sa toile. Quand il a voulu connaître exactement le nom et la qualité des personnes qui assistaient à la douloureuse agonie, une légion s'est levée... Tous voulaient avoir joué un rôle dans la chambre. Si bien qu'il a dû agrandir les dimensions de son tableau pour faire de la place à tant de témoins insoupçonnés, depuis le ministre Dupuy qui était là, jusqu'au cuisinier qui n'y était pas...*

Ici quelques extraits de lettres :

« ... J'ai été chargé de la direction du traitement et toute la responsabilité de ce traitement a porté sur moi... Rien ne se fit qu'avec mon assentiment et par mon ordre... Ils tenaient le pouls pendant que je me rendais compte de l'état de la blessure. M. le docteur Poncet était a côté de moi, mais plus éloigné de la tête....... » (M. Ollier.)

« ..... Dans le cas où ma présence serait indispensable, veuillez me le dire. Je ferai le voyage pour vous donner les poses dont vous avez besoin. J'attache, comme vous savez, une très grande importance au rôle que j'ai joué comme chirurgien dans ces tristes circonstances. C'est, en effet, grâce à l'opération que j'ai pratiquée que le Président a pu vivre pendant trois heures..... » (M. Poncet.)

« ..... Cette scène lamentable est restée gravée dans ma mémoire avec une intensité poignante et c'est pour moi un souvenir précieux et douloureux tout ensemble. C'est pourquoi je désire vivement figurer sur votre toile avec les autres personnes de la maison... peut-être pourriez-vous me placer auprès du lit, près de la petite table?... » (M. Trancheau.)

Hier encore, m'a dit le peintre, le docteur Poncet est venu ici pour me déclarer qu'il voudrait voir le docteur Ollier au second plan et non au premier. Il prétend que son confrère est arrivé quand tout était fini et que c'est lui qui a tout fait.

Ceci n'est pas tiré des Mémoires du duc de Saint-Simon. Je le transcris des journaux de la semaine. Ce n'est pas de Louis XIV qu'il s'agit, mais du président Carnot et du peintre qui eut l'idée de reconstituer ses derniers moments.

On eût pu s'y tromper.

Que de transformations pourtant depuis la cour du Roi-Soleil où nous ramène cette histoire! Que de changements! Plus de nobles ni de roturiers. Plus de seigneurs ni de manants. Tous les hommes naissent libres et égaux. On l'a proclamé en de très belles phrases pendant que roulaient dans le panier têtes de rois et de marquis. Les mêmes juges connaissent de tous les délits, appliquent à tous les citoyens les mêmes lois, égales pour tous. Le serrurier du coin passe le dimanche, si cela lui plaît, le même frac qu'un ministre, et il peut très bien arriver que sa jaquette soit de drap plus fin et de meilleure coupe. Riches et pauvres, mains blanches ou calleuses, c'est la même caserne et le même bureau de perception.

Fort bien! Mais dans ce chambardement si cher à M. Homais, en cette grande révolution sur quoi les instituteurs se pâment avec leurs élèves, une chose fut omise, sans doute parce qu'elle était la seule importante. Il y a toujours des hommes investis d'un redoutable pouvoir. Sur un mot de ceux-là, sur un signe, les escadrons s'ébranlent, et les sabres, tirés au clair, s'abattent sur la nuque des pauvres diables qui — à tort ou à raison — voulaient résister.

Je suis électeur, c'est entendu. Mais qu'une de ces lignes déplaise en haut lieu. Aussitôt on me dépêchera deux ou trois hommes d'armes, qui, après m'avoir cadenassé une chaîne solide aux poignets, m'arracheront à mon foyer, à ma compagne et à mes petits pour me conduire en quelque cachot où j'attendrai le bon gré du juge, sans préjudice d'une condamnation probable pour moi et de la misère et des souffrances pour les miens.

Ce sont assez belles prérogatives encore. Et bien que déguisées sous une hypocrisie de formules et de paperasses, elles ne me semblent pas moins terrifiantes que les *bons plaisirs* du vieux temps. Il est donc assez naturel qu'elles groupent autour d'elles beaucoup de bassesses et de lâchetés. Pour rester calme et propre sous le pouvoir, il faut une force qui dépasse la commune mesure. Aussi n'est-il pas si petit détenteur de ce pouvoir, si maigre fonctionnaire qui n'ait sa cour. En face d'un chef d'Etat, autorité qui résume toutes les autres, les vivifie ou les annule, la vilenie descend aussi bas que possible. Elle se contorsionne des manières les plus drôles et connaît alors les gageures d'adulation, les raffinements de platitudes narrés par le peintre des dernières heures présidentielles.

Le profit ou la crainte ne sont pas toujours là comme excuses au vilain geste. La grimace survit à sa nécessité. Elle n'en devient alors que plus laide. Appris sous la férule du pouvoir, le rictus des flatteries se dessine mécaniquement, dans les mêmes plis, à l'approche des grands ou de leur ombre. Depuis quatre ans déjà, le président Carnot ne peut plus rien. La mort l'a révoqué de sa haute magistrature. Il a emporté dans la tombe, pour la pâture des vers, sa souveraineté et son prestige. Et après quatre ans, des gens à qui il ne manque pas d'autres occupations et de plus nobles buts de gloire se disputent l'avantage d'avoir approché son lit de quelques centimètres en plus. *M. le docteur Poncet était à côté de moi, mais plus éloigné de la tête.* Ils se chamaillent d'autant plus fort, ces chirurgiens de province, que ce fut une incroyable aubaine. Sans l'occurrence d'un attentat, jamais ils n'auraient eu la joie de ces privautés *in extremis* avec le maître du jour.

Il en sera toujours de même. En face du pouvoir, quelle que soit sa forme et sa limite, toute raison sombre, toute dignité déserte, le servilisme seul demeure et s'empresse. Permettre à quelqu'un de dispenser les joies et les peines de la vie, c'est lui consentir des droits terribles et l'ériger en agent de corruption. Ainsi les ravages moraux s'apparient aux nuisances matérielles. Le métier du courtisan a pu disparaître avec les mœurs de l'ancienne France, son âme est demeurée la même, et nous la voyons après des siècles se manifester de façon identique. Vienne un autre Saint-Simon sachant marquer au fer rouge nos attitudes aux pieds des grands, et son recueil, comme les célèbres Mémoires, serait encore un livre d'or de la déchéance humaine. On y reverrait, photographiées, les mêmes postures ignobles. Le décor seul serait autre, plus varié. Du cabinet d'un ministre on passerait aux couloirs de la Chambre et dans les cabarets où se cuisinent les malpropretés électorales.

Les tableaux, souvent, prendraient de l'ampleur. Car la démocratie apprend au peuple les vices des élites. A la mort de ce même M. Carnot, étant sur le lieu du sinistre, j'ai voulu, d'aussi près que possible, observer pourquoi le décès de cet inutile emplissait la ville, tandis qu'un couvreur, occupé à nous garantir contre le froid et la pluie, dégringole de son toit parmi l'indifférence générale. Je me suis donc mêlé aux foules démonstratives, aux groupes sanglotants. J'ai écouté les conversations, étudié les attitudes. Et j'ai vu qu'en cette exubérance il y avait surtout l'orgueil des familiarités qu'autorise un malheur soudain, une catastrophe brusque. Parler du maître des maîtres et du plus puissant comme on aurait fait d'un camarade, quel honneur! Il y avait autre chose, mais cela d'abord, cela surtout. Et tout un peuple de travailleurs, derrière ce cadavre, faisait métier de courtisan comme, chez le peintre, nos médecins de tout à l'heure.

Flétrir le courtisan, individu ou peuple ; pour l'édification des foules, en dessiner la face torve et le corps souple, les bons moralistes d'aucun temps n'y ont manqué. Et cela est bien. Mais cela, peut-être, ne suffit pas. En ce dégoût que nous inspire la honteuse flatterie et l'art ignoble de se tenir auprès des grands en bonne posture, il faudrait puiser le ferme désir et le courage d'une société d hommes égaux — égaux au sens humain et pas seulement démocratique du mot — une société où, pour cause, il n'y aurait plus ni courtisans, ni courtisés.

Charles-Albert.

ÉTIÉVANT

Nous publions la lettre ci-dessous que nous adresse le camarade Etiévant; car, avec celles publiées déjà, elle indique combien sa fermeté d'esprit ne l'a jamais abandonné.

« La Roquette, 30 juillet 1898.

« Mon cher camarade,

« Je vous annonce que ma peine vient d'être commuée, et je vous remercie, ainsi que tous les camarades, des douceurs que vous m'avez procurées pendant ma détention.

« Maintenant il est inutile d'envoyer de nouveau des fleurs; elles ne seraient pas reçues.

« J'avais fait prévenir, par l'entremise de mon avocat, les camarades pour que l'on revînt chercher les vêtements que l'on m'a envoyés pour les assises, mais personne n'est venu. Si vous connaissez le camarade qui les a envoyés, dites-lui qu'il vienne les chercher le plus tôt possible; car je n'en ai nullement besoin. Et si personne ne vient, ils seront perdus. Voilà trois semaines qu'on les a retirés du magasin et disposés pour être remis à la personne qui viendrait les chercher. Si l'on tarde, les gardiens les remettront avec les miens, et il sera trop tard.

« Je pense que vous ne serez pas moins étonné que moi d'apprendre ma commutation, et j'étais loin de m'attendre à pareille chose. Quant à moi, je ne m'en réjouis guère. La perspective du bagne ne me sourit pas du tout; et il est même probable qu'il aurait été préférable pour moi, comme pour la cause de la liberté humaine, que je fusse exécuté. Mais

enfin, puisqu'il n'en est rien, je vais chercher à tirer le meilleur parti possible de ma situation. Je verrai bien ce que l'avenir me tient en réserve.

« Je vous serre cordialement la main, ainsi qu'à tous les camarades.

« G. Etiévant. »

STRUGGLE FOR LIFE

Les conservateurs (ce mot étant pris dans son sens le plus large, c'est-à-dire tous ceux qui veulent conserver l'état de choses actuel) ne voient dans le transformisme que l'idée de la concurrence vitale, dont ils s'emparent pour justifier toutes les iniquités qui leur profitent. Cette idée de la lutte pour la vie est cependant loin d'être la conquête la plus importante de la doctrine de Darwin. D'abord elle est sujette à caution; ce n'est après tout que l'hypothèse d'un savant pour expliquer le fait indéniable de la transformation des espèces. On sait qu'elle n'est que l'application à tout le règne animal et végétal de la loi de Malthus, fort contestée. A vrai dire, l'examen de l'univers montre bien que la lutte est un état assez général. Mais on a eu le tort d'attribuer à cette cause unique ce qui est probablement le résultat de bien des causes diverses, que la science découvrira plus tard. Nous savons déjà, par exemple, que l'association pour la lutte est encore un facteur — non moins important, peut-être plus — de l'évolution des êtres. Darwin lui-même a indiqué la sélection sexuelle, qui n'est pas toujours basée sur le combat. La vie est beaucoup plus complexe qu'une théorie, si exacte soit-elle, et tout ne se passe pas aussi simplement dans la nature que dans les livres. Souvenons-nous toujours qu'en science, comme partout, il n'y a pas de découvertes définitives, et que chaque génération doit, sous peine de dégénérescence et de mort, remanier l'œuvre de ses aînées.

Et puis, il faut l'avouer, la conception que le gros public se fait du combat pour l'existence — à coups de crocs et d'ongles — n'est pas du tout celle que Darwin en avait : « Je dois avertir ici que j'emploie le terme de concurrence vitale dans un sens large et métaphorique, comprenant les relations de mutuelle dépendance des êtres organisés, et, ce qui est plus important, non pas seulement la vie de l'individu, mais les probabilités qu'il peut avoir de laisser une postérité. Deux animaux carnassiers, en un temps de famine, peuvent être considérés avec vérité comme ayant à lutter à qui obtiendra la nourriture qui lui est nécessaire pour vivre. Une plante au bord d'un désert doit lutter aussi contre la sécheresse; plus exactement on pourrait dire qu'elle dépend de l'humidité. Une plante qui produit annuellement un millier de graines, parmi lesquelles une seule, en moyenne, parvient à maturité, plus véritablement encore doit lutter contre les plantes d'espèces semblables ou différentes qui recouvrent déjà le sol. Le gui dépend du pommier et de quelques autres arbres : on peut dire qu'il lutte contre eux; car, si un trop grand nombre de ces parasites croissent sur l'un de ces arbres, celui-ci languit et meurt. Plusieurs touffes de gui, croissant les unes près des autres sur la même branche, avec plus de vérité encore luttent les unes contre les autres. Comme le gui est disséminé par les oiseaux, il est dans leur dépendance; et on peut dire par métaphore qu'il lutte avec d'autres plantes, en offrant comme elles ses fruits à l'appétit des oiseaux pour que ceux-ci en disséminent les graines plutôt que celles d'autres espèces. En ces différentes acceptions, qui se fondent les unes dans les autres, je fais usage, pour plus grande commodité, du terme général de concurrence vitale (*struggle for life*) (1). »

La rivalité n'est pas la seule cause du progrès. Il y a plus. Comme tout dans la nature, la lutte se transforme sans cesse. Elle aussi obéit à la loi d'évolution. S'éloignant de plus en plus de son point de départ, — le fort mangeant le faible — elle doit aboutir fatalement à sa propre négation. Rivalité, concurrence, émulation, concorde, telle est la marche nécessaire. C'est ainsi qu'ayant commencé par le despotisme, l'humanité doit aboutir à l'anarchie. « L'évolution, a dit Bakounine, suppose la négation du point de départ. »

Si la domination capitaliste est une forme du combat vital, le socialisme (dans son acception la plus étendue) en est une autre. En essayant de se débarrasser du joug qui les gêne, les révolutionnaires luttent pour la vie. Qu'on cesse donc de leur opposer cet argument. L'idée de combat pour l'existence doit s'entendre dans un sens large. Chaque être tendant vers le mieux, ayant un idéal de vie personnel, lutte pour cet idéal : pain, liberté, plaisir, savoir,... en un mot tout ce qui constitue le bonheur. N'en déplaise aux défenseurs du *statu quo*, il n'y a pas que la guerre de l'argent; il y a aussi des batailles d'idées.

A bout d'arguments, les patriotes aiment à se réclamer de cette doctrine pour justifier la guerre. Si c'est de la guerre civile qu'ils veulent parler, soit : la guerre civile est bien en effet une lutte d'opprimés contre oppresseurs, c'est-à-dire d'ennemis, d'ennemis naturels et irréconciliables. La grève, l'émeute, l'insurrection, la révolte sous toutes ses formes, sont logiques et légitimes. Entre les deux camps, il n'y a pas d'accommodement possible, et la revanche est éternelle. Chaque belligérant sait là de quoi il s'agit, s'arme spontanément, risque sa peau pour un but précis et personnel. Il n'en est pas de même de la guerre étrangère, où l'hostilité n'est réelle qu'entre les gouvernements adverses (quand encore elle n'est pas simulée, adroit dérivatif aux mécontentements populaires) et où chaque soldat n'a aucun antagonisme d'intérêts envers ceux de l'autre nation. Le prolétaire allemand est mon ami ; je m'unirai avec lui pour lutter contre l'Etat, qui est mon ennemi véritable. Entre animaux de même espèce, nous apprend Darwin, la concurrence est souvent plus vive qu'entre animaux d'espèces différentes. Partisans du *struggle*, vos théories se retournent contre vous.

Il y aurait encore bien à dire sur ce sujet. Est-il vrai que le résultat de la lutte soit toujours la survivance du plus apte, la victoire du meilleur ou du plus fort ? On peut en douter. Mettez en présence un taon femelle et un bœuf : l'insecte viendra à bout du quadrupède. Les sauvages sont assurément mieux adaptés aux climats torrides que les blancs ; ceux-ci pourtant les en supplantent. Dans la mêlée sociale, un fêtard absurde est vainqueur, un inventeur génial mais pauvre est vaincu.

La part faite aux exagérations, et tout intéressante qu'elle soit, la doctrine de la lutte pour l'existence n'est qu'un paragraphe — le moindre — de la théorie transformiste. Ce qui fait la grandeur de cette théorie, — l'une des plus belles découvertes, à coup sûr, que l'homme ait encore faites — c'est l'idée de progrès définitivement acquise, la transformation universelle et incessante scientifiquement démontrée, en dépit des partisans de la stabilité et de la routine. Elle a débarrassé de tout mystère l'origine de l'humanité, porté au préjugé divin le coup de grâce. En chassant l'Autorité du ciel, elle a ôté à la tyrannie terrestre son fondement le plus sûr. L'antique image « l'homme est *un animal* » devient une réalité. Nous sentons l'univers tout entier frémir en nous. Nous sommes les frères des bêtes, des plantes, des pierres. Ayons moins d'orgueil, plus de fierté.

Il est désormais possible de retrouver l'origine de nos conventions chez les êtres inférieurs, et d'en reconstituer l'histoire à travers les temps, jusqu'à nous. C'est à quoi des savants travaillent. Ayant ainsi déterminé la trajectoire parcourue, nous pouvons en prévoir approximativement la suite, et nous consoler de la certitude que demain sera meilleur qu'aujourd'hui.

En ne voyant dans le transformisme que la lutte, et dans cette lutte que ce qu'elle a de plus mesquin, les bourgeois font preuve, comme toujours, d'une étroitesse d'esprit peu commune.

René Chaughi.

(1) *De l'Origine des espèces*, ch. III, § 2, traduction de Mme Clémence Royer; Flammarion et Vaillant, éditeurs, 26, rue Racine; 1 vol., 5 fr.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Il fut un temps où le gouvernement des peuples était chose aisée. Point de grands frais d'imagination pour capter leur crédulité. Les ruses les plus grossières, les bourdes les plus énormes, les invraisemblances les plus burlesques étaient acceptées comme parole d'Evangile. C'est ainsi qu'on sut inculquer aux hommes, imbus d'une sainte frayeur pour un Dieu imaginaire enfanté par leur ignorance, un profond respect envers certaines catégories de leurs semblables qui prétendaient représenter ce Dieu puissant sur la terre. Les prêtres, les guerriers, d'autres intrigants de tout acabit, persuadèrent l'humanité qu'ils étaient d'une essence particulière et supérieure, et qu'il importait au bonheur de tous de se laisser guider par eux aveuglément. Dire les innombrables absurdités qu'ils inventèrent pour déformer l'esprit humain est impossible. On peut rêver les aberrations les plus insensées, les plus monstrueuses, on n'imaginera rien qui n'ait été son équivalent dans l'histoire des religions, des mythologies ou des doctrines politiques. Et les peuples crurent tout cela, s'inclinèrent devant tout cela, massacrèrent et se firent massacrer pour tout cela.

Un progrès cependant s'est accompli à la longue. Des esprits plus indépendants et plus hardis osèrent, au prix de tortures sauvages, analyser, puis discuter, enfin nier les prétendues vérités imposées à la crédulité moutonnière de la masse. P u à peu, ces esprits se firent de plus en plus nombreux et leur nombre grandissant rendit la tâche des gouvernants de plus en plus pénible.

Aujourd'hui, s'ils sont encore minorité, du moins cette minorité est suffisante pour contre-balancer en grande partie l'œuvre néfaste des gouvernants

C'est ce que ne veulent pas comprendre ceux-ci, qui continuent, avec une confiance admirable, à se servir des mêmes procédés grossiers que leurs devanciers. Avec un aplomb imperturbable, ils rééditent les mêmes ruses cousues de fil blanc, les mêmes mensonges usés jusqu'à la corde, qui déjà ne réussissaient qu'à grand'peine à leurs prédécesseurs, et, contents d'eux et d'autrui, ils pensent avoir assis plus solidement que jamais leur domination sur la bêtise universelle. En réalité, ils ne trompent que les imbéciles. Quiconque a deux onces de clairvoyance prend en pitié leurs misérables expédients et se convainc de plus en plus de l'inutilité et de la nocuité des gouvernements.

M. Godefroy Cavaignac vient d'en faire l'expérience. Le petit-fils du Galliffet de juin 1848 a pensé en finir avec l'affaire Dreyfus, qui, au fond, est devenue le procès du pouvoir militaire, en renouvelant sous une autre forme les contes de la mère l'Oie que les Billot, les Pellieux et autres culottes de peau avaient déjà débités sans succès. Pour un succès, M. Cavaignac a pensé en avoir obtenu un par le vote unanime qui a ordonné l'affichage de son discours. Mais M. Cavaignac n'a pas pris garde que les cinq cents et quelques imbéciles auxquels il s'adressait ne constituent pas le pays. Il y a hors du Parlement des gens qui pensent, qui savent se faire par eux-mêmes une opinion et qui ont le courage de l'exprimer. S'il a eu pour lui les socialistes du Palais-Bourbon, c'est que ces gens-là n'ont de socialiste que l'étiquette, et que leur esprit est au plus haut point rétrograde. Un socialiste digne de ce nom n'approuvera jamais un discours défendant le militarisme. Quels que soient les programmes « minimum » que l'on puisse imaginer, il y a et il y aura toujours un antagonisme irréconciliable entre le socialisme et tout ce qui touche à la guerre, à l'armée, au patriotisme.

C'est ce que pense la minorité intelligente du pays, minorité qui s'accroît incessamment en dépit

des foudres de carton de Billot, des mensonges de Cavaignac, du clairon de Déroulède et du monocle de Félix. Cet incident aura eu pour effet de creuser plus profond encore l'abîme qui sépare gouvernants et gouvernés. Il aura plus que jamais montré que les premiers évoluent vainement dans le cercle étroit d'idées surannées et rétrogrades qui représente la politique, tandis que les derniers sont la force constante et sûre qui pousse invinciblement l'humanité vers l'horizon indéfini du progrès.

*
* *

Etiévant. — Notre copurchic souverain a daigné, dans sa toute clémente élégance, signer la grâce d'Etiévant. L'intérêt de la bourgeoisie ne réclame pas la mort immédiate du révolté; sa mort lente au bagne sera une compensation suffisante. A moins — il ne faut désespérer de rien — qu'Etiévant ne nous revienne, comme Cyvoct!

*
* *

Arbitraire. — Nous recevons la lettre suivante:

« Au nom de la liberté, la Chambre syndicale des ouvriers égoutiers et de l'assainissement a l'honneur de porter à votre connaissance qu'un de nos camarades vient d'être puni pour avoir écrit dans notre organe corporatif, *le Réveil de l'Assainissement*.

« La punition infligée à notre camarade consiste dans la suppression de son service régulier et son remplacement par un service irrégulier n'étant en rapport ni avec son grade ni avec sa situation de famille.

« L'ingénieur en chef du service de l'assainissement a déclaré devant cinq délégués qu'il s'agissait d'une décision prise à la suite de la publication d'une note dans notre organe. »

Nous vivons, on nous le dit, sous un régime de liberté. Il n'existe plus de délit d'opinion, chaque citoyen peut exercer librement sa part de souveraineté, etc. Oui, mais quand l'opinion exprimée porte ombrage aux privilèges établis, aux appétits sustentés, on impose la famine au mécontent et, chose plus ignoble, à sa famille qui n'en peut mais.

*
* *

A Saint-Ouen, un afficheur de la *Feuille* a été arrêté, puis relâché; mais ses affiches et son matériel d'afficheur ont été gardés par la police, qui, elle, détrousse « à toute occasion ». C'est, paraît-il, sur l'ordre du maire de l'endroit, un môssieu Basset. Ce Basset semble être un excellent chien de garde de l'autorité.

*
* *

La Grande Famille. — On lit dans la *Petite République*:

Le conseil de guerre du 7e corps d'armée a rendu deux jugements qui montrent une fois de plus l'odieux et la partialité des juges militaires.

Un brigadier du 4e régiment d'artillerie comparaissait pour vol d'une paire de sabots galoches, appartenant à un maréchal des logis du régiment. Bien que l'intention criminelle soit clairement démontrée, le brigadier a été acquitté.

Le même conseil de guerre a examiné dans la même séance une autre affaire de vol.

Pendant un séjour qu'il fit à l'infirmerie, Chapon, cavalier au 14e régiment de chasseurs à Dôle, ne put surveiller suffisamment ses effets, et deux paires de bottes lui furent enlevées.

Pour éviter d'être poursuivi et condamné pour dissipation d'effets, le malheureux soldat crut qu'il pouvait faire ce que tous les militaires font en pareil cas: il s'appropria les bottes d'un de ses camarades.

Pour ce fait il a été condamné à un an de prison.

André Girard.

*
* *

Limoges. — Le nouveau commissaire de surveillance à la gare de cette ville, pour faire du zèle, vient de défendre à la bibliothécaire d'afficher les journaux socialistes et anarchistes, et, comme conséquence, de supprimer la vente. Comme défenseur de la légalité, ce monsieur nous semble lui passer la jambe avec assez de sans-gêne.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Tous les samedis, salle Anne, 27, rue Mouton-Duvernet, réunion du *Groupe communiste du XIVe arrondissement*. Causerie par un camarade.

*
* *

Communication de l'Ecole libertaire. — Voici la proposition que font aux pères de famille les promoteurs de l'Ecole libertaire:

Pendant le mois d'août, les professeurs de l'école séjourneront à la campagne avec les enfants âgés de neuf à quatorze ans qu'on voudra bien leur confier.

L'endroit sera, de préférence, un village de la grande banlieue parisienne;

Les élèves seront logés et nourris chez les paysans isolément ou par deux, moyennant pension. Ils prennent part à la vie de famille et du village.

Ils s'intéresseront aux travaux des champs, assistés de leur professeur.

Une partie de la journée sera consacrée aux causeries en plein air, leçons de choses vues, excursions, et à rendre des services aux paysans.

Les exercices physiques auront, autant que possible, une application utile.

Les professeurs s'efforceront de faire naître la sympathie entre les enfants du pays et leurs jeunes visiteurs parisiens.

L'Ecole libertaire n'étant pas assez riche pour supporter la totalité des frais, se voit obligée de n'admettre, pour cette première année, que les enfants pour lesquels il sera versé la somme de sept francs par semaine de séjour.

Nous espérons que les enfants retireront une amélioration physique et morale de leur séjour dans les familles paysannes et de leur communion avec la pleine nature. Ils se feront connaître et estimer là où ils sont le plus inconnus et méconnus.

Les vacances libertaires constituent un acte de solidarité et de propagande. Elles ont, en outre, l'avantage de faire sortir l'Ecole libertaire du domaine de la théorie pour une réalisation partielle mais immédiate et pratique.

Envoyer les adhésions chez Ardouin, 86, rue de Cléry. Les cotisations seront encaissées, si les adhésions reçues permettent de donner suite à ce projet.

*
* *

Les auteurs et éditeurs de volumes, brochures, journaux, placards, etc., relatifs à l'anarchisme, au socialisme, et en général à la question sociale, sont priés de les envoyer à l'*Humanité Nouvelle*, 3, boulevard Berthier, Paris (XVIIe), pour compte rendu.

*
* *

Roubaix. — Le vendeur Louis Impens prévient les camarades de cette ville que s'ils ne mettent pas plus de bonne volonté à lui faciliter la vente des journaux, il se verra forcé de la lâcher.

Cet appel peut, du reste, s'appliquer plus ou moins à chaque localité, car, vu l'indolence de ceux qui se disent anarchistes, la vente, au lieu de progresser avec le nombre de ceux qui disent partager nos idées, va déclinant.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu:

Fêtes pour le concours sur les associations ouvrières et patronales; brochure du *Musée social*, chez Calmann Lévy, 3, rue Auber.

M. Edouard Drumont, par Maurice Lauzel; 0 fr. 25, à la *Revue socialiste*, 78, passage Choiseul.

Différences sexuelles de la mentalité, par Noémi Borel; 1 fr., *Bibliothèque de la Nouvelle Encyclopédie*, 76, rue de Rennes.

Les Anarchistes fraction du socialisme, de Hamon, traduit en bulgare à Pyce.

Le Jour qu'on aime, vers par Georges Pioch; 1 vol., 3 fr. 50, *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

Les Petites Institutions mutuelles de prévoyance contre la mortalité des animaux de ferme, circulaire 19, série B, du *Musée social*, 5, rue Las Cases.

La Prévoyance sociale en Italie, par L. Mabilleau, Charles Ragueri et comte de Rocquigny; 1 vol., 4 fr., chez Colin, 3, rue de Mézières.

La Photographie de l'Invisible, les rayons X, par L. Aubert, troisième volume de la *Bibliothèque littéraire de vulgarisation scientifique*, 1 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

A lire:

L'Eveil de l'esprit critique, par Ch. Letourneau, *Humanité Nouvelle* de mars 1898.

Et maintenant? H. Leyret, *Aurore*, 10 juillet.

Le Martyre des foules, par Camille Mauclair, *Aurore*, 11 juillet.

La Puissance des convictions, par Bradamante, *La Fronde*, 10 juillet.

La Feuille, n° 15.

EN VENTE A NOS BUREAUX

Derniers ouvrages parus de nos collaborateurs:

L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par Elisée Reclus; franco, 2 fr. 75.

XIII Idylles diaboliques, par A. Retté; franco, 2 fr. 75.

Delcros, par H. Rainaldy, franco, 2 fr. 75.

Croix et Glaives, vers, par Th. Jean; 1 vol., 2 fr. 75.

Déterminisme et Responsabilité, par A. Hamon; 1 vol., 2 fr. 50, chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

L'Individu et la Société, de J. Grave; 2 fr. 75.

AVIS

A tout nouvel abonné d'un an qui, en plus du prix de son abonnement, nous enverra 10 francs, nous offrons les trois premières années des *Temps Nouveaux*, plus les années 4, 6 et 7 de la *Révolte*.

A ceux de six et trois mois, anciens ou nouveaux, il leur sera envoyé les années 4, 6 et 7 de la *Révolte*, s'ils nous envoient 0 fr. 85, frais d'un colis postal.

PETITE CORRESPONDANCE

E. M. B., 83. — Nietzshe ou Stirner, je ne sais plus lequel a dû paraître en 3 volumes chez Calmann Lévy, 3, rue Auber. — L'*Histoire de la philosophie* de Weber, je ne sais pas l'éditeur, je vais m'informer.

Burgos. — L'*Incorruptible* n'a eu qu'un numéro. Je l'envoie.

Chapoton. — Si la lecture du journal ne vous plaît pas, vous n'avez qu'à le laisser. Si nous n'avons pas inséré vos élucubrations, c'est que nous ne discutons pas avec les imbéciles et grossiers personnages comme vous.

P., à Bordeaux. — Nous pouvons répondre pour nous, pas pour les autres. Les *Temps Nouveaux* arrivent-ils le vendredi?

Régis. — Convocation trop tard. Mardi matin, dernière heure. Nous l'avons assez répété de fois.

L'Anarchie errante. — Bon. Le service sera fait.

K., à Alexandrie. — 2 francs font trois mois d'abonnement. Celui-ci finira donc fin août.

C., à Le Temple. — Oui, il y a erreur de notre part.

C., au Chambon. — Les frais de rembours. étant les mêmes pour trois mois que pour six, cela deviendrait trop onéreux.

H. A., à Saumur. — Brochures expédiées. Oui, probablement, c'est de la colonie Butaud qu'il est question dans l'entrefilet.

B., à Nîmes. — *Litho* expédiée. Ce que j'ai dit n'a pas dépassé ce que je voulais dire. Merci pour les renseignements.

G., à Boston. — Cela est l'effet de la poste. Ils partent d'ici bien enveloppés.

L. B. L. — Reçu timbre. — C'est une erreur en effet, excusez-nous. — Je crois que le *Préhistorique* de Mortillet doit répondre à votre demande.

Routaled. — Votre article perdu. Pouvez-vous le réexpédier?

Reçu pour les détenus: Saumur: H., B. et M., 0 fr. 75.

Reçu pour la colonie Butaud: L. L., 0 fr. 40. — H. A., Saumur, 0 fr. 25.

Reçu pour le journal: M., à Bradford, 0 fr. 35. — X., 0 fr. 45. — V. B., à Puget-Ville, 0 fr. 15. — Saumur: H. B. et M., 0 fr. 75. — Séverin et son camarade, 1 fr. 50. — *Pour le journal*, 10 fr. — R., à Nîmes, 0 fr. 60. — Bordeaux, 15 fr. — Marseille, un groupe de camarades, 3 fr. — Merci à tous.

F., à Amiens. — J., à Roubaix. — P. A., à Angers. — R., à Salon. — V. L. — C., à Bordeaux. — G., à Arles. P. P., à Londres. — B., Le Havre. — G., à Bastia. — G., à Grenoble. — E. R., à Ajaccio. — G., à Cavaillon. — R. V. E., à Lausanne. — L. M., à Mantova. — E., à Lausanne. — V., à Marseille. — E., à Montpellier. — R., à Quilmes. — M. A., à Saint-Chamond. — T., à Podensac. — F., à Liège. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: Desréchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 13 — DIX CENTIMES — DU 23 AU 29 JUILLET 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

III

Les formules précédentes du socialisme.

Attribuer le succès colossal de l'Internationale exclusivement à l'état général à l'époque de l'opinion publique en Europe serait une exagération. Que l'internationalisme s'énonçât sous toutes les formes de 1860 à 1870, on ne peut le nier. La convention de Genève et l'organisation de la société de la « Croix-Rouge », la fondation de la « Ligue de Paix et de Liberté », de la « Ligue internationale pour l'abolition de la prostitution »... mais surtout l'élan qu'ont pris les congrès scientifiques de l'époque en sont des preuves indéniables. Pourtant aucune société, aucune entreprise de ce temps n'eurent ni le retentissement, ni l'influence qu'acquit la grande Association dans une courte durée de trois ans, de 1866 à 1869.

Son succès et son influence, il faut les attribuer à l'admirable exposé, dans les considérants de ses statuts, des principes et des *desiderata* de toutes les écoles socialistes connues auparavant, et des revendications populaires et révolutionnaires, formulées pendant la Réforme, la grande Révolution et la Révolution de 1848.

Le peuple envisage toujours comme le but suprême de l'activité humaine la production des choses utiles à l'humanité, et la réalisation dans la vie d'une équité plus ou moins parfaite. Chaque fois que les masses se levèrent contre les oppresseurs et les exploiteurs, elles formulèrent à peu près dans les mêmes termes ses aspirations séculaires : liberté pour tous, équité dans la jouissance du bien-être. Que ce fussent les pêcheurs ignorants galiléens, que ce fussent les hussites-thaboristes, ou les paysans révoltés avec Thomas Muntzer en Allemagne, avec Etienne Razine en Russie, les revendications restèrent toujours les mêmes.

La terre et ses richesses à tous, abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, liberté individuelle dans une commune libre. « L'oiseau du ciel, le gibier de la forêt, le poisson dans l'eau sont libres et « *pour tous* », disaient les paysans allemands ; « terre et liberté *pour tous* », ajoutaient ceux de Russie. Par cette expression « pour tous » ils entendaient le communisme.

Les anabaptistes et Thomas Muntzer, qui exprimèrent les vraies aspirations populaires dans la guerre des paysans en Allemagne, nous ont laissé leur « *Profession de foi* ». Les revendications socialistes y sont formulées beaucoup mieux que dans les manifestes électoraux des socialistes « scientifiques » de nos jours. Si nous laissons de côté l'élément religieux de cette profession de foi, nous trouvons que les anabaptistes, niant tout privilège, toute autorité, prêchèrent l'équité sociale, le communisme libertaire.

« Il n'y a pas de prêtres, — lisons-nous dans le premier paragraphe — ni comme tribu, ni comme secte. Tout homme peut être régénéré par l'inspiration de Dieu et faire office de prêtre, en prêchant d'exemple.

§ 4. Les corps régénérés par l'esprit tous doivent vivre ensemble dans une parfaite communauté de biens.

§ 6. Point de culte cérémonial... L'homme doit gagner sa vie par le travail de sa main...

§ 8. Nul anabaptiste ne peut gouverner ni se laisser gouverner par la force. Son règne c'est le verbe de Dieu. Plutôt mourir que de subir l'esclavage ou de l'imposer (1). »

Cette profession de foi, comme on voit, est nettement communiste, même anarchiste.

Des revendications identiques ont été formulées en Angleterre par les réformateurs révolutionnaires. Les « anabaptistes » anglais sont connus sous les sobriquets « Levellers » (niveleurs) et « Diggers » (creuseurs), qu'on leur décernait à cause de leur négation des « fondements » d'une société esclavagiste et barbare. Ils déclarèrent que les possesseurs de la terre « sont des voleurs et des assassins », que « l'ouvrier ne doit pas travailler comme salarié », que « la propriété privée doit être abolie », que « la terre doit être reconnue la propriété de tous » ; et la masse qui les suivait en grand nombre répétait, comme argument, l'ancien dicton des paysans révoltés (1381) : « Quand Adam bêchait et qu'Eve filait, qui donc était le noble? » (When Adam delved and Eve span, who was then the gentleman?)

Les aspirations populaires vers la justice et l'équité sociales, si bien formulées pendant les guerres de la Réforme et la révolution en Angleterre, ont été noyées dans le sang des révoltés. Durant plus d'un siècle et demi, jusqu'à la grande Révolution française, aucune manifestation de ce genre n'eut lieu en Europe. Une chose intéressante à noter, c'est que les écrivains, même de grande renommée, qui, après Thomas Morus, s'occupèrent de questions sociales avant la Révolution, ne purent concevoir une société telle que la réclamèrent les anabaptistes, « les levellers », Thomas Muntzer et autres. Ni Mably, ni Rousseau n'arrivèrent à une conception aussi concrète et nette d'une société libre, solidaire et communiste, où serait inscrit comme base de l'éthique sociale : « Nul ne peut gouverner ni se laisser gouverner par la force. » Il fallut de nouveau que le peuple se soulevât contre l'esclavage et l'oppression, qu'il démolît l'ancien régime pour que les honnêtes gens posassent de nouveau le problème social.

Tous nos lecteurs connaissent, sans doute, quel rôle important joua l'initiative populaire avant et pendant la grande Révolution. Le peuple détruisait les octrois, chassait les percepteurs, incendiait les châteaux des seigneurs. Avant que Montmorency, Al. Lameth et autres, dans la nuit du 4 août, renonçassent à leurs privilèges seigneuriaux, le peuple « souverain », comme on disait alors, brûlait leurs châteaux, et leurs privilèges avec. Le peuple n'avait pas plus d'égards envers les accapareurs de la bourgeoisie, qu'il accrochait aux lanternes, comme le prévôt des marchands Flesselles, à Paris. Brisant le trône, démolissant la Bastille, expropriant la noblesse et l'Eglise, le peuple acclamait la République, cette Marianne qui devait réaliser ses rêves d'équité sociale et de liberté civique. Aussi la république prit-elle comme devise : « Liberté, Egalité, Fraternité », et, dans la Déclaration des droits de l'homme, a-t-on reconnu le droit sacré de la révolte.

Mais toutes ces belles formules sont restées creuses et ne donnèrent presque rien au peuple au point de vue politique, et absolument rien au point de vue économique et social. Les terres de la noblesse et de l'Eglise, séquestrées au nom du peuple « souverain », furent vendues aux enchères, et certainement ce n'étaient pas les pauvres, la grande masse révolutionnaire qui achetaient les biens conquis par eux. De même au point de vue national et communal. Au lieu de créer l'organisation d'une vie communale indépendante et autonome, au lieu de provoquer l'esprit d'association et d'initiative populaire, la Convention, dominée par les Jacobins, prohibait toute association privée, guillotinait chaque fédéraliste, et, proclamant « la République une et indivisible », inaugura ce système abominable de centralisation qui paralyse jusqu'à nos jours la vie publique et intellectuelle de province. Paris concentra tout : l'administration, la science, la littérature. Tandis qu'en Allemagne, en Suisse, en Angleterre et ailleurs, la vie communale et municipale se développe de plus en plus au détriment du pouvoir central et de la bureaucratie, en France, les bureaux des ministères et des préfectures concentrent entre les mains d'une bureaucratie stupide, rapace, innombrable et toute-puissante, toutes les affaires du pays. Tandis qu'en Allemagne fleurissent 32 universités, et chaque ville de province d'importance possède une presse nombreuse, les facultés de province en France végètent d'une vie somnolente, et les villes grandes et riches comme Marseille, Bordeaux, Lyon ne possèdent pas un journal qu'on puisse comparer, non pas même aux journaux de province anglais, suisses

(1) Voir le numéro précédent.

(1) Alexandre Weill, *L'Histoire de la guerre des Anabaptistes*. Paris, 1874, pages 92-94.

et allemands, mais aux journaux de Kiew, de Kharkof, d'Odessa en Russie. Oui, Paris a concentré la vie intellectuelle. Les bureaux de ses ministères accaparent l'initiative et la vie sociale de province.

Grâce à ce cancer qui paralyse la vie politique, sociale et intellectuelle du pays, n'importe quel bandit politique, n'importe quel criminel parvenant au pouvoir central pouvait accomplir avec la plus grande facilité un coup d'Etat à Paris, et devenir le maître absolu de la France entière. Le premier gredin venu, Bonaparte le consul, n'avait que peu d'efforts à faire pour s'emparer de l'héritage des jacobins. Il fallut encore moins de courage et de capacité aux scélérats dépravés du 2 Décembre. Et de nos jours, la France court vers un troisième coup d'Etat.. Il paraît que l'association Esterhazy, Rochefort, Drumont et Cie, faute d'un Boulanger, veut imposer à la France la dictature de l'état-major qui se distingua par la vente, avec l'autorisation d'Esterhazy, aux ennemis du pays, de secrets relatifs à sa défense. Un pareil titre manquait même aux brigands du 2 Décembre, qui commencèrent par la mitraillade des femmes et des enfants, par la proscription en masse, et finirent par Metz et par Sedan.

A quels déshonneurs amèneront-ils la France, tous ces vendeurs *de papiers?* Il est difficile de le prévoir. Mais qu'ils puissent réussir dans leur entreprise, on ne peut en douter, car la centralisation avec toutes ses abominations fleurit et se perfectionne de plus en plus.

Plus le gouvernement révolutionnaire s'organisait, plus les gens sincères, plus les défenseurs les plus dévoués de la République étaient forcés de reconnaître que le peuple héroïque souffrait de la même misère qu'avant la Révolution. Le peuple aussi ne tarda pas à comprendre qu'il avait conquis pour lui la liberté de crever de faim, une égalité de déshérités, une fraternité de forçats militaires. Aussi demeura-t-il tranquille quand les derniers jacobins de la Convention l'appelèrent à leur secours contre la réaction. Ce peuple de Paris, si héroïque quand il croyait que la République, cette Marianne chérie, allait réaliser ses aspirations d'équité sociale, ne bougeait plus alors. Ceux d'entre les républicains qui avaient défendu ses intérêts, comme Hébert et ses amis, avaient été guillotinés justement par les hommes qui les appelaient à défendre la République. Il était trop tard....

C'est juste à cette époque et sous l'influence du complet écroulement des espérances de réformes économiques, que Babeuf, Darthé, Buonarotti et autres conçurent la nécessité d'une autre révolution, basée sur les réelles revendications populaires. Dès qu'ils eurent posé la question sur les causes de la misère populaire sous la république malgré sa devise Liberté, Egalité, Fraternité, ils ne tardèrent pas à arriver aux mêmes formules que plus tard l'Internationale, et auparavant les anabaptistes et les levellers.

Buonarotti nous raconte (1) avec une simplicité touchante l'histoire de la conspiration, son origine, son but et sa suppression. En parlant des conditions économiques du peuple, de 1791 jusqu'à 1797, il rend responsable de la misère et de la souffrance qu'on endurait le gouvernement révolutionnaire.

« La faute de ceux qui figurèrent sur la scène de la révolution, fut de borner leurs efforts à faire prévaloir un ordre de gouvernement sur un autre sans trop s'occuper du sort de ceux en faveur de qui tout gouvernement légitime doit exister...

« Jamais la masse du peuple n'est parvenue au degré d'instruction et d'indépendance nécessaire pour l'exercice des droits politiques. » (Page 48.)

« Quant à la cause... on la trouvait dans l'inégalité des fortunes et des conditions, et, en dernière analyse, dans *la propriété individuelle.* » (Page 49.) Les Egaux « ne balançaient pas à signaler la propriété individuelle comme la source principale de tous les maux qui pèsent sur la société. » (Page 47.)

Ici, comme dans les considérants des statuts de l'Internationale, les Egaux ont conclu que le but principal de l'action doit être l'émancipation économique des producteurs, du peuple. Aussi leur conception de la révolution sociale est-elle bien différente de celle des démocrates-parlementaires, qui veulent bien que le peuple renverse le gouvernement politique, mais qui estiment que si le peuple touchait à l'ordre économique existant, il y aurait sacrilège contre leur *credo* « scientifique ». Babeuf, Buonarotti et leurs amis décidèrent que « ... le comité insurrectionnel publierait pendant l'insurrection deux arrêtés en vertu desquels les pauvres seraient IMMÉDIATEMENT *habillés aux frais de la république et* LOGÉS LE MÊME JOUR *dans les maisons des riches, à qui on n'aurait laissé que le logement indispensable.* » (Pages 130-131.)

C'est déjà l'anarchie complète, car c'est nous, les anarchistes, qui prêchons que le peuple, de sa propre initiative, doit prendre en possession commune toutes les richesses existantes, sans qu'il ait besoin de l'autorisation des blagueurs prétentieux se révélant députés scientifiquement ignorants...

On connaît le dénouement de la conspiration. Arrêtés et traînés devant le tribunal, Babeuf et ses amis, avec un courage sublime, accusèrent l'ordre et le gouvernement des riches pour les riches, et revendiquèrent leurs principes communistes et égalitaires. Babeuf, comme un Romain de la meilleure époque de la république, se poignarda devant le tribunal. Buonarotti, après de longues années d'emprisonnement, fut banni de France, publia à Londres (1828) ses mémoires, et puis s'installa à Bruxelles, où il prêcha le socialisme à la jeunesse. Les Belges, avec raison, le regardent comme le premier pionnier du socialisme dans leur pays.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

(1) *Histoire de la conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf*, Paris, 1830.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

LES DIEUX S'EN VONT

Une loi — dans le credo démocratique — c'est quelque chose d'inviolable, au-dessus de tout et de tous.

Or une loi existe, chez nous, qui prescrit au juge de communiquer à l'accusé toutes les pièces de l'accusation et de lui fournir le moyen de les discuter. Cette loi fut violée, voici tantôt quatre ans, par un conseil de guerre et au préjudice d'un officier prévenu de trahison. L'aveu vient d'en être fait, en grande pompe, par un ministre, c'est-à-dire un homme chargé d'appliquer et de faire respecter la loi. Les députés, c'est-à-dire ceux-là chargés de faire les lois et d'en contrôler l'application, ont entendu, sans protester, la confession de cette illégalité. Tous au contraire, et par acclamation, ont décidé que cet aveu serait affiché à travers le pays. Après avoir assassiné la loi, ses protecteurs naturels ont résolu de barbouiller avec son sang le moindre pan de mur officiel. M. Brisson, qui conduisit cette marche à l'apostasie et mena le branle des principes, passe, chose à retenir, pour un démocrate austère, gardien hargneux de la tradition et de la loi républicaine. Comme on voit, toutes les impudences y sont. Et il faut que ce soit nous, ennemis des lois, qui fassions à leurs défenseurs officiels et patentés la charité d'un peu de honte pour une aussi notoire trahison.

Mais une fois payé ce tribut au passé, en fils respectueux de la grande révolution d'où sortit le triomphe de la légalité, nous nous retournons vers l'avenir et nous saluons en ce flagrant mépris, en ce revirement solennel de la même légalité un indice précieux du progrès. La loi, en certaine de ses parties, — comme dans ce cas où elle garantit à l'accusé les moyens de défense — peut avoir une beauté, une utilité historique et transitoire. Mais, en bloc, comme entité souveraine et infaillible, elle paralyse nos efforts, trahit nos initiatives, engourdit nos volontés. Et voilà pourquoi nous sommes heureux de voir s'affaiblir cette superstition et de marquer les coups qui lui sont portés, en son temple même, par ses propres prêtres.

Ce n'est pas que nous nous trompions sur les motifs qui guidèrent ces soi-disant représentants du peuple en cette mémorable journée. Nous savons qu'ils n'ont pas déserté la loi pour une règle de conduite plus pure, qu'ils n'ont pas, comme nous, essayé de monter plus haut, mais sont tombés, au contraire, beaucoup plus bas. Quelque lâches et faciles que soient les lois aux classes dirigeantes, elles restent trop rigides encore pour certains trafics. Elles sont très supérieures aux milieux politiques et, dans ces milieux, on a besoin souvent de les enfreindre ou de couvrir ceux qui les ont enfreintes. Nous savons que s'il est honorable de violer la loi quand on la renie, cela devient malhonnête quand on fait profession de la servir. Et notre mésestime des gens de politique s'augmente d'autant.

Seulement nous disons ceci : Pour que le jour où députés et ministres avec tant d'ensemble et d'insolence ont tordu le cou à la légalité, nulle minorité protestataire ne se soit formée, pour que personne même n'ait fait mine d'y prendre garde, il faut que le dogme de la loi souveraine, cet antique principe des démocraties, ne réponde plus à aucune réalité, ne concorde plus avec les besoins et les aspirations modernes; il faut que les énergies contemporaines soient employées ailleurs; il faut que l'outre rebondie des grands mensonges d'égalité politique et de garanties légales se soit enfin dégonflée, piquée à l'épingle du doute; il faut que les rares fervents et sincères du régime actuel soient devenus les fidèles d'une religion morte, et continuent, les interprétant à rebours, des traditions que nul esprit ne vivifie plus. Et nous pensons qu'à ce signe des temps il convient de se réjouir.

Quelques-uns, je sais bien, demeurés clairvoyants, se lamentent sur ces ruines. Il y a Zola, il y a Clémenceau, il y a Jaurès. Du geste et de la voix ils tentent d'arrêter la débâcle. Ils montrent la légalité qu'on égorge. Mais leur geste se perd dans l'inconscience des assassins comme dans l'indifférence de la foule. A quoi bon, en effet! Si le peuple vibrait encore à telles émotions, il ne confierait pas les lois à des hommes aussi visiblement incapables de les respecter; ou s'il se trompait, par aventure, il saurait se reprendre, et au lendemain d'un discours Cavaignac, il y aurait bataille dans les rues. Apathique en son ensemble, lente à se mouvoir, la foule, à cette heure d'angoisse et de désarroi, ne montre ni ne sait peut-être ce qu'elle veut. Au moins peut-on deviner ce qu'elle ne veut plus : c'est la grimace de la légalité. C'est cette loi dont elle commence à pressentir l'infamie si elle ne sait pas encore en discerner les nuisances. A quoi bon se plier aux duretés des lois si rien ne peut vous en garantir les avantages : voilà l'enseignement qu'on retire des affaires Dreyfus.

Si les objurgations éloquentes d'un Zola ou d'un Clémenceau retentissent dans les parties saines de la nation, si elles rallient les nobles cœurs et les bons esprits et fouettent l'enthousiasme des jeunes, si elles jettent dans la mêlée certains qui n'en voulaient pas ou plus, ce n'est pas parce que ces hommes se font les champions du code et de la loi, vieilles choses près de leur fin, mais bien pour ce que leur attitude comporte de vaillance et de fier individualisme. Et puis, à côté de la besogne que l'on veut et que l'on sait, il y a toujours celle que l'on fait sans le vouloir, par surcroît. C'est la mystérieuse collaboration de l'effort personnel, précis et raisonné, avec les circonstances et avec les cou-

rants anonymes des forces collectives. Et c'est à cette œuvre que beaucoup s'associent. A vouloir galvaniser son cadavre, les fervents de la légalité prouvent un peu plus qu'elle est bien morte et l'apprennent à plus de monde. Ils ruinent la loi, en la défendant, comme nous autres en l'attaquant de front. De même ceux qui veulent nettoyer l'armée jettent bas, en en dévoilant les tares, cette institution d'un autre âge.

Il est remarquable, à propos du procès Dreyfus, que les plaidoyers pour la loi mirent debout surtout des initiatives extra-légales. Des gens se mêlent au débat parce que ça leur plaît, en dehors des filières administratives, des régularités et des mises en scène. Ils estiment que leur qualité d'homme suffit pour prendre part aux affaires humaines. Et ils n'ont pas peur de dire leur fait à des magistrats seuls compétents, seuls responsables et seuls juges, assure-t-on, en matière de légalité.

Ils décident ainsi et publient que la conscience individuelle, dernier juge, loi suprême, ne doit abdiquer jamais, en faveur de personne, mais se conserver vaillante et libre pour intervenir quand et où bon lui semble.

En cette retentissante affaire Dreyfus, comme en tant d'autres, c'est donc le point de vue anarchiste qui se manifeste et, pour qui sait voir, domine les autres. Pour que ce soit autrement, ne faudrait-il pas d'ailleurs remonter le courant des idées?

A nous donc de le préciser, notre point de vue, et de le dégager à toute occasion. Sachons abattre la besogne que d'autres nous taillent. Ne croyons pas, par exemple, que notre place n'est pas ici parce qu'il y a un officier. Elle est partout où nous trouvons des faits sur quoi étayer notre idéal, partout où il y a un contact à prendre avec la foule qu'il faut convaincre.

Aujourd'hui, à propos de Dreyfus, c'est de légalité qu'il s'agit. Soit. Expliquons qu'il n'est pas besoin de lois, ni de gens qui les violent sous couleur de les défendre, pour réaliser l'entente en vue du travail libre. Aidons nos frères à sentir plus clairement leurs aspirations confuses vers la vie libérée du code, épurée de la politique. Rendons plus fort et plus raisonné ce mépris de la loi qui commence à naître. Montrons que cette loi n'est déjà plus qu'un cadavre dans notre monde, en partie transformé, et sachons inspirer le courage nécessaire pour jeter hors de l'époque ce cadavre qui l'encombre et la pourrit.

CHARLES-ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA POLITIQUE. — A ceux que l'espoir illusionne encore de l'avènement possible d'un gouvernement ami de la justice, de la liberté, soucieux uniquement de donner au monde étonné l'exemple d'une impeccable rectitude politique, à ces inlassables gogos, le ministère actuel donne une excellente leçon.

Sous l'Empire, les républicains nous disaient : « Jetons bas l'Empire et le règne du droit et l'âge d'or de la liberté s'ouvrira avec la République. » Ainsi avaient parlé les impérialistes sous la monarchie. La République vint et l'injustice, l'arbitraire, le despotisme demeurèrent. « Comptez sur nous, dirent alors les radicaux; quand vous nous aurez aidés à culbuter les opportunistes, votre soif de justice et de liberté pourra s'étancher à loisir. »

Les radicaux vinrent au pouvoir. La même chanson se débite. Bien pis! Les derniers arrivants renchérissent d'arbitraire et de despotisme sur leurs « réactionnaires » devanciers. N'est-ce point un ministère radical qui interdit au savant Kropotkine l'accès du territoire français que plusieurs ministères opportunistes n'avaient fait aucune difficulté de lui accorder? N'est-ce point un ministère radical qui s'opposa à l'abolition de lois ignobles que des opportunistes avaient forgées dans un moment d'affolement? Et le ministère radical d'aujourd'hui, que tant de naïfs accueillirent avec un soupir de soulagement, ne fait-il pas montre d'un cynisme que n'osa point afficher le ministère de l'abhorré Méline?

Mais des socialistes nous disent : « Patientez, citoyens. Quand nous aurons le pouvoir, nous vous ouvrirons les portes dorées du ciel. » Ou ceux-ci sont d'effrontés charlatans, ou leur inconscience et leur incompréhension sont immenses.

Autre chose, en effet, est voir les faits du sein de la foule, autre chose est les voir du haut des tréteaux gouvernementaux. A l'instant même où l'on gravit les gradins, le point de vue se modifie forcément. Et les intérêts inverses engendrent une conduite opposée. C'est moins trahison que fatalité.

Hier, Cavaignac député réclamait la lumière sur cette fameuse affaire Dreyfus qui devient la pierre angulaire de l'autocratisme militaire. Aujourd'hui, Cavaignac ministre appuie plus fortement que jamais sur le boisseau sous lequel on l'étouffe.

C'est qu'à son arrivée au pouvoir, la même alternative qui embarrassait si fort ses devanciers s'est présentée à lui. Donner satisfaction à l'opinion qui réclame la revision de ce monstrueux procès, c'est provoquer la démission de l'état-major qui ne consentira jamais à laisser produire au grand jour ses honteux tripotages. La perspective de cette démission collective les affole, car leur esprit borné ne leur permet pas de concevoir une armée sans cette bureaucratie passementée. « C'est la désorganisation de l'armée française! » pensent-ils. Et la perspective d'un pareil cataclysme les épouvante! Périssent plutôt le droit, la justice et toutes les libertés! Leur amour de la vérité ne va pas jusqu'à risquer un pareil bouleversement. Le courage leur manque, ils reculent devant une telle responsabilité. Un gouvernement socialiste ferait-il mieux? Je n'ose le croire. Il faut, pour braver l'affolement possible d'un pays, une fermeté de caractère que je n'aperçois chez aucun des membres socialistes de « l'unanimité » de Cavaignac. Placés dans l'engrenage, ils y seraient tout aussi bien broyés que ce dernier. C'est la logique fatale des événements.

On crie à l'arbitraire. Sans doute! Mais l'arbitraire n'a-t-il pas existé de tout temps, depuis que l'autorité a vu le jour sur notre globe? La loi n'est-elle pas l'expression sacramentelle de l'arbitraire? Toute notre société repose sur l'arbitraire. Aujourd'hui, c'est une question de plus ou moins, simplement.

L'emprisonnement d'un vagabond, d'un malheureux, les rafles de filles, l'exécution d'un meurtrier, etc., sont tout aussi arbitraires que l'arrestation d'un Picquart ou d'un Esterhazy. C'est de l'arbitraire consacré par l'usage, voilà tout. Mais il n'est pas plus légitime.

Seuls feront œuvre utile ceux qui s'efforceront de rendre à tout jamais impossible le retour de l'arbitraire par la suppression définitive de l'autorité.

⁂

LA GRANDE FAMILLE. — Depuis le 27 mai, c'est-à-dire depuis cinquante-sept jours, Yves-Marie Le Carvozin, condamné à mort pour avoir bousculé un adjudant, attend que Félix Faure ait signé le paraphe qui l'enverra au supplice ou lui laissera la vie. Sans souci des tortures que doit endurer ce malheureux, comme aussi sans remords, M. Faure étale ses grâces en villégiature.

On a le cœur léger quand on est gouvernant!

ANDRÉ GIRARD.

⁂

VERSAILLES. — Le procès Zola s'est déroulé lundi. Toute la préfecture de police avait été mobilisée pour acclamer l'armée et les polichinelles du gouvernement. Les agents en civil, mêlés à la foule, étaient censés représenter le peuple. Ils ont gagné consciencieusement leur argent en criant : « Vive l'armée! A bas les vendus! » et ensuite en désignant aux agents en uniforme ceux qui criaient : « Vive la liberté! »

Les agents avaient des ordres de provoquer quelque bagarre, car, devant moi, j'ai vu se précipiter un agent sur un jeune homme qui, comme un grand nombre qui étaient là, s'était mis à crier : « Vive la liberté! » sur le passage de Casimir Périer.

— Pourquoi me fixez-vous comme cela? fit-il au jeune homme.

— Vous me fixez bien, vous!

— Qui êtes-vous, d'abord?

— Et vous, qui êtes-vous?

Là-dessus, l'agent se précipite sur lui; nous faisons des efforts pour lui arracher sa victime. Aussitôt un brigadier veut s'en mêler, et, derrière lui, comme s'ils n'attendaient que ce signal, une centaine d'agents se ruent sur la foule, et les gendarmes à cheval font une charge. Auparavant, le brigadier cependant avait eu le temps de recevoir sur la tête un maître coup de canne bien appliqué.

M. Bourgeois qui, lors de son premier ministère, avait voulu donner des gages aux réactionnaires en expulsant notre ami Kropotkine, a voulu, avec son ami Brisson, continuer de mériter leurs bonnes grâces en leur faisant voir qu'il ne laisserait pas impunément crier dans la rue : Vive la liberté! A bas la calotte!

J. G.

Russie.

Le mouvement ouvrier en Russie ne cesse de croître et de se développer malgré tous les obstacles qu'y met le gouvernement russe et toutes les armes qu'il possède. Les « Feuilles volantes » russes nous apprennent que des manifestations ouvrières ont eu lieu dans beaucoup de localités à l'occasion du 1er Mai, et des placards invitant les ouvriers à se joindre à des manifestations ont été répandus dans presque tous les grands centres ouvriers. Le gouvernement ne peut plus, devant le nombre des manifestants, les arrêter tous et les envoyer tous en Sibérie pour une durée plus ou moins longue, comme il le faisait il y a encore quelques années. La police les arrête bien, mais croit plus prudent de les relâcher le lendemain. Pour la Russie, c'est déjà un grand progrès — et cela montre que nulle part le mouvement n'est impossible et qu'aucun régime ne peut résister à la pression de la masse.

Le mouvement ouvrier préoccupe de plus en plus le gouvernement et de plus en plus souvent il fait l'objet des différentes circulaires secrètes du ministre. Quelques jours avant le 1er mai, le ministre a appris que des grèves devaient être déclarées ce jour même, et il s'est empressé d'envoyer une circulaire aux gouverneurs, préfets et chefs des gendarmes. Voici, entre autres choses, comment le ministre prescrit d'agir en cas de grève :

« Lorsqu'une grève surgit, il faut, d'accord avec l'inspection des fabriques, expliquer aux ouvriers que leurs revendications ne seront ni examinées ni satisfaites avant la reprise du travail. En même temps, le délai qui leur sera accordé pour se décider à reprendre le travail ou quitter la fabrique doit être le plus court possible. Ceux qui auront quitté la fabrique doivent être envoyés sous escorte dans leur pays d'origine, et là leur seront expédiées, par l'intermédiaire des pouvoirs locaux, les sommes d'argent déjà gagnées par leur travail à la fabrique. »

Comparons cette circulaire à celles qui paraissaient il y a quelques années et nous verrons que le ton en est tout différent : malgré toute l'absurdité des mesures prescrites, il est clair que le gouvernement ne songe plus à prendre pour règle de conduite en cas de grève d'envoyer des troupes aussitôt la grève déclarée, et d'assommer les grévistes. Cela ne veut pas dire que cela ne se produira pas, — cela se produit aussi bien dans les pays « libres » — mais le changement est tout de même significatif.

Le mouvement ouvrier naissant offre en Russie un bon terrain pour l'action des propagandistes. Il reste à souhaiter que ces propagandistes ne lui impriment pas, dès le commencement, un caractère exclusivement social-démocrate.

Tunisie.

Oh! le joli pays que va devenir la Tunisie!

Il faudrait la verve et l'*humour* de la muse mélancolique de Heine pour chanter les beautés de son protectorat. Les lois et les décrets y pleuvent comme la grêle! Ici, un seul homme peut avoir à sa disposition un budget de vingt-quatre millions de francs, sans surveillance, sans contrôle, être maître absolu de toute administration, en faisant du pays tout ce qu'il voudra au gré de ses caprices. C'est véritablement monstrueux, mais c'est la vérité! Depuis deux ans nous avons eu toute une floraison de nouvelles taxes, qui nous ont fait sentir à merveille les bénéfices de la civilisation.

On a commencé avec les droits du timbre et de l'enregistrement, puis ç'a été les tarifs des alcools; maintenant on taxe encore les allumettes; et tout cela va nous tomber sans discussion, sans bruit, en douceur, par simples circulaires! Aussi la vie devient-elle de plus en plus difficile et la cherté des vivres augmente-t-elle tous les jours avec le mécontentement général, malgré les minauderies et le pa-

potage du savant Leroy-Beaulieu sur la colonisation tunisienne.

Toute la presse locale constate la gravité de la situation et de la crise qui en découle; mais lorsque, il y a quelques mois, nous avons jeté notre cri d'alarme, la même presse nous a raillé stupidement.

En voilà assez!

ÉVENING.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Lundi 25 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, conférence publique et contradictoire par Henri Dhorr.

Sujet traité : *La Société future.*

Entrée : 30 centimes.

∴

Paraîtra le 30 juillet : *Le Pot à Colle*, organe corporatif des ouvriers de l'ameublement et du meuble sculpté. Administration, 9, cité Prost (près le faubourg Antoine), Paris.

Prière d'adresser tout ce qui concerne le journal à l'adresse ci-dessus.

Les camarades du faubourg se réuniront tous les samedis au local du journal. Le dimanche, une permanence sera établie toute la journée. On y trouvera toutes les publications libertaires.

Une bibliothèque sociologique et littéraire est en voie d'installation.

∴

ÉCOLE LIBERTAIRE. — Reçu par Ardouin : Un camarade, 1 fr. — Adolphe, 3 fr. — Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr 50. — Liste Rousseau : A. A., 1 fr.; P. F., 1 fr.; A. F., 1 fr.; J. H., 1 fr.; V. R., 1 fr.; A. R., 1 fr.; H. R., 9 fr. Total : 15 fr. — Adolphe, 1 fr. — Eldrado, 1 fr. pour l'école, 1 fr. pour les détenus, 1 fr. pour les réfugiés. — En tout pour l'école : 24 fr. 50.

Les souscriptions sont reçues chez Ardouin, 86, rue de Cléry.

∴

PUTEAUX. — Samedi 23 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle Paulus, 73, rue de Paris, conférence publique et contradictoire par Henri Dhorr.

∴

ANGERS. — Les camarades se rencontreront samedi 23 courant, à 8 h. 1/2 du soir, aux Bonnes Fillettes. — Urgence.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Esterhazy !...., par le capitaine Paul Marin; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock. — Même librairie : *Le Dossier du lieutenant Fabry*, par Hémel et H. Varennes; 1 broch., 1 fr.

Allemaal socialisten en Theorie en praktijk, par P. Kropotkine; une brochure, 0 fr. 05, chez Steiringa, Amsterdam.

L'Evolution de l'Education dans les diverses races humaines, par Ch. Letourneau; 1 vol., 9 fr.

A lire :

Causerie théâtrale, de J. Lemaître, *Annales politiques et littéraires*, 8 mai. — *Par ordre*, Urbain Gohier. — *Singuliers révolutionnaires*, G. Le Français, *Aurore*, 19 juillet.

AUX CAMARADES

Par suite de retards, ce n'est que dans une quinzaine de jours que paraîtra notre première image coloriée pour enfant. Elle raconte l'odyssée du jeune homme qui tire au sort, va au régiment, est blessé au service de sa patrie! et finit par échouer en prison comme mendiant. Elle s'appellera Chauvinard

Vu les frais, nous serons forcés de la vendre 0 fr. 10; le cent, 7 fr.

Afin de pouvoir fixer notre tirage, les camarades sont priés de nous faire savoir ce qu'ils peuvent en placer.

PETITE CORRESPONDANCE

Evening. — Je n'ai plus ces numéros de la *Révolte* de disponibles. — Les publications du groupe russe sont en langue russe.

Grandidier. — Il y a 35 invendus à prendre chez le dépositaire.

Eli, à Leijou. — Oui.

D., à Rennes. — 6e et 7e années de la *Révolte*, nous en avons plus qu'il n'en est demandé.

N., M. — Reçu 6 fr. par Boicervoise.

B., à Châlons. — Brochures expédiées. N'avons pas les secondes *Déclarations*. Le boycottage peut devenir une arme vraiment révolutionnaire. Pour le sabotage, je suis de votre avis. Mais cela c'est affaire d'appréciation.

P. J., à Limoges. — Je ne connais pas, ni ne tiens à les connaître. Bêtes et vaniteux, voilà l'effet qu'ils me font.

M., à Creil. — Le journal est expédié régulièrement, c'est la faute de la poste. Les numéros manquants sont à votre disposition.

Reçu pour le journal : Les camarades de la Chapelle, 8 fr. — L. M., à B., 5 fr. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 5 fr. — Merci à tous.

M., à Troyes. — B., à Toulon. — F., à Saint-Denis. — R., à Grenoble. — L. B. I. — F. R., à Gand. — D., à Rennes. — M., à Anvers. — Vve D., à Montluçon. — C. C., à Genève. — Coopérative, à Lyon. — P. C., à Reims. — G. M., à Tougin. — L., à Amiens. — L. Forêt, de Combric. — Reçu timbres et mandats.

AUX CAMARADES DE PARIS

Nous avons fait déposer cette semaine, chez les libraires de Paris, *Les Déclarations d'Etiévant*, *Entre Paysans*, par Malestata, et *Le Machinisme*, par J. Grave. Prière aux amis de pousser à la vente. Le produit servira à faire réimprimer la *Morale anarchiste* de Kropotkine.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* . . . » 15
Un Siècle d'attente — . . . . » 15
Le Machinisme, *par J. Grave, couverture de Luce* . . . . . » 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine*. » 15
Les Temps Nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro* . . » 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff* . . . . . » 30
L'Anarchie, *par E. Reclus*. . . . . » 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, couverture de Mabel* . . . . . » 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*. » 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*. . . . . 1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*. . . . . » 70
Éducation. — Autorité paternelle, *par A. Girard, couverture de Luce*. . . . » 15
La Loi et l'Autorité, *par Kropotkine*. . » 15
Entre Paysans, *par Malatesta, couverture de Wuillaume*. . . . . » 15

Sous presse :

La Morale anarchiste, *par P. Kropotkine* » 15
A mon frère le paysan, *par Elisée Reclus*. » 10

Les Temps Nouveaux, 1re, 2e et 3e années, complète : 7 fr. l'année. — Les trois ensemble : 18 francs.

La Révolte, collection complète (plus que trois) : 150 francs.

Les Primitifs, *par Elie Reclus* 2 75
Bibliographie de l'anarchie, *par Nettlau*. 5 »

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, *par Kropotkine*. 2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine*. » 60
Œuvres *de Bakounine*. 2 75
La Société future, *par J. Grave* . . . 2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave* 2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave*. 2 75
Biribi, *par Darien* 2 75
Bas les cœurs! *par Darien* 2 75
Sous-offs, *par Descaves* 2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*. 2 75
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon* 2 75
L'Inquisition en Espagne, *par Tarrida del Marmol*. 2 75
Révolution sociale et Révolution chrétienne, *par Malato*. 2 75
Le Socialisme en danger, *par Domela Nieuwenhuis* 2 75
Evolution et Révolution, *par Elisée Reclus* 2 75
La Commune, *par Louise Michel* 2 75

De chez Carré :

Les Assemblées parlantes, *par Leverdays* 2 75

De chez Flammarion :

Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine*. 1 25
Les Croix et les Glaives, *de Th. Jean*. . 2 75

∴

Liste des publications du groupe anarchiste russe :

Première série : BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE.

M. BAKOUNINE. *La Commune de Paris et l'idée de l'Etat.* — 0 fr. 25.

V. KROPOTKINE. *Paroles d'un Révolté.* Fasc. 1, comprenant les 6 premiers chapitres. — 1 fr.

E. RECLUS. *L'Anarchie.* — 0 fr. 25.

Deuxième série :

SOPHIE BARDINE. *Discours devant le tribunal.* — 0 fr. 50.

EMILE HENRY. *Discours.* — 0 fr. 20.

J. MOST. *La Peste religieuse.* — 0 fr. 25.

Pour paraître prochainement : *Paroles d'un Révolté*, fasc. 2.

Ces brochures en langue russe sont en vente aux *Temps Nouveaux*.

COLLECTIONS DE 30 LITHOGRAPHIES

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant**, *par X.* — **Le Démolisseur**, *par Signac.* — **L'Aube**, *par Jehannet.* — **L'Aurore**, *par Willaume.* — **Les Errants**, *par Rysselbergh.* — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann Paul.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 22 fr. 50 l'édition ordinaire, 45 fr. celle d'amateur.

BIBLIOTHÈQUE DES TEMPS NOUVEAUX

51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

Aux anarchistes qui s'ignorent, *par Charles-Albert, franco.* . . . . » 10
L'Anarchie dans l'Evolution socialiste, *par Pierre Kropotkine*. . . . . » 10
L'Evolution légale et l'Anarchie, *par Elisée Reclus*. . . . . » 10
Un anarchiste devant les tribunaux, *par Georges Etiévant*. . . . . » 10
Burch Mitsu, *par Georges Eekhoud*. . . » 10
L'inévitable Anarchie, *par Pierre Kropotkine*. . . . . » 10
La Guerre et le Service obligatoire, *par Léon Tolstoï*. . . . . » 10
Bibliographie de l'Anarchie (préf. d'Elisée Reclus), *par M. Nettlau*. . . . . 5 »
Le Mouvement anarchiste, *par Jacques Mesnil*. . . . . » 15
La Grande grève des Docks, *par J. Burns et P. Kropotkine*. . . . . » 15
Gesprek tusschen twee Boerenarbeiders, *door Enrico Malatesta* . . . . . » 15
A M. Emile Zola, *par Ch.-Albert*. . . . » 15
Immoralité du mariage, *par René Chaughi*. » 15

Adresser tout ce qui concerne la Bibliothèque à Ch. Hautstont, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

QUATRIÈME ANNÉE, N° 14 DIX CENTIMES DU 30 JUILLET AU 5 AOUT 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Nous sommes, cette semaine, forcés de paraître sans supplément, cela grâce à la négligence de beaucoup de dépositaires qui règlent quand ça leur plaît.

Les amis qui, la semaine prochaine, ne trouveront pas le journal chez leur dépositaire habituel, en sauront par là les raisons.

Le prochain numéro des *Temps Nouveaux* aura, comme supplément, notre image *Chauvinard* et sera vendu, à cette occasion, 15 centimes. Nous comptons sur le concours de tous pour pousser à la vente : l'image en vaut la peine. Adresser les commandes d'avance pour fixer le tirage.

AU RÉVÉREND PÈRE DIDON

Grâce vous soit rendue, Monsieur !

Vous venez, et bien plus encore que Zola, de faire faire un grand pas à ce qu'on appelle « l'affaire Dreyfus », affaire qui, depuis bientôt une année, a jeté dans le plus grand désarroi tous les prétendus révolutionnaires et a mis à nu la turpitude et la bassesse de leur conscience jusqu'alors drapée dans une louche intégrité. Grâce à vous, en effet, l'affaire Dreyfus se présente sous son véritable aspect et dans toute son immense portée.

Il ne s'agit plus seulement à cette heure de savoir si l'innocence ou la culpabilité de cet officier supérieur sera un jour démontrée d'une façon plus ou moins juridique et si, réintégré alors dans son grade, le capitaine Dreyfus pourra à son tour jouer les Galliffet dans une nouvelle « semaine sanglante », comme y aspirent ardemment ses anciens « frères d'armes », Messieurs les tueurs professionnels et galonnés.

Votre esprit plane plus haut et vise plus loin. Digne continuateur des de Maistre et des de Bonald, vous affirmez hautement comme eux qu'il n'existe et ne peut exister aucune société vraiment digne de ce nom que celle qui repose sur le *Pape* et le *Bourreau*, c'est-à-dire sur la Foi et sur le Glaive !

Combien, cher Monsieur Didon, vous me paraissez ainsi de beaucoup supérieur à tous les Hyacinthes et autres ennuyeux Loysons, ces fades prêcheurs de fraternité chrétienne, déguisant en Dieu d'amour et de paix le farouche Moloch avide de sang et de carnage depuis les premiers fils d'Adam, le monstrueux Jéhovah, adoré des descendants de Jacob, dont vous autres chrétiens n'êtes après tout que les frères cadets, avides de reprendre le légendaire « plat de lentilles » — nous disons maintenant « l'assiette au beurre » — dérobé par Jacob à votre père Esaü.

On ne peut vous trop remercier d'avoir renouvelé au nom des vrais chrétiens l'impudent aveu de Bismarck en 1870 : « La Force prime le Droit et la Justice ! »

Nous voilà donc replacés dans le milieu d'avant la Révolution, alors que la lutte allait s'ouvrir entre la féroce Raison d'Etat, s'affirmant supérieure au Droit Humain, et ce droit lui-même, considéré par son ennemie comme une insulte à la Divinité.

Quelle lumière vous venez jeter de nouveau sur le débat qui dure depuis tant de siècles ! Comme vous nous faites enfin comprendre la malfaisance de tout concept religieux, ennemi-né de l'Humanité, rejetant celle-ci toute pantelante aux pieds d'un Dieu quelconque, des grâces duquel le prêtre se proclame le seul dispensateur !

La situation redevient nette, débarrassée qu'elle est de tous les « distinguo » habituels aux jésuites rouges ou noirs.

Ou il faut en désespérer, ou les gens qui s'acharnaient encore hier à concilier niaisement le Droit humain avec le Droit divin s'attelleront à de plus sérieuses et utiles besognes.

Reprenant le dilemme si fièrement et si noblement posé par l'honnête Bouteville, le professeur de philosophie lâchement dénoncé aux foudres du pouvoir impérial d'alors par le « libre penseur » *Charles Sauvestre*, ces hommes s'affirmeront désormais, ainsi que tous les défenseurs de la justice sociale, « hommes » et « non chrétiens ».

Alors, cher Monsieur Didon, nous serons enfin débarrassés pour toujours de tout le verbiage religiosâtre dans lequel la Révolution est encore empêtrée et, reconnaissants de nous avoir aidés, par vos déclarations si précises et si bien illustrées de « têtes coupées », à franchir ce dernier pas, nous dresserons votre statue sur votre tombe pour qu'elle rappelle aux générations futures le suprême service que vous leur aurez rendu.

G. LEFRANÇAIS.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

III

Socialisme anglais ; W. Godwin, R. Owen.

De la même époque que la conspiration de Babeuf et des « Egaux » date l'origine du socialisme et du mouvement ouvrier en Angleterre. Les idées communistes de différentes sectes religieuses et les revendications populaires du temps de la Réformation, les ouvrages comme l'*Utopie* de Thomas Morus avaient semé pas mal de germes dans la conscience nationale, et l'on trouve chez beaucoup d'écrivains anglais des dix-septième et dix-huitième siècles les traces d'aspirations émancipatrices et humanitaires. Mais l'ouvrage qui exerça l'influence la plus décisive sur la formation de la conception moderne du socialisme fut celui d'Adam Smith : *Recherches sur les richesses des nations*.

Chose remarquable, Adam Smith n'était ni communiste dans le sens de Thomas Morus, ni socialiste dans le sens actuel. Ce ne fut pas non plus comme réformateur pratique qu'il provoqua l'intérêt pour la question sociale en Angleterre. Non. Ami sincère du peuple et désireux de son bien-être, il était tout de même bien éloigné de ce qu'on appelle les « idées subversives ». En sa qualité de philosophe et de chercheur de vérité, il démontra (1) que « le travail est la mesure réelle de la valeur », que c'est lui qui crée toutes les richesses, et que tous ces messieurs, les rois, les ministres, les prêtres, les militaires, etc., malgré leurs « *fonctions honorables* », sont *improductifs*. Plus loin, il constata que dans une société, plus petit est le nombre de ces « honorables », plus la société prospère.

Certainement ce ne fut pas Ad. Smith qui découvrit ces vérités fondamentales de la vie sociale. Le peuple disait depuis le commencement de l'histoire que tous ces « honorables » se nourrissent de sa chair et sucent son sang. Mais, chaque fois, les « honorables » parasites supprimaient la philosophie populaire ; ils auraient supprimé aussi volontiers les constatations d'Ad. Smith ; mais le père de l'Economie politique s'exprimait en termes si modérés, avec tant de bonhomie qu'on n'osa pas trop le contredire. Et puis, de ces formules abstraites, ni l'auteur, ni ses disciples ne faisaient d'application pratique et immédiate. Les applications à la vie sociale des lois d'Adam Smith, c'est la génération nouvelle, la jeunesse qui se nourrit de ses ouvrages de génie qui essaye de les faire. Parmi ces jeunes auteurs, la première place appartient à William Godwin, qui, dans son ouvrage célèbre : *Recherches sur la Justice politique* (1795), tint un tout autre langage.

Puisque c'est le travail qui crée toutes les richesses, la justice politique, selon Godwin, oblige la société à garantir le bien-être à ceux qui travaillent et produisent, au peuple producteur en général. Contrairement à cette justice, le peuple, le producteur était dépourvu des moindres garanties sociales et politiques, traînait une vie misérable, écrasé par un travail de quinze et de seize heures. D'un autre côté, si les « honorables » de la société sont impro-

(1) Voir les numéros précédents.

(1) Voir les citations dans les *Temps Nouveaux*, 1897, n° 17, p. 2.

ductifs, en raison de quelle justice est-ce eux qui accaparent et gaspillent les richesses produites par le peuple affamé? Auraient-ils une raison d'être, dans une société basée sur la vraie justice? L'homme de grand courage moral, le penseur très conséquent qu'était Godwin, ne tarda pas à indiquer les vraies causes de la misère et les remèdes efficaces pour faire triompher la justice dans les relations sociales. Sa critique humanitaire est implacable pour toutes les institutions et les préjugés politiques, sociaux et religieux. Il nie aussi bien les superstitions religieuses et morales de la société capitaliste que l'organisation politique autoritaire. La société automome, organisée sur une base d'égalité économique, l'individu libre dans ses relations individuelles et sociales, l'absence de toute règlementation gouvernementale, tel est son idéal.

L'histoire de son temps nous témoigne que l'influence de Godwin fut grande sur les ouvriers et la jeunesse. Ses idées ont inspiré entre autres le plus grand poète lyrique des temps modernes, Percy Shelley, qui, athée et révolutionnaire, brava le conventionnalisme anglais et vécut pendant des années en union libre avec Marie Godwin, la fille du philosophe. Par l'intermédiaire de Shelley, les idées révolutionnaires et la sympathie pour le peuple et les opprimés se reflétèrent aussi dans la poésie de Byron, qui, en pleine séance de la Chambre des lords, jeta, en 1812, cette accusation : « J'ai traversé les champs de bataille en Espagne; j'ai vu quelques provinces turques des plus opprimées; mais jamais je n'ai vu une misère aussi noire que celle d'un pays chrétien (Angleterre). » Il fallait un grand courage civique et moral pour rompre si délibérément en Angleterre dans un temps de réaction à outrance, comme le firent Godwin et ses amis. Courageux, ils l'étaient; mais leur action ne dépassait pas les milieux littéraires et éthiques. L'homme qui, le premier, agit en réprobateur et en organisateur socialiste parmi les « créateurs des richesses », c'est-à-dire parmi les ouvriers, fut aussi un des disciples de Godwin, Robert Owen, tant justement considéré comme le fondateur du mouvement communiste, trade-unioniste et coopératif, l'initiateur de la législation protectrice du travail, de l'instruction intégrale obligatoire, laïque et démocratique.

Avant d'esquisser la vie de Robert Owen (1771-1858) et sa longue carrière d'agitateur, je tâcherai de donner nue idée des conditions économiques et sociales de la classe ouvrière en Angleterre, de cette misère noire qui indigna tant lord Byron.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

A vos consciences, Messieurs.....

Les paroles du père Didon aux dominicains d'Arcueil ont retenti dans la presse.

Il est de fait que le Père excitant la jeunesse des classes dirigeantes au massacre du peuple, sous la présidence de notre généralissime et avec le concours de la *garde républicaine*, ce n'est pas le moins bel épisode du retour offensif des anciens régimes, auquel assistent avec tant de calme radicaux et socialistes.

Avec l'effronterie des gens d'Eglise quand ils se savent couverts par ceux des casernes, le frocard de la haute s'est écrié :

« Lorsque je parle de la nécessité pour une nation d'être munie de la force, je ne crains pas de préciser, et de dire que j'entends parler directement de la force matérielle, de celle qui ne raisonne pas, mais qui s'impose, de celle dont l'armée est la plus puissante expression, de celle enfin dont on peut dire ce qu'on a dit du canon, qu'elle est la suprême raison des chefs d'Etat et des patries. »

Une bave de sang et d'eau bénite aux lèvres, le moine beau phraseur poursuit le prêche rouge :

« Lorsque la persuasion a échoué, lorsque l'amour a été impuissant, il faut s'armer de la force coercitive, brandir le glaive, TERRORISER, COUPER LES TÊTES, sévir et frapper, imposer la justice. L'emploi de la force, en cette conjecture, n'est pas seulement licite et légitime, il est obligatoire; et la force ainsi employée n'est plus une puissance brutale, elle devient énergie bienfaisante et sainte. »

L'art suprême du gouvernement est de savoir l'heure exacte où la tolérance devient de la complicité. Malheur à ceux qui masquent leur faiblesse criminelle derrière une insuffisante légalité, à ceux qui laissent le GLAIVE S'ÉMOUSSER... »

Et ça continue.

Malgré l'intellectualisme qui fait profession de dédaigner la force, malgré les excès d'une liberté folle qui s'impatiente et se révolte contre la force, malgré les prétentions du civilisme qui veut se surbordonner le militaire, le soudard vaincra, aidé de son bon ami le moine. Celui-ci le sait, il le dit et il a raison de le dire. N'a-t-il pas, pour lui, la mitraille, comme en Italie, et la torsion des testicules, comme en Espagne?

« A toi, Brisson, touché au cœur », commente Clémenceau dans la page d'ironie supérieure qu'il consacre à ces audaces clérico-militaires.

Mais pourquoi Brisson plutôt que les autres? Pourquoi pas, aussi bien : « A toi, Clémenceau ». Parmi les actuels et farouches défenseurs de la suprématie civile, montrez-m'en un qui ne soit pas coupable d'avoir cédé aux bouchers le haut du pavé! Montrez-m'en un qui n'ait pas « courbé la tête sous l'épée » et n'ait pas mérité, selon la logique de Clémenceau, « d'être achevé sous la croix ».

A vos consciences, Messieurs!

A tout propos, à tort et à travers, sans vous demander ce qu'il y a derrière vos paroles, parce que vos pères faisaient ainsi et que vous n'osez faire autrement, sans vous apercevoir que le temps a démarqué vos phrases, vous parlez de la défense nationale, et des officiers qui veillent à la frontière, et des revanches qui s'apprêtent et des revers qu'il faut laver. Dès qu'il s'agit d'armée et de patrie, vous mettez la main sur votre cœur d'une certaine façon touchante. Vous protestez de votre respect, de votre enthousiasme et de votre émotion. Et quand les chefs de l'armée, quand les spécialistes du patriotisme viennent à faire des leurs, voilà que vous vous fâchez. Vous croyez qu'on peut comme ça, à volonté et selon ses besoins, exalter ou rabaisser l'épée du reître!

Il faudrait pourtant s'entendre une bonne fois. Si c'est la théorie du moyen âge qui est encore la bonne, s'il faut vraiment que l'homme d'armes veille aux remparts pour que, dans la cité, l'artisan puisse produire, il ne faut plus s'étonner que le soudard, non content de se laisser nourrir en une douce fainéantise, émette en outre les plus fantaisistes prétentions et nous menace de la boucherie quand nous faisons mine de résister. Si les professionnels de la guerre peuvent seuls nous sauver des ennemis qui nous guettent et cherchent l'occasion de nous réduire en servitude, pour Dieu! ménagez un peu ces gens-là. Soyez moins susceptibles, il y va de notre salut. Ne trouvez pas insupportable qu'en plus de leur toute-puissance à la guerre ils prétendent à la toute-puissance en temps de paix. Et ne vous étonnez pas si le prêtre vient à la rescousse du soldat.

Quant au départ entre le civil et le militaire, quant au dosage exact du droit et de la force, le Père Didon pourrait vous répondre, s'il lui plaisait, que la distinction est un peu subtile et difficile à tenir. Quand on croit à la nécessité de la force brutale et au rôle sublime de l'armée, metteuse en œuvre de cette force, il faut supporter les conséquences de sa foi et n'être pas trop sévère contre ceux qui ne comprennent pas que la violence, excellente au dehors, ne vaut rien au dedans, et seraient plutôt enclins, pour leur commodité personnelle, à brouiller les choses.

Comment voulez-vous qu'on s'y reconnaisse? Un jour vous cajolez l'armée, gardienne du sol natal, et le lendemain vous l'accusez de préparer des coups d'Etat. Le bon gros public ne sait plus ce que ça veut dire. Et comme vous n'avez ni tambour, ni trompette, ni pantalon rouge, ni cheval noir, c'est Esterhazy ou Boulanger qui finit par avoir raison.

Cette contradiction où vous tombez, vous, Clémenceau, et les autres qui pensez de même, c'est votre punition de ne pas oser venir à la vérité toute simple, à la vérité selon notre heure et nos besoins. Il faut pourtant bien qu'un jour ou l'autre on se décide à la dire cette vérité. Quel avantage voyez-vous à retarder ce jour? Pourquoi rester prisonnier d'idées vieillies, de formules creuses? Pourquoi s'obstiner à servir à la fois le passé et l'avenir?

Aujourd'hui moins que jamais, vous le savez, mais vous n'osez pas vous l'avouer à vous-même, encore moins le dire, une nation ne meurt pas sous la botte des ennemis de l'extérieur. Elle s'en va par la sucée des parasites internes. Elle dépérit quand exploiteurs et privilégiés s'engraissent trop du producteur et l'empêchent lui-même de se nourrir assez pour produire bien et beaucoup. Un peuple meurt étouffé par les tentacules des administrations et des bureaucraties de bas empire, quand l'autorité paralyse ses initiatives et l'empêche de se mouvoir selon son génie et ses besoins.

Avant de nous défendre, qu'on commence par nous laisser vivre. Vivre selon notre bon plaisir, utiliser nos initiatives, dépenser nos énergies, organiser notre travail, en consommer nous-mêmes les fruits. Et, par surcroît, nous saurons nous défendre si l'on vient à nous chercher noise.

La vraie force c'est la richesse, non pas celle qui croupit dans les trésors de guerre, les arsenaux et les casernes, mais qui circule à travers le pays et le vivifie sous forme de produits et de moyens de produire. Cette richesse se puise à la source du travail libre, de l'égalité, de la solidarité. Mais pour acquérir cette force véritable d'une nation, il faut chasser les représentants de la force factice, les gens à panache et à galons, les brutes costumées d'écarlate ou de bleu-ciel. Ce sont ceux-là qui nous affaiblissent et nous livreront quelque jour à l'étranger — en admettant que l'étranger ait envie de nous prendre — puisque ce sont eux qui nous maintiennent sous le joug du capital, entre les griffes de l'autorité, eux encore qui nous apprennent la discipline honteuse et la paresse et font de nous des hommes lâches sous prétexte de bons soldats.

Ah! ils se disent nos défenseurs; ils prétendent, en échange, qu'on les nourrisse, puis ils nous fusillent, les gredins, comme en Italie, lorsque nous demandons du pain pour gagner la force de les nourrir encore un peu.

Nos défenseurs? Allons donc! Des filles publiques, vous voulez dire, des putains, que nous entretenons, que nous habillons de drap fin, que nous chamarrons d'or, et qui nous épuisent, en place, et qui nous pourrissent quand elles ne nous assassinent pas.

Voilà ce qu'il faudrait dire au peuple, au lieu de fariboles sur la patrie et sur l'armée de la défense nationale. Et si vous veniez un peu, avec nous, à cette propagande, vous autres, les hommes de demi-courage et de demi-vérité, les prêches du Père Didon ne dureraient pas longtemps, croyez-nous, et les discussions touchant la suprématie du pouvoir militaire seraient vite tranchées.

CHARLES-ALBERT.

Dans les colonnes de ce journal nous avons déjà eu l'occasion de parler de l'*École professionnelle de jeunes filles* de la rue Bayen.

L'école avait manqué sombrer à la suite de défections diverses, et après diverses vicissitudes, avait fini par échouer dans l'appartement de sa directrice, Mlle Dupont.

Mais celle-ci est une femme douée d'une énergie peu commune, ayant l'amour de son œuvre. Elle a fini par trouver des appuis efficaces, et l'école vient enfin de retrouver un local, villa des Ternes.

Dans le programme de l'école se trouve ce passage que j'applaudis des deux mains : « On développe dans la jeune apprentie les qualités d'initiative et de responsabilité. On lui apprend à se diriger elle-même, comme elle devra le faire plus tard dans l'existence. »

Développer l'initiative, voilà de l'anarchie au premier chef, et notre époque en possède si peu que la tentative est à encourager; car nous savons que, chez Mlle Dupont, cela n'est pas une phrase insignifiante, et sera un enseignement vrai.

Aussi, nous ne saurions trop la recommander aux amis qui voudraient faire de leurs filles des femmes vraies.

Le concours d'admission aura lieu le lundi 1er août, 96, avenue des Ternes.

J. G.

Le Mouvement ouvrier

La possibilité d'une grève des employés de chemins de fer continue à occuper le monde ouvrier. Sur l'initiative du syndicat, toutes les organisations ouvrières ont reçu le questionnaire suivant :

1° Si les chemins de fer se mettent en grève, les membres de votre syndicat sont-ils résolus, par esprit de solidarité, à supporter la gêne momentanée qui en résultera?

2° Votre syndicat est-il décidé à se joindre au mouvement des chemins de fer en cessant lui-même le travail?

Les organisations sont priées de répondre par oui ou par non à ces deux questions.

Plusieurs ont déjà répondu par l'affirmative. Malgré cela, l'on ne peut encore rien préciser; les syndicats sont loin de représenter la majorité des travailleurs qui, encore trop avachis, n'oseront pas s'affirmer par un mouvement révolutionnaire.

∴

Quoique cela, le gouvernement ne paraît qu'à moitié rassuré, et vient de déposer sur les bureaux de la Chambre des députés un projet de loi voté par le Sénat en 1896.

Ce projet, véritable loi scélérate des organisations ouvrières, réduirait celles-ci à néant, en édictant des pénalités telles qu'il serait impossible aux syndicats de faire le moindre geste. Il est vrai que par ces temps de réaction à outrance, sous le radical ministère cher aux socialistes parlementaires, il faut s'attendre à tout.

Ce que l'Empire n'a pas osé faire, il est probable que la trinité Brisson-Cavagne-Bourgeois l'osera.

Voici, du reste, quelques passages du projet de loi :

... Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 à 3.000 francs, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené, ou maintenu, ou tenté d'amener ou de maintenir, une cessation concertée du travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

C'est le droit à la grève nié et refusé désormais aux ouvriers. Ceux-ci auront-ils la lâcheté, par ces temps de veulerie, d'accepter une pareille atteinte à leur liberté? Nous voulons encore croire que non.

Du reste, un certain nombre de corporations se sont déjà préoccupées de la conduite à tenir au cas où cette loi (guère plus ignoble que beaucoup d'autres, au reste) viendrait à être mise en discussion à la Chambre; et nous devons à la vérité de dire que les syndicats paraissent peu disposés à se laisser ravir les quelques bribes de libertés qu'ils possèdent en posant à leurs membres la question suivante :

Etes-vous partisan de la grève générale si l'on venait à porter atteinte aux organisations ouvrières?

La question court les ateliers et chacun est invité à y répondre. Comme on le voit, demain est gros de conséquences. Aux camarades d'y réfléchir et de ne pas rester inactifs. Nous pouvons être appelés à jouer un rôle très actif dans cet essai de révolution que deviendrait sûrement une grève générale. Il ne faut pas nous laisser prendre au dépourvu. De plus, un bon moyen de propagande s'offre à nous : démontrer à nos frères de misère que lorsque les bourgeois se sentent menacés, la loi, leur digne soutien, vient à leur secours, et qu'il en sera toujours de même jusqu'au jour où l'individu saura enfin s'affranchir de toute contrainte. L'occasion se présente bonne, nous n'y faiblirons pas.

∴

Quelques grèves sont à signaler. Les pêcheurs de sardines de Camaret : patriotes comme toujours, les patrons provoquèrent une diminution des salaires en achetant à des pêcheurs espagnols et portugais. Les pêcheurs refusèrent de sortir du port et les patrons furent obligés de rétablir l'ancien prix de 5 fr. le cent de sardines.

A Fives, dans le département du Nord, les tisseurs de plusieurs usines sont en grève; des quêtes en leur faveur sont faites chaque jour à Lille, Roubaix, Hellemmes, Croix, etc. La population est tout entière sympathique aux grévistes. Malheureusement le calme règne.

Depuis une quinzaine de jours, plusieurs centaines de tisseuses sont en grève à Rouen. Un appel aux organisations ouvrières vient d'être fait en leur faveur; des conférences s'organisent. Plusieurs députés socialistes ayant promis leur concours, il est à craindre que le *calme* et la *dignité* aient raison des grévistes. Causes de la grève : diminution des salaires et des heures de travail. Ce que les 25 francs par jour s'en moquent!

A Genève a eu lieu une grève générale des ouvriers du bâtiment; de nombreuses patrouilles parcourent les rues. Arrestations, perquisitions, expulsions, rien n'y manque. Il paraîtrait que quelques anarchistes ont donné sérieusement dans le mouvement.

Nous attendons quelques renseignements des camarades de Genève.

P. Delesalle.

ESCARMOUCHES

IL VAUT MIEUX PRÊCHER LA RÉVOLTE

Le commissaire était, cependant, ce que l'on appelle bourgeoisement un brave homme...

Quand il vit, étalée devant lui, la misère des deux femmes que Pascal Argélys venait d'amener, leurs haillons sordides, leurs chaussures béantes, dans lesquelles saignaient des plaies noirâtres, leurs rides profondes, leurs joues creuses, leur teint terreux et leurs yeux morts, il eut quelques paroles de pitié, — mais de pitié officielle.

— Vous venez de Bordeaux, dites-vous? A pied?

— Oui! à pied.

— Comment avez-vous pu arriver jusqu'à Paris?

— Nous serions bien embarrassées pour vous le dire... Les souvenirs de notre voyage, depuis le jour de notre départ, se sont effacés de notre mémoire... On dirait que nous sortons d'une ivresse et que nous revenons à la réalité, avec une migraine atroce, comme un cercle de fer qui nous enserrerait le front...

— C'était la faim...

— Probablement.

— Et c'est Monsieur, dites-vous, qui vous amène ici?

— C'est moi, en effet, répondit Argélys.

— Votre situation, Monsieur, si j'en juge par votre costume, paraît aisée; pourquoi ne faites-vous pas un petit sacrifice, et pourquoi ne vous chargez-vous pas de subvenir aux besoins de ces deux femmes, en attendant qu'elles puissent trouver du travail?

— Parce que, Monsieur le commissaire, je couche depuis huit jours chez un de mes camarades, — pauvre d'ailleurs — dans sa cuisine, et parce que je n'ai mangé, hier soir et ce matin, pour tout repas, qu'un biscuit de soldat, que j'ai même partagé avec nos frères les animaux féroces, au Jardin des Plantes.

A ces mots, le commissaire regarda Argélys sévèrement.

— Vous n'êtes pas ici pour plaisanter, Monsieur, je suppose?

Et puis, attendu que *ces personnes* sont en état de vagabondage, je devrais les arrêter, purement et simplement; mais, je veux être bon garçon : voici pour chacune deux bons de pain. Avec cela, elles ne mourront toujours pas de faim aujourd'hui... et au Bureau de bienfaisance on leur donnera quelque chose.

. . . .

Au Bureau de bienfaisance, Argélys fit asseoir sur un banc, dans un étroit corridor, les deux femmes exténuées et s'approcha d'un guichet.

— Qu'est-ce que vous voulez? fit une voix dure. Et une tête de boule-dogue se montra.

— Un secours pour ces malheureuses que j'ai rencontrées ce matin, vers la barrière, et qui arrivent de Bordeaux, à pied.

— Sont-elles du quartier?

— Je vous dis qu'elles arrivent de Bordeaux.

— Alors, vous croyez que nous pouvons donner ainsi des secours aux gens qui viennent de Bordeaux?... Nous avons bien assez des pauvres de l'arrondissement!

— Il faut donc qu'elles crèvent de faim et qu'elles couchent dans la rue, parce qu'elles ne sont pas de l'arrondissement!

— Ceci ne me regarde pas... S'il fallait s'occuper des étrangers...

Pascal se rapprocha des femmes; il serrait les poings, ses yeux étaient brouillés par des larmes... .

— Nom de Dieu! fit il.

Et presque brutalement, il saisit par les poignets les deux malheureuses.

— Venez.....

Sur le trottoir, en la rue tranquille, un officier supérieur passait, hautain, reluisant, paradeur. Malgré son horreur de l'uniforme, Argélys se fit violence et humblement s'avança :

— Monsieur... excusez-moi... je ne mendierais pas pour moi-même,... mais voici deux femmes qui ont faim et qui...

Il n'eut pas le temps d'achever... L'officier venait de faire un signe à deux agents surgis soudain d'un poste voisin du Bureau de bienfaisance, et le mendiant, sur l'injonction de l'officier, fut saisi brutalement.

Ah! c'en était trop!... L'homme se réveilla, et sa colère fut superbe... Il se dégagea et bondit!..

L'officier tomba à la renverse, frappé d'un coup de poing en plein visage, et de suite, les agents dégainèrent, parce qu'ils étaient *en cas de légitime défense*.

L'acier brillant des sabres n'arrêta pas l'élan du révolté... Il frappa... Mais bientôt, sous les coups de poings, de bottes et de baïonnettes de nouveaux *gardiens de la paix* accourus, il fut à son tour terrassé. Et, durant qu'un sang généreux s'échappait de son crâne fendu, pendant que l'officier s'amusait à lui cracher au visage, il eut la force de crier aux deux femmes, immobiles d'horreur, anéanties d'émotions et de fatigues : « *Pardonnez-moi de vous avoir indiqué la prière et la douceur, quand il m'eût fallu simplement vous prêcher la révolte!* »

Henri Rainaldy.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'Affaire Zola. — La lutte entre le militarisme et la civilisation devient de plus en plus âpre. Cependant les partisans du régime du sabre perdent du terrain. La meilleure preuve en est dans l'intervention directe, dans la bataille, de la moinerie furibonde, dont le rôle fut toujours d'exciter aux saintes boucheries. Quand on se sent en péril

on prêche la guerre sainte. Tous les réacteurs de toute étiquette, cléricaux, monarchistes, républicains, radicaux, socialistes même, qui ne peuvent sans effroi envisager la perspective de l'écroulement même partiel de l'échafaudage despotique du vieux monde, serrent les rangs et font cause commune pour tenter d'étouffer l'éclosion des idées nouvelles de paix et de liberté. Deux grands partis s'accusent plus nettement que jamais : celui de demain et celui d'hier. Ce dernier se sent sombrer. Aussi se raccroche-t-il désespérément à tout ce qu'il pense susceptible de le sauver. L'arbitraire, le mensonge, la lâcheté, tout est bon. Mais ils ne voient pas, les aveugles! que l'effondrement du vieil édifice qu'ils vénèrent est inéluctable. C'est la loi fatale de l'évolution et du progrès. Les incidents en apparence accessoires — telles les affaires Dreyfus, Zola, etc. — ne sont que les épisodes partiels de la grande et éternelle lutte de la liberté contre l'autorité, de la justice contre l'arbitraire et le despotisme, de la raison contre la force. L'autorité, l'arbitraire, le despotisme et la force peuvent s'instruire d'un coup d'œil sur le passé, et constater que la route douloureuse parcourue par l'humanité est jonchée des débris de leur puissance, tandis que la raison, la justice et la liberté ont puisé, chemin faisant, dans le combat, des forces toujours croissantes; le dénouement — plus ou moins éloigné — ne saurait être incertain.

*
* *

Dans cette débâcle des pouvoirs despotiques, dans cette résistance éperdue qu'ils opposent à la poussée de l'avenir, la conduite du plus noble, du plus vénéré, du plus réputé immarcessible d'entre eux est vraiment digne de l'admiration respectueuse des masses.

Nous avons vu, la semaine dernière, à Versailles, la fine fleur de la chevalerie française, dernier refuge de l'honneur quand celui-ci serait banni du reste de la terre, rivaliser d'abjection avec la police et non seulement la seconder dans ses basses œuvres, mais lui dicter les attentats à commettre contre le droit des gens.

Des officiers *en civil* sillonnaient la foule, étudiant les groupes, espionnant les conversations, et, au moment des manifestations, ils signalaient aux agents ceux — manifestants ou non — qu'ils avaient surpris n'être pas férus d'amour pour le régime du sabre et du goupillon. Plusieurs d'entre nous furent ainsi arrêtés. Puis ces braves, sur le courage de qui le pays compte pour repousser l'invasion étrangère, excitaient la foule contre leurs victimes, hurlant : « Assommez-les ! » et se garant prudemment loin des bagarres et des coups. Cela, nous l'avons vu.

Nous avons vu et reconnu ces mêmes preux, dépositaires de la plus pure loyauté, ces féaux serviteurs des vertus chevaleresques, hurler : « A mort! » lorsque, sans armes et enchaînés deux à deux, la police nous escortait au Palais. Ah! oui! bravo et vive l'armée!

*
* *

La Grande Famille. — Quand on n'a pas de pékins à se mettre sous la dent, on s'exerce sur des soldats — qui ne sont, après tout, que d'anciens pékins aspirant à le redevenir.

Il y a quelques semaines, Charlet, cavalier en garnison à Verdun, reçut un coup de pied de cheval à l'abdomen. Le lendemain, le major refusa de le reconnaître malade et de l'exempter de service. Charlet fut bientôt épuisé. La fièvre le prit et, devant l'évidence, le médecin fut forcé de le reconnaître malade. Mais il était trop tard. Il mourait quelques jours après.

En voilà un qui n'ira plus manifester contre l'armée.

*
* *

Le quartier-maître voilier Bordonès a été trouvé pendu dans la soute à voiles du transport de l'État *Cerès*, en rade de Toulon.

Un trompette de la troisième batterie du premier bataillon d'artillerie, venu de Dunkerque à Calais pour les écoles à feu, s'est tué de la manière suivante :

Sa batterie avait été casernée au-dessus des écuries installées dans d'anciennes casemates dépendant des fortifications. Les artilleurs couchaient par terre sur des paillasses, sur un *plancher primitif* qui ne garnit que le milieu de la salle : l'extrémité formant ovale s'en trouve dépourvu et présente comme un orifice de puits au-dessus des murs. Un semblant de garde-fou était installé au bord de ce précipice pour empêcher les hommes d'y tomber; mais combien mal!

Vers une heure du matin, l'artilleur s'étant levé, trompé par l'obscurité, tomba dans le trou, et fit une chute de quatre mètres sur les pierres de l'écurie.

La mort fut instantanée. Il avait le crâne ouvert et la colonne vertébrale brisée.

*
* *

Mascarades. — Dites maintenant que l'on ne fait rien pour le peuple! Dimanche, on a couronné en grande pompe une jeune ouvrière parisienne, qui est sensée représenter la Muse populaire. A la bonne heure! Une ère nouvelle va s'ouvrir, ère de cocagne insoupçonnée jusqu'ici. Des horizons artistiques nouveaux se sont révélés au peuple émerveillé qui, désormais, bercé de rêves supra-terrestres, pensera avoir reconquis l'Eden.

Ce que fut cette parade, on peut s'en faire une idée par ce que l'on connaît des autres. On regrette seulement de voir le talent de Charpentier s'égarer dans ces mascarades officielles.

Après le couronnement de la Muse, nos gouvernants ont célébré le centenaire de Michelet que, s'il vivait aujourd'hui, ils mettraient en prison.

André Girard.

Italie.

Le camarade Nino Samaia répond, dans le n° 11, à mon article sur la situation d'Italie. Malheureusement, comme il a mal compris ce que j'ai écrit, il me croit ennemi de la lutte syndicale et populaire.

Dans mon article, je ne me suis pas montré, en maxime, ennemi de ces formes de luttes prolétaires. Mais j'ai soutenu, en exposant les raisons, qu'en ce moment d'effervescence révolutionnaire la classe ouvrière italienne était réactionnaire et utopique et qu'elle devait être remplacée par un sérieux travail d'organisation et de préparation révolutionnaires. Voilà ma pensée.

Vivaldi Zacchini.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Samedi 30 juillet 1898, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, conférence publique et contradictoire par Henri Dhorr.

Sujet traité : *Le Salariat c'est l'esclavage.* — Plusieurs contradicteurs sont annoncés.

Entrée : 30 centimes.

La *Solidarité des Trimardeurs* fait appel aux camarades :

Depuis plusieurs mois, quelques camarades se sont groupés dans un but de solidarité qui nous intéresse tous. Quand un camarade de province ou de l'étranger arrive à Paris, presque toujours sans argent et épuisé de fatigue, il se rend chez des camarades qui ont des charges et ne peuvent l'aider malgré leur bonne volonté, ou ils ne peuvent faire que peu de chose en se privant beaucoup, et souvent ils ne sont pas en rapports pour procurer un travail nécessaire. C'est pourquoi nous avons pensé qu'il y avait un moyen de rendre un service utile aux camarades et de mettre en pratique l'Idée que nous préconisons.

Notre but est d'avoir un logement indépendant pour recevoir les camarades de passage à Paris, soit pour y chercher un emploi, soit pour n'y séjourner que quelques jours; de les loger, les nourrir dans la mesure de nos moyens et de leur procurer du travail. Tel est notre but.

Pour y arriver, nous vous adressons l'appel suivant: de mettre à notre disposition toutes choses ne pouvant vous servir, consistant en objets de literie, linge, effets d'habillement et chaussures, que nous ferons prendre à domicile.

Les sommes qu'il plaira aux camarades qui comprennent notre œuvre pourront être adressées soit au *Père Peinard*, soit aux *Temps Nouveaux*, soit au *Libertaire* ou à l'*Aurore* qui nous les remettront.

Le groupe se charge de l'achat du mobilier, matériel, et du travail de l'installation, ainsi que de la question des loyers et du fonctionnement, étant aidé par des versements mensuels que chaque membre s'est moralement engagé à verser pour soutenir notre œuvre.

Nous espérons que notre appel ne restera pas incompris des camarades et qu'ils nous montreront leur solidarité. Nous leur envoyons nos remerciements à l'avance.

Pour le groupe, la Commission :
F. Cuisse, E. Fourmont, E. Dodo.

Communication de l'École libertaire. — A la suite de la communication au sujet du projet d'envoyer un groupe d'enfants passer quelques semaines à la campagne, insérée dans les journaux et parue dans notre n° 12, quelques adhésions sont parvenues au trésorier. Mais pour que l'idée se réalise en de bonnes conditions, il faudrait arriver à avoir une vingtaine d'élèves environ. Nous renouvelons l'appel pour en trouver encore quelques-uns

D'autre part, le groupe s'est enquis des conditions d'existence dans différentes localités, mais, avant de choisir, il désirerait que les camarades habitant la grande banlieue de Paris lui fassent parvenir les renseignements concernant leur localité au cas où ils connaîtraient quelques fermes ou familles de paysans pouvant prendre les enfants des vacances en pension.

Adresser à Ardouin, 86, rue de Cléry.

Aubervilliers. — On nous dit que les libraires d'Aubervilliers refusent de vendre le journal.

Prière aux camarades de cette localité de faire pression chez ceux où ils se servent d'habitude, pour les amener à le vendre.

Limoges. — Les camarades du groupe la *Jeunesse libertaire* sont instamment priés de se rendre samedi prochain, à l'heure habituelle, au local du groupe. — Communication importante et causerie par un camarade.

Les *Temps Nouveaux*, ainsi que tous les journaux anarchistes, sont en vente aux kiosques place Denis-Dussoubs et place Jourdan.

Toulouse. — Les lecteurs des *Temps Nouveaux*, du *Père Peinard* et du *Libertaire* se réunissent tous les samedis au café de France, boulevard de Strasbourg.

Samedi 6 août, organisation d'une réunion pour le samedi suivant au Pont-des-Demoiselles.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les séries 5, 6 et 7 du *Dictionnaire La Châtre*, 0 fr. 60 la série, 11, rue Bertin-Poirée.

Le Soleil des Morts, roman, par C. Mauclair; 1 vol., 3 fr. 50, chez Ollendorff, 28 *bis*, rue Richelieu.

De chez Stock, galerie du Théâtre-Français : *Le Lieutenant-colonel Picquart*, par le capitaine P. Marin. — *Le Capitaine Lebrun-Renault*, du même; 2 vol. à 3 fr. 50 — *Les Etapes d'un intellectuel*, brochure à 1 fr., par Albert Réville.

Livre d'hommage des lettres françaises à Emile Zola; 1 vol., 3 fr. 50, *Société libre d'édition des Gens de lettres*, 30, rue Laffitte.

Plaidoyer pour les annexés, par G. Delahache; 1 brochure, 0 fr. 15, à l'*Avril*, 1, rue Manuel.

Fascicules 1 et 2 de la traduction russe de la *Société future*, par J. Grave.

A lire:

Ceux de l'Etat-Major, par U. Gohier, *Aurore*, 26 juillet.

PETITE CORRESPONDANCE

V., à Nîmes. — *Les Mensonges conventionnels*, de Nordau, 5 fr., chez Alcan. C'est la réédition exacte de la première édition.

Routaled. — Article perdu, veuillez nous le renvoyer. Je vous l'avais déjà redemandé dans le n° 11.

Hautstont, Bruxelles. — L., d'Epinal, demande pourquoi vous ne lui avez pas expédié les brochures demandées? Le paiement sera effectué après vente.

O. B., à Jolimont. — N° 12 réexpédié.

Lyon. — Il y a 300 invendus à prendre à la *Coopérative.*

A. S., à Marseille. — Trois hebdomadaires, s'ils ont leur public, peuvent paraître sans grandes avances. Pour faire un quotidien, il faut 300.000 fr.

L., à Toulouse. — *Les Conditions de Claire*, chez Chamuel, 5, rue de Savoie, 3 fr. 50.

Reçu pour l'école libertaire : A. J. B., Sumatra, 7 fr. Listes précédentes : 362 fr. 75. — Total général : 369 fr. 75

Reçu pour le journal : A. J. B., Sumatra, 7 fr. — A., à Nice, 1 fr. 50. — Mlle D., 5 fr. — D., à Montredon, 0 fr. 65. — A. S., à Marseille, 1 fr. 15. — Merci à tous.

F. M., à Athènes. — G., à Braïla. — E., à Daumazan. — A. A., à Angers. — L., à Epinal. — D., à Bruxelles. — B., à Brest. — M., à Antibes. — R., à Tours. — L., à Nottingham. — A. L., à Saint-Louis. — A., à Andrinople. — C., à Marseille. — C., à Lille. — B., à Limoges. — V., à Nîmes. — A. L., à Chaux-de-Fonds. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 15 QUINZE CENTIMES DU 6 AU 12 AOUT 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Ce numéro, vendu exceptionnellement 15 centimes, doit être accompagné de notre image coloriée : **Chauvinard.**

LA FIN DES BISMARCKS

La disparition de Bismarck n'a d'intérêt qu'au point de vue historique; le monde auquel il appartenait ne tardera pas à le suivre dans la tombe et n'aura pas le temps de lui trouver un successeur, car celui qui prend la place du grand homme c'est ce grand anonyme, le socialisme. L'ère des héros est passée ; ils croissaient, parasites monstrueux, sur le corps des foules qu'ils épuisaient de sang et d'énergie.

Les peuples atteints d'autoritarisme ont de tels abcès : Alexandre, César, Cromwell, Napoléon, Bismarck, ou ces pustules : Stamboulof, Crispi, Canovas, Dupuy, etc. Une bonne hygiène libertaire en évitera sûrement le retour et préparera la guérison définitive.

L'excellence du traitement commence à se divulguer.

C'est un progrès parallèle à celui des sciences en général.

Le point de départ fut la découverte des infiniment petits, de l'importance du travail cellulaire ; on s'est aperçu que l'œuvre des multitudes était seule douée de vie, de fécondité et de durée. L'univers entier devenait, aux yeux des savants, la production, la création des atomes et des monères : Dieu devint une hypothèse inutile.

De même que le monde est formé d'astres, la montagne de cailloux, les plages de grains de sable, les mers de gouttelettes d'eau, les plantes et les animaux de cellules, le son de milliers de petits bruits, etc., les peuples sont aussi composés d'individus.

La vie d'un peuple est la résultante des vies individuelles, unies, groupées, associées, en continuelles transformations, selon les ressorts internes des appétences, des affinités, des désirs, etc.

Pas plus que la vie des mondes, la vie des peuples n'a besoin d'être gouvernée; c'est pourquoi la science ne veut reconnaître ni dieu ni maître : découverte que le simple raisonnement, devançant la science, avait indiquée aux penseurs.

Les conducteurs de peuple, les grands législateurs, les hommes de guerre, les hommes d'Etat ont détourné et accaparé l'attention des historiens et des philosophes; ceux-ci les ont rendus responsables des évènements par la même aberration qui fit attribuer à une divinité l'évolution cosmique.

La fausseté de l'ancienne méthode historique est constatable aujourd'hui si on examine les faits actuels et comment les évènements se jouent des hommes et déjouent leurs combinaisons; la multitude des éléments qui concourent au résultat rend inutiles la prévision et la volonté de quelques-uns.

Il en fut toujours de même. Le parasitisme politique où les personnalités s'hypertrophient facilement a été aussi un facteur, mais un des moindres de l'évolution humaine; il a surtout été un frein, un obstacle, un mal. Il n'eut d'important que l'importance qu'on lui supposait. Tout le talent d'un Richelieu ou d'un Bismarck c'est de venir à son heure, de saisir l'occasion, de profiter des circonstances, d'être poussés par les évènements et servis par le dévouement et l'ignorance des hommes.

Il n'y aura plus de place pour les grands de cette espèce dans l'humanité future; déjà disparaît et se meurt le milieu qui les produisait.

LUDOVIC MALQUIN.

LA GRÈVE GÉNÉRALE A GENÈVE

Le fossé qui sépare les exploiteurs des exploités vient de s'élargir. Pour la première fois, Genève a vu plus de 4.000 ouvriers du bâtiment se déclarer en grève comme un seul homme — non pour leurs intérêts corporatifs, mais simplement pour se solidariser avec une corporation, celle des menuisiers-charpentiers qui compte 600 membres, et à laquelle les patrons refusent de reconnaître la fixation à 55 centimes comme prix de l'heure *exigible* en cas de contestation devant les tribunaux.

Ignorants de la marche des idées dans les groupements ouvriers, les possédants niaient la possibilité d'une grève générale. « Jamais, disaient-ils, les ouvriers maçons, italiens pour la plupart, ne se mettront en grève pour une réclamation qui ne les concerne point. »

Aussi, si grand a été leur émoi qu'ils se sont départis des précautions oratoires à eux habituelles, chacun a pu les voir tels qu'ils sont; avec des cris de pie, ils ont requis des mesures d'état de siège parce que ceux qui avaient le nombre et la *solidité* du bras se contentaient d'aller, de chantier en chantier, huer les faux frères continuant le travail abandonné. Un ou deux chars de planches renversés et quelques pierres lancées sur des détachements de gendarmes qui empêchaient les grévistes de sortir les Judas travaillant dans les ateliers en grève, et cela a suffi.

Enchanté de prouver sa docilité aux injonctions de ceux qui possèdent — et ils lui en sauront gré, — le conseil d'Etat radical-socialiste a levé des troupes : deux bataillons, dont les effectifs étaient fort réduits, beaucoup d'hommes n'ayant pas répondu à l'appel, M. Sigg est de ce nombre ; la cavalerie, toute composée de propriétaires, était presque au complet.

Comme toujours, les élus socialistes ont été ce qu'ils doivent être, ils se sont tenus cois, et le plus haut juché est celui dont la conduite a été la plus lamentable ; non content d'implorer auprès des ouvriers la cessation de la grève « pour lui », pour qu'il digère en paix son assiette au beurre, il a signé un menaçant placard officiel à l'adresse de ceux qui l'ont hissé au fauteuil gouvernemental, puis il s'est sauvé à Neuchâtel banqueter patriotiquement, pendant que les portes des prisons se refermaient sur les ouvriers les plus en vue et que d'autres grévistes et non grévistes, parmi lesquels des socialistes-légalitaires, et simples républicains échappés de Milan, étaient atteints par des arrêtés d'expulsion !

M. Sigg est le seul élu socialiste qui, pendant la grève, ait agi honorablement ; un renseignement juridique exact donné aux grévistes lui a valu les trépignements rageurs avec lesquels les conservateurs ont protesté contre sa conduite. Et messieurs les conseillers débitaient des clichés de cantine, avalaient force rasades — car si les élus se moquent des ouvriers, ils ne se moquent pas d'un vin tel que le Cortaillod — et, toujours à table, se remplissaient à bouche que veux-tu, alors que, dans les prisons, leurs victimes ensanglantées gisaient sur un grabat de douleur !

Je ne puis parler de tous les ouvriers — et ils sont nombreux — auxquels le pouvoir radical-socialiste fait endosser les responsabilités de la grève, mais il est un martyr qu'il faut citer : c'est Bérard ; Bérard, un convaincu et un désintéressé, qui a la tête fendue, des lésions internes, et un œil dont il ne pourra vraisemblablement plus se servir.

Comme il est matériellement impossible — les ouvriers devraient le comprendre — de mettre en prison 5.000 hommes, il faut aux possédants des boucs émissaires; leurs journaux s'en font les pourvoyeurs, le métier d'indicateur de police ne leur répugne point et, lorsque le trac les talonne, ils prouvent bien vite que la légalité dont ils se réclament n'est que l'emploi de la force dont elle est issue. Contre toute légalité, Bérard a été arrêté à 2 h. 1/2 du matin : cinq policiers ont enfoncé sa porte et violé son domicile ; Bérard, qui cette nuit-là était souffrant, a défendu l'accès de sa demeure avec un revolver; simultanément les policiers ont tiré sur Bérard, et tandis que leurs balles à chemise de cuivre le blessaient dangereusement, celles tirées à leur adresse s'amortissaient sur les parois de l'appar-

tement, sans toucher aucun des cinq individus.

Bérard fut terrassé, roué de coups et pendant que, couvert de sang, il était étendu sur le plancher, un des policiers lui tira encore un coup de revolver; puis tout ce qui parut de bonne prise aux « braves soutiens de l'ordre » fut raflé par eux.

Les feuilles bourgeoises cherchent à salir Bérard, comme elles cherchent à salir tous ceux auxquels elles supposent quelque parcelle d'influence sur leurs camarades ouvriers; elles voudraient faire croire que Bérard touchait quinze francs d'un comité révolutionnaire — elles ne mentionnent pas lequel et pour cause! A cette calomnie lancée contre un homme emprisonné et dangereusement blessé, la corporation des menuisiers-charpentiers, à laquelle appartient Bérard, a répondu immédiatement en allouant cinq francs par jour à la femme de leur collègue, pendant le temps de son incarcération.

Pour couronner l'œuvre bourgeoise, des listes de « souscription en faveur des corps de police » sont déposées dans les bureaux des journaux bourgeois; on assure que le policier qui a tiré sur Bérard inanimé recevra de ces pieuses officines une prime spéciale.

Malgré les coups de tam-tam, la souscription végète. Parmi ceux auxquels elle s'adresse, beaucoup affirment qu'étant donnés les moyens avec lesquels s'alimentent les poches des gendarmes, il n'y a pas lieu de leur distribuer encore de l'argent. En effet, les sommes dérobées (lire « le coup des pièces de monnaie » dans le *Peuple de Genève*) n'ont jamais été restituées par les gendarmes aux ouvriers maçons italiens qui travaillaient à la démolition des maisons de la rue des Corps-Saints appartenant à la Caisse d'épargne. Qui sait si les cruautés des hirondelles de potence à l'égard des grévistes n'ont pas un lien intime — on l'a dit — avec cette malpropre affaire? Le *Journal de Genève*, toujours si prodigue de fielleuses provocations adressées aux ouvriers, son confrère le *Genevois* le reconnaît, s'est bien gardé de dire un mot au sujet des sommes dérobées aux ouvriers et aux déposants de la Caisse d'épargne.

Sauf les parqueteurs qui continuent la grève, les ouvriers qui n'ont pas quitté Genève ont repris le travail; mais bien sot serait celui qui envisagerait la situation d'aujourd'hui identique à celle d'avant la grève.

L'objectif de la grève n'a été que partiellement atteint, la concession obtenue n'est nullement un succès; mais les résultats de la grève ont une importance significative. Preuve est encore faite de ce qu'il faut attendre des élus socialistes, puis cette grève générale prouve que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot.

Sans aucune part d'influence personnelle sur les solutions économiques, l'ouvrier ne doit compter que sur les effets de cette solidarité, et dans la solidarité de toutes les corporations ouvrières appartient l'avenir.

X...

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(Suite) (1)

IV

L'esclavage industriel et le mouvement ouvrier.

L'industrie moderne fut inaugurée en Angleterre et l'ouvrier anglais subit le premier le sort de l'esclave écrasé par un travail de seize et souvent de dix-huit heures par jour avec un salaire à peine suffisant pour se nourrir de pain et de *porridge* (soupe épaisse d'avoine). C'est surtout les femmes et les enfants qui ont été les victimes du nouveau mode de production et d'exploitation du travail humain. La fabrique à vapeur qui se créa vers la fin du dernier siècle était un vrai bagne, au sens exact du mot. Seulement les détenus étaient des enfants innocents, âgés de cinq et de six ans.

Déjà en 1795, le docteur Aikin, de Manchester, constatait que dans les fabriques « on employait des enfants ramassés partout, et souvent des centaines de mille, séparés de leurs parents. Transportés en masse dans les fabriques, ils étaient enfermés le jour dans des casernes sales et dépourvues de meubles et des moindres commodités. On les divisait en deux parties : l'une travaillait quand l'autre dormait. Réveillés par les coups de leurs surveillants, les pauvres enfants cédaient leurs places à ceux qui venaient de finir leur travail de seize et de dix-huit heures! Et toute leur vie se partageait entre la fabrique, où ils travaillaient sous les coups de fouet de geôliers cruels, et leur dortoir, prison où on les *enfermait* pour six ou sept heures de repos. »

M. H. Gibbins, dans son ouvrage *English Social Reformers* (1892), nous donne une description navrante de cet esclavage, constaté par les commissions d'enquête parlementaire et par des centaines de témoins de l'époque.

« Les fabricants s'entendaient avec les inspecteurs de l'administration pour la protection des pauvres, pour un nombre voulu d'enfants, et, le jour fixé d'avance, on faisait l'inspection et le choix des futures apprenties... Souvent le contrat ne se faisait pas directement avec le fabricant, mais avec un entrepreneur intermédiaire, et si ce dernier n'avait pas vendu d'avance ses esclaves blancs, ceux-ci étaient emprisonnés dans des caves, à Manchester ou ailleurs, jusqu'à ce que quelque fabricant se présentât pour en acheter. Une fois dans la fabrique, l'esclavage de ces malheureux devenait perpétuel... Ils étaient nourris, ou plutôt torturés par la faim, et il leur arrivait souvent de disputer leur nourriture aux cochons de leur patron. Ils travaillaient seize et dix-huit heures et *même plus*... Quelquefois ils essayaient de se sauver... Rattrapés et ramenés à la fabrique, on les enchaînait; on enchaînait même les jeunes filles soupçonnées d'avoir l'intention de s'évader. Elles portaient leurs chaînes pendant le travail, elles les portaient jour et nuit. Cruelles étaient leurs punitions pour la moindre faute pendant le travail. Souvent la punition n'était suspendue que par la mort de la victime. » — « Dans toutes les branches de l'industrie nous rencontrons les mêmes conditions horribles. Chez les couteliers, à Sheffield, chez les potiers, dans les fabriques de Lancashire et Yorkshire, l'esclavage, la cruauté, le vice et l'ignorance régnèrent sans frein ». — « On constata, en 1842, qu'une grande partie des mineurs engagés dans les travaux souterrains avaient moins de treize ans, et beaucoup d'entre eux avaient commencé à travailler à l'âge de huit, quelques-uns à cinq et même quatre ans... Souvent ils restaient dans les mines la semaine entière, ne montant au jour que le dimanche. Les femmes, les jeunes filles et les garçons transportaient le charbon dans de petits wagonnets, en rampant sur les genoux dans des couloirs étroits et humides. Les enfants travaillaient comme les animaux, ils étaient harnachés régulièrement avec des courroies. Epuisés, abattus, ces malheureux travaillaient souvent trente-six heures sans interruption. Les mineurs travaillaient tout nus, assistés par des jeunes filles et des jeunes femmes elles-mêmes aussi presque nues, car elles ne portaient qu'une sorte de caleçon. »

Cet esclavage atroce exista pendant tout un demi-siècle. Il fallut l'agitation et le travail d'une génération d'hommes courageux et dévoués à la cause populaire pour arrêter son développement menaçant. Heureusement les hommes honnêtes de différentes conditions sociales élevèrent leur voix indignée contre ce péril national. L'ouvrier et l'industriel, le prêtre et le libre penseur, le savant et l'ignorant commencèrent à s'unir pour combattre cette peste sociale. En 1796, un comité d'enquête sur les conditions économiques et d'hygiène des ouvriers fut organisé à Manchester; des comités et des enquêtes semblables surgirent dans les autres centres industriels; le Parlement fut saisi de différentes propositions et, en 1802, Robert Peel fait passer *la première loi* réglant le travail des femmes et des enfants. La loi était barbare, car elle fixait la durée du travail à douze heures par jour. Mais c'était un commencement. Des mesures réglementaires se suivirent (1808, 1816, 1819, 1832, 1847, etc.). Comme à l'ordinaire et comme partout, les classes dirigeantes et le gouvernement cédèrent aux réclamations de l'opinion publique, parce que la masse populaire se remuait partout et que les émeutes se succédaient.

Le premier mouvement, connu sous le nom de mouvement des « Luddistes » (1816), se produisit non seulement en Angleterre, mais aussi en Ecosse et en Irlande. Les émeutiers détruisaient les usines et surtout les machines, ces symboles de leur esclavage. La même année eurent lieu des émeutes à Londres (Spa Fields), à Manchester (Blanketeers), à Nottingham; en 1819, les ouvriers de provinces industrielles se soulevèrent en réclamant la diminution des heures de travail et l'augmentation du salaire. Dans des meetings populaires, à Manchester, le peuple (60.000 hommes et femmes) fut assailli par les troupes et plusieurs centaines de tués et de blessés jonchèrent le sol. Un cri unanime d'indignation retentit de tous côtés. Le grand poète Shelley chanta les victimes. Byron dans son meilleur poème, *Le Jugement de George III*, mit au pilori le vieil idiot couronné.

L'éditeur Richard Carlile (1) fut condamné, la même année, pour son agitation courageuse, à trois ans d'emprisonnement; sa femme lui succéda, mais elle aussi fut condamnée à deux ans de prison. Libéré, Carlile fut presque immédiatement arrêté de nouveau; ce fut alors sa sœur qui le remplaça et qui, à son tour, fut condamnée à deux ans de prison. Non moins courageuse et vigoureuse fut l'agitation que menait W. Cobbet, mais surtout les socialistes R. Owen, A. Combe, W. Thompson et beaucoup d'autres.

Et telle fut la pression de l'opinion publique surexcitée que le projet de loi connu sous le nom de loi de Strudge fut adopté par le Parlement (1819) dans sa seconde lecture et rejeté seulement par la Chambre des lords. D'après ce projet, les enfants pauvres devaient recevoir l'éducation industrielle et technique aux frais de l'Etat, qui devait aussi pourvoir à leur entretien complet. Pendant la discussion de cette loi, comme pendant celle de 1817 (2), on a vu quelle immense influence exerçaient sur la société et sur la masse les idées socialistes et surtout la personnalité sympathique de R. Owen. Ricardo, le « scientifique » défenseur du capitalisme, en s'opposant à tous ces projets de réformes, afin de se faire écouter déclara que le premier il était un admirateur de R. Owen et de ses idées nobles et humanitaires... Toutefois il le combattait comme un utopiste. Les « scientifiques » d'aujourd'hui suivent l'exemple de leur précurseur et combattent toute idée socialiste comme utopique.

Malgré les persécutions gouvernementales, malgré l'opposition des lords et des capitalistes, le mouvement se développait de plus en plus, les corps de métiers s'organisaient, les réformateurs et les agitateurs devenaient plus tenaces,

---

(1) Voir les numéros précédents, depuis le n° 12.

(1) Il ne faut pas confondre avec le grand historien Thomas Karlyle qui, à son tour, défendait les intérêts des opprimés et des exploités dans ses ouvrages si étrangement beaux et spirituels (Voir *Chartism, Past and Present*, et autres).

(2) Nouvelle loi sur l'entretien des pauvres — A ce propos, le lecteur voit quel mensonge répandent les élèves d'Engels en affirmant que c'était leur maître (né en 1819) qui, le premier, recommanda la législation ouvrière...

plus courageux. Un prêtre, nommé Oastler, consacra toute sa vie à l'amélioration du sort des femmes et des enfants employés en fabrique. Ni persécutions, ni emprisonnement ne l'arrêtèrent dans sa croisade. Un riche *tailleur de Charing-Cross*, Francis Place, réunit pendant de longues années dans son arrière-boutique les réformateurs, les orateurs populaires, les philosophes et les membres du Parlement, et de cette arrière-boutique on dirigeait la campagne populaire et parlementaire. Il ne manquait pas d'hommes de courage défendant aussi la cause populaire dans le Parlement, entre autres le député Sadler, qui obtint du Parlement qu'on nommât une commission d'enquête parlementaire sur les conditions du travail (la Commission de Sadler), et qui, en 1832, dans sa défense de son projet de loi sur les dix heures de travail, jeta aux privilégiés de fameuses accusations; il finit son discours par ces mots passionnés : « ... On bat les enfants avec des fouets d'une fabrication spéciale. Oui, les femmes de ce pays, sans distinction d'âge, sont battues, battues comme des esclaves sur votre *libre* marché du travail ! Les malheureuses sont fouettées devant leurs compagnes de misère... je vous le dis, elles sont fouettées comme des chiens. Nous parlons avec horreur de l'emploi du fouet dans les Indes, montrons ce soir les mêmes sentiments d'indignation contre l'emploi du fouet dans nos fabriques anglaises. »

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA DÉBACLE. — L'affaire Dreyfus prend une tournure de plus en plus instructive et intéressante. C'est chaque jour un nouveau morceau de l'idole militariste et patriotique qui se décolle. D'une part, apparaissent de plus en plus évidents aux yeux de tous les gens de bonne foi les machinations, les lâchetés, les mensonges et les tripotages honteux de cet Etat-major qui, jusqu'ici, avait été, pour la badauderie patriotarde, le refuge de toutes les vertus; d'autre part, les efforts déployés pour empêcher la lumière, par les gouvernements successifs qui, bien que d'étiquettes diverses, tiennent une conduite identique, justifient ce que nous avons tant de fois affirmé : que quelque drapeau qu'aient arboré, quand ils étaient de l'opposition, les gens de gouvernement, ils se trouvent forcément amenés par les circonstances et les intérêts dont ils ont la sauvegarde à agir comme leurs prédécesseurs, quand ils parviennent au pouvoir. Ce serait demander trop d'abnégation à des politiciens ambitieux que d'attendre d'eux qu'ils agissent contre leur intérêt de détenteurs de l'autorité. Quiconque a brigué le pouvoir aspire à dominer, à voir autrui se courber sous sa loi. C'est folie d'espérer qu'il ne réprimera pas toute velléité d'indépendance. Avec la meilleure foi du monde, il y verra son honneur et son intérêt engagés.

Quant à l'homme susceptible à la fois d'assez d'intelligence et de loyauté pour amoindrir bénévolement l'autorité dont il est le dépositaire, il commencera par ne pas désirer commander; il tournera le dos à la politique, comme à une chose digne du dégoût de tous les honnêtes gens.

Tous les gouvernements sont, par essence, ennemis de la liberté.

*
* *

LA GRANDE FAMILLE. — La grande famille s'est signalée cette semaine tout particulièrement à notre admiration. Outre les affaires des faux qu'Esterhazy, du Paty de Clam et vraisemblablement toute la bande de l'Etat-major ont ensemble manigancées, nous avons les habituelles brutalités, les assassinats et les suicides coutumiers qui constituent les incidents caractéristiques de la vie militaire.

Dernièrement, le 7e régiment de ligne en garnison à Cahors accomplissait une marche-manœuvre. La chaleur extrême avait déjà occasionné plusieurs cas d'insolation. Le médecin-major vint trouver le lieutenant-colonel et lui dit que si la marche ne cessait pas, il ne répondait plus de la vie des hommes. Le lieutenant-colonel ne voulut rien entendre et fit continuer la manœuvre, malgré le nombre croissant des cas d'insolation. C'est par « paquets de quatre ou cinq » qu'on ramassait les hommes, tandis que le lieutenant-colonel se pavanait à cheval. Le régiment, parti à 5 heures du matin, ne rentra qu'à 6 heures du soir.

On s'est contenté de donner pour la forme à cet assassin dix jours d'arrêts, c'est-à-dire dix jours de repos chez lui.

*
* *

A Bourges, une épidémie de dysenterie règne sur les 1er et 37e régiments d'artillerie. Il y a 110 malades en traitement à l'hôpital et il s'est produit cinq décès. On met cette épidémie sur le compte de l'eau. Les habitants de la ville, que n'a pas atteints l'épidémie, ne boivent donc pas d'eau ? Ou bien y a-t-il une eau spéciale pour les militaires, eau insalubre comme de juste ?

A Cherbourg, le 5e régiment d'infanterie de marine a dû évacuer son casernement par suite d'une épidémie de fièvre typhoïde. Encore l'eau, sans doute ?

*
* *

A Marseille, comme ailleurs, les officiers estiment que la population civile est à leurs ordres et n'a d'autre raison d'être que de servir de cible à leurs brutalités.

Un baigneur fatigué avait commis le crime de s'accrocher à une bouée placée près des bains militaires et destinée à servir de lieu de repos aux soldats fatigués. Un capitaine envoya aussitôt un canot pour donner l'ordre à ce pékin d'aller se reposer ailleurs. Comme ce dernier « n'obtempérait » pas assez vite : « Frappez-le ! » cria l'intéressant officier. Le baigneur dut lâcher prise sous les coups d'aviron qui lui furent administrés.

MM. les militaires auraient tort de se gêner. La bêtise populaire les a faits nos seigneurs et maîtres.

*
* *

Un soldat du 18e de ligne, en garnison à Pau, s'est suicidé d'un coup de fusil, « à la suite d'une réprimande d'un officier », dit-on.

On sait ce que sont les « réprimandes » d'officiers. Il résulte des renseignements que n'a pu empêcher l'autorité militaire que, depuis deux ans, il était en butte aux mauvais traitements de ses chefs. C'est à la suite d'une menace de prison pour avoir égaré une courroie de cuir (horrible !) que le malheureux se serait suicidé.

*
* *

Une petite statistique pour finir :

En France, la population civile présente une moyenne annuelle de 24 suicides (dont 7 de femmes) par 100.000 personnes; dans l'armée métropolitaine, cette proportion s'élève à 30, et dans les troupes coloniales, à 64.

En Italie, à vrai dire, la moyenne annuelle des suicides est, pour 100.000 militaires, de 40, en Allemagne, de 63, et en Autriche-Hongrie, de 131. Mais elle n'est que de 24 en Belgique et de 23 en Angleterre.

ANDRÉ GIRARD.

Suisse.

Voici l'épilogue honteux du drame italien où la Suisse joua le rôle de traître et de pourvoyeuse des bagnes de son seigneur le roi Humbert :

Conseil national, 29 juin.

M. *Vogelsanger* (Zurich) propose : « Le Conseil fédéral est invité à intervenir en faveur de la mise en liberté des ressortissants italiens, emprisonnés par suite de cette extradition. Il est juste que nous fassions notre possible pour atténuer la faute commise. »

M. *Manzoni* (Tessin) : « Les extrader, les livrer nous-mêmes à une autorité ivre de haine et altérée de vengeance, comme on le voit par les condamnations féroces et insensées des cours martiales, les remettre à leurs bourreaux, cela a été l'immoralité et la honte ! La République a trahi la cause des peuples pour servir celle des rois. Nous avons été ravalés au rang de gendarmes du roi. Les serviteurs du roi sont les premiers à se moquer de nous; ils nous accusent de leur avoir livré les sans-le-sou, et de garder les chèques de la révolution; ils prétendent que nous vivons de l'exploitation de l'étranger, et nous appellent les enfants de *Guillaume-Hôtel !* »

M. *Curti* (Grisons) « rappelle que Louis-Napoléon Bonaparte, Mazzini, Melagari et bien d'autres révoltés *célèbres* ont trouvé en Suisse un asile inviolé... C'est par notre faute que des ouvriers italiens qui vivaient honnêtement sur notre sol ont été livrés aux tribunaux d'exception. L'orateur ne pourrait pas dormir s'il n'avait pas fait son possible pour obtenir la réparation du mal causé. »

M. *Favon* (Genève) réprouve les exagérations et les violences de langage (v. ci-dessus). L'orateur combat la proposition Vogelsanger qui est impraticable et indigne d'un gouvernement suisse. »

Le chef du socialisme suisse a raison. Son gouvernement et son pays cesseront d'exister le jour où la Suisse refusera aux puissances l'office de souricière internationale. A ce point de vue, la proposition Vogelsanger, Manzoni et Curti est impraticable et incompatible avec l'indignité de tout gouvernement. Quand les socialistes révolutionnaires qui vont pourrir dans les cloaques d'Humbert comprendront-ils que tout socialiste légalitaire ne peut être que le policier des libéraux et des réactionnaires ?

*
* *

Auberge de l'Europe, la Suisse est contrainte de subir les fantaisies déshonorantes de sa clientèle de touristes, d'étudiants et de Mécènes étrangers. Malheureusement le métier a ses tares. La plus répugnante est de détruire chez les mastroquets jusqu'à l'illusion d'une fausse justice. Toute action judiciaire est à base d'hypocrisie, comme ailleurs. Lorsque le voleur est pieusement apparenté, quand il a hébergé et servi tous les chefs de sectes et de partis, s'il a su faire la part de ces lions, les plus hauts magistrats facilitent son évasion, protègent sa fuite et retardent son procès. Les ennemis apparents de ces magistrats crient un peu pour leur public d'idiots, puis, soucieux de leurs cadavres, ils se taisent en chœur.

*
* *

GENÈVE. — Au Conseil municipal (8 juillet 1898), la conseiller Christin ayant exigé qu'on publiât la liste des traitements de tous les fonctionnaires, cette proposition radicale a terrorisé l'administration et la presse radicale. Le *Genevois* a dissimulé cette proposition de son compte rendu infidèle. S'il existait un honnête homme parmi les fonctionnaires de tous pays, il exigerait cette publication à partir de 1810. M. Christin n'a pas insisté.

*
* *

Une tentative ou plutôt un commencement de mise à exécution de grève générale du bâtiment vient d'avoir lieu à Genève. Cette tentative *générale* pour le bâtiment seulement n'a pas eu de résultat appréciable pour le prolétariat.

En revanche, au point de vue de l'antagonisme existant à l'état latent entre le « gouvernement ou autorité », elle en a eu un réel.

Dès que le mouvement, purement syndical d'abord, soutenu par le parti ouvrier nuance Guesde ou social-démocrate (tous adversaires des anarchistes au Congrès de Londres), a semblé, entraîné par quelques courageux camarades, vouloir faire acte de révolution, le Conseil d'Etat radical-socialiste a mobilisé la troupe.

L'infanterie d'élite, un bataillon, la landwehr et la cavalerie, aidées de toutes les polices et de toutes les gendarmeries, ont d'abord, sous l'éternel prétexte de protéger la liberté du travail, chargé les grévistes, arrêté les anarchistes, expulsé les étrangers les plus énergiques, enfin rétabli *l'ordre*.

Nous avons là, me semble-t-il, une preuve de plus à l'appui de nos affirmations : c'est qu'un *gouvernement quel qu'il soit*, et le Conseil d'Etat (ou pouvoir exécutif) actuel n'a été nommé que grâce à l'appui des socialistes, ne peut que défendre, et ce par la force armée, les privilèges existants, c'est-à-dire propriété, salariat, autorité.

Au reste, une grève générale du bâtiment n'est, au point de vue *général*, qu'une grève partielle, et comme je crois qu'il faut essayer de profiter de l'expérience acquise, comparons les résultats obtenus dans la lutte économique par les deux dernières grèves qui viennent, dans un laps de temps assez court, d'avoir lieu en Suisse.

L'année dernière, une grève *générale* des chemineaux était déclarée dans le nord-est de la Suisse. Les résultats acquis à côté de ceux de la grève actuelle ont été foudroyants.

— Désarroi général.
— Panique absolue de la bourgeoisie.
— Angoisse et incertitude complètes

Enfin, acceptation par les compagnies de chemins de fer des desiderata des grévistes, celles-ci ayant eu devant la situation pleine d'inconnu qui se révélait la main forcée par les pouvoirs publics.

C'est que cette grève, celle des transports, était réellement, dans *l'état économique actuel*, un arrêt complet dans l'échange, envoi ou réception, de *tout* ce qui constitue la *vie*, un véritable arrêt de la circulation du sang dans un corps.

Celle d'aujourd'hui n'était qu'un incident.

Des patrons manquant momentanément de bras, mais sachant bien que le beau mouvement de solidarité ouvrière qui venait de se produire ne pourrait durer et attendant sans effroi et sans être lésés dans leurs intérêts (la force armée étant là pour les défendre) la fin de la crise.

Certes, et il est juste d'y revenir, il y a eu à propos de la grève actuelle un beau et magnifique mouvement de solidarité de la part des différentes corporations du bâtiment, venant, en déclarant la grève générale, essayer de peser sur les décisions prises par les patrons menuisiers et charpentiers de n'accorder aucune concession à leurs ouvriers, les premiers grévistes et les initiateurs du mouvement.

Malheureusement, résultante inappréciable!

Je conclus donc en croyant pouvoir affirmer que la *seule* grève qui puisse réellement nuire à la classe possédante est celle des *transports* (chemins de fer, bateaux, messageries, etc.).

Au reste, nos politiciens en France le sentent si bien que la loi qui vient d'être votée par le Sénat et envoyée à la Chambre tend à l'interdire.

X.

Italie.

Un dernier mot au camarade Lacchini, lequel se plaint que je n'aie pas bien compris ce qu'il avait intention d'écrire. Bon Dieu! Il écrivait, dans le numéro 10: « Vouloir prêcher à présent la lutte pour les libertés politiques et pour l'action syndicale pure est une tactique utopistique. Mais c'est aussi une tactique réactionnaire. »

Je ne peux pas donner aux mots la signification qu'ils n'ont pas!

Maintenant, pour le camarade Lacchini, « utopistique et réactionnaire », ce n'est plus « la lutte pour la liberté, etc. », mais la « classe ouvrière ». Ecoutez:

« J'ai soutenu que la classe ouvrière italienne était réactionnaire et utopique et qu'elle devait être remplacée par un sérieux travail d'organisation et de préparation révolutionnaires. »

Je ne comprends pas la raison par laquelle « la masse populaire » qui s'était, dans le numéro 10, formé « une conscience révolutionnaire contre les institutions qui nous régissent » soit devenue, dans le numéro 14, « utopique et réactionnaire »; je ne comprends pas la suite logique de cette dernière affirmation, parce que je n'ai jamais connu de révolution de parti. J'avoue, comme on voit, mon ignorance.

Si la « masse populaire » est « utopique et réactionnaire », il faut essayer de la réveiller, en restant toujours à son contact, en tâchant de l'organiser; si elle a « une conscience révolutionnaire », il faut essayer de comprendre ses besoins et ses aspirations et lutter de concert avec elle. Dans tous les cas, il faut se pourvoir de manière que, dans les prochains événements, la « masse populaire » ne soit pas seulement la cible des fusillades de l'armée.

Mais ce qui est certain, c'est que toute action révolutionnaire n'aura d'importance et d'efficacité qu'à cette seule condition: le peuple doit la comprendre et la suivre. Et pour être compris et suivis par le peuple, il faut vivre sa vie de tous les jours, ses douleurs et ses batailles: et pour le réveiller il faut exercer une action constante. Pas seulement crier à la révolution et attendre que la seule action d'un parti, tant forte soit-elle, fasse la révolution. Comme si *les coups d'Etat*, même accomplis par les révolutionnaires, avaient jamais servi à faire quelque chose de socialement important!

NINO SAMAJA (1).

Norvège.

Nous notons l'apparition de deux nouveaux journaux anarchistes norvégiens: *Fridoicsveg* (Le Chemin de la Liberté), publié par Ivar Mortenson à Bergen, et *Anarkisten* (L'Anarchiste), de Kristoffer Hansteen, à Christiania.

(1) Nous insérons cette dernière réponse, mais nous pensons la discussion close ici.

Une traduction de l'excellent roman de Stepniak, *La Carrière d'un Nihiliste (En Nihilist)*, vient d'être publiée en danois à Christiania et Copenhague, avec une préface du grand critique Georg Brandès, qui contient une admirable appréciation de ce roman, trop peu connu en France.

Une jolie traduction de la *Conquête du Pain (Erobringen of Brodet)*, par Martin Nielsen, vient aussi d'être publiée à Bergen, avec une préface très sympathique de Georg Brandès.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

COLONIE LIBERTAIRE. — Au 1er août la souscription pour la colonie libertaire a produit: Total général au 1er juin, 966 fr. 20; reçu par les *Temps-Nouveaux*, 24 fr. 15; directement: Lafage, 5 fr.; Béquerelle, 10 fr.; 6 boîtes de papier à cigarettes « le Cycliste », 15 fr.; souscription de l'*Aurore*, 8 fr. 95; collecte salle du Commerce, conférence Dhorr, 6 fr. 70; total des collectes faites dans diverses réunions par Paul Lacour et Pastour, 25 fr. 40. Soit un total général de 1058 fr. 40.

Nous pensons nous établir près de Méry-sur-Oise, sur une propriété de la ville de Paris d'une contenance de 50 hectares; quoique nous ayons toutes probabilités, nous ne serons exactement fixés qu'à la mi-octobre: d'ici là nous serons dans l'attente.

G. BUTAUD,
4, passage Boiton.

∴

ECOLE LIBERTAIRE. — Reçu par Ardouin: Un camarade, 2 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 4 fr.; Camarade M., 10 fr.; Liste Brebant: V Brebant, 2 fr.; A Brebant, 0 fr. 50; Sarazin, 0 fr. 25; Montel, 0 fr. 50; C Brebant, 0 fr. 25; G. Tournier, 0 fr. 25; Praget, 1 fr.; Campeaux, 0 fr. 50; Charpentier, 0 fr. 50; Lacroix, 0 fr. 50; Guyot, 0 fr. 50. Total: 7 fr. 25; Quête hebdomadaire d'un atelier, 7 fr. 25; Liste Rousseau (mois d'août): V. R., 1 fr.; A. R., 1 fr.; A. A., 1 fr., P. P., 1 fr.; A. P., 1 fr.; J. H., 1 fr.; H. R., 5 fr. Total: 11 fr. — En tout: 41 fr. 50.

Les souscriptions sont reçues chez Ardouin, 86, rue de Cléry.

∴

Un ami désirerait se procurer les nos 16, 18, 22, 42, 46 et 48 de la deuxième année de la *Revolte*, 36 et 40 de la troisième. Adresser les propositions au journal.

∴

Samedi 6 août 1898, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, conférence publique et contradictoire par Henri Dhorr.

Sujet traité: « Religion et Patrie; Nationalisme, Antisémitisme. »

Entrée, 0 fr. 30.

∴

AVIGNON. — Les camarades se rencontrent tous les samedis à 8 h. 1/2 du soir, café-bar du Palais, place de l'Horloge.

∴

BORDEAUX. — Nouveau Groupe. Samedi 6 août, à 8 h. 1/2 du soir, au restaurant Charentais, boulevard Camille-Godard, à la barrière du chemin de fer du Médoc, *au Bouscat*, causerie par le camarade S. et le compagnon Antoine Antignac.

Entrée libre.

Camarades, le groupe anarchiste de Bordeaux va entreprendre une nouvelle série de conférences de quartier et de réunions à la campagne, celles-ci reprises avec plus d'ardeur, les campluchards ayant été négligés.

Il serait bon, pour l'efficace organisation de ces conférences, que les compagnons se vissent plus souvent.

Appel dans ce sens leur est adressé.

ANTOINE ANTIGNAC.

AVIS

A tout nouvel abonné d'un an qui, en plus du prix de son abonnement, nous enverra 10 francs, nous offrons les trois premières années des *Temps Nouveaux*, plus les années 4, 6 et 7 de la *Révolte*.

A ceux de six mois, anciens ou nouveaux, il leur sera envoyé les années 4, 6 et 7 de la *Révolte*, s'ils nous envoient 0 fr. 85, frais d'un colis postal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu:

L'Art et la Révolution, par Richard Wagner; broch., 1 fr., *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, Bruxelles, 51, rue des Eperonniers.

Qu'est-ce que l'art? par Tolstoï; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

A lire:

L'Application des lois d'exception de 1893 et 1894, par Pouget, *Revue Blanche*, 15 juillet.

Plusieurs honneurs, C. Mauclair, *Aurore*, 1er août.

Trop tard, O. Mirbeau, *L'Aurore*, 2 août.

PETITE CORRESPONDANCE

A. D., Beacon. — Bien reçu votre abonnement. Votre lettre s'est croisée avec le numéro qui portait la mention: Votre abon. finit. Voilà la cause.

F., à Grenoble. — Je n'ai jamais expédié d'argent à Broussouloux.

L. M. — L'extrait du *Genevois* n'exprime qu'une opinion. La *boîte aux ordures* doit être réservée aux articles de mauvaise foi.

Régio Almicar, à Lyon. — Inutile d'insérer les âneries de ces gens, mais je vous remercie de nous avoir avertis, nous n'insérerons plus leurs convocations.

D., à Vélines. — Bien reçu l'article. Pas encore lu.

Reçu pour la colonie Butaud: R. F., 5 fr.

Reçu pour l'Ecole libertaire: F., au Mans, 3 fr. — Liste précédente: 369 fr. 75. — Total général: 372 fr. 75.

Reçu pour la Solidarité des Trimardeurs: F., au Mans, 3 fr.

Reçu pour le journal: L. B. I., 0 fr. 50. — A. A., 1 fr.; Rod, 2 fr.; H. R., 4 fr. En tout, 7 fr. — F. au Mans, 4 fr. — Rennes: Liste remise par K., 5 fr. — Un groupe de peintres en décor, 5 fr.

C. T. V., 0 fr. 25; Un barbare, 0 fr. 50; Voudras, 0 fr. 20; Un X., 0 fr. 20; Barbare, 0 fr. 20; N. N., 0 fr. 15; C. Q. T. V., 0 fr. 20; X. X. X., 1 fr.; Un qui court, 0 fr. 25; Elle, 0 fr. 25; Un ventru, 0 fr. 25; V. P., Paris, 5 fr. En tout: 3 fr. 35. — Merci à tous.

W., à Genève. — J. L., à Jemeppes. — M., à Roubaix. — L., à Guerpont. — M., à Chateaumeillant. — C., à Béziers. — L., à Poitiers. — M., à Avignon. — D., à Saint-Quentin. — C., à Reims. — B., à Saint-Victurnien. — R., à Gand. — H., à Vienne. — C., à Fives. — R., à Tournai. — D., à Charleroi. — O. B., à Haine-Saint-Pierre. — N., à Toulouse. — L., à Saint-Jean-du-Pin. — Reçu timbres et mandats.

En vente à nos bureaux:

Groupes E. S. R. I.

Réformes et Révolution	0 20
L'Individu et le Communisme	0.20
Pourquoi nous sommes internationalistes	0.20
Misère et Mortalité	0.20
Les Anarchistes et les Syndicats	0.20

Sous presse:

Le Rôle et les formes de la propagande socialiste, par P. Lavroff (traduit du russe).

Sous presse:

La Morale, par P. Kropotkine	0.15
A mon frère le paysan, par E. Reclus	0.10

AUX AMIS

Une campagne de pression est, en ce moment, menée contre la presse indépendante; nombre de libraires intimidés refusent de prendre nos journaux. Prière à ceux qui s'intéressent à notre propagande de faire la contre-partie, en le réclamant partout où ils ne le verront pas en vente.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Avignon

Chez Laget, 78, rue des Infirmiers. — Le vendeur porte à domicile.

à Limoges

Kiosque place Denis Dussoubs.
— place Jourdan.

Le Gérant: DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 16 DIX CENTIMES DU 13 AU 19 AOUT 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

NOS DÉPOSITAIRES

sont priés de prendre en note qu'ils auront à nous retourner les images invendues de la semaine passée lors du prochain règlement.

ABSURDE INDIFFÉRENCE

Il est des gens qui ont une singulière façon d'être révolutionnaires. A les entendre, ils n'ont pas de plus vif désir que de voir culbuter le monde actuel, anéantir toutes ses institutions, écrabouiller même au besoin quiconque s'opposerait à cette destruction, désir qu'ils ne manquent pas d'exhaler à toute occasion en des discours agrémentés çà et là de violences intentionnelles, destinées à provoquer les applaudissements des badauds.

Mais quand une de ces institutions abhorrées branle dans le manche, quand cette bourgeoisie tant vitupérée — pour la frime — s'applique de son mieux à replâtrer l'édifice, à boucher les lézardes, ces croquemitaines irréconciliables se détournent en sifflotant et déclarent négligemment que « ça ne les regarde pas ! »

Il paraît que la lutte ouverte aujourd'hui entre le despotisme militaire, les forces judiciaires et législatives qui le soutiennent d'une part et, d'autre part, tout ce que la société comprend d'hommes soucieux de leur indépendance, de leur dignité et désireux de l'affranchissement de tous, ne doit avoir aucun intérêt pour le prolétariat. C'est M. Jules Guesde qui l'affirme, et, avec lui, tout son état-major chevelu.

Le prolétariat n'a rien à voir dans cette mise à nu de toutes les turpitudes manigancées dans l'ombre par cette dictature occulte que depuis vingt-huit ans on nous impose sous prétexte de revanche, de patriotisme, etc. Il sait pourtant ce qu'il doit attendre du pouvoir militaire, le prolétariat ! Le père du ministre actuel de la guerre le lui a signifié en 1848; d'autres se sont, depuis, chargés d'éclairer encore mieux sa religion. C'est à coups de canon, de mitrailleuse qu'il examine les revendications prolétariennes. Et quand une agitation naît, qui peut avoir pour effet, qui aura certainement pour effet d'amoindrir dans l'esprit des masses le sot respect de la force armée, et partant de restreindre sa puissance, il est de prétendus révolutionnaires qui viennent déclarer que le prolétariat n'a rien à y voir ! Est-ce aveuglement ou mauvaise foi ? Est-ce stupidité ou calcul à longue portée ?

MM. les guesdistes — dont le parti est une véritable boîte à surprise — ne voient en tous les incidents qui se produisent depuis dix mois qu'une seule chose : il s'agit d'un officier, individu d'origine bourgeoise et éventuel fusilleur du peuple; il nous importe peu qu'il soit ou non condamné injustement.

D'abord, le raisonnement manque quelque peu de sens philosophique; car, si aujourd'hui c'est un officier, hier et demain, c'était et ce sera des centaines d'ouvriers sur lesquels pèse et pèsera le poids de l'arbitraire, et dans tous les cas, il est du devoir des amis de la justice de s'élever contre l'arbitraire, quelle qu'en soit la victime.

De plus, il n'y a pas, dans toute cette agitation, que le cas particulier de Dreyfus. L'État-major, représentant officiel du pouvoir militaire, a posé dans cette affaire la question de confiance; il en fait même une question d'existence. « Ou vous vous en rapporterez aveuglément à nous, ou nous nous en irons, laissant l'armée sans chefs, la nation sans armée et exposée à une boucherie générale. »

Cette menace d'abdication de la dictature militaire, cette perspective d'un commencement d'affranchissement par l'effondrement, dans les bas-fonds du Guignol, de ces pantins chamarrés, oppresseurs et fusilleurs du peuple, n'intéresserait nullement celui-ci ? Comment ! le militarisme, qui nous écrase, jette le gant, nous convie à la lutte, et des « révolutionnaires » se dérobent, parce que « ça ne les regarde pas ! » Accessoire, l'affaire Dreyfus ? C'est possible ! Mais c'est que ses conséquences ne le sont pas du tout ! La situation est bien franchement révolutionnaire; c'est une idole qui chancelle, et l'idole la plus hideuse, la plus criminelle qui ait jamais existé : l'idole militaire. Devrons-nous la laisser choir toute seule ?

Ce qui vous inquiète, c'est de voir de ce côté-ci des bourgeois, des Trarieux, auteur d'une loi infâme, des Scheurer-Kestner, industriel exploiteur d'ouvriers, des Yves Guyot, des Reinach, ennemis déclarés du peuple. N'ayez crainte ! Ceux-ci ne comprennent pas et, quand ils comprendront, nous les verrons passer de l'autre côté. Comme vous, ils ne voient que l'accessoire de l'affaire. L'essentiel, les conséquences révolutionnaires leur échappent. Méline ne fut-il pas de la Commune? Il a *compris depuis* !...

Dans tout mouvement révolutionnaire, il arrive qu'au début des bourgeois, des conservateurs agissent de concert avec les révolutionnaires, parce que leur courte vue ne leur en laisse apercevoir que de minuscules détails. Aussitôt que l'importance du mouvement leur apparaît, ils ne sont pas longs à se retirer ou *même* à se retourner contre leurs alliés de la veille. Il en est ainsi parce que toujours une révolution s'ouvre sur des incidents particuliers. Plus tard l'agitation se généralise et prend son vrai caractère. Qu'importait au prolétariat, en 1871, le maintien de quelques canons sur la butte Montmartre? De cet incident particulier est née la Commune.

Comprenez donc que la Révolution, dont vous vous dites partisans, surgira sans avoir l'obligeance de nous prévenir. Elle ne se fera pas précéder d'une pancarte portant le détail de ses caractères, de ses conséquences et de son issue. C'est aux sincères révolutionnaires qu'il appartient de donner aux incidents de chaque jour les caractères et, si possible, les conséquences et le résultat d'une vraie révolution sociale.

Rien de ce qui peut devenir révolutionnaire ne doit être indifférent à qui souhaite la Révolution.

ANDRÉ GIRARD.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

POUR D'ANCIENS DÉCORÉS

Quelques-uns ont rendu leur croix.

Le gouvernement fit répondre, il est vrai, que *c'était impossible*. On ne lave pas la tache rouge. Cela se comprend. Plus on marque de gens à son chiffre, mieux on est sûr d'être bien servi. Plus on met de monde dans son affaire, plus elle a chance de réussir. Pour n'avoir pas à redouter, il faut corrompre. L'entreprise gouvernementale observe cette règle de bonne politique. Rien à dire. Sur le livre des décorés comme sur celui des filles en carte on n'aime pas les ratures.

Le soufflet n'aura pas moins laissé sa trace et l'acte gardé toute sa valeur.

Or l'acte n'est pas banal.

Les mains tremblantes et les yeux troubles, les petits hommes de ce temps espèrent tout du Pouvoir, implorent tout, acceptent tout... et gardent tout. Aux uns ce sont des coups de fusil qui pleuvent d'en haut, aux autres des rubans. Mais rubans ni coups de fusil on ne sait rien rendre.

Pour avoir su rendre quelque chose, MM. de Pressensé, Barbier et Bouchor sont en passe de devenir des héros.

L'héroïsme affaire de rubans, voilà qui n'est guère flatteur, je sais bien, pour la moyenne de nos mentalités et de nos énergies. Mais, baste ! ne chicanons pas et remercions tout de même MM. de Pressensé, Barbier et Bouchor d'avoir voulu nous faire un peu plus respirable l'air social. Assez d'autres l'empuantissent.

Seulement, vous qui n'étiez pas des décorés comme tout le monde, puisque vous avez su rendre votre croix, dites-nous donc comment vous avez pu l'endurer si longtemps et surtout la demander. Oui, comment n'avez-vous pas compris plus tôt qu'en acceptant quoi que ce soit du pouvoir, on endosse une part des griefs qu'il porte et des haines qu'il mérite ?

« Je ne veux plus promener l'emblème du mépris de la légalité et de la violation des principes de 1789. » Très bien, M. de Pressensé. Mais c'est de bien autre chose que votre petit

chiffon rouge était encore l'emblème. Sa couleur est symbolique de tout le sang qui reste aux mains des « mauvais bergers », le sang des soldats qui crèvent, sans utilité, dans les guerres lointaines, le sang des meurt-de-faim qui se suicident, le sang des guillotinés qui portent la peine de la société menteuse à son devoir. Et je ne parle pas des forfaits moindres, des menues injustices, des petits mensonges, des trafics et des intrigues, des lâchetés et des vols. Car la liste est longue où vient de s'ajouter l'affaire Dreyfus. Or c'est dans tout cela qu'un jour vous vous êtes mis en tête de réclamer votre part! Sentez-vous au moins de quel poids vous avez libéré votre conscience?

En faisant rougir votre boutonnière, vous ne pensiez pas à cela, je sais bien, ni à d'autres choses encore.

Car il y a autre chose.

Etre décoré. Se distinguer de la foule par une marque extérieure, pour beaucoup de gens c'est simplement ridicule. A mon sens, il se cache là derrière quelque chose de plus grave, quelque chose d'antisocial, d'antihumain.

Je ne sais pas si vous allez me comprendre. Mais en cette prétention, je vois comme un mépris de la solidarité humaine, une incompréhension de l'effort commun de toute société vers un même but.

« J'avais fait ceci, direz-vous, j'avais fait cela. Voici mes travaux, voici mes titres. » J'entends bien. Car pensez-vous que je vous tiendrais pareil langage si vous n'étiez pas de ceux dont la décoration fut méritée. J'entends bien et je vous dis : Précisément parce que vous aviez *mérité* une distinction, l'*avoir méritée* eût dû vous suffire.

Comment! vous avez accompli une œuvre, pris une part active au labeur social, et le dégoût de vos compagnons de travail a pu vous venir jusqu'à ne plus vouloir rester avec eux! Voilà précisément l'inexplicable.

Vous aviez honte de la foule. Vous ne vouliez plus en être. Et cela parce que vous aviez produit quelque chose d'utile ou de beau. Mais il est dans la foule justement, dans la foule anonyme et solidaire, le secret de toute production. Et vous n'auriez rien fait vous-mêmes sans l'atmosphère chaude de travail entretenue par la masse des laborieux, sans l'aide de ceux qui peinaient autour de vous et pour vous — comme vous pour eux, — sans l'effort des silencieux et des ignorés, des sans nom et des sans-gloire, de tous ceux, en un mot, avec qui vous ne vouliez même pas que le passant pût vous confondre!

Refuser l'insigne honorifique qui isole des plus modestes ou des moins doués, c'est leur rendre un peu de ce qu'ils nous donnèrent eux-mêmes. Et c'est surtout un acte de confiance en l'énergie sociale qui éclate là aujourd'hui, ici demain, inépuisable, et sans qu'il soit besoin de marquer, comme des prodiges, les rameaux élus par la sève et mieux venus. Ne pas vouloir de récompense, bien qu'on se sache plus utile ou mieux agissant, cela proclame, en outre, le devoir pour chacun de donner selon ses forces et sans compter.

Je ne sais si je me trompe, mais je vois ici la raison de l'estime spéciale, de l'admiration émue acquise, dans tous les âges, aux grands hommes qui surent mépriser les distinctions extérieures, ou encore rentrer dans l'ombre après avoir brillé, revenir au sein de la foule après s'être tirés hors de pair.

Les hommes de cette trempe, trop rares, hélas! donnèrent ainsi et donnent encore à l'humanité le plus éclatant témoignage d'amour. Et parmi les histoires, l'humanité leur en garde une reconnaissance éternelle.

Ils nous proposent aussi un enseignement dont on n'eut jamais besoin comme aujourd'hui : c'est de chercher en nos actes eux-mêmes leur récompense. Agir en vue d'autre chose que ce que l'on fait — honneurs ou richesses — voilà d'où procède toute notre misère actuelle. C'est la cause de l'irrationnalisme, du désordre et de la laideur et de la paresse de ce temps.

La tradition des bouts de rubans, titres, diplômes et autres colifichets entretient le mal à plaisir et l'éternise. A cette tradition ayons donc le courage de mettre fin. Guérissons-nous des vaines distinctions, satisfactions puériles et à côté qui nous masquent le vrai sens de la vie. Habituons-nous à n'agir que pour la seule joie et l'utilité de l'acte. Alors nous serons bien près d'entrer en la Cité Nouvelle.

CHARLES-ALBERT.

LA RÉACTION ITALIENNE

Les gouvernants italiens continuent à montrer une férocité de plus en plus grande dans la réaction. L'armée du roi, qui, dans le mois de mai, s'était vengée d'Adouah sur le peuple italien affamé et désorganisé, distribue maintenant les condamnations aux auteurs des émeutes et aux révolutionnaires. Juges et parties, ils ont organisé une piteuse comédie de justice; après leur guerre courageuse contre des gens sans armes, ils savent appliquer le code — leur code militaire — et ils condamnent avec une insouciance de grands seigneurs leurs victimes à des siècles de réclusion.

Comme dans les conseils de guerre les accusés ne peuvent que confirmer ou infirmer les faits qu'on leur impute, ils ne peuvent se défendre des intentions plus ou moins honnêtes qu'on leur prête; les défenseurs, des officiers qui ont participé à la répression, plaident *pro forma*, parce qu'ils ne savent rien du droit et qu'ils défendent leur intérêt. Dans le procès des journalistes de Milan, certains défenseurs ont pris, de l'avis du général Bava, leur rôle trop au sérieux et ont dit de dangereuses vérités sur les causes des émeutes et sur la réaction : ils ont été punis peu de jours après. Il y a quelque temps, un autre officier défendait certains ouvriers à Milan; ils étaient accusés de rébellion par deux mouchards; dans sa plaidoirie, le défenseur militaire commençait à discuter la moralité des témoins, quand, par ordre du président du tribunal, son supérieur, il dut abandonner cet argument.

On ne se préoccupe pas de sauver les apparences, et les officiers qui plaident avec conscience pour les accusés sont peu nombreux.

∴

Le premier de ce mois, les députés Filipo, Turati, de Andreis ont été condamnés par le conseil de guerre de Milan sous l'accusation d'avoir excité à la haine de classe, à la guerre civile, etc. L'accusation première de complot en vue de la révolte de Milan était si dépourvue de vraisemblance, que les policiers italiens ont dû malgré eux y renoncer. Elle se basait sur une lettre anonyme, envoyée de Florence à Milan, quand les émeutes italiennes étaient finies, et dans laquelle on parlait de révolte, d'armes, etc.; certains mots de la lettre étaient en chiffres, mais — chose bien étrange! — elle contenait en toutes lettres les noms de certaines personnes... déjà arrêtées. Bref, un policier de Florence avait écrit une lettre fausse pour créer un complot imaginaire.

Contre l'injustice de cette condamnation, contre cette lâche vengeance du gouvernement italien mille autres faits s'élèvent. Le député Turati — par exemple — a ouvertement prêché le calme le premier jour des émeutes de Milan; et cette action était la conséquence logique d'une conviction honnête, qu'il avait depuis quelques années et qu'il prêchait sans se cacher. Turati ne croit pas à l'efficacité des émeutes et des moyens révolutionnaires, il ne croit pas utile de canaliser le mécontentement populaire en une action révolutionnaire pour débarrasser l'Italie de toutes les survivances (monarchie, bureaucratie, militarisme, etc.) qui empêchent le libre développement du pays en un état social moins misérable et plus civilisé; il a toujours prêché la conquête électorale des pouvoirs politiques et, conséquent avec ses idées, il a conseillé aux ouvriers de Milan de se tenir tranquilles. Eh bien, c'est à lui et à ses camarades que le gouvernement italien impute la responsabilité des troubles.

Pour accomplir cette triste besogne de réaction, il ne suffisait pas des conseils de guerre et de l'état de siège; les tribunaux correctionnels s'en chargent aussi et le Parlement, avant de prendre ses vacances, a voté la loi de relégation (*domicilio coatto*) pour les révolutionnaires italiens.

Dans ses origines, le *domicilio coatto* impliquait simplement le domicile obligatoire dans une ville du royaume. Il était sans doute injuste, parce qu'il était appliqué, non comme châtiment de quelque crime commis, mais à ceux qui avaient déjà expié un certain nombre de crimes. C'était le *bis in idem* dans la législation pénale.

Mais, comme les lois ne sont jamais appliquées que dans l'intérêt des gouvernants, on a interné les *coatti* dans des îles, où ils restent plusieurs années sans travail, séparés de tout contact avec le monde civilisé. Les directeurs des colonies *coattive*, M. Beltrani-Scalia, ancien directeur général des prisons, ont appelé le *domicilio coatto* « l'école du crime »; Mme Jessie Wite Mario publia l'année dernière une épouvantable description de ces îles et de la condition des *coatti*... C'est là-bas que M. Crispi a envoyé les anarchistes et les révolutionnaires italiens.

Mais cela ne suffisait plus et maintenant on envoie les *coatti* en *Assab* (Afrique), où le climat torride et une répression féroce arriveront à les supprimer. Le manque de contrôle, l'immense éloignement assurent le silence sur les assassinats commis par les geôliers; et l'on a déjà commencé. C'est une dépêche officielle qui nous le dit : « La première expédition de *coatti* (200) s'étant révoltée à son arrivée à Assab, la troupe a dompté la révolte. » Combien de morts?

Il faut avoir vu les expéditions des *coatti*, que l'on tient individuellement en respect avec les menottes et qui sont liés l'un à l'autre au moyen de longues chaînes, pour comprendre qu'on a lâchement assassiné des gens qui ne pouvaient répondre même avec les mains aux balles des fusils.

Et l'impunité la plus absolue est assurée aux policiers assassins.

L'opinion publique avait imposé, l'année dernière, au gouvernement de poursuivre les policiers qui avaient assassiné dans la prison de Rome l'anarchiste Romeo Frezzi, et le commissaire Festa qui avait tué à Gênes le détenu Forno; et l'instruction avait été commencée. Maintenant, dans cette période de terreur blanche, les juges de Rome ont acquitté en chambre de conseil les assassins de Frezzi, et le gouvernement a fait donner la liberté provisoire à M. Festa, qui avait été déjà renvoyé en cour d'assises par le tribunal de Gênes.

Et tous les crimes ne sont pas connus, et les perquisitions et les arrestations arbitraires, les violences des policiers sont devenues comme habituelles dans l'heureux royaume d'Italie.

N. S.

Le Mouvement ouvrier

A plusieurs reprises, j'ai exprimé ici même mes craintes et mes espérances à propos de la grève générale des ouvriers des chemins de fer. Dans l'espoir de s'attirer les sympathies du public, et en réponse à une campagne favorisée par les compagnies, le syndicat vient de faire afficher un manifeste qui, en réalité, a plutôt l'air d'une reculade.

Je cite : « *Nous déclarons formellement que nous ne* « *désirons pas la grève;* ce que nous voulons, c'est

« défendre, par tous les moyens que la loi met à « notre disposition, les intérêts qui nous sont con- « fiés par nos camarades. »

Plus loin : « *Nous osons croire encore à la possibilité* « *d'une entente*, et, si les Compagnies qui, pas plus « que nous, ne doivent désirer la grève, veulent « éviter un conflit, elles n'ont qu'à accomplir quel- « ques réformes sérieuses.

« Nous avons reçu le mandat de donner le signal « de l'arrêt du travail, *si nous y sommes contraints;* « nous avons, en conséquence, le devoir impérieux « de ne pas engager la corporation à la légère dans « un conflit que nous aurons tout fait pour éviter.

« Si les travailleurs des chemins de fer sont obli- « gés de *subir* la grève, le public saura juger *de* « *quel côté sont les responsabilités.* »

Dans les circonstances présentes, c'est un recul que ce manque de confiance en soi-même. En général, au moment d'engager une action, l'on n'a rien à gagner à en affaiblir la portée. Souvent, l'énergie et la décision décident de la victoire. En publiant ce manifeste, le syndicat des chemins de fer, au lieu de donner confiance à ses membres encore hésitants, tend plutôt à les décourager complètement. Cela est regrettable. Certes il ne m'est jamais venu à l'idée de croire que, même en cas de réussite, la condition d'exploités des ouvriers de chemins de fer aura changé d'un iota; mais, par le nombre d'ouvriers qu'elle met en mouvement, par les conséquences indirectes qui peuvent en résulter : arrêt des transports et, conséquemment, manque de vivres, de charbon dans les grands centres; la vie sociale un moment suspendue, il est difficile de prévoir les résultats d'une telle action. Mais ça manque d'hommes et surtout d'idées.

***

Le dépôt sur le bureau de la Chambre d'un projet de loi tendant à restreindre, à annihiler les libertés syndicales continue à occuper le monde ouvrier. Une grande réunion a eu lieu jeudi dernier à la Bourse du travail. Des protestations contre le projet de loi Trarieux émanant de tous les points de la France ont été lues à la tribune, une active propagande est faite partout, et, si les travailleurs y sont acculés, la grève générale adoptée par tous les membres présents pourrait bien en résulter.

***

La grève des tisseuses de Rouen continue; sages et résignées, les grévistes continuent à attendre le bon vouloir de MM. les patrons. Des réunions s'organisent pour venir en aide aux grévistes.

A signaler encore : la grève des maçons de Parthenay, qui réclament une augmentation de salaire; des ouvriers chanfreineurs des chantiers Dubigeon, à Chatenay (Nantes), qui réclament une augmentation de salaire de 0 fr. 25 par jour; la grève des mineurs de Faymoreau (Vendée). Le sous-préfet, accompagné de gendarmes, est sur les lieux. Les grévistes sont calmes, disent les dépêches.

Après huit jours de grève, les ouvriers et ouvrières du tissage Cane et Cie, à Fives-Lille, ont obtenu quelques petites améliorations; le travail a été repris, à la plus grande joie des patrons.

Il règne en ce moment une certaine agitation parmi les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, provoquée par la question des salaires. Pendant ce temps-là, Basly se balade à un congrès de mineurs à Vienne (Autriche). J'aurai l'occasion de reparler de ce congrès la semaine prochaine.

Les métallurgistes de Fourchambault, au nombre de 750, viennent de se mettre en grève : il y a là, paraît-il, un syndicat qui gêne quelque peu le patron, un nommé Magnard. Celui-ci ayant mis à la porte quelques-uns des plus militants, tous les autres ouvriers se sont solidarisés avec eux. Les esprits sont montés, disent les dépêches. Tant mieux! disons-nous.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — Les stratèges éminents qui tiennent suspendues à leurs aiguillettes les destinées de la France ont renoncé à la boucherie promise dernièrement par de Pellieux. Ils estiment que les fièvres, qui ont fait merveille à Madagascar, valent infiniment mieux. On annonce de tous côtés des épidémies de fièvre typhoïde, de dysenterie qui remplacent avantageusement les saignées nécessaires préconisées par de Moltke.

A Bordeaux, c'est la fièvre typhoïde qui sévit sur le 57e de ligne. A Angoulême et à Bourges, c'est la dysenterie.

La cause doit encore, sans doute, en être attribuée à l'eau, à cette eau ennemie de l'honneur de l'armée, qui n'étend ses mauvais effets que sur les militaires et épargne les civils.

Qu'attend le ministre de la guerre pour sévir contre elle?

***

Le nommé L..., cavalier au 10e hussards, à Bordeaux, qui avait été puni de quinze jours de prison pour faute dans le service, a été trouvé pendu dans la cellule où il avait été enfermé.

***

On lit dans le *Petit Marseillais* le récit suivant des exploits d'un adjudant :

« L'adjudant Grenouiller aurait fait faire aux hommes punis les exercices les plus fatigants, tels que mouvements tournez à droite, jusqu'à ce que les malheureux soldats soient absolument exténués; l'un d'entre eux, nommé Tardi, ayant refusé de marcher, l'adjudant lui aurait fait lire l'article du code militaire concernant le refus d'obéissance. Tardi continua à marcher; puis, n'en pouvant plus, il tomba à terre et fut conduit à l'infirmerie dans un état alarmant.

« On cite encore un autre fait qui démontre combien ce sous-officier méritait peu la confiance que ses chefs avaient en lui. Ces jours derniers, il avait fait ramasser dans la cour du quartier de la nouvelle caserne toutes les pierres qu'il avait pu trouver; il en fit faire un tas et, dans l'après-midi, alors que le soleil dardait ses rayons les plus ardents, il avait fait extraire des locaux disciplinaires les hommes punis et leur avait fait prendre la position du tireur à genoux sur les cailloux, qu'il avait fait disposer de façon que les hommes se meurtrissent les genoux.

« Ajoutons que ce sous-officier avait fait placer ces soldats la face au soleil. »

***

Paris. — Annonçons l'apparition du *Pot-à-Colle*, organe des ouvriers menuisiers et du meuble.

Tout en s'occupant des choses de la corporation, le *Pot-à-Colle* mènera la propagande de l'idée. Bonne chance et souhaits cordiaux de bienvenue à ce nouveau camarade de lutte.

Angleterre.

A Liverpool vient de paraître le premier numéro d'un journal qui a pour titre *La Libre Parole*. Les idées qui y sont exposées ne sont pas précisément celles de M. Drumont; c'est un journal anarchiste, en jargon juif, organe des ouvriers juifs de Russie à Liverpool. Lutter contre toute idée de patrie, de nationalité, de religion, prêcher la révolte à ceux qui souffrent, indiquer aux parias de notre régime social et économique les causes du mal dont ils se meurent, réveiller les consciences et les énergies endormies, travailler en un mot à l'avènement de la révolution sociale, voilà le but qu'il se propose, voilà son programme. Bonne chance, camarades! Avec vous nous crions : « En avant pour la lutte et la victoire! »

Italie.

Ustica, 1er août. — Nous avons donc les lois exceptionnelles. La monarchie n'a pas eu confiance dans l'arbitraire de son gouvernement. Le nouveau ministère, guidé par le panaché Pelloux, s'est hâté de représenter à la Chambre tous les projets réactionnaires qui abîmèrent le farouche imbécile di Rudini. Et les députés ont contenté la dynastie en danger en approuvant le rappel de la loi du 24 juillet 1894, dont, par surcroît d'hypocrisie, on a rayé l'article 3. En vertu de cet article, les non-censurés aussi pouvaient être frappés par la loi. Comme compensation, on a modifié l'article premier de manière à pouvoir justifier les abus les plus manifestes. D'ailleurs, après les condamnations innombrables des tribunaux de guerre, il n'était pas absolument nécessaire de voter l'article 3. Au contraire, c'était faire de bonne politique que de se montrer *généreux*. Les magistrats en képi, en poursuivant et en condamnant les *subversifs*, ont eu le soin d'indiquer à l'avance aux sbires savoyards tous ceux que l'omission de l'article 3 aurait dû rassurer.

Cependant la police n'a pas perdu son temps. Jusqu'à présent, c'est-à-dire peu de jours après que les lois scélérates ont été remises en vigueur, 269 propositions d'assignation au domicile forcé ont été présentées au ministère. C'est le signal de la désolation pour des centaines de familles.

***

Ainsi, dans la réaction qui nous presse de tout côté, il ne nous reste, désormais, d'autre ressource que la propagande clandestine. Atteindra-t-on le but? Il faut, je crois, non seulement l'espérer, mais y avoir confiance. Il est temps d'agir silencieusement et de réunir nos forces secrètement, tout en évitant la possibilité de se compromettre. Les camarades libres, malgré les arrestations et les condamnations nombreuses, sont toujours nombreux. C'est à eux d'organiser la tâche et de préparer la régénération de notre parti et notre avenir. Ils n'ont rien à craindre s'ils agissent beaucoup en parlant peu. La règle de conduite, à cette heure, se résume dans le simple et court mot d'ordre : Action.

***

Si je voulais vous envoyer la liste des condamnés de la magistrature galonnée, je n'en finirais plus. Pour vous donner une idée simplement de l'énormité des condamnations prononcées par nos soudards, il suffira de vous dire que le député socialiste Bondani a été condamné à *seize* ans de réclusion et notre camarade Gori à *huit* ans : tous deux par contumace. Quand on lèvera l'état de siège, nous chercherons à calculer exactement les siècles de prison que l'armée a infligés et inflige encore pour rassurer les bourgeois. Nous montrerons qu'elle sait bien non seulement *viser* les miséreux, mais encore se venger de ceux qui, échappant aux balles, ont diminué son mérite d'assassin.

***

Il y a quelques années, je m'occupais des sévices commis dans la prison judiciaire de Foggia, où un enfant mourut de peur (1). Maintenant, j'apprends par les journaux de cette ville là que les tortures sont à l'ordre du jour et que cette fois encore les autorités rient au nez de ceux qui dénoncent ces infamies.

***

A la liste des *coatti politici* il faut ajouter les camarades Gino Alari, oublié dans ma dernière correspondance, et Feroci, Falorni et Fioravanti, arrivés depuis quelques semaines. Ils sont tous ici.

Roberto d'Angiò.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les camarades Flaustier et Cathala, qui écrivirent jadis à Roberto d'Angiò, sont priés de lui envoyer leurs adresses. Même prière au camarade Asdrubale M., de Londres. — C'est urgent.

***

Grande réunion publique organisée par le journal *Le Pot-à-Colle*, samedi 13 août, à 8 h. 1/2 précises, salle des Tableaux, 102, rue d'Avron.

Ordre du jour : « L'avilissement des salaires, la Grève générale et la Révolution sociale. »

Orateurs inscrits : Tortelier, Butaud, Sadrin.

Entrée : 0 fr. 25.

***

Vient de paraître le deuxième numéro du *Pot-à-Colle*, organe révolutionnaire corporatif des ouvriers de l'ameublement.

Sommaire : Aux travailleurs du meuble. — Au fer rouge. — Les Insoumis. — Coups de riflard. — Histoire du meuble. — Mouvement social.

Le numéro : 5 centimes.

Administration : 9, cité Prost, Paris.

(1) Voir les *Temps Nouveaux*, n° 22, 2e année.

* * *

L'École de vacances. — Les enfants dont les parents ont souscrit à notre projet de vacances — au nombre d'une douzaine environ, tant garçons que fillettes — partiront lundi matin pour une localité qui se trouve tout près de la mer, à la limite de la Bretagne et de la Normandie, dans la baie du Mont-Saint-Michel.

Ils partiront accompagnés des camarades Degalvès et Janvion, professeurs, qui se remplaceront à tour de rôle, et d'une compagne, institutrice.

* * *

Le prix convenu pour le local, quatre pièces et une cuisine, frais de ménage compris, est de 90 francs par mois.

Quant à la nourriture, elle est, dans cette région, d'une très grande modicité de prix.

Voici le prix moyen qui nous a été fait pour les vivres, première qualité :

La paire de poulets	3 fr. 50
Lapin	1 fr. 25
Cidre	0 fr. 20 le litre.
Beurre frais..............	1 fr. » la livre.
Viande de bœuf........	0 fr. 80 —
— mouton	1 fr. » —
— veau.........	0 fr. 80 —
Pain	0 fr. 20 —
Œufs	0 fr. 60 la douzaine.

De sorte que pour la *moyenne minima de douze enfants*, la somme de 1 franc par jour demandée est suffisante et les fonds de l'école resteront, bien entendu, intacts et affectés à leur intégrale destination.

Nous prions les parents dont nous avons reçu les adhésions d'envoyer immédiatement les fonds, une quinzaine d'avance tout au moins, à Ardouin, 86, rue de Cléry.

Nous les invitons également à fournir à leurs enfants, avant leur départ, une paire de chaussures caoutchouc-toile (2 fr. 95) pour la grève et la casquette ou le béret de préférence au chapeau.

Les intempéries assez fréquentes dans cette partie de la région nous obligent à les prévenir également de les précautionner de vêtements aussi chauds et confortables que possible.

L'heure du rendez-vous pour le départ sera fixée dans quelques jours par lettre particulière adressée à chacun des parents qui ont adhéré à notre proposition.

* * *

Le rôle du professeur, dans cette expérience délicate, sera de s'appliquer à coordonner avec soin et graduellement *les éléments moraux un peu hétérogènes et chaotiques qu'apporteront avec eux les enfants certainement imbus des préjugés autoritaires et orthodoxes, inculqués encore la veille dans les écoles de l'État.*

Il devra éviter, avec le plus grand soin, les à-coups inévitables que produirait le passage trop brusque de l'ancienne manière, autoritaire, fermée, étroite, à la nouvelle, plus large, plus libre, en conformité avec les aspirations libertaires.

Il procédera par un processus d'ailleurs fourni par le tempérament particulier de chaque enfant, en commentant *avec tout le développement désirable* toutes réflexions, explications ou observations, adressées aux enfants.

Cet enseignement de vacances, en pleine nature, à l'air vivifiant de la campagne, devra surtout être envisagé au point de vue *positif* et *eurythmique*.

Avec un peu de doigté, de tact et de sûreté de touche professionnelle, cette première expérience pourra nous fournir les éléments partiels indispensables à la consolidation totale et définitive de notre œuvre.

Le groupe de l'École libertaire.

* * *

Perpignan. — Les camarades de la ville et de la campagne se rencontrent, provisoirement, tous les soirs, au *bar du Marché-Neuf.*

* * *

Liège. — Les camarades anarchistes du pays de Liège sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le 15 courant, à 6 h. du soir, au Cheval Blanc, place du Marché, Liège. — Urgence.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Lettres d'un innocent (Capitaine A. Dreyfus), une broch., 1 fr., chez Stock.

Çà et là, par Th. Fontenay ; un vol., 3 fr., à la *Société libre d'édition des gens de lettres*, 30, rue Laffitte.

Dictionnaire de Maurice La Châtre, huitième livraison, 0 fr. 60, 11, rue Bertin-Poirée.

A lire :

Deux rosettes, par U. Gohier, *L'Aurore*, 9 août.

A voir :

Paris l'été, dessin de Steinlen, *Petit Bleu*, 6 août.

AUX CAMARADES

Notre image, *Chauvinard*, est en vente dans nos bureaux : 0 fr. 10 l'exemp. ; 0 fr. 15 par la poste, 7 fr. le cent.

Pour les collectionneurs, nous avons fait faire un tirage plus soigné que nous laissons à 0 fr. 50 ; par la poste, 0 fr. 60.

PETITE CORRESPONDANCE

P. A., à Angers. — *A mon frère le paysan* ne sera pas prêt avant cinq ou six semaines.

B. P., à Genève. — Il y a des années que je n'ai plus eu de nouvelles du camarade Ravel. — Merci pour la correspondance sur les événements de là-bas, ainsi qu'aux divers correspondants dont nous n'avons pas inséré les lettres, pour le seul motif qu'elles faisaient double emploi avec celles insérées.

N. G., à Malines. — Reçu les 4 fr. 20 du *Libertaire.*

B., au Havre. — Demandez directement à l'administration de l'*Humanité Nouvelle* ; les *Imprécations* d'Odin ; vous avez le prix sur la couverture.

Libre Parole, à Liverpool. — Voulez-vous faire le service à la *Bibliothèque Juive de Paris*, 35 *bis*, rue du Roi-de-Sicile ?

T., à Bordeaux. — Steinlen et Willette nous avaient fermement promis chacun une lithographie ; seulement, paraît-il, promettre et tenir ça fait deux.

L. B. I. — Un peu de patience. Il faut que je me renseigne moi-même.

Claeys, à Lille. — La *Bibliothèque des Temps Nouveaux* : veuillez demander ces brochures directement à Hautstont, 51, rue des Éperonniers, à Bruxelles.

Reçu pour l'aide aux Trimardeurs : Le Breton du Jardin des Plantes, 0 fr. 50.

Reçu pour les détenus : L. G., 0 fr. 50.

Reçu pour l'École libertaire : D., à Vélizes, 0 fr. 50. — A. C., à Brooklyn, 2 fr. — Le Breton du Jardin des Plantes, 0 fr. 50. — Ther., 0 fr. 50. — Rab., 0 fr. 25.

Reçu pour le journal : D., à Vélizes, 0 fr. 50. — S. P., à Bordeaux, 0 fr. 55. — Alger, par N., 0 fr. 50. — Le Breton du Jardin des Plantes, 1 fr. — Ther., 0 fr. 50. — Rab., 0 fr. 25. — *Pour le journal* : 10 fr. — L. B. I., 0 fr. 50. — P., à Marseille, sur souscription à venir, 5 fr. — Merci à tous.

B., à Liège. — H., à Angers. — M., à Troyes. — G., à Londres. — Agence, Genève. — D., à La Haye-Descartes. — V., à Marseille. — J., à Darnetal. — S., à Amiens. — V., à Saint-Nazaire-en-Royan. — Agence, Lausanne. — B., à Agen. — C., à Lisbonne. — C., à Genève. — G. P., à Piverolo. — N., à Rio-de-Janeiro. — E., à Montpellier. — F., à Munich. — B., à Chalon-sur-Saône. — B., à Narbonne. — Séverin. — A. T., à Paris. — M., à Roubaix. — V., à Nîmes. — R., à Roanne. — C., à Marseille. — D., à Montreuil. — B., à Saint-Marcellin. — Reçu timbres et mandats.

COLLECTIONS DE 30 LITHOGRAPHIES

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant,** *par X.* — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Willaume.* — **Les Errants,** *par Rysselbergh.* — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann Paul.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40 ; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 22 fr. 50 l'édition ordinaire, 45 fr. celle d'amateur.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* .	» 15
Un Siècle d'attente —	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, couverture de Luce*	» 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine.*	» 15
Les Temps Nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro* . .	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
L'Anarchie, *par E. Reclus*	» 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, couverture de Mabel*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin.*	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave.*	» 70
Éducation. — Autorité paternelle, *par A. Girard, couverture de Luce.*	» 15
La Loi et l'Autorité, *par Kropotkine.* .	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, couverture de Wuillaume.*	» 15
Déclarations *d'Étiévant, couverture par Jehannet.*	» 15

Sous presse :

La Morale anarchiste, *par P. Kropotkine*	» 15
A mon frère le paysan, *par Élisée Reclus.*	» 10

Les Temps Nouveaux, 1re, 2e et 3e années, complète : 7 fr. l'année. — Les trois ensemble : 18 francs.

La Révolte, collection complète (plus que trois) : 150 francs.

Les Primitifs, *par Élie Reclus*	2 75
Bibliographie de l'anarchie, *par Nettlau.*	5 »

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, *par Kropotkine.*	2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine.*	» 60
Œuvres *de Bakounine.*	2 75
La Société future, *par J. Grave* . . .	2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave*	2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave.*	2 75
Biribi, *par Darien*	2 75
Bas les cœurs ! *par Darien*	2 75
Sous-offs, *par Descaves*	2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon.*	2 75
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon*	2 75
L'Inquisition en Espagne, *par Tarrida del Marmol.*	2 75
Révolution sociale et Révolution chrétienne, *par Malato.*	2 75
Le Socialisme en danger, *par Domela Nieuwenhuis*	2 75
Evolution et Révolution, *par Élisée Reclus*	2 75
La Commune, *par Louise Michel*	2 75

De chez Carré :

Les Assemblées parlantes, *par Leverdays*	2 75

De chez Flammarion :

Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine.*	1 25
Les Croix et les Glaives, *de Th. Jean.* .	2 75

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Perpignan

Chez Vassail, 10, rue des Dragons. — On trouve chez lui, le samedi soir, tous les journaux et brochures anarchistes.

à Bordeaux

Rue de Chevrus, 23. — On y trouve les journaux et brochures anarchistes.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 17 — DIX CENTIMES — DU 20 AU 26 AOUT 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES TUEURS

Il y a, de par le monde, des hommes qui ont pour fonction de tuer, de s'entraîner à tuer, d'apprendre aux autres à tuer. Ils sont vêtus de couleurs voyantes, à la manière des sauvages, ont des passementeries dorées sur leurs manches, sur leurs cols, sur leurs chapeaux. Ils inspirent du respect aux autres hommes, et plus ils ont de passementeries dorées, plus ils inspirent de respect. Ils portent, pendu à la ceinture, un outil semblable à un long couteau, avec lequel ils frappent ceux qui leur déplaisent et qu'ils veulent tuer. Aussi le nombre de ceux qui ne s'inquiètent point de leur déplaire est-il petit.

Seuls dans l'Etat, ces hommes ont le droit de donner la mort. Seuls, non. A la vérité, un autre homme partage avec eux le privilège du meurtre : on l'appelle le bourreau. Mais, au rebours de ceux dont je parle, celui-ci ne jouit dans le public d'aucune considération. La raison en est qu'il n'a pas de passementeries sur ses manches. Au contraire, eux sont vénérés, choyés, enviés, admirés. Les femmes les trouvent beaux, chaque jeune fille rêve de l'un d'eux pour mari, et tous les petits garçons veulent devenir comme eux. Aussi sont-ils très fiers de leur caste. Ils bombent la poitrine, mettent du cosmétique sur leurs moustaches, parlent avec des gros mots. Tout le temps qu'ils ne donnent pas à l'art de tuer, ils le passent à boire des liqueurs qui rendent fou, ou bien dans des maisons mystérieusement closes. Il ressort de leurs conversations qu'ils ont un grand penchant pour l'acte sexuel, et, à les en croire, ils se servent volontiers pour cela des femmes des autres. Ils sont aptes à bien des choses encore : par exemple, faire rouler des boules d'ivoire sur une table verte.

C'est le peuple qui paie leurs beaux vêtements, leurs passementeries, leurs cigares, leur cosmétique, leur outil à tuer, leurs chevaux, leurs maîtresses, leurs absinthes et leurs parties de billard. Mais le peuple est trop honoré de subvenir aux dépenses des hommes-qui-ont-le-monopole-de-donner-la-mort.

Ils disent tenir le premier rang dans la nation et, de fait, leur métier a une origine très reculée : il remonte à nos bons ancêtres les fauves. C'est pourquoi ces messieurs sont très chatouilleux sur le point d'honneur : semblables à la femme de César, ils ne doivent même pas être soupçonnés. Du reste, leur honneur n'a rien de commun avec celui des autres hommes. Il est au-dessus de lui comme le soleil est au-dessus des nuages. La grande généralité des citoyens comprend fort bien cela.

Les annales prétendent qu'il y a cent ans le peuple s'était fâché et avait exigé qu'il n'y eût plus désormais qu'une juridiction pour tous. On le lui avait promis. Mais des gens aussi indispensables que les Tueurs ne peuvent être soumis aux mêmes lois que les voyous. C'est ainsi qu'ils nomment tous ceux qui n'ont pas les jambes rouges et la poitrine bleue : les ouvriers, les savants, les artistes. Et il est de fait que ces petites gens font piteuse mine auprès d'eux. Et de même qu'ils ont leur honneur, ils ont leur justice. Quelle est-elle? Parbleu, la justice de gens qui ont un grand couteau au côté.

Ils ont une religion spéciale, assez mal définie d'ailleurs et sur laquelle on est loin de s'entendre. L'objet de leur culte est un dieu, ou plutôt une déesse, qu'ils appellent *Patrie*. Ils l'adorent fanatiquement et n'entendent pas la moindre plaisanterie à son sujet. Ils ordonnent à chacun d'y croire, bien qu'ils ne puissent dire ce qu'elle est au juste. Mais si l'on ne croyait qu'à ce qu'on connaît, où serait le mérite? Les cérémonies par lesquelles ils célèbrent leur déesse sont de vastes égorgements de peuples, qu'eux-mêmes nomment *boucheries*.

Si leur belle prestance les fait admirer, leur grand couteau les fait craindre. Pourtant ils ne seraient pas fort dangereux, s'ils étaient réduits à leurs seuls moyens. Car, après tout, ils ne forment qu'une petite minorité dans l'immense masse des voyous. Mais ils possèdent des esclaves en grand nombre, lesquels, sur un signe d'eux, se précipitent et tuent.

Tous les ans, ils font un choix parmi les jeunes hommes et en prennent des milliers. Ils les enferment dans des bâtiments construits tout exprès, les habillent de vêtements colorés, analogues aux leurs, mais incommodes, laids et sales. Ils les terrorisent par d'affreuses menaces, grossissent la voix en leur parlant, et en font ensuite tout ce qu'ils veulent. Ils les nourrissent avec des choses pourries, leur affirment plusieurs fois par jour que leurs mères sont des prostituées, leur enseignent diverses façons de donner la mort, au commandement. Au bout de plusieurs années, ils les renvoient à leurs familles, avec des maladies honteuses. « Vous ne nous aviez donné que des hommes, disent-ils ; nous en avons fait des héros. »

Devant qu'on les eût choisis, les jeunes hommes voulaient tous faire des héros. Une fois pris, ils voudraient bien s'en aller. Beaucoup se suicident, quelques-uns se révoltent. Ceux-là, on les torture ou on les tue. A ce compte, on préfère encore obéir.

Ils disent : « Apprentis tueurs, de l'autre côté de cette montagne habitent des hommes extraordinairement méchants. Sont-ce même des hommes? C'est peu probable, attendu qu'ils parlent un langage incompréhensible et qu'ils mangent de la choucroute. Ces êtres féroces en veulent à votre déesse. Elle est si belle qu'ils ont juré de vous la ravir. Mais nous sommes là. Au jour fixé, nous vous mènerons vers ces monstres. Vous les tuerez et ils vous tueront. N'ayez pas peur : nous serons derrière vous. — En attendant, et pour vous exercer, vous devez tuer sans hésiter quiconque nous vous désignerons : vos pères, vos frères, vos mères, vos sœurs. »

Et il arrive ceci : chaque fois que le peuple s'assemble sur les places des villes pour demander justice, les esclaves tueurs, qui craignent la colère de leurs maîtres, tuent sans hésiter leurs pères, leurs mères, leurs frères, leurs sœurs.....

Parfois les Tueurs promènent leurs esclaves dans les rues, musique en tête. Un d'entre eux tient une perche, et sur cette perche est clouée une étoffe. Alors les voyous s'arrêtent, admirent les couleurs vives, les passementeries, les cosmétiques ; et, quand vient à passer la perche, — sous la pluie cinglante qui les bafoue et les flagelle, — ils ôtent leurs chapeaux.

René Chaughi.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

A M. CLEMENCEAU,
POUR L'AIDER A COMPRENDRE.

« Je fais d'incroyables efforts, dites-vous, pour comprendre l'état d'esprit de mes concitoyens. La bourgeoisie républicaine trahit les Droits de l'Homme, bafoue les Immortels Principes, renie tout ce qui faisait sa raison d'être. » Ceci déjà vous dépasse.

« Et, pour violer la loi, continuez-vous, pour outrager la justice, pour faire prévaloir le mensonge sur la vérité, le gouvernement n'a pas même besoin de sauvegarder les apparences, les masses s'accommodent fort bien de tels actes ouvertement commis. » Nouvelle surprise.

C'est que, voyez-vous, on ne démêle pas un état social, comme un théorème de géométrie, avec son cerveau seulement. On le comprend surtout avec son âge. Ce problème qui vous angoisse, vous le penseur et subtil manieur d'idées, tous les jours le résolvent des hommes simples de vingt ans. En parlant d'âge, ce n'est pas le chiffre des années que je veux dire, mais l'âge des idées. Ces deux âges ne concordent pas toujours; en effet. Il est des hommes très jeunes qui sont vieux d'idées tout de suite et des vieillards qui restent jeunes toujours. Mais pour comprendre que le monde ne cesse pas d'évoluer avec les opinions qu'on défendait vers ses trente ans, il faut, avec une belle intelligence, un amour de l'humanité plus fort que de soi-même, une santé morale et un enthousiasme vital peu communs.

Vous vous étonnez de ne plus retrouver chez la bourgeoisie républicaine ses vertus d'antan. Vous demandez à comprendre. C'est pourtant bien simple. Regardez cet homme. On l'a connu actif, généreux, entreprenant, sobre, courageux.

Le voici oisif, cupide, peureux, gourmand et couard. Il a vieilli. La bourgeoisie républicaine a vieilli aussi. *Elle n'a pas fait autre chose*. Tout son crime est là. Elle eut ses jours de gloire. Elle a fait son œuvre. Mais elle ne sait pas céder la place à d'autres pour d'autres besognes urgentes. Quand le paysan se sent devenir vieux, il reste assis devant la porte pendant que les jeunes, aux champs et dans la ferme, dirigent à leur tour, comme ils veulent. La bourgeoisie ne sait pas imiter ce bel exemple de vérité humaine. Elle se survit à elle-même. Et comme toute chose inutile, elle devient de plus en plus laide et dangereuse. Mais plutôt que d'abdiquer, elle préfère étaler en plein soleil les misères de sa décrépitude.

Voilà ce que vous vous entêtez à ne pas voir, vous, Monsieur Clémenceau, et d'autres avec vous. Vous voulez, à tout prix, galvaniser le vieil homme. Vous épiez un souffle sur ses lèvres. Vous ne voulez pas que tout soit fini. Et, de l'épaule, vous tâchez à le remettre debout. Du courage! On te regarde! Et ton passé? Et ton ancienne gloire?

Et puis après? Quand vous aurez bourré d'étoupe et calé avec des sacs d'écus ses jambes grêles, quand vous l'aurez décidé à faire un peu de justice pour qu'on le revoie encore un peu comme au temps de sa jeunesse? A ce prodige, bien sûr, la foule se rassemblera. Quelques-uns, satisfaits, diront merci et s'en iront. Mais de partout il en surgira d'autres qui viendront réclamer la justice offerte, expliquer en quoi, pour eux, elle consiste. Et le plus grand nombre dira : Nous faisons toute la richesse et nous sommes pauvres ; nous faisons tout le bonheur et nous sommes malheureux. Et vous, qui serez derrière le moribond, le soutenant, le déciderez-vous à éventrer ses sacs d'écus? Car, pour faire cette justice-là, vous savez bien qu'il faudrait éventrer les sacs d'écus!

Non, n'est-ce pas? Vous ne vous chargerez plus de fléchir le vieux? Eh bien! alors, pourquoi cette comédie ridicule, pourquoi ce leurre? Laissez le moribond finir en paix, laissez-le radoter les vieilles phrases des Immortels Principes. Les vieux parlent encore. Ils parlent beaucoup, souvent. Ils n'agissent plus.

Et n'allez pas croire, pour cela, à la fin de tout, à la mort de l'Idéal, au deuil éternel de la vérité. Pourquoi la race de France, comme vous dites, serait-elle moins qu'avant « franche et vaillante, amoureuse de justice, éprise d'idéal » ?

Faire une révolution, proclamer des principes, est-ce bien là d'abord question de race? Je pense que tous les peuples, au nord et au midi, au levant et au couchant, font le nécessaire pour continuer de vivre. Chacun à sa façon, il va sans dire, selon son tempérament et son génie.

Les hommes de 89 firent la révolution dont ils avaient besoin. Nous voulons faire à notre tour celle dont nous avons besoin. Ils ont instauré l'égalité devant la loi. Et ils ont bien fait. Mais rien d'étonnant, après un siècle de progrès scientifique, d'évolution industrielle, que notre cri de ralliement ne soit plus le même. C'est à l'égalité devant le bonheur que nous visons — devant le bonheur humainement possible, cela s'entend. Nous voulons partager d'une façon équitable le bien-être social disponible. Et cette prétention n'est pas exorbitante. Nous voilà assez riches pour songer un peu à la répartition, après avoir tant sacrifié à la production. Ce sera d'ailleurs le moyen de produire mieux et davantage.

Ne vous étonnez donc pas si, dans la masse, les hommes conscients ne prennent pas les armes à la nouvelle de la Loi violée et s'ils se désintéressent un peu des illustres Droits de l'Homme. Nous avons, nous aussi, des droits de l'homme à faire reconnaître et il faut que nous y songions.

Justice, Vérité, Idéal, voilà de fort beaux mots, certes, et bons à répéter. Mais encore faut-il les emplir de quelque chose si l'on veut qu'ils ne sonnent pas trop le vide. Ces abstractions se précisent, suivant les époques, de différentes manières et sont soumises comme tout à la loi d'évolution. C'est bien toujours le même besoin de *justice, le même désir de vérité, mais qui poursuivent d'autres buts*. Nous n'avons pas le même idéal que nos pères.

Est-ce à dire que nous n'en avons pas du *tout*?

Le culte de la justice ne reste jamais sans fidèles. A une forme de la vérité sociale succède une autre sans interruption. Ou mieux encore la seconde est toujours dans la première à l'état d'embryon. Nos revendications communistes — vous le savez — s'étaient fait entendre déjà, tel un avertissement prophétique, dans la grande tourmente du dix-huitième siècle finissant. Si vous *songiez à cela, Monsieur* Clémenceau, vous comprendriez l'heure actuelle. Elle ne vous semblerait pas triste comme une tombe, infranchissable comme un abîme. Vous auriez quelque chose à mettre à la place des cendres que sont devenues vos illusions sur le libéralisme bourgeois.

Ne craignez rien. Ils sont encore parmi nous les chercheurs d'idéal, les amoureux de vérité et de justice. Et ce sont les mêmes qu'il y a un siècle. Ils ont même courage, même enthousiasme; leur but seul a changé. Ils veulent vaincre la faim comme leurs aînés voulaient vaincre l'esclavage. Ne craignez rien. De tout ce qui arrive ils savent faire leur profit. A tout ils prennent leur part, même à cette affaire Dreyfus où il vous semble que certains ne s'intéressent pas assez, parce qu'ils ne s'y intéressent pas de la même façon que vous.

Ah! ils ne souhaitent pas, je vous l'accorde, qu'un politicien plus avisé rappelle ce capitaine et, après une seconde comédie de justice, renvoie les badauds chacun à sa misère, la farce une fois jouée.

Non, mais ils espèrent qu'au long de ce scandale le peuple apprendra à connaître ses maîtres : les bavards qui tuent avec des paroles et les bouchers qui tuent avec des sabres. Ils font de leur mieux pour que le plus d'hommes possible puisent en cette boue remuée la haine du militarisme qui asservit, le mépris de la politique qui dégrade, — et du courage pour jeter bas ces restes du passé, afin de marcher ensuite libres et fiers à l'avenir.

CHARLES-ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LA SEMAINE. — Eh bien, je crois que les bourgeois s'en chargent ! Chaque semaine, il nous faut noter de nouveaux incidents démontrant clair comme le jour à quiconque n'est pas aveuglé par une stupidité incurable ou par une mauvaise foi invétérée que les rouages de l'appareil politique et social présent ne sont ordonnancés, quels que soient les noms pompeux dont on les décore, que pour servir les intérêts particuliers de la caste au pouvoir.

Aujourd'hui, quelques individualités de cette caste se sentent menacées dans leur réputation d'infaillibilité et dans les privilèges nombreux qu'elle leur valait. Aussitôt tout se met en mouvement avec une unanimité touchante pour conserver intacte la suprématie césaro-papale de cette coterie.

Droit, liberté, justice sont impudemment foulés aux pieds. L'illégalité, la violence et l'arbitraire dirigent le fonctionnement des fameux rouages, institués cependant, prétend-on, dans le seul but de sauvegarder le droit, la liberté et la justice, qu'ils broient si facilement aujourd'hui dans leur engrenage. Pareils au sabre de M. Prudhomme, ils combattent au besoin les institutions qu'ils étaient censés devoir défendre.

Il en fut toujours ainsi, c'est vrai. Mais la chose n'était visible que pour quelques clairvoyants. Elle est aujourd'hui manifeste à tous. Les faits parlent d'eux-mêmes. Il suffit de dire au peuple : Regarde! pour qu'il s'instruise. Si la trahison, l'iniquité, la violation du droit des gens furent toujours en honneur auprès des gouvernants, jamais elles ne se pratiquèrent avec un tel cynisme. Notre époque ne peut être comparée qu'à ces moments troublés où le pouvoir est officiellement remis entre les mains de chefs militaires. Aujourd'hui, c'est la caste militaire qui gouverne, sinon officiellement, du moins en fait.

Rien n'est mieux fait pour déconsidérer à la fois et le militarisme et l'autorité. On peut réellement se demander si nous pourrions faire mieux.

*
* *

LA GRANDE FAMILLE. — Dernièrement un soldat nommé Vandenbosse, étant rentré à la caserne en état d'ivresse, fut traduit en conseil de guerre par son colonel qui espérait le faire envoyer à Biribi. Mais le conseil l'acquitta. Fureur du colonel, qui fit prévenir par la voie du rapport les officiers qui dorénavant feraient partie du conseil de guerre, qu'ils aient à se soumettre aux désirs de leur supérieur, lui, le colonel. D'ailleurs citons le passage, qui mérite la plus grande publicité :

« Le vote des trois membres du conseil semblerait indiquer de leur part un *esprit d'opposition que le chef de corps ne saurait tolérer*, et — sans vouloir en rien peser sur la conscience de ses *subordonnés* — le colonel est *absolument décidé à faire au besoin par sa manière d'être à leur égard supporter à qui de droit les conséquences d'une conduite* qui semblerait vouloir se mettre en opposition avec les décisions *certainement impartiales* et RAISONNÉES (!!) du commandant du détachement. *Les officiers intéressés voudront bien se le tenir pour dit une fois pour toutes.* »

Et l'on poursuit Zola pour avoir dit que les conseils de guerre condamnent quelquefois par ordre !

*
* *

On lit dans la *Petite République* ;

« Il y a quelques jours, la 7e compagnie du 106e régiment de ligne faisait l'exercice sous le commandement d'un sergent. Celui-ci, trouvant que les soldats ne manœuvraient pas à son gré, commanda le pas gymnastique.

« Les pauvres troupiers durent, pendant une heure, courir sous un soleil brûlant, pour le bon plaisir d'un sergent tortionnaire. Un malheureux soldat, nommé Finot, à bout de force, tomba ; on dut immédiatement l'envoyer à l'infirmerie où il resta huit jours. Il en sortit jeudi soir, et, vendredi matin, il dut faire une marche militaire. Ce fut une journée terrible pour le régiment ; il fallut pourtant recommencer le samedi matin, mais ce jour-là, le soldat Finot ne put, malgré ses efforts, aller jusqu'au bout, il tomba de nouveau. On le ramena à Châlons en voiture, et on le conduisit de nouveau à l'infirmerie. Il a été ensuite envoyé à l'hôpital.

« Est-ce que l'honneur de l'armée exige que les brutes galonnées fassent endurer un supplice aussi odieux aux petits soldats? »

*
* *

L'autre dimanche, à Versailles, un soldat attendait dans la gare, avec des parents, le départ d'un train. Passe un sous-officier du 5e génie, en état d'ivresse. Le soldat, ne l'ayant pas vu, ne le salue pas. Aussitôt le sous-off interpelle grossièrement le soldat et, malgré l'explication donnée par celui-ci, disant qu'il n'avait pas vu passer son supérieur, ce dernier lui donna une paire de gifles. Les parents intervinrent avec plusieurs voyageurs. La fureur de la brute se tourna alors contre eux tous. Le sous-off ivrogne dégaina, et après une lutte de quelques instants, il put être saisi et emmené par une escouade qui passait fort heureusement en ce moment.

A. G.

Italie.

Il serait bien difficile d'exposer, même brièvement, toutes les condamnations prononcées par les conseils de guerre en Italie, et leur cruauté inutile, leur injustice criante. La besogne serait trop lourde, et puis toutes les condamnations se ressemblent : elles sont la vengeance des conservateurs italiens contre les affamés qui ont osé troubler leur paix parasitaire.

Nous exposerons au lieu de cela quelques-unes des condamnations des juges ordinaires, qui savent soutenir la concurrence avec les juges militaires.

Le tribunal correctionel de Messine a condamné dernièrement pour les troubles du mois de mai,

ceci était le quatrième procès pour la même cause) les ouvriers Mulfari et Cornavacca à 4 ans de réclusion, les ouvriers : Messina à 3 ans, Musico à 18 mois, Caceano à 15 mois, Giacoppo et Poletta à 8 mois et le camarade de Francesco à 1 an de réclusion. Le seul crime véritable de ce dernier c'est d'avoir publié le journal anarchiste *L'Avvenire Sociale*.

A Bologne, le tribunal correctionnel abandonnait le 11 août, contre les camarades Raffuzzi, Chiocciola, Lambertini, Negrini, Cavallari et Montroni de Imola, l'accusation d'association de malfaiteurs et les condamnait pour association subversive à des peines qui varient de dix mois et demi de réclusion à sept mois et demi.

Dans le même jour, la cour de cassation de Rome repoussait l'appel du procureur général contre la sentence de la cour d'appel d'Ancône, qui avait rendu le même jugement que celle de Bologne à l'égard de Malatesta et six autres camarades.

« Avec cette sentence, on détruit toute la jurisprudence précédente qui refusait aux associations anarchistes tout caractère politique. »

C'est le commentaire d'un journal bourgeois italien sur la sentence de la cour de cassation.

On se rappelle certainement comment, il y a peu d'années, on envoyait à la réclusion les camarades comme malfaiteurs, pour le seul fait d'être anarchistes. Nous en sommes arrivés là, après que toute la presse libérale italienne et la presque totalité des associations politiques et ouvrières, maintenant dissoutes, eurent protesté, à propos du procès Malatesta, contre la condamnation des anarchistes comme malfaiteurs associés. Dans le même temps, plus de 3.000 camarades, par un placard répandu dans toute l'Italie, affirmaient l'existence de leurs associations, leur intention de les maintenir contre toute violence, et demandaient au gouvernement qu'on leur appliquât le même traitement qu'aux camarades d'Ancône, poursuivis pour association de malfaiteurs.

Dans la vie sociale, on ne conquiert quelque chose qu'avec la lutte ouverte et constante, et la valeur de la conquête est toujours en raison directe de l'énergie dépensée pour paralyser la résistance conservatrice. A notre avis, ce n'est pas en se cachant derrière les théories d'un commode individualisme et en niant le droit à l'association et à la propagande que les camarades italiens auraient produit une manifestation de l'opinion publique en leur faveur. L'attitude aurait été piteuse; les conséquences, nulles.

Qu'on ne m'attribue pas l'intention de donner à ce fait l'importance d'une grande victoire; c'est simplement un symptôme éloquent. En Italie, il y a trop de batailles à gagner, trop d'exploitation et de tyrannie à renverser. Les camarades pourront rapprocher ces victoires et supprimer bientôt tous ces maux s'ils savent, toujours d'accord avec le peuple, organiser systématiquement sa force et diriger son besoin de révolte vers une action constante et efficace. Et ce travail ne peut être accompli que par eux, tandis que les social-démocrates ont déclaré d'avance leur aversion pour tout mouvement révolutionnaire et leur inaction certaine, quand il arrivera.

Je démontrerai, dans le prochain numéro, cette dernière affirmation, de façon à ne laisser aucun doute.

N. S.

∴

Le camarade Zacchini nous envoie la rectification suivante de sa note parue dans le nº 14 et qu'il faut lire ainsi à partir de la sixième ligne :

« Mais j'ai soutenu, en en exposant les raisons, qu'en ce moment d'effervescence révolutionnaire de la classe ouvrière, cette forme de lutte était réactionnaire et utopique, etc... »

République argentine.

Buenos-Ayres. — Depuis une quinzaine de jours nous avons le plaisir de compter parmi nous l'avocat italien Pietro Gori. L'actif propagandiste a dû à un déguisement de pouvoir échapper aux sbires du doux Humberto et passer la frontière pour s'embarquer ensuite à Marseille, et, sous un nom d'emprunt, pour Buenos-Ayres, où son arrivée a été saluée avec joie par les camarades.

Les journaleux, se trompant sur le compte de notre ami, et le croyant un de ces socialistes inoffensifs, lui ont souhaité la bienvenue et l'ont invité à donner une conférence en leur antre, pompeusement baptisé de Cercle de la Presse. Gori en a profité pour leur dire quatre vérités que les pauvres hères n'ont point comprises. Cependant ils ont applaudi et rendu compte de la conférence, rendant justice au talent de l'orateur. Quelques jours après, Gori donna une nouvelle conférence, publique cette fois, dans un théâtre de la ville, sur « les provocateurs et instigateurs des derniers événements d'Italie », à laquelle assistèrent plus de deux mille personnes. Son succès fut complet. Il a littéralement dominé son auditoire qui était des plus variés : anarchistes de différentes nuances, socialistes, bourgeois. Tous ont reconnu la sincérité de l'orateur. Malheureusement cette même sincérité l'a trahi : Gori a dit son idéal et les journaleux effrayés, moins l'*Italia al Plata*, ont, d'un accord tacite, fait le silence autour du conférencier.

Nous n'avons point à vous dire si Gori s'en moque. Il n'est pas venu chercher gloire et réclame. Les pauvres sots qui s'imaginent que nous aurons besoin d'eux pour annoncer les conférences de notre ami! Nous placarderons la ville d'affiches, ce qui vaudra absolument mieux que leurs réclames.

Gori a l'intention d'aller porter la bonne parole dans les villes de l'intérieur. Les camarades des provinces s'occupent avec activité pour lui rendre facile sa tournée.

En dehors de la propagande, rien de saillant qui puisse vous intéresser. Les patriotards continuent à exciter le peuple contre le Chili ; ils ont la *stizza* de s'empoigner avec leurs voisins. Tout cela pour quelques lieues de terrains arides et déserts. Pauvre humanité!

XXX.

Les îles Hawaï.

Si les îles Hawaï sont le paradis du riche, elles sont l'enfer du pauvre.

Les missionnaires et leur suite se sont emparés des meilleures terres pour les plantations de canne à sucre et de café. Ils ont fait venir, pour les travailler, des Portugais de Madère et de Saint-Michel. Et les pauvres diables trimaient dur pour 18 dollars par mois.

Mais le salaire devait leur paraître encore trop élevé, car ils ont fait venir ensuite des Japonais et des Chinois, payés à raison de 12 dollars par mois, sur lesquels il faut se nourrir et se loger. Et la vie pourtant est très chère. Un verre de bière coûte 12 sous, un gallon (2 litres) de vin de Californie, 1 dollar (5 fr.), un repas sans vin, 25 sous, et ainsi de suite.

Le sol est excellent, tout ce qu'on y sème pousse à merveille.

Dans les forêts, qui ne sont pas infestées de bêtes venimeuses, se trouvent beaucoup d'arbres fruitiers en plein rapport.

La température, au printemps, est un peu chaude, mais ne dépasse pas la chaleur moyenne de l'été dans la France méridionale.

Il y a environ dans les îles, aujourd'hui, 30.000 indigènes, 6.000 métis, 24.000 Japonais, 21.000 Chinois, 15.000 Portugais et des Anglais et des Américains au nombre d'une dizaine de mille.

Honolulu et Hilo sont les villes principales, l'une avec 30.000, l'autre avec 12.000 habitants.

Les fils des missionnaires ont renversé le gouvernement de la reine en 1893. Mais ils poussent l'effronterie et le despotisme plus loin que la monarchie. Sous la monarchie, 15.000 individus en effet avaient le droit de vote. Il n'y a plus aujourd'hui que 2 600 inscrits et 1.947 électeurs se sont présentés seulement lors des dernières élections. Le président de la république accorde ou refuse à son gré le droit de vote. Et ce droit est refusé à tout individu suspect d'opposition au gouvernement.

L'annexion des îles aux Etats Unis est probable, mais la population voudrait l'indépendance.

De toute façon le régime actuel est sur le point d'être bouleversé, car la population blanche est mécontente. Et dans la lutte politique qui se prépare les Anglo-Saxons vont jouer le rôle le plus important. Mais les indigènes, les métis et les Portugais y auront aussi leur part. Aussi serait-il très bon de faire de la propagande en langue portugaise. Et c'est ce que je voudrais entreprendre avec l'aide des camarades qui pourraient me seconder.

Adresser tout ce qui concerne la propagande à A. Klémencic, Box 800, Honolulu, Hawaï Islands.

Les lignes qui précèdent étaient accompagnées de cette lettre que nous croyons intéressant de reproduire :

Honolulu, 10 juillet 98.

Cher camarade,

Je reviens de parcourir l'Etat de Washington, l'Orégon et la Californie.

Comme je le prévoyais il y a quatre ans, dans une correspondance au *Père Peinard*, la colonie socialiste de Glenis a évolué vers l'anarchisme. Les camarades sont fixés maintenant au bord de la mer à Lakebay, à 25 kilomètres de Tacoma, Etat de Washington.

La colonie compte une quinzaine de familles, toutes américaines, et publie un journal hebdomadaire, le *Discontent* (le Mécontent). Elle possède une presse et tout ce qui est nécessaire à l'impression.

Voici comment se sont arrangés les camarades. Ils ont acheté au bord de la mer 68 acres de terrain et se sont fait reconnaître comme société de bienfaisance. Les chargés d'affaire se réunissent une fois par an pour le paiement de l'impôt, qui est de 60 sous par membre.

Le terrain qu'ils ont acheté, individuellement, à raison d'un ou deux acres par personne, leur appartient pour la vie, sans qu'ils puissent toutefois l'aliéner. Ils peuvent vendre les maisons et autres établissements élevés dessus.

Leur occupation principale consiste à couper du bois qu'ils échangent dans les villes voisines contre les objets nécessaires à la vie.

Ils peuvent vivre et travailler en commun ou chacun pour soi et selon ses goûts.

Il existe une autre colonie socialiste fondée par E. V. Debs à Edison, Scapit Co., Washington, à 200 kilomètres à peu près de Lakebay, dans le même Etat. Eux aussi publient un organe hebdomadaire : *The Commonwealth*.

D'une façon générale, nos idées progressent beaucoup dans le West américain. La camarade E. Goldman, se trouvant dernièrement sur la côte du Pacifique, fit des conférences à Los Argeles, à San Francisco et à Portland. Partout elle remua des idées et fit une agitation profitable.

A. K.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous recevons de Grenoble ce manifeste dont nous extrayons les passages suivants :

« Le conseil d'administration de la Libre-Pensée de Grenoble, réuni en assemblée mensuelle ordinaire le mardi 2 août 1898, a décidé de manifester publiquement son indignation au sujet de la haineuse harangue prononcée par notre compatriote dauphinois, le Révérend Père Didon, lors de la distribution des prix de l'établissement religieux d'Arcueil.

» En conséquence, il invite plus que jamais les citoyens soucieux de la liberté de penser et d'agir à secouer l'indifférence criminelle dont ils font preuve en ne protestant pas contre de pareils scandales.

» Qu'ils n'oublient pas, ces inconscients, que dans l'ombre on spécule sur notre lâcheté pour nous conduire sûrement à une réaction césarienne, qui, si elle réussissait, serait, comme les précédentes, consacrée par l'Eglise et bénie par le Pape !

» Prenons garde et veillons.

» L'avenir nous appartient, parce que nous voulons le triomphe de la Justice et de la Science contre le Fanatisme et l'Ignorance.

» Faisons en sorte qu'on donne à nos enfants une éducation intégrale et nettement laïque.

» Propageons autour de nous l'inutilité et surtout la malfaisance du dogme dans toutes les religions.

» Seul, le drapeau de la libre pensée est assez large pour abriter sous ses plis les amants de la Liberté, à quelque nuance qu'ils appartiennent, tous les chercheurs de la Vérité, à quelque école philosophique dont ils relèvent.

» Nous affirmons que le groupement de la Libre-Pensée est le seul où, pour y entrer, on n'abdique rien de sa personnalité ou de son indépendance.

» A bas les religions ! Vive la pensée libre !

» *Le Conseil d'administration.* »

» Pour tous renseignements ou adhésions, s'adresser au siège social, 14, rue Chenoise, ou au secrétaire Rebreyend, 74, quai Perrière.

» La cotisation mensuelle est fixée à 0 fr. 25. »

∴

Reçu pour l'Ecole libertaire : Par Ardouin : Quelques libertaires réolais, 3 fr.; Marie Bernard,

0 fr. 50; Eldrado, 1 fr.; Un camarade, 2 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. 50.

⁂

Le groupe E. S. R. I. se réunit tous les mercredis, à 9 heures du soir, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

⁂

Samedi 20 courant, à 8 h. 1/2 du soir, salle Vanny, grande conférence publique et contradictoire par Henri Dhorr.

Sujet: *Les crimes des religions.*

Dimanche 21, à 3 heures après midi, deuxième conférence par Henri Dhor.

Sujet: *La Société future, production, consommation, amour libre.*

Nota. — Entrée gratuite pour les dames.

⁂

MONTPELLIER. — Les anarchistes se réunissent chaque dimanche, de 4 heures à 7 heures du soir, au café de l'Esplanade, sur la terrasse.

⁂

Les camarades de Belgique et ceux de Bruxelles en particulier nous prient de faire savoir aux compagnons français qu'ils n'ont rien de commun avec un individu qui se présente en leur nom aux camarades sous les noms de Gérardy ou d'Oscar Falleur.

AUX CAMARADES

Notre image, *Chauvinard*, est en vente dans nos bureaux : 0 fr. 10 l'exempl.; 0 fr. 15 par la poste, 7 fr. le cent.

Pour les collectionneurs, nous avons fait faire un tirage plus soigné que nous laissons à 0 fr. 50; par la poste, 0 fr. 60.

Nous avons fait déposer cette semaine, chez les libraires de Paris, *La Morale anarchiste* de Kropotkine, *Les Anarchistes et les Syndicats* du groupe E. S. R. I. — Prière aux camarades de pousser à la vente.

Nous ferons réimprimer ensuite *A mon frère le Paysan*, par Elisée Reclus.

Prière aux camarades de réclamer le journal dans toutes les librairies, nombre de libraires intimidés refusant de prendre nos journaux.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Japon vrai, par F. Martin; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

L'Armée de Condé, par U. Gohier; 1 brochure, 1 fr., chez Stock, Galeries du Théâtre-Français.

Catechismo del Cittadino, 1 plaquette, 1 lire, Tip. Economica, Corso V. E., Macerata, Italie.

PETITE CORRESPONDANCE

B., à Perpignan. — Envoyé les journaux pour vous à Vassail. Mettez quelque chose pour la propagande.

H., à Angers. — P. A., notre autre vendeur, vous prévient que quelques clients qui le quittent pour aller vers vous, oublient de le payer.

J. M., à La Haye. — Numéros réexpédiés. Le service est cependant toujours fait régulièrement.

H. R., à Marseille. — *Promenades subversives* expédiées. L'autre brochure épuisée depuis des années.

A. K., à Honolulu. — Les 8 francs expédiés au camarade R., de Lisbonne, qui les remettra au journal anarchiste de là-bas.

Reçu pour l'École libertaire : 1 fr.

Reçu pour le journal : Ern. M., 5 fr. — Les camarades de La Chapelle, 8 fr. — E. V., 2 fr. — Merci à tous.

P., à La Chapelle-Herlaumont. — C., à Grenoble. — Vve R., à Villiers. — Z., rue M. — P. H., à Menetou-Couture. — B., à Brest. — J., à Chalon sur-Saône. — L., à Châteauroux. — C., à Nice. — B. F., à Gijon. — C., à Toulon. — G., à Londres. — Coop., à Lyon. — R., à Tunis. — V., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

COLLECTIONS DE 30 LITHOGRAPHIES

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant**, *par X.* — **Le Démolisseur**, *par Signac.* — **L'Aube**, *par Jehannet.* — **L'Aurore**, *par Willaume.* — **Les Errants**, *par Rysselbergh.* — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann Paul.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 22 fr. 50 l'édition ordinaire, 45 fr. celle d'amateur.

BIBLIOTHÈQUE DES TEMPS NOUVEAUX

51, rue des Éperonniers, Bruxelles.

Aux anarchistes qui s'ignorent, *par Charles-Albert, franco*	» 10
L'Anarchie dans l'Evolution socialiste, *par Pierre Kropotkine*	» 10
L'Evolution légale et l'Anarchie, *par Elisée Reclus*	» 10
Un anarchiste devant les tribunaux, *par Georges Etiévant*	» 10
Burch Mitsu, *par Georges Eekhoud*	» 10
L'inévitable Anarchie, *par Pierre Kropotkine*	» 10
La Guerre et le Service obligatoire, *par Léon Tolstoï*	» 10
Bibliographie de l'Anarchie (préf. d'Elisée Reclus), *par M. Nettlau*	5 »
Le Mouvement anarchiste, *par Jacques Mesnil*	» 15
La Grande grève des Docks, *par J. Burns et P. Kropotkine*	» 15
Gesprek tusschen twee Boerenarbeiders, *door Enrico Malatesta*	» 15
A M. Emile Zola, *par Ch.-Albert*	» 15
Immoralité du mariage, *par René Chaughi*	» 15

Adresser tout ce qui concerne la Bibliothèque à Ch. Hautstont, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

De chez Perrin :

Correspondance de Bakounine	2 75
Les Temps sont proches, *par L. Tolstoï*	» 50
Enquête sur la question sociale, *par J. Huret*	2 75

De la *Plume* :

Similitudes, *par A. Retté*	2 75
Aspects, *de A. Retté*	2 75
La Forêt bruissante, *par A. Retté*	2 75
XIII Idylles diaboliques, *par A. Retté*	2 75

De chez Schleicher frères (Reinwald) :

Les Religions, *d'André Lefèvre*	6 »
Force et Matière, *par Buchner*	6 »
Science et Matérialisme, *par Letourneau*	5 »

De chez Dentu :

Le Primitif de l'Australie, *par E. Reclus*	2 75

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco*	» 15
Un Siècle d'attente —	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, couverture de Luce*	» 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine*	» 15
Les Temps Nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
L'Anarchie, *par E. Reclus*	» 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, couverture de Mabel*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Éducation. — Autorité paternelle, *par A. Girard, couverture de Luce*	» 15
La Loi et l'Autorité, *par Kropotkine*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, couverture de Wuillaume*	» 15
Déclarations *d'Etiévant, couverture par Jehannet*	» 15
La Morale anarchiste, *par P. Kropotkine*	» 15

Sous presse :

A mon frère le Paysan, *par Elisée Reclus*	» 10

Les Temps Nouveaux, 1re, 2e et 3e années, complète : 7 fr. l'année. — Les trois ensemble : 18 francs.

La Révolte, collection complète (plus que trois) : 150 francs.

Les Primitifs, *par Elie Reclus*	2 75
Bibliographie de l'anarchie, *par Nettlau*	5 »

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, *par Kropotkine*	2 75
L'Anarchie, son idéal, *par Kropotkine*	» 60
Œuvres *de Bakounine*	2 75
La Société future, *par J. Grave*	2 75
La Grande Famille, roman militaire, *par J. Grave*	2 75
L'Individu et la Société, *par J. Grave*	2 75
Biribi, *par Darien*	2 75
Bas les cœurs ! *par Darien*	2 75
Sous-offs, *par Descaves*	2 75
Psychologie de l'anarchiste socialiste, *par A. Hamon*	2 75
Psychologie du militaire professionnel, *par A. Hamon*	2 75
L'Inquisition en Espagne, *par Tarrida del Marmol*	2 75
Révolution sociale et Révolution chrétienne, *par Malato*	2 75
Le Socialisme en danger, *par Domela Nieuwenhuis*	2 75
Evolution et Révolution, *par Elisée Reclus*	2 75
La Commune, *par Louise Michel*	2 75

De chez Carré :

Les Assemblées parlantes, *par Leverdays*	2 75

De chez Flammarion :

Les Paroles d'un Révolté, *Kropotkine*	1 25
Les Croix et les Glaives, *de Th. Jean*	2 75

Les TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Perpignan

Chez Vassail, 10, rue des Dragons. — On trouve chez lui, le samedi soir, tous les journaux et brochures anarchistes.

à Bordeaux

Rue de Chevrus, 23. — On y trouve les journaux et brochures anarchistes.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 18 — DIX CENTIMES — DU 27 AOUT AU 2 SEPTEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

C'est grâce à quelques camarades que nous pouvons paraître cette semaine, sans supplément, cela va sans dire.

Si l'on ne nous aide pas pour la semaine prochaine, il est fort probable que nous ne pourrons pas paraître du tout.

TARTUFERIE DU PATRIOTISME

L'avantage de la vérité, c'est que les hommes ont beau la nier, les faits ne se lassent pas de la traduire et la crier sur tous les tons.

Les anarchistes ont, les premiers, critiqué l'armée et l'idée de patrie qui lui sert d'excuse et d'enseigne.

Partant de ce point scientifique que la liberté peut seule rendre l'homme moral et bon, ils ont conclu que là où il y avait le moins de liberté, c'est-à-dire à la caserne, là devait se trouver le plus de corruption, le plus de barbarie, le moins d'humanité.

Est-ce que cette conclusion n'est pas chaque jour confirmée par les faits? Et l'idée de patrie? Quel préjugé plus absurde, mais aussi plus enraciné dans l'inconscience des cœurs?

« Grâce à cette idée fausse, faite de haine et d'ignorance, on vous exploite, on vous ruine, on vous vole votre indépendance, votre bien-être, votre sang! » disions-nous aux multitudes chauvines, et ces multitudes, nous couvrant d'injures et d'outrages, répondaient : « Nous voulons mourir pour la patrie! » et hurlaient : « Vive l'armée! » Les faits, là aussi, ont parlé; on a vu que pour les patrons, pour les financiers, pour les commerçants, tous les hommes sont frères et qu'il n'y a pas lieu de demander à l'ouvrier ou au client s'il est né ou non sur le territoire sacré de la patrie.

Pour les penseurs, pour les poètes, pour les savants, l'idée de patrie n'a jamais été qu'une expression géographique — je ne parle naturellement pas des stipendiés payés pour abrutir et égarer le peuple. — Il y a cinquante ans, Lamartine le disait dans ses vers de la *Marseillaise de la paix* :

Nations, mot pompeux pour dire barbarie.
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas ?
Déchirez ces drapeaux ; une autre voix vous crie :
« L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie ;
La fraternité n'en a pas ! »

Ce ne sont plus des mers, des degrés, des rivières
Qui bornent l'héritage entre l'humanité :
Les bornes des esprits sont les seules frontières ;
Le monde, en s'éclairant, s'élève à l'unité.

. . . .

Je suis concitoyen de tout homme qui pense :
La vérité, c'est mon pays.

Ces nobles et justes pensées sont celles de tous ceux qui font usage de leur raison et de leur cœur. Comme toutes les abstractions, toutes les religions au nom desquelles les puissants rusés demandent aux hommes obéissance et servitude, le patriotisme a ses fanatiques, ses croyants aveugles qui ne veulent rien savoir, rien comprendre; il a aussi ses prêtres toujours prêts à exterminer les hérétiques et les blasphémateurs.

Ces prêtres sont le corps des officiers, issus des séminaires de Saint-Cyr et Saint-Maixent. Ils sont trop intéressés à faire croire à l'idée de patrie pour mettre celle-ci en doute; ils s'en proclament donc les serviteurs dévoués. Ces vaillants défenseurs, des gens très indulgents avaient pu jusqu'alors les supposer sincères; le stérile et malfaisant métier des armes ne pouvait séduire que des âmes basses et des cœurs lâches si l'on ne prête, aux jeunes qui le choisissent, une foi véritable et le désir de vouer sa vie à l'idole; mais là encore les faits redressent l'erreur vers laquelle on glissait; non, la vie parasitaire, abrutissante et brutale des galonnés ne se drape d'aucun oripeau d'idéal, aucune erreur ne les excuse, ce n'est que cabotinage et hypocrisie; les prêtres du patriotisme en remontreraient aux ecclésiastiques pour la tartuferie.

Malheureusement pour eux ils viennent de se démasquer; l'affaire Esterhazy les met en vilaine posture ou plutôt en imposture.

Il est établi désormais que l'ancien zouave du pape, devenu commandant dans l'armée française et décoré de la Légion d'honneur, vendait en détail les secrets de sa patrie au Prussien Schwarzkoppen, préparait et souhaitait de toutes ses forces l'invasion prochaine qui doit lui procurer la joie de voir les Parisiens massacrés par cent mille soldats ivres; une seule patrie ne suffisant pas à l'entretenir, logiquement il en servit plusieurs.

Pour ceux qui croient à la patrie, Esterhazy est un traître et mérite le bagne sinon l'échafaud, et les tartufes eussent dû s'indigner et crier à l'abomination! — mais pas du tout, les voilà subitement oublieux de leur rôle et s'efforçant de soustraire le traître à la colère des patriotes; plus on l'accuse, plus ils l'absolvent.

C'est plus que de la maladresse, c'est de la démence, démence bienfaisante cette fois, puisqu'elle fera réfléchir les chauvinards qui n'auront plus que ce qu'ils méritent s'ils consentent à marcher lorsque les de Pellieux et les Esterhazy les conduiront à la boucherie.

Car, à moins que la bêtise, elle, n'ait point de frontières, le peuple que l'on mènera aux nôtres reconnaîtra dans ses chefs les amis du traître Esterhazy, les descendants directs des officiers de l'armée de Condé, comme l'a si curieusement révélé Urbain Gohier, les professionnels de la trahison, les maniaques de la capitulation : il n'aura pas d'illusion à se faire; que la vérité lui suffise, elle devient assez éclatante.

LUDOVIC MALQUIN.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

CRUAUTÉ DE CE TEMPS

On répète que nos mœurs s'affinent sans cesse et s'adoucissent.

Il n'y paraît guère, pourtant, aux courses de taureaux, aux combats de coqs ou encore à ces assauts *entre lutteurs dont les os craquent « pour de vrai »*. Il est notoire aussi que les recettes des ménageries augmentent en d'énormes proportions, si peu que le dompteur se soit fait dévorer.

Et je ne parle qu'en passant de la messe rouge officiée, de temps à autre, par le bourreau devant une *affluence de fidèles toujours respectable*. Car il y a mieux depuis quelques jours. Mieux qu'un vulgaire délire du sang, atavique remontée aux joies des fauves nos ancêtres.

A ceux qui peuvent mettre le prix ne faut-il pas des cruautés se compliquant d'un peu de sadisme et raffinées jusqu'aux sensations pour buveurs d'éther?

C'est afin de répondre à ce besoin qu'un tenancier de manège imagina récemment *soixante-douze heures de course, à bicyclette, sur la même piste*.

Au dire des reporters, cela fut à souhait.

Dès la quatorzième heure, un des concurrents, pris de folie, se mettait à déambuler sur la piste, en chantant à tue-tête. Il s'emparait du parapluie d'un spectateur, l'ouvrait et caracolait ensuite devant la foule, « à la grande hilarité des spectateurs », disent les chroniqueurs.

Avant la fin des premières vingt-quatre heures, plusieurs coureurs étaient déjà tombés de machine et s'étaient grièvement blessés.

A la quarante et unième heure, Foureau s'imaginait qu'on lui mettait des pétards sous ses roues et que, chaque fois qu'il arrivait dans un virage, il lui fallait éviter une voiture.

Au moment où la finale de la quarante-huitième heure fut annoncée par un coup de pistolet, Fischer courut à un arbre, l'enlaça de ses bras tremblants, et, grimpé sur une branche, fit entendre des cris d'animaux. On eut toutes les peines du monde à le faire descendre. L'assistance s'amusa beaucoup.

Avant-hier soir, le manager, pour corser son odieux spectacle, fit tirer un feu d'artifice sur la

pelouse de son établissement. Des coureurs ouvrirent aussitôt les mains pour recevoir ce qu'ils croyaient être une pluie d'or. L'un d'eux s'écria d'une voix tonitruante : « Nous voici dans le paradis! »

Ne cherchez pas à ces modernes jeux du cirque les batteurs de records, vainqueurs habituels des tournois sportifs. Ils n'eussent pas consenti à s'épuiser jusqu'à la folie et jusqu'à la mort..... pour quelques cents francs.

Car tel était le prix de la folie et de la mort.

Quelques cents francs, voilà ce que la troupe des hallucinés allait poursuivre *pendant soixante-douze heures* sous un ciel de feu!

Aussi ce fut la course du désespoir. Et des malheureux seuls, des vaincus de la vie, — étonnés sans doute de se trouver en aussi grand nombre — se comptèrent au départ. Quand on retourna les poches de l'Américain Albert Franck, grièvement blessé, on n'y trouva pas un sou.

Donc pas de gloriole, pas de réputation à gagner, pas de fortune à faire.

D'une part, quelques misérables talonnés par la faim. De l'autre, des dégénérés, abrutis de paresse, détraqués par la débauche et à la recherche d'un peu de souffrance humaine pour remplir le vide de leur vie. Enfin un trafiquant ignoble, quelque féroce Shylock imaginant de confronter ces deux infamies, d'amuser la détresse morale avec la détresse physique, et voilà monté le grand drame, le drame type de la cruauté moderne.

Oui, bien moderne ce spectacle. Moderne, parce qu'il dénonce le genre de distraction nécessaire à toute une catégorie de gens, et montre le sadisme se propageant de nos jours, comme en toute société mourante. Mais moderne aussi, moderne surtout parce que s'y révèle l'élément principal, l'élément actif de toute cruauté actuelle, le capital.

C'est le capital, en effet, qui livre le pauvre sans défense aux fantaisies cruelles du riche.

Et c'est le capital aussi, c'est la discipline capitaliste qui nous façonne tous, riches ou pauvres, à la cruauté. La loi toute-puissante du salaire, l'obligation de gagner sa vie au lieu de la mériter, la nécessité de se vendre aux exigences du capital, nécessité où nous sommes courbés nous-mêmes, et où nous voyons autour de nous chacun se courber, tout cela finit par s'imposer à tous d'une façon si inflexible, qu'on devient insensible aux souffrances endurées de ce chef. Et pourtant elles sont parfois terribles ces souffrances. Elles sont plus que tout dignes de pitié. La course désormais fameuse des soixante-douze heures est-elle autre chose que l'image grossie, l'image dramatisée de la vie pour beaucoup de nos semblables? Or, à chaque heure, nous la coudoyons cette réalité de misère, de lassitude et de surmenage. Nous vivons parmi cette course sanglante vers d'improbables résultats, et, façonnés à l'indifférence par l'habitude de ce spectacle, par sa nécessité à laquelle nous croyons, nous n'en sommes même pas émus. Si nous n'applaudissons pas, comme les spectateurs du sport homicide, nous ne compatissons pas non plus.

Il suffit qu'une besogne soit payée pour que le salaire — devenu chose magique, tant nous le respectons — rende cette besogne normale et nous empêche de plaindre les malheureux écrasés sous elle. Le martyre quotidien de certains métiers exciterait la réprobation unanime s'il était imposé par la force au lieu d'être échangé contre un salaire, ce qui n'enlève rien pourtant à la cruauté du labeur.

De même les amateurs de sensations qui venaient, l'autre jour, surveiller l'état de leurs victimes, savouraient en toute paix leur honnête distraction. Les prix de la course mettaient leur conscience en repos.

Une des fonctions du salaire et, par suite, du capital, c'est de légitimer la souffrance, de légaliser la douleur. Voilà pourquoi nous disons que l'argent est éducateur de cruauté.

Or cette cruauté spéciale des sociétés fondées sur l'argent, cette cruauté froide et compassée jusqu'où retentit-elle? Dans quelle mesure explique-t-elle la cruauté plus violente, la cruauté rouge qui veut du sang et qui peuple les abords des guillotines?

Je ne sais. Mais tout se tient dans l'homme. Et il est évident que dans une large mesure, l'argent est responsable si, de notre temps, par une étrange contradiction, les individus sont à deux faces, très affinés à de certains points de vue, barbares à d'autres.

Charles-Albert.

DEUX TACTIQUES... RÉVOLUTIONNAIRES

Nous avons déjà exposé dans les *Temps Nouveaux* comment, pendant la période des émeutes, les social-démocrates italiens ont cru... scientifique et révolutionnaire de prêcher le calme. Maintenant nous pouvons, par les aveux des social-démocrates mêmes, par leurs déclarations au cours des procès, établir d'une manière certaine qu'ils sont fermement décidés à ne pas se mêler à l'effervescence révolutionnaire.

Nous tenons à faire cette démonstration le plus clairement possible, parce qu'il est toujours utile de bien savoir sur qui l'on peut compter pour la lutte.

Et d'ailleurs il est bon d'établir d'avance les responsabilités des partis. Quand on se prétend ami du peuple et de son émancipation — c'est-à-dire adversaire de l'oppression présente, — on a des devoirs à accomplir, qu'il faut préciser.

Bien que nous ne niions à personne le droit de se défendre comme il veut, une fois poursuivi, nous relaterons tout de même les déclarations des social-démocrates devant les conseils de guerre, parce que nous ne voulons pas leur faire l'injure de les croire capables de varier leurs affirmations selon l'occurrence. D'ailleurs les déclarations des accusés sont les mêmes que celles faites par tous les gros bonnets du parti avant les émeutes et sont confirmées maintenant par ceux restés libres.

Il suffit de lire le compte rendu de n'importe quel procès où se trouvaient des social-démocrates, pour retrouver cette déclaration presque stéréotypée : « Nous n'avons pas pris part aux émeutes; nous sommes adversaires de toute espèce de troubles, parce que la tactique de notre parti prêche l'évolution pacifique, la conquête électorale des pouvoirs politiques comme le seul moyen efficace pour l'émancipation des travailleurs. »

Le député Turati a été condamné à douze ans de réclusion par le conseil de guerre de Milan; sa condamnation est plus que toutes les autres injuste, parce qu'il a été en Italie le plus ancien et le plus acharné partisan de l'attitude et de la tactique antirévolutionnaires de son parti. Il a dit dans son interrogatoire : « Je ne crois pas utiles au parti socialiste ces révoltes, ces ruines. » Il a exposé toute son action pour empêcher les troubles. Informé de la probabilité à Milan d'une manifestation ouvrière, il la déclara « stupide et sans but ».

Le social-démocrate Eugenio Azzerboni, poursuivi au conseil de guerre de Florence pour excitation à la haine des classes, etc., a pu démontrer qu'il avait toujours prêché le calme. « A Follonica, a-t-il dit, d'accord avec les gendarmes, j'ai prêché le calme pendant une manifestation ouvrière. » Le magistrat criminel (*pretore*) et le maire de Pontassieve déclarèrent que, « à Pontassieve où Azzerboni avait fait de nombreux prosélytes au socialisme, le calme n'avait été troublé d'aucune façon ».

Les juges militaires ont acquitté Azzerboni, et certains d'entre eux lui ont serré la main. Le tableau, comme on voit, était touchant.

A quoi bon continuer à relater ces déclarations, toujours pareilles, devant les conseils de guerre? Il vaut mieux citer celles des social-démocrates, qui continuent maintenant la propagande de leurs idées. Le député De Amicis, dans sa lettre « aux électeurs socialistes du Piémont », écrivait que « le parti socialiste abhorre la violence, qui est folie et crime, et qui est usée même pour la cause la plus sainte ». Et il ajoutait encore que « les quelques socialistes ignorants ou illusionnés ayant pris part aux émeutes avaient trahi le programme du parti, s'étaient révoltés contre leurs chefs ».

L'*Avanti*, organe quotidien du parti, déclarait, dans son numéro du 9 juillet dernier, que *le groupe parlementaire socialiste avait décidé que, jusqu'au futur Congrès national, encore éloigné, on ne devait rien changer à l'organisation ni à la tactique du parti.* Et nous savons combien cette tactique est peu révolutionnaire!

Walter Mocchi, un socialiste napolitain, écrivait dans l'*Avanti* du 14 août que « les socialistes sont trop civilisés et trop humains, et surtout trop conscients de ce qu'ils veulent pour recourir aux insurrections inutiles, même victorieuses ».

L'attitude des social-démocrates italiens dans les prochains événements n'est donc pas douteuse. Discuter avec eux sur leur rôle — ils prêcheront le calme pendant que les troupes fusilleront les affamés — est inutile.

Essayez de leur démontrer la nécessité de la révolution, parce que les bourgeois défendront par tous les moyens leurs privilèges; dites-leur que l'histoire de toute civilisation est la victoire sanglante des opprimés contre les oppresseurs : ils vous répondront que... Marx et Engels n'avaient pas encore découvert le matérialisme de l'histoire.

Convaincre les ouvriers appartenant à la social-démocratie que la tactique de leur parti est antirévolutionnaire, voici l'œuvre des camarades qui continuent la propagande anarchiste en Italie.

* *

A côté de la veulerie des social-démocrates, nous aimons à donner les preuves de l'énergie révolutionnaire des anarchistes italiens.

La circonscription de Santa-Sofia (Toscane) fut soumise à l'état de siège, bien qu'il n'y eût éclaté aucune émeute.

On croit que cette mesure fut prise par le gouvernement parce que, il y a plus de dix ans, une bande insurrectionnelle se montra dans la circonscription de Santa Sofia, sans échanger d'ailleurs un coup de fusil avec les gendarmes.

On arrêta naturellement plusieurs camarades et on les poursuivit pour association de malfaiteurs au conseil de guerre de Florence. Presque tous se déclarèrent anarchistes et tous ont été condamnés à plusieurs années de réclusion.

Écoutez ce dialogue entre le procureur du roi et le camarade Arduro Franciui :

« Le procureur. — Quel est le but de l'anarchie?

Francini. — Une société d'égaux.

Le procureur. — Et avec quels moyens voulez-vous y arriver?

Francini. — Avec l'instruction, la civilisation et le progrès.

Le procureur. — Et si la révolte était nécessaire, vous vous révolteriez?

Francini. — Certainement. »

Comme on le voit, quand les anarchistes se battront avec le peuple contre le gouvernement, les social-démocrates prêcheront le calme.

Après, si la répression malheureusement triomphe, ceux-ci essayeront de démontrer que les anarchistes n'ont pas encore compris... le socialisme scientifique.

Quels drôles de révolutionnaires ces social-démocrates! Et quelle drôle de science!

N. S.

Le Mouvement ouvrier

Le journal *le Temps*, par l'organe d'un de ses rédacteurs, a trouvé le moyen de résoudre au moins pacifiquement la question sociale. C'est le congrès des mutualistes tenu ces jours derniers à Reims qui lui a fait, enfin, trouver une solution à tous les maux dont souffre notre société. Il est bon de dire que les bourgeois de tout acabit poussent les ouvriers dans cette voie, sachant bien que, préoccupés de s'assurer le médecin et les médicaments en cas de maladie, ou de songer à se préparer un enterrement convenable, ils ne songeront plus à étudier la question sociale.

Les socialistes, toujours nouveaux dans leurs idées, n'ont trouvé qu'une chose, remplacer les sociétés de secours mutuels par un projet de caisse de retraites gérée et administrée par l'État.

Voyez-vous la différence? Moi pas, sinon une nouvelle restriction de la liberté individuelle, puisque chacun devrait payer un nouvel impôt à l'État qui, en retour, nous accorderait, quelques semaines avant de mourir, une rente plus que dérisoire.

Mais dans toute cette comédie socialo-humanitaire, les partisans de l'un ou l'autre système n'ont oublié qu'une catégorie de travailleurs : ceux à qui justement il serait le plus nécessaire de venir en aide, ceux que de longs chômages, se renouvelant à chaque instant, mettent dans l'impossibilité de payer régulièrement des cotisations quelconques; ceux aussi qui, travaillant du matin au soir pour un salaire dérisoire, n'arrivent pas à vivre avec celui-ci.

Et le sans-travail perpétuel, le trimardeur, résidu et résultat de notre ignoble société, allant de ville en ville, espérant toujours trouver mieux ici que là, passant sa vie à chercher ce mieux qui lui sera toujours refusé, il n'en a cure, lui, de vos sociétés de secours mutuels, de retraites et autres balançoires, qu'elles soient dues à l'initiative privée ou à celle de l'Etat.

Allez-y, bourgeois, organisez et encouragez l'égoïsme mutualiste, où l'on escompte la mort de son cosociétaire dans l'espoir de voir la rente grossir et la société devenir plus riche! Vous, faux socialistes, réclamez des retraites d'Etat! Pendant ce temps, la classe ouvrière, la vraie, celle à qui doivent aller toutes nos sympathies, crève de faim.

De quelque manière, les uns et les autres, que vous espériez détourner le prolétariat de la voie révolutionnaire, vous n'y parviendrez pas.

Votre chute est plus près que vous ne semblez le croire.

∴

La grève des tisseuses de Rouen, dont j'ai déjà eu l'occasion de parler, dure toujours. Depuis plus de six semaines, trois cents femmes, pour ne pas laisser amoindrir un salaire de famine, refusent de retourner à l'atelier.

La police donne à chaque instant l'occasion d'agir; ces jours derniers encore, une quinzaine d'ouvrières ont été arrêtées. Les chocs entre la police et les grévistes deviennent plus fréquents.

Malheureusement, quelques vagues députés vont de temps en temps refroidir le zèle des grévistes, prêcher le calme et la dignité, et tout rentre dans l'ordre.

Quel dommage qu'un de nos camarades ne puisse aller dire à nos sœurs de Rouen les véritables causes de leur misère. Sûrement il serait compris!

Des appels sont faits un peu partout en faveur des grévistes.

∴

Une certaine agitation règne parmi les pêcheurs de Concarneau.

A la suite de l'incendie (!?) de plusieurs usines, les pêcheurs avaient repris la mer, espérant une reprise de la vente, mais le parquet de Quimper, qui fait une enquête (!) sur les incendies, interdit la vente du poisson, et force fut aux pêcheurs de le rejeter à la mer.

On ignore le motif de cette prohibition. Les pêcheurs se sont mis en grève.

∴

Six cents ouvrières de la manufacture des tabacs de Nantes, qui se plaignaient depuis quelque temps que la feuille de tabac qui sert de robe au cigare fût de mauvaise qualité, se sont mises en grève après avoir formulé leurs observations : L'abondance des déchets diminue beaucoup le salaire.

Nous savons depuis longtemps que l'Etat-patron se moque de la bonne qualité de ses produits comme du bien-être de ses ouvriers.

Et nous ne pensons pas que cela doive changer, avec l'Etat-patron socialiste.

∴

La grève des tullistes de Calais, provoquée par la violation des tarifs en vigueur, est loin d'être terminée. De nouveaux grévistes se joignent à ceux de la première heure.

MM. de France prétendent faire payer à chacun de leurs ouvriers, pour préjudice causé par la rupture du contrat de louage, une somme de 250 francs.

L'affaire est portée devant le conseil des prud'hommes.

Le droit de grève supprimé par le patron, les ouvriers tenus d'indemniser celui-ci des dommages que lui attire sa propre rapacité, voilà qui porte au comble l'illogisme économique de notre temps.

∴

A Privas, les ouvrières des ateliers du moulinage de la soie sont en grève. A la suite de la crise provoquée par les événements de Cuba, les patrons avaient diminué les salaires.

La grève est générale dans la région. Onze ateliers sont fermés et on annonce la fermeture de plusieurs autres.

Une délégation des ouvrières est allée trouver le préfet.

Encore les brebis qui demandent la protection du loup.

∴

La grève des tonneliers de Nice se poursuit.

Les ouvriers s'étaient solidarisés avec un camarade injustement chassé.

Le patron, petit tyran, ne veut pas céder. Et la magistrature et la police lui prêtent main-forte. Deux grévistes arrêtés vont passer en correctionnelle.

Une fois de plus, les faits le prouvent, Autorité et Capital sont nos ennemis inséparables. Il faut les détester également et les combattre ensemble.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Autorité paternelle. — On a lu dans les quotidiens le récit de la mort tragique de cette fillette de dix ans qui se serait jetée, ou serait tombée par la fenêtre de sa chambre — on soupçonne même les parents de l'avoir précipitée dans la cour vitrée où elle a trouvé la mort. Les détails publiés sur l'existence de la petite Guyon sont navrants. Privée de nourriture, réduite à l'état de squelette, séquestrée, elle serait morte d'inanition si sa chute, accidentelle ou calculée, n'avait abrégé son martyre. Une indignation s'élève de toutes parts contre ses bourreaux, des cris de mort les accompagnent dans leurs pérégrinations à la Morgue ou à leur domicile.

Oui, sans doute, ils sont hideux ces parents, et les poings se crispent à la pensée de cette ignoble lâcheté, tuant goutte à goutte ce pauvre petit être sans défense! Mais à qui donc la faute?

Dès l'enfance on nous enseigne sur tous les tons la subordination complète à la volonté des parents. L'enfant doit le respect, l'obéissance, la soumission passive à son père et à sa mère. Ceux-ci règnent en maîtres absolus, leur autorité est sans limites, nulle résistance, nulle discussion, nulle objection n'est permise; en toute question, leur décision est sans appel. Juges et partie, aucun recours n'est possible contre leurs arrêts. Il faut se taire et obéir, *parce qu'on est le plus faible*! Leur bon plaisir, étayé de leur force, suffit à lui seul à tenir lieu de raison. « Je veux, dit le père, parce que je veux, et cela suffit. » A l'école, dans la famille, partout on entretient l'enfant de ses devoirs et des droits des parents, jamais de ses droits et des devoirs de ceux-ci.

Plus tard, quand l'enfant a grandi, quand, à son tour, il devient père, il se rappelle les leçons de jadis. Le voilà maître à son tour. Il a des droits nouveaux à exercer. On a des devoirs envers lui. Et ses droits, en effet, il les exerce, comme il exige de ses enfants l'observance de leurs devoirs. C'est la guerre qui s'ouvre, si l'enfant, doué d'un esprit indépendant, résiste et consent avec peine à abdiquer sa personnalité devant celle envahissante du père. Et, comme en toute guerre, le plus faible est vaincu!

Les parents Guyon ont exercé leurs droits. La résistance qu'ils rencontrèrent chez une enfant « précoce et maladive » les amena graduellement à redoubler de « sévérité », ajoutant les rigueurs aux rigueurs, augmentant chaque fois la dose, se lançant dans une lutte dont ils tenaient à honneur de sortir victorieux, en vertu de cet amour-propre stupide et lâche dont une éducation autoritaire avait empoisonné leur esprit.

Je ne les défends pas. Je dénonce seulement la cause primordiale de leur crime. Quand on aura rompu avec ce vieux préjugé de l'autorité paternelle, quand on sèmera dans l'éducation des hommes un plus grand esprit d'égalité, on verra se réduire le nombre des enfants martyrs.

∴

La Grande Famille. — Les assassins professionnels qui portent des graines d'épinard sur les épaules afin de se signaler à l'admiration des foules anthropophages, s'en donnent à cœur joie en ce moment. Trop lâches pour opérer eux-mêmes, ils chargent le soleil de joncher leur passage de cadavres. Malgré les chaleurs torrides que nous subissons, on fait exécuter partout des manœuvres destinées à aguerrir nos soldats. Rien ne forme un guerrier comme de le faire mourir d'insolation.

A Verdun, un certain nombre de cas d'insolation se sont produits le 17, pendant les manœuvres de garnison qui ont eu lieu aux abords de cette place. Un homme du 1er bataillon de chasseurs est mort en route. Bien que fatigué par la journée de la veille qu'il avait passée à Mars-la-Tour, le malheureux avait cru pouvoir marcher avec ses camarades et ne s'était même pas présenté à la visite.

De Lorient on mande que les manœuvres auxquelles viennent de prendre part les 62e et 116e régiments d'infanterie, les 28e et 35e d'artillerie et le 2e chasseurs à cheval, dans le Morbihan, ont été également attristées par de nombreux accidents. Le soldat Palierne, du 62e, a été frappé d'insolation mercredi et a succombé hier matin à l'hôpital de Pluvigner. Le soldat Mathurin Granvallet, âgé de vingt-trois ans, au 116e, est mort également hier en rentrant à la caserne La Bourdonnais, à Vannes. Une centaine d'hommes, malades, ont dû être ramenés en chemin de fer.

De Nancy on fait savoir que la 11e division du 20e corps, étant en manœuvre, avant-hier et hier, entre Lunéville et Nancy, un certain nombre de soldats du 79e régiment ont été indisposés, par suite d'insolation, pendant le retour aux casernes sous une chaleur tropicale. Un caporal réserviste, nommé Lamireille, instituteur à Nonville (Vosges), âgé de vingt-neuf ans et qui accomplissait sa deuxième période de vingt-huit jours, est mort.

De Saint-Brieuc on écrit que les débuts des manœuvres du 71e régiment ont été marqués par la mort d'un soldat nommé Hamon, frappé d'insolation. Onze de ses camarades ont dû être transportés à l'hôpital. Repos absolu d'une journée a été donné au régiment.

De Grenoble on télégraphie que pendant une marche du 140e d'infanterie, entre Voiron et Saint-Siméon-de-Bressieux, deux soldats sont morts à la suite d'une insolation.

Tantôt les fièvres, tantôt le refus de soins, tantôt les assommades, les supplices divers enfantés par l'imagination féconde des galonnés, tantôt les fusillades, tantôt les insolations, on le voit, les moyens sont variés pour exercer sa démence meurtrière!

André Girard.

Italie.

Les manifestations populaires avec un caractère plus ou moins déterminé de *jacquerie* continuent; la récente répression n'a pas supprimé chez les ouvriers et les paysans le besoin de se nourrir, et n'a terrorisé personne.

Par-ci par-là, quand le besoin est plus aigu, les ouvriers ou les paysans, qui ne croient plus aux promesses des gouvernants et ne peuvent attendre qu'une majorité social-démocrate soit entrée au Parlement, se mettent en révolte ouverte contre la municipalité, qui est le représentant le plus immédiat de l'oppression, et contre les gendarmes, ces défenseurs des propriétaires.

Maintenant c'est dans le Midi, la région la plus pauvre et la moins civilisée d'Italie, que viennent d'éclater deux émeutes.

« Campobasso, 16 août 1898. — A cause des nouvelles taxes pour l'ouverture d'une route obligatoire, hier 2.000 paysans parcoururent la route de Trivento avec un étendard tricolore, aux cris de : « Vive le Roi! A bas la municipalité, les voleurs et les taxes! » La troupe a dispersé le rassemblement et a opéré plusieurs arrestations. » (*Resto del Carlino*, Bologne, 17 août 1898.)

« Campobasso, 16 août 1898. — On télégraphie de Ripabottoni qu'hier, jour de l'Assomption, le peuple de Morroni s'est révolté contre les autorités locales.

« Des gendarmes accourus des pays voisins ont été blessés. Vingt femmes ont été arrêtées. » (*Avanti!* Rome, 18 août 1898.)

A mon avis, l'importance symptomatique de ces deux faits n'échappera à personne; ils confirment que la misère en Italie est épouvantable; pendant l'été, la saison du travail, et après la dernière saignée, les émeutes éclatent tout de même. C'est une caractéristique manifestation de l'état d'âme des travailleurs italiens : ils n'ont plus confiance qu'en leur initiative et dans l'emploi de la force. Si dans le midi de l'Italie on croit encore au moyen enfantin

d'empêcher la répression en criant : « Vive le Roi! » cela passera bientôt. Le gouvernement s'en charge avec sa répression systématique.

Tout nous confirme dans la conviction que l'Italie est bien plus proche qu'on ne croit de nouveaux troubles sanglants, causés par la faim. Ils pourront se convertir en révolution efficace ; ils pourront nous assurer une liberté et un soulagement relatifs; mais à une condition : c'est que les partis révolutionnaires soient à la hauteur de la situation et que leur action soit comprise du peuple.

⁂

C'est la propagande révolutionnaire que craint le gouvernement. Pour l'enrayer, il ajoute à une large répression des actes politiques prévus par le code criminel, l'application des lois d'exception, votées dernièrement par le Parlement.

A Assab, en Afrique, les révolutionnaires que le climat torride ne tuera pas pourront être, sans trop de scandale, supprimés. La colonie d'Afrique, après avoir fourni des gains immenses aux fournisseurs pendant la dernière guerre, servira une autre fois à quelque chose.

Les camarades Mori, Rimbotti et Mannini, de S. Giovanni Valdarno (Toscane), ont déjà été condamnés à trois ans de *domicilio coatto;* Errico Malatesta, qui devait être libéré le 17 août, après avoir terminé sa peine à 7 mois de réclusion, a été par ordre ministériel maintenu en prison et sera probablement envoyé à la relégation. La condition du camarade Malatesta est bien étrange : pour le seul fait qu'il était rédacteur du journal anarchiste *l'Agitazione* pendant les émeutes d'Ancône, on l'a condamné à 7 mois de réclusion ; pendant qu'il expiait sa peine, on vota des lois d'exception, en vertu desquelles on l'enverra probablement en Afrique.

Il n'y a pas de raison pour que, plus tard, on ne continue à le garder en prison, parce que..... il y était déjà.

C'est la justice de tous les tribunaux. La vieille hypocrisie, selon laquelle les condamnations des juges sont la défense de la société, commence à s'ébranler. Dans l'habitude de la répression, les gouvernants et les juges oublient de jouer leur comédie. Tant pis pour eux : il y avait toujours assez d'idiots pour croire à l'impartialité des juges et au rôle bienfaisant des gouvernants.

Dans le cas de Malatesta, c'est sa véritable force de propagande, son dévouement à l'émancipation des travailleurs et à la cause révolutionnaire qu'on craint.

Certainement le mouvement anarchiste italien perd avec l'incarcération de Malatesta une aide puissante; mais il marchera tout de même. Il y a encore assez de camarades libres pour poursuivre la propagande des idées, l'organisation des ouvriers, pour s'apprêter aux prochains événements.

⁂

En Angleterre, dans la Belgique et en Suisse, des manifestations ouvrières se sont produites pour protester contre la répression italienne et pour secourir les détenus politiques et leurs familles.

En Italie, la presse révolutionnaire ou soi-disant telle est supprimée; la protestation se borne à l'intention d'élire à la députation quelque condamné par les conseils de guerre, et peut-être à maudire en chambre, loin du public, le gouvernement et la répression.

On trouverait facilement avec un peu de bonne volonté de meilleures formes de protestation.

N. S.

Hollande.

La grève des charpentiers d'Amsterdam, qui durait depuis plusieurs mois, est terminée.

A plusieurs reprises des désordres s'étant produits, la police a dû charger à l'arme blanche pour disperser les grévistes.

Une chose très curieuse pendant cette grève, ce fut le refus, par les ouvriers, de travailler à l'embellissement de la ville pour le couronnement de la reine.

Cette préoccupation de dignité morale, à côté des soucis ordinaires du salariat, apparaît comme un précieux indice de l'éducation révolutionnaire de la masse. Et il serait grandement à souhaiter que des faits de ce genre se produisent plus souvent.

L'une des causes principales de l'échec a été l'hostilité des unions de charpentiers religieuses (catholiques et calvinistes), par conséquent antirévolutionnaires.

Ces unions ont l'habitude de faire obstacle à chaque mouvement ouvrier.

De tels faits caractérisent la situation sociale en Hollande.

La jeune reine Wilhelmine revêtira les insignes de la royauté dans des conditions peu favorables. Et il est très probable que des manifestations antiroyalistes se produiront au moment des fêtes.

Angleterre.

Pays de Galles. — Jusqu'à quel point toute l'organisation sociale se tient aujourd'hui au profit des exploiteurs — on ne l'apprend que par expérience.

Ainsi, dans le pays de Galles, où les mineurs sont en grève, la misère est affreuse. Alors, le « Bureau des Gardiens des Pauvres » (partie de la municipalité) de la ville de Merthyr décide de déléguer un de ses membres pour examiner les cas les plus terribles misère, afin de leur venir en aide.

Que fait la compagnie des exploiteurs ? Immédiatement — notification sur papier timbré que le Bureau sera poursuivi pour prévarication, s'il dépense l'argent des contribuables, pour venir en aide à des hommes qui ne sont pas infirmes.

Et immédiatement encore, la Banque à laquelle le Bureau dépose son argent prévient le Bureau qu'elle refusera de payer aucun de ses chèques tant que ces dépenses ne seront pas approuvées par le gouvernement provincial!

C'est impayable. Voilà un Bureau, nommé par le suffrage universel pour distribuer des secours aux pauvres. Il se propose d'user de ses droits « légitimes » — et le voilà menacé de tribunal pour cela. Et d'autre part, la Banque, qui ne tient l'argent du Bureau qu'en dépôt, refuse de restituer cet argent, une fois qu'il sera employé pour les grévistes !

On aurait peine à le croire. Mais c'est vrai. La presse bourgeoise elle-même le signale comme un « fait divers intéressant ».

Tout se tient; *tout* est à détruire.

K.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Un camarade désire vendre les trois premières années de la *Révolte* brochée et non coupée. Envoyer les offres au bureau du journal.

⁂

Le groupe E. S. R. I., se réunit tous les mercredis, à 9 heures du soir, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève. Causerie par un camarade. On y trouve les brochures.

⁂

Vient de paraître le troisième numéro du *Pot-à-Colle*, organe des ouvriers de l'ameublement.

Sommaire : Le Travail aux pièces. — Coups de riflard : Chez Kriéger : Jésuites et mouchards. — Arnal l'affameur. — Chanson : Les Antipatriotes. — Les Brutalités policières. — L'Histoire du meuble. — Mouvement social.

⁂

Tous les samedis, réunion du groupe communiste du XIVe arrondissement, salle Anne, 27, rue Mouton-Duvernet.

A chaque réunion, une causerie est faite par un camarade.

⁂

Saint-Denis. — *Groupe libertaire d'études.* — Réunions tous les samedis soir, au local de la Verrerie ouvrière, salle Ollivier, rue du Port. Causeries, discussions.

Les camarades sont priés d'être exacts.

⁂

On nous annonce que le journal *La Misère*, publié il y a cinq ans, à Bruxelles, vient de faire sa réapparition.

Le journal se vend 5 centimes et est hebdomadaire.

Adresser correspondance, communications et abonnements au camarade A. Villeval, 107, avenue du Maine, Paris.

⁂

Pour des motifs de santé, le camarade Louis Galleani a été transféré d'Ustica à Pantelleria. Les camarades qui correspondent avec lui sont priés de prendre note de sa nouvelle adresse qui est : Luigi Galleani, Pantelleria (Italie).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Journal d'un Grincheux, par Gyp ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Législation et jurisprudence sociales, circulaire n° 23, série A, Musée Social, 5, rue Las Cases.

Différences sexuelles de la mentalité, 1 brochure, par Noémi Dorel, 1 fr., à la Bibliothèque de la Nouvelle Encyclopédie, 76, rue de Rennes, Paris.

A lire :

Autour des bois, par Lucien Descaves, *Aurore*, 17 août.

Vacances, par Jean Jullien, *Aurore*, 20 août.

A voir :

The Graphic, de Londres, numéro du 13 août : Les réfugiés de Santiago réclamant des vivres; Scènes de la misère à Londres, dessin de Lance Calkin.

Un article accompagné de gravures subjectives sur les convicts et les condamnés politiques dans les mines de Sibérie.

AUX CAMARADES

Nous venons de faire réimprimer *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, avec une couverture illustrée par *Rysselbergh.*

La brochure est en vente au bureau du journal 0 fr. 10, franco 0 fr. 15, le cent 7 fr. 50, port compris.

Notre image, *Chauvinard*, est en vente dans nos bureaux : 0 fr. 10 l'exempl. ; 0 fr. 15 par la poste, 7 fr. le cent.

Pour les collectionneurs, nous avons fait faire un tirage plus soigné que nous laissons à 0 fr. 50; par la poste, 0 fr. 60.

Nous avons fait déposer chez les libraires de Paris *La Morale anarchiste* de Kropotkine, *Les Anarchistes et les Syndicats* du groupe E. S. R. I. — Prière aux camarades de pousser à la vente.

Nous ferons réimprimer ensuite *A mon frère le Paysan*, par Elisée Reclus.

⁂

Prière aux camarades de réclamer le journal dans toutes les librairies, nombre de libraires intimidés refusant de prendre nos journaux.

PETITE CORRESPONDANCE

Un étudiant libertaire. — Nous n'en connaissons malheureusement pas se rapportant à nos idées.

Pot., à Marseille. — Entendu, nous vous les laisserons à 6 fr.

R. F., à Gijon. — Oui, acceptons timbres, mais ils perdent 30 0/0 environ.

P., à Horion. — Oui, il y a erreur de notre part, excusez-nous.

Ludo. — Quelques bonnes idées, mais un peu faible et enfantin.

Reçu pour les trimardeurs : H. R., 5 fr.

Reçu pour l'école des vacances : Ther., 1 fr. — Employé de chemin de fer, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : C., 0 fr. 50. — Employé de chemin de fer, 0 fr. 50. — F. T., 4 fr. 35. — P. Lefr., 2 fr. — Merci à tous.

L., à Noyant-la-Gravoyère. — C., à Lille. — S., à Amiens. — T., à Tenez. — L., à Avignon. — G., à Tarare. — V., à Nîmes. — T., à Pyrgos. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 19 — DIX CENTIMES — DU 3 AU 9 SEPTEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

V

Robert Owen (1771-1858).

Nous avons vu que la législation soi-disant ouvrière date depuis 1802, et qu'elle était toujours recommandée et pratiquée par les hommes d'Etat, par les savants, les publicistes aussi bien que par les agitateurs populaires et par le peuple lui-même dans ses meetings et pendant les émeutes assez nombreuses. Selon la terminologie bizarre de nos jours, on serait disposé à croire que tous ces R. Peel, Melbourne, Sadler, Ostler et tant d'autres étaient des socialistes. Car les députés social-démocrates dans tous les pays s'efforcent à persuader les ouvriers que le mot socialisme ne signifie autre chose que quelques réglementations pour les heures de travail, pour l'assurance contre les accidents du travail, pour la caisse de vieillesse, etc...

Tout autre était la conception du socialisme chez les braves gens qui, les premiers, se servirent des termes « socialisme », « socialiste », « plus-value », « question sociale », « intérêt de la classe ouvrière ». D'abord les hommes d'Etat eux-mêmes, en introduisant les différents projets de lois, définissaient bien leur but et les motifs de leurs actes. Par exemple, en 1819, pendant la grande agitation et les émeutes populaires, le duc de Kent (père de la reine Victoria), en ouvrant un meeting qu'il présidait, s'exprima en ces termes :

« ... Qui sait si la sauvegarde de l'Empire britannique ne dépend pas de mesures d'*améliorations* immédiates des conditions matérielles de la classe ouvrière?... » Pour exposer ces mesures immédiates, le duc donna la parole à R. Owen. Et ce dernier parla sur ces *améliorations*, car durant toute sa longue et noble carrière d'agitateur il aidait à tout le monde et par tous les moyens essayait d'accomplir le moindre acte au profit du peuple. Mais ce que lui et ses amis pensaient de ces *améliorations*, on le voit bien dans l'ouvrage de son ami intime W. Thompson (2).

Justement, il fait une bien longue analyse de différentes réformes proposées, à savoir : réformes politiques par les institutions représentatives; abolition de l'impôt sur le pain; assurance ouvrière contre les accidents du travail; association entre l'ouvrier et le patron, et autres. En conclusion, il dit :

« ... De toutes ces réformes, sans exception, on peut dire qu'elles sont utiles pour alléger un peu la misère à laquelle sont exposées les masses productrices.

« Mais, d'un autre côté, on peut dire aussi qu'elles ne sont toutes que palliatives et qu'aucune d'elles ne touche directement à la cause fondamentale qui, dans l'état actuel de l'humanité, retarde et même rend impossible l'acquisition du bien-être social et individuel. » (Pages 39-40.) Après avoir développé que la base de la justice sociale doit être le principe du droit de chacun sur le produit entier de son travail (y compris la plus-value), Thompson nous montre de qui les socialistes de l'époque attendaient la solution de la question sociale :

« Les producteurs, qu'on ne consultait jamais pour la réglementation de leur sort, commencent à étudier eux-mêmes leurs intérêts et à comprendre leur rôle important; bientôt ils vont parler à haute voix... et dorénavant eux seuls régleront les affaires de l'humanité, qui constituent essentiellement leurs propres affaires. » (Page 41.) Aussi catégorique et claire était la déclaration de R. Owen, le 5 décembre 1833, dans un grand meeting populaire. « Le travail, disait-il, est la source de la richesse et elle pourra rester dans les mains de l'ouvrier lorsque ceux-ci s'entendront à cet effet. »

Comprenant si bien le caractère plutôt palliatif qu'efficace d'une législation ouvrière et de toute amélioration partielle, tout de même R. Owen et ses amis étaient non seulement très actifs pendant l'agitation pour la réforme réclamée, mais dans la plupart des cas l'initiative d'agitation leur appartenait. Libre de doctrinarisme, véritable expression du génie pratique de sa nation, il saisissait toutes les occasions pour réveiller l'opinion publique, pour provoquer le groupement, l'entente dans la classe ouvrière. Nous verrons tout de suite quel travail colossal était accompli par les socialistes anglais durant la première moitié de notre siècle, mais nous sommes obligé de reconnaître que jamais ils n'ont cru que leurs entreprises législatives, ou pratiques, comme les trades-unions, la coopération et les marchés d'échange, constituent le socialisme.

* *

Fils d'un pauvre sellier du pays de Galles, R. Owen était obligé, dès l'âge de dix ans, de gagner sa vie par son travail. Jusqu'à l'âge de dix-neuf ans, nous le voyons sacrifiant tous ses loisirs à un ardent désir de s'instruire. Il lisait tout, en volant les heures de son sommeil, et, jeune homme de vingt et un ans, il était non seulement très instruit, mais il perfectionnait déjà la fabrication des cotonnades et gagnait la renommée du meilleur spécialiste dans cette importante industrie qui commençait à se développer à Manchester. Sa renommée grandissant de plus en plus, il était bientôt engagé comme directeur à New-Lanark, fabrique de la compagnie Dale et Arkwright. Encore à Manchester, il se distingua, comme directeur, en traitant ses ouvriers en amis. Engagé chez Dale, il en obtint l'autorisation d'agir avec les ouvriers comme il croirait le mieux. Les ouvriers de New-Lanark étaient mal famés, la fabrique rapportait très peu, et pourtant les ouvriers travaillaient, selon la coutume de l'époque, quinze et seize heures par jour.

Sans entrer dans les détails de cette première démonstration historique que la productivité du travail humain augmente avec la diminution des heures de travail, et que les conditions solidaires de la vie économique et sociale rendent solidaire aussi chaque être humain, j'indiquerai seulement qu'au bout de la première année la fabrique devint un modèle d'ordre; l'ouvrier travaillait quatre heures de moins par jour, il gagnait plus, se nourrissait mieux qu'ailleurs, et les revenus de la société augmentèrent.

Au commencement, R. Owen rencontra l'opposition de tout le monde, sauf miss Dale, en laquelle il trouvait un soutien ardent et qu'il épousa plus tard. Même les ouvriers étaient contre lui. Mais peu à peu il gagna leur confiance en organisant l'école et le jardin enfantins, la société coopérative de consommation, la bibliothèque, les cours populaires, la caisse de secours mutuels, en un mot en organisant, *sans aucun précédent*, tout ce qui constitue la base morale et économique du mouvement ouvrier de notre siècle.

Les rumeurs de ses réformes de pionnier d'un ordre tout nouveau et si humain se répandirent dans la masse, et quand, en 1800, devenu associé de la compagnie, R. Owen introduisit si carrément le travail de dix heures (1), l'éducation rationnelle et l'administration des travaux par les ouvriers eux-mêmes, alors New-Lanark devint un lieu de pèlerinage. D'Angleterre et de différents pays du continent venaient des visiteurs pour voir cette fabrique légendaire, ces écoles et jardins enfantins, ces ouvriers autonomes, son administrateur réformateur. Les écrivains et hommes politiques, les ambassadeurs, les dames mondaines, les membres des familles régnantes y passèrent. Chacun de ces visiteurs avait ses appréciations personnelles, mais tous comprenaient bien qu'ils assistaient à

(1) Voir les numéros précédents depuis le n° 11.

(2) *Labor Rewarded* (1827). Dans les pages 98 99, il raconte comment il était devenu, sous l'influence d'Owen, le partisan du communisme autonome et mutualiste. En son ouvrage remarquable, *Social Science* (1824-27), il traita le premier de la « surplus-value »; je l'ai déjà cité dans ma première brochure, *Pages d'histoire socialiste*, pages 19-20.

(1) Encore de nos jours, en Allemagne, les heures de travail dépassent ce chiffre de dix heures.

un nouveau départ *dans la vie sociale*... Seulement ils ne prévoyaient pas que les essais de Robert Owen, une fois adoptés par le peuple, allaient devenir un moyen puissant d'organisation et d'agitation ouvrière. Jusqu'en 1828 New-Lanark prospéra. Owen attira les sympathies et même la participation financière de Bentham, de Ricardo et d'autres hommes marquants; il lia des relations intimes avec tous les hommes avancés de l'époque.

Sous son influence, les premiers journaux ouvriers parurent à Glasgow, Edimbourg et ailleurs. On commença à ouvrir des écoles primaires. Quand le pédagogue Bell proposa sa méthode d'instruction mutuelle, Owen lui fournit les fonds (25.000 fr.); il proposa autant pour les écoles du système Lancaster, mais en donna seulement la moitié parce que l'administration stupide ne voulait pas recevoir les enfants d'autre religion qu'anglicane.

Souvent on voulut voir une simple philanthropie dans cette largesse d'Owen pour l'instruction populaire. C'est une erreur. Il avait tout un système élaboré d'instruction primaire. C'est lui qui inspira Strudge, c'est lui qui élabora le type d'école normale, c'est sous son influence que la Prusse adopta l'instruction obligatoire. Pouvait-il, en homme essentiellement pratique, agir autrement comme *initiateur* de mouvement socialiste? La richesse sociale de l'humanité consiste en deux éléments : richesses matérielles et richesse intellectuelle. Le socialisme réclame le droit pour tous à la jouissance de ces richesses, créées pour l'humanité entière. Autant que de nos jours les « honorables improductifs » s'opposent aux droits des producteurs sur les richesses matérielles, autant au commencement de ce siècle les « honorables » s'opposaient à l'instruction populaire. En détruisant les préjugés néfastes des oppresseurs contre l'instruction, R. Owen et nos pères ont rendu un immense service à l'émancipation sociale. A présent, tout le monde voit que plus la nation est éclairée, plus elle prospère; plus l'instruction est répandue dans le peuple, plus la vie devient agréable et multiforme. Le despote russe et l'assassin couronné de Turquie se vantent d'être les amis de l'instruction. Quand nous réussirons à détruire les préjugés économiques, quand la production, la consommation communistes s'imposeront aux nations, alors de nouveau tout le monde se dira partisan du communisme, car même à présent, avec les moyens de production que nous possédons, l'humanité libre, éclairée et solidaire serait capable de réaliser un tel bien-être qu'il dépasserait les rêves les plus fantastiques... Alors tout le monde comprendra toute la grandeur d'esprit pratique de l'initiateur qui donna la direction pour la lutte économique et avec ça détruisit les préjugés de l'obscurantisme. Il est remarquable que, dans l'Internationale aussi, la fraction socialiste la plus avancée s'occupa beaucoup d'instruction intégrale, et nos amis Ch. Robin, James Guillaume sont les représentants de cette fraction.

(*A suivre*). W. TCHERKESOFF.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

DE PÈRE A FILS

Le journal leur était tombé des mains et tous deux songeaient, quand des lèvres de l'enfant partit ce mot : Assassin!

L'homme, relevant alors la tête, dit à son tour :

— Oui, tous ceux qui tuent leurs semblables sont des assassins. Que ce soit avec un couteau ou un fusil, avec de la fatigue ou du soleil. Ce colonel laissant quatre morts et plusieurs centaines de malades aux fossés de la route est coupable comme s'il eût poignardé ses soldats. Rien ne manque à son crime. Pas même la préméditation, puisque, averti du danger par les premiers soldats qui tombèrent, il n'en persista pas moins à vouloir conduire à la mort les hommes qu'on lui avait confiés.

Et rien, non plus, n'excuse ce crime. Les autres assassins, ceux pour qui l'on garde la guillotine, eux, au moins, tuent pour quelque chose — par convoitise ou par passion. Celui-là tua pour rien, pour le plaisir, pour montrer à de jeunes soldats jusqu'où va la puissance d'un colonel. Il tua pour faire le beau devant ses hommes.

Assassin, tu as donc bien dit. Et le pire des assassins. Mais n'oublie pas que ces assassins-là n'osent l'être que parce qu'ils trouvent des gens qui se laissent assassiner. En un tel épisode de sauvagerie militaire, la lâcheté des victimes est faite pour nous indigner tout autant que la férocité du bourreau.

Quatre hommes, en effet, ne seraient pas morts, des centaines d'autres ne seraient pas malades, si les soldats de ce régiment avaient eu le courage de leur droit à la vie, s'ils avaient gardé, sous l'uniforme, la libre disposition d'eux-mêmes.

Car, sache-le, nulle discipline ne doit nous faire oublier que nous sommes, avant tout, des hommes. Or c'est un devoir pour l'homme de veiller sur sa propre vie et d'empêcher qu'on la gaspille en des entreprises criminelles.

La vie est une chose sacrée, inviolable, non seulement parce qu'elle est la vie, mais parce que chaque vie humaine a son sens, son but et sa place dans la vie commune. Aussi chaque homme est-il responsable du but de sa vie comme d'un dépôt remis entre ses mains. Et ce dépôt il n'a pas le droit de se le laisser prendre. Chaque homme doit rester le maître de sa vie, le seul juge de l'opportunité qu'il peut y avoir à la sacrifier.

Parmi les soldats qui, sans mot dire, se laissèrent décimer par les ordres stupides de leur chef, aucun n'avait, que je sache, donné comme but à son existence de rentrer quelques heures plus tôt ou plus tard à la caserne. Aucun, par conséquent, ne devait exposer sa vie pour cela. Voilà le point de vue d'où il faut envisager ce fait et il nous paraît alors bien plus grave qu'une simple contribution à la férocité des gens de guerre.

Chacun a sa tâche spéciale à remplir et chacun doit se garder pour elle. S'il est héroïque de faire bon marché de la vie quand des intérêts supérieurs nous y engagent, c'est une lâcheté de se la laisser voler par la première brute venue. Que la brute s'appelle colonel ou sergent, porte des galons ou n'en porte pas, cela ne change rien aux choses.

Que penserais-tu de l'homme assailli par des escarpes et qui ne vendrait pas chèrement sa peau?

Tu as lu comment cet officier, ou plutôt ce fou furieux, se ruait, l'insulte aux lèvres, contre les traînards. Il menaçait l'un d'eux, couché à terre, de lui faire passer son cheval sur le corps et le malheureux se mit debout, paraît-il, pour aller retomber mort dix mètres plus loin. Comment des hommes ont-ils supporté cela? Comment, à la minute précise où cette scène dégoûtante avait lieu, n'ont-ils pas compris quel était leur devoir? Comment n'ont-ils pas vu qu'à tout prix il fallait empêcher ce misérable d'insulter des hommes mourants?

Tu entendras dire que ces soldats assommés par le soleil s'entraînaient à la défense de leur patrie et sont morts, pleins de gloire, à son service. N'accepte pas ce mensonge. Pour défendre sa patrie, il faut du courage. Et les hommes qui se laissent assassiner par un bandit, au coin d'une route, sont des lâches. Ceux qui ne savent pas faire respecter leur vie quand il faut vivre ne savent pas mourir non plus quand il faut mourir. Tu les rencontreras peut-être conduits à coups de trique vers quelque boucherie. Ne t'attends pas à les voir marcher librement pour la défense de leurs frères.

Une troupe d'esclaves, un bétail, te dis-je, et rien de plus. Des hommes, de vrais hommes n'eussent pas attendu que la route soit noire de morts et de mourants pour protester contre la lubie homicide de leur chef. Tout de suite, ils seraient allés vers lui et lui auraient dit :

« Vouloir que nous marchions sans repos, pendant des heures et lourdement chargés sous *le ciel en feu*, cet ordre est un défi à l'humanité, un défi à la raison. Or, nous sommes, avant tout, des êtres raisonnables et nous refusons de nous associer à ce défi. Libre à vous, si cela vous plaît, de prendre un sac et un fusil et d'aller sous le soleil. Mais, nous autres, nous ne le ferons pas. A ce jeu quelques-uns de nous trouveraient la mort et nous ne voulons pas consentir à ce suicide, nous ne voulons pas être complices de ce meurtre. D'ailleurs, vous n'êtes plus notre chef. En ne comprenant pas ce que le dernier de nous a compris, vous avez perdu le droit de marcher à notre tête. Continuez de commander, si cela vous plaît; nous n'obéissons plus. »

Tu vas me dire que s'il faut parler ce langage pour être un homme, il n'y a pas beaucoup d'hommes dans le monde. Qu'importe! En toute circonstance et partout, à la caserne, comme ailleurs, reste un homme, c'est-à-dire agis selon la raison, selon l'humanité et ne regarde pas derrière toi combien ils sont.

CHARLES-ALBERT.

CONTRE LES PARENTS

Quand d'aventure la publicité daigne s'étendre sur un martyre d'enfant, immanquablement s'élèvent, à chaque fois, les mêmes formules d'apitoiement, les mêmes cris, plus ou moins sincères, de réprobation. Tel s'indigne de la brutalité de certains parents, tel en appelle à la sévérité des lois, trop douces à son gré, et en réclame de plus draconiennes; des femmes larmoient; des hommes ergotent, assignant telle limite congrue à la vindicte paternelle, au delà de laquelle la loi devrait intervenir...

Puis, l'oubli vient; l'indifférence reprend ses droits; bientôt l'indignation s'est apaisée; le Code demeure intact; les pleurs s'en sont allés en eau de boudin, et, comme devant, l'arbitraire paternel ne cesse de s'exercer sans frein.

Partout, dans le silence de leur faiblesse, de pauvres petits êtres continuent d'endurer avec une héroïque résignation des souffrances surhumaines, dont les plus stoïques se révolteraient.

La veulerie des voisins, de crainte d'une « affaire », d'une querelle, de petits tracas sans importance, vient donner à l'œuvre des parents une tacite approbation.

Le flot, un instant remué, s'étend en calme plat sur la douleur des petits.

Il y a pourtant mieux à faire que cette agitation sans but et sans résultat. Il faut chercher la cause du mal et la combattre avec énergie. Les larmes, les imprécations, tant sincères soient-elles, sont impuissantes à mettre un terme à l'iniquité. C'est folie d'espérer qu'elle s'amendera d'elle-même à l'aspect des chagrins qu'elle suscite. L'inaction fut et sera toujours stérile. En toute chose il faut agir.

*
* *

Quel aveuglement de compter encore sur des lois plus sévères pour prévenir les martyres d'enfants! En admettant même que la crainte du châtiment entre pour une part sensible dans l'abstention du crime, encore faut-il supposer une conscience éclairée et un discernement de ce qui constitue le crime.

Or, en matière d'éducation, qu'a-t-on fait, que fait-on pour former dans l'esprit des hommes ce discernement intime et spontané, pour développer chez chacun d'eux le sentiment de la responsabilité de ses propres actes? Rien.

Bien au contraire, on s'attache, on s'acharne même, peut-on dire, à cultiver chez l'enfant les dispositions moutonnières, et à comprimer jusqu'à les atrophier les tendances à l'indépendance et au « self-control ».

Imbus d'idées latines, nous vivons encore dans le respect de l'autorité illimitée du père de famille. La meilleure éducation nous paraît celle qui fait de l'enfant une marionnette docile entre les mains de ses parents; L'obéissance passive! Tout, dans nos systèmes d'éducation, converge vers cet idéal. Pareille méthode peut faire d'excellents soldats, elle n'a jamais fait des hommes.

Par elle, on n'apprend qu'à obéir et à faire obéir. Elle divise l'humanité en maîtres et serviteurs; et chacun, suivant les cas, commande ou se soumet. Mais des rapports égaux entre les hommes elle ne saurait en créer.

Cette inégalité se manifeste surtout dans la situation respective de père à enfant. Dans le petit groupe social qu'est la famille, l'enfant est livré sans défense, sans recours, à l'arbitraire paternel. Là, la loi du bon plaisir règne dans toute son étendue. Quoi que les parents ordonnent, l'enfant doit obéir, « parce que tel est leur bon plaisir ». La famille, encore barbare, a conservé la forme des autocraties primitives.

⁂

Pourquoi s'étonner alors que certains parents agissent en despotes, intolérants et cruels? Si, d'une part, une éducation égalitaire ne leur enseigna jamais le respect des droits du faible, si, d'autre part, une autorité sans limite leur est conférée avec mission de l'exercer comme bon leur semblera, de quel frein peut-on espérer qu'ils enrayent leurs dispositions autoritaires? Bien au contraire, leur triomphe constant sur la faiblesse de leur victime les met en goût, accroît leur appétit de despotisme.

Au fur et à mesure que s'accuse et cherche à s'affirmer la personnalité de l'enfant, c'est une lutte de plus en plus âpre, où l'éternel vaincu est nécessairement le plus faible. A des degrés divers, il en est ainsi partout. Et partout se rencontre, chez tous les parents, la même inconscience de leur tyrannie.

Ceux même que poursuivent en ce moment les malédictions de la foule irréfléchie, ne crurent pas outrepasser leurs « droits » de parents. Leurs victimes n'offrirent peut-être pas dès le début toute la malléabilité qu'ils attendaient. Des poussées d'indépendance, des essais d'initiative, fort innocents sans doute, mais aussitôt taxés de perversité, suscitèrent des répressions d'autant plus cruelles que, la personnalité s'accusant davantage, l'autorité paternelle se sentait plus menacée. Et, insensiblement, sans que les bourreaux eux-mêmes aient conscience de leur ignoble lâcheté, les punitions, s'aggravant, s'exagérèrent en tortures mortelles. Le public, lui, qui ne perçoit que les faits, qui n'a pas suivi la filière psychique de ces maîtres vengeant leur autorité méconnue, s'indigne et réclame un terrifiant châtiment.

⁂

Le remède n'est point là. Il est dans l'extirpation radicale du barbare préjugé de l'autorité paternelle. Il faut qu'en toute occasion une active propagande soit faite contre les prétendus droits des parents. La paternité ne confère aucun droit, elle n'impose que des devoirs. Telle est la vérité qu'il faut répandre partout et inculquer dans les cerveaux. Il faut à ce point de vue refaire l'éducation de l'homme. Aux enfants on cessera de parler d'obéissance, d'abdication de leur propre volonté devant celle des parents; on les accoutumera à chercher en eux-mêmes leur loi morale en exerçant leur raisonnement et l'initiative de leur intelligence. On chassera de l'école, comme on en a déjà chassé l'idée de Dieu, l'idée de soumission à laquelle devra être substituée l'idée d'égalité et de respect mutuel; on inculquera en eux l'horreur de toute coercition, de tout empiètement sur la liberté d'autrui, aussi bien des petits que des grands, en même temps qu'on aura soin d'agir avec eux sur un pied absolu d'égalité, afin que plus tard les petits soient par eux respectés, traités en égaux et non en esclaves.

Aux grands, on s'efforcera de faire comprendre qu'ils n'ont que des devoirs envers tout être faible, que l'emploi de la force, loin d'être un argument, est le pire des crimes; on leur répétera à toute occasion que l'enfant, l'être le plus faible de la société, est celui qui *a droit* aux plus respectueux égards et à la plus active protection; on ne cessera de leur rappeler que c'est lui qui a tous les droits et les parents tous les devoirs; on démolira avec persistance l'idée de hiérarchie familiale comme étant incompatible avec les notions d'égalité et de liberté dont la plus grande diffusion est un criterium de progrès. A notre époque de gestation sociale, il importe de ne rien négliger pour que le grand travail de la parturition s'accomplisse dans des conditions d'excellence intégrale.

Ce n'est pas avec des lois, mais en agissant sur les mœurs, qu'une réforme morale s'opère. Cette vérité si simple, si élémentaire est trop souvent oubliée.

Or, s'il est un facteur doué d'une puissante influence sur la mentalité publique, c'est certainement la presse. Elle vient, à l'occasion des derniers martyres d'enfants, de donner un touchant exemple d'unanimité dans l'apitoiement.

Puisque, pour une fois, leur cœur paraît sincèrement touché, je fais un appel pressant à tous nos confrères pour que, respectivement, en leurs feuilles, ils entreprennent cette tâche éducative. Les incidents quotidiens de la vie, si féconds en enseignements, leur fourniront d'incessantes occasions de donner à leurs sentiments de pitié une réalisation moins platonique. Si, comme ils l'affirment, le bonheur des enfants leur tient au cœur, ils ne manqueront pas, j'ose y compter, de déployer, pour la réforme morale dont j'ai parlé, la même tenace énergie que nombre d'entre eux ont jusqu'ici déployée pour la démoralisation du peuple.

André Girard.

Le Mouvement ouvrier

Dans le nº 11 des *Temps Nouveaux*, j'ai déjà annoncé qu'un congrès de tous les syndicats, groupes corporatifs et unions de métiers aurait lieu à Rennes le 26 septembre prochain.

Voici un extrait de l'appel adressé par la commission organisatrice à tous les groupements ouvriers.

« Les exploités du travail savent que de ces discussions ouvrières seules peut résulter l'amélioration du sort des mercenaires du capitalisme (1).

« La bourgeoisie, qui a profité de toutes les luttes depuis 1789, entend ne faire aucune part au véritable producteur de cette fortune accumulée à ses dépens.

« Pour cela, elle fera tout pour étouffer ses réclamations si vous ne savez pas vous mettre en garde. Et puis l'armée et la magistrature ne sont-elles pas là pour les faire triompher? La situation présente vous indique tout votre devoir! »

Suit l'ordre du jour, malheureusement un peu chaotique, car à vouloir s'occuper de trop de choses, la besogne du congrès risque d'être à peu près nulle.

Quoique cela, il serait à souhaiter que certains camarades puissent aller y exposer nos idées, dire la manière de voir des anarchistes sur chaque question, expliquer que beaucoup de ces questions sont inutiles.

L'an dernier, à Toulouse, nous avons su nous faire écouter, forcer des individus qui connaissaient mal nos idées à les approfondir. Persévérons dans cette voie.

N'oublions pas que, dans les congrès de ce genre, nous nous adressons à des éléments nouveaux, que l'exploitation de l'homme par l'homme est un terrain de discussion excellent pour la propagande de nos idées, puisque c'est la cause réelle des souffrances des travailleurs.

Voici quelques-unes des questions qui doivent être discutées :

L'alcoolisme, ses causes, ses effets;

Le travail des femmes dans l'industrie;

L'apprentissage;

Limitation de la journée de travail;

Quels ont été depuis le Congrès de Toulouse les effets du boycottage et du sabotage;

Suppression des bureaux de placement.

Puis toute une série de questions d'ordre secondaire comme la prud'hommie, le repos hebdomadaire, la création de boulangeries municipales (pain gratuit), etc., etc.

Comme on le voit, il y a beaucoup à faire encore; la besogne ne doit pas nous rebuter et je ne saurais trop engager les camarades à qui cela est possible d'aller au Congrès corporatif de Rennes faire connaître sur chaque question le point de vue anarchiste.

⁂

A propos de congrès, il faut citer celui des mineurs, à Lens, dimanche dernier.

Malheureusement, les mineurs se laissent faire la loi par les deux ex-cabaretiers Basly et Lamendin, ci-devant députés.

Les mineurs demandaient entre autres choses qu'il soit fixé un minimum de salaire de 4 fr. 80 pour les ouvriers et de 4 fr. 25 pour les vieux ouvriers occupés à « raccommoder » et la réintégration des congédiés de 1893.

Ces revendications, qui étaient à peu près l'unique but du congrès, ont été combattues comme trop ambitieuses, par les deux députés.

Je cite les paroles du socialiste à 25 fr. par jour Basly : « Fixer un minimum de salaire, c'est livrer notre pays à la concurrence étrangère, c'est livrer nos marchés à nos voisins les Anglais, les Belges, les Allemands. Sachez limiter vos revendications et demandez ce qu'on peut vous accorder. »

L'autre 25 francs, Lamendin, de renchérir sur son complice. Il supplie le délégué Durieux « de retirer son vœu (les 4 fr. 80 par jour), qui peut compromettre la cause que tous ici nous défendons (je te crois!) et nuire au développement du syndicat ».

⁂

Les ouvriers sculpteurs travaillant aux chantiers de l'Exposition sont en grève. Ils considèrent que les prix offerts pour l'exécution des chapiteaux en pierre dure du Palais des Champs-Elysées sont inacceptables.

Les patrons ont menacé les ouvriers de les remplacer par des *ouvriers étrangers* s'ils ne reprenaient pas le travail. Parions que les dits patrons sont d'enragés patriotes, et les ouvriers d'ignobles sans-patrie. C'est d'ailleurs ce que nous souhaitons.

⁂

Les ouvriers cordonniers de la maison Bigot, au Mans, sont en grève. Le salaire de ces ouvriers est d'environ 8 à 10 francs par semaine. Le patron considère que cela est trop, et veut imposer une diminution qui porte la fabrication complète de certaines chaussures à 65 centimes.

Le patron refuse d'entrer en pourparlers avec ses ouvriers.

C'est logique. Les patrons ne sont-ils pas d'une autre caste, d'une autre pâte que les ouvriers?

⁂

Les ouvrières moulineuses de *Privas* sont toujours en grève. Certaines d'entre elles gagnent jusqu'à 18 sous par jour. Les grévistes, paraît-il, émettent l'ignoble prétention de gagner 1 fr. 50 par jour pour 10 heures de travail.

Ce salaire de famine est encore jugé trop élevé par l'exploiteur.

⁂

Nos bons démocrates, en vantant les bienfaits de la Révolution de 89, nous affirment que l'esclavage a été aboli.

(1) Tel n'est pas notre avis.

Les ouvriers du tissage Fauquet, à Lillebonne, qui viennent de se mettre en grève, en savent quelque chose, témoin les causes de cette grève que je découpe dans un quotidien de peur d'y changer un seul mot :

Défense de cracher dans l'atelier ; défense de laisser ses savates ou son parapluie ; défense d'aller aux lieux d'aisances ou de sortir, même si on est demandé par une personne du dehors, sans la permission du contremaître en chef.

Défense de... etc., etc.

Toute infraction audit règlement est punie d'une amende de 50 centimes. De plus, les savates ou les parapluies oubliés sont brûlés, les bouteilles cassées.

Si ce n'était ignoble, ce serait bête. Les ouvriers refusent de travailler tant que ce règlement de prison ne sera pas aboli. P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Le Désarmement. — Les journaux de lundi matin ont annoncé que le tsar avait adressé à tous les gouvernements une proposition de désarmement.

Le tsar est habile. Voyant monter de tous côtés le flot révolutionnaire, il jette du lest. Le dérivatif n'est pas mal trouvé. L'attention publique, détournée des idées socialistes, va se concentrer sur cet aspect de la question sociale, en négligeant les autres. Des discussions vont s'ouvrir, passionnantes et absorbantes, faisant momentanément oublier le gros de la question qui est la reprise des moyens de production et de consommation.

Il est peu probable que la proposition impériale aboutisse. Trop d'intérêts seraient lésés. Depuis que les Etats rivalisent d'armements, ils se sont insensiblement laissé dominer par la caste militaire. Comme Gulliver à Lilliput, ceux-ci vont s'éveiller fixés au sol par mille fils les immobilisant. La caste militaire a établi son joug sur nous et son intérêt est trop directement en jeu dans cette question pour qu'elle la laisse aboutir. De même les financiers pour qui la guerre est une source d'importants bénéfices ne consentiront pas, sans agir, à l'égorgement de cette vache à lait.

Quoi qu'il en soit, le désarmement vaut certainement mieux que rien, et l'économie qui en résulterait produirait un grand soulagement.

∴

La Grande Famille. — On lit dans la *Petite République* :

« Le 27e de ligne était dernièrement de passage à Nevers. Un jeune soldat, Isidore Maneau, est logé chez un ferblantier de cette ville, rue de la Préfecture. La nuit, le jeune soldat a *soif*, et il soustrait à son hôte environ *un demi litre de jus de cassis*.

« Le patriote ferblantier dépose entre les mains du colonel une plainte en vol contre Isidore Maneau. Et celui-ci, immédiatement, d'être arrêté.

« M. le colonel est très sévère pour les plus simples peccadilles. Il ordonne le transfert du petit soldat à la prison militaire de Bourges — en attendant la comparution du coupable devant le conseil de guerre.

« Mais la population de Nevers sait avec quelle rigueur les conseils militaires condamnent par ordre. Aussitôt elle s'est rangée du côté du petit pioupiou. Près de cinq cents personnes ont manifesté, le soir, durant plus de deux heures, devant la demeure du ferblantier dénonciateur. Le lendemain, la manifestation, plus imposante, a recommencé. Il y a eu des désordres et plusieurs procès-verbaux ont été dressés.

« Bravo, les habitants de Nevers ! Si, chaque fois qu'un simple soldat, dans une localité quelconque, est, pour une faute légère, menacé d'un conseil de guerre, la population manifestait hautement son opinion, peut-être que la justice militaire renoncerait à accomplir une forfaiture. »

Nous joignons nos encouragements à ceux de notre confrère. A. G.

Italie.

L'esprit de révolte monte ! La chronique des journaux quotidiens doit tous les jours enregistrer les révoltes, soit des citoyens contre les gendarmes et les policiers, soit des soldats contre leurs supérieurs. Dans la province de Campobasso la révolte continue. C'est le tour de Capracotta, où les ouvriers ont blessé les gendarmes qui voulaient dissoudre une manifestation ouvrière. A ce qu'il semble, les arrestations et les troupes ne suffisent pas à supprimer la faim.

Dans la province de Benevento, le brigandage est devenu une nécessité pour les affamés de ce pays. C'est le correspondant du social-démocrate *Avanti* qui nous l'affirme. En même temps, il se plaint que *le gouvernement* ne fasse rien pour améliorer la condition économique des ouvriers et *demande que la police, au lieu de persécuter les social-démocrates*, chasse les brigands.

Ce n'est pas mal pour un... révolutionnaire. Le brigandage n'est certainement pas notre idéal, mais ce n'est pas le rôle des... révolutionnaires d'encourager contre lui la chasse de la police.

Dans la pourriture des classes dirigeantes et dans cet état de révolte latente, qui peut toujours éclater, c'est aux véritables révolutionnaires de donner à la révolte une coordination, un but défini, les moyens nécessaires pour vaincre le cas échéant. Seront-ils à la hauteur de cette tâche ?

∴

Les nombreux accidents du travail démontrent combien les capitalistes se soucient peu de la vie des travailleurs.

A Sammartino (Sicile), dans une mine à soufre une voûte s'écroule, tuant deux ouvriers, en blessant plusieurs.

Dernièrement, à Giovi (Ligurie), dans une catastrophe de chemin de fer, les gros propriétaires de la Compagnie ont tué sept citoyens et en ont blessé à peu près cinquante. La cause de la catastrophe a été celle-ci : dans le tunnel de Giovi, le machiniste et le chauffeur ont été asphyxiés par le gaz produit par la mauvaise qualité du charbon : c'est ainsi qu'on fait des économies sur la vie des autres.

N. S.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATION

Groupe Communiste du XIVe. — Lundi 5 septembre, à 8 h. 1/2, salle Anne, 27, rue Mouton-Duvernet, conférence contradictoire.

Ordre du jour : Collectivisme et Anarchie, par Albin Villeval.

Tous les samedis, réunion du groupe, salle Anne, 27, rue Mouton-Duvernet.

A chaque réunion, une causerie est faite par un camarade.

On y trouve le journal *La Misère*, ainsi que les brochures.

∴

Le groupe E. S. R. I. se réunit tous les mercredis, à 9 heures du soir, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève. Causerie par un camarade. On y trouve les brochures.

∴

Limoges. — Samedi prochain 3 septembre, au local du groupe, 131, faubourg de Paris, première causerie sur la Société future. Les camarades sont priés d'y assister et d'amener le plus grand nombre d'adversaires possible.

∴

Cette. — Les camarades se réunissent tous les jeudis et samedis au débit Castan, 11, quai de Bosc.

∴

Liège. — *La Neutralité*. — Samedi 3 septembre, à 8 heures, séance importante au Cheval-Blanc. Conférence par G. Thonar. — Tous les camarades sont invités.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Histoire et rôle du bœuf dans la civilisation, par E. Chester ; 1 vol. de la Petite Encyclopédie populaire illustrée, 1 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Réflexions sur M. Huysmans, par Edmond de Bruyn ; une plaquette, à la Société belge de librairie, à Bruxelles (sans prix marqué).

Le no 17 de *La Feuille*, par Zo d'Axa.

A lire :

Pour la Patrie, Lucien Descaves, *Aurore*, 21 août.
Cent sous, Gustave Geffroy, *Aurore*, 25 août.

EN VENTE A NOS BUREAUX

Dernières brochures parues : *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, 0 fr. 10 ; par la poste, 0 fr. 15 ; le cent, 7 fr.

L'Art et la Révolution, par Richard Wagner, éditée par la Bibliothèque des *Temps Nouveaux* de Bruxelles, 1 fr. ; par la poste, 1 fr. 25.

Les Anarchistes et les Syndicats, par le groupe E. S. R. I., 0 fr. 15 ; par la poste, 0 fr. 20 ; le cent, 9 fr.

PETITE CORRESPONDANCE

Egaux du XVIIe. — Convocation arrivée trop tard, prière de signer à l'avenir.

G., à Cette. — *A mon frère le Paysan* n'est pas encore réimprimé.

F. M., à Athènes. — Envoyez-nous pour N. S. ; nous lui ferons parvenir.

B., à Brest. — Ne conservez donc jamais de lettres, il pourrait vous en cuire un jour.

Un groupe de peintres en décors (E. V.). — Votre souscription a paru dans le no 17 aux initiales E. V. Merci.

I. E. — Nous voulons bien insérer votre note, mais faites-vous connaître.

Rod. — *Le Traitement de l'esprit* introuvable : peut-être est-ce l'*Introduction à la médecine de l'esprit* du Dr de Fleury ? Le prix en est de 7 fr. 50, plus le port.

M., à Bourges. — Nous n'avons pas *Contre l'antisémitisme* ; tâcherons de te le trouver. Expédions les autres. Merci.

M., à Avignon. — En effet, il y a erreur de notre part. Excusez-nous.

Reçu pour le journal : Anonyme, 30 fr. — Doufils, 1 fr. — Un libertaire, 1 fr. — L. M., 0 fr. 60. — M. B., E. M., L. M., 5 fr. 75. — Le vieux Savoyard anarchiste, 50 fr. — C. Fouq., 5 fr. — Un groupe de peintres en décors (E. V.), 4 fr. — A. W.-M., 3 fr. — Merci à tous.

Reçu de Jeanquimarche par Crancale, 10 fr.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Doufils, 1 fr. — Le vieux Savoyard anarchiste, 10 fr.

Pour les proscrits italiens : Le vieux Savoyard anarchiste, 10 fr.

Pour les détenus italiens : Le vieux Savoyard anarchiste, 10 fr.

Pour les détenus anarchistes de Belgique : Le vieux Savoyard anarchiste, 10 fr.

Reçu par Ardouin pour l'Ecole libertaire :

Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. 50 ; Quête entre camarades au départ des vacances de l'école libertaire, 8 fr. ; Un camarade pour dégrever l'école sur les frais faits pour les vacances, 20 fr. ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. ; Marseille, Groupe libertaire de Mempenti, 10 fr. ; Une amie, 3 fr. — En tout : 47 fr. 50.

V., à Reims. — A., à Angers. — C., à Lille. — M., à Roubaix. — M., à Verviers. — M., à Troyes. — B., à Marseille. — A., à Clermont-Ferrand. — V., à Reims. M., à Saint-Chamond. — B., à Limoges. — N. S., à Preslav. — De M., à Gand. — P., à Marseille. — M., à Avignon. — Reçu timbres et mandats.

Perpignan. — Les camarades désireux de se procurer les collections des brochures et journaux anarchistes ou *libertaires* sont priés de s'adresser au camarade Vassail, 10, rue des Dragons, et au kiosque du Palais, place Arago. — Le camarade Vassail porte à domicile.

∴

Limoges. — Les journaux anarchistes ainsi que la *Feuille* sont en vente au kiosque place Saint-Denis, Dussoubs et Jourdan.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

QUATRIÈME ANNÉE, N° 20 — DIX CENTIMES — DU 10 AU 16 SEPTEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nos lecteurs qui ne trouveraient pas le journal chez leur dépositaire habituel, la semaine prochaine, sont prévenus que l'envoi lui aura été supprimé faute de paiement.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

VI

Mouvement ouvrier et chartisme (1832-1848).

Pas plus que de la condition misérable du peuple anglais au commencement de ce siècle, la génération actuelle ne peut se faire une idée du despotisme qui régna, dans tous les pays européens, pendant la Restauration. Epuisée par les guerres de la Révolution et surtout de l'Empire, la France était livrée aux jésuites par la réaction. L'Italie, démembrée par le Congrès de Vienne, agonisait sous l'oppression autrichienne. En Allemagne, comme en Espagne, la moindre manifestation de la vie intellectuelle était poursuivie et réprimée... C'était l'époque de la « Sainte-Alliance » odieuse des despotes et de l'obscurantisme contre la science, contre le peuple.

L'Angleterre, il est vrai, n'adhéra pas à l'abominable ligue imaginée par Metternich. Mais l'esprit de réaction n'y domina pas moins. Le peuple, l'ouvrier anglais, malgré la grande charte, arrachée au despotisme du moyen âge, ne possédait pas encore, en fait, les droits du citoyen : il ne pouvait publier aucun journal sans payer 40 centimes de timbre par exemplaire; il ne pouvait pas non plus discuter les conditions de sa vie d'esclave industriel sans risquer d'être déporté en Australie.

D'après la constitution, le marché du travail était libre, mais s'il arrivait que les ouvriers se concertassent entre eux, soit pour la diminution des heures de travail, soit pour l'augmentation du salaire, ils étaient condamnés comme *conspirateurs*. Tout ouvrier accusé d'avoir pris l'initiative d'une entente quelconque était passible, d'après l'infâme « Conspiracy Act », des travaux forcés et de la déportation. Oui, on les condamnait, on les déportait pour une simple tentative d'organisation, qu'il s'agit d'une société ou d'une grève, si modeste fût-elle. Tandis qu'à Sheffield on condamnait à dix ans de travaux forcés l'ouvrier Drury et ses camarades, cinq fileurs de Glasgow encouraient chacun sept années de la même peine. En 1834, des ouvriers (laboureurs) de Dorchester étaient punis par la déportation en Australie.

Cette dernière condamnation souleva l'indignation des hommes indépendants, dans toutes les classes de la société. Une pétition en faveur des ouvriers frappés circula dans le pays, et en peu de temps on recueillit 266.000 signatures. Le 21 mars 1834, une *première* manifestation était organisée à Londres par les corps de métiers. On comptait jusqu'à 400.000 manifestants. Une procession de 50.000 hommes se dirigea vers le ministère. Là, une députation, conduite par R. Owen, remit la pétition à lord Melbourne. La grande masse des manifestants se composait simplement de mécontents. Il y avait, entre autres, des partisans de la réforme électorale et de l'abolition de l'impôt sur le pain, de la liberté de la presse, du droit d'association, de l'instruction obligatoire, etc. C'étaient ceux qui devaient former plus tard l'armée du chartisme.

Mais l'âme du mouvement c'était, selon le témoignage des journaux de l'époque, le socialisme oweniste. Les idées communistes, *athéistes* et sécularistes en général, l'émancipation de la femme et la négation du mariage légal, qui choquèrent tant la bourgeoisie et le clergé, *avaient, en effet, acquis une telle influence sur la classe ouvrière* que, selon la *Westminster Review* (1839), ces principes constituaient le vrai credo d'un grand parti parmi eux (1). Cette constatation de la savante revue nous explique le fait, relaté par le *Times*, que deux délégués owenistes, en un seul meeting, à Hull, reçurent plus de mille adhésions nouvelles (2). Pour nous, qui connaissons à présent l'activité des owenistes dans tous les mouvements populaires depuis le commencement de ce siècle, soit en vue de la législation ouvrière, soit en vue de l'instruction démocratique et intégrale, mais surtout dans la propagande du vrai socialisme et des idées d'émancipation... pour nous, dis-je, il n'y a rien d'étonnant à ce que les ouvriers aient eu tant de confiance dans les socialistes de l'époque en général et dans R. Owen en particulier.

Il suffit d'un court aperçu sur les différentes organisations ouvrières de 1832 à 1876, pour comprendre quel service rendirent à l'humanité les socialistes owenistes. En véritables agitateurs, ils se mêlèrent à tous les mouvements populaires. En cela ils se distinguaient des socialistes français de l'école de Saint-Simon et de celle de Fourier. Ces derniers publiaient des recherches théoriques — très humanitaires, comme nous verrons. Les socialistes anglais, au contraire, tout en prêchant que la délivrance de la classe ouvrière sera due seulement à l'abolition de la propriété privée, de l'exploitation de l'homme par *l'homme* et *par la société*, à l'émancipation complète de la conscience humaine, délivrée de tous les préjugés religieux, éthiques et sociaux; tout en affirmant que la justice sociale sera réalisée seulement quand le producteur deviendra le maître absolu de son produit, y compris la surplus-value (1); tout en concevant avec une clarté admirable l'idéal et les formules socialistes, les socialistes anglais, je le répète, étaient les vrais promoteurs et se faisaient les interprètes des réclamations partielles du peuple.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

(1) Voir les numéros précédents depuis le n° 11.

(1) T. Kirkufs, *A History of Socialism*, London, 1892, page 64.

(2) S. Webb, *History of Trade-unionism*, London, 1893. Voir en général les pages 116 à 121.

(1) J. Hopkins, A. Combe, W. Thompson, *Poor Man's Guardian*. *New Moral World* de R. Owen, et tant d'autres publications.

UNE « MALONADE »

DE MONSIEUR EUGÈNE FOURNIÈRE

Depuis le *suicide* (?) du colonel Henry, c'est à qui se défilera, parmi les votards qui récemment acclamèrent l'affichage du « magnifique » discours de Cavaignac, le complice avéré du susdit colonel, contraint enfin d'avouer ses canailleries dans l'affaire Dreyfus, désormais classée au premier rang des « Causes célèbres ».

On sait assez la triste attitude prise lors de ce vote par le parti socialiste parlementaire tout entier et sans *aucune* exception, attitude au moins aussi stupide que honteuse.

Millerand, l'un des chefs les plus connus de ce parti, vient de « retourner sa veste » à ce propos. Camille Pelletan, le compère d'Humbert dans l'*Eclair*, a emboîté le pas à Millerand et le reste du chapelet suivra bientôt, sans aucun doute.

Parmi ces pleutres pourtant il en est un plus pleutre encore, qui prétend avec une rare impudence n'être point compris dans la troupe et que, je ne sais trop pourquoi, le citoyen G. Clémenceau a ces derniers jours — dans l'*Aurore* — tenté de repêcher, tout comme autrefois il essaya de repêcher le fameux baron Reinach, la cheville ouvrière de la honteuse aventure du *Panama*. Nous voulons parler du député de *Guise*, l'élu des serfs du *familistère* de Godin-Lemaire, le sieur Eugène Fournière.

Ce brave député, en effet, en digne disciple de son « vénéré et regretté maître Malon », s'est avisé de reprendre pour son compte le truc dont usa Malon, à plusieurs reprises, sous le siège de Paris et sous la Commune, et qui consiste à renier ou à revendiquer tour à tour sa participation à

un acte politique et collectif quelconque, suivant les risques à courir ou le profit à en tirer.

Eh bien ! non, cher Monsieur Fournière, on ne vous laissera pas jouer tranquillement cette *malonade* au bénéfice d'une nouvelle élection que vous fait pressentir assez prochaine peut-être votre flair de politicien.

Vous avez été non moins pleutre que vos collègues à la Chambre, et pleutre vous demeurerez aux yeux des gens qui garderont le souvenir des ignominies de toutes sortes par quoi se caractérise l'abominable période que nous venons de traverser, et cela malgré tous les Clémenceau du monde.

Et maintenant, pour terminer, qu'on me permette à ce propos d'ajouter quelques mots encore.

L'affaire Dreyfus va enfin rentrer dans l'ordre des choses dites légales et nous allons aussi pouvoir reprendre nos préoccupations autrement supérieures ayant trait à ce qui nous intéresse par-dessus tout : la Révolution sociale.

Eh bien ! n'oublions pas que la plupart de ceux avec qui nous avons consenti à faire campagne, soucieux que nous étions surtout de nous opposer aux insolentes prétentions des porteurs de sabre à nous mener à la hussarde, n'oublions pas, dis-je, que la plupart de ces gens, les Trarieux, les Ranc, les Yves Guyot, les Reinach et bien d'autres encore moins en évidence, qui bientôt tenteront de se faire un marchepied de l'affaire Dreyfus pour escalader de nouveau le Pouvoir, sont les adversaires implacables de nos revendications sociales qu'ils noieront dans le sang des travailleurs comme ils le firent déjà maintes fois, malgré leurs prétentions au titre de « Défenseurs des Droits de l'Homme et du Citoyen », droits sans cesse invoqués et toujours indignement foulés aux pieds, par eux, à chaque fois que l'occasion s'en présente.

G. Lefrançais.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

Et mon frère Jacques ?

Quand on apprit, l'autre jour, les aveux du colonel Henry, il y eut grand émoi. Les uns songeaient au retour de Dreyfus, certains à Cavaignac, d'autres à Picquart. Moi, j'ai pensé à mon frère Jacques et je suis allé l'attendre à la porte de l'usine. Comme d'habitude, Jacques était bien las. Nous sommes revenus ensemble et, tandis qu'il mangeait sa soupe, nous avons causé.

« Tu sais, lui ai-je dit, c'est Zola qui avait raison ! »

Mais il n'eut pas l'air de comprendre, avec un geste comme pour dire : Je fais si peu de politique. Je vis qu'il fallait recommencer toute l'histoire et je repris :

« Tu connais bien les gens de l'Etat-major, ces officiers d'élite qu'on te représente comme les plus intelligents, les plus instruits, les plus laborieux, les plus dévoués. On te dit qu'ils ont assumé, avec une abnégation sublime, le souci de ta défense et qu'ils pâlissent toute la journée sur des cartes et qu'ils se cassent la tête aux problèmes de stratégie. Pour les récompenser de ce dévouement et aussi pour les désigner à ton respect, on les a chamarrés plus que les autres. Eh bien, il faut en rabattre. Ces gens là sont les pires gredins, les plus infâmes des canailles. Depuis quelque temps on s'en doutait. La chose est sûre aujourd'hui. L'un d'entre eux a tout avoué. Il est à cette heure, sous les verrous, et la bande tout entière serait au bagne, si le bagne était fait pour les bandits de la haute.

« Cela remonte déjà loin. Il y a quatre ans environ, ces beaux messieurs se prirent, contre un des leurs, d'une de ces haines dont seuls ont le secret les gens de guerre et les gens d'église. Leur camarade était juif. On dit que cela suffit et qu'ils n'avaient pas contre lui d'autre grief. Quoi qu'il en soit, servis à point par le hasard, ils réussirent à le faire condamner pour crime de trahison. Mais l'homme n'était pas mort tout *de même et on voulait le perdre sans retour*. Il fallait donc, en cas de recherches possibles, établir d'une façon vraisemblable sa culpabilité. Il fallait aussi imposer silence aux soupçons, car des soupçons commençaient à naître. Alors ils s'unirent tous dans la basse entreprise. Falsifications de pièces, faux dossiers, fausses lettres, faux télégrammes, faux témoignages, calomnies, chantage, menace, ils n'ont reculé devant rien le jour où ils se sont sentis menacés dans leur prestige, c'est-à-dire dans leur paresse et dans leur grosse solde. Il me faudrait la nuit entière pour t'expliquer les intrigues que ces malandrins tissèrent autour de leur victime comme l'araignée tisse sa toile autour de la mouche.

« Tu vois qu'il n'est guère question de ta défense en tout cela et que si, par hasard, tu avais besoin d'être défendu, les officiers d'état-major seraient trop occupés ailleurs pour y songer.

« Te défendre ! pauvre frère, mais ils en seraient bien en peine. Pour les trois quarts ce sont des officiers d'antichambre, ignorants et imbéciles. Ecoute plutôt. Le grand faussaire de la bande, celui qu'on vient d'arrêter et qui passait ses journées à coller des petits bouts de papier et à imiter les écritures, celui-là, paraît-il, ne savait pas un mot d'allemand. Or, ce monsieur était le *chef du service des renseignements*. Comment crois-tu que devaient être pris ses renseignements sur l'Allemagne ?

« Je te conseillerai donc, si tu pars à la guerre, quelque jour, de ne pas laisser ces braves gens sur tes derrières.

« Mais qui songe à t'attaquer ? Crois-tu que c'est ton frère d'Allemagne, le pauvre Conrad, qui voudrait te faire du mal ? Il a bien assez à faire chez lui. Ne vois-tu pas que la guerre c'est un moyen pour les bureaucrates galonnés de mieux t'asservir, de mieux t'exploiter, une enseigne pour cacher leurs saletés et leurs infamies ? Laisse donc les états-majors se battre entre eux.

« Te défendre ! Ah ! que tu es naïf, et comme on se moque de toi !

« En attendant, voilà le joli monde devant qui tu te découvres et que tu acclames à l'occasion et que tu admires.

« Vois-tu, Jacques, en apprenant ces choses, j'ai eu honte pour toi. J'ai pensé que tu ne devais pas t'humilier davantage devant cette clique. Voilà pourquoi je suis venu te trouver ce soir et te raconter toute l'affaire.

« Oui, l'occasion est bonne pour te le dire, voilà trop longtemps que tu t'abaisses devant un tas de gens qui ne te valent pas.

« Toi, dont les mains sont pures et n'ont jamais touché qu'aux outils des labeurs honnêtes, tu ne dois pas trembler devant des faussaires. Toi, dont les yeux limpides racontent la franchise et la droiture de ta vie, mon Jacques, tu ne dois pas permettre que des gens de mœurs équivoques te fassent la loi et te tiennent sous leur talon.

« Tu ne leur demandes jamais des comptes, le premier, aux aventuriers qui prétendent te conduire et t'en imposer. Tu es bien trop confiant et trop généreux pour ça, et voilà justement ce qui te perd. Mais quand il leur arrive de se démasquer et de te montrer leur vilenie, profites-en donc pour les regarder en face. Vois comme elles sont faites tes idoles, quand elles se déshabillent. Regarde-les ceux qui te méprisent. Ils ne sont pas dignes seulement de délier les cordons de tes souliers. Prends donc conscience de ce que tu vaux à côté de ces aigrefins. Et dans cette conscience puise, une bonne fois, le courage de t'affranchir.

« Te voilà fixé maintenant, et bien fixé, j'espère, sur l'honneur des gens d'Etat-major et de toute la clique à panache. Eh bien, je te le dis, Jacques, si après cela tu continuais à supporter leur insolence, si tu ne les chassais pas loin de toi, si tu ne leur interdisais pas de se mêler de tes affaires, tu serais toi-même un grand coupable et tu tomberais dans une honte d'où il n'y aurait plus moyen de te tirer..... »

Jacques avait sommeil. Il se lève de si grand matin, mon pauvre frère..... Je lui ai serré la main et je suis parti. Je suis parti sans savoir ce qu'il avait résolu.....

Charles Albert.

MORALE ET PROPAGANDE

Les *Temps Nouveaux* font paraître la *Morale anarchiste*, de Kropotkine ; d'autre part, le groupe des E. S. R. I. publie la traduction d'une brochure de Lavroff : *Le Rôle et les formes de la propagande socialiste*. Ces deux brochures, écrites assurément sans aucune pensée de collaboration, dont le sujet diffère profondément, auront pourtant ceci de commun que par certains côtés elles se complètent l'une l'autre ; mais surtout elles vont sans doute provoquer les mêmes colères. Kropotkine et les E. S. R. I. vont, sinon peut-être dans les feuilles libertaires, au moins dans les groupes, se faire traiter de moralistes. Ce serait assurément la suprême injure, s'il n'y avait encore celle de métaphysiciens.

Mon dessein n'est point de rendre compte des deux brochures, elles sont assez courtes pour que tous les camarades puissent les lire intégralement. Tous trouveront dans celle de Kropotkine la mise au point d'un certain nombre d'idées parfois difficiles à classer et à exprimer ; est-il téméraire de penser que pour quelques compagnons cette affirmation d'une morale anarchiste sera une chose toute nouvelle ? Combien de jeunes camarades pris d'un zèle enthousiaste, très louable, pour des idées qui leur ont été découvertes récemment, croient qu'il est absolument indispensable de jeter tout par-dessus bord ? Pour eux, un préjugé est simplement une chose anciennement admise, par conséquent mauvaise, alors qu'un *préjugé* ne devrait être qu'une idée admise sans critique. C'était le cas des anarchistes russes entrés dans le mouvement entre 1860 et 1870, et dont Kropotkine parle au commencement de sa brochure ; ils avaient constaté l'inanité de la morale imposée par le prêtre, le gouvernement et la famille et ils se disaient : « Je serai immoral ! » Ils avaient mal approfondi le sens du mot « morale », qui signifie uniquement : ensemble d'habitudes, de mœurs. Tout homme a donc une morale, même quand il s'efforce d'être immoral. « Mais, vont me répondre certains camarades, vas-tu nous dire qu'il y a une morale *bonne* et une morale *mauvaise* ? Les actes ne sont-ils pas indifférents ? » Bien volontiers, je discuterais ce point ; mais il faudrait recommencer la brochure de Kropotkine ; mieux vaut pour nous tous la lire, ou la relire.

Cette brochure pourrait avoir ainsi le bon résultat de retenir parmi nous quelques camarades actuels, sortis de la bourgeoisie et que la bourgeoisie s'apprête à reprendre par l'appât d'une haute fonction, d'un riche mariage.

Car certains pères de famille intelligents ne voient pas d'un très mauvais œil l'entrée de leur progéniture dans le mouvement socialiste, à condition que le séjour soit limité aux années d'études ; c'est une façon de jeter sa gourme à Paris, d'éviter aux honnêtes gens de province le spectacle scandaleux des frasques juvéniles ; quelques-uns font de l'anarchie comme d'autres font leur droit. Le malheur, — pour la bourgeoisie, — c'est que tous ne parviennent pas à se désengluer de leurs mauvaises fréquentations ; mais je crois que nous n'en garderions pas un

s'il était admis parmi nous que tous les actes sont indifférents : est-ce que le bourgeois riche, instruit, fort de toutes les forces que la société actuelle met à son service, n'est pas *libre* d'une liberté absolue, libre d'exploiter ceux qui voudront bien se laisser faire ? Si son *autonomie* lui conseille un jour de déserter nos rangs, au nom de quoi pourrons-nous le blâmer ?

Car, ne l'oublions pas, nous sommes encore obligés de vivre dans une société capitaliste, et si la morale anarchiste doit avoir une valeur en régime anarchiste, elle en a une bien plus grande encore à l'heure actuelle, alors que nous sommes dans un état de lutte continuel, c'est-à-dire dans un état anormal. Et c'est par ce côté que la brochure des E. S. R. I. complète dans une certaine mesure celle de Kropotkine. *Le Rôle et les formes de la propagande socialiste* contient trois parties : Lavroff examine successivement les conditions de la propagande par la parole, par le fait et par l'exemple. Je ne parlerai pas des deux premières formes, parce qu'elles seront, je crois, examinées par tous les camarades à peu près sous le même angle. C'est la dernière partie, l'affirmation que le *propagandiste socialiste* doit garder dans ses actes une conduite *socialiste*, qui soulèvera les critiques les plus acerbes. « Comment ! va-t-on s'écrier, un anarchiste ne va plus être libre de se conduire comme il l'entend ? Il devra veiller à être bien sage, à rentrer tous les soirs avant la fermeture du gaz, à ne jamais se griser ? Devons-nous être les ascètes d'un nouveau christianisme ? » Tels sont les griefs invoqués ; ils sont puérils et c'est faire tort à un esprit comme Lavroff de croire qu'il n'a pas voulu viser des cas plus importants que le fait de se griser. Cette invocation d'un droit à une certaine débauche, au vice aimable, n'est qu'un prétexte, et parmi les exemples de manquements graves à la *tenue* socialiste que Lavroff aurait pu citer, j'en veux prendre deux : il y a eu des anarchistes (il y en a peut-être encore) qui avaient décidé de ne plus travailler parce qu'ils n'acceptaient pas l'exploitation du salariat ; ils avaient également décidé de continuer à vivre et, trop lâches pour voler, ils se faisaient entretenir par des femmes ou passaient de mansarde en mansarde, de groupe en groupe, *tapant* les camarades qui, leur journée faite, trouvaient encore quelques instants à consacrer à l'Idée. Sont-ce *là des anarchistes* ? Peut-être ; mais de vrais camarades, non. Que dire aussi de ces autres, bons révolutionnaires à leur propre sens, qui, sous prétexte que les temps sont durs, le travail impossible, acceptent des besognes inavouables ?

On pourrait multiplier les exemples que Lavroff n'a pas donnés, parce que, dans une brochure définitive, il faudrait peut-être dresser une liste très complète, parce qu'aussi il y a des cas douteux, des cas limites, où chacun est le meilleur juge de ce qu'il faut faire ou ne pas faire, suivant les circonstances. Il me semble, dans tous les cas, qu'il y a une sorte de criterium : c'est d'examiner si un acte ou un ensemble d'actes peut être nuisible à la propagande de l'Idée. Mais cet examen, il faut le faire honnêtement, loyalement et se méfier de la tendance que nous avons à colorer de prétextes louables les pires de nos actes, et de l'ingéniosité spéciale, du vrai talent de casuiste que nous déployons toujours à cet effet.

L. Marchand.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'Affaire Dreyfus. — Les incidents se multiplient et les fantoches galonnés et chamarrés qui, depuis plus d'un quart de siècle, avaient accaparé le respect passif de la population, dégringolent comme des capucins de cartes. C'est d'abord le colonel, chef du bureau des renseignements, qui, convaincu de faux, ou sacrifié à des complices haut placés, est arrêté et se suicide. Puis, c'est le chef de l'état-major lui-même, si hautain, si insolemment menaçant, il y a quelques mois, qui s'en va piteusement, déposant ses aiguillettes. Ensuite, le ministre de la guerre lui-même, grand prêtre du Dieu des armées, déserte le temple en claquant la porte de la sacristie. Entre temps, les sous-ordres sont déplacés et distribués dans divers régiments. C'est la fameuse démission en bloc dont Boisdeffre avait menacé les jurés s'ils acquittaient Zola. Elle se liquide en sourdine.

Cependant, beaucoup s'effarent, se demandant, inquiets, où l'on va.

Que ces braves gens se rassurent ! Les places vacantes sont déjà comblées ; le char de l'État ne manque pas de cinquièmes roues qui ne demandent qu'à rouler. Que leur terreur de nous voir sans état-major se tempère ! Renouard a déjà chaussé les bottes abandonnées par Boisdeffre ; demain Zurlinden, Saussier ou X... pontifiera à la place de Cavaignac et préparera les boucheries promises par Pellieux. Il n'y aura rien de changé ; d'autres personnalités poursuivront l'œuvre de mort que celles d'hier avaient héritée de leurs prédécesseurs, et les mêmes intrigues se noueront dans le secret de ces polichinelles, au prix même de faux, si c'est nécessaire, pour la sauvegarde de leur prestige et de l'honneur de l'armée. Et nous continuerons d'être les dindons de cette farce coûteuse.

Toutefois, l'agitation qui s'est faite autour de l'affaire Dreyfus aura eu un résultat. Que certains estiment n'avoir plus rien à désirer, une fois la revision du procès obtenue, c'est affaire à eux et à leur étroite compréhension des choses. Mais de tout cet assaut, résulte au flanc de l'idole militaire une blessure désormais incurable. C'est ce qu'avaient d'ailleurs prévu les admirateurs du militarisme et ce qui expliquait leur acharnement à étouffer toute manifestation de la vérité.

Exploitant les sentiments d'humiliation et les désirs de revanche qu'avait éveillés la défaite de 1870 dans les cœurs patriotes, les traîneurs de sabre s'étaient fait insensiblement une réputation d'honneur et d'infaillibilité défiant toute discussion. La bêtise publique les avait entourés d'une auréole sacro-sainte sur laquelle il était interdit de porter la main. Tout à coup les fidèles prosternés s'aperçoivent que la confiance aveugle dont ils les avaient honorés n'a servi qu'à couvrir les plus criminelles intrigues ; ils constatent amèrement que ces beaux et brillants officiers, qu'ils pensaient d'une essence supérieure, ne valent ni plus ni moins — plutôt moins — que le commun des mortels dont ils ont les imperfections et les vices. C'est cette désillusion qui est salutaire, car elle est le commencement de la sagesse. C'est pour la hâter, pour la rendre plus cruelle et plus efficace que nous sommes entrés dans la mêlée. Nous avons voulu montrer en passant combien étaient imméritées et absurdes cette confiance et ce respect. L'affaire Dreyfus n'est qu'un épisode important de notre lutte contre le militarisme. Il nous reste maintenant à continuer de saper le principe lui-même, et, en nous appuyant sur cette expérience retentissante ainsi que sur celles que nous offrent les événements quotidiens, à proclamer sans cesse que, loin d'attirer le respect, l'armée ne mérite que tout notre mépris, car elle représente à notre époque, qui se pique de civilisation, une survivance de la barbarie primitive.

*
* *

La Grande Famille. — Le nommé Charles Cloedt, fusilier disciplinaire, comparaissait ces jours-ci pour outrages et menaces envers ses supérieurs, devant le conseil de guerre de Bordeaux.

Au moment où le président lui demanda s'il n'avait rien à ajouter pour sa défense, Cloedt arracha un bouton de sa veste et le jeta vers lui.

Le conseil délibéra séance tenante sur le cas et, à l'unanimité, condamna Cloedt à la peine de mort.

*
* *

Le lieutenant de vaisseau B..., de la direction des mouvements du port, a quitté Toulon depuis trois jours, après avoir touché une somme de 16.000 fr., destinée au payement des appointements mensuels des hommes de sa compagnie.

*
* *

Le désarmement. — Naturellement, des patriotes objectent au désarmement la question de l'Alsace-Lorraine. Si chaque pays réclame les portions de territoire qu'il a perdues, il va nous falloir rechercher quelles étaient les limites des nations aux temps préhistoriques.

Il y a peu d'espoir que la proposition de désarmement aboutisse. Cependant, si par hasard elle était susceptible de donner un résultat, vous verrez que les difficultés viendront de notre sot et orgueilleux pays qui s'imagine encore avoir le monopole des sentiments généreux et être à la tête de la civilisation.

*
* *

Cognac. — Nos amis de Cognac et de la région nous font part de la perte d'un des leurs, le camarade Princeau, âgé de quarante-cinq ans.

Princeau avait contracté le mal qui l'emporte il y a trois ans, dans une période d'instruction militaire.

Facteur des postes depuis dix-sept ans, il manquait quelques mois à notre camarade pour avoir droit à sa maigre retraite. Sa femme et ses enfants restent donc dans la misère. C'est là le procédé ordinaire de notre société envers ceux qui la servent avec le plus de dévouement. Les personnes présentes au cimetière ont fait spontanément de leur mieux pour venir en aide à cette détresse.

Les petits s'entr'aident, heureusement, pour résister aux gros qui les mangent.

Le camarade Princeau était un bon camarade dans toute l'acception du mot. Par la droiture de sa vie, il inspirait le respect à tous ceux qui l'approchaient, anarchistes ou autres. Sans bruit et dans ses modestes moyens, il n'hésita jamais à donner de sa personne et de sa bourse.

Nous nous associons aux regrets unanimes de nos amis de Cognac.

Nous qui restons, soyons énergiques, et pour un qui s'en va cent autres viendront.

André Girard.

Algérie.

Ce pays serait favorable à un courant révolutionnaire, grâce au caractère indépendant de la population indigène.

Malheureusement ce courant est entravé par la propagande antisémite qui enlève tout caractère socialiste et libertaire aux mouvements de révolte qui se produisent dans le peuple.

Nous avons pu constater ici l'enthousiasme de la foule pendant l'élection de Drumont et consorts et le délire des espérances suscitées par leur réussite.

Tout cela parce qu'au lieu de dire la vérité aux Arabes, on leur fait croire que la cause de toute misère et de toute crise gît dans les manœuvres de bourse et dans l'exploitation industrielle de la juiverie, que l'usure et la disette sont le fait exclusif des israélites.

Il y aurait donc ici une besogne urgente de propagande anarchiste, car seule cette propagande pourrait triompher du pseudo-socialisme des antisémites.

Evening.

Espagne.

Suivant les chiffres officiels, sur les 200.000 hommes expédiés à Cuba plus de 100.000 ont péri durant la campagne.

Ceux qui purent échapper au vomito negro, à la dysenterie, à la famine et aux balles ennemies sont rapatriés dans de telles conditions que la plupart meurent en cours de route ou en mettant le pied à terre. Le vapeur *Alicante*, qui touchait la Corogne ces jours derniers avec un convoi de rapatriés, annonçait officiellement 60 décès. Ce chiffre est certainement bien au-dessous de la vérité, car, au moment du débarquement, 40 nouveaux décès se produisirent et, depuis, la mortalité n'a fait qu'augmenter. Des bataillons entiers ont été décimés ; on cite entre autres celui d'Alcantara, qui comptait 1.200 hommes ; sept seulement sont revenus.

Les médecins affirment que ces premiers convois sont les moins éprouvés et que ceux qui suivront arriveront dans des conditions bien autrement désastreuses.

Le gouvernement, toujours prévoyant, a créé des lazarets pour recevoir ces agonisants. Inutile de dire que cela fonctionne à merveille. Ainsi, par exemple, on dépensa 3.000 douros pour le transport à la Corogne d'un croiseur auxiliaire qui devait servir de bateau-hôpital. Mais cet effort avait épuisé la bonne volonté gouvernementale, et lorsqu'il fallut aménager le navire, le gouvernement ne donna plus signe de vie. Lors de l'arrivée de l'*Alicante*, aucun des rapatriés ne put se rendre à bord du navire-

hôpital. Pressé de réclamations, le gouvernement au dernier moment se décida à décréter 7.000 pesetas. Notez qu'il décréta, mais il oublia de verser la somme, et c'est grâce à l'initiative privée que le croiseur put être aménagé tant bien que mal. Le lazaret d'Oza ne put recevoir que 400 malades dans la partie convenable, et un supplément de 80 dans la partie malsaine. Aussi les rapatriés pour la plupart sont-ils obligés de rester à bord des transports qui les ont amenés. Là, on les laisse mourir tranquillement.

* * *

Le sort des officiers supérieurs, il est consolant de le remarquer, est tout différent, paraît-il. Prisonniers des Yankees, ces héros sont traités avec tout le respect dû au courage malheureux, et la presse nous apporte le récit des banquets où les ennemis irréconciliables d'hier toastent aujourd'hui et se congratulent sur leur héroïsme réciproque.

On nous apprend aussi qu'à défaut de lauriers, le général Pando rapporte dans ses malles une douzaine de millions dont on ignore la provenance. Lors du retour de Weyler, on s'étonnait déjà du nombre énorme de malles qui l'escortaient. Cependant on n'ignore pas que pour enrayer les progrès de l'insurrection, les autorités espagnoles ordonnèrent la concentration dans les villes des paysans cubains. Ces derniers durent abandonner leurs biens et, poussés comme des bêtes, parqués, gardés à vue et mourant de faim, ils connurent toutes les beautés du régime du sabre. Est-il étrange que la ruine des reconcentrados ait eu pour conséquence l'enrichissement des autorités espagnoles ?

Mais il est des gens qui n'entendent rien aux choses de la guerre.

J. M.

Italie.

Ustica, 28 août. — A la suite d'une circulaire ministérielle recommandant une surveillance rigoureuse de subversifs, une dizaine de policiers ont perquisitionné chez nous pendant la nuit du 25 au 26 août. Ils ont pénétré dans nos maisons à l'improviste, allumé de la lumière, fouillé et retourné nos papiers et nos effets.

Parmi des papiers sans importance on a saisi le manuscrit de la biographie d'Angiolillo.

A Bovino déjà plusieurs perquisitions avaient été faites à mon domicile uniquement dans le but de voler ce manuscrit. J'avais toujours réussi à le sauver.

Les policiers d'Ustica ont été plus heureux que ceux de Bovino.

Roberto d'Angiò.

Les gouvernants qui, par leurs violences et leurs injustices, ne se font jamais faute de pousser à la révolte, ne veulent pas que le souvenir de cette révolte soit conservé. Ils ne veulent pas que la genèse des actes de révolte soit étudiée et fixée la personnalité de ceux qui les accomplirent comme un devoir. Ils trouvent plus simple d'en anéantir les traces que d'en supprimer les causes.

Suisse.

Genève. — Dans une réponse au *Salut public* de Lyon, le *Journal de Genève* déclare que la Suisse ne connaît pas la naturalisation forcée.

Le *Journal de Genève* a raison de qualifier de loi monstrueuse celle de la naturalisation française. Il a tort cependant de se targuer du libéralisme de la loi suisse qui permet aux étrangers d'exercer en ce pays des fonctions publiques. Si Genève eut toujours besoin des étrangers qui jamais n'eurent besoin d'elle, c'est que par haine de l'art, hostilité mesquine, envie d'impuissants, les Genevois s'efforcent de nuire à toute personne qui refuse d'entrer dans leurs coteries. Aux persécutés cités par le *Salut public* il est facile d'ajouter Rousseau, Carl Vogt, Marc Baud, Barthélemy Menu, Raoul Pictet, docteur Roussel, Gaspard Mermillod et d'autres.

Genève est donc bien forcée d'appeler à elle les Français, les Polonais, les Italiens, les Allemands et les Suisses d'autres cantons, réduits à chercher une situation à l'étranger.

Ceux, d'ailleurs, qui acceptent la naturalisation genevoise n'ont pas en vue de complaire à des gens plutôt désagréables, mais simplement d'esquiver le service militaire et de l'épargner à leurs enfants.

A notre point de vue, c'est parfait. Mais on nous permettra de rire d'un patriotisme alimenté par les désertions qu'il facilite et qui, au point de vue bourgeois, sont une honte. La voilà bien l'hypocrisie genevoise !

* * *

Le serrurier Babel s'étant permis de protester contre son renvoi, le contremaître et son fils lui tombèrent dessus à coups de barre de fer. Heureusement le fils, aussi maladroit que lâche, frappa à côté, c'est-à-dire sur son père. Après s'être débarrassé de ses agresseurs, Babel sortit de l'atelier suivi par un de ces bourgeois mouchards qui pullulent à Genève et dont la presse fait le plus grand cas. Ce policier amateur dut faire un faux rapport à ses confrères, dressés à massacrer les ouvriers, car toute la presse bourgeoise fonça sur Babel.

Aujourd'hui, ces calomniateurs de l'ouvrier ont dû se rétracter après la visite très crâne de l'intéressé.

Bon exemple à suivre.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le groupe des E. S. R. I. a pensé qu'il serait utile de publier, à côté des brochures qui expriment exactement l'opinion de ses membres, d'autres ouvrages intéressants qui restent inconnus en France parce qu'ils ont été édités en langue étrangère ou ne se trouvent plus en librairie.

La première brochure qui vient de paraître a pour titre : *La Propagande socialiste, son rôle et ses formes*, par Pierre Lavroff. En vente aux *Temps Nouveaux*.

* * *

Saint-Denis. — Salle Alexis, route d'Aubervilliers, samedi, à 8 h. 1/2 du soir, réunion publique et contradictoire.

Ordre du jour : Les crimes du militarisme; Le désarmement et ses conséquences.

Orateurs : Prost, Perron, etc.

Entrée : 20 centimes.

* * *

Amiens. — Les libertaires, ainsi que tous les hommes qui ont à cœur la question sociale, sont priés de se rendre tous les samedis, à 8 h. 1/2, et tous les dimanches, à 6 heures, au *Cent de piquet*. A chaque réunion, causerie par un camarade.

* * *

Reims. — Samedi 10 septembre, soirée familiale au café Saint-Maurice, rue du Barbâtre.

* * *

Marseille. — Dimanche 11 septembre, à 3 heures de l'après-midi, à Montredon, café du Fortin, grande conférence publique et contradictoire par les compagnons Jahn et Chaumel.

Sujets traités : L'affaire Dreyfus; Le désarmement général.

Prière aux camarades de s'y rendre en plus grand nombre possible.

* * *

Les camarades des Chartreux, désireux d'organiser une grande soirée familiale au profit de l'Ecole libertaire, invitent les camarades qui peuvent prêter leur concours à se rendre au bar de l'Epoque, rue Colbert (en face la poste), le 15 septembre, à 9 heures du soir, dans le but de composer le programme.

La causerie sera faite par le camarade Jean Marestan.

* * *

Liège. — Les camarades abonnés sont avertis que le camarade Georges Thonar reprend la direction des abonnements à dater du présent numéro. Les comptes antérieurs doivent se régler au camarade Schlebach. Donc, à partir d'aujourd'hui, pour tout ce qui concerne les abonnements, payements, etc., s'adresser au camarade Georges Thonar, 1, rue Saint-Jean-Baptiste, à Liège.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Celles qui passent, par Jean Ajalbert, 1 vol., 3 fr. 50, chez P. Ollendorff, 28, rue Richelieu.

La Propagande socialiste, son rôle et ses formes, par Pierre Lavroff, 1 broch. du groupe E. S. R. I., 0 fr. 10, aux *Temps Nouveaux*.

A lire :

Soupe à la sardine, Urbain Gohier, *Aurore*, 30 août.

Le Cahier du réserviste Rousselle, *Revue Blanche*, 1er septembre.

Représentation Nationale, Urbain Gohier, *Aurore*, 6 septembre.

AUX CAMARADES

Nous venons de faire réimprimer *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, avec une couverture illustrée par *Rysselbergh*.

La brochure est en vente au bureau du journal 0 fr. 10, franco 0 fr. 15, le cent 7 fr. 50, port compris.

Notre image, *Chauvinard*, est en vente dans nos bureaux : 0 fr. 10 l'exempl. ; 0 fr. 15 par la poste, 7 fr. le cent.

Pour les collectionneurs, nous avons fait faire un tirage plus soigné que nous laissons à 0 fr. 50; par la poste, 0 fr. 60.

Nous avons fait déposer chez les libraires de Paris *La Morale anarchiste* de Kropotkine, *Les Anarchistes et les Syndicats* du groupe E. S. R. I. — Prière aux camarades de pousser à la vente.

Nous ferons réimprimer ensuite *A mon frère le Paysan*, par Elisée Reclus.

* * *

Prière aux camarades de réclamer le journal dans toutes les librairies, nombre de libraires intimidés refusant de prendre nos journaux.

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade Paul Cisternas, actuellement en Suisse, est prié de faire connaître son adresse au *Pot-à-Colle*, les camarades de ce journal désirant avoir de ses nouvelles. — Administration du *Pot-à-Colle*, 9, cité Prost, Paris.

M. M. — Nous vous répondrons sous peu.

H., à Vienne. — En effet, il y a eu erreur de notre part, excusez-nous.

B., à Lyon. — Adressez-vous à la Bibliothèque des *Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, à Bruxelles.

A., au Bouscat. — Envoyez-nous au moins le prix du port, nous sommes dans la dèche.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Café de Paris, à Dison, 10 fr.

Pour la colonie Buteau : R. F., 5 fr.

Reçu pour le journal : V. C., 1 fr. — V. P. 5 fr. — Café de Paris, Dison, 5 fr. — Th., 0 fr. 50. — X., 3 fr. — A. B., à Alais, 2 fr. 85. — Un adversaire des erreurs religieuses. 0 fr. 50. — Causerie du 3 septembre, première souscription en faveur des *Temps Nouveaux* par les camarades du groupe de la Jeunesse Libertaire de Limoges, 2 fr. 50. — Merci à tous.

C., à Lille. — M., à Roubaix. — S., à Amiens. — P. A., à Angers. — B., à Brest. — P., à Marseille. — M., à Saint-Chamond. — D., à Montluçon. — P., à Bordeaux. — H., à Alais. — C., à Fourchambault. — L., à Jemeppes. — V., à Perpignan. — V., à Nîmes. — H., à Vienne. — Reçu timbres et mandats.

Le vendeur des journaux libertaires de Nîmes rappelle aux lecteurs des *Temps Nouveaux* qu'il se trouve à midi Bouillon Duval, derrière le grand et au Temple, et de 3 à 6 heures, *Débit Terminus*, à droite de la gare. Dépôt, 6, rue Cotelier.

* * *

Les journaux anarchistes sont en vente à Bordeaux : 10, rue de la Chartreuse; rue de Cheverus, n° 23; 103, route de Bayonne, chez Caumille; rue Gratiolet; kiosque habituel, cours des Fossés ou Victor Hugo, au coin droit de la rue Sainte-Catherine.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue

QUATRIÈME ANNÉE, N° 21 — DIX CENTIMES — DU 17 AU 23 SEPTEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

HALLUCINÉ !!

Relatant l'assassinat de l'impératrice d'Autriche, certains journaux crient à la démence.

Le meurtre de cette vieille femme en deuil promenant son ennui à travers le monde ne saurait, disent-ils, servir l'idée.

C'est l'acte d'un fou, d'un halluciné.

Halluciné, c'est bien le mot.

Luccini dut être, au moment de tuer, la proie d'une hallucination.

Echappé aux récents massacres d'Italie, il crut voir, sous son stylet, une de ces femmes italiennes qui, de leur balcon, criaient aux soldats fusillant le peuple : Tirez fort, visez juste !

Du pays de la mort la folie de la mort rayonne sur le monde.

C. A.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS

ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

Les socialistes anglais, surtout R. Owen, ont pris une part active aux travaux parlementaires de 1802, 1815, 1817, 1819 (2), 1832, 1834-36. En 1815, ils organisèrent le comité des *dix heures de travail*, et après que les modérés eurent inscrit les dix heures dans leur programme politique, en 1832, pendant leur grande agitation, ils organisèrent le comité des *huit heures* et du minimum de salaire. Pour réveiller l'initiative ouvrière, ils ont inauguré le mouvement coopératif de production et de consommation, qui de nos jours unit plus d'un million de producteurs faisant comme affaires annuelles : les corporations de production pour 97 millions de francs, et celles de consommation pour 1.025.000.000 de francs !

En 1832, ils ont organisé à Birmingham la *maison du peuple* avec la bibliothèque, l'école et le cours populaires ; l'année suivante, ils ont organisé la bourse d'échange socialiste sous le titre : « National Echange équitable du travail. » Lloyd Jones (1) reproduit la gravure du chèque. C'est le « Bon de travail » des collectivistes de nos jours et de la « Banque du peuple » de Proudhon. C'est un bon de « Browinham Branch » établi en 1833, et qui vaut *une heure* de travail. Il porte les signatures de *Robert Owen, governor, Woolfield, director*.

Ce sont surtout leurs organisations de propagande et d'action populaire qui étonnent tous les historiens de l'époque (Booth, Kirkup, Gibbins, Webb, Lloyd, Holyoak, Brentano). En 1833, quand ils créèrent la fédération de toutes les organisations locales sous le titre d'« Union générale des *classes productrices* », on comptait plus de 500.000 membres. Parmi les sociétés y adhérentes nous voyons : « Union des laboureurs », « Union des moissonneurs », « Union des ouvriers agricoles ». (On voit que ces braves gens n'étaient pas scientifiques et ne séparaient pas le village de la ville). Les unions de femmes n'y manquaient pas non plus : « Les femmes jardinières », « Union mixte de femmes », « Loge des femmes tailleurs », « Loge coopérative des bonnetières », la « Grande Loge des femmes de Grande-Bretagne et d'Irlande », « Ancient Virgins ». Cette dernière société se distingua par son activité pendant les émeutes d'Oldham en 1834.

Justement vers ce temps le trade-unionisme se développait rapidement. Que le mouvement ait subi l'influence de la propagande socialiste, nous en trouvons les preuves chez l'historien et ministre de l'intérieur Spencer Walpole, qui dit que « les ouvriers de l'époque étaient socialistes et chartistes ». Nous en trouvons une autre preuve et plus importante encore dans ce fait, que le *premier congrès* de trade-unions, convoqué en 1833, était présidé par R. Owen. Les social-démocrates sont obligés eux-mêmes de constater que la seconde phase du mouvement chartiste commença vers 1830 et que ses éléments avancés étaient en grande partie sous l'influence de R. Owen. L'organisation qui joua le rôle le plus important dans le chartisme, « l'Union générale des classes productrices », se composait presque exclusivement d'owenistes (2).

Tel fut le mouvement ouvrier en Angleterre depuis 1830 jusqu'à 1838. Voilà l'initiative pratique et l'activité que montrèrent alors les agitateurs socialistes et surtout Robert Owen, ce vrai fils du peuple, cette merveilleuse expression du génie populaire.

Il est facile de comprendre pourquoi ses contemporains l'admiraient tant, de comprendre aussi comment l'historien du mouvement coopératif, Holyoak, pouvait dire de lui : « La mort n'a jamais enlevé un plus grand ami du peuple » ; et le colonel H. Clinton : « Parmi tous ceux qui respirèrent dans cette vie, R. Owen était l'homme du cœur le plus large, de l'intelligence la plus sage... »

Oui, il l'était. Enfant du peuple, il agissait avec la sagesse tranquille et la bonhomie du peuple : modeste, simple et doux comme tous les vrais représentants du génie populaire, c'est à lui que conviennent admirablement les paroles de Shakspeare sur Brutus :

> Sa vie était noble ; et les éléments en étaient si bien combinés que la nature eût pu dire à l'univers : « C'était un homme ! »

Tout en rendant à R. Owen et aux socialistes anglais l'hommage qui leur est dû, nous sommes forcés de constater chez eux une lacune frappante sur le rôle de l'Etat exploiteur et oppresseur.

Dans la société future, selon eux, l'Etat doit disparaître, l'humanité solidaire et communiste vivant en une libre entente de communes autonomes. Mais comment l'Etat, ce défenseur de toutes les abominations de la société capitaliste, s'anéantira-t-il, cédant sa place à un ordre de vie solidaire et autonome, voilà ce qu'ils n'ont pas indiqué. Nous ne trouvons chez eux, non plus, aucune indication sur la méthode et les moyens de le combattre. Pionniers d'une conception nouvelle de la vie sociale, ils consacrèrent toute leur énergie à propager que de l'Etat et des parlements on obtient seulement *des améliorations partielles, des palliatifs* ; que l'émancipation sociale de la classe ouvrière doit se fonder sur son émancipation économique, et que l'œuvre d'affranchissement sera accomplie seulement par les ouvriers eux-mêmes, car « dorénavant eux seuls régleront les affaires de l'humanité... devenues leurs propres affaires ». (Voir chap. V, citation de W. Thompson.)

Tandis qu'en pleine harmonie avec leurs principes, comme nous l'avons vu, par l'Internationale (voir chap. I), les socialistes anglais ont élaboré tout un puissant système de trade-unions, de coopération, de grèves, etc., pour la lutte économique, ils ne nous ont laissé d'autre part, que je sache, aucune indication sur les moyens de combattre l'Etat. Pourtant ils se révoltèrent contre l'oppression étatiste. Nous les avons vus à la tête du mouvement contre le « Conspiracy Act » et autres abominations politiques. Comment les braves gens qui nièrent l'Etat pour l'avenir et combattirent son oppression, n'entreprirent-ils pas de le détruire comme ils essayèrent de détruire l'exploitation économique ?

La réponse est toute simple. Contre l'Etat à cette époque luttaient les républicains, les radicaux et la bourgeoisie, tous adversaires du socialisme. Il est vrai que ces partis combattaient

(1) Voir les numéros précédents depuis le n° 11.

(2) Dégoûté de la politique, dès cette époque il céda sa place de rapporteur de commission parlementaire à Ostler. En général, Owen ne penchait guère vers la politique et ses honneurs.

(1) Dans son ouvrage *Life, Times and Labour of R. Owen* (*Le temps, la vie et l'œuvre de R. Owen*).

(2) E. Marx Aveling, *Working Class movement in England*, London 1896, p. 28.

hôpital. Pressé de réclamations, le gouvernement au dernier moment se *décida à décréter* 7.000 *pesetas*. Notez qu'il décréta, mais il oublia de verser la somme, et c'est grâce à l'initiative privée que le croiseur put être aménagé tant bien que mal. Le lazaret d'Oza ne put recevoir que 100 malades dans la partie convenable, et un supplément de 80 dans la partie malsaine. Aussi les rapatriés pour la plupart sont-ils obligés de rester à bord des transports *qui les ont amenés. Là*, on les laisse mourir tranquillement.

⁂

Le sort des officiers supérieurs, il est consolant de le remarquer, est tout différent, paraît-il. Prisonniers des Yankees, ces héros sont traités avec tout le respect dû au courage malheureux, et la presse nous apporte le récit des banquets où les ennemis irréconciliables d'hier toastent aujourd'hui et se congratulent sur leur héroïsme réciproque.

On nous apprend aussi qu'à défaut de lauriers, le général Pando rapporte dans ses malles une douzaine de millions dont on ignore la provenance. Lors du retour de Weyler, on s'étonnait déjà du nombre énorme de malles qui l'escortaient. Cependant on n'ignore pas que pour enrayer les progrès de l'insurrection, les autorités espagnoles ordonnèrent la concentration dans les villes des paysans cubains. Ces derniers durent abandonner leurs biens et, poussés comme des bêtes, parqués, gardés à vue et mourant de faim, ils connurent toutes les beautés du régime du sabre. Est-il étrange que la ruine des reconcentrados ait eu pour conséquence l'enrichissement des autorités espagnoles ?

Mais il est des gens qui n'entendent rien aux choses de la guerre.

J. M.

Italie.

Ustica, 28 août. — A la suite d'une circulaire ministérielle recommandant une surveillance rigoureuse de subversifs, une dizaine de policiers ont perquisitionné chez nous pendant la nuit du 25 au 26 août. Ils ont pénétré dans nos maisons à l'improviste, allumé de la lumière, fouillé et retourné nos papiers et nos effets.

Parmi des papiers sans importance on a saisi le manuscrit de la biographie d'Angiolillo.

A Bovino déjà plusieurs perquisitions avaient été faites à mon domicile uniquement dans le but de voler ce manuscrit. J'avais toujours réussi à le sauver.

Les policiers d'Ustica ont été plus heureux que ceux de Bovino.

Roberto d'Angió.

Les gouvernants qui, par leurs violences et leurs injustices, ne se font jamais faute de pousser à la révolte, ne veulent pas que le souvenir de cette révolte soit conservé. Ils ne veulent pas que la genèse des actes de révolte soit étudiée et fixée la personnalité de ceux qui les accomplirent comme un devoir. Ils trouvent plus simple d'en anéantir les traces que d'en supprimer les causes.

Suisse.

Genève. — Dans une réponse au *Salut public* de Lyon, le *Journal de Genève* déclare que la Suisse ne connaît pas la naturalisation forcée.

Le *Journal de Genève* a raison de qualifier de loi monstrueuse celle de la naturalisation française. Il a tort cependant de se targuer du libéralisme de la loi suisse qui permet aux étrangers d'exercer en ce pays des fonctions publiques. Si Genève eut toujours besoin des étrangers qui jamais n'eurent besoin d'elle, c'est que par haine de l'art, hostilité mesquine, envie d'impuissants, les Genevois s'efforcent de nuire à toute personne qui refuse d'entrer dans leurs coteries. Aux persécutés cités par le *Salut public* il est facile d'ajouter Rousseau, Carl Vogt, Marc Baud, Barthélemy Menn, Raoul Pictet, docteur Roussel, Gaspard Mermillod et d'autres.

Genève est donc bien forcée d'appeler à elle les Français, les Polonais, les Italiens, les Allemands et les Suisses d'autres cantons, réduits à chercher une situation à l'étranger.

Ceux, d'ailleurs, qui acceptent la naturalisation genevoise n'ont pas en vue de complaire à des gens plutôt désagréables, mais simplement d'esquiver le service militaire et de l'épargner à leurs enfants.

A notre point de vue, c'est parfait. Mais on nous permettra de rire d'un patriotisme alimenté par les désertions qu'il facilite et qui, au point de vue bourgeois, sont une honte. La voilà bien l'hypocrisie genevoise!

⁂

Le serrurier Babel s'étant permis de protester contre son renvoi, le contremaître et son fils lui tombèrent dessus à coups de barre de fer. Heureusement le fils, aussi maladroit que lâche, frappa à côté, c'est-à-dire sur son père. Après s'être débarrassé de ses agresseurs, Babel sortit de l'atelier suivi par un de ces bourgeois mouchards qui pullulent à Genève et dont la presse fait le plus grand cas. Ce policier amateur dut faire un faux rapport à ses confrères, dressés à massacrer les ouvriers, car toute la presse bourgeoise fonça sur Babel.

Aujourd'hui, ces calomniateurs de l'ouvrier ont dû se rétracter après la visite très crâne de l'intéressé.

Bon exemple à suivre.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le groupe des E. S. R. I. a pensé qu'il serait utile de publier, à côté des brochures qui expriment exactement l'opinion de ses membres, d'autres ouvrages intéressants qui restent inconnus en France parce qu'ils ont été édités en langue étrangère ou ne se trouvent plus en librairie.

La première brochure qui vient de paraître a pour titre : *La Propagande socialiste, son rôle et ses formes*, par Pierre Lavroff. En vente aux *Temps Nouveaux*.

⁂

Saint-Denis. — Salle Alexis, route d'Aubervilliers, samedi, à 8 h. 1/2 du soir, réunion publique et contradictoire.

Ordre du jour : Les crimes du militarisme; Le désarmement et ses conséquences.

Orateurs : Prost, Perron, etc.

Entrée : 20 centimes.

⁂

Amiens. — Les libertaires, ainsi que tous les hommes qui ont à cœur la question sociale, sont priés de se rendre tous les samedis, à 8 h. 1/2, et tous les dimanches, à 6 heures, au *Cent de piquet*. A chaque réunion, causerie par un camarade.

⁂

Reims. — Samedi 10 septembre, soirée familiale au café Saint-Maurice, rue du Barbâtre.

⁂

Marseille. — Dimanche 11 septembre, à 3 heures de l'après-midi, à Montredon, café du Fortin, grande conférence publique et contradictoire par les compagnons Jahn et Chaumel.

Sujets traités : L'affaire Dreyfus; Le désarmement général

Prière aux camarades de s'y rendre en plus grand nombre possible.

⁂

Les camarades des Chartreux, désireux d'organiser une grande soirée familiale au profit de l'Ecole libertaire, invitent les camarades qui peuvent prêter leur concours à se rendre au bar de l'Epoque, rue Colbert (en face la poste), le 15 septembre, à 9 heures du soir, dans le but de composer le programme.

La causerie sera faite par le camarade Jean Marestan.

⁂

Liège. — Les camarades abonnés sont avertis que le camarade Georges Thonar reprend la direction des abonnements à dater du présent numéro. Les comptes antérieurs doivent se régler au camarade Schlebach. Donc, à partir d'aujourd'hui, pour tout ce qui concerne les abonnements, payements, etc., s'adresser au camarade Georges Thonar, 1, rue Saint-Jean-Baptiste, à Liège.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Celles qui passent, par Jean Ajalbert, 1 vol., 3 fr. 50, chez P. Ollendorff, 28, rue Richelieu.

La Propagande socialiste, son rôle et ses formes, par Pierre Lavroff, 1 broch. du groupe E. S. R. I., 0 fr. 10, aux *Temps Nouveaux*.

A lire :

Soupe à la sardine, Urbain Gohier, *Aurore*, 30 août.

Le Cahier du réserviste Rousselle, *Revue Blanche*, 1er septembre.

Représentation Nationale, Urbain Gohier, *Aurore*, 6 septembre.

AUX CAMARADES

Nous venons de faire réimprimer *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, avec une couverture illustrée par *Rysselbergh*.

La brochure est en vente au bureau du journal 0 fr. 10, franco 0 fr. 15, le cent 7 fr. 50, port compris.

Notre image, *Chauvinard*, est en vente dans nos bureaux : 0 fr. 10 l'exempl. ; 0 fr. 15 par la poste, 7 fr. le cent.

Pour les collectionneurs, nous avons fait faire un tirage plus soigné que nous laissons à 0 fr. 50; par la poste, 0 fr. 60.

Nous avons fait déposer chez les libraires de Paris *La Morale anarchiste* de Kropotkine, *Les Anarchistes et les Syndicats* du groupe E. S. R. I. — Prière aux camarades de pousser à la vente.

Nous ferons réimprimer ensuite *A mon frère le Paysan*, par Elisée Reclus.

⁂

Prière aux camarades de réclamer le journal dans toutes les librairies, nombre de libraires intimidés refusant de prendre nos journaux.

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade Paul Cisternas, actuellement en Suisse, est prié de faire connaître son adresse au *Pot-à-Colle*, les camarades de ce journal désirant avoir de ses nouvelles. — Administration du *Pot-à-Colle*, 9, cité Prost, Paris.

M. M. — Nous vous répondrons sous peu.

H., à Vienne. — En effet, il y a eu erreur de notre part, excusez-nous.

B., à Lyon. — Adressez-vous à la Bibliothèque des *Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, à Bruxelles.

A., au Bouscat. — Envoyez-nous au moins le prix du port, nous sommes dans la dèche.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Café de Paris, à Dison, 10 fr.

Pour la colonie Buteau : R. F., 5 fr.

Reçu pour le journal : V. C., 1 fr. — V. P. 5 fr. — Café de Paris, Dison, 5 fr. — Th., 0 fr. 50. — X., 3 fr. — A. B., à Alais, 2 fr. 85. — Un adversaire des erreurs religieuses, 0 fr. 50. — Causerie du 3 septembre, première souscription en faveur des *Temps Nouveaux* par les camarades du groupe de la Jeunesse Libertaire de Limoges, 2 fr. 50. — Merci à tous.

C., à Lille. — M., à Roubaix. — S., à Amiens. — P. A., à Angers. — B., à Brest. — P., à Marseille. — M., à Saint-Chamond. — D., à Montluçon. — P., à Bordeaux. — H., à Alais. — C., à Fourchambault. — L., à Jemeppes. — V., à Perpignan. — V., à Nimes. — H., à Vienne. — Reçu timbres et mandats.

Le vendeur des journaux libertaires de Nimes rappelle aux lecteurs des *Temps Nouveaux* qu'il se trouve à midi Bouillon Duval, derrière le grand et au Temple, et de 3 à 6 heures, *Débit Terminus*, à droite de la gare. Dépôt, 6, rue Cotelier.

⁂

Les journaux anarchistes sont en vente à Bordeaux : 10, rue de la Chartreuse; rue de Cheverus, n° 23; 103, route de Bayonne, chez Caumille ; rue Gratiolet; kiosque habituel, cours des Fossés ou Victor Hugo, au coin droit de la rue Sainte-Catherine.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

QUATRIÈME ANNÉE, N° 21 — DIX CENTIMES — DU 17 AU 23 SEPTEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

HALLUCINÉ !!

Relatant l'assassinat de l'impératrice d'Autriche, certains journaux crient à la démence.

Le meurtre de cette vieille femme en deuil promenant son ennui à travers le monde ne saurait, disent-ils, servir l'idée.

C'est l'acte d'un fou, d'un halluciné.

Halluciné, c'est bien le mot.

Luccini dut être, au moment de tuer, la proie d'une hallucination.

Echappé aux récents massacres d'Italie, il crut voir, sous son stylet, une de ces femmes italiennes qui, de leur balcon, criaient aux soldats fusillant le peuple : Tirez fort, visez juste !

Du pays de la mort la folie de la mort rayonne sur le monde.

C. A.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

Les socialistes anglais, surtout R. Owen, ont pris une part active aux travaux parlementaires de 1802, 1815, 1817, 1819 (2), 1832, 1834-36. En 1815, ils organisèrent le comité des *dix heures de travail*, et après que les modérés eurent inscrit les dix heures dans leur programme politique, en 1832, pendant leur grande agitation, ils organisèrent le comité des *huit heures* et du minimum de salaire. Pour réveiller l'initiative ouvrière, ils ont inauguré le mouvement coopératif de production et de consommation, qui de nos jours unit plus d'un million de producteurs faisant comme affaires annuelles : les corporations de production pour 97 millions de francs, et celles de consommation pour 1.025.000.000 de francs !

En 1832, ils ont organisé à Birmingham la *maison du peuple* avec la bibliothèque, l'école et le cours populaires ; l'année suivante, ils ont organisé la bourse d'échange socialiste sous le titre : « National Echange équitable du travail. »

(1) Voir les numéros précédents depuis le n° 11.

(2) Dégoûté de la politique, dès cette époque il céda sa place de rapporteur de commission parlementaire à Ostler. En général, Owen ne penchait guère vers la politique et ses honneurs.

Lloyd Jones (1) reproduit la gravure du chèque. C'est le « Bon de travail » des collectivistes de nos jours et de la « Banque du peuple » de Proudhon. C'est un bon de « Browinham Branch » établi en 1833, et qui vaut *une heure* de travail. Il porte les signatures de *Robert Owen, governor, Woolfield, director*.

Ce sont surtout leurs organisations de propagande et d'action populaire qui étonnent tous les historiens de l'époque (Booth, Kirkup, Gibbins, Webb, Lloyd, Holyoak, Brentano). En 1833, quand ils créèrent la fédération de toutes les organisations locales sous le titre d'« Union générale des *classes productrices* », on comptait plus de 500.000 membres. Parmi les sociétés y adhérentes nous voyons : « Union des laboureurs », « Union des moissonneurs », « Union des ouvriers agricoles ». (On voit que ces braves gens n'étaient pas scientifiques et ne séparaient pas le village de la ville). Les unions de femmes n'y manquaient pas non plus : « Les femmes jardinières », « Union mixte de femmes », « Loge des femmes tailleurs », « Loge coopérative des bonnetières », la « Grande Loge des femmes de Grande-Bretagne et d'Irlande », « Ancient Virgins ». Cette dernière société se distingua par son activité pendant les émeutes d'Oldham en 1834.

Justement vers ce temps le trade-unionisme se développait rapidement. Que le mouvement ait subi l'influence de la propagande socialiste, nous en trouvons les preuves chez l'historien et ministre de l'intérieur Spencer Walpole, qui dit que « les ouvriers de l'époque étaient socialistes et chartistes ». Nous en trouvons une autre preuve et plus importante encore dans ce fait, que le *premier congrès* de trade-unions, convoqué en 1833, était présidé par R. Owen. Les social-démocrates sont obligés eux-mêmes de constater que la seconde phase du mouvement chartiste commença vers 1830 et que ses éléments avancés étaient en grande partie sous l'influence de R. Owen. L'organisation qui joua le rôle le plus important dans le chartisme, « l'Union générale des classes productrices », se composait presque exclusivement d'owenistes (2).

Tel fut le mouvement ouvrier en Angleterre depuis 1830 jusqu'à 1838. Voilà l'initiative pratique et l'activité que montrèrent alors les agitateurs socialistes et surtout Robert Owen, ce vrai fils du peuple, cette merveilleuse expression du génie populaire.

Il est facile de comprendre pourquoi ses contemporains l'admiraient tant, de comprendre aussi comment l'historien du mouvement coopératif, Holyoak, pouvait dire de lui : « La mort n'a jamais enlevé un plus grand ami du peuple » ; et le colonel H. Clinton : « Parmi tous ceux qui respirèrent dans cette vie, R. Owen était l'homme du cœur le plus large, de l'intelligence la plus sage... »

(1) Dans son ouvrage *Life, Times and Labour of R. Owen* (*Le temps, la vie et l'œuvre de R. Owen*).

(2) E. Marx Aveling, *Working Class movement in England*, London 1896, p. 28.

Oui, il l'était. Enfant du peuple, il agissait avec la sagesse tranquille et la bonhomie du peuple : modeste, simple et doux comme tous les vrais représentants du génie populaire, c'est à lui que conviennent admirablement les paroles de Shakspeare sur Brutus :

> Sa vie était noble ; et les éléments en étaient si bien combinés que la nature eût pu dire à l'univers : « C'était un homme ! »

Tout en rendant à R. Owen et aux socialistes anglais l'hommage qui leur est dû, nous sommes forcés de constater chez eux une lacune frappante sur le rôle de l'Etat exploiteur et oppresseur.

Dans la société future, selon eux, l'Etat doit disparaître, l'humanité solidaire et communiste vivant en une libre entente de communes autonomes. Mais comment l'Etat, ce défenseur de toutes les abominations de la société capitaliste, s'anéantira-t-il, cédant sa place à un ordre de vie solidaire et autonome, voilà ce qu'ils n'ont pas indiqué. Nous ne trouvons chez eux, non plus, aucune indication sur la méthode et les moyens de le combattre. Pionniers d'une conception nouvelle de la vie sociale, ils consacrèrent toute leur énergie à propager que de l'Etat et des parlements on obtient seulement *des améliorations partielles, des palliatifs;* que l'émancipation sociale de la classe ouvrière doit se fonder sur son émancipation économique, et que l'œuvre d'affranchissement sera accomplie seulement par les ouvriers eux-mêmes, car « dorénavant eux seuls régleront les affaires de l'humanité... devenues leurs propres affaires ». (Voir chap. V, citation de W. Thompson.)

Tandis qu'en pleine harmonie avec leurs principes, comme nous l'avons vu, par l'Internationale (voir chap. I), les socialistes anglais ont élaboré tout un puissant système de trade-unions, de coopération, de grèves, etc., pour la lutte économique, ils ne nous ont laissé d'autre part, que je sache, aucune indication sur les moyens de combattre l'Etat. Pourtant ils se révoltèrent contre l'oppression étatiste. Nous les avons vus à la tête du mouvement contre le « Conspiracy Act » et autres abominations politiques. Comment les braves gens qui nièrent l'Etat pour l'avenir et combattirent son oppression, n'entreprirent-ils pas de le détruire comme ils essayèrent de détruire l'exploitation économique ?

La réponse est toute simple. Contre l'Etat à cette époque luttaient les républicains, les radicaux et la bourgeoisie, tous adversaires du socialisme. Il est vrai que ces partis combattaient

seulement telle ou telle forme de gouvernement, tout en glorifiant l'Etat et le principe d'autorité. En même temps, ils niaient le socialisme, se déclarant contre « les utopistes » qui voulaient « bouleverser l'ordre social, détruire la morale, le mariage et autres institutions sacrées ». Les Jacobins en France, les carbonari et la « *Jeune Italie* » (1), la « Jeune Allemagne », Carlile, et beaucoup d'autres amis sincères de l'*affranchissement politique* des nations, condamnèrent l'agitation socialiste. Sauf A. Blanqui et ses amis intimes, tous les révolutionnaires avant 1840 traitèrent les socialistes comme des rêveurs, des modérés. De leur côté les socialistes, jusqu'en 1845, crurent qu'on peut résoudre la question sociale sans une lutte révolutionnaire contre l'Etat. C'est seulement vers 1840-45 qu'on observe chez les socialistes une évolution vers l'action révolutionnaire : les uns, comme Louis Blanc, et après F. Lassalle et Marx, se déclarèrent partisans de conquérir le pouvoir pour une législation socialiste; les autres s'affirmèrent les ennemis de l'Etat et beaucoup plus tard devinrent des révolutionnaires actifs, combattant ensemble l'exploitation économique et l'Etat dans l'ensemble de ses fonctions et de ses organes.

Les premiers — les *démocrates*-socialistes — prêchent de nos jours l'action paisible et légale. Nous autres, anarchistes, nous nous sommes, au contraire, unis aux révolutionnaires dans leur lutte contre l'oppression politique. Aux socialistes anglais nous avons emprunté leur idéal de communisme autonome et leurs organisations également autonomes de corps de métiers avec leur lutte économique. Seuls parmi les révolutionnaires, nous sommes, comme dans le temps les carbonari et la « Jeune Italie », la bête noire de la réaction politique. Comme communistes-libertaires, nous avons contre nous aussi la haine implacable de la bourgeoisie, soit démocrate-républicaine, soit social-démocratique...

Plus loin, nous traiterons en détail cette synthèse socialiste-révolutionnaire accomplie par les anarchistes-communistes *après* la Commune de Paris de 1871.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

(1) Le noble et héroïque Mazzini, l'âme de ce mouvement, finit par des attaques contre le socialisme et l'Internationale. (Voir *Théologie politique de Mazzini*, par M. Bakounine.)

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

Une idée du tsar.

Si Nicolas II n'a pas eu chez nous une presse aussi copieuse qu'il était en droit de l'attendre, c'est la faute de l'affaire Dreyfus. Des faits trop graves et trop *nouveaux* furent révélés depuis quelques jours pour que l'actualité n'en vive pas exclusivement. Des bureaux d'état-major mués en officines de faussaires, cela vaut bien, convenez-en, un empereur féru de paix. Il est impossible d'ailleurs que notre bon ami soit jaloux, car tout le monde ici travaille dans ses vues. Nous spécialement, qui mettons le plus possible au jour et commentons sans nous lasser l'ignominie de l'esprit militaire.

On a d'ailleurs, tout de même, publié assez de lignes sur l'idée de Nicolas pour qu'il s'y trouve des choses fort désagréables à son adresse. Partant de ce principe qu'en politique — politique de tsar ou de député — les mobiles avoués ne sont jamais les véritables, les gens adaptés aux mœurs de la politique et entraînés à ses exercices ont cherché le mot de l'énigme. Aux belles tirades tolstoïennes du rescrit, on a répondu par des suppositions et des calculs infiniment plus terre à terre. On a fait ressortir qu'en l'imminence d'un conflit entre la Russie et l'Angleterre, mettre de son côté les apparences pacifiques est très habile. On a remarqué aussi qu'après avoir fait main basse sur à peu près tout ce qui était à votre convenance dans le monde, il est prudent de finir par un internationalisme de bon goût. Le tsar a gagné, s'est-on dit : il persuade aux autres joueurs de laisser les cartes. Quelques-uns enfin, très mauvaises langues, mais bien informés, paraît-il, racontent qu'avant de s'engager contre l'Angleterre il reste encore des places à fortifier, des stations de charbon à établir et que ces ultimes préparatifs de guerre veulent tout juste le temps de quelques négociations sur la paix avec les cabinets d'Europe.

Enfin, c'était inévitable, on a parlé Alsace-Lorraine :

La paix universelle, nous en sommes. Cela fera même très bien pour ouvrir le vingtième siècle. Mais qu'on nous rende, avant, les deux provinces. Sans quoi le rescrit du tsar n'est plus qu'un odieux guet-apens. On choisit pour désarmer l'heure où nous sommes amoindris. C'est l'amputation éternelle. C'est ceci, c'est cela. Je n'achève pas le couplet, vous le connaissez.

Nos bons patriotes ne veulent pas que soient perdues vingt-sept années de bataillons scolaires, de saluts au drapeau et d'ivrogneries revanchardes.

Donc, si les choses s'arrangaient de telle sorte, en Europe, que le succès du désarmement tint à l'abandon par la France de l'Alsace-Lorraine, il y aurait une majorité en France pour refuser.

Voilà, je crois, un état d'âme qu'il est intéressant de noter un peu en détail.

Je sais bien que tous les partisans de cette doctrine n'ont pas raisonné leur opinion, les gens férus de guerre, d'armée et de patrie n'ayant que des accointances fort rares avec la raison. Mais quelques-uns pourtant savent raisonner. M. Clémenceau, par exemple, qui fait partie de la majorité susdite et qui en est, c'est incontestable, l'un des membres les plus intelligents, dut réfléchir, je pense, avant d'écrire sur le sujet.

Or, il n'est pas, en telle matière, deux façons de réfléchir. Pour savoir ce qu'il faut choisir entre le désarmement d'une part et l'Alsace-Lorraine de l'autre, il faut se demander ce que vaut l'un et ce que vaut l'autre.

M. Clémenceau s'est donc posé cette question :

Qu'est-ce que le désarmement?

Et il a répondu :

Le désarmement, c'est la fin des tueries imbéciles, c'est la cruauté et la haine chassées de nos mœurs, c'est l'artisan laborieux délivré de l'impôt du sang et de l'impôt de l'or au guerrier oisif, c'est l'homme soustrait à la discipline abêtissante, au militarisme déprimant, ce sont les peuples s'aimant au lieu de se craindre et par suite se connaissant mieux, se pratiquant davantage et s'éduquant les uns les autres, c'est la raison prenant le pas sur la force brutale, c'est l'homme allégé enfin du fardeau de la guerre et s'élançant à la conquête du bonheur et du savoir.

M. Clémenceau s'est demandé ensuite :

Qu'est-ce que l'Alsace-Lorraine?

Et il a répondu :

Ce sont quelques poteaux changés de place et quelques bureaux de douanes reculés, c'est un en-tête de papier officiel écrit autrement, c'est notre langue remplaçant dans quelques écoles une langue non moins belle, illustrée par d'aussi profonds penseurs et par d'aussi grands poètes, c'est le contentement d'une gloriole, la satisfaction d'un sentiment tellement vague qu'on ne peut le définir, tellement superficiel que bien peu le connaîtraient si on ne l'imposait pas à notre cerveau par l'éducation, à nos mœurs par la suggestion et par la violence. L'Alsace-Lorraine à la France, cela ne signifie pas un seul individu plus heureux, un seul estomac mieux nourri, un seul cerveau mieux cultivé.

M. Clémenceau s'est posé ces deux questions; il s'est fait ces deux réponses et, après balance, il a conclu qu'aucune proposition de paix européenne ne méritait même d'être examinée tant qu'on ne nous aurait pas rendu l'Alsace-Lorraine.

Chose très curieuse, parmi tous ces gens qui portent si allègrement dans leur œil la poutre patriotique, un grand nombre — M. Clémenceau *toujours en tête* — ne peuvent souffrir le fétu dans l'œil du voisin. Eux qui sacrifient si volontiers à leur patriotisme étroit le bonheur de toute l'humanité, toute la justice et toute la vérité de ce temps, n'admettent pas que d'autres patriotes veuillent immoler au même patriotisme le bonheur d'un seul homme, un peu de vérité et un peu de justice. Ceux là sont de faux patriotes et on n'a pas assez contre eux d'invectives et de sarcasmes.

N'avais-je pas bien raison tout à l'heure en vous disant qu'un pareil état d'âme méritait d'être exploré?

Et ce n'est pas tout. En se reportant aux circonstances où prit naissance le culte dont l'idole est un morceau de terre, on s'aperçoit vite que le culte est grotesque.

Cet entêtement de crétin, jamais las de la même réponse lourde ni de la même plainte dolente, ce féroce tarte-à-la-crème se comprendrait à la rigueur si les fameuses « deux provinces » nous eussent été ravies par quelque audacieux brigandage, en dehors de tout pourparler, de toute diplomatie. Mais ce ne fut pas cela, il me semble. Et on le saurait mieux en France, si les Français ne s'entraînaient pas à oublier quelques lignes de leur histoire.

En ces lignes, gênantes, il est établi très nettement, je crois, que toutes satisfactions raisonnables furent offertes par l'Allemagne aux exigences françaises, et cela bien avant la supercherie bismarckienne de la dépêche d'Ems. De sorte qu'au traité de Francfort les Allemands se trouvaient en la situation de gens qu'on avait dérangés et qui ne voulaient pas l'avoir été pour rien.

Tout cela est très correct, semble-t-il, et on ne peut plus conforme au code usuel des politesses entre nations, dès qu'on admet le fusil comme suprême argument international.

C'est donc simplement dans les imaginations chauvines que l'Alsace-Lorraine crie vengeance, justifie la religion si cruelle et si bête des revanches toujours remises et nous empêche aujourd'hui d'accueillir la paix.

La physionomie de l'opinion publique sous cette grosse nouvelle d'un désarmement par le tsar était curieuse à noter.

La question ainsi ébranchée de ses rameaux accessoires, nous pourrons mieux, dans un second *Point de vue*, l'étudier au fond, nous demandant alors ce que peut bien valoir la paix des peuples, œuvre des princes.

CHARLES-ALBERT.

Le Mouvement ouvrier

Les ouvriers ébénistes et parties similaires du faubourg Saint-Antoine viennent, comme on sait, de faire réapparaître le *Pot à Colle*.

Dénoncer les injustices et les infamies patronales, démontrer l'exploitation à laquelle sont soumis les ouvriers de l'ameublement, déceler tous les trucs employés par le patronat pour faire rendre à l'ouvrier la plus grande somme possible de travail, contre le plus petit salaire, le *Pot à Colle*, organe corporatif de combat, saura faire tout cela.

Il serait à souhaiter que chaque corporation puisse avoir son journal. Un certain nombre de syndicats l'ont bien, mais c'est en général un organe par trop *officiel*, s'attachant à de petites querelles, au lieu d'attaquer bien en face les abus patronaux. Il ne manque pas de militants qui se plaignent de ne

pouvoir faire toute la propagande nécessaire dans leur milieu.

Les camarades ébénistes leur montrent l'exemple.

⁂

Une certaine agitation règne depuis quelque temps parmi les ouvriers de l'industrie textile. Une grande réunion doit avoir lieu prochainement à Reims. La commission d'organisation vient de lancer un appel d'où nous extrayons les passages suivants :

« Camarades, la situation des ouvriers devient de plus en plus misérable. Le machinisme, qui s'implante partout, devient le principal élément de nos misères.

« Tous les jours de nouveaux progrès mécaniques, tout au profit de nos exploiteurs, font grossir les rangs des sans-travail, et de ce fait rendent plus fréquents les temps de chômage, c'est-à-dire les jours sans pain.

« Devons-nous rester dans cette léthargie coupable, et devons-nous continuer de subir une situation qui, s'il était possible, pourrait devenir pire encore ?

« Devant cette exploitation de la bête humaine, n'est-ce pas un devoir de réagir ?

« Trop longtemps nous avons été désunis par les roueries des politiciens : de là notre impuissance.

« Il suffirait de nous grouper pour être forts ! »

L'appel, comme on le voit, est assez énergique. Désabusés des politiciens, les ouvriers des textiles entendent faire leurs affaires eux-mêmes. Enfin !

⁂

Basly et Lamendin continuent à duper leurs anciens frères de misère. Une grande conférence de patrons, à laquelle les deux anciens cabaretiers assisteront comme délégués des mineurs, doit avoir lieu ces jours-ci.

Les deux députés n'ont rien à refuser aux patrons, j'ai raconté dernièrement comment ils avaient su faire abandonner aux mineurs leurs modestes revendications. La conférence des patrons va les enterrer complètement.

Quand donc les mineurs sauront-ils se débarrasser de ces deux tristes sires et faire eux-mêmes leurs affaires ?

⁂

Les Grèves. — La grève des ouvriers cordonniers du Mans continue. Le patron, un sieur Bigot, refuse d'entrer en pourparlers avec les ouvriers, sachant bien que, poussés par la faim, ceux-ci seront obligés de rentrer à l'atelier aux conditions que bon lui semblera. Les ouvriers, plus que jamais, sont décidés à la résistance.

Malheureusement il n'est question que de résistance passive. Et le. Bigot s'en moque. Il y aurait peut-être des moyens de le faire capituler.

A Nice, la grève des ouvriers des abattoirs est terminée : ceux-ci ont obtenu satisfaction. Il est probable que les tonneliers qui étaient également en grève reprendront aussi le travail à bref délai.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Grande Famille. — La boucherie continue. Le colonel Lardemelle fait école. Malgré les chaleurs torrides dont nous souffrons, les grandes manœuvres se poursuivent. Dans l'Oise, dans l'Allier, dans le Pas-de-Calais, partout, des soldats tombent frappés d'insolation, ou exténués de fatigue. Les chefs militaires, eux, continuent de se pavaner sur leurs montures, sans paraître se douter un instant que chacun d'eux se rend coupable de plus d'assassinats que n'en commit Vacher, pour lequel, sans doute, ils professent une sainte horreur. Quand donc supprimera-t-on ces parades ridicules et meurtrières, en attendant qu'on supprime l'armée elle-même ?

⁂

A Châlons, une épidémie de typhus s'est déclarée dans le 119e de ligne.

Cependant les manœuvres continuent. Bien mieux, tous les matins les officiers passent sous les tentes, et si un soldat se dit malade, ils n'hésitent pas à faire cette remarque à haute voix :

« Quiconque ne sera pas reconnu malade par le major, sera puni de huit jours de prison. »

Cependant l'épidémie poursuit son cours. La presse locale se tait. On sait que la presse est aux ordres des soudards, hypnotisée par l'or de leurs galons et celui sans doute des caisses du ministère.

Mais tout se sait, et comme tout le monde n'est pas vendu, tout se dit.

⁂

Le soldat Jean Sarget, de la classe 1894, appartenant au 20e d'infanterie, s'est suicidé en se jetant dans le Gers. On ignore..., etc.

Rien n'égale l'ignorance des chefs.

André Girard.

⁂

Limoges. — Quand un miséreux, souffrant la faim, se livre au dangereux métier de la contrebande et se laisse prendre à la douane, la presse bien pensante l'insulte et réclame contre le pauvre diable toute la sévérité des lois. Mais que le délinquant soit assez riche pour que sa situation ait dû l'empêcher de recourir à de tels actes, la même presse se tait.

Quelques gros fabricants de porcelaine, trouvant sans doute trop minimes les revenus de cette exploitation, ajoutaient à leurs caisses pour l'Amérique des produits tels que la dentelle, dont le droit d'entrée est bien supérieur. Nos filous furent pincés, et le gouvernement américain, furieux de s'être laissé refaire, à la française, établit sur la porcelaine des droits bien supérieurs à ceux d'avant la contrebande. L'Amérique étant le débouché principal des porcelaines de Limoges, un chômage en est résulté, chaque jour plus grand. Mais cela ne peut durer et les patrons vont bientôt sans doute, sans vergogne, parler de réduction sur les salaires.

Une fois de plus des ouvriers — et dans ce cas d'une façon bien curieuse — payeront de leurs souffrances la basse canaillerie des patrons.

Suisse.

Genève. — Pour rester d'une indifférence parfaite en face de l'attentat récent qui a mis en émoi la pègre officielle ainsi que la partie commerçante de notre ville, pour s'épargner le deuil par ordre qui a fermé les maisons de joie et les boutiques, il suffit de songer à la famille des Habsbourg, jadis maîtres en Suisse. Leur impériale fortune sue le sang et leur trône est fait d'un monceau de cadavres. N'ont-ils pas décimé des nations entières ? A Vienne, en Hongrie, en Italie, partout où se sont posées les griffes de leur aigle, le sang des martyrs de la liberté fut-il épargné jamais ?

Notre réserve est plus sincère d'ailleurs, et surtout plus propre, que la douleur bruyante et les larmes des bourgeois suisses qui font cortège à l'étrangère et derrière ce cercueil pleurent surtout les pertes d'argent qui seront la conséquence de l'attentat. Deuil de larbins et de fournisseurs.

En Suisse, le résultat de cet acte va retomber durement sur les malheureux et sur les indépendants. Nous allons voir l'expulsion de centaines de pères de famille. A Genève, ce sera sans doute le conseiller d'Etat socialiste Thiébaut, celui qui durant la grève contresignait les arrêtés d'expulsion de ses camarades d'atelier et de parti, qui présidera aux futures exécutions. Déjà les hyènes du *Journal de Genève* et de la *Suisse* demandent des poursuites contre les anarchistes connus. Scherb, le procureur général de la Confédération, est ici, dressant ses listes de proscription. La police politique, dont l'inutilité vient d'être prouvée une fois de plus, va être renforcée. Nous allons retomber plus durement que jamais sous le règne des mouchards déjà si puissants. La fabrication coûteuse de dossiers ultra-fantaisistes continuera de plus belle.

Comme il serait plus simple cependant d'organiser la paix sociale au lieu de susciter la révolte !

Espagne.

Depuis que le gouvernement avait décrété « l'amnistie des acquittés » du procès de Montjuich, brisés par les souffrances innombrables endurées au cours de leur longue détention et de l'exil, et, de plus, étroitement surveillés par la police, nos camarades de Barcelone s'étaient tenus à l'écart de toute agitation révolutionnaire.

Mais les Portas et autres tortionnaires ne pouvaient pardonner aux malheureux la campagne universelle menée contre les atrocités de Montjuich. Il ne leur suffisait pas que vingt de leurs victimes pourrissent encore dans les presidios ; leur haine tenait à s'acharner sur ceux qui, sortis vivants de leurs griffes, promenèrent par le monde leurs corps mutilés et narrèrent les scènes terrifiantes dont ils avaient été ou victimes, ou témoins. Pour que leur vengeance pût s'assouvir à souhait, une occasion manquait. Elle vient de se présenter.

Sous prétexte qu'une partida républicaine, vite dissoute, avait fait son apparition aux portes de Barcelone, des rafles de révolutionnaires furent ordonnées. Tous les anarchistes, ou réputés tels, de la capitale catalane furent mis sous les verrous. Cela se fit en silence, sous le couvert de l'état de siège qui régit le royaume. Les journaux ne consacrèrent au fait que de maigres filets.

Ce qu'ils disent, on le devine. La police si perspicace de Barcelone avait découvert depuis longtemps la trame d'un vaste complot. Grâce au zèle des autorités, l'insurrection qui menaçait le trône et la société est morte dans l'œuf.

Le juge nommé pour instruire cette affaire est ce même Garcia Navarro qui fabriqua, avec le talent que l'on sait, le dernier procès de Montjuich. Le sinistre Portas était chargé des rafles ; c'est dire qu'elles furent exécutées avec brio. On se saisit en premier lieu du martyrisé Francisco Gana, d'Antonio Gurri et de la plupart des acquittés de Montjuich. Tous furent mis au secret rigoureux.

Et maintenant ? que va-t-il se passer ?

Aux supplices de la soif, de la faim et de l'insomnie, à la mordaza qui arrache les lèvres, aux manillas qui broient les poignets, au casque mécanique qui rend fou, aux bastonnades terribles, au fer rouge, à la torsion des testicules, les tortionnaires ajouteront-ils les tortures inédites à la recherche desquelles durent s'employer leurs moments de loisir ?

La férocité de ces tigres, encore avivée par leur soif de vengeance, est trop connue pour qu'il soit permis de douter du sort qu'ils réservent à ceux qui sont retombés sous leurs griffes.

On sait que l'enquête que le gouvernement se vit dans l'obligation d'ouvrir, en présence de l'indignation universelle, n'eut jamais de résultats en dépit de ces preuves vivantes que sont les corps mutilés des Callis, des Suné, des Oller, des Gana et des Thioulouze.

C'est que, dans les prisons espagnoles, l'Inquisition n'a jamais cessé de fonctionner. On a vu, lors du procès de Francisco Callis, le fiscal reconnaître les procédés inquisitoriaux d'utilité publique et féliciter les bourreaux. Après le procès du Liceo où les tortures furent mises en œuvre, les bourreaux Estorqui et Carral furent décorés et pensionnés. Après Montjuich, Portas fut, de lieutenant de la garde civile, promu chef de la police judiciaire.

Une fois de plus, les tortionnaires vont être à même d'exercer leur métier infâme, à moins qu'une lueur de raison, illuminant leur cerveau de bêtes fauves, ne leur rappelle les terribles conséquences de leurs forfaits précédents, et ne les fasse hésiter au dernier moment.

Quoi qu'il en soit, ne perdons pas de vue la citadelle où déjà tant de crimes furent perpétrés et où d'autres infamies sont peut-être à la veille de se commettre.

J. M.

République argentine.

Buenos-Aires, 5 août. — Le réveil des bonnes volontés dont je vous ai parlé dans une correspondance antérieure s'accentue. L'ami Gori, en véritable « porteur de torches », a sonné *a raccolta* (rassemblement) et timorés et dissidents sont venus se joindre aux camarades pour aider le propagandiste dans sa brillante campagne. Sa seconde conférence, au théâtre Doria a eu le même succès que la précédente : plus de deux mille personnes accoururent pour écouter la bonne parole. Bien que l'entrée fût gratuite, le côté pécuniaire n'en a pas moins été profitable : les dons ont été abondants, ce qui permettra l'impression de nouvelles brochures. Déjà l'*Avvenire* va augmenter son format à partir du prochain numéro.

Sur l'invitation du Dr Creaghe, un médecin irlandais qui, depuis de nombreuses années et un des premiers dans ce pays, combat avec une grande vaillance pour le triomphe de nos idées, Gori, accompagné de plusieurs amis, est allé à Lujan, la Lourdes argentine. Le résultat de la journée a surpassé toutes nos espérances. Ceux qui ont connu Lujan il y a quelque quatre ans quand le Dr Creaghe et une douzaine de ses amis furent arrêtés, ligotés et envoyés à La Plata (la capitale de la province)

comme malfaiteurs, et ont vu cette même petite ville dimanche dernier, n'en revenaient pas. Une société italienne prêta son salon et là, après une courte allocution du Dr Creaghe, Gori tint durant trois heures sous le charme de sa parole plus de six cents personnes qui n'avaient guère entendu jusqu'alors que les bêtises de leurs curés sur la religion et la patrie. Et c'est beau six cents personnes sur une population de quelques milliers d'habitants! Les bourgeois de la localité formaient la majorité de l'assemblée et c'est avec un profond silence qu'ils ont écouté l'orateur qui leur a expliqué la douleur universelle et ébauché à grandes lignes la société future telle que nous la rêvons. Avec beaucoup d'esprit teinté d'ironie, il a terminé son discours en demandant que la bonne Vierge de Lujan, la Vierge qui fait des miracles, fasse germer les bonnes semences qu'il venait de répandre dans la petite ville de Lujan pour le bien-être de l'humanité!

Quand l'orateur eut fini, toutes ces bonnes gens se précipitèrent pour le féliciter. Pour un peu ils l'auraient porté en triomphe. Ce spectacle n'est pas fréquent; aussi nous a-t-il mis de l'espérance au cœur.

Des milliers de brochures ont été distribuées gratis: tout le monde en a pris.

Le soir, un lunch, qui s'est converti en banquet, a réuni en gaie compagnie les camarades de la localité; mais la salle fut bientôt envahie par de nouveaux amis, désireux de faire connaissance avec ces féroces *bevitori di sangue* qui, en somme, ne burent ce jour-là que du bon vin. On chanta *il canto dei ribelli, il canto dei coatti, l'inno dei malfattori, il canto dei lavoratori*, cet hymne enlevant de Turati. *Su! fratelli, su! compagne* chantait tout le monde, et avec quel enthousiasme! Ah! ce soir-là, nous avons réellement vu que:

Sulla libera bandiera
Splende il sol dell' avvenire.

Beaucoup de journées comme cela et les ratichons devront abandonner le projet d'élever dans la petite ville de Lujan une copie de la basilique de Lourdes ou du Sacré-Cœur.

Sans que nous craignions d'être accusés d'idolâtrie, il nous faut convenir que la venue de Gori à Buenos-Aires est d'un grand bonheur pour nous. Dans ce pays de « docteurs », notre parole restait fréquemment vaine. Que peuvent dire des gens sans diplômes? Du moment que nous n'avons point de « titres », nous ne devons rien savoir, c'est logique. Même si nous avons pâli sur les livres pendant trente ans! Passons. Le *docteur* Gori, comme ils l'appellent, est arrivé: il a des titres, des diplômes, il est avocat; ils l'écoutent. C'est ainsi que dans quelques jours notre ami donnera une conférence à la Faculté de droit. On parle même de le charger d'un cours libre. Il faut joindre à cela que Gori est d'un physique très sympathique et que sa voix charme. Il trouve des amis même chez ses adversaires. Le loup pénètre dans les bergeries, mais s'il ne mange pas les brebis, il leur enseigne à bêler d'une autre façon. Il leur apprendra même à fuir le troupeau bourgeois, et à venir avec les bons loups.

Une société argentine libérale démocratique a organisé une soirée pour le 15 courant, et invité Gori à donner une conférence sur la libre pensée. Le camarade a accepté, bien entendu, mais se réservant la liberté d'englober dans sa conférence la question sociale. La soirée aura lieu au théâtre Politeama, le plus grand de la ville et qui peut contenir de 4.500 à 5.000 personnes. Encore une bonne journée en perspective pour la propagande.

XXX.

Iles Hawaï.

Honolulu, 12 août 1898.

Depuis ma dernière lettre, il y a bien des événements nouveaux à enregistrer ici.

Les îles sont annexées maintenant au gouvernement américain. L'amiral Miller, du cuirassé *Philadelphie*, est ici depuis deux semaines, mais il n'a pas encore hissé le drapeau des Etats-Unis.

Ce qu'il y a de plus curieux à noter, c'est l'esprit d'indépendance des soldats.

Les soldats de la compagnie B., de Butte City (Montana), entassés sur le transport *Pensylvania*, s'étant plaints de la mauvaise nourriture, satisfaction leur a été donnée. Tous les sous-officiers ont été cassés, mais la compagnie jouit maintenant à bord du transport d'un excellent ordinaire.

Les militaires du transport *Peru* ont protesté également contre l'entassement et la mauvaise nourriture. Vingt-sept hommes du 23e Texas et un lieutenant ont refusé net de s'embarquer pour Manille dans les mêmes conditions. Ils ont dit à leurs chefs, tout simplement, que si on avait l'intention de les sacrifier à la patrie, on pouvait les fusiller ici sans les faire souffrir davantage sur un navire infect. Et depuis lors ils sont ici, bien nourris et bien soignés sous la protection du consul américain.

Tous ces protestataires sont plus ou moins animés de l'esprit anarchiste, car ils ne cachent pas leur dégoût de l'autorité et de leur patrie et font, dans leur milieu, beaucoup de propagande.

Les quotidiens, il va sans dire, ne soufflent pas mot de l'aventure.

Sur le transport *Saint-Paul* qui est ici depuis trois jours, même histoire. Cette fois, ce sont les jeunes soldats du *Colorado Volunteers* qui, au nombre de cent soixante-quinze, refusent d'obéir tant qu'ils ne mangeront pas à leur faim et à leur goût. C'est le seul des faits du même genre qui ait été publié par un quotidien. Le même journal annonçait qu'on avait donné immédiatement satisfaction aux soldats du transport.

Le rapport officiel sur l'état sanitaire des troupes à l'hôpital d'Honolulu enregistre soixante-cinq décès pour le mois de juillet.

Nous attendons pour la fin de la semaine quinze cents hommes qui doivent tenir garnison ici. C'est pour nous le dernier coup de la *civilisation*. Il fallait bien qu'on nous le donne.

Parmi les soldats de passage il y a beaucoup de caractères indépendants. Tous mes journaux et toutes mes brochures de propagande en langue anglaise ont passé comme du bon pain.

A deux reprises différentes j'ai pu, malgré l'hostilité des patriotes et des galonnés, parler, dans la rue, contre la guerre, l'Eglise et l'Etat.

Les soldats des transports sont toujours, d'après les mœurs indigènes, reçus ici avec la plus grande hospitalité. Et naturellement beaucoup d'entre eux nous remercient en violant les femmes et en commettant toute espèce de brigandages.

D'après le *Comercial Advertiser*, les Japonais commençaient à s'agiter et à parler de grève. « Il y a, dit ce journal, parmi ces braves gens, des meneurs qui ont une fausse idée de l'annexion. Car il est impossible aux planteurs de payer plus de 50 francs par mois sans ruiner toute l'industrie du sucre. »

De son côté, le consul japonais n'a pas manqué d'expliquer à ses compatriotes, dans une proclamation spéciale, qu'il serait peu patriotique de se mettre en grève et de demander à leurs maîtres des concessions impossibles; que le gouvernement a beau changer, ils n'en doivent pas moins servir les mêmes patrons et subir les mêmes conditions; que s'ils ont des réclamations à faire, ils doivent les présenter légalement à la cour suprême des Etats-Unis.

Le fait est que certaines actions de plantations de sucre ont monté depuis deux ans de 300 0/0. Il n'est donc pas surprenant que les producteurs commencent à se demander où passent les profits.

Il faut aussi que je vous dise quelques mots du programme d'éducation élaboré par le colonel Parker et sa femme, engagés ici par les soins de la *Commission sur l'éducation* et sous les auspices du gouvernement.

Voici ce programme dont chaque point est accompagné de commentaires approfondis:

1° Le premier devoir du maître d'école est de s'assurer du bien-être matériel de l'enfant. Les enfants doivent être bien soignés, car leur moralité est le résultat de leur condition physique et matérielle.

2° Tous les enfants sont bons. Si quelques-uns deviennent mauvais, c'est que le maître d'école n'ayant pas su étudier leur caractère n'a pas pu remédier aux causes de leur prétendue méchanceté.

3° Elevez ensemble garçons et filles, riches et pauvres, de toutes couleurs et de toutes races. Ainsi les enfants se connaîtront mieux et sera évité l'orgueil de race et de classe ainsi que l'oppression d'une race par l'autre.

4° Dès le plus bas âge, habituez les enfants au travail manuel à l'atelier ou dans le jardin, afin de développer la faculté d'observation. L'homme est le produit de la nature et nous n'avons pas le droit de le soustraire à la nature.

5° Ne faites rien apprendre par cœur. Ne parlez pas de grammaire, de lecture, ni d'arithmétique, avant que l'enfant ait *senti* lui-même la nécessité de ces connaissances.

6° Ne parlez aux enfants ni de religion, ni de prières.

Le gouvernement ayant demandé où prendre l'argent pour organiser des écoles sur ce plan, le colonel répondit en pleine réunion publique que les fonds affectés présentement à la police et à l'armée seraient plus que suffisants.

Nos bons missionnaires n'en reviennent pas.

A. KLEMENCIC.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Samedi 17 septembre, soirée familiale à la Maison du Peuple avec le concours des chansonniers de Montmartre. La soirée est au bénéfice d'un camarade malade.

Causerie par le camarade Giraud.

⁂

Tous les samedis, réunion du groupe communiste du XIVe arrondissement, salle Anne, 27, rue Mouton-Duvernet.

A chaque réunion, une causerie est faite par un camarade.

⁂

Le groupe E. S. R. I. se réunit tous les mercredis, à 9 heures du soir, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève. Causerie par un camarade. On y trouve les brochures.

⁂

Groupe *La Jeunesse libertaire*. — Samedi prochain 17 courant, à 8 h. 1/2 du soir, au local du groupe, deuxième causerie sur la Société future. Les camarades sont priés d'y assister nombreux.

Les *Temps Nouveaux* ainsi que tous les journaux anarchistes sont en vente aux kiosques place Denis Dussoubs et Jourdan.

⁂

AMIENS. — Les libertaires, ainsi que tous les hommes qui ont à cœur la question sociale, sont priés de se rendre tous les samedis, à 8 h. 1/2, et tous les dimanches, à 6 heures, au *Cent de piquet*. A chaque réunion, causerie par un camarade.

⁂

Les camarades de Romans et de Bourg-de-Péage sont informés qu'ils trouveront chez Delalé, 7, place des Minimes, à Bourg-de-Péage, tous les journaux anarchistes. Les journaux seront portés à domicile par le jeune copain Delalé.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu:

Die historische Rolle des Staates, par P. Kropotkine, 1 broch., 20 Pfennige, chez W. Siebenmarck, Gr. Frankfurter Str. 87, Berlin, N. O.

Pourquoi je suis anticolonial, par Emile Macquart, 1 broch., 0 fr. 15, Réd. *L'Avril*, 1, rue Manuel, Paris.

Par qué somos Anarquista? par S. Merlino, 1 broch., 0 fr. 25, Biblioteca de « La Protesta Humana », Buenos Aires.

La Anarquia ante los tribunales, defensa de Pietro Gori; 1 broch., 0 fr. 15, à la Libreria sociologia, 2041 Corrientes, Buenos Aires.

De la colère, de l'amour, de la haine, par Jean Reflec, préface de F. Pelloutier, 1 vol., 0 fr. 75, à la Librairie ouvrière, 11, rue des Deux-Ponts, Paris.

PETITE CORRESPONDANCE

Les camarades du XIIe sont priés de nous excuser, nous retrouvons la note trop tard pour leur envoyer les invendus demandés.

B., à Bordeaux. — Impossible d'insérer par le temps qui court.

A plusieurs camarades. — Nous avons reçu plusieurs articles sur le *désarmement par le tsar*. Mais Ch.-Albert y consacrant *deux points de vue*, il ne nous est guère possible d'insérer autre chose sur le même sujet.

Reçu pour le journal: Un camarade, 2 fr. — Un groupe de peintres en décor E. V., 3 fr. — Merci à tous.

V., à Marseille. — E., à Daumazan. — F., à Liège. — B., à Genève. — B., à Nantes. — M., à Troyes. — E., à Montpellier. — B., à Salon. — P., à Reims. — J., à Châlons. — B., à Limoges. — B., à Rouen. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 22 — DIX CENTIMES — DU 24 AU 30 SEPTEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

A l'époque de la grande effervescence ouvrière (1830-1838), les révolutionnaires et les socialistes étaient encore séparés. Tandis que les premiers agitaient la classe ouvrière anglaise au nom de réformes économiques et sociales, les radicaux de toutes les classes s'agitaient au nom d'une réforme politique libérale et parlementaire. Leur propagande aboutit à la première réforme électorale (1832). Mais, de même qu'en France où le peuple ne tarda pas à découvrir que les journées glorieuses de Juillet profitèrent seulement à la bourgeoisie, on put constater la même désillusion en Angleterre. Les initiateurs réussirent, vers 1838, à recommencer l'agitation. Quelques membres du Parlement, quelques radicaux bourgeois et les agitateurs populaires Hetherington, Cobbett, Cleaver, Lovett et autres formulèrent les fameux six points de la charte populaire. Ils réclamaient :

1° Le suffrage universel (2) ;
2° Le renouvellement annuel du Parlement ;
3° Le payement des députés (3) ;
4° Le vote au scrutin ;
5° Un même nombre d'électeurs pour chaque arrondissement ;
6° L'abolition du cens pour les candidats.

Comme on voit, la fameuse charte était bien médiocre au point de vue socialiste, elle était purement parlementaire. Nous sommes surpris de ces revendications plus que modestes. Aussi les socialistes de l'époque trouvèrent-ils qu'un tel programme, c'était l'oubli même du socialisme. Mais l'agitation devenait générale et les ouvriers socialistes, comme nous l'avons dit, y adhérèrent en masse, donnant au mouvement un caractère beaucoup plus large que ne l'auraient voulu les initiateurs.

Nous trouvons dans un discours d'un des champions les plus populaires du mouvement, le prêtre méthodiste Stephens, la preuve que le peuple était alors remué par ses revendications séculaires, c'est-à-dire d'équité sociale :

« Le chartisme, mes amis, disait-il dans un grand meeting ouvrier à Manchester, n'est pas un mouvement politique avec, comme objectif principal, le droit de vote. Le chartisme est une question de *couteau et de fourchette* (1) ! La charte signifie bonne maison, bonne nourriture et bonne boisson ; prospérité et courte journée de travail. »

Cette déclaration, qui reflète bien l'influence des socialistes, était en contradiction avec les vues des meneurs politiques. Aussi existait-il une sorte de méfiance entre la masse et les meneurs. Même en 1848, quand l'agitation populaire était à son apogée, quand, le 11 avril, on devait aller, en une procession monstre, porter au Parlement la grande pétition, cette méfiance contribua beaucoup à la complète faillite du mouvement. Le nombre des signatures, comme celui des manifestants, était bien moindre qu'en 1834, lors de la manifestation contre la condamnation des laboureurs de Dorchester.

Oui, le chartisme, au point de vue des résultats immédiats, fut un mouvement avorté. Les chefs politiques n'étaient ni des révolutionnaires, ni les représentants des vraies revendications populaires, et ils amenèrent le grand mouvement dans une impasse fatale. Cependant son influence indirecte fut immense sur la vie intellectuelle, morale et sociale de l'Angleterre. Les ouvriers avaient compris que leur émancipation, comme disaient depuis une vingtaine d'années les owenistes, devait être « essentiellement leur propre affaire », et distincte de toute politique. D'où la méfiance des trade-unions contre les « *politicians* » ; d'où leur méfiance contre la social-démocratie et le progrès ridicule de ce parti en Angleterre (2).

Si le chartisme avorté éveilla chez le peuple le même sentiment qu'en France les journées sanglantes de Juin, d'autre part, dans le milieu intellectuel, parmi les amis du progrès, il provoqua un mouvement littéraire plein de sympathie pour les déshérités. Les poésies de Thomas Hood (3), les romans de Ch. Dickens — surtout *les Temps difficiles* et *la Maison froide* — plaident dans des termes touchants et passionnés la cause du peuple. Non moins passionnés étaient les sermons du savant théologien et réformateur Charles Kingsley, qui, dans un de ses discours, disait :

« Tous les systèmes sociaux favorables à l'accumulation du capital dans les mains de quelques-uns, qui chassent le peuple du sol possédé jadis par ses ancêtres, qui réduisent les producteurs à l'état de serfs et de journaliers vivant de salaire et d'aumône, qui en font un esclave dégradé et privé de tout bien-être, tous ces systèmes sont contraires au royaume de Dieu proclamé par le Christ. » — « Lois et constitutions ne viennent pas de Dieu, si elles tolèrent des choses pareilles ; elles sont maudites et doivent périr, emportant avec elles et détruisant le plus de choses possible. Oui, elles vont périr dans leur propre corruption. »

Plus énergique, si c'est possible, était dans ses blasphèmes contre l'ordre capitaliste le grand historien Th. Carlyle (1), cet étrange prophète des temps modernes qui voulait sauver l'humanité par des chefs surnaturels, par un culte des héros. Il accablait de sarcasmes les ministères réformateurs « vides comme le vent de l'est », et le Parlement, qu'il appela une « blague nationale » (National Palaver). Son style devient vraiment pathétique quand il parle de la misère populaire... « Il y a des scènes de malheur, de dégradation, de désolation telles que le soleil n'en a jamais éclairé de pareilles dans les régions les plus barbares habitées par l'homme... » « La liberté, dit-on, est divine. Mais la liberté de mourir de faim n'est pas, le moins du monde, divine. »

Ce mouvement littéraire créa un courant libéral et émancipateur dans la société anglaise et forma des hommes comme William Morris, le poète, publiciste et agitateur socialiste qui chanta le bonheur pour tous, le communisme réellement libertaire.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

(1) Voir les numéros précédents depuis le n° 11.

(2) Il est intéressant de noter le parallélisme des événements en France et en Angleterre. Vers 1838-39, l'agitation pour le suffrage universel et les réformes sociales commence en France.

(3) Les membres du Parlement ne sont pas rétribués.

(1) « Knife and fork. »

(2) Après un travail de seize ans, leur candidat, le rédacteur de leur seul journal *Justice*, a obtenu aux dernières élections à Reading seulement 200 voix.

(3) L'auteur de *Yeast*, *Alton Locke* et autres romans socialistes.

(1) *Chartism*, 1840 ; *Past and Present*, 1843.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

Une idée du tsar.

Le tsar, la paix. Le désarmement par le tsar. De telles syllabes rapprochées sonnent étrangement. Le tsar et la paix. Par le seul jeu des idées associées à ces deux mots nous nous sentons dupes d'une formule vaine.

La guerre mangeuse d'hommes et la paix armée, dévoreuse à sa façon, se dressent sur la civilisation moderne, tels des monstres. Ceci, nous le savions. Mais nous ne nous attendions guère à l'entendre dire par l'empereur de Russie, cet autre monstre.

Aujourd'hui c'est la force brutale qui se mêle d'annoncer au monde le triomphe de la pensée ! C'est cet homme dispensant chaque jour à des millions de ses semblables tant de misères, tant de souffrances, c'est cette mécanique, broyeuse impitoyable de vies humaines, qui ne peut plus supporter la vue de certaines misères, de certaines souffrances, ni le sacrifice de quelques vies humaines !

On ne comprend pas et, malgré les apparences, on ne croit pas.

Or, à la place de l'autocrate, mettez le représentant d'un pouvoir moins arriéré, moins appuyé sur la force brutale et l'obéissance passive, on ne comprendra ni ne croira mieux. Moins paradoxale d'apparence, l'antinomie restera, entière.

C'est entre l'idée même de l'Etat, en effet, et l'amour fraternel des peuples que la contradiction se dresse. Et pour l'apercevoir, il suffit de constater que si les nations meurent de la guerre, de la guerre à coups d'armements comme de la guerre à coups de canon, les gouvernants, eux, en vivent.

Ils en vivent. C'est leur substance et leur santé. C'est en buvant du sang, c'est en se repaissant de cadavres, qu'ils se tiennent debout.

Il n'y a pas d'Etat puissant, de pouvoir fort sans nations distinctes, antagonistes. Éparpillés chacun à sa besogne, chacun à ses goûts, les individus sont rebelles au joug. Groupés au contraire sous l'idée commune de patrie, identifiés et réunis par le sentiment nationaliste, ils se laissent mieux confisquer, en bloc, par le pouvoir central. Aussi le patriotisme est-il religion d'Etat. Mais le culte s'affaiblit vite s'il ne se retrempe pas de loin en loin aux sources chaudes qui coulent des champs de bataille. Pour que les nations restent bien séparées et par suite bien groupées autour des brigands qui les exploitent et les oppriment, on les rue parfois l'une contre l'autre ou tout au moins on attise entre elles les rancunes et les haines.

Il arrive aussi que la guerre sert de dérivatif aux passions civiles. On fait éclater dehors l'orage qui grondait dedans.

Mais sa grande vertu, son utilité principale, c'est de justifier l'armée. S'il y avait un autre moyen de conserver la soldatesque, les gens du pouvoir nous feraient peut-être grâce de la tuerie. Mais de moyen il n'en est pas, et l'armée, en attendant, reste indispensable. A qui n'a d'autre sanction que la force brutale, la force brutale est nécessaire à toute minute. Chaque gouvernement en use largement et l'histoire, depuis longtemps, pourrait s'écrire par celle des conflits entre le peuple et la troupe. La charge apprise contre les ennemis de la nation s'utilise fort à propos contre ceux de l'ordre. La théorie est simple : l'Etat s'identifiant toujours avec le pays, assommer les ennemis de l'Etat c'est encore défendre son pays. Les armées deviennent ainsi réserves de police.

Il y a aussi une question de prestige.

S'appeler le maître, commander et régenter, ce sont là actes gratuits, illusoires, artificiels et qu'il faut rehausser de quelque gloire si l'on ne veut pas toujours les imposer par la violence. Nouvel emploi du panache, du sabre et du galon. Qu'elle miroite au soleil ou s'enfonce dans la peau des insurgés, l'épée, toujours, sert le pouvoir. Les souverains d'ordinaire s'habillent en généraux et leur occupation principale c'est de passer des troupes en revue. Osent-ils se montrer vêtus communément, leurs plus petits déplacements et leurs moindres gestes ne s'en effectuent pas moins parmi des branle-bas de guerre.

Et ce sont ceux-là qui parlent de désarmer !

La conférence du désarmement serait la conférence du suicide. On y verrait chaque Etat d'Europe se récuser à son tour et passer le couteau à son voisin. Les difficultés ne viendraient pas du *statu quo* territorial, comme disent les nationalistes. Seul l'instinct de la conservation serait en jeu. Etre ou ne pas être.

Ce suicide aura lieu peut-être quelque jour. Des choses pareilles se sont vues. Mais elles se font le plus tard possible. Quand l'Etat s'ampute de quelque membre, c'est à la veille du meurtre qu'il redoute. Il aime mieux se désagréger lui-même par petits morceaux que se laisser abattre d'un seul coup. C'est encore un moyen de se prolonger.

Quand nos maîtres renonceront à l'impôt du sang, ils y seront contraints par le peuple. Bien sûr ils voudront s'en attribuer le mérite. Mais qu'importe ? La paix entre les hommes ne sera l'œuvre ni de rescrits princiers, ni de congrès de philanthropes. Ce sera celle de réfractaires qui auront refusé de porter des armes et d'habiter des casernes. Comme tout ce qui se fait de beau et de bien, ce sera l'œuvre du peuple.

Le désarmement sera fait ou bien près de se faire quand on saura un peu partout qu'il n'y a que deux patries dans le monde, deux patries réelles se retrouvant au sein de toutes les patries factices, deux patries irréductibles — l'une devant absorber l'autre, — d'un côté celle des prolétaires, des producteurs, des laborieux, de l'autre celle des gouvernants, des exploiteurs, des oisifs.

Que les enfants du peuple ne se laissent donc pas éblouir par les fanfaronnades d'un tsar. Qu'ils ne se laissent pas berner par les sensibleries sur la guerre aujourd'hui de mode. Qu'ils ne se déchargent pas sur d'autres d'une besogne que seuls ils peuvent faire parce qu'elle est conforme à leurs intérêts à eux, parce qu'elle est leur mission historique à eux.

Depuis des siècles, les travailleurs, avec une admirable patience, conservent en leurs mains le dépôt sacré du travail et le transmettent de génération en génération pour le jour où le travail, en s'affranchissant, affranchira avec lui le monde.

Ce jour coïncidera avec la fin des armées, la fin des batailles. Ce sera la paix par le peuple. Et la paix faite par le peuple ne ressemblera pas à celle promise par le tsar.

On pourra y croire ! CHARLES ALBERT.

LES ATTENTATS

SUR LES SOUVERAINS

Les journaux publient des listes d'attentats dirigés contre les souverains et les chefs d'Etat depuis cinquante ans. Il s'agit d'apitoyer les bonnes âmes sur les dangers du métier de roi.

Voici la liste :

Juin 1848. — Attentat contre le prince de Prusse (plus tard empereur Guillaume), à Minden.

1849. — Attentat contre la reine Victoria par Hamilton.

Mai 1850. — Robert Pate frappe la reine Victoria à coups de canne au moment où elle sortait du palais du duc de Cambridge.

22 mai 1850. — Attentat contre Frédéric-Guillaume IV, à Wetzlar.

2 février 1851. — Martin Merinos porte un coup de poignard à la reine Isabelle dans la cathédrale d'Attocha, à Madrid.

1852. — Nouvel attentat commis contre la reine Victoria par un ancien lieutenant.

La même année, une machine infernale est découverte à Marseille, lors du voyage de Napoléon III en cette ville.

13 février 1853. — Coup de poignard porté à l'empereur François-Joseph par le tailleur Leberyi, à Vienne.

Même année, attentat contre le roi Victor-Emmanuel.

Contre Napoléon III, en face de l'Opéra-Comique.

Attentat contre Charles III, à Parme, le 27 mars 1853.

Avril 1855. — Pianori tire sur Napoléon III un coup de pistolet aux Champs-Elysées.

Le 8 septembre suivant, attentat de Bellamare contre Napoléon III.

28 mai 1856. — Un agent de police s'empare de Fuentes au moment où il va tirer sur la reine Isabelle.

8 décembre 1857. — Le soldat Agesilas Milano frappe d'un coup de baïonnette le roi Ferdinand de Naples.

14 juin 1858. — Attentat d'Orsini contre Napoléon III.

Juin 1861. — Le roi de Prusse essuie, sans être atteint, deux coups de feu tirés par l'étudiant Becker, à Bade.

1862. — L'étudiant Brussios tire sur le roi de Grèce.

24 décembre 1863. — Nouvel attentat contre Napoléon III.

16 avril 1866. — Attentat de Karakosoff contre Alexandre II, à Saint-Pétersbourg.

Au mois de juin de la même année, Berezowski tire sur le tsar, à Paris.

1868. — Assassinat du prince Michel de Serbie.

1869. — Attentat contre le vice-roi d'Egypte.

1869. — Nouvel attentat contre Napoléon III au bois de Boulogne.

1869. — Attentat contre la reine d'Angleterre.

1869. — Attentat contre le roi d'Espagne.

1871. — Attentat contre le roi Amédée d'Espagne.

11 mai 1878. — Attentat de Hœdel contre l'empereur Guillaume Ier d'Allemagne.

2 juin de la même année, Nobiling tire deux coups de fusil sur le roi Guillaume et l'atteint.

25 octobre 1878. — Moncasi tente d'assassiner le roi d'Espagne en lui tirant un coup de pistolet.

SUR LES PEUPLES

En regard de cette liste, il convient d'en mettre une autre, celle des attentats que les souverains et les chefs d'Etat ont commis contre les peuples :

1848-49. — Guerre d'Italie entre les Autrichiens et les Sardes.

1849. — Prise de Rome par les troupes de Napoléon.

1849. — Guerre de Hongrie (révolution hongroise réprimée par l'empereur d'Autriche avec l'appui des troupes du tsar).

1854-56. — Guerre de Crimée (France, Angleterre et Turquie contre la Russie).

1857-58. — Campagne des Anglais dans l'Inde pour réprimer la révolte des cipayes.

1857-60. — Guerre de Chine (Français et Anglais contre les Chinois).

1858-62. — Conquête de Saïgon et de la Cochinchine par les Français sur les Annamites.

1859. — Guerre d'Italie entre la France et le Piémont d'une part et l'Autriche d'autre part.

1861-67. — Guerre du Mexique.

1864. — Guerre de Danemark.

1866. — Guerre de la Prusse contre l'Autriche.

1868. — Campagne des Anglais en Abyssinie.

1870-71. — Guerre franco-allemande.

1871. — Expédition des Anglais contre les tribus du nord-est de l'Inde.

1873-74. — Expédition des Anglais contre les Achantis.

1873. — Expédition des Hollandais contre les Atchinois.

1877-78. — Guerre d'Orient, entre la Russie et la Turquie.

1878-81, — Campagne des Anglais en Afghanistan.

1879. — Campagne des Anglais contre les Zoulous. Les Russes au Turkestan.

1880. — Campagne des Anglais contre les Boers.

1881. — Campagne des Français en Tunisie.

1882-85. — Campagne des Anglais en Egypte, puis au Soudan.

1884-85. — Guerre du Tonkin. Les Français en Chine. Les Anglais au Soudan.

1885-86. — Campagne des Anglais en Birmanie.

1894. — Guerre du Dahomey.

1895. — Guerre sino-japonaise (cuisson du gâteau chinois que les souverains européens découpent en ce moment).

Il faut ajouter à cette liste les événements tout récents :

Les massacres en Arménie.

Les massacres en Crète et la guerre qui s'en est suivie entre la Grèce et la Turquie.

Les tortures infligées aux anarchistes espagnols.

Les condamnations cruelles prononcées par les tribunaux militaires italiens par ordre du roi.

Les cruautés de l'armée espagnole à Cuba, les « reconcentrados ».

Enfin les multiples attentats que la politique co-

Le 17 novembre suivant, le pâtissier Passanante tente de poignarder le roi Humbert.

14 avril 1879. — Attentat de Solovieff contre Alexandre II de Russie.

Le même jour, attentat contre le prince Milan de Serbie.

2 décembre 1879. — Attentat contre le tsar Alexandre II dans le train impérial.

30 décembre 1879. — Attentat de Francisco Otero contre le roi Alphonse XII et la reine Christine d'Espagne.

17 février 1880. — Attentat, au Palais d'Hiver, à Saint-Pétersbourg, contre le tsar Alexandre II. Terrible explosion à l'aide de la dynamite.

13 mars 1881. — Attentat contre le tsar Alexandre II, qui meurt de ses blessures.

2 juillet 1881. — Deux coups de pistolet sont tirés par Guiteau sur le général Garfield, président des Etats-Unis, qui meurt de ses blessures.

Mars 1882. — Roderick Mac Leagh tire un coup de pistolet sur la reine Victoria. C'est le septième attentat auquel échappe la souveraine.

24 juin 1894. — M. Sadi Carnot, président de la République française, meurt assassiné à Lyon par l'Italien Caserio.

Avril 1897. — Le roi Humbert, en se rendant aux courses, est attaqué par un anarchiste.

Total : trois morts et une douzaine de blessés. En y ajoutant la malheureuse impératrice Elisabeth, cela fait quatre morts.

loniale fait commettre au Congo, et dans le reste de l'Afrique, en Asie et dans les nombreuses îles soumises à l'autorité des potentats de l'Europe.

Nous n'avons relevé que les guerres les plus importantes. On voit que les meurtres des souverains et des chefs d'Etat sont nombreux.

Ne parlons même pas des conséquences économiques de ces guerres.

Pour ne citer qu'un exemple, parmi les guerres contemporaines, les souverains de la Russie, de la France, de la Turquie et de l'Angleterre ont fait mourir en Crimée 85.000 soldats français, 23.000 Anglais, 35.000 Turcs et 630.000 Russes, soit 773.000 morts.

La guerre d'Italie a fait tomber 38.650 soldats autrichiens, 17.775 soldats français, 6.574 soldats sardes, soit 63.000 hommes.

La guerre franco-allemande a fait 250.000 victimes, la guerre turco-russe (1877-1878) 40.000 morts.

On pourrait, sans exagération, évaluer à 3 millions de morts les victimes des guerres provoquées par l'ambition des souverains et l'avidité des capitalistes au cours de ce demi-siècle.

(*L'Organe socialiste* (Dinant), 18 septembre 1898.)

Ne pas oublier non plus les victimes des répressions sanglantes de juin 48, décembre 51, la Ricamarie, Chicago, Fourmies, Milan, etc., etc.

MOUVEMENT SOCIAL

France

L'Affaire Dreyfus. — Décidément l'idole militaire s'écaille de plus en plus. Chaque jour il en tombe un fragment. Quand l'affaire Dreyfus fut remise en question et les machinations criminelles de l'état-major signalées d'abord par Bernard Lazare, plus tard par Zola et par d'autres, l'immense majorité du pays, aveuglée par le dogme de l'infaillibilité militaire dont on imprègne les cerveaux depuis vingt-huit ans, se refusait à admettre tant d'infamie de la part de gens en qui une confiance sans réserve avait été placée. L'accusation paraissait invraisemblable, sacrilège même; et rien ne semblait assez cruel pour punir les blasphémateurs. Comme les fanatiques d'une religion qu'on attaque, nos bons patriotes ne toléraient aucune discussion, ni même aucun soupçon sur l'impeccabilité des prêtres de leur culte.

A les entendre, douter de la parfaite honorabilité d'un Henry ou d'un Esterhazy c'était insulter l'armée, et, chacun le sait, insulter l'armée, c'est la plus épouvantable abomination qui puisse se produire sur la terre.

Voilà que ces insultes prétendues se trouvent fondées! Quel désarroi! Cet état-major si brillant, aux resplendissantes aiguillettes, ce palladium de la France, se révèle un repaire de faussaires, de menteurs et de maîtres chanteurs!

Rodrigue, qui l'eût dit? Chimène, qui l'eût cru?

Le gouvernement, poussé par la force des choses, et marchant aussi volontiers qu'un chien qu'on fouette, se décide à autoriser la revision du procès Dreyfus. Et voilà que les quelques patriotes irréconciliables qui, depuis 1870, remplissent la France de leurs cris de guerre et nous étourdissent de leurs exhortations à la revanche, poussent des clameurs de détresse en nous prédisant la guerre à bref délai. A cette perspective, ils font dans leur culotte, car, paraît-il, *nous ne sommes pas prêts!*

Ah! sacrebleu! Malgré les vingt-cinq ou vingt-six milliards dépensés depuis la guerre franco-russe? Que faisait donc notre génial état-major? Et vous, patriotiques citoyens, qui, dimanches et fêtes, revêtus d'uniformes flambants neuf, pantalon dans les guêtres et clairon en tête, vous entraînez à la revanche par des marches militaires dans le bois de Clamart, où donc êtes-vous? La France ne doit-elle plus compter sur vous? Et vous qui en parliez toujours, vous n'y pensiez donc jamais?

Hélas! l'effarement de nos bons patriotes ne paraît pas contagieux. Dans le plus grand calme, on assiste à l'effritement de l'idole monstrueuse, et les yeux se dessillent. On comprend aussi que cet effarement, tout de cabotinage, cache une préoccupation plus grave que la crainte d'une guerre à laquelle on ne croit pas.

Mais la revision! Cette revision qui va mettre au jour toutes les turpitudes des grands chefs! Quel coup terrible attend encore l'idolâtrie militariste! C'est cette désillusion suprême du peuple qu'ils veulent à tout prix empêcher.

Y réussiront-ils? C'est peu probable. Comme l'a dit Zola, la vérité est en marche, rien ne pourra plus l'arrêter.

Le militarisme a senti la mort passer sur lui. Quoi qu'il fasse, il est désormais condamné.

*
* *

La Grande Famille. — Il paraît que les malheureux soldats qui, au cours des dernières manœuvres, sont tombés frappés d'insolation, ceux qui ont dû faire des marches de dix-huit heures sans que l'administration leur fournît de quoi manger, ne sont morts de chaleur et de faim que pour se rendre « intéressants ». C'est le général Metzinger qui a trouvé celle-là en faisant une partie de bésigue. Et ceux qui ne sont pas de son avis sont des « mauvais citoyens qui s'efforcent de désorganiser l'armée pour la satisfaction, soit de leur ambition, soit de leur cupidité ».

Mettons cela dans notre poche et notre mouchoir par-dessus.

André Girard.

*
* *

La Justice. — Un jeune homme de vingt-quatre ans, grand, à physionomie souffreteuse, nommé Georges Méreau, dit « Bazille », dit « Martin », comparaissait devant la 9e chambre correctionnelle, sous l'inculpation de vagabondage. A l'audience, le prévenu a conté ainsi les circonstances qui ont amené la poursuite dirigée contre lui :

— Je suis, dit-il, sorti de la prison de la Grande-Roquette le 8 juillet dernier. J'avais un pécule de neuf francs. J'ai vécu en faisant des corvées aux Halles. Je n'avais pas de domicile fixe. Je n'ai pas pu trouver de travail régulier à cause de mes antécédents judiciaires et de mon casier que l'on me demandait avant de consentir à m'employer.

Je me suis trouvé sans ressources et sans moyens d'existence. J'ai voulu alors me faire arrêter. J'ai vu dans un journal qu'un vol avait été commis rue de Seine.

Je me suis alors rendu dans la maison pour voir l'état des lieux et être en mesure de donner des explications sur la façon dont se serait accompli le vol dont MM. Ducourbioux et Mouillard avaient été victimes dans la nuit du 27 au 28 juillet.

Je me suis rendu ensuite à la Sûreté où, après avoir parcouru quelques bureaux, j'ai trouvé finalement quelqu'un à qui j'ai déclaré que j'avais participé au vol de 150 francs commis dans l'immeuble portant le numéro 57 de la rue de Seine. On consentit à m'arrêter pour ce méfait dont j'étais complètement innocent.

Le lendemain, on me conduisit devant un juge d'instruction auquel je déclarai que le récit fait la veille à la Sûreté était complètement inexact et que je n'avais reçu aucune somme d'argent pour participation au vol au préjudice de MM. Ducourbioux et Mouillard, j'affirmai également n'être pas allé à Valenciennes et prouvai que je n'avais pas quitté Paris.

République argentine

Buenos-Aires, jeudi 18 août 1898. — Nouvel Orphée, le camarade Gori a le don d'apprivoiser les bourgeois, qui accourent en foule écouter sa parole. Ses premières conférences à l'Université de droit ont eu l'importance d'un événement. Les vieux encroûtés, ceux qui n'ont jamais étudié que dans les textes de la catholique Espagne, se signent croyant voir le diable. La jeunesse, assez studieuse, avide aussi de connaître quelque chose de neuf, et qui étudie dans les textes allemands, italiens, français ou anglais, applaudit et manifeste une grande sympathie pour notre ami. Il ne leur fait certainement pas un cours d'anarchie, mais il trouve moyen de placer sa phrase et de leur faire toucher du doigt la douleur universelle et la question sociale.

La conférence qui a eu lieu lundi dernier, au salon de la Société *Operai italiani*, un des plus grands de la ville, et organisée par la Société *Union liberal*, qui a comme président un juge d'instruction, le docteur Servando Gallegos, a surpassé les espérances de tout le monde. La salle était bondée et on a dû refuser l'entrée à beaucoup de personnes.

Gori a traité son sujet : « La science dans sa lutte contre l'obscurantisme », de main de maître, rappelant depuis Socrate toute la chaîne des martyrs de la pensée. Dans la seconde partie de sa conférence, il a parlé de la question sociale en général et a expliqué aux bourgeois que ce monde n'était décidément pas le meilleur possible. Il leur a dit qu'on pouvait aspirer à quelque chose de plus équitable, de moins douloureux. Il leur a expliqué quelle était la véritable mission de l'homme sur cette terre, les beautés de la vie pour l'homme qui pense et qui lutte, et a terminé par cette phrase de Victor Hugo : La vie c'est l'idéal.

Le vice-président, un ancien journaliste qui a abandonné ce peu estimable métier, M. Juan Gutierrez, s'est trouvé si remué par le discours de Gori, qu'après quelques phrases d'enthousiasme dans lesquelles il nous fit voir Gori semant sur la terre les paroles d'amour et de fraternité entre les hommes, il a serré notre ami dans ses bras et l'a embrassé sur la scène au milieu des applaudissements de toute l'assemblée.

A la sortie, il a été fait une grande distribution de brochures et de journaux. Les bourgeois, surtout, se les arrachaient. Beaucoup donnaient de l'argent sans qu'il leur en fût demandé.

*
* *

Les camarades ont donné une nouvelle preuve de solidarité avec les révolutionnaires d'Italie. Le « Cercle d'études sociales », les journaux *l'Avvenire*, *la Protesta Humana* et la revue *Ciencia Social* ont réuni 2.403 lires italiennes qui ont été remises à M. Enrico Ferri, directeur du journal socialiste *Avanti*, de Rome, pour être distribuées aux victimes de Humbert.

Le journal républicain *l'Amico del Popolo* a de son côté réuni 2.600 piastres (environ 5.200 francs), qui prendront la semaine prochaine le même chemin.

*
* *

Les craintes de guerre avec le Chili semblent se dissiper. Les deux pays vont enfin se mettre d'accord sur la séparation de leurs frontières. Pour en arriver à ce résultat si simple des deux côtés, des millions ont été dépensés en armements. Pour sa part, l'Argentine a enfoui en cuirassés, canons et fusils, plus d'un demi-milliard de francs. Il y a beaucoup de gens qui ont fait fortune, notamment le propriétaire et le directeur d'un grand journal de Buenos-Aires. Le peuple bon enfant continue de payer.

XXX.

Tunisie.

Le souffle de la réaction va encore ici s'abattre sur nous.

La police nous serre de près, nous tracassant par

une vigilance ridicule et pleine de soucis. Ce sera probablement la *curée* des mouchards et des escrocs, qui inventeront les mensonges les plus sots et les friponneries d'usage pour toucher des pots-de-vin.

A cet égard, nous venons d'apprendre qu'en ces jours a été déposé par des agents crétins un rapport aussi lâche que stupide contre des anarchistes.

Malheureusement ici il n'y a pas de feuilles indépendantes pour faire ressortir ces bavardages policiers, parce que la presse locale, cafarde et cabotine, ne sait que lécher les pieds des dirigeants.

Peut-être voudra-t-on nous expulser ?

Eh bien ! alors, dites franchement, sans jésuiterie, que le protectorat républicain ne veut pas respecter le droit d'asile politique qui a été toujours accordé *librement* par l'ancien régime.

EVENING.

Le Mouvement ouvrier

Depuis plusieurs jours déjà, une grève d'une importance exceptionnelle crée une certaine agitation à Paris. Les grands travaux entrepris pour la construction du Métropolitain et de l'Exposition ont amené à Paris un certain nombre d'ouvriers attirés par l'espoir de gagner leur vie. Les patrons ont aussitôt profité de ce surcroît de bras pour avilir des salaires déjà bien inférieurs. Les ouvriers ne semblent pas vouloir l'entendre ainsi.

Aussi près de 20.000 ouvriers terrassiers, mineurs, puisatiers, démolisseurs viennent-ils de se mettre en grève, réclamant une augmentation de salaire. Augmentation n'est même pas le mot; en effet, les grévistes demandent simplement à être payés aux prix que leurs exploiteurs se sont engagés à les payer.

Il existe une clause qui dit que tout adjudicataire des travaux de la Ville de Paris doit payer les ouvriers qu'il emploie à des prix dits « de série ». Ces prix fixent un minimum de salaire pour chaque corporation. Ce tarif — ou prix de série — est de 0 fr. 60 pour les ouvriers terrassiers et de 0 fr. 75 pour les puisatiers-mineurs.

Malgré les engagements pris par les patrons de payer ce minimum en soumissionnant aux travaux de la Ville, ceux-ci, lorsqu'ils embauchaient un ouvrier, lui faisaient signer un papier par lequel il s'engageait à ne gagner que 0 fr. 50 lorsque c'était un terrassier, et de 0 fr. 60 à 0 fr. 65 pour les mineurs, le nombre des ouvriers sans travail favorisant ce honteux marché.

La patience des ouvriers a une fin, et ceux-ci ont su profiter de la situation exceptionnelle qui leur était faite par l'obligation où sont les patrons d'avoir fini les travaux à date fixe. Les réunions succédèrent aux réunions, puis les grévistes, apprenant que quelques-uns des leurs travaillaient encore, se rendirent en masse vers le chantier réfractaire, si bien que la grève est devenue générale.

Des altercations avec la police ont eu lieu à plusieurs endroits; comme de juste, des arrestations ont été opérées. Dans certains chantiers, les ouvriers ont balancé les brouettes et les outils dans le fond des puits.

A signaler au cours d'une des réunions qu'un ouvrier, faisant allusion à l'emploi des étrangers, dit : « Ce n'est pas ce qui nous fera dévier. Et ce n'est pas à ces hommes que nous nous en prendrons, car tous, Italiens, Belges, Luxembourgeois, sont également des exploités; méfions-nous donc de laisser engager la grève sur ce terrain. » De plus, les ouvriers entendent bien faire leurs affaires eux-mêmes; à plusieurs reprises, des mandatés ayant pris la parole, dans leurs réunions, chaque fois un ouvrier est venu mettre en garde ses camarades : « Acceptons les conseils d'où qu'ils viennent, méfions-nous des endormeurs, faisons nos affaires nous-mêmes. »

Il est encore difficile de prévoir la fin de cette grève; quelques patrons ont bien adhéré aux réclamations des ouvriers, mais ceux-ci ne sont décidés à reprendre le travail que lorsque tous les employeurs auront cédé à leurs justes revendications.

D'autre part, la grève semble vouloir se généraliser; toutes les corporations du bâtiment semblent décidées à suivre leurs camarades; les charretiers, les cimentiers, les maçons, sont prêts à quitter le travail.

Nous tiendrons les camarades au courant de cet important mouvement. P. DELESALLE.

Nous avons reçu 4 francs d'un camarade anonyme, nous les avons fait parvenir de suite aux grévistes.

P. D.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

A partir du lundi 26 septembre 1898, le groupe communiste du XIVe se réunira salle Chapron, 13, rue des Plantes.

ARLES. — Les *Temps Nouveaux* et toutes les publications anarchistes se trouvent chez le camarade Gilles, café de la Marseillaise, 1, rue de la Trouille.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De opstand in Spanje, door Ch. Malato, 1 brochure, 6 cents, chez Sturinga, Amsterdam.

A lire :

L'Union, par U. Gohier, *Aurore*, 17 sept.

PETITE CORRESPONDANCE

Gilles. — Pas reçu le règlement du mois dernier.

J. — Convocation arrivée mercredi; trop tard.

C. S., à Genova. — Reçu abonn. Merci.

P., à Marseille. — Oui, passez chercher les invendus. Merci.

Welsch-Moreau. — Reçu les vers, insérés comme pouvez voir. Merci.

Evening. — *Les Voleurs* d'Hégésippe Moreau ont été publiés dans le premier supplément de la *Révolte*.

L. F., à Paris. — Je n'ai pas de relations avec cet individu, j'ignore ce qu'il est devenu.

A., à Bordeaux. — Bon.

Aux camarades cordonniers à Paris. — Connaîtrait-on une place de coupeur pour un camarade parlant mal le français ? Répondre au journal.

L'Enclos. — Il me manque le n° 25, pouvez-vous me l'expédier ?

V. H. — Reçu bon de poste. Pouvons-nous vous faire parvenir les brochures par les colis postaux parisiens, ou, si vous préférez venir les chercher, vous me trouverez sûrement tous les matins au bureau à partir de 8 heures.

Reçu pour le journal : T., à Bordeaux, 1 fr. 05. — M., à Saint-Aubin, 1 fr. — V., à Nîmes, 0 fr. 20. — Montal, 1 fr. 35. — Merci à tous.

S., à Amiens. — G., à Arles. — M., à Roubaix. — C., à Lille. — A., à Elbeuf. — A., à Angers. — B., à Mâcon. — M., à Saumur. — P., à St-Etienne. — P., à Marseille. — D., à Pont-Audemer. — S., à Saint-Prix. — Librairie française, Buenos-Ayres. — B., à Rochefort. — D., à Docherie. — L., à Chaux-de-Fonds. — E., à Tunis. — D., à Rennes. — P., à Bordeaux. — D., à Thiers. — Coopérative de Lyon. — Reçu timbres et mandats.

BIBLIOTHÈQUE DES TEMPS NOUVEAUX

51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

Aux anarchistes qui s'ignorent, *par Charles-Albert, franco* . . . . . . » 10
L'Anarchie dans l'Evolution socialiste, *par Pierre Kropotkine* . . . . . . » 10
L'Evolution légale et l'Anarchie, *par Elisée Reclus* . . . . » 10
Un anarchiste devant les tribunaux, *par Georges Etiévant* . . . . . . » 10
Burch Mitsu, *par Georges Eekhoud* . . . » 10
L'inévitable Anarchie, *par Pierre Kropotkine* . . . . » 10
La Guerre et le Service obligatoire, *par Léon Tolstoï* . . . . » 10
Bibliographie de l'Anarchie (préf. d'Elisée Reclus), *par M. Nettlau* . . . . . 5 »
Le Mouvement anarchiste, *par Jacques Mesnil* . . . . » 15
La Grande grève des Docks, *par J. Burns et P. Kropotkine* . . . . » 15
Gesprek tusschen twee Boerenarbeiders, *door Enrico Malatesta* . . . . » 15
A M. Emile Zola, *par Ch.-Albert* . . . . » 15
Immoralité du mariage, *par René Chaughi* . » 15
L'Art et la Révolution, *par Wagner* . . 1 »

Adresser tout ce qui concerne la Bibliothèque à Ch. Hautstont, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

COLLECTIONS DE 30 LITHOGRAPHIES

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant,** *par X.* — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Willaume.* — **Les Errants,** *par Rysselbergh.* — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann Paul.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 22 fr. 50 l'édition ordinaire, 45 fr. celle d'amateur.

EN VENTE A NOS BUREAUX

Dernières brochures parues : *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, 0 fr. 10; par la poste, 0 fr. 15; le cent, 7 fr.

L'Art et la Révolution, par Richard Wagner, éditée par la Bibliothèque des *Temps Nouveaux* de Bruxelles, 1 fr.; par la poste, 1 fr. 25.

La Propagande socialiste, son rôle, ses formes, par P. Lavroff, éditée par le Groupe E. S. R. I., 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15, le cent 7 fr.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* . » 15
Un Siècle d'attente — . . . » 15
Le Machinisme, *par J. Grave, couverture de Luce* . . . . » 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine* . » 15
Les Temps Nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro* . . » 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff* . . . . » 30
L'Anarchie, *par E. Reclus* . . . . . » 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, couverture de Mabel* . . . . » 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin* . » 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine* . . . . 1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave* . . . . » 70
Éducation. — Autorité paternelle, *par A. Girard, couverture de Luce* . . . . » 15

Les TEMPS NOUVEAUX sont en vente

à Paris

Chez Méreaux, 48, rue Mouraud.

à Mâcon

Chez M. Berthet, 65, rue Carnot. On y trouve toutes les publications anarchistes.

à Bordeaux

Chez Sicard-Pallange, 1, rue Saint-Sernin.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, Nos 23-24 — DIX CENTIMES — DU 1er AU 14 OCTOBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Nous n'avons pu paraître la semaine passée : inutile de dire que c'est toujours pour les mêmes raisons. Nous faisons ce que nous pouvons, nos lecteurs voudront bien ne pas nous tenir rigueur.

Nous remercions les dépositaires qui se sont empressés de répondre à notre appel. Nous avons constaté que ce n'était pas ceux qui se disent anarchistes qui ont le plus vite répondu.

Nous espérons qu'ils le feront sous peu, pour que nous puissions reprendre le supplément que nous nous voyons forcés de supprimer cette semaine.

COALITION DE PITRES

Ce sont Déroulède, le saltimbanque du patriotisme, le preux des sociétés gymnastiques qui, en bande, et sous la protection de la police, vainquirent les Allemands en faisant le siège des brasseries, un fou épileptique qui a su se faire de ses crises un drapeau et une situation.

L'autre, c'est Rochefort, l'acrobate de la démocratie qui a toujours su remplacer les convictions par des pirouettes, le menteur acharné qui n'a jamais craint de lancer sciemment la calomnie la plus forte contre un adversaire si elle peut servir sa tactique, quitte à dire le contraire le lendemain pour la reprendre un autre jour. Le Rochefort du 31 octobre qui, connaissant la lâcheté et les mensonges du gouvernement de la Défense nationale, manqua, par sa lâcheté à lui, de laisser lyncher Pyat et Flourens, alors qu'il lui aurait suffi de confirmer la nouvelle qu'ils n'avaient publiée que d'après sa confidence; Rochefort, l'inventeur du boulangisme, de l'alliance russe et autres insanités.

Ces messieurs, qui traitent avec tant de désinvolture leurs adversaires de mouchards, viennent, à l'occasion de la réunion de la salle Wagram, de se faire les auxiliaires de la police. C'est à l'abri des sergots que ces messieurs font les casseurs. Patience ! il viendra bien un jour où les responsabilités s'établiront et où tous les comptes se régleront.

J. Grave.

LE DESPOTISME HUMANITAIRE

EST UNE ABSURDITÉ OUTRAGEANTE

En 1896, le jeune tsar de Russie remerciait chaleureusement « ses braves soldats et leurs vaillants chefs » pour avoir tiré contre leurs frères ouvriers russes lors d'une grève paisible et inoffensive. Le même jeune tsar, au lendemain de son mariage, monté depuis quelques semaines à peine sur le trône, cria, comme un épileptique, aux représentants de toute la Russie que leur humble démarche pour l'amélioration des conditions économiques, sociales et administratives du peuple russe constituait un acte de *folie stupide*.

Et voilà qu'aujourd'hui ce même tsar Nicolas II est proclamé par la presse libérale du monde entier comme un des plus grands amis de l'humanité et du progrès. Sa circulaire aux puissances sur la *réduction* de l'armée permanente et la diminution des frais stupides et colossaux d'armement est reconnue et acclamée comme « le plus grand document de ce siècle ». Les hommes politiques et ouvriers, les libres penseurs et les cléricaux, les militaires et les sociétés de paix, tous ont commencé à chanter la gloire du despote de toute la Russie.

En lisant toutes ces déclarations et adresses, nous étions frappé du progrès fait dans l'humanité de notre siècle par l'idée de solidarité internationale prêchée par les grands initiateurs du mouvement socialiste, ensuite par les congrès ouvriers du temps de la grande Association internationale des travailleurs. Toutes ces manifestations nous prouvent que l'humanité européenne est épuisée par le militarisme cruel, par l'oppression gouvernementale basée sur ce même militarisme. Il est évident que l'opinion publique cherche les moyens de se débarrasser d'un système déshonorant l'humanité, paralysant les forces productives des nations.

C'est très beau et nous comprenons comment les gens aux larges sympathies humanitaires pouvaient écrire, à propos de la circulaire du tsar : « ... Il me semble que la vie n'est pas dépensée en vain, quand les rêves les plus ardents de notre jeunesse commencent à devenir réalisables en notre âge avancé. » (Dr Spence Watson, président de la Fédération du parti libéral et de la Société des amis de la Russie libre.) Mais ce que nous ne pouvons pas comprendre, c'est la confiance de gens honnêtes mais naïfs, qui croient que le despotisme absolu, les gouvernements constitutionnels ou républicains puissent consentir à abolir l'armée permanente. Comment l'Etat moderne, basé sur l'exploitation et les privilèges des castes, pourrait-il abolir le militarisme, cet unique soutien de son existence ? Les classes dirigeantes, la bourgeoisie toute-puissante consentiront-elles à ne pas avoir pour leur défense la force brutale des militaires contre les ouvriers en grève ? C'est étonnant, vraiment !... l'opinion publique ne voulant pas comprendre qu'en ces dernières cinquante années l'armée permanente est employée moins contre les ennemis du dehors que contre le peuple lui-même. Prenez n'importe quel pays « civilisé » et vous verrez que son gouvernement se servait de son armée presque exclusivement contre les peuplades primitives et inoffensives, ou contre ses propres ouvriers *désarmés* et opprimés. La France et l'Allemagne, aussi bien que l'Angleterre et la Suisse, mais surtout la Russie et l'Italie, emploient leurs armées contre leurs propres sujets, spécialement contre les ouvriers et les paysans affamés.

Il est évident que ni le tsar si glorifié, ni l'Italie, adhérant à la proposition du tsar avec tant d'empressement, ne sont guidés par les idées humanitaires, ni par l'amour de la liberté et du bien-être populaire... Le tsar, mené par Pobiedonostzeff, ce Torquemada russe, et adressant aux troupes les remerciements cités plus haut, peut-il réclamer et sincèrement désirer un désarmement général ? Et le roi d'Italie avec ses malfaiteurs Crispi, Bara et autres fusilleurs d'enfants et de femmes, peut-il aussi adhérer franchement au désarmement ? Les fusillades de Milan, de Naples, de Massa-Carrara et de Sicile nous affirment que non. Mille fois non.

Les gouvernements les plus despotiques, tels que ceux de Russie, d'Italie et d'Espagne, sont les plus chaleureux partisans du désarmement. Pensent-ils que l'humanité entière, mais surtout les Russes, les Italiens et les Espagnols, sont capables d'oublier leurs sanglants exploits à Milan, à Cuba, en Pologne et contre les Doukhobory ? — Non. L'histoire ni l'humanité n'oublieront jamais les abominations commises par eux. Personne ne croira à leurs dispositions humanitaires et libérales. Le despotisme, sous tous les masques, restera abject et antihumain.

Ce ne sont pas les sentiments humanitaires qui poussent le despote russe à agir contre la tradition de sa maison, contre la pratique actuelle du gouvernement russe, composé d'hommes sans foi ni loi, comme Pobiedonostzeff et Goremykin, le conspirateur criminel contre les lois fondamentales du pays (1).

C'est la ruine de son empire; c'est la misère atroce du peuple russe, incapable de payer des impôts; c'est la famine croissante de provinces entières qui obligent le despote russe à pousser le cri de détresse. Les mêmes causes font adhérer les gouvernements d'Italie et d'Espagne à la circulaire du tsar. Oui, c'est la misère noire qui règne dans ces pays; la misère créée par les gouvernements eux-mêmes, car en ces dernières cinquante années ils ont épuisé par leurs impôts les forces productives des nations. Ils ont rejeté les nations russe, italienne et espagnole à l'état primitif et barbare : comme dans la période barbare, nous assistons aux émeutes des affamés qui crient : « Du pain, ou tuez-nous ! »

Mais si la misère des nations épuisées par l'Etat force le despote à pousser le cri de détresse, la même misère avec ses souffrances et ses dégra-

(1) En sa qualité de ministre des affaires intérieures, Goremykin, par sa *circulaire secrète*, sans le consentement du Sénat et du Conseil d'Etat, proclama la Russie en état de siège.

dations pousse les masses populaires, non seulement aux cris : « Du pain ou la mort », il y a aussi parmi les affamés une minorité énergique qui pense sur les causes de la souffrance populaire. Cette minorité voit bien que tout le progrès accompli par humanité ne donne rien au peuple. Ce dernier, le vrai créateur de toutes les richesses, meurt de faim; il reste ignorant, privé de tous les droits de l'homme et du citoyen, malgré tant de révolutions et de guerres d'indépendance!

Cette minorité a perdu toute estime, toute croyance dans toute législation, dans tous les partis politiques. L'homme énergique, abusé dans ses droits, épuisé par la souffrance, se révolte contre ses oppresseurs, contre leurs lois, contre la société, contre chaque être humain vivant au-dessus de lui, mieux que lui. Oui, c'est l'individu, c'est l'homme abusé dans sa dignité de producteur et de citoyen qui se révolte. Il se révolte individuellement contre l'État et ses institutions, contre la religion et ses abus monstrueux, contre la société et ses vices, contre *nous tous*, les improductifs, soit bourgeois ou socialistes.

Gens honnêtes de toutes conditions sociales, pouvez-vous condamner ces révoltés, quand ils lèvent leurs bras vengeurs pour accomplir les actes les plus terrifiants, les plus répulsifs? Avez-vous perdu tout sens moral? N'êtes-vous pas capables de reconnaître que, s'il y a ici quelqu'un à condamner, c'est l'État moderne, puisque c'est lui qui ruine les nations?

C'est notre morale perverse à nous tous, les socialistes y compris, qui nous permet de gaspiller les richesses créées par le peuple, en laissant le producteur lui-même périr de misère dans un état de vrai sauvage ignorant.

Je le répète, nous tous, hommes politiques, de lettres, d'art et de la haute culture, nous sommes tous responsables des actes de Lucheni, de Ravachol et d'autres, car nous n'avons soulagé en rien la misère et la souffrance de ceux dont le travail nous garantit une vie agréable de parasites sociaux...

Ils vous épouvantent, ces vengeurs du peuple? Votre sentiment humanitaire se révolte? Leurs actes vous rappellent les temps barbares de l'histoire? Vous avez cru que votre État pouvait ruiner la nation, rejeter le peuple aux conditions primitives de barbarie, sans avoir ses conséquences logiques? — Vous vous trompez, en cela, comme vous vous trompez en croyant que c'est notre propagande à nous, les anarchistes, qui engendre ces actes épouvantables de vengeance.

Non. Il y a des facteurs plus puissants que nos brochures et nos journaux peu nombreux. Les gouvernements, la bourgeoisie ont rejeté les nations aux conditions sociales préhistoriques... Qu'ils subissent à présent les conséquences logiques de leur mission historique.

Et qu'ils sachent bien qu'aucun appel du despotisme aux sentiments humanitaires, aucune glorification des mêmes sentiments par les exploiteurs, ne les dispensera de leur responsabilité devant l'histoire et l'humanité.

W. Tcherkesoff.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Sus au monstre! — Le monstre militaire se défend bien. Sentant proche la fin de son règne tout-puissant, il lutte en désespéré et met en œuvre les grands moyens. Jetant bas son masque, il ne prend plus la peine de déguiser sous une apparence de légalité l'iniquité, la brutalité et la sauvagerie qui le caractérisent. Tout lui est bon pour tâcher de conserver intacte la suprématie incontestée que l'aveugle et stupide idolâtrie des masses lui avait laissé usurper.

Nous sommes à deux doigts d'un coup d'État militaire. S'il n'a pas déjà eu lieu, c'est qu'aucun des galonnés au pouvoir n'a assez de caractère pour un pareil coup d'audace. Il n'est pas dit cependant que l'affolement ne le leur communiquera pas. On a vu en 1848, en 1871, que les hécatombes ne les arrêtaient guère. La tuerie est leur élément.

Aujourd'hui, plus que jamais, que c'est spécialement leur prépondérance qui est en jeu, la répression atteindrait une férocité jusqu'ici inconnue. Le tout est qu'ils l'osent.

Aussi ne puis-je comprendre les révolutionnaires qui, en présence de cet assaut d'où le prestige militaire ne peut que sortir amoindri, se croisent les bras et ne voient pas que, quoiqu'ils prétendent, « ça les regarde ». Plus énergique, plus unanime sera l'attaque, moins insolente sera l'attitude du pouvoir militaire, moins susceptibles de réalisation se feront ses velléités de carnage, plus, enfin, s'approchera le terme de cette dictature anonyme et écrasante que nous subissons depuis si longtemps.

Si l'esprit militaire, ce vieux reste anachronique de la sauvagerie primitive, ne se sent appuyé que par des Déroulède et des Georges Berry, le combat lui paraîtra trop inégal pour qu'il ose l'engager.

L'heure est sérieuse, et ce n'est pas trop de toutes les énergies hostiles au despotisme, pour l'empêcher de devenir néfaste.

⁂

Vive l'armée! — M. Sarrien est un bourgeois, et, à ce titre, il a le respect de l'armée. Si, forcé pour ainsi dire par les événements, il accepta de laisser faire la revision du procès Dreyfus, il a tenu à racheter cette atteinte consentie à l'infaillibilité militaire par une manifestation expiatrice de sa faiblesse sacrilège. Il vient, en effet, par une circulaire que les quotidiens ont reproduite, de rappeler aux procureurs généraux qu'il existe une loi interdisant les attaques contre l'armée et ses chefs, et de les engager à appliquer la loi le plus souvent possible. Ce rappel au respect de la loi, venant de gens qui commettent chaque jour illégalité sur illégalité, est on ne peut plus comique.

Mais enfin, il était grand temps d'arrêter ce débordement d'indignation provoqué par les intrigues criminelles, les mensonges et les faux de l'état-major. On ne sait où cette irrespectueuse campagne nous eût menés. Dieu merci! le torrent est endigué grâce à l'énergie de M. Sarrien; nul doute qu'il remonte, intimidé, vers sa source.

Pour nous, qui avons par dessus tout le respect de la Loi, ce palladium des vertus et des libertés civiques, nous nous sommes sentis profondément toucher par ce sage avertissement. Notre chemin de Damas est trouvé. S'il nous est arrivé parfois de manifester de l'indignation en présence de certains faits que des esprits malintentionnés appellent des crimes, nous en demandons pardon, contrits et pénitents, au Dieu des armées.

Loin de nous, désormais, une pareille impiété! Jamais plus nous ne dirons que l'armée, symbole et organe de la force brutale primant le droit et la raison, est, à notre époque de libre discussion, un anachronisme haïssable de tout esprit civilisé et soucieux du progrès social. Nous ne protesterons plus contre les hécatombes de la guerre et les morts nombreuses en temps de paix, morts par empoisonnement, insolation, mauvais traitements, fusillades, dont s'illustre l'honneur de l'armée. Nous laisserons les ennemis de la patrie s'indigner irrespectueusement contre les mensonges, les faux et les coups de rasoir des grands chefs. Nous nous garderons de partager l'étonnement de beaucoup à l'égard des mœurs crapuleuses qui font du lupanar le complément nécessaire de la caserne; de la bassesse, de la dégradation morale et intellectuelle qui résulte de la vie militaire, et qui portent à considérer le militarisme comme la plus horrible plaie sociale qui ait jamais existé. Non! Toutes ces hideurs, nous ne les envisagerons que comme les conséquences naturelles, fatales, essentielles, de cette survivance de la barbarie primitive qu'on appelle l'armée. Respectueux de la loi, nous ne perdrons pas notre temps en vaines injures. Bien au contraire, l'armée nous servira d'exemple. Comme les Spartiates inspiraient à leurs enfants l'horreur de l'ivresse par le spectacle des esclaves ivres, de même nous inspirerons à nos fils, par l'étalage de ces monstruosités, la haine d'une société qui les investit du caractère de la plus haute sainteté.

⁂

La Police. — La police a fait merveille, dimanche, autour de la salle Wagram. Brutalités habituelles, passages à tabac, coups de sabre, arrestations arbitraires, toute la lyre policière, enfin, mise en jeu! Ah! quelle journée délicieuse pour les molosses de Puibaraud! Depuis les assommades du Quartier latin, on n'avait pas été à pareille fête. Et nous vivons sous un gouvernement radical!

Est-ce que par hasard les gouvernements seraient tous coulés dans le même moule, indépendamment de l'étiquette dont ils s'affublent? Il y a longtemps que nous l'avions affirmé, et on nous vilipendait! Pourtant, les faits sont là qui prouvent que nous avons raison.

André Girard.

⁂

Grévistes. — Tandis que les compagnes et les petits des terrassiers se serrent le ventre, les femmes et les filles des entrepreneurs sont aux bains de mer. Sur la plage de beau sable fin où elles se reposent des fêtes de l'hiver, ces dames sont heureuses de vivre et se félicitent d'être au monde : « Qu'on est donc bien sur cette grève, disent-elles en souriant... Vive la grève! »

Hélas! ce n'est pas la même.

⁂

L'argent qui pue. — L'argent pue toujours, quel qu'il soit ; mais il est des degrés dans la puanteur ; et si l'argent pue beaucoup en général, il y en a qui pue encore plus. C'est ce qu'ont pensé les terrassiers grévistes en refusant la collecte de la salle Guyenet, en repoussant l'argent des vive-l'armée! et des vive-le-roi!

Si les prolétaires se décident à comprendre que le sabre est leur ennemi juré, tout va bien.

⁂

La coupable. — Un ivrogne écrase la figure de sa femme à coups de botte. Qui a fait de cet homme une brute, sinon la société mauvaise qui empêcha son corps et son cerveau de connaître la nourriture saine, le respect de soi-même et la pitié d'autrui?

Une jeune femme ayant perdu son emploi et se trouvant abandonnée par son amant s'est tuée avec sa petite fille. Qui les a tuées, sinon la société mauvaise qui veut qu'un être soit à la merci d'un patron ou d'un amant, catéchisés par elle dans le « chacun pour soi »?

⁂

Parallèles. — Un journaliste ayant insinué que M. Paulmier était, argent comptant, le plus heureux des trois dans son ménage, Mme Paulmier alla tirer des coups de revolver sur un autre journaliste qui n'en pouvait mais. Si l'insinuation était fausse, on comprend que Mme Paulmier se soit laissé emporter par la colère, encore que la victime fût mal choisie. Mais tuer un homme pour une blessure d'amour-propre est tout de même excessif.

Dernièrement, un pauvre diable frappait une impératrice, se disant que la vie des impératrices est faite de la mort des pauvres diables. Ce qui est exact. Il ne s'agissait plus là d'amour-propre blessé, mais de protestation et, en quelque sorte, de défense. L'acte du pauvre diable avait donc infiniment plus d'excuse que celui de la grande dame.

Cependant l'on couvre la grande dame d'éloges, et le pauvre diable d'imprécations. Mme Paulmier sera acquittée (ce dont je me réjouis), Luccheni sera torturé jusqu'à sa mort.

C'est partout la même chose. Pour avoir fabriqué un faux d'une gravité exceptionnelle, feu le colonel Henry est canonisé héros. Pour avoir signé d'un nom d'emprunt une lettre inoffensive, l'anarchiste Girier est au bagne.

Telle est la justice des hommes.

⁂

A Paris. — Une dame Bourdon, ayant mis par mégarde le feu à ses vêtements, s'était grièvement brûlée. Ce fut en vain qu'on alla quérir commissaire de police, voiture des ambulances urbaines, médecins. Rien de tout cela ne parut. Au bout de deux heures d'attente, on emmena la blessée dans un fiacre à l'hôpital, où elle acheva de mourir. Mourir ainsi sans secours, dans une ville pleine d'hôpitaux et de médecins, mourir comme dans une forêt vierge, comme en plein Sahara! Alors à quoi servent tant de réglementations prises, tant d'argent extorqué? A quoi?

⁂

Sauvages. — Il y a, sur terre, des gens étonnants. M. Blavot, rencontrant sa femme au bras d'un ami,

tire à la cible sur eux, au risque de les tuer. L'ébéniste Adolphe Bernard fait feu sur le plombier Charles Moynet, son ami, sous prétexte qu'il lui avait soufflé sa maîtresse. Assurément, c'est ennuyeux de voir une femme qu'on aime s'en aller avec un autre. Mais enfin! Entre l'ennui qu'ils vous causent en s'aimant (ce qui est leur droit) et le mal qu'on leur fait en les tuant, il me semble que la disproportion est grande. Eh! Messieurs, c'est un amour de sauvages que le vôtre. De grâce, un peu de tenue. Nous ne sommes pas à Honolulu.

* * *

L'Accord final. — Les adversaires de l'Etat-major ayant démontré qu'il foisonnait en faussaires, celui-ci n'a pas voulu en rester là et a déclaré à son tour qu'il y en avait bien d'autres. Grâce à un tour de passe-passe, et au moment même où les juges civils allaient le remettre en liberté, l'ancien ministre de la guerre a fait arrêter le colonel Picquart : pour faux, cela va sans dire; c'est tellement dans les habitudes de la maison! Pour tous ceux qui ont suivi l'affaire avec attention, cette fois, c'est l'accusation qui est fausse. Mais vraiment, l'honneur de l'armée n'a pas de chance. Ses défenseurs mettent autant d'entrain que ses adversaires à le discréditer. « Ne dites pas que le commandant A... est un traître, s'écrient-ils, vous insulteriez l'armée. C'est le capitaine B... qui est un traître. — Non, le colonel X... n'est pas un faussaire, *clament*-ils ; vous insultez l'armée si vous dites cela. Le faussaire, c'est le colonel Y... » Et, au milieu de l'obscurité, une seule chose est lumineuse : tous ces traîtres et tous ces faussaires sont toujours, de façon ou d'autre, des officiers.

Là-dessus, tout le monde est bien d'accord.

* * *

« L'Armée ». — Conclusion d'une chronique du *Fond de Bain*, hebdomadaire illustré (par Hermann-Paul), paraissant à Guéthary (Basses-Pyrénées) :

« .... Quant à l'auteur des lignes citées plus haut et aux auteurs de beaucoup d'autres lignes trop longues à reproduire, ils nous feraient admettre cette conclusion fabuleuse et logique : L'armée est un amas d'hommes partagé en deux groupes distincts et séparés : 1° Les soldats, quantité négligeable, troupeau méprisable et sans initiative, qu'on prépare machinalement à marcher aux mitraillades prochaines sans savoir ni quoi ni qu'est-ce;

2° Les officiers qui, eux, sont réellement et uniquement « l'Armée ».

Rien de plus logique, en effet. Et quand on crie : « A bas l'armée! » les soldats savent fort bien à qui l'on en a.

* * *

On va sévir. — Sarrien, ministre de la justice, enjoint à ses sous-ordres de lui « signaler d'urgence les articles de journaux, comptes rendus de réunions publiques ou manifestations quelconques d'opinion qui contiendraient des imputations diffamatoires ou des outrages envers l'armée ou envers ses chefs ». Voilà qui est entendu.

Mais alors... si les actes de certains officiers échappent à l'appréciation du public, les mots menteur, forfaiteur, escroc, faussaire, assassin, traître et sodomite vont disparaître de la langue française. Et ce sera dommage.

Faisons remarquer en outre que ces mêmes chefs qui ne veulent pas qu'on les outrage, insultent journellement l'armée dans la personne de leurs soldats. Quand les galonnés — petits ou grands — traitent leurs hommes des pires épithètes, ils injurient l'armée. Quand ils demandent à une recrue « quelle est la vache qui l'a mis au monde », c'est de la diffamation ou je ne m'y connais pas.

Qu'on les poursuive!

* * *

Chasseur. — L'argent n'est désirable que pour acquérir, par son aide, un surcroît de vie. Mais les très riches, dans leur sottise, en viennent à supprimer tout effort, à atrophier leurs muscles, à vivre végétativement. Si un peu d'argent fait vivre, beaucoup d'argent fait mourir.

Quand M. le baron de Rothschild veut chasser, on l'assoit sur un pliant (1) à un carrefour de forêt et on rabat vers lui tout le gibier. Il tire dans le tas, au hasard, jusqu'à ce qu'il en ait assez. Alors on ramasse les cadavres, sous ses yeux mornes, puis on le rehisse dans sa voiture...

Pauvres bêtes! Et pauvre bête aussi!

(1) Authentique.

L'opinion du voisin. — Notre Saint-Père le pape incite les journaux catholiques à observer, dans l'affaire Dreyfus, une attitude impartiale et à attendre les événements. Notre Saint-Père ne marche pas pour remonter les courants; il préfère ne se brouiller avec personne, et voir venir.

Le pape, ça n'a pas d'importance. Mais c'est qu'il y a tant de gens comme lui! La plupart des individus attendent, pour se faire une opinion, que le voisin s'en soit fait une; et comme le voisin attend aussi, ça peut durer longtemps.

R. Ch.

* * *

Toulouse. — *Un crime de la société*. — Une femme Lichardos a été assassinée par deux autres femmes. Motif : cette femme possédait environ 12.000 francs. Plusieurs hommes, entre autres un agent de police, seraient compromis.

Hollande.

Le couronnement, dans le commencement de septembre, de la reine Wilhelmine des Pays-Bas a causé des collisions dans plusieurs communes de la province. La population orangiste stimulée avant les fêtes par la presse bourgeoise, comme jadis la population de Paris pour la visite du czar, a attaqué les demeures et les personnes des socialistes et des anarchistes qui refusaient de pavoiser. Surtout dans les petits villages, les maisons des camarades demeurant dispersés furent littéralement bombardées avec des pierres. C'est le genièvre qui a joué dans tout ce drame un rôle important.

Une chose remarquable, certes, est le fait que ces démonstrations de la foule en délire ont eu lieu entre autres chez les pasteurs calvinistes de quelques petites communes rurales, qui, comme socialistes ou anarchistes-chrétiens, avaient refusé de placer le drapeau tricolore ou orange sur leur cure. Ainsi a agi la population de la commune de Nieuwe-Niedorp, où le pasteur est connu comme un disciple ardent des doctrines anarchistes-chrétiennes de Léon Tolstoï. De la même façon fut menacée la famille de Domela Nieuwenhuis, demeurant pour quelques mois à Baarn; sa demeure fut bloquée sans cependant que des mauvais traitements s'en suivissent.

Une désapprobation générale parmi le monde socialiste hollandais a été éveillée par l'attitude des social-démocrates parlementaires partisans de la doctrine de la démocratie socialiste allemande, qui, sous le prétexte que la question de monarchie ou république bourgeoise ne touche pas aux intérêts du prolétariat, avaient décidé de ne se mêler d'aucune manifestation contre la monarchie. Tandis que dans la salle de réunion Constantin, à Amsterdam, une réunion de protestation contre la monarchie était tenue le jour de l'anniversaire même de la reine (quelques jours avant le couronnement), les politiciens soi-disant social-démocrates évitèrent de participer à un mouvement de cette sorte.

Non seulement dans le pays même la décision prise par leur parti trouvait un mauvais accueil, mais le journal *De Werker*, d'Anvers, qui en général sympathise avec la démocratie socialiste allemande, a critiqué cette attitude singulière de ses amis hollandais et il les a pris à partie d'une manière catégorique pour leur manque de caractère.

Vraisemblablement les amis de la politique de réformes parlementaires n'ont pas voulu risquer de perdre les voix des petits bourgeois pour la période électorale à venir.

Il y a des personnes en Hollande qui semblent avoir eu besoin d'une réclame extraordinaire pour leur reine, et qui ont fabriqué dans ce but la nouvelle d'un attentat. Avant le départ de la reine de son château près de Baarn (province d'Utrecht) pour les fêtes d'Amsterdam, la jeune reine aurait été l'objet d'un attentat qui resta sans succès, mais dans lequel une dame de la cour, Van Limburgh-Stirum, aurait été blessée légèrement. C'est un journal belge, *Le Monopole*, qui a répandu le premier cette nouvelle qui lui était envoyée par son correspondant. Ledit correspondant ajoutait que la reine avait voulu que l'attentat restât caché pour son peuple pendant les jours de fêtes et que par conséquent le gouvernement avait gardé les télégrammes aussi bien pour la presse étrangère que pour celle de la Hollande.

Premièrement, une manœuvre comme cela aurait été simplement une bêtise pour un pays comme la Hollande, où l'on ne peut pas cacher de la sorte la publication d'une telle nouvelle, soit par la poste, soit par le téléphone ou par une autre voie. La vérité est que, à Baarn pas plus qu'ailleurs, dans le pays on ne sait rien du prétendu attentat.

Maintenant, après les jours de fête et d'intoxication, est venu le malaise pour ces pauvres bougres qui se laissaient exciter par les journaux de la bourgeoisie jusqu'à une agitation féroce.

C'est un bon temps pour la propagande révolutionnaire qui vient maintenant, seulement il faut avouer que c'est surtout pendant une période comme celle qui est passée qu'on voit combien le développement de la société humaine marche lentement.

Parmi les petits bourgeois et même parmi les ouvriers, on a vu dans plusieurs contrées du pays des personnes, qui avaient donné leurs voix au candidat démocrate socialiste pendant la période électorale de l'année passée, participer aux fêtes de la monarchie d'Orange.

C.

Belgique.

La folie de réaction gouvernementale et capitaliste s'étend comme la gangrène. Espionnage en règle; perquisitions, attaques ordurières de journaux de chantage parmi lesquels la place d'honneur revient au *Peuple*; poursuites judiciaires, voilà le bilan du dernier mois.

La cour d'assises de Bruxelles doit nous « juger » pour avoir, paraît-il, proclamé dans un meeting « qu'*Angiolillo nous paraissait glorieux pour avoir délivré le monde du monstre Canovas* »; véritable plaisanterie juridique, ce procès montrera au plein jour les procédés policiers dont usent les Drion et les Servais, ces hommes que la magistrature belge considère comme les agents naturels des basses besognes de domesticité gouvernementale et cléricale.

Flaustier.

Angleterre.

La Police. — Le détective Frank Ostime, chargé de la surveillance d'une partie du réseau du chemin de fer métropolitain, a été surpris partageant le produit d'un vol avec deux particuliers. Pour se défendre, il a prétendu avoir feint d'être un confrère des voleurs afin de pouvoir les arrêter ensuite.

Mais l'un des voleurs, furieux de se voir abandonner par le policeman qui allait être relâché faute de preuves, livra une correspondance qui ne laissait place à aucun doute sur la culpabilité du détective complice. Il fut reconnu que, depuis quelques années, Ostime faisait partie d'une bande de voleurs dont il ne faisait arrêter quelques-uns que lorsqu'ils lui dissimulaient tout ou partie de leurs prises. Tout a été tenté pour qu'Ostime échappe au châtiment, néanmoins ce policier a été condamné à une vingtaine de mois de travaux forcés.

Allemagne.

Un capitaine du 15e régiment de uhlans, — rien d'Esterhazy — le comte de Stolberg-Wernigerode, vient de tuer d'un coup de sabre un maréchal des logis de son escadron. Celui-ci, de surveillance à la cuisine, avait été commandé pour aller recevoir un chargement de fourrage. En son absence, les soldats aides-cuisiniers oublièrent de fermer le couvercle d'une marmite. Le manger en fut gâté.

Le soir, le capitaine demanda des explications au maréchal des logis Scheinhardt et l'insulta. Puis, sur une observation polie de Scheinhardt, il le souffleta. Scheinhardt prit alors deux camarades à témoin qu'il venait d'être frappé. Furieux, le capitaine tira son sabre et en porta deux coups au malheureux, l'un à la jambe, l'autre, un coup de pointe, à la tête. Le maréchal des logis est mort le lendemain. Ce capitaine a déjà, paraît-il, transpercé son ordonnance, quand il était au 12e hussards.

L'armée est partout la même école d'assassinat.

A. Girard.

Espagne.

Barcelone. — Les infamies de Montjuich recommencent. Le camarade Gurri, qui avait été arrêté, a été frappé à coups de bâton de telle façon qu'il a été laissé tout sanglant par les sbires. Sans l'arrivée du médecin militaire, il serait mort de ces mauvais traitements. On manque de renseignements précis sur les autres camarades, mais on sait qu'ils ont dû subir des traitements analogues.

D'autre part, le nommé José Sala Mara, dit Pelat,

qui, par ses délations, avait fait avorter l'évasion du camarade Sempau, vient d'être payé de sa mouchardise. Arrêté pour vol ou quelque autre chose de semblable, il était l'objet des bonnes grâces de l'administration. Malgré cela, un soir, passant dans un couloir, il reçut un coup de couteau dans le ventre du camarade José Perez, dit Exposito.

Australie.

SYDNEY. — Ici, une lente évolution transforme les idées du peuple dans un sens libertaire. A Melbourne, il y a quelques mois, eut lieu un « outrage » à la dynamite, comme l'ont appelé les journaux; mais quoique ceux-ci se soient empressés de le dénommer « outrage anarchiste », la police de Melbourne n'a rien pu trouver qui permît d'attribuer ce fait aux anarchistes.

Quelques jours plus tard, des policiers trouvèrent près de la scène de l'attentat une boîte mystérieuse portant l'inscription : « machines infernales »! Et dedans, « onze bibles »!

La seule question discutée en ces temps derniers a été celle de la proposition de fédération des États australiens. Une convention spéciale a été élue et son œuvre soumise au referendum.

La constitution proposée, jugée trop défectueuse, a été rejetée; mais la fédération s'accomplira sans doute avant peu. J.-A. ANDREWS.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le groupe du XIVe organise pour le dimanche 16 octobre une soirée artistique où seront interprétés *la Cage* et *le Tréteau électoral*. Des lettres d'invitation sont tenues à la disposition des camarades. S'adresser au camarade Villeval, aux *Temps Nouveaux* et au *Père Peinard*.

⁂

Vient de paraître le *Pot à Colle*, organe révolutionnaire corporatif des ouvriers de l'ameublement.

Sommaire du n° 6 : La Situation. — La Machine. — Chanson. — Coups de rifflard. — La Guerre. — Echos de la Sorbonne. — Histoire du meuble. — Art social : Le Mysticisme et la Révolution. — Mouvement social.

Le numéro, 5 centimes. Administration, 9, cité Prost, Paris.

⁂

Solidarité des Trimardeurs. — Réunion et permanence pour les compagnons sans emploi, tous les mardis, de 8 heures à 11 heures, maison André, 42, rue Balagny, 1, impasse Compoint.

⁂

Groupe abstentionniste du XIIe. — Réunions publiques abstentionnistes, aux préaux des écoles, à 8 h. 1/2 :

Jeudi 6 octobre, 40, boulevard Diderot, au coin de l'avenue Daumesnil;

Samedi 8 octobre, 51, rue de Charenton;

Lundi 10 octobre, rue d'Aligre, 5;

Jeudi 13, boulevard Diderot, 40;

Samedi 15, rue de Charenton, 51.

Nous espérons que tous les camarades ne manqueront pas de nous prêter leur concours oratoire.

Réunion du groupe dimanche 9 octobre, à 8 h. 1/2. Tous les camarades sont invités.

⁂

Les camarades du *Sociala*, Com. Meteleu Jud. Buzeu, Roumanie, voulant fonder un dépôt de journaux et brochures anarchistes de langue française, font appel pour qu'il leur en soit remis en dépôt, à des conditions favorables.

⁂

CLICHY-LEVALLOIS. — Dimanche, 2 octobre, à 9 h. 1/2, tous les camarades des deux communes sont invités à se réunir salle Durand, 7, rue Valentin, à Levallois-Perret.

⁂

SAINT-DENIS. — *Groupe libertaire d'études sociales.* — Tous les samedis soir, à 8 heures, chez Olivier, 3, rue du Port, réunion. On y trouve les brochures.

Afin de régulariser la vente des journaux anarchistes, les camarades sont priés de les prendre au dépôt, 67, rue de la République, et chez Verrier, rue de Paris.

⁂

TOULOUSE. — En présence de la situation révolutionnaire créée par la pourriture bourgeoise et l'attitude que veulent prendre tous les gouvernants contre les révoltés, les camarades sont priés de se réunir au Café de France, tous les samedis, à 9 heures du soir. — Urgent.

⁂

Dorénavant les échanges et tout ce qui concerne *Free Commune* doit être adressé 2, Walls Street, Levenshulme, Manchester.

⁂

BRUXELLES. — Dimanche 9 octobre, à 8 heures, chaussée de Gand, 69, grande conférence publique et contradictoire par Flaustier.

Sujet : *Dieu et l'Autorité.*

Entrée libre.

⁂

Merci aux camarades du *Monde artistique*, 1, rue du Boulet, Bruxelles, qui annoncent les *Temps Nouveaux*.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Stock : *Dreyfus intime*, par H. Villemar, 1 vol., 1 fr. — *Lettre à M. G. Cavaignac*, par L. Trarieux, broch., 0 fr. 50. — *Dites-nous vos raisons*, par L. Guétant, broch., 0 fr. 50. — *A l'île du Diable*, par J. Reinach, broch., 0 fr. 25. — *Histoire populaire de l'affaire Dreyfus*, par le capitaine Marin, 1 vol., 3 fr. 50. — *Drumont et Dreyfus*, par l'Archiviste, 1 broch., 0 fr. 25. — *L'Affaire Fabus et l'affaire de El-Chourff*, par Bergougnan, 1 broch., 1 fr.

Croquis et réflexions (poésies), par H. Beauquier, plaquette à la *Bibliothèque de l'Association*, 17, rue Guénégaud.

La Science et l'Empirisme, par C. Renooz, 1 broch., 0 fr. 50, *Bibliothèque de la Nouvelle Encyclopédie*, 76, rue de Rennes.

Les Partis politiques, par Domela Nieuwenhuis, 1 broch.

Dictionnaire Maurice La Châtre, livr. 9, 10 et 11, rue Bertin-Poirée, 11.

L'Écriture phonétique, par P. Passy, 1 broch., 0 fr. 50, *Librairie Populaire*, 119, boulevard Sébastopol.

Les Syndicats ouvriers en Angleterre (résumé historique, 1799-1895), par F. Fagnot, 1 broch., 1 fr., 10, rue Monsieur-le-Prince.

De la *Société d'édition des Gens de lettres*, 30, rue Laffitte : *Philosophie et pratique du collectivisme intégral révolutionnaire*, par E. Boulard, 1 vol., 3 fr. — *Colloque sentimental entre Zola et Fagus* (vers), 1 vol., 2 fr. — *Toute une année* (vers), par E. Hinzelin, 1 vol., 3 fr. 50.

De noirs et d'ors (vers), par Georges Rens, une plaquette chez Steveliuck, 31, rue de la Pacification, Bruxelles.

Les États-Unis, l'Espagne et la presse française, par A. Ruy, brochure chez Dupont, 4, rue du Bouloi.

L'Art d'abréger la vie, par Rouxel, brochure, 30, rue du Dragon.

A voir :

Actualités, dessin de Hermann Paul, dans le *Petit Bleu*, 27 septembre.

A lire :

Impiété, par J. Jullien, *Aurore*, 1er octobre.

AVIS

Un de nos amis désirerait se procurer le livre de L. Bodio : *Di alcuni indici misuratori del movimento economico in Italia*. Adresser les propositions au journal.

⁂

Un camarade, préparant une étude sur le militarisme, prie les camarades qui le pourraient, de bien vouloir lui envoyer tous les renseignements pouvant lui servir (sous forme de coupures de journaux ou autres), même sur les faits passés : exécutions militaires, jugements militaires, abus d'autorité, etc., etc.

Adresser les renseignements à : Lille, 12, rue Burcq et 24, rue Durantin, Paris.

PETITE CORRESPONDANCE

L. W., à Genève. — *Morale* expédiée. Nous ignorons quand nous pourrons faire tirer *A mon frère le paysan*. Que désirez-vous en place?

L., à Angers. — Envoi fait à P. Abonnement finit fin octobre.

V., à Marseille. — Nous avons bien le projet d'une seconde image pour enfants, mais c'est 700 francs qui nous manquent pour la faire tirer.

H. G., à Genève. — Nous avons pour habitude de ne jamais donner l'adresse de nos correspondants à qui que ce soit. Nous faisons passer votre carte, le camarade vous répondra s'il le veut.

H. L., à Issoudun. — Reçu coupure. Merci. Utiliserons.

Quelqu'un pourrait-il avertir M. Thomas Santucci, fleuriste, que son neveu réclame de ses nouvelles?

X. — Lu les *Pensées d'une reine*, de Carmen Sylva. Un peu plates.

Aux camarades de Grèce. — Les camarades du *Sociala*, Com. Meteleu Jud. Buzeu, Roumanie, demandent à entrer en relations avec vous.

Le camarade à qui j'ai remis *Le Salut est en vous* à copier, est prié de nous apporter le volume et la copie.

Un anonyme, Verviers. — La brochure existe, et je ne crois pas qu'il soit possible de faire mieux. C'est *Aux jeunes gens*, de Kropotkine. Merci des encouragements.

Julius Weiss, à Londres. — Vous avez expédié, il y a deux mois, un mandat dont l'avis est à la poste. Il nous faudrait le mandat lui-même, que vous a remis la poste de Londres.

Souscription en faveur des terrassiers grévistes de Paris : De Londres : G. le pot à colle, 1 schelling; Jack l'ébéniste, 6 pence; Une famille internationale, 6 sh. 6 p.; Z., 6 p.; N. W. T., 1 sh.; D. A., 1 sh.; Friend, 1 sh.; T., 1 sh.; Un anarchiste, 4 p. — Total : 12 sh. 10 p. (en francs : 16). — L., 0 fr. 90. — Collecte faite parmi les étudiants russes de Genève, 25 fr. — Nous avons fait parvenir de suite au comité de la grève.

Reçu pour l'École libertaire : E., à Daumazan, 0 fr. 40. — N. M., 30 fr. — Un instituteur, 0 fr. 25. — De la poche d'un membre fondateur du parti ouvrier libéral Binchois, 5 fr. — En tout : 35 fr. 65. — Listes précédentes : 399 fr. — Total général : 434 fr. 65.

Reçu par Ardouin pour l'école libertaire : Camarade M., 9 fr.; Gohier, 3 versements mensuels, 15 fr.; Un camarade, 2 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 2 semaines, 4 fr. 50; Un typo et son bœuf, 0 fr. 50; Romans, souscription d'une tombola, 5 fr.; M., 0 fr. 50; A. F., 1 fr.; P., 0 fr. 50; M. E., 0 fr. 50; L. M., 0 fr. 25; J. J., 0 fr. 25 : total 8 fr.; Papa, 5 fr. En tout : 44 fr. — Les souscriptions sont reçues chez Ardouin, 86, rue de Cléry.

Reçu pour le journal : Mme B., à Genève, 1 fr. — N. M., 2 fr. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 2 fr. — H. B., 5 fr. — W., 1 fr. — D'un camarade par E. G., 1 fr. 50. — Rod, 2 fr.; A. A., 2 fr.; B. R., 4 fr.; Rod, 2 fr. En tout 10 fr. — N. V. B., à Paris, 0 fr. 50. — Ther, 1 fr. — Merci à tous.

S., à Burnbank. — C., à Lille. — B., à Brest. — P., à Combrée. — C., à Bordeaux. — P., rue d'A. — P., à R. — M., à Bourges. — V. — M., à Dublin. — C., à Bruges. — L., à Reims. — B., au Havre. — G., à Cunfin. — P. A., à Angers. — H., à Angers. — G., à Amiens. — Groupe des affamés de Spring Walley. — L. B., à Jemeppes. — V., à Tulle. — Agence Genève. — M., à St-Gaudens. — T., à Thizy. — Agence, à Lausanne. — B., à Brest. — V., à Nîmes. — J. P., à Lézignan. — S. P., à Bordeaux. — M., à Troyes. — M., à Monaco. — F. B., à S. Giovanni. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Brive

Chez Garouste, 1, rue de la Poste, — ainsi que toutes les publications anarchistes.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

QUATRIÈME ANNÉE, N° 25 DIX CENTIMES DU 15 AU 21 OCTOBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Cette semaine, il sera pris remboursement pour six mois sur ceux de nos abonnés dont la souscription a expiré fin septembre. Nous les prions de lui faire bon accueil.

LA GRÈVE NOUVELLE

Quelques terrassiers, indignement exploités, réclament une augmentation de salaire, qui leur est refusée. Ils se mettent en grève.

Dès le lendemain, tous les terrassiers de la ville de Paris, payés ou non aux prix de série, font cause commune avec leurs camarades et quittent les chantiers. Après eux les corporations similaires, puisatiers, carriers, débardeurs, etc., abandonnent à leur tour le travail. Le nombre des grévistes s'élève à une vingtaine de mille.

Quelques jours se passent dans l'attente, puis les travailleurs du bâtiment se déclarent solidaires des terrassiers et décrètent la grève générale de leur corporation. Celle-ci comprend : maçons, scieurs et tailleurs de pierre, menuisiers, serruriers, peintres, parqueteurs, couvreurs, etc. La plupart répondent à l'appel qui leur est lancé et plantent là l'ouvrage. De jour en jour leur nombre s'accroît.

Ensuite, voici les ouvriers de l'ameublement, sculpteurs, scieurs, toupilleurs, chaisiers, etc., qui s'agitent et organisent la grève générale de leur corporation.

A l'heure où j'écris, le mouvement menace, dit-on, de s'étendre aux ouvriers des transports, fiacres, omnibus, etc.; déjà les charretiers ont commencé. Il est encore question des mégisseries et de plusieurs autres corporations.

Cette grève est remarquable. Aussi bien dans ses incidents particuliers que dans sa marche générale, elle offre un caractère entièrement nouveau.

D'abord, en dépit des provocations et des brutalités policières, qui réussissent à peine à occasionner çà et là quelques menues bagarres sans importance, en dépit de l'intervention — qu'aucun prétexte ne pouvait justifier — de cette précieuse armée dont, dans un accès de folie ou de mystification, le tsar a pensé priver la bourgeoisie capitaliste, malgré des abus de force au plus haut point révoltants — nous avons vu *trois* cuirassiers et *deux* gardiens de la paix à bicyclette charger et arrêter UN gréviste isolé engageant amicalement quelques maçons, occupés à une construction, à faire cause commune avec les camarades — malgré, donc, toutes ces excitations aux représailles, les grévistes ne se sont pas départis un instant du plus grand calme.

Peut-être, quand paraîtront ces lignes, l'exaspération causée par une misère prolongée aura-t-elle provoqué des événements violents. Quoi qu'il en soit, ceux-ci n'effaceront pas cette hautaine patience de trois semaines.

Il y a là, en effet, une force morale et une puissance de volonté dont devrait sérieusement s'alarmer la bourgeoisie. L'homme qui répond à l'injure et à la violence par le mépris est vraiment fort; il a certainement conscience de sa supériorité. Ce n'est pas si aisément qu'on le réduira.

De plus, et c'est là le plus remarquable, nous assistons à un premier essai de grève générale de toutes les corporations. Jusqu'ici, les grèves de solidarité sont peu sorties des métiers similaires ou connexes. Ce qui nous frappe aujourd'hui, et qui est nouveau, c'est la grève atteignant des corporations n'ayant entre elles aucun lien industriel apparent. Signe certain de la conscience, acquise par les travailleurs, de la solidarité qui tous, universellement, les unit en face de leur ennemi commun, le capital.

C'est la grève générale, cette prétendue utopie tant raillée, qui, inopinément, se révèle praticable en un premier essai concluant. Elle se manifeste consciente, à visage découvert, acclamée de tous dans une fraternelle affirmation d'une communauté de cause et d'intérêts.

Je cause avec des ouvriers. Tous exhalent leur enthousiasme pour cette grande idée de la grève générale. Tous y voient leur arme par excellence, décisive de la victoire, infaillible à assurer le succès de toute revendication.

Un seul regret cependant est émis : « Il eût mieux valu la déclarer d'un coup. Par suite de ces successives cessations de travail, les premiers partis peuvent se trouver trop tôt à bout de misère. Les terrassiers, par exemple, alors que se répand l'idée de la grève générale, ont déjà trois semaines de privations. Leurs patrons viennent de céder. Cependant ils persistent à rester en grève pour assurer le succès des revendications de leurs camarades qui ont affirmé leur solidarité avec eux. Pourront-ils aller jusqu'au bout? Si l'entente avait eu lieu dès le premier jour, quelle force avions-nous et quel effet moral produit! »

Puis un espoir : « En cas d'insuccès, ce sera une leçon pour la prochaine. »

L'idée, donc, est acquise. Il est quelques détails de tactique que l'expérience aura contribué à déterminer.

Reste le but. Pour l'instant, le but n'est pas plus haut qu'une augmentation de salaire, une amélioration générale de la situation d'exploité. Abolir définitivement l'exploitation, effacer le salariat de notre organisation économique? Il n'en est question que comme d'un idéal lointain.

Cependant, en ce qui concerne les terrassiers, une solution se présente qui mérite l'attention. La Ville retire l'entreprise aux patrons et traitera directement avec les ouvriers. C'est la mise en régie des travaux de la Ville, réclamée si souvent par les travailleurs municipaux. Cette mesure, généralisée, mène à la suppression des intermédiaires en ce qui touche les travaux intéressant la commune. C'est l'élimination d'une foule de parasites dont, même actuellement, l'inutilité sociale est flagrante. C'est évidemment un progrès. Une grève générale des travailleurs communaux ou municipaux pourrait généraliser la réalisation de ce progrès.

Réforme partielle, sans doute, et qui laisserait le capitalisme aussi puissant qu'auparavant. Aussi ne l'indiquons-nous qu'en passant.

Il y a, certes, bien mieux à faire. La diffusion des idées socialistes et de cette conviction que la détention par quelques-uns, au détriment de tous, des moyens de production et de consommation est une véritable calamité sociale qui annihile tant d'individualités et constitue le plus grand obstacle à l'épanouissement d'un état social d'abondance et de bonheur intégral, donneront un bien autre caractère et une bien autre importance à la grève générale.

Elle deviendra alors synonyme de révolution, parce que son but, alors essentiellement révolutionnaire, sera le terme de l'exploitation de l'homme par l'homme, réalisable ni plus ni moins que par l'abolition de la propriété.

Nous n'avons pas à renouveler ici les arguments tant de fois donnés sur la réussite certaine et à bref délai d'une grève générale et sur l'impuissance des tentatives de répression se brisant contre le ferme et calme refus de se laisser plus longtemps exploiter. Nous avons tenu simplement à faire ressortir le caractère nouveau de la grève d'aujourd'hui, qui réfute tous les doutes émis sur la possibilité d'une entente suffisante entre les travailleurs pour organiser une grève générale.

Ce premier essai nous paraît d'excellent augure.

André Girard.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

L'ÉQUIVOQUE ANTISÉMITE

Les habitués de l'*Humanité nouvelle*, revue qui jusqu'alors s'était respectée, ne durent pas être peu surpris, en lisant, dans le dernier fascicule, les pages écrites par M. le vicomte de Colleville à la gloire de l'antisémitisme.

L'antisémitisme n'est pas seulement une réaction, c'est une réaction sans franchise. Là est sa laideur et, dans une certaine mesure, son danger. C'est en prétendant nous mener aux aurores prochaines que les assommeurs de

juifs nous rejettent en réalité vers les nuits du passé, et quelles nuits ! Celles des guerres religieuses, des tortures et des bûchers !

Une telle équivoque entre le passé et l'avenir ne peut être entretenue que par le mensonge. Aussi les antisémites en usent-ils royalement. Leur grand homme, M. Drumont, habite le mensonge. Pour propager et pour défendre la cause dont il s'est fait le croisé féroce et ridicule, il n'a d'autre arme que la duperie, la duperie sous toutes ses formes : calomnie, sophisme, inexactitudes voulues, confusions intentionnelles...

L'antisémite de l'*Humanité nouvelle* apporte sa part au monument d'erreur et de sophistique. Ou plutôt — et c'est en quoi il mérite une mention spéciale — il précise, mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, la théorie de l'équivoque antisémite.

« *Si nous sommes d'accord sur un point*, écrit notre vicomte, *c'est que l'aristocratie dans le sens d'exploitation du peuple s'est déplacée.*

« *L'antisémite, lui, va se charger d'expliquer au peuple ce qu'elle est devenue.*

« *Il fera voir les juifs rués depuis cent ans à la curée de la France et se substituant à la noblesse et à la bourgeoisie.....*

« *... Et le peuple pourrait bien s'expliquer alors pourquoi d'instinct il a marché avec les antisémites, voir en eux les* LIBÉRATEURS, *les* HÉRITIERS DE LA TRADITION RÉVOLUTIONNAIRE..... »

Inutile de dire que le vicomte ne fait rien voir du tout. Mais, puisque voici le sophisme en toute sa pureté, ne l'affaiblissons pas en alléguant que tous les exploiteurs ne sont peut-être pas juifs. Laissons Drumont inciser à coups de plume tous les prépuces qu'il lui faut.

C'est, comme on voit, dans les bagages du socialisme que la réaction, cette fois, tente de passer. C'est à la faveur des haines montantes contre le capital que des débris d'ancien régime cherchent à se glisser dans les milieux populaires pour en vicier les aspirations. La trahison fut toujours le fait des ennemis du peuple. Mais il faut avouer que l'antisémitisme, mariant d'une façon si naturelle une renaissance religieuse avec les soucis économiques de l'époque, fut un coup de maître. On ne voit pas, pour les réactions aux abois, un meilleur moyen de retenir aux chaînes du passé les aspirations de la foule vers l'avenir, un meilleur moyen d'inoculer aux passions révolutionnaires un virus qui les rende inoffensives.

Mais toutes les habiletés du monde ne sauraient faire réussir l'impossible.

Entre l'antisémitisme, religieux et nationaliste, et, d'autre part, le socialisme abolisseur des frontières et des autels, un quiproquo ne peut durer. Fondée sur de telles manœuvres, la fortune d'un parti est éphémère. Si de confuses aspirations socialistes, de vagues lueurs sur les questions économiques peuvent incliner les individus aux théories antijuives, celles-ci ne résistent pas devant la compréhension tant soit peu nette de la question sociale. Mieux on aperçoit le capital comme le grand obstacle où doit s'acharner l'actuel effort révolutionnaire, plus on redoute les diversions possibles. Or, la plus impudente qu'on rencontre, la première qu'on veut dénoncer c'est celle des antisémites, ces étranges socialistes, ennemis féroces de l'argent juif, et si bons amis de l'or chrétien. D'où il suit que les meneurs antisémites ont mal fait leur compte en se réclamant de la lutte économique.

Ils se sont aussi trop pressés de croire que parmi cette agitation économique, prépondérante aujourd'hui, le péril clérical était oublié. « Pour l'ouvrier le moins clairvoyant, profère M. de Colleville, *le cléricalisme voilà l'ennemi* du grand tribun ne fut qu'un leurre destiné à éloigner l'échéance de la question sociale. » Parfait. Mais si l'ouvrier sait enfin que le cléricalisme n'est pas *son seul ennemi*, il sait qu'il reste *un de ses ennemis*. Il sait que le prêtre, inspirateur et valet de toutes les oppressions, voudra le maintenir sous le joug du capital comme il voulut le maintenir sous celui de l'Etat. Et il se méfie du prêtre.

Il se méfie aussi de l'armée. Car l'armée c'est la force brutale au service de la puissance économique. Et l'antisémitisme nationaliste — la France aux Français ! — c'est une provision nouvelle de prestige offerte aux chefs de l'armée massacreurs du peuple.

Au faux libéralisme sous quoi la bourgeoisie dissimule son cynisme économique, rien ne sert d'opposer l'entreprise plus malpropre encore des hystériques de la croix et du drapeau. Ces procédés ne donnent pas le change, car on ne quitte pas le mauvais pour le pire. Entre ces deux partis, la classe ouvrière n'a pas à choisir, l'un et l'autre étant faits de ses ennemis. Droit en face d'elle s'ouvre la large voie de la révolution où elle n'a qu'à marcher, sans se laisser distraire par personne, vers l'affranchissement intégral.

L'équivoque sur quoi repose l'aventure antisémite et qui lui donne parfois comme un semblant de raison d'être aux yeux des naïfs croulera chaque jour un peu plus. Et rien ne sert d'étayer ce mensonge d'idées par des mensonges de faits.

Rien ne sert d'affirmer, avec M. de Colleville, que le mouvement est d'origine et d'initiative populaire. Si le peuple est antisémite, c'est quand il s'appelle la populace, la populace vautrée à ses instincts les plus bas et maintenue dans cette boue par les misérables qui en profitent. Il y a des antisémites dans le peuple. Il y a aussi des ivrognes, des brutes et des lâches. Entend-on par ce mot, le peuple, la grande masse des travailleurs intelligents et probes, le peuple n'est pas antisémite. Il l'est moins que jamais quand il s'élève à la compréhension de ses intérêts de classe, quand il prend conscience de ses responsabilités et de ses devoirs dans la lutte quotidienne. En refusant les subsides des Rochefort et des Millevoye, les terrassiers en grève viennent de nous apporter sur ce point un témoignage réconfortant. Et tout autre qu'un antisémite eût pu en éprouver, peut-être, quelque confusion.

Ce n'est pas le religionnaire que vise dans le juif la haine du peuple, mais l'exploiteur de l'usure ou du commerce.

En Algérie, par exemple, il se peut que de fort braves gens mêlés à beaucoup de fripouilles aient assommé des marchands juifs. Mais qu'est-ce que cela prouve, sinon qu'en haine de l'exploitation, le prolétaire s'en prend au petit clan d'exploiteurs contre lesquels, tremblants pour eux-mêmes, d'autres exploiteurs l'excitent ?

Inutile aussi de se gendarmer si fort contre l'imputation de cléricalisme. Car de ce côté encore il y a des faits gênants. On ne peut pourtant pas nier Drumont, nier la *Libre Parole*, bulletin des apparitions de l'ange Gabriel, grimoire sinistre où chaque jour on marque d'une croix les murs des infidèles. Or Drumont c'est tout l'antisémitisme. Cet inquisiteur teinté de philosophie, ce sacristain frotté de lettres représente à lui seul et inspire le mouvement. Les seuls goujats taillés sur son patron restent dans la cohorte sainte. Les autres, les naïfs, attirés par de fausses violences contre *certains riches*, ne tardent pas à céder la place aux gens d'église. Si Lyon devint bientôt un des fiefs importants du parti, si une succursale de la *Libre Parole* y prospéra, c'est que les repaires de jésuites échelonnés sur la colline de Fourvières et la Faculté catholique et les gros marchands de soie, tous bien pensants, fournirent des recrues en nombre.

Pour les opposer à Drumont antisémite notoirement clérical, il fallait des antisémites libres penseurs. M. de Colleville nous apporte en triomphe Rochefort et Barrès. Le lecteur appréciera la solidité d'une preuve fondée sur les cabrioles de deux pitres. Il nous semble, en outre, que par le récent prêche du père Didon, où il fut si bien expliqué comment la suprématie du sabre ne va pas sans celle du clergé, Barrès et Rochefort, ces ardents nationalistes, s'apparentent d'assez près au clérical Drumont.

M. de Colleville a d'autres arguments de même force. Je ne crois pas nécessaire de les passer tous en revue, M. le vicomte nous ayant déjà amplement servi à démontrer que l'antisémitisme, héritier des pures *traditions révolutionnaires*, est aussi le plus bel exemple des hypocrisies sous quoi le passé dissimule ses retours offensifs.

CH. ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France

PAUVRE CAPITAL ! — Les ventrus dont les ventres sont si prompts à avoir la colique commencent à se rassurer. L'affluence des troupes à Paris les rassérène. Ils comptent sur l'opportun fonctionnement des lebels pour dissiper les malentendus qui séparent le travail et le capital, et parer au vague danger qui, pensent-ils, menace leur coffre-fort.

De fait, Paris est couvert de soldats ; il n'est pas de chantier, de maison en construction, de coin de rue dépavé, qui n'ait son escouade protectrice. Et les troupes arrivent toujours !...

Le capital est bien gardé. Mais tout ce déploiement carnavalesque de costumes d'opérette et de ferraille meurtrière, outre qu'il est odieux, est au plus haut point ridicule. Le calme dédaigneux des grévistes en face de ces mesures d'intimidation est un beau soufflet appliqué sur la face de celui ou de ceux qui en ont pris l'initiative.

Les grévistes donnent en ce moment un exemple de force et de supériorité morales vraiment admirable. Seuls, refusant l'appui de tout politicien, n'ayant confiance qu'en eux, ils tentent délibérément la grosse affaire de la grève générale. Les provocations, les menaces, ils les méprisent, car ils savent qu'y répondre serait compromettre, par une brusque et sanglante interruption, la réussite de leur plan. Tandis que leur calme demeure insaisissable.

Ils dédaignent aussi la politique, ce dérivatif cause de funestes dissensions, et demeurent sur le terrain économique, au grand dépit de la bourgeoisie qui frémit pour son or.

Le capital est bien gardé, c'est vrai ; mais je le crois bien malade si la grève générale passe dans les mœurs des travailleurs.

⁂

LA GRANDE FAMILLE. — Quoi qu'on en dise, la justice militaire ressemble bien à la nôtre. Dure au petit, indulgente au gros, partiale et respectueuse de la hiérarchie, l'une comme l'autre sème le deuil et la mort sur son passage.

A Brest, le canonnier Alexis Urien, étant ivre, a été injurié par le maréchal des logis Férec qui n'était même pas de service. Urien a répondu à son supérieur injure pour injure. Les meilleurs renseignements sont recueillis sur son compte. Aîné de six enfants, il travaille depuis l'âge de quatorze ans pour aider sa famille. Il a encore dix mois de service militaire à faire, sa famille attend avec impatience son retour en raison de l'appui qu'il pourra lui donner par son travail. Malgré cela, le conseil de guerre le condamne à deux ans de prison.

Quant au maréchal des logis Férec qui a commis deux abus de pouvoir, en injuriant Urien sans être de service et en l'enfermant à la salle de police sans couverture ni paillasse, il n'est même pas inquiété. A sa sortie de l'audience, malgré ses galons et son uniforme — ô Sarrien ! — le peuple l'a hué.

A Oran, le chasseur Tronchon, du 1er bataillon d'Afrique, est puni de *cinq* ans de prison pour avoir détruit sa capote.

Dubet, du même bataillon, reçoit *deux* ans de prison pour refus d'obéissance.

B..., maréchal des logis, inculpé de soustraction frauduleuse au préjudice de l'ordinaire et de vol au préjudice de l'Etat, est acquitté.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

LES INTELLECTUELS DU CRIME. — Delion, bachelier ès sciences, et Voillard, licencié ès lettres, viennent

d'être condamnés l'un à mort, l'autre à quinze ans de travaux forcés, pour cambriolage et assassinat d'une vieille femme. On se rappelle aussi la condamnation récente d'un jeune chef de bande, Roger Caze de Berzieux, fils d'un littérateur connu.

L'instruction ne préserve donc pas du crime? L'instruction actuelle, non. Car elle ne vise qu'à former des contribuables, et non pas des hommes. C'est pourquoi plusieurs d'entre nous veulent fonder une *École libertaire*, où l'on apprendra à l'enfant la dignité de soi-même et le respect de tout être vivant.

Mais l'instruction, même humaine, n'est pas suffisante, dans une société qui à l'individu misérable ne donne le choix qu'entre l'esclavage et le crime.

⁂

Société ? — D'autres préfèrent le suicide.

Deux jeunes gens de vingt-neuf et vingt-huit ans, Léon-Xavier Patissier, tourneur en bronze, et sa femme, Marguerite Le Corre, se sont tués avec leur petite fille de quatre ans.

Toujours la même cause : maladie, chômage, misère. On est plein de courage, on travaille ferme, on gagne à peu près sa vie : puis un peu de froid dans les poumons, quelques mois à l'hôpital, et c'est fini. Mangées, les économies ; vendus, les meubles ; épuisé, le crédit. Alors il n'y a plus qu'une ressource : le réchaud de charbon.....

Société veut dire association. Quand on est associés, on partage les profits et les pertes, le bonheur et le malheur.

Il n'y a pas de société !

⁂

Toujours la mort. — Louis de Gramont raconte, dans l'*Aurore*, la navrante histoire d'une femme abandonnée par son amant, qui a tenté de se suicider avec sa petite fille de cinq ans. La mère s'est manquée, mais la fillette est morte.

Louis de Gramont fait, à ce sujet, une réflexion d'une philosophie poignante : « Le charbon est un produit qui sert à chauffer les riches et à tuer les malheureux... »

⁂

La Chanson des gueux. — Deux gueux, chantés par M. Richepin, ont escaladé le mur de M. Richepin et pris deux poules à M. Richepin. Un mois de prison aux deux gueux.

Richepin, cité comme témoin, ne s'est pas présenté à l'audience. Le chantre des gueux n'eût-il pas mieux fait encore, en venant réclamer leur acquittement? Il eût fait beau le voir affirmer sa sympathie aux pauvres bougres, en un sonnet ou une ballade qu'il eût déclamée de sa voix vibrante :

Valets des grands, juges vêtus d'hermine,
Les pauvres gueux seront un jour vengés.
Que dans leur cœur votre cœur s'examine...
Ne jugez pas, de peur d'être jugés !

⁂

Discussions aigres. — La force est la raison suprême des gouvernements. Tous les pouvoirs de la terre, quand ils sont discutés, imposent silence par la force. Quoi d'étonnant si, dans leurs disputes, les particuliers imitent les États et, à bout d'arguments, cognent?

Une couturière faisant reproche à son amant d'une somme indûment dépensée, ce charmant homme, disent les gazettes, lui a broyé la poitrine à coups de talon.

Deux cochers se querellent, et terminent la polémique à coups de couteau, ce dont l'un d'eux se trouve fort mal.

C'est aussi le colporteur Vannier recevant d'une blanchisseuse, sa maîtresse, un mortel coup de couteau dans les reins.

Mœurs barbares, sans doute. Mais que ceux d'en haut commencent donc par donner à ceux d'en bas l'exemple d'humanité qu'ils prêchent — du bout des dents.

⁂

Vive la police ! — L'autre dimanche, aux alentours de la salle Wagram, l'ordre a régné, un peu comme à Varsovie. Dame police était lâchée, et elle s'en est payé. Il n'y a là rien d'étonnant. Bien que *policer* signifie proprement *adoucir*, la police est faite pour être brutale : si les gouvernants payent les sergents de ville, c'est apparemment pour taper sur les gouvernés.

Mais les sergents de ville, qui sont plus intelligents qu'on ne le croit, distinguent entre les gouvernés amis du sabre et les gouvernés amis de la justice. Aux premiers leurs sourires, aux seconds leurs coups de botte. Aussi les patriotes n'ont-ils cessé de crier toute la journée : Vive la police !

Quelques-uns ont même crié : Vive Jésus-Christ ! Au fond, tout cela se tient

Le héros du jour a été l'agent 253 du XVII[e]. Les occupations de ce brave homme consistaient, par exemple, à assener, par derrière, des coups de poings ou des coups de canne sur la tête des gens qu'on amenait au poste. Le sang jaillissait, la victime hurlait de douleur, et l'agent 253 repartait vers de nouveaux exploits. Ce digne homme se servait aussi, paraît-il, d'une toupie dont le fer dépassait ses doigts, pour cogner sur ceux dont le nez lui déplaisait.

Contre toute attente, ce brave et digne homme est révoqué. Soit. Mais c'est toujours une faveur : en bonne justice, il devrait être poursuivi pour coups et blessures.

Du reste, nos bons agents ne s'en prennent pas qu'aux ennemis du sabre ; ils comblent aussi les grévistes de leurs prévenances, et il ne se passe pas de jour qu'ils n'arrêtent et ne brutalisent l'un d'eux, sous les prétextes mensongers d'entrave à la liberté du travail et d'outrages aux agents. L'autre jour, plusieurs maçons étaient entrés dans un chantier, au fond d'une cour, pour engager leurs camarades à prendre part à la grève. Les agents survinrent et, sans plus d'explications, cognèrent sur les ouvriers, en arrêtèrent un, et en mirent un autre dans un tel état qu'il est à l'hospice.

C'est encore un agent qui disait : « On devrait reconduire les grévistes au travail, à coups de pied dans le derrière. »

Voilà pourtant ce que devient un homme du peuple, quand on lui colle un uniforme sur le dos.

⁂

Tant que ça ? — A en croire les patriotes, on ne voit dans les rues que des gens criant « A bas l'armée ! » et la moitié des Parisiens seraient d'infâmes sans-patrie.

C'est inexact. Malheureusement. Mais plût au ciel que cela fût ! Nous serions tant que ça ? Car il n'y a que les anarchistes qui logiquement puissent crier « A bas l'armée ! »

Ah ! mon cher Déroulède, que ne dis-tu vrai !

⁂

Le drapeau de Gessler. — Si, ayant cousu trois étoffes — violette, verte et jaune — nous les promenions par les rues en contraignant les passants à s'agenouiller, sous peine de mort, on ne manquerait pas de la trouver mauvaise.

C'est cependant ce qui a lieu journellement. Journellement, des gens ont la manie de parcourir les rues avec, au bout d'une canne, trois étoffes cousues — bleue, blanche et rouge. Manque-t-on à se découvrir, des individus hurlants se précipitent sur vous, et vous assomment. Ni plus, ni moins.

Il y a quelque temps, une histoire semblable se passait en Autriche. Un pianiste était emprisonné, pour ne s'être pas découvert devant un quidam vêtu d'une robe et tenant un gobelet doré plein de rondelles blanches, qu'il appelait « le saint sacrement ».

A tous ces porteurs de fétiches, je demande qu'on en adjoigne d'autres. Il faut absolument qu'on fasse sillonner nos rues par des délégations de sauvages portant leurs morceaux de bois peints, et qu'on nous oblige à nous mettre à plat ventre dans la boue, sur le passage des morceaux de bois.

La petite fête sera complète.

⁂

Injure à l'armée. — M. de Ch..., sous-officier au 14[e] dragons, fils d'un colonel, très gravement compromis dans une affaire de mœurs, vient d'être condamné à trois ans de prison pour détournement de mandats.

⁂

L'autorité s'amuse. — Les notables du village de Ngo-Sai (Tonkin) avaient présenté au résident de Sontay une demande de dégrèvement de leurs impôts. Oser faire des réclamations à un résident ! La réponse fut péremptoire : cinquante coups de rotin et un mois de prison au maire, vingt-cinq jours de prison à l'adjoint, quarante coups de rotin et quinze jours de prison à chacun des notables.

On est résident ou on ne l'est pas.

⁂

Vainqueurs. — La guerre a cela d'admirable qu'elle n'est pas moins funeste au peuple vainqueur qu'au peuple vaincu. Les soldats américains, de retour de Cuba, sont dans un état lamentable, et la population, qui était accourue au-devant d'eux pour les fêter, est restée, à leur aspect, saisie d'horreur.

Le *Temps* donne des détails instructifs : le 71[e] d'infanterie, parti avec 1.043 hommes, est revenu avec 331, dont un bon nombre portés sur des chariots. Le reste : 14 tués, 64 blessés, 534 soignés dans les hôpitaux et les familles, ou morts en chemin.

... Un de nos plus fameux généraux a dit, il n'y a pas longtemps, une grande parole : « La guerre, c'est une boucherie. »

Général, vous avez raison.

⁂

Comparez. — Le *lieutenant* Henrion, contumax, prévenu de faux en écriture et de vol au préjudice de l'État de deniers dont il était comptable, a été (bien qu'en fuite) *acquitté* par le conseil de guerre du 3[e] corps d'armée.

Dernièrement, le *simple soldat* Charles Cloedt était *condamné à mort*, pour avoir lancé vers ses juges un bouton de veste.

Comparez et méditez.

⁂

A encadrer. — 1° « Soldats, vous allez maintenant rentrer dans vos foyers ; vous allez entendre dans la vie civile des politiciens, des énergumènes qui vous diront qu'il faut tout renverser : la religion, la propriété...

« Sachez que la religion est nécessaire et qu'il faut la défendre. Robespierre a voulu supprimer Dieu : il a été obligé de créer le culte de l'Être suprême... Défendez la religion, la propriété, c'est votre devoir. Le prêtre est, comme le soldat, utile à la patrie ; luttez pour la religion et combattez le socialisme et la révolution. »

(*Le général Guy de Tarade aux réservistes d'Auch.*)

2° « Le ministre déclare que la police agit avec trop d'humanité et que les agents doivent faire usage de leurs sabres et de leurs revolvers avec une grande énergie. Ils doivent par-dessus tout s'abstenir d'employer des cartouches à blanc pour effrayer la foule, mais faire feu immédiatement après les trois sommations d'usage avec les cartouches à balle.

« Quant aux généraux, il leur est ordonné de ne pas se servir du plat du sabre, mais de frapper toujours avec le tranchant. »

(*Le ministre de l'intérieur de l'empire d'Allemagne au gouverneur du district d'Erfurt.*)

Et voilà.

⁂

Visé juste. — « Guelma, 1[er] octobre : Le nommé D..., détenu à l'atelier des travaux publics, ayant tenté de s'évader du chantier sur lequel il travaillait, a été tué par le tirailleur commis à la garde des détenus. Il a reçu deux balles dans le corps. »

Tu vises bien, bon tirailleur. Mais était-il indispensable, pour ta sauvegarde, d'assassiner ton camarade de torture? Écarter le canon de ton fusil de quelques millimètres ne t'eût pas coûté beaucoup de peine. Mais peut-être t'avait-on promis une prime? En tout cas, compte sur de l'avancement.

Et que ta conscience te soit légère, bon tirailleur.

⁂

Sus aux anarchistes ! — Tout fier de ses succès à Milan, le gouvernement italien veut achever son œuvre et consolider à jamais ce que lui et ses compères les autres gouvernements appellent : l'ordre. On sait qu'il n'y a pour cela qu'un moyen : supprimer les anarchistes. Le gouvernement italien prend donc l'initiative d'une conférence internationale, en vue de prendre des mesures communes contre les anarchistes.

Comme tous ces gouvernements sont bêtes ! Ils vont user là de la salive et de l'encre en pure perte. Comment ne voient-ils pas que l'anarchisme est un courant d'idées, et qu'un courant d'idées ne se supprime pas?

Pauvres niais ! Chaque fois qu'ils en finissent avec nous, c'est toujours à recommencer. Et pour des gens qu'on enterre tous les deux ou trois ans, nous ne nous portons pas trop mal.

R. Ch.

Espagne.

Le gouvernement, fidèle à sa tactique, qui consiste à tout cacher, ne donne aucun renseignement sur les événements de Barcelone et la presse, muselée,

doit se faire. Cependant, certains indices, certaines rumeurs du domaine privé, démontrent qu'en la prétendue « partida » il ne faut voir qu'une menée policière, ayant pour but de faire mousser la valeur des défenseurs de l'ordre.

La police ordinaire et la police secrète, créée à la suite de l'attentat de la Calle de Cambios, ne vivent pas en bonne intelligence, paraît-il, et trament successivement intrigues et complots pour se discréditer mutuellement. Le *Progreso* de Madrid, en signalant ce fait particulier, a jeté son cri d'alarme relativement aux derniers événements. Les faits semblent lui donner raison. Déjà les deux individus qui se faisaient passer pour chefs ont été mis en liberté ainsi que quelques républicains. Les anarchistes détenus sont les compagnons Gurri, Pilchol, deux autres dont je ne me rappelle plus le nom, la femme de Bisbal et celle d'Ascheri. Les autres compagnons n'ont pas été persécutés. L'affaire reste secrète et l'instruction est menée par ce même accusateur public, ce militaire qui, lors du dernier procès de la Calle de Cambios, prononça la phrase célèbre : « Il faut que les yeux se ferment à la raison ! » On ne sait rien de plus (1).

∴

L'arrivée en Espagne du général Toral, qui capitula à Santiago-de-Cuba, a donné lieu à une explosion d'indignation populaire. Lorsque le peuple de Vigo vit en quel pitoyable état revenaient les soldats rapatriés, il se rendit à la rencontre de Toral et l'accueillit avec des cris de mort. Sous une grêle de pierres, le général dut se réfugier à bord du transatlantique qui l'avait amené. Il s'enfuit incognito le jour suivant, mais des femmes l'ayant reconnu, le peuple vint l'insulter une fois de plus. Durant le trajet de Vigo à Madrid, il fut encore l'objet d'une agression à Bejar et dut se cacher après avoir tenté en vain de calmer les esprits.

A Santander, les soldats rapatriés se révoltèrent, mais les autorités parvinrent à dominer le tumulte. A la Corogne, les femmes s'emparèrent d'une caserne. A Bilbao, il y eut aussi une émeute ; la garde civile intervint et fit plusieurs arrestations. Ces faits préoccupent le gouvernement et tout fait supposer que lorsque les soldats seront tous rapatriés et disséminés en Espagne, le récit qu'ils feront de leurs souffrances engendrera cette explosion d'indignation que la presse, bâillonnée, ne peut provoquer.

Chaque jour, des vapeurs ramènent des malades par centaines, et c'est par douzaines que l'on compte les morts qui, en cours de route, doivent être jetés par-dessus bord. Rien que sur le *Cheribon* il en mourut 120. La mortalité augmente en Espagne depuis que les soldats contaminés vont mourir dans leurs foyers. Il faut prévoir que 50 0/0 des rapatriés ne pourront résister aux souffrances sans nombre que l'administration gouvernementale leur fit endurer. A Cuba, il reste à rapatrier 18.000 malades gravement atteints. Aux Philippines, c'est l'armée tout entière qui est contaminée et mutilée, au point qu'il faudra la faire revenir et la remplacer par une autre.

On commence à connaître le chiffre de ce que la guerre avec les Etats-Unis nous coûta ; la frivolité de 380 millions de douros (le douro vaut 5 francs) ; le rapatriement coûtera 80 millions ; il faut ajouter cela à ce qu'a coûté la guerre des Philippines et aux trois mille millions de pesetas dépensées durant la campagne contre l'insurrection cubaine. « Tous les ministres conviennent que l'avenir financier de l'Espagne se présente sous de sombres couleurs » (*Publicidad* de Barcelone). Mais cela n'empêche pas que l'on gaspille des milliers de pesetas pour couvrir les frais de la commission de la paix, actuellement à Paris. Le président touchera 12.000 francs par mois, les membres ayant droit de suffrage 8.000, et les auxiliaires 2.000 francs. La commission se compose de 21 individus.

∴

Les Cortès étant closes, les « padres pequeños de la patria » (députés) sont retournés à leurs résidences d'été et les chefs de groupes politiques ont entretenu leur verve en donnant ces jours derniers leur opinion sur la marche des affaires publiques. Une pluie d'opinions, d'où l'on déduit « que tout le monde politique s'est fourvoyé, que tout le monde public est responsable de la catastrophe et qu'il faut suivre une autre voie ». D'horizons réellement nouveaux, on n'en voit aucun. Routines, intentions de récidives, ambitions et cynismes. Le peuple se contente d'écouter, pour le moment, mais chacun se rend compte que ce silence prolongé est le précurseur d'une tempête qui tôt ou tard éclatera.

La seule note radicale a été donnée par Pi y Margall, le chef des fédéralistes. Son programme est beaucoup plus révolutionnaire que celui des socialistes d'Etat qui, eux, n'ont pas ouvert la bouche.

Les anarchistes sont encore désorganisés et nous ne pouvons faire grand'chose. La *Idea Libre* est maintenant hebdomadaire et la *Revista Blanca* se soutient sans grands résultats, en dépit de la bonne volonté de son directeur.

La misère augmente chaque jour, et les suicides aussi. Les ouvriers de la fabrique Ledo, de Barcelone, se sont mis en grève, à la suite d'une baisse des salaires.

Au résumé, une véritable débâcle, causée par la sacro-sainte autorité mise au service de cette bourgeoisie rapace et cléricale qui exploita la péninsule et les colonies comme un véritable pays conquis. Toujours la même histoire.

URANIA.

(1) Des lettres particulières nous ont appris que nombre de camarades purent passer la frontière avant l'arrivée des policiers.

Nous savons en outre que, parmi les anarchistes détenus, cinq camarades furent bâtonnés dans le palais du gouverneur civil, dans ce même palais où furent martyrisés les compagnons arrêtés à la suite de l'attentat du Liceo. Nous aurons bientôt plus de détails sur ces faits qu'il était facile de prévoir. (N. D. T.)

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

L'on nous prie d'annoncer que l'administration de *La Misère* est transférée 7, rue Jeanne, Paris.

∴

Le groupe *E. S. R. I.* se réunit dorénavant 5, rue de l'Arbalète. Tous les mercredis, à 9 heures, causerie par un camarade.

∴

SAINT-ETIENNE. — Grande soirée familiale organisée par les *Libertaires* de la région stéphanoise.

Le 6 novembre 1898, à 2 heures du soir (ancienne salle Magand), Bouchet Hyvert, au premier, cours Victor Hugo.

Prix du billet de tombola, donnant droit à l'entrée : 30 centimes.

Causerie par un camarade sur l' « agitation actuelle ». — Déclamation ; concert suivi de bal. — Superbe tombola où figureront de très beaux lots.

Les camarades qui désirent y prêter leur concours sont invités à se réunir le dimanche 23 octobre, au Bon Coin stéphanois, en face le théâtre, à 3 heures du soir.

∴

JEMEPPE-SUR-MEUSE. — Dimanche 16 octobre, à 2 heures, au Casino de Lize-Seraing, grande conférence publique.

Orateur : Flaustier.

Sujet : L'Affaire Dreyfus et les turpitudes du militarisme.

∴

BRUXELLES. — Les camarades désireux sincèrement de donner une nouvelle impulsion à la vente des journaux libertaires de Paris sont priés très instamment de ne pas oublier la réunion du samedi 15 octobre, à la Brasserie belge.

∴

Les membres de l'*Affranchissement*, de Bruxelles, se rencontrent tous les lundis, à 8 h. 1/2 du soir, en leur local, à la *Mutualité*, rue des Pierres, 38. Les séances ont lieu le premier et le troisième lundi du mois.

Tous les libres penseurs y sont invités et peuvent participer aux discussions.

Les citoyens désireux de se faire entendre comme conférenciers seront les bienvenus.

Prière aux journaux socialistes et libres penseurs de reproduire le présent avis.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Armée contre la nation, par U. Gohier, 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.

Vive l'armée ! par le capitaine G. Nércy, 1 vol. chez Tolra, 28, rue d'Assas.

Dictionnaire Maurice La Châtre, livr. 12, 11, rue Bertin-Poirée.

De chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot : *Socialisme et Liberté*, 1 vol., 3 fr., par Rienzi. — *Formes et essence du socialisme*, par Merlino, 1 vol., 3 fr. 50. — *Le Socialisme au jour le jour*, par J. Guesde, 1 vol., 3 fr. 50. — *Esquisse d'un tableau raisonné de la richesse*, par M. Tessonneau, 1 vol., 2 fr.

A lire :

L'Ecole et l'apprentissage de la docilité, par Roorda van Eysinga, nos XIV et XV de l'*Humanité Nouvelle*.

Désarmement, par A. Retté, *La Plume*, 1er octobre.

AVIS

La douzième feuille de notre album vient de paraître ; c'est *La Vérité au conseil de guerre*, par Luce. Elle est en vente, comme les précédentes, au prix de 1 fr. 40, franco, en tube ; 3 fr. 50 l'édition d'amateur.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Willaume.* — **Les Errants,** *par Rysselbergh.* — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann Paul.*

Il ne reste plus que deux collections complètes, ordinaires, vendues 25 francs, et une d'amateur, 50 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

Au camarade qui nous a envoyé *Babouc*. — A déjà été publié dans le 1er numéro du vol. II du Supplément. Merci pour les autres, ils vont bien.

Café Warward. — Reçu timbres. Cela va bien comme cela.

V., à Pittsburg. — Bien reçu. Nouvel abon. finit à fin février.

G. N., rue du F. — Je n'ai plus *Germinal*. Ai expédié d'autres en place.

H. B., à Bordeaux. — Nous pourrions accepter ce prix-là, si vous en preniez un cent, sans invendus. Mais au chiffre que vous demandez, non.

Reçu pour les grévistes : Gowone, 4 fr. 25. — B., à Argenteuil, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : D. et G., à Mâcon, 1 fr. — X. X., 5 fr. — G., à Nantes, 0 fr. 50. — Bourg-de-Péage, par D., 0 fr. 45. — Roubaix, collecte au groupe *Les Libertaires*, 2 fr. 70 ; Anonyme, 1 fr. ; Jeandetrop, 0 fr. 30. En tout : 4 fr. — T., Parana, 121 fr. 45. — D., 3 fr. — E. J. V., 0 fr. 50. — P., 0 fr. 50. — Epinal, cinq compagnons, 1 fr. 50. — G. B., 5 fr. — P., 5 fr. — H., à Argenteuil, 1 fr. — D'un compagnon d'Amiens, 0 fr. 25. — R., à Rouen, 1 fr. — Bourges, deux troufions qui ont la Grande Famille dans le blair, 0 fr. 50 ; Un petiot gas qui se saigne aux quatre veines pour que les *Temps Nouveaux* ne sombrent pas, 5 fr. ; Un miséreux, 2 fr. En tout : 7 fr. 50. — N., à Marseille, 20 fr. — Merci à tous.

Reçu par Ardouin pour l'Ecole libertaire (Marseille) : Un atelier de L., 5 fr. — Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. — L'Escargot, 5 fr. — (L'Escargot, 5 fr. pour Etiévant, remis au groupe des détenus.)

Mme H., à Alais. — B., à Givors. — S., à Cette. — J. H., à Rotterdam. — D., à Bourg-de-Péage. — M., à Anvers. — C., à Nice. — S., à Montpellier. — J. P., à Pinerolo. — B., à Limoges. — M., à Avignon. — N., à Alger. — M., à Verviers. — R., à Villiers. — G., à Cavaillon. — R., à Roanne. — E., à Montpellier. — C., à Marseille. — B., à Agen. — V., à Marseille. — A. L., à Hyères. — N., à Rouen. — C., au Chambon. — C., à Grenoble. — L., à Reims. — G., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Verviers

Chez Montulet, Pont-aux-Lions, et chez les principaux marchands de journaux.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

QUATRIÈME ANNÉE, N° 26 — DIX CENTIMES — DU 22 AU 28 OCTOBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50
Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »
Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Nous n'avons pas de supplément cette semaine. Comme c'est appelé à se reproduire assez souvent, cela devient fastidieux de l'annoncer à chaque fois. Nos amis doivent savoir que nous faisons tout ce que nous pouvons. Lorsqu'ils ne le verront pas, ils sauront qu'il nous a été impossible de faire autrement.

AUX JEUNES

Jeune homme,

C'est à toi que je m'adresse aujourd'hui, car ton cœur n'est pas encore fermé aux idées généreuses.

Demain, tu seras lancé dans la vie, tu connaîtras la mêlée farouche, la lutte des intérêts et des ambitions, l'âpre curée avec ses fureurs et ses passions.

Tu verras les hommes prêcher la morale du sacrifice et de la vertu, pratiquer eux-mêmes celle de la force et de l'argent.

Devant un tel contraste entre les apparences et les faits, tu te diras sans doute que notre morale est une morale de mots, non de vérités, incompatible avec la science, incapable de satisfaire le cœur humain.

Quant à moi, je ne veux point t'apprendre des préceptes tout faits ou des formules vides; je ne désire qu'ouvrir ton cerveau à la vérité.

Aime la vérité, car ton cœur a besoin d'amour et il n'y a de beau que ce qui est vrai.

Cherche la vérité, sincèrement, avec passion, car l'erreur, le doute et l'indémontrable révélation laissent dans le cœur une souffrance amère.

Clame la vérité, car seule la foule éclairée peut agir dans le sens du progrès.

Que la science, en un mot, soit ta seule moralité.

N'aie point de culte, car le vrai n'a pas besoin d'adoration. Ne te prosterne ni devant les idoles, ni devant les statues, car à toute image, quelle qu'elle soit, répond un acte de foi. N'adopte aucun drapeau, car toujours à l'idée survit le symbole qui devient un motif d'adoration.

Par cela seul que tu es homme, ne t'incline point devant les hommes, ne t'incline point devant leurs lois. Tout ordre avilit qui le donne et meurtrit qui le reçoit.

Ne juge point les hommes, car chacun d'eux agit suivant une impulsion due à l'atavisme, à l'éducation, aux milieux — et nul n'est responsable ni de ses ancêtres, ni de ses concitoyens, ni de sa faculté de recevoir telles ou telles impressions.

Ne reconnais point aux hommes le droit de te juger : tu ferais ainsi l'implicite aveu de la supériorité de l'homme sur l'homme, du droit de la force et de la légitimité de la vengeance.

Dans cette voie âpre et douloureuse, tu verras tous les appétits se déchaîner contre toi. Tu verras, prêts à t'accabler, les adorateurs et les profitants de l'ordre établi, et aussi, hélas! ceux-là mêmes qui en sont écrasés.

Mais qu'importe! un groupe quelconque n'est qu'une somme d'individualités actuelles, représentant d'autant mieux le présent que ces individualités sont plus nombreuses. L'opinion représente un état d'esprit actuel et passager : elle ne pourra influer sur toi.

Peut-être les hommes, soumis aux influences ataviques de la violence, vengeront-ils sur toi leurs lois outragées. Mais devant leurs tribunaux, dans leurs bagnes, sur leurs échafauds, il te restera la suprême satisfaction d'avoir été un des ouvriers du progrès.

X.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

DIALOGUE PENDANT LA GRÈVE

Né au pays du Travail-Libre, mon compagnon s'étonna du spectacle qu'offrait alors, un peu partout, la cité du Capital.

— Que font là, me dit-il, ces ouvriers immobiles, sur deux rangs, comme attachés au sol, tandis que les autres vont et viennent dans la hâte du labeur et semblent ne pas suffire à la besogne? Pourquoi, au lieu de ces habits de grosse laine et de couleur vive, ne portent-ils pas, eux aussi, une cotte en toile blanche qui laisserait leur corps plus souple et plus libre de se mouvoir pour le travail? Et pourquoi ne se servent-ils pas de l'outil qu'ils tiennent entre leurs doigts comme les autres se servent de leur truelle ou de leur marteau?

— Ceux-là, répondis-je, ne sont pas des travailleurs, mais des soldats. La lame que tu leur vois aux mains n'est pas un outil, mais une arme. Ce n'est pas à tailler la pierre ni à gâcher le mortier qu'elle leur sert, mais à labourer de la chair humaine. Contre des poitrines vivantes, seulement, ils doivent en faire usage.

Il y a peu de temps encore, tout un monde bruyant de travailleurs animait ces chantiers. Or, un jour, s'étant concertés, les constructeurs de maisons décidèrent de quitter le travail. Et, de crainte qu'ils reviennent débaucher leurs camarades, ces soldats sont là, prêts à faire usage de leurs armes.....

A ces mots, d'autres étonnements se peignirent sur les traits de mon compagnon et il reprit :

— Comment se peut-il que des hommes — à moins d'être estropiés ou malades — préfèrent l'oisiveté au travail? Se dérober au travail! En quelles natures perverses de tels désirs peuvent-ils donc naître! Le travail! Mais n'est-il pas, partout, l'usage naturel de la vie, n'est-il pas l'intérêt de la vie, n'est-il pas la vie elle-même? N'est-il pas la dépense nécessaire de la force emmagasinée dans nos muscles, l'emploi de l'intelligence acquise par notre cerveau?

Eh quoi! ces hommes ont appris un métier. Ils ont enfoui dans ce métier des prodiges de patience, des prodiges de volonté. Ils y ont goûté les plus grandes joies de la vie, joie de l'effort utile, joie de l'effort vainqueur. Et ils peuvent vivre, maintenant, loin de leur métier! Depuis des années leurs mains sont habituées à la caresse des mêmes outils et ils jettent là leurs outils!

L'étranger s'échauffait de plus en plus. Il y avait dans sa surprise comme une colère :

— Où se cachent-ils donc ces déserteurs du travail, ces traîtres à la cité, eux qui avaient promis : Nous construirons ici une demeure, et qui abandonnent leur tâche sans l'avoir menée à bien? Osent-ils, après avoir esquivé leur part des charges sociales, supporter les regards de leurs frères! Eux qui refusent d'accroître la richesse commune, osent-ils prélever encore sur cette richesse pour leurs besoins? Et que répondraient-ils si le tisserand et le boulanger venaient à eux et disaient : « Sans perdre un jour nous avons pétri et cuit votre pain, sans perdre un jour nous avons tissé l'étoffe de vos vêtements, pourquoi notre maison n'est-elle pas prête? » Oui, je vous le demande, que répondraient-ils?

Je dis alors à mon tour :

— Le travail dont tu parles, les hommes de cette cité ne le connaissent pas. Ce n'est pas pour exercer leurs muscles et leur cerveau, ce n'est pas en vue de la besogne choisie, aimée et comprise, qu'ils manient de lourds outils, ou de minutieux instruments ou qu'ils s'attellent aux machines. Les producteurs de cette cité obéissent à des ordres donnés grossièrement, et ils y obéissent presque toujours sans savoir pourquoi. Ils sont parmi leur labeur comme ces chevaux que leurs œillères empêchent de rien voir, à gauche ni à droite, hors la route tracée. Ce ne sont pas des travailleurs, mais des esclaves. A les voir à l'œuvre, ces parias, on dirait qu'ils expient durement, chaque jour, le crime de nourrir leurs frères, de les chauffer, de les vêtir et de leur construire des demeures.

Jamais ils ne pensent que de leur labeur s'alimente toute la vie de la cité. Le principe de leur activité, la raison de leur effort, parfois surhumain, ne sont pas dans la fierté de se savoir utiles. Seule la faim les aiguillonne. Car on ne leur permet pas de manger avant d'avoir fourni toute la tâche. Chaque soir, en échange des merveilles sorties de leurs mains, il leur est remis un peu de mauvaise nourriture pour eux et pour les leurs.

Les hommes de cette cité ne sont pas des travailleurs, ce sont des salariés. Lorsqu'ils ont peiné durement, tout un jour, ils ne se sont pas enrichis les uns les autres de tout ce labeur accumulé. Le seul qui se soit enrichi, c'est le maître, le patron. Et de cette richesse énorme, ajoutée à la richesse de la veille, le patron n'abandonne au salarié que tout juste de quoi reprendre courage pour un nouveau jour de servitude, un nouveau jour d'exploitation.

Contre ce travail sans repos et sans noblesse, ce travail qui harasse les corps, souille les âmes, où il n'est d'autre règle que le caprice du plus riche, d'autre mobile que le cri brutal de la faim, comprends-tu maintenant que les hommes de cette cité entrent parfois en révolte? Oui, il leur arrive de déserter le chantier, d'abandonner l'usine... jusqu'à ce que la faim les ramène au collier de misère, comme la faim ramène la bête de somme sous le joug. Voilà ce qu'on appelle chez nous : la grève. Et ce ne sont pas, comme tu croyais, les pires des citoyens, les paresseux, les égoïstes, les insociables qui se mettent en grève. Ce sont les meilleurs, au contraire, ceux dont l'intelligence et le cœur ne peuvent s'avilir toujours à des besognes de tâcherons stupides, ceux dont la fierté rougit de l'aumône qu'on leur jette, chaque soir, comme à des mendiants.

Oui, nous n'avons pas d'autre moyen, nous autres, pour affirmer notre respect et notre amour du travail, que de nous rebeller contre lui, de le trahir et de le quitter. Souviens-toi de ceci, étranger. Tu verras chez nous beaucoup d'inconséquences, tu éprouveras plus d'une tristesse. Jamais tu ne pourras mieux mesurer l'étendue du malheur où nous maintiennent des êtres de meurtre et de rapine.

Cette fois, mon compagnon avait compris, et déjà il s'avançait vers les esclaves qui bâtissaient tristement, voulant leur apprendre le chemin de la cité du Travail-Libre, quand les soldats abaissèrent leurs armes contre sa poitrine.....

Charles-Albert.

L'ÉCOLE LIBERTAIRE

L'essai d'école de vacances entrepris par l'école a eu lieu au mois d'août. Une vingtaine d'enfants, environ, nous ont été confiés par les parents.

Au point de vue matériel, les camarades chargés de l'organisation s'en sont admirablement bien tirés, et les enfants étaient enchantés de leur séjour au bord de la mer.

Malheureusement, il n'en a pas été tout à fait de même, quant aux résultats démonstratifs que nous espérions en tirer. Pour une foule de raisons qu'il serait trop long d'énumérer, mais surtout par suite de notre inexpérience, la tentative n'a montré rien de saillant quant aux résultats nouveaux que nous escomptions d'avance.

Mais la tentative aura été bonne quand même, puisqu'elle nous a mis aux prises avec les difficultés, et nous a démontré tout ce que nous avions à surmonter. Nous ne demandons qu'à apprendre.

Au point de vue financier, voilà la situation :

Il a été dépensé, tant en voyage qu'en nourriture et location et autres frais de séjour : 1.466 fr. 10. Il a été payé par les parents des enfants : 645 francs. C'est donc 821 francs qui ont été déboursés par la caisse de l'école.

Il nous reste disponibles 1.190 fr. 70. Nous voulons, avec cela, essayer d'organiser des cours du soir pour les adultes, et des promenades instructives pour les enfants, les jeudis et les dimanches, en attendant d'avoir trouvé les fonds pour commencer réellement l'école.

Seulement, nous aurions besoin du concours de tous. Nous faisons donc appel à tous les amis connus ou inconnus, à tous ceux qui pourraient nous aider, d'une façon ou de l'autre, aux professeurs surtout pour les cours, et nous leur demandons de se faire connaître.

Adresser tout ce qui concerne l'école au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

J. Grave.

DES FAITS

Le Dr Wynn Westcott, coroner, a fait une enquête ces jours passés à Shoreditch Coroner's Court au sujet de la mort d'un enfant, John William Slater, âgé de deux ans, fils d'un ouvrier en pantoufles.

Rosina Slater, la mère de l'enfant, une pauvre femme vêtue misérablement, dépose que le défunt souffrait d'un rhume (coqueluche) et qu'ils étaient trop pauvres pour demander les soins d'un médecin. Elle s'est bornée à le tenir chaudement, mais il mourut le mercredi matin.

Le coroner : Que fait votre mari?

Le témoin : Il fabrique des pantoufles.

Le coroner : Combien gagne-t-il?

Le témoin : Nous travaillons tous deux à cette fabrication, mais nous ne gagnons guère.

Le suppléant du coroner : Ils gagnent trois pence et quart (32 cent. 42) par paire de pantoufles, mais ils ont à payer un demi-penny (0 fr. 05) pour l'achat du carton qui double les semelles.

Le coroner : Combien de paires peuvent-ils faire par jour?

Le témoin : Eh bien, si nous nous y mettons tous deux pendant *dix-huit heures*, nous pouvons en faire une douzaine de paires par jour.

Un juré : C'est une honte! Quoi, cela ne fait pas deux pence (0 fr. 20) par heure pour vous deux!

Le témoin : Je n'étais pas toujours capable d'aider au travail, car j'avais à prendre soin de l'enfant, il me prenait beaucoup de mon temps lorsqu'il était malade.

Le suppléant : Ce sont des travailleurs durs à la besogne, je sais qu'ils n'avaient pas suffisamment à manger. Ils occupent un misérable galetas dans lequel ils vivent, travaillent, mangent et dorment.

Le coroner : Voilà un cas bien triste, et comme le tronc des pauvres contient huit shillings, je les leur donne pour les aider quelque peu.

Le président du jury : Je suis un homme pauvre, mais je veux aussi donner ma part, soit 10 shillings.

Le suppléant du coroner : C'est une cause digne d'intérêt. Ils ont dépensé leurs derniers deux pence, les seuls qu'ils avaient au monde, pour acheter de l'eau-de-vie pour humecter les lèvres de leur enfant.

Un juré : *Leur vie est pire que l'esclavage ; ils usent leurs doigts jusqu'aux os, pour permettre à d'autres de se vautrer dans la richesse!*

(*Daily News*.)

Des nouvelles qui nous parviennent du camarade Etiévant, il résulte qu'on lui a interdit de communiquer avec son défenseur Me Le Baron. D'autre part, des livres de mathématiques, qu'il avait emportés pour pouvoir étudier, lui ont été enlevés.

Fort probablement, les règlements autorisent ces tracasseries. Mais, admirez l'ingéniosité de ces geôliers qui trouvent le moyen de tracasser les gens en leur compliquant les vexations. Le camarade Etiévant trouvait une consolation à étudier. On l'en empêche. Comme quoi la torture n'est pas abolie sous toutes ses formes.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Pas de chance. — Ah! sacrongnieugnieu! Ces n... de D... de dreyfusards l'ont échappé belle! Sans une poignée de sales pékins qui ouvrent l'œil et le bon pour protéger leur gueuse de République, on liquidait d'un coup cette fichue affaire qui donne tant de fil à retordre à l'honneur de l'armée. Les circonstances étaient si favorables! Paris est bondé de troupes; l'ami Zurlinden est encore gouverneur de la capitale; ce cher de Pellieux est toujours commandant de place; comme le drapeau au vent, ça ne faisait pas un pli. Et puis enfin, on a assez des faux! On allait pouvoir avec du sang français écrire, dans les annales patriotiques, une bonne page, authentique celle-là! Une si bonne occasion de revenir à la vertu! L'honneur de l'armée joue décidément de malheur; est-il donc condamné aux faux perpétuels? Et faudra-t-il, sur le front de nos généraux, graver la devise que portait sur le sien l'assassin Frey : Pas de chance?

Voilà qu'il va falloir recommencer à discutailler, — et on n'aime guère la discussion dans l'armée — à se disculper, à mentir nécessairement et à fabriquer des faux. Quand cela finira-t-il?

Ou bien est-ce réellement la fin de la domination militariste et l'avènement du règne de la raison qui s'annonce, ainsi que l'affirment ces gredins de révolutionnaires? Que le bon Dieu du père Didon et le saint Michel de Cuverville nous protègent!

* * *

La Grève. — Paris continue d'être en état de siège. Ce ne sont que soldats, cavaliers, fantassins, jouant le rôle quelque peu burlesque des carabiniers d'Offenbach. Par moments, une escouade se détache, fait résonner les rues du bruit de ses bottes ou du cliquetis des sabres, puis bientôt après, rentre, l'œil fier et la moustache conquérante, avec le légitime orgueil d'avoir encore une fois enfoncé une porte ouverte.

Cependant la grève se poursuit, aussi calme que les premiers jours. Mais voilà! Le capital s'est senti menacé par cette grève générale. Il a eu peur, et a appelé l'armée à son secours; et comme l'armée, quoi qu'on dise, n'a d'autre raison d'être que de protéger les intérêts des capitalistes, on a massé des troupes partout où ces intérêts semblaient compromis.

C'est ainsi que les gares ont été occupées militairement, bien que le nombre des grévistes fût infime. Mais, criminels imbéciles, qu'auraient fait toutes vos baïonnettes contre la volonté bien arrêtée des employés de chemins de fer de cesser tout travail? Voyez donc le calme inaltérable des grévistes des autres corporations. Qu'ont fait, depuis un mois, vos patrouilles, vos provocations perdues dans le vide, ces coups d'épée dans l'eau? Ont-elles étouffé une seule revendication? Habitués à une domination absolue par la force, vous vous leurrez de la douce illusion qu'il suffit de dire : « Je veux! » pour que vos esclaves obéissent. Mais quand ceux-ci, conscients de leur droit et de leur force, répondront : « Je ne veux pas! » toutes vos injonctions les plus impératives et les plus furibondes s'en iront en fumée.

Cernez les gares et les chantiers tant qu'il vous plaira. Ce n'est pas avec des baïonnettes qu'on ébranle des locomotives et qu'on élève des maisons.

* * *

La Propriété. — La *Fronde* raconte un fait révoltant. Il est, à Aubervilliers, un marchand de vins, propriétaire d'une maison dont les logements sont d'affreux taudis.

« C'est, dit la *Fronde*, dans une sente tortueuse, puante, où le regard s'attriste à chaque pas, par les tableaux sombres que l'on entrevoit, derrière les croisées des bicoques lépreuses. Tout est noir, sale, vermineux : les petits, sur le seuil des portes, montrent leurs visages bouffis par la chlorose; ils jouent sans gaieté, sans éclat de voix, déjà sérieux comme des hommes...

« Dans une chambre de quelques pieds, aux murs lézardés, d'où le papier détaché pend en larges lambeaux, sur un matelas, au milieu de couvertures et de chiffons sordides, une femme gît, la tête enveloppée d'un mouchoir. »

Cette malheureuse a été rossée par son propriétaire, marchand de vins, non pas parce qu'elle a du retard dans le paiement de ses loyers, mais parce qu'elle n'achète pas de vin. Il est d'ailleurs coutumier du fait, elle n'est pas la première à avoir subi un pareil traitement de cet aimable propriétaire qui exige que ses locataires dépensent chez lui leur salaire.

Le commissaire de police, mis au courant de ces faits, a laissé entendre qu'en ces temps de grève, sa sollicitude était appelée ailleurs. Il est certain qu'un fonctionnaire désireux d'avancement n'ira pas prendre parti pour un miséreux contre un propriétaire, surtout en un temps où la lutte est dé-

clarée entre travail et capital. Ce serait aller contre la raison d'être de sa fonction qui consiste à protéger toujours et quand même le capital contre les atteintes possibles du travail.

André Girard.

* * *

Ramon Sempau. — Nous avons appris avec un grand plaisir l'acquittement de Sempau, qui, il y a plus d'un an, avait tiré des coups de revolver sur le tortureur Portas, et l'avait blessé. Bien que le ministère public n'eût requis que les travaux forcés, le conseil de guerre avait condamné Sempau à mort. D'où annulation du jugement. Mais à la suite des protestations contre les supplices de Montjuich, on n'a pas osé condamner une seconde fois Sempau. Rendu aux tribunaux civils, le jury l'a acquitté — après une longue année de prison et de souffrances physiques et morales.

Défense de vivre! — La femme d'un gréviste, n'ayant pas mangé depuis trois jours, a abandonné son petit garçon de deux ans « à la personne charitable qui voudra s'en charger » (ce fut l'Assistance), et est allée se jeter dans la Seine. — Un cantonnier de la ville de Paris s'est empoisonné avec de la morphine, parce qu'il ne pouvait subvenir aux besoins de ses six enfants et de sa femme malade.

Les bêtes des bois n'abandonnent pas leurs petits et ne se tuent pas; elles vivent et font vivre leurs petits, parce qu'elles ne sont point esclaves les unes des autres, et s'emparent de la nourriture où elles la trouvent. Elles ont le droit de vivre — parce qu'elles le prennent.

Les hommes, eux aussi, pourraient prendre ce qui leur est nécessaire pour vivre, à eux et à leurs petits, car il y en a pour tout le monde, et plus qu'il n'en faut. Mais cela est interdit aux pauvres. Ils abandonnent leurs enfants et se tuent. Ils n'ont pas le droit de vivre, parce que la société le leur refuse, et qu'ils ne savent pas le prendre.

Expulsion. — Joséphine Dondé, quarante ans, 26, rue des Ecoles, à Pantin, ne pouvant payer son terme, le propriétaire lui notifia un arrêt d'expulsion. Sans ressources, ne sachant que devenir, elle s'est asphyxiée.

Le propriétaire doit être content. Il a ce qu'il voulait, et au delà. Joséphine Dondé est expulsée, non seulement de son logement, mais encore de l'existence. Désormais, elle ne gênera plus personne. Dors tranquille, propriétaire.

Le mot propre. — *Le président* : Quel est votre état civil? — *Le prévenu* : Mais vous l'avez devant votre gueule, vous pouvez le lire. — *Le président* : Qu'est-ce que vous venez de dire? — *Le prévenu* : J'ai dit : « Vous l'avez devant votre gueule, vous pouvez le lire. »

Pour outrages à un magistrat, le tribunal a condamné un homme qui connaît si bien la propriété des termes qu'il emploie, à deux ans de prison.

Ainsi, les juges peuvent traiter l'accusé de tous les noms, l'appeler bandit, crapule, lui dire qu'il a une tête d'assassin, — et l'accusé n'a pas le droit de répondre sur le même ton? Sous peine d'un châtiment exorbitant, il lui faut rester poli sous les outrages; et cette chose rasée, grimaçante, hideuse, qui va du front des juges à leur menton, il faut qu'il appelle ça une figure? Ah non!

Lucidité. — A Nontron, un inconnu a tiré un coup de revolver sur le procureur de la République, sans d'ailleurs lui faire aucun mal. C'est tant mieux pour le procureur. On a arrêté le mauvais tireur, et l'on veut voir en lui un déséquilibré. Quoi! c'est être déséquilibré que de tirer sur un procureur de la République?... Ah! par exemple!

Un patriote. — Une fois de plus (on ne les compte plus), nos vaillantes troupes se sont couvertes de gloire (Assez! assez!). Elles n'ont pas encore pris Berlin, non, mais quelque part dans le Soudan, elles ont capturé des nègres : le chef Samory, sa famille, ses soldats. Ce *rebelle* était, au vrai, un patriote déterminé défendant son Alsace-Lorraine contre l'envahisseur. Seulement, la peau de ce revanchard est noire. Alors, vous comprenez, ça change la question. La résistance héroïque devient « une œuvre néfaste de ravages et de dépopulation ».

C'est égal, je ne puis me défendre d'une secrète sympathie pour ce nègre. Les patriotes sont toujours haïssables, mais moins quand ils se battent que quand ils pérorent. Et encore qu'elle fût noire, ô Déroulède, celui-là y allait de sa peau.

Conseils de cabinets. — La Société Française des Chalets de nécessité en Russie fait un appel de fonds et invite le public à lui apporter son argent — cet argent qui n'a pas d'odeur. Dans cette affaire, qui a surtout rapport à la vidange, le patriotisme (c'est bien là sa place) ne perd pas ses droits. « Il ne s'agit pas ici, disent les affiches, d'un placement étranger; mais dans les circonstances actuelles, — nous n'avons pas besoin d'insister — la Russie ne peut être considérée par la France comme un pays étranger. » Non, la m... russe ne peut pas être considérée par la France comme de la m... étrangère, non, cent fois non! Vive le tsar!

Ses mémoires. — L'auteur des *Lettres à Mme de Boulancy* (édition du *Figaro*) a repris sa bonne plume. Lui aussi veut conter au public les « Aventures de sa vie » : comme quoi il fut zouave du pape afin d'égorger les infidèles, puis postula chez le Grand Turc pour massacrer les chrétiens; comme quoi il fut officier français dans l'armée allemande, ou officier allemand dans l'armée française; comme quoi il se fit entretenir par les israélites, puis voulut exterminer tous les juifs; comme quoi il engageait ses parents à placer leur argent chez lui (à fonds perdus), etc... etc... Sans oublier ses démêlés avec cette « drôlesse » qu'il eût bien voulu faire venir à Sfax : « Un de mes spahis, avec un fusil qui partirait comme par hasard...... »

Allons, cela va nous faire de la lecture pour cet hiver.

R. Ch.

* * *

Perpignan. — Les Français ont tellement l'habitude de subir les vexations, lorsqu'elles émanent d'un monsieur affublé d'un costume pas tout à fait pareil aux autres, que ces derniers se croient tout permis.

Dernièrement, c'est le commissaire de cette ville qui s'est avisé de convoquer à son bureau un de nos amis qui lui était dénoncé comme anarchiste, et à qui il voulait faire subir la mensuration! Notre ami s'y est refusé, mais que dire de l'outrecuidance de ces gens-là!

J. G.

Hawaï.

Etat économique et social des indigènes hawaïens.

Les îles havaïennes sont devenues, surtout en ces dernières décades, un centre intéressant.

Au commencement du dix-septième siècle, déjà les îles avaient été découvertes par le célèbre navigateur espagnol Guano, et plus tard, vers la fin du dix-huitième, elles furent retrouvées par l'aventurier anglais Cook qui fut tué dans l'île de Hawaï même, lors de sa troisième entreprise de brigandage.

Les naturels du pays sont de couleur bronzée et ont probablement une origine commune avec les autres Polynésiens qui habitent les îles éparses dans la zone méridionale du Pacifique.

Le grand défaut des Hawaïens, c'est le manque de courage et le penchant à la soumission. Il n'y a pas de mot dans leur langue pour exprimer l'idée de liberté, et la grande majorité préfère encore la reine détrônée à l'indépendance, malgré toutes les trahisons de leurs chefs au profit des missionnaires.

Au point de vue économique, ils sont communistes et ils ont conservé jusqu'à présent leurs préférences pour le communisme, malgré la corruption de la propriété privée introduite dans le pays avec les missionnaires.

Les indigènes sont très sensibles aux beautés de la nature. Dans leurs visites ou au cours de leurs promenades, ils aiment à se parer de guirlandes de fleurs et de verdure. Une guirlande, chez eux, c'est un cadeau d'amitié et de bienvenue. Très bien doués pour la musique, ils ont à Honolulu une musique qui ne déparerait pas une ville de premier ordre en Amérique ou en Europe. Ils aiment aussi la danse.

Presque tous savent lire et écrire dans leur langue. Ils impriment plusieurs journaux hebdomadaires en langue kanaka et beaucoup d'entre eux connaissent l'anglais.

Leur culture principale est celle du taro, plante aquatique avec laquelle ils préparent le *poi*, sorte de mets qui est pour eux comme la *polenta* pour les Lombards. Ils aiment surtout le poisson et la viande de porc. Mais ils mangent aussi du bœuf et du mouton qu'ils accommodent en ragoût. Leurs légumes sont les pommes de terre, les oignons, les tomates et les carottes. Comme fruits, ils ont des ananas, des cocos, des guava, des mangos et plusieurs sortes de noix. Ils boivent une sorte de thé amer, infusion d'une plante indigène, la kava, dont le goût est âpre, mais agréable.

Il n'y a presque pas de différence, aux îles Hawaï, entre l'été et l'hiver. On sème et on récolte pendant toute l'année sous ce climat. Aussi les indigènes ne songent-ils à mettre de côté aucune réserve, et produisant au jour le jour, les chefs et les missionnaires ne peuvent que difficilement spéculer sur leur travail.

Beaucoup d'Hawaïens viennent travailler à la ville afin de se procurer quelque objet désiré. Puis, l'objet acquis, ils retournent chez eux et pendant quelques jours se donnent du bon temps, car leurs besoins en général sont bien minimes.

Bien qu'ils possèdent rarement de la nourriture d'avance pour une semaine, ils se montrent toujours affables et très généreux avec leurs semblables. Qu'on vienne leur offrir ou leur demander quelque chose, on est toujours bienvenu chez eux, sans distinction de race, et ils sont toujours prêts à partager avec tout le monde ce qu'ils possèdent.

Honolulu est une ville moderne de près de 30.000 habitants, fournie des dernières inventions, mais gangrenée aussi par toutes les spéculations. Beaucoup de jeunes gens, depuis la dernière décade, se sont laissé prendre dans l'engrenage. Mais beaucoup aussi, se méfiant de la civilisation, se sont retirés dans leurs huttes de paille où ils jouissent encore d'une certaine indépendance. Tout l'ameublement d'une hutte consiste en quelques nattes, pour se coucher, des couvertures, un pot allant au feu, une terrine pour préparer le « poi », quelques plats et un bidon à mettre chauffer l'eau. Le poisson se fait cuire dans une espèce de feuille se trouvant partout en abondance.

Les hommes et les femmes aiment à fumer le tabac

Les femmes, à la fois gracieuses et dignes, peuvent disposer d'elles-mêmes comme elles l'entendent. Souvent, trois ou quatre familles mettent leurs affaires et leurs intérêts en commun, s'accordant fort bien, même aux alentours de Honolulu.

La vie des Hawaïens comporte, en somme, beaucoup de noblesse et d'innocence et de cela se sont très bien aperçus les marchands de bibles pour en tirer profit.

La première bande de missionnaires américains a débarqué en 1820. Sachant que jadis l'amiral anglais Vancouver, qui avait apporté des semences et des outils, était considéré comme un bienfaiteur dans la contrée, ils s'y sont présentés comme des envoyés de l'amiral.

Les jésuites, ayant eu vent de cette manœuvre, sont venus s'établir au plus vite à côté de leurs concurrents protestants. Mais ceux-ci avaient déjà une telle influence sur les chefs, qu'ils ont réussi à expulser les jésuites en 1837. La place était libre alors pour s'emparer du pouvoir et procéder à l'établissement de la propriété par la démarcation des terres. Au bout de dix ans les évangélistes étaient les propriétaires légaux des meilleures contrées. Le premier pas était fait. Cependant ils n'avaient pas encore persuadé les indigènes de planter de la canne à sucre pour le plus grand profit de leurs bienfaiteurs. La religion chrétienne n'était pas encore acceptée par la masse qui respectait l'entente des chefs et des missionnaires.

Or, en 1853, arrive le bateau *Malary* avec la variole à bord. Cinquante mille indigènes moururent et rien ne faisait mieux l'affaire des missionnaires, car ce fut un prétexte pour appeler dans les îles des Chinois, qui, eux, allaient travailler aux plantations.

Les Chinois apportèrent avec eux la lèpre, seconde plaie pour les indigènes, qui en souffrent encore aujourd'hui dans l'île de Molakaï. Des indigènes, les missionnaires s'en moquaient. Mais les Chinois, viande à travail, et par conséquent viande précieuse, souffraient aussi de la terrible maladie et il fallait aviser. Nos bons philanthropes firent alors venir des Portugais sur les points les plus retirés de l'archipel, bien entendu. Seulement l'ouvrier portugais coûtait par mois cinq dollars de plus que l'ouvrier chinois et c'était encore une fois pour les missionnaires la ruine de leurs pures ambitions chrétiennes.

Les chefs, Kamehameha III, IV, et V avaient été traités comme de grands enfants. De Kalakua on était parvenu à faire un ivrogne, un débauché et un joueur, complètement prostitué aux intérêts du *pacte de famille*. C'est le nom que les missionnaires donnent à l'espèce de féodalité qu'ils ont établie sur les îles.

La reine Lilukulani, elle, était restée, quoique très religieuse, honnête et bienveillante pour ses sujets. Or, l'honnêteté étant regardée par les missionnaires comme un fait de « sauvagerie », ces civilisés conspirèrent contre cette pauvre femme qui, en attendant toujours quelque secours du ciel, se laissa chasser.

S. B. Dole fut nommé président jusqu'en 1900 et

le droit de vote fut concédé, mais seulement aux amis les plus proches, à peu près au nombre de deux mille. On les appelle les « Denizens ». Ils ont élu un congrès et un sénat, le tout pour la frime, il va sans dire, puisque le « pacte de famille » reste l'ordre suprême et le vrai pouvoir.

Depuis le mois de janvier 1893, époque où la monarchie fut renversée, les capitaux américains affluent dans le commerce et la spéculation. Et il y a à peu près dans les îles 20.000 coolies qui, pour 10 dollars par mois, travaillent comme des bêtes de somme.

Les missionnaires ayant à leur disposition autant de pauvres diables qu'ils peuvent en exploiter, il ne leur manquait plus qu'une chose: se faire défendre contre les récalcitrants possibles. C'est ce qu'ils ont obtenu en se jetant dans les bras de l' « oncle Sam » qui entretient ici, à ses frais, 2.000 soldats, prêts à massacrer, le cas échéant, les travailleurs rebelles.

Bien qu'étant aujourd'hui sous la coupe de Mac-Kinley par suite de l'adoption de la loi *Newland* par le congrès américain, nous n'en continuons pas moins à subir l'ancienne administration.

Tous les partis politiques, en ce moment, sont désorganisés. Impatients de voir tomber la présente oligarchie républicaine, certains indigènes sont pour l'annexion. D'autres, en possession de sinécures, s'en tiennent au froc des missionnaires. D'autres encore voudraient un retour à la vieille monarchie. La grande masse, bien entendu, ne dit rien.

Jusqu'ici les Chinois se sont tenus à l'écart de toute politique, mais ils représentent un facteur important dans le commerce, l'industrie et l'agriculture.

La politique américaine attendue par beaucoup avec anxiété sera une désillusion de plus. Car le peuple, réduit à 30.000 âmes environ, martyrisé, victime de sa généreuse hospitalité et de son extrême patience, n'a guère à en attendre que des coups de crosse s'il lui venait par hasard des idées de justice et de vengeance.

J. Klemencix.

Russie.

On annonce que 120 marins ont péri dans un naufrage entre Polangen et Libau.

Nous attendons avec impatience de lire les télégrammes de condoléance que vont certainement échanger tous les souverains d'Europe à l'occasion de ce sinistre, et d'apprendre qu'un service funèbre sera célébré à Notre-Dame, avec discours d'un révérend dominicain, Olivier ou Didon, au choix.

A. G.

Italie.

La réaction continue ses gestes. Tout camarade connu est poursuivi, tracassé, emprisonné par la police.

Beaucoup de républicains et socialistes se trouvent ainsi traînés et maltraités dans la farouche répression gouvernementale, qui profite de la situation pour sévir contre les partis subversifs. Les mouchards règnent! La presse est sévèrement bâillonnée, et toute pensée libre doit se taire. Tacite pourrait écrire ses histoires!

L'*Avanti*, l'organe quotidien des socialistes, a été plusieurs fois saisi: dernièrement pour un article du professeur Labriola, sur la *conférence antianarchiste*.

Et cependant l'hiver s'avance avec sa misère noire, ses chômages, ses crises; plusieurs journaux bourgeois se demandent, épouvantés, si nous allons revenir au régime des états de siège et des boucheries fraternelles.

La crainte en prouve la possibilité, et le gouvernement le fait facilement prévoir; parce que toutes ses mesures, pour apaiser la faim et la misère d'un peuple entier, ont été la circulaire pour convoquer la conférence contre les anarchistes et la recherche d'autres cent millions pour augmenter les fonds disponibles des bilans de la marine et de l'armée.

Jouissez, prolos d'Italie! Votre pays se maintient au niveau des grandes puissances!

Evening.

Suisse.

Genève. — *Expulsion*. — Un nègre expulsé de Suisse pour crime de pauvreté a été expédié à Genève dans un wagon cellulaire; arrivé en gare, le chef de la station, non avisé, ne fit pas ouvrir le wagon-prison, et le malheureux passa la nuit sans boire ni manger. Le lendemain, le wagon fut accroché à un train partant pour Lausanne, mais, arrivé à Versoix, le prisonnier fit tant de bruit que le chef de gare vint ouvrir le wagon, où il découvrit le noir dont le personnel du train ignorait la présence. Le wagon fut décroché, repartit pour Genève peu après. Enfin, arrivé dans cette ville à moitié mort de faim, le malheureux noir fut livré aux gendarmes.

***

La Justice. — M., un Italien accusé d'avoir dérobé une tomme (petit fromage blanc) de 50 centimes, a été maintenu douze jours en prison. Après cette détention, M., bien que n'ayant jamais subi de condamnation et possesseur de tous ses papiers de légitimation, a été expulsé et conduit à Chiasso (Tessin) pour y être remis aux douaniers italiens. On assure que M. n'avait nullement l'intention de dérober la tomme, mais — comme cela se voit fréquemment dans les marchés — qu'avant d'en décider l'achat, il en examinait la qualité.

***

Défiance des gouvernants. — On lit dans le *Peuple de Genève*: Le conseil fédéral vient de décider de retirer à tous les soldats de l'armée la boîte de 30 cartouches qui constituaient la munition d'urgence. Les pourquoi de cette ordonnance sont absolument baroques, et font rire. L'esprit de révolte qui a quelque peu soufflé sur notre Suisse, ces derniers mois, a sans doute fait peur à la bourgeoisie. Les classes dirigeantes, ou qui prétendent diriger, ont une « frousse épouvantable ».

Effectivement, le retrait de cette munition, qui constitue une faute au point de vue militaire, ne s'explique que par la peur.

Dans notre prochain numéro, nous commencerons le compte rendu des travaux du Congrès corporatif de Rennes, par notre collaborateur P. Delesalle.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nîmes. — Les *Rénovateurs libertaires* se réunissent tous les samedis et dimanches café Ginier, 78, boulevard Gambetta. — Sujet d'étude de samedi: L'Autorité et la Sécurité individuelle.

***

Bruxelles. — Le lundi 31 octobre, sous les auspices de l'*Affranchissement*, rue des Pierres, conférences par Flaustier.

Sujets: La Traque aux juifs; la Conspiration internationale contre la liberté.

Entrée libre. — Collecte au profit de l'Orphelinat rationnaliste.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu:

Violence et Raison, par Paul Brulat, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Les Institutions professionnelles et industrielles, par Herbert Spencer, 1 vol., 7 fr. 50, chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

L'Enfant d'un autre, par Paul Pourot, 1 vol., chez E. Girard, 8, rue Jacob.

La Charmeuse, par G. Denoinville, 1 vol., même maison.

L'Ami de l'ordre, pièce en un acte, par G. Darion, broch., 1 fr. 50, chez Stock.

Mehr-Macht, par Kampffmeyer, 1 broch., 30 pfennig, à la *Sozialistischen Monatshefte*, Berlin.

Pour le Harem, par de Colleville, 1 broch., 0 fr. 25, à la *Revue Nouvelle*, Bruxelles.

La Sainte Vierge, par Multatuli, trad. de E.-H. Van Heurck, 1 broch. au *Spectateur catholique*, Bruxelles.

La Esclavitud antigua y la Moderna, par E.-Z. Arana, 1 broch. à la *Ciencia y Progreso*, Rosario de Santa-Fé.

Vrije Liefde, par G. Rossi, 1 broch., 5 cents, chez Steiringa, Amsterdam.

Série 13 du *Dictionnaire La Châtre*, 0 fr. 60, 11, rue Bertin-Poirée.

La Préhistoire de France, par Stéph. Servant, 5e volume de la *Petite Encyclopédie populaire*, 1 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

La Sagesse et la Destinée, par M. Maeterlinck, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Histoire du trade-unionisme, par S. et B. Webb, 1 vol., 10 fr., chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

A lire:

Le Droit à la Patrie, par Séverine, *Journal*, 15 octobre.

AVIS

La douzième feuille de notre album vient de paraître; c'est *La Vérité au conseil de guerre*, par Luce. Elle est en vente, comme les précédentes, au prix de 1 fr. 40, franco, en tube; 3 fr. 50 l'édition d'amateur.

Ont déjà paru: **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac*. — **L'Aube,** *par Jehannet*. — **L'Aurore,** *par Willaume*. — **Les Errants,** *par Rysselbergh*. — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro*. — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro*. — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce*. — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann Paul*.

Il ne reste plus que deux collections complètes, ordinaires, vendues 25 francs, et une d'amateur, 50 francs.

***

Nous avons aussi Gueules noires, *10 dessins de Luce, d'après C. Meunier. 1 fr. 20 franco; édition sur Japon, 5 fr.*

***

A tout nouvel abonné d'un an, il sera laissé, à titre de prime, toute la collection du journal pour 12 francs.

***

Il nous reste des 9e année du Révolté, *6 et 7e année de la* Révolte, *que nous laissons au prix de 1 fr. l'année, plus les frais d'envoi, 0 fr. 60 en colis postal.*

PETITE CORRESPONDANCE

H., *à Genève*. — Je n'ai plus la *Guerre et le Service obligatoire*.

H. G., à Port-Elisabeth, et L., à Saint-Louis. — Reçu vieux timbres. Merci.

Evening. — Le livre de Metchnikoff est de 3 fr. 50 avec le port. Chez Hachette, impossible d'avoir une remise raisonnable, sous prétexte que nous ne sommes qu'un journal.

B., à Lyon. — Notre *petite correspondance* est réservée aux seuls besoins du journal.

L. M., à Saleux. — La série du *Dictionnaire Maurice La Châtre* coûte 0 fr. 60 et contient 32 pages. — Une série toutes les semaines, je crois.

Abonné, Bruxelles. — Merci du renseignement, je vais voir à me procurer la pièce.

B., à Bruxelles, et A. J. — Reçu articles, rendrons réponse après lecture.

Le camarade qui a emporté *Le Salut est en vous* de Tolstoï, est prié de nous le rapporter, avec la copie.

Reçu pour le journal: Deux libertaires tunisiens, 2 fr. — La Jeunesse libertaire de Limoges, 2 fr. — Les camarades de Saleux pour anéantir l'autorité: Caserio, 0 fr. 50; Ravachol, 1 fr.; Pour elle toujours, 1 fr.; Un camarade d'Etiévant, 1 fr.; Un soldat de la Révolution, 2 fr.; Trois solidaires, 1 fr. 80. Ensemble: 15 fr. 30. — Merci à tous.

L., à Roubaix. — C., à Lille. — N., à Toulouse. — C., à Toulon. — P., à Saint-Etienne. — B., au Havre. — Mme D., à Montluçon. — N., à Alais. — B., à Rouen. — B., à Grenoble. — C., à Genève. — H., à Angers. — V., à Charleroi. — B., à Toulon. — P., à Combrée. — L., à Reims. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gerant: Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 27 DIX CENTIMES DU 29 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

La souscription d'un grand nombre de nos abonnés expirant avec ce numéro, nous les prévenons qu'il sera pris remboursement sur eux pour six autres mois. Ceux qui ne seraient pas en mesure d'y répondre sont priés de nous en avertir, afin de nous éviter des frais inutiles (0 fr. 35 pour chaque remboursement non accepté).

LE " DÉSARMEMENT "

A toute autre époque que la nôtre, le rescrit impérial de Nicolas II sur le désarmement aurait été traité de fumisterie monumentale, d'attrape-nigauds et de réclame impudente en faveur de l'autocratie et du droit divin.

Il faut que la décomposition de la société bourgeoise soit bien avancée pour qu'une grande partie du public européen ait pu à ce point perdre la notion exacte des choses pour prendre au sérieux le désarmement général proposé par le fils de la Dagmar.

Le culte du sabre de son illustre grand-père commandé par l'empereur Guillaume avec impétuosité, « *sic volo, sic jubeo* », à ses sujets, la patriotite aiguë doublée d'une syphilis antisémitique à tendance chronique qui fait de si profonds ravages en France et les pratiques renouvelées du roi Bomba dans l'Italie de Garibaldi et de Mazzini, ont produit une telle perturbation dans la mentalité de nos contemporains, que nous voilà revenus, dirait-on, aux croyances des premiers âges, à la résurrection des dieux, demi-dieux et autres princes charmants de la légende.

S'il y a une vérité historiquement immuable, c'est bien celle qu'en 1792 Grégoire proclama du haut de la Convention en disant : « L'histoire des rois est le martyrologe des peuples, ils sont dans l'ordre politique ce que les monstres sont dans l'ordre physiologique, il faut s'appliquer à les détruire par tous les moyens. »

L'histoire entière du genre humain est la confirmation de cette fière parole et partout et toujours la royauté s'est appuyée sur l'armée.

On a vu des rois capituler devant « l'ennemi », on n'en a jamais vu un seul désarmer devant ses sujets.

Nicolas II, en montant les marches ensanglantées du trône des Romanoff, n'a renoncé à aucune de ses prérogatives impériales. Il a continué à puiser sans contrôle, à sa fantaisie, dans le trésor public, et fidèle à la mémoire de son père et de ses aïeux il n'a pas songé un seul instant à désarmer vis-à-vis du peuple russe. Intacte il a conservé l'autocratie et n'a même pas voulu, comme « don de joyeux avènement », abaisser la frontière devant les proscrits et ouvrir aux penseurs et martyrs russes, par l'amnistie, les portes du bagne sibérien.

C'est plus que de l'imprévoyance, c'est un véritable crime politique d'imputer à un pareil homme et à un pareil régime nous ne savons quel rêve de paix universelle et de désarmement général.

La querelle franco-allemande, qui existe depuis 1870, a permis à la roublardise de la diplomatie russe, en dupant alternativement l'Allemagne et la France, de s'ériger en arbitre de l'Europe continentale.

Seule l'Angleterre est restée un obstacle à la politique russe.

Depuis la guerre sino-japonaise, l'aigle impérial s'apprêtait à couvrir la Chine de ses ailes noires.

La Grande-Bretagne, dont l'intérêt exige que la Chine demeure ouverte, s'opposa énergiquement à ce nouveau vol de l'aigle russe.

Trop faible financièrement, malgré les huit milliards que lui a rapportés l'alliance française, le czar jugea prudent de battre en retraite. Il couvrit sa reculade par l'envoi de son message à tous les gouvernements pour les inviter à discuter dans un congrès les conditions du désarmement général, afin de jeter, sur celui qui aurait troublé la paix, la responsabilité des événements qui pourraient se produire.

Dans ces conditions, la proposition de désarmement de la diplomatie russe n'est qu'une reconnaissance voilée de considérants hypocritement humanitaires de la faiblesse militaire et économique de la Russie, et ne s'inspire que des mobiles les plus égoïstes.

Pour terminer ses lignes stratégiques, améliorer ses finances et s'assimiler ses conquêtes asiatiques, la Russie propose, non pas le licenciement général des troupes, mais une sorte de trêve européenne, basée sur un arrêt ou une réduction légère des armements. C'est cette trêve de dix ou vingt ans, qui ne changerait rien quant au fond de la question et qui laisserait armés jusqu'aux dents tous les gouvernements en face de leurs sujets, que la diplomatie russe a décorée du nom pompeux de désarmement.

Mais, même réduite ainsi à son exacte valeur, la proposition du czar risque d'être accueillie avec trop de réticence pour aboutir.

Trop de rivalités gouvernementales et d'intérêts antagoniques divisent l'Europe actuelle pour qu'une entente durable puisse se faire entre les nations dont elle se compose, aussi longtemps que celles-ci seront conduites par des brigands de grand chemin et exploitées par d'immondes oligarchies de ploutocrates.

Et ce n'est certainement pas le czarisme, féroce et semi-asiatique, qui soit qualifié à prendre l'initiative d'un désarmement général. Du reste, les monarchies constitutionnelles, pas plus que les républiques démocratiques, ni même un pouvoir révolutionnaire, ne sauraient mener à bonne fin une œuvre aussi colossale.

Le désarmement n'est pas du ressort d'un gouvernement.

Etant la fin du gouvernement de l'homme par l'homme, le désarmement est subordonné à la transformation économique et à l'évolution athée de la mentalité humaine, qui vont de pair.

L'idée d'un dieu gouvernant le monde crée dans notre cerveau un dualisme néfaste, qui nous met en lutte avec nous-mêmes et avec l'univers ambiant.

Ce dualisme nous fait subordonner l'univers tangible et visible à une force extra-mondiale, supérieure à la matière, qu'elle dirige selon sa volonté ou son caprice, et nous amène par esprit de déduction à subordonner également ce que le spiritualisme appelle dédaigneusement nos besoins et nos passions physiques aux aspirations transcendantes de notre âme.

La conception spiritualiste et déiste ayant ainsi créé un antagonisme artificiel entre notre être physique et moral, on comprend que l'humanité ignorante, de sa véritable nature, soit arrivée à considérer le travail manuel aussi comme inférieur au travail soi-disant exclusivement cérébral ou de pensée.

De là la division de la société en deux camps : les gouvernants et les gouvernés, les possédants et les prolétaires.

Aussi longtemps que le sol et les instruments de production ne seront pas propriété indivise de ceux qui les mettent en œuvre, c'est-à-dire de l'universalité des êtres humains, la minorité des possédants, qui les a accaparés à son profit, se verra, dans l'intérêt de sa conservation, obligée de rester armée — par l'Etat, le militarisme, la police et la magistrature — contre les revendications de plus en plus impérieuses de la foule des travailleurs qu'elle opprime et spolie. Le divorce entre l'instrument de production et le producteur, qui permet à une poignée de bandits et aigrefins de monopoliser la terre et les forces productives, fait naître, avec la distinction du tien et du mien, l'antagonisme des intérêts, source inépuisable de toutes les rivalités, de toutes les haines, de la guerre.

Seul le triomphe de la science et du travail, en réconciliant l'homme avec l'univers et sa propre nature et en réunissant entre les mêmes mains le produit et l'instrument de production, pourra réaliser ce désarmement général, qui n'est ni dans le vouloir ni dans le pouvoir des gouvernants monarchistes et bourgeois.

Œuvre de révolution communiste et athée, la paix mondiale sera la réalité républicaine de la société de l'avenir, de la société sans Dieu ni maîtres.

F. S.

Le Congrès corporatif de Rennes

Le Congrès corporatif qui vient de se tenir à Rennes est, pour nous, plein d'enseignements. L'on y a réédité les anciennes querelles des Congrès de l'Internationale entre, d'une part, les centralistes autoritaires partisans de l'immixtion de l'Etat et, d'autre part, les fédéralistes libertaires, ennemis de toute centralisation, voulant laisser à chaque organisation son autonomie la plus complète, s'habituant à ne compter que sur leurs propres forces et sur les moyens révolutionnaires pour arriver à leur émancipation.

104 délégués représentant 1.090 organisations ouvrières, syndicats, Bourses du travail ou fédérations de métiers, avaient répondu à l'appel de la Confédération générale du travail chargée de préparer le Congrès. L'antagonisme existant entre les fédéralistes et les centralistes s'est manifesté dès le début du Congrès à propos de la manière dont devait fonctionner la Confédération générale. Les centralistes voulant faire de la Confédération un organisme directeur du monde ouvrier, d'où serait parti le mot d'ordre auquel toutes les organisations devraient obéir, sorte de *parlement* du travail (le mot a été prononcé) légiférant sur toutes les questions ouvrières. Les fédéralistes, au contraire, demandant que la Confédération ne soit qu'un bureau enregistreur, mettant en relation entre elles les différentes organisations, ayant à charge la création de nouveaux syndicats, et de fédérer entre eux les syndicats de même métier. C'est du reste cette idée qui a prévalu, donnant ainsi une première victoire aux fédéralistes. La Fédération des Bourses du travail, partie intégrante de la Confédération depuis le congrès tenu à Toulouse l'an dernier, a, de ce fait, reconquis son autonomie. Cependant, à l'avenir, elle devra se réunir à la Confédération en cas d'extrême urgence, soit d'une grève générale ou tout autre mouvement prolétarien intéressant la classe ouvrière dans son ensemble.

Il est assez difficile de faire un tri parmi les questions traitées, un certain nombre du reste reviennent périodiquement en discussion devant les congrès corporatifs annuels, sans pour cela recevoir une solution. Toutes ces questions cependant sont intéressantes, car elles résument avec une précision saisissante les desiderata immédiats de la classe ouvrière et aussi les moyens que le prolétariat peut mettre en action contre le capital et le patronat, de plus en plus exploiteur.

J'essaierai de dégager de chaque question ce qui peut être intéressant pour nos idées, sans pour cela négliger l'opinion adverse.

A signaler, dès le début, une motion tendant à ce qu'il ne soit pas émis de vote, qu'il ne soit échangé que des idées, émis que des opinions, mais que celles-ci n'aient aucune sanction pour les organisations représentées. Il y a quelques années, une telle question aurait fait crier à l'anarchisme; personne, dans un congrès corporatif, n'aurait voulu entrer dans la discussion. Guérard, du syndicat des chemins de fer, a, à cette occasion, fait ressortir d'une façon frappante comme quoi toutes les résolutions et engagements votés par les congrès n'ont aucune importance. Depuis le Congrès de Marseille, tous les congrès corporatifs ont voté avec une majorité toujours croissante l'idée de la « grève générale », et, lorsqu'il a été question de passer à la pratique, les corporations n'ont donné qu'un nombre de réponses dérisoire (1).

Pelloutier a aussi soutenu cette thèse que les décisions des congrès ne devaient lier nullement ceux qui s'y rendent, que les congrès ne devraient être que de grandes conférences destinées à échanger des idées. Sur les questions de principe seules, l'on pourrait se compter, pour connaître à un moment donné l'*orientation* de la classe ouvrière. C'est, du reste, il faut l'avouer, ce qui s'est passé jusqu'à ce jour, malgré les votes, engagements, décisions prises dans les précédents congrès, et ce ne serait que reconnaître pour ainsi dire officiellement ce qui se passe dans la réalité, et ce qui s'est passé à Rennes cette année. La question a été renvoyée à l'étude de la Confédération, qui est chargée de préparer un rapport pour le prochain congrès; toutefois l'on votera encore, mais en tenant compte de l'importance de l'organisation représentée.

Après ces discussions préliminaires, Confédération et modes de votation, le Congrès est entré dans la discussion de l'ordre du jour proprement dit, qui, il est bon de le signaler, n'est pas fixé par un comité quelconque, mais bien par les organisations elles-mêmes, qui demandent, quelque peu avant l'ouverture du Congrès, que telle ou telle question soit discutée. De là la diversité et l'abondance de ces questions.

Je ne traiterai et ne passerai en revue que les plus importantes, certaines n'ont pour la classe ouvrière qu'un intérêt très relatif. Je me contenterai de les citer rapidement. Je ne suivrai pas non plus exactement les questions dans leur ordre de discussion, cela n'ayant aucune importance.

La première question, après celle de la Confédération, était : « L'alcoolisme, ses causes, ses effets. » Les causes, les congressistes ont été unanimes pour reconnaître que c'est surtout la mauvaise organisation de la société, la misère, qui poussent l'ouvrier à boire, pour oublier et trouver dans l'alcool l'excitant qui doit remplacer le nécessaire qui lui est presque toujours refusé.

Le remède, des camarades se chargent de l'indiquer : la révolution sociale, qui, en affranchissant l'individu, lui permettra de manger à sa faim sans qu'il ait besoin d'avoir recours aux excitants factices comme l'alcool. C'est du reste l'avis de la plupart des membres du Congrès.

Mais les centralistes sont là qui enfourchent leur cheval de bataille, en proposant la monopolisation de l'alcool par l'Etat, ce qui, à leur avis, atténuerait le mal. En attendant, ils déposent un long rapport en ce sens, auquel la minorité de la commission ajoute sa manière de voir. Aucune décision ferme du reste n'est prise, si ce n'est que les congressistes s'engagent à faire une active propagande pour combattre l'alcoolisme, résultat d'une mauvaise organisation sociale.

La question suivante est ainsi conçue : « Etude des modifications à apporter au système des adjudications des travaux de l'Etat, des communes, etc. » Le délégué Riom, secrétaire de la Fédération du bâtiment, dit que des prix de salaire minimum ont été établis dans les différentes corporations du bâtiment; les entrepreneurs qui s'engagent à payer ces prix violent tous les jours leurs engagements, ils y sont du reste favorisés par l'abondance de la main-d'œuvre qui vient s'offrir à meilleur marché : la grève actuelle des terrassiers de Paris en est, du reste, un bel exemple et tous les efforts du législateur en ce sens sont restés impuissants; il en est de même encore de la suppression du marchandage, cette exploitation au deuxième degré, décrétée en 1848 et qui est toujours restée lettre morte.

Il en est de même aussi pour la journée de huit heures, votée je ne sais depuis combien d'années par tous les congrès successifs. Les travailleurs ne feront huit heures que le jour où, leurs huit heures finies, ils quitteront l'atelier pour recommencer le lendemain.

La journée minimum de huit heures, la suppression du marchandage et du travail aux pièces, qui reviennent périodiquement à chaque congrès, ne seront un fait que lorsque les travailleurs enfin conscients sauront le vouloir, tout le monde le reconnaît, ce qui n'a pas empêché le Congrès d'adopter des résolutions et des rapports tout préparés d'avance, qui, il faut bien le répéter, ne seront observés par personne.

Pour la question sur « le travail des femmes dans l'industrie », les membres du Congrès ne se sont guère montrés à la hauteur de leur tâche, le prolétariat ne s'est pas encore affranchi de la vieille rengaine réactionnaire de la femme ménagère : « Dans tous les milieux, nous devons nous efforcer de propager cette idée que l'homme doit nourrir la femme. » Le Congrès n'a pas vu qu'approuver de telles résolutions était décréter l'esclavage de la femme et la subordonner au bon vouloir du mari. La femme cependant a droit à la liberté autant que l'homme et elle ne sera réellement libre, croyons-nous, que le jour où elle aura conquis la liberté économique et qu'elle ne dépendra en aucune façon du compagnon qu'elle se sera choisi.

La femme ménagère, la femme au foyer, c'est la vieille doctrine réactionnaire, c'est la femme sous la dépendance du mari, comme celui-ci l'est du capitaliste. D'autres délégués ont réclamé des améliorations à la loi sur le travail des femmes. Certains autres, ne s'inspirant pas non plus des raisons qui ont fait que la femme a remplacé l'homme à l'atelier, ont réclamé un salaire égal pour un travail égal... etc., etc. En résumé, les discussions sur ce point montrent que toute une éducation est encore à faire dans la classe ouvrière.

(*A suivre.*) P. Delesalle.

(1) L'on vient de voir aussi avec quel ensemble les différentes sections du syndicat des chemins de fer, qui avaient cependant voté la « grève générale », ont reculé au moment de l'action.

DES FAITS

Le capitaine Bouïs, chevalier de la Légion d'honneur, sodomisait ses hommes et les battait. Dénoncé, il procède lui-même à une enquête sur sa propre conduite.

Il interroge d'abord le spahi ben Sarah ben Frendj, et dresse procès-verbal :

1° Est-il vrai que tu as été trouver le médecin-major Boyer pour te plaindre de ton capitaine ?
— Non.
2° Est-il vrai que ton capitaine t'a donné des coups ?
— Non.
3° Est-il vrai que ton capitaine t'a menacé de prison si tu te faisais porter malade ?
— Non.

Cependant le chef d'escadrons juge suspecte l'enquête de Bouïs sur Bouïs. Il fait interroger le même spahi par un autre officier. Nouveau procès-verbal :

1° Est-il vrai que tu as été trouver le médecin-major Boyer pour te plaindre de ton capitaine ?
— Oui.
2° Est-il vrai que ton capitaine t'a donné des coups ?
— Oui.
3° Est-il vrai que ton capitaine t'a menacé de prison si tu te faisais porter malade ?
— Oui.
4° Pourquoi n'as-tu pas dit *oui* au capitaine ?
— Parce qu'il m'avait menacé de m'assommer et de me faire crever en prison si je disais oui.

(*L'Opinion Médicale*, page 299.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Dupesie. — N'avez-vous pas remarqué que c'est principalement sous les ministères radicaux que la police assomme avec le plus d'entrain les socialistes? Lors d'un précédent ministère Bourgeois, ministère qui joua aux socialistes la farce de leur faire repousser l'abolition des lois scélérates, il y eut une belle assommade au Père-Lachaise, à l'anniversaire de la mort de Blanqui. Tout en protestant — gratuitement, hélas! — les socialistes n'en continuèrent pas moins à soutenir le ministère qui les faisait battre.

Dernièrement, à la salle Wagram, grande assommade radicale! Dimanche, à Saint-Fargeau, assommade encore plus radicale! Naturellement, les assommés protestent; mais ils se gardent bien de cesser de manifester leur irréductible sympathie pour Brisson, qui les a fait si bien traiter par sa police.

Il paraît que c'est là de la politique! De la politique de dupes, sans doute; et les dupes sont certainement ceux qui ne comprennent pas que *tous* les gouvernements sans exception sont par essence les ennemis de la liberté, car leur unique raison d'être est d'empêcher le progrès en veillant à l'intégrité de l'ordre de choses établi.

⁂

La Grande famille. — Continuons d'enregistrer les hauts faits de nos chers militaires, ne serait-ce que pour clore le bec à ces gredins de révolutionnaires qui prétendent que l'armée est le réceptacle de toutes les lâchetés et de toutes les ignominies.

Le sergent réserviste Jouve, âgé de trente-six ans, marié et père de deux enfants encore jeunes, se présente à la visite et demande au médecin-major de l'examiner pour la réforme. Sa maladie, dit-on, se lisait clairement sur son visage émacié. Le major refusa même de le reconnaître malade. De retour à la chambrée, Jouve se suicide en se jetant par la fenêtre.

A Gigean (Hérault), un officier se mariait dernièrement. Grande cérémonie, car la mariée appartenait à la haute aristocratie de l'endroit. Au sortir de la messe, le public put voir l'ordonnance du capitaine en grand uniforme, portant la queue de la mariée. Outre que l'on peut objecter que ce n'est pas pour apprendre à faire le porte-queue que l'on quitte malgré soi sa famille pendant les trois plus belles années de sa vie, n'est-ce pas que le métier militaire est bien fait pour développer le sentiment de la dignité?

Un disciplinaire, retour de Biribi, raconte dans la *Petite République* des faits dont il fut témoin dans les bagnes militaires.

Bajeart, raconte-t-il, pionnier à la 3e compagnie de discipline à Mécheria (Oran), est apostrophé un jour par le caporal Chazaud, qui, dans un état d'ivresse répugnant, lui vocifère des ordres et des injures. Bajeart, écœuré, lui dit: « Caporal, si vous êtes saoul, allez cuver votre vin ailleurs. » Des témoins sont aussitôt constitués par le caporal ivrogne, et Bajeart est traduit au conseil de guerre pour injures à un supérieur à l'occasion du service. Le président du conseil de guerre, qui a le sentiment de la justice très développé, dit à Bajeart: « Le caporal Chazaud a affirmé sur la foi du serment qu'il n'était pas ivre. Vous dites le contraire. Dans cette alternative, nous sommes obligés de croire le gradé qui a plus d'autorité que vous. » Bajeart a été condamné à dix ans de travaux publics.

Voici maintenant l'histoire du détenu Clément, au pénitencier d'Aïn-el-Hadjar. Ce malheureux, poussé à bout, avait tenté de s'évader. Repris, il fut ramené, ligotté avec tant de brutalité que les chairs gonflées éclataient, laissant le sang s'échapper par mille plaies. Ce supplice dura deux jours, au bout desquels il dut être transporté à l'hôpital de Saïda. Il y mourut trois jours après.

Le médecin-major dans le service duquel il se trouvait ne voulut pas donner d'abord de diagnostic à la maladie qui avait entraîné la mort de Clément, et il fit à ce sujet un rapport au ministre de la guerre. Mais ce dernier était sans doute plus savant que son subordonné; car la victime fut enterrée avec le diagnostic suivant qui figure sur les pièces de décès: affection cardiaque, hypertrophie du cœur!

⁂

La Famille. — L'autre jour, une fillette de sept ans était trouvée, pleurant, rue Mouffetard; elle avait une joue contusionnée et portait plusieurs blessures sur la tête. Conduite au commissariat, elle déclara que sa mère la maltraitait et qu'elle ne voulait plus rentrer chez elle. Sa mère, mandée, reconnut les faits. Elle a même ajouté qu'elle haïssait son enfant, qu'elle était vraiment étonnée que les mauvais traitements qu'elle faisait endurer à sa fille n'aient pas déjà rendu celle-ci malade. Elle a enfin refusé de la reprendre, disant qu'elle la tuerait.

Voilà une conséquence de l'organisation de la famille telle qu'elle est comprise dans notre société. Cette mère dénaturée a fait subir un martyre de sept ans à cette pauvre enfant et compromis peut-être à jamais sa santé et son intelligence. Dans une société libre, elle ne se serait pas crue obligée de garder avec elle cette enfant qu'elle haïssait et elle l'aurait ou bien confiée à quelqu'un, ou bien simplement abandonnée, auquel cas la petite eût été recueillie par quelque personne aimant les enfants et heureuse de se dévouer à leur éducation.

André Girard.

⁂

L'irascible pêcheur. — Les pêcheurs à la ligne passent pour des gens paisibles. Quelle erreur! Ils sont, quand ils s'y mettent, d'une brutalité à rendre des points à un garde-chiourme. C'est ainsi que M. Bollet, l'autre dimanche, au port de la Gare, lança à M. Balier un coup de pied au bas-ventre qui l'étendit sans connaissance, puis lui brisa la mâchoire à coups de talon. Tout ça, parce que leurs lignes s'étaient emmêlées!

Si les gouvernés mettaient à résister aux gouvernants la moitié de l'énergie qu'ils dépensent à se massacrer les uns les autres pour des motifs absurdes, la question sociale se résoudrait en trois semaines.

⁂

Unions serviles. — Chaque jour, des amants soi-disant libres s'entr'égorgent pour la plus grande joie des partisans du mariage. Louise Lefèvre, vingt-sept ans, et Arthur Gamblin, quarante-sept ans, n'ont rien trouvé de mieux, pour résoudre leurs dissentiments, que de se livrer à un duel au couteau. Elle, fut protégée par son corset; mais lui, reçut un coup de couteau dans le côté droit, et il est à l'hôpital.

C'est que dans une société qui repose sur l'argent, il n'y a pas — hors des cas exceptionnels — d'union libre possible. La rupture, c'est le plus souvent la misère pour la femme. Aussi l'on reste, tout en se haïssant; et un jour vient où l'on tue.

⁂

Politesse. — Quand les souverains se rendent visite, il est d'usage que l'on mette à l'ombre le plus d'individus possible. C'est comme une politesse que l'amphitryon rend à son hôte, à charge de revanche; il n'aurait pas de plaisir sans cela. Quand les grands s'amusent, les petits pleurent.

Abdul-Hamid recevant Guillaume II, il fallait 1° découvrir des bombes, 2° emprisonner les mécontents. C'est ce qu'on a fait: deux bombes ont été découvertes à Alexandrie, et deux cents Arméniens sont sous les verrous.

Le programme a été exécuté de point en point.

⁂

Perret et Sange ont été condamnés à un et trois mois de prison par la neuvième chambre, pour affichage de placards anarchistes provoquant au meurtre. (Est-ce bien vrai?)

Pourquoi Perret et Sange ne sont-ils pas antisémites? Ils auraient pu provoquer au meurtre tout à leur aise; et, au lieu de les faire condamner, ce bon M. Feuilloley les eût invités à déjeuner.

Paul Marcaillou, employé à la mairie de Toulon, a été révoqué par le maire, *parce qu'anarchiste*.

Avoir pour idéal une société basée sur la liberté, l'égalité et la fraternité, c'est, dans une république, un délit.

Les républiques sont comme le chocolat: elles blanchissent en vieillissant.

⁂

Coup d'épée dans l'eau. — Voici le programme que le gouvernement italien compte présenter à la conférence contre les anarchistes:

1. Définir l'anarchiste comme délinquant;
2. Considérer le délit anarchiste comme un crime de droit commun;
3. Adopter des mesures spéciales contre la presse excitant au délit anarchiste;
4. Etablir l'extradition;
5. Organiser un service de police pour rendre plus faciles les rapports entre les gouvernements.

Nous nous contenterons de faire remarquer que tout cela n'est pas nouveau. Tout cela existe depuis nombre d'années, à peu près partout, en fait sinon en droit. Et ça n'a jamais donné aucun résultat.

Voyons, Humberto, penses-tu réussir?

⁂

En révolte. — « C'en est trop, Monsieur le ministre! Puisque la loi me refuse sa protection, je lui retire mon respect et ma soumission. Et en ce qui concerne les personnages précédemment nommés, j'agirai à l'avenir vis-à-vis d'eux sans plus m'occuper du Code que vous ne vous en occupez vous-même vis-à-vis de moi. »

Qui tient ce langage? Un anarchiste? Non, un capitaine en retraite qui eut, jadis, à se plaindre gravement de deux de ses supérieurs, et à qui on a, suivant la coutume, refusé justice.

Voilà qui est parler. Mais tous ces ci-devant officiers qui se révoltent contre l'autorité militaire, n'y sont toujours poussés que par des griefs personnels, jamais par la noblesse d'un idéal désintéressé. Que voulez-vous? Ce sont des militaires, c'est-à-dire des hommes de moralité inférieure.

⁂

Civilisateurs. — Après avoir pillé, brûlé et détruit Sikasso (Soudan), les vainqueurs, dit-on, se sont partagé les esclaves, ont réduit en esclavage des gens libres venus là pour faire du commerce, ont séparé violemment de sa mère une jeune fille du pays des Dioullas et l'ont emmenée esclave à Tombouctou.

— Ces pillards, incendiaires, esclavagistes ne peuvent être que des sauvages! — Détrompez-vous: ce sont des Européens venus pour civiliser. — Oh! alors, ce sont ces infâmes Anglais. — Du tout, Monsieur; ce sont nos vaillants soldats français. — Mais le peuple, du moins... — Le peuple les paye pour faire cela.

⁂

Sabre et goupillon. — Le colonel Poncet, à Gap, a envoyé son régiment tout entier, le 112e territorial, se faire bénir au couvent du Lans, à 11 kilomètres de Gap. C'est d'abord le corps des officiers qui fut reçu par le supérieur du couvent: puis, sur l'ordre du lieutenant-colonel Loche, on distribua à chaque territorial une médaille et une brochure pieuse; après quoi les territoriaux furent priés, toujours par ordre du lieutenant-colonel, d'entrer dans la chapelle pour y être bénis, eux et leurs médailles, par le supérieur du couvent.

Dieu protège la France!

⁂

Les gaîtés de l'épaulette. — Le 10 octobre, M. le lieutenant-colonel Dognon conduisait le 38e régiment d'infanterie (Montargis) au tir. Avisant un soldat nommé Martz dont la position lui paraissait défectueuse, il poussa son cheval vers lui, lui asséna sur la tête un coup de plat de sabre et lui enfonça la pointe dans les jambes.

Ces lieutenants-colonels sont de charmants hommes. Ils se servent à merveille de leurs épées; mais ils ne nous font jamais autant de plaisir que quand ils se servent de leurs rasoirs.

⁂

La statue du colonel. — Des listes de souscription circulent, pour élever un monument au colonel Henry, faussaire breveté d'état-major. L'idée est bonne; elle nous sourit. Suivons le mouvement.

Dès aujourd'hui, les *Temps Nouveaux* ouvrent une souscription publique pour élever une statue à défunt Carrara: « Quand un champignoniste en est réduit à faire un prétendu assassinat pour tenter de rendre la paix aux garçons de recette et de les débarrasser du poids de leurs sacoches, ce champignoniste est à plaindre. S'il paye cette tentative de sa vie, c'est un martyr, c'est un héros! »

Adresser les fonds au bureau du journal.

H. Ch.

Italie.

Le président du conseil des ministres vient de lancer une circulaire pour interdire en Italie l'entrée des *Temps Nouveaux*. Pour commencer à se faire la main, ce Monsieur vient de nous faire voler, au chemin de fer, une collection expédiée à un acheteur qui nous l'avait demandée. L'ordre et la propriété sont sauvés!

Suisse.

NEUCHATEL. — *Grève réussie.* — Un peu avant le dernier banquet du tir fédéral de Neuchâtel, les sommelières ont refusé de continuer le travail sans une augmentation de salaire. Une seule de ces demoiselles employées de la cantine avait refusé de se solidariser avec ses compagnes et n'avait pas interrompu son travail: cette demoiselle était attachée au service de la table de la Presse.

Toutes les sommelières s'étaient massées dans un angle du vaste hall en attendant que satisfaction soit donnée à leurs demandes. Au moment où le cortège arrivait devant la cantine de fête, le patron se décida à capituler.

A l'instant opportun et sans avis anticipé, la cessation de travail immédiat, voilà — dans bien des cas — le secret de la réussite d'une grève.

⁂

Préservatif de prison. — Dans le Val de Ruz, un riche s'était rendu coupable d'attentat à la pudeur sur une fille de neuf ans; sur plainte des parents et sur rapport médico-légal constatant le crime, le coupable fut arrêté et avoua. Grâce à un arrangement financier, le criminel fut relâché et le lendemain se divertissait aux courses d'Yverdon.

« Et nous en sommes là dans notre canton! s'écrie la *Suisse libérale*. Il est temps de mettre fin à ces scandales qui permettent à ceux qui ont de l'argent de réparer leurs crimes par des indemnités financières, alors que de pauvres diables sont logés pendant trois ans au pénitencier pour des délits peu importants. Tout cela est souverainement injuste et indigne d'un pays qui prétend appliquer des principes d'égalité et de justice. »

Le journal neuchâtelois ignore-t-il donc que dans tous les cantons suisses ont lieu les mêmes scandales? Et cela est logique, car nous vivons sous le règne du capitalisme.

⁂

BERNE. — *Censure théâtrale.* — Pour faire sa cour aux gouvernants français, le conseil fédéral, sollicité, a demandé aux autorités bernoises de « bien vouloir examiner si, en présence de l'état des esprits en France, et dans l'intérêt des bonnes relations à maintenir avec des voisins, la représentation de la pièce *Le capitaine Dreyfus* était admissible ». C'est-à-dire que le conseil fédéral, n'osant pas demander franchement l'interdiction de la pièce, a eu recours à un langage jésuitique pour arriver à ses fins.

Le *Zurcher Post* annonce que le conseil d'Etat bernois a repoussé cet essai de censure théâtrale politique. Si le conseil fédéral avait, comme c'était son devoir, écarté de lui-même la réclamation de l'ambassade de France, il se serait épargné le rappel à l'ordre contenu dans la réponse des Bernois.

Ajoutons que le *Capitaine Dreyfus* est une pièce inepte qui serait tombée à plat, sans la maladroite réclame qui lui a été faite par le pouvoir fédéral.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

PARIS. — Les membres du groupe d'initiative pour l'*Ecole libertaire* sont priés de ne pas oublier que la prochaine réunion a lieu lundi prochain.

⁂

L'*Almanach du Père Peinard* pour 1899 vient de paraître et est en vente à notre bureau, au prix de 0 fr. 25 — 0 fr. 35 franco. Comme d'habitude, il contient des articles sur l'idée, et différentes illustrations de ses dessinateurs habituels.

⁂

Moderni Revue, Prague I, 278, demande le service des journaux, brochures et publications libertaires pour en faire part à ses lecteurs.

⁂

Groupe E. S. R. I. — Réunion tous les mercredis, à 9 heures, rue de l'Arbalète, 5. Causerie et lectures commentées.

⁂

SAINT-DENIS. — *Coalition des révolutionnaires.* Réunion tous les jeudis soir, salle Cornoy, 86 *bis*, rue de Paris.

⁂

ANGERS. — Le samedi 29 octobre, à 8 heures 1/2 du soir, rue Saumuroise, 131, grande réunion publique contradictoire. Ordre du jour : *La République en danger*, par Henri Dhorr.

⁂

Aux camarades ouvriers de Saleux,

En ce moment d'effervescence populaire et de grève générale où le prolétariat revendique son droit à la vie contre le capital affameur, nous étions en droit de compter sur votre solidarité, puisque c'est aussi de vos intérêts qu'il s'agit. Or nous nous étions trompés.

Non seulement vous ne vous êtes pas solidarisés avec les camarades des autres corporations en grève, mais tout dernièrement lorsque vos compagnes d'atelier sont allées réclamer contre une diminution de salaire, au lieu de se joindre à elles, la plupart d'entre vous ont trouvé cela risible. Cette diminution, de 10 p. 100 je crois, avait été proposée au patron par son contremaître, un certain Gricourt, qui avait même demandé une diminution de 20 p. 100.

Ce Gricourt, ex-sous-officier de cavalerie, se croit encore à la caserne, et vous traite comme des soldats, c'est-à-dire comme des esclaves. Pourquoi le laissez-vous faire? A la démarche de vos compagnes il a répondu par des grossièretés. Et les pauvres femmes, abandonnées par vous et craignant de perdre leur gagne-pain, reprirent le travail aux prix et conditions qu'on voulut bien leur imposer. Comment, parmi les trois ou quatre cents que vous êtes, ne s'en est-il pas trouvé un pour rappeler à ce soudard qu'il avait affaire à des hommes?

Ce n'est pas tout. Aux dernières élections, vous avez élu votre patron député. Aujourd'hui vous voyez comment ce monsieur traite les lois qu'il fabrique. Quand elles le gênent, il marche dessus, tout simplement. Sans se soucier de la loi, il vous fait travailler douze heures. Et personne ne proteste! Soyez donc, enfin, un peu plus énergiques. Montrez que vous êtes des hommes. Usez-en avec les règlements de votre atelier comme le patron en use avec les lois du Code. Vos douze heures finies, quittez le travail. Suivez l'exemple qu'on vous donne. Puisque ceux qui font les lois ne les respectent pas, pourquoi les respecteriez-vous, vous qui ne les faites pas?

Secouez votre apathie, camarades. Achetez chaque semaine les journaux libertaires. Lisez-les, instruisez-vous, apprenez à connaître vos droits et à les défendre. Venez grossir nos rangs, aidez-nous à faire triompher nos légitimes revendications! Dites avec nous :

Vive la révolution sociale!

Pour quelques camarades :
LOUIS MOYENCOURT.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Roy, roman par A. Delacour, 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

Almanach de la Question sociale pour 1899, 0 fr. 50, à la *Question Sociale*, 5, boulevard Saint-Michel.

A lire :

La Grève des Juifs, la *Feuille*, n° 18.

Pour les indifférents, Jean Jullien, *Aurore*, 22 octobre.

L'une des causes, par H. Leyret, *Aurore*, 23 octobre.

Les Fins secrètes, par Séverine, *La Fronde*, 8 octobre.

AVIS

La douzième feuille de notre album vient de paraître; c'est *La Vérité au conseil de guerre*, par Luce. Elle est en vente, comme les précédentes, au prix de 1 fr. 40, franco, en tube; 3 fr. 50 l'édition d'amateur.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Willaume.* — **Les Errants,** *par Rysselbergh.* — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann Paul.*

Il ne reste plus que deux collections complètes, ordinaires, vendues 25 francs, et une d'amateur, 50 francs.

Nous avons aussi Gueules noires, *10 dessins de Luce, d'après C. Meunier, 1 fr. 20 franco; édition sur Japon, 5 fr., ainsi que notre image pour enfants :* Chauvinard, *0 fr. 15 franco; 7 fr. le cent.*

A tout nouvel abonné d'un an, il sera laissé, à titre de prime, toute la collection du journal pour 12 francs.

Il nous reste des 9e année du Révolté, *6 et 7e année de la* Révolte, *que nous laissons au prix de 1 fr. l'année, plus les frais d'envoi, 0 fr. 60 en colis postal.*

⁂

Dernières brochures parues : *Les Déclarations* d'Etiévant; *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine; *La Propagande socialiste*, par P. Lavroff, 0 fr. 15 l'ex. franco; 7 fr. le cent.

PETITE CORRESPONDANCE

P. C., à Saint-Cloud. — Quelques-unes des brochures sont épuisées, ai remplacé par d'autres.

G. B. 134. — Ça va bien.

Puteaux. — Reçu 14 fr. des camarades pour règlement de journaux et brochures.

C., à Houssaye. — Le camarade B. est à Tours.

L. B. I. — Jacolliot peut être bon à consulter sur l'Inde, mais, quant à son histoire naturelle, j'ai méfiance. Du reste, ces deux volumes se sont soldés ici à 1 fr. pièce.

Reçu pour le journal : V. P., 10 fr. — B., rue de Belleville, par G., 1 fr. 50. — *Vente de vieux timbres*, 2 fr. 75. — Montal, 0 fr. 50. — B., à Wasigny, 2 fr. — C., à Houssaye, 0 fr. 45. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 3 fr. 50. — L. B. I., 0 fr. 90. — Merci à tous.

B., à Marseille. — P. A., Angers. — B., à Nantes. — M., à Troyes. — G., à Amiens. — C., à Saint-Cloud. — Coopérative, Lyon. — L., à Montceau-les-Mines. — M., à Bourges. — D. et K., à Rennes (par le *P. P.*). — C., à Fives. — B., à Reims. — B., Jolimont. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco*	» 15
Un Siècle d'attente —	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, couverture de Luce*	» 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine*	» 15
Les Temps Nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
L'Anarchie, *par E. Reclus*	» 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, couverture de Mabel*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Dieu et l'Etat, *avec portrait, par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Éducation. — Autorité paternelle, *par A. Girard, couverture de Luce*	» 15

Le Gérant : DENÉCHERE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 28 — DIX CENTIMES — DU 5 AU 11 NOVEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'AGITATION ET LES ANARCHISTES

Il y a des époques où l'on est forcé d'avouer que, vraiment, les peuples et les individus n'ont que le traitement qu'ils méritent ; où l'on se trouve entraîné à confesser que leurs maîtres sont bien bons de les ménager, quand ils pourraient les mener à coups de talons dans les reins, sans qu'ils regimbent.

A quoi devons-nous l'affaissement moral dans lequel nous nous enlizons depuis des années? Est-ce au régime parlementaire? Je ne sais, mais ce qui est certain, c'est que, depuis des années, l'opinion publique ne s'émeut plus pour aucun acte de justice, ne vibre plus sous aucun sentiment généreux, les pires actes de cruauté comme de corruption gouvernementale la laissant froide et indifférente.

Pour le Panama, jadis, elle sembla s'émouvoir quelque peu. Mais c'est parce que nombre de gens se voyaient frustrés des quelques économies qu'ils y avaient placées, et encore leur indignation d'être dépouillés n'allait pas sans quelque secrète admiration pour ceux qui avaient accompli un si beau coup de filet.

Mais, depuis, pour quoi s'est-elle passionnée? Nous avons eu le massacre des Arméniens, l'écrasement des Crétois, les tortures espagnoles à Montjuich et à Cuba, dont la presse, après s'être bien fait tirer l'oreille, consentit à entretenir ses lecteurs : cela ne dit rien à la foule.

Ah ! si, depuis, nous avons eu l'alliance franco-russe ; la foule en délire se précipitant sous les pas de l'autocrate et de ses sbires ; un aplatissement d'avachis, de revanchards qui veulent tout dévorer, mais éprouvent le besoin de se cacher derrière qui leur semble de taille à les protéger.

Et plus près, l'affaire Dreyfus.

* *

Au début, alors que tout le monde croyait à la justice de l'accusation, que personne n'ait bougé pour protester contre la condamnation, très bien. Mais, lorsque, par la suite, les preuves sont venues s'ajouter les unes après les autres, démontrant le déni de justice, et le complot du parti jésuitico-militaire, entassant mensonge sur mensonge pour sauver son prestige, a-t-on bougé davantage dans la masse? Non. — Un innocent au bagne, le militarisme rêvant de se poser en caste maîtresse qui ne permet pas qu'on la discute, qu'est-ce que cela peut avoir d'intéressant pour la foule? Le nom du gagnant de la dernière course, voilà qui l'intéresse davantage ; aller s'empiffrer d'alcool frelaté au bar du coin, voilà qui vous suscite des sensations bien plus intenses et plus charmeresses !

Quand on pense que ce sont les Trarieux, les Guyot, les Reinach que nous voyons aujourd'hui du côté de la vérité, alors que la grande masse reste inerte, vraiment c'est à croire le monde retourné !

Certainement, il reste encore des sentiments généreux quelque part, puisque, malgré tout, des cris de justice se sont élevés, que l'on a vu des gens risquer gagne-pain et situation pour affirmer ce qu'ils croyaient vrai ; seulement, il aurait été sain et réconfortant de voir la foule des déshérités se lever et réclamer justice aussi, pour elle, comme pour tout ce qui souffre ; car la question Dreyfus a, aujourd'hui, quoi qu'on en dise, pris une bien plus grande ampleur, en s'élevant au-dessus d'un homme pour devenir une question de lutte entre la clarté et l'obscurantisme, les aspirations nouvelles et les vieilles formes du passé.

* *

Même lorsque courut le bruit des préparatifs d'un coup d'État, cela passa sans secouer personne d'autre que les quelques militants des groupes et réunions.

Là, par exemple, les partisans de l'union entre toutes les écoles socialistes ont dû être contents ; socialistes autoritaires ou autres, anarchistes, voire même radicaux et opportunistes, tout cela fraternisait dans les mêmes proclamations, dans les mêmes ordres du jour. Nous sommes encore si près de la politicaillerie, qu'il a suffi d'une heure d'emballement pour que disparussent toutes les différences qui séparent les diverses écoles et que l'on se crût obligé d'oublier ce qui nous divise le plus.

Certes, s'il y avait eu coup d'État pour nous ramener en arrière en assurant le triomphe du militarisme, nous aurions, cela est de toute évidence, profité du même bateau que les artisans de la campagne Dreyfus pour aller apprivoiser les singes, si l'on n'avait pas trouvé plus pratique de nous coller au mur. Rien qu'au simple point de vue de la conservation personnelle, nous devions nous trouver avec ceux qui, sans distinction d'école ou d'étiquette, auraient été debout pour la résistance.

Seulement, nous ne devons pas oublier que nous, anarchistes, en prenant part à une révolution, nous avons une besogne spéciale à faire, tout à fait différente de celle des autres, et que, si nous étions d'accord pour résister au militarisme, cette union ne pouvait se faire que dans la rue, pour en diverger de suite, du reste.

Négateurs de l'autorité, nous avons à lutter contre ses empiétements, mais à résister également à ceux qui, tout en voulant la limiter, veulent nous imposer la leur.

Partisans de la destruction de l'accaparement de la richesse sociale, et de la mise à la libre disposition de tous de cette dernière, notre action dans la rue ne doit pas se borner à résister à l'autorité, mais aussi à indiquer à la foule ce qu'elle aura à accomplir en ce sens, chose qui ne sera possible qu'en conservant notre autonomie, en nous serrant les coudes avec ceux qu'anime la même conception.

Or donc, si la résistance à l'ennemi commun nous pousse dans la rue, côte à côte avec ceux qui ne pensent pas comme nous, notre action en diffère déjà de suite sur la direction à donner à la lutte.

Certes, il y a une foule de cas où l'on peut faire campagne avec les gens qui ne sont pas en communion d'idées complète avec nous, mais ce que nous ne devons pas oublier, c'est que, même pour ces cas communs, nous devons avoir une tactique spéciale que doit nous inspirer l'ensemble de notre programme, et qu'en nous mêlant aux autres, nous avons une note différente à donner.

J. GRAVE.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

LES AUTRES

Par une faveur insigne du hasard, l'affaire Dreyfus n'est pas seulement le cas du militaire Dreyfus. C'est toute la chose militaire, éventrée là sous nos yeux et permettant de voir, cette fois, jusqu'au plus secret de sa honte.

A mesure que se déroulent les événements, deux tas grossissent ensemble : d'un côté, celui des présomptions en faveur du condamné ; de l'autre, celui des vilenies et des crimes à la charge des gens de guerre. Chaque jour la galerie s'enrichit et la caste se précise par une figure nouvelle. Esterhazy, Henry, Pellieux, du Paty de Clam, Boisdeffre, Gonse, Mercier, Billot, Zurlinden... à ne citer que les premiers rôles, le défilé déjà est imposant.

Sans en excepter une, toutes ces « trognes armées », comme les appelait Pascal, restent acquises à la psychologie du militaire. Les voilà pour toujours au magasin des documents, épinglées d'une fiche où se pourra lire, en de brèves formules, l'expression de l' « honneur » professionnel.

Et le défilé continue, la collection s'augmente. Ces jours-ci, on dut serrer les rangs pour faire place au général Chanoine. La note apportée par lui au concert des documents valait la peine. Contempteur indigné d'un traître qui ne trahit personne, ce général est lui-même espion et traître consommé. Délégué par les « camarades » afin de veiller, dans le camp ennemi, sur l' « honneur » de la caste, Chanoine feignit, Chanoine mentit, puis, le moment venu, Chanoine frappa dans le dos ceux qui lui avaient

donné leur confiance. Vite une épingle et vite une fiche!

Quand un nouveau document se fait attendre, c'est un de ceux déjà classés qui double d'importance: tel le général Gonse qui sort bien augmenté des débats récents en Cour de cassation:

Gonse. — Qu'est-ce que cela vous fait que ce juif soit à l'île du Diable?

Picquart. — Mais s'il est innocent?

Gonse. — Comment voulez-vous revenir sur ce procès? Ce serait une histoire épouvantable! le général Saussier, le général Mercier sont engagés là-dedans.

Picquart. — Mon général, il est innocent, cela doit suffire.

Gonse. — Si vous ne dites rien, personne ne le saura...

L'affaire Dreyfus est un jeu de massacre où les poupées tombent à coup sûr. Un seul, un seul reçut la balle sans broncher, un seul fut honnête. Et le contraste fut si violent, les porte-sabre sont si bons repoussoirs en matière d'honnêteté, que Picquart, l'officier phénomène, devint d'emblée un héros. Afin d'éviter toute équivoque, Picquart, il va sans dire, fut chassé de l'armée.

En face de l'évidence, des gens, il est vrai, s'obstinent. De « quelques officiers tarés », ils en appellent à la « grande masse des officiers probes ». Ah! les pauvres dupes qui attendent pour y voir clair que toutes les poupées du jeu aient reçu la balle!

La proportion des militaires qui récemment se crurent tenus de porter le militarisme jusqu'au crime nous paraît déjà trop forte pour être le fait du hasard. Et comme il est peu admissible que toutes les brebis galeuses se soient trouvées à point sur le lieu de l'affaire, il faut bien admettre que quelques associations de malfaiteurs seraient encore possibles dans les cadres de l'armée. Parmi ceux qui se compromirent en la retentissante affaire, quelques-uns, venant d'ailleurs, n'y avaient pas d'intérêt immédiat, pas de première faute à cacher, partant nulle excuse. S'ils se prirent si vite à la contagion, c'est donc qu'ils en portaient le germe en eux-mêmes!

Pour ne voir en tout ceci qu'un point de pourriture, qu'un mal localisé, il faut une foi robuste. Certains ont cette foi. Ce sont les épurateurs de l'armée. Ils nous disent: « Prenez Chanoine, prenez Gonse, prenez Mercier, Billot, Zurlinden, Esterhazy, Henry, etc., mais laissez-nous les autres. Vous n'avez pas le droit de toucher aux autres! »

Voyons donc les *autres*.

Les officiers du régiment où servait Esterhazy savaient dès le début de l'affaire — un d'eux l'atteste enfin — par quelle ruse le fameux commandant se procura le manuel de tir qui fut contre Dreyfus une des bases de l'accusation. Tous connaissaient ce détail. Et tous se turent, tous gardèrent le silence, sachant que leur silence rivait un peu plus à son supplice un homme innocent. Question de discipline, nous répond-on en manière d'excuse. Mais accepter la discipline, voilà justement l'infamie quand la discipline est le contraire exact de l'honnêteté. Picquart l'officier honnête homme, l'officier phénomène s'embarrassa-t-il de discipline?

Confrontés avec l'affaire Dreyfus, les *autres* du régiment d'Esterhazy font, comme on voit, assez piètre figure. Et pas plus que les officiers d'état-major, ces officiers de troupe ne peuvent être une exception dans le corps entier des officiers. C'est donc une illusion à perdre. Les *autres* ne sont pas la contre-partie glorieuse des Henry et des Gonse, mais plutôt la pépinière où se recrutent les Gonse et les Henry. Un peu plus, un peu moins, au hasard des occasions, tous se valent.

Et comment ne se vaudraient-ils pas?

Le choix d'un tel métier est à lui seul une présomption d'immoralité. Car, remarquez-le, les officiers sont de ceux qui choisissent. Neuf fois sur dix, ils ont la vocation. Or, que penser de gens qui se sentent attirés vers cette survivance des barbaries anciennes, quand, à instruction égale, vingt carrières s'ouvrent où l'homme peut exercer noblement son intelligence, faire acte d'initiative et de solidarité sociale?

Sous les exigences du métier, dans le milieu de la profession, ces caractères douteux, ces moralités inférieures s'abaissent encore en de notables proportions.

Par la pratique de l'autorité, imposée ou subie selon le degré de la hiérarchie, mais jamais discutée, jamais expliquée, l'intelligence de l'officier se bouche. Exposé aux marques extérieures d'un respect outrancier, maître absolu d'un certain nombre d'hommes, vêtu d'or et de drap fin, sa vanité se gonfle. Habitué à manier à sa guise des gens qui n'ont pas le droit de se plaindre, sa sensibilité s'émousse.

C'est plus qu'il n'en faut pour aboutir à l'affaire Dreyfus. C'est l'affaire Dreyfus tout entière. Bêtise, cruauté, suffisance — choses d'essence militaire — sont ici à leur place. Et les esprits lucides qui cherchent les causes des faits, au lieu de s'indigner contre les individus, purent accueillir le gros scandale sans trop de surprise.

Les extraordinaires bonshommes qui, sans sourciller, maintiennent un innocent au bagne, veulent commander la manœuvre des cerveaux comme celle des bras et des jambes, et pensent nous faire peur avec des effets de tunique, sont évidemment des imbéciles et des canailles. Mais ce sont aussi, ne l'oublions pas, ce sont surtout des militaires professionnels... comme les autres.

Charles-Albert.

Le Congrès corporatif de Rennes (1)

Comme à peu près chaque année la question de retraite pour les travailleurs revient en discussion, plusieurs avaient apporté des projets tout faits, tous meilleurs les uns que les autres. Pelloutier n'a pas eu de mal à démontrer l'inefficacité de toutes les lois prétendues ouvrières, et que n'importe d'où viendrait l'argent pour alimenter cette caisse, ce serait toujours les ouvriers qui en feraient les frais. Rappelant ces lois ouvrières, et pour ne citer que les principales: décret de 1848 abolissant le marchandage, loi limitant la journée de travail, loi sur le travail des enfants, lois sur les logements insalubres, etc., etc., Pelloutier a démontré que ces lois n'avaient changé en rien le sort de la classe ouvrière; bien mieux, elles ne sont pas appliquées; tout dans notre société capitaliste marchant de pair, il est impossible de vouloir réformer un rouage, sans risquer de démolir tout l'édifice; les lois sont quelquefois votées, mais l'on s'aperçoit alors que leur application est impossible. Le Congrès s'est, du reste, séparé sans prendre de décisions, malgré un projet plutôt comique où il était question de « taxe sur les ouvriers étrangers », de sous-préfectures, et de réduction du service militaire, etc. Le prochain Congrès, faute de temps cette année, l'enverra rejoindre celui de l'année dernière connu sous le nom de projet Escuyer.

Cette année encore, la grève générale, dont les travailleurs parisiens viennent, avec un succès plus réel qu'apparent, de tenter l'essai, a donné lieu à une discussion assez vive. Non que certains en soient les adversaires, le Congrès en ayant adopté l'idée à la presque unanimité, mais une confusion semble s'établir dans l'esprit de certains délégués à propos de la grève générale qui n'est pas la même chose qu'une grève généralisée. La grève générale est non seulement un mouvement économique, mais son aboutissant inévitable doit être la révolution sociale.

Quelques-uns la prétendent « l'insurrection des bras croisés »: c'est là une grave erreur dont il faut cesser de berner la classe ouvrière. Grève générale doit être synonyme de révolution sociale. L'on a aussi discuté sur les meilleurs moyens à employer pour préparer la grève. Un tel mouvement ne se décrète pas à date fixe, il naît plutôt des situations. Mais il est bon de faire de la propagande autour de cette idée, afin d'y préparer les esprits. On vient du reste d'en avoir une preuve par la tentative qui vient d'avoir lieu à Paris au moment où l'on semblait s'y attendre le moins. Malheureusement les travailleurs, eux, ont attendu l'ordre des comités spéciaux pour se mettre en mouvement; c'est ce qui les a perdus. Aucune résolution virile n'a été prise. Un essai en sera peut-être tenté si la proposition de loi adoptée par le Sénat, et portant atteinte à l'existence des syndicats, vient en discussion devant la Chambre.

L'idée de la possibilité d'une grève générale est bien lancée à présent et fait chaque jour des progrès, malgré les politiciens socialistes qui ont toujours vu un mouvement en ce sens d'un mauvais œil. Le Congrès a désigné un certain nombre d'organisations, qui devront nommer des délégués pour faire une active propagande en faveur de l'idée de la grève générale.

Le boycottage et le sabottage, qui avaient été préconisés l'an dernier à Toulouse, sont revenus en discussion. Cette double tactique, qui a amené des résultats très appréciables aux Etats-Unis et en Angleterre, semble avoir été mal comprise des travailleurs français. Le délégué de la Fédération du Livre a exposé un moyen de boycottage à ajouter à ceux exposés dans le rapport de l'an dernier; il consiste dans la mise à l'index par les ouvriers de tous les magasins qui ne vendraient pas des marchandises pourvues de la *marque de connaissement*, marque qui certifierait que les ouvriers qui ont été employés à la fabrication de l'objet acheté ont été payés à un salaire raisonnable, ou font partie du syndicat de leur corporation.

Pour le sabottage, l'ouvrier devra, autant que faire se pourra, employer la maxime: *A mauvaise paye, mauvais travail;* c'est là une menace continuelle pour le patron. Mais il ne consiste pas toujours, comme certains ont semblé le croire, à gâcher la besogne; de plus, ce qui est possible dans une corporation ne l'est pas dans d'autres; il y a mille moyens de faire du sabottage; celui-ci peut se pratiquer aussi sur l'outillage patronal. L'ouvrier qui, étant payé à la journée, flâne, fait du sabottage; dans d'autres corporations, le sabottage se pratique avec succès sur la matière première, etc., etc. C'est en somme un moyen qui, généralisé, peut devenir une arme révolutionnaire, une épée de Damoclès toujours suspendue sur la tête de l'employeur rapace.

Plusieurs délégués sont venus citer des moyens de sabottage employés dans leur corporation. La note gaie a été fournie par le délégué des cuisiniers de Paris, lequel a cité un chef de cuisine qui, mécontent de son patron, avait rempli ses casseroles d'eau et de brique pilée. Une commission a été chargée de préparer une brochure et de faire toute la propagande possible tendant à vulgariser, et à mettre en pratique surtout, en cas ou à la veille d'une grève, l'idée du sabottage.

Je ne citerai que pour mémoire quelques revendications qui reviennent annuellement dans chaque congrès, revendications que seul le manque d'éducation de la classe ouvrière lui fait voir comme un mal réparable, mais qui en réalité tient à l'organisation sociale tout entière et ne s'en ira qu'avec elle. J'ai appuyé surtout — et c'est ce que le Congrès s'est efforcé principalement de discuter — sur les moyens de combat propres à activer l'émancipation du prolétariat. Ces différentes questions que je cite à dessein montrent que l'éducation de la classe

(1) Voir le numéro précédent.

ouvrière est loin d'être faite : chaque discussion sur ces questions a amené en présence les partisans de l'intervention de l'Etat en toute chose, et ceux qui n'attendent que de leurs propres forces, soit un adoucissement à leurs maux, soit la fin du régime capitaliste.

Voici quelques-unes de ces questions :

Extension de la prud'hommie à tous les salariés ; la question de l'apprentissage ; création d'inspecteurs ouvriers ; limitation de la charge trainée par un homme ; suppression des bureaux de placement, etc., etc.

En résumé, il faut, pour bien comprendre l'efficacité de notre immixtion dans les syndicats et par le fait même dans les congrès ouvriers, il faut, dis-je, décomposer ce mouvement en deux parties bien distinctes :

Un mouvement économique de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, avec, comme but bien déterminé, la suppression de ce régime.

En deuxième lieu, un mouvement nettement réformiste, ayant en vue la satisfaction de besoins immédiats, diminution de la durée du travail, augmentation de salaire, réformes de tous genres.

Notre action dans les milieux syndicaux s'est déjà fait sentir dans différentes circonstances, et, récemment, dans les différentes grèves qui viennent d'avoir lieu à Paris, où aucun élu, aucun porteur de mandat n'était admis à discourir auprès des grévistes. Qu'on veuille l'avouer ou non, c'est un des résultats de notre propagande dans le milieu corporatif. De notre intervention dans le milieu syndical et dans ses congrès nous apportons des résultats. La lutte qui a eu lieu à Rennes entre les centralistes partisans de tout réclamer aux pouvoirs publics, et les fédéralistes qui entendent agir par eux-mêmes, révolutionnairement s'il le faut, en est un autre.

C'est du mouvement ouvrier que sortira nécessairement la prochaine Révolution, et celle-ci sera ce que celui-ci sera lui-même. C'est donc à nous à transformer le milieu ; nous devons à tout instant y exposer nos idées. Bien vu à ses débuts par la bourgeoisie qui ne considérait dans le mouvement corporatif que ses allures mutuellistes, celle-ci l'a renié lorsqu'il est devenu socialiste. Nous l'avons en partie rendu purement économique et antiparlementaire : appliquons-nous à le rendre communiste-anarchiste. Le Congrès de Rennes, malgré ses hésitations, aura été, croyons-nous, un pas dans cette voie.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Jadis, dans mon enfance, alors que mon humeur vagabonde m'entraînait parfois fort avant dans les forêts de pins des Landes, on sut, pour me retenir à la maison, m'inspirer une sainte frayeur des pauvres bûcherons qui, dans ces bois, récoltent la résine. Ces « résiniers », me disait-on, sont des hommes terribles et cruels ; ils s'emparent des enfants qui s'aventurent à leur portée, les font fondre et en fabriquent des chandelles. Bien qu'alléché par la curiosité d'expérimenter la chose, sitôt que résonnait dans les taillis la hache d'un résinier, je m'enfuyais, le cœur battant d'angoisse ; le soir, je ne serais pas sorti sans m'être armé de « ma canne à épée » (!), aiguille à tricoter dérobée à ma mère et que j'avais emmanchée dans un bâton de sureau. Les grands bois m'effrayaient, non comme des cathédrales, mais comme des retraites redoutables au fond desquelles s'accomplissaient d'horribles mystères.

Le hasard voulut qu'un jour je me trouvasse nez à nez, au détour d'un fourré, avec un résinier !

Mon sang ne fit qu'un tour ; mais, plein d'amour-propre, je ne m'enfuis pas et le croisai, non sans le saluer d'un respectueux : « Bonjour, Monsieur ! » A mon grand étonnement, je ne fus pas empoigné ; bien mieux, cet ogre effroyable me répondit avec un doux sourire : « Bonjour, mon petit ami ! » Cette rencontre rompit le charme cruel dont on avait ensorcelé mon ignorance.

Ces souvenirs me reviennent au spectacle de l'effondrement si plaisant de la terrible légende dont, depuis tant d'années, on avait entouré tout ce qui concerne l'armée, la défense nationale et ses intangibles arcanes. Y porter la main, y glisser un regard, émettre seulement le moindre soupçon à leur égard, c'était, aussi indubitablement que Félix Faure est un sot, vouer sa tête à un immédiat foudroiement.

Mais voilà que, petit à petit, l'affaire Dreyfus nous montre que l'horrifique fantôme est, comme nous tous, de chair et d'os. Malgré ses hululements et ses bruits de chaînes, on a osé l'approcher, soulever son linceul ! Et loin de découvrir un terrifiant squelette, que voit-on ? Un vulgaire polichinelle d'assez laides manières et de mœurs fort peu édifiantes. Pour nous qui l'avions prédit, la découverte ne nous apprend rien. Mais il nous réjouit de voir la foule, jusqu'alors adoratrice du loup-garou, constater la sottise de sa superstition et vilipender volontiers aujourd'hui l'idole de la veille.

Si la revision se faisait, on devait nous conduire à la boucherie. La revision et, qui plus est, l'enquête sur les agissements de ces pontifes se font tranquillement, et nous sommes toujours là. Nous y serons encore quand les défroques de ces messieurs seront depuis longtemps les plus clinquants ornements des décrochez-moi-ça de l'avenir. Pour les vachalcades du prochain siècle, servira la tunique que vient de remporter l'Etat-major.

*
* *

Exemple. — Une femme, accompagnée de ses six enfants, se présentait, l'autre jour, dans un magasin de chaussures et y choisissait une paire de bottines pour chacun d'eux. Puis, elle se fit chausser elle-même, tandis que les gamins s'en allaient, prenant les devants, sur la recommandation de leur mère. Quand celle-ci fut servie, elle pria la marchande de l'accompagner chez elle, où elle paierait ; mais, au lieu de se diriger vers son domicile, elle conduisit la commerçante chez le commissaire de police, devant lequel elle déclara ce qui suit :

— J'avais besoin de chaussures neuves pour mes enfants et moi, dit l'inconnue, et je n'avais pas les moyens de les payer ; aussi ai-je trouvé juste de les prendre où il y en avait. Je vous laisse en échange toutes les vieilles ; de quoi vous plaignez-vous ? Je ne vous vole pas !

Cette femme a en outre refusé d'indiquer son domicile et de dire ce qu'étaient devenus ses enfants. Elle se contenta d'ajouter : « J'en serai quitte pour quelques mois de prison, et mes enfants seront chaussés pour l'hiver. »

Ce dévouement vaut certes autant que celui, prétendu, du colonel Henry faisant des faux par patriotisme. D'ailleurs, fit-elle pas mieux que de se pendre ?

André Girard.

*
* *

Entre deux maux. — Les paysans de San Salvatore et Montferrato (Italie), pour empêcher les explorations antiphylloxériques, ont lancé des pierres sur les carabiniers, qui ont riposté à coups de fusil.

Ceci prouve une chose, c'est que les paysans italiens, fort sensés, craignent bien plus les carabiniers que le phylloxera.

*
* *

Marâtre. — On a arrêté, à Saint-Denis, une malheureuse femme qui, pour n'être pas chassée par ses maîtres, avait accouché clandestinement, puis avait étranglé son enfant. Et l'on dit : mauvaise mère !

Sans doute on veut parler de la société, cette marâtre qui partage si mal ses caresses entre ses enfants, et qui, pour favoriser les uns, réduit les autres à la misère et au crime. Oui : mauvaise mère !

*
* *

Le droit du plus fort. — A Charonne, Marie Aniès brutalisait ses petites filles, surtout Georgette (deux ans et demi). Vendredi, entendant des cris de douleur, on pénétra chez elle et l'on trouva la petite Georgette, le corps noir de coups et le crâne fendu.

Ces cas de brutalité révoltante de parents envers leurs enfants sont tellement fréquents, qu'il n'est pas possible de les regarder comme des exceptions. C'est bien plutôt la règle. Et comment pourrait-il en être autrement, puisque tout, autour de nous, proclame le droit du fort sur le faible ?

Si quelqu'un devait avoir des droits, c'est pourtant le faible.

*
* *

L'homme brute. — Un ivrogne passait. Un apprenti chaudronnier survint qui, au lieu de s'éloigner avec dégoût, se moqua du vieillard titubant. Celui-ci se fâcha, et il y eut bataille. Le jeune homme saisit un des favoris du vieux et, tirant dessus de toute sa force, lui arracha la peau de la joue.

Nulle part on ne voit le respect de la faiblesse ou du malheur. Partout, le désir de se prouver sa force aux dépens des autres. En bas, on se frappe, on se meurtrit ; en haut, on ment, on falsifie, on brûle des dossiers, on torture des innocents, on brandit son sabre.

D'où vient l'exemple ?

*
* *

Cannes plombées. — Les antisémites sont des gens heureux : ils peuvent se permettre bien des choses qui coûteraient cher à de vulgaires anarchistes. L'autre mardi, place de la Concorde, n'ont-ils pas esquinté à coups de canne un commissaire de police ? Et la presse, si implacable quand il s'agit d'un acte violent de l'un des nôtres, est assez indulgente pour eux. Quant à la magistrature, elle les a remis en liberté provisoire.

Lorsque la police les gêne, les antisémites se fâchent, et c'est bien naturel ; mais quand elle tape sur les socialistes, les antisémites crient : Vive la police !

*
* *

Un malade. — Vacher, ancien élève des frères maristes, ancien sergent d'infanterie (ces détails ont leur inportance), vient d'être condamné à mort. Onze crimes, de son propre aveu ; onze fois il avait tué, violé, mutilé. En dépit des médecins légistes qui ont affirmé sa responsabilité, ce monstre était sûrement un malade. On va le tuer. On eût mieux fait de le guérir quand il était encore temps ; on eût surtout mieux fait de mettre les germes mauvais dans l'impossibilité de se développer en lui, par une éducation saine et par une existence saine.

*
* *

Encore un. — De Vacher au militarisme, il n'y a qu'un pas. Gourko, lieutenant de vaisseau de la marine russe, a volé et tenté d'assassiner, à Monte-Carlo, un de ses compatriotes.

Un officier assassin ! Et un officier russe, encore ! Que va dire Déroulède ?

*
* *

Nos troupiers. — A Versailles, près la pièce d'eau des Suisses, à la tombée de la nuit, un soldat — vous lisez bien — un soldat français a renversé, roué de coups et dévalisé une vieille dame.

Honneur de l'armée, voile-toi la face !

*
* *

Pilori. — Sur les murs, une affiche, modeste mais éloquente. En grosses lettres : *Un tel est un traître !* Puis cinq têtes — Mercier, Billot, Cavaignac, Zurlinden, Chanoine — avec, sous chacune, le rappel des mensonges ou des effronteries du monsieur qu'elle représente. C'est cruel.

Il n'y a qu'à considérer ces têtes pour être immédiatement fixé sur l'affaire Dreyfus. Je recommande surtout celles de Mercier, Billot et Zurlinden. C'est un régal.

R. Ch.

Italie.

Les journaux qui nous arrivent d'Italie nous apprennent que c'est pour notre image, *Chauvinard*, que M. Pelloux, ministre, vient de mettre en branle tout l'appareil judiciaire administratif et gabelou, afin de l'arrêter au passage. Or, étant donné qu'à la suite des derniers événements, la plupart des anarchistes ont été forcés ou d'émigrer ou de se cacher, ou sont au « domicilio coatto », nous expédions bien au moins *trois* exemplaires de notre organe à des abonnés qui le sont, sans doute, plutôt par curiosité ou par étude que par sympathie complète à nos idées. C'est à la poursuite de ces trois images que sont mobilisées les forces policières de M. Pelloux.

Cela n'a pas été pour rien, car une lettre du ministère des postes nous a avertis que la douane italienne avait arrêté un colis contenant des livres « contraires à l'ordre public ». Ces livres sont : la collection de notre journal, des exemplaires de nos brochures et des volumes pris chez divers éditeurs pour une commission dont on nous avait chargés, et dont nous avions fait l'avance de notre poche.

La carte postale suivante a immédiatement été envoyée au ministre de l'intérieur d'Italie :

Paris, 26 octobre.

Monsieur,

Une lettre du ministère des postes françaises m'annonce que vous avez fait saisir un colis contenant une collection des *Temps Nouveaux* (colis postal n° 574, 21 sept.). — Que vous empêchiez d'entrer en Italie les publications qui ne vous conviennent pas, vous êtes en puissance de le faire, je n'ai rien à dire ; mais que vous vous permettiez de vous en emparer, cela s'appelle un vol, et je vous croyais défenseur de la propriété !... J'attends la restitution de ce qui m'appartient.

J. Grave.

Angleterre

D'une lettre particulière d'un ami de Londres nous extrayons ce passage qui nous semble intéressant à reproduire, bien que cette lettre ne fût pas destinée à la publication.

« Dimanche passé, tout était à la guerre. Ici, dans des milieux bien renseignés, on en était persuadé et je pensais déjà que — puisqu'une guerre pour Fachoda me semblait impossible — je pensais déjà que c'était un parti pris de guerroyer avec la Russie et que, le voyant, votre alliée chérie allait vous jeter cette guerre sur les bras. Le *Daily News*, libéral, absolument contraire à la guerre, la voyait aussi venir.

« Tu ne saurais croire l'immensité des préparatifs que l'on a faits ici et que l'on fait encore aujourd'hui, malgré les bonnes dispositions à Paris.

« Ici on *veut* guerroyer. Les unionistes surtout, et les tories réactionnaires, veulent une guerre n'importe avec qui à tout prix. Moyen de faire marcher le commerce, d'étouffer le mouvement populaire qui, quoique très modéré, se dessine profond.

« Et voilà la peste au Turkestan russe. C'est ça que les Européens n'en meurent pas, « donc ça n'a pas d'importance », comme on disait ici crânement, il y a un an, alors qu'à Bombay les indigènes en mouraient comme des mouches !!

« On y regardera dix fois, maintenant, avant de guerroyer. Mais pauvre Russie, qui doit subir toute l'haleine empestée de l'Asie, le byzantinisme, le despotisme, les invasions mongoles, les sécheresses et la peste !!

« Il n'y a plus de doute possible. C'est bien la peste, la vraie, qui sévit déjà et déjà a fait son nid au Turkestan avant qu'on ait osé en prononcer le nom.

« Je suis furieux, en lisant les journaux, de voir ce que la peste russe fait de mal à la France. Que font-ils, que tripotent-ils tous ces officiers, grands-ducs et ministres russes en France ? C'est clair, maintenant. Comme le boulangisme fut la dernière carte de la monarchie — de même l'antisémitisme, l'antirévisionnisme et le reste. Et, pour une deuxième fois, Rochefort, l'âme de ce mouvement qui, au fond, n'a qu'un but, ramener Louis Bonaparte, le général russe. »

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les cours de l'*Ecole d'anthropologie* reprennent le 7 novembre.

Lundi, à 4 heures, M. Capitan : Anthropologie préhistorique : la Science préhistorique, ses méthodes, ses données générales. — A 5 heures, M. P.-G. Mahoudeau : Anthropologie zoologique ; l'Origine zoologique de l'homme.

Mardi, à 4 heures, M. André Lefèvre : Ethnographie et linguistique ; Développement de la langue et de l'esprit français (régime intellectuel et social) aux douzième et treizième siècles. — A 5 heures, M. Georges Hervé : Ethnologie ; ethnologie de l'Europe : Basques et Aquitains.

Mercredi, à 4 heures, M. Laborowski : Cours complémentaire ; l'Algérie, la Tunisie et les indigènes de l'Afrique du Nord. — A 5 heures, M. J. V. Laborde : Anthropologie biologique ; les Fonctions intellectuelles et instinctives ; les fonctions de défense et de lutte pour la vie à travers les âges et l'évolution anthropogénique ; les armes : flèches et poisons.

Vendredi, à 4 heures, M. F. Schrader : Géographie anthropologique ; l'Amérique : la terre et les hommes. — A 5 heures, M. Manouvrier : Anthropologie physiologique ; les Composantes biologiques du caractère ; Anthropologie comparée des sexes.

Samedi, à 4 heures, M. Ch. Letourneau : Sociologie (histoire des civilisations) ; la Chine comme type d'empire primitif.

Les cours sont publics et gratuits.

∴

Marseille. — Les camarades se réunissent les jeudi, samedi et dimanche à l'Amis Bar, 118, rue de Lodi.

Tous les dimanches, de 5 à 8 heures, à l'Amis Bar, 118, rue de Lodi, concert et causerie par un camarade.

∴

Le Mans. — *Groupe des Libertaires manceaux.* — Vu la situation grave, les Libertaires manceaux invitent tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* à se trouver samedi prochain, 5 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, chez Storrez, rue Saint-Gilles. Urgence absolue. Projet de coalition révolutionnaire.

∴

Nimes. — Les *Rénovateurs libertaires* se réunissent tous les samedis, pour l'étude des sujets d'actualité, café Ginier, salle du premier, boulevard Gambetta, 78. — Dimanches, réunions amicales.

∴

Bordeaux. — Les camarades se réunissent tous les samedis soir et dimanches après-midi au café de Russie, place des Augustins, dans le sous-sol.

∴

Bruxelles. — Lundi 7 novembre, à 8 heures du soir, à la Brasserie Belge, Grand'Place, conférence par la compagne Mélita, étudiante en philosophie.

Ordre du jour : *La Philosophie libertaire.*

Entrée : 10 centimes.

∴

Vient de paraître : *A l'aube d'un siècle*, par Flaustier ; Monier, éditeur, 4, rue de Rollebeck, à Bruxelles ; prix, 10 centimes.

"LE SOCIALISTE"

Un camarade nous apporte un entrefilet en réponse à des calomnies que ce torchon guesdiste a l'habitude de consacrer aux anarchistes. Ce serait faire trop d'honneur à ces jésuites qui ne sont même plus rouges, et dont la bave salirait même la boîte aux ordures. Il n'y a que le mépris pour répondre à des gens qui ne savent que mentir.

J. G.

AVIS

La douzième feuille de notre album vient de paraître ; c'est *La Vérité au conseil de guerre*, par Luce. Elle est en vente, comme les précédentes, au prix de 1 fr. 40, franco, en tube ; 3 fr. 50 l'édition d'amateur.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Willaume.* — **Les Errants,** *par Rysselbergh.* — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann Paul.*

Il ne reste plus que deux collections complètes, ordinaires, vendues 25 francs, et une d'amateur, 50 francs.

∴

Nous avons aussi Gueules noires, *10 dessins de Luce, d'après C. Meunier, 1 fr. 20 franco ; édition sur Japon, 3 fr., ainsi que notre image pour enfants :* Chauvinard, *0 fr. 15 franco ; 7 fr. le cent.*

∴

A tout nouvel abonné d'un an, il sera laissé, à titre de prime, toute la collection du journal pour 14 francs.

∴

Il nous reste des 9e année du Révolté, *6 et 7e année de la* Révolte, *que nous laissons au prix de 1 fr. l'année, plus les frais d'envoi, 0 fr. 60 en colis postal.*

∴

Dernières brochures parues : *Les Déclarations* d'Etiévant ; *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine ; *La Propagande socialiste*, par P. Lavroff, 0 fr. 15 l'ex. franco ; 7 fr. le cent.

∴

Une erreur typographique sur la couverture de la *Morale anarchiste* nous fait annoncer *Force et Matière* de Buchner à 6 fr. : c'est 7 fr. qu'il faut lire.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Travail et salaires en Angleterre depuis le treizième siècle, par Thorold Rogers ; 1 vol., 7 fr. 50, librairie Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Le Sens commun et son application aux sciences, par Maumetus ; 1 vol., 5 fr., à la *Revue Socialiste*, 78, passage Choiseul.

La Question ouvrière en Angleterre, par Paul de Rousiers ; 1 vol., Firmin-Didot, 56, rue Jacob.

L'Evolution du darwinisme biologique, par C. Fages ; 1 brochure, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

En chemin de fer, par Audié Léo ; 1 brochure, 0 fr. 35, imprimerie Nancéienne, 15, rue de la Pépinière, Nancy.

A lire :

Ceux qui rentrent, J. Jullien, *Aurore*, 26 octobre.

La Bataille continue. — Pour changer. — Le Coup de massue, articles de Clémenceau, *Aurore* des 27, 28 et 29 octobre.

Refaire un peuple, U. Gohier, *Aurore*, 1er novembre.

Lettre de Tolstoï, *Temps*, 31 octobre.

PETITE CORRESPONDANCE

V. C. — En effet, un peu pâle l'extrait de de Greeff ; d'autant plus qu'il y a bien des réserves à faire sur son appréciation de la civilisation romaine.

C., à Béziers. — Votre règlement se trouve porté au n° 25, 23 et 24 ne faisant qu'un seul numéro.

C. T., au Peille. — Oui, pouvez payer en timbres.

T., à Reims. — Nous la mettons de côté.

P. M. W. — Reçu le fait divers, mais trop peu saillant. La place nous manque.

M., à Bruxelles. — Bon, ça va.

H. M., à Binche. — Vous avez oublié d'affranchir votre lettre, ça nous a coûté 0 fr. 50.

F. R., à Gijon. — J'envoie les numéros qui manquent. En effet, votre abonnement finit à la date que vous dites. Nous le prolongeons de 3 mois.

L., à la Ferté-Saint-Aubin. — Oui, pouvez vous abonner à la *Feuille* séparément, 25, rue de Navarin.

L. C., à Marseille. — Reçu 50 fr. de la librairie Larousse, mais sans explication sur leur destination (?).

Ecole libertaire, reçu par Ardouin : Camarade M., 5 fr. ; Quête hebdomadaire d'un atelier (3 versements), 8 fr. 50 ; Un camarade, 2 fr. ; Marseille : Groupe libertaire de Mempenti, 10 fr. — Total : 25 fr. 50.

Reçu pour le journal : V. C., à la Chapelle, 1 fr. 50. — F. R. à Quilme, 1 fr. — L. V., à Tullins, 1 fr. — Remise sur placement de séries *Dictionnaire La Châtre*, 2 fr. 20. — Chinon, 4 fr. 40. — H. R., 12 fr. — T., à Reims, 4 fr. — Rod, 2 fr. ; A. A., 1 fr. ; H. R., 5 fr. — L. B. I., 2 fr. — R., à Cahors, 0 fr. 50. — Divers anonymes, 6 fr. 40. — Merci à tous.

L., à Saint-André. — P. A., à Angers. — G., à Amiens. — Z., à la Plata. — B., au Mans. — D., à Bruxelles. — C., au Peille. — C., à Béziers. — O., à Beauvais. — P., à Châlons. — N., à Metelen. — V. L., Paris. — C. T., à Funchal. — *Sociala.* — J. I., à Buenos-Ayres. — G. D., Reims. — K., à Rennes. — C., au Lavandou. — V., à Nimes. — H., à Vienne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 29 | DIX CENTIMES | DU 12 AU 18 NOVEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE GOUVERNEMENT TYPIQUE

L'Etat, bien qu'il nous opprime et nous exploite, a encore, malheureusement, ses amateurs. Je ne parle pas des défenseurs de l'Etat (fonctionnaires, militaires, professionnels, etc.) qui vivent de ses crimes, ni des exploiteurs qu'il protège. Avec ces défenseurs intéressés on ne discute pas : nous les trouvons contre nous dans la propagande et dans la lutte de chaque jour ; ils sont, et bien naturellement, les adversaires irréductibles de la liberté et du bien-être pour tous.

Mais la force de l'Etat consiste, plus que dans l'énergie de ses défenseurs, dans l'inconscience de la grande majorité des individus, maintenue et accrue par de nombreux préjugés.

On crie au parti pris, toutes les fois que, dans la discussion, dans les journaux ou à la tribune, nous affirmons que la fonction normale de tout gouvernement — fonction plus ou moins développée selon qu'est plus ou moins forte la résistance des gouvernés — consiste à rendre plus aiguë la misère des travailleurs (impôts, politique coloniale, protectionnisme, etc.) et à opprimer (militarisme, persécution politique, répression des révoltes, etc.) ses sujets.

Pour qui a l'habitude d'observer les faits sociaux, c'est une vérité banale d'affirmer que la richesse des gouvernants est faite de la misère des gouvernés, leur pouvoir de nuire de la soumission tacite et aveugle des sujets. Innombrables sont ces exemples pour prouver que l'Etat a toujours essayé d'étouffer toute initiative qui tendait à développer la science, à élargir la liberté, à accroître le bien-être pour tous ; on n'a que la difficulté du choix. Tout le monde peut observer que la civilisation consiste tout simplement à se passer de la protection gouvernementale ; que toutes les initiatives élevées de l'esprit humain s'organisent et prospèrent sans que l'Etat intervienne, souvent contre sa volonté (organisations internationales, scientifiques, politiques, etc.).

Si, pour prouver ces vérités dans la vie passée des peuples, nous en appelons à l'histoire, très peu de monde pourra nous comprendre, parce que, pour la généralité des hommes, grâce à l'instruction gouvernementale, l'histoire se réduit aux batailles livrées par les rois et aux concubines qu'ils ont entretenues.

Si nous en appelons, pour le temps présent, à l'observation de la vie sociale, on se bornera à discuter les pirouettes parlementaires de nos députés, comme si les députés faisaient autre chose que satisfaire leurs intérêts immédiats, et le progrès ne s'accomplissait pas par les efforts continuels de tous les hommes, travailleurs des bras et du cerveau.

Les conditions sociales des ouvriers leur interdisent malheureusement tout travail prolongé et logique d'analyse. Ils orientent leur conduite selon l'impression que produit sur leur esprit quelque fait éclatant, qui choque ouvertement leurs intérêts et leurs sentiments.

Si on se place à ce point de vue, on peut considérer que l'intervention des troupes contre les ouvriers dans la dernière grève des terrassiers a porté un rude coup à la confiance dans le rôle bienfaisant de l'Etat et de l'armée. Et cette intervention n'était pourtant que normale de la part du gouvernement français, qui chaque jour exerce son influence en faveur de l'exploitation capitaliste.

Les petits faits échappent à l'observation des travailleurs, les grands produisent leur effet. De cette manière, le radical Brisson est passible des *lois scélérates*.

De même que dans la vie physiologique l'hypertrophie d'un organe démontre clairement — sans doute possible — la fonction qu'il accomplit, de même, dans les périodes de transition de la vie sociale, quand, avec la mort d'une civilisation, tombent les hypocrisies qui la leurraient sur ses maux ; quand, dans les contrastes aigus de la richesse et de la misère et pour la conservation du vieux monde contre la civilisation nouvelle qui surgit, le gouvernement déploie toutes ses forces, tout le monde alors saisit les maux qu'il engendre, l'exploitation qu'il exerce et qu'il défend, l'esclavage qu'il impose, en un mot son rôle véritable.

Dans les conditions sociales de la France d'aujourd'hui, on ne sent pas assez vite toute l'horreur de l'exploitation et de l'oppression gouvernementales, parce que les conditions économiques du pays permettent au gouvernement de ne pas pousser à la dernière limite ses rapacités fiscales, et que l'opinion publique paralyse quelque peu sa tyrannie. Cela ne se produit ni en Espagne, ni en Italie. La famine y domine et se manifeste même aux yeux des plus optimistes, par les émeutes périodiques. Et le gouvernement y exerce toute l'action dont il est capable : la famine partout, l'armée contre les ouvriers, la prison contre les penseurs ; voilà tout ce qu'il fait. Rien d'autre ! Comme dernière échéance, la guerre que les ouvriers payent avec leur vie et leur argent, et qui, victorieuse, servira à prolonger pour quelque temps le parasitisme des gouvernants et des classes dominantes. L'un ou l'autre, le gouvernement espagnol ou l'italien, peuvent donc représenter le gouvernement typique. Leurs exploits sont ceux qu'à des degrés divers tout gouvernement accomplit. Mais l'italien mieux que l'espagnol. En Espagne, il y a encore trop de survivances sociales et le gouvernement n'a pas fait complètement sa transformation bourgeoise. Tandis qu'en Italie, où il est né de la révolution pour l'indépendance nationale, accomplie par le peuple et exploitée par la bourgeoisie, il a combattu le clergé, il a manqué à ses promesses en faveur des ouvriers, il possède toutes les qualités requises pour être le type du gouvernement moderne.

Les émeutes de la faim et leur répression, la persécution politique... habituelle. Et mieux encore, on savait qu'on tuait les détenus dans les prisons (Fruzzi à Rome, Forno à Gênes), maintenant on organise l'assassinat dans les colonies de relégation.

Nous traduisons de l'*Avanti* (13 octobre) cette lettre d'un *coatto*, c'est-à-dire d'un relégué par décision de la préfecture :

« Assab (Afrique), 17 septembre.

« Cher compagnon,

« Je t'envoie cette lettre de ce lieu de martyre pour t'informer de la triste vie que je mène avec 190 autres *coatti*. Il y a trois mois que nous sommes ici, rassemblés dans des locaux très semblables aux lieux de reclusion, et nous n'avons jamais pu, à cause de la censure, écrire la vérité.

« Maintenant que j'ai le moyen de t'écrire, voici de nos nouvelles. Nourriture : 600 grammes de pain et un peu de soupe tous les jours ; trois fois la semaine, une galette, un peu de café, et un petit morceau de viande. Pour boisson unique, de l'eau saumâtre.

« Le climat et la nourriture ont épuisé nos forces ; après deux mois, nos trois chambrées semblaient trois salles d'hôpital. Tous étaient malades. Et le traitement disciplinaire, quelle horrible chose ! Il suffit de réclamer quelqu'un de nos droits, écrits et fixés par le règlement, pour être accusés d'insubordination.

« Alors commence le martyre. Cellule de rigueur avec les fers aux mains et aux pieds, le pain et l'eau pour toute nourriture.

« Quand j'y pense, c'est une horreur !

« Le pauvre Franchi Alessandro, de Spolète, eut huit jours de cellule. La fièvre le prit, le jeûne fit le reste. Il dépérissait à vue d'œil. Le médecin demanda qu'on le fît sortir de ce tombeau, mais le directeur attendit que la peine fût accomplie. Quand il revint à la chambrée, on ne le reconnaissait plus ; c'était une ombre. La fièvre continua son œuvre. Son organisme débile cessa de résister ; il est mort dans la nuit.

« Ce ne fut pas le seul décès. Un autre est mort quelque temps après : Petrini Pietro, de Livourne. Il était arrivé à Assab très malade, et le médecin répondait à ses plaintes : « Certes, il faudrait une quarantaine de jours de cure continue, mais ici c'est complètement impossible et le directeur ne permettrait pas que vous sortiez d'ici. » Il le condamna ainsi à mort. La fièvre le tourmenta pendant plusieurs jours ; il ne quitta pas le lit de plusieurs semaines. Il est mort dans la chambrée à côté de nous.

« Et quelles tortures que les nôtres ! Outre le

Cela n'a pas été pour rien, car une lettre du ministère des postes nous a avertis que la douane italienne avait arrêté un colis contenant des livres « contraires à l'ordre public ». Ces livres sont : la collection de notre journal, des exemplaires de nos brochures et des volumes pris chez divers éditeurs pour une commission dont on nous avait chargés, et dont nous avions fait l'avance de notre poche.

La carte postale suivante a immédiatement été envoyée au ministre de l'intérieur d'Italie :

Paris, 26 octobre.

Monsieur,

Une lettre du ministère des postes françaises m'annonce que vous avez fait saisir un colis contenant une collection des *Temps Nouveaux* (colis postal n° 574, 21 sept.). — Que vous empêchiez d'entrer en Italie les publications qui ne vous conviennent pas, vous êtes en puissance de le faire, je n'ai rien à dire; mais que vous vous permettiez de vous en emparer, cela s'appelle un vol, et je vous croyais défenseur de la propriété!... J'attends la restitution de ce qui m'appartient.

J. Grave.

Angleterre.

D'une lettre particulière d'un ami de Londres nous extrayons ce passage qui nous semble intéressant à reproduire, bien que cette lettre ne fût pas destinée à la publication.

« Dimanche passé, tout était à la guerre. Ici, dans des milieux bien renseignés, on en était persuadé et je pensais déjà que — puisqu'une guerre pour Fachoda me semblait impossible — je pensais déjà que c'était un parti pris de guerroyer avec la Russie et que, le voyant, votre alliée chérie allait vous jeter cette guerre sur les bras. Le *Daily News*, libéral, absolument contraire à la guerre, la voyait aussi venir.

« Tu ne saurais croire l'immensité des préparatifs que l'on a faits ici et que l'on fait encore aujourd'hui, malgré les bonnes dispositions à Paris.

« Ici on *veut* guerroyer. Les unionistes surtout, et les tories réactionnaires, veulent une guerre n'importe avec qui à tout prix. Moyen de faire marcher le commerce, d'étouffer le mouvement populaire qui, quoique très modéré, se dessine profond.

« Et voilà la peste au Turkestan russe. C'est ça que les Européens n'en meurent pas, « donc ça n'a pas d'importance », comme on disait ici crânement, il y a un an, alors qu'à Bombay les indigènes en mouraient comme des mouches!!

« On y regardera dix fois, maintenant, avant de guerroyer. Mais pauvre Russie, qui doit subir toute l'haleine empestée de l'Asie, le byzantinisme, le despotisme, les invasions mongoles, les sécheresses et la peste!!

« Il n'y a plus de doute possible. C'est bien la peste, la vraie, qui sévit déjà et déjà a fait son nid au Turkestan avant qu'on ait osé en prononcer le nom.

« Je suis furieux, en lisant les journaux, de voir ce que la peste russe fait de mal à la France. Que font-ils, que tripotent-ils tous ces officiers, grands-ducs et ministres russes en France? C'est clair, maintenant. Comme le boulangisme fut la dernière carte de la monarchie — de même l'antisémitisme, l'antirévisionnisme et le reste. Et, pour une deuxième fois, Rochefort, l'âme de ce mouvement qui, au fond, n'a qu'un but, ramener Louis Bonaparte, le général russe. »

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Les cours de l'*Ecole d'anthropologie* reprennent le 7 novembre.

Lundi, à 4 heures, M. Capitan : Anthropologie préhistorique : la Science préhistorique, ses méthodes, ses données générales. — A 5 heures, M. P.-G. Mahoudeau : Anthropologie zoologique; l'Origine zoologique de l'homme.

Mardi, à 4 heures, M. André Lefèvre : Ethnographie et linguistique; Développement de la langue et de l'esprit français (régime intellectuel et social) aux douzième et treizième siècles. — A 5 heures, M. Georges Hervé : Ethnologie; ethnologie de l'Europe : Basques et Aquitains.

Mercredi, à 4 heures, M. Laborowski : Cours complémentaire; l'Algérie, la Tunisie et les indigènes de l'Afrique du Nord. — A 5 heures, M. J. V. Laborde : Anthropologie biologique; les Fonctions intellectuelles et instinctives : les fonctions de défense et de lutte pour la vie à travers les âges et l'évolution anthropogénique; les armes : flèches et poisons.

Vendredi, à 4 heures, M. F. Schrader : Géographie anthropologique; l'Amérique : la terre et les hommes. — A 5 heures, M. Manouvrier : Anthropologie physiologique; les Composantes biologiques du caractère; Anthropologie comparée des sexes.

Samedi, à 4 heures, M. Ch. Letourneau : Sociologie (histoire des civilisations); la Chine comme type d'empire primitif.

Les cours sont publics et gratuits.

⁂

Marseille. — Les camarades se réunissent les jeudi, samedi et dimanche à l'Amis Bar, 118, rue de Lodi.

Tous les dimanches, de 5 à 8 heures, à l'Amis Bar, 118, rue de Lodi, concert et causerie par un camarade.

⁂

Le Mans. — *Groupe des Libertaires manceaux.* — Vu la situation grave, les Libertaires manceaux invitent tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* à se trouver samedi prochain, 5 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, chez Storrez, rue Saint-Gilles. Urgence absolue. Projet de coalition révolutionnaire.

⁂

Nimes. — Les *Rénovateurs libertaires* se réunissent tous les samedis, pour l'étude des sujets d'actualité, café Ginier, salle du premier, boulevard Gambetta, 78. — Dimanches, réunions amicales.

⁂

Bordeaux. — Les camarades se réunissent tous les samedis soir et dimanches après-midi au café de Russie, place des Augustins, dans le sous-sol.

⁂

Bruxelles. — Lundi 7 novembre, à 8 heures du soir, à la Brasserie Belge, Grand'Place, conférence par la compagne Mélita, étudiante en philosophie.

Ordre du jour : *La Philosophie libertaire.*

Entrée : 10 centimes.

⁂

Vient de paraître : *A l'aube d'un siècle*, par Flaustier; Monier, éditeur, 4, rue de Rollebeck, à Bruxelles; prix, 10 centimes.

"LE SOCIALISTE"

Un camarade nous apporte un entrefilet en réponse à des calomnies que ce torchon guesdiste a l'habitude de consacrer aux anarchistes. Ce serait faire trop d'honneur à ces jésuites qui ne sont même plus rouges, et dont la bave salirait même la boîte aux ordures. Il n'y a que le mépris pour répondre à des gens qui ne savent que mentir.

J. G.

AVIS

La douzième feuille de notre album vient de paraître; c'est *La Vérité au conseil de guerre*, par Luce. Elle est en vente, comme les précédentes, au prix de 1 fr. 40, franco, en tube; 3 fr. 50 l'édition d'amateur.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Willaume.* — **Les Errants,** *par Rysselbergh.* — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann Paul.*

Il ne reste plus que deux collections complètes, ordinaires, vendues 25 francs, et une d'amateur, 50 francs.

⁂

Nous avons aussi Gueules noires, *10 dessins de Luce, d'après C. Meunier, 1 fr. 20 franco; édition sur Japon, 5 fr., ainsi que notre image pour enfants :* Chauvinard, *0 fr. 15 franco; 7 fr. le cent.*

⁂

A tout nouvel abonné d'un an, il sera laissé, à titre de prime, toute la collection du journal pour 14 francs.

⁂

Il nous reste des 9e année du Révolté, *6 et 7e année de la* Révolte, *que nous laissons au prix de 1 fr. l'année, plus les frais d'envoi, 0 fr. 60 en colis postal.*

⁂

Dernières brochures parues : *Les Déclarations* d'Etiévant; *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine; *La Propagande socialiste*, par P. Lavroff, 0 fr. 15 l'ex. franco; 7 fr. le cent.

⁂

Une erreur typographique sur la couverture de la *Morale anarchiste* nous fait annoncer *Force et Matière* de Buchner à 6 fr. : c'est 7 fr. qu'il faut lire.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Travail et salaires en Angleterre depuis le treizième siècle, par Thorold Rogers; 1 vol., 7 fr. 50, librairie Guillaumin, 14, rue Richelieu.

Le Sens commun et son application aux sciences, par Maumetus; 1 vol., 5 fr., à la *Revue Socialiste*, 78, passage Choiseul.

La Question ouvrière en Angleterre, par Paul de Rousiers; 1 vol., Firmin-Didot, 56, rue Jacob.

L'Evolution du darwinisme biologique, par C. Fages; 1 brochure, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

En chemin de fer, par Audié Léo; 1 brochure, 0 fr. 35, imprimerie Nancéienne, 15, rue de la Pépinière, Nancy.

A lire :

Ceux qui rentrent, J. Jullien, *Aurore*, 26 octobre.

La Bataille continue. — Pour changer. — Le Coup de massue, articles de Clémenceau, *Aurore* des 27, 28 et 29 octobre.

Refaire un peuple, U. Gohier, *Aurore*, 1er novembre.

Lettre de Tolstoï, *Temps*, 31 octobre.

PETITE CORRESPONDANCE

V. C. — En effet, un peu pâle l'extrait de de Greeff; d'autant plus qu'il y a bien des réserves à faire sur son appréciation de la civilisation romaine.

C., à Béziers. — Votre règlement se trouve porté au n° 25, 23 et 24 ne faisant qu'un seul numéro.

C. T., au Peille. — Oui, pouvez payer en timbres.

T., à Reims. — Nous la mettons de côté.

P. M. W. — Reçu le fait divers, mais trop peu saillant. La place nous manque.

M., à Bruxelles. — Bon, ça va.

H. M., à Binche. — Vous avez oublié d'affranchir votre lettre, ça nous a coûté 0 fr. 50.

F. R., à Gijon. — J'envoie les numéros qui manquent. En effet, votre abonnement finit à la date que vous dites. Nous le prolongeons de 3 mois.

L., à la Ferté-Saint-Aubin. — Oui, pouvez vous abonner à la *Feuille* séparément, 25, rue de Navarin.

L. C., à Marseille. — Reçu 50 fr de la librairie Larousse, mais sans explication sur leur destination (?).

Ecole libertaire, reçu par Ardouin : Camarade M., 5 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier (3 versements), 8 fr. 50; Un camarade, 2 fr.; Marseille : Groupe libertaire de Mempenti, 10 fr. — Total : 25 fr. 50.

Reçu pour le journal : V. C., à la Chapelle, 1 fr. 50. — F. R. à Quilme, 1 fr. — L. V., à Tullins, 1 fr. — Remise sur placement de séries *Dictionnaire La Châtre*, 2 fr. 20. — Chinon, 4 fr. 40. — H. R., 12 fr. — T., à Reims, 4 fr. — Rod, 2 fr.; A. A., 1 fr.; H. R., 5 fr. — L. B. I., 2 fr. — R., à Cahors, 0 fr. 50. — Divers anonymes, 6 fr. 40. — Merci à tous.

L., à Saint-André. — P. A., à Angers. — G., à Amiens. — Z., à la Plata. — B., au Mans. — D., à Bruxelles. — C., au Peille. — C., à Béziers. — O., à Beauvais. — P., à Châlons. — N., à Metelen. — V. L., Paris. — C. T., à Funchal. — *Sociala.* — J. I., à Buenos-Ayres. — G. D., Reims. — K., à Rennes. — C., au Lavandou. — V., à Nîmes. — H., à Vienne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 29 — DIX CENTIMES — DU 12 AU 18 NOVEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE GOUVERNEMENT TYPIQUE

L'Etat, bien qu'il nous opprime et nous exploite, a encore, malheureusement, ses amateurs. Je ne parle pas des défenseurs de l'Etat (fonctionnaires, militaires, professionnels, etc.) qui vivent de ses crimes, ni des exploiteurs qu'il protège. Avec ces défenseurs intéressés on ne discute pas: nous les trouvons contre nous dans la propagande et dans la lutte de chaque jour; ils sont, et bien naturellement, les adversaires irréductibles de la liberté et du bien-être pour tous.

Mais la force de l'Etat consiste, plus que dans l'énergie de ses défenseurs, dans l'inconscience de la grande majorité des individus, maintenue et accrue par de nombreux préjugés.

On crie au parti pris, toutes les fois que, dans la discussion, dans les journaux ou à la tribune, nous affirmons que la fonction normale de tout gouvernement — fonction plus ou moins développée selon qu'est plus ou moins forte la résistance des gouvernés — consiste à rendre plus aiguë la misère des travailleurs (impôts, politique coloniale, protectionnisme, etc.) et à opprimer (militarisme, persécution politique, répression des révoltes, etc.) ses sujets.

Pour qui a l'habitude d'observer les faits sociaux, c'est une vérité banale d'affirmer que la richesse des gouvernants est faite de la misère des gouvernés, leur pouvoir de nuire de la soumission tacite et aveugle des sujets. Innombrables sont ces exemples pour prouver que l'Etat a toujours essayé d'étouffer toute initiative qui tendait à développer la science, à élargir la liberté, à accroître le bien-être pour tous; on n'a que la difficulté du choix. Tout le monde peut observer que la civilisation consiste tout simplement à se passer de la protection gouvernementale; que toutes les initiatives élevées de l'esprit humain s'organisent et prospèrent sans que l'Etat intervienne, souvent contre sa volonté (organisations internationales, scientifiques, politiques, etc.).

Si, pour prouver ces vérités dans la vie passée des peuples, nous en appelons à l'histoire, très peu de monde pourra nous comprendre, parce que, pour la généralité des hommes, grâce à l'instruction gouvernementale, l'histoire se réduit aux batailles livrées par les rois et aux concubines qu'ils ont entretenues.

Si nous en appelons, pour le temps présent, à l'observation de la vie sociale, on se bornera à discuter les pirouettes parlementaires de nos députés, comme si les députés faisaient autre chose que satisfaire leurs intérêts immédiats, et le progrès ne s'accomplissait pas par les efforts continuels de tous les hommes, travailleurs des bras et du cerveau.

Les conditions sociales des ouvriers leur interdisent malheureusement tout travail prolongé et logique d'analyse. Ils orientent leur conduite selon l'impression que produit sur leur esprit quelque fait éclatant, qui choque ouvertement leurs intérêts et leurs sentiments.

Si on se place à ce point de vue, on peut considérer que l'intervention des troupes contre les ouvriers dans la dernière grève des terrassiers a porté un rude coup à la confiance dans le rôle bienfaisant de l'Etat et de l'armée. Et cette intervention n'était pourtant que normale de la part du gouvernement français, qui chaque jour exerce son influence en faveur de l'exploitation capitaliste.

Les petits faits échappent à l'observation des travailleurs, les grands produisent leur effet. De cette manière, le radical Brisson est passible des *lois scélérates*.

De même que dans la vie physiologique l'hypertrophie d'un organe démontre clairement — sans doute possible — la fonction qu'il accomplit, de même, dans les périodes de transition de la vie sociale, quand, avec la mort d'une civilisation, tombent les hypocrisies qui la leurraient sur ses maux; quand, dans les contrastes aigus de la richesse et de la misère et pour la conservation du vieux monde contre la civilisation nouvelle qui surgit, le gouvernement déploie toutes ses forces, tout le monde alors saisit les maux qu'il engendre, l'exploitation qu'il exerce et qu'il défend, l'esclavage qu'il impose, en un mot son rôle véritable.

Dans les conditions sociales de la France d'aujourd'hui, on ne sent pas assez vite toute l'horreur de l'exploitation et de l'oppression gouvernementales, parce que les conditions économiques du pays permettent au gouvernement de ne pas pousser à la dernière limite ses rapacités fiscales, et que l'opinion publique paralyse quelque peu sa tyrannie. Cela ne se produit ni en Espagne, ni en Italie. La famine y domine et se manifeste même aux yeux des plus optimistes, par les émeutes périodiques. Et le gouvernement y exerce toute l'action dont il est capable : la famine partout, l'armée contre les ouvriers, la prison contre les penseurs; voilà tout ce qu'il fait. Rien d'autre! Comme dernière échéance, la guerre que les ouvriers payent avec leur vie et leur argent, et qui, victorieuse, servira à prolonger pour quelque temps le parasitisme des gouvernants et des classes dominantes. L'un ou l'autre, le gouvernement espagnol ou l'italien, peuvent donc représenter le gouvernement typique. Leurs exploits sont ceux qu'à des degrés divers tout gouvernement accomplit. Mais l'italien mieux que l'espagnol. En Espagne, il y a encore trop de survivances sociales et le gouvernement n'a pas fait complètement sa transformation bourgeoise. Tandis qu'en Italie, où il est né de la révolution pour l'indépendance nationale, accomplie par le peuple et exploitée par la bourgeoisie, il a combattu le clergé, il a manqué à ses promesses en faveur des ouvriers, il possède toutes les qualités requises pour être le type du gouvernement moderne.

Les émeutes de la faim et leur répression, la persécution politique... habituelle. Et mieux encore, on savait qu'on tuait les détenus dans les prisons (Fruzzi à Rome, Forno à Gênes), maintenant on organise l'assassinat dans les colonies de relégation.

Nous traduisons de l'*Avanti* (13 octobre) cette lettre d'un *coatto*, c'est-à-dire d'un relégué par décision de la préfecture :

« Assab (Afrique), 17 septembre.

« Cher compagnon,

« Je t'envoie cette lettre de ce lieu de martyre pour t'informer de la triste vie que je mène avec 190 autres *coatti*. Il y a trois mois que nous sommes ici, rassemblés dans des locaux très semblables aux lieux de reclusion, et nous n'avons jamais pu, à cause de la censure, écrire la vérité.

« Maintenant que j'ai le moyen de t'écrire, voici de nos nouvelles. Nourriture : 600 grammes de pain et un peu de soupe tous les jours; trois fois la semaine, une galette, un peu de café, et un petit morceau de viande. Pour boisson unique, de l'eau saumâtre.

« Le climat et la nourriture ont épuisé nos forces; après deux mois, nos trois chambrées semblaient trois salles d'hôpital. Tous étaient malades. Et le traitement disciplinaire, quelle horrible chose! Il suffit de réclamer quelqu'un de nos droits, écrits et fixés par le règlement, pour être accusés d'insubordination.

« Alors commence le martyre. Cellule de rigueur avec les fers aux mains et aux pieds, le pain et l'eau pour toute nourriture.

« Quand j'y pense, c'est une horreur!

« Le pauvre Franchi Alessandro, de Spolète, eut huit jours de cellule. La fièvre le prit, le jeûne fit le reste. Il dépérissait à vue d'œil. Le médecin demanda qu'on le fit sortir de ce tombeau, mais le directeur attendit que la peine fût accomplie. Quand il revint à la chambrée, on ne le reconnaissait plus; c'était une ombre. La fièvre continua son œuvre. Son organisme débile cessa de résister; il est mort dans la nuit.

« Ce ne fut pas le seul décès. Un autre est mort quelque temps après : Petrini Pietro, de Livourne. Il était arrivé à Assab très malade, et le médecin répondait à ses plaintes : « Certes, il faudrait une quarantaine de jours de cure continue, mais ici c'est complètement impossible et le directeur ne permettrait pas que vous sortiez d'ici. » Il le condamna ainsi à mort. La fièvre le tourmenta pendant plusieurs jours; il ne quitta pas le lit de plusieurs semaines. Il est mort dans la chambrée à côté de nous.

« Et quelles tortures que les nôtres! Outre le

climat meurtrier et la nourriture insuffisante, tout ce qui nous entoure semble disposé pour nous opprimer.

« Une trentaine de *coatti* sont occupés à récolter des cailloux dans le pays; ils sont accompagnés par une section de nègres, la baïonnette au canon.

« Nous n'avons qu'une heure par jour de promenade; c'est l'heure du bain. Nous marchons entre deux files de nègres dans notre costume de *coatti*. Il consiste en une chemise blanche, et en pantalons très rudes.

« Nous ne pouvons dépenser d'argent qu'en une certaine limite, comme à la reclusion.

« Les lettres que nous recevons sont, elles aussi, soumises à la censure. Depuis le 15 juillet, je n'ai pas reçu de nouvelles : m'a-t-on supprimé ma correspondance?

« Si tu savais quelles difficultés il y a pour que cette lettre t'arrive! Rends-la publique pour que l'on sache comment ces 190 *coatti* meurent au *domicilio coatto*.

« Ton très affectionné,

« Ferruccio Borsoni. »

Et c'est ce gouvernement d'affameurs et d'assassins qui a pris l'initiative d'une conférence internationale contre les anarchistes!

* * *

Le diagnostic du gouvernement est complet : la famine, la persécution politique, l'assassinat des détenus et des relégués et l'inévitable hypocrisie de se réclamer de la civilisation, de la morale, et semblables idées générales.

N. S.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

RÉFLEXIONS APRÈS LA GRÈVE

La grève générale... Ce mot était encore, il y a quelques jours, dans toutes les bouches. Et ce mot avait suffi pour que chacun, hostile ou sympathique, devînt attentif. Malaise pour les uns, sensation de bien-être chez les autres, ce fut un étonnement. Tout le monde sentit passer quelque chose d'inconnu, de très grave, d'essentiel.

Quoi, au juste? Peu l'auraient su dire... Voici, peut-être :

Ceux de la grève générale ne sont pas des esclaves fatigués refusant leurs bras au maître qui a l'habitude de les exploiter. Ce ne sont pas davantage des salariés besogneux cherchant le meilleur moment et le meilleur moyen pour imposer à l'avarice du patron quelque défaite. Ils sont les représentants d'idées plus hautes, les combattants de causes plus nobles.

Ce ne sont plus les vaincus d'avance, les éternels vaincus de la petite bataille obscure du pot de terre contre le pot de fer. Avant l'issue du conflit, quelle qu'en soit l'issue, on devine que ce sont eux les vainqueurs. Ils peuvent reprendre le travail aux conditions où ils le quittèrent, ils peuvent le reprendre à salaire plus bas, ce sont bien eux les vainqueurs tout de même et les vainqueurs de la plus grande victoire peut-être que le prolétariat ait encore gagnée.

Cette victoire, personne ne la leur enlèvera, car c'est sur eux-mêmes qu'ils l'ont remportée. Elle est le triomphe du travailleur conscient sur la brute docile, sur la machine à produire et à souffrir.

Limitée à une usine, à un atelier, à un puits de mine, même à une corporation, la grève est une révolte d'opprimés, un corps à corps, dans l'ombre, entre deux ennemis d'inégale force, l'employé et l'employeur.

Etendue à plusieurs corps de métiers, acceptée par la masse des travailleurs de tous outils et de toute paye, sans besoin immédiat, sans opportunité spéciale, sans provocation, par le seul désir qu'elle soit générale, la grève signifie l'affranchissement du travail et l'affranchissement du travail fondé sur la place due au travail dans la société.

Désorganiser la production, tarir les sources de la vie, tel est le but évident de toute grève générale. Or les travailleurs ne peuvent nourrir ce projet sans avoir compris qu'ils sont indispensables à la vie sociale, qu'ils sont la vie sociale elle-même, qu'une seule chose est utile, le travail, un seul être utile, le travailleur.

Ceux qui préparent, ceux qui devancent la grève générale savent cela. Ceux qui la suivent l'apprennent. Ils l'apprennent aux angoisses des visages le jour où ils abandonnent l'usine ou l'atelier. Ils l'apprennent aux violences commises pour les contraindre à reprendre l'outil. Ils l'apprennent lorsque, dans la cité ingrate, contre chaque travailleur paisible et sans armes, résolu simplement à ne rien faire, comme c'est son droit, ils voient un autre homme armé en guerre, le fusil et le sabre dans les mains, la cartouchière pleine.

Pour le travailleur qui, afin d'imposer aux autres le respect de son travail, doit commencer par en apprendre lui-même le prix, il n'est pas de meilleure école.

Depuis que le monde est monde, il appartient en droit à ceux qui le font chaque jour par leur travail. Mais il est en fait à ceux qui le volent, chaque jour, aux producteurs. Depuis des siècles, ceux-là tremblent que la grande vérité vienne à se découvrir. Car ils savent bien que ce serait la fin de leur règne. Et ils y veillent.

Ceux qui font tout ne sont rien; ceux qui ne font rien sont tout. Tel fut et tel est encore le sens et le principe de tous les codes, de toutes les constitutions, de tous les gouvernements. Telle fut et telle est encore la loi de toutes les cités, de tous les pays, de tous les hommes, la loi du soldat qui se bat pour la gloire de son général et la loi de l'artisan qui peine pour la richesse de son patron. De fausses morales, de fausses sciences ont été créées pour accréditer ce mensonge. Cette infamie s'étale dans les écrits faits pour le peuple. Elle salit la bouche de ceux qui lui parlent. Et le peuple y croit.

Ceux qui ont tracé les plans d'une maison, qui en ont taillé et scellé les pierres, bâti les murs, cloué le scharpentes se disent : « Nous ne sommes rien, nous qui avons fait tout cela, à côté de l'homme riche qui va venir habiter cette demeure et qui ne fait rien. »

Ceux qui défrichent la terre, labourent profond, sèment et récoltent, battent et engrangent, se disent chaque soir, après la rude tâche : « Nous ne sommes rien, nous autres, auprès de l'homme oisif qui va venir toucher son fermage. »

Et dans chaque nation, dans chaque cité, la foule courageuse, la foule ardente, qui chaque matin s'élance à la conquête de la vie et du progrès, la foule qui peine et qui sue et qui se dépense et qui se dévoue, cette foule ne sait pas qu'elle est elle-même, qu'elle est elle seule la nation, qu'elle est elle seule la cité. Elle croit, comme on le lui a dit, que la nation, que la cité, c'est cette poignée d'oisifs qui s'abrutissent dans les plaisirs ou encore ces quelques imbéciles vaniteux qui restent assis dans les conseils du gouvernement.

Afin de maintenir la masse en d'aussi bonnes dispositions, on use avant tout de la force, seul argument sans réplique. Mais comme nulle entreprise n'a de durée, bâtie sur la seule violence, les gouvernants, qui le savent, usent aussi de persuasion. Les travailleurs se mettent-ils en tête de vouloir compter pour quelque chose, des gens élevés, tout exprès, à toutes les finesses et à toutes les roueries, savent leur démontrer qu'ils se trompent.

Fatigué de se battre et de travailler sans nul profit, le peuple de Rome mutiné se retira un jour sur le mont Aventin. C'était déjà la grève générale. Le consul Ménénius, délégué vers les rebelles pour essayer de les fléchir, leur raconta la fable des Membres et de l'Estomac : « Vous croyez que nous ne faisons rien, nous autres sénateurs, parce que notre travail, comme celui de l'estomac dans le corps humain, est un travail caché. Détrompez-vous. Nous sommes utiles à quelque chose et si, vous, citoyens, qui êtes comme les bras et les jambes du corps social, vous refusez de nous nourrir, vous en mourrez aussi bien que nous. »

Les pauvres diables ne surent pas demander au rusé consul pourquoi l'estomac avait droit à plus d'égards et plus de nourriture que les autres parties du corps. Ils ne vérifièrent pas non plus si le sénat romain, au lieu d'être le bon viscère nourricier du corps social, n'était pas plutôt la poche malsaine des mauvais fiels. Vaincus par l'apologue, ils revinrent à nouveau prendre le joug.

L'apologue sert toujours. Parfois, des gens en haillons nous démontrent avec lui comment, dans une société bien portante, ceux qui travaillent le plus doivent manger le moins. Il y a aussi des économistes, bons courtisans, qui ont accommodé la petite fable à la sauce scientifique.

Mais il y a aussi des travailleurs qui ne se laissent plus bander les yeux avec des contes. Et ce sont ceux-là qui veulent faire, ce sont ceux-là qui commencent à faire la grève générale. Si quelque politicien, quelque patron ou quelque banquier venait leur servir à nouveau la fable de Ménénius, ceux-là, n'en doutez pas, sauraient répondre : « Puisque vous êtes si sûrs d'être indispensables, vous autres, imitez-nous donc une seule fois, retirez-vous sur la colline à votre tour jusqu'à ce qu'on aille vous prier de revenir! »

On s'est posé beaucoup de questions touchant la grève générale. On s'est demandé si l'arrêt brusque de toute production était chose possible, si cet arrêt n'était pas simplement la révolution, si des foules assez disciplinées pour concevoir une telle action d'ensemble ne sauraient pas, avant que cette action fût nécessaire, organiser la société où tous travailleraient pour tous? Que nous importent ces détails? Les choses adviendront selon les événements.

L'intérêt de la grève générale n'est pas là. Elle a une signification par elle-même, en dehors de ses moyens, de ses résultats, de ses destinées.

Le monde, on ne saurait trop le répéter, appartient aux travailleurs parce que les travailleurs sont les seuls dont le monde ne puisse se passer. Cette vérité domine les âges. Elle est vraie pour le passé qui la méconnut, pour le présent qui la méconnaît, comme pour l'avenir qui l'acclamera. Les travailleurs sont marqués par le travail comme d'un signe certain pour le triomphe. Mais il faut qu'ils s'élèvent à la claire conscience de leur valeur sociale, que la notion du travail libre, du travail souverain, passe du cerveau du théoricien dans leur cerveau à eux, dans leur volonté à eux, c'est-à-dire là seulement où elle pourra porter des fruits. Or, à n'en pas douter, cette évolution s'accomplit. Et plus vite peut-être qu'on n'aurait osé le croire. L'idée de la grève générale, aujourd'hui populaire, en est l'indice certain. Et voilà pourquoi cette idée fait passer sur nous le grand frisson de la libération totale. Elle proclame que le travail, qui fut jusqu'ici la poussée aveugle d'une humanité esclave, commence à devenir une force consciente, c'est-à-dire une force capable de s'affranchir.

Charles-Albert.

L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Au cours de sa dernière réunion, le groupe d'initiative s'est occupé des cours du soir. Dès à présent, nous pouvons compter sur le concours du sculpteur Charpentier qui fera un cours sur le dessin, — un cours de dessin non pas pour apprendre à dessiner aux gens, mais leur ap-

prendre à voir et à comprendre les formes, leur développer le goût. Nous devons avoir aussi un cours d'histoire ou un de littérature.

Pour un de ces sujets, nous pouvons compter sur le concours du camarade P. Quillard.

Un troisième sera fait sur l'hygiène, mais, pour ce dernier, l'ami qui doit le faire ne sera pas prêt avant quelques mois.

D'ici à ce que nous soyons organisés, que l'on ait trouvé une salle propice, que l'on ait annoncé suffisamment, cela prendra du temps, de sorte que si ce dernier cours ne commence pas avec l'école, il suivra de près.

Certes, trois cours c'est peu en présence de la variété des sujets à traiter; mais ce n'est qu'un début; nous agrandirons notre programme au fur et à mesure des concours que nous trouverons.

Ce qui nous est surtout difficile, ce n'est pas de trouver des professeurs connaissant parfaitement leur sujet; il n'en manque pas parmi les camarades; mais c'est de trouver des gens qui soient arrivés à s'affranchir complètement de la façon officielle d'enseigner, et sachent faire un cours de façon à éveiller l'initiative de leur auditoire. Ce qu'il faut, ce ne sont pas seulement des professeurs sachant exposer un sujet, mais sachant aussi l'exposer de *façon* à provoquer la réflexion chez les individus de leur auditoire. Ce que nous visons, ce n'est pas à bourrer la cervelle des gens de notions toutes prêtes, mais à provoquer et stimuler leur besoin d'apprendre. Cela peut, cela doit se trouver parmi nous.

Adresser toutes les communications concernant l'école à Ardouin, 86, rue de Cléry.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Voici revenue une vieille connaissance à nous. Dupuy, l'homme aux lois scélérates, le balourd épais et cynique, le faux bonhomme rusé, sournois et canaille, le politicien sans scrupules, instigateur de lâcheté morale, propagateur d'avilissement, décrétant et primant la délation et la calomnie, le cuistre abject à la bassesse crasse et éhontée, le voici de nouveau juché, grand premier paillasse, sur les tréteaux de la foire aux consciences. Ce gros marchand de cochons vendus, astucieux et matois, fait le brave homme, tout à la bonne franquette, vous tape sur le ventre, affectant une simplicité et une bonhomie calculées, pour mieux dérouter les soupçons de ses pratiques et les rouler comme vrai larron en plein marché.

Libéral avec les libéraux, despote avec les autoritaires, tour à tour bon enfant ou brutal, sceptique ou intolérant, ce fouchtra pattu s'offre à toutes les besognes, bon à tout, prêt à tout.

Son entêtement stupide, qui mit jadis Paris en insurrection, faisant surgir des barricades pour la première fois depuis 71, la mort de Carnot, ses louches intrigues durant la présidence Casimir-Périer, ses accointances avec les cléricaux, l'avaient, pensait-on, entièrement discrédité auprès de tous les partis politiques. Cet ex-porteur d'eau bénite, affirmait-on, s'était coulé et bien noyé au fond d'une de ses voies d'eau.

Voici que sa bedaine de sacristain reparaît à la surface. Telles sont les beautés de la politique. Là, comme ailleurs, les cadavres surnagent, et les plus ballonnés flottent le mieux.

*
* *

Autorité paternelle. — Les époux Desjardins, qui avaient fait mourir leur petit garçon de mauvais traitements, viennent d'être condamnés, le père à quatre ans, la mère à cinq ans de prison. On estime généralement que la peine est douce.

Quelque douce qu'elle paraisse, elle est inutile. Est-ce elle qui ressuscitera le petit martyr ou qui fera qu'il n'a pas souffert? Non certainement. On objectera l'exemple à l'égard des autres parents. Mais les époux Desjardins, comme tant d'autres, du reste, ont déclaré n'avoir pas cru outrepasser leur droit de sévérité à l'égard de leur enfant. Peut-être étaient-ils sincères.

En tous cas, prenez n'importe quel butor assommant ses enfants, il prétendra et croira être dans son droit, estimant ses brutalités indispensables pour mener à bien l'éducation de ses petits. Sincèrement, il s'indignera contre Desjardins, contre Grégoire et autres bourreaux d'enfants, mais agira de même chez lui. Pense-t-on que la condamnation qui frappe les Desjardins les effraiera? Il faudrait d'abord qu'ils eussent conscience de l'indignité de leur conduite; et l'on ne pourra obtenir ce résultat que lorsqu'on aura substitué à la conception hiérarchique de la famille, qui a cours actuellement, une conception égalitaire et libertaire.

Le père a appris, dans son enfance, que l'enfant doit obéissance pleine et entière à ses parents, que ceux-ci sont ses maîtres ayant droit à sa vénération la plus passive et à son dévouement le plus absolu. Il exerce ses droits, exige, corrige et fustige en pleine sérénité.

Enseignez que la famille, au lieu d'être une image en raccourci du régiment, est une association d'êtres égaux dont les droits s'équivalent, et vous aurez plus fait pour prévenir les martyres d'enfant que toutes les condamnations du monde.

*
* *

Sauvages. — Dans sa dernière *Feuille*, Zo d'Axa fait ressortir l'affinité psychique qui existe entre Drumont et Vacher. Cette comparaison est moins paradoxale qu'elle ne le paraît. Drumont rêve de Saint-Barthélemy que Vacher exécute. L'un est le cerveau, l'autre le bras. Tous deux se recommandent de la Providence, mais le mobile intime qui les guide l'un et l'autre est un appétit de luxure pour Vacher, de luxe pour Drumont.

André Girard.

*
* *

Une campagne électorale abstentionniste au XIIe arrondissement. — Déjà, aux élections dernières, les camarades du XIIe avaient profité de la période électorale pour faire de l'agitation. Le résultat de leur tentative avait été excellent.

Cette fois-ci encore, profitant de la facilité d'avoir à leur disposition les préaux des écoles et de la dispense du timbre relativement aux affiches électorales, ils viennent de mener une utile action en tenant six réunions publiques, dont cinq dans le plus grand calme. Ces réunions, suivies par plusieurs centaines d'électeurs, permirent de prouver l'inanité des réformes, le danger qu'il y a à semer la division parmi les travailleurs en présentant de stériles programmes et des candidats pour les appliquer.

Le développement de la critique de la société actuelle, l'exposé de la théorie anarchiste-communiste ont été faits par des camarades qui faisaient ressortir la différence d'attitude entre les propagandistes anarchistes qui paient pour la propagande et les candidats présents et futurs qui touchent pour la propagande républicaine et socialiste.

Cette propagande communiste, faite spécialement par des travailleurs de l'arrondissement connus par les auditeurs, a été très efficace pour amener à nous des sympathies qui grandiront par la fréquentation journalière recherchée de plus en plus.

Les causes du surmenage et du dur travail dans les ateliers, la médiocrité des salaires, les chômages périodiques et prolongés, la consommation toujours croissante de l'alcool, la multiplicité des crimes, des suicides, les condamnations des prolétaires par milliers, le développement continu et progressif de certaines maladies, la terrible mortalité infantile dans la classe pauvre ainsi que la déchéance morale des individus qui nous oppriment, bourgeois et gouvernants, des gredins qui, prolétaires ou anciens prolétaires, trahissent leur classe et, sous divers prétextes, vivent de lui, policiers avérés ou secrets, toute la hideur de la société a été mise à nu, et, par contre, on a exposé quel bonheur il y aurait à vivre dans une société harmonique où les individus se livreraient à un travail sain et normal.

La grève générale actuelle était une excellente occasion de faire voir justement que les travailleurs avaient contre eux les forces qu'ils avaient inconsciemment créées, que si les prolétaires étaient anarchistes, aucune force ne s'opposerait au bonheur des hommes.

G. Butaud.

Les Libertaires du XIIe ont fait tirer à cette occasion un manifeste à dix mille exemplaires qu'ils ont collé sur les murs, plus trois mille affiches du *Père Peinard* et de la *Feuille*, etc. Nous pouvons dire sans exagérer que ce furent les plus lus.

En plus des réunions des préaux d'écoles, ils ont tenu quatre réunions publiques dans des grandes salles.

*
* *

Un bon vivant. — Le prince royal de Grèce est ce qu'on appelle un bon vivant. Il prend les choses par leur bon côté, et ne se tracasse pas outre mesure pour ce qui n'en vaut pas la peine. Nous avons encore présente à l'esprit la maestria avec laquelle, il n'y a pas bien longtemps, il mena les troupes grecques à la boucherie turque. Par son incurie et son insouciance, ses soldats furent battus, abandonnés, massacrés de façon pitoyable.

A quoi s'occupe aujourd'hui le prince? Il médite sur ses fautes, s'entraîne à plus de bravoure, se fortifie de plus de savoir, pâlit sur les cartes? Il cherche à racheter ses crimes, à compenser le mal qu'il a fait, s'occupe de ses veuves et de ses orphelins, fonde des hôpitaux, bâtit des écoles?...

Il traduit la *Marraine de Charley*.

Que n'a-t-il jamais fait que cela!

*
* *

Insoumises. — Les religieuses ursulines de Quimper et de Saint-Pol-de-Léon refusent le payement à l'État du droit d'accroissement (3.000 francs d'impôt arriéré).

Il n'est tel que les prêcheurs d'obéissance et de soumission pour se rebiffer énergiquement, sitôt qu'eux-mêmes sont pris à partie.

C'est fort bien de se rebeller, mes très chères sœurs. Le malheur est que tout le monde en a le droit, sauf vous. Payez, Mesdames.

*
* *

Du travail ou la mort. — Sans travail et n'ayant pas mangé depuis trois jours, un garçon d'office est tombé mourant de faim, en allant à la recherche d'un emploi.

M. et Mme Bidot, venus de province pour chercher du travail à Paris, se sont asphyxiés, las de misère.

A voir une pareille société, on la croirait implacable aux oisifs. Mais l'oisiveté a des castes : ici, elle s'accompagne de toutes les jouissances; là, elle entraîne la mort.

*
* *

Amour de fauve. — Georges Valet, vingt-huit ans, aimait une jeune couturière de vingt-deux ans, Marguerite Villequin, et la voulait épouser. Malheureusement, il avait encore une autre passion, et moins belle : celle du vin. La jeune fille ne voulut pas d'un ivrogne pour mari. Que fit notre amoureux? Il se corrigea de son vice? Non pas. Il alla frapper de deux coups de couteau celle qu'il disait aimer.

Se redresser soi-même, c'est bien ennuyeux; il est beaucoup plus simple d'assassiner les autres. Pourtant, à cesser de s'enivrer, notre homme eût eu tout profit : il recouvrait la dignité de soi-même et il épousait une charmante femme.

Agir raisonnablement : comme cela simplifiera les choses!

*
* *

Les vrais ménages. — M. et Mme Carcelles se disputaient fréquemment. Cela arrive. Un jour que — pour un motif futile, dit-on — ils se livraient à ce sport favori, ils trouvèrent enfin un moyen pour clore ces interminables discussions : et ce fut de s'entre-massacrer à coups de couteau. Ils sont, du reste, tous deux dans un état déplorable.

On signale aussi Mme Elisa Mallet, décédée à l'hôpital Saint-Antoine, victime des brutalités de son mari.

Quand on ne peut plus se souffrir, nous disons qu'il est plus simple de se quitter. Mais la morale n'admet pas cela. La morale s'accommode bien mieux, paraît-il, de l'assassinat.

*
* *

Maternité. — Une pauvre fille, chassée de son village pour avoir aimé candidement, sans l'autorisation du maire et du curé, s'était réfugiée à Paris. Elle travailla. Mais une femme seule ne peut pas vivre de son travail. Elle eut un amant. Elle fut enceinte. Craignant sans doute de perdre sa place, la malheureuse accoucha en secret. Mais une voisine l'alla dénoncer à la concierge, qui s'en fut chercher le commissaire. On trouva l'enfant mort. La malheureuse, à demi morte, fut transportée à l'hôpital et

consignée à la disposition de la justice sous la prévention d'infanticide.

Charitable voisine et excellente concierge, vous eussiez mieux fait de soigner la pauvre fille.

⁂

L'honneur de l'armée. — Un soldat, un soldat français, qui tue (à Antibes) une femme avec sa baïonnette... Allons donc, est-ce que c'est possible! Jamais je ne croirai cela. Cet assassin ne peut être qu'un civil payé par les juifs, et qui s'est déguisé en soldat pour jeter du discrédit sur l'armée!

Un autre militaire (à Chaumont) aurait, étant ivre, enfoncé sa baïonnette dans le ventre d'un maire des environs, et cela dans une maison de débauche... Mensonge! mensonge! Nos soldats ne sont jamais ivres et ne connaissent pas les maisons de débauche. Voilà ce que je dis!

⁂

Rasoirs. — Dans sa baignoire, aux bains de la Samaritaine, un inconnu très bien mis s'est coupé la gorge avec un rasoir.

On ne nous dit pas si ce monsieur très bien mis avait l'allure militaire... Si l'affaire Dreyfus se met à s'éclaircir, les rasoirs vont devenir hors de prix.

R. Ch.

Espagne.

Devant le jury de Barcelone, les débats du procès Sempau se sont déroulés ces jours derniers. On connaît les faits. Accusé d'avoir attenté aux jours du sbire Portas, il put être arraché des griffes du tribunal militaire qui l'avait condamné à mort, grâce aux efforts de l'avocat Serraclara et de l'élément fédéraliste barcelonais.

Du jugement récent qui l'acquitte, il se dégage : 1° que Sempau ne vint pas exprès de l'étranger pour commettre l'attentat; qu'il ne connaissait pas plus Portas que ce dernier ne le connaissait; 2° que l'agression vint de la police qui surveillait Sempau et que celui-ci se borna à repousser l'attaque, d'où la blessure de Portas; 3° que la blessure du policier Teixido et celle du garçon de la brasserie où l'accusé s'était réfugié ne peuvent être reprochées à ce dernier et que, finalement, Sempau n'est pas anarchiste.

En raison du verdict d'acquittement, le fiscal demanda la revision du procès par un nouveau jury et le tribunal fit droit à sa demande.

Du prétendu soulèvement dernier, on commence à savoir quelque chose. Le juge qui instruit l'affaire ne trouve prétexte pour poursuivre aucun des détenus. En la déposition d'Antonio Gurri sont mentionnés les mauvais traitements que la police fit subir à ce dernier. A l'heure actuelle, personne n'a encore été remis en liberté.

De la revision du procès de Montjuich on parle quelque peu, et voici ce qui s'est passé. Sur l'ordre du gouvernement, l'affaire avait été remise entre les mains du juge civil Calvo (juge inspirant confiance à ceux qui croient en la justice bourgeoise), mais ce dernier, en vertu d'un ordre du président de la « Audiencia », se vit obligé de la remettre une fois de plus au juge Marzo. Ceci était par trop arbitraire et, l'opinion étant en éveil, le ministre de grâce et justice vient d'ordonner définitivement que l'affaire, pour la revision, passe de nouveau aux mains du juge civil. Les choses en sont là, et quoique cela traîne en longueur, il faut espérer que le procès sera revisé sans plus de contrariétés.

Les ouvriers de la soierie de Murcie se sont déclarés en grève, et le conflit revêtirait un caractère grave, suivant la presse.

A propos de grève, il est bon de signaler celle que soutiennent les industriels de Barcelone et de Valence contre le monopole des compagnies du gaz. Ces Messieurs se refusent à payer les six centimes d'augmentation récemment appliqués. A Valence, les industriels, soutenus par l'autorité municipale, ont vaincu les compagnies. A Barcelone, il n'y a que la municipalité qui use du gaz; les boutiquiers ferment leurs magasins à la tombée de la nuit. Les compagnies ont proposé un rabais insuffisant qui a été refusé. L'ordre bourgeois n'a pas été troublé par cette grève d'un nouveau genre, mais il faut avouer que les bourgeois donnent là une leçon de solidarité dont les ouvriers devraient bien profiter.

Les contribuables s'agitent et protestent contre les impôts de guerre décrétés par le gouvernement. Jusqu'à présent, ils ont obtenu la suppression de l'impôt de 2 1/2 0/0 et ils espèrent obtenir la suppression de la contribution de [illegible] 0/0. Ils demandent, en outre, d'autres rabais et réformes, qu'il est inutile d'énumérer, mais qui démontrent que le malaise économique augmente de jour en jour. A Madrid, le paupérisme s'étend d'une manière alarmante; à Cadix, la famine fait ses ravages; à Grenade, de même. En Aragon, on travaille à peine; en Galicie, la misère est épouvantable, et sous l'aiguillon de la faim, les populations les plus inoffensives se soulèvent. Dans la Manche, depuis plusieurs mois, on ne mange plus de pain de froment et les laboureurs laissent saisir la récolte pour payer les contributions, car ils ne peuvent la vendre. Cette situation du peuple espagnol, dépeinte par la presse bourgeoise, n'est qu'une pâle figure auprès de la réalité, mais si atténuée soit-elle, on se rend compte que le cri de protestation sera bientôt unanime.

La censure militaire continue à bâillonner la presse. Un exemple pour montrer la sévérité militaire.

Celui qui écrit ces lignes envoyait, il y a quelques jours, un article à un journal barcelonais. Lorsque les épreuves eurent été soumises à la censure, le directeur lui renvoya l'article, tronqué aux trois quarts et conséquemment incompréhensible. Encore ne s'agissait-il que d'une polémique de presse très pacifique en laquelle il n'était fait aucune allusion au gouvernement ou aux affaires de la guerre, mais seulement aux conditions actuelles du travail.

En Espagne, on ne peut écrire sans avoir le bagne en perspective.

Urania.

Italie.

Pantelleria. — A Ustica, un garde de sûreté publique maltraita et frappa un *coatto* de manière que celui-ci en mourut le jour après. Ce fait fut relaté par l'*Avanti* et l'*Agitatore*. Une enquête ministérielle fut faite, mais les résultats furent, naturellement, négatifs. C'est pour cela, croyons-nous, que presque tous les camarades qui étaient à Ustica ont été transférés dans d'autres îles. C'est pourquoi je me trouve ici.

⁂

Aux camarades Pasini, Ferrari, Moretti, Alari, Bernini, Bioletti et à deux autres on a intenté un procès pour résistance et rébellion aux carabiniers, parce qu'ils portèrent à l'infirmerie (à Ustica) un pauvre épileptique, qui avait besoin de secours. Ils sont tous écroués dans les grandes prisons de Palerme.

Je vous en informerai.

Roberto d'Angiò.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Saint-Denis. — Tous les camarades et tous les lecteurs des journaux libertaires sont convoqués pour samedi soir, à 8 h. 1/2, salle Olivier, pour une question concernant la propagande. — Urgence.

Reims. — Tous les camarades sont invités à assister à la soirée familiale organisée pour le samedi 19 courant au *Cruchon d'Or*, à l'effet de reconstituer le groupement de ce quartier.

Les libertaires du faubourg de Laon se réunissent 25, rue Saint-Thomas, au café de la République; ceux du Barbâtre, au café Saint-Maurice.

Saint-Amand-Montrond. — De cette localité on nous annonce la mort du compagnon Bessac. C'était un camarade convaincu et dévoué que vient de perdre la cause.

Libertaires du XXe arrondissement. — Samedi 12 novembre 1898, à 8 h. 1/2, salle Léger, 108, rue du Temple, grande conférence au profit d'une œuvre de solidarité, par le camarade X...

Sujet traité : *Socialisme et Anarchie.*

A l'issue de la conférence, soirée familiale avec le concours absolument certain des chansonniers montmartrois.

Prix d'entrée : 30 centimes. — Un billet de tombola (40 lots) sera offert gratuitement à l'entrée.

Ustica. — Les domicilii coatti de là-bas adressent un appel aux camarades, pour l'envoi de livres qui puissent leur aider à passer le temps.

Adresser à Malatesta Enrico, à Ustica, qui fera passer à ses co-détenus.

BIBLIOGRAPHIE

Nous venons de recevoir le premier numéro d'une nouvelle revue : *En marche*, 3, rue Beauvau, Marseille. Par son premier article, ce nouveau camarade de lutte nous semble vouloir mener le bon combat; cependant nous y relevons cette phrase : « Tandis que la tourbe populaire s'arrête dans les plaines de l'ignorance... » — Méfiez-vous, camarades, de l'aristocratisme intellectuel.

Nous avons reçu :

Journal d'un marin, par Vigné d'Octon, 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine. — *Siestes d'Afrique*, même auteur, même librairie.

Deuxième lettre au tsar Nicolas II, par J.-E. Laguarrigue, brochure, Santiago, Chili.

Les Emeutes de la faim, par Nino Samaja, 1 broch. à l'*Art social*, 5, impasse de Béarn.

L'Education nouvelle, par E. Demolins, 1 vol., 3 fr. 50, chez Firmin-Didot, 56, rue Jacob.

Le Socialisme et la Révolution française, par A. Lichtenberger, 1 vol., 5 fr., chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Etude pédagogique sur la culture physique, 1 brochure au journal *Le Vélo*.

Allons-y! dessins d'Ibels, 1 vol., 2 fr., chez Stock, Galeries du Théâtre-Français.

Un héros (le lieutenant-colonel Picquart), par F. de Pressensé, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Nous avons retrouvé quelques *Péril anarchiste*, que nous pouvons laisser à 1 fr. 25 franco.

AUX CAMARADES

En fouillant nos vieux fonds de papier, nous avons retrouvé une dizaine de collections du *Glaneur anarchiste* (2 numéros) que nous laissons en vente à 0 fr. 50.

Nous avons aussi divers volumes à 3 fr. 50 (un de chaque seulement) que nous laisserons à 2 fr. :

L'Argent et le Travail, de Tolstoï. — *Le Travail*; — *Que faire?* — *Ce qu'il faut faire*, du même auteur. — *La Russie politique et sociale*, de Tikhomirov. — *Essai de sociologie*, par O. Tchek. — *Le Spiritisme et l'Anarchie*, par Bouvery. — *Contre ce temps*, par L. Lumet. — *Au delà des forces* (1re partie), par Bjornson. — *La Comédie socialiste*, par Yves Guyot. — *Hygiène et traitement du diabète*, Dr Monin.

Le Mariage, sa genèse, son évolution, par L. Tillier, volume à 7 fr. 50 que nous laissons à 4 fr. 50.

VIENT DE PARAITRE

La Mesure du temps, par F. Stackelberg (étude sur la recherche d'une mesure rationnelle du temps); avec une couverture de A. Charpentier, brochure à 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.

PETITE CORRESPONDANCE

L. C., Marseille. — Le dernier numéro était tiré quand m'est parvenue votre précédente lettre. Merci des encouragements et cordialement. Lithos expédiées. J. G.

Reims. — Convocation arrivée trop tard. — Mardi matin au plus tard.

G., à Saint-Mitres. — Reçu mandat. Brochures expédiées. Ça va bien.

F. B., à S. Giovanni — Devez avoir reçu maintenant la brochure de Wagner?

T. J., à Marseille. — Reçu le colis postal. Merci.

L. W., à Genève. — J'ai envoyé 10 *Morale*. Est-ce bien le chiffre que je redevais? J'ai oublié.

Au camarade qui m'a écrit sur la Grève générale. — Excusez-moi de ne pas vous avoir répondu, j'ai égaré votre adresse. A. G.

Buenos-Ayres. — Reçu 100 fr.

N., Roumanie. — Correspondance passera prochain numéro.

Reçu pour le journal : Ther. 1 fr. — New-York, 15 fr. — Camarades de Reims, 2 fr. — P., à Saint-Laurent-lez-Mâcon, 0 fr. 90. — Merci à tous.

L. B., à Genève. — M., à Montner. — L., à Roubaix. — R., à Nîmes. — J., à Saint-Amand. — C., à Fives. — S.-P., à Bordeaux. — D., à Namur. — F., à Liège. — A. M., à Buckingham. — P., à Londres. — E. P., à Jamestown. — V., à New-York. — B., à Brest. — M., à Nonancourt. — G., à Amiens. — M. C., à Turin. — C., à Reims. — M., à Bruxelles. — M., à Binche. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 30 DIX CENTIMES DU 19 AU 25 NOVEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

DEUX FAÇONS D'ATTAQUER L'ARMÉE

Pour M. Le Provost de Launay, délateur.

Un livre vient d'être déféré aux tribunaux. C'est l'*Armée contre la Nation* d'Urbain Gohier.

Dans ce livre, qu'y a-t-il? Tout simplement qu'en un pays démocratique l'armée doit être démocratique, ne pas former un Etat et un péril dans l'Etat, mais rester strictement au service de la nation; que les soldats devraient être des citoyens soumis aux mêmes lois, justiciables des mêmes juridictions que les civils, jamais abandonnés, quoi qu'il arrive, aux fantaisies de chefs tout-puissants. Il y est dit aussi que les officiers sont des fonctionnaires, et, comme tels, devraient être choisis parmi les hommes les plus dévoués au gouvernement. L'auteur signale le danger de laisser les hauts commandements à ceux qui ont fait Sedan et Madagascar et qui, payés pour être habiles et courageux, mettront au service de l'Etat, dès la première occasion, leur lâcheté et leur bêtise. Il demande pour conclure que tous les indignes, tous les incapables, tous les traîtres, tous les faussaires, tous les officiers de coups d'Etat convaincus de préparer la chute de la République et d'organiser la défaite, soient chassés de l'armée dont ils sont la honte.

Voilà, certes, paroles de grand sens. Et il saute aux yeux qu'à ce prix seulement l'armée, tombée si bas par les derniers scandales, pourrait obtenir encore un peu de crédit.

Gohier eut donc raison d'écrire, comme il fit : « Mon livre est un acte de patriotisme. » Il eût pu ajouter : « Mon livre est un acte de foi en l'armée, puisque je la crois encore capable d'honnêteté, encore digne d'estime, une fois éliminées toutes les brebis galeuses. » S'il n'a pas confiance en la robustesse du malade, le médecin, en effet, ne cherche pas de remède.

Voilà l'œuvre et voilà l'homme qu'on poursuit!

Pour des gens commis à l'honneur de l'armée, il y aurait pourtant mieux à faire que frapper ses amis les plus dévoués, ses défenseurs les plus ardents.

Contre elle, en effet, d'autres idées se lèvent aujourd'hui que celles énoncées par Gohier. D'autres critiques s'élaborent, d'autres attaques se commettent.

Il en est qui, loin de guérir l'armée, veulent l'abattre, au lieu de la fortifier, l'affaiblir. Ce qu'ils poursuivent, c'est sa disparition complète, sa ruine totale.

Ceux-là ne croient pas à *l'officier professeur ès armes*, ni au *soldat citoyen*.

Ils disent :

Toute armée, qu'elle soit démocratique ou aristocratique, nationale ou professionnelle, française ou allemande, russe ou italienne, quels que soient son recrutement et son code, toute armée est pour la nation qui l'entretient un danger. Toute armée, en effet, est une troupe d'hommes équipés et éduqués en vue du meurtre, sous la conduite d'hommes dont le métier consiste à enseigner le meurtre, c'est-à-dire, en deux mots, une troupe d'assassins. Or les assassins passèrent toujours pour les plus dangereux des hommes.

Et le danger est permanent. Car les assassins ne sont pas à redouter seulement au moment où ils assassinent, mais à chaque instant de leur vie : toujours avec eux et autour d'eux ils portent leur mentalité d'assassins. De même les militaires de profession ne se contentent pas de perpétrer des assassinats, d'organiser les grandes boucheries où cent mille hommes sont égorgés. Ils ne se contentent pas de tuer à petit feu un innocent à l'île du Diable, d'autres innocents à Montjuich et d'autres innocents encore dans tous les bagnes et Biribi du monde, de fusiller des jeunes filles dans les rues de Fourmies, de condamner leurs propres soldats à mort pour rien, ou de les pousser au suicide ou de les laisser, pendant les manœuvres, mourir sous le soleil. Ils font encore du mal quand ils paraissent n'en plus faire. Ils éduquent au meurtre tout ce qui les approche et perpétuent dans nos mœurs d'ignobles habitudes de violence et de cruauté.

Voilà ce qui se dit contre l'armée et voici ce qui se dit encore :

Il faut démolir la caserne parce que — telle une trop vieille maison — on ne peut plus la nettoyer. Elle sera toujours le lieu d'où l'on reviendra avec toutes les syphilis, celles du corps et celles de l'âme. La caserne étend sa mauvaise ombre sur toute la vie. Car toute la vie on est soldat. On l'est tout jeune, déjà, parce qu'on le sera un jour. On l'est très vieux encore, parce qu'on l'a été. Or, être soldat, c'est être sans dignité et sans énergie. Sanctuaire de la violence, de la paresse et de l'obéissance passive, la caserne est un défi à la raison, au travail et à l'initiative. Elle est le grand obstacle au progrès.

Cette propagande commence à porter ses fruits. Il y a chaque année, dans l'empire russe, des conscrits qui refusent de servir avec ces simples paroles : « Porter des armes, en faire usage est à nos yeux un crime, nous refusons de commettre ce crime. »

Et les hommes de cette propagande sont infatigables, parce que leur conviction s'étaye sur la raison. Leur haine du militarisme n'est pas affaire de sentiment. Elle n'est pas née de circonstances fortuites, de scandales qui auraient pu ne pas se produire ou rester ignorés. Elle fait partie de tout un système de haines contre la société présente dont l'armée est le soutien.

Les hommes de cette propagande vont droit au but sans que rien puisse les arrêter, car ils ont fait table rase des faux scrupules. Le sophisme de l'armée, rempart de la patrie, n'a plus de prise sur eux. Ils en ont assez d'une « patrie » dont les mêmes font toujours les frais, pendant que les mêmes encaissent toujours les bénéfices. Leur patrie à eux, c'est la patrie du travail libre. Or, cette patrie n'existe pas encore, ils le savent. C'est à eux de la créer. Ils sont donc bien réellement, comme ils se sont nommés, des sans-patrie. Et il leur tarde d'en avoir une et ils savent que la patrie nouvelle des travailleurs naîtra des cendres de l'autre, l'ancienne, celle des exploiteurs. Ce sont eux qui chantent dans la chanson des *Tisserands* :

> Votre armée est notre ennemie,
> Les sergents en sont les geôliers.
> Nous tisserons sur nos métiers
> Ton linceul, ô vieille patrie!

Tout ce qu'on peut leur raconter sur la guerre et ses exigences les laisse froids, car ils n'ont rien à gagner du côté de la guerre. Ils se sont battus assez longtemps, jugent-ils, pour la gloire des généraux. Au lieu d'attendre la fin des guerres pour voir la fin des armées, ils trouvent plus sûr d'agir en sens contraire. Et pendant que d'autres parlent du désarmement, eux le font.

Pour les gens de caserne et leurs amis, voilà, ce me semble, de quoi réfléchir et voilà qui devrait assurer plus de bienveillance à ceux qui apportent avec des réformes quelque moyen de redonner du lustre à l'épaulette.

A moins que nos bons soudards ne flairent un piège là-dessous? Peut-être soupçonnent-ils les épurateurs de l'armée de s'entendre assez bien, dans le fond, avec les démolisseurs de l'armée et d'avoir voulu simplement, à la faveur d'une équivoque, ouvrir la brèche par où les terribles barbares donneraient ensuite l'assaut?

Dans ce cas, ils font bien de poursuivre Gohier. Et ils feraient bien de poursuivre tous ceux qui mènent campagne avec lui.

Peut-être aussi les profiteurs de la caste à panache — mieux placés que quiconque, évidemment, pour en avoir sondé toute la pourriture — savent-ils que la chose doit s'effondrer sous les premières mains qui s'y porteront. Dès lors, peu leur importe la pureté des intentions. Ce serait un sens nouveau et plus exact du : « Ne touchez pas à l'armée. »

CHARLES-ALBERT.

SOUS PRESSE

Notre 13e lithographie : *Mineurs belges*, dessin de Constantin Meunier.

Nous n'avons pas de supplément littéraire cette semaine.

LE MOUVEMENT OUVRIER

Les différentes grèves qui ont eu lieu ces temps derniers à Paris, malgré un échec plus apparent que réel, ont suscité un important mouvement dans toutes les corporations. La leçon reçue aura été profitable. Il est bon de dire que les événements, qui se sont déroulés avec une rapidité extraordinaire, ont quelque peu pris au dépourvu la majorité de la classe ouvrière. Aussi tente-t-elle de se rattraper. Toutes les corporations établissent des cahiers de revendications, et l'on prévoit déjà un jour plus prochain qu'on ne semblerait vouloir le croire où la lutte recommencerait de plus belle. L'idée d'une grève générale est maintenant lancée, et prend corps dans l'esprit des travailleurs.

Elle n'est plus regardée comme une chimère douce à quelques rêveurs. Elle est discutée partout. Le grand mouvement gréviste qui vient de se terminer aura au moins eu le précieux avantage d'en semer l'idée, d'en montrer aux plus rebelles la possibilité. Aux organisations ouvrières, par une habile propagande, d'en hâter la réalisation.

* * *

Les charpentiers de Paris ont rédigé le cahier des revendications à soumettre à leurs patrons. Revendications plutôt illusoires que réelles, mais qui, une fois obtenues, en appellent inévitablement d'autres.

Les garçons restaurateurs-limonadiers ont tenu aussi une importante réunion à la Bourse du travail. Les placeurs, dont on connait les spéculations draconiennes à l'égard de ces salariés, ont été malmenés. La nouvelle taxe sur l'alcool s'est fait sentir sur les salaires des ouvriers de cette corporation : les patrons entendent toujours avoir les mêmes bénéfices, les salaires des ouvriers en feront les frais. Si bien que, comme toujours, voici une loi, la détaxe des boissons hygiéniques, remplacée par une taxe sur l'alcool, qui se tourne aussitôt contre une catégorie de ces salariés au profit de laquelle elle est prétendument faite. Tout se tient si bien dans notre société capitaliste, que ce qui semble à certains une réforme, devient pour beaucoup une contrainte et une nouvelle gêne.

* * *

A signaler aussi quelques grèves :

Au Havre, les ouvriers tréfileurs, qui semblent fermement résolus à lutter jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction.

A Alger, grève des ouvriers des tramways électriques. Des bagarres et des arrestations ont eu lieu ; peut-être pour cela les ouvriers ont-ils obtenu ce qu'ils demandaient.

A Amiens, 1.200 teinturiers et apprêteurs sont en grève. Ils réclament un salaire moyen de 3 fr. 50 par jour; la plupart des grévistes gagnent à peine 3 fr., ce qui, avec un chômage de 40 0/0, fait une moyenne de 1 fr. 75 à 2 fr., juste de quoi ne pas mourir de faim.

A Favergues (Haute-Savoie), les tisseurs, ouvriers et ouvrières, sont en grève au nombre de 300, et réclament une augmentation de 3 centimes par mètre de soie tissée. La grève est soutenue surtout par les femmes, qui montrent une rare énergie.

A signaler aussi : à Rougegouth, près Belfort, les ouvriers d'une usine s'étant mis en grève, les patrons ont apposé l'affiche suivante à la porte de leurs ateliers :

« La maison Hartmann et fils, qui, depuis plus d'un siècle, a toujours tenu à honneur de témoigner à ses ouvriers des sentiments d'affection et de solidarité, regrette profondément que les ennemis des véritables intérêts de la classe ouvrière l'obligent à prendre cette mesure. »

Pas mal le morceau littéraire!

Les ouvriers crèvent de faim et, comme de juste, réclament; les exploiteurs refusent et appellent cela « témoigner des sentiments d'affection et de solidarité ». Quel toupet et quelle impudence, si ce n'était pas lâche et misérable!

P. Delesalle.

DES FAITS

Le journal *Le Temps* est quelquefois intéressant. Ces jours derniers, rendant compte d'un livre intitulé : *Carnet de campagne du lieutenant-colonel Lentonnet*, le critique en cite quelques passages, et, comme par ce temps de circulaires ministérielles, il pourrait nous en cuire de juger l'armée et ses chefs, il nous paraît encore préférable de la laisser se juger elle-même. Laissons parler par son « Carnet de route » le lieutenant-colonel Lentonnet, carnet écrit au jour le jour pendant la campagne de Madagascar, de triste mémoire.

25 *avril*. — Le bataillon de Lentonnet entre en campagne ; je cite :

A l'heure dite, nous sommes en marche, les hommes n'ayant pas mangé la soupe, les vivres pas distribués du tout, quelques hommes incomplètement équipés.

Le chemin à suivre est atroce et si mal indiqué que le détachement conduisant les mulets, parti après nous, s'égare dans les ravins et dans les marais. Des animaux tombent et s'embourbent; il fait nuit noire. Enfin, à minuit, tout le monde est arrivé au camp, à six kilomètres à peine de Majunga.

Quel gâchis causé par un départ aussi précipité, avec ordre d'aller de l'avant quand même, sans se soucier ni des hommes ni des animaux! Heureusement, tous mes soldats ont fini par rejoindre. Nul ne s'est noyé ni embourbé, comme je le craignais. L'appel est fait, aucun manquant. Ni soupe ni café.

26 *avril*. — Pas de café. Les hommes sont fatigués avant de faire un pas; ils ont mal dormi... Le bataillon se met en marche sans entrain... Plusieurs tirailleurs tombent, comme foudroyés par la chaleur...

Tout le mois de mai se passe ainsi et à plusieurs reprises le carnet du colonel porte : « On s'arrête à l'étape sans avoir rien mangé, pas même un morceau de pain. » Cependant les soldats venus pour combattre sont employés à la construction d'une invraisemblable route. Affamés, fiévreux, ils piochent du matin au soir.

11 *juin*. — Les convois n'arrivent pas régulièrement. La ration quotidienne de viande fraîche est réduite de moitié, de même la ration de pain de guerre. Le café fait à peu près défaut... Nos hommes sont terriblement fatigués. Le matin, dès 6 heures, ils partent pour la corvée de route... Ils ne rentrent au camp que vers 5 heures et demie du soir. La fièvre en abat chaque jour davantage...

15 *juin*. — Toujours le travail de la route, on ne compte plus ses victimes. Et pourquoi? Pour traîner derrière nous les voitures Lefebvre. Celui qui a imaginé de les envoyer à Madagascar est un véritable meurtrier. Les cimetières commencent à se peupler. Quand donc marcherons-nous en avant?

24 *juin*. — Les hommes qui ont pris part à la reconnaissance se reposent encore aujourd'hui, car les malheureux sont vraiment fatigués; ils ont marché sac au dos toute une journée, par des chemins affreux; ils n'ont même pas fait la soupe et n'ont pris qu'un repas froid; enfin, ils ont passé la nuit à la belle étoile.

14 *juillet*. — Vers 10 heures, le général Metzinger vient nous surprendre; il est rayonnant et nous annonce sa nomination au grade de général de division.

Tout commentaire serait superflu, je cite les notes telles que :

31 *juillet*. — Il faudra dresser un jour la liste des hommes morts d'anémie et de fièvre que cette route, plus meurtrière que cent combats, a coûtés et coûtera....

2 *août*. — Ni pain ni vin pour personne; mais un vrai soldat doit savoir tout supporter.

16 *août*. — Cinq kilomètres à gravir presque à pic. Les voitures Lefebvre n'avancent plus; elles roulent en arrière, quelques-unes dans le ravin. Mes hommes doivent s'atteler, pousser aux roues. Je calcule qu'aujourd'hui le service de chacun de ces odieux véhicules réclame soixante hommes. Enfin, après des efforts inouïs, le convoi parvient au sommet.

19 *août*. — A cette corvée de route vient s'en ajouter une autre vraiment lugubre. Vingt hommes de mon bataillon sont commandés pour aller creuser des fosses... afin d'y enterrer les morts.

Le nombre des victimes devient effrayant. Malgré les fatigues, malgré la maladie, pas de repos.

22 *août*. — Ce malheureux 200e, composé de jeunes soldats, a été presque entièrement anéanti. C'est épouvantable! Il n'a cependant pas encore combattu.

23 *août*. — L'ambulance est installée à la diable... A certains postes de l'arrière, des malades restent sans médecin... Le matériel d'ambulance manque partout. A qui incombe la responsabilité de cela?

Continuons notre lecture :

26 *août*. — Les caisses de biscuit ou de pain de guerre arrivent moisies.

27 *août*. — Le 200e n'a pu fournir aujourd'hui qu'une trentaine de travailleurs. C'est navrant! Les hommes de ce régiment ne tiennent plus debout. Il en meurt deux par jour environ au camp. Le spectacle de ceux qui survivent, hâves, épuisés, à quelques exceptions près, est lamentable.

Le 40e bataillon de chasseurs est encore plus éprouvé. *Aucun* de ses soldats n'a pu se rendre à la corvée. Triste! triste!

Les voitures du général sont parvenues, non sans peine, jusqu'au camp.

2 *septembre*. — Le quartier général est installé ici. Il en résulte pour mon bataillon un surcroît de corvées...

3 *septembre*. — Pauvres petits soldats!... Les officiers du 200e sont navrés; chaque jour, les débris du régiment laissent en route des malades et des cadavres. Le commandant de Franclieu ne se console pas de la perte de ces infortunés conscrits.

11 *septembre*. — Singulier ordre aujourd'hui :

L'ambulance étant encombrée, les corps ne doivent lui envoyer aucun malade qu'en cas d'urgence absolue. Traduction libre : aucun homme ne recevra plus de soins que lorsqu'il sera moribond.

L'effet produit est lamentable.

Ce n'est pas fini :

21 *septembre*. — Les suicides deviennent de plus en plus fréquents dans la légion étrangère, qui se démoralise... Les malades ne se comptent plus, et on ne les soigne même pas...

Le caporal P... M..., pris de dysenterie, doit être évacué; on lui donne quatre jours de vivres, on le hisse sur un cacolet, et le malheureux est expédié sur l'arrière. S'il ne meurt pas, il aura de la chance. *Nul médecin n'accompagne les malades qui ne peuvent suivre*. Les médicaments font défaut.

Combien de malades sont morts, depuis quelques jours, faute de soins et de médicaments!... Avec quelle insouciance on traite ces pauvres malades!... Certains hommes exténués, anémiés, ne sont pas reconnus malades; ils marchent et suivent la colonne, et meurent en route ou au camp.

Mort du caporal Véron, un excellent soldat. Le pauvre enfant s'est éteint sans aucune plainte.

Et le critique du *Temps* ajoute :

La République française a perdu, dans la campagne de Madagascar, 5.756 de ses meilleurs soldats. C'est le chiffre avoué officiellement par les bureaux.

Le colonel Lentonnet, rembarqué sur un paquebot des Messageries, mourut en mer « d'anémie paludéenne ».

Inutile de conclure : de telles ignominies se citent, mais la plume se refuse à les qualifier comme elles le méritent; il y a des boues qui ne se remuent pas. « L'honneur » de l'armée est de celles-là.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'Immonde. — Dans le numéro de la semaine dernière, j'énumérais les qualités de l'épais maroufle Dupuy. J'en oubliai une. L'homme qui prétendit poursuivre le délit d'opinion jusqu'en l'intimité du foyer, en encourageant et en primant la délation, l'ambitieux gredin qui tenta de tirer parti du meurtre de Carnot et qui, ses plans échoués, se multiplia en intrigues pour couler Casimir, dans l'espoir de le supplanter, ce cuistre sans honneur ni moralité est, qui plus est, un lâche.

Une lettre, datée d'août dernier, lettre désespérée, dans laquelle Dreyfus remet son honneur entre les mains de Boisdeffre et de Félix Faure, — ah! le bon billet! — démontre que le prisonnier de l'île du Diable ignore toute l'agitation qui s'est produite en sa faveur. En présence de ce cri de désespoir, sa femme va supplier Dupuy de l'autoriser à envoyer un télégramme d'encouragement à son mari. Cette autorisation, qu'imposait la plus élémentaire humanité, a été refusée par l'immonde sac à goujateries de la place Beauvau. Mais, trop couard pour prendre la responsabilité de sa cruauté inutile, le rustre prétexte une décision de la Cour de cassation estimant qu'il n'y a pas lieu de suspendre la peine de Dreyfus. Assassiner à petit feu un homme que l'on sait innocent et, quand ses forces défaillent, lui refuser la légère consolation de quelques vagues paroles d'espoir, puis s'abriter pour excuser cette mesure inhumaine derrière une question de forme juridique, voilà, certes, qui est noble.

L'individu qui donne un tel exemple d'ignominie a osé écrire un livre de morale pour les enfants!

*
* *

La Presse. — A la suite d'un duel entre M. Morel, avocat, et un rédacteur du *Jour*, duel dans lequel le premier fut blessé, le journal du beau-frère de M. Rochefort publie les lignes suivantes :

« Nous avons eu le plaisir d'apprendre que la blessure reçue, hier, par le sieur Morel, avocat, est plus grave qu'on ne pensait. Compliquée par une mauvaise maladie, *il y a tout lieu d'espérer que cette blessure aura des suites.* »

Naturellement et avec raison, toute la presse s'indigne d'un pareil langage et des sentiments ignobles qu'il révèle. Mais voilà ce que c'est que d'avoir toléré le voisinage et la « confraternité » d'un tas de coupe-jarrets qui infestent le journalisme. Les journalistes ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes de l'envahissement de leur corporation par une foule d'individus répugnants. Si, avant d'entrer dans une maison qui sollicite l'appui de leur talent, ils posaient comme condition à leur concours que la maison soit propre; si, une fois entrés, ils veillaient à ce que n'y pénétrât après eux aucun de ces escarpes qui abritent leurs chourinages et leurs maquerellages sous le manteau du journalisme; si, enfin, ils avaient le caractère de toujours maintenir à distance de pareils individus en leur manifestant un mépris de tous les instants, aussi bien dans la vie privée que dans la vie publique, certainement la presse ne tarderait pas à être débarrassée de la tourbe de Verwoort et de Xaus qui la déshonorent.

*
* *

Délivrance. — La France est sauvée! MM. de Freycinet et Lockroy ont accompli ce prodige, grâce évidemment à la bienheureuse intervention de saint Michel. Un livre, oui! un livre, l'avait mise à deux doigts de sa perte. Nous n'avions plus qu'à recommander notre âme aux esprits infernaux qui hantent le cerveau de du Paty et font si bien tourner les tables de la loi. Dieu merci, tout va rentrer en place. Ce livre, horrible, impie, abominable, n'est autre que celui de Gohier : *l'Armée contre la Nation.*

En cet ouvrage, l'auteur s'élève, documents en main, contre les gaspillages et les tripotages auxquels depuis 28 ans se sont livrés les chefs militaires. Mais la vérité, cette dame qui déambule en costume d'Ève à travers le monde, choque la pudeur de notre vertueuse magistrature, qui n'admet que de suggestives demi-nudités. Le glaive de la Justice, ce glaive aujourd'hui mué en sabre et dont la poignée figure un goupillon, va s'abattre sur elle et la faire réintégrer incontinent le puits où la maintient la vigilance gouvernementale.

Vigilance ou sottise? Sottise plutôt. Car nos gouvernants n'ont pas encore compris qu'un procès intenté à un livre, fût-il suivi d'une condamnation, fait une excellente propagande à l'ouvrage, qui, malgré l'interdiction qui le frappe, se vend tout de même.

André Girard.

*
* *

La Mort. — Léon Choisiret, au Perreux, s'est suicidé d'un coup de revolver dans la bouche. Pertes d'argent. — Henri Gaspard, ouvrier boulanger, veuf, quatre enfants en bas âge, sans travail, à bout de ressources, s'est pendu dans sa chambre. — Marie Bourdin, couturière, abandonnée par son amant, le supplie de reprendre la vie commune; il refuse, elle se tue. — Abandonnée par son mari, Mélanie Joubert se jette du haut de la colonne de Juillet et se tue sur le coup. — Florence Deneux, abandonnée par son mari, ne pouvant trouver d'ouvrage, s'asphyxie avec son petit garçon âgé de neuf ans.

La mort... la mort... la mort... On croit entendre la lecture du Code militaire.

*
* *

L'Amour. — Antoine Rabot, garçon coiffeur, étant ivre, tue sa maîtresse, pour l'empêcher de le quitter et d'aller vivre avec un autre. — Herquart, employé de commerce, tire un coup de revolver sur sa maîtresse, puis sur lui-même, par jalousie. — Louis Simon, maçon, et Georges Guignard, débardeur, désiraient la même femme : Guignard, croyant son rival favorisé, plonge son couteau jusqu'au manche dans le cou de Simon, qu'on a peu d'espoir de sauver. — A la suite d'une scène de jalousie, la femme du mineur Carbonnier, profitant de son sommeil, le mutile avec un rasoir.

Partout des flaques de sang. Eros est devenu un escarpe; ce ne sont plus des flèches qu'il darde dans les cœurs des amants, ce sont des coups de couteau. O Société, c'est toi toujours la grande responsable : pourquoi empêches-tu le cerveau des humbles de se développer, pourquoi fais-tu d'eux des brutes, sans respect pour eux-mêmes, sans pitié pour autrui?

*
* *

La Famille. — Vignaud, cordonnier à Charlieu (Loire), tue d'un coup de tranchet sa fille âgée de treize ans. (On ne dit pas pour quelle raison.)

Damoiseau, veuf, tue son gendre, tente de tuer sa fille et sa petite-fille, plutôt que de les laisser se partager la succession de sa femme.

Nous qui supprimons l'argent des relations humaines, nous voulons détruire la famille. C'est du moins ce qu'on dit.

*
* *

Le Commerce. — Deux restaurateurs étaient voisins : leurs boutiques se touchaient. Entre gens ordinaires, le voisinage crée plutôt l'amitié; entre commerçants, c'est la concurrence, c'est la haine. Lefortier et Chaloiseau, nos deux concurrents, dont l'un avait tué le commerce de l'autre, se haïssaient mortellement. Jeudi soir, à la suite d'une querelle, Lefortier alla chercher son fusil et revint décharger les deux coups sur Mme Chaloiseau, qu'il blessa très grièvement à la hanche et à la cuisse.

Nous qui voulons supprimer l'argent, nous déchaînerons toutes les mauvaises passions parmi les hommes. C'est encore ce que l'on dit.

*
* *

La Justice. — Quand un gréviste donne une légère bourrade à un agent qui le rudoie, il lui en coûte. Il n'en coûte rien à un antisémite d'assommer un commissaire. M. Jules Guérin et plusieurs de ses amis, poursuivis pour avoir blessé le sieur Leproust, viennent d'être acquittés. Nous ne demandons la condamnation de personne; mais nous ne sommes pas fâchés de montrer, une fois de plus, qu'un même acte est jugé bien différemment, suivant que son auteur appartient à telle ou telle caste, à tel ou tel parti.

O Thémis, ta balance est une balançoire!

*
* *

La Police. — Un de ces hommes qui font métier de garder la paix, retournant chez lui après un trop bon dîner, demandait à un contrôleur s'il y avait encore un tramway. Ce à quoi il lui fut répondu : « Demain! » On ne se moque pas comme cela des hommes qui gardent la paix. L'agent, que, dans son ébriété, hantaient des visions de passages à tabac, se précipita sur le contrôleur; mais il n'était pas le plus fort, et ce fut lui qui reçut la raclée. Un bon point au contrôleur. — Sur qui se venger? Sur le premier passant venu, parbleu! Notre gardeur de paix s'élança et planta son couteau dans le dos d'un employé au ministère de la Guerre. Celui-ci est aux trois quarts mort.

Nous pouvons dormir tranquilles. La paix est bien gardée.

*
* *

L'Armée. — L..., maréchal des logis, vient d'être arrêté, pour avoir volé des flambeaux en argent dans le château de Fontainebleau. Quel dommage qu'il ait un complice civil! Sans cela, par égard pour ses galons, on arrangeait l'affaire en famille. C'est au moins l'affreux civil qui a poussé au vol le bon militaire.

Mais ce n'est là qu'une exception. Ça n'était encore jamais arrivé; ça n'arrivera jamais plus. L'honneur de l'armée n'est pas atteint.

N'importe : il ne faut à aucun prix qu'un sous-officier soit traîné devant les tribunaux. Je parie que L... a besoin de se faire la barbe. Garçon, un rasoir!

R. Ch.

République argentine.

Buenos-Aires, 8 octobre 1898. — Le cauchemar — car c'était bien un véritable cauchemar — d'une guerre entre cette république et le Chili s'est enfin dissipé. Les deux gouvernements ont été plus sages que la presse de chacun de ces pays, et sont arrivés à un accord commun pour soumettre leur différend à un arbitre. Ils ont compris que la guerre, c'était la ruine pour tout le monde et que c'était par conséquent jouer gros jeu. On comptait bien, de chaque côté, sur de grands effectifs... sur le papier, mais dès qu'on aurait voulu les appeler sous les armes, pour la défense de la patrie, — terme consacré — on se serait aperçu que beaucoup auraient manqué à l'appel. Preuve à l'appui : ces jours derniers, le gouvernement a convoqué les jeunes gens de vingt ans à des exercices en campagne; or il est arrivé que la capitale fédérale a fourni environ un quart des conscrits et que dans les campagnes, sur un contingent calculé de cent hommes, il s'en est présenté cinq. Allez chercher les déserteurs dans la Pampa. Décidément, ce pays n'a pas besoin de notre propagande antipatriotique : de la patrie, ils s'en foutent, ce dont nous devons les féliciter.

On saura peut-être plus tard ce qu'il y a eu de sérieux dans cette prétendue dispute de limites et on se demande si cette folie d'armements ne cacherait point quelque mystérieux Panama, de grands négoces. De chaque côté on acheta vaisseaux, canons, fusils, etc., sans compter; la République argentine, à elle seule, a dépensé, c'est la *Prensa* qui le dit, cent millions de piastres or (500 millions de francs) dans ces deux ou trois dernières années. Puis, quand on aurait vu les choses se compliquer, on se serait subitement mis d'accord sur les points à soumettre à l'arbitre. Autre chose : de tout cet armement, il paraît qu'il s'en serait évaporé une partie. Comment? On ne sait. Ne parlons pas de l'Intendance de guerre, sur laquelle on comptait tant. Les journaux ont dénoncé l'évaporisation de 25 millions de piastres. Mais l'affaire n'aura pas de suites : le pays est riche et le peuple bon enfant. *El Diario* du 22 septembre dit que lorsqu'on croyait avoir en magasin 300.000 uniformes, on a dû acheter du drap pour les conscrits de vingt ans mobilisés ces jours derniers. Sans doute que les rats les auront mangés. Un secrétaire de cette intendance a fait une fortune de plus de 700.000 piastres en quelques mois. Personne ne met en doute que ce soit à la sueur de son front. Pour la *Prensa*, initiatrice de la Ligue patriotique, la question de limites a été une affaire splendide. Aussi, depuis que ce différend est arrangé, gueule-t-elle comme une vieille grue. Elle publie un tas de dessins fantaisistes tendant à faire croire au peuple qu'il a *été* trompé par le gouvernement et que l'*honneur national* est souillé. Pourquoi a-t-on dépensé 100 millions en armements s'il n'y a pas de guerre? crie la vieille forcenée.

Aussi son acharnement contre les anarchistes qui ne veulent ni patrie ni guerre ne connaît pas de bornes. Elle ne demande pas qu'on les pende, mais ce n'est pas l'envie qui lui en manque. Elle se limite à conseiller qu'on les expulse. La mort de l'impératrice d'Autriche a fourni de la copie aux journaleux de l'Argentine. Ils se sont montrés tels qu'ils sont : bêtes et idiots au possible. Elle a eu pour effet que les vieux crétins de la Faculté de Droit ont prohibé le cours de criminologie qu'y donnait notre ami Gori et que la police interdit un meeting des républicains italiens, unis aux socialistes et à des anarchistes, organisé dans le but de protester contre les fêtes monarchico-patriotardes du 20 septembre et les lois scélérates d'Italie.

Les journaleux du Chili ne sont pas moins gredins que leurs confrères de l'Argentine. Ainsi ont-ils inventé un grand complot (!) anarchiste, de trois cents affiliés (pas un de plus, pas un de moins) *assermentés* (!!!) pour assassiner les personnages politiques de ladite république. Le comité central (!) serait à Buenos-Aires (*sic*), où auraient été imprimés les *règlements* (!), proclamations, etc.

La bourde a été si grande que tout le monde en a ri. Leur bêtise nous attire des amis. La propagande continue activement. Gori a donné plusieurs conférences à la Plata, qui ont eu beaucoup de succès.

Dimanche dernier a eu lieu une nombreuse assemblée de républicains italiens, socialistes et anarchistes. Après une conférence de Gori, le professeur Horace Sviani a présenté un ordre du jour protestant contre les autorités locales qui ont empêché le meeting du 20 septembre et contre les lois scélérates italiennes. L'ordre du jour a été acclamé et approuvé à l'unanimité.

Les camarades de San Paulo (Brésil) vous auront

écrit la bagarre qui a eu lieu dans cette ville à l'occasion du 20 septembre. Dans l'affaire, le frère d'un de nos camarades les plus actifs de l'Argentine, Hector Mattei, a été tué, laissant femme et enfant.

JEAN ROULE.

Belgique.

LE PARQUET DE LA COUR D'APPEL. — Les sous-ordres de Servais, le falsificateur de textes, apologiste de Canovas, qui requit contre nous avec la férocité connue, auraient-ils trouvé une nouvelle manœuvre?

Dimanche matin, nous reçûmes, à plusieurs camarades, la visite de mouchards; ils prétendirent que dans la soirée on avait déposé dans les rues une affiche se terminant ainsi :

« Camarades, vengez vos frères sous les verrous! Allez crever la peau à Servais, l'avocat bêcheur, 340, avenue Louise, à Bruxelles. »

Or, voici ce qui indique bien la manœuvre policière. Chez un camarade, on prétendit que l'affiche menaçait de mort un certain Drion, juge d'instruction, 97, rue des Rentiers; chez un autre, on prétendit que la menace s'adressait à un certain Quirini qui resterait à une certaine « rue du Bosquet, 29 » et qui, au beau milieu de la délibération du jury, aurait rusé pour enlever la condamnation; chez d'autres enfin, on soutint que la menace visait un nommé Galléas « mouchard à fortes moustaches »; et les contradictions sans nombre des argousins prouvent une fois de plus que le Parquet ne ment pas même avec habileté. Naturellement les journaux catholiques prétendent qu'on « a décidé chez les anarchistes » de tuer le Bellnot belge; tous les moyens sont bons à ces gens pour semer l'épouvante!

FLAUSTIER.

Roumanie.

Palendrino, l'ex-gérant de l'*Agitazione*, s'était réfugié en Roumanie, espérant que « la Belgique de l'Orient » lui donnerait asile. Il se trompait, car les gouvernants roumains sont trop serviles, plus encore peut-être que ceux de la « libre » Helvétie.

Déjà l'an dernier, Palendrino, recherché sur la demande de l'ambassade italienne, avait été arrêté par les mouchards de notre « sage » roi Charles Ier. On l'accusait de complicité de faux monnayage! Mais cette accusation n'était qu'un prétexte imaginé par la police, et il fut relâché.

Mais le gouvernement d'Umberto veut avoir sous la main tous les Italiens « subversifs ». Une nouvelle demande d'extradition fut présentée par l'ambassade italienne, avec le motif que Palendrino est un « anarchiste dangereux ».

Aussitôt la police roumaine opéra des perquisitions chez nombre de nos amis, afin d'y découvrir l'adresse de Palendrino. Chez P. Musoiù, à Bukarest, on ne trouva rien. On chercha alors à Ploesti, notamment chez le camarade Stefanesco dont on bouleversa le domicile et qu'on arrêta. Là, on trouva un talon de mandat-poste avec le nom et l'adresse de Palendrino. Cela suffit pour le faire découvrir et arrêter. Il fut ensuite remis entre les mains de la police italienne.

Par la même occasion, le servile gouvernement de Charles Ier expulsa quelques-uns d'entre nous et notamment le sympathique Abraham Salomon, sur la simple raison qu'il est socialiste révolutionnaire et non baptisé. Et cependant, la constitution prétend garantir la liberté des opinions. Mais si MM. les gouvernants violent eux-mêmes les lois qu'ils édictent pour assurer leur bien-être, comment veulent-ils que nous les respections, nous que ces lois oppriment?

Un renégat, le pontife de la social-démocratie roumaine, le mouchard Nadejdé, répète dans sa publication, *Lumea Nova*, que les anarchistes sont des policiers. Triste sire!

Nous avons en perspective la publication d'une revue mensuelle.

On a expulsé en même temps les camarades Ficher, Zukermann et Leibovitz.

I. NEAGU.

Suisse.

GENÈVE. — Le procès de Lucheni vient de finir. Détention perpétuelle!

Prévue et naturelle, n'est-ce pas? cette fin pour Lucheni.

Venu au monde dans l'abandon complet de la maternité, des soins et de l'éducation... il le quittera dans la solitude absolue de la prison.

Il aura connu de la société toutes les misères : misère de la naissance — de la caserne — du prolétariat et de la prison.

A l'audience du 10 novembre dernier, procureur général et avocat d'office ont été tous deux aussi « bêcheurs » que possible.

Cependant, après l'acte d'accusation, Lucheni aurait encore peut-être échappé partiellement au réquisitoire et obtenu du jury quelques circonstances atténuantes.

Après la défense, il était certain du maximum.

En véritable indépendant, M. Vogt le disait courageusement à Genève même quelques jours avant le procès : Il eût fallu, pour examiner librement le cas de Lucheni, un indépendant... un esprit élevé... établissant hautement tout ce que la société avait de responsabilité dans l'acte qu'elle reprochait à un des siens... et non un sous-Lachaud de province et de troisième ordre, approuvant et encensant cette organisation sociale actuelle, génératrice de toutes les misères et de tous les attentats.

X.

∴

LAUSANNE. — Notre dépositaire de cette ville nous avertit d'avoir à lui cesser tout envoi, la police de cette ville lui empêchant la vente des *Temps Nouveaux*.

La liberté helvétique a tenu, une fois de plus, à s'affirmer.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Un de nos amis désirerait se procurer le n° 48 de la 5me année de la *Révolte*, ou, tout au moins, le supplément. Prière aux camarades qui en posséderaient un exemplaire disponible, de bien vouloir nous l'envoyer. Nous lui ferons parvenir une de nos brochures à son choix.

SAINT-DENIS. — Samedi soir, à 8 h. 1/2, salle Dupuichaffray, boulevard Ornano (quartier Pleyel), réunion publique contradictoire.

Sujets traités : La liberté en péril; la coalition révolutionnaire, son but.

Entrée : 15 centimes pour les frais.

REIMS. — Une soirée familiale est organisée pour le samedi 19 courant, au *Cruchon d'Or*, à l'effet de reconstituer le groupement de ce quartier.

Les camarades du faubourg de Laon se réunissent tous les samedis au café de la République, 25, rue Saint-Thomas, ceux du Barbatre au café Saint-Maurice.

LE MANS. — Réunion générale des groupes républicains, socialistes, libres penseurs, libertaires et penseurs libres du Mans, le samedi 19 novembre 1898, à 8 heures du soir, salle Storez, avenue de Saint-Gilles.

Ordre du jour : Entente de tous les groupes pour assurer la liberté de réunion menacée.

AMIENS. — Les camarades qui ont des bouquins à la bibliothèque sont priés de les rapporter samedi prochain au Cent de Piquet.

Le Cercle des Etudiants socialistes de Liège, adhérant au Parti ouvrier belge, réuni en assemblée générale le 4 novembre dernier à l'ouverture de l'année académique, à l'occasion des événements qui passionnent actuellement l'opinion publique, regrette la conduite de certains socialistes français qui ont jeté l'équivoque et le doute dans l'esprit de la classe ouvrière; approuve unanimement l'attitude des militants socialistes qui ont pris résolument parti pour la justice contre la coalition clérico-militariste.

Le Cercle émet le vœu de voir ces vaillants lutteurs employer à l'avenir leur énergie et leur talent à la libération des condamnés politiques, aussi bien anarchistes que socialistes, détenus dans les prisons et les bagnes au mépris de toute justice et même de la légalité bourgeoise.

Salut donc à la prochaine et grande campagne qui continuera dignement ce beau mouvement d'indignation contre tout l'arbitraire des jugements bourgeois dont l'affaire Dreyfus est un exemple entre mille.

Pour le Cercle des Etudiants socialistes de Liège :

Le secrétaire adjoint, C. GRIGNOUX.

Liège, le 7 novembre 1898.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Mémoires de Bismarck (tome I), publiés par Maurice Busch; 1 vol., 5 francs, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Almanach illustré de la Bataille, 0 fr. 15, rue du Fer, 59, Namur.

Tercera Certamen, brochure à la *Anarquia*, La Plata.

Howard Association Report, October 1898, brochure au siège de l'Association, 5, Bishopsgate street, without, London, E. C.

Les Industries monopolisées aux Etats-Unis, par P. de Rousiers; 1 vol., 4 fr., chez A. Colin, 5, rue de Mézières.

Les Etapes de la Vérité, par H. Varennes et L. Henry May; 1 broch. chez Stock.

Les Faits acquis à l'histoire, par E. Dehaime; 1 vol. 3 fr. 50, chez Stock.

Carnet de campagne du lieutenant-colonel Lentonnet, publié par H. Galli; 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon, et Nourrit, 10, rue Garancière.

A lire :

Au-dessus des forces sociales, H. Leyret. — *Cannibales*, G. Clémenceau, *Aurore*, 13 novembre.

VIENT DE PARAITRE

La Mesure du temps, par F. Stackelberg (étude sur la recherche d'une mesure rationnelle du temps); avec une couverture de A. Charpentier, brochure à 0 fr. 10; franco, 0 fr. 15.

La Vérité devant le Conseil de guerre, lithographie par Luce, 1 fr. 40.

Est à l'impression : *Mineurs belges*, par Constantin Meunier.

Nous avons retrouvé quelques *Péril anarchiste*, que nous pouvons laisser à 1 fr. 25 franco.

Derniers ouvrages parus :

L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par Reclus, 2 fr. 75.

Les Croix et les Glaives, par Th. Jean, 2 fr. 75.

L'Armée contre la Nation, par U. Gohier, 2 fr. 75.

PETITE CORRESPONDANCE

Barbier. — Convocations trop tard. Mardi matin. Nous le répétons à chaque numéro.

M., à Anvers. — Ai expédié 35 et 36. Des *Mauvais Bergers*, nous n'avons publié que ce que vous avez. La pièce est en vente chez Fasquelle, pour 2 fr.

Desmanets, à Denain. — Vous ne nous avez pas donné votre adresse complète, notre lettre nous est revenue.

J., à Limoges. — Nous vous enverrons le bordereau fin du mois.

F. P., à J. M. — 1° Oui, en qualité d'ami si tu le veux, mais seulement pendant ma prévention, car j'ai peu de besoins; 2° c'est faux, ni d'aucun groupe ni de personne, laisse dire, je n'ai pas besoin de diplôme ni de leçons de courage, je sais ce que j'ai à faire.

H. G., à Port-Elizabeth. — Reçu timbres. Merci. Si vous pouviez avoir de la *Bristish South Africa Company*, sont très bons, ainsi que le Griqualand et Bechualand.

Groupe de peintres en décors. — Reçu lettres et timbres, mais j'ai brûlé la lettre avant d'avoir inscrit, et les timbres mêlés à d'autres. Je ne sais plus la somme.

L., à Amiens. — Oui, le supplément est avec les numéros de la *Révolte*. — J'envoie les bouquins chez Froidure, n'ayant pas votre adresse.

Reçu pour le journal : J. C., à Houssaye, 0 fr. 30. — V. L., 0 fr. 85. — Porto-Alegre : Serventi, 12.000 reis; Boxio, 10.000; produit du sabottage, 8.000; C. Verschoore, 10.000; G. Verschoore fils, 15.000; G. Verschoore, 32.000. En tout, 87.000 reis; au change, 75 fr., dont 15 pour le *P. P.* — Deux camarades de Levallois, 0 fr. 50. — P., à Marseille, 1 fr. — Merci à tous.

C., à Fives. — B., à Nantes. — P. A., à Angers. — J., à Darnétal. — L., à Montpellier. — E., à Montpellier. — J. C., 44. — G., à Londres. — M., à Troyes. — S., à Pyritz. — R., à Salon. — R., à Bordeaux. — P., à Londres. — C., à Toulon. — P., à Poitiers. — C., à Londres. — C., à Reims. — P., à Marseille. — V., à Nîmes. — T., à Reims. — L. K., à Sainte-Foy-la-Grande. — L., à Amiens. — P., à Segré. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 31 DIX CENTIMES DU 26 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

UNE LEÇON D'ÉNERGIE

Il est bon, parfois, de s'arrêter un moment et de mesurer, de l'œil, la besogne faite ou le chemin parcouru.

Depuis bientôt deux ans qu'a commencé l'agitation autour de l'affaire Dreyfus, on a bataillé un peu à tort et à travers, sans trop savoir où portaient les coups. Il est instructif de chercher à se rendre compte aujourd'hui du travail accompli.

Il en découle une foule d'enseignements qu'il est bon de méditer, des besognes se sont faites qu'il est bon de constater.

Premier fait à relever, c'est que cette affaire nous a révélé certaines bassesses de caractère qui, sans doute, seraient sorties en d'autres occasions, mais qui, là, se sont étalées dans tout leur cynisme.

On y a vu des Drumont, des Rochefort, des Millevoye, des Déroulède, des Judet, se mentir à eux-mêmes, mentir sur ce qu'ils avaient dit, mentir aux faits, mentir toujours, mentir contre toute évidence, mentir sans espoir de tromper personne, rien que pour ne pas avouer qu'ils s'étaient trompés, parce que cela servait leur tactique, ou pour des raisons plus inavouables que nous ne connaissons pas encore.

Puis d'autres encore, des moindres, s'ils n'ont pas menti eux-mêmes, se sont tus ou se sont rangés du côté du mensonge, parce que là était la pâtée, là était la situation qui fait vivre grassement et que l'on ne voulait pas perdre.

Par contre, si des personnages abjects se sont dévoilés, des individualités que l'on ignorait se sont dressées au milieu de la veulerie ambiante, ont clamé à la face de tous la vérité qui les avait saisis.

Et, en admettant que les mobiles de certains ne fussent pas des plus désintéressés, il y en a eu trop qui avaient, là-dedans, plus à perdre qu'à gagner, et qui, cependant, n'ont pas craint de sacrifier position, gagne-pain, pour affirmer ce qu'ils croyaient juste. Et ceux-là sont venus démontrer que s'il y avait des pleutres, des menteurs et des lâches, il restait aussi, en des coins ignorés, des hommes de cœur qui savaient sacrifier à l'esprit de vérité!

*
* *

Et le parlement! A-t-il, là-dedans, assez bien démontré son avachissement, sa nullité, son inutilité, son impuissance? Toujours à plat ventre devant le ministre qui savait les mater ou les flatter, les députés ont toujours tout approuvé, et ce qu'ils approuvaient, c'était le mensonge. Personne parmi eux n'a su s'élever, chercher à dégager la vérité, essayer même de forcer le pouvoir exécutif à faire la lumière dans ce fatras de mensonges. Le seul ministère qui l'a essayé, l'a fait en dehors d'eux, et ils l'ont fichu par terre.

La magistrature, elle, si elle a eu sa Cour de cassation montrant quelque fermeté, il ne faut pas oublier qu'une fois arrivés à ce poste, les magistrats n'ont plus grand'chose à attendre du gouvernement, et qu'alors l'indépendance est facile. Mais que, dans toutes les affaires connexes, le gouvernement a toujours trouvé des magistrats prêts aux besognes qu'il leur imposait, étouffant les affaires embarrassantes, rendant les arrêts agréables à ceux qui disposent de l'avancement.

*
* *

Mais l'institution qui aura été la plus endommagée là-dedans, c'est l'armée.

Nous avait-on assez bernés, depuis vingt-huit ans, avec ces fameux secrets de la défense, que l'on cachait jalousement aux profanes, faisant reposer sur eux la sûreté de la nation, en faisant le palladium qui assurait sa sécurité tant qu'ils resteraient inviolés.

L'affaire Dreyfus est venue démontrer que leurs fameux secrets n'étaient que des secrets de Polichinelle dont trafiquaient les attachés militaires pour se pousser dans la voie de l'avancement, et n'avaient pas d'autre valeur. Nous avons vu toute une hiérarchie vivre de ces soi-disant secrets, se coaliser pour faire payer à un des siens les fuites qu'ils n'avaient su empêcher, et dont ils étaient peut-être les auteurs; puis, plus tard, essayant encore d'écraser celui qui, pour démasquer leur coquinerie, menaçait de démontrer que tous ces soi-disant secrets n'étaient qu'une vaste fumisterie destinée à jeter de la poudre aux yeux des imbéciles.

Pour empêcher de crouler tout ce vaste amas de mensonges, pour ne pas laisser voir tout le vide de cet attirail de bureaucratie, la hiérarchie entière s'est mise en branle: commandants, colonels, généraux, ministres de la guerre, sont venus mentir à qui mieux mieux, nous menaçant de l'invasion si on osait toucher au voile sacré! Le voile a été levé, la foudre n'est pas tombée.

*
* *

Mais la leçon la plus parfaite qui en ressort, c'est ce que peut faire la force de volonté unie à une patience que rien ne rebute.

Toute cette campagne, il faut bien le constater, n'a été, au fond, que l'œuvre de quelques-uns. La grande majorité était restée indifférente ou hostile; cette minorité a tenu tête contre tous, et a pu faire sortir les faits qui sont venus confirmer ce que l'on ne faisait que soupçonner.

Certainement, si la famille Dreyfus n'avait pas possédé l'argent qui lui a facilité la recherche des premières lueurs qui l'ont mise sur la trace de la vérité, peut-être ne lui aurait-il pas été possible de commencer cette campagne. Mais cela n'a été que le point de départ. La conviction et la ténacité ne peuvent-elles donc pas remplacer l'argent? N'est-ce pas la volonté et la ténacité de ceux qui, par la suite, sont venus se joindre aux ouvriers de la première heure qui ont eu raison de la mauvaise foi des uns, de l'ignorance des autres, des forces gouvernementales liguées pour l'écrasement de la vérité?

Jour par jour, morceau par morceau, la vérité a été enfin ramenée à la lumière. C'est une leçon d'énergie dont doivent s'inspirer ceux qui luttent pour un avenir meilleur, et qui, parfois, sont tentés de désespérer en voyant l'inertie des masses.

Sans doute, la vérité que nous cherchons sera plus longue à sortir, car nous avons à lutter contre une forêt de préjugés; ce n'est pas à la réparation d'une seule injustice que nous travaillons, mais à des millions. Qu'importe! la tâche peut être plus longue, mais non plus difficile. Si nous n'avons pas le nerf de la guerre qui facilite les énergies, nous avons de temps à autre, comme en cette occasion, les bourgeois, et les défenseurs de l'ordre de choses actuel qui travaillent pour nous malgré eux.

J. GRAVE.

LA PROSTITUTION [1]

A regarder les jeunes hommes que chaque soir l'usine, l'atelier, le magasin déversent par les rues de nos villes, on comprend que les filles doivent s'y répandre aux mêmes heures. Ployés depuis l'enfance sous la terrible loi de misère, cette loi qui enserre le pauvre comme un carcan de plomb, entre les mains du riche, dispensateur de la vie, ils ont aliéné liberté, dignité, loisir. Accaparés tout entiers par la préoccupation du gain, jamais pour eux d'heures sereines où leurs pensées dépassent les soucis vulgaires et où se posent devant leur conscience les graves problèmes de la vie. Or le sexe est un de ces problèmes. Les hommes libres savent que le besoin physique évoque une question morale de la plus haute importance, celle de l'amour. Les esclaves de la machine et du capital ne savent pas cela, ou ne le savent qu'imparfaitement. L'amour, pour eux, c'est l'excitation d'un organe et la satisfaction de cet organe. Comment s'étonner qu'ils accueillent les créatures portées sur leur chemin pour leur offrir cette satisfaction? Comment, entre deux jours d'un travail détesté, incompris, lassant, pendant le repos si parcimonieusement mesuré, ne courraient-ils pas au plus pressé, à l'apaisement de

(1) Extrait de l'*Amour libre*, vol. à paraître.

leur corps avec la première femelle venue, suffisant à calmer les sens, oubliée dès qu'ils le sont?

Désirer l'amour, l'amour honnête et l'amour pur, ne suffit pas d'ailleurs. Il faut encore pouvoir en faire les frais. Car tout se paye sous le règne des bourgeois. En une société où la question de l'estomac ne se trouve pas réglée, une fois pour toutes, par une organisation prévoyante, elle se pose à toute minute et à propos de tout. Chacun de nos besoins à satisfaire se complique d'un problème économique à résoudre. Une femme coûte cher à nourrir et, bien que ce soit parfois un mauvais calcul, beaucoup redoutent cette charge. Puis il y a surtout les enfants...

La prostitution résout ces difficultés. Détaillant l'amour, elle permet ainsi aux besogneux de proportionner, là comme ailleurs, leurs dépenses à leurs ressources. Pour qui n'en fait usage qu'en cas d'extrême besoin, elle est peu coûteuse. Elle ne laisse aucune trace de l'approche sexuelle.

Tout cela est très commode en une société fondée sur la misère publique. Et dans ce commerce-là comme dans l'autre, les facilités accordées aux clients font que ceux-ci ne regardent pas de trop près à la qualité des marchandises.

Les prostituées sont les amoureuses types du régime capitaliste.

Aussi forment-elles une armée immense, armée nécessaire, armée toujours prête, toujours à son poste. Je ne parle pas des filles régulièrement inscrites sur les registres de police — quantité négligeable, en effet, puisqu'elle n'est guère que la cent cinquantième partie du contingent total — mais des malheureuses qu'on appelle, en style administratif, des prostituées clandestines. D'après les plus récentes évaluations, elles sont aujourd'hui, à Paris seulement, au nombre effroyable de TROIS CENT MILLE (1).

Et l'armée des vendeuses d'amour grossit sans cesse. Elles étaient soixante mille en 1865, cent vingt mille en 1875 (2). Elles sont trois cent mille aujourd'hui. Combien seront-elles dans dix ans?

Et dans toutes les grandes villes de France, dans tous les pays d'Europe, il en va de même. Les statistiques s'accordent pour montrer « que presque partout la prostitution croît plus vite que la population » (3).

Elle croît avec le désordre et l'exploitation capitaliste et elle se transforme aussi dans le sens de ce désordre et de cette exploitation.

Il est difficile de préciser l'origine exacte de la prostitution. Elle semble avoir été parfois un acte religieux, auquel certains auteurs attachent la signification d'un hommage rendu à un ancien mariage communal. Elle se serait pratiquée dans le temple de la déesse de l'amour et l'argent serait tombé primitivement dans le trésor du temple. Les Hiérodules d'Anaïtis en Arménie, d'Aphrodite à Corinthe, de même que les danseuses religieuses de l'Inde, les bayadères, auraient été les premières prostituées. Chez d'autres peuples, l'hétaïrisme serait venu de la liberté sexuelle accordée aux filles avant le mariage.

Quoi qu'il en soit, depuis une très lointaine antiquité des femmes vendirent leurs faveurs. La prostitution naissante fut surtout imposée à certaines esclaves par les hommes des classes supérieures pour charmer l'ennui d'une union conjugale contractée sans amour, et c'est ainsi que s'explique la haute culture des courtisanes grecques. Ce fut pour les hommes ce que l'adultère devait être plus tard pour les femmes. La prostitution révéla d'abord une revanche, non pas de l'amour, mais de la fantaisie sexuelle sur l'ennui du mariage pour l'homme, et pour la femme — quand elle était libre — un moyen d'échapper à la condition inférieure de ses compagnes.

Le citoyen riche d'Athènes et de Rome, pour qui une épouse représentait la première servante, investie d'une sorte de dignité domestique où l'amour n'avait rien à voir, recherchait dans le commerce des hétaïres la galanterie exclue de la famille. La courtisane, au sens général du mot, au lieu d'être, comme aujourd'hui, la créature tombée, représentait le plus souvent, en une certaine manière, la femme idéale, recherchée pour elle-même, c'est-à-dire pour la volupté qu'elle savait, l'amour au sens moderne étant presque inconnu à cette époque. Ce type de courtisane à l'usage du riche et du raffiné, mélange de vénalité, d'esprit, de sensualité, s'est bien conservé jusqu'à nos jours. Mais il est devenu en quelque sorte une exception intéressant la seule psychologie des classes riches. Il s'est effacé de plus en plus devant la fille publique à bon marché, connue évidemment dans l'antiquité, mais en de petites proportions, et destinée, semble-t-il, au moyen âge, à des classes spéciales, étudiants et soldats. Les temps modernes au contraire ont vu se développer, rapidement, avec le salariat, la prostitution utilitaire. J'appelle ainsi le commerce des courtisanes à qui l'on ne demande ni délicatesse d'esprit, ni savante volupté, mais la satisfaction brutale, rapide et peu coûteuse du besoin sexuel. L'hétaïrisme antique s'est transformé de nos jours par le mode de production capitaliste auquel il s'est adapté. Du côté des hommes, ceux qui recherchent dans le commerce des courtisanes le plaisir qu'ils ne trouvent pas dans une union plus relevée deviennent une minorité insignifiante à côté de ceux qui demandent à la prostitution le seul mode de satisfaction sexuelle à eux permis. De même les femmes pour qui l'hétaïrisme est un moyen de satisfaire d'ardentes passions nous intéressent peu. Noyées dans le nombre, chaque jour accru, des malheureuses qui demandent au trafic de la chair leurs moyens d'existence.

Avec leur instinct très sûr de modernisme, de réalisme, les artistes ont demandé des types à cette prostitution utilitaire, la seule aujourd'hui qui présente un intérêt. La demi-mondaine et ses bonnes fortunes brillantes, si elle a droit à quelques lignes dans les feuilles élégantes, a perdu sa place dans l'art. La fille de bas étage, au contraire, la fille vulgaire, laide, quelconque, mal mise, parce qu'elle est destinée aux clients malheureux eux-mêmes, a surgi sous le crayon des dessinateurs et sous la plume des écrivains. Protecteur obligé des prostitutions miséreuses qui ne s'imposent pas par le luxe au respect de l'homme, le souteneur a rapidement conquis l'importance d'un type social.

C'est comme dégorgeoir des virilités pauvres que la prostitution s'affirme et progresse de nos jours de façon si effrayante. Elle s'organise pour répondre à ce besoin. Il en est arrivé de la prostitution comme de tout le commerce moderne, transformé lui aussi de fond en comble par des nécessités nouvelles.

Jadis, la vie étant plus calme, plus oisive, plus aisée, peut-être aussi, à profession égale, à cause des besoins moindres, on allait prendre longuement mesure d'un habit ou d'une paire de souliers. On se dérangeait pour cela, on avait le temps. Mais aujourd'hui, parmi la fièvre des villes d'industrie, au milieu de la curée si âpre, avec le surmenage intense de la lutte, aujourd'hui où tant de travailleurs ont à peine le temps de manger et de dormir, ces mœurs ne sont plus possibles. Il faut que tout se trouve à point et à portée. Et partout de vastes magasins se sont ouverts, bazars immenses où, à quelques pas de chez soi, à n'importe quelle heure, au prix qu'on y veut mettre, se trouve exactement l'objet dont on a besoin. De même, les vendeuses d'amour ne sont plus, comme jadis, recluses en quelque lieu perdu et maudit de la ville. Elles encombrent les trottoirs. Elles sont à tous les coins de rues, dans les cafés, dans les théâtres, dans les faubourgs les plus pauvres aussi bien que dans les lieux de plaisir. Elles sont partout, et toujours prêtes au moindre signe. Il en est pour toutes les heures, pour tous les goûts, pour tous les prix, parce que tout le monde en a besoin. Il y a des professions qui ont les leurs, attitrées. Il faut qu'à tout instant, n'importe où, pour quelques sous au besoin, puisse être apaisé le rut du mâle pressé, le rut du mâle pauvre, le rut du mâle exaspéré par la vie mauvaise.

(*A suivre.*) CHARLES-ALBERT.

(1) Dr Lutaud, *Rapport au Congrès de Bruxelles*, 1897.
(2) *Ibid.*
(3) Westermarck, *Origine du mariage dans l'espèce humaine*.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

VII

Socialisme français.

Né dans la fabrique, le socialisme anglais se développait avec le mouvement ouvrier. De là son caractère essentiellement pratique. Tout autre était l'origine du socialisme français; aussi différente était son histoire avant 1848.

La conspiration des « Egaux » dite de Babeuf, avec son communisme révolutionnaire, une fois écrasée, fut complètement oubliée. Le militarisme *démocratique*, cette peste, cette malédiction de la France moderne, donna toute une autre direction au mouvement révolutionnaire. Les scélérats du Directoire et ceux de l'Empire avaient escamoté l'héritage de la grande Révolution. Les brutes panachées transformèrent la France en caserne et rejetèrent le progrès économique, intellectuel et social de la nation pour plus de deux générations en arrière. Ce n'est pas dans une période de domination de caste militaire — ce symbole d'animalisme et de stupidité — qu'on pourra entreprendre des réformes socialistes. Car il y a toujours des patriotes à la solde, comme à présent les Drumont, Rochefort, et autres, qui dénoncent comme antipatriotes tous les amis du peuple et du progrès.

Cependant quelques esprits indépendants conservèrent les vues larges, les idées humanitaires des encyclopédistes et de la Révolution. Témoins de l'écroulement de l'ancien régime et des réformes politiques décrétées par la Convention nationale, beaucoup d'entre eux *rêvèrent d'un gouvernement réformateur* qui aurait pu inaugurer l'ère nouvelle de la paix et du bien-être basée sur une égalité économique et sociale plus ou moins parfaite. Pour eux, la solution de la question sociale n'apparaissait pas comme la tâche accomplie par le peuple lui-même, mais comme une réforme introduite d'en haut. Cette différence de conception entre les réformateurs français et anglais (2) est très caractéristique et très importante. Eblouis par la gloire révolutionnaire de la Convention, ils oublient le rôle de l'initiative populaire avant et pendant la Révolution; les réformateurs français, soit paisibles, soit révolutionnaires comme Barbès et Blanqui, rêvaient toujours d'un gouvernement accomplissant la réforme ou la révolution sociale. De là leur préoccupation d'élaborer un système complet des réformes futures d'après tel ou tel autre principe abstrait et démontré par des raisonnements aussi abstraits et métaphysiques.

Parmi ces réformateurs, les plus remarquables par leur génie créateur et par les généralisations frappantes étaient Saint-Simon et Ch. Fourier. Ils nous ont laissé des systèmes socialistes parfaitement élaborés dans leur philosophie générale et même dans les détails. Leur influence était grande surtout parmi la jeunesse des hautes écoles où ils trouvèrent des hommes de capacité et de talent comme Auguste Comte,

(1) Voir les numéros précédents à partir du no 11.
(2) Que les lecteurs se souviennent des déclarations de W. Thompson et d'Owen sur le rôle du peuple qui seul résoudra la question sociale (Voir no 19).

Augustin Thierry, Victor Considérant et tant d'autres. Mais leur influence sur la masse fut beaucoup moins profonde, car leurs système abstraits et pleins de terminologies quelquefois bizarres, surtout chez Fourier, les rendaient inaccessibles à la classe ouvrière. Aussi leurs écoles, malgré les talents des disciples et le génie des fondateurs, ont complètement disparu du mouvement ouvrier contemporain. Les trois quarts des socialistes de nos jours ne connaissent même pas quelle était la différence entre les écoles socialistes de Saint-Simon et de Fourier, et quelles idées humanitaires socialistes elles ont laissées à la génération actuelle. Pourtant nous sommes redevables à ces penseurs de quelques idées fondamentales du socialisme moderne.

C'est ce que j'essaierai d'exposer brièvement.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

Erratum. — Le chiffre de renvoi pour la note 3 du n° 22 ayant été mal placé, cette note attribue à Hood des ouvrages qui, en réalité, sont de Kingsley.

LE MOUVEMENT OUVRIER

L'on se rappelle que lors de la grève des terrassiers de Paris, les ouvriers ne voulurent en aucune façon entendre parler des politiciens. Pour essayer de rentrer dans les bonnes grâces des grévistes, le conseil municipal vota 30.000 francs; mais le décret ministériel approuvant le vote portait que cette somme ne serait distribuée que lorsque la grève serait terminée.

Or, jusqu'à présent, les grévistes n'ont encore rien reçu, et il y a près d'un mois que la grève est finie. Les conseillers municipaux assurent que c'est l'administration qui y met de la mauvaise volonté; comme de juste, celle-ci s'en défend et accuse le conseil municipal.

Il semblerait en effet que les braves conseillers se rappellent la manière plus que cavalière avec laquelle les ont traités les grévistes, et assouvissent ainsi leur petite vengeance.

Au dernier moment, il paraît cependant qu'il va y avoir une solution : chaque gréviste recevra..... 10 francs.

L'on ne se moque pas des gens avec plus de désinvolture.

Espérons que les terrassiers sauront se rappeler, en temps utile, ces procédés de dignes fils de Loyola.

⁂

Les camarades qui ont fondé le *Pot à Colle*, organe des ouvriers de l'ameublement, ne s'en tiennent pas là. Le dernier numéro publie les statuts d'un syndicat et les camarades font un appel à « tous les ouvriers de l'ameublement et des parties similaires » pour les aider dans la tâche qu'ils ont entreprise. Tout le préambule et les statuts du nouveau syndicat seraient à citer. C'est bien là l'organisation corporative à tendance vraiment libertaire, comme le montre si bien l'exposé des motifs suivants :

« Que la société capitaliste et bourgeoise ne se soutient que par un égoïsme féroce, par une cupidité intéressée en accaparant les fruits du travail volés aux producteurs;

« Que le parlementarisme n'a fait œuvre jusqu'à ce jour que de négligence et de lâcheté envers les travailleurs, en opposant à leurs justes revendications des lois draconiennes », etc., etc., et dans ses statuts, 3e *paragraphe* : L'Union... « ne reconnait comme moyen devant déterminer l'affranchissement des travailleurs que la grève générale aboutissant à la révolution sociale. »

Cette nouvelle forme du mouvement syndical, instrument de lutte contre le patronat exploiteur, mérite de retenir toute notre attention. D'autre part, nul doute que l'exemple des camarades de l'ameublement ne soit suivi dans d'autres corporations. A la forme mutuelliste et conservatrice de certains syndicats, opposons des syndicats nettement révolutionnaires, et une fois bien organisée dans nos corporations respectives, la société capitaliste aura à compter avec une force réelle : la force productive, à laquelle rien ne pourra résister.

⁂

Pas intéressant du tout le congrès des ouvriers des arsenaux. Ouvriers de l'Etat, ceux-là attendent tout de celui-ci; un petit fait typique à signaler cependant, un passage d'un rapport où il est dit que l'on attribue « des primes de fabrication, qui donnent lieu à des abus et *incitent les ouvriers à la jalousie les uns des autres* ». Pas mal jésuite l'Etat patron.

⁂

Les ouvriers teinturiers et apprêteurs d'Amiens, dont j'ai parlé dans mon dernier mouvement, sont toujours en grève malgré les provocations de toute sorte de la part des patrons pour intimider les malheureux grévistes. Crever pour crever, les ouvriers sont bien décidés à soutenir la lutte jusqu'à entière satisfaction.

Au Havre, les ouvriers tréfileurs sont rentrés à l'atelier après avoir subi une diminution de 15 0/0; il est bon de dire que les exploiteurs en proposaient une de 40 0/0. Un certain nombre d'ouvriers parmi les plus militants ont été renvoyés.

A signaler aussi des grèves à Colombe et à Saint-Marcellin, dans l'Isère, à Saint-Amand et à Anzin, dans le Nord, à Faverges (Haute-Savoie), etc. La rapacité capitaliste se fait sentir de toute part. Malheureusement, les ouvriers ne montrent pas autant d'ensemble dans la révolte.

P. Delesalle.

Cette semaine encore, nous sommes forcés de supprimer le Supplément.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Le député socialiste J.-L. Breton vient de proposer l'abolition des lois scélérates. Naturellement cette proposition a été repoussée. Mais aussi quelle étrange idée de demander, sous un ministère Dupuy, l'abolition des lois qui ont été proposées par ce même Dupuy? C'était aller au-devant d'un échec certain. Le têtu et impudent Dupuy ne se déjuge pas ainsi. Pourquoi M. Breton a-t-il attendu jusqu'à ce jour pour bien faire et n'a-t-il pas saisi l'occasion du passage au pouvoir de radicaux jadis ennemis de ces lois, pour mettre en avant sa proposition? Nous voulons croire qu'il ne l'a pas fait exprès. A moins qu'il n'y ait là quelqu'une de ces habiletés dont est émaillée la politique des socialistes parlementaires, et dont le secret nous échappe!

⁂

La Grande Famille. — Les territoriaux du 34e d'artillerie, à Angoulême, arrivés le 17 octobre, ont dû attendre trois jours avant que la première ration de pain leur fût distribuée. Or, comme on ne leur a remboursé qu'au bout de cinq jours leurs frais de route et leur indemnité de voyage, ils ont dû pendant trois jours se nourrir à leurs frais. Or, quelques-uns d'entre eux n'avaient pas un sou en poche; en sorte qu'ils ont dû, grâce à l'incurie militaire, attendre au quatrième jour pour manger leur première bouchée de pain.

Et l'on poursuit ceux qui critiquent l'administration burlesque et odieuse de ces fonctionnaires en culotte de peau!

⁂

La Police. — Dernièrement, des policiers de Nice envahissaient à 5 heures du matin le domicile d'un menuisier, père de famille, sous prétexte qu'il tenait un garni clandestin. Les agents s'en allèrent bredouille. Le jour venu, le menuisier alla se plaindre au commissariat de son quartier, pendant que sa femme allait à son travail, laissant au logis les deux enfants, dont l'aîné a onze ans.

Les agents profitèrent de l'absence des parents pour envahir de nouveau le domicile du menuisier et terroriser les enfants par leurs interrogations menaçantes. L'un d'eux en est tombé malade de frayeur. Le père a fini par apprendre qu'on le soupçonnait de loger un anarchiste.

⁂

Les gendarmes ont la pudeur farouche. L'un d'eux, nommé Merle — triste merle! — qui venait d'arrêter, à Ledignan (Gard), une femme pour outrage à la pudeur, n'a rien trouvé de mieux que de tuer d'un coup de revolver un homme qui voulait s'opposer à cette arrestation.

André Girard.

⁂

Tabellions. — De Cornuau, notaire, a pris la fuite, laissant un passif important. Leproust (décidément, c'est un nom mal porté), ex-notaire, a été condamné à un an de prison pour abus de confiance.

Comme quoi l'étude du Droit vous démoralise un homme.

⁂

La mauvaise justice. — Une jeune fille, Mlle Hinque, a blessé à coups de revolver un juge d'instruction, pour venger son père qu'un déni de justice a jeté sur la paille.

Sans doute, il est toujours fâcheux de tirer des coups de revolver sur qui que ce soit. Mais quand on se mêle de rendre la justice, encore faudrait-il la rendre comme il faut et ne pas se faire les complices d'escrocs pour détrousser de pauvres diables. Ou bien alors, qu'on reconnaisse que la justice n'est pas de ce monde capitaliste, et qu'on s'en aille.

C'est l'un ou l'autre.

⁂

Suicides. — Un coiffeur, Louis Fonteny, s'est asphyxié avec sa femme; leur commerce périclitait. Léocadie Rianet, lasse de vivre, s'est jetée dans la Seine. Marguerite Berthod s'est jetée aussi dans la Seine. Repêchées toutes deux. Louis Raclot, ancien concierge, ne pouvait subvenir aux dépenses causées par la maladie de sa femme; lui aussi est allé se jeter à la Seine.

Mourir..., c'est le seul remède que l'humanité ait encore trouvé à toutes les misères, à toutes les douleurs.

⁂

Pour vivre. — Un jeune homme de dix-neuf ans, sans travail, tire un coup de revolver en l'air, pour attirer sur lui l'attention, pour vivre. Quatre mois de prison pour rébellion et port d'arme prohibé. Passant de sa cellule au préau de promenade, il voit une fenêtre entr'ouverte, y court, et se jette la tête la première sur le pavé où il se brise le crâne, et meurt quelques instants après à l'infirmerie.

Peut-être, — mais c'est bien hardi, ce que je vais dire là — peut-être eût-il mieux valu, plutôt que le pousser dans la mort, l'aider dans la vie?

⁂

Jeux de brutes. — Il y a des gens, en Angleterre, qui gagnent leur vie à se donner des coups de poings. Après tout, il faut bien vivre. Mais il y a d'autres gens qui goûtent du plaisir à les voir se défoncer les côtes. Ce sont de belles brutes. Un de ces boxeurs a si bien cogné sur son adversaire qu'il vient de le tuer.

Il y a des gens, en France, qui — pour s'apprendre à tuer d'autres hommes qui ont le toupet de ne pas parler le même langage qu'eux — éprouvent une joie vive à lancer un projectile vers un carton. L'un de ces patriotes, à la fête de Montmartre, vient ainsi de blesser l'employée d'un tir.

Comme si nous n'avions déjà pas en nous trop d'atavisme brutal, et comme s'il était nécessaire de renforcer par l'exercice notre aptitude au meurtre!

⁂

A la caserne. — Un réserviste du 94e d'infanterie (Bar-le-Duc), Boisson, artiste peintre, a été condamné à soixante jours de prison dont huit de cellule, pour avoir, dit l'ordre du jour, « pendant l'interruption d'une manœuvre, développé à haute voix, en appuyant ses paroles par la lecture de l'*Aurore*, la théorie de l'armée esclave, maintenue par les conseils de guerre avec les condamnations à mort ».

La condamnation qui vient de frapper Boisson n'est-elle pas la meilleure confirmation de cette théorie? Les soldats ne sont maintenus dans l'obéissance que par la terreur. En punissant Boisson de la sorte, le colonel Parisot et le général Kesler lui donnent raison.

Ce colonel et ce général, représentants de l'honneur militaire, n'ont pas eu honte de féliciter et de récompenser les soldats Lehaye et Despaquis, délateurs de Boisson.

Pour avoir médit de la caserne, on va poursuivre Urbain Gohier. En effet, il est facile de voir que la caserne est l'école de toutes les vertus : on y encourage l'indépendance de la pensée, on y châtie la délation.

Le colonel Parisot commenta ainsi cet événement aux hommes de la 6ᵉ compagnie : « Aujourd'hui l'armée est un souffre-douleur, et pourtant il suffirait d'un geste... quelques feux de salve là-dedans et tout serait fini. »

Non, brave colonel, rien ne serait fini ; il ne suffit pas d'un geste et de quelques feux de salve pour arrêter le progrès, et le progrès exige que le militarisme disparaisse. Ta phrase est élégante, mais elle eût été un peu plus exacte si, au lieu de l'armée, tu avais dit : « Le peuple est un souffre-douleur... »

⁂

Jason a l'Élysée. — Tandis que Sarah Bernhardt joue la Médée à la *Renaissance*, Félix Faure (ou le vieux chanteur) joue les Jason à l'*Élysée Beaureau*... Beau veau ! ces deux syllabes sont tout un portrait.

La reine d'Espagne — qui, après le massacre de ses soldats, devrait songer à autre chose — a envoyé au gendre de M. Belluot le collier de la Toison d'Or ; et voici ce président de république membre d'un ordre qui a pour but la défense du christianisme. L'origine de cette décoration est d'ailleurs obscène, et de nature à réjouir dans sa tombe le cadavre de feu Mme Berge.

Sois fier comme un paon, ô Félix ! La véritable toison que tu portes, toi et tous les grands du monde, c'est celle que vous avez taillée sur la peau des peuples, sur les petites brebis humaines que l'on tond et que l'on mange.

R. Ch.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Nous n'avons rien de commun avec certaines personnalités du *Cri de Révolte*, mais nous insérons avec plaisir la lettre que nous adresse le camarade Ardouin.

Paris, le 21 novembre 1898.

Camarade,

Au jugement du camarade Prost, son défenseur a lu dans un numéro du *Cri de Révolte* la déclaration que j'avais faite comme juré à la Cour d'assises en 93, et que le *Cri de Révolte* avait publiée d'une façon erronée. J'avais envoyé à ce journal la rectification ci-jointe, qui n'a pu être publiée en raison des poursuites qui ont amené sa disparition.

Je vous prie donc, en conséquence, de bien vouloir la publier.

« Aux Camarades du *Cri de Révolte*.

« Camarades,

« Dans votre dernier numéro, sous la rubrique *Mot de Combat*, vous avez publié la déclaration que j'ai faite à la Cour d'assises en 1893.

« Vous avez fait erreur dans la forme, en présentant la chose comme une supplique, lorsque c'est *une déclaration ferme* que j'ai faite.

« Voici du reste exactement comment les choses se sont passées.

« Avant l'installation du jury, le président demande s'il n'y a pas, parmi les jurés, quelqu'un qui ait à faire valoir des cas d'excuse.

« Après les raisons données par quelques-uns, dont l'un était sourd, je fis la déclaration suivante :

« Puisqu'il faut prêter serment devant Dieu, n'y croyant pas, mon serment n'aurait aucune valeur ; de plus, je pense que la société qui ne fait rien pour prévenir le crime, n'a ni le droit de juger, ni de punir. Dans ces conditions, je ne crois pas pouvoir être juré.

« Le président Delegorgue me répondit qu'il n'y avait là qu'une opinion exprimée et que la Cour ne pouvait rien faire ; dans ce cas, que si les avocats jugeaient devoir me récuser, qu'ils pouvaient le faire.

« En effet, pendant toute la session, chaque fois que mon nom sortait au tirage au sort, l'avocat général me récusait.

« En espérant, camarades, que vous voudrez bien faire cette petite rectification, je vous prie d'agréer mes sincères salutations.

« J. Ardouin,

« 86, rue de Cléry. »

⁂

Un camarade nous fait dire qu'il a des vêtements pour un ou deux camarades qui en auraient besoin. Si quelque camarade connaît quelqu'un à qui cela puisse rendre service, prière de nous l'envoyer.

⁂

Chambre syndicale des ouvriers cordonniers (cousu main) de Paris. — Samedi 10 décembre 1898, à 8 h. 1/2 du soir, grande soirée de famille avec le concours du camarade Pelloutier pour la causerie.

La semaine prochaine, nous donnerons le programme.

⁂

Paris. — Samedi 26 novembre, à 8 heures du soir, salle Léger, 108, rue du Temple, soirée musicale et littéraire, au profit de la Bibliothèque ouvrière israélite. Entrée : 0 fr. 50.

⁂

Grèce. — Le journal *Neon Phos* demande l'échange avec les publications libertaires. Son adresse est : Pyrgos (Grèce).

⁂

Belgique. — A Bruxelles vient de paraître un nouveau camarade de lutte : *L'An-archist*, 12, rue Prince-Albert, Ixelles. — Bonne venue au camarade.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Dictionnaire La Châtre, 14ᵉ livraison, 0 fr. 60, rue Bertin-Poirée, 11.

La Révision du procès Dreyfus à la Cour de cassation, compte rendu, 2 fr., chez Stock, Galeries du Théâtre-Français.

Discussion de la loi sur les sociétés de secours mutuels, circulaire nᵒ 20, série B, du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

La Vie mystérieuse des mers, par E. Deschamps, 6ᵉ vol. de la *Bibliothèque de vulgarisation scientifique*, 1 fr., chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

Essai sur l'amour, par E. Montfort ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Ollendorff, 28 *bis*, rue Richelieu.

La Sociedad, su pasado, su presente y su porvenir ; — *La Mujer y la Familia* ; — *La Esclavitud antigua y la moderna*, por el doctor Emilio Z. Arana, brochures 1, 2 et 3 de la Biblioteca libertaria *Ciencia y Progresso*, casilla del Correo 259, Rosario de Santa-Fé (Rép. arg.).

A lire :

Le Progrès, Rougétoile, *L'Eclaireur* de Saintes, 6 nov.

Sur la Sellette, par U. Gohier, *Aurore*, 18 nov.

A la caserne, J. Jullien, *Aurore*, 19 nov.

La Valetaille, par U. Gohier, *Aurore*, 21 nov.

La feuille, nᵒ 20.

AUX AMIS

Le service des gares étant depuis longtemps très défectueux au point de vue de la vente, prière aux camarades qui voyagent fréquemment de le réclamer, partout où il leur sera possible, aux préposés aux librairies des gares.

VIENT DE PARAITRE

La Mesure du temps, par F. Stackelberg (étude sur la recherche d'une mesure rationnelle du temps) ; avec une couverture de A. Charpentier, brochure à 0 fr. 10 ; franco, 0 fr. 15.

La Vérité devant le Conseil de guerre, lithographie par Luce, 1 fr. 40.

Est à l'impression : *Mineurs belges*, par Constantin Meunier.

La Morale anarchiste, par P. Kropotkine, couverture de Rysselberg, 0 fr. 10 ; franco, 0 fr. 15.

Chauvinard, image coloriée, 0 fr. 10.

Nous avons retrouvé quelques *Péril anarchiste*, que nous pouvons laisser à 1 fr. 25 franco.

Derniers ouvrages parus :

L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par Reclus, 2 fr. 75.

Les Croix et les Glaives, par Th. Jean, 2 fr. 75.

L'Armée contre la Nation, par U. Gohier, 2 fr. 75.

BROCHURE A DISTRIBUER

Etant en fonds dernièrement, lorsque nous avons réédité la *Morale anarchiste*, *Chauvinard* et *Déclarations d'Etiévant*, nous avions pensé à rééditer, en brochure à distribuer, *A mon Frère le paysan*, d'Elisée Reclus, mais le journal a absorbé les fonds que nous comptions y employer, soit 300 francs environ, prix des 30 à 40.000 exemplaires nécessaires pour qu'une distribution porte quelques fruits.

Or, ne pouvant y arriver avec nos ressources ordinaires, nous faisons appel aux camarades, et nous tenons des listes de souscription à la disposition de ceux qui pensent que ce serait de la bonne besogne à faire.

PETITE CORRESPONDANCE

F. — *Le Travail* était vendu lorsque j'ai reçu votre lettre. Que désirez-vous en place ?

B., à Nantes. — Ai réexpédié dix exemplaires du nᵒ 29.

M., à Bordeaux. — Merci pour le numéro.

G., à Reims. — J'envoie l'Hermann-Paul. Meunier pas encore livrée par l'imprimeur.

R., à Nîmes. — Le *Péril anarchiste* est paru en 1894. Il est de F. Dubois. Ce sont des renseignements sur le mouvement anarchiste de cette époque.

Reçu pour le journal : E. D., à Paris, 1 fr. 05. — F., 10 fr. — Doux père et Doux fils, 2 fr. — P., 2 fr. — M., à Bordeaux, 2 fr. — Un groupe de peintres en décor, 3 fr. — Merci à tous.

P., à Combrée. — C., à Lille. — L., à Epinal. — P., à Angers. — L., à Roubaix. — M., à Verviers. — D., à Bourg-de-Péage. — Société coopérative, Lyon. — V., à Marseille. — A. de N., à Funchal. — G., à Tarare. — C., à Marseille. — S., à Pyritz. — S. P., à Bordeaux. — Reims. — D., à Thiers. — F., à Reims. — R., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

De chez Perrin :

Correspondance de Bakounine	2 75
Les Temps sont proches, *par L. Tolstoï*	» 50
Enquête sur la question sociale, *par J. Huret*	2 75

De la *Plume* :

Similitudes, *par A. Retté*	2 75
Aspects, *de A. Retté*	2 75
La Forêt bruissante, *par A. Retté*	2 75
XIII Idylles diaboliques, *par A. Retté*	2 75

De chez Schleicher frères (Reinwald) :

Les Religions, *d'André Lefèvre*	6 »
Force et Matière, *par Buchner*	6 »
Science et Matérialisme, *par Letourneau*	5 »

De chez Dentu :

Le Primitif de l'Australie, *par E. Reclus*	2 75

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 32 — DIX CENTIMES — DU 3 AU 9 DÉCEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LE CÉSARISME

I

Enfin la lumière commence à se faire sur ce grand procès que l'on a appelé affaire Dreyfus, mais qui fut, en réalité, le procès des commandants supérieurs de l'armée et de l'état-major.

On sait maintenant à quoi s'en tenir sur ces hommes qui prétendaient défendre la France contre les envahisseurs et déjouer leurs complots. On les a vus à l'œuvre.

Depuis l'affaire Kaulla, on pouvait se douter que tous ces secrets de « défense nationale », dont on avait fait tant de cas, étaient vendus à l'Allemagne. On sait, aujourd'hui, que toute une bande trafiquait de ces secrets — les uns pour de l'argent sonnant, les autres pour obtenir d'autres secrets en échange et se faire duper par leurs adversaires. On sait que tous étaient mêlés plus ou moins à ce trafic, et que si l'on allait au fond de l'affaire Dreyfus, il faudrait arrêter la moitié des généraux et tout le « bureau de renseignements ». On sait enfin que toute une pratique de falsification s'était établie dans les états-majors, et que dans les prétendus renseignements obtenus sur les secrets militaires des puissances voisines, il eût été aussi impossible de débrouiller la vérité que dans les dossiers de la police secrète, remplis de mensonges, dont Andrieux parlait un jour dans son livre de révélations policières.

C'est tout comme du temps de Napoléon III, lorsqu'on croyait posséder en France le secret des mitrailleuses, alors que la Russie avait déjà fait fabriquer en 1869 des mitrailleuses du même modèle aux États-Unis, — n'en déplaise aux alliancistes — et que ces mitrailleuses arrivées d'Amérique à Copenhague au moment où la guerre éclatait, furent *données* par Alexandre II à l'Allemagne. C'est absolument la même chose que du temps de « l'année terrible », lorsque la plus crasse ignorance sur les affaires d'Allemagne et d'Europe régnait à Paris.

⁂

On sait enfin ce que sont ces hommes.

Une caste d'abord; une caste fermée qui professe un mépris suprême pour tous — pékins ou soldats — qui n'appartiennent pas à la caste, et qui, malgré les mille questions d'amour-propre et de personnalités qui les divisent entre eux, marchent comme un seul homme contre quiconque, pékin ou militaire, osera y toucher. Une caste qui ne s'arrête devant aucun moyen — y compris la falsification et le « suicide » — pour supprimer ceux qui la gênent. Une caste, comme le couvent, le monastère, comme la Rome des jésuites, versée aux mêmes procédés — ceux du cloître et du Vatican.

Si ce n'était que cela! Mais la caste est composée, en outre, d'hommes de la plus stupéfiante ignorance. Le suicidé Henry, Esterhazy, Paty de Clam, — ce sont ces frères ignorantins qui vont diriger l'armée française en temps de guerre!!!

Ils veulent combattre l'Allemagne; mais combien sont-ils qui sachent seulement l'allemand? Combien qui sachent ce qu'est l'Allemagne? Y en a-t-il deux ou trois seulement parmi eux qui connaissent de l'Europe autre chose que les bureaux militaires, qui aient le moindre soupçon de ce que représenteront, en temps de guerre, comme puissance intellectuelle et partant militaire, les diverses nations européennes?

Qu'ils soient capables de tout, comme les jésuites — cela se comprend. C'était à prévoir, étant donnée l'institution. Mais leur ignorantisme — voilà ce qui s'est révélé aux yeux de tous. Et ces gens-là se faisaient passer pour « le cerveau de l'armée ». Ils se faisaient fort de lutter contre les états-majors d'autres pays, qui sont généralement composés, du moins, d'hommes instruits. On comprend le mépris exprimé par les officiers de l'état-major russe, assez ouvertement, malgré les convenances imposées par l'alliance, — pour ces moines ignorantins, les Paty, les Henry, les Esterhazy! — « Si la guerre éclate, le soldat français se battra comme un lion, mais cet état-major le mènera droit à la boucherie! » Voilà ce que l'on dit dans les cercles militaires en Russie. Voilà, entre autres, ce que MM. les alliancistes ont gagné par leur campagne en faveur de l'état-major!

Enfin cette campagne touche à sa fin. D'une façon ou d'une autre, elle va bientôt se terminer. Mais, croyez-vous que ce sera fini?

— Pas le moins du monde! Ce sera fini pour recommencer.

Car il ne faut pas s'y méprendre. La campagne qui fut menée par Boulanger et la campagne actuelle pour l'état-major font un. Lorsque Boulanger fut mort et enterré, les mêmes forces, les mêmes hommes se sont retrouvés bras dessus-dessous pour mener la campagne en faveur de l'état-major. La même alliance entre les monarchistes de toute couleur — bonapartistes, légitimistes et orléanistes — et les républicains de la dictature militaire, les républicains césariens, représentés par l'*Intransigeant*, s'est faite pour couvrir l'état-major, les Esterhazy et les Paty de Clam de leurs poitrines.

Mêmes hommes, même public.

Mauvais cheval — le général Boulanger? — On en prend un autre, les généraux, l'état-major. Celui-ci faisant encore défaut, on en prendra un troisième, — Marchand ou même un Bonaparte, pourvu qu'il vise à la dictature, pourvu qu'il offre la matière d'un César.

C'est un César qu'il leur faut. Les uns y voient le retour de la monarchie, les autres y voient « la revanche » — et ils tombent d'accord. On leur a dit à Pétersbourg : « Trouvez un roi, un empereur, un dictateur — alors nous vous aiderons! » Et les voilà en quête d'un César.

Pour avoir un César, il leur faut une armée qui marche à l'aveuglette, sous les ordres d'un général et de son état-major. C'est, du moins, leur idée — idée de césariens, idée de bonapartistes, qui ne savent pas l'A B C de la guerre et qui croient qu'il suffit d'un César et de la discipline pour remporter des victoires.

Et les voilà en quête d'un « général ». Et s'il leur fallait prendre demain le Bonaparte, dont on prépare aujourd'hui un prétendant impérial à la cour de Russie (comme on avait longtemps préparé à la même cour un prétendant orléaniste), eh bien! les monarchistes courront après lui, et les républicains de la dictature militaire, hantés par la revanche, seront prêts à lui faire les mêmes platitudes qu'ils ont déjà faites envers le gouvernement impérial russe. Ils lui livreront la France.

Le césarisme — voilà le vrai dessous de toutes les agitations qui se produisent depuis tant d'années en France: le dessous du boulangisme, le dessous de l'affaire Dreyfus. Nous l'avons dit lors de la campagne boulangiste, nous le répétons, et nous y reviendrons encore.

PIERRE KROPOTKINE.

Le *Daily News* de vendredi 25 novembre avait une correspondance sur la Conférence antianarchiste de Rome, dans laquelle il était dit qu'une protestation avait été envoyée au président de la conférence par les « anarchistes idéalistes » (*ideal anarchists*). Le correspondant ajoutait : « J'ai raison de croire que cette protestation est l'œuvre du prince russe Kropotkine, de Jean Grave, écrivain anarchiste français, de l'Espagnol Silvela et d'un anarchiste italien, dont le nom ne doit pas être mentionné. »

Kropotkine a immédiatement écrit au *Daily News*, disant :

« Il est évident que je n'ai adressé aucune communication d'aucune sorte à ladite conférence, et je n'ai absolument aucune idée sur qui aurait pu l'envoyer. Je suis aussi certain que mon ami Jean Grave n'y a pris absolument aucune part. »

Quant à moi, les travaux de cette commission de policiers m'importent fort peu et je me garde d'avoir aucunes relations avec ces gens-là.

J. GRAVE.

Nous prions notre confrère l'*Avanti* et les autres journaux italiens de reproduire ce démenti.

Il y a, paraît-il, des individus qui font, dans les réunions, des quêtes pour la *brochure à distribuer*. Cela n'a rien de commun avec celle que nous avons à l'étude.

LA PROSTITUTION (1)

(Suite)

Envisagée du côté de la femme qui s'y livre, non plus du côté de l'homme qui s'en sert, la prostitution accuse tout aussi haut la société bourgeoise. C'est toujours à son plus grand profit que le capitalisme entretient cette institution offensante pour l'amour. Le salariat crée pour les individus de chaque sexe des nécessités concertées, semble-t-il, l'une pour l'autre. Les mêmes duretés économiques forcent les hommes à faire vivre la prostitution et les femmes à renouveler toujours, à accroître sans cesse le personnel de la honteuse industrie. Provenant d'une même cause, l'offre et la demande, sur le marché de chair vivante, sont assurées de se satisfaire aussi longtemps que la cause durera.

Cette cause est la misère.

Si vivre de son travail est très difficile à l'homme, cela est à peu près impossible à la femme.

En un de ces livres de plus en plus nombreux où des bourgeois décrivent les plaies de leur société, sans oser conclure, bien entendu, M. Charles Benoist nous révèle les conditions des ouvrières de l'aiguille à Paris.

Une chemisière, par exemple, gagne 2 francs par jour. Voici comment l'une d'elles arrive à boucler son budget :

Loyer	160 fr.
Deux robes à 10 fr. l'une	20 »
Quatre paires de chaussures à 5 fr. l'une	20 »
Deux chapeaux à 3 fr. l'un	6 »
Trois paires de bas à 1 fr. l'une	3 »
Deux camisoles à 2 fr. l'une	4 »
Draps (à diviser) par an	3 »
Quatre mouchoirs à 0 fr. 50 l'un	2 »
Eclairage	10 »
Chauffage	12 »
Etrennes à la concierge	5 »
Deux petits tabliers noirs	3 »
Un jupon	2 »
Total	250 »

Il lui reste donc pour manger 600 fr. — 250 fr., soit 350 fr., soit 0 fr. 95 par jour, qu'elle emploie ainsi :

Une livre de pain	Fr. 0 20
Lait	0 10
Une côtelette	0 25
Vin	0 10
Charbon	0 05
Légumes	0 15
Beurre	0 10
Total	Fr. 0 95

La précaution de ce détail est excellente pour les gens qui dépensent quelques francs, chaque jour, à leurs cigares. Ceux-là ne savent pas l'existence d'un être humain forcé de vivre avec quarante sous par jour au milieu des tentations et des raffinements modernes ! Ils ne se disent pas qu'un centime d'écart trop souvent répété ou le moindre chômage, c'est la faim immédiate.

Et combien d'ouvrières ne gagnent pas cette somme ! Deux francs, c'est un salaire de femme moyen à Paris, envié en province où les lingères qui se font des journées de dix à douze sous ne sont pas rares. Il existe des maisons de confection pour hommes où les finissages de pantalon sont payés quatre sous pièce. Les plus habiles en terminent deux par jour. Et il n'y en a jamais pour tout le monde. Chacun peut trouver, dans sa mémoire, des exemples de femmes pareillement exploitées. Sur chacun des métiers où la femme tâche à vivre, le livre de M. Benoist serait à écrire. Et la prostitution, après cela, se trouverait expliquée.

On demandera peut-être pourquoi, à misère égale, certaines femmes résistent et certaines succombent. Nous pourrions répondre que nul n'est tenu à l'héroïsme. Mais il y a mieux à dire. A la misère dont nous parlons, les femmes justement ne résistent pas, car ce sont les plus malheureuses qui se prostituent. Des chiffres en témoignent. Dans toutes les statistiques relevées sur les professions des filles publiques, les domestiques viennent au premier rang, puis les lingères, les blanchisseuses, les couturières et les fleuristes. Les domestiques, c'est-à-dire les femmes dont le métier est le moins sûr et qui, du jour au lendemain, sur un caprice de leurs maîtres, sont jetées à la rue. Les lingères, les blanchisseuses, c'est-à-dire les moins rétribués des métiers de femmes, ceux qui exigent très peu de savoir professionnel, souffrent le plus de l'encombrement et du chômage.

Et c'est dans les moments les plus difficiles, aux heures les plus noires que les soi-disant vocations de prostituées se décident. Le personnel des maisons publiques se recrute surtout parmi les bonnes sans place et les filles-mères. C'est de ce côté que cherchent les racoleurs. Or, pour la fille pauvre, qu'est-ce que le chômage, qu'est-ce que la maternité, sinon des crises aiguës de misère ?

La faim ou la honte, tel est le dilemme où se heurtent en grand nombre les filles du peuple. Et il est si formel, il a si bien revêtu l'aspect d'une nécessité, que nous sommes, pour la plupart, endurcis à ce proxénétisme devenu fonction sociale. Nos mœurs en ont pris l'habitude. En voyant une femme se débattre pour la vie, nous songeons qu'il lui reste les inavouables ressources, et c'est tout.

Les règlements de police témoignent eux-mêmes que telles catégories de salariées sont appelées, plus que d'autres, à fournir des recrues. Certaines professions féminines appartiennent si bien à la prostitution, que l'Etat croit pouvoir y exercer une surveillance préventive. On relève, en effet, des arrêtés tels que le suivant :

Nous maire de la ville d'Auxonne,

Vu la loi du 5 avril 1884, article 97, numéro 6;

Vu les articles 471, numéro 15, et 474 du Code pénal;

Considérant qu'il importe de prévenir, par des mesures convenables, la propagation des maladies contagieuses,

Arrêtons :

Article premier. — Toute bonne ou domestique venant à Auxonne pour servir dans les salles d'auberges, cafés et lieux publics, devra se munir, dès son arrivée, d'un certificat médical délivré par un médecin de la localité, constatant qu'elle n'est atteinte d'aucune maladie contagieuse.

Article 2. — M. le commissaire de police est chargé, etc.

Fait à Auxonne, le 12 septembre 1895.

Le maire, chevalier de la Légion d'honneur,

Gauet.

Les filles pauvres prévoient de loin, elles aussi, le dénouement du drame sombre qu'est leur existence. La dure expérience, la vue des aînées tombées les premières les accoutument à cette idée. Elles parlent sans émoi du jour où il faudra y passer comme les autres. Et le moment venu, elles subissent la loi immonde sans étonnement.

La misère, il est vrai, tout le monde n'admet pas cela. Je pense que de très authentiques docteurs ont su trouver, dans les systèmes nerveux hérités des ancêtres, le stigmate de la prostitution, comme ils ont trouvé celui du crime, de l'anarchisme et du génie.

Il y a aussi de gras philanthropes, des académiciens solidement rentés, qui attribuent comme cause à la licence des rues la paresse de certaines femmes, leur goût pour la toilette et leur perversion précoce. Enclins à simplifier les problèmes, ils ne trouvent pas là matière à controverse. Les femmes honnêtes obtiennent des prix de vertu. Les femmes vicieuses vont au lupanar.

Etre vicieux, communément, c'est sacrifier le devoir au plaisir. Or on ne voit pas bien quelles promesses de volupté dans la perspective de se livrer chaque jour à la ruée bestiale du premier venu, et d'être la machine toujours prête à soulager le passant. A moins que les promenades sans fin par les nuits d'hiver, l'esclavage affreux des maisons publiques, les rafles et la terreur des contagions ne soient les spéciales douceurs qui sollicitent au vice ?

Paresse, c'est vite dit. Mais il faudrait savoir si c'est de la paresse le dégoût du labeur énorme, du surmenage affreux dont la société n'a pas honte d'écraser la femme. Certes les sales corvées de la prostitution peuvent paraître douces à côté des métiers où s'attellent tant de malheureuses.

Dans certaines villes, ce sont des femmes qui transportent le charbon sur leurs épaules.

Qui ne s'est apitoyé sur le sort de ces petites bonnes, jeunes filles à peine formées, que leurs maîtres assomment de travail ?

Tous ceux qui ont fréquenté, à Lyon, le quartier de la soierie connaissent les pauvres filles que de petits patrons, âpres au gain, attirent des campagnes, couchent pêle-mêle dans un dortoir infect, nourrissent mal et qui, depuis le grand matin jusque tard dans la nuit, dévident la soie.

Il en est d'autres qui paraissent ne rien faire et qui meurent, pourtant, de leur métier, presque toutes. Ce sont les malheureuses qui, hiver comme été, montent la garde près de l'étalage à la porte des magasins.

Mais s'il fallait décrire les métiers spécialement tueurs de femmes, nous n'en finirions pas. Voici, d'après le *Peuple* de Bruxelles, un tableau du travail des femmes dans les filatures de Belgique :

Dans de grandes salles basses où règne une chaleur de 28 à 35 degrés, cinquante à soixante métiers à filer sont en mouvement. Une vapeur intense, provenant des bassines pleines d'eau chaude nécessaire pour assouplir les fibres de lin, emplit la salle. Le travail commence à 6 heures du matin pour se terminer à 7 heures du soir, avec une heure et demie pour les repas. Pendant onze heures et demie, la fileuse tient les yeux fixés sur 240 broches tournant avec une vitesse vertigineuse. Elle va, court, saute de l'une à l'autre, surveillant le travail, rattachant un fil ici, en ajoutant un là, et toujours dans une atmosphère surchauffée et imprégnée de débris, de détritus de toutes sortes.

... Après une heure de travail la femme transpire, ses vêtements sont mouillés par la sueur du corps et par la vapeur de la salle qui les pénètre.

Les jambes, la figure, la poitrine sont éclaboussées par la boue qui se détache des fils par le rapide mouvement de rotation des broches.

Les sabots s'emplissent d'une matière grasse, qui ronge les doigts de pieds et provoque ce que les fileuses appellent le cancer d'eau.

Le sol est glissant, couvert d'eau, de boue, de déchets que de temps en temps l'ouvrière balaie dans une conduite longeant les métiers et répandant une odeur infecte.

Au milieu de ce travail on voit peu et on n'entend plus rien, à cause du bruit des milliers d'engrenages, de poulies, de broches, de courroies, de grandes roues commandant les transmissions, etc...

A peine distingue-t-on de temps en temps la voix des contremaîtres, jurant, insultant les ouvrières, menaçant d'amende et de renvoi, ou entend-on la voix frêle d'une femme surveillant les petites bobineuses et rattacheuses, suivant ces pauvres filles pas à pas, les excitant à travailler plus vite pour la rapide remise en mouvement des métiers dont on vient de retirer les bobines pleines...

Et les malades, les anémiées trop faibles pour la terrible vie de l'usine !

Nous avons vu tout à l'heure, statistiques en main, que les métiers où le chômage est le plus fréquent, le plus imprévu, où le salaire est le plus bas, fournissent la plus forte proportion de prostituées. Il en résulte que bien peu quittèrent une situation lucrative pour la galanterie. Il faut dire aussi que presque toutes luttèrent longtemps

(1) Voir le numéro précédent.

avant de succomber. Selon les spécialistes, le plus grand nombre des filles dites insoumises ne se livrent pas à la prostitution d'une façon régulière, mais accidentelle. Et ce simple mot en dit long sur les luttes que bien des malheureuses durent soutenir avant la chute irrémédiable.

Demandez cette histoire, dix fois, vingt fois, cent fois, ce sera toujours la même, à peu près. Quand le travail n'a plus suffi, les unes ont cherché l'homme qui aide et avec lequel il reste encore l'illusion de l'amour honnête. Elles sont devenues publiques quand cette ressource a manqué. D'autres, tout en fréquentant l'atelier, complétaient leur salaire le soir au petit bonheur des rencontres. Mais peiner le jour de ses mains, et s'abrutir la nuit au labeur d'amour n'est guère possible. Et elles ont opté pour celui des deux métiers où le salaire est le plus gros et le chômage moins à craindre.

Cette odyssée me fut dite par l'une d'elles, un jour, en quelques mots d'une vulgarité tragique : « J'ai vécu de ma machine à coudre, tant que j'ai pu. Mais le propriétaire me l'a prise un jour de terme, et il a bien fallu que je fasse marcher l'autre, celle que nous avons, toutes, ici. » Et la fille, ce disant, montrait son ventre.

Il n'y a là que misère. La paresse, l'insouciance de soi, l'apathie, l'écroulement de toute volonté, le complet détraquement observé chez ces malheureuses ne viennent d'ordinaire qu'après les années de pleine boue. Ce sont des conséquences, non des causes.

Et quand même quelques-unes se vendraient pour un ruban, pour un bijou? Se parer, se faire belle, n'est-ce pas un devoir de leur sexe, un besoin impérieux? Et comme ces reproches sont à leur place en un monde où certaines femmes portent à leurs oreilles le pain de plusieurs familles pendant des années? Ne sont-elles pas, celles-là, les vraies déchues, les vraies impures? Non, ce n'est pas encore là l'explication de la débauche, mais un grief de plus contre l'incohérence de notre enfer social, où, pour pouvoir satisfaire à l'instinct des provocations amoureuses, des femmes doivent — justement — se rendre indignes de l'amour!

Pour comprendre mieux l'idiotie des prêcheurs de morale, il suffit de fréquenter les lieux où ces malheureuses tiennent leurs marchés. Laissons de côté, bien entendu, certains quartiers des capitales où des pauvresses implorent quelques sous en échange de leurs corps.

Mais, dans les cabarets où le plaisir semble d'abord l'unique affaire, ceux qui se sont ligués contre la licence des rues trouveraient, au lieu des noceuses qu'ils ont cru, des commerçantes attentives à leurs intérêts. Elles ont de la commerçante l'obséquieux respect du client, et le scrupule interdisant les concurrences déloyales. Elles s'efforcent de proportionner leurs faveurs au prix qu'on y peut mettre. S'interdire toute faiblesse voluptueuse, dès que l'intérêt professionnel est en jeu, est un honneur qu'elles revendiquent entre elles fièrement. Celui qui paye est si peu l'occasion du plaisir qu'elles réservent la vérité de leurs caresses pour le même à qui va le surplus de leur gain ou pour celui au moins dont elles ne reçoivent pas d'argent.

En voilà assez sur l'irresponsabilité de la débauche féminine.

Cette vérité — contre quoi regimbent, et cela va sans dire, les bénéficiaires du présent désordre — s'est assez affirmée en ces derniers temps pour ne plus trouver de contradicteurs parmi les gens de bonne foi. Comme toutes les choses socialement vraies, elle a trouvé parfois dans l'art littéraire une expression saisissante (1).

Dans l'*immense* majorité des cas, la prostitution n'est faite que de misère.

(*A suivre.*) CHARLES-ALBERT.

(1) Cf. le personnage de Sonia dans le *Crime et le Châtiment* de Dostoïewsky.

M. Dupuy est au pouvoir, les saletés continuent. Les camarades italiens Sturmo et Carboni viennent d'être arrêtés. Ces deux camarades étaient bien anarchistes, mais parlant à peine le français, ils ne s'étaient nullement mêlés au mouvement d'ici. Nos républicains, à plat ventre devant les monarchies, viennent, sur l'ordre d'Humbert, de les arracher à leur travail et de les expulser.

*
* *

La conférence antianarchiste a commencé ses travaux! La première séance s'est passée à vouloir définir l'anarchie. La conférence a dû lever la séance sans avoir pu y arriver!

Et dire que tous nos gouvernants sont de la même force sur tous les sujets.

J. G.

A la réunion qui a eu lieu lundi soir, à la salle du Pré-aux-Clercs, en faveur du colonel Picquart, lorsque Joseph Reinach est venu à la tribune et a parlé de justice et de liberté, je l'ai violemment interrompu aux cris de : A bas les lois scélérates! Pris à partie par une foule en délire, frappé, bousculé, hissé jusque sur la tribune, puis jeté à bas, je n'ai pu expliquer mon interruption.

Mais, quelques instants après, j'ai pu causer à M. Reinach; voici ce qu'il m'a déclaré devant les camarades Matha, Girault, Crémieu, etc. : « Oui, j'ai soutenu les lois scélérates à un moment où je les ai crues nécessaires; mais j'ai reconnu depuis l'ignominie de toutes les lois d'exception, et je suis prêt à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour les faire abroger. »

Malheureusement, M. Reinach n'a pas eu le courage de répéter ces paroles à la tribune, où le bureau était composé du frère de notre camarade Elisée Reclus, le docteur Paul Reclus, Duclaux, et Anatole France.

Mon interruption, quoique cela, se trouve justifiée par les paroles mêmes de Reinach. L'affaire Dreyfus finie, nous verrons si tous ces gens qui se sont levés lorsqu'un membre de leur classe a été lésé, sauront se lever à nouveau, venir protester dans les réunions publiques et demander l'abrogation des lois scélérates comme ils ont demandé, lundi dernier, la suppression de la justice *militaire*.

Et nous verrons alors si, réellement, ces hommes sont sincères et si, lorsqu'ils parlent de justice et de vérité, ils n'entendent la justice et la vérité que pour la classe à laquelle ils appartiennent.

Nous aussi, nous avons des amis au bagne, nous ne les oublions pas, et nous le crierons tellement qu'il faudra bien que les Duclaux, les Anatole France, les Reinach tiennent leur parole et, qu'ils en soient certains, nous saurons la leur rappeler en temps voulu.

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PASSAGE. — Le culte du Dieu des armées paraît de plus en plus malade, et son avenir bien compromis. C'est ce qui ressort de l'attitude de ses pontifes qui luttent contre la clairvoyance naissante du peuple, à force d'impudence et d'effronterie. Surpris du vent de méfiance qui souffle aujourd'hui de toutes parts et va grandissant, et se refusant à croire qu'il puisse se changer en tempête, ils puisent désespérément dans l'imposture, qui, seule, fit toute leur force, et dont ils espèrent encore aujourd'hui le salut. Peu experts en matière de raisonnement et de discussion, ignorants de tout ce qui, de près ou de loin, a trait à l'intelligence humaine et à ses progrès, ils ne comprennent rien à cette résistance inopinée et se flattent d'en venir à bout par une exagération de leur habituelle insolence. Leurs vengeances s'exerçaient ordinairement sur le menu fretin des simples soldats ou des gradés inférieurs. Voilà qu'ils s'en prennent à des *officiers* et même à des officiers supérieurs. Le peuple, qui s'était peu ou point ému pour les premiers, s'indigne fort pour ceux-ci. Tant mieux! Le principal est qu'il s'émeuve; demain il interviendra pour les petits, comme il intervient aujourd'hui pour les gros. C'est une habitude à prendre, l'habitude de la résistance et de la révolte. Après la révolte en faveur de Dreyfus et de Picquart, la révolte en faveur de toutes les victimes de toutes les cruautés, de toutes les intrigues, de tous les tripotages et les lâchetés criminelles qui constituent les mœurs du militarisme.

AUTRES BAGNES. — *La Feuille* de Zo d'Axa, parue la semaine dernière, dénonce les systèmes de torture établis dans les colonies disciplinaires à l'égard des enfants. Les faits révoltants qu'elle dévoile indignent nombre de journaux qui réclament une répression. Il y aura, en outre, interpellation à la Chambre. Fort bien.

Mais que sortira-t-il de cette agitation? Peu de chose, hélas! Si le ministre ne vient pas nier effrontément, — rien ne nous étonnerait de Dupuy — il promettra qu'à l'avenir de pareils faits ne se reproduiront plus; les députés, indifférents, approuveront, et tout restera comme devant.

Car personne ne viendra démontrer la stupidité — outre la cruauté — des systèmes d'éducation répressifs. Personne ne viendra, fort d'une conviction profonde, convaincre à son tour ses auditeurs combien empirique, inefficace, et plutôt démoralisateur, est le système des punitions. Il ne sera certainement pas question, au cours de cette discussion, de reconstituer sur une autre base vraiment rationnelle et conforme à nos connaissances morales, philosophiques et sociologiques, le système d'éducation tout à fait d'un autre âge, encore en usage dans les établissements de l'Etat.

LUTTE DE CLASSES. — Pour bien prouver la vérité de ce que nous avons tant de fois affirmé, que les gouvernements n'ont d'autre raison d'être que la protection des intérêts des possédants, on annonce que des poursuites seront dirigées contre le syndicat des employés de chemins de fer, dit syndicat Guérard. Voilà ce que c'est que d'avoir voulu faire grève. Les pouvoirs publics sont aux ordres des compagnies.

A VENDRE OU VENDU? — On nous rapporte que M. Judet, le grand patriote *in partibus* du *Petit Idiot*, n'aurait pu contenir son indignation, sa vertueuse indignation, à la vue de notre image : *Chauvinard*. Il aurait même, dans l'organe atrophié dont il est un si remarquable ornement, qualifié les *Temps Nouveaux* de « journal à vendre ».

Nous sommes à vendre — 10 centimes le numéro avec supplément — et c'est ce qui nous distingue fort heureusement de M. Judet qui, lui, est vendu et revendu, — 1 million d'acheteurs!

Un abîme nous sépare du *Petit Idiot*. Jamais nous n'eûmes, comme lui, l'avantage d'aider, en préconisant « le pain complet », au déblaiement de toutes les balayures et immondices qui encombraient depuis longtemps les greniers des grands minotiers.

Ce sont de ces aubaines que les *Temps Nouveaux* méconnaissent.

ANDRÉ GIRARD.

PRIX DE VERTU. — Au Palais de Justice, on punit le vice; à l'Académie française, on *récompense* la vertu. Tout va ainsi le mieux du monde. Cette année, la vieille dame (l'aveugle du pont des Arts) a fait, pour son rapporteur, un choix assez inattendu : Pierre Loti. Célébrer la vertu, c'était pour lui une tâche tout à fait désintéressée. Il n'en eut que plus de mérite. Et par la bouche de ce brave marin, l'Académie a magnifié, comme elle sait le faire,

Des larbins intègres, des troupiers
Qui remportent la gloire avec l'argent modique,
Puis un frère convers, sentant mauvais des pieds.
(LAURENT TAILHADE.)

Du moment que la vertu est récompensée, tout va bien.

LA LOI POUR TOUS? — Le *Libertaire* est poursuivi pour apologie de faits qualifiés crimes. C'est la loi, dit-on. Soit!

En essayant de tuer un journaliste qui ne lui avait rien fait, Mme Paulmier commit naguère un acte qualifié crime. Une partie de la presse applaudit, glorifia cet acte, se rendit coupable d'apologie de crime. Et cependant l'on n'a pas poursuivi. Alors quoi?...

La loi pour tous ou pas de *loi* du tout!

AMNISTIE! — La Chambre vient de voter une loi accordant amnistie pleine et entière à tous les dé-

lits de presse, de réunion et d'association, faits de grève, contraventions diverses. Attendez, ne vous réjouissez pas trop vite. Voici ce que les députés entendent par amnistie pleine et entière :

Sont compris dans l'amnistie les émeutiers antisémites d'Algérie; sont exclus les victimes des lois scélérates de 1893 et 1894, ainsi que ceux poursuivis pour injures ou diffamations envers l'armée.

Les aimables antijuifs qui jetaient par terre les femmes enceintes, les piétinaient et pissaient sur leur ventre, graciés! Mais l'anarchiste qui a chanté une chanson, dit une parole vive ou signé une lettre d'un pseudonyme, au bagne!

L'Amour ou la mort! — Camille Frare, ouvrier plombier, aimait Adeline Lauriac, qui ne l'aimait pas. Il la menaça de la tuer, si elle continuait à le repousser. Il tint parole, et tira un coup de revolver sur elle, sans l'atteindre, heureusement.

Un jeune serrurier, Emile Brard, aimait une jeune fleuriste, Clara Maillerand. Elle dit oui, d'abord; ensuite elle dit non. Les femmes sont changeantes. Il fit comme l'autre : il tira deux coups de revolver sur elle, sans lui faire aucun mal, d'ailleurs.

Tuer quelqu'un, c'est, paraît-il, l'aimer. Sur ce point, comme sur tant d'autres, l'homme actuel a conservé les sentiments de son ancêtre des cavernes. Il faut que la femme qu'il désire soit à lui, ou à personne. Propriétaire, va!

Respect aux grands! — Nous sommes en république. Nous en avons tous les jours des preuves nouvelles. Exemple : la saisie du *Rire*, où Jean Veber s'était permis de représenter Guillaume II, empereur d'Allemagne, avec une tête de sanglier. Ainsi, en république, il est ordonné à tous de respecter les monarques.

Autrefois, sous la première, on appelait les rois des tyrans, leurs armées des hordes, leurs sujets des esclaves; on souhaitait que leur sang impur abreuvât nos sillons... Mais il y a de cela plus d'un siècle; nous avons progressé depuis.

Le « Transigeant ». — Après le *C'est clair*, voici, sur beau papier jaune, *le Transigeant*. Après Alphonse Humbert, voici Rochefort qui écope. Ils le méritent bien un peu. Quelle tristesse de voir tous ces ci-devant communards — Rochefort, Humbert, Forain — devenus les défenseurs attitrés du militarisme, les alliés des Déroulède, de Mun, Galliffet! Inconscience ou roublardise? Peut-être les deux.

Monsieur Picquart. — Les gouvernants militaires, de complicité avec les gouvernants civils, viennent de commettre une nouvelle infamie en livrant Picquart à un conseil de guerre. Il y avait à l'Etat-Major un seul honnête homme; ils vont le jeter au bagne. Tant pis pour eux!

Du temps que Georges Picquart était colonel, il était, de par sa fonction, un ennemi du peuple; et sans doute, à l'occasion, il nous eût fusillés, comme les autres. Qu'importe? Ce soldat s'est trouvé être — quelle merveille! — un homme loyal et désintéressé, un beau caractère. L'exception confirme la règle. Pour faire rendre justice à un innocent, il a tout sacrifié, tout perdu peut-être : son avenir, sa position, son repos, sa liberté, sa vie. Vive Picquart!

Quand les gouvernants commettent un attentat sur un humble, nos cris se perdent dans le vide. Le public ne sait pas, n'entend pas, ne s'intéresse pas. Il se trouve aujourd'hui que la victime est plus haute, que le crime est connu du monde entier. L'indignation gronde, la colère est prête à éclater. Tant mieux!

R. Ch.

Carvin. — Ici, comme dans toutes les communes de France et de Navarre, s'étale la fameuse affiche dite des cinq ministres, placardée par les soins et aux frais des jésuites. (Décidément, d'où vient l'argent?)

Cette affiche a obtenu chez nous un bien maigre succès : les faces patibulaires qui y sont imprimées n'excitent pas l'enthousiasme de nos concitoyens. Si les jésuites et les faussaires espèrent convaincre nos populations laborieuses de la culpabilité de Dreyfus, ils en seront pour leurs frais.

Révolté de leur audace, un de nos concitoyens a apposé nuitamment une protestation énergique qui a fait beaucoup d'effet. Aujourd'hui on peut voir s'étaler auprès d'une des affiches des faussaires des affiches de protestation contre le militarisme. Elle est beaucoup lue et favorablement commentée.

Vive la lumière!

Dumanet d'Epinay.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Syndicat indépendant des ouvriers cordonniers (cousu main) de Paris. — Samedi 10 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salons Cloche (Coquet), 80, boulevard de Clichy, grande soirée de famille suivie de bal.

Allocution par le camarade F. Pelloutier. — Concert avec le concours de différents artistes.

Entrée : 1 franc.

Entrée gratuite pour les enfants au-dessous de quinze ans et les dames.

∴

Mon cher Grave,

Je n'ai pas été peu surpris, hier dimanche, en lisant à la troisième page de l'*Aurore* le compte rendu de la réunion organisée par les... « Libertaires », disait l'en-tête du programme. D'abord l'opinion de Cyvoct en matière de propagande, mais, pour lui, il a au moins l'excuse de quatorze années passées au bagne, ce qui n'est pas peu.

Ce qui m'a profondément navré, c'est cette dernière phrase : et la réunion se termine à minuit, aux cris de : Vive Picquart! Vive Dreyfus!

Ainsi voilà des anarchistes qui ne poussent même pas le cri de : Vive l'anarchie! ou Vive la liberté! Je comprends très bien que l'on s'indigne contre l'emprisonnement de ces deux hommes, mais il me semble que l'on s'emballe beaucoup pour ces deux-là et que, par ce fait, on oublie beaucoup les autres. Comment! on fait de Picquart un héros? Pourquoi? Parce qu'il a agi en homme? Mais vous, camarades, vous n'agissez donc pas toujours comme cela, que l'acte simple d'un homme vous entraîne à le placer au-dessus des autres?

Et, en ce cas, pourquoi ne pas avoir crié : Vive Girier-Lorion! Vive Monod! etc... Et les petits martyrs d'Aniane? Il est très bien de s'indigner contre une injustice, il est mieux de s'indigner contre toutes.

Ne devenons pas dreyfusards ni picquartistes, restons simplement anarchistes.

V. Loquier.

∴

Quelques camarades désireux de voir se resserrer davantage les liens qui unissent la grande famille libertaire parisienne ont résolu de se rencontrer régulièrement chaque dimanche dans un endroit central. Là auront lieu des « matinées familiales » précédées de causeries variées sur des sujets ayant trait à l'Idée. Dans les circonstances actuelles, ils font un appel pressant à tous les camarades pour les seconder dans cette voie.

Réunion dimanche 4 décembre, à 2 h. 1/2 *précises*, salle Le Rosnoblet, 281, rue Saint-Denis.

Tous les libertaires de Paris et de la banlieue sont expressément convoqués.

Conférence par le camarade Frank J. : « De l'utilité du groupement. »

Chants et poésies révolutionnaires.

∴

Groupe communiste libertaire du XIVe arrondissement. — Réunion hebdomadaire lundi 5 décembre, à 8 h. 1/2, salle du Moulin de la Vierge, 102, rue de Vanves.

Conférence contradictoire par le camarade Albin Villeval : *Patrie et Internationalisme.* — Chants et poésies révolutionnaires à l'issue de la conférence.

Invitation pressante à tous les libertaires de l'arrondissement ainsi qu'aux camarades du groupe, en particulier à ceux dont l'absence s'est fait sentir aux dernières réunions.

∴

Ustica. — Les domicilii coatti de là-bas adressent un appel aux camarades, pour l'envoi de livres qui puissent leur aider à passer le temps.

Adresser à Malatesta Enrico, à Ustica, qui fera passer à ses co-détenus.

Au prochain numéro, nous reprendrons la suite des articles de Tcherkesoff pour les donner sans interruption cette fois.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Parasitisme organique et Parasitisme social, par Jean Massart et E. Vandewelde; 1 vol., 2 fr. 50, chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

Lettres d'un coupable, par H. Leyret; 1 vol., 2 fr., et *Les Raisons de Basile*, par Y. Guyot; 1 vol., 2 fr., chez Stock, Galeries du Théâtre-Français.

Theoretischer anarchismus von Alfred Clen, chez l'auteur, à Monterey (Cal.), Etats-Unis.

Anarchie, door Dr. E. H. Schmitt, brochure chez Sturingo, Amsterdam.

Sus aux Juifs... Pourquoi? par Hauriot, 0 fr. 15, Librairie socialiste, 51, rue Saint-Sauveur.

Les Mémoires de Bismarck, recueillis par Busch, tome II, 5 fr., chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

La bonne Madeleine et la pauvre Marie, par Ch.-Louis Philippe; 1 vol., à la *Plume*, 31, rue Bonaparte.

Japanese Notions of European political economy, par Tentearo Makato, brochure, Philadelphia.

De la nature des choses, traduction en vers du poème de Lucrèce, par André Lefèvre; 1 vol., 5 fr., Société d'éditions littéraires, 4, rue Antoine-Dubois.

Un vilain monsieur, roman par Willy, 3 fr. 50, chez Simonis Empis, 21, rue des Petits-Champs.

La Bièvre et Saint-Séverin, par J.-K. Huysmans; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock. — Même librairie : *Billets de la province*, par Michel Colline; 1 vol., 2 fr.

A lire :

L'Egalité, par A. Retté, *La Plume*, 15 novembre.

Affaires Freycinet, par U. Gohier, *Aurore*, 28 novembre.

PETITE CORRESPONDANCE

Merci au camarade qui nous a envoyé le no 48 de la *Révolte*.

W., rue Rodier. — Entendu, il ne sera pris remboursement sur vous que vers le 5 janvier, pour votre abonnement plus les 2 fr. 25 de l'envoi précédent, et 1 fr. 25 pour celui-ci.

An-archist, Bruxelles. — Pouvez-vous nous expédier les nos 3 et 4 que nous n'avons pas reçus?

A. M., à Monaco. — Numéro réexpédié. Pas de nouvelles du camarade en question.

La Feuille. — Votre carte portait pour Hamelin 0 fr. 80 et ne s'y trouvaient que trois timbres de 0 fr. 15, ce qui avec l'affranchissement ne fait que 0 fr. 60.

K., à Anvers. — En effet, l'*Ecole de Yasnaïa Poliana* est épuisée, l'éditeur a fait faillite. J'ignore s'il y en a une traduction allemande.

V., à Perpignan. — Pour les brochures de Bruxelles, je n'en ai plus, adressez-vous directement à Haustout. *L'Art et la Société* est à 0 fr. 15.

A. de N., Funchal. — En effet, nos lettres se sont croisées.

B., à Nantes. — No 21 réexpédiés.

Decazeville. — Les deux volumes expédiés.

R., à Londres. — Nous nous occuperons de vos commissions à la fin de la semaine.

Charpentier. — La colonie a reçu colis d'outils. Merci.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Jean Roule, 0 fr. 60. — B., 5 fr. — C., à Reignac, 0 fr. 50. — Mlle Dupont, 5 fr. — En tout : 11 fr. 10. — Listes précédentes, 434 fr. 65. — Total général : 445 fr. 75.

Reçu pour la famille Prost : Toulon : Un qui cherche la lumière, 0 fr. 50; Desjardins, 0 fr. 25.

Reçu pour Borne, de Dijon : James, de Dijon, 2 fr., que nous transmettons au *Libertaire* qui a ouvert la souscription.

Reçu pour la brochure à distribuer : Nimes : Chappius, 0 fr. 25. — Un admirateur de Gohier, 0 fr. 50. — Pour la propagande par l'image, 0 fr. 25. — Epinal : Loquier, 0 fr. 30; G. V., 0 fr. 25; Richardot, 0 fr. 25; Le Vosgien dessalé, 0 fr. 25. — En tout : 1 fr. 85.

Reçu pour le journal : Desjardins, Toulon, 0 fr. 15. — B., 5 fr. — C., à Reignac, 0 fr. 50. — B., à Saint-Amand, 1 fr. — Bourges, 5 fr. — Poitiers, 0 fr. 60. — Montal, 0 fr. 50. — B., à Marseille, 0 fr. 75. — Séverin, 1 fr. — Merci à tous.

B., à Pramanson. — B., à Mâcon. — P. A., à Angers. — De M., à Gand. — L. L., à Bruxelles. — V., à Perpignan. — C., à Garchezy. — K., à Rennes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, 7, rue Bleue.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 33 DIX CENTIMES DU 10 AU 16 DÉCEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Nos abonnés dont la souscription est expirée avec le dernier numéro, sont prévenus qu'il sera pris remboursement sur eux la semaine prochaine pour six nouveaux mois.

Afin d'éviter des frais inutiles, ceux qui ne seraient pas en mesure sont priés de nous en avertir.

LEUR ÉPINGLE DU JEU...

Votre armée est notre ennemie,
Vos sergents sont nos geôliers,
Mais nous tissons sur nos métiers
Ton linceul, ô vieille Patrie!

(*Les Tisserands*, chanson du Linceul.)

M. Gabriel Monod, qui fut un des premiers à réclamer la « Justice égale pour tous », a fait preuve, ces jours derniers, de scrupules très opportuns. Dans le même journal (*Temps* du 29 novembre) qui donnait le texte de la première dépêche de Dreyfus à sa famille, on pouvait lire la lettre suivante :

« Je proteste avec la dernière énergie contre la dangereuse violence avec laquelle certains journalistes profitent des erreurs et des actes criminels de quelques officiers pour déverser l'outrage sur tous les membres du gouvernement, sur tous les chefs de l'armée, sur tous les juges des conseils de guerre. Je proteste aussi contre le langage tenu dans les meetings révolutionnaires, où, sous prétexte de défendre deux victimes innocentes, on soulève les passions populaires contre nos institutions militaires elles-mêmes, contre l'armée qui est la sauvegarde de notre sécurité à l'extérieur, et dont l'existence empêche seule en ce moment les Français affolés par treize mois de polémiques effrénées de se précipiter les uns sur les autres pour s'entre-déchirer. Ces violences provoquent dans beaucoup d'âmes généreuses et patriotes des sentiments de révolte qui les rendent aveugles à la vérité et sourdes aux cris de la justice outragée. »

Je ne sache pas que la polémique antimilitariste ait varié beaucoup depuis le commencement de la campagne, et ce qui m'étonne justement, c'est que M. Monod ait mis treize mois pour s'en apercevoir ou pour s'en indigner s'il s'en est aperçu. Je ne sache pas non plus que la caste militaire ait donné, au cours de ces treize mois, beaucoup d'occasions au peuple de reprendre confiance en elle, si tant est qu'il y ait jamais eu confiance. Les « quelques officiers » dont parle M. Monod sont devenus légion et parmi « leurs pairs » pas un ne s'est élevé contre l'injustice que subissait un des leurs, preuve assez évidente, je crois, qu'ils se solidarisent avec les fauteurs de cette injustice. Quelques-uns même ont parlé à leurs soldats. On sait ce qu'ils leur ont dit.

La protestation de M. Monod ne nous étonne pas d'ailleurs outre mesure. La part qu'il a prise à la campagne de ces treize mois ne pouvait nous faire oublier son passé, ni surtout sa position de classe. Nous nous méfiions de la justice qu'il réclamait pour Dreyfus, craignant que ce ne fût une justice de classe. Sa lettre vient aujourd'hui nous donner raison.

Aussi bien M. Monod se méprend-il étrangement sur la nature de l'agitation actuelle. Sans doute il est des gens que seules les personnalités de Dreyfus et de Picquart peuvent avoir mis en mouvement, mais la grande masse, et, parmi cette masse, l'élément ouvrier, avait d'autres raisons de se mettre en branle. Contre les conseils de guerre et la caste militaire, sa méfiance et sa haine avaient des racines plus profondes, plus générales, plus vastes. Depuis qu'elle existe en tant que classe, la masse ouvrière n'a eu qu'à souffrir de la part des armées permanentes. Écrasée par de lourds impôts en temps de paix pour suffire à l'entretien du budget de la guerre ; chargée dans la personne de ses fils des plus longs services et des plus minimes compensations, la classe ouvrière, quand elle voulut se révolter contre l'oppression économique qu'elle subissait, trouva toujours devant elle, dressée, la horde militaire, éduquée à la boucherie, prête à la massacrer au premier signe de ses chefs. Voilà pourquoi, dans les meetings révolutionnaires dont vous parlez, elle a applaudi avec frénésie les attaques contre « nos institutions militaires » et « contre tous les chefs de l'armée ». Comme vous le dites si bien, la défense de deux innocents n'est que l'occasion de ces meetings, et si votre amour de la justice s'arrête à ces deux hommes, et puisque vous désapprouvez « la dangereuse violence des polémiques » et le soulèvement des passions populaires, désolidarisez-vous d'avec nous, protestez, blâmez, achevez de tirer votre épingle du jeu. Votre départ nous permettra de rendre à notre polémique l'envergure et la largeur qu'elle n'aurait jamais dû abandonner.

Aussi dans votre lettre, en même temps que de sentiments de classe, faites-vous preuve d'une grande ignorance des choses, pour ne pas dire d'une flagrante mauvaise foi. Parlant de l'armée, vous osez dire que « seule son existence empêche en ce moment les Français, affolés par treize mois de polémiques effrénées, de se précipiter les uns sur les autres pour s'entre-déchirer » ! Rappelez-vous, dans le prétoire de la cour d'assises en février, la conduite scandaleuse des galonnés, et l'acte ignoble d'un d'entre eux essayant de tirer son sabre contre une femme. Rappelez-vous aussi la conduite de l'armée prétorienne et sa partiale brutalité de ces mois derniers. Rappelez-vous enfin les feux de salve du Parisot, les pronunciamientos de Duchesne et des autres emplumés. Peut-être si vous sondiez les consciences de ceux qui n'ont pas parlé et qui sont prêts à agir, y verriez-vous encore des choses plus révoltantes.

Et maintenant, dites-moi si vous avez à attendre de l'armée autre chose que la défense de vos privilèges de classe, *à l'intérieur comme à l'extérieur*, et si nous avons autre chose à en attendre que des balles Lebel ou des coups de baïonnette, chaque fois que nous voudrons nous révolter pour plus de pain et plus de liberté.

JULIEN CRÉMIEU.

L'article de notre ami Kropotkine ne nous étant pas parvenu à l'heure de la mise sous presse, est forcément renvoyé à la semaine prochaine; également celui de l'ami Tcherkesoff, que nous prions de nous excuser, ainsi que nos lecteurs, de leur donner cet intéressant travail si fragmenté, mais nous sommes débordés par l'actualité. Forcés de renvoyer également un article sur *Aniane*, de Girard.

Il nous aurait fallu huit pages cette semaine, tandis que c'est avec grand'peine que nous paraissons avec quatre.

A la suite de ma protestation parue dans le numéro de la semaine dernière, j'ai reçu de M. Reinach la lettre suivante :

« Monsieur,

« Je lis dans les *Temps Nouveaux*, sous votre signature, un récit de l'incident dont vous avez été l'occasion à la réunion du *Pré-aux-Clercs*.

« Ce récit renferme quelques inexactitudes, involontaires évidemment, mais que je dois rectifier. Vous voudrez bien insérer ma lettre dans votre prochain numéro : j'en appelle à votre loyauté.

« Après avoir oublié de mentionner que j'ai demandé instamment à ceux que votre interruption avait irrités de respecter en votre personne la liberté de parole, vous me reprochez « de n'avoir pas eu le courage de répéter à la tribune les paroles que j'avais échangées avec vous et quelques-uns de vos amis.

« Comment aurais-je pu répéter ces paroles, puisque je n'ai causé avec vous et avec vos amis qu'*après* avoir prononcé un discours, d'ailleurs très bref, sur le procès du colonel Picquart, procès qui était l'objet de la réunion?

« Enfin, vous ne reproduisez pas exactement ce que je vous ai dit. Notez cependant que je ne vous en fais pas un reproche. L'agitation ambiante en est la cause.

« Ainsi, je ne vous ai pas dit « avoir reconnu (depuis 1894) l'ignominie de toutes les lois d'exception. » Je vous ai dit, et je tiens à le répéter, que j'ai toujours été l'avocat du droit commun, qu'en 1894, au moment où furent votées les lois sur les anarchistes, j'ai dit et écrit que le droit commun devait suffire, mais que l'étude attentive de l'histoire et de la politique m'avait cependant amené à penser qu'il

y a des circonstances, très rares assurément, où les lois d'exception s'imposent.

» En ce qui concerne la loi de 1894, je vous ai dit que je l'avais votée telle quelle, à défaut d'autre texte, parce qu'il me semblait alors, au lendemain d'une longue série d'attentats que venait de couronner l'assassinat du président Carnot, qu'une loi d'intimidation était nécessaire. Etait-elle nécessaire? Vous avez le droit de le contester. Mais l'effet d'intimidation a été produit, puisque les attentats des propagandistes par le fait ont aussitôt cessé (1).

» Mais je vous ai dit, et je le répète, qu'en votant cette loi, je la considérais comme une loi essentiellement occasionnelle et temporaire. Convient-il de l'abroger entièrement ou partiellement? C'est une question que je dois réserver. Mais j'estime que la modification ou l'abrogation d'un certain nombre des dispositions de cette loi ne saurait plus rencontrer d'opposition, à cette heure, de la part des libéraux dont je suis.

» C'est là une étude que je suis tout prêt à aborder immédiatement, en toute loyauté.

» Il est incontestable, en effet, que de graves et parfois détestables abus sont nés de cette loi; que, dans un certain nombre de cas qui me sont connus, l'application du texte législatif a singulièrement et dangereusement dépassé la pensée du législateur, et certainement ma propre pensée; qu'il y a au bagne des hommes qui ne devraient pas y être, qui doivent en sortir.

» Ces abus sont-ils le fait exclusif de ceux qui ont été ou sont chargés d'appliquer la loi? Non, évidemment. La cause en est plus profonde, dans la loi elle-même. C'est donc la loi qu'il faut reviser.

» Si j'étais un courtisan du peuple ou d'une fraction du peuple, je vous dirais : « Il faut abroger la loi. » Mais j'ai le respect du peuple — c'est, Monsieur, l'une des formes de mon courage — et je vous dis simplement, parce que je ne pense pas autre chose à l'heure présente : « Il faut reviser la loi de 1894. »

» Il est possible que cette revision, faite avec réflexion et conscience, conduise à l'abrogation totale de la loi; il est possible qu'elle ne m'y conduise pas. C'est ce dont décidera une étude scientifique du problème poursuivi dans l'esprit de liberté et de justice qui est le mien.

» Votre courtoisie, Monsieur, ne me refusera pas l'insertion intégrale de cette lettre que vous commenterez comme je l'écris, en toute conscience.

» Veuillez agréer, etc.

« Joseph Reinach. »

M. Reinach, dans sa lettre qui, je dois le reconnaître, est fort courtoise, m'invite à la commenter; malheureusement, le peu de place dont chacun dispose aux *Temps Nouveaux* ne me permet pas de le faire avec toute l'ampleur que j'aurais voulu.

Je reconnais volontiers que ce n'est qu'après avoir pris la parole que M. Reinach m'a fait, devant mes camarades, la déclaration que j'ai reproduite dans l'entrefilet de la semaine dernière, mais M. Reinach me pardonnera cette petite erreur de fait, s'il veut bien se rappeler la brutalité policière de ses amis lors de mon intervention.

C'est du reste ce à quoi M. Reinach fait sans doute allusion en parlant de « l'agitation ambiante ».

M. Reinach reconnaît qu'il y a « *au bagne des hommes qui ne devraient pas y être, qui doivent en sortir* ». C'est la justification complète, impérieuse, de mon interruption. Ce que j'aurais voulu faire remarquer à l'assemblée de l'autre jour, c'est qu'il a fallu que la liberté, la vérité et la justice soient violées en la personne de Dreyfus, puis de Picquart, pour que des hommes comme Duclaux, Anatole France, Reinach, etc., se lèvent et protestent; et qu'il nous était permis de croire que ce n'était pas la justice et la vérité en général, mais bien la justice et la vérité pour des membres de leur classe qu'ils réclamaient. Cela paraît incontestable, puisque ces mêmes hommes ne se sont pas sentis atteints, lorsque de simples prolétaires ont été envoyés au bagne, les uns pour un écart de langage, comme Paul Bury ou Monod, les autres pour une chanson ou une ligne d'écriture comme Meunier, Chevry, Fouquet et Philippe, à Angers. Si certains anarchistes, ouvriers eux aussi de la première heure, n'ont pas ménagé leur personne dans cette affaire, où la caste militaire, pour qui encore plus que pour toute autre nous ne sommes pas suspects de sympathie, était si gravement atteinte, c'est qu'au-dessus de Dreyfus au bagne et de Picquart près d'y être envoyé, il y a la liberté et la justice violées en leur personne. Et, en cela, fidèle à nos théories, nous avons crié partout que lorsque la liberté et la justice étaient violées dans la personne d'un seul membre de la société, toute la société se trouvait atteinte.

Il était donc de notre devoir de rappeler aux hommes qui semblaient pris d'une si belle ardeur en faveur de la vérité et de la justice, qu'ils n'avaient pas toujours agi de même. Qu'il y avait au bagne d'autres hommes qui, incontestablement, ne pensent pas comme M. Duclaux, M. Havet ou M. Reinach, mais dont le seul crime avait été de dire ou d'écrire ce qu'ils croyaient être la vérité.

Ce qui semble incompatible avec tout esprit de liberté et de justice.

C'étaient là les seules choses que je voulais dire en rappelant à M. Reinach « les lois scélérates ».

De plus, mes interruptions se trouvent pleinement justifiées par l'ensemble de la lettre de M. Reinach, puisqu'il reconnaît qu'il y a des innocents au bagne, autres que Dreyfus, que les lois de 1894 ont besoin, sinon d'être abrogées, au moins d'être revisées, etc., etc.

Un mot pour finir.

M. Reinach semble confondre dans sa lettre la philosophie anarchiste, qui réclame une société d'hommes libres de toute contrainte, et les actes de révolte d'un ou plusieurs individus contre un état social que, lui, M. Reinach peut trouver bon, mais qu'il est permis à des hommes comme Luccheni, né dans la rue, de détester. Actes qui, tant qu'il existera une société mauvaise, sont appelés à se reproduire, malgré toutes les lois d'exception que l'on pourra voter.

P. Delesalle.

(1) Témoin Angiolillo, Luccheni, etc.

Bradamante, dans la *Fronde* du 22 novembre, raconte que dans les papiers de Picquart fut trouvée une correspondance amoureuse, venant d'une femme mariée, mère de famille, qui, lorsqu'elle connut la perquisition, se précipita chez Pellieux. Mais ce dernier, au lieu de lui rendre cette correspondance qui n'avait rien à voir avec l'affaire Dreyfus, fit venir le mari et lui remit la liasse de lettres, espérant sans doute qu'il irait tirer sur Picquart, lui ayant peut-être même promis l'impunité. Mais celui-ci se contenta d'introduire une demande en divorce.

Comment qualifieront cet acte de Pellieux ceux qui nous parlent toujours de l'honneur militaire?

J. G.

Nous recevons de la Nouvelle-Calédonie la lettre suivante que nous donnons telle qu'elle a été écrite :

« Nouméa, 29 septembre 1898.

» Compagnons,

» Nous sommes victimes de la part de la Cour de cassation d'une monstruosité sans pareille. Etant étrangers et ayant terminé la peine que nous avaient infligée des juges inconscients, nous nous étions engagés à bord d'un voilier en partance pour le Havre. Le capitaine ne voulait pas de nous, et nous a ramenés à terre. L'on nous arrête pour tentative d'évasion. Etant cinq, un de nous, un relégué collectif ex-forçat, en cours de peine de relégation, est aussitôt condamné à trois mois d'emprisonnement. Les quatre autres (tous étrangers, étant libres de toute peine), nous passons deux mois après devant un tribunal maritime spécial et, malgré toute notre défense, l'éloquence du barreau et la différence de position entre le relégué et nous, l'on nous a enfin impitoyablement punis à un an de travaux forcés.

» L'un de nous, au prononcé du jugement en France, devait être expulsé à la fin de sa peine : ce qui n'a pas été fait. On m'avait promis qu'au cas où mes parents m'auraient réclamé à leurs frais, je serais de retour en ma patrie : les demandes sont faites, appuyées même, et je suis encore ici.

» Nous voilà misérablement dans la fange.

» Si vous pouviez dans votre journal faire ressortir ce cas, cela éviterait pour d'autres compagnons bien des ennuis; car nous ne ferons pas comme Cyvoct, au moins, nous divulguerons à la société des monstruosités pires que celles de Montjuich.

» Julini, 8585, expulsé à la fin de sa peine.

» Noteghem, 9850, fils de Belge (Roubaisien).

» Vanoverberghe, 10306 (Belge), condamné pour la cause, à Roubaix.

» Maès, 10252 (Belge), demande de rapatriement faite. »

Voilà du travail pour la *Ligue des Droits de l'homme*.

LA PROSTITUTION

(Suite)

Parvenus à ce point de notre étude, nous sommes à même de comprendre la sollicitude de l'Etat touchant la prostitution, pourquoi il la facilite, il la réglemente, la subventionne et tient le grand livre de ce commerce, pourquoi dans les comptes de nos démocraties il y a le budget du lupanar à côté du budget des cultes, pourquoi des filles soumises font partie du lot d'accessoires que les gouvernants embarquent vers les pays neufs où ils veulent s'implanter.

L'Etat moderne n'a d'autre rôle que défendre la richesse. Or, la richesse des uns, c'est la misère et le travail acharné des autres. Il importe de veiller, par suite, sur tout ce qui pourrait détourner la masse du labeur assidu comme l'amour et de tenir tout prêt le moyen de s'en passer. A tous ceux qui ne possèdent, ne gagnent pas encore ou ne gagnent jamais de quoi nourrir femme et enfants, il faut permettre de faire l'amour, tout au moins de calmer leurs sens, sans avoir à redouter telles charges. Il n'est jamais bon de laisser la place libre à des ambitions trop hautes, fertiles en révoltes.

Il faut aussi qu'une organisation lucrative, pour avoir chance de durée, semble parfaite autant que possible. Ne pas avoir de moyen d'existence en une société qu'on prétend la meilleure, doit être la faute des individus. Le plus sûr moyen de le faire croire — après avoir mué la misère en un délit — c'est de trouver aux désœuvrés une occupation coûte que coûte. La prostitution retranche à souhait de l'armée inquiétante des sans-travail bien des malheureuses.

Peu d'institutions ont l'avantage de faire ainsi coup double et de servir à deux fins. Il n'en n'est pas une, non plus, dont la disparition entraînerait plus de troubles, l'actuelle organisation sociale restant en l'état. Elle est réellement la plaie par où s'écoule le pus social.

Le nouveau rôle assumé par la prostitution à mesure que se développait le salariat est venu renforcer de son importance propre les raisons qu'eurent les gouvernants de tout temps et de tout pays, pour reconnaître et réglementer le commerce des courtisanes.

La protection du mariage et de la famille dont les destinées furent, dès leur début, étroitement liées à celles de la propriété et de l'autorité, exigeait que le pouvoir s'occupât de la prostitution. Si dès ses débuts elle répondait à un luxe pour le plus grand nombre, déjà elle répondait, pour d'autres, à un besoin. Il fallait défendre le sanctuaire du mariage contre la horde inquiétante des célibataires, donner une proie à leurs appétits. Du temps de Solon déjà réglementer la prostitution, ce n'était pas un moyen de la réprimer, mais de l'encourager au contraire, de l'avoir toujours sous la main pour le bon fonctionnement de la société. Et cette doctrine fut toujours la bonne, adoptée par tous les

gouvernants, promulgueurs d'édits et faiseurs de lois. On peut s'en convaincre par les capitulaires de Charlemagne, les édits de Louis XI et de Charles VI et par tous les règlements jusqu'à la loi de messidor, an VIII, qui crée la Préfecture de police actuelle avec ses bureaux des mœurs (1). Les filles que l'on traque, que l'on emprisonne, que l'on marque du fer rouge ou que l'on déporte, au moyen âge et jusque pendant le dix-huitième siècle, ce sont seulement les insoumises et les malades. Ou bien ce sont quelques victimes expiatoires sacrifiées à l'hypocrite vertu, sans, pour cela, que l'institution en devienne moins florissante.

De nos jours, où la prostitution devient une aide puissante d'adaptation au régime capitaliste, il était naturel que la doctrine de sa nécessité et de sa bienfaisance s'affirmât avec un nouveau cynisme.

Des motifs nouveaux étant venus renforcer la sollicitude de l'Etat pour le commerce de chair féminine, les encouragements sont devenus plus efficaces en même temps que plus minutieuses les réglementations. Jamais on ne proclama si haut que la prostitution est un mal nécessaire. Or ceux préposés à la défense de la société doivent connaître, au moins aussi bien que nous, les besoins et les conditions de son fonctionnement.

Chaque fois que certains moralistes — gens à très courte vue mais au moins sincères — réclament contre la prostitution des mesures efficaces, il leur est répondu que telles revendications sont utopiques. Seulement, au cours des débats soulevés sur tel sujet dans les parlements ou ailleurs, on ne dit pas, comme nous, et pour cause, les raisons dernières de la nécessité-prostitution. On s'en tient aux causes classiques telles que la protection de la famille, à quoi on ajoute — car tout se modernise — les droits de l'hygiène.

Ces défenseurs de l'ordre se gardent bien d'ajouter que la prostitution est surtout nécessaire pour faire oublier un autre moyen de protéger la famille et l'individu, protection plus efficace, hygiène plus haute, consistant à rendre possibles pour tous les joies de l'union sérieuse et les satisfactions élevées de l'amour. Ils se gardent de dire que si le commerce des ventres n'était pas là pour assurer, tant bien que mal, les besoins trop violents, on se prendrait à songer à cet autre moyen plus simple, plus logique et surtout plus propre. D'où il suit que la *prostitution nécessaire* ne l'est que pour le maintien de l'actuelle infamie.

L'ensemble des règlements médico-policiers régissant la matière constitue la meilleure excitation possible à la débauche, et assure avec le recrutement la prospérité de la honteuse industrie.

Ils ne peuvent pas avoir d'autre but.

On parle d'humanité. On dit que l'Etat doit ses soins et sa protection même aux citoyens victimes de leur intempérance. Hypocrisie. Car pourquoi pas, alors, et à plus forte raison, des mesures contre les ravages de l'alcool et contre les crimes des métiers homicides?

Aucun doute ne subsiste d'ailleurs sur l'inefficacité des mesures sanitaires et des brutalités de police qui les assurent.

Une commission spéciale, demeurée célèbre, nommée en Angleterre pour étudier les effets de la visite instituée dans les lieux de garnison depuis 1866, concluait en 1873 que « la visite périodique des femmes qui entretiennent ordinairement un commerce sexuel avec le personnel de l'armée et de la flotte n'avait pas eu pour résultat d'amener la moindre diminution des cas de maladie ». Depuis cette époque, et dans tous les pays d'Europe, des enquêtes ont révélé que les lois et règlements de police, visites, inscriptions, etc... ou sont inutiles ou aggravent la situation sanitaire.

(1) Cf. *La Serve*, par Savioz, Tribune de la *Fronde*, 21, 22, 23 janvier 1898.

Et cela va de soi.

On visite la prostituée seule et pas le prostituant. On ne vérifie pas l'homme, aussi bon porteur de contagion.

(*A suivre.*) CHARLES-ALBERT.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

NOS MILITAIRES. — Le général Mercier estime que toute l'agitation qui dure depuis un an, et qui au fond est la révolte de l'esprit de justice contre la brutalité militaire, est comparable aux discussions oiseuses des Byzantins et traite d'arguties les explosions de dégoût que lui et ses semblables ont soulevées de tous côtés.

M. Mercier, qui supporte d'un cœur si léger les cadavres des 7.000 Français qu'il a assassinés à Madagascar, est d'une inconscience rare.

Mais qu'espérer de gens qui sont habitués à ne raisonner qu'à coups de sabre? Leur sens moral ne peut être qu'atrophié.

⁂

RECULADE. — Quand certains révolutionnaires, qui trouvent que l'affaire Dreyfus ne les regarde pas, prétextaient leur désintéressement par la présence parmi les « dreyfusards » de bourgeois notoirement réactionnaires, nous avons prédit que ces bourgeois se retireraient quand ils verraient l'importance prise par le mouvement.

Déjà MM. G. Monod et G. Paris sont choqués de la tournure violente qu'il prend aujourd'hui. Ils ne voient pas, ces myopes d'esprit, qu'au contraire, en toute chose, les gouvernements ne marchent que par la crainte et que les quelques parcelles de liberté et de justice que nous avons réussi à obtenir jusqu'à ce jour n'ont été obtenues, et ne seront conservées que par une violence d'attitude permanente.

Ce n'est qu'en montrant partout et toujours les dents à l'autorité qu'on la tient en respect.

⁂

LA GRANDE FAMILLE. — Une théorie sur le maniement d'un nouveau canon a disparu à Tarbes. Voilà la défense nationale en émoi qui crie par la fenêtre : Qui la lui rendra?

Allons! père Lustucru, un bon mouvement!

⁂

Un jeune soldat du 54e de ligne, à Compiègne, nommé Rémy, a tenté de se suicider au réveil, en se jetant d'une fenêtre dans la cour du quartier. On suppose que c'est le dégoût du métier militaire qui l'y a poussé. Pas possible!

⁂

On lit dans le *Lyon Républicain* :

« C'est en été, c'est-à-dire au moment où, à quelques pas à peine de chez nous, les Italiens exécutent leurs grandes manœuvres que leurs déserteurs nous arrivent en nombre.

« Une statistique que nous avons faite ces jours derniers nous permet de dire combien se sont abattus sur le 15e corps, dans le courant de l'année.

« Ceux qui se sont présentés à l'état-major, au nombre de *12* environ, désirant changer d'uniforme, *ont été* aussitôt *envoyés* en Afrique grossir les rangs de la *Légion étrangère*.

« *Plus nombreux* sont les déserteurs qui, à la spécialité de la gare et à la préfecture où ils se sont présentés, *ont déclaré vouloir vivre de la vie civile*. Ils se chiffrent, en effet, par 29, ainsi répartis : 11 bersaglieri, 9 soldats d'infanterie, 3 douaniers, 3 artilleurs, 1 soldat du génie, 1 garde des finances et 1 matelot. »

Le métier militaire est également enviable dans tous les pays.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

A LA CASERNE. — La scène se passe au conseil de guerre d'Alger. Un soldat juif, un sale juif, est accusé d'avoir volé cinq francs à un de ses camarades d'infirmerie. Inutile de nier : 1° parce que l'accusé est un sale juif; 2° parce que l'argent dérobé a été retrouvé caché dans sa paillasse. L'accusé proteste, affirme qu'il est innocent. Naturellement. Ces gens-là n'avouent jamais. Mais deux soldats antisémites — deux bons Français, ceux-là — accablent le nez crochu de leurs dépositions patriotiques. Or voici que le décor change. Un zouave déclare avoir entendu les deux nationalistes se vanter d'avoir fait passer un juif en conseil de guerre. Pour rendre la France aux Français, ils avaient glissé les cinq francs dans la paillasse youpine. C'est beau, mais ce n'est pas le plus beau : l'officier instructeur était au courant de cette petite histoire ; il l'avait patriotiquement passée sous silence et avait conclu au renvoi du juif en conseil de guerre.

Une épidémie sévit sur un détachement du 8e d'infanterie, à Arras. Trois sous-officiers sont morts. Jusqu'ici il n'y aurait que demi-mal. Mais plusieurs soldats sont atteints. Cela ne compense pas ceci.

Le soldat Thiriat avait sauté le mur pour découcher. Le conseil de guerre du 20e corps (Nancy) l'a condamné à six mois de prison. Au bas du mur, la sentinelle, un nommé Dufour, avait fait ce qu'elle avait pu pour empêcher Thiriat de le franchir. Les exhortations demeurant vaines, Dufour avait même croisé la baïonnette pour effrayer son camarade; mais il n'avait pas essayé de le tuer. Conçoit-on cela? Le président du conseil de guerre, lieutenant-colonel de Blahrer (26e d'infanterie), a blâmé comme il convenait un si mauvais soldat : « Vous aviez une arme et vous étiez chargé de faire respecter votre consigne, il fallait faire votre devoir, vous servir de votre arme. Vous aviez une baïonnette, il est à croire que vous ignorez à quoi elle doit servir. »

Pour finir, un passage d'une lettre d'un ancien pressier régimentaire à l'*Aurore*, qui montre bien que l'armée sert surtout à des fins intérieures : « J'ai autographié, en 1897 et en 1898, comme employé à la presse, des plans de campagne pour la frontière italienne, des théories sur les tirs en montagne, des brochures expliquant et commentant les cartes d'état-major pour les régions frontières italiennes, notant la viabilité de chaque sentier par où passeraient les régiments en cas de guerre; des plans de forts français et italiens et jusqu'à des instructions indiquant « les mesures à prendre contre les militaires trouvés porteurs de journaux anarchistes et libertaires et pour en interdire la lecture dans les casernes » — *cette pièce beaucoup plus secrète et plus confidentielle que les autres*, s'il est possible.

La reconquête de nos chères provinces perdues, cela intéresse un peu nos officiers, sans doute. Mais la lutte contre les idées d'émancipation et de justice, la strangulation des consciences, l'obstacle au progrès, c'est là leur véritable mission.

...Attendant la comparution aux assises, classe tes documents, ami Gohier, classe!

H. CH.

⁂

CARVIN. — *Voyage présidentiel.* — Le tanneur national qui, par la grâce de Dieu et la volonté de la réaction, est devenu Président de notre République du pape, nous a fait l'honneur (!) de venir visiter notre bassin houiller.

C'est la Compagnie de Lens qui a eu l'avantage de ses préférences.

Arrivé soi-disant incognito en gare de Lens, Félix a été reçu par le maire de Lens, les conseillers municipaux, toutes les autorités officielles — constipées ou non — de la ville, la musique, les pompiers et tout ce qui s'ensuit.

Je passe sur les discours prononcés en la circonstance et qui constituent le cliché ordinaire.

Le président et son escorte se sont rendus ensuite vers le puits qui devait être visité.

Il va sans dire qu'en ma qualité de représentant des *Temps Nouveaux*, feuille bien pensante et élyséenne, j'étais au premier rang des privilégiés admis à accompagner Son Excellence dans sa pérégrination souterraine. Je n'ai donc perdu aucun détail de cette petite fête, et si j'en écourte le compte rendu, c'est pour ne pas fatiguer l'attention de nos lecteurs qui ne s'intéressent que médiocrement aux faits et gestes du tanneur couronné.

A la lampisterie, Félix s'est dépouillé de la Toison d'or dont il s'habille depuis quelque temps pour se préserver des intempéries hivernales; il a r vêtu les traditionnelles *loques de fosse*, et s'est coiffé de la barrette du houilleur — en attendant qu'on lui décerne la barrette de cardinal. Ainsi affublé, l'ami de Gyp est descendu au fond du puits, dans une cage, qui, cela vous étonnera peut-

être, n'était pas une cage à serin. J'ai remarqué, que, sous le bourgeron du mineur, notre bien-aimé souverain avait une mine assez grotesque. Félix a paru un peu trop grand et surtout un peu trop gras sous ses *loques*. A telle enseigne qu'un ouvrier du fond, qui l'avait pris pour un mineur de l'escorte, est venu lui caresser la bedaine en lui disant : « D'qué fosse que t'es, ti qu't'es si ben norri? » Félix, qui n'est pas polyglotte, n'a pas compris, mais il a fait remettre les palmes académiques à ce mineur érudit. C'est là le fait le plus saillant de la visite de Félix aux mines de Lens.

N'oublions pas de déclarer que notre généreux Président s'est fendu : il a fait remettre cinq cents francs au bureau de bienfaisance, don important qui permis à l'administration du bureau d'offrir un hareng saur à chaque famille indigente, à l'occasion des fêtes de Sainte-Barbe.

Félix Faure a emporté, paraît-il, un bon souvenir de sa visite aux mines de Lens. Il a emporté aussi une gaillette de charbon gras qu'il avait piochée de sa main royale, et autour de laquelle on se chauffera en famille à l'Elysée, le premier soir où la sorcière Gyp viendra tirer les cartes au Président.

Réno d'Epinoy.

Egypte.

Maintenant vient de se dévoiler toute l'infamie commise par l'autorité consulaire italienne, complice de la police anglo-égyptienne, avec l'arrestation de nos camarades d'Alexandrie. La lâcheté de cette misérable manœuvre policière saute si bien aux yeux de l'opinion publique et de la presse indépendante, qu'on peut justement se demander comment tant d'infamies sont possibles!

On a fabriqué de toutes pièces tout le complot, on a monté un coup des plus ingénieux, on a créé toute une série de circonstances pour égarer, mystifier, obscurcir la vérité des choses et se permettre un arbitraire des plus révoltants.

La victime principale a été le compagnon Ugo Parrini, à qui « dans son débit de boissons on a envoyé un Arabe déposer une caisse avec les deux bombes retrouvées par la police, qui perquisitionna son local tout de suite, après le départ de l'indigène ».

Ces renseignements on peut les relever dans les journaux bourgeois d'Alexandrie; ils ont été confirmés par les feuilles italiennes telles que la *Tribuna*, de Rome (opportuniste), le *Secolo*, de Milan (républicain), l'*Avanti*, de Rome (socialiste), et beaucoup d'autres journaux anglais, allemands et français.

∴

On a arrêté les compagnons Vasai, Copello, Parrini, Biechielli, Tamberi et dix autres, et on les a jetés à pourrir dans les cachots humides de l'arsenal sur la terre nue sans paillasse. Ils restent à la disposition de l'autorité italienne, qui, ne pouvant les condamner, les enverra certainement peupler les îles de la *maledirime*, dans le *domicilio coatto*.

Voilà le but de la machination policière!

∴

Cependant les camarades ont maintenu une attitude superbe et dédaigneuse, et tout en affirmant leur dévouement à l'idéal libertaire, ils ont démontré comment dans cette affaire il n'y a que la main de la police.

Brigands et jésuites!

Evening.

Belgique.

Bruxelles. — Le gouvernement belge vient de commettre une nouvelle infamie en expulsant le camarade Gumplowicz et Mélita, une camarade. Cette dernière coupable d'avoir donné une conférence anarchiste, l'autre de l'avoir accompagnée au bureau de police lorsque lui fut signifié son arrêt d'expulsion.

AVIS

On nous a remis une vingtaine d'exemplaires d'un petit tirage à part de l'article *Religion et Morale*, de Tolstoï, paru dans l'*Humanité Nouvelle*, formant une brochure. Ces exemplaires sont mis en vente au profit du journal au prix de 0 fr. 75 chacun.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Syndicat indépendant des ouvriers cordonniers (cousu main) de Paris. — Samedi 10 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salons Cloche (Coquet), 80, boulevard de Clichy, grande soirée de famille suivie de bal.

Allocution par le camarade F. Pelloutier. — Concert avec le concours de différents artistes.

Entrée : 1 franc.

Entrée gratuite pour les enfants au-dessous de quinze ans et les dames.

∴

Monsieur,

Les salles du *Parthénon* seront ouvertes le 1er décembre et bientôt paraîtra le premier numéro du *Parthénon*.

Les salles sont mises gratuitement à la disposition de tous les artistes. Toute œuvre où se manifestera un effort vers la Beauté, quelle que soit d'ailleurs la matière employée par l'artiste, y sera exposée et vendue, s'il y a lieu, par nos soins.

Nous adressons surtout le plus sérieux appel aux artistes-artisans, à ceux qui, disciples des grands maîtres de la Renaissance, savent qu'on ne déchoit pas en offrant de la beauté, sous quelque forme que ce soit, aux yeux des hommes et que des ciseleurs de salières peuvent être aussi des créateurs de pensée. Nous indiquons même aux jeunes artistes qu'ils trouveront de ce côté le moyen de s'affranchir des sujétions qu'impose la société moderne et de garder leur indépendance en gagnant, de façon intéressante pour eux et pour nous, leur vie.

C'est d'ailleurs dans le but de les y aider que le *Parthénon*, Revue des Lettres et des Arts, sera aussi une Revue des métiers qui se rattachent aux unes et aux autres. Nous appelons à nous tous ceux qui souffrent de la vulgarité du décor moderne et pensent que les âmes sont, à la longue, atteintes et dégradées par les inharmonies auxquelles sont condamnés les yeux, nous les invitons à tenter un effort vers la restauration du goût dans notre pays. Tous trouveront chez nous le plus loyal et le plus cordial accueil : nous voulons que notre maison devienne la maison commune des Poètes et des Artistes, la maison familière où ils seront certains de voir des choses de beauté, où ils pourront en rencontrer les créateurs.

Karl Boès.

C'est, en effet, une tentative à laquelle les anarchistes ne peuvent qu'applaudir. L'adresse du groupe est 54, rue des Ecoles.

∴

Groupe international. — Dimanche 11 décembre, à 2 h. 1/2 précises, salle Rosnoblet, 281, rue Saint-Denis, *Matinée familiale*.

∴

Groupe communiste libertaire du XIVe. — Lundi 12 décembre, à 8 h. 1/2 précises, salle du Moulin de la Vierge, 102, rue de Vanves.

∴

Le *Groupe révolutionnaire havrais* se réunit tous les dimanches, à 5 heures du soir, au café de l'Indépendance, rue d'Etretat.

∴

Groupe d'action et d'études sociales de Levallois-Perret (Seine). — Réunion tous les samedis, 64, rue Vallier, salle Angelergue.

∴

Ustica. — Les domicilii coatti de là-bas adressent un appel aux camarades, pour l'envoi de livres qui puissent leur aider à passer le temps.

Adresser à Malatesta Enrico, à Ustica, qui fera passer à ses co-détenus.

VIENT DE PARAITRE

Notre treizième feuille de l'album : *Mineurs du Borinage*, par Constantin Meunier. Franco, 1 fr. 40.

BIBLIOGRAPHIE

La Faillite du mariage et l'Union future, par J.-Joseph Renaud; 1 vol., 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine. — Même librairie : *Erreur d'âme*, par Fréderick Bucher, 1 vol., 3 fr. 50.

La Fête à Coqueville, par E. Zola, album dessiné à l'aquarelle, par A. Devambez; 5 fr., chez Charpentier et Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

143 dias de inquisicion a borde del vapor Langton-Grange, par Eloy Bessières; 1 broch., 15 centavos, chez l'auteur, 48, Misiones, Buenos-Ayres.

La Caserne, par A. Lantoine; roman, 3 fr. 50 à *La Plume*, 31, rue Bonaparte.

Ouvriers du temps passé (xve et xvie siècles), par H. Hauser; 1 vol., 6 fr., chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain. — Même librairie : *L'Idéalisme social*, par E. Fournière; 1 vol., 6 fr.

A lire :

La feuille, nos 20 et 21, dessins de Steinlen et Luce, à propos de la colonie pénitentiaire d'Aniane.

A voir :

Doux rêve, dessin de Couturier, *Sifflet*, no 44.

BROCHURE A DISTRIBUER

Etant en fonds dernièrement, lorsque nous avons réédité la *Morale anarchiste*, *Chauvinard* et *Déclarations d'Etiévant*, nous avions pensé à rééditer, en brochure à distribuer, *A mon Frère le paysan*, d'Elisée Reclus, mais le journal a absorbé les fonds que nous comptions y employer, soit 300 francs environ, prix des 30 à 40 000 exemplaires nécessaires pour qu'une distribution porte quelques fruits.

Or, ne pouvant y arriver avec nos ressources ordinaires, nous faisons appel aux camarades et nous tenons des listes de souscription à la disposition de ceux qui pensent que ce serait de la bonne besogne à faire.

AUX AMIS

Le service des gares étant depuis longtemps très défectueux au point de vue de la vente, prière aux camarades qui voyagent fréquemment de le réclamer, partout où il leur sera possible, aux préposés des librairies des gares.

PETITE CORRESPONDANCE

T., à Pyrgos. — Numéro réexpédié. Le camarade qui nous traduit le grec est fort occupé en ce moment.

Toulouse. — Ecrirons aux libraires de Montauban. Merci.

C. J., à Saint-Etienne. — Quelques-unes des brochures épuisées. Je remplace par d'autres.

Roubaix. — Reçu, pour la propagande locale, 5 fr. 55 à l'issue d'un banquet d'amis au *Tambour-Maître*, 74, rue des Longues-Haies.

Reçu pour le journal : Horvinox, 2 fr. — V. H., 2 fr. — P., à Amiens, 0 fr. 65. — V. P., 10 fr. — C. W., à Ashwell, 2 fr. 25. — Rod., 2 fr.; A. A., 1 fr.; H. R., 3 fr. — Un groupe de peintres en décor, 1 fr. 65. — Merci à tous.

D., à Saint-Chamond. — D., à Saint-Quentin. — B., à Brest. — S., à Roubaix. — B., à Châlons. — M., à Troyes. — J., à Limoges. — L. B., à Jemeppes. — Agence, Genève. — F., rue D. — B., à Nantes. — V., à Beaumont. — B., à Rouen. — M. à Avignon. — A. M., à Saint-Nazaire. — A. L., au Mans. — R. E., à Lausanne. — N., à Toulouse. — C., au Havre. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Les TEMPS NOUVEAUX sont en vente au Havre

Chez Cléroux, rue de Phalsbourg, et dans les principaux kiosques de la ville.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 34 DIX CENTIMES DU 17 AU 23 DÉCEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Nous voulions cesser les appels réitérés de fonds dont sont illustrés la plupart de nos numéros; mais, cette semaine, nous n'arrivons à paraître, même sans supplément, qu'avec les plus grandes difficultés, au point que nous ne savons si nous paraîtrons la semaine prochaine.

A ceux qui pensent que nous faisons de la bonne besogne à voir s'ils peuvent nous aider.

LE CÉSARISME

II

Un nous dira probablement que « Rochefort » et « césarisme » ne peuvent cependant pas être mis ensemble. Le nom de Rochefort, le vaillant révolutionnaire sous l'Empire, le tombeur des « gouvernements forts », le défenseur des travailleurs et des révoltés, l'ami des nationalités opprimées, — ce nom n'est-il pas à lui seul une garantie suffisante contre toute velléité de césarisme ?

Eh bien, il y a des situations plus fortes que les hommes — des situations qui, une fois acceptées par erreur de jugement, poussent les hommes dans une direction toute différente de celle qu'ils auraient choisie, s'ils avaient encore gardé la liberté du choix.

C'est pourquoi il est infiniment plus utile d'envisager les situations, les courants d'opinion, plutôt que de s'occuper des hommes qui représentent ces opinions. Au lieu de parler du directeur de l'*Intransigeant*, et de débrouiller les causes qui le font agir d'une façon ou d'une autre, il est infiniment plus utile de parler de ses lecteurs. Ceux-ci nous épouvantent par leurs velléités dictatoriales, par leur dérive fatale vers le césarisme.

L'épouvantable de la situation, le tragique de la France actuelle, c'est que durant ces dernières sept ou huit années, l'*Intransigeant*, avec sa dictature boulangiste, son attitude courbée devant le despotisme russe, son antisémitisme et sa défense d'un tribunal de guerre ainsi que des Esterhazy et consorts, a toujours représenté plus d'une centaine de mille républicains à Paris et plusieurs millions de républicains en province.

Le danger est dans cette masse de républicains prêts à acclamer un coup d'Etat militaire — pour avoir la revanche — tout comme en 1851 ils étaient prêts à acclamer Bonaparte pour avoir de lui la « solution de la question sociale ».

C'est la foi en un sauveur, l'amour d'un César victorieux, qui nous trouble. Quant à Rochefort, il ne fait que suivre le courant. Il a pu le renforcer. Mais ce n'est pas lui qui l'a créé.

⁂

Depuis l'empire, ces républicains bourgeois et jacobins n'ont rien appris.

Car, lorsqu'ils attaquaient Napoléon III, que lui reprochaient-ils? Etait-ce le fait d'être un empereur? Mais pas le moins du monde! Ce qu'ils lui reprochaient, c'était d'être Napoléon *le Petit*, au lieu d'être Napoléon *le Grand*.

Ah! s'il avait résolu la question sociale comme il l'avait promis! Ah! s'il avait promené le drapeau tricolore en Europe et en Amérique! Ah! s'il avait su mater la Prusse après Sadowa, créer un empire sous le protectorat français au Mexique, imposer tout le temps des « Traités de Paris », comme il en avait imposé un à la Russie! S'il avait su seulement attirer les aigles vers soi, sans mettre du lard dans son chapeau! et si sa femme, au lieu d'être la Montijo qu'elle fut, eût été une princesse allemande, comme celle qui l'autre jour faisait verser des larmes aux républicains rien que de la voir promener son bébé dans Paris! Oh! alors, on lui aurait tout pardonné!

⁂

Et quand ce fut « le brav' général » qui vint proposer sa personne pour la dictature — que ne s'empressa-t-on pas de lui pardonner!

Tout Genève savait sa visite au prince Napoléon. Nous-mêmes qui nous intéressions si peu à ce marchepied des prétendants monarchistes, nous en savions la date précise... Mais les républicains césariens passaient une éponge facile sur ces peccadilles.

Qui donc ne savait pas que l'argent boulangiste venait des orléanistes et même de Russie? Qui donc, excepté ceux qui n'en voulaient rien savoir, ignorait que, aux yeux du gouvernement russe, Boulanger était le prétendant à la dictature, soutenu par la cour de Russie *pour préparer le retour de la monarchie en France?*

Il n'y avait qu'à lire, d'ailleurs, le *Messager officiel* russe pour l'apprendre.

Mais ces républicains n'ont rien voulu savoir. Ils avaient trouvé leur César, et ils fermaient les yeux sur le reste. Ils couraient après le cheval noir du général jusque dans les écuries d'un prince Napoléon!

On nous dira que, trop naïfs, ces partisans de la dictature ne se doutaient de rien, qu'ils furent dupés. Eh bien, ce sont surtout ces naïfs, capables de fermer les yeux pour ne voir qu'un panache et pour courir après, qui ont toujours, de tout temps, préparé pour leur nation les plus grands malheurs. Ils en forgent de nouveaux en ce moment.

Et, qu'on ne nous dise pas non plus: « Qu'importe, pourvu que Boulanger ait repris Metz! S'il devenait gênant par la suite, on l'aurait bientôt poignardé! » C'est de la blague, — une de ces phrases théâtrales qui tuent le vrai cœur des nations. Avec ça qu'il s'en est tant trouvé de Brutus pour poignarder Napoléon III, ou bien encore le féroce vieillard Thiers!

⁂

Voyez encore les césariens à l'œuvre dans l'alliance russe, cette alliance que l'historien français nommera un jour « l'alliance maudite ».

On a raconté de son temps, avec beaucoup de vraisemblance, que l'initiative de cette alliance appartenait à la reine Victoria. Lorsque Guillaume II vint pour la première fois aux régates de Cowes, il dit à sa « grand'maman » que les armements que la France imposait à l'Allemagne ruinaient l'empire, et qu'il était résolu d'en finir une fois pour toutes par une nouvelle guerre. Alors la reine d'Angleterre fit appeler, disait-on, Salisbury et lui ordonna d'écrire en son nom à Alexandre III que l'unique moyen de conjurer une guerre désastreuse pour l'Europe serait d'opposer une alliance franco-russe à la Triple-Alliance; elle l'invitait à conclure cette alliance.

Que cette version soit vraie ou non, qu'elle ne soit qu'une légende si l'on veut, elle prouve une chose, c'est qu'il y a dix ans environ la nécessité d'une alliance franco-russe, opposée à la Triple-Alliance, éclatait aux yeux de tout le monde des gouvernants.

Il est vrai que, sans parler encore des moyens intérieurs, il y avait un autre moyen de paralyser cette formidable alliance qui menaçait la France de démembrement. C'était d'en détacher l'Italie. Mais cela n'aurait pas fait le jeu des jésuites.

S'allier avec le roi qui est traité de voleur par le pape, — qu'en aurait dit sa Sainteté romaine? Et puisque le cléricalisme gouverne en France, et que les catholiques, Drumont et Déroulède ont pour alliés les républicains césariens, on comprend que ceux-ci ne pouvaient même pas songer à insister sur une proposition qui devait du coup les séparer de leurs coreligionnaires en césarisme.

Rochefort parla de temps en temps d'une alliance latine; mais il ne trouva pas d'écho, et cessa d'y penser.

Il fallait donc chercher du côté de la Russie.

⁂

La Russie, menacée par l'Allemagne et l'Angleterre, avait elle-même grandement besoin d'un allié. Pourquoi donc ne voulait-on pas en Russie d'alliance avec la France?

Parbleu! parce que la république en France a toujours été la bête noire des empereurs de

Russie! La république en France leur a toujours été bien plus détestable même que les Anglais à Constantinople.

Lorsque, en septembre 1870, après la proclamation de la république, toute la Russie était unanime à désirer que le gouvernement russe empêchât l'Allemagne d'écraser la France, — c'est alors qu'Alexandre II s'empressa surtout de permettre aux armées allemandes de faire des achats de pelisses en Russie, pour la campagne d'hiver. C'est alors qu'il prodigua surtout ses affections aux vainqueurs. Il se pâmait bêtement de joie en apprenant leurs victoires.

Lorsque la république fut établie, il envoya à Paris un certain Abaza, son ami archi-intime, qui y séjourna jusqu'à sa mort, pour comploter avec les d'Orléans leur retour sur le trône de France. A côté de l'ambassadeur officiel, qui traitait avec la République, il y avait cet ami de cœur du tsar, traitant avec les d'Orléans. On sait ce qu'il a été bu de champagne par les princes russes lors de leurs visites aux d'Orléans.

Lorsque, en 1886, Alexandre III renvoya soudain, avec ses manières bien connues de brute, l'ambassadeur, le général Appert — que disaient les organes reptiles du gouvernement russe? On le croirait à peine, mais nous avons lu ceci nous-même dans le *Novoïé Vrémia* qui prenait ses ordres dans les sphères officielles :

« Nous n'avons pas besoin d'un ambassadeur français : le premier coiffeur venu suffirait pour représenter la république. Si l'on permet à la France d'avoir chez nous un ambassadeur, c'est seulement en vertu de son passé historique, — non pas en raison de sa situation actuelle. »

Était-ce assez clair?

Les empereurs russes n'ont jamais pour un seul moment abandonné l'idée de rétablir la monarchie en France. La république était l'obstacle pour l'alliance : comment fut-il donc écarté?

D'une façon bien simple. En donnant des gages que l'on travaillerait *en France aussi*, d'accord avec Pétersbourg, pour le rétablissement de la monarchie!

Voilà la vraie base, la seule base sérieuse, de l'entente franco-russe.

⁂

Loin de moi l'idée que Rochefort fut jamais invité à accepter cette base d'entente, ou que les diplomates russes, ou plutôt leurs sous-agents, eussent eu la bêtise de lui en parler. — A quoi bon? Une fois qu'il promettait de se taire et de laisser faire; une fois qu'il promettait de travailler pour l'alliance sans chercher à approfondir ses motifs — que fallait-il de plus?

La presse « républicaine » n'ouvrait-elle pas ses colonnes pour insérer des notes comme celle qui fut insérée à propos des massacres de nos frères à Jakutsk et la mise à mort, sous les fouets, de Mme Sihida — cette note menteuse dans laquelle on affirmait qu'il n'y avait plus de prisonniers politiques en Sibérie? Cette note, nous l'avons lue dans l'*Intransigeant*.

La même presse républicaine ne faisait-elle pas amende honorable de son républicanisme, en envoyant une couronne sur la tombe de cette archi-canaille, Katkoff, — ce génie funeste des deux Alexandre qui poussa Alexandre II de réaction en réaction jusque sous les bombes des révolutionnaires et qui, en compagnie d'Andrieux, — toujours ces mêmes hommes funestes du boulangisme — insista auprès d'Alexandre III, chancelant en ce moment et prêt à convoquer une assemblée de représentants du peuple, de n'en rien faire : de se borner à faire venir des policiers de Paris pour exterminer les révolutionnaires et se proclamer plus autocrate que jamais?

Cette presse républicaine ne travaillait-elle donc pas assez pour la monarchie en se faisant césarienne? — « Trouvez un général — et nous vous soutiendrons », leur avait-on suggéré de Pétersbourg — ce qui en bon français signifiait : « Préparez la monarchie; c'est notre condition. » Et les voilà qui se mettaient à hurler : Donnez-nous un César! »

Jamais on n'approfondira assez tout le mal que cette alliance a fait depuis à la France, ni tous les malheurs qu'elle lui tient en réserve. Pourvu que ce ne soit pas une nouvelle débâcle, un nouveau démembrement!

⁂

— « Mais la revanche! » nous dira-t-on. « C'est pour la revanche que nous faisons tous ces sacrifices de nous-mêmes, de nos opinions, de notre dignité. »

Eh bien, parlons-en de cette revanche qui sert à couvrir tant de crimes.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

VII (*Suite*)

Saint-Simon et Fourier.

Saint-Simon et son école nous ont laissé un nombre considérable d'écrits politiques et philosophiques. A vrai dire, au point de vue des sciences modernes, leurs ouvrages sont plutôt théologiques. Le *Nouveau Christianisme* (1) — l'ouvrage fondamental de l'école — est un traité complètement théologique. Quand on en lit l'introduction par Enfantin, ou l'exposé de la doctrine par E. Rodrigues, on se croirait en présence de prophètes de l'Ancien Testament.

« Voilà la dernière parole de notre maître... c'est en elle que nous avons puisé la vie religieuse qui nous anime; c'est dans ce premier livre de l'humanité nouvelle que nous avons appris ce que nous enseignons progressivement au monde. Là sont posées les bases fondamentales de la morale, du *dogme* et du *culte* saint-simoniens. » Tels sont les premiers mots de l'introduction écrite par Enfantin. Quel était le dogme de cette religion? Toujours la vieille stupidité, au nom de laquelle on brûla Huss, Giordano Bruno et des milliers d'hérétiques. Dans le premier dialogue entre le conservateur et le novateur, nous lisons :

LE CONSERVATEUR. — Croyez-vous en Dieu?

LE NOVATEUR. — Oui, je crois en Dieu.

LE CONSERVATEUR. — Croyez-vous que la religion chrétienne ait une origine divine?

LE NOVATEUR. — Oui, je le crois (2).

Là-dessus nous pourrions laisser de côté leur profession de foi, si elle ne contenait quelques idées nouvelles et progressives. « Je vous engage fortement, dit l'auteur au public, à ne point vous laisser préoccuper par une foule d'anciens mots dont j'ai été obligé de me servir (3). » En réalité, ce ne sont pas seulement les mots, mais bien les anciennes croyances stupides qui causèrent tant de maux à l'humanité; les mêmes croyances ont rendu stérile le mouvement saint-simonien, malgré le talent et même les capacités géniales du « maître » et de disciples tels qu'Auguste Comte, Augustin Thierry, Bazard et autres (4).

C'est en se rapportant à ces préjugés déistes et néfastes que le dominicain Lacordaire disait du saint-simonisme que « c'était le plus grand mouvement religieux de l'intelligence humaine depuis Luther (1) ». Cependant cette théologie bizarre contenait des aspirations socialistes, bien vagues, il est vrai, mais très humanitaires. Voici en quelques mots leurs vues sur la société solidaire de l'avenir :

« La nouvelle organisation chrétienne déduira « les institutions... du principe que tous les « hommes doivent se conduire à l'égard les uns « des autres comme des frères. Elle dirigera « toutes les institutions... vers l'accroissement « du bien-être de la classe la plus pauvre (p. 16); « la société doit s'organiser de la manière la « plus convenable pour lui faire atteindre ce « grand but (p. 83), et cette société pratiquera « une justice sociale, basée sur le principe : « *De chacun suivant sa capacité, à chaque capacité* « *suivant ses œuvres* (p. 124). » Cette règle exige l'existence d'une hiérarchie administrative, laquelle, d'après Saint-Simon, se composerait de savants, de chefs spirituels choisis. Pour prévenir l'inégalité que cette hiérarchie pourrait engendrer, il supprimait le droit d'héritage.

« L'abolition du servage a mis au rang des « autres hommes ceux que le servage attachait à la glèbe; la glèbe cesse à son tour d'être « attachée aux familles, et l'abolition de l'héritage forme ainsi le complément de l'égalité « parmi les hommes. Tout homme a place dans « la hiérarchie, et a droit par conséquent à des « honneurs et à une retraite proportionnés à « son rang (p. 207). »

En même temps Saint-Simon et ses amis prêchèrent l'égalité des sexes et l'émancipation complète de la femme dans les associations mi-communistes, mi-théocratiques. L'Humanité réformée pratiquerait la solidarité internationale, et le globe terrestre serait cultivé par les associations libres (2). Leurs conceptions socialistes, comme on le voit, sont à peu près identiques avec celles des collectivistes-minimards de nos jours. Dans le mémoire présenté au Parlement en octobre 1830, Bazard et Enfantin, niant le communisme, déclarèrent que les saint-simonistes voulaient rendre collectifs *tous les instruments de travail, la terre et le capital*, et que la production soit organisée par les associations de producteurs soumis à une hiérarchie de fonctionnaires élus.

La formule collectiviste chez eux n'était pas une idée trouvée par hasard. Au contraire, elle était une conclusion logique de toute la doctrine saint-simonienne, développée par le maître dans les ouvrages : *L'Industrie*, *Du système industriel*, *L'Organisation*, et autres. Comme il le disait, l'État et les législateurs devraient s'occuper d'organiser une production rationnelle, en organisant « des choses », autrement dit, en rendant collectifs tous les moyens de production, y compris la terre et le capital. Justement, c'est grâce à cette idée collectiviste, jointe à celles de l'abolition de l'héritage, d'émancipation de la femme, du globe terrestre cultivé par des associations autonomes et solidaires, que Saint-Simon et son école ont produit une impression profonde sur la société française. Malgré l'élément religieux et leur philosophie un peu étrange pour la science de nos jours, leur influence fut grande non seulement en France, mais dans tous les pays civilisés.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

---

(1) Paris, 1832.

(2) *Nouveau Christianisme*, p. 9.

(3) *Ibid.*, p. 209.

(4) Il est vrai que ces hommes remarquables se sont séparés de l'école dès qu'ils découvrirent sa tendance religieuse à outrance : Auguste Comte un peu avant 1825, Bazard après 1830.

(1) Discours de Guéroult. Voir *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*, p. 251, vol. XIII, Paris, 1867.

(2) Encore en 1814, Saint-Simon et Aug. Thierry ont publié une brochure sur la « Réorganisation de la société européenne, ou de la nécessité et des moyens de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique, en conservant à chacun son indépendance nationale ».

A PROPOS D'ANIANE

On s'indigne et on s'apitoie fort en ce moment au sujet des révélations de Zo d'Axa relatives aux brutalités en usage à Aniane et ailleurs. Jamais on n'eût soupçonné de pareils trésors de sensibilité au cœur de nos journalistes et de nos hommes politiques. Mais dans ce concert d'apitoiements, si leur sensibilité se déploie à l'envi, il faut reconnaître qu'il n'en est pas de même de leur intelligence. Des pleurs, des pleurs partout, mais pas une idée. En fait de remède, on ne voit généralement pas plus loin qu'une répression, une punition — exemplaire, renchérissent quelques-uns — infligée aux gardiens coupables.

Mais est-ce bien les gardiens qui sont les coupables? Ces hommes, des brutes pour la plupart, d'anciens sous-officiers ayant, durant plusieurs congés passés au régiment, entretenu et développé jusqu'à l'hypertrophie les instincts de domination et de cruauté qu'une éducation aveuglement autoritaire avait déjà éveillés en eux, ces hommes ne méritent réellement pas les malédictions dont on les accable. Ils sont le produit naturel, logique, fatal du milieu social où ils ont vécu et grandi.

Et puis, que pourra bien faire une répression, quelque exemplaire soit-elle, des faits révoltants dévoilés? On révoquera un gardien, on en déplacera deux ou trois, et... l'on veillera à ce que plus de discrétion soit observée dorénavant. C'est là le résultat le plus satisfaisant que l'on soit en droit d'espérer.

Qu'est-il sorti, en effet, de l'interpellation Fournière? Rien, moins que rien! L'interpellateur s'est borné à relater les faits que son enquête personnelle lui avait fait connaître. Ces faits, naturellement, ont été niés ou taxés d'exagération par le gouvernement. Avec ce dernier, les coups de bâton sont devenus des coups de baguette, les coups de poing des taloches, les assassinats des accidents bénins, bénins.

Comme « élargissement » du débat, le citoyen Fournière a réclamé la réforme du régime pénitentiaire. Le citoyen Fournière pense-t-il sérieusement que la « réforme » du régime pénitentiaire apportera une modification quelconque. Est-ce parce que l'on rayera des règlements les privations de soupe, les mises en cellule avec membres liés, etc., que le système nerveux des gardiens, dès longtemps entraîné à la brutalité, s'apaisera tout à coup? Quelques traits de plume feront-ils de ces butors des anges de mansuétude?

Je n'aurais pas cru qu'un socialiste, qui ne voit comme remède aux crimes sociaux qu'une transformation radicale de la société, fût à ce point inconséquent avec lui-même. Vous savez bien que ce n'est pas une réforme, mais une suppression complète du système pénitentiaire qui peut donner un résultat efficace; et non seulement la suppression du système pénitentiaire, mais une refonte de tout notre système d'éducation.

La méthode empirique des récompenses et des punitions n'est plus en rapport avec l'ensemble de nos connaissances scientifiques. C'est elle qui ouvre la porte à tous les abus et à tous les excès dont nous nous révoltons. C'est à elle qu'il faut s'en prendre, c'est elle qu'il faut, non réformer, mais rejeter entièrement, pour la remplacer par une autre plus conforme aux données transformistes qui font la base de la science moderne.

Il faut bien nous convaincre que l'homme est comme une plante que l'on doit, si l'on veut en obtenir des fruits convenables, faire croître dans des conditions favorables au but que l'on vise. On n'élève pas une plante à coups de bâton ou en la privant de nourriture, mais en l'entourant d'influences, de soins spéciaux, intelligemment adaptés à sa nature et propres à déterminer chez elle l'évolution qu'on en attend.

Développer chez l'homme des sentiments de sociabilité, l'habituer à envisager, dans chacun de ses actes, le résultat individuel et social qu'il peut produire et à choisir de préférence la solution la plus conforme à la notion que nous possédons du bien, de manière que, spontanément, il dirige ses actes dans ce sens, tel doit être le but de la lente suggestion qu'est l'éducation. Et si, en raison de la pernicieuse organisation sociale actuelle, des enfants sont dévoyés et pervertis, puisque l'Etat s'est arrogé le monopole de l'éducation et de l'instruction, c'est par l'application de cette méthode rationnelle et scientifique qu'un heureux résultat pourra être obtenu. Quand les méthodes d'éducation seront débarrassées des principes sanctionnalistes qui les encombrent encore aujourd'hui, quand le système des récompenses et des punitions aura été banni, pour faire place à la méthode « *influentielle* », les faits de brutalité qui nous indignent auront cessé d'exister.

Il ne s'est pas trouvé un socialiste pour le dire, et peut-être pour le penser.

André Girard.

Au prochain numéro, nous terminerons l'étude de Charles-Albert.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Justice. — Il ne faut pas que l'affaire Dreyfus fasse oublier ou passer sous silence les autres canailleries que continuent de commettre les divers agents de l'autorité. Le mot de Ravary : « Notre justice n'est pas la vôtre », a pu faire fortune auprès des journaux « dreyfusards » parce qu'il offrait une arme contre la justice militaire. Mais, en réalité, justice civile ou justice militaire, l'une et l'autre s'équivalent en arbitraire.

La justice civile ne s'avise-t-elle pas de poursuivre le syndicat des employés de chemins de fer, sous le fallacieux prétexte qu'il est irrégulièrement constitué. L'irrégularité consisterait, paraît-il, en ce que, parmi les administrateurs du syndicat, il en est qui ne sont plus au service d'une des compagnies de chemins de fer.

Il est une loi qui dit que les administrateurs du syndicat d'une profession devront être pris parmi les employés ou ouvriers exerçant cette profession ou une profession connexe. Cette petite prescription, qui n'a l'air de rien, est pleine de chausse-trapes.

En effet, voici un syndiqué devenu administrateur de son syndicat, et se signalant, au cours d'une grève, par son zèle à défendre les intérêts de ses camarades. Le patron n'a rien de plus pressé, une fois la grève finie, que de le renvoyer sous un prétexte quelconque. Pour les Gorenflots de la magistrature, si subtilement retors pour baptiser carpes les plus grasses volailles, dès ce jour, cet employé n'a plus le droit d'être administrateur du syndicat, puisqu'il n'exerce plus sa profession.

C'est très adroit; et comprenez bien pourquoi. De cette façon, on éliminera peu à peu des syndicats tous les militants, tous les gêneurs, tous les empêcheurs d'exploiter à haute pression, et l'on n'aura plus dans les syndicats que des ouvriers bien sages, bien obéissants et respectueusement empressés à assouvir la voracité patronale.

Comme quoi les lois ouvrières les plus « démocratiques » se retournent parfaitement, quand on veut, contre ceux qu'elles sont censées protéger.

*
* *

La maison Pernod avait en Algérie un représentant. Ce représentant est juif. Or l'on sait qu'en Algérie principalement, la bande de cannibales dont Max Régis est l'un des plus beaux ornements, a déclaré, sous couleur de combattre la haute finance juive, une guerre acharnée au prolétariat israélite. La maison Pernod, voyant ses intérêts « compromis » par la mise à l'index qui, en Algérie, vise tout commerçant juif, a, sans plus de façon, rompu le traité qui la liait envers son représentant. Celui-ci a réclamé auprès de la « justice » de Montbéliard, et les juges de cette ville lui ont donné tort.

Quelle différence voyez-vous avec la justice de Ravary?

*
* *

La Grande Famille. — Un soldat du 57e de ligne, à Libourne, s'est traversé la gorge avec son sabre-baïonnette devant la demeure du lieutenant-colonel, chez lequel il était conduit pour y être interrogé sur une inculpation de vol d'une montre.

André Girard.

*
* *

Statistiques. — Quelques chiffres donnés par le service de la statistique municipale (de Paris), pour la 48e semaine de 1898, me tombent sous les yeux. Il y en a d'intéressants, notamment ceux qui concernent les suicides et les naissances.

Vingt suicides dans une seule semaine; trois individus qui, chaque jour, dans une seule ville, préfèrent la mort à l'existence telle que la leur fait la société. Cela en dit long.

1101 naissances, dont 781 légitimes et 320 illégitimes. Presque le tiers d'illégitimes. Mais si l'on songe que les avortements volontaires sont beaucoup plus fréquents chez les non mariées que chez les mariées, c'est plus du tiers qu'il faut dire. Dans la société actuelle, où l'union vraiment libre n'est pas possible, ces naissances illégitimes — illégales plutôt — proviennent le plus souvent d'unions de hasard, et l'on aurait tort d'attribuer à leurs auteurs des pensées d'émancipation qu'ils n'ont pas; il n'en est pas moins vrai que le discrédit où le mariage tombe de plus en plus, montre que cette institution n'est plus en rapport avec le sentiment — encore vague — de liberté que l'individu moderne porte en lui.

*
* *

Dénonciateurs. — Il y a quelque temps, le journal de M. le maire d'Alger, l'Italien Régis, tout fraîchement nationalisé, publiait les noms et adresses des Françaises achetant chez les juifs, avec des menaces en sourdine. Les menaces n'ont pas produit d'effet. Horreur des horreurs! les Françaises continuent à acheter chez les juifs. C'est ce que ne permettra pas l'Italien Régis. L'*Antijuif* algérien a organisé une équipe de photographes munis d'instantanés et chargés de prendre les traits de ces femmes égarées; on fait agrandir les clichés, puis on les expose dans une salle de dépêches, les désignant ainsi aux matraques des fanatiques et des alcooliques.

A Constantine, on recueille aussi les noms des égarés qui aident les juifs dans leur commerce en se servant chez eux. On dresse des listes de suspects. On prend des photographies. On déclare qu'on va afficher les noms sur les murs de la ville, qu'on fera distribuer dans les rues les noms et les photographies.

Ces procédés sont doublement odieux, comme étant de la délation, et comme étant dirigés surtout contre des femmes. L'intolérance s'y parfait de lâcheté. Mais si les Françaises persistent à se fournir chez les commerçants juifs, ne serait-ce pas qu'elles sont encore moins volées là que chez les trafiquants antisémites?

La dénonciation n'atteint pas que les juifs; voici qu'elle s'abat sur les protestants, dévoilant ainsi son origine catholique, apostolique et romaine. Vient de paraître, chez un libraire pieux du quartier Saint-Sulpice, *Le Péril Protestant*, « recommandé par tous les journaux catholiques », et où l'on trouve les noms de tous les fonctionnaires, de tous les universitaires protestants, tant de Paris que de la province.

Alleluia! Saint Dominique est ressuscité. Ne vous réjouissez pas trop vite, bons Pères et bons Frères. Avant d'allumer sur les places publiques les bûchers qui vous hantent, regardez-y à deux fois : ce pourrait bien être votre graisse qui les alimenterait.

*
* *

Les joies de la caserne. — Vous vous rappelez le réserviste Boisson, condamné à 60 jours de prison pour avoir lu et commenté l'*Aurore* à ses camarades! Il vient d'être frappé de huit nouveaux jours de prison pour avoir caché dans sa cellule un numéro de l'*Aurore* qui lui a été remis on ne sait par qui. C'est étonnant qu'on ne l'ait pas fusillé.

Emile Joubert, de l'atelier des travaux publics de Bône, a comparu devant le conseil de guerre de Constantine sous l'inculpation de désertion à l'intérieur et détournement d'effets militaires. Pendant l'audience, il a arraché les boutons de sa tunique et les a jetés à la tête du colonel. Condamné à mort, séance tenante, il a déclaré qu'ayant encore soixante ans de travaux publics à faire, il avait agi ainsi pour en finir avec la vie.

Mères, faites-nous des soldats!

R. Ch.

*
* *

Carvin. — Deux réunions importantes ont eu lieu dimanche, 11 décembre, en notre ville : celle de la Société belliqueuse des Anciens Combattants et, d'autre part, l'assemblée ordinaire des adeptes et lecteurs des *Temps Nouveaux*.

Les « Anciens Combattants » avaient un président

à élire, grave événement. Les adeptes des *Temps Nouveaux* n'ont élu personne, l'égalité la plus complète étant leur règle immuable ; ils se sont contentés de fraterniser une fois de plus et de boire à l'avenir, au règne de la lumière, de la vraie justice égalitaire.

Mes fonctions de reporter des *Temps Nouveaux* m'obligeant à *tout savoir*, je me suis imposé la corvée de pénétrer dans la salle où les farouches Anciens guerriers tenaient leurs assises. J'en ai encore la chair de poule ! Des serments effroyables ont été échangés : pauvres Dreyfusards ! infortunés Picquartistes ! ils n'ont qu'à se bien tenir : le nouveau président de la phalange héroïque des vieux débris carvinois est là qui veille. On ne touchera pas aux patriotiques faussaires : le nouvel élu, tout comme le duc d'Orléans, ne le permettra pas !

Un mot sur ce nouveau président, dont j'ai admiré les nombreuses décorations qui ne réussissent pas à le rendre décoratif.

J'ai constaté qu'il avait le physique de l'emploi. Figurez-vous une espèce de Déroulède au nez plus rouge, au dos voûté (résultat des campagnes héroïques), au geste saccadé et vainqueur ; en résumé, un excellent choix !

Et pendant ce temps, nos amis les lecteurs des *Temps Nouveaux* continuaient à se réjouir, en bons camarades, sans songer à se donner un président.

SHAGOTKINE D'ÉPINOY.

République Argentine.

Pour empêcher la propagande anarchiste des camarades italiens et espagnols, la police n'a trouvé rien de mieux à faire que d'arrêter un certain nombre de camarades, les retenir quelques jours en prison et les... photographier. Ces mesures seraient simplement ridicules, si, rapprochées des expulsions de la France, de la Belgique, de la Suisse et de l'Allemagne, elles ne dénotaient une nouvelle période des persécutions internationales contre les anarchistes, qui ne serviront nullement à empêcher notre propagande, mais seulement à ruiner dans leurs intérêts et dans leur santé un certain nombre, plus ou moins grand, de camarades.

Suisse.

Pour la seconde fois, Genève a tremblé devant l'Autriche, comme elle trembla devant Bismarck, Nicolas et Humbert. Il suffit de considérer l'*attitude* féroce des hyènes de la sacristie, du prétoire et des feuilles à la solde du piétisme, envers Lucheni, et de se souvenir de ce que fut cette attitude à l'égard de Burkel, pour mesurer la corruption politique de ce qu'un philosophe nommait publiquement l'ulcère de l'Europe. Tous deux ont tué une femme : le premier, une vieille femme ruinée de corps et d'esprit qui, alors que Lucheni et des milliers d'autres mouraient de faim, s'emplissait chez elle et dans les boutiques de pâtissiers de mets coûteux et exquis. Tant que les bourgeois s'empiffreront, sous les espèces du luxe, du sexe et des victuailles, du sang des hommes, il y aura péril. Leur guillotine et leurs bagnes ne feront jamais taire tous les affamés. Pour que nous puissions prendre au sérieux la comédie juridique, il faudrait nous montrer autre chose que des juges qui, lorsqu'on les croit dans un canton, font dans un autre la bête à deux dos, et qui sacrifient aux procureuses de fruit vert et d'images obscènes leurs ambitions de procureur. Lorsque le Genevois Burkel, jeune et riche viveur, assassina froidement une ravissante Italienne, ce fut, dans la presse suisse, à qui atténuerait ou étoufferait l'affaire. Pour qu'une partie de la vérité fût connue, il fallut l'article indigné d'un correspondant du *Lyon Républicain*. La mort dans l'âme, les autorités durent condamner, pour quelques années, l'homicide protestant, qui tua, sans risque, pour le plaisir, entouré de ses compagnons d'orgie du Casino de Plainpalais. Pensez donc ! il n'avait supprimé qu'une magnifique Italienne, très jeune, très pauvre et très aimée des pauvres. Elle lui résistait, il l'a assassinée.

Les républicains suisses n'admettent pas qu'un affamé tue une impératrice. Et si, pour accomplir cet acte, le pauvre diable s'expose à être dépecé, s'il refuse de choisir un avocat, s'il réclame la guillotine, s'il s'interdit noblement toute dénonciation, la rage des mouchards-nés ne connaît plus de bornes. Le 29 septembre, la rédaction du *Journal de Genève* annonce voluptueusement à ses lecteurs que, au sujet de Lucheni, elle s'est assurée qu'il existe un « cachot privé d'air et de lumière situé dans le sous-sol ». Pour calmer les féroces mômiers qui servent les appointements de sa rédaction athéiste, la feuille chrétienne leur révèle la torture usitée à l'égard des prévenus. Chacun d'eux, dit-elle, est « OBLIGÉ de suivre le culte auquel il appartient ». En cas d'insubordination, le détenu est privé d'air et de lumière. En revanche, si l'assassin est un explorateur célèbre, un roi, un sultan, un théologien, Genève se prosterne, organise des réceptions, des fêtes et des festins.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Fête familiale de la *Solidarité des Trimardeurs*, samedi, à 8 h. 1/2, maison André, 42, rue Balagny, 1, impasse Compoint.

Les artistes connus de Montmartre ont été invités par lettre.

Chants et poésies par des amateurs ; conférence sur le *Trimard*.

∴

Groupe International. — Matinée familiale dimanche 18 décembre, à 2 h. 1/2, salle Rœnoblet, 181, rue Saint-Denis. Conférence par le camarade Albert d'Iris : L'influence de la littérature révolutionnaire. Chants, récits, poésies, etc., à l'issue de la conférence. Tous les libertaires de Paris et de la banlieue sont expressément invités.

∴

Groupe communiste libertaire du XIVe arrondissement. — Réunion hebdomadaire lundi 19, salle du Moulin de la Vierge, 102, rue de Vanves, à 8 h. 1/2 précises. Lecture-causerie par le camarade J. Frank : Hommes du passé ou hommes d'avenir ? Chants, récits, poésies nouvelles révolutionnaires. Au cas de réunion importante dans les environs, celle-ci serait reportée au *mardi* ; voir l'*Aurore*.

∴

La Misère informe les camarades de la province que, faute de fonds, elle ne peut paraître cette semaine.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Famille dans les différentes sociétés, par C.-N. Starcke ; 1 vol., 5 fr., chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

La Vie d'un théâtre, par Paul Ginisty, 1 fr., 7e volume de la *Bibliothèque de vulgarisation scientifique*, chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

Mémoire des brigades de douanes, au journal *Le Douanier*.

Ballade de la geôle de Reading, par Oscar Wilde, 2 fr., au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

La Petite Femme de la mer (nouvelles), par C. Lemonnier ; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*.

Le Rôle social de la femme, par Anna Lampérière ; 1 vol., 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

A lire :

L'Aide mutuelle dans la cité médiévale, par P. Kropotkine, *Humanité nouvelle*, octobre et novembre.

Fraternité, par A. Retté, *La Plume*, 1er décembre.

L'Art d'utiliser les vieillards, Marcelle Tynaire, *Fronde*, 22 novembre.

Quatre justices, U. Gohier, *Aurore*, 9 décembre.

BOITE AUX ORDURES

Les Anarchistes, dessin de Dépaquit, *Rire* du 10 décembre.

AVIS

A tout nouvel abonné d'un an, il sera laissé, à titre de prime, toute la collection du journal pour 14 francs. (Il ne reste plus que quelques années de disponibles.)

∴

Il nous reste des 9e année du Révolté, *6e et 7e année de la* Révolte, *que nous laissons au prix de 1 fr. l'année, plus les frais d'envoi, 0 fr. 60 en colis postal.*

∴

Nous avons aussi Gueules noires, *10 dessins de Luce, d'après C. Meunier, 1 fr. 20 franco.*

∴

Dernières brochures parues : *Les Déclarations* d'Etiévant, couverture par Jehannet ; *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, couverture de Rysselbergh ; *La Propagande socialiste*, par P. Lavroff ; *La Mesure du temps* par Stackelberg, couverture de Charpentier, 0 fr. 15 l'ex. franco, 7 fr. le cent.

∴

Nous avons retrouvé une dizaine de collections des deux numéros parus du *Glaneur anarchiste*. Nous les laissons à 0 fr. 50, franco 0 fr. 65.

PETITE CORRESPONDANCE

Un ami demande à entrer en relation avec un repousseur en cuivre pour travail artistique à faire.

L'Enclos. — Nous n'avons reçu qu'un exemplaire. Pouvez-vous nous en expédier un autre ?

M., à Bruxelles. — D. vous écrira. On va s'en occuper à nouveau.

Victor Capette. — Les articles de Kropotkine sur l'*appui mutuel* doivent paraître en volumes, mais n'y sont pas encore.

C., à Grenoble. — C'est une erreur de ma part ; excusez ma réclamation qui n'avait pas lieu d'être.

Risveglio, S. Paolo. — Envoyez-nous, s'il vous plaît, le n° 27.

Questione Sociale, Paterson. — Priez les camarades du *Messaggiero* de Chicago de nous faire l'échange.

Reçu pour l'école libertaire : Lelièvre, à Saint-Louis, 5 fr. — L., à Romanèche, 2 fr. — Victor Capette, 1 fr. — En tout : 8 fr. — Listes précédentes : 445 fr. 75. — Total général : 453 fr. 75.

Souscriptions reçues par Ardouin :

Quête hebdomadaire d'un atelier (3 versements), 17 fr. — Un camarade, 2 fr. — Marseille : Groupe libertaire de Mempenti, 10 fr. — En tout : 29 fr.

Reçu jusqu'à ce jour : 3.292 fr. 80. — Dépenses diverses : 1.870 fr. 60. — Reste en caisse : 1.422 fr. 20.

Les souscriptions sont reçues chez Ardouin, 86, rue de Cléry.

Reçu pour les détenus : Un camarade, 2 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : Marseille, liste Cheylan : Genovesi, 1 fr. ; André le convaincu, 0 fr. 25 ; Jallabert Lucien, 0 fr. 50 ; Vassal, 1 fr. En tout : 2 fr. 75. — Roubaix : Vive l'anarchie, 0 fr. 50 ; Un camarade, 0 fr. 40 ; François, 0 fr. 20 ; Un vendeur, 0 fr. 10 ; Un petit fou, 0 fr. 20 ; Tellonde Soifran, 0 fr. 25 ; Moi aussi, 0 fr. 25 ; Vive l'humanité, 0 fr. 25 ; Un enfant de l'anarchie, 0 fr. 15 ; Le groupe, 2 fr. 70. En tout : 5 fr. — Trélazé : Un loup rouge, 0 fr. 25 ; L. D., 0 fr. 25 ; Un copain, 0 fr. 20 ; Un carrier, 0 fr. 25 ; Célestine, 0 fr. 50. En tout : 1 fr. 45. — Fives-Lille, liste n° 1 : Un libertaire, 0 fr. 50 ; Un révolté, 0 fr. 50 ; Un libertaire, 0 fr. 50 ; Un peinard, 0 fr. 50. En tout : 2 fr. — G. B., 3 fr. — Liste de Fourchambault : Comte Jean, 0 fr. 50 ; Un épicier révolté, 0 fr. 50 ; Bezanrenait, 0 fr. 25 ; Portugal le révolté, 1 fr. ; Gigot Auguste, 0 fr. 20 ; Mignot Silvain, 0 fr. 40 ; Pajot, 0 fr. 50 ; Tachet Pierre, 0 fr. 50 ; Vadrot Louis, 0 fr. 50 ; Jamet Valentin, 0 fr. 50 ; Coste Achille, 0 fr. 50 ; Millot François, 0 fr. 40 ; Fournier Louis, 0 fr. 30 ; Fournier Alexandre, 0 fr. 25 ; Cornier Louis, 0 fr. 50 ; Turhiaus, 0 fr. 50 ; Turaux, 0 fr. 25 ; Chanbonnes, 0 fr. 50. En tout : 8 fr. 65. — Total général : 22 fr. 25.

Reçu pour le journal : Louis David, 1 fr. — G., à Langon, 0 fr. 25. — G., à Londres, 1 fr. 25. — Losquier, 0 fr. 25. — Le Vosgien dessalé, 0 fr. 25. — Collecte faite par Langlais, 1 fr. 95. — L., à Romanèche, 1 fr. 50. — D., à Paris, 1 fr. 25. — *Vente de vieux timbres*, 24 fr. — Un camarade, 2 fr. — Victor Capette, 1 fr. — Merci à tous.

C., à Marseille. — H., à Alais. — F., à Amiens. — T., à Toul. — C., à Fives. — R., à Roanne. — G., à Cette. — A., à Aubervilliers. — N., à Alger. — G., à Cavaillon. — E., à Montpellier. — C., à Nice. — C., à Grenoble. — B., à Châlons. — V., à Marseille. — V. de B., à Genève. — M., à Bruxelles. — L., à Chaux-de-Fonds. — T., à Podensac. — H., à Angers. — P., à Combré. — E., à Daumazan. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 35 — DIX CENTIMES — DU 24 AU 30 DÉCEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

GARE A L'ESCAMOTAGE

Nous sommes gens défiants parce que nous savons combien facilement on dupe le peuple après s'en être servi. Il ne faut pas que le mouvement révolutionnaire actuel soit utilisé pour les fins de certains malins et ensuite dévoyé et perdu pour nous.

C'est avec des cris de liberté que nos pères furent conduits à renverser la tyrannie des rois pour la remplacer par celle plus lourde des lois. A bas l'Empire! vive la République! a-t-on dit en 1870, et le peuple a donné son sang pour changer de tyrans encore une fois.

A bas les religions! lui ont crié certains athées qui voulaient instaurer le culte de la patrie, aussi abrutissant, aussi sanguinaire, aussi oppressif que les autres.

Aujourd'hui que le peuple lassé renie l'idole Patrie, il faut faire attention à ce qu'on ne lui en substitue pas une autre pour laquelle les exploiteurs demanderont encore dévotion et sacrifices à ceux qui auront la bêtise d'y croire.

Donc, ne pas croire, ne rien croire, sous aucun prétexte, sous aucune apparence; guerre aux abstractions, aux entités, aux âmes, aux idéaux.

L'*Aurore* du dimanche 18 a publié un article signé Mauclair qui n'est qu'un exact reflet de ce qui se pense dans les milieux dits dirigeants, et n'eût pas été déplacé au *Figaro*. L'auteur écrit, à propos de Lamartine, Michelet, Hugo, Quinet, Blanqui, Delescluze, Flourens, etc. :

« O peuple... ils te proposaient un idéal de justice, de vérité, de fraternité sociale, contenues dans la conscience sans avoir besoin de prêtres pour l'y entretenir. Nous te le proposons encore... Nous, ce sont des dieux que nous t'apportons... Il faut un idéal à une agglomération d'hommes, sans quoi elle fermente et pourrit : la foi est sa nourriture, plus que le raisonnement. Où prendre la raison de vivre, sinon dans un idéal abstrait?

« Que chacun de tes ouvriers regarde en lui s'il n'a pas la distinction innée du bien et du mal! »

Amis lecteurs, vous êtes renseignés, vous avez reconnu le vocabulaire religieux, vous trouvez là un avant-goût de la religion qu'on nous prépare, de la nouvelle sauce à laquelle on nous accommodera.

Au clergé actuel un autre brûle de succéder; il sera philosophique et libre penseur. La fin de l'article est un aveu naïf; citons-la pour l'édification des fidèles :

« Voilà ce que l'Université affirme, philosophique et libre penseuse, contre un clergé dégénéré. Voilà ce que c'est que le rationalisme. C'est l'essence même de la race française et ceux qui le raillent aujourd'hui parce qu'il gêne leurs visées, essayèrent toujours de te mener, ô peuple, avec ces idées abstraites, avec le chauvinisme, avec l'idée de gloire. Mais ils en riaient sous cape. Nous, nous croyons aux nôtres. Tu dois aller vers le mieux, et calculer sur ce qui est brave, juste, vrai, et ensuite sur ton profit, et tu n'as pas le droit ni d'y manquer, ni de te plaindre. L'utilité essentielle est de sauver ta conscience de tout mal. Et si tu écoutes les sceptiques, les dilettantes et les ambitieux, tu seras puni, ô peuple; toute foi éteinte, tu vivras sans but, comme les bêtes; tes appétits t'aveugleront, et tu tâtonneras dans les ténèbres! »

Amen! Ainsi soit-il, Monsieur Mauclair, ô apôtre!

Remercions l'auteur de nous avoir révélé la manière dont on compte escamoter l'effort populaire du moment, mais prions ses patrons de placer ailleurs leurs denrées. Des idéaux, nous en avons à revendre; un peu de réalités ferait bien mieux notre affaire; nous sommes tous disposés à lâcher l'ombre pour la proie.

Les mystères du bien et du mal nous laissent froids, mais, à l'aide de la science et du raisonnement, nous prétendons savoir ce qui nous est nuisible et ce qui nous est favorable. Ainsi nous distinguons notre bien de notre mal et nous sommes complètement décidés à rechercher l'un et à combattre l'autre au fur et à mesure que nous le connaîtrons. Pour cela, en effet, nous n'avons besoin ni de prêtres, ni de rien qui leur ressemble: l'instruction positive et l'intelligence pratique nous suffisent.

Toute foi éteinte, nous voulons vivre sans but, comme les bêtes, mais nous voulons vivre vraiment, pleinement, sans entraves abstraites ou réelles, les mains et l'esprit délivrés de toutes chaînes; nos appétits ne nous aveugleront pas, car, déchaînés eux aussi, assouvis par tous les moyens que la science nous suggérera, ils manifesteront l'éclatante harmonie de la nature et toutes les ténèbres s'évanouiront à la lumière de nos passions.

Peuple, puisqu'on s'adresse à toi, rappelle-leur l'*Enfant et le Maître d'école*, du vieil anarchiste La Fontaine: « Tirez-moi de là, d'abord, vous me ferez ensuite un discours. » Dis-leur aussi que « ventre affamé n'a pas d'oreilles », et quand ils t'auront aidé à prendre tout ce dont ton corps, ventre, cœur et cerveau, a l'impérieux besoin, il sera temps de songer à autre chose qu'à ton profit, et nous pourrons examiner à loisir qui du cléricalisme ou du rationalisme est le plus absurde.

LUDOVIC MALQUIN.

L'article de notre ami Kropotkine n'étant pas arrivé au moment de mettre sous presse, nous sommes forcés de renvoyer à huitaine. — L'abondance de copie nous force, elle aussi, à renvoyer à huitaine également une correspondance d'Italie.

LA PROSTITUTION

(Fin)

On visite la prostituée seule et pas le prostituant. On ne vérifie pas l'homme aussi bon porteur de contagion, cependant, que la femme. De plus, c'est très naturel, l'énorme majorité des femmes qui se prostituent échappent à l'humiliation de la visite et aux mesures de police qui la précèdent ou la suivent. Sur les trois cent mille prostituées parisiennes, deux mille seulement sont inscrites sur le registre. Et les filles dites soumises, elles-mêmes, esquivent le plus possible les visites, surtout si elles se savent malades, parce que la prison les attend et non l'hospice. « L'hôpital de Lourcine, réservé aux femmes vénériennes, est toujours plein parce qu'on y entre et en sort librement. Saint-Lazare n'est jamais au complet, parce que les femmes y sont amenées par la violence (1). »

Voilà qui nous renseigne assez bien sur les préoccupations hygiénistes des hommes de gouvernement.

L'odieux attentat que ces messieurs commettent sur de pauvres filles au nom de la santé publique n'a pas d'autre effet que de ruiner un peu plus cette santé, démoraliser un peu plus ces malheureuses et river à leur hideux métier celles qui voudraient s'y soustraire.

Selon la formule d'un spécialiste : « L'administration n'a qu'un but : Faire rentrer le plus possible de femmes dans la prostitution inscrite (2). »

Les règlements de certaines villes sont édifiants à cet égard. C'est ainsi qu'on peut lire dans celui d'Antibes (1886) :

ART. 5. — A défaut d'inscription volontaire, toute fille ou femme convaincue de se prostituer peut être inscrite *d'office* sur le matricule et assujettie à toutes les obligations imposées aux filles publiques, *lors même qu'elles seraient âgées de moins de vingt et un ans*...

ART. 6. — La conviction de la prostitution clandestine résulte d'une enquête faite par le commissaire de police et constatant *une* des circonstances suivantes :

1° Fréquentation habituelle de femmes ou filles soumises;

2° Rencontrée à des époques ou dates différentes se *promenant avec des militaires* dans la ville ou hors de la ville et dans les cabarets, auberges, bals et autres lieux publics.

ART. 19, § 2. — Dès qu'il sera prouvé *par des rapports* qu'une chanteuse a reçu dans son domicile,

---

(1) Dr Lutaud, médecin à Saint-Lazare, *Rapport aux conférences de Bruxelles*, juillet 1897.

(2) M. de Morsier, *Rapport au Congrès de Londres*, juillet 1898.

à diverses dates, des personnes étrangères à sa famille, elle sera mise d'*office* en carte et soumise à la visite d'un médecin.

Et dans le règlement de Bourges :

ART. 18. — Lorsqu'il aura été établi, par un certificat médical, qu'une jeune fille ou femme est atteinte d'une maladie contagieuse et qu'elle a contaminé un ou plusieurs individus, elle sera admise d'urgence à l'hôpital et *à sa sortie inscrite d'office* au registre de la prostitution.

L'inscription de filles mineures est une chose officielle, avouée, réglementaire. Sur trois mille six cent vingt femmes inscrites à leur sortie de Saint-Lazare, pendant une période de dix ans, sept cent quarante-huit étaient âgées de moins de vingt ans (1).

La maison de tolérance couronne l'œuvre. « Une dame de maison, dit M. Parent-Duchatelet, qui fait autorité en la matière, est, par essence, la corruptrice de la jeunesse et la pourvoyeuse du vice. Sa maison est une école de scandale où des enfants, à peine formés, viennent faire l'apprentissage de la prostitution. » Or, la tenancière d'un lupanar est presque un fonctionnaire de l'Etat. Le même Parent-Duchatelet déclare que « l'administration, *dans l'intérêt du bien*, doit l'entourer de toute sa protection ». Et c'est aussi ce qui arrive. Sous cette haute protection, sa maison est alimentée par la traite des blanches. On a calculé qu'en France seulement et toujours sous le pavillon de l'Etat, trente-deux mille opérations de ce genre étaient effectuées par an, « dont une bonne partie fait tomber dans la prostitution des filles qui n'y étaient pas encore » (2).

La pratique de la police des mœurs poursuit visiblement le même but que son code : Prendre le plus de filles possible aux mailles du filet, en retenir le plus possible.

« Nous connaissions une pauvre femme, dit M. de Morsier (3), qui, inscrite dans une période d'égarement, ayant ensuite pris l'horreur de son métier, travailla honnêtement pendant sept années, tout en étant astreinte aux visites sanitaires ! Elle n'obtint la radiation, au bout de ces sept années, que par des protections que toute femme ne peut avoir. »

En 1885, une fille amenée par surprise dans la maison publique de Salins ne parvient à s'échapper qu'en sautant par la fenêtre complètement nue. Alors intervient le commissaire de police qui veut la faire rentrer de force. Mais le public montre les dents et la femme reste libre (4).

En 1871 à Besançon, en 1887 à Lons-le-Saunier, des jeunes filles abandonnées sont placées par la police dans des maisons de tolérance (5).

Mille faits de ce genre pourraient être cités. De 1870 à 1876, les actes abusifs sont si nombreux et si odieux qu'ils provoquent, une fois dévoilés, la démission de M. Lecour, chef de division à la Préfecture de police, celle de M. Gigot, préfet de police, et enfin la chute de M. de Marcère, ministre de l'Intérieur (6). De temps à autre, le zèle des agents des mœurs se révèle par quelque scandale trop difficile à étouffer et la presse s'en émeut pendant quelques heures.

Il faudrait être, donc, bien naïf pour voir dans le service des mœurs autre chose qu'un proxénétisme officiel. Pourquoi d'ailleurs la prostituée moderne ne serait-elle pas, comme ses devancières, une prostituée d'Etat, puisque l'Etat moderne, nous le savons, a les meilleures raisons du monde pour continuer la tradition antique ?

La question, d'ailleurs, est tout à fait secondaire. L'Etat viendrait-il à négliger sa part d'intérêt dans le commerce des filles publiques, ou serait-il contraint à un peu plus de pudeur, les choses ne changeraient guère. Que la prostitution continue d'être surveillée, encouragée et recrutée, comme il est logique, par les fonctionnaires de l'Etat capitaliste dont elle sert si bien les vues, qu'au contraire elle s'affranchisse, comme cela s'est produit en quelques pays où des pratiques outrageantes à la dignité féminine ont dû céder devant la poussée de l'opinion, la prostitution n'en durera pas moins aussi longtemps que la société actuelle dont elle est à un double point de vue le fruit amer, la tare accusatrice.

Tant que les hommes resteront soumis aux influences d'un milieu régi par les lois de la propriété, incapables d'acquérir la liberté économique et la liberté morale, ils ne pourront ni ne voudront, en majeure partie, s'élever à la forme supérieure de l'instinct sexuel, l'amour, et, pour en tenir lieu, ils encourageront chez la femme l'habitude de vendre son corps. Tant que des femmes seront contraintes, pour vivre, à faire argent de leur corps, elles viendront offrir à l'homme cet expédient ignoble.

CHARLES-ALBERT.

(1) M. de Morsier, *Rapport au Congrès de Londres*, 1898.

(2) MM. de Meuron et Minod, *Rapport au Congrès international pénitentiaire de Paris*, 1895.

(3) *Qu'est-ce que la Fédération ?*

(4) Cf. M. de Morsier, *Rapport au Congrès de Londres*.

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

VIII

Fourier et l'Ecole sociétaire.

Contemporain de R. Owen et de Saint-Simon, Charles Fourier envisageait le problème social tout autrement que ces deux penseurs. Il n'était ni athée-matérialiste et réformateur pratique, comme Owen, qui arriva au communisme autonome par l'analyse de la *surplus-value* et des conditions de la production moderne ; ni chrétien prêchant, comme Saint-Simon, l'association universelle et le collectivisme gouvernés par des savants et des prêtres bienveillants.

Dans ses recherches, il se base sur trois principes tout personnels à lui, admirablement conçus et, de nos jours, justifiés, démontrés par la science inductive.

Ces principes, nous pouvons les formuler comme suit :

1° L'homme est guidé dans sa vie non par telle ou telle « loi » écrite, de droit divin, romain ou métaphysique, mais bien par les besoins de son organisme, par ses penchants psychiques, autrement dit : physiologiques.

2° Le travail, comme l'activité de l'organisme, est nécessaire à la vie et au développement de chaque être organique ; par conséquent, une fois la production organisée sur des bases rationnelles et solidaires, le travail deviendra *attractif*.

3° La production solidaire et le travail attractif peuvent être réalisés seulement dans les communes (phalanstère) plus ou moins égalitaires et absolument autonomes.

Il est vrai que, chez Fourier, ces principes sont exprimés, comme tout son système d'ailleurs, avec une terminologie parfois bizarre ; mais si l'on traduit ses expressions en langage ordinaire, on est obligé de reconnaître que ce grand ami de l'humanité disait justement trois vérités. Les gens de mauvaise foi, y compris les charlatans « scientifiques » de l'école d'Engels, se moquèrent beaucoup de Fourier, surtout pour son opinion que toutes les *passions* de l'individu ont droit à leur développement et à leur exercice complètement libre. « Comment, crièrent les défenseurs de l'iniquité sociale actuelle, donner la pleine liberté à toutes les mauvaises passions ! Même à la violence !... Alors nous allons retourner à l'état primitif de sauvagerie. » Ces messieurs feignirent de comprendre que Fourier prêchait le droit de jouissance en faveur des *vices* sociaux et individuels.

« Par ce terme *passions*, lisons-nous chez V. Considérant (1), Fourier entend exclusivement les penchants constitutifs des êtres, ou les ressorts inhérents à leur nature même, et caractérisant leur titre de vie. Ainsi les passions humaines sont les forces primitives et naturelles auxquelles est due l'activité libre et spontanée de l'être humain... Passions des êtres n'est donc autre chose que la loi de l'ordre universel, de la vie universelle. »

Autrement dit, Fourier *le premier* avait reconnu ce que la physiologie, la psychologie et la pédagogie modernes exigent pour le développement normal de l'organisme, de la morale et de l'intelligence humaines : la satisfaction complète de besoins organiques ; la liberté de manifestation des sentiments ; le libre et complet développement des aptitudes, des penchants de chaque élève. A ces vérités ne s'opposent plus aujourd'hui que l'Eglise et le despotisme, l'autorité et la caserne, et encore — chose étrange ! — les social-démocrates, qui croient que le socialisme consiste dans les vieilles stupidités du « Manifeste communiste » avec ses « monopoles d'Etat », son « armée du travail », sa « discipline » et autres beautés de caserne.

Elle n'est pas moins remarquable, sa généralisation sur la nécessité organique pour l'homme de l'activité et du travail. Nous savons à présent que l'organisme vivant, pour son développement, pour l'assimilation des aliments nouveaux, pour la circulation du sang, pour la respiration normale, et même pour l'énergie intellectuelle, a besoin d'une certaine activité musculaire. Le travail rationnel est hygiénique et recommandé par les docteurs aux gens les plus riches et les plus privilégiés. A la reine languissante de Suède le docteur recommanda de travailler chaque jour en rangeant ses appartements particuliers ; l'aristocratie et la bourgeoisie anglaises — les plus robustes et les plus énergiques de toutes — forcent leurs jeunes gens à s'exercer chaque jour dans les différents sports les plus fatigants.

Mais si, au lieu de sport, l'humanité solidaire a organisé le travail utile et productif de telle manière que la jeunesse robuste, possédant l'instruction intégrale, puisse changer ses occupations selon son goût ou suivant un accord libre, spontané, avec ses compagnons solidaires... alors, certainement, le travail deviendra *attractif* et la jeunesse généreuse, toujours en chantant et en s'aimant, fera fleurir la surface de notre globe et créera l'abondance... Et quand Fourier essaye de décrire le bonheur que l'humanité saura réaliser dans la commune autonome (phalanstère), il n'agit pas comme un rêveur illuminé, mais bien en grand philosophe humanitaire qui devance d'un demi-siècle les généralisations de la physiologie, de l'hygiène et de la pédagogie modernes.

Pour réaliser un ordre social basé sur ces principes, Fourier proposait l'organisation autonome de phalanstères. Qu'est-ce que le phalanstère ? — Un édifice d'une splendeur et d'une disposition des plus parfaites, situé au milieu d'un vaste terrain (un lieu carré), et habité par quatre cents familles ou dix-huit cents personnes, composant une communauté solidaire, laquelle garantit à ses membres la jouissance la plus complète du bien-être et de la liberté individuelle. Je n'entrerai pas dans les détails du système phalanstérien. Il suffit d'indiquer que Fourier niait complètement la morale, la famille et le mariage conventionnels de notre société capitaliste, et qu'il avait en considération tous les moyens pour garantir la liberté individuelle et

(1) *Bases de la politique positive*. Paris, 1842, 2e édition.

le droit de la minorité. Dans ce but, il proposait qu'une part du surplus de la production du phalanstère fût destinée aux besoins personnels de chaque membre, y compris les enfants. Ce capital personnel garantissait aux membres de la communauté les moyens nécessaires pour s'en aller dans une autre, ou s'installer séparément.

Tel était en quelques mots le système socialiste de Fourier et de son « École sociétaire ». Tout le monde reconnait que par ses idées larges, par son souci incessant de garantir le bien-être et la liberté à l'individu et l'autonomie à la communauté dans une fédération spontanée, en Fourier se révèle un des plus nobles et plus profonds réformateurs socialistes. Ses idées sur le rôle des besoins et des inclinations organiques dans la vie individuelle et sociale, sa formule sur le travail attractif, jointes à celles de R. Owen sur la formation du caractère humain, constituent la plus précieuse conquête de l'éthique socialiste.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

MOUVEMENT SOCIAL

France

JUSTICE MILITAIRE. — Si la justice militaire ressemble beaucoup à la justice civile, en ce sens qu'elle est indulgente aux grands et dure aux petits, elle s'en distingue cependant par une désinvolture, un mépris des formes, une absence d'hypocrisie, si l'on veut, que l'on pourrait, s'il ne s'agissait pas d'une si respectable institution, qualifier très justement de cynisme.

La *Revue Bleue* publie, sous le titre de *Souvenirs du Tonkin*, un récit tout à fait édifiant de M. J. Netter, capitaine du génie en retraite.

Une femme annamite avait été trouvée assassinée au coin d'une ruelle d'Hanoï. Non loin de là, un factionnaire, le zouave Dupouy, montait la garde. On l'accusa d'avoir commis le crime, et comme la femme annamite avait été tuée d'un coup de « pointe », l'officier enquêteur se fit montrer la baïonnette de Dupouy. Elle était dégouttante d'huile, dit le rapport, qui vit là une circonstance aggravante. De plus, le mouchoir de Dupouy était maculé de sang. Il n'en faut pas davantage pour former la conviction d'un militaire. Ces gens-là procèdent toujours en deux temps et trois mouvements. L'enquête conclut à la mise en jugement. Mais le défenseur — l'auteur du récit publié par la *Revue Bleue* — fit aussi son enquête. Il apprit que l'usage était, dans le régiment de Dupouy, de graisser les armes au pétrole. Cette huile, dont dégouttait la baïonnette et qui avait paru, on ne sait pourquoi, si suspecte, était du pétrole, et les baïonnettes de tous les camarades de Dupouy étaient pareilles. De plus, quelques jours avant le crime, l'accusé s'était percé une verrue et avait saigné; des témoins affirmaient l'avoir vu la main bandée de son mouchoir.

En outre, une femme, un vieillard et un enfant avaient formellement accusé Dupouy. Le défenseur de celui-ci fit interroger la femme, qui avoua avoir déposé dans ce sens et répondu affirmativement à toutes les questions, par crainte d'être maltraitée.

Au conseil de guerre, le défenseur réduisit l'accusation à néant. Cependant, à sa grande stupéfaction, Dupouy fut condamné à cinq ans de travaux forcés et à la dégradation. Le défenseur fit part de son étonnement au président du conseil de guerre, qui lui répondit — ô inconscience! — que les juges *avaient appliqué le minimum!*

Après le jugement, le défenseur épuisa tous les moyens pour sauver le malheureux. Il fit un rapport au général de division qui, d'après le code militaire, avait le droit de suspendre l'exécution du jugement, en lui signalant des vices de forme importants — comme la non-audition du médecin appelé à examiner la femme assassinée. Le général refusa de donner l'ordre de sursis. « Les vices de forme dont le jugement était entaché, prétendait-il, n'auraient pas influé sur la décision des juges quant au fond, *bien que leur constatation eût infailliblement entraîné la nullité du jugement rendu si le condamné avait eu la faculté de se pourvoir en revision.* » Charmant, ce général qui affirme que la déposition d'un témoin n'aurait pas modifié l'opinion des juges. Celle-ci était-elle donc fixée d'avance?

Cependant, le Code offrait encore une ressource. Un arrêt de la Cour de cassation avait décidé que tous les pourvois formés contre les jugements civils et militaires devaient lui être transmis. Le défenseur forma ce recours en cassation, exposant les graves raisons qui militaient en faveur de l'innocence du condamné.

Le fait se passait en 1887. Le défenseur attend encore la réponse.

En voici une autre :

La *Petite République* reçoit d'un de ses lecteurs une lettre dont nous extrayons le passage suivant :

« C'était en 1890, à Saïgon (Cochinchine), M. Villard (Ernest Jean-Baptiste), administrateur des affaires indigènes, chevalier de la Légion d'honneur, était traduit devant la cour criminelle de Saïgon, pour abus d'autorité et sévices graves sur ses administrés indigènes; peut-être M. Baudin, procureur général, qui avait pris l'initiative de ces poursuites, obéissait-il à des sentiments autres que ceux qu'inspire le bien public, car M. Villard n'avait fait ni plus ni moins que ses collègues non inquiétés; d'ailleurs il fut acquitté.

« Or, le matin de l'audience (les cours et tribunaux, en Cochinchine, siègent à 7 heures du matin), je m'entretenais de questions de procédure dans le prétoire de la cour criminelle avec Mᵉ Guillet des Grois, avocat défenseur, ancien procureur général, lorsque nous vîmes entrer en coup de vent le lieutenant-colonel X..., gras, court, énorme, furieux, le visage congestionné qui, se dirigeant vers moi, m'interpella de la façon suivante :

« — Vous croyez que ce n'est pas une saleté cela,
« traduire en cour d'assises un administrateur prin-
« cipal des affaires indigènes, un Français?

« — ? ...

« — Bon encore pour les indigènes... Tenez, moi,
« en Algérie, je fais partie d'un conseil de guerre. Eh
« bien! avant de siéger, nous nous réunissions, les
« membres, et nous nous demandions : Combien leur
« flanquons-nous aujourd'hui?... Vingt ans? C'est
« entendu!... Eh bien! ça y était!

« S'ils étaient trois, ils se partageaient ça; s'il n'y
« en avait qu'un, il se payait ça tout seul; mais
« c'étaient des indigènes et non des Français! »

Bien caractéristique aussi celle-là!

Le Conseil municipal a voté l'achat, par la ville, de deux cents exemplaires de l'*Armée contre la Nation*, d'Urbain Gohier.

Si, maintenant, les pouvoirs publics deviennent antimilitaristes, où allons-nous?

NOUVELLE RECRUE. — L'honneur de l'armée vient de trouver un nouveau défenseur dans la personne de Jean Lorrain.

A la bonne heure! Désormais, plus de crainte! Les derrières de l'armée sont assurés.

ANDRÉ GIRARD.

MON COUSIN! — Le vieux marcheur de l'Elysée s'avance dans la gloire. Il vient de recevoir la Toison d'or; c'est peu; il va recevoir l'Annonciade. Cette décoration italienne confère à celui qui la reçoit le droit d'appeler le roi d'Italie (et d'être appelé par lui) : « Mon cousin. » Quelle joie pour un président de république! Cela console un peu de toutes ces vieilles histoires d'escrocs et de filles soumises que des journalistes sans scrupules vous jettent à la face.

Est-ce qu'à présent Urbain Gohier osera traîner à la barre un cousin de roi, et l'interroger sur Madagascar? — Qu'on se rassure : la question ne sera pas posée.

CHAIR HUMAINE. — On crie à la barbarie parce que, au Congo belge, des anthropophages ont mangé quatre agents de la Société anversoise. Non, il n'est pas barbare de manger les gens, une fois morts. Ce qui est barbare, c'est de les tuer. Et pour jeter, à ce propos, la pierre aux sauvages, que les civilisés veuillent bien attendre de n'avoir plus de sang aux mains. Mais il n'est pas plus monstrueux — et il est beaucoup moins bête — de faire cuire un trépassé que de marmonner des mots latins devant une boîte où on l'a tassé tant bien que mal.

VIVRE EN TRAVAILLANT OU MOURIR... — Agé de quarante-deux ans, marié, père de six enfants, Louis Gérauld, tailleur de pierre, parvenait, grâce à ses efforts, à faire vivre sa famille. Un jour, il tomba malade. Quand il fut guéri, sa place au chantier était prise. Il chercha partout du travail, et n'en trouva pas. Ce fut pour la femme, pour ses enfants, la misère de plus en plus noire. Que faire?

Il s'est jeté par la fenêtre, et s'est tué.

... EN COMBATTANT! — Près de la frontière du Luxembourg, dans une auberge d'Hussigny, deux gendarmes arrêtent un ouvrier. Ses camarades veulent le délivrer, poursuivent les gendarmes, les frappent, en renversent un. Mais que peuvent des poings contre des armes? Les policiers tirent leurs revolvers et font feu : deux ouvriers par terre, un blessé, un mort.

Le peuple ne sera pas toujours vaincu.

LES JOIES DE LA CASERNE. — Jean Dif, originaire de B-sse (Puy-de-Dôme), jeune soldat du 36ᵉ d'artillerie, prenait une leçon d'équitation. Il fut désarçonné trois fois. Les deux premières fois, on le força de remonter; la troisième fois, on ne put pas l'y obliger, car il avait reçu un coup de pied de cheval dans le ventre. On le transporta à l'hôpital... il y est mort.

Ah! quel plaisir d'être soldat!

NOS ANTISÉMITES. — Une dame, dans un restaurant, déjeunait tout en lisant l'*Aurore*. Un individu qui lisait l'*Antijuif* voulut lui arracher son journal, en criant des injures et des menaces : « Pourquoi lisez-vous cette feuille? Si nous étions seul à seul, je vous apprendrais à la lire; ça ne serait pas long. » Puis il partit. Quand la dame, à son tour, sortit, elle fut rejointe par l'antisémite, qui la guettait. Il la prit par le bras et la secoua, tout en l'accablant d'injures. Des passants mirent fin à cet acte héroïque.

Il est curieux de constater que tous ces « France-aux-Français » ne s'en prennent jamais qu'aux femmes. Quand l'Italien Régis vint à Paris, il nous contait des histoires de femmes enceintes, frappées, renversées et souillées; dans toute l'Algérie, on dénonce et on menace celles qui achètent chez les juifs. C'est qu'à des théories sottes et haineuses correspondent fatalement des mœurs lâches.

Et pendant ce temps, en l'église de la Madeleine, prostituée juive, le Père Coulet, de la Compagnie de Jésus, prêche contre *la race infâme des Juifs* — en l'honneur sans doute de la naissance du Juif Jésus.

NOËL. — Les prêtres célèbrent la naissance du Christ. Il était pauvre, ils sont riches; il était l'ami des humbles, ils sont les complices des grands; il secourait les faibles, ils se rangent du côté des forts; il dénonçait les injustices, ils les soutiennent; il s'est laissé supplicier pour son idéal, ils ont torturé, tué et volé pour leurs mensonges... Après avoir, toute l'année, mis Jésus en croix, le 25 décembre venu, ils lui chantent des cantiques.

L'ÉDUCATION RELIGIEUSE. — Quand nous parlons de faire une école sans Dieu, on nous crie : « Est-ce possible! Que deviendra l'homme, que sera l'enfant sans religion? » Voyons donc ce qu'il est *avec* la religion :

On vient de condamner à mort un jeune homme, Albert Peugnez, un malandrin qui a assassiné à coups de marteau et à coups de rasoir une femme et un petit enfant de sept ans, de pauvres gens, un peu pour les voler, beaucoup par amour du sang. Albert Peugnez a été élevé chez les Frères des écoles chrétiennes. Vacher aussi a été élevé religieusement, et bien d'autres.

Il faut dire qu'outre l'infériorité de la morale religieuse, les ecclésiastiques ont souvent une façon toute spéciale d'ingurgiter cette morale aux enfants. L'abbé Loyer opérait à Saint-Jacques-sur-Gaudenberg, près de Bruxelles. Il avait pour les petits garçons une affection toute particulière et fort vive, qui tourna mal pour lui. Il courtisait le fils de son sacristain, le jeune Mathot, qui logeait au presbytère, et qui, par les propositions bibliques de l'homme de Dieu, fut se confier à un rédemptoriste son frère, puis au supérieur du curé : ils lui déconseillèrent de quitter le presbytère, crainte d'un éclat. Or, un soir, l'enfant étant dans sa chambre, l'abbé allait en venir à ses fins... Le jeune garçon se défendit, saisit son revolver, le tua.

Nous voulons pour nos fils et nos filles une éducation un peu moins spiritualiste.

R. CH.

à diverses dates, des personnes étrangères à sa famille, elle sera mise *d'office* en carte et soumise à la visite d'un médecin.

Et dans le règlement de Bourges :

Art. 18. — Lorsqu'il aura été établi, par un certificat médical, qu'une jeune fille ou femme est atteinte d'une maladie contagieuse et qu'elle a contaminé un ou plusieurs individus, elle sera admise d'urgence à l'hôpital et *à sa sortie inscrite d'office* au registre de la prostitution.

L'inscription de filles mineures est une chose officielle, avouée, réglementaire. Sur trois mille six cent vingt femmes inscrites à leur sortie de Saint-Lazare, pendant une période de dix ans, sept cent quarante-huit étaient âgées de moins de vingt ans (1).

La maison de tolérance couronne l'œuvre. « Une dame de maison, dit M. Parent-Duchatelet, qui fait autorité en la matière, est, par essence, la corruptrice de la jeunesse et la pourvoyeuse du vice. Sa maison est une école de scandale où des enfants, à peine formés, viennent faire l'apprentissage de la prostitution. » Or, la tenancière d'un lupanar est presque un fonctionnaire de l'Etat. Le même Parent-Duchatelet déclare que « l'administration, *dans l'intérêt du bien*, doit l'entourer de toute sa protection ». Et c'est aussi ce qui arrive. Sous cette haute protection, sa maison est alimentée par la traite des blanches. On a calculé qu'en France seulement et toujours sous le pavillon de l'Etat, trente-deux mille opérations de ce genre étaient effectuées par an, « dont une bonne partie fait tomber dans la prostitution des filles qui n'y étaient pas encore » (2).

La pratique de la police des mœurs poursuit visiblement le même but que son code : Prendre le plus de filles possible aux mailles du filet, en retenir le plus possible.

« Nous connaissions une pauvre femme, dit M. de Morsier (3), qui, inscrite dans une période d'égarement, ayant ensuite pris l'horreur de son métier, travailla honnêtement pendant sept années, tout en étant astreinte aux visites sanitaires ! Elle n'obtint la radiation, au bout de ces sept années, que par des protections que toute femme ne peut avoir. »

En 1885, une fille amenée par surprise dans la maison publique de Salins ne parvient à s'échapper qu'en sautant par la fenêtre complètement nue. Alors intervient le commissaire de police qui veut la faire rentrer de force. Mais le public montre les dents et la femme reste libre (4).

En 1871 à Besançon, en 18<7 à Lons-le-Saunier, des jeunes filles abandonnées sont placées par la police dans des maisons de tolérance (5).

Mille faits de ce genre pourraient être cités. De 1870 à 1876, les actes abusifs sont si nombreux et si odieux qu'ils provoquent, une fois dévoilés, la démission de M. Lecour, chef de division à la Préfecture de police, celle de M. Gigot, préfet de police, et enfin la chute de M. de Marcère, ministre de l'Intérieur (6). De temps à autre, le zèle des agents des mœurs se révèle par quelque scandale trop difficile à étouffer et la presse s'en émeut pendant quelques heures.

Il faudrait être, donc, bien naïf pour voir dans le service des mœurs autre chose qu'un proxénétisme officiel. Pourquoi d'ailleurs la prostituée moderne ne serait-elle pas, comme ses devancières, une prostituée d'Etat, puisque l'Etat moderne, nous le savons, a les meilleures raisons du monde pour continuer la tradition antique ?

La question, d'ailleurs, est tout à fait secondaire. L'Etat viendrait-il à négliger sa part d'intérêt dans le commerce des filles publiques, ou serait-il contraint à un peu plus de pudeur, les choses ne changeraient guère. Que la prostitution continue d'être surveillée, encouragée et recrutée, comme il est logique, par les fonctionnaires de l'Etat capitaliste dont elle sert si bien les vues, qu'au contraire *elle* s'affranchisse, comme cela s'est produit en quelques pays où des pratiques outrageantes à la dignité féminine ont dû céder devant la poussée de l'opinion, la prostitution n'en durera pas moins aussi longtemps que la société actuelle dont elle est à un double point de vue le fruit amer, la tare accusatrice.

Tant que les hommes resteront soumis aux influences d'un milieu régi par les lois de la propriété, incapables d'acquérir la liberté économique et la liberté *morale*, ils ne pourront ni ne voudront, en majeure partie, s'élever à la forme supérieure de l'instinct sexuel, l'amour, et, pour en tenir lieu, ils encourageront chez la femme l'habitude de vendre son corps. Tant que des femmes seront contraintes, pour vivre, à faire argent de leur corps, elles viendront offrir à l'homme cet expédient ignoble.

Charles-Albert.

(1) M. de Morsier, *Rapport au Congrès de Londres*, 1898.
(2) MM. de Meuron et Minod, *Rapport au Congrès international pénitentiaire de Paris*, 1895.
(3) *Qu'est-ce que la Fédération ?*
(4) Cf. M. de Morsier, *Rapport au Congrès de Londres*.
(5) *Ibid.*
(6) *Ibid.*

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

VIII

Fourier et l'Ecole sociétaire.

Contemporain de R. Owen et de Saint-Simon, Charles Fourier envisageait le problème social tout autrement que ces deux penseurs. Il n'était ni athée-matérialiste et réformateur pratique, comme Owen, qui arriva au communisme autonome par l'analyse de la *surplus-value* et des conditions de la production moderne ; ni chrétien prêchant, comme Saint-Simon, l'association universelle et le collectivisme gouvernés par des savants et des prêtres bienveillants.

Dans ses recherches, il se base sur trois principes tout personnels à lui, admirablement conçus et, de nos jours, justifiés, démontrés par la science inductive.

Ces principes, nous pouvons les formuler comme suit :

1° L'homme est guidé dans sa vie non par telle ou telle « loi » écrite, de droit divin, romain ou métaphysique, mais bien par les besoins de son organisme, par ses penchants psychiques, autrement dit : physiologiques.

2° Le travail, comme l'activité de l'organisme, est nécessaire à la vie et au développement de chaque être organique ; par conséquent, une fois la production organisée sur des bases rationnelles et solidaires, le travail deviendra *attractif*.

3° La production solidaire et le travail attractif peuvent être réalisés seulement dans les communes (phalanstère) plus ou moins égalitaires et absolument autonomes.

Il est vrai que, chez Fourier, ces principes sont exprimés, comme tout son système d'ailleurs, avec une terminologie parfois bizarre ; mais si l'on traduit ses expressions en langage ordinaire, on est obligé de reconnaître que ce grand ami de l'humanité disait justement trois vérités. Les gens de mauvaise foi, y compris les charlatans « scientifiques » de l'école d'Engels, se moquèrent beaucoup de Fourier, surtout pour son opinion que toutes les *passions* de l'individu ont droit à leur développement et à leur exercice complètement libre. « Comment, crièrent les défenseurs de l'iniquité sociale actuelle, donner la pleine liberté à toutes les mauvaises passions ! Même à la violence !... Alors nous allons retourner à l'état primitif de sauvagerie. » Ces messieurs feignirent de comprendre que Fourier prêchait le droit de jouissance en faveur des *vices* sociaux et individuels.

« Par ce terme *passions*, lisons-nous chez V. Considérant (1), Fourier entend exclusivement les penchants constitutifs des êtres, ou les ressorts inhérents à leur nature même, et caractérisant leur titre de vie. Ainsi les passions humaines sont les forces primitives et naturelles auxquelles est due l'activité libre et spontanée de l'être humain... Passions des êtres n'est donc autre chose que la loi de l'ordre universel, de la vie universelle. »

Autrement dit, Fourier *le premier* avait reconnu ce que la physiologie, la psychologie et la pédagogie modernes exigent pour le développement normal de l'organisme, de la morale et de l'intelligence humaines : la satisfaction complète de besoins organiques ; la liberté de manifestation des sentiments ; le libre et complet développement des aptitudes, des penchants de chaque élève. A ces vérités ne s'opposent plus aujourd'hui que l'Eglise et le despotisme, l'autorité et la caserne, et encore — chose étrange ! — les social-démocrates, qui croient que le socialisme consiste dans les vieilles stupidités du « Manifeste communiste » avec ses « monopoles d'Etat », son « armée du travail », sa « discipline » et autres beautés de caserne.

Elle n'est pas moins remarquable, sa généralisation sur la nécessité organique pour l'homme de l'activité et du travail. Nous savons à présent que l'organisme vivant, pour son développement, pour l'assimilation des aliments nouveaux, pour la circulation du sang, pour la respiration normale, et même pour l'énergie intellectuelle, a besoin d'une certaine activité musculaire. Le travail rationnel est hygiénique et recommandé par les docteurs aux gens les plus riches et les plus privilégiés. A la reine languissante de Suède le docteur recommanda de travailler chaque jour en rangeant ses appartements particuliers ; l'aristocratie et la bourgeoisie anglaises — les plus robustes et les plus énergiques de toutes — forcent leurs jeunes gens à s'exercer chaque jour dans les différents sports les plus fatigants.

Mais si, au lieu de sport, l'humanité solidaire a organisé le travail utile et productif de telle manière que la jeunesse robuste, possédant l'instruction intégrale, puisse changer ses occupations selon son goût ou suivant un accord libre, spontané, avec ses compagnons solidaires... alors, certainement, le travail deviendra *attractif* et la jeunesse généreuse, toujours en chantant et en s'aimant, fera fleurir la surface de notre globe et créera l'abondance... Et quand Fourier essaye de décrire le bonheur que l'humanité saura réaliser dans la commune autonome (phalanstère), il n'agit pas comme un rêveur illuminé, mais bien en grand philosophe humanitaire qui devance d'un demi-siècle les généralisations de la physiologie, de l'hygiène et de la pédagogie modernes.

Pour réaliser un ordre social basé sur ces principes, Fourier proposait l'organisation autonome de phalanstères. Qu'est-ce que le phalanstère ? — Un édifice d'une splendeur et d'une disposition des plus parfaites, situé au milieu d'un vaste terrain (un lieu carré), et habité par quatre cents familles ou dix-huit cents personnes, composant une communauté solidaire, laquelle garantit à ses membres la jouissance la plus complète du bien-être et de la liberté individuelle. Je n'entrerai pas dans les détails du système phalanstérien. Il suffit d'indiquer que Fourier niait complètement la morale, la famille et le mariage conventionnels de notre société capitaliste, et qu'il avait en considération tous les moyens pour garantir la liberté individuelle et

(1) *Bases de la politique positive*, Paris, 1842, 2e édition.

le droit de la minorité. Dans ce but, il proposait qu'une part du surplus de la production du phalanstère fût destinée aux besoins personnels de chaque membre, y compris les enfants. Ce capital personnel garantissait aux membres de la communauté les moyens nécessaires pour s'en aller dans une autre, ou s'installer séparément.

Tel était en quelques mots le système socialiste de Fourier et de son « École sociétaire ». Tout le monde reconnaît que par ses idées larges, par son souci incessant de garantir le bien-être et la liberté à l'individu et l'autonomie à la communauté dans une fédération spontanée, en Fourier se révèle un des plus nobles et plus profonds réformateurs socialistes. Ses idées sur le rôle des besoins et des inclinations organiques dans la vie individuelle et sociale, sa formule sur le travail attractif, jointes à celles de R. Owen sur la formation du caractère humain, constituent la plus précieuse conquête de l'éthique socialiste.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

MOUVEMENT SOCIAL

France

JUSTICE MILITAIRE. — Si la justice militaire ressemble beaucoup à la justice civile, en ce sens qu'elle est indulgente aux grands et dure aux petits, elle s'en distingue cependant par une désinvolture, un mépris des formes, une absence d'hypocrisie, si l'on veut, que l'on pourrait, s'il ne s'agissait pas d'une si respectable institution, qualifier très justement de cynisme.

La *Revue Bleue* publie, sous le titre de *Souvenirs du Tonkin*, un récit tout à fait édifiant de M. J. Netter, capitaine du génie en retraite.

Une femme annamite avait été trouvée assassinée au coin d'une ruelle d'Hanoi. Non loin de là, un factionnaire, le zouave Dupouy, montait la garde. On l'accusa d'avoir commis le crime, et comme la femme annamite avait été tuée d'un coup de « pointe », l'officier enquêteur se fit montrer la baïonnette de Dupouy. Elle était dégouttante d'huile, dit le rapport, qui vit là une circonstance aggravante. De plus, le mouchoir de Dupouy était maculé de sang. Il n'en faut pas davantage pour former la conviction d'un militaire. Ces gens-là procèdent toujours en deux temps et trois mouvements. L'enquête conclut à la mise en jugement. Mais le défenseur — l'auteur du récit publié par la *Revue Bleue* — fit aussi son enquête. Il apprit que l'usage était, dans le régiment de Dupouy, de graisser les armes au pétrole. Cette huile, dont dégouttait la baïonnette et qui avait paru, on ne sait pourquoi, si suspecte, était du pétrole, et les baïonnettes de tous les camarades de Dupouy étaient pareilles. De plus, quelques jours avant le crime, l'accusé s'était percé une verrue et avait saigné; des témoins affirmaient l'avoir vu la main bandée de son mouchoir.

En outre, une femme, un vieillard et un enfant avaient formellement accusé Dupouy. Le défenseur de celui-ci fit interroger la femme, qui avoua avoir déposé dans ce sens et répondu affirmativement à toutes les questions, par crainte d'être maltraitée.

Au conseil de guerre, le défenseur réduisit l'accusation à néant. Cependant, à sa grande stupéfaction, Dupouy fut condamné à cinq ans de travaux forcés et à la dégradation. Le défenseur fit part de son étonnement au président du conseil de guerre, qui lui répondit — ô inconscience! — que les juges *avaient appliqué le minimum!*

Après le jugement, le défenseur épuisa tous les moyens pour sauver le malheureux. Il fit un rapport au général de division qui, d'après le code militaire, avait le droit de suspendre l'exécution du jugement, en lui signalant des vices de forme importants — comme la non-audition du médecin appelé à examiner la femme assassinée. Le général refusa de donner l'ordre de sursis. « Les vices de forme dont le jugement était entaché, prétendait-il, n'auraient pas influé sur la décision des juges quant au fond, *bien que leur constatation eût infailliblement entraîné la nullité du jugement rendu si le condamné avait eu la faculté de se pourvoir en révision.* » Charmant, ce général qui affirme que la déposition d'un témoin n'aurait pas modifié l'opinion des juges. Celle-ci était-elle donc fixée d'avance?

Cependant, le Code offrait encore une ressource. Un arrêt de la Cour de cassation avait décidé que tous les pourvois formés contre les jugements civils et militaires devaient lui être transmis. Le défenseur forma ce recours en cassation, exposant les graves raisons qui militaient en faveur de l'innocence du condamné.

Le fait se passait en 1887. Le défenseur attend encore la réponse.

En voici une autre :

La *Petite République* reçoit d'un de ses lecteurs une lettre dont nous extrayons le passage suivant :

« C'était en 1890, à Saigon (Cochinchine), M. Villard (Ernest Jean-Baptiste), administrateur des affaires indigènes, chevalier de la Légion d'honneur, était traduit devant la cour criminelle de Saigon, pour abus d'autorité et sévices graves sur ses administrés indigènes; peut-être M. Baudin, procureur général, qui avait pris l'initiative de ces poursuites, obéissait-il à des sentiments autres que ceux qu'inspire le bien public, car M. Villard n'avait fait ni plus ni moins que ses collègues non inquiétés; d'ailleurs il fut acquitté.

« Or, le matin de l'audience (les cours et tribunaux, en Cochinchine, siègent à 7 heures du matin), je m'entretenais de questions de procédure dans le prétoire de la cour criminelle avec Mᵉ Guillet des Grois, avocat défenseur, ancien procureur général, lorsque nous vîmes entrer en coup de vent le lieutenant-colonel X..., gras, court, énorme, furieux, le visage congestionné qui, se dirigeant vers moi, m'interpella de la façon suivante :

« — Vous croyez que ce n'est pas une saleté cela, » traduire en cour d'assises un administrateur principal des affaires indigènes, un Français?

« — ? ..

« — Bon encore pour les indigènes... Tenez, moi, » en Algérie, je fais partie d'un conseil de guerre. Eh » bien! avant de siéger, nous nous réunissions, les » membres, et nous nous demandions : Combien leur » flanquons-nous aujourd'hui?... Vingt ans? C'est » entendu!... Eh bien! ça y était!

« S'ils étaient trois, ils se partageaient ça; s'il n'y » en avait qu'un, il se payait ça tout seul; mais » c'étaient des indigènes et non des Français! »

Bien caractéristique aussi celle-là!

Le Conseil municipal a voté l'achat, par la ville, de deux cents exemplaires de l'*Armée contre la Nation*, d'Urbain Gohier.

Si, maintenant, les pouvoirs publics deviennent antimilitaristes, où allons-nous?

NOUVELLE RECRUE. — L'honneur de l'armée vient de trouver un nouveau défenseur dans la personne de Jean Lorrain.

A la bonne heure! Désormais, plus de crainte! Les derrières de l'armée sont assurés.

ANDRÉ GIRARD.

MON COUSIN! — Le vieux marcheur de l'Elysée s'avance dans la gloire. Il vient de recevoir la Toison d'or; c'est peu; il va recevoir l'Annonciade. Cette décoration italienne confère à celui qui la reçoit le droit d'appeler le roi d'Italie (et d'être appelé par lui) : « Mon cousin. » Quelle joie pour un président de république! Cela console un peu de toutes ces vieilles histoires d'escrocs et de filles soumises que des journalistes sans scrupules vous jettent à la face.

Est-ce qu'à présent Urbain Gohier osera traîner à la barre un cousin de roi, et l'interroger sur Madagascar? — Qu'on se rassure : la question ne sera pas posée.

CHAIR HUMAINE. — On crie à la barbarie parce que, au Congo belge, des anthropophages ont mangé quatre agents de la Société anversoise. Non, il n'est pas barbare de manger les gens, une fois morts. Ce qui est barbare, c'est de les tuer. Et pour jeter, à ce propos, la pierre aux sauvages, que les civilisés veuillent bien attendre de n'avoir plus de sang aux mains. Mais il n'est pas plus monstrueux — et il est beaucoup moins bête — de faire cuire un trépassé que de marmonner des mots latins devant une boîte où on l'a tassé tant bien que mal.

VIVRE EN TRAVAILLANT OU MOURIR... — Agé de quarante-deux ans, marié, père de six enfants, Louis Gérauld, tailleur de pierre, parvenait, grâce à ses efforts, à faire vivre sa famille. Un jour, il tomba malade. Quand il fut guéri, sa place au chantier était prise. Il chercha partout du travail, et n'en trouva pas. Ce fut pour la femme, pour ses enfants, la misère de plus en plus noire. Que faire?

Il s'est jeté par la fenêtre, et s'est tué.

... EN COMBATTANT! — Près de la frontière du Luxembourg, dans une auberge d'Hussigny, deux gendarmes arrêtent un ouvrier. Ses camarades veulent le délivrer, poursuivent les gendarmes, les frappent, en renversent un. Mais que peuvent des poings contre des armes? Les policiers tirent leurs revolvers et font feu : deux ouvriers par terre, un blessé, un mort.

Le peuple ne sera pas toujours vaincu.

LES JOIES DE LA CASERNE. — Jean Dif, originaire de B-sse (Puy-de-Dôme), jeune soldat du 36ᵉ d'artillerie, prenait une leçon d'équitation. Il fut désarçonné trois fois. Les deux premières fois, on le força de remonter; la troisième fois, on ne put pas l'y obliger, car il avait reçu un coup de pied de cheval dans le ventre. On le transporta à l'hôpital... il y est mort.

Ah! quel plaisir d'être soldat!

NOS ANTISÉMITES. — Une dame, dans un restaurant, déjeunait tout en lisant l'*Aurore*. Un individu qui lisait l'*Antijuif* voulut lui arracher son journal, en criant des injures et des menaces : « Pourquoi lisez-vous cette feuille? Si nous étions seul à seul, je vous apprendrais à la lire; ça ne serait pas long. » Puis il partit. Quand la dame, à son tour, sortit, elle fut rejointe par l'antisémite, qui la guettait. Il la prit par le bras et la secoua, tout en l'accablant d'injures. Des passants mirent fin à cet acte héroïque.

Il est curieux de constater que tous ces « France-aux-Français » ne s'en prennent jamais qu'aux femmes. Quand l'Italien Régis vint à Paris, il nous contait des histoires de femmes enceintes, frappées, renversées et souillées; dans toute l'Algérie, on dénonce et on menace celles qui achètent chez les juifs. C'est qu'à des théories sottes et haineuses correspondent fatalement des mœurs lâches.

Et pendant ce temps, en l'église de la Madeleine, prostituée juive, le Père Coulet, de la Compagnie de Jésus, prêche contre *la race infâme des Juifs* — en l'honneur sans doute de la naissance du Juif Jésus.

NOEL. — Les prêtres célèbrent la naissance du Christ. Il était pauvre, ils sont riches; il était l'ami des humbles, ils sont les complices des grands; il secourait les faibles, ils se rangent du côté des forts; il dénonçait les injustices, ils les soutiennent; il s'est laissé supplicier pour son idéal, ils ont torturé, tué et volé pour leurs mensonges... Après avoir, toute l'année, mis Jésus en croix, le 25 décembre venu, ils lui chantent des cantiques.

L'ÉDUCATION RELIGIEUSE. — Quand nous parlons de faire une école sans Dieu, on nous crie : « Est-ce possible! Que deviendra l'homme, que sera l'enfant sans religion? » Voyons donc ce qu'il est *avec* la religion :

On vient de condamner à mort un jeune homme, Albert Peugnez, un malandrin qui a assassiné à coups de marteau et à coups de rasoir une femme et un petit enfant de sept ans, de pauvres gens, un peu pour les voler, beaucoup par amour du sang. Albert Peugnez a été élevé chez les Frères des écoles chrétiennes. Vacher aussi a été élevé religieusement, et bien d'autres.

Il faut dire qu'outre l'infériorité de la morale religieuse, les ecclésiastiques ont souvent une façon toute spéciale d'ingurgiter cette morale aux enfants. L'abbé Loyer opérait à Saint-Jacques-sur-Gaudenberg, près de Bruxelles. Il avait pour les petits garçons une affection toute particulière et fort vive, qui tourna mal pour lui. Il courtisait le fils de son sacristain, le jeune Mathot, qui logeait au presbytère, et qui, par les propositions bibliques de l'homme de Dieu, fut se confier à un rédemptoriste son frère, puis au supérieur du curé : ils lui déconseillèrent de quitter le presbytère, crainte d'un éclat. Or, un soir, l'enfant étant dans sa chambre, l'abbé allait en venir à ses fins... Le jeune garçon se défendit, saisit son revolver, le tua.

Nous voulons pour nos fils et nos filles une éducation un peu moins spiritualiste.

R. CH.

Espagne.

Ramon Sempau vient d'être acquitté pour la deuxième fois. Mais comme l'inquisition clérico-militaire ne lâche pas facilement sa proie, il est maintenu en prison pour je ne sais quelle condamnation pour délit d'affichage.

∴

Au cours des dernières semaines, diverses grèves ont éclaté. Grèves de minime importance en ce sens que l'esprit de revendication et de révolte conscient faisait défaut, mais qui cependant mettent en évidence le malaise ouvrier qui les a provoquées.

A Cadix, grève des boulangers au cours de laquelle plusieurs bagarres se produisirent. Les fours fonctionnent maintenant grâce au peu de virilité des miséreux.

A Badalona, grève des pêcheurs qui réclamèrent l'intervention de l'autorité gouvernementale. Les conséquences de cette naïveté ont été ce qu'elles devaient être. Des faux frères ont fait le travail à la place des grévistes et il y a beaucoup de chances pour que ces derniers reviennent aux anciennes conditions, c'est-à-dire à un salaire variant entre 4, 6 et au maximum 10 pesetas par semaine!

Grève à Barcelone, chez les ouvrières en chaussures. Le patron d'une fabrique exige qu'elles payent le fil; auparavant on n'exigeait d'elles que la fourniture des aiguilles et il ne leur restait déjà rien pour vivre, maintenant ce sera mieux. Il est bon de dire que le fabricant, sur la vente de ses articles, ne gagne que 75 p. 100.

A Mauresa, la grève est dans l'air. Les femmes sont indignées contre le fabricant Serra y Bertrand et ses contremaîtres qui les traitent pire que des chiens — ce fabricant est le promoteur de la dernière grève qui provoqua tant de batailles et de détentions.

En politique, la situation est la même. Nous sommes toujours sous la dépendance absolue des procédés arbitraires du Senor Sagasta et de Messieurs les militaires.

A Saragosse, ces jours derniers, s'assemblèrent les représentants de toutes les chambres de commerce espagnoles, pour s'entendre sur les mesures à prendre pour la régénération de la patrie. En dépit de la suspension des garanties constitutionnelles, le gouvernement autorisa cette réunion bourgeoise, dans la conviction que « l'ordre social » ne serait pas mis en péril. Inutile de dire qu'un congrès ouvrier n'eût pas rencontré autant de bonne volonté.

S'il est des âmes candides qui crurent que le salut de l'Espagne allait dépendre des décisions prises par l'assemblée de Saragosse, ce sera pour elles une désillusion de plus. La grande décision fut de présenter à la reine un message réclamant des réformes judiciaires, administratives, militaires, commerciales, etc., etc. : mendiants bourgeois demandant à leur défenseur le gouvernement protection pour le maintien de leurs privilèges. Les représentants, pour la plupart, étaient des capitalistes et nul d'entre eux ne se préoccupa du peuple. Il est vrai que le peuple ne les a pas pris au sérieux. C'est le fiasco de la régénération politique, l'impuissance manifeste de tous les charlatans de la banque, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

∴

On lisait dans un journal de Barcelone, ces jours derniers, l'entrefilet suivant : « Plusieurs fabricants, « accusés d'avoir frustré l'État par l'introduction de « fil d'étain, ont obtenu un arrangement à l'amiable « avec le gouvernement en payant un million et « demi de pesetas à titre d'indemnité. »

C'est ce que l'on peut appeler voler avec grâce et sans péril. Lorsqu'un ouvrier mourant de faim dérobe un morceau de pain, c'est la prison pour plusieurs mois. Les grands voleurs, eux, prennent des arrangements. Ce qui est charmant, c'est la moralité de ce gouvernement qui traite à l'amiable avec des filous pour tirer parti du larcin.

∴

Le rapatriement des malades et des moribonds revenant des colonies continue. C'est toujours le même spectacle navrant et l'on croirait assister à la translation d'un cimetière plutôt qu'au rapatriement d'une armée.

URANIA.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Groupe d'action et d'études sociales de Levallois-Perret (Seine). — Réunion tous les samedis, 64, rue Vallier, salle Angelergue.

∴

AMIENS. — Les camarades font un pressant appel à tous ceux qui veulent étudier et approfondir la question sociale. Pour faciliter l'étude, les camarades amiénois ont jugé utile de fonder une bibliothèque dans laquelle on trouve les œuvres de : Pierre Kropotkine, Elisée Reclus, Hamon, Bakounine, Jean Grave, Sébastien Faure, etc. Ces livres sont à la disposition de tous les camarades. Ceux qui en ont depuis un certain temps seront assez complaisants de les rapporter, de manière que tout le monde puisse les lire. Les camarades qui ressentent le besoin d'étudier nous trouveront tous les samedis, de 8 heures à 10 heures, au *Cent de Piquet*, faubourg du Cours.

Dimanche 25 décembre, à la même salle, à 7 h. 1/2, causerie par un camarade suivie de chants et poésies libertaires.

∴

REIMS. — *Groupe du 4e canton*, café de la République, rue Saint-Thomas, 25. — Les camarades libertaires organisent pour samedi 24 décembre 1898 une soirée chantante et une causerie sur « La société future : production, consommation, amour libre ». — Entrée libre.

Tous les lecteurs des journaux libertaires sont invités.

∴

Les camarades de Fives, Tourcoing, Mouscron et Roubaix sont prévenus qu'il se fera une grande ducasse à Pierrot, au Tambour-Maître, rue des Longues-Haies, 74, le dimanche de Noël et le lundi suivant, au profit de la propagande.

Plus il en viendra, mieux ça ira. Venez-y, les gars!

∴

ROUBAIX. — Ceux qui ne verraient pas le vendeur peuvent se procurer les journaux libertaires chez Liévens, rue des Longues-Haies, et à Watrelos, chez Deryckère, rue Carnot.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Dictionnaire La Châtre, livraisons 15 et 16, 0 fr. 60 la livraison; — *Dictionnaire-Journal*, livraisons 19 à 32, 0 fr. 50 la livr., *Librairie du Progrès*, 11, rue Bertin-Poirée.

L'Eglise et le Socialisme, par V. Compas, brochure, 0 fr. 25, Association ouvrière de l'imprimerie, cours d'Orléans, Charleville.

De bronnen van het gezag, J. Grave, brochure chez Sturinga, Amsterdam.

La Question sociale et les Harmonistes, par A. Jounet, chez l'auteur, villa Saint-Antoine, à Saint-Raphaël (Var).

La Conscience chrétienne et la Question juive; — La Conscience chrétienne et l'Affaire Dreyfus, deux brochures à 0 fr. 60, par l'abbé Pichot, *Société d'éditions littéraires*, 4, rue Antoine-Dubois.

De chez Stock, sur l'affaire Dreyfus : *Le Lieutenant-colonel du Paty de Clam*, par le capitaine Marin, 1 vol., 3 fr. 50; *Les Machinations contre le colonel Picquart*, par Ph. Dubois, 1 fr.; *Le Syndicat de trahison*, par Unus, 1 fr.; *Vers la justice par la vérité*, par J. Reinach, 3 fr 50.

A lire :

A bas! U. Gohier, *Aurore*, 2 décembre.
Pour se défendre, U. Gohier, *Aurore*, 15 décembre.
Principes, par U. Gohier, *Aurore*, 19 décembre.
Les Anarchistes et l'Affaire Dreyfus, H. Leyret, *Aurore*, 18 décembre.

A NOS AMIS

Merci à ceux qui ont répondu à notre appel. Nous pouvons paraître avec le supplément. Mais il y a un autre moyen efficace de nous venir en aide, c'est d'aider à l'extension de la vente.

A l'heure actuelle, dans Paris, nous déposons 3.800 exemplaires pour en vendre 800. La plupart des libraires, sous la pression de la police, se refusent à vendre notre journal et le tiennent caché. Il faudrait que chacun s'employât à le réclamer partout où il n'est pas, afin de forcer la main aux libraires.

Même observation pour les gares.

Notre genre même nous condamne à un public restreint, mais il existe assez de gens intelligents pourtant pour faire vivre un organe d'idées. Il ne s'agirait que d'une vente de 5 à 600 francs par semaine. Il y a bien dix mille lecteurs dans toute l'Europe ayant la passion de l'étude. Nous en avons la moitié ; si chacun dans son entourage veut s'occuper, on peut trouver les autres. Que chacun de ceux qui existent déjà en trouve un autre. Que chacun fasse le sacrifice de quelques numéros par semaine pour répandre dans son milieu et ça marchera.

J. GRAVE.

PETITE CORRESPONDANCE

E. K. Y., à R. — A l'heure actuelle, j'ai, sur ma table, 30 volumes dont il faut que je rende compte et dont je n'ai pas encore lu la première ligne. C'est vous dire qu'il m'est impossible de me charger de la lecture de votre manuscrit, et encore bien moins d'y travailler. Quant aux éditeurs, je n'ai aucune influence sur eux. Demandez à Stock, galeries du Théâtre-Français, s'il veut le prendre en lecture.

K., à Rennes. — Morin a déjà refusé de recevoir le journal.

D. G., à Boston. — Malgré l'avis inséré, n'avons pas reçu de nouvelles de votre parent.

V., à Genève. — *Produits de la terre, Richesse et Misère*, épuisés. Ai mis d'autres en place.

P. G. — Lu l'article du *Soir* : « A la Chambre ». Ce n'est que de la critique à côté. Ça laisse supposer que le parlementarisme pourrait être bon si les hommes que l'on y envoie avaient de la valeur personnelle, ce qui est absolument faux.

D., à Saint-Etienne. — Je n'ai pas vu la convocation en question. Il fallait l'envoyer.

L., à Roubaix. — Insérerons, semaine prochaine, la souscription pour la brochure à distribuer.

Reçu pour l'Ecole : Ther, 0 fr. 50. — Un camarade, 2 fr. 50. — Total : 3 fr. — Listes précédentes : 453 fr. 75. — Total général : 456 fr. 75.

Reçu pour la brochure à distribuer : Groupe du XIVe : Prosper Coen, 0 fr. 25; Louise Réville, 0 fr. 25; Albin Villeval, 0 fr. 20; E. Bourdes, 0 fr. 50; Ferdinand, 0 fr. 20; Un anonyme, 0 fr. 30. En tout : 1 fr. 70. Plus, un camarade, 5 timbres de 0 fr. 25 : 1 fr. 25. En tout : 2 fr. 95 — Listes précédentes : 24 fr. 10. — Total général : 27 fr. 05.

Reçu pour le journal : Deux camarades, 1 fr. 50. — *Vente de vieux timbres*, 5 fr. — D'un conseiller municipal et général de Gisors, pour l'image, 2 fr. — W. R., 5 fr. — B., à Agen, 0 fr. 25. — Un camarade, 10 fr. — H. M. P., 5 fr. — Ther, 0 fr. 50. — Un camarade, 5 fr. — F., 5 fr. — Remise de librairie, 0 fr. 60. — C. C. M., 10 fr. (dont 5 pour la *Misère*). — Mme J. B., 3 fr. — Reçu de Pelotas : Couailler, 2.000 r.; H..., 2.000 r.; Sa compagne, 1.000 r.; Sa fillette, 500 r.; Lallemand, 2.000 r.; Gasnier, 2.000 r.; Gonthier, 2.000 r.; Gaston, 2.000 r.; Bernard (ex sous-officier du Tonkin, rengagé avec regret), 2.000 r.; Garlowitz, 1.000 r; G. D., Manie tout, Robert, 2.000 r.; X..., 500 r. — Reçu pour envoi de brochures : Rabérin Jean, 2.000 r.; Hebert, 2.000 r.; Z..., 1.000 r. Total général : 24.000 r. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 3 fr. — L. K., à Sainte-Foy, 3 fr. 60. — Merci à tous.

V., à Nimes. — C., à Argenteuil. — B., à Saint-Marcellin. — S., à Roubaix, — C., à Fives. — E. B., à Gand. — H. C., à Marseille. — P., à Châlons. — B., à Mirepoix. — F. R., à Gand. — F., à La Palisse. — M., rue M. — F., à Amiens. — Roubaix. — M., à Reims. — F., rue R. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente
à Roubaix
Chez Liévens, lib., 84, rue des Longues-Haies.
à Watrelôs
Chez Deryckère, imp.-lib., rue Carnot.

Le vendeur des journaux anarchistes à Roubaix se trouve, le vendredi et le samedi soir, de 6 h. 1/2 à 7 h. 1/2, place Fosse-au-Chêne;

Le dimanche matin, de 8 heures du matin à 2 heures du soir, sur la Grande Place.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 36 DIX CENTIMES DU 31 DÉCEMBRE 1898 AU 6 JANVIER 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS ET DÉPOSITAIRES

Un grand nombre d'abonnements finissant avec l'année, remboursement sera pris dans la quinzaine pour ceux terminés. Prière à ceux des abonnés de pays où il n'existe pas de remboursement, comme l'Angleterre, les Etats-Unis, la Bulgarie, l'Espagne, de bien vouloir renouveler au plus vite, afin de nous faciliter la tâche.

POURRITURE MORALE

Les républicains accusent l'Empire d'avoir démoralisé les individus; mais le régime ploutocratique qu'ils nous ont fait subir pendant vingt-huit ans n'aura rien à reprocher à la corruption impériale. Soit que sa corruption ait été plus grande par elle-même, soit que le fait de succéder à un régime pourri ait ajouté à sa propre pourriture, ou, ce qui me semble être plus vrai, soit qu'Empire ou République n'aient été que la continuation du régime bourgeois qui s'est hissé au pouvoir en 89, ce qui est certain, c'est que le peuple français, en majorité, — le travailleur par veulerie, les classes dirigeantes par cynisme, — est tombé à un niveau moral que l'on ne retrouve que chez les peuples en décadence.

La souscription ouverte par la *Libre Parole* nous donne le degré d'avilissement où nous en sommes.

Depuis des mois je ne lis plus ce torchon, non plus que l'*Intransigeant*, leur mauvaise foi et leur hypocrisie, que viennent de mettre à nu les derniers événements, me dégoûtant profondément. Mais, dans la rue, à la porte des libraires, on ne peut s'empêcher d'avoir les yeux raccrochés par leurs manchettes à gros caractères — comme les numéros de certaines maisons — et j'y vois que la souscription ouverte par la *Libre Parole* en faveur de la veuve du colonel Henry a dépassé cent mille francs!

Ainsi ces gens nous accusent d'attaquer l'armée, et cela nous le revendiquons hautement, car nous abhorrons cette institution néfaste qui déprime les caractères, émascule les initiatives, brise les volontés, flétrit les individus. Mais eux, ils respectent l'armée; ils la proclament le refuge de la loyauté, du courage, de l'honneur, de toutes les vertus! Et qui choisissent-ils pour glorifier tout cela? Sur la tête de qui tiennent-ils à affirmer toutes leurs sympathies? Ils prennent un homme qui a avoué avoir fabriqué un faux, un faux pour charger un de ses collègues qui est au bagne, et dont les charges qui le firent condamner menacent de s'écrouler devant la libre critique! un faux qu'il n'a pas oublié de faire payer trois mille francs, remis au soi-disant « espion qui l'avait apporté ».

Sans chercher où sont passés ces trois mille francs que le contribuable a payés comme il paye, du reste, bien d'autres infamies, on aurait pu tout au moins croire que tout le monde aurait été d'accord là-dessus. Un faux est un faux, et la lâcheté et l'infamie de la chose sont encore plus révoltantes lorsqu'il s'agit de perdre un individu condamné déjà sur des preuves insuffisantes.

Eh bien, non. Pour les vivelarmée, pour nos patriotes ardents, ce faux est une preuve de patriotisme! Le faussaire s'est fait justice, ou on l'a forcé de se faire justice pour qu'il ne puisse dénoncer ses complices; le gouvernement fait à sa veuve une pension comme s'il était mort à l'ennemi : la presse antisémite pensa ouvrir une souscription pour offrir à sa mémoire une épée d'honneur qui, en l'occasion, aurait dû être une plume et une paire de ciseaux. Elle recula cependant devant l'énormité de la chose : c'est sur sa veuve qu'elle vient de faire délier les cordons de bourse du monde bourgeois!

Et tout ce qui est select, tout ce qui est riche, tout ce qui sue la peur d'avoir des comptes à rendre souscrit à l'envi. On a dépassé cent mille francs, on dépassera peut-être deux cent, peut-être cinq cent mille. Hardi les ventres! c'est pour affirmer votre idéal de justice, votre idéal moral! On veut glorifier l'armée, c'est quelqu'un qui se cache dans l'ombre pour frapper un rival, c'est un faussaire que l'on choisit. C'est bien le symbole que méritent, et l'institution perverse qui prend des individus pour en faire des loques humaines, et la société bourgeoise qui s'effondre dans l'ordure.

IL Y A D'AUTRES DÉNIS DE JUSTICE

Nos lecteurs se rappellent la lettre des cinq libérés de la Nouvelle-Calédonie publiée dans notre numéro 33. Sauf le camarade Malato qui en a fait le sujet d'un entrefilet dans l'*Aurore*, je n'ai pas connaissance qu'aucun autre quotidien en ait soufflé mot; je n'ai pas connaissance qu'aucun député se soit levé pour interpeller le ministre; je n'ai pas vu dans le dernier compte rendu de la séance de la *Société des Droits de l'homme* que personne en ait soufflé mot!

J'ignore qui sont les hommes qui nous ont écrit, je ne sais pour quel motif ils ont été envoyés au bagne. Deux choses étaient seulement à retenir dans leur lettre : ils ont subi leur peine, ils ont droit à être rapatriés, et on les punit pour avoir voulu s'embarquer!

Ceux des partisans de la réhabilitation de Dreyfus qui ont quelque influence dans les mondes journaliste et politique, ont là une belle occasion de démontrer que leur esprit de justice s'étend sur les parias de la société aussi bien que sur le millionnaire de leur monde. Voudront-ils s'occuper de ceux qui réclament justice?

J. Grave.

A PROPOS DES LOIS SCÉLÉRATES

L'activité déployée par les anarchistes dans l'affaire Dreyfus et ses annexes n'aura pas été inutile. Tout en gardant intact notre point de vue, tout en restant nous-mêmes, nous avons pu faire toucher du doigt à nos alliés temporaires que les iniquités dont Dreyfus, puis Picquart, étaient les victimes, d'autres avaient eu à les subir ; dans un autre ordre d'idées certes, mais que la Liberté et la Justice dont ils se revendiquaient avaient été violées dans la personne de tous les anarchistes condamnés en vertu des lois dites scélérates.

Notre appel a été entendu, et quelques-uns de nos alliés momentanés semblent vouloir rester des nôtres et nous aider à faire sortir du bagne nos camarades qui n'y ont pas été assassinés.

La lettre de Joseph Reinach, publiée ici même, par laquelle il reconnaît « qu'il y a au bagne des hommes qui ne devraient pas y être et qui doivent en sortir », a été une des premières manifestations. Fait très important surtout, lorsque, faisant un écart de quelques années en arrière, l'on se rappelle que c'est à la suite d'une interpellation du même Reinach que, le 8 novembre 1893, Dupuy, le même aussi, promit à la Chambre apeurée, et aussi lâche que celle d'aujourd'hui, de lui soumettre une loi contre la propagande anarchiste, loi votée par la Chambre le 19 novembre suivant : c'est la première en date des « lois scélérates ».

Dans la campagne de réunions publiques, notre ami Pierre Quillard ne laisse jamais passer l'occasion de rappeler l'iniquité de ces lois, puis les autres orateurs, depuis de Pressensé jusqu'au savant Duclaux et à l'académicien Anatole France, tous ont, pour ainsi dire, pris l'engagement tacite de nous aider à faire revenir nos camarades qui sont au bagne, et à poursuivre avec nous l'abrogation de ces ignobles lois.

Dans la presse, Henry Leyret, qui, à la suite d'une belle campagne, a su obtenir la grâce de Cyvoct, continue la lutte; un homme arraché du bagne ne lui suffisant pas, il veut aussi en arracher les autres, et dans l'*Aurore* d'il y a une huitaine de jours, esquissant l'attitude des anarchistes dans l'affaire Dreyfus, il en prend texte pour rappeler à ses amis que, nous aussi, nous avons nos innocents au bagne.

Dans les *Droits de l'Homme*, Pierre Bertrand élève aussi la voix dans une « Lettre ouverte » à M. A. Ranc et provoque ainsi de sa part cette belle réponse :

« Mon confrère M. Pierre Bertrand m'invite à m'intéresser à un homme qui est au bagne, à Cayenne, je crois, Girier-Lorion. Je n'ai pas attendu l'invitation de M. Bertrand, et notre camarade Henry Leyret, qui, voici bientôt deux ans, a publié, dans le *Journal*, sur Girier-Lorion des articles d'une éloquence émue, en sait quelque chose. Je connais l'histoire de ce malheureux. Je n'en sais pas de plus tragique. Je ne sais pas d'infortune plus imméritée. S'il ne dépendait que de moi, si ma voix était écoutée, Girier-Lorion, coupable un jour pour avoir voulu défendre son honneur de militant, sortirait du bagne dès demain. Mais, hélas !... »

Hier encore, à propos de l'assemblée générale de la Ligue des Droits de l'homme, M. Maurice Vernes, s'adressant au Comité directeur de la Ligue en son nom et au nom de ses amis de Pressensé, P. Bertrand et Pierre Quillard, l'exhorte à demander qu'une assemblée générale soit spécialement convoquée à cet effet.

« Vous avez la stricte obligation de mettre à « l'ordre du jour de vos délibérations, à côté de « la lutte contre l'antisémitisme, l'abrogation « des lois d'exception dites lois scélérates et « l'abolition des tribunaux militaires. »

Devant la lâcheté ambiante, l'ignominie d'une Chambre qui est assurément le plus beau reflet de cette lâcheté, le concours de tous, amis, sympathiques ou adversaires d'hier, sera le bienvenu. Personne ne prend d'engagement, chacun de nous reste libre des opinions qui lui sont chères, mais, tous imbus du véritable esprit de justice et de vérité, nous allons tenter l'assaut des modernes Bastilles.

L'affaire Dreyfus n'aurait-elle créé que ce mouvement d'ensemble, où nous reprenons notre véritable rang dans la lutte de tous les hommes sincères contre toutes les forces réactionnaires coalisées, que, comme on l'a dit et écrit bien souvent, si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer. Elle a montré ce que pouvaient faire une poignée d'hommes bien décidés, ayant contre eux toutes les forces gouvernementales, et, qui plus est, l'opinion publique égarée. C'est là une leçon d'énergie. Ces mêmes hommes, continuant leur campagne, ayant compris que Dreyfus n'est pas le seul, qu'il y a au bagne d'autres innocents, se joignent à nous, prennent en main la cause des nôtres : loyalement, nous leur tendons la main, convaincus qu'une alliance sur ce terrain ne peut qu'être profitable à l'humanité tout entière.

P. Delesalle.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

IX

Mouvement démocratique et socialiste
(1830-1848)

« ... Les tendances qui distinguent le parti démocratique des autres partis, c'est qu'il veut passer par la question politique pour arriver aux transformations sociales. »

(Ledru-Rollin, Discours de 1841.)

Les systèmes et les revendications socialistes, que je viens d'esquisser si brièvement, provoquèrent sur le continent, surtout chez la jeunesse des hautes écoles, un mouvement démocratique, teint de socialisme, mais en général révolutionnaire et républicain. Les idées saint-simoniennes et fouriéristes se répandaient en France, en Italie, en Allemagne et même en Russie. Le socialisme anglais, à qui nous sommes redevables d'une part de tous les moyens pratiques de combat et d'organisation du prolétariat en classe, et de l'autre des définitions de la sur-plus-value, de la législation ouvrière en tant que palliatif, du rôle du peuple qui seul résoudra la question sociale, etc..., ce socialisme était complètement ignoré sur le continent, et même pour les écrivains socialistes comme Proudhon et Louis Blanc, il restait une « *terra incognita* ». Cependant Proudhon découvrait à nouveau le crédit et la banque populaire, autrement dit : « l'échange équitable du travail » organisé par R. Owen à Birmingham dès 1833 (1).

Mais si sur le continent on ignorait le côté pratique du mouvement ouvrier, les idées générales de solidarité humaine, d'émancipation, d'affranchissement individuel et national, de fraternité internationale se répandaient dans la bourgeoisie avancée. Cette bourgeoisie éclairée, surtout en France, se sentait outragée, opprimée sous le régime de la Restauration et de la Sainte-Alliance des despotes. La moindre opposition politique, toute manifestation libérale étaient supprimées avec une férocité aussi lâche que celle dont fait preuve de nos jours le gouvernement italien. Paul-Louis Courier dans ses pamphlets nous en laissa des tableaux édifiants.

Seulement, comme il arriva au cours de toute l'histoire, les efforts des despotes unis à ceux des prêtres et des brutes galonnées ne parvinrent pas à arrêter le développement intellectuel et social. L'esprit nouveau se manifestait partout : dans les lettres, dans l'art, dans la science... C'était l'époque de romantisme littéraire et de mouvement de renaissance chez les nations opprimées : la Grèce, l'Italie, la Pologne, la Hongrie, tour à tour, ou se battaient pour la liberté et l'affranchissement, ou se préparaient à la révolution.

Ces trois éléments : socialisme, romantisme et nationalisme, donnèrent un cachet si particulier et, disons-le franchement, si sympathique aux démocrates républicains et révolutionnaires de l'époque, Blanqui, Garibaldi, Kossuth, Bakounine, que des centaines d'autres hommes marquants dans la science et la littérature, dans l'art et la politique, sont sortis de ce mouvement.

De nos jours on peut trouver vagues et trop déclamatoires les œuvres des poètes et des écrivains de l'époque, pourtant le romantisme donna une poussée vigoureuse au mouvement révolutionnaire du commencement de ce siècle. En chantant la liberté des passions, le bonheur et l'idéal, les poètes et les romanciers plaidaient la cause de la liberté et du bonheur pour tous, y compris les plus humbles, les déshérités, le peuple tout entier. Béranger, Hugo, George Sand, Eugène Sue, sans parler des poètes et romanciers anglais, allemands, italiens et même des russes et des polonais, tous étaient animés d'une foi noble et humanitaire.

Aimer les humbles et les opprimés, s'inspirer du bien-être populaire, imiter la fraîcheur et la simplicité de la poésie populaire; maudire les tyrans (Hugo, Barbier, Heine); glorifier la vertu populaire, le travail créateur, et, au-dessus de tout, chanter la révolte, l'affranchissement et la solidarité — voilà les sentiments qui dominent aussi chez les poètes et chez les musiciens, comme chez les écrivains et les orateurs politiques. Les mélodies incomparables de Chopin sont puisées dans les chansons populaires; les chefs-d'œuvre de Rossini, de Meyerbeer, de Bellini et de Wagner — l'enfant de ce mouvement — sont un hymne glorieux de liberté et d'affranchissement... La musique n'était pas encore prostituée par le cancan bonapartiste, par la bestialité de la bourgeoisie moderne.

Aussi la science était-elle pénétrée de l'idée de bonheur populaire, et les ouvrages de Michelet, *Le Peuple, Histoire de la Révolution*, et de Lamennais, *Paroles d'un croyant*, sont de beaux témoignages de cette tendance démocratique. Pour montrer jusqu'à quel point la génération de 1830-1848 poussa ses sympathies populaires, je cite ici le passage suivant du discours de Ledru-Rollin, ce porte-voix de la démocratie d'alors :

« Le peuple est l' « Ecce Homo » des temps modernes... mais soyez sûrs que sa résurrection est proche ! Il descendra aussi de sa croix pour demander compte de leurs œuvres à ceux qui l'auront trop longtemps méconnu. »

Toutes ces déclamations poétiques, littéraires et politiques, dira-t-on, ne changèrent en rien les conditions économiques et sociales du peuple. Je le sais bien, et si je m'attarde sur ce sujet, c'est exclusivement pour faire mieux comprendre le succès de la propagande du *vrai fondateur de la social-démocratie*, de Louis Blanc, de qui Engels, dans son histoire du socialisme, n'a pas dit un mot, comme si L. Blanc n'eût jamais existé, et que la Révolution de 1848 n'eût eu place dans l'histoire de notre siècle. Sans connaître l'état général de l'opinion publique de l'époque, il est difficile de comprendre pourquoi Paris, en ce temps, était devenu le centre où se rencontraient les novateurs, les initiateurs de toutes les idées humanitaires et du mouvement révolutionnaire. On ne saurait de même comprendre pourquoi la jeunesse des écoles, polytechniciens et étudiants, se battait dans les rangs du peuple !

Vagues sans doute étaient les formules politiques et sociales que la grande majorité désignait sous le mot d'ordre : « La Réforme » ; peut-être beaucoup de ces combattants pour la réforme sont-ils tombés dans la réaction après les journées de Juin : mais avant la révolution du 24 février, tout le monde, soit socialistes de différentes écoles, soit républicains radicaux, soit réformateurs modérés, réclamait sincèrement la « réforme » pour le peuple, défendait les droits et les intérêts populaires... Car à cette époque les savants et les poètes se mêlèrent à la populace et aux révolutionnaires.

Un Flaubert s'isolant de la vie, un Taine, des Goncourt faisaient des figures bien étranges et semblaient des cas pathologiques à côté de Hugo, G. Sand et d'autres. Les intellectuels d'alors comprenaient bien que la science et l'art indifférents à la vie humaine demeurent stériles, s'atrophient. C'est par un hasard que l'historien Henri Martin, fidèle aux traditions d'autrefois, fut le premier à saluer l'Internationale et à constater avec joie que l'indifférentisme, « ce froid de mort... n'avait pas gagné, ni glacé l'âme populaire ».

Oui, l'indifférentisme n'a pas glacé l'âme populaire. Au contraire, l'âme populaire donne de la vigueur et de l'autorité à ses défenseurs les plus inconséquents, tels que Rochefort, par exemple, qui, ignorant et pervers, peut défier pendant toute une année les efforts des honnêtes intellectuels.

Pour nous, socialistes-révolutionnaires, nobles ou bourgeois d'origine, nous savons quelle force morale et intellectuelle on puise chez le peuple. Aussi, est-ce pour cela que des centaines de mes amis russes défièrent avec tant de courage toutes les atrocités des persécutions ; c'est aussi pour cela que nous préférons les réunions ouvrières aux *raouts* splendidement morbides de la société. L'acte le plus moral est de faire connaître et de défendre les intérêts et les droits du producteur. Quel milieu plus vigoureux que celui des travailleurs? Quel cœur plus généreux que celui d'un combattant pour l'émancipation sociale du peuple?

Tous ces anciens axiomes ont été oubliés par les intellectuels sous le second Empire et la

(1) Voir page 1 du n° 21 des *Temps Nouveaux*, 4e année.

troisième République, ce n'est qu'en ces derniers jours que les plus honnêtes d'entre eux ont commencé à découvrir que le peuple et les révolutionnaires ont gardé intactes la morale, la vigueur et la générosité.

Il paraît que, ces derniers temps, la jeunesse des écoles et les intellectuels se ressaisirent et qu'ils retournent à la tradition d'autrefois. Ils commencent à s'associer aux attaques des socialistes contre les monstruosités de l'ordre politique et social de la troisième République. Nous saluons bien sincèrement leurs premiers efforts, et particulièrement l'admirable « Réponse à M. Monod » par Maurice Vernes (1), qui, sortant d'une réunion où parlèrent les orateurs socialistes et anarchistes, écrit à ses amis académiques :

« Est-il rien de plus beau, est-il rien de plus noble, est-il rien de plus touchant que ce langage !... »

Oui ! il y a quelque chose de plus sublime que ce langage... c'est l'action avec le peuple pour son émancipation économique, intellectuelle et sociale.

C'est ce que la jeunesse instruite de 1830-1848 savait et pratiquait. Blanqui et Barbès en sont des exemples...

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

La besogne des policiers qui ont opéré à la conférence antianarchiste de Rome a été tellement louche et malpropre que les malheureux mouchards ont, dit une dépêche, « engagé leur parole d'honneur (?)... de ne rien révéler de leurs résolutions ».

L'anarchie et les anarchistes ne s'en porteront pas plus mal ; seuls, quelques camarades, exaspérés par les excitations et les vexations policières, voudront peut-être s'en venger. Ce serait le résultat le plus clair de cette internationale de mouchards.

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

MORALE NATIONALISTE. — Que nous disait-on ? Que l'affaire Dreyfus empêche le commerce de marcher ?... Mais au contraire ! Le tout est de savoir s'y prendre, et d'être assez industrieux pour tirer parti des événements.

Je n'en veux pour preuve que la fortune recueillie en quelques jours par la veuve du faussaire et probablement traître Henry. Lundi soir 26 décembre, la souscription ouverte par la *Libre Parole* atteint 111.447 francs. On a rarement vu le faux rapporter aussi fructueusement et à moins de risque.

C'est égal, voilà qui donne une fière idée du sens moral des partisans du sabre et du goupillon. Cette glorification du faux et de la trahison est on ne peut plus édifiante, surtout formulée, comme elle l'est, en excitations à l'assassinat et à l'égorgement de la plupart des Français. Attendons-nous à entendre prêcher la guerre sainte. Cela, certainement, ne tardera pas. Nos officiers, confits en dévotion plus qu'en stratégie, rongent leur frein et manifestent leur impatience. S'ils déclarent n'être pas prêts à la guerre étrangère, depuis beau temps ils sont prêts à la guerre civile — moins dangereuse pour eux. Les Didon, les Dulac et toute la prêtraille hystérique, assoiffée de sang français, prodiguent les excitations au carnage.

Le faux, la trahison, l'assassinat, telles sont les trois vertus théologales des plus patriotes d'entre nos nationalistes.

∴

LA JUSTICE. — Dans une commune du département de la Loire vit une pauvre veuve qui gagne *vingt sous* par jour. Cette femme a commis l'impardonnable crime de s'approprier un billet à ordre de trois cents francs, provenant de la succession de son mari, et comme elle a été déclarée en faillite après le décès de celui-ci, il y a, paraît-il, matière à poursuite. Poursuivre une malheureuse qui gagne vingt sous par jour, vous pensez bien que la magistrature n'y manque pas. On ne se trouve désarmé que devant des escrocs de la taille d'un Esterhazy, des faux témoins de l'importance de Boisdeffre et de Pellieux.

Un juge d'instruction de Seine-et-Oise a sauté aussitôt sur cette proie facile, et l'a citée à comparaître devant lui. Le voyage coûtera à cette femme une soixantaine de francs, soit deux mois de salaire.

Voilà une belle occasion pour la chrétienté de la *Libre Parole* de prouver ses sentiments charitards en ouvrant une souscription pour payer les frais du procès intenté à cette pauvre ouvrière.

A moins que Mme Henry ne veuille bien prélever à cette intention une modique part des cent et quelques mille francs qu'elle doit à la charité des admirateurs de son faussaire de mari.

ANDRÉ GIRARD.

∴

ASSASSINAT. — Rue des Apennins, aux Batignolles, une maison en construction s'est effondrée, entraînant sous ses décombres les ouvriers qui y travaillaient. Cinq sont morts, une vingtaine sont blessés, dont plusieurs en danger de mort. La cause de cette catastrophe ? L'âpreté au gain, comme toujours. Le propriétaire qui fait bâtir n'a qu'une pensée : payer sa maison le moins cher possible et toucher ses loyers le plus tôt qu'il pourra ; l'architecte n'a qu'un souci : contenter son client et bâcler la besogne ; l'entrepreneur n'a qu'un but : tromper sur la qualité des matériaux et avoir le moins possible de journées à payer. Et l'on construit à la diable des murs de carton-pâte, qui, un beau jour, s'écroulent. Il se trouve qu'il y a des morts, des blessés, des mourants, des veuves, des orphelins. On ne pensait pas à cela, tout à la joie du bénéfice prochain. On n'y pensera bientôt plus ; et les catastrophes recommenceront, — jusqu'au jour où les maçons seront leurs propres entrepreneurs, leurs propres architectes, leurs propres propriétaires.

∴

UN JOLI MONSIEUR. — Un nommé Decrion, soupçonné d'espionnage, vient d'être arrêté. C'est, comme l'excellent Rodeau qui fit parler de lui il y a peu de temps, un ancien policier, qui opéra tour à tour pour la sûreté générale et pour le ministère de la guerre. Decrion était un de ces agents provocateurs qui, pour gagner leur ignoble vie, n'hésitent pas à dénoncer les gens les plus innocents, à fabriquer de fausses preuves de culpabilité, etc., tout comme s'ils étaient officiers d'état-major. Notre mouchard avait la spécialité des complots anarchistes ; il expédiait lui-même des paquets de dynamite, qu'il découvrait ensuite avec les félicitations de ses chefs. Et, chaque fois, c'était, pour un tas de braves gens, perquisition, arrestation, perte de travail, ennuis sans nombre, afin que cet individu pût toucher sa prime. Il fit si bien qu'il finit par dégoûter jusqu'à ses chefs, qui le mirent à la porte. Il était tout indiqué pour le ministère de la guerre : il y alla, en effet, et fut recueilli par ce digne colonel Henry. Ils étaient faits pour s'entendre : ils travaillèrent de compagnie. Malheureusement, la mort du grand patriote coupa les vivres à Decrion. Que devenir ? Il marcha sur les traces d'Esterhazy, et fit le commerce des paperasses nationales. Mais voici qu'à l'encontre de son modèle, on l'arrête, on veut le châtier. Que n'a-t-il, aussi, quatre galons à ses manches ?

N. B. — Eugène Le Rendu, complice de Decrion, est membre de la Ligue antisémitique. Saluez !

∴

NOS ANTISÉMITES. — Encore un antisémite, et non des moindres : Albertini, un des chefs de l'antisémitisme algérien. Devant la commission d'enquête sur l'élection Thomson, Albertini (nom bien français, n'est-ce pas, Lasies ?) a été convaincu de faux témoignage et de fraude électorale. Mort aux juifs !

∴

JUGES MILITAIRES. — Devant le conseil de guerre de Toulouse, un sergent comparaissait pour vol. Ce sergent avait des crises de somnambulisme et d'hystérie, crises connues du commissaire du gouvernement ; ses camarades sont venus témoigner qu'il était halluciné et déséquilibré ; le médecin de sa famille a déclaré que son grand-père et sa grand'mère étaient idiots, son père fou, ses ascendants maternels détraqués, sa mère morte tuberculeuse à trente-six ans. Enfin un chef de clinique de la Faculté est venu affirmer que l'accusé était irresponsable. Pour des gens du commun, comme vous et moi, cela saute aux yeux. Mais des hommes bottés, éperonnés, galonnés, empanachés et dont un sabre bat les jambes, ne s'embarrassent pas de ces sortes de choses. Ils ont fait taire ces intellectuels et condamné ce malade à un an de prison.

∴

VŒUX DE NOUVEL AN. — Militarisme de mon âme, réceptacle de toutes les vertus, école de l'honneur et du devoir, institution admirable de progrès et de liberté, effroi des étrangers maudits, soutien du pauvre et de l'opprimé, noble métier des armes enseigné par Dieu même pour la gloire et le bonheur des hommes, je te souhaite — et de tout mon cœur — une année pareille à celle que tu viens de passer.

R. CH.

Italie.

Les conditions sociales du pays deviennent de jour en jour pires et le mécontentement s'élargit chaque jour davantage dans le pays. Le gouvernement monarchique qui étale comme ses gloires les répressions meurtrières par son armée et ses prisons regorgeantes de détenus politiques, fatigue tout le monde : du paysan, qui souffre de la famine, aux hommes de science que son oppression révolte. Rien de plus naturel : tandis que la misère devient de plus en plus aiguë, le gouvernement accroît chaque jour les impôts, et la persécution politique tend à devenir un système permanent de gouvernement.

Quelques faits à l'appui de ces affirmations. A Vicamo (province de Cosenza), les paysans manifestent contre l'accroissement des taxes aux cris : « A bas le municipe ! A bas les taxes ! Nous avons faim ! »

Les gendarmes du pays tuent un paysan, Rocco Antonio Faraone ; mais devant l'exaspération de la foule, ils sont contraints à se barricader dans la caserne. Pour les dégager, il fallut envoyer de Cosenza plusieurs compagnies de troupe.

A l'inauguration de l'année scolaire à l'Université de Parme, les étudiants empêchent de parler le recteur Perozzi, un réactionnaire.

A Urbino, en une même occasion, le professeur Siotto Pintor, en parlant *de la réaction dans le champ scientifique et politique*, prononça un violent réquisitoire, très applaudi par les étudiants, contre la réaction en Italie, et invita les étudiants à se dévouer à la conquête et à la défense de la liberté.

A Cagliari, toujours pendant l'inauguration de l'année scolaire, les étudiants ont sifflé la *Marche royale* et ont empêché qu'on continue de la jouer. Le préfet de la province, qui essaya de placer quelques mots pour blâmer les étudiants, fut contraint au silence. La police alors chassa les étudiants de l'Université.

Dans ces derniers temps, plusieurs conseils municipaux des diverses villes d'Italie, et la majorité des citoyens, ouvriers, professeurs d'université, hommes de lettres, etc., demandent assez humblement à *notre cher et vénéré* Roi l'amnistie générale pour tous les condamnés politiques. Mais le Roi a répondu lui-même — à l'inauguration de la session parlementaire — et fait répondre par ses ministres, que, pour le moment, il ne veut pas qu'on parle d'amnistie, et dans l'avenir, quand on aura la certitude que ces émeutes — « ces attentats, etc., de lèse-patrie, etc. » — ne se renouvelleront plus, il fera peut-être quelque chose en ce sens.

Faciles et tristes prophètes, on peut prévoir que de cette amnistie... en gestation on exclura les anarchistes, contre lesquels la réaction aiguë continue. Cela est si vrai que tandis qu'on permet à nouveau la publication des journaux social-démocrates suspendus au mois de mai et que les tribunaux correctionnels commencent à acquitter quelques socialistes, on continue à empêcher la propagande anarchiste par les imprimés, et les anarchistes continuent sans relâche à être envoyés à la réclusion ou à la relégation.

La liste qui suit n'est la reproduction que des vingt derniers numéros du quotidien social-démocrate *Avanti!* Comme on voit, elle est bien loin d'être complète ; elle ne comprend pas les anar-

---

(1) *L'Aurore*, 1er décembre 1898.

chistes condamnés par les conseils de guerre, ceux condamnés par les tribunaux correctionnels et les *relégués* dans d'autres îles que Ventotene, Ustica et Lipari.

Sont maintenant relégués à *Ventotene* : les camarades Frangioni Giovanni, Venturini Romolo, Mannini Cesare, Felicioli Rodolfo et Bertazzi Alessandro; à *Lipari* : Smorti Adelmo, Paganelli Aurelio, Ferranti Massimiliano, Arrighi Alfredo, Federiconi Attilio, Faina Umberto, Raddi, Olindo, Filippi Francesco; à *Ustica* : Errico Malatesta, Beghini Luigi, Feroci Arturo, Canonici Eugenio, Mori Italo, Fallorni Ettore, Innocenti Cesare, Ferroni Quintino, Cesare Lagi, tous anarchistes. Sont dans les prisons en attendant d'être envoyés aux îles ou en voyage pour y arriver : les camarades Sottovia Ettore, D'Agostini Raffaele et Monticelli, de *Rome*; Baiocchi Tito et Cesare Agostinelli, d'*Ancône*; Giannini Romeo, de *Cesenatico*; Nicchi et Marini, de *Gubbio*; Ugo Lambertini, d'*Imola*; Del Monte Francesco et Grilli Agostino, de *Lugo*; plusieurs camarades de *Rimini* et de *Forli*, dont nous ne connaissons les noms que de Tartagni et Bondi. Des lettres privées nous signalaient l'arrestation et la condamnation aux îles des camarades Rimbotti et Marinini, de *S. Giovanni Valdarno*; Rabitti Teodorico, Zaniboni Federico, Bagnaroli Ugo et Giacinto Donatti, de *Bologne*; Apolloni Ferdinando, Zaccagna Domenico et Barsanti Giuseppe, de *Lucca*; Aristide Ceccarelli et Ettore Gnocchetti, de *Rome*.

Depuis à peu près quatre ans sont relégués : Roberto d'Angiò, Luigi Galleani, Giovanni Gavilli, et plusieurs autres, que nous ne connaissons pas. Gavilli, professeur ès lettres, est aveugle depuis l'âge de quatre ans. La police tout de même croit bon de le garder.

A côté de cette liste, qui est bien loin d'être complète, et que nous poursuivrons dans les prochains numéros, nous ne trouvons que les noms d'un social-démocrate, Croce, de Naples, et d'un républicain, Grassetti, de Senigallia.

On a dernièrement condamné à Voghera, pour association de malfaiteurs, 18 camarades; à Turin, on poursuit pour distribution de manifestes révolutionnaires les camarades Latty Cesare, Zavattero Domenico, Alignani Clelia et Maino Celestina. On a condamné pour association révolutionnaire à 20 mois de réclusion les camarades Prestandrea, Olandese, Sinopoli et Chillino, du journal anarchiste, maintenant supprimé, *Il Ribelle* (Le Révolté), de Reggio-Calabria. Dans ce procès, le tribunal acquittait le social-démocrate Ferrari. Le camarade Luigi Fabbri, étudiant universitaire, condamné parce qu'anarchiste dans le procès des camarades de Recanati, sa ville natale, est poursuivi une autre fois comme tel avec les camarades de Macerata dont il fréquentait l'Université, et sera après envoyé à la relégation. Les camarades Cagnoni, Massini, Sparisci, Ferraccioli, Pagliarini, Raffaeli, Balducci, Antinori Aristeo et Oscar, Perotti, Stillacci, Scutinizzi, Giuli et Agostini, de Foligno, attendent dans les prisons, depuis deux mois, d'être jugés...

*
* *

Le tribunal de Turin condamnait dernièrement à 5 ans de réclusion et à 3 ans de surveillance le camarade Giuseppe Cottino, accusé de *propagande révolutionnaire*.

Nonobstant cette réaction, les camarades poursuivent la propagande. Ils viennent de faire paraître clandestinement la brochure : *Una pagina di storia del Partito Socialista-Anarchico*. C'est le compte rendu du procès Malatesta et compagnons d'Ancône.

Et ils poursuivront dans la propagande et dans la lutte contre toute violence, contre toute calomnie. On n'aura pas raison, avec des condamnations et la relégation, d'un mouvement qui répond aux besoins du pays et qui a, depuis si longtemps, tant de propagandistes dévoués.

N. S.

*
* *

La royauté et la féroce bourgeoisie italiennes veulent se payer encore quelques massacres genre Milan.

Malgré l'excellence des récoltes, cette année, le blé est encore à un prix exorbitant : 28 francs le quintal, dans le pays d'Umberto.

Et voilà un individu qui a le toupet de réunir un congrès contre l'anarchie!

Continuez vos prix de famine, mes chers bourgeois! vous en ferez l'anarchie plus grande, plus forte, universelle, et cela malgré tous vos congrès et vos lois de police internationales!

(D'après le député M. Colajanni dans *Nuova Antologia*, 16 novembre 1898.)

Belgique.

BRUXELLES. — Les camarades Rodriguez et Thioulouze, que la police avait arrêtés pour affichage de placards séditieux, viennent de passer en jugement. Tous deux se sont hautement reconnus anarchistes. Rodriguez a été condamné à treize mois de prison et Thioulouze à onze mois.

Comme quoi il n'y a pas besoin de lois scélérates pour que les juges qui prononcent des arrêts soient des êtres ignobles.

Iles Hawaï.

Les soldats du *1er New-York Volunteers* sont décimés par la fièvre typhoïde. Il ne se passe presque pas de jour sans un enterrement militaire. Et cela pendant que les *civils* jouissent de l'excellent état sanitaire habituel à notre doux climat. Les médecins font une enquête à ce sujet, mais le sort des troupiers ne s'améliore pas pour cela. La cause ne serait-elle pas tout simplement le militarisme?

*
* *

Les lois américaines ont beau prohiber l'émigration des ouvriers sans contrat, les planteurs de nos îles n'en tiennent aucun compte. Chaque navire venant d'Orient débarque 600 à 700 coolies japonais et chinois. Du 1er août à fin janvier, le nombre des esclaves dans les plantations aura augmenté de 10.000 environ.

On a importé aussi de la Galicie une centaine de Polonais. Mais ceux-là ne veulent pas courber l'échine et préfèrent la prison à l'esclavage des plantations. Vingt-deux d'entre eux étant mineurs, leurs contrats furent cassés. On leur proposa alors de travailler comme ouvriers libres. Mais ils refusèrent de faire plus de huit heures par jour.

*
* *

Il règne toujours une certaine effervescence parmi les Japonais. Ils continuent à déserter les plantations et à tuer par-ci, par-là, quelque surveillant. Mais ils ne sont pas encore prêts à un mouvement d'ensemble contre l'exploitation des planteurs.

A. K.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

BORDEAUX. — Le samedi soir 7 janvier 1899, à 9 heures, au café de l'Union (sous-sol), rue des Augustins, aura lieu une soirée familiale où il sera discuté des questions intéressantes et urgentes.

Causeries, récits, poésies accompagnées de chants révolutionnaires.

Le principal but de cette soirée est de resserrer davantage l'union des libertaires bordelais et donner une force plus hardie et plus efficace à la propagande *anti-autoritaire*.

Le Groupe espère que les compagnons y mettront de leur propre initiative pour prouver, une fois de plus, leur sincérité et leur amour de l'idéal anarchiste.

*
* *

ARLES.—Le camarade de Gilles, 1, rue de la Trouille, se propose de faire la propagande des journaux anarchistes dans les campagnes, mais il lui faudrait pour cela une petite voiture, dite baladeuse, que ses moyens ne lui permettent pas d'acheter. Si quelque camarade en possède une qui ne lui serve pas, il ne pourrait mieux la placer.

*
* *

VERVIERS. — Réunion tous les samedis, de 8 heures à 10 heures du soir, à Stembert, au lieu convenu. Il sera traité, à chaque réunion, de l'anarchie et des causes de notre misère.

Prière à tous les camarades d'y assister.

Demander chez tous les principaux marchands de journaux les publications libertaires.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Fondements de l'éthique, par E. de Roberty; 1 vol., 2 fr. 50, chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

Les Deux Justices, par J. Ajalbert; 1 vol., 3 fr. 50, *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.

A signaler, en attendant d'en parler plus longuement, parmi les livres reçus : *Oh! les jolis animaux!* avec 15 planches en couleurs; un petit livre d'étrennes, à l'usage des enfants, de notre ami Azoulay, chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

A lire :

La Feuille, n° 22 : *Elle n'est pas folle.*
Tripotages, U. Gohier, *Aurore*, 23 décembre.
Parade d'exécution, Paul et Victor Margueritte, *Echo de Paris*, 24 décembre.
Trop tard, H. Leyret, *Aurore*, 25 décembre.

PETITE CORRESPONDANCE

J. H., à Rotterdam. — Un de nos abonnés nous offre de nous acheter de vieux timbres de Hollande. Pouvez-vous nous en récolter quelques-uns. Des chiffres-taxe, si vous pouvez?

N. T. D., à Dison. — Le camarade a été prévenu qu'il serait expulsé s'il mettait le pied en Belgique.

Un socialiste. — Nous pensons comme vous, et c'est ce qui nous aide à persévérer.

Avvenire, de Buenos-Ayres, et Question sociale, de Paterson. — Suspendez l'envoi aux coatti de Pantellaria, le directeur s'emparant des numéros que vous leur expédiez.

Giuseppe C., de Londres. — Notre camarade Roberto d'A. vous a envoyé de Pantellaria une carte au commencement de novembre. Il désire une réponse.

El Español, à Cordoba. — Vos exemplaires sont affranchis insuffisamment.

Reçu pour la brochure à distribuer : Produit d'une souscription faite par le camarade Pépin, d'Amiens : Pépin, 0 fr. 10; Dacheux, 0 fr. 20; Léon, 0 fr. 25; Ségard, 0 fr. 25; Rupert, 0 fr. 15; Entre camarades, 0 fr. 50; Exemple, 0 fr. 50; Dumont Auguste, 0 fr. 25; S. Gressier, 0 fr. 20; V. Poucet, merci de ton renseignement, 0 fr. 50; Un vieux Peinard, 0 fr. 25; Fasquel, 0 fr. 25; Un anarcho, 0 fr. 20; Un émule de Vaillant, 0 fr. 20; Un anarcho, 0 fr. 20; Mme Dumont, 0 fr. 20; Sa sœur, 0 fr. 10; Hallé F., 0 fr. 10; Une compagne, 0 fr. 10; Vive la Liberté, 0 fr. 10; Vive Etiévant, 0 fr. 25; Lebrun, 0 fr. 10; Un souffrant, 0 fr. 25; Un mécontent, 0 fr. 25; Georges Marc, 0 fr. 25; Tambour, 0 fr. 20; Lavenir, 0 fr. 10; Basseur, 0 fr. 10; Bastien, 0 fr. 10; L'Indépendant, 0 fr. 20; Le dernier sou d'un esclave, 0 fr. 10; Longuet, 0 fr. 10; Lefebvre, 0 fr. 20; Anonyme, 0 fr. 50; Forbras, 0 fr. 25. Ensemble : 7 fr. 55. — Barré, Vila et Liébrard, 2 fr. — Augusty, 0 fr. 50; Marty, 0 fr. 50. — Listes précédentes, 27 fr. 05. — Total général : 37 fr. 60.

Reçu pour le journal : Saint-Amand : M. B. et B. J., 3 fr. — B., à Genève, 20 fr. — Cinq lecteurs, 5 fr. — Collecte entre camarades Farvinois, 2 fr. — Barré, Villa et Liébrard, 2 fr. — N., à Marseille, 20 fr. — F. R., à Gand, 2 fr. 60. — E. R., 9 fr. 50. — V. L., 1 fr. 05. — N. T. D., 4 fr. — Lyon : Un plâtrier savoyard, 1 fr.; Un ébéniste anarchiste, 1 fr.; Augier, 43, rue Chaponnay, 5 fr. En tout : 7 fr. — Un socialiste, 10 fr. — De quelques camarades de Saleux : Un persévérant, 1 fr. 60. Un camarade d'Etiévant, 0 fr. 50; pour Elle toujours, 0 fr. 50; les Solidaires, 5 fr. 75; Un partisan, 1 fr.; Un soldat de la Révolution, 1 fr. 65; la République dans la mélasse, 0 fr. 50 : Ensemble : 10 fr. 90. — Logeat, 1 fr. 35. — Merci à tous.

V. B., à Puget-Ville. — P. A., à Angers. — A. K., à Honolulu. — D., à Bourg-de-Péage. — R., à Nîmes. — M., à Verviers. — N., à La Charité. — Coopérative, Lyon. — B., à Narbonne. — G., à Arles. — P. P., à Mantes. — M., à Reims. — V., à Nîmes. — Spring Walley (par le *Libertaire*). — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Reims

Chez Marquette, 163, rue de Barbâtre.

Le camarade porte en ville. On y trouve également toutes les publications anarchistes.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE

QUATRIÈME ANNÉE, N° 37 DIX CENTIMES DU 7 AU 13 JANVIER 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

L'AN 1899

Voici le nouvel an. Il ne reste plus que deux années de vie à ce dix-neuvième siècle et nous lui demandons quand donc il va tenir sa promesse — la Révolution sociale?

Comme nous étions sûrs, il y a vingt ans, que la Révolution — la Grande, la Sociale — ne tarderait pas de venir avant la fin du siècle; qu'elle renverserait tout ce vieil échafaudage de survivances qui nous écrasent; qu'elle jetterait les fondements d'un nouveau développement de l'humanité. Et si peu qu'il en reste de ce siècle, nous gardons notre espoir.

Surtout, toujours, nous avons fondé nos espérances sur la France. C'est sur elle encore que nous les basons aujourd'hui.

Pas un seul régime, depuis la grande Révolution du siècle passé, n'a vécu plus de vingt-cinq années. L'affaire de laisser pousser une nouvelle génération! La tâche de la nouvelle génération est bien plus immense, nous le savons, que celles des générations précédentes. Manquerait-elle donc pour cela à son devoir? La république bourgeoise, la république monarchiste, traîne déjà depuis plus de vingt-sept ans; elle dévore les années de ce qui est appelé à lui succéder. Il est bien temps qu'elle cède sa place à l'ère nouvelle.

Par ce délai de la Révolution, les idées ont certainement gagné, sans doute, en extension au sein des masses populaires, en profondeur parmi les révolutionnaires eux-mêmes. La Révolution sera bien plus profonde aujourd'hui qu'elle ne l'aurait été, il y a dix ans. C'est vrai. L'idée anarchiste surtout s'est précisée et a gagné des sympathies. Enfin le terrain a été préparé pour le principe fédératif, pour l'indépendance de la commune, pour l'abolition de la pieuvre aux mille bras, l'Etat, pour la conception de l'inutilité aussi bien que de la nuisibilité du capitaliste. C'est déjà quelque chose.

Mais, pour cela, nous ne dirons pas avec le poète : « Oh! tarde de venir, toi, sainte, désirée! »

Une seule révolution n'accomplira pas *tout*. Mais elle préparera le terrain pour l'évolution et les révolutions suivantes. Si peu, d'ailleurs, que la prochaine révolution parvienne à réaliser, si peu qu'elle réussisse à démolir, et si peu nets que puissent être les nouveaux principes dont elle jettera les fondements pour l'évolution et à l'enseignement du vingtième siècle — si peu qu'elle fasse — qu'elle le fasse donc, sans plus tarder!

Quand nous pensons seulement aux millions et millions qui souffrent la faim, écrasés, perdant jusqu'au sentiment de la dignité humaine sous le poids de leur misère — nous nous écrions : « Viens, viens donc, travaillons à ce « qu'elle vienne — ne serait-ce que pour alléger ces misères! » Que ceux sur lesquels notre époque pèse si lourd puissent, du moins, avoir une lueur d'espoir, une amélioration quelconque de leur sort! Qu'ils redressent seulement leurs dos courbés, que leurs enfants cessent de s'étioler dans les mines et les usines! Qu'il y ait, au moins, du pain pour tous!

Et enfin — que les souffrances atroces de nos frères à Cayenne, à Schlusselbourg, à Montjuich, dans les casemates, les mines, les marais empestés, les bataillons de punition, les bagnes, les prisons, trouvent seulement un soulagement. Ceci, du moins, la révolution le saura faire; car, aujourd'hui, elle ne peut plus ne pas être internationale, elle ne peut plus ne pas éclairer de ses lueurs et ne pas saisir de ses tressaillements jusqu'aux pays les plus arriérés.

Non — « ne tarde plus de venir, toi, sainte, désirée! »

Ce sera notre faute, notre honte, à notre génération, si elle hésite encore, par peur des canons allemands, si elle ne lève, avant la fin de ce siècle, son étendard du peuple révolté.

PIERRE KROPOTKINE.

LES BOURGEOIS SERONT TOUJOURS DES BOURGEOIS

La Ligue pour la « Défense des Droits de l'Homme », fondée dès le commencement de l'*Affaire Dreyfus* et qui n'a guère fait parler d'elle qu'à ce propos jusqu'alors, serait, paraît-il, en état de crise, à propos de la campagne menée par certains de ses membres en faveur de l'abrogation des « Lois scélérates », campagne que d'autres ligueurs ne verraient pas d'un bon œil.

Nous nous demandons, d'ailleurs, comment le grand nombre des réactionnaires qui composent cette société, tous anciens complices — sous le titre d'opportunistes et même de radicaux — de Gambetta et de Jules Ferry, ces deux célèbres malfaiteurs de la République, ennemis jurés entre autres du prolétariat parisien, pourraient avoir l'audace de réclamer l'abrogation de lois qu'ils ont acclamées, glorifiées même, en leur qualité de *bons républicains* de gouvernement qu'ils s'affirmaient alors et qu'ils sont encore aujourd'hui, nous le verrons tout à l'heure.

Voit-on, par exemple, Mᵉ Trarieux, président et fondateur des « Droits de l'Homme », poursuivant au Sénat l'abrogation des « Lois scélérates » votées à l'instigation du haineux et misérable Ch. Dupuy, alors que ce président actuel du ministère était le chef de file du cabinet dont lui, Trarieux, tenait le portefeuille de la Justice!

Quelle facile et terrible réponse il s'attirerait!

« Tournez-vous donc, qu'on vous voie », lui répliquerait le lourd cuistre qu'est Dupuy.

« Mais, vous-même, mon cher ex-collègue, est-ce que vous n'avez pas présenté à l'adoption du Sénat, dont vous faites le plus bel ornement, une loi plus *scélérate* encore?

« Est-ce que vous n'avez pas fait voter une loi qui, sous prétexte d'assurer la défense du territoire, enrégimente tous les employés et tous les travailleurs des chemins de fer et les livre à la justice militaire en cas de grève générale? Est-ce que *votre* loi ne place pas ainsi toute une catégorie de citoyens dans cette inflexible alternative : ou subir à merci tous les dénis de justice, toutes les féroces exploitations des grandes Compagnies dont vous vous êtes constitué le garde-chiourme en chef, ou être livrés à toutes les sinistres gaietés du sabre qui caractérisent la justice des Ravary et autres défenseurs de l'Etat-major?

« Est-ce que, depuis, vous avez témoigné le moindre regret de votre propre ouvrage? Avez-vous fait par hasard votre *meâ culpâ* de cette infamie dont vous êtes le seul auteur responsable? — Non, n'est-ce pas? Eh bien! alors, de quel droit venez-vous nous tracasser? »

Cette *Ligue des Droits de l'Homme*, d'ailleurs, nous a toujours fait hausser les épaules.

Depuis qu'elle existe en effet, elle n'a même pas encore tenté d'agir sur les gouvernants pour les sommer d'avoir à faire respecter les droits constitutionnels religieux et civiques des Juifs et d'avoir à traiter comme des brigands qu'ils sont les Max *Régis*, les *Drumont* et leurs complices avérés.

A quoi sert cette ligue, dès lors? — A moins qu'elle n'ait en vue que de refaire une virginité politique à de malfaisantes personnalités, tels les Ranc, les Yves Guyot, les Joseph Reinach et autres, justement tombés dans le mépris des républicains sincères et désintéressés.

Quant à ceux qui y ont adhéré dans le naïf espoir qu'elle prendrait réellement en mains la défense des Droits de l'homme et du citoyen, qu'ils se méfient de leurs propres traditions autoritaires. C'est ainsi, par exemple, que le numéro du 30 décembre dernier de l'organe de la Ligue contenait, sous la signature de M. Pierre Bertrand, un article sur l'abrogation des Lois scélérates — article favorable à cette abrogation renfermant l'alinéa suivant :

« Il faut que cette abrogation soit le cadeau de « l'an 1899 offert par les intellectuels au peuple. « Il l'a bien mérité! » (*sic*).

Ne croirait-on pas rêver en lisant de semblables lignes tombées de la plume d'un écrivain qui se pique d'être révolutionnaire!

Ainsi ce n'est pas parce que « scélérates » sont les lois dont on demande l'abrogation! Mais c'est surtout parce que le peuple de Paris a été bien *sage* aux yeux des « intellectuels » qu'il faut lui faire ce *cadeau d'étrennes*; comme récompense!

N'est-ce pas écœurant de naïveté ou d'impudence! Et comme le peuple de Paris doit être fier de se voir tenu par ces braves gens en si haute estime!

Ah! Messieurs les bourgeois, vous êtes bien irrémédiablement condamnés à mourir bourgeois!

G. Lefrançais.

LA CONFÉRENCE ANTI-ANARCHISTE

Les policiers internationaux, réunis à Rome, ont bien fait leurs affaires. D'abord les diplomates gênaient les policiers — ces protecteurs des Drion à Paris et des Coulon en Angleterre. Aussi ont-ils fait au fond deux congrès : les ambassadeurs à part, les policiers à part. Et ces derniers ont seuls fait de la besogne sérieuse. Ils ont constitué leur *mafia* et leur *camorra* pour le brigandage international sur le dos des anarchistes. En vraie *camorra*, ils ont brûlé tous leurs protocoles, afin qu'il ne reste aucune trace de leurs conspirations. Attendons-nous à une avalanche d'agents provocateurs.

∴

Le journal *Avanti* a été saisi pour avoir inséré une lettre dans laquelle Kropotkine disait que ni lui ni Grave n'avaient évidemment jamais écrit à cette assemblée de policiers internationaux, réunis à Rome. Le journal fut forcé de refaire une nouvelle édition, avec l'espace occupé par cette lettre laissé en blanc.

∴

On sait que le but principal de la conférence, l'extradition des anarchistes, a échoué parce que « l'Angleterre, la Belgique et la Suisse » ont refusé d'adhérer à cette proposition.

Et la France? Les alliancistes auraient-ils donc commis cette nouvelle canaillerie, d'adhérer à cette monstrueuse proposition, toujours pour obéir à leur maître de Pétersbourg?

Ils en sont bien capables.

Boulanger ayant fait défaut, c'est un Napoléon, protégé par la Russie, qu'il leur faut. — « Donc, cher maître, ordonnez! »

NATIONALISME

Il n'y a pas de meilleurs arguments que les faits. Voici deux exemples que nous soumettons aux nationalistes, et qui montreront, mieux que toute discussion théorique, ce que vaut leur idéal.

Les Anglais sont un mélange de peuples très nombreux et très divers (Celtes, Romains, Saxons, Angles, Danois, Norvégiens, Normands et Français). Nul pays n'a été plus souvent envahi et conquis que l'Angleterre. Elle a, de plus, servi de refuge aux fugitifs des autres nations, Flamands, vaudois, huguenots, qui se sont incorporés à elle. Les Anglais n'ont jamais empêché qui que ce soit de venir se mêler à eux, et n'ont jamais rejeté de leur pays les éléments étrangers qui s'y étaient installés.

Résultat : grande vitalité, énergie, initiative, sentiment plus développé qu'ailleurs de la liberté individuelle. Le peuple anglais a envahi le monde entier, peuplé toute l'Amérique du Nord; sa langue est de beaucoup la plus répandue, elle se parle dans tous les coins du globe. C'est le peuple actif et fort par excellence, et c'est, en somme, celui dont le joug est le moins barbare aux colonies, celui qui respecte le plus la personnalité des indigènes. C'est le représentant de la civilisation commerciale et industrielle (basée sur le travail... mal réparti, mais enfin le travail), par opposition à la civilisation théocratique et militaire (basée sur l'ignorance et la force).

L'Espagne (1), au contraire, a toujours eu pour devise : *L'Espagne aux Espagnols*. Durant tout le cours de son histoire, elle s'est efforcée de conserver sa race intacte, et y a assez bien réussi, car les Espagnols actuels sont les descendants fort peu mélangés des anciens Ibères. L'Espagne (qui n'est nullement un pays de race latine, comme on le répète si souvent), l'Espagne, bonne nationaliste, a constamment chassé de son sein les éléments étrangers, qui faisaient son activité et sa richesse : les Juifs (commerce), les Maures (agriculture).

Résultat : l'Espagne se meurt, l'Espagne râle dans la misère, sous la botte des soldats et sous la sandale des moines. Elle représente on ne peut mieux cette civilisation théocratique et militaire qu'on veut restaurer chez nous. Il n'y a plus rien en Espagne : ni agriculture, ni industrie, ni science. Le peu d'activité qui s'y montre est le fait d'étrangers, Français ou Anglais. Chaque fois que, dans l'histoire, le gouvernement espagnol a eu besoin d'emprunter, il a dû recourir à des étrangers. Pour des nationalistes, c'est dur. L'Espagne est en proie à la superstition et à la cruauté, aujourd'hui comme au moyen âge : bûchers de l'inquisition, barbarie de la conquête du nouveau monde, combats de taureaux, joug atroce aux colonies, répressions féroces, tortures de prisonniers politiques, etc. Toute la lyre. Voilà ce que *l'Espagne aux Espagnols* a fait d'un peuple brave et fier.

Voilà ce que *la France aux Français* veut faire de nous.

René Chaughi.

(1) Je me borne à résumer une leçon du professeur Hervé (Ecole d'anthropologie : cours d'ethnologie).

LE CÉSARISME

III

On sait d'avance ce que la coalition monarchiste-césarienne va nous répondre.

On nous dira : « C'est bon pour vous, anarchistes, qui vivez de rêves, de traiter légèrement ces questions nationales. Mais, nous autres, nous savons que l'empire allemand guette le moment de nous arracher de nouvelles provinces, de démembrer la France, ou, du moins, de l'écraser de contributions, d'occuper nos villes, de nous imposer le régime du sabre prussien. Pour nous, c'est une question de vie ou de mort. Et c'est pourquoi nous sommes prêts à sacrifier nos libertés pour nous débarrasser de ce cauchemar — l'envahissement. »

C'est ce que l'on va nous dire — et cependant ceci ne nous touche nullement.

∴

Il suffirait, en effet, de relire ce que Bakounine écrivait, lors de la guerre de 1870, dans ses « Lettres à un Français sur la crise actuelle », ou ce qu'il écrivit immédiatement après la guerre dans son « Empire knouto-germanique »; il suffirait de relire ce qu'ici même nous avons écrit maintes fois sur la question des nationalités, pour comprendre que pareille réponse ne s'adresse pas aux anarchistes.

Nous ne traitons pas légèrement les questions de nationalité, et nous sommes fermement persuadés que tant qu'il y aura des Etats, — qu'ils s'appellent empire, royaume, république bourgeoise, ou même république social-démocratique, — le danger ne cessera d'exister, pour les nations moins fortes, d'être envahies, écrasées et exploitées par leurs voisins plus forts.

Si faible que soit la France, Ferry ne proposait-il pas, il y a quinze ou seize ans à peine, à l'Allemagne, à l'Italie et à l'Autriche de partager la Suisse? — On le sait aujourd'hui. Et l'on sait que si l'Allemagne refusa l'aventure, c'est uniquement parce qu'elle ne trouva pas le moment assez opportun.

Tant que la bourgeoisie régnera et tant qu'il y aura des Etats — le danger de l'envahissement restera. Et il existe, très sérieux même, pour la France.

∴

Nous dirons plus. Nous sommes convaincu que le triomphe de l'Allemagne en 1870 a retardé la révolution sociale pour bien des années.

De deux façons. Le triomphe de l'Allemagne fut le triomphe du militarisme en Europe, du despotisme militaire et politique; et il fut en même temps le triomphe de l'Etatisme, du culte de l'autorité, ainsi que du capitalisme étatiste, dans les idées de toute une génération. Si ces idées emprisonnent l'esprit européen en ce moment, — l'esprit même des révolutionnaires — nous le devons pour beaucoup au triomphe de l'empire militaire allemand. Et d'autre part, si la France en ce moment est si prête à se laisser glisser sur la pente du césarisme — au lieu d'être l'avant-garde du mouvement communaliste-communiste vers lequel la menait son évolution, — c'est encore une conséquence de la débâcle de 1870.

∴

Une nation qui, à une journée de marche de sa capitale, a une forteresse étrangère comme Metz, où un demi-million de soldats, avec armes et bagages, peuvent être rassemblés en temps de paix, pour être lancés en vingt-quatre heures sur la capitale, une nation placée dans ces conditions, avec d'autres forteresses sur ses flancs, est forcément arrêtée dans son développement naturel. Metz et Strasbourg ont sur la France l'effet de la citadelle russe qui domine la Pologne à Varsovie, l'effet qu'eut le quadrilatère autrichien sur l'Italie, l'effet qu'eurent les forteresses turques tenant la Serbie sous leurs canons jusqu'en 1878, — l'effet de retarder toute l'évolution de la France, de diriger l'esprit au dehors, au lieu de le tenir fixé sur les affaires intérieures. Et ce que nous constatons à regret, c'est que même les partis avancés en Allemagne, c'est-à-dire les démocrates plus ou moins socialistes, ne comprennent pas cela et ne demandent pas chez eux que Metz soit rasée comme le fut Luxembourg.

Pour reprendre son évolution naturelle, la France doit se débarrasser des forteresses allemandes aux portes de Paris. Elle doit cesser de sentir peser sur elle la crainte — bien fondée — d'un envahissement et d'un démembrement. Elle doit se sentir capable de résister à un ennemi qui n'attend que le moment favorable pour lancer une armée, plus nombreuse que l'armée française, sur le territoire français.

∴

Est-ce assez net? — La situation militaire actuelle est un danger. Elle est un empêchement au développement normal de la France. Elle doit cesser. — Que fallait-il donc faire pour faire cesser ce danger?

Comprendre d'abord que dans la phase de

développement que représente la France, elle et l'Angleterre sont les deux nations les plus avancées vers la Révolution sociale; et que, sous peine de faire fausse route et, par conséquent, de rétrograder, — ce qui, pour une nation, comme pour l'homme isolé ou pour un parti, devient toujours, sans exception, une menace de mort, — ces deux nations sont forcées de marcher franchement, sans perte de temps, vers la solution de la question sociale.

La France, dans la personne de ses meilleurs représentants, — les travailleurs et les hommes éduqués et honnêtes, — devait se mettre à la tête du mouvement social dans tout son ensemble. Du moins, ceux qui prétendent éclairer l'opinion publique devaient-ils en prendre l'initiative. La presse radicale, intransigeante, avait pour devoir — bien autrement sacré que celui de défendre la justice militaire — de se mettre à la tête de ce mouvement vers la socialisation des moyens de production d'une part, et vers l'abolition de cette pieuvre — l'Etat.

Du moment où la France se fût mise à la tête du mouvement social de notre époque — c'était d'ailleurs son devoir, indiqué déjà par les deux grandes révolutions qu'elle a vécues, tandis que l'Allemagne se prépare seulement à faire son 1848, — du moment où la France fût devenue le foyer où les immenses questions à l'ordre du jour eussent été débattues en pleine lumière, avec la lucidité de l'esprit français et avec la force pratique d'organisation spontanée que la nation française possède au plus haut degré (nous le disons en pleine conscience et sommes prêt à le prouver) — elle devenait invincible.

Non pas par ses canons, mais surtout par la force d'attraction qu'elle aurait exercée sur l'Europe entière. Aujourd'hui, quand on voit les radicaux français, les intransigeants même, courir tantôt après le cheval d'un militaire, tantôt après la traîne d'une impératrice, ou se promenant bras dessus dessous avec un Esterhazy — c'est le mépris de la France que ces monarchistes et ces césariens ralliés à la monarchie inspirent en Russie, en Allemagne, en Angleterre; parce que les Russes, les Allemands, les Anglais les prennent pour des représentants de la nation française, alors qu'ils n'en sont que les traîtres.

Les traîtres et les imbéciles! Car il faut bien l'être pour croire toujours que ce furent les grands capitaines et les généraux qui firent la force des armées françaises de 1793 à 1811, alors que ce furent les grands principes — l'abolition du servage, suivant le drapeau tricolore — qui en fit la vraie force. Du moment que l'abolition du servage ne suivit plus l'armée de Napoléon en Russie, le grrrand Napoléon fut aussi bête que le petit, son successeur, et que le seront tous les successeurs préparés, en ce moment, par les monarchistes et les césariens, leurs alliés et leurs ralliés. Il commit bêtise sur bêtise, — la plus énorme, sans parler des autres, étant celle d'avoir à se battre contre une armée qui lui tenait tête, alors qu'en Allemagne et en Italie il était reçu par le peuple les bras ouverts, et n'avait qu'à disperser des soldats qui ne demandaient pas mieux puisqu'ils voyaient dans les Français des libérateurs, et non pas de simples pillards conduits par un maniaque.

.·.

Faire que pour le travailleur et le paysan la France devienne en effet une patrie, — un pays d'avant-garde marchant vers la Sociale. Du moins, travailler à cela!

Faire enfin, — ce qui eût été bien plus facile encore, — que la France, patrie de la Commune, s'achemine du moins vers l'abolition de la centralisation qui la tue; qu'elle secoue la vermine des ministères et du fonctionnarisme qui la rongent; que ses communes deviennent enfin des communes, libérées du joug césarien, impérial qui aujourd'hui, après vingt-sept ans de République, tue la vie du pays tout autant qu'il la tuait sous Napoléon III.

De quel droit ces « radicaux » — ces césariens — s'appellent-ils, enfin, radicaux, si jamais ils ne font rien, même pour républicaniser la France? si la question sociale les laisse froids? si le bien-être du travailleur ne leur revient à la mémoire que lorsqu'il faut briller à la tête d'une souscription? si la liberté des communes — unique fondement solide de toute république — ne les intéresse guère? si tout leur soi-disant radicalisme consiste dans quelques paroles de sympathie adressées de temps en temps — sous la censure de Pétersbourg — à quelques révoltés, ou dans le trimballage des vieux chiffons, tels que « la séparation de l'Eglise et de l'Etat » qui peut dire tout ce que l'on voudra?

.·.

Ah! nous savons la réponse que l'on va nous faire : — « La France n'était pas préparée pour cela. » C'est d'abord un mensonge piteux, puisqu'il fallut toute la force de la prêtraille, tout l'argent des monarchistes et tout le talent de Rochefort pour l'arrêter dans son mouvement vers le socialisme et la lancer, la passionner pour le boulangisme, l'antidreyfusisme et l'antisémitisme. Mais lors même que ce serait ainsi, qu'a-t-on fait dans les milieux césariens pour réveiller ce courant? — Rien, absolument rien! On a prêché tout le contraire — le retour à la dictature militaire, au césarisme!

— « C'est Boulanger qui va nous faire tout cela! » Voilà le refrain que nous ont chanté les exploiteurs des Panamas du journalisme : le boulangisme, l'alliancisme, l'antisémitisme, le militarisme.

Mais enfin, descendons encore d'un degré; ne leur parlons pas d'idéal, qu'ils ont si bien travaillé à étouffer. Regardons-les dans les questions terre à terre de la défense de la France et voyons ce qu'ils ont fait.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

JUSTICE CIVILE. — Trois mois de prison à Lafond, gérant du *Libertaire*, pour apologie de faits qualifiés crimes. — Pas de poursuites contre ceux qui, quotidiennement, font l'apologie du faux d'Henry, fait qualifié crime.

Nous non plus, notre justice n'est pas la leur.

On n'a pas hésité, d'autre part, à exécuter l'éventreur Vacher, celui-là indubitablement fou. Aucun intérêt de caste n'était en jeu; Vacher était un pauvre diable quelconque, dont l'abominable instruction cléricale et la criminelle organisation sociale avaient détraqué le cerveau; Félix le Bel...luot, absorbé en la contemplation de Sa Sottise, dédaigne comme une occupation trop inférieure de sauver la vie d'un être humain, et la tête de cet aliéné est tombée sous le couperet. Moyen commode et radical de soigner les gens!

LA JUSTICE MARITIME. — Un père de famille de Dinan, âgé de quarante-six ans, employé dans une épicerie, eut la malheureuse idée de s'embarquer, pour gagner un peu plus, sur une goélette de pêche en partance pour Terre-Neuve.

Ce fut, dès le premier jour, un match de férocité entre le capitaine et le maître d'équipage, inventant chaque jour des supplices nouveaux à infliger au « terrien ».

Arrivé à Saint-Pierre, le malheureux tente de s'échapper à la nage. Il est repêché et les tortures redoublent jusqu'au jour où il expira.

Les deux tortionnaires ont comparu devant le tribunal de Dinan. Le capitaine a été condamné à *un mois*, et le maître d'équipage à *trois semaines* de prison. C'est pour rien!

ANDRÉ GIRARD.

REVOLVER CHIC. — Vous vous souvenez de Mme Paulmier, cette femme d'un député qui, offensée par un entrefilet de la *Lanterne*, s'en alla tuer à coups de revolver, au hasard de la fourchette, un journaliste qui n'en pouvait mais. S'il n'en mourut pas, c'est miracle. Mme Paulmier vient d'être acquittée; c'est parfait. Qu'on acquitte tant qu'on voudra, ce n'est pas nous qui nous en plaindrons. Mais puisque Mme Paulmier a allégué, à l'audience, son honneur à défendre, demandons-lui s'il n'est pas plus déshonorant d'assassiner que d'être calomniée!

Et demandons-nous, nous, si la cour, l'avocat général et le jury eussent été aussi indulgents envers le couteau à 18 sous d'une pauvre bougresse, qu'ils l'ont été pour le revolver à 80 francs de la grande dame?

CHARITÉ FORCÉE. — Le préfet de police a fait remettre 15 francs à M. Hinque (dont la fille a tiré sur le juge Boursy), a payé son terme et lui a proposé de le faire admettre à l'asile de vieillards de Villers-Cotterets.

De ce zèle charitable, bien tardif, tout le mérite revient à l'acte de vivacité de Mlle Hinque, qui a attiré l'attention sur l'iniquité dont se mourait son père, et a forcé la main aux gouvernants. Eux-mêmes l'avouent : « Si l'on veut que nous fassions justice, il faut nous y contraindre par la violence. » Si Mlle Hinque avait été bien sage, son père, à l'heure qu'il est, fût mort de misère.

On parle de la déclarer folle, *par ordre*. Il ne le faut pas. Il faut qu'elle soit jugée — et acquittée, ainsi que vient de l'être la femme Paulmier (pour employer l'argot des juges) infiniment moins excusable.

C'est un précédent. Qu'il serve!

L'AME D'UN POLICIER. — Le tribunal correctionnel du Mans vient de condamner à un an de prison, pour faux témoignage, l'agent de police Husson, secrétaire du commissaire. Husson avait été payé par un mari en instance de divorce, pour créer des preuves d'adultère contre sa femme. Husson alla faire des descentes de police dans un café interlope, et menaça la patronne de faire fermer sa maison si elle n'acceptait pas de venir affirmer en justice que Mme Bordereau — l'innocente épouse — était une habituée, en galante compagnie, de ses cabinets particuliers. Ce faux témoignage lui serait d'ailleurs payé un bon prix. La malheureuse femme n'osa pas refuser. Elle déposa, ainsi que l'agent, contre Mme Bordereau. Mais une tenancière de maison louche est tout de même un peu moins vile qu'un policier : elle eut remords et avoua tout.

Telle est la conscience des gens qui ont mission de veiller sur nos consciences.

L'ANTISÉMITISME ET LA SAINTE EGLISE. — Dimanche soir 25, on fêtait Noël aux bureaux de l'*Antijuif*, et l'on toastait en l'honneur d'un nommé Massimiliano Régis, Italien venu à Paris, en passant par Alger, pour réclamer « la France aux Français ». Discours variés du señor Edvardo Drumont, deputado de Argel (pas en espagnol, cette fois-ci), des señors et signors Régis, Guérin, Lasies. Ce dernier, ancien officier de cavalerie, célébra le catholicisme : « Nous l'aimons tous, même sans le pratiquer. Nous bénirons le Messie qui viendra, duc, prince, général ou homme du peuple, et *qui nous garantira la prospérité de la sainte Eglise!* »

Voilà qui est entendu, une fois de plus. Les antisémites ont beau se défendre de toute arrière-pensée religieuse, ils ne peuvent s'empêcher d'avouer, quand ils sont entre deux vins, qu'ils travaillent pour la Sainte Eglise. C'est ce que nous n'aurions garde d'oublier.

L'HONNEUR DE L'ARMÉE. — Le lieutenant R..., commandant provisoirement la 2e compagnie du 6e bataillon du génie, à Verdun, prévenu de *faux* (c'est le métier qui veut ça) et de *vol*, a été condamné à trois ans de prison et à la destitution par le conseil de guerre du 6e corps.

Pauvre jeune homme, qui montrait de si heureuses dispositions pour le haut commandement! Le plus bel avenir l'attendait à l'état-major... Il a simplement commencé trop tôt.

Vite, une statue! Vite, une souscription!

R. CH.

La copie de la suite des articles de notre ami Tcherkesoff n'étant pas arrivée à l'heure à l'imprimerie, nous sommes forcés de renvoyer à la semaine prochaine.

Russie.

Depuis quelques années déjà il est impossible d'être bon patriote français sans aimer, avec la France, la Russie et son doux gouvernement.

Il est vrai que notre amitié ne pourrait pas être mieux placée. Jugez-en plutôt :

Le *Zemstvo* représente en Russie notre conseil général à nous. C'est une assemblée locale, élue par les habitants de la ville. Et les conseillers choisis par élection censitaire parmi les propriétaires du pays sont spécialement chargés des intérêts économiques de la région. L'institution, due à Alexandre II, est, comme on voit, très libérale, pour la Russie, tout au moins.

Seulement il est bon de savoir le degré d'indépendance que le gouverneur de la province laisse aux conseillers. Et rien ne nous l'apprendra mieux que le fait survenu récemment dans la ville de Poltava.

M. Nolimoff, directeur de l'École d'horticulture du Zemstvo, ayant surpris entre les mains d'un élève une brochure prohibée, dénonça à la police le gardien de l'école, coupable d'avoir introduit la dite brochure.

Indignés d'une action aussi basse, vingt-six conseillers signèrent et adressèrent au directeur de l'école une lettre de blâme.

Aussitôt le gouverneur, à qui la lettre fut soumise, y répondit par un arrêté aux termes duquel le zemstvo était dissous, et les vingt-six signataires de la lettre mis en demeure d'avoir à quitter la ville et le territoire du gouvernement de Poltava, eux et leurs familles, dans les vingt-quatre heures avec interdiction de se représenter jamais à de nouvelles élections, dans quelque ville ou province que ce soit.

Du même coup, toutes les affaires ressortissant au Zemstvo étaient suspendues dans la petite ville d'Ukraine et le commerce était privé d'une bonne partie de sa clientèle. Devant les réclamations, le gouverneur revint en partie sur sa décision et permit aux conseillers expulsés de rester dans la ville pendant dix jours encore.

Cet excellent administrateur n'avait pas le moins du monde, d'ailleurs, outrepassé ses droits, les gouverneurs de la plupart des provinces russes ayant le pouvoir de bannir de leurs domaines toute personne qui leur paraît inquiétante.

Doux pays! Charmants alliés!

M. S.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Solidarité des trimardeurs. — Vous êtes priés d'assister à la réunion qui a lieu tous les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir, au bar, rue Curial, 44. — Permanence pour les camarades sans travail tous les soirs de 7 à 8 heures; les camarades qui connaîtraient un emploi quelconque sont priés de ne pas négliger de nous le faire savoir le plus vite possible.

* * *

Essais de réalisation.

Sous l'indifférence actuelle, quelques esprits, pourtant, se remuent pour essayer de faire quelque chose servant de pont entre la société actuelle et la société future.

Nombre de ces essais sont destinés, probablement, à échouer. Mais il nous semble qu'il vaut encore mieux risquer l'insuccès que garder l'immobilité absolue. C'est pourquoi nous croyons bon, ne serait-ce qu'à titre de documents, de relater tout ce qui se rapporte à un essai de groupement anarchiste.

Nous avons enregistré à leur heure les tentatives de colonie que l'on nous a communiquées ; d'une lettre que nous avons reçue nous extrayons le morceau suivant :

Angers, 24 décembre 1898.

Mon cher camarade,

Nous voulons fonder une société communiste, basée sur l'égalité des salaires. Cette société, outre l'avantage de ne pas imposer à ses membres une cohabitation qui devient rapidement un élément de discorde, aurait celui de rapprocher intellectuels et ouvriers et de leur permettre de travailler ensemble à la réalisation pratique de l'idée libertaire, en ne les changeant aucunement de leur genre de vie habituelle.

On centraliserait tous les salaires, petits et gros, d'hommes ou femmes ; on en ferait une masse qu'on diviserait par le nombre des participants. Chacun toucherait alors une somme égale, dont il disposerait en toute liberté, quel que soit son genre de travail, quels que soient son âge, son sexe, son état de santé, et aussi bien par temps de chômage que pendant le travail. — Voici le plan dans son principe : je n'entrerai pas dans les détails, cela n'en finirait pas.

Quant à la mise en œuvre, elle aurait lieu dès que j'aurai mon diplôme de pharmacien, c'est-à-dire dans deux ans *environ*. La question argent (toujours, hélas!) pourrait seule nous retarder. Ma pharmacie installée serait alors le « noyau » de la société. On y installerait un cercle d'études, une bibliothèque, les compagnons intellectuels y feraient le soir des conférences absolument publiques sur toutes sortes de sujets. En somme, il y aurait là une véritable école libertaire pendant qu'à côté se développerait une société anarchique au milieu de la société bourgeoise.

C'est à Angers fort probablement, où il y a de bons éléments, que nous fonderons notre première société. Celle-ci prospérant, quelques compagnons se détacheraient pour aller créer la même chose ailleurs et il y a lieu de prévoir qu'au bout de quelque temps, le mouvement étant donné, toutes les grandes villes de province — et sans doute bien des petites — posséderaient un groupe de plus en plus grossissant de compagnons vivant leur idéal, autant que faire se peut.

Quelle force de propagande que ces milieux révolutionnaires! et quel exemple à donner à nos contradicteurs intéressés qui ne savent répondre à tous nos arguments qu'en nous traitant d'utopistes et de rêveurs! Mais ces institutions ont une autre utilité non moins grande. Ne vous semble-t-il pas, camarade, que la crise terminale qui doit anéantir l'épouvantable régime que nous subissons s'avance avec beaucoup plus de rapidité que nous ne le prévoyions il y a seulement deux ans? Les événements qui viennent de se dérouler me confirment dans cette idée. Eh bien, que la révolution éclate un jour ou l'autre, et nous sommes pris au dépourvu! Notre manque d'organisation nous met à la merci de la première bande de politiciens socialistes (?) beaux parleurs, ayant tout en main pour l'oppression, et dont le premier soin sera, selon Chauvin, de fusiller les anarchistes jusqu'au dernier.

Je sais bien que la force de ces gens-là serait zéro si tous les opprimés avaient notre volonté bien nette de ne pas se laisser faire; mais nous n'en sommes pas là malheureusement, et nous devons compter avec les esprits hésitants qui, au moment de l'action, ne se rangeront de notre bord que s'ils nous voient unis, formant un bloc compact, contre l'ennemi. La propagande individuelle et isolée est parfaite pour le travail de démolition, pour la lutte en temps ordinaire contre les pouvoirs constitués, parce qu'elle laisse ceux-ci impuissants contre la masse des agitateurs; mais en période révolutionnaire, il n'y a pas à dire, il faut une action collective et coordonnée, sous peine de faillite, comme en font foi les derniers événements d'Italie. — Cette coordination on l'obtiendrait grâce à nos nombreux embryons de sociétés communistes. Ils seraient le germe de la société future et se développeraient tout naturellement quand la révolution viendrait fertiliser le sol...

* * *

De la *Freedom*, de novembre 1898, nous extrayons sur ce même sujet, le renseignement ci-après :

« L'Atelier communiste de Leeds. — Lors d'un voyage à Leeds, le camarade J. C. Kenworthy avait cherché à démontrer, dans une série de conférences publiques, qu'il est réellement possible de vivre selon son idéal ; cette idée fut accueillie assez favorablement pour qu'un électricien, fabricant de cycles, G. Gibion, se décidât à mettre ses ateliers à la disposition des camarades qui voudraient la mettre en pratique.

« Cela se passait lors de la grève des mécaniciens et l'on espérait que les promoteurs du mouvement, victimes de leur courage, se joindraient volontiers aux coopérateurs communistes, mais il n'en fut point ainsi et quelques hommes de bonne volonté seuls, venus de différents côtés, commencèrent l'expérience. — Ils étaient décidés d'avance à la poursuivre jusqu'au bout, et c'est à cette détermination qu'ils durent le succès. Ils avaient compris qu'il n'est pas nécessaire d'élaborer un programme, l'essentiel étant d'agir loyalement, franchement en toute camaraderie; aucune formalité, pas de règle préétablie; entre qui croit pouvoir travailler utilement; pas d'autre comptabilité que le chiffre des gains ou pertes de la semaine. Chacun prend au trésor commun ce dont il a besoin. Tout travail digne de ce nom doit être bien fait et, en conséquence de cet axiome, la question des bénéfices est absolument secondaire. S'il y a des profits, ils servent à développer telles industries qui facilitent l'adjonction d'un plus grand nombre de camarades. Il est déjà devenu possible d'avoir une demeure collective et l'on espère fonder prochainement une colonie agricole.

« Jusqu'à présent, nos amis ont surtout fabriqué des bicyclettes et divers appareils électriques. Un des camarades fait les habits et un autre raccommode les chaussures, espérant bientôt les confectionner lui-même. Les camarades qui voudraient avoir d'autres renseignements peuvent s'adresser à Brottserwood Uorkshop, 6, Victoria Road, Holbeek (Leeds). »

BIBLIOGRAPHIE

A voir :

Présentation, dessin de Couturier, *Sifflet*, 30 décembre.

A NOS LECTEURS

Nous n'avons pas de supplément littéraire cette semaine, pour les raisons ordinaires.

PETITE CORRESPONDANCE

J. G. — Le vendeur de Bastia n'ayant pas répondu à la demande de règlement, l'envoi a été supprimé. Le service sera fait aux nouvelles adresses.

C., à Lille. — *La Douleur universelle*, épuisée.

L., à Roubaix. — Veuillez vous adresser directement à Hautstout pour les brochures. Il ne me reste plus de la collection que celle de Wagner.

Roberto. — *La Morale anarchiste* expédiée; mais il n'y a pas d'édition à 0 fr. 50.

R. J., à Tunis. — Lu l'article. Pas mauvais, mais encore un peu faible pour insérer. L'origine des armées est plus compliquée que cela. — Ne désespérez pas. Travaillez, l'habitude d'écrire vous viendra.

K., à Rennes. — Oui, reçu.

X. — Reçu la coupure concernant la déclaration de M. Tabouriech. Ce monsieur est libre de croire que l'anarchie ne repose point sur des bases scientifiques. Sa déclaration ne prouve que son ignorance.

R., à Sciez et à tous les camarades. — *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, épuisée. — Demandez à Hautstout, Bruxelles, s'il leur en reste de leur édition.

E. P., du XIVe. — Veuillez vous reporter au n° 35, vous y trouverez la liste.

Reçu pour l'École libertaire : E. R., 9 fr. 50. Le Breton du Jardin des plantes, 1 fr. Total : 10 fr. 50. — Listes précédentes : 456 fr. 75. — Total général : 467 fr. 25.

Reçu par Ardouin, pour l'École libertaire : Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 versements, 8 fr. 50 ; Un camarade, 2 fr. ; François, 2 fr. ; Mercier, condamné à Trélazé, 3 fr. ; Hamelin, 0 fr. 65. En tout : 16 fr. 50.

Reçu pour la brochure à distribuer : Chinon, 1 fr. — Montal, 0 fr. 50. — Le Breton du Jardin des plantes, 1 fr. — St-Chamond : Un révolté, 0 fr. 50; Un compagnon, 0 fr. 50; Un antimilitaire, 0 fr. 50; Un ami, 0 fr. 50; Un copain, 1 fr.; Un ami de Ravachol, 0 fr. 50; Un anarchiste, 1 fr.; Trois exploités, 1 fr. 50; Un libertaire, 0 fr. 50. Ensemble, 6 fr. 50. — De Rennes : Pour élever les chiens de l'impératrice, 0 fr. 50 ; X., 0 fr. 20 ; Un monocle à notre cher président, 0 fr. 20 ; Pour acheter une soutane à Rochefort, 0 fr. 30 ; Pour hâter l'extermination des capitalistes, 0 fr. 25; Pour découvrir l'assassin de la Roquette, 0 fr. 25; Un corps sans âme, 0 fr. 50; Un ennemi de la société bourgeoise, 0 fr. 25; Pour faire fondre la graisse de l'auverpin, 0 fr. 25; Un fils de notre ami Ravachol, 0 fr. 25; Las de vivre de cette vie de misère et de lâcheté, 0 fr. 25. En tout : 3 fr. 65. — Total : 12 fr. 65. — Listes précédentes : 37 fr. 60. — Total général. 50 fr. 25.

Reçu pour les familles des détenus : P., à Montpellier, 2 fr.

Reçu pour le journal : Bourges, E. M. et L. M., 5 fr. — P., à Montpellier, 2 fr. — M., à Newcastle, 0 fr. 50. — Chinon, 1 fr. — E. P., 0 fr. 75. — R. V., à Alençon, 7 fr. — Un camarade, 4 fr. — Montal, 1 fr. — G. B., 3 fr. 50. — P., 2 fr. — M., à Dresde, 0 fr. 75. — Un groupe de peintres en décors (E. V.), 1 fr. 05. — B., à Nogent. — B., à Lizay, 1 fr. — Merci à tous.

L., à Valenciennes. — C., à Fives. — L., à Roubaix. — A. M., à Aix. — S. D., à Montluçon. — J. T., à Votten. — H., à Vienne. — F., à Liège. — B., à Marseille. — De R., à Tournai. — B., à Vierzon. — B., à Persan. — P., à Saint-Etienne. — E. R., à Sciez. — L. W., à Genève. — V. L., à Epinal. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Desséchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 38 — DIX CENTIMES — DU 14 AU 20 JANVIER 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de postes paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS DE L'EXTÉRIEUR

La taxe sur les remboursements pris sur l'extérieur venant d'être haussée à 0 fr. 50 sur chaque valeur, nos abonnés d'Italie, Suisse, Portugal, Allemagne, Autriche, Roumanie et Belgique, dont l'abonnement est expiré, sont prévenus qu'il ne sera pas pris remboursement sur eux. Ils sont priés de bien vouloir régler au plus tôt, s'ils ne veulent pas éprouver d'interruption dans la réception du journal.

LE CÉSARISME

(*Suite*)

IV

La situation militaire actuelle est un danger, disions-nous. Elle est aussi un empêchement au développement naturel de la France. Elle doit cesser. — Que fallait-il donc — que faut-il faire encore — pour faire cesser ce danger?

Il fallait, disions-nous, travailler à ce que la France regagnât sa position à l'avant-garde de la révolution sociale. Il fallait que les travailleurs de l'Europe entière vissent dans la France, non un conquérant prêt à gober la Belgique, la Suisse ou des parties de l'Allemagne dès qu'elle en verrait la possibilité, — mais une nation qui prend les devants dans la solution de l'immense question de notre temps : la question sociale.

Et il fallait, d'autre part, travailler à ce que la France cessât d'être l'empire centralisé qu'elle est restée jusqu'à présent. Nulle part en Europe la centralisation n'a été poussée aussi loin, jusqu'à l'absurde, comme elle a été poussée en France. Quand le vent couche un arbre sur la route nationale, cinquante paperasses (le *Journal des Economistes* les énumérait un jour) sont échangées entre les organes des divers ministères pour obtenir l'autorisation de vendre l'arbre et d'en encaisser le prix. Et le chiffre se monte à cinquante-deux papiers lorsqu'un paysan veut payer en argent le travail de casser les pierres pour une route communale : tout cela monte jusqu'à Paris et redescend par les voies hiérarchiques.

Il fallait obtenir pour chaque commune les droits dont un village jouit au Canada, sous la monarchie britannique — celui d'ouvrir les écoles et les universités à son gré et de dépenser comme bon lui semble son argent.

Il fallait travailler à réveiller la vie locale, en secouant le joug des ministères qui pèse sur chacune des trente mille communes de la France.

Bref, il fallait républicaniser les institutions, restées profondément monarchistes. Ce ne serait pas encore l'anarchie, — loin de là : c'eût été, du moins, *faire* preuve de simple bon sens républicain.

Rien, rien, absolument rien de tout cela n'a été fait. C'est, au contraire, au service de la dictature des Orléans et des Bonapartes que la presse radicale a travaillé depuis sept ou huit ans.

∴

Mais enfin, puisque ces esprits bornés ne peuvent pas aller si haut que ça, puisqu'ils n'ont rien appris depuis un siècle, puisque leur ignorance ne leur permet pas de voir la *France* en dehors des boulevards — n'avaient-ils donc vraiment rien de mieux à faire que de chanter : « C'est Boulanger qu'il nous faut »?

Pour les hommes de simple bon sens, il y avait, au moins, deux choses à faire :

D'abord, ne pas avoir si terriblement peur des Prussiens, jusqu'à en perdre l'esprit et la dignité; et ensuite faire de la défense nationale une affaire nationale.

L'a-t-on fait? — Non; on a fait précisément le contraire.

∴

Si mal organisée que fût l'armée française en 1870, lorsqu'elle manquait souvent de munitions, très souvent de vivres et toujours des accessoires nécessaires; si mal commandée qu'elle fût par les putains des Tuileries — cette armée se battit à Gravelotte comme des lions. Elle fut écrasée uniquement parce que, comme nombre, elle était bien inférieure à l'armée allemande.

Est-ce nous, anarchistes, qui avons à vous le rappeler, patriotes vantards et peureux? Est-ce le témoignage de Moltke et de Bismarck que nous avons à invoquer pour vous le dire?

L'un et l'autre, Moltke et Bismarck, l'ont dit cependant. — « Trois jours, dit Moltke, nous nous battîmes contre les Français qui occupaient les hauteurs de Gravelotte. Nos régiments s'engouffraient dans la fumée, cherchant à gravir le plateau et en revenaient décimés, sans avoir gagné un pouce de terrain. Le troisième jour, le soleil allait déjà se coucher, et la bataille n'était pas encore décidée : les Français conservaient leurs positions. A 7 heures, j'étais dans les transes. J'envoyai ordonnance sur ordonnance pour dire au prince Charles d'arriver, coûte que coûte, avec ses trente mille hommes, avant que la nuit fût tombée. S'il n'arrivait pas, les Français restaient dans leurs positions, et le lendemain nous ne pouvions plus attaquer de nouveau : nos pertes étaient terribles. Arriveront-ils, ou non? Enfin ils arrivèrent. Je fis passer ces troupes, sans leur donner un moment de repos, devant le roi qui réveillait leur ardeur, et elles furent lancées sur les plateaux de Gravelotte. Ces trente mille hommes, frais encore, décidèrent du sort de la bataille. »

C'est Moltke qui le dit, et Bismarck le confirme : « A 7 heures du soir, j'étais dans des transes mortelles, dit-il. L'issue de la guerre allait être décidée à cette heure. Les trente mille hommes du prince Charles arriveront-ils à temps ou non? »

Les trente mille hommes en plus arrivèrent, et ce jour-là, comme à Borodino, et au Potomac, l'issue de la guerre fut décidée. Les trois jours de Borodino les trois jours du Potomac et les trois jours de Gravelotte furent les batailles les plus sanglantes de l'histoire; cent mille hommes tués en Russie, cent dix mille tués en Amérique, quatre-vingt-dix mille tués des deux côtés en France pendant ces trois journées — voilà ce qui décida ces trois guerres. Après Gravelotte, on ne pouvait plus chasser les envahisseurs que par le soulèvement populaire, — la guerre des paysans et le soulèvement des communes. A Gravelotte, ce fut le nombre qui décida la guerre.

Eh bien! Messieurs les patriotes, tellement peureux des Allemands, vous oubliez une chose : c'est que la France n'avait en ce moment que quatre cent vingt mille hommes sur pied, alors que les Allemands en avaient déjà plus de huit cent mille en France. Vous oubliez qu'à cette époque l'Allemagne avait déjà le service militaire obligatoire pour tous, *alors que la France* n'avait que le recrutement, et — apprenez cela, au moins, des Allemands — ces quatre cent vingt mille hommes surent tenir en échec, pendant trois jours, une armée presque double en nombre.

Prenez donc un peu de courage, Messieurs les patriotes, et dites-vous que malgré tous les crimes que vous êtes en train de commettre en cherchant à imposer à la France vos tripoteurs monarchistes, malgré le crime que vous commettez chaque jour en voulant baser la défense *nationale* — non sur la nation, mais sur les agissements d'une clique d'ignorantins et de coquins — les Sandherr, les Henry et Cie — la France en armes serait encore assez forte aujourd'hui pour résister à une invasion, puisqu'elle pourrait toujours opposer quatre soldats à chaque cinq soldats allemands. Sur le sol français, ils seraient, au moins, en nombre égal.

Personnellement, individuellement, vous êtes très braves, très courageux, — vous l'avez assez prouvé. Prenez donc un peu de courage collectif, national, s'il vous plaît. Ne vous avilissez pas tant que ça pour vous donner un chef ou trouver une alliée.

∴

Que fallait-il faire ensuite?

— Comprendre que lorsqu'une nation est menacée dans son existence par un voisin militaire puissant, c'est *à la nation elle-même*, non pas à des généraux, ni à un Etat-major — à des calotins, des bonapartistes, des orléanistes ou

tout bonnement des coquins — qu'appartient le soin de la défense.

La défense, dans ce cas, doit être l'affaire *de la nation — non pas l'affaire d'une clique.*

(A suivre.) PIERRE KROPOTKINE.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

ESCLAVES D'UN MOT

On commençait à trop oublier que derrière les Esterhazy, les Cavaignac, les Déroulède — héros du jour — il y a des institutions et des idées : armée, Etat, patrie. Et voici que nos académiciens se chargent de nous le rappeler. Des hommes, ils nous ramènent aux principes. C'est fort heureux. Le débat perdait son ampleur. Du coup il la retrouve. Laissant à des ligues moins « select » le sauvetage des escrocs, assassins et faussaires qui composent un état-major, ces vieux cuistres prétendent n'avoir souci que de la très pure « patrie française ». Fi de tout le reste. C'est pour la patrie que ces infirmes quittent leur chaise percée, flamberge au vent.

Quant à définir la patrie, c'est une autre affaire. Nos gâteux d'Académie, parlant au public, se servent, à qui mieux mieux, des vagues formules consacrées en pareille circonstance. La patrie fut toujours, en effet, ce « je ne sais quoi... », un « quelque chose... », « ce que vous voudrez... » Elle le reste. Mais railler là-dessus serait cruel. Car les bons apôtres, après tout, ne peuvent pas révéler que la patrie, pour eux, c'est la vache nourricière dont ils s'entendent si bien à vider les pis, et que leur intérêt bien compris consiste à défendre la bonne bête contre les révoltes de ceux qui font pousser le foin de son râtelier sans avoir jamais droit au lait de ses mamelles.

Seulement, chose étrange, les dreyfusards, eux aussi, sont patriotes et ils mènent grand tapage de leurs sentiments. Ils sont patriotes, mais ils n'en prétendent pas moins dénoncer une bonne part des choses ignobles que cèle l'idée de patrie. Contradiction qu'ils résolvent voici comment : « Oui, nous sommes patriotes, et c'est justement pourquoi, sans sortir de France, nous nous trouvons en guerre avec d'autres patriotes. Car ceux-là sont de faux patriotes, des gens qui n'entendent goutte à l'idée de patrie et la ruinent, croyant la servir. »

A M. Clémenceau, entre autres, cette thèse est familière. Et cette semaine encore, parlant des nouveaux ligueurs, il leur reprochait une « manifeste incompréhension du mot de patrie ». Après quoi il donnait sa conception à lui. La patrie de M. Clémenceau « ne tient pas dans une culotte de soldat... C'est la garantie de vie libre et juste pour chacun... L'esclave n'a pas de patrie et l'homme libre jouit d'une quantité de patrie proportionnelle à la garantie de justice et de vérité qu'elle lui confère ».

Une telle conception nous plairait assez. On ne peut, en tout cas, lui reprocher d'être étroite ni oppressive. Si M. Clémenceau, en effet, estime que la France redeviendra une patrie sortable dès que les gens n'y seront plus condamnés sans être entendus, rien ne nous empêche, nous autres, d'attendre qu'en ce même pays chacun ait de quoi manger pour sentir s'éveiller en nous le sens patriotique. Les mots de justice et de liberté sont assez vagues, heureusement, pour être entendus de chacun comme il lui plaît.

Muni d'un patriotisme aussi large, on peut passer partout et combattre toutes les batailles. Mais il y a une chose, pourtant, qu'on ne peut plus faire, c'est être patriote dans le sens vulgaire du mot. Or êtes-vous bien sûr, Monsieur Clémenceau, de n'être plus patriote du tout, en ce sens-là? Que penseriez-vous, par exemple, d'un conscrit refusant d'habiter la caserne ou de partir à la guerre, sous prétexte que sa « vie libre n'est pas assez garantie » et que sa « quantité proportionnelle de patrie » ne vaut pas la peine de se faire casser la tête? Ce serait là, exactement, du patriotisme à la Tolstoï, et dans le même article où vous définissez l'idée de patrie, vous revendiquez la gloire d'avoir « défendu cette idée contre le grand Tolstoï ».

Décidé même à vous tenir à ce néo-patriotisme, vous ne le pourriez, étant donnée l'actuelle signification des mots, qu'à l'aide d'une continuelle restriction mentale. Justifier l'attachement de l'individu au groupe social par son bonheur au sein de ce groupe, c'est chose nouvelle. Pourquoi l'appeler d'un terme ancien et d'un terme si dangereux? Pourquoi rester le prisonnier d'une équivoque, l'esclave d'un mot?

La patrie, le patriotisme ne sont pas choses qu'on transforme à volonté, ni qu'on habille plus ou moins d'idéal selon les besoins de sa cause. Ce sont des phénomènes ayant une réalité actuelle, définie, où personne ne se trompe. On peut y adhérer ou non, les encourager ou les combattre. Rien ne sert de se leurrer sur leur véritable sens.

La patrie, pour le Français d'aujourd'hui, c'est l'Etat jacobin issu de la Révolution. Et cet Etat jacobin, dépouillé du mensonge politique et de la simagrée électorale, c'est une poignée de bureaucrates à genoux devant une poignée de richissimes trafiquants.

Le patriotisme, c'est cette religion d'esclaves ivres instaurée par les bourgeois à la place de la religion d'esclaves anémiés qui s'appelait le catholicisme, et par laquelle les nobles, comme les bourgeois d'à présent, maintenaient le peuple dans la soumission.

Voilà ce qu'il faut savoir regarder en face, sans prendre peur des mots, sans essayer de s'abriter, contre les réalités vilaines, derrière des constructions métaphysiques qu'un souffle doit abattre.

Voilà pourquoi entre dreyfusards et antidreyfusards se disputant à qui servira le mieux la patrie, nous restons, nous autres, avec notre haine de la patrie. Pendant que d'un camp à l'autre on se jette comme suprême insulte le nom d'antipatriote, nous le ramassons, nous autres, et sans perdre une occasion de dire pourquoi.

A bas la patrie! Ce cri, le nôtre, que certains feignent de ne pas comprendre, est pourtant le seul juste, le seul clair. C'est un cri nécessaire. Oui, à bas la patrie des riches, la patrie des maîtres, la patrie des exploiteurs. Et à bas la patrie! tout court, puisque la patrie des riches, des maîtres, des exploiteurs est la seule qui soit aujourd'hui une réalité, la seule à laquelle notre sang profite, la seule qui s'engraisse avec ce qu'on nous extorque « pour la patrie ». C'est l'escamotage de notre personne par cette escroquerie au sentiment, c'est le sacrifice de notre vigueur à cette institution de cannibales qui nous empêche d'édifier un monde de paix, de justice, d'égalité. La société de nos espoirs s'élèvera sur les ruines du patriotisme. Et pour désigner le lien de l'individu à un groupement social équitable, on ne voudra plus de ce mot : il sera trop souillé de sang et de boue.

CHARLES-ALBERT.

BROCHURE A DISTRIBUER

Nous renouvelons notre appel en faveur de la brochure à distribuer dont la souscription se traîne.

Il s'agit de : *A mon frère le paysan*, d'Elisée Reclus, que nous voudrions faire tirer à 30 ou 40.000 et qui serait distribuée gratuitement. Il nous faudrait 300 francs. S'il y a des camarades qui croient l'idée bonne, qu'ils nous aident à trouver les fonds.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

X

L'Etat socialiste. — Louis Blanc.

(1831-1848)

Dans un milieu si agité et quand les démocrates eux-mêmes adoptaient la formule « par la politique arriver aux transformations socialistes », les vrais socialistes devaient avoir, et ils ont eu, un succès remarquable.

Les saint-simoniens, qui, en 1832, organisèrent leur commune fraternelle dans la rue Monsigny, publiaient des brochures et de gros volumes; ils enseignaient aussi leur doctrine dans le *Globe*, où travaillait Pierre Leroux, leur coreligionnaire et collaborateur. De même, les fouriéristes menèrent une propagande très énergique; leur activité s'était surtout développée de 1839 à 1845. A côté de ces écoles, il se formait de nouveaux courants d'idée socialiste. En 1840, P.-J. Proudhon publia son fameux premier mémoire : *Qu'est-ce que la propriété?* avec la non moins fameuse réponse de Brissot : *La propriété, c'est le vol*. Les autres ouvrages, qui ont eu toujours un succès colossal, se suivaient l'un l'autre. Non moins populaire était Cabet avec son *Voyage en Icarie*, ouvrage plein de religion et d'autoritarisme patriarcal.

Mais la vraie idole, le vrai maître populaire de l'époque était Louis Blanc avec son ouvrage *L'Organisation du travail*, qu'il commença à publier en 1839 dans son journal la *Revue du Progrès*. Très peu d'hommes jouirent d'une popularité telle que la sienne; peu de livres ont eu un succès pareil à celui de *l'Organisation du travail : chaque année* il en paraissait une nouvelle édition, et celle de 1848 était la cinquième.

D'où venait cette popularité? Du talent exceptionnel de l'auteur? — Certainement le talent littéraire, la clarté d'exposé, la fraîcheur et la sincérité d'un sentiment passionné étaient grands et captivaient la sympathie des lecteurs. Mais la cause réelle de cette popularité colossale était, comme dans le cas des statuts de l'Internationale, la fidélité aux revendications les plus généreuses et communes à toutes les écoles et fractions socialistes.

En vérité, que disaient R. Owen et ses amis? — Que la misère chez les ouvriers provient de l'appropriation par la force de la surplus-value du travail par les capitalistes (W. Thompson). L. Blanc, presque le premier en France, fit la description navrante des conditions économiques des ouvriers et de l'exploitation capitaliste. Les socialistes anglais eux-mêmes, Saint-Simon et Fourier, insistaient sur l'organisation de la production. L. Blanc proposait l'organisation du travail par l'organisation d'ateliers nationaux. Fourier proposait un système de rétribution plus ou moins égalitaire; Saint-Simon, selon la capacité; R. Owen prêcha le communisme tout carrément; L. Blanc donna la formule la plus belle du communisme : « De chacun suivant sa capacité; à chacun suivant ses besoins. »

Les Anglais disaient que le peuple organisé comme producteur et consommateur saurait s'affranchir lui-même. L. Blanc recommandait l'association AUTONOME sous toutes formes. Fourier et les owenistes cherchaient à garantir l'autonomie pour les communes. L. Blanc déclarait qu'une fois les ateliers de production et le crédit organisés, l'Etat n'avait pas le droit de se mêler dans la vie autonome de l'association; même durant son exil, vingt ans plus tard, alors

qu'il avait changé beaucoup dans ses idées communistes, il ne cessait de prêcher l'autonomie communale, le communalisme.

Oui, dans son petit ouvrage, L. Blanc propageait, avec un talent exceptionnellement brillant et attrayant, le communisme, l'association autonome, le crédit gratuit, la solidarité individuelle et internationale... en un mot, chez lui, les socialistes de toutes nuances trouvaient reflétées leurs propres revendications. D'où sa popularité parmi les socialistes. Mais il y avait dans ses écrits politiques et historiques des doctrines sur le rôle de l'Etat, sur la révolution et la dictature d'un comité central, d'une convention révolutionnaire, élus directement par le peuple d'après le suffrage universel. Par ces opinions politiques et révolutionnaires il était en complet accord avec les démocrates réformateurs, aussi bien qu'avec les socialistes révolutionnaires.

Les démocrates voulaient renverser la monarchie pour rétablir le gouvernement et la *législation directe*. Ils révèrent tous de la Convention de 1793, décrétant cette fois les « transformations sociales ». D'accord avec eux étaient les socialistes pacifiques comme V. Considérant et autres. « Législation directe », « gouvernement direct », telle était la doctrine chère aux démocrates et socialistes modérés. La « dictature du prolétariat », autrement dit la même panacée gouvernementale et autoritaire, le « même gouvernement direct » révolutionnaire était prêché par les socialistes révolutionnaires, par tous les jacobins. Ces braves gens qui donnèrent leur cachet à toutes les conspirations, à tous les mouvements populaires, ont été imbus d'autoritarisme. Ils ont cru sincèrement qu'on peut imposer par des décrets ce qui n'est pas accompli par la révolte, par le peuple lui-même.

Seul Proudhon avec quelques amis s'opposait à cette manie générale, mais sa polémique contre L. Blanc, V. Considérant, Rittinghausen et autres (1), eut peu de succès, au moins avant les manifestations populaires du mois de mars 1848. Même après les événements de 1849-1852 et sous le second empire, les révolutionnaires, et surtout les blanquistes, restèrent fidèles à la doctrine de la dictature du prolétariat. De même, Marx, Engels et leurs amis, en Allemagne. Les préjugés autoritaires et dictatoriaux étaient si enracinés chez eux, qu'encore en 1865 Marx essayait, comme nous l'avons vu, d'introduire la doctrine de la dictature du prolétariat dans les statuts de l'Internationale.

Il n'y a rien d'étonnant que L. Blanc fût véritablement maître des événements : lui et Ledru-Rollin exprimèrent les aspirations de deux fractions de la démocratie socialiste. Le premier était le brillant écrivain qui réclamait le suffrage universel et la « législation directe » pour organiser *immédiatement* la production socialiste ; le second luttait pour le même suffrage universel, pour une république démocratique qui devait mener « par la politique aux transformations socialistes ». C'est l'Etat qui devait, selon L. Blanc, immédiatement réaliser l'ordre social. Le même Etat, d'après Ledru-Rollin, s'occuperait de réformes aboutissant à un même but.

Le peuple triomphant du 24 février les porta tous les deux au gouvernement provisoire de la seconde République pour... pour démontrer au peuple qu'aucun gouvernement n'accomplira ce qui n'est pas fait par le peuple lui-même, sur sa propre initiative révolutionnaire.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer le portrait de *Cafiero*, gravé par Barbottin. — Prix de l'épreuve sur simili-Japon, 0 fr. 50, — franco, en tube, 0 fr. 60.

(1) *Idée générale de la Révolution*, pages 161 et suiv., Paris, 1851.)

MOUVEMENT SOCIAL

France.

BAGNES D'ENFANTS. — Les petits emprisonnés d'Aniane se sont révoltés ces jours derniers. Cette révolte, survenant aussitôt après la divulgation des mauvais traitements dont ils sont victimes, est au plus haut point significative. Elle laisse deviner dans quel esprit a été faite l'enquête officielle, et elle nous révèle très clairement quels résultats a donnés la partialité odieuse qui l'a inspirée. Pour un gouvernant, tout représentant de l'autorité, eût-il mille fois tort, a toujours raison contre son subordonné. Il y a là une question de principe qu'un détenteur de l'autorité mettra toutes ses forces à maintenir. C'est ainsi qu'entre un gradé et un inférieur, un agent, un gendarme et un citoyen, un garde-chiourme et un prisonnier, la balance ne peut osciller longtemps. Le gradé, le gendarme, le garde-chiourme seront toujours absous, ou tout au moins excusés, parce que chacun d'eux est comme un *alter ego*, un représentant par délégation de celui qui a charge de le juger. Juge et partie, celui-ci ne peut se donner tort ; et, si, pressé par l'opinion, il s'y trouve contraint, il aura toujours en réserve quelque compensation secrète pour l'agent que publiquement il se voit forcé de désavouer.

C'est ce qui s'est passé à Aniane. En principe, pour nos gouvernants, ce sont les enfants qui ont tort. Ils ont tort de se mettre dans le cas d'être châtiés, et si toute mesure est dépassée dans le châtiment, la faute en est encore à eux qui, par leur conduite déréglée, poussent à bout leurs paternels surveillants. Imaginez les enquêtes les plus détaillées qu'il se pourra. Toutes, elles seront dirigées conformément à ce point de vue.

D'où, naturellement, redoublement de sévérités, c'est-à-dire de brutalités de la part des gardes-chiourme, traités avec tant de ménagements par les enquêteurs, contre les enfants, les vrais, les seuls coupables.

Ceux-ci, las de cette condition de perpétuelles victimes, se révoltent, et leur révolte est très légitime. Le malheur est que, dans notre belle société civilisée, la raison du plus fort est toujours la meilleure ; aussi quelque juste, quelque violente que soit leur révolte, ils sont d'avance condamnés à l'écrasement, jusqu'à ce que la révolution rase une fois pour toutes tous les bagnes et toutes les bastilles encore debout, pour le plus grand bien de l'humanité.

⁂

LA GRANDE FAMILLE. — Un soldat d'infanterie, Georges Cornu, caserné au bastion 87, à Paris, atteint de nostalgie, s'était fait porter malade. Profitant d'un moment où il était seul dans la chambrée, il se trancha la gorge avec un rasoir.

Faut-il que ce malheureux ait eu l'esprit mal fait pour être atteint de nostalgie, alors qu'il avait le droit de porter ce si noble costume qui fait tourner la tête des Déroulède et des bonnes d'enfants !

ANDRÉ GIRARD.

⁂

AH ! MA CHÈRE ! — Dans je ne sais quel music-hall, des hommes aux corps et aux cerveaux de brutes luttent, demi-nus, pour l'amusement de nos belles aristocrates. Lorsque le sang jaillit par le nez du vaincu, ou lorsqu'un des combattants rejette l'autre à terre et lui brise la clavicule (ainsi que cela est arrivé), de charmants petits cris partent des loges, et de délicieux frissons secouent les jolies épaules de ces dames qui regardent anxieuses, toutes lorgnettes braquées. Quand on a passé tant d'heures chez sa couturière, qu'on a essayé une nouvelle poudre de riz, qu'on s'est recueillie à l'église et qu'on a bâillé au Bois, c'est là, entre la garçonnière de l'amant et le lit du mari, un spectacle réconfortant.

⁂

L'AMANT FOURBE. — Georges C..., garçon épicier, trouvait fort agréable d'aimer une jolie employée de commerce, Zélie B... ; sans *doute il* n'avait pas tort. Mais c'est un jeu qui n'est pas toujours sans conséquences ; et il est juste que l'on partage loyalement les responsabilités de ce qui fut commis ensemble. Georges C... n'était pas de cet avis. Zélie B... étant devenue enceinte, après lui avoir infligé la maternité, il l'abandonna. C'est une vilenie dont bien des hommes sont coutumiers. Zélie souffrit et pleura, mit au monde un être, s'efforça de vivre et de le faire vivre par son travail. A Paris, cela n'est guère possible. Vaincue par la maladie et par la misère, elle prit le seul parti à prendre par ce temps d'étrennes : elle alla déposer l'enfant devant la porte des parents de Georges. S'empressèrent-ils, ces bons rentiers, de réparer la déloyauté de leur fils ? Du tout. Et ce fut le commissaire de police qui intervint. Pour arrêter le père coupable, l'homme lâche et vil ? — D'où sortez-vous donc ?... Pour envoyer au dépôt la mère malheureuse, l'amante trahie, la victime.

Telles sont nos mœurs. Quelques-uns pensent qu'il serait temps de les modifier.

⁂

CÈDE OU MEURS ! — Lucien Lemaire, dix-sept ans, peintre en bâtiment, courtisait une jeunesse de quinze ans, Marie Pascal. Il paraît qu'elle n'était pas d'avis de se laisser faire. C'était son droit, je suppose. Mais nos Dons Juans autoritaires n'entendent pas de cette oreille, et Lucien Lemaire s'en fut tirer quatre coups de revolver qui n'atteignirent point la belle, mais blessèrent deux passants.

Les oiseaux, pour séduire leurs oiselles bien-aimées, font assaut de chant, de grâce, de plumage ; et le prix est au plus méritant. Les hommes ont changé cela. Ils ne s'occupent point, pour plaire, de faire montre d'intelligence, de bonté, d'affection : ils cognent et ils tuent.

⁂

LES DÉNONCIATEURS. — Auguste Sams, vingt-trois ans, et Augustine Pierre, vingt-deux ans, vivaient ensemble. Un ami — un vrai ami — prévint Sams que sa compagne le trompait avec un voisin. Qu'est-ce que cela pouvait bien faire à cet ami ? Mais c'était sans doute un homme austère, plein de morale et soucieux de remettre l'ordre dans les ménages. A moins qu'il ne fût mécontent de ce qu'Augustine l'eût repoussé ? Quoi qu'il en soit, Sams guetta, saisit une lettre révélatrice, vit rouge en même temps que jaune, larda de coups de couteau la poitrine jadis aimée d'Augustine. Elle tombe ensanglantée. Des voisins accourent, désarment l'assassin. On porte l'assassinée à l'hôpital, en piteux état.

Il y a quelque temps, un drame semblable se passait au Pecq : prévenue par les lettres d'une concierge, une femme accourait chez son amant, le tuait et se tuait.

O bonnes gens, si prompts à dénoncer le vice des autres, amis moraux, concierges pudiques, détournez pour un instant les yeux des crimes d'autrui, et regardez donc vos mains : elles sont toutes rouges.

⁂

L'HONNEUR DE L'ARMÉE. — B..., lieutenant de vaisseau, décoré de la *Légion* d'honneur (chapeau bas !), a été destitué de son grade et condamné à cinq ans de travaux forcés par le tribunal maritime de Toulon. Il avait pris la fuite en emportant 15.000 francs de la caisse de la Direction des mouvements du port.

Ne touchez pas à l'armée !

R. CH.

⁂

BRUTES OUTRAGÉES. — Un correspondant de Montluçon nous écrit qu'un de nos camarades, Henri Barbé, est en ce moment emprisonné à la maison d'arrêt de cette ville. Il a été condamné pour outrages aux agents, voici dans quelles circonstances :

Le dimanche d'avant la Noël, vers 9 heures du soir, des agents entendaient chanter dans la rue. Les chants étaient-ils obscènes ou subversifs ? ce détail reste ignoré. Quoique les règlements de police ne s'opposent en aucune façon à ce que quelqu'un chante librement, sur la voie publique, jusqu'à 10 heures du soir, les agents n'en vinrent pas moins signifier aux chanteurs d'avoir à se taire. Ces derniers leur répondirent par des coups et s'enfuirent.

A ces brutes « outragées » il fallait une victime sur qui se venger. Barbé, condamné une fois, depuis plusieurs années, pour voies de fait envers ces canailles, était tout désigné. Aussi, dès le lendemain, notre camarade était-il arrêté et passé à tabac, selon la coutume. « Je suis encore tout meurtri des coups que j'ai reçus au bureau de police », disait-il, ces jours derniers, dans une lettre adressée à notre correspondant.

En police correctionnelle, notre camarade a pro-

testé énergiquement, affirmant qu'il n'était pour rien dans cette affaire, mais il n'en a pas moins été condamné à un mois de prison.

Barbé, que nous connaissons intimement, est un garçon des plus doux et des moins bruyants. S'il fut, un jour, violent envers les brutes policières, ce n'est qu'après avoir été pendant longtemps provoqué. A sa première condamnation, qui suffisait déjà pour lui fermer nombre d'ateliers, il en fallait ajouter une seconde, plus inique, parce que sans motif plausible.

S'imagine-t-on qu'ainsi l'on parviendra à réduire les plus révoltés? Les gens de police devraient bien se ressouvenir qu'en exaspérant les hommes même les plus doux, ils y perdent parfois leur peau. Trop bêtes, ces « souteneurs de l'ordre » ne savent être que lâches et féroces.

∴

Au sujet de l'entrefilet du camarade Girard, paru dans le numéro du 17-23 décembre, concernant les démêlés d'une maison Pernot avec son courtier d'origine israélite, la fabrique d'absinthe de Couvet et Pontarlier, maison Édouard Pernod, nous adresse une lettre pour faire remarquer que le nom du Pernot dont il s'agit s'écrit avec un *t* et n'a, par conséquent, rien de commun avec le signataire de la lettre dont le nom s'écrit avec un *d*. Que, du reste, la maison s'occupant exclusivement de commerce, elle répudie des procédés de telle nature, et proteste contre l'abus de son nom.

Hollande.

Un congrès du « *Socialistenbond* » hollandais a eu lieu à la Noël dans la ville de Zwolle. Pour prouver combien peu les tendances et les forces des différents groupes socialistes hollandais sont connues en France, nous faisons suivre ici le compte rendu publié sur ce congrès, la semaine passée, par la *Petite République*.

« Fidèles aux traditions du parti, les socialistes révolutionnaires (*Socialistenbond*) ont profité des deux jours de fête de Noël pour tenir leur congrès annuel à Zwolle. Le soir précédent, réunion préparatoire. M. van der Zwaag a fait un exposé succinct de la vraie doctrine socialiste, et M. Bergmeyer, instituteur public à Dordrecht et récemment nommé rédacteur du *Recht voor Allen*, a prononcé une allocution.

« Il est à remarquer que le parti socialiste révolutionnaire que dirige Domela Nieuwenhuis perd à chaque instant du terrain.

« Voici à cet égard des chiffres instructifs: au congrès de Groningue, en 1893, le nombre des sections était d'environ 180; au congrès de la Haye en 1894, il était tombé à 50; aujourd'hui, il n'est plus que de 24, et au congrès de Zwolle 7 sections seulement sont représentées.

« Ce phénomène serait profondément regrettable, si en même temps ne croissait le parti démocrate socialiste, constitué sur les mêmes bases que le parti ouvrier belge. Aujourd'hui on peut même dire que ce dernier finira par absorber tous les éléments assimilables de la *Socialistenbond* et réalisera en Hollande l'unité si désirable du parti. »

En vérité, il n'y a que les premières neuf lignes de cette communication qui sont justes, sauf que M. van der Zwaag n'a pas traité de la vraie doctrine socialiste.

Tout le reste est encore plus inexact.

Premièrement le rédacteur du compte rendu a cru que F. Domela Nieuwenhuis était présent à Zwolle.

Cependant, dans l'assemblée de Zwolle, les discussions montraient, au contraire, un esprit très prononcé d'hostilité contre les communistes libres et les anarchistes qui — comme Domela, Cornélissen et d'autres — s'en étaient alliés, et surtout contre la personne de Domela Nieuwenhuis qui publie à présent, comme le savent nos lecteurs, un organe révolutionnaire intitulé *Le Socialiste libre* (Devyer Socialist).

En second lieu, les chiffres publiés par la *Petite République* sont tout à fait faux.

En 1893, à Groningue (avant la scission des social-démocrates), le nombre des sections n'était pas d'environ *cent-quatre-vingts*, mais seulement de CENT VINGT-SIX. C'est-à-dire qu'il existait des sections dans cent vingt-six communes du pays (chaque commune ne pouvant que compter une seule section).

Dans le courant de 1894, les social-démocrates se séparèrent de la Fédération et ils se développaient peu à peu dans une direction réformatrice parlementaire suivant le modèle de la social-démocratie allemande. Ils gagnaient bientôt du terrain, surtout dans les cercles de la petite bourgeoisie et des ouvriers plus ou moins privilégiés. Au moment de leur dernier congrès annuel en 1898 (à Pâques), ils annonçaient dans leur compte rendu officiel compter 51 sections.

La Fédération, de son côté, continuait son chemin jusqu'au moment du congrès de Noël 1897 où la fraction droite étant en faveur de la participation aux élections pour un but d'agitation (comme en France les « Allemanistes »), se heurtait avec les communistes et anarchistes.

A ce moment (en 1897), la Fédération ne comptait pas 30 sections, comme le dit la *Petite République*, mais 96 sections.

De ces 96 sections se sont séparées, dans le courant de 1898, non moins de 42 sections qui se changeaient en « unions socialistes libres »; 20 sections disparurent, tandis que 10 autres ne répondaient pas. Les sections séparées et celles qui ne donnaient pas de réponse sont composées de communistes libres et d'anarchistes. Il y a chance que bientôt soit fondée une fédération libre de ces unions révolutionnaires.

Après tout cela, il est compréhensible que le nombre des sections du *Socialistenbond* n'est plus que de 24 dont 8 seulement (pas 7) furent représentées à Zwolle.

Le compte rendu de la *Petite République* parle de « deux partis socialistes hollandais parlementaires contre antiparlementaires ».

Cette phrase pouvait sembler contenir quelque vérité. Seulement les socialistes du *Socialistenbond* sont également opposés aux social-démocrates auxquels ils reprochent (et cela avec raison) de ne plus former une organisation *ouvrière*. C'est la même remarque qu'a fait, il y a quelques jours, un journal bourgeois hollandais, la *Gazette de Kampen*, qui prétendit que dans le *parti ouvrier social-démocrate*, les *ouvriers* ne comptent que comme « figurants », et se trouvent mis au second plan.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Cercle Léon Tolstoï. — Quelques camarades habitant les XI[e], XII[e] et XX[e] arrondissements de Paris viennent de fonder, sous la dénomination de « Cercle Léon Tolstoï », un groupe d'études sociales et littéraires.

Ils font appel à toutes les individualités soucieuses de créer un véritable milieu de libre discussion et d'études communes et les invitent à venir grossir le nombre des adhérents et participer ainsi au bon fonctionnement de cette intéressante tentative.

Les conditions d'existence matérielle sont, dès aujourd'hui, presque assurées. Un confortable local ainsi que de nombreux volumes sont déjà mis à la disposition du groupe.

Les membres fondateurs du « Cercle Léon Tolstoï » prient les écrivains et les conférenciers épris de justice sociale, de faciliter leur entreprise, soit par l'envoi de volumes, de brochures, soit en venant parmi eux faire quelques causeries.

Les réunions préparatoires ont lieu tous les vendredis soir, au local provisoire, 5, cité Prost (rue Chanzy), local du *Pot à Colle*.

Adresser livres, brochures, fonds et communications à Henri Duchmann, 80, avenue de Saint-Mandé, Paris.

∴

Un groupe de militants révolutionnaires a résolu de fonder en Haute-Loire un journal dont le but sera de porter la lumière dans ce département.

Il fait appel aux camarades de tous les pays, mais particulièrement aux originaires de la Haute-Loire, à ceux qui suivent le mouvement des idées dans la région des Cévennes et que scandalise la politique de Dupuy.

Les cotisations sont reçues aux bureaux du *Républicain de Craponne*, à Craponne-sur-Arzon (Haute-Loire).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Désastre, par P. et V. Margueritte; 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière.

Pour paraître fin de ce mois : *Escarmouches*, où notre collaborateur Rainaldy a réuni les articles parus dans les *Temps Nouveaux* et d'autres inédits; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Société libre d'édition des gens de lettres*, 30, rue Laffitte.

Compte rendu du sixième congrès maritime, 1 brochure, Nantes.

A lire :

Eclaircie dans les ténèbres, Savioz, *Fronde*, 4 janvier.

PETITE CORRESPONDANCE

M., à Newcastle. — La colonie était Clousden Hill Farm, Forest Hall.

E. L., à Bruxelles. — Nous avons quelquefois inséré des annonces de vente de collections de journaux, cela pour rendre service à des camarades, mais au moins ces journaux étaient de l'idée. Les vôtres sont peut-être intéressants, mais c'est en dehors de la propagande.

N., à Londres. — C'est par oubli que l'adresse n'avait pas été rectifiée sur la bande.

L., à Valenciennes. — Reçu feuilles. Merci. Quand j'aurai des nouveaux, je vous enverrai.

J. C., 44. — *La Guerre et la Paix* de Tolstoï, 3 vol. à 3 fr. 50 pièce, chez Hachette. — *Anna Karénine*, je ne sais si c'est traduit, je vais m'en occuper. — Tout Tolstoï est intéressant à lire, mais quelques-uns ne se trouvent plus, l'éditeur ayant fait faillite.

Ch. Durey. — J'ignore comme vous, et étant donné le nouvel ordre d'idées dans lequel vient de s'engager l'auteur, je doute fort qu'il le fasse rééditer de sitôt.

R. S., à La Plata. — Reçu coupure. Merci.

Reçu pour la brochure à distribuer : Roubaix, Bistro, 0 fr. 20; Un peinard, 0 fr. 20; Un beau mâle, 0 fr. 20; Une compagne, 0 fr. 25; Chauvinard, 0 fr. 10; Louis Michel, 0 fr. 20; Un copain, 0 fr. 20; Georges B., 0 fr. 40; Un ex-socialiste, 1 fr. et son copain de propagande, 0 fr. 55; E. Schœfflé, 0 fr. 25. Ensemble : 3 fr. 25. — Un coq rouge, Angers, 0 fr. 25. — B., à Rouen, 0 fr. 15. — En tout : 3 fr. 65. — Listes précédentes : 50 fr. 25. — Total général : 53 fr. 90.

Reçu pour le journal : Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — R., à Lausanne, 10 fr. — A. P., 2 fr.; A. A., 2 fr. — B., à Rouen, 0 fr. 75. — Merci à tous.

B., à Jonzac. — B., à Brest. — C., au Chambon. — N., à Moissac. — B. J., Toulon. — R., à Neuchâtel. — M. R., à Salon. — R., à Grenoble. — J., à Loches. — V., à Nîmes. — O. C., à Carvin. — N., à Toulouse. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisée). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisée). — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselbergh.* — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco : 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 30 fr. l'édition ordinaire et 60 fr. celle d'amateur.

Il reste encore une demi-douzaine d'*Errant* de X et des *Errants* de Rysselberghe, qui ne seront donnés qu'aux acheteurs des autres lithographies.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Reims

Chez Marquette, 163, rue de Barbâtre.

Le camarade porte en ville. On y trouve également toutes les publications anarchistes.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 39 — DIX CENTIMES — DU 21 AU 27 JANVIER 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Nous renouvelons notre précédent appel auprès des camarades en les exhortant de nouveau à forcer la main aux libraires en ce qui regarde la vente de notre journal. Et puisque réacs et policiers s'évertuent à les intimider, que nos amis mettent en œuvre la tactique adverse, en demandant partout notre journal à Paris, chez les libraires, dont la plupart le refusent ou le cachent, dans les gares, en province; que partout où il y a de nos amis, ils s'efforcent de nous trouver des dépositaires.

Nous rappelons également que nous avons toujours des invendus à la disposition de ceux qui voudraient en distribuer pour la propagande.

LE CÉSARISME

(Suite et fin)

V

Quoi! voici une nation menacée par l'invasion possible de plusieurs millions d'hommes, et vous n'avez à leur opposer que des *secrets militaires* dont vous faites tout autant de cas que votre digne papa, Napoléon III, faisait de ses mitrailleuses, — tout comme des bébés qui s'imaginent faire une grande chose par quelque machination enfantine, alors que « les grands » l'ont devinée depuis longtemps et font seulement mine de ne pas deviner? Bébés que vous êtes!

Est-ce par des petits secrets que les Allemands ont vaincu la France en 1870? Ils l'ont vaincue par le nombre, qui ne faisait un secret pour personne; il était dans tous les almanachs, que vous n'avez d'ailleurs pas le temps de lire, trop occupés de vos petites affaires de boutique journaliste et de vos boulevards Ce nombre vous avait été signalé par vos ambassadeurs. Mais, fichtre! plus malins que ça, vous alliez vaincre le nombre par vos petits secrets de mitrailleuses, par vos bravades sur les boulevards!! Et vous avez fait massacrer ceux qui se battaient comme des lions.

Le chassepot était supérieur au fusil prussien, les canons et les mitrailleuses français *étaient* supérieurs à l'artillerie allemande. Seulement, les Allemands avaient compris que la force n'est pas dans les secrets de Polichinelle des états-major — qu'elle est dans les nombres; et ils en avaient tant de ces fusils et de ces pièces de canon, et surtout d'hommes, — que la victoire leur fut assurée.

⁂

Les Allemands ont vaincu la France par le nouveau système de service obligatoire pour tous. Celui-ci *devait* vaincre le système de recrutement.

Que fait-on alors en France? On s'empresse d'adopter le système prussien. Et comme la population de l'Allemagne augmente bien plus rapidement que celle de la France — voilà la France déjà inférieure à l'Allemagne pour le nombre de soldats.

Il fallait alors mettre à l'étude le système du peuple armé qui existe d'ailleurs en Suisse. Il fallait étudier les moyens qui permettent à cette petite nation de posséder la plus puissante armée du monde, en proportion de la population. Il fallait étudier les moyens accessoires, qui font sa force : l'école, l'étude du terrain, l'appui des sociétés topographiques, l'indépendance du détachement, etc., etc.

Mais, fichtre! cela demandait du *travail*, de la *pensée*, de l'*initiative* — toutes choses qui répugnent à ces braillards ne sachant que la hausse ou la baisse du tirage de leurs journaux. Penser répugne à ces paresseux d'esprit qui aiment bien mieux chanter : « C'est la Boulange qu'il nous faut! » Ça n'oblige pas à penser, et cela paie.

⁂

Faire de la défense nationale une question nationale, et non pas un secret des bureaux — voilà ce qu'il fallait avant tout.

Or, tout homme de bon sens en France aurait dit en ce cas :

Au lieu de tenir sept cent mille hommes sous les armes, ce qui ruine le pays, il vaut mieux n'en avoir que cent mille, quitte à organiser le tout de façon que les autres six cent mille soient prêts à marcher en huit jours. La Suisse l'a fait, et pour la France ce n'eût été qu'une question d'étude, d'organisation.

Employer ensuite les immenses économies réalisées de cette façon — non pas à acheter des lettres de Guillaume, tout aussi authentiques que celles de Pascal que Chasles achetait à des prix fous à un faussaire, pour arracher à Newton « la gloire » d'avoir découvert la gravitation universelle... et pour faire de l'Institut la fable du jour, — mais employer ces millions à armer les frontières.

⁂

Metz est un danger; parfaitement! — mais que ferait — je ne dis pas la première araignée venue, mais une simple chenille, ou même une huître, en constatant un pareil danger? — Elle envelopperait le point menacé d'un réseau si puissant que l'ennemi menaçant deviendrait un prisonnier.

Eh bien, au vu et su de tout le monde, il fallait enserrer Metz d'un tel maillot de forts, de fortins, de mines et de retranchements, que pas un seul soldat sur le demi-million qui sortirait un jour de cette forteresse ne pût faire vingt kilomètres sur le sol français sans y trouver la mort!

Tout le monde savait en 1853-56 que les abords de Cronstadt étaient minés. On n'en a pas fait de secret; on l'a crié sur les toits, et si bien crié que Napier, avec sa flotte britannique, n'a jamais osé approcher Cronstadt à des lieues de distance, et s'est borné, dans le golfe de Finlande, à saisir une paire de bateaux de pêcheurs. Tout le monde savait que les Russes hérissaient la banlieue de Sébastopol de fortins, sous les yeux mêmes de l'ennemi : on les voyait travailler. Il n'en fallut pas moins onze mois pour prendre ces fortifications, élevées au jour le jour — comme il eût fallu à Thiers plus de onze mois pour prendre Paris si, sortant de son enceinte, Paris avait entassé de même des fortins sous les yeux des Versaillais.

⁂

Mais quoi! Est-ce à nous d'indiquer ici ce que la France aurait pu faire, et peut faire encore, si la question de la défense du territoire devient *une question nationale*. Le génie inventif du peuple français trouvera certainement mille moyens de paralyser tout ennemi qui oserait mettre le pied sur le sol de la France. La France n'est pas inférieure sous ce rapport aux Etats-Unis. Mais, ce qui a fait la force des Etats-Unis lors de la guerre civile et pendant la dernière guerre, c'est que l'on a cherché à vaincre, non pas par des secrets de Polichinelle, mais en faisant appel au génie de la nation et en mettant au service les volontés qui s'offraient. Il n'y avait pas de secrets sur les cuirassés américains, mais il y avait le nombre, il y avait les canons, la justesse du tir, la main ferme du mécanicien qui ne tremble pas devant ses ennemis.

⁂

Au lieu de cela, qu'a-t-on fait?

— « Ne touchez pas à l'armée », criaient les uns. « N'osez rien critiquer, rien suggérer! Papa Freycinet, ou papa Lockroy y veillent. Surtout, ne touchez pas à l'État-major! Oh! ceux-là savent tout! Ils achètent jusqu'à des lettres de Guillaume! Oh! ils en ont des secrets : « assez pour détruire toute l'armée allemande; » — tout comme cet autre imbécile, Alexandre Ier, qui, en 1812, complotait avec un inventeur d'aérostats le moyen de détruire les armées de Napoléon, alors que Napoléon amassait tout bonnement sept cent mille hommes et deux mille canons ordinaires et les lançait sur la Russie.

Et les voilà — les monarchistes, les déroulédistes et les drumonistes briguant la défaite pour écraser la République qu'ils haïssent et introner la monarchie et le saint-siège avec l'aide de la Russie, et ces soi-disant républicains de la dictature, faisant cause commune pour entonner ce refrain : — « **Ne touchez pas à l'armée. Laissez faire papa Henri!** »

Entre temps, ces Césariens, ces bonapartistes qui n'en ont voulu à Napoléon III que parce qu'il n'était pas un grrrand Napoléon, — faisaient la découverte de leur Boulanger. — « C'est Boulanger qu'il nous faut », pleuraient ces bébés.

Plus tard, ils trouvaient leur homme dans Alexandre III, et leur reine dans la « charmante » impératrice de Russie, Dagmar, et, oubliant toute dignité humaine, ils s'aplatissaient devant ce couple qui allait les sauver de leur peur des Prussiens!

Maintenant, c'est l'Etat-major qui est leur sauveur, Esterhazy — leur protégé, l'antisémitisme — leur dada patriotique. C'est avec ça qu'ils vont avoir raison de l'Allemagne! Mais c'est tout bonnement du crétinisme!

* * *

Ouvriers français, quand donc donnerez-vous un bon coup de balai, non seulement à vos gouvernants, mais aussi à ces revenants de l'Empire, qui, en votre nom, cherchent le salut de la France dans l'abandon de la dignité personnelle et dans les sauveurs, noirs et bleus, au lieu de le chercher en vous-mêmes, dans la nation française! — Quand donc aurez-vous raison de ces « patriotes » qui aiment tant la France qu'ils ne savent que la mépriser et la rabaisser, — la vendre aux prétendants et préparer une nouvelle débâcle!

PIERRE KROPOTKINE.

L'ARMÉE ET LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie a si bien conscience que, sans l'armée, c'en serait fait de sa puissance et de ses privilèges, qu'elle préfère sanctionner les infamies et les injustices dont sont victimes quelques-uns des siens. Même parmi ceux qui s'élevèrent contre le crime, quelques-uns éprouvent le besoin de distinguer, de faire des réserves en faveur de l'institution qui assure la bonne marche de l'état de choses dont ils vivent.

Eh bien, ne leur en déplaise, qu'ils soient conscients ou non des mobiles qui inspirent leurs restrictions, il faut qu'ils sachent, ceux-là, que les actes contre lesquels ils se sont élevés sont inséparables de l'institution qui les suscita, et que faire le procès des uns, c'est prononcer la condamnation de l'autre.

Le cri de justice qui s'élève en faveur de ses victimes est en même temps une virulente clameur de réprobation contre l'institution dont les défenseurs, plutôt que d'avouer ce qui, au début, pouvait passer pour une erreur, ne craignent pas d'entasser mensonge sur mensonge, iniquité sur iniquité.

Tant qu'il ne s'est agi que de pauvres pioupious, sans famille influente, sans relations pour les défendre, l'institution a pu les triturer à son aise, condamner à la fusillade, au bagne à vie ou à de longues années de prison, sans que l'on songeât à s'émouvoir. La voix des feuilles révolutionnaires qui protestaient de temps à autre contre ces hécatombes n'éveillait aucun écho : « Il faut de la discipline pour le maintien de l'armée. » Pour se couvrir de ses fautes, l'Etat-major s'est attaqué à des privilégiés de l'ordre social qui ont trouvé des défenseurs : tant pis pour lui, il faut que toutes ses victimes passent à travers la brèche que son inconscience vient d'ouvrir.

Si nous assistons à ce déballage d'hypocrisie, de mensonges, de jactance et d'ignominie qui a fini par écœurer les plus pacifiques, c'est que le militarisme ne peut produire que des fanfarons, des hypocrites et des menteurs.

Vous prenez des hommes auxquels vous enlevez toute initiative, toute volonté, que vous isolez de la vie active, vous les parquez à part, leur enseignant l'obéissance passive à tout ce qui leur sera commandé. Leur mettant un fusil entre les mains, vous leur enseignez qu'il faudra qu'ils s'en servent, si l'ordre leur en est donné, contre leurs amis de la veille, leur apprenant que c'est la mort qui les attend au cas où la velléité les prendrait de discuter cet ordre.

Pour les assouplir, leur façonner le cerveau à l'obéissance que l'on attend d'eux, on les fait pivoter comme des animaux savants, les accablant d'injures, sans qu'ils puissent protester, sous peine de mort. La moindre négligence est punie; on ne peut même réclamer contre l'arbitraire que lorsque la punition est subie. Et l'on s'étonne que, dans un tel milieu, fleurissent le mensonge et l'hypocrisie!

Si elle abrutit le simple soldat, la discipline corrompt également l'officier. Celui qui sait qu'il n'a qu'à parler pour être obéi, finit par se créer une morale spéciale. Et puis, si le règlement est relativement doux pour lui, il y a « l'avancement », la peur de déplaire et de ne pas arriver, qui est aussi déprimante que la crainte de la punition.

Celui qui craint d'être puni pour la moindre des fautes ou pour un oubli, cherche à pallier cette faute ou cet oubli en niant jusqu'à l'évidence, en mentant continuellement. Pour mériter une bonne note, l'officier se fait valet de son supérieur.

J'ai vu, à la caserne, les officiers, depuis le modeste sous-lieutenant, jusqu'à l'arrogant colonel, se presser autour du général, comme une bande de roquets et de larbins, cherchant à attirer une caresse de celui qui donne les bonnes notes, s'évertuant à prévenir le moindre désir du grand lama. Toute leur attitude exprimant la crainte et la servilité.

Aussi, au milieu de tout ce tissu de mensonges, combien s'en est-il trouvé pour élever la voix en faveur de la vérité? Un! un seul. Celui-là, il est vrai, a osé faire ce que peu auraient osé faire à sa place. Sans fortune, il a sacrifié position, avenir, à ce que lui dictait sa conscience. Il a manqué le payer de sa vie, et s'il ne va pas rejoindre Dreyfus à l'île du Diable, Picquart ne le devra qu'aux civils qui se levèrent pour le défendre. La même campagne d'ignominie qui fut menée contre celui pour la défense duquel il s'était levé, aura été menée contre lui, par ses ex-collègues.

Mais les autres?

Le conseil de guerre qui condamna Dreyfus pouvait invoquer en sa faveur l'excuse d'avoir été trompé. Il est acquis aujourd'hui qu'ils furent influencés par la production d'une pièce qui leur fut communiquée à l'insu de l'accusé. Pas un seul de ces sept officiers ne s'est élevé pour avouer que leur bonne foi avait été surprise!

Les Zurlinden, les Chanoine, les Cavaignac ont, pendant longtemps, berné l'opinion publique en parlant des soi-disant aveux de Dreyfus au capitaine Regnault-Lebrun. S'ils avaient existé, le gouvernement aurait forcé cet officier à parler, on se serait dépêché de le produire. Il n'en a rien été. Et cet officier est resté muet. Il s'est fait le complice du mensonge, en laissant mentir sur son nom.

Tous les officiers qui ont été mêlés à cette affaire, tout ce qui avait un galon, un panache ou un grade ou bien s'est tu lorsqu'il devait parler, ou bien a menti effrontément.

Pour sauver l'infaillibilité d'un des bureaux de l'Etat-major, les mensonges, le meurtre, les suicides, tout a été employé, hors la loyauté. Les Boisdeffre, les Gonse, les Pellieux, les Paty de Clam, les Henry, les Sandherr, tout cela s'est parjuré, a menti, comme s'ils n'avaient jamais fait que cela durant toute leur vie.

Qu'est-ce donc qu'une institution, où les plus haut gradés mentent le plus effrontément? Les résultats jugent l'œuvre.

L'armée est une école de démoralisation. Ce qui se passe aujourd'hui n'a d'importance que par le bruit qui s'est fait autour d'un fait dont des milliers semblables se produisent couramment, mais passent inaperçus parce que les victimes sont obscures. Les règlements militaires sont la négation de toute équité, de toute justice. Il fallait que des bourgeois en fussent victimes pour que l'on s'en aperçoive. On y a mis du temps, mais enfin on y est arrivé.

J. GRAVE.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

XI

L'Etat socialiste, préjugé général de 1848.

Que l'idée erronée, mais bien attractive, de L. Blanc sur l'Etat réformateur et socialiste fut adoptée partout chez les démocrates et les révolutionnaires, nous trouvons les preuves dans les événements de 1848. En Angleterre, ainsi que nous le savons à présent, les démocrates, soutenus par les organisations ouvrières de toutes nuances, y compris les socialistes owenistes, portèrent leur « Charte » (11 avril) au parlement, réclamant les réformes. En Allemagne, l'idée socialiste pénétra à peine, à cette époque, chez quelques groupes isolés d'hommes avancés. Cependant, là aussi, le socialisme était conçu sous la forme d'un communisme d'Etat et beaucoup plus autoritaire que chez L. Blanc et chez les démocrates français.

Quelques jours à peine avant la révolution du 24 février, la Ligue communiste allemande publia à Londres le « Manifeste communiste » rédigé par Marx et Engels. Dans la partie des revendications immédiates, le Manifeste répéta ce que L. Blanc propageait si éloquemment, depuis 1839, dans les *cinq éditions* précédentes de son *Organisation du travail* : l'Etat tout-puissant, absorbant tout, subjuguant tout — tel était le rêve des communistes allemands, tel il reste jusqu'à présent chez les social-démocrates.

A vrai dire, L. Blanc ni les démocrates français, Ledru-Rollin en tête, n'ont jamais sacrifié l'autonomie communale et les droits du citoyen envers l'Etat. L. Blanc surtout appuyait sur le droit des ateliers nationaux et des associations d'administrer leur vie économique et administrative selon leur propre agrément. Il est certain que tous les hommes éclairés en France devaient trouver monstrueux le socialisme préconisé dans les huit points d'action immédiate du manifeste. Heureusement pour l'humanité!

Le manifeste avait passé inaperçu dans la tourmente; publié d'ailleurs à un nombre restreint d'exemplaires, il était devenu une curiosité bibliographique. C'est en 1872 que le Manifeste commence sa course à travers les nations (1).

Sauf que le manifeste exagérait les attributions de l'Etat, l'idée fondamentale du socialisme introduit et confirmé par ce dernier était empruntée par Marx et Engels aux socialistes et aux démocrates français, surtout à L. Blanc et à Ledru-Rollin. « Par la politique arriver aux transformations sociales » (L.-Rollin); « l'Etat démocratique organisera la production socialiste » (L. Blanc) — telles sont les devises de la social-démocratie jusqu'à présent. Et si ces Messieurs disaient qu'ils sont fidèles aux traditions de la révolution de Février, nous n'aurions rien à dire contre eux; seules, nous diviseraient quelques discussions loyales sur le rôle de l'Etat dans la vie sociale. Moi, personnellement, j'aurais autant d'estime pour eux que pour beaucoup de radicaux-socialistes combattant honnêtement pour leur programme. Mais, par malheur, ils ont eu l'étrange idée de proclamer que la « tactique par-

(1) E. Vandervelde, *Le Jubilé du Manifeste communiste*, *Peuple*, Bruxelles, 28 mars 1898. — Cette course parmi les ignorants venait après l'Internationale, après la Commune!.. Retenons bien cet aveu d'un des chefs du socialisme parlementaire.

lementaire », la « législation directe », la « dictature du prolétariat », « *par la politique vers le socialisme* » et autres lieux communs de 1848 avaient été découverts par eux. Engels, dans sa prétendue histoire du socialisme, ne dit pas un mot de la France de 1840-1848; ses lecteurs allemands crurent, d'après lui, que toutes ces choses avaient été inventées par lui, et que jamais en France aucune agitation socialiste, aucune idée révolutionnaire n'ont trouvé place...

De la part des ouvriers allemands, c'est pardonnable : écrasés par l'esclavage capitaliste, ces braves gens n'ont pas de temps pour apprendre le français et étudier l'histoire. Mais que dire des Français et encore de « SCIENTIFIQUES » qui s'efforcent de faire passer en France comme une nouveauté scientifique les lieux communs de la démocratie française de 1848?... Ce qu'il y a de plus révoltant, c'est qu'au nom de ces vieilles revendications ils font une guerre à outrance à toute idée nouvelle et progressive; ils crient comme de vrais réactionnaires contre la moindre tentative révolutionnaire dans n'importe quel pays. Tôt ou tard, les ouvriers français comprendront qu'on dénatura l'histoire et les principes du socialisme quand on essaya de leur faire croire que le « Manifeste communiste » apporta à l'humanité quelque idée nouvelle. Il n'en est rien. Au contraire, dans sa partie pratique, parmi ces revendications immédiates, les auteurs introduisirent tant d'autorité, de monopole d'Etat, tant de négation du droit de l'individu et de la minorité, qu'ils rendirent odieuse l'égalité socialiste, et provoquèrent ce mouvement individualiste qui aboutit à la morale cannibalesque de Nietsche.

Voici leurs réformes socialistes :

1. L'expropriation de la terre et l'emploi de de la rente *pour les dépenses de l'Etat* (1);

2. Un lourd impôt progressif sur les revenus (2);

3. L'abolition du droit d'héritage (3);

4. La confiscation des biens des émigrés et des révoltés (4);

5. La concentration du crédit entre les mains du gouvernement par le moyen d'une banque d'Etat (5) et par le monopole de l'Etat (6);

6. La centralisation des moyens de transport dans les mains de l'Etat (7);

7. L'augmentation du nombre des fabriques de l'Etat et des instruments de travail (8); la culture et l'amélioration de la terre d'après un plan général (9);

8. Travail OBLIGATOIRE pour tous (10); l'organisation d'une armée de travail (11) spécialement pour l'agriculture (12).

Ce qu'il y a d'humain dans ce projet d'une constitution idéale de la social-démocratie est puisé chez les socialistes et les démocrates français. Les monstruosités mêmes sont empruntées chez les jésuites du Paraguay, chez les empereurs byzantins, chez le cruel despote Nicolas Ier de Russie.

(1) Toute la terre à l'Etat ! En Turquie, la terre est la propriété de l'Etat, du sultan, qui en cède l'usage à ses fidèles.

(2) Revendication des démocrates français.

(3) Cela est pris chez les saint-simoniens (V. chap. VII).

(4) Une vieille abomination pratiquée par tous les despotes et oppresseurs.

(5) C'est du L. Blanc dénaturé.

(6) Ce monopole d'État est un crime contre le socialisme, et son invention pourrait constituer la gloire d'Engels, si seulement Byzance ne l'avait pas pratiqué. (Voir Prof. E. Nys, *Les recherches sur l'histoire de l'économie politique*, Bruxelles, 1898.)

(7) Réalisé par Bismarck et le tsar, les grands socialistes !

(8) De nouveau du L. Blanc mal rendu.

(9) Monstruosité stupide empruntée aux jésuites du Paraguay.

(10) Comme aux bagnes pour les forçats.

(11) Absolument comme chez les jésuites du Paraguay. Qui était Candide? Qui était le Dr Pangloss?

(12) L'empereur Nicolas organisa beaucoup avant les colonies militaires d'agriculture. Les vrais bagnes... Pauvre humanité! En majorité tu es composée d'agriculteurs, et c'est pour toi que Marx et Engels préparaient l'esclavage sous le titre de socialisme... Non, mille fois non! Ils n'ont rien eu de commun avec Fourier, Saint-Simon ou R. Owen.

Je le répète : l'adoration de l'Etat, la foi aveugle dans ses bienfaits étaient générales. Une république démocratique, basée sur le suffrage universel, comme la Suisse et la République française actuelles, accomplissait, selon les préjugés de l'époque, la régénération sociale de l'humanité. Sauf quelques owenistes en Angleterre et Proudhon en France, chacun croyait, et avec beaucoup de sincérité, qu'une fois le suffrage universel introduit, il serait au pouvoir avec ses amis et ses partisans. Alors chaque parti était sûr de réaliser la justice sociale :

Les démocrates, par la politique (L.-Rollin);

Les socialistes, par l'organisation du travail (L. Blanc);

Les révolutionnaires, par la dictature du prolétariat (Blanqui);

Les communistes allemands, par le monopole, les séquestrations, par l'armée du travail et la discipline.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — Parmi les institutions actuelles, celle que le moins volontiers on nous voit attaquer, c'est certainement l'institution de la « charité officielle ». Est-il, dit-on, plus noble fonction pour l'Etat, que le soulagement des misères sociales? Et pour si petit qu'il soit, le peu de bien qui en résulte ne vaut-il pas mieux que rien?

Est-on bien sûr que l'initiative privée — en supposant la suppression brusque de ce rouage administratif, en l'état social présent — n'atteindrait pas un résultat bien supérieur? On objectera que rien ne l'empêche et qu'elle ne le fait pas. D'abord elle compte un peu sur l'Etat qui s'est arrogé l'attribution de réparer le mal qu'il engendre, et qui prélève dans ce but des sommes considérables, fort mal employées, gaspillées même.

D'un autre côté, c'est à tort qu'on imagine indispensable l'intervention de l'Etat en cette matière, en raison de l'inaction dans laquelle, pense-t-on, se confinerait l'initiative privée.

Il en est du soulagement des maux, de l'esprit de solidarité, comme de tant d'autres choses qui n'ont rien à voir avec l'autorité : c'est affaire de mœurs. A notre époque, si l'esprit de justice et d'égalité sociales n'est pas suffisamment développé pour déterminer dès aujourd'hui la révolution libératrice, il n'en est pas moins vrai que l'idée de solidarité générale, de responsabilité et de réparation relative est assez répandue pour que l'on considère comme un devoir social la nécessité de pallier jusqu'à un certain point le mal profond créé par l'organisation économique qui nous régit. Comme preuve, je citerai le grand nombre d'hôpitaux, de dispensaires, de crèches, etc., dus à l'initiative privée. Ce n'est pas la justice, loin de là! car la justice serait qu'il n'y eût plus de misère à soulager; et cette perfection ne saura être atteinte que lorsque chacun pourra disposer, au gré de ses besoins, des moyens de production et de consommation.

En attendant qu'il en soit ainsi, voyons comment fonctionne cette si précieuse administration aux attributions philanthropiques. Nous connaissions déjà les huit cent mille francs d'économies qu'elle se vantait un jour d'avoir réalisés; nous savions aussi que les stocks de bois de chauffage, restant de l'année précédente, sont brûlés en plein air au lieu d'être distribués aux indigents qui grelottent de froid; nous savions que l'Assistance publique emploie de préférence les fonds dont elle dispose à faire des opérations d'achat et de vente de terrains, etc. Pour tout, il en est de même.

Dernièrement, un conseiller municipal ayant remarqué qu'un stock considérable de couvertures, de camisoles, de gilets de laine et de flanelle, se gâtaient en magasin, faisait voter par le conseil municipal qu'à l'occasion du jour de l'an, une distribution de ces objets serait faite aux malheureux. Quand les bureaux de bienfaisance voulurent faire prendre ces couvertures, etc., à l'administration de l'Assistance, celle-ci prétendit les leur facturer, et comme elle ne perd jamais une occasion de faire des bénéfices, elle fit des prix supérieurs à ceux qu'elle avait payés.

La plupart des bureaux de bienfaisance ne voulurent pas consentir à ce genre d'opération. D'où conflit, que le conseil de surveillance est chargé de trancher. Espérons que la distribution de couvertures et de vêtements de laine pourra se faire cet été.

*
* *

BAGNES D'ENFANTS. — L'administration pénitentiaire se venge. — De quoi? demandera-t-on. — Mais des supplices que ses subordonnés font endurer aux petits colons confiés à leur garde, et c'est sur les martyrs, naturellement, qu'elle se venge. Elle ne leur pardonne pas le bruit qu'on a fait sur leurs souffrances. La destinée et le rôle social de l'enfant ne sont-ils pas d'être l'éternelle victime de toutes les iniquités, de toutes les brutalités? Cela, uniquement parce qu'il est le plus faible. « Tous les gens querelleurs, jusqu'aux simples mâtins » sont ménagés. Mais l'enfant! Lui qui ne peut se défendre, haro sur lui! Il paiera pour tous! Ah! on ose te plaindre? Tiens, attrape! Et les coups pleuvent, et les petits martyrs d'Aniane, dont on estime le sort trop doux, sont transférés à Eysses, colonie pénitentiaire renommée par la dureté de son régime.

Notons en passant que la population de Villeneuve-sur-Lot, ville voisine d'Eysses, demande à cette occasion que l'on renforce la garnison.

J'ai pensé tout d'abord que cette demande avait pour but de protéger les habitants contre les gardiens. Il paraît que non, et que ce sont les enfants qui font peur à ces bons Villeneuvois.

*
* *

Dans l'*Aurore* de dimanche, Henry Leyret publie une lettre de Girier, datant de juin 1897. Cette lettre, que je regrette bien vivement de ne pouvoir reproduire ici, faute de place, est fort belle; elle dénote une clarté d'intelligence qui, vraiment, surprend quand on sait quelles tortures endurait le condamné qui l'a écrite.

Elle n'eut pas le don, nous raconte Leyret, de toucher le cœur (?) de Félix Faure, le fat dindon de l'Elysée. Elle eût fait moins bien sans doute sur son jabot que la Toison d'or.

ANDRÉ GIRARD.

*
* *

CRIMINELS. — L'homme n'est pas criminel de gaieté de cœur; on n'assassine pas par vocation. Mais c'est la difficulté que le milieu social apporte à la satisfaction des besoins qui pousse l'individu au crime. Les tempéraments brutaux sont plus que les autres enclins à la violence, voilà tout.

Trois jeunes gens de dix-huit, dix-neuf et vingt ans, Georges Martin, Alphonse Burguert et Pierre Mathieu, ont dévalisé et assassiné une vieille femme, rue Pierre Leroux. Entrant dans une pièce attenante à la boutique, Burguert trouva une petite fille endormie, et les journaux rapportent ce dialogue entre lui et Martin : « — *B.* Il y a une gosse qui dort par là. — *M.* Prends un couteau pour la saigner, si elle s'éveille. — Tu as raison... (*Revenant.*) Non, elle est trop gentille, je ne veux pas lui faire de mal. Et puis d'abord, elle dort. »

N'est-ce pas là une preuve que la pitié existe au cœur de tout individu, quel qu'il soit? J'en trouve encore un exemple dans la bande de Neuilly, dont les membres viennent d'être condamnés. Quand plusieurs d'entre eux avaient dévalisé un passant, ils lui confiaient le mot de passe, afin qu'il ne fût pas molesté inutilement par leurs associés, s'il venait à en rencontrer.

Ce sentiment d'humanité montre que les malfaiteurs, pas plus que les autres, ne font le mal pour le mal. A intérêt égal, chacun préfère la bonté; et pour que le pire des assassins soit un homme loyal et bon, il faudrait peu de chose : que le milieu social fût modifié.

*
* *

CHEZ LES BOURGEOIS. — Deux étudiants en médecine se querellent pour une femme; ils se battent. L'un d'eux sort de sa poche un couteau et en frappe l'autre, qui s'évanouit. On l'emporte à l'hôpital dans un état grave.

Ce ne sont pourtant pas de pauvres bougres sans instruction. Impossible ici de maudire les vices du peuple, la brutalité du peuple. Les exemples de ce genre devraient enseigner aux marchands de justice plus d'indulgence pour les ouvriers qui leur tombent sous la main. Etant plus ignorants, ils sont plus excusables.

Autre fait. Un peintre nommé Eugène Forcade, licencié ès lettres et ès sciences, morphinomane enragé, est mort dans un accès terrible causé par cette désastreuse passion. Encore une occasion pour les bourgeois d'être plus indulgents envers ceux du peuple, et moins satisfaits d'eux-mêmes. Les ouvriers s'abrutissent avec du vin, les bourgeois avec de la *morphine*. Est-ce une bien grande supériorité?

∴

Les joies du militarisme. — Deux jeunes gens s'aimaient d'amour tendre : Emile Grosvalet, dix-huit ans; Louise Raffini, dix-sept ans. L'Etat survint, s'empara du jeune homme et l'enferma pour trois ans dans une caserne. Séparés pendant trois longues années! Les pauvres amoureux ne purent supporter ce malheur, et un jour que Grosvalet était de permission, ils louèrent une chambre, y allumèrent un réchaud... On enfonça la porte juste à temps : ils étaient aux trois quarts morts. On les a rappelés à la vie. Si c'est pour la leur rendre tout entière, on a bien fait.

Hélas! le militarisme ne lâche pas ses proies comme cela. Jeune homme qui as l'audace d'aimer et de ne pas te contenter des maisons de honte que l'Etat encourage à ton intention, retourne à la caserne, mauvais soldat, esclave rebelle! Et toi, petite effrontée, tu n'auras le droit d'être à ton ami que lorsque l'Etat aura suffisamment avili son cerveau et pourri son corps.

Hélas! puisque c'est pour les torturer qu'on les a fait revivre, mieux valait les laisser mourir, pendant qu'ils étaient en si bon chemin...

∴

L'honneur de l'armée. — La Cour de cassation vient de découvrir, dans le dossier secret et le dossier diplomatique, de nouveaux faux, à l'actif de l'état-major, il va sans dire.

Cela n'entame en rien notre patriotisme. Vive l'armée des faussaires! R. Ch.

Belgique.

Bruxelles. — Un meeting tenu en faveur de l'amnistie pour les détenus politiques, visant spécialement la libération de notre ami Moineau, l'anarchiste liégeois, avait lieu le 11 janvier; il avait été organisé par la jeunesse socialiste de Bruxelles.

Des orateurs socialistes, après avoir fait le procès de la société bourgeoise, montré l'état de misère dans lequel vivent les producteurs, battant en brèche cette organisation si peu équitable, louent le caractère de l'anarchiste Moineau qui voulait l'évolution matérielle et intellectuelle de la masse travailleuse. L'enthousiasme avait saisi la salle; les socialistes, les progressistes, la jeunesse libérale et l'anarchiste Thonar, au nom des coreligionnaires de Moineau, acclament la candidature du prisonnier de Louvain. Le citoyen Thonar ajoute, pointant un correctif à son adhésion : « Bien que la doctrine libertaire repousse le parlementarisme, ses adeptes se rallient à la candidature de Jules Moineau, parce que cela est conforme à notre idéal de justice et d'humanité. »

Qu'il y ait des gens qui combattent le parlementarisme et se targuent du qualificatif anarchiste, en défendant une candidature, cela les regarde personnellement; mais qu'ils parlent au nom de compagnons desquels ils n'ont point reçu de mandat, cela dépasse les bornes de la plaisanterie — c'est malhonnête. Je tiens à dire, ici, que le citoyen Thonar n'avait pas qualité pour parler au nom des coreligionnaires de Moineau. Nul ne se sent plus heureux qu'un anarchiste quand il peut aider à la levée d'écrou d'un prisonnier. Mais de là à faire un pacte avec la clique parlementariste, il y a un monde. Que Royer, le défenseur de Moineau, qui, lui, n'est pas anarchiste, fasse cette besogne et y soit aidé par les socialistes-démocrates, les progressistes et les libéraux, c'est naturel. Mais que l'anarchiste Thonar attribue aux amis du prisonnier l'idée de contribuer à sa candidature, c'est de l'aberration. L. Dufaix.

Italie.

Le nouvel an s'annonce mal aux dominateurs italiens, pas même le jour de l'an ne leur laissa de trêve!

On envoya des troupes à Partinico (province de Palerme, Sicile) en vue des désordres auxquels on s'attendait que l'agitation de la population ne dégénérât en révolte; de même à Minervino, Murge et à Molfetta (Pouille), où les paysans armés attaquèrent *les maisons des propriétaires*, détruisirent le télégraphe, coupèrent la voie ferrée, envahirent les magasins.

Quatre mille paysans de Niscemio, sur une population de 13.000 habitants, se réunirent sur la place du village pour réclamer l'abolition de l'octroi. La foule parcourut les rues, grossissant toujours, donna l'assaut aux bureaux d'octroi, brûla ceux qu'elle ne parvint pas à détruire, — après les avoir préalablement aspergés de pétrole — jeta les registres aux flammes, aux cris répétés de « Nous ne voulons pas d'octrois! A bas la municipalité! »

Les carabiniers accoururent, mais restèrent impuissants; le maréchal des logis déchargea trois coups de mousqueton « sans résultat »; par contre, deux carabiniers furent blessés par les pierres jetées par la foule. Andréa d'Angélo.

∴

Pantelleria. — Dans ma précédente correspondance, je vous parlais d'un *coatto* tué à Ustica par un policier. Je vous disais aussi que nous en avions informé l'*Avanti* et l'*Agitatore*. Il y a quelques semaines, d'autres informations plus intéressantes encore avaient été envoyées à l'*Avanti*; mais nous soupçonnons que celles-ci ne sont pas parvenues au journal socialiste de Rome, parce que poste et police italiennes forment désormais un seul bureau lorsqu'il s'agit de nous. Aussi vais-je relater ici tout ce qu'on avait écrit déjà à l'*Avanti*.

Les personnes qui ont vu le policier Scordia frapper et précipiter d'une échelle le coatto Donati sont les nommés Azzolini et Donelli, coatti eux aussi. Dans l'enquête faite à Ustica, ils n'ont pas été interrogés.

Profitons de cette occasion pour parler encore un peu du *domicilio coatto*, quoique nous en ayons parlé déjà si souvent dans ce journal.

Vous savez déjà que le coatto jouit d'un subside journalier de 50 centimes, d'une paillasse, d'une couverture et du logement. Celui qui n'a pas de draps doit coucher sur la paille. Si celle-ci était propre, ce ne serait pas trop mal; mais généralement elle est sale, et, par-dessus le marché, le sac qui la contient est plus sale encore, vieux, décousu, en lambeaux. La couverture ne vaut pas mieux, fétide, trouée dans tous les sens. Comme avec 50 centimes par jour il est difficile de pourvoir à sa propreté personnelle, le malheureux qui a l'intention de reposer sur ce puant grabat est assailli par une armée de petits animaux.

Et ce n'est pas tout. Le logement consiste en une vaste pièce, rarement badigeonnée, où il y a de vingt à soixante coatti. La porte reste fermée pendant la nuit et il y a de ces dortoirs qui n'ont pas de fenêtre. Des baquets, affectés aux usages que l'on sait, achèvent de corrompre l'air déjà vicié par la respiration des dormeurs.

Telle est la stricte réalité. Et tout sentimentalisme mis à part, il est impossible de ne pas se révolter devant un si infâme traitement infligé à des hommes, et à des hommes qui n'ont commis aucun crime!

∴

L'exode des anarchistes et des socialistes pour les îles augmente de jour en jour. Ici seulement, à Pantelleria, nous sommes déjà vingt-trois. Dans les autres îles (Ventolène, Ponza, Lipari, Ustica, Favignana, Lampedusa), il y en a autant. On peut donc calculer que les relégués politiques italiens frappés dans ces derniers mois atteignent le chiffre moyen de 140. Beaucoup sont déjà en route, beaucoup attendent dans les prisons les carabiniers ou la décision des commissions provinciales!

Que de tristesse! L'année passée, à la même époque, l'*Agitazione*, l'*Avvenire sociale*, le *Ribelle*, le *Nuovo Verbo* inondaient largement la péninsule. Des camarades tenaient çà et là des conférences, d'autres organisaient des réunions, d'autres se constituaient en groupes, d'autres s'efforçaient de nous concilier tous dans un but commun. Où se trouvent-ils à présent? Deux rédacteurs et l'administrateur de l'*Agitazione*, Recchioni, Agostinelli et Smorti sont ici, Malatesta est à Lampedusa, De Francesco, de l'*Avvenire sociale*, est en prison à Messine; Prestandrea, du *Ribelle*, est en prison à Reggio-Calabre; Barnaba, du *Nuovo Verbo*, va venir au domicilio coatto : des conférenciers, des camarades les plus actifs, ceux qui se trouvent encore en liberté, sont obligés de fuir ou de se cacher. Toute la vitalité de notre parti semble disparue. Le moment est bon pour les calomniateurs. Ils en profitent!

Mais sommes-nous, vraiment, en complète déroute?

Roberto d'Angió.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Lille, le 9 janvier 1899.

Monsieur le Directeur,

Dans l'article que vous avez eu la bonté de me consacrer dans les *Temps Nouveaux*, au sujet de *Vive l'armée!* vous prétendez que l'Etat-Major fera saisir mon livre s'il le gêne, mais qu'il ne le discutera pas.

Je crois que vous exagérez et je ne puis admettre qu'il ne se trouvera pas, dans le haut commandement, un général qui essaiera de prouver que mes allégations sont fausses et que les généraux français sont absolument à la hauteur des fonctions dont ils sont investis.

Dans le cas contraire, ils seraient simplement des criminels dans toute l'acception du mot.

Veuillez, etc...

G. Nercy.

M. le capitaine Nercy est un naïf, la lecture de son livre nous l'avait déjà démontré, sa lettre le prouve une fois de plus. L'autorité supprime, condamne, mais ne discute pas. Et, du reste, elle a bien raison; car, ne reposant que sur l'arbitraire, elle est à son déclin lorsqu'elle souffre qu'on la discute. J. G.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Instants de ville, vers, par G. Pioch; 1 vol., 2 fr. au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

Praticiens politiques, par Ernest Charles.

De ouvermijdelijke anarchie, de Peter Kropotkine; brochure, 6 cents, J. Sterringa, Amsterdam.

Les Loups, pièce, par Saint-Just; 1 vol., 2 fr., librairie Bellais, 27, rue Cujas.

A lire :

Notre loi des suspects, par F. de Pressensé; E. Pouget, *Revue Blanche*, 15 janvier.

BOITE AUX ORDURES

L'Ecole du crime, par Georges Rency, *Le Soir*, de Bruxelles, 13 septembre 1898.

A NOS LECTEURS

Encore cette semaine, nous sommes sans supplément. Il est évident qu'à l'heure actuelle les théories ne sont pas à la hausse, mais comme nous avons la conviction que c'est la seule façon de propager l'idée, nous croyons devoir nous y tenir de plus en plus ferme.

PETITE CORRESPONDANCE

A. D., à Montreuil. — Convocation trop tard. Le mardi matin dernière heure.

K. — Reçu les citations. Merci. Mais celles faites par les journaux sont sujettes à caution. Il nous faudrait, avec, le titre des ouvrages d'où elles sont tirées.

W., à Genève. — La souscription Jean Roule a été insérée numéro 32.

P., à Edimburgh. — Merci pour les timbres. En effet, les vendons au profit de la propagande.

Librairie, Buenos-Ayres : Remis 50 fr. au *Peinard*; 50 fr. au *Libertaire* et 8 fr. 40 à la *Feuille*.

A., à Bienne. — *Viola Cottage, Bromley, Kent (Angleterre).* — *Genève.* — Reçu correspondance.

Reçu pour le journal: Montpellier, collecte par S., auprès de quelques étudiants, 8 fr. 30. — V. P., 5 fr. — K., à la Ferté, 1 fr. — Un groupe de camarades du « Syndicat des ouvriers de précision », versé par le camarade Latapie, 14 fr. 50. — P., à Genève, 2 fr. — B., à Puget-Ville, 2 fr. 10. — Victor, 1 fr. 50. — Un bourgeois juif, qui a un faible pour les anarchistes, 10 fr. — Un camarade, 2 fr. — B., 6 fr. 20. — L., par A. G., 0 fr. 50. — E. M., Bourges, 5 fr. — Remise de commission, 6 fr. 80. — Merci à tous.

E., à Montpellier. — B., à Roubaix. — B., à Rochefort. — D., à Charleroi. — B., à Jemmeppes. — M., à Reims. — F., à Amiens. — M., à Anvers. — D., à Saint-Etienne. — R., à Villiers. — J., à Saint-Etienne. — P., à Edimbourg. — S., à Montpellier. — P., à Londres. — B., à Sprimont. — M., à Nuaillé. — N., à La Charité. — B., à Toulon. — H., à Angers. — M., à Reims. — Jeanquimarche. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 40 — DIX CENTIMES — DU 28 JANVIER AU 3 FÉVRIER 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nos abonnés de l'extérieur sont prévenus qu'il ne sera pas pris remboursement sur eux, aussi sont-ils priés de nous envoyer le montant de leur souscription s'ils ne veulent avoir d'interruption dans la réception du journal.

Remboursement sera pris sur ceux de France dans le courant du mois.

Prière également aux dépositaires qui n'ont pas réglé le bordereau du mois passé, de se presser.

A NOS DÉPOSITAIRES

Débordés de copie, nous mettons 8 pages cette semaine au journal, en place de supplément; mais nous n'arrivons à mettre les 4 pages supplémentaires qu'en empiétant sur les ressources à venir et en risquant de ne pas paraître la semaine prochaine. — Inutile d'insister sur la nécessité de nous faire parvenir tous les fonds disponibles de la vente.

LES PANAMISTES DU PATRIOTISME

Autrefois, on disait que le patriotisme c'est le dernier refuge du coquin. Aujourd'hui, on a trouvé mieux. Le patriotisme est devenu le Panama du journalisme.

On commence en se coiffant du bonnet phrygien. On lance des articles quasi-anarchistes dans chaque numéro de son journal. On fait campagne contre tel ou tel gouvernement. Ça paye bien — pour la nouveauté du sujet. On se crée ainsi une clientèle parmi les travailleurs et les mécontents de toutes sortes.

Mais bientôt cela cesse de rapporter. Les travailleurs, enchantés de la critique, demandent au journaliste qu'il aille plus loin; qu'il les suive dans leurs revendications socialistes; qu'il affiche un programme révolutionnaire dans les faits — non plus seulement en paroles.

Mais, le socialisme c'est la pauvreté. C'est une vie très modeste. Un socialiste qui jetterait l'argent par la fenêtre pour les costumes de sa dame, pour les loges à l'Opéra, pour les festins et le reste, serait vite classé par le peuple. Et c'est ce qui arrive à ces faux frères. Le peuple leur tourne vite le dos; le tirage de leur journal tombe.

Comprenez-vous seulement l'effroi du journaliste quand on lui annonce ces mots terribles : « Le tirage tombe! »

Alors, mon journaliste s'empresse de jeter « toutes ces blagues » par-dessus bord. Il en garde juste ce qu'il faut pour conserver encore une petite auréole d'ex-révolutionnaire — et il devient *patriote*.

∴

Le patriotisme, comme ils l'entendent, eux, cela paye. Cela paye même très bien, mieux que les actions du Panama, ou des chemins de fer du Sahara. On laisse celles-ci aux imbéciles, — aux présidents de la République, — tandis que le journaliste, plus malin, se met à exploiter le Panama du patriotisme.

C'est si simple! L'art de faire le patriote s'enseigne en cinq à six leçons. Plus facile que l'art de monter à bicyclette! Achetez dix numéros de journaux « patriotiques, antisémites et antidreyfusards » et vous apprendrez cet art en huit jours.

Rien de plus simple que de suivre les chemins battus. Pour être anarchiste ou même social-démocrate, il faut encore penser. Il faut se faire une espèce de programme. Il faut savoir dire quelque chose de nouveau, quelque chose de réfléchi : — sans cela on dit des bêtises.

Pour le patriotisme, tout est fait. Les idées, on peut s'en passer : les mots les remplacent. Et ces mots sont trouvés forgés, il y a mille ans, par d'autres malins. Il n'y a qu'à retaper les vieux clichés. C'est juste la pâtée qu'il faut aux journalistes qui perdent leurs dents et leur talent.

∴

Et puis ça paye! Fichtre, si ça paye! Consultez seulement la chronique du 15 janvier des journaux patriotards. Lisez les joyeuses réflexions des chroniqueurs patriotards à l'égard du *Figaro*. Sa clientèle, assurée autrefois, leur faisait venir l'eau à la bouche. Elle s'en va aujourd'hui! Elle vient à eux! Il y a deux ans, les actions du *Figaro* se vendaient à 1.075 francs chacune. Dès qu'il montra ses velléités dreyfusistes, elles tombèrent à 990 francs. Et les voilà qui ne se cotent plus, à la Bourse, qu'à 780 francs. « Le *Figaro* perd sa clientèle, — triomphent ces messieurs; c'est à nous que viennent ses lecteurs! Ce qui prouve que nous sommes dans le vrai! »

Ça paye, — donc il faut suivre le courant. La pornographie paierait, peut-être, mieux. Mais cela demande du talent — donc soyons patriotes!

Le premier imbécile peut l'être. C'est pourquoi ils ont eu tant de tendresses pour ce voleur, Katkoff, qui, par l'intermédiaire de Cyon — le juif allianciste — s'il vous plaît, ami de Boulanger, leur a enseigné l'art de s'enrichir en changeant le manteau de révolutionnaire pour l'habit chamarré du patriote. On comprend les larmes — d'envie — qu'ils versaient sur sa tombe.

∴

Ah! nous savons bien qu'il y a des patriotes. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, tant qu'il y a des langues diverses, des civilisations diverses, des chants nationaux, des paysages variés, l'homme qui a parlé telle langue dès son enfance, qui a grandi au milieu d'un tel paysage et d'une telle civilisation, qui fut bercé au son de telle chanson, aimera cette chanson, cette civilisation, ce paysage, cette langue au-dessus de toute autre civilisation, langue et chanson.

Pour peu que cette civilisation et cette langue se sentent opprimées, ou que le pays soit sous la tyrannie, — il l'aimera davantage, avec passion.

Oui, certes, le patriotisme en ce sens existe, même pour le sans-patrie, le trimardeur, qui, malgré toute sa haine pour les oppresseurs de son pays natal, n'en aime que plus tendrement la langue, les coteaux ou les montagnes, les mœurs et coutumes de son pays opprimé.

Ce sentiment existe, et il est fort possible que plus l'homme deviendra internationaliste, plus il aimera les individualités locales dont se composera la famille internationale; plus il cherchera à en développer les traits locaux, individuels. C'est comme pour l'anarchie qui relève, renforce l'individu au lieu de frapper toutes les individualités au même moule.

Oui, il y a des patriotes qui aiment leur pays natal.

Mais ce serait une honte et une canaillerie de confondre ceux-ci avec ceux-là — les amoureux de leur pays natal avec les coquins chamarrés du panamisme soi-disant patriotique.

∴

Quand on aime quelqu'un, une personnalité réelle ou une personnalité abstraite, pays ou nation — on l'estime d'abord. On cherche à la voir belle, estimée par tout le monde, honorée pour toutes ses qualités.

Voyez les patriotes de la jeune Italie dans le passé! Voyez les patriotes polonais ou finlandais. Lisez, par exemple, cet admirable livre de George Brandès — le grand critique de l'époque — sur la Pologne. Tout en Pologne est consacré à l'amour du pays. Cet amour perce dans chaque ligne de leurs poètes, leur romanciers, leurs journalistes. Même les socialistes internationaux de la Pologne, plus internationalistes que tant d'autres, aiment encore leur pays, bien plus encore que les nationalistes polonais.

Créer une littérature belle, grande, pleine d'idéal — voilà où est placé leur amour-propre.

La vantardise — ils la méprisent. Reconnaître ce que les autres nations ont fait de grand, et prouver que la petite Pologne, dans tous ses malheurs, est restée grande aussi — voilà leur ambition. La placer à l'un des premiers rangs par ses *lettres*, *son art*, par *l'éducation populaire*, par la vigueur de son parti socialiste *international*, par la grandeur d'âme, par ses fils courant à la révolution internationale — voilà leur idéal.

Ceux-là sont sans doute des patriotes.

∴

Eh bien, est-ce qu'il serait permis, après cela, de mettre en parallèle les panamistes du patriotisme en France?

Ces gens qui méprisent le peuple français et ne voient qu'un moyen de le relever — celui de lui donner.... quoi? — Une bûche comme Boulanger pour maître, ou un petit Bonaparte, ou tel autre César forgé par eux avec la connivence de la cour de Russie!!

Ces messieurs qui croient qu'ils arriveront à vaincre une nation aussi formidable que l'Allemagne — par quoi? Par les petits secrets, par les petits papiers qu'ils voleront çà et là, par les abrutis Sandherr, par les Esterhazy et les Henry!! — O imbécillité de ramollis! Faut-il que l'on soit imbécile pour suivre un seul moment ces grands prêtres des cours martiales! pour croire un seul instant que ces défenseurs des tribunaux de guerre voient autre chose que leur dieu — le tirage!

Un homme qui aime, tient au-dessus de tout à la dignité de celle qu'il aime. Mais ces messieurs qui se font petits, méprisables, honteusement méprisables, pour plaire à un Katkoff ou à un tsar qui les tient en mépris malgré leurs platitudes — est-ce ça qu'on oserait appeler amour de son pays?

Amour de souteneurs, peut-être! Mais certainement pas amour de patriotes.

PIERRE KROPOTKINE.

AVEUX BOURGEOIS

La Ligue des Patriotes étant par trop ridicule, et ne réussissant pas à rendre les services qu'en attendaient les dirigeants bourgeois, quelques professeurs, littérateurs, artistes! ont éprouvé le besoin de rafistoler le culte de la patrie sur des bases un peu moins charlatanesques. Ils viennent de fonder la Ligue de la Patrie française. A l'inauguration de cette ligue, M. Jules Lemaître a prononcé un discours qui a transporté d'aise tous ceux qui, selon l'heureuse expression de Coppée, ont un bonnet à poil qui se hérisse dans leur cœur! et dont quelques perles sont à détacher (du discours, pas du bonnet à poil) :

D'abord, M. Lemaître se déclare aussi partisan de la justice, des droits de l'homme que qui que ce soit. Il ne reconnaît à personne le droit d'en douter. S'il se met du côté de l'obscurantisme, du côté des faux et des dénis de justice, c'est que, parlant de l'*affaire* :

« ... Non seulement cette question de *fait* a été légalement tranchée par le tribunal compétent; mais, par sa nature même, ce fait échappe à l'appréciation des particuliers. Nous, simples citoyens, nous n'avons ni qualité pour établir la vérité dans cette affaire, ni moyen personnel de l'atteindre : par suite, nous n'avons même nullement le *devoir* de la rechercher pour notre compte. Mais, en outre, les moyens de la saisir nous faisant défaut, où prendrions-nous le *droit* d'affirmer violemment que nous la tenons et que les juges compétents, infiniment mieux informés que nous, l'ont ou méconnue ou méprisée? »

Ceci, *c'est la raison d'Etat ressuscitée par un partisan des droits de l'homme. Les juges ont prononcé. Le simple citoyen doit se taire. Du moment que des hommes compétents ont décidé, que venez-vous réclamer, simples profanes?*

Mais l'extrait suivant donnera encore mieux les raisons de l'orateur :

« Nous voudrions faire de l'amour de la patrie une sorte de religion. Cela est urgent. Il y a eu depuis trente ans, dans presque toute la France, une diminution des croyances religieuses. Quelle foi reste à ce peuple? Quel principe d'action désintéressée?... La morale rationnaliste ne laisse pas de paraître aux foules un peu froide et abstraite, médiocrement persuasive. Ne pourrait-on pas la réchauffer et la vivifier en la faisant rentrer en quelque sorte dans l'amour de la patrie?... »

« Le peuple, débarrassé de l'esprit de soumission inspiré par la religion, refusera de se plier plus longtemps à un labeur forcené, s'il n'aperçoit aucune récompense », voilà bien ce qui tracasse nos bons patriotes, et qui les rend inquiets pour l'avenir.

Prolonger l'esprit religieux en créant le culte de la patrie, voilà ce qui les hante, voilà ce que, depuis plus de vingt ans, nous essayons de démontrer.

« Il faut une religion pour le peuple », disait Voltaire, ce modèle du parfait bourgeois, tout en contribuant à démolir celle qu'il avait. « Il faut une religion pour le peuple », clament ses continuateurs qui voudraient bien ressusciter ce qu'ils ont aidé à tuer.

∴

Quand le peuple croyait à une vie nouvelle après la mort, quand il espérait acheter les félicités de cette vie supra-terrestre par les misères et les privations endurées ici-bas, les contrastes, les inégalités le choquaient moins. Que lui importaient quelques années de misères, puisqu'elles devaient lui valoir une éternité de félicités! Les premiers ne devaient-ils pas être les derniers, et les derniers les premiers?

Oh! certes, cette croyance à la vie future, à la volonté de Dieu, ne lui enlevait pas tout esprit de révolte. Alors que la faim vous prend pour tout de bon aux entrailles, on vendrait facilement sa part de bonheur à venir pour une bouchée de pain. Malgré la foi, malgré la soumission aux décrets de Dieu, des révoltes terribles avaient lieu quand la huche était tout à fait vide. Puis, n'y avait-il pas des gens pour oser prétendre que Dieu n'avait pas voulu les misères de ce monde, et que c'était en violation de ses enseignements que les uns avaient tout, les autres rien.

C'est que — notre pauvre humanité est si imparfaite — les meilleurs instruments de domination sont, eux aussi, loin d'être parfaits; chaque action a son revers; d'un mal peut, quelquefois, sortir un bien.

Mais l'instrument religieux, en prêchant la soumission, l'humilité, l'abnégation, le respect de l'autorité, venue de Dieu, avait du bon; tel quel il rendait service. Une boucherie de temps à autre comblait ce qu'il pouvait avoir de défectueux.

Et, cet instrument brisé, M. J. Lemaître a raison de dire aux bourgeois : « Quel principe d'action désintéressée donnerez-vous au peuple? » C'est-à-dire, nous qui ne faisons rien, nous qui ne produisons rien, nous qui avons tout, qui jouissons de tout; nous qui, à chaque pas, à chaque place, à chaque instant, étalons notre luxe à la face des travailleurs, comment arriverons-nous à fortifier cette iniquité criante, à faire durer un état de choses où c'est celui qui ne fait rien qui regorge de tout, et celui qui travaille *qui crève de misère? S'il ne croit plus au ciel ni à ses récompenses, le travailleur sera amené à ne plus vouloir être dupe.* Quelle amusette nouvelle pourrions-nous bien lui trouver?

∴

« Il faut que les *individus* puissent au moins se glorifier de la richesse de leur pays, de sa fécondité, de sa beauté extérieure, de ses traditions, de ses hommes célèbres, c'est-à-dire d'avantages dont ils jouissent fort peu personnellement ou qu'en imagination »; mais qu'il appartient à nous de leur faire envisager comme des biens personnels, aurait-il pu ajouter.

Et, en effet, si l'on pouvait amener les gens à se croire millionnaires parce que les impôts rentrent bien, à se croire le ventre plein lorsque, à la porte des marchands de comestibles, ils ont pu admirer les produits de luxe et de gourmandise, tout cela serait pour le mieux dans la meilleure des sociétés possibles, et nos bons bourgeois n'auraient plus crainte de voir troubler leur quiétude. Mais, vraiment, Monsieur Lemaître, si c'est tout cela que vous avez trouvé pour dénouer la question sociale, c'est maigre, plus que maigre; car, en donnant libre cours à vos convoitises, vous avez suscité d'autres appétits, or ces appétits veulent être satisfaits et ont droit de l'être, car ils sont légitimes, puisque, après tout, ils ne réclament que ce qui leur est dû.

Et vous mentez effrontément, vous mentez comme un arracheur de dents, en affirmant que : « les paysans les plus simples aiment leur pays, se glorifient de sa richesse, de ses gloires, etc. » Le paysan aime son coin de terre à lui, et montre les dents contre le percepteur. Vos grands hommes, il ne les connaît pas. Votre patrie, il lui refuserait ses fils s'il n'avait la crainte du gendarme. Ce qui lui tient le plus au cœur, c'est son propre intérêt, et vos propres historiens sont bien forcés d'avouer que, lors de l'invasion, ils préféraient traiter avec l'envahisseur pour leurs produits.

Remuez-vous, agitez-vous, vous aurez beau faire, Dieu est mort et les entités avec lui. Plus vous remuerez les milliards de votre richesse nationale, plus amère vous ferez sentir la misère de ceux qui n'ont rien. Elevez des abstractions, notre époque positive aura vite fait de les mettre à terre. Patrie, Société! mots que tout cela. Nous savons que cela n'a pas d'existence propre en dehors de la nôtre, et que, loin d'avoir des droits sur nous, elles ne sont que des formes transitoires de notre évolution, n'ont de raison d'être qu'autant que nous y trouvons les moyens d'évoluer, et que nous avons le droit de nous révolter contre elles lorsque, n'y trouvant pas ce que nous y cherchions, ceux qui en ont accaparé les profits prétendent nous imposer leurs spoliations.

J. GRAVE.

DISTINGUONS

A propos de l'agitation à laquelle nous assistons depuis plus d'un an, chacun explique à sa façon l'attitude des anarchistes dans cette affaire et en tire des conclusions plus ou moins fantaisistes; quand cette attitude est toute naturelle de par notre mode ordinaire d'agir et peut s'expliquer de la façon la plus simple.

En effet, des institutions contre lesquelles nous luttons depuis vingt ans, s'il en est une qui ne fut épargnée ni par notre ardeur, ni par nos arguments, c'est le militarisme; or, il s'est trouvé que, dans le cours du mouvement actuel, des hommes que nous n'avions jamais vus, desquels nous n'avions jamais entendu parler — comme hommes d'avant-garde — indignés par

un acte monstrueux il est vrai, mais cependant pas davantage que bien des actes qui se passent journellement dans le monde militaire, sont venus dire, répéter ce que nous ne cessons de dire depuis nos débuts dans la lutte. Cette affaire Dreyfus se déroulant ainsi sur la route où nous bataillons, nous devions fatalement nous rencontrer avec ceux qui se sont jetés dans la mêlée. Mais, n'oublions pas que ce mariage n'est pour nous qu'une espèce d'union libre, où nous n'abdiquerons aucune parcelle de notre liberté d'action; où nous continuerons la lutte avec notre entière indépendance et sans rien sacrifier de nos principes.

Ils sont montés jusqu'à nous de bonne volonté, librement; sans douter de leur bonne foi, s'il leur plaît un jour de s'arrêter ou de rebrousser chemin, s'il se produit des défections — connaissant les hommes et ne comptant que sur nous-mêmes — nous ne serons ni surpris, ni découragés.

Déjà aujourd'hui ils se contentent de critiquer quelques rouages seulement du militarisme, quand nous prétendons que c'est l'institution tout entière qui est mauvaise et qui doit disparaître.

Nous ne les suivrons pas plus sur cette question que sur n'importe quel terrain de réforme. En un mot, cette affaire est question de circonstance, non un but; quand elle sera terminée, avec les nouveaux-venus ou sans eux, nous continuerons la lutte — notre lutte — comme par le passé.

M. Mauclair nous apprend, dans un article de l'*Aurore : La République de Babel*, que, dans cette affaire, nous défendons la république contre les cléricaux. C'est ce qu'on peut appeler juger les hommes et les événements par-dessous la jambe.

Défendre la république! M. Mauclair fait preuve dans la circonstance d'une ignorance complète, et des anarchistes, et de l'attitude du gouvernement bourgeois à notre égard depuis vingt ans. Il oublie aussi que nous avons l'habitude depuis longtemps de ne pas nous payer de mots; que pour nous, république ou monarchie, c'est bonnet blanc ou blanc bonnet; que changer le nom d'une institution qui est mauvaise n'est pas une solution.

Décorez le clergé du nom que vous voudrez, ce sera toujours le clergé, c'est-à-dire une institution de domination, d'obscurantisme, de cruauté pour les vaincus de la vie. Appelez le gouvernement empire, monarchie ou République, ce sera toujours un gouvernement, c'est-à-dire une institution d'esclavage, d'exploitation, de misère pour le peuple.

Peu nous importe donc qu'un gouvernement, même le gouvernement de la République française, soit en danger! Est-ce que par les uns comme par les autres l'ouvrier n'est pas exploité, dupé, volé? Est-ce que nous ne vivons pas dans des conditions d'esclavage, d'exploitation semblables, en France comme en Angleterre, en Italie comme en Allemagne? Non, non! nous ne défendons pas la république contre les attaques de qui que ce soit! Dans la lutte actuelle, nous continuons à saper les institutions contre lesquelles nous nous acharnerons tant qu'elles n'auront pas disparu; nous défendons la révolution!

S'il est vrai que cette république fut un temps l'amante du peuple, il y a longtemps déjà qu'elle se prostitua à tous les monarques qui lui firent des avances et nous sommes d'autant moins disposés à la défendre que sa trahison fut plus grande.

Et puis, en ce qui nous concerne particulièrement, M. Mauclair oublie qu'avant les lois scélérates dont ses amis et lui veulent bien s'occuper en ce moment, il y en avait d'autres qui, pour être un peu moins scélérates, n'en étaient pas moins des lois d'exception dont seuls nous étions victimes; il oublie qu'avant les lois du cabinet Dupuy, nombreux sont nos amis qui payèrent de deux ou de cinq ans de prison le crime d'avoir prononcé un discours ou d'avoir écrit un article; crime qui, pour d'autres, n'aurait entraîné aucune poursuite ou simplement une faible condamnation; il oublie, en un mot, qu'à la vérité des lois scélérates fonctionnent pour nous, sous le gouvernement de la République française, depuis vingt ans.

D'autre part, ce serait nous faire croire que les soi-disant libertés de ce régime républicain sont indispensables au succès de la révolution; quand ces minces libertés dont nous disposons ne sont pour rien dans les événements d'avenir. Nous savons que les causes qui les détermineront, ces événements, sont autrement puissantes et que tous les obstacles que pourra leur opposer la réaction seront impuissants pour en arrêter la marche.

Est-ce que la féodalité avec son régime d'esclavage a empêché la révolution du siècle passé? Est-ce que les lois de sûreté générale du second empire et les persécutions contre les hommes de l'époque ont empêché le mouvement de 71 et l'explosion d'idées nouvelles à laquelle nous avons assisté depuis, malgré la répression féroce de la réaction?

Il en a été de même dans le mouvement d'idées qui s'est produit par l'affaire Dreyfus : a-t-on jamais vu semblable coalition de toutes les forces de la réaction? Le clergé, l'armée, la politique, la magistrature, l'administration, la presse; il n'y a que le peuple qui n'a pas été entraîné par ce vent de folie et d'infamie; parce que nous pensons avoir été suffisamment dupés comme cela; mais tous ces soi-disant grands hommes, d'une moralité si élevée, qui ne prononcent que de belles phrases, invoquent de grands principes, n'ont pas craint d'avoir recours aux moyens les plus vils, les plus bas; ils n'ont pas hésité, pour sauvegarder leurs intérêts, à glorifier des actes que l'individu le plus dépourvu de sens moral n'oserait avouer; ils ont compris, avec un ensemble, combien significatif! qu'ils devaient défendre l'armée, non pour l'honneur de cette institution — nous savons le cas qu'ils font de l'honneur — mais parce que cette armée est le soutien d'une organisation qui leur permet une vie d'oisiveté, de fainéantise. Et cependant! malgré tous les moyens, toutes les forces dont ils disposent, tous les obstacles qu'ils ont accumulés, les événements suivirent leur cours; « la vérité est en marche, rien ne peut l'arrêter. »

Il y a ainsi des moments psychologiques dans l'histoire où la vérité, semblable à ces plantes qui traversent les couches épaisses des montagnes, font craquer — malgré leur fragilité — la partie supérieure, cependant résistante, pour s'épanouir à la lumière.

Il en sera de même pour la cause que nous défendons, et ce, malgré tous les obstacles, malgré toutes les lois d'exception dont nous sommes victimes et menacés. D'autant plus qu'au fur et à mesure que les événements marchent, les hommes développent davantage leur volonté et prennent conscience de ce qu'ils peuvent contre toute une organisation.

Forts de ces idées et de la certitude que nous avons des résultats de la lutte, qu'on sache donc bien que nous ne nous abaisserons pas à défendre un gouvernement quel qu'il soit. Ces temps-là sont passés, désormais le peuple luttera pour lui; il faut que les politiciens de tous ordres en prennent leur parti.

A. Romero.

BROCHURE A DISTRIBUER

Nous renouvelons notre appel en faveur de la brochure à distribuer dont la souscription se traîne.

Il s'agit de : *A mon frère le paysan*, d'Elisée Reclus, que nous voudrions faire tirer à 30 ou 40.000 et qui serait distribuée gratuitement. Il nous faudrait 300 francs. S'il y a des camarades qui croient l'idée bonne, qu'ils nous aident à trouver les fonds.

C'EST DANS L'ORDRE

Après l'armée, la magistrature, c'est dans l'ordre. La désagrégation du régime capitaliste et bourgeois s'accentue de plus en plus. Mais, ce qu'il y a de remarquable, c'est que ce sont justement ceux qui incarnent le mieux ce régime qui, comme d'un commun accord, semblent s'évertuer à le détruire. Les meilleurs coups lui sont portés par ses plus chauds partisans.

L'attitude prise, soudainement, par M. Q. de Beaurepaire est un acte. Un acte anarchiste, n'en déplaise à M. l'ex-procureur de la République.

Par sa démission subite, les scandales causés par cette démission, la suspicion qu'il vient de jeter sur ses collègues de la Cour de cassation (la plus haute magistrature du pays!), M. de Beaurepaire a frappé à mort un des plus redoutables soutiens de la société qu'il a la prétention de renforcer par son acte même. Est-ce bêtise ou lâcheté? Est-ce inconsciemment ou par calcul? Nul ne saurait le dire.

Que les histoires abracadabrantes, potins de portières ou autres dont s'est fait l'écho ce triste sire soient fondés ou non, que Bard ait appelé Picquard mon colonel, ou que Manau lui ait fait servir des grogs chauds ou non, M. de Beaurepaire a fait par son acte le procès de la justice tout entière. Il a montré que là où il y avait des intérêts (intérêts de caste ou autres), il ne pouvait y avoir justice. Il a montré, aussi justement, par les petits potins dont il n'a pas dédaigné se faire l'écho, que la justice civile n'est pas la même pour tous, tout comme la justice militaire n'est pas la même que la justice civile, et que, suivant les individus contre lesquels elle avait à sévir, ou dont elle avait à s'occuper, elle agissait différemment, et que plus que jamais les vers du grand La Fontaine étaient d'actualité :

> Suivant que vous serez puissant ou misérable,
> Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.

Un fait est certain, l'idée de justice implique l'idée d'égalité; la justice, si elle n'est pas la même pour tous, n'est plus par cela même la justice.

L'acte de M. de Beaurepaire ne serait-il que l'acte d'un sectaire du patriotisme, par la haute position qu'il occupait dans la magistrature, en laissant même soupçonner que de pareils faits pouvaient se produire, que les individus chargés de rendre la justice pouvaient être à la fois des juges et des hommes, que ces hommes peuvent obéir à d'autres considérations que celles de la justice, qu'ils sont, comme d'autres, sujets à des passions et à des faiblesses, il leur était interdit par cela même de s'arroger le droit de juger un autre homme.

Peut-être lui aussi, aveuglé par la passion, n'a-t-il pas compris la portée de son acte.

Il a été à la fois l'Esterhazy et le Henry de la magistrature. Comme ces porte-galons par leurs mensonges et leurs faux ont à jamais déconsidéré, en les montrant sous leur véritable jour, ces vieux préjugés, drapeau, honneur, patrie et autres balançoires, il a, lui aussi, arraché le voile, et montré tels qu'ils sont ces autres préjugés de droit, de justice, d'abnégation, chez les individus chargés de rendre cette soi-disant justice.

M. de Beaurepaire a ainsi, sans le vouloir, donné son coup de pioche, et aura contribué à ouvrir la brèche que nous nous sommes efforcés de faire dans tous ces vieux préjugés.

Quoi qu'il arrive, et quel que soit le but poursuivi, le régime tout entier en sortira amoindri.

Il n'y a pas à se faire d'illusion, c'est bien la société bourgeoise tout entière qui se désagrège.

Les bourgeois nos maîtres y ont eux-mêmes porté le premier coup lorsque, voulant, semble-t-il, être logiques avec eux-mêmes, qui ne croyaient plus, ils ont tué dans la masse l'idée

de Dieu, cette grande force des régimes disparus ; le peuple ne croit plus. Habilement, mais sûrement, ils avaient remplacé le dogme religion par *le dogme patrie*. *Ceux qui en avaient la défense l'ont tué.*

L'édifice est tellement vermoulu qu'en touchant à un de ses piliers, tout menace de s'écrouler. Après la religion, l'armée, le meilleur soutien de notre société bourgeoise et capitaliste, est frappée de mort, elle entraîne du même coup avec elle cet autre pilier qu'est la magistrature. Le parlementarisme, par sa lâcheté, nous a montré une fois de plus ce que nous pouvons en attendre. Le Panama nous l'avait montré corrompu : il a, dans toute cette affaire Dreyfus, jeté le masque complètement, et apparu *tel* qu'il est, une simple combinaison d'intérêts électoraux.

Comme un fait inévitable, tous les vieux préjugés se désagrègent d'eux-mêmes. Basée sur l'arbitraire, la société bourgeoise en péril. A nous de redoubler d'efforts : les temps nouveaux apparaissent !

P. Delesalle.

UNE LEÇON DE COHÉRENCE

C'est le camarade Errico Malatesta qui vient de la donner.

La répression des dernières émeutes ne pouvait apaiser la famine des ouvriers italiens ni leurs sentiments de révolte. Les condamnations iniques des conseils de guerre et des tribunaux correctionnels, la déportation en masse des révolutionnaires, la suppression de toute liberté de presse, d'association, de réunion après les innombrables meurtres commis par l'armée, devaient, au contraire, susciter dans le pays un formidable mouvement de protestation contre la monarchie italienne.

Et c'est ce qui est arrivé. Mais, au lieu d'utiliser ces sentiments du peuple italien pour un de ces mouvements qui doivent préparer le grand coup de balai qui débarrassera l'Italie de la vermine capitaliste et des assassins au pouvoir, les soi-disant révolutionnaires d'Italie (social-démocrates et républicains) crurent bon de canaliser les révoltes populaires dans les eaux mortes de la protestation légale. Pétition de 400.000 citoyens environ au Parlement, élections de protestation... et semblables fadaises.

Si, l'histoire n'était pas écrite pour ceux qui ne la lisent pas, ces étranges démocrates auraient pu trouver, dans la lutte que soutinrent les révolutionnaires italiens contre les gouvernements étrangers avant l'indépendance de l'Italie, des exemples de protestation révolutionnaire, autrement efficace.

Comme ils avaient porté parmi les candidats de protestation aussi le nom de Malatesta, relégué, avec tant d'autres, par délibération administrative, dans l'île de Lampedusa, notre camarade vient de répondre par la lettre suivante parue dans l'*Avanti!* du 21 décembre :

« Amis de l'*Avanti!*

« Je viens d'apprendre qu'en plusieurs localités les socialistes (pas anarchistes) et les républicains m'ont porté comme candidat de protestation dans les élections administratives et des chambres de commerce.

« Personnellement, je ne peux que remercier ceux qui ont voulu avec mon nom protester contre les persécutions et les calomnies auxquelles sont en butte les anarchistes. Je me réjouis aussi d'une telle démarche, parce qu'elle montre dans les partis voisins de celui où je combats un précieux esprit de tolérance ainsi que la conscience de la solidarité qui lie tous les persécutés. Néanmoins, d'autres considérations — et pour moi plus importantes — m'obligent à la désapprouver.

« Les socialistes (pas anarchistes) et les républicains, qui croient que le Parlement est aujourd'hui un utile instrument de lutte, et qu'il doive demain et toujours être l'organe nécessaire des intérêts collectifs, font certainement bien d'user des candidatures de protestation, qui, tandis qu'elles mettent le gouvernement dans l'embarras et concourent avec les autres manifestations de la volonté populaire à lui imposer une politique moins antilibérale, éduquent, en même temps, le peuple à voir dans l'urne électorale le remède à tous ses maux, le moyen de réaliser toutes ses aspirations.

« Mais nous, socialistes anarchistes, qui croyons *la tactique parlementaire* nuisible au développement de l'esprit de résistance dans le peuple, et qui pour cela luttons pour la réalisation d'une société où personne, majorité ou minorité, n'ait le droit de faire la loi et de l'imposer aux autres par la force, et où, par conséquent, il ne doit y avoir place pour un Parlement ou pour un autre pouvoir législatif quelconque ; nous qui voulons apprendre au peuple à n'avoir de confiance que dans ses propres forces organisées pour lutter aujourd'hui contre les oppresseurs politiques et économiques et pour organiser demain la nouvelle vie sociale, sans attendre et sans subir aucun ordre d'en haut, nous ne pouvons d'aucune manière encourager une méthode de lutte induisant le peuple à regarder avec sympathie et avec espoir les urnes électorales, que nous voudrions voir désertes et méprisées, non par lâche indifférence (*supina*), mais par foi active en des moyens meilleurs. Admettons, si l'on veut, que les candidatures de protestation sont, à cette heure de farouches persécutions, le moyen le plus facile à la portée des partis d'opposition ; mais nous devons faire passer les intérêts permanents de notre cause avant les opportunités du moment : parti d'avenir, nous devons surtout sauvegarder l'avenir.

« Je prie donc de ne pas faire usage de mon nom dans les luttes électorales que socialistes et républicains sont en train de mener. Et dans le cas où quelqu'un persisterait à me porter candidat, je déclare que ce serait contre ma volonté et malgré ma désapprobation catégorique.

« Cela ne veut pas dire que je sois résigné à mon sort et souhaite qu'on me laisse moisir sur ce rocher. Mais, j'attends la libération d'agitations qui ne soient pas contraires à mes idées et qui ne causent pas du dommage à mon parti. L'opinion publique a suffi déjà, sans qu'il soit besoin de candidatures, à délivrer mes camarades et moi de la peine encourue pour association de malfaiteurs et à imposer aux juges d'Ancône une sentence moins inique. Elle peut suffire aussi à nous délivrer de la relégation.

« J'ai cru, chers amis de l'*Avanti!*, devoir faire ces déclarations afin d'empêcher, en ce qui me concerne, que la coopération, aujourd'hui plus que jamais nécessaire entre les partis populaires dans la lutte contre les oppresseurs communs, ne dégénère en une confusion nuisible à tous. Et je suis certain que tant par esprit d'équité que dans l'intérêt que vous avez, vous aussi, à la clarté des rapports entre les hommes et entre les partis, vous ne voudrez pas me refuser le concours de votre publicité.

« Avec toute sympathie,

« Errico Malatesta,
« Relégué politique à Lampedusa. »

∴

Le *noble cœur d'Umberto* vient d'octroyer à ses *humbles sujets* une amnistie partielle et dont ne peuvent profiter qu'un nombre restreint de condamnés à de petites peines. Certains envisagent cette amnistie partielle comme le prélude d'une prochaine amnistie générale pour tous les condamnés politiques. Il se peut bien que cela arrive, si les événements ne se précipitent pas, car les conservateurs eux-mêmes commencent à comprendre combien il est nécessaire de faire l'oubli sur la dernière répression. Dans tous les cas, il ne serait pas inutile qu'en Italie, quelqu'un se souvînt, dès maintenant, qu'il y a des anarchistes relégués en violation de la loi, par simple délibération administrative, et qu'ils ne doivent pas rester *la rançon de nos gouvernants*... jusqu'à de prochains événements.

N. S.

PERSONNEL CIVIL

DES

ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES

(Voir les *Temps Nouveaux*, 12-18 juin 1897.)

Les travailleurs n'ont pas tardé à s'apercevoir que le décret du 26 février 1897, dû à « la sollicitude de l'administration de la guerre », était loin de résoudre la question sociale en ce qui les concerne.

Le ministre avoue : « Mon administration a « été saisie de *nombreuses* réclamations relati- « vement à l'application du décret du 26 fé- « vrier 1897. Tout en reconnaissant qu'il réalise « une très sérieuse amélioration, pour *l'avenir*, « dans le sort des travailleurs, on a fait obser- « ver que, *dans le présent*, il aggrave la situation « des ouvriers que leur âge met dans l'impossi- « bilité de se constituer une retraite et qui au- « ront néanmoins à subir les rigueurs de la limite « d'âge. Il m'a paru que ces revendications « n'étaient pas sans fondement............ » (18 novembre 1898. — Rapport au Président de la République, suivi d'un décret portant modification du décret du 26 février 1897 sur la situation du personnel civil d'exploitation des établissements militaires.)

Là-dessus, essai de replâtrage des parties transitoires de l'« important travail » de l'an dernier :

— La *limite d'âge* ne sera appliquée qu'aux ouvriers embauchés après le 1er mars 1897 et à ceux qui auront accompli au moins 15 années de services civils ou militaires sur trente;... cependant, les licenciements prononcés jusqu'à ce jour sont maintenus.

— Les *pensions* liquidées en 1897 sont augmentées de 25 fr. pour les hommes, de 12 fr. pour les femmes; ce qui les porte à 300 fr. (hommes) et 240 fr. (femmes)... pour 365 jours!

— Les ouvriers licenciés après 60 ans d'âge, ayant plus de 15, mais moins de 30 années de service, recevront un *secours* viager destiné à compléter la retraite à laquelle donneraient droit les versements faits, à 10 fr. par année de service pour les hommes, 7 fr. pour les femmes.

— Les ouvriers âgés de 65 ans avant d'avoir accompli 15 ans de services civils ou militaires, et renvoyés pour usure, recevront, à condition qu'ils aient servi 5 ans au moins, un secours viager calculé sur les mêmes bases.

— Les ouvriers qui ont fait jusqu'ici des *versements* à capital réservé ont la faculté d'aliéner ce capital et de continuer à verser à capital aliéné.

— Les *veuves et orphelins* des ouvriers décédés ayant droit à un secours viager pourront en recevoir le tiers.

— Les *ouvriers atteints par la limite d'âge*, et ayant droit à rente ou à secours viager, *peuvent*, sur leur demande, continuer à *travailler* jusqu'au paiement des premiers arrérages. Mais

alors le *salaire* est *réduit* d'une somme équivalente à la rente, « afin qu'il n'y ait pas double emploi ».

— « Ces mesures, dit le ministre...., donneront satisfaction aux revendications les plus « urgentes des ouvriers de la guerre. Mais il « est d'autres *desiderata* qui m'ont été exposés « par les intéressés et qui m'ont paru dignes « d'attention; tels sont ceux relatifs aux commissionnés, aux soins médicaux, aux indemnités en cas de maladie ou d'accident résultant du travail, et au relèvement du minimum « des retraites.

« Je m'occupa activement de faire étudier ces « questions, et je me propose de prendre prochainement ou de soumettre, Monsieur le « Président, à votre haute sanction des mesures « nouvelles qui témoigneront une fois de plus « de la sollicitude du gouvernement pour la « population si intéressante de nos établissements militaires. »

Si, après cela, les intéressants intéressés ne sont pas contents, c'est qu'ils sont incapables d'apprécier la littérature ministérielle.

Il faut reconnaître qu'en fait de grimoire les gouvernants ne sont pas avares; le *Bulletin des Lois* est là pour le prouver; et la législation du travail dans les arsenaux, si cela continue et si les promesses signées C. de Freycinet sont suivies d'effet, le démontrera de nouveau (1).

Un règlement appelle toujours des compléments, des additions, des rectifications, de soi-disant améliorations; tous ces documents, à leur tour, en engendrent d'autres; il en a toujours été ainsi.

Mais cela n'augmente jamais d'un gramme les matières consommables ou utilisables mises à la disposition des travailleurs et ne sert qu'à prétexter pour les rédacteurs, expéditionnaires, sanctionneurs et autres farceurs le mensuel émargement.

Quant à l'amélioration du sort de l'ouvrier, le patron Etat en donne... l'espérance : « On rasera gratis... demain. »

LAB.

(1) D'ailleurs, le décret du 18 novembre était déjà accompagné d'une circulaire confidentielle pour son application ; et celle-ci a été paraphrasée dès le 8 décembre, trois semaines après, dans des « Recommandations relatives... etc. » Ce dernier document, entre autres dispositions, facilite aux ouvriers la faculté de s'endetter ; ceux qui n'auraient pas versé régulièrement depuis le 1er mars 1897 se rattraperont en consentant une retenue supplémentaire sur leurs salaires à venir. De retenue en retenue, on finira par mourir de faim en vue d'assurer le pain de sa vieillesse.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PARIS. — Vient de paraître *Le Camarade*, qui se propose de paraître quotidiennement, et dont l'abonnement ne coûtera que 0 fr. 02 par numéro.

Nous ne pouvons que lui souhaiter bonne chance dans sa tentative. — Administration, 50, rue Caulaincourt.

⁂

LES LOIS SCÉLÉRATES. — Henry Leyret adresse, dans l'*Aurore* de dimanche, un appel aux députés pour qu'ils se décident à rayer du Code les lois relatives aux anarchistes.

Il fait remarquer avec raison que « ceux qui, aujourd'hui, sont appelés anarchistes ne craignent point l'effet des lois scélérates ».

En effet, jamais ces lois draconiennes ne nous ont empêchés de dire notre pensée, toute notre pensée. Tel est, d'ailleurs, le sort qui attend toutes les lois édictées contre la pensée. Elles n'empêchent rien et ne servent qu'à faire de malheureuses victimes, pour la honte de ceux qui les ont fabriquées et de ceux qui les appliquent.

Depuis 1894, les idées anarchistes n'ont fait que progresser, elles se sont précisées, mûries, développées sans souci des prohibitions comminatoires dont elles étaient l'objet.

Par contre, quelques-uns de ceux qui les professaient ont été expédiés au bagne.

La satisfaction de savoir à la Guyane quelques malheureux odieusement frappés suffit-elle à la bourgeoisie pour la rassurer? J'estime plutôt qu'elle accorderait volontiers la liberté de tous ces boucs émissaires en échange des progrès accomplis par l'idée qu'elle craint.

L'échange est impossible, mais ce qui rentre dans ses moyens c'est de renoncer à persécuter inutilement la pensée, et de réparer sur-le-champ les injustices qu'elle a commises dans cette intention.

⁂

LA GRANDE FAMILLE. — Une grande revue était passée, ces jours-ci, à Grenoble, par le général Marchand. A un moment, le tramway postal de Vizille-Uriage, en correspondance avec le train de Lyon et celui de Valence, arriva sur la place où se passait la revue. Il dut s'arrêter, malgré les observations de l'employé de la Compagnie chargé de la conduite du train et les protestations des voyageurs, et attendre pendant quarante minutes la fin de la parade militaire. Naturellement, les voyageurs ont manqué le train qu'ils comptaient prendre, et les sacs de dépêches ont dû être déposés à la poste et attendre le départ des courriers de la nuit.

Voilà un des multiples effets du respect dont on entoure si stupidement quiconque porte un uniforme. Ces gens-là se croient en pays conquis. Il leur importe fort peu que les intérêts de ces n... de D... de civils soient lésés pourvu qu'ils puissent étaler leurs chamarrures de carnaval et se livrer à leurs évolutions charlatanesques, à la grande admiration des nourrices et des bonnes d'enfants. Pour leur procurer cette petite satisfaction de vanité, la vie sociale doit être suspendue.

⁂

Un soldat nommé Autier, du 89e d'infanterie, en garnison à Montargis, s'est suicidé samedi, en se tirant un coup de fusil dans la bouche. Elève caporal et obligé comme tel d'assister à tous les exercices du peloton, il se serait senti, dit-on, incapable de les suivre. « Affolé par son adjudant, il préféra se donner la mort. »

Autrement dit, son adjudant lui fit endurer de telles persécutions qu'il préféra mourir. Cet adjudant, qui a si bien l'esprit de discipline, a sans doute été félicité.

⁂

LA MISÈRE. — Louis Devèze, un malheureux qui n'avait pas mangé depuis vingt-quatre heures, s'est mis à lancer des cailloux dans les carreaux de la Conciergerie, pour se faire arrêter.

Les juges, qui comprennent toujours bien la situation, l'ont condamné à un mois de prison. Et après?..

ANDRÉ GIRARD.

⁂

LE BOURGEOIS, L'AGENT ET LE CAMBRIOLEUR. — Un cambrioleur se promenait sur les toits. Pourquoi pas? L'air est plus pur que dans la rue, et l'on ne risque pas d'être écrasé. Quelqu'un le vit et donna l'alarme dans la maison. Toutes les fenêtres se garnirent de têtes dont les dents claquaient de peur. Prévenu par sa cuisinière, M. Marc accourut aussi, une lorgnette dans une main, un revolver dans l'autre. Il y eut un frisson de petite guerre. Intimidé par tous ces regards, le passant, modeste, se coulait derrière les cheminées. Les locataires s'excitaient : « Le voici! Tirez donc! Tuez-le! » M. Marc tira et, sur le toit, un homme tomba mort... C'était un agent, que le concierge était allé chercher.

Pauvre M. Marc! Est-ce qu'on ne le tracasse pas au sujet de cette méprise? Elle est grande, à la vérité. Mais il est clair que si ce brave homme a descendu un sergent de ville, il ne l'a pas fait exprès. Il n'y a qu'à le regarder. Les honnêtes gens tirent d'autre gibier, et le plomb de M. Marc était réservé à un promeneur aérien qui, pour le moment, ne faisait de mal à personne.

De méchantes langues insinuent que notre vaillant tirailleur n'était pas en état de légitime défense. Alors quoi? si l'on ne peut tuer le premier cambrioleur venu, il n'y a plus de propriété possible.

⁂

NOS PROPRIÉTAIRES. — Il n'y a pas non plus de propriété possible, si l'on ne peut faire mourir de froid une femme, avec son enfant, qui a de la difficulté à payer son terme.

M. Gaillard, tailleur, louait à une employée de commerce, Mme Lepailleur, une chambre de cent francs par an. Elle l'habitait avec son enfant, âgé de quatre ans. Mme Lepailleur avait donné congé pour le 8 janvier. Elle vint à perdre son emploi, et, sans le sou, ne pouvant déménager, pria son propriétaire de vouloir bien reprendre son congé. Toutes supplications furent inutiles : le nommé Gaillard refusa. Et pour être plus sûr d'être obéi, il s'en alla quérir un serrurier, un matin que sa locataire était encore au lit, fit forcer la serrure et démonter la porte et la fenêtre, qu'il emporta. Désespérée, Mme Lepailleur remplaça la fenêtre et la porte absentes par des couvertures, pour protéger son enfant contre le froid, et sortit, tâchant de trouver quelque argent.

Alors, pendant qu'elle n'était pas là, l'excellent propriétaire alla arracher les couvertures. Un petit enfant de quatre ans qui ne paye pas son terme, c'est encore trop pour lui.

La mère rentra les mains vides, et, voyant son logis dévasté, son petit grelottant, emmena l'enfant, marcha toute la nuit dans les rues, au hasard. A demi morts de faim, de fatigue et de froid, ils se réfugièrent dans un commissariat. On va poursuivre le fameux Gaillard et son ami le serrurier pour violation de domicile. Ils n'en reviennent pas.

Sainte Propriété! Est-ce possible?

⁂

POUR UN LAPIN. — Dans la commune de Coudray-en-Perche, un pauvre vieux de soixante ans braconnait. Tout le monde ne peut pas être armateur, président de république ou faussaire d'état-major. Il faut vivre. Comme il était en train de tendre un collet, des gendarmes survinrent. Il allait être pris. Le pauvre homme se sauva de toute la vitesse de ses vieilles jambes, poursuivi par les collègues du capitaine Berqué, se réfugia chez lui, et là, il se tua.

Vive la propriété!

⁂

LES SERGOTS S'AMUSENT. — Peut-être un peu éméchés par l'anniversaire qu'ils viennent de fêter, Jean et François Boucharenc, charbonniers, rentrent chez eux vers 2 heures du matin. Sous la porte d'un chand de vins, ils voient — ou croient voir — de la lumière. Quelle chance! on va pouvoir boire encore un coup. Ils heurtent aux volets. Pour toute réponse, deux agents accourent et tombent sur eux à coups de poings. Nos deux charbonniers s'enfuient. Les agents les poursuivent, en faisant feu de leurs revolvers, sans les atteindre, heureusement, et en criant : « Arrêtez-les! » Comme ils passent devant une caserne, le factionnaire croise la baïonnette et embroche François Boucharenc.

Tant d'armes blanches et à feu contre deux charbonniers altérés, c'est peut-être excessif; mais quoi! nous payons à des gens en uniforme des baïonnettes et des revolvers, c'est, n'est-ce pas, pour qu'ils s'en servent!

⁂

BATEAUX. — Le journal *le Matin* veut à toute force nous monter un bateau. Il incite les bons citoyens à une souscription en vue d'offrir à l'Etat un sous-marin sur le modèle du *Gustave-Zédé*, dont les expériences l'ont ravi. On l'appellera *le Français*. Voilà un nom!

Un bateau sous-marin, pourquoi faire? Pour explorer le fond de la mer, observer le relief du sol, la flore et la faune, augmenter la somme de nos connaissances et diminuer par là celle de nos maux? Mais non : c'est pour combattre ces ignobles Anglais dont on nous menace prochainement, pour faire diversion à l'affaire Dreyfus, c'est pour mieux assassiner des gens qui ne nous font pas le moindre mal, et nous faire assassiner par eux.

Grand merci. Nous ne sommes pas pressés.

R. CH.

Allemagne.

IDIOTS. — Une *Zeitung* raconte qu'une dame s'étant penchée pour cueillir une fleur au bord d'un étang, le pied lui glissa, et elle tomba dans l'eau. A ses appels désespérés, un passant accourt, se dépouille de sa jaquette, plonge et, non sans danger, ramène sur la rive la femme encore vivante. Il la portait dans ses bras jusqu'à la maison voisine, lors-

qu'un individu l'arrête, puis lui dit : Je vous dresse procès-verbal, il est absolument défendu de se baigner dans cet étang ; lisez plutôt le règlement de police placé sur ce poteau ; et le tribunal devant lequel fut obligé de comparaître le sauveteur lui infligea une condamnation.

⁂

Bon pays. — Un ouvrier de Koswig venait d'accompagner les restes de son père au cimetière : lorsque le clergé et ses enfants se furent éloignés, il s'écria : « Adieu ! nous ne nous reverrons plus. » Pour avoir prononcé ces paroles, le juge de Koswig a condamné l'ouvrier à quinze jours de prison.

Certes, le capitaine d'artillerie de Hendick, à Hanau, qui a tiré — sans provocation aucune — quatre coups de revolver sur un ouvrier, s'en sortira avec moins de quinze jours de prison ; cependant l'inoffensif passant a trois balles dans le corps ! Il est regrettable que les gendarmes soient arrivés à temps pour dégager l'officier assassin, la foule s'était jetée sur lui et lui aurait fait payer son crime plus chèrement que les jugeurs.

Condamné par des justiciers à gages, parce qu'il prononce une parole anodine, assassiné dans la rue par des officiers, cela ne suffit pas, il faut encore que l'ouvrier, après avoir renté tout ce monde-là, paye les folies gouvernementales. La *Gazette libérale* annonce qu'au 1er avril 1898, la colonie de Kiao-Tchéou avait coûté 3.071.271 marks, sans compter les 700.000 marks dépensés pour le transfert de la garnison d'occupation, plus une somme de 8 millions et demi, inscrite au budget du prochain exercice et d'autres frais qui au minimum chiffreront par un total de 17 millions en avril 1900, auquel il convient d'ajouter l'imprévu.

Italie.

Charité gouvernementale. — Dans les hospices d'enfants trouvés, la mortalité s'élève à 95 ou 97 0/0. Le ministre de Pelloux, interpellé à ce sujet, reconnaît l'exactitude des faits résultant des privations endurées par les petits protégés gouvernementaux. Le ministre promet une... enquête... Ah ! quelle belle jambe !

⁂

Voici un fragment d'une étude sur le *Système pénitentiaire et la relégation* (domicilio coatto), publiée par la *Nuova Antologia* : « Un coup d'œil jeté sur le tableau des délits commis de 1880 à 1895 donne à réfléchir. La première catégorie spécifie les délits contre l'Etat et l'ordre public ; la seconde, les délits des officiers publics.

« Comparons-les :

« Première catégorie : 6.230 ; moyenne par cent mille habitants : 3,87.

« Seconde catégorie : 1.201 ; moyenne par cent mille habitants : 6,58

« Les délits commis par les officiers publics sont donc le double de ceux commis par les simples citoyens contre l'Etat ou l'ordre public. Il n'y a pas de quoi s'étonner du grand nombre de violences et d'outrages aux autorités.

« Il faut remarquer que les délits des officiers publics augmentent chaque année. De 1.396 commis en 1880, ils se sont élevés à 1.915 en 1883 ; à 2.031, en 1894 ; à 2.144, en 1895. »

Ne nous étonnons pas que Ouida, un écrivain anglais connaissant bien l'Italie, déclare, dans le *Times*, que le caractère des policiers italiens est pour beaucoup dans la fréquence des crimes, et qu'on « préférerait presque demander pitié aux voleurs, que de réclamer la protection des gardiens de la loi et de l'ordre ».

⁂

Foggia, 17 janvier. — Un nouveau malheur est arrivé à la famille Angiolillo. Un autre de ses fils, Adolphe, âgé de vingt-quatre ans, est mort au commencement de cette année. Il était, avec Jacques, le soutien de sa famille.

⁂

Le socialiste *Pyrrhonius* se croit offensé par moi, parce que dans la biographie de Michel Angiolillo, publiée par l'*Avvenire sociale*, j'ai écrit qu'il commit un acte de mauvaise foi lorsqu'il appela *fanatique* notre camarade. Oui, je le dis encore. J'admets que, dans le *Mefistofele*, *Pyrrhonius* m'ait défendu quand les carabiniers de Bovino me frappèrent, mais mon impartialité ne me permet pas de dire qu'il a défendu Michel dans son journal. Il l'a appelé fanatique. Je dois certainement reconnaître que *Pyrrhonius* a été condamné à dix mois de réclusion et 800 francs d'amende pour avoir *protesté en ma faveur* contre les carabiniers de Bovino et qu'il se trouve, par ce fait, exilé — ce qui me chagrine vraiment — ; mais j'aurais mieux aimé qu'il souffrît tout cela pour avoir défendu, franchement, Michel Angiolillo.

⁂

Ainsi que les camarades le voient, j'écris de Foggia, où je me trouve *en* liberté après avoir expié la condamnation de deux ans de relégation, que m'infligea, en 1895, cette commission provinciale. Je partis de Pantelleria le 8 du courant.

Roberto d'Angiò.

⁂

L'idéal de militariser l'administration ne sourirait que trop à nos dirigeants ! Mais ils se trouvent interloqués, car le coup d'essai qu'ils avaient tenté pour la ligne de chemin de fer Turin-Pignerol a fini, tout comme sous une administration civile, par des tripotages. Après avoir voilé ces malversations pendant quatre ans, le pot aux roses a été découvert et force a été de procéder à l'arrestation de trente sous-offs, caporaux et soldats ; des plus hauts gradés, on n'en parle pas, bien entendu.

⁂

A l'*Associazione Constituzionale*, fondée à Milan dans le but de faire de la propagande pour les lois restrictives contre la presse et les associations, un des membres s'exclama dans une réunion tenue dernièrement : « Comment voulez-vous que nous luttions avec des armes égales contre les partis subversifs ?... Discuter sur l'unité de la patrie et de la monarchie équivaut à admettre (oh ! quelle trouvaille !) que ces deux idéaux peuvent être discutés. Les arguments contre la patrie et les fondements de l'Etat doivent être des armes prohibées. »

C'est clair. Association, presse, comme toute autre liberté, sont réclamées par les bourgeois tant qu'elles leur profitent ; quitte à se servir de ces mêmes libertés pour demander leur abolition pour ceux qui les gênent.

⁂

On avait démenti le complot ourdi à Alexandrie, en Egypte, contre l'empereur Guillaume. N'empêche que le tribunal d'Alexandrie et le procureur général d'Ancône se soient concertés pour préparer des charges contre 18 anarchistes italiens.

⁂

Le *Secolo* nous apprend que le compagnon Atanasio Giraldo, ouvrier maçon, vient d'être arrêté en Hongrie à la suite d'un discours qu'il y prononça et sera livré à la police italienne « en vertu des nouvelles conventions internationales antianarchistes ».

⁂

L'argent qu'a coûté l'Erythrée à l'Italie. — Il résulte du rapport de la commission du budget qu'on a dépensé 360 millions pour Massaouah (de 1882 à 1898) ; Abba-Garima à elle seule en a coûté 175 ; dans ces chiffres ne sont pas compris : 8 millions d'augmentation de dépenses pour les ministères de la guerre et de la marine ; 8 millions de dette viagère ; 10 pour le rachat des prisonniers.... et bien d'autres, croyons-nous ; la statistique des victimes serait bien plus intéressante et plus tristement éloquente, raison majeure pour qu'on ne la fasse jamais.

⁂

Nous apprenons, au moment d'expédier notre courrier, qu'un détachement d'infanterie a été envoyé de Ravenne à Mezzano comme... arbitre dans le différend entre l'entrepreneur et les terrassiers : — ceux-ci réclameraient une augmentation de salaire.

Andréa d'Angélo.

Espagne.

A Malaga, un jeune ouvrier typographe, nommé Marin, tira plusieurs coups de revolver sur ses patrons Poch et Creixel, propriétaires du journal *La Union Mercantil*. Interrogé sur les mobiles qui l'avaient poussé à cet acte, il répondit que le cynisme du gouvernement espagnol durant la guerre de Cuba et lors des procès anarchistes de Barcelone l'avait exaspéré.

Il avait eu tout d'abord l'intention d'attaquer le général Weyler lorsque ce dernier, revenant de Cuba, débarqua à Malaga, mais il ne put approcher le « carnicero ». Il résolut alors de s'en prendre aux représentants de cette bourgeoisie espagnole dont l'attitude fut si scandaleuse lors des infamies de Montjuich. Selon ce naïf garçon, si le gouvernement avait ordonné, ou pour le moins encouragé les pratiques odieuses que l'on sait, cela tenait surtout à ce que la bourgeoisie tout entière n'avait cessé de réclamer l'extermination de la « secte maudite ». On martyrisa, on fusilla, on enterra dans les présidios des innocents. Depuis, les survivants de cette horrible tragédie encore détenus au bagne n'ont cessé de clamer leur innocence à tous les vents ; le gouvernement est resté sourd à toutes les protestations. On persécute encore à tout propos ceux que l'on fut obligé de rendre à la liberté ; la pensée libre est étouffée, la presse indépendante bâillonnée ; seuls règnent en maîtres le sabre et le goupillon. Les bourgeois peuvent donc être satisfaits, le gouvernement n'a rien négligé pour exaucer leurs vœux.

⁂

L'attentat dont nous venons de parler n'eut pas, croyons-nous, de conséquences trop fâcheuses pour les propriétaires de la *Union Mercantil*. Peu de jours après, à Barcelone, un autre crime occasionnait la mort de quatre ouvriers. Cette fois, il ne s'agissait pas d'un crime commis par un homme que l'injustice exaspère, mais de l'un de ces attentats capitalistes qu'il est convenu d'appeler « accidents du travail ».

Plusieurs ouvriers étaient occupés au percement d'un égout lorsque se produisit un éboulement qui ensevelit toute une équipe. Lorsqu'on eut déblayé le terrain et dégagé les ensevelis, quatre d'entre eux avaient cessé de vivre, un grand nombre d'autres étaient grièvement blessés. Laissons la parole à un journal local :

« La catastrophe était inévitable et, avant-hier, les savants qui surgissent toujours après le cataclysme s'efforçaient de le démontrer.

« L'un d'eux, qui occupe, dit-on, un poste élevé à la municipalité, expliquait à un groupe d'autorités et de journalistes comment le fait s'était produit et ce que l'on eût dû faire pour l'éviter. Pourquoi ces moyens ne furent-ils pas employés ? Ils nous parurent très simples et très logiques et point n'était besoin d'être grand maître en la matière pour le concevoir, et moins encore pour le comprendre. Si le fossé avait été de la même largeur au fond et à la surface et si l'étayement des parois avait été normal, c'est-à-dire si les poutres avaient été contiguës tout au long de la fosse, l'éboulement ne se serait pas produit ; mais cela représentait une dépense extraordinaire. Or, les travaux municipaux passent par trois mains. Il y a d'abord l'administration, puis l'adjudicataire, et, en dernier lieu, l'entrepreneur qui exécute les travaux. Pour que l'adjudicataire et l'entrepreneur tirent un bénéfice correspondant au capital qu'ils engagent, il faut que l'économie soit exorbitante, etc... » (*Noticias*, Barcelone.)

⁂

Marin, pour un peu de poudre brûlée aux moineaux, sera expédié au bagne. Les entrepreneurs criminels continueront de s'enrichir aux dépens de la santé et de la vie de leurs esclaves.

J. M.

Angleterre.

Pieux et voleur. — Celui qui, le jour de son installation comme lord-maire de la cité de Londres, demandait, dans un discours public : qu'il lui fût permis, « au milieu de la pompe étincelante qui l'entourait, de marcher humblement et pauvrement dans les sentiers de son Dieu », aujourd'hui l'alderman Joseph Savory, avait intenté un procès à un journal qui l'accusait d'avoir réalisé des profits scandaleux comme président d'une société d'éclairage électrique, pendant son année de fonctions.

Ce procès a mis à jour tout un monde d'opérations financières, légales sans doute, mais contraires aux intérêts du public, et scandaleusement rémunératrices. En cinq mois, la société présidée par le dit Savory, maire de Londres, réalisait, sans aucune peine, un bénéfice de 25.000 liv. st., sur un capital nominal de 50.000 liv. st., capital qu'on a lieu de croire n'avoir jamais été souscrit. Le jury a acquitté le journal sans délibération.

Vient de paraître le premier numéro de *The Free Commune* — la Commune libre — revue trimestrielle, éditée par le groupe communiste libertaire de Leeds (Angleterre). Prix : un penny. Adresse : 79, Markham avenue, Harehills.

Nous souhaitons bonne chance à notre nouveau camarade. A. G.

Suisse.

Grisons. — Dans la vallée du Rhin antérieur, il existe une suspension du droit de propriété pendant le printemps et l'automne; cette coutume date du moyen âge, elle permet aux habitants pauvres de posséder au moins une chèvre ou un mouton, parce que, pendant la moitié de l'année, ils ont la certitude de pouvoir nourrir la bête. A diverses reprises, les gros propriétaires fonciers de la contrée ont fait d'énergiques tentatives pour obtenir l'abolition du droit des déshérités; ils prétendent que les chèvres broutent les jeunes pousses dans les taillis et causent un grand dommage aux forêts de l'Etat, mais les gouvernants n'osent pas prendre la décision demandée par les riches, parce qu'ils craignent les conséquences que pourrait produire le décret d'abolition.

∴

Berne. — *Grève.* — Les ouvriers qui construisent le chemin de fer de la Jungfrau sont en grève; — question de salaires. Un certain nombre de ces ouvriers sont partis dès le 6 janvier.

∴

Zurich. — *Grève.* — Deux cents ouvriers de la teinturerie de toileries à la Limmatstrasse, à Zurich, sont en grève depuis le 12 novembre: la cause de la grève réside dans le refus fait par l'administration de donner satisfaction à une réclamation formulée par une trentaine d'ouvriers.

∴

La *Gazette de Francfort* prend en mains la cause d'une victime de honteuses manœuvres judiciaires: Mlle Eberskirchen; arrêtée, puis remise en liberté, la police zurichoise lui a confisqué son manuscrit inachevé qui jetait une lumière trop indiscrète sur les agissements du monde judico-policier. On comprend la cause de la saisie — il n'y a que la vérité qui blesse. — On connaissait la saisie des livres, des journaux, des imprimeries; mais la confiscation d'une brochure inachevée, chez un particulier? ça, c'est nouveau.

∴

Unterwald. — *Libres.* — Le tribunal d'Obwalden a condamné à 60 francs d'amende un jeune homme pour avoir été père trois mois après son mariage. Pensez! Ne pas requérir l'autorisation du curé et du municipal avant de s'unir. Quelle abominable chose!

Cette condamnation vaut celle prononcée par le tribunal de Ruswyll (Lucerne) contre M. Felder, puni de six francs d'amende pour avoir injurié la vierge Marie, cette belle Juive à laquelle les tribunaux de Nazareth auraient pu, en s'inspirant des saints principes des juges d'Unterwald, infliger plus d'une amende; et de tels précédents auraient eu l'avantage de permettre au tribunal fédéral qui a confirmé la condamnation de M. Felder de pouvoir être rappelés dans les considérants. Les élus de Berne, pénétrés de l'importance des ébats chorégraphiques concernant la question débattue à Obwald, ont confectionné un décret interdisant de danser plus de six fois par an. La permission ne serait accordée que tous les deux mois et encore on ne danserait que de 3 à 11 heures du soir. A quand un décret établissant un horaire cantonal fixant la date et l'heure des relations sexuelles, y compris celles dites du Saint-Esprit?

∴

Tessin. — *Tramways.* — Quiconque a un peu voyagé sait combien il est parfois difficile de savoir quelle voiture de tramway prendre. Les voitures, au lieu de porter des noms de localités visibles, sont surchargées de réclames; des tailleurs, des marchands d'onguents, vous trouvez de tout, sauf la direction qui vous est utile; et dans l'intérieur, c'est la même répétition. C'est pourquoi la municipalité de Lugano a exigé de la Compagnie des tramways l'enlèvement des réclames. La Compagnie a refusé; alors la municipalité a fait arrêter, en pleine rue, les voitures des tramways. L'enlèvement des affiches fut ordonné et la circulation des tramways suspendue jusqu'au moment où la direction du monopole se soumettrait. Alors le gouvernement tessinois est intervenu, mais sans succès; à son tour le département fédéral des Chemins de fer s'est adressé à la municipalité, mais celle-ci a tenu bon.

∴

Fribourg. — *Corruption parlementaire.* — Le sieur Genoud, un élu du peuple au grand conseil du canton de Fribourg, a empoché 100.000 francs pour louer ses services législatifs à une Société électrique. La *Neues Winterthurer Tagblatt* raconte que la direction de la Société s'adressa au député en lui offrant la forte somme, pour qu'il lui fît obtenir la concession demandée, concession qui assurait aux actionnaires un bénéfice de 300.000 francs.

Une fois la concession octroyée par l'Etat de Fribourg à la Société électrique, celle-ci prétexta d'une erreur de date faite dans l'acte concessionnaire pour refuser de donner les 100.000 francs. Aussitôt, l'élu Genoud fit rectifier la date et enfin les 100.000 francs lui furent remis.

∴

Vaud. — *Mariages officiels.* — Les autorités vaudoises font des mariages pour se débarrasser des ressortissantes risquant de tomber à la charge de la commune. Elles paient de 20 à 400 francs le mâle qui contracte mariage devant Mossu le maire pour encaisser la prime allouée à l'accouplement officiel. C'est ainsi que des idiotes, des femmes atteintes de maladies repoussantes deviennent les épouses d'individus alléchés par les écus.

L'autre jour, les autorités de Servion remettaient 200 francs à un individu pour avoir débarrassé la commune d'une déséquilibrée; après l'accouplement officiel, le couple vint à Lausanne et s'y enivra comme des templiers, puis ils s'insultèrent, se battirent, et finalement ils furent menés au poste de police : là, on trouva sur l'acquéreur marital son acte de mariage et 3 fr. 50; c'est tout ce qui restait des 200 francs.

∴

La dite justice. — Le *Messager des Alpes* répète, à propos de l'assassinat de Mme Pichard à Bex, que le nom du meurtrier est sur toutes les bouches, mais que les jugeurs ne veulent pas — et pour cause — que la lumière soit faite sur le crime. S'il s'agissait d'un ouvrier, d'un sans-travail poussé par la faim, il y a longtemps qu'il serait sous les verrous.

∴

Unis dans la mort. — M. et Mme Bernard, âgés l'un et l'autre d'une vingtaine d'années, ont loué un batelet pour faire une promenade sur le lac de Neuchâtel. Le surlendemain, une embarcation allant à la dérive étant signalée à Grandson, des mariniers s'en approchèrent et y trouvèrent deux cadavres : les malheureux jeunes gens s'étaient empoisonnés parce qu'ils étaient à bout de ressources.

∴

Revue de l'année 1898. — Jamais, sous le gouvernement des aristocrates, on n'a vu, comme pendant l'année qui vient de finir, pareille guerre faite aux ouvriers. Fin juillet, le Cercle ouvrier italien de Genève (rue Pécolat) a été fermé par la police; des centaines d'expulsions ont eu lieu, et elles ont continué. Les arrestations à propos de bottes, opérées avec un sans-gêne plus que bonapartiste, se sont multipliées. Jusqu'à ce jour, l'étranger suspect de sympathiser avec le mouvement ouvrier est traqué par les mouchards. Passage à tabac, emprisonnement, tous les actes de terreur s'accomplissent par ordre des gouvernants radicaux-socialistes.

Du haut de ses millions, — il serait instructif d'en rechercher l'origine — nous possédons des millionnaires dont la fortune a été édifiée avec la traite des nègres — un député enclin à l'euphémisme, M. Ador, a parlé au nom de ce qu'il appelle l'opinion publique, celle des hommes de loi, des prêtres, des propriétaires; même catégorie d'honnêtes gens qui exigèrent de Ponce-Pilate la mise à mort du vagabond Jésus; opinion d'aristocrates mise au point de nos jours par le *Courrier*, le *Journal de Genève* et la *Gazette de Lausanne*.

C'est au nom des privilèges et au nom de ses 40 millions que M. Ador dicte ses volontés aux conseils cantonaux et fédéraux; jamais ordres n'ont été exécutés avec plus d'empressement.

L'élu multimillionnaire, champion du pape et de Calvin, conteste aux ouvriers étrangers le droit de faire grève sur le libre sol helvétique, en attendant de prohiber ce droit aux ouvriers du pays; il veut que les étrangers ne fassent rien ici, à un titre quelconque, ni par la parole, ni par la presse, qui tende à combattre l'état social actuel; il veut des expulsions en grand nombre, pas comme mesures temporaires, mais résultant d'une ligne de conduite.

En un mot, M. Ador se fait le tardif écho des déclarations de Crispi au Parlement italien; à son internationalisme de bank-notes coopère son internationalisme de persécutions; et parmi les élus ouvriers qui empochent six francs pour écouter béatement leur collègue quarante fois millionnaire — pas un ne proteste, pas un n'ose stigmatiser l'illégale condamnation de Bérard, et l'ignoble arrêt rendu contre José Nin!!

Eh quoi! pas un de ces quémandeurs de votes ouvriers ne relève les affirmations mensongères du président de justice et police au procès, et tous savent qu'il est absolument faux que Bérard ait été désigné par la clameur publique comme l'un des chefs grévistes? Avant que les quotidiens aient raconté son illégale arrestation nocturne, Bérard était inconnu du public.

A une jésuitique signification affublée aux mots français : « clameur publique », il suffit d'opposer un dictionnaire. Le Larousse ou le Littré prouvent que cette interprétation occasionnelle n'est qu'une déloyale ressource de procédure.

Pour avoir calmement affirmé devant le prétoire que « l'anarchie est une morale plus élevée que celle de la société actuelle », Nin a été condamné à six ans de prison! Six ans!! parce que Nin est déserteur, anarchiste, gréviste. Arrêté le 19 juillet, à cause de sa participation à un cortège de grévistes, ce jeune homme — qui a refusé de devenir l'instrument des atrocités d'un Weyler — d'élégante tournure, au visage réfléchi, dont l'attitude a été reconnue très correcte par les feuilles les plus hostiles, n'a pas, au point de vue juridique, commis de tentative de meurtre, il n'a pas tiré sur un gendarme; ayant été renversé dans la bousculade, son revolver (expertisé de mauvaise qualité, arme de pacotille), chargé à six coups, lui échappa des mains, et une balle vint s'aplatir contre le fourreau de sabre de l'un des gendarmes.

A qui faire croire que pour un coup de feu accidentel, n'ayant pas causé une égratignure, un tribunal condamne à six ans de prison un homme auquel ses patrons mêmes n'ont pas marchandé les témoignages d'honnêteté, s'il n'est pas fait à cet homme un procès de tendance?

La loi l'ordonne : « Une arrestation ne peut être faite que de jour dans un domicile particulier. » Pendant la nuit du 20 juillet, à 2 heures et demie du matin, une escouade de mouchards a enfoncé la porte de l'appartement de Bérard et telle était la frousse gouvernementale, qu'une cinquantaine de pompiers armés de wetterli cernaient la maison de la rue de la Faucille, pour protéger la violation du domicile d'un gréviste isolé.

Bérard, pour avoir protesté le revolver au poing contre cet attentat, a été condamné à trois ans de prison.

Ces iniques arrêts s'expliquent. Oh! combien ils crient vengeance!!

Rochat, Jaquemot, de Sainte-Gorge et consorts sont des capitalistes doublés d'hommes d'église, des politiciens affiliés aux francs-maçons; des officiers du haut état-major, amis des jugeurs, apparentés aux comités d'œuvres pies, et tous défenseurs sacrés d'une organisation qui profite à leurs vices et à leur médiocrité, pouvant sans crainte commettre tous les attentats. Ils ne sont pas inquiétés.

Qui est Nin? Qui est Bérard? Des ouvriers : ils n'ont fait de mal à personne; toujours dévoués à la défense des intérêts de leurs compagnons de travail, et il n'est pas un de ceux-ci qui n'éprouve pour eux — chacun s'en est aperçu durant les audiences — du respect et de l'affection. Le caractère de Nin et de Bérard répugne aux soumissions politiques et confessionnelles. Leur crime, c'est d'avoir foi dans la solidarité ouvrière, et de s'en constituer les champions. Il n'en faut pas davantage pour les désigner à la vindicte des repus.

Les déserteurs, les réfractaires, les ouvriers étrangers momentanément sans travail, les entachés du soupçon de non-attachement au régime capitaliste, les victimes des inimitiés policières ou de profits suspects, tous sont emprisonnés et expulsés; c'est un exode; à Genève, les gendarmes parcourent les rues le revolver à la ceinture, ce qui ne s'était jamais vu; et les gouvernants radicaux-socialistes, pour montrer à la classe riche le degré de leur servilisme, font conduire en prison les ouvriers arrêtés, menottes aux mains, à travers la ville; mensurés, mis à nu, photographiés, et pendant cette opération

qu'un individu l'arrête, puis lui dit : Je vous dresse procès-verbal, il est absolument défendu de se baigner dans cet étang ; lisez plutôt le règlement de police placé sur ce poteau ; et le tribunal devant lequel fut *obligé de comparaître le sauveteur lui* infligea une condamnation.

*
* *

Bon pays. — Un ouvrier de Koswig venait d'accompagner les restes de son père au cimetière : lorsque le clergé et ses enfants se furent éloignés, il s'écria : « Adieu ! nous ne nous reverrons plus. » Pour avoir prononcé ces paroles, le juge de Koswig a condamné l'ouvrier à quinze jours de prison.

Certes, le capitaine d'artillerie de Hendick, à Hanau, qui a tiré — sans provocation aucune — quatre coups de revolver sur un ouvrier, s'en sortira avec moins de quinze jours *de prison*; cependant l'inoffensif passant a trois balles dans le corps ! Il est regrettable que les gendarmes soient arrivés à temps pour dégager l'officier assassin, la foule s'était jetée sur lui et lui aurait fait payer son crime plus chèrement que les jugeurs.

Condamné par des justiciers à gages, parce qu'il prononce une parole anodine, assassiné dans la rue par des officiers, cela ne suffit pas, il faut encore que l'ouvrier, après avoir renté tout ce monde-là, paye les folies gouvernementales. La *Gazette libérale* annonce qu'au 1er avril 1898, la colonie de Kiao-Tchéou avait coûté 3.071.271 marks, sans compter les 700.000 marks dépensés pour le transfert de la garnison d'occupation, plus une somme de 8 millions et demi, inscrite au budget du prochain exercice et d'autres frais qui au minimum chiffreront par un total de 17 millions en avril 1900, auquel il convient d'ajouter l'imprévu.

Italie.

Charité gouvernementale. — Dans les hospices d'enfants trouvés, la mortalité s'élève à 95 ou 97 0/0. Le ministre de Pelloux, interpellé à ce sujet, reconnaît l'exactitude des faits résultant des privations endurées par les petits protégés gouvernementaux. Le ministre promet une... enquête... Ah ! quelle belle jambe !

*
* *

Voici un fragment d'une étude sur le *Système pénitentiaire et la relégation* (domicilio coatto), publiée par la *Nuova Antologia* : « Un coup d'œil jeté sur le tableau des délits commis de 1880 à 1895 donne à réfléchir. La première catégorie spécifie les délits contre l'Etat et l'ordre public ; la seconde, les délits des officiers publics.

« Comparons-les :

« Première catégorie : 6.230 ; moyenne par cent mille habitants : 3,87.

« Seconde catégorie : 1.201 ; moyenne par cent mille habitants : 6,58

« Les délits commis par les officiers publics sont donc le double de ceux commis par les simples citoyens contre l'Etat ou l'ordre public. Il n'y a pas de quoi s'étonner du grand nombre de violences et d'outrages aux autorités.

« Il faut remarquer que les délits des officiers publics augmentent chaque année. De 1.396 commis en 1880, ils se sont élevés à 1.915 en 1883 ; à 2.031, en 1894 ; à 2.114, en 1895. »

Ne nous étonnons pas que Ouida, un écrivain anglais connaissant bien l'Italie, déclare, dans le *Times*, que le caractère des policiers italiens est pour beaucoup dans la fréquence des crimes, et qu'on « préférerait presque demander pitié aux voleurs, que de réclamer la protection des gardiens de la loi et de l'ordre ».

*
* *

Foggia, 17 janvier. — Un nouveau malheur est arrivé à la famille Angiolillo. Un autre de ses fils, Adolphe, âgé de vingt-quatre ans, est mort au commencement de cette année. Il était, avec Jacques, le soutien de sa famille.

*
* *

Le socialiste *Pyrrhonius* se croit offensé par moi, parce que dans la biographie de Michel Angiolillo, publiée par l'*Avvenire sociale*, j'ai écrit qu'il commit un acte de mauvaise foi lorsqu'il appela *fanatique* notre camarade. Oui, je le dis encore. J'admets que, dans le *Mefistofele*, *Pyrrhonius* m'ait défendu quand les carabiniers de Bovino me frappèrent, mais mon impartialité ne me permet pas de dire qu'il a défendu Michel dans son journal. Il l'a appelé *fanatique*. Je dois certainement reconnaître que *Pyrrhonius* a été condamné à dix mois de réclusion et 800 francs d'amende pour avoir protesté en ma faveur contre les carabiniers de Bovino et qu'il se trouve, par ce fait, exilé — ce qui me chagrine vraiment — ; mais j'aurais mieux aimé qu'il souffrît tout cela pour avoir défendu, franchement, Michel Angiolillo.

*
* *

Ainsi que les camarades le voient, j'écris de Foggia, où je me trouve en liberté après avoir expié la condamnation de deux ans de relégation, que m'infligea, en 1895, cette commission provinciale. Je partis de Pantelleria le 8 du courant.

Roberto d'Angiò.

*
* *

L'idéal de militariser l'administration ne sourirait que trop à nos dirigeants ! Mais ils se trouvent interloqués, car le coup d'essai qu'ils avaient tenté pour la ligne de chemin de fer Turin-Pignerol a fini, tout comme sous une administration civile, par des tripotages. Après avoir voilé ces malversations pendant quatre ans, le pot aux roses a été découvert et force a été de procéder à l'arrestation de trente sous-offs, caporaux et soldats ; des plus hauts gradés, on n'en parle pas, bien entendu.

*
* *

A l'*Associazione Constituzionale*, fondée à Milan dans le but de faire de la propagande pour les lois restrictives contre la presse et les associations, un des membres s'exclama dans une réunion tenue dernièrement : « Comment voulez-vous que nous luttions avec des armes égales contre les partis subversifs ?... Discuter sur l'unité de la patrie et de la monarchie équivaut à admettre (oh ! quelle trouvaille !) que ces deux idéaux peuvent être discutés. Les arguments contre la patrie et les fondements de l'Etat doivent être des armes prohibées. »

C'est clair. Association, presse, comme toute autre liberté, sont réclamées par les bourgeois tant qu'elles leur profitent ; quitte à se servir de ces mêmes libertés pour demander leur abolition pour ceux qui les gênent.

*
* *

On avait démenti le complot ourdi à Alexandrie, en Egypte, contre l'empereur Guillaume. N'empêche que le tribunal d'Alexandrie et le procureur général d'Ancône se soient concertés pour préparer des charges contre 18 anarchistes italiens.

*
* *

Le *Secolo* nous apprend que le compagnon Atanasio Giraldo, ouvrier maçon, vient d'être arrêté en Hongrie à la suite d'un discours qu'il y prononça et sera livré à la police italienne « en vertu des nouvelles conventions internationales antianarchistes ».

*
* *

L'argent qu'a coûté l'Erythrée à l'Italie. — Il résulte du rapport de la commission du budget qu'on a dépensé 369 millions pour Massaouah (de 1882 à 1898) ; Abba-Garima à elle seule en a coûté 175 ; dans ces chiffres ne sont pas compris : 8 millions d'augmentation de dépenses pour les ministères de la guerre et de la marine ; 8 millions de dette viagère ; 10 pour le rachat des prisonniers.... et bien d'autres, croyons-nous ; la statistique des victimes serait bien plus intéressante et plus tristement éloquente, raison majeure pour qu'on ne la fasse jamais.

*
* *

Nous apprenons, au moment d'expédier notre courrier, qu'un détachement d'infanterie a été envoyé de Ravenne à Mezzano comme... arbitre dans le différend entre l'entrepreneur et les terrassiers : — ceux-ci réclameraient une augmentation de salaire.

Andréa d'Angélo.

Espagne.

A Malaga, un jeune ouvrier typographe, nommé Marin, tira plusieurs coups de revolver sur ses patrons Poch et Creixel, propriétaires du journal *La Union Mercantil*. Interrogé sur les mobiles qui l'avaient poussé à cet acte, il répondit que le cynisme du gouvernement espagnol durant la guerre de Cuba et lors des procès anarchistes de Barcelone l'avait exaspéré.

Il avait eu tout d'abord l'intention d'attaquer le général Weyler lorsque ce dernier, revenant de Cuba, débarqua à Malaga, mais il ne put approcher le « carnicero ». Il résolut alors de s'en prendre aux représentants de cette bourgeoisie espagnole dont l'attitude fut si scandaleuse lors des infamies de Montjuich. Selon ce naïf garçon, si le gouvernement avait ordonné, ou pour le moins encouragé les pratiques odieuses *que l'on sait*, cela tenait surtout à ce que la bourgeoisie tout entière n'avait cessé de réclamer l'extermination de la « secte maudite ». On martyrisa, on fusilla, on enterra dans les présidios des innocents. Depuis, les survivants de cette horrible tragédie encore détenus au bagne n'ont cessé de clamer leur innocence à tous les vents ; le gouvernement est resté sourd à toutes les protestations. On persécute encore à tout propos ceux que l'on fut obligé de rendre à la liberté ; la pensée libre est étouffée, la presse indépendante bâillonnée ; seuls règnent en maîtres le sabre et le goupillon. Les bourgeois peuvent donc être satisfaits, le gouvernement n'a rien négligé pour exaucer leurs vœux.

*
* *

L'attentat dont nous venons de parler n'eut pas, croyons-nous, de conséquences trop fâcheuses pour les propriétaires de la *Union Mercantil*. Peu de jours après, à Barcelone, un autre crime occasionnait la mort de quatre ouvriers. Cette fois, il ne s'agissait pas d'un crime commis par un homme que l'injustice exaspère, mais de l'un de ces attentats capitalistes qu'il est convenu d'appeler « accidents du travail ».

Plusieurs ouvriers étaient occupés au percement d'un égout lorsque se produisit un éboulement qui ensevelit toute une équipe. Lorsqu'on eut déblayé le terrain et dégagé les ensevelis, quatre d'entre eux avaient cessé de vivre, un grand nombre d'autres étaient grièvement blessés. Laissons la parole à un journal local :

« La catastrophe était inévitable et, avant-hier, les savants qui surgissent toujours après le cataclysme s'efforçaient de le démontrer.

« L'un d'eux, qui occupe, dit-on, un poste élevé à la municipalité, expliquait à un groupe d'autorités et de journalistes comment le fait s'était produit et ce que l'on eût dû faire pour l'éviter. Pourquoi ces moyens ne furent-ils pas employés ? Ils nous parurent très simples et très logiques et point n'était besoin d'être grand maître en la matière pour le concevoir, et moins encore pour le comprendre. Si le fossé avait été de la même largeur au fond et à la surface et si l'étayement des parois avait été normal, c'est-à-dire si les poutres avaient été contiguës tout au long de la fosse, l'éboulement ne se serait pas produit ; mais cela représentait une dépense extraordinaire. Or, les travaux municipaux passent par trois mains. Il y a d'abord l'administration, puis l'adjudicataire, et, en dernier lieu, l'entrepreneur qui exécute les travaux. Pour que l'adjudicataire et l'entrepreneur tirent un bénéfice correspondant au capital qu'ils engagent, il faut que l'économie soit exorbitante, etc... » (*Noticias*, Barcelone.)

*
* *

Marin, pour un peu de poudre brûlée aux moineaux, sera expédié au bagne. Les entrepreneurs criminels continueront de s'enrichir aux dépens de la santé et de la vie de leurs esclaves.

J. M.

Angleterre.

Pieux et voleur. — Celui qui, le jour de son installation comme lord-maire de la cité de Londres, demandait, dans un discours public : qu'il lui fût permis, « au milieu de la pompe étincelante qui l'entourait, de marcher humblement et pauvrement dans les sentiers de son Dieu », aujourd'hui l'alderman Joseph Savory, avait intenté un procès à un journal qui l'accusait d'avoir réalisé des profits scandaleux comme président d'une société d'éclairage électrique, pendant son année de fonctions.

Ce procès a mis à jour tout un monde d'opérations financières, légales sans doute, mais contraires aux intérêts du public, et scandaleusement rémunératrices. En cinq mois, la société présidée par le dit Savory, maire de Londres, réalisait, sans aucune peine, un bénéfice de 25.000 liv. st., sur un capital nominal de 50.000 liv. st., capital qu'on a lieu de croire n'avoir jamais été souscrit. Le jury a acquitté le journal sans délibération.

Vient de paraître le premier numéro de *The Free Commune* — la Commune libre — revue trimestrielle, éditée par le groupe communiste libertaire de Leeds (Angleterre). Prix : un penny. Adresse : 79, Markham avenue, Harehills.

Nous souhaitons bonne chance à notre nouveau camarade. A. G.

Suisse.

GRISONS. — Dans la vallée du Rhin antérieur, il existe une suspension du droit de propriété pendant le printemps et l'automne; cette coutume date du moyen âge, elle permet aux habitants pauvres de posséder au moins une chèvre ou un mouton, parce que, pendant la moitié de l'année, ils ont la certitude de pouvoir nourrir la bête. A diverses reprises, les gros propriétaires fonciers de la contrée ont fait d'énergiques tentatives pour obtenir l'abolition du droit des déshérités; ils prétendent que les chèvres broutent les jeunes pousses dans les taillis et causent un grand dommage aux forêts de l'Etat, mais les gouvernants n'osent pas prendre la décision demandée par les riches, parce qu'ils craignent les conséquences que pourrait produire le décret d'abolition.

⁂

BERNE. — *Grève.* — Les ouvriers qui construisent le chemin de fer de la Jungfrau sont en grève; — question de salaires. Un certain nombre de ces ouvriers sont partis dès le 6 janvier.

⁂

ZURICH. — *Grève.* — Deux cents ouvriers de la teinturerie de toileries à la Limmatstrasse, à Zurich, sont en grève depuis le 12 novembre: la cause de la grève réside dans le refus fait par l'administration de donner satisfaction à une réclamation formulée par une trentaine d'ouvriers.

⁂

La *Gazette de Francfort* prend en mains la cause d'une victime de honteuses manœuvres judiciaires: Mlle Eberskirchen; arrêtée, puis remise en liberté, la police zurichoise lui a confisqué son manuscrit inachevé qui jetait une lumière trop indiscrète sur les agissements du monde judico-policier. On comprend la cause de la saisie — il n'y a que la vérité qui blesse. — On connaissait la saisie des livres, des journaux, des imprimeries; mais la confiscation d'une brochure inachevée, chez un particulier? ça, c'est nouveau.

⁂

UNTERWALD. — *Libres.* — Le tribunal d'Obwalden a condamné à 60 francs d'amende un jeune homme pour avoir été père trois mois après son mariage. Pensez! Ne pas requérir l'autorisation du curé et du municipal avant de s'unir. Quelle abominable chose!

Cette condamnation vaut celle prononcée par le tribunal de Ruswyll (Lucerne) contre M. Felder, puni de six francs d'amende pour avoir injurié la vierge Marie, cette belle Juive à laquelle les tribunaux de Nazareth auraient pu, en s'inspirant des saints principes des juges d'Unterwald, infliger plus d'une amende; et de tels précédents auraient eu l'avantage de permettre au tribunal fédéral qui a confirmé la condamnation de M. Felder de pouvoir être rappelés dans les considérants. Les élus de Berne, pénétrés de l'importance des ébats chorégraphiques concernant la question débattue à Obwald, ont confectionné un décret interdisant de danser plus de six fois par an. La permission ne serait accordée que tous les deux mois et encore on ne danserait que de 3 à 11 heures du soir. A quand un décret établissant un horaire cantonal fixant la date et l'heure des relations sexuelles, y compris celles dites du Saint-Esprit?

⁂

TESSIN. — *Tramways.* — Quiconque a un peu voyagé sait combien il est parfois difficile de savoir quelle voiture de tramway prendre. Les voitures, au lieu de porter des noms de localités visibles, sont surchargées de réclames; des tailleurs, des marchands d'onguents, vous trouvez de tout, sauf la direction qui vous est utile; et dans l'intérieur, c'est la même répétition. C'est pourquoi la municipalité de Lugano a exigé de la Compagnie des tramways l'enlèvement des réclames. La Compagnie a refusé; alors la municipalité a fait arrêter, en pleine rue, les voitures des tramways. L'enlèvement des affiches fut ordonné et la circulation des tramways suspendue jusqu'au moment où la direction du monopole se soumettrait. Alors le gouvernement tessinois est intervenu, mais sans succès; à son tour le département fédéral des Chemins de fer s'est adressé à la municipalité, mais celle-ci a tenu bon.

⁂

FRIBOURG. — *Corruption parlementaire.* — Le sieur Genoud, un élu du peuple au grand conseil du canton de Fribourg, a empoché 100.000 francs pour louer ses services législatifs à une Société électrique. La *Neues Winterthurer Tagblatt* raconte que la direction de la Société s'adressa au député en lui offrant la forte somme, pour qu'il lui fît obtenir la concession demandée, concession qui assurait aux actionnaires un bénéfice de 300.000 francs.

Une fois la concession octroyée par l'Etat de Fribourg à la Société électrique, celle-ci prétexta d'une erreur de date faite dans l'acte concessionnaire pour refuser de donner les 100.000 francs. Aussitôt, l'élu Genoud fit rectifier la date et enfin les 100.000 francs lui furent remis.

⁂

VAUD. — *Mariages officiels.* — Les autorités vaudoises font des mariages pour se débarrasser des ressortissantes risquant de tomber à la charge de la commune. Elles paient de 20 à 400 francs le mâle qui contracte mariage devant Mossu le maire pour encaisser la prime allouée à l'accouplement officiel. C'est ainsi que des idiotes, des femmes atteintes de maladies repoussantes deviennent les épouses d'individus alléchés par les écus.

L'autre jour, les autorités de Servion remettaient 200 francs à un individu pour avoir débarrassé la commune d'une déséquilibrée; après l'accouplement officiel, le couple vint à Lausanne et s'y enivra comme des templiers, puis ils s'insultèrent, se battirent, et finalement ils furent menés au poste de police : là, on trouva sur l'acquéreur marital son acte de mariage et 3 fr. 50; c'est tout ce qui restait des 200 francs.

⁂

LA DITE JUSTICE. — Le *Messager des Alpes* répète, à propos de l'assassinat de Mme Pichard à Bex, que le nom du meurtrier est sur toutes les bouches, mais que les jugeurs ne veulent pas — et pour cause — que la lumière soit faite sur le crime. S'il s'agissait d'un ouvrier, d'un sans-travail poussé par la faim, il y a longtemps qu'il serait sous les verrous.

⁂

UNIS DANS LA MORT. — M. et Mme Bernard, âgés l'un et l'autre d'une vingtaine d'années, ont loué un batelet pour faire une promenade sur le lac de Neuchâtel. Le surlendemain, une embarcation allant à la dérive étant signalée à Grandson, des mariniers s'en approchèrent et y trouvèrent deux cadavres : les malheureux jeunes gens s'étaient empoisonnés parce qu'ils étaient à bout de ressources.

⁂

REVUE DE L'ANNÉE 1898. — Jamais, sous le gouvernement des aristocrates, on n'a vu, comme pendant l'année qui vient de finir, pareille guerre faite aux ouvriers. Fin juillet, le Cercle ouvrier italien de Genève (rue Pécolat) a été fermé par la police; des centaines d'expulsions ont eu lieu, et elles ont continué. Les arrestations à propos de bottes, opérées avec un sans-gêne plus que bonapartiste, se sont multipliées. Jusqu'à ce jour, l'étranger suspect de sympathiser avec le mouvement ouvrier est traqué par les mouchards. Passage à tabac, emprisonnement, tous les actes de terreur s'accomplissent par ordre des gouvernants radicaux-socialistes.

Du haut de ses millions, — il serait instructif d'en rechercher l'origine — nous possédons des millionnaires dont la fortune a été édifiée avec la traite des nègres — un député enclin à l'euphémisme, M. Ador, a parlé au nom de ce qu'il appelle l'opinion publique, celle des hommes de loi, des prêtres, des propriétaires; même catégorie d'honnêtes gens qui exigèrent de Ponce-Pilate la mise à mort du vagabond Jésus; opinion d'aristocrates mise au point de nos jours par le *Courrier*, le *Journal de Genève* et la *Gazette de Lausanne*.

C'est au nom des privilèges et au nom de ses 40 millions que M. Ador dicte ses volontés aux conseils cantonaux et fédéraux; jamais ordres n'ont été exécutés avec plus d'empressement.

L'élu multimillionnaire, champion du pape et de Calvin, conteste aux ouvriers étrangers le droit de faire grève sur le libre sol helvétique, en attendant de prohiber ce droit aux ouvriers du pays; il veut que les étrangers ne fassent rien ici, à un titre quelconque, ni par la parole, ni par la presse, qui tende à combattre l'état social actuel; il veut des expulsions en grand nombre, pas comme mesures temporaires, mais résultant d'une ligne de conduite.

En un mot, M. Ador se fait le tardif écho des déclarations de Crispi au Parlement italien; à son internationalisme de bank-notes coopère son internationalisme de persécutions; et parmi les élus ouvriers qui empochent six francs pour écouter béatement leur collègue quarante fois millionnaire — pas un ne proteste, pas un n'ose stigmatiser l'illégale condamnation de Bérard, et l'ignoble arrêt rendu contre José Nin!!

Eh quoi! pas un de ces quémandeurs de votes ouvriers ne relève les affirmations mensongères du président de justice et police au procès, et tous savent qu'il est absolument faux que Bérard ait été désigné par la clameur publique comme l'un des chefs grévistes? Avant que les quotidiens aient raconté son illégale arrestation nocturne, Bérard était inconnu du public.

A une jésuitique signification affublée aux mots français : « clameur publique », il suffit d'opposer un dictionnaire. Le Larousse ou le Littré prouvent que cette interprétation occasionnelle n'est qu'une déloyale ressource de procédure.

Pour avoir calmement affirmé devant le prétoire que « l'anarchie est une morale plus élevée que celle de la société actuelle », Nin a été condamné à six ans de prison! Six ans!! parce que Nin est déserteur, anarchiste, gréviste. Arrêté le 19 juillet, à cause de sa participation à un cortège de grévistes, ce jeune homme — qui a refusé de devenir l'instrument des atrocités d'un Weyler — d'élégante tournure, au visage réfléchi, dont l'attitude a été reconnue très correcte par les feuilles les plus hostiles, n'a pas, au point de vue juridique, commis de tentative de meurtre, il n'a pas tiré sur un gendarme; ayant été renversé dans la bousculade, son revolver (expertisé de mauvaise qualité, arme de pacotille), chargé à six coups, lui échappa des mains, et une balle vint s'aplatir contre le fourreau de sabre de l'un des gendarmes.

A qui faire croire que pour un coup de feu accidentel, n'ayant pas causé une égratignure, un tribunal condamne à six ans de prison un homme auquel ses patrons mêmes n'ont pas marchandé les témoignages d'honnêteté, s'il n'est pas fait à cet homme un procès de tendance?

La loi l'ordonne : « Une arrestation ne peut être faite que de jour dans un domicile particulier. » Pendant la nuit du 20 juillet, à 2 heures et demie du matin, une escouade de mouchards a enfoncé la porte de l'appartement de Bérard et telle était la frousse gouvernementale, qu'une cinquantaine de pompiers armés de wetterli cernaient la maison de la rue de la Faucille, pour protéger la violation du domicile d'un gréviste isolé.

Bérard, pour avoir protesté le revolver au poing contre cet attentat, a été condamné à trois ans de prison.

Ces iniques arrêts s'expliquent. Oh! combien ils crient vengeance!!

Rochat, Jaquemot, de Sainte-Gorge et consorts sont des capitalistes doublés d'hommes d'église, des politiciens affiliés aux francs-maçons; des officiers du haut état-major, amis des jugeurs, apparentés aux comités d'œuvres pies, et tous défenseurs sacrés d'une organisation qui profite à leurs vices et à leur médiocrité, pouvant sans crainte commettre tous les attentats. Ils ne sont pas inquiétés.

Qui est Nin? Qui est Bérard? Des ouvriers : ils n'ont fait de mal à personne; toujours dévoués à la défense des intérêts de leurs compagnons de travail, et il n'est pas un de ceux-ci qui n'éprouve pour eux — chacun s'en est aperçu durant les audiences — du respect et de l'affection. Le caractère de Nin et de Bérard répugne aux soumissions politiques et confessionnelles. Leur crime, c'est d'avoir foi dans la solidarité ouvrière, et de s'en constituer les champions. Il n'en faut pas davantage pour les désigner à la vindicte des repus.

Les déserteurs, les réfractaires, les ouvriers étrangers momentanément sans travail, les entachés du soupçon de non-attachement au régime capitaliste, les victimes des inimitiés policières ou de profits suspects, tous sont emprisonnés et expulsés; c'est un exode; à Genève, les gendarmes parcourent les rues le revolver à la ceinture, ce qui ne s'était jamais vu; et les gouvernants radicaux-socialistes, pour montrer à la classe riche le degré de leur servilisme, font conduire en prison les ouvriers arrêtés, menottes aux mains, à travers la ville; mensurés, mis à nu, photographiés, et pendant cette opération

insultés par les mouchards, puis expulsés quelques heures après.

La police a fermé les ateliers de F. Germani à Neuchâtel, où s'imprimaient l'*Ane* et l'*Agitator*. Germani et ses collaborateurs sont expulsés. L'écrivain Chabloz, de Saint-Aubin, est poursuivi à cause de ses correspondances électorales neuchâteloises. Vers le 30 décembre, ont été arrêtés à Zurich : Louis d'Aragona, Nicolas Delio, instituteur ; Raphaël Mastroceno, déjà condamné à deux ans et demi de prison pour avoir chanté l'hymne anarchiste ; Gaëtano Sovonia et Bussoloto, frère du condamné de Milan. Citerons-nous les sept « supposés anarchistes » arrêtés à Bienne, les arrestations faites au Tessin, etc. ? La place nous manquerait pour tout énumérer.

On le voit, la livraison des 249 ouvriers italiens à Chiasso a tenu tout ce qu'elle promettait ; et si les hypocrites pourvoyeurs ont été dans l'impossibilité d'adhérer ouvertement aux résolutions prises par le Congrès de Rome, c'est aux déclarations de lord Salisbury que les Suisses doivent d'avoir échappé à cette nouvelle honte.

L'an 1898 s'est signalé par des erreurs judiciaires — l'affaire Bollinger et d'autres — prouvant derechef ce que valent les jugeurs, et ce que vaut une constitution, toujours impunément violée lorsque cela convient aux privilégiés. Ces jugeurs, pour une paire de souliers emportée par un misérable à pieds nus, lancent de Sion un mandat d'extradition et plus vite que lorsqu'il s'agit des 40.000 francs volés par le député Eberhard, président de Kloten (Zurich).

Durant l'année écoulée, la Suisse, la plus protégée des nations, a vu grossir l'armée de ses misérables ; pour repourvoir deux places de policiers à Bienne, il y a eu 55 candidats, dont plusieurs avaient fait leurs études. Des personnes tombent d'inanition devant des entrepôts bondés de victuailles, ainsi M. Charles R., relevé à la rue Rousseau (Genève). Les suicides se suivent, et pourtant il est peu de pays où fourmillent autant d'institutions de charité ; ces officines charitables pourvues de dossiers — l'une d'elles en a 7.000 : heureux pauvres ! — ont pour objectif de maintenir les dépouillés dans la dépendance, elles admonestent durement les femmes et les enfants des grévistes, tourmentés par la faim, et leur refusent tout secours.

La bourgeoisie ne veut pas que les ouvriers aient la liberté de cesser de produire pour elle ; tous les actes des gouvernants l'attestent. Dès qu'un ouvrier se met en grève, il est suspect, et avant qu'il ait fait le moindre geste, il a contre lui toutes les classes dirigeantes, avec la meute de leurs mercenaires. Tout gréviste est considéré comme un ennemi, contre lequel tous les moyens sont bons. A cette heure, les efforts combinés de la bourgeoisie n'ont qu'un but : forger l'arme « légale » destinée à rendre impossible le retour des grèves.

La bourgeoisie ne veut plus de grève, les procès Nin et Bérard le prouvent surabondamment. Le retrait des 30 cartouches aux hommes faisant partie de l'armée suisse a pour raison la crainte des grévistes.

A peine 1898 est-il disparu, qu'un projet de loi sur les déclarations de grève est confectionné. Ce projet cafard est conçu de telle façon que les décisions des grévistes se trouvent en réalité à la merci des gouvernants, et que la soudaineté de la mise en grève — dont l'excellence n'est plus à démontrer — deviendrait impossible. Tel est le cadeau de nouvelle année fait par de prétendus socialistes aux ouvriers.

X.

Russie.

Plaie-administration. — A la suite de la récente insurrection dans la province de Ferghana, une enquête a révélé que les administrateurs se livraient à des exactions sans nombre. Certains, sous prétexte d'ordres imaginaires venus de Pétersbourg, ont fait rentrer les impôts d'une année jusqu'à deux et trois fois, et ils empochaient le produit de ces concussions. Le gouverneur du Turkestan est convaincu que, sans les exactions de l'administration, le mouvement insurrectionnel n'aurait pas eu lieu. Ce qui n'empêche pas que les instigateurs de la rébellion ont été pendus.

Philippines.

Selon les journaux espagnols, 14.000 prisonniers aux Philippines se trouvent dans un état lamentable : déguenillés, nu-pieds, portant l'empreinte de la misère et de la faim et sans savoir au moins si et quand ils pourront sortir de cette situation désespérée.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Montreuil-sous-Bois. — Soirées ouvrières pour l'étude des sciences, des arts, de la littérature, etc. :

Samedi 28 janvier 1899, au siège du groupe, 36, rue Marceau, à Montreuil, à 8 h. 1/2, causerie par M. Micouleau, professeur de philosophie. Sujet : L'Utopie, le Réalisme et le Socialisme scientifique.

Nota. — Les dames sont spécialement invitées.

Amiens. — Tous les copains sont invités à se réunir au local habituel, dimanche 29 janvier, à 6 h. 1/2 du soir, pour s'entendre sur le *Journal du Peuple*.

Urgence.

Une Ligue, *Le Bon Droit*, 15, rue Mathis, Paris, vient de se fonder pour protéger et défendre toutes les personnes appelées à souffrir des excès du « bon plaisir administratif ».

Si cette ligue a pour but d'habituer les individus à savoir faire respecter leur autonomie d'eux-mêmes, nous lui souhaitons la bienvenue.

Pour tous renseignements, écrire au siège de la Ligue.

Tanger. — Des camarades, en vue de répandre les idées, viennent de fonder une bibliothèque. Ceux qui peuvent disposer de journaux et brochures de propagande en langue espagnole ou française peuvent adresser à Antoine Lopez, poste restante, Tanger (Maroc).

Bordeaux. — Chaque samedi, à 8 h. 1/2 du soir, au café de Russie, dans le sous-sol, rue des Augustins, réunion des anarchistes de Bordeaux et de la banlieue.

Causerie sur les sujets d'actualité.

BIBLIOGRAPHIE

Œuvres brutales et douces, feuille n° 4, du poète montmartrois Albert d'Iris, 0 fr. 05.

Guignols, album de 60 dessins de Hermann-Paul, 6 fr., à la *Revue Blanche*.

Chevauchée, par Elie Léage, vers ; plaquette, 2 fr., *Bibliothèque de l'Association*, 17, rue Guénégaud.

L'Ortografe simplifiee, par Jean S. Barès ; 3 fr., aux bureaux du *Réformiste*, 18, rue du Mail.

Lettre à M. E. Zola, par Juan Lagarrigue ; brochure, Santiago (Chili).

A lire :

Saluons-les ! Zo d'Axa, *Feuille*, n° 23.

La Guerre, U. Gohier, *L'Aurore*, 23 janvier.

VIENT DE PARAITRE

Escarmouches, par H. Rainaldy : c'est le recueil des *Escarmouches* parues dans les *Temps Nouveaux*, auxquelles l'auteur en a ajouté nombre d'autres. Un volume, 2 fr. 75, dans nos bureaux.

PETITE CORRESPONDANCE

V., à Porto-Alègre. — Oui, c'était trois paquets.

Fédération de Sprimont. — Reçu 4 fr., plus 1 fr. 50 pour *T. N.*

P. A., à Manchester. — En effet, nous faisons le service gratuit, pendant un mois, aux personnes qui nous le demandent, mais pas deux fois de suite. Nos ressources ne nous le permettent pas.

C., à Saint-Cloud. — J'envoie les numéros. Je n'ai pas reçu lettre précédente.

C. C. M. — Je me suis fait la même réflexion que vous. Mais, en ce moment, les anarchistes ont l'air de ne pas trop savoir où ils vont, ni ce qu'ils veulent. — Pouvez-vous me dire où a été éditée la traduction d'Anna Karénine ?

V. — Ton opinion est discutable. Un emploi ! Je ne suis guère placé pour en trouver un, de n'importe quel côté. Si jamais par hasard je connaissais quelque chose, oui, mais c'est fort douteux.

A. M., à Anais. — Ça va bien.

A. W. M. — Si le Spencer est bon, certainement envoyez. — *La Misère* était anarchiste, mais voilà quelques semaines qu'elle ne paraît plus. J'ignore si c'est momentané ou définitif. Les libraires, il faut leur forcer la main, sinon ils y mettent toute la mauvaise volonté posisble en général.

H. R., rue M. — L'envoi sera continué ; mais je trouve votre abonnement marqué fin déc. ?

M., à Newcastle. — Merci des renseignements. Sans doute, il doit y avoir un peu de vrai, mais la colonie a subi le sort que subiront encore bien d'autres entreprises de ce genre : quelques-uns arrivant à y mettre la main dessus.

L. W. — Bakounine expédié. — L'*Almanach* d'Argyriadès le sera.

R., à St-Amand. — Reçu gravure. Merci.

T. N. C. — Tout ce qui peut vous convenir est à votre disposition. Au besoin, hospitalité de quelques jours.

Reçu par Ardouin, pour l'Ecole libertaire :

Quête hebdomadaire d'un atelier, 3 fr. ; B., 1 fr. — Nantes, souscription Camille : Camille et sa compagne, 1 fr. 35 ; Gabrielle et son père, 1 fr. ; Deux trentemoultsamins, 1 fr. ; Grès, mouleur, 1 fr. ; Un Nantais, 0 fr. 25 ; Restant d'écots, 0 fr. 40 ; ensemble, 5 fr. — Liste Rousseau : H. R., 2 fr. ; A. A., 2 fr. ; ensemble, 4 fr. — Quête hebdomadaire d'un atelier : B., 0 fr. 50 ; Emma, 10 fr. — Un camarade, 100 fr. — En tout : 127 fr. 50.

Etat de la caisse à fin décembre : Recettes, 3.324 fr. 95 ; Dépenses, 1.898 fr. 75. — Reste en caisse : 1.426 fr. 20.

Reçu pour la brochure à distribuer : Un camarade, 1 fr. 50. — F., 2 fr. 50. — C. C. M., 5 fr. — C., à Tunis, 1 fr. 70. — L., à Rouen, 0 fr. 30. — Liste P., Marseille : O. Jahn, 0 fr. 25 ; Laurent, 0 fr. 25 ; Baltistine, 0 fr. 25 ; J. Gautier, 0 fr. 20 ; X., 0 fr. 50 ; Amédée, 0 fr. 50 ; Gabriel, 0 fr. 50 ; Anonyme, 0 fr. 20 ; Un groupe d'anarchistes, 2 fr. ; P., 0 fr. 10 ; ensemble, 5 fr. — En tout, 16 fr. — Listes précédentes : 53 fr. 90. — Total général : 69 fr. 90.

Reçu pour le journal : Fédération de Sprimont, 1 fr. 50. — F., 2 fr. 50. — Jeanquimarche, 26 fr. — Pour l'Idée, tout autre que celle de la construction d'un « Le Français », 3 fr. 40. — C. C. M., 5 fr. — A. W. M., 5 fr. — C., à Tunis, 1 fr. 75. — G., à Looetch, 1 fr. — L., à Rouen, 0 fr. 15. — E. L., 2 fr. 50. — Ther., 1 fr. — G. H., 12 fr. 50. — L., à Clarens, 2 fr. — Collecte entre copains d'Amiens, 1 fr. 65. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 5 fr. 10. — Merci à tous.

P., à Marseille. — S., à Bruxelles. — M., à Buzeu. — P. A., à Angers. — M., à Troyes. — C., à Fives. — C., à Béziers. — D., à Thiers. — C., à Saint-Junier. — B., à Jolimont. — B., à Nogent-le-Rotrou. — G., à Tarare. — V., à Marseille. — B., à Saint-Marcellin. — B., à Nantes. — B., à Jonzac. — C. de C., à Porto. — F., à Amiens. — V., à Nimes. — P., à Combrée. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisé). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisé). — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselbergh* (épuisé). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40 ; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 30 fr. l'édition ordinaire et 60 fr. celle d'amateur.

Il reste encore une demi-douzaine d'*Errant* de X et des *Errants* de Rysselbergh, qui ne seront donnés qu'aux acheteurs des autres lithographies.

Il nous reste des 9e année du Révolté, *6e et 7e année de la* Révolte, *que nous laissons au prix de 1 fr. l'année, plus les frais d'envoi, 0 fr. 60 en colis postal.*

Nous avons retrouvé une dizaine de collections des deux numéros parus du *Glaneur anarchiste*. Nous les laissons à 0 fr. 50, franco 0 fr. 65.

Nous avons aussi Gueules noires, *10 dessins de Luce, d'après C. Meunier, 1 fr. 20 franco.*

Dernières brochures parues : *Les Déclarations* d'Etiévant, couverture par Jehannet ; *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, couverture de Rysselbergh ; *La Propagande socialiste*, par P. Lavroff ; *La Mesure du temps*, par Stackelberg, couverture de Charpentier, 0 fr. 15 l'ex. franco, 7 fr. le cent.

Le Gérant : Denéchère.

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 41 DIX CENTIMES DU 4 AU 10 FÉVRIER 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous leur renouvelons encore cette semaine notre appel. — Encore une fois nous n'avons pas de supplément, et nous pourrions l'avoir si on y mettait un peu plus d'empressement.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

DEUX AFFAIRES DREYFUS

Nouveau coup de théâtre.

Tandis qu'un certain nombre de gogos attendent sous l'orme de la Loi un peu de justice, les ministres étranglent une fois de plus la justice par une bonne loi de circonstance. Et les bas trafiquants qui font la majorité dans la Chambre voteront des deux mains la loi de circonstance, comme ils ont voté l'affiche Cavaignac. M. Dupuy, homme habile, saura leur faire comprendre qu'il y va de leurs petits intérêts.

Et qu'aura-t-il fallu pour cela? Qu'une canaille grotesque, un Beaurepaire se soit agité!

Holà! les vieux libéraux! Que pensez-vous à cette heure de la Loi salvatrice, abstraction glorieuse, divinité sans taches? Croyez-vous encore qu'il faille s'accroupir avec confiance aux pieds de votre idole?

Ou bien attendez-vous, pour changer d'opinion, qu'une bonne petite loi d'actualité vous expédie en Guyane?

Allez-vous comprendre, cette fois, que la Loi, avec une grande lettre, est un mot, rien qu'un mot tout vide, qu'il y a seulement des lois et que ces lois représentent l'intérêt de ceux qui les font et les défont, les cuisinent et les tripotent?

Allez-vous comprendre, d'expérience en expérience, que dans le grand drame joué depuis des mois en face de votre myopie il y a autre chose qu'une loi violée?

Allez-vous voir, à la fin, qu'il y a deux affaires Dreyfus. L'une d'intérêt restreint, simple erreur judiciaire qu'on finira bien par embrouiller tout à fait à l'aide de quelque loi nouvelle. L'autre, au-dessus des lois et des individus, confrontation de toutes les haines sociales, raccourci de tous les antagonismes que les luttes futures doivent résoudre : autorité et liberté, paresse et travail, violence et raison?

Il semble cependant que les faits parlent depuis longtemps, assez net.

Soldats, prêtres, politiciens, magistrats, gens de caserne et d'académie, d'église et d'État, toutes les castes et tous les privilèges se sont, en un clin d'œil, retrouvés du même côté. Aujourd'hui la sarabande est au complet. Pas un masque et pas une grimace qui manque.

D'ailleurs, peu leur importe, aux chevaliers du faux, Dreyfus innocent ou Dreyfus coupable. Là n'est pas la question, mais de défendre le droit, qu'ils détiennent, de vivre, eux oisifs, sur le travail d'autrui; mais de sauver de la faillite leurs moyens d'existence : raison d'Etat, armée, patrie et le reste. Que, par impossible, ils voient demain, en Dreyfus, un sauveur et, demain, ils acclameront Dreyfus. Chaque fois que la vérité menaçait d'apparaître, n'ont-ils pas trouvé un truc nouveau pour la rejeter au fond du puits? Chaque fois qu'une mésaventure leur est survenue, n'ont-ils pas répondu par plus de cynisme et plus d'audace? Leur opinion sur un fait? Allons donc! La crainte de voir disparaître les institutions du passé et eux avec, à la bonne heure! D'ailleurs, n'ont-ils pas avoué clairement : « Innocent ou coupable, Dreyfus doit subir sa peine »? Eh! parbleu, Dreyfus proclamé innocent, c'est un peu plus de boue sur leurs dorures. Et comme ils en vivent, de ces dorures, ils doivent les tenir propres, soigneusement, tout comme le saltimbanque tient à l'abri des taches l'oripeau bariolé qui fait pleuvoir les sous dans la sébile.

Ce ne sont pas, non plus, les infortunes d'un galonné, ce n'est pas la violation de la loi qui ont mis debout ceux de l'autre camp. Chaque jour des innocents succombent sous l'iniquité de la loi et personne n'y prête attention. Si l'innocence d'un homme, cette fois, alluma les passions et provoqua des batailles, c'est que, par suite de circonstances spéciales, cette innocence rejaillissait en flots de honte contre des institutions déjà détestées. Si Dreyfus en réchappe, on peut dire que ce sera, par un singulier jeu du hasard, grâce aux haines accumulées contre ceux de sa caste. Malgré toutes ces ignominies, l'affaire Dreyfus n'aurait jamais dressé contre les gens d'épée, de robe ou de soutane l'élite d'une nation si, aux yeux de cette élite, ces parasites ne représentaient pas déjà toutes les forces mauvaises qui tentent de barrer la route à l'avenir. Ceux qui s'appellent les partisans de la lumière et seraient mieux nommés les amis du progrès, pourraient reprendre le mot fameux de leurs adversaires et dire à leur tour : « Innocent ou coupable, Dreyfus doit être réhabilité parce que son innocence reconnue, c'est votre effondrement certain et que vous avez assez de crimes sur la conscience, même sans celui-là, pour mériter de disparaître.

Ce n'est pas, d'habitude, l'innocence des victimes qui fait l'iniquité des bourreaux. L'histoire nous montre, en effet, deux sortes d'hommes qui se sont parfois rougi les mains au sang innocent : les réacteurs et les révolutionnaires. Or, elle appelle les premiers des gredins, les autres des héros. Pourquoi? Parce que les premiers ont tué pour maintenir le passé, les seconds pour préparer l'avenir.

Le passé qui s'attarde, l'avenir qui se hâte, voilà les deux forces qui se disputent le monde. C'est de leur conflit qu'est faite l'affaire Dreyfus en sa profonde réalité. Et c'est ce conflit qu'il faudrait dégager, préciser, expliquer, à toute occasion, au cours de l'agitation présente, au lieu de rapetasser les grands mais trop vieux principes de 1789.

Faire clair, aux yeux de tous, le sens parfois obscurci du scandale où s'écroule la société bourgeoise; justifier aux yeux des hommes de bonne volonté leurs haines instinctives contre les tenants du passé; marquer d'un signe indélébile ceux qui doivent disparaître dans les tourmentes prochaines, voilà la besogne urgente.

Si parmi ceux qui luttent un plus grand nombre s'y attelaient, l'affaire Dreyfus s'appellerait peut-être bientôt la Révolution.

CHARLES-ALBERT.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(Suite) (1)

XII

L'idée générale de la révolution sociale.

Nous avons vu que, selon R. Owen et Fourier, dans la société future l'Etat devrait céder sa place à une fédération libre des communes autonomes. Saint-Simon et son école, eux aussi, malgré leurs préjugés religieux et autoritaires, révèrent une humanité solidaire, « le globe cultivé par les associations fédérées ». L'Etat disparaissant, c'est la société elle-même qui devait régler la vie matérielle, intellectuelle et morale. D'où l'appellation de « socialiste » donnée à l'organisation future, et, par ce mot, on entendait un ordre social réglé *par et pour la société* elle-même. Qui dit *socialisme* nie, en réalité, Etat et autorité.

Mais la génération nouvelle, désireuse de réaliser le socialisme, voulait se servir de l'Etat et de la politique *comme moyen*. Les démocrates et les socialistes de différentes nuances ne voulaient pas, ou plutôt ne pouvaient pas prévoir que l'Etat politique a d'innombrables besoins

(1) Voir les numéros précédents depuis le n° 11.

qui s'imposent impérieusement à la société. Pour qu'il puisse fonctionner, il faut que tous ses rouages administratifs et judiciaires, avec leur armée de parasites (bureaucratie civile et militaire) soient conservés. En conséquence, l'impôt et la hiérarchie administrative — ces deux sources de toutes les abominations et désolations sociales — resteront en pleine vigueur. Dans ce cas, au lieu de soulager la misère et les souffrances chez le peuple, l'État « socialiste » avec sa « législation directe », sa « dictature du prolétariat » et autres panacées autoritaires, les sanctionnerait.

Les événements de 1848 ne tardèrent pas à démontrer cette vérité. Tandis que L. Blanc et l'ouvrier Albert, tous les deux membres du gouvernement provisoire, s'occupaient, au sein de la commission, des réformes socialistes, au palais du Luxembourg; tandis que Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, envoyait ses commissaires en province avec des circulaires pleines de sentiments si nobles et progressifs, — la misère augmentait chez le peuple, et l'État se voyait obligé d'augmenter la charge de chaque producteur de 50 centimes. Bien des fois on voulut en rejeter la responsabilité, ainsi que celle de la faillite générale de toutes les réformes sociales de la seconde république, sur tel ou tel individu, sur tel ou tel parti politique et socialiste. Certainement, il y eut beaucoup de gens malhonnêtes et pervers, comme Marie, Marrast, Jules Favre, Cavaignac et autres qui travaillaient à noyer dans le sang du peuple de Paris toutes les revendications socialistes, — ce qu'ils réussirent à réaliser dans les journées sanglantes de Juin. Mais il faut reconnaître que ni L. Blanc, Albert et leurs amis, ni Ledru-Rollin et les radicaux honnêtes, ni surtout Blanqui et les socialistes révolutionnaires ne trahirent la cause du peuple. Au contraire, ils travaillaient, agissaient, luttaient pour *les transformations sociales*, en plein accord avec leurs principes : Ledru-Rollin, par la politique; L. Blanc, par la législation directe; Blanqui, par la dictature du prolétariat... Et l'État, absorbant tout, écrasant tout, restait debout !...

Si le malheur se fût arrêté là !... Le pire était que toutes ces doctrines autoritaires sur « les transformations sociales » d'en haut, par un pouvoir législatif et dictatorial, ont paralysé l'action populaire et l'initiative révolutionnaire. La monarchie renversée, le pouvoir révolutionnaire (républicain) organisé, le peuple attendait paisiblement ces « transformations sociales » promises. Pendant trois mois les élus, les législateurs agirent. Et personne ne posa la question si simple : Le 24 février, a-t-on accompli une révolution politique ou sociale ? et quelle est la différence entre ces deux qualificatifs ? Le peuple, à son tour, croyait qu'on pourrait réaliser l'équité sociale, organiser la production et la solidarité socialistes dans un État où tous les privilèges des classes sociales, toute l'organisation autoritaire et bureaucratique demeuraient en pleine vigueur. Ainsi, de nos jours, tout le monde acclame la révolution sociale sans se rendre compte de ce qu'est une révolution sociale.

Tout le monde sait qu'une révolution de palais signifie la suppression d'un chef du pouvoir au profit d'un autre; un coup d'État signifie l'abolition d'un système gouvernemental au profit d'un autre; une révolution politique signifie le renversement d'un ordre politique par le peuple révolté et l'organisation d'un autre régime au profit des révoltés... Dans tous ces cas, nous voyons que l'action est toujours portée directement sur l'objet principal : dans la révolution de palais, on supprime (souvent en le tuant) le chef du pouvoir; dans le second cas, on supprime le gouvernement, dans le troisième on renverse l'ordre tout entier, et ce n'est qu'après la suppression d'un roi, d'un gouvernement, d'un ordre tout entier qu'on commence à installer ce qu'on se proposait comme but. Et la révolution sociale ? Quel but doit-elle se proposer, quel doit être l'objet de son action ? Que doit-elle supprimer avant de commencer l'œuvre d'organisation socialiste ? — Une tête couronnée ? Non. — Un ministère ? Non. — Un ordre purement politique ? Encore non, car elle ne serait pas autre chose qu'une nouvelle édition d'une bien vieille histoire.

Alors sur quoi un mouvement socialiste et révolutionnaire doit-il porter ses premiers coups ? — N'est-ce pas sur les privilèges économiques, sur la possession et l'exploitation individuelle, — sur toutes les institutions qui créent, comme le déclarait l'Internationale, « l'assujettissement du travailleur au capital », et qui « sont la source d'une longue servitude politique, morale et matérielle » ?

Ni en 1848, ni sous la Commune, l'objectif principal d'une révolution — l'abolition de la possession individuelle, la propriété privée, ne fut mise en question. Les ouvriers de Paris, en criant : « Mort aux voleurs ! » exécutèrent quelques malheureux crève-la-faim, qui avaient cru qu'au jour du triomphe d'une révolution soi-disant sociale, eux aussi pouvaient manger à leur faim et échanger leurs haillons contre les habits neufs de l'aristocratie et la bourgeoisie... Sous l'influence du préjugé général que le gouvernement, la législation doit organiser l'État socialiste, le peuple renonça à exercer sa propre initiative. L'idée si juste de Babeuf et ses amis que « les pauvres seraient *immédiatement* habillés... et logés le *même jour* dans les maisons des riches »... cette véritable conception de révolution sociale non seulement fut oubliée, mais chaque partisan d'une pareille hérésie fut traité d'agent provocateur.

Les classes possédantes n'étant pas inquiétées, la bureaucratie restant la maîtresse, l'armée et la magistrature protégeant l'ordre économique et social existant... que pourraient les représentants du peuple ? Voter des lois socialistes ? Mais qui les appliquerait, quand le peuple n'a pas renversé pendant l'insurrection le pouvoir des possédants ? — Les exploiteurs et l'administration avec Messieurs les officiers et la police..., ou voudraient-ils se soumettre aux arrêts d'une assemblée législative ? Ou plutôt de conspiration en conspiration n'organiseraient-ils pas un coup d'État, et ne déporteraient-ils pas Messieurs les législateurs ? — Thiers, Cavaignac, Napoléon le Petit ont donné assez de preuves que ceux qui possèdent les richesses et le pouvoir de l'État ne se soumettent pas aux parlements les plus socialistes qu'on pourra imaginer.

(*A suivre*.) W. TCHERKESOFF.

DES FAITS

Braves ouvriers qui croyez encore en l'efficacité des lois pour vous protéger, écoutez ce qui suit. C'est une circulaire que la Compagnie métallurgique de Barrow Hematite Steel, en Angleterre, et dont le président est, le duc de Devonshire, en personne, s'il vous plaît, a adressée à ses employés supérieurs, ingénieurs, etc. :

« A partir de ce jour, veuillez prendre en note qu'il ne faudra pas engager les hommes atteints de quelque infirmité que ce soit, telles qu'absence d'un membre, vue ou ouïe faible, etc.

« En outre, il ne sera plus engagé d'homme âgé *de plus de cinquante ans*.

« Tout homme ayant dépassé cet âge, mais qui à cette date est encore au service de la Compagnie, sera conservé. Mais s'il quitte le service, il ne sera plus repris.

« Tout homme qui aura été blessé au service de la Compagnie, et qui aura reçu d'elle, pour cela, un dédommagement, ne pourra être repris qu'avec l'approbation de l'administrateur en chef. » (*Review of Reviews*, 16 janvier 1899, p. 13.)

Et savez-vous, braves ouvriers, quand cette circulaire a été composée et mise en vigueur ? Non ? Eh bien, c'est lorsque le Parlement anglais venait de voter la loi sur les dommages et intérêts à payer aux ouvriers blessés.

Ainsi, on aura beau faire des lois, cela ne servira de rien, tant que le capital ne sera pas détruit. Donc et avant tout, suppression du capital, cause de tout le mal.

∴

L'INQUISITION PATRIOTIQUE.

Le Dr Delbrück, directeur des *Preussische Jahrbücher*, est, on le sait, poursuivi par le gouvernement allemand, pour avoir blâmé ouvertement les expulsions brutales du Schleswig-Holstein. Eh bien, sait-on de quoi les nationalistes allemands, car il y a des nationalistes partout, en ce moment-ci, accusent le Dr Delbrück ? *D'être vendu à une nation étrangère*. Ne se croirait-on pas en France ? et quel progrès vraiment ! l'*inquisition patriotique* à la place de l'inquisition religieuse du moyen âge !

A.

SOLIDARITÉ

Les camarades se rappellent sans doute un procès qui eut lieu en décembre 1893 à Madrid, où des camarades, sous la dénonciation d'un agent provocateur, furent condamnés pour fabrication de bombes qui, soi-disant, devaient être déposées à la Chambre des députés.

L'une des victimes, J. M. Debats, nous écrit du bagne d'Ocagne, où il est détenu, qu'il vient d'être libéré, mais, à l'infirmerie et sans le sou pour se rapatrier, il fait appel à la solidarité des camarades.

Nous ferons parvenir au camarade Debats les sommes que nous aurons pu recueillir. — Inutile d'insister sur l'urgence.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LE GÂCHIS. — Quand, l'autre jour, dans l'*Aurore*, Octave Mirbeau traitait Dupuy d'anarchiste, je souris du paradoxe. Nul ne me paraissait moins mériter ce qualificatif honorable que l'instigateur de la seconde des lois scélérates. Dupuy anarchiste ! Lui, le féroce et brutal protecteur des injustices sans nombre qu'engendre la société présente ? Quelle plaisanterie !

Les derniers événements jettent un doute dans mon esprit...

En effet, le plus grand grief qui soit formulé contre nous, c'est notre inlassable insistance à semer l'irrespect envers les institutions aujourd'hui les plus respectées. Ni armée, ni magistrature, ni propriété, ni autorité ne trouvent grâce à nos yeux. Un tel « nihilisme » effraie bien des esprits timorés.

Cependant nous devons reconnaître que, malgré tous nos efforts, nous sommes loin d'égaler la puissance de destruction des soutiens eux-mêmes de la société. Pendant que, bien péniblement, après un travail opiniâtre, nous arrivons, après nombre d'années, à érafler à peine la façade de la Bastille bourgeoise, eux, en quelques jours, vous démolissent un pan de mur avec une maestria que n'ont jamais atteinte les bombes de Ravachol.

Nous avons maintes fois traîné l'hermine des juges dans la boue qui lui convient, au grand scandale des bonnes âmes respectueuses de la « justice » de leur pays. On nous condamnait pour cela, on nous imputait à crime d'ébranler la foi en la haute honorabilité des arbitres de l'humanité.

Le gouvernement de M. Dupuy n'y va pas par quatre chemins. Négligeant le menu fretin des jugeaillons de second plan, il frappe à la tête; à la face du monde, il déclare suspecte « la plus haute juridiction » du pays, en lui retirant le droit d'examiner jusqu'au bout une affaire qu'elle a commencé à instruire.

Bien touché, compagnons! Vous avez plus fait pour la déconsidération de la magistrature que nous en dix ans. Parallèlement, vos amis, les chefs militaires, agissent d'une façon analogue avec l'armée qu'ils discréditent de mieux en mieux.

C'est parfait! Quand le respect sera mort, peut-être l'homme comprendra-t-il qu'il n'a à chercher d'autre maître que lui-même.

* * *

La Grande Famille. — Ces jours derniers, de nouveaux cas d'empoisonnement occasionnés par les boîtes de viande conservée se produisaient à Sens. Le ministre de la guerre, interpellé, a refusé de faire une enquête et 307 voix contre 1 l'ont approuvé. Les assassins peuvent s'en donner à cœur joie; on refuse non seulement de les poursuivre, mais même de les rechercher.

* * *

Un soldat du 51e de ligne, nommé Vaillant, en garnison à Beauvais, était malade de la poitrine. Il demanda à aller à l'infirmerie et se présenta devant le médecin-major, qui refusa de le reconnaître malade et lui fit infliger quatre jours de salle de police. Le malheureux, désespéré, résolut d'en finir et se tira un coup de fusil dans la poitrine.

* * *

A souligner le cynisme du ministre de la guerre qui, interpellé au sujet d'un soldat devenu infirme et obligé de subir la castration par suite d'un coup de pied que lui avait donné un caporal, déclare qu'il n'y a pas lieu de lui accorder une pension, car *il est aujourd'hui guéri!*

M. de Freycinet supporte allègrement les infirmités des autres.

* * *

Enfant martyr. — Encore un enfant martyr. C'est à Clichy. Son père, débardeur, est absent toute la journée. Il a d'une première femme un fils de dix ans, que sa femme actuelle déteste. Cette mégère ne cessait de battre ce pauvre petit. Elle le mordait et lui avait interdit, *sous peine de mort*, de se plaindre à son père. L'enfant couchait dans un galetas sous une fenêtre dont la marâtre avait, avec intention, brisé les carreaux. On a trouvé chez elle un battoir et un marteau tachés de sang, avec lesquels elle frappait l'enfant.

Ne vient-on pas cependant de condamner à mort le père Deblander qui avait tué ses deux enfants? Voilà l'effet préventif des condamnations terrifiantes! André Girard.

* * *

Odyssée d'un sans-logis. — M. B..., sans travail, était mis à la porte, le 16 janvier, de son garni, n'ayant pu payer quinze francs qu'il devait. Il alla à l'asile de Charonne, où il passa trois nuits, maximum autorisé. Le 20, il alla se faire inscrire à l'asile de Valmy. Il n'y avait pas de place. Pour être inscrit pour la nuit, il faut se présenter le matin, *avant six heures*. Il sollicita d'un conseiller municipal une aide dans sa détresse. Le conseiller l'adressa, mais sans lettre de recommandation, au chef de bureau de la mairie de son arrondissement. Le chef de bureau voulut bien néanmoins l'envoyer au bureau militaire demander un bon de logement.

Là, on lui demanda un certificat de son ex-propriétaire, légalisé, plus une pièce militaire. Il revint à 3 heures de l'après-midi avec les pièces. On lui dit de se présenter à 5 heures. A 6 heures on lui donna un bon de logement pour *cinq* jours. Lorsqu'il se présenta à l'adresse indiquée, il lui fut répondu qu'il n'y avait point de place et il dut passer la nuit à la belle étoile (c'est une façon de parler). Il revint le lendemain à la mairie où on le remit encore à 5 heures. On lui donna une nouvelle adresse, et il trouva cette fois de la place.

Pour pouvoir se loger *cinq* jours, il avait fait deux journées de démarches et passé une nuit dehors.

L'ad-mi-nis tra-tion est une belle chose.

(*L'Aurore*, 24 janvier.)

* * *

Dame police. — A la suite d'une discussion, un piqueur d'une maison de charrois, rue de la Chapelle, voulut mettre à la porte un palefrenier, et comme il ne se pressait pas d'obéir, il envoya chercher un agent. Quand celui-ci arriva, le palefrenier était sorti de lui-même; l'agent n'avait donc plus rien à faire... qu'à s'en aller. Il resta pourtant et se mêla de ce qui ne le regardait plus. Le palefrenier émettait la prétention — exorbitante pour un simple palefrenier — que le piqueur l'accompagnât chez le commissaire. Cela ne plut pas à M. l'agent, qui lança son poing dans la figure du palefrenier insoumis, et le jeta par terre. C'était le numéro 202 du XVIIIe.

Le palefrenier, ainsi attaqué, se releva et usa de son droit de défense. Il en usa si bien que le piqueur — policier patronal — dut aller chercher du renfort pour son collègue gouvernemental. Trois agents accoururent, aux muscles frais; ils tombèrent à coups de poings et de pieds sur le palefrenier qui persistait à se défendre; ne pouvant en venir à bout, ils se firent apporter une corde, attachèrent leur adversaire et, les vêtements en lambeaux, le jetèrent dans une voiture à bras.

La foule s'était amassée et protestait. Plusieurs personnes voulurent entrer dans le poste pour témoigner leur indignation; on les en empêcha. Une seule y parvint: on la menaça de l'arrêter, et on la mit proprement à la porte.

L'Autorité a pour but de faire respecter l'ordre... fût-ce en augmentant le désordre.

* * *

L'honneur de l'armée. — Grâce à Dieu, les exploits du capitaine Bouis et du commandant Apté sont toujours en honneur dans notre vaillante armée — comme dans toutes les autres, du reste. On parle — sans trop préciser — d'un maréchal des logis chef hautement apparenté, qui s'occupait à maintenir dans son quartier les bonnes traditions de la soldatesque antique, et qui avait, pour certains de ses inférieurs, des sollicitudes de père... ou plutôt de mari. Bref, il les chérissait comme un neveu ses tantes.

Allez donc dire après cela que l'armée n'est pas une grande famille!

Un sous-officier, qui probablement n'avait pas l'esprit militaire, déclina l'honneur d'une parenté si tendre. Sous un prétexte quelconque, il fut cassé (c'est bien le moins). Le père de ce mauvais soldat fit une petite enquête personnelle, qui amena des découvertes bien patriotiques. Le marchef raffolait du pantalon rouge.

Inutile de dire que l'affaire sera étouffée. La question ne sera pas posée. Mais ce que nous en savons nous suffit. Nous sommes suffisamment familiarisés avec les mœurs — inévitables — des cloîtres et des casernes, et ce n'est pas d'hier que nous connaissons nos galonnards.

La trouée qu'ils fixent n'est pas celle des Vosges.

R. Ch.

* * *

Pierrefitte. — Les opérations du tirage au sort pour le canton d'Aubervilliers avaient lieu mardi dernier. Deux jeunes gens de Pierrefitte, à l'appel de leur nom, ont refusé de tirer, donnant comme raison qu'étant socialistes ils réprouvaient le militarisme.

Les autorités présentes en étaient ébahies. Si seulement cette manière d'agir pouvait se propager!

Noel Paris.

Bohême.

Le Socialisme en Bohême. — Beaucoup de crises industrielles pendant toute la durée de la première moitié de notre siècle ont importé en Bohême la grande formule du prolétariat de l'Occident.

La Solidarité internationale du Travail. — Les groupes ouvriers s'organisent de plus en plus méthodiquement; de plus en plus, les idées se diffusent et s'élaborent. Ici, il existe deux partis socialistes : l'un, social-démocrate; le deuxième, socialiste indépendant, anarchiste.

Les social-démocrates en sont toujours aux propositions du Congrès d'Heinfeld; les anarchistes n'ont pas de programme, en dehors de toutes doctrines dogmatiques. Ils agissent, selon les cas, tout à fait fédéralement selon les besoins de chacun des groupes de l'organisation.

Chez les social-démocrates, l'Idéal socialiste est un système politique et économique étatiste, tout à fait pris de Karl Marx, dont le « Capital » est le *credo* du parti social démocratique.

Chez les anarchistes, l'Idéal socialiste n'est pas seulement un système politique, mais il est un épanouissement de tous les progrès de la vie humaine. On ne comprend pas sous le mot « Liberté » simplement la liberté de manger et de boire. Non, on veut aussi la liberté de penser, d'agir, la liberté du peuple comme celle de l'individu.

L'esprit le plus profondément moral, et les morales le plus hautement intellectuelles sont le domaine de l'anarchisme en Bohême. Il en est des social-démocrates d'ici comme des mêmes partis en Autriche et en Allemagne; la notion de l'État à venir est une république socialiste, fondée sur la tradition de Karl Marx et de Ferdinand Lasalle.

C'est la théorie collectiviste de l'attribution de la propriété à l'État.

* * *

L'humanité marche toujours en avant. L'Idéal étatiste n'apparaît plus à l'intelligence comme le terme de l'évolution.

En évoluant, l'homme conserve un esprit libre, toujours en révolte, jamais satisfait de son milieu social, et toujours préoccupé de la société future, où il n'y aura plus cette tyrannie qui s'appelle l'État, où n'existera plus cette tyrannie qui s'appelle *démocratie*.

Il est faux de dire que l'anarchisme en Bohême n'est pas encore bien développé. Il s'épanouit.

Les ouvriers penchant vers Bakounine et Kropotkine (connus par des traductions allemandes et françaises), se groupent autour des journaux bimensuels *Omladina* (La Jeunesse), *Matice dělnická* (Bibliothèque des ouvriers) et du *Proletar;* ils sont communistes.

Les hommes de lettres, les artistes, etc., réunis dans *Moderni Revue* et *Novy Kult*, sont individualistes, décadents, symbolistes.

Nietzsche et Stirner dominent dans cette école, Verlaine, Mallarmé sont leurs modèles.

Le meilleur poète anarchiste en Bohême, *M. Stanislas Karel Neumann*, en fait partie. Les « apostrophes » sont une excellente série de poèmes sortant du milieu social, de la banalité de la vie quotidienne et plutôt imaginatifs que pratiques.

MM. *Arnost Prochazka* et *Jiri Karasek* sont déjà en dehors du mouvement socialiste. Tous les deux sont les protagonistes de la décadence en littérature tchèque; ils sont l'un, le Verlaine, l'autre, le Mallarmé de leur petite patrie barbare.

M. *Vilem Körber*, rédacteur d'*Omladina*, est un vieux communiste. Économiste plutôt que révolutionnaire, malgré sa soixantaine, il travaille sans relâche pour l'Idéal anarchiste.

Cette étrange et mystérieuse obligation d'avoir sans cesse du nouveau résiste à toutes les forces de l'esprit humain. Aussi le matérialisme économique de Karl Marx a-t-il perdu des disciples. La nouvelle exaltation de l'Occident, un nouveau drapeau intellectuel est élevé en Bohême. La solide substance de tous les penseurs et savants de l'Occident abreuve la jeune littérature tchèque.

La grande idée de notre temps, unir toutes les nations dans une même question sociale : *trouver la paix du monde*, est très agitée en Bohême.

Elle a trouvé ses combattants, et le monde pensant entend déjà la marche des travailleurs unis vers le même idéal : Anarchie.

Haber.

Bulgarie.

Le camarade Kelifarsky a été déjà arrêté deux fois, il a été ouvert contre lui une instruction judiciaire pour avoir édité *La Société au lendemain de la Révolution*, par J. Grave. Le parquet n'ayant pu trouver des actes répréhensibles dans la traduction même de l'ouvrage, s'est contenté, pour ne pas lâcher sa proie et sans doute pour l'intimider, de le faire arrêter encore une fois et enfermer dans un cachot infect; il a été obligé de donner une caution de 1.000 francs pour sa liberté provisoire; il sera traduit devant les tribunaux de Sofia sous l'inculpation de rébellion contre la force publique (!) pendant la manifestation à coups de pierres du peuple contre la police armée jusqu'aux dents — fusil avec baïonnette au canon. C'était beau à voir; il faut espérer que la prochaine fois le peuple prendra ses précautions et pour faire fuir prince et gouvernants il n'hésitera pas à mettre ses gants. Kelifarsky a eu la tête fendue par la canne d'un député-policier amateur et maintenant il est coupable non pas comme manifestant, mais comme anarchiste et les tribunaux n'hésiteront pas sans doute à le con-

damner. Aucun des journaux politiques de nos polichinelles n'osera prendre sa défense, les chefs mesquins des partis d'opposition aiment à ne pas paraître canailles et surtout anarchistes, ce serait perdre l'autorité et surtout l'influence au palais. Les socialo-marxistes sont partout les mêmes, ils forment avec la police, les tribunaux et les partis politiques ce qu'il y a de plus sale, ce sont des trinités inconcevables comme religion.

WLAINE.

Russie.

La famine règne en Russie, plus terrible que celle qui a régné, il y a sept ans, dit le *Morning Post*. Tous les rapports officiels et administratifs cherchent à la dissimuler. La situation est d'autant plus grave, qu'à la disette du blé se joint celle du foin, ce qui oblige les petits cultivateurs à se défaire de leurs bêtes à vil prix. Et pourtant, il n'y a guère plus de trois mois que les récoltes sont faites! Que sera-ce au printemps? Le gouvernement, en n'appelant pas les secours extérieurs, joue la vie de milliers et de milliers de paysans.

Etats-Unis.

DÉCOMPOSITION. — Le *World* publie une lettre des nommés Burnett, Stayton et Campbell, avocats à New-York, aux sieurs Davis et Huber, qui avaient commissionné la fourniture de trois navires au gouvernement américain. Très édifiant, le contenu de cette lettre : « Pour favoriser l'acceptation de la soumission », il y a lieu — dit la lettre — de remettre la plus grosse part de la commission stipulée « à nos amis de Washington ». Cette commission était de 75.000 dollars, dont Burnett et Cie réclamaient 30.000, par retour du courrier, pour chauffer l'appui de leurs « amis de Washington ».

Encore un fait — entre mille — pour montrer la corruption des dirigeants : le sénateur Quay, le chef républicain de Pensylvanie qui, pendant des années, a été le dictateur de cet Etat, vient d'être mis en accusation, avec son fils et le sieur Haywood, ex-trésorier d'Etat. Ces trois compères sont poursuivis pour avoir employé les fonds publics, déposés à la Banque populaire, à l'achat et à la vente de valeurs de bourse, et pour autres opérations et destinations illicites. Un quatrième compère : John S. Hopkins, compromis dans l'affaire, s'est suicidé; c'est ce suicide qui a permis de découvrir le pot aux roses.

Pendant que les gouvernants se gorgent, les infortunés habitants des Antilles s'aperçoivent de la sagacité de l'âne du meunier de la fable. Les violences et les actes de brutalité des soldats américains remplacent les violences et les actes de brutalité des soldats espagnols. La *Bomba*, le *Correo*, la *Nueva Era*, l'*Estrella* et autres feuilles de Porto-Rico se plaignent amèrement que les militaires américains dépouillent les domestiques qui reviennent du marché, se font servir dans les restaurants, s'y enivrent, cassent la vaisselle, rossent le personnel et s'en vont sans payer. Ils volent les colporteurs, entrent dans les maisons et y pillent ce qu'ils peuvent. Les femmes se tiennent cachées pour éviter d'être insultées par les soldats, auxquels tout est permis.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

SAINT-OUEN. — Afin de redonner de la vigueur au mouvement, les camarades sont convoqués pour samedi, 8 h. 1/2, salle Ansel, 8, rue de la Chapelle.

∴

SAINT-DENIS. — Quelques camarades, amis de l'étude, viennent de constituer, sous le titre de la « Pensée Nouvelle », un cercle d'études sociologiques. Les réunions ont lieu tous les mardis soir. Il y est fait des lectures et causeries, et le dimanche des excursions instructives.

∴

SAINT-ETIENNE. — Les camarades sont invités à se rendre le plus nombreux possible le samedi 4 février, à 8 heures du soir, au café du Cercle, rue du Grand-Gonnet, angle place Jacquard.

Ordre du jour : De la propagande.

∴

MARSEILLE. — Les libertaires se réunissent tous les jours au Bar des Gascons, place des Hommes, angle rue Pavé-d'Amour.

Tous les samedis soir, à 9 heures, communication du groupe sur les événements actuels et les mesures à prendre.

∴

BORDEAUX. — Samedi 4 février, à 8 h. 1/2 du soir, 71, route d'Espagne, deuxième conférence par la camarade Séraphine Pajaud.

Entrée : 25 centimes, gratuite pour les dames.

∴

CHALON-SUR-SAÔNE. — Quelques camarades ont pris l'initiative de la formation d'une bibliothèque libertaire, car ils estiment que si la discussion provoque des adeptes, l'étude ou fait des penseurs, des camarades conscients.

Ils font appel aux groupes, écrivains, et à tous ceux qui disposeraient de journaux, revues, brochures, livres, etc., qui pensent qu'il est bon de développer ce moyen de propagande au sein de la masse ouvrière, pour envoyer au siège de la bibliothèque, au camarade Guillon, tailleur, avenue Boucicaut, Chalon-sur-Saône.

∴

L'ART LIBRE. — Il a été fondé à Lyon un groupe ayant pour titre : *l'Art Libre*.

Le but du groupe est le *développement* des prédispositions artistiques de quiconque est empreint de l'idée du *Beau*, les *études* les plus rigoureuses et les plus impartiales sur tout ce qui concerne, ou touche, d'une façon quelconque, de près ou de loin à l'*Art*, et enfin la *propagation*, par tous les moyens utilisables, des œuvres vraiment artistiques.

Le groupe n'ignorant pas qu'il existe des quantités de groupements, cercles ou associations qui, sous des prétextes analogues, semblent tenir à cœur de bien justifier par leur grotesque, leur ignorance ou leur plagiat, l'alexandrin aujourd'hui plus applicable que jamais d'Alfred de Musset :

« L'artiste est un marchand et l'art est un métier! »

les membres du groupe se promettent d'utiliser leurs connaissances artistiques autant que leur ardeur de combat et leur énergie au profit de l'*Art vrai* : l'art par l'art, pour l'art, et *surtout* pour les *pensées et enseignements philosophiques, philanthropiques, idéalistes* ou autres qui se dégagent forcément, puisqu'ils en sont la source, de toute œuvre bien comprise.

Pour nous aider dans notre rude tâche, nous faisons appel à tous ceux qui nous comprendront, convaincus qu'il n'est aucun art s'il n'est l' « art libre ».

∴

BRUXELLES. — Le cercle libertaire « L'Idée » organise une conférence le mardi 7 février, à 8 heures du soir, à la Brasserie Belge, Grand'Place, 16.

Nous espérons que les camarades répondront nombreux à notre appel.

Sujet : La Propagande par la presse. — Orateur : J. Thonar.

Pour le groupe : ALPH. LAUFT.

∴

Le cercle « L'Idée » entreprendra sous peu un cours d'art oratoire. En quelques leçons, nous espérons mettre beaucoup de nos amis à même de monter à la tribune.

A. L.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Visages de la vie, vers, par E. Verhaeren; 1 vol., chez Deman, Bruxelles.

Le Latin appris en trois ans, le grec en deux ans. — *L'Ecole homicide.* — *Un professeur pour 3.000 élèves*, brochures par M. Olivier Benoît, chez Lahure, 9, rue de Fleurus.

La Loi sur les sociétés de secours mutuels, circulaire 24, série A du *Musée social*, 5, rue Las Cases.

De chez Stock (affaire Dreyfus) : *Le Lieutenant-colonel Henry*, par le capitaine Marin; 1 vol., 3 fr. 50. — *L'Iniquité*, par G. Clémenceau; 1 vol., 3 fr. 50. — *Exposé impartial de l'affaire Dreyfus*, par Pierre Molé; broch., 1 fr. — *Le bordereau est-il d'un artilleur?* par un officier d'artillerie; broch., 1 fr. — *Essai sur la mentalité militaire*, par L. Verax; broch., 1 fr. — *Le bordereau est d'Esterhazy*, par Louis Frank; 1 broch.

L'Ostensoir des ironies, par Alcanter de Brahm; 1 vol., 5 fr., Bibliothèque d'art de la *Critique*, 50, boulevard La Tour-Maubourg.

Mensaje del Sr presidente del Estado, contestacion del congreso y memorias; 1 fort vol., Tegucigalpa, Honduras.

La Société au lendemain de la Révolution, par J. Grave (traduction bulgare).

A lire :

Un Juge, par U. Gohier, *L'Aurore*, 27 janvier.
Faux partout, U. Gohier, *L'Aurore*, 30 janvier.

PETITE CORRESPONDANCE

R. B., 13. — J'ai fait passer votre lettre à Robin. Je ne puis donner des adresses d'amis, sans leur permission.

A. B., à Mouscron. — En effet abonnement ne finit que fin mars. C'est par erreur que l'avertissement a été mis sur la bande.

B., à Roubaix. — Les *Porteurs de Torches*, 2 fr. 75.

A des lecteurs des Temps Nouveaux. *Anvers.* — Je ne connais pas de colonies anarchistes à Haïti, ni aux Etats-Unis.

A. L. — No 38 réexpédié. Il se sera perdu à la poste.

Roberto d'Angiò. — *Question Sociale* a reçu.

Dr A. — Oui, en papiers d'affaire, cela nous parviendra et ne coûte que 0 fr. 05 par 50 grammes.

T. N. G. — Commission faite. Ai à vous remettre.

A. P., à Amiens. — On ne vit pas de sa plume. A part quelques exceptions, c'est le pire métier pour le reste. Quant à se caser lorsqu'on n'est pas connu, c'est un rêve.

C. C. M. — Il doit y avoir certainement un peu de tout ce que vous dites, mais aussi beaucoup d'avachissement et d'oblitération du sens moral. — Merci pour le renseignement, ainsi qu'au camarade E. P.

Au camarade qui nous avait demandé Anna Karénine. — Chez Hachette, 2 vol.

M., à Poitiers. — Les trois quarts du temps, il n'y a pas moyen de faire régler les vendeurs.

Reçu pour la brochure à distribuer: Marseille, liste P.: Un anarchiste, 0 fr. 20; Un de Mempenti, 0 fr. 50; Un pied plat, 0 fr. 50; Un empoisonneur patenté, 0 fr. 30; Un barbare, 0 fr. 50; Un indomptable, 0 fr. 25; L'ami de Vaillant n'est pas mort, 0 fr. 25; Un coiffeur anarcho, 0 fr. 25; Un camarade, 0 fr. 40; Un mouleur qui sabotte, 0 fr. 25; Un mangeur de pourpre, 0 fr. 25; J'aime pas les sergots, 0 fr. 25; X., 0 fr. 15; Mort aux sales bêtes, 0 fr. 50. Ensemble: 4 fr. 50. — G., à Londres, 1 fr. — Liste de Fives, par C.: Un révolté, 0 fr. 50; Un libertaire, 0 fr. 25; Un révolté, 0 fr. 50; Un libertaire, 0 fr. 50; Un libertaire, 0 fr. 50; La goutte d'eau creuse la roche, 0 fr. 30; Un peinard, 0 fr. 50; A. Leclerc, 0 fr. 10; Desmet, 0 fr. 50; Un libertaire, 0 fr. 25. Ensemble: 3 fr. 90. — Dr A., 3 fr. — Salonique, 2 fr. — Total: 13 fr. 40. — Listes précédentes: 69 fr. 90. — Total général: 83 fr. 30.

Reçu pour l'école: M., à Romanèche, 2 fr. 50.

Reçu par Ardouin: Hamelin, 0 fr. 50. — H. G., 100 fr. — Auguste, 3 fr. — Marseille: Groupe libertaire de Mempenti, 10 fr. pour l'école et 1 fr. pour les détenus politiques (remis au groupe des détenus).

Reçu pour le journal: Dr A., 3 fr. — *Vente de vieux timbres*, 2 fr. 25. — H. M., à Pantin, 3 fr. — Douperc, 1 fr. — F. R., à Gand, 0 fr. 95. — G., à Londres, 1 fr. — V. C., 1 fr. — C. C. M., 1 fr. 50. — Merci à tous.

Coopérative, Lyon. — C., à Fives. — B., à Roubaix. — B., à Vienne. — G., à Saint-Etienne. — D., à Bourg-de-Péage. — D., à Billy-Montigny. — Vve D., à Montluçon. — C., à Chartres. — B., à Mâcon. — M. à Anais. — D., à Paterson. — B., à Asnières. — N., à Rouen. — C., à Arcis. — M., à Reims. — Reçu timbres et mandats.

Un de nos amis voudrait se procurer les *Ferments solubles*, de Bourquelot, volume édité chez Maloine, où il est épuisé. Un camarade peut-il nous le céder ou prêter?

Au prochain numéro nous commencerons une nouvelle série d'articles de notre ami Kropotkine, sur : *L'Alliance franco-russe*.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 42 — DIX CENTIMES — DU 11 AU 17 FÉVRIER 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS DÉPOSITAIRES

Nous prévenons ceux qui sont en retard, que si nous n'avons pas reçu leur règlement d'ici mardi, tout envoi leur sera cessé.

Et si nous ne pouvons pas paraître la semaine prochaine, nos lecteurs ne seront pas étonnés — la situation s'annonce assez bien pour cela. Mais nous reprendrons notre cours la semaine suivante.

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

I

Faire de la défense nationale une œuvre nationale, et pour cela faire appel à toutes les intelligences, à la grande discussion en plein jour, au lieu de se fier aux petits secrets, toujours vendus à l'adversaire ;

Réorganiser l'armée, non pas sur le système prussien, mais sur le système du peuple armé, emprunté à la Suisse et modifié selon les nécessités du pays;

Emmailloter Metz de fortins et de mines, et faire de même pour toutes les routes menant d'Allemagne et de Belgique en France;

Réveiller la confiance du pays en soi-même et chercher la force à l'intérieur, mais non pas dans des Césars sauveurs, ni à l'extérieur;

Enfin, garder un peu de dignité dans les rapprochements politiques et les alliances contractées...

Voilà, disions-nous, comment nous aurions compris les « patriotes ». Autrement, leur patriotisme devient, ou bien de l'enfantillage, ou bien une simple affaire de tirage de leurs journaux du Panamisme.

⁂

Parlons maintenant de leur grand dada : l'alliance franco-russe. Nous en avons déjà dit quelques mots, mais revenons-y. Tel quel, le fait est si plein de conséquences funestes pour la France, qu'il vaut la peine de l'approfondir.

Il nous répugne, à vrai dire, de parler de ces brigands et de ces fourbes que l'on appelle chefs d'Etat et diplomates. Mais enfin, puisque les soi-disant patriotes français mettent leur confiance dans cette espèce de gens, — descendons à leur niveau; parlons-en.

⁂

Si l'on veut avoir la bêtise de croire les soi-disant patriotes monarchistes et césariens ralliés (à la monarchie), ce seraient eux qui auraient fait l'alliance franco-russe.

Il est vrai que cet honneur leur est disputé, faits en mains, par leur grandissime ami — quoique sémite — M. Cyon.

Pardon, je devrais dire « de Cyon ». Au lieu de se faire un honneur d'avoir conquis — quoique juif pur sang — la chaire de physiologie à l'Académie de médecine à Pétersbourg par des travaux d'une certaine valeur, ce monsieur, mordu à Paris du désir de se faire passer pour « un gentilhomme russe », se fait appeler aujourd'hui « de Cyon ».

Eh bien ! M. Cyon tout court leur dispute cet honneur, dans un gros livre documenté, quoique assez perfide, qu'on ne trouve plus dans le commerce, puisqu'une main inconnue en a racheté tous les exemplaires invendus. Ce Cyon, homme assez intelligent, mais petit mécréant, que nous — une douzaine de jeunes naturalistes alors — régalions d'épithètes malsonnantes au dîner du premier congrès des naturalistes à Pétersbourg en 1869; ex-professeur, chassé par les étudiants de l'académie; plus tard agent du ministère des Finances russes et négociateur (avec Bleichrœder, ami de Bismarck) des conversions d'emprunts russes, répudié depuis par un autre ministère des Finances; ex-ennemi, puis ex-ami du général Boulanger; rédacteur du *Gaulois* réactionnaire et de la *Nouvelle Revue* « patriote » de Mme Adam; « conservateur et monarchiste », comme il le dit lui-même, et haïsseur des républiques, comme son ami Katkoff; juif, mais défenseur du Dieu chrétien et de l'enseignement chrétien..., mais je n'en finirais pas de faire valoir tous les titres de gloire qu'il mentionne lui-même dans son livre — ainsi donc, M. Cyon réclame cet honneur pour lui et pour Katkof.

⁂

Eh bien ! tout ça — c'est de la blague, des racontars de journalistes amoureux de leurs propres vanités. Cyon et Katkoff n'auraient jamais existé, et la presse radicale serait restée radicale et anti-autocrate, que l'alliance — ou plutôt ce qu'on appelle de ce nom — se serait faite tout de même. Les généraux russes la voulaient, la reine d'Angleterre la conseillait, et *Bismarck lui-même* — nous allons le voir — *l'acceptait volontiers* puisque, telle qu'elle s'est faite, elle devenait une consécration du traité de Francfort.

⁂

Prenons les faits depuis la guerre de 1870.

Lorsque cette guerre éclata, la presse russe fut *pour* l'Allemagne, contre Napoléon III.

On haïssait en Russie le brigand de Décembre — les radicaux pour le coup d'Etat, les réactionnaires pour l'encouragement qu'il avait donné à la Pologne pendant l'insurrection de 1863 — qu'il s'empressa, d'ailleurs, de trahir.

Mais vint le 4 septembre, la République fut proclamée — et toute la presse indépendante russe se déclara *pour* la France, *contre* l'Allemagne. « La guerre, écrivaient les correspondants des journaux et des revues, n'a plus de raison d'être; Napoléon chassé, c'est à *la France* que les Allemands font la guerre, et dans ce cas nos sympathies sont avec les Français, contre les Allemands. » De Gambetta on faisait une idole, un nouveau Garibaldi.

Alexandre II et son chien Katkof restaient seuls pour les Allemands.

Lorsque Thiers, lors de son voyage aux cours d'Europe, vint à Pétersbourg, tout ce qu'il y avait de pensant à Pétersbourg, dans la jeunesse comme dans les hautes sphères, voulait pousser le tsar à intervenir en faveur de la France. Nous avions même préparé, pour forcer la main à Alexandre II, une manifestation en faveur de Thiers, qui devait avoir lieu au théâtre français — théâtre Michel.

Mais on vint nous informer que « le sinistre vieillard » avait opté pour le théâtre Berg — une sale boutique où les Parisiennes des cafés-chantants et les Judic amusaient les chevaliers-gardes de leurs chansons grivoises. La jeunesse en fut furieuse. Nous eûmes une réunion dans l'après-midi; et la jeunesse, qui détestait ce caboulot, refusa de s'y rendre. La manifestation fut manquée.

Je raconte ce fait pour montrer comment le tout Pétersbourg « libéral était pour » la France. Nous étions fortement appuyés par tous les libéraux haut placés — Milutine, ministre de la guerre, y compris.

⁂

Le gouvernement russe était cependant pour les Allemands, et, au point de vue étatiste, cela se comprend. Il lui fallait déchirer le traité de Paris — l'obligation de ne pas tenir de flotte de guerre dans la mer Noire, obligation qui abandonnait la Russie méridionale et le Caucase aux navires de guerre anglais. Ce traité avait été imposé par Napoléon, — comme l'occupation de Rome, — tandis que l'Allemagne invitait la Russie à le déclarer aboli. C'est ce que fit le gouvernement russe, en échange des mitrailleuses qu'il donna à l'Allemagne, des achats de pelisses qu'il lui permit de faire pour la campagne d'hiver — bref, de sa « neutralité sympathique envers » l'Allemagne.

⁂

Alexandre II et son chien fidèle Katkoff haïssaient la République française. Aussi, dans les années 1871-77, les traités d'alliance des trois

empires (Russie, Allemagne, Autriche) se renouvelaient tout le temps.

Une fois seulement, en 1875, Alexandre II se décida à déclarer qu'il ne permettrait pas un nouveau démembrement de la France. Les diplomates et les militaires russes l'y poussaient; mais ses répugnances personnelles pour la république ne furent vaincues que lorsqu'il entrevit dans le coup d'Etat préparé alors sous Mac-Mahon la possibilité de planter sur le trône les Orléans et de ramener la France à la monarchie.

Les Orléans régnant en France, c'était son rêve. Pour cela il entretenait à Paris son intime, Abaza, toujours ennemi sourd de l'ambassadeur Orlof, qui, une fois ambassadeur auprès de la République et « libéral » lui-même, ne voulait rien connaître des menées orléanistes et se tenait avec les républicains opportunistes.

∴

Ceci dura jusqu'à la guerre de Turquie (1877-78).

On comptait, cette fois-ci, chasser les Turcs d'Europe « sur l'autre rive du Bosphore ». Mais on sait l'issue déplorable de cette guerre. On s'y était préparé pendant vingt-cinq années; mais on n'avait même pas — chose incroyable, mais vraie — un pont flottant de longueur suffisante pour traverser le Danube, ni même un bateau à vapeur pour remorquer les bateaux qui servent à construire un pont. Le seul pont que l'on avait apporté de Russie (il en faut cependant *toujours deux*) ne couvrait que les deux tiers de la largeur du Danube. Le reste fut à l'avenant. La guerre traina en longueur, elle coûta des centaines de mille hommes et des milliards. Sans l'appui de deux cent mille Roumains, la colossale Russie n'avait pas assez de troupes pour venir à bout de Plevna!

Enfin, on prit cette forteresse, née sous les yeux des Russes, on traversa les Balkans, on arriva jusqu'à la mer Egée et le traité de San-Stefano fut conclu. Mais là-dessus l'Allemagne intervint, le Congrès de Berlin eut lieu et le traité de San-Stefano fut déchiré par Bismarck appuyant lord Beaconsfield et appuyé lui-même par le représentant de la France.

∴

La France aidant l'Angleterre à contrecarrer les visées de l'empire russe en Orient, on comprend que cela ne contribua pas à une entente franco-russe. Mais, depuis le traité de Berlin, l'entente avec l'Allemagne était aussi devenue impossible.

Cependant, dès qu'Alexandre III, qui, auparavant, saisissait chaque occasion pour faire quelque sortie contre l'Allemagne, arriva au trône, il se jeta encore dans les bras de celle-ci. La police lui avait fait croire (ce qui, d'ailleurs, était absolument faux) que tous les complots terroristes venaient de l'étranger et il voulait obtenir avec l'aide de l'Allemagne des traités d'extradition européens. Katkof le soutenait dans cette double illusion et dans sa haine pour la France. Ce qu'il fit de bruit et ce qu'il déversa de fiel sur la France à propos du transport du *Révolté* de Genève à Paris!

∴

Mais vint le court règne de Frédéric en Allemagne, et les affaires changèrent d'aspect.

Une formidable coalition s'était faite contre la Russie, qui passa les années 1883-87 sous la menace d'un démembrement complet.

L'Allemagne et l'Autriche devaient entrer en Pologne, à l'est de Varsovie (point de forteresses — situation indéfendable), et prendre possession de la Pologne.

L'Allemagne marchait en même temps sur Riga, avec l'appui des Allemands des provinces baltiques, prenait Riga — ville ouverte — et en faisait une base d'opérations maritime pour marcher sur Pétersbourg.

L'Autriche saisissait la Podolie, et la Roumanie reprenait les provinces moldaves de la Bessarabie. On laissait cependant charitablement Odessa à la Russie — pour le commerce anglais.

L'Angleterre (avec la Turquie ou non) entrait dans la mer Noire, prêtait main-forte aux Caucasiens qui se révoltaient, et l'on formait du Caucase un Etat indépendant sous le protectorat anglais.

On essayait aussi de mettre la Suède de la partie, en lui laissant prendre la Finlande, mécontente du régime russe.

∴

Tel était le plan, — et il était si sérieux que pendant quatre ans la Russie massait les troupes sur ses frontières menacées et que l'état-major de Pétersbourg *se tenait prêt d'un moment à l'autre à entrer en campagne.*

Ce n'est pas du roman — *c'est de l'histoire.* Ceux même qui prétendent avoir *fait* l'alliance franco-russe — tel Cyon — racontent cette situation, alors même qu'ils semblent ignorer l'intervention de la Roumanie.

∴

C'est cette coalition qui fit l'alliance franco-russe.

De là vinrent les avances des généraux russes — Skobelef et autres — à la France. Milutine, quoique retiré, poussait à cette alliance; Ignatieff travaillait à la réaliser. Gortchakoff en avait annoncé la nécessité dès 1879, et si le ministre des affaires étrangères, M. Giers, ainsi que les réactionnaires de la cour, Katkof et Cie, s'y opposaient, les commandants militaires russes et l'Etat-major la demandaient à *hauts cris.*

L'alliance s'est faite ainsi, non à Paris, non par Mme Adam, non par les « déjeuners historiques » de M. Cyon; *elle s'est faite en Russie, sous la menace de la coalition.*

— « Et si la France nous payait la monnaie de 1871? Si elle laissait faire? Si elle profitait du moment pour obtenir quelque légère concession du côté de Metz? » — Voilà ce que l'on se demandait avec frayeur dans les milieux militaires en Russie — alors que les journalistes parisiens, hypnotisés par la peur de Metz, ignorants comme toujours des affaires en Europe, — travaillés aussi par Cyon et Katkoff — se jetaient à plat ventre pour demander au tsar l'aumône d'un sourire.

Appelez ça patriotisme, si vous voulez! Pour nous... mais les mots ne rendraient pas tout notre mépris.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

UNE TROUVAILLE

M. Paul Adam conçut jadis, nos lecteurs s'en souviennent, la réhabilitation du bagne par l'armée. M. Paul Adam voudrait aujourd'hui sauver la République par l'Institut. Il écrit (*Revue Franco-Allemande*, n° 1) : « L'intelligence étant le principe de la République, la fonction du premier magistrat devrait toujours être confiée à un membre de l'Institut. » Les petites phrases lapidaires, du genre de celle-là, restent d'habitude, pour la joie du public et la gloire des auteurs.

M. Paul Adam n'a pas de chance quand il veut consolider une institution par une autre. Nous ne lui en souhaitons pas moins — pour l'heureux temps où son projet aura force de loi — un fauteuil sous la coupole, une chaise percée à l'Elysée.

CH.-ALBERT.

LES COURS-CAUSERIES DE L'ÉCOLE LIBERTAIRE

Devant l'impossibilité de ramasser assez d'argent pour fonder l'école pour enfants, le groupe d'initiative de l'Ecole libertaire avait résolu de commencer par des cours du soir. Cette résolution va entrer enfin dans la voie des faits.

Dimanche 12 février, à l'hôtel des Sociétés savantes, une réunion préparatoire aura lieu à 2 heures de l'après-midi, où les camarades Quillard et Grave expliqueront le but des organisateurs.

Le lundi 13 février (tous les 15 jours), cours d'*histoire* (*Louis XIV*), par A.-F. Hérold.

Le lundi 20 février (tous les 15 jours), cours d'*histoire* (*Napoléon Ier*), par M. Collières.

Tous les mercredis à partir du 15 février, cours de *mécanique*, par A. Perrare.

Tous les jeudis à partir du 16 février, cours de *physiologie*, par Henry Christian.

Le samedi 18 février (tous les 15 jours), cours de *dessin*, par A. Charpentier.

Le samedi 25 février (tous les 15 jours), cours de *littérature* (*Diderot*), par P. Quillard.

Comme on voit, nos cours sont encore peu chargés; cela tient à ce que notre société nous laissant toutes les libertés, qui s'émancipe risque seulement à crever de faim. Beaucoup qui auraient pu nous aider sont forcés de se taire.

Mais le principal est de commencer. Nous espérons bien par la suite augmenter notre liste. Nous avons déjà des promesses.

Le *Libertaire* vient de se transformer en quotidien, sous l'appellation de *Journal du Peuple.* A côté de noms de camarades, nous en voyons, comme Bradamante, Allemane, de Pressensé, qui ont fait, certes, preuve d'un large esprit d'indépendance et de décision, mais qui, somme toute, sont séparés de nous par des points très importants.

J'ai déjà dit ici, plus d'une fois, ce que je pensais d'un quotidien anarchiste. Inutile de le répéter; quant aux rapprochements avec ceux qui ne pensent pas comme vous, je ne les crois efficaces que pour des points spéciaux de tactique, précis, bien définis et temporaires. Pour une œuvre de propagande générale comme l'est un journal, elle ne peut durer qu'à condition que l'on évite de part et d'autre de toucher aux points qui vous divisent, et sont le fond même de l'idée, ou bien cela tourne en salade où chacun pêchera ce qu'il voudra. La suite du *Journal du Peuple* nous dira si je me trompe.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

UNE LEÇON. — Nos gouvernants sont d'excellents professeurs d'anarchisme. Leur conduite est remplie de précieux enseignements, qu'il importe de dégager.

On nous apprend dans les écoles, tous les discours officiels nous ressassent que, dans une démocratie, la Loi est la souveraine maîtresse, qu'en outre d'elle, nous devons un respect absolu à ses représentants, à leurs décisions, et même à leurs personnes en raison de leur caractère sacré. Au besoin, les prisons sont là pour nous rappeler, à l'occasion, nos devoirs.

Or, un procès qui a l'air d'avoir été une monstrueuse machination est en revision. La juridiction compétente est saisie et poursuit son enquête. Le bruit se répand peu à peu que cette enquête est écrasante pour les criminels auteurs de l'infamie dénoncée. Aussitôt, les gouvernants, complices de ces gredins, interviennent, culbutent la Loi, lui substituent une loi de circonstance, et mettent en suspicion les magistrats régulièrement saisis de l'affaire.

Que devient le respect de la Loi, et de ses représentants? Il est donc subordonné à l'intérêt personnel, et l'on n'y est donc astreint qu'autant qu'il ne devient pas gênant? Et parmi les prétendus devoirs dont on nous rebat sans cesse les oreilles, chaque citoyen peut à son gré en prendre et en laisser?

Soit! Nous n'avons jamais dit autre chose. Faites des lois! Si elles nous conviennent, nous les observerons; sinon, non! Et vous serez fort mal venus à nous en faire un reproche. Nous ferons comme vous.

⁂

La Grande Famille. — Il existe à Billom (Puy-de-Dôme) une école d'enfants de troupe, dirigée par un commandant Hinque. Ce commandant, grand adorateur du Dieu des armées, enseigne aux enfants à manier le goupillon aussi bien que le sabre. Ils doivent se confesser, communier, servir la messe, balayer l'église, etc. Le 25 janvier, les enfants se sont révoltés. Ils se barricadèrent dans le dortoir et refusèrent d'obéir à toutes les injonctions, même à celles du commandant.

Ce brave officier ne trouva rien de mieux que de réunir ses sous-officiers et de se ruer avec eux sur les enfants, les bourrant de coups de poing et de coups de pied. La raison du plus fort est toujours la meilleure. Aussi ces assommeurs d'enfants finirent-ils par avoir raison de la révolte.

Le conseil de discipline s'occupe, dit-on, de l'affaire, et naturellement on laisse pressentir que ce sera les enfants qui seront punis. Les faibles n'ont-ils pas toujours tort?

⁂

Pierre Calendat, soldat au 112[e] de ligne en garnison à l'île Sainte-Marguerite, s'est jeté du haut du fort et est allé s'abattre sur les rochers du bord de la mer, où il s'est fait de graves blessures.

⁂

A Avesnes, l'adjudant Toussaint Lanseur s'est pendu dans un cabanon de l'hôpital, où on l'avait enfermé. Singulière façon de soigner les gens que de les enfermer sans surveillance dans des cabanons!

⁂

Bagnes d'enfants. — Les enfants détenus à la colonie pénitentiaire du Val d'Yère se sont révoltés. La gendarmerie est intervenue. Quatorze de ces enfants ont été arrêtés et écroués à la prison de Bourges.

Excellente façon d'examiner les réclamations des gens!

Aniane, Eysses, Val d'Yère, Mettray, etc., quand donc rasera-t-on ces bagnes d'enfants?

André Girard.

⁂

Lèse-divinité. — Les journaux *la Calotte* de Marseille et *la Calotte havraise* sont condamnés l'un à trois mois de prison et 500 francs d'amende, l'autre à un mois et 200 francs, pour avoir publié un dessin représentant en état de grossesse une femme qui, d'après une légende, aurait existé quelque part en Asie, il y a dix-neuf cents ans, et connue parmi les ignorants et les fous sous le nom de *la Sainte Vierge*. Mariée à un vieil homme, elle cherchait des distractions au dehors, ce qui est bien naturel, et, se trouvant un jour enceinte, elle persuada à son vieux benêt que la chose avait Jéhovah lui-même pour auteur et s'était passée très chastement. Que cet imbécile ait avalé une pareille fable, passe encore; mais que des foules innombrables y aient cru, y croient toujours, cela vous casse bras et jambes; et que l'on vous condamne à de la prison pour avoir dessiné proéminent l'abdomen de cette femme habile, cela dépasse toutes les bornes.

⁂

Un pays d'alcooliques. — Ce pays, c'est la France, notre belle France. D'une conférence sur *le Péril alcoolique* faite par le D[r] Jacquet, de l'hôpital Saint-Louis, il ressort que la France est — et de beaucoup — le pays d'Europe qui consomme le plus d'alcool.

Quelques chiffres : la consommation totale d'alcool pur à 100 degrés est annuellement, dans notre belle France, de 2 millions d'hectolitres (ce qui équivaut à environ 5 millions d'hectolitres d'alcool ordinaire). En comptant l'alcool consommé sous forme de vins, bières, cidres, on boit, dans notre cher pays, *14 litres d'alcool à 100 degrés par habitant*. Ces chiffres sont du reste inférieurs à la réalité, car ils ne se rapportent qu'à l'alcoolisme officiel, et ne traduisent pas l'alcoolisme clandestin. Sur le sol de notre glorieuse patrie, il y avait, en 1896, *un cabaret par 30 adultes*. Mais tandis que dans les autres pays la consommation d'alcool (déjà bien moindre que chez nous) décroît chaque année, ici elle progresse vaillamment.

Enfin! nous aurons au moins cette supériorité-là sur les autres peuples. Il n'y a que sur ce bon vieux sol gaulois qu'on lève bien le coude. Ohé! ohé! vivent les Français de France! Chers et loyaux officiers, dégustez votre petite absinthe... en attendant le délire ou le gâtisme finals.

⁂

Acclimatation militaire. — En Algérie, on se sert des disciplinaires pour faire des « essais d'acclimatation ». On les envoie, par groupes de cent, à Ouargla, sur la limite même du désert, un peu au delà de 32° de latitude. L'atmosphère y est tellement malsaine, que ces malheureux tremblent continuellement de fièvre: sous le soleil de plomb, leurs dents claquent, ils ne peuvent se réchauffer; le thermomètre marque 58° et ils soufflent dans leurs doigts! L'*Aurore* (30 janvier), a publié un fragment de lettre d'un de ces malheureux. Ils se voient mourir, jour par jour. Sur cent hommes arrivés à Ouargla en octobre, *trente-trois* sont déjà morts; les autres sont en train. Un seul médecin; pas de médicaments.

⁂

A la caserne. — Serres, soldat au Puy, caserne Romeuf, s'est fait sauter la cervelle d'un coup de fusil. Il était tuberculeux, reconnu par un médecin civil, mais non par le médecin-major. On a trouvé sur lui une lettre et un revolver. Dans la lettre, il disait avoir acheté le revolver pour tuer le major, puis, magnanime, lui avait pardonné. Il y a tout de même un cadavre.

A Saint-Quentin, Gustave Collin, du 87[e] de ligne, s'est aussi suicidé, d'un coup de fusil, dans sa chambrée.

Chaque semaine, on compte ainsi plusieurs suicides de soldats. Les patriotes diront peut-être que, s'ils se tuent, c'est par un amour désordonné du militarisme, et parce qu'ils sont désespérés d'avoir à quitter la caserne dans trois ans.

⁂

Sabre au clair! — Deux voyageurs, passant la nuit en chemin de fer, dorment. A Montpellier, un lieutenant d'infanterie monte. Le simple bon sens disait aux voyageurs d'ouvrir l'œil et de se méfier. Bons patriotes, ils ne le firent pas. Ils eurent tort, car tout à coup le lieutenant tira son sabre et se jeta sur eux en poussant son cri de guerre : « Sales juifs! A mort les juifs! » L'un d'eux fut blessé au bras, à la joue, à l'œil droit. On excuse cet excellent sabreur en disant qu'il était fou. Alors ce sont les articles de la *Libre Parole* qui l'ont rendu fou.

La sonnette d'alarme tirée, le train stoppe. On accourt. L'officier saute du train et se sauve dans la nuit en désignant ses victimes : « Voici les deux assassins! » C'est beaucoup de présence d'esprit pour un fou.

Ce cas soulève d'ailleurs un grave problème : est-ce le nationalisme qui conduit à la folie, ou la folie qui mène au nationalisme?

R. Ch.

Etats-Unis.

La guerre étant terminée, les vainqueurs se disputent les dépouilles; c'est dans l'ordre des choses établies. Aussi en ce moment ce n'est qu'entreprises de tous genres pour l'exploitation des nouvelles possessions et de leurs habitants. Lors de la déclaration de guerre, il ne s'agissait que de libérer les infortunés Cubains, broyés, écrasés sous le joug espagnol. Alors la presse américaine ne cessait de louer la vaillance, l'intelligence des opprimés de la « Perle des Antilles ». Le bon populo fut chauffé à blanc; aussi accepta-t-il la déclaration de guerre avec joie. Derrière ces phrases pompeuses, derrière ces louanges intéressées, se cachait autre chose que l'amour de l'indépendance d'un peuple opprimé. Il fallait trouver un moyen pour ouvrir des marchés nouveaux. Cuba libre fut le prétexte; le but était donc atteint. La guerre, excellent dérivatif, a eu lieu; combien cela change le cours et la direction de la pensée! Les ventres creux purent un instant oublier leurs propres infortunes; c'étaient des jours de tranquille digestion assurés à la classe possédante. Les fournisseurs des armées ont écoulé à beaux profits leurs fonds de marchandises avariées; les financiers, tous véreux, fournirent le nerf de la guerre au gouvernement avec des intérêts exorbitants, tout cela pour le bien de la patrie et de l'humanité.

C'est drôle le nombre de patriotes qu'a fournis la bourgeoisie américaine, contre argent comptant; ils consentirent à vendre à l'État leurs bateaux de plaisir, vieux et usés, à des prix inconnus jusqu'à ce jour.

En somme, « Cuba libre » a été un thème très profitable, et aujourd'hui c'est une possession avantageuse. Comme dans toutes les entreprises de ce genre, les abus de l'autorité militaire ont été sans nombre. Tandis que les officiers jouissaient d'un bien-être matériel et moral très grand, les soldats mouraient littéralement de faim et de fièvre, faute de soins; toutes les incuries, incapacités gouvernementales se sont fait jour. Le pouvoir central, ordonnant, dirigeant les opérations de guerre, voulant prendre la distribution de la nourriture ou les soins à donner aux blessés, a été d'une incapacité remarquable; seule l'initiative individuelle a pu sauver une partie des hommes qui ont pris part à cette campagne qui a été funeste à plusieurs milliers de jeunes volontaires. Ce qu'ont souffert les simples soldats ne se saura jamais; aussi, en cas d'une autre guerre, le gouvernement ne retrouvera-t-il plus autant d'enthousiasme. Une réaction salutaire s'est accomplie.

Aujourd'hui, les Cubains ont changé de maîtres, ils ne sont plus les fiers révoltés, ce ne sont que de vulgaires bandits, ignorant les beautés du gouvernement américain et incapables de se gouverner eux-mêmes; c'est ainsi que parle la presse bourgeoise. Pour un changement de langage, c'en est un, et si les Cubains ne se soumettent pas, gare aux fusils à répétition : ils feront merveille. On n'est pas plus fin de siècle. La guerre pour l'indépendance cubaine s'est transformée en guerre de conquête; de là l'apparition d'une nouvelle politique, l'impérialisme. Quelques Américains de la vieille école démocratique ont bien protesté, disant que c'était déroger à la constitution et aux principes de la révolution de 1776. Mais nos maîtres modernisés ne s'embarrassent pas pour si peu : la constitution américaine, c'est bon à un portefaix de la respecter! Il leur faut des marchés nouveaux pour écouler ce qu'ils appellent la surproduction. De là la création de nouvelles entreprises financières et mercantiles, qui, chaque jour, apparaissent. La bourgeoisie américaine est jeune, partant très audacieuse; elle a les dents longues et les doigts crochus, les obstacles ne sont que des stimulants pour elle, aussi elle ne reculera devant rien pour atteindre son but.

Les fortunes se font très rapidement, lorsque l'État paye les frais des entreprises patriotiques. En somme, c'est l' « enrichissez-vous » de Guizot qui domine, et pendant ce temps-là, la grande masse voit sa situation économique s'aggraver par de nouveaux impôts qu'elle seule supporte; ses libertés diminuent à mesure que le sabre prend de l'extension; une nouvelle caste apparaît, une des plus basses, des plus viles, j'ai nommé l'armée professionnelle. Nous avons comme résultat nos scandales militaires; l'air que respirent ces gens-là se contamine par leur seule présence. En ce moment, ce sont les plus haut placés dans le monde du sabre qui sont accusés d'avoir empoisonné leurs propres soldats, en trafiquant avec les fournisseurs qui fournissent des produits absolument pourris.

Il y a de par le monde une caste d'individus qui, sous toutes les latitudes, accomplissent les mêmes faits, choses sales et brutales. Tout l'état-major a eu sa part du gâteau. Inutile de dire que le gouvernement se sert de sa toute-puissance pour étouffer l'affaire et ainsi sauver l'honneur de l'armée qui se trouve en danger.

Malgré tout et contre tout, la propagande continue sa marche ascendante; notre vaillant organe *Free Society* pénètre de plus en plus dans tous les coins du monde américain.

Publié dans l'Ouest, où l'élément est en général de langue anglaise, *Free Society* est le premier de nos organes de cette langue qui ait su résister à tous les obstacles que rencontre à ses débuts un mou-

vement nouveau. En outre, nous avons constamment des orateurs qui parcourent les pays, et nos écrivains augmentent en nombre et en connaissances. Nos amis de langue italienne se sont acclimatés; aussi leur journal *La Questione sociale* est bien meilleur que par le passé. De nouveaux éléments venus d'Europe ont apporté des idées moins surannées, un esprit de suite plus ouvert aux idées modernes, une tactique plus large, s'adaptant à tous les milieux et à toutes les individualités, moins d'esprit organisateur et centralisateur à outrance qui, autrefois, était la note dominante de leur propagande, l'initiative individuelle a sa place toute marquée dans cet organe de vulgarisation et de luttes; en langue française, calme plat. N'ayant pas d'organe pour développer nos idées et ne nous trouvant qu'en nombre très restreint, l'élément de notre langue ne joue qu'un rôle indirect, à l'exception de quelques individualités plus actives.

Les grèves apparaissent et disparaissent de même sans laisser de traces profondes, le dégoût pour la lutte du pot de terre contre le pot de fer grandit, les grèves et leurs corollaires les unions de métiers ne profitant, en général, qu'aux chefs de ces unions, qui deviennent de puissants soutiens de l'ordre de choses établi.

HEMUS.

Suisse.

PEINTRE ET PATRIOTE. — S'il n'y a pas de sots métiers, il en est de bien vils. Tout soldat est assassin à gages, tout valet s'avilit. Mais comment qualifier un peuple dont le principal rôle historique fut d'être le pourvoyeur des boucheries et des auberges européennes? Quelle farce sinistre que le républicanisme de ces Suisses qui, lorsqu'ils n'égorgent pas pour le compte de quelque souverain, se font soldats du pape ou rabatteurs de gibier humain pour Humbert Ier! Mouille-pouces et laveurs de vaisselle, tel est, en temps de paix, l'idéal d'une quantité d'Helvètes. Après cela, des tas de professeurs et de politiciens continueront à se faire des rentes en célébrant l'influence adoucissante et ennoblissante du milieu géographique, la supériorité morale et intellectuelle des indigènes... Les Allemands, qui partagent ces goûts de domesticité, encouragent volontiers une supercherie dont ils recueillent le bénéfice. Pour les Français ignorants, la Suisse fut toujours le doux pays où se perpétue l'âge d'or. Ils vantent, sans rire, l'aménité des Thurgoviens, la tolérance du Bernois, la franchise des Neuchâtelois et des Valaisans, la générosité du Vaudois et la bonté des Genevois. L'Anglais, auquel, depuis cinquante ans, la Suisse se prostitue, aurait mauvaise grâce à décrier une maîtresse qui lui fait tout ce qu'il veut. Ruskin ne pouvait moins faire que de psalmodier sa messe de la beauté dans un hôtel helvétique.

Un peu ahurie par ces thuriféraires, la Suisse vient d'ajouter une erreur à toutes celles qu'elle a commises. Chacun sait qu'à la bataille de Marignan, les mercenaires suisses, au nombre de quarante mille, reçurent une raclée unique dans les fastes de la guerre. En quelques heures, cette meute républicaine aux gages d'un pape et d'un duc fut culbutée par les troupes françaises qu'elle prétendait décimer. Avant le combat, cette valetaille aurait offert à François Ier de déserter pour sept cent mille francs. Mais à la vue des sacs d'écus expédiés en hâte par Léon X, ces loyaux serviteurs reprirent leur parole et assaillirent l'armée française qui allait au secours de Venise. Malgré la trahison des lansquenets allemands, dignes ancêtres des traîtres saxons de 1813, les Français rossèrent d'importance les domestiques militaires du pape Léon X. La leçon fut efficace. A partir de 1515, la domesticité suisse évolue vers la cuisine et l'écurie, son esprit martial s'est transformé. L'étranger n'est plus égorgé, mais écorché, quelquefois avec cet accompagnement d'injures brutales et de sales propos dont les bardes du Ranz-des-Vaches sont coutumiers. Pour couronner leur évolution ancillaire et bien établir leurs mœurs domestiques, un duc allemand leur jeta sa puante fortune. Quelle curée! Quelques ayants-droit voulurent un os. Tout le chenil aboya furieusement. Du haut du gâteau monté qui lui sert de monument, Charles de Brunswick bave gâteusement sur les fils des « héros de Marignan ».

Car les Suisses d'aujourd'hui voudraient travestir la débâcle de 1515 en une gloire nationale. Ils avaient confié cette jolie besogne à un peintre bernois, talentueux mais sans le sou. Moins favorisé que le millionnaire Puvis de Chavannes, le peintre Hodler a, lui aussi, sauvé son idéal d'artiste. Mais au prix de quelles souffrances morales et physiques! Ceux qui vécurent en Suisse pourraient seuls le dire. Bref, au lieu d'une gloire, il peignit une fresque des misères humaines. A la place où le *Journal de Genève* voyait des « héros », le peintre véridique a mis de misérables loqueteux à la mine mauvaise, toute une infanterie d'assassins en grève, accourus des vallons de la chrétienne Helvétie afin d'égorger, POUR DE L'ARGENT, des Français qui ne leur avaient rien fait.

A cette satire courageuse, les militaristes suisses ont répondu par des clameurs haineuses que l'artiste brava dédaigneusement. Affolé par cette attitude, l'organe des Sans-art, c'est le *Journal de Genève* que je veux dire, s'emporta jusqu'à publier cette phrase : « L'œuvre de M. Hodler est inadmissible (1). »

Eh bien, pour cette fois, nous sommes d'accord avec la feuille des iconoclastes. La Suisse ne mérite pas qu'un artiste de la valeur de Ferdinand Hodler lui crie ses vérités. Oui, l'œuvre de ce peintre est inadmissible, car auprès des fiers miliciens qui, au mois de mai 1898, livrèrent aux argousins d'Italie cent soixante-dix-neuf ouvriers inoffensifs et pris en traître, les domestiques suisses de Léon X et de Sforza à Marignan se conduisirent en héros.

PICTOR.

(1) Il est juste d'ajouter que l'éreintement du peintre Hodler valut à M. Debrit, directeur du *Journal de Genève*, le blâme public et motivé de dix-neuf artistes pour qui la crainte du vindicatif journal n'est pas le commencement de la sagesse. Cette bordée a causé de telles avaries au brûlot réactionnaire qu'il a éteint ses feux et après lui toute l'escadre du conservatisme.

Le dernier numéro du *Libertaire* contient une lettre de Prost qui énumère les sommes qu'il a reçues. Comme nous en avons reçu pour lui, et qu'elles ne figurent pas dans sa lettre, comme bonne comptabilité, nous devons mentionner que nous avons reçu pour lui 2 ou 3 fr., peut-être 4, le temps me manque pour rechercher, et qu'il a été remis à sa compagne 8 fr. environ. C'est maigre, sans doute, mais l'état de notre caisse ne nous permet pas davantage.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Tableaux de l'histoire littéraire du monde, par F. Loliée, 8e volume de la *Petite Encyclopédie populaire illustrée* à 1 fr., chez Schleicher frères, 15, rue des Saints-Pères.

La Fédération ouvrière Gantoise, circulaire n° 1 de janvier 1899 du *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

PETITE CORRESPONDANCE

Aux camarades de Puteaux. — Y a-t-il encore des teinturiers à Puteaux? Y a-t-il place pour un camarade réfugié, teinturier?

Mertz. — Pourriez-vous aider à caser un camarade peintre?

Au camarade qui est venu me chercher la collection du journal. — Vous auriez bien pu me la rapporter. C'est un peu sans gêne.

Hous. — Reçu lettre. Merci.

Libreria Sociologica, Buenos-Ayres. — Pouvez-nous nous envoyer un exemplaire de votre *Almanacco*?

Jacques Mesnil. — Envoyez-nous, s'il vous plait, votre adresse pour le camarade N. S.

Un camarade gantois. — Merci du renseignement.

Marseille. — Oui, seulement expédiez quand il y a un certain nombre, comme échantillons sans valeur, à 0 fr. 05 les 50 grammes.

Roubaix. — *L'Armée contre la nation* de Gohier est excellent. Besoin d'aucune formalité pour prêter les livres.

H., à Angers. — Vous retiendrez les 0 fr. 40 sur le prochain règlement. Nous n'avons pas de relations avec ce groupe.

M., à Antibes. — Vous marquez 8 ex. reçus pendant décembre : quatre envois à trois exemplaires chaque font 12 (?).

D., à Bordeaux. — Nous n'avons pas d'autres renseignements que ceux publiés.

J. G., à Marbella. — Votre abonnement ne finissait que fin avril.

Roubaix. — Avez-vous encore des *Peste religieuse*?

F., à Munich. — Reçu. Merci. Pas de relations avec R. H.

L. B. I. — Comme valeur scientifique, les ouvrages de Flammarion en ont peu. Commission faite.

Au camarade qui nous a demandé l'adresse de la brochure : « Le moyen d'éviter les grandes familles. » — Je l'ai bien reçue dernièrement, mais je ne la retrouve plus pour vous donner l'adresse.

G. H. — Nous ne connaissons personne à Alençon.

Reçu pour la brochure à distribuer : B., à Rennes, 1 fr. — Un groupe de camarades à Saint-Etienne, 2 fr. — En tout : 3 fr. — Listes précédentes : 83 fr. 30. — Total général : 86 fr. 30.

Reçu pour l'Ecole libertaire : G. L. V., à Autun, 1 fr. 05. — Mlle Sainte-C., 10 fr. — Une amie, par Sainte-C., 20 fr. — En tout, 31 fr. 05. — Listes précédentes : 469 fr. 25. — Total général : 500 fr. 30.

Reçu pour le compagnon Debats : Un camarade, 5 fr. — G. H., à Alençon, 3 fr. — G. B., 2 fr. 50.

Reçu pour le journal : 152 Brenn, à Rennes, 7 fr. — T., à Paris, 1 fr. — R., à Paris, 4 fr. — H. R., 4 fr. — Un camarade, 2 fr. — *Jeunesse libertaire* de Limoges, 1 fr. — Un groupe de camarades, Saint-Etienne, 3 fr. — Un camarade gantois, 0 fr. 25. — J., à Villers-Cotterets, 1 fr. 05. — L. B. I., 1 fr. — G. B., 2 fr. 50. — Merci à tous.

P. A., à Angers. — S. P., à Bordeaux. — M., à Bruxelles. — M., à Antibes. — V., à Tulle. — S., à Cette. — P., à Pinerolo. — V., à Vierzon. — N., à Alais. — D. M., à Gand. — C., à Bruxelles. — G., à Marbella. — N., à Alger. — V., à Nîmes. — D., à Paris. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisé). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisé). — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselbergh* (épuisé). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 30 fr. l'édition ordinaire et 60 fr. celle d'amateur.

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco*	» 15
Un Siècle d'attente, *par Kropotkine*	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro*	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
L'Anarchie, *par E. Reclus*	» 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Mabel*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin*	» 30
Dieu et l'État (avec portrait), *par Bakounine*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave*	» 70
Education. — Autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce*	» 15
La Loi et l'Autorité, *par Kropotkine*	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Wuillaume*	» 15
Déclarations *d'Étiévant, couverture de Jehannet*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert*	» 20
La Liberté par l'enseignement, *couverture de Wuillaume*	» 10

Les Temps Nouveaux, 1re, 2e et 3e années, complètes : 7 fr. l'année. — Les trois ensemble : 18 francs.

La Révolte, collection complète (plus que trois) : 150 francs.

L'abondance de copie nous force à renvoyer à la semaine prochaine la suite des intéressants articles de l'ami Tcherkesoff.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 43 DIX CENTIMES DU 18 AU 24 FÉVRIER 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS ABONNÉS

Ceux de France dont l'abonnement a expiré fin janvier sont prévenus qu'il sera pris remboursement sur eux pour six mois la semaine prochaine. Afin d'éviter des frais inutiles, ceux qui ne seraient pas en mesure sont priés de nous avertir, et ceux qui ne veulent pas continuer, de refuser le numéro.

Ceux de l'extérieur sont priés de régler au plus tôt, s'ils ne veulent pas éprouver d'interruption dans la réception du journal. Vu l'élévation des frais, il ne sera pas pris remboursement sur eux.

Nous n'avons encore pas de supplément cette semaine.

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

(*Suite*)

II

Ainsi donc, dans le courant des années 1883-87, la Russie était menacée par une formidable coalition de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Roumanie et de l'Angleterre, — appuyée, peut-être, aussi par la Suède. Il était question d'enlever à la Russie, outre la Pologne, — ce qui eût été fort heureux — les provinces baltiques avec les deux ports principaux de Libau et Riga, une partie de la Podolie, la Bessarabie et le Caucase. Contre une pareille coalition, la Russie était, évidemment, impuissante.

Aussi tout le monde en Russie, dans les sphères diplomatiques et militaires, cherchait à s'unir avec la France. Surtout dans les milieux militaires, où l'on réalisait mieux le danger.

Et qui s'opposait à cette alliance? — Le tsar et son chien Katkof! Aussi le ministre des affaires étrangères, Giers, courtisan d'abord, et puis un homme qui craignait, avec raison, qu'une alliance avec la France ne précipitât les événements : que le ministère conservateur anglais, furieux à cette époque de l'échec subi en Afghanistan, précipiterait la guerre, auquel cas la France, payant à la Russie la monnaie de 1870, « laisserait faire » au prix de quelques concessions du côté de Metz. Sur quoi, la Russie perdait à coup sûr la Pologne et la Bessarabie, et très probablement le Caucase. L'Angleterre s'installait dans la mer Noire.

On peut comprendre en tout cas la prudence de Giers et son opposition. Mais pourquoi Alexandre III était-il si furieusement opposé à l'alliance? Pourquoi lançait-il ses injures, ses invectives à la France?

Parce que la République faisait mine de vouloir vivre. Parce que les chances des Orléans tombaient, et que la cour de Russie, qui travaillait à rétablir les Orléans sur le trône, ne pouvait pardonner son échec aux républicains.

∴

En janvier 1884, le gouvernement français rappelait Appert qui avait été jusque-là ambassadeur à Pétersbourg. Rencontrant ce jour-là Appert à une soirée, Alexandre III, avec la brutalité qu'on lui connaît, ordonnait à l'ambassadeur de partir sur-le-champ, lançait à haute voix des injures à la France en sa présence et refusait d'avoir aucun ambassadeur français à Pétersbourg.

Les soi-disant « patriotes », qui plus tard se prosternaient devant Alexandre III, n'aiment pas à parler de ces injures. Mais puisqu'on n'est trahi que par les siens, c'est Cyon qui ne les cache pas. Il écrit dans son livre : « Alexandre III s'en expliqua le même jour à haute voix *dans un langage d'une violence très peu parlementaire*, et, quand on lui proposa d'agréer comme ambassadeur le général Billot, il répondit *qu'il trouvait superflue pour le moment la présence d'un ambassadeur français à Pétersbourg.* » (*Histoire de l'entente franco-russe*, par Cyon, Paris 1895, p. 138.) Pendant dix mois, jusqu'en octobre, il n'y eut pas d'ambassadeur français en Russie, ni d'ambassadeur russe à Paris.

Traduisant la pensée de son maître, cet autre chien couchant, Souvorine, écrivait dans le *Nouveau Temps* qu'un ambassadeur français était inutile; que « le premier coiffeur venu, pris sur la Perspective Nevsky, suffirait »; et que « si l'on avait *permis* jusqu'alors à la France d'avoir un ambassadeur », c'était uniquement en vertu « de son passé historique ». Katkof tonnait de la même façon dans un langage plus virulent encore. ...

Et c'est à ces messieurs que les ci-nommés patriotes se mettaient quelques mois plus tard à lécher les bottes! Voyons, sérieusement, Messieurs, est-ce cela que vous appelez patriotisme?

∴

D'où venaient donc ces colères et les grossièretés d'Alexandre III?

Mme Appert a donné ses raisons dans une entrevue avec le correspondant parisien, ou plutôt la correspondante parisienne du *Daily News*, personne fort bien connue et très estimée par les républicains à Paris, que Drumont lui-même n'accusera pas d'être vendue à Bismarck ou aux juifs.

Si l'on voulait croire Mme Appert, ce serait ma mise en liberté qui aurait provoqué les colères d'Alexandre III. « Mon mari avait cependant écrit bien des fois à Paris que l'empereur considérerait cette mise en liberté comme une question personnelle », disait Mme Appert. Daudet a aussi parlé de cet incident.

Eh bien, nous ne croyons pas du tout à cette version. Ma mise en liberté aura ajouté sans doute quelque épithète malsonnante à l'adresse de la France dans « le langage d'une violence très peu parlementaire » d'Alexandre III — celui-là ne choisissait pas ses expressions — mais il y a eu, évidemment, une cause bien plus sérieuse, que Mme Appert n'a pas voulu nous raconter.

Cette cause, d'ailleurs, n'est pas à chercher. Les « attaches orléanistes », l' « orléanisme prononcé » d'Appert sont fort bien connus et avoués par les alliancistes eux-mêmes. Il était tout bonnement l'agent des Orléans, *leur* ambassadeur. En le rappelant et en offrant Billot à sa place, les opportunistes au pouvoir montraient qu'ils en avaient assez de ces tripotages de la cour de Russie avec les Orléans — tripotages qu'on avait affichés avec grand bruit lors du séjour du grand-duc Nicolas à Paris (Cyon les raconte tout au long), lors des noces de l'héritier de Portugal avec Amélie d'Orléans, aux chasses des Orléans — bref, dans toutes les occasions possibles.

La chose, après tout, est bien simple. Le tsar russe, voyant que la République ne voulait pas des Orléans, ne voulait plus rien savoir de la République.

∴

Si la coalition dont la Russie était menacée indiquait la nécessité de chercher appui dans la France, la situation financière l'exigeait d'autant plus.

Les précédents emprunts russes avaient été placés surtout en Allemagne et une spéculation effrénée se faisait à la Bourse de Berlin avec les valeurs russes. D'autre part, l'intérêt et l'amortissement des emprunts extérieurs russes se paient en or, tandis que les impôts et le reste sont payés en papier-monnaie et il n'y a pas d'or en circulation en Russie. La valeur du papier-monnaie russe s'établissait à Berlin; et dès que Bismarck était mécontent de la politique de la Russie, ses banquiers, Bleichrœder, etc., faisaient tomber la valeur du papier-monnaie russe. Une centaine environ de millions de francs passait ainsi chaque année aux mains des banquiers allemands, à la suite seulement de l'agiotage qui se faisait sur les roubles en papier à Berlin.

Enfin, la Russie payait des intérêts énormes sur ses dettes. Sur l'emprunt hollandais, que Nicolas Ier avait contracté après 1848 pour assurer à sa famille une somme considérable (déposée en Angleterre), on payait 6 pour 100. Les autres emprunts étaient de 5 et 5 1/2 pour 100, valeur nominale qui, en réalité, montait à beaucoup plus de 6 pour 100. L'idée était donc de faire la « conversion » de ces emprunts, ce qui nécessitait de très forts emprunts nouveaux à 4 pour 100 tout au plus. Rothschild, furieux de la persécution des juifs en Russie, sous Alexandre III, avait refusé son appui — l'antisémitisme vient, on le voit, d'Alexandre III, de Katkof, de Souvorine, de cette belle compagnie au-

jourd'hui si chère à MM. les « patriotes » antisémites : qui se ressemble, s'assemble. Il ne restait donc que la France qui pût sauver le trésor russe, aux abois en ce moment.

Croyez-vous que les « patriotes » ont tiré parti de cette situation politique et financière si avantageuse ? — Pas le moins du monde ! Ignorants comme des Chinois et vaniteux comme des paons, ils ont pensé faire, eux, l'alliance en livrant au tsar la France et même la dignité nationale et personnelle !

*
* *

Ainsi donc, le ministre des finances russe demandait, *implorait* l'alliance avec la France ; les commandants militaires demandaient, criaient à haute voix l'alliance franco-russe ; tout ce qu'il y avait en Russie de libéral ne cessait de demander, dès 1870, l'alliance franco-russe et voyait de mauvais œil les traités de Skiernewice ; Gortchakoff l'avait voulue dès 1879 ; Milutine l'avait demandée dès lors et ne cessait de la demander.

S'y opposait qui ? — Alexandre III et la presse reptilienne réactionnaire, — Katkof et Souvorine. — Pourquoi ? Parce que les opportunistes faisaient mine de couper l'herbe sous les pieds des Orléans et que le trio russe haïssait la République. Consultez, par exemple, ce qu'en dit Cyon, l'agent parisien de Katkof. Katkof, on le sait, avait une formidable influence sur Alexandre III, mais il ne voulait pas de l'alliance avec la France, il la déconseillait à Alexandre III, parce que : 1° il craignait les représailles de la Bourse de Berlin ; 2° *il craignait de froisser les Orléans* en cherchant à s'allier avec la République ; 3° *il haïssait la République*. Ces raisons, c'est Cyon qui nous les apprend.

*
* *

Sur ces entrefaites, Boulanger fait son apparition.

Comme de raison, Katkof tombe sur lui à bras raccourcis : démagogue, général républicain, qui demande l'expulsion des « princes », — sale bête !

M. Cyon fait chorus. On comprend, dit-il dans son livre, que, « conservateur et monarchiste, je ne pouvais avoir de sympathie pour ce général », que l'on croyait alors républicain. Aussi, dit-il, « je n'avais pas caché à mes lecteurs russes *mon antipathie pour le général aux allures démagogiques*. » Il attaquait donc Boulanger dans ses lettres parisiennes, que Katkof soumettait à Alexandre III...

Tout à coup, v'lan ! voilà que ça change comme dans une féerie !

Le *Soleil* orléaniste et la *Patrie* prennent le général Boulanger sous leur protection ; et, *en avril 1886, Cyon reçoit l'ordre de Katkof de tourner casaque et d'appuyer Boulanger !...*

Cet ordre était si imprévu, si contraire à la tactique de ces deux conspirateurs monarchistes, que Cyon avoue en avoir été épaté... Il n'y comprenait rien et Katkof n'osait confier ni à la poste ni même à un messager spécial (qu'ils s'envoyaient tout le temps) les raisons de cette volte-face.

Qu'était-il donc arrivé en avril 1886 ? Qu'est-ce qui faisait les *haïsseurs de la République* oublier du jour au lendemain leurs *antipathies ?...*

Nos lecteurs le devinent sans doute.

Boulanger devenait l'agent des monarchistes. Il donnait « des gages ».

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

L'imprimeur vient de nous livrer le portrait de *Cafiero*, gravé par Barbottin. L'épreuve en simili japon, 0 fr. 50 ; en tube, franco 0 fr. 60.

Déjà parus, dans la série, sur Hollande :

Proudhon, en tube franco.... 0 fr. 60
Bakounine, — .... 0 fr. 60

DES FAITS

Propagande par le fait.

Depuis le quinzième siècle, les habitants des trois communes de Guyan-Mestras, Arcachon et la Teste (Gironde) ont toujours conservé le droit d'usage dans l'immense forêt de la Teste, ancien domaine du captal de Buch. Ils ont le droit d'y ramasser le bois mort, de couper le bois vif nécessaire à la construction et à la réparation de leurs maisons et de leurs bateaux. Les propriétaires actuels du sol ont en plus le seul droit d'exploiter la résine des pins ; ils ne peuvent vendre le bois vif.

Or, à la suite des incendies de l'an dernier, divers procès curieux avaient été engagés. Devait-on considérer les pins atteints comme bois vif ou comme bois mort ? Le tribunal avait nommé M. Granjean, inspecteur des forêts, administrateur séquestre de la forêt de la Teste avec pouvoir d'exploiter les parties incendiées.

Hier devaient commencer les opérations de vente. Dans un état de surexcitation indicible, au nombre de plus de 1.500, avec 300 charrettes, les usagers se sont rendus sur les lieux d'exploitation, ont coupé en morceaux les poteaux de mine, les poteaux télégraphiques déjà préparés et vendus. La forêt était comme prise d'assaut. Elle retentit de cris d'appel, du bruit des haches et du grincement des scies, et les pins, tout noirs encore du dernier incendie, s'abattent par centaines. Ils sont sciés, fendus, hachés, divisés et chargés sur les charrettes.

Tout le monde met la main à la pâte : les femmes et les enfants. On laisse les bois achetés en place, après les avoir rendus impropres à tout autre chose qu'à brûler, afin de bien déterminer, disent les intéressés, l'exercice du droit d'usage. Puis les charrettes attelées, soit de mules, soit de bœufs, de vaches ou de bourricots disparaissant sous l'amas des fagots, des bûches et des troncs énormes, reprennent le chemin des trois communes : Arcachon, la Teste et Guyan-Mestras.

Les gendarmes, envoyés en force, ont eu le bon esprit de ne pas intervenir. Bien qu'il fût arrivé des brigades de Bordeaux, Arcachon, Biganos, ils n'étaient pas en nombre et, certainement, le sang aurait coulé. On s'est contenté de prendre le nom de quelques usagers ; mais la plupart ont refusé de le donner en s'écriant : « Nous sommes tous solidaires. Si l'on veut nos noms, on n'a qu'à les relever tous à l'état civil des trois communes. »

(*Le Temps.*)

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Elle s'était fondée à grands fracas, et devait s'occuper de faire rendre justice aux individus lésés dans leurs droits, dans leur liberté, par les abus de pouvoir.

Elle vient de tenir une de ses séances. On y a fait un long discours sur l'idée de patrie, mais je n'ai pas vu que l'on s'y soit occupé le moins du monde des actes d'injustice qui se commettent journellement.

Entre autres, je rappellerai la lettre de Nouvelle-Calédonie que nous avons publiée dans notre numéro 33, et dont aucun de nos redresseurs ne s'est ému que je sache, puisque, l'ayant rappelée dans un numéro suivant, je me suis fait répondre que les actes d'injustice étaient bien trop nombreux pour que la Ligue pût s'occuper de ceux dont elle n'était pas officiellement saisie (!) et prendre l'initiative en chaque affaire.

Encore une parlotte à placer des discours.

J. G.

LA FAMINE EN RUSSIE

La famine, qui dans ce pays agricole est devenue un mal chronique, prend cette année une extension plus menaçante encore qu'en 1892. Jusqu'ici on se le disait tout bas, en attendant avec angoisse les résultats dans les villages de la disparition du bétail qu'on n'avait pas de quoi nourrir et du manque de nourriture pour la population elle-même. Mais voilà que le tsar fait le don d'un million de roubles pour les affamés et tout d'un coup la famine devient un *fait*. La presse, à présent, tout en encensant l'acte généreux du monarque, fait appel au public à suivre son bel exemple et de s'empresser de porter secours aux populations affamées, afin de prévenir *à temps* une grande calamité qui menace le pays.

S.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

XII

L'idée générale de la révolution sociale.

Malheureusement encore aujourd'hui, les différents partis socialistes qui se disent révolutionnaires envisagent la révolution sociale selon la mode de 1848. Ils croient que leur devoir c'est de faire une révolution politique, mettre le pouvoir politique dans les mains de leurs députés et attendre patiemment que ces messieurs élaborent et décrètent « les transformations sociales ». On est étonné et désespéré devant cette obstination à ne rien vouloir apprendre des leçons sanglantes de l'histoire.

Que les hommes de 48 aient cru pouvoir accomplir ces transformations par des décrets et sans que le peuple, AUSSITÔT DRESSÉE LA PREMIÈRE BARRICADE, S'EMPARE DE TOUTE LA RICHESSE SOCIALE ET INDIVIDUELLE par l'action révolutionnaire ; que ces braves gens, disons-nous, aient eu cette croyance, rien de plus naturel : la majorité d'entre eux étaient des démocrates politiques animés d'un sincère désir d'*améliorer* l'État économique du peuple, et de soulager ses souffrances. Les socialistes d'alors, nous l'avons vu, chérissaient l'État, et, comme Proudhon, qui polémisait contre eux, n'étaient pas *révolutionnaires*... Oui, Proudhon et ses amis étaient aussi loin d'une réelle conception de révolution sociale que L. Blanc, Ledru-Rollin, ou V. Considérant : ces derniers au moins essayèrent de prendre quelques mesures immédiates, tandis que Proudhon, comme nous le verrons plus tard, prêchait le crédit, le mutualisme... les choses adoptées et pratiquées par les owenistes comme moyens de groupement pacifiques.

Il n'y avait qu'un homme qui comprenait le vrai sens de la révolution sociale — c'était le grand et noble Enfermé du dix-neuvième siècle — Auguste Blanqui, celui qui commença sa carrière révolutionnaire par *un acte de propagande par le fait* et qui, avant de mourir, nous légua la devise de combat « Ni Dieu, ni maître ! ». Oui, celui-ci comprenait bien que :

« Quand un gouvernement, plus ou moins révolutionnaire, a eu le pouvoir pendant quarante-huit heures et qu'il n'a pas su intéresser à sa conservation la masse profonde du pays, ce gouvernement-là est un gouvernement de banqueroutiers. »

---

(1) Voir les numéros précédents depuis le n° 11.

Par quels moyens, selon Blanqui, un gouvernement révolutionnaire devrait-il intéresser le peuple à sa conservation, il nous l'a expliqué dans sa proclamation du mois de mars 1848.

« Il n'y a pas, disait-il, de liberté pour qui manque de pain!

« Il n'y a pas d'égalité, quand l'opulence s'étale à côté de la misère!

« Il n'y a pas de fraternité quand la femme du peuple se traîne affamée avec ses enfants aux portes des riches!

« La tyrannie du capital est plus impitoyable que celle du sabre et de l'encensoir; il faut la briser...

« Point de formules stériles!... »

En quarante-huit heures donner au peuple du pain, briser la tyrannie du capital, la révolution, le peuple lui-même peuvent seuls le faire. Chez Blanqui, comme chez les « Egaux », les pauvres « seraient *immédiatement* habillés... et logés le *même jour* dans les maisons des riches ». Cela est la vraie idée de la révolution sociale. Il n'existe pas d'autre conception.

Nous, les anarchistes communistes et révolutionnaires, nous différons de ces braves précurseurs seulement en ceci, que nous reconnaissons au peuple lui-même le droit et l'initiative d'accomplir cette liquidation immédiate. Nous disons : dès qu'on soulève les premières pierres de la première barricade, et que la jeunesse engage la lutte, les gens paisibles, les femmes, les vieillards doivent immédiatement entrer en possession communiste de toutes les richesses, de tous les instruments de production. Et nous savons que si le peuple entre en possession des richesses existantes, quel que soit le parti qui triomphera le lendemain, quel que soit le gouvernement qui s'imposera, on sera forcé ou de reconnaître le fait accompli, ou de prendre d'assaut chaque rue, chaque maison. Et, en réalité, les « Egaux » et Blanqui, eux aussi, attribuent cette initiative révolutionnaire au peuple, car quel est le gouvernement organisé qui pourrait faire entrer les déshérités en possession des richesses existantes, immédiatement le même jour, ou dans quarante-huit heures?

Je le répète : il n'existe pas une autre conception de la révolution sociale. Ceux qui se disent socialistes révolutionnaires doivent agir d'accord avec elle, ou renoncer au titre de révolutionnaire. Et ils feraient bien d'agir ainsi, car on peut être réformateur pacifique, partisan d'une action paisible et gagner l'estime du monde entier. Thomas Morus, Owen, Fourier en sont des exemples.

Mais, chose étrange! par une manie d'accapareurs vaniteux, les partisans des réformes d'en haut, MM. les députés social-démocrates, qui répètent les lieux communs des démocrates de 1848, aiment à se poser en révolutionnaires. Ils ne veulent pas comprendre qu'ils répètent les erreurs de 1848 et qu'ils préparent une défaite sanglante pour le peuple, une déception beaucoup plus cruelle que celles de Juin et de la Commune. Malgré leur croyance absurde que le nombre de capitalistes diminue, nous savons, d'après la statistique, que le nombre des défenseurs de l'ordre capitaliste et esclavagiste est plus que quadruplé; par conséquent, si l'Etat, qui leur est si cher, reste debout, si la bourgeoisie et la noblesse avec l'Eglise et le militarisme restent les maîtres de l'organisation inique actuelle, les députés social-démocrates peuvent s'exercer autant qu'ils veulent dans l'art déclamatoire, — leurs projets seront enterrés là où le sont déjà les projets de la commission de 1848.

Ce n'est pas par une législation qu'on inaugure un nouvel ordre de vie sociale. Toujours et partout la législation sanctionne les faits accomplis, l'ordre introduit par les mœurs, par l'agrément ou l'action révolutionnaire des peuples et des nations.

Comme on pense, tôt ou tard on agit. C'est pourquoi il est indispensable que les socialistes de toutes fractions pensent sérieusement au contenu, au vrai sens de l'idée de la révolution sociale.

Peut-être verra-t-on que comme les révolutionnaires politiques, comme Mazzini, Garibaldi et autres attaquaient sans cesse et à main armée le despotisme et l'oppression, de même les socialistes qui se disent révolutionnaires doivent lutter sans cesse ni trêve contre l'exploitation et l'esclavage social. Quand l'heure de la révolution arrive, on doit agir, comme agissait le peuple en quatre-vingt-neuf, selon sa propre initiative. Que, comme le disait l'abbé Grégoire au grand historien allemand Schlosser, chaque village et chaque commune aient leurs propres Dantons et Robespierres, mais cette fois-ci communistes et libertaires.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

ÉCOLE LIBERTAIRE. — Dimanche a eu lieu la séance d'ouverture des cours libertaires. Grave et Quillard ont exposé devant une salle bondée les motifs qui nous ont amenés à fonder une école libertaire, et le but que nous nous proposons d'atteindre, ou tout au moins l'exemple que nous comptons donner. Ce sont surtout les déclarations les plus anarchistes, celles qui affirmaient le droit de l'individu à son développement complet, au point de vue physique et moral, en dehors de toute direction extérieure, qui ont trouvé la plus vive approbation parmi l'auditoire.

N'est-il pas surprenant que les idées de liberté et de beauté sociales exaltent tant les masses et que, pris individuellement, ces mêmes éléments, qui ensemble vibraient si fortement, se trouvent devenus si veules, si hostiles même, aux idées de progrès? Certainement, le fond des aspirations populaires est anarchiste, mais des siècles d'oppression ont amorti les courages, et l'homme a besoin de se sentir soutenu de son semblable pour donner cours à son enthousiasme.

C'est ce que nous avons pu constater dimanche, et qui nous a confirmé dans notre conviction qu'en cherchant « à libérer les consciences », nous accomplirons une œuvre éminemment utile.

∴

BAGNES D'ENFANTS. — Encore une révolte d'enfants dans un pénitencier. Cette fois-ci, c'est à Eysses. Deux gardiens ont été ligottés, bâillonnés et dépouillés de leurs vêtements par les enfants qui avaient appris, en étant souvent victimes, à exécuter ces diverses opérations. Puis l'un d'entre eux s'étant revêtu de l'uniforme d'un des gardiens, ils ont cherché à sortir de la prison, mais n'ont pu y parvenir. Ils ont dû se cacher dans un sous-sol en attendant l'instant favorable. C'est là qu'ils ont été découverts.

On attribue cette révolte à l'influence de certains détenus d'Aniane transférés dernièrement à Eysses et qui « auraient introduit dans cette colonie des ferments de révolte ».

Si eux-mêmes n'y avaient été poussés par les mauvais traitements, si leurs camarades n'avaient pas non plus eu à se plaindre du régime auquel ils sont soumis, il n'y aurait pas eu de révolte. Il n'y a pas de meneurs qui tiennent, on ne se révolte pas quand on est satisfait de son sort.

∴

ENSEIGNEMENT CONGRÉGANISTE. — C'est sans doute aussi pour s'être révolté contre les traitements spéciaux dont il était l'objet que le pauvre petit Foveau a été assassiné à Lille, par un frère ignorantin...

Que le vœu de chasteté mène à de pareils forfaits, il n'y a à cela rien de surprenant. On ne violente pas impunément la nature. Mais, après la fréquence de faits semblables, ce qui se comprend moins, c'est l'aveuglement des parents qui confient leurs enfants à des gens que leur genre de vie expose à devenir des monstres. Que diable, on ne va pas mettre sa tête dans la gueule d'un tigre si l'on ne veut pas risquer d'être dévoré par lui!

∴

LA GRANDE FAMILLE. — Le soldat Beaudoin du 54e de ligne en garnison à Compiègne s'est suicidé en se tirant une cartouche dans la tête.

Depuis l'arrivée de la dernière classe, il y a eu, dans la compagnie à laquelle appartenait Beaudoin, trois suicides et quatre désertions. On les attribue aux brutalités de l'adjudant Lorent, qui se trouve ainsi recommandé tout spécialement à ses supérieurs pour un avancement rapide.

ANDRÉ GIRARD.

∴

LE DROIT DU PROPRIÉTAIRE. — M. Badin, citoyen modèle, était à la fois marié et soldat. C'est trop pour un homme seul. Et durant qu'il savourait les douceurs de l'école de compagnie, Mme Badin s'ennuyait fort. Michelet dit quelque part qu'il est des moments où une femme ne doit pas attendre. Mme Badin n'attendit pas et, sans songer qu'elle ne s'appartenait plus, mais était devenue de par la loi la chose de M. Badin, elle laissa couler le trop-plein de son cœur vers un ami de son choix. A son retour, le citoyen modèle ne tarda pas a découvrir toute l'étendue de son malheur. Il s'emporta, menaça, et contraignit sa propriété à avouer le nom du cambrioleur, l'heure et le lieu du rendez-vous. Il y fut et, avec l'aide d'un homme marié qui passait, frappa courageusement sur le mauvais citoyen, lui brisa la mâchoire. Poursuivi, il eût, en toute autre circonstance, été sévèrement puni ; mais les juges sont doux aux propriétaires qui se vengent : il a été acquitté.

∴

PEINE DE MORT. — Le jury a condamné à mort Schneider, l'assassin de Mme Leprince, fleuriste, rue Saint-Denis. On va lui couper le cou. Et puis? Quel sera le résultat de cet assassinat légal? Nul, à tous les points de vue. Nul pour Mme Leprince, que cela ne fera pas revivre, nul pour les Mme Leprince de l'avenir, que cela n'empêchera pas d'être assassinées. Si, au lieu de finir par leur couper le cou, on commençait par donner à tous les Schneider leur part (à laquelle ils ont droit) de bien-être physique et intellectuel, toutes les Mme Leprince pourraient dormir tranquilles et être bien certaines de n'être jamais assassinées.

∴

LES HOMMES DE DIEU. — L'assassinat du petit Gaston Foveau, violé et étranglé par un « frère de la doctrine chrétienne » à Lille, a fait assez de bruit, cette semaine, pour qu'il soit besoin de raconter ici cette horrible et dégoûtante chose. On se demande ce qu'il faut admirer le plus : la bestialité hypocrite et la folie de pareils éducateurs, ou la stupidité des parents qui, au vingtième siècle, en sont encore à vouloir élever leurs enfants dans des croyances de sauvages.

Tout s'enchaîne : des hommes professant une physique absurde et une métaphysique absurde ne peuvent qu'avoir une morale absurde, et sont fatalement conduits à des actes contre nature. La morale chrétienne prêche l'horreur de la femme, être impur et démoniaque; elle exalte la chasteté comme la principale vertu, et, quand celle-ci devient impossible, elle préfère encore, à l'amour vrai et sain de la femme, des pratiques ignobles et dégradantes. Ceux-là seuls qui ne veulent pas voir ignorent que dans les établissements religieux, beaucoup plus encore que dans les autres agglomérations unisexuelles, la sodomie et la pédérastie sont coutumières. Quand on a pris une fois le contre-pied de la vie, des aspirations et des besoins qu'elle comporte, voilà où on en arrive. Il n'en peut pas être autrement.

∴

SACRILÈGE! — Dans un beuglant, agacé par un retentissement inopiné de *Marseillaise*, un jeune imprimeur, Jean Godin, ne put se contenir et laissa échapper de sa poitrine un cri vengeur de : *A bas l'armée!*... Un tel cri est déjà audacieux partout ailleurs; mais au café-concert! N'est-ce pas là le temple du patriotisme? Chaque soir, entre un pitre grimacier et une grosse femme qui montre son derrière, on y célèbre la patrie, la revanche... Huer

l'armée dans un boui-boui, c'est comme blasphémer Dieu dans une église.

Les fidèles se sont jetés sur l'impie et voulaient le tuer sur place. La police s'est emparée du sacrilège, et la magistrature va lui apprendre que l'expression de la pensée n'est pas libre.

*
* *

Tirez fort! Visez juste! — L'*Aurore* du 5 février nous apprend que « vendredi, sur un ordre venu de la place de Paris et signé du général Zurlinden, il a été procédé dans toutes les casernes de Paris à un exercice spécial concernant ce que l'on peut appeler le service en cas d'émeute.

« Les jeunes soldats des classes 1897 et 1898 ont été spécialement exercés aux diverses manœuvres pouvant être la conséquence d'un mouvement populaire. On leur a longuement appris ce qu'ils devaient faire en présence de la foule. On leur a expliqué qu'ils ne devaient pas lier conversation avec les manifestants, ni se laisser approcher par eux. Enfin, on leur a enseigné la façon de tirer sur les émeutiers et on a insisté particulièrement sur ce point *qu'ils devaient, l'ordre donné, tirer sous peine de mort, quelles que soient les personnes se trouvant dans la foule.*

« Dans la matinée du même jour, des conférences sur le même sujet ont été faites dans les casernes aux officiers subalternes, et des instructions minutieuses leur ont été données. »

Urbain Gohier dit avoir reçu, à ce propos, d'un père de famille, une lettre qu'il qualifie — et nous aussi — d'admirable :

« Monsieur,

« J'écris à mon fils, soldat au ...e de ligne, en garnison à ..., de tuer sur place l'officier qui lui commanderait de tirer sur le peuple.

« Veuillez croire à mes sympathies. » X...

Nous n'avons rien à ajouter à cette lettre d'un père comme il en faudrait beaucoup; elle dit tout ce qu'il faut dire.

*
* *

Toujours l'honneur de l'armée. — L'honneur de l'armée ! En voilà une rubrique qui ne chôme pas ! Il s'agit cette semaine d'un lieutenant au 79e de ligne, Albert Boisson, mis en réforme il y a un an, soupçonné de tentative de trahison, convaincu d'escroqueries et d'abus de confiance. Quand il avait besoin d'argent, cet officier (rectifions la position !) s'en allait, revêtu de son bel uniforme, taper de bonnes poires de patriotes. Eblouis, enivrés par les chamarrures et les couleurs nationales, les pauvres idiots casquaient. Ils n'ont pas revu leur argent. De quoi se plaiguent-ils ? C'est pour la France !

Ils aiment les officiers; les officiers les roulent. C'est bien fait! H. Ch.

Italie.

Foggia, 4 février. — La Chambre des députés a commencé ses travaux en approuvant le traité commercial avec la France. Ce traité a été approuvé — disent certains députés — non pas parce que l'Italie y gagne quelque chose, mais par des considérations politiques qui ne permettent plus une dangereuse tension de rapports perpétuelle entre les deux nations. Suivant certains autres, le traité est économiquement favorable à l'Italie. Nous croyons que les bénéfices de ce traité iront à deux catégories d'individus français ou italiens: aux patriotes qui, en prêchant la fraternité des peuples, les préparent à s'entr'égorger, et aux gros bonnets de la bourse et du commerce que le protectionnisme a endommagés. Quant aux deux peuples, ils continueront à produire du vin et à boire de l'eau.

*
* *

Au moment où j'écris, a lieu à la Chambre la discussion sur la question Turati et De Andreis. Vous savez que ces deux députés furent condamnés à douze ans de réclusion par le tribunal de guerre de Milan pour avoir le premier recommandé le calme à la foule en révolte, et le deuxième pour avoir fait... je ne sais pas bien quoi. Quand, après leur arrestation, le gouvernement demanda à la Chambre la légalisation des tribunaux de guerre et l'autorisation de poursuivre les deux députés, elle accorda l'une et l'autre, après avoir pris connaissance des imputations reprochées aux deux prévenus. Cela signifie que si les accusations n'étaient pas celles exposées par le gouvernement, l'autorisation pouvait n'être pas accordée. Or, lors des débats, le tribunal de guerre milanais ne s'occupa plus des accusations jadis présentées à la Chambre, mais d'autres tout à fait différentes. Il en résulte la nullité des sentences militaires, quoique les magistrats serviles de la Cour de cassation se soient prononcés en faveur de leurs collègues porte-sabres. Il n'est pas d'ailleurs un seul détenu politique qui n'ait été condamné illégalement, puisque tous les faits soumis aux tribunaux ont eu lieu avant la constitution desdits tribunaux. Or le statut du royaume s'oppose formellement à la rétroaction en matière juridique. Mais les lois ne sont-elles pas faites pour être violées?

*
* *

Le ministre Pelloux présente à la Chambre de nouveaux *projets restrictifs*. Il ne lui suffit pas d'avoir légalisé les tribunaux de guerre et militarisé tout ce qu'il lui a plu. Ses projets ne tendent à rien moins qu'à supprimer le peu de liberté de presse, de parole, de réunion et d'association, que les adversaires du gouvernement avaient conservé avec tant de peine en Italie. Pour nous anarchistes, cela d'ailleurs a peu d'importance, car voilà beau temps que ces bribes de liberté n'existent plus. Depuis les dernières lois d'exception, nous n'avons d'autre liberté que celle de choisir entre la prison et la relégation. Quand on nous laisse dehors, nos pas sont comptés, nos intérêts privés compromis, notre vie rendue impossible. Tout est calculé pour nous pousser au désespoir!

*
* *

Autre nouvelle ! Le ministre Pelloux a l'intention de supprimer, dans les communes, les octrois sur la farine. Donc, le peuple finira par manger, grâce à la générosité du brave général. Seulement, les conseils municipaux italiens demandent à l'humanitaire Pelloux comment ils feront pour couvrir leurs dépenses, payer leurs dettes et combler leurs déficits. Et le général, grand faiseur de lois, riposte par une batterie de nouveaux impôts. — Autant nous laisser les octrois sur la farine, répondent les maires. — Mais qui peut déraciner de la cervelle du noble militaire l'intention de donner du pain à son peuple?

*
* *

Dans une lettre à l'*Avanti*, André Costa dénonce toutes les horreurs du *domicilio coatto*. De ces horreurs nous avons souvent parlé déjà. Dans la prochaine correspondance nous commencerons une étude régulière sur toutes les monstruosités que nous avons pu observer *de visu*.

Roberto d'Angiò.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Dimanche 12 février a eu lieu la séance d'ouverture des cours de l'Ecole libertaire. Les camarades Grave et Quillard ont expliqué le but poursuivi par le groupe d'initiative et ce que serait l'œuvre des cours.

Le succès de la réunion nous fait bien augurer pour l'œuvre entreprise.

Pour tout ce qui concerne l'école, s'adresser au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

Cours de l'Ecole libertaire de la semaine :

Lundi : Histoire, par M. Collière (Napoléon Ier). — Mardi : Mécanique, par Perrare. — Jeudi : Physiologie, par Henry Christian. — Samedi : Critique littéraire, par P. Quillard (Diderot).

Les cours ont lieu le soir, à 8 h. 1/2, hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente.

Chalon-sur-Saône. — Le Groupe d'études sociales invite les camarades qui s'intéressent à la vulgarisation des idées libertaires, à vouloir bien assister aux causeries qui auront lieu chaque samedi, à 8 heures du soir, au local habituel.

Saint-Etienne. — Les camarades qui désirent s'entendre définitivement pour la formation d'une bibliothèque sont priés de se rendre samedi, 18 courant, à 8 h. 1/2 du soir, au local déjà convenu.

Réfugié politique italien, charcutier, recherche n'importe quel travail. Prière aux camarades qui pourraient lui fournir quelques renseignements de les adresser au journal.

BIBLIOGRAPHIE

Œuvres — Dire des sangs — Le Pas humain, vers par René Ghil; 1 vol., 2 fr., au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

De la *Bibliothèque anarchiste*, éditions grecques par Jean Manganaras à Patras : *Aux jeunes gens*, par Kropotkine. — *L'Esprit de révolte*, par Kropotkine. — *La Société au lendemain de la révolution*, par J. Grave.

Pour Jules Moineau — Amnistie! par G. Rens; brochure, 0 fr. 10, chez l'auteur, 18, rue des Sables, Bruxelles.

A lire :

Conscrits, Descaves, *Aurore*, 1er février.

Morale sociale, H. de Weindel, *Petit Bleu*, 2 février.

La Classe, Séverine, *Fronde*, 4 février.

Maisons de repos, Descaves, *Echo de Paris*, 5 février.

A voir :

Carnaval politique, dessin de Léandre, *Rire*, 11 février.

*
* *

Derniers ouvrages parus

Arabesques, par Retté; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte; 2 fr. 75 franco.

L'auteur en a remis 6 exemplaires pour être vendus au profit du journal.

Escarmouches, par Raynaldi, à la *Société libre d'édition des gens de lettres*, 2 fr. 75 franco.

Les Croix et les Glaives, par Th. Jean; franco 2 fr. 75.

BROCHURE A DISTRIBUER

Notre souscription vient d'atteindre 100 francs. Nous rappelons qu'il nous en faut 300.

A la fin de 93, nous avions pu, en moins de 6 mois, en faire distribuer deux (60.000 exemplaires environ). Le mouvement anarchiste aurait-il perdu, en profondeur et intensité, beaucoup plus qu'il n'a gagné en surface? Ce n'est pas une récrimination, mais une constatation, pour qu'on y réfléchisse.

PETITE CORRESPONDANCE

G., à Chartres. — Numéros expédiés à l'adresse. Merci.

Au camarade qui m'a écrit rue Serpente. — C'est le camarade Ardouin, 86, rue de Cléry, qui est le trésorier de l'Ecole et reçoit les souscriptions.

B. — Abonn. servi. Entendu. — Pour les libraires de M. Il y a Mlle B. qui en vend quelques-uns.

G. R., à Beaune. — Reçu lettre. Rien de nouveau.

T. N. G. — Ai commission pour vous.

Reçu pour le camarade Debats : B., Genève, 10 fr. — Liste précédente, 10 fr. 50. — Total général : 20 fr. 50.

Reçu pour l'Ecole : En timbres expédiés rue Serpente, 1 fr. 95. — B., 5 fr. — En tout : 6 fr. 95. — Listes précédentes : 500 fr. 30. — Total général : 507 fr. 25.

Reçu pour la brochure à distribuer : Liste de Marchiennes : Lebion Jules, 0 fr. 20; Bâl., 1 fr.; Pour l'abolition de l'armée, 0 fr. 30; Desmanet, 0 fr. 50. Ensemble : 2 fr. — R., à Alger, 10 fr. — B., 5 fr. — Saint-Etienne : Un petit groupe de camarades, 3 fr. 65. — Marseille : Un camarade, 2 fr. 50. — En tout : 23 fr. 15. — Listes précédentes : 86 fr. 30. — Total général : 109 fr. 45.

Reçu pour Prost : De la Chambre syndicale des menuisiers de la Seine, 10 fr., qui ont été remis à sa compagne.

Reçu par Ardouin pour l'Ecole libertaire : Quête hebdomadaire d'un atelier (trois versements), 4 fr. 50. — Souscription Edouard Edouare, 0 fr. 50; E. Raphor, 0 fr. 50; Rodière, 1 fr.; G. Zell, 1 fr.; E. Zell, 1 fr.; Guichard, 1 fr.; Lucien, 0 fr. 50; J. Couleur, 0 fr. 50; Loiseau, 0 fr. 50; Tripoteur, 0 fr. 50; Berthe, 0 fr. 50. Total : 8 fr. — Quête à la séance d'ouverture de l'Ecole libertaire, 153 fr. 45. — Quatre versements mensuels de Gohier, 20 fr. — Ensemble : 190 fr. 75.

Situation à ce jour : Recettes, 3.750 fr. 90; dépenses, 2.427 fr. 10. En caisse : 1.324 fr. 80.

Les souscriptions sont reçues chez M. Ardouin, 86, rue de Cléry.

Reçu pour le journal : B., Genève, 10 fr. — E. M., à Bourges, 3 fr. — V., à Pittsburg, 1 fr. 25. — R., Algérie, 10 fr. — B., 5 fr. — Un groupe de peintres en décor (E. V), 3 fr. 45. — C. C. N., 20 fr. — Merci à tous.

C., à Marseille. — H., à Rotterdam. — F., à Munich. — B., à Brest. — B., rue d'A. — V., à Montpellier. — C., à Charleroi. — M., à Antibes. — M., à Verviers. — C., à Peyrelevade. — J., à Beauvais. — C., à Fives. — Roubaix. — E., à Montpellier. — B. J., à Toulon. — D., à Saint-Chamond. — K., à Rennes. — C., à Lisbonne. — M., à Avignon. — G., à Châlons. — B., à Londres. — L., à Dreux. — B., à Jemmeppes. — N., à Toulouse. — R., à Londres (par *P. P.*). — M., à Montrier. — M., à Reims. — C., au Havre. — P., à Châlons. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 44 — DIX CENTIMES — DU 25 FÉVRIER AU 3 MARS 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

FAIT DIVERS

En une société où la plus méchante aventure prend de l'importance, tandis que de graves événements passent inaperçus, il est naturel que le décès de M. Félix Faure ait fait quelque tapage.

Pour nous qui considérons comme déjà mort *socialement* tout individu qui se contente de « PRÉSIDER » au labeur commun, le fait survenu jeudi soir, faubourg Saint-Honoré, a tout juste la portée d'un phénomène physiologique. Affaire de médecin et de chimiste. Des organes ont cessé de fonctionner, mais un homme n'est pas mort, car plus on va, plus il entre dans l'idée d'homme celle d'utilité sociale.

Que l'illustre, décédé ait été le plus arrogant et le plus reluisant, le mieux entretenu de nos parasites, le plus bouffi de nourriture volée, ce n'est pas cela, on le devine, qui peut modifier notre opinion.

La mort du bon chien qui nous garde ou du cheval d'omnibus qui nous transporte nous émeut, certes, bien davantage.

Quant au nouveau pensionnaire qui attend, pour sa translation à l'Elysée, que les Pompes funèbres aient nettoyé la place, il saura, espérons-le, tenir aussi majestueusement que ses prédécesseurs son rôle facile d'animal encombrant et coûteux.

Rappelons pour mémoire à ceux de nos amis qui pourraient l'avoir oublié, que M. Loubet, alors président du conseil, présenta la première en date des lois contre la presse, dites lois scélérates.

CHARLES-ALBERT.

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

(Suite et fin)

III

Ainsi donc, en janvier 1886, Alexandre III, offusqué du rappel de l'orléaniste Appert, refusait d'avoir un ambassadeur français à Pétersbourg (1). Il insultait la France, et son chien couchant, Souvorine, répétait dans le *Nouveau Temps* ses paroles concernant « le premier coiffeur venu qui suffirait pour représenter la France ».

Boulanger avait fait son apparition, et Katkof, son agent parisien Cyon, et Souvorine insultaient tous les trois le général que l'on croyait alors républicain.

Les Orléans, les Orléans! pas de république, était leur mot d'ordre.

Soudain, en avril 1886, Katkof change d'avis et donne à Cyon l'ordre de soutenir Boulanger dans ses correspondances parisiennes qui étaient « soumises » par Katkof à Alexandre III.

Boulanger, disions-nous, avait donné des gages aux orléanistes — à Paris, aussi bien qu'à Moscou. Il a été question du général Bogdanovitch, envoyé en mission auprès de Boulanger par des généraux russes (tels que Kowaroff probablement, un autre haïsseur de la république) et par Katkof, qui détestait la République française du plus profond de son cœur.

A Paris, on sait que, dès lors, Boulanger, qui avait un jour défendu aux officiers d'assister aux chasses des Orléans, dès lors retirait cet ordre, et, par la suite, se livrait entièrement à toute la clique des salons monarchistes.

Cependant, à cette époque, il fallait encore convaincre Alexandre III des intentions monarchistes de Boulanger, et c'est à cela que s'appliquaient Katkof et Cyon. Celui-ci raconte lui-même dans son livre ses difficultés. Quelles que fussent les promesses de Boulanger, il y avait contre lui l'expulsion des Orléans. — Que faire? Alors Cyon invente de représenter, dans ses correspondances parisiennes, Boulanger comme une victime des agissements de Bismarck. Il n'y a eu que les intrigues de Bismarck pour forcer Boulanger à faire ce pas maladroit! C'est la légende que ces conspirateurs créèrent pour la cour de Russie.

Mais Alexandre III ne voulait toujours pas d'ambassadeur français. Il ne consentait à en accepter un qu'à condition qu'il fût *orléaniste*. « Depuis 1880-1881, des relations d'une extrême cordialité s'étaient établies entre les grands-ducs russes et les princes d'Orléans », raconte Cyon (*Histoire*, p. 143). Aussi Alexandre III ne voulait faire la paix qu'à condition qu'on lui envoyât Gaillard, bien connu pour son orléanisme.

Ce n'est qu'en octobre 1886 qu'il se décida à « permettre » à la France de se faire représenter à Pétersbourg et qu'il accepta Laboulaye.

Pourquoi — nous l'avons dit. L'Autriche, soutenue par les Etats balkaniques, était sur le point de déclarer la guerre à la Russie. Jamais, depuis vingt ans, la guerre ne fut si près d'éclater. Les frontières occidentales de la Russie dégarnies, l'armement des troupes resté ce qu'il était en 1878 (on n'avait que le vieux fusil Berdan avec ses balles immenses), la Russie était sûre d'être battue par l'Autriche, aidée des principautés balkaniques. Or, c'était précisément ce que Bismarck ne voulait pas. Il prévoyait que l'Autriche tirerait les châtaignes du feu pour l'Angleterre ; que si l'Autriche gagnait à cette guerre, ces gains tourneraient bientôt contre l'Allemagne, et que ce serait surtout l'Angleterre qui gagnerait en s'implantant en Asie Mineure, sur la côte méridionale de la mer Noire, coupant ainsi court à toutes les visées de l'Allemagne en Orient.

Mais comment empêcher cette guerre que l'état-major russe s'attendait à voir éclater du jour au lendemain?

L'alliance franco-russe, seule, pouvait l'empêcher. Et aussi voit-on Bismarck préparer savamment cette alliance.

Les soi-disant « patriotes » français, dans leur ignorance enfantine, croyaient avoir fait un grand coup en préparant cette alliance. Au fond, ils travaillaient — pour le roi de Prusse.

En veut-on la preuve? C'est leur ami, Cyon, qui la donne, sans s'en apercevoir. Pour prouver que lui a tant contribué à cette alliance — ou plutôt pour prouver combien il était dans les confidences de Katkof, et, partant, avait des droits à recueillir l'héritage de la *Gazette de Moscou* après la mort de Katkof (c'était son rêve), — il donne de longs extraits de son journal qu'il écrivait au jour le jour, lors de sa visite à Pétersbourg en février 1887.

C'était juste au moment où Bismarck avait demandé le septennat au parlement allemand, et où l'on craignait que si le parlement refusait cette loi, Bismarck ne se jetât dans une guerre contre la France.

Et Cyon écrivait dans son journal à la date du 25 février :

« Pris congé du comte Delanof. Reçu la visite du général X... (Jomini, à ce qu'il paraît), qui me raconte sa conversation avec le comte Schweinitz (ambassadeur allemand à Pétersbourg).

« Le général l'a abordé en le félicitant du succès des élections et a ajouté pour finir : « Eh bien, à présent que Bismarck a obtenu son septennat, j'espère qu'il laissera la France tranquille et que la paix est assurée?

« — Cela dépend, a répondu M. de Schweinitz ; certes, nous n'avons plus besoin de prendre l'offensive et nous pouvons attendre tranquillement les événements. Mais qui nous garantit que la France (lisez Boulanger) ne nous attaquera pas? *Si le tsar tient réellement à la conservation de la paix, et nous n'en doutons pas, il y a un moyen très simple de l'assurer définitivement :* C'EST DE DÉCLARER A LA FRANCE QU'IL EST PRÊT A LA GARANTIR CONTRE UNE AGRESSION DU CÔTÉ DE L'ALLEMAGNE, **mais qu'il n'interviendrait d'aucune manière si la déclaration de guerre venait du côté de la France.** » (*Histoire de l'entente franco-russe*, p. 240.)

Parfaitement. C'est exactement ce qu'il fallait à l'Allemagne. « Heureuse de posséder l'Alsace et la Lorraine », elle ne cherche pas tant que ça

(1) Une faute d'impression dans le dernier article me fait dire « 1884 ». Les lecteurs auront cependant compris par la suite qu'il s'agissait de « 1886 ».

de nouvelles aventures. Qui sait comment finirait une nouvelle guerre? Ce qu'il lui fallait, c'est que la France se résignât à voir Metz hérisser ses canons à côté de Paris; qu'elle se résignât à reconnaître pour toujours le traité de Francfort. Et, pour cela, que pouvait-on désirer de mieux, que d'amener la Russie à se porter garante de ce traité; de faire déclarer par la Russie à la France : « Si l'Allemagne vous attaque, nous vous défendrons; mais si Boulanger vous lance dans une aventure guerrière, nous n'interviendrons aucunement. Boulanger nous intéresse beaucoup, puisqu'il nous promet de rétablir la monarchie en France. Mais quant à ses aventures guerrières — zut! La France peut nous aider, mais nous ne lui aiderons pas à reconquérir les provinces perdues en 1870! »

Bismarck désirant l'alliance franco-russe à cette condition — cela se comprend. Mais que dire des boulangistes, des patriotards de Déroulède, des futurs Miribellistes travaillant à réaliser ce plan de Bismarck!!...

Rochefort lui-même s'attelant à cette alliance, aliénant sa liberté de juger les événements russes et livrant son journal aux communiqués de l'ambassade russe — pourquoi? — *pour réaliser ce que suggère le comte de Schweinitz* — le traité de Francfort garanti par la Russie, la défense faite à la France de profiter du moment qui lui paraîtra opportun pour ressaisir Metz!

Faire subir à son pays tant d'avilissement pour obtenir le résultat contraire de celui que l'on veut obtenir, — c'est le comble de l'ironie — une de ces ironies, d'ailleurs, dont l'histoire est pleine, chaque fois qu'un parti politique s'engage dans une fausse voie.

**

Et après cela, viennent toutes les conséquences de cette alliance funeste, cette alliance maudite, diront un jour les Français.

La cour de Russie intrigue à Paris dans toutes les occasions, comme elle intriguait un jour en Pologne à la veille du partage. On voit les agents russes semer leur argent à Paris, en faveur des prétendants. On voit les républicains et les blanquistes tomber sous le patronage de la cour de Russie et même d'un Katkof et d'un Souvorine auxquels un simple libéral russe tourne le dos. On voit la Russie intriguer à Paris à chaque élection, à chaque changement de ministère, soutenant celui-ci, désapprouvant celui-là, et toujours poursuivant les intérêts de *ses* prétendants au trône français, changés selon les caprices de la cour de Pétersbourg — orléanistes aujourd'hui, bonapartistes demain. Les affaires intérieures du pays se jugent d'après les opinions à Pétersbourg. Le pape entre en triomphateur en France avec l'appui de la Russie.

Et l'on voit enfin les soi-disant « patriotes » arrivés à cet aveuglement qu'ils se vantent d'avoir livré leur pays aux intrigues de la cour de Russie, la plus terrible des intrigantes dans l'histoire, qui demain livrera la France au premier venu, Anglais ou Allemand, dès qu'elle le trouvera utile pour poursuivre ses buts en Orient.

Voilà où nous en sommes après huit ans de boulangisme, de laquéisme envers le tsar, d'antisémitisme et de militarisme. Réjouissez-vous, Messieurs les césariens!

PIERRE KROPOTKINE.

Le Congrès international tenu à Londres en 1896 avait désigné une ville d'Allemagne pour le prochain congrès socialiste. Devant l'impossibilité de tenir un tel congrès en Allemagne, Paris fut éventuellement désigné comme le siège du Congrès de 1900.

La leçon infligée à Londres par les socialistes révolutionnaires et anarchistes aux socialistes démocrates et parlementaires ne leur a pas, semble-t-il, servi à grand'chose.

En effet, un manifeste signé de délégués d'un certain comité d'entente socialiste (?) vient d'être publié où il est dit que seuls seront admis au Congrès ceux qui reconnaissent comme programme minimum « la prise de possession so- « cialiste du pouvoir par le prolétariat organisé « en parti de classe ». C'est, comme on le voit, l'exclusion systématique du Congrès de tous les révolutionnaires et des groupes corporatifs qui ne veulent entendre parler à aucun prix de l'action parlementaire.

Nous ne nous attendions pas à moins; aussi nous croyons pouvoir dire aujourd'hui qu'un certain nombre de camarades ayant prévu le cas ont déjà pris des mesures pour y parer.

Il s'agit, en l'espèce, d'opposer au Congrès des socialistes démocrates et parlementaires un Congrès de tous les socialistes révolutionnaires et anarchistes. Une correspondance active a déjà été échangée avec des camarades de l'étranger à ce sujet. Nous communiquerons aux camarades les renseignements et avis qui nous parviendront. De plus, nous croyons pouvoir dire d'ores et déjà qu'une circulaire explicative sera sous peu envoyée. Nous tiendrons les camarades au courant de ce qui sera fait en ce sens.

P. DELESALLE.

Pour toutes les correspondances, avis et renseignements, écrire au Secrétaire du Groupe révolutionnaire, 5, rue de l'Arbalète, Paris.

A la veille de la révolution italienne

L'Italie devient vraiment un sujet intéressant d'études pour ceux qui s'occupent de sociologie.

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer dans un des derniers numéros, à travers les aveux cyniques et les exploits meurtriers de son gouvernement actuel, la fonction de tout gouvernement. Aujourd'hui il ne nous sera pas difficile d'établir au moyen d'un certain nombre de symptômes, en dehors de toute recherche sur les conditions économiques et politiques d'Italie — qu'on y est sur le point de donner une solution relativement durable au problème actuel de la misère et de l'oppression.

Nous ferions injure à nos lecteurs en nous attachant à prouver de nouveau qu'on meurt de faim en Italie et qu'on y râle sous les vexations de la police. C'est la douloureuse réalité, que crient les émigrants italiens, que répercutent les émeutes et les révoltes de chaque jour.

Ce n'est donc pas de cela que nous voulons parler aujourd'hui.

A la veille de tout événement grave, des phénomènes qu'on pourrait appeler d'ordre moral se produisent; entre autres les suivants : un désarroi complet dans les idées des hommes et des partis; un redoublement de lâchetés individuelles et collectives envers l'oppression dominante, et, comme compensation, quelques rares protestations d'individus généreux ou prévoyants.

Après les haines suscitées par la répression sanglante des dernières émeutes, dans l'attente certaine de nouveaux troubles sociaux, un parti qui *devrait* être, maintenant du moins, révolutionnaire, le parti républicain, ajoute l'influence de ses voix à des *pétitions* pour l'amnistie, travaille, en bon accord avec les monarchistes-libéraux et les cléricaux, à canaliser dans la quiétude stérile des voies légales les sentiments, communs à tout le peuple, de protestation contre l'oppression parasitaire du régime monarchiste, sentiments qui pourraient être un point d'appui pour un sérieux mouvement révolutionnaire.

Ne parlons pas des social-démocrates : on sait ce qu'il faut attendre d'eux. Après les émeutes de Sicile, pendant la dictature de Crispi, ils avaient lâché les anarchistes au cours des discussions parlementaires sur les premières lois d'exception. Pendant les émeutes du mois de mai, ils avaient prêché le calme et essayé, sans résultat du reste, de se soustraire à toute responsabilité. Maintenant, ils ne craignent rien autant que de *paraître* révolutionnaires et s'empressent de renoncer d'avance à toute solidarité, même théorique, avec les anarchistes.

Voici M. Prampolini, un des gros bonnets du parti, qui parle au Parlement italien dans la séance du 30 janvier dernier, à propos de l'interdiction faite par le préfet de la province de Regio-Emilia au meeting dans lequel il se proposait de rendre compte de son mandat à ses électeurs : « Il exclut la responsabilité des socialistes dans les tumultes qui se produisirent dernièrement en Italie; et surtout pour la ville de Regio il observe que la propagande socialiste a servi à pacifier le milieu et à éviter les désordres qui se produisaient auparavant.

« Il revendique au contraire pour le parti socialiste le mérite d'avoir adouci les âmes des masses populaires, en affrontant, non sans danger, la propagande des anarchistes et en enseignant aux travailleurs que, par l'association pacifique et non par la violence, ils pourraient améliorer leur sort. » (Approbations à l'extrême gauche.)

A quoi M. Pelloux, le brave général, répond (j'ai cité et je continue à citer d'après le compte rendu officieux de l'Agence Stefani) : « Il se plaît à reconnaître que le parti socialiste, comme le député Prampolini a dit, diffère du parti anarchiste; il reconnaît aussi qu'il y a de bonnes choses dans les théories socialistes, mais autre chose est la théorie et autre chose l'application pratique. »

C'est vraiment touchant! A quoi bon des commentaires!

**

Et la réaction, perdant toute pudeur, dévoile son plan.

Une amnistie générale est prochaine pour les condamnés des conseils de guerre et certains condamnés des tribunaux correctionnels. Trop de monde humblement la demande, des cléricaux aux social-démocrates; et Umberto, le *petit père* des Italiens, craint, en refusant l'amnistie, de hâter la chute de la dynastie. Ceci fait, le gouvernement s'apprête à continuer la réaction et les boucs émissaires en seront les anarchistes.

Après la répression du mois de mai, le Parlement italien — à quelle besogne malpropre a-t-il jamais su se refuser? — vota à grande majorité des lois d'exception pour la déportation des anarchistes. Trop peu de monde s'occupe maintenant du *domicilio coatto*, et pour plusieurs raisons : avant tout les déportés ne sont, en majorité, que des... anarchistes; leur condamnation par simple délibération administrative manque de la publicité théâtrale des grands débats publics, et les souffrances de la déportation pâlissent maintenant à côté des horreurs du bagne. Les déportés seront donc probablement exclus de la prochaine amnistie; la loi d'exception sera en vigueur jusqu'au 31 juillet 1899 et le gouvernement pourra, pendant ce temps, se débarrasser d'un certain nombre d'anarchistes militants.

Une interprétation arbitraire de la loi provinciale du royaume d'Italie permit, dans le mois de mai 1898, de suspendre la publication de tout journal plus ou moins révolutionnaire. Le gouvernement, qui permet maintenant la publication des journaux social-démocrates, empêchera tant qu'il lui sera possible toute publication anarchiste.

Mais ce n'est pas tout. La police italienne, qui ne recule même pas devant l'assassinat des détenus, répand, pour impressionner l'opinion publique, des histoires fabuleuses de complots terribles dont les anarchistes seraient les acteurs. On ne peut plus lire un journal italien

sans y trouver tous les jours le récit de quelque révolte individuelle ou collective, dans lesquelles si quelque citoyen est tué, il arrive parfois aussi que quelque policier laisse sa peau. C'est un autre des nombreux symptômes qui précèdent les grandes journées révolutionnaires, la révolte sans programme et sans but avoué contre les représentants de l'autorité. Et la police — c'est vrai que les gendarmes ne sont pas censés penser! — trouve dans chaque fait le complot farouche des anarchistes contre les défenseurs de la société. L'histoire quotidienne de ces prétendus complots — suivis quelquefois du procès — répandue par la presse bourgeoise, ne laisse pas de faire impression sur les imbéciles, toujours plus nombreux qu'on ne le pense.

Les grands mots de *liberté, justice, loi*, etc., ont servi de drapeau au commencement de la deuxième moitié de ce siècle à la bande de voleurs qui, au nom de la patrie unie et indépendante, ont conquis l'Italie. L'hypocrisie de ces mots est déjà disparue pour les gouvernants italiens, qui, dans la fureur de la réaction, ont perdu tout sens de la mesure, et sont devenus ridicules.

Vous vous rappelez la lettre qu'il n'y a pas longtemps le camarade Grave adressait au ministre Pelloux à propos de la saisie des *T. N.*, dont on empêchait la circulation en Italie? Grave pourrait, au nom du code bourgeois, appeler voleur le ministre de la monarchie italienne! Ce grotesque bourreau, qui s'intéresse, à ce qu'il semble, aux *T. N.*, saisissait dernièrement, par une ordonnance reproduite dans toute la presse italienne, les brochures françaises de propagande anarchiste, entre autres la *Mesure du Temps* de Stackelberg. Voilà donc la réforme du calendrier élevée à l'honneur d'un instrument redoutable de destruction. Le temps qui compte les jours de la monarchie italienne trouble, lui aussi, la quiétude du ministre Pelloux.

On sait à quoi s'en tenir pour l'avenir prochain sur les intentions de la réaction italienne : à défaut d'autres victimes et pour ne pas perdre l'entraînement, restent toujours les anarchistes. On voit donc quelle énorme tâche s'impose au bon vouloir des camarades italiens : poursuivre, contre la défense explicite du gouvernement et contre ses représailles, la propagande des idées; s'arranger de façon, sinon à approcher, du moins à rendre plus radicale et plus efficace la révolution qui est sur le point d'éclater.

∴

La famine partout, et les émeutes qu'elle suscite, les plaintes de quelques conservateurs peureux, les rares protestations d'hommes connus dans la politique ou dans la science, rappellent aux classes dirigeantes italiennes que le *dies iræ* s'approche.

Il y a quelques jours, les déclarations de Ricciotti Garibaldi, un des chefs de l'expédition italienne en Grèce pendant la guerre gréco-turque, produisaient une énorme impression dans les milieux politiques. Il disait que, le cas échéant, si des faits semblables aux derniers évènements de mai se reproduisaient, il marcherait avec le peuple. Et l'influence qu'exerce la tradition garibaldienne sur le pays est encore assez forte pour être redoutable.

Des nouvelles contradictoires courent dans les journaux italiens sur la probabilité d'une nouvelle guerre en Afrique. Les expéditions coloniales sont trop utiles au roi et aux brasseurs d'affaires pour qu'il n'y ait pas chance de nouvelles aventures en Afrique. Ménélik marcherait vers les frontières de la colonie érythréenne. Nous nous rappelons le soulèvement populaire après la défaite d'Adoua et la chute du ministère Crispi. La réaction italienne essayerait-elle, dans l'espoir du reste fort peu probable d'une guerre victorieuse, de détourner la pensée des Italiens de leur situation intérieure. Le peuple est, en Italie, anti-africaniste par sentiment, et toute aventure coloniale ne paraît que devoir précipiter les événements.

La puissance, la morale des classes dirigeantes italiennes s'écroulent sous la poussée de la faim, des révoltes, de la pourriture sociale. A la veille de la révolution, que même l'amnistie ne pourrait pas retarder, on a besoin en Italie d'hommes résolus et hardis à la lutte. Les théoriciens de l'évolution pacifique par la conquête électorale des pouvoirs politiques peuvent émigrer en Allemagne et discuter avec leurs camarades, comme c'est arrivé au dernier congrès de Stuttgard, si les social-démocrates doivent être libre-échangistes ou protectionnistes.

Dans cette période de la vie italienne, il s'agit d'une question de civilisation ou de barbarie, de vie ou de mort pour tout un peuple : c'est à hâter cette nouvelle révolution que doit s'employer l'énergie des individus et l'activité de tous les partis qui ne sont pas réactionnaires.

N. S.

P.-S. — En train de corriger les épreuves de mon article, je lis dans les journaux italiens que le ministère Pelloux essaye, pour paralyser les effets de la prochaine amnistie, le chantage de nouvelles lois d'exception pour déporter les révolutionnaires, pour militariser les employés dans les services publics, pour empêcher toute liberté de réunion et d'association, pour rétablir la censure préventive contre la presse.

Tant pis pour la monarchie italienne! Sous la poussée des événements, il devra bien se former un parti antidynastique et insurrectionnel. Quand les événements qui se préparent — le nouveau 48 de l'Italie — auront gagné pour tous des libertés politiques relatives, le peuple, entraîné dans ces luttes et instruit par les leçons du passé, saura défendre les libertés politiques et marcher, en brisant toutes les entraves, à sa complète délivrance.

N. S.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Blanc bonnet. — Le roi est mort! Vive le roi! Félix Ier est allé rendre compte au Dieu auquel, durant sa vie, il fit semblant de croire, des habiles concussions qui, si elles coûtèrent la vie à sept mille hommes à Madagascar, lui procurèrent de fructueux profits. Et comme, grenouilles que nous sommes, nous ne saurions vivre sans roi, on s'est empressé de chercher un successeur à ce soliveau coûteux.

C'est Loubet qui est l'heureux élu. Il paraît que les nationalistes enragent et que leurs adversaires se frottent les mains. J'avoue qu'il m'importe peu. Loubet, bourgeois et imbu des préjugés de sa caste, est aussi bien l'adversaire et même l'ennemi que l'était F. Faure, que l'eussent été Méline ou Dupuy. J'aurais plutôt un regret. Félix, avec sa mégalomanie, sa vanité burlesque de paon doublé de dindon, était plutôt drôle. Loubet est terne et triste. Au fond, la gaieté française perd au change.

∴

Enseignement chrétien. — Il n'est pas comme les apôtres du christianisme, religion d'amour, d'humilité, d'abnégation et autres balançoires, pour donner des exemples de cruauté et de lâcheté brutale.

Le curé Lemercier, directeur de l'orphelinat de Sainte-Marie (Haute-Garonne), vient d'être condamné à dix jours de prison (c'est pour rien!) pour mauvais traitements envers les enfants de l'orphelinat.

Pour le prétexte le plus futile, ces pauvres martyrs étaient fouettés à coups de martinet, revêtus de la camisole de force, enfermés dans des cachots et mis au pain et à l'eau. Comme à Aniane, quoi!

C'est l'un d'eux qui, après s'être évadé à trois reprises de cet enfer, est allé demander protection au commissaire de police.

Le curé était aidé dans son œuvre toute chrétienne par de bonnes sœurs dont la supérieure — Eulalie — rivalisait avec lui de férocité.

Pauvres petits, victimes innocentes de toutes les iniquités sociales, et que nul ne défend parce que nul n'y trouve intérêt!

∴

La Grande Famille. — Le conseil de guerre de Limoges a rendu dans la même séance les deux jugements suivants :

Jacques Brigeras, brigadier-fourrier au 34e d'artillerie, prévenu de vol au préjudice d'un habitant : *seize francs d'amende*.

Philistin-François Delage, soldat au 107e d'infanterie, prévenu de vol au préjudice d'un militaire : *un an de prison*.

Le premier était un fervent de l'autel, le second un pauvre diable quelconque.

La justice est égale pour tous.

∴

Justice civile. — Les escarpes Binder, Guichard et Retout, qui avaient tenté d'assommer Philibert Roger, directeur de la *Grande Bataille*, ainsi que Jules Guérin, inculpé d'être leur complice, ont été acquittés.

Sans nous en plaindre, rappelons que pour avoir attaqué un sergent de ville, Etiévant fut condamné à mort.

∴

L'Assistance publique. — Cette administration, instituée pour secourir les malheureux, est une bonne mère. Jugez-en :

Un jeune homme, nommé Léon Fouillée, épileptique et paralysé, se présenta à trois reprises, muni de ses papiers, au siège de l'Assistance publique. Il lui fut répondu textuellement : « Si vous êtes paralysé et épileptique, vous n'avez qu'à vous rendre aux Halles et ramasser des trognons de choux. »

Qu'il en ramasse donc et les jette à la tête de l'insolent rond-de-cuir qui lui fit cette réplique!

André Girard.

∴

La Morale religieuse. — Les défenseurs de l'enseignement religieux crient bien haut que le cas du frère Flamidien est une exception. Ce n'est pas vrai. Voici un document, publié par l'*Aurore* du 18 février, qui prouve que la pédérastie est chose très commune chez les frères :

Circulaire confidentielle adressée aux directeurs des écoles.

(*Circulaire n° 273.*)

Mon très cher frère directeur,

Dans notre circulaire n° 261, nous vous parlions d'un délit capable de conduire devant les tribunaux tout instituteur qui s'en rendrait coupable : et, depuis cette époque, plusieurs ont appris, par une funeste expérience, combien nous avions raison de parler ainsi.

Aujourd'hui, forcé par les circonstances, nous venons vous parler, quoique avec une extrême répugnance, d'un autre délit bien autrement grave, bien autrement criminel.

Vous avez déjà compris, mon très cher frère, de quel délit, de quel crime nous voulons parler, et vous avez nommé le vice de l'impureté, l'attentat aux mœurs.

Si, jusqu'à ce moment, il nous a semblé suffisant d'indiquer le mal à mots couverts, aujourd'hui de pareils ménagements ne peuvent plus être gardés, vu la gravité des circonstances et les faits déplorables qui se produisent presque successivement. Vous le savez, un certain nombre de sujets de notre congrégation et de plusieurs autres sont dans les fers; la justice informe sur le compte de quelques autres.

Le scandale est semé comme à pleines mains.

C'est donc à vous, mon très cher frère, que nous avons recours pour vous prier, pour vous conjurer d'avertir vos frères à temps et à contre-temps, d'employer tour à tour, et suivant les circonstances, les avertissements et les menaces de la justice humaine vis-à-vis de ceux que la crainte de Dieu et le respect pour l'honneur ne seraient pas assez forts pour maintenir dans le devoir.

N'est-il pas humiliant, en effet, pour un directeur, de n'apprendre que par la rumeur publique et par les agents de la justice que de tels désordres avaient lieu dans sa maison ou dans ses classes, de-

puis des mois entiers, sans qu'il en eût par lui-même aucune connaissance?

Instructions.

Respectez vos élèves comme les temples du Saint-Esprit et traitez-les comme on traite les vases sacrés que nul ne peut toucher sans permission sous peine de profanation et de sacrilège.

Ne vous permettez à l'égard d'aucun enfant ni rapprochement, ni contact, ni embrassement, ni caresses, ni aucune familiarité.

Ne soyez jamais seul à seul avec aucun enfant, ni en classe ni ailleurs : ce point est de la plus haute importance.

Méfiez-vous de toute affection particulière, quelque innocente qu'elle puisse vous paraître : autrement elle deviendrait une passion qui vous conduirait dans l'abîme du vice.

Hâtez-vous de réprimer une passion naissante, si vous ne voulez pas la voir se fortifier et devenir un besoin.

Gardez-vous de saisir un enfant, de fouiller dans ses poches, sous prétexte de lui ôter un objet de jeu, d'amusement, etc.

Que ceux qui surveillent les enfants dans les dortoirs veillent sur eux.

Qu'ils ne se permettent aucun rapprochement de lit, sous prétexte de rendre service à un enfant.

Ne faites pas comme Eve qui regarde le fruit..., raisonne..., calcule..., avance..., recule et finit par succomber...

Nous recommandons à nos chers frères directeurs de faire lire cette lettre à la communauté et de la commenter :

1° A sa réception ;

2° De la lire à chaque époque des Quatre-Temps ;

3° De la faire lire également à chaque novice lorsqu'il devra commencer à exercer l'enseignement ;

4° De prendre toutes les mesures possibles pour qu'aucun de nos frères ne puisse plus désormais perdre de vue les malheurs qu'attirerait sur lui le vice odieux dont saint Paul ne voulait même pas qu'on parlât parmi les chrétiens.

FRÈRE PHILIPPE,
Supérieur général de l'Institut des frères des écoles chrétiennes.

D'autre part, l'*Aurore* a publié la liste des ecclésiastiques condamnés en 1897 et 1898 pour attentats à la pudeur (presque toujours sur des enfants). Ces condamnations sont, pour ces deux années, au nombre de *vingt-sept*. C'est déjà un joli chiffre; mais il est évident que le nombre réel de ces moralistes est beaucoup plus élevé, les maladroits seuls se laissent pincer.

Ad majorem Dei gloriam!

* *

ANTIFÉMINISME. — Depuis plusieurs années, Mlle Bonsignorio, médecin-oculiste, demande l'autorisation d'ouvrir un cours libre d'ophtalmologie à la Faculté de médecine. Ces messieurs de la Faculté lui opposaient des raisons qui n'en étaient pas. Ils se sont enfin décidés à dire le véritable motif de leur refus : « Nous ne voulons pas de femmes à la Faculté. Jamais. Question de principes. Si une femme se présente à l'agrégation, on ne l'inscrira même pas. Nous ne voulons de femme ni professeur, ni agrégée, ni chirurgien des hôpitaux. »

C'est clair. Mais c'est triste aussi de voir les médecins aussi bêtes que les magistrats refusant aux femmes le droit de plaider; c'est triste de voir des hommes de science, qui devraient être à la tête du progrès, s'opposer par égoïsme à l'émancipation de toute une moitié de l'humanité.

* *

IL EST MORT. — Félix, le bourgeois-gentilhomme de l'Elysée, le Président-soleil, est mort. C'était un malhonnête homme. Comme tous les politiciens et les ambitieux, du reste, mais plus encore que d'autres. Ministre, il eut une lourde responsabilité dans la mort criminelle des 7.000 soldats de Madagascar; président, il a, dans l'affaire Dreyfus, travaillé sans relâche à empêcher la vérité de luire, il a sacrifié la justice à son intérêt personnel. Dans son âme de parvenu, dans son cerveau de bourgeois enrichi et bouffi d'orgueil, il n'y eut jamais le moindre sentiment désintéressé, la moindre pensée généreuse. Il est mort. C'est un malhonnête homme de moins sur la terre.

Tant mieux ! R. CH.

Suisse.

GENÈVE. — Dreyfus, Picquart, Cavaignac, Bazaine, Galliffet, Boulanger, Zurlinden! Individualités toutes revêtues de la même fonction sociale de barbare mentalité!

Certes, si, comme tout semble le faire présumer, Dreyfus est innocent, il y a de la part de la société contre un de ses membres réel déni de justice.

Certes, si, comme tout semble aussi le faire présumer, Picquart a énergiquement et seul fait acte de courageux individualisme en dénonçant contre tous ses intérêts personnels et de classe ce qui lui paraissait *injuste*, il a loyalement agi.

A l'honneur des anarchistes-libertaires, ils ont tous, et malgré leur horreur motivée de tout ce qui est militarisme, pris de suite parti pour ces deux hommes que leur uniforme seul classe pourtant dans une mentalité inférieure et hostile.

Certes, et c'est là le côté poignant et terre à terre de l'« affaire », un océan de doute a surgi, une scission dans ce qu'on appelait le parti avancé, s'est révélée.

Le côté social et économique de l'aléa révolutionnaire paraît être écarté.

Il me semble qu'il n'en est rien et que l'affaire actuelle peut être, au contraire, un appel aux grands moteurs de la conscience humaine, à l'amour de la justice et de la vérité, quel qu'en soit le mobile..., un réveil enfin et le présage d'une crise que nos efforts réfléchis devront alors ramener au but seul et unique d'une transformation économique complète.

Tout cela (pardon de cet excès de chauvinisme) est à l'honneur du pays de la Révolution et la poussée actuelle *semble* révéler une vitalité que nous ne soupçonnions peut-être pas.

Je dis *semble*, car le doute suit, hélas! l'espoir de bien près.

Les littorals (Méditerranée ou Océan) auront-ils alors assez de Saint-Sébastien pour les hommes qui, pensant hardiment à la révolte aujourd'hui, n'oseront *conclure* demain; pour ceux qui, amants aujourd'hui de la justice et de la vérité, n'oseront *conclure* demain lorsque le moment critique arrivera (celui de l'action) et reculeront peut-être devant la nécessité brutale de la force et de la violence que leur propagande aura cependant déchaînées. Nécessité brutale, oh! certes, et que Proudhon appelait, tout en la redoutant, un Mardi-gras révolutionnaire.

Etats-Unis.

Quelques amis nous ayant demandé des renseignements sur les colonies anarchistes, un ami nous communique cet extrait de *Free Society* du 22 janvier :

« Quelques communistes anarchistes fatigués de vivre isolés, en le brouillard des superstitions sociales et du salariat, ont décidé de fonder une colonie basée sur l'idéal communiste anarchiste dans l'Etat de Californie, près d'une cité, et d'y vivre selon leurs idées autant que le permettront les conditions du présent système.

« Les hommes et les femmes libres de toute superstition qui désireraient se joindre à la colonie, sont invités à envoyer leurs noms et adresses ainsi que le genre de travail dont ils sont capables.

« Actuellement un camarade voyage pour trouver une localité convenable.

« Pour détails et renseignements, écrire à :

« C. Shaw, P. O. Box 695, Riverside (Cal.), Etats-Unis, ou à *Free Society*, 43, Sheridan street, San Francisco, Cal.

« Joindre un timbre pour réponse.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Cours de l'école libertaire de la semaine :

Lundi : Histoire, par M. Collière (Napoléon Ier). — Mardi : Mécanique, par Perrare. — Jeudi : Physiologie, par Henry Christian. — Samedi : Critique littéraire, par P. Quillard (Diderot).

Les cours ont lieu le soir, à 8 h. 1/2, hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente.

Pour tout ce qui concerne l'école, s'adresser au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

* *

ROUBAIX. — Les camarades qui désirent des *Peste religieuse* peuvent s'adresser à J. Béranger, 74, rue des Longues-Haies, en envoyant le montant : 3 fr. le cent, plus les frais d'expédition.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez Stock : *Sous la Casaque*, par G. Dubois-Desaulle; 1 vol., 3 fr. 50. — *De Paris à Mexico*, par Gostkowski, 1 vol.

Les Voix de l'Esprit, par L. Digne; 1 vol., 3 fr., chez Flammarion, 26, rue Racine.

Le Bouddhisme éclectique, par Bourgoin-Lagrange; 1 broch., 1 fr., à la *Nouvelle Encyclopédie*, 76, rue de Rennes.

Nona Epistolie, brochure à *Sociala*, Bucarest.

Hommage des artistes à Picquart, avec préface par Octave Mirbeau, et 12 lithographies signées : Luce, Petitjean, Hermann Paul, etc.; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Société libre d'édition des gens de lettres*, 30, rue Laffitte, Paris.

A lire :

Symptômes, par Jean Quivote, *Petit Rouennais*, 6 février.

La Famine en Russie en 1898, par Léon Tolstoï, dans la *Revue socialiste*, février 1899.

La Feuille, par Zo d'Axa, n° 24.

DERNIERS OUVRAGES PARUS

Arabesques, par Retté; 1 vol, 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte; 2 fr. 75 franco.

L'auteur en a remis 6 exemplaires pour être vendus au profit du journal.

Escarmouches, par Raynaldi, à la *Société libre d'édition des gens de lettres*, 2 fr. 75 franco.

Les Croix et les Glaives, par Th. Jean; franco 2 fr. 75.

Sous la Casaque, par G. Dubois-Desaulle; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock; dans nos bureaux, 2 fr. 50. C'est le récit des tortures et des injustices subies par notre camarade, envoyé à Biribi pour avoir reçu un paquet de brochures.

BROCHURE A DISTRIBUER

Notre souscription vient d'atteindre 100 francs. Nous rappelons qu'il nous en faut 300.

A la fin de 93, nous avions pu, en moins de 6 mois, en faire distribuer deux (60.000 exemplaires environ). Le mouvement anarchiste aurait-il perdu, en profondeur et intensité, beaucoup plus qu'il n'a gagné en surface? Ce n'est pas une récrimination, mais une constatation, pour qu'on y réfléchisse.

* *

L'imprimeur vient de nous livrer le portrait de *Cafiero*, gravé par Barbottin. L'épreuve en simili-japon, 0 fr. 50; en tube, franco 0 fr. 60.

Déjà parus, dans la série sur Hollande :

Proudhon, en tube, franco... 0 fr. 60
Bakounine, — ... 0 fr. 60

PETITE CORRESPONDANCE

W., *à Genève*. — *La Question sociale* nous a facturé son *almanach* 0 fr. 75 + 0 fr. 85 de port = 1 fr. 60.

J., à Darnétal. — *A mon frère le paysan* sera expédiée lorsqu'elle sera tirée. Reçu le P. R.

Société d'éditions scientifiques. — Merci du renseignement, est communiqué à l'ami.

B., à Nogent-le-Rotrou. — Les autres brochures épuisées.

Evening. — Votre M. S. faisait double emploi, comme vous pouvez vous en rendre compte, avec celui de C., qui est plus complet. Merci.

Reçu pour l'Ecole libertaire. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 2 fr. 50.

Reçu pour la brochure à distribuer. — A. T., 10 fr.

Reçu pour le journal. — A. T., 10 fr. — X. X., à Genève, 10 fr. — Merci à tous.

R., à Roanne. — L., à Epinal. — H., à Angers. — P., A., à Angers. — B., à Marseille. — E., à Daumazan. — D., à Saint-Quentin. — C., à Buenos-Ayres. — C., à Nice. — B., à Agen. — B., à Nantes. — L., à Marseille. — K., à Lausanne. — D., à Ramsey. — Z., à Charlottembourg. — F., à Amiens. — B., à Nogent-le-Rotrou. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 45 — DIX CENTIMES — DU 4 AU 10 MARS 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Nous n'arrivons à paraître, même sans supplément, qu'avec les plus grandes difficultés, au point que nous ne savons si nous paraîtrons la semaine prochaine.

Il est évident qu'à l'heure actuelle les théories ne sont pas à la hausse, mais comme nous avons la conviction que c'est le meilleur moyen de propager l'idée, nous croyons devoir nous y tenir de plus en plus ferme.

Que nos amis demandent partout le journal, à Paris chez les libraires, dans les gares en province; que partout où il y a des camarades, ils s'efforcent de trouver des dépositaires.

A tous ceux qui pensent que nous faisons de la bonne besogne à voir s'ils peuvent nous aider.

AU PEUPLE

Flagorner la foule est de tradition républicaine.

Ceux qu'eût le plus incommodés le succès de M. Déroulède, au cours de la journée où ce pantin voulut jouer les conspirateurs, n'ont pas manqué de remercier le « bon peuple » de sa ferme attitude et d'attribuer à sa foi républicaine l'échec du coup de main. Ce qui ne les empêche pas de laisser le « bon peuple » à son dénuement, comme le maître, rentrant au salon, renvoie son domestique à la cuisine après s'être serré contre lui pendant le danger.

Je ne sais pas jusqu'à quel point remerciements et félicitations sont de mise cette fois. Car l'alerte, ni le personnage, ne semblent assez sérieux pour avoir motivé l'intervention du peuple. Le régime de misère et de servitude sous lequel nous crevons est d'ailleurs placé sous la surveillance immédiate de gens qui, se trouvant bien à leur place, se soucient fort peu de se la laisser prendre. Il y eut aussi, comme toujours, ceux qui pensent trop à l'hypothèse où « ça ne réussirait pas ». Les généraux sont, avant tout, des fonctionnaires cupides. Ils vont toujours du côté où la solde est la plus sûre.

Cela ne veut pas dire qu'en face d'un danger réel, le peuple ne marcherait pas. Il est habitué à se battre pour la liberté... des autres. Le peuple est coutumier de ces marchés de dupe où seule une des deux parties tient sa parole. Aux ordres des gouvernements comme aux ordres des patrons, le peuple travaille pour rien. Lui à qui personne, ni boulanger, ni propriétaire, ni gendarme, ni percepteur ne fait jamais crédit, sait faire crédit aux autres. Et de longs crédits. Dans des circonstances à peu près pareilles, à des républicains qui, se sentant menacés, lui avaient fait risette, il fit, un jour, un fameux crédit de trois mois, — trois mois de misère, avait-il dit. Juste le temps de maigrir assez pour n'avoir plus la force d'exiger son dû au jour de l'échéance. Cela ne manqua pas. Tel un créancier importun reçu à coups de botte, le peuple des journées de 48 fut reçu à coups de canon par les banqueroutiers de la République. Le grand seigneur reniant sa dette fut, ce jour-là, un bourgeois sinistre qui s'appelait Cavaignac.

Il se pourrait fort bien que la même histoire recommençât. Car la moralité des bourgeois libéraux qui appellent aujourd'hui le peuple au secours contre les bourgeois césariens n'est pas tellement supérieure. Les républicains de Fourmies et de Panama, du Tonkin et de Madagascar, des lois scélérates et de l'affaire Dreyfus ne valent pas mieux que leurs pères. Peut-être moins. Sur la division du travail entre eux et toi, « bon peuple », leurs idées n'ont pas changé. A toi la corvée de chasser rois, empereurs, jésuites et leurs cliques, à toi les coups et la bataille, à eux le profit. Ces gens-là, sois-en sûr, sont prêts à reprendre leur rôle d'il y a cinquante ans et leur rôle d'il y a vingt-huit ans. C'est à toi de savoir si tu reprendras le tien, ton rôle d'éternel dupé; si tu veux une fois de plus tirer les marrons du feu.

Cela ne veut pas dire qu'il te faille assister impassible aux luttes actuelles. Mieux vaut se battre pour un mensonge, pour peu que l'on y croie, que se laisser adjuger par hasard au premier venu.

Il faut bien, d'ailleurs, que tu fasses les choses que toi seul peux faire et que toi seul as jamais faites. Il est donc entendu que si la vieille réaction relève trop la tête, c'est toi qui l'abattras. Ce sont là besognes d'énergies qui te reviennent de droit. Mais que feras-tu ensuite? Voilà la question. Offriras-tu encore trois mois de misère aux beaux messieurs qui se reposent dans les parlements pendant que tu travailles et que tu crèves? Laisseras-tu encore la race infernale des bavards te chiper la victoire ?

Depuis que tu mesures ta force en la mettant au service des autres, tu devrais savoir pourtant qu'elle est suffisante pour te délivrer de tous tes maîtres, quels qu'ils soient, francs-maçons et cléricaux, militaires et civils, jésuites de religion et de politique, de tes maîtres par le pouvoir et de tes maîtres par l'argent.

Tu viens de le constater, tu vas peut-être le constater bientôt, encore une fois, après tant d'autres, il est impossible de faire quoi que ce soit, ni coup d'Etat ni le reste, sans ta permission ou sans ton aide. Vas-tu enfin comprendre les leçons anciennes et les leçons récentes? Vas-tu rester l'esclave ridicule de ceux qui ne peuvent rien sans toi? Seras-tu longtemps encore le plus puissant et le plus faible? Veux-tu ressembler toujours au cordonnier du proverbe qui, pouvant se faire des souliers, reste le plus mal chaussé?

Puisqu'il te suffit de parcourir la cité en habit de fête et d'emplir les carrefours de tes masses compactes et têtues, pour que les tentatives qui ne te plaisent pas échouent piteusement, il y aurait peut-être mieux à faire, avec cette puissance, que d'assurer la transmission paisible des pouvoirs qui t'écrasent.

Lorsque aux jours de grève générale, par exemple, cent mille travailleurs luttent pour le pain contre la rapacité patronale, — ta place serait peut-être dans la rue, tout aussi bien qu'aux jours d'élections et de funérailles présidentielles.

Puisque tu te mêles de coups d'Etat, à quand le tien? Le coup d'Etat du peuple, par le peuple et pour le peuple!

Ce jour-là seulement tu auras mérité qu'on te crie bravo!

CHARLES-ALBERT.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME (1)

XIII

P.-J. Proudhon.

La doctrine de l'Etat et de l'action parlementaire introduite dans le socialisme par Louis Blanc et les socialistes révolutionnaires, par Ledru-Rollin et les démocrates-socialistes (2), mais développée surtout dans un système de despotisme d'Etat à outrance par Marx et Engels, ne tarda pas, heureusement, à provoquer une protestation énergique de la part des penseurs et des socialistes indépendants. Parmi les voix qui s'élevèrent contre cette doctrine néfaste de l'égalitarisme militaire, du monopole d'Etat et du travail obligatoire pour une « armée du travail, spécialement en ce qui concerne l'agriculture », — la voix de Proudhon était la plus puissante. Aussi fut-il attaqué, maltraité et calomnié par tous les apôtres d'Etat et de soumission, depuis Marx jusqu'aux plus parfaites nullités aspirant à un grade de caporal dans cette armée du travail, dont MM. Guesde et Deville seront les commandants en chef.

« Sophiste, ignorant, réactionnaire, bourgeois,

(1) Voir les numéros qui précèdent à partir du numéro 11.

(2) De nos jours, ils s'appellent social-démocrates.

petit boutiquier », — tels sont les surnoms qu'on lui décernait à profusion, et tout ça parce que Proudhon défendait les droits de l'homme, des groupes et des communes : le mutuellisme dans les relations entre les producteurs libres et autonomes, le fédéralisme dans la vie sociale. On lui en voulait surtout, on lui en veut jusqu'à présent pour avoir opposé, comme il l'a fait, l'anarchie au despotisme des doctrinaires, à leur monopole, à leur discipline imposée à l'humanité sous la forme du communisme d'Etat.

Certainement, Proudhon n'était pas un de ces penseurs ni de ces réformateurs qui ouvrent à l'humanité des horizons et des chemins nouveaux. Il n'avait ni les facultés exceptionnelles d'analyse et de généralisation d'un Ad. Smith, ni le don de pénétration et de haut idéal d'un Fourier ou d'un Robert Owen. Mais si on le compare à un Marx, un L. Blanc ou un Lassalle, je crois bien qu'il leur est supérieur en originalité et en génie. Quand on se souvient de l'histoire de sa vie, on est émerveillé devant l'énergie, la persévérance et l'ardeur qu'il déploya, tout enfant, pour gagner son pain et s'instruire en même temps. Il était facile à L. Blanc, fils d'un inspecteur général des finances, ou à Marx, fils d'un avocat, ou à Lassalle, fils d'un banquier, de s'instruire, de se plonger dans les profondeurs de la philosophie, de l'histoire et de la sociologie. Proudhon, lui, est le fils d'un pauvre journalier, un malheureux, qui, à l'âge de huit ans, garde les bestiaux, et s'instruit en copiant les manuels des autres enfants, ou en se les faisant prêter pour une nuit. Plus tard, il va à l'école sans chapeau — faute d'en avoir — et laisse ses sabots à l'entrée de l'école pour ne pas faire de bruit. Apprenti, il fait son tour de France... Puis, tout à coup, à l'âge de trente ans (1840), il publie son fameux premier mémoire : « *Qu'est-ce que la propriété?* »

Inconnu, sans moyens d'existence, il déclare la guerre à l'ordre existant, non seulement dans ses bases économiques, mais aussi politiques. Il attaque non seulement la politique aristocratique ou constitutionnelle, mais encore la plus radicale, la plus républicaine des politiques... Car, si je ne me trompe, Proudhon le premier s'éleva avec une véhémence incomparable contre le droit des majorités à imposer leurs décisions aux minorités. Selon lui, l'esclavage de penser est reconnu par la loi, comme une chose obligatoire, sous le régime de la majorité.

Le monde littéraire et scientifique, les hommes politiques et le gouvernement reconnurent en Proudhon une capacité de premier ordre : le gouvernement voulut le poursuivre, le monde scientifique et la presse bourgeoise le calomnièrent, mais tous les amis du progrès, les socialistes de toutes les écoles saluèrent en lui le plus courageux et le plus brillant défenseur du peuple. Beaucoup de socialistes et de démocrates révolutionnaires, il est vrai, furent un peu froissés par quelques passages de l'ouvrage; mais sa dialectique si brillante et si hardie, son style si énergique et si plein de fraîcheur ne lui en gagnèrent pas moins leur estime et même leur admiration.

Imaginez l'époque où socialistes et révolutionnaires, comme nous l'avons vu, espéraient accomplir leurs réformes, par l'intervention de l'Etat et par les lois; ajoutez à cela que les ouvrages sympathiques au peuple, comme ceux de E. Buret, de Villermé (1) et autres, que même les écrits de socialistes proclamant le communisme, comme L. Blanc, étaient rédigés en des termes modérés et presque académiques... Tout à coup apparaît un rude et courageux paysan, qui dit à tous ceux qui vivent en dépensant plus de cinq francs par jour (1), que ce sont tous des voleurs! ou encore que ni gouvernement, ni majorité n'ont le droit d'imposer leur volonté aux minorités... Il est évident que tout le monde dut être un peu froissé.

(1) E. Buret, *La Misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paris, 1840. Ouvrage d'une rare et profonde connaissance du sujet et très humanitaire par ses sentiments. L'ouvrage d'Engels, publié en 1845, est une simple compilation à côté de celui-ci.

Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, Paris, 1840.

Cela n'empêcha pas que l'on reconnut dans l'Europe tout entière en Proudhon ce qu'il ne cessa d'être pendant toute sa vie : le champion le plus courageux du bien-être « de ses frères les ouvriers », de l'émancipation de la conscience humaine, de l'affranchissement de l'individu et de la minorité de toute tutelle d'Etat et d'autorité. En prison, en exil, il resta fidèle à cet engagement de sa jeunesse; la mort même le surprit au milieu de cet ouvrage inachevé : « *De la capacité politique de la classe ouvrière.* »

Vers l'époque où parut « *Qu'est-ce que la propriété?* » Paris était devenu le vrai centre où se rencontraient les novateurs, les révolutionnaires politiques, socialistes, littéraires, voire même musiciens. Entre autres jeunes personnalités marquantes, y passèrent Marx, Bakounine, Herzen et Grun, tous socialistes, philosophes et révolutionnaires ardents, et tous, sauf Herzen, néo-hégéliens acharnés. Ils ne tardèrent pas à lier amitié avec le jeune Proudhon, si brillant, si courageux dans son œuvre destructive. Aussi ont-ils tour à tour passé avec lui des jours et des nuits blanches en discussion, en lui enseignant la philosophie métaphysique et la méthode de démonstration dialectique, — démonstration par antithèse, — méthode non scientifique, arbitraire et par laquelle on peut démontrer toutes les absurdités voulues, mais jamais une vérité ni une loi des sciences positives. Depuis son inventeur Zénon d'Elée, — qui prouva par la dialectique cette absurdité, à savoir qu'Achille ne devancera jamais une tortue marchant devant lui à une distance de dix pas, — jusqu'à Marx, qui formula, en une terminologie si doctorale, sa prétendue et absurde loi de la concentration du capital, cette méthode ne fit que rendre moins claires les intelligences les plus brillantes. C'est ce qui arriva à Proudhon.

A partir de son grand ouvrage (1844-1846) : « *Système de contradictions économiques* », qui fut déjà conçu d'après la métaphysique, nous voyons Proudhon se débattant lui-même dans les contradictions (2). Son biographe, J. Langlois, nous dit que Proudhon reconnaissait trois autorités qui ont eu une influence décisive sur son développement intellectuel : la Bible, Ad. Smith, et, en dernier lieu, Hegel. Dans sa jeunesse, écrasé par la misère, dépourvu de toute notion de science inductive, son génie s'exerçait en analysant les légendes et la législation primitive d'Israël nomade et barbare. Le grand ouvrage d'Ad. Smith l'émancipa de toutes les erreurs théologiques, et nous le voyons logique, clair, puissant dans son premier mémoire sur la propriété. Mais Hegel et la dialectique le plongèrent dans des spéculations souvent déplorables. Et ses adversaires ne manquèrent pas de le ridiculiser, surtout Marx, Engels et leurs élèves.

Etrange aberration! Le même Marx, qui était un de ceux qui enseignèrent à Proudhon la dialectique de Hegel, se moquait de lui ensuite et le traitait de sophiste. Pourtant jamais Proudhon n'a commis une erreur aussi monstrueuse et sophistique que la loi fantaisiste de la concentration du capital, qui est comme le chef-d'œuvre de la dialectique sophistique. Jamais non plus il ne justifia, comme Engels, l'esclavage, l'exploitation et toutes les iniquités sociales par des sophismes abominables. Jamais il ne dit, par exemple, que ce fut non pas la force et la violence, mais bien des lois métaphysiques de production qui créèrent l'ordre d'abominations et de désolation actuel. Jamais non plus Proudhon ne propagea cette erreur, à savoir que « toute lutte économique est une lutte de classe, et, comme telle, politique, c'est-à-dire parlementaire et légale », Proudhon était trop Français, trop paysan de bon sens, pour en arriver à des stupidités et à des immoralités pareilles.

(1) En 1848, alors que le journal de Proudhon, *le Représentant du Peuple*, avait une grande circulation, il ne prenait que 5 fr. par jour, comme tous les compositeurs et ouvriers. Les socialistes de nos jours trouvent cela un peu stupide...

(2) Un autre homme de brillante capacité, le grand critique littéraire russe Bielinsky, celui qui était le vrai maître pour Tourguenеff, Dostoïevsky, Tolstoï et Gontcharoff, se débattit pendant des années dans des contradictions énervantes, surtout dans les questions politiques. Chose à noter, ce fut le même Bakounine qui enseigna au critique russe la métaphysique de Hegel. Comme Proudhon, Bielinsky ne connaissait pas l'allemand!

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

DE L'ÉDUCATION ÉVOLUTIVE

J'écrivais dernièrement ici, à propos des événements d'Aniane : « La méthode empirique des récompenses et des punitions n'est plus en rapport avec l'ensemble de nos connaissances scientifiques. C'est elle qui ouvre la porte à tous les abus et à tous les excès. »

A ce sujet, M. Rouxel me prend à partie dans le *Journal des Economistes*, et, non sans une nuance d'ironie, il déclare ne pas vouloir me demander ce que je mettrai à la place des punitions et des récompenses pour obtenir l'instruction intégrale pour tous. Cette réserve est généreuse, car elle pense évidemment m'épargner la confusion de demeurer sans réplique.

S'il eût dû en être ainsi, il m'aurait été facile cependant de renvoyer M. Rouxel à tout ce que les anarchistes ont écrit à ce sujet. J'aurais pu aussi lui conseiller, comme instructive à cet égard, la lecture de l'ouvrage de M. Guyau : *Essai d'une morale sans sanction ni obligation*, dont il paraît n'avoir aucune connaissance. Ces diverses lectures lui eussent évité l'occasion de laisser percer son ignorance des idées anarchistes et eussent écarté de son esprit une trop facile moquerie au profit d'un peu plus de réflexion. Dans les articles que nous publions ici, nous supposons le lecteur au courant des principes fondamentaux de nos théories, déjà posés dans les numéros précédents. Il nous est impossible, à chaque fois, de repasser par la filière déjà parcourue et de ressasser à tout coup un résumé de l'anarchisme.

Si M. Rouxel s'était tenu au courant des articles et des ouvrages que je lui signale, cette réprobation des punitions et des récompenses ne lui eût pas paru si singulière. Il aurait vu que notre conception éducative découle directement de la théorie transformiste, universellement adoptée aujourd'hui dans la science, comme étant la plus conforme aux faits expérimentés et la plus logiquement explicative des phénomènes naturels.

Nous pensons que l'homme, comme tout animal, comme tout végétal, comme tout ce qui existe, n'est ce qu'il est que parce qu'il représente la résultante de toutes les influences d'ordres divers, physiques, climatériques, héréditaires, physiologiques, psychiques, morales, sociales, etc., qui ont agi et qui agissent, isolées ou concomitantes, sur le développement de son individualité. Tout être est le produit de son milieu, tel est le fondement de toute notre conception morale économique et sociale.

Les influences les plus longues, les plus continues sont celles qui modifient le plus profondément l'être et qui le revêtent de ses attributs et de ses caractères distinctifs. Une influence brusque occasionne un trouble passager et ne laisse que peu ou point de trace. Le développement des êtres ne résulte pas d'une série d'accidents, mais d'une lente et régulière élaboration

harmoniquement dirigée par les forces et les influences concurrentes auxquelles ils sont exposés.

Nous avons, ici, la bonne foi de penser et de dire que les vérités découvertes par la science ne doivent pas éternellement demeurer à l'état virtuel de théorie, mais qu'il est conforme au progrès de s'en inspirer et de régler dès à présent sa vie suivant l'enseignement qui en découle.

C'est pourquoi le système des punitions et des récompenses nous paraît quelque peu retardataire aujourd'hui. Il répond à la conception surannée d'un univers formé par une série de cataclysmes et de créations instantanées, se succédant sans aucun lien de causalité, par la vertu magique de la toute-puissante baguette d'un être hypothétique, véritable *deux ex machina* de ces changements à vue.

C'est parce que la science nous apprend que la nature ne fait pas de saut, que l'être ne poursuit son développement qu'au travers d'une série de transformations insensibles, que nous avons une conception toute différente de l'éducation. Pour nous, l'éducation rationnelle doit consister non pas à molester ou à flatter l'enfant tour à tour, mais *à le placer et le faire croître dans un milieu où ses qualités sociables trouveront tout naturellement à se développer*. Le rôle de l'éducateur doit consister, à notre avis, non à réprimer tel ou tel acte particulier, mais à imaginer quel est le milieu, l'ensemble de circonstances éducationnelles ou autres le plus propres à déterminer chez l'enfant l'éclosion des idées et des sentiments qui favoriseront le mieux l'épanouissement de son individualité. La science éducative est toute à fonder sur ces bases.

On ne corrige pas le mauvais pli que prend une plante en exerçant sur elle des violences, mais en la soumettant à l'influence lente et continue d'un tuteur, d'un lien, ou de tout autre procédé, qui peu à peu l'amène, sans lui nuire, à la forme convenable.

Donc, aux influences courtes et brusques que sont les punitions et les récompenses, nous voulons substituer les influences lentes et continues du milieu, intelligemment combiné par l'éducateur. A la place de la méthode accidentelle qu'est la méthode sanctionnaliste, nous voulons mettre la méthode évolutive, étendant en cela à la formation de l'être moral les principes que la science moderne a reconnu présider à la formation et au développement de l'être physique.

Cette conception est vraiment bien saugrenue, n'est-ce pas, Monsieur Rouxel?...

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Coup d'État? — Les nationalistes en général et en particulier Déroulède, Millevoye étant hors concours, sont d'une bêtise qui n'a pas d'exemple. L'affaire Dreyfus, par le jour qu'elle a jeté sur les intrigues et les crimes de l'État-major, les affole, et ils veulent à toute force en finir, au prix de n'importe quel attentat.

Qu'ils voient avec douleur s'aggraver la déconsidération dans laquelle s'enfonce de plus en plus le militarisme, leur idole, rien de surprenant. Mais où éclate leur bêtise, c'est qu'ils attendent que la grande majorité de la population ait été éclairée sur ce qu'elle doit en penser, pour tenter leurs coups de force. Imbéciles! C'est il y a un an, alors que la foule hurlait la mort après Zola, qu'il fallait agir. Aujourd'hui, le peuple sait de quoi il retourne, et l'aide de quelques centaines de braillards embauchés à cent sous par jour n'est pas suffisante à mener à bien un coup d'État.

⁂

Assassinat. — Une nouvelle douloureuse nous est parvenue la semaine dernière. Girier-Lorion est mort. Mort au bagne après un martyre sans pareil. Condamné à dix ans de travaux forcés pour s'être défendu à coups de revolver contre les agents qui venaient l'arrêter la veille d'un jour où il pensait se laver de l'accusation d'être un mouchard, lancée lâchement par les collectivistes, il avait en outre été condamné à mort à Cayenne. Pendant *huit mois*, il attendit dans sa cellule, de jour en jour, que vînt l'instant de son exécution. La nouvelle de sa commutation de peine lui arriva enfin. Mais, épuisé d'un pareil martyre, il finit par succomber. Sa mort est un véritable assassinat à l'actif de la société et particulièrement du bellâtre Félix Faure, qui prolongea son supplice pendant des mois.

⁂

Révolte. — Le respect s'en irait-il! Après la révolte des habitants de Gujan-Mestras, Arcachon et la Teste qu'on voulait empêcher de ramasser le bois mort dans la forêt ainsi qu'ils en avaient l'habitude depuis des siècles, voici un nouvel acte de révolte significatif.

A Torigny-sur-Vire (Manche), deux gendarmes voulurent dresser un procès-verbal à un voiturier qui, à 7 heures du soir, n'avait pas de lanterne allumée. Des voisins entourèrent les gendarmes, les bousculèrent, les frappèrent et la bagarre devint telle que le maire dut intervenir et conseiller aux gendarmes de laisser le voiturier tranquille.

La raison du plus fort est toujours la meilleure, surtout quand à la force vient se joindre le droit.

⁂

Justice militaire. — Devant le conseil de guerre du Mans, un canonnier nommé Sauret est poursuivi pour vol de quelques victuailles à un camarade. Au cours de sa plaidoirie, le lieutenant Le Roux, défenseur de Sauret, fait valoir en faveur de son client les bons renseignements fournis par le lieutenant de celui-ci. Le rapporteur Boxon d'Ormescheville (toujours lui!) réplique vivement. Il déclare extraordinaire qu'à l'enquête faite par le *capitaine* de l'inculpé, on ose opposer des renseignements fournis par un *lieutenant*.

D'après la justice militaire, c'est toujours le plus galonné qui a raison. D'ailleurs, le conseil de guerre n'a pas osé suivre Boxon dans ses fantaisies juridiques et a acquitté Sauret.

André Girard.

⁂

Les Fils. — Marcel L..., vingt ans, fils d'un gros négociant, cambriole le coffre-fort de Monsieur son père, pour les beaux yeux d'une jeune horizontale. Il s'envole avec sa belle, et, quand ils eurent mangé toute la bonne galette paternelle, il se laisse aller à quelques petites indélicatesses. Arrêté.

Alphonse T..., vingt et un ans, est envoyé par ses parents en convalescence chez un oncle, à Bordeaux. Pour les beaux yeux d'une chanteuse, il force le secrétaire de son oncle, puis, muni du beau pognon avunculaire, il enlève son adorée. Hélas! le voyage s'achève au Dépôt.

Ces jeunes bourgeois sont peut-être un peu pressés de jouir; mais enfin ils sont logiques. Ils savent qu'il faut beaucoup d'argent pour bien vivre, et ils en prélèvent un tantinet sur leur part à venir. La plupart des fils ne vont pas si loin : n'osant voler leurs parents, ils se bornent à souhaiter leur mort, qui les fera riches.

Faut-il que nous soyons d'infâmes gredins, pour aspirer vers une famille basée sur autre chose que sur l'argent!

⁂

Écoles chrétiennes. — Les Frères des écoles chrétiennes possèdent dix-neuf cents maisons (1900), qui reçoivent annuellement trois cent vingt-cinq mille élèves (325.000).

C'est à n'y pas croire. En faisant une moyenne de deux élèves par famille, cela fait plus de 160.000 pères de famille qui, chaque année, rêvent pour leur progéniture l'éducation morale et physique qui fut celle du petit Foveau, à Lille.

160.000 imbéciles de cette trempe! Allons, il y a encore de beaux jours sur la terre pour les voleurs, pour les oppresseurs, pour les égorgeurs de peuples.

⁂

A la Caserne. — Le 5e régiment de chasseurs a dû quitter Neufchâteau. Une épidémie de fièvre typhoïde avait fait déjà dix victimes.

A Angoulême, il y a à peine deux mois, plusieurs hommes du 34e d'artillerie moururent de la fièvre typhoïde. Les précautions sanitaires furent si bien prises, que l'épidémie est reparue, et que six hommes viennent de succomber en deux jours.

En paix comme en guerre, l'armée ne semble fonctionner que pour le meurtre. Cette grande famille est un vaste abattoir.

⁂

Conseils de guerre. — Un canonnier au 8e d'artillerie, Javandin, rentre ivre. Il écoute sans sourciller les remontrances de son capitaine, et monte dans sa chambrée, au 2e étage; là, il ouvre la fenêtre et saute. Par grand hasard, il n'est que légèrement blessé. Comme un maréchal des logis accourt, il le reçoit à coups de poings. — Condamné à *mort*.

Fusiller un malheureux, inconscient au point de se jeter par une fenêtre, telle est la justice des conseils de guerre. Elle diffère peut-être un peu de la justice civile, oh! bien peu... Elle diffère énormément de la nôtre.

⁂

Deux cadavres. — Le vieux marcheur de l'Elysée ne marche plus. Mort pour avoir trop fait la noce, on l'a — à nos frais — enfoui sous terre où, nourrissant des bêtes et restituant ses atomes au grand tout, il va enfin devenir utile. Cet enfouissement s'imposait, mais il nous coûte les yeux de la tête. Parce qu'une jeune personne fatigua un vieillard au point de lui faire rendre l'âme, il faut que nous payions des sommes fabuleuses. La loi le veut ainsi.

En même temps, on daignait nous signifier la mort de Girier-Lorion, qui remonte à trois mois. Cet enterrement-là n'a pas dû coûter de grosses dépenses : un sac et une pierre, puis l'estomac d'un requin, j'imagine que c'est là tout le cérémonial. Aussi ce n'était qu'un forçat, un tout jeune homme dont le crime — immense aux yeux des puissants — fut d'avoir dans le cerveau l'image d'une société meilleure. Il n'avait même pas sur la conscience l'agonie des 7.000 soldats de Madagascar.

En toute justice, on ne pouvait traiter de la même façon cet individu et M. Félix Faure.

R. Ch.

Belgique.

Namur. — La *Bataille*, de Namur, qui, jusqu'à ce jour, avait été sinon anarchiste, du moins socialiste antiparlementaire, tout comme un simple Dupuy, change son fusil d'épaule et patronne, pour les prochaines élections qui vont avoir lieu en Belgique, la candidature de Paul Janson.

Nous regrettons bien vivement ce changement de tactique de nos ex-camarades de Namur.

Allemagne.

Chers camarades,

Ayant lu la lettre du camarade de Prague, je suis enchanté que les Bohémiens soient si avancés vers notre idéal. Au contraire, il me faut avouer qu'ici, à Munich, dans l'abrutissante et ennuyeuse domination de la bière, la social-démocratie des Vollmar et des Birk règne militairement. L'ami Tcherkesoff les connaît à fond, et je voudrais même qu'il fît ressortir encore plus leur besoin de domination. Dans leur nouvelle organisation, ils ont élu des chefs de section qui ne laissent faire de conférences qu'à ceux qui sont patentés par le ministère social-démocratique, c'est-à-dire par le *Wahlverein*. C'est une machine à voter et à payer les parlementaires dans les assemblées parlantes, à Berlin et à Munich. Ceux qui n'appartiennent pas à cette machine à élections sont considérés comme de faux frères, inconscients et soupçonnés d'être des mouchards. « La religion est chose privée » : voilà le dogme saint des prêtres de la social-démocratie de Munich. Celui qui critiquerait un député serait un criminel de lèse-majesté. Les séances du Wahlverein ne sont pas publiques, et il faut en devenir membre pour pouvoir « assister à ses travaux ».

Les social-démocrates « conscients » sont des ennemis acharnés de l'éducation intégrale, car la « religion est chose privée » et il n'y a que le parlementarisme qui peut créer la justice, l'ordre et le bonheur pour tous. — L'ami Kropotkine avait tort quand il écrivait l'autre jour que « même pour être social-démocrate, il fallait *penser* ». — Les social-démocrates d'ici se disent internationaux, mais ils sont en réalité de bons patriotes. (Voyez Schippel en Allemagne et Jourde en France.)

Même les syndicats ouvriers sont sous la domination souveraine de la social-démocratie infaillible. Un député « sauvage » (sans parti, caméléon poli-

tique bariolé) a été élu pour la diète de Berlin par les nationaux-libéraux et les « noirs », ultramontains ou catholiques : c'est-à-dire que francs-maçons et jésuites se sont unis au ballottage pour ne pas élire le social-démocrate Birk.

Voilà, chers camarades, le bilan de la comptabilité commerciale et de la boîte parlementaire! — En allemand, on appelle cela un commerce de vaches :

« Die allergrœssten *Kælber*
« Wæhlen sich ihre Metzger *selber*. »

« Les veaux les plus grands
« Elisent leurs bouchers eux-mêmes. »

Vous voyez que l'avachissement est aussi international que d'autres « balançoires », comme l'a dit si bien Clovis Hugues, si je ne me trompe.

Autrefois il y avait des Lese-Vereine (groupes d'études sociales) qui étaient autonomes. Ils ont été dissous par le club électoral (Wahlverein) et centralisés en un seul qui fait faire des conférences par des orateurs brevetés du « ministère » de la *München Post*, organe « social-démocrate ». Nous autres libertaires avons été dénoncés comme malfaiteurs. — Moi, personnellement, j'ai été inscrit dans le procès-verbal de la « Freireligiœse Gemeinde », cercle anticlérical (dont tous les membres se sont exclus volontairement des différentes églises), comme fou.... Déclarer fou quelqu'un, c'est le dernier refuge des coquins!

Etats-Unis.

Il est étonnant et merveilleux en même temps de constater, pour nous anarchistes surtout, comme les Etats jeunes, riches et relativement florissants, s'engouffrent par eux-mêmes dans les aventures les plus dangereuses qui doivent fatalement aboutir à leur destruction. La bourgeoisie accomplit contre elle-même plus de travail de démolition que toute notre propagande depuis cent ans.

Rien ne peut la retenir, ni les exemples des malheurs d'autrui, ni les réflexions les plus élémentaires. Elle s'élance dans l'abîme avec toute la vigueur de ses forces.

Voici les Etats-Unis engagés dans une aventure qui leur coûtera cher. Je ne parle pas du côté sentimental de leur conduite, indigne au sujet de Cuba et des Philippines. Pour peu qu'on connût le caractère éminemment spéculateur et pratique de ce peuple, on devait s'attendre, non pas à un mouvement généreux en pure perte, de leur part, mais à une opération calculée et surtout très rémunératrice.

Ni Cuba, ni les Philippines ne seront libres; ou, au moins, les Etats-Unis feront de leur mieux pour qu'elles ne le soient pas.

Y réussiront-ils? Je ne le crois pas, facilement du moins.

En tout cas, l'occupation de ces colonies, même étant un fait accompli, entraînera fatalement la ruine de ce pays qui — à cause de sa politique modeste et contraire à toute mégalomanie — semblait jouir d'une vie plus florissante et plus aisée que toutes les vieilles nations agonisantes d'Europe.

D'abord la politique d'expansion coloniale a été le prétexte pour le parti militaire d'augmenter sa puissance d'une manière définitive. On a déjà décrété l'accroissement de l'armée, et cela était attendu avec une vive impatience par la bourgeoisie, qui, ayant à défendre ses capitaux, se préoccupait surtout des menaces répétées des ouvriers, des tentatives de grèves qui ont eu lieu ces derniers temps. Maintenant, le parti militaire pourra envoyer rapidement au secours des capitalistes menacés par les prolétaires, les braves enfants de la patrie, armés de fusils dernier modèle....

L'enfance heureuse de ce nouveau-né, le militarisme, lui fait pardonner toutes les fautes qu'il commet dans son inexpérience. Il est vraiment l'enfant gâté de ce peuple inconscient. En voici un exemple. Un certain Eagan, général, ayant voulu trop devancer les temps, se mit d'accord avec les gros fournisseurs civils de l'armée, pendant la dernière guerre, pour faire avaler aux pauvres soldats qui se battaient à Cuba et ailleurs tout un *stock* de viande pourrie, dont on avait arrêté la décomposition par des acides vénéneux. Ici, par une ironie spirituelle et cynique, on l'appelle « la viande *embaumée* ». Des centaines de soldats sont tombés victimes de cette affreuse spéculation. Seulement, le *brav'* Eagan, trop jeune, n'était pas encore à la hauteur de son époque. Il avait refusé, par mesquinerie, un petit pourboire à son collègue Miles, commandant en chef des troupes à Porto-Rico, qui aurait dû fermer un œil, et même tous les deux, sur l'épidémie artificielle à laquelle succombaient ses soldats, *pour excès de nourriture*....

Miles voulut se venger, et, dès son retour, dévoila tout. Eagan voulut se défendre et protesta hautement de sa loyauté. (Vous savez quelque chose de ces hautaines protestations militaires, camarades de France.....) Mais une commission d'enquête et des experts (il ne s'agissait pas d'expertises graphologiques) durent reconnaître que la viande en question était pourrie et empoisonnée. Bref, on dut prendre des mesures contre Eagan. *Et on le mit en retrait d'emploi pour une période de six ans, avec droit à son appointement entier.* L'assassin gradé était puni.

Je suis peut-être optimiste, mais je crois qu'en d'autres pays un tel scandale aurait provoqué, au moins, quelques tentatives de rébellion populaire..... Ici, personne n'a bougé. Les journaux n'ont même pas protesté. Quelques-uns, les plus sérieux, ceux *qui s'en moquent*, comme le *New-York Herald*, plaisantent sur l'histoire... agréablement.

Comme vous voyez, la situation se prête merveilleusement à notre œuvre de démolition. Le côté politique surtout s'effondre sous nos attaques. Les lâchetés des sénateurs qui se sont fait acheter par les milliardaires le vote du traité de paix, contre lequel ils avaient d'abord protesté, est caractéristique. Comme il manquait deux voix pour atteindre les deux tiers des votants, les journaux ont raconté que le président du Sénat et d'autres sénateurs appelèrent leurs deux collègues les plus connus pour leur vénalité, et qu'il y eut des *pourparlers* entre eux. Vous devinez de quel genre de pourparlers il s'agit.

Naturellement, en face de tels faits, notre propagande se trouve très facilitée, et nous en profitons. Pour celle de langue anglaise, c'est la vaillante camarade Emma Goldmann qui s'en charge, et qui accomplit sa tâche avec une ardeur et un entrain merveilleux.

Petite, vive, très sympathique, lorsqu'elle mène de la tribune ses charges à fond contre la société, accompagnées de gestes énergiques, l'auditoire, même le plus indifférent, se laisse entraîner aux applaudissements. Lorsqu'elle fixe sur la salle ses yeux froids et verts — *green sea* — comme on dit ici, la foule silencieuse et attentive la suit dans les chemins profonds qu'elle ouvre à travers la société bourgeoise avec la pioche de sa critique démolisseuse.

On craint tellement sa propagande qu'on est arrivé, comme tout dernièrement à Barre, à interdire ses conférences. Et cela paraît énorme ici, où jusqu'à présent on nous a laissé une complète liberté de parole.

Pour la propagande de langue italienne, c'est le camarade P. Raveggi, bien connu des lecteurs des *Temps Nouveaux*, sous son pseudonyme d'*Evening*, qui va partir sous peu pour une longue tournée de propagande, à travers les nombreuses colonies d'Italiens où l'idée n'a pas encore pénétré.

Ici, à la *Questione Sociale*, nous allons donner à la propagande écrite un nouvel essor; notre petit journal se répand de plus en plus, et a dû augmenter considérablement son tirage.

De nouvelles brochures seront sous peu éditées par un groupe de camarades, et cette Bibliothèque commencera par la publication entière de la première traduction italienne de la *Conquête du Pain*.

G. Ciancabilla.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Notre camarade Jean Manganaras publie à Athènes, sous le titre : *Bibliothèque anarchiste*, tous les ouvrages anarchistes en grec. L'édition a commencé du 1er janvier, en petites brochures. Les premiers ouvrages sont : *La Société au lendemain de la Révolution*, par Jean Grave; *L'Esprit de la Révolution*, par P. Kropotkine, et la 2e édition de : *Aux Jeunes Gens*, par le même auteur. Ces brochures paraissent dans les premiers jours de chaque mois.

⁂

Cours de l'Ecole libertaire de la semaine :

Lundi : Histoire, par M. Collière (Napoléon Ier). — Mardi : Mécanique, par Perrare. — Jeudi : Physiologie, par Henry Christian ; Géologie, par Ralph. — Samedi : Dessin raisonné, par Charpentier.

Les cours ont lieu le soir, à 8 h. 1/2, hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente.

Pour tout ce qui concerne l'école, s'adresser au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Dictionnaire La Châtre, livraisons, 17, 18, 19, 20, Librairie du Progrès, 11, rue Bertin-Poirée.

Pour devenir médecin, par le Dr Michaut; Petite encyclopédie populaire, n° 9, 1 fr., chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères, Paris.

Le Coltineur débile, par Jérôme et Jean Tharaud; 1 fr., chez Georges Bellais, éditeur, 17, rue Cujas.

La Définition du Socialisme, par Laterrade; 1 broch., 0 fr. 10, Librairie Socialiste, 78, rue de Choiseul.

Sébastien Gouvés, par L.-A. Daudet; 1 vol., 3 fr. 50, chez Charpentier, 11, rue de Grenelle.

Le Livre de la Jungle, par R. Kipling; 1 vol., traduit de l'anglais par L. Fabulet et R. d'Humières, 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

Poèmes, troisième série, par E. Verhaeren; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 15, rue de l'Echaudé.

L'Antisémitisme, par César Lombroso, avec préface de Paul Brousse; 1 vol., 2 fr. 50, chez Giard et Brière, éditeurs, 16, rue Soufflot.

Socialisme et Philosophie, par Ant. Labriola; 1 vol., 2 fr. 50, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

A lire :

Girier-Lorion, par H. Hanriot; *Progrès du Havre*, 25 février.

Nous avons retrouvé quelques *Péril anarchiste*, que nous pouvons laisser à 1 fr. 25 franco.

Dernières brochures parues : *Les Déclarations* d'Etiévant, couverture par Jehannet; *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, couverture de Rysselbergh; *La Propagande socialiste*, par P. Lavroff; *La Mesure du temps*, par Stackelberg, couverture de Charpentier, 0 fr. 15 l'ex. franco, 7 fr. le cent.

VIENT DE PARAITRE

Sous la Casaque, par G. Dubois-Desaulle; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock; dans nos bureaux, 2 fr. 50. C'est le récit des tortures et des injustices subies par notre camarade, envoyé à Biribi pour avoir reçu un paquet de brochures.

Arabesques, par Retté; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte; 2 fr. 75 franco.

L'auteur en a remis 6 exemplaires pour être vendus au profit du journal.

Portrait de *Cafiero*, gravé par Barbottin. L'épreuve en simili-japon, 0 fr. 50; en tube, franco 0 fr. 60.

Déjà parus, dans la série sur Hollande :

Proudhon, en tube, franco... 0 fr. 60
Bakounine, — ... 0 fr. 60

PETITE CORRESPONDANCE

X., à Roanne. — Nous n'avons pas cette brochure; si nous pouvons nous la procurer, nous vous l'enverrons.

Evening. — Nous avons égaré votre adresse, rappelez-nous-la.

T. N. G. — Si donnez suite à l'idée, entrevue nécessaire. Serai libre le 31 mars.

Le camarade Lévêque, charpentier, paierait 40 fr. pour les outils qu'il a donnés à la colonie libertaire, moyennant remise des dits outils. S'adresser au journal.

Reçu pour l'école libertaire : E. D., à Verviers, 5 fr. — C. F., 2 fr. 75. — Versé au cours de Quillard, remis par Jamin, 2 fr. 80.

Pour le journal : V. P., 5 fr. — J. T., 0 fr. 75. — Montal, 1 fr. 05. — C. F., 3 fr. — Un groupe de peintres en décors (E. V), 2 fr. 50.

Pour la brochure à distribuer : Le compagnon Meyer, 2 fr. — Un bouif révolutionnaire, 2 fr. — Un youpin anarchiste, 2 fr. — L. Co..., 2 fr. — Maître, 2 fr. — Un pendard, 1 fr. Total, 11 fr. — E. D., Verviers, 13 fr. — C. F., 3 fr. — H. F., 1 fr. — Merci à tous.

P., à Angers. — V., à Nîmes. — B., à Roubaix. — G., à Cavaillon. — C., à Béziers. — G., à Arles. — Coop, à Lyon. — M., à Bruxelles. — Z., à Genève. — V., à Marseille. — F., à Funchal. — F., à Liège. — H., à Vienne. — M., à Rennes. — F., à Saint-Etienne. — M., à Reims. — B., à New-York. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE

QUATRIÈME ANNÉE, N° 46 DIX CENTIMES DU 11 AU 17 MARS 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Un certain nombre de camarades s'étant plaints qu'il n'y avait plus de supplément, nous avons fait le maximum des efforts possibles pour en donner un cette semaine. Nous tâcherons de continuer, si l'on nous vient en aide.

L'AMOUR LIBRE

FRAGMENT.

L'amour libre! Voilà deux mots qui sonnent aujourd'hui à beaucoup d'oreilles comme l'expression d'un idéal nouveau. Car on n'a pas à tenir compte, il va sans dire, des gens qui entendent ou feignent d'entendre, par là, le retour à la promiscuité des premiers âges, l'accouplement au hasard des caprices et la bride lâchée aux passions.

Mais si l'idéal de l'amour libre en est un réellement, il reste encore vague et mal défini, entendu tout au moins de façons diverses. Et il importe grandement de l'éclaircir.

L'amour libre, ce n'est pas seulement le loisir de contracter l'union sexuelle en dehors de toute formalité, de toute paperasse et de la rompre de même. Ce n'est pas simplement la fin de l'esclavage des unions légales.

Il y a, dans cette formule où tient l'avenir de l'union sexuelle, quelque chose de plus profond, de plus complet. La liberté de l'amour n'est pas chose tellement simple qu'un paragraphe du Code puisse la décréter.

En parlant d'amour libre, nous ne devons pas viser seulement la manifestation de telle ou telle volonté sexuelle, mais, d'une façon générale, l'amour comme loi virtuelle de notre reproduction, ou, mieux encore, la destinée de notre vie sexuelle parmi les nécessités de notre vie individuelle et sociale.

Nous savons, en effet, que l'amour, autour duquel furent menées tant de discussions pédantes, n'est autre chose que la forme d'attraction sexuelle propre aux êtres parvenus à un certain degré de développement et, par le fait même, une nécessité morale de leur reproduction.

Mais nous savons aussi que dans la société actuelle, société d'argent, d'exploitation, de misère, de concurrence et de surmenage, la loi d'amour se heurte à mille obstacles, mille entraves, mille coercitions. Nous ne sommes guère plus avancés, à ce point de vue, qu'aux âges lointains, où l'amour des sexes n'existant pas, la société n'avait pas à en tenir compte. Le monde moderne est l'ennemi féroce de l'amour. Par suite du brigandage capitaliste, toutes les énergies étant détournées vers la vie matérielle en ce qu'elle comporte de plus élémentaire, le souci de nourrir son corps, il ne reste presque plus rien pour le problème élevé de la vie de l'espèce, pour l'activité altruiste de l'amour. De sorte qu'en ce désordre abject, en cet irrationnalisme où nous maintient la volonté des plus riches et des plus forts, l'union des êtres est décidée par le hasard quand, chose plus triste encore, elle n'est pas utilisée comme un moyen pour la rapacité capitaliste.

La société bourgeoise, en effet, sait asservir et exploiter ce mode de notre activité comme tous les autres. Parce que, antagoniste du capital, l'amour est de nature à lui porter ombrage, celui-ci, ou bien l'empêche de se développer, de s'épanouir largement, ou bien le plie à ses vues.

Les résultats de cette exploitation s'appellent, nous l'avons vu, la prostitution et le mariage bourgeois. Et quand nous disons mariage bourgeois, ces mots ne signifient pas la forme conjugale réservée à la seule bourgeoisie, mais l'union selon l'idée et le credo bourgeois, la seule compatible avec l'ordre bourgeois.

La prostitution et le mariage, le voilà réel, évident, tangible l'amour esclave. Ou plutôt, voilà ses résultats. Ce sont les satisfactions compensatrices où se trouvent réduits, par les mœurs sociales actuelles, les individus frustrés de leur droit à l'amour.

Le mal est immense. Il étreint la société tout entière. Et il en est bien peu qui puissent se flatter d'y échapper. Il n'est personne même qui puisse se flatter de connaître l'amour libre dans un monde où l'amour est asservi. Si quelques-uns le prétendent, n'ayant pas aperçu d'obstacle immédiat à leurs sentiments, ceux-là se trompent, car il est impossible que leur vie sexuelle, d'une façon ou de l'autre, ne se soit pas ressentie de l'hostilité sourde que réserve à l'amour la société présente.

Façonnés par un milieu où l'amour tient la place d'un paria, forcés de nous soumettre bon gré mal gré aux exigences de ce milieu, notre vie sexuelle en gardera nécessairement l'empreinte.

De l'antagonisme entre l'amour qui veut se manifester et le capital jaloux qui le malmène et le proscrit, cherche à le terrasser et à le vaincre, de cette lutte nous ne nous apercevons que lorsqu'elle se traduit par un conflit violent dont nous sommes nous-même le théâtre. C'est ce qui arrive quand, au moment de l'amour, telle de nos volontés se heurte à tel obstacle précis. Alors nous comprenons plus ou moins, et parfois nous nous révoltons. Mais du lent et sourd travail par lequel la société actuelle enlize notre faculté d'aimer, de l'impossibilité où nous sommes d'exercer cette faculté dignement et librement, mais des corruptions et des déchéances où, sur ce point comme sur les autres, la vie sociale nous sollicite, de tout cela nous ne pouvons nous rendre compte que par une réflexion assez intense. Et c'est en tout cela, justement, que réside la servitude de l'amour. C'est parce qu'il nous est impossible — même le voudrions-nous — de réserver pour l'amour le domaine sexuel; c'est pour cela que l'amour n'est pas libre.

L'amour libre, c'est donc l'amour libéré de toutes les entraves qui jusqu'ici l'ont empêché — dans une si large mesure — de présider à l'union des sexes. C'est, croyons-nous, dans ce sens profond et complet qu'il faut entendre ces deux mots si l'on veut en faire, non pas une formule vaine, mais l'exacte expression du renouveau qu'on souhaite dans les rapports des sexes.

Quand il y aura assez de bien-être, de dignité et de loisir dans la vie sociale pour qu'à chacun soit permis de résoudre par l'amour le problème sexuel, quand aucune nécessité insurmontable ne nous détournera plus d'une opportune et digne solution de ce problème, quand les duretés économiques ne condamneront plus personne aux seules satisfactions bestiales de la chair, quand personne ne sera plus encouragé ni façonné par le milieu aux spéculations conjugales, quand on ne verra plus d'homme contraint d'user, comme d'une vile marchandise, du corps d'une femme, ni plus de femme obligée de se vendre, alors vraiment, mais alors seulement l'amour sera libre.

Et l'amour ainsi libéré fera de toute nécessité l'union libre, c'est-à-dire la faculté de conclure à sa guise l'union conjugale, de la rompre de même et de conserver pendant qu'elle durera toute son indépendance. Car si l'amour n'est pas libre, aujourd'hui, au sens légal, c'est qu'il ne l'est pas et ne l'a jamais été encore au sens social. La tradition barbare qui organise l'union des sexes à la façon autoritaire et dont la femme surtout porte le poids, nous l'avons héritée d'une époque où la propriété individuelle importait seule ou à peu près dans la constitution du couple humain et de la famille. Les lois qui continuent cette tradition et en assurent le respect n'ont encore tant de force que parce qu'elles sont représentatives d'intérêts encore tout-puissants. Et si elles ne nous paraissent pas trop insupportables, c'est que les préoccupations des futurs époux sont presque toujours, d'une façon directe ou détournée, orientées, comme les lois, vers les intérêts pécuniaires.

Une fois l'union sexuelle débarrassée des forces sociales qui s'en servent comme d'un moyen, l'intérêt de cette union ne pouvant plus être qu'en l'union elle-même, les contractants en seront laissés seuls juges et seuls maîtres. Un consentement ne sera plus exigé de gens étrangers à cette union. Quand ce ne sera plus un dogme social — dogme social justifié par un régime économique défini — que l'union des sexes est indissoluble, on ne verra plus de malheureux enchaînés par la loi en un mutuel es-

clavage. Pour s'unir ou se désunir, hommes et femmes ne seront plus tenus à des simagrées humiliantes en face de magistrats que ces choses ne regardent nullement.

(*A suivre.*) CHARLES-ALBERT.

LOUBET RÉGNANT

Si l'on en croit la clique nationaliste et antisémite, Loubet est l'élu des dreyfusards et des sans-patrie. Des dreyfusards peut-être, mais des sans-patrie, — car nous en sommes — jamais. Loubet ou Méline, que nous importe? Nous n'avons pas à préférer un maître, nous n'en voulons ni pour nous ni pour personne.

Que nous importe qui nous tondra, de Gamelle, de Méline ou de Loubet, à nous qui ne voulons pas être tondus du tout?

N'est-ce pas toujours l'esclavage pour les uns et la joie pour les autres, l'opulence d'un côté et la misère de l'autre? Les mineurs n'en iront-ils pas moins narguer le grisou pour le plus grand bien de quelques capitalistes?

Cependant, puisque le hasard nous a donné Loubet pour maître, il est bon, croyons-nous, de rappeler son rôle passé à notre égard.

Pour nous, le nom de Loubet restera toujours accolé à celui de Reinach. C'est Reinach qui interpelle et c'est Loubet qui fait voter les premières lois contre les anarchistes. Ces deux politiciens ont les mêmes droits à notre exécration.

Dans la séance du 17 novembre 1892, Loubet remerciait en ces termes ses valets du Palais-Bourbon :

« Nous vous avons demandé de renforcer la police; vous l'avez accordé. Nous avons demandé une loi qu'on appelle imprudemment : la loi sur la presse, c'est celle que nous discutons. Nous vous avons proposé enfin une troisième mesure : c'est une loi sur la fabrication, la détention, le transport et l'emploi des explosifs. »

Et tous d'applaudir.

Dans la même séance, reconnaissant l'infamie des lois qu'il proposait, Loubet, pour flatter sa meute et pour leur donner un semblant de raison, déclarait que les ouvriers français étaient les mieux payés et les plus heureux des ouvriers; donc qu'ils étaient mal venus à se révolter. Et la meute servile approuvait.

Loubet, pour nous anarchistes, c'est l'homme des lois scélérates : nous ne pouvons, ni ne devons l'oublier. Ces lois ont été appliquées. Il y a au bagne des hommes qui, bien plus que l'ancien capitaine d'artillerie, ont droit à toutes nos sympathies. Malgré les passions du moment et dans la tourmente des faits quotidiens, nous ne pouvons les oublier. Dreyfus, c'est bien; les nôtres, c'est mieux. Au bagne! les uns pour un discours, d'autres pour une parole ou une chanson.

Beaucoup sont morts assassinés par les gardes-chiourme. Ces jours-ci encore, n'avons-nous pas appris la mort de Girier-Lorion?

Pour tout cela, Loubet nous est aussi odieux que Carnot, car si celui-ci laissa tuer Vaillant qui n'avait pas tué, celui-là fut cause qu'il y a au bagne des hommes qui n'ont pas commis d'autre crime que de penser que tout n'est pas pour le mieux dans notre société.

Qu'il serve leurs plans, Loubet sera demain l'homme des nationalistes, l'homme providentiel. Les anarchistes, quoi qu'il advienne, n'en ont que faire.

Loubet régnant, nous ne pouvons rien en augurer de bon. Il est et restera, avec Reinach, l'homme des lois scélérates, l'homme que nous exécrons.

PAUL DELESALLE.

ÉGALITAIRES

A quelque parti qu'on appartienne, quelle que soit l'épithète dont on affuble des opinions plus ou moins désintéressées, combien peuvent se dire sincèrement égalitaires? Cette fameuse devise républicaine est décidément une trinité de grands mots vides qui ne répondent à aucune réalité. Même à une dose infinitésimale, nous ne la voyons suivie d'aucun effet dans la pratique, d'aucune application dans la vie courante. Tous les faits la démentent et elle passe les limites permises du grotesque et de l'odieux. Égalitaires! non vraiment, nous le sommes encore moins que fraternels ou libertaires, et ce n'est pas peu dire.

A des degrés divers, nous avons la manie des titres, des distinctions, du signe apparent des différences sociales. Maintes fois la chronique a souligné ce travers puéril, raillé l'amour du ruban et autres glorioles qui font pitié : mais qui donc a pu dire que le ridicule avait déjà tué quelque chose? Il n'y a que l'autorité scélérate et l'argent assassin qui, chaque jour, tuent les résignés, les veules qui ne savent pas résister.

Partout, en chemin de fer, au spectacle, dans les fêtes et réunions, grâce à des petits cartons de couleurs variées, nous nous parquons en catégories bien distinctes, évitant ainsi les promiscuités fâcheuses. Et tous se regardent, comme chacun sait, avec des yeux où ne brille pas cet éclair de la sympathie dont parlait ce poète aimable dépaysé sous la livrée soldatesque.

Dans ces sociétés si nombreuses d'aide et d'admiration mutuelles qui servent de tremplins aux politiciens, et n'apportent qu'un soulagement bien illusoire à la misère des salariés, il n'est pas un président ou secrétaire qui ne se pare de son titre avec une ostentation du plus haut comique; c'est là que le choix de l'insigne, du costume, et de ce fameux galon par lequel se mènent les peuples, prend une importance énorme. Il ne s'agit pas d'être quelqu'un pourvu qu'on soit quelque chose et que ça paraisse! Du plus humble au plus puissant, il semblerait qu'une joie mauvaise soit ressentie à dominer, à éclipser son semblable; du moindre avantage physique ou moral, les meilleurs eux-mêmes ne peuvent s'empêcher de tirer une secrète vanité.

Dans un tel état d'esprit, comment tant de soi-disant réformateurs pourraient-ils concevoir une société où la satisfaction de tous besoins serait assurée, sans qu'il soit tenu compte de l'inégalité des aptitudes et de la somme de travail libre fournie par les individus? Même chez certains socialistes, dont les projets d'organisation comportent une hiérarchie qui, par essence, sera toujours négative de l'égalité, on ne voit pas les intelligences se libérer de cette tyrannie des mœurs, du préjugé qui fait regarder l'égalité sociale comme une utopie irréalisable. Utopie est bientôt dit, d'ailleurs. Il est entendu que toute idée généreuse est utopique. C'est le « tarte à la crème » de ceux qui se contenteraient de modifier les apparences, tout en gardant le fond des choses. Il ne s'agit pas de faire changer de mains l'assiette au beurre. C'est sa suppression pure et simple que nous voulons, convaincus que nous sommes que la seule chimère, la véritable utopie, c'est la possibilité du « bon gouvernement » à 25 francs par jour ou même gratis.

Il faut le dire bien haut, dussions-nous refroidir encore les tièdes, les indécis, ce qui fait la faiblesse et la force de l'anarchie, c'est son mépris sincère, raisonné et philosophique de tout ce qui flatte la vanité et l'amour-propre des individus. Sa faiblesse, puisque ces passions mesquines exercent sur le plus grand nombre un attrait irrésistible; mais surtout sa force, puisqu'elle nous élève au sentiment de notre dignité, nous estime à notre valeur intrinsèque, et nous fait regarder nos semblables non comme des rivaux ou des ennemis, mais comme des associés et des collaborateurs poursuivant la grande œuvre humaine, but suprême de tant d'efforts : la recherche du bonheur.

Nous trouverions la pierre de touche, le critérium des vrais sentiments égalitaires dans l'expérience suivante : consulter les ouvriers d'une usine quelconque où le salaire peut varier de 1 à 5 francs, leur demander la mise en commun de ces salaires et leur égale répartition sur la masse. Ce n'est pas plus malin que cela. La voilà bien, la vraie justice et l'égalité parfaite. Tous ont dépensé le même effort pendant le même espace de temps; tous ont les mêmes besoins et ont droit à la même rémunération. Eh bien! nous sommes fixé sur l'accueil qui serait fait à une semblable proposition, nous savons avec quelle unanimité tous nos réformateurs platoniques s'empresseraient de la repousser.

C'est à qui trouverait des raisons pour justifier une rémunération plus élevée, tant nous sommes enclins à nous cramponner aux privilèges, tant les sacrifices nous paraissent une inévitable fatalité.

Il n'en manque pas, par le monde, de gens bien intentionnés, que la vue de la misère paraît émouvoir et partisans de toutes les réformes... à la condition qu'elles ne les atteignent pas. C'est toujours le voisin qui doit payer les pots cassés. Rien ne prouve mieux l'inanité de ces soi-disant réformes qui ne sont que des déplacements d'abus. Qui veut la fin veut les moyens. Et il est naïf de s'imaginer que la bourgeoisie, par la voie de ces réformes toujours ajournées, sacrifiera la moindre parcelle des privilèges qui lui assurent sa suprématie politique et économique.

Donc salariat et autorité sont incompatibles avec l'égalité que nous voulons, et qui ne se réalisera qu'en la commune libre de l'avenir. Refaire une autre mentalité pour préparer l'avènement de ces temps nouveaux doit être l'œuvre de l'éducation anarchiste. Sans doute, le livre et le journal, s'ajoutant à l'éloquence des faits, entament peu à peu les opinions traditionnelles, les préjugés des hommes faits. Mais réjouissons-nous de voir en voie de réalisation des tentatives courageuses d'enseignement libertaire. Par elles se fera la révolution intellectuelle et morale qui proclamera l'égalité absolue de tous les hommes dans la nature et dans la société.

SEVERIN.

TROP " ÉCONOMISTE "

Tant que le socialisme se manifesta seulement par des déclarations généreuses, des constructions idéales de cités futures, des insurrections dont les vainqueurs étaient embarrassés ensuite de la victoire, ou encore par la fameuse conquête des pouvoirs politiques, les bourgeois dormaient tranquilles. Maîtres de la production et de l'échange, en connaissant seuls certains secrets, ils savaient n'avoir rien à craindre tant que la lutte ne s'engagerait pas de ce côté.

Il n'en est plus tout à fait de même aujourd'hui où le socialisme a pénétré enfin et sérieusement, semble-t-il, sur le terrain même qu'il est appelé à transformer, c'est-à-dire le terrain de la production et du travail, aujourd'hui où il s'accroche enfin à des réalités après avoir si longtemps suivi des chimères.

J'admets très bien que cette évolution du socialisme, ou plutôt cette véritable phase de réalisation dans laquelle il entre, avec la propagande au sein des bourses du travail et des syndicats, soit de nature à gêner la classe des exploiteurs et que les « économistes », leurs

représentants officiels, regimbent. Mais ce n'est peut-être pas une raison pour abuser les lecteurs d'une revue, en leur exposant de travers ce dont on prétend leur rendre compte.

C'est ce que fait pourtant M. Rouxel, en un article bibliographique du *Journal des Economistes*, à propos de ce que je publiai ici même, il y a quelques semaines, sur la grève générale et sous ce titre : *Réflexions après la grève*.

M. Rouxel me reproche d'avoir écrit : « Désorganiser la production, tarir les sources de la vie, tel est le but évident de toute grève générale. » Et il laisse entendre que je vois là un but d'action se suffisant à lui-même. Je ferai remarquer à M. Rouxel qu'au cours de ces pages d'où il extrait *trois lignes*, je ne vise pas le moins du monde l'occurrence d'une grève générale victorieuse donnant accès immédiat à un nouvel ordre social, mais le bénéfice moral des essais successifs de grève générale, qui vont se produire à coup sûr maintenant et d'où les travailleurs retireront, ainsi que de l'idée même de grève générale, une conscience plus forte de ce qu'ils sont et de ce qu'ils peuvent s'ils savent vouloir. Après la phrase qui scandalise si fort M. Rouxel venait en effet celle-ci qu'il eût été peut-être honnête de citer : « Or les travailleurs ne peuvent nourrir ce projet (désorganiser, etc...) sans avoir compris qu'ils sont indispensables à la vie sociale, qu'ils sont la vie sociale elle-même, qu'une seule chose est utile, le travail, un seul être utile, le travailleur. » Tel était le seul et véritable sujet de mon article, ce dont ne peuvent se douter évidemment ceux qui se fient à vos comptes rendus, ô Monsieur Rouxel.

Ceci dit, je veux bien répondre à vos critiques, quoiqu'elles soient tout à fait hors de propos. Vous dites : « Après avoir désorganisé la production, si vous ne savez pas réorganiser, l'organisation antérieure renaîtra spontanément, comme l'eau reprend son niveau; et si vous savez organiser, que ne le faites-vous avant la grève générale? » Mais justement, nous savons organiser et nous organisons. Comment pouvez-vous en douter après avoir vous-même cité, quatre pages plus haut, le passage suivant coupé dans la belle étude de notre ami F. Pelloutier, dans l'*Humanité Nouvelle* de décembre : « Adjoindre aux ouvriers des villes ceux des campagnes et ceux de la mer; faciliter aux uns et aux autres le placement et l'association qui fortifient pour la lutte et instruisent pour l'action; s'initier aux lois de la production, de la consommation et de l'échange et multiplier autour d'elles les sociétés qui produisent et qui répartissent, créer un enseignement social, *bref, former un Etat dans l'Etat et se rendre aptes à remplacer l'organisme capitaliste, voilà ce que peuvent les Bourses du travail.* »

Une fois assez avancée cette organisation en quelque sorte *préventive*, nous pourrons songer à l'organisation *réelle* de la production. Et c'est alors que nous aurons besoin surtout des grèves générales qui tourneront vite en mouvements révolutionnaires, mettant alors en nos mains, et en commun, les moyens matériels de produire (machines, terre, mines, etc...), les seuls qui nous manqueront lorsque nous aurons déjà les cadres de la production et les connaissances nécessaires.

On peut critiquer ce plan. Mais encore faut-il le faire pertinemment et loyalement. Or, il résulte des rectifications ci-dessus que M. Rouxel comprend seulement une très petite partie des choses qu'il lit, et s'emploie de son mieux à maquiller le reste.

On n'est pas plus « économiste ».

CHARLES-ALBERT.

La suite de l'étude de notre camarade Tcherkesoff ne nous étant pas parvenue à temps, la publication s'en trouve remise à la semaine prochaine.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

LOI ET LOI. — Il y a deux sortes de lois : celles que l'on observe parce qu'elles se trouvent par hasard d'accord avec la conduite qu'on a l'intention de tenir, et celles sur lesquelles on s'assied quand elles vous gênent. Inutile de dire que, suivant les circonstances, toute loi peut passer de l'une à l'autre catégorie.

C'est l'enseignement qui ressort de la docilité du Parlement à avoir voté la loi de dessaisissement présentée par le gros Dupuy.

Il paraît que l'enquête poursuivie par la chambre criminelle révélait des faits gênants pour notre brillant état-major. Comme pour nos braves députés et sénateurs, vigilants défenseurs de l'ordre social bourgeois, le prestige de la force armée est de la première importance, ils n'ont pas hésité, malgré les efforts de quelques aveugles d'entre eux, à donner leur approbation à une mesure qui laisse un espoir de sauver la situation. Si demain cet espoir semble devoir être déçu, ils auront recours à une nouvelle loi qui dessaisira la justice civile au profit de la justice militaire, et ainsi jusqu'à ce que la lumière soit mise sous le boisseau... ou que, malgré eux, elle éclate tout entière.

Enfin, puisque nos législateurs nous montrent qu'avec les lois on peut à son aise en prendre et en laisser, camarades, faisons de même, comme dit la chanson. Pourrions-nous mieux faire que d'imiter nos maîtres?

⁂

PAUVRE BOISSEAU! — Voilà qu'Esterhazy mange le morceau! Pas entièrement, certes; car il n'a garde de s'accuser de trahison. Mais il dévoile toutes les intrigues, les complots machinés de concert par l'état-major et lui pour l'innocenter.

Ces faits révèlent que nous n'avions pas exagéré quand, au début de l'affaire, nous avions affirmé qu'on se trouvait en présence d'un vrai Panama militaire. Tous, depuis Boisdeffre jusqu'à Henry, en passant par du Paty, de Pellieux, etc., étaient *de mèche*. Ils se concertaient pour leurs dépositions devant les diverses juridictions, combinaient des plans, se dictaient mutuellement ce qu'ils devaient répondre et ce qu'ils devaient faire semblant d'ignorer.

Pourquoi toutes ces manœuvres secrètes, ces mines et contre-mines? Est-ce pour sauver un simple Esterhazy que tout le deuxième bureau risque de se compromettre à ce point? Il y a certainement un plus haut intérêt que le salut du commandant rastaquouère. C'est toute une bande de brigands qui ne veut pas laisser se révéler ses crimes nombreux. Et ils luttent désespérément pour étouffer la vérité.

Néanmoins, voilà bien délabré le boisseau sous lequel ils prétendent la cacher. Les planches mal jointes laissent filtrer des rayons qui éclairent singulièrement la situation.

Quand le peuple sera enfin fixé sur les actes de ses grands chefs, peut-être songera-t-il à s'en débarrasser un jour.

⁂

LA GRANDE FAMILLE. — Le nommé Denis Bélayer, soldat au 147e d'infanterie, à Givet, avait été envoyé à l'hôpital de cette ville à la suite d'une légère blessure à la main. Ce bâtiment est si sain que Bélayer y contracta une pleurésie. Envoyé en convalescence, il dut, à l'expiration de son congé, rejoindre son régiment, bien qu'il ne fût pas guéri. Là, le médecin-major refusa de le reconnaître malade, et ce n'est qu'à la longue qu'on se décida à le renvoyer chez lui. Il y est mort peu après son arrivée.

Nous avons depuis longtemps renoncé à tenir la comptabilité des assassinats militaires.

⁂

Quand la tuerie individuelle ne va pas assez vite, on tue en bloc.

La poudrière de Toulon vient de sauter, faisant une cinquantaine de morts et une centaine de blessés. Sans doute la poudre, la dynamite, etc., sont destinées à tuer, puisque la bêtise des peuples se prête à ce jeu criminel. Mais on a toujours le consolant espoir que les circonstances n'offriront aux gouvernants aucun prétexte pour exercer leur folie sanguinaire.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

LE GRAND SEMEUR. — Bonne récolte pour la mort, cette semaine : trois ou quatre infanticides, une quinzaine de suicides. César Albert, ouvrier gainier, abandonné par sa femme et ayant perdu son travail, s'ouvre la gorge sur son lit, pendant que ses deux petits garçons sont à l'école. Mme Lenoble s'asphyxie avec ses trois enfants. Ursule Ménard, une vieille femme de soixante-douze ans, venant de perdre son mari, puis son chien, s'asphyxie. Deux jeunes femmes et un jeune homme s'asphyxient dans une chambre. Un ancien courtier d'agent de change, ruiné, s'asphyxie avec sa femme. Une miséreuse se jette dans la Seine, près du viaduc d'Auteuil. Un monteur en bronze se pend. Un jeune artilleur se suicide, à Toulon.

Les causes? Misère, alcoolisme, isolement, détraquement passionnel, esclavage militaire, misère surtout. Mais c'est au fond partout la même cause : le désordre social.

Le jeune soldat mort à Toulon, Catalan, souffre-douleurs d'un sous-officier, a écrit, avant de se tuer, une lettre à sa marraine, bonne vieille de cinquante ans qui l'avait élevé. Cette lettre commençait par ces mots : « Ma chère Novina, etc... » D'accord avec l'autorité militaire, le parquet feignit de croire que Novina désignait une jeune femme, et proclama bien vite que Catalan s'était suicidé, non pas par dégoût de la caserne, mais par chagrin d'amour.

Dans leurs rapports avec le peuple souverain qui les paye, nos bons maîtres sont d'une loyauté charmante.

⁂

JUGE ET OUVRIER. — Pendant les funérailles de ce vieux monsieur dont une belle personne nous a débarrassés fort à propos, les sergents de ville, pour n'en pas perdre l'habitude, malmenaient le public. Un chef d'équipe de la Compagnie de l'Ouest, nommé Deschamps, répondit au coup de poing d'un agent par un autre coup de poing. La justice civile lui infligea un mois de prison. « Accordez-moi au moins la loi de sursis, demanda-t-il. Vous allez me faire perdre ma place. J'ai une femme et des enfants à faire vivre... — Tant pis! Il ne fallait pas frapper. » La femme et la belle-sœur de Deschamps sanglotaient dans l'auditoire : « Nous allons donc tous crever de faim! — Faites-les sortir! » cria le président.

Donner un coup de poing à un homme, et priver une famille de la possibilité de vivre pendant un mois, le second fait nous apparaît beaucoup plus criminel que le premier. Décidément, notre justice n'a de rapport ni avec la justice militaire, ni avec la justice civile.

⁂

LA FORCE ARMÉE. — Depuis plus d'un mois, les faïenciers de Saint-Amand, 1.200 ouvriers, sont en grève. La solution n'avançant pas, on s'est décidé à faire donner la troupe. Mardi dernier, les gendarmes à cheval ont chargé la foule : une vieille femme de soixante-quinze ans et une jeune, enceinte de sept mois, ont été grièvement blessées. Plusieurs ouvriers arrêtés.

Depuis Fourmies, on n'avait pas massacré de femmes enceintes. Ça ne pouvait pas durer. Devant des ouvriers sans armes, nos militaires, gendarmes et autres, n'ont pas froid aux yeux; ils se sauvent devant des Prussiens, ils hésitent à combattre des Anglais, mais ils n'hésitent jamais à tuer des femmes et des enfants. Vive l'armée!

⁂

LE MAQUIS DU CODE. — Picquart, le seul honnête homme de l'Etat-major, va être livré à la cour d'assises et au conseil de guerre. S'il en réchappe... Feuilloley et Foulon, chefs des parquets civil et militaire, disaient qu'il n'y avait pas lieu à règlement de juges. Atthalin et Manau ont dit que si. Le Code dit blanc ou noir, suivant qu'il plaît au magistrat. Dans toute l'affaire Dreyfus, ç'a été de même : Bertulus : « La loi dit ceci. » Bertrand et Feuilloley : « Non, la loi dit cela. » Conclusion : la loi dit tout ce qu'on veut, sert à toutes les besognes et ne garantit rien. Avis aux gouvernés.

Une loi scélérate de plus à l'actif de Dupuy : le dessaisissement de la chambre criminelle. « Nos lois nous gênent? Changeons-les. Elles ne doivent pas avoir d'effet rétroactif? Elles en auront. Les juges naturels de cet accusé ne nous plaisent pas? Retirons-les-lui. »

Je ne vois pas bien ce que le respect de la liberté individuelle devient dans tout ceci. Oh! comme les lois nous protègent!

R. Ch.

Hollande.

C'est à la Haye que se tiendra la conférence dont l'autocrate russe a pris l'initiative. Et l'*Alliance des femmes hollandaises pour le desarmement international* de donner de la grosse caisse! Toutes dames du grand monde, ça va sans dire. Puis il y a un comité de bourgeois et de bourgeoises uniquement pour soutenir l'œuvre de l'*Alliance* susdite. Dans toutes les provinces, on a organisé des sub-comités, etc., etc. Et tout ce monde est en l'air pour faire signer un manifeste qu'on a lancé à grand bruit. A Amsterdam on voit collés aux vitres des restaurants et des brasseries des avis : Ici l'on peut signer le Manifeste pour le désarmement! Peu s'en faut que nos bourgeois ventrus ne chantent comme feu Pierre Dupont :

Les peuples sont pour nous des frères!

Mais revenons à notre manifeste. J'y lis et je traduis textuellement :

... *Il est vrai que dans le plus prochain avenir on ne peut songer à l'abolition des armées et des flottes, et qu'il reste un devoir des plus beaux et des plus sacrés de sacrifier sa vie pour la défense de la patrie et de ses foyers.*

Or, ce ne sont pas exclusivement des bourgeois qui émettent de si belles théories « pratiques » et patriotiques. Parmi les signatures des initiateurs, on voit celle d'un soi-disant socialiste. C'est M. *H. van Rol*, ex-ingénieur aux colonies, riche propriétaire de plantations, député socialiste et une des sommités de la social-démocratie hollandaise (approuvée par arrêté royal). Après tout, j'estime qu'il n'a pas tort ce M. van Rol. Son « foyer » à lui vaudra sans doute la peine d'être défendu!

Impossible, d'ailleurs, de signaler la douce soumission de ce comité bourgeois mieux qu'il ne l'a fait dans son propre rapport. J'y lis :

Le docteur Kuyper (le *leader* protestant-orthodoxe, encore un démocrate, celui-là!) proposa de ne pas parler de la *volonté exprimée* de tous les peuples, mais des *convictions* populaires, afin d'éviter que le peuple paraisse dicter sa *volonté* aux gouvernements.

Et *sans vote* l'assemblée se rendit à la modification proposée.

Sont-ils veules, ces démocrates!

P. M. W.

P.-S. — Aux Indes, nos braves fusiliers continuent leurs exploits contre les Atchinois « de mauvaise volonté », c'est-à-dire qui ne veulent pas être civilisés et embêtés dans leur propre pays. On en « descend » quelques-uns tous les jours, on fusille des femmes, on incendie des *dessah*, on tranche des têtes, etc., tout comme s'il n'y avait pas le moindre comité pour le désarmement. Ou bien les hommes de couleur ne comptent-ils pas?...

Suisse.

Berne. — La « libre » Suisse, qui a montré sa lâcheté à l'occasion des événements de mai en Italie, en remettant 200 ouvriers italiens aux mains des soldats italiens, et en exécutant, après l'attentat de Luccheni, toute une série d'expulsions injustifiées, ne s'arrête pas là. Les expulsions continuent; à chaque instant, des anarchistes et socialistes italiens sont arrêtés, maltraités, menacés jusqu'à ce que leur séjour en Suisse devienne impossible.

Ces jours-ci, la police politique suisse s'occupe d'une manière plus qu'arbitraire des socialistes italiens réfugiés ici. Des ordres venus de Rome lui ont fait perdre la tête. Presque tous les jours les réfugiés sont appelés à la police, menacés, questionnés sur des plans fantastiques de révolution. Le gouvernement italien a peur : il craint que les réfugiés se trouvant en Suisse, si près de la frontière italienne, n'organisent des bandes armées qui, en cas d'insurrection, pourraient venir en aide aux Italiens. Il sait que sa politique insensée de réaction finira par exaspérer, et, cette fois, sérieusement, le peuple qui en a enfin assez d'être opprimé, emprisonné, assassiné. Et il impose à cette république servile de nettoyer, sous n'importe quel prétexte, son sol des fugitifs.

⁂

Vous vous rappelez qu'à Genève, à la suite de la grève de l'été passé, le menuisier Bérard, Neuchâtelois, fut condamné à trois ans pour avoir tiré des coups de revolver sur les policiers qui venaient l'arrêter, illégalement, à son domicile, le matin avant 5 heures. Le syndicat des menuisiers vient de demander, par l'intermédiaire du *Peuple* de Genève et de la *Sentinelle* de la Chaux-de-Fonds et par des placards, la mise en liberté de Bérard. Le nouveau conseiller d'Etat et le président probable de la République du canton de Genève, Favon, a lui-même appuyé la demande. Il est donc à espérer qu'elle sera acceptée. Bien que M. Favon ne jouisse nullement de nos sympathies, nous serons heureux de voir remis en liberté et rendu à sa famille malheureuse notre vaillant camarade.

On apprend au dernier moment qu'un arrêté d'expulsion a été pris contre le socialiste italien Tedeschi, rédacteur du *Socialiste* de Lugano. D'autres expulsions de socialistes suivront peut-être.

Italie.

Foggia, 28 février. — Parmi les avantages ou prérogatives des députés, il y a le voyage gratuit par toute la péninsule. Mais il ne faut pas croire que le député socialiste Morgari voyage toujours pour son plaisir : il a bien voulu comprendre, cette fois, dans son itinéraire, les îles où se trouvent les *coatti*. Pauvre Morgari! Prendre les premières dans les trains et les bateaux, passer des heures à observer des panoramas variés, dormir sur des coussins moelleux — quel dérangement pour un député, même socialiste! Mais Morgari a eu le courage d'affronter tous ces ennuis, afin qu'on ne dise pas que les députés socialistes négligent ceux qui souffrent au domicile forcé. D'autant plus qu'il y a des malhonnêtes gens qui les accusent d'avoir contribué à envoyer les anarchistes à la relégation lors du vote de la première loi d'exception (1894).

Quoi qu'il en soit, Morgari a fait son apparition à Lipari, à Pantelleria et ailleurs, pour apprendre aux relégués politiques que les députés socialistes italiens s'intéressaient à leur sort. Enfin! il a fallu après cinq ans qu'un député fût pris de la manie de voyager et de visiter toute l'Italie aux frais du gouvernement, pour que nos camarades *coatti* fussent invités à exposer *de vive voix* leur situation à un représentant de la Chambre et du parti socialiste italien!

Un de nos camarades m'écrit de Pantelleria :

« Morgari est ici et fait une enquête sur le traitement des relégués politiques.

» Un socialiste est venu nous demander si nous désirions le voir et lui parler. Nous avons répondu que nous n'avions pas ce désir.

» Pour ne pas laisser subsister d'équivoque, j'ai ajouté que, comme anarchistes, nous n'avions rien à demander à un député ni à en attendre quelque avantage; qu'en l'espèce et en ce qui concerne les députés socialistes, nous observions qu'en 1894, pendant la discussion des lois d'exception, ils n'avaient pas voulu défendre la liberté elle-même, mais la leur seulement au préjudice de celle des anarchistes qu'ils appelèrent alors des dégénérés et que, par conséquent, nous ne voulions en aucune façon leur offrir l'occasion de se laver, par un acte de générosité électorale, des responsabilités honteuses assumées alors. »

Notre camarade ajoute que Morgari allait donner le lendemain une conférence à laquelle les anarchistes de la colonie pouvaient assister à la condition de *rester silencieux*. Cette condition, il est vrai, fut imposée par le directeur Plessi, policier cambrioleur et ivrogne. Mais acheter une concession avec le silence forcé des anarchistes n'en est pas moins une lâcheté de la part des socialistes.

Je ne sais encore, manquant d'informations directes, comment la chose s'est terminée. L'*Avanti* relate bien, dans une brève correspondance, la conférence de Pantelleria, mais il se borne à faire de la réclame au député socialiste.

Roberto d'Angió.

BIBLIOGRAPHIE

Le Mouvement syndical en France, circulaire n° 2, quatrième année du Musée Social; A. Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot, Paris.

Les Congrès ouvriers en France, par L. de Seilhac; 1 vol., 4 fr., chez A. Colin, 5, rue de Mézières.

L'Humanisphère, par Joseph Dejacques, n° 14 de la Bibliothèque des *Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles.

Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, par P. Delesalle, 1 broch., 0 fr. 20. — En vente au Syndicat des ouvriers en instruments. Bourse du travail, Paris.

A lire :

L'Ami Lockroy, par U. Gohier, *Aurore* du 6 mars.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Cours de l'école libertaire de la semaine. — Lundi : Histoire, Hérold (Louis XIV). — Mardi : Mécanique, par Perrare. — Jeudi : Physiologie, par Henry Christian; Géologie, par Ralph. — Samedi : Littérature, par Pierre Quillard.

Les cours ont lieu le soir, à 8 h. 1/2, hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente.

Pour tout ce qui concerne l'école, s'adresser au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

⁂

Saint-Etienne. — Dimanche, 26 mars, à 6 heures du soir, brasserie de l'Alcazar, place Marengo, grande soirée familiale organisée par les jeunes libertaires stéphanois. Les camarades qui désirent se procurer des cartes se réuniront, le samedi 11, à 8 heures du soir, au siège de la bibliothèque.

Le programme de la soirée sera fixé ultérieurement.

⁂

La famille Angiolillo, après la mort de l'autre fils, Adolphe, se trouve dans une misère vraiment navrante. Ceux qui veulent venir à son aide peuvent le faire directement à son adresse : Giacomo Angiolillo, 17, via del Carmine, Foggia (Italie).

PETITE CORRESPONDANCE

Flaustier. — Convocations arrivées mardi soir, trop tard pour être insérées.

A. B. C. — La perte sur les timbres est d'environ 10 0/0. Les changeurs n'en prennent que suivant leurs besoins.

J. M. L. — Lundi, mercredi et vendredi, toute l'après-midi.

Le camarade qui s'occupe de la colonie est prié de passer au bureau; j'ai plusieurs communications à lui faire.

Mme D., à Toulon — G. a reçu vos dix francs. Merci. Il n'avait pas l'adresse du *Libertaire*.

Un camarade pourrait-il nous prêter pour quelques jours la brochure *Les Produits de la terre* et *Les Produits de l'industrie*.

Reçu pour la brochure à distribuer : F. R., 0 fr. 60. — Souscription recueillie par Weiler : Steiger, 0 fr. 50, Herze, 0 fr. 50; Rus, 1 fr.; Lucien, 0 fr. 50; E. C.: 0 fr. 50; L. Weiler, 1 fr.; H. Weiler, 0 fr. 50. Total; 4 fr. 50. — Lévêque, 2 fr. 50.; Les Scientifiques : Papillon, 1 fr.; Pernaille, 1 fr.; Léon Carsgnac, 1 fr.; Eugène, 1 fr.; Ganier, 1 fr. Total : 5 fr. — E. P., 0 fr. 50.

Reçu pour l'école libertaire. : Levêque, 2 fr. 50.

Reçu pour le journal : Vallier, 1 fr. — R. F., 10 fr. — Meyer, 5 fr. — A. A., 1 fr. — Son ami, 2 fr. — H. R., 2 fr. — Collecte faite à une soirée familiale à Marseille, envoyés par Pol., 6 fr. 25. — E. P., 0 fr. 50. — Groupe de Saint-Etienne, 9 fr. 50, envoyés par le camarade G. — Merci à tous.

C., à Fives. — M., à Troyes. — P. A., à Angers. — H., à Angers. — R., à Rennes. — P., à Bordeaux. — D., à Namur. — M., à Anvers. — N., à Toulouse. — C., à Fourchambault. — W., à Genève. — V., à Malines. — L., à Saint-Louis. — B., à Genève. — N., à Toulouse. — V., à Nîmes. — J., à Berne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE 7

QUATRIÈME ANNÉE, N° 47 DIX CENTIMES DU 18 AU 24 MARS 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Un certain nombre de dépositaires ne nous ayant pas fait parvenir leur règlement de fin de mois, nous prévenons ceux qui sont en retard que, faute de l'avoir reçu la semaine prochaine, nous supprimerons l'envoi.

Nos camarades sont priés de réclamer le journal dans toutes les gares.

A NOS CAMARADES

Voilà près d'un an que nous bataillons, laissant subsister dans notre titre « qu'un supplément littéraire doit accompagner chacun de nos numéros », bien que, la plupart du temps, nous soyons forcés de paraître sans supplément. Nous pensions que cette situation n'était que momentanée, et que cela changerait. Or, nos dépositaires, de divers côtés, nous avertissent de diminuer les envois, nombre de *camarades* (!) refusant d'acheter le numéro lorsqu'il n'est pas accompagné de son supplément.

Si notre organe était une œuvre personnelle, nous n'aurions rien à dire; n'ayant affaire qu'à des clients, ceux-ci seraient en droit d'exiger, pour leur argent, la quantité de papier promise.

Mais jusqu'à ce jour nous avions cru faire, dans notre petite feuille, œuvre de propagande.

Sans vanité nous sommes même certains d'en avoir fait de la bonne. Le *Révolté*, la *Révolte*, ont puissamment contribué au mouvement anarchiste. Les *Temps Nouveaux*, depuis quatre ans, n'ont pas été au-dessous : c'est pourquoi nous nous croyons en droit de faire un dernier appel à ceux qui approuvent notre ligne de conduite.

La publication d'un journal où l'idée anarchiste soit intégralement maintenue est, croyons-nous, plus que jamais nécessaire aujourd'hui où il y a une tendance à déserter l'idée pour des combats plus immédiats, importants peut-être, mais dont il faudrait laisser le soin à d'autres. Il faudrait prendre garde, cependant, de ne pas verser dans la politique!

Parmi la foule, l'affaire Dreyfus, au lieu de ruiner l'idée politique, comme elle paraissait devoir le faire, semble au contraire la consolider.

L'affaire Dreyfus, qui n'aurait dû être qu'une question d'honnêteté, de droiture et de justice, s'est tournée elle-même en question politique où, dans chaque camp, on espère trouver la solution par des intrigues de parti.

De la part des partisans de la consécration de l'infamie, cela est tout naturel : laisser éclater la vérité, c'était la condamnation de leurs institutions; mais de la part des défenseurs de la vérité, n'est-ce pas un non-sens que porter tout son espoir vers les institutions légales, alors que toutes ces institutions sont mobilisées pour empêcher la vérité de se faire jour?

Ils ont acclamé l'arrivée de Loubet au pouvoir : cela a-t-il empêché l'ignoble Dupuy de continuer de créer une légalité nouvelle, celle existante ne suffisant pas?

Et cette fameuse *Ligue des Droits de l'homme* qui devait prendre en mains le redressement des injustices, qu'a-t-elle fait? — Des discours!

Ils ont des hommes en situation d'agir, ils ont de l'argent qui permet de tout oser, ils n'ont rien fait, et ne feront rien, parce que, politiciens dans les moelles, ils sont pourris de cette maladie, et ne savent qu'ergoter.

L'affaire Dreyfus a soulevé un mouvement d'opinion admirable. Au lieu de se perdre dans les finasseries avocassières, ses partisans auraient dû profiter de l'émotion soulevée, appeler à une manifestation formidable tous ceux qu'indigne l'injustice. ils auraient dû dire carrément tout ce qu'ils savent au lieu de se le chuchoter à l'oreille, et ne pas craindre l'agitation de la rue.

Au lieu de cela, ils ont préféré faire de l'avocasserie; après avoir été déçus nombre de fois par les turpitudes de la Chambre, c'est vers le Sénat qu'ils se sont tournés, ensuite vers la présidence. Demain ils en reviendront à la Chambre. Et du haut en bas de l'échelle sociale, personne ne sait vouloir. On attend toujours de la Providence l'amélioration de son sort.

Que de fois, abattus par la fatigue, nous avons eu l'idée de cesser la publication de notre journal, et de laisser les imbéciles se fourvoyer dans les aventures politiciennes, où ils continueront à travailler pour les habiles, pendant qu'eux paieront la casse!

Mais alors ce serait agir comme les autres, et nous aimons mieux lutter jusqu'au bout. Nous avons commencé par supprimer occasionnellement le supplément, malgré notre crève-cœur, car nous savons quelle bonne arme de propagande il est. Et avant d'être forcés de le supprimer tout à fait, nous essayons une dernière fois d'exposer franchement la situation à ceux qui croient que nous sommes dans le vrai. A ceux-là, nous disons : Aidez-nous. On le peut de différentes façons.

1° Travailler à augmenter la vente en nous aidant à trouver des dépositaires nouveaux, surtout dans les localités où nous n'en possédons pas; en faisant, pour commencer, le sacrifice d'acheter quelques exemplaires par semaine, jusqu'à ce que le libraire soit arrivé à se créer une petite vente qui l'incite à continuer.

2° En nous faisant des abonnés dans leur entourage, parmi ceux trop paresseux pour se déranger et aller chercher le journal chez le libraire.

3° Par des cotisations mensuelles, qui, pour plus de régularité, seraient recouvrées par la poste ou par un camarade, si ceux qui ont l'intention de nous aider voulaient nous faire connaître la date et le montant de leurs cotisations.

4° Pour aller au plus pressé, nous allons organiser une grande conférence au profit du journal. Les camarades de province pourraient également essayer de leur côté.

Pour celle que nous organisons, chaque billet d'entrée donnera droit au tirage d'une tombola qui sera tirée à l'issue. Et pour cette tombola nous faisons appel à tous nos amis, pour qu'ils nous envoient chacun quelque objet pouvant figurer avantageusement comme lot, soit comme travail personnel, soit comme produit local. Nous comptons aussi sur nos amis peintres, dessinateurs ou sculpteurs, dont la bonne volonté nous a déjà aidés pour la publication de l'album.

Nous donnerons, lorsque tout sera fixé, la date de la réunion, le nom des camarades qui y prendront la parole. — Le prix des billets d'entrée sera de 1 fr. Nous les mettons en vente dès à présent.

A chacun de voir ce qu'il peut faire.

LES TEMPS NOUVEAUX.

L'AMOUR LIBRE

FRAGMENT.

(*Suite et fin*)

Mais si l'amour libre, au sens où nous entendons ces mots, doit faire de toute nécessité l'union libre, il ne faut pas oublier que l'inverse n'est pas vrai.

Nombre de couples, en effet, ont opéré déjà la réforme urgente. Ils vivent en union libre en dehors et au-dessus de la loi méprisable. Et cette rébellion n'est pas inutile, certes! au progrès de notre idéal. Elle est un acte de bonne volonté et un acte de révolte grandement profitable à la cause de l'amour libre. Mais elle ne suffit pas. Ces époux libres le sont, en effet, dans la mesure où, à un moment donné, on peut franchir, sans crainte, une formalité légale, passer outre à un préjugé. Ils ne le sont pas dans la mesure qu'il faudrait réaliser pour aborder la vie sexuelle nette de toute contrainte matérielle et morale. Pas plus que les autres, ils ne peuvent échapper aux tyrannies, aux corruptions de l'argent.

Il ne faut donc pas que ce sens superficiel, en quelque sorte, de la liberté de l'amour nous masque celui, bien plus exact et profond, que nous essayons de préciser ici.

L'amour libre, c'est la vie sexuelle indépendante de la vie individuelle. Indépendante, il va

sans dire, non pas dans le sens de *distincte*, — l'homme ne pouvant se scinder — mais d'*autonome*. Pour que l'amour soit libre, il faut que les relations de sexe à sexe ne soient plus déterminées, encouragées ou découragées, comme aujourd'hui, par les conditions de la vie matérielle, mais par les besoins et les intérêts du sexe lui-même. Il faut qu'entre deux individus, la question du sexe, quand elle se pose, ne soit pas accompagnée toujours, comme de son ombre grimaçante, par la question de l'estomac.

L'amour libre, c'est le sexe gagnant, en quelque sorte, son droit de cité, c'est l'activité altruiste de l'amour reconnue comme seule juge, et seule maîtresse en son propre domaine, et comme équivalente aux autres.

Or, cet idéal qui commence à s'imposer à quelques-uns n'est pas une ambition exagérée, un rêve d'utopiste. Cette façon de considérer l'amour, cette place à lui faire en nos sociétés n'est pas au-dessus des possibilités actuelles.

Pour qui s'arrête à la surface des choses, la vie moderne est une lutte si violente, une concurrence si âpre, un effort si absorbant en vue des plus humbles besoins matériels que nulle place ne doit rester, semble-t-il, pour des préoccupations plus relevées. Le problème de la vie individuelle est déjà si compliqué que tout naturellement les destinées de l'espèce semblent devoir être repoussées au second plan, remises au hasard. Nous ne serions pas plus avancés, à ce compte, qu'aux époques lointaines où l'homme était à peine distrait, par l'acte sexuel, de sa lutte formidable contre les éléments et les fauves.

Mais s'arrêter là et se mettre ainsi l'esprit en repos sur le rôle possible de l'amour en nos sociétés serait une vue radicalement fausse de la réalité.

Sous la pauvreté apparente de notre temps, et réelle seulement pour l'individu, pour l'unité sociale, se cache une énorme richesse anonyme. Des machines puissantes produisent par quantités innombrables les objets nécessaires à la vie. Des procédés de culture dus à la science décuplent le rendement du sol. Des moyens de transport de plus en plus rapides permettent d'utiliser partout en même temps les matières provenant de tous les points du globe. Et c'est cette abondance même, cette sécurité de la vie matérielle — sécurité possible pour tous, sinon réelle — qui nous autorise à réclamer notre droit à la vie plus haute, qui nous exhorte à poursuivre le développement de nos activités les plus pures, la satisfaction de nos sentiments les plus délicats et les plus précieux, tel l'amour.

Mais pour que ces richesses se répandent en une pluie bienfaisante sur le sol social, y fécondant toute une moisson de joies et de vertus, il faut que quelques-uns cessent de les détenir et surtout, en les détenant, d'empêcher qu'elles se multiplient. Il ne faut pas qu'une minorité d'accapareurs nous empêche plus longtemps d'utiliser pour le développement de l'espèce la sécurité de l'individu. Car, si nous sommes *virtuellement* les citoyens fortunés d'un pays d'abondance, nous sommes *actuellement* les sujets misérables de maîtres cupides.

Ce sont ces maîtres, ces possédants, ces exploiteurs qui, en nous volant les bénéfices matériels de notre richesse, nous privent aussi de ses bénéfices moraux, nous condamnent à la bestialité et nous interdisent, entre autres, les joies de l'amour comme une chose trop relevée pour nous, trop au-dessus de nos moyens.

C'est le régime de la propriété, du capital, du salariat, qui tient aujourd'hui le rôle des obstacles naturels dont l'homme fut si long à se libérer. C'est lui qui nous confisque le bénéfice des luttes séculaires dont l'humanité sortit triomphante et qui nous empêche de poursuivre notre évolution vers le mieux. C'est lui dont, avant tout, il faut nous affranchir, quel que soit le but de rénovation qu'on se propose.

A la soi-disant économie sociale fondée sur le pillage des richesses par les plus habiles et les moins scrupuleux, il faut substituer la solidarité, l'égalité communiste.

En ce qui concerne l'amour aussi bien que tout le reste, là est le salut.

Certains, je le sais, crieront à la démence, demanderont comment il est possible de résoudre, par une formule économique, cette question de l'amour qui s'étend jusqu'aux plus grandes complexités du sentiment. Mais à quoi donc pourrions-nous conclure, si ce n'est à l'amour libéré par le communisme, puisque — au cours des chapitres qui précèdent — nous avons vu l'amour esclave de la propriété? En quel autre remède placer notre espoir puisque, dans les entraves que la société actuelle suscite à l'amour, dans les mépris dont elle l'accable, dans la servitude où elle le tient, nous avons toujours reconnu les œuvres de la propriété et du capital?

L'individu est placé sous l'influence immédiate des conditions qui lui sont faites par la nécessité d'assurer sa vie. Et l'influence de ces conditions nous la retrouvons à travers toutes ses manières d'être, à travers tout son caractère, jusque dans les parties les plus lointaines de ce caractère. C'est à la lumière seule de cette idée que l'on peut apprécier la condition actuelle et supputer la destinée future de l'amour.

Celui-ci n'est pas autre chose qu'un prolongement, un épanouissement de la vie individuelle. Quand la vie individuelle sera libre, large et joyeuse, la vie sexuelle le deviendra du même coup.

La question de l'avenir de l'amour se trouve liée à celle de la vie économique. Après avoir passé par les mêmes phases, elles seront résolues en même temps et ne le seront l'une et l'autre que par le communisme, seule économie sociale où l'individu jouira, sans risque de perte ni de gaspillage, de toutes les richesses actuellement possibles.

Et c'est où il apparaît, une fois de plus, cette vérité qu'il importe tant de répandre, à savoir que le communisme n'est pas seulement la joie des ventres, mais aussi celle des cœurs et des cerveaux. Appelés à nous y rassasier, nous n'y trouverons pas seulement la sécurité matérielle, mais aussi le libre exercice de nos facultés les plus larges, tout comme le malheureux affaibli par un long jeûne retrouve, en mangeant, ses facultés mentales en même temps que ses forces physiques.

La question si importante de l'amour des sexes n'est donc pas, comme on serait tenté de le croire, une question devant rester à part des préoccupations révolutionnaires. L'impérieuse nécessité que nous ressentons de plus de liberté et plus de pureté dans la vie de l'amour ne révèle pas une œuvre à part à accomplir. C'est simplement un motif nouveau pour travailler de toutes nos forces à la révolution qui enfantera ou qui approchera l'ordre communiste.

CHARLES-ALBERT.

CONGRÈS.... SOCIALISTE!

Il y a quinze jours, je signalais ici même l'ambiguïté d'un court manifeste préliminaire relatif au Congrès... socialiste qui doit avoir lieu à Paris l'an prochain.

La circulaire-manifeste définitive vient de paraître; elle est adressée « aux organisations socialistes et ouvrières du monde entier ».

Disséquer ce manifeste ne peut malheureusement se faire dans l'espace forcément restreint d'un article.

Je tenterai néanmoins d'en donner les grandes lignes et l'idée directrice.

Tout d'abord le manifeste explique que n'ayant pu avoir lieu en Allemagne, le Congrès aura lieu à Paris en 1900, et ce sous la direction des « cinq grandes organisations nationalement constituées », qui, pour les signataires du manifeste, représentent, à l'exclusion de tout autre, le socialisme et les socialistes français.

Le Congrès sera un congrès socialiste *politique*.

Mais comme le Congrès tenu à Londres en 1896 avait « paru adopter le principe d'un congrès mixte, en partie politique et en partie économique », les organisateurs du prochain Congrès, qui n'entendent faire qu'un congrès exclusivement politique, se sont efforcés de trouver un moyen d'exclure les groupements corporatifs et révolutionnaires qui ne veulent pas faire adhésion à l'action politique. Et les trois quarts du manifeste, tissu de mauvaise foi et d'absurdité, tendent par tous les moyens à expliquer cette attitude.

Ce dont il s'agit avant tout, et l'on sent bien que le manifeste n'est fait en partie que dans ce but, c'est d'exclure les anarchistes; mais, comme la franchise n'est pas le propre des politiciens en général et des socialistes en particulier, les auteurs s'emploient, mais avec mille détours, à expliquer leur attitude. Comme de juste, le manifeste ne parle pas des anarchistes, il s'agit seulement, paraît-il, d'exclure du Congrès « les groupements ouvriers réactionnaires, ceux qui sont englobés dans les cercles catholiques ou pénétrés d'un nationalisme étroit ».

Ils feignent d'ignorer qu'il y a des groupements ouvriers révolutionnaires, désabusés de l'action politique et parlementaire, qui n'attendent rien de la conquête des pouvoirs publics et des réformes législatives, et qui, avec de bonnes raisons, se cantonnent plus spécialement sur le terrain économique, attendant tout d'un mouvement révolutionnaire, — grève générale ou autre — cinquante années de suffrage universel leur ayant largement suffi.

Cette histoire — car c'en est une — de l'exclusion du Congrès des syndicats réactionnaires, ne peut tromper personne. Ils savent très bien que les syndicats affiliés aux sociétés de M. de Mun n'ont aucunement l'intention d'aller dans un congrès socialiste.

Ce qu'il faut à tout prix, c'est faire un congrès exclusivement politique, et comme un certain nombre d'organisations très importantes sont réfractaires à un congrès de ce genre, il faut, par tous les moyens, les y attirer quand même.

De là, tout le long du manifeste, ces explications embrouillées sur l'action politique, et comme ils sentent très bien tous les inconvénients qu'il y a à exclure les groupements révolutionnaires du Congrès, ils avouent — sans du reste que l'on sache exactement ce qu'ils entendent par là — que, « dans notre pays même, ce sont les événements révolutionnaires qui ont déterminé ou marqué le mouvement politique et social », et ils engagent les groupements ouvriers « à donner un mandat politique et socialiste à leurs délégués » dans l'intérêt du socialisme, en les flattant de leur mieux, espérant se les concilier. Un peu plus loin, ils disent :

« Les socialistes ont toujours affirmé qu'une vraie solidarité morale du prolétariat ne pouvait résulter que de la libre coopération des intelligences » — mais ils ajoutent jésuitiquement « dans la limite des principes essentiels que définit la circulaire. » Et cette limite, ce n'est pas, comme on pourrait le supposer et comme il est dit au début, « la socialisation des moyens de production et d'échange, union et action internationale des travailleurs; la limite visée c'est « la conquête socialiste des pouvoirs politiques par le prolétariat ». Il y a là cependant deux questions bien distinctes et qui ne se concilient pas. D'un côté, une question purement théorique, « la socialisation des moyens de production et d'échange, l'entente internationale des travailleurs, etc. », et, d'un autre côté, une question de pure tactique, la conquête du pouvoir politique.

Nos socialistes, il est vrai, ne s'embarrassent pas pour si peu.

Il y a, en effet, dans presque tous les pays, un courant socialiste antiparlementaire. C'est le cas de la grande majorité des socialistes hollandais. En Espagne, la plupart des anarchistes qui s'intitulent collectivistes sont antiparlementaires. La Belgique semble entrer dans cette voie d'un parti socialiste exclusivement révolutionnaire. En France, ce qui est regrettable, c'est que le « parti socialiste révolutionnaire », qui compte dans son sein des éléments nettement antiparlementaires, se soit prêté à ce jeu de dupes, à moins que cette fameuse « union socialiste » ne soit en réalité qu'une union électorale, pour le plus grand bien des candidats, et ne cache une nouvelle duperie du prolétariat — ce qui parait plus que probable.

La commission organisatrice a si bien compris sa malhonnêteté, elle a tellement confiance en elle-même que, — comprenne qui pourra! c'est à Bruxelles qu'aura lieu une conférence préparatoire pour organiser un congrès à Paris. Cela rappelle Marx qui, voulant détruire l'influence de Bakounine, intrigua pour faire transférer à New-York le comité de l'Internationale, au risque de tuer cette organisation.

J'aurai l'occasion de revenir sur cette question du Congrès. Ce que l'on peut dire dès aujourd'hui, c'est que le Congrès qui aura lieu à Paris l'an prochain sera peut-être un congrès social-démocratique autoritaire, — mais un congrès vraiment socialiste, non!

PAUL DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

UN HONNÊTE HOMME. — La cour d'appel d'Amiens a infligé deux jours de prison à un jeune mendiant, acquitté par le tribunal de Château-Thierry, président Magnaud. M. Magnaud avait déjà acquitté une jeune femme coupable du vol d'un pain. Les conseillers d'Amiens reprochent à ce magistrat de vouloir proclamer le droit à la mendicité et au vol.

Sans s'émouvoir, M. Magnaud, qui, par un prodige rare, tout en étant juge a su rester homme, continue. C'est un vieillard, arrêté pour vagabondage et mendicité, et pourvu de 42 condamnations, qu'il vient encore d'acquitter, au grand scandale de tous les chats-fourrés.

Retenons ce nom : Magnaud. C'est celui d'un honnête homme.

∴

JUGES! — Mme Bianchini était accusée d'avoir empoisonné son mari. Il y avait des indices contre elle, mais aucune preuve sérieuse. Son mari lui-même est venu proclamer l'innocence de sa femme. Néanmoins, les jurés l'ont condamnée à cinq ans de travaux forcés!

Condamner quelqu'un sans être sûr qu'il soit coupable, c'est ce que font tous les jours les jurés et les juges.

Juger!... Est-il possible que des hommes osent juger d'autres hommes!

∴

ÉDUCATION RELIGIEUSE. — Le cas du frère Flamidien est une exception. Exemple :

A Nevers, des élèves de l'institution Saint-Etienne et Saint-Jude avouèrent à leurs parents avoir été souillés par un des frères. Les parents, bonnes poires, allèrent se plaindre au directeur, qui s'empressa de faire déguerpir son cher frère et de le faire mettre en lieu sûr. L'affaire s'ébruitant, le commissaire de police, puis le parquet s'en mêlèrent, et un mandat d'arrêt fut lancé contre Soulier, dit frère Honoré..., depuis huit jours absent

Les prêtres ont la même façon que les militaires de comprendre la justice; et leur solidarité n'est jamais si grande que dans le crime.

∴

UNE OMELETTE. — Quelques jours après le suicide par persuasion de Henry, Picquart déjeunait à la Santé, quand, au moment d'entamer une appétissante omelette, il s'aperçut qu'elle était assaisonnée de morceaux de verre. Il renvoya ce mets antidreyfusard, et se contenta de changer son restaurateur. Le directeur de la prison eut un mot exquis : « Je crois, dit-il, que ce changement provient surtout de ce que M. Picquart n'était pas satisfait de la cuisine de ce restaurant. » Une cuisine aux morceaux de verre. Je te crois!

Naturellement, les amis de l'état-major nient la préméditation et invoquent le hasard. C'est possible. Mais, est-ce aussi par hasard que l'on envoya Picquart sur les frontières de la Tripolitaine, dans des parages fort dangereux? Etait-ce aussi par hasard que M. le général de Pellieux dénonça à un mari courroucé l'adultère de sa femme avec Picquart? Etait-ce aussi par hasard que M. le commandant Esterhazy, qui ne fit jamais rien que par ordre, prenait des leçons de canne et achetait une matraque de si bonne qualité? Etait-ce aussi par hasard que Lemercier-Picard se prit le cou dans une ficelle, et que l'on envoya au Mont-Valérien (au lieu du Cherche-Midi) le colonel Henry, en le priant de ne pas oublier ses rasoirs?

Assassiner un homme qui les gêne? Ah! les pauvres agneaux, ils en sont bien incapables!

∴

CONSEILS DE GUERRE. — Le conseil de guerre du 20e corps vient d'acquitter un soldat qui avait tué un ouvrier zingueur d'un coup de baïonnette. L'ouvrier était seul et sans arme, le soldat était armé et accompagné de plusieurs camarades. Le conseil de guerre a décidé qu'il était en état de légitime défense, et l'a acquitté. (Avec félicitations?) Naguère un autre conseil acquittait de même un soldat coupable d'avoir tué une femme.

Quand un soldat tue un civil, c'est l'acquittement; quand il repousse un gradé qui le bouscule, c'est la mort.

Un civil comparaissait, il y a deux mois, comme témoin devant le conseil de guerre de Rennes. Sa déposition ayant déplu à MM. les officiers, ils le firent arrêter pour faux témoignage et condamnèrent le soldat accusé. On livra le civil au parquet, on instruisit contre lui. Le tribunal correctionnel le jugea et l'acquitta. Sa déposition en faveur du soldat était donc bonne. Est-ce qu'on va reviser son procès? Nullement. C'est la volonté de MM. les officiers qu'il reste condamné, il restera condamné.

A bas les conseils de guerre!

R. CH.

∴

LILLE. — En cette ville, les cléricafards ne se contentent pas, paraît-il, de violer les petits garçons.

Notre propagande leur déplaît, aussi cherchent-ils tous les moyens pour l'enrayer. Pour cela, tout Flamidien se double d'un policier.

Ces individus se sont groupés autour de notre vendeur, le camarade Claeys, qui criait les journaux anarchistes. Notre camarade, sur leurs indications, fut arrêté et poursuivi pour tapage nocturne — à 8 heures du soir.

Du reste, policiers et jésuites ne sont-ils pas faits pour s'entendre?

Doux pays, belle république, tout de même.

Malgré tout, notre camarade n'en continuera pas moins la tâche qu'il s'est assignée.

P. D.

Italie.

Tandis que la Chambre italienne décidait à une énorme majorité le passage à la seconde lecture des nouvelles lois scélérates, dont nous avons rendu compte à nos lecteurs, la police de Rome déclarait avoir découvert un autre complot contre la vie d'Umberto.

Le passage à la seconde lecture des lois scélérates — qui seront, sans aucun doute, approuvées en troisième lecture — a une importance bien plus grande qu'on ne pourrait le penser, après les déclarations du ministre Pelloux. Le ministre posait la question de confiance en ces termes : « Qui vote mes projets de loi, en approuve la substance et le sens général; quant aux petites modifications de forme, on les discutera après. »

Or, une autre question de confiance assurera l'approbation de tout ce projet presque tel quel. Nombre de beaux discours ont été prononcés par des députés de l'opposition parlementaire (républicains, social-démocrates et libéraux) contre les lois scélérates. Ils ont crié au coup d'Etat, ils ont plaidé la cause de la liberté, ils ont, presque seuls, occupé dans cette discussion la tribune... et le ministère réactionnaire n'en a pas moins obtenu 310 voix contre 93.

Voilà l'utilité des députés révolutionnaires au Parlement.

Le vote de la Chambre pourrait avoir une importance bien plus grande au point de vue révolutionnaire.

Plusieurs social-démocrates défendaient, en effet, dans les discussions de presse soulevées par les lois scélérates, le *statuto*, la constitution monarchique qui remonte à 1849, et contre l'esprit duquel iraient les lois réactionnaires proposées. Et de cette défense on donnait deux raisons : 1° livrer bataille au ministère sur le terrain de la Constitution signifiait se rallier les libéraux d'Italie; 2° en se réclamant de la constitution (si équivoque, du reste, qu'elle laisse la place à toutes les interprétations), certains ministères précédents avaient été, si on peut le dire, plus libéraux.

On a maintenant la preuve de la force dont disposent les libéraux d'Italie, et le ministère Pelloux a placé, pour tout le monde, la lutte pour la liberté sur son véritable terrain, le terrain populaire et révolutionnaire. Les lois scélérates deviendront partie intégrante de la constitution monarchique; et même les imbéciles s'apercevront que dans n'importe quel pays, mais en Italie surtout, et surtout maintenant, on est plus ou moins à l'abri de l'oppression de l'Etat selon qu'est plus ou moins forte la force de résistance des citoyens.

∴

La vie d'Umberto nous intéresse fort peu. Les crimes abominables commis dans son royaume remontent presque tous à sa responsabilité personnelle : la guerre d'Afrique, les répressions sanglantes, les tripotages financiers où il a touché la plus forte part dans le produit des escroqueries. Cependant il faut dire que les soi-disant complots dirigés contre sa vie n'existent pas.

En 1897, le citoyen Acciarito essayait, sans y réussir, de tuer Umberto; un coup de poignard raté lui a coûté la réclusion perpétuelle. La police organisait tout de suite l'immanquable complot. Plusieurs camarades arrêtés aussitôt après l'attentat furent, après plusieurs mois de réclusion, mis en liberté, faute de preuves, naturellement. Tous, je me trompe, car le camarade Frezzi était assassiné dans la prison de Rome par les policiers qui voulaient lui arracher des aveux.

L'indignation soulevée par l'assassinat du camarade Frezzi fit que la police se tint quelque temps tranquille. Elle prend maintenant sa revanche en arrêtant plusieurs camarades et en délivrant un mandat d'arrestation contre le citoyen Trenta, ancien gérant de l'*Avanti*, qui, heureusement pour lui, a déjà filé à l'étranger. Parmi les arrêtés, nous trouvons le nom du camarade Ceccarelli qui, depuis quelque temps, est dans un état de santé si mauvais qu'on a dû le réformer, il n'y a pas longtemps, de l'armée; on achèvera de le tuer au fond de quelque prison.

Il faut remarquer que ces poursuites arrivent quand on est en train de discuter les lois scélérates, et après que les camarades de Rome ont donné plusieurs fois signe de leur activité.

∴

Chiffres bons à retenir : nous sommes en train de dresser les listes des relégués politiques en Italie; nous possédons maintenant les noms des 99 relégués, dont 91 anarchistes, 7 social-démocrates, 1 républicain.

∴

Afin de prouver que nous ne sommes pas les seuls à soutenir la nécessité de la révolution en Italie pour sortir des horreurs de la famine et de la tyrannie et pour conquérir des libertés politiques réelles, nous traduisons de l'italien la lettre suivante que

M. Vilfredo Pareto, professeur d'économie politique à l'université de Lausanne, adressait le 26 février au président du meeting d'indignation qui avait lieu en cette ville contre la réaction italienne.

Cette lettre est bien caractéristique, si l'on tient compte que le professeur Pareto n'est ni social-démocrate, ni anarchiste.

Voici la lettre :

« L'Italie est gouvernée par des gens qui exploitent le pays par les monopoles, les droits de protection et qui volent jusqu'à l'argent des banques d'émission. Pour satisfaire leur mégalomanie, ils oppriment le peuple d'impôts et ils le font mourir de faim.

« Il est naturel que ces gens ne veuillent pas être dérangés dans leurs exploits. C'est pour cela qu'ils ont mis et gardent en prison des hommes comme Turati, Romussi, Don Albertario et d'autres, qui ont des croyances différentes, même opposées, mais qui étaient tous d'accord pour dévoiler les exploits malhonnêtes de la classe dirigeante. C'est pour cela qu'ils veulent de nouvelles lois, afin d'imposer plus commodément silence aux honnêtes gens qui ont la hardiesse de faire connaître au peuple comment et combien il est exploité.

« Les discours qui se prononcent maintenant à Rome sont de la pure rhétorique. La question n'est pas de savoir si les lois sont bonnes ou mauvaises — ceux mêmes qui les proposent savent qu'elles sont très mauvaises — mais de savoir si la classe dirigeante veut ou ne veut pas retirer cet avantage de la victoire remportée par elle au mois de mai 1898.

« Cette classe veut amasser de l'argent et opprimer le peuple; il lui faut donc les moyens nécessaires pour parvenir à son but. Elle possède le pouvoir, elle en use et en abuse, et elle continuera tant qu'elle en aura la force.

« Mais de quelque façon qu'elle bride les droits du peuple, le peu qui en restera serait suffisant pour secouer l'oppression qui pèse sur l'Italie, si tous les hommes honnêtes et libéraux s'unissaient pour combattre sans relâche ni trêve le gouvernement.

« La France n'avait presque aucune liberté sous les rois absolus, et cependant le peuple, puissamment uni, put accomplir la Révolution de 1789. L'Autriche n'accordait aucune liberté aux sujets italiens, et cependant sa domination en Lombardie fut toujours incertaine.

« Soyons donc unis; rappelons-nous que, selon l'expression du poète Berchet, la liberté n'est pas le fruit d'un désir inerte, et des jours meilleurs pourront luire pour notre patrie. »

N. S.

Russie.

Depuis le commencement du règne de Nicolas II — dont on attendait pendant quelque temps des réformes libérales — les troubles universitaires ne cessent pas en Russie. Deux mois après son avènement — en décembre 1894 — des troubles sérieux éclatèrent à Moscou; puis, pendant les années 1895, 96 et 97, les arrestations et les expulsions d'étudiants, les persécutions des sociétés formées par eux ont continué. En 1897, il y a eu de nouveau des manifestations qui ont forcé le gouvernement à expliquer par la voie de la presse les persécutions dont les étudiants étaient l'objet et dont le bruit était arrivé jusqu'à l'étranger. D'autres manifestations, à caractère franchement politique, ont eu lieu le jour de l'anniversaire de la catastrophe de Khodynsky, à l'occasion du suicide d'une étudiante, Mlle Vietrova, qui, disait-on, avait été violée en prison; enfin, dernièrement, à l'université de Kiev, où les étudiants ont protesté contre le monument érigé à Mouraviev, pacificateur de la Pologne, qui a bien mérité son surnom de Pendeur.

Tous ces troubles avaient un double caractère. Ils étaient provoqués d'abord par le régime despotique auquel les étudiants ont été soumis par les statuts universitaires de 1884. Dans presque toutes les revendications des étudiants, on demande le retour aux statuts, plus anciens, mais plus libéraux, de 1883. A côté de ces réclamations purement universitaires, certaines manifestations avaient directement pour but de protester contre l'oppression politique qui pèse non seulement sur les étudiants, mais sur tous les sujets russes en général. Il est difficile de dire exactement quel est le caractère qui prédomine dans les événements actuels. Ce qui est certain, c'est qu'au premier plan se trouve une protestation contre les violences de la police. C'est pour cela que le mouvement a pu gagner si rapidement un grand nombre d'élèves des écoles supérieures. La provocation de la part de la police était évidente, comme dans les troubles précédents, d'ailleurs.

La veille du 8/20 février, le jour de fête de l'université de Saint-Pétersbourg, le recteur a fait apposer une affiche dans laquelle il défendait aux étudiants toute manifestation à cette occasion et menaçait les manifestants de 300 roubles d'amende pour la première fois, de trois mois de prison pour la deuxième fois et de l'exclusion de toutes les universités pour la troisième fois. Les étudiants ont répondu en arrachant l'affiche; de plus, ils ont sifflé le recteur pendant toute la durée de la séance solennelle, le 8 février. Ensuite les étudiants ont commencé à quitter tranquillement l'université, sans aucune manifestation extérieure. L'université se trouvant située sur une île, ils étaient obligés, pour revenir au centre de la ville, de passer par des ponts. Le pont du Palais, vers lequel ils se sont dirigés, était barré par la police et même les passages sur la glace qui existent d'ordinaire étaient supprimés. Pendant que les étudiants parlementaient, une foule de près de 500 personnes s'est assemblée. Une tentative a été faite de passer sur un autre pont, le pont Nicolas.

Là se trouvaient également les gendarmes à cheval et des cosaques. Plusieurs personnes ont commencé à se moquer de l'officier qui les commandait et à jeter des boules de neige aux soldats. L'officier lança ses cosaques sur la foule en criant : « Frappez-les, ces canailles d'étudiants, on ne nous pendra pas pour eux! » Les coups de nagaïki ont commencé à pleuvoir à droite et à gauche. La foule s'est jetée vers les trottoirs, se partageant en plusieurs groupes, mais alors chacun d'eux a été entouré par les cosaques et les mêmes scènes sauvages se sont prolongées pendant près de cinquante minutes. On frappait les étudiants, les professeurs (le professeur Kareef et un autre professeur, un Français, ont été blessés), les étudiantes, les élèves des lycées qui passaient là, enfin toutes les personnes qui se trouvaient là par hasard. Beaucoup ont dû être transportés à l'hôpital. L'indignation parmi les étudiants a été si forte qu'au bout de trois jours toutes les écoles supérieures étaient en grève — les étudiants ayant refusé de continuer d'aller aux cours. De nombreux professeurs se sont déclarés solidaires des étudiants et ont cessé les cours à leur demande. Un professeur de théologie a déclaré au préfet Kleighels, entré dans l'université, que ce n'était pas à un préfet de lui donner des ordres. D'autres professeurs sont allés trouver le préfet pour protester contre la brutalité de la police. Il est à remarquer que même les étudiants appartenant à l'aristocratie, qui d'habitude se tiennent à l'écart de toutes les « histoires », prennent part au mouvement actuel, certains d'entre eux ayant été frappés dans la foule, le 8 février.

Quant aux revendications des étudiants, elles sont les suivantes :

1° Pleine amnistie pour les étudiants ayant pris part aux manifestations; 2° publication, dans le *Messager du Gouvernement*, d'un blâme à la police; 3° limitation de l'arbitraire de la police en cas de manifestations; 4° droit d'association pour les étudiants; 5° des garanties de liberté individuelle.

Actuellement les cours sont suspendus dans les écoles suivantes :

A Saint-Pétersbourg : l'Université, l'Ecole électrotechnique, l'Institut technologique, les cours supérieurs pour les femmes, l'Ecole de médecine pour les femmes, l'Ecole forestière, l'Ecole des Mines, l'Ecole des Ponts et Chaussées, l'Ecole de Médecine, le Conservatoire, l'Ecole des Beaux-Arts, l'Ecole des Ingénieurs civils, l'Ecole dentaire, les cours du professeur Leshaft, la Faculté de théologie, l'Ecole navale, l'Ecole technique, l'Ecole de pyrotechnie.

A Moscou : l'Université, l'Ecole technique, l'Ecole des Ingénieurs, l'Institut agronomique.

A Varsovie : l'Université, l'Institut polytechnique.

A Kharkov : l'Université, l'Institut technologique.

A Odessa : l'Université.

A Kiev : l'Université, l'Institut polytechnique, la Faculté de théologie.

Des renseignements plus détaillés manquent. La police et l'inspectorat des universités sont exaspérés. On s'attend à des arrestations en masse.

Notre camarade André Girard, indisposé, n'a pu nous faire parvenir son intéressant « Mouvement social ».

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Cours de l'Ecole libertaire de la semaine :

Lundi : Histoire, par M. Collière (Napoléon Ier). — Mardi : Mécanique, par Perrare. — Jeudi : Physiologie, par Henry Christian; Géologie, par Ralph. — Vendredi : Physique et Chimie, par Bloch. — Samedi : Dessin raisonné, par Charpentier.

Les cours ont lieu le soir, à 8 h. 1/2, hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente.

Pour tout ce qui concerne l'école, s'adresser au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

∴

Reçu pour l'Ecole libertaire :

Par Ardouin : Liberté, 0 fr. 50; Cohen, 5 fr.; Un anonyme de Marseille, 5 fr.; Quête hebdomadaire d'un atelier, 2 fr.; Un camarade, 5 fr.; Bouquet, 5 fr.; Marseille, Groupe de Mempenti, 10 fr.; Un typo et son bœuf, 0 fr. 50; Un Lillois en rage, 0 fr. 25; Un élève de Robin, 0 fr. 25; XX., 1 fr. En tout, 34 fr. 50.

BIBLIOGRAPHIE

Le Père d'Emile Zola, par Jacques Dhur; 1 vol., 3 fr. 50, à la Société libre d'édition des Gens de Lettres, 30, rue Laffitte.

Catherine Morland, par Jane Austen, traduit de l'anglais par Félix Fénéon; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte.

Cosmogonie dualiste, 1 br., chez l'auteur, 130, rue de Rosny, Montreuil-sous-Bois.

Chez Stock, 11, galerie du Théâtre-Français :

Le Mot du mot de l'énigme, par Paschal Grousset; 1 br., 1 fr.

La Peine du Dam, par M. Reepmaker; 1 vol., 3 fr. 50.

D'Eugène Delacroix au néo-impressionisme, par Paul Signac; 1 plaquette, 1 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte, Paris.

∴

Vient de paraître :

Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, par Paul Delesalle, 1 broch., 0 fr. 20, en vente au bureau du journal.

PETITE CORRESPONDANCE

M. T., à Podensac. — Le paiement est régulièrement fait de trois mois en trois mois et finit à présent fin mai.

E. Ponsot. — Le paquet nous est revenu avec la mention inconnu?

E. R., à Sciez. — Merci, mais oui, envoyez-nous-les.

Guhur. — Où faut-il servir votre abonnement? Votre libraire est-il bien Mlle Biet?

K., à La Ferté. — 1° Quelques renseignements dans le livre de Varenne : « De Ravachol à Caserio »; il n'a pas paru d'ouvrage spécialement; 2° nous n'avons pas cette brochure.

J. C., à Boussy. — En principe, nous ne faisons pas d'annonces, car c'est là-dessus que se basent les gouvernants pour cuisiner leurs procès « d'associations de malfaiteurs ». Et puis votre demande est d'un caractère trop intime.

Reçu pour la brochure à distribuer : E. F., à Bordeaux, 10 fr. — Un camarade à Marseille, 3 fr. — Bizieu, 5 fr. — X. Y., 15 fr. — Guh, 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : Goua, 0 fr. 25. — Vatille, 1 fr. — J. H., vente de vieux timbres, 3 fr. — Ardouin, 50 fr. — Un groupe de peintres en décor, E. V., 3 fr. 50. — Guh, 0 fr. 50. — Kle, 1 fr.

Reçu pour les anarchistes italiens : X. Y., 16 fr. — Merci à tous.

M., à Troyes. — M., à Saint-Etienne. — F., à Amiens. — B., à Brest. — B., à Jemmeppes. — E., à Montpellier. — R., à Roanne. — M., à Binche. — C., à Toulon. — H., à Alais. — Reçu timbres et mandats.

Portrait de *Cafiero*, gravé par Barbottin. L'épreuve en simili-japon, 0 fr. 50; en tube, franco 0 fr. 60.

Déjà parus, dans la série sur Hollande :

Proudhon, en tube, franco... 0 fr. 60
Bakounine, — ... 0 fr. 60

Le Gérant : DENÉCHÈRE

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 48 — DIX CENTIMES — DU 25 AU 31 MARS 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS CAMARADES

Notre appel de la semaine dernière a été entendu. Les camarades nous engagent à persévérer dans notre ligne de conduite en nous promettant de l'aide. Quelques-uns se sont engagés à un versement mensuel à faire recouvrer par la poste. D'autres nous annoncent leurs souscriptions. Nous remercions les uns et les autres.

Les deux premiers moyens indiqués dans notre appel de la semaine dernière peuvent être mis en pratique immédiatement et sont à la portée de tous. Nous les rappelons donc :

1° Travailler à augmenter la vente en nous aidant à trouver des dépositaires nouveaux, surtout dans les localités où nous n'en possédons pas; en faisant, pour commencer, le sacrifice d'acheter quelques exemplaires par semaine, jusqu'à ce que le libraire soit arrivé à se créer une petite vente qui l'incite à continuer.

2° En nous faisant des abonnés dans leur entourage, parmi ceux trop paresseux pour se déranger et aller chercher le journal chez le libraire.

Nos amis peintres, dessinateurs, sculpteurs nous ont promis des lots pour la tombola qui aura lieu à l'issue de la conférence.

Nous tenons des cartes à la disposition des camarades qui désireraient en placer.

Pour la conférence, notre camarade P. Quillard nous a promis son concours et fera l'historique du journal à ses trois étapes successives : le *Révolté*, la *Révolte*, les *Temps Nouveaux*. Prendront aussi la parole les camarades Hérold et Charles-Albert.

La semaine prochaine, nous annoncerons la date et le lieu de la conférence ainsi que la liste des lots que nous aurons recueillis.

LES TEMPS NOUVEAUX.

L'ERREUR DES RÉFORMISTES

Pour obtenir quelque chose, disent les partisans des réformes, il faut savoir modérer ses désirs, s'attacher à ne réclamer que ce que l'on sait pouvoir être arraché à ceux qui détiennent le pouvoir.

Ceux-là, ce sont les habiles, ce sont eux qui admettent la légitimité des réclamations les plus osées, mais qui, sous couleur d'être pratiques, prétendent qu'il faut tailler soi-même dans ses *desiderata*, comme s'il n'y avait pas assez de toute la masse des retardataires pour opérer cette sélection « régressive ».

A ceux-là, j'ai répondu dans les chapitres précédents; mais il y a une autre classe de réformateurs, de très bonne foi, ceux-là, qui reconnaissent, eux aussi, que la société n'est pas ce qu'il y a de mieux organisé, mais trouvent cependant qu'il y a des droits acquis qu'il faut savoir respecter, et que la société fait assez, en permettant à ceux qui n'ont rien d'employer leur intelligence à acquérir par les moyens qu'il leur plaira, pourvu qu'ils ne soient pas proscrits par ses codes. Tout ce qu'ils admettent, c'est que l'ouvrier devrait pouvoir gagner un peu plus, de façon à arriver à se mettre à l'abri des chômages, s'économiser quelques sous pour ses vieux jours.

Il y a ainsi des gens qui, parce qu'ils reconnaissent au travailleur le droit à une existence moins mauvaise, lui tolérant « la poule au pot » le dimanche, s'imaginent avoir ainsi atteint le plus haut point de justice sociale qu'il lui soit donné d'atteindre, et le considèrent comme un ingrat lorsque, ne s'en contentant pas, il réclame davantage.

Ces gens-là ne se sont jamais dit que, du moment qu'il fournit sa part de travail, l'individu a droit, non pas à un peu de justice, mais à « toute » la justice, et que sa part ne sera complète que du jour où il ne sera plus forcé de vendre sa force de production à ceux qui, profitant de l'ignorance de ceux qui nous précédèrent, et de la mauvaise organisation sociale qui en découla, ont hérité des moyens factices qui leur permettent de l'exploiter.

Eh oui, ce n'est pas seulement un peu de bien-être que nous voulons, mais aussi tout ce qui est utile au développement intégral de notre personnalité. Et cela, l'organisation sociale, telle qu'elle existe, ne peut l'assurer qu'aux favorisés de la fortune; elle ne le donne qu'à ceux qui acceptent les conditions de lutte qu'elle leur offre, et ne reculent pas devant l'exploitation de leurs semblables, ne s'inquiétant en rien des cris de douleur de ceux qu'ils pourront écraser sur leur route, dans leur course à l'exploitation.

Nous, anarchistes, nous voulons tout ce qui peut assurer notre bien-être, nos jouissances, notre développement, mais nous voulons que cela soit pour tous, sybarites que nous sommes! nous ne voulons pas que notre félicité soit troublée par les plaintes de ceux que broie une organisation sociale défectueuse. C'est pourquoi nous trouvons insuffisante une augmentation de salaire, pourquoi nous repoussons toute conciliation avec le patronat et les possédants, pourquoi nous considérons que notre but ne pourra être atteint que par l'abolition de la propriété et du capitalisme, que nous voulons la transformation complète de l'ordre social, sa réorganisation sur la justice et la solidarité, au lieu d'être basée sur l'arbitraire et l'antagonisme.

∴

Ah çà! ceux qui trouvent nos réclamations exagérées, voudraient-ils nous dire sur quoi ils se basent pour trouver que le travailleur devrait se trouver satisfait d'une amélioration qui lui permettrait de manger à peu près à son saoul, de ne pas crever tout à fait de faim lorsqu'il est vieux? Ils ne peuvent l'assurer; mais le pourraient-ils? Si le besoin de manger est le besoin primordial à satisfaire, la vie, pourtant, ne se résume pas en cela seul. Ce besoin une fois satisfait, il en naît d'autres qui, à leur tour, exigent leur satisfaction. C'est de la naissance de ces besoins que sont sortis l'intelligence de l'homme, les progrès accomplis, l'élargissement de notre pensée et de nos facultés.

Vous qui avez détruit le droit divin, qui avez démontré l'unité de départ de la race humaine, en faisant remonter sa naissance à la formation de la première matière organique dérivant de l'association des éléments ambiants, énumérez-nous donc les raisons qui feraient qu'aujourd'hui, une petite part de l'humanité aurait, seule, le droit de jouir du développement acquis, et que l'autre part devrait peiner, produire, et être sevrée de ce qui devrait faciliter son développement?

Il faut respecter les droits acquis, nous dit-on. Alors parce que nous avons été volés, il faudrait nous résigner à continuer de l'être pour ne pas troubler la digestion de ceux qui profitent de ce qui nous a été volé? Il nous faudrait renoncer à jamais développer notre être parce qu'une minorité se l'est réservé pour elle seule?

« Un bouleversement social », nous répond-on, « pourrait amener des injustices plus grandes, un recul de l'humanité, une destruction des progrès accomplis! »

Mais, outre que cela n'est pas prouvé, que veut-on que cette crainte fasse à ceux qu'écrase votre organisation sociale? Est-ce que ceux qui crèvent de faim maintenant peuvent avoir peur de voir empirer leur situation? Et que peut faire la disparition du progrès à ceux qui n'en connaissent que les souffrances?

Si l'on craint tant que cela un retour de la barbarie, pourquoi toujours demander aux déshérités d'ajourner leurs réclamations; les privilégiés qui en ont, eux, toujours profité, ne verront-ils jamais venir leur tour de faire enfin quelques sacrifices à cette fameuse déité du progrès dont ils se réclament si souvent?

Il a été démontré, je ne sais combien de fois, combien étaient fausses et mensongères vos promesses d'amélioration. L'organisation capitaliste est telle, que les améliorations soi-disant pratiques que l'on prétend y apporter sont illusoires ou impraticables, et n'ont qu'un effet,

faire perdre de vue aux travailleurs le but réel de leurs revendications pour les lancer à la conquête de réformes chimériques.

∴

Certes, plus je vais, plus je suis convaincu que l'état social ne changera pas brusquement; que les révolutions qui se préparent, ne seront que des étapes successives de ce que nous voulons réaliser, mais ce dont je me convainc aussi de plus en plus, c'est que ce ne sont pas les réformes politiciennes qui prévaudront. Les seules réformes possibles sont celles qui surgiront de l'action individuelle, se *transformant* elle-même sous l'action d'un idéal supérieur. La révolution ne peut être que la poussée qui déblaie la place des obstacles qui s'opposent à l'esprit nouveau.

Pour qu'une réforme aboutisse, ce n'est pas elle qu'il faut chercher à réaliser, qu'il faut préconiser, mais bien cet idéal fécond qui nous enseigne des façons de vivre plus logiques, qui, en nous impulsant vers une transformation radicale, nous fait, chemin faisant, trouver les étapes inévitables par lesquelles on doit passer.

J. Grave.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

XIV

Le Mutualisme et l'Anarchisme de Proudhon.

Malgré l'influence néfaste de la métaphysique dialectique de Hegel, Proudhon a su développer toutes les idées énoncées déjà dans son premier mémoire sur la propriété. J'entends ici non seulement ses fameux aphorismes si frappants et si courageux, comme :

« L'esclavage, c'est l'assassinat. »
« La propriété, c'est le vol. »
« Dieu, c'est le mal. »

mais aussi les revendications, qui, pour ne pas appartenir à lui seul exclusivement, n'en furent pas moins formulées et développées par lui, pour la première fois, dans ses ouvrages, et qu'on peut réduire à ces trois principes, principes fondamentaux de toute la philosophie de Proudhon.

1° Liberté *économique* et sociale de l'individu, ce qu'il exprimait si bien en disant que « l'homme ne veut plus qu'on l'organise, qu'on le mécanise ». Si l'on se souvient des événements de ces quarante dernières années, soit les manifestations et la lutte pour l'autonomie communale, soit les actes d'insoumission et de révolte individuelle, soit, enfin, la tendance émancipatrice en philosophie (W. Wundt, H. Spencer, J. St. Mill, Guyau et autres), en littérature, poésie, drame, roman (W. Withman, Ibsen, Makay, Hauptmann, Tolstoï et Zola dans les dernières années), on doit reconnaître combien Proudhon avait raison en affirmant cette vérité (2).

En réalité, l'humanité, dans ses meilleurs représentants, aspire toujours vers un ordre social où l'homme serait libre, non « organisé », non « mécanisé » par des prescriptions autoritaires au nom de stupidités mensongères comme Dieu, ou au nom de l'État et de la majorité.

(1) Voir les numéros qui précèdent à partir du n° 11.

(2) Prof. W. Wundt, *Relation de la philosophie, etc.* Discours de 1899. — H. Spencer, *L'Individu contre l'État.* — J. St. Mill, *Sur la Liberté.* — M. Guyau, *La Morale sans sanction ni obligation.* — Tolstoï et Ibsen, Hauptmann et Makay sont bien connus pour leur glorification de l'individu, et de la liberté en morale et en politique.

Comme disait J.-J. Rousseau, cité par Proudhon, « *il est contre l'ordre naturel que le plus petit nombre soit gouverné par le plus grand* » (1).

2° Le second principe défendu par Proudhon en opposition aux systèmes sociaux plus ou moins autoritaires, à la mode avant les journées sanglantes de juin 48, est le *mutualisme* dans la production et dans l'échange. Selon Proudhon, son système de *compagnies ouvrières*, libres avec leur entente des hommes parfaitement indépendants, devait remplacer aussi bien l'organisation future du communisme autoritaire, que l'esclavage du salariat capitaliste. C'est justement pour son opposition au communisme *autoritaire de l'État socialiste*, pour son affirmation du droit de chaque membre des compagnies ouvrières à disposer librement du produit de son travail, qu'on traita Proudhon de bourgeois et d'individualiste. Faut-il dire que c'était un malentendu?

A l'époque où il menait sa polémique, souvent injuste, contre les communistes et les socialistes révolutionnaires, on pouvait lui reprocher, il est vrai, qu'il prêchait tout simplement la coopération individualiste. Mais les graves événements politiques de l'époque, la lutte sanglante pour les réformes sociales d'alors sont bien loin de nous aujourd'hui et nous pouvons juger mieux les deux partis adverses : tous deux sincèrement socialistes et, certainement, tous deux défenseurs ardents du peuple.

Qu'est-ce que Proudhon entendait par le mutualisme? Ni plus ni moins que le collectivisme adopté en 1868 par la grande Association internationale des Travailleurs (2). Mais laissons-lui la parole :

« Vis-à-vis des personnes et des familles dont le travail fait l'objet de l'association, la compagnie (de producteurs libres) a pour règles :

« Que tout individu employé dans l'association, homme, femme, enfant, vieillard, chef de bureau, contremaître, ouvrier, apprenti, a un droit indivis dans la propriété de la compagnie;

« Qu'il a droit d'en remplir successivement toutes les fonctions, d'en remplir tous les grades, suivant les convenances du sexe, du talent, de l'ancienneté;

« Que son éducation, son instruction et son apprentissage doivent en conséquence être dirigés de telle sorte, qu'en lui faisant supporter *sa part des corvées* répugnantes et pénibles, ils lui fassent parcourir une série de travaux et de connaissances, et lui assurent, à l'époque de la maturité, une aptitude encyclopédique et un revenu suffisant;

« Que les fonctions sont électives, et les règlements soumis à l'adoption des associés;

« Que le salaire est proportionné à la nature de la fonction, à l'importance du talent, à l'étendue de la responsabilité;

« Que tout associé participe aux bénéfices comme aux charges de la compagnie, dans la proportion de ses services;

« Que chacun est libre de quitter à volonté l'association, conséquemment de faire régler son compte et liquider ses droits, et réciproquement la compagnie maîtresse de s'adjoindre toujours de nouveaux membres.

« Ces principes généraux... fournissent la solution de deux problèmes importants de l'économie sociale : celui de la *force collective*, et celui de la *division du travail* (3). »

Comme on voit, Proudhon est bien loin de messieurs les individualistes de nos jours. Non seulement il reconnaît un pacte, un *contrat* social entre les associés libres, mais il reconnaît aussi l'éducation collective, les élections aux fonctions, le travail, même les corvées pénibles, toujours collectifs. En ce qui concerne les accusations

(1) *L'Idée générale de la Révolution*, 1851, p. 280.

(2) Par un étrange malentendu, on attribue souvent le collectivisme à Marx, qui était et resta toute sa vie communiste pur sang.

(3) *L'Idée générale de la Révolution*, p. 256-257.

des collectivistes parlementaires, je crois que la majorité ignore par qui l'idée collectiviste fut formulée. Tandis que les ambitieux, les aspirants au pouvoir dans l'État collectiviste, calomnient Proudhon pour détourner de lui l'attention et les sympathies du prolétariat, pour que ce dernier ne voie pas que le vrai collectivisme était conçu hors de toute réglementation bureaucratique et autoritaire; qu'en empruntant l'idée de collectivité chez les saint-simoniens, Proudhon, comme Fourier, *prenait toutes ses mesures* pour garantir la liberté complète pour chaque membre. Ces aspirants au pouvoir font tous leurs efforts pour que la masse ne voie pas que le système phalanstérien de Fourier, le communisme de Robert Owen, ou le collectivisme de Proudhon devraient se réaliser, comme de vraies organisations *socialistes, par la société* elle-même, en supprimant l'État et ses fonctionnaires, y compris les futurs législateurs et administrateurs du collectivisme.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

RÉPONSE A M. L. LÉVI

Monsieur,

C'est avec une certaine surprise que j'ai lu dans un des derniers numéros de l'*Enclos*, notre vaillant camarade de lutte, les inexactitudes et les insinuations peu bienveillantes incluses en votre réponse à M. Robin.

A différentes reprises, vous laissez entendre que les anarchistes seraient très sympathiques au malthusianisme. Vous parlez de « théories anarchico-malthusiennes ». Pourriez-vous citer les sources de vos dires? Vous parlez aussi de « philosophes anarchistes privilégiés ». C'est peut-être très spirituel. Mais je m'honore de compter au nombre de mes amis quelques « philosophes anarchistes », et je ne me suis jamais aperçu qu'ils fissent beaucoup figure de privilégiés. Ce serait plutôt le contraire.

Mais ce sont là petites méchancetés dont le ridicule vous reste. N'insistons donc pas et voyons ailleurs. Vous écrivez à M. Robin : « Vous êtes, je crois, Monsieur, un libertaire, et le sort de la communauté vous touche assez peu en face du bonheur de l'individu. » Or, de deux choses l'une. Ou vous n'avez jamais lu un seul livre, une seule brochure, un seul journal anarchiste, et alors comment parlez-vous de choses que vous ignorez? Ou bien, vous avez eu entre les mains quelque livre, quelque brochure, au moins quelque feuille anarchiste, et alors comment se fait-il que vous rapportiez d'une manière si inexacte ce que vous y avez lu?

Ne pas séparer le « bonheur de l'individu » du « sort de la communauté », c'est un des soucis dominants de la propagande anarchiste. Et si l'idée anarchiste s'est imposée, aujourd'hui, ralliant, on peut le dire, les premiers esprits de l'époque, c'est justement pour avoir opéré la synthèse des deux grands courants qui entraînent le monde : communisme au point de vue économique; individualisme au point de vue politique ou plutôt moral. Les anarchistes sont communistes parce que le communisme est la seule économie où l'individu puisse se développer en toute force et beauté. Ils sont individualistes parce que l'individualisme est la seule habitude morale capable de créer entre les hommes une solidarité réfléchie et capable aussi d'éviter les empiétements des ambitions personnelles, en faisant de chaque individu le gardien énergique et attentif de ses propres droits.

Vous me répondrez peut-être que certains, en même temps que d'anarchisme, font parade d'un insupportable aristocratisme? C'est exact.

Mais il y a aussi des socialistes, ou soi-disant tels, qui jouent dans la politique actuelle le rôle d'ignobles ambitieux. Serions-nous, pour cela, autorisés à dire, nous autres anarchistes, que tous les socialistes sont d'ignobles ambitieux?

Venons, maintenant, si vous voulez, au néo-malthusianisme de Robin.

Il y a, dans ces théories, — ou plutôt dans l'ordre de préoccupation qu'elles révèlent, — quelque chose de très légitime, tant au point de vue individuel que social. A mesure que l'individu se développe, des domaines longtemps fermés à la raison, à la réflexion s'ouvrent devant elles, ceux du sexe et de la procréation en particulier. Plus l'homme et la femme s'affineront, moins ils seront disposés à laisser le hasard maître de leur vie sexuelle et familiale. L'idéal de la procréation bestiale, de l'homme machine à engrosser, de la femme machine à accoucher, de l'enfant conçu et élevé au hasard, « comme ça peut », est destiné à faire place évidemment à un idéal plus relevé. Si certains répugnent encore aux idées de cet ordre, c'est beaucoup sous l'influence de la vieille loi religieuse, encore vivace, pour laquelle la chair étant infâme, l'acte sexuel en vue d'autre chose que la procréation constitue un péché. Ces scrupules disparaissent et disparaîtront de plus en plus.

A mesure que l'organisation sociale en s'épurant exigera un jeu de forces humaines plus savantes, plus conscientes, coordonnées plus exactement, c'est-à-dire des individus plus développés, mieux éduqués, on préférera, selon la formule de Robin, la qualité à la quantité des enfants. Et ce ne sera pas la dépopulation progressive, car la vie sociale, lorsqu'elle ne sera plus fondée sur l'exploitation, fera beaucoup moins de déchet humain. Il n'y aura personne, non plus, de contraint au célibat. On oublie trop souvent, quand on spécule sur la population, de vérifier si l'abaissement des naissances ne se compense pas par de la longévité. On oublie aussi de tenir compte de l'élément: économie sociale. Le même pays, trop pauvre en hommes pour satisfaire aux appétits de la société capitaliste, la plus gaspilleuse qui soit des efforts humains, deviendrait assez riche le jour où il s'organiserait pour vivre en communisme, c'est-à-dire sous un ordre social économe de l'effort humain.

Maintenant, la limitation de la famille sera-t-elle le fait de pratiques malthusiennes ou d'une *tempérance* relative, comme préconisent le philosophe anglais Carpenter et le naturaliste écossais Geddes, nous n'en savons rien. Mais il n'en reste pas *moins* vrai que cette limitation du nombre des enfants, cette intervention de la volonté individuelle dans la procréation, ne sont pas choses absurdes ni criminelles, comme vous prétendez.

Seulement, elles n'ont *pas* l'importance sociale que Robin leur attribue, voilà ce qu'il faut dire. Quand *on* les envisage dans leurs rapports avec une société meilleure, elles apparaissent comme conséquences plutôt que comme moyens de cette société.

Le néo-malthusianisme présenté à la façon de Robin a, de plus, le tort d'être antirévolutionnaire, en tant qu'adaptation aux conditions actuelles d'existence.

Une fois prélevés sur notre travail leurs énormes bénéfices, les capitalistes nous disent: « Voilà ce qui vous reste; arrangez-vous. » Le malthusien baisse la tête et pense en lui-même: Pour faire à chacun la part un peu plus grosse, nous tâcherons d'être le moins nombreux possible. » Le révolutionnaire-communiste, au contraire, refuse de s'adapter de quelque façon que ce soit aux volontés du capital. Il sait qu'il y a assez de richesses sur terre pour *tous* les hommes, et il veut qu'elles soient à tous. Que chacun jouisse d'abord de tout ce qui lui revient. On verra ensuite s'il est nécessaire d'avoir beaucoup ou peu d'enfants. Et ce sera seulement alors, faut-il ajouter, qu'on pourra le savoir exactement.

En l'état actuel des choses, le malthusianisme ne semble pas mériter d'autre critique. Il ne mérite pas surtout celles que vous lui adressez, et qui se fondent presque toutes sur des erreurs de fait ou de logique.

Robin dit aux travailleurs: « Ayez moins d'enfants et votre salaire moins morcelé vous permettra de les nourrir et de les éduquer mieux. » Il préconise donc le malthusianisme des pauvres. Pourquoi voulez-vous le rendre responsable de celui des riches? « Au lieu de s'attaquer aux mauvaises conditions sociales, dites-vous, le malthusianisme tend, au contraire, à concentrer le capital dans un petit nombre de mains, c'est-à-dire à rendre plus critique la position des travailleurs. » Et ainsi vous combattez le malthusianisme conseillé aux pauvres par l'influence du malthusianisme des riches sur la situation des pauvres. Illogisme, auquel s'ajoute, du reste, une erreur de fait. Car, morcelé ou concentré, le capital accomplit toujours sa même œuvre nocive. Gros capitaliste ou syndicat de petits capitalistes, l'exploiteur n'en possède pas moins avec les moyens de produire, le travail, la vie, le bonheur de ceux qui mettent en œuvre ces moyens de produire.

Plus loin, même procédé: « La société actuelle cultive soigneusement le malthusianisme et rien n'est plus logique. » « Le capital, sous sa « forme égoïste, est ennemi de la population, « parce qu'il est ennemi du partage, et que la « multiplication des hommes est toujours plus « ou moins une division de la richesse. » (Guyau.) Mais, de ce que les riches cultivent le malthusianisme pour certaines raisons, s'ensuit-il que les pauvres auraient tort de les imiter pour d'autres raisons? Les capitalistes, d'ailleurs, ne sont ennemis de la population que pour leur classe à eux. Ils n'en sont pas ennemis le moins du monde pour la classe pauvre. Tout au contraire. Dans leurs usines, dans leurs colonies, dans leurs casernes, ils ont besoin de *beaucoup* de pauvres. Ils ont besoin aussi de sans-travail, comme avilisseurs de salaires et réserve d'exploités. Les gouvernants et les économistes, c'est-à-dire les plus autorisés représentants du capital, ne sont-ils pas officiellement chargés de gémir sur la dépopulation?

Quant à l'infériorité physique et intellectuelle des premiers-nés, je ne pense pas que les observations faites sur ce point soient assez nombreuses pour être concluantes tant soit peu. « Si les familles d'un enfant avaient prévalu en France au dix-neuvième siècle, dites-vous, nous aurions été privés, rien que parmi les grands romantiques, de Chateaubriand, de Victor Hugo et d'Alfred de Musset. » Ces petits jeux sur les grands hommes sont toujours très amusants. Ils rappellent Schopenhauer concluant de quelques notes sur des familles célèbres le rôle du père et de la mère dans la transmission héréditaire.

Et puis V. Hugo, A. de Musset, qu'*est-ce* que cela prouve? L'hypertrophie, ni la surexcitation d'une faculté ne constituent la *beauté* humaine. Des aînés obscurs peuvent être fort supérieurs à leurs illustres cadets par l'équilibre de leurs facultés et la santé de leur caractère.

La vérité est que, dans l'état actuel de la science, — il suffit de lire quelques ouvrages spéciaux pour s'en convaincre, — seules, des hypothèses sont permises sur ce côté du problème de la génération. Or, en face d'hypothèses, pourquoi pas celles de M. Robin, aussi bien que les vôtres?

Veuillez agréer, Monsieur, etc...

CHARLES-ALBERT.

Nous avons retrouvé quelques *Péril anarchiste*, que nous pouvons laisser à 1 fr. 25 franco.

MOUVEMENT OUVRIER

Il y a décidément des gens qui, à tout prix, veulent être tondus. La réunion qui a eu lieu ces jours derniers à la Bourse du travail en est une preuve.

Une des corporations les plus réactionnaires, un groupement qui s'intitule « Syndicat des peintres français » (?), avait invité de bons députés à venir leur expliquer un nouveau projet de loi sur « les conditions du travail » qui va bientôt venir en discussion à la Chambre.

Comme de juste, les bons députés n'ont pas manqué de venir se faire un peu de réclame en assurant à ces pauvres exploités qu'ils ne vivaient que pour eux, absolument pour eux.

J'ignore le projet de loi Vaillant, mais ce que je sais, c'est que nombreuses sont les lois ouvrières, et qu'elles ne servent pas à grand'chose. Au contraire, elles se retournent le plus souvent contre celui au profit de qui elles semblent avoir été faites, comme la « loi sur le travail des femmes et des enfants », ou bien cette loi récente sur les « accidents du travail » qui non seulement n'améliore rien, mais est contraire aux intérêts immédiats aussi bien des exploiteurs que des exploités.

D'autres lois ne sont même pas appliquées, comme la loi sur le marchandage ou la loi sur la durée du travail.

N'empêche que certains en réclament d'autres encore, comme s'ils n'avaient pas assez de verges pour être fouettés.

Il ne faudrait pas attacher cependant une très grande importance à ce fait. Le syndicat qui a pris l'initiative de cette réunion est un des rares qui attendent quelque chose de bon de l'action parlementaire. La plupart entendent faire leurs affaires eux-mêmes.

Comme dans toute bonne réunion, l'on a voté un ordre du jour, peu important du reste, mais où l'influence de nos politiciens s'est bien fait sentir, témoin ce paragraphe: « Les corporations chargent en outre la députation de porter au Parlement l'affirmation de leurs sentiments pacifiques. » Ce qui n'a pas empêché du reste d'autres corporations de se réunir dans la même salle deux jours après, pour examiner s'il n'y avait pas lieu de recommencer l'agitation en faveur de la « Grève générale », aussitôt que les travaux du bâtiment seront en pleine activité. Ce jour-là, les députés et autres parasites n'étaient pas à la Bourse du travail.

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

MERLE BLANC. — A quel degré d'abrutissement et de platitude nous sommes arrivés! Un homme qui, comme bien d'autres, a accepté d'exercer le difficile métier de juger les actions de ses semblables, apporte dans ses fonctions une conscience qui se trouve faire défaut d'une façon absolue chez ses confrères. Il cherche, avant de les juger, à démêler les mobiles qui ont déterminé les actes, les circonstances qui les ont accompagnés, en un mot il examine le pour et le contre avant de se prononcer. Eh bien! le croirait-on? Cette chose si simple, si élémentaire, cette condition si indispensable d'un bon travail, que s'attache à remplir quiconque s'adonne à une occupation quelconque, soulève des tempêtes de protestations, provoque des explosions d'admiration et prend une importance presque révolutionnaire! Le magistrat qui juge ainsi, qui cherche à faire son métier comme le balayeur s'attache à faire propre, comme le peintre, le maçon, le terrassier, etc., s'appliquent à fournir un bon travail, paraît un être fabuleux, un merle blanc! Quelle honte pour les autres!

Oh! oui, faut-il que les hommes soient avilis pour consentir à se livrer à discrétion à des gens dont l'un, parce qu'il cherche à faire à peu près son métier, passe pour une bête curieuse!

∴

DOMESTIQUES? — Le sénateur Fabre interpelle le ministre de la guerre sur la participation de cer-

tains officiers à la Ligue de la Patrie française. Cette partisipation l'indigne, et il réclame une répression.

Nous ne sommes pas suspects, ici, de sympathie à l'égard des patriotes en général et des officiers en particulier. Mais cette thèse, cent fois développée par des orateurs et des écrivains de divers partis, qui consiste à imposer le silence à quiconque, fonctionnaire, militaire, etc., est salarié de l'Etat, nous a toujours révoltés. Il est entendu, alors, que tout serviteur de l'Etat n'a pas le droit de penser. Non seulement le droit de citoyenneté leur est refusé, mais on veut les réduire à l'état de machines inconscientes. Les rouages d'un Etat, d'après cette conception, ne fonctionneront mieux que dirigés par des automates!

On n'avoue pas plus cyniquement que, sous tout régime autoritaire, l'idéal du citoyen est le domestique.

André Girard.

⁂

L'Armée. — Poursuivi en cour d'assises pour son livre *L'Armée contre la nation*, Urbain Gohier a été acquitté. Son procès a été une bonne journée de propagande antimilitariste. Le sénateur Louis Pauliat est venu témoigner que, pour n'avoir pas voulu prendre conseil de leurs collègues de la marine, les officiers de l'état-major de la guerre ont fait mourir 7.000 soldats à Madagascar. Le député Antoine Desfargues est venu témoigner que les adjudications militaires de viandes de conserves sont des filouteries. Le député Camille Pelletan est venu témoigner que le budget de la guerre et de la marine n'est qu'une fumisterie, qui ne sert qu'à donner des suppléments de solde aux généraux. Le colonel Humbert est venu accuser le général Borgnis-Desbordes de fourberie, de mensonge et de lâcheté. Le major Boyer est venu témoigner que les grands chefs protègent les officiers sodomites. Le commandant Myrskowsky est venu témoigner qu'ils protègent les officiers et sous-officiers faussaires et voleurs. Le colonel Allaire est venu témoigner que tout le monde à la caserne, capitaines, sous-officiers, fait des faux, et qu'il n'y a pas de comptabilité militaire.

Quand les conserves, les virements, les grattages et la sodomie ne marchent pas, il y a encore une ressource : la trahison. Albert Boisson, lieutenant d'infanterie en réforme, vient d'être, par la 8e chambre correctionnelle, condamné à cinq ans de prison, dix ans d'interdiction de séjour, etc.., pour tentative de trahison. Chaque fois qu'un officier trahit, c'est comme chaque fois qu'un ecclésiastique viole un enfant : on crie à l'exception. Mais il y a des exceptions qui sont très rares, et d'autres qui ne le sont pas du tout. Il ne s'agit que de s'entendre.

Enfin, quand la trahison ne marche pas non plus, on se distrait à laisser crever les soldats malades. A Châteauroux, depuis six mois, la fièvre scarlatine règne dans la garnison : plus de 300 hommes du 90e de ligne ont été transportés à l'hôpital; *16 sont morts*; 16 que leurs parents et leurs amis ne reverront plus, grâce à l'incurie de l'administration militaire. Il y a actuellement 5 ou 6 cas de maladie par jour. L'épidémie gagne la ville.

A Aix-en-Provence, Albigife, soldat à la 2e compagnie du 55e de ligne (colonel Dutheil de la Rochère, beau nom, ma foi!), s'étant senti malade, alla à la visite. Ordonnance du major : deux jours de boîte. C'est un remède excellent que les médecins civils, ces ânes, ne connaissent pas. Le soir même, Albigife avait le délire. Les camarades préviennent le sergent, mais le médecin n'est pas à la caserne, il faut attendre jusqu'au lendemain matin. Le lendemain matin, le major se résout à employer la méthode civile, et fait transporter d'urgence Albigife à l'hôpital. Trois jours après, Albigife était mort...

Quand un officier passe, il y a des gens qui crient : Vive l'armée!

R. Ch.

Etats-Unis.

De même qu'après la Commune de Paris, les révolutionnaires échappés au carnage jetèrent à travers l'Europe la semence de leurs principes, de même les anarchistes poursuivis par la réaction européenne continuent leur propagande et se répandent partout. Les idées, quoique vaincues par la force, ne peuvent pas mourir.

Ici même, les principes anarchistes sont en train d'acquérir plus d'importance dans l'agitation sociale du pays par suite de l'arrivée d'un grand nombre de camarades obligés de fuir devant la réaction d'Europe.

Pour le moment, les camarades italiens sont les plus nombreux et ils apportent beaucoup d'initiative et d'énergie dans le mouvement de langue italienne. Mais une période d'activité nouvelle commence, où prendront part tous les compagnons de diverses nationalités.

Pendant le mois d'avril, Emma Goldmann fera à Chicago une série de conférences en anglais et en allemand, puis se dirigera vers Spring-Valley, centre minier où se trouvent deux groupements de camarades français et italiens *qui comptent* parmi les plus importants des Etats-Unis, ainsi que beaucoup de compagnons de tous pays.

Le groupe français : *Les Affamés* de Spring Valley, reconnaissant la nécessité de fonder un organe communiste anarchiste de langue française, va faire tous ses efforts dans ce but. Il fait appel à tous les compagnons et groupes français de la localité pour mener à bien une entente commune. Le compagnon Dumas prendra probablement la rédaction de ce nouvel organe que nous saluons de nos meilleurs souhaits.

Evening.

Italie.

Nous apprenons la nouvelle arrestation, à Foggia, de notre correspondant Roberto d'Angiò. Il était revenu du domicile forcé depuis quelques jours seulement et le voilà de nouveau sous les verrous. Cela ne nous étonne pas outre mesure, d'Angiò étant l'une des victimes habituelles sur lesquelles s'acharne la police du bon roi Humbert.

Mais un anarchiste de moins en liberté, cela prouve-t-il que le peuple d'Italie ne crève pas de faim?

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Cours de l'Ecole libertaire, salle des Sociétés savantes :

Samedi 25 : Littérature (Diderot), par P. Quillard. — Lundi 27 : Histoire (Louis XIV), par Hérold. — Mardi 28 : Mécanique, par Perrare. — Jeudi 30 : Physiologie, par Henry Christian; Géologie, par Ralph. — Vendredi 31 : Physique et Chimie, par Bloch.

Pour les renseignements, s'adresser au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

⁂

Collecte faite à la fête familiale donnée par le parti ouvrier de Levallois-Perret, samedi dernier 18 mars, au nom du groupe d'action et d'études sociales, 64, rue Vallier, à Levallois-Perret, au bénéfice des *Temps Nouveaux*, dont le montant est de 13 fr. 50.

⁂

Un camarade demande à acheter le premier semestre de la seconde année de la *Société Nouvelle*. — Ecrire au journal.

⁂

Les camarades qui désirent la brochure *La Peste religieuse* n'ont qu'à s'adresser à Béranger, 14, rue des Longues-Haies, à Roubaix : 3 fr. le cent, frais de port en plus.

⁂

Saint-Etienne. — Dimanche 26 mars, à 6 heures du soir, brasserie de l'Alcazar, place Marengo, grande soirée familiale organisée par de jeunes libertaires stéphanois.

Programme : Causerie, par le camarade X...; chants et monologues; *La Cage*, drame en un acte; bal.

Prix d'entrée : 0 fr. 30 par personne.

⁂

Les camarades du groupe « Les Affamés de Spring-Valley » vont sous peu lancer un organe communiste-anarchiste en langue française.

Adresse du groupe : Bureau 60 (Box 463), Spring-Valley (Ill.), Etats-Unis.

BIBLIOGRAPHIE

L'Evolution politique et sociale de l'Espagne, par Yves Guyot; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle, Paris.

A voir :

Le Vagabond, dessin de Léandre, *Journal Amusant*, 18 mars.

VIENT DE PARAITRE

Sous la Casaque, par G. Dubois-Desaulle; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock; dans nos bureaux, 2 fr. 50. C'est le récit des tortures et des injustices subies par notre camarade, envoyé à Biribi pour avoir reçu un paquet de brochures.

Arabesques, par Retté; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte; 2 fr. 75 franco.

L'auteur en a remis 6 exemplaires pour être vendus au profit du journal.

Portrait de *Cafiero*, gravé par Barbottin. L'épreuve sur simili-japon, 0 fr. 50; en tube, franco 0 fr. 60.

Déjà parus, dans la série sur Hollande :

Proudhon, en tube, franco... 0 fr. 60
Bakounine, — ... 0 fr. 60

Dernières brochures parues : *Les Déclarations* d'Etiévant, couverture par Jehannet; *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, couverture de Rysselbergh; *La Propagande socialiste*, par P. Lavroff; *La Mesure du temps*, par Stackelberg, couverture de Charpentier, 0 fr. 15 l'ex. franco, 7 fr. le cent.

Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, par Paul Delesalle, 1 broch., 0 fr. 20, en vente au bureau du journal.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire,** *par Luce* (épuisé). — **Porteuses de bois,** *par C. Pissarro* (épuisé). — **L'Errant,** *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur,** *par Signac.* — **L'Aube,** *par Jehannet.* — **L'Aurore,** *par Wuillaume.* — **Les Errants,** *par Rysselbergh* (épuisé). — **L'Homme mourant,** *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte,** *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine,** *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe,** *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre,** *par Luce.* — **Mineurs belges,** *par Constantin Meunier.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 30 fr. l'édition ordinaire et 60 fr. celle d'amateur.

PETITE CORRESPONDANCE

Les camarades de la colonie sont priés de passer au journal.

Hamelin. — Règle-nous directement moins souvent, la somme étant faible, et pour éviter les frais.

Rod. — Oui, envoyez-les-nous.

Souscription en faveur de l'Ecole libertaire : Pour l'échenillage intellectuel, 1 fr.; Une compagne, 0 fr. 25; Polyte, 0 fr. 50; A bas la calotte! 0 fr. 50; Un ami des chevaliers de la cloche de bois, 0 fr. 50; Un copain qui voudrait voir les tripes à Flamidien, 0 fr. 50; Un Indien, 0 fr. 50; E. Henri, 0 fr. 50; N., un polisseur, 0 fr. 50; Emile, 0 fr. 50; Un pirate, 0 fr. 50; Alexandre, 0 fr. 50; Desroys, 0 fr. 50; Vive la liberté, 0 fr. 50; Beau Bouc, 0 fr. 25; Un prolo, 0 fr 25; Un anar, 0 fr. 50; Un bandit révolutionnaire 0 fr. 20; Pour voir les tripes à Rochefort, 0 fr. 20. Total : 8 fr. 65.

Reçu pour l'Ecole : Une année de la *Société Nouvelle*, 6 fr.

Reçu pour le journal : Léon Brunetaux, 2 fr. — X., à Chinon, 2 fr. — Une année de la *Société Nouvelle*, 6 fr. — D. L., 0 fr. 50. — Un groupe de peintres en décor (E. V.), 5 fr. — Fouquet, 5 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : Un échappé du bagne, 0 fr. 50. — Un employé de chemin de fer, 0 fr. 50. — Admirateur de Reclus, 0 fr. 25. — Un anarch. en herbe, 0 fr. 25. — X., à Chinon, 1 fr. — Merci à tous.

P., à Grenoble. — M., à Reims. — A., à Trelazé. — H., à Angers. — B., à Nantes. — B., à Roubaix. — Café, à Dison. — H., à Scatonville. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.

QUATRIEME ANNÉE, N° 49 — DIX CENTIMES — DU 1er AU 7 AVRIL 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

La semaine dernière, nous avons envoyé notre bordereau de fin de mois à nos dépositaires. Nous les prions de nous en retourner le montant au plus tôt.

Nos camarades dont l'abonnement finit avec ce numéro, sont prévenus que, sauf avis, remboursement sera pris sur eux à la fin du mois.

A NOS CAMARADES

Nombreuses sont les lettres d'encouragement qui nous parviennent. Toutes nous engagent à persévérer dans notre ligne de conduite en nous promettant de l'aide. Nous en remercions vivement nos correspondants.

Nous nous proposons de publier la semaine prochaine certains passages de ces lettres, contenant d'excellentes observations sur la propagande en général et qui seront, croyons-nous, pour tous, d'un bon enseignement.

Nous avons déjà reçu de nombreux lots pour notre tombola, à laquelle nos amis peintres, dessinateurs et sculpteurs contribuent pour une large part. Nous en donnerons la semaine prochaine une liste détaillée.

Nous pouvons déjà annoncer des études de Pissarro, Luce, Malfroy, Hénault et du dessinateur Hermann Paul. Le sculpteur Charpentier nous a fait parvenir un bas-relief en bronze. De notre camarade Meyer également, une superbe théière, etc...

Nous les en remercions tous bien vivement.

Grâce à eux, notre conférence s'annonce comme un plein succès.

Elle aura lieu le jeudi 27 avril, à 8 heures 1/2 du soir, à la salle d'Arras, rue d'Arras. Notre camarade Pierre Quillard fera l'historique du journal à ses trois étapes successives : *Le Révolté, La Révolte, Les Temps Nouveaux.*

Prendront aussi la parole les camarades Hérold et Charles-Albert.

Dès aujourd'hui nous tenons des cartes d'entrée à la disposition de ceux qui désireraient en placer.

Ces cartes d'entrée donneront droit à la tombola qui sera tirée à l'issue de la conférence.

La conférence étant faite au profit du journal, le prix d'entrée en est fixé à 1 franc.

Nous donnerons la semaine prochaine la liste des nouveaux lots qui nous seront parvenus.

SUR LA RELIGION

Ce qui fait la faiblesse des religions, c'est leur multiplicité. S'il n'y en avait qu'une, elle serait — non pas inexpugnable — mais bien difficile à ébranler. Car la religion a cela de séduisant et de commode, qu'elle offre à l'esprit un idéal tout chaud, des réponses toutes prêtes sur l'origine et la fin des choses, en un mot qu'elle dispense de penser. Les esprits paresseux étant le nombre, on ne s'en détacherait pas aisément. Mais la religion étant multiple (et combien multiple!), il y a choix, et par conséquent doute. Pourquoi, dès lors, opter pour l'une plutôt que pour l'autre? Quelle que soit celle où l'on se fixe, du moment qu'elle n'est pas incontestée, adieu la bonne certitude et la douce paix de l'âme. Puisque toutes s'affirment la vraie, aucune ne l'est.

Mais il arrive pour la religion ce qui arrive pour la patrie. Si l'on attendait que nous fussions à l'âge d'homme, pour nous laisser faire notre choix, il est probable que nous n'en choisirions aucune. C'est pourquoi on nous l'*impose* avant que nous soyons en état de raisonner.

⁂

En s'efforçant de fournir les preuves de l'existence de Dieu, les théologiens révèlent leur faiblesse. Pour être inattaquable, Dieu devrait être en dehors de toute controverse, ne relever que de la foi. Enumérer des arguments en faveur de son existence, c'est permettre le contrôle de ces arguments, c'est inviter à en chercher d'opposés. Quelle imprudence!

Certaines de ces preuves sont réjouissantes. Je me rappelle celle-ci, entre autres, fournie par un aumônier de collège : « La preuve que Dieu existe, c'est que chacun (ceux même qui font profession de n'y pas croire) l'invoque involontairement, à de certains moments critiques, par cette exclamation instinctive : *Ah! mon Dieu!* » Ce brave aumônier eût pu citer également d'autres exclamations, telles que *Nom de Dieu!* qui, à voir la fréquence avec laquelle elles reviennent dans la bouche de certaines gens, témoignent chez eux d'une irrésistible *foi latente*, et qu'ils sont envoyés ici-bas par leur Créateur pour y répandre son verbe.

Matière de foi et de révélation, la religion est redoutable; matière de discussion et d'examen, elle n'est plus qu'une chose ordinaire, analogue à telle ou telle forme de gouvernement ou au prix du beurre dans un marché.

⁂

Entre ceux qui ont débarrassé leur cerveau des croyances religieuses et ceux qui y sont toujours embourbés, la distance est de combien de siècles? Au regard d'un athée, un croyant est quelque chose de très enfantin, à peine supérieur en intelligence aux sauvages de la Terre de Feu.

⁂

Plus de Dieu, plus d'autorité. Il faut que l'autorité se base sur quelque chose. Quand on nous intime un ordre, une question vient toujours à nos lèvres : « De quel droit? » Et quelle que soit la réponse, elle se ramène fatalement à : « Tu me dois obéissance, parce que je suis le représentant de Dieu sur la terre. » L'autorité est de source divine, de droit divin. Autrement, elle n'est pas.

(Je ne parle pas de la *contrainte*, qui n'est que le droit du plus fort.)

⁂

Tout se tient. Si les miséreux ne se révoltent pas contre l'ordre économique, n'est-ce pas précisément parce qu'ils sont liés par les préjugés métaphysiques? En effet, la plupart des pauvres gens s'imaginent qu'il est mal de désobéir aux lois, alors même qu'ils désobéissent! L'oppression qui pèse sur eux, ils ne se croient pas le droit de s'en débarrasser. A quoi se rattache cette croyance? A celle d'un créateur qui a voulu les choses ainsi; à l'idée de Dieu, mère de toute autorité. S'il était possible de leur inculquer la conception matérialiste, les malheureux se convaincraient vite qu'il est mal de se laisser opprimer.

Mais il ne suffit pas d'avoir renié Dieu; il faut encore être capable de concevoir la matière. Instruisons donc le peuple.

⁂

Avoir besoin d'un dieu dans le ciel, c'est avoir besoin d'un législateur sur la terre.

⁂

L'Etat n'est autre chose que la forme sociale du préjugé divin.

⁂

Il n'est permis de *croire* à un dieu, que si l'on est dans l'impossibilité de se figurer le monde sans lui. L'admettre en surplus, quelle déraison!

Pour peu qu'on réfléchisse, cette impossibilité n'existe pas.

⁂

Je lis dans Toussenel (*L'Esprit des Bêtes*, p. 53) : « Quand une chose est indispensable ou simplement utile à l'homme, Dieu a grand soin

de multiplier cette chose et de faire en sorte qu'elle se trouve en tous lieux à la portée de sa créature. Ainsi a-t-il fait pour le sucre et le sel..... »

La corrélation qui existe presque toujours entre l'abondance d'un produit et le besoin que nous en avons, n'est pas du tout — n'en déplaise à Toussenel — le résultat d'une législation divine, et l'on aurait tort de voir dans ce fait la marque d'une intention quelconque. La prétendue finalité que l'on voyait autrefois dans la nature, s'explique très simplement par le processus même de la vie. C'est l'abondance d'une chose qui en détermine le besoin chez les êtres, et non pas le besoin qui détermine l'abondance. La possibilité où nous sommes d'user fréquemment de tel ou tel produit, entraîne tout naturellement pour nous l'usage fréquent de ce produit; cet usage nécessite une adaptation de notre organisme, adaptation qui aboutit précisément au besoin de ce produit. Il n'y a là, en vérité, rien de mystérieux. Le besoin d'un objet ne précède pas plus cet objet que l'organe ne précède la fonction. Il n'y a pas du sucre et du sel parce que nous en mangeons, mais nous mangeons du sucre et du sel parce qu'il y en a. On ne concevrait point le besoin d'une chose qui n'existerait pas, ni le besoin très grand de ce qui existerait en très petite quantité. Mais on s'explique fort bien que les produits très abondants aient suscité un usage plus fréquent que les autres, d'où adaptation plus grande et besoin plus grand.

∴

Les matérialistes seuls peuvent être moraux. Seuls ils peuvent avoir le respect de la vie, car ils savent seuls ce qu'est la vie.

Les spiritualistes n'en ont aucune idée. Ils la conçoivent d'une façon tellement incomplète, tellement fausse, que tous les attentats contre elle sont possibles de leur part. Et c'est ce qui a lieu dans la réalité.

∴

Supposons qu'un Dieu existe.

Il ne faudrait pas le prier, car la prière (demande, supplication) est une insulte à sa volonté, à l'ordre des phénomènes qu'il a établi. Il ne faudrait pas non plus le célébrer, le louer, car il détesterait l'adulation, la flatterie intéressée. Et si jamais flatterie fut intéressée, c'est bien celle de ce justiciable à ce juge. Donc, pas de culte d'aucune sorte.

Tout ce que nous pourrions faire pour lui agréer, ce serait de vivre selon notre seule raison — la raison qu'il nous a donnée, — c'est-à-dire de ne pas croire en lui, tant que la science ne nous aura pas démontré qu'il existe.

S'il y avait un Dieu, les seuls hommes qu'il aimerait, ce sont les athées.

∴

« Si vous voulez voir clair, dit le prêtre, commencez par fermer les yeux. »

∴

Dans l'*Histoire de la littérature anglaise* de Taine (tome II, page 384), je trouve un passage de Bunyan qui marque bien la bassesse de sentiments moraux produite par la religion : « J'étais si désespéré d'être damné, que je souhaitais qu'il n'y eût pas d'enfer, ou bien alors que je fusse un démon, *aimant mieux être tourmenteur que tourmenté.* »

Quelques pages plus loin, Taine raconte qu'un jour, après avoir entendu un sermon, Bunyan rentra chez lui bourrelé de remords. « Mais il mangea; son estomac chargé déchargea son cerveau, et ses remords se dissipèrent. » A la suite de quoi il entend une voix qui *lui dit* : « Veux-tu quitter tes péchés et aller au ciel, ou garder tes péchés et aller en enfer? » Dieu lui met le marché en main. Et Bunyan, se décidant pour l'offre la plus avantageuse, devint un grand saint.

Toute cette morale de digestion et de marchandage nous dégoûte un peu.

Une autre fois, « réfléchissant que ses péchés étaient très grands, et qu'il serait certainement damné quoi qu'il fît, il résolut de se contenter en attendant, et, pendant cette vie, de pécher tant qu'il pourrait ». Notez qu'au point de vue religieux, c'était fort bien raisonné.

Supériorité de la morale matérialiste : « Agir bien, parce que cela est bien. »

∴

Il se trouva, un jour, qu'un vélum placé au-dessus d'une lampe s'embrasa et incendia tout un bazar où se trouvaient nombre de femmes, qui moururent.

— Qui a mis le feu? demanda-t-on.

— C'est la lampe, dirent les matérialistes.

— Non, cria un théologien, c'est quelqu'un qui habite dans les nuages.

∴

Un homme s'avance avec précaution, tenant de sa main gauche une pile de disques dans un récipient. De sa main droite, il prend un des palets, tandis que devant lui une bouche béante attend...

C'est un joueur de tonneau qui s'apprête à mettre dans la grenouille?

Non pas : c'est un prêtre qui saisit son dieu entre le pouce et l'index, le plus sérieusement du monde, et qui va lui donner pour demeure l'intestin rectum d'un fidèle constipé.

∴

Dieu n'existe pas. On sait comment a pu prendre corps cette fiction, créée par l'homme à son image. On sait les conséquences désastreuses d'une telle erreur pour l'esprit humain, et la part qu'elle a dans les iniquités sociales dont nous souffrons encore aujourd'hui. Sans doute, il était inévitable que l'idée d'une volonté créatrice et toute-puissante se formât dans le cerveau de l'homme primitif. Nous ne récriminons pas. Seulement, nous pensons que cette sottise a assez duré, pour notre malheur. Aujourd'hui que les progrès de la science ont fait de l'hypothèse matérialiste une certitude, nous voulons contribuer à porter la lumière sous le crâne de nos frères en humanité. Qu'ils nous lisent avec des yeux jeunes; qu'ils laissent sur le seuil leurs habitudes d'obéissance et leurs intérêts de caste.

On peut dire que le préjugé divin est la base de tous les autres. Ils y puisent la justification que la force seule est impuissante à leur donner. Et quiconque n'a pas renoncé à toute croyance — je ne dis pas même religieuse, mais seulement spiritualiste — est incapable de s'affranchir. L'idée de Dieu est la plus déprimante qui soit. Elle est la source de toute servitude et de toute bassesse. Elle a imprimé à nos cerveaux des façons de penser maladroites qui ne se réformeront pas de sitôt; elle empêche l'homme de se connaître, de prendre conscience de sa force et de sa dignité; elle s'oppose à l'avènement de la morale terrestre, morale volontaire de respect réciproque, perpétue la barbarie des vieux siècles, fonde la domination des uns sur le servilisme des autres. Proudhon l'a dit : « Dieu, c'est le mal. »

René Chaughi.

A LA NOUVELLE

Nos lecteurs se rappellent sans doute la lettre publiée dans notre numéro du 10 décembre dernier et par laquelle quatre étrangers condamnés en France et venant de terminer leur peine à la Nouvelle-Calédonie protestaient contre l'étrange déni de justice commis contre eux par des juges français.

Voici de nouveau, en substance, de quoi il s'agissait : Les nommés Julini, Notegheum, Vanoverberghe, Maès, ayant terminé leur peine, s'étaient engagés, comme c'était leur droit étant étrangers, à bord d'un voilier en partance pour le Havre. Le capitaine ne voulant pas d'eux, ils furent ramenés à terre, puis, là, immédiatement arrêtés pour tentative d'évasion et condamnés, deux mois après, par un tribunal maritime spécial, à une nouvelle année de travaux forcés.

L'iniquité d'un tel jugement saute aux yeux. Cela équivaut à prendre quatre citoyens paisibles, dans la rue, et à les emprisonner pour un an, sans l'ombre d'un prétexte.

Le cas fut soumis, en son temps, et la lettre envoyée à la Ligue des Droits de l'*homme*. Celle-ci, estimant sans doute que Dreyfus seul est *un homme*, ne daigna même pas nous accuser réception dudit document. De toute la presse, d'ailleurs, Malato fut le seul qui, dans l'*Aurore*, consacra quelques lignes à ces victimes de l'arbitraire.

Maès, dans une nouvelle lettre, nous apprend aujourd'hui que la condamnation, dont il avait été fait appel, a été maintenue. Il nous donne en même temps l'explication... économique de cet acte de banditisme judiciaire. Il serait certain et bien connu là-bas que les capitalistes et employeurs calédoniens s'entendent avec les fonctionnaires pour empêcher le plus possible les forçats, une fois terminée leur peine, de quitter la colonie. L'explication, il faut bien le dire, semble assez plausible pour qui connaît tant soit peu la psychologie du fonctionnaire.

Quoi qu'il en soit, nous adressons une fois de plus l'histoire, avec ses nouveaux détails, à la ligue des droits de l'homme et à la presse quotidienne.

C. A.

A COTÉ DES DÉMOCRATES

En parlant du prochain Congrès pseudo-socialiste, je faisais pressentir, l'autre jour, que des camarades s'occupaient activement d'organiser à Paris, pour 1900, un Congrès de socialistes révolutionnaires et d'anarchistes.

Une circulaire vient de paraître, elle est adressée à toutes les organisations ouvrières : Syndicats, Bibliothèques et Cercles d'études sociales, aux communistes révolutionnaires, aux anarchistes de tous les pays.

Comme je l'ai dit ici l'autre jour, il s'agit, dans l'esprit des camarades qui ont pris cette initiative « d'opposer au Congrès des socialistes démocrates et parlementaires un Congrès de tous les socialistes révolutionnaires et anarchistes.

La tentative est intéressante, et pourrait démontrer une fois de plus que nos social-démocrates, qui prétendent représenter le socialisme mondial, n'en sont en réalité qu'une partie et non la plus utile. Elle montrerait aussi qu'il y a des hommes, en grand nombre, qui attendent d'autres moyens que des moyens politiques et parlementaires la transformation de la société capitaliste en une société d'hommes libres. Voici le texte complet de la circulaire (1) :

(1) Publiée en même temps en anglais, en allemand et en russe.

Camarades,

Les derniers Congrès internationaux : Paris 1889, Bruxelles 1891, Zurich 1893, et surtout les incidents du dernier congrès tenu à Londres en 1896, ont provoqué un certain mécontentement dans les milieux révolutionnaires de divers pays.

La social-démocratie, qui tend exclusivement à la conquête des pouvoirs publics, prétend représenter tout le socialisme et subordonner à ses buts électoraux tout le mouvement ouvrier. Elle a ainsi abandonné l'esprit révolutionnaire de l'Internationale dont elle ne peut plus se réclamer. Sous son influence, les congrès cités plus haut se sont occupés plutôt de mesures de législation que de questions de propagande socialiste.

L'intolérance de certains groupes a interdit à Zurich et à Londres l'accès du congrès à des fractions entières du socialisme international et a même exclu du congrès prochain tous les syndicats ouvriers qui ne déclarent pas reconnaître « la nécessité de l'action législative et parlementaire ».

Il y a donc, à notre avis, nécessité de réunir en congrès international les groupes ouvriers, les socialistes révolutionnaires, les communistes anarchistes, pour s'entendre sur les moyens de combattre l'oppression économique et politique de la société actuelle et de détruire le régime capitaliste.

Après avoir consulté plusieurs associations ouvrières, révolutionnaires, ainsi que nombre de communistes de différents pays d'Europe et d'Amérique, nous avons pris l'initiative de provoquer :

Un Congrès ouvrier, révolutionnaire, international,

et nous avons cru favoriser une plus grande affluence de délégués en fixant sa date pendant la durée de l'Exposition de 1900. Un congrès corporatif doit avoir lieu à la même époque, et tant pour restreindre les frais des délégués que pour ne pas gêner les travaux de ce congrès, nous fixerons le nôtre immédiatement après le congrès corporatif.

Le Comité d'initiative comprend des membres d'organisations ouvrières françaises et étrangères, des socialistes révolutionnaires et des communistes anarchistes.

Pour le Comité d'initiative : F. Domela Nieuwenhuis, Fernand Pelloutier, Emile Pouget.

Les adhésions sont reçues chez le camarade L. Remy, 71, rue de Buffon, Paris.

Les organisateurs demandent aux camarades qui voient dans la tenue de ce congrès un bon moyen d'arrêter quelques points de tactique et de propagande, de bien vouloir leur répondre au plus tôt. Toutes les observations qui seront présentées serviront à l'élaboration d'une circulaire définitive qui paraîtra aussitôt que les organisateurs auront pu se rendre compte des objections soulevées.

Pour ma part, je ne saurais qu'engager les camarades à répandre cette première circulaire dans les syndicats et les groupements de toute sorte.

Des circulaires sont à la disposition de tous ceux qui en feront la demande.

P. Delesalle.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

Sainte Galette. — Depuis bien longtemps, nos pauvres députés étaient l'objet d'une compassion générale, bien justifiée, en raison de la condition vraiment misérable dans laquelle les maintenait la modicité scandaleuse de leurs appointements. Vingt-cinq francs par jour! Autant se jeter à l'eau; et n'était leur inaltérable dévouement à la chose publique, bon nombre d'entre eux eussent déjà cherché dans la mort un remède à leur cruelle misère.

Aussi ont-ils résolu de mettre un terme à une situation si précaire. Un grand débat — toute Chambre réunie — a eu lieu l'autre jour. M. l'abbé Lemire a énergiquement appuyé la proposition d'augmentation, non pas pour lui, son royaume n'est pas de ce monde, mais pour les pères de famille, et... pour ses pauvres. M. Aristide Boyer, le *favorisé* rapporteur des conventions postales maritimes, tout socialiste qu'il est, a fait chorus avec le député en soutane.

Enfin on n'est pas parvenu à s'entendre sur la mesure du picotin à allouer aux ânes rouges parlementaires. Mais on a été d'accord sur ce point : c'est qu'il fallait rétribuer suffisamment les députés afin qu'ils ne soient pas tentés de recourir aux pots-de-vin pour se créer des ressources supplémentaires.

La corruption de ce milieu est telle qu'une pareille théorie apportée à la tribune, non seulement n'a pas été reçue par des huées, mais qu'elle a semblé fort naturelle.

Après cela, la conduite de tous les salariés qui n'estiment pas suffisant leur salaire, est tout indiquée. Ils exposeront à leurs patrons que ceux-ci ont intérêt à les payer largement, pour leur ôter la tentation de puiser dans la caisse le supplément nécessaire. Ce n'est pas moi d'ailleurs qui les en blâmerai, ni nos députés, je pense.

⁂

Susceptibilités. — Il paraît que nous l'avons échappé belle! Un certain nombre de généraux, « ne se résignant plus à subir stoïquement les injures dont on les accable », avaient manifesté l'intention de donner leur démission.

Doux Jésus! Que serions-nous devenus, si les chefs de l'armée s'étaient retirés sous leur tente, laissant notre belle France, le premier pays du monde, Monsieur! en proie à « l'anarchie » qui la dévore?

C'était la fin de tout et, dès le lendemain, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie, etc., coalisées ne faisaient de nous qu'une bouchée. Songez donc! Déroulède est en prison; Judet le vampire, trop absorbé dans la recherche de cadavres à souiller; quant à Millevoye, long comme un pin sans jour, il n'épouvante que les moineaux.

Heureusement, le Freycinet de la Défaite nationale et des freins Westinghouse est intervenu auprès de nos grands guerriers, qui se sont laissé faire une douce violence... Respirons!...

⁂

La Grande Famille. — L'*Aurore* rapporte le fait suivant :

Le soldat Hervé Calvez, du 19e régiment de ligne, à Brest, s'étant plaint de douleurs dans le ventre, le médecin-major lui ordonna un purgatif et l'exempta de service pour la journée. Le soir, Calvez souffrant davantage, on dut aller chercher le major qui l'exempta de service pour deux jours, disant qu'il n'y avait rien de grave. Le lendemain, les douleurs continuaient. Le médecin-major ne daigna cependant pas examiner le malade et se borna à demander à l'infirmier comment il allait. Celui-ci répondit que Calvez souffrait toujours, mais « qu'il espérait que ça irait mieux ». Cette réponse suffit au médecin qui s'en alla. A 10 heures du matin, Calvez demanda un peu de bouillon, mais comme il en avait bu quelques gorgées, il tomba raide mort.

Le major, qu'on envoya chercher, donna l'ordre de le transporter à l'hôpital, ajoutant : « Ce n'est rien, il reviendra. » A l'arrivée à l'hôpital, on ne put que constater la mort et l'autopsie révéla qu'elle était due à un étranglement intestinal.

⁂

Il y a, à Nancy, au 26e d'infanterie, un jeune soldat du nom de Coco. Ce malheureux est atteint d'un relâchement de la vessie. Inutile de dire que son nom et son infirmité le désignaient particulièrement aux plaisanteries et aux persécutions de ses camarades et de ses chefs. Ajoutez à cela que ce pauvre diable est faible d'esprit, et quiconque a passé par la caserne imaginera quelle doit être la vie de cet infortuné. Depuis cinq mois qu'il est soldat, il a subi un vrai martyre, toujours puni, brimé, battu, ridiculisé; il est la risée et le souffre-douleur de tous.

Sauf cela, l'armée continue d'être l'école des plus nobles vertus et des sentiments les plus élevés.

⁂

Civilisation. — Une note officielle relative à la mission Foureau-Lamy annonce ceci:

Depuis cinq mois que la mission est en route, elle n'a pas brûlé une amorce; elle n'a eu à se défendre contre aucune agression; *mais elle a résisté à la tentation de disperser par la force les vagabonds touaregs qu'elle rencontrait autour des puits.*

Ah! les braves cœurs qui se font gloire de n'avoir pas brutalisé les pauvres diables qui, dans le désert, viennent chercher un peu de fraîcheur auprès des puits! Combien, en effet, ont-ils dû souffrir de se comporter en honnêtes gens!

⁂

Exemple. — Les paysans de la Teste, de Gujan-Mestras et Arcachon font preuve d'une énergie devenue rare à notre époque.

Nous avons raconté dernièrement comment ils avaient résisté aux empiétements tentés contre leurs droits séculaires. Ces jours-ci, ils ont recommencé. Au nombre de deux mille, ils se sont rendus dans la forêt, munis de scies, de haches et de fusils. Parvenus aux lieux d'exploitation, ils ont démoli les constructions édifiées par l'entrepreneur, puis ils ont haché et rendu inutilisables les bois exploités.

André Girard.

⁂

Le droit du mari. — La femme d'un ouvrier ferblantier, Mme Dehail, était soignée à l'hôpital Bichat, pour une pneumonie infectieuse. Seul à la maison, Dehail, en fouillant dans les tiroirs, trouva une lettre d'où il ressortait, clair comme le jour, qu'il n'était pas l'unique possesseur de celle que la loi lui avait livrée. La fureur d'un propriétaire dupé est sans bornes. Dehail accourut à l'hôpital, et interrogea sa femme avec colère. Tout à coup, comme elle ne répondait pas, il sortit de sa poche un tiers-point et l'en frappa de deux coups sous le sein gauche.

Une femme qui *trompe* son mari (ou son amant, peu importe), autrement dit une femme qui, tout en demeurant la compagne d'un homme, se donne clandestinement à un autre, agit mal. C'est le mensonge, et par conséquent l'avilissement. Une femme qui cesse d'aimer un homme, devrait avoir la franchise et le courage de le lui dire, et de s'en aller. Mais si, la plupart du temps, les femmes préfèrent tromper et mentir, la faute en est-elle bien à elles? N'en est-elle pas plutôt aux mœurs retardataires qui envisagent encore la femme comme une esclave, à la loi qui ne veut pas qu'elle dispose d'elle-même sans le consentement du code, à la brutalité masculine qui oblige la femme à se réfugier dans la ruse?

En somme, un être n'a pas à rendre compte de ses actes à un autre être; et quoi que cette femme ait fait, elle était libre de le faire, après tout. Mais que dire de ces maris sinistres qui, pour venger une pauvre petite blessure d'amour-propre, s'imaginent avoir le droit de devenir assassins?

⁂

La misère. — Un bouquiniste de la rue Gît-le-Cœur, nommé Pisségure, s'est asphyxié avec un réchaud de charbon de bois. Il avait soixante et un ans, habitait une chambre de 130 francs, et n'avait qu'un lit pour tout meuble; il couchait sur une paillasse, sans draps et sans couvertures. Quarante centimes : c'est tout ce qu'on a trouvé dans son porte-monnaie.

Il est des gens qui se creusent la tête pour trouver la raison de ce suicide.

⁂

Justice civile. — Une couturière, mère de trois filles dont la plus jeune a cinq ans et l'*aînée* dix-huit ans, avait volé plusieurs objets dans un grand magasin. Elle avait déjà été condamnée cinq fois. C'est peut-être qu'elle s'était trouvée cinq fois dans l'obligation de voler. Messieurs les juges de la 9e chambre correctionnelle ont infligé à cette femme trois ans de prison *et la relégation*. A la lecture de cette sentence, les jeunes filles ont poussé des cris déchirants, et le public lui-même a protesté.

Sous prétexte de venger quelques larcins qui n'ont pas dû faire grand tort à personne, la société va causer à ces quatre femmes beaucoup plus de mal qu'elle n'en a reçu d'elle. Non, ce n'est pas cela la justice.

Séparer une mère de ses filles, c'est une sorte

d'assassinat. La société n'en a pas le droit. C'est tout bonnement abominable!

⁂

Comme a la guerre ! — Les engins de destruction s'ennuient de ne pas détruire; les machines à tuer sortent de leur sommeil, et tuent. Un peu partout, les poudrières sautent, les cartouches partent toutes seules.

Après Lagoubran, c'est Marseille, où trois soldats de la caserne Saint-Charles sont blessés en manipulant des cartouches qui, pour exploser, n'avaient pas attendu le commandement. Et c'est Bourges, où six obus éclatent au polygone, tuant quatre ouvriers, en blessant cinq. Et c'est Paris, où des chimistes s'occupaient à préparer, au laboratoire central des poudres et salpêtres, de bons petits mélanges détonants destinés à tuer les gens assez criminels pour naître de l'autre côté de nos frontières : les poudres ne sont pas patriotes, elles ont explosé sans crier gare, et ceux qui voulaient frapper ont été frappés. Sept blessés.

Nous compatissons à toute souffrance, et tout ce qui torture la chair d'autrui, torture un peu la nôtre. Nous n'eussions pas voulu que ces hommes fussent tués ou blessés. Mais à ces obus et à ces poudres il fallait leur lot de victimes; de toute façon, ces engins de meurtre devaient meurtrir des hommes. Voilà le deuil. Et nous nous refusons à gémir plus ou moins fort, suivant que les assassinés parlent ou non notre langage.

Ce n'est pas quand les cartouches éclatent que nous pleurons; c'est quand on les fabrique.

R. Ch.

THÉATRE

Nouveau-Théatre : *Marthe*, pièce en quatre actes par M. Henry Kistmaeckers.

Dans ce drame — un peu mélo — il y a une jeune femme que des parents imbéciles, millionnaires vaniteux, ont livrée à une sorte de maquereau titré qui la délaisse pour le jeu et les belles. Après cinq années de souffrance silencieuse, ayant enfin rencontré un homme qu'elle aime et qui l'aime, elle se révolte contre le milieu d'oisifs orgueilleux et bêtes qui l'entourent, contre les conventions et les lois qui l'enchaînent à un goujat, contre l'infâme marché qu'on lui fit commettre en abusant de son ignorance; elle jette à la tête de son mari les épithètes qui lui reviennent de droit, et, celui-ci se refusant au divorce, elle se sauve au grand jour avec son amant. Il y a un gentilhomme parfaite crapule et (ai-je besoin de le dire?) ancien officier chassé de l'armée parce qu'il trichait au jeu; mari d'une femme qu'il a épousée pour son argent, il lui fait endurer mille misères, et, passant par-dessus tous les scandales et toutes les hontes, veut la garder coûte que coûte, à cause de ses millions. Quand il découvre que son rival est un de ses anciens soldats qui lui infligea jadis une solide raclée en réponse à ses insultes, puis déserta et se pourvut d'un faux état civil, il vient le sommer de lui restituer sa femme sous peine d'être dénoncé et livré à la justice; si bien qu'on est obligé de mettre à la raison ce spécimen de l'honneur militaire, en lui logeant une balle dans la tête. Il y a aussi une dame du monde, et du grand monde, qui est une vulgaire grue; et un vieux bandit d'usurier qui est un très honnête homme quand il se compare à l'ancien galonné.

Tout cela, assurément, n'est pas pour nous déplaire. Sans doute, cette pièce est faite de bien des invraisemblances, de bien des ficelles, de bien des vieilleries: mais une chose suffit à lui donner un cachet de vérité : c'est que le traître, comme dans la vie réelle, nous vient en droite ligne de l'Annuaire militaire.

Et, ma foi! d'entendre malmener une institution vénérée, d'ouïr des gens très chics s'avouer franches canailles, de voir qu'un monsieur malpropre fut à Saint-Cyr, — encore que tout ceci n'ait pas grande portée sociale, — comme dit la chanson : ça fait toujours plaisir.

René Chaughi.

VIENT DE PARAITRE

L'Humanisphère, par Joseph Dejacques, à la *Bibliothèque des Temps Nouveaux* de Bruxelles; 1 vol., 190 pages En vente au bureau du journal, prix : 1 franc, par la poste 1 fr. 20.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Solidarité des Trimardeurs. — Réunion le samedi 1er avril 1899 chez Langlois, 5, rue des Quatre-Chemins, à Aubervilliers.

Tous les libertaires des Quatre-Cheminssont priés de venir à cette réunion. Prière aux camarades de Saint-Ouen et Saint-Denis d'envoyer un ou deux copains.

⁂

Cours de l'École libertaire de la semaine :

Samedi 1er avril : Dessin raisonné, par Charpentier. — Mardi 4 : Mécanique, par Perrare. — Jeudi 6 : Physiologie, par H. Christian ; Géologie, par Ralph. — Vendredi 7 : Physique et Chimie, par Bloch.

Le cours de notre camarade Collière, tombant le lundi de Pâques, n'aura pas lieu cette semaine.

Les cours ont lieu le soir, à 8 h. 1/2, hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente.

Pour tout ce qui concerne l'école, s'adresser au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

⁂

Soirées ouvrières de Montreuil-sous-Bois pour l'étude, au point de vue philosophique, des sciences, des arts, de la littérature, etc., 198, rue de Paris. — Samedi 1er avril, à 8 heures, conférence par M. Gaubusseau, professeur au lycée de Saint-Quentin.

Sujet : De l'origine de l'art.

⁂

Marseille. — Grande soirée familiale organisée par les libertaires, samedi 8 avril, 8 h. du soir, salle Bouchard, boulevard Chave, au profit des *Temps Nouveaux*.

BIBLIOGRAPHIE

La Debandade, par Marcel Lami; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Revue Blanche*, 1, rue Laffitte, Paris.

L'Anneau d'améthyste, par Anatole France; 1 vol., 3 fr. 50, chez Calmann Lévy, 3, rue Auber, Paris.

Gonse-Pilate et autres histoires, par un Intellectuel; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, éditeur, 9-11, galerie du Théâtre-Français.

Abdul-Hamid's II, par Mustafa-Refik; une plaquette en allemand, chez Arnold Malavallon, 18, Pélisserie, à Genf, Suisse.

Les Microbes et la Mort, par le docteur J. de la Fontenelle; 1 vol., 1 fr., de la Petite Encyclopédie populaire, chez Schleicher, éditeur, 15, rue des Saints-Pères, Paris.

A lire :

Les Femmes, par Urbain Gohier, *Aurore* du 27 mars 1899.

PETITE CORRESPONDANCE

Un camarade de Lyon voudrait-il aller retirer 420 invendus à la Coopérative?

H., à Rotterdam. — Ces numéros n'ont pas eu de supplément.

T. N. Cu. — Commission soignée. Serai Genève à Pâques, et du 15 août au 15 septembre.

Langlois. — Abonnement finit fin mars avec le présent numéro.

Reçu pour l'Ecole : E. R., 10 fr.

Reçu pour la famille Angiollilo : Un déchard, 1 fr.

Reçu pour la brochure à distribuer : Un camelot, 1 fr. — C. C. M., 10 fr.

Reçu pour le journal : Arcade, 0 fr 50. — Crit., 2 fr. 05. — E R., 20 fr. — Un déchard de Marseille, 0 fr. 45. — C., à Genève, 10 fr. — Un camelot, 1 fr. — C., à Estagel, 6 fr. — M., à Pantin, 5 fr. — M., à Dresde, 4 fr. — M., à Rome, 20 fr. — Réponse à l'appel du journal, 5 fr. — H., 0 fr. 50. — P., 2 fr. — Langlois, 1 fr. — Malquin, 5 fr. — C., à Genève, 12 fr. — L. Billiau, 2 fr. — Les camarades d'Igny (E. V.), 3 fr. — Loquer, 1 fr. — C. C. M., 10 fr.

Souscription des Libertaires Troyens : Marie et Marius, 0 fr. 50; Poggi, anarchiste convaincu, 0 fr. 50; Un copain de Saint-Savine, 0 fr. 50; Un échappé du désert, 0 fr. 50; Une compagne de Troyes, 0 fr. 50; Un combattant pour l'idée, 1 fr. Total : 3 fr.

J. G., 0 fr. 50; Henri Kessler, 0 fr. 50; Pour que Grave collabore au *Journal du Peuple*, 1 fr.; Miallet, 0 fr. 25. Total : 2 fr. 25.

A., 0 fr. 50; B., 1 fr.; Dumont, 0 fr. 25; C., 0 fr. 10; Lebrun, 0 fr. 10; Revanche, 0 fr. 10; Maréchal, 0 fr. 10; Bourgeois, 0 fr. 10; Deceaux, 0 fr. 10; Anonyme, 0 fr. 20; Que les 6000 lecteurs m'imitent, 0 fr. 25; Hérent, 0 fr. 20; Doublet, 0 fr. 10; Ségard, 0 fr. 25; Carpentier, 0 fr. 20; Un mécontent, 0 fr. 25; Legrand, 0 fr. 10; D., 0 fr. 25; Pruvost, 0 fr. 50; Un anarcho, 0 fr. 20; Revanche, 0 fr. 10; Fasquel, 0 fr. 20; Ducamp, 0 fr. 20; Ah! bourgeois, que faites-vous de l'humanité? 0 fr. 25. Total : 5 fr. 50.

Merci à tous.

Cao, à Lyon. — M., à Troyes. — C., à Lille. — C., à Estagel. — W., à Gorinchen. — F., à Nouméa. — M., à Bourges. — A. B., à Tanger. — M., à Corbeil. — P., à Londres. — R., à Rennes. — L., à Epinal. — Reçu timbres et mandats.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Collections de 30 lithographies.

Ont déjà paru : **L'Incendiaire**, *par Luce* (épuisé). — **Porteuses de bois**, *par C. Pissarro* (épuisé). — **L'Errant**, *par X.* (épuisée). — **Le Démolisseur**, *par Signac.* — **L'Aube**, *par Jehannet.* — **L'Aurore**, *par Wuillaume.* — **Les Errants**, *par Rysselbergh* (épuisé). — **L'Homme mourant**, *par L. Pissarro.* — **Les Sans-Gîte**, *par C. Pissarro.* — **Sa Majesté la Famine**, *par Luce.* — **On ne marche pas sur l'herbe**, *par Hermann-Paul.* — **La Vérité au Conseil de guerre**, *par Luce.* — **Mineurs belges**, *par Constantin Meunier.*

Vient de paraître : **La Guerre**, *par Morin.*

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 30 fr. l'édition ordinaire et 60 fr. celle d'amateur.

L'Agriculture, *par Kropotkine, franco* .	» 15
Un Siècle d'attente, *par Kropotkine.* .	» 15
Le Machinisme, *par J. Grave, avec couverture de Luce*	» 15
La Grande Révolution, *par Kropotkine.*	» 15
Les Temps nouveaux, *par Kropotkine, avec couverture ill. par C. Pissarro* . .	» 30
Pages d'histoire socialiste, *par W. Tcherkesoff*	» 30
L'Anarchie, *par E. Reclus.*	» 15
La Panacée-Révolution, *par J. Grave, avec couverture de Babel.*	» 15
L'Ordre par l'anarchie, *par D. Saurin.*	» 30
Dieu et l'Etat (avec portrait), *par Bakounine.*	1 »
La Société au lendemain de la Révolution, *par J. Grave.*	» 70
Education et Autorité paternelle, *par A. Girard, avec couverture de Luce.* . .	» 15
La Loi et l'Autorité, *par Kropotkine.* .	» 15
Entre Paysans, *par Malatesta, avec couverture de Wuillaume*	» 15
Déclarations *d'Etiévant, couverture de Jehannet.*	» 15
L'Art et la Société, *par Ch.-Albert.* . .	» 20
La Liberté par l'enseignement, *couverture de Wuillaume.*	» 10

Les Temps Nouveaux, 1re, 2e et 3e années, complètes : 7 fr. l'année. — Les trois ensemble : 18 francs.

La Révolte, collection complète (plus que trois) : 150 francs.

Il reste encore une demi-douzaine d'*Errant* de X et des *Errants* de Rysselbergh, qui ne seront données qu'aux acheteurs des autres lithographies.

Il nous reste des 9e année du Révolté, 6e et 7e année de la Révolte, que nous laissons au prix de 1 fr. l'année, plus les frais d'envoi, 0 fr. 60 en colis postal.

Nous avons retrouvé une dizaine de collections des deux numéros parus du *Glaneur anarchiste*. Nous les laissons à 0 fr. 50, franco 0 fr. 65.

Nous avons aussi Gueules noires, *10 dessins de Luce, d'après C. Meunier, 1 fr. 20 franco.*

Dernières brochures parues : *Les Déclarations* d'Etiévant, couverture par Jehannet; *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, couverture de Rysselbergh; *La Propagande socialiste*, par P. Lavroff; *La Mesure du temps* par Stackelberg, couverture de Charpentier, 0 fr. 15 l'ex. franco, 7 fr. le cent.

Le Gérant : Denéchère

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 50 — DIX CENTIMES — DU 8 AU 14 AVRIL 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

La conférence organisée au profit du journal s'annonce comme un plein succès. De toute part, les camarades nous envoient des lots : nous en publions une première liste plus loin.

Nous rappelons que la conférence aura lieu le jeudi 27 avril, à la salle d'Arras. Chaque carte d'entrée donnera droit à un billet de la tombola qui sera tirée à l'issue de la conférence.

Nous tenons des billets à la disposition des camarades.

PAQUET DE LETTRES

La semaine dernière, dans l'appel « A nos camarades » nous avons promis de publier les lettres ou extraits de lettres contenant des observations sur la propagande en général, et ce pour l'enseignement qui s'en dégage.

Tous nos correspondants nous engagent à persévérer dans l'esprit et la forme de propagande que nous nous sommes assignés.

Rester ce que nous avons toujours été, sans nous écarter du but que nous avons poursuivi, tous nous y encouragent.

Comme on pourra s'en rendre compte, toutes les lettres que nous publions abondent dans ce sens.

Un premier camarade nous écrit :

« Vous dites vrai en déclarant que les théories ne sont pas à la hausse, mais vous avez raison en affirmant « votre résolution de vous y tenir ».

. . . .

Le fait seul est réduit à l'impuissance, car il est incapable à mettre de lui-même quelque chose dans un cerveau inapte à le voir sous son vrai jour. Le fait seul est incapable de renverser la société actuelle, car — c'est d'une banalité désespérante — les peuples n'ont que les gouvernements qu'ils méritent et la vie de l'avenir deviendra une réalité, d'utopie qu'elle est aujourd'hui, quand les hommes seront capables de la vivre.

Il faut pour cela leur apprendre ce qu'exigera d'eux la société qu'ils rêvent...

Gardons notre idéal. Sa grandeur doit être notre satisfaction, sa lueur notre guide comme sa généralisation notre but. »

Un autre nous dit:

« Je comprends combien ardue et difficultueuse est votre tâche, et je ne m'étonne point de voir parfois votre amertume à mener une campagne que vous jugez inutile.....

Immense donc est la portée sociale de votre journal, car sa lecture suggère toujours la réflexion, la critique. S'acharnant à saper les préjugés, à combattre les abus, on le peut comparer à la goutte d'eau qui creuse le roc, lentement mais sûrement. Les résultats sont peut-être lointains, mais déjà ils couronnent d'une auréole lumineuse la pénombre de l'ère future. Partout l'on vous écoute et plus que jamais l'on sent, quelques-uns avec terreur, que vous dites vrai en ce qui concerne la décomposition de l'ordre (!) social actuel. »

Un autre encore :

« La formule du journal, que je regarde comme excellente, est de celles néanmoins qui rendent notre tâche bien ingrate; on attire mieux les badauds en tirant des pétards. »

Un autre camarade résume aussi en quelques mots la tâche que nous nous sommes imposée.

« La question sociale, dit-il, n'est pas une simple question de ventre, il faut qu'on remue les idées, les esprits, en même temps que les questions d'ordre matériel; à ce point de vue, j'attache une valeur capitale aux *Temps Nouveaux*. »

Quelques-uns nous ont reproché de ne pas nous mettre à la portée du public, de rester trop souvent « dans les sphères éthérées de l'idéal ». En quelques mots aussi, un de nos correspondants répond à cette objection.

« Certains prétendent que l'esprit du journal est trop élevé pour être à la portée de la masse. Ne pourrait-on pas se demander au contraire si ce n'est pas la masse elle-même qui est trop abaissée grâce à sa platitude et à son avachissement.

Plus que jamais nous devons redoubler d'efforts, plus que jamais ceux qui sont convaincus que le peuple n'a que les libertés qu'il sait prendre, qu'il ne doit compter que sur lui-même pour se débarrasser du joug de ceux qui vivent de son inconscience, doivent sentir la nécessité qu'il y a de soutenir un organe dont l'importance, au point de vue de la diffusion de l'idée, n'est plus à démontrer.

L'affaire Dreyfus a eu le don de faire sortir beaucoup de gens de l'indifférence qu'ils avaient pour les questions sociales. Ils ont vu que des anarchistes faisaient cause commune avec ceux qui réclamaient le triomphe de la justice et de la vérité.

Ne connaissant d'eux et de leurs idées que ce qu'ils en ont appris par la presse bourgeoise, c'est-à-dire que ce sont des utopistes et des criminels, ils sont obligés, malgré toutes les assertions mensongères et venimeuses de ces vils soutiens de la classe spoliatrice, de reconnaître qu'il y a cependant du bon dans leur propagande.

Mais combien encore reste confuse, pour eux, l'idée anarchiste, et cela se conçoit, au milieu de tant de partis, de coteries, de ligues de toutes sortes qui se disputent tous l'honneur d'avoir trouvé le chemin qui doit conduire l'humanité vers le bonheur.

A nous donc de dissiper les ténèbres qui les environnent, à nous de rassembler toutes nos forces et les moyens dont nous pouvons disposer pour que la propagande intégralement anarchiste ne subisse d'arrêt, au moment surtout où elle a le plus besoin d'être claire et précise.

Nous remercions nos amis qui nous ont écrit ces lettres. C'est un encouragement dans la lutte, de voir que nous sommes en communion d'idées avec beaucoup de ceux qui nous lisent. Nous n'avons certes pas la prétention d'avoir découvert une orthodoxie quelconque, ni qu'il n'y ait aucune bonne propagande à faire en dehors de la nôtre. Nous sommes seulement convaincus que l'œuvre que nous poursuivons est utile, très utile, indispensable même, et nous sommes fermement résolus à la continuer jusqu'au bout. Que ceux qui, comme nous, sont partisans de la propagande d'idées, joignent leurs efforts aux nôtres, et tout ira bien. En avant !

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME (1)

XIV

Le mutualisme et l'anarchisme de Proudhon (fin).

Dans ses idées sur l'organisation sociale aussi bien que dans les autres, Proudhon diffère absolument de l'individualiste légendaire. Loin de nier toute entente, il voulait substituer à l'Etat la société autonome, à l'organisation politique *l'organisation économique*, à l'administration centraliste « les compagnies ouvrières » fédérées sur la base anarchiste ou, selon sa propre expression, sur le principe du « self-government ». Les sixième et septième études de son ouvrage constructif : *L'Idée générale*, etc... portent les titres : « Organisation des forces économiques » et « Dissolution du gouvernement dans l'organisation économique ».

Avant de citer les opinions propres à Proudhon, je veux rappeler aux lecteurs que la tendance à abolir l'État politique, policier et autoritaire, était commune à toutes les écoles socialistes. Depuis Saint-Simon, qui le premier insista beaucoup sur l'organisation industrielle, jusqu'à V. Considérant et l'école fourriériste, tout le monde était d'accord sur l'abolition de l'Etat politique dans une société communiste ou phalanstérienne. Le plus illustre élève de Saint-Simon, Auguste Comte, dans ses *Opuscules* (1819-1825) exposait brièvement, mais très clairement, la base philosophique et générale du progrès humain dans l'histoire. Développées par lui plus tard dans son *Cours de philosophie positive*, ces idées inspirèrent le grand historien-philosophe anglais H.-T. Bukle. Elles se reflétaient dans les ouvrages des socialistes de l'époque, ainsi que chez Proudhon, et plus tard chez

(1) Voir les numéros qui précèdent à partir du numéro 11.

Marx, qui voulait même se les approprier sous le terme ridicule d'explication matérialiste de l'histoire. Selon A. Comte, « l'organisation sociale dépend toujours de l'état de la civilisation, et la marche de la civilisation elle-même est soumise à une loi ». Le but de l'activité humaine individuelle ou collective, dit-il, est « *d'agir sur la nature... pour la modifier à son avantage*... de développer collectivement cette tendance naturelle, de la régulariser et de la concerter, pour que l'action utile soit la plus grande possible... » Dans une société barbare, « l'industrie étant *dans l'enfance*, la société a dû prendre la guerre pour but d'activité... Et *toutes modifications survenues dans la civilisation ont été les résultats de l'extension toujours croissante acquise par l'élément scientifique et l'élément industriel.* »

D'accord avec cette philosophie de *son temps*, Proudhon constate que :

« Les lois de l'économie sociale sont indépendantes de la volonté de l'homme et du législateur : notre privilège est de les reconnaître, notre dignité d'y obéir (p. 255). — Au-dessous de l'appareil gouvernemental, à l'ombre des institutions politiques, loin des regards des hommes d'Etat et des prêtres, la société produisait lentement et en silence son propre organisme ; elle se faisait un ordre nouveau, expression de sa vitalité et de son autonomie....

« Cette organisation... a pour principes :

« 1° La perfectibilité indéfinie de l'individu et de l'espèce ;

. . . .

« 6° L'universalité du bien-être.

« Ses formes d'action sont :

« *a*) La *division du travail*... (la classification par *industrie*) ;

« *b*) La force collective, principe des compagnies ouvrières remplaçant les armées ;

« *c*) Le commerce, forme concrète du *contrat*, qui remplace la loi... »

Pour définir le contrat, Proudhon cite de nouveau Rousseau : « Trouver une forme d'association qui défende et protège, de toute la force commune, la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle *chacun, s'unissant à tous, n'obéisse qu'à lui-même*, et reste aussi libre qu'auparavant. » (P. 129.)

Pour un homme qui avait de telles idées générales, il était tout naturel de nier l'Etat et l'autorité non seulement dans l'ancienne, mais aussi dans la présente société. Le progrès et le développement de l'humanité considérés comme le résultat du mode de production et d'échange, et ces derniers comme les conséquences « de l'extension toujours croissante acquise par l'élément scientifique et l'élément industriel » (A. Comte), — il était absolument logique d'attaquer non telle ou telle autre forme de gouvernement, mais bien le principe d'autorité en général. C'est ce qu'il a fait en attaquant même les socialistes les plus avancés, ce qui est à regretter, évidemment, car cela a fait beaucoup de tort à la fois aux partis socialistes et à Proudhon lui-même. Mais si l'on considère les idées elles-mêmes, et non plus la lutte socialiste, il faut reconnaître qu'il était alors le plus conséquent de tous, surtout quand il disait :

« Foudre, immerger et faire disparaître le système politique ou gouvernemental dans le système économique, en réduisant, simplifiant, décentralisant, supprimant l'un après l'autre tous les rouages de cette grande machine qui a nom le gouvernement ou l'Etat. » (P. 196.)

Comme tous les hommes de 1848, Proudhon envisageait la question sociale au point de vue *pratique* : le peuple réclamait les réformes sociales immédiates, ni minimum, ni huit heures de travail, mais les réformes carrément socialistes. Louis Blanc et la commission du Luxembourg, V. Considérant et ses amis, Blanqui et les révolutionnaires, tous, absolument tous, étaient préoccupés de réformes immédiates et pratiques. Aussi Proudhon nous présente tout un système élaboré de réformes socialistes pour réaliser l'anarchie, ou la société libre des producteurs solidaires. Ces réformes devaient s'accomplir par l'abolition du droit d'héritage et de tous les privilèges, par l'organisation des ateliers collectifs, mais surtout par l'organisation de l'échange et des crédits gratuits et populaires.

« Je veux, dit-il, la révolution pacifique ; mais je la veux *prompte, décisive, complète*. Je veux qu'à ce régime d'oppression et de misère succède un régime de bien-être et de liberté ; qu'à une constitution de pouvoirs politiques soit substituée une organisation des forces économiques ; que l'homme et le citoyen... ne soit lié (à la société) que par son libre contrat. » (P. 197.)

« Ce que nous mettons à la place du gouvernement, répète-t-il de nouveau, c'est l'organisation *industrielle* (p. 283). La révolution... organisant les forces industrielles, la centralisation politique n'a plus de prétexte ; elle se résout dans la solidarité *industrielle*, solidarité qui réside exclusivement dans la raison générale, et dont nous avons pu dire, comme Pascal de l'univers, que son centre est partout, sa circonférence nulle part. » (P. 326-327.)

Les mêmes principes de mutualisme dans les transactions individuelles, de collectivisme dans la production, de liberté individuelle et sociale, d'entente libre et spontanée dans la vie nationale, Proudhon les appliqua aux relations internationales. D'où sa propagande ardente du principe fédéraliste.

« La vérité est égale partout à elle-même : la science est l'unité du genre humain. Si donc la science, non plus la religion ni l'autorité, est prise en chaque pays pour règle de la société, arbitre souverain des intérêts, le gouvernement devenant nul, toutes les législations de l'univers sont d'accord. Il n'y a plus de nationalité, plus de patrie, dans le sens politique du mot ; il n'y a que des lieux de naissance. L'homme, de quelque race et couleur qu'il soit, est réellement indigène de l'univers ; le droit de cité lui est acquis partout. » (P. 329.)

En lisant tous ces passages admirables, que sous l'influence des délégués français, tous proudhonistes et mutualistes, on donna pour bases aux sublimes considérants des statuts de l'Internationale, il est naturel de se demander pour quelle raison on a tant calomnié un penseur à qui l'on est redevable d'une si grande somme d'idées humanitaires ? La réponse est simple. Proudhon est calomnié par les défenseurs de l'oppression et du privilège, par les réactionnaires et les obscurantistes qui veulent tenir le peuple en état d'ignorance. Autrefois les réactionnaires agissaient au nom de l'Eglise et de Dieu. De nos jours, ils font leur œuvre au nom de l'Etat communiste et de la *dialectique* métaphysique. Ce sont surtout les aspirants au pouvoir dans une société esclavagiste de l'avenir, où tout le monde serait enrégimenté dans « l'armée du travail, spécialement pour l'agriculture », ce sont les apôtres de l'ignorance métaphysique qui s'acharnèrent et qui s'acharnent contre Proudhon ; ce sont eux qui ont pris à tâche de le calomnier comme ils calomnient tous ceux qui, partageant ses idées, aspirent à une société solidaire, autonome et qui, en un mot, se disent, avec Proudhon, anarchistes.

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

L'ALCOOLISME

Cette semaine se tient à Paris un congrès contre l'abus des boissons alcooliques.

Il y a de tout parmi les congressistes, des médecins, des philanthropes, des éducateurs et des politiciens. Pour la plupart, cela va sans dire, la plus grande cause de la misère qui sévit sur la classe ouvrière, c'est l'alcoolisme.

Et pour supprimer ou pour atténuer cette plaie incontestable, chacun suivant ses occupations spéciales y trouve un remède.

Les politiciens, suivant leurs intérêts électoraux, sont pour ou contre le privilège des bouilleurs de cru.

Les philanthropes penchent plutôt pour une élévation de l'impôt sur les alcools. Les éducateurs se contenteraient d'une bonne croisade et de nombreuses sociétés antialcooliques.

Les médecins, eux, sont là pour constater les ravages faits par l'alcoolisme dans la classe ouvrière.

Tous apportent de longs rapports contenant la meilleure panacée.

Peu, parmi les congressistes, ont su, semble-t-il, voir la cause exacte des ravages indéniables que produit l'alcoolisme.

Aucun n'a le beau courage d'avouer franchement que ce sont les mauvaises conditions sociales qui en sont les causes réelles, évidentes.

Pour les congressistes, c'est l'alcoolisme qui engendre la misère ; pour nous, au contraire, ce sont les mauvaises conditions sociales, issues du régime capitaliste, qui engendrent l'alcoolisme et la misère.

L'intensité de la production d'une part, la longue durée du travail, d'autre part, forcent les ouvriers à chercher dans l'alcool l'excitant nécessaire.

Nous pourrions citer des faits à l'infini. Mais là n'est pas notre but aujourd'hui.

Les ouvriers, mieux que tous les organisateurs de congrès, sentent bien le mal que leur fait l'alcool, mais ne pouvant s'en passer, ils continueront à y chercher l'excitant nécessaire à la production qu'attend d'eux l'avidité capitaliste.

C'est pourquoi toutes les réformes proposées, toute la propagande antialcoolique qui pourra être faite, ne serviront à rien.

L'alcoolisme et ses ravages ne disparaîtront qu'avec le régime capitaliste. Voilà ce qu'il faudra dire au Congrès : quelqu'un l'osera-t-il ? J'en doute.

Paul Delesalle.

MOUVEMENT OUVRIER

Il semble, à la manière dont agissent certains exploiteurs, que leur idéal est de faire de leurs usines des succursales du bagne. Ils ont une conception de la liberté tout autre que le commun des mortels.

Un directeur d'une fabrique d'instruments de précision située boulevard de Belleville vient encore d'en donner la preuve.

Ce monsieur, nouvellement promu, paraît-il, a voulu, comme don de joyeux avènement, imposer à ses ouvriers un règlement draconien.

Il avait compté, il est vrai, sans les ouvriers. Ceux-ci, au nombre d'une centaine environ, ont refusé de reprendre le travail dans de pareilles conditions.

Le jour de l'affichage du nouveau règlement, il s'en est même fallu de peu que les ouvriers très excités ne fassent à leur persécuteur un mauvais parti.

La Chambre syndicale a décidé le boycottage de cette maison et jusqu'à présent aucun nouvel ouvrier n'a tenté de s'y faire embaucher. Et comme le syndicat jouit d'une influence très grande dans la corporation, il est plus que certain que l'exploiteur sera forcé de capituler.

Au cas peu probable du reste où, contraints par la faim, les ouvriers seraient forcés de reprendre le collier de misère, nous leur conseillons vivement de relire le rapport du congrès de Toulouse relatif au boycottage. Ce procédé de lutte a, en effet, un complément.

Il faut que de la théorie on passe à la pratique.

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Vérité. — Rien ne résiste à la vérité. Malgré tous les efforts tentés, toutes les coalitions militaires, cléricales et gouvernementales formées pour empêcher la révélation des tripotages de toutes sortes dont les chefs militaires sont coutumiers, cette révélation se fait peu à peu. Voilà que le *Figaro* publie le dossier de l'enquête faite à propos de l'affaire Dreyfus par la Cour de cassation. Cette publication est édifiante au plus haut degré. Elle démontre ce que nous avons toujours affirmé : que le mensonge, la lâcheté, la trahison sont les vices inhérents aux organisations autoritaires et plus spécialement aux organisations militaires qui en sont le type le plus caractéristique.

L'autorité entraîne fatalement l'abaissement, l'avilissement des caractères, et par conséquent la corruption sous toutes ses formes.

La publication de l'enquête, qui révèle des faits indiscutables, confirme sans aucune contestation possible nos assertions. Qu'il s'agisse de Dreyfus ou d'autre, toutes les fois que l'on voudra soulever un coin du rideau derrière lequel toute la clique gouvernementale accomplit sa besogne prétendue nécessaire, on trouvera les mêmes ignominies.

En ce qui concerne le cas particulier qui agite notre pays depuis dix-huit mois, la vérité triomphe des résistances désespérées qui ont voulu l'étouffer.

Pourquoi? Parce que quelques hommes énergiques *ont voulu savoir*.

Que le peuple *veuille donc savoir* lui aussi, en toute chose, et il *saura*, car la vérité est toujours la plus forte. C'est sur cette force incoercible que nous comptons pour faire un jour triompher notre idéal.

*
* *

Un exemple. — La révolte des paysans de La Teste, de Gujan-Mestras et d'Arcachon a été couronnée de succès. L'entrepreneur a renoncé à son exploitation.

Avis à tous ceux qui souffrent de l'injustice sociale. Ils peuvent se rendre compte, par cet exemple, qu'il suffit de vouloir pour faire prévaloir ses droits.

André Girard.

*
* *

T. C. F. — Le Conseil d'administration du Touring-Club a rayé Emile Zola de la liste de ses membres. J'imagine que le grand écrivain s'en consolera vite. Son nom était un honneur pour cette association : Zola chassé, c'est honteux, oui, mais pas du tout pour Zola.

Cela s'est fait sur les injonctions d'un certain général baron Rebillot, qui vint apporter au Conseil la menace de seize cents démissions. J'imagine que pour ramasser *ces seize* cents imbéciles, M. le général baron a dû se donner un mal du diable. 1600, sur 70.000 membres que compte le T. C. F., c'est maigre. La parole est aux 68.000 restants.

*
* *

Crime. — Une petite fille a été violée, étranglée et jetée à l'eau à Choisy-le-Roi. A quelque caste sociale qu'appartienne l'assassin, on devine qui c'était : un malade. Car cette sorte de crimes, où la perversion seule est en jeu, ne s'explique que par un fonctionnement anormal de l'organisme. Donnez à chaque individu la santé physique et morale, la santé de ses muscles et de ses nerfs; donnez-lui le bien-être et l'instruction. Cela vaudra mieux que de faire de lui une bête brute qui assassine, et l'assassiner après. Crime? oui, de la part de la société, comme toujours. Il y a crime chaque fois qu'un être est frustré de sa part de vie morale, qui seule rend impossible le crime.

*
* *

La propriété. — Un riche propriétaire qui haïssait deux de ses locataires, un employé de commerce et sa femme (peut-être lui devaient-ils quelque argent, ou lui avaient-ils demandé des réparations, qui sait ?), finit, ces jours passés, par les tuer à coups de revolver, au cours d'une discussion. Voilà qui est agir nettement. Quand on a des droits, c'est bien le moins qu'on les fasse respecter.

La propriété, c'est le vol. Et c'est aussi l'assassinat.

*
* *

Le sabre. — Conseil de guerre de Tunis :

1° Pour avoir jeté en l'air un bouton de métal, pendant l'audience, le soldat Khunf (1er étranger) est condamné *à mort!*

2° Pour avoir heurté de son poing un monsieur qui avait un ornement doré sur sa manche, le soldat Levrien (4e bataillon d'Afrique) est condamné *à mort.*

*
* *

Le goupillon. — Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, une vingtaine d'enfants ont été violés par un très cher frère d'une école congréganiste de Lyon. Le temps que commissaire de police, parquet, juge d'instruction entrent en scène, l'homme de Dieu était loin. Suivant l'usage, il s'est réfugié, avec l'aide de ses supérieurs, dans un couvent qui le cache bien. Pourquoi les parents, quand il en était temps encore, n'ont-ils pas fait leur police et leur justice eux-mêmes ?

*
* *

Bon exemple. — Un substitut du procureur de la République qui se pend, c'est une chose trop rare et trop méritoire pour que nous ne la signalions pas. Dans l'espoir (assez vague) que son exemple sera suivi par ses collègues, nous donnons toute la publicité possible à la fin de ce magistrat, qui, las d'être attaché au parquet, se fixa définitivement au plafond. En faveur de ce qu'il vient de faire, soyons indulgents pour ses actes passés : il a fait justice une fois dans sa vie.

R. Ch.

Espagne.

Depuis que le ministère Silvela assure à la gent cléricale la haute main sur toutes les affaires publiques, l'audace des continuateurs de San Domingo et de Torquemada ne connaît plus de bornes.

De tous les points de l'Espagne, on signale chaque jour des faits tellement révoltants que si le zèle de ces bandits n'est pas refroidi à bref délai par l'attitude populaire, il faut prévoir le temps prochain où les grillades d'hérétiques redeviendront spectacles courants. Un fait entre autres :

Rue de la Corribia, à Barcelone, vivaient une vieille femme infirme, nommée Birbe, et sa fille Agustina. Il y a quelques jours, un prêtre se présenta au domicile des deux femmes et s'adressant à la fille, il s'informa : « C'est bien ici qu'il y a une malade dont l'état nécessite les secours de la religion ? » — « En effet, répondit Agustina, nous avons une malade ici, mais son état n'est pas désespéré et si vos services sont nécessaires, plus tard, nous vous aviserons. » Le curé insista en vain. — « Sachez, dit-il enfin, que je viens sur *l'ordre du juge de ce district.* » Sans se laisser démonter par cet incroyable argument, la fille répondit que le juge ni personne n'avaient attribution pour imposer la confession et qu'en tous cas la santé de sa mère était trop délicate et qu'elle ne voulait pas précipiter sa fin en évoquant devant elle des pensées lugubres.

Devant l'attitude bien décidée de la jeune femme, le prêtre se retira en proférant des menaces et des injures qui n'avaient rien d'évangélique.

Peu après, une scène scandaleuse se déroula :

L'homme noir revint accompagné du *juge de première instance* du district de l'hôpital, d'un alguazil, d'un garde civil, et d'un avocat !

Agustina Soler, épouvantée, se barricada et refusa énergiquement de laisser entrer la bande, cependant que la malade, entendant les sommations du juge et croyant qu'il s'agissait de malfaiteurs ordinaires, jetait des cris de terreur. Le juge ordonna à un serrurier du voisinage de démonter la serrure et tout ce joli monde fit irruption dans la chambre de l'infirme. Il leur fallut arracher de force Agustina Soler qui, cramponnée au lit de sa mère, résistait désespérément. Au cours de la lutte, le lit de la malade était entraîné de droite et de gauche et c'était une scène terrifiante que de voir cet assortiment de canailles s'acharner sur deux malheureuses femmes sans défense. Force resta aux autorités ; la fille fut expulsée, la mère folle d'épouvante reçut tout ce que l'on voulut et, sous le coup de tant d'émotions, expira peu après.

Agustina sera, dit-on, poursuivie pour insultes et résistance aux autorités.

Peut-on nous taxer d'exagération lorsque nous disons qu'il faut s'attendre à voir sous peu de temps les autodafés se dresser sur toutes les places publiques!

Maintenant peut-on compter vraiment sur l'énergie de ce peuple qui subit tant de souffrances sans révolte? Hier encore, des classe-dirigeants, certains qu'ils pouvaient insulter la populace sans crainte de représailles, payaient avec des injures le troupeau d'imbéciles qui se firent aux colonies les défenseurs de leurs intérêts capitalistes et de l'honneur national.

*
* *

Les rapatriés que les fièvres ont épargnés attendent encore le payement de leur solde. Quelques libéraux ayant voulu se faire les porte-voix de ces bons serviteurs de la patrie, c'est ainsi qu'un journal monarchiste apprécie ces démarches :

« Solliciter le payement immédiat des rapatriés, c'est de la pure sensiblerie. Ils n'auront rien de plus pressé, pour la plupart, que d'aller gaspiller leur argent à la taverne et le lendemain ils seront aussi pauvres que devant. Flatter, aduler *cette sorte de gens*, voilà ce qui engendre les terribles problèmes sociaux. »

On n'est pas plus cynique. Mais pourquoi se gêneraient-ils avec *cette sorte de gens*, avec cette canaille qui, si bénévolement, accepta d'aller claquer dans la manigua, pendant que leurs maîtres continuaient à parader dans les salons de Madrid et les villes d'eaux ?

Et qui doit-on mépriser le plus, de ces maîtres arrogants et cyniques, ou de ces esclaves avachis jusqu'à l'invraisemblable?

H. R.

Hollande.

Grande victoire des social-démocrates! A leurs trois députés les électeurs ont eu le « bon sens » d'ajouter un quatrième qu'un district du nord a envoyé siéger à la Haye à la place d'un libéral. Inutile de dire ici que ce triomphe n'a rien à faire avec la propagation des idées vraiment socialistes. A l'ouvrier les social-démocrates promettent des lois ouvrières, au fermier l'amélioration des conditions des baux, au commerçant la défense du libre-échange contre les tendances protectionnistes. Pourquoi les bourgeois ne voteraient-ils pas pour les candidats d'un parti d'Etat qui professe partout son horreur des « menées anarchistes » et son désir de maintenir l'ordre? Ces braves « socialistes » ne combattent-ils pas l'idée de grève générale et leur façon d'agir « pratique » ne garantit-elle pas pour longtemps la sécurité des exploiteurs? Pourquoi ne pas se ranger du côté d'un parti, qui, grâce à la bêtise du peuple, promet beaucoup pour l'avenir et dont l'amitié peut devenir précieuse! Les social-démocrates eux-mêmes n'y voient pas autre chose. Voici quelques lignes extraites du journal d'un de leurs alliés, d'un pasteur protestant qui vient de passer avec armes et bagages au camp social-démocrate : « Les anciens libéraux qui à présent ont voté pour notre candidat ne sont que l'avant-garde des milliers qui vont affluer au camp des socialistes. Et c'est là pour nous une cause de joie extrême. Comme partisan nous sommes reconnaissants de ce que les ouvriers commencent à développer leur force à force d'organisation, comme homme nous ressentons une joie bien plus grande, car les germes de l'équité ont trouvé un sol fertile dans les cœurs des privilégiés mêmes et beaucoup d'entre eux ont voté pour un homme qui fera de son mieux pour mettre fin à leurs privilèges iniques. La récente lutte électorale est le triomphe de gens qui se sont vaincus eux-mêmes. »

C'est bien le comble de la naïveté que de croire que les bourgeois travailleraient à leur propre perte!

Pour rester esclave à perpétuité, le peuple n'a qu'à se laisser berner par de tels enfantillages.

P. M. W.

Russie.

Les grèves des étudiants en Russie sont loin d'être terminées, comme on le croyait il y a encore quelques jours. Les cours ont à peine repris que de nouveau les journaux apportent la nouvelle de la fermeture de l'université de Saint-Pétersbourg, de l'Ecole des mines de Saint-Pétersbourg, de l'université de Moscou et même de celle de Tomsk (Sibérie). A Kiev, les études n'ont recommencé que pour s'in-

terrompre au bout de deux jours. Dans cette dernière ville, les troubles paraissent avoir eu un caractère particulièrement grave. Le Conseil de l'université a déclaré que *tous* les étudiants étaient considérés comme étant exclus, et que, pour rentrer à l'université, ils devaient adresser chacun une demande au Conseil qui examinera pour chaque cas spécial s'il doit y faire droit. Dans les autres universités, les exclusions n'ont pas été aussi nombreuses, — du moins jusqu'à présent — car on ignore quelles pourront être les conséquences de la répétition des troubles.

Quant aux causes de ce nouveau mouvement, on ne sait encore que peu de chose : d'après certains renseignements, il s'agirait d'une lettre trouvée par les autorités dans la poche du pardessus d'un étudiant à Saint-Pétersbourg; d'autres disent que ce mouvement est un mouvement de solidarité envers les étudiants de Kiev qui ont souffert plus que tous les autres des représailles.

Etats-Unis.

La barbarie de la civilisation bourgeoise nous fait regretter souvent la barbarie des peuples le plus sauvages.

Lundi dernier (20 courant), on a accompli à New-York un assassinat légal, avec toutes les formalités réglementaires que l'Etat prescrit. La victime était une femme, Marta Place, laquelle, à son tour, avait assassiné, il y a quelques mois, sa belle-fille, et essayé d'assassiner son mari. L'ironie *féroce* de la législation bourgeoise veut qu'un assassinat accompli, soit même avec préméditation et cruauté, mais par un être qui, momentanément, n'est plus responsable de lui-même, soit puni avec un autre assassinat, au nom de la Loi.

On trouve qu'un individu a commis un crime, parce qu'il a voulu s'arroger le droit de tuer un autre *être*; et l'on châtie cet acte en tuant encore, froidement, sous la protection souveraine de la Loi.

Mais il y a bien pis encore. Le premier crime, celui commis par le *coupable*, pour horrible qu'il soit, est mille fois plus humain et plus excusable que celui qu'on accomplit en exécutant un condamné à mort.

Les détails de l'exécution de Marta Place, justiciée avec la chaise électrique à New-York, sont tout simplement affreux. Elle avait été condamnée à mort au mois de juillet de l'année dernière, ce qui fit qu'elle dut attendre son supplice pendant huit mois éternels dans l'alternative épouvantable et déchirante de vivre ou de mourir. En effet, on l'a fait passer par toute une série de formalités, de recours, de pourvois, et tout dernièrement par une expertise psychiatrique qui, lui ayant été défavorable, a décidé irrévocablement de son sort.

Après cette décision irrévocable, on ne l'a pas exécutée tout de suite, mais on lui a communiqué la décision fatale *trois jours* avant son exécution. Imaginez cela ! Cette femme forte, vigoureuse, en pleine santé, a eu une agonie *consciente* de 72 heures ! Et quelle agonie ! Sentir s'approcher heure par heure, minute par minute, instant par instant, sa dernière heure ! Et, comme on l'a emmenée à la chaise fatale, à travers toute une série de chambres, de couloirs, d'escaliers, elle a dû assister vivante à ses funérailles, elle a dû *se laisser mourir*, lorsqu'elle voulait vivre !

Soulagez votre esprit, cependant. Dans les derniers jours on lui a accordé la permission de manger ce qui lui était le plus agréable, on lui a accordé de pouvoir recevoir des visites, et jusqu'au dernier moment elle a eu l'assistance d'un révérend pasteur.....

Inutile d'ajouter des commentaires, lorsqu'il y a là logique froide et implacable des statistiques officielles qui se charge de les faire pour nous. A ceux qui croient que la peine de mort sert pour diminuer le chiffre des criminels, la statistique répond que ce nombre au contraire augmente de plus en plus. Ici, aux Etats-Unis, le chiffre des individus exécutés *légalement* (foudroyés par la chaise électrique, pendus ou lynchés) est monté dans les dernières trois années au nombre épouvantable de 30.000, avec une augmentation considérable sur les années précédentes.

∴

Il arrive de temps en temps que l'aveugle destinée se transforme elle-même en justicière impartiale.

Ses exécutions sont plus justes souvent que celles de la justice... bourgeoise. La semaine dernière un incendie a détruit à New-York un des plus riches et luxueux hôtels de l'aristocratie et du capitalisme, le Windsor Hotel, celui où le président Mac-Kinley descendait lors de ses visites à New-York. Plus d'une centaine de morts et environ trois cents blessés, parmi lesquels on compte naturellement des garçons, femmes de chambre, portiers, cuisiniers, employés, domestiques, etc. Mais aussi plusieurs dizaines de messieurs et dames, de la plus haute aristocratie, ont été rôtis dans leurs appartements princiers, au milieu du luxe le plus effronté, le plus insolent. Une vraie grillade de chairs fines, délicates, parfumées, non usées par le travail, non épuisées par la fatigue. Des chairs nourries avec les chairs des pauvres, des meurt-de-faim, des chairs dans lesquelles circulait le sang sucé aux travailleurs, au peuple...

Vraiment, il y a de quoi se consoler un peu des ennuis de la vie, et de quoi rire.

G. CIANCABILLA.

∴

Bien que les lois du pays interdisent toute espèce d'associations et d'entreprises pouvant porter atteinte au commerce et à l'industrie, les capitalistes savent tourner la loi et continuent de former un peu partout des *trusts* dont le résultat est de faire affluer les millions dans leurs caisses et de jeter, par contre, sur le pavé des centaines et des centaines d'ouvriers.

Dernièrement, la formation d'un grand trust minier dans les mines d'huiles de Hagleton a réduit au chômage et à la misère noire les 500 ouvriers qui y étaient occupés. Patiemment les mineurs attendent que leurs patrons les rappellent de nouveau au travail.

Cette résignation n'est pas étonnante, étant donnée l'action des politiciens dans le mouvement socialiste du pays. Les ligues de résistance et les associations ouvrières sont administrées par des politiciens qui, sous le masque du socialisme, ne font pas autre chose que de la propagande électorale.

EVENING.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Cours de l'Ecole libertaire de la semaine :

Lundi 10 : Histoire (Louis XIV), par Hérold.

Mardi 11 : Mécanique, par Ferrare.

Jeudi 13 : Physiologie, par Henry Christian; Géologie, par Ralph.

Vendredi 14 : Physique et Chimie, par Bloch.

Les cours ont lieu le soir, à 8 h. 1/2, hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente.

Pour tout ce qui concerne l'école, s'adresser au camarade Ardouin, 86, rue de Cléry.

∴

Les camarades qui désirent la brochure *La Peste religieuse* n'ont qu'à s'adresser à Béranger, 74, rue des Longues-Haies, à Roubaix : 3 fr. le cent, frais de port en plus.

∴

Quelques camarades nous avaient priés de leur envoyer des cartes pour la conférence aussitôt que nous en aurions. Ayant négligé d'en prendre note pour quelques-uns, nous les prions de bien vouloir nous le rappeler.

Liste des lots que nous avons reçus :

Une étude, par Albert André.
Une étude, par Jehannet.
Un tableau, par D'Espagnat.
Un tableau, par Paviot.
Un tableau, par Hénault.
Un tableau, par Maltroy, donné par le camarade Fromentin.
Une eau-forte encadrée d'après Rembrandt, don du camarade Berger.
Un dessin original, par Hermann-Paul.
Un dessin original, *La Charge*, par F. Valloton.
Une théière, une coupe, un coffret chinois, don du camarade Meyer.
Un petit banc, don du camarade Méreaux.
Vingt volumes assortis, de la Société libre d'édition des gens de lettres, don du camarade Rainaldy.
Une année de l'*Humanité Nouvelle*, don du camarade E. Guérard.
Une étude peinture, par Camille Pissarro.
Une étude peinture, par Signac.
Une étude peinture, par Cross.
Une étude peinture, par Van Rysselbergh.
Un bas-relief bronze, par A. Charpentier.
Une tête plâtre (Satyre), don du camarade Boulanger.
Un cadre à photographie bronze X.
Un dessin (Lions), don du camarade J. H.

La semaine prochaine nous donnerons la suite des lots que nous aurons reçus.

∴

Les camarades qui disposeraient de journaux, brochures, revues ou livres sont invités à en envoyer à l'adresse suivante : Don Domingo Atras Orras, empleado en Correos, Burgos (Espagne).

Ce correspondant les fera parvenir aux camarades actuellement en Espagne.

BIBLIOGRAPHIE

Monsieur Antinoüs et Madame Sapho, par Luis d'Herdy; 1 vol., 3 fr., librairie E. Girard, 39, rue des Mathurins.

Concurrence ou Coopération, circulaire n° 3, mars 1899 du « Musée Social »; A. Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot, Paris.

Poèmes de la solitude, par André Magre; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte, Paris.

A lire :

Les Instituteurs, par Urbain Gohier, *Aurore* du 31 mars.

VIENT DE PARAITRE

Sous la Casaque, par G. Dubois-Desaulle; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock; dans nos bureaux, 2 fr. 50.

Arabesques, par Retté; 1 vol., 3 fr. 50, à la *Plume*, 31, rue Bonaparte; 2 fr. 75 franco.

Portrait de *Cafiero*, gravé par Barbottin. L'épreuve en simili-japon, 0 fr. 50; en tube, franco 0 fr. 60.

Déjà parus, dans la série sur hollande :

Proudhon, en tube, franco... 0 fr. 70
Bakounine, — ... 0 fr. 60

Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, par Paul Delesalle, 1 broch., 0 fr. 20, en vente au bureau du journal.

L'imprimeur vient de nous livrer la 14e lithographie de notre collection de trente lithographies : *La Guerre*, par Maurin.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40; édition d'amateur : 3 fr. 25, franco 3 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 30 fr. l'édition ordinaire et 60 fr. celle d'amateur.

PETITE CORRESPONDANCE

P. M. W. — Mais oui, envoyez chaque fois qu'il y aura un fait intéressant.

Curton. — Vous jouez simplement sur les mots; ceux qui veulent bien s'en donner la peine n'ont pas de difficultés pour comprendre, les autres...

Brasseur. — 3 fr., port en plus; impossible de le trouver à moins.

P. N., à Verviers. — Nous ne connaissons que la brochure *Le Moyen d'éviter les grandes familles*. Adressez-vous au secrétaire de la Ligue *La Régénération humaine*, 14, rue des Carmes, Paris.

Reçu pour la brochure à distribuer : P. Gomont, 0 fr. 60.

Pour la mère d'Angiolillo : Versé par le camarade Marquis, produit d'une souscription, 9 fr. 75.

Pour le journal : R. D., 0 fr. 80. — M., à Pantin, 5 fr. — P. S., à Nice, 10 fr. — Collecte faite par le camarade S., à Montpellier, 1er versement, 5 fr. — Souchet, 1 fr. 20. — L. M. D. 1398, 0 fr. 50. — Jean des Bois, 1 fr. — Hoorda, 10 fr. — Malquin, 5 fr. — Carbonel, 0 fr. 50. — H. P., 2 fr. — Thénard, 1 fr. — Léon Bruneteaux, 2 fr. — Brasseur, 0 fr. 75. — H. R., 2 fr. 30. — Les peintres en décor (E. V.), 5 fr. — V. B., 2 fr. 35. — M. Pailhas, 1 fr. — Groupe libertaire de Dreux, 3 fr. — Un soldat de la Révolution, 1 fr. 50; Pour Elle toujours, 1 fr. 05; Un camarade d'Etiévant, 1 fr.; Un anonyme, 1 fr.; Un débutant, 0 fr. 25; Un indécis, 0 fr. 20. Total : 5 fr.

Merci à tous.

M., à Bruxelles. — C., à Nice. — P., à Bordeaux. — M., à Reims. — B., à Roubaix. — D., à Saint-Chamond. — Agence Genève. — N., à Alger. — A., à Constantin. — E. P., à Buenos-Ayres. — F., à Amiens. — V., à Nîmes.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

QUATRIEME ANNEE, N° 51 DIX CENTIMES DU 15 AU 21 AVRIL 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Jeudi 27 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle d'Arras, rue d'Arras, grande conférence au profit du journal avec le concours de Pierre Quillard, qui fera à cette occasion l'historique du journal à ses trois étapes successives :

Le Révolté, La Révolte, Les Temps Nouveaux.

Prendront également la parole les camarades Hérold et Charles-Albert.

Dès aujourd'hui nous tenons des cartes d'entrée à la disposition de ceux qui désireraient en placer.

Ces cartes d'entrée donneront droit à la tombola qui sera tirée à l'issue de la conférence.

La conférence étant faite au profit du journal, le prix d'entrée en est fixé à 1 franc.

Nous publions d'autre part la liste des lots que nous avons reçus.

L'IGNORANCE DES MASSES

C'est sous le prétexte d'être plus pratiques, que foule de gens s'acharnent à préconiser certaines réformes, tout en avouant que leur effet ne peut être que momentané.

La plus grande partie de la foule est ignorante, disent-ils, fermée aux idées abstraites ; elle veut des choses positives et immédiates, se souciant fort peu de ce qui se réalisera après elle ; il faut, si on veut s'en faire écouter, savoir lui parler son langage, savoir tout au moins se mettre à sa portée.

La foule est ignorante, cela est indéniable ; c'est parce qu'elle ne sait pas que le mal dont elle souffre est le fait d'une organisation sociale défectueuse qu'elle le supporte ; c'est parce qu'elle n'a pas conscience de sa force qu'elle se laisse tondre par une minorité d'oisifs ; c'est parce qu'on l'a habituée à croire aux hommes providentiels, qu'elle se met, sans être rebutée par les déceptions, à la remorque de ceux qui lui font miroiter les plus belles promesses.

C'est, enfin, parce que la masse est ignorante que ceux qui ont compris, que ceux qui ont trouvé un avenir meilleur, sont forcés de lutter sans cesse pour arriver à faire comprendre leur idéal dans l'espoir de réaliser ce qu'ils ont compris.

Seulement, parler son langage, se mettre à sa portée, n'implique pas se payer de mots comme elle le fait, qu'il faille écarter les problèmes sérieux sous prétexte qu'on ne les comprend pas, châtrer notre idéal, sous prétexte qu'elle ne peut en adopter qu'une partie, descendre à son niveau mental, nous noyer dans ses erreurs au lieu de l'en sortir. Et c'est ce que font beaucoup de ceux qui prétendent organiser la masse, et la diriger.

C'est que les cerveaux sont toujours hantés par le côté romantique de l'histoire. Cette dernière nous a si bien montré les événements se déroulant à la volonté des individus, ceux-ci faisant mouvoir les foules au gré de leurs conceptions, que l'on s'imagine toujours pouvoir en faire autant.

Enflammer les foules, les faire vibrer sous la chaleur de ses accents, certes, le rôle est beau, et je comprends l'emballement lorsque l'enthousiasme vous dirige plus que la raison. Qui de nous, du reste, alors qu'il était jeune, qu'il réfléchissait aux luttes d'émancipation, rêvant d'y prendre part, n'a pas rêvé d'être un de ces tribuns, qui, de leur parole, soulevaient les foules, les faisant frissonner de leur parole enflammée ? Qui de nous n'a pas rêvé d'être un de ces tacticiens, conduisant les événements et les masses à l'assaut du pouvoir et des privilèges, impulsant ou retenant la foule par leur seule éloquence, ou de leur influence acquise par leur valeur ?

Hélas ! il faut en rabattre. A part les époques d'effervescence, où les périodes ronflantes de l'orateur ne sont que l'étincelle qui vient mettre le feu aux poudres, et où la surexcitation générale des esprits ouvre les cerveaux plus grands aux idées les plus osées, la masse n'accepte, en période de calme, comme meneurs, que ceux qui sont à son niveau comme moyenne cérébrale et savent flatter son ignorance, ses préjugés, soit qu'ils les partagent, soit qu'ils croient nécessaire de s'en servir.

Et des périodes ronflantes de l'orateur, il ne reste pas grand'chose dans les cervelles, alors que l'on est sorti de la salle.

*
* *

Et quoique cela puisse sembler décourageant à ceux que ronge l'impatience, nous ne pouvons cependant nous payer de mots et d'illusions ; ce n'est qu'en envisageant les choses sous leur aspect réel que nous nous rendrons compte du travail à accomplir.

Nous voulons que chaque individu, pris isolément dans la masse, soit à même de savoir se gouverner lui-même, qu'il sache faire respecter son autonomie, tout en sachant respecter lui-même celle des autres, sachant aussi dégager sa volonté des influences ambiantes.

Cela, certes, est un idéal qui, peut-être, ne sera jamais atteint, mais qui doit être le but positif de notre propagande. Ne faut-il pas demander beaucoup pour obtenir un peu ? Est-ce à nous à réduire nos demandes, alors que ce n'est que la force seule des choses qui doit nous empêcher ?

Les masses sont ignorantes, mais pour les sortir de leur ignorance, il faut que nous exposions tout notre idéal, toutes nos conceptions en leur complète intégralité ; et comme notre émancipation est attachée à celle de la foule, il faut bien que nous cherchions à la secouer.

Si, en 1789, la bourgeoisie fut prête à s'emparer du pouvoir, c'est que, pendant les siècles d'oppression, tout en amassant des richesses, elle s'était essayée à l'exercice du pouvoir en l'administration des communes, des emplois que lui laissait la morgue féodale. Elle avait étudié, exercé son cerveau, ses facultés, avait travaillé à se développer intellectuellement, savait ce qu'elle voulait pendant que le peuple croupissait dans l'ignorance et n'avait que des aspirations vagues d'amélioration.

Le résultat fut que le peuple ignorant crut aux promesses des bourgeois intelligents, combattit pour les porter au pouvoir, et ne sut leur arracher aucune concession, et ne fit que changer de maîtres.

Nous voulons, nous, renverser une classe non pas pour nous installer à sa place au pouvoir, mais pour que personne ne puisse plus entraver la liberté humaine, nous voulons abolir le pouvoir lui-même, en détruisant les rouages sociaux qui assurent son existence.

Mais, pour savoir nous passer d'autorité, pour que les individus soient à même d'exercer leur autonomie sans entrer en conflit avec leurs semblables, il faut que, tous, nous acquerrions une mentalité différente, et si tous nous n'avons pas besoin de devenir des génies, il faut que nous apprenions à nous débarrasser du levain autoritaire qui nous fait considérer comme ennemi celui qui ne pense pas comme nous.

La question sociale n'est pas une question purement matérielle. Il est évident que celui qui, à l'heure actuelle, souffre des privations, a besoin, avant tout, de satisfaire sa faim ; mais tout s'enchaîne, les affamés n'acquerront la possibilité de satisfaire leurs besoins, qu'à condition que ceux qui ont d'autres aspirations puissent les satisfaire également. Borner la question sociale à une question de ventre ou de bien-être serait l'amoindrir, ce serait la vouer à une défaite certaine, car elle est plus large que cela et contient bien d'autres aspirations.

Nos aspirations veulent l'épanouissement de la libre individualité dans toute sa plénitude, nous voulons tout remuer, tout bouleverser, nos idées embrassent tout le savoir humain, et s'il n'est pas nécessaire que chacun sache tout, il faut tout au moins qu'il apprenne à laisser à chacun sa place, en sachant se faire la sienne.

Bien souvent, on a comparé la révolution sociale à une invasion de barbares venant infuser un sang nouveau et régénérateur au monde bourgeois anémié.

Nous sommes, en effet, les barbares du clin-

quant bourgeois, de son luxe inutile, de la politesse raffinée mais fausse de l'ancien monde; nous voulons détruire sur notre passage tout ce qui constitue une entrave à la libre expansion de l'individu, mais loin de vouloir faire reculer la civilisation, c'est un idéal plus grand, plus généreux et plus naturel que nous lui apportons.

Seulement, cet idéal ne se réalisera pas brusquement, une société ne se retourne pas comme un gant. Pour que la révolution se traduise en fait, il faut qu'une période évolutive se soit fait sentir.

D'autre part, la société égalitaire que nous voulons ne peut pas s'imposer, elle doit être la résultante libre de la libre évolution de tous: il faudra donc que, sinon la masse, au moins ceux qui formeront la minorité agissante qui fait les révolutions, soient bien conscients de ce qu'ils voudront, pour que le nouvel ordre de choses puisse s'établir sans coercition, sachant renverser les obstacles qui tenteront de briser leur initiative.

Il ne faut donc pas avoir peur de remuer trop d'idées, mais peur, au contraire, de ne pas en remuer assez.

Certainement, c'est plus vite fait, et plus facile, de dire aux individus qu'ils sont malheureux, qu'ils sont exploités, qu'ils ne doivent plus souffrir d'être exploités, qu'il leur faut se débarrasser de leurs exploiteurs et se révolter.

Mais, outre que les individus ne se révoltent pas parce qu'on leur crie cela du haut d'une tribune, ou qu'on le leur a écrit en travers d'un bout de papier, on ne les a pas davantage convaincus de la nécessité d'une transformation sociale, s'ils ne protestent contre l'exploitation que parce qu'ils ne sont pas exploiteurs, s'ils croient toujours à la légitimité du bénéfice, et ne comprennent pas que thésauriser pour vivre de ses rentes, c'est toujours exploiter ses semblables.

Et, même, arriveraient-ils à comprendre cela, ce ne serait pas encore suffisant, puisqu'il resterait toujours à savoir comment s'organiser pour que l'autonomie de chacun soit sauvegardée.

* *

Les révolutions passées ont avorté parce que les travailleurs ignoraient, parce qu'ils ne voyaient que le présent et se laissaient escamoter l'avenir, en n'ayant pas su le prévoir.

La révolution sociale qui se prépare doit avoir un lendemain. Il ne faut pas que la société qui aura été disloquée par sa commotion puisse se reformer sur de nouvelles bases. A côté de la propagande qui dit aux individus qu'ils doivent se révolter, il faut celle, ardente et continue, qui leur enseigne pourquoi.

Une révolution qui n'aurait pour objectif — et c'est ce qui se produirait si la propagande se bornait à de simples appels à la révolte — que de faire main-basse sur les produits accumulés, de jouir de tout ce dont ils ont été si longtemps privés, risquerait fort de n'être qu'une immense saoulerie, sans être une révolution; car une fois gavés, les inconscients se laisseraient encore berner par les phraseurs et les ambitieux.

Il faudra que la prochaine révolution apporte des réalisations immédiates aux meurt-de-faim; mais, pour qu'elle dure, il faudra que la phase préparatoire leur ait fourré des idées dans le cerveau. Si nous ne voulons pas qu'après une orgie de quelques heures, ou de quelques jours, nous nous trouvions encore une fois enchaînés pour longtemps, il faut nous exercer à être conscients.

Comparaison n'est pas raison, dit-on, mais quelquefois une comparaison définit très bien ce que nous voulons dire, et je ne puis mieux comparer notre propagande, l'évolution, et la révolution comme je les entends, qu'au lent travail de ces micro-organismes, imperceptibles à l'œil nu, dont le travail individuel n'est pas appréciable à nos sens; mais qui, continuant leur travail d'agrégation et de désagrégation, se multiplient à l'infini, et par leur pullulement arrivent à transformer le milieu dans lequel ils évoluent, mettant toute la matière en une fermentation d'où sortira l'ordre de choses nouveau.

Mettre les individus à même de comprendre les causes de leur exploitation, leur expliquer pourquoi ils ne doivent pas la subir, leur faire connaître les institutions d'où découlent leurs maux, leur démontrer que tant qu'elles existeront elles engendreront toujours les mêmes effets, voilà notre rôle; leur montrer par notre exemple à déployer leur initiative, combiner leurs efforts sans se laisser subordonner à qui que ce soit, voilà notre besogne qui doit amener la fermentation sociale d'où sortira la révolution.

J. Grave.

CEUX QU'ON RESPECTE

Au fond de la province, on rencontre encore de pauvres forains, munis d'un tableau à casiers et qui, une baguette aux doigts, commentent devant un cercle de badauds la vie et les forfaits de quelque assassin fameux. Grâce à l'affaire Dreyfus, nous aurons bientôt une pancarte semblable où, frappant aussi de la baguette, nous pourrons montrer à la foule, en ses épisodes successifs, l'infamie de la gent porte-sabre.

Or, depuis la publication de l'enquête qui nous est offerte avant l'heure par une aimable indiscrétion, le tableau pour illustrer la complainte de l'antimilitarisme s'est enrichi encore de quelques fort belles scènes.

Après tout ce qui était connu déjà, nous n'espérions pas, il faut bien le dire, aussi fructueuse moisson de nouveaux documents pour le type d'officier qui s'édifie présentement à l'intention de la foule quand elle voudra ouvrir les yeux et regarder. On a beau, depuis quelque temps, unir, dans son cerveau, l'idée d'un galon sur une manche avec tout ce qu'il y a de plus raffiné dans la vilenie, on ne pouvait pas s'attendre, certes, à ce nouveau relent de pourriture.

Non pas que l'enquête nous révèle grand'chose d'inconnu sur la forfaiture de l'Etat-major et le nombre des gens qui y trempèrent. Mais elle nous apporte toute une série nouvelle d'attitudes, contorsions et grimaces, elle nous montre des états d'âme et nous éclaire des coins de psychologie... Ces gens sont ignobles, non seulement par les crimes dont ils se décident à faire le demi-aveu, mais surtout par la façon dont ils avouent.

C'est que, depuis que la vérité est en marche, elle a filtré peu à peu de toutes parts, enserrant les menteurs comme dans un cercle où chacun, en voulant le fuir, malgré lui se heurte. Sauf pour les très gros qui se croient encore en sûreté à l'ombre de leurs épaulettes et qui y sont peut-être — l'heure est passée des protestations sonores, des colères simulées, des menaces et des arrogances. Nous avons touché le fond, cette fois. Et nos soudards, serrés de près, commencent à oublier la galerie pour se montrer nature. Le moindre mot se fait révélateur.

Nous en sommes à ce moment bien connu dans les cabinets d'instruction: l'un des complices ayant avoué, les autres commencent à le suivre, mais par petits paquets, afin de n'en pas dire plus qu'il ne faut. Esterhazy et du Paty de Clam, le jour de leur confrontation, nous donnèrent ce spectacle, l'un poussant l'autre. Je ne sais quoi d'immonde se dégage du dialogue des deux aigrefins. On semble voir les regards torves accompagnant les paroles ainsi que des contorsions effarées de bête prise au piège et qui, voulant se dégager, se prend un peu plus.

L'enquête nous apprend tout du long que ces rudes guerriers, hommes d'honneur et de franchise, prononcent rarement une parole qui ne soit grosse de chantages ou maquillée d'hypocrisie.

Gonse dit à Bertulus:

Vous voyez Picquart, dites-lui bien que de son attitude à l'audience dépend toute sa carrière; il sait que je le tiens en estime... Arrangez-vous pour lui faire comprendre que vous tenez de bonne source l'assurance que sa carrière militaire ne sera pas brisée, s'il sait demeurer militaire.

Traquée à fond, la bête enfin se découvre. Et, pour la première fois, nous tenons ces âmes de soldats, toutes nues. Ce n'est pas beau.

Voyez Henry devant le juge Bertulus. C'est après la saisie si fructueuse au domicile de la fille Pays:

Je lui fis remarquer, raconte le juge, que si pareils documents venaient à tomber dans les mains de ses ennemis, on en tirerait contre lui les conséquences les plus graves, et que certains experts pourraient facilement aller jusqu'à soutenir que celui qui documentait Esterhazy n'était autre que lui, Henry.

Devant une pareille hypothèse, Henry s'effondra dans son fauteuil, sans dire un mot.

Puis, tout à coup, il se mit à pleurer à chaudes larmes, pour ensuite se lever, venir à moi, m'enlacer de ses bras, puis me prendre la tête dans ses deux mains, m'embrasser au front et aux joues à pleine bouche, me répétant: Sauvez-nous!

Arrêtons-nous un peu ici, car cette scène, à mon sens, vaut tout le reste. Elle dépasse le simple incident de toute la grandeur d'un symbole. Ce galonné insolent et matamore tant qu'il se croit sûr de l'impunité, puis effondré comme une loque, et sanglotant de terreur, ce caractère à la fois ignoble et pitoyable, toute cette abjection morale, en un mot, c'est la rançon du métier, du métier de lâcheté et de paresse au fond duquel des dégénérés, véritables rebuts humains, esquivent l'effort du travail utile.

Depuis quelques jours, des hommes d'initiative ramassent de l'or pour publier la fameuse enquête à des millions d'exemplaires. Bravo! car ceci, en effet, s'imposait. L'enquête ne contiendrait-elle rien autre chose qu'Henry pleurant contre la joue de Bertulus, il ne faudrait pas que cette posture, document suprême sur l'honneur de l'armée, passât inaperçue.

Il faut que le peuple contemple les beaux empanachés ailleurs que caracolant à la tête des troupes, — chez les juges d'instruction par exemple. Il faut qu'il voie le colonel Henry baisant au front le juge Bertulus. Car cette scène, nous voulons la lui expliquer, jusqu'à ce qu'il la comprenne. Nous voulons qu'il rougisse d'avoir pu rester si longtemps docile aux ordres de tels misérables, craintif aux menaces de pareils lâches! Nous voulons qu'il secoue la honte de cette sujétion, et lave la salissure de ce contact. Nous voulons qu'il désapprenne le chemin des casernes.

Le dénouement de l'affaire Dreyfus, c'est à nous de le préparer, et c'est un jour de tirage au sort qu'il apparaîtra.

Charles-Albert.

MOUVEMENT OUVRIER

Nous n'avons cessé et nous ne cessons de répéter que tout se tient si bien dans la société capitaliste, qu'il est impossible de toucher à un de ses rouages sans risquer de l'atteindre tout entière.

Cela est surtout vrai en matière de réformes; la meilleure ou prétendue telle que peut concevoir le législateur se retourne la plupart du temps contre celui au profit de qui elle est censée avoir été accomplie.

La loi sur les accidents du travail, après avoir erré pendant dix ans de la Chambre au Sénat et inversement, nous en fournit encore une preuve convaincante, et ce, avant même d'être en vigueur.

De la loi en elle-même je ne dirai rien aujourd'hui, espérant l'analyser tout au long un de ces jours, et en montrer l'absurdité. Mais voici le fait qui s'y rattache :

Un gros industriel, directeur d'une importante scierie mécanique, vient de convoquer les autres patrons de la corporation à l'effet de s'entendre avec eux sur « un mouvement de résistance contre la nouvelle loi ».

A cet effet, il propose que le 1er juin prochain, date de la mise en vigueur de la loi, dans toutes les scieries et usines mécaniques à travailler le bois, les patrons fassent afficher dans chaque atelier, à côté de la nouvelle loi et des règlements qui la concernent, une note informant les ouvriers que leurs salaires sont réduits d'une somme équivalente aux charges nouvelles incombant aux patrons

Et le patron qui prend l'initiative de cette campagne, ne cache pas son mépris pour la loi et pour ceux qui la font. Il le dit très carrément, dans le manifeste qu'il adresse à ses collègues : « Montrons au Parlement que nous sommes encore capables de nous défendre et que nous sommes encore maîtres chez nous. »

L'appel à la violation de la loi est direct, indéniable, et ce qu'il y aura de curieux dans l'affaire, c'est que nous pourrions voir un gouvernement chargé de faire exécuter la loi, envoyer des policiers et des soldats non contre ceux qui chercheraient à violer la loi, mais bien contre les ouvriers, si ceux-ci refusaient d'accepter les nouvelles conditions de travail qui leur sont imposées par leurs exploiteurs.

Ce simple fait montre bien, une fois de plus, qu'il est impossible de rien changer à l'organisation de notre société capitaliste, et lorsque nous affirmons que ceux qui prétendent nous apporter des améliorations sont des imbéciles ou des coquins, nous n'exagérons rien.

Vouloir améliorer le sort de l'ouvrier est une fumisterie; ce qu'il faut, c'est rendre l'ouvrier conscient de lui-même, de ses intérêts et de ses droits, en lui démontrant que la seule réforme qu'il doit poursuivre, capable de lui donner son émancipation, c'est la suppression du patronat et du salariat, ces deux piliers de la société capitaliste.

PAUL DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'« AFFAIRE ». — Le défilé continue, officiel, des crimes de nos gouvernants militaires. Les mensonges de Roget, les infamies de Pellieux, les faux et les chantages de Henry, de du Paty, d'Esterhazy, les trahisons de tous ou de presque tous, s'étalent à nos yeux pour la plus grande édification du public. On peut apprécier quelle sentine était ce sanctuaire de la défense nationale, cette arche sainte, ce tabernacle auquel il eût été sacrilège de porter la main.

Parmi les lecteurs de ces révélations, il en est qui, soit mauvaise foi, soit inconscience, persistent à approuver les chefs militaires et à leur continuer leur confiance. Avec eux, rien à faire. Ce sont ou bien les bénéficiaires des canailleries dévoilées et de l'ensemble du système qui les engendre, — et contre une question d'intérêt personnel les meilleurs arguments demeurent sans effet, — ou bien les irrémédiablement bouchés, les éternelles victimes bénévoles tendant avec amour leur gorge au bourreau, pénétrées, convaincues de la nécessité du sacrifice, et, qui plus est, de sa grandeur.

Il en est d'autres, dont la conscience naturellement se révolte, mais qui, incapables de remonter jusqu'aux causes, demeurent persuadés qu'un changement de personnel remédierait au mal. Bien intentionnés, mais courts de vue, ils maudissent Boisdeffre, Roget, Esterhazy, et affirment qu'avec X..., Y... ou Z... on eût évité ou l'on évitera de pareilles ignominies.

Quelle erreur! ce n'est point l'effet d'un hasard que les Boisdeffre, les Henry, les Esterhazy se soient rencontrés à la tête de l'armée et se soient entendus comme larrons en foire. Ils sont le produit naturel du milieu. L'autorité corrompt les hommes, nécessairement, inévitablement. Suivant le degré d'autorité dévolu, l'homme est plus ou moins corrompu. Voyez les prêtres qui, durant si longtemps, jouirent d'un empire absolu sur les intelligences et dans la direction des hommes. Quels crimes ne commirent-ils pas au nom de leur religion?

Aujourd'hui, une nouvelle religion tendait à se substituer à l'autre : la religion militariste. Les prêtres de cette nouvelle religion, dépositaires de la confiance générale, agissaient en toute liberté. Leur autorité était sans bornes; conséquence fatale : leur corruption est également sans bornes. On nous dit souvent : « Il faudrait que les hommes fussent des anges pour pouvoir vivre en anarchie. » C'est tout le contraire qu'il faut dire, et les faits le prouvent universellement. C'est sous un régime autoritaire qu'il faudrait que les hommes fussent des anges pour que des crimes ne fussent pas commis. Cette vérité crève les yeux. Il est incompréhensible que tant de gens l'ignorent.

⁂

LES EMPLOYÉS. — Les employés ont tenu un meeting pour protester contre la décision prise par le Conseil municipal concernant la limitation de la journée de travail par la réglementation des étalages.

A cette occasion, il est bon de leur rappeler comment les employés de commerce obtinrent, à Bordeaux, il y a deux ans, la fermeture des magasins le dimanche. La plupart d'entre eux s'abstinrent d'aller travailler le dimanche, des pierres furent lancées dans les vitrines des magasins ouverts ce jour-là et leurs étalages bouleversés. En quarante-huit heures la question fut réglée, et les patrons cédèrent.

Je crois que si les employés de Bordeaux avaient pétitionné aux pouvoirs publics, ils attendraient encore.

ANDRÉ GIRARD.

⁂

SUICIDES. — Louis Marsollier, ouvrier tailleur depuis longtemps sans ouvrage, s'est asphyxié. Misère.

Félix Ouf et sa femme, vieillards impotents, après avoir vainement sollicité des secours supplémentaires de l'Assistance publique et demandé leur admission dans un asile, se sont asphyxiés. Misère.

Les époux Lelong, anciens choristes, ont tenté de s'asphyxier, et, rappelés à la vie, ont déclaré qu'ils recommenceraient. Misère.

Les époux Bard, ne pouvant payer leur terme et craignant d'être expulsés, se sont asphyxiés. Misère.

Erlinger, employé de commerce, père de deux enfants, s'est asphyxié. Misère.

Eugénie Legouge, ne pouvant trouver du travail et menacée de mourir de faim, s'est asphyxiée avec ses deux enfants âgés de huit et dix ans. Misère.

Tandis que les uns crèvent de faim ou se tuent, les autres sont malades de trop de bien-être. Mais les économistes disent que tout va bien ainsi.

⁂

ASSASSINAT. — Un jeune soldat, Paul Sonneville, vient de mourir à Lille (43e de ligne, 16e compagnie), torturé et tué par ses chefs. Un jour, il eut mal au talon et se plaignit; le capitaine Verhé lui ordonna de marcher quand même. Il marcha comme il put, et sa blessure s'aggrava. Traité de simulateur, il fut envoyé à la salle de police, à la casemate du fort du Vert-Galant. Il y eut froid, y attrapa un rhume qui devint bronchite, mais le major (Haoult Desronchamps) ne le reconnut pas malade. Car sous prétexte que Sonneville se présentait souvent à la visite pour des motifs différents — maux de tête, maux de dents, douleurs articulaires, etc... — il était noté comme fricoteur. Non reconnu malade, il fut envoyé au tir. Au bout d'un quart d'heure de marche, il tombait sur la route, et il fallut bien le ramener au fort. Cette fois, le major lui accorda du repos, mais le capitaine (Verhé) lui infligea quatre jours de prison, changés par le colonel en huit jours de salle de police. Le lendemain, on trouva Sonneville évanoui dans la casemate. Il n'avait même plus la force d'écrire, et, pour avertir ses parents, dut dicter sa lettre à un camarade. Depuis longtemps, ses parents étaient effrayés par sa toux, son aspect maladif, et ses lettres où les mêmes plaintes revenaient sans cesse: « Je n'en peux plus... Je ne dors plus... Je boite tout le temps... Je suis devenu bon à rien et j'ai toujours froid... On ne me reconnaît pas malade... Je suis toujours puni et je ne sais pas pourquoi... Je n'ai plus la force de porter le sac, je me sens devenir tout drôle... » Les parents accoururent au fort, puis à Lille, chez le major, chez le capitaine, qui les reçurent avec arrogance. Enfin, sur les supplications du père, ces messieurs — qui, comme tous les assassins, n'aiment pas le bruit fait autour de leurs exploits — se décidèrent à transférer Sonneville à l'infirmerie, « par faveur spéciale ». Là on dut s'apercevoir qu'il était vraiment malade, car, le lendemain même, on le transporta d'urgence à l'hôpital. Et quatre jours après, Sonneville était mort.

Aux obsèques, le capitaine Verhé ayant le toupet de suivre, à la tête de sa compagnie, le cadavre de sa victime, la mère de Sonneville s'avança vers lui en criant : « Vous avez tué mon enfant! »

A l'assassin!

⁂

GOUPILLONNARDS. — On nous menace, pour l'année prochaine, d'une Exposition Religieuse Internationale, établie sur des terrains contigus au plateau dit de la Défense nationale, à Neuilly. « Ne serait-ce pas un spectacle autrement grand, dit le prospectus chargé de rafler la bonne galette, autrement moralisateur, que celui qui placerait, en regard des résultats obtenus par la science, *les progrès que la foi et l'inspiration chrétienne ont fait accomplir à l'humanité?* » En effet, si l'on nous montre ces progrès-là, ce sera curieux; nous demandons à voir.

Plus loin : « Une Société a été fondée pour réaliser ce projet (béni par le Saint-Père, approuvé par la Cour Romaine, etc...) et montrer, dans un spectacle d'une inoubliable grandeur, *ce que l'idée chrétienne a fait pour la science, les arts, la civilisation, le soulagement des misères humaines.* »

C'est cela. Il faut nous montrer ce que l'idée chrétienne a fait pour la science et la civilisation; il faut nous montrer Etienne Dolet, Jean Huss, Michel Servet, Galilée, Giordano Bruno, tous les grands penseurs du moyen âge, dans leurs cachots, sur leurs chevalets de torture, sur leurs bûchers.

⁂

LIBERTÉ! — Réunis en un banquet à l'Hôtel Continental, les amis d'Urbain Gohier ont fêté, à propos de son acquittement, la liberté de penser et d'écrire.

Toasts, discours, etc... Une lettre de M. Hervé de Kérohant, journaliste royaliste et catholique, d'où j'extrais ces lignes :

« Nous voulons la liberté de la presse pleine et entière, c'est-à-dire que nous la voulons pour tous, pour les gens de mauvaise foi comme pour les autres; et il ne peut en être autrement.

« La liberté de la presse ne comporte aucune réserve, aucune restriction, car toute restriction dans une question pareille laisserait la porte ouverte à l'arbitraire.....

« Messieurs : il peut y avoir encore des gouvernements assez lâches pour favoriser des iniquités, pour couvrir des crimes, pour essayer d'arrêter le cours de la justice. Il n'y a plus de gouvernement assez puissant pour dresser des gibets et pour élever des bûchers. Et surtout il n'y a pas de gouvernements qui soient assez forts pour proscrire la pensée et lui mettre un bâillon. »

Il faut surtout citer ce passage du discours de Georges Clémenceau :

« Faut-il un maître? L'humanité les a tous essayés : le maître légitime imposé par Dieu, puis le César qui comprend la patrie comme un cimetière, puis le maître anonyme, irresponsable, aux mille têtes : le peuple qui ne *veut* pas savoir, qui ne *peut* pas savoir.

« Et tous ont paru mauvais et injustes et la vérité paraît être : *Pas de maître du tout.*

« Que l'homme soit lui-même libre, bon ou mauvais, grand ou petit, avare ou prodigue, avec ses défauts ou ses qualités, mais qu'il soit lui-même.

« Qu'un oppresseur ne vienne pas lui imposer sa méchanceté, sa petitesse, sa cupidité .....

« Nous faisons ici une révolution, la plus grande, la plus belle : la révolution dans la paix par l'Idée.

« Les révolutions à coups de fusil nous en avons assez fait : elles n'ont que substitué un maître à un autre maître. Que la nôtre soit la révolution vers la Liberté! »

Allons donc! on y vient. Il faudra bien qu'un jour ou l'autre, tout le monde finisse par reconnaî-

tre qu'il n'y a de société possible que dans la pleine liberté de chaque individu, que l'idée de liberté contient toute la justice, tout le bonheur.

De plus en plus, dans la lutte contre les maîtres, le cri de ralliement sera : *Pas de maître du tout!*

R. Ch.

Roumanie.

Depuis janvier passé, les autorités du « sage roi Charles Ier » luttent, mais en vain, pour calmer ou tout au moins pour circonscrire l'agitation qui a soulevé les paysans des cinq districts de Dolj, Romanatzi, Feloriman, Olt, Vlasca et, tout récemment, d'une partie de celui d'Arges.

Les actes de sauvagerie des polices italienne et hongroise se sont reproduits dans notre pays. Femmes et jeunes filles violées, enfants et vieillards maltraités par les gendarmes et les soldats, hommes emprisonnés et torturés au fond des bagnes, rien n'y a manqué. Les plus maltraités par la répression furent les instituteurs qui, comprenant admirablement leur rôle d'éducateurs, avaient en grand nombre pris part à la révolte.

Est-il besoin de dire que la cause de ces révoltes ne fut pas, selon l'expression des autorités, « les théories extravagantes des socialistes », mais la misère, la seule misère

Le paysan roumain est, comme son frère d'Italie, dans un état complet de dénûment. Il cultive le blé, mais il ne mange pas de bon pain deux fois dans l'an. Comme partout il a à ses trousses deux loups qui le dévorent : l'État d'une part, et de l'autre les propriétaires ou leurs entrepreneurs de travaux.

L'État lui donne un morceau de terre de cinq hectares. Triste cadeau, car le paysan, devenu ainsi « propriétaire » doit payer pour cette propriété 28 fr. par hectare et par an, c'est-à-dire un premier impôt de 140 francs sans compter les autres contributions directes ou indirectes, et cela pendant soixante ans.

A la mort du paysan, ce petit morceau de terre est divisé entre les enfants en des morceaux plus petits encore. Et naturellement ces « propriétés » minuscules sont insuffisantes pour des familles de dix à douze individus. Aussi les paysans sont-ils forcés d'aller sur les domaines des grands propriétaires, où les attendent, il va sans dire, les conditions les plus dures.

En voici un exemple. Pour avoir le droit de cultiver en blé un champ de cinq hectares prêté par le propriétaire ou ses entrepreneurs, le paysan doit cultiver pour leur compte cinq hectares également ou, dans les conditions les plus avantageuses, au moins deux hectares. Il doit travailler, en outre, six jours aux bras et deux ou quatre jours avec le char aux bœufs. Il doit donner encore dix œufs, deux jambons de porc, la langue du porc, deux ou quatre poulets et faire un ou deux transports avec le char aux bœufs et à la distance de 30 kilomètres au moins. Voilà pour la culture du blé. Pour les autres céréales, maïs, orges, etc., il y a d'autres conditions, tout aussi pénibles.

Supposez une année de sécheresse comme fut l'année passée et vous comprendrez la misère du paysan roumain, entre l'État, le propriétaire et sa famille!

C'est donc la misère seule qui a poussé le paysan roumain à s'insurger. Les « théories extravagantes des socialistes » n'ont fait que l'éclairer un peu sur les causes de cette misère.

Ce qu'il faut remarquer surtout, c'est qu'en dépit des social-démocrates prêchant le calme et le respect des lois, les paysans ont choisi la révolte ouverte et violente. Ils ont compris, mieux que les « scientifiques », que les exploiteurs ne cèdent rien de leurs privilèges sans y être contraints.

Ces émeutes des paysans roumains auront, pour la solution de la question sociale, des conséquences d'une grande importance. Elles ont posé par des faits la question économique dans notre pays et engagé les paysans à s'occuper de l'enseignement des principes socialistes. Elles ont prouvé, chez les paysans, un esprit de révolte à bases proprement économique et anarchiste. Toutes les communes révoltées ont demandé, non pas des droits politiques, mais la terre qu'elles travaillent.

Il n'y a pas de doute. Ces révoltes sont le résultat de la spontanéité et de l'esprit anarchiste du peuple, sans aucune éducation antérieure. Mais cet esprit, quand sera-t-il éduqué et utilisé pour la Révolution sociale consciente?

J. Neagu.

AVIS

Le 14e dessin de notre collection, *La Guerre*, par Maurin, vient de nous être livré par l'imprimeur : nous le mettons en vente au prix de 1 fr. 25 pris au bureau du journal ou 1 fr. 40 par la poste.

∴

Les camarades qui ont souscrit pour la brochure à distribuer sont priés de patienter encore quelques jours ; nous venons de remettre la copie à l'imprimeur. Aussitôt qu'il nous en aura livré, nous l'annoncerons dans le journal.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Liste des lots pour la tombola qui sera tirée à l'issue de la conférence organisée au profit du journal :

Lots que nous avons reçus :

Une étude, par Albert André.
Une étude, par Jehannet.
Un tableau, par d'Espagnat.
Un tableau, par Paviot
Un tableau, par Rénault.
Un tableau, par Malfroy, donné par le camarade Fromentin.
Une eau-forte encadrée d'après Rembrandt, don du camarade Berger.
Un dessin original, par Hermann-Paul.
Un dessin original, *La Charge*, par F. Valloton.
Une théière, une coupe, un coffret chinois, don du camarade Meyer.
Un petit banc, don du camarade Méreaux.
Une année de l'*Humanité Nouvelle*, don du camarade F. Guérard.
Une étude gouache, par Pissarro.
Cross, une aquarelle.
Luce, un tableau.
Signac, une aquarelle.
Vuillard, un panneau
Mme Signac, une broderie japonaise et un volume.
Rysselbergh, une aquarelle.
Flour, une étude.
Lebasque, un tableau.
Un bas-relief bronze, par A. Charpentier.
Une tête plâtre (Satyre), don du camarade Boulanger.
Un cadre à photographie bronze, don de X.
Un dessin (Lions), don du camarade J. H.
Un bas-relief bronze, *Fontaine de Jouvence*, don du camarade Papa.
Un morceau de piano, fantaisie sur les *Dragons de Villars*, par Streabbog ; un dessin, esquisse d'un de mes tableaux : *Les Travaux de l'Exposition* ; un dessin, portrait de Ferré (esquisse au crayon) ; une photogravure, *La Vallée de Daubigny* ; Une aquarelle, *Le quai de la Fraternité, à Marseille*, dons du camarade Hoffman.
Dubois-Desaulle, 2 volumes, *Sous la Casaque*.
X., 1 volume *Germinal*, de E. Zola.
L. Deffaux, 1 volume *Paris*, de E. Zola.
Un étui à aiguille fabriqué par des prisonniers de Montjuich, don du camarade Potigny.
Un pantalon de velours, don du camarade Bozon, tailleur.
Une photographie grand format, portrait de Tolstoï ; une autre, groupe de révolutionnaires russes, dons de la camarade X.

∴

Une erreur involontaire s'est glissée dans notre liste de la semaine dernière ; les 20 volumes annoncés nous ont, en réalité, été offerts par M. le Dr Labonne, au nom de la Société d'éditions scientifiques, 4, rue Antoine Dubois. Nous donnerons la liste des ouvrages.

∴

Le groupe de l'Ecole libertaire a terminé sa session de cours mardi dernier. Il espère pouvoir reprendre ses cours, si subitement interrompus, dans le courant du mois d'octobre procuain, et ce, dans un local aménagé à cet effet.

∴

Saint-Denis. — *La Pensée Nouvelle*, groupe scientifique et littéraire, réunion tous les jeudis, 86, rue de Paris.

Causeries et lectures.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* sont priés de se mettre en rapport au plus tôt avec les camarades de la *Pensée Nouvelle*, relativement au journal.

Marseille. — La soirée familiale organisée au profit des *Temps Nouveaux* a pleinement réussi. Malgré un temps affreux de vent et de pluie on s'était porté en nombre à la salle Bouchard. M. Vincent, que ses affaires appelaient dehors et qui avait bien voulu nous prêter son concours, a été très applaudi dans son *Barbier de Seville*. Ensuite M. Dray, un comique qui a fort amusé l'auditoire, et d'autres artistes, avaient bien voulu nous aider dans notre œuvre de propagande. Aussi le camarade Trotebas, dans ses œuvres provençales libertaires. Ensuite on a passé à la causerie. Octave Jahn a traité de la femme dans l'évolution. Th. Jean, qui lui a succédé, a traité le sujet au point de vue moral et intellectuel.

Ensuite on a repris le concert où il nous a été donné d'entendre *Les Croix et les Glaives*, dit par l'auteur. N'oublions pas les Maccabes, deux bons camarades qui sont toujours le clou de nos soirées.

Le camarade Th. Jean, désireux de faire connaître ses œuvres à la masse, avait donné douze volumes de *Les Croix et les Glaives* qui se sont vendus 12 fr. Sommes versées au profit des *Temps Nouveaux*.

Une collecte faite au profit du camarade Gros, actuellement purgeant une condamnation à deux mois de prison, pour paroles dites criminelles dans une conférence au bar de l'Alhambra, a produit 11 francs.

Cette soirée tout intime a pris fin à 1 heure du matin. En somme, bonne soirée pour la propagande. Merci aussi à Mme Dray, pianiste d'un réel talent.

Recette	Fr.		40 10
Vente de livres			12 »
Total	Fr.		52 10
Frais de salle		20 »	
Frais divers		10 10	
			30 10
Reste net	Fr.		22 »

∴

Notre camarade P. Raveggi (Evening), qui entreprend une tournée de propagande aux Etats-Unis, veut bien se charger de recueillir les souscriptions des camarades de ce pays en faveur des *Temps Nouveaux*.

BIBLIOGRAPHIE

Anarchia e Comunismo, par Carlo Cafiero ; 1 broch., Libreria Sociologica, Corrientes 2041, Buenos-Ayres.

Almanaque de la Questione Sociale por 1899, illustré, 64 pages, 0 fr. 60, Libreria Sociologica, 2041, Corrientes, Buenos-Ayres.

Emanciparea Femeci, par P. Musiou, 1 broch., 1 fr., tipographia, strada Sfinti, no 6.

PETITE CORRESPONDANCE

Jahn. — Communication arrivée trop tard ; le mardi matin dernier délai.

L'Anarchie errante. — Abonn. payé jusqu'à fin avril 1900. Merci.

Wintz. — Carte arrivée trop tard.

E. K. — Impossible, la maison Schleicher ne consent à nous faire qu'une remise dérisoire.

Un camarade de Montpellier pourrait-il aller retirer 35 invendus à la librairie Eliot?

Le camarade qui nous avait demandé des renseignements relatifs au parlementarisme est prié de nous rappeler son adresse que nous avons égarée.

Claeys. — Erreur reparée. Merci.

Reçu pour le journal : Le Visage, 1 fr. — Meyer, 3 fr. — Roche, 2 fr. 20. — Le vieux Savoyard anarchiste, 50 fr. — Une Soulographie, 1 fr. — Une Verte, 0 fr. 25. — Yung, à Guerpont, 1 fr. — Un groupe de peintres en décor, E. V., 4 fr. — Potvin, 2 fr. — La Pensée Nouvelle, 3 fr. — Gal, 1 fr. 50. — Jeandetrop, 1 fr. ; Emia, 1 fr. ; Augustine, 0 fr. 75 ; Delcuppe, 0 fr. 50 ; Honête, 0 fr. 25. Total : 3 fr. 50. — Merci à tous.

D., à Fulton Sonana. — H., à Angers. — S., à Cette. — G., à Saint-Etienne. — N., à Toulouse. — T., à Toulouse. — G., à Arles. — Z., à Charl. — B., à Persan. — C., à Valréas. — P., à Montpellier. — De M., à Gand. — Z., à Ch. — M., à Saint-Etienne. — M., à Rennes. — R., à Salon. — E., à Montpellier. — K., à Rennes. — D., à Thiers. — B., à Brest. — F., à Amiens. — C., à Lille. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère

Paris. — Imp. Ch. Blot, rue Bleue, 7.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 52 — DIX CENTIMES — DU 22 AU 28 AVRIL 1899

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AUX CAMARADES

Le journal n'étant mis en vente à Paris que le vendredi matin, ce numéro est le dernier qui paraîtra avant la conférence organisée au profit du journal.

Nous rappelons que la conférence aura lieu le jeudi 27 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle d'Arras, rue d'Arras, avec le concours de Pierre Quillard, qui fera à cette occasion l'historique du journal à ses trois étapes successives :

Le Révolté, La Révolte, Les Temps Nouveaux.

Prendront également la parole les camarades Hérold et Charles-Albert.

La conférence étant faite au profit du journal, le prix d'entrée est fixé à 1 franc.

Chaque carte d'entrée portera un numéro donnant droit à la tombola qui sera tirée à l'issue de la conférence.

Des cartes sont à la disposition des camarades qui désireraient en placer.

Les cartes qui ne nous seraient pas rendues le jour de la conférence seront considérées comme acquises.

Nous publions d'autre part la liste des lots que nous avons reçus.

LA SYNTHÈSE

Actuellement que des indiscrétions salutaires ont permis de donner au public le texte complet de l'enquête de la Cour de cassation, il m'a paru opportun de faire publier dans les *Temps Nouveaux* une lettre que j'ai adressée à G. Clémenceau, le 8 octobre 1898..... — Mon but était, en lui écrivant, de rappeler les principes rigoureux qui doivent présider à la généralisation des faits et à la recherche des causes en sociologie où nos connaissances ne sont pas susceptibles d'être ramenées à un nombre limité de notions abstraites et d'idées complètes. Quelques articles où il semblait ne voir qu'un accident dans l'affaire Dreyfus me firent croire que ce rappel était utile.

Une courte réponse — toute cordiale — me montra qu'il s'était engagé dans une voie sûre avec une grande indépendance d'esprit. J'en fus satisfait pour la cause de la vérité.

Sa marche a une lenteur réfléchie : je suis loin de m'en plaindre. Et, quand je vois le chemin que lui, Gohier et d'autres ont parcouru depuis dix-huit mois, je me sens plein d'espérances pour le triomphe des principes libertaires.

Tout dans la nature procède par étapes. Une période de préparation... un effort final vigoureux, une autre période de préparation... un autre effort final vigoureux. Tel est le rythme!

Les révélations du *Figaro* ont profondément secoué les foules. La lente élaboration intellectuelle peut perdre tous les résultats de ses efforts par une trop violente poussée sentimentale.

Il est grand temps d'aborder la synthèse de l'affaire. Nous avons plus que des subtiles conjectures, nous avons tout un faisceau de faits précis, indubitables.

C'est donc au grand public qu'il convient de rappeler les méthodes d'investigation dans les problèmes sociologiques. La lettre suivante montrera qu'elles ont une certaine sûreté.

*
* *

Monsieur,

Bien que je ne vous connaisse point et que je n'aie aucun titre qui excuse la liberté de mon acte, je vous soumettrai les réflexions qui me sont venues, il y a quelques jours, après la lecture d'un de vos beaux articles. J'estime qu'on n'est jamais trop audacieux dans les efforts faits dans le but d'aider au triomphe d'une idée que l'on croit vraie.

Si l'admirable campagne que vous menez avec tant d'énergie et d'habileté n'avait pas d'autres résultats que la réhabilitation du malheureux Dreyfus et la punition de tous les auteurs du drame infâme qui s'est joué à l'Etat-major, ce serait peu, semble-t-il, au point de vue *social*.

Seraient-ils affaiblis les cris de souffrance et de torture qui nous viennent de toutes les casernes et surtout des horribles compagnies de discipline perdues dans les inquiétantes solitudes d'Algérie? Serait-elle calmée la sourde révolte qui bouillonne chez tout soldat capable de sentir et de penser et que la crainte d'un châtiment comprime? Serait-elle désormais impossible l'œuvre de crétinisation et d'asservissement qui a été assez forte, dans ces dernières années, pour que le peuple français applaudisse *d'abord* de confiance quelques tartufes parce que galonnés, et aide, par son inertie, à l'étranglement des quelques audacieux qui croyaient pouvoir vu et voulaient dénoncer publiquement?

Il est incontestable que l'*Aurore*, votre journal, par sa conduite éminemment correcte et par le talent puissant et l'énergie superbe de ses collaborateurs, a fait la plus forte trouée de lumière dans les ténèbres épaisses dont le peuple français voulait avec obstination s'embrumer. Ce fut donc pour moi une lecture bien pénible que celle de l'article tout récent où vous vous défendiez vigoureusement de solidariser avec quelques coupables le corps des officiers et l'armée qui, selon vous, ne devait nullement être incriminée. Vous restreigniez ainsi la philosophie de l'affaire; vous lui ôtiez la portée sociale que les libertaires lui attribuent. Et ceux-là qui vous ont eu comme guide principal, sinon unique, dans le chemin de la lumière, et qui vous ont accordé, avec de justes motifs, toute leur confiance, vous auront pleinement approuvé sans avoir sérieusement réfléchi à cette opinion *incidente pour eux*, mais *capitale pour nous*. Le résultat était d'autant plus regrettable que, pour ces bonnes gens, il faut saisir l'occasion pour les amener à une idée nouvelle.

C'est pourquoi je tente près de vous après d'autres un effort nouveau afin que vous fassiez à temps ce dernier pas dans l'évolution idéologique, que vous tiriez parti de l'influence importante justement méritée que les circonstances exceptionnelles d'à présent vous ont donnée.

Charles-Albert, en certains articles parus dans les *Temps Nouveaux*, a essayé de vous « aider à comprendre ». Sans doute, son argumentation était souvent bonne. Mais je suis persuadé que, si l'affaire Dreyfus n'absorbait pas tout votre temps, vous pourriez lui répondre par d'excellentes raisons à l'appui de votre thèse. *Vos optiques sont différentes.* Vous, Monsieur Clémenceau, vous croyez que la question d'Alsace-Lorraine doit subordonner tout projet de suppression des armées. Charles-Albert estime que, quelles que soient les sympathies nationalistes des Alsaciens et des Lorrains, il est préférable que le peuple français se dégage résolument des actes maladroits de ses gouvernants, empereur et généraux, ministres et députés, et garantisse la liberté chez lui; il estime que les autres peuples lui sauront gré de cette haute sagesse, à l'exception toutefois des professionnels de la guerre.

Dans les questions sociales où la variété des points de vue est extraordinairement grande, il est très difficile de convaincre par le pur raisonnement. Il faut que la psychologie s'accoutume. Même à connaissance égale des faits ou des preuves, l'accord n'existe pas *nécessairement* : leur estimation est surtout faite par vos sympathies. Parmi les impressions qui forment insensiblement dans le cerveau une synthèse constituant une opinion, il se fait une sélection inconsciente telle, que ce qui est *en relief* chez les uns est complètement *effacé* chez les autres.

Il est une science qui tend à remédier à cette œuvre d'inconscience : c'est le calcul des probabilités, et l'illustre Laplace a écrit, dans son *Essai philosophique sur les probabilités*, des considérations d'une profondeur de vue étonnante qui devraient être méditées par tous les psychologues et tous ceux qui cherchent à démêler des lois et à établir des théories dans le conflit des idées et des passions humaines.

Au moment où je recevais votre article ici visé, j'étais occupé à lire les lettres si intéres-

santes de Quételet sur la *Théorie des probabilités appliquées aux sciences morales et politiques*, et voici les deux lois qu'il me rappelait :

Pour calculer la probabilité qu'un événement déjà observé se reproduira encore une fois, il faut *diviser le nombre de fois que l'événement a été observé plus 1 par le nombre total des observations plus 2.*

Quant à la question de savoir si l'événement qu'on a vu se produire plusieurs fois de suite dépend d'une *cause* ou s'il est *purement accidentel*, Bayes a donné la règle suivante : *La probabilité qu'il existe une cause qui facilite la reproduction de l'événement est exprimée par une fraction qui a pour dénominateur le nombre 2 multiplié autant de fois par lui-même que l'événement a été observé de fois et pour numérateur le même produit moins 1.*

Quételet donne l'exemple suivant : Après avoir vu monter la mer périodiquement dix fois de suite à douze heures et demie de distance environ, si l'on se demande quelle est la probabilité qu'elle montera encore une onzième fois, on aura 11/12. Et, d'après le principe précédent, la probabilité qu'il existe *une cause* qui nécessite la reproduction de ce phénomène sera de $\frac{2047}{2408}$.

Nous avons donc *beaucoup plus* de raisons de croire à l'*existence d'une cause* qui a facilité dix fois de suite la reproduction du même phénomène dans les mêmes circonstances qu'à *sa reproduction prochaine* pour la onzième fois. Cette distinction, la science seule nous permet de l'établir, et le simple bon sens, quelle que fût son étendue, ne serait point parvenu à la faire même approximativement.

Vous comprendrez facilement que, plongé dans l'examen de ces lois, je fus fortement frappé de votre refus d'accorder une portée générale aux faits scandaleux qui se passent chaque jour dans l'armée. J'ai tâché de constituer vos mentalités respectives par vos écrits et ceux de Charles-Albert. Dans cette affaire Dreyfus, vous devez avoir tous deux de nombreux points communs. Il n'est vraiment en litige que des questions du genre de celle-ci, à savoir si c'est une *conjoncture purement accidentelle* qui a amené à l'Etat-major des individus sans scrupules ni honneur, heureux de trouver une occasion où ils pouvaient se livrer entièrement à leurs besognes favorites ou si ces individus ne sont que des *artisans irresponsables* malheureusement venus en des temps difficiles.

Les principes précédemment énoncés peuvent fournir *des bases positives d'évaluation*. Je me permettrai de vous faire remarquer que, si vous les acceptez, il ne faut pas faire intervenir les propos discrètement chuchotés à l'oreille, surtout par les officiers qui ont toujours été *hors de la sphère spéciale* des machinations de l'Etat-major, dans l'estimation de la probabilité d'une cause indépendante des individus, inhérente à l'institution. Evaluez! Vous nous direz ensuite si nous avons eu grand tort de conclure à une tare générique. Les obstacles et les pièges de tous genres que l'admirable Picquart a trouvés depuis qu'il s'est refusé à obéir aux ordres impersonnels jamais prononcés ni écrits, mais toujours et nécessairement soupçonnés, ces obstacles et ces pièges fixeront les investigations sur les moyens véritables dont cette *cause impersonnelle* disposait pour former ses instruments.

Vous examinerez ensuite, toujours avec les mêmes guides, si les événements d'évaluation ne sont pas déjà suffisants pour croire à une *constante* dans la conduite des ministres de la guerre et autres qui se sont succédé depuis l'affaire Dreyfus. Enfin, vous récapitulerez toutes les proclamations parues dans les casernes ou prononcées sur les champs de manœuvres; vous dresserez une liste de tous les galonnés qui se sont montrés au début les défenseurs farouches de l'honneur des chefs; vous tâcherez de mesurer l'insaisissable esprit qui unit sûrement tous les gradés. Et, si la crainte bien compréhensible de mal servir la cause du martyr de l'Ile du Diable ne vous arrête pas dans un aveu dangereux, vous reconnaîtrez que le fougueux et machiavélique du Paty de Clam ne fut que l'accident, l'étincelle qui mit en œuvre les mentalités spécifiques du militarisme.

L. Thine.

POUR METTRE FIN AU MILITARISME

Le militarisme commence à être mis sérieusement en question. Les Boisdeffre, les Gonse et les Pellieux s'aperçoivent peut-être, eux-mêmes, que leurs brigandages et leurs assassinats sont à la veille de prendre fin. Pour rogner les griffes au monstre, plusieurs solutions sont proposées. Ce sont des réformes, les unes timides, les autres hardies. La correspondance qu'on va lire nous fournit du même problème une autre solution. Et il nous semble bien que c'est la bonne.

« Hollande, 17 avril 1899.

« Lors du dernier tirage au sort, les journaux ont signalé plusieurs cas de refus énergique. C'est surtout dans les villes où le socialisme commence à agir sur les masses, comme Amsterdam, Dordrecht, Sneek, etc., que de jeunes hommes ont protesté hautement contre la loi « de sang ». Ils ont proclamé qu'ils ne voulaient pas apprendre à tuer et ont refusé de tirer leur numéro. Quelques-uns de ces conscrits, une fois appelés sous les armes, *ont refusé de servir*. Deux ont cédé aux raisonnements des galonnés ou aux supplications de leur famille. Mais deux autres, Wendt, un Tolstoïen, et de Bruin, un anarchiste-communiste, restent inébranlables dans leur résolution. Ils sont, à présent, tous les deux emprisonnés, l'un à Haarlem, l'autre à la Haye. Les autorités militaires sont tellement irritées par ces refus de service, qu'il a été dressé procès-verbal pour excitation à la révolte contre un camarade qui avait adressé à un des prisonniers des œufs, sur l'un desquels étaient tracés les mots : *Tiens ferme !* Le colonel-commandant du régiment où on a voulu incorporer Wendt a dit son intention de lui infliger pour chaque nouveau refus des punitions toujours plus graves, et, en désespoir de cause, de le chasser de l'armée. C'est avouer son impuissance contre la ferme volonté d'un individu qui ne veut pas servir. Nos meilleurs vœux sont pour nos héroïques camarades. Que leur courage serve d'exemple! — P. M. W. »

Ch.-Albert.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME (1)

XV

Joseph Dejacques. — Association internationale de la démocratie socialiste (1848-1860).

L'erreur organique, fondamentale de Proudhon et de ses amis était de croire qu'on pouvait aboutir aux transformations sociales par des réformes paisibles. « Je veux, disait Proudhon, la révolution pacifique; mais je la veux prompte, décisive, complète. » Opinion puérile et néfaste surtout pour des hommes qui vivaient dans une période de pleine effervescence populaire, en pleine révolution.

Comment pourrait s'accomplir *une révolution pacifique?* Toute action paisible s'appelle une réforme, et une réforme peut être radicale et fondamentale, « *prompte* et *décisive* », comme le fut l'abolition du servage en Russie en 1861. Mais une révolution paisible est un phénomène inconnu dans l'histoire, une conception bâtarde et illogique. Tant que le peuple n'a pas mis la main sur toutes les richesses de l'Etat et des classes possédantes, les réformes pacifiques ne peuvent être accomplies qu'avec leur consentement, et au nom de l'Etat, contre lequel Proudhon s'acharnait justement avec tant de raison depuis 1840. Et puis l'idée d'accomplir cette transformation pacifique par un crédit populaire gratuit, répétition de la banque d'échange des owenistes de 1832, pouvait être un bon moyen de propagande, d'organisation, de groupement ouvrier pour la lutte quotidienne de classe, mais nullement efficace pour abolir le privilège et l'exploitation de la bourgeoisie, qui possède, dirige tout : crédit, pouvoir, presse, instruction. Le *mutualisme* peut être la base de la vie sociale dans une société égalitaire et libertaire, mais jamais dans notre société capitaliste et esclavagiste. C'est ce que Proudhon et ses amis ne voulurent pas comprendre. Aussi n'eurent-ils aucune influence marquante sur les événements de 1848, ni pendant la lutte sanglante des journées de Juin.

Comme il arriva toujours au cours de l'histoire, ce fut la masse populaire qui donna leur vraie direction aux événements. Trompé par la bourgeoisie républicaine dans ses revendications, le peuple de Paris se décidait à accomplir la vraie révolution sociale... Malheureusement, c'était déjà trop tard. Il ne lui restait plus qu'à succomber sous les forces écrasantes de l'armée *républicaine* et *démocratique* commandée par le sinistre bourreau Cavaignac (1). Et ces combattants héroïques périssaient en masse pour l'émancipation sociale. En répétant le cri des tisseurs de la Guillotière : « Vivre en travaillant, mourir en combattant! » le meilleur de la population parisienne mourait sur les barricades. Très peu d'entre eux ont survécu; mais parmi ces survivants, il y avait des ouvriers qui maniaient aussi bien la plume de l'écrivain que l'outil de travail et l'arme de combat. Ils ont gardé intactes les vraies revendications populaires et ont transmis aux générations futures leurs jugements sur les hommes et les événements de l'époque, leurs revendications fidèles aux aspirations séculaires du peuple vers l'équité économique et le bien-être pour tous.

Parmi ces survivants, le plus remarquable, selon moi, était Joseph Dejacques, qui, pendant de longues années d'exil et de misère, publia son journal communiste et anarchiste *le Libertaire*. C'est à lui que je laisse la parole pour montrer à mes lecteurs à quels résultats avaient abouti le mouvement ouvrier et la propagande socialiste, mouvement que je viens d'esquisser si brièvement dans cette série d'articles. On verra que la prophétie du communiste anglais W. Thomson, qui disait que « bientôt les producteurs vont parler à haute voix... et dorénavant eux seuls régleront les affaires de l'humanité, qui constituent essentiellement leurs propres affaires » — on verra que cette prophétie commençait à se réaliser et que les ouvriers eux-mêmes commençaient alors à formuler leur tactique et leur programme. Chez Dejacques on trouve déjà très clairement exposées toutes les bases économiques, éthiques et philosophiques du socialisme prolétarien, en un mot, de tout ce que les accapareurs effrontés, qui s'appellent Marx, Engels et leurs successeurs, essayent de s'approprier.

D'accord avec Proudhon sur l'idée anarchiste, mais franchement communiste, Dejacques est bien loin de la *révolution pacifique*. « L'ère du progrès pacifique ne s'ouvrira que sur les ossements du monde civilisé, quand le monopole aura rendu le dernier soupir et que les produits

(1) Voir les numéros précédents à partir du numéro 11.

(1) Je vous dis, je vous dis que la justice est lente,
Que lui seul est l'auteur de la lutte sanglante,

disait Mme E. de Girardin dans la belle poésie passionnée qu'elle publia le lendemain des journées sanglantes de Juin.

du travail seront du domaine public (1). » De même il diffère de Proudhon sur la question de la femme. En général, il montre Proudhon comme un penseur qui a des tendances anarchiques, mais qui n'est pas un anarchiste. « Il n'est pas humaniste, dit-il, il est masculiniste; la moitié de son être est paralysé, et c'est malheureusement le côté du cœur. Mais comme réformateur, s'il est des taches à ce diamant, comme agitateur, il a d'éblouissantes étincelles... Le grand mérite de Proudhon, ce n'est pas d'avoir été toujours logique, tant s'en faut, mais d'avoir provoqué les autres à chercher la logique... »

En véritable anarchiste, Dejacques dit que pour lui « il s'agit bien moins de faire des disciples que de faire des hommes, et l'on n'est homme qu'à la condition d'être soi ». Et pour aider ses frères ouvriers à s'affranchir de la tutelle des chefs, il expose en soixante-dix petites pages environ et avec une lucidité frappante l'idée générale de l'histoire du développement de l'humanité; l'idée émise par Vico, adoptée par les encyclopédistes et par Volney, formulée par A. Comte, développée par Buckle et par toute la science inductive moderne. Cet exposé est si frappant par sa clarté et par son véritable esprit scientifique qu'on ne saurait trop le recommander aux lecteurs, surtout aux jeunes camarades. Lisez ces pages d'un de vos frères, jeunes gens de l'usine et de l'atelier. Vous y trouverez plus de science que dans toute la bibliothèque des socialistes scientifiques.

Prenant l'homme-animal comme produit de l'évolution organique universelle, Dejacques trace l'histoire de l'évolution de l'humanité primitive et barbare, et finit par l'analyse de notre civilisation capitaliste.

« De simple brouteur il (l'homme) s'est fait chasseur, puis pasteur, agriculteur, industriel... Et il a dérobé mille secrets à la nature; il a façonné le bois, pétri la terre, forgé les métaux. » (P. 24.) La *voix de la nécessité* leur criait : Marche! et ils marchaient... L'homme se rapproche de l'homme, mais pour le combattre, *souvent aussi pour lui prêter son appui* (2). Le monde marchait ou plutôt oscillait dans le sang et les larmes. Le fort tuait le faible ou s'en emparait. L'esclavage et l'oppression s'étaient attachés comme une lèpre aux flancs de l'humanité (p. 28). Et puis, l'intelligence réveillée, l'homme « créa un Dieu imbécile et féroce, *un Dieu à son image* ». Avec lui, tous les brigandages de la force furent légitimés par la ruse. La possession de l'homme par l'homme, un fait acquis. Désormais la révolte de l'esclave contre le maître fut étouffée par l'envie des récompenses célestes ou des punitions infernales. La femme fut dégradée de ses titres à l'appellation humaine, déchue de son âme, et reléguée à tout jamais au rang des animaux domestiques. La sainte institution de l'autorité couvrit le sol de temples et de forteresses, de soldats et de prêtres, de glaives et de chaînes, d'instruments de guerre et d'instruments de supplice. La propriété, fruit de la conquête, devint sacrée pour les vainqueurs et pour les vaincus... Au milieu de ce débordement de croyances divines, la liberté de l'homme sombra, et avec elle l'instinct de revendication du droit contre le fait (pages 30-31). Mais peu à peu « la science lui (à Dieu) a enlevé une à une toutes ses terribles attributions. Et pourtant cette image est encore un loup-garou pour la masse de l'humanité. Ah! si au lieu de s'agenouiller devant elle, les fidèles de la Divinité osaient la regarder en face... » (p. 35). Alors on saurait que ce loup-garou est une création d'ignorance primitive. « Sache bien ceci dorénavant, dit Dejacques à l'homme : c'est que tu n'es pas le fils, mais le père de Dieu. » (P. 35.)

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

(1) J. Dejacques, *L'Humanisphère*, Bruxelles, édition des *Temps Nouveaux*. Les citations qui suivent sont prises d'après cette édition. L'*Humanisphère* a paru dans le *Libertaire* en 1858-59.

(2) Il est remarquable que Dejacques indique l'appui mutuel justement à l'époque de la publication du grand ouvrage de Darwin (1859), basé sur la lutte pour l'existence exclusivement. Les défenseurs de l'ordre capitaliste ne manquèrent pas d'abuser du nom du grand savant anglais, le grand ami de l'humanité et des opprimés.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PAR ORDRE? — L'ancien secrétaire particulier du si regretté faussaire Henry, l'adjudant Lorimier, mis en disponibilité depuis près d'un an et resté en excellents termes avec Gribelin (l'homme aux lunettes bleues) et avec Henry, qui le traitait en ami et venait le voir à sa nouvelle résidence, près de Saint-Quentin, s'est pendu, après avoir reçu du ministère de la Guerre une dépêche le rappelant d'urgence à Paris. Un monsieur décoré, à tournure militaire, est accouru aussitôt au Catelet (où demeurait Lorimier) tenir des conciliabules avec le curé.

Naturellement, on nous jure que ce suicide n'a aucun rapport avec rien du tout, et l'on nous conseille de nous occuper d'autre chose. Les gouvernements voudraient toujours que nous nous occupions d'autre chose.

* * *

ENCAISSEMENTS. — Un garçon de recettes, employé chez M. Vaury, propriétaire de l'usine des moulins à farine de Montrouge, a disparu, un jour qu'il avait une vingtaine de mille francs à encaisser. Et vous pensez si on le recherche... à cause de la recette.

Un autre employé, chargé d'encaisser quinze cents francs pour un commerçant du quartier du Sentier, et ayant cru devoir rompre toutes relations avec son patron, a été arrêté.

En somme, quel est leur crime? Avoir fait valoir leurs droits à la retraite, et avoir appliqué l'adage qu'on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

* * *

LA MISÈRE. — Rue Rambuteau, un miséreux se jette à plat ventre devant un omnibus lancé : le cocher parvient à arrêter ses chevaux à temps, et l'homme n'est pas écrasé. On le relève, on l'emmène. C'est un garçon limonadier qui est sans travail depuis longtemps. Le commissaire de police lui a fait promettre de ne pas recommencer.

Mais la société qui pousse les pauvres à se tuer, en leur refusant le droit à la vie, a-t-elle, par la bouche du commissaire, promis aussi de ne pas recommencer?

* * *

UN BON CITOYEN. — M. Marc, qui tua d'un coup de revolver un agent sur le toit de sa maison, croyant tirer sur un cambrioleur, va être déféré à la cour d'assises. Pauvre M. Marc! C'était bien la peine d'être un aussi bon citoyen! Pour une fois qu'il a voulu sauver la société, il lui en cuit. Et, tandis que son cambrioleur continue à se promener sur les toits, lui va s'asseoir sur le banc d'infamie... Ah! quelle leçon!

* * *

SABRE ET GOUPILLON. — L'*Aurore* raconte que, le jour de l'enterrement de Paul Sonneville (ce soldat assassiné par ses chefs, dont nous avons parlé dans le dernier numéro), l'aumônier du régiment vint trouver la mère et lui tint ce discours : « Ce matin, le *Réveil du Nord* a publié une note au sujet de votre enfant. *Dans l'intérêt de l'armée, il faut démentir cette note.* — Jamais! répondit Mme Sonneville, le *Réveil* a dit la vérité. »

Dans une lettre à l'*Aurore*, cette pauvre femme dit ceci :

« Les journaux de Lille m'apprennent que l'enquête ordonnée par M. le général Jeannerod est terminée : personne n'est coupable... sinon mon fils qui dort maintenant dans le cimetière de Dunkerque. D'après cette enquête, mon enfant n'aurait pas dit la vérité dans ses dernières lettres. Après son martyre et sa mort, il lui fallait encore cette injure!...

« D'ailleurs, je n'ai jamais cru que de cette enquête pour la forme pût sortir la justice. Il n'y a rien à faire avec ces gens-là. Ils sont les plus forts et ils s'entendent tous entre eux. »

Vous avez raison, Madame, il n'y a rien à attendre de ces gens-là. Mais si, nous aussi, nous nous entendions tous entre nous, ils ne seraient pas les plus forts.

* * *

LA MORALE RELIGIEUSE. — Alexandre-Julien Halleray, frère congréganiste, a été écroué à la maison d'arrêt de Cambrai, sous l'inculpation d'attentats à la pudeur sur de jeunes élèves.

Et les personnes pieuses de répéter : « Le cas du frère Flamidien est exceptionnel. »

R. CH.

Espagne.

Parler de l'Espagne et de sa politique, c'est parler de pourriture. Cependant, comme il est toujours bon que les prolétaires de tous les pays sachent ce que valent ceux qui les dirigent et les exploitent, en dépit de notre répugnance, nous parlerons un peu du scandale militaire de ces jours derniers.

Un capitaine de l'armée rapatriée des Philippines a eu le courage d'arracher le masque à nombre de galonnés qui figurèrent comme grands patriotes à Cuba et aux Philippines, et son récit montre avec quelle désinvolture on envoie à la mort le bon peuple patriotard.

Voici, en partie, ce que dit à ce sujet un journal de Barcelone, *Las Noticias* :

« Les accusations portées par le capitaine Verdades sont si monstrueuses que nous ne connaissons rien de semblable dans l'histoire du monde. La vilenie et la lâcheté, la fraude et l'incapacité, l'immoralité, le vol et la trahison, vont, confondus dans les révélations du capitaine, comme un monceau d'immondices vomies par les eaux d'un cloaque. Généraux qui abandonnent leur brigade déguisés en indigènes; généraux qu'il faut chercher au moment de l'action et que l'on trouve cachés dans des souterrains où l'effet des bombes ennemies ne se fait pas sentir; généraux qui, après avoir signé la capitulation de Manille, exigent et ordonnent le payement de plusieurs milliers de douros sous de fallacieux prétextes d'espionnage; généraux qui se rendent à discrétion; généraux qui, ayant en poche l'ordre de capitulation, simulent une honteuse défense qui coûte la vie à un grand nombre d'hommes, tout cela et bien d'autres choses encore est relaté dans les articles du capitaine Verdades au *Nacional*.

« Et le pis, c'est qu'il n'a pas encore terminé sa tâche. Quoique cela semble impossible, il y a encore plus d'ordures à triturer, plus de fange à remuer. »

Ce qui précède montre que le militarisme espagnol n'est pas en retard sur celui des autres pays.

* * *

Nous sommes en pleine période de comédie électorale. Le monde politique s'agite au milieu de l'indifférence populaire, pour mettre à flot les candidats. Le gouvernement actuel, composé de nobles carlistes et de jésuites déguisés, garantit la sincérité des élections, mais, comme personne ne croit en ses promesses, les journaux de toutes sortes commencent à se plaindre de ses procédés.

Les diverses fractions républicaines ne s'entendent pas. Les uns veulent aller au parlement, les autres à la révolution. Les fédéralistes sont, paraît-il, alliés aux socialistes, mais en échange ils n'ont pu s'entendre avec les autres républicains. Il paraît qu'ils appuieront les candidatures socialistes de Pablo Iglesias et du docteur Vera dans ces localités où les fédéralistes n'ont pas de chances de sortir triomphants.

Les deux fractions carlistes ont fusionné, les uns disent pour les élections et les autres croient que c'est plutôt pour provoquer une autre guerre civile. Le parti libéral appuie le ministère... et c'est toujours la même histoire.

Le gouvernement, pendant ce temps, oublie de payer les soldats rapatriés que la faim, la misère et les maladies contractées aux colonies fauchent tous les jours. Très prudent, il ne veut pas non plus se mêler du scandale militaire. Il se contente de laisser fonctionner les tribunaux d'honneur qui expulsent en douceur les délinquants, afin de ne pas ébranler l'esprit de discipline et le principe d'autorité par des procès interminables.

⁂

Ces jours derniers, notre ami Fermin Salvochea a été remis en liberté après avoir accompli la peine que lui imposa le tribunal de Cadix pour un soi-disant complot et participation au soulèvement des paysans de Xérès. On sait que quatre de nos compagnons furent exécutés à la suite de cette révolte.

Lorsque le camarade Fermin, après sept ans de bagne, se vit libre, il se rendit à Madrid où il fut reçu à la gare et acclamé par plus de cinq cents personnes. A son arrivée à Cadix, sa ville natale, il fut reçu par la plus grande partie de la population sans distinction d'écoles politiques, et porté à bras jusqu'au domicile de sa vieille mère. Il dut paraître aux fenêtres et adresser quelques mots à la foule pour faire cesser les acclamations. La presse bourgeoise, en rendant compte de l'arrivée de notre ami, dit que ce fut une manifestation imposante telle que Cadix n'en avait jamais vu. Salvochea a conservé toute son ardeur, il reprendra la lutte et la propagande dans la province andalouse où il compte des sympathies nombreuses et méritées.

⁂

La *Idea Libre*, de Madrid, a suspendu sa publication faute d'argent.

Actuellement, parmi les compagnons, on discute sur la forme que prit l'agitation au sujet de la revision du procès de Montjuich. Jusqu'à ce jour, cette agitation, embourbée dans les voies légales, se borna à une série de pétitions honteuses aux pouvoirs publics, qui ne furent pas du goût d'un grand nombre de compagnons. Ricardo Mella, dans les colonnes du *Progreso*, démontre l'erreur de certains, et rappelle aux camarades qu'en notre parti nous ne pouvons ni ne devons rien demander à l'État, et que pour cette affaire notre tactique doit être de fomenter une agitation populaire qui s'impose au gouvernement et obtienne la liberté des victimes, sans conditions.

Cette manière de voir est la nôtre, car c'est la seule qui réponde à la pure tactique révolutionnaire que certains, mus par une évidente bonne volonté, mais obéissant d'autre part à un sentimentalisme irréfléchi, abandonnèrent aux heures mauvaises.

URANIA.

Suisse.

Les autorités de la libre Helvétie continuent de comprendre à leur façon l'hospitalité et la liberté. Six policiers, après avoir pris d'assaut l'atelier où travaille notre ami Perro Martino et perquisitionné longuement à son domicile, ont conduit notre camarade devant le préfet de police, qui, après un interrogatoire de deux heures, le mit en liberté.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Liste des lots pour la tombola qui sera tirée à l'issue de la conférence organisée au profit du journal :

Lots que nous avons reçus :

Une étude, par Albert André.
Une étude, par Jehannet.
Un tableau, par d'Espagnat.
Un tableau, par Paviot.
Un tableau, par Hénault.
Un tableau, par Malfroy, donné par le camarade Fromentin.
Une eau-forte encadrée d'après Rembrandt, don du camarade Berger.
Un dessin original, par Hermann-Paul.
Un dessin original, *La Charge*, par F. Valloton.
Une théière, une coupe, un coffret chinois, don du camarade Meyer.
Un petit banc, don du camarade Méreaux.
Une année de l'*Humanité Nouvelle*, don du camarade F. Guérard.
Une étude gouache, par Pissarro.
Cross, une aquarelle.
Luce, un tableau.
Signac, une aquarelle.
Vuillard, un panneau.
Mme Signac, une broderie japonaise et un volume.
Rysselbergh, une aquarelle.
Flour, une étude.
Lebasque, un tableau.
Un bas-relief bronze, par A. Charpentier.
Une tête plâtre (Satyre), don du camarade Boulanger.
Un cadre à photographie bronze, don de X.
Un dessin (Lions), don du camarade J. H.
Un bas-relief bronze, *Fontaine de Jouvence*, don du camarade Papa.
Un morceau de piano, fantaisie sur les *Dragons de Villars*, par Streabbog; un dessin, esquisse d'un de mes tableaux : *Les Travaux de l'Exposition*; un dessin, portrait de Ferré (esquisse au crayon); une photogravure, *La Vallée de Daubigny*; Une aquarelle, *Le quai de la Fraternité, à Marseille*, dons du camarade Hoffman.
Dubois-Desaulle, 2 volumes *Sous la Casaque*.
X., 1 volume *Germinal*, de E. Zola.
L. Deffaux, 1 volume *Paris*, de E. Zola.
Un étui à aiguille fabriqué par des prisonniers de Montjuich, don du camarade Potigny.
Un pantalon de velours, don du camarade Bozon, tailleur.
Une photographie grand format, portrait de Tolstoï; une autre, groupe de révolutionnaires russes, dons de la camarade X.
Vingt volumes divers de la Société d'éditions scientifiques, 4, rue Antoine-Dubois, offerts par M. le docteur Labonne.
Angrand, un dessin encadré.
Quatre abonnements de six mois à l'*Humanité Nouvelle*, don du camarade Hamon.
Un volume *Les Profils de style du XIe au XVIIIe siècle*, don du camarade Jamin.
Une étude peinture, don de Rodolphe Pissaro.
Un tableau : *Le Moulin de la Galette*, don de Georges Pissaro.
Un paquet de brochures offert par le camarade J. B.
Trois kilogr. d'asperges à recevoir dans les premiers jours de mai, don de L. R. Grappin et ses amis cultivateurs.
Deux morceaux de musique (piano), don du camarade Boyer.
Douze volumes de la Société d'édition des gens de lettres, don du camarade Rainaldy.
Trois albums d'hommage à Picquart, don des camarades Brenet et Thureau.
Un sachet brodé, offert par Mme Taillardat.
Agard, une étude peinture.
Une lampe à pied, offerte par X...
Un lot de robes pour jeunes filles, don de Mlle Dupont, travail fait par les élèves.
Théodore Jean, cinq exemplaires de son ouvrage *Les Croix et les Glaives*.
Une aquarelle du camarade Logeat.
Un dessin à l'encre de Chine, don du camarade B...
Un tableau peinture du camarade F. V.

De nouveaux lots nous arrivant chaque jour, notre liste est forcément incomplète.

La liste complète sera affichée à la réunion.

⁂

Le groupe des communistes de Lyon fait appel à tous les camarades pour aider à la création de coopératives de production et de consommation dans la région lyonnaise. Ecrire pour tous les renseignements au camarade Perrier, rue de Nuits, 19, à Lyon.

⁂

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (faubourg Antoine). — Samedi 22 avril, à 8 h. 1/2, séance d'ouverture.

Conférence par Laurent Tailhade; *De la beauté dans l'enseignement populaire.*

A partir du 22 avril, la bibliothèque sera ouverte tous les soirs.

BIBLIOGRAPHIE

Une Ville de province, par Léon Legavre; 1 plaquette, 0 fr. 50, Librairie d'Art, avenue de la Couronne, 112, Bruxelles.

Marionnettes, par Léon Legavre; 1 plaquette, 0 fr. 75, au journal *La Verveine*, à Mons (Belgique).

La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord, par Louis Vigouroux; 1 vol., 4 fr., chez A. Colin, 5, rue de Mézières, Paris.

Esquisse de l'organisation politique et économique de la société future, par G. de Molinari; 1 vol., 3 fr. 50, chez Guillaumin, rue de Richelieu, 14, Paris.

Un peu de théorie, par Enrico Malatesta; 1 broch., 0 fr. 10, *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, Bruxelles (Belgique).

A lire :

Le Système cellulaire et le traitement des prisonniers politiques, par Ch. Cornélissen, *Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1899.

Le Refus du service militaire, par le Dr Skarvan, *Revue Blanche*, 23, boulevard des Italiens, Paris.

L'Aquarium, par Urbain Gohier, *Aurore* du 17 avril.

AVIS

Le 14e dessin de notre collection, *La Guerre*, par Maurin, vient de nous être livré par l'imprimeur : nous le mettons en vente au prix de 1 fr. 25 pris au bureau du journal ou 1 fr. 40 par la poste.

L'exemplaire de luxe, 3 francs.

Portrait de *Cafiero*, gravé par Barbottin. L'épreuve en simili-japon, 0 fr. 50; en tube, franco 0 fr. 60.

Déjà parus, dans la série sur hollande :

Proudhon, en tube, franco... 0 fr. 60
Bakounine, — ... 0 fr. 60

Dernières brochures parues : *Les Déclarations* d'Etiévant, couverture par Jehannet; *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, couverture de Rysselbergh; *La Propagande socialiste*, par P. Lavroff; *La Mesure du temps*, par Stackelberg, couverture de Charpentier, 0 fr. 15 l'ex. franco, 7 fr. le cent.

Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, par Paul Delesalle, 1 broch., 0 fr. 20, en vente au bureau du journal.

⁂

Pour paraître, aux premiers jours de mai, chez Stock : *L'Amour libre*, 1 vol., par Charles-Albert.

VIENT DE PARAITRE

L'Humanisphère, par Joseph Dejacques, à la *Bibliothèque des Temps Nouveaux* de Bruxelles; 1 vol., 190 pages. En vente au bureau du journal, prix : 1 franc, par la poste 1 fr. 20.

La Commune, par M. Bakounine, éditée par le groupe des E. S. R. I., 1 broch., 0 fr. 15 franco, 0 fr. 10 au bureau du journal.

PETITE CORRESPONDANCE

H. R., Grenoble. — Reçu le règlement des volumes. — Merci.

M., à Troyes. — Le second portrait de même grandeur est celui de Prudhon.

B., à Bruxelles. — Il nous est impossible, et c'est pour nous une ligne de conduite, de vous donner les adresses de camarades sans leur consentement.

P., à Lyon. — Même réponse que ci-dessus.

E. R., Parthenay. — Abonnement reçu. — Nous n'avons pas encore pris remboursement.

Seignier. — Numéros 540 à 559.

Un jeune qui espère. — J'ignore si ces accusations sont fondées, mais nous ne le croyons pas. En tous temps il a existé des torchons de ce genre; inutile, croyons-nous, d'agiter cette boue.

Reçu pour le journal : Boyer, 1 fr. — Decrept, 10 fr. — Merci.

C., à Marseille. — G., à Paterson. — B., à Roubaix. — B., à Jemeppes. — H., à New-York. — R., à Villiers. — B., à Nantes. — M., à Troyes. — D., à Fulton. — B., au Mans. — D., à Montluçon. — C., à Cassarini. — V., à Marseille. — D., à Billy-Montigny. — C., à Lille. — V., à Nîmes. — P. A., à Trelazé. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.

faits auxquels il a assisté, et a une vision aiguë des choses.

Le lieutenant Z., puisque lieutenant il y a, n'a de socialiste que l'étiquette. Il raisonne comme un anarchiste.

Excellente petite brochure de propagande à signaler aux camarades.

— J. Grave.

Nous avons reçu :

Histoires d'amour, affaires d'argent, par L. et C. François-Fontenay; 1 volume, 3 fr. 50, chez A. Fayard, 78, boulevard Saint-Michel.

Documents socialistes, par A. Dal, avec lettre-préface de Malato; 1 brochure, 0 fr. 40 franco. (En dépôt à nos bureaux.)

Pringindizi sulla allimentazione deggli ammalati; *Ireleni del cervello*, Mantova, deux brochures par Gaëtano Gaglio.

Ce que veulent les anarchistes, par G. Thonar; 1 brochure, 0 fr. 05, à l'*Insurgé*, Herstal.

De *Il Pensiero*, Rome :

Carlo Pisacane, par L. Fabbri; — *La chiesa e lo stato*; — *Il problema della populazione*, S. Faure; — *Non votate*, E. Malatesta; — *La Società all'indomani de la rivoluzione*, G. Grave.

A voir : *Le Sauvetage de l'enfance*, dessins de Delaunay, Grandjouan, etc. *Assiette au beurre*, nº 190.



-•- **Action théâtrale**, groupe artistique de la rive gauche, se tient à la disposition des groupes U. P., syndicats et coopérations, pour l'organisation de leurs fêtes.

Réunion tous les mercredis à 8 h. 1/2, salle de l'U. P., nº 6, rue Mouffetard.

-•- Le nouveau journal anarchiste *Germinal*, organe bi-mensuel à 5 centimes, 69, rue Saint-Germain (Amiens), invite les camarades de la Somme et des départements limitrophes à demander le journal qui leur sera envoyé une première fois gratuitement. Il prie les camarades des centres où se produisent des grèves comme Rouen, Le Havre, Lorient, Brest, Marseille, etc., de lui envoyer des tuyaux particuliers. Il demande l'adresse de A. Beaure, de Limoges.



-•- Salle de la Raison, rue Ramey, le mardi 13 décembre à 8 h. et demie, grande soirée de gala donnée par le **Groupe des Poètes Chansonniers révolutionnaires**. Conférence par le citoyen Le Grandais. *Restitution*, pièce sociale en un acte de G. Bonneville.

Vestiaire : 0 fr. 50.

-•- **Chambre syndicale des ouvriers tapissiers**. — Dimanche 11 décembre à 1 h. et demie précise, matinée. Concert avec le concours d'artistes des théâtres de Paris. Conférence par le camarade Liard-Courtois : Syndicalisme et Révolution.

-•- **Causeries populaires du XIᵉ**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 14 décembre, à 8 h. et demie, causerie.

-•- **Causeries populaires du XVIIIᵉ**, 30, rue Muller. — Lundi 12 décembre, à 8 h. et demie, causerie Paraf-Javal : Les faux droits de l'homme et les vrais (4).

Vendredi, cours d'espagnol, à 8 h. et demie.

-•- **Jeunesse Syndicaliste**, 1 bis, boulevard Magenta. — Lundi 12 décembre, à 8 h. et demie du soir, causerie publique par le camarade Chemel sur : Matière, Energie, Substance.

-•- **Le Milieu Libre**, 22, rue de la Barre (XVIIIᵉ arr.). — Samedi 10 et jeudi 15 décembre, à 8 h. et demie du soir, causeries.

-•- **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre (XVIIIᵉ arr.). — Tout les jeudis et samedis, à 8 h. et demie du soir, causeries.

Tous les soirs, de 8 h. et demie à 10 h. et demie, répartition des denrées.

-•- **L'Aube Sociale**, Université populaire, 4, passage Davy. — Vendredi 9 : Ibos, La fin des religions. — Mercredi 14 : Han Ryner, La philosophie d'Ibsen. — Vendredi 16 : Dʳ Manheimer Gomès : Les maladies mentales dans la littérature contemporaine.

-•- **Jeunesse libertaire du Vᵉ**, 76, rue Mouffetard. — Jeudi 15 décembre, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade : Utilité de l'étude des sciences naturelles.

-•- **Internationale Antimilitariste (Section du XIᵉ)**. — Réunion de la section vendredi, 9 courant, salle Roth, 40, rue Oberkampf.

Décision à prendre pour la manifestation collective du dimanche 18.

-•- **Association Internationale Antimilitariste** (section du XIVᵉ). — Réunion publique le samedi 10 décembre à 8 h. 1/2, salle Dufour (14ᵉ) : L'Armée et l'Idée de Patrie, par Henri Duchmann; La nouvelle Internationale, par M. Almereyda.

-•- **A.I.A.** (Section du XVIIᵉ).— La section du XVIIᵉ invite tous les secrétaires des sections de Paris et de la banlieue à se réunir le dimanche, 1 à deux heures de l'après-midi, salle Coste, 14, boulevard Magenta, à l'effet d'étudier l'organisation d'une manifestation collective.

-•- **Internationale-Antimilitariste** (XVIIIᵉ). — Réunion de la section, vendredi soir à la Coopérative, 22, rue de la Barre. Répartition des étiquettes aux souscripteurs. Elaboration de l'affiche illustrée.

-•- (Section du XVIᵉ). — Samedi, 10 décembre, salle Dufour, 66, rue Dareau, réunion publique avec le concours de Henri Duchmann et Miguel Almereyda : *L'Armée et l'Idée de Patrie*; *La Nouvelle Internationale*.

-•- **A. I. A.** (Section d'Asnières). — Samedi, 10 courant, conférence publique et contradictoire, par Maurice Delcourt, salle Lécuyer, 105, quai d'Asnières, sur l'*Internationale et l'insurrection*.

-•- Arcueil-Cachan. — **La Pensée Libre**, 6, rue Emile Raspail. — Samedi 10 décembre. M. Delesalle : L'organisation ouvrière. — Mercredi 14. Cours de dessin.

-•- Firminy. — **Groupe d'action antimilitariste** (A.I.A.). — Dimanche 11, à 2 heures du soir, à la Halle aux grains, réunion publique. Causerie par un camarade sur le sujet : Devons-nous faire la guerre?

Mercredi 14, à 7 h. 1/2 du soir, à l'Université populaire, réunion du groupe. — Dernières dispositions à prendre en vue de la conférence S. Faure.

Jeudi 12, à 7 h. 1/2 du soir, salle des fêtes de la Mairie, conférence par S. Faure.

-•- Angers. — Dimanche 11 décembre, à 3 h., salle Marrec, rue de l'Asile, à Trélazé, conférence par le camarade E. Guichard : L'Antimilitarisme chez les tolstoïens et chez les anarchistes.

-•- Trélazé. — Il vient de se constituer une section de l'A.I.A. Les socialistes et les révolutionnaires de toutes les écoles qui voudraient y adhérer, pourront le faire à la réunion de la section qui aura lieu tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, chez Marrec, rue de l'Asile, à 3 heures de l'après-midi, ou donner leur nom à Hamelin, le porteur de journaux.

-•- Bordeaux. — **Groupe antimilitariste**. — Pour le choix d'un nouveau local et la création d'une bibliothèque, réunion le dimanche 18 décembre, à 3 heures, chez Lachaud, rue Kléber, 65.

-•- Lyon. — **Groupe d'Emancipation sociale**, 10, Cours Lafayette, salle du Petit-Pré-aux-Clercs. — Réunion tous les samedis au siège à 8 heures du soir, où une série de causeries sera faite par des camarades; des soirées de famille seront données au bénéfice de la propagande pour la brochure à distribuer.

-•- **Internationale-Antimilitariste** (Section de Valence). — La section informe les camarades désireux d'adhérer à la section que tous les dimanches ils pourront se faire inscrire au siège, bar de la Bourse du Travail, place de la Pierre, de 5 à 7 heures du soir.



G. Roussel. — Si j'avais su que c'était vous qui étiez le Roussel qui figurait dans la convocation de l'*Ecole libertaire*, je l'aurais mise au panier, comme je mettrais toutes celles où vous figurerez.

Groupe d'Etudes, Saint-Affrique. — Vous allez plus vite que la musique. Le bouquin ne sera prêt que du 15 au 25 décembre. Veuillez patienter.

P. T., à Marseille. — Augmenter l'abon. risquerait de mécontenter quelques abonnés; d'autant plus que pour certains, cela représente déjà un sacrifice. Pour ceux qui sont bien intentionnés, ils font comme vous, ils versent à la souscription.

Laissant, Gironde. — Abon. sera servi. *Mauvais bergers* en réimpression.

Aurora. — J'aurai oublié sans doute. En tout cas, j'en tiens compte cette fois-ci.

Wanuffet, à Marchiennes-au-Pont. — Est-ce que le journal vous parvient? Je vous ai écrit, la lettre m'est revenue?

Zed. — J'ignore.

Le Puy. — En effet, ça sera des renseignements très intéressants. — Dans la région de Saint-Germain-Lembron, il y a aussi les passementières?

Libertaire. — Inscrivez 1 fr. 50 pour abon. Leblond.

J., à Alger. — Le *Mouvement anarchiste* épuisé, l'ai remplacé par une autre.

Louise H., Liège. — Il ne s'agit pas de la liberté de la femme que nul de nous ne conteste. Mais d'une vérité admise, il ne s'ensuit pas le droit d'affirmer des erreurs à côté.

Reçu pour solidarité : d'Auguste et Marianne, 0 fr. 55.

Reçu pour le livre pour enfants : Auguste et Marianne, 2 fr.

Reçu pour le journal : E. D., Paris, 14 fr. — D'Auguste et Marianne, 1 fr. — Cat., 2 fr. — B. C., 1 fr. — P. T., à Marseille, 0 fr. 50. — T., 2 fr. — J. L., à Montigny-les-Tilleuls, 2 fr. — X., 0 fr. 50. — De la part du compagnon Baptiste Lauvergne, versé par le groupe Aurora, 15 fr. — Le Puy, 2 fr. — Les camarades de Saleux (trimestriel) 5 fr. — G., 2 fr. — Léomin, 6 fr. — Merci à tous.

D., à Lyon. — D., à Verviers. — V., à Nîmes. — A. L., à Saint-Louis. — O. J., à Sainte-Ménie. — R., à Lyon. — B. D., à Audeville. — M. M., à Dijon. — J. P., à Saint-Paul-en-Jaret. — C. H., à Marseille. — C., au Havre. — G., à Betton. — H. A., à Nancy. — O. M., à Bruxelles. — G. J., à Nouzon. — J. L., à Spring Valley. — M. S., à Florianopolis. — P. C., à Garches. — A. W., à Paris. — F. C., à Nantes. — M. C., à Marseille. — A. N., à Milan. — A. A. Willock. — R., à Grenoble. — L. B., à La Seyne. — G., Le Mans. — H. D., à Beauvais. — J. D., à Saint-Junien. — G., à Angers. — G., à Rochefort. — R., au L. — H., à Aniche. — M., à Dorignies. — T. G., à Vaux. — G., à Neuilles. — D., à Bruxelles. — V., à Nîmes. — A. G., Chaux-de-Fonds. — D. L., à Marseille. — Reçu lettres, timbres et mandats.

APPEL TRÈS IMPORTANT

Les membres des sections de l'A. I. A. de Nogent-Le-Perreux, Champigny, Noisy-Le-Sec, organisent pour le dimanche 11 à 2 h. 1/2, grande Salle des Fêtes de la mairie de Champigny, un grand meeting antimilitariste en réponse aux processions des (Oublier! Jamais). Profitant de l'anniversaire de la bataille de Champigny, elles font un pressant appel à tous les antimilitaristes pour l'urgence qu'il y a d'être nombreux à cette manifestation. Orateurs : Liard-Courtois, Miguel Almereyda, Martinet.

Moyens de transport : Métro-Cours-Vincennes, 0 fr. 15; correspondance tramway Est Parisien allant à Champigny, 0 fr. 35. — Chemin de fer gare Bastille-Paris-Champigny, départ 1 h. 30 et 2 h. 03. — Chemin de fer gare Est-Paris-Le-Plant-Champigny, départ 1 h. 30.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7.

Dixième Année. — N° 33 — PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 — *Du 17 Déc. au 23 Déc. 1904*



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e^



A NOS LECTEURS

A notre grand regret, la vente du mois n'ayant pas été fameuse, nous sommes forcés de revenir à la suppression du supplément.

LA LOI DE 10 HEURES ET SES CONSÉQUENCES

Les interventionnistes *réformistes* qui n'attendent que de l'Etat bourgeois des améliorations au sort des travailleurs et qui, à force de promesses, parviennent à ce qu'ils négligent de s'occuper eux-mêmes de leur sort, se gardent bien de leur dire — et pour cause — que toutes ces lois « ouvrières » ne sont et ne peuvent être appliquées, et que, bien mieux, elles nuisent souvent à ceux-là mêmes dont elles ont la prétention de prendre la défense. C'est que, comme nous ne cessons de le démontrer, tout se tient dans la société, et que ce n'est pas impunément que l'on touche à l'un quelconque de ses rouages sans risquer de compromettre la marche de la machine tout entière, si bien qu'il arrive que des lois faites par les bourgeois pour se conserver à eux-mêmes de la chair à travail, en arrivent la plupart du temps à devenir nuisibles pour ceux qu'elles prétendent protéger.

Il m'a été donné à différentes reprises de citer des faits précis fournis par les intéressés eux-mêmes. Juges et parties l'on a pu les taxer de parti pris dans le débat, et c'est cette fois en m'appuyant sur un rapport officiel fourni par les inspecteurs du travail chargés de faire « respecter » les lois ouvrières, que je vais à nouveau montrer combien ces « lois ouvrières » sont souvent nuisibles aux travailleurs dans leur application.

Il s'agit plus particulièrement ici de l'application des lois « sur le travail des enfants et des femmes et sur la durée du travail des adultes ».

Je passerai sur les chiffres globaux et autres statistiques trop souvent arbitraires contenus dans le rapport et à qui, par comparaisons, l'on peut souvent faire dire ce que l'on veut qu'elles disent. Je ne citerai donc que des faits particuliers extraits des rapports des « inspecteurs du travail » acquis entièrement au gouvernement qui les paie et qui ne peuvent être suspects de partialité contre les lois qu'ils ont charge de faire appliquer et respecter !

J'ai déjà dit à différentes reprises que la loi sur la durée du travail avait surtout eu pour résultat de développer le travail à domicile, moins rémunérateur pour l'ouvrier. Voici des faits :

« M. l'inspecteur divisionnaire de Limoges a constaté que l'approche de l'échéance du 30 mars 1904 n'a fait qu'accentuer dans sa circonscription l'accroissement du régime des ateliers de famille. Il signale que, dans l'industrie de la lingerie surtout, des industriels fournissent aux familles de la campagne des machines à coudre, et que souvent ces machines sont prêtées sans redevance avec obligation de travailler uniquement pour la maison qui les a fournies. Des fabriques de sacs à papier, de mousseline, de guipure d'art et de passementerie sont signalées comme usant concurremment avec le travail en atelier, du travail à domicile. Cette combinaison aurait pour effet d'abaisser le taux des salaires. »

Voilà qui est net et sans ambiguïté. Voici du reste un passage du rapport d'un autre inspecteur non moins probant :

« Dans le département de Saône-et-Loire, des *entrepreneurs de broderie payent à des prix infimes la main-d'œuvre effectuée à domicile.* Dans le même département, des tissages de soie à façon se sont organisés avec ce régime et des métiers fournis par les industriels qui *augmentent ainsi la production de leurs fabriques.* Des tourneries de bois sont également installées avec location de force motrice dans le Jura, et des ateliers de famille se rattachant au travail des étoffes se fondent un peu partout. En somme, on observe dans la région de Dijon l'accroissement général de ce mode de travail. »

L'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Lille signale ainsi les abus qui se produisent dans cette région :

« Les causes de cette reconstitution de l'atelier familial sont évidentes : *échapper à la fixation de la durée du travail; soustraire les enfants à l'obligation d'attendre l'âge d'admission réglementaire.* Un fait caractéristique parmi tant d'autres est à citer à l'appui de cette opinion. A la suite du procès-verbal dressé dans une fabrique de lingerie pour emploi d'enfants en sous-âge, de filles âgées de moins de seize ans au travail des machines à coudre mues par des pédales, etc., l'industriel fut condamné. Aussitôt après le prononcé du jugement, l'atelier qui occupait une trentaine de filles et de femmes fut licencié ; les machines furent transportées chez les ouvrières, et *depuis lors des petites filles de dix à douze ans peuvent travailler impunément, avec leur mère ou leurs sœurs, de douze à quinze heures par jour.*

« Ce même fait a entraîné dans la région une autre conséquence : par suite du surmenage que se sont imposé ces ouvrières, elles sont arrivées à gagner un peu plus que celles qui travaillaient dans les tissages (1) ; ces dernières, attirées par l'appât du gain, ont déserté les usines au point de raréfier la main-d'œuvre et de motiver des plaintes de la part des tisseurs.

« D'un autre côté, les inspecteurs craignent

(1) En travaillant 12 et 15 heures, ne l'oublions pas.

qu'à la faveur de ce régime il ne se crée de plus en plus de petits ateliers que le service découvrira difficilement, et *dans lesquels la loi restera lettre morte.* »

A Elbeuf, l'inspecteur signale des faits identiques où des ouvrières gagnent, les unes une moyenne de 7 centimes de l'heure, et les plus favorisées de 10 à 18 centimes.

L'inspecteur de la circonscription de Toulouse — et l'on voit que ces inconvénients de la loi ne sont pas spéciaux à une région, mais bien d'ordre général — signale aussi les inconvénients et les abus du travail à domicile qui a augmenté presque partout, « notamment dans les grands centres où beaucoup de magasins de confections et de lingerie et les tailleurs donnent à travailler au dehors. Ces ateliers, *où fort souvent les femmes et les enfants passent la nuit ou travaillent un nombre indéterminé d'heures,* suivant que le travail est plus ou moins urgent, nous sont presque entièrement inconnus et il paraît d'ailleurs difficile d'y faire intervenir des lois de protection, même celle relative à l'hygiène, sans qu'il y ait violation de domicile. »

L'aveu est net, la loi est ici impuissante et c'est justement ce que nous n'avons cessé de dire. Les inspecteurs des circonscriptions de Lyon, de Marseille, signalent eux aussi des faits identiques. Je crois inutile de répéter à l'infini ces citations.

Il reste donc bien prouvé qu'en développant le travail à domicile, la fameuse « réforme » qu'est la loi sur la *durée du travail des enfants et des femmes* a aggravé le sort de ceux qu'elle voulait justement protéger, puisque le travail est devenu plus pénible, plus long et moins rémunérateur.

Mais voyons maintenant les résultats de la loi en ce qui concerne plus particulièrement le travail des enfants, comment elle est appliquée et surtout par quels moyens les patrons parviennent à la tourner.

Je rappelle que la loi de 1903 interdit l'emploi d'enfants au-dessous de 13 ans dans l'industrie. Cette loi, j'ai pu le constater par moi-même, n'est appliquée nulle part. Voyons ce qu'en pensent MM. les inspecteurs chargés de la faire appliquer et respecter. Voici ce que dit le rapport que je suis en train d'analyser, à ce sujet :

« La trop grande rareté des visites du service ne permet pas toujours de prévenir l'emploi abusif des enfants de moins de 13 ans. Souvent cet emploi n'est connu que par suite de plainte parvenue au service. D'autres fois, c'est en procédant à des enquêtes sur des accidents que la contravention peut être établie. Dans tous les cas, les infractions de cette nature sont toujours relevées avec la plus grande rigueur. »

Des ruses innombrables sont employées par les patrons et, sous peine de renvoi, les ouvriers la plupart du temps se font complices de ces ruses.

En voici une que signale l'inspecteur de la circonscription de Lille et qu'il a relevée dans une verrerie :

« Une sonnerie électrique avertissait le personnel de l'arrivée des inspecteurs ; les enfants disparaissaient par une trappe et étaient enfermés dans une cave sous le four. Une prime leur était payée pour passer prestement sous ladite trappe, ce qui ne manquait pas d'exciter leur zèle et leur agilité ; aussi était-il bien difficile, pour ne pas dire impossible, d'arriver assez tôt pour les surprendre. Le directeur fut condamné à 25 francs d'amende pour *obstacle.* »

A ce prix-là, le patron n'avait qu'à recommencer.

Un autre cas est pire ; le voici :

« A la mairie de Saint-Souplet (Nord), on distribuait depuis 1893 des livrets portant des dates de naissance inexactes aux enfants du pays n'ayant pas l'âge réglementaire, et même à tous ceux qui en demandaient, bien qu'ils fussent nés dans d'autres communes et même dans d'autres départements. Le service ayant découvert cette supercherie qui durait depuis onze ans (20 enfants furent rencontrés possédant de faux livrets), a dressé pour *obstacle* un procès-verbal qui a entraîné des poursuites correctionnelles contre l'industriel et le maire. Tous deux furent condamnés au maximum, soit 500 francs d'amende ; mais, en appel, la cour a rejeté sur le maire toutes les responsabilités encourues. »

Ce sont là des faits *constatés* qui confirment amplement l'inefficacité de la loi d'une façon presque permanente.

Mais il y a un autre fait non moins grave, c'est que là où les employeurs ne parviennent pas à tourner la loi, ils se refusent à continuer à avoir des apprentis pour pouvoir faire travailler les adultes 12 et 13 heures et souvent plus encore.

Voici parmi beaucoup d'autres quelques-uns des faits constatés par les inspecteurs du travail dans la région de Paris :

« Un fabricant de cannes, occupant vingt-cinq ouvriers, a renvoyé définitivement ses apprentis pour avoir la possibilité d'effectuer 11 et 12 heures d'une façon continue.

« Dans la section de M. l'inspecteur Bourceret, plusieurs industriels ont pris l'habitude de congédier leurs apprentis quand ils sont dans l'obligation d'occuper leur personnel adulte au delà de dix heures et demie.

« M. l'inspecteur de Friedberg signale que dans deux fabriques d'automobiles et une de moteurs à gaz, il a été renvoyé 12, 15 et 40 enfants.

« M. l'inspecteur divisionnaire de Limoges signale dans son rapport que d'importantes usines de Montluçon qui, en 1899, occupaient 102 enfants, n'en occupaient plus en 1902 que 26 aux laminoirs ; déjà la direction de cette usine s'est informée de ce qu'on entendait par locaux distincts, et a demandé si son atelier de laminoirs, indépendant des autres ateliers, quoique non séparé, puisqu'il se trouve sous un vaste hall, pouvait être considéré comme isolé. Dans la négative, ces enfants eux-mêmes seraient sacrifiés. »

Des constatations de même nature ont été faites dans la circonscription de Dijon :

« Quand la présence des enfants rend obligatoire la réduction du travail des adultes, non seulement on les renvoie ou on les isole, comme on le faisait précédemment, mais suivant un récent système qui fournit d'assez nombreux exemples, on les fait passer momentanément d'un atelier dans un autre.

« Dans une usine de la Côte-d'Or où se trouvent réunis une fonderie de deuxième fusion et des ateliers de construction mécanique, on fait passer les enfants à la fonderie quand le travail des mécaniciens doit dépasser dix heures et demie ; et *vice versa* si c'est à la fonderie que le travail devient plus pressant. »

Et ce n'est pas plus malin que cela.

M. l'inspecteur divisionnaire de Rouen qui signale dans sa circonscription que la situation à *ce point de vue n'a point empiré, attribue cet effet à ce que la législation de 1900 s'est trouvée atténuée dans son application.* Ses constatations confirment la possibilité de maintenir les enfants à l'atelier au moyen de facilités de travail plus grandes accordées à l'industriel :

« La mise en vigueur des décrets du 4 juillet 1902, du 14 août 1903 et 28 mars 1902, qui ont étendu dans une large mesure les dérogations que prévoient les lois de 1892 et de 1848, a permis dans l'industrie du bâtiment notamment de conserver ou de reprendre les petits manœuvres. Enfin, l'interprétation donnée par la Cour de cassation aux termes « mêmes locaux » contenus dans l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, a permis à certains patrons, par l'isolement du personnel protégé ou du personnel adulte, de donner à la journée de travail une plus grande durée. »

Ce qui revient à peu près à dire qu'il ne reste à peu près plus rien de tout ce faisceau de prohibitions législatives.

Je pourrais multiplier ces citations, mais ces quelques-unes me semblent plus que suffisantes, car elles démontrent une fois de plus que, loin de protéger les enfants employés dans l'industrie, la loi les empêche, dans bien des cas, de pouvoir apprendre le métier qui doit les faire vivre plus tard, et force les parents à faire de plus longues journées de travail en attendant le jour où leurs enfants pourront, à leur tour, entrer à l'atelier. Que l'on examine ici encore la loi sous n'importe lequel de ses aspects, et l'on s'aperçoit qu'elle est autrement nuisible que protectrice. Si, en chassant les jeunes gens de l'atelier on leur donnait, d'autre part, la possibilité de perfectionner le rudiment d'instruction qu'ils ont pu acquérir à l'école primaire, il n'y aurait encore que demi-mal. Mais c'est qu'il n'en est pas ainsi, les parents ayant besoin d'aide pour élever les enfants plus jeunes, envoient les aînés se faire exploiter à des travaux inférieurs qui ne leur permettront pas, arrivés à l'âge adulte, de gagner leur vie.

Comme on le voit, l'analyse, même sommaire, comme je viens de le faire, de ce rapport officiel, confirme en tous points les critiques que j'ai formulées à différentes reprises sur cette fameuse grande réforme qui est la loi dite de dix heures.

Il ressort bien que les inconvénients en sont plus grands que les avantages, puisque en développant le travail à domicile moins rémunérateur, elle force les femmes à augmenter leur nombre d'heures de travail pour rattraper le salaire perdu. Que le travail à domicile n'est avantageux que pour les patrons, qui trouvent un large bénéfice dans la diminution des frais généraux nécessités par l'entretien d'une usine.

Que pour les enfants qu'elle prétend défendre, la loi, là où elle n'est pas tournée, se traduit en dernier ressort par une aggravation de situation, en les rejetant en partie dans la grande armée des travailleurs non qualifiés, ces éternels sans-travail, les plus misérables de tous les prolétaires.

Tels sont les résultats produits par cette puissante réforme qu'est la loi de dix heures. Insister serait inutile.

Les travailleurs n'ont rien, absolument rien à espérer d'une loi pour obtenir des diminutions de leur temps de travail. C'est seulement lorsqu'ils le voudront, lorsqu'ils sauront l'imposer à leurs exploiteurs, que leur journée de travail sera raccourcie. Et ce jour-là, mais ce jour-là seulement, un pas aura été fait vers leur émancipation, car, plus que jamais, la formule « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », est vraie.

L'impuissance des lois dites de protection ouvrière, nous venons de le constater, le prouve.

P. Delesalle.

LE LIVRE POUR ENFANTS

On commencera, selon toutes probabilités, à l'expédier dans une dizaine de jours, au fur et à mesure que nous les fournira le relieur.

Il a été pris remboursement sur ceux des souscripteurs qui ne s'étaient pas libérés, sauf pour les pays où il n'existe pas de remboursements.

Ceux-ci sont priés de s'acquitter au plus vite, car la reliure pour souscripteurs sera strictement limitée au nombre de volumes payés.

CROCS ET GRIFFES

Veut-on savoir comment se venge un bureaucrate? Voici.

Il y a plus de quarante ans que végète au bagne une des victimes de l'empire, J. B. Delfaut, envoyé en Nouvelle-Calédonie, pour un vague crime militaire.

Une fois là-bas, Delfaut ne fut pas le modèle du discipliné, tant s'en faut, si bien qu'il s'accumula sur la tête une série de condamnations qu'il ne pourra jamais épuiser.

Cependant son cas ayant été présenté à la Ligue des Droits de l'homme, *celle-ci s'en émut, et, à force de démarches, finit par obtenir — contre l'avis de l'administration — la grâce de Delfaut.*

Mais voilà où ça devient gentil. C'est l'administration qui présente la liste des condamnations que doit gracier le président. Dans le cas de Delfaut, « on oublia » d'en faire figurer une à 6 ans de réclusion par le conseil de guerre d'Alger. De sorte que Delfaut qui, avant d'être gracié, était presque libre, employé en mission dans l'île, vient, au reçu de sa grâce, d'être emprisonné pour faire ses 6 ans de réclusion dont il n'est pas gracié, puisqu'on ne les a pas présentés à la signature du président.

Reste à savoir si la Ligue des Droits de l'homme se laissera jouer sous jambes, par un paperassier haineux?

J. GRAVE.

∴

J'ai signalé dernièrement l'existence de fiches au ministère du commerce sur les principaux militants du syndicalisme; fiches que viennent consulter les mouchards du ministère de l'intérieur, lorsqu'une grève ou une agitation quelconque se produit.

Dans le dernier numéro de Pages Libres, *M. Charles Guieysse confirme comme suit ce que j'ai précédemment écrit :*

« M. Millerand, qui désapprouve si fortement et si vertueusement la politique de M. Combes, nous permettra de ne pas trouver meilleures que celles de M. Vadecard, les fiches de police qu'il rassembla au ministère du commerce (1) sur les ouvriers syndiqués les plus importants. Et lui aussi a ses caciques dans les milieux ouvriers. »

Ces caciques *comme les appelle M. Charles Guieysse, doivent être exécutés à bref délai par la classe ouvrière. Ils ne sont pas difficiles à trouver, ces francs-mouchards étant plus souvent au ministère du commerce qu'à la Bourse du travail.*

P. D.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(Suite) (2).

On voudrait que les principes de l'éducation antituberculeuse soient inculqués aux enfants, dès l'école primaire, afin d'en renforcer l'action. Certes, il semble que la connaissance des notions d'hygiène soit beaucoup plus importante que de savoir, par exemple, avec les dates, l'histoire de Clovis et celle de Jeanne d'Arc. Mais jusqu'à présent on ne s'en préoccupait guère dans les programmes de l'enseignement.

L'école primaire semble avoir pour but de donner à l'enfant les notions élémentaires et pratiques, pour qu'il puisse s'en servir le plus utilement plus tard pour lui et pour les autres. Dans la réalité, cet enseignement si modeste qu'il soit, est combiné avec une éducation morale. Il ne s'agit pas seulement que l'enfant sache lire, écrire, compter, il faut qu'il puisse fournir plus tard un travail le plus rémunérateur possible (pour qui?) mais aussi pour qu'il observe scrupuleusement les lois de son pays, qu'il soit un soldat obéissant et un bon citoyen.

Tout l'enseignement officiel est tendancieux. A tout propos et hors de propos, qu'il s'agisse d'histoire et de géographie, de botanique ou d'hygiène, tout est mis à contribution pour inculquer à l'enfant des préjugés moraux.

On s'efforce de lui donner des habitudes. Aussi l'enseignement primaire se résout-il à des préceptes de catéchisme : il faut être propre, il ne faut pas cracher par terre, il faut être soldat, il faut être un bon ouvrier, il faut payer les impôts, etc. (1).

Voyons donc comment on comprend à l'école, l'enseignement de l'hygiène et de la préservation antituberculeuse.

Je ne reviendrai pas sur l'alcoolisme. Il est entendu (c'est ce qu'on dit à l'école) qu'il est la grande cause de la misère sociale.

D'ailleurs il n'y a de misère que pour les imprévoyants (alcooliques ou autres). Le *devoir social* consiste dans le travail et la prévoyance (Mabilleau). Bien entendu c'est aux ouvriers que ce devoir s'impose; les riches peuvent se dispenser du travail, puisqu'ils n'ont pas besoin de prévoyance. Les misérables n'ont rien à réclamer; s'ils sont misérables, c'est parce qu'ils n'ont pas su prévoir, c'est qu'ils n'ont pas assez travaillé pour mettre de côté ou qu'ils ont trop dépensé. Pour ces imprévoyants, il n'y a d'autre secours que la charité : quémander à ceux qui ont su être prévoyants ou dont les parents ont su l'être.

Mais il leur reste encore une dernière consolation grâce au service militaire :

« Le devoir de servir la *Patrie* à l'armée donne à chaque citoyen le droit de considérer les autres comme des frères. — La fraternité confère à tous les Français des droits *précieux*, depuis l'enfance jusqu'à la mort; élevé à l'école nationale, défendu par l'armée, le citoyen pauvre peut mourir en paix dans un *asile* (2) » (*sic*).

Avis et bon espoir aux tuberculeux.

J'ai sous les yeux une brochure destinée à l'enseignement primaire ou plutôt aux conférences après l'école. Cette brochure, éditée sous deux formes différentes, traite spécialement de la tuberculose. Voici comment y est exposée la question :

S'il est vrai, d'après les auteurs, que la tuberculose est une maladie évitable, puisqu'il suffit de se mettre à l'abri des germes, on peut aussi lutter contre ce fléau social en supprimant les causes prédisposantes.

De ces causes prédisposantes, les auteurs mettent en première ligne l'alcoolisme. Pour animer l'enseignement, on a ajouté, en dehors du texte, des « images » dont on peut faire des projections lumineuses. Pour illustrer l'alcoolisme, le choix des auteurs est tombé, comme par hasard, sur des *ouvriers* :

Voyez ce cabaret (fig. 9), véritable tabagie, voyez ces hommes qui viennent prendre un verre *au sortir de l'atelier*; voyez ces autres *qui n'ont pas travaillé* et ont passé leur journée à jouer aux cartes et à boire : non seulement ils dépensent *plus de la moitié de leur salaire* en boissons; non seulement ils privent ainsi leurs femmes et leurs enfants du nécessaire, de la nourriture confortable (quelle épithète!), de vêtements et de soins, et en font des proies désignées pour la maladie... »

De même que les ouvriers, les nègres ont un goût invétéré pour l'alcool : « ils ne peuvent plus s'en passer et ne *veulent* plus faire leurs échanges de caoutchouc contre d'autre monnaie, si bien, que, *malgré les efforts des conférences internationales*, l'alcoolisme et la phtisie ne font qu'augmenter.

Après l'alcoolisme viennent l'insalubrité et l'étroitesse du logement. Les auteurs exposent la question simplement comme s'il était permis au prolétaire de choisir son habitation (1).

J'arrive, quelques pages plus loin, à l'insalubrité de l'atelier, et je cite :

« Si tous les industriels, si tous les chefs d'usines étaient assez *sages* pour substituer partout à l'atelier étroit, l'atelier large, aéré, haut de plafond, où chaque ouvrier a un large espace autour de lui, soyez bien sûrs que la maladie ferait moins de ravages et que la santé la plus intéressante à protéger, celle de l'ouvrier — *parce que c'est celle du chef de famille qui doit subvenir à l'entretien de toute la nichée* — serait infiniment meilleure; *heureusement il en sera bientôt ainsi presque partout, car la préoccupation la plus vive des pouvoirs publics* » (peut-être dans les discours officiels) « *et de maintes sociétés privées, est bien la santé ouvrière* ».

Pour les autres causes, les auteurs ne font que passer. Ils citent la mauvaise nourriture, les excès, le travail trop violent. Mais en dehors de cette simple mention, il n'y a rien sur le surmenage, rien sur les longues journées de travail. Les auteurs semblent simplement indiquer que le travail trop violent est dû à de mauvais procédés de production. Par exemple, il serait à désirer que la machine à coudre soit mise en mouvement par de petits moteurs électriques, que le soufflage du verre soit fait par des procédés mécaniques, et ainsi de suite. Les progrès du machinisme seraient donc le desideratum à réaliser.

Les auteurs ne paraissent pas savoir que le surmenage existe aussi avec le machinisme. Peut-être est-il mauvais que les enfants puissent concevoir que le travail a quelquefois de funestes conséquences.

Par contre « réclamez que dans les lieux publics il y ait des crachoirs à pied. » Cela est imprimé dans le texte en gros caractères.

Pour soigner les tuberculeux, le sanatorium est « le meilleur moyen de cure ». Citant Landouzy, les auteurs nous disent : « Pour ce qui est des sanatoriums allemands, les dernières statistiques portent que plus des deux tiers des malades entrés au premier stade de la tuberculose sortent, après trois mois de séjour, remis en *pleine* capacité professionnelle. » Si l'on veut bien se rapporter à mes premiers articles, on verra que cette affirmation n'est et ne peut être qu'un mensonge.

« Réclamons donc la multiplication des sanatoriums... Il faut espérer que, grâce aux cures d'air, grâce aux sanatoriums, nous verrons de plus en plus le mal s'atténuer et disparaître. Pour cet idéal, de grands efforts coordonnés sont nécessaires... Déjà une grande commission, dite de la tuberculose, instituée par le gouvernement, a été constituée le 22 novembre 1899....., déjà la Chambre a entendu le rapport du docteur Amodru....., déjà la loi sur la Santé Publique a été votée par le Parlement; déjà le 16 mars 1902, sous le patronage de M. le Président de la République, a été constituée la Fédération des Œuvres antituberculeuses françaises.

---

(1) Service de *l'Office du Travail*.

(2) Voir les nos 12, 13, 14, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27 des *Temps Nouveaux*.

(1) L'enseignement primaire est court; on donne aux élèves de brèves notions, l'instituteur n'a ni à les développer ni à les expliquer; il doit les faire entrer dans la tête des enfants, suivant la formule à lui donnée et ordonnée. Il n'y a guère à attendre la neutralité en matière scolaire. Le gouvernement se sert de l'école. Il faudrait donc que l'éducation soit complète, intégrale, que les élèves puissent acquérir des connaissances générales. Ce n'est qu'un enseignement complet qui peut peut permettre la libre discussion, l'acceptation ou le rejet des théories présentées, le développement de l'esprit critique. Mais cet enseignement est réservé aux privilégiés de la bourgeoisie et n'est pas actuellement au pouvoir du prolétariat.

(2) Ce passage est le dernier paragraphe du *Cours de morale* (cours supérieur) de M. Mabilleau, en usage actuellement dans les écoles de la ville de Paris.

(1) Ils s'extasient sur le bonheur des ouvriers qui peuvent habiter les maisons modèles élevées par des patrons philanthropes (Ex. : Menier, à Noisiel).

Malheureusement les individus sont eux-mêmes les artisans de leurs maux : «Ces efforts (des pouvoirs publics) resteront en partie infructueux, si, en même temps les mœurs ne changent; si en même temps l'homme ne cherche pas à se réformer lui-même. » Et nos pharisiens terminent par cette apostrophe, que je renvoie à mon ami Giroud :

« Restez attachés à la terre féconde et nourricière. Vous ne serez *peut-être* pas tous fortunés; mais tel ce fermier (fig. 48) qui n'a point quitté son village, qui *voit* les moissons se lever, les arbres craquer sous les fruits, des enfants se presser autour de lui, tel ce fermier assis sur le pas de sa porte, *vous serez heureux*, vous répandrez le bonheur autour de vous! Et nous tous, tant que nous sommes, pensons au péril *national* (?) : combattre la tuberculose, c'est pratiquer la solidarité, c'est servir l'humanité; c'est de la plus pure et de la plus noble manière, servir la *Patrie* (1)! »

* *

L'éducation antituberculeuse m'amène à revenir sur la nécessité, au point de vue pratique, de n'avoir que le nombre d'enfants qu'on a la possibilité d'élever dans de bonnes conditions. Je veux parler de l'éducation néomalthusienne. La pression économique favorise d'ailleurs cette propagande. Mais remarquons que la restriction sexuelle ne suffit pas. Il faut que les parents s'attachent ensuite à entourer leurs enfants de tous les soins nécessaires pour leur développement normal. Que nous importe que les gens pratiquent la restriction sexuelle pour jouir égoïstement de la vie. Que nous importe que les gens sachent être prévoyants pour eux-mêmes et n'aient qu'un ou deux enfants, si c'est pour n'en prendre aucun souci ou pour s'en débarrasser, comme font beaucoup de familles bourgeoises, en les mettant en nourrice d'abord, dans un internat quelconque ensuite (2).

(*A suivre.*) M. PIERROT.

MŒURS JOURNALISTIQUES

Dans un procès scandaleux qui se déroule, en ce moment, au Tribunal correctionnel de Paris, les mœurs des dirigeants socialistes s'étalent dans toute leur splendeur.

Un prêtre défroqué et un folliculaire quelconque, chevalier de la Légion d'honneur, fondent une feuille quotidienne où ils se proposent d'attaquer « toutes les calottes » suivant leur propre expression. Ils esquissent un beau programme dans lequel ils déclarent leur haine des classes dirigeantes, leur amour du pauvre, etc.

Au bout de quelque temps, les fonds venant à manquer, les deux compères se mettent en campagne pour en trouver. Le légionnaire déniche une femme divorcée d'un boulangiste de marque et fondatrice d'un journal féministe, où elle se faisait remarquer par sa bonté et son indulgence.

Un jour, elle chassa plusieurs compositrices pour quelques coquilles glissées dans un article, et comme les malheureuses femmes imploraient sa clémence, en se lamentant sur les difficultés du pain quotidien à gagner, elle leur dit : « Mesdames, il vous reste le trottoir. » Cette agréable personne était donc indiquée pour figurer à la tête d'une feuille socialiste.

En outre, par ses solides pécunes et ses innombrables relations dans le monde des financiers et des parlementaires, son entrée à la direction du journal constituait une aubaine dépassant de beaucoup les espérances.

Réconforté et entretenu par l'argent de la belle dame, tout le personnel se mit au travail.

Entre autres opérations plus ou moins propres, le journal reçut de l'argent d'une bande de financiers (coulissiers) pour taper sur une autre bande (agents de change).

Un sénateur qui, pendant l'affaire Dreyfus, posait pour l'incorruptible, eut de copieuses mensualités pour signer les articles rédigés par les coulissiers.

Mais alors les choses se gâtent. L'abbé, probablement lésé dans le partage, pousse des clameurs, crie à la corruption et finalement se fait mettre à la porte du journal par les deux autres.

Le personnel se partage en deux camps; l'abbé ayant à sa disposition une feuille hebdomadaire, c'est pendant plusieurs mois un déluge d'invectives, d'accusations de chantage et de corruption, etc. Tout cela aboutit à un procès en diffamation dans lequel tout le monde étale ses griefs à la plus grande joie de la presse réactionnaire.

En effet, il y a dans ce procès des choses vraiment curieuses. On voit les austères socialistes se pavaner en une automobile de luxe, souper avec des actrices dans les restaurants chics, cependant que la directrice, pour aller à l'imprimerie, revêt d'éblouissantes toilettes de bal qui estomaquent le prote et suffoquent les typos.

On communique au tribunal des lettres où les comparses de l'abbé, qui insultent maintenant leur ex-directrice, se répandaient jadis en basses flatteries et en serments de gratitude éternelle envers la dame qui, toute-puissante auprès du ministère actuel, procurait de grasses sinécures à leur famille. Il est inutile d'ajouter que dans cette affaire, la franc-maçonnerie, comme par hasard, joue un rôle prépondérant.

De chaque côté, le degré d'infamie est à peu près le même et avec tous les faits dévoilés à l'audience, il y a matière à plusieurs volumes.

Le plus triste, c'est que la majorité des travailleurs se laisse berner par ces arrivistes et que c'est sur leur dos et en leur nom que tous ces amis du peuple, tous ces social-démocrates, prometteurs d'une société harmonieuse et pure, commettent leurs malpropretés.

Après des affaires aussi typiques, il serait temps que le prolétariat se ressaisisse et que les écailles lui tombent enfin des yeux.

FRANÇOIS PRINGAULT.



France.

ENVIRONS D'UZERCHE. — *Travailleurs des bois.* — Les fagoteurs et les scieurs de bûches gagnent de 0 fr. 60 à 1 fr. par jour, selon le travail; les feuillardiers, tailleurs d'échalas, de piquets, etc., sont payés de 1 fr. à 2 fr. par jour, aussi selon le travail; les charbonniers reçoivent de 100 à 120 fr. par mois pour un labeur de jour et de nuit; ils vivent en dehors de toutes règles d'hygiène : ils ont pour habitation une hutte couverte de mottes et pour lit un tas d'herbes, de feuilles ou de fougères desséchées. Ainsi donc, si les citadins payent le bois, le le charbon, des prix exorbitants, ce n'est point les ouvriers campagnards qui en profitent. Un exemple va suffire pour montrer où passe ce que donnent les uns et ce que ne reçoivent pas les autres : un seul *fermier* forestier de mon village qui n'avait rien il y a douze ans est aujourd'hui possesseur d'une fortune que d'aucuns évaluent à plus de 100.000 fr.

Travailleurs des champs. — En été, à l'époque de la fenaison et de la moisson, fagoteurs et scieurs de bûches quittent les bois pour les champs. Ils sont alors payés de 2 fr. à 2 fr. 50 pour un épuisant travail de 15 à 17 heures par jour (repas compris) — lorsque toutefois ils sont payés, car souvent le propriétaire se contente de les nourrir et de leur faire faire ripaille au repas du soir, ce que beaucoup acceptent! Les femmes, à cette époque, gagnent 1 fr. 25, aussi lorsqu'elles sont payées. En toute autre saison, la journée d'un homme — du matin tôt au soir tard — est payée de 1 fr. à 1 fr. 50, et celle d'une femme 1 fr. — ou 0 fr. 60 avec sa nourriture. Les petits propriétaires sont assez nombreux; il n'y a pas de grandes exploitations : ceux qui ont beaucoup de terres les divisent en métairies peu importantes, à la tête desquelles ils placent un fermier à qui ils font payer cher le droit de les mettre en valeur : on voit des familles exploitant des métairies d'une valeur de 50 à 60 mille francs qui arrivent à peine à joindre les deux bouts.

Les logements sont, pour la plupart, inaccessibles à la lumière et à l'air; pour éviter l'impôt, on ne fait ordinairement percer qu'une fenêtre par appartement, et l'ignorance fait que neuf fois sur dix, on la place non loin de la porte ou du même côté que celle-ci; du reste, je n'ai encore vu aucune paysanne ouvrir portes et fenêtres dans l'intention d'aérer. Le fumier est entassé toujours très près des habitations; des débris végétaux sont placés devant les portes et même dans les chemins pour servir d'engrais, une fois décomposés. En cas de maladie, le médecin, quand encore on le dérange, est appelé au dernier moment. On comprend les causes de ces négligences homicides : manque de bien-être d'abord, et ignorance ensuite.

Aliments. — La plupart des familles font leur pain, et avec de la farine de seigle; le pain ainsi fabriqué revient à environ 12 centimes le kilogr.; le pain de blé coûte 30 centimes le kilogr., la viande ordinaire 1 fr. 50 à 1 fr. 80 le kilogr.; le vin, en gros 25 centimes et en détail 50 centimes le litre. On comprend que pain blanc, viande et vin soient fatalement exclus de la table paysanne. Les pommes de terre sont payées de 2 à 3 fr. l'hectolitre. Les galettes de sarrasin, le pain bis, les pommes de terre, le fromage du pays, et, l'hiver, les châtaignes sont les aliments principaux. La soupe (mais quelle soupe!) est mangée deux et trois fois par jour.

Considérations générales (1). — D'une façon générale, le paysan ne boit pas de ces liqueurs étiquetées : apéritifs, digestifs, toniques, etc.; mais les jours de fête, de marché, les dimanches, s'il sort, il ne rentre guère chez lui sans avoir absorbé

(1) La brochure a été éditée par une maison dont la production est plutôt dans la nuance de l'esprit laïque et républicain. — Une petite remarque pour finir : je lis dans la brochure que le dispensaire doit dépister la tuberculose à la première heure » grâce à l'examen par les rayons X, *ce procédé admirable et certain surtout*, depuis les derniers progrès des appareils électriques. » Cette affirmation m'avait laissé rêveur, car je savais que la radiographie n'a jamais rien donné pour le diagnostic précoce de la tuberculose, et Grancher disait encore dernièrement qu'elle est tout à fait incertaine et inférieure à l'auscultation. Ma religion s'est éclairée, quand je me suis aperçu qu'un des auteurs est un médecin qui s'occupe spécialement d'électrothérapie.

(2) Au point de vue social, en admettant que la restriction sexuelle s'oppose à l'extension de la concurrence et qu'elle aide un certain nombre de familles ouvrières à se maintenir dans un bien-être matériel relatif, elle ne me semble pas pouvoir résoudre la question sociale. Que nous importe que certaines familles (mettons même le plus grand nombre) puissent jouir égoïstement du confort et de l'aisance. Cette aisance a existé en Angleterre pour le plus grand nombre des ouvriers qualifiés et donne la raison d'être de l'esprit particulariste et étroit des vieilles trade-unions. Cette aisance et cet égoïsme existent, dit-on, pour ces mêmes ouvriers qualifiés en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Laurent Casas nous faisait récemment, dans les *Temps Nouveaux*, le tableau frappant de cet état d'esprit étroit et borné d'ouvriers, placés dans des conditions économiques encore relativement favorables et n'ayant pas trop souffert jusqu'ici de la concurrence causée par le surpeuplement. La propagande révolutionnaire est donc nécessaire *avant tout*, si l'on ne veut pas que la propagande néomalthusienne ne devienne qu'une formule d'adaptation plus ou moins passive au milieu actuel.

(1) Ces derniers renseignements sont à peu de chose près les mêmes que ceux que l'on peut obtenir sur les paysans des différentes parties du Limousin.

une grande quantité de vin ou de bière dans lesquels se dissout son peu de raison. C'est la seule et pitoyable diversion que l'organisation actuelle lui permet de faire à la monotonie de son labeur de bête. Les petits bourgeois du pays en profitent pour s'écrier, entre deux carambolages : « Si l'ouvrier est dans la misère, il le veut bien. » Je compte trente-quatre débits de boissons dans ma commune qui a 1.200 habitants; les travailleurs, évidemment, n'en sont pas toujours les meilleurs clients.

L'ignorance est profonde chez tous les paysans. Tous sont plus ou moins superstitieux. On les étonne fort en leur parlant de question sociale. Ils ont un idéal : devenir riches; ils ne s'en cachent pas, jalousent ceux de leurs camarades qui réussissent et si, quelquefois ils se permettent, devant vous, de sacrer contre les fainéants, ce n'est que dans un mouvement d'indépendance qu'ils regrettent et rachètent aussitôt en disant : Vois-tu, jeune homme, tout ça n'est bon que pour faire crever de faim : on doit tenir à qui donne à manger.

La plupart votent. Presque aucun homme ne va à la messe; mais c'est avec raison qu'un curé pouvait dire d'eux à un de mes camarades, après une petite manifestation anticléricale : « Les pauvres gens, ils crient : à bas la calotte! et peut-être, dans le courant de l'année enterrerai-je quelqu'un d'entre eux! » car ils font baptiser et catéchiser leurs enfants, et eux-mêmes s'accouplent et meurent en boulottant un dieu. Ce sont des anticléricaux à la manière de leurs élus.

Les jeunes gens émigrent beaucoup vers les villes où ils espèrent trouver mieux : mais chacun a pu se rendre compte par soi-même, par les faits divers ou par ouï dire, de la vie d'enfer qu'ils mènent là-bas.

Prolétaires dans les campagnes ou prolétaires dans les villes, c'est kif-kif.

J. Dx.

Mouvement ouvrier. — Conformément à la décision prise au Congrès de Bourges, la confédération générale du travail commence, dès maintenant, l'agitation en faveur de la diminution des heures de travail.

Je rappelle d'abord la décision prise à Bourges par les délégués des considérants suivants :

Le Congrès, considérant que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur action propre pour améliorer leurs conditions de travail;

Considérant qu'une agitation pour la journée de huit heures est un acheminement vers l'œuvre définitive d'émancipation intégrale,

Le Congrès donne mandat à la C. G. T. d'organiser une agitation intense et grandissante à l'effet que,

Le 1er mai 1906, les travailleurs cessent d'eux-mêmes de travailler plus de huit heures.

Le Comité Confédéral nommera une Commission spéciale et recueillera des souscriptions volontaires pour couvrir les frais de cette propagande.

Conformément à cette décision, une commission a été nommée et le dernier numéro de *La Voix du peuple*, est presque entièrement consacré à l'étude de la question.

C'est, d'une part, un manifeste questionnaire adressé à toutes les organisations ouvrières, pour leur demander ce qu'elles comptent pouvoir faire pour donner à l'agitation le plus d'ampleur possible.

Je ne saurais trop, pour ma part, engager ceux de nos camarades qui ne dédaignent pas faire effort de propagande dans leur syndicat ou Bourse du travail, de pousser leurs organisations à se mettre à la besogne le plus vite possible et aussi à faire le nécessaire pour qu'il soit répondu dans le plus bref délai au questionnaire dressé par la commission.

Certaines Bourses du travail se sont déjà mises à la besogne et ont nommé une commission spéciale chargée d'organiser la propagande. Il importe que partout nos camarades ne soient pas les derniers à donner leur concours actif dans l'effort qui va être demandé à la classe ouvrière, d'autant plus que, dès à présent, on tente dans certains milieux d'enrayer le mouvement qui se prépare et qui certainement n'est pas envisagé d'un bon œil par les gouvernants.

Je crois inutile de donner les raisons qui militent en faveur de la diminution des heures de travail, tous les camarades en sont convaincus comme moi; j'aurai du reste maintes occasions pour y revenir au cours de la campagne qui, dès à présent, est virtuellement ouverte.

Tous les modes de propagande seront tour à tour employés : réunions, meetings, placards à distribuer, affiches, brochures qui devont être distribuées à profusion, étiquettes, etc., etc. Aucun moyen ne devra être dédaigné.

Coûte que coûte, il faut que la classe ouvrière montre qu'elle est capable de faire un effort même considérable, et que ce que les ouvriers américains ont fait vers 1884-86 aux Etats-Unis, n'est pas impossible à faire de ce côté de l'Atlantique.

D'autre part, trop longtemps, l'on a habitué les travailleurs à ne compter que sur le pouvoir pour obtenir des améliorations sous la forme de lois, qui, en définitive, lorsqu'elles sont appliquées, se retournent contre eux.

Il faut que l'on sache, dans les milieux ouvriers, que l'on n'obtiendra jamais que ce que l'on sait exiger et qu'il est nécessaire pour cela d'une forte éducation de la volonté.

Les travailleurs doivent, dès maintenant, se préparer à refuser à travailler plus de huit heures par jour à une date déterminée; ils n'y réussiront qu'à la condition qu'ils y soient bien décidés, et aussi qu'ils aient convaincu de la possibilité d'exiger cette amélioration de la bourgeoisie capitaliste, le plus grand nombre possible de leurs camarades; et c'est pour cela que la propagande doit être menée d'une manière intensive jusqu'à la date indiquée.

Et qui sait ce qui peut sortir d'un pareil mouvement, et si les résultats ne pourront pas aller bien au delà de la simple diminution des heures de travail, qui, en somme, laisse subsister le régime d'exploitation.

Camarades, en avant pour la journée de huit heures.

⁂

L'*Humanité*, de M. Jaurès, devient une succursale du *Jaune* de M. Biétry. Sous une forme très peu différente en effet, et en première page du journal, socialo-gouvernemental, M. Albert Thomas — qui parle des questions ouvrières comme tous les fils à papa qui n'en connaissent que ce qu'ils ont appris dans les bouquins — fait l'apologie des syndicats patronaux, qui, à l'entendre, doivent être pour les travailleurs pleins de sollicitude.

L'on est convaincu du contraire dans tous les milieux ouvriers; l'on sait très bien que les exploiteurs ne se groupent que pour essayer de mieux pressurer la chair à travail. N'importe, M. Albert Thomas est convaincu du contraire et il ne voit — tout comme M. Biétry — dans la formation de syndicats patronaux, que des avantages à en retirer pour la classe ouvrière et il estime même « que les contrats de salaires passés par un syndicat ou même une fédération, sont une forme supérieure de l'organisation ouvrière », qui, « jamais n'aurait pu s'établir sans une organisation patronale sérieuse. »

Certains réformistes, qui ne dédaignent pas d'aider à la formation de syndicats patronaux, avaient déjà essayé de défendre cette théorie; mais devant les clameurs soulevées ils ont dû bien vite y renoncer, allant même jusqu'à nier avoir jamais tenté rien de pareil. MM. les socialistes nouvelles méthodes reprennent la théorie de « l'entente patronale » pour leur compte.

Quelque rédacteur du *Jaune* ne manquera pas de s'emparer, nous l'espérons, de l'article de M. Thomas pour s'en servir en faveur des idées!! qu'il défend... au moins ouvertement.

Par suite de l'accord intervenu entre les ouvriers agricoles et les propriétaires de plusieurs localités, qui n'ont pas résisté bien longtemps, et ont fait droit aux réclamations qui leur étaient formulées, la grève ne s'est pas aussi généralisée que la situation le laissait prévoir la semaine dernière.

Le travail a même repris dans un certain nombre de communes.

J'ai là le texte — trop long malheureusement pour être reproduit — de la convention intervenue entre les ouvriers et les propriétaires de la commune de Cuxac-d'Aude. Les travailleurs obtiennent satisfaction à peu près sur toute la ligne.

Dans les communes de Salles et de Sallèles, la grève s'est terminée par un accord entre les délégués patrons et ouvriers, sur les bases suivantes : journée de 2 fr 50 pour 6 heures de travail, en hiver, 3 francs pour une journée de 7 heures, en été.

A Rivesaltes, où les propriétaires ont consenti à maintenir à 3 francs le salaire journalier.

Dans les environs de Béziers, un accord est aussi intervenu entre les deux partis.

Par contre, dans le Narbonnais, et à Narbonne même, la situation reste tendue.

A Coursan, dans l'espoir d'intimider les grévistes, trois ouvriers, Cheyton, Pech et Amouroux ont été arrêtés simplement parce que anarchistes, mais loin de calmer les grévistes, ceux-ci se sont joints à leurs camarades des villages environnants, et ont demandé que les grévistes arrêtés soient mis immédiatement en liberté. Jusque-là ils se refuseront à toute discussion avec les propriétaires.

Dans toute la région, gendarmes et dragons sillonnent les routes. Certaines propriétés sont gardées militairement.

A Narbonne même, un certain nombre d'ouvriers des autres corporations se sont mis en grève à leur tour, et ont présenté leurs cahiers de revendications à leurs employeurs. La situation est très tendue dans la ville où la plupart des magasins sont fermés.

Quelques travailleurs ayant été arrêtés, les abords de la prison et du tribunal sont gardés par les troupes à pied, et par les gendarmes à cheval. Les grévistes manifestent bruyamment à travers la ville. De nouveaux renforts de troupes ont été envoyés de Montauban.

Nos camarades Griffuelhes et Niel sont en tournée de propagande dans la région, et prennent la parole chaque jour dans plusieurs villages différents.

Messieurs les économistes bourgeois qui, jusqu'à ces temps derniers, avaient compté pouvoir opposer au moment voulu les travailleurs de la terre à ceux de l'industrie, n'en reviennent pas et se tiennent cois.

Leur meilleure espérance s'envole avec le réveil des ouvriers des champs.

P. Delesalle.

République Argentine.

Buenos-Aires, jeudi 17, 11, 04.

Le manque d'événements susceptibles d'intéresser, m'avait fait abandonner les correspondances.

Le règne du général Roca s'est terminé, et M. Quintana est venu présider au gaspillage des ressources argentines, au milieu de l'indifférence générale.

L'expérience a justement blasé les gouvernés sur la valeur et l'intégrité des gouvernants argentins. Sont-ils plus obtus et plus malhonnêtes que les autres? Je n'en crois rien; ce qui les différencie quelque peu, c'est le cynisme, le sans-gêne avec lequel ils opèrent pour s'approprier les deniers publics, sans crainte d'encourir aucune peine, grâce à la veulerie du peuple.

Il se pourrait cependant que quelque chose changeât d'ici peu. L'agitation se fait toujours plus active et plus intense; cette semaine la vie économique s'est trouvée bouleversée par les nombreuses grèves qui ont éclaté à l'improviste. Nombreuses sont les corporations qui ont arrêté le travail revendiquant la journée de huit heures, le repos dominical et une moyenne de 15 pour 0/0 comme augmentation de salaire.

Depuis lundi 14, les tailleurs chôment ainsi que les charpentiers et les déchargeurs de charbon; dans de nombreux ateliers de mécanique et fabriques de chaussures, la grève est partielle et menace de devenir générale, comme celle d'il y a quatre mois qui dura soixante-dix jours. Les bijoutiers ont adhéré au mouvement, les électriciens luttent partiellement, et les employés des deux sexes qui assurent les communications téléphoniques, menacent de les suivre. Les scieries mécaniques sont abandonnées. Ce soir, les chaudronniers et annexes se réunissent et vont discuter de l'opportunité de présenter leurs revendications. Quelques moulins sont arrêtés; les tisserands, les tanneurs, les bouchonniers, les tapissiers réclament. Quelques corps d'état ont déjà obtenu satisfaction, entre autres les savonniers et les ouvriers de différentes fabriques de sacs.

Dans les manufactures de tabac, il a suffi d'extérioriser le mécontentement, pour obtenir gain de cause. Les mouleurs et fondeurs ont présenté leurs conditions aux patrons; ils décideront dimanche de leur attitude selon la réponse de ces derniers.

Le comité directeur de la Fédération ouvrière argentine va se réunir et examiner s'il y a lieu de recourir à la grève générale.

Le parti socialiste est opposé à cette mesure. Un des orateurs du parti vient d'adresser une lettre à

la Protesta, déclarant ses sympathies pour le mouvement actuel, et répudiant les socialistes « qui font obstacle à l'émancipation ouvrière ».

Quelle que soit l'allure que prenne le conflit, il aura été fertile en faits nouveaux.

Le prolétariat argentin se sera augmenté de contingents sur lesquels on ne pouvait compter d'ici à longtemps : les garçons de magasin qui, jusqu'ici, s'étaient refusés à se reconnaître comme des ouvriers honteusement exploités, ont enfin employé l'arme de lutte des salariés. Dimanche 13 dans une imposante assemblée, ils ont acclamé la grève; elle fut générale; lundi la ville était lugubre avec les magasins fermés, quelques-uns que leurs patrons s'obstinaient à vouloir ouverts ont eu leurs vitrines brisées.

Devant cette attitude énergique, les patrons ont cédé dans les trois jours. Les magasins seront ouverts 8 heures, fermés les dimanches toute la journée et les jours fériés à midi, les appointements sont augmentés.

Les couturières, les lingères, qui travaillaient 12 et 15 heures pour des gains dérisoires, ont, après une semaine de grève obtenu satisfaction.

Blanchisseurs et blanchisseuses continuent la lutte; dans leur réunion d'aujourd'hui, ils ont accepté l'ordre du jour suivant : « le syndicat des blanchisseurs et blanchisseuses et annexes, proteste contre l'attitude des *bonnes* sœurs du couvent Sainte-Philomène, acceptant le travail de la maison Sotemberg, tentant ainsi de nous réduire par la famine, et souhaite que l'humanité se libère de la peste religieuse cause de tant de maux. »

Il n'est pas jusqu'aux domestiques qui manifestent par les rues leur volonté de ne plus *servir* le dimanche, les garçons de café réclament aussi, et non à tort.

Enfin l'agitation augmente, la grève s'étend et les affaires sont paralysées. La police fait naturellement des siennes et nombreuses sont les arrestations. On ne parlait rien moins en haut lieu que de décréter l'état de siège.

Le préfet de police est de par un décret nommé arbitre pour tous les conflits; pensez comme il s'en tire, il ne s'en tire même pas du tout, le pauvre, et ne résout rien, naturellement.

J'oubliais, au port, on craignait tant la grève, que Messieurs les patrons ont *imposé* la journée de huit heures, tout en élevant le salaire.

Nous verrons où nous en serons la semaine prochaine.

J. B.

Etats-Unis.

La rapacité des capitalistes américains est de plus en plus insatiable. L'on pourrait comparer le capitalisme des Etats-Unis à un immense gouffre sans fond où disparait chaque jour le produit du travail de millions de producteurs.

Chaque jour, la presse bourgeoise, avec son cynisme habituel, mentionne de nouvelles victoires remportées par les capitalistes sur le prolétariat. Chaque jour le capitalisme américain, — qui bientôt ne se composera plus que d'une douzaine d'individus, — manifeste de plus en plus une arrogance tyrannique et une avidité féroce, menaçant d'affamer une population de 80.372.000 habitants (recensement de 1903, extrait de « Statistical Abstracts of the United States » publié par le ministère du commerce et de l'industrie), et de réduire aux derniers raffinements de l'esclavage tous les travailleurs d'une République qui, bientôt, n'aura d'égale que l'autocratie russe, la honte des institutions modernes.

Le trust du bœuf, « the beef trust », vient de remporter une grande victoire sur les ouvriers unionistes des abattoirs et des fabriques de conserves de Chicago, grâce aux « leaders » du Trade-Unionisme.

Cette grande grève de la viande, « the meat strike », comme on l'appelle ici a été un fiasco, une déroute complète pour les organisations ouvrières. Cependant il n'aurait suffi que d'un peu d'énergie et d'une manifestation de solidarité de la part des autres Unions, pour que cette défaite eût été transformée en victoire éclatante pour le Trade Unionisme américain.

Ainsi, par exemple, les « railroadmen », les employés de chemins de fer, formant une des organisations ouvrières les plus importantes des Etats-Unis, n'avaient qu'à refuser de conduire les « cattle cars », wagons à bestiaux, et les « meat refrigerators cars », wagons-glacières, qui transportent la viande de Chicago à travers tous les Etats de l'Union, pour obliger les quelques individus qui composent le trust de la viande à baisser pavillon et à se modérer dans leurs exigences.

Mais comme je l'ai déjà dit, les « leaders » des Unions ne désirent qu'une chose : conserver l'assiette au beurre qui leur rapporte des milliers de dollars par an et qui leur permet de vivre grassement en bourgeois satisfaits. Aussi s'empressent-ils, dans le but de conserver leur autorité sur la masse ignorante des travailleurs, enregimentés par eux, de châtrer toute énergie, toute manifestation virile de la part des ouvriers unionistes.

Quant à la solidarité, elle est complètement inconnue dans un pays où l'ambiance est surtout composée d'un individualisme barbare.

Depuis cette dernière grève, le prix de la viande a été augmenté à deux reprises différentes. Le « beef trust » possède le monopole de la viande et de la plupart des conserves alimentaires pour les deux tiers des Etats-Unis; seule, une partie de l'ouest, est alimentée par diverses compagnies indépendantes de ce trust; celui-ci peut donc à son gré affamer le peuple américain réputé comme étant le plus libre et le plus heureux du monde entier.

⁂

The Williamanti Linen Company, fabrique de toiles, paye ses ouvriers *quatre-vingt-dix sous* (4 fr. 50) par jour, et déclare qu'elle se ruinerait si elle était obligée de faire droit aux demandes déraisonnables des travailleurs. Cependant elle paye à ses actionnaires un dividende de 80 0/0.

Aux ateliers de *The United States Steel Company* à la Joliet (Illinois), l'on a réduit les salaires de 4.000 ouvriers. Dans beaucoup de cas cette réduction n'est pas moindre de **50 0/0**. Les ouvriers les plus habiles qui, avant, gagnaient 3.600 dollars par an ont vu leur paye réduite à 2.400 dollars et ils sont obligés de travailler douze heures par jour, au lieu de huit.

Les fondeurs les plus capables qui gagnaient 2.500 dollars par an, n'ont plus que 900 dollars et on les oblige de surveiller un four en plus. Pour une certaine catégorie d'ouvriers, les salaires ont été réduits de 35 0/0 et les heures de travail ont été augmentées. Ainsi, avant la mise en vigueur de ces salaires de famine, il y avait quinze hommes employés à la fonte des lingots d'acier, aujourd'hui neuf hommes sont obligés de faire le même travail. Les vieux ouvriers ont été remplacés par des jeunes. Tous ces ouvriers ont été obligés d'accepter ces conditions honteuses ou de s'en aller. Or, comme « the Steel Trust, » le trust de l'acier, possède sous sa domination toutes les grandes manufactures de fer et d'acier, ils savent qu'il leur sera impossible de trouver du travail ailleurs. Le *San-Francisco*, un grand quotidien bourgeois de San-Francisco, à qui j'emprunte ces détails, ajoute que ce trust dédaigne les ouvriers habiles, qu'il ne se préoccupe que d'avoir des ouvriers produisant beaucoup; peu lui importe la qualité, car il sait que le public n'ayant pas à choisir, est obligé d'accepter ce que veut bien lui vendre le trust qui n'a pas à redouter de concurrence.

A travers tous les Etats de l'Union, presque dans tous les métiers, l'on néglige le travail d'art, le cachet artistique qui distingue les produits de l'Europe; produire beaucoup, peu importe la qualité, telle est la devise des capitalistes américains. Aussi les ouvriers européens, arrivant dans la libre Amérique, se trouvent dès le début fort embarrassés; ils sont pour ainsi dire obligés de faire un nouvel apprentissage pour atteindre de la sorte le double de rendement de la journée d'un ouvrier en Europe.

⁂

J'emprunte encore au *San Francisco Examiner* ces quelques détails :

M. F. Morgan a formé un trust « the Ship Trust », avec toutes les lignes de navigation, excepté avec la Compagnie Cunard. Il y a un an, la ville de New-York loua tous ses docks au « Ship Trust », en consentant d'en faire construire de nouveaux. Cette nouvelle construction s'élèvera à la somme de 15.000.000 de dollars, et ne sera propre que pour les navires.

Aujourd'hui que ces travaux sont presque terminés, le « Ship Trust » refuse de payer la somme convenue dans son contrat avec la ville de New-York, et menace de retirer tout son commerce de ce port pour aller s'établir dans un autre lieu. La plus grande ville des Etats-Unis possédant une population de 3.437.202 habitants (dernier recensement) se trouve ainsi à la merci d'un seul individu.

⁂

Je lis dans le *Saint-Louis Globe-Democrat-some*, un grand quotidien de la démocratie américaine, à la date du 27 octobre 1904, une menace d'un « lock-out » dans lequel seraient compris 50.000 mineurs des mines de charbon de l'Illinois. D'après les statistiques américaines les plus récentes, le nombre de mineurs, pour les mines de charbon seules, serait de 244.208 (trois cent quarante-quatre mille deux cent huit). Extrait du *Occupations at the twelfth census*. Voici les détails que nous donne ce journal qui se trouve à proximité de ce centre minier.

Le 6 octobre courant, l'association des propriétaires des mines de l'Illinois, a soumis aux mécaniciens employés à l'extraction du charbon, une proposition réduisant les salaires de 5.55 0/0, soit une réduction de 17 fr. 50 à 22 fr. 50, 3 dollars 50 à 4 dollars 50 par mois. Cette proposition avait déjà été acceptée par tous les mineurs des mines de charbon, mais les mécaniciens refusèrent catégoriquement d'accepter une proposition aussi honteuse, qui cependant n'est qu'une conséquence de la loi d'airain.

Devant ce refus, le comité de l'association des patrons des mines de charbon, a envoyé son ultimatum à « the National Brotherood of coal hoisting engineers. — Union des mécaniciens employés à l'extraction du charbon.

Ce comité réuni à Chicago le 26 octobre, décida d'exiger des mécaniciens récalcitrants la réduction de salaire ci-dessus, ou ce qui est tout à fait la même chose, d'accepter une commission d'arbitrage, et dans le cas où ceux-ci ne voudraient pas se soumettre, un « lockout » général aurait lieu à partir du 1er novembre. Les membres de ce même comité ont également décidé d'employer tous les moyens possibles pour arriver à l'anéantissement de l'Union des mécaniciens.

Je crois que l'Union des mécaniciens des mines de l'Illinois ne persistera pas dans son refus, car John Mitchell, le fameux président de The Federation of the United mine workers of América n'aimant pas, pour quant à présent, voir 50.000 mineurs sans travail, interviendra dans ce conflit. Lui et les leaders de « The National brotherood of coal hoisting engineers » auront raison des récalcitrants qui continueront à travailler aux conditions imposées par messieurs les capitalistes.

Cependant, quelque puisse être l'issue de cette exigence patronale, je me réjouis de voir que de plus en plus les travailleurs américains comprennent que l'arbitrage prêché par Théodore Roosevelt, par le cardinal Gibbon et par le traître J. Mitchell, n'est qu'une infâme duperie.

LAURENT CASAS.



VARIETES

L'A B C de l'Astronomie (1)

(Suite)

VI

LA LUNE.

Plus de cent millions de fois plus près de nous que l'étoile Alpha du Centaure, le soleil le plus voisin de notre système, 385 fois plus près que le Soleil et cent fois plus que Vénus, la Lune se trouve, pour ainsi dire, dans la banlieue terrestre. La lumière ne met qu'une seconde un quart pour franchir les 384.436 ki-

(1) Voir les numéros 25, 26 et 27. Un mastic s'étant produit dans le dernier article, nous le redonnons dans son ordre logique.

lomètres qui nous séparent de notre satellite. Un rien, astronomiquement parlant.

La Lune, qui réfléchit, d'après Zollner, la 618.000ᵉ partie de la lumière solaire, autrement dit qui est 618,000 fois moins brillante que l'astre du jour, marche à raison de 1 kilomètre 17 mètres par seconde sur son orbite, longue de 2.400.000 kilomètres, et tourne autour de notre planète en 27 jours, 7 heures, 43ᵐ 11ˢ, en lui montrant toujours la même face. Mais comme pendant l'accomplissement de sa révolution sidérale, la Terre a continué son mouvement de translation autour du soleil, la lunaison (révolution synodique), qui est l'intervalle entre deux nouvelles lunes, se trouve être de 29 jours 12 heures 44ᵐ 3ˢ.

Il résulte de l'ensemble des mouvements de la Lune, dont on connaît une soixantaine, qu'il n'y a environ que 12 jours dans son année et que pendant la durée du jour lunaire, qui vaut environ 29 1/2 terrestres, la surface de notre satellite est alternativement exposée à plus de trois cents heures de lumière et d'obscurité.

Les phases de la Lune sont déterminées par sa position relativement au Soleil. Lorsqu'elle passe entre lui et nous, nous ne la voyons pas, parce que son hémisphère non éclairé, est tourné vers la Terre : c'est la nouvelle lûne. Lorsqu'elle forme un angle droit avec le soleil, nous voyons la moitié de son hémisphère éclairé. C'est le premier ou le dernier quartier et lorsqu'elle est à l'opposé du soleil, c'est la pleine lune et nous voyons toute sa surface éclairée.

Le diamètre et la circonférence de la Lune valent le quart de ceux de la Terre et sont respectivement de 3.480 et 10.925 kilomètres. Sa surface est de 38.000.000 de kilomètres carrés, soit un peu moins que la quatorzième partie de celle de la Terre. Mais, comme l'astre qui éclaire nos nuits nous montre constamment le même côté, nous ne connaissons que 21.833 kilomètres carrés de sa superficie totale.

Le volume de la Lune est 49 fois plus petit et son poids, égal à 74 sextillions de kilogrammes, 81 fois plus léger que celui de la Terre.

Le poids de la Lune se détermine par l'analyse des effets attractifs qu'elle exerce sur la Terre. Les marées qui lèvent l'eau des océans deux fois par jour, sont le plus tangible de ces effets. En étudiant avec précision la hauteur des eaux élevées, on trouve l'intensité de la force nécessaire pour les soulever, c'est-à-dire le poids de la cause qui les produit : la Lune. Une autre méthode est fondée sur l'influence que la Lune exerce sur notre Terre qu'elle fait marcher plus vite quand elle est en avant et plus lentement quand elle se trouve en arrière. Une troisième méthode enfin se calcule d'après l'attraction que la Lune exerce sur l'équateur et qui produit la nutation et la précession. Ces trois méthodes se vérifient l'une par l'autre et s'accordent à prouver que la masse de la Lune pèse 81 fois moins que celle de la Terre.

La densité des matériaux et la pesanteur à la surface de notre satellite sont beaucoup plus faibles qu'ici. La première égale 0,602 et la seconde 0,164, ce qui veut dire qu'un homme qui pèse 72 kilogrammes, ne pèserait, s'il pouvait être transporté sur la Lune, que 10 kilogrammes.

La superficie de l'hémisphère de notre satellite que nous voyons au moment d'une pleine lune est constituée aux 3/4 par des montagnes et pour l'autre quart par des plaines qui sont d'anciennes mers desséchées.

Parmi les montagnes les plus rayonnantes, il faut citer : Tycho, Copernic, Kepler, Aristarque, mais elles ne sont pas les plus hautes. Les sommets lunaires les plus élevés, dont les monts Leibnitz et Dœrfel, atteignent 7.600 mètres.

Pour comparer ces altitudes à celles des plus hautes montagnes de la Terre, il faut mesurer ces dernières, non du niveau de la mer, mais des plus grands creux de l'Océan, ce qui, au lieu de 8.800 mètres, donnerait environ 18.000 pour les plus hautes cimes de l'Himalaya.

Le terrain volcanique de la Lune est extrêmement tourmenté et, quoique les volcans soient éteints depuis longtemps, les variations topographiques qui se produisent encore actuellement peuvent facilement s'expliquer par le froid et la chaleur extrême auxquels le sol lunaire est exposé par des nuits glaciales et des journées torrides d'une durée de plus de 300 heures chacune. C'est à ces alternances de température que sont aussi probablement dues les fissures qu'on constate dans plusieurs plaines lunaires et que certains savants prennent pour des rides de vieillesse, pour un commencement de morcellement de l'astre. Ces fissures ou crevasses atteignent parfois, avec une longueur de 150 kilomètres, plus d'un kilomètre de largeur et plusieurs de profondeur.

A toutes ces curiosités la topographie lunaire ajoute un phénomène bien extraordinaire dans ses régions polaires, où les sommets des montagnes restent perpétuellement éclairés par le Soleil. Ce caractère physique surprenant s'explique par ce fait que par suite de la position de la Lune dans l'espace, le Soleil ne descend que 10° 1/2 au-dessous de l'horizon de l'un ou l'autre pôle lunaire et qu'en raison de la petitesse de notre satellite une élévation de 600 mètres suffit pour voir de 10° 1/2 au-dessous de l'horizon vrai. Or, il y a, juste à la place du pôle boréal et austral, des montagnes de 2.800 à 4.000 mètres d'altitude, ce qui fait que les sommets de ces montagnes restent toujours exposés aux rayons de l'astre du jour.

De toutes les différences qui existent entre la Lune et la Terre, l'absence d'atmosphère est la plus caractéristique et la rend plus dissemblable de notre planète que cette dernière ne l'est de la plupart de ses sœurs de la république solaire. Cette absence totale, ou quasi totale, d'atmosphère, est due à ce que la Lune, quoique plus jeune que la Terre, s'est, à cause de son volume 49 fois plus petit, refroidie plus rapidement qu'elle ; aussi paraît-elle d'ores et déjà être un astre, sinon mort, du moins à son déclin.

L'absence d'air sur notre satellite ressort de la constatation qu'il n'y a pas de crépuscule sur la Lune et qu'on trouve une égalité parfaite entre le calcul et l'observation lorsqu'une étoile disparaît derrière son disque.

La Lune a probablement été habitée à l'époque où notre Terre était un soleil. Actuellement elle ne doit plus l'être, car avec l'atmosphère les fluides nécessaires pour soutenir la vie paraissent avoir disparu de sa surface.

Telle qu'elle est, la Lune nous semble un séjour de désolation et de mort. Le manque d'atmosphère entraîne l'absence du son, des crépuscules et des aurores et seule la lumière zodiacale annonce sur ce monde lugubre l'arrivée du Soleil, qui met une heure, au lieu de deux minutes un quart comme chez nous, à s'élever.

La lumière cendrée que nous voyons n'émane pas de notre satellite, elle n'est que de la lumière terrestre, c'est-à-dire le reflet d'un reflet qui va frapper la Lune. C'est grâce à la lumière cendrée, qui reflète parfois les contours du continent australien, que Castelli, l'ami de Galilée, a pu deviner, en 1637, l'existence de l'Australie longtemps avant sa découverte.

Vu de la Lune, où le manque d'atmosphère permet aux étoiles de continuer à briller le jour comme la nuit dans un ciel noir et profond au milieu de l'éternel silence, notre Terre présente un premier croissant pendant le jour, un premier quartier au couchant du Soleil, la pleine Terre au milieu de la nuit, son dernier quartier au lever du Soleil, et son dernier croissant le matin. Lorsque nous avons nouvelle Lune il fait par conséquent, pleine Terre sur la Lune et les sinistres paysages de notre satellite sont alors éclairés d'une intensité égale à 14 fois notre pleine Lune.

.·.

Avant de quitter la Lune, disons un mot sur un phénomène dont nous lui sommes redevables : les éclipses.

Il y a, comme tout le monde le sait, deux sortes d'éclipses ; l'éclipse de lune et l'éclipse de soleil.

Il y a éclipse de Lune quand notre satellite cesse en partie ou en totalité d'être éclairé par le soleil, parce qu'il entre en partie dans le cône d'ombre de la Terre ou qu'il le traverse complètement. Ce cône d'ombre se termine en pointe à une distance de 108 1/2 fois la longueur du diamètre, terrestre. Par suite une éclipse de lune est partielle, lorsque le disque lunaire ne s'enfonce qu'en partie, totale lorsqu'il pénètre entièrement dans l'ombre de la Terre.

A la distance moyenne de la Lune, l'ombre de la Terre est encore 2,2 fois plus large que la Lune, ce qui fait que la plus longue durée d'une éclipse totale de la lune peut être de deux heures.

L'éclipse de lune a toujours lieu au moment de la pleine lune et est visible au même instant physique dans tous les pays où la Lune se trouve au-dessus de l'horizon.

Admettons, par exemple, qu'une éclipse totale de la lune commencerait à Paris, le 5 décembre à 11 h. 55 du soir; à New-York le même phénomène, se produirait, non pas à la même heure, mais au même moment physique, c'est-à-dire lorsque les horloges de la grande ville américaine marqueraient 6 h. 50 du soir.

Grâce à la réfraction des rayons solaires, la Lune ne disparaît presque jamais complètement dans les éclipses totales. Elle n'est absolument devenue invisible que pendant les éclipses de 1642, 1761, 1816 et celle du 12 avril 1903.

L'éclipse de soleil se produit toujours à la nouvelle lune quand notre satellite s'interpose entre la Terre et l'astre du jour.

Contrairement à l'éclipse de lune, qui est visible au même moment physique dans tous les pays qui ont la Lune au-dessus de l'horizon l'éclipse de soleil ne se fait voir qu'aux endroits atteints par le petit cône d'ombre de notre satellite et sur lesquels il dessine un cercle qui voyage sur les différents pays suivant le mouvement de rotation de la Terre.

Les pays sur lesquels passe cette ombre de la lune, large de 22 à 300 kilom., ont le disque solaire masqué pour un certain temps. Le disque solaire peut être éclipsé en partie, ou de façon à ne laisser voir que son bord sous forme d'anneau lumineux, ou bien encore en totalité.

L'éclipse de soleil est partielle si les centres de la lune et du soleil ne coïncident pas et si la Lune ne masque le Soleil que par côté, annulaire si la Lune se trouve dans la région la plus éloignée de son orbite et est plus petite que le disque solaire, totale enfin si la Lune se trouve assez rapprochée de nous pour que son diamètre apparent surpasse celui du Soleil.

En moyenne, vu de la Terre, le diamètre du Soleil est de 32'3", celui de la lune de 31'24", d'où il ressort que le soleil doit être à son aphélie et la lune à son périphélie pour qu'une éclipse totale de soleil se présente dans de bonnes conditions.

Si la Lune tournait autour de la Terre dans le même plan que la Terre tourne autour du Soleil, elle s'éclipserait à chaque pleine lune et éclipserait le soleil à chaque nouvelle lune, mais les éclipses ne se produisent que lorsque la pleine lune et la nouvelle lune arrivent sur la *ligne des nœuds*, qui est la ligne d'intersec-

tion où le plan de l'orbite lunaire coupe le plan de l'écliptique, et que ces deux plans font entre eux un angle de 5°.

Il y a, en moyenne, en dix-huit ans 70 éclipses, dont 29 de lune et 41 de soleil. Dans une année il n'y a jamais plus de 7, jamais moins de 2 éclipses. Lorsqu'il n'y a que deux éclipses elles sont toutes deux de soleil. En dix-huit ans il y a, terme moyen, 28 éclipses de soleil centrales, c'est-à-dire susceptibles de devenir annulaires ou totales.

L'éclipse totale de soleil sur un lieu donné est un phénomène très rare. Ainsi il n'y a eu à Londres depuis 1140 qu'une éclipse totale de soleil et cela en 1715. A Paris, la dernière éclipse totale a eu lieu le 22 mai 1724, la prochaine se montrera le 17 avril 1912, à midi 18, mais elle ne sera totale que pendant 7 secondes et ce n'est guère avant la fin de ce siècle, le 11 août 1999, à 10 h. 28 du matin, que les environs de la capitale de France seront visités par une grande et belle éclipse totale de soleil dont la durée sera de 2^m20^s environ.

Mais heureusement pour les amateurs de ces spectacles grandioses, il y aura en Espagne, le 30 août 1905, vers midi et demi et une heure de l'après-midi, une superbe éclipse de soleil, dont la durée de la totalité atteindra 3^m40^s à Burgos, 3^m44^s à Estepar, 3^m28^s à Castellon, 3^m42^s à Monte-Colibre, 3^m43^s à Aliaga, et 3^m42^s à Alcalà de Chisvert.

(*A suivre.*) F. STACKELBERG.



Un de nos lecteurs de l'Amérique du Sud a fait, dernièrement, demander par l'intermédiaire d'une maison de commission, une collection d'amateur de nos lithos. L'intermédiaire, après nous avoir fait promener plusieurs fois, se refusant d'en payer le prix, aura sans doute répondu à son client qu'il était impossible de se procurer ladite collection. Nous prévenons cet amateur que nous la tenons à sa disposition, frais d'envois à notre charge.

-»- Régis Meunier se propose de voir successivement pour y conférencier sur le sujet : *Christianisme et Liberté*, Châteauroux, Bourges, Vierzon, Orléans, Blois, Tours, Angers, Cholet, Saumur, Le Mans, Laval, Rennes, Saint-Brieuc, Brest, Quimper, Lorient, Vannes, Saint-Nazaire, Nantes, Bressuire, Parthenay, Poitiers, Niort, La Rochelle, Rochefort, Saintes, Cognac, Angoulême, et les localités voisines de ces diverses villes.

Il demande aux camarades, aux groupes d'avant-gardes qui désireraient organiser une conférence, de lui écrire de suite, rue du Faubourg de Paris, 12, à Limoges (Haute-Vienne), en lui fournissant tous renseignements pour nombre d'affiches à envoyer, conditions de location des salles, heures des conférences, etc.

Cette tournée de conférences commencera vers le 15 janvier prochain.

-«- AMIENS. — **Association antimilitariste** (section d'Amiens). — Nous invitons les camarades de toutes les communes du département de la Somme, à nous faire parvenir les noms et adresses des jeunes conscrits de leurs communes et de leurs cantons, si c'est possible.

Emilien Ségard, 69, rue Saint-Germain (Amiens).

-«- LYON. — **Jeunesse libertaire.** — Samedi, 19, réunion, 13, rue Passet.

Nous envoyons régulièrement et depuis trois mois des journaux et brochures aux adresses que nous avons.

Nous voudrions maintenant renouveler ces adresses, pensant que trois mois suffisent pour faire connaître un journal. Nous prions donc les camarades des diverses régions de nous indiquer les personnes susceptibles de s'intéresser à la lecture des publications anarchistes.

Adresser les correspondances à C. Cornet, 13, rue Passet.

-«- ANGERS. — Un groupe de camarades organise pour le samedi, 24, une soirée avec causerie anticléricale, par Guichard.

S'adresser à Hamelin des Plaines, qui s'occupe de l'organisation.

-»- Les camarades du groupe **Germinal** de San Francisco, désirant publier un livre sur *Les anarchistes au bagne*, d'après les nombreux documents inédits qu'ils possèdent déjà, ayant rapport au massacre de nos malheureux camarades aux îles du Salut, ainsi que les détails émouvants des longs débats du procès de Cayenne, font appel à tous les camarades ou amis qui pourraient leur fournir des renseignements sur tous les anarchistes qui, depuis Duval jusqu'après Etievant, ont été envoyés au bagne. Nous désirons prendre individuellement tous ces camarades sur les bancs des assises, et les suivre jusqu'au bagne.

Les brochures : Le *Procès de Lyon* et le *Procès de Vienne* nous seraient utiles.

A tous ceux qui répondront à notre appel, il sera envoyé une collection de cartes postales illustrées des différents points des Etats-Unis.

Adresse : Raymond Bachmann, 507, Pine street, à San Francisco (Cal.), Etats-Unis.



Quelques-uns envoient leurs communications directement à l'imprimerie. Tout ce qui ne sera pas envoyé à notre bureau, 4, rue Broca, sera mis au panier.

-»- **Groupe des Poètes Chansonniers révolutionnaires.** — Grand meeting de protestation contre la censure, sous la présidence d'Henry Maret, le 22 décembre, grande salle de la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, à 8 h. 1/2 du soir.

-«- **Coopération des Idées**, 157, faubourg Saint-Antoine :

Vendredi 16 décembre. — Syndicat des ébénistes de la Seine : Le projet d'une Maison du Peuple au faubourg Saint-Antoine.

Samedi 17. — Han Ryner : Individualisme et individualistes.

Dimanche 18. — Fête de la Musique organisée par Melchissedec, de l'Opéra.

Lundi 19. — Le Mandarin Ly-Chao-Pée : Les ouvriers chinois et leurs associations.

Mardi 20. — Daniel Halévy : Histoire de la Bonté.

Mercredi 21. — E. Séménoff : L'âme russe. H. Gorki.

Jeudi 22. — L. Vigouroux, député : La dentelle à la main. — Dans la 1re salle, H. Millière : Nietzche.

Vendredi 23. — Groupes d'études : Questions soulevées par la création d'une Maison du Peuple au faubourg Saint-Antoine.

-«- **Association Internationale Antimilitariste des travailleurs** (Section du XIIIe). — Réunion le vendredi 16 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, 17 boulevard Arago. Ordre du jour : Organisation définitive d'une réunion publique dans le XIIIe. Causerie par le camarade Guérand.

-»- Conférence publique et contradictoire, par Sébastien Faure, le jeudi, 22 décembre, à 8 heures et demie du soir, aux Sociétés savantes, 28, rue Serpente. Sujet : *La Paix ou la Guerre?*

-»- **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Lundi 19 décembre à 8 h. 1/2 du soir, salle des Commissions Bondy, Bourse du travail, causerie publique par le camarade G. Ollivier sur : La situation de l'ouvrier moderne.

-»- **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 21 décembre, à 8 h. 1/2, causerie sur l'Anarchie dans l'Enseignement.

-«- **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi, 19 décembre, *comme suite* à la causerie de P. J. par Albert Libertad. — Vendredi à 8 h. 1/2 cours d'espagnol.

-«- **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy : Vendredi 16 décembre. — Dr Manheimer Gomès : Les maladies mentales dans la littérature contemporaine.

Mercredi 21, à 8 h. 1/2 : Conseil d'Administration à 9 heures ; Vollès : L'évolution de la mécanique.

Vendredi 23 : P. Gillet : La Musique au point de vue social.

-»- **Le Milieu Libre**, 22, rue de la Barre (18e arrond.). — Samedi 17 décembre, jeudi 22 décembre à 8 h. 1/2 du soir, causeries.

-»- **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre (18e arrond.). — Tous les jeudis et samedis, à 8 h. 1/2 du soir, causeries.

Tous les soirs de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2, répartition des denrées (dimanche excepté).

-»- **Association internationale antimilitariste des travailleur** (Section du XIVe), 22, rue Hippolyte Maindron (anciennement Sainte-Eugénie). — Réunion à 9 heures du soir.

-»- GARGAN-LIVRY. — **Association Internationale Antimilitariste.** — Dimanche 18 décembre, à 2 h. et demie, grande réunion publique et contradictoire, salle Imbert (station de Raincy-Pavillon). — Sujet traité : Le militarisme et ses conséquences ; La nouvelle Internationale, par le camarade Miguel Amereyda et des camarades de l'Association.

-»- FIRMINY. — **Université populaire.** — Dimanche 18 décembre à 2 heures du soir, causerie par un camarade sur le Communisme appliqué ; essais de jadis et tentatives actuelles.

-»- MONTCEAU-LES-MINES. — **Jeunesse Syndicaliste.** Réunion dimanche 18 décembre, à 2 heures du soir, salle Bayet, rue du Nord. Ordre du jour : Projet d'une « Entente des J. S. »

Les jeunes camarades qui désireraient faire parti du groupe peuvent faire leur demande d'admission à chaque réunion.

Celles-ci ont lieu les 1er et 3e dimanche de chaque mois.

-«- BREST. — **Section brestoise de l'A. I. A.** — Réunions ordinaires le deuxième vendredi de chaque mois. Les camarades seront convoqués par la poste dans les cas extraordinaires. Préparation d'une fête antimilitariste pour le 24 décembre.

-«- LYON. — **Internationale Antimilitariste.** — Réunion dimanche 18 décembre, chez Chamarande, 26, rue Paul-Bert. Les camarades inscrits sont priés de venir chercher leurs cartes. A cette séance il sera discuté en outre l'organisation de toute une série de conférences publiques de quartier devant être gratuites.



J. L., à Avignon. — Il faut compter avec la bourse de ceux auxquels on s'adresse.

Morat., à Paris. — Bon. Je rectifie.

L. V., à Lyon. — Une fumisterie comme le duel, ça ne vaut pas la peine de relever. Pure comédie pour la galerie.

Esc. — Merci des renseignements. Cela confirme ma résolution de ne rien insérer de ce groupe.

H. B. — Les socialistes sont dans leur rôle en prêchant cette entente. Ce sont les anarchistes qui ne seraient pas logiques, s'ils s'y laissaient prendre. Pas assez important pour relever. *La Vie de Jésus* de Renan, 7 fr. 50 chez Calmann.

M. N., à Limoges. — Puisque vous vous faites fort de prouver votre accusation, vous devez vous rendre, accompagné, si vous le jugez nécessaire, au rendez-vous de celui que vous accusez. Nous nous refusons à continuer cette polémique.

M. J. D., à Buzeu. — Je n'ai pas de données là-dessus.

Groupe Germinal, Lyon. — Ce sont des choses que nos robins peuvent penser, mais qu'ils n'avoueront certainement pas.

M. C., à Cremona. — Nous vous rappelons que nous perdons, au bas mot, 30 0/0 sur le change des timbres ? Veuillez en tenir compte une autre fois.

P. M., à Bollène. — La majoration de 0 fr. 40 n'est que pour ceux pour lesquels nous avons été forcés de prendre remboursement. Je vous envoie des brochures pour la somme.

S. K. — Impossible de répondre avant d'avoir lu.

Dr S., à Aeltre. — Cette tombola n'est pas encore tirée. Vous aurez la liste ; lorsqu'elle sera tirée, chez Pelletan, vous avez l'adresse sur votre billet.

G. B., à Rouen. — Reçu vignette. — Merci.

L. S., à Montargis. — *El Pensiero*, casella postale 142, Rome. L'abon., je ne sais pas. Je n'ai pas de numéro sous la main.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 34 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 Du 24 Déc. au 30 Déc. 1904



POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



A NOS LECTEURS

Nous ne pouvons encore donner le supplément cette semaine. Nos lecteurs voudront bien en comprendre la raison et nous excuser.

L'Abolition des Droits féodaux

(Suite)

III

L'abolition des droits féodaux fut l'œuvre principale de la Grande Révolution. Sur cette question se livrèrent les plus grands combats, aussi bien dans la France rurale qu'à Paris, à l'Assemblée; et cette abolition fut ce qui survécut le mieux de la Révolution, malgré toutes les vicissitudes politiques du dix-neuvième siècle.

Aussi allons-nous donner encore quelques détails sur ce sujet. Sans le connaître, on ne peut pas comprendre la Grande Révolution.

∴

Nous avons vu que si l'article 1er des décrets d'août portait cette déclaration : *L'Assemblée Nationale détruit entièrement le régime féodal*, ce n'était, au fond, qu'une déclaration de principes. L'Assemblée n'abolissait, sans rachat, que les droits féodaux *personnels*. Quant aux autres, — les droits *réels*, qui étaient très monstrueux, et qui avaient une vraie valeur pour les maîtres, — elle les assimilait à des rentes *foncières* et les retenait intacts. Ils devaient être payés tant que le paysan ne les rachèterait pas au seigneur; mais l'Assemblée n'imposait pas de terme au rachat, et n'en déterminait même pas la valeur.

Ainsi, loin d'abolir les droits féodaux, l'Assemblée donnait la sanction aux plus importants et aux plus lourds d'entre eux; elle les plaçait sous sa protection.

Cependant les décrets du 4 au 11 août étaient si confus qu'un comité — le comité féodal — fut nommé pour préparer un rapport détaillé sur ce sujet.

C'est ce qu'il fit vers la fin de février 1790, et les nouveaux décrets qui furent votés par l'Assemblée Nationale à la suite de ce rapport entre le 28 février et le 5 mars, furent tellement imbus d'un esprit essentiellement propriétaire, qu'ils ne firent qu'empirer la situation des paysans. Telle fut (on le voit par les documents de l'époque) l'opinion de tous ceux qui voulaient alors l'abolition du féodalisme. On parla de ces décrets comme *rétablissant le féodalisme.*

∴

D'abord, la distinction entre les droits *honorifiques*, abolis sans rachat, et les droits *utiles*, que les paysans devaient racheter, fut maintenue entièrement et confirmée; et, ce qui fut bien pire, plusieurs droits féodaux personnels furent « entièrement assimilés *aux rentes et charges foncières* » (loi du 24 février, art. 1er : je cite d'après le *Mercure de France*, vérifiant dans Dalloz, etc.). Ainsi, des droits qui n'étaient qu'une usurpation, un vestige du servage personnel et qui auraient dû être condamnés à cause de cette origine, se trouvaient sanctionnés par la nouvelle loi et placés sur le même pied que des obligations qui résultaient de la location du sol.

Pour non-paiement de ces droits, le seigneur, — alors même qu'il perdait le droit de « saisie féodale » (art. 6), — pouvait exercer la contrainte de toute sorte, selon le droit commun. L'article suivant s'empressait de le confirmer par ces mots : les droits féodaux et censuels, ensemble [ainsi que] « toutes les ventes, rentes et droits rachetables par leur nature seront soumis, jusqu'à leur rachat, aux règles que les diverses lois et coutumes du Royaume ont établies ».

Pire que cela. Dans la séance du 27 février, l'Assemblée confirmait dans un très grand nombre de cas, le droit servile de mainmorte, en se basant sur ce motif, ou plutôt, sur cette fiction « qu'en général la mainmorte réelle tire son origine d'une concession quelconque, à laquelle le seigneur a attaché la condition de mainmorte » !

La bourgeoisie tenait tellement à cet héritage de la servitude, que le titre IV de la loi comportait que « si la mainmorte *réelle* ou *mixte* aura été convertie, lors de l'affranchissement, en des redevances foncières et en des droits de lois aux mutations » — ces redevances resteront !

∴

En général, quand on lit la discussion de la loi féodale dans l'Assemblée, on se demande si c'est bien en mars 1790 que ces discussions ont lieu, après la prise de la Bastille, le 4 août, le 6 octobre et la Jacquerie de juillet 1789, ou bien si l'on est encore au commencement du règne de Louis XVI, en 1775.

Ainsi, le 1er mars sont abolis sans indemnité certains droits « de feu...... chiennage, monéage, droits de guet et de garde » (c'est les grenouilles dont nous avons déjà parlé !), ainsi que certains droits sur achats et ventes. Mais on aurait pensé que ces droits furent déjà abolis sans rachat dans la nuit du 4 août.

Et cependant il n'en est rien : légalement, en 1790, le paysan, dans une bonne partie de la France, n'osait pas encore acheter une vache ni même vendre son blé sans payer des droits au seigneur !

Enfin, ces droits, direz-vous, furent abolis le 1er mars, ainsi que les droits que le seigneur prélevait sur le four banal, le moulin, le pressoir, — mais, ne marchez pas si vite... *sauf* ceux de ces droits qui furent un jour, autre-

fois, l'objet d'une convention écrite entre le seigneur et la communauté des paysans, ou qui furent reconnus payables en échange d'une concession quelconque !

Paye, paysan, paye toujours, et n'essaie pas de gagner du temps, car il y aurait contre toi la contrainte, immédiate, que tu ne pourrais éviter que si tu réussissais à gagner ta cause devant un tribunal !

On le croirait à peine, mais c'est ainsi.

⁂

Voici d'ailleurs le texte de l'article 2 de la loi féodale. C'est un peu long, mais cela vaut la peine d'être reproduit ici, pour que l'on puisse voir quelles servitudes la loi féodale du 24 février-15 mars 1790 laissait encore peser sur le paysan.

Art. 2. — Et sont présumés rachetables, sauf la preuve contraire (ce qui veut dire : « seront payés par le paysan jusqu'à ce qu'il les ait rachetés ») :

« 1° Toutes les redevances seigneuriales annuelles, en argent, graines, volailles, denrées, en fruits de la terre, servies sous la dénomination de censives, sur-cens, rentes féodales seigneuriales ou emphytéotiques, champart, tasque, terrage, agrier, soete, corvées réelles, ou sous toute autre dénomination quelconque, qui ne se paient et ne sont dues que par le propriétaire ou possesseur d'un fonds, tant qu'il est propriétaire ou possesseur et à raison de la durée de sa possession.

« 2° Tous les droits casuels, qui, sous le nom de quint, requint, treizième, lods et treizains, lods et ventes, mi-lots, rachats, venterolles, reliefs, relevoisons, plaids et autres dénominations quelconques, sont dus à cause des mutations survenues dans la propriété ou la possession d'un fonds.

« 3° Les droits d'acapts, arrière-acapts et autres semblables dus à la mutation des ci-devant seigneurs. »

⁂

Ou bien, le 9 mars, l'Assemblée supprimait divers droits de péages sur les routes, les canaux, etc., prélevés par les seigneurs. Mais immédiatement après, elle s'empressait d'ajouter :

« N'entend néanmoins l'Assemblée Nationale comprendre, quant à présent, dans la suppression prononcée par l'article précédent les octrois autorisés... etc., et les droits de l'article justement mentionné *qui pourraient être acquis comme dédommagement.* »

Voici ce que cela veut dire. Beaucoup de seigneurs avaient vendu ou hypothéqué certains de leurs droits; ou bien, dans les successions, le fils aîné ayant hérité la terre ou le château, les autres, et surtout les filles, avaient reçu *comme dédommagement* tels droits de péage sur les routes, ou les canaux, ou les ponts. Eh bien, dans ces cas-là, *tous ces droits restaient, quoique reconnus injustes,* parce que, autrement, c'eût été une perte pour tant de familles nobles et bourgeoises.

Et des cas pareils se rencontraient tout le long de la loi féodale. Après chaque suppression on avait inséré un faux-fuyant pour l'escamoter. C'eût été des procès à n'en plus finir.

Il n'y a qu'un point sur lequel on sente le souffle de la Révolution. C'est quand il s'agit de dîmes. Ainsi on constate avec plaisir que toutes les dîmes ecclésiastiques et inféodées (appartenant aux laïques), cesseraient d'être perçues, à jamais, à partir du 1er janvier 1791. Mais ici encore, l'Assemblée ordonnait que la présente année elles devraient être payées à qui de droit, « et exactement ».

⁂

Cependant ce n'est pas tout. Il fallut imposer des peines à ceux qui n'obéiraient pas à ces décrets, et, rentrant dans la discussion du titre III de la loi féodale, l'Assemblée décrétait :

« Aucune municipalité, aucune administration de district ou de département ne pourra, à peine de nullité, *de prise à partie et de dommages-intérêts,* prohiber la perception d'aucun des droits seigneuriaux dont le payement sera *réclamé,* sous prétexte qu'ils se trouveront implicitement ou explicitement supprimés sans indemnité. »

Pour les administrations du district ou du département, il n'y avait rien à craindre. Elles étaient corps et âme avec les seigneurs et les bourgeois — propriétaires. Mais il y avait quelques municipalités, dont les révolutionnaires avaient réussi à s'emparer, et celles-ci disaient quelquefois aux paysans que tels droits féodaux se trouvaient supprimés et que si le seigneur les réclamait, on pourrait ne pas les payer.

Maintenant, sous risque d'être poursuivis et saisis eux-mêmes, les municipaux « dans un village » n'oseront rien dire, et le paysan devra payer (et eux devront faire la saisie), quitte à se faire rembourser plus tard par son seigneur, qui est peut-être à Coblentz !

Pierre Kropotkine.

(*La fin au prochain numéro.*)

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

ET LA

QUESTION DES SANATORIUMS

(*Suite*) (1).

Dans le cours de mes articles, j'ai exposé la lutte antituberculeuse sous ses différentes formes. Dans une première partie (nos 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20 et 21), j'ai traité spécialement de la question des sanatoriums (2) : j'ai tâché de montrer que ces établissements n'ont rien de merveilleux, que toute la cure consiste, en définitive, dans le repos, le grand air et une nourriture substantielle et appropriée.

Dans une seconde partie (nos 22, 23, 24, 25 et 26), j'ai *opposé* au traitement rationnel de la tuberculose, les causes qui favorisent le développement de la maladie, à savoir le surmenage, l'insalubrité du logement et de l'atelier, une alimentation mauvaise (alcoolisme) ou insuffisante.

Dans une troisième partie (nos 28, 30, 31, 32 et 33), j'ai envisagé la question de l'éducation antituberculeuse. C'est tout ce qu'on a proposé de positif pour modifier les mauvaises conditions de vie exposées précédemment, c'est-à-dire pour réaliser le repos et le loisir, la salubrité de l'atelier et du logement (propreté, confort, etc.), un régime alimentaire sain (sobriété) et suffisant. J'ai montré que cette réalisation ne paraît pas possible dans l'état actuel de la société, que la plupart des mesures, et les plus importantes, ne sont pas au pouvoir du prolétariat, que l'éducation antituberculeuse se réduit donc à très peu de chose, et qu'au fond elle ne doit être envisagée que pour renforcer les revendications générales de la classe ouvrière.

En France, la campagne antituberculeuse a abouti à la création de ligues; elle a donné à un certain nombre de philanthropes riches l'occasion de remplir leur devoir social, c'est-à-dire de faire la charité (le devoir social de l'ouvrier étant le travail et la prévoyance); elle a permis à de nombreux personnages, officiels ou autres, de prononcer des discours; elle a été le prétexte de multiples décorations; enfin elle a procuré des places à quelques individus (les plus malins dans l'affaire).

Au point de vue pratique, elle a abouti à la création d'un certain nombre de dispensaires, dont les uns, très rares, sont des œuvres « charitables », et les autres, plus nombreux, de simples consultations à réclame. Pour le traitement rationnel des tuberculeux, elle a donné une quinzaine de sanatoriums populaires avec 1.500 lits environ pour plusieurs centaines de mille prolétaires atteints de tuberculose. Ce sont, d'ailleurs, pour la plupart, des établissements de charité, imprimant leur tare originelle à tous les soins fournis aux malades (1).

Au point de vue gouvernemental, la campagne antituberculeuse a donné naissance à la fameuse commission permanente de la tuberculose où voisinent MM. Mabilleau et Millerand. Elle a aussi amené le ministre Combes à lancer, en janvier 1904, une circulaire au sujet du traitement des tuberculeux dans les hôpitaux.

Cette circulaire ordonne l'isolement des tuberculeux. Jusque-là, les phtisiques étaient soignés dans les salles communes, côte à côte avec les autres malades. Les individus affaiblis par une affection aiguë, surtout ceux qui, pour une cause quelconque, faisaient un séjour un peu prolongé à l'hôpital, avaient toutes les chances de contracter les germes de la tuberculose. On a pu en constater de nombreux exemples; le développement de la phtisie était d'ailleurs favorisé par le milieu ordinairement peu hygiénique que présente une salle d'hôpital. On a pu observer aussi des cas multiples de tuberculisation chez les infirmiers et infirmières (2). Il y avait d'ailleurs avantage à mettre les tuberculeux ensemble et à les faire bénéficier d'un traitement plus rationnel que celui dont ils jouissent dans les salles communes; car dans les services généraux on ne s'occupe guère des phtisiques, et ils sont plutôt considérés comme des malades encombrants et peu intéressants.

Mais il ne faut pas croire que, pour le traitement de la tuberculose, la circulaire de Combes puisse donner de grands résultats. En fait, l'isolement des tuberculeux, pratiqué dans les hôpitaux, est plutôt une mesure de préservation pour les autres malades qu'un traitement efficace offert aux phtisiques. De traitement efficace il ne saurait être question dans ces bâtisses construites, comme à Paris, à l'intérieur des villes. Un des facteurs les plus importants, le grand air, l'air pur, manque complètement. A cela vient s'ajouter la mauvaise aération des bâtiments antiques sombres et resserrés, ainsi que l'entassement des malades dans les salles communes. Pour toutes ces raisons, par suite aussi des contagions surajoutées (3), la tuber-

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 25, 26, 27 et 28 des *Temps Nouveaux.*

(2) « La question des sanatoriums » aurait dû être le sous-titre spécial à cette première partie. Au début, je pensais m'en tenir à l'exposé de cette question. Ayant été entraîné à traiter la lutte antituberculeuse dans son ensemble, le sous-titre est resté, illogiquement d'ailleurs.

(1) On me rappellera les sanatoriums populaires fondés par les caisses d'assurance *en Allemagne.* Mais je répéterai ce que j'ai déjà dit, à savoir qu'un traitement de trois mois est forcément illusoire, que ce traitement ne peut servir qu'à *amorcer* une amélioration chez les malades au début et à faire leur éducation pour les soins à suivre dans l'avenir. L'amélioration obtenue dans les meilleurs cas est précaire, et la guérison future dépend essentiellement des conditions de vie dans lesquelles vont retomber les malades. L'assurance obligatoire contre la maladie aboutit à ceci qu'en Allemagne, où il existe certainement quelques centaines de mille prolétaires atteints de tuberculose, vingt mille environ sont soignés tous les ans, et d'une façon insuffisante, dans les sanatoriums populaires, tandis que les conditions sociales continuent à créer tous les ans un nouveau contingent de tuberculeux. Le système de l'assurance obligatoire ne résout ni la question de la tuberculose, ni celle de la misère; il peut être utile, dans la société actuelle, à un certain nombre de travailleurs, pour leur donner une protection *relative* contre la maladie, et en particulier pour aider un petit lot de favorisés à guérir de la tuberculose. Il peut donc être réclamé et obtenu (et surveillé dans son application) par les travailleurs, mais comme palliatif, *comme réforme,* payée par eux d'ailleurs, non comme solution complète (c'est-à-dire générale et efficace).

(2) Chez les infirmiers et infirmières des hôpitaux, il faut mettre en ligne de compte le surmenage journalier (en ajoutant que les sorties régulières sont fréquemment supprimées par la consigne, comme à la caserne), la nourriture mauvaise et insuffisante, les conditions déplorables du logement (en commun très souvent), toutes causes venant éminemment favoriser la contagion.

(3) D'après Pfeiffer, de Berlin, l'hecticité serait due à la complication de la tuberculose par d'autres espèces microbiennes.

culose prend souvent, à l'hôpital, une forme rapide et *suit toujours une marche fatale*.

Les services hospitaliers réservés aux tuberculeux ne peuvent donc guère servir à lutter contre la tuberculose, à moins de les considérer comme des sortes de léproseries. La circulaire de Combes ne saurait offrir la guérison aux phtisiques; elle ne peut, tout au plus, leur donner qu'un coin pour mourir en paix.

Valides, ces malades sont beaucoup mieux chez eux. D'ailleurs, comme je l'ai exposé dans un article antérieur, les tuberculeux, qui peuvent continuer à travailler pour faire vivre leur famille, ne viennent à l'hôpital que lorsqu'ils sont tout à fait au bout, ou lorsqu'une complication intercurrente leur enlève toute capacité de travail.

A Paris, l'Assistance publique, pour se soumettre à la circulaire, a élaboré un règlement aux termes duquel certains hôpitaux, à l'intérieur de la ville, seront spécialement et entièrement consacrés à recevoir les tuberculeux (1). Pour presque tous les malades qui entreront, d'ailleurs pour la plupart incurables, ce sera pour y mourir. Je laisse à penser la renommée que prendront rapidement ces hôpitaux spéciaux, et l'état d'esprit des gens qui y seront envoyés. Ce sera le cas ou jamais, comme un médecin l'a fait remarquer, d'inscrire à la porte de ces établissements, la parole du Dante : laissez ici toute espérance.

L'effet de la circulaire de Combes sera de renforcer la *peur* que la tuberculose provoque dans le public.

Cette peur a été développée et exagérée par la campagne antituberculeuse. On a répété aux gens qu'il ne faut pas cracher, que la tuberculose est contagieuse; et le public s'est mis à *considérer le phtisique comme un pestiféré* ; il n'a retenu que la notion de la contagion et il se figure qu'il suffit de n'être pas en contact avec un poitrinaire pour échapper à la maladie. Il ne sait pas qu'on peut vivre sans danger auprès d'un phtisique avec les précautions nécessaires et il ignore que les conditions du travail, du logement et la question de la nourriture sont beaucoup plus importantes.

Aussi a-t-on été jusqu'à proposer la mise à mort des tuberculeux. Sans aller si loin, d'autres voudraient que ces malades soient parqués et enfermés dans des établissements fermés (2). Je ne veux pas insister sur toutes les insanités forgées par la peur.

Pourtant je rappellerai qu'on a réclamé l'interdiction du mariage aux tuberculeux. On a sérieusement proposé que les fiancés eussent à présenter à Monsieur le maire un certificat médical de bonne santé. Les bourgeois ne voient que le mariage légal. Je serais curieux de savoir comment les législateurs pourraient empêcher l'union libre. D'ailleurs, s'il fallait être pur de toute tuberculose pour se marier, qui pourrait se vanter d'être indemne de lésion? Je rappelle les expériences de Nægeli trouvant à l'autopsie 96 pour 100 d'individus infectés par la tuberculose. On m'objectera la descendance, la santé des enfants, d'où la nécessité d'interdire la reproduction à ceux qui présentent les signes nets d'un processus actif.

(1) L'Assistance publique peut offrir à Paris, avec les constructions nouvelles, 3.500 à 4.000 lits, réservés exclusivement aux tuberculeux. Or, environ 10.000 individus à Paris meurent annuellement de tuberculose. Ce sont, pour l'immense majorité, des prolétaires. Les 4.000 lits de l'Assistance ne seront donc même pas suffisants pour les indigents arrivés au dernier degré de la phtisie. Le chiffre de 10.000 morts indique d'ailleurs un nombre beaucoup plus considérable (plusieurs multiples) de malades.

(2) J'ai dit antérieurement l'impossibilité de faire disparaître du monde l'infime moisissure microscopique, répandue partout, mais qui ne doit sa puissance de mal qu'à la misère, au surmenage et à l'agglomération. M. le Dr Navarre, conseiller municipal socialiste de Paris, dans un rapport sur la réglementation sanitaire, préconise, sans rire, l'isolement du phtisique dans une chambre spéciale. Je demande à M. Navarre quelle mesure législative il préconise pour assurer cet isolement.

Mais la défense légale reste illusoire. Combien plus efficaces la raison et la volonté pour éviter la possibilité d'une procréation mauvaise.

Il y a des personnes qui pensent que la peur est bonne, qu'elle favorise la lutte antituberculeuse, par exemple qu'elle est utile à la charité. Brouardel compte sur la peur « pour engager les riches à donner de très généreuses offrandes à l'œuvre de salut commun. »

D'autres proclament que la peur est nécessaire — nécessaire pour aider à l'éducation antituberculeuse, pour forcer les gens à suivre les prescriptions d'hygiène. On traite les hommes suivant le principe d'autorité ; on ne compte que sur la terreur pour faire observer (et comment !) des soins que les individus ont tout intérêt à suivre d'eux-mêmes si l'on s'est donné la peine de leur faire comprendre la raison des choses.

La conséquence de la peur, c'est d'abord d'entraver l'action du médecin, en l'empêchant trop souvent de dire au malade la vérité, soit pour ne pas l'épouvanter, soit pour ne pas lui nuire, par un diagnostic indiscret, auprès de l'entourage ou d'autres personnes.

La conséquence, en effet, la plus terrible de la peur, c'est, pour un ouvrier, d'être connu comme tuberculeux. Considéré comme dangereux, le phtisique ne peut plus trouver d'emploi. Tel est, en somme, le résultat le plus frappant qu'a donné la lutte antituberculeuse. J'ai vu moi-même des exemples où le patron s'est débarrassé de pauvres diables, parce qu'il les soupçonnait d'être poitrinaires et parce qu'il craignait la contagion.

Pour ces raisons, on conçoit que l'obligation de déclarer la tuberculose, au même titre que la diphtérie, la fièvre typhoïde, etc., soit une mesure inapplicable. Ce serait d'ailleurs une mesure sans utilité. Il ne suffit pas de déclarer la tuberculose pour arrêter sa marche, puisque les pouvoirs publics ne se chargent pas de fournir aux tuberculeux les moyens de se traiter. Quant à la désinfection, j'ai déjà dit ce que j'en pensais. Limitée seulement aux grandes villes, la désinfection officielle ne peut, d'autre part, avoir aucun effet dans les maladies chroniques. Pratiquement, c'est au malade et à sa famille à la réaliser; c'est aussi au propriétaire à effectuer la remise à neuf des locaux à chaque changement de locataire. La déclaration obligatoire de la tuberculose ne serait qu'une mesure simple fumisterie. Avant tout, ce serait une mesure vexatoire. Son résultat le plus clair serait de désigner d'une façon sûre et précise, les malheureux phtisiques à la terreur publique, et de les faire mettre à la porte par le propriétaire et par le patron. C'est, en tout cas, un désavantage immense pour un ouvrier d'être connu comme atteint d'une affection chronique, puisque l'employeur le considérera toujours comme un malade, c'est-à-dire comme incapable de fournir un travail suffisant.

* * *

J'ai montré que les efforts tentés, pour faire disparaître ou pour restreindre la tuberculose, sont voués à l'impuissance. Quelques individus seulement, dans la masse immense, peuvent être sauvés grâce aux moyens employés.

Et cependant la tuberculose est très guérissable ; elle guérit même souvent toute seule. J'ai dit que tous probablement nous avons été ou nous sommes porteurs du bacille de Koch. Ne deviennent poitrinaires que les individus moins résistants ou affaiblis. Et ces individus eux-mêmes guérissent plus ou moins sûrement, s'ils peuvent se donner les soins nécessaires.

Ces soins consistent, nous l'avons vu, dans le relèvement des forces de l'organisme, de façon à mettre le malade en état de lutter contre l'affection. Il faut donc tout d'abord mettre le tuberculeux au repos complet, et dans les meilleures conditions d'hygiène possible. De ces conditions, la plus importante est le grand air. Enfin, il faut au malade une nourriture abondante et substantielle.

Mais ce n'est pas suffisant ; il faut que le malade puisse ne rien faire et bien vivre, durant des mois, des années plutôt. Pendant ce temps, sa famille doit pouvoir subsister.

Ce n'est pas encore tout. Pour que la guérison soit assurée, pour qu'il n'y ait ni rechute, ni récidive, il faut que l'ancien malade se trouve dans de bonnes conditions de vie. Autrement dit, il faut qu'il trouve un travail facile, sans grande dépense de forces, sans surmenage (longues journées, veillées, travail intensif), il faut que l'occupation ne soit ni dangereuse, ni malsaine, il faut que les locaux soient propres, clairs, aérés, il faut que le travail soit coupé de repos réguliers et qu'il puisse être cessé à la moindre fatigue. Il faut que tous les ans, l'ancien malade aille faire un séjour de plusieurs semaines à la campagne. Il faut qu'il ait une vie tranquille et assurée, exempte de soucis. Il faut qu'il mange bien, qu'il puisse bien se vêtir, qu'il puisse se chauffer convenablement. Il faut qu'il ait un logis spacieux, bien aéré, de préférence ensoleillé, dans une maison salubre. Il faut qu'il évite les intempéries, qu'il évite aussi les excès (alcoolisme).

Ce qui précède devra être la règle des anciens tuberculeux pendant toute leur vie. Nous avons vu précédemment que le nombre des tuberculeux avérés est immense. Ce n'est donc pas la charité publique ou privée, qui peut faire quoi que ce soit. La chance qui peut favoriser quelques individus, ne prouve rien pour la grande masse vouée nécessairement à la mort prématurée.

D'ailleurs, les conditions ci-dessus énoncées, sont aussi le seul moyen certain d'éviter la tuberculose. On peut comprendre pourquoi les riches échappent ordinairement à la phtisie qui fait ses plus grands ravages dans la population ouvrière des villes.

La tuberculose est un mal de misère, elle est la conséquence du surmenage, de l'insalubrité de l'atelier, de l'entassement dans des taudis, de l'alimentation mauvaise ou insuffisante, et de l'ignorance. Elle est le produit direct de l'exploitation capitaliste. Aucune réforme ne peut avoir la prétention de faire disparaître le chômage (1), la concurrence, la cupidité des patrons et des propriétaires, le parasitisme de classe, etc.

Pour combattre la tuberculose, il n'y a qu'un seul moyen réel, c'est de transformer la société, c'est de supprimer le salariat, c'est d'assurer à tous le bien-être par la communauté des moyens de consommation. Dans une société communiste (à chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins), la tuberculose devra disparaître presque complètement, ne plus être qu'une affection accidentelle, devenir une maladie plus rare que la lèpre.

(*Fin.*) M. PIERROT.

(1) On a fait grand tapage, ces temps derniers, au sujet d'un projet d'assistance contre le chômage. Delesalle en a déjà fait une critique dans le n° 26 des *Temps Nouveaux*; Griffuelhes l'a faite également dans la *Voix du peuple* du 30 octobre. J'ai lu moi-même le discours que Millerand a prononcé à la Chambre sur cette question, au début de décembre. Je n'y ai vu que du bluff. La subvention gouvernementale, insignifiante par elle-même, ne serait fournie qu'aux corporations assez fortes pour avoir pu constituer des caisses de chômage, c'est-à-dire à celles-là seulement qui sont très peu atteintes par le chômage, les autres étant incapables de le faire, justement à cause du chômage excessif dont elles souffrent, et de la charge énorme qu'elles auraient en ce cas à supporter. L'immense majorité des chômeurs restera toujours en dehors de tout appui; et il est impossible, en effet, d'assurer l'existence des ouvriers sans travail. Ce serait la négation même de la société capitaliste ; et il serait plus logique, mais tout aussi impossible dans l'état des choses, de chercher à procurer du travail aux chômeurs. Le projet Millerand n'est même pas un palliatif général pour toute la classe ouvrière ; c'est un palliatif (ridicule) pour quelques corporations privilégiées. La mesure n'a au fond pour but que d'engager dans le mutualisme une partie du mouvement ouvrier.



Le service militaire crée, chaque année, un vaste drainage parmi les jeunes gens des campagnes. Tandis que dans les villes, 30 p. 0/0 (1) seulement des jeunes gens sont déclarés bons au service, la proportion dans les campagnes est de 70 p. 100. Beaucoup de jeunes campagnards prennent goût à cette existence artificielle, médiocrement saine, mais ayant à leurs yeux des séductions incontestables. Les fils de propriétaires ou de fermiers reviennent encore pour la plupart au village, une fois le service fini. Les fils d'ouvriers et de journaliers ne reviennent pas ; ils cherchent de petits emplois dans le commerce, dans les administrations, dans les compagnies de chemins de fer. La gendarmerie en prend quelques-uns des mieux notés et des plus intelligents. Ils sont à jamais perdus pour l'existence et pour le travail de la campagne.

Les moyens d'éviter cet entraînement des jeunes soldats vers les villes furent souvent discutés. On attaqua à bien des reprises, l'habitude routinière d'entasser les régiments dans les grands centres. Ceux-ci sont des foyers malsains, fertiles en maladies épidémiques, aussi mal disposés que possible pour l'instruction des troupes et pour leur préparation à la guerre. Modifier cette habitude de tous points déraisonnable, mais fort ancienne, serait une réforme bien radicale et heurterait bien des intérêts ; elle n'a point chance d'aboutir.

(Extrait du Journal de Médecine et de chirurgie pratique, *10 octobre 1904.)*

∴

Le rapport du budget du ministère de l'Intérieur relevait, dernièrement, des abus scandaleux. Dans certaines communes, le maire, les conseillers municipaux et leurs familles sont inscrits en tête des listes des assistés (assistance médicale gratuite). Dans d'autres communes, les listes changent tous les quatre ans selon les variations de la politique municipale.

Fort heureusement, les choses ne se passent pas ainsi partout.

(Extrait du même journal et du même numéro.*)*

****

NOTES SUPPLÉMENTAIRES
A L'ÉTUDE SUR
Du Trade-unionisme américain

J'aurais voulu me procurer des chiffres statistiques concernant les Trades unions américaines, pour les exposer aux lecteurs des *Temps Nouveaux*; mais ce fut en vain que je m'adressai à plusieurs « Labor-Bureaux » (office du Travail) et que je consultai journaux et revues publiés par la « American Federation of Labor ». De toutes mes investigations je ne pus savoir qu'une chose, c'est que le nombre d'ouvriers unionistes, dans tous les Etats de l'Union américaine, ne dépassait guère deux millions. Aussi je suis heureux aujourd'hui de pouvoir ajouter comme supplément à mon étude sommaire sur « *Le Trade Unionisme et la mentalité du peuple américain*, les quelques renseignements suivants et que je traduis d'un journal socialiste : *Appeal to Reason*, paraissant à Girard (Kansas). Amérique.

« Il y a en Amérique un million d'individus (1.000.000) qui employent des ouvriers ; il y a trois millions cinq cent mille trade unionistes ; 15.000.000 d'ouvriers n'appartenant pas au trade unionisme et soixante-quatre millions *cinq cent mille* individus qui n'appartiennent à aucune de ces trois classes. Ces chiffres sont extraits d'une brochure publiée par *The Citizens' Alliance*, de Saint-Louis.

« A défaut de renseignements plus certains, ceux-ci peuvent être acceptés comme étant à peu près exacts. La classe patronale fait des efforts désespérés pour pouvoir enrégimenter sous ses ordres, en vue du prochain conflit, les 15.000.000 d'ouvriers non unionistes et les soixante-quatre millions d'individus qui composent le « public ».

« Les capitalistes possédant tous les moyens de production et disposant de tous les produits, fruit du travail des ouvriers, toutes les chances paraissent être de leur côté. Il en sera ainsi tant que le prolétariat sera divisé en ouvriers unionistes et non unionistes et que la lutte des salaires aura lieu sur « le terrain industriel ». (par là l'on entend la lutte des sous contre les milliards des capitalistes.) La classe des capitalistes possède des millions de valeurs, ce qui rendra complètement impuissante la classe salariée luttant contre le capital avec ses quelques dollars.

« L'on estime que mille dollars équivalent dans la puissance économique actuelle à un ouvrier ordinaire qui n'a que son travail à vendre.

« D'après cette base, la classe capitaliste avec ses 50.000.000.000.000. de dollars (valeur numéraire (cinquante billons) sans compter les valeurs mobilières et immobilières) possède une puissance de cinquante millions d'hommes. Contre ce « Gibraltar de la Force » (expression propre à la langue anglaise), les Trades Unions luttent en vain. Il en sera ainsi pendant aussi longtemps que les ouvriers de ce pays lutteront sur le « terrain industriel. » *The wall street Journal* a raison quand il dit que le système du trade unionisme actuel, devrait être conservé par les capitalistes, car il forme en lui-même le plus puissant rempart contre le socialisme. Anéantissez les unions, dit l'organe capitaliste, et alors les ouvriers chercheront dans le socialisme une solution à leurs maux. Mais les capitalistes ne savent agir sagement — aucune classe dirigeante ne peut faire parade de sagesse — ils espèrent affermir leur règne en détruisant les trades unions. En agissant ainsi ils ne peuvent faire qu'une chose : hâter leur chute. »

Des mineurs expulsés du Colorado, membres de la « Western Federation of miners », et pour la plupart socialistes, me font cette déclaration : « Les anarchistes dans la Western Federation » n'étaient pas très nombreux mais ils étaient très actifs et surtout très estimés. Nous reconnaissons aujourd'hui que nous avons eu tort de n'avoir pas suivi leurs conseils, c'est-à-dire nous être défendus lorsque nous étions en état de légitime défense.

Plusieurs autres mineurs appartenant à « The United Mine Workers » me font les mêmes affirmations, en faveur de nos camarades qui ne négligent en rien l'éducation de tous les ouvriers en général, et en particulier des trades unionistes.

Je suis heureux de constater que l'anarchie prend de plus en plus racine dans le trade unionisme américain ; nous aurons fait un grand pas vers l'émancipation humaine le jour où les trades unionistes seront anticapitalistes, et sauront comprendre que le prolétariat doit lutter exclusivement sur le terrain économique. Ce jour-là est plus proche que l'on ne le croit, car si le peuple américain est très ignorant en matière d'économie sociale, il y a en lui des qualités qui souvent le font s'élever au-dessus des lois.

Aux Etats-Unis d'Amérique, comme en Russie, l'idée évolue, et, comme dans le grand empire slave elle a surtout évolué parmi ceux que l'on croirait avoir le moins de raisons pour combattre le système capitaliste et qui ont, depuis leur naissance, leur place assurée au banquet de la vie, et n'auraient qu'à se laisser aller pour vivre de cette vie qui fait la convoitise d'un peuple ignorant.

Un juge dont le nom m'échappe, a osé faire cette *affirmation en pleine audience* publique : « Il est préférable de voler que de se laisser mourir de faim. » Cette idée est encore incomprise parmi le peuple américain, mais le jour où, poussé par la misère, il comprendra que tous les capitalistes sont des voleurs, il n'hésitera pas, il fera un lynchage général.

∴

Sur les instances de Mitchell, les mineurs de « The Federation of the United mine Workers of America » ont accepté une réduction de salaire de 5 0/0. Pour faire accepter cette réduction, le président de la Fédération des mineurs d'Amérique s'est prévalu de cet argument, que l'augmentation de salaire ne rend pas l'ouvrier plus heureux ; cela est vrai. Mais les mineurs en travaillant pour un salaire inférieur, seront-ils plus heureux ? Les patrons des mines n'ont pas diminué le prix du charbon, et le pain, la viande et tous les autres produits indispensables à l'existence journalière de l'ouvrier, sont toujours aussi chers.

En acceptant les conditions imposées par les capitalistes des mines et par le grand « leader » des mineurs, les membres de « The Federation of the United mine Workers » ont fait une honteuse concession et ils ont prouvé l'impuissance de leur organisation pour maintenir le droit de l'ouvrier contre les exigences des patrons.

La Fédération des mineurs d'Amérique est cependant l'une des plus fortes organisations des Etats-Unis.

LAURENT CASAS.

La bourgeoisie et le service militaire

Tous les Français sont égaux devant la loi. La nouvelle loi militaire doit sanctionner ce principe par le service de deux ans, *égal pour tous*. On l'a proclamé à la Chambre et au Sénat. Jugez-en vous-mêmes. Voici, en effet, les résolutions prises par la commission sénatoriale de l'armée :

« Elle a maintenu, d'accord avec le ministre de la Guerre, les dispositions relatives au service des élèves de l'Ecole de Saint-Cyr et de Polytechnique qui ne feront qu'un an.

« Les élèves admis aux grandes écoles après concours, accompliront un an de service dans les corps de troupes et leur deuxième année en qualité de sous-lieutenant de réserve.

« Cette disposition sera applicable à ceux des élèves de l'Ecole polytechnique qui sortiront dans le civil.

« Dans un article nouveau, la commission a adopté une disposition aux termes de laquelle les jeunes gens ne faisant pas partie des écoles, qui désireraient obtenir le grade de sous-lieutenant de réserve, seraient admis, à la fin de leur première année de service, à subir les épreuves d'un concours. Ils seraient ensuite classés par ordre de mérite et nommés, dans la limite des besoins, élèves officiers de réserve.

« Ils accompliraient le premier semestre de leur deuxième année de service en suivant des cours spéciaux pour compléter leur éducation militaire et seraient nommés, après examen, sous-lieutenants de réserve pour accomplir, en cette qualité, la fin de leur service dans l'armée active. »

D'après les résolutions précédentes, les jeunes bourgeois qui, avec la loi actuelle, ne faisaient qu'un an, comme dispensés par l'article 23,

(1) Ces chiffres nous paraissent bien trop bas, mais leur plus ou moins d'exactitude n'enlève rien à la valeur des réflexions qui les accompagnent.

continueraient, avec le nouveau régime, à ne faire qu'un an de service actif. A la fin de la première année, devenus aspirants officiers ou officiers de réserve, ils seront changés de garnison et envoyés dans une autre plus commode pour leurs occupations (leurs études, par exemple); ils ne seront astreints qu'à quelques rares heures de présence qui ne les gêneront guère, et ils auront d'ailleurs toute satisfaction par le port d'un uniforme séducteur.

La bourgeoisie sait toujours arranger les lois pour sa commodité particulière.

M. P.



France.

LE PUY. — Ville de petits rentiers et de couvents. Presque pas d'usines d'hommes. Assez nombreuses quoique peu importantes pour les femmes, confections, bonneteries, spécialités.

Journée de travail 10 1/2 heures, salaires moyens, hommes 3 fr. 50, femmes 1 fr. 50 à 1 fr. 75. Les jeunes femmes ont délaissé presque complètement la fabrication de la dentelle qui autrefois était la seule industrie féminine. Les marchands et commissionnaires s'approvisionnent en campagne. Le salaire moyen d'une dentellière et de 0 fr. 75 à 1 franc pour plus de 10 heures de travail.

Loyer — 2 pièces 70 à 80 francs — logements ouvriers dans la vieille ville, très insalubres. Ce n'est pas le tout à l'égout, c'est le tout à la rue; ville basse assez propre mais loyers inabordables.

Nourriture, viande 1 fr. 60 le kilo; pain bis 0 fr. 325 le kilo; vin 0 fr. 30 le litre; beurre 2 à 2 fr. 50 le kilo. L'ordinaire se compose surtout de légumes qui sont assez bon marché. La plus grande partie des ouvriers a, assez loin de la ville, un peu de terre en location. Les jours de chômage ou les dimanches, ils cultivent là une partie des légumes nécessaires au ménage.

Très peu d'alcooliques. La majorité est sobre.

Mentalité très basse au point de vue révolutionnaire. Indifférents en politique, sauf en période électorale. Au point de vue religieux ne pratiquent guère. Quelques-uns chargés de famille, pratiquent ostensiblement pour obtenir la charité des nombreux couvents et familles bourgeoises.

Syndicats très peu importants, ni jaunes, ni rouges. Président de fédération et deux autres syndiqués, conseillers municipaux. Dernière grève, faite par ouvriers du bâtiment, il y a une douzaine d'années. Cessation de travail d'une journée ou deux l'an passé, dans une usine de femmes pour le renvoi d'une contremaîtresse.

En résumé, mentalité déplorable qui s'explique peut-être par ce fait que beaucoup de jeunes ouvriers sont attirés loin du pays par la proximité des grands centres: Saint-Etienne, Lyon.

AD. M.

Mouvement ouvrier. — LIMOGES. — Les coupeurs en chaussure de cette ville étaient en grève depuis quatre semaines. Les patrons, pour brider les ouvriers, s'étaient vantés d'inonder la corporation d'apprentis. Les ouvriers s'étaient mis en grève.

Lutter contre le patronat en exigeant la limitation des apprentis, aurait été un moyen antisolidaire, si, en ce cas, les ouvriers n'avaient eu l'excuse du mobile avoué des patrons. Nous devions parler à part de cette grève: mais manque de temps, indisposition, et, le temps s'est passé sans avoir trouvé la possibilité d'en dire un mot.

Aujourd'hui, la grève est terminée par la victoire des ouvriers, ainsi que nous l'apprend la lettre suivante:

« Je ne sais si vous avez reçu ma lettre du 5 écoulé, je vous y entretenais de la grève des coupeurs, et j'avais joint dans l'enveloppe la lettre que le syndical a fait publier dans les journaux locaux pour instruire le public des causes de notre conflit. Notre grève est terminée depuis quelques jours et le syndicat des fabricants, intraitable au début, est arrivé à composition après quatre semaines de lutte.

Nous avions décidé dans presque toutes les maisons, nos camarades cordonniers ou machinistes à faire la grève générale. Sauf dans une, la plus grande, tous étaient avec nous, et alors pour empêcher ceux de la grande boîte de travailler, nous sommes allés en masse devant les deux entrées de la grande usine (dont le patron Montheux, juif et socialiste, actionnaire du *Réveil du Centre* où écrit en chef P. Bertrand, directeur et fournisseur des Magasins Raoul de Paris et province) et lorsque les renégats et jaunes qui forment la majorité de ceux de cette boîte qui ont voté contre la grève générale, se sont présentés pour entrer, alors que les portes étaient grandes ouvertes, ils n'ont pu y parvenir; nous avons repoussé leurs assauts successifs; la police, chef en tête, n'a pu arrêter personne et recommandait de ne pas frapper; il n'y a pas eu de graves blessures et à part des vêtements déchirés, tous s'est bien passé. De une heure à cinq heures, nous avons refoulé les 600 lâches qui nous pressuraient, et qui ne sont entrés qu'après notre départ pour une manifestation dans les rues de Limoges aux chants de la *Carmagnole*, l'*Hymne anarchiste* et l'*Internationale*. Le lendemain, le maire faisait appeler patrons et délégués coupeurs, qui, après de longues discussions, ont signé ce qui suit: 30 pour cent d'apprentis (au lieu de 57); 4 francs par jour au bout de quatre à cinq ans au lieu de (2 et 2 fr. 50 en ce moment), pas de femmes si ce n'est à prix égal. Ayant pris une part active au mouvement, cinq camarades et moi sommes signalés. Dix camarades coupeurs et cordonniers sont poursuivis, plainte déposée par X... contre eux pour violences et attentats à la liberté du travail, les 250 du syndicat nous solidarisons — vont-ils oser continuer leur comédie — les Bulot-limousins. »

M. P.

Russie.

Le ciel de la Russie est bien trouble. Pas de révoltes considérables si vous voulez (excepté celle de Varsovie peut-être), mais le mécontentement général, le grondement sourd de la colère populaire se fait entendre, éclatant par-ci par-là. Tantôt ce sont les désertions en masse, dont tout le monde a entendu parler; tantôt les révoltes des conscrits — révoltes incomplètes, inconscientes, à tâtons, il est vrai — de vraies révoltes de la chair vivante désignée à servir de chair à canon, révoltes du bétail humain qu'on envoie à la boucherie. Le plus souvent les conscrits ne réclament qu'une chose: boire, se soûler, et si on les en empêche, ils se ruent sur les débits de boisson, les brisent, les pillent et se soûlent quand même. Et pourquoi les autorités leur contestent-elles ce droit d'être brutes, après les avoir condamnés à devenir assassins? Les soldats ne font que compléter l'éducation de la caserne, ils font leur petit apprentissage de leurs futurs exploits guerriers, et les autorités, vraiment, ne sont pas logiques de leur en vouloir.

Par-ci par-là, au cours de ces révoltes, plusieurs soldats jonchèrent le sol bien avant d'arriver sur le champ de bataille; ils ont trouvé la mort de la main de leurs supérieurs avant d'avoir vu un Japonais. Cela aurait pu apprendre aux autres qui sont leurs véritables ennemis. Ils sont trop peu éclairés pour s'en apercevoir si vite, mais il est à constater qu'il n'y a pas d'enthousiasme patriotique dans l'armée russe. Il suffit de voir le nombre de fous et de suicidés, à côté des morts, des blessés et des malades, pour s'en rendre compte. La guerre n'est pas populaire, tout le monde, sans distinctions d'opinions presque, la dit inutile et néfaste.

Les scandales qui retentissent dans l'administration de *La Croix Rouge* (détournements de sommes importantes destinées à secourir les blessés et leurs familles) sont aussi pour quelque chose pour soulever l'indigation publique. Sans parler des détournements antérieurs, généralement connus, indiquons un article dernièrement paru dans le journal *L'Enfant de la Patrie* qui est intitulé *Ignominie de Kiew* et pour lequel l'administration de *La Croix Rouge* de Kiew, furieuse, appela en justice la rédaction du journal pour calomnie dans la presse. Sachant ce qui est la « justice », on peut prévoir l'issue du procès; et cependant, nul n'ignore, en Russie, que le journal souffrira pour avoir dit la vérité.

Mais ce qui est surtout à signaler, c'est ce souffle, ce frisson, ce murmure qui passent par tout le pays en s'accentuant de plus en plus. Le pays *bouge*, le pays *ose*. Il ose bouger, il ose parler à haute voix et devant cette audace imprévue, le gouvernement déconfit ne sait qu'entreprendre — c'est bien son tour de ne plus oser. Y a-t-il longtemps, les bandes payées par la police parcouraient les rues au chant de l'hymne national, exigeant que tout le monde se découvrît, et le public embêté n'osait cependant pas protester? Maintenant, aux sons de l'hymne (dont l'exécution est obligatoire dans les théâtres et concerts les jours de fête de la maison royale), le public siffle tranquillement, ouvertement, et les autorités n'osent pas intervenir (Moscou, 3 et 27 novembre).

La presse semble avoir oublié les conditions de la censure en Russie; les éditions légales prirent le langage de leurs confrères illégaux et *crient* des choses qu'on n'osait pas *penser* en Russie il y a un an. Le libéral *Swiatopolk-Mirsky* a perdu la tête et, malgré son libéralisme, commence à prendre des mesures contre cet état de choses. Ainsi, dans un court délai, plusieurs journaux ont reçu des *avertissements* — le journal *Notre Vie* en a obtenu un dès son premier numéro paru, *L'Enfant de la Patrie*, *trois*, plus la *suspension* du journal pendant trois mois, et tout cela *pendant douze jours de son existence*; le journal hebdomadaire *Le Droit*, *deux*, pour avoir dit un peu de vérité sur la guerre et les vrais intérêts du pays. Malgré ces avertissements, les journaux continuent — chose inouïe en Russie — à dire ce qu'ils pensent, et il est à prévoir qu'une fois ceux-là suspendus, d'autres naîtront pour les remplacer, et ainsi de suite.

La liberté des réunions, la liberté de l'association, la liberté de la presse, la liberté des cultes, l'amnistie pour tous les détenus politiques, la transformation du gouvernement autocratique en gouvernement constitutionnel qui trancherait vite la question de la guerre — voilà ce qui se clame par toute la Russie; la société patientant depuis si longtemps, semble cette fois-ci en avoir décidément assez, semble avoir enfin compris que *la liberté ne se donne pas mais se prend* et agir d'après cette formule. Nous avons déjà vu que nombre de journaux l'ont en partie fait; la même chose a été faite pour obtenir un genre d'*Assemblée Nationale* à Saint-Pétersbourg. Il est vrai que d'abord on en a demandé et même obtenu l'autorisation, mais à condition que seuls les présidents des zemstvos (genre de conseils généraux et d'arrondissement) y prendraient part, et ne discuteraient que des questions d'enseignement populaire et de secours aux blessés; mais les initiateurs ayant objecté que cela ne se fera pas ainsi, qu'en plus des présidents de zemstvos beaucoup d'invités y prendront part et qu'on discutera *tous* les besoins du pays sans exception, toute autorisation leur a été retirée. L'Assemblée Nationale a eu lieu quand même et a élaboré une liste des *vœux* où elle demande ni plus ni moins que la suppression du régime autocratique avec toutes les libertés (de la presse, des réunions, etc.) en plus. Cette liste de vœux a été transmise au ministre de l'intérieur, et, par lui, au tsar; on verra ce qui en résultera, mais presque tout le monde est d'accord à penser qu'il serait très imprudent de la part de Nicolas II de refuser, que cela amènerait d'une manière imminente la révolution.

Plusieurs manifestations ont eu lieu ces temps derniers — soit pour protester contre la guerre, soit à l'appui des vœux — revendications de l'Assemblée nationale — dont les plus considérables à Saint-Pétersbourg. Au cours de ces manifestations, la police s'est montrée moins féroce que d'habitude, elle a bien chargé les manifestants mais sans oser frapper à mort. Dernièrement, le 11 décembre, à Saint-Pétersbourg, a eu lieu une manifestation assez imposante à laquelle ont pris part plus de 3.000 étudiants et étudiantes mêlés d'ouvriers.

Mais si la Russie pense, parle et commence à agir, si elle *ose*, en un mot, il ne faut pas oublier pour un moment, à qui elle le doit. Il y en a qui disent « à la politique libérale du ministre de l'intérieur Swiatopolk-Mirsky. » Nous autres anarchistes, voyons bien l'absurdité d'une telle interprétation; mais que ceux-là mêmes qui l'acceptent réfléchissent. Cette politique, n'est-elle pas forcée, arrachée par le mouvement révolutionnaire des masses? Supposant même que Swiatopolk-Mirsky serait vraiment libéral, à qui devons-nous sa nomination? N'est-ce pas à ceux qui ont supprimé l'infâme Plewe et par-là terrorisé le gouvernement qui n'a pas osé nommer un de Plewe numéro deux? Or, ces héros, ces vrais patriotes qui ont affranchi

leur pays de son plus cruel ennemi, terroristes Sasonoff et Sikorsky, viennent d'être jugés (le 12 décembre), à Saint-Pétersbourg et condamnés — Sasonoff aux travaux forcés à perpétuité, Sikorsky à vingt ans de la même peine. Sous la pression de l'opinion publique et de la manifestation du 11 décembre, on n'a pas osé les condamner à la pendaison. Il y a un an, le gouvernement n'aurait pas fait tant de manières, c'est certain; mais il est tout aussi certain que le peuple russe, sa partie consciente au moins, commettrait une lâcheté si, obéissant au sentiment profond de gratitude, il n'arrachait pas du bagne ceux qui ont risqué leur tête dans la lutte pour la liberté. Puisque le jour de l'exécution de Pleve toute la Russie consciente, comme un homme, sans distinction de partis ni d'opinions, a poussé un soupir de soulagement, qu'elle se lève aujourd'hui aussi comme un homme, encore sans distinction de partis pour rendre la liberté à Sasonoff et Sikorsky. Il existe bien des projets de manifestations dans ce but, il est à souhaiter et à travailler à ce qu'elles se réalisent et se continuent jusqu'à ce que leur but soit atteint.

SVOBODA.

République Argentine.

BUENOS-AIRES. — *22 décembre 1904.* — La grève s'étend; de nombreuses corporations qui jusqu'ici s'étaient abstenues, ont adhéré au mouvement. Les mouleurs et fondeurs, les mécaniciens, les piqueurs et piqueuses de bottines, les cochers de fiacre, ont voté la grève générale de leurs corporations. Pas une voiture de place ne circule en ville; quelques réfractaires qui s'obstinaient à sortir ont eu leur voitures endommagées; aussi la leçon a profité.

Plusieurs services de tramways à traction animale sont arrêtés. Les grévistes font tous leurs efforts pour décider leurs camarades des autres compagnies, à se joindre à eux. La Compagnie *La Gran Nacional* voulant assurer son service tant bien que mal, demanda à la Compagnie *Ciudad de Buenos-Aires* de lui *céder* une centaine de ses employés. Ceux-ci indignés, ont refusé énergiquement de trahir leurs collègues, menaçant même d'abandonner leur travail, si la Compagnie persistait à s'occuper du conflit.

Très nombreux et significatifs sont les actes de solidarité; ainsi les ouvriers d'une fabrique de clous s'étant mis en grève, le patron ne trouva rien de mieux que de se rendre à l'*hôtel* des immigrants (vaste rotonde en bois où sont parqués les malheureux qui viennent se faire exploiter ici) et d'engager quelques pauvres diables. Mais lorsque les nouveaux embauchés (presque tous Italiens) virent qu'il s'agissait de remplacer les grévistes, ils refusèrent tout travail et firent cause commune avec leurs nouveaux camarades.

Les brasseurs, les boulangers, les plombiers, gaziers et similaires, vont se réunir et discuter de l'opportunité d'adhérer au mouvement.

Dans les manufactures de tabacs, la grève continue, de même pour les blanchisseurs et menuisiers.

Les allumeurs et les ouvriers de la Compagnie du gaz sont aussi en grève.

Les chauffeurs, mécaniciens et électriciens de la Compagnie allemande d'éclairage et de force, ont lundi soir, à 7 h. 1/2 abandonné le travail sans crier gare; ce fut la note gaie de la soirée. Pendant plusieurs heures, la ville fut dans l'obscurité et les tramways restèrent en panne par l'interruption du courant. Le public s'amusait du bon tour que les électriciens jouaient à leurs exploiteurs; mais voilà, les ouvriers en partant laissèrent les machines en état de travailler, ce qui permit à MM. les directeurs d'assurer à nouveau le service de lumière et de force, avec l'aide des mécaniciens et électriciens de la marine, que le gouvernement mit gracieusement à leur disposition.

Ce matin, à la première heure, arrivait de Bahia-Blanca un train spécial avec les soldats-ouvriers du port militaire et le tour est joué... et perdu pour les ouvriers. Voilà une leçon dont ils feront bien de profiter pour l'avenir.

Les maçons ont voté la grève générale, quelques « carneros » (moutons, c'est ainsi qu'on appelle les faux frères), ont été *secoués*, ce qui a donné prétexte à de nombreuses arrestations.

Les usines sont gardées par les pompiers et agents, qui rivalisent de zèle à sévir contre ceux qui ne respectent pas la « liberté du travail » en exhortant leurs camarades de misère à se joindre à la grève.

Nombreuses sont les collisions et les commissariats regorgent. Il n'importe, malgré toutes les obstructions et intimidations, la grève sera générale sous peu, non seulement à Buenos-Aires, mais également dans les autres villes importantes de la République.

A la *Plata*, les garçons de magasins, encouragés par le triomphe de leurs collègues de Buenos-Aires, ont présenté leurs revendications; les tailleurs, les maçons et les garçons de café, ont décidé de recourir à la grève.

A *Chacabuco*, à *Veinticinco de Mayo*, les maçons sont également en lutte; à *Cordoba* va se réunir ces jours-ci un congrès ouvrier, la grève y sera discutée et probablement approuvée.

A *Pigne*, où la population est presque entièrement française, les garçons de magasins ont aussi décidé la grève.

A *Santa-Fé*, le personnel du chemin de fer français est aussi en grève. Mais c'est surtout à *Rosario* que le mouvement a pris le plus d'ampleur; tous les magasins sont fermés, les *employés* sont dans la rue et se montrent très décidés, ils ont cassé les vitrines des boutiquiers récalcitrants.

A la suite des désordres, la commission de grève a été arrêtée; une autre a été nommée et l'agitation continue. A la sortie d'une réunion, les policiers à cheval ont chargé grévistes et curieux. Nombreux sont les blessés et bien entendu les arrestations ne se comptent plus.

Les boulangers et les maçons sont aussi entrés en lice, ce qui a achevé d'affoler la police qui a chargé une colonne de manifestants.

La bataille fut acharnée, un ouvrier boulanger fut tué la tête fendue d'un coup de sabre; exaspéré, un de ses camarades poignarda l'officier qui commandait la charge.

L'indignation est à son comble, la grève générale a été décidée pour une durée de quarante-huit heures(!) comme protestation. 14 corporations prendront part à la manifestation de ce soir contre la police.

Tout est paralysé, on s'attend à des troubles.

Dernière heure : Les boulangers ont résolu de prendre part à la manifestation, armés de revolvers.

La police a adopté d'importantes et sévères mesures pour étouffer tous mouvements révolutionnaires.

L'officier exécuté est mourant.

L'exaltation est extrême.

J. B.



HYGIÈNE PRATIQUE

La question du Corset

Dès qu'il y a eu une ébauche de civilisation, il y a eu une question du Corset. De nos jours — à la lumière des nouvelles découvertes anatomiques et physiologiques — elle a eu un regain d'actualité; les uns ont dit : « Pour l'esthétique et pour l'hygiène, il faut que les femmes portent un corset. » D'autres, non moins convaincus, et donneurs de non moins bonnes raisons, ont dit : « Au nom de l'hygiène et au non de l'esthétique, il est absolument défendu aux femmes de porter un corset. » Qui croire de ces différents champions? Voilà ce que nous allons étudier ici. Fort probablement, comme dans nombre de questions, le moyen terme sera le meilleur et il ne s'agira que de régler correctement le port d'une des parties du vêtement féminin. La forme des corsets change avec la mode; qui ne voit, à la seule clarté de la raison et du bon sens, l'erreur capitale qui est là contenue; suivant le temps ou les saisons, la mode des manches plates ou des manches à gigots, des crinolines ou des jupes droites, les filles viennent-elles au monde avec des bras plus ou moins gros, des ventres plats ou rebondis? Quelle raison alors de déformer ce que la nature a fait? Et ne voit-on pas immédiatement que, si nous devons aboutir à cette conclusion qu'au moins pour certaines femmes le port d'un corset est utile, la forme de ce corset devra être tirée de la forme même du corps et n'être pas laissée à l'imagination du couturier en vogue. Inutile donc d'insister sur ce que le corset actuel — qui fait rentrer le ventre et ressortir la croupe — a de défectueux, une mode prochaine le tuera, point n'est besoin de s'acharner après lui. Il reste suffisamment à dire sur le corset ordinaire dont il n'est qu'une forme dégénérée.

Le corset ordinaire, le corset à buses d'acier ou à buses de baleine, celui que l'on fabrique en gros, à la douzaine, dans des usines spéciales, sur un modèle commun, le corset qu'on trouve tout fait dans les déballages ou dans les grands magasins, et qu'on paie depuis 1 fr. 95 jusqu'à 9 fr. 95 et peut-être plus, est passible de plusieurs défauts. Le défaut qui frappe tout d'abord est sa rigidité. Lorsqu'on observe un homme ou une femme nus, l'on voit à chaque mouvement respiratoire le ventre et la poitrine se développer pendant l'inspiration et revenir progressivement à leur position primitive pendant l'expiration; si l'on porte un peu plus d'attention, l'on remarque que ce mouvement d'expansion prend plus d'amplitude au-dessous du creux de l'estomac qu'au-dessus; c'est ce que les physiologistes veulent dire quand ils disent que l'homme a une respiration à type costo-inférieur, disons à type abdominal. Qu'on observe au contraire une femme vêtue de son corset, l'on remarquera que le mouvement d'expansion de la base du thorax et du ventre est complètement empêché par l'action constrictive du corset, mais, qu'en revanche et par un phénomène de compensation, la poitrine se soulève à chaque inspiration; les physiologistes disent alors que cette femme respire suivant le type costo-supérieur, disons suivant le type thoracique. Ce changement du type de la respiration est parfaitement imputable au corset; Marey a montré et prouvé par de curieuses chromophotographies que la femme sans corset respire, comme l'homme, suivant le type abdominal. Que penser déjà d'un vêtement qui transforme ainsi une des principales fonctions de l'économie; d'autant plus que cette transformation ne reste pas temporaire et que la femme habituée depuis son enfance à respirer suivant ce type lorsqu'elle est habillée, continue à respirer ainsi le reste du temps, à tel point que des physiologistes moins prévenus que Marey et qui n'usaient pas de la méthode expérimentale, ont pu écrire que la femme respirait généralement suivant un type et l'homme suivant un autre.

L'appareil digestif n'est pas moins bien traité que l'appareil respiratoire; trois de ses organes, et non des moindres, subissent les méfaits du corset; fatalement la fonction elle-même est atteinte, par suite toute la nutrition. Le foie est déformé, de large et plat il devient étranglé en son milieu et prend une forme de gourde sur une moitié de laquelle on voit, dans certains cas extrêmes, les côtes imprimer de larges sillons; il voit changer sa position dans l'abdomen et d'horizontal il devient vertical. L'estomac aussi est déformé et allongé dans le sens vertical. L'intestin lui-même, repoussé par ces organes, se tasse dans le petit bassin et s'atrophie et privé de ses soutiens, dont toute la statique est dérangée, donne lieu à cette maladie connue sous le nom d'entéroptose.

Ces changements, ces déformations des organes sont choses bien connues des médecins,

mais tout le monde peut se rendre compte — que dis-je, tout le monde s'est souvent et souvent rendu compte que la situation du corset empêchait la fonction digestive de s'accomplir normalement. Qui n'a vu de pauvres femmes, en de beaux dimanches, s'abstenir de manger à leur faim, pour ne pas souffrir les affres d'une pénible digestion; qui ne les a vues cependant après les repas, rouges, suantes et soufflantes, incapables de parler ou de remuer, ce n'est pas pour chanter ou danser. Qui n'a vu nombre de jeunes filles, assez bien développées, avec des traits réguliers et qui auraient été jolies si, pour ne pas avoir deux ou trois centimètres de moins de tour de taille, elles ne se serraient à en périr et réussissaient seulement à se composer un visage rouge, vultueux et couvert de boutons.

Est-ce à dire qu'il faut défendre tout corset à toutes les femmes? Oui, si l'on entend par corset la mécanique compliquée qu'on vend aujourd'hui sous ce nom. Non, si l'on entend seulement par là qu'un certain nombre de femmes ont besoin, temporairement ou habituellement, d'un soutien. Quelle forme donc donner à ce soutien? Mais d'abord quels organes, chez la femme, ont besoin d'être soutenus?

Les seins doivent, chez un grand nombre de femmes, être soutenus, soit à cause de leur forme ou de leur place, soit par suite de leur volume. Disons tout de suite cependant que si, dès la puberté, dès le moment où les seins commençent à se développer, les femmes ne prenaient pas l'habitude de soutenir ce qui alors n'a pas besoin d'être soutenu, les seins seraient plus fermes, l'élasticité de la peau, qui entre pour une grande part dans la bonne forme et le bon soutènement des seins, resterait intacte, acquerrait même plus de force et de résistance, et l'on ne verrait pas, après quelques années ou plusieurs grossesses, les seins pendre lamentablement. Stratz cite une dame de soixante ans qui « grâce aux bains froids et aux exercices physiques, avait conservé intacte, en dépit de plusieurs grossesses, la beauté parfaite de ses seins, » et une autre de ses clientes « qui avait été mère six fois et ne présentait ni aux seins, ni sur le reste du corps, la moindre trace de ces grossesses (1) ».

Outre les seins, le ventre a quelquefois aussi besoin d'un soutien, chez les femmes un peu fortes, chez celles qui ont été grosses plusieurs fois, et qu'une mauvaise hygiène et une hérédité défectueuse prédisposent au relâchement des muscles abdominaux et à la ptose, à la chute des viscères abdominaux.

Chez celles-ci une ceinture abdominale, dans le genre des ceintures de grossesse, c'est-à-dire une large pièce d'étoffe légèrement baleinée de façon à ne pas pouvoir se plisser, et large de la même largeur sur toute sa longueur, de façon à prendre un point d'appui sur les os du bassin, fera parfaitement l'affaire, et fera disparaître les sensations de fatigue, de pesanteur que ces femmes accusent dans le bas-ventre. N'importe qui peut les confectionner : une pièce d'étoffe soit en flanelle, molleton, ou tissu élastique de 10, 12 ou 15 centimètres de large sur toute la longueur, pouvant faire le tour du corps et attachée par derrière au moyen de deux ou trois pattes glissant et s'accrochant dans des agrafes semblables aux boucles de pantalons d'homme ; un sous-cuisse de chaque côté pour empêcher la ceinture des remonter : voilà de quoi soutenir parfaitement le ventre.

Pour les seins, ce que l'on trouve dans tous les magasins sous le nom de soutien-gorge », fera très bien l'affaire.

Mais ce qui est d'une importance capitale, c'est que ces deux objets soient absolument distincts l'un de l'autre; on pourrait seulement les réunir par derrière, ce qui fait une complication inutile, et ce qui rend leur établissement plus difficile. Dans aucun cas ils ne doivent se joindre en avant. Toujours, toujours, le creux épigastrique doit rester libre, absolument libre de toute striction.

D[r] A. M.

(1) D[r] Stratz. *La beauté de la femme.*



Nous avons reçu :

Histoire de France (cours élémentaire et moyen) par G. Hervé et G. Clémendot, 1 vol, cartonné, 1 fr. 30, à la « Bibliothèque d'Education », 15, rue de Cluny.

Education ou Révolution, G. Sésilles, 1 vol. 3 fr. 50 chez A. Colin, 5, rue de Mezières.

La Libre Pensée (lettres et rapports présentés au Congrès de Rome), 1 vol. 2 fr. à *La Raison*, 14, rue d'Uzès.

La Grève générale et le socialisme, enquête internationale par Hubert Lagardelle, 1 vol. 3 fr. 50 chez Ed. Cornély, éditeur, 101, rue de Vaugirard, Paris.

Cours de Morale, par Jules Payot ; 1 vol., 2 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.

Lucha Homerica, poema epico-burlesco por Juan Tijerinn, C. Victoria Tamaulipas.

La Mediatrice, pièce en 1 acte, en vers libres, par A. Pratelle, chez Mas, 47, rue des Jacobins, Beauvais.

A lire :

Les dangers du parti socialiste allemand, par Robert Michels, *Mouvement socialiste*, 1[er] décembre 1904.

Le parlementarisme et la classe ouvrière, par G. Thonar ; une broch., 0 fr. 10, à l'*Insurgé*, Herstal.

Les différents courants dans la sociale démocratie allemande, par Domela Nieuwenhuis ; — *La grève générale et la révolution*, par Nacht ; 2 brochures publiées en russe par les soins du groupe *Anarchie*.

L'Almanach de la Révolution pour 1905, couverture par Steinlen ; articles de de Kropotkine, Grave, Quillard, Descaves, doit être en vente chez tous les dépositaires des *Temps Nouveaux*.

L'y réclamer : prix 0 fr. 30, par la poste 0 fr. 40.



L'Action théâtrale, groupe artistique de la rive gauche, se tient à la disposition des groupes, Universités populaires, syndicats, coopératives, etc., pour l'organisation de leurs fêtes ou soirées.

Pianiste et orchestre à la disposition des groupes.

Envoyer la correspondance au secrétaire de l'*Action théâtrale*, à l'Union Mouffetard, U. P. du V[e] 76, rue Mouffetard.

Il vient d'être fondée 303, rue Saint-Jacques, une bibliothèque dont le local pourra servir de salle de réunions aux camarades de la rive gauche. Inutile d'expliquer toute la nécessité de cette création. Les autres arrondissements de Paris sont mieux pourvus, et les camarades qui y habitent ont la possibilité de répandre nos idées nos actions dans leurs quartiers respectifs. Seuls quelques arrondissements parmi lesquels se trouve le nôtre, ne possèdent à proximité ni bibliothèque ni salle de réunions.

Pour remplir cette lacune nous avons fondé une bibliothèque et nous faisons un chaleureux appel à tous les camarades de nous aider en livres, brochures, etc.

Quelques camarades.

Freedom (a monthly journal of Anarchist communism) contains interesting articles on Anarchism, Socialism, and the international Labour movement. 1 fr. 90 per annum. 127, Ossulston Street, London, N. W., England.



Association Internationale Antimilitariste des travailleurs (Section du XIII[e]). — Réunion le samedi à 9 h. du soir, salle Reigniau, 17, boulevard Arago. — Causerie par un camarade de la ligue.

Causeries populaires du XVIII[e], 30, rue Muller. — Lundi, 26, décembre à 8 h. 1/2, soirée de camaraderie. Lecture de *Fin de fête*, pièce espagnole; récits et chants.

Vendredi à 8 h. 1/2, cours d'espagnol.

Causeries populaires du XI[e], 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 21 décembre, à 8 h. 1/2. *Pour se divertir un peu*, par Léon Israël et A. Libertad. Formation d'un groupe de diction et de chant.

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi 26 décembre, salle des Commissions Bondy, Bourse du travail, causerie par le camarade Bontemps sur Les mœurs et le mouvement ouvrier en Algérie.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy. — Vendredi 23 décembre : P. Gillet : La musique au point de vue social. — Mercredi 28 : M[me] Souley Darqué : Une nouvelle forme de solidarité : La Symbiose. — Vendredi 30 : Leclerc : Désaugiers, Béranger, etc., avec auditions.

L'union ouvriere de L'Ameublement. — Conférance le mardi 27 décembre, à 8 h 1/2 du soir, dans la salle de l'Union, (4, Passage Davy), le camarade Lucien Guérineau traitera : Les Libertaires groupés corporativement. — La conférence commencera à 8 h 45 ; Nous invitons les contradicteurs. L'entrée est gratuite.

Nous distribuons des brochures à toutes nos réunions ou conférences.

Courbevoie. — Grande fête familiale par les **Causeries Populaires et le Syndicat du Bâtiment**, samedi 24 decembre à 8 h et demie du soir, salle des Fêtes de la Mairie de Courbevoie. Concert avec le concours de l'Université Populaire et des Groupes théâtraux de Paris et de la banlieue; conférence par Paraf-Javal : L'organisation du Bonheur; *Elu*, comédie en un acte, par A. Fromentin.

Bal de nuit; entrée : 50 centimes.

Lyon. — **Jeunesse libertaire.** — Samedi 24 décembre, réunion au siège du groupe, 13, rue Passet, à 8 heures.

Lyon. — **Internationale Antimilitariste.** — Tous les lundi, café Régnier, cours d'orateurs.

Lille. — Les camarades sont enfin parvenus à reconstituer un groupe qui se réunit tous les samedis, chez Bernard Leroux, 52, rue de Roubaix.

Dax. — Le **Groupe Libertaire** organise pour le dimanche 25 décembre une grande conférence publique et contradictoire avec le concours des camarades Benoit qui traitera : Le Socialisme devant les problèmes économiques et politiques, et Antoine Antignac : le Peuple et la Bourgeoisie.

Comme c'est la première conférence anarchiste qui aura lieu à Dax, le groupe fait un appel aux camarades qui pourraient envoyer des brochures et des journaux pour les distribuer à cette réunion.

Les adresser au camarade Emile Gastuingt, charpentier, Dax.

Les Plaines-d'Angers. — Samedi prochain, 24 décembre, réunion publique, chez Lévêque à 8 heures du soir; Guichard fera une causerie sur (le Noël des Gueux).

HAINE-SAINT-PIERRE. — **Le Groupe Libertaire** s'étant constitué en cercle dramatique a mis en marche la pièce de Jean Grave, *Responsabilité*.

Le groupe fait appel à toutes les bonnes volontés pour lui venir en aide, jusqu'à présent tout marche très bien, chacun y met de la bonne volonté.

La première représentation aura lieu 8 janvier 1905; la *deuxième*, le 29 janvier 1905, avec le *concours* de Jean Hardy. La soirée sera précédée d'une causerie explicative.



Wercruft, Zurich. — Nous ne recevons pas votre journal.

L. B., à Philadelphie. — Numéros expédiés à l'adresse.

G. B., à Auxerre. — Reçu mandat. Si, vous étiez bien inscrit; mais jusqu'à présent le temps a manqué pour prendre les remboursements.

A. S. A., de Noisy le-Sec. — Convocation arrivée trop tard. Le mardi.

Binche. — Ça va bien.

Chartres, Auxerre, Monlceau-les-Mines, Angers. — J'ai vos monographies, passeront à leur tour.

Deb., à Marseille. — Votre refus de la traite nous fait 0,35 de frais dont la poste est seule à profiter.

S., *à Biesles.* — Vous devez avoir votre colis, maintenant.

R., à Alger. — Entendu. Nous attendrons.

J. D., à Vervins. — B., au Sap. — S., à Alger. — P., à Creil. — J., à Ain-Draham. — J., à Saint-Evremont. — L., au Puy. — F., à l'Isle-en-Jourdain. — B., à Avignon. — L. P., à Limoges. — C., à Biarritz. — L. P., rue V. — H. T., à Genève. — A. D., à Saint-Imier. — C. R., à Chaux-de-Fonds. — V. C., à Recanati. — M., à Brest. — Travailleurs réunis, Brest. — G. P., à Anvers. — A. R., à Avignon. — D., à Puteaux. — E. H., Les Plaines. — S., à Mâcon. — P., à Fléron. — G. V., Porto Alègre. — V., à Nimes.

Reçu pour le journal : A N., 20 francs. — L. V., à Lyon, 2 fr. 25. — Propagandiste isolé. 1 fr. 25. — A. L., 0 fr. 60. — H. H., à St.-Afrique, 1 fr. 70. — B., à Turin, 3 fr. — A. L., au Mans, 0 fr. 15. — A., à Tabou, 2 fr. — J. D., à Moulinage, 8 fr. — Fernicq, 1 fr. — Merci à tous.

E. J., à Montpellier. — A., à Orléans. — D., à Hames. — E. D., à Nantua. — L. B., à V. — V., à Ligny. — C. J., à Macon. — C., à Bourg Argental. — M., à Orléans. — G. L., à Verviers. — G. M., à Sandy. — P. P., à Brest. — B. B., à Lyon. — L. M., à Dison. — K., à Creil. — M. L., à Kerentrech. — S., à Biestes. — V., à Nimes. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Reçu lettres, mandats et timbres.

Reçu pour le journal : G. C., à Como, 2 fr. — G., par A., 2 fr. — L. M. E., à Baira do Peraby, 30 fr. — E. R., 50 fr. — Anonyme, 4 fr. — E. M., 12 fr.

Merci à tous.

COLLECTIONS DE DESSINS

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — (Il n'en reste plus qu'un nombre très restreint d'exemplaires, vendus 3 fr. — **Les Errants**, par Rysselberghe (celle-ci complètement épuisée). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40**; édition d'amateur : **3 fr. 50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

En dehors de cette série, nous en avons une de Willette, d'après le vers connu de Racine :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture...

Prix : 1 fr. 40, franco, 2 fr. 15 et 5 fr. 20.

Nous avons aussi, à grandes marges, les illustrations de **Guerre-Militarisme**, **Patriotisme-Colonisation**. Chaque 0 fr. 60 franco.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire. D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, ouverture de Cross.	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux. Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff.	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel.	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier.	» 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant.	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume.	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault.	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont.	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac.	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce.	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel.	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta.	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin.	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15

En dehors de nos brochures, nous avons :

En période électorale, par Malatesta.	—	0 15
Immoralité du mariage, par Chaughi.	—	0 15
A M. Emile Zola, par Ch. Albert.	—	0 15
Les Crimes de Dieu, par S. Faure...	—	0 20
Le prêtre dans l'histoire, par Manzoni.	—	0 35
Le Militarisme, par Fischer.	—	0 25
Le rôle de la femme, —	—	0 25
L'Evolution de la morale, par Letourneau.	—	0 35
L'Humanisphère, par Déjacques	—	1 20
Un procès en Russie, par Tolstoï	—	0 35
Pour la Vie, par A. Myrial.	—	0 65
Droits et Devoirs, par A. Myrial.	—	0 15
Les précurseurs de l'Internationale, par Tcherkesoff.	—	1 15
L'art et la Révolution, par R. Wagner.	—	1 20

Le compagnon Dal a mis en dépôt au journal sa brochure : *Documents socialistes*. Il s'agit de documents concernant les palinodies et les affirmations mensongères des soi-disant socialistes. Prix franco, 0 fr. 40.

BROCHURES EN RÉIMPRESSION

Nous avons reçu les souscriptions ci-dessous. Il nous faudrait arriver à 8.000, environ, pour mettre en chantier :

D., à Lyon :	*Patrie, Guerre*	100
	Machinisme	100
	Entretien de la maréchale	100
	Total de la liste.	300
	Listes précédentes	1.000
	A ce jour	1.300

Ce n'est pas L., à Nancy, comme il a été dit dans le dernier numéro qui a souscrit 300, mais L., à Epinal.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau. *franco*	1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais.	1 85
Volumes de chez Stock :	
La Conquête du pain, par Kropotkine, franco.	2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine.	1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine.	3 »
La Société future, par J. Grave.	2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave.	2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave.	2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave.	2 75
Les Ventres, par Pourot.	2 75
Galafieu, par H. Fèvre.	2 75
Malfaiteurs, par J. Grave	2 75
Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations.	2 75
Mais quelqu'un troubla la fête, par Marsolleau	1 »
La Commune, par Louise Michel.	2 75
Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave.	2 »
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis.	2 75
L'Amour libre, par Ch. Albert.	2 75
En marche vers la société nouvelle, par C. Cornelissen	2 75
Sous la casaque, par Dubois-Desaulle	2 75
Ceux de Podlipnaïa, par Retchnikoff	2 75
Les Jugements du Président Magnaud, annotés par Leyret.	2 75
La Colonne, par Descaves	2 75
La Poigne, pièce de J. Jullien.	2 »
L'Ecolière, — —	2 »
L'Inévitable Révolution, par un proscrit.	2 75
Œuvres, par Bakounine	2 75
Humanisme intégral, par L. Lacour.	2 75
Biribi, par Darien	2 75
Bas les Cœurs. — —	2 75
Les Inquisiteurs d'Espagne, par Tarrida	2 75
Au Palais, par F. Dumas.	2 75
L'Instituteur, par T. Chèze.	2 75
Fabrique de pions, par Z. Raganasse	2 75
La Cage (pièce), par Descaves.	1 50
Les Chapons (pièce), par Descaves et Darien.	1 50
La première salve, par Rouquès	1 50
Tiers-Etat, par Descaves	1 50
Les Souliers (pièce), par Descaves et Vergught	1 »
L'Antisémitisme, par B. Lazare	2 75
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus	2 75
Librairie dramatique :	
La Vie publique, pièce, par Fabre.	3 »
De chez Masson :	
Les Colonies animales, par Perrier.	18 »
De chez Dentu :	
Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus.	3 »
La Commune, par Lissagaray	3 »
La Fin des bourgeois, par C. Lemonnier.	2 75
De chez Dujarrie :	
Les deux familles, par A. Pourot	3 »

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 35 — PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ❖ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 — Du 31 Déc. 1904 au 6 Janv. 1905



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e



A NOS LECTEURS

Cette semaine encore, pas de supplément.

La semaine prochaine nous aurons touché la vente du mois, nous le donnerons sûrement, et peut-être plusieurs semaines de suite si la vente, comme nous l'espérons, a été meilleure.

J. Grave.

Le cas Syveton et l'esprit de parti

A l'heure où j'écris, d'éminents chimistes triturent les viscères de M. Syveton et n'ont pas encore extrait de cette bouillie le mot de l'énigme. Deux ou trois toutous, pris comme sujets d'expérience, victimes innocentes et de beaucoup les plus sympathiques de ce drame, ont déjà payé de leur vie les frasques du député. Et de la mort de ces pauvres bêtes, on n'a pas conclu davantage. La curiosité du public, naturellement, s'allume de plus belle.

A prendre l'affaire en elle-même, il n'y a peut-être pas beaucoup de quoi. Qu'un député, ancien professeur, ait en son particulier des mœurs inavouables et se suicide par crainte d'un scandale proche, ou que, selon l'autre version, la femme de ce député, fille de gros bourgeois, empoisonne son mari afin de toucher quelque prime d'assurance, voilà des faits qui ne se présentent pas tous les jours, certes, mais ne doivent pas non plus nous étonner outre mesure. Le mandat de député n'a jamais constitué, que je sache, un brevet de très haute moralité. Et assez de scandales nous ont révélé que les mœurs de la haute bourgeoisie sont rarement celles que voudraient montrer d'hypocrites dehors.

Quant aux 98.000 francs barbottés dans la caisse de la « Patrie française » par le trésorier de la susdite, il n'y a pas là non plus de quoi nous renverser. Les grandes tirades patriotiques, on le sait, sont boniments derrière lesquels s'abritent à merveille toutes sortes d'aigrefins. Vidant, pour ses besoins personnels, la caisse des patriotes, Syveton se hausse comme à un symbole.

On aurait donc pu laisser parmi tant d'autres faits divers le drame de Neuilly, s'il n'y avait à ce drame un curieux à-côté. Je veux dire l'attitude des amis du défunt. Sans réfléchir à la stupide aventure où ils se lançaient, sans examiner la vraisemblance des accusations portées contre leur ami, nous les avons entendus crier, tous, à la calomnie et au mensonge. Chaque matin, au petit bonheur, du côté nationaliste on oppose les plus folles histoires à des hypothèses très sensées et fort plausibles. Des individus qui n'ont peut-être jamais vu, de son vivant, le sieur Syveton, qui, en tout cas, ne savent rien de son tempérament ni de son caractère, affirment que cet homme était l'honneur même, le parangon de toutes les vertus et mettent quiconque au défi de prouver, venant de lui, la moindre peccadille.

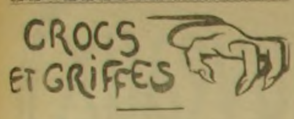
Voilà, dans toute sa gloire, l'esprit de parti. Tandis que les plus noires infamies sont acceptées, sans preuves, choses trop naturelles, au passif d'un adversaire, on nie l'évidence quand l'évidence atteint l'un des nôtres. Il est vrai de dire que l'esprit de parti atteint rarement à ce cynisme. Le cas Syveton, après l'affaire Dreyfus, nous montre que la moralité et l'intelligence, chez ceux qui s'appellent aujourd'hui des « républicains nationalistes », sont réellement inférieures de deux ou trois degrés à la moralité et à l'intelligence des autres « républicains » pris en bloc. Mais l'esprit de parti n'en est pas moins de tous les partis, et, à doses différentes, nous retrouvons, ici et là, ce détestable produit de l'habitude d'agir et de penser en troupeau.

A bien des égards, le parti politique est une survivance du clan des anciens âges et il en continue les mœurs barbares. L'homme de parti oublie très vite — à supposer qu'il les ait jamais connues — les raisons d'idées qui l'ont fait se grouper avec d'autres hommes. Etre d'un parti, c'est en toutes circonstances, sans trop savoir pourquoi, marcher avec certains contre d'autres. Par une pente assez naturelle, on arrive à croire que ceux de son parti constituent la crème de l'humanité, tandis que ceux d'en face en sont la lie. C'est à répéter cela, d'ailleurs, que les partis usent le meilleur de leur énergie. Et ils l'ont dit si souvent qu'ils le disent encore au moment où les faits viennent tranquillement démontrer qu'il n'en est pas tout à fait ainsi.

Mais les hommes de parti se moquent bien des faits et se moquent mieux encore de la raison. C'est pourquoi parmi tant de nationalistes de marque, dûment affligés par l'événement Syveton, aucun n'a songé à ce petit raisonnement, seul valable en l'occurrence : « Si nos idées sont bonnes, l'indignité d'un homme ne les rendra pas tout à coup mauvaises. Et quoi que nous fassions, nous n'arriverons pas à cacher cette indignité, si les faits se mêlent de la démontrer. En nous solidarisant, au contraire, avec un personnage ignoble, nous pouvons grandement nuire à notre cause. Notre intérêt le plus élémentaire est donc de discuter sans passion et sans roublardise le cas Syveton. »

Si nous tenons à rester sensés et probes, ne soyons d'aucun parti, au sens où ce mot est usité en politique courante. Cela ne nous empêchera pas de batailler pour ce que nous croyons utile et vrai, — au contraire. Ça ne nous empêchera pas non plus de reconnaître les nôtres et de marcher avec eux chaque fois qu'il en sera besoin.

Charles Albert.



Lorsque les nationalistes révélèrent dans leurs journaux l'existence de fiches au ministère de la Guerre, sur la foi de renseignements particuliers, je publiais une information comme quoi des fiches policières concernant les militants ouvriers existent au ministère du Commerce.

Cette information ne fut pas démentie.

J'ai publié à nouveau l'autre semaine un extrait de Pages Libres *confirmant l'existence des dites fiches. En même temps, je donnais la même information dans la* Voix du Peuple.

Cette fois le ministère du Commerce a cru devoir faire démentir.

Voici la réponse que fait Ch. Guieysse dans Pages Libres *au démenti ministériel :*

« Nous avons dit dans l'avant-dernier numéro que des fiches avaient été constituées au ministère du Commerce sur les principaux ouvriers syndiqués. Notre information a été reproduite dans la Voix du Peuple. *— Le ministère du Commerce a fait paraître un démenti à l'information de la* Voix du Peuple, *démenti qui s'adresse à nous. — Il se peut bien, en effet, qu'au ministère du Commerce les renseignements sur les syndiqués ne soient pas inscrits sur des morceaux de carton comme ceux qu'au propre on appelle fiches. Mais ce que nous affirmons, c'est que sous le ministère Millerand, quand les agents de la sûreté voulaient des renseignements sur tel ou tel syndiqué, ils allaient au ministère du Commerce consulter les dossiers. — Ch. G. »*

De son côté, la Voix du Peuple, *dans des termes quelque peu identiques, confirme l'existence des dites fiches.*

Les militants de syndicats qui avaient conservé des rapports avec l'officine de la rue de Varennes feront donc bien de s'abstenir à l'avenir, car il y a des fiches.

P. D.

UN CAS DE CONSCIENCE

Consulté, dernièrement, par un camarade en mal de se marier et qui espérait se décharger, en partie, de la responsabilité de se décider en s'adressant à moi, j'ai gardé, de l'approbation que je lui donnai, un scrupule de conscience — je n'ose pas dire un remords — dont l'effet a été de me décider à poser sous son jour le plus favorable et à soumettre ainsi à l'approbation des lecteurs des *Temps Nouveaux*, une question sur laquelle je serais heureux qu'ils m'aidassent à faire la lumière. Car, s'il est excellent de s'exercer à prendre possession de sa personnalité en se déterminant à l'initiative en présence des occasions d'agir — conformément à nos convictions libertaires — que nous suscite le régime social actuel, il n'est pas mauvais, nonobstant, de chercher à savoir ce que pense autrui, pour profiter, au besoin, de son opinion.

Mon ami me rendit donc visite la semaine passée et, sans préambules, il me dit :

— Je ne sache pas que je sois suspect de me résoudre aisément, non seulement aux compromissions, mais aux concessions nécessaires à réussir dans le monde. J'y professe, sans ostentation, mais avec fermeté, des idées qui, à l'inverse du *Sésame* du conte arabe, font se fermer les portes devant moi. Je jouis, il est vrai, de par ma situation artistique — que j'améliorerais encore si je m'efforçais d'acquérir plus d'entregent — d'une indépendance relative qui retire à mon courage la prime du mérite qu'il aurait de la part d'un autre moins heureusement favorisé par les circonstances. Toutefois, si je serais impudent de me poser en martyr, j'ai le droit de me flatter de vivre proprement au milieu de la saleté contagieuse des privilégiés que je fréquente. Je ne vote pas ; je ne vais jamais à l'église ; je ne convertis point l'argent que je gagne en rentes sur l'Etat ; je préfère perdre ce qui m'est dû que de recourir à la magistrature pour régler les différends qu'il m'arrive d'avoir avec mes clients ; je ne ménage aucun des personnages officiels qui pourraient m'être utiles ; au contraire, dès que l'un d'eux m'en fournit le prétexte, j'attaque les institutions qu'il défend et je viens de refuser la croix qui m'eût consacré grand sculpteur...

Tel que me voilà, pourtant, je suis à la veille de me déterminer à commettre un acte dont nos adeptes les moins intransigeants ne manqueront pas de me tenir rigueur comme d'une misérable défection... Je me marie...

— Et par-devant qui ? demandai-je doucement à mon ami pour ne le point effaroucher, car, malgré sa façon catégorique de formuler son intention, je le sentais irrésolu et désireux de me consulter.

— Par-devant le prêtre et le maire... avoua-t-il d'un air piteux, en subissant la honte des deux sacrements ; mais si je ne me soumettais qu'au civil ou au religieux, cela atténuerait-il ce que je semble trahir de pusillanimité ou de bas calcul en sollicitant, pour m'associer à la femme de mon choix, la sanction de lois, divines ou humaines, dont je nie également l'autorité ?... On me laisserait l'alternative des cérémonies que je ne manifesterais pas de préférence ; il ne m'importerait de n'être épousé que selon le dogme ou selon le Code, du moment qu'il faudrait que je fusse marié et puisque je suis aussi peu croyant que citoyen...

— Si j'en juge par la répugnance que vous montrez à vous résigner à la conduire aux pieds des autels et de l'officier municipal pour l'obtenir, il faut que vous teniez beaucoup à votre fiancée et que, de son côté, de solides préjugés la lient au respect des volontés de ses parents, car, sans doute, elle vous aime et vous avez dû tenter de la décider à s'unir librement à vous ?...

— La jeune fille dont je veux faire ma compagne est jolie, intelligente et me rend bien toute l'affection que j'ai pour elle. J'ai tenté, non, comme vous dites, de la décider à s'unir librement à moi, mais de lui donner à comprendre la dignité qu'il y aurait à cela.

Encore que je n'aie eu que de très rares occasions de l'entretenir en particulier pour essayer de la convertir à mes idées, je me suis heurté, dans son esprit, à plus d'ignorance que d'insuffisance de raison. Elle est jeune et son éducation a été ce que vous savez que doit être l'éducation d'une demoiselle de bonne famille. Il n'y a pas un quart d'année que je lui fus présenté ; or, on ne répare pas en trois mois, dans le cerveau le meilleur et, même, avec l'éloquence de la passion la plus écoutée, les dégâts occasionnés par les leçons de maître bourgeois et pieux.

J'ai assez pris — mettons de pouvoir — sur mon accordée pour qu'il me soit permis, sans fatuité don-juanesque, de présumer que j'aurais eu facilité de l'arracher à l'influence de sa famille par le moyen d'un enlèvement auquel elle eût consenti d'un coup de tête, tout en se considérant comme une révoltée coupable et parce que l'élan du désir l'eût emporté chez elle, momentanément du moins, sur la retenue des convenances. Mais je n'ai pas voulu me résoudre à ce procédé qui, en la conjoncture, m'eût semblé avoir l'air d'un expédient et d'un abus, j'entends à l'égard de la jeune fille elle-même. Car, si je suis autorisé à croire qu'elle se fût félicitée, par la suite, de son acte d'émancipation, il faut supposer qu'elle eût pu le regretter, l'ayant presque accompli avec inconscience. En outre, comme elle est ce que, selon le Code, on appelle mineure, je courrais le risque, si je demeurais en France où j'ai besoin, après l'avoir enlevée, d'être inquiété par ses parents et de me la voir reprendre par eux...

— Il vous restait d'attendre patiemment...

— ... Qu'elle eût l'âge de disposer d'elle et la conscience de le faire en fille éclairée... ? J'y ai songé, m'interrompit mon ami. Mais son père, qui jugeait malintentionnées mes assiduités auprès d'elle, puisqu'il n'ignore pas que je suis partisan de l'union libre, me menaçait de m'interdire à tout jamais l'accès de sa maison si je ne me déclarais pas franchement. Quant à me retirer avec fierté, en emportant de celle que j'aime sa promesse d'être à moi et en escomptant que, malgré l'absence, la pression de son entourage, les hasards de nouvelles connaissances, elle persévérerait dans la fidélité de mon souvenir pendant plus de deux ans — elle en a à peine dix-neuf ! — c'eût été folie...

La question se posait donc pour moi de la sorte :

Renoncer à la femme de qui je crois que dépend la félicité de ma vie ou, pour l'obtenir, en passer par les exigences de ses parents, c'est-à-dire déchoir aux yeux des frères d'opinion dont l'estime m'est indispensable et m'humilier devant ce tribunal moral, que la rigoureuse philosophie de Kant désigne du nom d'impératif catégorique...

— Cette question, la tragédie classique l'a tranchée, en affirmant, avec virilité, qu'il est nécessaire d'assurer le triomphe du devoir sur la passion...

Mon ami me regarda longuement pour voir si je sourcillais en prononçant cette phrase, triangulaire comme un insigne maçonnique, mais je ne bronchai point.

— Le devoir ! le devoir ! s'écria-t-il alors, en haussant les épaules et la voix, on a tout dit quand on a proféré ce grand mot-là ! Mais que comprenez-vous par lui ? Pour les épouses des nobles seigneurs dépravés de l'ancien régime, il signifiait l'acte de prostitution conjugale... Est-ce, pour vous, d'une manière générale, cette entité abstraite, cet idéal, cette conception de bien essentiel et spirituel, cette sainteté — cette religion, pour parler net, que les hommes ont tirée d'eux ou qu'ils ont créée, et à laquelle ils se sont asservis ? Quel droit, quelle part d'existence attribuez-vous à ma preoccupation, si légitime pourtant, de m'assurer le plus de bonheur possible, quand vous instituez le règne du devoir ? Ne me chassez-vous pas hors de moi-même quand vous me séparez de ma pensée, quand vous me partagez en être passionnel et en être moral, et quand vous rendez mon instinct subjectif d'une éthique ?

— Sans doute ; aussi bien n'entends-je pas par devoir abnégation, mais, seulement, refrènement de l'essor de notre égoïsme quand il empiète sur les intérêts du prochain. Je trouve sage que, ne croyant pas trouver un paradis dans l'autre monde, vous vous ingéniiez à vous en faire un — ou quelque chose qui s'en approche — dans celui-ci... Mais, il est certain qu'en dehors de votre souci, pour moi puéril, du mal qu'on pensera de vous si vous vous mariez, votre attitude, en recevant la bénédiction du prêtre et en écoutant l'allocution du maire, offrira un exemple pernicieux d'hypocrisie et, pardonnez-moi, de lâcheté, aux hésitants et aux faibles qui ne seront que trop enclins à l'imiter, sans même invoquer vos excuses...

Vous me direz que vous n'êtes pas assez en vue pour craindre d'être cité publiquement comme un transfuge et de nuire, par là, à notre cause et à ceux qui la défendent, mais l'objection serait spécieuse, car vous savez que — si petit qu'il soit — la célébration de vos noces aura un retentissement. Dans le cercle des parents de votre fiancée et de vos relations artistiques, elle provoquera d'indulgents et de sceptiques sourires et, ce qui pis est, elle dépouillera vos professions de foi anarchistes de tout caractère de sincérité et, par conséquent, de tout pouvoir de convaincre. En outre — car les

théories ne sont rien si l'on ne se dévoue à les pratiquer malgré l'opposition qui leur est faite — il y a tout lieu de supposer soit que votre défection ébranlera la confiance de quelques-uns des opprimés chez qui nous éveillions le désir de secouer leur joug, soit qu'elle induira les faibles qui fléchissent sous le poids de leur liberté à revenir s'en décharger aux pieds de leurs anciens maîtres.

Cela dit, ai-je besoin d'insister davantage sur les effets qu'aura votre mariage pour vous prouver qu'ils causeront un réel préjudice, sinon à nos partisans, du moins à notre parti? Mais que votre égoïsme me déclare que la considération de ce préjudice ne saurait prévaloir sur ses intérêts et je me tiendrai devant lui comme devant un monstre admirablement accompli et terriblement dangereux.

— Je ne suis pas un troglodyte, me répondit en souriant mon ami, et je crois à la nécessité d'une délimitation de l'étendue de nos droits au bonheur. J'ai évalué le tort qui résulterait, pour nos amis, de ma trahison de leurs principes et cette estimation impartiale m'aurait certainement décidé à rester célibataire, si je n'avais réfléchi qu'en le demeurant, je ne sacrifierais pas que moi...

J'estime qu'en renonçant à la jeune fille qui m'est chère, je me rendrais coupable à son égard. Je suis convaincu qu'elle mérite une destinée meilleure que celle qui sera sienne si je ne la soustrais pas à sa famille. Or, si vous me blâmez de me soumettre aux exigences de celle-ci, vous ne m'infligez pas, j'espère, l'affront de croire que je m'embourgeoiserai pour cela? Je suis trop absolument pénétré des vérités anarchistes pour les renier ou seulement subir une influence quelconque du fait que je me marierai. Je ne serai pas davantage converti à la religion et au civisme par le discours du curé qui bénira mon union, que par celui du maire qui la légalisera. Soyez, au contraire, certain que je souffrirai d'entendre l'un et l'autre et que je n'aurai, tout le temps qu'ils dureront, qu'une furieuse impatience de revanche. Je la prendrai dans le futur, cette revanche d'une journée d'humiliation et de honte, en détournant ma femme des devoirs de piété qu'elle observe, autant par habitude contractée depuis l'enfance, par respect pour les volontés des auteurs de ses jours, que par entraînement de sentiments irraisonnés. Dans ce but, je n'aurai même pas besoin d'utiliser l'amour qu'elle a pour moi; il me suffira de m'adresser à son intelligence qui est vive. Elle échappera bientôt à son confesseur. Au lieu de gagner une âme à son Dieu ou un serviteur à son église, il perdra une de ses brebis et, la rage au cœur, se maudira d'avoir laissé le loup entrer dans la bergerie...

Quant à mon beau-père (car, à défaut de considération pour mes idées qu'il qualifie d'utopiques, il a de l'estime pour mon talent et me rêve un brillant avenir), loin de trouver en moi un gendre qui l'honore et qu'il puisse pousser de salon en salon jusqu'à l'Institut, il verra chaque jour davantage sa fille se libérer des principes qui la courbent, à présent, sous son autorité. L'éducation de ses petits-enfants ne sera guère de nature à le contenter, car, outre que je leur éviterai le baptême et la communion, je me chargerai seul du soin de leur apprendre à penser...

Je ne vous donne pas cet aperçu des conséquences de mon mariage et de la conduite que j'aurai après sa consommation, pour en tirer la gloire d'une combinaison de politique machiavélique ou jésuitique, mais uniquement pour essayer de me justifier. Je méprise trop les avilissants moyens de propagande dont se servent nos adversaires pour les leur emprunter, même en vue de la fin la plus louable, et je ne serais point allé chercher, systématiquement, dans sa famille, une demoiselle, élevée selon « les idées qu'il faut avoir », en désavouant mes doctrines pour capter la confiance de ses parents. Toutefois, comme je ne puis me résoudre à renoncer à celle-ci dont je me suis épris accidentellement, j'ai averti mes beaux-parents, avec loyauté, de ne pas croire à ma conversion si je me résigne à épouser leur fille pour l'obtenir d'eux. Je leur ai parlé comme je vous parle; mais mon jovial et optimiste bonhomme de beau-père m'a répondu que l'essentiel était pour lui que je régularisasse la situation. Il compte sur le zèle et le pouvoir de persuasion dont est douée sa fille pour me maintenir dans la voie où je m'engagerai en me mariant. De telles paroles, pourquoi le nier? pèsent très lourdement à ma charge. Elles sont tout à l'honneur de celui qui les prononça et quand les événements leur donneraient tort, ils ne les infirmeraient pas, car, puisque je suis capable de sortir publiquement du chemin que je m'étais tracé, on peut bien admettre que je n'y rentrerai jamais plus...

Aussi, malgré que ce soit, comme je vous l'ai dit, au moins autant par intérêt pour ma fiancée que pour moi que je la commettrai, ma défection me laissera la conscience troublée; et, je vous le demande, si vous lui refusez votre approbation, ne l'absolverez-vous pas, en considération des arguments que j'ai fait valoir et qui me paraissent plaider son excuse?

Mon ami avait l'air si malheureux et, de plus, je le sentais tellement près de se passer d'elle si je la lui avais refusée, que je lui ai octroyé la rémission qu'il sollicitait de ma complaisance. Mais je n'étais pas davantage persuadé qu'il la méritât que convaincu qu'il en fût indigne et c'est pourquoi, aujourd'hui, après huit jours de stériles méditations, je pose aux lecteurs des *Temps Nouveaux* la question telle qu'elle m'a été posée, avec l'espoir que leurs appréciations catégoriques feront pencher, d'un côté ou de l'autre, mon jugement qui demeure insupportablement suspendu.

JOHN L. CHARPENTIER.



Une embuscade au pétrole.

On mande de Chefou au Daily Telegraph :

« *Un messager japonais arrivé de Port-Arthur raconte qu'il a été témoin de plusieurs attaques près du fort d'Elsechan. Au cours de l'une d'elles, un important détachement japonais s'élança à l'assaut, mais les hommes tombèrent dans les fossés que les Russes avaient remplis de pétrole que dissimulaient du bois et de la paille. Une charge électrique mit le feu au pétrole.*

« *Plusieurs centaines de Japonais furent brûlés vifs. L'incendie dura un jour et une nuit. Les assiégeants se servent actuellement de cinq ballons et construisent un chemin de fer à voie étroite de Dalny à Palintchan pour le transport des canons.* »

Où s'arrêteront ces horreurs ?

Derrière la façade bourgeoise

L'affaire Syveton. — La presse a vu, depuis la mort du célèbre représentant du peuple Syveton, encombrer ses colonnes par les récits les plus abracadabrants et les plus romanesques. On croirait lire du Richebourg ou du Gaboriau en parcourant les confidences des domestiques de Syveton, les papotages de sa concierge, les accusations de son beau-fils. Peut-être allons-nous apprendre un de ces jours que, comme dans Ponson du Terrail, Rocambole, pardon! Syveton n'est pas mort!

Nous nous abstiendrons de suivre la presse quotidienne dans ses élucubrations, d'entasser comme elle des hypothèses et de discuter l'assassinat ou le suicide.

Ce que nous voulons, dans le scandale du jour, nous borner à faire remarquer, c'est que, chaque fois que le hasard livre à la publicité les dessous de l'existence bourgeoise, l'envers d'une famille respectée et cotée, les détails les plus répugnants nous montrent que, derrière la façade brillante et trompeuse, les tares les plus ignobles s'amoncellent.

Le vengeur de l'armée, le défenseur de la morale, le champion de la religion est — c'est son beau-fils qui l'affirme — « un ignoble personnage aux passions lubriques ». Bornons-nous à cette appréciation. On voit que, peints par eux-mêmes, les bourgeois ne sont pas d'une notoire moralité.

Ailleurs, à Marseille, nous voyons la femme d'un armateur qui passe son temps à courir les garçonnières de Marseille avec les fils de gros industriels, de magistrats. Elle sortait des bras de ses amants pour empoisonner lentement son mari avec du sublimé. Voilà encore un ménage bourgeois — régulier cependant! — qui n'est guère un modèle de l'honneur et de la vertu!

Ailleurs aussi, une jeune femme, toujours de la meilleure bourgeoisie, empoisonne son mari, son frère, son grand-père, etc..., tout cela pour hériter d'eux, qu'elle avait fait au préalable assurer sur la vie. Dans ce cas spécial, il nous est donné, non seulement de connaître le charme des intérieurs austères et purs de la bourgeoisie, mais de percevoir les causes du crime; pour être honoré, coté, considéré aujourd'hui, il faut de l'argent. Et pour se procurer l'argent qui est le dieu de la société actuelle, tous les moyens sont bons : une bourgeoise bien éduquée — et qui a sans doute appris la morale dans un couvent, ou dans un lycée — n'hésite pas devant plusieurs crimes pour s'en procurer.

Etc... etc..

Il n'est pas une affaire importante d'assassinat dit passionnel, d'infanticide, d'outrage aux mœurs de vol dans les magasins qui ne nous montre les représentants de la bourgeoisie sous les dehors les plus malpropres et les plus ignobles.

Dans les affaires passionnelles, l'avocat, le ministère public, les témoins livrent à la risée et au dégoût publics, les plus dégoûtantes questions d'alcôve. Une comtesse angevine — déclare un témoin — se vante de la véracité du dicton : Angevin, sac à vin, Angevine, sac à... (1). Un avoué de province (2), qui n'a pas la langue dans sa poche, a une singulière façon d'étudier les affaires de ses clientes. Une mère (3) a avec son fils des libertés inqualifiables.

Dans les infanticides, commis le plus souvent par de pauvres servantes, c'est le « patron » qui, à la connaissance parfois de sa femme, a assouvi ses passions sur une enfant faible et terrorisée. Le patron a pignon sur rue et personne ne songe à le blâmer : la morale bourgeoise veut que sa victime seule paraisse sur les bancs de la cour d'assises.

La morale bourgeoise n'empêche pas davantage les femmes les plus respectées de voler dans les grands magasins. Seulement on trouve toujours pour elles des excuses. L'une ne vole que de la soie et doit donc être irresponsable. L'autre, que des objets variés qu'elle entasse sans les utiliser : c'est une maniaque. Le vol, commis par une bourgeoise, n'est que de la kleptomanie. D'ailleurs, il y a chaque fois un médecin complaisant qui certifie que sa cliente était — à cette époque — dans une situation

(1) Affaire de Cornulier.
(2) Même affaire.
(3) Affaire Groetzinger.

physique ne la laissant pas maîtresse de toutes ses impulsions.

Réjouissons-nous que les bourgeois ne lavent pas, comme le demandait Napoléon, leur linge sale en famille : l'étalage de leurs turpitudes au grand jour fait plus contre eux que bien des discours. Qu'ils continuent : ce sont des aides dans notre besogne quotidienne.

H. C.



MOUVEMENT SOCIAL

France.

Charles Loizel, gérant de l'*Espagne Inquisitoriale*, est poursuivi, sous l'inculpation de « provocation au meurtre et apologie de l'assassinat », non devant la cour d'assises, mais devant le tribunal correctionnel, en vertu des lois si bien dites scélérates de décembre 93 et juillet 94. Ces lois ont non seulement pour effet de soustraire l'accusé au jury, mais encore de le faire juger à huis clos et d'interdire le compte rendu de son procès, s'il plaît aux juges.

Et pourquoi applique-t-on ces charmantes lois à Loizel? Parce qu'on prétend qu'il est anarchiste. C'est-à-dire que ce que l'on vise, c'est non pas ses actes, mais ses opinions. Ainsi, la liberté de conscience n'existe plus. Qu'en pense la Ligue des Droits de l'Homme? Et qu'en pense la Franc-maçonnerie, gardienne des principes républicains?

∴

Dans notre société moderne si bien organisée, on ne meurt plus de misère, c'est entendu. Non. Exemple :

Rue Saint-Maur, un concierge va prévenir le commissaire de police qu'il n'a pas vu deux de ses locataires depuis plus de trois jours. Le commissaire arrive et fait enfoncer la porte. Et l'on se trouve en face du toujours même spectacle : un réchaud de charbon consumé, les portes et les fenêtres calfeutrées, deux cadavres sur le lit. Sur la cheminée, un bout de papier où les malheureux ont écrit leur profonde misère et la seule ressource qui leur reste. Le mari, cinquante-huit ans, ouvrier ébéniste, n'avait plus de travail; la femme était malade; tous leurs meubles au Mont-de-Piété; leur terme n'étant pas payé, on allait les expulser. C'est toujours la même histoire, comme vous voyez.

Dira-t-on qu'après tout la vie est une lutte, et que c'est tant pis pour les vaincus? Alors il ne fallait écrire *Fraternité* sur tous les murs.

R. Ch.

∴

Angers. — *Le Capital*. — Ce bon M. Bessonneau tient absolument à ce que l'on parle de lui; cette fois le fait surpasse tous les autres. Il y a quelques jours, une jeune fille de l'atelier du laçage a gagné 0 fr. 06 (six centimes) en trois jours, soit deux centimes par jour. Il est bien entendu qu'elle n'a pas travaillé tout ce temps, elle a chômé; mais elle n'a pas moins été obligée de rester à l'atelier dix heures, d'y rentrer le matin à 6 heures pour en sortir à 5 heures et demie, pour cette formidable somme.

Le père des ouvriers serait-il dénaturé au point de vouloir faire mourir de faim ses enfants, ou veut-il faire refleurir l'esclavage jadis aboli?

La Loi. — On vient de retrouver sur la ligne de Segré à Nantes le cadavre d'une pauvre fille âgée de dix-neuf ans, nommée Louise Balard. La malheureuse était sans travail, sans argent, sans gîte. Affolée, elle vola 57 fr. 50 : une plainte fut déposée et Louise Balard devait comparaître devant le tribunal correctionnel. L'enfant eut peur et préféra la mort à la prison.

La société est bien faite et les honnêtes gens peuvent dormir tranquilles : il y a en France une grande criminelle de moins.

L'Armée. — Depuis quelques semaines, il ne se passe pas de jour où les feuilles nationalistes ne découvrent un pauvre officier victime de la délation d'un misérable franc-maçon. Angers n'a pas été épargné et l'organe d'union républicaine??? *Le Petit Courrier* mène grand tapage en faveur du sabre. Quand les compagnons étaient traqués par la police, le *Petit Tartufe* ne prenait pas des airs de bégueule effarouchée et, lors des dernières manifestations contre les processions, plus d'un camarade fut signalé à son patron pour son anticléricalisme par le journal défenseur de la vertu. Mais dans son numéro du jeudi 22 décembre, l'organe de la délation jésuitique se surpasse. Une Société d'anciens ramollis ayant découvert que le drapeau n'était plus respecté, même et surtout par ceux qui sont revêtus de la livrée militaire, a écrit au journal en question pour lui *signaler* (doux euphémisme!) le cas de quelques jeunes soldats qui ont négligé de saluer la glorieuse loque qui a traîné dans les charniers de Madagascar, du Dahomey et autres lieux. Naturellement, le journal qui n'aime pas les mouchards s'indigne contre un pareil fait et espère que l'on y veillera, afin d'y mettre un terme, et part en guerre contre les sans-patrie, ces misérables qui veulent mettre le drapeau sur le fumier. Ce ne sont pas les rodomontades de quelques belliqueux goupillonnards qui empêcheeront le militarisme de s'en aller à la dérive et le *Petit Courrier*, qui parle de mouchards, devrait se rappeler qu'on ne doit jamais parler de corde dans la maison d'un pendu.

E. Guichard.

Chartres et environs. — Chartres, oh! la ville superbement cléricale, les rues étroites et sales, les taudis infects et malsains; l'ignorance, la crasse et la bêtise, voilà ce qui frappe le passant jetant un regard scrutateur sur le quartier ouvrier, dénommé la basse ville. La longue théorie des bigotes, rasant les murs le soir au crépuscule, ombres malfaisantes, atteste la perversion de ce milieu. Et cette cathédrale, dont l'immense silhouette domine la ville, comme un spectre menaçant, bondée de fidèles tous les dimanches, elle est bien le symbole de l'anéantissement des cerveaux.

Aussi, pas la moindre velléité de révolte, pas de grèves ou rarement, aucune manifestation ouvrière; par contre, les processions grotesques défilent tous les ans, dans les rues pavoisées de draps, jonchées de fleurs.

Chartres n'est pas seulement peuplé de cornettes et de rabats, la soldatesque y domine; trois casernes : l'infanterie, les tringlots, la cavalerie.

Les vivres sont au même tarif que Paris; aux environs, c'est plutôt plus cher. La principale occupation est la culture : le blé, l'avoine, les betteraves, etc. On fauche à la tâche; après un labeur écrasant, on peut gagner 5 et 6 francs par jour, même un peu plus, mais cela ne dure qu'un mois et les salaires en temps ordinaire sont de 2 fr. 50 pour les journaliers occupés à différents travaux : j'en connais beaucoup qui ont moins encore. Le vin et le cidre sont la boisson commune, principalement ce dernier; cette année, vu l'abondance des pommes, il reviendra à 25 francs la pièce.

Dans les fermes où les exploiteurs nourrissent, c'est pitoyable : du porc et des pommes de terre, des pommes de terre et du porc et ainsi de suite, c'est tous les jours comme cela; de l'eau à boire; quelques-uns donnent du cidre, mais combien rares! Quant aux heures de travail, de l'aube naissante jusqu'à la nuit noire on turbine.

Je voulais vous parler aussi d'une catégorie d'individus plus malheureux encore : les gars de batterie, sorte de parias, mi-ouvriers, mi-vagabonds, qui vont, de ferme en ferme, battre le blé à la machine; on leur donne 15 à 20 sous par jour et une mauvaise nourriture.

Une partie de la population s'adonne à la boisson; quant aux idées émancipatrices, la plupart n'en ont cure et préfèrent boire que de s'occuper de questions sociales.

Alexis Lorrain.

Auxerre, 18 *décembre* 1904. — A Auxerre, au pays d'avant-garde, au pays du *Pioupiou*, il se passe des choses merveilleuses. D'abord, il faut bien dire que les électeurs ont élu un conseil socialiste. La preuve, c'est que l'un des membres de ce conseil est le gérant du fameux P. P. Le maire aussi doit être socialiste, puisqu'il est franc-maçon. Et c'est pour cela que dernièrement ce vénéré maire autorisa avec beaucoup d'empressement l'ex-capitaine Waroquier à quêter chez les ouvriers en faveur d'une œuvre de charité patriotico-cléricaleuse : « la Maison du Soldat ».

Il ne passe pas de semaine que nous n'ayons une ou plusieurs conférences et de nombreux spectacles souvent gratuits. Rien de drôle qu'Auxerre soit la ville lumineuse, l'électric-vigie.

La classe ouvrière en profite, qu'on en juge : la municipalité vient de lui accorder une immense Bourse du travail qui déjà connaît 6 syndicats, lesquels ont ensemble près de 150 adhérents.

Remarquons qu'à côté de cela, un seul atelier occupe environ 400 métallurgistes dont quelques-uns sont heureux de gagner 0 fr. 40 l'heure.

Comme résultat de cette merveilleuse organisation ouvrière auxerroise, il arriva ceci : qu'une maison de couture, la maison Soisson, occupant plus du quart des travailleuses du vêtement, fait faire à domicile des pantalons pour 0 fr. 25. Disons qu'une bonne ouvrière en fait quatre par jour. Elle doit fournir : fil, machine, charbon, pétrole, etc. Bénéfice : 0 fr. 40, prix de la journée de 12 heures.

A l'atelier, les chemises sont payées 0 fr. 17. Il paraît que les plus habiles ouvrières arrivent à gagner 1 fr. 25 par jour. Mais le système des amendes y fonctionne : pour une couture imparfaite, 0 fr. 25; pour une boutonnière mal faite à un bourgeron de soldat, 0 fr. 25; autant pour une parole inutile pendant le travail. Pour être trouvée en possession du moindre objet de toilette, 0 fr. 50.

Il paraît que ce système est établi pour que soit remboursé le prix des aiguilles cassées.

Bien entendu, les ouvriers et ouvrières du dehors sont tenus de payer cher à la maison toutes leurs fournitures.

Cela se passe ailleurs, chacun le sait, mais ici, il y a mieux. Dans cette immense boutique, des règlements sont affichés partout, et un véritable conseil de guerre civil y est en permanence. Tout employé de grade quittant la maison est amené devant le patron, lequel est assis dans un grand fauteuil spécial (son ventre débordant). Les principaux employés, coupeurs, chefs de rayon, caissiers, premiers commis, etc., se tiennent au « garde à vous », écoutent la lecture du jugement. C'est le sort qui les attend tous.

Tout le monde à Auxerre connaît le conseil de guerre et les commerçants de moindre envergure ont une haine féroce contre l'ogre Soisson, qui selon leur propre expression, leur coupe le cou.

Il est bon de faire remarquer encore que, malgré la loi, l'on fait partout 11, 12 et souvent 13 heures. Les magasins ne ferment pas le dimanche.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* sont assez nombreux à Auxerre. Ils n'ont pas l'air de savoir ce que c'est que l'action directe.

Les dames nobles, les curés en redingote ou en soutane qui prennent les gros sous dans la poche de l'ouvrier pour, ensuite, sous forme de charité, lui en rendre des petits, le capitaine qui conseille aux réservistes de faire beaucoup d'enfants, le général Avon qui écrit que la Maison du Soldat « maintient dans le chemin du devoir ceux qu'elle arrache à la misère, diminuant ainsi le nombre des révoltés » : toutes ces bonnes foutues bêtes sont dans leur rôle et le comprennent bien. Mais l'ouvrier, lui, ne comprend pas, ne veut pas comprendre. Il réclame les dix heures, le repos hebdomadaire, et c'est lui souvent qui demande à son patron s'il peut faire une heure de plus. Il veut faire des lois qui l'écrasent toujours, forger des armes pour se frapper, engendrer bêtement pour détruire.

Il y a vraiment, dans le peuple, de l'ignorance et de la lâcheté!

Auguste Laforge.

Mouvement ouvrier. — L'on promet en haut lieu la discussion de la loi sur les « retraites ouvrières » pour le mois prochain. Voilà déjà pas mal d'années du reste que l'on fait la même promesse, mais l'on assure que cette fois c'est la bonne et qu'il faut coûte que coûte faire « quelque chose » pour la classe ouvrière.

Voici sommairement l'économie du projet qui sera soumis à la discussion de Messieurs nos représentants!

En principe, la retraite sera *obligatoire* pour les ouvriers et employés, c'est-à-dire qu'il sera fait d'autorité une retenue sur leur salaire; 2 0/0 exactement.

Elle sera facultative pour les petits patrons, les artisans ruraux, les petits fermiers et cultivateurs.

A moins de cas très spéciaux, impotence, incapacité dûment constatée, il faudra soixante ans d'âge pour avoir droit à la retraite, dont le maximum atteindra, mais toutefois pas avant plusieurs années après la promulgation de la loi, 360 francs pour les ouvriers du commerce et de l'industrie et 240 francs pour ceux de l'agriculture.

*
* *

Le système fiscal qui sera employé sera celui de la capitalisation. Examinons sommairement cette grande réforme démocratique et républicaine qui est appliquée dans l'empire d'Allemagne depuis bientôt quinze ans, si je ne m'abuse.

Le caractère *obligatoire* de la loi fait que des retenues seront faites sur les salaires des travailleurs, c'est donc un nouvel impôt dont sera gratifiée en réalité la classe ouvrière. On objectera, je le sais, que le patron, et l'Etat aussi, devront verser à la caisse des retraites, mais nous savons par avance à quoi nous en tenir à ce sujet, et il n'est hors de doute pour personne qu'en fin de compte ce sont les travailleurs qui devront payer la totalité des versements exigés.

Comme on a pu le voir, le nouveau projet a abaissé à 60 ans au lieu de 65 l'âge de la retraite. A ce point de vue, les protestations de la classe ouvrière — car il faudra assurément avaler loi et impôt — n'auront pas été tout à fait vaines.

Il est vrai que si peu de véritables travailleurs de ceux qui depuis l'âge de 12 ou 13 ans n'ont pas quitté les bagues capitalistes atteignent 60 ans, cet abaissement de l'âge pour avoir droit à une retraite n'a en réalité que fort peu d'importance, car 80 0/0 au moins de ceux à qui l'on aura retenu leur vie durant une partie de leur salaire, seront disparus avant l'échéance.

Quant au taux fixé de 360 francs, je serais curieux pour ma part de connaître l'éminent démocrate qui a fixé ce chiffre, estimant ainsi que l'homme qui non seulement aura, sa vie durant, donné son travail à la collectivité pour un salaire lui permettant juste de vivre, et qui de plus aura été obligé d'abandonner une partie de ce salaire, une fois devenu incapable de travailler, devra alors vivre avec moins de vingt sous par jour.

Il est en tout cas on ne peut plus difficile de se moquer davantage des travailleurs.

Quant au taux de 240 francs fixé pour les ouvriers de l'agriculture, j'avoue humblement ne pas très bien saisir cette différence de traitement, à moins que nos législateurs — tous gens intelligents, on le conçoit — n'estiment que ce soit là un moyen d'encourager le repeuplement des campagnes sur lequel on se lamente si fort en haut lieu.

Une objection se présente encore à mon esprit et elle a peut-être sa valeur

Si, au pis aller, je conçois à peu près comment se feront les retenues sur les salaires des ouvriers sédentaires, des travailleurs qualifiés, ayant une occupation bien déterminée, j'ai peine à me rendre compte par quels moyens, même arbitraires, l'Etat pourra prélever quoi que ce soit sur le « salaire » de ces milliers de sans-métier, de toujours sans travail, vivant d'une corvée par-ci, d'un coup de main par-là, crevant de misère la plupart du temps, population flottante autrement importante en nombre qu'on ne se l'imagine, à ce qu'il semble, et qu'il est impossible, on le conçoit facilement, d'atteindre pour prélever quoi que ce soit sur un salaire, souvent plus qu'aléatoire, et qui, par cela même, à l'échéance auraient le plus besoin de la fameuse « retraite ».

Il est vrai que de ceux-là il en est si peu qui atteignent 60 ans que nos fabricants de lois ont sans doute estimé qu'il n'y avait pas lieu d'en tenir compte.

Reste le système fiscal qui sera employé et qui sera, je l'ai fait remarquer, celui de la capitalisation, alors que la répartition aurait permis sans doute d'élever sensiblement la limite du taux de la retraite.

Mais ce système qui à mes yeux aurait été beaucoup plus pratique, aurait laissé beaucoup moins de marge aux spéculations capitalistes, et c'est pourquoi sans doute il a été rejeté.

Je n'ai voulu aujourd'hui qu'esquisser le sujet si complexe et peut-être si plein de dangers pour la classe ouvrière qu'est la question des retraites. J'aurai l'occasion d'y revenir et de traiter plus en détail chacun des points que soulève cette importante question.

*
* *

La question étant à l'ordre du jour, MM. les députés viennent aussi de se créer une caisse de retraite. Pour eux aussi la retenue sera de 2 0/0, mais la retraite, alors que la somme de 360 fr. est suffisante pour des travailleurs, pourra atteindre 2.400 fr. par an.

De plus, l'âge de la retraite est fixé à 55 ans.

Nous serions curieux de savoir la cause de cette différence et pourquoi alors que la somme de 360 fr. par an est suffisante pour un prolo, 2.400 fr. ne sont pas de trop pour un député et aussi si c'est parce que le métier de député rend plus vite gaga que l'âge de la retraite a été fixé à 55 ans, alors que les travailleurs ne pourront en jouir qu'à 60.

*
* *

La discussion du budget qui a lieu actuellement à la Chambre des députés permet parfois de se rendre compte où passe l'argent des contribuables.

C'est ainsi que ces jours derniers la Chambre a voté à la demande du ministre de la guerre la jolie somme de 199.300 fr. pour frais de transports de troupes dans les localités où des grèves ont éclaté pendant l'année écoulée.

Le brave populo est vraiment de bonne composition; non seulement il lui est interdit de résister à ses exploiteurs, mais encore il doit payer pour être mis à la raison.

445 « représentants du peuple » ont voté le dit crédit.

Le peuple a bien les représentants qu'il mérite !

*
* *

MM. Crettiez père et fils rêvent encore d'exploiter et probablement aussi — il leur en a coûté si peu — de fusiller de nouveaux travailleurs.

On annonce en effet que ces exploiteurs types viennent de faire l'acquisition d'une nouvelle fabrique à Sallanches, à quatorze kilomètres de Cluses.

Leurs nouveaux esclaves agiront sagement en se munissant de revolvers pour se rendre à leur travail.

*
* *

Quoique la situation se soit fortement améliorée et que presque partout les propriétaires aient accordé satisfaction à leurs ouvriers, les grèves agricoles n'en continuent pas moins encore dans quelques villages, principalement dans la région de Béziers.

A Cruzy entre autres, les propriétaires s'entêtent — inutilement, du reste — et refusent de tenir leurs engagements antérieurs, forts de l'appui gouvernemental promis par la circulaire Combes.

Les gendarmes font des patrouilles dans les villages en grève et arrêtent au petit bonheur, dans l'espérance d'intimider les grévistes.

Si une solution n'intervient pas à bref délai, il se pourrait que le conflit prenne à nouveau de l'extension.

A Brest, une partie des dockers se sont à nouveau mis en grève.

Depuis quelque temps, les dockers avaient décidé que s'ils n'obtenaient pas une augmentation de tarif, soit 5 francs au lieu de 4 fr. 50, ils se mettraient de nouveau en grève le 1er janvier 1905. Ils ont devancé la date fixée, à la nouvelle que le tribunal de commerce venait de débouter un groupe de dockers d'une action en dommages et intérêts intentée contre MM. Chevillotte, sur une question d'embauchage.

A la sortie d'une réunion tenue à la Bourse du travail, ils ont parcouru les rues de la ville, précédés du drapeau noir de leur syndicat, et en chantant des airs révolutionnaires.

P. DELESALLE.

Allemagne.

Une étude approfondie du *mouvement syndicaliste* allemand fournirait, je crois, de nombreux enseignements à la classe ouvrière française. Sans doute nos réformistes y puiseraient des arguments en faveur de leur méthode. Me plaçant au point de vue révolutionnaire, je vais essayer de faire entrevoir comment ce mouvement peut être interprété et quelles conclusions il est possible d'en tirer.

La grande influence exercée en Allemagne par le parti social-démocratique nous fait croire que les syndicats professionnels se rattachent à ce mouvement politique. Ce qui favorise cette illusion, c'est que très souvent, la plupart du temps même, les ouvriers organisés sont, en dehors des syndicats, des partisans acharnés de la conquête des pouvoirs publics. Mais, en général, le syndicat lui-même ne se préoccupe guère de questions politiques et électorales. Le *Journal des Mineurs*, qui a pourtant des accointances avec plusieurs députés socialistes, publiait même dans son numéro du 17 décembre un article tout à fait surprenant pour qui sait quelle confiance illimitée les ouvriers allemands placent dans le bulletin de vote. Répondant aux plaintes de certains social-démocrates qui regrettent que tous les ouvriers syndiqués ne votent pas pour les candidats du parti, l'auteur de l'article écrivait que les syndicats n'y peuvent rien, et que vouloir les enrôler sous la bannière d'un parti politique pourrait provoquer une réaction et faire dégénérer le syndicalisme, comme en France, en un mouvement anarchiste-antiparlementaire. Puis il disait à ses amis ces quelques dures vérités : « Nous pouvons, nous aussi, soutenir avec raison que de nombreux social-démocrates entravent le développement des syndicats. Les travailleurs croient avoir rempli toutes leurs obligations lorsqu'ils ont déposé dans l'urne un bulletin qu'on leur a délivré gratis. Nous ne connaissons que trop ces révolutionnaires votards qui nous rompent les oreilles avec ce refrain connu : « Le syndicat ne sert à rien ; seule la lutte de classes sur le terrain politique peut nous délivrer. » Ce sont ces intraitables partisans de la lutte de classes qui laissent leurs camarades se sacrifier et combattre seuls dans le syndicat ; ce sont eux qui tournent le dos à nos organisations pour une augmentation minime des cotisations de 5 à 10 pfennigs. Ils ne manquent pas de courage pour s'asseoir devant un verre de bière et déblatérer sur les capitalistes et les barons des fosses... Mais ils laissent aux autres le soin de retirer les marrons du feu... Ils ont encore la foi enfantine dans un changement subit des conditions du travail. Ils attendent, les mains dans les poches, la débâcle prochaine : les syndicats, disent-ils, ne sont que des palliatifs ; seule la lutte politique nous conduira au but. »

Tout ceci sans doute est très juste. Mais repousser l'action politique pour s'enfoncer plus profondément dans ce que nous appelons en France le réformisme, c'est, à mon avis, tomber de Charybde en Scylla. Or l'esprit qui anime aujourd'hui la presque totalité des syndicats allemands, ce n'est pas l'esprit politique, mais c'est le réformisme et le mutualisme mal dissimulés sous une vieille phraséologie collectiviste. Les plus fortes exigences des organisations ouvrières ne vont pas au delà d'un salaire raisonnable et d'une limitation de la journée de travail. Ils obtiennent l'un et l'autre par des conventions (Tarifsvertræge) négociées avec les patrons, et valables pour une période de temps *déterminée*. L'usage de ces contrats collectifs s'est tout à fait généralisé ! Ce n'est plus la lutte sans trêve contre la classe capitaliste, cherchant à lui arracher l'un après l'autre tous ses privilèges et ses attributs ; c'est la reconnaissance implicite du régime actuel. Certaines organisations ouvrières manifestent à un degré surprenant cette adaptation aux conditions d'existence créées par le salariat. L'*Union des Métallurgistes*, fière de ses 2.0.000 adhérents et de ses caisses bien garnies, nous en fournit un exemple frappant : l'un de ses principaux militants repousse comme une injure l'accusation de combattre le travail aux pièces : « Si nous devons engager des luttes, dit-il, ce ne sera pas contre le travail aux pièces, mais ce sera seulement pour obtenir un tarif. »

Bien édifiants sont les articles publiés à ce sujet par le Dr Félix Kuh dans la *Deutscher Arbeitgeberzeitung*, journal des organisations patronales. Après avoir constaté que les syndicats ouvriers et le parti social-démocratique réprouvaient autrefois ces conventions passées avec le patronat pour une période déterminée, le docteur Kuh est d'avis que c'est aujourd'hui le seul moyen pour les capitalistes d'obtenir du répit : « Les patrons, écrit-il, étaient exposés sans défense à de constantes *menaces de grève* ; c'est maintenant le salut pour eux, lorsque la conclusion d'une convention de tarifs leur permet d'obtenir pour un certain temps le *repos* et la paix. » « Sans doute, ajoute-t-il, nous n'acceptons ces conventions que faute de mieux ; si nous disposions d'un meilleur moyen de *combattre les grèves*, nous veillerions à ce que ces conventions concilient plus exactement les intérêts des patrons et ceux des ouvriers. »

Que le docteur Kuh se rassure : cela viendra. Je n'en veux pour preuve que le singulier état d'esprit que dénote un article paru récemment dans un organe syndical ; ce journal considère *comme* un succès pour la classe ouvrière le fait que le ministre

des finances du grand-duché de Hesse s'est exprimé très favorablement sur les conventions de tarifs conclues entre patrons et ouvriers : le député Ulrich, lit-on dans cet article, dans son rapport à la Commission des finances, a déclaré que la conclusion de ces contrats réglant les salaires et les conditions de travail doit être regardée comme un bienfait et qu'elle permettra de ne plus considérer les grèves et les lock-out comme des événements naturels.

D'autre part, dans une réunion publique qui s'est tenue le 27 novembre à Kaiserslautern, un Keüfer allemand, appartenant au syndicat des tailleurs, a développé le sujet suivant : « Les conventions de tarifs sont un moyen d'amener *la paix sociale.* » Nous n'en avons jamais douté, et c'est précisément pourquoi nous réprouvons cette méthode, car nous pensons qu'il ne doit pas y avoir de paix sociale tant que le régime capitaliste subsistera.

Deux autres institutions que l'on voudrait également acclimater en France, les caisses de secours et une organisation autoritaire et centralisée, contribuent à faire des syndicats allemands des groupements réformistes qui perfectionnent, consolident et éternisent le régime capitaliste. Nous aurons ultérieurement l'occasion de les examiner.

Suisse.

Un ancien membre de l'Internationale, James Guillaume, fit paraître, il y a quelque temps, dans la *Sentinelle*, journal socialiste chaux-de-fonnier, une série d'articles qui parurent plus tard sous forme de brochure, sous le titre : *Le collectivisme de l'Internationale.* C'était, en somme, l'histoire de cette célèbre Fédération jurassienne, tant honnie et décriée par les soi-disant amis du peuple, les Marx et Engels et leurs disciples, et dont l'auteur fut, avec Bakounine, l'un des membres les plus influents. Ces articles, d'une grande valeur au point de vue historique, car les faits y sont racontés avec un soin jaloux de la vérité, se terminent par un appel aux jeunes : « A la nouvelle génération de faire son profit de l'histoire du passé : puisse-t-elle s'inspirer, pour agir, des idées plus vivantes que jamais qui ont fait la force et la grandeur de l'Internationale! »

Mais les temps ont changé. Epuisée par les luttes continuelles, les vexations de la police, les désertions de ses membres, la Fédération jurassienne mourut de langueur après dix ans d'efforts en vue de préparer les hommes à la révolution et à la fédération des communes. La Suisse n'est plus aujourd'hui la terre de liberté où pouvaient se rencontrer, sans crainte d'expulsion, les révolutionnaires de la Russie, tels que Bakounine et Kropotkine, les anarchistes italiens comme Cafiero et Malatesta, ou les malheureux communards échappés aux massacres de mai ou à la déportation, Lefrançais, Malon et tant d'autres. Une réaction impitoyable chasse aujourd'hui et sans jugement quiconque se targue d'idées révolutionnaires. Pressé par les autres puissances, le gouvernement fédéral obéit et expulse, vote les lois proposées par la Russie contre les anarchistes, se met même au service d'Abd-ul-Hamid pour persécuter, comme le fut dernièrement le docteur Djewdet, les membres du parti Jeune-Turc.

Attachée à son rocher de granit par plus de six siècles de tradition républicaine, de patriotisme et de démocratie à outrance, l'Helvétie n'en est pas plus avancée pour tout ça, démontrant bien par là que l'Etat, fût-il le meilleur, devient le siège de la réaction s'il se complait dans sa tradition au lieu d'évoluer avec les idées nouvelles. Semblable au mollusque qui attend, à mer basse, que la marée revienne lui donner le mouvement et la vie, la Suisse, réflecteur exact des nations qui l'entourent, attend que la marée révolutionnaire des autres pays vienne à nouveau l'agiter. Déjà le mouvement syndicaliste révolutionnaire de France vient de réveiller quelques énergies, les grèves de Genève et de Chaux-de-Fonds, réprimées avec rigueur, en sont les symptômes. L'élément ouvrier, jusqu'alors assoupi dans un syndicalisme mutualiste et réformiste importé d'Allemagne, avec la différence que la mutualité cache là-bas l'action révolutionnaire, tandis qu'ici elle l'obstrue, l'élément ouvrier, dis-je, que n'ont jamais bien pu intéresser les luttes politiques, au grand désespoir des arrivistes restés sur le carreau, semble maintenant se préoccuper vivement de la tactique des ouvriers français. C'est pourquoi, désireuse d'encourager ce mouvement d'opinion, pour faire bloc et pour lutter contre l'esprit réformiste des principaux chefs des fédérations ouvrières suisses, esprit néfaste qui annihile toute volonté, toute initiative au profit de quelques beaux phraseurs qui se servent du tremplin syndicaliste pour se glisser dans les conseils et tonner ensuite contre les révolutionnaires, désireuse également de faire revivre dans les montagnes du Jura les idées qui y furent tant goûtées, l'Union ouvrière de Chaux-de-Fonds demanda au secrétaire des Bourses de travail de France, Yvetot, de bien vouloir venir donner quelques conférences sur l'organisation syndicale. Celui-ci accéda à ce désir.

Dans trois conférences à Chaux-de-Fonds, au Locle et à Saint-Imier, dans deux causeries aux militants révolutionnaires, il exposa les principes de la Confédération générale du Travail, le but de l'organisation syndicale et la nécessité qu'il y a d'organiser sur un terrain purement économique l'Internationale des travailleurs. Yvetot, qui n'a ni l'envergure d'un Bakounine, ni le charme d'un S. Faure, a recueilli partout des applaudissements unanimes par sa façon d'exposer brutalement les faits, sa façon de dire simplement ce qui est et ce qu'il faut faire, sa façon de parler, non pas en érudit d'académie, mais en *ouvrier* éclairé causant à d'autres camarades et c'est ce qui a fait son succès ou plutôt le succès de la cause, parce qu'une sorte d'intimité est née spontanément. On l'a questionné, interrogé, on a voulu savoir, on s'est intéressé *à tout ce qui concerne* l'action syndicale de nos camarades de France et maintenant l'on est bien résolu à lutter fermement sur un terrain qui n'est plus celui de l'entente entre le travail et le capital. Les conférences d'Yvetot ont jeté une bienfaisante lumière et opéré un puissant réveil que les vieux de l'Internationale qui demeurent encore dans nos régions voient avec attendrissement. Ils se rappellent le temps où Bakounine, Reclus, Kropotkine et tant d'autres, morts ou proscrits depuis, venaient visiter, sans peur des frimas, nos villages montagnards, et y laissaient des paroles prophétiques traitées d'utopies, répétées depuis maintes et maintes fois et qui commencent à devenir de prochaines réalités. Que les vieux espèrent, les jeunes entrent en lice ; la brochure de James Guillaume et les conférences d'Yvetot y seront pour beaucoup.

Henri Pindy fils.

Etats-Unis.

La guerre patronale dans l'Etat du Colorado.

Quand les mineurs de charbon du Colorado méridional se sont aperçus qu'ils étaient trahis par Mitchell, les bons bougres du « Lavoratore Italiano » ont mis au pilori les manipulations du traître.

La revanche devait être attendue du chef de la « United Mine Workers » et des patrons millionnaires, mais on ne se doutait pas de l'infamie du gouvernement des Etats-Unis duquel le *service postal* n'est qu'une agence de service secret.

Donc entre Mitchell, Rockefeller et Roosevelt, nous voilà en face de la trinité libérale et capitaliste.

Mitchell a suspendu le secours de grève en disant que les mineurs du Colorado coûtent trop d'argent (600.000 dollars jusqu'au mois d'août dernier) ; naturellement l'argent était accaparé par les acolytes de Mitchell vivant dans les tavernes chic pendant que les grévistes manquaient du nécessaire ; mais puisque les récalcitrants ne voulaient pas tendre le cou au joug selon les désirs des pontifes, tout secours était coupé court, malgré un trésor de 1.300.000 dollars dans les coffres de U. M. W. of A.

Les managers de Rockefeller ont donné l'ordre à leurs sbires à Trinidad, de détruire et brûler l'office du *Lavoratore italiano* et de tuer Carlo Demolli, un bon camarade ; l'ordre a été exécuté : l'office a été saccagé, réduit en miettes et brûlé. Demolli fut attaqué à Pueblo par six individus qui lui ont cassé la tête et, finalement, ont voulu le mettre à toute force dans un carrosse pour l'emmener hors de la ville et en finir avec lui pour de bon, mais ce truc ne réussit pas, notre bon camarade au dernier moment et avec l'aide des passants ayant pu se dégager des mains des assassins.

Quand les hommes de la « Reno detectiv agency » ont vu que le coup était raté, ils ont sauté dans le carrosse et ont disparu dans le noir de la nuit (à huit heures du soir) devant la gare centrale du Pueblo.

Quand Demolli sortit de l'hôpital, les chiens de Roosevelt sous le titre d'*inspecteurs des postes* étaient à sa poursuite. « Il parait qu'il avait écrit un article obscène contre une femme et envoyé ledit article par la poste. »

Le fait est qu'il y a, à Denver, une Mrs. Anthony, généralement connue sous le nom de « Polly Pry », éditrice d'une publication hebdomadaire du même nom, fondée pour aider l'infâme Peabody et insulter les travailleurs qui demandent un peu plus de bien-être. Donc Demolli avait répondu à la *vendue* aux capitalistes, et par le truc postal la « loi » a escamoté deux ans de liberté à Demolli, lequel se trouve, en ce moment, dans la prison fédérale à Leavenworth Kans. La grève des mineurs de charbon a misérablement échoué ; il y a quelques semaines on reprenait le travail — sans conditions, — sauf à Scofield, Utah : là, ils tiennent encore ferme. Ils ont quitté la « United Mine Workers » pour s'associer avec la « Western Federation of Miners ».

Meldrum, voleur de bétail et assassin de profession, a *été importé* du Wyoming à Telluride par l'agence Reno « pour protéger la loi et l'ordre ». Il fut installé à la mine « Tom Boy » : là il y avait un pauvre déçu nommé Miller, qui travaillait dur, comme beaucoup d'autres malheureux, pour un prix dérisoire ; il se plaignit au garde-chiourme des mauvais traitements. Meldrum prit son revolver et lui dit : « Tiens, je finirai tes troubles », et le tua raide.

Son patron, capitaine de la milice, le nommé Bulkeley Wells, a signé une caution de 1.000 dollars et le cas devait être jugé le 23 novembre. Meldrum ne fut pas dérangé. Miller était scab, n'avait pas d'amis.

Le 23 novembre arriva, et le dossier contre Meldrum fut rejeté par la Cour qui déclara les poursuites closes.

Pour les élections du 8 novembre passé, notre gouverneur qui « gouverne » avait bien tout arrangé pour sa réélection, tout était prévu, chantages, promesses, vexations, intimidations, etc., et notre brave Peabody très sûr d'être réélu, car dans son discours à Pueblo, dans le grand *théâtre*, il s'exprimait en ces termes : « Nous voulons la loi et la paix et, pour obtenir cela, tous les moyens sont bons ; voilà pourquoi je ne fais aucune apologie. Votez pour moi et je vous promets que je répéterai la même chose. »

Les républicains ont dépensé 1.500.000 dollars. Du moins, c'est ce que l'on connaît jusqu'à présent ; mais on ne sait pas ce que Gugenheim, président de la « American Smelting and Refining Co », a dépensé. On lui attribue au moins 100.000 dollars, mais avec tout cela Adams, le banquier démocrate, avait une majorité de plus de 12.000 voix ; mais allez vous en dinguer de la boîte à votards, Peabody et ses amis de la *cour suprême* disent que le « gouverneur qui gouverne » est réélu et que des votards on s'en fiche : ainsi, dans une seule urne, à Denver, l'expert en écritures avait trouvé 98 bulletins écrits de la même main ; ici, à Pueblo, le sénateur républicain est bombardé élu avec 4 voix de majorité sur le candidat démocrate et ainsi de suite la fraude électorale et officielle. Fichtre ! je me suis mêlé aux élections pour prêcher unionisme et anarchie parmi le populo slave et italien ; de sorte que nous avons bien rafistolé les lézardes de notre union des fondateurs des métaux. Il y a 27 jours depuis l'élection et nous ne savons encore rien des rapports, ni qui sont Messieurs nos élus, et ma foi, un de ces quatre matins, il y aura surprise, si Peabody tiendra sa promesse : j'y suis, j'y reste, par la volonté du peuple, et en dépit des anarchistes.

Bulkeley Wells, et ses compères de Telluride ont dû caner. Ah ! par exemple, ça a été dur d'accepter huit heures de travail, 3 dollars minimum et reconnaître le droit de la « Western Federation of Miners ».

700 des ouvriers ont repris le travail et, dans un bref délai, on espère avoir le chiffre normal de 2.000 mineurs et ouvriers des concentrateurs du minerai.

A Auray, 800 mineurs ont obtenu les mêmes conditions qu'à Telluride.

Aujourd'hui même, 4 décembre, on a célébré la première réunion de la W. F. of M. et on espère dérouter complètement les propriétaires des mines et la fameuse « Alliance des Citoyens ».

Quant à nous autres, ouvriers conscients, nous devons travailler encore plus fort, pour éduquer les masses et les préparer aux désirs de progrès et résister plus que jamais à l'avidité capitaliste.

Ici, en Amérique, il ne manque rien : eh bien ! sachons en prendre ce dont on a besoin et le paradis se fera sans attendre un messie quelconque.

A. Klemencic.

∴

Les camarades de San Francisco viennent de faire paraître le premier numéro de l'*Effort*, organe anarchiste de langue française.

L'énergie des camarades qui s'en occupent, nous est un sûr garant que, cette fois-ci, nous avons affaire

à une tentative sérieuse, et que le nouveau journal fera de la bonne besogne.

Bonne chance, et bonne réussite à ce nouveau camarade de lutte.

Adresse : Raymond Bachmann, 507, Pine Street, San Francisco (Cal.).

République Argentine.

Buenos-Aires, jeudi 24 novembre 1904.

Je profite du départ d'un courrier italien pour vous relater les faits sanglants de la journée d'hier à Rosario.

Dans ma précédente correspondance je prévoyais les violences, et malheureusement mes prévisions ne se sont que trop réalisées.

Voici les faits tels que les conte le journal *La Nacion* qui peut, toute proportion gardée, être comparé au *Temps* de Paris; on ne peut donc l'accuser de partialité comme on le ferait de *La Protesta* : « Les ouvriers en grève avaient résolu d'assister en foule aux obsèques de leur camarade Jésus Pereyra, assassiné hier; mais la police, escamotant le cadavre de sa victime, l'enterra ce matin au petit jour.

« Grande fut l'indignation des grévistes lorsqu'ils surent l'odieuse conduite des cosaques policiers. La masse ouvrière résolut de se former en colonne et de porter une couronne sur la tombe de son camarade, puisque les autorités les avaient empêchés de lui rendre les derniers devoirs.

« Les officiers de paix présents ne s'opposèrent nullement à la formation de la manifestation qui partit dans le plus profond recueillement.

« La colonne s'était à peine ébranlée qu'un escadron de gendarmes venu d'on ne sait où, chargea, et sans aucune sommation, sans la moindre provocation de la part des manifestants, fit feu sur la foule.

« La scène est indescriptible, les sbires firent preuve d'une sauvagerie inouïe, sabrant et revolvérisant de droite et de gauche, sans souci d'âge ou de sexe

« Cela se passait à la sortie des écoles, les enfants ne furent point épargnés; les monstres les piétinaient, les sabraient avec d'autant plus de courage qu'ils étaient sans défense.

« Le petit Alfred Séré, Argentin âgé de *10 ans*, a le ventre ouvert d'un coup de sabre, les intestins dehors. Un autre, âgé de 14 ans, a la jambe droite broyée, l'amputation est nécessaire.

« Louis Carré, 43 ans, marié, a une balle dans le ventre — vient de mourir à l'hôpital de la Charité. — Laurent Barrione, 47 ans, marié, une balle dans la cuisse droite; Jacob Giaconnelli, 49 ans, une balle dans la jambe gauche; Alfred Herrero, 18 ans, blessé à la cuisse; J. Munoz, blessé au côté.

« On assure qu'il n'y a que deux morts et deux blessés dont l'état est désespéré; mais il est certain qu'on nous cache la vérité; nous pouvons affirmer que nombreux sont les blessés qui se sont fait conduire à leur domicile pour s'éviter des poursuites.

« La ville est consternée, l'indignation est à son comble, la grève générale votée hier pour une durée de quarante-huit heures, en protestation de l'assassinat de Pereyra, sera continuée huit jours. Les journaux viennent de faire distribuer des circulaires annonçant qu'ils ne paraîtront ni demain, ni après-demain.

« Le député socialiste A. Palacio est attendu cet après-midi.

« La Chambre du Commerce vient de publier un manifeste condamnant l'ignoble conduite de la police et, en reconnaissant la justesse des revendications ouvrières, s'offre comme intermédiaire entre patrons et employés.

« Deux journalistes ont été emprisonnés pour avoir protesté contre la sauvagerie des policiers.

« Pour la première fois, et comme conséquence du massacre, les socialistes et les anarchistes se sont unis, aussi la grève sera-t-elle absolue. Les employés du chemin de fer et les dockers adhèrent au mouvement.

« Le journal *La Provincia* paraîtra seul, ayant un personnel non syndiqué. *La Capital* ne comptant que 4 ouvriers, n'aura que trois colonnes imprimées. »

A Buenos-Aires, l'impression est profonde, aussi le mouvement gréviste déjà si important va-t-il augmenter encore.

Je ne comprends pas l'inaction de la Fédération ouvrière argentine. A cette heure, la grève générale devrait être déclarée ici comme à Rosario. Le comité exécutif a l'air d'être apeuré, j'espère qu'il va se ressaisir et que demain la grève générale sera un fait acquis.

A Santa-Fé, la grève du chemin de fer français continue, la Direction renvoie sans les ouvrir les notes que la Fédération lui communique.

Les tramways sont complètement arrêtés, les cochers de fiacre sont également en grève, on compte pour demain sur l'adhésion de nouvelles corporations. Les syndicats ne distribuent aucun secours, et pour cause : presque tous ont été fondés lors de la déclaration de grève.

L'enthousiasme du prolétariat rend le mouvement irrésistible, on a tiré des coups de revolver sur le train de voyageurs qui va de Santa-Fé à Buenos-Aires. Un de nos compatriotes est accusé d'être le principal agitateur.

La police et les troupes sont consignées, on se demande avec anxiété si la tragédie de Rosario va se renouveler ici. Avec ces Indiens que la *civilisation* a militarisés, il faut s'attendre à tout. L'heure est grave.

Russie.

Le très libéral ministre de l'intérieur Sviatopolk-Mirsky vient de confirmer l'idée que les anarchistes se font de tout libéralisme de ministre : point de réponse aux vœux de l'Assemblée Nationale et, par contre, une réponse très nette au corps des avocats de Saint-Pétersbourg et de Moscou : il ne peut pas recevoir leurs pétitions, « considérant qu'elles parlent de suppression du mode de gouvernement actuel ». De là, la réponse sous-entendue aux vœux de l'Assemblée Nationale est claire : il ne peut pas être question de la Constitution. De plus, les journaux continuent à recevoir « les avertissements », et la répression des manifestations devient plus grave.

On peut facilement comprendre l'agitation produite par cette nouvelle en Russie, où tout le monde était presque convaincu d'obtenir satisfaction, — les uns ayant mis leur confiance en la politique libérale du ministre, les autres pensant que le gouvernement, tenant compte de l'effervescence qui se fait voir partout, n'oserait pas refuser les revendications de l'Assemblée, au moins les refuser en bloc.

Comme il fallait s'y attendre, les manifestations se sont produites et surtout vont se produire. Une triste nouvelle est arrivée de Saint-Pétersbourg : le 12 décembre, la veille du jugement de Sosonoff et Sikorsky (1), une réunion a été tenue par les étudiants, au nombre de 2.000 environ. Après avoir tenu la réunion, les étudiants sortaient tranquilles, *sans manifester*, mais comme il n'y a qu'un chemin pour tous ceux qui restent en ville, celui du pont du Palais, ils marchaient encore tous ensemble lorsque, arrivés sur le pont, ils furent assaillis par un escadron de police à cheval et à pied. Surpris par cet assaut inattendu, les étudiants ne firent pas de résistance; beaucoup d'entre eux, pour se sauver, sautèrent du pont sur les barques. Quatre étudiants sont morts de blessures reçues au cours de cette boucherie, il y a nombre de blessés.

A Moscou, il devait y avoir une manifestation le 13 décembre qui n'a pas eu lieu, parce que, dit-on, toute la police était sur pied et avait organisé nombre de guets-apens aux environs de l'Université.

Le 15 décembre, un concert au profit de la caisse de secours mutuels des étudiantes nécessiteuses avait lieu dans la plus grande salle de la ville. Une fois le concert fini, au lieu des danses habituelles on a éteint la lumière et entonné des chansons révolutionnaires. Cette petite manifestation est bien inoffensive, mais ce qui va suivre est autrement grave.

Le Parti Socialiste-Révolutionnaire (dont Sosonoff et Sikorsky faisaient partie) vient de lancer des prospectus ainsi conçus :

Le Parti Socialiste-Révolutionnaire.

« Dans la lutte tu trouveras tes droits. »

Le Comité de Moscou du Parti Socialiste-Révolutionnaire, répondant à l'agitation qui a gagné toute la Russie de pensée et de travail, la veille de son affranchissement de l'arbitraire tsariste, appelle tous les citoyens à la lutte et à la protestation ouverte contre le régime de violence autocratique. Assez de promesses, assez de phrases! nous devons nous-mêmes arracher aux autorités notre liberté par force.

Quiconque revendique la cessation immédiate des horreurs de l'arbitraire tsariste et de la guerre est appelé à apporter ses revendications dans la rue et à les défendre par la force.

Nous invitons donc tout le monde à venir les 18 et 19 décembre vers une heure de l'après-midi à la rue Tverskaïa, dire hautement, ouvertement ses revendications qui sont actuellement partagées par toute la Russie honnête.

A bas le tsarisme!
A bas la guerre!
Vive la dictature du peuple!
Vive le socialisme!

Parti Socialiste-Révolutionnaire.
Comité de Moscou.

De plus, le grand-duc Serge, gouverneur général de Moscou, et M. Trepoff, chef de police, sont prévenus par le Comité, que si cette fois-ci ils empêchent les manifestations, leurs jours sont comptés, un arrêt formel du Parti existant à cet égard.

Qui vivra verra, et si après les journées des 18 et 19 décembre, je suis en état de le faire, je tiendrai les lecteurs des *Temps Nouveaux* au courant.

SVOBODA.

(1) La semaine passée j'ai donné la date inexacte du jugement de Sosonoff et Sikorsky. La manifestation dont j'ai parlé la semaine passée a eu lieu, comme je l'ai bien dit, le 11 décembre, mais je me suis trompée en disant que c'était la veille du jugement. C'était l'avant-veille, et la veille, le 12 décembre, a eu lieu la réunion dont je suis en train de parler.



Désirant créer une troupe libre pour la propagande par le théâtre, et entreprendre une tournée en province, nous faisons appel à tous les camarades hommes ou dames, ayant du goût pour la scène.

Adresser les correspondances ou se présenter au camarade Georges Zea, chez Chabrier, 25, rue de l'Orillon (11e), tous les soirs, de 8 h. 1/2 à 10 heures.

Groupe de Propagande, etc. — Voici pour le mouvement du mois de décembre.

Distribué ou expédié :

Temps Nouveaux	600
Voix du Peuple	40
La Liberté par l'enseignement	100
L'Anarchie et l'Eglise	100
Chauvinard (image pour enfants)	50

Nota. — C'est par erreur que nous avons remercié un camarade de Toulon de l'envoi de son obole; c'est à un camarade de Nantes que nos remerciements s'adressaient.

RENÉ FROMENT,
129, route d'Orléans, Arcueil.



Coopération des Idées, 157, faubourg Saint-Antoine. — Vendredi 30 déc. Edmond Teulet : Chants et chansons de Noël (avec auditions). — Samedi 31, L. Brandin, professeur à l'Université de Londres : William Blacke, poète et peintre anglais, 1757-1827 (avec projections).

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Réunion mardi 3 janvier 1905, salle des conférences, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau. Conférence par Victor Griffuelhes, sur : Les grèves agricoles.

Les adhésions y seront reçues.

Groupe des Poètes-Chansonniers révolutionnaires. — Mercredi 4 janvier, à 8 h. 1/2, Taverne de la Semeuse, 33, rue de Rivoli, cinquième veillée mensuelle : Le poète beauceron Gaston Conté dans ses chansons d'un gas qu'a mal tourné; les Chansonniers du Groupe dans leurs œuvres; Mmes Jeanne D'Helmay, Manfray. Distribution gratuite de chansons de propagande.

Vestiaire : 0 fr. 30.

—— **Jeunesse libertaire du V**[e], 303, rue Saint-Jacques (Bibliothèque d'études sociales). — Jeudi 5 janvier, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade, sur: Les origines de l'anarchisme.

—— **Causeries populaires du XI**[e], 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 4 janvier : La campagne antiélectorale et les divers moyens à employer.

—— **Causeries populaires du XVIII**[e], 30, rue Muller. — Lundi 2 janvier : *Patriotisme*, critiques et discussions. — Vendredi : cours d'espagnol.

Campagne antiélectorale du 27 : réunions les samedi 31 décembre, Ecole rue Etienne-Marcel ; mardi 3 janvier, Ecole rue Saint-Denis ; jeudi 5 janvier, rue Jussianne ; samedi 7 janvier, Ecole rue du Louvre.

—— Réunion de la **Section du XIII**[e], le samedi 31 décembre, à 9 h. du soir, salle Reigneau, 17, boulevard Arago. — Ordre du jour : suite de la discussion sur l'organisation de diverses réunions publiques pendant la période électorale.

—— **Le Milieu Libre**, 22, rue de la Barre (18[e] arrondissement). — Samedi 31 décembre et jeudi 5 janvier, causeries.

—— **La Coopérative communiste**, 22, rue de la Barre (18[e] arrondissement). — Les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

—— BORDEAUX. — **Section antimilitariste.** — Dimanche 1[er] janvier 1905, réunion, au groupe, rue Kléber, 65, à 3 heures : Organisation de la conférence Louise Michel et E. Girault. Les camarades Benoit et Antignac donneront un compte rendu de la conférence de Dax.

—— LORIENT. — **Jeunesse Syndicaliste.** — Tous les lundis il sera fait une causerie par un camarade à la salle du Château-d'Eau, à 8 heures du soir.

—— LYON. — **Internationale antimilitariste** (section de Lyon). — Réunion dimanche 1[er], à 2 heures, chez Chamarande. Question à traiter : Le manifeste antimilitariste du tirage au sort.

Le tirage au sort étant de bonne heure cette année (courant janvier), il serait utile que les camarades s'occupent de cela sérieusement et tout de suite.

—— **Groupe Germinal.** — Dimanche 1[er], à 8 heures, chez Chamarande, soirée familiale. Causerie. Réflexions sur les événements du jour.

—— MARSEILLE. — Mardi 3 janvier, à 9 heures du soir, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, conférence publique et contradictoire par Jean Marestan. — Prix d'entrée : 0 fr. 25.

Vendredi 6 janvier, à la même heure, salle Vignon, 78, rue Bleue, Marestan traitera le sujet suivant : « Historique et critique des tentatives de communisme pratique. » — Entrée : 0 fr. 25.

—— ROUBAIX, Palais du Travail. — Samedi 31 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, réunion de tous les camarades. Communications importantes, situation financière, projet de concert, question de la bibliothèque.

—— SAINT-MARTIN-DE-ROUBAUX (Lozère). — Le 1[er] janvier, conférence publique et contradictoire. Sujet traité : Antimilitarisme et la nouvelle Internationale. Orateurs : Victor Méric et Eliacin Vezian.



L. B. T., à Somain. — Adressez-vous à la *Régénération*, 27, rue de la Duée.

A. P., à Stuttgard. — Si vous croyez que l'article en vaille la peine.

Milieu libre. — Convocation arrivée trop tard la semaine dernière.

L., à Londres. — Il y a eu du retard dans l'envoi de la pièce ; mais c'est qu'en ce moment nous sommes surmenés.

C. M., à Marseille. — Si la traite porte pour abon. Evidemment, la faute est de notre côté.

Weckruf, Zurich. — Je vous renouvelle que nous ne recevons pas votre journal. Si vous voulez recevoir régulièrement, veuillez nous faire un service régulier. Nous avons reçu deux exemplaires en tout.

V. C., à Recanati. — Les numéros des journaux espagnols que nous recevons, sont remis au camarade qui en fait la lecture pour nous.

A. B., à Limoges. — Nous n'annonçons un journal que lorsqu'il est paru, et que nous pouvons juger de sa ligne de conduite.

A. J., à Orange. — Envoyez votre adresse.

A. P. — C'est une erreur de l'expédition. Vous recevez les deux bouquins.

Reçu pour Pivoteau : Le groupe l'Union socialiste du canton d'Elbeuf, 5 fr., que nous lui faisons parvenir.

Reçu pour le journal : T., 2 fr. — Mlle B., à Champigny, 2 fr. — E. F., à Elbeuf, 0 fr. 50. — L. C., 5 fr. — Merci à tous.

E. B., à Privas. — B., à Brest. — M. M., à Troyes. — J., à Lorient. — Chinon. — L. O., à Philadelphie. — M. P., à Bollem. — S., à Saint-Gall. — G., à Joinville. — M., à Dorignies. — C. rue T. — M., à Toulon. — H., à Bruxelles. — P. H., à Lyon. — F., au Mans. — J. P., à Saint-Paul en Jaret. — V. B., à Valréas. — C., à Reignac. — B. D., à Epernay. — T. G., à Vaux. — H. E., à Mehun. — B. Q., à Saint-Pierre de Quilbignon. — C. F., à Feuquières. — V. de V., à Mons-en-Barœul. — L., à Epinal. — B., à Eauze. — P., à Vevey. — R., Le Lien. — F. A., à Anderlecht. — Reçu timbres, lettres, mandats.



Nous avons reçu :

L'Ombre des Pins (vers), par G. Nigond ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

L'art de demain, par H. Provensal ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

O Puvo du Nabozenstvi a Moralky, Elisée Reclus ; 1 broch., à *Novy Kult*, Praha Olsany, 45, Autriche.

Les résultats des grèves agricoles dans le midi de la France, par Augé-Laribé ; *Le Musée social*, 5, rue Las Cases.

LE LIVRE POUR ENFANTS

Nous avons commencé les envois, mercredi dernier. J'espère que, lorsque ce numéro arrivera à nos lecteurs, tous les souscripteurs auront été servis. S'il se produit quelques petits retards, ceux qui les auront subis voudront bien nous excuser. Malgré toutes les entraves, si l'imprimeur nous avait tenu parole, nous serions arrivés à l'heure, mais il nous a fait perdre huit jours qui nous auraient permis d'arriver en avance.

D'autre part, le dessinateur n'est pas content de la façon dont le photograveur a interprété les dessins. Il n'a tenu aucun compte des valeurs dans l'exécution, ce qui rend les dessins un peu plats.

Si nous avions été moins bousculés par le manque de temps, nous aurions pu communiquer les épreuves au dessinateur, et faire recommencer les clichés.

Mais, quelles que soient ces petites imperfections, j'espère que les souscripteurs seront contents du volume.

L'année prochaine, nous nous y prendrons plus tôt, afin que tous ces inconvénients ne se reproduisent pas, et tâcherons de faire beaucoup mieux.

J. GRAVE.

Nous avons fait tirer à part, sur beau papier, et avec de grandes marges, les illustrations des deux volumes *Guerre-Militarisme, Patriotisme et Colonisation.*

D'un format moins grand que nos lithographies, ces gravures peuvent être encadrées.

Nous les tenons à la disposition de nos lecteurs, au prix de 0 fr. 60 l'exemplaire.

Nous avons une lithographie de Willette, grand format, d'après le vers connu de Racine :

Aux petits des oiseaux il donne la pâture...

Prix : 1 fr. 40, franco, 2 fr. 15 et 5 fr. 20.

L'abondance du Mouvement social nous force à renvoyer la suite de *l'A.B.C. de l'astronomie* à la semaine prochaine.

COLLECTIONS DE DESSINS

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois,** par C. Pissarro. — **L'Errant,** par X. — **Le Démolisseur,** par Signac. — **L'Aube,** par Jehannet. — **L'Aurore,** par Willaume. — (Il n'en reste plus qu'un nombre très restreint d'exemplaires, vendus 3 fr.) — **Les Errants,** par Rysselberghe (celle-ci complètement épuisée). — **L'Homme mourant,** L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte,** par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe,** par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre,** par Luce. — **Mineurs belges,** par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux,** par J. Hénault. — **La Guerre,** par Maurin. — **Epouvantails,** par Chevalier. — **Capitalisme,** par Comin'Ache. — **Education chrétienne,** par Roubille. — **Provocation,** par Lebasque. — **La Débâcle,** dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur,** par Daumont. — **L'Assassiné,** par C. L. — **Souteneurs sociaux,** par Delannoy. — **Les Défricheurs,** par Agar. — **Le Calvaire du mineur,** par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir,** par Lebasque. — **Les Bienheureux,** par Heidbrinck. — **La jeune Proie,** par Lochard. — **Le Missionnaire,** par Willaume. — **La Libératrice,** par Steinlen. — **Frontispice,** par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1** fr. **25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1** fr. **40** ; édition d'amateur : **3** fr. **50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

En dehors de cette série, nous en avons une de Willette, d'après le vers connu de Racine :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture...

Prix : 1 fr. 40, franco, 2 fr. 15 et 5 fr. 20.

Nous avons aussi, à grandes marges, les illustrations de **Guerre-Militarisme, Patriotisme-Colonisation.** Chaque, 0 fr. 60 franco.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jebannel	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 36 PARIS & DÉP.: 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR: 0 fr. 15 Du 7 au 13 Janvier 1905.



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal "LA RÉVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
Avec un "SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE"

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



Les Néo-malthusianistes
ET LE MANQUE DE PRODUITS

Si les néo-malthusianistes disaient vrai, lorsqu'ils prétendent que la terre est incapable de nourrir, sinon immédiatement, tout au moins dans un avenir relativement rapproché, la totalité des habitants de notre planète et qu'il faut, dès maintenant, prendre des mesures énergiques pour limiter la procréation, les économistes bourgeois se trouveraient avoir raison en prétendant qu'il est logique et dans l'ordre naturel des choses qu'il y ait des riches et des pauvres, la terre ne pouvant pas nourrir, à leur suffisance, tous ses habitants.

Lorsqu'on se donne la peine de regarder un peu autour de soi, l'on s'aperçoit heureusement que les uns et les autres font fausse route. La limitation de la procréation est une question d'ordre purement individuel, un point et c'est tout. Toutefois, le stade d'évolution que nous traversons, une fois franchi, si nos arrière-neveux s'aperçoivent que vraiment, ils sont trop, ce sera alors à eux d'aviser. Actuellement, la question n'a même pas à être envisagée par notre génération et vraisemblablement par plusieurs de celles qui nous suivront.

Mais toute dissertation sur ce sujet ne vaut pas des chiffres et des faits.

Voici justement l'un et l'autre, et nous allons voir combien c'est en réalité bien plus l'organisation économique de la société qui engendre la misère, ou le besoin, que le manque de produits par suite de la surpopulation.

C'est, d'abord, la publication toute récente de la production vinicole en France pendant l'année 1904.

D'après les rapports officiels, en effet, la récolte totale des vins en France a été, pendant l'année qui vient de s'écouler, de 66.259.877 hectolitres, auxquels il faudrait ajouter environ 6 millions d'hectolitres pour l'Algérie. Si l'on considère que la majeure partie de l'Algérie est peuplée par des musulmans qui s'abstiennent de boissons fermentées, — les 6 millions d'hectolitres viennent du reste presque exclusivement en France — l'on voit que la production vinicole a été en réalité de 72 millions d'hectolitres. De plus, fait qui n'est pas non plus à dédaigner, la qualité est de beaucoup préférable à celle des années précédentes et la force alcoolique supérieure également de 1 à 2 degrés en moyenne.

Que l'on compare alors ce chiffre de 72 millions d'hectolitres avec celui de la population adulte, — soit environ 24 millions d'habitants — susceptible de faire entrer le vin dans son alimentation et nous aurons alors pour le moins, 3 hectolitres de vin pour chaque individu, et encore en comptant 25 millions, je fais la part très large, puisque dans des régions entières comme le Nord et l'Ouest, le vin est remplacé dans l'alimentation par de la bière, du cidre et trop souvent malheureusement, de l'alcool de grains.

Eh bien, de l'avis d'hommes compétents, ce minimum de 3 hectolitres par an et par habitant, serait plus que largement suffisant pour assurer cette partie de l'alimentation ; ce qui n'empêche que des milliers et des milliers d'individus, de par l'organisation capitaliste de la société, ne seront pas à même, faute d'argent, de se procurer le vin qui pourrait concourir à leur alimentation, et que peut-être, l'on jettera lors de la récolte prochaine pour pouvoir emmagasiner le nouveau, comme cela a été fait, et comme j'ai pu le constater moi-même, il y a quelques années, dans le département de l'Hérault.

Et ce qui se produit pour le vin, se produit pour d'autres choses et se produirait encore sur une plus grande échelle, si la production n'était pas justement entravée de toute part, parce que le producteur n'est pas certain par avance de trouver la juste rémunération — dans l'état actuel des choses — de son travail.

Je pourrais multiplier les exemples ; j'ai pu voir ces jours-ci encore dans une région boisée où j'ai passé quelques jours, des monceaux de bois mort abandonnés et pourrissant sur place, l'endroit étant éloigné d'une agglomération d'habitants et le produit de la vente ne parvenant pas à rémunérer et à couvrir les frais de main-d'œuvre et de transport.

Ce sont là des faits indéniables, je pourrais les multiplier et montrer, comme nous ne cessons de le faire, que ce ne sont pas les produits qui manquent, mais bien au contraire, les moyens de consommation qui se trouvent entravés par la mauvaise organisation de la société capitaliste.

Un autre fait, montrant la question sous un aspect différent, confirme amplement et magistralement ce que je viens de démontrer.

Voici, en effet, ce que nous apprennent les derniers journaux qui nous parviennent des Etats-Unis.

« En raison de la baisse considérable du coton, les planteurs et les négociants de certaines régions du sud ont adopté un remède héroïque, qui est d'en brûler une certaine quantité du stock en magasin pour relever les prix.

« Il a été proposé d'en détruire ainsi *deux millions de balles* fournies par les divers Etats producteurs au prorata de leur production.

Les feux de coton ont commencé mercredi en Géorgie, où plusieurs milliers de balles flambent à cette heure comme des feux de joie, à Fort-Gaines et dans d'autres villes, où ils ont été allumés en grande cérémonie. »

Voici donc un fait honteux en lui-même et foncièrement antisocial, qui, à lui seul, suffirait à condamner l'organisation d'une société qui permet de telles monstruosités, et cepen-

dant pendant que l'on détruit ainsi de la richesse, des milliers et des milliers de malheureux manqueront du strict nécessaire pour couvrir leur corps, iront sans les chaussettes et sans la chemise que l'on aurait pu faire avec le coton détruit, simplement pour raréfier la marchandise et relever le prix de vente.

Depuis, les producteurs se sont en outre concertés pour restreindre à l'avenir la production. Mais cela ne convaincra pas nos modernes néo-malthusianistes qui iront répétant encore que la misère provient de la densité de la population, ce qui fait que les produits manquent.

J'ajoute que, pendant qu'aux Etats-Unis ce crime social se perpétue, ici, en France, il y a des usines où les travailleurs chôment parce que le prix du coton étant trop élevé, le prix de vente de la matière ouvrée ne serait pas suffisant pour que nos capitalistes daignent faire travailler.

Au Brésil enfin, le même procédé — destruction du produit — avait été préconisé pour une partie de la récolte du café. Les capitalistes se sont contentés — ce qui est encore la négation de la doctrine néo-malthusianiste du manque de produits strictement nécessaires — d'adopter des mesures — entente entre les propriétaires, trust — tendant à empêcher la création de nouvelles plantations.

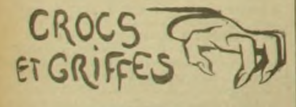
Et l'on pourrait citer encore d'autres faits.

Non, encore une fois, ce ne sont pas les produits qui manquent, mais l'organisation qui est déplorable, pourrie, vermoulue.

En propageant le contraire, les néo-malthusianistes font, comme l'a dit fort justement Grave, œuvre réactionnaire.

L'œuvre révolutionnaire consiste, au contraire, à dire que la terre sera assez grande pour longtemps — sinon à jamais, en envisageant les découvertes que la science nous réserve — pour nourrir tout le monde, mais à condition que l'organisation économique en soit transformée du tout au tout, et que le mercantilisme fasse place au communisme.

P. Delesalle.



*Jaurès, dans l'*Humanité, *vient de s'établir procureur de la république. Il a donné une série d'articles pour essayer de démontrer que Syveton ne s'est pas tué lui-même, mais aurait été « suicidé » par son entourage.*

Il prend pour excuse de ce métier peu recommandable, que l'on a accusé le parti républicain de cette mort, et qu'il veut l'en défendre.

D'abord, il n'y avait que les imbéciles qui puissent prendre cette accusation au sérieux, et ensuite, quel que soit le motif, lorsqu'il ne s'agit pas de tirer une victime des mains de la justice, c'est un rôle ignoble que de se faire pourvoyeur du bagne ou du bourreau.

Le geste de Jaurès dans l'affaire Syveton, est, certes, moins propre que celui qu'il eut dans l'affaire Dreyfus. Là, il s'agissait de tirer un innocent du bagne; ici, il s'agit d'y envoyer quelqu'un, coupable ou non, cela n'importe. Le rôle d'avocat général est toujours sale.

J. Grave.

DANS L'ARGENTINE

(Suite) (1)

L'Eglise et l'Etat, ces deux mâchoires de l'étau gouvernemental, quoique disposant d'une certaine puissance, si l'on examine attentivement, si l'on compare leur situation présente avec le passé, il est facile de constater qu'ils subissent les lois physiques qui régissent les corps, comme tout ce qui vit sur la planète. Lorsqu'un mouvement est produit sous l'impulsion d'une force quelconque, quelle qu'en soit l'intensité, il ne se maintiendra qu'à condition que la force initiale soit renouvelée au fur et à mesure de la dépense, sous peine de voir se rétablir l'état de stabilité.

Nous assistons de fait à cette expérience.

L'Eglise dont le pouvoir s'est maintenu pendant des siècles, non par la persuasion, mais par la persécution constante, impitoyable de toute idée nouvelle, a commencé à perdre sa prépondérance du jour où le bain de sang ne lui *fut plus possible*. Certes, son action n'est pas encore nulle, il s'en faut ; mais néanmoins elle vit maintenant de sa force acquise, se dépensant tous les jours sans acquérir de nouveaux moyens d'action.

Le courant scientifique est plus fort qu'elle, on abandonne le surnaturel, le miracle, on quitte le ciel pour habiter la terre en cherchant à la connaître, à mieux la comprendre et harmoniser enfin notre existence avec la nature.

Ici, dans la République Argentine, l'enseignement est laïque, c'est-à-dire, qu'officiellement, le prêtre n'intervient pas dans les heures de classes, mais comme ils ne sont pas gens à se formaliser, ce qu'ils ne peuvent d'un côté, ils le tentent de l'autre, et, en réalité, la contre-allée leur est plus familière que le grand chemin ; ils sont dans la place.

L'élément féminin enseignant est dans leurs mains. Elles sont, les malheureuses maîtresses, incorporées dans les congrégations de « Filles de Marie » ou autres, constituant, de ce fait, le trait d'union entre l'Eglise et l'école *laïque*. Le prêtre ne peut entrer dans l'école qu'après l'heure réglementaire fixée pour terminer le travail du jour. Reste qui veut, mais sous l'influence des maîtresses qui sont acquises à l'esprit religieux, tous ces petits cerveaux le subissent, ils sont à sa discrétion.

La congrégation envahit tout, les couvents sont nombreux et accaparent l'instruction qu'elles donnent en dignes émules du père Loriquet. Elles jouissent de nombreux privilèges, tout leur est facilité. Les grosses fortunes, ici, comme partout faites de la misère du peuple, leur construisent des églises, des collèges, des établissements de charité, de propagande, etc. ; d'où ces richesses reviennent dans la circulation sous forme d'abrutissement.

Les jésuites délivrent des brevets valables, donnant accès aux facultés, sans que leurs élèves soient astreints aux examens des collèges nationaux.

Ils ont partout la même tactique tant qu'ils ont pu maintenir l'ignorance, se réservant pour eux seuls le savoir, par tous les moyens, et nous les connaissons, ils ont étouffé l'intelligence à chaque tentative d'émancipation.

Aujourd'hui qu'il faut de l'instruction, ils veulent la donner, convaincus que leur seul contact est suffisant pour fausser tout ce qu'ils approchent.

Chez eux, rien de nouveau, les mêmes superstitions, les mêmes pratiques, les mêmes miracles, la même piscine d'eau sacrée, où les pauvres d'esprit, auxquels « le royaume des cieux appartient », viennent en foule, croyant trouver dans ce lavage, le remède à leurs maux. Notre-Dame de Lourdes a ici pour succursale Nuestra Senora de Lujan ; la seule différence est dans le nom.

Malgré leur persévérance, leur ténacité, ils devront céder devant l'esprit nouveau ; mais que de conflits, que de luttes se préparent encore à l'ombre de leurs cloîtres, où s'instruit l'élément réactionnaire qui devra prolonger leur existence ! Les fils des classes bien pensantes sont leurs élèves, contre lesquels se dresseront un jour tous les hommes indépendants, libérés du préjugé religieux, clef de voûte de tous les autres.

Lors du retour de *La Uruguay*, corvette argentine qui eut la satisfaction de rencontrer les survivants de l'expédition Nordenskjold, échoués au pôle Sud, la réception à Buenos-Aires fut des plus enthousiastes, des voitures ramenèrent les naufragés du port au Club Naval où ils étaient attendus ; le cortège passa par la place de Mayo devant la Curia. Dans la première voiture étaient Nordenskjold, le commandant de *La Uruguay*, le lieutenant Irizar, puis deux autres personnes. En arrivant devant le palais, où l'archevêque était au balcon, entouré de son état-major, le lieutenant Irizar ne se contenta pas de rendre la politesse, mais se leva dans la voiture et debout fit un salut spécial à son seigneur et maître, puis se rassit pour recevoir les acclamations de la foule délirante.

Le lendemain, un *Te Deum* fut célébré à la cathédrale et une invitation particulière fut adressée au lieutenant Irizar. Son beau salut valait bien cela !

Voici la réponse de ce noble défenseur de l'autel, que les journaux nous firent connaître le jour même :

> J'ai l'honneur d'accuser réception de votre bienveillante communication et invitation d'assister en compagnie des officiers sous mes ordres à la messe et *Te Deum* qui se célébrera en la sainte cathédrale le vendredi 4 courant, à 10 heures du matin, invitation qu'avec plaisir nous acceptons, nous procurant la plus favorable occasion d'élever nos prières en actions de grâce à l'aide prêtée par celle qui fut notre guide dans les moments difficiles, « Nuestra Senora de Lujan » dont l'image décore notre chambre et que nous devons à l'amabilité de la dame Argentina, Madame Justa Urquiza de Campos, etc., etc.
>
> Dieu garde Sa Sainteté dont je baise la main.
>
> Julio Irizar.

C'est le type parfait de l'officier congréganiste, digne représentant de l'alliance légendaire du sabre et du goupillon, ces deux piliers de l'ordre social actuel.

Mais, dans un avenir plus ou moins éloigné, nous verrons se produire ici, comme en France, une orientation plus saine de l'esprit général et la congrégation, l'ennemie universelle, sera menacée, attaquée, parce qu'à côté de leur action démoralisatrice, une autre lentement se prépare, qui enfin délivrera l'homme du maillot religieux qui l'entrave de la naissance à la mort.

Si l'enseignement primaire peut encore subir leur contact, grâce à la pusillanimité des uns et à la complicité des autres, il n'en est heureusement pas de même pour l'enseignement supérieur, où le terrain de la révélation est abandonné, pour celui de l'expérimentation. Il se passe journellement des faits qui indiquent, qui révèlent la présence de ces deux courants.

A l'Ecole Normale de professeurs femmes, jusqu'à la troisième année, le personnel enseignant est presque entièrement féminin, et nous le connaissons déjà. De la quatrième à la septième année, les sciences sont enseignées par des professeurs hommes, qui, indépendamment de leurs connaissances, ont en général des idées en absolue contradiction avec celles que les élèves ont reçues pendant les années

(1) Voir le numéro 13. — L'auteur de ces articles, en nous envoyant le premier, ne nous ayant pas avertis qu'il y aurait une suite, nous avons, dans l'intervalle, commencé la publication des séries d'articles sur le Trade-Unionisme et les Sanatoriums : c'est ce qui nous a forcés à retarder la publication de celui-ci.

précédentes. Il en résulte une certaine confusion dans tous ces jeunes cerveaux; néanmoins chez quelques uns le contraste est salutaire, mais, hélas! le nombre en est restreint, grâce à la préparation antérieure.

Un jour, un professeur de grammaire ayant donné comme devoir étymologique le mot Anarchie, chacune pataugeait à qui mieux mieux dans l'explication de ce mot qui les effrayait toutes.

Le professeur, après les avoir écoutées un moment, les fit taire en leur disant qu'il est préférable de ne rien dire, que de donner des explications qui ne ressemblent à rien. « Lorsque vous entendez parler d'anarchie, vous vous représentez des poignards et des bombes; mais sachez qu'il n'en est rien; malgré les extravagances qui ont pu être commises, la philosophie anarchiste est l'idéal le plus beau qui fut jamais conçu pour le bonheur de l'humanité. Mais passons, vous ne pouvez le comprendre! »

Dans un cours d'hygiène, le professeur questionna ses élèves sur les conditions hygiéniques indispensables à l'existence, sur la capacité d'une habitation, sur l'alimentation, sur les conditions requises pour l'assimilation, le travail, le surmenage, etc., etc. Puis, ayant bien établi ce qui doit être, il leur demanda si, au hasard des courses dans la ville, elles n'avaient pas remarqué ces maisons appelées « conventillos », une longue cour bordée d'un côté, et quelquefois des deux, de chambres en enfilade, la plupart du temps sans fenêtre, la porte seule offrant passage à la lumière, pas de courant d'air possible avec une seule issue; rien que les quatre murs, dont un percé pour la porte. Elles sont insuffisantes pour une seule personne et pourtant une famille entière l'habite avec tout son cortège d'ustensiles.

« Est-ce bien? demanda-t-il. — Non », fut la réponse.

Continuant, il expliqua que le travailleur vivant dans ces conditions précaires, en trouve une autre au moins aussi désavantageuse où il travaille, astreint à un continuel surmenage pour un salaire insuffisant, revenant le soir exténué dans son trou insalubre, pour se reposer et continuer ainsi tous les jours.

« Continuant votre promenade, vous avez pu voir, aux environs de l'usine, une belle et grande maison où l'air et la lumière pénètrent par de vastes fenêtres; la propreté, le confort, tout existe dans cette demeure, et au delà, pour répondre aux exigences de la vie. C'est là qu'habite le propriétaire de l'usine où les autres se surmènent pendant le jour, à la fin duquel ils viennent échouer dans la petite chambre.

« Les uns produisant tout, ne possédant rien; les autres possédant tout, ne produisant rien.

« Est-ce bien cela? — Non, fut la réponse.

« Eh bien, c'est la société actuelle, et si nous avons trouvé tout mal dans les détails, nous ne pouvons le trouver bien dans l'ensemble. Une société semblable doit disparaître. »

Là, elles se récrièrent, ne s'attendant pas à cette conclusion.

Une des élèves lui demanda alors s'il faudrait détruire.

Mais il les calma en leur demandant si elles avaient étudié l'histoire, qu'alors elles ont pu voir qu'au temps des Pharaons, le travailleur était esclave, le fellah était battu; s'il avait pu connaître le sort actuel du travailleur, il aurait considéré cet état comme l'idéal. Cinq mille ans se sont écoulés depuis, aucune société n'a été détruite, mais des transformations se sont opérées.

« Croyez bien que l'idéal de l'ouvrier moderne se réalisera beaucoup plus rapidement, car aujourd'hui par l'apport des données scientifiques alors inconnues, l'évolution est beaucoup plus rapide.

« Il se produira encore bien des transformations, l'organisation sociale sera profondément modifiée, car il n'y a pas de raison pour qu'une chose reconnue mauvaise continue d'exister. »

Il y a là un double résultat: indépendamment des idées émises, ces manifestations indiquent une liberté d'allure presque inconnue chez les nations européennes, où le rouage administratif, universitaire a pu acquérir, par des siècles d'existence, une omnipotence rendant presque impossible toute velléité d'indépendance. Il y en eut des exemples au cours de l'affaire Dreyfus.

Il est probable qu'ici, précisément à cause de ce manque de consistance dans les institutions, dû à leur jeune âge, les résistances seront moindres et les idées nouvelles se développeront plus rapidement.

(15 juillet).

(*A suivre.*) A. Moreau.

CHOSES JUDICIAIRES

Guignol judiciaire. — Quand on veut se faire, après dîner, une pinte de bon sang, il est très utile de lire la *Gazette des Tribunaux*. Rien n'est folâtre comme la lecture de sa chronique où sont énumérés les petits faits, les menus papotages du Palais, et où défilent les brefs comptes rendus des chambres correctionnelles.

Dans le guignol judiciaire, ce n'est pas du tout comme au guignol des enfants, où le gendarme, le commissaire sont rossés tous les jours, à la grande joie des jeunes assistants. Au contraire, c'est toujours l'homme noir, ou l'homme rouge qui assènent des mois de prison sur les invités, ou les accablent d'amendes multiples.

Ce qui est toutefois fort amusant, c'est de voir le public ou un témoin regimber quand, sous le couvert de sa robe, un magistrat ou un avocat, l'injurie ou le diffame. Le gogo n'est pas toujours semblable au risible héros du « client sérieux », de Courteline, lequel se contente de larmoyer quand Me Barbemolle, avocat, lui demande insolemment si, vingt-cinq ans auparavant, il n'a pas passé en cour d'assises pour attentat à la pudeur. Nous en avons eu récemment la preuve; une des lumières du barreau parisien, Me Mesmin, socialiste de profession, venait d'insinuer à la barre qu'un témoin — un témoin de son adversaire, bien entendu — avait jadis été destitué de ses fonctions, lorsque ledit témoin s'élança vers le talentueux avocat, et le giffla rapidement. Le pauvre robin, déconfit, alla aussitôt en référer au bâtonnier (M'sieu! on m'a battu!), lequel arrangea l'affaire.

Encore quelques histoires de ce genre, et il est à présumer que Messieurs les avocats seront assagis.

Mais ce qui est véritablement comique, ce sont les combats entre robins. Nos lecteurs n'auraient-ils pas eu grand plaisir à assister jeudi dernier au pugilat de la cour d'appel? Un avocat parisien, Me Delasalle, s'est précipité sur un obscur avocat, le sieur de Chauvelon, a déchiré sa robe, puis à coups de pied et de poing, a renversé l'infortuné orateur, que l'on a dû arracher à son adversaire forcené!

Il faut croire que la robe n'adoucit guère les mœurs! Comme de juste, le battu, toujours après avoir pris l'avis de son bâtonnier, a adressé une plainte au parquet: gageons qu'elle n'ira pas loin, et répétons: « Qu'ils se battent entre eux ou se gourment, qu'importe! »

Cet incident est drôle, mais est loin de valoir celui de Sens: on se rappelle qu'il y a six ans, pendant une suspension d'audience, le président et l'avocat de la République se sont, à grand fracas, crêpé le chignon, si bien que l'un n'avait plus de rabat, et que l'autre avait un œil poché à la reprise de l'audience. L'un et l'autre en ont été quittes pour un petit déplacement: un vulgaire contribuable se serait permis sur leurs augustes personnes les mêmes privautés qu'ils lui auraient immédiatement octroyé cinq ans de prison.

⁂

Une définition de l'anarchie. — La neuvième chambre du tribunal correctionnel de Paris, dans son audience du 22 décembre, a jugé bon de nous donner une définition de l'anarchie.

On sait qu'aux termes de la loi du 28 juillet 1894, certaines infractions de presse, ayant le caractère de « propagande anarchiste », sont soumises, non à la cour d'assises, mais au tribunal correctionnel. Seulement le législateur a oublié ce qu'on doit entendre par propagande anarchiste.

La 9e chambre, dont un prévenu récusait la compétence, a comblé cette lacune, en disant:

« Attendu... qu'il y a lieu de rechercher sinon une définition complète et satisfaisante, du moins l'indication de certains éléments pouvant être compris dans ce qu'on entend par ces mots « propagande anarchiste »;

« Attendu qu'il n'est pas téméraire de considérer que la propagande anarchiste consiste notamment: 1° soit dans la justification de théories sur la répartition de la richesse et de l'autorité, suivant des règles très différentes de l'ordre social établi; 2° soit dans la glorification d'actes criminels ou délictueux commis par des hommes se déclarant anarchistes, dont le lecteur est incité à suivre l'exemple;

Par ces motifs... etc...

Monsieur Toutain, Monsieur Toutain, si vous voulez bien, à une des prochaines audiences que vous présiderez, me renseigner sur la façon dont l'anarchie entend régler l'autorité, répartir la richesse, et sur ce que c'est que l'ordre social établi, on se hâtera de vous faire le service des *Temps Nouveaux*. Ça complétera votre instruction.

⁂

Une bonne mère bourgeoise. — Extrait de la *Gazette des Tribunaux* du 22 décembre 1904:

« Mme Romanet oublia son devoir et commit une infidélité... Quand Mme Lamotte connut la faute de sa fille, elle fut bouleversée. Elle alla jusqu'à souffleter la coupable, en lui disant qu'elle n'avait plus qu'un parti à prendre: se jeter à l'eau avec son enfant ».

La jeune femme exécuta la parole de sa mère, mais si son enfant est mort, elle a survécu.

Nous nous en voudrions d'insister sur la morale de cette mère.

⁂

La propriété. — La propriété est toujours sacrée pour nos bons jurés. Comme un voisin avait suivi sa femme dans la rue, le sieur Macé le tua. Les jurés se sont hâtés de l'acquitter, d'autant plus qu'il bornait sa défense à cette déclaration: « Lorsqu'on a affaire à un chien enragé, on le tue! »

Rappelons à ce propos que la commission récemment nommée pour la revision du Code civil ne comprend aucune femme!

H. C.

L'*Almanach de la Révolution* pour 1905, couverture par Steinlen, articles de Kropotkine, Grave, Quillard, Descaves, doit être en vente chez tous les dépositaires des *Temps Nouveaux*.

L'y réclamer: prix 0 fr. 30, par la poste 0 fr. 40.

Aux camarades qui voudraient se charger de la vente, nous pourrions les envoyer à raison de 0 fr. 20 l'exemplaire, pris par 25.

RÉPONSE

A L'ARTICLE DE J. L. CHARPENTIER

" Un cas de conscience "

(*du n° 35.*)

Je viens non pas vous apporter un jugement catégorique, comme vous l'espérez, sur la question du mariage légal, mais vous soumettre un autre cas de conscience, peut-être plus épineux sur le même sujet.

Voici la situation : Depuis trois ans, un instituteur et une institutrice publics s'aiment ; ils se sont connus librement, en dehors de toute présentation conventionnelle. Lui, partisan déclaré de l'union libre, elle, au début, l'admettant en principe, mais ne la croyant réalisable que dans un avenir assez éloigné, et soumise aux rites légaux qu'elle méprise ; puis, peu à peu, gagnée complètement à l'idée et déclarant à son ami qu'elle était prête à vivre ce qu'autrefois elle appelait utopie.

Le dénouement semble proche, bien au contraire la situation se complique.

Comment réaliser cette vie commune ?

L'état de fonctionnaire interdit à tous deux l'*union libre* permise aux autres travailleurs, attendre que leurs engagements d'élèves d'Ecole normale soient expirés... et puis? chercher un autre emploi? et quel? des leçons dans les milieux bourgeois ? Il faudra ou déclarer un état de célibataire, mensonge peut-être impossible pour la femme — ou déclarer l'union libre, et se voir fermer toutes les portes — ou simuler le mariage légal, c'est-à-dire se servir du moyen qu'on a méprisé.

Après trois années de luttes, de souffrances, de déchirements, voici la solution que proposa l'homme : réaliser l'union purement intellectuelle, se développer ensemble, sans jamais se voir.

La femme s'y refusa, incapable d'accepter ce qu'elle considère comme une erreur et même une monstruosité, ne voulant pas renoncer à sa vie possible de femme et de mère.

Elle proposa cette solution : le mariage légal. Lui, refusa, ne voulant pas s'avilir en sacrifiant ses principes.

Deux autres solutions se présentaient encore : La mort ou la rupture. Ni l'un ni l'autre ne veulent d'une vie cachée, d'union fortuite.

La mort, ils la repoussent tous deux pour des raisons différentes : lui par amour filial — elle, par simple amour de la vie.

La rupture s'imposait, elle fut résolue et acceptée réciproquement.

Elle est en train de s'effectuer.

Voici donc, étrangers de par leur volonté, deux êtres pour qui l'union était l'épanouissement splendide de leur vie. Qui a tort ou raison des deux?

Bien hardi celui qui tranchera la question !

Quel sera le résultat pour chacun de cette épreuve ?

Lui, mènera une vie triste peut-être, mais non sans grandeur, ayant sacrifié son amour à ses principes; c'est une consolation. La femme qui était prête à sacrifier ses principes à un bonheur relatif, et qui forcément s'est sentie diminuée aux yeux de son ami, mènera une vie quelconque, peut-être nulle, peut-être mauvaise. Qui est responsable?

C. ROULINAT.

Dimanche 1er janvier 1905.

Monsieur,

« Le cas de conscience que vous citez est très fréquent, et nous montre qu'il est souvent difficile d'accorder ses convictions morales avec ses sensations physiques (l'amour, au début, n'est que celà); hors, avant tout, l'on est homme, j'incline donc à l'indulgence. Certes, il est regrettable de de pouvoir toujours prêcher d'exemple, mais nous vivons dans une société malsaine, et il nous faut compter avec toutes ses sottises et vilenies; il est donc difficile de rencontrer la compagne rêvée affranchie de préjugés, et ce n'est que par la suite, par une éducation affectueuse que l'on peut y arriver. Quant à moi, je me suis marié civilement pour donner à ma femme (une ouvrière) une preuve d'affection, et ne pas la laisser dans un état d'inquiétude et d'infériorité; j'avoue que peut-être j'aurais passé par l'église, si son milieu l'avait exigé, bien que je sois profondément anarchiste d'instinct. Que votre ami passe donc par ces corvées honteuses qu'il ne peut éviter, mais qu'il consacre dans l'avenir toutes ses forces à notre idéal de beauté et d'humanité. Agréez, Monsieur, mes sentiments distingués.

EMILE DERRÉ, sculpteur.

PETIT CONSCRIT

Guêtré et béret en tête, c'est en bramant à tue-tête : Vive la classe ! que, joyeusement, tu vas te soumettre à cette cérémonie ridicule autant qu'inutile, puisque aujourd'hui tout le monde est soldat, mais précieusement conservée par nos maîtres, car elle contribue à maintenir cet esprit de chauvinisme dont 90 0/0 des conscrits sont atteints : j'ai nommé le tirage au sort.

Peut-être aussi ne vois-tu là surtout qu'une occasion de prendre une bonne cuite, une de ces cuites qui font époque dans la vie d'un homme.

Mais sais-tu qu'en accomplissant librement et volontairement cet acte qui t'est demandé, tu légitimes par cela même l'atteinte qui sous peu sera portée à ta liberté en t'incorporant de force et fera de toi un esclave ?

Sais-tu que cet acte est le premier d'une série dont le dernier te coûtera peut-être la vie?

Sais-tu que cette cérémonie est le premier tableau d'une tragédie dont le dernier sera peut-être Biribi ou le poteau ?

Sais-tu que ce drapeau qui te précède, que ces tambours et clairons au son desquels tu défiles, te conduiront peut-être à une frontière pour tirer sur des gens qui ne t'ont fait aucun mal, qui ne veulent pas t'en faire, que tu ne connais pas et que tu tueras sans savoir pourquoi, par ordre tout simplement ;

Ou encore sur des ouvriers en grève qui n'ont d'autre tort que celui de vouloir pour eux, et *pour toi*, un peu plus de bien-être et de liberté...

Et, si heureusement pour toi, il ne t'arrive d'aller ni sur les frontières, ni sur un champ de grève, si, heureusement pour toi, tu ne souilles pas tes mains du sang de ton frère, si tu ne deviens pas un assassin, tu n'en seras pas moins, pendant trois ans, un arlequin dont une brute tirera les ficelles.

Pendant trois ans tu ne pourras ni penser, ni vouloir, ni agir par toi-même, c'est-à-dire que tu ne seras plus un homme, mais la chose de quelqu'un.

As-tu pensé à tout cela, petit conscrit, avant de t'enrubanner et d'aller tirer ton numéro ?

Peut-être n'y as-tu jamais songé, et c'est pour cela que tu es excusable; mais tu ne le serais plus si, maintenant que ton attention a été éveillée, tu te prêtais à cette honteuse comédie, si tu consentais à devenir plus tard ce qu'on attend de toi : Un bon soldat ! !

∴

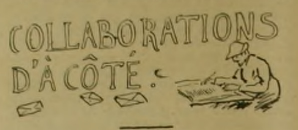
Mais que faire ? dis-tu...

Que faire ? Certes, ne l'ayant pas fait moi-même, je ne te demanderai pas de faire ce que d'autres ont fait : tirer un numéro de l'urne et le jeter à la tête du préfet; ou encore refuser par-devant celui-ci de tirer son numéro en disant le pourquoi.

Mais on peut faire le vide autour de l'urne, on peut pratiquer l'abstention. Aucune pénalité à encourir, et ainsi on ne se fait pas le complice, on n'acquiesce pas aux visées liberticides des dirigeants. L'abstention serait une protestation non seulement contre *la cérémonie* du tirage au sort, mais encore et surtout contre le militarisme.

Je subis, mais n'accepte pas.

GALHAUBAN.



LES GROS INTÉRÊTS PRIVÉS ET LE PARLEMENTARISME

Le Parlement gère la fortune de l'Etat en votant chaque année le budget, et comme chaque élu dépend des comités locaux, il soigne les intérêts locaux. Mais il favorise aussi de gros intérêts privés.

De 1871 à 1875 il a voté pour environ 8 milliards d'emprunts; la haute banque et la spéculation en ont retenu plus de deux. De 1875 à 1890, il a décidé la construction d'innombrables voies de chemins de fer à grande section à raison de 400.000 francs le kilomètre, avec garantie d'intérêt aux Compagnies; maintenant encore, il ne se passe pas de sessions qu'il n'autorise les départements, les communes, l'Etat, à creuser des canaux, construire des lignes d'intérêt local; et c'est aujourd'hui le tour des chemins de fer coloniaux. Tous ces travaux ne sont pas seulement d'une grande utilité pour la France, ils sont aussi, cela se conçoit, d'un intérêt immédiat pour les fonderies, aciéries, houillères, entreprises privées de toutes sortes et leurs puissants actionnaires. Les primes à la marine marchande sont d'un intérêt palpitant pour les constructeurs et les armateurs. Et l'on comprend que les directeurs des chantiers de la Seyne, les fabricants de rails du Creusot, se préoccupent des votes de la Chambre d'une façon un peu plus passionnée que le simple bourgeois « qui n'aime pas les curés ».

Enfin depuis une dizaine d'années, le Parlement, en partie pour satisfaire à ses gaspillages budgétaires, en partie pour rattacher au régime des dissidents influents, s'est voué au protectionnisme.

C'est vers 1884 que ce bon M. Méline s'avisa de rallier les ruraux à la République. On mit un droit de 3 francs sur les blés étrangers importés en France, puis on l'éleva à 5 francs, et il est maintenant de 7 francs. On protégea ensuite le bétail national, puis le vin, puis le sucre, etc.

Cependant le pain devenait cher, le prix de la vie haussait, il fallait hausser aussi les salaires; et les industriels se plaignirent de ne pouvoir lutter contre la concurrence étrangère. On protégea donc aussi l'industrie; on protégea la soie, le coton, la laine, le fer, les cuirs. Puis ce fut le tour du commerce; on eut les primes à l'exportation, les primes à la marine marchande. Et bientôt il n'y eut plus en France un objet de première nécessité qui n'eût enchéri du fait de la suppression de toute concurrence étrangère.

Il n'y a que le consommateur et que le contribuable que l'on ne songea point à « protéger ». Mais il eut la satisfaction d'*encourager* la production nationale.

Certes, si tous les Français s'étaient amusés ainsi à se « protéger » et « s'encourager » réciproquement, c'eût été un petit jeu coûteux sans doute, mais peut-être innocent. Malheureusement, les paysans de France constatèrent bien vite que leur blé avait beau être protégé, il se vendait toujours juste assez cher pour ne pas les laisser mourir de

faim. En dépit de toutes les primes, les ouvriers du textile devaient se mettre en grève pour obtenir la plus petite augmentation de salaires. Et quoique la France exportât la moitié de sa production de sucre, la journée de l'homme qui cultive la betterave se payait 3 fr. 90 en 1901, tout comme en 1883. Que s'était-il donc passé?

Quand un gros négociant encaisse une prime à l'exportation, on voit bien la somme qu'il met dans ses coffres; on perçoit moins nettement celle qu'il restitue à ses petits fournisseurs ou à ses ouvriers. Des syndicats, ententes, unions, cartells se formèrent entre gros industriels ou intermédiaires afin d'acheter au paysan son blé, sa betterave, au plus bas prix possible, et le revendre ensuite très cher au consommateur. Ainsi, par la vertu de la protection, on avait un bénéfice commercial assuré, puisque l'étranger ne pouvait venir faire concurrence sur le marché intérieur; et l'on touchait, en outre, la presque totalité de la prime payée par le contribuable.

Des fortunes colossales s'édifièrent. On a calculé, par exemple, que le contribuable a versé à chacun des fabricants de sucre français une rente annuelle de 12.000 francs depuis quinze ans, pour l' « encourager » à bien faire ses affaires. La manne de la protection s'est déversée en telle abondance sur cette intéressante catégorie de 329 industriels, qu'on leur a payé en vingt ans la presque totalité de la valeur de leurs usines. M. André Berthelot a calculé que l'association des grands raffineurs touche ainsi chaque année la modeste somme de 800.000 francs, à partager entre quatre, — et cela en dehors de tout bénéfice commercial.

On conçoit alors que certaine grande maison ait pu réaliser une fortune telle que tout un syndicat de cocottes et de rastaquouères groupé autour d'un viveur de vingt ans n'ait pu réussir à l'entamer; on la voit encore aujourd'hui subvenir à la fondation de l'Empire du Sahara, sans en être autrement incommodée!

Il serait curieux d'étudier tout ce que le protectionnisme de la Chambre a rapporté aux filatures, houillères et autres associations, cartells et syndicats.

Or de qui dépendent toutes ces fructueuses opérations? Uniquement du Parlement.

Les chefs des grandes industries se sont-ils donc fait élire députés?

La plupart l'évitent: d'abord parce que la direction de leurs importantes usines ne leur en laisse guère le loisir; ensuite parce que l'opinion se défierait d'un sucrier, rapporteur de la question des sucres. Un professeur, un avocat font bien mieux l'affaire: nul ne se défie d'eux, ne met en doute leur désintéressement; et, de plus, ils savent parler; ils savent bien mieux que les hommes d'affaires les arguments qui frappent l'esprit des Parlements et, par-dessus eux, la foule des lecteurs de journaux. Nul ne s'entend mieux qu'eux dans le maniement des grands principes, nul ne sait mieux couvrir du grand nom de la Patrie les intérêts du cartell de l'alcool, ou présenter une entreprise de canalisation sous l'angle de la défense nationale. Ainsi trouvent leur emploi à la Chambre ces nombreux intellectuels, instruits, avisés, éloquents et pauvres qui se lancent si ardemment à l'assaut du pouvoir et de la fortune.

Essayons d'esquisser comment s'établit cette représentation occulte des gros intérêts privés.

M. E. Théry, économiste bourgeois et statisticien éminent, a calculé que chaque élection législative coûte en moyenne 25 millions de francs. Cela met la circonscription à 40.000 francs. Or chaque député, dans les quatre années que dure son mandat, touche seulement 36.000 francs. A ce compte, la France peut se flatter d'avoir une représentation nationale vraiment désintéressée!

Cependant sur les six cents députés, quatre cents au moins appartiennent à la petite bourgeoisie des médecins, des avocats de province et des anciens fonctionnaires.

Quel noble citoyen, quelle âme vraiment civique que cet avocat, ce médecin qui se dévoue à la noble tâche de représenter ses concitoyens! Généreusement il risque dans la lutte 10, 15, 20.000 francs, quelquefois beaucoup plus. S'il est battu, c'est de l'argent jeté à la rivière; s'il est élu, il ne rentrera pas dans ses frais. Cependant il n'hésite pas: candidat, il se dépense en discours, crie, hurle, serre des mains qu'il ne toucherait pas, avale des boissons qui lui font mal au cœur, fait des platitudes à ses commis, subit des affronts, se voit insulté dans sa vie privée... Elu, il néglige ses propres affaires, sa clientèle, son étude, le pain de sa famille et l'avenir de ses enfants; il oublie ses propres intérêts, pour s'occuper des vôtres, chers électeurs! Il verra défiler devant lui au Palais-Bourbon, le relancer jusqu'à son hôtel, la longue queue des solliciteurs à qui il a promis son aide; il passera les séances de la Chambre à écrire des réponses bénissantes et prometteuses, les intervalles à quémander dans les ministères des croix de mérite agricole, des bourses dans les lycées, des bureaux de tabac; ses heures de loisir à procurer une loge à l'Opéra à la femme d'un gros électeur; il usera sa vie dans des besognes de domestique, négligera sa famille, épuisera sa santé, perdra son argent... Tout cela pourquoi?

Pour avoir l'honneur de vous représenter, mes chers électeurs, pour pouvoir porter au Parlement les revendications de cette belle circonscription de X... qu'il se sent si fier d'incarner en sa personne, pour avoir enfin le suprême bonheur de tenir le drapeau de ces grandes idées, sublimes caisses de résonance, inépuisables sources d'enthousiasme pour réunions électorales: la Patrie, la République, ou la Rrrévolution sociale. (*Bravos organisés!*)

A ce compte, il suffirait de deux mandats successifs pour ruiner un homme d'une fortune moyenne.

Cependant on remarque que presque toujours le député qui dépense le plus pour son élection, ne dispose que de plus de fonds pour sa réélection. La circonscription est comme une terre féconde qui rend un louis pour un franc. Quel est ce mystère? Corruption parlementaire! se dit l'électeur défiant. Et il se représente le député du parti adverse errant par les couloirs les mains tendues et les poches ouvertes, cependant qu'un agent des Rothschild rôde sournoisement aux alentours, un carnet de chèque à la main...

FRANCIS DELAISI.

(*Pages Libres*, n° 177.)

(*A suivre.*)



France.

Mouvement ouvrier. — Le ministère, à qui les socialistes n'ont rien à refuser et qui semble être pour eux l'idéal du gouvernement démocratique, vient de montrer par deux faits assez caractéristiques toute la sollicitude dont il est animé envers les travailleurs.

D'une part, c'est la grâce accordée à l'occasion du 1er janvier aux quatre frères Crettiez, les assassins de Cluses. La vie de prolétaires est, comme on le voit, peu prisée en hauts lieux. Un an et huit mois de prison pour quatre assassinats et une trentaine de blessés et la grâce quinze jours après, vraiment les capitalistes qui peuvent se payer la peau de quelques travailleurs auraient bien tort, à ce prix, de se gêner.

Non que nous nous réjouirions de voir rester en prison ces quatre bandits et leur honorable papa, mais c'est, on en conviendra, un véritable traitement de faveur, si l'on songe que l'ouvrier Spano a été envoyé au bagne à perpétuité pour avoir supprimé de la circulation un chien de garde du capital, qui, parce qu'il ne lui payait pas à boire suffisamment, l'avait mis sur le pavé et réduit à la misère, ainsi que sa mère, dont il était l'unique soutien.

Si l'on pouvait encore en douter, le rapprochement de ces deux faits montrerait suffisamment combien la magistrature est bien un organisme de classe à la solde et aux ordres des capitalistes.

Pivoteau doit justement passer en cour d'assises sous peu, il est, à n'en pas douter un instant, une victime; n'empêche qu'il est à craindre que le gouvernement qui gracie les Crettiez fera envoyer au bagne ce malheureux qui ne fut, au dire même de ses camarades d'atelier, qu'un justicier.

Mais ce n'est pas tout, le gouvernement a encore montré sa sollicitude envers les travailleurs en nommant — toujours à l'occasion du 1er janvier — officier de la Légion d'honneur!!! — à vous les mouchards et autres Esterhazy — le président de la Chambre de commerce de Marseille, Le Mée de La Salle qui, on se le rappelle, fut l'un des fameux arbitres qui dupa si magistralement les ouvriers dockers en grève, avec la complicité, il est vrai, de quelques bonzes, qui laissèrent rouler leurs camarades comme l'on sait.

Un Le Mée de La Salle décoré et les frères Crettiez graciés, que voilà donc un gouvernement bien démocratique.

Jaurès et les rédacteurs de *l'Humanité*, ont dû sabler le champagne en l'honneur d'une telle victoire.

⁂

M. Briat, ce type du réformiste à plat ventre devant le pouvoir, a pris la parole l'autre dimanche dans une réunion présidée par le ministre de la guerre Berteaux, celui-là même qui demain enverra ses soldats contre nos camarades en grève.

Il s'agissait de vanter les bienfaits d'une école qui devra fournir des esclaves de choix aux exploiteurs de la corporation dont fait partie Briat, pendant que les bons syndiqués seront en chômage.

A côté de Briat, siégeait l'un des exploiteurs les plus exécrés de la corporation, le nommé Sciama qui a fait, d'une maison jadis passable aux ouvriers, le pire des bagnes.

Nous serions curieux de savoir ce que Briat pourra désormais décemment reprocher aux jaunes, qui font la même chose que lui.

⁂

A Roanne, 350 ouvriers apprêteurs viennent de se mettre en grève. Les ouvriers ayant présenté un nouveau tarif et de nouvelles conditions de travail, les directeurs des usines demandèrent à réfléchir, sans nul doute pour prendre le temps à se préparer à mieux résister. Les ouvriers flairèrent le piège et quittèrent le travail.

Le nouveau tarif présenté par les ouvriers prévoit une augmentation de 5 0/0 pour les petits salaires. Le règlement ne comporte pas moins de seize articles; les principaux fixant la durée de la journée de travail à dix heures — la loi n'est pas plus appliquée à Roanne qu'ailleurs — le partage du personnel en deux catégories, permanente et saisonnière; le chômage est réglé ainsi que l'apprentissage.

Jusqu'à présent la grève se poursuit sans incidents notables. Les grévistes se réunissent journellement à la Bourse du Travail. Les grévistes ayant tenté d'entraîner les employés avec eux, les patrons ont cru devoir faire constater cette « entrave à la liberté du travail. »

Les tisseuses de la soierie Gleiral, à Satillieu (Ardèche), viennent de se mettre en grève, au nombre de 150.

Elles se plaignent de la diminution des salaires et demandent l'égalité de traitement pour les tisseuses menant un ou deux métiers. Elles exigent aussi le renvoi immédiat de l'employé faisant actuellement les fonctions de directeur.

A Limoges, grève des ouvriers serruriers. Les ouvriers réclament la journée de 10 heures sans diminution de salaire, et la suppression des versements — contrairement à la loi, que les patrons moins formalistes que les travailleurs ne respectent que bien rarement — pour l'assurance.

Quelques patrons ont souscrit aux desiderata des ouvriers, mais ceux-ci entendent que leurs revendications soient unanimement acceptées.

P. DELESALLE.

République Argentine.

Buenos-Aires, 8 décembre 1904.

La Fédération ouvrière Argentine, après quelques jours d'hésitation, s'est enfin décidée, à l'exemple des sociétés ouvrières de Rosario, à voter

la grève générale pour 48 heures, comme protestation aux massacres des 19 et 20 novembre.

Jamais, peut-être, l'annonce d'un mouvement général n'a jeté la terreur et l'épouvante dans les classes bourgeoises, comme celui qui devait s'effectuer le 1er et le 2 décembre.

Les journaux divaguaient, invitant les ouvriers à ne pas recourir à cette mesure extrême, « la police de Rosario — disaient-ils — est canaille, celle de Buenos-Aires ne lui ressemble que trop; aussi, l'esquinterons-nous dans nos articles, au Parlement, dans des meetings, partout où vous voudrez, mais, de grâce, abandonnez cette malheureuse idée de grève générale; on ne tue pas les mouches à coups de canon. » Quelques-uns réclamaient tout simplement du gouvernement « d'user à nouveau de la fameuse loi de résidence — ou mieux dit d'expulsion — sans préjudice de l'armée qui avait sa besogne toute tracée pendant ces deux journées. »

Tout ce que la peur suggère de stupide et de violent fut conseillé; malgré tout, le gouvernement ne s'en laissa pas imposer et soit calcul, soit impuissance à s'opposer au mouvement, se contenta de masser à B. A. quelques divisions d'infanterie et de cavalerie, tout en ordonnant à leurs chefs d'être prudents et de laisser faire. C'est ainsi qu'au premier jour, à six heures du matin, un pimpant officier de cuirassiers me pria à vingt reprises d'avoir à circuler, avec une courtoisie, une politesse si rare, que je me plus à l'exagérer.

Les 48 heures de grève générale passèrent sans incidents qui vaillent la peine d'être relatés. L'arrêt de la production fut complet, tous les ateliers et magasins fermèrent; la vie industrielle et commerciale fut arrêtée, seuls les tramways et chemins de fer continuèrent leur service, bien que leurs ateliers respectifs fussent abandonnés. A la Compagnie de l'Ouest et du Sud plusieurs machines furent inutilisées ou déraillées dans la nuit du 30 au 1er, sans pour cela suffire à empêcher la circulation des trains. Les mécaniciens et chauffeurs forment ici comme en France une aristocratie privilégiée parmi les travailleurs; leur bêtise et leur lâcheté les font s'abstenir de toutes revendications. Je dois néanmoins noter qu'au chemin de fer français de Santa-Fé, dont le personnel était en grève depuis 15 jours, les mécaniciens finirent par adhérer à la grève qui se termina immédiatement par un succès.

Pour les tramways, les gérants des Compagnies usant de ruse, firent publier par tous les journaux une note avisant le public qu'ils suspendraient le trafic pendant les deux jours afin d'éviter tout conflit. Aussi la Fédération s'abstint-elle de toute action de ce côté et... les tramways marchèrent, non sans quelques accrocs et sous les huées de la population laborieuse manifestant son mépris aux faux frères.

A part l'animation que le service des tramways donnait à la rue, la réussite a été complète, le mouvement a été superbe et la classe ouvrière a fait preuve de conscience et de solidarité, bien qu'en disent quelques grincheux. Pour ceux-là la grève générale a été un échec parce qu'il n'y a pas eu de coups de fusils; on n'est pas habitué à voir 300.000 hommes dans la rue sans qu'il en résulte quelques violences, et ceux qui croyaient que la grève générale devait s'accompagner de barricades, ont été quelque peu désillusionnés. Tout change, se modifie, se transforme, et la façon de faire des révolutions n'échappe pas à cela.

Aussi les personnes qui savent voir, peuvent se rendre compte qu'une véritable révolution s'est faite ici, et que dès maintenant il est une force, nouvelle, puissante, avec laquelle il faut désormais compter, et que toutes les petites questions disparaissent devant la question sociale enfin placée sur son véritable terrain.

J. B.

VIENT DE PARAITRE

Responsabilités, drame, par J. Grave, une brochure, 2 francs.

Le Livre d'Or des officiers français, par A. Chapoutot, d'après les souvenirs et mémoires des officiers du premier Empire, 1 vol., 2 fr. 75.

Une superbe lithographie de Willette, ayant pour épigraphe: *La bonté s'étend sur toute la nature*, trois tirages : 1 fr. 40, franco, 2 fr. 25 et 5 fr. 25.



VARIETES

L' A B C de l'Astronomie (1)

(Suite)

En quittant le couple Terre-Lune et en poursuivant notre voyage dans la direction suivie jusqu'ici, Mars est le premier monde qui s'offre à nos études.

Cette planète vogue sur son orbite elliptique, longue de 1.400.000.000 kilomètres avec une vitesse de 23 kil. 850 m. par sec. et met 1 an 322 jours pour accomplir sa révolution en tournant autour de son axe en 24 h. 37 m. 23 s.

L'année de Mars est conséquemment égale à 1 an 322 jours, soit, 687 jours terrestres = 668 2/3 jours martiens, et son jour a 24 h. 37 m. 23 s.

A sa distance moyenne Mars est à 225.400.000 kilomètres de l'astre du jour, à son périhélie de 204.520.000, à son aphélie 246.280.000 kilomètres. Mars est donc de 42 millions de kilomètres plus près du Soleil au périhélie qu'à l'aphélie.

De la Terre la distance de Mars varie dans le rapport de 1 à 7 de sorte que son diamètre apparent peut aller de 4" à 27". Il peut même atteindre 30" quand l'opposition arrive vers l'aphélie de la Terre et le périhélie de Mars. Lorsque l'opposition arrive au moment du périhélie de Mars, cette planète passe à sa plus grande proximité possible de la Terre, soit à 56 millions de kilomètres. Elle brille alors d'un vif éclat rouge.

La Terre et Mars tournent dans le même sens, mais comme nous marchons plus rapidement que notre voisine, nous ne nous rencontrons d'un même côté du Soleil qu'après 2 ans et 2 mois, et à une distance un peu plus grande. Après sept oppositions successives, la Terre et Mars repassent de nouveau à leur plus grande proximité laquelle se présente à peu près tous les 15 1/4 ans. Les deux planètes se sont trouvées dans cette situation en 1830, 1846, 1862, 1877, 1892.

Le diamètre et la périphérie de Mars ne dépassent guère la moitié de ceux de la Terre et leur longueur respective est de 6753 et 21200 kilomètres. Sa superficie est de 143.163 600 kilomètres carrés, ce qui fait un peu plus de la quatrième partie de celle du globe terrestre.

Le volume de notre voisine est 6, 5 fois plus petit (0,16) et son poids, 9, 5 fois (0,105) plus léger que le nôtre. Etant 6.5 fois plus petit que la Terre en volume, Mars se trouve être 7,5 fois plus gros que la Lune et 3 fois plus gros que Mercure.

La densité des matériaux constitutifs de cette planète est égale à 71/100 de la densité moyenne de notre Terre et la pesanteur à sa surface est presque trois fois (0,374) plus faible qu'ici, ce qui veut dire que 100 kilogrammes transportés sur Mars n'y pèseraient que 37 kilogrammes.

De toutes les planètes de notre système, c'est certainement Mars que nous connaissons le mieux. Nos connaissances à l'égard de ce monde ne se bornent plus à son uranographie. Le télescope et l'analyse spectrale, mis au service de l'opiniâtreté scientifique d'une pléiade de savants, nous ont permis d'acquérir des notions positives sur son atmosphère, ses climats, ses saisons, sa géographie et ont révélé par la découverte des « canaux », jusqu'aux traces des êtres intelligents qui habitent ou ont encore récemment peuplé les continents martiens.

La présence de nuages, très rares il est vrai, et de glaces et de neige, qui recouvrent les pôles de Mars, en augmentant ou en diminuant d'extension selon qu'il fait hiver ou été sur la région circumpolaire que nous observons, attestent suffisamment l'existence d'une atmosphère.

Beer, Maedeler, Vogel, Secchi, Flammarion, Schiaparelli, Brenner et tant d'autres astronomes célèbres, qui se sont faits une spécialité de l'étude de Mars, sont tous arrivés à la conviction que son atmosphère est analogue à la nôtre, quoi qu'elle soit un peu moins dense et un peu moins élevée, parce que la différence de son intensité lumineuse entre le bord du disque et le centre est relativement faible et que la pesanteur est moindre sur cette planète qu'ici. Huggins a en outre prouvé, à l'aide du spectroscope, la présence de vapeurs d'eau. Il a constaté que le spectre de Mars est coupé dans sa zone orangée par un groupe de raies noires qui coïncident avec les lignes qui appartiennent dans le spectre solaire au coucher du soleil, quand la lumière de cet astre traverse les couches les plus denses de notre atmosphère. Si ces raies étaient causées par l'atmosphère terrestre, elle auraient dû également se montrer dans le spectre lunaire comme dans celui de Mars. Or, elles n'y sont pas perceptibles, ce qui prouve que celles du spectre martien appartiennent à l'atmosphère de Mars et que cette dernière est comme la nôtre chargée de vapeurs d'eau.

L'obliquité de l'ecliptique étant sur Mars de 24° 52', — ici 23° 27', — il en résulte que les saisons martiennes sont de même nature que les nôtres, quoique presque deux fois plus longues comme le montre, pour l'hémisphère nord des deux planètes, le tableau suivant :

	Sur la Terre :		Sur Mars :	
Printemps :	93	jours terrestres	191	jours martiens
Eté :	93	—	181	—
Automne :	90	—	149	—
Hiver :	89	—	147	—

Il y a sur Mars comme ici trois zones, la torride, la tempérée et la glaciale, qui s'étendent respectivement de l'équateur à 24° 52, de cette latitude jusqu'à 65, 8 et de là aux pôles.

Ainsi la longueur des jours et des nuits, leur variations selon le cours de l'année, leurs différences selon les latitudes, sont autant de phénomènes presque semblables sur les deux planètes. La différence entre elles n'est notable qu'en ce qui concerne la lumière et la chaleur solaires qui sont deux fois moins intenses sur Mars qu'ici. (Le diamètre apparent du soleil est, vu de Mars, de 21', de la Terre, 32' 3".)

Depuis Galilée la surface de Mars a été fouillée par le télescope dans toutes les directions. On a étudié la géographie de cette planète avec persévérance et un soin extraordinaire, digne des résultats obtenus. Nous savons aujourd'hui, grâce à ces travaux, que, contrairement à ce qui a lieu sur notre globe, la surface de notre voisine est presque aux trois quarts composée de terres et d'un quart seulement de mers. Ce n'est que sur son hémisphère austral que les océans l'emportent sur la Terre et les mers, dont la teinte varie, sont

---

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 25, 26, 27 et 28 des *Temps Nouveaux*.

certainement bien moins profondes que nos océans. Leur couleur claire paraît même indiquer une profondeur insignifiante.

La teinte rouge jaunâtre de Mars doit être attribuée à sa végétation, car il ne semble pas probable que les plaines de ce monde, qui paraissent pourvues d'un colossal système d'irrigation, soient des Saharas desséchés.

L'existence des « canaux » auxquels nous faisons allusion et qui fut découverte en 1879 par Schiaparelli, a été depuis confirmée par un grand nombre de notoriétés scientifiques.

Ces « canaux » sont des lignes droites, longues parfois de 5.000 kilomètres et larges de 60 à plus de 200, qui nous montrent une sorte de réseau géométrique s'étendant sur tous les continents et mettant en communication toutes les mers martiennes les unes avec les autres.

Ces lignes, si elles existent réellement — et est-il permis de supposer que tant d'observateurs compétents soient victimes d'une illusion d'optique? — ne peuvent être que le produit d'une volonté consciente, autrement dit d'êtres doués d'une haute intelligence. La nature, en effet, ne procède pas de cette façon géométrique et la topographie de la planète, où les mers sont rares et peu profondes, pourrait bien avoir fait à l'humanité martienne une nécessité de construire un vaste réseau d'irrigation en vue de la culture.

De ce que nous venons de dire, nous ne pouvons cependant conclure avec certitude que Mars soit actuellement le siège d'une vie intense et d'une haute civilisation. Il se peut que les « canaux » ne soient qu'un vestige des gloires passées, des ruines d'une époque déjà lointaine et depuis longtemps ensevelie sous la brume des âges.

L'apogée de l'humanité de Mars pourrait bien appartenir au passé et l'apogée de l'humanité terrestre à l'avenir. Les raisons qui semblent militer en faveur de cette conception sont d'ordre cosmogonique, et, pour ne pas être décisives, elles valent peut-être néanmoins la peine d'être exposées :

L'âge de la Terre ne peut être déterminé avec certitude. La plupart des géologues admettent que cent millions d'années ont dû s'écouler depuis l'époque, où sur la surface de notre globe en voie de devenir planète, les premiers sédiments se sont formés et que le temps qui nous sépare de l'apparition de l'homme constitue à peine un demi pour cent de la vie organique de la Terre.

Les expériences de Bischof semblent prouver, en outre, que notre globe a eu besoin de 350 millions d'années pour se refroidir de 2.000 à 200 degrés, ce qui assignerait à notre terre une existence autonome, depuis qu'elle s'est arrachée des entrailles du Soleil jusqu'à maintenant — d'au moins un ou ou même de plusieurs milliards d'années.

D'autre part, des savants compétents, spécialistes en ces matières, prétendent que dans vingt millions d'années, limite maxima, l'eau et l'atmosphère et conséquemment l'humanité et toute vie organique auront cessé d'exister sur notre planète.

Si ces calculs pour ce qui est de l'âge de la Terre, de la durée de sa vie organique et de son humanité sont tant soit peu exacts, il en résulterait que l'existence totale de l'humanité ne serait même pas à celle de la planète comme un à cent.

Pour arriver ici à une conclusion approximative, il nous manque malheureusement la possibilité d'évaluer le temps qui s'est envolé entre la naissance de Mars et celle de la Terre. Mais *natura non fecit saltus* et il n'est pas téméraire d'admettre que la naissance de Mars a dû précéder celle de la Terre de pas mal de millions d'années. Si maintenant l'hypothèse scientifique, qui assigne à notre humanité une vie de dix millions d'années depuis son berceau jusqu'à sa tombe, a un semblant d'exactitude, il est permis de supposer que l'humanité de Mars parcourt dans un laps de temps à peu près égal son évolution entière. Si l'on admet, ce qui est fort probable, que Mars s'est dégagé de l'équateur solaire une vingtaine ou une trentaine de millions d'années avant la Terre, on est en droit de conclure que les humanités des deux planètes peuvent très bien n'avoir pas coexisté. Nous ne prétendons pas qu'il en soit ainsi, mais nous pensons qu'en raison des milliards de siècles qui constituent la vie d'un système solaire et de la disproportion vertigineuse qui existe entre l'existence totale d'un astre et celle de sa floraison suprême — la vie consciente et pensante — que l'existence des humanités ne doit que très rarement se produire simultanément sur deux planètes qui appartiennent au même système solaire.

* *

Pour aussi grande que soit la ressemblance entre notre Terre et Mars, son sosie en miniature, les deux mondes diffèrent cependant par la qualité et le nombre de leurs compagnons.

Au lieu d'un satellite, faisant encore assez bonne figure comme la Lune, notre planète-sœur en a deux minuscules, *Phobos* (La Fuite et *Deimos* (La Terreur), découverts en 1877 et dont les diamètres, les plus petits connus d'un astre, n'atteignent pas 20 kilomètres.

Ces deux petites lunes contournent Mars sur leurs orbites circulaires comme des chauves-souris à une distance qui n'est, de surface à surface, que de 6.065 et 20.325 kilomètres.

Le satellite le plus éloigné, Deimos, effectue sa révolution en 30 h. 17 m. 54 s. et Phobos, le plus proche, en 7 h. 39 m. 15 s., c'est-à-dire avec une rapidité plus de trois fois aussi grande que Mars met à accomplir sa rotation. Ce fait semble être en contradiction avec toutes les notions que nous avons sur la loi de la formation des mondes.

Vus de Mars, ses deux petits satellites ne paraissent, malgré leur faible distance, guère plus grands que Vénus, vue de la Terre. Jupiter une fois 1/2 plus grand que vu d'ici, trône dans le ciel martien, entouré du cortège de quatre lunes, visibles à l'œil nu et brille d'un incomparable éclat. Vénus paraît aux habitants de notre voisine comme Mercure à nous-mêmes et est presque toujours noyée dans les rayons du soleil. Étoile du matin et du soir, notre Terre, suivie d'un petit diamant, la Lune, qui tourne en 26 jours martiens autour d'elle, inonde de sa douce lumière, comme Vénus le fait pour nous, les crépuscules et les aurores. Quant au ciel étoilé il est sur Mars ce qu'il est ici. Nul changement ni dans la position ni dans la perspective des astres. Les millions de lieues qui nous séparent de ce monde ne comptent pas. Cette distance est trop faible pour modifier les figures des constellations et là comme ici le même ciel profond, peuplé de myriades de soleils, embrasse dans une même étreinte lumineuse la Terre, Mars et toutes les planètes de notre république solaire.

(*A suivre.*) F. STACKELBERG.

EN VENTE

La *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, 3, rue Lebeau, Bruxelles, a édité en brochure, le magnifique passage sur la *Guerre*, tiré du *Calvaire* de Mirbeau. C'est une bonne brochure de propagande antimilitariste. Prix : 0 fr. 35, franco.

Nous rappelons que nous avons fait faire un tirage sanguine à part, sur papier fort, de notre affiche dessinée par Léomin.

Elle est laissée à 2 francs l'exemplaire.



Nous avons reçu :

Ser de Serandib, par G. Voirol, 1 vol. 3 fr. 50, librairie Molière, 28, rue de Richelieu.

Emilio Zola, par Pietro Gori. — *Azione parlamentare*, par Libero Merlino, 2 brochures à *Il Pensiero* casella postale 142 ; Rome.



-*- **Groupe des Poètes-Chansonniers révolutionnaires.** — Le groupe des Poètes-Chansonniers révolutionnaires se tient à la disposition des organisations ouvrières pour leurs fêtes. Écrire au siège, salle Jules, 6, boulevard Magenta.

-*- **Education et propagande par le théâtre.** — Nous avons mis à l'étude : *La Cage*, un acte ; *Responsabilité*, de Jean Grave, et le *Crime d'une révoltée*, cinq actes. Il nous manque encore pour la distribution des rôles deux hommes et une dame. Nous faisons donc appel aux camarades qui ont du goût et des aptitudes pour la scène et qui voudraient entreprendre la tournée avec nous.

S'adresser de suite à Georges Zéa, chez Chabrier, 25, rue de l'Orillon (11e), tous les soirs, de 8 à 10 heures.

-*- GRAND-MONTROUGE. — **La Scène libre**, cercle lyrique et théâtral, se met à la disposition des Groupes, Syndicats, Coopératives et des U. P. pour l'organisation de leurs fêtes. Adresser la correspondance au camarade secrétaire, au siège, à l'Union Montrougienne, 34, rue du Marché (Grand-Montrouge).

Cours de diction et répétitions sous la conduite du camarade Laurent, des théâtres de Paris, tous les mercredis, à 8 heures du soir, au siège.

-*- AMIENS. — **Groupe des libertaires d'Amiens.** — Tous les camarades en correspondance avec Amiens pour le groupe, pour la section A. I. A. et le journal *Germinal*, sont priés de prendre bonne note de la nouvelle adresse du local : 26, rue Saint-Roch.

Permanence et bibliothèque tous les jours.

-*- MARSEILLE. — **Jeunesse Syndicaliste de Marseille.** — La Jeunesse Syndicaliste de Marseille n'existant plus d'une façon effective, prévient les J. S. de ne plus adresser de correspondances, car il n'y sera plus répondu.

Dans nos bureaux, on trouve :

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.



Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 9 janvier : *Le Sol et ses productions*, par divers (discussions).

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 11 janvier : La discipline et la famille A. M. et A. L.

A. I. A. du XIIIe. — Réunion de la section, le samedi 7 janvier, à 9 heures du soir, salle Reignreau, 17, boulevard Arago. Causerie par le camarade Guéraud.

Internationale Antimilitariste (Section du XVe). — Réunion le samedi 7 janvier, à 8 heures du soir, à l'Emancipation, 38, rue de l'Eglise (15e). Constitution définitive de la section. Orateur : Almereyda.

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi 9 janvier, à 9 heures du soir, salle des Commissions Bondy, Bourse du Travail, causerie par Arnold Bontemps sur les mœurs et le mouvement ouvrier en Algérie. Les adhésions et cotisations seront reçues.

La Coopérative communiste, 22, rue de la Barre (18e arrondissement). — Samedi 7 janvier et jeudi 12 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, causeries.

Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

Le Milieu Libre, 22, rue de la Barre (18e arrondissement). — Samedi 7 janvier, causerie par le camarade Eugène Tronc : Le Végétalisme et la liberté individuelle. — Jeudi 12, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par T. Tissier.

A. I. A. du XIVe. — Réunion le samedi 7 janvier, à 9 heures du soir, au siège social, salle Lecoq, 22, rue H. Maindron.

Coopération des Idées, 157, faubourg Antoine : Samedi 7. — Gervais Courtellemont : En Arabie. Le pèlerinage à la Mecque (avec projections).

Dimanche 8. — Concert instrumental et vocal, organisé par Carlos de Mesquita, avec le concours d'artistes de l'Opéra.

Lundi 9. — Mme Souley-Darqué, professeur au Collège libre des Sciences sociales : Une nouvelle forme de l'association mutuelle : Les symbioses.

Mardi 10. — Maurice Vernes, directeur d'études à l'Ecole des Hautes-Etudes : Critique des morales religieuses. Esquisse d'une morale rationnelle, II.

Mercredi 11. — Augustin Cabat : L'évolution du théâtre en France, III : Racine avant *Andromaque*.

Jeudi 12. — Lépinay, professeur de l'Ecole de Psychologie : Psychologie comparée. Etude des instincts (avec expériences et présentation d'animaux).

Vendredi 13. — Conférence organisée par le syndicat des ébénistes de la Seine : La suppression de la trôle. — Dans la première salle, O. d'Archemont : Les chemins de fer de l'Etat; leur extension; conventions à faire.

Jeunesse libertaire du Ve. — La bibliothèque d'études sociales, au 303, rue Saint-Jacques, est ouverte tous les soirs à 8 heures. Prière d'y fournir des livres, des brochures, des journaux, etc.

NOGENT-LE-PERREUX. — **Section antimilitariste.** — Dimanche 8 janvier, à 2 h. 1/2, salle Paupelin, 3, rue de Mulhouse, meeting pour le tirage au sort. Le camarade Miguel Almereyda et la citoyenne Gabrielle Petit traiteront de l'antimilitarisme.

BOURG-LA-REINE. — **Veillées ouvrières de Bourg-la-Reine.** — Samedi 7 janvier, à 8 heures 1/2, salle Jouffroy, conférence organisée sous le patronage de la coopérative La Ruche : Les coopératives ouvrières; leur rôle social, par Ch. Guieysse.

Entrée gratuite.

FIRMINY. — **Action antimilitariste (A.I.A.).** — Dimanche 8, à l'Université, réunion du groupe à 2 h. 1/2 du soir. Compte rendu financier; adhésions, cotisations.

On est prié d'apporter sa carte.

LYON. — **Internationale antimilitariste.** — (Section de Lyon). — Réunion, dimanche 8, à 3 heures, chez Masson (en face la Bourse du travail). Urgence : Lancement du manifeste aux conscrits.

LYON. — **Groupe de l'Emancipation sociale.** — Samedi 6 courant, réunion salle du Petit-Pré-au-Clerc, cours Lafayette, 270.

Le Groupe a décidé de former une section de l'Internationale antimilitariste.

MARSEILLE. — **Syndicat international des Hommes de peine.** — Samedi 9 janvier, à 9 heures du soir, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, grand concert artistique avec le *concours* des camarades de la Muse Rouge, donné au bénéfice de la caisse du syndicat.

TOURCOING. — Dimanche 8 janvier, à 5 heures précises du soir, réunion de la section antimilitariste au local, chez Knokaert J.-B., rue du Bus, 38. Ordre du jour : Organisation d'une conférence par Duchman.

Mardi 10 janvier, à 7 heures du soir, réunion du groupe *Germinal* chez Knokaert J.-B., rue du Bus, 38. Causerie par le camarade Henri Bultiau. Sujet : Pourquoi nous sommes abstentionnistes.

Adresser toutes les communications au camarade Knokaert J.-B., rue du Bus, 38.

AMIENS. — Samedi 14 janvier, grande conférence à l'Alcazar, par Fortuné Henry, sur le Communisme. Le lendemain, dimanche 15 janvier, inauguration du nouveau local; causerie par Fortuné et concert par les camarades.



M. T., à Poitiers. — Votre abonnement a été pris le 26 juin.

J. B., rue D. — Convocation arrivée trop tard.

B., à Auxerre. — Vous avez le volume maintenant. Je réexpédie le nº 34. Tout bien reçu.

J. A., rue R. — Je transmets votre réponse à l'auteur de l'article. Vous envisagez la question à un point de vue trop simpliste, pour qu'elle soit insérée. La question est vraiment plus compliquée que vous ne semblez l'imaginer.

Au camarade qui a envoyé une convocation pour un groupe du IVe. — Faites-vous connaître. Nous n'insérons pas de convocations anonymes.

B. D., à Andeville. — Je comprends votre mécontentement, mais voyez les explications ci-contre.

M., à Nonancourt. — Depuis fin octobre. Cela va bien. Quand vous pourrez.

Le *Réveil* de Genève est prié de répondre au plus tôt à la Jeunesse de Paris.

Reçu pour le journal : V. de V., à Mons-en-Barœul, 4 fr. — H. Q., à Saint-Pierre-Quilbignon, 0 fr. 50. — C., à Reignac, 0 fr. 20. — L. G., à Brest, 0 fr. 30. — R. F., à Saint-Claude, 1 fr. — Les Semeurs, 10 fr. — M. L., 10 fr. — C. C., 6 fr. — A. R., 0 fr. 65. — Ch. F., Paris, 2 fr. — P., à Creil, 0 fr. 20. — A. I. A. du XIIIe, 1 fr. — J. S., 1 fr. 75. — A. L., à Châteaurenard, 2 fr. 50. — G. H., à Tully, 1 fr. — G. et A., à Granges, 1 fr. — J., à Orléans, 2 fr. — Merci à tous.

B., à La Seyne. — E. D., à Paris. — D., à Pont-Saint-Vincent. — J., à Alger. — G., à Nouzon. — F., à Avallon. — G., à Brest. — L. B., à Brest. — M., à Oakland. — S., à Fort-de-France. — L., à Jerez-de-Frontera. — P. D., à Agen. — M., à Caderousse. — C., à Nantes. — L. P., à Onesse. — M., à Nonancourt. — E. S., à Etampes. — S., à Camp-de-Brignole. — A. L., à Persan. — D., à La Haye-Descartes. — S., à Choumen. — M., à Marseille. — J. F., à Buenos-Ayres. — P., La Ch. les Herl. — Dr C., à Cette. — Reçu timbres et mandats.

LE LIVRE POUR ENFANTS

Les derniers volumes nous ayant été livrés tard, une trentaine de camarades ont dû recevoir leurs volumes deux ou trois jours après le 1er janvier.

Je les prie de m'excuser. C'est parce qu'on m'a manqué de parole que j'ai été forcé de manquer à la mienne.

Par contre, j'ai reçu des réclamations non justifiées. Des camarades se sont plaints que la reliure était incomplète, parce que le volume n'avait que la tête dorée, et que les marges n'étaient pas rognées sur les trois faces.

Si ces camarades avaient bien voulu examiner leur volume sans idées préconçues, ils auraient pu se rendre compte que ce genre de reliure est bien plus propre que ces volumes étriqués rognés de partout, car cela laisse les marges complètes, et le volume n'est jamais déformé, si souvent qu'on le lise.

J. GRAVE.

COLLECTIONS DE DESSINS

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — (Il n'en reste plus qu'un nombre très restreint d'exemplaires, vendus 3 fr.) — **Les Errants**, par Rysselberghe (celle-ci complètement épuisée). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gite**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40** ; édition d'amateur : **3 fr. 50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

En dehors de cette série, *nous en avons* une de Willette, d'après le vers connu de Racine :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture...

Prix : 1 fr. 40, franco, 2 fr. 15 et 5 fr. 20.

Nous avons aussi, à grandes marges, les illustrations de **Guerre-Militarisme**, **Patriotisme-Colonisation**. Chaque, 0 fr. 60 franco.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, ouverture de Cross.	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff.	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Bissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier.	» 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant.	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume.	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault.	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyou, couv. de Daumont.	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac.	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce.	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier.	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel.	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta.	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin.	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 37 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 14 au 20 Janvier 1905.*



POUR LA FRANCE

Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



Contre les tracasseries policières

Je reçois la lettre suivante :

Le 9 janvier 1904.

Mon cher Grave,

Vous savez que le Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme a décidé de demander l'abrogation des lois scélérates. Mon collègue Tarbouriech et moi avons été chargés de constituer un dossier des méfaits et crimes administratifs commis en vertu de ces lois. Plus ce dossier sera complet et précis, plus notre campagne sera efficace.

Voudriez-vous par l'intermédiaire des Temps Nouveaux, *demander aux victimes de l'arbitraire, de nous faire connaître leurs griefs, soit que vous nous transmettiez les renseignements qui vous seraient envoyés, soit, pour plus de rapidité, que ces renseignements me soient adressés directement.*

10, rue Nollet, Paris XVIIe.

D'autre part, Francis de Pressensé a manifesté l'intention de réclamer l'abrogation des mêmes lois, quand se discutera la question de l'amnistie en faveur de Déroulède. Il me semble donc qu'il est urgent de constituer le dossier nécessaire, et que les intéressés nous y doivent aider.

Bien à vous,

P. QUILLARD.

Personnellement, les anarchistes n'ont pas à se mêler aux réformes parlementaires. Mais, puisqu'il s'agit de lois à abolir, de tracasseries à faire cesser, je ne vois pas pourquoi nous refuserions de fournir des faits et des arguments à ceux qui croient ce moyen bon. Je joins donc mon appel à celui de Quillard, en demandant aux camarades qu'ils nous envoient tous les faits de tracasseries policières — récents ou anciens — dont ils ont connaissance. Plus loin on trouvera un cas qui nous est signalé d'Angers et que je reçois au dernier moment.

J. GRAVE.

VIVRE

Ce ne sont point toujours les événements les plus retentissants, ceux qui accaparent le plus violemment la badauderie publique, qui portent le plus à la réflexion l'esprit attentif aux faits sociaux et à leur interprétation.

L'affaire Syveton notamment ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà relativement aux partis pris politiques, à la mauvaise foi des sectes, à l'inconsciente ignominie de certains journalistes. Nous savions par maints précédents que l'esprit de parti annihile chez beaucoup tout sens moral, et la répugnante attitude de Jaurès en particulier, s'évertuant, sous prétexte de laver la franc-maçonnerie d'une accusation idiote, à devenir pourvoyeur d'échafaud, ne nous a que médiocrement surpris. Elle est l'aboutissant normal, inévitable de toutes les concessions, de tous les sophismes et de toutes les compromissions que la tactique politique lui a imposés et qui ont dévoyé sa conscience au point de lui dicter sa fameuse apologie de la délation que pour la circonstance il baptisa, en bon Gorenflot, de la pharisaïque dénomination de « contrôle ».

∴

D'autres faits récents se sont produits, qui pour avoir fait moins de tapage ont cependant leur importance et nous offrent, eux aussi, leur champ d'étude.

Le mois dernier a eu lieu au Grand Palais, à Paris, la 7e exposition de l'Automobile et du Cycle.

Il pourrait sembler au premier abord qu'un tel sujet n'offrît aucun intérêt pour un journal de propagande révolutionnaire. Ce serait une erreur. Les modifications profondes apportées jadis dans les conditions sociales par l'avènement des chemins de fer, sont une preuve suffisante de l'importance capitale qu'ont les modes de locomotion dans l'organisation et le fonctionnement d'une société. De même que dans l'éducation de l'enfant ce sont le plus souvent les facteurs d'ordre physique qui déterminent les modifications ou progrès d'ordre moral, de même en sociologie, les phénomènes purement économiques ont souvent une répercussion immense sur la mentalité des hommes.

La vapeur a bouleversé le monde d'une part, en rendant mille fois plus rapides les communications entre les contrées les plus éloignées, d'autre part en créant, par la concentration en un même lieu de moyens puissants de production, ce travail collectif qui — par l'éveil des idées de solidarité a aidé à la constitution du prolétariat en classe organisée.

Le moteur à pétrole et mieux le moteur électrique, par le petit volume qu'ils occupent, peuvent au contraire ouvrir une ère de production individuelle qui à son tour peut être le point de départ d'un essor remarquable de l'art industriel, écrasé aujourd'hui par la fabrication à la grosse du moteur à vapeur.

D'autre part, le mode de locomotion individuel fourni par la bicyclette ou la motocyclette n'aura pas peu contribué, à notre avis, à développer des qualités d'initiative individuelle.

Enfin, et ce n'est pas là le moindre avantage, les moyens actuels qu'offrent le cycle et l'automobile de parcourir en vitesse la surface de notre planète auront pour résultat infaillible, parachevant l'œuvre des chemins de fer, de faire tomber peu à peu les rivalités de clocher — aussi bien de localité à localité que de nation à nation — en resserrant plus que jamais les liens entre les hommes des régions les plus distantes.

Nous pouvons donc voir dans ces engins nouveaux de puissants facteurs d'internationalisme.

∴

Tel est, me semble-t-il, le point de vue auquel nous devons nous placer pour envisager

cette industrie née d'hier. Et si j'ai éprouvé le besoin de le préciser, c'est qu'une autre antienne nous est cornée aux oreilles avec une insistance tout particulièrement agaçante.

A entendre les fabricants français — assez suspects en la matière parce qu'à la fois juge et partie — la France s'est découvert une industrie bien à soi, une industrie où elle excelle, défiant toute concurrence. Ces patriotes, soit dit en passant, se comportent en bien mauvais patriotes en laissant entendre que la France fut à quelque moment, avant l'avènement de leur industrie, en quoi que ce soit inférieure à quelque autre nation. Depuis qu'il existe des Français, ne sait-on pas que la France est le premier pays du monde? Et d'ailleurs, n'est-ce pas un axiome pour chacun que tout étranger a deux patries : la France d'abord, la sienne ensuite?

Donc, avançant des prétextes de gloire nationale, ils sont parvenus à intéresser — j'écris ce mot sans arrière-pensée ni double sens — le gouvernement à leur, pardon! notre industrie. Trois ministres visitèrent officiellement le Salon; l'un d'eux présida le banquet de clôture, prodiguant avec effusion les protestations d'intérêt tout particulier et de sympathie, au nom des Pouvoirs publics.

Bientôt viendront les demandes de mesures protectrices : tarifs prohibitifs, subventions, primes d'exportation, etc., que travailleurs et contribuables voudront bien solder pour le plus grand avantage de l'industrie nationale.

On sait ce qu'il en coûte par l'exemple du sucre, vendu en France quatre fois plus cher qu'en Angleterre, de posséder une industrie nationale.

Et comme rien ne fait mieux que les chiffres, on sort des statistiques pour bien prouver l'intérêt primordial que vous, moi, tous les Français aurions à prêter notre appui à cette œuvre de haut patriotisme. C'est trois cent mille personnes que fait vivre notre nouvelle industrie nationale. D'où l'importance, pour les Pouvoirs publics, alliant ainsi au patriotisme un démocratisme du meilleur aloi, de suivre d'un œil favorable les progrès de cette industrie.

.˙.

La chanson est connue. C'est le Capital qui fait vivre le Travail, aussi le premier a-t-il droit, dans l'intérêt même du second, à toutes les sollicitudes du pouvoir.

Peut-on dire que telle industrie « fait vivre » tel ou tel nombre de travailleurs?

Passer dix, onze heures et quelquefois plus par jour dans un atelier, un bureau, toujours ou trop froid ou trop chaud, en sortir pour aller manger, puis se coucher, dormir et s'éveiller pour recommencer et cela toujours jusqu'à la mort, est-ce là vivre? Vivre, tel que ce mot doit être compris à notre époque de civilisation, d'épanouissement grandiose d'art et de science, d'intellectualisme, de confort et de luxe raffinés?

Non certes. L'industrie fait vivre le travailleur absolument comme le fiacre fait vivre le cheval, comme la charge fait vivre le mulet.

Vivre et ne pas mourir sont deux choses fort différentes. Vivre, c'est avoir toute possibilité d'épanouir toutes les aptitudes, d'exercer toutes les facultés de son organisme; c'est avoir droit à toutes les jouissances que procurent l'art et la science; à tous les bienfaits du bien-être, de l'hygiène, à tous les avantages économiques, moraux et intellectuels compatibles avec le degré de civilisation de son temps; c'est pouvoir encore et toujours élargir l'horizon de ses sensations et de ses sentiments, agrandir sa sphère d'activité en disposant librement de toutes les richesses qui figurent sur toute la surface de la planète. Voilà ce que c'est que vivre, parce que vivre c'est se développer, s'accroître de toutes manières et dans tous les sens.

La vie confinée, étriquée, ratatinée de l'immense majorité des hommes n'est pas une vie, c'est un piétinement.

L'industrie ne fait pas vivre le travailleur; c'est le travailleur qui fait vivre l'industrie, et l'industriel même par-dessus le marché. Car lui seul, grâce aux millions que lui gagnent ses ouvriers, lui seul peut atteindre à cet ample développement de soi qui constitue vraiment la vie.

Marteler, limer et ajuster des pièces d'acier pour la confection de voitures automobiles n'est point vivre. Parcourir le monde, voir des pays toujours nouveaux, observer des mœurs toujours nouvelles, fréquenter des races d'hommes variées, emmagasiner ainsi des trésors de sentiments et d'idées, tel est un des principaux aspects de la vie que peut réaliser l'automobile.

Mais cet aspect n'est à la portée que d'un petit nombre de privilégiés qui, eux, vivent, du moins en ce sens.

Que les travailleurs ne s'illusionnent donc pas sur les brillants mirages que les bénéficiaires de la « vie » ample et intégrale feront miroiter à leurs yeux; ils ne « vivront » vraiment que lorsque les industries qui « font vivre » leur appartiendront à eux, quand c'est eux qui retireront tous les bénéfices à la fois économiques, intellectuels, moraux et sociaux.

ANDRÉ GIRARD.

LOUISE MICHEL

Après avoir échappé à la maladie qui l'avait terrassée l'année dernière, lors de sa tournée de conférences, Louise Michel vient de succomber à Marseille, au cours d'une nouvelle tournée qu'elle avait entreprise, il y a quelques semaines.

Tout le monde connaît sa vie, son dévouement, son désintéressement poussé jusqu'à l'abnégation de soi, son énergie, et sa foi en un avenir meilleur.

C'est une figure qui contrastait avec le j'm'enfichisme et l'esprit calculateur de notre époque.

Avec elle disparaît une des figures les plus pures du parti révolutionnaire. J. GRAVE.

PIVOTEAU

Lundi dernier, sont venus devant la cour d'assises de la Seine les débats qui livraient à la justice l'ouvrier Pivoteau qui, en juillet dernier, tua le contremaître Pélissier.

Nous avons donné les détails de cette affaire en son temps, qu'il nous suffise de rappeler que Pivoteau ayant reçu une permission pour se rendre près de sa mère malade, se vit, à son retour, brusquement renvoyé par le contremaître qui assouvissait ainsi une haine sourde qu'il nourissait contre Pivoteau.

Pendant *sept mois* celui-ci chercha vainement du travail. Las, désespéré et n'en trouvant pas, il alla, un matin, attendre celui qu'il considérait justement comme l'auteur de sa misère, et lui tira à bout portant deux coups de revolver, en s'écriant : « Je te rends la pareille de ce que tu m'as fait. »

Aux questions du président, il répond en termes simples, précis, sans forfanterie et sans restriction.

Le président doit reconnaître que Pivoteau était un bon ouvrier, assidu et sobre; bon fils, « vous n'avez, lui dit-il, jamais cessé d'envoyer à votre mère une partie de votre salaire; bon cœur, vous étiez toujours secourable aux camarades dans le besoin. Cependant, vous passez pour violent, emporté, et vous vous êtes fait une conception particulière de vos droits ».

Le président rappelle ensuite que l'accusé chercha longtemps du travail. Alors, avec la misère, vinrent les idées de vengeance. Puis c'est la scène du meurtre :

D. Outre le revolver et le tiers-point, vous aviez un couteau à cran d'arrêt.

R. Oui, pour écarter la foule, qui certainement m'aurait écartelé, écharpé. Ce n'est pas que j'avais peur de la mort. Mais je voulais qu'avant l'on sache que c'était moi la vraie victime. En disant : « Je te rends la pareille », je voulais dire : « Tu me supprimes en m'empêchant de vivre, je te supprime! »

Le président. — Vous pouviez, vous, retrouver du travail, et lui ne peut plus retrouver la vie.

R. Pourquoi m'avait-il ainsi renvoyé, et empêché ensuite de rentrer dans une autre usine?

Pivoteau reconnaît également avoir poussé les cris de révolte que l'on sait.

— J'ai préféré, ajoute-t-il, me révolter et frapper celui qui causait ma détresse que de me suicider, comme font certains, avec leurs enfants.

D. Arrêté, vous avez dit : « Je possède tout mon calme, tout mon sang-froid... »

Pivoteau. — Tout comme aujourd'hui. (Mouvements.)

Le président. — Et que vous n'hésiteriez pas à recommencer.

Pivoteau. — C'est exact.

Comme l'on voit, c'est consciemment en homme qui a le courage de l'acte qu'il a accompli et qui n'en retranche rien, que Pivoteau se présente devant les jurés; il fallait être un Gérault-Richard, des articles duquel, du reste, s'est servi l'avocat général, pour oser accabler ce vaincu.

De nombreux camarades de Pivoteau sont venus, eux, dire combien il était bon camarade, solidaire, alors que le contremaître était bien le type du chien de garde du capital.

Millet, camarade d'atelier de Pivoteau à l'usine Derriey, peint le contremaître en ces termes :

Il fallait toujours payer à boire à Pélissier; le jour qu'on ne lui donnait plus rien dans la bouche, on n'était plus rien! Pélissier, il est plus assassin que Pivoteau; il en a fait renvoyer, des ouvriers! Pour moi, si je n'avais pas été père de famille, je me serais vengé, et c'est moi qui serais sur ce banc!

Et ce n'est, pendant plus de deux heures, qu'un défilé de témoins qui viennent dire toute leur sympathie pour celui qui est bien plus une victime qu'un coupable.

Voici une déposition qui dépeint l'homme qu'était Pivoteau, c'est celle du restaurateur où notre camarade prenait ses repas.

— Il était très sobre : son repas se montait à 60 ou 70 centimes, et il ne prenait jamais plus d'un demi-setier. Un jour, ayant entendu que je refusais à une fillette de huit ans de faire davantage de crédit à son père, il la rappela et me paya les 43 francs que celui-ci me devait, en me défendant d'en rien dire à personne. (Mouvement.) A la place de Pivoteau, j'aurais préféré avoir Pélissier comme client.

Tel est l'homme assis sur les bancs de la cour d'assises et que l'organisation sociale a poussé à se venger.

Il semble qu'après un ensemble de faits et de dépositions semblables, l'acquittement de Pivoteau devait s'imposer; mais ce serait mal connaître le jury composé de bourgeois et d'exploiteurs qui sont là, non pour « juger », mais bien plus pour défendre leur classe.

Aussi, après une délibération assez longue, le jury revient-il avec un verdict affirmatif accompagné de circonstances atténuantes, en conséquence de quoi les juges prononcent contre Pivoteau une condamnation de *dix ans de réclusion* mitigée par la signature d'un recours en grâce signé par les jurés et qui nous fait espérer que nous reverrons un jour notre camarade.

Venant au lendemain même de la grâce accordée aux frères Crettiez, les assassins des ouvriers de Cluses, la condamnation de Pivoteau montre une fois de plus que la justice capitaliste est bien une justice de classe.

Un an et huit mois de prison aux uns, pour quatre travailleurs tués et quarante blessés.

Dix ans à Pivoteau, pour un chien de garde du capital qui l'avait réduit à la misère, supprimé.

Toute la société bourgeoise est dans ce simple rapprochement. P. D.

CROCS ET GRIFFES

La révolution, chacun le sait, a bouleversé tout l'ancien régime, et réorganisé l'administration d'une façon plus conforme au régime démocratique.

Il n'y a que dans la tanière des contributions directes où elle a oublié de passer. C'est le régime de la « ferme générale » qui a résisté.

On sait que le percepteur d'une circonscription doit fournir telle somme au gouvernement; c'est à lui de taxer ses contribuables comme il l'entend.

Le contribuable peut réclamer, mais il doit d'abord payer. On me citait ce fait au Grand-Montrouge : trois locataires d'une maison taxés pour six appartements, alors que la maison n'en comporte que trois.

Il y a mieux : dernièrement, un M. Castérade, habitant Charenton, est taxé comme propriétaire d'une maison à Créteil. La maison existe bien, mais appartient à une vieille dame.

Le propriétaire improvisé refusa de payer des impôts pour une propriété qui ne lui appartenait pas; son mobilier fut saisi.

Ayant attaqué le percepteur en dommages et intérêts pour les torts que son erreur lui a causés, il vient d'être débouté de sa demande, et d'être condamné aux frais.

L'ouvrier, dans les villes, ne payant pas d'impôt immobilier, est à l'abri de ces erreurs; il n'y a donc que les bourgeois ou commerçants qui ont à souffrir du régime cher à leur cœur.

Mais que dire de ce privilège exorbitant qu'a un monsieur de vous taxer selon son bon plaisir, et de ne pas être responsable de ses erreurs; aux exigences duquel il faut souscrire, pour avoir le droit de réclamer!

J. Grave

LETTRE OUVERTE

à Monsieur le Président de la Ligue des Droits de l'homme.

Monsieur,

Le 11 décembre 1904, sur la demande de quelques amis, j'allais à Trélazé donner une conférence publique et gratuite sur l'antimilitarisme chez les tolstoïens et les anarchistes. Cette réunion eut lieu dans l'une des salles de l'auberge Marrec. La déclaration obligatoire fut faite et le bureau légalement constitué. Au cours de cette causerie, qui se passa sans incident, deux soldats du 6e génie entrèrent dans la salle et se firent servir à boire; étrangers à ce qui se disait, ils ne prirent part en aucune façon, ni par leurs propos, ni par leur attitude à cette réunion. Quelques jours plus tard, l'ordre de la place du 6 janvier 1905 était lu aux troupes. Le voici dans toute sa beauté et sa simplicité :

Punitions. — Le général commandant la 18e division, commandant d'armes, porte à la connaissance des corps et services de la garnison les punitions suivantes prononcées par le général commandant le 9e corps :

Leblanc, caporal au 6e génie, cassé de son grade; Rotereau, sapeur-mineur au 6e génie, *60 jours de prison* pour le motif suivant :

A assisté à une réunion anarchiste et antimilitariste et ne s'est pas retiré dès qu'il a vu le caractère antifrançais de cette réunion. Par ordre du général commandant le 9e corps, cette punition sera lue à trois appels aux troupes de la garnison.

Ces hommes seront envoyés en Algérie.

Le colonel,
Signé : Petitbon.

Ainsi, Monsieur, malgré la déclaration des Droits de l'homme, déclaration affichée, avec l'autorisation du gouvernement, dans tous les établissements de l'Etat; malgré l'article X ainsi conçu : *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi,* voilà deux citoyens qui, confiants dans un gouvernement, lequel a pour devise : Liberté, galité, Fraternité, s'en vont un jour de sortie visiter quelques sites curieux, entrent dans une auberge au cours de leur promenade et tombent, comble de malchance, au milieu d'une réunion libertaire où se trouvait un mouchard qui s'empresse de les dénoncer à l'autorité militaire.

Si le fait se fût passé de toute autre façon, si au lieu de se trouver parmi des libertaires, ces deux soldats avaient été ostensiblement dans quelque réunion cléricale, là où l'on ne prononce pas de paroles antifrançaises, mais où quelque pieux aumônier enseigne aux soldats venus dans son repaire, la haine de la République et la désobéissance aux lois qui le gênent, où Rome vient avant la France, où la délation est élevée à la hauteur d'une vertu, où la restriction mentale, si chère aux fils de Loyola, est une qualité nécessaire pour défendre sa patrie, peut-être, que dis-je, sûrement, ces deux hommes auraient été comblés de faveurs. Pourquoi deux poids et deux mesures? Pourquoi envoyer ces deux êtres là-bas, en Algérie, avec cette note qu'ils traîneront continuellement après eux, comme autrefois le galérien traînait son boulet : *Anarchistes?*

Pourquoi les désigner à la brutalité des chefs, à la cruauté de ceux qui haïssent les êtres qui ont l'amour de l'indépendance? Leblanc a 8 mois à faire avant sa libération, il pourra peut-être revenir, mais Rotereau a encore 2 ans, et pendant ces deux années, les motifs ne manqueront pas à ses supérieurs pour l'envoyer à biribi, lui faisant ainsi expier l'horrible crime d'avoir frôlé les anarchistes.

Leblanc a une vieille mère qui l'attend; Rotereau est sans doute dans le même cas.

En m'adressant à vous, Monsieur le Président, j'ai l'espoir que vous voudrez bien soumettre le cas de Leblanc et de Rotereau à la Ligue des Droits de l'homme, afin de réparer dans la mesure du possible une monstrueuse injustice.

Agréez, Monsieur, avec mes remerciements anticipés, l'assurance de ma parfaite considération.

Emile Guichard.

Je remercie mes obligeants correspondants de leurs réponses, pour la plupart publiées ici. Je me réserve de reprendre dans un prochain article, avec l'appoint des appréciations qui m'ont été fournies et sur de nouveaux arguments, la suite de la discussion de notre « cas de conscience ».

J.-L. Charpentier.

A PROPOS DE L'ARTICLE DE JOHN-L. CHARPENTIER

Je crois, en effet, utile que la question du mariage soit envisagée à tous les points de vue, pour aider chacun de nous à voir clair dans sa propre conscience, qui lui dictera la conduite à suivre s'il se trouve soumis à cette pénible éventualité.

Voici ce que j'en pense.

Tous les gens conscients jugent ridicule et dégradante la cérémonieuse formalité autorisant légalement un homme à prendre possession, même par la force, du corps d'une femme qui est censée avoir conservé sa virginité pour ce solennel instant. Ajoutons que le plus souvent, en France, cet homme et cette femme ne se connaissent pas, qu'ils ignorent tout de leur passé, de leurs goûts, de leurs tendances, sur lesquels ils possèdent des informations si vagues qu'ils ne s'en contenteraient pas pour prendre un domestique.

Comment une coutume aussi absurde a-t-elle pu s'introduire dans les relations humaines et pourquoi la très grande majorité continue-t-elle à s'y plier?

C'est qu'elle assure la transmission du capital accaparé par une famille aux générations qui en sont issues.

Le mariage est essentiellement une affaire d'intérêt; de là le piédestal sur lequel le place la société capitaliste; de là son importance pour tous les jeunes gens bourgeois qui le considèrent avec raison comme le nœud de leur existence, car de leur mariage dépend tout leur avenir.

Comme jusqu'ici la minorité bourgeoise a réussi à régenter la masse de l'humanité, elle a fait considérer le mariage comme une chose nécessaire à ceux-là mêmes qui n'ont et n'auront jamais aucun capital à conserver et à léguer.

Il commence à être temps de réagir contre cette servitude, la plus outrageante qui se puisse concevoir vis-à-vis d'hommes qui se disent libres.

Déjà, dans les grands centres urbains, la proportion des unions libres représente un chiffre respectable.

Je n'ai, pour en juger, que les statistiques du Bulletin municipal de la ville de Paris qui dénombre chaque semaine les naissances d'enfants légitimes et de ceux qui ne le sont pas.

En moyenne, il naît à Paris, chaque semaine, 680 enfants issus de mariages et 290 issus d'unions libres.

Les premiers sont donc un peu moins de deux fois et demie plus nombreux que les seconds.

Mais nous ne devons pas en conclure que telle est la proportion exacte des unions autorisées ou non, parce que nous savons tous, que pour toutes sortes de raisons, les enfants sont relativement moins nombreux dans les unions libres que dans les ménages mariés.

Je ne serais pas étonné qu'à Paris on ne rencontre pas plus de deux couples mariés contre un librement uni.

Cela indique assez que l'acte fondamental de la société capitaliste est passé sous silence par un bon nombre de Parisiens.

Mais, en province, il en est tout autrement; à mesure qu'on s'éloigne des centres urbains, l'union libre devient une rareté, et elle est presque sans exemple dans les campagnes.

Ces faits me paraissent indispensables à noter pour pouvoir apprécier la conduite à tenir dans chaque cas particulier.

Au point de vue du principe, nous sommes tous d'accord pour condamner le mariage.

Mais dans l'application, peut-on toujours s'y soustraire?

Voici un ouvrier qui s'est librement uni à la femme qui l'aime et qui en a eu des enfants. Son patron le sait (les patrons connaissent toute la vie privée de ceux qu'ils emploient). Dès que le travail diminuera et qu'on débauchera des ouvriers, notre homme a bien des chances d'être un des premiers congédiés. Pour trouver de l'ouvrage ailleurs, sa situation qualifiée de fausse par les moralistes bourgeois, sera une fâcheuse recommandation, surtout s'il est obligé d'aller en province. Il pourra se trouver acculé à ce dilemme, ou de crever de faim avec sa famille, ou d'en passer par la formalité qui lui ouvrira les portes de la société régulière.

Dans un tel cas, que doit-il faire? Ce qu'il fait quand il subit le service militaire, ayant au cœur la haine de la guerre et de tout ce qui la prépare.

Peut-il donc seul lutter contre une organisation vieille de plusieurs siècles, et appuyée par toutes les forces sociales?

A quoi aboutirait cette lutte, sinon à sa disparition ignorée de tous et sans que la tyrannie sociale, sous laquelle il succombe, ait quelques chances d'être mieux éclairée par son sacrifice.

Admettons que ce cas de force majeure se présente rarement pour les ouvriers. Il est en revanche fréquent pour le petit employé et pour

tous ceux qui ont directement affaire au public.

Voyez-vous un chef de gare, un instituteur, un médecin de campagne vivant en ménage sans être marié? Leur sort serait vite décidé. Des notes déplorables dans le dossier, des rapports plus que tendus avec les autorités locales, des insultes à leurs femmes et à leurs enfants de la part de tous leurs honorables concitoyens auraient vite fait de les faire déguerpir, s'il ne suffisait pas de les affamer.

Pour se payer le luxe de vivre contrairement aux habitudes reçues, il faut être ignoré ou très puissant. En dehors de Paris, ce ne sont donc que des gens riches qui peuvent se soustraire aux obligations sociales.

Il y a donc des cas où le mariage est une nécessité à laquelle ne peuvent se soustraire les gens qui le méprisent le plus, sous peine de crever de faim.

Mais dans ces cas, le mariage n'est plus une demande d'autorisation à vivre avec la femme qui vous plaît; puisque cette vie commune existe depuis plus ou moins longtemps — ce qu'on vient chercher à la mairie, c'est seulement un bout de papier qui vous évite la perte de votre travail, quelque chose comme la quittance du percepteur qui prouve que vous avez payé vos impôts.

Il n'y a pas là un sujet de fête, certes, ni un prétexte à banqueter. C'est la mort dans l'âme et la rage au cœur qu'assisté des témoins indispensables, l'honnête homme va accomplir la démarche déshonorante à laquelle l'oblige une organisation sociale contre laquelle sa haine s'en trouve accrue.

Beaucoup de mariages comme celui-là ne peuvent guère rehausser le prestige de l'institution dans l'esprit des assistants. Je crois au contraire que si la cérémonie se trouvait toujours réduite à ces simples proportions, elle perdrait beaucoup de son attrait pour les imbéciles et les femmes qui y voient un moyen d'épater le public et un prétexte à ripailles; si bien qu'insensiblement on s'habituerait à négliger une formalité fastidieuse toutes les fois qu'elle n'apparaîtrait plus nécessaire, et l'institution matrimoniale disparaîtrait des mœurs sans qu'on y prenne garde, comme s'atrophie dans un organisme vivant un organe qui ne répond plus à aucune fonction utile.

Le cas de conscience dont parle John-L. Charpentier se présente sous un jour assez différent. Le mariage pour lequel on le consulte n'est pas une régularisation, mais bien une autorisation de posséder la femme qu'il aime. Bien plus, quoi qu'en dise l'intéressé, il n'apparaît pas comme évident que la jeune fille consentirait à le suivre sans cérémonie. Il n'y a donc pas, dans ce cas, accord primordial entre l'homme et la femme pour s'aimer sans la permission des autorités, et cette permission paraît au contraire nécessaire pour obtenir la jeune fille, non seulement de ses parents, mais encore d'elle-même.

Après le mariage, il est vrai, l'homme se flatte de la conquérir au point de lui faire abandonner toute la mentalité résultant de son hérédité et de son éducation bourgeoises et l'adapter au contraire à celle de son mari!

Il se fie pour cela à la seule intelligence de cette jeune fille de dix-huit ans, qui a reçu une bonne éducation (nous savons ce que le monde bourgeois entend par là), qu'il connaît depuis trois mois, et qu'il avoue avoir eu de très rares occasions d'entretenir en particulier!

Il oublie, le malheureux, que cette jeune fille a une famille, avec laquelle elle ne rompra pas toute relation du fait de son mariage, puisque son fiancé accepte toutes les conditions que cette famille lui impose pour être admis à y entrer.

Mariage à la mairie, mariage à l'église! c'est tout un, dit-il. Que non pas! si la formalité civile est indispensable pour ne pas se heurter aux préjugés sociaux, l'autre est une parade de luxe agrémentée de compromissions telles que la confession préliminaire dont on ne se débarrasse pas toujours moyennant un pourboire.

Il accepte la cérémonie complète, toute la lyre: lettres de faire part, toilettes, promenade au Bois, festin, compliments à double entente, facéties ordurières, et autres amusements auxquels se complaît la délicatesse de la classe sociale qui se dit la plus morale de la population.

Après cette agréable et solennelle entrée dans la famille de sa femme, il devra accomplir ses devoirs de gendre vis-à-vis de ses beaux-parents, de leurs frères, sœurs, cousins, amis, etc., etc. Il ne pourra, en tous les cas, empêcher sa femme de les remplir, et par conséquent la soustraire à leur influence qui continue par elle l'éducation reçue depuis son enfance.

En un mot, il entre dans un milieu absolument opposé à ses idées, et il est seul pour y lutter contre tous avec cette circonstance éminemment défavorable qu'il connaissait tout cela quand il a demandé à y entrer et qu'il a fait le geste consacré pour y être admis.

Je ne mets pas un instant en doute la sincérité de ses idées libertaires, mais il me paraît évident que sa clairvoyance est obnubilée par son désir. C'est un amoureux qui parle, et, comme à tous les amoureux, aucune difficulté ne lui paraît insurmontable, dès le moment qu'il sera uni à celle qu'il aime.

Le blâmer serait méconnaître les lois de la nature, le détourner de son mariage, empiéter sur son libre arbitre... et d'ailleurs bien inutile, comme l'a compris Charpentier.

D'ailleurs, la personne en question, pour sympathique qu'elle soit, n'est que l'occasion d'un débat d'intérêt général. Qu'elle se rassure au sujet des fâcheuses conséquences que pourrait susciter son exemple.

D'ordinaire, les gens à l'esprit émancipé sont si profondément choqués par tout ce qu'ils voient faire et entendent dire dans les milieux bourgeois qu'ils n'y fréquentent pas assez pour y faire la connaissance de jeunes filles.

Ayant l'habitude de ne pas cacher leurs opinions et leurs idées, ils ne peuvent que déplaire profondément aux bons citoyens, aux respectables matrones et aux demoiselles bien élevées.

Si, par exception, une jeune fille se trouve posséder une tournure d'esprit différente de celle de son milieu, au point que les idées exprimées par un anarchiste soient pour elle une sorte de révélation, elle cherchera à se pénétrer mieux de ces idées, et peu à peu se détachera de sa famille pour être tout entière, corps et esprit, à l'homme qui a été son initiateur.

C'est la thèse de Mirbeau dans *Les affaires sont les affaires*.

La femme alors abandonne librement le milieu bourgeois dans lequel elle a vécu par accident, pour évoluer ensuite suivant ses tendances et s'unir librement à l'homme qui les représente. Je crois que le cas de Charpentier caractérise absolument le phénomène inverse, et indique simplement qu'un homme qui avait cru pouvoir débarrasser son esprit des préjugés, a vu, sous l'influence des beaux yeux d'une jeune fille, l'amour démolir brusquement le travail de plusieurs années.

Il n'appartient à personne de dicter à quiconque la conduite à tenir au nom de quelque doctrine que ce soit. Il reste à chacun la possibilité de demêler les mobiles qui font agir les autres souvent à leur insu et de les apprécier pour l'éducation de tous.

Le cas cité a cette utilité de nous mettre en garde contre les séductions de femmes qui joignent à la beauté, l'élégance des manières et les grâces de l'esprit développées par une éducation spéciale. Les plus cultivés d'entre nous sont les plus exposés à se laisser prendre à ces attraits. Mais ensuite! à frotter un peu le vernis, le fond apparaît bien vite, composé de toutes les mesquineries de l'esprit bourgeois: un amas de préjugés qui défie tout raisonnement, une doctrine puisée toute faite dans la religion et le code mondain et qui donne des solutions toutes prêtes pour chaque circonstance, des habitudes invétérées impossibles à détruire; voilà contre quoi se heurte l'homme quelque peu débarrassé de ces tares. J'ai vu des jeunes gens, qui cependant ne se réclamaient en rien de l'anarchie, mais qui avaient seulement vécu, jugé et réfléchi un peu par eux-mêmes, désillusionnés au bout de quelques semaines de mariage avec des jeunes filles de bonne famille dont ils étaient fortement amoureux. Ils se consolaient en se créant à côté du ménage régulier, officiel, un autre intérieur pour lequel ils réservaient ce qu'ils avaient de sincérité et de véritable affection. La dot de la légitime servait à compenser les désagréments de celle qui l'avait apportée.

Quitte à mériter le mépris des bons citoyens et à encourir les inconvénients de vivre hors la loi, nous préférons nous passer de dot et vivre de notre travail avec la femme qui répond à nos aspirations.

Celle-là nous ne la trouvons pas souvent parmi les jeunes filles élevées en vue d'un brillant mariage et pourvues d'une bonne éducation, ce n'est pas dans les salons que nous pouvons la rencontrer, mais dans la rue, dans l'atelier, dans notre maison ou chez le gargotier, partout où elle vit comme nous de la vie réelle avec ses difficultés auxquelles elle est soumise comme nous.

Nous n'aurons pas besoin de lui apprendre les vices d'une société dont elle connaît déjà tous les inconvénients, ni de l'inciter à aimer et à aider tous ceux qui en souffrent; car elle est ouverte aux sentiments de la solidarité.

Son instruction est rudimentaire. Tant mieux: au lieu de notions incomprises ou fausses apprises par force, elle assimilera au cours de son existence toutes les vérités qu'elle sera à même de contrôler. A défaut de belles matières, elle aura la sincérité; au lieu de principes religieux ou moraux, une conscience droite.

Nous ne la tiendrons que d'elle-même, de sa propre volonté, avec ou sans la permission de sa famille. Si celle-ci le désire, nous aurons avec elle des rapports cordiaux, sinon notre femme aura avec ses parents les seules relations que lui dicte la reconnaissance qu'elle leur doit.

Une telle femme ne nous demandera pas le mariage, et si les difficultés qu'il y a à vivre d'une façon normale dans une société mal bâtie nous forcent à faire constater légalement notre union, ce sera une souffrance et non un sujet d'orgueil pour notre femme comme pour nous.

C'est ainsi, n'est-ce pas, que cela devrait toujours se passer et que cela se passe souvent.

S'il n'en est pas toujours ainsi, c'est par la faute de l'éducation bourgeoise imposée aux filles du peuple et qui leur font envisager l'avenir au même point de vue qu'aux jeunes filles riches. A l'église, à l'école, autour d'elles et même dans leurs familles, elles entendent parler du mariage comme de l'unique moyen d'échapper aux difficultés de l'existence.

Il y a aussi et surtout de la faute des hommes qui, trop souvent imbus des mêmes préjugés, considèrent comme de peu de valeur la femme qui s'est donnée librement à eux et n'hésitent pas à la lâcher, souvent avec un enfant, pour en épouser une autre qui a exigé le contrat légal.

Il n'est pas étonnant que les jeunes filles, instruites de ces exemples, prennent leurs précautions avant de s'unir à un homme, et on ne peut le leur reprocher puisqu'en cas d'abandon, c'est elles qui supportent tout le poids de la prétendue faute qu'on leur impute à elles seules.

Pour mettre fin à la stupide coutume du mariage, l'exemple de ceux qui peuvent s'y soustraire n'a donc qu'une efficacité très limitée.

Cela montre qu'il y a des gens affranchis de préjugés et capables d'agir suivant leurs idées, mais aussi qu'ils sont dans une situation à pouvoir le faire.

Il serait autrement utile de modifier l'éducation du peuple et aussi les rapports des employés et des employeurs.

Comme toute réforme, celle des unions est liée à la transformation complète de la société.

Dr E. D.

Camarade John Charpentier,

La demande que vous faites aux lecteurs des *Temps Nouveaux* à la fin de l'article : *Un cas de conscience*, m'engage à vous communiquer quelques réflexions personnelles sur le cas, bien embarrassant, de votre ami.

Je ne parlerai pas en juge qui est chargé d'anathématiser ou d'approuver la conduite d'un camarade, cela étant contraire à mes habitudes. Je me contenterai de vous exposer quelques raisons, qui pourront, je l'espère, être utiles à éclaircir une question aussi obscure que délicate.

La lecture de votre entretien avec le camarade intéressé, a fait surgir en mon esprit une comparaison entre deux cas bien différents, mais ayant cependant une grande corrélation au point de vue libertaire.

Je veux parler de deux anarchistes, l'un allant au service militaire, l'autre allant demander à Monsieur le maire la permission de s'unir à la personne de son choix.

Il est évident que tous deux agissent d'une façon diamétralement opposée à nos théories.

Je n'exposerai pas ici les raisons multiples et souvent personnelles invoquées par ceux qui ont pris la livrée (1). Elles vous sont connues, ayant déjà été longuement discutées dans les feuilles libertaires ou dans les réunions antimilitaristes.

Cependant il m'a été permis de constater le fait suivant : que la généralité des camarades ne regardent pas comme renégat celui qui va faire partie pendant trois ans d'une institution aussi contraire à nos théories.

Dans le même ordre d'idées, je crois que, certaines raisons données par votre ami étant justes, on ne peut pas plus le blâmer que l'on ne blâme le camarade qui part soldat.

Je crois bon, d'autre part, de faire une remarque relative au cas qui fait le fond de votre article.

Votre ami dit ne connaître sa future femme que depuis un quart d'année environ, et n'avoir eu que de très rares occasions de l'entretenir en particulier.

Il me semble que ce n'est pas en si peu de temps que l'on peut connaître le caractère, le tempérament et les goûts d'une personne.

Or, il est un fait certain, que l'amour pur et partagé n'est pas la seule condition nécessaire à l'accord de personnes devant vivre ensemble.

Le caractère et le tempérament sont des agents tout au moins aussi importants, sinon plus.

Les exemples de gens s'aimant parfaitement et qui ne vivent pas en parfaite harmonie, par suite de la non-affinité des caractères, sont fréquents.

Il ressort de ceci, que ceux qui se disposent à s'unir librement ou devant la loi, sans se connaître convenablement l'un et l'autre, voient leur tranquillité future subordonnée à de nombreux aléas.

Mais celui qui a fait usage de la loi pour se marier et qui plus tard voit que son union n'offre pas toutes les garanties d'harmonie nécessaires, est obligé d'avoir recours à la loi et à la magistrature beaucoup plus longuement et plus péniblement pour obtenir le divorce que pour conclure son mariage.

Enfin, qui peut assurer aimer, dans plusieurs années, la personne qu'il aime aujourd'hui ?

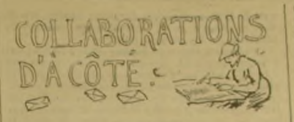
Je crois que personne ne peut prendre la lourde responsabilité de répondre affirmativement à cette question.

Vous voyez que, selon la promesse faite au début de cette lettre, je n'ai pas jugé l'action entièrement personnelle de votre ami. Je me suis contenté de lui montrer quels pouvaient être les inconvénients de l'acte qu'il allait accomplir.

Si vous croyez que la publication de ces quelques lignes soit utile aux lecteurs des *Temps Nouveaux* qui peuvent se trouver dans ce cas, je n'y vois aucun inconvénient.

G. R.

(1) Je suis malheureusement de ceux-là.



LES GROS INTÉRÊTS PRIVÉS ET LE PARLEMENTARISME

(Suite et fin.)

Certes le carnet d'Arton n'est pas une légende, et l'on a vu parfois des sénateurs toucher de beaux appointements pour des articles dont ils n'avaient écrit que la signature. Mais ces arrosages directs sont imprudents. Le chèque a, comme Achille, un point vulnérable : le talon. Il laisse après lui une trace qui peut devenir une piste. On renonce de plus en plus à ces errements des âges anciens. On n'achète plus guère de députés, on les aide plutôt à acheter leurs électeurs.

Oui, chers et honnêtes lecteurs, c'est vous que l'on achète, et non pas seulement le porteur de bulletin, ou le colleur d'affiches qui reçoit une prime pour recouvrir celles de l'adversaire; mais vous-même, le pur, l'incorruptible citoyen « indépendant ». Le journal où vous puisez le meilleur de vos arguments et de vos convictions a été abondamment subventionné par les gros usiniers ou banquiers qui se cachent derrière votre candidat. Quand vous avez été affirmer dans un banquet à trois francs par tête votre foi en l'avenir de la démocratie, vous avez mangé le pain, vons avez bu le vin de la corruption, car ce mauvais dîner que vous avez payé trois francs en a coûté cinq. Le traiteur n'est-il pas électeur, et aussi le maître d'hôtel, et les garçons de service, et le mari de la cuisinière?

Ce sont les mœurs mêmes des électeurs qui contraignent les candidats à des dépenses exagérées; et puisque, trop souvent, ils se laissent acheter, n'est-il pas bien naturel qu'on les vende?

Au prix où est actuellement un siège de député, peu d'hommes peuvent s'en procurer un avec leurs seules ressources. Tout comme pour l'achat d'un matériel d'usine, on constitue un syndicat.

La Société anonyme est aujourd'hui la forme normale de la vie sociale. Un comité électoral ressemble fort à une association en commandite par actions. Derrière le candidat qui a la signature, derrière les agents électoraux qui luttent de leur mieux pour le triomphe des principes et le bien de leur avancement, il y a les commanditaires qui remplissent la caisse du comité. Et cela est connu, avoué — et même admiré. Ne célèbre-t-on pas dans les couloirs de la Chambre tel syndicat d'industriels et commerçants républicains qui a remis au gouvernement plusieurs millions pour les dernières élections?

N'est-ce pas un spectacle merveilleux de voir tel gros propriétaire si dur sur les fermages, tel puissant usinier qui risquerait une grève plutôt que d'augmenter les salaires, donner tout à coup 1.000 francs, 5.000 francs, 10.000 francs à la caisse d'un comité démocratique? Un tel sacrifice fait oublier bien des choses, même les infractions à la loi sur le travail des femmes. L'électeur pauvre se sent fier d'appartenir à un parti qui peut susciter de pareils dévouements; et s'il apprend par la suite que cet homme est décoré de la Légion d'honneur, il sera le premier à féliciter « ce vaillant défenseur de la République et des idées démocratiques ».

Cependant suivons à la Chambre notre député. Là, généralement, il ne fait pas de bruit : il laisse les interruptions et les quolibets à l'impuissance nationaliste, les pugilats à l'ardeur combative des socialistes. Pendant les débats sur les congrégations, il est ordinairement absent, ou expédie son courrier; il s'en remet à son chef de groupe du soin de défendre la liberté des pères de famille, ou la vie du ministère. Il préfère le silence laborieux des commissions. On dit de lui : c'est un *député d'affaires*. S'il a par exemple dans son comité local quelques gros sucriers, il sera comme par hasard de la commission des douanes. Vienne la question des droits sur les sucres, des primes à l'exportation, des drawbacks, la Chambre s'en remettra naturellement à la commission, celle-ci, à son rapporteur : il sera ce rapporteur.

Sans doute sa profession d'avocat ou de médecin ne semble pas une garantie spéciale de compétence. Mais précisément elle rassure sur son impartialité. Et s'il a besoin de renseignements précis, il sait où les prendre. Les gros industriels de son comité lui fourniront tout ce qu'il faut. Il apportera à la tribune de la Chambre un long rapport, plein de documents, bourré de chiffres, que la Chambre n'écoutera pas. Il démontrera chiffres en mains que nos ménagères doivent payer le sucre vingt-deux sous le kilo, afin que nos raffineurs puissent le vendre aux Anglais quatre sous la livre. Il terminera par un vibrant appel en faveur de cette branche si importante de notre industrie nationale. Il suppliera la Chambre d'accorder son appui à ces malheureuses populations betteravières si éprouvées, et qui ne cessent pourtant d'envoyer au Parlement des députés dévoués au gouvernement et à la République.

Et le Parlement, sans trop s'en douter peut-être, votera 200.000 francs de rente à un millionnaire, afin de *l'encourager* à s'enrichir.

Ainsi s'est établie peu à peu dans le Parlement, devenu puissance financière, la représentation des gros intérêts économiques.

Aujourd'hui il n'est plus une Société métallurgique sérieuse, une filature importante, une Compagnie d'assurances française ou étrangère qui n'ait comme avocat-conseil quelque homme politique de l'envergure de M. Waldeck-Rousseau, de M. Poincaré. Les anciens *ministres font prime* dans les conseils des grandes Banques. Et qui pourrait dire si c'est le talent de l'avocat qu'elles paient de 20.000 à 50.000 francs par an, ou l'influence du politicien! Ce simple fait a sur le jeu des partis une influence sérieuse.

Dans un budget aussi considérable que celui de la France, on ne trouve pas encore de quoi satisfaire tous les appétits. Les métallurgistes veulent des chemins de fer, les entrepreneurs, des canaux. Chaque groupe d'intérêts essaie de porter au ministère un politicien de son équipe. Un ministre de la marine néglige-t-il de faire les commandes de cuirassés sur lesquelles comptait la métallurgie, vite elle lui jette dans les jambes tous les Doumer ou les Millerand qui aspirent à le remplacer. Il cède et promet de se soumettre aux décisions d'une commission technique; aussitôt le tombeur du ministère rentre docilement dans le rang, et M. Millerand retourne aux primes à la marine marchande.

Autre influence non moins curieuse sur les programmes.

Pendant longtemps les députés conservateurs et réactionnaires se crurent, parce que conservateurs, les défenseurs naturels des gros intérêts privés.

Mais les chefs avisés des grandes « industries politiques » — le mot est d'un ancien ministre, — comprirent très vite qu'il était dangereux pour eux de faire soutenir leurs intérêts par des hommes impopulaires ou suspects d'aristocratie. Ils s'adressèrent donc de plus en plus aux députés des partis dits avancés. D'abord, afin de ne pas les avoir contre eux, ensuite parce que nul n'est plus apte à couvrir des grands mots de civilisation et d'humanité les intérêts de l'automobilisme ou du cartell de l'alcool. On ira même jusqu'à s'adresser à des socialistes qui s'intéressent aux circuits en pays accidentés. Quand les métallurgistes voulurent rallier le parti radical à la politique des chemins de fer coloniaux, ils envoyèrent M. Doumer en Indo-Chine. Aujourd'hui les gros constructeurs et armateurs en quête de primes, ont placé Millerand à la tête de la commission de la marine marchande.

Des professions de foi si nettes des républicains de 1869, il ne subsistait plus rien quand Gambetta prit le pouvoir. Quand le parti radical arrivé au

ministère s'est souvenu qu'il avait promis l'impôt sur le revenu, il a été chercher pour l'appliquer un ancien chef de cabinet opportuniste, M. Rouvier. Et il a suffi que le parti socialiste eût un de ses membres au ministère du commerce, un autre à la vice-présidence de la Chambre, pour qu'il passât de la Révolution à l'Evolution, du collectivisme à l'anticléricalisme, et de la guerre aux abus — aux primes à la marine marchande.

Ainsi, tandis que les ministres prennent des teintes de plus en plus rouges, par une réaction curieuse, leurs programmes deviennent de plus en plus pâles.

Et ce n'est pas l'effet le moins curieux de la prédominance au Parlement des grands intérêts financiers.

En somme, la représentation nationale en France est aujourd'hui à trois degrés. Chaque député influent représente : 1° ses électeurs ; 2° son comité ; 3° de puissants intérêts privés. Il s'attache les premiers par des professions de foi et des phrases sonores ; les seconds par de menues faveurs administratives ; les derniers par l'appât des grosses affaires.

Et cette ingénieuse satisfaction des aspirations de la nation s'appelle démocratie.

Le président Roosevelt a donné de ce mot une définition autorisée :

« Une démocratie ne saurait durer, dit-il, si les lignes de divisions des partis sont *horizontales*, c'est-à-dire coïncident avec les lignes de divisions des intérêts de classe... Mais il y a démocratie lorsque les lignes de divisions sont *verticales*, c'est-à-dire lorsque des hommes de tous métiers et de toutes situations sociales se séparent suivant des aspirations et des principes communs. Alors le *banquier* qui s'intéresse à ce qu'une certaine nomination soit faite, ou une certaine élection gagnée, oublie tout, sauf sa communauté d'intérêt avec le *boucher* détaillant qui est leader tout le long de sa section de l'avenue et le *starter* qui peut contrôler un nombre considérable de chauffeurs ; et en retour le boucher et le starter acceptent tout naturellement le banquier comme un allié qu'ils peuvent suivre ou mener selon la dictée des circonstances. »

J'ai essayé de préciser qui du banquier ou du boucher suivait ou menait l'autre.

On peut craindre que le peuple français ne se fasse de fortes illusions sur la vertu émancipatrice de l'instrument démocratique actuel !

FRANCIS DELAISI.

(*Pages Libres*, n° 177.)



MOUVEMENT SOCIAL

France.

MONTCEAU-LES-MINES. — La principale industrie est la mine de houille appartenant (!) à la Compagnie des Mines de Blanzy occupant environ 8.000 personnes, tant hommes que femmes et enfants. Avant la grève de 1901 qui dura 107 jours, le nombre des travailleurs était de près de 10.000, ce qui fait que, plus de 2.000 malheureux ont été renvoyés successivement depuis cette malheureuse grève, qui fut une défaite complète pour les ouvriers et une victoire pour la compagnie qui, tout en jetant sur le pavé et dans la misère quantité de ses exploités, est arrivée avec cette quantité en moins à amasser des bénéfices supérieurs à ceux des années antérieures à la grève, et par quels moyens ? (Pour être fixé sur les bénéfices nets de la Compagnie ces dernières années, voir la *Voix du Peuple* du 27 novembre qui contient un article de E. Merzet à ce sujet).

Le salaire moyen d'un mineur est de 5 francs pour 9 heures de travail (il y en a qui ne gagnent que 3 fr. 50, tandis que d'autres vont jusqu'à 8 francs et plus. Il est vrai que ceux-ci ne sont que des jaunes, les chiens couchants du patronat. Les ouvriers du jour gagnent de 2 fr. 50 à 4 francs suivant les travaux, les femmes employées au triage du charbon sont payées 1 fr. 40 et même au-dessous, les enfants de 13 ans ont 0, fr. 80, il y en a qui ont 19 ans et qui ne gagnent que *18 sous*.

Tous les métallurgistes des ateliers de la mine sont payés en moyenne de 4 à 5 francs pour 10 heures, ainsi que les ouvriers du jour et les femmes et enfants.

La plupart des mineurs, ainsi que les travailleurs du jour, habitent hors de la ville dans les hameaux environnants, ce qui les oblige à faire un chemin assez long pour se rendre à leur bagne et à y apporter leur nourriture. Beaucoup logent dans une petite maisonnette avec jardin (les jaunes logent dans les maisons de la Compagnie). Les familles sont généralement nombreuses, il n'est pas rare de voir 5, 6, 7 et même plus d'enfants dans le même ménage. Les loyers sont de 100 à 140 dans les quartiers et de 150 à 200 dans le centre de la ville. La paye des ouvriers de la mine se fait les 10 et 25 de chaque mois.

Ces jours sont malheureusement remarquables par le nombre de malheureux ivres déambulant dans les rues en hurlant un couplet patriotique ou de café-concert. Les jaunes ne manquent pas parmi ces derniers. Pour ceux-là, ils ne connaissent que le cabaret et le bal. Est-ce par indifférence ou par manque d'intelligence? Peut-être tous les deux. Ils ne sont généralement pas syndiqués malgré les efforts et la propagande acharnée faite par quelques camarades qui ont formé un groupe de jeunesse syndicaliste il y a quelques mois (d'ailleurs je reviendrai sur ce sujet).

La nourriture se compose presque toujours de légumes, principalement de pommes de terre (ici appelée treffe); peu de viande, seulement les jours de paye et quelquefois le dimanche. Beaucoup de ménages ont le vin dans la cave, ceux qui ne l'ont pas vont le chercher au litre chez l'épicier, au prix de 0 fr. 20 ou 0 fr. 30. Le pain est de 0 fr. 34 le kilo. Beaucoup de mineurs se fournissent, pour le pain ou l'épicerie, dans les coopératives qui sont au nombre d'une vingtaine, tant rouges que jaunes (celles-ci peu nombreuses, d'ailleurs). Le syndicat des mineurs, qui comptait environ 8.000 membres au début de 1901, a beaucoup diminué par suite des renvois, et aussi par l'indifférence et la politique acharnée des socialistes à la recherche d'une sinécure (souvenir de la grève de 1899).

Dans un prochain numéro je parlerai du mouvement syndical et politique depuis 1899, et des bienfaits des socialistes à Montceau, depuis qu'ils sont à la tête des fonctions politiques.

J. B.

Alcoolisme. — Le département de la Loire est certainement un de ceux où l'on boit le plus... Ses habitants sont d'ailleurs très fiers de cette capacité. Enfin, pour beaucoup, le vin d'abord, l'alcool ensuite, constituent, suivant l'expressive locution populaire, « le fortifiant » par excellence.

Pour les malades, les convalescents, ce qu'il y a de mieux c'est : le bon vin. Et l'on en boit...

Les conditions de travail (mines, usines métallurgiques) y sont aussi pour beaucoup. Aussi les cabarets sont-ils nombreux dans les centres ouvriers. Le docteur Merlin, dans un rapport au Congrès mutualiste de l'hygiène sociale, nous donne les chiffres suivants :

A Saint-Etienne, il y a 1 cabaret pour 62 habitants, 1 cabaret pour 15 électeurs, pour 3 maisons.

A Roanne, 1 cabaret pour 54 habitants ou 15 électeurs.

A Firminy, 1 cabaret pour 47 habitants ou 12 électeurs ou 3 maisons.

A Rive-de-Gier, 1 cabaret pour 55 habitants ou 12 électeurs ou 4 maisons.

A Saint-Chamond, 1 cabaret pour 46 habitants, 10 électeurs, 3 maisons. Et, paraît-il, ne sont pas comptées dans cette statistique les épiceries, qui presque toutes vendent des liqueurs de toutes sortes.

Il y a donc beaucoup à faire pour combattre l'alcoolisme. Mais, ici, je crois que les buveurs d'eau *par principe* n'auront jamais beaucoup d'influence sur les ouvriers buveurs de vins, etc. Ce n'est pas en leur disant : Il ne faut absolument pas boire de vin, bière, etc., il ne faut boire que de l'eau. L'ouvrier leur donne un coup d'œil de côté, hausse les épaules, et s'en va en se figurant qu'on se moque de lui.

Disons-lui, au contraire, qu'il peut boire du vin ; mais que quand il en boit 3 litres, il en boit plus que son nécessaire et qu'un litre pourrait lui suffire, et il nous écoutera peut-être. En tout cas, ce n'est là que mon opinion personnelle, mais ouvrier moi-même, vivant constamment avec des ouvriers, je la crois fondée.

ROUSSET GALHAUBAN.

Mouvement ouvrier. — La Confédération, estimant qu'il est grand temps d'entreprendre la campagne d'agitation, en faveur de la journée de 8 heures, vient de lancer une circulaire à toutes les organisations pour leur demander dans quelle mesure elles comptent donner leur appui au mouvement et par quels moyens.

Griffuelhes dans *La Voix du Peuple* de la semaine dernière, indique excellemment quelle est la besogne primordiale à faire dans les Fédérations et dans les syndicats, en invitant les camarades de chaque corporation à se mettre immédiatement à la besogne et à étudier la question au point de vue de chaque profession.

Mais, pour que la propagande générale puisse commencer le plus tôt possible, il faut de l'argent, et c'est ce qui manque le plus actuellement; c'est pourquoi je ne saurais trop insister auprès des camarades pour que chacun, dans son organisation, fasse souscrire et envoyer le plus rapidement possible, une somme en rapport avec l'état de la caisse de l'organisation à laquelle il appartient.

Et cela est d'autant plus nécessaire que, par esprit d'opposition, l'on fait la sourde oreille au sein des organisations réformistes, qui prennent la plupart du temps leurs inspirations dans les sphères gouvernementales, et auxquelles, naturellement, une campagne d'agitation comme celle qui se prépare est loin de plaire.

D'autres camarades estiment que la journée de huit heures étant après tout une réforme, qui n'atteindra en rien le régime capitaliste en lui-même, nous n'avons pas à nous en préoccuper outre mesure.

Certes, nous avons dit et nous répétons que la diminution du temps de travail, dans l'état actuel des choses, peut être aussi profitable à la bourgeoisie qu'aux travailleurs, je ne peux pas ici donner tous les arguments — que tous les camarades, du reste, connaissent comme moi — qui plaident en faveur de la réduction des heures de travail à laquelle, quoi qu'on en puisse dire, tous les exploités aspirent.

C'est à un point de vue beaucoup plus élevé que nous envisageons la question qui, pour nous, doit dépasser, et de beaucoup, la simple diminution des heures de travail.

La tentative vaut en effet par elle-même ; car elle doit nous montrer de quel effort est capable la classe ouvrière.

La question des huit heures ne doit être envisagée par nous que comme un tremplin destiné à intensifier pendant un certain laps de temps la propagande. Ce n'est surtout là qu'un prétexte à action et agitation, un moyen de tenir les esprits en éveil.

La propagande générale a souvent le grand inconvénient de ne pas atteindre la masse trop souvent réfractaire, alors qu'une idée simple et bien définie parvient à l'émouvoir davantage; et il est incontestable que la question de la diminution des heures de travail est accessible à plus de cerveaux que des idées générales.

Et puis la tactique est nouvelle, il ne s'agit plus d'aller, comme cela a été fait il y a quelques années, processionner auprès des pouvoirs publics, pour remettre des pétitions et recevoir des promesses que ceux qui les font savent bien qu'ils ne tiendront pas.

Il s'agit cette fois de montrer à la bourgeoisie que la classe ouvrière sait vouloir et qu'elle est une force.

Quel beau spectacle, en effet, si, à la date du 1er mai 1906, je ne dis pas l'unanimité des exploités, mais si seulement des milliers et des milliers de travailleurs, une fois leurs huit heures de présence accomplies au chantier et à l'atelier, veulent, aux quatre coins du pays, quitter le travail, et signifier à leurs maîtres que, dorénavant, ils n'entendent plus leur sacrifier que ce laps de temps toutes les 24 heures !

Vous n'aurez jamais que ce que vous saurez imposer, ne cessons-nous de dire, il s'agit à présent de passer à l'action et de vouloir imposer.

Et qui sait ce qui peut sortir d'un tel mouvement, si la poussée, l'élan qui sera en proportion de la propagande qui aura été faite, ne permettra pas à la classe ouvrière d'aller au delà, bien au delà d'une diminution des heures de travail ? Quoi qu'il en soit et quoi qu'il arrive, il n'en est pas moins certain que l'intensification de la propagande qui va être entreprise, sera le prétexte et ne peut être que profitable aux idées d'émancipation. De plus, c'est la première fois qu'une action spécifiquement et exclusivement ouvrière est engagée dans ces conditions, et pour cela nous lui devons tout notre appui.

Que dans leurs organisations nos camarades se mettent en branle dès à présent, et il faudra bien, coûte que coûte, que les indécis et les timorés marchent, eux aussi.

En avant partout pour l'action !

⁂

Dimanche dernier devait avoir lieu à la Bourse du travail une conférence de cette vieille barbe de Frédéric Passy, cet apôtre de la formule de la jaunisse de l'entente du capital et du travail.

Cette conférence devait être présidée par M. Briat, qui décidément tient à se montrer à côté de tous les adversaires des ouvriers révolutionnaires.

Les travailleurs commencent à avoir suffisamment assez de ses fantaisies politico-bourgeoises, et ladite conférence n'a pu avoir lieu.

Un certain nombre de camarades, dont un de ses collègues au Conseil des prud'hommes, en ont profité pour dire son fait à celui que l'on commence à considérer dans les milieux ouvriers comme un agent gouvernemental.

Les camarades l'ont envoyé rejoindre les Bulot, les Viel-Durand, les Millerand, les Bertaux et les francs-maçons ses amis, au grand ébahissement de quelques douairières venues pour l'écouter.

L'épuration commence.

P. Delesalle.

⁂

Limoges. — *Exploitation cynique.* — Une entrepreneuse de piquage de tiges, travaillant pour le compte du grand exploiteur Lecointe, fabricant de chaussures, ne doute plus de rien pour gagner de l'argent sur le dos de ses ouvrières qu'elle occupe à vil prix — en deuxième main... Qu'on en juge. Cette charmante dame voulant livrer quantité d'ouvrage en chantier, le 31 décembre dernier, prévint dès le vendredi soir ses esclaves qu'elle leur « offrait » à déjeuner le lendemain à midi, moyennant quoi chacune porterait son pain, son vin et 0 fr. 20 en sus, disant que la journée serait plutôt terminée aussitôt le travail expédié.

Inutile de dire qu'il n'en fut rien et que ce petit stratagème, dont elle est coutumière, lui fut profitable, les jeunes filles ayant englouti en quelques minutes la maigre pitance qui leur fut servie — pour leur argent — pour reprendre leur labeur aussitôt, et finir le soir comme à l'ordinaire.

C'est une singulière façon d'offrir à déjeuner ; on avouera que cela est d'un cynisme sans égal. Ce procédé abusif mérite d'être signalé.

H. D.

Allemagne.

La direction des hauts fourneaux de Burbach (près de Sarrebruck) a fait afficher l'avis suivant :

« On fait, en ce moment, des efforts pour créer dans le bassin de la Sarre un journal socialiste qui doit porter le titre de : *Saarwacht (Garde de la Sarre)* et qui aura la mission de miner les bonnes relations existant entre les ouvriers et les patrons du bassin de la Sarre et de semer le mécontentement parmi les ouvriers des hauts fourneaux, les mineurs et les autres ouvriers. Nous attendons du bon sens de nos ouvriers qu'ils ignoreront cette feuille, qu'ils ne s'y abonneront pas, qu'ils ne la liront pas, car nous n'avons nullement l'intention de tolérer, dans nos usines, l'agitation socialiste, sous quelque forme qu'elle se présente. »

Les usines de Volklingen, de Neuen-Kirchen, de Brebach et de Dillingen ont publié des avis analogues.

Nous serions curieux de savoir à quoi leur servent les 3 millions de suffrages dont nous rebattent les socialistes allemands et leurs collègues français qui nous les citent en exemple.

République Argentine.

Rosario, 1er décembre 1904.

Dans le courant du mois passé, les employés de commerce se sont déclarés en grève, demandant huit heures de travail, logement en ville, dimanche libre, etc... choses auxquelles les pleins de soupe se refusaient, ce qui fit que pour aider le mouvement des employés qui se remuaient pour la première fois, les boulangers et les charretiers se lancèrent aussi dans la lutte.

Après avoir décrété la grève, les boulangers se rendirent en corporation au local des employés pour leur faire part de la décision prise, lorsqu'au coin des rues San Juan et Aduana, un agent de police attaqua la tête de la colonne, prétendant les empêcher de circuler ; ce qui donna lieu à une discussion dans laquelle l'argousin, voyant qu'il n'aurait jamais le dessus, tira son revolver et d'une décharge à bout portant coucha le compagnon Jésus Pereyra avec une balle dans le front, et il aurait continué à décharger son arme si un autre camarade ne l'en avait empêché en lui plantant son couteau dans le ventre.

Maintenant, pour bien faire connaître la situation, il faut dire que lorsque les employés s'étaient déclarés en grève, ils avaient commencé par casser quelques vitrines et obligé la plupart des patrons à fermer leurs portes, ce qui, combiné avec la grève des charretiers, n'était pas fait pour amuser beaucoup MM. les capitalistes. Or, ils prirent comme prétexte la blessure de l'agent de police pour crier comme des putois, réclamant d'énergiques mesures de répression qui, malheureusement, ne se firent pas attendre. Après la mort de Jésus Pereyra, les employés se réunirent à la Fédération pour délibérer sur les mesures à prendre, préconisant l'idée de faire une manifestation avec le cadavre, idée dont la police eut vent aussitôt, et lorsque la réunion finie, tout le monde sortit de la Fédération, apparut l'escadron de « cosaques » qui, sabre en main, commença une vraie chasse à l'homme sans respecter ni âge, ni sexe, jusqu'à complète dispersion des groupes ; après quoi ils firent disparaître le cadavre de Pereyra, pour empêcher la manifestation projetée. Comme réponse à ces actes de sauvagerie, la Fédération décréta la grève générale, qui fut effective dès le lendemain 21 novembre, et nous avons eu le plaisir, durant une semaine, de voir le Rosario complètement désert et toutes les maisons fermées, tous les corps de métiers s'étant associés à la grève, jusqu'aux modistes, repasseuses, travailleurs du port, personnel de tramways, cochers, etc..

Il fut donc décidé que le 23 novembre l'on ferait une manifestation de protestation et que l'on irait jusqu'au cimetière porter une couronne sur la tombe de Pereyra. Mais la peur qui s'était emparée de la bourgeoisie en voyant un mouvement si grandiose et spontané parmi les prolétaires, la poussa à commettre un crime de plus.

Le 23, à 2 heures de l'après-midi, la place Santa-Rosa et le local de la Fédération regorgeaient de monde ; à 2 heures 1/2 ou 3 heures, la colonne se mit en marche par San Luis, passa par Paraguay où se joignit le Centre socialiste qui, cette fois-ci, était avec nous, en suivant de Paraguay à Mendoza et Corrientes où se trouve le local des peintres et où devaient s'incorporer les trois sociétés de peintres, menuisiers et tailleurs. La colonne avec le drapeau de la Fédération était arrivée devant le local, lorsque tout à coup l'on vit déboucher par les deux bouts de la rue Mendoza, d'un côté le corps de pompiers et, de l'autre, la « guarda-carcel », pendant que par la rue Corrientes et prenant la colonne par l'arrière, arrivait une escouade d'agents et plus loin venait au galop l'escadron de « cosaques » : toutes ces troupes étaient armées de fusils Mauser et se rejoignirent au coin des rues Mendoza et Corrientes, où eut lieu un spectacle inouï et inconnu dans un pays qui se dit civilisé. Les manifestants, la plupart inconscients et qui ne s'attendaient pas à tomber dans un guet-apens pareil, à peine les troupes entrevues, furent pris de panique et il se produisit une débandade générale dans toutes les directions. Des trois ou quatre mille individus qui composaient la colonne, il ne restait dans la rue que cent ou cent cinquante hommes groupés autour des drapeaux de la Fédération et du Centre socialiste, les autres s'étaient dispersés ou réfugiés dans le vaste local des peintres ou dans les maisons voisines. Le groupe qui restait dans la rue, formé par les individus les plus conscients, connaissant de longue date la couardise du peuple, ne s'étonna pas beaucoup de voir tout le monde s'enfuir et attendit de pied ferme, croyant de bonne foi qu'il s'agissait tout simplement d'un ordre du chef politique empêchant la manifestation.

Mais le doute ne dura pas longtemps ; à peine les troupes réunies au coin des rues Mendoza et Corrientes, et sans sommation d'aucune espèce, eut lieu une décharge générale, décharge suivie d'un long cri d'agonie lancé par une vingtaine de victimes qui tombèrent frappées par les balles policières, et parmi lesquelles se trouvait le fils d'un copain, Alfred Séré, de douze ans, lequel, lorsque les flics vinrent le relever pour le transporter à l'hôpital, leur dit tout en se tenant le ventre où il avait reçu une balle : « Tas d'assassins, vous m'avez tué, mais d'autres me vengeront ! » En effet, le pauvre gosse mourait le lendemain ainsi que le secrétaire de la Fédération de la chaussure Louis Carré, qui laisse une veuve avec sept enfants dont la plus grande a quatorze ans, ce qui fait deux victimes de plus à ajouter à la liste sanglante. Les autres blessés sont hors de danger et à moins de complication, j'espère que nous en resterons là pour cette fois.

Pour protester contre ce guet-apens, le parti socialiste fit venir au Rosario le député Alfred Palacios, lequel faillit lui aussi, le jour de son arrivée, être victime de la sauvagerie policière et ce ne fut que grâce à son sang-froid et à son caractère de député national qu'il put éviter une deuxième édition des faits du 23. Maintenant la situation est normale, il n'y a plus que les dockers qui continuent la grève, ainsi que les repasseuses ; aujourd'hui et demain, il y a grève générale à Buenos-Aires, comme protestation contre la police rosarienne ; le mouvement promet d'être total.

Russie.

Nous n'avons plus rien reçu de notre correspondant de Russie, il est fort à craindre qu'il ait été pris dans des manifestations dont il promettait de nous envoyer des détails.



-»- Grand-Montrouge. — **La Scène Libre**, cercle lyrique et théâtral, se met à la disposition des Groupes, Syndicats, Coopératives et des U. P. pour l'organisation de leurs fêtes. Adresser la correspondance au camarade secrétaire, au siège, à l'Union Montrougienne, 34, rue du Marché, Grand-Montrouge.

Cours de diction et répétitions sous la conduite du camarade Laurent, des théâtres de Paris, tous les mercredis, à 8 heures du soir, au siège.

-»- **L'Action Théâtrale.** — L'Action Théâtrale, groupe artistique de la Rive Gauche, se tient à la disposition des groupes, Universités populaires, Syndicats, Coopératives, etc., pour l'organisation de leurs fêtes ou soirées.

Pianiste et orchestre à la disposition des groupes.

Envoyer la correspondance au secrétaire de l'Action théâtrale, à l'Union Mouffetard, U. P. du Ve, 76, rue Mouffetard.

-»- **Le Conscrit.** — Chaque année, à l'occasion du tirage au sort, le parti socialiste de France publiait un numéro spécial antimilitariste : *Le Conscrit*. Cette fois toutes les organisations révolutionnaires et antimilitaristes : *P. S. de F., Jeunesses syndicalistes, P. O. S. R. Association internationale antimilitariste* se sont concertées et entendues en vue d'établir et de donner plus d'extension au prochain numéro du *Conscrit*. De sorte qu'au lieu de multiples publications sans grande portée, l'association de toutes les forces antimilitaristes dans la confection et le lancement d'un numéro unique, donnera des résultats plus effectifs.

Nous invitons tous les groupements à souscrire à ce numéro. On peut adresser les commandes accompagnées des fonds à Mme Brugnière, 16, rue des Canettes, Paris, VIe arrondissement.

Prix du cent : 2 francs. Port en sus. Le Comité national de l'A. I. A., rue de Saintonge, tient le

Conscrit en dépôt. S'y adresser tous les jours de 5 à 6 heures.

Le Pâtis, Rambouillet (Seine-et-Oise), 9 janvier 1905.

Mon cher Grave,

Depuis quelques jours, il m'a été impossible de répondre aux très nombreuses personnes qui sont en correspondance avec moi, tant au sujet de mes prochaines conférences à Paris et en province, que relativement à l'œuvre de solidarité et d'éducation que je suis sur le point de fonder ici.

Je prie les *Temps Nouveaux* de leur faire savoir que la ferme louée par moi dans ce but a été, dans la nuit du 1er au 2 janvier, entièrement détruite par les flammes, qu'il n'est resté de la maison d'habitation que les quatre murs, que, sans abri fixe depuis plusieurs jours, je n'ai pu vaquer à mes occupations habituelles et que cette catastrophe est la seule cause de mon silence.

Je m'empresse d'ajouter que ce sinistre n'aura pas d'autre conséquence que l'ajournement de la mise à exécution de mon projet et, la maison devant être, d'ici quelques mois, reconstruite, je prendrai, malgré tout, vingt ou vingt-cinq enfants à ma charge, dès le 1er novembre prochain.

Quant aux prochaines conférences, promises ou projetées, à part un léger retard, rien n'est changé.

Je compte sur toi pour porter ces faits à la connaissance des intéressés et je te serre cordialement la main.

Sébastien Faure.



Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi soir 16 janvier, à 8 h. 1/2, Bourse du Travail, salle des Conférences, conférence par James Guillaume sur l'*Internationale des Travailleurs* (souvenirs personnels).

Coopération des Idées, 157, faubourg St-Antoine:

Samedi 14. — Kannapell, attaché à l'Observatoire de Meudon : Le Soleil (avec projections).

Dimanche 15. — Fête de la musique, organisée par Mme Roger-Miclos.

Lundi 16. — Soirée organisée pour l'anniversaire de Molière, par J. Truffier, de la Comédie-Française : Un acte du *Misanthrope*. — Un acte de *Tartufe*. — *Le Dépit amoureux*.

Mercredi 18. — Han Ryner : L'apprentissage individualiste.

Jeudi 19. — Steeg, député : Science et Démocratie.

A. I. A. du XXe. — Jeudi 19 janvier, à 8 h. 1/2, salle de l'U. P. Zola, rue Planchat, 44, réunion-controverse entre la camarade Gabrielle Petit et Maurice Delcourt sur l'Antimilitarisme.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 18 janvier, à 8 h. 1/2, causerie sur les rapports des connaissances actuelles de la science et de la vie sociale présente. Réponse aux objections banales.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 16 janvier, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal sur la Radiation (3). — Vendredi, cours d'espagnol.

Grand meeting international, le mardi 17 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, avenue de Choisy, 190. Sujet : la chute de Port-Arthur. Orateurs : Malato, Libertad, Raczini, Rogdoff.

Jeunesse libertaire du Ve. — Jeudi 19, causerie par un camarade : L'attitude à prendre. — La bibliothèque est ouverte tous les soirs à 8 heures.

La Coopérative communiste, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Samedi 14 et jeudi 19 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, causeries. Tous les mardis, jeudis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition de denrées.

A. I. A. du XIIIe. — Réunion le samedi 14 janvier, à 7 heures du soir, salle Reigneau, 17, boulevard Arago. Ordre du jour : Candidature abstentionniste antimilitariste.

Lyon. — **Groupe d'émancipation sociale**, cour Lafayette, 270 (cité Lafayette). — Le 15 courant, grande soirée familiale dans le but de fonder une section de l'A. I. A.

Association internationale antimilitariste : groupe meldois (en formation). — Salle du Théâtre municipal de Meaux, le samedi 14 janvier 1905, à 8 h. 1/2 du soir, grande conférence publique et contradictoire, par Sébastien Faure. Sujet traité : *La Paix ou la Guerre.*

Beaune. — La section A. I. A. se réunit tous les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir, chez le camarade Collas, 4, rue Pasumot.

Lyon. — **Jeunesse libertaire**. — Dimanche 15 janvier, soirée familiale privée, à 8 h. 1/2, chez Chamarande, 26, rue Paul Bert. Une causerie sera faite par un camarade.

Lille. — Réunion tous les samedis, à 8 heures, chez Bernard Leroux, coin de la rue de Roubaix et Saint-Hubert, porte de Roubaix.

Lorient. — **Jeunesse syndicaliste**. — Tous les lundis, réunion à 8 heures du soir, salle du Château-d'Eau. Discussions diverses, causerie faite par des camarades du groupe. — Samedi 28 janvier, à l'occasion du tirage au sort, à 8 heures du soir, salle Dousdebès, grande soirée. Concert : *Le Bétail*, drame antimilitariste en 1 acte de Méric ; récits, chants et monologues par les camarades de la Jeunesse syndicaliste ; à la demande générale, *Le Permissionnaire*, drame social en un acte d'Henriot.

Orléans. — **U. P.** — Bourse du travail, 71, rue Louis Roguet, tous les mardis, causeries à 8 heures du soir.

Trélazé. — Dimanche, à 3 heures, salle Lévêque, rue de l'Asile, réunion organisée par la Jeunesse syndicaliste avec le concours du citoyen Péan qui traitera : L'Armée et le Capital, et du camarade Guichard : La Délation dans l'armée.

Entrée libre et gratuite.

Londres. — **La Fédération anarchiste internationale**. — Réunion de protestation contre la guerre russo-japonaise, dimanche prochain 15 janvier, à 6 heures du soir, dans la grande salle du Wonderland, Whitechapel Road, E. Des orateurs dans toutes les langues y prendront la parole.



A. L., à Valenciennes. — Notre collaborateur a émis son idée à lui, mais, pour ma part, je ne crois pas à l'efficacité d'une langue fabriquée de toute pièces.

O. B., à Barcelone. — Avec la perte sur les timbres, c'est un abonnement de trois mois que vous payez ? Alors, il finit fin janvier.

M. L., à Ezy. — Fin mars.

A. F. sur L. — Le livre est envoyé à Vendôme.

R., à Troyes. — C'est une règle absolue ; nous n'insérons pas de correspondances étrangères au journal.

R. M., à Bar-le-Duc. — Les remboursements sont très onéreux, et très longs à rentrer. Autant que possible vaut mieux envoyer le montant avec la commande.

J. F., à Auburn. — Je n'envoie qu'un exemplaire de l'*Amour Libre*. Le mandat ne comportait pas davantage.

L. B., à Genève. — Volumes expédiés. — L'abonnement reste dû.

A. M., Roubaix. — Impossible d'utiliser la monographie envoyée. — Tâchez de trouver un camarade qui vous aide ?

G. B., à Auxerre. — Bon. Ça va bien.

A. M., à Anais. — Le dernier numéro a été expédié en retard. Mais auriez dû recevoir le précédent.

L. B., à Besançon. — L'abonnement sera servi.

Lille. — Il nous est impossible d'insérer ce qui concerne le travail intérieur des groupes. Le journal n'y suffirait pas. En ce qui concerne la brochure, on ne peut pas savoir d'avance s'il y aura ou non poursuites. Cela est à vos risques et périls.

E. M, Oakland. — Les abonnements seront servis. L'*Anarchie en cour d'assises* n'est pas parue.

D., à Grenoble. — Pas assez important.

V. G., à Oraison. — La place nous manque pour rendre compte des conférences.

C., à Clarens. — Un peu de patience, bon sang ! Il nous faut le temps de nous procurer les bouquins, et ne pouvons, non plus, nous dépenser en correspondances.

A. M., à Zurich. — Les *Mauvais bergers* sont réimprimés. Pouvons vous le fournir à 3 fr. franco. Le prix a été augmenté.

Lab. — Je fais passer votre observation à l'auteur.

P., à Bollène. — Je peux avoir oublié. Le service sera fait sûrement.

P. rue S. — La pièce de Marsolleau, chez Stock. Nous pouvons vous la fournir pour 1 fr.

G. W. rue P. — *Voyage en Icarie*, ça ne se trouve que chez les bouquinistes.

M. B., à Montreuil-Bellay. — Tous les articles que vous voudrez.

M., à Levallois-Perret — Volumes expédiés. Abonnement sera servi.

L. P., à Onesse. — Volumes expédiés. — Les amateurs de dorures n'ont qu'à s'adresser aux libraires ordinaires.

Lyon. — Vous ne donnez pas le lieu de la réunion.

J. B., à Bordeaux. — Numéro expédié. — Je fais le nécessaire pour la gare de Dax. Ne manquez pas de les faire prendre.

C. R., à Diano Marine. — Ce sont des brochures que nous sommes forcés de payer, et nous ne pouvons les envoyer gratis. Nous acceptons en paiement les timbres italiens en tenant compte de la perte de 30 0/0 que subit le change.

M., à Saint-Affrique. — Vous avez 3 volumes, cela fait 9 fr. Vous avez versé 5 fr., reste 4 fr. à payer.

Reçu pour le journal : X. Y. 0 fr. 70. — A. L., à Valenciennes 0 fr. 55. — A. G. 2 fr. — A. D. 5 fr. 40. — P. V., à Pittsburg, 8 fr. F. G., à Kerentrech. — P., à Arcueil, 5 fr. — M. à Tours, 2 fr. — *Le Falot* de Troyes, 1 fr. — L. P., à Marseille, 1 fr. — Un gniaf déchard, 1 fr. 50. — S., à Plevna, 9 fr. — E. L. P., à Onesse, 1 fr. 50. — S., par L., 1 fr. — F. B., à Berne, 5 fr. — A. L., à Dortan, 6 fr. 50. — Merci à tous.

W., à Marchiennes. — F. B., à Berne. — De R., à Tournai. — N., à Vatan. — B., à Argentières. — P. R., à Mirepoix. — R., au Chambon. — P. P., à Kérinou. — L., rue d'A. — L. J., à Brest. — C., à Saumanes. — R., à B. en Chicao. — Syndicat des mécaniciens, Lyon. — M. T., à Poitiers. — C., à Toulon. — B., au Havre. — G. H., à St-Affrique. — B., Le Cateau. — M. P., à Torchefilon. — L., à Buais. — H. G. à Port-Elisabeth. R., à Hennebont. — M., à Dorignies. — F. V. Oakland. — A. E. à Lisbonne. — R., à Neuchâtel. — D., à Fontainebleau. — C., à Marseille, — E. A., à Lorient. — *Germinal*, Amiens. — P. B., à Eauze. — Montpellier. — L., à Cecil. — H. R., Rosario. — V., à Nîmes. — S., à Saint-Imier. — R., à Goriga. — Reçu lettres, timbres et mandats.

A NOS CAMARADES

Deux camarades, l'un de Marseille, l'autre de Lyon, ont mis en pratique le système de faire annoncer le sommaire des *Temps Nouveaux*, dans les journaux locaux. Pour Marseille, nous n'avons pas de données sur les résultats que cela a pu avoir sur la vente ; mais à Lyon, où le camarade en question a pu voir le vendeur, la vente, pour la semaine où ont paru les annonces — il y en a eu dans deux journaux différents — a été de *cent* exemplaires de plus que la vente habituelle.

C'est un moyen qui n'est pas à dédaigner.

*L'abondance de copie nous force à renvoyer la suite de l'*A B C de l'Astronomie.

EN VENTE

Responsabilités, drame, par J. Grave, une brochure, 2 francs.

Le Livre d'Or des officiers français, par A. Chapoutot, d'après les souvenirs et mémoires des officiers du premier Empire, 1 vol., 2 fr. 75.

Une superbe lithographie de Willette, ayant pour épigraphe : *La bonté s'étend sur toute la nature*, trois tirages : 1 fr. 40, franco, 2 fr. 25 et 5 fr. 25.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

Dixième Année. — N° 38 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ✣ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 21 au 27 Janvier 1905.*



POUR LA FRANCE		Ex-Journal "LA RÉVOLTE"	POUR L'EXTÉRIEUR	
Un An	6 »	Paraissant tous les Samedis	Un An	8 »
Six Mois	3 »	Avec un "SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE"	Six Mois	4 »
Trois Mois	1.50		Trois Mois	2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e^



A NOS CAMARADES

Nous faisons faire un service exceptionnel pour les gares ; nous prions tous ceux qui s'intéressent au développement du journal de bien vouloir le demander et l'acheter dans les gares de leur localité ; et à ceux qui voyagent, dans toutes celles où ils s'arrêtent, afin d'établir un courant de vente normale.

L'ART ET L'ÉTAT

Une revue mensuelle, les *Arts de la Vie*, entreprenait naguère une enquête relative aux rapports de l'Art et de l'Etat.

1° *Reconnaissez-vous à l'Etat*, disait-elle, *le droit d'avoir et d'imposer une conception d'art, quelle qu'elle soit, et, à plus forte raison de réprimer les tendances esthétiques d'une époque, en monopolisant l'enseignement des Beaux-Arts?*

2° *Quelles sont, selon vous, les conditions sociales les plus favorables au développement des Arts? Etes-vous partisan du régime d'autorité ou du régime de liberté?*

3° *En tout cas, verriez-vous un inconvénient quelconque à ce que le budget des Beaux-Arts fût supprimé?*

Cinquante témoignages furent recueillis, et il en était de très bons (1). Je ne les examinerai point, mais, en ce lieu, j'appellerai l'intérêt sur cette question des relations de l'Art et de l'Etat, si intelligemment soulevée par les *Arts de la Vie*. La critique libertaire peut s'exercer ici avec utilité.

Nous dénions à l'Etat, incarnation la plus haute du principe d'autorité, tout droit d'immixtion dans les arts. Nous sommes — n'est-ce pas? des anarchistes ; nous espérons plus de biens que nous ne redoutons de maux de la liberté, de la libre initiative et de la libre entente, du libre travail et du libre échange; contrairement, nous redoutons plus de maux que nous n'espérons de biens de l'autorité, avec ses contraintes, ses tutelles, ses contrôles. Nous sommes des anarchistes en art, comme en économie, comme en morale, comme en droit, — et nous hésiterions à proclamer immédiatement désirable la séparation des Arts et de l'Etat?

Elle ne l'est pourtant pas beaucoup moins que la séparation des cultes et de l'Etat; elle est tout également raisonnable. L'une et l'autre affaibliraient l'Etat, en le neutralisant; l'une et l'autre restitueraient à la liberté ce qui appartient souverainement à la liberté : l'impalpable domaine de l'intelligence et du sentiment. — Aujourd'hui, cette présomption nous est venue, que nous sommes mûrs pour comprendre, rêver et sentir, sans le secours d'aucun préposé du gouvernement; et nous arrachons à l'Etat son masque de pasteur des âmes, son masque d'esthète, son masque d'éducateur; et l'Etat, réduit à ses fonctions « essentielles » n'apparaît plus ainsi que dans sa vérité brutale et laide de policier, de *gendarme*, — et de bourreau.

Nous dénions donc à l'Etat, à l'autorité constituée, tout droit d'immixtion dans l'Art. Nous voudrions que l'Etat pût être contraint d'ignorer l'Art, l'Art d'ignorer l'Etat. Nous voudrions voir cesser, entre l'un et l'autre, cette basse mutualité de services, de concessions et de faveurs, où l'Etat donne seulement de l'or, des croix ou des places, tandis que l'Art donne ce qu'il a de plus sacré : sa conscience et sa foi.

La séparation préconisée aurait le mérite de balayer sans pitié ces sanctions de toute sorte, par quoi l'Etat fait mine de stimuler le génie, et qui ne sont que des primes à la médiocrité, à la lâcheté, à l'intrigue ; le prix de Rome, notamment, dépasse tout ce que l'imagination peut concevoir d'anachronique, de saugrenu, de néfaste.

La séparation mettrait — à tout le moins — dans l'impossibilité de nuire, cet Institut, dont l'histoire entière est une opposition malhonnête et sournoise à tout effort de renouvellement et de rajeunissement de l'art par lui-même, cet Institut avec lequel les Larroumet, et les Roujon se montrèrent toujours serviles comme des garçons de bureau.

La séparation enfin nous délivrerait de cet enseignement d'Etat, qui passe au crible d'une scolastique uniforme et sectaire des milliers de jeunes gens de provenance, de culture et de sensibilité diverses. Elle fermerait à tout jamais cette Ecole des Beaux-Arts, vain arsenal de formules, de recettes et de dogmes, d'où l'on sort savant sans doute, mais de quelle science sèche, froide et soumise! A ce propos, il convient de bien faire entendre ceci : c'est que l'art ne s'enseigne pas comme l'orthographe, la grammaire et le calcul, et qu'elle est vraiment bouffonne cette prétention de *fabriquer des artistes*, comme on fabrique des curés, par la vertu d'une invariable doctrine.

L'Ecole des Beaux-Arts ne s'adresse qu'à la tourbe des médiocres, de ceux dont une société n'a pas à tenir compte, dont surtout elle n'a aucunement besoin. Qu'on la supprime sans regret : les forts, ceux qui portent en eux l'étincelle sacrée, par la fréquentation des éternels chefs-d'œuvre, par l'étude de la nature, unique source d'art, suppléeront avantageusement aux antiennes de l'Ecole.

Au surplus, le grand crime de l'Ecole des Beaux-Arts, est-il bien tant dans son académisme impénitent, dans cette fidélité obstinée aux formes du passé, aux traditions les plus contestables? Ne serait-il pas plutôt en ceci qu'elle arrache chaque année aux métiers industriels, où ils réussiraient sans doute, un grand nombre de jeunes hommes, dont la médiocrité

(1) On peut les lire dans le fascicule d'octobre des *Arts de la Vie* qu'ils occupent entièrement.

créatrice s'attestera plus tard de salon en salon? Car elle a fait luire à leurs yeux l'espoir menteur de devenir des artistes, de grands artistes, par le miracle de sa pédagogie; c'est là un détournement de la nature la plus grave, et celui qui songe à l'innombrable armée de dévoyés que l'Ecole a jetée dans la circulation humaine, celui-là la jugera, comme il convient, sans tendresse.

Par le budget des Beaux-Arts, où s'engloutissent annuellement une quinzaine de millions, l'Etat manifeste, dit-on, sa grande sollicitude des intérêts immatériels. Mais un protectionnisme, quel qu'il soit, a-t-il jamais atteint son but? Le protectionnisme artistique, assurément, n'a pas atteint le sien. Par contre, il assumera la responsabilité d'avoir créé en France, un art officiel, un art autoritaire, rageur, infécond, un art hostile par principe, non seulement à toute révolution, mais à l'évolution elle-même (1). L'art officiel, voilà donc tout le fruit — M. Tailhade dirait plus justement : l'excrément — du budget des Beaux-Arts. C'est piteux.

Nous louerons *les Arts de la Vie*. Ils ont, les premiers ouvertement, saisi les esprits d'une question intéressante et nous leur devrons cette formule commode : la Séparation des Arts et de l'Etat.

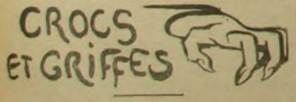
Mais si désirable immédiatement qu'elle apparaisse, cette séparation s'accomplira-t-elle? Je ne le crois guère. L'Etat, remarque M. Charles Morice, « n'est guère en train de renoncer à la direction morale du pays » ; le prochain avènement au pouvoir des idéologues socialistes l'atteste suffisamment. Qui ne voit, au surplus, que le budget des Beaux-Arts et l'art officiel constituent des rouages politiques, des ressorts de gouvernement; l'Etat ne les détruira pas pour plaire à quelques détracteurs.

M. Maurice Le Blond — l'enquêteur des *Arts de la Vie* — s'est élevé brillamment contre une des formes les moins connues de l'étatisme voleur d'énergie, l'étatisme artistique. Mais qu'il y réfléchisse : l'étatisme n'est qu'un effet, dont la cause est l'Etat. Ce n'est pas tel ou tel étatisme qu'il importe tant de combattre, c'est le principe même de l'Etat.

Mais c'est encore, et parallèlement, la mentalité des artistes, ces pauvres ilotes. Ce point, Steinlen l'indique en une mâle réponse. Oui, la séparation est réalisable dès tout à l'heure, si les artistes eux-mêmes le veulent. Que deviendrait la direction des Beaux-Arts, dit Steinlen, « le jour où il n'y aurait plus personne pour rien solliciter de l'Etat — tant que subsistera un Etat — ni son enseignement, ni ses médailles, croix, postes et situations dits officiels. » Et Steinlen ajoute excellemment : « Echappe qui veut à sa tutelle... La liberté, — c'est l'affaire de chacun — il n'y a qu'à la prendre. »

C'est bien ce que les meilleurs ont toujours fait. Et qu'importent les autres?

AMÉDÉE CATONNÉ.



L'affaire Syveton comporte tout plein d'enseignements : entre autres l'inconscience des gens qui se laissent interviewer, et l'impudence des interviewers.

On voit les premiers se prêter à tous les interrogatoires, déballer les petites saletés que l'on cache soigneusement, même lorsqu'on en est que la victime.

Les seconds, sans hésiter une minute, sans crainte du coup de pied au cul, que semblerait leur valoir une indiscrétion un peu trop forte, questionnent sur les points les plus délicats. Et l'un et l'autre se font photographier ensemble.

Le public n'a que la presse qu'il mérite.

⁂

Les journaux et les compagnies. — *Pour la deuxième fois, en quinze jours, un tamponnement s'est produit sur la gare du Nord, sans occasionner de morts pourtant, cette fois.*

Remarqué entre autres, Le Journal *et* Le Matin *qui n'en ont soufflé mot. — C'est le cas plus que jamais de dire que « le silence est d'or ».*

J. GRAVE.

LOUISE MICHEL

Le Marseille ouvrier et révolutionnaire a fait à la vaillante Louise Michel des obsèques dignes de notre brave camarade, et le peuple pour qui elle a vécu ne lui a pas ménagé toutes ses sympathies.

Du reste, dès que l'on avait appris à Marseille la fatale nouvelle, ce ne fut qu'un défilé ininterrompu à la maison mortuaire et tous ceux qui l'avaient connue, admirée et aimée, voulaient une dernière fois revoir les traits de cette vaillante femme dont l'existence, toute de bonté, ne fut qu'une longue suite de persécutions, de privations et de souffrances.

Le peuple, les miséreux et les traîne-guenilles qu'elle chérissait, ont pu en cet instant suprême montrer à la bourgeoisie qui s'était si souvent moquée de la « Vierge rouge » qu'elle incarnait bien les souffrances des misérables, pour le relèvement et l'émancipation desquels l'on peut dire qu'elle a lutté jusqu'à son dernier souffle.

De l'avis des journaux marseillais, même les moins sympathiques, l'on avait rarement vu en la grande cité phocéenne des obsèques aussi imposantes, où la foule, admirable de recueillement et d'émotion vraie, attestait quelles profondes et cordiales sympathies possédait Louise Michel dans le prolétariat et chez le peuple.

Tous les groupes, cercles, libres pensées, syndicats, etc. etc., de Marseille et de la région, étaient représentés par quelques-uns de leurs membres, et c'est précédé des drapeaux rouges de la Bourse du travail et de celui des Chambres syndicales ouvrières, que le cortège imposant s'est mis en marche.

Voici au hasard quelques-uns des groupes ou organisations représentés : les libertaires Aixois; les Anarchistes de Marseille, le Syndicat des ouvriers des Ports et Docks, le Groupe Antireligieux Blancarde-Chartreux, le Syndicat des ouvriers boulangers, le Syndicat des employés de la Ferme, le Syndicat des garçons de cafés, hôtels et restaurants de Marseille, le Groupe Antireligieux Voltaire, le Groupe de la Libre-Pensée de Rio-L'Estaque, le Gaulois Social, de Saint Jérôme, le Grand Cercle d'Unité Socialiste, le Syndicat des ouvriers bouchers, les Vétérans de Sainte-Marguerite, le Groupe Antireligieux de Malmousque, les Etudiants Socialistes, les Allobroges Socialistes, des délégations des Syndicats des ouvriers et ouvrières aux tabacs : des ouvriers des ports et docks, des allumettiers et allumettières ; les membres du Conseil d'administration de la Bourse du Travail, etc., etc.

Le cortège, plein de recueillement, s'étendait sur une longueur imposante et c'est entre deux haies d'une population émue et impressionnée que le corps de celle qui fut « la bonne Louise » a été conduit au cimetière ou plusieurs discours ont été prononcés.

⁂

Louise Michel ayant exprimé le désir que sa dépouille repsât auprès de celle de sa mère, au cimetière de Levallois-Perret, ses amis ont fait le nécessaire pour que cette volonté fût respectée.

Aussitôt qu'ils apprirent que le corps devait être ramené à Paris, des camarades de *l'Association Internationale antimilitariste* et de la *Bourse du Travail*, ont organisé une souscription pour couvrir les frais, et, à l'heure ou j'écris, plus de 2.500 francs ont déjà été recueillis.

De plus, un certain nombre de militants se sont réunis dimanche dernier à la *Maison Commune* 45, rue Saintonge, et ont avisé aux mesures à prendre pour que les obsèques de Louise Michel à Paris, fussent dignes de la vaillante propagandiste et revêtissent le caractère d'une véritable manifestation populaire.

Une commission de six camarades a été nommée pour faire les démarches nombreuses et nécessaires, et il est probable que le départ du cortège aura lieu dimanche prochain 22 janvier, à dix heures du matin, à la gare de Lyon. (1)

Enfin, les camarades qui se sont réunis dimanche, ont décidé d'organiser, dans le courant de la semaine, deux grands meetings — un sur la rive droite et un sur la rive gauche — et de faire appel par voie d'affiches à la population parisienne, pour lui rappeler ce qu'a été Louise Michel et inviter le peuple à assister à ses obsèques qui, vraisemblablement, seront une véritable manifestation prolétarienne.

Nous n'en doutons pas un seul instant, si en haut l'on y met pas d'entraves, ce qui est toujours possible avec le régime de liberté sous lequel nous vivons; nous invitons donc tous les camarades à venir grossir dimanche prochain la manifestation que provoqueront les obsèques de celle qui fut par-dessus tout, la « bonne Louise. »

P. D.

Notre ami Kropotkine a été gravement malade d'une bronchite, c'est ce qui explique, pourquoi il n'a pu nous donner la suite de son étude. Commençant à se lever, il nous enverra bientôt le prochain article.

POST-SCRIPTUM
A L'ARTICLE
" UN CAS DE CONSCIENCE "

L'autre jour, j'ai eu inopinément la visite de mon ami le sculpteur. Comme il entrait avec fracas chez moi, je remarquai qu'il était rouge de colère et qu'il tenait à la main plusieurs numéros des *Temps Nouveaux*.

Je lui demandai ce qu'il lui arrivait; il s'écria, en me mettant sous le nez mon dernier article :

— Qu'est-ce que c'est que cela et pourquoi avez-vous publié, sans m'avertir, la conversation que nous avons eue, le mois passé, au sujet de mon mariage? Vous vouliez donc ajouter à mon embarras en l'annonçant à tous les échos anarchistes?...

— Je ne vous ai point nommé, hasardai-je.

— Croyez-vous que cela a empêché certaines gens bien intentionnées de me reconnaître? Mais, après tout, il ne m'importe; j'ai réfléchi, depuis que nous nous sommes vus et je ne viens pas, avec humilité cette fois, mendier de votre indulgence parcimonieuse quelques excuses en faveur de mon intention de consacrer mon union, avec la jeune fille que j'aime, à l'église et à la mairie.

Au contraire, je vous apporte des raisons péremptoires de la légitimité de cette intention et je compte qu'avec impartialité, vous communiquerez à vos lecteurs les déclarations que je vais vous faire.

Ah! vous êtes dans l'incapacité de trancher si je suis coupable ou non de sacrifier, en apparence, mes principes à mon bonheur, et c'est tout juste si vous ne me traitez pas de renégat! Eh bien! je prétends, vous entendez, et, au besoin, j'affirme que c'est mon droit, que c'est même un peu mon devoir (selon la définition que vous en donniez) de me marier, au moins légalement...

— Vous avez pu remarquer, crus-je devoir insinuer à mon ami, que celles des réponses de mes correspondants qui ont été insérées ici, sans autre choix que celui de la valeur de leur argumentation ou de l'intérêt qu'elles offraient, vous étaient plutôt favorables... Aucune n'assu-

(1) L'Art officiel est tout entier dans ce mot de Meissonier (également attribué à Gérôme) sur les novateurs : « Il devrait y avoir des lois contre cette peinture-là! » — Le bon apôtre!

(1) Voir toutefois les journaux quotidiens en cas de changement à la dernière heure.

mait la grave responsabilité morale de vous condamner...

Ces lettres, vous les avez lues, n'est-ce pas? Toutefois, pour mémoire et pour la clarté et la concision des débats que vous semblez avoir à cœur de rouvrir, souffrez que je rassemble les principales objections qu'elles renferment.

On vous reproche une certaine faiblesse de caractère. M. C. Roulinat, notamment, à propos du cas d'un instituteur qu'il cite à cause de son analogie avec le vôtre, ne laisse pas que de montrer que ses sympathies vont, plutôt qu'au concessionnaire, à celui qui ne *s'avilit* pas, selon le terme qu'il emploie... On craint que vous ne commettiez un acte téméraire en vous unissant à une demoiselle que vous connaissez insuffisamment. On qualifie de présomptueux votre espoir de réformer sa mentalité et on vous prédit, avec elle, une existence perturbée... D'autre part, le camarade Jean Grave m'écrit ces lignes fort sensées :

« Si, théoriquement, la sanction du maire est aussi stupide que celle du prêtre, dans les faits il y a un grand écart entre l'une et l'autre. Alors qu'on fait des concessions, on les réduit au minimum. Acceptant la sanction légale, votre ami aurait pu marchander pour éviter la religieuse... Il aurait pu, me semble-t-il, tâcher d'obtenir de réduire la cérémonie aux mariés et aux quatre témoins... »

— Oui, reprit mon ami, les appréciations qu'on vous a données sont vacillatoires et je serais tenté de louer vos correspondants de ne s'être pas montrés des censeurs rigoureux si leur septicisme — au sens philosophique du mot — ne contrariait pas mon besoin de conviction formelle. Or, cette conviction, je l'ai acquise. Je l'ai renforcée à la suite d'une rapide enquête à laquelle je me suis livré dans le cercle des libertaires que nous fréquentons.

Vous saurez tout à l'heure quelle sorte d'enquête, mais je veux, auparavant, réfuter les objections que vous venez de résumer. Je connais insuffisamment ma fiancée? déclare-t-on. Il n'y a, il est vrai, que trois mois que je lui fus présenté et je n'ai eu que de fortuites occasions de l'entretenir de mes idées et de mes goûts. Mais je vous l'ai dit, elle est jeune, intelligente et me chérit. En outre, son âme est généreuse et certains des sophismes qu'on formule dans son milieu la choquent, instinctivement, sans qu'elle se rende compte de ce qui lui déplait en eux. Mettre en doute, dans de telles conditions, que je n'ouvrirai pas son esprit aux beautés de notre idéal, ce serait n'avoir de la puissance de révélation de celui-ci qu'une opinion misérable. Je suis assez méfiant de mes impulsions naturelles pour craindre d'être dupe de ma passion en ne cédant qu'à ses exigences. Je sais que rien ne nous garantit la durée de nos désirs et de nos sentiments du moment, et je veux moins une maîtresse qu'une associée en ma femme... Je suis sûr de l'affectionner et de l'estimer encore quand j'aurai cessé d'en être amoureux. Voilà donc des raisons qui prouvent que mon obstination à me marier n'est point l'effet d'un entêtement de cervelle folle, dominée par ses sens, mais d'une volonté calme, appuyée sur des calculs qui ont des chances, au moins, de n'être pas erronés. Reste à savoir si je décherrais à mes propres yeux et aux yeux de nos partisans, du fait d'obtenir mon bonheur au prix d'une compromission qui, à première vue, a tellement l'air d'une turpitude que j'ai, tout d'abord hésité à m'y résoudre. Certes, comme l'écrit Jean Grave, attendu que « nous ne vivons que de relativités » j'atténuerais ma honte, puisque honte il y a, en essayant de réduire la cérémonie au strict nécessaire et en ne consentant à l'union légale que pour éviter la religieuse.

Mais le père de ma fiancée est inflexible. Aussi bien, aurais-je eu la chance de trouver en lui un bonhomme aussi anticlérical que notre Combes que, en définitive, cela n'aurait rien changé à ma situation. Il faut l'avouer franchement, la question que mon mariage pose est celle-ci :

Un libertaire est-il répréhensible de faire à ses intérêts le moindre sacrifice de ses principes? Sommes-nous des apôtres? l'anarchie est-elle, elle aussi, un sacerdoce? Celui qui se déclare en guerre ouverte avec la société dont il est convaincu de la sottise et de l'homicidité des institutions, enfreint-il la règle de conduite que sa conviction lui prescrit quand il a recours, pour réaliser son bien-être, aux moyens qu'il blâme?

Eh bien! je dis non, vous entendez, mille fois non et qu'on ne doit, présentement, demander davantage à un libertaire que de l'être en théorie. Essayer d'adapter notre nihilisme au régime social actuel, ce serait tenter quelque chose de pareil à ce que commettrait un noir des tropiques qui voudrait habiter, vêtu seulement de son pagne et en ne se nourrissant que de figues et de dattes, sur les banquises du pôle. Il n'y a pas d'autre alternative pour nous que de vivre en subissant les lois ou de mourir en les combattant. Mais entre les subir et les accepter il y a loin, que je sache, et le mieux que nous pouvons faire contre elles c'est de ne point, lâchement, être complices de leur tyrannie; autrement dit de ne pas pousser à leur roue.

Une telle manière de nous comporter pour le bien de notre cause nous attire déjà de suffisants arias pour que nous ayions quelque dignité à la pratiquer.

Tant que les privations que le service de nos idées réclame de nous, n'excèdent pas la mesure de ce qu'un moyen courage humain peut endurer et qu'elles ne nous atteignent pas dans la force vive de notre être, nous ne devons pas hésiter à nous les imposer, sans parler pour cela d'héroïsme.

Ne vous empressez pas d'arguer de cette déclaration, que les joies d'un amour partagé constituent une espèce de superflu dont il ne me faudrait qu'un peu d'énergie pour me priver et que, par exemple, j'ai moins d'excuse de me marier pour tâcher d'être heureux que n'en a le jeune homme, qui se résigne à endosser la livrée du soldat, pour ne point être obligé de déserter, nonobstant son horreur du militarisme... Nos cas sont identiques et, cependant, s'il vous fallait vous prononcer sur eux, vous inclineriez à plus de sévérité envers le mien qu'envers le sien... Pourquoi? Quelle différence de valeur établissez-vous donc — puisque nous invoquons tous deux l'indulgence — entre les allégations de ce jeune homme et les miennes?

Fait-il preuve de moins de faiblesse que moi quand ses affections, ses habitudes, ses occupations le déterminent à obéir à des brutes qu'il méprise et ce, au minimum, pendant un an, pour rester dans le pays dont il parle la langue, où il est né, où on l'aime et où il gagne son pain? Mais ses affections ne le suivraient-elles pas dans l'exil? Des habitudes ne se perdent-elles pas quand on en contracte de nouvelles? Les effets du travail s'amoindrissent-ils d'une nation à l'autre?

En somme, le sacrifice qu'accomplit le déserteur, de l'avis de certains, aurait des chances de passer pour un de ceux, dont je vous parlais, qui n'excèdent pas la limite de ce qu'un moyen courage humain peut endurer. Cela n'empêche que je serais le dernier à l'exiger de lui, car je prétends que s'il est bon que nous préparions une vie meilleure aux générations de l'avenir, il est juste que nous nous ingénions à vivre le mieux possible. Notre individualité a des droits auxquels nous devons un respect égal à celui des droits que notre humanité généreuse se préoccupe d'assurer aux races futures. Si notre idéal de tolérance nous recommande expressément de ne léser les intérêts de personne, est-ce à la réserve des nôtres? Avons-nous institué une religion d'abnégations de martyres isolés et inutiles? Non certes! Il ne s'ensuit pas de cette affirmation que je nie qu'il faille nous tenir prêts à l'effort d'une initiative en commun — pour le renversement de l'ennemi commun — et qui pourra ne pas être pacifique, nécessiter, au contraire, quand le moment sera venu de l'entreprendre, la perte des existences d'un grand nombre d'entre nous. Mais ce sera, alors, livrer la bataille décisive, agir en vue de la conquête immédiate d'un bonheur, sinon de tout le bonheur que nous rêvons, et dont jouiront les survivants de la lutte!

Mon discoureur s'était un peu exalté. Il souffla pour reprendre haleine et, doucement, avec l'inflexion d'une ironie dans la voix :

— Je prêche des convertis, constata-t-il, en donnant aux anarchistes le conseil de ménager leurs intérêts et de concilier les exigences de leur égoïsme avec celles de leurs opinions... Ils ont plus de sagesse, en général, qu'on ne le croirait, à les entendre s'indigner des concessions que leurs camarades sont assez malheureux pour consentir...

Je vous le disais tout-à-l'heure, je me suis livré à une enquête, dans le cercle de nos amis, à une revision, plus proprement, de mes souvenirs de ce qu'ils m'ont permis de savoir de leur vie passée et présente. J'ai recueilli de cette besogne, la preuve que, sur douze libertaires, il n'y en a pas deux en mesure de se vanter de ne s'être jamais conformés, d'une façon ou d'une autre, au régime social qu'ils condamnent...

Les uns se sont mariés à la mairie et à l'église (autrefois, soit! du temps qu'ils méconnaissaient nos doctrines) mais ne sont pas moins en règle avec les lois et les préjugés. Les autres ont été soldats. Plusieurs (toujours avant l'initiation) ont fait baptiser leurs enfants, ont voté et, maintenant, tiennent un commerce ou sont dans une administration. Tous paient les impôts et, à l'exception peut-être d'un seul, sont inscrits sur les registres de l'état civil comme héritiers légitimes de leurs père et mère. Oserais-je infirmer, cependant, la sincérité de leurs convictions? Nullement; je sais les ouvriers de quelle œuvre ils sont et qu'il faut quelque sécurité pour bâtir... Nous ne sommes pas si nombreux que notre mot d'ordre ne doive être avant tout celui-ci « durer »; durer, afin de répandre la vérité et d'y initier ceux qui l'ignorent. La vie nous est assez difficile, telle que les institutions actuelles nous la font, ne nous la rendons pas impossible par un vain point d'honneur d'intransigeance et de révolte permanente.

Le réfractaire c'est l'homme à la mer auquel les galériens du vaisseau de l'État assènent le coup d'aviron de grâce sur la tête...

— Epousez-donc votre petite bourgeoise! décidai-je. Je ne vous la dénigrerai pas par intuition de ce qu'elle doit être. — Votre passion lui découvrirait de nouveaux mérites... Mais dépêchez-vous de la convertir à nos idées, car je vous préviens que si, dans un an, devenu père, vous consentez au baptême de votre enfant, je serai le premier à vous renier...

— Que supposez-vous là! se récria mon ami.

— Hé! malheureusement, mon cher, rien qui ne soit possible... Quand on s'engage sur le chemin des concessions, peut-on dire jamais jusqu'où on ira? Sans doute, je vous sais assez conscient de la noblesse de nos aspirations et assez ferme dans votre volonté de les appuyer, pour ne pas craindre que vous vous perdiez en contractant alliance avec la famille de la jeune fille de votre choix. Mais votre tentative de gagner le bonheur et une intelligence à notre cause ne laisse pas que d'être hasardeuse... Le jeu que vous jouez est dangereux et, en généralisant votre cas particulier, je me garderai bien de proposer votre exemple en imitation à personne... Tout au plus, s'il me fallait plaider pour vous, essayerais-je de vous excuser... Non, certes que je vous donne tort de demander qu'on juge avec modération nos inévitables dé-

faillances; mais établir, en quelque sorte, la règle de celle-ci ce n'est nullement le moyen d'éviter qu'elles se multiplient et finissent par provoquer notre déchéance.

Les hommes sont trop enclins à rester au-dessous de l'idéal dont ils conviennent eux-mêmes de se montrer dignes, pour qu'une discipline stoïque fasse plus que de les rendre courageux...

— Sans doute, sans doute... murmura mon ami. Aussi bien, si j'ai la franchise d'avouer que je suis un de ceux qui ne vivent pas en constante solidarité avec leurs convictions, ce n'est nullement sans admirer, de me plaindre ou de me mépriser, les quelques fous sublimes que nous rencontrons de ci de là par le monde, préférant renoncer à leurs intérêts que de souffrir le déchirement moral du sacrifice de la moindre de leurs opinions.

La dignité de ces gens-là rachète nos faiblesses et c'est un effet de leur merveilleux pouvoir d'exciter l'émulation que la fière intrépidité d'un seul de ces don Quichotte, fait oublier la couardise égoïste de dix mille Sanchos comme moi !

JOHN-L. CHARPENTIER.

P. S. — J'avais signé ce supplément à mon article quand j'ai lu, dans le numéro 37 des *Temps Nouveaux*, la remarquable lettre du docteur E. D. Je lui suis tout particulièrement reconnaissant de la lumière qu'il me fournit dans cette étude. Je suis heureux, en outre, de pouvoir déclarer ici que j'approuve la distinction qu'il établit entre le cas de mon ami et celui de l'anarchiste qui ne se marie — avec le moins d'ostentation possible — que pour éviter les tracasseries des patrons de sa femme ou de siens.

Mon ami a des raisons d'excuser son acte, cela est certain; mais il ressort de tout ce que nous avons dit, qu'on ne saurait l'imiter sans risque et que son exemple — rigoureusement suivi — serait pernicieux. Voilà qui est acquis; encore une fois, merci à tous.

J-L. C.

Avant son transfert, le camarade Pivoteau nous a adressé une lettre où il nous charge de transmettre ses remerciements à tous ceux qui se sont occupés de lui, et terminant par l'assurance que sa condamnation le laisse calme et ne change aucunement ses sentiments.



La justice est une belle chose. J'entends celle que les juges « rendent », expression dans laquelle on ne sait s'il faut prendre le verbe « rendre » au sens « de restituer ce qu'on a volé » ou au sens de « vomir ». N'importe; de quelque façon qu'on le comprenne, il est entendu que les juges « rendent la justice », qui est une belle chose.

Il y a quelque temps, à Nîmes, une femme Olivier, tenancière d'une maison de prostitution, était condamnée à 1.000 francs d'amende pour excitation de mineures à la débauche. Elle récidiva, fut arrêtée et poursuivie de nouveau. Les débats démontrèrent qu'elle avait chez elle plusieurs mineures, et qu'elle se livrait à des pratiques abominables, soit pour se procurer des pensionnaires, soit pour les empêcher de quitter sa maison. Ordinairement la récidive aggrave la peine. Mais la femme Olivier ne fut condamnée qu'à une amende bien moindre. Cela est d'autant plus étrange que le délit était plus grave, qu'il s'agissait d'une personne exerçant un métier pas du tout estimable, et que vers le même temps, le même tribunal condamnait à deux ou trois mois de prison une personne coupable seulement d'avoir loué une chambre à une mineure.

D'où vient que les magistrats, si durs au pauvre monde, sont si indulgents pour les proxénètes ? Peut-être tout simplement parce qu'ils forment, avec Messieurs les militaires, la meilleure partie de leur clientèle.

A Paris, une dame Monnet, domestique, ayant à se pourvoir contre un arrêt annulant un héritage en sa faveur, demande l'assistance judiciaire. On diffère de lui répondre; les délais d'appel sont écoulés et on lui annonce que le jugement contre elle est devenu définitif. Elle réclame, s'entête, proteste, puis, voyant toutes ses démarches vaines, perd patience : « Puisque je n'ai plus rien à perdre, je vais me venger »

Elle se rend au Palais, et fait un dernier effort auprès du secrétaire du parquet de la Cour de cassation : « Alors, lui dit-elle, on ne veut pas qu'il me soit fait justice ? » Le secrétaire explique qu'on ne peut donner suite à sa requête, le délai d'appel étant expiré. « De sorte qu'il n'y a plus rien à espérer pour moi? » Et ce disant, elle sort un revolver de dessous sa pèlerine et fait feu trois fois sur le secrétaire, qu'elle ne fait qu'effleurer.

La justice est une belle chose.

⁂

Nous avons souvent dit aux repopulateurs : « Commencez par ne pas pousser les filles-mères à l'avortement, à l'infanticide ou au suicide, comme le font les lois et les préjugés entretenus par vous. S'il vous faut à toute force des enfants, accueillez mieux les naturels. » Il semble que nous commençons à être entendus. Sous la présidence des professeurs Brouardel et Budin et du sénateur Piot (lui-même!), vient de se fonder la Société « La Mère », œuvre d'assistance aux femmes enceintes. Son but, dit-on, est de protéger la grossesse contre toutes les causes qui peuvent l'empêcher de suivre son cours régulier. « Toute femme ou fille (*Aurore* du 14 janvier) qui se trouve dans la fâcheuse nécessité de dissimuler sa grossesse et d'accoucher secrètement, peut donc s'adresser à la secrétaire générale de « La Mère », 19, rue Tronchet, Paris. On lui indiquera l'asile discret où, suivant les ressources de l'œuvre, elle pourra être secourue. Voilà qui est bien. Mais parmi toutes les causes qui peuvent empêcher la grossesse de suivre son cours régulier, il y en a une qu'on appelle la misère, et qui est la principale. MM. Brouardel, Budin et Piot, ont-ils trouvé le moyen de supprimer cette cause-là ?

⁂

M. Eugène Le Roy, littérateur, a refusé la décoration.

R. Ch.

Mouvement ouvrier. — Nous n'avons cessé, à aucun moment, de mettre en garde nos camarades des syndicats, contre l'intrusion de la politique et des politiciens dans les organisations ouvrières et de leur en montrer tous les dangers. Les faits sont en train, une fois de plus, de nous donner raison.

L'arrivée de Millerand — que d'aucuns voulaient encore considérer comme socialiste — au ministère du Commerce, fut on ne peut plus néfaste. Ce fut, d'une part, la corruption de militants qui jusque-là avaient eu une attitude nettement ouvrière et le développement de ce que l'on a appelé — injustement — depuis, le réformisme et qui n'est destiné qu'à assurer, par des mesures de protection, la prolongation de la société capitaliste.

Millerand a depuis montré par son attitude ce qu'il est en réalité, et les socialistes sincères ne se font plus d'illusions à son égard.

Millerand, personne ne l'ignore et n'oserait le nier, a partie liée avec le nationaliste Doumer, l'élu de la droite à la présidence de la Chambre et un député socialiste a pu qualifier Doumer de « président des jaunes ». Le journal du traître Biétry, à son tour, salue en ces termes l'arrivée de Doumer au pouvoir :

Nous nous sommes toujours gardé de faire dans la *Semaine rouge* des incursions dans le domaine de la politique pure.

Nous ne pouvons cependant laisser passer, sans en dire un mot, l'élection de M. Doumer à la présidence de la Chambre ; en le faisant d'ailleurs, nous resterons encore sur le terrain des revendications et du programme des « Jaunes ».

M. Doumer a été, de tout temps, un défenseur résolu de la participation aux bénéfices et de l'accession des ouvriers à la propriété.

Au lendemain du congrès des « Jaunes » à la salle des Agriculteurs de France, M. Doumer a été parmi les députés qui, comprenant l'importance du mouvement auquel Pierre Biétry a consacré ses forces, etc., etc...

Voilà qui est net, et que se vérifie ce que, pour ma part, je n'ai cessé de dire, ce que les travailleurs réunis au Congrès de Bourges ont bien saisi, pour s'en dégager, à savoir que le réformisme mène droit au programme jaune.

Biétry est maintenant le collaborateur indiqué des Keufer, des Briat, des Coupat, qui ont un programme identique au sien et qui, au Conseil supérieur du travail, — où siège Doumer le jaune, — votent de concert avec lui des motions sur les *nécessités d'ordre public et de paix sociale.*

Il n'y a donc plus à en douter, ce sont les socialistes eux-mêmes qui disent leur dégoût pour les chefs du réformisme. Nous espérons que les travailleurs, un moment égarés dans la galère réformiste des Millerand et des Doumer, auront à cœur de se dégager complètement de ces politiciens qui ont apporté leur concours et, qui sont aujourd'hui revendiqués par Biétry et les jaunes.

⁂

Et à ce propos, je me rappelle que je signalais il y a quelque temps aux *coopératives ouvrières*, tout le danger qu'il y avait pour elles d'avoir appelé à leur tête l'avocat Manoury.

Les voilà, en effet, placées par ce politicien, sous l'égide du chef jaune, Doumer, qui, il y a quelques mois, fut invité par lui à présider le banquet de la Chambre consultative.

Dans l'espoir de quelques vagues subventions, les coopératives de production laissèrent faire et ne protestèrent pas. J'espère que quelques-unes d'entre elles regrettent amèrement de voir dans quelle galère les a emmenées le co-délégué du jaune Doumer au Conseil supérieur du travail.

Et comme tout cela respire bien la sale politique que MM. les réformistes gouvernementaux font tout leur possible pour introduire au sein des organisations ouvrières.

En attendant, et puisque les faits eux-mêmes se chargent de le montrer aux travailleurs toujours trop confiants, nous espérons que l'épuration va commencer ; l'équivoque n'ayant que trop duré.

Sus à *tous* les jaunes!

⁂

L'on se rappelle que nous avons relevé en son temps la brutalité révoltante avec laquelle la gendarmerie à Brest avait chargé les travailleurs, lors de l'agitation ouvrière de juillet dernier. Les brutes qui assommaient si délibérément les ouvriers, viennent de recevoir leur salaire, comme nous l'apprend la dépêche suivante :

Le capitaine de gendarmerie Minot a remis, aux gendarmes Gauffenic, de Landerneau, et Angibaud, de Plabennec, les médailles d'honneur en argent qui leur ont été accordées par le gouvernement à la suite des troubles graves qui ont eu lieu le 8 juillet, à Brest, à la sortie d'une réunion ouvrière.

Le capitaine Minot a félicité les gendarmes Gauffenic et Angibaud de la conduite dont ils ont fait preuve en la circonstance.

Tous commentaires seraient superflus, nos camarades de Brest sachant à quoi s'en tenir depuis longtemps.

⁂

Un camarade qui trouve sans doute que le *Journal Officiel* n'est pas suffisant, nous prie de signaler que le nommé Ottolini, directeur de la Société des Lunetiers qui a ses bagnes à Ligny-en-Barrois, vient d'être gratifié de la croix de Wilson et d'Esterhazy.

Parmi les « titres » de ce garde-chiourme, il faut signaler la tentative de destruction du syndicat des opticiens de Ligny et le brusque renvoi des ateliers du secrétaire.

Ce sont là des titres que le gouvernement ne pouvait faire autrement que de prendre en considération.

⁂

Tous les ouvriers du bâtiment et professions similaires sont en grève à Quimper.

Leur principale revendication porte sur les salaires qu'ils veulent à 4 francs par jour, plus 1 franc d'indemnité pour la journée en campagne et 2 fr. 50 pour les manœuvres.

La grève doit être déclarée à Pont-l'Abbé, quelques patrons ayant refusé de reprendre les ouvriers

qu'ils occupaient avant la cessation du travail de la semaine dernière.

⁂

Finistère. — Pont-Labbé. — Depuis deux mois seulement des syndicats sont créés à Pont-Labbé et déjà les exploiteurs viennent d'en éprouver la force. Pour appuyer les revendications des maçons et des menuisiers en grève depuis six et trois jours, les ouvriers de toutes les corporations viennent d'appliquer la grève générale et de poser leurs desiderata : journée de 10 heures, minimum de salaire 3 fr. 50 pour les ouvriers, 2 fr. 50 pour les manœuvres; suppression de la retenue d'assurance, du travail aux pièces et du marchandage, 0 fr. 60 de déplacement à la campagne, etc.

400 travailleurs au moins chômaient : pas un *seul* ne travaillait; la solidarité et la volonté furent magnifiques; aussi au bout de deux jours les patrons entraient en pourparlers et en quatre jours, tout était terminé par une victoire éclatante, magnifique; tous furent vainqueurs et pas une revendication ne fut abandonnée.

Il était grand temps aussi que quelque chose changeât; les ouvriers ne gagnaient pas une moyenne de 3 fr. et les manœuvres avaient 1 fr. 25 et 1 fr. 50. Bravo les gars de Pont-Labbé! par votre force vous avez amélioré votre sort; continuez et travaillez pour la révolution sociale.

P. Delesalle.

Allemagne

La grève vient d'éclater parmi les mineurs du bassin de la Ruhr (Westphalie et province du Rhin). Elle s'annonce comme devant être la plus importante que l'Allemagne ait vue depuis l'année 1889, où plus de 100.000 mineurs quittèrent le travail. Depuis environ 2 mois, les exigences croissantes des Compagnies avaient fait naître dans cette région une vive effervescence : plus de 10 000 ouvriers du pays avaient été congédiés, pendant que de nouveaux mineurs amenés du fond de la Poméranie, rendaient les conditions du travail encore plus désastreuses ; la prolongation de la journée introduite d'abord dans quelques fosses avait été peu à peu étendue aux autres ; le taux bas des salaires joint à cette circonstance que les wagons insuffisamment remplis ou renfermant de la pierre ne sont pas payés, a produit ce résultat que des ouvriers pères de famille ont touché en un mois 60 marks, c'est-à-dire 75 francs ! Enfin les mauvaises conditions d'hygiène et les ravages exercés par l'ankylostomasie contribuaient à accroître le mécontentement. Tous ces faits sont intéressants à noter, car ils font voir quelles sont encore les conditions du travail dans l'empire que certains réformistes français nous offrent en exemple, où la tactique syndicale est celle qu'ils préconisent, où le système d'assurances et de lois ouvrières est le plus complet qui ait existé jusqu'à ce jour, et où les social-démocrates règnent sur 3 millions d'électeurs.

L'attitude des politiciens socialistes et des chefs syndicaux, parmi lesquels les deux députés Sachse et Hue, est curieuse à observer. « Nous ne devons pas compter, lit-on dans les feuilles du parti, que les chefs des syndicats réussiront à localiser le mouvement ! » Ce ne sont qu'appels au calme, exhortations à continuer le travail ; les efforts qu'ils dépensent pour enrayer la grève valent aux socialistes et aux chefs des syndicats les félicitations des journaux conservateurs. Jusqu'à ce jour, cette tactique avait toujours réussi ; mais aujourd'hui la mesure est comble : les politiciens sont débordés ; ils justifient leur attitude en affirmant que les compagnies veulent la grève. Faut-il donc se plier à toutes les conditions qu'il leur plaît d'imposer ? D'autre part, l'organe des Compagnies écrivait : « Tant que les chefs actuels seront à la tête des syndicats, nous n'aurons pas de grève à redouter. »

Le bassin de la Ruhr compte 260.000 mineurs, dont près de la moitié se repartissent entre les syndicats chrétiens. Trante mille ont déjà cessé le travail, et le mouvement s'étend rapidement. Il menace de gagner le bassin de la Sarre. Les mineurs de la Saxe commencent à donner aussi des signes d'agitation et et il se pourrait que, dans quelques jours, la grève s'étende à toute la corporation.

A l'occasion de la nouvelle année, tous les journaux socialistes et toutes les organisations syndicales congratulent l'*Union des métallurgistes* qui a dépassé le chiffre de 200.000 adhérents.

Cette union, la plus forte d'Allemagne, a dépensé en secours dans l'année 1904, 700.860 francs, sans compter les secours de grève et les frais de justice. Signe de puissance, disent les syndicalistes allemands ; signe de faiblesse, selon nous, car ces 700.000 francs mesurent exactement la somme des misères que cette organisation allemande n'a pas su diminuer et qu'elle en est réduite à secourir. D'organisme de lutte elle est devenue société de secours mutuels.

A l'heure qu'il est, l'Union allemande des métallurgistes distribue des secours aux chômeurs, aux voyageurs, en cas de détresse et en cas de procédure judiciaire. Sa prochaine assemblée générale va probablement décider de secourir les malades, les veuves, les orphelins, et de rembourser les frais de déménagement et de voyage en cas de changement de résidence ! Naturellement les cotisations sont fixées à un taux assez élevé pour assurer le bon fonctionnement de ces institutions : elles sont en ce moment de 2 francs par mois et la prochaine assemblée générale les élèvera sans aucun doute. Chez les imprimeurs, elles sont d'environ 5 francs par mois. Sans doute elles n'ont encore atteint, dans aucune corporation, le taux à partir duquel elles deviennent un obstacle à l'adhésion de membres nouveaux. Mais cela viendra : on sait que les trades-unions d'Amérique ont été jusqu'à s'entourer d'une barrière de droits élevés, et parfois refusent même catégoriquement d'accepter de nouveaux membres ; les syndicats allemands sont dans cette voie. Provisoirement, les institutions de secours leur attirent de nombreux adhérents, alléchés par la pâtée. Les social démocrates reconnaissent aux fortes cotisations l'avantage d'assurer la stabilité des syndicats ; elles ont encore celui de raréfier les conflits, car les grèves ont le double inconvénient de vider les caisses et de suspendre le paiement des salaires. Bien loin d'aspirer à la lutte, le syndicalisme allemand est essentiellement pacificateur.

J'extrais du *Journal des Travailleurs du bois* (7 janvier), un passage qui a peut-être l'inconvénient d'être trop long, mais que je crois de nature à éclairer ceux qui conservent des illusions sur l'esprit révolutionnaire du prolétariat allemand et de la social démocratie. Ce parti qui, ne l'oublions pas, a conservé en Allemagne plus que partout ailleurs son intransigeance première, approuve complètement la tactique syndicale qui se trouve définie dans les lignes ci-dessous et qui est devenue celle de toutes les organisations allemandes :

« Il y a longtemps que nous avons exprimé notre « opinion sur les conventions de tarifs. Notre congrès « de Nuremberg, en 1900, a déclaré une fois pour « toutes que nous considérons la conclusion de « telles conventions comme le meilleur moyen de « veiller aux intérêts économiques des travailleurs, « et d'introduire dans l'industrie du bois *une stabi-* « *lité souhaitable également pour les entrepreneurs.* « Nous avons aussi et toujours insisté sur ce fait « que ces tarifs ne sont acceptables pour nous, que « s'ils font droit, *dans la mesure du possible*, aux « désirs des travailleurs ; nous avons toujours dit « clairement que ces conventions ne peuvent être « conclues que par de fortes organisations : une « puissante organisation ouvrière doit veiller à leur « exécution, et l'organisation patronale doit pou- « voir garantir la fidélité de chacun de ses mem- « bres.

« Partant de ce point de vue, nous avons depuis « plusieurs années travaillé à la conclusion de « conventions de tarifs, sans pourtant trouver « l'appui nécessaire chez les organisations patro- « nales. Nous avons constaté qu'il y a encore dans « ces dernières des éléments qui ne tiennent pas « les engagements contractés. La cause en est en « en grande partie *dans une organisation patronale* « *imparfaite.* C'est pourquoi, il y a quatre ans, « *nous avons envisagé avec satisfaction la fondation* « *des syndicats patronaux* ; nous pensions qu'*avec un* « *patronat bien organisé*, il serait plus facile de « conclure des contrats......... » D'autres parties de l'article constatent que les adversaires des conventions de tarifs sont eux-mêmes bien heureux quand ces conventions leur procurent pour quelques années la *tranquillité*. La classe ouvrière allemande a un désir immense d'apaisement, de stabilité, d'équilibre, d'immobilité.

Et voilà la tactique que l'on veut introduire dans les syndicats français ! Domela a proclamé *le socialisme en danger* ; cependant la dégénérescence du socialisme qu'il signalait ne s'accomplissait guère que dans l'enceinte des assemblées parlementaires ; celle que révèlent les lignes ci-dessus est bien autrement dangereuse, car elle se passe dans les cerveaux prolétariens. Si nous n'y prenons garde, le réformisme international tuera le socialisme dans les consciences ouvrières.

Belgique

Carnières. — Vous nous demandez des faits pour lutter contre les manœuvres policières ; en voilà un que je vous signale, si d'autres camarades ne l'ont pas déjà fait.

Un arrêté d'expulsion vient d'être pris contre le camarade Oscar Rüdiger, sujet allemand, né à Leipzig, domicilié à Morlanvelz, Belgique. Ce camarade est filé par la police de sûreté, car les moindres de ses actes sont connus par le ministre de la justice, qui lui a donné l'ordre de quitter le royaume dans les quarante-huit heures. Par ce fait, ce camarade devra abandonner sa famille et son travail, quoique ayant fourni des certificats de bonne conduite. Mais il est anarchiste, et quand on est anarchiste, on ne peut plus faire un pas sans avoir les chiens de la police sur les talons. On reproche au camarade Rüdiger d'avoir assisté au congrès anarchiste de Charleroi, et c'est tout ce que l'on peut lui reprocher ; et comme ce camarade est d'une profession qui l'oblige à beaucoup voyager, on lui reproche d'être un vagabond. Le ministre a été interpellé par le député socialiste Berloz Eugène ; rien n'y a fait, ce malheureux sera obligé de repartir pour l'inconnu et rechercher du travail ailleurs, peut-être jusqu'à ce que les chiens policiers du pays où il sera, l'auront découvert, puis expulsé à leur tour.

Quand les travailleurs apprendront-ils à se passer de gouvernement ? Un simple mouvement solidaire des travailleurs aurait peut-être fait plus que toutes les interpellations.

Notre salut libertaire

Guisbais Théophile.

Hongrie.

Budapest, le 20 décembre.

Elesd. — Comme sa voisine la Roumanie, la Hongrie prétend toujours être une fenêtre de l'*Occident civilisé* sur l'Orient. Elle se plaint d'être ignorée en Occident, d'être considérée par les autres nations comme une province de l'Autriche, si même on ne va pas jusqu'à croire que c'est un Etat de l'Asie formé par les Tatars ou d'autres peuples sauvages.

Les événements qui ont eu lieu dernièrement montrent que si elle ne figure pas sur la carte de l'Asie, elle n'est pas moins digne d'y figurer, car, comme en Asie, le gouvernement y a un pouvoir absolu, malgré la Constitution, qui a été si chèrement payée par le peuple en 1848. Loin d'assurer ou du moins de faire semblant de vouloir assurer la paix et la tranquillité dans le pays, le seul but du gouvernement est de s'assurer lui-même de se perpétuer au pouvoir. Mais comme la persuasion ne suffit point, les juges et les gendarmes complètent l'œuvre commencée par la police et la censure, ou plutôt la police au service du parti au pouvoir habillée en censeur.

On se souvient des atrocités qui ont marqué la journée du 24 avril de l'année dernière, à Elesd. Rappelons en quelques mots qu'une réunion populaire ayant été annoncée par le parti de l'indépendance à Elesd, les socialistes y vinrent en grand nombre. Mais lorsqu'un prêtre voulut prendre la parole, le peuple le conspua. Sans aucun avertissement, sans aucune sommation, les gendarmes à cheval se ruèrent sur la foule désarmée pour la disperser.

Mais celle-ci, qui n'admettait pas cette nouvelle méthode de propagande politique s'y opposa. Un conflit en résulta.

C'est ce qu'attendaient les sbires du gouvernement. On entendit quelques coups de fusil et bientôt après une décharge prolongée ; *31* paysans innocents, qui étaient venus là de la manière la plus paisible, tombèrent morts ; *152* furent portés à l'hôpital dans un état désespéré. Beaucoup d'entre eux avaient été blessés mortellement. Non seulement les organes socialistes et d'opposition, mais le pays entier cria et protesta contre cet atroce crime du gouvernement. Une enquête fut ouverte pour établir les responsabilités. La semaine dernière, elle s'est terminée par un procès qui s'est prolongé pendant huit jours. La plupart des témoins étaient des juges, des médecins et des fonctionnaires, par suite des accusateurs. Les témoins à décharge avaient été systématiquement éloignés. Mais les faits étaient si graves et la vérité si évidente, que malgré eux ces témoins *durent avouer que les socialistes avaient été appelés* à la réunion

par le parti de l'indépendance, et qu'au contraire le comité socialiste régional de Nagy-Varad avait *prévenu* ses membres des intentions des indépendants. Il y avait même envoyé le camarade Silberstein pour calmer la foule si surexcitée dans ces régions, surtout à cette époque. On a constaté également que le *député du gouvernement avait voulu corrompre le parti socialiste en lui offrant une certaine somme pour qu'il vînt troubler la réunion des indépendants*. Mais n'ayant pas réussi, il envoya des agents corrupteurs *qui offrirent des cigares et de l'eau-de-vie aux paysans* pour qu'ils vinssent troubler la réunion.

De plus, les manifestes et placards du parti de l'indépendance avaient été collés sur les murs des maisons communales; ils furent lus, expliqués et commentés par les *notaires* aux *paysans* qui se rassemblaient; on finissait toujours ces commentaires par le conseil de s'y rendre en plus grand nombre possible.

On a remarqué également que pendant la réunion, l'ordre de se disperser avait été donné en *hongrois*, alors que la plupart ou plutôt tous les assistants étaient des paysans *roumains* qui, vu surtout le grand bruit, n'avaient pu l'entendre ou le comprendre. Mais le comble de l'ignominie c'est que l'intervalle entre la sommation et la décharge fut de 60 secondes, bien moins de temps qu'il ne faut pour réfléchir, surtout dans des conditions si défavorables et dans une circonstance si grave.

Malgré toutes ces preuves qui montrent d'une façon incontestable que les agents du gouvernement et du parti indépendant ont causé ou préparé les événements du 24 avril, ce furent *les socialistes* que le tribunal *condamna* aux peines les plus sévères. Les meilleurs ouvriers qui, grâce à leur sincérité, se sont acquis la sympathie et la confiance de tous leurs camarades, ont été privés de leur liberté pour qu'ils ne puissent plus continuer leur œuvre que le gouvernement redoute — il l'a bien montré maintes fois et surtout maintenant — plus peut-être qu'il ne faut. Le camarade *Silberstein* fut *condamné à 4 ans de réclusion* avec *5 années de perte de sa fonction* (il a été retenu pendant 8 mois déjà, temps pendant lesquels se sont poursuivies les recherches, mais on ne veut considérer que 4 mois). *Flora Pappe* et *Mihàlka* furent condamnés également chacun à *3 ans* de prison. Cinq autres camarades reçurent des peines de deux ans et d'un an. Le reste (il y eut en tout 22 condamnés) fut frappé de peines variant entre 10 et 6 mois *pour avoir provoqué*... des désordres. En tout, 13 années de réclusion et 10 ans de prison pour avoir osé venir à une réunion qui n'était même pas socialiste, mais essentiellement bourgeoise.

Nous nous dispensons de faire des commentaires, car on comprendra facilement que le massacre d'Elesd n'est pas un accident, comme veut le faire croire le gouvernement, mais un crime préparé, dûment réfléchi et médité par le parti dominant, pour tuer les idées révolutionnaires dans leurs germes et racines. Il s'est encore une fois trompé de méthode, car jamais propagande n'a été plus active depuis le 26 avril, surtout dans cette région, comme le montre le congrès des syndicats dont je parlerai plus loin. En tout cas, la sentence du tribunal de *Nagy-Varad* (c'est le chef-lieu du comitat d'Elesd) est un acte infâme qui frappe non seulement des paysans et ouvriers innocents, mais des victimes innocentes de gens qui n'ont ni conscience ni scrupules.

∴

Non moins intéressante est la sentence du tribunal de Budapest contre le citoyen *E. Salusinsky*, ancien rédacteur de l'*Adevèrul*. On se rappelle que ce journal fut confisqué trois mois durant continuellement et avait dû être imprimé quatre fois. Ce n'est que la quatrième édition qui avait été permise par la censure — nous sommes dans un pays où des milliers de personnes ont versé leur sang pour la liberté de la presse. — Les deux premières pages étaient complètement *blanches*, la troisième dans ses trois premières colonnes. La quatrième colonne traitant des suicides et meurtres avait été laissée, ainsi que la quatrième page réservée aux annonces. Pourtant l'auteur des articles incriminés n'avait fait que décrire la situation misérable des paysans. Mais le tribunal, sur l'ordre du gouvernement (qui veut à tout prix ruiner le parti, en employant des moyens financiers par les amendes et confiscations de journaux nécessitant des dépenses supplémentaires), n'a point hésité et a déclaré comme « une excitation à la révolte » les vérités si évidentes du camarade E. Salusinsky. « Le travail est l'esclave du capital ou les paysans sont des esclaves malheureux. » C'est en vain que l'avocat Dr Brody prouva la vérité et l'évidence de tout ce qu'avait dit Salusinsky dans son article, qui n'était qu'une pure description appuyée sur une observation juste et impartiale. Il fallait intimider l'auteur ou du moins attaquer le parti dans ce qui lui est le plus indispensable, « sa bourse » (le parti veut faire paraître chaque jour la *Nepszava* (Voix du peuple) qui maintenant est seulement tri-hebdomadaire. Mais en Hongrie, chaque journal politique doit déposer une grande garantie. Le gouvernement lui inflige chaque jour de nouvelles amendes pour ne pas le laisser arriver à la somme complète de garantie nécessaire au journal quotidien). Le tribunal a condamné le camarade Salusinsky *à 3 mois de prison* et *à 200 couronnes d'amende*.

Un jour avant, le même tribunal avait condamné l'ouvrier menuisier Jules Franczia pour avoir écrit dans le journal des ouvriers en bois un article intitulé : « Pour toujours », à un mois de prison et à 100 francs d'amende. Le procureur avait préalablement expliqué aux jurés que l'accusé ne devait pas seulement être accusé pour avoir écrit l'article incriminé, mais aussi pour avoir écrit dans un journal syndical des rapports et des articles sur les grèves, les boycottages et les réunions, en d'autres termes le juge ne devrait pas être guidé dans sa sentence par l'article, mais surtout par le fait que *l'accusé est socialiste*.

Mais malgré les intentions du parti dominant, malgré les agissements du gouvernement aidé par les gendarmes, les juges et la censure pour tuer les idées révolutionnaires dans leur germe, les ouvriers continuent la lutte et s'organisent de mieux en mieux pour pouvoir résister aux oppresseurs. C'est ce que montrent les trois sortes de congrès qui ont eu lieu à Budapest et dans certaines villes de la province pendant les fêtes de Noël.

∴

Congrès des syndicats. — Le Congrès des syndicats qui a eu lieu ici pendant les fêtes de Noël marquera incontestablement une date dans l'histoire de la lutte ouvrière économique en Hongrie. Il eut lieu dans l'hôtel *Adria*. En tout, 104 délégués qui représentaient 14 syndicats, 13 organisations ouvrières de la capitale, 4 organisations indépendantes de la province et l'organisation libre des boulangers. Comme on s'y attendait, les débats ont été très vifs et quelquefois même très passionnés. Le nombre des ouvriers représentés par les délégués était de plus de 50.000. A l'ordre du jour : 1° Organisation et agitation; 2° Grève et boycottage; 3° Bureaux de placement des ouvriers. Pour la première partie, le camarade *Teszars* dit que les organisations doivent communiquer entre elles et être liées étroitement afin que leur force de résistance en soit agrandie. Sur le deuxième point, le citoyen Johan Vancak dit que le mouvement de propagande devait être élargi. D'autre part, il dit que le Congrès juge les grèves et les boycottages comme des armes puissantes — provisoires, au moins — contre les capitalistes. Mais elles ne doivent être employées qu'après mûre réflexion et après consultation du « Conseil des syndicats » choisi aussi au sein des syndicats.

Le camarade Garami fit plusieurs propositions concernant les assurances contre les accidents et maladies ; il formula les revendications suivantes : la loi de 8 heures de travail ; — protection du travail des femmes ; — protection spéciale des jeunes ouvriers dont l'âge varie entre 14 et 16 ans ; — défense absolue de faire travailler des enfants au-dessous de 14 ans ; — interdiction du travail de nuit, excepté lorsqu'il est prouvé d'une manière incontestable qu'il est nécessaire ; — 36 heures de repos pendant la semaine ; — suppression du travail aux pièces, du travail à domicile ; — suppression du livret d'ouvrier (jusqu'à la suppression de ce livret) défense absolue de le retenir en gages ; — liberté d'association et de réunion — inspecteurs du travail plus nombreux et choisis uniquement parmi les ouvriers des deux sexes.

Quant à la troisième question : bureaux de placement elle fut traitée par le vaillant camarade Buchinger qui, en quelques mots, expliqua que les bureaux ne seront utiles aux ouvriers que s'ils passent entre les mains des syndicats. Toutes ces propositions furent acceptées à l'unanimité. Le Congrès fut clos par une protestation du corps ouvrier entier contre les poursuites des syndicats par le gouvernement. De plus, on adressa une lettre de sympathie aux victimes du procès d'Elesd.

∴

Congrès régionaux socialistes. — Pendant qu'à Budapest, le Congrès des Fédérations poursuivait ses travaux, les socialistes des différents comitats se sont réunis en Congrès départementaux pour discuter leurs intérêts locaux. Quelques-unes de ces discussions furent assez vives et en même temps très instructives. C'est ainsi que dans le *Vasmegyo*, on déclare que le gouvernement ne se contente pas de ne pas permettre des réunions, mais alors même qu'il donne l'autorisation, c'est encore une duperie. Il a toujours soin qu'une bande ivre vienne troubler la réunion, afin qu'on soit ainsi forcé de la dissoudre, tout en ayant l'air d'avoir été libéral. Au contraire, toutes les réunions cléricales et chrétiennes politiques sont autorisées. Elles n'ont même pas besoin de demander l'autorisation. C'est ainsi que l'on comprend en Hongrie l'égalité devant la loi. »

A Kolosvar, le camarade *Klein* montra les difficultés de la propagande en exposant la statistique des réunions et des condamnations socialistes ; *55 réunions* furent interdites pour délits de presse ; les camarades de Transylvanie eurent plus de *40 mois de prison* et *3,350 francs* d'amendes.

De plus, *11 ouvriers* furent *expulsés* de *Marosvasarhely*, 2 de *Torda*, 1 *de Felvincz* et *1 de Kolosvar*. Le citoyen Jules Tattai fit l'histoire du développement de l'organisation syndicale. On arriva à cette conclusion que le seul moyen de s'émanciper, est « la lutte des classes ».

Le camarade Jules Muller s'étant occupé de la question des nationalités, dit que l'unique moyen est l'union solide et étroite des différentes nations — ou du moins des parties opprimées des différentes nations — contre les oppresseurs capitalistes. C'est une vieille question, mais quoique l'on ait déjà dit une fois en Hongrie, c'est toujours un avantage quand on le répète, car la Hongrie est par excellence le pays des nations, le pays des partis nationaux aussi nombreux que les peuples qui l'habitent.

∴

Congrès des ouvriers des chemins de fer. — Le troisième congrès de Noël est le premier Congrès des ouvriers des ateliers des chemins de fer de la Hongrie. Depuis longtemps, il existe un mouvement pour l'amélioration de l'état des ouvriers des chemins de fer. Déjà en avril de l'année dernière, les employés avaient fait la grande grève qui, malgré son échec, a intimidé les classes dominantes. Ils avaient obtenu pourtant quelque chose mais très peu ; les ouvriers, suivant leur exemple, ont également commencé à s'agiter et à faire la propagande pour l'organisation et la formation d'un syndicat. Un comité exécutif avait été déjà chargé, depuis quelques mois, de la recherche des solutions de plusieurs questions, comme la formation de sociétés, de coopératives, d'assurances contre les accidents et la vieillesse, assistance mutuelle en cas de maladie, etc.

Tous ces travaux ont été exposés au congrès qui a eu lieu à Budapest. Les villes furent représentées par 108 délégués. Beaucoup d'entre eux ont été empêchés par des pressions, d'assister au congrès, notamment ceux des villes de Pecs, de Debreczen et de Szolnok. Dans cette dernière ville même, les délégués furent congédiés. On formula les revendications suivantes : après une année d'essai, on doit être engagé définitivement par un paiement annuel ; fixation d'un tarif, avancement selon la durée pendant laquelle l'ouvrier a déjà travaillé ; quatre couronnes minimum pour la journée, et neuf heures de travail pendant vingt-quatre heures, sauf dans les inévitables dix-huit heures. Repos du dimanche et pendant les fêtes, sinon augmentation de 50 0/0 du paiement. Même dans ce cas, l'ouvrier doit avoir un jour complet de repos au courant d'une semaine et dans l'intervalle des deux semaines ; ce jour doit être au moins un dimanche.

Liberté d'association et de réunion, etc.

Le Congrès fut terminé par l'acceptation de toutes ces propositions, ainsi que de celles concernant l'amélioration de l'état des aides-mécaniciens.

En somme, les trois congrès ont fait de la besogne et auront une très grande et une très bonne influence sur le développement du mouvement ouvrier en Hongrie. C'est pour la première fois que les économistes hongrois s'aperçoivent que ce n'est pas, comme on le croyait jusqu'à présent, le capitaliste qui est *le facteur principal* dans le développement économique d'un pays mais *aussi* et *surtout* la classe ouvrière qui peut l'accélérer ou l'entraver, comme on l'a vu à l'occasion des grèves qui ont eu

lieu continuellement au printemps de l'année 1904. De plus, c'est pour la première fois que les ouvriers s'organisent manifestement d'une manière prolétarienne sans demander le secours des patrons.

S'ils n'ont pas toujours leurs moyens propres de lutte, leurs syndicats sont au moins formés exclusivement par des ouvriers, des exploités.

A. Manteau.

Mandchourie.

Le jour de l'an, nous apprennent les journaux, un groupe d'officiers russes et japonais ont échangé des compliments et passé l'après-midi ensemble, en causant courtoisement.

D'autre part, à la reddition de Port-Arthur, on permit aux officiers de conserver leurs armes et de retourner dans leur pays, moyennant engagement d'honneur de ne plus prendre part à la guerre. Aux officiers, mais non aux soldats, lesquels seront conduits au Japon comme prisonniers.

Cela prouve une fois de plus qu'à la guerre comme en paix, les officiers esquivent toujours la plus grande partie des dangers, des fatigues, des humiliations qui sont le lot des malheureux soldats. Cela prouve aussi que les officiers de tous pays, même soi-disant ennemis, se sentent toujours camarades, gens de même classe, de même caste, qu'ils fraternisent au fond de l'âme et sont pleins de prévenances les uns pour les autres. Pendant qu'ils excitent leurs soldats à s'entre-dévorer, eux se donnent des poignées de mains et s'offrent le champagne. Au fond, ils sont moins patriotes que personne : ils s'estiment plus entre eux qu'ils ne font des civils, des « voyous » de leurs propres pays. Comme les « voyous » sont bêtes d'aller se faire tuer pour ces gens-là !

Portugal.

Toute la presse républicaine et même de l'opposition libérale monarchiste, proteste contre la peine infligée au camarade Bartholomeu Constantino qui vient d'être condamné aux travaux publics pour avoir prononcé un simple discours. La loi du 13 février, loi décrétée par le ministre ultra-réactionnaire Joao Franco est une honte pour un pays civilisé. Nous vivons ici sous le régime de l'arbitraire. Les hommes à idées libres sont soumis à des tortures et à des persécutions infâmes. Il faut faire connaître à l'Europe civilisée l'état actuel du Portugal gouvernemental et bourgeois. Il n'y a plus de garantie pour les écrivains d'idées d'avant-garde. C'est honteux et révoltant.

F. C.

Palestine.

Les chrétiens sont tous frères. C'est pourquoi le clergé latin et le clergé grec se disputaient à qui des deux dirait la messe de minuit, le jour de Noël, à Bethléem. Ce furent les Grecs qui la dirent, étant arrivés les premiers. Mais quand ils voulurent sortir pour se rendre à la grotte de la Nativité, les Franciscains leur barrèrent le passage. On se battit à coups d'encensoirs; il y eut des blessés.

Et le plus drôle, c'est qu'on dût aller chercher le gouverneur turc — un musulman ! pour rétablir l'ordre.

S'ils veulent nous faire croire à leurs idioties, tous ces gens-là devraient bien commencer par y croire eux-mêmes.

Turquie.

Une exécution capitale en Turquie. — Nous avons connu la roue, l'écartelement, mais depuis lors, tant de régimes ont passé, que ces suplices nous font l'effet de n'avoir existé qu'aux temps les plus reculés de la barbarie. Ils étaient pourtant moins atrocement sanguinaires que l'exécution capitale des Arméniens, telle qu'elle se pratique en Turquie.

On nous écrit en effet de Constantinople :

Deux Arméniens, nommés Ajob et Abot, étaient poursuivis devant le tribunal de Karpouth, pour avoir pris part à un mouvement insurrectionnel il y a deux ans. Les preuves manquaient, la torture n'avait pu leur arracher aucun aveu. Cependant, ils furent condamnés à la peine de mort, et malgré l'intervention du consul de France qui demandait de surseoir à l'exécution, celle-ci fut ordonnée pour le dimanche 10 décembre.

De bon matin, les deux condamnés sortaient de prison. Aussitôt la populace s'en emparait et les traînait par les pieds sur le lieu du supplice; là, les attendaient deux bouchers, munis des coutelas et couperets avec lesquels ils abattent et égorgent les bestiaux.

Ajob et Abot, étendus à terre, furent égorgés et saignés comme des veaux, puis détaillés en quartiers.

Et nous interdisons en France — avec raison — les courses de taureaux!

(*Aurore*, 31 décembre 1904.)



VARIETES

L' A B C de l'Astronomie (1)

(Suite)

VII. — LES PETITES PLANÈTES

Entre Mars et Jupiter nous ne rencontrons pas de grosse planète. La formation a dû être empêchée par le voisinage du colossal monde jovien, dont l'attraction puissante, après avoir fractionné en plusieurs parties l'anneau primitif en voie de devenir un globe, a mis ensuite obstacle à la réunion de toutes ces parcelles en une grande planète par les perturbations constantes qu'il exerçe sur elles.

Dans cette zone du ciel, nous connaissons, à l'heure qu'il est, plus de cinq cents petites planètes, dont la masse totale réunie en une seule ne dépasserait guère le tiers de celle de la Terre.

Les orbites très elliptiques de ces petites planètes, qui mettent environ trois à sept ans pour accomplir leurs révolutions, sont en moyenne à une distance du Soleil qui varie entre deux et quatre fois celle qui nous sépare de l'astre du jour.

Mais, étant donnée l'excentricité extrême de leurs orbites, quelques-unes, comme Zethra, et surtout Eros, peuvent s'approcher du Soleil plus que Mars, dont elles coupent l'orbite.

Ainsi Eros, découvert par M. Witt en 1898 et dont la dimension surpasse à peine celle d'un département français, s'est approché, en janvier 1901, à seulement 46.935.000 kilomètres de la Terre.

Eros peut approcher le Soleil, au périhélie, jusqu'à 168.830.000 kilomètres et peut s'en éloigner, à l'aphélie, de 265.670.000 kilomètres.

Par contre, l'orbite de la petite planète Hilda, une des plus éloignées du Soleil, se rapproche de celle de Jupiter jusqu'à 184 millions de kilomètres, en moyenne.

Les orbites de quelques-uns de ces petits mondes sont très rapprochées et s'entrelacent souvent tellement que l'hypothèse d'une collision éventuelle entre certains d'entre eux paraît admissible. L'orbite, par exemple, de Junon s'approche de celle de Clotho à 1.040 kilomètres, Fides et Maïa se suivent presque dans le même plan et M. Lespiault va jusqu'à croire possible leur association comme planète double.

Excepté Cérès, découverte la première, le 1er janvier 1801, par Piazzi, et Vesta, que des vues exceptionnelles parviennent quelquefois à distinguer, toutes les autres sont télescopiques, c'est-à-dire invisibles à l'œil nu. Elles sont de la 7e à la 13e grandeur et même peut-être encore plus petites.

Le plus grand de ces mondes minuscules est Cérès, dont le diamètre est de 900 à 1.000 kilomètres. Puis viennent Vesta avec 420 kilomètres de diamètre, ensuite Junon et Pallas, qui la suivent de près. Les plus petites d'entre elles, telles que Sapho, Maïa, Atalante, etc., etc., ont des diamètres qui n'atteignent même pas 30 kilomètres.

Sur la surface de ces mondes en miniature, la pesanteur est inévitablement très faible, puisque leur masse est pour ainsi dire insensible, et Herschel, pour rendre palpable ce fait, a dit qu'un homme, placé sur l'un d'eux, sauterait facilement à la hauteur de soixante pieds en ne retombant pas avec un plus grand choc qu'en sautant deux pieds sur la Terre.

Etant donnée l'extrême petitesse de ces mondes, nos télescopes ne sont pas encore suffisamment puissants pour que nous puissions connaître la durée de leur rotation, l'inclinaison de leur axe et observer l'effet de leur atmosphère. Il nous est, à plus forte raison, impossible de faire des conjectures sur leur état d'habitabilité. Néanmoins, rien ne s'oppose à admettre que ces terres lilliputiennes soient actuellement ou aient été le siège d'une vie intense et d'une civilisation qui, comparée à la nôtre, l'éclipserait dans son rayonnement.

C'est notre anthropomorphisme, legs de longs siècles de religions qui ont enténébré la mentalité humaine, qui seul nous rend si difficile la compréhension de cette vérité évidente qu'il n'y a dans la nature ni cause finale, ni grand ni petit.

Une goutte d'eau est peuplée de milliards d'animalcules et du vaste monde antique, cruel et féroce, seule la petite Grèce est ressuscitée de ses cendres. Minuscule par son territoire, grande par son génie, elle brille encore aujourd'hui d'un éclat si lumineux qu'elle éclaire, à travers un brouillard mystique, de deux mille ans, la marche ascendante de la beauté artistique et de la vérité scientifique.

(*A suivre.*) F. Stackelberg.

(1) Voir les nos 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 25, 26, 27 et 28 des *Temps Nouveaux*.

Le camarade Lab me fait remarquer avec raison qu'il semble y avoir contradiction entre mon affirmation (voir *Temps Nouveaux* no 33, p. 7 colonne 2) où il est dit que « c'est grâce à la lumière cendrée, qui reflète parfois les *contours* du continent australien, que Castelli, l'ami de Galilée, a pu deviner, en 1637, l'existence de l'Australie longtemps avant sa découverte » et ce fait que dès le seizième siècle des marins portugais avaient mis pied sur le sol du nord de l'Australie, et qu'en 1605 Willem Janzy naviguait dans le golfe de Carpentarie, au bord duquel quelques-uns de ses hommes étaient tués par les Australiens.

Tout cela est parfaitement exact, comme il est également certain que des Européens étaient venus en Amérique plusieurs siècles avant la découverte du Nouveau-Monde par Christophe Colomb.

Le navire hollandais le *Duyfken* reconnut, en effet, en 1605 et 1606 une étendue considérable des *côtes septentrionales* de l'Australie, mais ce n'est que dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, que Cook a pu découvrir l'Australie orientale et méridionale.

Il n'est donc pas contradictoire que Castelli ait pu deviner, dès 1637, à l'aide de la lumière cendrée, les *contours* du continent australien.

F. S.

Errata. — Dans notre dernier article sur l'astronomie, à la page 6, 2e colonne, à la fin du 6e alinéa, ajouter :

« C'est en 1908 qu'elles seront de nouveau à leur distance minima l'une de l'autre »

Même page, 3e colonne, avant-dernière et dernière ligne, lire :

« ... Que les océans l'emportent sur la terre ferme. Les montagnes sur Mars sont bien moins hautes que sur la terre, et les mers, dont la teinte varie »...



La Bible d'Amiens, par John Ruskin, traduction de Marcel Proust, 1 vol. au *Mercure de France*.

Ce livre, dont il est assez difficile de rendre compte, est fait presque en entier de propos sans ordre, mystiques et fantaisistes, sur les origines de la France. Il y a aussi quelques épisodes de la vie des saints Jérôme, Firmin, Martin et Geneviève. J'entends bien que par là l'auteur a voulu expliquer en une certaine manière et par ses causes les plus lointaines, la cathédrale d'Amiens qui est, pour lui, comme pour Viollet-le-Duc, la perle très pure de l'architecture ogivale française. Mais il ne me paraît pas qu'il y ait beaucoup réussi. En revanche, les trente premières pages du dernier chapitre (*Interprétations*) sont à classer parmi les meilleures de Ruskin. Dans cette partie, en effet, pleine d'une bonhomie émue, Ruskin sait faire passer en nous son grand et sincère amour pour les vieilles pierres où nos ancêtres inscrivirent avec leurs idées, leurs rêves, leurs désirs, leur compréhension de la nature et de la vie. Le chapitre se termine par une énumération un peu sèche des statues ornant le porche de la cathédrale, avec quelques interprétations de symboles. Le livre est augmenté d'une très intéressante et très compréhensive préface du traducteur auquel je reprocherai seulement un peu de fétichisme ruskinien.

CHARLES-ALBERT.

De Louis Lumet un nouveau livre. C'est un roman (1), le roman d'un prêtre catholique, écrit par lui-même et pour lui-même, la confession haletante et pathétique d'une pauvre âme trop humaine à qui la vie fut sans pitié.

Pourquoi Jules Chénechot s'était-il fait prêtre? Comment ce fils de laboureurs, rompant avec la tradition de sa race, courbée sur les guérets depuis toujours, avait-il senti sourdre en lui la vocation religieuse? C'est qu'enfant intelligent et sensible, très simplement, il avait su regarder dans son village. Il y avait vu les paysans peiner derrière les charrues, sans repos, sans espoir, sans joie, serfs grossiers des glèbes ingrates, — cependant que le prêtre aux mains fines, dorloté à ne rien faire, cumulait la gloire de l'autorité spirituelle et les largesses de l'amitié des châteaux. Jules Chénechot s'était fait prêtre par mépris du travail exténuant et mortel, et parce qu'il avait eu soif, comme un riche, de bien-être et de domination.

Mais il n'avait pu vaincre l'ardeur de son sang. Au séminaire, où ses professeurs eurent tôt distingué ses talents, il s'éprit d'un blond camarade et, dans un flux de folie jalouse, un soir, après des soirs d'idylle, il l'étrangla sous les arbres du parc. Comme il s'enfuyait, hagard, il buta malencontreusement contre son supérieur, l'abbé C..., et dut faire l'aveu de son crime; l'abbé C... exigea une confession écrite. Jules cessa ainsi d'être le maître de ses destinées. Il était rivé à l'Eglise.

Désormais, il allait rouler le boulet de son crime. Le spectre du doux assassiné ne le quitta plus. Entre ses désirs et lui, le spectre se dressait comme un reproche terrible et tendre; ce furent à la fin des hallucinations étranges où sa raison succomba. C'est bien en vain que vous l'aimâtes, belle comtesse de B...; toute la joie de vivre s'était retirée de lui, toute ambition, toute sensualité. Cadavre parmi les hommes, il se traîna dans l'impuissance totale et le dégoût de toutes choses. Et ce fut une effrayante agonie que celle de ce déchet humain, seul avec son crime, dont le noir souvenir s'attachait à lui tel qu'une ombre.

Ce livre émeut, parce qu'il est plein de souffrance et de passion. Pourtant, on le voudrait mieux composé, d'une structure plus équilibrée, plus certaine, d'un fini plus rigoureux. Les *cahiers* d'avant le crime et les *cahiers* d'après le crime, s'enchevêtrent d'une manière un peu fâcheuse; et puis on n'y retrouve pas toujours l'accent des premiers livres de Lumet, l'accent personnel et savoureux de ce réaliste ému par la réalité jusqu'au lyrisme.

Mais assurément de très belles pages demeurent. Et d'abord tous les paysages. Là, Louis Lumet, comme vous êtes bien vous-même! J'ai aussi aimé les pages sur la première soutane, celles sur la mort de la mère Chénechot, et enfin le dimanche chez le curé du Clouziot, où il y a un peu de la verve grasse et hardie des petits maîtres hollandais...

Roman anticlérical, ont prononcé quelques critiques. Non, les *Cahiers d'un Congréganiste* furent écrits par un artiste qui ne voulait tirer ses thèmes que de la vie, et point par un propagandiste soucieux de prosélytisme, même anticlérical. Toutefois, le livre refermé, le lecteur réfléchi accusera passionnément l'Eglise, ses doctrines, ses lois, sa morale oppressive et meurtrière. L'ombre formidable de la puissance ecclésiastique se profile durement sur le fond de toutes les pages. L'Eglise, la plus redoutable ennemie que l'homme aura jamais rencontrée sur ses routes, — c'est elle qui a fait du petit séminariste berrichon un criminel, et puis un dément. Tel est, réduit à ses proportions vraies, l'anticléricalisme de ce livre: il ne commande pas l'action, il s'en dégage, — et c'est bien mieux.

AMÉDÉE CATONNÉ.

(1) *Les Cahiers d'un Congréganiste*, Fasquelle, 11, rue de Grenelle, Paris.



— **Causeries populaires du XI**e, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 25 janvier, réunion très importante. Avis aux camarades. La fête prochaine. Causerie sur la famille et la discipline.

— **Causeries populaires du XVIII**e, 30, rue Muller. — Lundi 23 janvier, à 8 h. 1/2, causerie par Han Ryner sur: Notre philosophie. — Vendredi, à 8 h. 1/2, cours d'espagnol.

— **Association Internationale Antimilitariste** (**Section du XIII**e). — Réunion publique et contradictoire au préau de l'école communale, boulevard Arago, le vendredi 20 janvier et le mardi 24. Orateurs inscrits: Libertad, Liard-Courtois et Frimat, de la Jeunesse Syndicaliste.

— **L'Aube Sociale** (U. P.), 4, passage Davy (XVIIIe). — Vendredi 20: Albert Laisant: Voyages en Suisse (avec projections). — Samedi 21: Veillée littéraire organisée par l'Aube Sociale et le Groupe des Chansonniers révolutionnaires:

1° Conférence sur la Chanson Sociale; 2° audition de: Doublier, Drocios, Lamballe, Mouret; Mmes J. d'Helmay, P. Legal, MM. Cartel et Henrius.

Entrée: 0 fr. 50.

Mercredi 25: Atget: *La Légende des siècles* de Victor Hugo (avec auditions).

— **Coopération des Idées**, 157, faubourg Antoine: Vendredi 20. — Représentation organisée par E. Couvelaire: *La nouvelle Idole*, pièce en trois actes, de François de Curel.

Dimanche 22. — Représentation organisée par les camarades du Théâtre Populaire de la Coopération des Idées: *L'Enigme*, pièce en deux actes de P. Hervieux. — *Pou-Pou*, drame paysan en deux actes, de M. de Faramon.

Lundi 23. — Paul-Hyacinthe Loison: Une religion sans dogme.

Mardi 24. — Despiques, professeur au Lycée Hoche: L'Organisation du travail dans l'ancienne France, I. Au Moyen Age.

Mercredi 25. — Kownacki: La Philosophie de Herbert Spencer, II. Les premiers Principes.

Jeudi 26. — Roland Bonaparte, président de la Société de Géographie: Les Glaciers (avec projections).

— **La Coopérative communiste**, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Samedi 21 et jeudi 26 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, causeries. Tous les mardis, jeudis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

— **Le Milieu Libre**, groupe de Paris. — Samedi 21 et jeudi 26 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, causerie.

— NOISY-LE-SEC. — **Association Internationale Antimilitariste.** — Réunion vendredi 20 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, salle Comaille, 3, place Jeanne d'Arc: Obsèques de Louise Michel.

Présence indispensable.

— LYON. — **Internationale Antimilitariste** (3e arr.) — Dimanche 22, à 3 heures, réunion chez Chamarande: Action concernant le tirage au sort.

— LORIENT. — Dans une de ses récentes réunions, la **Jeunesse Syndicaliste Lorientaise** a décidé de mettre à l'étude *Responsabilités*, drame en 4 actes de Jean Grave. Déjà les rôles sont distribués; sous peu les répétitions commenceront.

Les camarades de la Jeunesse Syndicaliste Lorientaise faisant partie de la troupe théâtrale, sont priés d'apporter leur concours pour la soirée-concert qui aura lieu le samedi 28 janvier, à 8 heures du soir, salle Dousdebès.

Nota. — Un droit d'entrée de 0 fr. 25 sera perçu pour couvrir les frais. Les jeunes gens du tirage et les camarades syndiqués porteurs de leur livret à jour entreront gratuitement.

— ROUBAIX. — Samedi 21 janvier, à 8 heures du soir, salle du Palais du travail, rue du Pile, conférence publique par Duchmann: Contre les patries, contre les armées.

Samedi 28 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, conférence publique par le camarade Pierre Degreef. Sujet traité: Les policiers et la traite des blanches.

— SAINT-NAZAIRE. — **Section de l'A. I. A.** — Samedi soir, 21 janvier, à 8 heures, réuion. Grande décision à prendre.

— NOUZON, AIGLEMONT. — **Les Antipropriétaires.** — Réunion dimanche 22 janvier, à l'heure et au local habituels.

A 8 heures, repas de famille.

— TOURCOING. — Dimanche 22 janvier, à 5 heures, salle Knokaert J.-B., rue du Bus, 38, grande conférence publique et contradictoire avec le concours du camarade Duchmann. Sujet: Contre les patries, contre les armées.

Mardi 24 janvier, à 8 heures du soir, réunion du groupe *Germinal*. Causerie par le camarade H. Bultiaux.

Adresser les communications au camarade Knokaert J.-B., rue du Bus, 38.



B., à Avignon. — Entendu. Merci.

C., à Avignon. — Je vous ai expédié *Opinions sociales*. Excusez-moi de l'oubli.

M. C. (Auguste-Marianne.) — Numéros expédiés. Le service n'a nullement été interrompu.

Bourse du Travail, à Carcassonne. — Un peu de patience. Quand j'aurai lu, je vous répondrai.

L. C., à Lorient. — Bien tout reçu. Merci.

A. B., à Le Cateau. — L'*Education intégrale* cesse sa publication.

P.P., à Avignon. — Oui, pour tout.

L. D., à Limoges. — Merci. Faites pour le mieux.

P. L., à Fléron. — Brochures expédiées.

E. L. P., à Onesse. — Reçu. Entendu, abonnement finira fin avril.

P. P., à Cozes. — Oui, votre abonnement finira fin avril.

T., à Tunis. — Le journal vous est servi régulièrement, veuillez réclamer à la poste.

F. G., à Gargenville. — Evidemment, il faut compter avec les circonstances.

J.B.C., à Seatonville. — C'est par erreur que l'on vous avait marqué votre abonnement fini. Le mandat précédent avait bien été reçu et marqué à votre compte.

Reçu pour le journal: Le Puy, 3 fr. — G. C., à Valence, 1 fr. — J. C., à Bourg-Argental, 0 fr. 50. — T., à Tunis, par G. d'Alger, 0 fr. 50. — D. C., à Lynnewood, 2 fr. 50. — F. G., à Gargenville, 4 fr. — J.-B. C., à Seatonville, 2 fr. 50. — C. de C., à Porto, 0 fr. 50. — N. M., 1 fr. — F. G., à Limoges, 0 fr. 50. — E. L. P., à Onesse, 0 fr. 45. — Latapie, 2 fr. — Merci à tous.

Dr B., à Jouy-sur-Morin. — D., à Bourg-Argental. — G., à Apt. — R., à Vallabrègues. — B., à Bâle. — L., à Verviers. — N., à Varna. — F. B., à San Giovanni. — V. de B., à La Haye. — Vve B., à Genève. — L. P., à Saint-Raphaël. — M., à Cette. — E., à Saint-Georges. — P., à Auxerre. — B., à Burbanche. — G., à Gap. — M., à Buxières. — M., à Chaux-de-Fonds. — S. E., à New-York. — L. G., à Châtelineau. — C. M., à Flemalle. — A. J., à Châteaurenard. — Syndicat textile, Roanne. — B., à Pont-Labbé. — S., à Lardières. — R., à Grenoble. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 39 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 Du 28 Janv. au 3 Fév. 1905.



POUR LA FRANCE

Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



A NOS LECTEURS

Impossible de donner le supplément cette semaine.

Vive la Russie ! A bas le Tzar !

Il y a un an à peine lorsque se répandit la nouvelle de la guerre russo-japonaise, ce fut dans tous les milieux pensants une grande anxiété. On supputait avec effroi la sinistre aventure qui s'ouvrait devant le peuple russe et où le poussaient ses gouvernants avec une cynique inconscience.

A moins, disait-on, sans oser beaucoup y croire, que ce ne soit au contraire le salut et la délivrance. A moins que la Russie écrasée depuis des siècles par le plus implacable système d'oppression ne se révolte enfin devant ce méfait plus gros que les autres et ne brise à jamais ses chaînes ?

Voici que cet espoir se réalise.

Il se réalise, hélas, dans le sang. Mais ne savons-nous pas que la précieuse liberté s'achète encore avec le sang de l'homme ?

On connaît les faits.

Dimanche, 22 janvier, vers 2 heures de l'après-midi, les ouvriers grévistes de Pétersbourg et de la banlieue, au nombre de 250.000 environ, marchaient en manifestation pacifique vers la place du Palais d'Hiver. Selon la tradition du petit peuple russe et par méfiance de la bureaucratie oppressive, les ouvriers voulaient remettre au tzar lui-même le cahier de leurs revendications. Leur adresse, depuis quelques jours déjà connue, demandait, en première ligne, une constitution. Confiant et généreux, comme toujours, le peuple était venu sans armes. A plusieurs reprises, plusieurs jours d'avance, les organisateurs de la manifestation avaient fait savoir que le tzar n'avait rien à redouter. Une garde de 400 ouvriers avait été constituée pour protéger sa personne contre tout attentat possible.

Quelques heures avant le départ des cortèges, l'un des chefs les plus écoutés du mouvement, le prêtre Gaponi, adressait à l'empereur ce dernier message :

« Souverain, ne crois pas que tes ministres t'ont dit toute la vérité sur la situation actuelle. Le peuple entier a confiance en toi : il a résolu de se présenter demain, à 2 heures de l'après-midi, devant le Palais d'Hiver, pour t'exposer ses besoins. Si, irrésolu, tu n'apparais pas devant le peuple tu brises le lien moral qui existe entre toi et ton peuple. La confiance qu'il a en toi s'évanouira. Et en ce lieu coulera du sang innocent entre toi et le peuple. Parais demain devant ton peuple, reçois d'une âme vaillante notre humble pétition. Moi, le représentant des ouvriers, et mes courageux camarades garantissons l'immunité de ta personne. »

A cette confiance, à cette générosité, le mépris et la mitraille seuls répondirent. Un millier de morts au moins, deux fois autant de blessés peut-être sont restés par terre.

Inutile de revenir sur l'affreux massacre que tous les quotidiens ont raconté. Des femmes et des enfants fusillés à bout portant, une foule paisible, abattue par feux de salve. Tout ce qui se fait en pareil cas, a été fait et bien fait. Les officiers de l'armée russe se sont couverts de gloire. C'est leur première victoire depuis le commencement de la guerre.

Cependant Nicolas II, à l'abri derrière les murs de Tsarskoé-Sélo, attendait le résultat de la journée. N'ayant pas eu le courage de venir parler à *ses* sujets, il n'avait pas eu davantage celui de commander *ses* troupes. A cette heure, comme notre Louis XVI, le misérable est en fuite.

Mais si le tzar est parti, le tzarisme est encore là. Pas pour longtemps sans doute. Car des journées comme celle de dimanche ne terminent pas une émeute, elles commencent une révolution.

Que seront celles qui vont suivre ? Le moindre événement peut arrêter ou précipiter la marche des choses. Comme de juste la censure s'est abattue sur les dépêches et nous n'avons plus de nouvelles. Des dernières bribes parvenues, on peut conclure pourtant que la lutte continue, qu'elle commence plutôt, car dimanche c'était le massacre.

Repliés dans leurs faubourgs, les ouvriers fabriquent des armes et des bombes. Les cochers construisent des barricades avec leurs traîneaux et les chantiers de la marine à Sébastopol sont en flammes.

Que se sera-t-il produit au moment où paraîtront ces lignes, personne ne peut le dire. Mais de toute façon, quelles que soient les difficultés en face desquelles la Révolution commençante va se trouver, et dont nous ne pouvons pas ici nous faire juges, il semble bien que son triomphe dans un avenir prochain soit maintenant assuré. Que le fleuve puisse être momentanément barré, c'est possible, mais ce sera pour repartir bientôt avec une nouvelle force. Nous pouvons avoir, je crois, bonne confiance que l'heure de la liberté russe n'est plus loin.

Un fait qu'on n'aurait pas pu prévoir, il y a seulement un an, un fait dont la journée de dimanche n'est elle-même qu'une conséquence, domine en effet de très haut toute la situation. Dans la Russie des tzars, dans le terrible pays où l'énergie révolutionnaire n'avait pu jusqu'ici se faire jour que par l'héroïsme individuel et l'association clandestine, 250.000 hommes sont aujourd'hui dans la rue, au milieu d'une foule sympathique, avec des revendications précises et la volonté de les faire aboutir. Et c'est mieux encore. Dans le pays où il n'y a pas bien long-

temps, une élite intellectuelle partait pour « aller au peuple » comme pour un voyage lointain, c'est aujourd'hui le peuple, le vrai peuple des ateliers et des usines qui vient signifier au pouvoir, les volontés de la nation tout entière.

Et quel merveilleux esprit de décision, quelle entente, quelle compréhension nette, quelle mise à profit rapide des situations, chez ces premiers contingents révolutionnaires! Cette énorme masse humaine n'a pas mis huit jours à se recruter et à marcher ensemble. Tout d'abord, ce ne sont que quelques revendications économiques : augmentation de salaire, journée de huit heures. Brusquement, c'est la liberté politique totale, c'est le suffrage universel, le droit de penser, de parler et d'écrire! Les ouvriers s'aperçoivent que sur ce point, ils vont être soutenus par le pays entier et tout de suite ils le mettent en tête de leurs revendications.

Oui, la Révolution est en Russie, puisqu'avec tant de courage et de dévouement, il y a chez les opprimés cette clairvoyance et cette cohésion; puisqu'il y a la poussée de toute une foule dans le même sens, puisqu'il y a ce coude à coude où chacun soutient l'autre; puisqu'il y a enfin, c'est prouvé maintenant, un état d'esprit pour la liberté. On réduit à coups de fouet, de sabre et de mitraille, l'émeute de quelques-uns, on ne réduit pas par la force la volonté de plusieurs millions d'hommes se manifestant vers un seul but, de cent façons différentes.

Salut à la Révolution qui commence!

Mais surtout qu'elle aille vite et droit jusqu'au bout. C'est le vœu le plus humain, le plus raisonnable que l'on puisse faire, à cette heure tragique de la destinée russe. Que ces hommes en lutte pour la liberté, sachent briser impitoyablement tous les obstacles, qu'ils ne se laissent arrêter par aucune faiblesse, détourner par aucune trahison, qu'ils osent balayer jusqu'au plus petit vestige de l'absolutisme qui les a tenus courbés si longtemps. Que sans perdre une minute, — car certaines minutes deviennent plus tard des siècles — la terreur révolutionnaire sache répondre à la terreur gouvernementale.

Courage à nos frères russes!

Mais ce n'est pas tout que de leur crier courage, car nous pouvons les aider. En face de ceux qui accomplissent là-bas, si héroïquement, leur devoir, les révolutionnaires français ont, eux aussi, leur devoir à accomplir. Ils doivent sans attendre crier, de toutes leurs forces, leur horreur, leur haine du tzar assassin. Ils doivent, par tous les moyens dont ils disposent, journaux, meetings et manifestations de toutes sortes, ameuter l'opinion française contre le gredin de Tsarskoé-Selo, contre sa clique de généraux, de danseuses et de grands-ducs.

La monarchie tzarienne ne doit pas crouler seulement sous la fureur du peuple russe, mais sous la haine, l'indignation et le mépris des honnêtes gens de tous pays. Il faut signifier au laquais diplomatique de Nicolas II que sa présence souille le Paris de la liberté et de la Révolution. Il faut en finir, l'occasion est belle, avec la honte franco-russe!

Il faut que par la grève, au besoin, les ouvriers français imposent aux gouvernants français, le respect des ouvriers russes. Il faut réclamer, il faut exiger le rappel de l'ambassade française. Oui il faut aller jusque-là, camarades des syndicats. C'est votre devoir de solidarité ouvrière. Ne dites pas que tout cela est trop loin de nous. C'est par la liberté de tous que grandit, vous le savez, la liberté de chacun et ce qui est vrai des individus l'est aussi des nations.

Charles Albert.

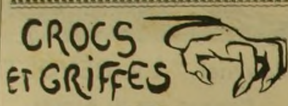
La Confédération générale du Travail a organisé pour le vendredi 27 janvier, un grand meeting qui aura lieu dans la salle du Tivoli-Vaux-Hall rue de la Douane, à 8 h. 1/2 du soir.

Y prendront la parole, outre les délégués des Syndicats de la Seine les camarades :

Sébastien Faure, Lagardelle, Malato, Rubanovitch, Villeval, etc., etc.

Des réunions seront en outre organisées dans toutes les Bourses du Travail.

Les ordres du jour devront êtres envoyés à l'ambassade russe à Paris.



Un général républicain. — *Nous publiâmes, dans notre avant-dernier numéro, une lettre ouverte d'Emile Guichard à M. le Président de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen. Emile Guichard y rapportait que le caporal Leblanc et le sapeur Rotereau, du 6e génie, avaient été, l'un cassé de son grade, l'autre puni de soixante jours de prison, pour être entrés dans une salle d'auberge de Trélazé, où se tenait une réunion publique et ne s'être pas retirés dès qu'ils avaient vu « le caractère antifrançais de cette réunion. « De plus, Leblanc et Rotereau devaient être sous peu dirigés sur l'Afrique.*

Ces punitions avaient été prononcées par le général commandant le 9e corps.

Sait-on quel est ce général? — C'est le nommé Peigné, franc-maçon et mouchard à fiches, le Peigné, à l'exaltation duquel s'évertuent tous les jours les socialistes jaunis et rancis, de la Petite République *et de* l'Humanité.

Voilà le personnage : il alimente à la fois l'adecard de fiches et les charniers de martyrs. Très digne, comme on voit, de personnifier « l'armée républicaine ».

Un général républicain, un général réactionnaire, c'est kif-kif bourreau!

Fauchy.

∴

Les camarades connaissent pour la plupart — de nom tout au moins — le farouche socialiste Maxence Roldes candidat blackboulé un peu partout, journaliste quelque temps à la solde d'Edwards, l'initiateur de la marche sur Paris au moment des grèves de Montceau, l'antimilitariste fervent, etc., etc.

Ce beau spécimen de notre Marxo-socialo-démocratie a enfin trouvé sa voie; M. Berteaux, agent de change et ministre de la guerre, l'a attaché à son cabinet.

Maxence Roldes va pouvoir coopérer à la répression des grèves.

Bandit!

P. D.

Les obsèques de Louise Michel

C'est en un jour de Révolution, pendant qu'un peuple trop longtemps asservi se levait pour la conquête d'un peu plus de bien-être et de liberté, que Louise Michel, qui toute sa vie, incarna l'esprit de la Révolution, a été conduite par le peuple de Paris, à sa dernière demeure.

Celle qui fut la grande révolutionnaire, ne pouvait, certes, pas avoir ses funérailles un plus beau jour, puisque c'est à l'heure même où nos frères, les travailleurs de Russie, tombaient en combattant, sous les balles des soldats de l'autocrate de l'empire du Nord, que Paris révolutionnaire, tout entier dans la rue, escortait le pauvre char funèbre de celle qui avait combattu pour lui les armes à la main, il y a 34 ans.

Peut-être des funérailles plus imposantes, plus copieusement ordonnées, ont-elles été faites, à des morts illustres, mais jamais le Paris de la misère, le Paris du travail et de la populace, n'avait fait à un disparu un cortège aussi émouvant, si empreint à la fois d'une aussi simple et aussi puissante grandeur.

Pendant les 14 kilomètres qu'il a fallu parcourir pour aller de la gare de Lyon au coin de terre, où celle qui fut la « bonne Louise » repose désormais, ce n'a été qu'une manifestation non seulement de ceux qui avaient tenu à suivre le cercueil, mais de la foule partout sympathique, massée sur tout le parcours en rangs épais, et j'ai pu voir dans cette foule des femmes pleurer, tant la grandeur du spectacle du peuple en marche en imposait.

Paris révolutionnaire a fait à Louise Michel les obsèques qu'il devait à la chère disparue.

∴

Le rendez-vous avait été fixé à 9 h. 1/2 à la gare de Lyon, où les amis et les militants qui avaient connu Louise Michel devaient se retrouver. Dans les rues adjacentes, tout le long du boulevard Diderot, les groupes, syndicats, libres-pensées, attendaient pour se joindre au fur et à mesure au cortège.

Je me garderai bien de donner des noms; qu'il me suffise de dire que tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, se réclament des idées d'émancipation et de Révolution, avaient tenu à accompagner la « bonne Louise » à sa dernière demeure; tout ce que Paris compte de militants — et de nombreux camarades venus de province aussi — étaient présents, et jamais peut-être ils ne s'étaient trouvés rassemblés sans qu'il se produisit si peu de vides.

Parmi les groupes ou organisations représentés, je cite au hasard, — deux colonnes du journal n'y pouvant suffire :

Les anarchistes italiens, espagnols, les jeunesses antimilitaristes, etc., l'Education antimilitariste, l'*Humanité*, la Fédération des anarchistes de Londres, la rédaction des *Temps Nouveaux* et du *Libertaire*, l'Union fédérative des syndicats d'Elbeuf, la section du 19e du P. S. D. F.; le Parti ouvrier socialiste démocrate de Russie.

Le parti socialiste français, le parti socialiste de France, le parti ouvrier socialiste révolutionnaire, la Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine; les socialistes révolutionnaires du 2e; les libertaires polonais; la loge italienne Galiléo-Galilei; les socialistes de la 1re circonscription du 5e; l'Eglantine du 5e; la Fédération nationale des libres-penseurs; la Ligue internationale pour la défense du soldat, 20e section; les groupes socialistes d'Ivry et de Vitry; les socialistes révolutionnaire du 14e; la Jeunesse du 14e; les comités blanquistes de Saint-Ouen; les groupes bretons socialistes de Paris et de Saint-Denis; le syndicat des employés d'hôtel; la librairie de propagande socialiste, les travailleurs municipaux, l'Association nationale de la libre-pensée, les groupes de Montreuil, de Colombes, de Clichy, de Boulogne, d'Issy-les-Moulineaux, le journal l'*Avant-Garde de Lisbonne*, La loge *Pro Veritate* de Coimbra qui nous avait télégraphié par l'intermédiaire du compagnon Leite Junior, etc., etc.

Précédant immédiatement le char funèbre de dernière classe, le cercueil simplement recouvert d'un drap rouge, s'avançait une tapissière où s'entassaient les gerbes et couronnes d'immortelles rouges ou jaunes, envoyées par les groupes et associations de province et de l'étranger.

A peine le cortège s'était-il mis en marche que de partout, de tous les groupes, émergeaient au-dessus de la foule compacte, les drapeaux et bannières rouges et noires que le préfet Lépine, le légendaire assassin des Parisiens avait déclaré ne vouloir tolérer. Il y en avait trop — plus de cent — et malgré ses 14.000 hommes de troupe ou de police, ses 25 officiers de paix et ses centaines de mouchards, Lépine se rendant compte que sévir était impossible, dut subir les

drapeaux qu'il avait déclaré ne « vouloir » tolérer, et tout le long du cortège, les drapeaux rouges jetèrent une note claire sur la foule qui suivait le modeste corbillard.

Au départ, et jusqu'à la place de la Nation, le cortège fut calme ; les groupes, venaient toujours s'ajouter aux délégations et ce n'est qu'à peu près — quoique des groupes vinssent grossir le cortège tout le long du parcours — à cet endroit que le cortège fut définitivement formé.

Alors part, et se répercute de groupe en groupe, le chant puissant et fort de l'*Internationale*, qui ne sera cessé par un groupe que pour être repris par la *Carmagnole*, l'*Hymne à l'anarchie* ou *La Calotte*, hou ! hou ! scandés par les groupes de la Libre-Pensée.

Sur tout le parcours, les fenêtres sont garnies de curieux — sympathiques partout — et l'on peut en apercevoir juchés jusque sur les toits ou dans les échafaudages des maisons en construction.

Au rond-point de la Villette, un larbin du roquet Lépine, le sieur Touny, qui cultive la gaffe à plaisir, veut montrer qu'il est là, et faire croire qu'il sert à quelque chose.

— Taisez-vous, crie-t-il à des camarades qui clament l'*Internationale*.

Cinq cents voix chantaient ; mille reprennent le refrain.

— Je vous défends formellement de hurler comme ça, tonitrue le policier.

De deux mille poitrines un cri s'échappe : « A bas la calotte ! A bas l'armée ! Vive l'anarchie ! »

— Chargez ! Déblayez ça !

Cent cinquante gardes républicains mettent la baïonnette au canon au commandement. Trois cents agents serrent les poings et tendent le jarret, prêts à bondir.

Tous les hommes présents lancent à pleins poumons le refrain du chant révolutionnaire : « C'est la lutte finale ! »

M. Touny comprend alors qu'il se trouve en présence d'hommes décidés à manifester sans crainte, et s'éloigne furieux, en haussant les épaules et va tenter plus loin — aussi inutilement du reste — de faire la même chose.

Et sur tout le parcours, il en est ainsi ; des camarades lancent et relancent des saillies aux gardes municipaux et aux sergots, qui sentant que cette foule est bien décidée à ne rien supporter, se taisent et restent cois.

Devant le cimetière du Père-Lachaise, un officier montre aussi son zèle. Profitant que les camarades se tiennent en rangs un peu moins serrés, le chef policier lance ses brutes sur des jeunes gens groupés autour d'un drapeau noir. Nos amis résistent, mais succombent sous les coups ; deux d'entre eux sont assez sérieusement blessés et l'emblème de la misère prolétarienne déchiqueté, en morceaux, reste quand même aux mains des brutes.

D'autres incidents inévitables devant un pareil déploiement de force se produisent, mais dans maints endroits, les camarades restent maîtres de la situation.

Et l'on arrive ainsi à la barrière où l'on quitte Paris pour entrer dans Levallois. Un arrêt a lieu et les forces policières qui tentent de couper le cortège sont refoulées.

Prennent alors la tête du cortège les délégations des groupes de Levallois qu'accompagne la fanfare *L'Alliance des travailleurs*, qui jusqu'au cimetière jouera des marches funèbres.

Devant le cimetière est dressé à droite un catafalque recouvert tout en rouge et à gauche la tribune où les orateurs doivent adresser les derniers saluts à la chère disparue.

Prennent successivement la parole, tous dans une note nettement révolutionnaire, le maire de Levallois, Le Grandais, comme ancien communard ainsi que la brave Séverine qui d'un bout à l'autre a suivi à pied le cercueil de sa sœur en bonté ; puis nos camarades Girault, Malato et Faure.

La foule s'écoule ensuite lentement, les uns vers la réunion publique qui doit se tenir dans la grande salle de la Bourse du Travail, les autres pour rentrer à Paris.

Le peuple de Paris qu'elle avait tant aimé, pour la libération duquel elle n'avait échappé au peloton d'exécution que pour le bagne, a fait à Louise Michel les funérailles dignes de sa belle vie, et celles-ci ont pu servir une fois de plus la propagande, que par-dessus tout, la bonne et grande disparue avait chérie.

P. Delesalle.

Une enveloppe pleine de copie mise à la poste le mardi après-midi, n'était pas encore arrivée à l'imprimerie, au moment de la mise en page, le mercredi soir.

Ceux des groupes qui ne trouveront pas leurs convocations dans ce numéro, la faute en est à la poste.

Il s'y trouvait également une correspondance sur les grèves d'Allemagne.



On nous communique la lettre suivante :

Le 26 décembre 1904, à 10 h. 40 du matin, mon train partait de Marseille pour Tarascon.

En entrant dans le wagon, j'ai été stupéfaite de voir un tout jeune homme portant des chaînes aux mains. Il n'était pas seul; un homme âgé, d'un air très lugubre, vêtu d'une longue pèlerine et d'un chapeau aux larges bords, l'accompagnait. Sous la première impression, j'ai pensé que je me trouvais en présence d'un malade, à qui on applique des chaînes pour éviter quelque crise de rage; au bout d'un instant, j'ai changé d'idée. Le regard du jeune homme était intelligent et ne pouvait pas appartenir à un aliéné.

Deux petites mains fines serrées fort l'une contre l'autre, attiraient l'attention du public, et j'ai remarqué que tous ces regards curieux fixés sur le jeune homme le rendaient confus. Ses joues empourprées trahissaient son émotion. Assurément cela n'était pas un malade!

Nous roulons depuis 15 minutes. Tout le monde garde le silence et se sent gêné. Après avoir passé quelques stations, le nombre de voyageurs de notre compartiment diminue.

— Voulez-vous enlever vos chaînes »? propose l'homme lugubre; et tirant une clef de sa poche, il ouvre la serrure. L'énigme devenait pour moi de plus en plus mystérieuse.

Le jeune homme redresse ses membres raidis, puis se lève et fait quelques pas vers la fenêtre. Je profite de ce moment pour interroger son vieux compagnon :

— Pourquoi lui faites-vous porter cette horreur ?

— Je suis gardien de la prison à Marseille, me répondit-il. On m'a confié ce petit, pour le transporter à la maison de correction d'Aniane, et on lui met des chaînes pour l'empêcher de s'évader.

— De quoi l'accuse-t-on ?

— C'est une triste histoire; ce bonhomme de 15 ans n'a pas eu de chance; figurez-vous qu'on lui colle cinq ans de correction pour avoir volé cinq figues. »

Je ne voulais pas le croire.

— Oui, continua le gardien, le juge hésitait à prononcer la condamnation, mais le père a gâté l'affaire; « puis s'adressant au jeune prisonnier :

— Lebeau, gardez votre place.

Le jeune homme vint s'asseoir auprès de nous.

— Pardonnez mon indiscrétion, lui dis-je, n'aviez-vous donc pas quelqu'un pour vous défendre ?

— Oh si, on m'a défendu, mon patron parmi les autres; c'était inutile, mon propre père pria qu'on m'enfermât : c'est un homme à moitié fou, alcoolique, il bat ma mère et ma petite sœur. Il me battait aussi; c'est pourquoi, à 13 ans, je suis parti de la maison. Mon métier est plombier, je me suis loué une petite chambre et je gagnais ma vie; mais depuis dix jours, mon patron n'avait pas de travail à me donner, je me suis nourri de pain sec. J'ai vu dans un jardin des figues, et pour rendre mon déjeuner plus doux, j'ai escaladé un arbre, le jardinier m'aperçut et je fus pris. Mon père s'était rendu au tribunal pour déclarer que depuis deux ans je suis un vagabond. Vol, vagabondage par-dessus, voilà quelle forme porte l'acte de ma condamnation, et à partir de cela, toute ma vie est gâtée, car, pensez un peu : cinq ans de correction, puis le service militaire!... »

Il n'a pas fini sa phrase, les larmes lui serrèrent la gorge.

Ce récit m'a navré le cœur. Comment ? me demandais-je, dans un pays libre, sous un ministère radical, parmi les foyers des ligues, des congrès et des conférences socialistes, on fait des injustices pareilles?

On enlève la liberté à un jeune citoyen, d'une intelligence précoce, qui a commencé laborieusement sa vie, creusant seul son chemin ?

Quand donc enlèvera-t-on aux pères ce droit abominable sur leurs enfants, qui peut mener même jusqu'à la prison ? Quand donc viendra le tour des enfants à revendiquer les devoirs de leurs parents ?

Le gardien du jeune condamné tâchait de lui donner courage, mais n'y parvenait pas; au contraire, ses mots durs, peu réfléchis, blessaient le petit affligé.

J'avais une idée vague sur une maison correctionnelle, mais lorsque le gardien nous raconta en détail ce que c'est, il me fut facile d'en tirer la conclusion que ce beau jeune homme, qui a déjà un peu de duvet au-dessus des lèvres, sera réduit, jusqu'à l'âge de 20 ans, à un régime très sévère; qu'il couchera seul dans une des petites cellules qui se ferment le soir, à l'heure fixée, par une tringle, toutes à la fois; qu'il aura une fenêtre avec grillage dans sa porte; qu'il ne pourra écrire qu'une seule lettre par mois qui sera contrôlée, qu'il va subir des punitions et des récompenses. Enfin, qu'il sera privé de tous les droits d'un homme libre.

— Ne vous désolez pas, lui disait le gardien, il y a du bon dans cette école ; par exemple, si vous contentez vos maîtres et si vous n'écoutez pas vos mauvais camarades, vous pourrez ramasser à votre sortie une ronde somme d'argent, car là on paye bien la bonne conduite, quelquefois 25 centimes par jour.

— Quoi ! s'écria, le jeune détenu, aller contre mes camarades pour être récompensé par des maîtres ? Non, cela ne me va pas.

Et d'après plusieurs exclamations du jeune homme, je voyais de plus en plus que c'était une bonne nature aux sentiments fiers et nobles.

Et dire qu'on le privera de la liberté, de l'amour, des caresses, au printemps de sa vie, pour cinq longues années, pour avoir mangé cinq misérables figues !

Quelle ironie grotesque et lamentable ! Oh ! si on pouvait trouver une sonnette d'alarme pour arrêter cette injustice en marche.

Et je serais curieuse de savoir qui sont les fameux pédagogues qui ont élaboré ce bon programme des maisons de correction si perverses, à l'éducation si morale, où on pratique des punitions les plus ignobles et des récompenses en argent. Y prépare-t-on des républicains pénétrés des principes de « liberté, égalité, fraternité, » ou des gendarmes ?...

Nous voici à Tarascon et je prends congé des voyageurs.

Je te décris cette rencontre en chemin de fer, pour me soulager le cœur. Il y a deux semaines que cela s'est passé, mais jusqu'à présent le regard, les yeux pleins de larmes du jeune prisonnier me poursuivent. Il me semble qu'il me demande aide et protection, et que pourrais-je faire ?

Je lui conseillai de prendre la fuite; a-t-il réussi ? Je ne crois pas. Olga.

***

Nos journalistes à la solde de l'ambassade russe, en escomptant leur part de bénéfice dans le prochain emprunt, ont avec un assez bel ensemble fait le silence sur un incident caractéristique qui s'est passé à Pétersbourg ces temps derniers.

Le grand-duc Alexis, oncle du tsar, est en même temps président de la Croix Rouge Russe. *Cet impérial bandit s'est adjugé le plus clair des fonds qui étaient destinés aux blessés de Mandchourie. Personne n'ignore chez les « amis et alliés » de notre Loubet, qu'avec l'argent volé aux blessés cette belle canaille a payé pour* trois millions de roubles *de diamants à une danseuse du Théâtre Michel.*

Ces jours derniers, comme il s'affichait dans une loge aux côtés de la donzelle toute couverte de bijoux, le public indigné le hua si bien qu'ils durent tout deux se retirer.

C'était sans doute le prologue. Le premier acte se joue encore à l'heure où j'écris dans les rues de Pétersbourg.

DANS L'ARGENTINE

(*Suite*) (1)

III

Si l'évolution se manifeste parmi les favorisés de l'instruction, elle n'est pas moins accentuée chez les prolétaires où l'action forcément se localise sur l'amélioration des moyens d'existence qui, ici, comme sur le vieux continent, sont inférieurs aux nécessités. Néanmoins ce réveil, par le mouvement qu'il détermine, propage aussi l'instruction dans les rangs ouvriers, bien faiblement, c'est vrai, car les moyens sont limités, les exigences de la vie absorbant toute l'activité.

Les réunions, les conférences se multiplient, les représentations théâtrales, enfin toutes les circonstances sont mises à profit et démontrent le besoin grandissant qu'ont les hommes de se rencontrer, d'échanger leurs idées, de se solidariser. Suivant la même impulsion, les sociétés de résistance (syndicats) dont le nombre est déjà considérable, augmentent continuellement.

Il y a environ deux ans, les ouvriers du port, les débardeurs du grand marché central de produits du pays, se déclarèrent en grève; immédiatement la grève prit des proportions inusitées par l'adhésion au mouvement des autres corporations, qui, d'heure en heure, augmentaient ; elle devenait générale.

Les gouvernants eurent peur et la Chambre puis le Sénat, en vingt-quatre heures, bâclèrent une loi dite de « résidence », mais qui, en réalité, n'est qu'une réédition de la loi de sûreté générale, de triste mémoire; elle est qualifiée par tous « loi d'expulsion des étrangers ».

En une nuit, elle fut votée, paraphée, agrémentée de l'état de siège ; elle donnait au président le droit d'arrêter et de transporter sans jugement, sans autre formalité que l'action policière, tout individu jugé perturbateur de l'ordre; est-ce assez clair? parodiant le fameux de Morny : les méchants tremblèrent et les bons purent se rassurer.

Dès le lendemain, les arrestations commencèrent; ceux que dame police sépara, les expulsables, furent gardés au secret le plus absolu et quelques jours après embarqués. Les premiers le furent sur un vapeur italien dont le capitaine accepta le triste rôle qu'on lui faisait remplir, d'emporter des prisonniers.

Mais il y eut quelques mécomptes. Un autre lot fut conduit à bord d'un vapeur allemand en partance. Quand les argousins voulurent remettre au capitaine les hommes dont l'expulsion n'était ni plus ni moins qu'une question d'Etat, il leur répondit qu'il ne prenait à son bord que des passagers, sans aucune autre considération; les policiers crurent lever ses scrupules en lui faisant valoir qu'ils agissaient par ordre du gouvernement — l'entretien touchait à sa fin — car il leur répondit, qu'à son bord il était, lui, le gouvernement, et qu'il allait le leur démontrer en les faisant sortir, s'ils ne consentaient immédiatement à descendre de bonne volonté, ajoutant pour bien leur faire comprendre, qu'il n'était pas garde-chiourme.

Peu après, les mêmes prisonniers furent embarqués sur un vapeur anglais, dont le capitaine les laissait descendre à Montevideo, où ils sont encore.

Malgré cela, il y eut un assez grand nombre d'expulsions.

En province, où la police en temps ordinaire ne recule devant aucune monstruosité à commettre, peut à loisir taper sur le *gringo* (étranger), les haines particulières purent se satisfaire amplement, tout était légitime; il fallait à tout prix sauver la patrie.

Depuis, cette loi subsiste, l'épée, dont la police peut couper le fil, reste suspendue et dernièrement encore un gréviste italien fut expulsé.

Tous les gouvernants sont les mêmes, ils ont la prétention de résoudre toutes les questions par la force; nouveaux Josué, ils veulent arrêter la marche ; ils ont encore la naïveté de croire qu'en plantant un grand sabre au milieu du chemin, on n'ira pas plus loin ; qu'ils consultent leurs annales et ils pourront se convaincre qu'aujourd'hui, moins que jamais, la force policière, fidèle à ses traditions, entravera, fera tout le mal possible, c'est son rôle, mais ne pourra en rien conjurer la grande révolution économique, la transformation sociale qui se prépare.

Les grèves ont continué depuis cette époque avec la même intensité et continueront, car elles sont le résultat des conditions d'existence du travailleur. Les hommes au pouvoir ont toujours vécu par l'arbitraire, usant et abusant de la force administrative dont ils disposent, leur tenant lieu de raisonnement. Ce qu'ils semblent ne pas comprendre malgré les exemples, c'est que cette machine oppressive ne peut avoir son fonctionnement assuré, qu'en raison de la passivité, de l'ignorance de ceux sur lesquels elle s'exerce et qu'il n'est pas en leur pouvoir d'endiguer le courant scientifique moderne. Ce qu'ils semblent ne pas comprendre, c'est la caractéristique de notre époque où, à l'encontre des précédentes, la force impulsive, émancipatrice, vient d'en bas; c'est des rangs de cette masse anonyme, du peuple, que surgit de plus en plus consciente l'idée de revendication ; c'est à l'atelier, c'est au laboratoire que s'élabore l'avenir des sociétés; c'est l'ouvrier lui-même qui prépare l'organisation sociale future, qui sera basée sur le travail de tous et non sur l'exploitation des uns par les autres, où chacun produira selon ses forces et consommera selon ses besoins.

Ce qu'ils semblent ignorer, c'est que le travailleur est le nombre et que ce nombre s'organise, s'instruit, et que le jour prochain où il sera bien convaincu de sa puissance, quand il aura bien compris que le travail seul a une valeur, que l'argent n'est rien par lui-même, qu'une représentation plus ou moins fictive; quand il saura enfin que lui seul, le producteur, subvient au superflu des uns, au gaspillage, à l'inutilité des autres, il s'y refusera et il n'y aura qu'à l'admettre.

Ici, comme aux Etats-Unis, les grandes entreprises prennent la forme trust ; ce n'est qu'une faible copie proportionnée logiquement au petit nombre d'exploitations à grands capitaux. La première expérience du genre fut la fusion des deux grandes voies ferrées qui vont au nord de la République. Avant l'unification, ces deux compagnies se faisaient concurrence sur certains points du parcours de laquelle bénéficiait le public, ce qui ne les empêchait, malgré cela, de réaliser de beaux bénéfices à la grande satisfaction de leurs actionnaires.

Depuis la réunion des deux en une seule administration, leurs tarifs sont unifiés et le public n'a qu'à s'y conformer sans recours.

Au commencement de cette année, les employés des deux compagnies présentèrent leurs réclamations : diminution des heures de travail, augmentation de salaire. Comme toujours le directeur n'en tint aucun compte, cherchant à gagner du temps, à faire dévier le mouvement par des promesses. Enfin, le jour fixé comme limite à l'attente n'apportant aucune solution, le lendemain la grève fut déclarée, l'accord était complet; jusqu'aux plus petites stations, le travail fut arrêté. Le fait remarquable, c'est qu'indépendamment des grands centres, où les grévistes peuvent se réunir et se concerter, le mouvement fut accepté et soutenu par les groupes d'employés desservant les petites stations disséminées sur un parcours de plus de 800 kilomètres et séparées par des distances considérables. La grève suivit son cours sans particularité jusqu'à épuisement des forces de résistance, le service complètement désorganisé mécontentait tout le monde, mais la sympathie générale était acquise aux grévistes. La compagnie prétendait ne pouvoir accéder aux réclamations, qu'une élévation des salaires augmenterait les dépenses au delà du possible. Forcément le travail fut repris, pas par tous, car il y eut des exclusions, le droit de transportation n'étant dévolu qu'au gouvernement.

Voici ce que publiait, en date du 10 mai, le *Courrier de la Plata*, journal français de Buenos-Aires : « Les chemins de fer fusionnés (Central Argentin et Buenos-Aires à Rosario) ont donné l'an dernier, premier de leur fusion, un bénéfice net de 1.619.000 livres sterling, soit plus de 33 0/0 de plus qu'en 1902.

« Ce qui n'empêche pas ces compagnies de refuser « à leur personnel la petite augmentation qu'il réclame avec tant de justice. » D'après les économistes, l'offre et la demande, leur grand cheval de bataille, règlent les rapports de patrons à ouvriers; quelle farce, quel mensonge, à chaque circonstance, l'expérience démontre que c'est l'estomac. Néanmoins l'organisation syndicale subsiste et l'action se reprendra.

La grève est en permanence, dernièrement il y avait à Buenos-Aires plus de 40.000 ouvriers en grève ; de différentes corporations. Les fondeurs en fer, maçons et bien d'autres, la dernière, la plus nombreuse, celle des cordonniers, qui après quelques devantures de magasins de chaussures endommagées, quelques rencontres avec les jaunes, quelques arrestations, fut vaincue comme les autres par la faim, toujours le grand argument.

Une nouvelle grève fut sur le point de se déclarer; celle des ouvriers de l'arsenal maritime, au nombre de 700 environ, réclamant la journée de 8 heures depuis longtemps demandée et jusqu'aujourd'hui sans réponse. On leur répondit qu'il fallait attendre ; que précisément le ministre venait d'élaborer un projet monstre sur l'organisation du travail dans la République Argentine, fixant les heures de travail pour tout le monde. « Quel bon billet! ».

Nous aurons du reste l'occasion de reparler de cette loi panacée.

Quoiqu'il en soit, nous verrons ce qu'ils obtiendront ; mais croire que d'un moyen ou d'un autre on leur donnera satisfaction, ce serait admettre la théorie des résultats immédiats. C'est la période éliminatrice, mais que de misère elle coûte, car on finira bien par comprendre que ce moyen est sans issue; ce que le capital doit payer en plus, quand par hasard il perd la partie, se récupère insensiblement par le surenchérissement général; il faut dépenser pour vivre ce qu'on recevait en plus, la balance s'établit, le salaire ne devant pas s'élever au-dessus du strict nécessaire pour se maintenir tant bien que mal, se reproduire et continuer à être exploité jusque dans les siens.

(*A suivre.*) A. Moreau.

(1) Voir les nos 13 et 36.

TRACASSERIES POLICIÈRES

On nous communique l'ordre de service suivant, copié dans le commissariat de Saint-Germain :

« Tout anarchiste arrivant à Saint-Germain doit immédiatement être pris en filature.

« Ne le quitter qu'au moment où il quitte la localité. Et alors télégraphier immédiatement aux autorités de la ville dans laquelle il se rend.

« Si son séjour à Saint-Germain dure plus de quarante-huit heures, il doit avoir sa fiche sur laquelle trois fois par jour doivent être inscrits les renseignements pris chez son concierge. »

N. B. — Le commissaire en question est anticlérical et se donne pour socialiste!



France.

Reims. — L'Université populaire avait mis au programme de l'une de ses réunions un sujet qui ne pouvait manquer de piquer vivement notre curiosité : Qu'est-ce que le socialisme? Les professeurs de lycée, en majorité, nous nous plaisons à le reconnaitre, sont entrés résolument dans ce courant irrésistible qui porte les esprits réfléchis à l'étude consciencieuse des questions sociales. Que certains d'entre eux obéissent parfois à des mobiles plus ou moins intéressés, c'est bien dans la nature humaine; peu nous importe, si la propagande de nos idées doit y gagner quelque chose.

Nous avons donc été quelque peu surpris de la vigueur, de la hardiesse avec laquelle le disert conférencier de l'U. P. a fait le procès de l'organisation actuelle. Les méfaits du capitalisme, les hontes et les servitudes du salariat, la rapacité des employeurs, la faiblesse et la force du prolétariat, l'absurdité de la concurrence, le pouvoir malfaisant de l'argent, tout cela, bien que traité dans une forme presque académique, démolissait magistralement le monstrueux édifice de la société bourgeoise.

Et après un exposé assez impartial des diverses doctrines socialistes, et une allusion presque dédaigneuse au communisme libertaire, nous attendions avec une certaine impatience la conclusion. Mais grande fut notre déception.

Avec un vague réformisme, quelques améliorations de détail, un peu de rafistolage de ce qui est trop délabré, l'extension du système coopératif, on pourrait, selon l'orateur, remédier aux maux dont souffrent le plus grand nombre — avec quelle résignation, hélas!

C'était plutôt maigre, et nous avons retrouvé, sans trop d'étonnement, après le libre chercheur de vérité, l'éducateur des fils de la bourgeoisie qui ne veut pas trop effaroucher sa clientèle.

Après tout, bonne propagande pour l'idée. Quand tous ceux qui pensent, qui raisonnent, qui s'inquiètent, seront pénétrés de l'inanité des systèmes socialistes, écœurés du puffisme de ses politiciens, nul doute que la solution du communisme libertaire ne leur apparaisse la seule logique et rationnelle.

S.

∴

Le travail des corderies et filatures à Angers. — Je ne crois pas qu'il soit trop tard pour parler encore de l'usine Bessonneau, où vient de finir cette grève dont les causes à la fois morales et pécuniaires, sont assez rares dans l'histoire du travail. La filature du Mail comprend de nombreux ateliers où sont employés hommes, femmes et enfants, au nombre d'environ 3.500 à 4.000. Au début, la maison n'avait pour patron que Bessonneau; trois autres maisons ou plutôt trois autres usines, appartenant à une maison concurrente, se partageaient le travail; de cette façon l'ouvrier congédié, pour une raison quelconque d'une usine, avait quelques chances de trouver du travail chez l'exploiteur d'à côté; de plus, un autre avantage résultait de cet état de choses : les salaires ne pouvaient baisser que de peu. En effet, si une grève se déclarait dans une maison, la concurrente pouvait fournir aux particuliers la commande qui ne pouvait être exécutée, du fait de la grève, chez le patron récalcitrant, et la crainte de perdre la clientèle était un frein à la rapacité patronale. M. Bessonneau, qui tenait à passer pour un père envers ses ouvriers, avait organisé différentes œuvres philanthropiques, qui n'étaient, comme toute philanthropie, que de l'égoïsme et de la vanité déguisés. Quand une femme avait un enfant elle recevait trente francs d'indemnité pour les quinze jours nécessaires à son rétablissement; c'était véritablement bien, mais, car il y a un mais, existait la prime dont je parlerai tout à l'heure. Or, il est très rare qu'une femme enceinte n'abandonne pas plusieurs fois son travail au cours de la gestation, et surtout dans des fabriques telle que celle-ci, par suite de fatigue; de cet arrêt découlait la perte de la prime, premier bénéfice pour le patron, et comme l'ouvrière malade n'était pas remplacée par une sans-travail mais par ses compagnes de labeur, qui n'en gagnaient pas pour cela un centime de plus, le philanthrope Bessonneau y trouvait donc un deuxième bénéfice qui compensait *avantageusement* la perte des trente francs octroyés si généreusement. Si un ouvrier ou une ouvrière de l'usine se mariait, M. Bessonneau qui, comme tout bourgeois, déteste l'union libre, leur allouait huit francs pour deux jours à l'homme et six à la femme sans perdre la prime, à condition qu'ils ne prennent que deux jours. Mais comme la sacro-sainte cérémonie entraine un tas de formalités et de dérangements et par suite perte de temps, la cupidité reprenait par la prime ce que la générosité patronale avait donné. Ses bienfaits ne s'arrêtent pas là, et, pour le bien des travailleurs, le *père des ouvriers* est doué d'une libéralité sans bornes : aussi des consultations gratuites avec remèdes idem furent données pour le plus grand bien des malheureux empoisonnés par une poussière méphitique. Rien de plus grotesque que ces consultations où cinquante ou soixante malades passaient à la visite en moins d'une heure; c'est dire ce que pouvait valoir le diagnostic prononcé dans de telles conditions, et cela au point qu'un jour, à une femme enceinte de huit mois, le médecin demanda si ce n'étaient pas les règles qui lui causaient son indisposition. Comme on le pense, les remèdes étaient des moins coûteux et valaient la consultation. A Noël, époque du terme à Angers, quelques-uns des plus nécessiteux recevaient cinq ou dix francs pour les aider à payer leur loyer.

Mais là encore, la bonté de M. Bessonneau n'était que feinte, et médecin, médicaments, loyers n'étaient payés que par le produit des amendes infligées dans le courant de l'année aux ouvriers et ouvrières par les contremaîtres qui se gênent pas.

Poursuivant toujours son œuvre généreuse, ce patron extraordinaire fonda une coopérative de consommation avec l'argent des ouvriers; cette coopérative dura peu de temps. MM. les directeurs et employés de bureau, c'est-à-dire ceux qui par leurs salaires étaient des privilégiés de cette usine modèle, firent partie du conseil d'administration, *aidés* par quelques vieux ouvriers qui ne savaient que dire oui ou non suivant le désir des grands manitous. Toutefois la coopérative périclita, les ouvriers perdant confiance, et les épiciers de la ville ayant mis en demeure M. Bessonneau de fermer sa boutique de mélasse, sans quoi ils se fourniraient de ficelle chez le concurrent. L'hésitation n'était pas possible; on ne menace pas, sans résultat, la caisse d'un capitaliste. Mais comment rendre l'argent des actionnaires? la coopérative n'ayant produit aucun bénéfice, et le coffre-fort patronal ne voulant plus marcher. Ce fut simple : on liquida, et pas mal de pauvres bougres touchèrent en marchandises, vendues beaucoup plus cher que partout ailleurs, une partie seulement des 25 francs que leur avait coûté leur action.

A côté de ces œuvres, de la plus haute moralité, fut créée, pour satisfaire la vanité et l'orgueil du patron modèle, *la Lyre de l'Anjou*. De ce moment commence une phase nouvelle dans les ateliers. Jusqu'à ce jour, les ouvriers étaient relativement tranquilles, on choisissait les contremaîtres parmi ceux qui connaissaient le mieux le travail; à présent, les emplois les plus avantageux, les places de contremaître sont donnés aux musiciens ou à quelques rares protégés connus des directeurs pour leurs opinions cléricales ou leur haine de l'ouvrier. Tel paysan, ne sachant même pas compter, devient contremaître pour avoir eu l'*honneur* d'apprendre à nager à un directeur, alors que celui-ci était au régiment. Les diminutions de salaire pleuvent, avec les amendes, sur le dos des ouvriers qui sont obligés de la sorte de payer l'incapacité de ceux qui les commandent. Car si le directeur, participant dans les bénéfices, parle de diminution, immédiatement le protégé surenchérit et trouve que ses subalternes gagneront encore largement leur vie. Avant la grève qui éclata l'année dernière, existait la prime. J'ai dit dans le nº 19 des *Temps Nouveaux* (5 septembre 1903) en quoi consistait ce soi-disant bénéfice. Les ouvriers recevaient 10 0/0 en plus de leurs salaires, à condition de ne pas perdre une seule minute de leur temps, même par maladie. En évaluant une moyenne de 250 ouvriers perdant leur prime, et se basant sur 1 fr. 50 de prime (somme minimum, puisque ce chiffre donne 15 francs de salaire par semaine), on arrive donc au joli chiffre de 5.460 francs (cinq mille quatre cent soixante fr.) par an. On conviendra qu'avec cette somme Bessonneau peut faire des cadeaux à ceux qu'il exploite. Aujourd'hui la prime, cette dîme honteuse prélevée sur le salaire des ouvriers n'existe plus.

Les compagnons ont réussi à se faire écouter des ouvriers, et la campagne menée dans les *Temps Nouveaux* et le *Libertaire* contre cette injustice, n'est certainement pas étrangère à ce résultat.

Et aujourd'hui, je le répète, on ne voit plus de pauvres diables indignement spoliés d'une partie de leur salaire pour être arrivés une minute en retard. Voyons maintenant la situation des travailleurs de l'Usine du Mail, à l'heure actuelle.

Autrefois, ainsi que je l'ai dit en commençant, existaient quatre fabriques à Angers: l'Usine du Mail appartenant au sieur Bessonneau, le Clou, la Madeleine et l'Ecce-Homo, ces trois dernières aux associés Max-Richard, Bordeau, Ségris et Cie; en 1901, une entente eut lieu entre les différents patrons, et les quatre fabriques furent réunies sous la dénomination de Société anonyme des Filatures et Corderies, avec, comme administrateur général, Bessonneau. De cette façon, on tenait les ouvriers, c'est-à-dire la majeure partie de la population angevine, car nombreux sont les commerçants: épiciers, gargotiers, etc., qui comptent avec le produit de la vente qu'ils font aux ouvriers.

Les diminutions de salaire ont lieu, à partir de ce moment, d'une façon plus nette, plus brutale. On sait qu'on tient les ouvriers. On commence par le tissage: à ce moment éclate la grève de septembre 1903. Le syndicat textile, qui n'avait été jusqu'à ce jour que fictif, devient réel; aux 200 tisserands se joignent tous les ouvriers des usines associées, les revendications se font plus nettes et plus opiniâtres. Devant un commencement d'action directe qui a lieu sur l'habitation du sieur Dubroc, directeur du tissage, le patron cède et les ouvriers ont gain de cause. La diminution de salaire n'aura pas lieu et la prime est abolie; les ouvriers recevront une augmentation de 10 0/0 qui compensera la prime. C'est une victoire de l'entente et de l'union du prolétariat. Mais le syndicat existe, c'est une force contre le coffre-fort capitaliste; il faut tuer le syndicat, il faut anéantir cette force. Pour cela on fait appel aux jaunes; l'abbé secrétaire, directeur de Notre-Dame, de l'Usine et de l'Atelier vient à l'aide du capital. L'Eglise sauvera la caisse. L'Usine du Mail est peuplée de jaunes; pour avoir le droit de travailler il faut être muni d'un billet de confession. L'inquisition règne en maîtresse, le supplice de l'eau est remplacé par celui de la faim pour celui qui croit avoir le droit de penser librement.

Malgré tout, l'idée syndicale fait son chemin. Les ouvriers commencent à penser et à réfléchir. Le nombre en est encore bien petit, beaucoup trop petit, mais c'est un commencement. On voit Bessonneau sous un nouvel aspect, et c'est un résultat.

Dans les corderies, le travail est un véritable tue-hommes; à l'atelier du peignage où sont employés des enfants, les mesures hygiéniques les plus élémentaires sont inconnues; l'aération est faite au moyen de fenêtres et par des trappes donnant sur le toit, que l'on ferme quand il pleut; alors règne dans cet atelier une poussière opaque et meurtrière, les ouvriers n'y voient pas à dix mètres devant eux, les enfants sont obligés de rester dans cet air insalubre pour quarante sous par jour; le soir ils grelottent de fièvre; la nuit, les poumons obstrués par la poussière de chanvre, ne laissent que difficilement passer l'air pur. Le malheureux est asthmatique, il étouffe, il ne peut dormir, souvent la nuit se passe

blanche, et le lendemain il doit recommencer à s'empoisonner pour le même prix. Les conditions de travail sont tellement malsaines que sur cent jeunes gens, travaillant aux peigneuses mécaniques, passant au conseil de revision, il en est environ quatre-vingt dix refusés et pourtant on sait comment est passée la visite. A côté de cela, il y a le danger des machines, les engrenages nettoyés en marche, (malgré la défense qui en est faite, mais il faut se hâter si l'on veut gagner sa vie avec le travail aux pièces) qui happent la main, broyent les os, les peignes d'acier qui déchirent la chair, entraînent le bras, estropient pour une minute d'inattention ; la tuberculose, l'asthme règnent en maîtres dans cet enfer capitaliste. Les ouvrières des fileurs et des préparations (brin et étoupes) ne sont pas mieux partagées : là encore, la poussière fait des siennes et c'est dans les mêmes conditions d'hygiène qu'au peignage, que des femmes, dont certaines se trouvent en état de grossesse, sont obligées de travailler. On peut difficilement s'imaginer dans quel état l'enfant vient au monde, il est pour ainsi dire empoisonné dans le sein de sa mère, et il faut de très grands soins, surtout les premiers mois, pour le sauver. La gestation pour les femmes des filatures est un véritable supplice; pendant dix heures et demie, autrefois douze, les malheureuses sont obligées d'être debout; si la fatigue les force à s'asseoir, le contremaître leur inflige vingt-cinq centimes d'amende sur un salaire qui ne s'élève souvent qu'à trente sous. Quand la commande se finit, elles sont obligées, malgré leur état, de vider le chanvre qui se trouve dans des pots de tolle de 1 m. 30 de haut sur 20 à 30 centimètres de diamètre, ce qui représente un joli poids ; c'est ce que l'on nomme en terme de métier, « couler à fond ». Les ouvrières sont alors obligées (le métier en marche) d'égaliser les longueurs du ruban de chanvre, courant d'un bout à l'autre de leur métier, surveillant ainsi 24, 30, 40 rubans quelquefois plus. C'est un travail de forçats.

Les câblages ne sont pas mieux ; si la poussière n'existe pas, le travail n'en est pas moins rude ; des enfants de treize ans sont employés à rattacher les bouts de fils qui cassent, leurs journées se passent à courir; le soir ils sont brisés de fatigue, ayant souvent les jambes enflées. Ce travail leur est payé 0 fr. 75 et 1 franc. A l'étrillage règne une humidité continuelle qui engendre les rhumatismes ; hiver comme été, les travailleurs de cet atelier nagent dans une boue liquide.

A la filature sont employées des fillettes de treize ans pour faire la levée, travail qui consiste à enlever les bobines pleines des broches des métiers à retordre et à filer, et à en mettre des vides ; comme au câblage, il faut courir continuellement.

Partout c'est la même fièvre, la même précipitation dans le travail, au risque d'accidents terribles : le bras arraché, la main broyée, le corps pris dans une courroie de transmission. La salle des blessés de l'hôpital a continuellement un et souvent plusieurs lits d'occupés par les victimes du machinisme de la maison Bessonneau, et nombreux sont ceux qui sont soignés chez eux. Il n'y a jamais moins de vingt blessés à la fois, d'un bout de l'année à l'autre, chez le *père des ouvriers*. Les travailleurs sont moins considérés que les animaux appartenant à leur richissime patron. Le salaire des hommes est d'une moyenne de 3 francs par jour, soit 18 francs par semaine ; celui des femmes de 1 75 $\times$ 6 = 10.50. Or, pour les familles composées du père, de la mère et d'un enfant (il est peu de familles ouvrières n'ayant qu'un enfant, je ne prends donc que le minimum de charges), dont le père seul travaille, on a par personne et par jour (en ôtant le loyer : 100 francs au minimum) 0 fr. 72 pour la nourriture, l'habillement et l'entretien. On ne peut que s'étonner, en regardant ces chiffres, de voir les ouvriers de la maison Bessonneau aussi résignés et aussi bons enfants devant les millions accumulés par leurs exploiteurs. Les machines, les immenses ateliers, les maisons, les châteaux appartenant à Bessonneau, c'est le dur labeur des générations de pauvres diables pour la plupart morts dans des taudis ou à l'hôpital, qui a permis de les acquérir. Peut-être un jour ceux-là qui peinent y penseront-ils.

Emile Guichard.

Mouvement ouvrier. — La Bretagne, que l'on se plaisait, dans certains milieux, à nous montrer hier encore comme le dernier rempart de la réaction, est en train, si cela continue, de devancer les régions qui, jusqu'à présent, passaient pour tenir la tête du mouvement prolétarien.

L'agitation de Brest a gagné Quimper, Pont-l'Abbé, et des camarades de Brest sont en train de parcourir toute la région, Concarneau, Douarnenez, etc., pour créer partout de nouvelles organisations ouvrières.

Et sous cette puissante poussée de propagande, les travailleurs se lèvent à tel point, que la bourgeoisie et le patronat surpris se voient obligés, de toute part, d'accorder satisfaction aux desiderata de ces travailleurs trop longtemps asservis.

C'est d'abord à Brest, où les dockers se sont mis en grève, les entrepreneurs ne respectant pas les engagements pris précédemment.

Les camarades de Brest qui ne cultivent pas précisément la « grève des bras croisés » chère aux réformistes autant qu'au patronat, n'ont pas tardé à montrer qu'ils étaient bien décidés à ne pas se laisser berner.

Dès la première manifestation, drapeau noir et clairon en tête, les dockers descendirent sur les quais, où ils se ruèrent sur les panneaux du vapeur anglais *Argo*, chargeant de la farine pour les moulins brestois, et la jetèrent dans la mer, sans que la police, insuffisante, pût les en empêcher.

Allant ensuite plus loin, les grévistes s'en prennent au chantier d'un autre exploiteur particulièrement exécré, et pendant un quart d'heure, on n'entend que le bruit des fûts tombant à la mer et faisant rejaillir l'eau par-dessus les bords, arrosant les émeutiers.

Cette douche glacée est loin de les refroidir.

Au bout de quelques minutes, une centaine de fûts de vin et d'eau-de-vie flottent sur la mer.

Les agents, sous la conduite de leurs chefs, mettent sabre au clair et chargent; mais tous les émeutiers se sont munis de triques et frappent sur les policiers qui, cette fois encore, sont obligés de reculer devant le nombre!

Des demi-muids sont débondés; les grévistes recommencent à jeter à la mer tout ce qui leur tombe sous la main!

Et cela recommence ensuite sur d'autres points, et ne prend fin qu'à l'arrivée de la troupe qui exécute une charge sur les grévistes, baïonnette au canon.

Les dégâts sont évalués, paraît-il, à une centaine de mille francs.

Bien entendu, force est restée au patronat protégé par les baïonnettes, et l'on arrête au petit bonheur les dockers que l'on suppose avoir pris part aux troubles.

Vingt-trois grévistes ont été arrêtés à l'heure actuelle, et une instruction est, paraît-il, ouverte contre eux, pour pillage, bris de clôture, etc., etc.

Le patronat a fait appel à quelques jaunes que travaillent sous la protection de la troupe et de la municipalité socialiste ! ! qui fait distribuer du thé chaud aux soldats, refuse tout secours aux familles des grévistes et de plus menace de sévir.

La grève continue.

A Quimper, où précédemment aucune organisation n'existait, c'est par une victoire sur toute la ligne qu'a pris fin le mouvement engagé.

Après une longue discussion, l'accord s'est fait pour toutes les corporations du bâtiment, sur les bases suivantes :

1° Augmentation immédiate de 0 fr. 25 par jour pour tous les ouvriers gagnant moins de 4 francs et salaire journalier de 2 francs pour les manœuvres, jusqu'au 15 février;

2° A partir du 15 février, au plus tard, lorsque les prix de série seront relevés, paiement d'un salaire minimum de 0 fr. 40 l'heure pour les ouvriers et 0 fr. 25 pour les manœuvres.

En été, pour la journée de dix heures, les ouvriers toucheront donc, au minimum, 4 francs par jour et les manœuvres 2 fr. 50.

L'hiver, pour ceux qui travailleront du jour à la nuit, sept heures et demie ou huit heures de travail seront payées comme si on avait été occupé pendant neuf heures.

Les ouvrières de l'aiguille qui, elles aussi, ont pris part au mouvement et ne se sont pas montrées les moins vaillantes, ont obtenu, après quelques jours de lutte seulement, de précieux avantages, eu égard à la pénible situation dans laquelle elles se débattaient.

Une première augmentation de 0 fr. 40 par jour a été accordée à toutes les ouvrières sans exception, et le travail a repris dès lundi. Les cochers ont aussi obtenu satisfaction et désormais, ceux-ci seront payés à raison de 14 francs par semaine. Précédemment, la plupart ne touchaient que 10 fr.

Des syndicats ont été formés dans toutes les corporations où il n'en existait pas, et une étude sérieuse va être entreprise dans toutes les organisations nouvellement créées pour améliorer la triste situation dans laquelle se débattent depuis trop longtemps déjà les travailleurs de ces régions.

Nous avons signalé, la semaine dernière, la victoire complète des diverses corporations de Pont-l'Abbé; à Douarnenez, à Landerneau, des organisations sont en formation ; c'est la Bretagne qui, tout entière, se lève, la Bretagne, qu'hier encore, l'on prétendait fermée aux idées d'émancipation et sous le joug des cléricaux.

Le mouvement qui s'y fait à l'heure actuelle montre au contraire que les travailleurs de par là ont compris, et il se pourrait bien qu'ils nous montrent le chemin.

La Bretagne se réveille. L'idée marche.

Les travailleurs du verre qui, depuis quelques années, s'occupent vaillamment à remonter leurs organisations qui avaient périclité, se trouvent depuis lors en butte à toutes les vexations patronales.

Les verriers de Normandie, après ceux du Nord, ont eu plus particulièrement à souffrir ces temps derniers, et cet été les grèves n'ont fait que succéder aux grèves dans la Normandie verrière.

Grâce à leur énergie, les travailleurs avaient réussi à tenir tête au patronat et à obtenir d'appréciables satisfactions. Il semble que celui-ci veuille reprendre le dessus, car voici l'appel que les verriers de Romilly-sur-Andelle nous communiquent :

« Depuis six mois, nous sommes en butte aux vexations patronales. Faisant preuve d'un grand esprit de conciliation, nous avons, en novembre dernier, consenti à une diminution de salaire, afin d'éviter une grève, à ce moment imminente. Nous avons aussi bien voulu accepter que le délai de congé serait d'un mois au lieu de trois mois. Rien n'a fait. »

« Brutalement, sans souci des conventions intervenues, la direction vient de licencier son personnel, exigeant que pour être employé dorénavant, chaque ouvrier sollicite sa rentrée à la verrerie, en dehors de toute intervention du syndicat. »

« C'est, en effet, le syndicat que la direction veut frapper; conscients de nos droits d'hommes libres, nous avons rejeté ces prétentions et nous nous sommes mis en grève. »

Nous comptons sur vous, camarades, pour nous aider à soutenir nos intérêts. »

Adresser les fonds à la *Bourse du travail* de Rouen.

P. Delesalle.

Belgique.

M. Paul Sosset, dans l'*Idée libre* (novembre) essaie, pour la Belgique, une sorte de géographie libertaire.

Le mouvement anarchiste, dit-il, est peu important dans le centre, — parce que les populations y sont dénuées de tout idéalisme et se bornent, en politique, à crier contre la calotte, en économie à créer des caisses de secours et des caisses d'épargne, et en philosophie à faire des enterrements civils.

Il n'existe pour ainsi dire pas dans la province de Namur, « rongée par l'ivrognerie et la grossière politicaillerie ».

Dans le Luxembourg, « plus instruit, plus sain de corps, moins facile à plier », le mouvement anarchiste, au contraire, a poussé de vivants rejets.

Mais il en a poussé surtout dans la province de Charleroi, « parce que les éléments exotiques, les étrangers, les *déclassés* selon le terme bourgeois, y sont un élément de progrès, quoi qu'on dise. De plus, les hommes qu'écœure une agence mercantile et carthaginoise réduisant la politique à un véritable marché, se replient sur eux-mêmes, lisent, étudient, pensent ».

C'est ainsi, ajoute M. Sosset, que Lodelinsart, Roux, Jumet, Marchiennes, Mont-sur-Marchiennes, Dampremy, Gilly, Châtelet, et tant d'autres villes possèdent des groupes de libertaires.

C.

Etats-Unis.

Législateurs. — « L'attorney Folk, de Saint-Louis, a découvert dans la législature de l'Etat de Missouri, une association qui rappelle le fameux

ring de Tammany, à New-York. M. Folk a obtenu de M. Gutke, un ancien membre de la législature, un témoignage d'après lequel un groupe de dix-neuf députés, auquel il appartenait, trafiquait de leur mandat au profit des plus forts enchérisseurs. Moyennant le versement de sommes variant de 5.000 à 20.000 dollars, ils déposent toutes sortes de projets de loi et en assurent l'adoption. Une action au criminel serait, dit-on, intentée aux corrupteurs et aux corrompus. » (*Gazette de Lausanne.*)

Suisse.

Refus de service militaire. — Mischler, de Swarzenbourg, et Vaucher, de Cormandrèche, ayant refusé de se soumettre aux opérations du recrutement, tous deux furent aussitôt incarcérés devant le tribunal, à Colombier, Mischler déclare qu'il refuserait de faire tout service par principe et pour ses opinions « plutôt anarchistes ».

L'écrivain Louis Avennier, de Genève, a prononcé une éloquente plaidoirie. Les recrues ont été condamnées à trois mois de prison, à une année de privation des droits civiques et aux frais.

Du cent pour cent. — La Société Nestlé, à Vevey, opère avec un capital de deux millions. On sait d'une façon certaine que les dividendes distribués ont été de 100 0/0. Nous disons : cent pour cent.

Le capital de la Société Cham, qui fabrique aussi du lait condensé, se monte à 19 millions 400.000 francs ; en 1903, cette société a distribué un dividende de 65 0/0 ! Chacune de ces sociétés dépense environ 800.000 francs par an pour réclames. Il est question de la prochaine fusion de ces Sociétés ; si celle-ci se réalise, comme c'est probable, les frais généraux diminueront, la concurrence pour le prix du lait cessera et alors la Société pourra imposer aux paysans le prix qu'elle voudra.



VARIETES

L' A B C de l'Astronomie [1]

(Suite)

VIII. — Jupiter.

En arrivant à Jupiter, nous abordons la plus grande planète de notre système qui nous offre avec le cortège triomphal de ses lunes l'image en raccourci de toute notre République solaire. Par son volume et sa masse, Jupiter, soleil à peine refroidi, suscite dans notre imagination cette page de la préhistoire de notre monde, où la grande planète encore incandescente formait avec le Soleil une de ces nombreuses étoiles doubles qui scintillent dans les abîmes lointains de l'espace.

A peine dix fois plus petite en diamètre et 1047 fois en volume que l'astre du jour, la planète géante vaut 1279 fois le volume et 310 fois la masse de la Terre et marche sur son orbite longue de 4.830.180.000 kilomètres avec la rapidité de 12 kilomètres 900 mètres par seconde en tournant autour de son axe en 9 h. 55 m., et autour du Soleil en 11 ans 10 mois et 17 jours terrestres.

L'année de Jupiter égale conséquemment presque 12 de nos années, pendant que la durée de son jour n'est que de 9 h. 55 minutes.

Tous les 399 jours, la grande planète revient en opposition relativement au Soleil, et le Soleil, la Terre et Jupiter se trouvent alors sur une même ligne, cette date est avec les trois mois qui la suivent la plus favorable à l'observation.

L'orbite de Jupiter est, en moyenne, à 775.000.000 de kilomètres du Soleil, mais comme elle est elliptique avec une excentricité de 0,048, il y a plus de 80 millions de kilomètres de différence entre sa distance au Soleil ou à la Terre, à son périhélie qu'à son aphélie.

Selon que la grande planète est à son périhélie ou à son aphélie, son diamètre apparent varie de 30" à 47". C'est cette différence de distance qui constitue seule les saisons de Jupiter, car l'inclinaison de son axe de rotation n'est que de 3°, c'est-à-dire presque perpendiculaire à son orbite.

Le tour du globe de Jupiter et son diamètre équatorial dépassent onze fois en longueur ceux de la Terre et sont respectivement de 444.400 et 142.000 kilomètres. Le diamètre polaire, par contre, n'a que 132.800 kilomètres, car la rapidité du mouvement de rotation de la planète sur elle-même est si grande, qu'un point situé sur l'équateur court en raison de 12 kilomètres 450 mètres par seconde. De là le renflement de son équateur et l'aplatissement de ses pôles qui est de 1/17, tandis que celui des pôles terrestres n'est que de 1/292. La surface de Jupiter est égale à celle de 114 Terres.

La densité moyenne des matériaux qui composent ce grand monde, est de 0.242, c'est-à-dire d'environ 1/4 de ce qu'elle est ici et l'intensité de la pesanteur 2 fois 1/4 plus forte que sur la Terre.

Ces chiffres, un peu arides, prouvent que les conditions de vie sont bien différentes sur Jupiter de ce qu'elles sont sur Mars, la Terre, Vénus et Mercure.

Non seulement Jupiter offre à ses habitants présents ou futurs, des années d'une longueur de 12 ans terrestres avec 10.455 jours de 10 heures chacun, une égalité quasi absolue de climat sous toutes ses latitudes, grâce à l'inclinaison de l'équateur sur l'orbite de 3° seulement, mais encore ce monde qui gravite 5,2 fois plus loin de l'astre du jour que la Terre, reçoit environ 27 fois moins de lumière et de chaleur du Soleil que nous.

Recevoir 27 fois moins de lumière que la Terre, c'est encore loin d'être plongé dans une obscurité opaque. La pleine lune répand une clarté 618.000 fois plus faible que celle de l'astre radieux et puis le nerf optique des êtres d'une planète quelconque est forcément adapté au milieu où ils sont appelés à vivre et évoluer.

Pour ce qui est de la chaleur qui existe sur la surface de Jupiter, elle dépasse certainement et de beaucoup celle qui résulterait de la seule action solaire, et il est probable que ce globe, quoique né avant la Terre, a conservé, en raison de son volume et de sa masse, une partie de sa chaleur originaire.

L'atmosphère dense, haute, tourmentée et saturée de vapeurs qui entoure la planète géante, indique que le climat de Jupiter est plus chaud que celui de la Terre et qu'il règne sur ce monde lointain, un déchaînement des éléments comme notre terre n'en a plus connu depuis la période primordiale des époques géologiques. Sur sa zone équatoriale, le vent souffle constamment en ouragan et la rotation des nuages de cette région s'effectue en 9 h. 50 m. pendant que celle des nuages du 25° parallèle met 9 h. 55 m.

Nous ne voyons que très rarement la surface de la planète. Les bandes blanches et grises, souvent nuancées d'une coloration jaune et orangée, qui sillonnent ce globe principalement vers la région équatoriale, font partie de sa couche aérienne. Sur ces bandes, on remarque parfois des taches plus claires ou foncées que le bord sur lequel elles sont placées ou encore des déchirures qui se déplacent les unes et les autres de la gauche à la droite (de l'ouest à l'est), si l'on observe la planète dans un télescope *qui ne renverse pas les objets*. Ces taches appartiennent également à l'atmosphère jovienne et font partie des nuages qui enveloppent ce monde colossal.

En général, l'équateur est marqué d'une zone blanche. Au nord et au sud de cette zone blanche il y a une bande plus sombre, nuancée d'une teinte rougeâtre foncée. Au delà de ces deux bandes sombres, australe et boréale, on voit ordinairement des bandes parallèles, alternativement blanches et grises. La nuance générale devient plus grise et homogène au fur et à mesure qu'on s'approche des pôles et les régions polaires elles-mêmes sont grises bleuâtres.

Mais il n'y a aucune fixité dans ces bandes dont l'aspect typique varie fréquemment et profondément.

Les bandes et les taches blanches représentent probablement les nuages les plus élevés de l'atmosphère, les nuances sombres, brunes ou rougeâtres, les couches inférieures ou, peut-être aussi, le sol de la planète.

Entre le 20° et le 30° degré de latitude australe de la planète, MM. Corder et Terby ont aperçu en 1872, pour la première fois, une grande tache rougeâtre de forme ovale, longue de 42.000 et large de 15.000 kilomètres. Cette tache pourrait bien être un continent en formation qui serait, relativement à Jupiter, dans la même proportion que l'Australie l'est relativement à la Terre.

L'analyse spectrale montre que l'atmosphère de Jupiter, si dense dans ses couches inférieures grâce à l'intensité de la pesanteur, est composée, sauf quelques substances qui paraissent spéciales à ce monde, de la même vapeur d'eau que celle de la Terre. Cette atmosphère est, comme nous l'avons dit, très agitée et soumise à des variations continuelles, qui, chose étrange, paraissent elles-mêmes être en relation avec les taches du Soleil et avoir aussi leur maximum tous les onze ans.

Vers la fin de l'année dernière, en novembre ou décembre 1903, M. Stanley Williams a écrit, dans les *Monthly Notices* (vol. LIX, page 378), que les deux bandes équatoriales de Jupiter changent de coloration dans une période d'environ douze ans et de façon que *la coloration rouge de la bande équatoriale boréale atteigne son maximum quand la bande équatoriale australe est à son minimum et* vice versa.

Pour vérifier complètement la périodicité de cette coloration des bandes équatoriales, il faudra sans doute encore plusieurs observations à l'époque de l'opposition de la planète.

Frédéric Stackelberg.

(A suivre.)

[1] Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*.

Notre prochain supplément sera consacré à la **Guerre**, *le suivant à la* **Magistrature** *et à la* **Loi.**

A NOS CAMARADES

Nous faisons faire un service exceptionnel pour les gares ; nous prions tous ceux qui s'intéressent au développement du journal de bien vouloir le demander et l'acheter dans les gares de leur localité ; et à ceux qui voyagent, dans toutes celles où ils s'arrêtent, afin d'établir un courant de vente normale.



Il est si rare, par le temps qui court, sous le règne du grand accusateur public Jaurès, de voir des socialistes qui le soient réellement, que l'on est obligé de *signaler* l'effort plein d'intérêt que fait le *Mouvement Socialiste* (1) pour ne pas laisser s'embourber toujours plus avant dans les marécages des politiciens qui l'exploitent et en vivent, ce qui reste du « socialisme ».

Certes, je suis loin, pour ma part, de partager toutes les idées émises par les divers rédacteurs du *Mouvement Socialiste*, mais il n'en est pas moins vrai qu'en s'inspirant comme ils le font du mouvement prolétarien qu'est le *syndicalisme* actuel, ils se rapprochent fortement des idées pour lesquelles nous combattons ici depuis déjà pas mal d'années.

C'est ainsi que M. Edouard Berth, dans son article : *Révolution sociale et Evolution juridique*, a admirablement montré la différence profonde qu'il y a entre les réformistes qui se prétendent socialistes — sans l'être en réalité, comme cela ressort de son article — et les syndicalistes révolutionnaires. Voici, du reste, ce qu'il dit à ce sujet : « Le syndicalisme transporte l'idée catastrophique du « pôle de la fatalité capitaliste au pôle de la liberté « ouvrière. Son grand souci est de faire passer le « prolétariat de la passivité à l'activité et de sauvegarder la liberté du mouvement ouvrier aussi bien « contre les « avances » d'un Etat, soi-disant réformateur, que contre les persécutions de l'Etat le « plus réactionnaire ; dans le drame révolutionnaire, le prolétariat ne doit plus être un simple « figurant, mais il doit jouer le premier rôle. »

Faute de place, je ne puis citer que ces quelques lignes, mais l'article est ainsi d'un bout à l'autre et est à lire en entier.

A lire aussi l'article de Robert Michels paru dans le numéro 144 sur *Les dangers du parti socialisme allemand* et qui peut se résumer en ces quelques mots qui nous montrent ce qu'est en réalité le socialisme de l'autre côté du Rhin.

« Le pays qui a donné trois millions de voix aux « socialistes — c'est-à-dire environ le tiers des suffrages exprimés — est politiquement le *plus arriéré* « de l'Europe, à l'exception de la Russie et de la « Turquie. » Et Robert Michels cite des faits et encore des faits à l'appui de ce qu'il avance.

Nous donnerons sans doute cet article en entier dans un de nos prochains suppléments, et Grave pourra le mettre en bonne place lorsqu'il publiera le volume sur *Le Parlementarisme* de notre « *bibliothèque documentaire* ».

A lire encore dans ce numéro et le suivant, l'article d'Edouard Berth sur « Les *discours* de Jaurès », où l'auteur n'a pas de peine à démontrer que Jaurès est, lui aussi, un partisan de « l'ordre, du progrès et de la paix sociale » chers à MM. les bourgeois. Nous ne cessons de le proclamer, mais ce nous est un réel plaisir de voir des socialistes — gare à l'Unité, Monsieur Edouard Berth ! — qui s'en aperçoivent et le disent.

Dans ce même numéro, la préface que H. Lagardelle a faite pour l'enquête sur *La Grève générale* publiée par le *Mouvement Socialiste* et qui a été réunie depuis en volume et dont j'ai l'intention de parler un de ces jours, est à lire.

Enfin, le numéro 146 donne le texte — trop écourté, à mon avis, en ce qui concerne Griffuelhes — de la controverse organisée par la Jeunesse Syndicaliste sur les deux conceptions du syndicalisme entre Keufer et Griffuelhes.

Souhaitons sincèrement que l'unité qui est en train de se « conclure » entre les diverses fractions purement politiques du socialisme, n'influence pas trop l'effort courageux en l'occurence de Lagardelle et que le *Mouvement Socialiste* reste ce qu'il est, et qu'il conserve la ligne de conduite qu'il a actuellement.

Ah ! si la « conquête des pouvoirs publics » n'illusionnait pas trop encore certains socialistes, que de belles choses nous pourrions peut-être faire de concert !

(1) Chez Cornély, éditeur, 101, rue de Vaugirard, Paris.

Dans le numéro 4 de la *Vie Socialiste* (1), revue fondée vraisemblablement pour battre en brèche le *Mouvement Socialiste* qui n'est plus assez orthodoxe, Buré *se montre surpris* qu'en annonçant le premier numéro, j'ai formulé mon opinion en disant qu'elle défendrait « le socialisme gouvernemental ».

Mais, il me semble au contraire qu'en choisissant M. F. de Pressensé comme rédacteur en chef, ce sont les rédacteurs de la *Vie Socialiste* eux-mêmes qui se sont classés. M. de Pressensé était, Buré ne me contredira pas, un des meilleurs soutiens du gouvernement de mouchards qui vient de disparaître. A la Chambre ou comme Président de la *Ligue des Droits de l'Homme*, je crois que le ministère n'a pas eu un mameluck plus fidèle. Je ne crois donc pas que c'est pour combattre la politique qu'il défend, que M. F. de Pressensé a procuré de l'argent pour fonder une revue.

Que Buré, qui lit le *Mouvement Socialiste*, le compare avec la *Vie Socialiste* et la nuance lui apparaîtra comme à moi.

Et ce n'est pas l'article chair et poisson de M. Maxime Leroy : *Le rapport Barthou sur les syndicats professionnels* qui me feront changer d'opinion. L'article est certes fort intéressant, mais le sujet est traité à des points de vue trop juridiques pour être lu avec profit dans la classe ouvrière. A signaler tout de même que M. M. Leroy se prononce avec les syndicalistes révolutionnaires contre la capacité civile et commerciale a accorder aux syndicats.

La plaidoirie de M. A. Briand pour les ouvriers de Cluses n'est qu'une palabre d'avocat. Ministre demain, M. Briand n'hésitera pas un seul instant à envoyer l'armée dans les grèves, si tel est son intérêt de ministre, et tous ses arguments en faveur du droit ouvrier ne tirent pas autrement à conséquence.

La *Vie Socialiste* est pour l'*unité*, et l'unité, personne ne songe à le contester dans les milieux socialistes, c'est le triomphe du Jaurésisme et du socialisme gouvernemental pour la défense duquel, quoi qu'en dise Buré, a été fondée la revue *La Vie Socialiste*.

Des camarades viennent de faire paraître *L'Action Syndicale* (2), organe des syndicalistes révolutionnaires de Toulouse. La tentative mérite d'être signalée et l'on ne saurait trop encourager les initiateurs à persévérer. Les articles, courts, sont suffisants et aideront, j'en suis persuadé, à remonter le courant réformiste qui se manifeste par trop ouvertement à la Bourse du Travail de Toulouse, où l'appât de la subvention annuelle municipale émascule trop les énergies.

Le dessin de la couverture laisse à désirer comme œuvre d'art et mon camarade Lion qui est un typo d'un goût sûr convaincra ses amis de la nécessité de la remplacer par une composition plus conforme à l'esthétique moderne.

Bonne chance à ce nouveau camarade de lutte.

P. Delesalle.



—— **A. I. A. du XIIIe.** — Réunion de la section le samedi 28 janvier, à 9 heures du soir, salle Reigneau, 17, boulevard Arago. Ordre du jour : Ce que doivent être les sections antimilitaristes.

—— **Coopération des Idées**, 157, faubourg Antoine : Vendredi 27. — Série des conférences, organisées par l'Art pour tous, sur les métiers d'hier et d'aujourd'hui. I. Pierre Calmettes : La Chapellerie, le Chapeau à travers les âges, l'Industrie chapelière, le Travail et les Artisans (démonstrations techniques et projections). — Dans la première salle, groupes d'études : Enquête sur les logements ouvriers du faubourg Saint-Antoine.

Samedi 28 — Série des auditions musicales, organisées par Paul Ghio et ses amis, I : l'œuvre de Bach.

Dimanche 29. — Première représentation de *Responsabilités*, pièce en quatre actes de Jean Grave, jouée par les camarades du théâtre populaire de la coopération des idées.

Lundi 30. — A. Thalamas, professeur au lycée Charlemagne : Jeanne d'Arc, la légende et l'histoire.

Mardi 31. — Pierre Leroy-Beaulieu : le Japon et la civilisation moderne.

—— **L'Aube Sociale**, 4 passage Davy. — Vendredi 27. — Oudinot : L'éducation de l'enfant.

—— **Jeunesse Syndicaliste.** — Lundi 30 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, salle des Commissions (Bondy), causerie par le camarade A. Vallet sur : Comment et pourquoi je suis syndicaliste.

—— **Le Milieu Libre**, groupe de Paris, 22, rue de la Barre (18e arr.) — Samedi 28 janvier, jeudi 2 février, à 8 h. 1/2 du soir, causeries.

—— **La Coopérative communiste**, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Samedi 28 janvier, jeudi 2 février, causeries.

Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

—— **La Colonie communiste « Le Milieu-Libre »**, à Vaux, près Château-Thierry (Aisne). — Dimanche 29 janvier, à 2 heures de l'après-midi, réunion générale de tous les adhérents, au local de la Coopérative Communiste, 22, rue de la Barre (18e arr.) Urgence.

—— **Syndicat des employés de l'épicerie.** — Assemblée mensuelle le jeudi 2 février, à 9 h. 1/2 du soir, à la Bourse du Travail, salle des Grèves. Rapport moral et financier. Causerie par le camarade Lesouef : La vie ouvrière en Angleterre.

Fontenay-aux-Roses. — Samedi 28 courant, salle Gautier, place Carnot, à 8 h. 1/2, conférences données par les Veillées ouvrières, sur la solidarité ouvrière et les coopératives.

—— Bordeaux. — **Groupe anarchiste antimilitariste.** — Réunion, dimanche 29 janvier, au Bar International, 65, rue Kléber, à 2 heures. Causerie par Antoine Antignac, qui traitera : Le Socialisme d'autrefois, le Socialisme d'aujourd'hui et l'Anarchie communisme.

—— Limoges. — **Groupe et Bibliothèque anarchiste.** — Dimanche 20 janvier, à 10 heures du matin, réunion des camarades chez Guitard, 18, rue Chinchauvau. Urgence.

—— Lyon. — **Internationale antimilitariste.** — Dimanche, à 3 heures, réunion chez Chamarande.

A 8 heures, réunion salle du Pré-aux-Clercs (cours Lafayette prolongé).

(1) 3, rue de Pondichéry, Paris.
(2) *L'Action Syndicale*, rue Mil huit cent quatorze, n° 42. — L'abonnement, 2 fr. par an.



M., à Saint-Affrique. — En carte postale nouvelle, nous avons le portrait de Louise Michel.

Reçu pour le journal : A., à Venzolasca, 0 fr. 60. — T., à Paris, 2 fr. — O., à Angers, 0 fr. 50. — A. S., à Orléans, 0 fr. 80. — V. H., à Paris, 3 fr. — Un vieil anarchiste beaujolais, 20 fr. — Jean qui marche, 25 fr. — Ansel, 0 fr. 50. — H. B., 0 fr. 50. — E. M., rue T. Excédent sur le Coin des enfants, 1 fr. — C. M., à Toulon, 1 fr. 60. — Severin, 0 fr. 30. — C. F., 10 fr. — Merci à tous.

S., à Creuzier. — H., au Havre. — S., à Ixelles. — L. R., à Carver. — L. J., à Alger. — *Syndicat agricole* de Laredorte. — J. C., à Limoges. — E. J., à Brest. — G. C., à Brest. — T. L., à La Bourgonce. — J., à Lorient. — L. M., à Iucheville. — L., à Epinal. — C., à Couëron. — L. C., à Conliège. — J. G., à Montluçon. — M., à Anvers. — Reçu timbres et mandats.

A NOS ABONNÉS

Je les prie de prendre en note cette recommandation, que je ne leur fais pas sans raison : c'est, en renouvelant leur abonnement, de nous envoyer la dernière bande. S'ils savaient la perte de temps qu'ils peuvent ainsi nous économiser, ils en tiendraient compte.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 40 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ✣ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 4 au 10 Février 1905.*



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 ✣ PARIS-V^e^



Anniversaire de Pierre Lavroff

Les circonstances actuelles imposaient comme un devoir de célébrer cette année, avec solennité, l'anniversaire de la mort de Pierre Lavroff, dont la vie tout entière fut consacrée à la cause de la révolution russe.

A cet effet, un comité s'est formé. Il a réuni dès la première heure des adhésions comme celles d'Anatole France, Lucien Descaves, F. de Pressensé, Octave Mirbeau, Mme de Sainte-Croix, Pierre Quillard, Maurice Bouchor, Ch. Seignobos, A.-F. Hérold, Séverine, Lagardelle, J. Grave, Ch. Guieysse, J. Lermina, Steinlen, Alexandre Charpentier, Ch. Malato, S. Faure, P.-G. La Chesnais, Allemane, Armand Charpentier, Louis Lumet.

Tous ceux qui souhaitent une Russie émancipée du tsarisme assassin se rendront le dimanche 5 février, sur la tombe de Lavroff, au cimetière Montparnasse.

Les quotidiens de samedi et de dimanche donneront à ce sujet des indications plus précises.

A NOS LECTEURS

Encore pas de supplément cette semaine. Mais la semaine prochaine, ayant touché la vente du mois, il y sera sûrement. Il sera consacré au militarisme.

AUX CAMARADES

Devant les événements, prodromes d'une révolution, qui se déroulent en Russie, il est du devoir de tous, de s'employer de leur mieux pour appuyer les revendications du peuple russe.

Nous avons fait tirer, et nous en ferons tirer d'autres, si l'on nous fournit les fonds, des papillons pour être distribués, portant de courtes phrases appropriées.

D'autre part, les camarades russes ont besoin d'argent. Nous ouvrons une souscription et nous partagerons, entre les deux propagandes, les fonds qui nous parviendront.

Et les Principes ?

S'il reste en France encore des républicains croyant sincèrement à une république, ennemie des rois et des despotes, ils doivent être bien peu nombreux, puisque le massacre du peuple russe ne les a pas soulevés, en un élan d'indignation, pour forcer leurs gouvernants à rompre avec la bande d'assassins qui venaient d'opérer là-bas ; ce qui aurait été une occasion propre de rompre ainsi cette alliance monstrueuse, inique, qui est le démenti le plus cynique au bon sens et à la logique : un gouvernement se réclamant de la liberté, et s'alliant au pire des rois absolus.

Rappeler l'ambassadeur français de Saint-Pétersbourg, rendre à celui de Russie à Paris, ses lettres de créance : ce n'eût pas été de la part des gouvernants un acte de crânerie, ils n'eussent été que dans leur rôle. Eux qui se réclament des conquêtes de 89, ne seraient que dans la tradition républicaine.

Malheureusement, il s'est écoulé du temps depuis la prise de la Bastille. A cette époque, la bourgeoisie cherchait à s'emparer du pouvoir ; aujourd'hui, elle y est assise, et a à se défendre contre les réclamations ouvrières. En 1889, le peuple croyait travailler à son émancipation, avait confiance en les promesses que lui faisaient ceux qui le menaient à l'assaut de la royauté. Aujourd'hui, il sait ce qu'en vaut l'aune.

En lutte avec la royauté, non encore corrompus par l'exercice du pouvoir, les bourgeois d'alors prenaient au sérieux leur rôle d'ennemis des tyrans, et, tyrans économiques, ils croyaient pouvoir faire régner la liberté politique.

Mais un siècle d'exercice du pouvoir, les ont assagis. Aujourd'hui, ils flirtent avec les monarques, et baladent à leur bras les grues couronnées qui, autrefois se seraient évanouies de dégoût à la seule pensée d'un tel contact, et auraient fait fouetter le vilain assez osé pour émettre une telle prétention.

M. Delcassé, homme d'Etat sérieux, qui, autrefois, a eu l'honneur de parler au tsar, l'a dit l'autre jour à la Chambre : il ne tolèrera pas que l'on insulte un monarque allié, ce monarque eût-il fait massacrer des milliers de ces sujets, venant lui demander d'appliquer les mêmes réformes qui permettent aujourd'hui, à tous les Delcassé et sous-Delcassé, de se pavaner dans les antichambres de ceux dont leurs pères, proclamaient la mise hors l'humanité!

Du reste, le cabinet issu de malpropres maquignonnages avec les nationalistes doit leur donner des gages.

Et d'abord, ne font-ils pas en petit ce que leur complice fait en grand à Saint-Pétersbourg? Les Fourmies, les Chalon, les Martinique, ne diffèrent que de quantité. La brute Lépine, dont on ne sait quelle complicité avec Loubet, fait que celui-ci le maintient, envers et contre tous, au pachalick du quai des Orfèvres, ne nous donne-t-il pas chaque fois que l'occasion s'en présente, la preuve qu'il ne cherche que l'occasion de faire massacrer le populo. Les assommades de la Bourse du travail ne sont pas si vieilles.

Monarques et républicains sont dignes de s'entendre. Et l'attitude de ces derniers n'est

que la confirmation de ce que nous ne cesserons de répéter : Notre ennemi, c'est notre maître, aussi bien politique qu'économique.

J. Grave.

Notre ami Kropotkine, quoique toujours alité, est cependant en voie de convalescence, et nous demande de le faire savoir aux camarades qui lui écrivent et auxquels il ne peut répondre.

Vendredi dernier, il nous avait expédié le télégramme suivant, qui devait être lu au meeting organisé par la « Confédération du travail » qui devait avoir lieu le soir, salle du « Tivoli Vaux-hall » :

« Le peuple a inauguré la révolution.
« Paysans suivront leurs frères des villes.
« Travailleurs français, aidez-les !
« A bas toute la race traître des Romanoff !

« Kropotkine. »

Ce télégramme a été arrêté par le gouvernement anglais, en vertu de l'article 7 de la Convention internationale, comme étant dangereux pour l'État.

Sans commentaires !

J. G.

LA RÉVOLUTION EN RUSSIE

Comment la France a-t-elle accueilli la nouvelle que, fort de son exemple, instruit par son passé et suivant l'impérieuse loi qui pousse tous les hommes devenus conscients à réclamer le droit de se gouverner eux-mêmes, le peuple russe s'était soulevé contre son tyran?

Parmi les organes de la presse bourgeoise, le *Figaro* consacre quelques lignes en troisième page aux « Grèves de Russie », la *Patrie* les qualifie d'émeutes fomentées par des agents japonais, le *Journal* et le *Matin* accusent les reporters anglais d'avoir lancé des nouvelles pessimistes et leur opposent les appréciations officielles du gouvernement russe! Le *Petit Journal* et le *Petit Parisien*, moins sûrs de l'imbécillité de leurs lecteurs, publient tous les renseignements qui leur sont parvenus, et avouent que la censure en arrête beaucoup au passage.

Personne, en France, ne peut tout au moins ignorer qu'il se passe en Russie quelque chose de très grave. Mais les emprunts russes ont drainé environ douze milliards d'argent français, sorti principalement de la bourse des petits rentiers, fonctionnaires, commerçants et autres membres de la bourgeoisie, c'est-à-dire des classes gouvernantes.

Il faut voir les visages anxieux à l'idée que les titres vont baisser à la Bourse et peut-être subir un krach définitif ! Et c'est pour ces gens-là qu'a été faite notre Révolution ! c'est pour permettre d'acquérir ces capitaux avec lesquels ils ont fourni des subsides au tsar, que nos pères se sont fait tuer par les soldats du roi, comme se font tuer en ce moment les ouvriers de Saint-Pétersbourg et de Moscou !

Pour ne pas les laisser trop hostiles au mouvement révolutionnaire russe, Gérault-Richard croit habile de leur expliquer que leurs fonds seront bien mieux garantis par le gouvernement démocratique qui surgira de la ruine du tsarisme que par le tsar lui-même. Vains efforts! politique superflue! Tout homme qui a capitaux devient, par ce fait même, fervent ami de l'ordre, partisan ferme de l'autorité et quelle meilleure autorité peut-il y avoir pour maintenir l'ordre que celle d'un maître unique, omnipotent, qui impose par une puissante force armée sa volonté à un troupeau aveuglément soumis?

Sans s'inquiéter d'augmenter les angoisses des détenteurs de fonds russes, il faut que les Français sachent que c'est bien la Révolution qui commence en Russie, la Révolution libératrice qui ne s'arrêtera pas à quelques vagues concessions de détails, qui ne peut être étouffée par les fusillades ou muselée par les coups de fouets des cosaques, mais qui emportera le gouvernement despotique du tsar, quoi que fasse celui-ci pour l'arrêter.

Ce qui permet d'affirmer cela, c'est moins la lecture des faits actuels, malgré leur évidente importance, que la relation qui existe entre ces faits et les conditions qui les ont provoqués.

Alors que dans la plupart des révolutions connues dans l'histoire, les causes multiples doivent être recherchées jusqu'aux origines des peuples et que, par suite, le mouvement insurrectionnel est confus, traversé de saccades et de retours en arrière qui font dépendre son succès, pour une grosse part, des circonstances du moment, nous voyons au contraire les événements se dérouler en Russie avec la logique implacable, la rigueur mathématique du mouvement d'un corps inanimé obéissant à une loi physique : tel un rocher dont l'équilibre devait se rompre, et s'est enfin rompu, va fatalement rouler, bondir sur la pente avec une vitesse progressivement accrue, jusqu'à ce qu'il ait trouvé une nouvelle condition d'équilibre, au moins pour un certain temps.

La société russe n'était pas dans des conditions d'équilibre, cela est facile à montrer. Nous y voyons, d'une part, l'autorité, une seule : le tsar, c'est-à-dire une icône, une image sacrée qui rend des oracles plus ou moins discordants, car, par sa bouche parlent différents personnages qui, dans la coulisse, manœuvrent ce solennel pantin. C'est l'impératrice mère rompue à l'exercice du pouvoir, n'ayant rien abdiqué, conservant sa cour, ses fidèles, ses créatures aux premières places et possédant une d'autant plus grande influence qu'elle représente la tradition des règnes précédents.

En face d'elle, se dresse l'impératrice régnante qui n'était rien en tant que femme du maître, mais devenue une autorité de premier ordre en tant que mère de l'héritier du trône.

De leur côté, les grands-ducs, beau-frère et oncles du tzar, revendiquent une place prépondérante dans le conseil de famille qui décide du sort de tout un peuple. Ces grands-ducs, nous les connaissons. Ils ont tenu à honneur de fréquenter nos cercles, nos champs de courses et ont poussé le snobisme jusqu'à visiter le « Château Rouge » et le « Père Lunette »... sous la sauvegarde vigilante d'une police renforcée, bien entendu !

Ils estiment ainsi avoir acquis un cachet parisien, et les Parisiens qui les ont vu à l'œuvre ont été plutôt dégoûtés des instincts de brutes qui se révélaient au cours de leurs ivresses, plutôt fréquentes.

Enfin, un personnage étranger à la famille a cependant voix prépondérante au conseil — c'est le procureur du Saint-Synode, le représentant suprême, stupide et farouche de la religion dont il est le pape réel, tandis que le tsar n'en est que l'image. Il faut remonter, en Europe, à l'époque de l'inquisition pour se représenter la mentalité et la puissance de ce juge secret et sans appel qui, au nom de Dieu, fait arrêter, condamner, emprisonner, tuer qui lui semble suspect de s'opposer au triomphe de sa doctrine.

Le tsar, c'est tous ces gens-là. Ce sont eux qui dictent les ordres qu'il donne.

Pour exécuter ces ordres, une cohorte de policiers. On ne peut donner d'autre nom à aucun des serviteurs du tsarisme, car, depuis le premier ministre jusqu'au moindre concierge, depuis le généralissime des armées jusqu'au dernier soldat, préfets, juges, et jusqu'aux rédacteurs des journaux permis, ils obéissent tous servilement au maître dont la faveur assure leur fortune. Il sont prêts à accomplir les plus basses besognes, à massacrer des citoyens paisibles, des femmes et des enfants comme à Kitchineff, à déporter, après un simulacre de jugement, ceux qu'on leur désigne, fussent-ils l'honneur de la nation, à achever les passants que les charges de cosaques ont parqués dans des cours, comme on l'a vu récemment, enfin à surveiller, à espionner tous ceux qui paraissent enclins à ne pas admettre aveuglément l'autorité du maître, ou qui sont seulement coupables de pitié envers ses victimes.

En revanche, comme tous les valets, ils volent leur maître, pillent les trésors, tripotent avec les fournisseurs, quitte à se dénoncer mutuellement pour s'élever par la disgrâce de leurs collègues. Ce sont ces gens-là qui ont détourné à leur profit les fonds recueillis pour les soldats blessés, qui ont fait disparaître des milliers de traverses destinées à la construction du transsibérien, qui ont envoyé aux soldats mourant de froid, des vêtements impossibles à utiliser et ont joué le principal rôle dans les désastres prévus de l'armée russe. Mais l'armée elle-même! Comment pourrait-on compter sur la solidité de troupes qui ne se sont jamais exercées que sur des femmes. On oublie trop facilement que la Russie n'a remporté de succès que sur des nations manifestement inférieures. Pour la première fois, elle a trouvé dans le Japon un ennemi organisé; le résultat ne pouvait être qu'une défaite complète.

Telle est l'autorité représentée par le tsar, son entourage et ses agents.

En dehors d'eux, il y a le peuple, tout le peuple. Personne, parmi ce peuple, ne peut avoir la moindre part aux affaires, sinon de verser son argent pour la caisse du tsar et son sang pour accomplir ses volontés.

Personne n'a le droit d'exprimer un avis, même dans une réunion intime, si cet avis n'est pas favorable à la manière de voir officielle.

On n'est même pas libre de se réunir pour venir en aide aux malheureux, comme on l'a fait voir au grand écrivain Tolstoï, quand il provoquait des souscriptions en faveur des paysans mourant de faim.

La vie se passe donc pour les riches à faire la noce, pour la masse du peuple à travailler en silence, misérablement, sous l'œil vigilant de la police, et à subir, sans se plaindre, les peines diverses qu'il plaît à celle-ci de lui infliger.

Le peuple, d'ailleurs, n'est pas diversifié à l'image des nations européennes, comme l'Angleterre ou la France par exemple.

La plus grosse part est une masse sans organisation, sans cerveau, pourrait-on presque dire, vivant dans des huttes sous un climat rigoureux, n'ayant comme nourriture qu'une ration insuffisante et comblant la différence avec de l'alcool que lui vend le gouvernement ; complètement illettré dans la proportion de 90 sur 100, le paysan russe a été laissé à l'état d'esclave dont on ne lui a retiré que le nom. Les peines corporelles sont encore admises envers lui, et le fouet est un des moyens de le rappeler à l'obéissance servile et à la nécessité du travail forcé.

Voilà certes une admirable organisation ; les partisans de l'autorité ne peuvent en envisager de plus parfaite. Rien n'y manque, depuis l'unité de direction jusqu'à la nécessité absolue de l'obéissance passive.

Comment se fait-il qu'une si belle machine n'ait pu marcher plus longtemps? On en a accusé l'infiltration de nos idées françaises révolutionnaires; on a incriminé les juifs, enfin on a trouvé la faute dans la coupable faiblesse des tsars qui ont laissé trop de liberté à la presse !!

Avec un peu de bon sens, on peut se rendre compte que l'organisme portait en lui-même les sources de sa destruction.

Parmi les serviteurs du tsar, il en est auxquels une certaine instruction est nécessaire.

Bureaucrates, officiers, pages, magistrats, préfets, ont besoin de revêtir au moins l'apparence de gens qui savent, qui pensent, peuvent raisonner. Un certain nombre de jeunes gens, aussi bien parmi les nobles que parmi les fils de paysans ou petits artisans, ont donc reçu de l'instruction. Quels que soient les soins pris par l'autorité de ne donner que l'instruction conforme à ses desseins, plusieurs de ces jeunes gens ont réfléchi au cours de leurs études et,

ayant réfléchi, ils ont compris l'injustice du régime. Avec l'ardeur du tempérament slave et l'enthousiasme des âmes neuves, ils ont sacrifié à leurs convictions leurs intérêts matériels. Les uns ont renoncé à entrer dans l'administration tsariste et employé au contraire toutes leurs forces, tout leur savoir à la combattre. D'autres ont endossé la livrée, mais à la faveur de ce déguisement luttent avec d'autant plus d'efficacité contre le maître détesté.

Mais quel genre de lutte peut-on engager dans un pays où la voix est étouffée? Qui peut-on convaincre dans un peuple où la masse ne peut rien entreprendre et où le public n'a aucune action sur le gouvernement?

Il n'était qu'un moyen terrible mais nécessaire : à l'emploi constant de la violence répondre par la violence. Aux massacres des gens désarmés, aux emprisonnements et déportations sans jugement, ont répliqué les assassinats des maîtres et de leurs principaux séides. C'est la conséquence lamentable et fatale d'un ordre de choses contre nature. Le fer appelle l'or, a dit un jour au troupeau parlementaire un de nos oisons les plus huppés. La vérité éternellement prouvée c'est que le fer appelle le fer, qu'un régime de terreur entraîne des actes de terrorisme et que toute force vitale comprimée réagit avec violence.

Mais ces actes violents par lesquels seuls se manifestait la vitalité du peuple russe, seraient restés encore longtemps individuels et espacés si parmi les serviteurs du tsar, il ne s'en était trouvé deux dont le zèle maladroit a singulièrement précipité la marche des événements.

Witte s'avisa qu'au lieu d'acheter à l'étranger tous les produits manufacturés nécessaires en temps de paix et surtout en temps de guerre, il était tout indiqué d'utiliser pour l'industrie la main d'œuvre si peu coûteuse et si abondante de son pays. Il ne manquait à la réalisation de ce plan que les capitaux. L'alliance franco-russe fut conclue uniquement pour les obtenir de nos bons gogos de bourgeois patriotards, dont les économies servirent à acheter en Allemagne tout un outillage industriel.

Elevant plus haut ses visées, le même Witte entreprit avec de nouveaux capitaux français, la construction du chemin de fer transsibérien, qui mettait la Russie à même de s'attribuer la meilleure part du gâteau, dans le morcellement escompté du territoire chinois.

La transformation de la Russie, pays jusqu'ici purement agricole, en un pays industriel, et sa domination en Extrême-Orient, tels apparaissaient les résultats brillants du génie organisateur du tout-puissant ministre.

Mais il se produisit des conséquences qui n'avaient point été prévues.

Le paysan transporté de son village à l'usine, se transforma rapidement en un ouvrier conscient de ses droits, grâce à l'admirable propagande des étudiants et étudiantes et à la lecture des journaux étrangers, introduits en dépit de la police. Celle-ci crut avoir astucieusement détourné le courant par la création de syndicats jaunes jouissant de toute liberté de réunion et patronés par les autorités capitalistes, administratives et ecclésiastiques.

C'est un de ces syndicats que présidait le pope Gapone qui mène actuellement la masse prolétarienne à l'assaut du tsarisme!

Cependant les Japonais directement menacés dans leur besoin d'expansion et dans l'intégrité du monde jaune, n'attendirent pas que l'œuvre russe eût porté ses fruits pour la combattre avec le succès que l'on sait.

Guerre étrangère et guerre civile découlent donc également de l'œuvre du ministre organisateur Witte.

Celui qui lui succéda dans la faveur du tsar, le sinistre Plehwe, accrut le désastre : son esprit étroitement bureaucratique rêva l'unification absolue sous les mêmes lois et dans la même soumission de tous les peuples de races différentes qui subissent l'autorité du tsar, et ce rêve, il l'accomplit avec la brutalité du valet qui commande par la bouche du maître. Les massacres des juifs, la mainmise sur les fonds des Arméniens, l'état de siège en Pologne, la suppression de la constitution de la Finlande, jugée intangible par tous les tsars y compris le tsar actuel, autant de crimes qui firent passer à l'état de révoltées des populations jusque-là paisibles et soudèrent en un bloc révolutionnaire des éléments séparés par des origines, des mœurs et des aspirations différentes.

Les protestations se firent entendre de toutes parts. Maréchaux de noblesse et pauvres étudiants, avocats et médecins, écrivains et hommes de science, de tous les coins de l'empire russe, tous ceux qui pensent, qui voient l'effroyable misère du peuple, accrue comme à plaisir par les mesures arbitraires d'une administration follement sanguinaire, tous ceux qui savent qu'on marche à une catastrophe inévitable, élèvent la voix dans les réunions privées ou publiques et dans les seules assemblées réalisant un semblant de gouvernement provincial élu.

Le tsar refuse de les écouter, réprime les incartades de la presse, fait empêcher par sa police toutes réunions, où l'on s'occupera des affaires du pays.

Encore une fois celui-ci ne peut employer que la violence pour faire valoir ses revendications, son droit à la vie!

Et cependant il ne s'y résoud pas encore. Il ne veut pas croire que le tsar, celui que tout le peuple appelle un père, soit l'instigateur de toutes ses souffrances; non, ses agents seuls sont coupables, et lui laissent ignorer les plaintes du peuple qu'ils maltraitent.

Mais ils iront vers lui, ces enfants du peuple, ces pauvres ouvriers ; guidés par un prêtre, celui-là même qu'on a chargé de les organiser en syndicats soumis, et précédés des saintes images, parmi lesquelles l'image sacrée du tsar, ils obtiendront bien de le voir lui-même, de soumettre directement au maître tout-puissant les doléances de son peuple qui l'aime, n'a confiance qu'en lui pour soulager ses misères et lui demande de le défendre contre ceux qui abusent de son nom.

Cette touchante naïveté d'un peuple encore enfant, a été brusquement changée par le massacre en la conscience que les hommes n'ont à compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur propre sort.

Le tsar n'est plus notre tsar, a clamé avec le pope Gapone, le peuple russe mutilé par son tyran.

Et maintenant, il n'y a plus de tsar. Condamné à une mort certaine par le groupe des justiciers, réduit peut-être auparavant à la fuite en pays étranger et, qu'importe mort ou vivant, il n'a plus d'autorité sur son peuple. Il a brisé lui-même avec les balles de ses policiers l'emblème de sa puissance.

Déchu pour ses propres sujets, il doit l'être pour le monde entier.

Et nous, Français, qui n'admettons plus d'autocrates, qui avons, de notre sang, tracé au monde la voie qui mène à la liberté, il est grand temps que nous rompions le pacte infâme que notre inertie a laissé un gouvernement de capitalistes et de gens d'affaires nous imposer.

Il n'y aurait qu'un moyen de laver cette tache de notre histoire : que sans distinction d'opinions politiques ou sociales, sans calculs d'intérêts, tous les Français soient unanimes à réprouver non pas seulement le massacre du 22 janvier, mais la tsarisme, dont ce n'est pas le premier méfait.

Voilà ce que ferait la France, si elle était encore capable de montrer quelque vigueur ou seulement quelque liberté d'esprit.

Mais nous ne nous leurrons pas de telles illusions.

Nous savons trop bien que le portefeuille qui alourdit la poche, empêche l'esprit de s'égarer dans les généreuses utopies qui pourraient diminuer le taux de la rente.

Tant mieux! au moins la preuve sera faite pour les moins clairvoyants que les nationalités ne sont qu'une fiction, et que, dans tous les pays, les mêmes besoins réunissent ceux qui n'ont rien contre ceux qui ont trop.

Continuez bourgeois, capitalistes, nationalistes, militaires, partisans effrénés de l'autorité, à soutenir de vos subsides le massacreur de Saint-Pétersbourg. Vous êtes dans votre rôle.

Mais vous tous, ouvriers de la terre et de l'usine, prolétaires des mains ou du cerveau, manifestez hautement que vous ne participez pas au trafic honteux de ceux qui, aux yeux de l'étranger, portent le même nom que vous.

Dites bien haut que l'ami des capitalistes français est l'ennemi du peuple français; faites savoir au peuple russe que ses souffrances sont les vôtres, que leur cause est la vôtre; revendiquez votre part dans l'origine de la révolution russe, fille de la révolution française, et aidez de tout votre pouvoir ceux qui livrent là-bas le combat qu'ont livré vos pères, pour qu'ils ne laissent pas comme chez nous, leur victoire profiter seulement à de nouveaux tyrans.

Plus que tout autre peuple, la Russie se prête à l'établissement immédiat d'une organisation communiste qui existe déjà en germe, dans toutes les campagnes.

Que le peuple balaie toutes les autorités capables de maintenir les populations courbées sous un gouvernement central, qu'il affirme sa prétention à s'administrer lui-même, sans le secours d'aucun délégué élu par quelque suffrage que ce soit, qu'il rende, de ce fait, inutiles la police et l'armée, les magistrats et les préfets!

Cela fait, croyez-vous que le peuple russe n'aura pas seulement travaillé pour lui, mais aussi pour nous et l'humanité tout entière!

Nul ne peut prévoir où s'arrêtera le soulèvement d'une masse d'hommes, hier encore presque esclaves, marchant à pas de géants vers l'émancipation.

Quelles que soient les limites que les circonstances imposent momentanément à leur action, elle est de celles qui se répercutent sur tous les gouvernements, sur tous les peuples.

Dès maintenant l'autre autocrate, le kaiser allemand, peut envisager la destinée de sa couronne, et les gouvernements qui n'ont de républicain que le nom, peuvent voir quelle sécurité comporte l'injustice appuyée par la violence.

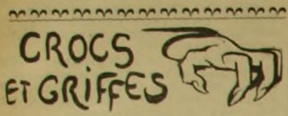
Mais il dépend grandement de vous, de l'attitude du prolétariat du monde entier que la libération du peuple russe soit plus ou moins complète d'un coup.

Unissez toutes vos forces, et qu'un grondement souterrain propagé partout, où existe une société soumise à l'autorité de quelques-uns, manifeste l'éveil du volcan endormi, mais non éteint, et empêche vos maîtres à tous de venir en aide à celui qui va chercher à étouffer dans le sang la révolte de ses sujets.

Michel Petit.

Notre petit format ne nous permet pas d'insérer les ordres du jour contre les bandits russes. Nous invitons les groupes à les envoyer à Paris, rue de Grenelle à l'ambassade russe. Nous lui avons fait parvenir ceux que nous avons reçus.

Nous publierons dans notre prochain numéro, le commencement d'une série d'articles de notre ami Pierrot : **L'esprit de révolte.**



L'armée. — Comme chacun sait, est instituée pour défendre le sol natal, et... au besoin... envahir celui du voisin.

Seulement, quand ce dernier a mauvais caractère, et qu'il fiche une raclée à l'armée nationale, celle-ci se rattrape en fusillant ses concitoyens qui réclament un peu plus de bien-être, un peu plus de libertés.

Tous nos gradés militaires qui, en 1871, fuyaient comme des lapins devant les Prussiens et rendaient leurs armées par centaines de mille hommes, se rattrapèrent en fusillant 35.000 Parisiens.

La même histoire se répète en Russie.

Les officiers russes qui ne savent que se faire battre par les Japonais, viennent de prendre leur revanche sur les ouvriers, leurs compatriotes désarmés.

L'armée n'est instituée que pour la défense du capital et de l'autorité; c'est ce que nous enseigne l'histoire.

⁂

A la sortie du meeting de lundi, à la salle du Tivoli, une bombe lancée sur les policiers en a blessé trois.

Quelques-uns disent que c'est une manœuvre des policiers russes, pour forcer le gouvernement français à réprimer les manifestations contre les massacreurs.

Cela se pourrait; comme il se pourrait également que ce fût l'acte de quelqu'un qui serait outré de la brutalité des policiers venant à tout moment, et hors propos, avec une sauvagerie digne des cosaques de Nicolas, assommer et violenter les citoyens lorsqu'ils veulent exercer ce droit qu'on leur a toujours nié : celui de manifester librement leur volonté, où, et quand il leur plaît.

D'où vient la bombe ? que ce soit de policiers russes, ou d'un solitaire las de recevoir les coups de sabre de l'épileptique Lépine, ce sont bien en tout cas des provocations policières qui l'ont amenée. Et Lépine qui en cherche les auteurs, pourrait s'arrêter comme le premier responsable.

J. Grave.

L'Agitation antitsarienne

C'est par une réprobation universelle que le monde civilisé a accueilli la nouvelle des massacres de Saint-Pétersbourg. Au lendemain même de cette effroyable tuerie, l'indignation était si profonde que de toutes parts, et simultanément, les organisations ouvrières ou socialistes et anarchistes et même simplement démocratiques, se levaient et se mettaient en mesure d'organiser un puissant mouvement d'agitation.

Dès le lundi soir, la commission de l'*Union des syndicats de la Seine* décidait de flétrir les massacreurs au nom des organisations ouvrières de Paris, et de convoquer la population à un grand meeting qui a eu lieu effectivement le vendredi suivant.

Plus de 4.000 personnes avaient répondu à l'appel de l'*Union des syndicats* et c'est à peine si la salle du *Tivoli* fut assez vaste pour contenir la foule indignée.

C'est tour à tour Rubanovitch, au nom des socialistes russes, la brave Séverine qui termine sa belle péroraison par cette adresse au tsar: « Caïn qu'as-tu fait de tes frères? »; Anatole France qui commence son discours par ces mots : « Le tsar a tué le tsarisme », puis successivement nos camarades S. Faure, Liard Courtois, Yvetot et Malato, etc., qui tous, dans une belle note révolutionnaire, stigmatisent comme il convient les assassins d'ouvriers et leur maître. C'est au milieu d'une immense clameur et aux cris de « A bas le tsarisme ! et Mort au tsar ! » que prend fin cette belle réunion qui fut aussi une superbe manifestation prolétarienne.

A la sortie, Lépine qui ferait bonne figure au milieu des assassins de Pétersbourg, est là avec tous ses argousins et, à plusieurs reprises, il s'en faut de peu que le sang coulât. Ses brutes s'acharnent plus particulièrement sur les Russes venus nombreux à la réunion. Plusieurs arrestations sont même opérées.

Mais ce n'est là qu'un meeting et presque chaque jour de la semaine d'autres se sont tenus.

Ce fut d'abord celui des étudiants, salle de l'Athénée, le mercredi. Le même jour les socialistes russes, présents à Paris, prenaient part à une réunion provoquée par l'organisation *Le Bound* et les social démocrates. Le vendredi, salle des Mille Colonnes, les autres groupes russes se réunissaient également, puis les polonais le samedi.

Lundi les socialistes organisaient à nouveau, avec le concours de la Confédération, un nouveau meeting dans la salle du *Tivoli*. Les orateurs habituels du parti socialiste y ont pris la parole, ainsi que nos camarades Villeval et Yvetot. Salle comble et enthousiaste et c'est à nouveau aux cris de : « A bas le tsarisme ! Mort aux assassins! » que se termine la réunion. Les mesures de désordre du sieur Lépine ont donné lieu à des bagarres et un certain nombre d'arrestations ont naturellement été opérées. A la sortie une bombe a éclaté, blessant quelques gardes municipaux qui formaient un barrage sur la place de la République.

Et les meetings continuent à succéder aux réunions; mercredi ce sont les Universités populaires qui en organisent une avec le concours de Louis Havet, F. Jourdain, Lagardelle, O. Mirbeau et notre ami Pierre Quillard.

Puis ce sera vendredi une grande réunion universitaire à la salle des *Sociétés Savantes*, où de nombreux professeurs doivent prendre la parole. Et tout cela indépendamment des nombreuses réunions de quartier organisées un peu partout.

Enfin la Confédération générale du travail fait un appel par par voie d'affiches à toute la classe ouvrière pour engager les Bourses du travail à organiser de toute part des réunions et des manifestations. Voici comment se termine cet appel :

« Des meetings peuvent s'organiser partout à la « suite desquels des ordres du jour de protestation « seraient adressés à l'ambassade russe et communi- « qués à la presse.

« De tous les coins de la France, faisons parvenir « des encouragements à nos frères les ouvriers russes « en révolte. Souhaitons hautement que la Révolu- « tion sociale en Russie renverse à jamais l'autocratie « des tsars et affranchisse définitivement le Peuple. « Cela aurait, en France, une heureuse et salutaire « répercussion dans le monde ouvrier.

« Par des manifestations importantes, clamons « notre mépris des tyrans et proclamons notre « sympathie pour ceux qui les veulent supprimer.

« Camarades militants des Bourses, agissez vite « en faveur des martyrs du tsarisme, en faisant toute « l'agitation que vous pourrez.

« A bas tous les tyrans assassins! Vive la solida- « rité internationale des travailleurs. »

A l'étranger l'agitation n'en est pas moins vive; c'est de toute part une unanime réprobation et partout ce n'est qu'une clameur d'indignation pour flétrir les assassins et le mannequin couronné qui se cache à Tsarskoïé-Sélo.

A Bruxelles, à la sortie d'une réunion, où les orateurs ont flétri la guerre et les événements de Saint-Pétersbourg, un cortège s'est formé et s'est dirigé vers l'ambassade de Russie devant laquelle les cris ont été poussés : « A bas le tsarisme ! A bas les assassins ! »

A Vienne, en Autriche, des meetings ont été tenus sur plusieurs points de la capitale et des manifestations ont eu lieu ; une rencontre entre la police et les socialistes qui, au nombre de deux ou trois mille, manifestaient dans la rue en faveur des révolutionnaires russes et criaient : « A bas le tsar! » a provoqué des bagarres; la police, partout la même, a opéré des arrestations.

En Italie, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes, notamment à Crémone, à Ravenne, à Florence, à Lucques, à Milan, à Naples et à Lugano.

A Milan, elles ont pris un caractère d'importance tout particulier.

A la suite de ces faits, le gouvernement a décidé d'empêcher toutes les manifestations qui se produiraient encore contre la Russie.

La plus importante a été celle de Rome, malgré l'interdiction des autorités, qui avait prescrit un grand déploiement de forces place du Peuple et le long du Corso jusqu'au Capitole, où les manifestants voulaient se rendre en cortège.

En Suisse, de nombreux meetings et manifestations ont également eu lieu, à Zurich ; le docteur Adler prit la parole au nom des organisations ouvrières d'Allemagne et d'Autriche, le conseiller national Greulich au nom des socialistes suisses; à Berne, où les réfugiés russes firent signer aux assistants, presque tous étudiants, une adresse de sympathie pour les martyrs de la liberté; à Genève, à Londres enfin, plusieurs vastes meetings ont eu également lieu.

Je n'en finirais pas s'il me fallait même simplement enregistrer toutes les manifestations de réprobation contre les honteux assassinats qui ont ensanglanté Saint-Pétersbourg.

La révolution russe qui commence, a, l'on peut le dire, l'entière sympathie du monde civilisé. Et cela est une force avec laquelle il faut compter et qui aidera les travailleurs russes à vaincre et à renverser le dernier des Romanoff assassin de son peuple.

P. D.



Franco.

Quand un civil frappe un officier (ce qui arrive rarement), les tribunaux le condamnent. Quand un officier frappe un civil (ce qui arrive souvent), les conseils de guerre l'acquittent. Civils et officiers sont toujours dans la situation respective des vilains et des gentilshommes de jadis. M. Cazenave de la Roche, lieutenant au 160ᵉ d'infanterie (Toul), doublement aristocrate, puisque noble et officier, a donc été acquitté par le conseil de guerre du 10ᵉ corps (Nancy) pour voies de fait sur le directeur du journal *la Moselle*.

L'un des témoins qui vinrent déposer en faveur du lieutenant fut le général de Nonancourt, autre noble, commandant la 78ᵉ brigade d'infanterie. Il lut une déposition dont voici le meilleur passage :

« Son geste, messieurs? Il est celui qui éclate aujourd'hui tous les jours devant l'indignation générale. J'espère même qu'il ramènera l'apaisement, car ce geste imposera et forcera le respect aux officiers.

« La crainte, dit le proverbe, est le commencement de la sagesse. Je vois encore à Paris, en 1871, au lendemain de la Commune, tous s'écartant devant les officiers.

« La tendance actuelle est visible.

« La révolution sous la forme de l'antimilitarisme veut sa revanche. Si on la laissait faire, l'officier n'aurait plus sa place au soleil. »

Ainsi il paraît qu'en 1871, au lendemain de la Commune, tous s'écartaient devant les officiers. C'est assez probable. Seulement, cet empressement à s'écarter d'eux provenait-il d'un sentiment de respect? J'en doute. Devant des bourreaux ou des assassins, les bourgeois s'écartent de frayeur, et les honnêtes gens de dégoût.

M. de Nonancourt semble souhaiter le retour de cette heureuse époque. Il est comme les officiers russes, ses amis : dans l'impossibilité de remporter des victoires sur les étrangers, il aimerait en remporter sur ses concitoyens.

⁂

On n'a peut-être pas prêté assez d'attention à ce fait que le ministre de la guerre actuel est... un agent de change. C'est tout un symbole. L'armée dirigée et représentée par un financier, cela montre assez clairement que sa véritable mission est la défense des coffres-forts.

⁂

Beaucoup de bruit a été fait au sujet de la délation et des dossiers secrets, et bien des gens insistent pour que désormais le gouvernement se fasse au grand jour et que les renseignements pris soient communiqués aux intéressés. Voilà qui est bien. Mais il est évident que ce système doit s'étendre à tous les citoyens, ou alors ce n'est qu'une moquerie.

Car il n'y a pas que MM. les officiers qui soient l'objet de la mouchardise. Il y a aussi — et personne ne semble y penser — tous les militants, tous les révolutionnaires, tous les anarchistes. Je ne demande pas que le gouvernement, que la police cessent envers eux tout espionnage, toute surveillance. Je ne suis pas aussi naïf. Mais je demande que les dossiers formés sur eux cessent d'être secrets, à l'exemple de ceux concernant les officiers, et leur soient communiqués chaque fois qu'ils en feront la demande. Il est inadmissible qu'on refuse de faire pour une catégorie de citoyens ce qu'on fait pour les autres. Et cette réforme des mœurs gouvernementales vis-à-vis des révolutionnaires, s'impose d'autant plus que les enquêtes et les rapports faits sur eux sont confiés à des gens de moralité très douteuse, pour ne pas dire nulle, des gens vivant constamment dans la dissimulation, la fourberie, le mensonge. Il faut que ceux qui sont victimes de leurs calomnies puissent les connaître et les réfuter.

Si les politiciens qui protestent avec une si vertueuse indignation contre les fiches secrètes des officiers, ne protestent pas avec autant de force contre les dossiers secrets des révolutionnaires, nous aurons le droit de dire que ce sont que des polichinelles.

∴

Nos lecteurs connaissent l'affaire Célina Renoir. J'en ai parlé à deux reprises. On se souvient qu'à la suite des traitements subis dans la prison de Lille, cette jeune fille, coupable seulement d'avoir passé en fraude des boites d'allumettes, a eu les pieds gelés, puis amputés. Son père fit une demande de rente viagère en réparation du dommage causé (comme si une pareille demande devrait être nécessaire!), et le ministre de l'intérieur a bien voulu lui accorder 800 francs de rente.

C'est mieux que rien. Mais vraiment, y a-t-il équilibre entre ces 800 francs annuels et le supplice infligé à cette jeune fille par des garde-chiournes, l'atroce infirmité qu'on lui à infligée, sa vie gâchée, sa jeunesse brisée?

R. Ch.

Firminy. — « Quand on a de bons bras, du courage, du cœur, et surtout bonne envie de travailler, on peut toujours gagner sa vie. » Qui ne connaît ce cliché. Eh bien? voyons comment les femmes de Firminy et des environs *gagnent leur vie.*

Parlons d'abord des clapeuses. Accroupies dans les vagons, ou debout le long d'une trémie métallique, elles trient les pierres, les crus, qui se trouvent mêlés au charbon.

Elles font environ dix heures de travail et gagnent de 30 à 40 sous par jour.

Un grand nombre de femmes sont occupées au dévidage de la soie et au tissage mécanique. Dans les principales maisons, les tisseuses se font également deux francs par jour mais les tisseuses gagnent beaucoup moins.

Dans les petits ateliers de dévidage, les filles et femmes gagnent de 12 à 25 sous par jour. Quelques-unes travaillent à domicile avec un rouet qui est leur propriété; mais si l'on tient compte — et il le faut — de la perte de temps occasionnée pour rendre le travail, elles ne font pas plus de vingt à vingt-cinq sous par jour.

Les couturières gagnent de 1 fr. 50 à 2 francs. Les femmes qui vont faire des ménages, laver des planchers, etc, sont payés quatre ou cinq sous l'heure.

Enfin les boulonneuses, très nombreuses au Chambon, gagnent de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 par jour. Mais elles font un travail répugnant par la mauvaise odeur des huiles et salissent beaucoup d'effets. Encore les journées de 2 fr. 50 sont-elles exceptionnelles et la moyenne ne dépasse pas 2 francs.

Les tailleuses de limes travaillent toutes à domicile et en dehors des heures données aux soins du ménage. Pour celles qui se tiennent au tas, la journée entière est d'environ 1 fr. 50 à 2 francs.

En général, les femmes qui gagnent plus de 2 francs par jour sont rares, très rares, et si l'on compte seulement 300 journées de travail dans l'année, bien peu même atteignent cette journée de 2 francs.

Voilà donc avec quelles ressources les femmes doivent vivre et se créer des rentes pour leur vieillesse.

Mais bien peu possèdent un bas de laine!

R. Galhauban.

Montpellier (1). — Ville très bourgeoise et peu industrielle. Par conséquent, peu d'ouvriers.

Les salaires varient de : 5 francs, pour les maçons, tailleurs de pierres, ébénistes, forgerons, tourneurs, sculpteurs; à 4 fr. 50 ou 4 francs, pour les serruriers, menuisiers, ajusteurs, tapissiers, conducteurs de machines, typographes et 3 fr. 50 ou 3 francs, pour les hommes de peine. La journée de travail est de 10 heures, 9 pour les typos.

Depuis la grève, quelques agriculteurs gagnent 50 centimes de l'heure, soit 3 francs pour six heures de travail, mais beaucoup de propriétaires sont revenus à l'ancien tarif de 2 fr. 50.

Beaucoup de femmes d'ouvriers vont faire des ménages en ville; on les paie à peu près à raison de 15 centimes l'heure. Les modistes, les couturières, etc, gagnent en moyenne 2 francs par jour.

A signaler aux métallurgistes, la fabrique de meubles en fer, Ray et Tremblay, dans laquelle la façon *complète* des chaises articulées, est payée 18 francs le 100. Le reste à l'avenant.

L'endroit où les travailleurs sont le plus exploités, est la pestilentielle fabrique de savons et bougies du baron Rodolphe Faulquier, membre de plusieurs sociétés catholiques de bienfaisance. Dans ce bagne, les ouvriers font un travail effectif de 11 heures pour un salaire de 2 fr. 50.

A noter encore les fabriques de *verdet* (vert-de-gris) où pour gagner trente sous par jour, des femmes s'emplissent les poumons et l'estomac de poussière de cuivre.

Les logements ouvriers se paient en moyenne 150 ou 200 francs par an, pour 2 ou 3 petites pièces. Les aliments sont à peu près au même prix qu'à Paris, mais souvent de plus mauvaise qualité. On peut cependant se procurer cette année d'assez bon vin à 15 centimes le litre. Il faut dire que le vin est la seule récolte du pays, et que son faible prix de vente résultant de la surabondance, est la cause d'une grande crise de chômage.

Il existe depuis très longtemps à Montpellier un groupe libertaire; il est maintenant en train de reconstituer son théâtre. Il existe aussi une section de l'A. I. A. Des étudiants, qui sont très nombreux à la faculté de Montpellier, quelques-uns s'occupent des questions sociales.

La Bourse du Travail contient quelques bons éléments, mais l'indifférence de la majorité des ouvriers rend son rayon d'action assez faible. Il n'y a pas de syndicat jaune.

Les conférenciers de l'Université populaire, qui sont presque tous des professeurs universitaires, donnent maintenant de bons cours : économie politique, physique, arts, actualités; il est regrettable que les ouvriers n'y viennent guère, — peut-être y sont-ils gênés, — et que l'élément bourgeois domine.

Beaucoup d'ouvriers sont socialistes, sans trop savoir au juste quelles sont les doctrines socialistes.

Il faut reconnaître que, excepté quelques malins, leurs leaders ne sont pas plus conscients qu'eux. Ainsi, dans la nuit de Noël, j'ai rencontré le secrétaire de l'un des principaux groupes, et suivi de ses copains, hurlant des cantiques sur la principale place de la ville. On m'a raconté que trois ou quatre heures plus tard, beaucoup plus saouls, ces farouches révolutionnaires avaient remplacé les cantiques par des marches guerrières.

Entre autres curiosités, Montpellier jouit d'un inspecteur de travail; il n'est pas gênant, et n'empêche jamais les ouvriers de veiller quand le travail presse, malgré toutes les lois possibles. Je n'ai vu qu'une fois ce fantaisiste inspecteur : par une curieuse coïncidence, tous les gosses avaient congé ce jour-là, et nous avions, le matin, placé aux machines quantité d'appareils protecteurs très embarrassants.

Montpellier possède aussi un flic-poète et un commissaire anarchiste.

F. Franques.

Mouvement ouvrier. — La *Confédération* générale du travail est entrée, dès maintenant, dans la période active de propagande en faveur de la diminution des heures de travail. Une première affiche tirée à plus de 20.000 exemplaires, a été expédiée aux quatre coins de la France. L'affiche faite également sous forme de placards est malheureusement trop longue pour que l'on puisse la donner en entier. En voici tout au moins la dernière partie :

« Camarades,

« Il ne s'agit pas d'attendre que d'autres s'occupent de notre sort. C'est à chacun de nous d'agir. L'effort doit venir d'en bas, de tous, de partout!

« Agissons! Agissons sans trêve ni répit! Faisons chacun de la propagande dans notre milieu! Que, dès maintenant, tous les syndicats se préoccupent d'imposer la journée maximum de huit heures dans leur corporation! Que dans tous les centres, que dans toutes les Bourses du Travail, se forment des comités d'agitation pour les huit heures!... Et, par nos efforts concordants et infatigables, nous créerons un courant d'opinion qui brisera toutes les résistances!

« Vouloir, c'est pouvoir!

« Voulons donc la journée de huit heures... et nous l'aurons!

« Mais, ne nous y trompons pas : la conquête de la journée de huit heures n'est qu'un acheminement vers un but plus grandiose. Ce que nous poursuivons, c'est l'abolition de l'exploitation humaine. La bataille sociale ne peut finir que quand l'expropriation capitaliste accomplie, le peuple sera maître de ses destinées.

« *Le Comité confédéral.* »

D'autre part, toutes les organisations ouvrières, syndicats, Bourses du Travail, ont reçu des circulaires leur donnant toutes les indications sur les différentes formes que devra revêtir l'agitation.

Un questionnaire, auquel je ne saurais trop engager nos camarades à répondre dans le plus bref délai possible, a été adressé à tous les syndicats. La réussite dépend de l'intensité de la propagande qui sera faite d'ici la date indiquée, et l'on peut dire que, de toute part, la campagne est accueillie avec enthousiasme. Seuls, un ou deux secrétaires de Bourses du Travail, qui attendent du gouvernement des places d'inspecteur du travail ou autres sinécures, tirent dans le dos des camarades prêts à la lutte.

Mais la mauvaise volonté de quelques individus ne servira vraisemblablement à rien. Les travailleurs, partout, sont las des journées de travail qui n'en finissent pas et qui les abrutissent, et ils sont décidés, pour le 1er mai 1906, à tenter d'arracher au patronat cette journée de 8 heures qu'ils ont jusqu'à maintenant attendue.

Quoiqu'il advienne, la campagne entreprise par la Confédération portera ses fruits, puisqu'elle a pour but d'habituer les travailleurs à agir eux-mêmes et à se passer des pouvoirs publics qui, trop longtemps les ont bernés. Et c'est là la véritable *Action directe.*

∴

Les employés de commerce, bernés, eux aussi, depuis quinze ans, par les pouvoirs publics, qui leur promettent toujours une loi jamais votée sur le « repos hebdomadaire » et qui, continuellement, fait la navette entre le Sénat et la Chambre, commencent à en avoir assez. Déjà, dans plusieurs villes, les employés sont arrivés à obtenir la fermeture des magasins le dimanche après midi, ce qui leur procure une malheureuse après-midi de congé par semaine. Quelques manifestations énergiques ont plus fait que toutes les « sages » réclamations.

Dimanche dernier, les employés de commerce de la Rochelle, à leur tour, avec le concours des dockers grévistes, ont fait une manifestation en faveur du repos du dimanche. Drapeau syndical rouge et musique en tête, ils ont parcouru la ville en chantant l'*Internationale* et conspuant les commerçants hostiles aux revendications des employés. Dans le cortège figuraient de nombreuses jeunes filles portant à leur corsage une cocarde rouge. Aux sons de la charge, les manifestants ont voulu envahir le magasin resté ouvert de MM. Lacoutrette et Gratecap, tailleurs. Des gendarmes et des agents de police s'y sont opposés. Une bagarre s'est produite. Le gendarme Autin a été frappé et ses vêtements ont été déchirés. Le docker Bugeau a été légèrement blessé. Deux manifestants, Fabien Christy, docker, et Félix Cottrel, ont été arrêtés. Quelques instants après, les employés et les dockers ont manifesté devant le magasin de M. Noblet; la fille de celui-ci a reçu au front une pierre : la blessure est sans gravité. Les manifestants se sont rendus au bureau de police, où ils ont réclamé vainement la mise en liberté de leurs camarades Christy et Cottrel.

Un certain nombre de patrons ont déjà fait droit aux réclamations des manifestants; d'autres, plus ou moins obligés, suivront le mouvement.

Le moyen est, comme on le voit, plus expéditif que d'attendre la bonne volonté des pouvoirs publics. Certains réformistes gouvernementaux commencent même à s'en convaincre, ce qui est un excellent signe.

(1) Nous continuons à publier ces petites monographies locales, en espérant que nos camarades, autant de l'extérieur que de France, voudront bien nous en envoyer concernant leurs localités respectives.

En attendant, la grève des dockers de La Rochelle continue; une réunion doit avoir lieu, afin d'étudier une solution du conflit. Pioch, secrétaire général de la Fédération des dockers français, est attendu à La Pallice.

Une plaque tournante des voies ferrées des quais a été brisée. Une troisième compagnie du 123e, en garnison à La Rochelle, a été envoyée à La Pallice.

Les armateurs et les entrepreneurs de déchargement, si bien protégés par la troupe, persistent à refuser d'accorder satisfaction aux grévistes.

Des pourparlers sont engagés, par l'intermédiaire d'un juge de paix, entre les grévistes et les patrons.

En attendant qu'ils aboutissent, le comité de la grève distribue des vivres aux grévistes les plus nécessiteux.

A Brest, peu de changement chez les dockers en grève.

Le juge de paix du premier canton a convoqué à son cabinet, en vue de les concilier, les armateurs et les entrepreneurs de déchargement, ainsi que les membres du bureau du syndicat des dockers. Ces derniers se sont seulement présentés.

Les quais continuent à être gardés militairement et seuls quelques jaunes travaillent.

Les armateurs et entrepreneurs de déchargement persistent à ne pas vouloir reconnaître le syndicat des dockers.

M. Tourel, sous-préfet, a convoqué, à son tour, à son cabinet, les armateurs et les entrepreneurs de déchargement, en vue d'essayer de mettre fin au conflit.

M. Fenoux, juge d'instruction, a fait subir un premier interrogatoire à chacun des quinze dockers arrêtés à la suite du pillage des quais du port de commerce. Tous les inculpés ont refusé l'assistance d'un avocat.

D'autre part, les camarades de Brest continuent l'agitation dans les villes environnantes où, partout, grâce à leur initiative, de nouvelles organisations se créent.

P. Delesalle.

Les verriers de Normandie. — Dans cette Normandie, proche parente de la Bretagne, où les idées nouvelles percent difficilement, les verriers en flaconnage ont, l'an dernier, secoué le joug qui les asservissait.

Assujettis au régime des économats greffés sur les verreries, ces malheureux ne touchaient jamais d'argent et étaient livrés à l'arbitraire des patrons qui, fortunés, les courbaient fortement sous leur férule.

Gagnés à la cause syndicale, une grève engloba presque tous les verriers de la région. Les ouvriers en sortirent victorieux; les économats furent supprimés; ils obtenaient, en outre, la paie tous les quinze jours et des augmentations notables de salaire.

Les patrons que ce mouvement syndical a fortement chagriné, n'ont pas l'air de se tenir pour battus et en plein hiver reviennent à la charge. Il y a, de par les tracasseries, deux grèves, une à Romilly-sur-Andelle (Eure), l'autre à Romesnil (Seine-Inférieure).

Une réunion générale des verriers de la région aura lieu dimanche, 5 février, à Blangy. Des mesures vont être prises pour parer les coups des patrons et assurer la défense des verreries en grève.

Il faut voir les sales procédés employés par les exploiteurs verriers pour tuer le mouvement syndical. Et ces gens-là sont étonnés que les ouvriers sont haineux à leur égard. Qu'ils continuent hardiment à persécuter, les manants finiront bien par trouver le mode de défense qui convient.

Ch. Delzant.

Allemagne.

Il y a peu de foyers industriels en Europe aussi puissants que le bassin de la Ruhr, où se déroule en ce moment la plus gigantesque des luttes économiques qui ont eu l'Allemagne pour théâtre. La production de la houille y dépasse celle de la France entière; l'exploitation des mines y a favorisé l'éclosion des industries métallurgiques et textiles, de sorte que cette région nous offre un exemple d'une des agglomérations humaines des plus étonnantes qu'ait fait naître l'industrialisme moderne. Les fabriques, les usines, les cités ouvrières se sont soudées en des villes considérables que relient entre elles de populeux faubourgs. Dans ce district où la densité de la population dépasse 500 habitants au kilomètre carré sur une superficie à peine égale à celle d'un de nos plus petits départements, le Rhône par exemple, plus de 200.000 mineurs ont déserté les fosses (20 janvier).

Cette grève était à prévoir depuis longtemps. Les puissantes organisations patronales que les social-démocrates allemands considèrent d'un œil si favorable, avaient peu à peu arraché aux mineurs les maigres avantages péniblement conquis pendant la grève de 1889. A plusieurs reprises pendant l'année 1904, les Compagnies avaient imposé des réductions de salaire et des prolongations de la journée de travail. Puis, dans nombre de fosses, l'exploitation fut abandonnée sans autre nécessité que celle de satisfaire le désir effréné de spéculation des syndicats capitalistes. Les mineurs sentaient bien que la lutte était inévitable. Mais comme l'ouvrier allemand est respectueux de la légalité, comme les organisations ouvrières centralisées ont enveloppé les groupements locaux dans un réseau de prescriptions et de formalités qui a pour effet de leur enlever toute autonomie et toute liberté d'allures, les mineurs pressurés s'adressaient à leurs chefs et leur demandaient l'autorisation de faire la grève, pendant qu'elle pouvait avoir quelque chance de succès. Les chefs recommandaient le calme et la patience; deux d'entre eux, qui sont l'ornement du comité central des mineurs, les députés social-démocrates Sachse et Hué, Basly et Lamendin d'Allemagne, cherchaient à obtenir du Parlement le retour des mines à l'Etat et une loi contre les spéculateurs. Ils allèrent jusqu'à déclarer au Reichstag que, si la grève avait pu être évitée, c'était à eux qu'il fallait en savoir gré, car ils avaient heureusement réussi à calmer les agitateurs. Les feuilles capitalistes louaient « le sang-froid, le calme et le bon sens » des chefs syndicaux. La temporisation et la diplomatie du Comité central donnèrent aux Compagnies le temps de se précautionner en vue d'un conflit qui apparaissait de plus en plus certain : les magasins s'approvisionnèrent de charbon et les vexations continuèrent de plus belle. On frémit en songeant aux avanies, aux souffrances, aux provocations dont les mineurs ont dû être les victimes pour qu'ils se soient décidés, il y a douze jours, à jeter pardessus bord leurs préjugés légalitaires, et à faire la grève sans l'autorisation de leurs dirigeants. Grève désespérée, car le moment favorable est passé, et c'est la révolte instinctive qui chasse aujourd'hui les mineurs des fosses.

Cependant le nombre des grévistes croissant d'un jour à l'autre avec une rapidité prodigieuse, les dirigeants jugèrent le moment venu de proclamer la grève. Le 16 janvier, une commission composée des délégués des syndicats ouvriers et des syndicats chrétiens arrêta les revendications dont voici les principales :

Journées de 8 heures, y compris la descente et la remontée, réalisable en 3 stades successifs : 9 heures en 1905, 8 h. 1/2 en 1906 et 8 heures en 1907.

Journée de 6 heures dans les lieux humides, ou dans ceux où la température est supérieure à 28°.

Suppression des wagons nuls.

Nomination chaque année par le personnel ouvrier des contrôleurs de wagons.

Echelle de salaires minimum variant depuis 1 mark 50 jusqu'à 5 mark (le mark vaut 1 fr. 25.)

Traitement humain; punition ou renvoi de tous les employés qui maltraitent ou injurient les travailleurs.

Ces revendications furent soumises au syndicat patronal, et, après que celui-ci eut répondu par un refus formel et hautain, la commission proclama la grève dans tout le bassin de la Ruhr (16 janvier). Les délégués des syndicats chrétiens votèrent eux-mêmes la grève.

Aujourd'hui le nombre des grévistes atteint 200.000. Nous ne sommes pas de ceux qu'enthousiasment l'attitude « calme et digne » de ces affamés que les puits de mine ont déversés dans les rues et sur les places publiques. Aussi sommes-nous d'avis que le district de la Ruhr doit offrir en ce moment un pitoyable spectacle. Jamais l'esprit de soumission que la social-démocratie a inculqué dans la classe ouvrière ne s'est manifesté d'une façon aussi évidente. Point n'est besoin de soldats pour maintenir ces exploités dans le respect de la propriété bourgeoise; pas un seul régiment n'a été appelé, la police suffit largement. Il ne faut pas voir là un indice de supériorité du gouvernement allemand sur celui de la République française; non, cela nous indique simplement que les grévistes d'outre-Rhin sont moins agressifs que leurs camarades français, ou encore que l'espoir dans le messie parlementaire produit les mêmes résultats que l'attente du royaume des cieux. A Essen, la ville des usines Krupp, les mineurs ont promis en réunion publique de protéger contre toute attaque les ouvriers désireux de continuer le travail. Les grévistes ont même organisé une police volontaire pour maintenir l'ordre. Les journaux nous apprennent que la bourgeoisie d'Essen ne marchande pas sa sympathie pour les grévistes dont elle admire « l'attitude exemplaire ». La police ouvrière suffit amplement à assurer la tranquillité.

Cependant la grève produit ses résultats inévitables : « les aciéries de Westphalie ont fermé leurs portes par suite du manque de combustible, les aciéries Hosch à Dortmund ont congédié 3.000 ouvriers. Il est à prévoir que quantité d'autres usines vont suspendre le travail. Les social-démocrates réclament l'intervention du gouvernement; chose remarquable, le syndicat patronal la sollicite également. Voilà donc une intervention qui n'apparaît pas bien menaçante pour les capitalistes. D'ailleurs est-il besoin pour s'en convaincre de recourir à un tel argument? Nous ne comprenons même pas que les socialistes français, bien qu'abusés par l'étiquette républicaine d'un gouvernement où l'un des leurs a pu devenir ministre, réclament l'intervention de ce gouvernement dans les grèves; à plus forte raison il est réellement prodigieux de voir la social-démocratie allemande placer ses espérances dans son gouvernement monarchique et féodal. Les prétendus disciples de Karl Marx remettent aux successeurs de Bismarck les destinées du prolétariat. Solliciter l'arbitrage du tsar ne serait guère plus ridicule. De tout ceci il apparaît clairement que les politiciens veulent à tout prix rétablir la paix, et que l'intérêt des ouvriers est le moindre de leurs soucis.

Au point où en sont les choses, l'unique solution serait évidemment celle qu'indique notre confrère anarchiste de Berlin, *der freie Abeiter*, un recours à la solidarité ouvrière se manifestant par une extension du mouvement gréviste. Mais les ouvriers allemands n'ont pas foi en de tels procédés; ils comptent plus volontiers sur leurs caisses de secours, leurs chefs et leurs députés. Puisse leur défaite inévitable leur montrer la nécessité de reconstruire leurs organisations syndicales sur de nouvelles bases, et leur servir d'enseignement dans les luttes à venir.

Russie.

Le correspondant du *Daily Express* à Kiew télégraphie, le 23 janvier :

Un grand dépôt militaire a été détruit aujourd'hui à Sébastopol, à la suite d'un mouvement révolutionnaire des marins de la flotte de la mer Noire, qui sont logés dans la caserne de la marine impériale.

Les portes de la caserne avaient été fermées dans la crainte d'une mutinerie des marins, parce qu'on avait décidé de jeter bas un certain nombre de maisonnettes situées près des casernes et habitées par des familles pauvres, comprenant de nombreux parents de marins. Dès que les hommes s'aperçurent de la fermeture des portes, une grande agitation se produisit parmi eux. Le matin, à six heures, ils demandèrent qu'on ouvrît les portes. L'officier de service refusa en termes tels que les matelots devinrent furieux.

Au nombre de près de 3.000, ils enfoncèrent les portes et se dirigèrent vers le quartier des officiers en criant : « A bas Tsouchnine! » (c'est le nom de l'amiral commandant), « cessez la guerre! A bas l'autocratie! » Puis, s'armant de barres de fer, ils se précipitèrent vers les logements des officiers les plus impopulaires. Plusieurs officiers furent grièvement blessés; l'un d'eux a le crâne fendu et quelques-uns ont les bras cassés. Les autres officiers s'enfuirent dans le centre de la ville.

Les mutins mirent alors le feu au quartier des officiers, et ces bâtiments, une fois détruits, ils se rendirent au quartier de la marine. L'amiral envoya au devant d'eux un détachement d'infanterie, commandé par un sous-officier, et comme les émeutiers approchaient, le sous-officier reçut l'ordre de faire ouvrir le feu, mais il refusa, nettement, en déclarant que son frère se trouvait parmi les mutins. Il fut arrêté immédiatement.

Un officier ayant pris sa place, ordonna le feu. Les soldats obéirent, mais tirèrent en l'air, et pas un marin ne fut touché. Les soldats furent alors renvoyés à leurs casernes, où une mutinerie militaire éclata immédiatement.

Enfin, un régiment reçut l'ordre de se rendre à la caserne de la marine. Le colonel adressa une allocution aux hommes, mais ceux-ci répondirent qu'ils ne tireraient pas sur les matelots et que s'ils tiraient ils prendraient les officiers pour cibles. Dans ces conditions, les officiers n'osèrent pas donner l'ordre de faire feu.



L' A B C de l'Astronomie[1]

(Suite)

Jupiter ne vogue pas seul dans l'espace. Il marche sur son orbite accompagné de cinq satellites.

Le cinquième satellite découvert par Barnard, le 9 septembre 1892, n'est qu'un astéroïde d'un diamètre d'environ 160 kilomètres et éloigné à peine de 2,55 rayons de la grande planète autour de laquelle il gravite. Ce satellite fait le tour de Jupiter en 11 h. 57 m. 23 s. et le menace, par sa proximité compromettante, d'une chute prochaine, à moins qu'il ne soit longtemps encore maintenu dans son orbite actuelle par l'attraction combinée de Io, Europe, Ganymède et Callisto.

Io, Europe, Ganymède et Callisto, les quatre satellites découverts en 1610 par Galilée, sont une des curiosités les plus attirantes du ciel et font du monde jovien une miniature de notre système solaire.

Ces quatre lunes offrent avec leur monde central les principaux éléments astronomiques suivants :

	Distance de Jupiter — Km.	Durée des révolutions — (en jours joviens)	Diamètre — Km.
I. Io..........	430.000	4.27	3.800
II. Europe....	682.000	8.58	3.300
III. Ganymède	1.088.000	17.29	5.800
IV. Callisto...	1.914.000	40.43	4.400

Ganymède est, comme importance, une véritable planète. Il a un diamètre égal aux 47/100es de la Terre, surpasse de près du double le volume de Mercure, égale les deux tiers de celui de Mars et est cinq fois plus gros que notre Lune.

Tous ces satellites tournent autour de Jupiter en lui montrant constamment la même face, comme la Lune le fait pour la Terre, et les différences d'éclat observées sur leurs disques prouvent que leur sol est accidenté comme le nôtre et qu'ils sont environnés d'une couche atmosphérique. Le spectroscope fait voir dans cette atmosphère la même vapeur d'eau qu'ici et quelques gaz qui n'existent pas sur la Terre, mais qui sont évidemment les mêmes que ceux constatés sur Jupiter.

Le globe jovien observé de Io présente un disque de 20° de diamètre, c'est-à-dire 1400 fois plus vaste que celui du Soleil vu de la Terre, et le satellite I reçoit de la planète, dont le pouvoir réflecteur égale trois fois celui de la Lune, plus de 155 fois et le dernier 8 fois autant de lumière que nous de la compagne de nos nuits.

Mais le monde colossal de Jupiter n'offre pas seulement aux habitants futurs de la planète géante un séjour incomparable et à ceux présents ou passés de ses lunes des effets grandioses de lumière et des perspectives célestes enchanteresses; il est encore pour nous une révélation permanente des mystères du Ciel et un enseignement puissant de vérités astronomiques.

C'est à l'observation des curieuses et si intéressantes éclipses quotidiennes que les lunes de Jupiter produisent, soit en s'éclipsant elles-mêmes dans le cône d'ombre de la grande planète, long de 89 millions de kilomètres, soit en passant entre elle et le Soleil, que nous devons la connaissance de la rapidité de la lumière.

L'astronome danois Olaf Roemer remarqua le premier, en 1675, que ces éclipses retardaient ou avançaient d'environ 16 minutes et demie — il avait d'abord, par erreur, trouvé 22 minutes — selon que Jupiter se trouvait en conjonction ou en opposition avec le Soleil.

Cette constatation était la découverte de la rapidité du rayon lumineux. Le diamètre de l'orbite terrestre étant d'environ 298 millions de kilomètres, il était désormais prouvé que la lumière parcourt 300.000 kilomètres par seconde.

C'est à l'étude télescopique et spectroscopique du disque jovien que nous puisons, à l'heure qu'il est, les renseignements les plus précieux de géologie stellaire et que la philosophie astronomique trouve le mieux à se documenter.

Monde en voie de formation, Jupiter, la plus belle étoile qui brille à minuit sur notre firmament à l'époque de son opposition, nous fait assister d'ici aux périodes les plus mouvementées de la préhistoire de notre propre planète. Ce qui se passe là-haut est ce qui s'est passé ici-bas, il y a une vingtaine de millions d'années, et c'est notre propre passé que nous étudions en observant le déchaînement de tous les éléments qui se produit actuellement à plus de 150 millions de lieues d'ici sur le géant de notre système.

S'il est exact, comme nous le pensons avec la plupart des astronomes, que le vaste Jupiter soit aujourd'hui au même stade de son évolution où en était la Terre, il y a au minimum vingt millions d'années, il faudra à la planète géante, qui est plus de mille fois plus grosse et trois cents fois plus lourde que notre globe, quelques millions de siècles pour qu'elle puisse arriver dans son évolution ascendante au point qui correspond à celui auquel nous sommes parvenus dès maintenant. Mais si, par hypothèse, d'ici là le foyer de l'action vitale de notre système planétaire, qu'est le Soleil, s'était éteint — et il y a des savants et pas des moindres qui n'accordent qu'une quarantaine de millions d'années à sa lumière et à sa chaleur — les germes de vie, qui se trouvent actuellement à l'état embryonnaire sur notre grande planète sœur, n'arriveraient jamais à leur entière éclosion, à leur plein développement. Jupiter serait mort avant d'atteindre son apogée.

Dans l'état actuel de nos connaissances, le cosmos ne nous offre pas de point de repère suffisant pour affirmer le nombre de millions d'années qui restent au Soleil à vivre. Nos pronostics à ce sujet manquent essentiellement de base certaine.

Qu'on puisse compter sur des millions de siècles et toutes les îles de notre archipel solaire auront eu le temps de parcourir le cycle entier de leur évolution. Par contre, l'astre du jour s'étant éteint dans quarante millions d'années, Jupiter, mort avant son heure, serait condamné à faire à son détriment l'expérience de manque de finalité dans l'univers, la nature alternativement marâtre et bienfaisante, ne faisant aucune différence, qu'il s'agisse de ces atomes du ciel que sont les soleils et les planètes, ou de nous autres habitants fugitifs de ce monde sublunaire.

Quoi qu'il en soit, la vie vaut la recherche de la vérité et la seule vérité désormais acquise est que la vie est partout, illimitée dans le temps et l'espace.

Frédéric Stackelberg.

(A suivre.)

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*.

THÉATRE

Dimanche dernier, les camarades de la *Coopération des idées* ont donné *Responsabilités* en représentation.

Faire la critique de sa propre pièce, c'est une satisfaction que je me serais donnée, si des questions beaucoup plus sérieuses ne réclamaient leur place. Aussi, après avoir constaté que, à part les manques qui auraient pu être reconstitués avec quelques répétitions, *Responsabilités*, pouvait tenir honnêtement sa place dans n'importe quel théâtre, et que c'est bien à cause de ses tendances qu'elle a été refusée, je me bornerai à remercier, ici, les camarades qui, malgré les difficultés qu'elle présentait, ont bien voulu se charger de l'interpréter, et dont quelques-uns se sont acquittés de leur rôle à merveille.

Voici la distribution :

Renaud.	Bonnet
Durier	Catonné
Baudry	Tellegen
Me Tillier	Chiray
L'Avocat général.	Davenier
Le Président	Chevert
1er Commissaire	Frey
2e Commissaire	Cabot
Javot.	Sirat
Le Médecin	Saunier
Le Secrétaire	Valgy
Le Greffier	Deberna
L'Huissier.	Vatin
1er argousin.	Perney
2e argousin	Vourès
Un inconnu.	Stoltz
Mme Renaud	Clotilde Gastellier
Georges.	Edmond
Juliette.	Christiane
La concierge	Alice Desvergers
Mme Balivet	Louise Magnier
Un gamin.	Léon
Une voisine.	Reine Perney
1er témoin.	Rougès
2e témoin.	Rabeau

Public — Avocats — Gardes — Argousins.

Merci également à la camarade Desvergers qui s'est employée particulièrement à mener à bien la représentation.

Merci également au public qui a bien voulu ne pas voir les trous, et qui sans doute a applaudi les idées présentées, plus que la forme.

J. Grave.

AUX CAMARADES

Nous rappelons aux camarades que nous avons deux brochures que nous voudrions réimprimer :

Guerre, Patrie, Caserne, de Ch. Albert.

Le Machinisme, de Grave.

Deux nouvelles à lancer :

L'Entretien d'un philosophe avec la Maréchale de... par Diderot, et la série d'articles du camarade Pierrot sur la tuberculose.

Les 3 premières sont des brochures à 0 fr. 10. A ceux qui nous en souscriront un certain nombre d'avance pour nous faciliter la besogne — car l'argent nous manque — nous les laisserons à 5 fr. le 100.

Pour celle du camarade Pierrot, nous ignorons encore le nombre de pages qu'elle comportera. En tout cas, nous ferons notre possible pour qu'elle ne dépasse pas 0 fr. 20. Nous ferons également une remise de 50 0/0 à ceux qui y souscriront d'avance.

J. Grave.



Nous avons reçu :

Oiseaux de passage, par Descaves et Donnay ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le Seigneur des Mouches, par M. Strauss ; 1 vol., 3 fr. 50, chez E. Petit, 168, boulevard Saint-Germain.

Les Catholiques français et leurs difficultés actuelles, par Léon Chaine ; 1 vol., 3 fr. 50, chez A. Storck, 16, rue de Condé.

Les Primitifs français, édition avec reproductions, 20 francs aux *Cahiers de la Quinzaine*, 8, rue de la Sorbonne.

Les Sages, par André Barre ; 1 vol., 2 francs, chez Lemerre, 23 passage Choiseul.

Nociones de geografica fisica, par Odon de Buen ; — *Léon Martin*, par C. Malato ; 2 vol., 2 fr. 50, à la *Escuela Moderna*, 56, calle de Bailen, Barcelone.

La fiancée russe (1 acte), par Hanriot ; 0 fr. 50, chez Godefroy, 18, avenue de Paris, Versailles.

A lire :

En Mandchourie, de Ludovic Naudeau ; *Le Journal*, 19 janvier.

La Question noire aux Etats-Unis, par Stuart Merrill ; *L'Européen*, 21 janvier.

A voir :

Républicain de la première heure, par d'Ostoya ; *Assiette au beurre*, n° 197.



Club libertaire (*Luz y Libertad*). — Le gouvernement chilien vient de consacrer 25.000 pesos à des missions religieuses dans tous les centres du travail, pour fanatiser les masses ouvrières : environ 20.000 travailleurs au Chili. Les missions catholiques ont commencé çà et là ; voulant les combattre, nous nous adressons à tous les compagnons européens pour un coup de main dans cette croisade pour la liberté ; qu'on veuille bien nous envoyer bouquins, journaux, etc., pour former une bibliothèque.

Nous avons fait paraître *El Obrero Libre*. Les bourgeois boycottent les imprimeurs qui l'impriment. Les anarchistes vont acheter une petite presse. *El Obrero Libre* va devenir *la Ajitacion* et paraîtra à Santiago de Chili.

Adresser au club *Luz y Libertad*, estacion Dolover, Tarapaca (Chili).

L'Action théâtrale, groupe artistique de la rive gauche, se tient à la disposition des groupes, universités populaires, syndicats, coopératives, etc., pour l'organisation de leurs fêtes ou soirées.

Pianiste et orchestre à la disposition des groupes.

Envoyer la correspondance au secrétaire de l'Action théâtrale, à l'*Union Mouffetard*, U. P. du Ve, 76, rue Mouffetard.

Groupe de propagande par la brochure. — Voici le mouvement pour le mois de janvier :

Envoyé ou distribué :

Temps Nouveaux	700
Voix du Peuple (numéro spécial) . .	100
La Liberté par l'enseignement.	70
Anarchie (Girard).	300

René Froment,
120, route d'Orléans, Arcueil (Seine).

Reçu liste Combe : 2 fr. 85.

Merci aux camarades qui y sont allés de leur obole.

Grand Montrouge. — **La Scène Libre**, cercle lyrique et théâtral, se met à la disposition des groupes, syndicats, coopératives et des U. P. pour l'organisation de leurs fêtes. Adresser la correspondance au camarade secrétaire, au siège à l'Union montrougienne, 34, rue du Marché (Grand Montrouge).

Cours de diction et répétitions sous la conduite du camarade Laurent, des théâtres de Paris, tous les mercredis, à 8 heures du soir au siège.

Perpignan. — Afin de vulgariser dans le département des Pyrénées-Orientales, l'*Internationale* et d'augmenter la vitalité de *l'antimilitarisme* agressif, la section de Perpignan prie les camarades de Perpignan et des campagnes de se mettre en relation avec elle.

Pour toute communication, s'adresser au camarade Michel Vassail, secrétaire de la section, 34, rue four Saint-François, à Perpignan.



Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi 6 février, salle Commission Bondy (Bourse du Travail), lecture et commentaires de « *L'Unique et sa propriété* », de Max Stirner.

Section de l'A. I. A. du XIIIe. — Réunion le 4 février, salle Reigneau, 17, boulevard Arago. Causerie sur : l'action antimilitariste au point de vue syndical.

Mercredi 8 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Casino du XIIIe arr., 190, avenue de Choisy, grand meeting international à propos des derniers événements en Russie : Révolution russe et le prolétariat. Orateurs : Yvetot, Lévy, Luguet, Sadrin, Delalé, Duberos, Marini et les camarades russes.

Entrée : 0 fr. 30.

La Camaraderie (**Causeries populaires du XIVe**). — Jeudi 9 février, causerie sur : L'Art simple dans la vie domestique, par le camarade Aubry, à l'U. P. du XIVe, 13, rue de la Sablière.

La Coopérative Communiste, 22, rue de la Barre (XVIIIe arr.). — Samedi 4 et jeudi 9 février, à 8 h. 1/2 du soir, causeries. Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, répartition des denrées.

Le Milieu-Libre (groupe de Paris), rue de la Barre, 22 (XVIIIe arr.). — Samedi 4 et jeudi 9 février, à 8 h. 1/2 du soir, causeries.

A. I. A. du XIXe. — Permanence le samedi, de 8 h. 1/2 à 10 heures, 5, rue de Flandre, salle de la Renaissance.

Coopération des Idées, 157, faubourg Antoine, de 7 à 11 heures du soir :

Vendredi 3. — Tarbouriech, professeur au Collège libre des Sciences sociales : Les Fondements de la Propriété.

Samedi 4. — Félix Le Dantec, chargé de cours à la Sorbonne : Le Dogme et la Raison. Réponse à l'abbé Naudet (conférence suivie de discussion).

Dimanche 5. — Deuxième représentation de *Responsabilités !* pièce en quatre actes de Jean Grave, jouée par les camarades du Théâtre Populaire de la Coopération des Idées.

Lundi 6. — O. d'Archemont : Les Retraites ouvrières.

Mardi 7. — Dr Albert Charpentier : Importance d'un diagnostic exact dans les maladies nerveuses. — II (avec expériences).

Mercredi 8. — Le Jaray, auditeur au Conseil d'Etat : Le Brésil, la Nature, les Produits, les Habitants (avec projections).

Jeudi 9. — Yves Guyot, ancien ministre : Les Conflits du Capital et du Travail et leur solution.

Vendredi 10. — Lesourd, ingénieur des Arts et Manufactures : Le Métropolitain (avec projections).

Cercle d'études sociales du XIIe. — Dimanche 5 février à 8 h. 1/2, salle Gambrinus, 209, rue de Charenton, conférence publique : quinze ans de bagne, par Antoine Cyvoct. Soirée musicale et littéraire.

Arcueil-Cachan. — **La Pensée Libre**, 6, rue Emile Raspail. — Samedi 4 février, assemblée générale ; élection du bureau (présence indispensable). — Mercredi 8 : cours de dessin.

Firminy. — **Université populaire**. — Dimanche 5 février, à 2 h. 1/2 précises, causerie par le camarade Galhauban sur le sujet : Appropriation et expropriation.

Lorient. — **Jeunesse Syndicaliste Lorientaise.** Samedi 4 février, à 7 heures du soir, salle Dousdebès, grande conférence publique et contradictoire par le camarade Régis Meunier, ex-moine, ex-transporté politique. Sujet traité : Liberté et christianisme.

Entrée pour couvrir les frais : 0 fr. 30.

Le lendemain dimanche, à Hennebont, salle des fêtes, à 3 heures de l'après-midi, conférence par le camarade Régis Meunier sur le même sujet.

Lyon. — **Internationale antimilitariste** (**Section de Villeurbanne**). — Réunion le dimanche 5 courant, rue de Jonage, 40.

Roubaix. — Palais du Travail, 8, rue du Pile. Dimanche 5 février, à 6 heures du soir, soirée familiale au profit d'un camarade.

Dimanche 12 février, à 5 heures du soir, salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, 5, grand concert au profit d'un camarade forçat.

Vestiaire obligatoire : 15 centimes.



S. L. B. — Reçu abon. ainsi que paquet de volumes. Merci.

C. M., rue G. G., à Paris. — Parfaitement, la propagande « néo-malthusienne » ne nous intéresse pas le moins du monde. D'abord, elle met la charrue devant les bœufs. Même au point de vue individuel, elle n'est qu'un palliatif très relatif à la misère. Et les néo-malthusiens en voulant en faire un remède social, tombent dans l'esprit réactionnaire. Oui, avant de nous occuper si, dans mille ans nos descendants devront prendre des mesures contre une population problématique, nous avons à nous débarrasser d'un ordre social qui organise la misère, malgré une population normale.

S. G., Les Avenières. — Ce n'est qu'en ajoutant les unités les unes aux autres qu'on arrive à former un noyau de propagande.

L. M., à Lorient. — Au contraire, vous deviez garder ce talon, en cas de perte.

C., à Blois. — Si cela se reproduit à nouveau, ayez l'amabilité de nous avertir de suite, pour que nous réclamions.

P. B., à Eauze. — Il nous est impossible de nous rappeler les recommandations de chaque abonné.

Chambret. — Convocation arrivée trop tard.

T., à Vaison. — *Force et Matière* est épuisé. Nous ne savons quand il sera réimprimé.

M. B., à Estrée. — Nous reproduirons l'article en son entier, ce qui vaudra mieux que tout commentaire.

C., à Bourg-Argental. — La brochure de Guillaume à *La Sentinelle*, Chaux-de-Fonds.

M. S., à Alger. — Nous allons réclamer, mais que la librairie réclame également auprès de la maison Hachette. On lui doit le service régulier.

P. P., à Roubaix. — Je vous ai déjà répondu. Oui.

Bourges. — Merci au camarade qui a fait insérer dans le *Républicain du Cher* une annonce pour les *Temps Nouveaux*.

Souscription Louise Michel : *Cercle Ouvrier* de Beauvais, 3 fr. — V. H , à Paris, 2 fr. (Les 5 fr. ont été remis à la Commission d'organisation.)

Pour l'achat d'une gerbe : anonyme. 0 fr. 50.

Reçu pour l'agitation en faveur de la journée de huit heures : H. A., à Paris, 10 fr.

Reçu pour l'agitation russe : X., 5 fr. — A. P., à Londres, 25 fr. — A. B., 0 fr. 50. — M. L., 5 fr. — En tout 35 fr. 50.

Reçu pour le journal : G., par A., 2 fr. — A., 50 fr. — Un soldat, 1 fr. — F. R., à Alger, 1 fr. — A., à Alger, 2 fr. — Un copain de Passy, 1 fr. — Delzant, 1 fr. — E. T., à Pavilly, 0 fr. 50. — S. et F., par M. Orléans, 2 fr. — B. et T., New-York, 9 fr. — L. B. L., 1 fr. — Froment, 10 fr. — A. S. 2 fr. — M. L., 5 fr. — Merci à tous.

P. L., à Saint-Denis. — C., à la Cotille. — Z. N., à Gallargues. — E, V. Collet, de Déze. — L. P., à Beauvais. — W. C., à Mont-sur-Marchienne. — L. R., à Saint-Pierre-Quilbignon. — J. P., à Saint-Paul-en-Jaret. — M., à Caen. — Lévi. — D. A., à Harmes. — A. R. V., Chapelle-Vercors. — G., à Lyon. — A. A., à Aix. — J. F., à Manosque. — L. B., rue de M. — V. G., à Brest. — H. G., à Port-Elizabeth. — L. B., à Brest. — J., à Surgères. — D., à Bourges. — L. P., à Condé. — L. P., à Suippes. — A. V., à Ligny. — G., à Nouzon. — G., à Angers. — A. C., à Rochetaillée. — V., à Autun. — M. M., à Troyes. — G. C., à Carnières. — V., à Nîmes. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7.

Dixième Année. — N° 41 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 11 au 17 Février 1905.*



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



A NOS CAMARADES

Nous faisons faire un service exceptionnel pour les gares ; nous prions tous ceux qui s'intéressent au développement du journal de bien vouloir le demander et l'acheter dans les gares de leur localité ; et à ceux qui voyagent, dans toutes celles où ils s'arrêtent, afin d'établir un courant de vente normale.

BRAVO, DELCASSÉ !

Nous devons aux lecteurs des *Temps Nouveaux* quelques explications au sujet de la manifestation annoncée pour dimanche dernier, 5 février, sur la tombe de Lavroff, et qui, on le sait, n'a pas eu lieu.

Il nous avait semblé, avec quelques amis, qu'aucune occasion d'entretenir la splendide agitation commencée en faveur de la révolution en Russie, ne devait être négligée, et l'idée nous était venue de célébrer avec la plus grande solennité possible l'anniversaire de la mort du socialiste et penseur russe Pierre Lavroff. Par sa forme même, cette démonstration, si on savait la rendre imposante, pouvait avoir, pensions-nous, plus d'importance que de simples meetings. Elle devait montrer, en tout cas, que nous ne reculerions devant rien pour soutenir la grande cause de la liberté russe.

Nous nous mîmes donc en campagne et les choses marchèrent d'abord fort bien.

Voici, en effet, les deux listes d'adhésions recueillies dès la première heure :

Anatole France, Lucien Descaves, Francis de Pressensé, Octave Mirbeau, Pierre Quillard, Maurice Bouchor, Jean Grave, P.-G. la Chesnais, Steinlen, Charles Guieysse, Charles Malato, Sébastien Faure, A.-F. Hérold, Séverine, H. Lagardelle, Ch. Seignobos, J. Lermina, Haultecœur, secrétaire général de la fédération des U. P., etc...

Jean Jaurès, Gustave Geffroy, Charles-Louis Philippe, Allemane, Henry Bérenger, Jean Sézy, Georges Renard, Amilcare Cipriani, Alexandre Charpentier, Mme Avril de Sainte-Croix, Liard-Courtois, Louis Lumet, Hugues Millières, R. Chaughi, Gabriel Trarieux, Yves Michel, Elie May, F. Izouard, avocat à la Cour d'appel; J. Maritain, E. Dumas, A. Mater, L. Racovitza, sous-directeur du Laboratoire Arago ; Armand Charpentier, Marcel Collière, Ph. Landrieu, Tarbouriech, Th. Vibert, conseiller du commerce extérieur ; Chauvet, artiste peintre ; C.-A. Lichy, Dario Rossi, etc...

Le syndicat des journalistes socialistes, le *Mouvement socialiste*, la Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine.

Un premier appel avait paru, le mercredi matin, dans l'*Humanité*, l'*Aurore*, la *Petite République*, l'*Action*, la *Lanterne* et le *Radical*.

Toutes nos dispositions étaient prises et nous allions donner aux journaux la convocation définitive avec le lieu et l'heure de la réunion, lorsque je reçus (jeudi matin) sous même enveloppe les lettres suivantes :

Cher camarade,

En y réfléchissant et en prenant conseil, je m'aperçois que la manifestation de dimanche irait contre nos intentions et donnerait des prétextes à l'expulsion des révolutionnaires russes. Dans ces conditions, nous y renoncerons en donnant publiquement nos raisons.

Bien à vous,

ANATOLE FRANCE.

Mon cher Albert,

J'apprends de façon certaine que la manifestation de dimanche sera sauvagement réprimée et amènera l'expulsion de tous les Russes réfugiés à Paris. Il nous semble, à Mirbeau, à moi et à d'autres, qu'il y vaut mieux renoncer en donnant nos raisons. (Clemenceau et Jaurès sont de cet avis.)

P. Q. (Pierre Quillard), OCTAVE MIRBEAU.

Sans l'appui de ceux qui lui donnaient son poids et sa force morale, la manifestation projetée, cela va de soi, n'était plus possible. Pour réussir, ces choses-là, on le sait, doivent être enlevées d'enthousiasme sans le moindre désaccord.

La note suivante fut donc remise aux journaux pour paraître le samedi matin :

Les citoyens qui s'étaient constitués en comité provisoire pour commémorer l'anniversaire du grand penseur révolutionnaire russe Pierre Lavroff, se croient obligés de renoncer à cette manifestation pour des motifs qu'ils doivent rendre publics.

Ils ont appris, de source certaine, que le gouvernement de la République française n'attendait que ce prétexte pour expulser en masse les réfugiés russes et opérer, en vertu des lois scélérates, de nombreuses arrestations d'anarchistes ou prétendus tels.

En outre, les provocations policières indéniables de ces derniers jours, la présence évidente, parmi les assistants au meeting du Grand Orient, d'agents provocateurs, tant français que russes, les autorise à croire que les forces de police saisiraient le moindre prétexte, chant ou cri, pour organiser des collisions avec une foule pacifique et désarmée.

Ne craignant aucun risque pour eux-mêmes, ils ne se reconnaissent pas le droit d'attirer sur les réfugiés russes et sur les révolutionnaires français les violences de l'autorité : l'expulsion, la prison, le bagne, qui menacent tout citoyen tant que les lois scélérates n'auront pas été abrogées.

Mais en abandonnant, pour les motifs que nous venons de dire, la manifestation projetée, ils tiennent à protester contre ce chantage par la terreur que pratique le gouvernement d'un pays soi-disant libre et ils prient tous ceux qui auraient tenu à commémorer la mort de Pierre Lavroff, de s'associer à leur protestation indignée.

Dans leur pensée, le groupement ainsi constitué ne devrait point se dissoudre, mais se tenir prêt à agir d'une façon permanente en faveur de la Révolution russe.

ANATOLE FRANCE, OCTAVE MIRBEAU, A.-F. HÉROLD, PIERRE QUILLARD.

Les promoteurs et organisateurs de la manifestation ne crurent pas devoir signer cette note. Ils estimaient en effet, ils estiment encore que les raisons de s'abstenir n'étaient pas suffisantes. En essayant de nous intimider, les gouvernants étaient dans leur rôle.

Nous eussions été dans le nôtre en passant outre et il est à peu près certain que ces terribles menaces ne se seraient pas réalisées. Quoi qu'il dût arriver, d'ailleurs, il était facile de prendre toutes les responsabilités voulues et de ne pas abandonner ceux que l'arbitraire gouvernemental aurait pu frapper.

On a mieux aimé écrire que nous n'osions pas porter une couronne dans un cimetière. C'est regrettable. Nous voulons aider à l'instauration de la liberté en Russie et nous ne savons pas même faire respecter ni notre liberté de citoyens français, ni la liberté de ceux à qui nous donnons asile !

CHARLES ALBERT.

On vient de lire l'historique de la manifestation que nous annoncions dans le dernier numéro, et les raisons de la reculade, car on ne peut pas qualifier cela autrement.

Nous ne récriminerons pas ; cela n'avance à rien. Mais nous tirerons la morale des faits.

Devant cette révolution qui s'annonce en Russie, qui sera ce qu'elle pourra, mais qui, si peu qu'elle donne, sera toujours un progrès sur le régime atroce sous lequel se débattent le peuple et la pensée russes ; encouragés par les accès d'indignation qui se manifestaient de toutes parts contre les assassins du 22 janvier, nous avions pensé qu'en cette occasion, pouvaient s'unir, sans distinction d'écoles, tous ceux qui se réclament de la liberté et de la démocratie, afin que le gouvernement ne pût arguer d'en ignorer, et que cette manifestation imposante eût tout son effet, pour aller affirmer en plein soleil, et à la face de tous, leurs sympathies pour ceux qui luttent en Russie, et en même temps revendiquer notre propre liberté, et montrer aux laquais que nous payons — bien malgré nous — que nous entendons à l'occasion être libres.

Mais, à l'annonce de cette manifestation, le gouvernement s'est ému. Et il a suffi qu'il fît connaître qu'il s'y opposerait pour que quelques-unes des adhésions reçues se retirassent. Tous unis, la manifestation était sûre de réussir : les uns disant non, c'eût été folie de persister. Il n'y avait qu'à s'incliner.

Ceux qui ont déconseillé la manifestation disent que, ne risquant rien personnellement, il leur a répugné d'attirer les autres dans une action pouvant être funeste à ceux qui auraient répondu à leur appel.

Cela part, sans doute, d'un très bon cœur. Mais, lorsqu'on est bien décidé, il y a toujours moyen de forcer les gouvernants ou à reculer devant une infamie, ou à étendre les responsabilités à ceux qui les réclament.

On pouvait aviser les Russes de ce qui les menaçait ; ceux qui auraient eu des raisons pour ne pas vouloir être expulsés, seraient restés chez eux. Et le public saisi de cette menace de chantage, il aurait été difficile au gouvernement d'y donner suite.

Les gouvernants n'osent jamais que ce que les gouvernés sont assez lâches pour supporter. Ils auraient lancé leurs argousins contre quelques centaines de manifestants, ils auraient reculé devant les milliers qu'il y aurait eu, si ceux qui ont l'oreille de la foule avaient persisté.

Nous l'avons vu aux obsèques de Louise Michel (1). Je l'ai observé dans le coin où j'étais : les municipaux avaient mis baïonnette au canon ; mais la foule ayant crié : A bas les baïonnettes ! elles furent remises au fourreau. La police s'était sentie impuissante, et elle obéissait aux injonctions de la foule.

N'est-ce pas à ceux qui risquent le moins, qui comptent devant les autorités, à oser le plus ?

Certes, cette question des responsabilités est des plus troublantes. Ce n'est pas la première fois qu'elle se pose à mon esprit. Mais il y a des moments où il est dangereux de se laisser absorber par trop de philosophie. Lorsque l'action nous pousse, on doit laisser les cas de conscience à résoudre pour des moments plus tranquilles. Mais est-ce à des considérations philosophiques qu'ont obéi ceux qui se sont retirés, ou à des considérations politiques ?

Si les ouvriers avaient toujours reculé devant les responsabilités, nous en serions encore au régime du bon plaisir royal. Tout comme en Russie, les gouvernants emprisonneraient, sans avoir à donner d'explications, ceux qui leur porteraient ombrage.

Si nos « intellectuels » peuvent aujourd'hui exhaler leur indignation à huis clos, c'est qu'il se trouva jadis des hommes pour agir au moment favorable, sans s'embarrasser des responsabilités. Nous n'acquerrons le droit de parler dans la rue que lorsque nous saurons le prendre.

En reculant devant les menaces du gouvernement, c'est lui avouer qu'il aurait bien tort de tenir compte des indignations qui se manifestent entre quatre murs, les portes fermées, puisqu'il lui suffit de montrer les dents pour qu'elles se taisent, lorsqu'elles tentent de se faire entendre au dehors.

Nous en présentons nos excuses à nos camarades. Nous pensions avoir trouvé des hommes, nous n'avons eu affaire qu'à des moulins à phrases.

Mais que le gouvernement ne s'y trompe pas. L'éducation des masses se fait. Le sentiment de l'initiative individuelle et de la dignité personnelles commencent à s'éveiller. Il viendra un jour — et plus tôt qu'on ne le pense sans doute — où la conscience publique sera assez forte pour que les foules trouvent leur impulsion en elles-mêmes, sans l'attendre du dehors. Nous verrons alors qui parlera le plus haut.

Il n'y a d'audace à attendre que de la foule anonyme. C'est elle qui, en se levant, emportera dans ses flots tous ces bavards qui, aux jours d'action, ne sont jamais qu'une entrave par leur souci des responsabilités à encourir.

Le gouvernement a aujourd'hui le dernier mot. Mais qu'il ne s'y fie pas, il n'aura pas toujours affaire qu'à des « intellectuels ».

J. GRAVE.

P. S. — Le télégramme de l'ami Kropotkine dont nous parlions dans notre dernier numéro, n'a pas été arrêté par le gouvernement anglais, mais bien par le gouvernement français. Tout comme en Russie !

(1) Lépine avait déclaré qu'il ne tolérerait ni drapeaux, ni chants. Les drapeaux rouges flottèrent par douzaines ; les chants ne cessèrent pas.

L'ESPRIT DE RÉVOLTE

Bien souvent les révolutionnaires se sont indignés contre la veulerie de la masse qui subit passivement l'exploitation patronale et les tyrannies de toute sorte.

Laissant de côté la classe bourgeoise dont, bien entendu, les membres sont portés à trouver que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, il semble que la classe ouvrière, c'est-à-dire la classe qui souffre directement des conditions économiques actuelles, devrait s'enflammer d'un coup sous l'effet de la propagande et faire une révolution qui paraît immédiatement possible.

La révolte, en effet, naît directement de la souffrance. Mais il faut s'entendre sur les termes. Je ne crois pas que jamais un anarchiste ait dit que l'excès de misère est nécessaire pour créer la révolution. Desplanques dans *la Voix du Peuple* (n° 217), Giroud dans *Régénération* (n° du 1er janv. 1905) sont partis en guerre contre cette théorie. Giroud même me l'a trop généreusement prêtée. Au contraire, il n'est que trop certain que la *longue* misère amène la dépression mentale, le découragement, l'abdication de toute dignité personnelle. Elle favorise l'alcoolisme et l'abrutissement, et elle aboutit à la dégradation complète de l'être humain. Les mendiants sont un exemple de cet état lamentable.

Chez les misérables, tout ressort semble usé, détendu. En réalité, ces gens *s'adaptent* le mieux possible à leur état, de façon à n'en ressentir que le *minimum* de souffrance. Ils sont habitués à leur servitude, à leur misère ; ils les considèrent comme naturelles et nécessaires. Ils assailleront à coups de pierres (on l'a vu) les militants venant leur faire de la propagande. Ils sont les clients (au sens étymologique du mot) des moines, des patrons, de tous ceux desquels ils croient que dépendent leur vie et leur subsistance.

Est-ce à dire que le bien-être fait croître l'esprit de révolte ? Quand certains ouvriers ou certaines catégories d'ouvriers sont favorisés par des conditions économiques spéciales, on les voit trop souvent s'enfermer dans un égoïsme étroit. Laurent Casas nous a fait le tableau ici même (nov. et déc. 1904) du particularisme des trade-unions américaines. En fait d'idéal, les ouvriers favorisés ne songent ordinairement qu'à défendre contre la concurrence leur situation privilégiée : mesures contre les ouvriers non syndiqués, au besoin avec l'appui d'une entente patronale, tandis que des droits d'entrée exorbitants restreignent les adhésions au syndicat (Etats-Unis) ; mesures prohibitives exigées du gouvernement contre les travailleurs étrangers (Australie, Nouvelle-Zélande), etc.

Les ouvriers privilégiés s'adaptent le mieux possible au milieu, de façon à vivre de la façon la plus commode. Mais le bien-être n'engendre ni solidarité, ni esprit de révolte, ni idéal révolutionnaire. Les ouvriers qualifiés, qui jouissent de salaires rémunérateurs, ne songent pas d'ordinaire à bouleverser la société ; ils cherchent à assurer leur bien-être par la pratique du coopératisme, de la mutualité, de la restriction sexuelle. Je me hâte de dire que je ne leur en fais nul reproche et qu'il n'est pas étrange que chacun cherche à améliorer sa situation — à condition cependant que ce ne soit pas aux dépens d'autres travailleurs et que ces salariés ne se mettent pas à exploiter dans leurs coopératives, comme on l'a vu, le travail de leurs salariés. Ces gens-là croient le plus souvent aux réformes et réclament les faveurs des pouvoirs publics. A la rigueur, avec l'aide des événements, on pourrait imaginer sans invraisemblance la formation d'un quatrième état.

Ce n'est donc pas l'amélioration des conditions de vie, non plus que l'état permanent de misère, qui conduit à la révolte. Chez les uns et les autres (misérables ou privilégiés), pour qu'il y ait révolte, il faut qu'il y ait d'abord sensation de souffrance, il faut même que la souffrance soit vivement sentie, au point de paraître intolérable.

La souffrance sera sentie par un individu quelconque qui voit ses conditions de vie empirer ou son bien-être diminuer. Je prends ici misère et bien-être dans leur sens le plus général, qu'il s'agisse de conditions économiques ou morales. L'individu atteint ressentira d'autant plus la souffrance que le passage entre les deux états sera plus brusque.

La réaction de début sera extrêmement vive, puis elle ira en s'atténuant, à la longue. Au fond, il s'agit ici d'une loi commune à tous les

phénomènes biologiques. L'excitation brusque produit une réaction de début intense qui diminue peu à peu, *malgré la permanence de l'excitation*. La souffrance elle-même s'émousse, qu'il s'agisse d'un deuil ou d'une peine matérielle.

Une fois le premier moment passé, l'homme s'habitue à son nouvel état, il s'adapte. S'il s'agit d'une diminution de bien-être, il restreindra ses besoins, il créera ou il acceptera, pour l'explication de sa déchéance, des raisons pour se satisfaire, pour amoindrir sa souffrance morale. Il ne sera secoué de sa torpeur, de son inertie que par une nouvelle souffrance venant se surajouter, ou par une excitation cérébrale, par la propagande, par exemple.

La permanence d'un état misérable n'est donc pas faite pour provoquer une réaction de révolte. Au contraire, des souffrances fugaces, *mais répétées*, produiront plus sûrement une réaction extrêmement vive (il s'agit encore ici d'un phénomène biologique général). Des vexations policières, des tracasseries d'atelier, variées et multiples, amènent facilement une explosion de révolte (1).

Mais pour que la sensation de souffrance amène la révolte, il faut que cette souffrance offense le sentiment de justice de celui qui est atteint. Sans quoi, la souffrance ne se traduit que par une douleur morale, c'est-à-dire par la dépression nerveuse, les pleurs et les lamentations.

Si le sentiment de justice de l'individu est lésé, si la victime peut reporter la cause de sa souffrance sur des auteurs responsables ou sur ceux qu'elle croit en être les auteurs, alors éclatent les sentiments de colère et d'indignation qui peuvent déterminer les actes de révolte.

Même à ce moment, tout peut avorter pour des causes multiples : si les victimes, se sentant lésées, ignorent sur qui faire retomber leur colère, si elles sont pénétrées du sentiment de leur impuissance vis-à-vis des auteurs de leurs maux ou si elles sont retenues dans leur action par le sentiment de la peur. Interviennent donc, contre le développement de la révolte, l'ignorance et l'éducation ; il faut encore tenir compte, comme facteur, de l'hérédité, c'est-à-dire de l'accoutumance de longues générations, antérieures à l'obéissance passive et à la résignation.

La religion a toujours été le meilleur calmant contre la révolte. Tout d'abord elle enseigne qu'il n'y a pas d'injustice : tout vient de la volonté de Dieu, toute souffrance n'est qu'une épreuve qui assurera au patient, après sa mort, les félicités célestes. La révolte est un acte impie. La religion enseigne aux hommes l'obéissance et la résignation : il y aura toujours des pauvres, et ces pauvres, par surcroît, doivent aux riches la reconnaissance des charités qu'on leur octroie.

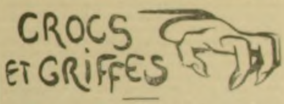
L'enseignement officiel, surtout celui de l'école primaire, vient appuyer cette éducation religieuse et la suppléer au besoin. L'enseignement primaire inculque aux élèves des préceptes de morale, morale officielle et absolue, de façon à donner aux enfants des préjugés et des habitudes dont ils auront toutes les peines du monde à se dépêtrer jamais : fatalité économique, nécessité de l'ordre social et de la hiérarchie sociale, devoirs impératifs envers la société, l'Etat (lois, impôts, service militaire), les patrons, etc. La richesse est le résultat du travail et de la prévoyance ; elle accomplit d'ailleurs une fonction sociale nécessaire par la bonté et la charité. Grâce aux riches, les ouvriers peuvent avoir du travail et gagner leur vie. Le vrai bonheur consiste à être satisfait de son sort et à se contenter de peu. La soumission aux lois est nécessaire pour le bon ordre, pour la richesse nationale, pour la gloire de la Patrie. C'est, en effet, la religion patriotique qui sert à renforcer l'obéissance civique. Enfin, au cas où, malgré tout, des velléités de révolte se produiraient, on a soin de développer par avance le sentiment de la peur par le tableau de sanctions menaçantes : gendarmes, tribunaux, prisons, armée, etc.

Le résultat de cette éducation est une résignation passive. Que les malheurs s'abattent sur un individu, il continuera à supporter patiemment l'adversité, *en accusant le sort*, jusqu'à ce que, tombé à un degré où la vie n'est plus possible, il disparaisse enfin. Des gens à bout de ressources se suicident, après avoir eu soin de payer exactement leur propriétaire et leurs fournisseurs, et après s'être excusés, par lettre, auprès du commissaire pour le dérangement qu'ils lui causent. Bel exemple de la déviation morale, ou peut dire de la perversion, que l'éducation peut produire.

M. Pierrot.

(*A suivre.*)

(1) Il s'agit, il est vrai, dans l'exemple donné, de souffrances directes. Ici la réaction est simple ; il n'y a pas, comme pour un malaise économique, à remonter à des causes plus ou moins éloignées, à dégager péniblement ces causes jusqu'à des auteurs responsables, dont la responsabilité est fuyante et indéterminée, quand elle est la conséquence du régime économique de la société. Quand, au contraire, il s'agit d'une injure directe commise par un individu déterminé, par un contremaître par exemple, cette injure provoque facilement et immédiatement l'acte de défense.



Dans la comédie qu'a jouée le tsar en recevant la soi-disant députation d'ouvriers, soigneusement choisis parmi les lèche-bottes les plus avérés, il a prononcé ces paroles : « Je crois aux sentiments honnêtes des ouvriers, en leur dévotion envers moi et je leur pardonne leur forfait (!). »

Le monsieur qui a des milliers de cadavres sur la conscience — ce qui ne semble pas le gêner beaucoup — pardonne aux ouvriers le forfait d'avoir assez de leur oppresseur ! Il est à souhaiter qu'eux autres ne lui pardonnent pas les siens.

J. Grave.



MOUVEMENT SOCIAL

Ecoutez l'histoire du soldat Heitzberg. Je découpe l'article suivant, signé J. Lh., dans le *Réveil du Centre* du 28 janvier.

« Heitzberg avait été incorporé, au mois de novembre dernier, au 138e d'infanterie, à Magnac-Laval. Son histoire, ténébreuse en plus d'un point, expliquera son acte. Fils d'un Badois naturalisé et d'une Française, il naquit aux environs de Nantes. Tout jeune, il perdit son père. On le mit dans un lycée où il resta jusqu'à l'âge de 16 ans. Puis, sans qu'on sache au juste comment cela se fit, il entra à la Trappe. Pendant deux ans, il se consacra à l'étude. Il était remarquablement intelligent et fort studieux. Il acquit une foule de connaissances très diverses. Toutes ces lectures, peut-être pas très complètement assimilées, lui formèrent un esprit complexe, bizarre amalgame de mysticisme et de philosophie. Une seule idée s'affirmait nettement en lui, étayée de toutes les raisons du cœur comme de toutes celles de la réflexion : un grand amour de ses semblables, l'horreur du sang répandu.

A dix-huit ans, il partit. Pourquoi ? pour où ? Nul peut-être, hors lui, ne le sait. Il roula sa bosse un peu partout : en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Italie. Il fut camelot. Ses voyages lui permirent une foule d'observations. Il retint beaucoup. Il apprit plusieurs langues.

Un jour, las de cette vie errante, il alla trouver le consul de Berne qui le fit rapatrier. Sa situation ne changea guère pour cela. Il continua de battre les routes. Il y rencontra plusieurs fois les gendarmes. Il n'avait pas d'argent, pas de moyens d'existence. Il fut prévenu de vagabondage, de mendicité, même condamné et emprisonné. Son casier judiciaire enregistre sept peines de ce genre.

N'ayant pas mieux réussi dans son pays qu'ailleurs, il s'exila de nouveau. Mais ce fut pour rentrer encore au bout de quelques mois.

Entre temps, il avait dépassé l'âge de la conscription. On le lui rappela. Ne pouvant le punir comme insoumis en raison de la dernière amnistie, on l'incorpora au 138e.

Dès ce moment il avait résolu de mettre ses actes en accord avec ses principes. Quelques jours après son arrivée au corps, il refusa de faire l'exercice, cela sans bruit, sans éclat, doucement, presque timidement. On le conduisit en prison. Là il reçut la visite d'un brave homme dont le nom ne saurait être assez cité : l'adjudant de bataillon Klein. Celui-ci lui exposa amicalement qu'il avait tort de se rebeller, qu'il encourrait de graves punitions, que l'exemple qu'il voulait donner serait, d'ailleurs, tout à fait vain. Il lui parla de sa mère éplorée. « Pliez-vous à la règle commune, lui dit-il. Vous aurez ensuite toute latitude de recommencer votre campagne pacifiste. »

Heitzberg se laissa fléchir. Il donna à l'adjudant sa parole de ne pas recommencer. On le vit s'appliquer à l'exercice. Mais, rentré dans la chambre, triste, taciturne, il restait prostré, de longs moments, sur son lit. Souvent, les deux poings sur les yeux, on le vit pleurer, secoué de profonds sanglots.

Au bout de six semaines, à bout de forces, il écrivit à l'adjudant, suppliant celui-ci de lui rendre sa parole.

Le lendemain, il refusa de nouveau de descendre à l'exercice. L'adjudant de sa compagnie, appelé, tâcha de le ramener à l'obéissance. Il lui lut les articles du code militaire visant son cas. Heitzberg, de sa voix douce mais ferme, en termes toujours d'une correction et d'une humilité parfaites, répondit que sa décision était, cette fois, inébranlable. Ramené à la prison, il reçut encore la visite de l'adjudant Klein, mais celui-ci se heurta à un parti pris obstiné.

Ce fut une révolution dans la petite garnison, puis au chef-lieu du corps d'armée. Cependant, l'affaire ne s'ébruita pas. Les secrets des casernes sont bien gardés.

A la vérité, le révolutionnaire n'était pas, par lui-même, très dangereux. Ce rêveur, cet illuminé ne risquait pas d'entraîner à la révolte ses camarades de chambrée. Ce n'était pas un propagandiste. Fier de ses résolutions qui le mettaient au-dessus des autres, il les gardait pour lui-même, attendant le moment de les manifester.

Mais si on ne le redoutait pas personnellement, on craignait, on craint son exemple.

Heitzberg est de taille moyenne et bien prise. Son visage pâle est encadré d'une longue barbe noire. Il a l'air las, dégoûté, découragé. Pourtant, il est courageux. Il parle avec une grande facilité et une certaine élégance. Ses explications sont simples, brèves et dignes.

« J'aime mes semblables, dit-il en substance. Je considère tous les hommes comme mes frères et l'humanité comme ma seule patrie. Je hais la guerre. Je veux la réconciliation des peuples. Je me suis dévoué tout entier aux idées de paix. J'estime que les différends entre nations peuvent se régler autrement que par des massacres.

« Je soutiendrai ces idées jusqu'au bout, quoi qu'il puisse advenir. Je sais à quoi je m'expose. Mais je ne crains pas de souffrir, je ne crains pas la prison. Je revendique la pleine responsabilité de mes actes. Les médecins m'ont reconnu absolument sain d'esprit, il n'y a donc pas à équivoquer sur mon cas. Décidez. Je ne regrette qu'une chose, c'est d'avoir été lâche pendant un certain temps, de m'être laissé guider par mon intérêt personnel,

Nous eussions été dans le nôtre en passant outre et il est à peu près certain que ces terribles menaces ne se seraient pas réalisées. Quoi qu'il dût arriver, d'ailleurs, il était facile de prendre toutes les responsabilités voulues et de ne pas abandonner ceux que l'arbitraire gouvernemental aurait pu frapper.

On a mieux aimé écrire que nous n'osions pas porter une couronne dans un cimetière. C'est regrettable. Nous voulons aider à l'instauration de la liberté en Russie et nous ne savons pas même faire respecter ni notre liberté de citoyens français, ni la liberté de ceux à qui nous donnons asile!

CHARLES ALBERT.

On vient de lire l'historique de la manifestation que nous annoncions dans le dernier numéro, et les raisons de la reculade, car on ne peut pas qualifier cela autrement.

Nous ne récriminerons pas; cela n'avance à rien. Mais nous tirerons la morale des faits.

Devant cette révolution qui s'annonce en Russie, qui sera ce qu'elle pourra, mais qui, si peu qu'elle donne, sera toujours un progrès sur le régime atroce sous lequel se débattent le peuple et la pensée russes; encouragés par les accès d'indignation qui se manifestaient de toutes parts contre les assassins du 22 janvier, nous avions pensé qu'en cette occasion, pouvaient s'unir, sans distinction d'écoles, tous ceux qui se réclament de la liberté et de la démocratie, afin que le gouvernement ne pût arguer d'en ignorer, et que cette manifestation imposante eût tout son effet, pour aller affirmer en plein soleil, et à la face de tous, leurs sympathies pour ceux qui luttent en Russie, et en même temps revendiquer notre propre liberté, et montrer aux laquais que nous payons — bien malgré nous — que nous entendons à l'occasion être libres.

Mais, à l'annonce de cette manifestation, le gouvernement s'est ému. Et il a suffi qu'il fit connaître qu'il s'y opposerait pour que quelques-unes des adhésions reçues se retirassent. Tous unis, la manifestation était sûre de réussir: les uns disant non, c'eût été folie de persister. Il n'y avait qu'à s'incliner.

Ceux qui ont déconseillé la manifestation disent que, ne risquant rien personnellement, il leur a répugné d'attirer les autres dans une action pouvant être funeste à ceux qui auraient répondu à leur appel.

Cela part, sans doute, d'un très bon cœur. Mais, lorsqu'on est bien décidé, il y a toujours moyen de forcer les gouvernants ou à reculer devant une infamie, ou à étendre les responsabilités à ceux qui les réclament.

On pouvait aviser les Russes de ce qui les menaçait; ceux qui auraient eu des raisons pour ne pas vouloir être expulsés, seraient restés chez eux. Et le public saisi de cette menace de chantage, il aurait été difficile au gouvernement d'y donner suite.

Les gouvernants n'osent jamais que ce que les gouvernés sont assez lâches pour supporter. Ils auraient lancé leurs argousins contre quelques centaines de manifestants, ils auraient reculé devant les milliers qu'il y aurait eu, si ceux qui ont l'oreille de la foule avaient persisté.

Nous l'avons vu aux obsèques de Louise Michel (1). Je l'ai observé dans le coin où j'étais: les municipaux avaient mis baïonnette au canon; mais la foule ayant crié: A bas les baïonnettes! elles furent remises au fourreau.

(1) Lépine avait déclaré qu'il ne tolérerait ni drapeaux, ni chants. Les drapeaux rouges flottèrent par douzaines; les chants ne cessèrent pas.

La police s'était sentie impuissante, et elle obéissait aux injonctions de la foule.

N'est-ce pas à ceux qui risquent le moins, qui comptent devant les autorités, à oser le plus?

Certes, cette question des responsabilités est des plus troublantes. Ce n'est pas la première fois qu'elle se pose à mon esprit. Mais il y a des moments où il est dangereux de se laisser absorber par trop de philosophie. Lorsque l'action nous pousse, on doit laisser les cas de conscience à résoudre pour des moments plus tranquilles. Mais est-ce à des considérations philosophiques qu'ont obéi ceux qui se sont retirés, ou à des considérations politiques?

Si les ouvriers avaient toujours reculé devant les responsabilités, nous en serions encore au régime du bon plaisir royal. Tout comme en Russie, les gouvernants emprisonneraient, sans avoir à donner d'explications, ceux qui leur porteraient ombrage.

Si nos « intellectuels » peuvent aujourd'hui exhaler leur indignation à huis clos, c'est qu'il se trouva jadis des hommes pour agir au moment favorable, sans s'embarrasser des responsabilités. Nous n'acquerrons le droit de parler dans la rue que lorsque nous saurons le prendre.

En reculant devant les menaces du gouvernement, c'est lui avouer qu'il aurait bien tort de tenir compte des indignations qui se manifestent entre quatre murs, les portes fermées, puisqu'il lui suffit de montrer les dents pour qu'elles se taisent, lorsqu'elles tentent de se faire entendre au dehors.

Nous en présentons nos excuses à nos camarades. Nous pensions avoir trouvé des hommes, nous n'avons eu affaire qu'à des moulins à phrases.

Mais que le gouvernement ne s'y trompe pas. L'éducation des masses se fait. Le sentiment de l'initiative individuelle et de la dignité personnelles commencent à s'éveiller. Il viendra un jour — et plus tôt qu'on ne le pense sans doute — où la conscience publique sera assez forte pour que les foules trouvent leur impulsion en elles-mêmes, sans l'attendre du dehors. Nous verrons alors qui parlera le plus haut.

Il n'y a d'audace à attendre que de la foule anonyme. C'est elle qui, en se levant, emportera dans ses flots tous ces bavards qui, aux jours d'action, ne sont jamais qu'une entrave par leur souci des responsabilités à encourir.

Le gouvernement a aujourd'hui le dernier mot. Mais qu'il ne s'y fie pas, il n'aura pas toujours affaire qu'à des « intellectuels ».

J. GRAVE.

P. S. — Le télégramme de l'ami Kropotkine dont nous parlions dans notre dernier numéro, n'a pas été arrêté par le gouvernement anglais, mais bien par le gouvernement français. Tout comme en Russie!

L'ESPRIT DE RÉVOLTE

Bien souvent les révolutionnaires se sont indignés contre la veulerie de la masse qui subit passivement l'exploitation patronale et les tyrannies de toute sorte.

Laissant de côté la classe bourgeoise dont, bien entendu, les membres sont portés à trouver que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, il semble que la classe ouvrière, c'est-à-dire la classe qui souffre directement des conditions économiques actuelles, devrait s'enflammer d'un coup sous l'effet de la propagande et faire une révolution qui paraît immédiatement possible.

La révolte, en effet, naît directement de la souffrance. Mais il faut s'entendre sur les termes. Je ne crois pas que jamais un anarchiste ait dit que l'excès de misère est nécessaire pour créer la révolution. Desplanques dans *la Voix du Peuple* (n° 217), Giroud dans *Régénération* (n° du 1er janv. 1905) sont partis en guerre contre cette théorie. Giroud même me l'a trop généreusement prêtée. Au contraire, il n'est que trop certain que la *longue* misère amène la dépression mentale, le découragement, l'abdication de toute dignité personnelle. Elle favorise l'alcoolisme et l'abrutissement, et elle aboutit à la dégradation complète de l'être humain. Les mendiants sont un exemple de cet état lamentable.

Chez les misérables, tout ressort semble usé, détendu. En réalité, ces gens *s'adaptent* le mieux possible à leur état, de façon à n'en ressentir que le minimum de souffrance. Ils sont habitués à leur servitude, à leur misère; ils les considèrent comme naturelles et nécessaires. Ils assailleront à coups de pierres (on l'a vu) les militants venant leur faire de la propagande. Ils sont les clients (au sens étymologique du mot) des moines, des patrons, de tous ceux desquels ils croient que dépendent leur vie et leur subsistance.

Est-ce à dire que le bien-être fait croître l'esprit de révolte? Quand certains ouvriers ou certaines catégories d'ouvriers sont favorisés par des conditions économiques spéciales, on les voit trop souvent s'enfermer dans un égoïsme étroit. Laurant Casas nous a fait le tableau ici même (nov. et déc. 1904) du particularisme des trade-unions américaines. En fait d'idéal, les ouvriers favorisés ne songent ordinairement qu'à défendre contre la concurrence leur situation privilégiée: mesures contre les ouvriers non syndiqués, au besoin avec l'appui d'une entente patronale, tandis que des droits d'entrée exorbitants restreignent les adhésions au syndicat (Etats-Unis); mesures prohibitives exigées du gouvernement contre les travailleurs étrangers (Australie, Nouvelle-Zélande), etc.

Les ouvriers privilégiés s'adaptent le mieux possible au milieu, de façon à vivre de la façon la plus commode. Mais le bien-être n'engendre ni solidarité, ni esprit de révolte, ni idéal révolutionnaire. Les ouvriers qualifiés, qui jouissent de salaires rémunérateurs, ne songent pas d'ordinaire à bouleverser la société; ils cherchent à assurer leur bien-être par la pratique du coopératisme, de la mutualité, de la restriction sexuelle. Je me hâte de dire que je ne leur en fais nul reproche et qu'il n'est pas étrange que chacun cherche à améliorer sa situation — à condition cependant que ce ne soit pas aux dépens d'autres travailleurs et que ces salariés ne se mettent pas à exploiter dans leurs coopératives, comme on l'a vu, le travail de leurs salariés. Ces gens-là croient le plus souvent aux réformes et réclament les faveurs des pouvoirs publics. A la rigueur, avec l'aide des événements, on pourrait imaginer sans invraisemblance la formation d'un quatrième état.

Ce n'est donc pas l'amélioration des conditions de vie, non plus que l'état permanent de misère, qui conduit à la révolte. Chez les uns et les autres (misérables ou privilégiés), pour qu'il y ait révolte, il faut qu'il y ait d'abord sensation de souffrance, il faut même que la souffrance soit vivement sentie, au point de paraître intolérable.

La souffrance sera sentie par un individu quelconque qui voit ses conditions de vie empirer ou son bien-être diminuer. Je prends ici misère et bien-être dans leur sens le plus général, qu'il s'agisse de conditions économiques ou morales. L'individu atteint ressentira d'autant plus la souffrance que le passage entre les deux états sera plus brusque.

La réaction de début sera extrêmement vive, puis elle ira en s'atténuant, à la longue. Au fond, il s'agit ici d'une loi commune à tous les

phénomènes biologiques. L'excitation brusque produit une réaction de début intense qui diminue peu à peu, *malgré la permanence de l'excitation*. La souffrance elle-même s'émousse, qu'il s'agisse d'un deuil ou d'une peine matérielle.

Une fois le premier moment passé, l'homme s'habitue à son nouvel état, il s'adapte. S'il s'agit d'une diminution de bien-être, il restreindra ses besoins, il créera ou il acceptera, pour l'explication de sa déchéance, des raisons pour se satisfaire, pour amoindrir sa souffrance morale. Il ne sera secoué de sa torpeur, de son inertie que par une nouvelle souffrance venant se surajouter, ou par une excitation cérébrale, par la propagande, par exemple.

La permanence d'un état misérable n'est donc pas faite pour provoquer une réaction de révolte. Au contraire, des souffrances fugaces, *mais répétées*, produiront plus sûrement une réaction extrêmement vive (il s'agit encore ici d'un phénomène biologique général). Des vexations policières, des tracasseries d'atelier, variées et multiples, amènent facilement une explosion de révolte (1).

Mais pour que la sensation de souffrance amène la révolte, il faut que cette souffrance offense le sentiment de justice de celui qui est atteint. Sans quoi, la souffrance ne se traduit que par une douleur morale, c'est-à-dire par la dépression nerveuse, les pleurs et les lamentations.

Si le sentiment de justice de l'individu est lésé, si la victime peut reporter la cause de sa souffrance sur des auteurs responsables ou sur ceux qu'elle croit en être les auteurs, alors éclatent les sentiments de colère et d'indignation qui peuvent déterminer les actes de révolte.

Même à ce moment, tout peut avorter pour des causes multiples : si les victimes, se sentant lésées, ignorent sur qui faire retomber leur colère, si elles sont pénétrées du sentiment de leur impuissance vis-à-vis des auteurs de leurs maux ou si elles sont retenues dans leur action par le sentiment de la peur. Interviennent donc, contre le développement de la révolte, l'ignorance et l'éducation ; il faut encore tenir compte, comme facteur, de l'hérédité, c'est-à-dire de l'accoutumance de longues générations, antérieures à l'obéissance passive et à la résignation.

La religion a toujours été le meilleur calmant contre la révolte. Tout d'abord elle enseigne qu'il n'y a pas d'injustice : tout vient de la volonté de Dieu, toute souffrance n'est qu'une épreuve qui assurera au patient, après sa mort, les félicités célestes. La révolte est un acte impie. La religion enseigne aux hommes l'obéissance et la résignation : il y aura toujours des pauvres, et ces pauvres, par surcroît, doivent aux riches la reconnaissance des charités qu'on leur octroie.

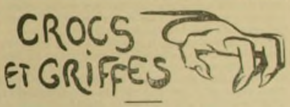
L'enseignement officiel, surtout celui de l'école primaire, vient appuyer cette éducation religieuse et la suppléer au besoin. L'enseignement primaire inculque aux élèves des préceptes de morale, morale officielle et absolue, de façon à donner aux enfants des préjugés et des habitudes dont ils auront toutes les peines du monde à se dépêtrer jamais : fatalité économique, nécessité de l'ordre social et de la hiérarchie sociale, devoirs impératifs envers la société, l'Etat (lois, impôts, service militaire), les patrons, etc. La richesse est le résultat du travail et de la prévoyance ; elle accomplit d'ailleurs une fonction sociale nécessaire par la bonté et la charité. Grâce aux riches, les ouvriers peuvent avoir du travail et gagner leur vie. Le vrai bonheur consiste à être satisfait de son sort et à se contenter de peu. La soumission aux lois est nécessaire pour le bon ordre, pour la richesse nationale, pour la gloire de la Patrie. C'est, en effet, la religion patriotique qui sert à renforcer l'obéissance civique. Enfin, au cas où, malgré tout, des velléités de révolte se produiraient, on a soin de développer par avance le sentiment de la peur par le tableau de sanctions menaçantes : gendarmes, tribunaux, prisons, armée, etc.

Le résultat de cette éducation est une résignation passive. Que les malheurs s'abattent sur un individu, il continuera à supporter patiemment l'adversité, *en accusant le sort*, jusqu'à ce que, tombé à un degré où la vie n'est plus possible, il disparaisse enfin. Des gens à bout de ressources se suicident, après avoir eu soin de payer exactement leur propriétaire et leurs fournisseurs, et après s'être excusés, par lettre, auprès du commissaire pour le dérangement qu'ils lui causent. Bel exemple de la déviation morale, on peut dire de la perversion, que l'éducation peut produire.

M. Pierrot.

(*A suivre.*)

(1) Il s'agit, il est vrai, dans l'exemple donné, de souffrances directes. Ici la réaction est simple ; il n'y a pas, comme pour un malaise économique, à remonter à des causes plus ou moins éloignées, à dégager péniblement ces causes jusqu'à des auteurs responsables, dont la responsabilité est fuyante et indéterminée, quand elle est la conséquence du régime économique de la société. Quand, au contraire, il s'agit d'une injure directe commise par un individu déterminé, par un contremaître par exemple, cette injure provoque facilement et immédiatement l'acte de défense.



Dans la comédie qu'a jouée le tsar en recevant la soi-disant députation d'ouvriers, soigneusement choisis parmi les lèche-bottes les plus avérés, il a prononcé ces paroles : « Je crois aux sentiments honnêtes des ouvriers, en leur dévotion envers moi et je leur pardonne leur forfait (!). »

Le monsieur qui a des milliers de cadavres sur la conscience — ce qui ne semble pas le gêner beaucoup — pardonne aux ouvriers le forfait d'avoir assez de leur oppresseur ! Il est à souhaiter qu'eux autres ne lui pardonnent pas les siens.

J. Grave.



Ecoutez l'histoire du soldat Heitzberg. Je découpe l'article suivant, signé J. Lh., dans le *Réveil du Centre* du 28 janvier.

« Heitzberg avait été incorporé, au mois de novembre dernier, au 138e d'infanterie, à Magnac-Laval. Son histoire, ténébreuse en plus d'un point, expliquera son acte. Fils d'un Badois naturalisé et d'une Française, il naquit aux environs de Nantes. Tout jeune, il perdit son père. On le mit dans un lycée où il resta jusqu'à l'âge de 16 ans. Puis, sans qu'on sache au juste comment cela se fit, il entra à la Trappe. Pendant deux ans, il se consacra à l'étude. Il était remarquablement intelligent et fort studieux. Il acquit une foule de connaissances très diverses. Toutes ces lectures, peut-être pas très complètement assimilées, lui formèrent un esprit complexe, bizarre amalgame de mysticisme et de philosophie. Une seule idée s'affirmait nettement en lui, étayée de toutes les raisons du cœur comme de toutes celles de la réflexion : un grand amour de ses semblables, l'horreur du sang répandu.

A dix-huit ans, il partit. Pourquoi ? pour où ? Nul peut-être, hors lui, ne le sait. Il roula sa bosse un peu partout : en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Italie. Il fut camelot. Ses voyages lui permirent une foule d'observations. Il retint beaucoup. Il apprit plusieurs langues.

Un jour, las de cette vie errante, il alla trouver le consul de Berne qui le fit rapatrier. Sa situation ne changea guère pour cela. Il continua de battre les routes. Il y rencontra plusieurs fois les gendarmes. Il n'avait pas d'argent, pas de moyens d'existence. Il fut prévenu de vagabondage, de mendicité, même condamné et emprisonné. Son casier judiciaire enregistre sept peines de ce genre.

N'ayant pas mieux réussi dans son pays qu'ailleurs, il s'exila de nouveau. Mais ce fut pour rentrer encore au bout de quelques mois.

Entre temps, il avait dépassé l'âge de la conscription. On le lui rappela. Ne pouvant le punir comme insoumis en raison de la dernière amnistie, on l'incorpora au 138e.

Dès ce moment il avait résolu de mettre ses actes en accord avec ses principes. Quelques jours après son arrivée au corps, il refusa de faire l'exercice, cela sans bruit, sans éclat, doucement, presque timidement. On le conduisit en prison. Là il reçut la visite d'un brave homme dont le nom ne saurait être assez cité : l'adjudant de bataillon Klein. Celui-ci lui exposa amicalement qu'il avait tort de se rebeller, qu'il encourrait de graves punitions, que l'exemple qu'il voulait donner serait, d'ailleurs, tout à fait vain. Il lui parla de sa mère éplorée. « Pliez-vous à la règle commune, lui dit-il. Vous aurez ensuite toute latitude de recommencer votre campagne pacifiste. »

Heitzberg se laissa fléchir. Il donna à l'adjudant sa parole de ne pas recommencer. On le vit s'appliquer à l'exercice. Mais, rentré dans la chambre, triste, taciturne, il restait prostré, de longs moments, sur son lit. Souvent, les deux poings sur les yeux, on le vit pleurer, secoué de profonds sanglots.

Au bout de six semaines, à bout de forces, il écrivit à l'adjudant, suppliant celui-ci de lui rendre sa parole.

Le lendemain, il refusa de nouveau de descendre à l'exercice. L'adjudant de sa compagnie, appelé, tâcha de le ramener à l'obéissance. Il lui lut les articles du code militaire visant son cas. Heitzberg, de sa voix douce mais ferme, en termes toujours d'une correction et d'une humilité parfaites, répondit que sa décision était, cette fois, inébranlable. Ramené à la prison, il reçut encore la visite de l'adjudant Klein, mais celui-ci se heurta à un parti pris obstiné.

Ce fut une révolution dans la petite garnison, puis au chef-lieu du corps d'armée. Cependant, l'affaire ne s'ébruita pas. Les secrets des casernes sont bien gardés.

A la vérité, le révolutionnaire n'était pas, par lui-même, très dangereux. Ce rêveur, cet illuminé ne risquait pas d'entraîner à la révolte ses camarades de chambrée. Ce n'était pas un propagandiste. Fier de ses résolutions qui le mettaient au-dessus des autres, il les gardait pour lui-même, attendant le moment de les manifester.

Mais si on ne le redoutait pas personnellement, on craignait, on craint son exemple.

Heitzberg est de taille moyenne et bien prise. Son visage pâle est encadré d'une longue barbe noire. Il a l'air las, dégoûté, découragé. Pourtant, il est courageux. Il parle avec une grande facilité et une certaine élégance. Ses explications sont simples, brèves et dignes.

« J'aime mes semblables, dit-il en substance. Je considère tous les hommes comme mes frères et l'humanité comme ma seule patrie. Je hais la guerre. Je veux la réconciliation des peuples. Je me suis dévoué tout entier aux idées de paix. J'estime que les différends entre nations peuvent se régler autrement que par des massacres.

« Je soutiendrai ces idées jusqu'au bout, quoi qu'il puisse advenir. Je sais à quoi je m'expose. Mais je ne crains pas de souffrir, je ne crains pas la prison. Je revendique la pleine responsabilité de mes actes. Les médecins m'ont reconnu absolument sain d'esprit, il n'y a donc pas à équivoquer sur mon cas. Décidez. Je ne regrette qu'une chose, c'est d'avoir été lâche pendant un certain temps, de m'être laissé guider par mon intérêt personnel,

Nous eussions été dans le nôtre en passant outre et il est à peu près certain que ces terribles menaces ne se seraient pas réalisées. Quoi qu'il dût arriver, d'ailleurs, il était facile de prendre toutes les responsabilités voulues et de ne pas abandonner ceux que l'arbitraire gouvernemental aurait pu frapper.

On a mieux aimé écrire que nous n'osions pas porter une couronne dans un cimetière. C'est regrettable. Nous voulons aider à l'instauration de la liberté en Russie et nous ne savons pas même faire respecter ni notre liberté de citoyens français, ni la liberté de ceux à qui nous donnons asile!

CHARLES ALBERT.

On vient de lire l'historique de la manifestation que nous annoncions dans le dernier numéro, et les raisons de la reculade, car on ne peut pas qualifier cela autrement.

Nous ne récriminerons pas; cela n'avance à rien. Mais nous tirerons la morale des faits.

Devant cette révolution qui s'annonce en Russie, qui sera ce qu'elle pourra, mais qui, si peu qu'elle donne, sera toujours un progrès sur le régime atroce sous lequel se débattent le peuple et la pensée russes; encouragés par les accès d'indignation qui se manifestaient de toutes parts contre les assassins du 22 janvier, nous avions pensé qu'en cette occasion, pouvaient s'unir, sans distinction d'écoles, tous ceux qui se réclament de la liberté et de la démocratie, afin que le gouvernement ne pût arguer d'en ignorer, et que cette manifestation imposante eût tout son effet, pour aller affirmer en plein soleil, et à la face de tous, leurs sympathies pour ceux qui luttent en Russie, et en même temps revendiquer notre propre liberté, et montrer aux laquais que nous payons — bien malgré nous — que nous entendons à l'occasion être libres.

Mais, à l'annonce de cette manifestation, le gouvernement s'est ému. Et il a suffi qu'il fît connaître qu'il s'y opposerait pour que quelques-unes des adhésions reçues se retirassent. Tous unis, la manifestation était sûre de réussir: les uns disant non, c'eût été folie de persister. Il n'y avait qu'à s'incliner.

Ceux qui ont déconseillé la manifestation disent que, ne risquant rien personnellement, il leur a répugné d'attirer les autres dans une action pouvant être funeste à ceux qui auraient répondu à leur appel.

Cela part, sans doute, d'un très bon cœur. Mais, lorsqu'on est bien décidé, il y a toujours moyen de forcer les gouvernants ou à reculer devant une infamie, ou à étendre les responsabilités à ceux qui les réclament.

On pouvait aviser les Russes de ce qui les menaçait; ceux qui auraient eu des raisons pour ne pas vouloir être expulsés, seraient restés chez eux. Et le public saisi de cette menace de chantage, il aurait été difficile au gouvernement d'y donner suite.

Les gouvernants n'osent jamais que ce que les gouvernés sont assez lâches pour supporter. Ils auraient lancé leurs argousins contre quelques centaines de manifestants, ils auraient reculé devant les milliers qu'il y aurait eu, si ceux qui ont l'oreille de la foule avaient persisté.

Nous l'avons vu aux obsèques de Louise Michel (1). Je l'ai observé dans le coin où j'étais: les municipaux avaient mis baïonnette au canon; mais la foule ayant crié: A bas les baïonnettes! elles furent remises au fourreau. La police s'était sentie impuissante, et elle obéissait aux injonctions de la foule.

N'est-ce pas à ceux qui risquent le moins, qui comptent devant les autorités, à oser le plus?

Certes, cette question des responsabilités est des plus troublantes. Ce n'est pas la première fois qu'elle se pose à mon esprit. Mais il y a des moments où il est dangereux de se laisser absorber par trop de philosophie. Lorsque l'action nous pousse, on doit laisser les cas de conscience à résoudre pour des moments plus tranquilles. Mais est-ce à des considérations philosophiques qu'ont obéi ceux qui se sont retirés, ou à des considérations politiques?

Si les ouvriers avaient toujours reculé devant les responsabilités, nous en serions encore au régime du bon plaisir royal. Tout comme en Russie, les gouvernants emprisonneraient, sans avoir à donner d'explications, ceux qui leur porteraient ombrage.

Si nos « intellectuels » peuvent aujourd'hui exhaler leur indignation à huis clos, c'est qu'il se trouva jadis des hommes pour agir au moment favorable, sans s'embarrasser des responsabilités. Nous n'acquerrons le droit de parler dans la rue que lorsque nous saurons le prendre.

En reculant devant les menaces du gouvernement, c'est lui avouer qu'il aurait bien tort de tenir compte des indignations qui se manifestent entre quatre murs, les portes fermées, puisqu'il lui suffit de montrer les dents pour qu'elles se taisent, lorsqu'elles tentent de se faire entendre au dehors.

Nous en présentons nos excuses à nos camarades. Nous pensions avoir trouvé des hommes, nous n'avons eu affaire qu'à des moulins à phrases.

Mais que le gouvernement ne s'y trompe pas. L'éducation des masses se fait. Le sentiment de l'initiative individuelle et de la dignité personnelles commencent à s'éveiller. Il viendra un jour — et plus tôt qu'on ne le pense sans doute — où la conscience publique sera assez forte pour que les foules trouvent leur impulsion en elles-mêmes, sans l'attendre du dehors. Nous verrons alors qui parlera le plus haut.

Il n'y a d'audace à attendre que de la foule anonyme. C'est elle qui, en se levant, emportera dans ses flots tous ces bavards qui, aux jours d'action, ne sont jamais qu'une entrave par leur souci des responsabilités à encourir.

Le gouvernement a aujourd'hui le dernier mot. Mais qu'il ne s'y fie pas, il n'aura pas toujours affaire qu'à des « intellectuels ».

J. GRAVE.

P. S. — Le télégramme de l'ami Kropotkine dont nous parlions dans notre dernier numéro, n'a pas été arrêté par le gouvernement anglais, mais bien par le gouvernement français. Tout comme en Russie!

(1) Lépine avait déclaré qu'il ne tolérerait ni drapeaux, ni chants. Les drapeaux rouges flottèrent par douzaines; les chants ne cessèrent pas.

L'ESPRIT DE RÉVOLTE

Bien souvent les révolutionnaires se sont indignés contre la veulerie de la masse qui subit passivement l'exploitation patronale et les tyrannies de toute sorte.

Laissant de côté la classe bourgeoise dont, bien entendu, les membres sont portés à trouver que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, il semble que la classe ouvrière, c'est-à-dire la classe qui souffre directement des conditions économiques actuelles, devrait s'enflammer d'un coup sous l'effet de la propagande et faire une révolution qui paraît immédiatement possible.

La révolte, en effet, naît directement de la souffrance. Mais il faut s'entendre sur les termes. Je ne crois pas que jamais un anarchiste ait dit que l'excès de misère est nécessaire pour créer la révolution. Desplanques dans *la Voix du Peuple* (n° 217), Giroud dans *Régénération* (n° du 1er janv. 1905) sont partis en guerre contre cette théorie. Giroud même me l'a trop généreusement prêtée. Au contraire, il n'est que trop certain que la *longue* misère amène la dépression mentale, le découragement, l'abdication de toute dignité personnelle. Elle favorise l'alcoolisme et l'abrutissement, et elle aboutit à la dégradation complète de l'être humain. Les mendiants sont un exemple de cet état lamentable.

Chez les misérables, tout ressort semble usé, détendu. En réalité, ces gens *s'adaptent* le mieux possible à leur état, de façon à n'en ressentir que le minimum de souffrance. Ils sont habitués à leur servitude, à leur misère; ils les considèrent comme naturelles et nécessaires. Ils assailleront à coups de pierres (on l'a vu) les militants venant leur faire de la propagande. Ils sont les clients (au sens étymologique du mot) des moines, des patrons, de tous ceux desquels ils croient que dépendent leur vie et leur subsistance.

Est-ce à dire que le bien-être fait croître l'esprit de révolte? Quand certains ouvriers ou certaines catégories d'ouvriers sont favorisés par des conditions économiques spéciales, on les voit trop souvent s'enfermer dans un égoïsme étroit. Laurant Casas nous a fait le tableau ici même (nov. et déc. 1904) du particularisme des trade-unions américaines. En fait d'idéal, les ouvriers favorisés ne songent ordinairement qu'à défendre contre la concurrence leur situation privilégiée: mesures contre les ouvriers non syndiqués, au besoin avec l'appui d'une entente patronale, tandis que des droits d'entrée exorbitants restreignent les adhésions au syndicat (Etats-Unis); mesures prohibitives exigées du gouvernement contre les travailleurs étrangers (Australie, Nouvelle-Zélande), etc.

Les ouvriers privilégiés s'adaptent le mieux possible au milieu, de façon à vivre de la façon la plus commode. Mais le bien-être n'engendre ni solidarité, ni esprit de révolte, ni idéal révolutionnaire. Les ouvriers qualifiés, qui jouissent de salaires rémunérateurs, ne songent pas d'ordinaire à bouleverser la société; ils cherchent à assurer leur bien-être par la pratique du coopératisme, de la mutualité, de la restriction sexuelle. Je me hâte de dire que je ne leur en fais nul reproche et qu'il n'est pas étrange que chacun cherche à améliorer sa situation — à condition cependant que ce ne soit pas aux dépens d'autres travailleurs et que ces salariés ne se mettent pas à exploiter dans leurs coopératives, comme on l'a vu, le travail de leurs salariés. Ces gens-là croient le plus souvent aux réformes et réclament les faveurs des pouvoirs publics. A la rigueur, avec l'aide des événements, on pourrait imaginer sans invraisemblance la formation d'un quatrième état.

Ce n'est donc pas l'amélioration des conditions de vie, non plus que l'état permanent de misère, qui conduit à la révolte. Chez les uns et les autres (misérables ou privilégiés), pour qu'il y ait révolte, il faut qu'il y ait d'abord sensation de souffrance, il faut même que la souffrance soit vivement sentie, au point de paraître intolérable.

La souffrance sera sentie par un individu quelconque qui voit ses conditions de vie empirer ou son bien-être diminuer. Je prends ici misère et bien-être dans leur sens le plus général, qu'il s'agisse de conditions économiques ou morales. L'individu atteint ressentira d'autant plus la souffrance que le passage entre les deux états sera plus brusque.

La réaction de début sera extrêmement vive, puis elle ira en s'atténuant, à la longue. Au fond, il s'agit ici d'une loi commune à tous les

phénomènes biologiques. L'excitation brusque produit une réaction de début intense qui diminue peu à peu, *malgré la permanence de l'excitation*. La souffrance elle-même s'émousse, qu'il s'agisse d'un deuil ou d'une peine matérielle.

Une fois le premier moment passé, l'homme s'habitue à son nouvel état, il s'adapte. S'il s'agit d'une diminution de bien-être, il restreindra ses besoins, il créera ou il acceptera, pour l'explication de sa déchéance, des raisons pour se satisfaire, pour amoindrir sa souffrance morale. Il ne sera secoué de sa torpeur, de son inertie que par une nouvelle souffrance venant se surajouter, ou par une excitation cérébrale, par la propagande, par exemple.

La permanence d'un état misérable n'est donc pas faite pour provoquer une réaction de révolte. Au contraire, des souffrances fugaces, *mais répétées*, produiront plus sûrement une réaction extrêmement vive (il s'agit encore ici d'un phénomène biologique général). Des vexations policières, des tracasseries d'atelier, variées et multiples, amènent facilement une explosion de révolte (1).

Mais pour que la sensation de souffrance amène la révolte, il faut que cette souffrance offense le sentiment de justice de celui qui est atteint. Sans quoi, la souffrance ne se traduit que par une douleur morale, c'est-à-dire par la dépression nerveuse, les pleurs et les lamentations.

Si le sentiment de justice de l'individu est lésé, si la victime peut reporter la cause de sa souffrance sur des auteurs responsables ou sur ceux qu'elle croit en être les auteurs, alors éclatent les sentiments de colère et d'indignation qui peuvent déterminer les actes de révolte.

Même à ce moment, tout peut avorter pour des causes multiples : si les victimes, se sentant lésées, ignorent sur qui faire retomber leur colère, si elles sont pénétrées du sentiment de leur impuissance vis-à-vis des auteurs de leurs maux ou si elles sont retenues dans leur action par le sentiment de la peur. Interviennent donc, contre le développement de la révolte, l'ignorance et l'éducation ; il faut encore tenir compte, comme facteur, de l'hérédité, c'est-à-dire de l'accoutumance de longues générations, antérieures à l'obéissance passive et à la résignation.

La religion a toujours été le meilleur calmant contre la révolte. Tout d'abord elle enseigne qu'il n'y a pas d'injustice : tout vient de la volonté de Dieu, toute souffrance n'est qu'une épreuve qui assurera au patient, après sa mort, les félicités célestes. La révolte est un acte impie. La religion enseigne aux hommes l'obéissance et la résignation : il y aura toujours des pauvres, et ces pauvres, par surcroît, doivent aux riches la reconnaissance des charités qu'on leur octroie.

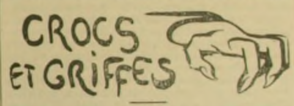
L'enseignement officiel, surtout celui de l'école primaire, vient appuyer cette éducation religieuse et la suppléer au besoin. L'enseignement primaire inculque aux élèves des préceptes de morale, morale officielle et absolue, de façon à donner aux enfants des préjugés et des habitudes dont ils auront toutes les peines du monde à se dépêtrer jamais : fatalité économique, nécessité de l'ordre social et de la hiérarchie sociale, devoirs impératifs envers la société, l'Etat (lois, impôts, service militaire), les patrons, etc. La richesse est le résultat du travail et de la prévoyance ; elle accomplit d'ailleurs une fonction sociale nécessaire par la bonté et la charité. Grâce aux riches, les ouvriers peuvent avoir du travail et gagner leur vie. Le vrai bonheur consiste à être satisfait de son sort et à se contenter de peu. La soumission aux lois est nécessaire pour le bon ordre, pour la richesse nationale, pour la gloire de la Patrie. C'est, en effet, la religion patriotique qui sert à renforcer l'obéissance civique. Enfin, au cas où, malgré tout, des velléités de révolte se produiraient, on a soin de développer par avance le sentiment de la peur par le tableau de sanctions menaçantes : gendarmes, tribunaux, prisons, armée, etc.

Le résultat de cette éducation est une résignation passive. Que les malheurs s'abattent sur un individu, il continuera à supporter patiemment l'adversité, *en accusant le sort*, jusqu'à ce que, tombé à un degré où la vie n'est plus possible, il disparaisse enfin. Des gens à bout de ressources se suicident, après avoir eu soin de payer exactement leur propriétaire et leurs fournisseurs, et après s'être excusés, par lettre, auprès du commissaire pour le dérangement qu'ils lui causent. Bel exemple de la déviation morale, on peut dire de la perversion, que l'éducation peut produire.

M. Pierrot.

(*A suivre.*)

(1) Il s'agit, il est vrai, dans l'exemple donné, de souffrances directes. Ici la réaction est simple ; il n'y a pas, comme pour un malaise économique, à remonter à des causes plus ou moins éloignées, à dégager péniblement ces causes jusqu'à des auteurs responsables, dont la responsabilité est fuyante et indéterminée, quand elle est la conséquence du régime économique de la société. Quand, au contraire, il s'agit d'une injure directe commise par un individu déterminé, par un contremaître par exemple, cette injure provoque facilement et immédiatement l'acte de défense.



Dans la comédie qu'a jouée le tsar en recevant la soi-disant députation d'ouvriers, soigneusement choisis parmi les lèche-bottes les plus avérés, il a prononcé ces paroles : « Je crois aux sentiments honnêtes des ouvriers, en leur dévotion envers moi et je leur pardonne leur forfait (!). »

Le monsieur qui a des milliers de cadavres sur la conscience — ce qui ne semble pas le gêner beaucoup — pardonne aux ouvriers le forfait d'avoir assez de leur oppresseur ! Il est à souhaiter qu'eux autres ne lui pardonnent pas les siens.

J. Grave.



MOUVEMENT SOCIAL

Ecoutez l'histoire du soldat Heitzberg. Je découpe l'article suivant, signé J. Lh., dans le *Réveil du Centre* du 28 janvier.

« Heitzberg avait été incorporé, au mois de novembre dernier, au 138e d'infanterie, à Magnac-Laval. Son histoire, ténébreuse en plus d'un point, expliquera son acte. Fils d'un Badois naturalisé et d'une Française, il naquit aux environs de Nantes. Tout jeune, il perdit son père. On le mit dans un lycée où il resta jusqu'à l'âge de 16 ans. Puis, sans qu'on sache au juste comment cela se fit, il entra à la Trappe. Pendant deux ans, il se consacra à l'étude. Il était remarquablement intelligent et fort studieux. Il acquit une foule de connaissances très diverses. Toutes ces lectures, peut-être pas très complètement assimilées, lui formèrent un esprit complexe, bizarre amalgame de mysticisme et de philosophie. Une seule idée s'affirmait nettement en lui, étayée de toutes les raisons du cœur comme de toutes celles de la réflexion : un grand amour de ses semblables, l'horreur du sang répandu.

A dix-huit ans, il partit. Pourquoi ? pour où ? Nul peut-être, hors lui, ne le sait. Il roula sa bosse un peu partout : en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Italie. Il fut camelot. Ses voyages lui permirent une foule d'observations. Il retint beaucoup. Il apprit plusieurs langues.

Un jour, las de cette vie errante, il alla trouver le consul de Berne qui le fit rapatrier. Sa situation ne changea guère pour cela. Il continua de battre les routes. Il y rencontra plusieurs fois les gendarmes. Il n'avait pas d'argent, pas de moyens d'existence. Il fut prévenu de vagabondage, de mendicité, même condamné et emprisonné. Son casier judiciaire enregistre sept peines de ce genre.

N'ayant pas mieux réussi dans son pays qu'ailleurs, il s'exila de nouveau. Mais ce fut pour rentrer encore au bout de quelques mois.

Entre temps, il avait dépassé l'âge de la conscription. On le lui rappela. Ne pouvant le punir comme insoumis en raison de la dernière amnistie, on l'incorpora au 138e.

Dès ce moment il avait résolu de mettre ses actes en accord avec ses principes. Quelques jours après son arrivée au corps, il refusa de faire l'exercice, cela sans bruit, sans éclat, doucement, presque timidement. On le conduisit en prison. Là il reçut la visite d'un brave homme dont le nom ne saurait être assez cité : l'adjudant de bataillon Klein. Celui-ci lui exposa amicalement qu'il avait tort de se rebeller, qu'il encourrait de graves punitions, que l'exemple qu'il voulait donner serait, d'ailleurs, tout à fait vain. Il lui parla de sa mère éplorée. « Pliez-vous à la règle commune, lui dit-il. Vous aurez ensuite toute latitude de recommencer votre campagne pacifiste. »

Heitzberg se laissa fléchir. Il donna à l'adjudant sa parole de ne pas recommencer. On le vit s'appliquer à l'exercice. Mais, rentré dans la chambre, triste, taciturne, il restait prostré, de longs moments, sur son lit. Souvent, les deux poings sur les yeux, on le vit pleurer, secoué de profonds sanglots.

Au bout de six semaines, à bout de forces, il écrivit à l'adjudant, suppliant celui-ci de lui rendre sa parole.

Le lendemain, il refusa de nouveau de descendre à l'exercice. L'adjudant de sa compagnie, appelé, tâcha de le ramener à l'obéissance. Il lui lut les articles du code militaire visant son cas. Heitzberg, de sa voix douce mais ferme, en termes toujours d'une correction et d'une humilité parfaites, répondit que sa décision était, cette fois, inébranlable. Ramené à la prison, il reçut encore la visite de l'adjudant Klein, mais celui-ci se heurta à un parti pris obstiné.

Ce fut une révolution dans la petite garnison, puis au chef-lieu du corps d'armée. Cependant, l'affaire ne s'ébruita pas. Les secrets des casernes sont bien gardés.

A la vérité, le révolutionnaire n'était pas, par lui-même, très dangereux. Ce rêveur, cet illuminé ne risquait pas d'entraîner à la révolte ses camarades de chambrée. Ce n'était pas un propagandiste. Fier de ses résolutions qui le mettaient au-dessus des autres, il les gardait pour lui-même, attendant le moment de les manifester.

Mais si on ne le redoutait pas personnellement, on craignait, on craint son exemple.

Heitzberg est de taille moyenne et bien prise. Son visage pâle est encadré d'une longue barbe noire. Il a l'air las, dégoûté, découragé. Pourtant, il est courageux. Il parle avec une grande facilité et une certaine élégance. Ses explications sont simples, brèves et dignes.

« J'aime mes semblables, dit-il en substance. Je considère tous les hommes comme mes frères et l'humanité comme ma seule patrie. Je hais la guerre. Je veux la réconciliation des peuples. Je me suis dévoué tout entier aux idées de paix. J'estime que les différends entre nations peuvent se régler autrement que par des massacres.

« Je soutiendrai ces idées jusqu'au bout, quoi qu'il puisse advenir. Je sais à quoi je m'expose. Mais je ne crains pas de souffrir, je ne crains pas la prison. Je revendique la pleine responsabilité de mes actes. Les médecins m'ont reconnu absolument sain d'esprit, il n'y a donc pas à équivoquer sur mon cas. Décidez. Je ne regrette qu'une chose, c'est d'avoir été lâche pendant un certain temps, de m'être laissé guider par mon intérêt personnel,

d'avoir hésité à me sacrifier à la cause que je soutiens. »

Ces déclarations n'ont pas suffi au ministère public, qui a cherché à les ridiculiser pour en atténuer la portée. Il s'est efforcé de représenter Heitzberg comme un paresseux que le service actif effrayait et qui aurait préféré un emploi au dehors, un bon poste d'embusqué.

« C'est, dit M. le lieutenant Gandillon, la théorie du travail approprié au goût de chacun, mais nous n'en sommes pas encore là. » Cela viendra plus vite que ne le croit M. Gandillon.

Mais le commissaire du gouvernement, qui défendait les intérêts de la patrie, est allé très loin dans la rigueur. « La faute de Heitzberg mérite les pires punitions, s'est-il écrié dans un beau mouvement d'éloquence. Ce cas n'est pas unique, en effet. Il y en a eu plusieurs déjà et les coupables ont bénéficié d'une étonnante indulgence. On doit s'en inquiéter pour le pays. »

Et, pour couronner le tout, il a laissé échapper cette perle qui contient bien tous les reflets des âmes militaristes et réactionnaires : « Si l'instruction conduit où est arrivé Heitzberg, pour le pays il vaudrait mieux que nous ne recevions que des illettrés (!!). »

L'ignorance est, en effet, le meilleur moyen de gouvernement. Le lâche assassin Nicolas II le sait bien.

La tâche de Me Manès, qui défendait Heitzberg, était malaisée, on le devine. Il a dû se borner à demander l'indulgence du conseil. Il l'a fait en termes mesurés et habiles.

L'accusé, ayant eu la parole le dernier, a renouvelé ses déclarations. Il a ajouté que, s'il ne voulait pas tuer, il ne voulait pas, non plus, en restant soldat, être exposé à expulser des moines ou des religieuses.

Heitzberg n'est pas un officier, il n'a pas le droit de désobéir. On le lui a bien montré. Il a été condamné à *un an de prison*. »

∴

Au 20e régiment d'artillerie, à Poitiers, 34 soldats se sont mutinés pour protester contre l'insuffisance de la nourriture et contre les exigences de leur capitaine, le nommé François.

Le soir, après la soupe, vers 6 heures, ils quittèrent le quartier par petits groupes, se réunirent à un endroit convenu, puis se dirigèrent vers un village appelé Clan. Parmi eux se trouvaient deux ou trois brigadiers.

Ils traversèrent Clan à minuit; ils allaienten bon ordre, sans crier, sans chanter, au point que personne dans le bourg ne les entendit passer.

A Jaulnay, ils entrèrent dans un café, en ressortirent vers 2 heures du matin et s'allèrent coucher dans un fenil au-dessus d'une grange.

Le matin, vers 7 heures, ils revinrent à Clan, où ils déjeunèrent. Là ils rencontrèrent un maréchal des logis de gendarmerie, qui leur demanda ce qu'ils y faisaient.

Ils répondirent : « Nous sommes partis hier soir du quartier, après la soupe, et nous avons passé la nuit à Jaulnay. Nous savons que nous sommes en défaut, nous rentrerons au quartier, mais quand nous voudrons. »

Ayant déjeuné, ils repartirent pour Poitiers, et furent rencontrés en route par un sous-lieutenant et plusieurs sous-officiers envoyés à leur recherche. Ils déclarèrent : « Nous avons abandonné la caserne parce que le capitaine nous y fait la vie trop dure et que la nourriture y est détestable. »

Et ils rentrèrent au quartier, en bon ordre, sans avoir fait le moindre geste de révolte.

La mutinerie était préméditée, paraît-il. Le capitaine François en avait été averti plusieurs jours avant, mais avait laissé faire, à dessein. Les mutins comptaient parmi eux plusieurs soldats de la classe. Depuis qu'ils avaient arrêté leur projet, ils mettaient leur argent en commun et avaient ainsi réuni une centaine de francs.

Il est tout à fait intéressant de se rappeler qu'une mutinerie du même genre s'est déjà produite à Poitiers, au 33e d'artillerie, il y a deux ans. Les mutins d'il y a deux ans furent envoyés en Afrique. Ceux-ci auront-ils le même sort? Il serait plus sage à l'autorité militaire de reconnaître ses torts et de leur faire rendre justice. C'est bien le moins que des gens qu'on prive de la liberté, mangent à leur faim. Quant à l'Afrique, le séjour en est tout indiqué, oui, mais pour le capitaine. R. Ch.

∴

Manosque. — Ville de 5.000 habitants. Autrefois nombreuses tanneries, aujourd'hui presque toutes disparues — on parle de les reconstituer, en cas de grèves, de celles de Marseille, et *en même temps* pour démolir le syndicat des tanneurs marseillais. Il y a aussi des mines de houille occupant une cinquantaine d'ouvriers, en majeure partie italiens, ceux du pays sont en partie des jaunes ; la Compagnie a réussi à *faire élire* comme délégué mineur un de ses jaunes pur sang. Quant à d'autres industries, il n'y en a pas ; tout le monde est propriétaire ou cultivateur, et quels propriétaires!!! Sauf quelques gros propriétaires, tout le reste est plutôt prolétaire ; on n'a jamais vu un pays aussi divisé en lopins (1) : des lopins de 6, de 12, de 18, de 24, et de 6 en 6 ares jusqu'à 60 ares ; mais la moyenne des lopins sont ceux de 12 à 24 ares. Ainsi, pour être propriétaire d'un hectare, il nous faut de 4 à 7 lopins et dispersés dans tout le territoire, c'est-à-dire des fois à plusieurs kilomètres de distance, car le territoire du pays a de 8 à 10 kilomètres de traversée. Ainsi on perd bien du temps pour aller d'une terre à l'autre.

Le pays est arrosé par deux canaux, l'un créé par l'Etat, qui a servi de perche, pendant plus de quarante ans, aux politiciens, et l'autre par une association de gros propriétaires, si ridicules, qu'ils défendent à leurs fermiers de se servir de l'eau de l'Etat qui traverse leurs fermes : tant pis si la sécheresse emporte tout, ils boudent contre l'Etat! ? Comme récolte, nous avons l'olive qui fait l'huile supérieure à tous les pays d'oliviers, le fourrage, le blé, le raisin, les pommes de terre, etc., etc. Le prix de la journée de dix heures de travail est de 3 francs pour hommes et 1 fr. 50 pour femmes, les buandières 2 francs. Pour la cueillette des olives, 2 fr. 50 pour les hommes, 1 fr. 25 pour les femmes, et elles en cueillent davantage que les hommes. Manque de bras pour le travail, parce que le journalier ne peut pas vivre, le travail n'allant que par secousses, trop de temps perdu en plus des journées d'intempéries. Nous avons un syndicat agricole qui ne syndique rien, sauf quelques gros bonnets qui en tirent leur profit. Comme moralité, socialistes, anti tout ce que vous voudrez, entre deux verres de verte ; ils ont six sous pour un verre d'absinthe, mais pas deux sous pour un journal aux idées nouvelles d'émancipation. « Pouah ! qu'ils disent, ils veulent nous faire faire le jeu des réactionnaires. » Depuis la distribution des pensions d'indemnité de 51, ils ont presque rétrogradé : les hommes libres penseurs et les femmes dévotes, n'allant pas à l'église, mais ne manquant aucune messe de mort, aucun baptême et surtout la première communion, leur grand dada !

Sur l'expulsion des cafards, personne ne dit mot, mais une grande partie en a la chair de poule, de voir qu'on a eu l'audace de déloger la vermine noire, un couvent de nonnes où nul mortel n'avait osé mettre les pieds, et elles sont parties, et les profanes ont l'audace de faire de leur sainte demeure des greniers à blé et autres denrées. Quelle abomination !

I. F.

Mouvement ouvrier. — L'Association internationale dite « *pour la protection légale des travailleurs*, » société mixte composée d'industriels, de capitalistes et de politiciens qui se sont adjoint quelques-uns des leaders du réformisme, comme Keufer, Briat et l'abbé Lemire, se prépare au combat contre la campagne entreprise par la Confédération en faveur de la journée de huit heures. Les jeunes bourgeois de l'*Humanité*, socialistes échappés de Normale, leur prêtent, bien entendu, leur collaboration. Ces Messieurs, bien pourvus de rentes, ne veulent pas qu'on en tarisse la source.

Au moment donc où s'engage une active campagne pour la journée de huit heures, les apôtres de la « protection légale » se sont réunis au très réactionnaire *Musée Social* et ont élaboré un projet de loi destiné à contrecarrer la décision prise par les travailleurs réunis à Bourges en septembre dernier.

C'est, comme il fallait s'y attendre, une campagne sourde de dénigrement systématique qui commence.

Le patronat peu rassuré, craignant que le mouvement engagé par la classe ouvrière ne l'oblige à concéder de fortes réductions du temps de travail, s'est donc assuré le concours de la fameuse Association dont Millerand est l'un des inspirateurs, et il pourra, au moment où cela lui sera nécessaire, opposer le projet que l'Association légale — oh combien ! — se propose de « soumettre aux législateurs » à celui élaboré par les travailleurs organisés réunis en congrès.

Voici du reste la partie principale de ce projet :

1° La durée légale du travail devra être fixée à dix heures par jour pour les travailleurs, enfants, femmes et adultes, dans les établissements énumérés par l'article 1er de la loi du 2 novembre 1892, c'est-à-dire *les* usines, manufactures, mines, carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, etc.

Comme l'on peut le voir, ce n'est même pas pour les travailleurs de *tous* les bagnes capitalistes que ces réformateurs demandent la journée de dix heures, mais pour certaines catégories seulement — celles visées par l'article 1er de la loi du 2 novembre 1892.

Et bien entendu, les bons bourgeois et leurs compères qui ont élaboré ce fantastique projet espèrent bien que, tout comme la loi (1) à laquelle ils font allusion, celle-ci ne sera pas plus appliquée.

De même aussi, comme pour la loi dite de dix heures — loi Millerand-Colliard — des *dérogations* seraient accordées, si bien que nos bons capitalistes pourraient continuer à nous *saigner* en toute tranquillité.

L'article 2 du dit projet prévoit du reste que la journée pourra être portée à 10 h. 1/2 à condition que le travail ne soit que d'une demi-journée le samedi. Je n'insiste pas, nous savons malheureusement trop comment les employeurs « respectent » les lois dites ouvrières ou comment ils les appliquent.

L'on remarquera aussi que c'est au moment où les ouvriers mineurs réclament la journée de 8 heures, descente et montée comprise, que ces « protecteurs », décidément par trop légaux, demandent d'inscrire dans la loi la journée de 10 heures.

Enfin nos camarades employés de commerce, de l'alimentation ou des transports ne sont pas compris dans ce projet. A eux les journées de 15 et 16 heures ; le patronat exige que cela continue et l'*Association légale* sanctionne.

Je ne me serais même pas arrêté à cette élucubration patronale si elle ne venait juste au moment où la classe ouvrière entreprend le vaste mouvement de propagande dont j'ai eu déjà l'occasion de parler.

Incontestablement, MM. les capitalistes et leurs soutiens tenteront tout pour enrayer le mouvement, et le susdit projet est certainement destiné à faire diversion. Il sera présenté aux législateurs comme étant d'émanation ouvrière, et aux travailleurs qui se paient encore de mots, comme une « réforme ». Il y a lieu dès maintenant pour la classe ouvrière de déjouer cette combinaison par trop « réformiste ».

Nous en avons assez des longues journées qui abrutissent et qui tuent, et la journée de 8 heures à conquérir de haute lutte par le prolétariat lui-même n'est destinée, dans notre esprit, qu'à préparer la voie pour son émancipation intégrale.

∴

A Paris, grève des ouvriers électriciens du secteur Edison. Cette Compagnie, dont les directeurs s'adjugent des salaires de 75.000 francs par an, refuse de payer les ouvriers qu'elle emploie au taux auquel elle s'y est engagée par contrat. Dans le cahier des charges par lequel la ville de Paris concède le monopole de l'électricité dans plusieurs quartiers de la capitale, les salaires des ouvriers y sont, en effet, prévus comme suit à l'article 25 :

« La journée de travail sera de neuf heures. L'heure de travail de l'ouvrier électricien ou mécanicien sera payée au minimum 80 centimes de 6 heures du matin à 6 heures du soir, 1 fr. 20 de 6 heures du soir à minuit, et 1 fr. 60 de minuit à 6 heures du matin. »

La Compagnie, en signant ce contrat, s'est engagée à payer ses ouvriers et à leur assurer lesdites conditions de travail. C'est pour protester contre leur non-application, malgré des réclamations successives, que les ouvriers se sont mis en grève. Dans un contrat public, qu'un simple particulier n'observe pas les engagements qu'il a assumés, il y sera aussitôt obligé. Il n'en est pas de même avec la puissante Compagnie; celle-ci peut violer impunément tous les engagements au bas desquels ses mandants ont apposé leur signature, sans qu'elle soit tenue à en observer l'application. Cela peut paraître bizarre, mais il en est cependant ainsi, puisque c'est pour cette cause que les ouvriers sont en grève.

---

(1) Souvent quand ces lopins sont en vente, ils ne trouvent pas acquéreurs.

(1) Voir mon article du n° 33 des *Temps Nouveaux*.

Cette Compagnie, dont les actions montent journellement, ne se contente pas d'exploiter ses ouvriers, le public à qui elle fournit l'éclairage n'en est pas exempt, puisqu'elle lui fait payer de 10 à 15 centimes l'hectowatt-heure d'électricité qui lui revient, comme nous l'ont appris les ouvriers les plus compétents, à 3 centimes environ.

Mais toute cette exploitation, du public aussi bien que des ouvriers, les autorités n'en ont cure et depuis le début de la grève, au lieu d'obliger la Compagnie à appliquer le contrat qu'elle a librement accepté, c'est la Compagnie qui est protégée contre les ouvriers, et, à se promener dans certains quartiers de Paris, l'on pourrait se croire dans une ville assiégée.

Lépine a, en effet, mis ses municipaux et ses sergots au service de la Compagnie et il n'est pas une de nos symboliques « bouches d'égout » qui ne soit gardée dans les quartiers menacés!!

Ce qui n'empêche pas l'électricité de manquer, les renégats restés au travail étant insuffisants ou par trop inexpérimentés.

D'autre part, le public exploité comme les ouvriers s'est joint à eux, et il est fort probable que devant ce *tolle* général la Compagnie sera appelée à faire droit aux réclamations des grévistes, c'est-à-dire à respecter ses engagements.

Il a été question, au cas où la grève s'étendrait à tous les secteurs parisiens, de faire venir les soldats du génie de Versailles pour assurer les services. Pour notre part, cela ne nous étonné pas autrement, mais nous n'en serions pas moins curieux de le voir.

A Brest, les ouvriers et ouvrières d'une importante fabrique de produits alimentaires sont en grève. Les grévistes réclament, avec de meilleures conditions de travail, le relèvement de tous les salaires comme suit :

1° 0 fr. 20 de l'heure pour les femmes employées aux travaux divers; 2° sièges pour certains travaux; 3° une heure pour le repas; 4° les heures supplémentaires payées 0 fr. 30; 5° une augmentation de 0 fr. 50 pour le manœuvres payés jusqu'ici 2 fr. 25 et pour le ferblantier payé 2 fr. 50; 6° un franc pour les mousses au-dessous de seize ans; 7° 1 fr. 50 pour les mousses au-dessus de seize ans, etc., etc.

Actuellement, les femmes ne gagnent jamais plus de 1 fr. 50 par jour et plusieurs ne touchent qu'un franc et 0 fr. 80.

Le directeur, reconnaissant la justesse de plusieurs de ces revendications, a fait connaître aux grévistes, qu'il lui était impossible, pour le moment, vu le prix modique du marché qu'il a passé avec l'administration de la guerre, de leur donner satisfaction immédiate, mais qu'il était disposé à augmenter leurs salaires pour la saison de pêche prochaine.

Les grévistes ont refusé cette proposition, sachant trop bien à quoi s'en tenir.

L'agitation est vive, car la Société Brestoise de produits alimentaires passe pour être fort riche. L'usine occupe 600 ouvriers et ouvrières, a une superficie de 6.000 mètres carrés et peut produire 4000 boîtes à l'heure. Dans les moments de fort travail, le matériel permet de travailler 40 bœufs par jour.

La direction, pour intimider les grévistes, a fait fermer l'usine.

Les ouvriers et ouvrières parcourent la ville, drapeau en tête, en chantant des refrains révolutionnaires.

La grève est déclarée dans les carrières de la Renaissance, à Avrillé, près d'Angers, où s'est produite la dernière catastrophe où plusieurs ouvriers ont trouvé la mort.

Les ouvriers ont refusé d'abord de descendre dans les puits par des échelles, et la direction a refusé de les laisser descendre par des bassicots. Le personnel réclame aussi cinq francs au lieu de trois francs par jour.

P. Delesalle.

Russie.

Le mouvement gréviste a commencé huit jours à peu près avant la célèbre journée du 22 janvier. Il s'agissait d'une question toute locale et particulière aux usines de Poutiloff: le renvoi de quatre ouvriers, dont leurs camarades résolurent de prendre la défense. Un groupe socialiste (plus exactement, social-démocrate) envoie au journal social-démocrate une communication sur ces journées préparatoires qui montre avec quelle rapidité se déroulaient les événements et progressaient les idées dans l'esprit des ouvriers.

Les réunions ouvrières avaient toutes lieu aux différentes succursales de ce *Club ouvrier* que beaucoup de journaux français ont pris pour un centre d'action syndical et qui était en réalité une association autorisée et même créée par le gouvernement dans le but de canaliser le mouvement ouvrier et de pouvoir agir sur lui plus commodément par ses agents conscients ou inconscients. Tel a été le but primitif que s'étaient proposé les organisateurs du Club, mais telle n'a pas été l'action de cette association. En dehors même de toute influence des propagandistes, par le fait de leur rapprochement même, les ouvriers apprenaient à mieux comprendre leur situation, à discuter leurs intérêts, à se sentir moins isolés, mieux soutenus. Et si nous ajoutons que les membres des différents groupes socialistes ont également fait leur possible pour contrecarrer les projets originaires des organisateurs, nous comprendrons pourquoi le mouvement a rapidement dépassé son but et trompé les espérances de ses initiateurs. Mais revenons à la semaine célèbre. Le premier jour, dimanche, on ne parlait encore que de pourparlers avec l'administration, des différents moyens de défendre les quatre ouvriers congédiés; on ne prononce pas encore le mot de « grève » et toute parole cherchant à élargir les débats est soigneusement réprimée par le président. Cependant, dès le lendemain la grève est proclamée. Dans les réunions qui ont lieu, les orateurs commencent à parler avec plus de hardiesse; les revendications sont élargies : on réclame la journée de huit heures, l'augmentation des salaires de 25 0/0, un salaire minimum de 1 rouble (2 fr. 65) pour les hommes de peine, etc.; des revendications de caractère politique viennent se joindre à celles-ci. Ceci se passe le 16 janvier. Le 17, d'autres usines se joignent à celles de Poutiloff. Les jours suivants, les réunions ont lieu deux fois par jour; on examine les différentes revendications, économiques et politiques, on parle de la responsabilité des patrons, des fonctionnaires, du tsar. Vers la fin de la semaine, tout cela se précise et il en résulte cette pétition des ouvriers au tsar que les lecteurs français connaissent par les journaux et qu'il est inutile de reproduire.

La veille de la journée sanglante, 100.000 ouvriers sont en grève à Saint-Pétersbourg. Les journaux ne paraissent plus. Des réunions monstres ont lieu; le pope Gapone parle aux ouvriers de leurs intérêts, des améliorations économiques à obtenir, des droits politiques à conquérir. « Les ouvriers, dit-il, sont les seuls porteurs de lumière, les seuls médecins capables de guérir tous les maux. » Il demande aux ouvriers de dire s'ils jurent de le soutenir. « Oui, nous le jurons! » crie-t-on de partout. Demain, c'est la journée décisive. Des avis placardés dans les rues disent qu'on ne tolérera aucun rassemblement, que les troupes vont tirer. Voici comment le pope Gapone motive dans ces dernières réunions la démarche qu'il propose : Il n'y a pas à chercher la justice auprès des fonctionnaires; les inspecteurs de fabrique et le préfet, à qui lui et les ouvriers se sont adressés, refusent de leur donner satisfaction. Maintenant il faut envoyer une députation au tsar lui-même, et si lui non plus ne fait rien, alors « à bas le tsar! »

Une autre lettre — particulière — publiée par le même journal, donne les détails. C'est un témoin oculaire qui écrit :

* *
*

Saint-Pétersbourg, 23 février. — Pétersbourg est inondé de sang. Le nombre de tués et de blessés n'est pas encore connu, mais il ne doit certainement pas être inférieur à 1.000. J'essayerai de décrire ce que j'ai vu personnellement.

Le 22 janvier, à 2 heures, devaient se réunir sur la place du Palais d'Hiver les délégués de toutes les usines et fabriques (tout Pétersbourg est en grève; à l'imprimerie du *Journal Officiel*, aux conduites d'eau et aux secteurs électriques, ce sont des soldats qui travaillent). A la tête des ouvriers venant de la porte de Narva, marchait le prêtre Gapone, porteur d'une pétition qu'il devait remettre au tsar au nom de tous les ouvriers. Les ouvriers emmenaient avec eux leurs femmes et leurs enfants. Toutes les issues conduisant des quartiers ouvriers vers le centre de la ville étaient occupées par les troupes et c'est là que se produisirent les principaux massacres, les principales fusillades sur la foule paisible et désarmée. La première salve coucha par terre le prêtre et un grand nombre d'enfants qui marchaient en avant. Sur un commandement, la foule se coucha; alors les cosaques commencèrent à œuvrer du sabre. Les mêmes massacres, les mêmes fusillades ont eu lieu dans les autres quartiers... A midi, je me trouvais près du jardin Alexandrovsky. Toutes les portes donnant accès à la place du Palais étaient occupées par des troupes... Aussitôt que la foule, que venaient continuellement accroître de nouvelles masses ouvrières, commença à manifester son mécontentement au sujet de ces barrages, on commanda : « Au trot! » et la cavalerie chassa la foule dans les rues adjacentes. La foule était complètement paisible, ni drapeaux, ni cris révolutionnaires. Cela a duré ainsi jusque vers 2 heures.

A ce moment, je me trouvais à l'angle de Nevsky et de la place de l'Amirauté. Même tableau. Des troupes occupant toute la largeur de la rue; devant elles, une foule énorme. On parait attendre...

A 3 heures, j'entends le son d'un clairon — un signal, mais ni moi, ni d'autres n'y faisons la moindre attention. Il n'y a aucune sommation, personne ne prévient qu'on va tirer. Un autre coup de clairon — l'impression est la même. Puis, tout d'un coup, une salve, une seconde, une troisième. Des centaines de personnes restent sur place. La foule se disperse, on enlève les tués, on les porte le long de la perspective Nevsky. Une excitation extraordinaire s'empare de tout le monde. Les scènes qui ont lieu ne se prêtent pas à la description. Ce n'est plus une manifestation, mais une révolution, avec cette particularité que les armes faisaient défaut aux révolutionnaires. On lutte comme on peut, on tire les soldats et les officiers en bas de leurs chevaux, on leur arrachait leurs épaulettes, on enlevait leurs armes et on les lâchait ensuite... Jusqu'à 9 heures du soir, des conflits avec les troupes eurent lieu... Une délégation est envoyée à Moscou avec un appel aux armes. Huit compagnies de je ne sais quel régiment se sont refusées à sortir. Hier, lorsqu'on s'adressait aux soldats en leur disant de ne pas tirer sur leurs frères, ils écoutaient attentivement, tout en marchant, et disaient : « Ce n'est pas de notre faute, pardonnez-nous! » Moi-même j'ai été témoin d'une scène semblable...

Au sujet de la conduite des troupes, on nous rapporte, comme un bruit seulement, il est vrai, que le régiment de Finlande a baissé les fusils, que deux officiers se sont refusés à conduire leurs soldats contre le peuple.

A l'île Wassili, raconte une autre lettre, des poteaux télégraphiques et téléphoniques sont détruits, des fils de fer enlevés pour barrer le passage à la cavalerie. On pille un petit dépôt d'armes, on construit des barricades sur lesquelles flottent deux drapeaux rouges. Un porteur de drapeau est transpercé de coups de baïonnettes, un orateur tué sur une barricade. On désarme les sergents de ville et on se bat avec leurs armes.

Sur les journées suivantes et sur le mouvement en province, les lettres particulières manquent encore. Nous en tirerons au fur et à mesure les renseignements qui seront intéressants et pourront servir à compléter — ou à démentir — les récits des journaux quotidiens.

Varsovie, le 28 janvier. — Deux heures du matin. Je suis accablé de fatigue, mais je ne puis me priver du plaisir de vous informer de tout ce qui s'est passé ici ces jours derniers.

Déjà hier (vendredi) à midi, des groupes du parti *Bund* se mirent à parcourir les fabriques, provoquant par la parole ou par la force la cessation du travail. Dans les quartiers habités par les juifs, se répandit une grande foule qui circulait paisiblement. Mais, à 2 heures, parut un appel du parti social-démocrate polonais aux ouvriers, pour se solidariser avec les ouvriers de Saint-Pétersbourg.

La grève commença à la brasserie de Machleid, elle s'étendit aussitôt à celle de Haberbusch, ensuite les ouvriers allèrent d'usine en usine, éteignant les fours, faisant échapper la vapeur, faisant couler dans les brasseries le liquide bouillant aux égouts, et ordonnant aux ouvriers de quitter les usines. Tout se passe tranquillement : la police se tient en réserve. Cela dura ainsi pendant quelques heures.

Cependant une rumeur se répand dans la ville, qu'on va manquer de lumière, d'eau, de pain... Une heure plus tard, un kilog. de pain se vendait 30 kopeks (0 fr. 75), un peu plus tard il atteignait 50 kopeks (1 fr. 25). Aujourd'hui, pour aucun prix on ne peut se procurer de pain.

Pourtant le gaz ne manque pas le soir, le service des eaux interrompu pendant quelques heures se fait de nouveau, les téléphones abandonnés par les employés recommencent à fonctionner, grâce aux soldats qui en prennent possession, vers le soir tout se calme, on ne voit que de petits groupes d'ouvriers se promenant à travers les rues principales, et de nombreuses patrouilles de soldats de la garde et de hussards.

Aujourd'hui, ce n'est plus du tout la même chose. Dès le matin, on voyait une grande agitation. Près de la barrière de Wola, se groupe une grande quantité d'ouvriers en majorité chrétiens, les membres du *Bund* se répandent dans les quartiers juifs, dans les rues Krochmalna, Grzybowska, Dzielna, Dzika, Gesia.

On m'avait dit de me trouver à 9 heures rue Wronia, je m'y rends. Au coin de deux rues, un jeune garçon distribue la proclamation du parti social-démocrate que la foule s'arrache avidement; un peu plus loin, un garçon de quinze ans colle partout sur les avis de la police — incitant la foule à la tranquillité — des proclamations socialistes barrées d'une large bande rouge.

Le mouvement est à ce moment indescriptible.

Comme je l'ai dit, les ouvriers étaient concentrés surtout dans le quartier des usines. Pourquoi ne se dirigèrent-ils pas vers le centre de la ville? Je ne comprends pas cette tactique, mais il en était ainsi décidé... On envoya seulement vers le centre de la ville de jeunes garçons et des femmes. Ces jeunes gens âgés de douze à seize ans, par groupes de dix ou douze, sous la direction d'un ou deux ouvriers plus âgés, parcourent les rues : — ils renversent les becs de gaz, détruisent les appareils téléphoniques, arrêtent les fiacres, font descendre les voyageurs, et obligent les cochers à retourner chez eux sans livrée et sans numéro, ils font dérailler les tramways, — bref, ils interrompent la circulation des voitures et rendent impossibles les communications téléphoniques. La police n'entreprend encore rien pour mettre un terme aux désordres.

Cependant, rue Wronia, la foule s'amasse bruyante et excitée, tout en chantant. — Quelqu'un crie : « A la caserne! — *Allons chercher des armes.* » La foule se dirige vers une caserne. Alors accourt une compagnie de cosaques; des salves de coups de feu retentissent, deux hommes tombent morts, la foule se disperse. Le manque d'armes est manifeste, quelques-uns à peine ont des hachettes; pas un coup de feu n'a été tiré par les manifestants.

A midi, tout est tranquille. — On ne voit que des femmes, par groupes nombreux, qui vont par les rues. Elles arrêtent les voitures chargées de pétrole, elles en versent dans des cruches, dans des bols, elles en donnent à qui veut. Elles renversent les fourgons chargés de viande, elles agissent à leur guise.

A 3 heures, le mouvement recommence. Il est possible que, pendant l'intervalle, il s'est passé quelque chose, mais je n'essaie de raconter que ce que j'ai vu, j'ajouterai ensuite ce que d'autres m'ont raconté. Près de la barrière de Vola, à l'intérieur de la ville, s'amasse une foule qui vient des environs de Varsovie. D'abord on se tient tranquille : l'armée fait de même. — Soudain quelqu'un se jette sur un « Monopole » d'alcool (1). D'autres le suivent. En un clin d'œil, après avoir fait sortir les employés, ils détruisent le matériel : les bouteilles volent en l'air, les feuilles de papier timbré qu'on vend au « Monopole » sont jetées au vent. Quelques-uns commencent à boire les bouteilles; d'autres ne veulent pas le permettre, un tumulte commence; un ouvrier d'un certain âge monte sur un tas de neige et commence à parler aux ouvriers. — Des cosaques arrivent au galop; l'ouvrier disparaît... blessé ou tué. — Cela sert en quelque sorte de signal. La foule, exaspérée, se précipite sur les soldats, jette les cosaques à bas des chevaux, frappe avec des pierres, avec des bâtons, avec ce qu'elle peut. En même temps, de l'intérieur de la boutique du « Monopole », sort une longue flamme : on a incendié la boutique. Ce fut alors le tour d'autres boutiques. D'après les nouvelles venues au parti, il paraît qu'on a brûlé en tout 24 « Monopoles ».

Au crépuscule, des troupes de gamins entreprirent de plonger la ville dans l'obscurité : ils se servaient de simples morceaux de bois qu'ils jetaient sur les becs de gaz, et là où il n'y a pas de manchons Auer, on renversait complètement les réverbères mêmes. — Les mêmes garçons aidés par des femmes s'occupèrent des boutiques du « Monopole » : les « meneurs » restent dans la rue et dirigent le travail. La conduite de l'armée est curieuse : dans les faubourgs, les soldats tirent sans attendre les provocations, dans le centre de la ville au contraire, ils semblent n'être là que pour la parade. — Une compagnie de uhlans passe : le meneur fait un signe, les garçons se précipitent dans la rue; les uhlans continuent leur chemin, sans s'arrêter, malgré que l'officier sait bien ce qui se passe. Un moment après, la maison du « Monopole » est en flammes : un agent, dans la rue, regarde tout cela sans broncher. Les garçons, sous la direction des ouvriers, vont plus loin sans être autrement inquiétés... le service fait par des jeunes garçons est une excellente invention : aucun ouvrier plus âgé n'aurait tant d'ingéniosité et de zèle pour détruire; on dirait que quelque folie s'est emparée de ces gamins : ils font, du reste, de cela un amusement. — En revenant chez moi, j'ai vu des traces de leur travail : au-dessus de la ville, il y a une immense lueur rouge, tout Varsovie semble être en flammes. Les cloches sonnent : on entend les trompettes des pompiers qui travaillent sans relâche et qui ne savent où donner de la tête. Des faubourgs arrive le bruit des salves de coups de feu. Ah! ces coups de feu... ils déchirent le cœur.

(1) La vente de l'alcool, en Russie, est monopolisée par le gouvernement.

La Marszalkowska (1) est sombre, on ne voit rien à deux pas devant soi. Et coup sur coup, on entend le bris des glaces des devantures. Je ne crois pas que ce sont des ouvriers qui font cela, il me semble que c'est le « humpenproletariat » qui s'amuse. — Mais quel désintéressement! — personne ne prend rien et pourtant, aux devantures, il y a plein d'objets de toutes sortes. On brise les glaces à coups de pierres et on va plus loin. Au loin apparaît un peloton de cosaques, la foule se précipite vers une porte cochère que le concierge ouvre au plus vite; après un moment, il la fait sortir, et de nouveau les glaces sont fracassées. Lurs, le propriétaire bien connu d'un café sur la Marszalkowska, plaça, à sa vitrine, des images saintes avec des cierges (2). J'ai vu comment la foule s'arrêta devant, inquiète, ne sachant que faire. Je réfléchis pendant un moment : je n'approuve pas la destruction des boutiques appartenant à des personnes privées, mais cette impudence d'un bourgeois m'indigna; je ramassai un morceau d'une épaisse glace brisée chez un marchand de chaussures et, de toute ma force, je le jetai dans l'image de la Vierge... la foule fit le reste. Il est intéressant de remarquer que cette foule est composée par des groupes de dix à douze personnes au plus.

C'est ainsi que s'acheva le premier jour de notre « Révolution ». Oh! pourvu que ce soit une révolution, pourvu que dans le sang versé aujourd'hui puisse se noyer ce monstre!

L'organisation est insuffisante. Il n'y a pas de pain : j'en souffre beaucoup, car depuis le matin je n'ai rien eu dans la bouche et toutes les boutiques sont fermées. A la citadelle, les soldats vendent du pain à 50 kopeks le kilo. Pour combien de temps les ouvriers auront-ils de l'argent? Il faut reconnaître que la bourgeoisie ne ferme pas sa bourse, la caisse du parti social-démocrate a reçu pas mal d'argent. Mais qu'est-ce que cela signifie? C'est une goutte d'eau dans la mer.

Je sais qu'il y a, préparées, des armes à feu, un certain nombre de bombes, plus ou moins grandes, dont la force totale d'explosion est de 50.000 chevaux-vapeur. Il y a des cartouches de dynamite. Mais *de l'argent, de l'argent!* Au plus vite, organisez quelque chose, envoyez de l'argent aux grévistes; et cela sans aucun retard, puisque chaque minute est précieuse.

Je vous envoie toutes ces informations sans avoir la force ni l'énergie de les grouper comme il faut. Je suis énervé au plus haut point. Ma situation est particulièrement difficile, je dois être excessivement prudent; étant ici illégalement, je pourrais, une fois arrêté, ne plus revoir la rue pendant un temps assez long, tandis que d'autres peuvent être relâchés le même jour.

Pourvu qu'il y ait quelque chose, pourvu que ne succède pas cet affreux calme, cette tranquillité cent fois pire que ces flots de sang!

X. Y.

Portugal.

La campagne entreprise par nos camarades contre « les lois scélérates » existant là-bas, copiées sur celles d'ici, commence à se généraliser, les associations ouvrières font publier des ordres du jour de protestation. *L'Alarme*, journal républicain, donna le branle, et maintenant tous les journaux républicains, socialistes, corporatifs et même libéraux, consacrent des articles à dénoncer l'ignominie de ces lois et à en demander l'abrogation.

J. Leroy.

(1) La Marszalkowska est comme un « grand boulevard » de Varsovie.

(2) Un grand nombre de boutiquiers firent de même, craignant que la grève ne dégénérât en désordre antisémite, et par conséquent craignant que les ouvriers ne se tournassent contre eux.

Turquie.

Constantinople, 28 janvier 1905. — La camarilla qui, de l'antre portant le nom de Yildiz (Etoile), suce le sang de la Turquie, est fort inquiète. Son maître et protecteur, le sultan Abdul-Hamid, est gravement malade. Outre l'affection douloureuse de la colonne vertébrale, le khalife souffre d'un tas d'autres maux, entre autres d'une forte insomnie qui depuis quelques semaines va en s'aggravant. Les ombres des milliers d'Arméniens et de Macédoniens assommés et massacrés sans pitié rôdent autour de lui et le glacent de terreur, telle l'ombre de Banco apparaissant à Macbeth. La camarilla est d'autant plus inquiète qu'une intervention chirurgicale, qui seule peut-être aurait une chance de réussite, ne peut être entreprise, la religion défendant qu'un corps tranchant touche le corps mille fois sacré de Sa Sainteté le Khalife, tout en permettant au corps débile de ce même khalife d'ordonner le massacre, par un corps tranchant, de milliers de personnes.

Je me souviens à ce sujet d'un fait véridique qui me fut conté à son heure par feu Mavrogéni Pacha, ex-médecin particulier du sultan. Un jour, Mavrogéni Pacha fut mandé à la hâte au palais. Sa Sainteté Rouge était mal à l'aise. Un corps étranger, un abcès avait élu domicile sur les parties les plus charnues de sa sainte personne et gênait fort ce saint homme dans ses devoirs physiologiques. Que faire? Un coup de bistouri aurait vite fait de rendre la route libre de tout obstacle, mais nous venons de voir que le corps sacré d'un khalife ne peut être touché par un corps tranchant.

Le pauvre morticole se trouvait dans des transes terribles, car pour Abdul-Hamid, aussi autoritaire qu'ignorant, il n'y a rien d'impossible. Tout à coup une lueur flamba dans le cerveau de Mavrogéni et tout souriant il griffonna une petite ordonnance. C'était un purgatif puissant, d'une telle force que les éléments accumulés dans les intestins sacrés du sacré sultan, chassés furieusement du corps, firent éclater l'abcès.

Sa Majesté parasite débarrassée de cet autre parasite, qui la gênait fort, redevint gaie et joyeuse. En récompense, elle octroya à son fidèle médecin la décoration en or de je ne sais plus quel ordre.

La mort du sultan est déjà escomptée par les satellites qui gravitent autour de Yildiz. Le ministre de la guerre a déjà placé une forte garde autour du palais qu'habite Réchad, frère du sultan et héritier présomptif, et en a assumé lui-même le commandement. Réchad, prince aussi stupide et fanatique que son frère, ne sera qu'un jouet entre les mains de cette clique de ministres qui ruinent la Turquie, et en hâtera la perte. Les puissances européennes, à l'instigation de leurs diplomates à Constantinople, se jetteront furieusement sur la curée et nous assisterons à une belle scène écœurante et dégradante au nom de la civilisation et de l'humanité.

Italie.

Beautés gouvernementales. — Le fils d'un Italien mourait, laissant un livret de caisse d'épargne où s'inscrivait un versement de 2 francs. Pour toucher la somme, l'héritier devait faire une déclaration sur papier timbré qui lui aurait coûté 2 fr. 25. Il s'abstint, mais le percepteur ne l'entendait pas ainsi et envoya des avertissements à l'héritier du carnet, et comme celui-ci n'en tenait pas compte, les frais s'élevèrent bientôt à trente lire. Le malheureux, poursuivi par le fisc, ne pouvant pas payer, fut saisi et vendu. (*Tribune.*)

AUX CAMARADES DESSINATEURS

Nos vignettes commencent à être un peu vieilles. Nous faisons appel aux camarades de bonne volonté, pour nous en envoyer de nouvelles?

EN VENTE

Il nous reste encore quelques exemplaires de *Vive la Russie*, l'album d'Heidbrinck, au prix de 0 fr. 45 franco.



VARIÉTÉS

L'ABC de l'Astronomie [1]

(Suite)

IX

SATURNE.

Saturne, où nous arrivons maintenant, est la plus grande merveille de notre système planétaire dans lequel il reste avec son anneau lumineux comme le seul témoignage certain de la formation des mondes. Dieu du Temps et du Destin des anciens, son orbite était considérée jusqu'à la fin du dix-huitième siècle comme la frontière de notre république solaire.

Cette belle planète dont l'inclinaison de l'équateur sur l'orbite est de 26° 49', gravite à une distance moyenne de 1.411.000.000 de kilomètres (maxima 1 milliard 490 millions, minima 1 milliard 330 millions) du Soleil en faisant 9 kilom. 500 par seconde sur son parcours, long de 8.860.000.000 de kilomètres, et met, en tournant autour de son axe en 10 h. 14 m., 29 ans 5 mois et 16 jours pour accomplir sa révolution autour de l'astre radieux.

L'année de Saturne est conséquemment composée de 25.060 jours saturniens et vaut presque 29 1/2 des nôtres, tandis que la durée de son jour n'est que de 10 h. 14 m.

Le diamètre équatorial et la périphérie de Saturne sont respectivement de 122.000 et 400.000 kilomètres, mais son volume n'est que 719 fois aussi gros que celui de la Terre, car l'aplatissement de ses pôles est de 1/10, tandis qu'il n'est que de 1/17 sur Jupiter et 1/292 ici.

La surface de la planète égale 90 fois celle de la Terre.

Quoique 719 fois plus gros que la Terre en volume, le poids de Saturne ne dépasse guère 92 fois celui de notre planète. Cette légèreté relative tient au peu de densité de ses matériaux constitutifs, qui sont, en moyenne, sept fois plus faibles qu'ici.

La pesanteur moyenne — 1/10 plus forte qu'ici — à la surface du globe est, à peu de chose près, égale à ce qu'elle est sur la Terre, avec cette différence cependant qu'elle varie beaucoup plus sur Saturne que chez nous d'une latitude à l'autre, à cause de la rapidité du mouvement de rotation. A l'équateur, par exemple, elle se trouve être diminuée d'un sixième, d'où cette conséquence bizarre que les objets pèsent plus dans les régions polaires et moins dans les équatoriales que chez nous.

Le spectre de Saturne présente la plus grande similitude avec celui de Jupiter. Il n'en est pas de même de celui de son anneau, où la bande caractéristique dans le rouge ne se retrouve pas ou n'est marquée que par une très faible trace, ce qui prouve qu'il ne doit pas y avoir plus d'atmosphère dans l'anneau de Saturne que dans notre Lune.

Quoique Saturne soit 9 fois 1/2 plus éloigné du Soleil que la Terre et qu'il reçoive 90 fois moins de lumière et de chaleur que nous, cette planète est néanmoins entourée d'une atmosphère dense et chargée de vapeurs, ce qui indique qu'elle doit jouir d'une source de chaleur indépendante du Soleil.

La couche aérienne qui enveloppe le globe est si épaisse et si haute que nous ne voyons jamais son sol, excepté peut-être vers les régions polaires, qui sont plus claires que les tempérées et les tropicales et qui nous paraissent alternativement sur chaque pôle d'autant plus blanches que l'hiver, leur long hiver de sept ans et demi, est plus avancé.

A la surface de la planète, au dessous de son équateur, on a constaté depuis l'année dernière plusieurs taches blanches. Une de ces taches, signalée par Barnard le 24 juin 1903, accomplit sa rotation en 10 h. 38 min. La rotation de Saturne autour de son axe étant de 10 h. 14 min., il résulterait, d'après cette constatation, que ce monde tourne, comme Jupiter et le Soleil, plus rapidement à l'équateur qu'aux latitudes plus éloignées.

En général, l'atmosphère de Saturne offre une analogie frappante avec celle de Jupiter.

Il y a là aussi, comme sur la planète géante, des gaz inconnus chez nous et des bandes formées de nuages qui se disposent en longues traînées.

Ces bandes, qui sont parallèles à l'équateur, varient fréquemment de nuance et de forme, à l'exception de la bande équatoriale qui est plus permanente et d'une teinte jaune rougeâtre plus foncée que les autres.

Cette permanence de la bande équatoriale s'explique par l'attraction de l'anneau, dont la masse, d'après les calculs de Bessel, doit être le 1/118° de celle du globe. L'anneau étant tout proche de la surface de la planète et l'attraction agissant en raison inverse des carrés des distances, il doit se produire, tant dans l'atmosphère que dans les mers saturniennes, des marées diurnes d'une élévation prodigieuse.

De la surface du globe saturnien, les anneaux, qui exercent évidemment une étrange influence sur la vie de ce monde, paraissent, vus des régions équatoriales, comme une ligne mince, tracée de l'Est à l'Ouest à travers le ciel, en passant juste au zénith. A fur et à mesure qu'on avance vers le pôle nord ou sud, les anneaux s'abaissent insensiblement en même temps que leurs extrémités cessent de paraître diamétralement opposées pour s'approcher peu à peu l'une de l'autre. Au cercle polaire, le sommet de l'arc est descendu au niveau de l'horizon et, à partir de là, le système grandiose se dérobe entièrement aux habitants des régions circumpolaires pour abandonner ces parages à la pâle lumière des satellites qui tournent en spirales.

Cette couronne lumineuse qui entoure le globe de Saturne est composée d'un très grand nombre d'anneaux concentriques qui sont eux-même fractionnés en une infinité de particules distinctes qui tournent autour de la planète avec des vitesses différentes selon leurs distances respectives, c'est-à-dire de façon que les particules ou astéroïdes les plus rapprochés de la surface du globe accomplissent leur révolution en 5 h. 12 min., les plus éloignés en 13 h. 48 min. Ce n'est que par ce mouvement de rotation des astéroïdes qui composent les anneaux, combiné avec le mouvement de révolution des huit satellites, qui changent à chaque instant leur équilibre et interdisent la continuité de tout procédé d'agrégation, que nous pouvons nous expliquer que le système des anneaux de Saturne ait pu échapper à la destruction qui résulterait autrement de la seule attraction de la planète.

La couronne de Saturne, qui ne peut être qu'un système d'anneaux concentriques, composé d'un grand nombre d'astéroïdes ou lunes minuscules, se présente dans le télescope comme un immense anneau nettement partagé en deux anneaux distincts, l'un extérieur, l'autre intérieur et séparés l'un de l'autre par un espace noir, large de 2.880 kilomètres, dit ligne de Cassini, d'après l'astronome de ce nom qui l'a découvert, le premier, en 1675.

En 1837, l'astronome Encke vit l'anneau extérieur partagé en deux par une étroite ligne noire; en 1838, deux autres bandes noires semblables furent aperçues par P. de Vico sur l'anneau intérieur.

Bond, en 1850, découvrit un troisième anneau, intérieur aux deux précédents, plus sombre qu'eux et en partie transparent. Cette transparence s'explique facilement par le fait que les astéroïdes qui composent le troisième anneau, sont séparés les uns des autres par des vides plus grands que ceux qui existent entre les particules qui constituent les autres anneaux.

Si nous pouvions voir les anneaux de face, nous les verrions sous leur forme réelle, qui est circulaire. Mais de la terre nous ne les voyons jamais qu'obliquement et de façon à ne les voir avec leur maximum d'ouverture que deux fois par révolution saturnienne, c'est-à-dire tous les quinze ans environ. A sept ans et demi de là, et également avec une période de quinze ans, ils ne se présentent à nous que par la tranche et disparaissent deux fois pour quelques mois de notre rayon visuel.

L'anneau du milieu est plus clair que l'anneau extérieur et beaucoup plus brillant que la planète et c'est surtout sur son bord extérieur que son éclat est le plus vif.

D'après Struve, le système saturnien subirait depuis l'époque de sa découverte des changements considérables. Le bord intérieur des anneaux s'approcherait peu à peu de la surface de la planète, pendant que leur largeur s'accroîtrait.

Quoi qu'il en soit de ces affirmations hasardeuses qui tendent à prévoir la dislocation des anneaux de Saturne et leur chute sur ce globe, nous nous bornons, sans faire de conjectures sur l'avenir de ce monde, à donner ici les dimensions du système des anneaux d'après les dernières mesures faites à Genève :

I.	Grand diamètre du système...............	277.000 kilom.
II.	Largeur de l'ensemble des anneaux.......	66.100 —
III.	Epaisseur des anneaux...............	60 à 80 —
IV.	Distance du bord extérieur de l'anneau extérieur jusqu'à la ligne dite de Cassini.	20.200 —
V.	Largeur de la ligne de Cassini............	2.800 —
VI.	Distance de la ligne de Cassini jusqu'à l'anneau sombre découvert, en 1850, par Bond...............	29.000 —
VII.	Largeur de l'anneau sombre............	16.900 —
VIII.	Distance du bord intérieur de l'anneau sombre à la surface de Saturne.........	11.600 —

⁂

Au-dessus de ce système d'anneaux, neuf satellites gravitent autour du monde saturnien. L'orbite du plus rapproché n'est qu'à 52.000 kilomètres de l'arête de l'anneau extérieur.

Il a été jusqu'ici assez difficile, vu la petitesse de ces lunes et l'immensité de la distance qui nous en sépare, de déterminer exactement leur volume. Les évaluations au sujet de leurs diamètres diffèrent encore assez d'un observateur à l'autre. Mais leurs révolutions autour de leur centre commun sont bien connues et on a aussi, à diverses reprises, pu constater

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*.

des variations périodiques d'éclat de leurs disques, ce qui nous permet d'affirmer qu'elles doivent tourner autour de leur planète en lui présentant toujours la même face, comme la Lune le fait à l'égard de notre Terre.

Résumés, voici les principaux éléments astronomiques qu'offrent ces neuf compagnons de Saturne avec leur monde central :

	Distances du centre de Saturne	*Durée des révolutions en jours solaires*				*Diamètres approximatifs*
	kilom.					kilom.
1° Mimas..	207.000	0 j.	22 h.	37 m.	5 s.	470
2° Encelade	267.000	1	8	53	7	500
3° Théthys..	328.000	1	21	18	26	900
4° Dioné...	421.200	2	17	41	9	800
5° Rhéa ...	588.405	4	12	25	12	1.200
6° Titan ...	1.364.000	15	22	41	23	3.500 (?)
7° Hypérion	1.650.000	21	6	39	41	300
8° Japet....	3.964.000	79	7	53	17	800
9° Phœbé..	12.000.000	546				320 (?)

Dans l'état actuel de nos connaissances, il est naturellement difficile d'arriver à une conclusion victorieuse en ce qui concerne les conditions de vie sur les mondes lointains du système de Saturne.

De l'ensemble de l'uranographie des neuf satellites et de leur planète, il paraît résulter que la vie, comme sur notre Lune, s'est depuis longtemps éteinte sur les premiers et qu'elle a dû coïncider chez eux avec l'époque où Saturne était encore un soleil en pleine activité. Quant au globe de Saturne lui-même, son atmosphère dense et chargée de vapeurs d'eau nous incite à penser que ce monde pourrait bien être, à l'heure qu'il est, le centre d'une vie étrange qui, étant donnée sa cosmogonie, a dû évoluer dans une direction si dissemblable à la nôtre qu'il nous serait difficile de la comprendre, même si nous pouvions saisir ses effets.

L'hypothèse scientifique qui s'impose à notre esprit est d'admettre que le globe de Saturne, dont le faible soleil n'a qu'un diamètre apparent de 3'22", doit produire de la chaleur par lui-même, ou parce qu'il n'est pas encore entièrement refroidi, grâce à son volume énorme, ou, et cela nous paraît plus probable, parce que la constitution physique et chimique de son atmosphère et les influences cosmiques de ses anneaux s'unissent pour créer des effluves électriques et pour transformer également certains mouvements en chaleur.

(A suivre.) F. STACKELBERG.

Notre prochain supplément sera consacré à la **Magistrature.**

CORRESPONDANCES & COMMUNICATIONS

Du **Groupe anarchiste russe** : Compte rendu des listes de souscription pour aider les camarades à partir pour la Russie :

N° 21 . . . . Fr.	10.20
N° 23, par Chaufurier	9 »
N° 56	4.95
N° 57, au Club Libertaire de Belleville	29 »
Reçu par Esadrien	20 »
— — l'A. I. A. de Bayols. . .	7.55
Collecte au meeting organisé par la Bourse du Travail au Tivoli-Vauxhall	135 »
Total.	215.70

P. S. — Prochainement, nous publierons le compte rendu des autres listes de souscription.

MONTREUIL-SOUS-BOIS. — Il est formé un groupe de l'**Association Internationale antimilitariste des travailleurs (Section de Montreuil-sous-Bois)**, 15, rue Arsène Chereau.

AUXERRE. — La Bourse du Travail (avenue Gambetta) fait appel à tous ceux, sans distinction d'opinions politique ou religieuse, qui s'intéressent à l'éducation ouvrière, et les prie de vouloir bien lui faire parvenir les livres, cartes murales, tableaux d'histoire naturelle, etc., etc., dont ils pourraient disposer. Elle leur en adresse à l'avance ses plus vifs remerciements.

LA CIOTAT. — Il s'est formé ici une section de l'**A. I. A.** qui s'annonce bien.

Adresser tout ce qui concerne le groupe à Roussarie Bernard, quai de l'Escolet, 46.

Eliacin Vezian, collet de Bèze (Lozère), prie ses camarades correspondants et autres, de prendre note de sa nouvelle adresse: Eliacin Vezian, gare de Sainte-Cécile d'Andorge, par la Grand'Combe (Gard).



Le Milieu-Libre (groupe de Paris), rue de la Barre, 22 (18e arr.). — Samedi 11 et jeudi 16 février, à 8 h. 1/2 du soir, causeries.

La Coopérative Communiste, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Samedi 11 et jeudi 16 février, à 8 h. 1/2 du soir, causeries.

Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, répartition des denrées, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir.

L'Union Ouvrière de l'Ameublement (groupes libertaires des 17e et 18e) organise pour le dimanche 19 février, à 1 h. 1/2, dans les salons Vantier, 8, avenue de Clichy, une grande fête de propagande libertaire. Conférence par Charles Malato, sur : L'Europe en 1905. Concert avec le concours certain des meilleurs poètes et chansonniers révolutionnaires et montmartrois.

Prix d'entrée : 0 fr. 50. On trouve dès maintenant des cartes chez le camarade Broquet, 15, rue Fragonard, ou au siège de l'Union, 4, passage Davy (18e), de 8 à 10 heures du soir.

Groupe A. I. A. — Réunion samedi 11 février, café du Cadran, 17, boulevard Arago. Création d'une bibliothèque.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy :

Vendredi 10 février. — Armand : Une conception libertaire de la famille (Discussion).

Dimanche 12. — Visite des camarades à l'atelier du peintre Luce. Rendez-vous à l'*Aube Sociale*, à 9 heures du matin.

Mercredi 15. — Causerie entre camarades. Rousselet : Histoire de l'Habitation (projections).

Vendredi 17. — P. Khan : L'infériorité cérébrale de la femme (Discussion).

Coopération des Idées, 157, faubourg Antoine, de 7 à 11 heures du soir :

Samedi 11 février. — E. Plaingnier : La Corée inconnue (avec projections inédites).

Dimanche 12. — Représentation de l'*Heure espagnole*, comédie de Franc-Nohain, précédée d'une causerie de l'auteur sur la « fantaisie au théâtre ».

Lundi 13. — Série des conférences organisées par l'*Art pour tous*, sur les métiers d'hier et d'aujourd'hui. I. Pierre Calmettes : L'envers du théâtre. Le théâtre d'autrefois et d'aujourd'hui. Ses métiers : décorateurs, cordonniers, machinistes, etc. (avec projections).

Mardi 14. — Kownacki : La philosophie de Herbert Spencer. III. Les principes de la biologie.

Mercredi 15. — Han Ryner : La société naturelle.

Jeudi 16. — Victor Meusy et George Chepfer : La chanson populaire (avec auditions).

Vendredi 17. — Pierre Quillard, rédacteur en chef de *Pro Armenia* : La question arménienne.

Union Populaire du XIVe arrond., 13, rue de la Sablière. — *Veillées d'art et de littérature* : Première veillée consacrée aux poètes du 19e siècle, dimanche 12 février, à 9 heures du soir. Intermèdes musicaux : Weber et Wagner.

Entrée : 25 centimes par personne ; gratuite pour les enfants.

I. A. du XIXe arrond. — Samedi 11 février, salle de la Renaissance, 5, rue de Flandre, réunion du groupe.

Permanence le samedi, de 8 h. 1/2 à 10 heures.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 15 février, à 8 h. 1/2, causerie scientifique, par Henri Casvitz, ingénieur.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 13 février, à 8 h. 1/2, causerie sur la Radiation (4), par Paraf-Javal.

Vendredi soir, à 8 heures 1/2, cours d'espagnol.

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi 13 février, à 8 h. 1/2, salle des Conférences, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, causerie par le camarade Didaret : La grève générale ; sa méthode, son but.

Dimanche 19 février, à 2 h. 1/2, salle Vergne, 178, rue de la Roquette, conférence publique par A. Cyvoct : Quinze ans de bagne, suivie d'une soirée familiale, avec le concours de poètes chansonniers révolutionnaires.

Entrée : 0 fr. 30.

CETTE. — **Groupe d'Études.** — Réunion au bar de l'Humanité, rue de l'Hospice.

LILLE. — Réunion tous les samedis, chez Bernard Leroux, à la porte de Roubaix. Les détenteurs des livres de la bibliothèque sont priés de les rapporter.

Le 19 février, conférence A. I. A. par le camarade Duchmann, au siège de la section, brasserie Faidherbe, 30 *bis*, rue de Tournai, suivie d'une soirée familiale.

LYON. — **Internationale Antimilitariste.** — Dimanche 12 février, salle des Folies-Tonkinoises, 36, avenue Thiers, formation d'une section.

3e arrondissement. — Réunion chez Chamarande, mardi 14. Les camarades sont priés d'être exacts.

Groupe d'Émancipation sociale. — Salle du petit Pré-au-Clerc, cours Lafayette, 270, samedi 11 courant, à 8 heures du soir, causerie par le camarade Sosthène qui traitera : Amour, liberté ou servitude.

PERPIGNAN. — Le **Groupe Libertaire Germinal** se réunit tous les dimanches soir à 8 heures, au café Sautare', passage des Variétés.

A chaque réunion une causerie est faite par un camarade.



G. T., à Velles. — Cela va bien.

Lévy, à Lyon. — Je n'ai rien reçu de Bellais. — P. D.

A. B., à Saint-Junien. — Tout reçu.

Saint-Affrique. — Tout est expédié. Nous ne connaissons rien autre de Wagner.

Séverin. — Il nous faudrait des choses intéressant plus directement le mouvement social. Des critiques ou compte rendu de réunion, ça manque d'intérêt.

Toulon. — J'ai fait passer votre lettre à la L. D. D. L.

F. B., à Berne. — Reçu le mandat ; mais n'avons personne pour nous traduire la sténographie.

Varagnat. — Nous avons une lettre pour vous.

Generalstrick. — Bon, entendu pour la brochure, je fais passer votre demande à l'auteur. Nous ne l'avons qu'en dépôt.

B., à Limoges. — Pour la lettre « *J'accuse* », adressez-vous à l'*Aurore*.

E. M., à Bar-le-Duc. — Je n'en connais pas. Je vais m'informer.

Reçu pour l'agitation russe : X., 1 fr. — L. N., à Paris, 2 fr. pour l'envoi de papillons, 2 fr. pour les victimes du tsarisme. — B., 1 fr. — C. B., 1 fr. — G. B., 5 fr. — Autun, pour l'envoi de papillons, 1 fr. — Paris, collecte entre quelques camarades par L. G., 6 fr. 25. — Vente de papillons, 2 fr. — En tout : 21 fr. 25. — Listes précédentes : 35 fr. 50. — En caisse : 56 fr. 75.

Par suite de l'avortement de la manifestation, les frais que nous comptions faire se bornent à l'impression des papillons tirés, 36.000 pour 60 fr. plus 6.30 de dépêches. Nous pourrons donc remettre au comité anarchiste russe, tout ce qui nous parviendra au-dessus de cette somme.

Reçu pour le journal : M. M., à Troyes, 0 fr. 50. — Dissy, 5 fr. — *Vente de vieux timbres*, 3 fr. 05. — P. R., 10 fr. — M., à la Tour-du-Pin, 0 fr. 50. — H. G., 20 fr. — V., à Porto-Alegre, 30 fr. — F. J., 2 fr. 05. — R., à Ben Chicao, 0 fr. 50. — L. N., à Paris, 2 fr. — H. A., à Sens, 0 fr. 50. — Ansel, 0 fr. 50. — H., à Aniche, 1 fr. — R. F. et R. E., à Saint-Claude, 1 fr. — W., à Autun, 1 fr. — J. L., Caudebec, 2 fr. — D., M. et leurs compagnes, par M. P., à New-York, 20 fr. 60 (dont moitié pour le *Libertaire*). — Merci à tous.

L. T., à Bologne. — J. M., à Madrid. — J. L., à Montignie. — J. H., à Rotterdam. — L. C., à Conliège. — L. B., à Jemeppes. — J. B. R., au Chambon. — R., à Moirans. — M. G., à Auxerre. — E. V., à Andorges. — E. N., à Vaux. — Un étudiant — A. M., à La Chapelle. — J. C., St-Imier. — V., à Nîmes. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 42 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 Du 18 au 24 Février 1905.



POUR LA FRANCE
Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



Gouvernants et Gouvernés

En dépit de tous les sophismes, de toutes les théories Lamourette, ces deux termes désignent deux catégories, deux castes d'hommes en réalité irréconciliables. Rhéteurs, jurisconsultes pourront empiler étude sur étude, dissertation sur dissertation, en vue d'établir un terrain d'entente, de conciliation entre ces deux antinomies, autorité et liberté, tous ces bavardages d'avocats ne pourront en rien infirmer ce fait : dès que de deux classes d'hommes, l'une prend en main la direction de l'autre, quelque délégué que puisse être son pouvoir, un antagonisme irrémédiable d'intérêts les sépare. On aura beau s'évertuer en *distinguo* tirés d'une spécieuse métaphysique politique, les faits sont là patents, indéniables, quotidiens.

Que se passe-t-il, en effet, aujourd'hui même sous nos yeux ? Nous voyons aux deux extrémités de l'Europe deux pays, la Russie et la France, soumis à deux régimes en apparence opposés : là un régime autocratique, ici un régime démocratique ; là, un régime d'autorité absolue, ici un régime d'autorité déléguée, de souveraineté populaire, ou prétendue telle. Entre ces deux pays, semble-t-il, il devrait y avoir, sinon hostilité, du moins méfiance réciproque, comme une sorte d'incompatibilité d'humeur. De plus, la vie politique, en ce qui concerne les rapports — ici des citoyens, là des sujets — avec leur gouvernement respectif, devrait présenter des différences essentielles, fondamentales.

Il n'en est rien. Ces deux pays sont, politiquement, alliés en méfiance d'autres pays, dont l'organisation politique offre de grandes analogies avec celui de la France, par exemple, et l'autocratisme russe ne s'inquiète en aucune manière de cette fraternisation avec le démocratisme français.

D'autre part, si l'on examine les rapports entre gouvernants et gouvernés, on constate que, sauf des différences d'apparences ou de degré, le même esprit de tyrannie intolérante règne de part et d'autre.

Là-bas, où le malaise économique sévit comme partout ailleurs, un groupe d'ouvriers, respectueusement, naïvement, s'en vont, crucifix en tête, présenter bien humblement une pétition à cette sorte de dieu, le tsar, en la toute-puissance de qui ils espèrent pour remédier aux maux dont ils souffrent. Ah ! certes, ils n'étaient guère dangereux ces manifestants si dévotieusement déférents ! Mais Nicolas II a peur ; comme le plus méprisable des lâches, tapi dans son palais de Tsarkoé-Selo, loin, bien loin du théâtre de cette guerre meurtrière que sa criminelle inconscience s'obstine à prolonger, loin des démonstrations de ce peuple, si soumis cependant, mais qui le fait trembler, il ordonne d'accueillir ces suppliants à coups de fusil. Et son ordre est exécuté à la lettre, sans sommation, sans avertissement préalable.

Ici, à un degré moindre peut-être, les procédés sont les mêmes. Ici, un cri d'indignation répond à ces assassinats en masse, lâchement perpétrés sur une foule inoffensive. Mais nos gouvernants ont conclu — sans nous consulter — une alliance avec les gouvernants de là-bas ; ils n'entendent pas qu'aucun de leurs gouvernés se permette d'exprimer publiquement un blâme quelconque à l'égard des massacreurs de là-bas ; bien mieux, la première parole du ministère actuel fut une protestation de sympathie à l'adresse du poltron sanguinaire de Tsarkoé-Selo.

Si l'on ne nous fusille pas, comme à Pétersbourg, quand nous manifestons des opinions ou des sentiments qui n'ont pas l'heur de plaire aux autocrates de notre République, on nous assomme, on nous piétine, à coups de poing, à coups de botte, pour un mot, pour un chant, pour rien même. Et j'ai vu, de mes yeux, aux obsèques de Louise Michel, faire mettre baïonnette au canon parce que nous chantions l'*Internationale*. Préparer la baïonnette, esquisser le geste de *mort* contre une foule qui chante ! N'est-ce pas tout à fait tsarien ? A Fourmies, il est vrai, on est allé plus loin ; comme à Pétersbourg, on a fusillé une foule qui portait des fleurs en chantant.

Nous sommes en République. La République, nous dit-on, c'est le gouvernement du peuple par lui-même. Le peuple se gouverne, s'administre par l'intermédiaire de mandataires auxquels il confie la gestion de *ses* intérêts, auxquels il délègue *ses* pouvoirs, qu'il charge d'exécuter *ses* volontés. Exemple !

Cela peut paraître fort logique en théorie. Dans la pratique, il en est autrement. Les êtres humains ne sont pas des abstractions dont les actes peuvent être d'avance fixés par syllogisme ou théorème. Et le fait de confier ses intérêts et de déléguer ses pouvoirs à un mandataire n'implique pas que ce mandataire n'aura d'autre souci que la défense des intérêts et l'exécution des volontés de ses mandants. Il faut envisager le cas où les intérêts du mandataire se trouvent être en opposition avec ceux du mandant.

Et c'est le cas justement qui se présente en ce qui concerne gouvernants et gouvernés. L'homme au pouvoir — et c'est humain — a tendance à s'immobiliser, à perpétuer l'ordre de choses auquel il doit sa situation privilégiée, à considérer l'évolution comme ayant dit son dernier mot, le progrès comme ayant atteint à son apogée. Et s'il reconnaît, cependant, la nécessité d'une évolution plus avancée, d'un progrès plus haut encore, il ne peut l'admettre qu'avec des réalisations lointaines, une marche d'une lenteur qu'il estime prudente, mais qui est désespérante pour les intéressés. Ceux-ci s'impatientent, réagissent contre l'inertie gouvernementale, d'où conflits, antagonisme et

finalement hostilité. Car comment admettre que l'homme au pouvoir, d'une mentalité, et d'un caractère généralement quelconques, d'une moralité d'une éducation moyennes ait la grandeur d'âme de faire prévaloir les intérêts de ses gouvernés sur ce qu'il pense être les siens, d'abdiquer, même momentanément, l'autorité qui lui a été dévolue et qu'il estime sacrée, et enfin de n'être pas tenté, pour sauvegarder cette autorité lorsqu'il la juge compromise, de s'appuyer sur la force que les gouvernés ont eu l'imprudence de mettre à sa discrétion.

Et cet état d'esprit se rencontre chez tous les gouvernants, que leur pouvoir soit absolu ou délégué ; comme le tsar — qui, en l'occurrence, a certainement été sincère, — ils estiment un *crime* toute immixtion des gouvernés dans leur gestion des affaires politiques. Toute atteinte portée à l'exercice absolu de leur autorité leur paraît intolérable, et, dans la répression de cette atteinte, ils en arrivent à perdre toute mesure, au point, je le répète, de menacer de mort des gens qui chantent, de massacrer des gens qui pétitionnent.

C'est cet état d'esprit commun, c'est cette conformité d'intérêts due à leur situation similaire de gouvernants qui établissent entre eux des liens de solidarité. Car cette solidarité est patente. Les faits surgissent en foule qui la démontrent irréfutablement. N'avons-nous pas, nous qui nous disons en République, des lois qui punissent l'insulte faite aux souverains étrangers, quelque ignoble, quelque criminelle que soit la conduite de ces souverains ? Ne voyons-nous pas chaque jour inquiéter des compatriotes ou expulser des réfugiés étrangers qui portent ombrage par leurs paroles, leurs écrits ou leurs actes à tel souverain d'Europe ? C'est ainsi, entre autres, qu'Ahmed Riza fut expulsé et dut transporter hors de France la publication du *Metchveret*, parce qu'il déplaisait à la Bête Rouge de Constantinople. La police de France assomme les citoyens français et lacère les affiches susceptibles de déplaire à la Bête Rouge de Pétersbourg.

Par contre, les peuples, d'instinct, comprennent quel lien de solidarité les unit contre leurs gouvernants. Spontanément, au massacre, répond de toutes parts par-dessus les frontières un cri d'indignation, tandis que des secours s'organisent et que les manifestations de sympathie se multiplient en réconfort des tortures subies.

C'est que la vraie classification des hommes n'est point en nations arbitrairement délimitées, en Français, Allemands, Russes, Anglais, etc., mais universellement, internationalement en gouvernants et gouvernés. C'est celle qu'établissent les liens d'intérêts, c'est la seule que reconnaisse la conscience humaine dans ses protestations contre les crimes de l'autorité ; et c'est aussi la seule qui pour celle-ci soit réelle quand elle se sent menacée dans ses prérogatives.

Et de cette solidarité internationale qui lie d'une part gouvernants, d'autre part gouvernés, un autre enseignement se peut tirer. Si l'on voit le gouvernement « républicain » de France déclarer ouvertement faire cause commune avec le tsar contre le peuple russe et contre son propre peuple, c'est que, malgré son étiquette républicaine, malgré son apologie constante de cette Révolution dont à tout bout de champ il se revendique, c'est, dis-je, que sa mentalité est la même, qu'entre l'absolutisme et le libéralisme c'est l'absolutisme qui a ses préférences, c'est, enfin, que pas plus que l'autocrate russe, il n'est disposé à élargir le cercle de nos libertés.

Ce n'est que par la force, par une attitude continuellement hostile à son égard que nous pourrons arracher, morceau par morceau, quelque nouvelle bribe de liberté. Tout le démontre. Cette fameuse séparation des Eglises et de l'Etat qui, dit-on, va enfin aboutir, n'approche-t-elle pas de sa réalisation uniquement parce que l'opinion la réclame aujourd'hui impérieusement ? Si impérieusement que l'on voit cette chose cocasse : un gouvernement renversé par les cabales suscitées contre lui par la perspective de cette inévitabilité de la séparation, et remplacé par un autre gouvernement dont le premier acte est précisément d'accomplir cette réforme.

Ne faut-il pas là reconnaître la puissance de l'opinion ?

L'opinion publique est la grande force qui, comme un chien qu'on fouette, oblige les gouvernements à supprimer des privilèges, parce qu'elle exerce sur eux les intimidations indispensables.

Rien ne s'obtient par prière. Tout s'obtient par intimidation. Si nous restons gouvernés, c'est que nos gouvernants savent suffisamment nous intimider. Sachons agir de même à leur égard et nous aurons ce que nous voudrons.

C'est ce qui démontre combien l'action politique est illusoire et que seule l'action directe, révolutionnaire, donne des résultats sérieux.

André Girard.



Il est de notoriété publique que les ouvrières qui manutentionnent le tabac dans les fabriques de l'Etat, n'élèvent pas leurs enfants elles-mêmes.

On ne saurait s'en étonner après avoir lu les études de Drysdale qui découvrit, voici quelque dix ans, la nicotine dans le lait des cigarières de Vienne.

Le docteur Mutrel publie aujourd'hui quelques chiffres d'une éloquence macabre. A Nancy, la proportion de la mortalité infantile est de 56 0/0 dont 39 0/0 chez les nourrissons ; elle est de 99 0/0 quand la mère continue à nourrir exclusivement au sein après sa rentrée à la manufacture.

D'après une enquête faite tout dernièrement par le syndicat ouvrier dans toutes les manufactures françaises, la proportion s'élèverait à 70 0/0.

L'Etat n'ignore pas cette situation navrante, puisque maintes fois les rapports de ses médecins — rapports d'ailleurs soigneusement tenus secrets — l'ont mis au courant de la situation.

Et M. Piot se lamente toujours sur la dépopulation !

Les préservatifs — qui ne préservent rien — de nos néo-malthusiens ne peuvent guère se mettre en ligne pour concurrencer l'Etat qui, avec sa nicotine, tient, semble-t-il, le record de la « mort aux gosses ».

⁂

L'armée — cette gendarmerie de l'intérieur, comme l'a si bien dénommée le général de massacre Galliffet — est destinée avant tout et surtout à protéger la propriété capitaliste.

Il n'est pas une grève tant soit peu importante où le gouvernement quel qu'il soit ne fasse envoyer les escadrons et les baïonnettes protectrices.

Tout comme le tsar — Constans n'a-t-il pas eu Fourmies, et Millerand, Châlon et la Martinique, on semble trop l'oublier en France, ces jours-ci ! — nos républicains, radicaux, socialistes envoient des troupes là où les travailleurs se révoltent contre le patronat.

Le budget de la guerre, qui vient justement de paraître, nous apprend que les frais nécessités par les envois de troupes dans les grèves ont été :

En 1900, de 528.038 francs ; de 860.972 francs, en 1901 ; de 1.542.635 francs, en 1902 — sous Millerand ; — de 948.788 francs, en 1903 ; de 1.235.319 francs, en 1904.

Et ce sont toujours les travailleurs refoulés dans les bagnes capitalistes qui formeront demain les meilleurs éléments de cette armée payée et entretenue avec le travail qui leur aura été usurpé.

Et il en sera ainsi demain comme il en a été hier, tant que nous ne saurons pas nous débarrasser de nos maîtres et nous en passer.

En attendant, M. Maxence Roldes, socialiste bon teint, attaché au cabinet de M. Berteaux, ministre de la guerre, dresse des plans pour préparer la répression des grèves à venir.

Et le budget ira encore en augmentant.

P. D.

⁂

Colonisation. — *De M. de Molinari, dans sa chronique du* Journal des Economistes *(15 octobre 1904) :*

« C'est aussi aux Allemands que le gouvernement hollandais semble aujourd'hui emprunter ses procédés de colonisation. Dans une expédition contre les Atjehs de Sumatra, les troupes coloniales ont massacré 1.007 femmes et enfants, pour le motif « qu'ils n'avaient pas obéi à l'ordre de sortir du village attaqué ». Ce motif a paru péremptoire aux coloniaux, en majorité à la Chambre, mais, à leur vive surprise, l'opinion du public hollandais a protesté contre ce moyen radical de propager la civilisation. Evidemment, ce bon public ne comprend rien à la question coloniale. Il n'est pas dans le train. »

Dans sa chronique du 15 novembre, le même écrivain, revenant sur ces faits de colonisation, ajoute :

« Les Allemands ne se montrent pas moins férocement civilisateurs. On n'a pas oublié que l'empereur Guillaume enjoignait à ses soldats de ne pas faire de prisonniers chinois, et voilà que nous lisons dans une correspondance du Tageblatt, *que « la férocité des Herreros et de leurs femmes, qui participent au combat, explique qu'on ne fasse pas de quartier ». Mais le* Tageblatt *devrait bien nous expliquer aussi quelle est la différence entre la férocité de ces sauvages et celle de leurs civilisateurs. »*

Une indisposition du camarade Pierrot nous force à renvoyer à la semaine prochaine la suite de son étude : *L'Esprit de révolte*.

Les Profits Capitalistes

II

La grève des ouvriers électriciens de la Compagnie Edison, terminée subitement au début de la semaine, a attiré l'attention sur cette société financière qui peut prendre place aujourd'hui dans les études que j'ai entreprises sur « les profits capitalistes ».

Cette société ne se contente pas d'exploiter férocement les ouvriers qu'elle emploie et de ne pas tenir les engagements qu'elle a pris, elle exploite en même temps les consommateurs qui n'en peuvent mais, la Compagnie Edison jouissant d'un monopole.

C'est ainsi que les consommateurs parisiens paient 15 centimes l'hectowatt-heure d'électricité qui revient net, et tous frais compris, à 3 centimes 1/2 à la Compagnie, et alors qu'il vaut 7 centimes à Bruxelles et à Saint-Etienne, 6 centimes à Nancy, 8 centimes au Havre, etc., etc.

Il est vrai que cette exploitation simultanée des ouvriers et du public a permis à la Compagnie Edison de rembourser en 1897 pour 3 millions d'obligations et de ne garder que son capital-actions qui se monte à 10 millions de francs.

La Compagnie Edison possède quatre stations situées respectivement avenue Trudaine, faubourg Montmartre, au Palais-Royal et à Saint-Denis. La puissance des dynamos employés est de 6.300 hectowatts et le nombre des lampes en service chez les abonnés de 320.000 environ.

Depuis dix ans, pour ne pas remonter plus loin, la Compagnie Edison a vu croître et presque

tripler ses produits totaux et ses bénéfices, comme l'on peut s'en rendre compte par le tableau ci-après :

Années.	Produit total en milliers de francs.	Bénéfice brut en milliers de francs.
1895	1.723	1.219
1896	1.979	1.504
1897	2.119	1.715
1898	2.353	1.886
1899	2.523	2.019
1900	2.835	2.304
1901	2.989	2.454
1902	3.371	2.706
1903	3.750	3.062

Comme l'on voit, c'est une progression constante des bénéfices — sans que jamais, bien entendu, les salaires des ouvriers s'en soient ressentis — et les amortissements du capital, largement dotés, suivent une marche ascendante plus vive encore que les dividendes, comme l'on peut en juger :

Années.	Amortissement en milliers de francs.	Dividendes en milliers de francs.	Dividendes par action.
1895	686	500	25
1896	874	600	30
1897	1.077	600	30
1898	1.209	600	30
1899	1.390	600	30
1900	1.460	700	35
1901	1.585	700	35
1902	1.659	800	40
1903	2.018	800	40

Nous voyons donc par ce tableau, qu'indépendamment des sommes consacrées à l'amortissement du capital — prélevées sur les bénéfices, ue l'oublions pas — des salaires (!) énormes drainés par les directeurs et administrateurs divers, les dividendes de l'entreprise ressortent à 8 0/0, ce qui n'est pas encore trop mal.

Si les travailleurs peuvent se plaindre avec juste raison, les capitalistes, comme on le voit, touchent donc, eux, de larges bénéfices, et si l'on considère qu'à côté des dividendes il y a les salaires énormes des gros manitous, prélevés sur le labeur ouvrier, et enfin l'amortissement en quelques années du capital engagé, il apparaît que c'est bien autant de l'usure que de l'industrie que nos modernes capitalistes pratiquent sous la protection et avec le concours de la loi.

Les ouvriers électriciens, eux, par manque d'entente et de solidarité, et aussi, il faut bien le dire, par la lâcheté du plus grand nombre, ont décidé de reprendre le travail, n'ayant obtenu que des promesses et la réintégration des ouvriers les plus énergiques.

Cela n'est guère brillant, surtout lorsque l'on considère la situation financière d'une compagnie qui, en réalisant d'énormes bénéfices, n'accorde à ses producteurs que des salaires de famine.

P. Delesalle.

L'Union chez les Mineurs

Le syndicat des mineurs de la Loire a fait insérer dans un journal local, une lettre du citoyen Joucaviel, membre du Comité national des mineurs. De cette lettre, très intéressante, j'extrais les passages suivants :

« Une question de tactique et notre sotte confiance en le gouvernement ont fait la division parmi nous. Avons-nous à nous en féliciter? Je réponds hardiment : Non. Nous n'obtiendrons rien, nous n'avons rien à espérer des gouvernements bourgeois quels qu'ils soient. Nous n'aurons que ce que nous saurons arracher par la force. Et pour pouvoir efficacement employer la force, il faut être étroitement unis. »

Très bien dit. Mais depuis longtemps les syndicalistes révolutionnaires tiennent le même raisonnement, et la scission entre mineurs — puisqu'il s'agit de la scission — n'a eu lieu que parce que les amis de Joucaviel, et lui-même à cette époque, n'ont pas voulu en reconnaître la justesse.

« Ne pense-t-on pas, d'un côté comme de l'autre, qu'il serait temps de faire cesser nos bouderies, reconnaître chacun ses erreurs et refaire l'union des mineurs, qui, seule, peut nous permettre d'entreprendre quelque chose? »

Les dissidents ont déjà tenté de la réaliser, cette union; mais l'intransigeance de la Fédération nationale envers eux, au congrès d'Alais, où le délégué de la Confédération, Garnery, fut reçu glacialement, fut seule cause de l'insuccès. Les dissidents sont prêts à faire l'union, à condition que de l'autre côté cette union soit vivement désirée, et qu'on ne leur impose pas de conditions humiliantes. J'ai remarqué que Bouchard, le secrétaire de la Fédération de la Loire (adhérente au Comité national), fait souvent appel à l'union dans la presse stéphanoise, mais a non moins souvent des allusions blessantes pour les camarades qui ont cru devoir planter là Cotte et son comité.

« Le gouvernement de M. Waldeck-Rousseau, comme celui de M. Combes, nous avait fait beaucoup de promesses. Combien sont réalisées? Aucune. Si on nous a jeté un os, le fameux million qui a permis à tous ceux qui ont voulu d'obtenir un mandat électoral, depuis les conseillers des petites bourgades minières, jusqu'aux plus huppés de nos parlementaires, cherchent à s'en attribuer le mérite. Il y a aussi la loi de huit heures sortie du Sénat : elle est fraîche, cette loi.

« Cependant, M. Combes nous avait promis davantage : « Donnez-moi un crédit de dix-huit mois, disait-il un jour au cours de notre fameuse grève générale, au Conseil national, et je vous réponds que presque tout ce que vous me demandez sera réalisé. » Les dix-huit mois sont passés, il en passera trente-six et même quarante-huit, s'il finit la législature au pouvoir. Et j'ai bien peur que nous soyons aussi Gros-Jean que devant. Je n'ai de confiance qu'en l'union de tous les mineurs. Cette union est désirable, on doit la faire, il faut la faire à tout prix. Trêve d'amour-propre, que chacun y mette du sien, que les plus raisonnables commencent. Les plus petits syndicats, comme les plus grands, se doivent à cet effort. Du plus petit peut-être viendra l'étincelle...

« Quel est le syndicat qui va attacher son nom à cette glorieuse cause. Est-ce celui de Carmaux? »

J'ai transcrit tout au long, parce que, encore une fois, je m'associe pleinement à cet appel, et que je n'aurais pas si bien dit.

Je suis enchanté de constater que Joucaviel n'a plus guère confiance en les pouvoirs publics, et lui sais gré d'avoir eu la franchise de le dire. Nul doute que si chacun y met de la bonne volonté, l'entente se fasse. Elle est d'autant plus nécessaire que nous sommes peut-être à la veille d'événements graves. Sans parler de la Russie, qui semble entrée dans la voie d'une révolution, les mineurs ont 200.000 de leurs frères allemands en grève. Et au moment où j'écris, on lit dans les quotidiens que les mineurs belges réunis à Charleroi ont, eux aussi, décidé la grève générale.

Ça marche!

Galhauban.

La Politique

DANS L'ETAT DU COLORADO

L'infâme procédé des grandes corporations a atteint son comble dans cet Etat, et je crois que nous sommes bien au prélude de changements importants sur la conception de la politique et du gouvernement.

Lors des dernières élections, les républicains, amis du gouverneur Peabody, ont voulu à tout prix qu'il continue à « gouverner ».

Le procédé inouï et despotique de Peabody pendant les grèves a attiré l'attention du monde « civilisé » et, si les lecteurs des *Temps Nouveaux* se le rappellent, il y a pour plus de trois millions de dollars de dommages et intérêts aux cahiers des tribunaux contre ce despote en pantoufles.

Enfin, pour abréger, voilà la conception de Richard Broad, agent de l'*American Smelting and Refining Co.* :

« Il nous faut Peabody pour gouverneur, plus les deux tiers du Sénat et les deux tiers de la Chambre des députés de l'Etat; en outre, il faut mettre tous les juges sous la coupe des corporations pour « gouverner » comme il faut. »

Il paraît impossible que de telles usurpations soient possibles dans un pays à suffrage universel, et pourtant voilà ce qui est arrivé :

Avec l'aide de la « cour suprême » (deux juges, Gabert et Campbell) et du secrétaire du Sénat, ils ont fait des contestations électorales contre Adams; mais celui-ci, sûr d'être élu, a déclaré qu'il prêterait serment quand même devant le juge Steele, pour l'office de gouverneur.

Après deux télégrammes du président Roosevelt, Richard Broad avait lâché pied et Adams était installé gouverneur, selon la loi organique de l'Etat. Peabody avait déposé plainte et contestation pour l'office. Voici une petite partie de la déclaration du grand jury au sujet des fraudes électorales :

« A l'honorable John J. Mullins, de la cour du district :

« Le grand jury vous prie d'accuser réception du rapport suivant :

« Après avoir travaillé avec dévouement pendant des semaines, *nous ne pouvons retourner aucune* implication. Nous aurions pu trouver des preuves contre des individus de peu d'importance; mais la majorité du jury était contre ce procédé.

« Nous avons des preuves absolues sur nombre d'individus contre lesquels *nous ne pouvons rien faire par le fait de leurs agissements dans la politique, et de leur influence dans les affaires.* »

N'importe, on expulsa de force deux sénateurs démocrates, Born et Healy de Denver, parce qu'ils ne voulaient pas se vendre à Broad.

A présent, on a l'intention de rejeter tout le vote démocratique de Denver; si on réussit, Peabody aura une petite majorité sur Adams, et le Sénat et la Chambre des députés auront deux tiers du côté de Peabody.

Un comité de quinze « pognonistes » est nommé pour rapporter « l'affaire » pour le 1er février; et si tout va bien, Peabody continuera à « gouverner ».

Comme on le voit, la lutte est encore plus acharnée contre le socialisme qu'auparavant, mais nous avons l'avantage d'avoir des positions nettes, car, tous les jours, les quotidiens sont pleins de chantages et autres vilenies politiques, montrant le politicien comme un type dégoûtant dans la société.

G. Kyner, le propriétaire du *Victor Record*, qui fut deux fois chambardé par la milice, s'était vendu pour 5.000 à la clique de Peabody.

Tout ce fatras des politiciens donne du vent aux voiles de la « Sociale ».

Le « Trades' Assembly » a décidé de suspendre deux séances pendant le mois, pour me donner l'opportunité de faire douze conférences sur le sujet de la « Grève générale », avec libre discussion pour les unionistes.

Voici le texte des douze conférences :

1° De la nécessité pour l'ouvrier d'être affilié aux syndicats ;

2° De la manière de s'entendre pour coopérer avec les sociétés fraternelles ;

3° De la méthode à traiter avec les scabs ;

4° L'organisation de la grève violente;

5° L'organisation de la grève paisible ;

6° Boycottage des autorités ;

7° Subsistance du peuple pendant la grève ;

8° De l'organisation de la production et distribution des utilités pendant et après les troubles ;

9° De l'organisation des moyens de transports et communications;

10° De l'organisation de la ligue des « Droits de l'homme »;

11° Du droit de défense;

12° De la consistance de nos idées et de nos actions.

L'attitude des ouvriers est bien tranquille ici à Pueblo, et de même à Denver; mais il y a beaucoup de penseurs qui s'avanceront dans la philosophie anarchiste, par la force de l'observation.

Lors des élections de novembre dernier, les populistes et socialistes se sont joints aux démocrates pour se débarrasser de Peabody; mais bien en vain, puisque la fraude et la roublardise règnent au Capitole de Denver.

Je prends avantage de ma condition de citoyen américain, et je gagne tous les jours de nouveaux amis pour étudier les principes et la tactique anarchistes.

Les événements de grande importance sur la théorie du gouvernement se succèdent avec une telle rapidité que je ne puis tenir le fil; à présent, il ne reste que l'arbitraire — ce qui nous présente une condition tout à fait révolutionnaire. Qui vivra verra.

A. Klemencic.



On sait que la *Coopération des Idées* a loué, dans le Bois de Boulogne, une propriété appelée le « Château du Peuple » et où les adhérents des U. P. peuvent, le dimanche, aller respirer l'air pur, et écouter des conférenciers, s'il leur plaît; or dimanche dernier, M. Thalamas, ce professeur que les nationalistes ont pris en grippe, parce qu'il s'est permis de nier que la mission de celle qu'on appelle la Pucelle, eût quelque chose de divin, devait faire une conférence sur ce sujet.

Sur l'invitation de la *Patrie*, deux ou trois cents jeunes bourgeois s'étaient donné rendez-vous pour aller surprendre conférencier et auditeurs. Ils étaient menés par un prêtre, apôtre de la paix.

Mais les camarades du château purent en défendre l'entrée. La bataille dura une heure, sous l'œil paterne, paraît-il, des gardes du bois.

Quelques camarades furent blessés, mais, malgré leur nombre, les jeunes bourgeois ne purent forcer l'entrée. Quelques-uns ont été assez mouchés pour leur ôter l'envie de recommencer.

A la fin, un commissaire finit par arriver; à sa vue, les manifestants se sauvèrent comme des lapins.

⁂

La Grande famille. — Il y a, au 29e de ligne, un lieutenant qui vaut son pesant de cartouches. Voici les théories qu'il développe :

« Il n'y a qu'une seule religion au monde qui soit bonne : la religion catholique. Il faut savoir prier Dieu et être fervent chrétien.

« Il faudrait brûler tous les livres et les journaux, car ils répandent de mauvaises idées; il est malheureux que les hommes sachent lire!!! »

Parlant de la discipline, il s'exprime comme suit : « On ne fait pas assez souffrir les soldats; il faudrait les faire souffrir pour les aguerrir et leur inculquer le sentiment du patriotisme. »

Au sujet d'une dispute qui s'était élevée dans une maison publique à Langres, entre cinquante soldats et quatre tenanciers de ladite maison, le lieutenant, furieux, s'indigne en ces termes : « Comment, cinquante soldats contre quatre hommes! Et les cinquante soldats n'ont pas dégainé? C'est honteux!!! Il n'aurait rien dû rester dans la maison!!! »

⁂

Amiens. — A la suite d'une conférence anarchiste faite à la salle de l'Alcazar, un groupe de 500 manifestants a parcouru la ville en chantant l'*Internationale*.

Quelques-uns d'entre eux avaient eu, au cours de la conférence, maille à partir avec le commissaire, on a jeté des pierres, à la sortie, sur les vitres du commissariat.

De là, les manifestants se sont rendus à la prison de Bicêtre.

Un gardien de la prison, Straboni, sortait à ce moment d'un restaurant. Un groupe de manifestants l'entoura.

A sa vue, les manifestants poussèrent les cris de : « A bas le garde-chiourme! » Et comme Straboni arrivait près de la porte, il se sentit tirer violemment en arrière, fut terrassé et roué de coups.

Un nommé Joseph Lephay, mouchard amateur, voulut lui porter secours; il partagea son sort et reçut, lui aussi, force coups de pied et de poing.

Une autre personne, qui secourait également le Straboni, fut frappée à son tour.

Enfin, le gardien s'étant relevé, sortit son revolver de l'étui et le brandissait, sans tirer, dans la direction des assistants.

(*Le Temps.*)

⁂

Montceau-les-Mines (*suite*). — En outre de la mine, il y a encore d'autres bagnes industriels. Deux usines métallurgiques occupent quelques ouvriers et surtout beaucoup d'enfants, et ceci pour une bonne raison, c'est que les parents doivent verser aux patrons une somme de 200 francs par année d'apprentissage. Et quel apprentissage! Ces pauvres gosses sont obligés de faire le travail des manœuvres, et quand ils sortent de ces boîtes, ils sont à peu près aussi avancés qu'en y entrant.

Il y a aussi une usine de tissage qui, avant 1902, était la propriété (!) de la Compagnie des mines, ce qui explique les renvois après la grève de 1901, les femmes et les hommes employés dans cette usine ayant fait cause commune avec les mineurs. Là, l'exploitation se fait sentir aussi ignoble que dans les autres villes où cette industrie est plus importante.

200 jeunes filles viennent d'être encore renvoyées sous prétexte que les commandes font défaut. Et l'on parle encore d'autres renvois dans quelque temps. Ce qui n'est pas pour atténuer le chômage et la misère toujours grandissante dans ce pays.

Nous avons encore une cartonnerie où sont occupés bon nombre de renvoyés de la mine. Le salaire de ces malheureux est de 0 fr. 20 de l'heure, ce qui leur fait des journées de 44 *sous* pour 11 heures. Quelques-uns, comme les chauffeurs, gagnent 0 fr. 30 et font douze heures et généralement huit journées de travail par semaine. Il n'est pas rare d'en voir qui font quarante-huit heures consécutives sans quitter leur bagne et n'avoir pour repos que les heures de repos. Voilà ce qui explique, je crois, la mentalité de ces exploités qui ne sont pas dignes de s'appeler des hommes, car les animaux eux-mêmes ne pourraient pas fournir, sans repos, une somme de travail égale à celle produite par ces malheureux inconscients.

La grève des mineurs de 1899 eut sa répercussion sur les ouvriers d'autres corporations qui se solidarisèrent avec eux et formèrent des syndicats qui, malheureusement, disparurent petit à petit, ayant, pour quelques-uns, à peine un an d'existence (à l'exception de celui des mineurs et de celui des maçons). Il y a encore beaucoup à faire à Montceau pour secouer la torpeur et l'avachissement de tous ces inconscients. C'est aussi ce qu'ont compris les initiateurs du Groupe de la Jeunesse syndicaliste. Malheureusement ils ne sont guère soutenus et encouragés dans leur œuvre d'éducation et d'émancipation par ceux-là même qui se prétendent libertaires et qui restent à l'écart au lieu d'aider ces jeunes camarades épris d'idées réellement révolutionnaires et partisans de détruire la société capitaliste pour la remplacer par une société d'harmonie, c'est-à-dire par le communisme libertaire.

J. B.

Erratum. — Dans le numéro 37, à la page 6, deuxième colonne, deuxième alinéa, lire : Les ouvriers du jour, les femmes et les enfants font également 10 heures.

Plus loin, quatrième alinéa, au lieu de : Les jaunes ne manquent pas parmi ces derniers, lire : Les jeunes ne manquent, etc.

⁂

L'Aveyron est la Bretagne du Midi. — Le département de l'Averyon est composé de régions très différentes. Celle de Saint-Affrique comprend quelques vallons agrestes et sauvages, coupant des plateaux arides et calcaires.

Pays de petite culture, où le paysan arrive à force d'inouïs efforts à pressurer de la terre du blé, du seigle, de l'avoine, des pommes de terre, des fourrages, du maïs. Du vin léger, mais souvent bon. Les châtaignes, les fruits sont nombreux.

Sur le plateau d'Aubrac s'élèvent de fameux bœufs; dans la plaine du sud, beaucoup de volailles sont expédiées dans l'Hérault. La faune comprend un excellent et nombreux gibier; quelques bois contiennent des sangliers, par troupeaux, que les battues diminuent à peine.

La vie est très dure. Malgré le travail entêté de forcenés, qui doivent vivre dans ce pays où le grand morcellement de la propriété ajoute à la pénurie des ressources, la vie serait encore plus difficile sans les pâturages et l'industrie des fromages de Roquefort.

L'exploitation capitaliste trouve ici un bon terrain. Pour un salaire dérisoire, de robustes et jeunes paysannes vont fournir dans les caves humides et malsaines un travail éreintant.

Ces filles couchent dans des dortoirs, surveillées par des sœurs, et sont astreintes à payer des amendes pour la moindre infraction aux règlements, et quantité quittent ce bagne pour aller alimenter les maisons de prostitution des grandes villes du Midi.

D'autres reviennent au village avec une fluxion de poitrine.

Les propriétaires des caves, directeurs de l'exploitation, fixent à leur gré le cours du lait aux métairies où ils le prennent. Le lait de brebis, recueilli dans les laiteries disséminées dans les villages et sur les plateaux, arrive dans les caves, à Roquefort, en fromage frais.

De cette situation exceptionnelle, ceux qui « achètent » peuvent chaque jour abaisser le prix dérisoire du lait.

Une autre industrie, la ganterie, prépare la misère la plus aiguë pour les ouvriers gantiers, toujours plus nombreux pour une industrie qui décroît.

Les meilleurs ouvriers peuvent gagner, à Saint-Affrique, où le travail est moins payé qu'à Millau (pourquoi?), 2 fr. 25 par jour. On chôme trois mois au moins par an.

A Millau, l'ouvrier privilégié gagne 70 francs par mois avec deux mois de chômage au moins.

La main-d'œuvre des ouvrières abaissera de plus en plus les salaires. Les ouvrières gagnent de 10 à 35 sous par jour, la moyenne est de 0 fr. 80.

Les gantiers sont pour la plupart des ivrognes et boivent en dehors des « journées de 18 heures » qu'ils fournissent couramment à Saint-Affrique.

En résumé, l'industrie va assez mal, de l'avis des patrons qui en quelques années ont accumulé d'immenses fortunes (Millau est une ville de parvenus).

Que la propriété si morcelée soit mise en commun, que le paysan ignare et avare amende et fertilise le sol par l'engrais, la terre rapportera beaucoup plus avec beaucoup moins de peine.

Le paysan est cupide, fanatique. Le prêtre seul peut le faire agir à sa guise et l'évêque gagne de fortes sommes, ainsi que son état-major, sur la majoration des billets des pèlerins qui vont tous les ans à Lourdes.

En somme, l'Aveyron est un excellent noyau pour la vitalité de notre société actuelle. Ce département fournit une énorme quantité de viande à prostitution, de « rengagés », et c'est un nid où s'élèvent des nuées de sales corbeaux.

Avis aux conférenciers, ils y trouveront de l'ouvrage. Par ici le pic des démolisseurs!

Ajoutons que l'esprit du paysan est basé sur un mélange de bassesse ignare et d'envie; sa haine du riche est faite du besoin de jouir à son tour; tous ont très développée la fibre patriotique et ont foi dans le Parlement, pourvu que leur candidat paye leur vote.

Ceux qui ne sont pas ivrognes, c'est qu'ils n'ont pas le moyen de se payer de l'alcool ou s'abstiennent par avarice.

Lemy Hem.

⁂

La Région vosgienne. — Les *Pages libres* du 4 février ont publié une sérieuse notice, signée P. G., sur le mouvement ouvrier dans la région vosgienne, c'est-à-dire dans la moitié du département des Vosges qui s'étend à l'est d'Epinal.

Cette région, montagneuse et pauvre, ne connut longtemps qu'une agriculture « médiocre et peu

rémunératrice ». L'industrie n'apparut qu'à la fin du moyen âge, créant à Epinal, Rambervillers, Remiremont, Raon, Senones et Saint-Dié une bourgeoisie de tanneurs, de maîtres de forges, de papetiers, de verriers. Toutefois le capitalisme vosgien ne naquit qu'en 1766, lorsque deux hommes d'initiative créèrent à Remiremont la filature et le tissage à domicile des cotons américains. Son progrès se fit très vite; très vite, il se propagea dans tout le pays. Avec le dix-neuvième siècle, on vit le machinisme se substituer partout aux métiers à bras. En même temps, grâce au développement des voies de communication, le marché commercial s'étendait. Mais en même temps aussi, le fossé s'approfondissait entre les deux classes industrielles, patronat et prolétariat.

Cependant le mouvement ouvrier ne devait s'ébaucher qu'extrêmement tard dans les Vosges, tout à la fin du siècle passé. Encore est-il hésitant et timide et le réformisme de l'*Ouvrier vosgien*, son organe, n'est-il pas bien souvent jugé assez pâle par beaucoup d'ouvriers mal déshabitués de l'esclavage?

Ici, citons P. G.:

« C'est dire l'état dans lequel végète le prolétariat vosgien, et quelle rude besogne reste encore à faire dans ces contrées. Néanmoins, quelques groupements ouvriers se sont doublés, tout dernièrement, d'un comité socialiste; dans certains, même, il y a des anarchistes.

« Les socialistes se sont détachés, il y a peu de temps, des radicaux. Ils ont à leur tête le professeur Lapicque. Celui-là parle et sait agir. Mais je crains que, dans ce parti, il n'y ait trop d'arrivistes et trop de jeunes gens, cherchant plutôt à se distinguer qu'à faire œuvre utile.

« Les anarchistes sont beaucoup moins nombreux, mais, s'ils ressemblent tous à ceux que je connais, leur valeur individuelle compense leur petit nombre. Leur point de contact est *La Vrille*, feuille polycopiée, paraissant chaque semaine à Epinal, où l'édite le coiffeur Loquier. Depuis cinq ans, ils ont distribué plus de 10.000 brochures, imprimés et manifestes. »

AM. C.

Mouvement ouvrier. — La méthode d'action directe que nous ne cessons de préconiser, et qui consiste à dire aux individus qu'ils n'auront jamais que ce qu'ils sauront prendre ou imposer par leur énergie, est autrement efficace que l'entente et la conciliation chères aux prêcheurs de calme de tout acabit.

C'est la méthode préconisée par le Congrès corporatif de Bourges pour l'obtention, par les travailleurs, de la diminution des heures de travail; c'est la plus sûre et celle qui mènera à la victoire, si les exploités l'appliquent fermement.

MM. les réformistes qui vont chercher leurs inspirations et leurs méthodes d'action dans les sphères gouvernementales, c'est-à-dire parmi les ennemis de classe des travailleurs, ont fait mine d'en rire et s'en vont colporter partout, mais toutefois non ouvertement, qu'un pareil mouvement est voué d'avance à un échec certain.

Quitter le travail, une fois que le temps que l'on a décidé d'y consacrer est accompli! mais cela est impossible, disent, et s'en vont répétant les bons apôtres du calme, de la dignité et de la résignation.

Les ouvriers russes en grève viennent de donner à ces affirmations le plus flagrant démenti.

Voici en effet ce que nous apprennent les dépêches de ces jours derniers:

« Aux usines de Kolpino et à l'usine Poutiloff, les ouvriers — qui réclament la journée de 8 heures et une augmentation proportionnelle de 20 0/0 environ — arrivent le matin à l'heure ordinaire; travaillent consciencieusement; puis, quand les huit heures sont écoulées, c'est-à-dire à 4 heures de l'après-midi au lieu de 6, ils s'en vont tranquillement, sans un mot, sans un cri, gagnent les portes et ne reviennent plus, mettant ainsi à exécution leur desideratum de la journée de huit heures. »

Les directeurs d'usines, bien entendu, n'en reviennent pas, sont stupéfaits de cette nouvelle façon de faire et menacent de fermer leurs usines, ce que les uns ont fait, ce que les autres n'osent faire de crainte de troubles plus graves dans leur industrie. Un patron, devant une si belle volonté, a cédé et a accordé la journée de huit heures aux ouvriers qu'il exploite.

L'exemple est là, plein d'enseignements pour nous, montrant bien qu'il ne s'agit que de vouloir pour obtenir.

Cet exemple, nous l'espérons, servira à convaincre les hésitants, qui, parce qu'une méthode d'action n'a guère été employée, en nient l'efficacité.

Elle est aussi autrement certaine que celle qui consiste à faire espérer aux travailleurs que la diminution des heures de travail leur viendra d'une loi ou de tout autre moyen extérieur.

La vérité, au contraire, est que les travailleurs n'obtiendront et n'obtiennent jamais que ce qu'ils savent prendre. Les travailleurs de Pétersbourg viennent de montrer à ceux qui auraient pu hésiter que le moyen est facile à mettre en pratique, qu'il est expéditif et sûr.

Que la propagande redouble donc, que partout les travailleurs se préparent et prennent conscience de leur force, et que, sans jamais oublier que ce ne peut être là qu'une étape, qu'ils montrent qu'ils sont bien décidés à imposer leur volonté en quittant l'atelier, lorsque eux-mêmes auront jugé qu'ils ont assez travaillé.

Les travailleurs russes viennent de nous montrer l'exemple et ont fait faire un grand pas à la méthode d'action que nous préconisons.

⁂

En Bretagne, la situation continue à être d'autant plus intéressante, que ce n'est plus exclusivement dans des centres industriels comme Hennebont, Lorient ou Brest que les travailleurs, trop longtemps courbés, secouent le joug, mais que le mouvement gagne les exploités de toute la région.

A Douarnenez, le travail a complètement cessé dans toutes les usines dont les exploités, hommes et femmes, réclament une augmentation de salaire. La grève est générale parmi les femmes employées dans les fabriques de conserves, qui exigent un minimum de salaire de 25 centimes de l'heure.

Des manifestations ont lieu, drapeau rouge en tête, à travers la ville: les autorités n'en reviennent pas et sont affolées.

Voici les principales revendications des travailleurs de quelques corporations:

Travail à la journée, minimum des salaires:

Ouvriers	Fr.	3 50
Charretiers		3 »
Manœuvres et cochers		2 50
Apprentis après trois ans d'apprentissage		1 50
Apprentis à l'âge de 20 ans		2 50

Les apprentis ne pourront pas être renvoyés pendant les trois mois qui suivront leur apprentissage.

Les plâtriers toucheront 3 fr. 75 par jour et les tailleurs de pierres 4 francs, etc., etc.

Le mouvement est admirable; malheureusement un coco s'est abattu sur la région qui, sous prétexte de soutenir les ouvriers, — *comme on le verra par la lettre publiée d'autre part* — *fait le jeu du patronat et reçoit les félicitations des journaux réactionnaires locaux.*

A Quimper, la situation est toujours tendue, et malgré le blâme infligé par M. Craissac, les tanneurs de l'usine Le Bastard continuent la grève.

A Brest, les quais sont à peu près calmes et le travail reprend lentement, sauf chez l'exploiteur Chevillotte qui boycotte les dockers syndiqués. De plus, on s'attend, à Brest, à la reprise du mouvement sous peu, si les patrons du bâtiment n'adhèrent pas aux revendications posées.

Voici, d'autre part, les renseignements que nous communique notre camarade Le Gall:

« BREST. — Je veux de suite exhaler ma colère contre un nommé Craissac, un fumiste qui depuis quelque temps empoisonne la contrée. Sitôt qu'un mouvement se déclare, cet *oiseau* débarque et en avant le calme, la légalité, l'arbitrage et toute la séquelle des fumisteries *réformistes*. Je t'ai déjà communiqué l'impression que me firent et sa personne et son ouvrage à Quimper. On l'a vu, sablant le champagne avec de Chamaillard, le célèbre royaliste sénateur du Finistère; je t'ai dit sa manière de s'imposer dans un *conflit*, supplantant les copains arrivés avant *lui*, les prenant pour des niais et *démolissant* la besogne commencée. On l'a vu, à *Quimper*, arriver tout de go, comme *en vertu d'un appel providentiel* (pour d'autres comme pour *moi*, il y fut appelé ou envoyé par toute autre *chose* qu'une organisation ouvrière), providentiel pour les capitalistes dont la quiétude était troublée par la grève générale qui prenait une allure sérieusement menaçante. On l'a vu se rendre *seul chez le préfet*, pour *s'y rencontrer* avec des patrons, sans *être mandaté par qui que ce soit*.

En un mot, *son attitude fut plus que louche*, et voilà que cet individu, sitôt la grève générale déclarée à Douarnenez, y débarque et combat immédiatement de Tréhuidic, envoyé par la Bourse de Brest. Il démolit le soir ce que l'autre avait fait le matin et fait ainsi passer pour ridicules le délégué et la Bourse du travail. Qu'est-ce que tout cela veut dire? Que signifie son attitude à l'égard des boulangers de Quimper, à qui il ordonne d'attendre son signal pour se mettre en grève?

N'a-t-il pas l'audace de blâmer des Quimpérois (les tanneurs) qui viennent de se remettre en grève par solidarité pour un camarade renvoyé pour fait de grève! Va-t-il continuer longtemps à nous mettre des bâtons dans les roues et à contrecarrer systématiquement la propagande révolutionnaire qui prend si bien par nos soins? Par qui est-il mandaté? »

L. G.

A Limoges, les ouvriers de l'usine Monteux qui, à la suite d'une conférence du camarade Delalé, délégué de la Fédération des cuirs et peaux, s'étaient mis en grève par solidarité avec leurs camarades de l'usine que le même exploiteur possède à Paris, ont obtenu satisfaction et du même coup ont décidé la victoire de leurs camarades de Paris.

Grâce à la solidarité et à l'entente des exploités des usines de Limoges et de Paris, ce que le patron n'avait pas escompté, la victoire a été complète. Les grévistes ont obtenu la réintégration du camarade Thiébaut, le renvoi du contremaître, Etienne de Paris, ainsi que celui de Desmoulin, contremaître à Limoges et à qui les ouvriers reprochaient des renvois injustifiés et une insolence sans égale envers les ouvrières de la cordonnerie.

D'autres satisfactions sur des prix, ainsi que pour la livraison du travail au dehors, ont été obtenues.

Le contremaître Desmoulin, reconnu en ville par des grévistes, a été fortement houspillé, les femmes qu'il avait trop longtemps *fait souffrir* lui ont craché leur mépris... et le reste à la figure. Sans la police venue à son secours, la foule lui aurait fait sans doute un mauvais parti.

Avis aux chiens de garde patronaux disposés à l'imiter. Lâchés par l'exploiteur, ils n'emportent que le mépris des exploités.

Les coupeurs ont aussi demandé le renvoi de Dallage, un jaune de la plus belle eau: ils ont obtenu satisfaction et lui ont fait subir le sort du précédent.

Enfin les deux Tourtay père et fils seront éconduits sous peu, ayant fait beaucoup de mistoufles aux formiers qu'ils dirigeaient.

Ces victoires successives ont renforcé l'action syndicale à Limoges et, à la suite d'une conférence, 200 adhésions ont été faites.

Les ouvriers tisserands de la Gorgue-Estaires ont cessé le travail vendredi après-midi. Une seule usine continue à travailler: c'est celle de M. Fénart qui, ne faisant pas partie du syndicat patronal, n'a pas imposé le nouveau tarif, objet du conflit. Voici la liste des tissages en grève, avec le nombre des chômeurs:

Dewilde et Schultz, 135; Werquin et Becquart, 124; Delahaye, Bonnart et Bloeme, 198; Lefranc, 170; Gamelin et Bonduel, 125.

Les ouvriers ont décidé la grève par suite de la suppression de la prime de 8 0/0 qui leur avait été consentie par le fameux arbitrage qui avait mis fin — sans jamais avoir été respecté — aux grèves d'ouvriers tisseurs de l'an dernier.

La grève des ouvriers verriers de Romilly-sur-Andelle prend un caractère de plus en plus grave, les patrons ayant réussi à circonvenir quelques renégats et, à leur faire reprendre le travail.

Les camarades qui continuent la lutte sont exaspérés d'avoir été trahis alors que les patrons songeaient à capituler et à la sortie de la verrerie des faux frères qui ont repris le travail, une cinquantaine de grévistes armés de bâtons les attendaient en poussant des cris hostiles et proférant des menaces. Les gendarmes à pied et à cheval ont été obligés d'escorter les travailleurs jusqu'à leur domicile.

A plusieurs reprises, les grévistes ont frappé les gendarmes qui se sont trouvés un moment débordés par le nombre. Des renforts ont été demandés aux brigades environnantes.

Malgré la présence de nouvelles brigades, la situation n'en est pas moins très tendue, les grévistes étant exaspérés à juste titre d'avoir été trahis par quelques-uns de ceux qui hier luttaient à leurs côtés.

∴

Les trois frères Crettiez, encore en prison, ont été libérés.

Leur frère Henri, libéré depuis le 1er janvier, se trouvait à la prison quand l'ordre de liberté est arrivé.

Ils ont remercié leurs gardiens de leur attitude bienveillante.

Les assassins d'ouvriers sont libres. Spano et Pivoteau sont au bagne. Telle est la justice de classe.

P. Delesalle.

Angleterre.

Les statistiques nous apprennent qu'en 1903, la police a enregistré 35.262 disparitions pour la seule ville de Londres. On n'a retrouvé que la moitié des disparus ; des autres, pas la moindre trace. Ce qui revient à dire qu'il disparaît par jour environ soixante Londoniens dont un certain nombre ont été assassinés; la police demeure impuissante à fournir le moindre renseignement.

Belgique.

La grève générale des mineurs. — On sait que le salaire des mineurs belges a été considérablement diminué ces derniers temps, en raison des stocks, disent les patrons. Vint la grève de la Ruhr : les stocks volèrent vers l'Allemagne comme par enchantement. Les ouvriers, voyant ce charbon *qui ne leur avait pas été payé*, vendu en très peu de temps avec un grand bénéfice, demandèrent une augmentation de salaire que, suivant leur habitude, les patrons refusèrent. De nombreuses grèves partielles éclatèrent.

Devant cette situation, la Fédération nationale des mineurs belges s'est réunie dimanche dernier à Charleroi en un congrès extraordinaire. 88 syndicats étaient représentés par 184 délégués. Après une assez courte discussion, la grève générale des quatre bassins a été votée à une très grande majorité. Le congrès a adopté à l'unanimité la liste de revendications suivante :

1° Augmentation du taux des salaires pour toutes les catégories d'ouvriers du fond et de la surface;

2° Création de conseils d'arbitrage et de conciliation en vue d'aplanir les conflits qui se produisent entre patrons et ouvriers en ce qui concerne l'organisation, la durée et la rémunération du travail, la sécurité, la discipline et la police des mines et du personnel; les retenues de salaires, les renvois d'ouvriers, etc. ;

3° Fixation du taux des salaires d'après le système de l'échelle mobile en usage dans les mines anglaises ;

4° Remise d'un carnet de paye à chaque ouvrier ;

5° Abolition du travail isolé;

6° Réduction des heures de travail ;

7° Pensions suffisantes pour vivre, accordées à tous les vieux houilleurs, d'après le projet déposé à la Chambre par Alfred Defuisseaux;

8° Retrait des mesures prises par les charbonnages à l'égard des ouvriers âgés de 50 ans ;

9° Travail régulier assuré aux vieux ouvriers. Garantie d'un minimum de salaire suffisant pour vivre.

Aujourd'hui mercredi, la grève est presque générale et comprend 65.000 grévistes environ, les non-syndiqués marchant avec leurs frères. Seuls, les ouvriers des charbonnages de Bois-du-Luc, de Mariemont et de Bascoup, liés par une convention, continuent à travailler.

On sait que la Fédération est affiliée au Parti ouvrier social-démocrate ; c'est dire que la grève actuelle est une « grève de bras croisés ». Des incidents pourtant peuvent survenir, les mineurs étant très enthousiastes. Dans un meeting à Charleroi, on a crié : « Vive la grève! Nous ferons comme en Russie! »

De nombreux meetings ont lieu partout.

Ar. M.

Chapelle-Herlaumont, le 8 février 1905.

Suisse.

Genève. — La minoterie de Plainpalais vient de distribuer 12 0/0 de dividende à ses actionnaires et malgré la baisse sur les farines, les « usuriers du pain » se gardent bien de suivre cette baisse. Et dire que le nombre des sans-travail est considérable ! L'autre jour, un malheureux, C. Z., 42 ans, absolument sans ressources, s'est pendu à l'un des arbres qui ombragent le monument national. Quelques jours auparavant, une dame A..., âgée de 76 ans, s'est affaissée subitement sur le quai des Bergues. Elle mourait d'inanition.

Dernièrement, les votards genevois ont décidé qu'à l'avenir, les juges seraient nommés par eux au lieu d'être nommés par le grand conseil, suivant l'ancien usage. Pauvres naïfs, cela n'empêche nullement la gent judiciaire de plumer créanciers et débiteurs. M. X. gagne son procès, les juges décident que lui, M. X., encaissera 71 francs qui lui sont dus. Le débiteur s'exécute, mais M. X. reçoit 16 fr. 50 pour solde. Le reste avait été englouti par la justice.

Berne. — Le *Tagblatt* des Grisons a accusé un diplomate étranger, domicilié à Berne, d'avoir fait entrer quantité de marchandises sans payer de droits de douane. Cette accusation formelle n'a donné lieu à aucune poursuite. L'alcoolique Kronauer s'est tu ; c'est contre les grévistes qu'il sévit, contre les ouvriers soupçonnés d'opinions « réprouvées » ; lorsqu'il s'agit de diplomates fraudeurs ou de prétendant préparant la fin des Obrenowitch, le procureur général Kronauer ferme les yeux.

∴

De notre camarade le *Réveil*, de Genève, nous extrayons les lignes suivantes :

A l'Index socialiste. — On pouvait lire dans le *Vorwærtz* de Bâle, du 23 janvier, le communiqué suivant :

« Alfred Schmid, président de l'*Arbeiterbund* (Union ouvrière), a été exclu du parti socialiste, par décision de l'assemblée de dimanche, à 4 voix de majorité, pour avoir assisté à une assemblée anarchiste et être en relations amicales avec l'anarchiste Stelzer. »

Il ne ferait pas bon de vivre en Suisse sous un régime socialiste. Cet acte d'intolérance digne du plus beau régime jésuitique se passe de commentaires.

Cap de Bonne-Espérance.

Vous me demandez des renseignements sur l'état économique de ce pays. Grâce à la guerre que nous avons subie, cet état est des plus mauvais. Avec une augmentation de monde européen telle que l'on n'a jamais vue ici jusqu'à présent, les affaires et les moyens de vivre se sont rétrécis partout, aussi la gêne devient plus répandue et plus accentuée.

On avait employé des sans-pain de race blanche pour les travaux publics qui, normalement, occupent la main-d'œuvre indigène, mais voilà que de suite une nouvelle difficulté s'est présentée, la population noire commence à se trouver sans le sou, de là danger pour la tranquillité publique; ainsi l'on est poussé à établir des *relief-works* (travaux de secours) à Capetown pour employer les gens de couleur.

Mais si l'état économique ne brille pas, il est certain que l'attitude des esprits nous offre beaucoup d'encouragement. Partout les idées socialistes et même anarchistes se font jour. Pour ne pas tenir compte d'individus épars sur ce vaste territoire, un groupe vigoureux s'est constitué à Johannesburg, un autre à Durban (Natal), et encore un troisième à Capetown. Ce dernier groupe, quoique s'intitulant une branche de la Fédération Sociale-Démocrate de Londres, renferme plusieurs individus vraiment révolutionnaires et tout à fait sympathiques à l'anarchisme.

J'ai établi une correspondance régulière avec eux, et je ne manque pas à l'occasion de leur faire lire et distribuer de la littérature anarchiste.

Henri Glasse.

Madagascar.

Les effets et causes de la révolte. — Les douloureux événements de Farafangana provoquent plus d'un commentaire. Ils sont l'occasion pour beaucoup de critiquer d'une façon sévère notre système administratif en général, et ma foi, quelques-unes de ces critiques ne sont pas dénuées de fondement.

On ne sait encore pas exactement la véritable cause qui a déterminé la rébellion. Il en est plusieurs, je le crois, mais je ne serais pas éloigné de croire qu'un petit incident peut-être ait suffi à mettre le feu aux poudres, à faire jaillir tout au moins l'étincelle qui depuis longtemps couvait, comme l'on dit, sous la cendre. Or les petits incidents ont parfois des conséquences fort graves.

Un récent et scandaleux procès solutionné à Tananarive a, une fois encore, démontré qu'en ce pays certains administrateurs ne se font pas faute de perpétrer presque impunément — quand les colons lésés ont la faiblesse ou n'ont pas les moyens de s'adresser à la justice — des actes arbitraires au dernier chef, et d'une illégalité simplement révoltante. Ces fonctionnaires qui sont l'exception, disons-le vite, jouent dans leurs provinces les satrapes au petit pied, et se croient tout permis, ou plutôt le droit qu'ils savent ne pas leur appartenir, ils le prennent. Ils sont en pays conquis, et le commerçant, le *colon*, l'industriel, sont à leurs yeux autant d'unités négligeables, uniquement faits pour leur *lécher* les bottes, ou, s'ils ont l'échine malsainement flexible, pour recevoir les étrivières.

On vient de me conter un fait nouveau dont on me garantit l'exactitude absolue. Le narrateur au surplus qui affirme avoir été témoin de cette petite... cochonnerie, a insisté fort pour que j'écrivisse à cette place son nom en toutes lettres, ce que je ne ferai point, bien entendu.

Un sous-fifre quelconque d'une province du Sud, au cours d'une promenade sentimentale, aperçoit, posée sur une table et bien en vue, une machine à coudre qui lui tire l'œil. Il veut, dès ce moment, l'avoir et prescrit à quelque autre sous-fifre indigène d'aller tout de go, exprimer son désir à la propriétaire de l'objet en question.

Cette dernière, une femme *métisse*, fille d'un Français et mère de deux enfants en bas âge, issus, eux aussi, d'un Français qui, depuis, les a quittés *pour convoler en justes noces*, répond à l'envoyé qu'elle ne vend pas *sa machine*, ce qui est bien son droit, j'imagine.

Quelques instants après des miliciens viennent, *par ordre*, s'emparer de la malheureuse et la *fourrent* au bloc, où elle passe la nuit, obligée de laisser seuls, à la maison, les deux petits êtres qui, pris de chagrin et de terreur, poussent, au milieu de la nuit, des cris à fendre l'âme.

Deux colons voisins de la maison où s'est commis ce véritable et monstrueux attentat, ont conduit chez eux et recueilli les pauvres petits.

Eh bien, les actes illégaux et vexatoires de ce genre sont malheureusement plus fréquents qu'on ne le croit, en ce pays, et ils émanent, chose triste à penser, de ceux-là même qui devraient, par le caractère dont ils sont investis, donner l'exemple de la justice et du respect des lois.

Ces individus-là — comment les qualifier autrement? — tout en se discréditant à bon droit, jettent malheureusement le discrédit sur la grande famille administrative qu'il conviendrait d'épurer de pareilles tares ; et ils font notamment le plus grand tort au corps des administrateurs.

Et c'est de l'ensemble de toutes ces violences, de la somme de ces procédés révoltants — c'est bien le mot en pareille occurrence — que naît parfois l'indignation. Elle éclate soudain sans qu'on s'y attende, et se traduit par des événements du genre de celui qui déjà n'a fait que trop de victimes.

D'autres causes expliquent aussi les tragiques événements dont le souvenir nous a inspiré ces réflexions. Nous les dirons une autre fois, car elles méritent d'être examinées attentivement, et en détail.

G. Fresnay.

(*Journal de l'île de la Réunion*, 23 déc. 1904.)

AUX CAMARADES

Nous rappelons aux camarades que nous avons deux brochures que nous voudrions réimprimer :

Guerre, Patrie, Caserne, de Ch. Albert.

Le Machinisme, de Grave.

Deux nouvelles à lancer :

L'entretien d'un philosophe avec la Maréchale de..., par Diderot, et la série d'articles du camarade Pierrot sur la tuberculose.

Les 3 premières sont des brochures à 0 fr. 10. A ceux qui nous en souscriront un certain nombre d'avance pour nous faciliter la besogne — car l'argent nous manque — nous les laisserons à 5 fr. le cent.

Pour celle du camarade Pierrot, nous ignorons encore le nombre de pages qu'elle comportera. En tout cas, nous ferons notre possible pour qu'elle ne dépasse pas 0 fr. 20. Nous ferons également une remise de 50 0/0 à ceux qui y souscriront d'avance.

J. Grave.

Ont souscrit :

M., à Laxou, 100 exemplaires de *Patrie, Guerre, Caserne*.

Listes précédentes : 1.200.



L' A B C de l'Astronomie (1)

(Suite)

X. — Uranus.

Avec Uranus, découvert en 1781, par le grand William Herschel, nous arrivons aux confins du système planétaire, dans ces régions lointaines de notre monde solaire, où des influences encore inconnues ont dû produire, à une époque très reculée, des perturbations restées inexpliquées jusqu'ici.

Cette hypothèse d'une perturbation ayant occasionné les mouvements rétrogrades des satellites d'Uranus et de celui de Neptune sans éclaircir cette anomalie, si contraire à la loi qui préside à la formation des mondes, s'impose à notre raison. Pour ne rien prouver de définitif, elle a au moins l'avantage d'ouvrir le champ aux investigations scientifiques et d'aider à la recherche de la vérité.

La planète Uranus se meut lentement, à l'immense distance de 2 milliards 864 millions de kilomètres de l'astre du jour en faisant 6 kil. 700 mètres par seconde sur son orbite, longue de 17 milliards et 830 kilomètres, et met, en tournant sur elle-même, en 11 heures environ, 84 ans et 8 jours pour accomplir sa révolution entière.

L'année de cette planète est par conséquent de 84 ans 022 et son jour de 11 heures à peu près.

Par son mouvement annuel autour du Soleil, la Terre passe entre l'astre radieux et elle tous les 369 jours et c'est à cette date qu'Uranus traverse le méridien à minuit et qu'il se présente dans les meilleures conditions à l'observation. On le voit du reste briller au ciel tous les ans pendant six mois comme une étoile de sixième grandeur et des vues exceptionnelles l'ont même aperçu à l'œil nu.

Le diamètre d'Uranus dépasse en longueur 4 fois celui de la Terre et est exactement de 53.600 kilomètres. Sa superficie est 17 fois 1/2 et son volume 69 fois celui de notre globe, ce qui fait que ce monde est encore à lui seul plus gros que les quatre planètes intérieures, Mercure, Vénus, la Terre et Mars, réunies. Sa masse, par contre, est à peine 14 fois celle de la Terre, car les matériaux qui le constituent sont très légers et ne valent, à quantité égale, qu'un cinquième (0.195) des nôtres. Cette densité est pourtant plus forte que celle de Saturne (0.128), mais elle est plus faible que celle de Jupiter (0.242). La pesanteur à la surface d'Uranus est plus faible qu'ici d'un quart (0.754).

L'analyse spectrale nous a révélé la composition de l'atmosphère de ce monde lointain. Nous avons pu constater qu'elle ressemble plus à celle de Saturne et de Jupiter qu'à la nôtre, qu'elle forme comme la leur des bandes parallèles à l'équateur et qu'elle renferme aussi des gaz inconnus ici (ray. 618 μμ), mais identiques ou analogues à ceux que nous avons trouvés dans les deux grandes planètes. En outre, l'atmosphère d'Uranus se distingue surtout par sa faculté d'absorption, faculté que nous n'avons jusqu'ici rencontrée chez aucune autre planète de notre système. Nous ignorons la qualité des gaz qui provoquent ces absorptions. La solution de problèmes de ce genre demeure encore subordonnée à de longues et minutieuses recherches, qui, il faut l'espérer, nous apprendront jusqu'à quel point les spectres absorptifs de masses de gaz sont susceptibles de se modifier par de fortes pressions et des changements de température.

Mais ce qui différencie le plus le monde d'Uranus de ceux que nous venons de décrire, c'est le mouvement rétrograde de ses satellites. Au lieu de tourner *de l'Ouest à l'Est*, comme la Lune, ceux de Mars, Jupiter et Saturne dans le plan de leurs équateurs respectifs ou à peu près et de façon que ce plan ne fasse pas un angle considérable avec celui de leurs orbites autour du Soleil, les compagnons d'Uranus tournent au contraire, *de l'Est à l'Ouest* et dans un plan presque perpendiculaire à celui dans lequel la planète se meut.

Nous pouvons conclure de là que l'axe de rotation d'Uranus est presque couché sur le plan de son orbite et que dans le ciel uranien le Soleil tourne d'apparence d'Ouest en Est au lieu d'Est en Ouest. L'équateur d'Uranus étant incliné de 98° sur l'orbite, le soleil uranien doit s'éloigner pendant le cours de sa longue année de 84 ans terrestres jusqu'à cette même latitude. Il résulte de là que les latitudes qui correspondent, par exemple, sur cette planète à celles de l'Europe septentrionale, pour nous ont, pendant leurs longs hivers et leurs longs étés de 21 ans, le soleil sans interruption alternativement au-dessous et au-dessus de l'horizon.

∴

Jusqu'ici nous connaissons à Uranus quatre satellites dont on n'a pu encore déterminer exactement la grandeur. Seules les périodes des révolutions rapides de ces quatre compagnons autour de leur centre commun ont été mesurées avec précision et c'est la connaissance de ces mouvements rapides et celle de l'aplatissement polaire d'Uranus, qui est d'environ 1/11, qui nous ont permis, en l'absence de tache nettement visible sur le disque exigu de cette planète, de calculer son mouvement de rotation.

Voici maintenant les distances de ces lunes de leur centre et la durée de leurs révolutions :

	Distances — kil.	Durée des révolutions. —			
I. Ariel......	196.000	2 j.	12 h.	29 m.	21 s.
II. Umbriel....	276.000	4	3	27	37
III. Titania.....	450.000	8	16	56	29
IV. Obéron....	600.000	13	11	7	6

C'est à peu près tout ce que nous savons, à l'heure qu'il est, sur la planète Uranus et ses quatre satellites.

Tirer de ces données rudimentaires des conclusions positives sur les saisons, les climats et le *modus vivendi* des habitants de ces mondes serait, en effet, quelque peu hasardeux, mais cependant bien moins ridicule que d'affirmer, *à priori*, que cet univers lointain doit être plongé dans les ténèbres et les glaces éternelles, car les conditions d'existence et la direction que la vie a dû prendre là-bas diffèrent tellement de celles qu'elle affecte sur la Terre, qu'elles échappent pour ainsi dire à notre entendement.

Et pourtant que disons-nous? L'analyse spectrale ne révèle-t-elle pas sur Uranus la présence de vapeurs d'eau, quoique cette planète, 19,18 fois plus éloignée du Soleil que la Terre, ne reçoive de lui que la 368° partie de chaleur dont il nous gratifie? En outre, la densité moyenne des matériaux qui la constituent, pour aussi légère qu'elle soit, est néanmoins plus forte que celle de nos océans que peuplent des myriades de poissons. Et la lumière si pâle, et si terne en comparaison de la nôtre, que le petit soleil uranien verse sur ses mondes, perdus pour nous dans l'éternité de l'espace, éclaire encore leurs paysages avec une intensité supérieure, à ce que feraient quinze cents pleines lunes.

Partout la nature, dans son unité de substance et d'énergie, crée, en vertu de sa raison d'être qui lui est inhérente, unité de vie dans l'univers illimité à travers la variété infinie des aspects et des formes qui se succèdent.

(A suivre.) F. Stackelberg.

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*.



Marie Donadieu (1), par Ch.-L. Philippe.

C'est la très simple histoire d'une jeune fille ardente et faible. Après s'être évadée de sa famille sous un faux prétexte, Marie Donadieu retrouve à Paris son amant et vit avec lui. Elle a de banales aventures et connaît plusieurs hommes sans apaiser le désir d'absolue félicité qui la travaille. Raphaël Crouzat dont le gros bon sens voit la vie toute simple et droite devant lui, Jean Bousset en qui la moindre aventure fait lever un monde de sentiments et d'idées, sont les deux autres personnages importants du livre.

Nous retrouvons ici les qualités connues de Ch.-L. Philippe. Entente profonde, compassion sincère de toutes les faiblesses et misères humaines, et entre toutes des plus obscures, des plus timides, de celles qui, semble-t-il, hésitent à se montrer, ne devant trouver personne pour les raconter et les plaindre. Je ne connais pas de vision plus émue et plus pénétrante. Quand les personnages de Philippe sont rassemblés, il semble que nous entendions vibrer dans leurs paroles et dans toute l'atmosphère de la scène, cette chose imprécise qu'on peut appeler l'âme des situations. Les plus insaisissables frémissements du cœur humain au contact de la réalité, Philippe sait souvent les rendre et c'est un grand pouvoir. Mais à poursuivre cette subtile vibration d'humanité, il arrive parfois aussi que Philippe s'égare en une sorte de nébulosité mystique dont s'accommodent mal l'âme et le cerveau de notre race. Il me semble que l'auteur du *Père Perdrix*, de *Bubu* et de *Marie Donadieu* devrait essayer de conquérir ce qui manque de simplicité et de santé à son œuvre. Il agrandirait ainsi son public du côté des hommes simples, de l'élite ouvrière. Et n'est-ce pas à ceux-là que l'artiste doit penser?

Ch. Albert.

Nous avons reçu :

Voyage aux ruines de Versailles, par Martine; brochure à *La Pensée*, 28, rue Berthollet.

Krest, S.V. Vladimari, à Novykult, Ettenreichgasse, 4-II-27, Vienne (Autriche).

Loonwerk en zijne gevalgen, door Hommes, Fensterwald.

Histoire du mouvement social en France (1852-1902), par G. Weill; 1 vol., 7 fr., chez Alcan.

Le rêve qui passe, par N. La Horaye; 1 vol., 2 fr. 50, à la *Revue Moderne*, 45, rue de Douai.

La Grève générale et l'organisation ouvrière à Tunis, par G. Colosio; 1 broch. au *Mouvement socialiste*, 101, rue de Vaugirard.

Caïn et Artème, par M. Gorki; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

(1) 1 vol., chez Eug. Fasquelle, éditeur.

Strophes au peuple russe, par José Bloch, Lyon.

Encyclopédie nationale, par E. Godin; 1 broch., 0 fr. 30, bureau A, 19, rue Jean-Jacques-Rousseau.

Organisacion, Agitacion, Revolucion, por R. Mella; 1 broch. à *El Obrero*, calle de San José, 114, Montevideo.

La Cuestion Social, almanaque para 1905, à *La Protesta*, Cordoba, 359, Buenos-Aires.

Eu, par A. Pimenta; 1 vol., Coimbre.

Appel polonais...?

Calendrier de la Libre Pensée et *carte postale* dessinés par V. Muller, 63, rue Claude-Bernard.



Les lecteurs des *Temps Nouveaux* sont informés que l'*Education intégrale* suspend momentanément sa publication. Les abonnements non expirés seront valables lors de la réapparition de la revue, à moins que les abonnés dont l'abonnement est en cours ne préfèrent être remboursés de ce qui leur reste dû ; ce qui sera fait sur demande adressée au camarade André Girard, 1, rue Chaintron, Grand Montrouge (Seine).

Le *Pioupiou de l'Yonne* prépare son 9e numéro pour le 1er mai, et fait appel aux bonnes volontés qui voudront lui venir en aide.

Adresser correspondances et souscriptions à Albert Monneret, à Auxerre (Yonne).

On a droit à autant d'exemplaires que l'on aura souscrit de fois 0 fr. 10.

DIJON. — **L'Humanité**, société de libre pensée, fait un appel à tous ceux qu'intéressent les questions sociales et humaines.

Pour entrer en relation avec ladite société, adresser la correspondance au siège social, à Dijon, 18, rue Dubois.



La Coopération Communiste, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Samedi 18, jeudi 23 février, à 8 h. 1/2 du soir, causeries. Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

Le Milieu Libre (groupe de Paris), rue de la Barre (18e arr.). — Jeudi 23 février, à 8 h. 1/2 du soir, causerie.

Samedi 18 février, à 9 heures, **Section de l'A. I. A**, 17, boulevard Arago. — Causerie par un camarade sur le militarisme vécu.

Jeunesse libertaire du Ve, 303, rue Saint-Jacques (bibliothèque d'études sociales). — Jeudi 16 février, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade: L'attitude à prendre dans les circonstances présentes.

La bibliothèque est ouverte tous les soirs, à 8 heures. Prière d'y envoyer des livres, brochures, etc.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 23 février, à 8 h. 1/2, causerie générale par Albert Libertad.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 21 février, à 8 h. 1/2, *Notre parlotte*. La fête des Causeries.

Coopération des Idées, 157, faubourg Antoine, de 7 heures à 11 heures:

Samedi 18 février. — Despiques, professeur au lycée Hoche: L'Organisation du travail dans l'ancienne France. II. Sous l'ancien régime.

Dimanche 19. — Représentation organisée par Maxime-Léry: 1° Récitations; 2° *La Nuit d'Octobre*; 3° *Mais quelqu'un troubla la fête...*, de Louis Marsolleau; 4° *Ode à la Raison* et *Ode à Tolstoï*, de Gustave Kahn.

Lundi 20. — Viroy: Les Retraites ouvrières. — I. Les Retraites ouvrières à l'étranger: Allemagne, Belgique, Suisse, Italie et Nouvelle-Zélande.

Mardi 21. — Représentation organisée par E. Couvelaire: *Hermance a de la vertu*, deux actes de Claude Rolland et de A. de Lorde. — *Les Précieuses ridicules*, un acte de Molière.

Mercredi 22. — Dr Pinard, de l'Institut, professeur à la Faculté de Médecine: Les aptitudes au mariage, envisagées au point de vue physique, moral et social.

Jeudi 23. — Maurice Vernes, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes: Critique des morales religieuses. Esquisse d'une morale rationnelle, III.

Vendredi 24. — L. Matruchot, professeur à la Faculté des Sciences et à l'Ecole normale supérieure: Le rôle des végétaux dans la formation des noms de lieux habités.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe):

Vendredi 17 février. — P. Kahn: L'infériorité cérébrale de la femme. (Discussion.)

Mercredi 22. — Causerie entre camarades. Muller: *Les Porteurs de Torches*, de Bernard Lazare.

Vendredi 24. — Docteur Poirrier: Les influences ancestrales d'après Le Dantec.

La Camaraderie. — Jeudi 23 février, à 8 h. 1/2, salle de l'U. P. (14e), 13, rue de la Sablière, causerie par Edmond Rattel: L'Art simple dans la vie domestique. Principes d'art décoratif. — Dessins et projections.

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi 20 février, à 9 heures du soir, salle des Conférences (1er étage), Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, causerie par le camarade Frimat: La Nouvelle Internationale.

A. I. A. du 19e. — Permanence de 8 heures à 10 heures, le samedi, 5, rue de Flandre, salle de la Renaissance.

Dimanche 19 février, à 1 h. 1/2, grande fête de propagande libertaire, organisée par l'**Union Ouvrière de l'Ameublement**, dans les salons Vantier, 8, avenue de Clichy. Allocution par L. Guérineau. Conférence par Ch. Malato sur: L'Europe en 1905. Concert avec le concours de divers chansonniers.

Prix d'entrée: 0 fr. 50 centimes, gratuite pour les enfants au-dessous de 10 ans.

BEAUNE. — **Section A. I. A.** — Réunion, mercredi 22 février, chez le camarade Lucien Colas, 4, rue Pasumot. Dispositions à prendre en vue de la conférence Sébastien Faure, fixée pour le 12 mars.

CHALON-SUR-SAONE. — Les camarades sont invités à se réunir chez Darh, cafetier, rue Denon, le samedi 18 courant, à 8 heures du soir. Dispositions à prendre en vue de la conférence Sébastien Faure.

LILLE. — Réunion tous les samedis chez Bernard Leroux, à la porte de Roubaix. Présence indispensable samedi 18, à 8 h. 1/2, pour organiser la conférence du 19, par les camarades Duchmann et Degreef, à la brasserie Faidherbe, siège de section, à 5 heures précises du soir. La conférence sera suivie d'une soirée familiale.

LYON. — **Internationale Antimilitariste** (Section de Villeurbanne). — Dimanche 19 courant, à 8 heures du soir, réunion salle du Petit Pré-au-Clerc, Cours Lafayette, 270.

MARSEILLE. — Le dimanche 19 février, à 8 h. 1/2 du soir, bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, grande soirée familiale. Causerie par le camarade Victor Méric. Chants et poésies dans les œuvres de Jehan Rictus, Gaston Conte, Marcel Legay, Maurice Boukay, etc., etc...

Entrée: 0 fr. 25 centimes.

MONTCEAU-LES-MINES. — **Jeunesse Syndicaliste.** — Réunion, dimanche 19 février, à 2 heures du soir, salle Bayet, rue du Nord.

EN VENTE

Une série de 12 cartes postales, gravées par Berger, d'après nos lithographies, est enfin imprimée; elles sont en vente au prix de 0 fr. 15 franco, ou bien 1 fr. 15 la série. Voici les titres: *L'Assassiné*, de L. C. Dissy; *Les Bienheureux*, Heidbrinck; *Les sales corbeaux*, Hénault; *C'est défendu de marcher sur l'herbe*, Hermann Paul; *Provocation*, Lebasque; *Ceux qui mangent le pain noir*, Lebasque; *L'Incendiaire*, Luce; *Mineurs belges*, C. Meunier; *Porteurs de bois*, Pissarro; *Les Errants*, Rysselberghe; *La Libératrice*, Steinlen; *La Débâcle*, Vallotton.

Dans nos bureaux, on trouve:

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.



Bodar, Binche. — La somme sera remise en bonnes mains.

Un étudiant de Paris. — Trop faible comme idées et comme vers.

La Recherche. — Convocation arrivée trop tard. Pour le mardi.

Montceau. — Chaque fois que vous avez des choses intéressantes à dire, envoyez. J'ignore ce qui se vend d'exemplaires à Montceau.

G., à Kerentrech. — Ferons passer votre lettre.

B., à Barcelone. — Nous n'avons pas d'exemplaires disponibles de ces publications.

J. L. O., à Venzolasca. — Le *Journal du magnétisme* est un blagueur s'il a publié cela.

Kosiki. — Nous pourrons vous expédier les volumes que vous voudrez. Seulement l'écoulement des timbres coloniaux étant difficile, nous préférons l'autre mode de paiement.

G., à Apt. — Tout reçu.

A., rue des Haies. — Je transmets votre lettre à notre ami, qui vous répondra si cela lui est possible.

Paris à Morat. — Attendrons.

C. M., à Limoges. — Je puis vous envoyer les deux volumes que j'ai édités: *Militarisme* et *Colonisation*.

Bourse du travail, Auxerre. — Nous vous ferons le service pendant deux mois, après quoi vous aurez à vous abonner si vous voulez recevoir. Les journaux de propagande ne faisant pas leurs frais, c'est aux groupements à les aider.

G. B., rue B. — *Doléances* épuisé.

— Un de nos camarades et collaborateurs désire se procurer le *Mémoire de la Fédération jurassienne*. Adresser les offres au bureau du journal.

P. — Reçu les dessins. Merci. Toujours les mêmes critiques. Surtout il faut qu'ils comportent un peu de satire.

M. G., à Cremona. — Reçu timbres. Je vous rappelle que nous perdons 15 0/0 au change.

S., à Bourg-Argental. — Les numéros seront expédiés.

L. V., à Molfetta. — Votre abonnement ne se trouve payé que jusqu'à fin courant.

E. N., — Oui, mais nous n'avons plus assez de place pour tout enregistrer.

C., à Montbrison. — En effet, c'est une calomnie cléricale qu'a rééditée votre directeur.

L. P., à Saint-Raphaël. — Si vous voulez faire le sacrifice de lui acheter le journal pendant trois ou quatre semaines, insistez auprès de la bibliothécaire pour qu'elle le fasse venir.

F., à Montpellier. — Entendu. Impossible d'insérer des comptes rendus de réunion. Le journal n'y suffirait pas.

J. T., à New-York. — J'ai rectifié l'adresse.

J. D., à Maneret. — Insuffisant.

G., à Cette. — Evidemment, du moment que nous réclamons la bande, c'est que c'est utile. Ça nous économise dix minutes de temps chaque fois.

Souscription pour l'agitation russe: G., à Apt, 2 fr. — Collecte faite à Binche le 8 février, remise par Gaston Bodar, 20 fr. — A. S., 2 fr. — Collecte par Louis, 6 fr. 50. — L. G., à Kerentrech, 3 fr. — Orsoni, 0 fr. 50. — Antonetti, 0 fr. 50. — T., à Boissy-le-Repos, 3 fr. — B., à Berne, 4 fr. — Avignon: Fabre, 1 fr.; Tranchimaud, 0 fr. 50; Belle, 0 fr. 50; Marie, 0 fr. 25; Calot Jules, 0 fr. 50; Bezert, 0 fr. 50; Roure, 0 fr. 50; Maurin, 0 fr. 50. Ensemble: 4 fr. 25. — En tout: 45 fr. 75. — Listes précédentes: 56 fr. 75. — En caisse: 102 fr. 50.

Reçu pour le journal: *Vente de vieux timbres*, 18 fr. — Anonyme, 10 fr. — A., rue des Haies, 1 fr. 20. — C. A., 2 fr. — B. du C., à Blumenau, 4 fr. 60. — A. C., à Barre, 2 fr. 75. — A., 2 fr. — L. G., à Kerentrech, 2 fr. — Collecte faite par les camarades C. et X. au Bar Provençal, 1 fr. 60. — B., à Berne, 5 fr. — T., à Paris, 2 fr. — M., à Paris, 5 fr. — Merci à tous.

B., à Avignon. — R., à Chaux-de-Fonds. — B., à Genève. — C. M., à Montpellier. — M., à Bruxelles. — M., rue St-D. — L., à Bordeaux. — S., à Antibes. — E., à Migennes. — R., rue B. — L. T., à Carnier. — B., à Mérignies. — C., à Arcis-sur-Aube. — G., à Valensole. — C., à Saleux. — P., à Gand. — T. J., à Brest, — C., à Beaune. — Reçu timbres, lettres et mandats.

Le Gérant: J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — *N° 43* PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ❖ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 25 Févr. au 3 Mars 1905.*



POUR LA FRANCE
Un An. . . . . . 6 »
Six Mois. . . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An. . . . . . 8 »
Six Mois. . . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



Pour les raisons ordinaires, pas de supplément cette semaine.

Nous rappelons aux camarades qu'une souscription est toujours ouverte pour nous aider à le donner régulièrement.

Et d'un !...

On sait comment, vendredi dernier, à trois heures de l'après-midi, le grand-duc Serge a été exécuté à la porte même du Kremlin.

Cette nouvelle n'a d'ailleurs surpris personne. On peut dire qu'elle était attendue. Jamais acte de violence ne fut mieux compris et de tous. J'ai vu dimanche matin des femmes du peuple, de celles qui ne font pas de politique et ne comprennent pas grand'chose à l'état actuel de la Russie, pleurer d'émotion et d'enthousiasme à la lecture des journaux. Chacun avait compris qu'on ne pouvait pas en rester au massacre du 22 janvier.

Depuis la journée sanglante, il y avait comme un poids sur notre poitrine. La grande nouvelle de vendredi est venue nous l'enlever. C'était chaque matin avec une véritable angoisse que l'on dévorait les dépêches. Rien encore ? se disait-on. Et l'on attendait toujours la réponse du peuple russe.

La réponse est venue. Elle ne pouvait pas être meilleure.

La Révolution a frappé exactement où il fallait frapper.

Le grand-duc Serge n'était pas seulement le maître chanteur éhonté, le vil concussionnaire méprisé de tout Moscou. Il n'était pas seulement le hideux débauché qui, par un raffinement de sadisme, persécutait la race juive et assouvissait, en même temps, sur des enfants juifs des deux sexes ses passions ignobles. Il était encore et surtout l'âme de la réaction, le conseiller écouté et redouté du tsar, en un mot le personnage le plus férocement décidé à maintenir la Russie, aussi longtemps que cela se pourrait, sous le joug de l'abominable autocratie.

C'est lui et son digne frère Vladimir qui contraignirent cette âme débile, ce fantoche désemparé de Nicolas II à la double politique d'hypocrisie réformiste et de répression qui, selon eux, devait étouffer le mouvement.

C'est pourquoi — eût-il été le plus austère des hommes, le plus honnête des fonctionnaires, financièrement parlant, Serge devait disparaître, comme devront disparaître d'une façon ou de l'autre, et disparaîtront — cela semble de plus en plus certain — tous ceux qui là-bas font encore obstacle à la volonté de la nation.

Entre la réaction qui ne désarme pas encore et la révolution qui grandit, la lutte se poursuit implacable. Voilà ce que signifie d'abord pour nous l'attentat du Kremlin. Et voilà ce qu'il a signifié tout de suite pour le gouvernement de Pétersbourg. Voilà pourquoi, au dire des journaux les plus amis de l'autocratie eux-mêmes, il a jeté la consternation et le désarroi dans le parti de la réaction tout entier. Voilà pourquoi Pobiedonotzef s'est mis au lit et pourquoi Nicolas II, en proie à un terrible accès de peur et d'indécision, ne pouvait recevoir, quelques heures après l'attentat, les ministres qu'il avait fait appeler.

CHARLES ALBERT.

TOLSTOÏ

— Mais que fait donc Tolstoï ?... Tandis qu'un tsar de boucherie lance sa soldatesque contre ce peuple suppliant, qu'est-ce que fait donc Tolstoï ?...

Et cette question, en beaucoup d'esprits, montait avec insistance au lendemain de l'hécatombe. Oui, il eût fait beau voir, à cette heure, celui dont quelqu'un (1) a pu dire qu'il pense pour toute la Russie, ce Tolstoï, qui est une des intelligences, et des consciences, et des lumières du monde, et auquel il n'est peut-être pas aujourd'hui un homme pensant qui ne se soit au moins un jour référé longuement — il eût fait beau le voir, justicier hautain, se dresser tout droit pour l'invective, contre le tsarisme sanglant.

Des jours passèrent, Tolstoï se taisait. Cette voix se taisait qui devait faire retentir tout un peuple. Silence lamentable. Des semaines passèrent. Puis on apprit enfin que le vieux solitaire s'était décidé à parler.

Il avait parlé, dans sa maison de Iasnaïa, à je ne sais quel reporter anglais. Et on vit pour la première fois alors, qu'on ne l'avait pas encore bien compris.

Voici ce qu'avait dit Tolstoï : « Le mouvement actuel est salué comme l'aube d'une nouvelle ère de la liberté ; mais en réalité, il présente un obstacle sur la voie du véritable progrès. Le véritable élan spirituel de la société, comme du gouvernement, dépend exclusivement de la régénération religieuse et morale de l'individu pris séparément. Le gouvernement constitutionnel ne peut pas guérir les souffrances humaines. Cela est démontré par l'état de choses qui règne actuellement en France, en Angleterre et aux Etats-Unis (2). »

Ainsi Tolstoï a condamné le mouvement révolutionnaire russe, — tout comme il condamnait naguère l'art moderne, les recherches de la science et l'amour des sexes. Il l'a fait au nom de la même doctrine, de ce christianisme qu'il

(1) N'est-ce pas Georges Brandès ?
(2) A la vérité ces lignes appartiennent à une lettre de Tolstoï au *North American*, de Philadelphie ; cette lettre date de décembre 1904. Mais l'interview tout récemment prise à Tolstoï et dont je n'ai pu connaître qu'une analyse, ne fait que paraphraser cette lettre.

s'est composé de quelques bribes d'Evangile et qu'il affirme être seul susceptible de renouveler, en la purifiant, l'atmosphère de nos vies humaines.

Cette attitude a surpris un grand nombre de personnes et Tolstoï a reçu plus d'un blâme sévère, et je crois même, plus d'une injure. Allons-nous donc, par représailles, condamner Tolstoï, comme il a condamné ceux que nous aimons? Beaucoup l'ont déjà fait et j'ai lu, l'autre jour, dans l'*Humanité* : Léon Tolstoï, « cet homme dont l'autorité morale fut si grande... » — ce qui semble nous notifier que voici désormais Léon Tolstoï destitué de toute autorité morale.

Allons-nous, sur la *foi* de quelques journalistes, condamner Tolstoï comme traître à la révolution russe? Eh bien, non, il ne le faut pas!

Léon Tolstoï n'a pas trahi la révolution russe, pour cela qu'il ne lui a jamais appartenu. Sa cause, à lui, fut toujours différente de celle d'un Sazonof, d'un Sikorky ou d'un Gapone, et c'est à quoi son attitude présente ne permet pas qu'on se méprenne davantage.

Tolstoï n'est pas, n'a jamais été un révolutionnaire, — au sens, évidemment un peu strict, où depuis la Révolution française, nous entendons ce mot. Le révolutionnaire poursuit des buts sociaux, concrets, matériels. Il attribue à telles institutions existantes, — autorité, propriété, — la responsabilité des souffrances humaines, — oppression, exploitation, — et il se propose, par la violation des lois écrites et des contraintes morales, de *chambarder* un jour l'ordre établi. Le révolutionnaire moderne est, avant tout, un « ennemi de la société ».

Tolstoï n'est pas un ennemi de la société. Certes, je ne veux pas dire qu'il en est l'ami. Aucun révolutionnaire socialiste n'instruisit le procès de l'ordre de choses existant avec plus de communicative énergie ni de substantielle éloquence. Mais l'autorité et la propriété, causes d'inexpiables crimes, s'adossent, selon lui, à *quelque chose* qui est en nous-mêmes, installé dans nos consciences depuis des siècles, et dont l'esprit funeste a imprégné notre existence, vicié nos actes et façonné à son image l'organisation de la société, à quelque chose qui est vraiment la cause première du mal, *la racine du mal*, et que Tolstoï appelle « cette doctrine pseudo-chrétienne qui permet tout jusqu'à l'assassinat inclusivement... (1). »

Si les gens comprenaient, dit-il, « que l'humanité n'est pas mue par des instincts matériels, mais par des forces morales, dont la principale est la religion,... ils verraient immédiatement que la cause principale des malheurs de l'homme d'aujourd'hui ne réside pas dans les conditions matérielles de la vie, dans l'ordre politique ou économique, mais dans la déformation de la religion chrétienne... (2). »

Et voici comment Tolstoï, bien avant le mouvement constitutionnaliste et le mouvement ouvrier d'aujourd'hui, niait la possibilité d'en finir avec le *Mal* autrement que par la force claire des consciences retrempées aux sources de la vraie foi :

— « Quand les indépendants auront compris qu'il n'est pas de parlement, de grève, d'association, de coopérative de consommation ou de production, d'invention, d'école, d'université, d'académie, qu'il n'est pas de révolution qui puisse être foncièrement utile à des gens enfermés dans une fausse conception religieuse, ils verront d'eux-mêmes qu'ils doivent diriger leurs forces contre la cause et non contre les effets, et que laissant là les moyens de gouvernement, la révolution et le socialisme, ils doivent tendre à l'abolition de la fausse doctrine religieuse et à la restauration de la vraie.

« Si les hommes agissaient ainsi, toutes les questions politiques, économiques, sociales seraient résolues par cela même. Et elles seraient résolues comme elles doivent être résolues, non suivant nos hypothèses et nos préjugés (1). »

Ces citations sont importantes. Elles restituent à Tolstoï sa physionomie authentique. Ce n'est pas, certes non, celle d'un révolutionnaire moderne : c'est celle d'un réformateur religieux aux sentences absolues et implacables.

Tolstoï est le *dernier* venu de cette lignée mal connue de sectaires qui, aux âges de foi très vive et de très vives souffrances, apparaissaient soudain à quelque carrefour et évoquaient, devant des foules éperdues, un Christ de justice sociale. Tolstoï, comme ceux-là, croit au miracle de faire sortir, d'un mouvement purement idéaliste, toute une révolution sociale. Est-il besoin de démontrer qu'il ne peut pas avoir raison?

Réformateur ou, si l'on veut, révolutionnaire religieux, mais non révolutionnaire social ; — je crois maintenant avoir défini Tolstoï. Il n'a jamais été des nôtres, — mais nous, au moins, les socialistes anarchistes, nous ne saurions oublier que cet homme, le dernier des évangélistes, reste un peu notre créancier.

Il nous a enseigné bien des choses. Et notamment que la question sociale est une question morale aussi. Sans doute, elle n'est point, comme il le veut, *uniquement* une question morale, mais, embrassant absolument *toute* la vie, elle pose devant l'avenir, devant la Révolution, de vastes problèmes d'éthique. *La question sociale est*, selon nous, *une question morale aussi* : en corrigeant ainsi le matérialisme exclusif des marxistes, en conférant à l'éducation et à la propagande de l'exemple, du bon exemple, une valeur considérable, nous avons ouvert à la Révolution des routes plus largement humaines, mais peut-être ne l'eussions-nous pas fait si nous n'avions longuement « écouté Tolstoï ».

Et maintenant parce qu'en face de la révolution russe, Tolstoï est demeuré fidèle à lui-même, à ce christianisme social qui nous le ferait prendre pour quelque lointain ancêtre bien plutôt que pour un contemporain, nous n'allons pas le déclarer déchu de son ancienne autorité. Nous constaterons, simplement, qu'il ne comprend pas mieux la révolution russe qu'il n'a compris naguère l'art, la science et l'amour. Il a dit que le gouvernement constitutionnel ne peut guérir les souffrances humaines, — et il n'est pas un socialiste — à l'exclusion des paillasses de la foire parlementaire et journalistique — qui ne se rende compte qu'il a en ceci grandement raison.

Mais il s'agit bien aujourd'hui, en Russie, du gouvernement constitutionnel! Un peuple écrasé de servitude et de misère se soulève contre l'oppresseur. C'est comme un fleuve longtemps contenu qui rompt ses digues. Comment ne pas souhaiter passionnément sa victoire! Comment, si faible que l'on soit, ne pas tâcher d'y concourir!

Il s'agit bien vraiment du gouvernement constitutionnel! Un peuple brise, à cette heure, d'intolérables chaînes; un autre Quatorze Juillet se prépare ; — et cela, pour l'instant, nous suffit.

Cependant, perdu dans l'absolu mystique, Tolstoï rêve et prie, sans comprendre. Il ne faut pas le condamner, il fallait seulement le mieux connaître...

A. Catonné (R. Dunois).

(1) *La Racine du Mal*, par Léon Tolstoï (Ed. de la *Revue blanche*, Paris, 1901), p. 66.
(2) *Ibid*, p. 72-73.

(1) *La Racine du Mal*, p. 74.

Des Faits

Un agent de la Société commerciale anversoise, M. de Tiège, a été condamné par la cour d'appel de Boma, le 22 novembre dernier, à dix ans de servitude pénale. C'est une réduction de cinq ans de la peine infligée en juillet à cet agent par le tribunal de première instance. M. de Tiège s'était évadé et avait été repris dans l'intervalle. Les accusations portées contre M. de Tiège étaient d'avoir détenu arbitrairement des indigènes comme otages jusqu'à ce que leurs villages eussent apporté du caoutchouc ; d'avoir été complice dans le meurtre de deux indigènes ; d'avoir ordonné le massacre d'indigènes coupables de n'avoir pas livré de caoutchouc ; d'avoir forcé des indigènes à manger du caoutchouc mal préparé qu'ils avaient apporté à sa station. La cour d'appel a confirmé le premier jugement sur les trois premiers délits. Quant au quatrième, il fut prouvé, à la satisfaction de la cour, d'après des témoignages médicaux, que l'ingestion d'une substance élastique ne saurait produire des effets physiques nuisibles, et que les indigènes auxquels cet agent avait fait subir ce traitement n'en étaient pas morts ; ce qui explique la réduction de la peine à dix ans.

Le 9 décembre est venue devant le tribunal de Boma l'affaire de l'agent Van Caelcken, appartenant à la factorerie de la Société Abir, à Baringa. Accusé d'avoir ligoté des femmes, de les avoir emprisonnées comme otages et d'avoir distribué des fusils Albini à ses gardes forestiers pour obliger à un surcroît de la production du caoutchouc, M. Van Caelcken a avoué avoir donné personnellement l'ordre de ligoter des femmes et les avoir envoyées au chef Belio, près de sa station, pour être détenues ; mais il a produit comme justification de ses actes, des circulaires de la direction de la société en Afrique, à lui adressées, assure-t-il, comme à tous les agents de la société, autorisant ceux-ci à user de contrainte contre les indigènes qui n'apportent pas de caoutchouc. Des circulaires analogues provenaient du gouverneur général, M. Costermans, et du commissaire général. L'accusé déclara en outre que la coutume de faire des otages était générale dans tous les territoires de l'Abir.

On ne sait pas encore le résultat du procès Van Caelcken, qui devait se terminer le 23 décembre.

L'ESPRIT DE RÉVOLTE

(Suite)

Tout facteur qui intervient contre la résignation favorise la révolte. L'inégalité sociale est un de ces facteurs; elle fait sentir davantage aux misérables le poids de leur misère, et réveille ou aiguise leurs souffrances. Dans les grandes villes, l'étalage d'un luxe insolent provoque des comparaisons funestes à la tranquillité sociale. Le sentiment de justice des prolétaires se trouve lésé par une inégalité criante que rien ne justifie et que des scandales quotidiens couvrent d'infamie.

D'un autre côté, tout ce qui augmente les besoins matériels, tout ce qui les multiplie et les rend plus étendus et plus pressants, vient aviver la souffrance. Enfin, tout ce qui s'oppose à la résignation, à l'humilité, à l'obéissance et à la peur, tout ce qui augmente la dignité individuelle, vient renforcer le sentiment de justice. Or la souffrance d'abord, l'offense du sentiment de justice ensuite, forment le point de départ de la révolte.

Il semble que l'éducation et l'instruction peuvent produire ce résultat. L'une et l'autre affirment et précisent les besoins d'hygiène, font connaître les commodités de la vie, développent par conséquent les besoins matériels, en même temps qu'elles habituent l'individu à des besoins moraux plus forts dans les rapports sociaux.

Mais les prolétaires n'ont à leur disposition qu'une éducation sophistiquée et une instruction rudimentaire, dispensées par l'Eglise ou par l'Etat, de façon à s'opposer justement à la poussée des besoins et des revendications. L'éducation intégrale, l'instruction complète ne sont pas faites pour les pauvres; elles ne sau-

raient donner que ce que les bourgeois appellent avec mépris des *déclassés*, c'est-à-dire des gens chez qui les besoins matériels et moraux se sont développés, en même temps que l'esprit critique, sans qu'on leur ait donné les moyens de satisfaire à ces besoins (1).

Ce n'est donc qu'accidentellement que l'instruction intervient pour produire des déclassés, des révoltés. Il faut au contraire que les prolétaires se dépêtrent des préjugés et des superstitions enseignés par la religion et la morale officielle, pour arriver à la révolte.

C'est de cette nécessité de réagir contre l'oppression, de se soutenir et de s'encourager mutuellement, c'est de là qu'est née *la propagande*. Elle est née spontanément de la communauté des souffrances et du sentiment de sympathie. Au fond, elle est une sorte d'éducation mutuelle entre prolétaires pour une connaissance plus précise des intérêts de classe et elle est le moyen le plus sûr de développer les tendances révolutionnaires de la masse.

La propagande agit en rendant les gens conscients de leur misère et de leur servitude. Elle fait connaître, elle précise et elle affirme les besoins matériels nécessaires à une vie normale dans la société moderne. Elle avive ainsi les souffrances des individus qui auraient tendance à s'assoupir dans la torpeur de l'habitude. Elle combat l'humilité, l'obéissance, développe les sentiments de dignité individuelle. Augmente ainsi le sentiment de justice. Elle s'oppose à la peur, trop facile chez les isolés, en développant le sentiment de sympathie et de solidarité. Elle provoque le désir de s'instruire, elle affine l'esprit critique. Elle est le plus puissant moyen de développement individuel.

Toute cette éducation mutuelle se fait à la fois, s'entremêle et se confond. Mais on peut en analyser les effets séparément.

La propagande précise les besoins matériels. La production moderne selon le mode capitaliste a transformé l'organisation du travail : le machinisme, le travail dans des locaux renfermés, l'agglomération, le surmenage ont amené des besoins d'hygiène et des préoccupations que ne connaissaient pas les travailleurs d'autrefois ou les travailleurs de la campagne (2). Or les ouvriers des villes, qui se recrutent en grande partie parmi la population des champs, s'exposent, en méconnaissant ces besoins, à la perte de leur santé et à une fin prématurée. C'est ce que la propagande vient leur faire connaître; elle leur confirme la nécessité absolue de ces besoins : nécessité du repos et des loisirs, en un mot de se ménager, nécessité d'avoir le souci de son corps et de son logement, d'exiger la salubrité de l'atelier, etc. Elle aide à transformer, chez les uns, les idées que l'éducation et d'autres habitudes de vie y avaient enracinées ; elle précise, chez les autres, les notions acquises par l'expérience. Elle avive ainsi les besoins qui naissent spontanément des conditions du milieu et elle renforce les revendications ouvrières par l'appui des connaissances scientifiques (données des statistiques, résultats de l'observation médicale, etc.)

D'autre part, la propagande incite les prolétaires à réclamer les commodités de la vie amenées par le progrès scientifique, le développement économique de la production et la facilité des moyens de communication. Mais seul le labeur des prolétaires rend possibles toutes ces commodités dont jouit la classe possédante. Et ici intervient fortement le sentiment de justice. La propagande mutuelle vient encourager les travailleurs à revendiquer tout le bien-être possible : le bien-être matériel, les jouissances artistiques et intellectuelles.

Ainsi la propagande vient dégager les aspirations plus ou moins conscientes de tout homme à une vie normale, saine et complète. Ces aspirations se font jour, en dépit de la pression exercée par la religion et par la morale officielle. Leur développement est aidé par le tableau de l'inégalité sociale. Le sentiment de l'iniquité subie a donné lieu, de tout temps, chez tous les misérables à un sentiment d'hostilité sourde, qui, chez quelques uns d'entre eux, les plus osés et les plus intelligents, s'est traduite par une critique audacieuse et précise des causes de leur misère. Ceux-ci ont incité leurs camarades à réfléchir et leur ont donné l'audace de raisonner sur leur état. Ainsi les sentiments d'humilité et d'obéissance ont commencé à être sapés ; alors on a commencé à faire l'examen et la critique de l'exploitation patronale, on est remonté à l'origine de la richesse. Cette propagande est née spontanément un peu partout. Elle a précisé et elle précise de plus en plus des notions déjà existantes, mais quelquefois vagues et confuses ; elle s'est opposée et elle s'oppose continuellement à l'acceptation passive de l'état de misère et de l'état de servitude ; elle empêche l'action dépressive d'une éducation mensongère ; elle combat l'influence du catéchisme, de l'école officielle et des journaux à la solde des capitalistes.

Cette propagande s'oppose à la restriction des besoins, elle tire toutes les déductions nécessaires de l'inégalité sociale, elle encourage les prolétaires à la revendication du bien-être total, elle s'oppose à la résignation et développe la dignité individuelle. Ainsi s'est exalté le sentiment de justice. Cette propagande mutuelle a entraîné les ouvriers à s'insurger contre les règlements d'ateliers, contre les vexations des contremaîtres ; les travailleurs ont exigé d'être mieux traités.

La propagande se fait des ouvriers les plus osés à leurs camarades plus timides, des militants déjà éduqués à leurs camarades ignorants, des corporations d'esprit émancipé aux corporations soumises, d'un pays plus évolué à un pays retardataire. L'exemple et la contagion agissent comme ferments efficaces dans un milieu favorable et ils sont parmi les causes principales de la révolte. On comprend pourquoi la propagande naît facilement parmi les ouvriers agglomérés. Elle s'infiltre dans les pays les mieux gardés, elle vient secouer les prolétaires de leur torpeur, les rendre conscients de leur misère et de leur servitude, leur faire réclamer le droit à la vie. Et les événements actuels chez les ouvriers de Russie sont les effets de cette propagande.

M. Pierrot.

(*A suivre*.)

(1) Les déclassés ne font pas toujours des révoltés. Quelques-uns d'entre eux se « reclassent » dans la bourgeoisie, en trouvant un moyen de se tirer d'affaire, c'est-à-dire de satisfaire à leurs besoins personnels. Les uns font leur carrière dans la politique (voyez Doumer), en exploitant sans scrupules la confiance des électeurs naïfs; d'autres deviennent escrocs dans la finance ou le commerce, ou vivent du charlatanisme. D'autres enfin, sans volonté agissante, mais ne pouvant accepter la servitude de l'atelier ou du bureau, traînent une vie de bohème, laquelle n'est qu'un parasitisme déguisé, triste forme d'adaptation, mais adaptation tout de même, à la société moderne.

(2) La vie moderne dans les grandes agglomérations urbaines entraîne la *restriction sexuelle* chez les prolétaires. A la campagne, pendant longtemps tout au moins, il y a eu possibilité des grandes familles (peut-être même nécessité, avant l'introduction du machinisme agricole) : l'enfant s'élève seul, sans surveillance, sans soins spéciaux; les frais d'entretien sont minimes, les besoins intellectuels à peu près nuls; on utilise l'enfant dès les premières années à de menus services, à garder les oies, les moutons; plus tard on le « loue », où il tient la place d'un aide salarié. — A la ville, l'enfant est une charge; l'allaitement est un devoir souvent impossible; il n'y a pas d'espace pour le jeu libre, pour le développement et la santé de l'enfant; il faut des soins continuels, de la surveillance, une éducation, de l'instruction. La femme surtout a maintenant d'autres besoins; à la campagne elle pouvait être une ménagère, elle pouvait s'occuper de sa famille. A la ville, d'autres nécessités pèsent sur elle, elle a d'autres aspirations. La maternité devient non seulement une lourde charge, mais encore une servitude. La restriction sexuelle devient une nécessité de la vie urbaine, c'est une adaptation à la société moderne; elle est incapable de résoudre *par elle-même* la question sociale. Dans la société actuelle, la propagande spéciale qui s'exerce sur ce point, a surtout pour résultat d'aider à l'émancipation féminine, de donner à la femme confiance en elle-même et plus de force pour ses revendications. La restriction, sexuelle restera toujours, maintenant et dans la société future, une précaution nécessaire aux femmes pour leur permettre de prendre part elles aussi, à la vie.

L'agitation en Russie

Charles Albert apprécie d'autre part la disparition du grand-duc Serge, qui fut l'un des plus forcenés soutiens du régime autocratique.

Voici quelques détails sur la façon assez vraisemblable dont les choses se seraient passées.

Il était trois heures de l'après-midi ; le grand-duc Serge allait en voiture au palais Nicolas en passant par la place du Sénat. Derrière la voiture, deux fiacres suivaient. Au moment où la voiture passait devant le palais de justice, un traîneau alla se placer au-devant avec deux hommes en civil. L'un d'entre eux était vêtu comme un ouvrier. Près du palais de justice, le traîneau laissa la voiture passer en avant. A ce moment une bombe fut jetée sous la voiture. L'explosion fut si violente que toutes les vitres des fenêtres du palais de justice furent brisées.

De la voiture il ne reste plus que des débris. Les chevaux prirent la fuite. La foule, sur le lieu de l'assassinat, ramassait des morceaux de bois et d'étoffe. Le grand-duc est mort sur le coup. La tête était séparée du corps. Les jambes étaient également séparées du corps. Les habits étaient déchirés.

Un homme a été arrêté sur le lieu même de l'attentat, mais aucun renseignement sérieux n'est venu confirmer qu'il en était bien l'auteur.

Bien entendu, l'on raconte force détails sur les scènes qui eurent lieu après l'attentat. Alors que certains journaux affirment qu'il y eut des manifestations contre les étudiants, d'autres au contraire disent qu'il y eut alors une manifestation spontanée prouvant l'impopularité du grand-duc : plusieurs personnes trempèrent leur main dans le sang et tracèrent une croix aux murs, en criant :

— Ce sang purifie la Russie !

Ce qu'il y a d'à peu près certain, c'est que le meurtre de l'oncle du tsar avait été décidé par l'*Organisation de combat* et que, depuis longtemps, la chose était prévue.

Serge, les journaux sont unanimes à l'affirmer, représentait encore plus que l'empereur — être veule et sans force de caractère — la résistance au mouvement révolutionnaire. Il ne voyait le salut pour lui et les siens, que dans la répression, outrée, forcenée.

A chaque tentative de réforme, il n'a jamais manqué de se mettre en travers et d'opposer sa volonté.

Bouliguine, Trépof, chef de la police, ainsi que plusieurs personnages parmi les plus influents de l'entourage du tsar, étaient ses créatures et n'agissaient que d'après ses conseils. On cite nombre de cas où son opinion a prévalu sur celle de l'empereur, disposé, par crainte, à faire des concessions à la révolution.

Concussionnaire féroce, il détourna à son profit une grande partie des fonds de la Croix-Rouge, destinés aux blessés de Mandchourie. C'était la vénalité même à un point que, pour calmer l'opinion, il avait dû se mettre depuis quelque temps un peu à l'écart.

« Ses mœurs n'étaient pas moins déplorables. Il est de notoriété publique que Serge fit expulser par une loi spéciale tous les juifs de Moscou. Mais par une autre loi — encore d'exception — il admit au séjour de cette capitale, deux catégories de juifs : celles à son usage. Toute juive pouvait résider à Moscou sous condition de se faire inscrire à la police comme prostituée, de subir les fantaisies de soi-disant agents des mœurs et les visites médicales, auxquelles le grand-duc en personne assistait quelquefois. L'autre catégorie admise était celle des apprentis juifs et des grooms... »

L'organe révolutionnaire *la Tribune russe* déclare qu'on ne doit pas être inquiet au sujet de Gapony. Il est sain et sauf et actuellement en lieu sûr et

vient d'adresser aux socialistes russes la lettre suivantes :

« Camarades !

« Les journées sanglantes de Saint-Pétersbourg et des autres villes de Russie placent la classe ouvrière opprimée face à face avec le régime autocratique et son chef, le tsar sanguinaire.

« La grande Révolution russe a commencé.

« Ceux auxquels la liberté du peuple est vraiment chère, doivent vaincre ou mourir.

« Conscient de l'importance du moment historique que nous traversons, étant, en l'état actuel des choses, avant tout révolutionnaire et homme d'action, je fais appel à tous les partis socialistes de Russie pour les inviter à se mettre immédiatement d'accord et à aborder sans délai l'œuvre de l'insurrection armée contre le tsarisme. Toutes les forces de chaque parti doivent être mobilisées. Tous doivent élaborer un plan commun d'attaque technique. La dynamite et les bombes, la terreur collective et individuelle ! Le but immédiat sera l'abolition du régime autocratique, l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire provisoire qui proclamera l'amnistie complète et entière en faveur de tous ceux qui ont lutté pour la liberté politique et religieuse, et qui convoquera immédiatement l'Assemblée constituante par le suffrage universel égal, direct et secret.

« A l'œuvre, camarades !

« En avant, au combat !

« Répétons le cri des ouvriers de Saint-Pétersbourg dans la journée du 9/22 janvier : La liberté ou la mort !

« Tout atermoiement, toute entrave ou querelle sera un crime contre le peuple dont vous défendez les intérêts.

« Ayant donné toutes mes forces au service du peuple, des entrailles duquel, fils de paysans, je sors ; ayant lié mon sort indissolublement et sans retour avec la lutte contre les oppresseurs et les exploiteurs de la classe ouvrière, je serai, naturellement et de tout mon cœur, avec ceux qui feront œuvre sincère pour vraiment libérer le prolétariat et les masses travailleuses du joug capitaliste et de l'oppression tsariste.

« (Signé) Georges Gapony. »

* *

Une partie de la presse française, fortement « arrosée » par l'ambassade russe, avec les fonds tirés aux bons gogos s'efforce, depuis une quinzaine de jours de montrer le mouvement gréviste comme à son déclin et le mouvement révolutionnaire comme à peu près terminé.

La suppression du grand-duc Serge est venue juste à point pour faire voir le peu de crédit qu'il est bon d'apporter aux « informations » des journaux à grand tirage et à gros profits

Loin de ralentir, le mouvement n'est plus seulement localisé dans les grandes villes Pétersbourg, Moscou ou Varsovie, mais l'on peut dire que l'agitation a maintenant gagné les quatre coins de la Russie.

A Pétersbourg, les grèves sont si peu terminées [...]ue les patrons ou directeurs menacent de fermer [...]s usines si le travail ne reprend pas immédiate[...]ent. Dans un mémoire remis au ministre des [...]ances, certains d'entre eux prétendent avoir [...]eint la limite des concessions possibles ; ils [...]irent en outre l'attention sur la situation pré[...]re de l'industrie russe, comme conséquence de [...] pauvreté générale du pays. Conformément à [...]te déclaration, l'administration des *Usines franco-*[...]*es* a décidé de fermer ses ateliers jusqu'à [...]vel ordre.

[...]n directeur d'usines, M. Smirnof, a essayé de [...]ontrer que les prétentions des ouvriers ne sont [...]justifiées parce que dit-il, la journée de 8 heures [...]ste nulle part en Europe. Pour les salaires, il a [...]ême avoué que l'ouvrier, d'atelier, aux [...]s Poutilof, gagne en moyenne 43 roubles par [...] 48 même, si on ne fait pas entrer en ligne [...]mpte les manœuvres, qui forment 12 0/0 de [...]tif ouvrier, ni les apprentis (8 0/0). Ces salaires, [...]besoin de le dire, étant plus qu'insuffisants. [...]ignale bien de ci, de-là, quelques reprises de [...], mais en réalité toujours compensées par la [...]ure de nouvelles usines et la grève s'étend [...]au personnel de certaines administrations : [...]*dovnis* de Saint-Pétersboug ont quitté le tra[...] d'autres menacent de les suivre. Aux *Usines* [...]*usses* d'importantes concessions ayant été faites, une partie du personnel est par contre retourné à l'atelier.

Aux usines Poutilof, devant la persistance des ouvriers, les magasins de l'usine ont reçu l'ordre de ne pas continuer à vendre à crédit aux ouvriers les objets de première nécessité, et ce jusqu'à la reprise du travail.

Ce qui n'aura pour résultat que d'aggraver une situation déjà cependant suffisamment tendue.

A Moscou, la situation n'est pas moins grave et il est même fort possible qu'elle le devienne tout à fait si les employés de chemins de fer et les télégraphistes mettent suite à leur projet de grève et si, comme ils en ont fait la menace, il n'est pas fait droit à leurs réclamations. Dans ce cas, tous les employés de chemins de fer remplissant des fonctions à Moscou et sur les lignes aboutissant à cette ville cesseront leur service.

Ce qui aurait pour résultat d'isoler la ville du restant de l'empire.

Déjà, les télégraphistes du chemin de fer de Moscou à Riazan réclament un salaire minimum de quarante roubles et la journée de huit heures.

Les télégraphistes et d'autres employés du chemin de fer de Moscou à Rybinsk et Windau se sont aussi mis en grève.

Le service est suspendu provisiorement.

Une bande d'employés de l'administration de ce chemin de fer ont obligé les ouvriers électriciens de la gare à cesser le travail.

D'autre part, la grève s'est étendue également dans l'industrie privée : les 2.400 ouvriers, des usines de fils de New-ki ont cessé le travail. Les usines de caoutchouc (8.000) ouvriers se sont mises ensuite en grève. Il y a, au total, une trentaine de mille de grévistes.

Les ouvriers sont mécontents que nombre de leurs camarades, considérés comme les chefs du mouvement actuel, aient été arrêtés ou déportés sans jugement, par simple mesure administrative. Ils réclament leur mise en liberté et disent qu'ils ne reprendront pas le travail avant d'avoir obtenu justice.

La police opère de nouveau des visites domiciliaires et arrête les meneurs. Les patrons considèrent la situation comme extrêmement grave.

Et ce ne sont encore là, bien entendu, que quelques faits pris au hasard dans la tourmente.

A Varsovie et dans toute la Pologne, si le travail a repris dans quelques fabriques, la grève, les mouvements dans les rues, les collisions avec la force armée et la police n'en ont pas moins lieu à chaque instant.

On signale une collision entre la troupe et les ouvriers. Cinq grévistes auraient été tués. D'autre part, la situation créée par la fermeture des écoles est très tendue. Plusieurs étudiants ont été arrêtés.

A Varsovie également, par ordre de Tcherkhoff, cent cinquante meneurs ouvriers ont été, jeudi, tués par des salves, après avoir été placés contre un mur de la prison. Il n'y a eu ni conseil de guerre, ni jugement d'aucune sorte.

C'est, paraît-il, en pleine bataille qu'est parvenue la nouvelle du meurtre de l'oncle du tsar qui, bien entendu, a été accueillie avec satisfaction par les grévistes, et l'on prévoit de nouvelles bagarres.

Un individu, qui a réussi à prendre la fuite, a tiré trois coups de revolver sur un industriel qui rentrait en voiture chez lui. Deux balles ont frappé la voiture et une balle a traversé le bras de l'industriel, ce qui ouvre l'ère des attentats individuels, plus craints encore que tous les autres.

A Dombrowa, on a enterré clandestinement, dans une fosse commune, les ouvriers tués dans l'échauffourée de l'usine Catherine. Le parti socialiste polonais a lancé à cette occasion une proclamation ardente : « Camarades, 40 cadavres et 150 blessés : voilà comment le gouvernement du tsar traite le peuple ouvrier en grève !... Nous ne pouvons songer à améliorer notre sort tant que pèsera sur nous l'oppression tsariste. Sur les tombes de ces victimes innocentes, jurons de les venger, et armons-nous pour livrer la lutte décisive pour la liberté ! »

De Saint-Pétersbourg encore, on annonce que l'important moulin de Sandomirsky, à Krentschug, a été détruit par le feu. Quatre pompiers ont péri dans les flammes. L'incendie est dû à la malveillance — lisez : la révolution.

De Voronège, on apprend que les employés de l'administration des chemins de fer du sud-ouest, ceux du télégraphe de la gare et trois mille ouvriers des ateliers se sont mis en grève.

Ils formulent des revendications et demandent en particulier une diminution des heures de travail et l'augmentation de leurs salaires.

A Kremenuchang (Poltava), le travail est abandonné dans les manufactures de tabacs, dans les imprimeries et dans d'autres fabriques.

A Minsk, environ cinq cents hommes occupés dans les ateliers du chemin de fer de Moscou à Saint-Pétersbourg se sont mis en grève. Ils demandent la journée de huit heures, une augmentation de salaires et la coopération des ouvriers à l'établissement des tarifs du travail aux pièces.

Enfin, la communication directe par chemin de fer entre Windau et Moscou est suspendue par suite de la grève du personnel de la ligne

Ce ne sont là encore que quelques faits pris au hasard, mais qui prouvent que, loin d'être enrayé même partiellement, le mouvement révolutionnaire ne fait que s'étendre.

Malgré tout le zèle qu'ils peuvent y déployer, les journaux à la solde de l'ambassade ne parviendront pas à donner le change.

La révolution est bien en marche.

P. Delesalle.



FRANCE

La marche des idées. — Cependant que de beaux-esprits déclament bien éloquemment sur la décadence de l'anarchisme, nous constatons, nous autres, avec satisfaction, que loin qu'il dépérisse, l'anarchisme fait montre d'une fort bonne santé. Peu à peu, dans tous les milieux, nos idées se diffusent, — aveugle qui ne le voit point ! Et de même que les malins vont à la conquête des pouvoirs publics, nous allons à celle des cerveaux.

Voici ce qu'on lit sur les programmes mensuels de l'*Université populaire du Faubourg Saint-Antoine* (*la Coopération des Idées*) :

« Si passionnante que soit la discussion qui suit, « le plus souvent, les conférences, sachons écouter « avec des âmes, non de partisans, mais d'hommes « libres, épris de la vérité. Abstenons-nous de toute « manifestation bruyante d'opinion, et même sup- « primons, au cours de la discussion, les marques « collectives d'approbation. Il est de notre dignité « d'éviter tout ce qui pourrait forcer l'opinion des « hésitants ou porter atteinte à la conviction isolée « d'un camarade sincère. Dans la Maison libre du « Peuple que nous réalisons, il ne faut rien qui « soit l'oppression d'une majorité. C'est par cette « discipline volontaire que l'Université Populaire du « Faubourg Saint-Antoine se distingue et s'honore. »

Quel théoricien libertaire refuserait de signer ces quelques lignes ? — D'autre part, au *Château du Peuple* du Bois de Boulogne, une main a placardé dès l'entrée ces « quelques recommandations », d'un esprit anarchiste également très pur :

« Chaque nouveau camarade s'engage à veiller à « la sauvegarde de la propriété commune, et, dans « une organisation où toute domesticité est sup- « primée, à se prêter à tout service d'intérêt gé- « néral.

« D'aucuns sont fort surpris de ne pas trouver au « Château des interdictions, des règlements, etc. « Nous sommes convaincus que tout cela serait bien « inutile ; et que chacun de nous doit être son propre « éducateur. Si, dans la fièvre du jeu ou l'exubé- « rance d'une joie bien naturelle, un camarade « commet un léger manquement, laisse traîner un « objet, porte, d'une façon involontaire et indirecte, « atteinte à la propriété commune, le plus répré- « hensible serait encore celui de nous qui, témoin « de cet acte, n'interviendrait pas amicalement et « négligerait ainsi le premier de ses devoirs, celui « de veiller mutuellement à l'ordre général. »

Qu'on le veuille ou non, les idées sont en marche et de grands lendemains nous sont sans doute préparés. Efforçons-nous sans cesse, avec la certitude que pas un effort, si humble soit-il, n'est un effort perdu.

A. G.

Les civilisés civilisent. — Voulez-vous savoir comment les fonctionnaires civilisateurs s'y prennent pour civiliser? Voici.

Le jour du 14 juillet, au Fort-Crampel près de Brazzaville (Congo français), des Européens, presque tous fonctionnaires, et ayant parmi eux un officier de troupes coloniales, banquetaient pour fêter la République, la liberté, la fraternité, etc. A la fin du repas, ils étaient tous saouls, cela va de soi. Que faire pour s'amuser? Quelqu'un eut une bonne idée qu'on s'empressa de mettre à exécution. On s'empara d'un nègre, un jeune homme, on l'emporta dans une cour intérieure et on le ficela solidement sur le sol. Et l'on alla chercher une cartouche de dynamite. Parfaitement.

Le malheureux nègre, criant, haletant, faisait des efforts surhumains pour briser ses liens, ce qui amusait beaucoup nos gens.

Ils voulaient d'abord lui fixer la cartouche sur le dos, entre les omoplates, mais quelqu'un eut une bien meilleure idée : alors on lui introduisit le tube de dynamite dans le corps, tout bonnement, à la façon d'un vulgaire suppositoire. Le malheureux nègre hurlait, mais il ne hurla pas longtemps : au bout de quelques secondes une détonation retentit, et son corps, en miettes, sautait aux quatre coins du ciel. Vous pensez si nos excellents civilisateurs, réunis pour fêter l'anniversaire de la Révolution française, se tenaient les côtes!

Certains journaux disent même que ce n'est pas un, mais trois nègres qu'on aurait fait sauter ainsi, en ce délicieux 14 juillet.

On raconte encore une autre histoire qui se serait passée également dans cette journée patriotique. Un adjoint des affaires indigènes nommé Gaud fit extraire un noir de sa prison et lui dit avec un bon sourire : « Tu es libre, sauve-toi. » Et le nègre de courir. Mais il n'avait pas fait vingt-cinq pas que le bon adjoint vous l'abattait d'un coup de fusil, au grand amusement de l'honorable société.

D'autres histoires courent. Le même Gaud, féru d'anatomie, avait la manie de faire bouillir des ossements de nègres pour les débarrasser de leur gélatine et se monter des squelettes, puis de contraindre ses indigènes à boire ce bouillon humain. Un petit boy, à qui il en fit avaler de force, en le maltraitant, en serait mort. On racontait même que nos fonctionnaires du 14 juillet, bande joyeuse, avaient une fois attiré un nègre dans un guet-apens, l'avaient décapité, avaient fait bouillir sa tête et déguster le bouillon à ses parents et amis non prévenus, puis leur avaient, au dessert, comme surprise, montré la tête de leur copain, sortie de la marmite. Mais il paraît que ce récit est controuvé.

On parle aussi d'un cadavre de femme indigène incinéré, par passe-temps, dans un four à briques. Non pas cadavre, affirment d'autres témoignages, mais corps de femme bel et bien vivante.

La façon dont ces exploits civilisateurs ont été divulgués n'est pas moins curieuse que ces exploits eux-mêmes. Il y a, au Congo, un commissaire général nommé Gentil par antiphrase. Il a établi l'impôt « de capitation » sur les nègres, qu'il déteste. Ceux-ci refusent de payer, mais lui tient bon et fait publier dans le *Journal officiel du Congo* des avis comme celui-ci : « Le commissaire général *fait appel à toute la bonne volonté des administrateurs pour lui procurer les ressources qui lui manquent actuellement.* » Les administrateurs comprennent ce que cela veut dire, et font rendre gorge aux indigènes par des procédés qui peuvent ne pas plaire à tout le monde et dont le bruit alla jusqu'au ministère des colonies. Sur le point d'être rappelé à Paris, Gentil voulut se remonter dans la faveur ministérielle et, dans ce but, sortit l'affaire ci-dessus qu'il tenait en réserve, en feignant une grande indignation et réclamant l'intervention immédiate du parquet.

Voilà comment les représentants des peuples *civilisés* civilisent les peuples *sauvages*.

R. Ch.

LORIENT. — *La liberté de penser chez l'État-patron.* — Le 3 février dernier, en arrivant à l'Arsenal, le camarade Jambet, menuisier, laisse tomber par mégarde un journal antimilitariste devant les gardiens et les gendarmes de service à la porte. Une heure après, tout l'atelier est en émoi.

Deux gendarmes, deux gardes-consigne opèrent une perquisition en règle. Ils fouillent dans l'armoire, dans les coffres et jusque dans les poches du menuisier. Ils ouvrent son portefeuille et confisquent une partie de son contenu. Huit jours après, Jambet se voit octroyer six jours de mise à pied, pour avoir introduit à l'Arsenal un journal *tournant en ridicule la patrie et l'armée.*

Depuis quand le culte de la patrie et de l'armée est-il exigé des ouvriers qui fournissent contre salaire leur travail à l'État?

Détail à noter : C'est en vain que le menuisier Jambet a demandé audience à l'amiral. M. l'amiral ne reçoit pas.

RODOLPHE.

MOUVEMENT OUVRIER

Plusieurs catégories de travailleurs et, entre autres, ceux de l'alimentation, employés de commerce et similaires, ont décidé, et ont d'ores et déjà entrepris une campagne en faveur du repos hebdomadaire.

Quoique cela puisse paraître impossible, il existe encore en effet des corporations où les travailleurs n'ont, pour ainsi dire, jamais un jour complet de repos, ou tout au plus une demi-journée ou deux par mois.

Aux réclamations successives et continuelles qui ont été formulées par les intéressés depuis déjà pas mal d'années, certains politiciens qui font métier de s'intéresser au « sort des travailleurs », ont répondu par un projet de loi sur « le repos hebdomadaire ».

Depuis des années — une dizaine pour le moins — le projet en question dort dans les cartons, en sort de temps à autre quand les intéressés menacent un peu plus fort, et fait la navette entre la Chambre et le Sénat, et inversement. Mais le projet reste toujours à l'état de projet.

Je ne retracerai pas ici — ce qui serait cependant fort intéressant, pour montrer comment les « corps élus » se moquent des travailleurs — toutes les péripéties subies par le projet en question. Je me contenterai de rappeler qu'il y a dix-huit mois, deux ans, la Fédération des employés, sûre cette fois, disait-elle, du succès final, recommandait le calme et la sagesse dans une affiche intitulée ironiquement : *Ayons confiance*; car le Sénat, quelques jours après, montrait par son attitude et par le rejet des principaux articles du dit projet, combien la confiance des travailleurs était mal placée. Aujourd'hui, les intéressés comptent sur l'agitation qu'ils entreprennent pour forcer et arracher le vote définitif de la loi.

Effort à mon avis bien inutile, la loi serait-elle votée que cela ne changerait guère la situation car nous en savons quelque chose, il y a loin entre le vote d'une loi et son application.

La tactique entreprise par les travailleurs de quelques villes de province nous semble au contraire autrement efficace.

Les intéressés se réunissent le jour qu'ils ont choisi comme un jour de repos — le dimanche, en général — et s'en vont manifester devant les maisons ou magasins restés ouverts.

Cette même tactique pourrait être employée pareillement à Paris : il suffirait d'agir une fois sur un quartier ou deux, une autre fois sur ceux d'à côté et de faire en sorte que les exploiteurs récalcitrants soient bien obligés de fermer leurs boutiques.

Ce procédé, employé avec quelque succès en province, n'est pas impossible à appliquer à Paris; il ne suffirait pour cela que de vouloir un peu fortement.

De plus, il aurait le grand avantage d'être autrement efficace que n'importe quelle combinaison d'initiative parlementaire, car ce serait les intéressés eux-mêmes qui s'y emploieraient, en se refusant à travailler, d'une part, et en forçant les employeurs à fermer boutiques et magasins, de l'autre.

Cette action, véritablement directe, serait même la seule efficace, et le repos hebdomadaire ne sera vraiment un fait, non lorsque les parlementaires l'auront inscrit dans la loi — ce qui ne paraît pas être sur le point de se réaliser — mais seulement lorsque les travailleurs intéressés sauront le vouloir et le prendre.

Les ouvriers mouleurs et fondeurs en fer, fonte et acier de Paris et les environs sont en grève. Ils réclament la journée de 10 heures et 7 francs par jour minimum, au lieu de 6 fr. 50, salaire moyen.

Les camarades mouleurs sont parmi les mieux organisés, et leur syndicat fonctionne admirablement, ce qui fait bien augurer de la victoire finale.

Les grévistes sont au nombre de près de 3.000, et les réunions qui ont lieu presque chaque jour à la Bourse du travail, sont d'une belle tenue.

Les mouleurs et ouvriers des parties similaires des fonderies de bronze, cuivre et zinc se sont de plus engagés à soutenir moralement et pécuniairement leurs camarades en grève.

Le fait caractéristique de cette grève, est que les patrons, dans le but bien inutile du reste d'intimider les grévistes, les ont assignés en 250 francs de dommages et intérêts chacun, pour « rupture de contrat de louage ». Si bien qu'à l'heure où j'écris, sept ou huit cents grévistes sont assignés devant le conseil des prud'hommes. Le jour de leur comparution, Lépine n'a rien trouvé de mieux naturellement, que de les faire charger par ses sergots.

Comme les pères de famille sont nombreux dans la corporation, la Fédération adresse l'appel suivant à tous les travailleurs :

« Une grande lutte est engagée, est-il dit dans cet appel. La victoire des grévistes parisiens sera celle de toute la corporation. De même, un échec aurait sa répercussion dans toutes les fonderies de France et au delà. La corporation tout entière aura à cœur d'affirmer sa parfaite solidarité. »

Adresser les fonds au camarade Sauvage, Bourse du Travail de Paris, 2e étage, n° 29.

P. DELESALLE.

BELGIQUE

La grève générale des mineurs. — Dans le bassin de Charleroi, il y a aujourd'hui 34.000 grévistes sur 39.400 ouvriers occupés au fond et à la surface. Aux charbonnages de Forte-Taille (Montigny-le-Tilleul), les ouvriers travaillent, la direction ayant accordé une augmentation de salaire de 5 0/0.

Dans le Centre, où les charbonnages occupent 20.000 ouvriers, la grève est totale, sauf à Bascoup où les traits sont complets, à Mariemont où il y a grève partielle, et à Bois-du-Luc où les trois quarts des mineurs chôment.

Au Borinage, il y a 24.000 grévistes sur 30.400 ouvriers.

Dans le bassin de Liège, le travail est repris partout, sauf aux charbonnages de la Batterie et du Bonnier (Grâce-Berleur).

La maison du chef inspecteur des charbonnages de Wérister, à Romsée (Liège), a été assez endommagée par l'explosion d'une cartouche de dynamite, dans la nuit du 8 février. L'inspecteur a été blessé.

Des bouteilles de poudre, appelées bombes par les journaux, ont fait explosion sur le seuil des fenêtres des habitations de non-grévistes ou de porions, à Carnières, Houdeng-Gœgnies, Houdeng-Aimeries, Boussu et Hansart. Les dégâts sont insignifiants.

Le 14, à la Maison du Peuple de La Louvière, deux orateurs ont développé sur la grève des idées anarchistes, ce qui n'a pas plu à un social-démocrate qui a protesté en déclarant que le Parti ouvrier était adversaire de la violence. Ce qu'il n'a pas dit, par exemple, c'est qu'en France, où l'on emploie la méthode « violente », 25 0/0 des grèves se terminent par un succès *complet*, alors qu'en Belgique, il n'y en a que 10 1/2 0/0!

A la fin du meeting, un des deux orateurs anarchistes a été arrêté et écroué à la prison de Mons.

Les commerçants de Frameries, Fleurus, Roux, Châtelet, Charleroi, etc., ont adressé au ministre du travail une requête « sollicitant » sa « haute et efficace intervention auprès des directeurs-gérants des charbonnages, afin qu'ils consentent à une augmentation de salaire aux ouvriers ».

Ce ministre du travail a donné, le 14, une leçon aux grévistes en refusant à une délégation du Comité national toute intervention auprès des patrons. Les ouvriers ne sauront donc jamais faire leurs affaires eux-mêmes? Ils devraient pourtant savoir que les dirigeants et les politiciens étant de la même classe que les maîtres des charbonnages, ils ne peuvent que trahir les ouvriers qui sont assez bêtes de se fier à eux.

Un manifeste lancé par l'*Insurgé* dit :

« Place au Peuple travailleur! Souviens-toi de la devise de la vieille Internationale : *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* Ne l'oublie pas!

« N'oublie pas non plus que quelle que soient tes revendications présentes, elles ne constituent qu'un *minimum.*

« La rapacité patronale reprend d'une main ce qu'elle est forcée d'abandonner de l'autre; aussi ton sort ne sera-t-il complètement changé que lorsque

la société capitaliste sera remplacée par la *société communiste*, dans laquelle il n'y aura plus ni riches ni pauvres, où les hommes seront égaux.

« Vive la grève générale!! »

On annonce que la Fédération des mineurs écossais a décidé de verser un secours de 5.000 francs par semaine aux grévistes belges.

An. M.

2? février.

ETATS-UNIS

Par un journal de Saint-Louis, à la date du 27 novembre, j'apprends l'arrestation de John Most, *anarchiste athée*, au moment où il allait faire une conférence. Carl Nold, organisateur principal de ce meeting, fut également arrêté.

Nos camarades et nos amis protestèrent énergiquement contre les « policemen ». Ceux-ci, au nombre d'une trentaine, conduits par un capitaine de police, firent irruption dans la salle où notre camarade Most devait parler. Ils se ruèrent sur les orateurs, les arrêtèrent et obligèrent les auditeurs à se retirer.

La presse a reproduit sans commentaire les protestations de nos camarades.

Depuis quelque temps, les libertaires de Saint-Louis, profitant du passage de divers conférenciers, avaient organisé une série de conférences *anarchistes et athées*. C'est ainsi que le camarade Morton, de la colonie de Home (Etat de Washington), et M. Harman, l'éditeur de *Lucifer* avaient parlé, devant un auditoire nombreux, sans être inquiétés.

Notre camarade John Most, l'éditeur du *Freiheit*, le vaillant journal anarchiste de New-York, avait depuis longtemps été invité par les camarades des Etats du Centre à faire des conférences parmi la population allemande très compacte dans cette région.

Notre ami commençant une tournée de conférences dans le Missouri, l'Illinois et le Michigan, se rendit donc à Saint-Louis. Tout avait été préparé pour un meeting important. Et tout aurait été très bien si un « Monsieur » de Washington n'avait en même temps décidé de venir à Saint-Louis. On a reconnu l'honorable président de la République américaine.

Depuis longtemps, ce « Monsieur » de Washington avait été invité à visiter l'Exposition de Saint-Louis. Il avait toujours refusé, ayant peur sans doute de rencontrer un nouveau Czolgosz ou quelque mineur du Colorado décidé à lui demander des comptes sur les actes barbares commis par ses subalternes. Cependant, après sa réélection, il ne put décliner l'invitation d'une délégation spécialement envoyée par l'Etat du Missouri, surtout lorsqu'on lui eut assuré que rien ne serait négligé pour la sauvegarde de sa personne. Et l'on tint promesse.

Un train pilote précéda le train présidentiel. Un régiment de policiers accompagna Théodore Roosevelt. Des gardes, avec une consigne des plus rigoureuses, furent échelonnés le long de la voie ferrée, depuis Washington jusqu'à Saint-Louis. A l'arrivée du président dans cette ville, un régiment entier lui servit d'escorte.

Pendant tout son séjour dans la grande ville de la Louisiane, il fut servi à table par des agents de la Sûreté déguisés pour la circonstance en maîtres d'hôtel. Bref, jamais tyran détesté par son peuple ne prit plus de mesures pour garantir sa personne.

L'arrestation de John Most s'imposait.

Nos camarades John Most et Carl Nold ne tombant sous le coup d'aucune loi, on se borna à les expulser de l'Etat du Missouri. Ce n'en est pas moins là un attentat à la constitution américaine, constitution d'ailleurs violée autant que peuvent l'être toutes les constitutions du monde, par ceux qui sont chargés de les faire respecter.

Nous savons, en effet, que la constitution américaine, établie dans une période de grandeur révolutionnaire, est la forme gouvernementale la plus libérale qui ait jamais été instituée; nos socialistes, même ceux qui se qualifient encore de révolutionnaires, n'oseraient l'accepter dans leur programme, car on ne manquerait pas de les traiter d'anarchistes.

Cette constitution reconnaît au peuple le droit de se révolter contre les institutions gouvernementales qu'il ne reconnaît plus bonnes et de les changer même par la violence. Aujourd'hui, nous savons que dans ce pays qui marche à grands pas vers l'autocratie, il n'y a de droits que pour les rois des « trusts ».

On remarquera que le journal de Saint-Louis auquel je fais allusion plus haut, fait suivre le mot anarchiste du qualificatif « athée ». Ceci mérite quelques explications.

Il est difficile en Europe de se faire une idée de la force de l'idée religieuse en Amérique. Les religions du monde entier pullulent dans ce pays. Les religieux plus ou moins sodomistes dont la France tend à se débarrasser, accourent par milliers dans les Etats de l'Union où ils trouvent un accueil chaleureux et un terrain fertile. On les regarde comme des martyrs, comme des victimes de l'Europe décadente.

Dans leurs églises, dans leurs temples, dans la rue, sur la voie publique, au son de la cloche ou au son du tambour, les religions les plus diverses se propagent ici. Certes, elles se font entre elles une concurrence souvent assez effrénée, mais qui cependant dépasse rarement les bornes d'un commerce honnête.

Quelques chiffres donneront un aperçu de la puissance religieuse dans ce pays où aucune religion n'est subventionnée par l'Etat.

En 1900, d'après les statistiques publiées dans *Occupations at the twelfth census*, par le ministère du Commerce et du Travail, le nombre de prêtres (clergymens) des différentes religions était de 111.942 (cent onze mille neuf cent quarante-deux), non compris les instituteurs et les professeurs de collèges et d'universités, des deux sexes, dont le nombre s'élevait à la même époque à 446.797 (quatre cent quarante-six mille sept cent quatre-vingt-dix-sept) et qui, pour la plupart, enseignent la religion. Depuis, ces légions de parasites, ces propagateurs de l'obscurantisme, se sont accrues d'une façon effroyable.

Les socialistes, qui sont déjà une force, si on en juge par les 600 000 voix qu'ils viennent d'obtenir aux dernières élections présidentielles, ont reculé devant la tâche ardue de propagateurs de l'athéisme et soutiennent même que le socialisme ne combat pas l'esprit religieux et, dernièrement, à San-Francisco, un des orateurs du parti socialiste soutenait, devant un auditoire très nombreux, que le quatrième état ne pouvait en rien exclure la religion.

Les anarchistes américains pour la plupart s'extasient devant les théories tolstoïennes et se déclarent tolstoïens. Dans les différents partis politiques, le tolstoïsme fait également des prosélytes. Bayan, un des candidats démocrates pour la présidence, est un fervent tolstoïen.

Devant le fanatisme religieux encore si vivace en ce pays, et devant les progrès que font chaque jour les doctrines néfastes du comte Léon Tolstoï, nous croyons que la propagande contre l'esprit religieux est une des plus importantes à faire. Il est vrai que c'est aussi l'une des plus délicates.

Laurent Casas.



L' ABC de l'Astronomie [1]

(Suite)

XI. — Neptune.

Nous voici à la dernière île du monde solaire, à la planète Neptune, découverte, en 1846, par le célèbre Le Verrier.

L'orbite de Neptune, longue de presque 28 milliards de kilomètres, est tracée autour du Soleil à la distance moyenne de 4 milliards 487 millions de kilomètres.

Cette planète, qui ne fait que 5 kil. 370 par seconde, met, en tournant probablement en 11 heures autour de son axe, 164 ans et 281 jours, soit 60.181 jours, pour accomplir sa révolution entière.

L'année de Neptune est donc de presque 165 des nôtres et son jour d'environ 11 heures.

Le diamètre de ce monde, le nôtre multiplié par 3.8, est de 48.420 kilomètres. Sa superficie est 14 fois 1/2 plus vaste et son volume 55 fois plus gros que ceux de la Terre. La densité de ses matériaux n'est que le tiers des nôtres, soit 0.300, mais la pesanteur à sa surface est à peu près égale à ce qu'elle est ici. Malgré la faiblesse de sa lumière, l'analyse spectrale nous a permis d'apprécier son atmosphère et nous savons qu'elle offre presque une identité complète avec celle d'Uranus et qu'elle a les mêmes facultés d'absorption que la sienne.

Etant donné l'énorme espace qui nous sépare de Neptune, nous ne lui connaissons qu'un satellite. Ce satellite fut découvert par Lassel, également en 1846, quelques mois après la planète autour de laquelle il tourne à 400.000 kilomètres en 5 jours et 21 heures. Son mouvement est rétrograde, *de l'Est à l'Ouest*, et c'est surtout par la rapidité de sa rotation que nous avons pu établir approximativement celle de Neptune, dont le disque légèrement bleuâtre et diffus n'offre pas de point de repère suffisant pour permettre avec précision un tel calcul.

Depuis que le prodigieux mathématicien Le Verrier a presque doublé le rayon précédemment connu de notre système planétaire en heurtant de sa plume cette terre lointaine du ciel qu'est Neptune, il semble qu'il doit y avoir encore dans le domaine de notre Soleil une ou plusieurs planètes au delà de cette dernière.

La probabilité de l'existence de planètes transneptuniennes n'est pas seulement dans les perturbations, encore insuffisamment observées, de Neptune, mais elle ressort surtout de ce que la 3e comète de 1862 a son aphélie à la distance 48, et que les orbites de quatre autres comètes aussi paraissent avoir leur point d'intersection à une distance de 70, le rayon de l'orbite terrestre étant pris pour unité. Si ce calcul est exact, et il paraît l'être, l'hypothèse de deux planètes voguant a environ 7 et 10 milliards 1/2 de kilomètres de l'astre du jour est très probablement une réalité. Seulement, ces mondes, même en leur supposant un diamètre respectable et égal à ceux des deux dernières planètes extérieures, ne seraient que difficilement accessibles aux télescopes et il paraît certain que Neptune, quoi qu'il en soit, marquera encore longtemps, pour nos instruments d'optique, la borne de la République solaire.

Vu de l'univers de Neptune, le diamètre apparent du Soleil est de 1'4". L'intensité lumineuse et calorifique de notre centre radieux se trouve réduite à la 900e partie de ce qu'elle est ici, ce qui, soit dit entre parenthèse, est toujours encore 687 fois plus que celle dont nous fait bénéficier la pleine lune. Avec la Terre, perdue dans le rayonnement du Soleil depuis Saturne, toutes les planètes, Uranus et Saturne exceptés, sont invisibles sur le ciel neptunien, où seules les constellations gardent les figures que nous leur connaissons, car les 4 milliards 337 millions de kilomètres qui nous éloignent de la frontière du système planétaire ne sont même pas la 9.000e partie de l'abîme qui nous reste à parcourir avant d'arriver à l'étoile α du Centaure, qui est le soleil le plus rapproché du nôtre.

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*.

XII. — Comètes et météores.

L'apparition des comètes est, en général, si irrégulière et inattendue, qu'il est compréhensible qu'elle ait été depuis l'antiquité jusqu'à la fin du dix-septième siècle, un objet de terreur et d'affolement.

L'homme antique et surtout le chrétien du moyen âge voyaient dans ces traînées lumineuses un signe de la colère divine et attribuaient à ces astres errants, qu'ils prenaient pour des brouillards incandescents d'origine terrestre, toutes les calamités qui pouvaient coïncider avec leur présence.

Les épidémies et les guerres furent mises à leur actif et la religion, toujours à l'affût de la crédulité publique qu'elle alimente, sut tirer des avantages très palpables de l'ignorance des peuples. C'est ainsi qu'un des plus mémorables retours de la comète Halley, trois ans après la prise de Constantinople par les Turcs, en juin 1456, provoqua, par les legs et donations des croyants hypnotisés, sous forme de lingots d'or, une véritable chute d'étoiles filantes dans les coffres-forts de notre sainte mère l'Eglise. C'est de cet événement aussi que date le carillonnement assourdissant de l'*Angélus*, ordonné par le pape Calixte III pour conjurer la comète des Turcs.

Ce ne fut que vers 1665, qu'un des premiers, le contemporain du célèbre astronome Halley, Pierre Megerlin, de Bâle, qualifia d'auto-suggestion les terreurs et les guerres produites par la venue des comètes. Cette conception rationnelle se généralisa heureusement vite parmi les penseurs du dix-huitième siècle et permit enfin de lever un coin du voile mystérieux qui, jusque-là, avait empêché l'étude objective de ces visiteurs qui nous viennent des cieux étoilés.

Pour la science contemporaine, les comètes sont en quelque sorte, à travers l'océan sidéral, le trait d'union visible entre notre monde solaire et les mondes des autres soleils qui scintillent dans l'univers. Ces corps fugitifs se distinguent des planètes par leur aspect nébuleux, leur queue et l'étendue de leur orbite elliptique (quand orbite il y a?). Ils diffèrent aussi par l'inclinaison de leurs orbites qui, au lieu d'être couchées dans le plan de l'écliptique ou dans celui du zodiaque, sont penchées à tous les degrés et encore par la direction de leurs mouvements, qui paraissent étrangers à toute unité de plan, les uns étant directs, les autres rétrogrades. De l'ensemble de ces faits, nous concluons que les comètes n'ont pas la même provenance que les planètes, qu'elles n'appartiennent pas originairement à notre monde solaire, mais qu'elles voyagent à travers l'immensité d'une étoile à l'autre et que celles qui sont périodiques et tournent autour de l'astre du jour ont été saisies au passage par son attraction et ont eu leur route courbée et fermée par l'influence des planètes de notre système.

Dans une comète, nous appelons noyau le point brillant, chevelure la partie qui environne immédiatement le noyau, et cet ensemble, tête. La traînée lumineuse se nomme queue. Mais les comètes n'ont pas toutes cette forme qui semble être la plus répandue. Il y en a qui ont plusieurs queues, d'autres un noyau et une chevelure sans queue, d'autres encore sont sans chevelure. On en voit aussi qui sont formées uniquement d'une nébulosité sans noyau.

Généralement, la comète est une masse nébuleuse, extrêmement légère, dont le noyau, porté à l'incandescence au périhélie, peut être solide ou formé de météorites solides, mais dont l'étendue principale est constituée de gaz dans la composition chimique desquels dominent les vapeurs de carbone. Isolées dans les profondeurs de l'espace, ces masses sont dépourvues de queues, et de chevelure irrégulière. Ce n'est qu'en s'approchant du Soleil, que le noyau de la comète se dilate, que ses vapeurs se développent et s'échappent en jets vers l'astre radieux; puis on les voit repoussées de chaque côté de la tête et commencer la formation de la queue. Dès lors, la comète cesse d'être circulaire et devient ovale et, point à noter, sa traînée caudale s'allonge toujours dans la direction opposée au Soleil. Aussitôt que le noyau a atteint le maximum de son éclat, ce qui a lieu quelques jours après le périhélie, la queue commence à se dissiper peu à peu et la comète reprend de nouveau son aspect d'une simple nébulosité.

Il suit de là que les queues des comètes, contrairement à l'opinion du public, ne suivent pas la tête de ces astres dans leur cours, mais qu'elles restent toujours à l'opposé du Soleil, comme si elles étaient une ombre lumineuse et démesurément prolongée du noyau. Etant donnée en outre leur longueur — il y en a qui mesurent 300 millions de kilomètres — il nous semble impossible d'admettre leur matérialité en raison de la vitesse extravagante dont quelques-unes d'entre elles, notamment celles des comètes de 1680, 1843, 1880, 1882 et 1887, auraient dû être animées. En plus, ces queues n'interceptent jamais même la plus faible lumière stellaire et, indication bien suggestive sinon probante, la queue de la comète de 1861, qui a touché la Terre et la Lune le 30 juin de cette même année, n'a produit qu'une légère aurore boréale, c'est-à-dire un simple phénomène magnétique.

Tous ces faits nous conduisent à penser que les queues des comètes ne sont pas substantielles dans le sens que nous attribuons à ce mot et que nous devons voir en elles un phénomène encore inexpliqué de matière radiante, ou, comme le pense Flammarion, une ondulation de l'éther mis en mouvement par l'interposition de la comète devant le Soleil.

Les noyaux des comètes offrent des variétés extraordinaires. Les uns paraissent simplement nébuleux et laissent passer à travers leur lumière les rayons des plus faibles étoiles, les autres semblent formés d'une ou plusieurs masses solides environnées d'une énorme atmosphère. Cette diversité qui les caractérise nous incite à penser que les comètes sont de plusieurs origines et espèces différentes. Les noyaux des grandes comètes de 1811, 1843, 1858 et 1859 avaient respectivement 690, 8.000, 9.000 et 44.000 kilomètres de diamètre. L'atmosphère de la comète de 1811 atteignait un diamètre de 1.800.000 kilomètres.

Il y a dans l'espace, selon le mot d'un astronome célèbre, autant de comètes qu'il y a de poissons dans la mer, mais le télescope n'étant inventé que depuis trois siècles, il n'a été vu jusqu'ici que huit cent cinquante comètes environ. On en découvre en moyenne cinq par an avec le télescope et une tous les cinq ans à l'œil nu.

La plupart des comètes décrivent des courbes paraboliques ou hyperboliques et n'ont qu'un seul foyer dont les branches s'écartent indéfiniment l'une de l'autre. Une comète qui suit une parabole ne passe par conséquent qu'une fois par la route qu'elle décrit autour du Soleil pour retourner ensuite dans l'infini d'où elle arrive.

La vitesse d'un astre détermine la courbe suivie par lui autour du foyer qui l'attire.

(A suivre.) F. Stackelberg.

Souscriptions pour la réimpression de nouvelles brochures et de celles à réimprimer.

P. D., à Thil : 100 *Patrie, Guerre, Caserne*.

Schertenleib : 200 *Patrie, Guerre et Caserne*.

Libertad : 50 *Patrie, Guerre et Caserne*; 50 *Morale anarchiste*.

Lemaire, à Amiens : 200, soit 50 de chaque.



—— Exemple à suivre :

Mon cher Grave,

Le Syndicat révolutionnaire textile de Saleux, désirant constituer dans son sein un groupe énergique, nous avons décidé de vous aider en avançant pour les camarades syndiqués avides de s'instruire, les fonds nécessaires pour les abonner aux *Temps Nouveaux*.

Envoyez donc toutes les semaines 10 *Temps Nouveaux* à l'adresse du syndicat, à Saleux (Somme).

—— **Groupe Anarchiste russe de Paris.** — Compte rendu des listes de souscription pour aider les camarades à partir pour la Russie :

Différentes collectes	31.35
De l'A. I. A. des T.	200 »
Liste N° 16	23.10
— 17	3.15
— 35	2 »
— 60	18.20
— 61	11.30
— 64	19.65
Dont 14 fr. 15 d'une collecte faite à la conférence de Thalamas (Loge du Droit de l'Homme. n° 4).	
Listes précédentes	215.70
Total	524 45

—— Nous avons reçu :

Le *Balai social*, à 5 centimes, paraissant le 1er et le 15 de chaque mois. Administration : 67, rue Porte-aux-Saints, Mantes (Seine-et-Oise). Abonnement : 2 fr. 50 par an.

—— Lille. — Les camarades de Lille, Roubaix, Tourcoing et environs prient les camarades des départements du Nord, de l'Aisne, de la Somme et du Pas-de-Calais de discuter dans leurs groupes respectifs l'organisation d'un congrès régional qui se tiendrait dans la localité la plus rapprochée des grands centres industriels. A ce congrès pourraient prendre part les syndicats, universités, sections A. I. A. et groupes à tendances libertaires.

Une manifeste explicatif sera envoyé aux différents groupes dont nous connaissons les lieux de réunion.

Que les camarades qui désirent en recevoir en fassent la demande au camarade Emile Paul, chez Bernard Leroux, porte de Roubaix, Lille (Nord).

MUSÉE DES ANERIES

L'ALCOOL ET LES GRÈVES

« L'alcool a une large part de responsabilité dans les grèves. C'est lui qui trouble la raison, ouvre l'esprit aux prédications de haine et prépare les explosions. Quel est le seul homme qui gagne à la grève? C'est le cabaretier. C'est chez lui qu'elle est décidée, c'est lui qui donne asile aux assemblées qu'elle provoque comme aux individus en chômage. Son concours n'est pas gratuit, et il est dans l'ordre qu'il fomente et encourage ce dont il profite. Quelle garantie de sang-froid et de modération pour les décisions des réunions ouvrières que ces assises enflammées par l'alcool ! N'est-il pas certain que ce qui est perdu pour le calme et le sang-froid est gagné pour l'excitation et pour l'émeute ? »

(Almanach de l'*Idéal du Foyer* pour 1905 page, 67.)

Notre prochain Supplément sera consacré à la *Russie*.



Groupe des Poètes et Chansonniers révolutionnaires. — Les Veillées mensuelles auront lieu désormais Taverne Henri IV, 21, rue du Pont-Neuf, au 1er. — Mercredi prochain 1er mars, 7me veillée : Les poètes et chansonniers révolutionnaires dans leurs œuvres, audition de nouveaux camarades. La Chanson au bagne, causerie par le citoyen Cyvoct, ancien forçat avec audition d'œuvres de forçats par les membres du groupe.

Palais du Trocadéro (grande salle des fêtes). — Protestation contre toutes les réactions ! — Dimanche 26 février, à 2 heures, grande conférence publique. Orateurs : Chauvelon, Chauvière, Sébastien Faure, Meslier, Sembat.

U. P. du XIVe, 13, rue de la Sablière. — Jeudi 2 mars, causerie : *De l'intelligence*, de Taine, par un camarade.

Entrée libre.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy. — Vendredi 24 février : Dr Poirier : Les influences ancestrales, d'après Le Dantec. — Mercredi 1er mars : 1° A 8 h. 1/2, Conseil d'administration ; 2° à 9 heures, Duparchy : Le système nerveux et le cerveau (avec projections).

Samedi 4 mars. — Soirée mensuelle : Causerie du camarade Libertad sur la famille.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

Section de l'A. I. A., 17, boulevard Arago. — *Samedi 25 février*, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade sur : Le militarisme vécu.

Association théâtrale communiste. — Dimanche soir 26 février, salle de l'Université populaire du XIVe, 13, rue de la Sablière, représentation théâtrale. Au programme : *La Femme*, de Grenet-Dancourt ; *La Cage*, de Lucien Descaves, et *Asile de nuit*, de Max Maurey.

Vestiaire : 0 fr. 30.

Le Milieu Libre (groupe de Paris), 22, rue de la Barre (18e arr.). — Samedi 25 février et jeudi 2 mars, à 8 h. 1/2 du soir, causeries.

Syndicat des locataires, 4, passage Davy, au 50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe). — *Jeudi 2 mars*, à 8 h. 1/2, réunion de la section au siège (salle de l'Aube Sociale), 4, passage Davy.

La Coopérative Communiste, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Samedi 25 février et jeudi 2 mars, causeries, à 8 h. 1/2 du soir.

Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi 27 février, à 9 heures du soir, salle des conférences, Bourse du travail, conférence par le citoyen Lafont, avocat à la cour d'appel : La grève générale d'Italie.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 1er mars, à 8 h. 1/2, causerie par Bon, sur : La contre-révolution en Europe.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 27 février, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal : La radiation (5). — Vendredi, cours d'espagnol.

Coopération des Idées, 157, faubourg Antoine, de 7 heures à 11 heures :

Samedi 25 : Léopold Mabilleau, directeur du Musée social : L'Economie sociale à l'Exposition de Saint-Louis.

Dimanche 26 : Représentation organisée par les camarades du Théâtre Populaire de la Coopération des Idées : *Il ne faut jurer de rien*, proverbe d'Alfred de Musset. — *Pou-Pou*, drame paysan, de M. de Faramond.

Lundi 27 : René Delaporte : L'Ile de Ceylan (avec projections).

Mardi 28 : Série des auditions musicales organisées par Paul Ghio et ses amis, II : L'Œuvre de Jean-Sébastien Bach.

A. I. A. (Section du 19e). — Permanence le samedi, de 8 h. 1/2 à 10 heures, 5, rue de Flandre, salle de la Renaissance.

Tous les camarades sont priés de s'y rendre.

NOISY-LE-SEC — **Association Internationale Antimilitariste.** — Réunion le 24 février, à 9 heures du soir, au siège de la section, salle Comaille, place Jeanne-d'Arc.

Ordre du jour : Meeting du 26 mars.

DENAIN. — **Les Iconoclastes Denaisiens.** — Vendredi 3 mars, à 7 heures très précises du soir, réunion, bar du Travail. Causerie contradictoire par le camarade E. Armand. Sujet : L'impuissance des pouvoirs publics ; Solutions socialistes et solutions libertaires.

FIRMINY. — **Université populaire.** — Dimanche 26 février, à 2 h. 1/2 du soir, causerie par le camarade Galhauban sur le sujet : Appropriation et expropriation.

Pour être joué prochainement : *Responsabilités*, de Jean Grave.

LE HAVRE. — **La Jeunesse Syndicaliste du Havre** (groupe d'éducation et d'action : causeries scientifiques et sociologiques) demande aux jeunesses existantes de se mettre en rapport avec elle pour pouvoir se procurer des brochures. Réunion tous les quinze jours. Prochaine réunion lundi 27 février, 22, rue de Turenne, local provisoire.

LILLE. — Tous les camarades sont priés de se réunir au groupe, samedi soir, à 8 h. 1/2. Prière de rapporter les livres de la bibliothèque.

— La section A. I. A. se réunit le dimanche matin à 11 *heures précises*, brasserie Faidherbe, rue de Tournai, 30 *bis*.

LORIENT. — **Jeunesse Syndicaliste Lorientaise.** — Tous les lundis, réunion à 8 heures du soir, salle du Château d'eau ; des répétitions théâtrales ont lieu le mercredi de chaque semaine, salle Dousdelès, à 8 heures du soir.

Les groupes qui voudraient se mettre en relation avec la Jeunesse de Lorient sont priés d'écrire au camarade E. Poulain, 17, rue du Pont (Kerentrech), Lorient.

LYON. — **Jeunesse Syndicale l'Emancipation.** — Réunion contradictoire organisée par l'Amicale des bijoutiers, le samedi 25 courant, à 8 heures du soir, place des Jacobins, au bar de la Fontaine. Le camarade Donzel traitera de l'Individualisme anarchique.

MARSEILLE. — Samedi 25 février, à 9 heures du soir, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, conférence publique et contradictoire par le camarade Victor Méric. Sujet : L'absurdité de la théosophie.

PERPIGNAN. — **Association internationale antimilitariste des travailleurs.** — Tous les samedis, à 8 heures du soir, réunion de l'A. I. A. des travailleurs au bar des Variétés.

Adhésions au secrétaire, 34, rue Four St-François, à Perpignan.

PERPIGNAN. — **Groupe Libertaire** *Germinal*. — Tous les dimanches, à 8 heures du soir, réunion du groupe au salon réservé, bar des Variétés.

N. B. — Adresser les correspondances concernant le groupe *Germinal* au camarade Jean Simian, secrétaire, rue Fontaine-Neuve.

ROUBAIX. — Dimanche 26 février, à 5 heures du soir, grand concert salle, de l'Union Fraternelle, avec le concours du club dramatique *Germinal* de Roubaix.

A 4 h. 1/2, réunion de la Section antimilitariste



Nous avons reçu :

Désarmons les Alpes, par Gaston Moch ; 1 broch., 0 fr. 50, de la Bibliothèque pacifiste internationale ; chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot, Paris.

Bibliographie Sociale, 19, rue Servandoni, Paris.

Der Soziale Generalstreck, par Arnold Roller ; 1 broch., 10 pfen., Langestrasse 106, vorne IV, Berlin O.

El patrimonio universal, por Anselmo Lorenzo, 1 broch., 0fr. 15, à *El Porvenir del Obrero*, calle del Castillo, 59, Mahon (Baléares).

L'Internationale féministe, chanson par le Père Lapurge, 0fr. 10, chez Constant Marie, 22, rue de la Parcheminerie, Paris.

LA TOUR-DU-PIN. — Les *Temps Nouveaux* sont en vente chaque semaine chez M. Brochier, libraire.

PUBLICATIONS ANARCHISTES

Langue hollandaise ou flamande.

De Arbeider (Le Travailleur), à Groningue (Hollande).

Recht door Zee (Droit au but), à Enschedé.

Recht voor Allen (Droit pour tous), à Deventer.

De Vrije Socialist (Le Socialiste libre), à Hilversum.

Toekomst (l'Avenir), à Middelburg.

Volksblad van de Zaan (Journal du Peuple de la Zaan), à Krommenie.

Naar de Vrijheid (Vers la liberté), à Amsterdam.

De Pionnier, à Bussum-Amsterdam.

Vrije Tribune (Tribune libre), à Arnheim.

Ensuite un grand journal quotidien de tendances syndicalistes et anarchistes, où se rencontrent les différentes opinions révolutionnaires du pays : *Het Volksdagblad* (Le Journal du Peuple), à Amsterdam.

Comme revue mensuelle :

Levensrecht (Droit à vivre), à Amsterdam.

Et un petit journal anarchiste chrétien : *Tegen Leugen en Geweld* (Contre le mensonge et la violence), à Amersfoold.

En Flandre :

Recht door Zee (Droit au but), Malines, (Mechelen), Belgique.

Et une revue : *Outwaking* (Réveil), à Anvers.

En Belgique, en langue française :

L'Insurgé, à Herstal, près Liège.

L'Utopie, à Forest-Bruxelles.

Langue allemande.

Der freie Arbeiter (Le Travailleur libre), à Berlin.

Der arme Teufel (Le pauvre diable), à Berlin.

Freiheit (Liberté), à New-York.

Langue anglaise.

Freedom (Liberté), à Londres.

Free Society (Société libre), à Chicago.

Liberty (Liberté), à New-York.

The Demonstrator, à Lakebay (Wash), U. S. America.



E. C., à Alger. — A votre disposition, à raison de 0 fr. 10 le numéro.

Le camarade X... de la région de Limoges qui nous a envoyé des timbres pour des cartes postales est prié de donner son adresse. Faisons le nécessaire pour la gare.

Groupe d'Etudes, à Cette. — Le journal est revenu avec la mention *Inconnu*.

D., à Tilh. — Les numéros ont cependant été expédiés. Nous les envoyons à nouveau.

J. M., à Paris. — Cette grève s'est terminée si piteusement qu'il est préférable de ne pas insister.

J., à St-Ennemond. — Nous n'avons pas cette brochure et ignorons où nous la procurer.

E. M., à Bar-le-Duc. — Non. Les conférences ne sont pas publiées.

A. M., à Marseille. — Nous avons remplacé par d'autres les brochures épuisées.

M. M., à Troyes. — 1 franc chaque.

Reçu pour les révoltés russes. — Sœur et frère aux révoltés russes, 3 fr. — Ap. T., 0 fr. 50. — L. M., à Levallois-Perret, 9 fr. — A. S., 1 fr. — Abr., à Nice, 2 fr. Total : 15 fr. 50. — Listes précédentes, dépenses déduites, 36 fr. 20. — En caisse : 51 fr. 70.

Reçu pour le journal : Ch. F., à Orléans, 0 fr. 50. — R. Dée et J., 2 fr. — A. T., r. P. St-G., 0 fr. 50. — S., à Nice. — Zieinski, 15 fr. — L. C., à Paris, 7 fr. 25. — A. S., 1 fr. — H. G., à Port-Elisabeth, 5 fr. 80. — Merci à tous.

G., à Valensole. — L., à Saleux. — L., à Orléans. — F., à Orléans. — E. M., à Hendaye. — R., à Paris. — B., à Eauze. — G., à Londres. — B. F., à Buenos-Ayres. — C., à La Chaux-de-Fonds. — L., à Marseille. — C., à Elkins Park. — M., à Paris. — C., à Epinal. — J. A., à Nice. — T., à Neufchâtel. — F., à Cette. — B. Q., à Langon. — L., à Hodimont. — C., à Paris. — D., à Buenos-Ayres. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 44 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ◆ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 4 au 10 Mars 1905.*



POUR LA FRANCE
Un An . . . . . 6 »
Six Mois . . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . . 8 »
Six Mois . . . . . 4 »
Trois Mois . . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V°



L'Abolition des Droits Féodaux

(*fin.*)

IV (1)

Ainsi donc, l'Assemblée Nationale, profitant de l'arrêt temporaire qui s'était produit dans les émeutes de paysans au commencement de l'hiver, votait en mars 1790 des lois qui donnaient, en réalité, une nouvelle base légale au régime féodal.

Pour qu'on ne croie pas que telle est notre interprétation personnelle de ces lois, il nous suffirait de renvoyer le lecteur au *Répertoire* de Dalloz, où l'on trouvera toutes ces lois. Mais voici ce qu'en pense un écrivain moderne, M. Ph. Sagnac, qui certainement ne sera pas accusé de sans-culottisme, puisqu'il considère l'abolition des droits féodaux, accomplie plus tard par la Convention, comme une « spoliation » inique et inutile. Or voici comment M. Sagnac apprécie les lois de mars 1790 :

Le droit ancien, dit-il, pèse de tout son poids, dans l'œuvre de la Constituante sur le droit nouveau. C'est au paysan, — s'il ne veut plus payer le cens, à porter une partie de sa récolte dans la grange seigneuriale, ou quitter son champ pour travailler sur celui du seigneur, — c'est au paysan à faire la preuve que la réclamation du seigneur est une usurpation. Mais si le seigneur a possédé un droit depuis quarante ans — n'importe quelle en fût l'origine sous l'ancien régime, — ce droit est légitimé par la loi du 15 mars. La possession suffit. Peu importe que ce soit précisément de cette possession que le tenancier dénie la légitimité : il devra payer tout de même. Et si les paysans révoltés en août 1789, ont forcé leur seigneur à renoncer à certains de ses droits, ou s'ils ont brûlé ses titres, il lui suffira maintenant de produire la preuve de possession pendant trente ans, pour que ces droits soient rétablis. (Ph. Sagnac, *La législation civile de la Révolution française*, Paris 1898, pp. 105-106.)

Il est vrai que les nouvelles lois permettaient aussi au cultivateur de racheter le bail de la terre. Mais même « toutes ces dispositions, éminemment favorables au débiteur de droits réels, se retournaient contre lui, — dit M. Sagnac ; car l'essentiel pour lui était, d'abord, de ne payer que des droits légitimes — et il devait, ne pouvant faire la preuve contraire, acquitter et rembourser même les droits usurpés » (p. 120).

Et plus loin, nous lisons chez le même auteur, pourtant si modéré :

« Le système de la Constituante s'écroule de lui-même. Cette assemblée de seigneurs et de juristes, peu empressés de détruire entièrement, malgré sa promesse, le régime seigneurial et domanial, après avoir pris soin de conserver les droits les plus considérables » (tous ceux, nous l'avons vu, qui avaient une valeur réelle), « pousse la générosité jusqu'à en permettre le rachat ; mais aussitôt elle décrète, en réalité, l'impossibilité de ce rachat... » « Le cultivateur avait imploré, exigé des réformes, ou plutôt l'enregistrement d'une révolution déjà faite dans son esprit et inscrite, il le pensait du moins, dans les faits ; les hommes de loi ne lui donnaient que des mots. Alors il sentit que les seigneurs avaient encore une fois triomphé » (p. 120).

« Jamais législation ne déchaîna une plus grande indignation. Des deux côtés on semblait s'être promis de ne pas la respecter » (p. 121).

◆ ◆

Les seigneurs, se sentant soutenus par l'Assemblée Nationale, se mirent alors à réclamer avec fureur toutes les redevances féodales que les paysans avaient cru bel et bien enterrées. Ils furent intraitables. Ils exigeaient tous les arriérés, et les procès pleuvaient par milliers sur les villages.

D'autre part, on comprend l'effet que les décrets féodaux de février-mars 1790 produisirent dans les campagnes. Quoi ! des droits que tout le monde avait cru abolis à jamais les voici rétablis ! Rien de fait ! Tout l'effet des châteaux brûlés en août était perdu ! C'était à recommencer !

Et la campagne recommençait.

Voici, par exemple, une liste très instructive des châteaux incendiés ou pillés en Bretagne, pour extorquer aux maîtres des renonciations de titres. Le *Mercure* la donne en entier, mais je condense :

7	châteaux.	Les titres brûlés.
14	—	Id. Totalement pillés.
4	—	Totalement brûlés.
12	—	Renonciations forcées.
1	—	Feu éteint.
1	—	Défendu par la milice et les troupes.

L'abbaye de Saint-Sauveur à Redon, en fermage, réduite en cendres.

Plus de quinze procureurs fiscaux, greffiers et baillis, pillés et brûlés.

Cette liste ne va que jusqu'au 27 février 1790. Cela continue et cela s'étend dans des régions qui n'avaient pas osé se révolter l'été précédent.

Ainsi, à la séance du 5 juin, on apprend les émeutes de Bourbon-Lancy et du Charolais. On y répand de faux décrets de l'Assemblée, on y demande la loi agraire.

A la séance du 2 juin, on lit les rapports sur de grandes insurrections en Bourbonnais, Nivernais, dans le Berry. Plusieurs municipalités ont proclamé la loi martiale : il y a eu quatre tués et plus de quarante blessés dangereusement. « Les brigands » se sont répan-

(1) Voir les numéros 29, 31 et 34.

dus dans la Campine, et ils investissent en ce moment la ville de Decize... Grands « excès » aussi dans le Limousin : les paysans demandent que l'on fixe la taxe des grains. « *Le projet de rentrer dans les biens adjugés aux seigneurs depuis cent vingt ans est un des articles de leur règlement* », dit le rapport. C'est, comme on le voit, la reprise des terres communales.

Et partout — des faux décrets de l'Assemblée Nationale. En mars, en avril, on en a publié dans les campagnes, intimant l'ordre de ne payer le pain qu'un sou la livre.

En août, les insurrections populaires continuent. Ainsi, dans la ville de Saint-Etienne-en-Forez, le peuple tue un des accapareurs, et nomme une nouvelle municipalité qui force de baisser les prix du pain; mais là-dessus la bourgeoisie s'arme et arrête vingt-deux séditieux. C'est d'ailleurs le tableau de ce qui se passe un peu partout, sans parler des grandes luttes comme celles de Lyon et du Midi.

❖ ❖

Alors, — que fait l'Assemblée? Rend-elle justice aux demandes des paysans? S'empresse-t-elle d'abolir sans rachat ces droits féodaux, si odieux aux cultivateurs et qu'ils ne paient plus autrement que sous la contrainte?

Certainement non! L'Assemblée vote de nouvelles lois draconiennes contre « les anarchistes ». Le 2 juin, « l'Assemblée, informée et profondément affligée des excès qui ont été commis par des troupes de brigands et de voleurs (lisez : par les paysans) » dans les départements du Cher, de la Nièvre et de l'Allier, et qui se sont étendus presque dans celui de la Corrèze, décrète des mesures contre ces « fauteurs de désordres », suivant le décret du 21 octobre 1789, et rend les communes responsables solidairement des violences commises ».

« Tous ceux, dit l'article premier, qui excitent le peuple des villes et des campagnes à des voies de faits et violences contre les propriétés, possessions et clôtures d'héritages, la vie et la sûreté des citoyens, la perception des impôts, la liberté de vente et la circulation des denrées, sont déclarés ennemis de la Constitution, des travaux de l'Assemblée Nationale, de la Nature et du Roi. La loi martiale sera proclamée contre eux. » (*Moniteur* du 6 juin.)

❖ ❖

Quinze jours plus tard, le 18 juin, l'Assemblée adopte un décret, en neuf articles, encore plus méchants. Cela vaut la peine de les citer.

L'article premier ordonne que tous les redevables des dîmes, tant ecclésiastiques qu'inféodées, sont tenus « de les payer la présente année seulement à qui de droit en la manière accoutumée... » Sur quoi le paysan se demandait, sans doute, si un nouveau décret n'allait pas les imposer encore pour une ou deux années — et ne payait pas.

Suivant l'article II, « les redevables de champarts, terriers, agrier comptants *et autres redevances payables en nature*, qui n'ont pas été supprimées sans indemnités, seront tenus de les acquitter l'année présente et les années suivantes, de la manière accoutumée... conformément aux décrets rendus le 3 mars et le 4 mai derniers ».

L'article III déclare que nul ne pourra, sous prétexte de litige, refuser le paiement des dîmes, ni des champarts..... etc.

Et surtout il est défendu « d'apporter aucun trouble aux perceptions ». En cas d'attroupement, les municipalités, en vertu du décret du 20-23 février dernier, doivent procéder avec férocité.

Ce dernier décret est frappant. Il ordonne aux municipalités d'intervenir et de proclamer la loi martiale, chaque fois qu'il y aura un attroupement. Si elles négligent de le faire, ce sont les officiers municipaux qui sont rendus responsables de tous les dommages subis par les propriétaires. Et non seulement les officiers, mais « tous les citoyens pouvant concourir au rétablissement de l'ordre public, toute la communauté sera responsable des deux tiers du dommage ». Chaque citoyen pourra demander l'application de la loi martiale, et alors il sera relevé de sa responsabilité (1).

Ce décret eût été encore plus méchant si les possédants n'avaient commis une faute de tactique. Ils voulurent introduire une clause, d'après laquelle (copiant une loi anglaise) la troupe ou la milice pourrait être appelée, et alors « *la dictature royale* » *devait être proclamée*. La bourgeoisie prit ombrage de cette clause, et après de longues discussions, on laissa aux municipalités bourgeoises le soin de proclamer la loi martiale, de se prêter mutuellement main-forte et la communauté du village fut rendue responsable des dommages que pouvait subir le seigneur, si elle n'avait fusillé et pendu à temps les paysans qui refusaient de payer les droits féodaux.

Eh bien, la loi du 18 juin 1790 confirmait tout cela. Tout ce qui avait une vraie valeur dans les droits féodaux, tout ce qui pouvait être représenté par toute sorte de finauderies légales, comme se rattachant à la possession de la terre, devait être payé, comme auparavant. Et quiconque refusait, y était contraint par la fusillade et la potence, rendues obligatoires. *Parler* seulement contre le paiement des droits féodaux devenait un crime, que l'on payait de sa tête si la loi martiale était proclamée (2).

❖ ❖

Tel fut l'héritage de l'Assemblée Constituante dont on nous a dit de si belles choses. Car ceci resta, tel quel, jusqu'en 1792. On ne s'occupa plus des droits féodaux que pour préciser certaines règles du rachat des redevances féodales et se plaindre que personne parmi les paysans ne voulait rien racheter (loi du 3-9 mai 1790), et encore une fois rappeler en 1791 (loi du 15-19 juin) les menaces contre les paysans qui ne payaient pas.

Mieux que cela. Dans cette dernière loi, l'Assemblée parlait comme si elle avait *achevé* l'abolition du régime féodal, et elle ne demandait plus aux paysans que l'obéissance. Ainsi nous lisons dans la loi du 15-19 juin 1791 :

« L'Assemblée Nationale *a rempli par l'abolition du régime féodal, prononcée dans sa séance du 4 août 1789*, une des plus importantes missions dont l'ait chargée la volonté souveraine de la nation française; mais ni la nation française, ni ses représentants n'ont eu la pensée d'enfreindre par là les droits sacrés et inviolable de la propriété. »

Ces lois furent mal comprises par la population, continue le décret, et devinrent la source de désordres. « Il est temps que ces désordres cessent,... il est temps que les citoyens dont l'industrie féconde les champs et nourrit l'empire, *rentrent dans le devoir* et rendent à la propriété l'hommage qu'ils lui doivent. »

C'est tout. Ainsi les décrets de février 1790, *c'est tout ce que l'Assemblée a su faire pour abolir l'odieux régime féodal*. Il se passera plus de deux ans — presque toute la Révolution — avant que la Législative se décide, *à la veille du 10 août 1792*, à faire encore un petit pas en avant dans la voie de l'abolition du régime féodal. Et ce ne sera qu'en juin 1793, après avoir mis au ban les Girondins, que ceux qu'on appelait alors « anarchistes » réussiront à forcer la Convention à prononcer l'abolition réelle des droits féodaux.

Entre temps, on va voir, toutes les forces de l'ancien régime s'unir pour étouffer la Révolution!

PIERRE KROPOTKINE.

(1) Comme l'histoire se répète! C'est précisément ce que l'on fit en Russie, il y a deux ans, en 1902, lorsque les paysans de Poltava, etc., allèrent prendre des vivres dans les greniers des seigneurs.

(2) Robespierre prononça dans cette discussion une parole très juste, dont les vrais révolutionnaires se souviendront peut-être en Russie, dans la révolution qui s'annonce. Lorsque l'on cherchait à exagérer autant que possible les terreurs du soulèvement des paysans, — « Moi, j'atteste, s'écria-t-il, que jamais révolution n'a coûté si peu de sang et de cruautés! » Le sang vint plus tard, par la contre-révolution.



Depuis vingt ans, c'est vraiment une frénésie. En 1884, la Grande-Bretagne dépensait pour sa marine 272.475.000 francs; la France, 190.325.000 francs; la Russie, 88.750.000 francs; l'Allemagne, 94,620,000 francs. Dix ans plus tard, en 1894, ces chiffres étaient déjà de 520.500.000 francs pour l'Angleterre; 268.200.000 francs pour la France; 153.125.000 francs pour la Russie; 161.425.000 fr.; pour l'Allemagne. Cette année, l'Angleterre consacre à sa marine un milliard 60 millions 775.000 francs; la France, 312.925.000 (40 millions de plus que l'Angleterre ne dépensait il y a vingt ans); la Russie, 295.825.000 francs; l'Allemagne 291.475.000 francs. Si l'on veut bien songer que les armées de terre coûtent, bon an mal an, bien près d'un milliard aux grandes puissances, on reconnaîtra que sur des budgets de 3 milliards et demi, les deux tiers — et beaucoup plus en y comprenant les arrérages de dettes presque toutes contractées pour des guerres — vont aux dépenses purement militaires.

L'ESPRIT DE RÉVOLTE

(Suite)

Lorsque, chez des misérables, une propagande mutuelle est venue aviver le désir du bien-être et les sentiments de dignité, lorsque ainsi la souffrance a été réveillée et que le sentiment de justice a été exalté, alors la révolte est proche. Mais la souffrance, devenue intolérable, n'est pas un élément suffisant pour que la réaction ait un caractère révolutionnaire; la révolte peut rester au stade primitif de colère impulsive, s'en prenant même tout simplement aux objets inanimés, pour retomber ensuite à plat. L'alcoolisme peut favoriser l'éclosion de crises, quelquefois terribles, où l'intelligence n'a aucune part.

L'ignorance et la superstition peuvent ruiner tout l'effet d'une révolte, en la dirigeant à faux, on en permettant à l'habileté de politiciens, d'ambitieux ou de gouvernants sans vergogne de faire dévier le mouvement. On a vu au moyen âge (et bien plus récemment) des populations se venger sur de soi-disant sorciers des malheurs qui les avaient frappées. On a vu des gens faire retomber sur les juifs la responsabilité de leur servitude économique (et intellectuelle); et le gouvernement russe, par exemple, n'a pas manqué de se servir du préjugé antisémite pour détourner certains mouvements. On a vu en France, à Aigues-Mortes, il y a dix ans (en 1893, je crois), des travailleurs français assommer des travailleurs italiens, au lieu de

s'en prendre aux patrons qui avaient fait venir ces malheureux pour leur payer un moindre salaire; etc...

Il faut donc que ceux qui souffrent arrivent à la connaissance précise des causes de leur misère et de leur servitude. La méconnaissance, ou plutôt l'oubli de ces causes, laisse dévier trop facilement les mouvements de révolte, surtout lorsqu'il s'agit de crises générales qui mettent en jeu des intérêts multiples et contraires, lorsqu'un mouvement, par exemple, soulève des mécontents de toute sorte, ambitieux, petits bourgeois, prolétaires, etc., lorsque le but à atteindre est obscurci par des questions politiques, qui prennent d'autant plus d'importance qu'elles échappent à la compréhension et au contrôle de la masse.

Il n'en est plus de même quand il s'agit d'un mouvement purement économique, spécialement d'un mouvement ouvrier. Les travailleurs, lorsqu'ils n'ont pas été égarés par des influences étrangères, ont des revendications précises en vue de l'amélioration de leur bien-être : augmentation des salaires, diminution des heures de travail, respect de leur dignité. Ils se rendent compte par eux-mêmes que les causes de misère et de servitude résident dans l'exploitation patronale. Depuis longtemps la conscience de l'antagonisme des intérêts s'est traduite par des révoltes localisées, par des grèves et par l'organisation de sociétés, dites de résistance, lesquelles ont donné naissance aux syndicats actuels. C'est dans ces sociétés que s'est affermie et précisée la conscience de classe du prolétariat; c'est dans les syndicats que s'élabore la propagande éducatrice qui libère les ouvriers des préjugés et des superstitions et renforce l'esprit de révolte.

Les syndicats sont des groupes de combat contre l'exploitation patronale. L'ouvrier y entre dans le but de défendre ses intérêts contre le patron; il y est donc dans un état d'esprit très favorable à la révolte, tandis que dans les coopératives ou dans toute autre œuvre mutuelliste l'ouvrier a des préoccupations tout à fait différentes qui, si elles ne le détournent pas de la lutte, n'ont rien pour l'y inciter. Il a même semblé habile à des politiciens comme Waldeck-Rousseau, Millerand, etc., d'offrir aux syndicats de soi-disant avantages, pour les embarrasser d'œuvres mutualistes ou même pour les transformer en organismes coopératifs. De cette façon, les syndicats auraient perdu leur caractère combatif et révolutionnaire.

C'est dans les syndicats que se fait en réalité la propagande mutuelle dont j'ai parlé dans l'article précédent; c'est là que se précisent et se renforcent les revendications pour les besoins matériels, quelquefois méconnus par ignorance, mais nécessaires pour une vie saine et normale dans les milieux industriels. C'est là qu'on dégage les responsabilités de toutes les souffrances individuelles et collectives : responsabilités des accidents, des maladies, des deuils, dus au surmenage et aux mauvaises conditions d'hygiène, responsabilités du chômage, de la surproduction, des crises économiques et de la concurrence, etc.

C'est surtout dans les syndicats que se fait l'éducation morale des ouvriers : dignité individuelle, sympathie et solidarité. Cette éducation s'accomplit par l'exemple et par la contagion qui en résulte. On s'apprend, on s'enhardit à ne plus plier la tête, à ne plus avoir peur. Les grèves mettent chaque jour la solidarité et la révolte en pratique, et *voilà pourquoi les grèves, quoique partielles, quoique ne devant aboutir qu'à des modifications immédiates très précaires, paraissent utiles et nécessaires* pour l'éducation de la solidarité et pour l'éducation de la révolte.

Grâce aux grandes agglomérations ouvrières modernes, la solidarité, née de la communauté des intérêts, a pu grandir, s'affermir, faire diminuer ou disparaître le sentiment de la peur, trop fréquent chez les isolés. L'exemple et l'élan de révolte donnés par quelques individus a des répercussions immédiates et efficaces, en entraînant la masse entière. La facilité des communications favorise l'extension de ces mouvements.

Ces conditions (agglomération, facilité des communications) ont rendu possibles de fortes organisations ouvrières. L'expérience acquise par les individus ou par les groupes profite à toute la masse par la propagande journalière. Ainsi s'évitent les erreurs et les tâtonnements du mouvement ouvrier à son début; ainsi on ne risque plus de voir les revendications des travailleurs déviées ou déformées par des influences étrangères (préjugé patriotique comme à Aigues-Mortes, préjugé antisémite, influence gouvernementale, ingérence de politiciens). Mais pour cela, il faut que l'organisation soit indépendante des différents partis politiques, quels qu'ils soient, et qu'elle reste à l'abri de leurs compromissions. Ainsi la classe ouvrière conservera la conscience de ses besoins et la connaissance du but à atteindre.

Mais il ne faut pas que, sous prétexte de discipline, l'organisation ouvrière fasse naître un nouvel esprit de résignation. L'organisation doit avoir pour but d'aider le développement individuel de ses membres, non de remplacer l'initiative personnelle de chacun par une direction plus ou moins autoritaire. Il serait mauvais que les individus se confient entièrement à des *délégués* et qu'ils leur remettent pleins pouvoirs, en se déchargeant sur eux de toutes les décisions à prendre. Ce serait l'abdication de la volonté et de l'énergie personnelles et ce serait retomber dans la paresse et la veulerie.

Cela même est une raison de plus pour que le mouvement ouvrier reste indépendant des partis politiques. Les partis politiques sont trop fortement centralisés pour permettre à un infime syndicat d'élever la voix, surtout lorsque des intérêts électoraux sont en jeu. Les élus, d'ailleurs, ont toujours tendance soit à imposer leur volonté, soit à ne tenir aucun compte de la volonté des autres membres du parti. Le parti allemaniste (P. O. S. R.) en a fait l'expérience à différentes reprises; le parti jaurésiste (P. S. F.) éprouve en ce moment certaines difficultés dans ses rapports avec ceux de ses membres qui ont l'honneur de siéger au Palais-Bourbon.

Le développement de l'esprit de révolte est incompatible avec une organisation hiérarchisée et autoritaire. Une telle organisation étouffe toute initiative et toute énergie particulières. *On ne se révolte pas par délégation.* La révolte collective suppose la participation de la masse tout entière, entraînée par l'élan d'une minorité qui donne d'abord l'exemple (Montceau, 1900). Mais on ne décrète pas une révolte; la révolte vient d'en bas, non d'en haut. D'ailleurs les dirigeants, quels qu'ils soient, ont une répugnance, on pourrait dire de nature, contre la révolte. Ils en sont détournés par la peur des responsabilités, par la crainte d'être débordés, par des calculs de sagesse qui se trouvent faux dans l'application réelle, parce qu'on ne tient pas compte de la force des sentiments de la masse, parce qu'on ignore cette force et parce qu'on ne peut pas la connaître.

Faut-il rappeler l'avortement de la grève générale des mineurs en France, il y a deux ans? Cette grève, votée à plusieurs reprises par les ouvriers, ne fut pas déclarée par le comité directeur, malgré tous les engagements pris. La peur des responsabilités, la crainte d'être débordés, les calculs de fausse sagesse agirent sur les membres du comité directeur, et peut-être par-dessus tout, des influences politiques, car la fédération des mineurs, alors unique, était entre les mains des politiciens.

Dans une organisation hiérarchisée et autoritaire, les dirigeants perdent insensiblement le contact avec la masse; ils ont d'autres soucis et d'autres préoccupations; ils arrivent à ne plus comprendre les besoins réels des membres de l'organisation, occupés qu'ils sont à des intrigues de haute politique.

On a cependant proposé, dans certains pays, et cela existe en effet dans certaines corporations, qu'un comité directeur soit chargé d'empêcher ou de décider une grève, sous prétexte de hautes raisons de politique ou d'économie politique, incompréhensibles sans doute à la masse. Le comité directeur aurait pouvoir de peser les chances de succès, l'opportunité d'un mouvement. Avec quelle balance? Car il manque toujours l'élément principal, celui qui détermine l'action : *le sentiment.*

C'est la force du sentiment qui détermine toute action, qui lui donne la plus grande chance de succès. C'est pourquoi la révolte ne saurait être déterminée par une décision autoritaire, même rationnelle, c'est pourquoi la révolte ne saurait être faite que par ceux qui sentent et qui souffrent, par ceux chez qui les sentiments se sont exaltés jusqu'à les pousser à l'acte. Voilà enfin pourquoi la propagande est comprise par tous les êtres souffrants, qu'ils soient *illettrés* ou intellectuels, voilà pourquoi elle est efficace, même parmi les moujiks russes — parce qu'ils sentent.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

Nous rappelons à nos abonnés qu'il est *absolument indispensable* de joindre la dernière bande à tout renouvellement d'abonnement ou changement d'adresse.

L'agitation en Russie

On commence à se rendre compte dans le public, que contrairement aux affirmations d'une certaine presse, le mouvement révolutionnaire russe, loin de s'atténuer, va chaque jour en augmentant. L'agitation a gagné les quatre coins du pays et n'est plus seulement circonscrite aux grandes villes comme Pétersbourg, Moscou ou Varsovie, mais le soulèvement est à peu près général du Nord au Sud. Quant au tsar et à la clique impériale, tremblante de peur depuis l'exécution de l'oncle Serge, elle s'est terrée au complet à Tsarskoé-Sélo, où l'état de siège a été proclamé. C'est, dans les sphères officielles, le règne de la peur.

Ce qui caractérise le mouvement des grèves de ces jours derniers, c'est la cessation du travail sur les lignes de chemins de fer et il s'en est fallu de peu — ce qui aurait donné une nouvelle force à la révolution — que les deux capitales Moscou et Pétersbourg ne fussent un moment isolées. Dans beaucoup d'endroits et en Pologne principalement, on a dû avoir recours à la troupe pour assurer le départ des trains, et sur beaucoup de lignes le service ne fonctionne qu'irrégulièrement. A tel point que certaines villes ne restent en communications que parce qu'on a pu les relier par d'autres lignes. Les autorités sont si peu rassurées que des cosaques gardent les voies depuis Pétersbourg jusqu'à Moscou. Sur la ligne Varsovie-Vienne, l'administration, dans l'espérance d'ajourner la grève, a consenti, sous la simple menace, à augmenter les salaires des employés d'une somme globale de 650.000 roubles, soit 1.625.000 francs. Par ordre impérial, des concessions ont également été faites aux employés de la ligne Libau-Romny. On signale même que la grève se serait étendue jusqu'au transsibérien, ce qui compromettrait l'envoi des vivres indispensables qui, tous les jours, s'acheminent sur la Mandchourie.

Voici d'ailleurs les nouvelles les plus graves publiées ces jours derniers par les journaux :

A Saint-Pétersbourg même, on estime à 80.000 — chiffres officiels au-dessous de la vérité par conséquent — le nombre des grévistes.

Les pessimistes voient dans cette reprise de la grève un acheminement vers la grève générale pour le 1er mars, grande date de l'histoire russe, car c'est l'anniversaire de la libération des serfs et de l'avènement au trône d'Alexandre II.

L'agitation n'est pas moins vive parmi les étudiants, et à une réunion qui s'est tenue dans la grande salle de l'Université et à laquelle plus de 3.000 d'entre eux assistaient, un portrait du tsar a

été lacéré et un ordre du jour extrêmement violent a été adopté.

Bien entendu, l'on signale de nombreuses arrestations, entre autres à Moscou où quatorze journalistes ou littérateurs ont été arrêtés ensemble au cours d'une réunion chez l'un d'eux.

Dans la Pologne, où le mouvement semble revêtir un caractère particulariste de nationalité, et non seulement à Varsovie, l'effervescence continue.

La police de la ville elle-même, qui constitue une force indépendante payée par la municipalité, a menacé de se mettre en grève pour obtenir des salaires plus élevés.

Les hommes employés à l'exploitation de la section de Varsovie du chemin de fer de Saint-Pétersbourg, se sont mis en grève. Le service des trains ne continue qu'à l'aide des troupes. Les employés du télégraphe du gouvernement ont commencé une agitation pour obtenir des salaires plus élevés. La grève sur le chemin de fer de Vienne à la Vistule continue. Les troupes occupent les usines à gaz.

La police essaye de disperser les attroupements; au cours d'une bagarre, elle a arrêté un étudiant. La foule a essayé de lui faire lâcher le prisonnier. L'agent de police qui le gardait a alors tiré son sabre. L'étudiant a tiré un coup de feu sur l'agent de police et a disparu dans la foule.

Les stations télégraphiques de Praja, Markin, Varsovie et Brest sont endommagées. Les trains de chemin de fer de la Vistule passent par Grotchow. La ligne télégraphique de ce chemin de fer est surveillée par la troupe.

Toujours à Varsovie, on a arrêté trois Tartares qui possédaient un dépôt d'armes secret.

Toutes les écoles privées de garçons et de filles sont fermées.

Les ouvriers de l'usine à gaz ont cessé le travail.

Les grévistes ont brisé les vitres dans cinq usines. Ils ont forcé les ouvriers à sortir. Une compagnie d'infanterie, mandée sur les lieux, aurait reçu l'ordre de faire feu.

Les employés des tramways menacent de faire grève.

Dans quelques usines, l'on a accordé satisfaction aux grévistes, mais cela ne semble pas avoir grand effet sur la situation générale.

A Kharkoff, tous les typographes se sont mis en grève.

Les journaux n'ont pas paru.

Le conseil de l'université a décidé de suspendre les cours jusqu'au 28 mars.

A Minsk, les ouvriers, les aiguilleurs et les veilleurs de la gare de Minsk et une partie des employés du bureau de l'exploitation de la ligne de Libau à Romany se sont mis en grève.

A Alexandroff, on annonce que les employés des trois mines qui se sont mis en grève, rentrent dans toutes les usines et les ateliers de chemins de fer, obligeant les hommes à quitter le travail.

A Alexandrovitch, les ouvriers en grève dans les usines, moulins et ateliers sont à présent au nombre de 27.000 au lieu de 5.000.

A Kalouga, les employés de la ligne de Briansk, qui fait partie du réseau Moscou-Kief-Voronech, sont en grève.

Les trains ne circulent plus.

Les grèves continuent à Rostov-sur-le-Don, à Kief, à Moscou (employés de chemins de fer), dans le gouvernement de Koutaïs.

A Lodz, des bagarres ont eu lieu. Un industriel, nommé Steigert, a été tué.

A Batoum, la ville entière est en révolution, et la troupe a tiré dans les rues; il y a eu de nouvelles attaques à main armée. Le travail est suspendu dans les ateliers de la Société russe de navigation à vapeur. Les patrouilles circulent dans la ville. La garnison a été renforcée. On craint de nouveaux désordres et, par suite, il règne une certaine inquiétude parmi la population. A Adjari, à 40 verstes de Batoum, des troubles ont commencé; 2.000 mahométans ont élevé des protestations contre les autorités territoriales du district qui ont été instituées dans le cours de ces dernières années et qui exigent de grosses sommes. La foule a provoqué par ses violences la fermeture de certains établissements.

Deux maisons particulières ont été pillées. Des familles entières quittent la ville. Le service des douanes est fait par la troupe. On annonce que les bateaux à vapeur des Messageries Maritimes et du Lloyd autrichien ne touchent pas à Batoum.

Au moment où nous mettons sous presse, on annonce la mise en liberté certaine de Gorki. C'est peu évidemment, si l'on pense à tous ceux qui sont encore sous les verrous, mais c'est la preuve que le cri de l'opinion révoltée en Europe a servi à quelque chose.

Les journaux annoncent également, avec persistance, depuis deux ou trois jours, qu'il est question de réunir non pas le traditionnel et antique zemskisobor, mais un véritable parlement et d'élaborer une constitution. D'autres dépêches affirment que le tsar veut attendre l'effet des réformes déjà concédées, avant d'en arriver à de plus radicales. Quoi qu'il en soit, il est certain que le parti de la réaction perd pied de plus en plus dans les sphères officielles, et que le beau mouvement de révolte de ces temps derniers en Russie, même s'il s'arrêtait là, ce qui ne sera pas, aurait amené un résultat.

P. Delesalle.



FRANCE

Le soir où un engin éclata avenue de la République, les « gardiens de la paix » se précipitèrent sur deux jeunes gens, Chevalier et Bailly, qui d'ailleurs n'étaient pour rien dans l'affaire, et les rouèrent de coups. Un passant, Amaret, ouvrier électricien, indigné de tant de brutalité, voulut défendre un des jeunes gens. Voici le récit qu'il a fait, devant le tribunal correctionnel, de ce qui s'ensuivit :

« Voyant les agents s'acharner sur un jeune homme, et constatant qu'ils allaient l'écraser, je ne pus retenir mon indignation, et je me suis précipité sur un des agents auquel j'ai donné un coup de poing sur la tête.

« Aussitôt j'ai été cerné par les agents qui ont tourné leur fureur contre moi. Quatre agents m'ont jeté à terre, deux me saisissaient les poignets et les deux autres me rouaient de coups de bottes dans toutes les parties du corps.

« Relevé enfin, je reçus plusieurs coups de poing sur le visage. Je fus emmené au poste de la rue des Trois-Bornes, avec accompagnement de coups de pied et de coups de poing.

« Au poste, une scène de barbarie des plus effrayantes se produisit.

« Là, à chaque coup de poing reçu au visage, je roulais aux pieds d'autres agents qui me relevaient à coups de bottes. Je ne sais combien cela a duré de temps, mais je rendais le sang par l'oreille droite, par la bouche et par le nez. »

Un autre citoyen, Roux, brutalisé par les agents à la sortie d'un meeting, avait tiré un coup de revolver et blessé légèrement un policier. Arrêté, « il subit un passage à tabac d'une telle sauvagerie qu'il eut les cheveux arrachés, et il fut martyrisé de telle sorte, qu'après un mois il porte encore l'empreinte d'une semelle ferrée sur le côté gauche de la poitrine, et est en danger de perdre un œil. »

Voilà quelles sont les mœurs des « gardiens de la paix » au nom idyllique. On dirait des fonctionnaires civilisateurs lâchés sur des nègres. Est-ce que vraiment la paix ne pourrait être gardée avec moins de barbarie?

Par ce qui se passe en plein Paris, on ne s'étonne plus de ce qui se passe en plein Congo. Rectifions, d'après les dernières nouvelles, le récit des exploits de Fort-Crampel. C'est bien une femme vivante qui fut incinérée dans un four à briques, et son crime était de ne s'être pas prêtée aux fantaisies de M. l'adjoint aux affaires indigènes. Ces négresses ne doutent de rien. A-t-on jamais vu!

Pour le nègre explosé, la chose se serait passée autrement que je ne l'ai dite. On a allégué que c'était un condamné à mort, mais c'était simplement un prévenu. Gaud avait reçu de son supérieur et ami Toqué, la lettre suivante : « J'ai été trahi par un marouba de Maripi appelé Pakpa. Faites-vous livrer cet homme à tout prix et fusillez-le... » C'est, comme on voit, de la bonne justice coloniale.

Gaud s'empara donc de Pakpa et l'emprisonna. Le 14 juillet, pour régaler ses amis, il fit sortir de prison le nègre, lui introduisit une cartouche de dynamite où j'ai dit, alluma la mèche et lui cria : « Sauve-toi! » De nombreux témoins, indigènes et tirailleurs sénégalais, virent le malheureux s'enfuir à toutes jambes avec la mèche qui brûlait, et ont assisté à son explosion. Il y a lieu de croire que cette affaire ne fait qu'une avec celle du prisonnier que Gaud aurait fusillé dans les mêmes circonstances.

Pakpa n'était donc pas condamné, du moins légalement, mais seulement prévenu. Il n'avait comparu devant aucune juridiction. « Je dois ajouter, cependant, dit M. Dubois, haut fonctionnaire colonial interviewé, que c'était une infâme crapule. »

Une infâme crapule. Qui ça? Gaud? Non, le nègre.

R. Ch.

Limoges. — **Triste odyssée.** — Une histoire douloureuse est celle d'un malheureux vieillard, âgé de soixante-cinq à soixante-dix ans, nommé Jean Valade dit la « Barricadas », originaire de Pierrefiche (Dordogne). Valade habite depuis plus de cinquante ans Limoges. Il a donc conquis droit de cité. Dimanche, vers quatre heures du soir, le malheureux était trouvé inanimé rue de la Loi. Le froid l'avait terrassé. Un agent requit une voiture et transporta le vieillard à l'auberge Peytavy. Là, il fut refusé en raison de son état de malpropreté. En effet, Valade est couvert de vermine. Poursuivant sa route, l'agent le conduisit à l'hôpital. Comme à l'auberge, le malheureux ne fut pas accepté. Ainsi qu'il en avait reçu l'ordre, le sergent de ville déposa le sexagénaire dans une salle d'attente de l'hospice et se retira.

A huit heures du soir, le commissaire de police de permanence était informé que, par ordre des internes de service, Valade avait été jeté dehors.

Deux dragons trouvaient le pauvre vieillard inanimé, une fois de plus, sur la chaussée. Surmontant leur répugnance, ils le prirent et le transportèrent à l'hôpital. Les internes le firent revenir à lui et, une fois à peu près remis, le jetèrent encore à la porte. A dix heures et quart, Valade était trouvé au milieu de la rue, couché, ne pouvant même se traîner. Il a les mains et les pieds enflés et ne peut faire de lui-même le moindre mouvement. Cette fois, du moment qu'on le refusait partout, il fut transporté à la Permanence, où il fut reçu et passa la nuit.

Telle est l'histoire de ce vieillard qui, malade, accablé d'infirmités, ne peut se subvenir à lui-même et se voit repoussé de partout.

Ah! la société est belle et franchement on comprend parfois que des malheureux aient des moments de révolte.

Laissera-t-on le vieillard Valade déambuler à travers les rues jusqu'à ce qu'il crève, comme un chien, au coin d'une rue?

(*La Dépêche*, de Toulouse, édition du Centre, 14 février 1905.)

MOUVEMENT OUVRIER

Le malaise est à ce point général dans la classe ouvrière que les travailleurs de toutes les corporations éprouvent le besoin de secouer le joug. Toutes, les unes après les autres, se soulèvent et les grèves succèdent aux grèves.

Dans des corporations où la cessation concertée de travail était extrêmement rare, les ouvriers se voient acculés à se mettre en grève.

Aux simples grèves n'atteignant qu'un atelier ont succédé — et le fait est caractéristique — des mouvements beaucoup plus importants qui embrassent les travailleurs de toute une corporation, souvent de toute une ville. Les petites grèves n'atteignant qu'une seule usine deviennent même extrêmement rares. C'est là un fait typique et qui caractérise le mouvement ouvrier de ces derniers temps.

Les causes de cette transformation et de ce changement de méthode dans l'action ouvrière sont certes multiples et complexes, mais elles montrent aussi que, malgré toutes les entraves qui y sont apportées, l'éducation des travailleurs se fait quand même.

L'on se rend parfaitement compte à présent qu'obtenir quelque amélioration dans une usine, alors que les travailleurs de celles d'à côté restent au même point, ne sert à rien, que l'effort, pour être vraiment utile, et surtout pour que les résultats en soient durables, doit apporter une amélioration à tous les membres d'une même corporation, qui, cela ne fait plus de doute pour personne, sont tous solidaires.

S'il s'agit de salaires, il y a tendance à les égaliser et à empêcher par ce fait que les employeurs ne maintiennent une concurrence déplorable et dont les effets sont toujours désastreux, entre les travailleurs d'une même corporation.

C'est là de la solidarité bien comprise et qui doit avoir pour premier résultat de faire cesser les haines et les jalousies toujours si néfastes entre des hommes rivés à la même chaine, et qui les ont mis trop longtemps dans l'impossibilité de s'entendre entre eux pour engager la lutte.

Enfin, cette « généralisation » de presque toutes les grèves est une non moins précieuse indication pour les batailles futures à livrer au patronat tout entier, car si les travailleurs se rendent dès maintenant compte qu'une grève, pour leur être de quelque profit doit s'étendre au moins à toute une corporation, ils ne tarderont pas à s'apercevoir qu'ils n'ont qu'à élargir, qu'à étendre leur action, pour pouvoir entreprendre des luttes plus importantes et plus profitables.

Et c'est ainsi que le régime capitaliste par le malaise qu'il engendre, est lui-même le meilleur élément de sa désagrégation.

Les importantes grèves des mouleurs, et fondeurs d'une part, et celle des ouvriers en voitures, qui ont lieu actuellement à Paris, sont conçues dans cet esprit et la répercussion qu'elles ont dans nombre d'autres corporations en est grande.

Ce sont bien là les effets d'un malaise général et il est à prévoir que le mouvement n'ira qu'en augmentant.

⊠ ⊠

La grève des mouleurs du département de la Seine continue et toutes les tentatives d'intimidation entreprises par les patrons n'ont servi à rien. Les défections tant escomptées pour le début de cette semaine ne se sont pas produites.

Les patrons en sont aussi pour leurs frais de citations devant le conseil des prud'hommes, tous les travailleurs cités ayant décidé de ne pas se présenter.

Des réunions ont lieu chaque jour à la Bourse du Travail et, en l'honneur des grévistes, Lépine a transformé tout un quartier de Paris en un camp retranché. Les sergots et les municipaux, l'arme au pied, ne cessent d'envahir toutes les voies avoisinant la Bourse du Travail, tant que durent les réunions.

Le plus extraordinaire, devant un semblable déploiement de force, est qu'il ne se soit rien encore produit de très grave.

Quant à la grève, elle se poursuit dans d'excellentes conditions et il est peu probable que toutes les tentatives d'intimidation — telles que la fermeture définitive d'usine — comme en a menacé un patron fondeur de Noisy-le-Sec, ne serviront de rien.

Je rappelle qu'une souscription en faveur des grévistes est ouverte ; je me ferai un plaisir de leur transmettre ce qui me serait envoyé dans ce but.

La grève des mouleurs de la Seine semble vouloir avoir une répercussion en province.

En effet, les ouvriers mouleurs de La Ferté-Saint-Aubin (Loiret) ont quitté le travail ce matin. Ils demandent la journée de dix heures avec le même salaire que pour les onze heures de travail qu'on exigeait d'eux jusqu'à ce jour.

A la grève déjà importante des mouleurs et des fondeurs est venue s'adjoindre celle des ouvriers de la voiture.

Ici encore ce n'est plus les ouvriers d'une ou deux maisons qui se sont mis en grève, mais la presque unanimité des travailleurs de la corporation, ce qui n'est pas d'une mince importance si l'on songe qu'ils sont plus de 20.000 dans le département de la Seine.

Voici les revendications que formulent les grévistes :

1° Suppression du marchandage et du travail aux pièces ;

2° Application des tarifs et minimum suivants : charrons, 0 fr. 90 de l'heure ; forgerons, 1 franc ; frappeurs, 0 fr. 70 ; limeurs, 0 fr. 90 ; menuisiers, 1 franc, 0 fr. 90, 0 fr. 70 ; peintres, 1 franc, 0 fr. 80 et 0 fr. 70 ;

3° La liberté syndicale et le repos hebdomadaire ;

4° Application de la journée de dix heures ;

5° Fourniture de l'outillage par les patrons ;

6° Hygiène des ateliers et deuxième rentrée à une heure.

Ces revendications n'ont rien de révolutionnaire et elles sont même très minimes, si l'on songe que la plupart des grévistes travaillent dans la carrosserie de luxe — voitures bourgeoises, automobiles, — industrie des plus rémunératrices pour le patronat.

Le nombre élevé des grévistes fait qu'il leur est impossible de se réunir pour discuter leurs revendications. Il n'y a pas de salle assez grande à Paris. Le comité de la grève avait demandé l'autorisation de réunir les grévistes en plein air, mais aucune réponse n'a été faite à leur demande.

La situation — vu le nombre des grévistes — reste grave et des réunions ont lieu chaque jour, tant à Paris même que dans les environs, Neuilly, Puteaux, Levallois-Perret, où les carrosseries sont nombreuses.

P. Delesalle.

⊠ ⊠

La grève générale des cordonniers de Mouy (Oise). — Une grève partielle provoquée par l'antipathie d'un garde-chiourme mal embouché vient de déterminer un mouvement de grève très important qui prend chaque jour une allure plus révolutionnaire. Les cordonniers de Mouy, fatigués d'attendre la « bonne volonté » de leurs patrons et de subir les « conseils » des représentants de la bourgeoisie se sont révoltés en masse et commencent à faire de l'action directe.

Les brossiers viennent de s'unir aux cordonniers, formant une masse d'un millier de grévistes. Les patrons sont cernés par un blocus étroit et pas un morceau de cuir ou une seule brosse ne peuvent entrer ni sortir des usines.

Dimanche, quinze cents manifestants ont profité d'une promenade pour visiter un bagne voisin semblable à celui d'Ourscamp où un seigneur patronal règne en maître sur une population d'esclaves.

L'entrée de l'usine interdisant un chemin utile mais monopolisé par l'exploiteur depuis longtemps, les manifestants ont renversé la barrière et ont envahi le bagne dans lequel ils ont laissé les traces de leur passage.

Cet acte de révolte n'est que le premier pas vers une saine besogne qui se prépare à la faveur de ce conflit.

Un autre jour les grévistes ont détérioré sérieusement les usines pour obliger les patrons à aller plus vite. Des charges de gendarmes ont eu lieu et il y a eu quelques blessés de part et d'autre, sans qu'on puisse procéder à aucune arrestation. Le prolétariat révolutionnaire doit soutenir ce mouvement qui ne risque aucune déviation, de la façon dont il est engagé.

E. Klemczynski.

Voici d'autre part quelques renseignements complémentaires :

En sortant du théâtre, où ils avaient tenu une assemblée générale, les grévistes se sont formés en colonne et ont parcouru les rues en chantant l'*Internationale* et la *Carmagnole*. Ils se sont ensuite dirigés vers les usines Blassier, Garnier, Derebergue et Bivi. Des carreaux ont été cassés.

A deux heures du matin, un groupe de grévistes se porta vers la demeure de M. Derebergue et tenta de l'envahir. L'industriel répondit par des coups de feu, qui d'ailleurs n'atteignirent personne. Enfin, les gendarmes, commandés par le lieutenant Priam, réussirent à disperser les manifestants.

M. Lafargue, sous-préfet de l'arrondissement, est arrivé à Mouy avec de nouvelles forces de gendarmerie et un détachement du 51e régiment d'infanterie.

La situation ne laisse pas d'être grave.

⊠ ⊠

ALLEMAGNE

L'idée de grève générale. — Le cinquième congrès des *syndicats libres* allemands, c'est-à-dire des syndicats à tendances révolutionnaires, se tiendra à Cologne le 22 mai 1905.

Il sera appelé à traiter quatre principaux sujets : 1° la grève générale ; 2° les syndicats et leurs rapports avec les coopératives ; 3° le rôle des *kartells* de syndicats (Bourses du travail) ; 4° la représentation légale de la classe ouvrière.

Ainsi, voilà le prolétariat organisé d'Allemagne saisi à son tour de la question, primordiale à nos yeux, de la grève générale. C'était bien la peine d'avoir pendant des années, ô social-démocratie allemande, repris à ton compte le mot imbécile du député Auer : « Grève générale, ineptie générale ! »

Les idées fortes se rient des excommunications acrimonieuses que lancent contre elles les partis. Quand les partis se résigneront-ils à n'excommunier plus rien ni personne ?... Quand les partis se résigneront-ils à ne plus exister, pour le plus grand profit de la pensée et de l'action ?

A. C.

⊠ ⊠

BELGIQUE

La grève générale des mineurs. — La grève est loin de prendre fin ; le nombre des grévistes augmente sensiblement. Dans le Borinage, il y a aujourd'hui 26.500 chômeurs, soit une augmentation de 2.500.

Dans le bassin de Charleroi, il y a aussi augmentation. Les mineurs de Camines se sont mis en grève, et on prévoit la grève à Falisolle, localité voisine. Dans le Centre, le nombre des grévistes reste le même, bien que les ouvriers de Mariemont et une partie de ceux de Bois-du-Luc aient repris le travail.

Dans le bassin de Liège également, le nombre des grévistes augmente. A Amercœur, plusieurs arrestations pour « atteinte à la liberté du travail » ont été opérées.

Partout, la surexcitation est grande ; de nombreux meetings où la continuation de la grève est toujours votée, des manifestations, des attentats (peu graves, il est vrai), ont lieu journellement.

De nouvelles explosions de petites bouteilles ou de cartouches de poudre ont eu lieu à Piéton, Saint-Vaast, Charleroi, Dour, Courcelles, Farciennes, Jemmapes, La Bouverie, etc. Dans la nuit du 23, l'explosion d'un engin plus sérieux a brisé toutes les vitres de l'habitation d'un ingénieur à Forchies-la-Marche, ainsi que celles des maisons voisines.

Mais le plus grave attentat est celui qui a eu lieu le lendemain à Viesville (Charleroi). Vers minuit, une cartouche de dynamite a fait explosion sous la fenêtre de la maison d'un non-gréviste, en brisant toutes les vitres et en pulvérisant tous les meubles. Personne n'a été blessé.

Quant aux vitres brisées par les grévistes (ou les gamins) aux maisons des « sarrasins », on ne les compte plus. Dans les rassemblements, la gendarmerie intervient rarement ; on ne signale qu'une charge à Châtelet, suivie de dix arrestations. Avant la charge, un coup de revolver tiré du groupe des grévistes avait blessé, peu gravement, un agent. Avant-hier, à La Louvière, un ouvrier congédié a lancé une brique dans la figure d'un directeur des travaux des charbonnages de Bracquegnies. L'ouvrier est arrêté.

Voilà exactement ce qui se passe. Tout ce que les quotidiens français racontent d'autre est faux.

Les journaux socialistes recommandent le calme et rappellent que l'article 310 du Code pénal est toujours en vigueur. Il faut être d'un révolutionnarisme bien étrange pour dire de telles choses, mais nos social-démocrates le sont tellement « démocrates » qu'ils se regardent comme injuriés quand on les appelle révolutionnaires. Alors, avec de tels gens, *on* ne doit plus s'étonner de rien.

La Chambre a tenu à prouver encore une fois son inutilité pour la classe ouvrière, en *consacrant* trois séances à une interpellation sur la grève, pour aboutir à *rien* ! Pendant les séances, « le bruit des conversations particulières empêchait les orateurs de se faire entendre ». La Chambre reste donc ce que nécessairement elle doit être : un organisme bourgeois incapable de fonctionner en faveur des travailleurs. Espérons que ceux-ci s'en apercevront et que, se détournant des mauvais bergers parlementaires, ils imiteront un peu le travailleur français qui obtient de si beaux résultats par son « action directe ».

Au Borinage, plusieurs établissements industriels sont forcés de chômer, le charbon manquant. La misère est grande, surtout dans ce bassin. On est pourtant bien décidé à continuer la grève. — Un congrès extraordinaire, réuni hier dimanche à Charleroi, a voté la continuation de la lutte.

Ab. M.

P. S. — Samedi 27 février après-midi, à Châtelineau, un homme a été tué par la gendarmerie, mais c'est là un drame de l'alcoolisme *qui n'a aucun rapport avec la grève.*

⊠ ⊠

SUISSE

Une école libertaire à Lausanne. — La société de la *Libre-Pensée* de Lausanne vient de fonder dans cette ville une école à tendances absolu-

ment libertaires. Voici quelques extraits de son manifeste-programme :

« Il nous paraît de toute moralité que les grandes personnes aient le plus complet respect de la liberté de l'enfant, qu'elles renoncent sincèrement à lui imposer une autorité qui ne peut avoir pour base que le droit du plus fort. On parle toujours de maîtres, d'obéissance. Traduisons, et nous dirons plus clairement qu'on oblige les élèves à la crainte et à la foi. Le système aboutit, après quelques années, à la création de ces braves « citoyens » sans personnalité, sans initiative, sans esprit critique, sans aspiration vers la liberté, à ces bons piliers de l'ordre vraiment trop communs et trop routiniers, toujours prêts à tous les respects de leurs chers maîtres qu'ils ont appris à vénérer... à coups de férule.

« L'éducation est à refaire. Il nous importe de réagir. Il nous faut compléter et rectifier ce que l'Etat et l'Eglise enseignent.

« Nous voulons fermer enfin le livre mystique sur lequel ont pâli les générations passées et le remplacer par le livre toujours ouvert de la nature. Nous apprendrons au peuple à en saisir de belles pages.

« Nous voulons fonder, à côté des écoles du dimanche religieuses, et pour nos enfants et pour ceux de nos amis, une école mixte où l'enseignement ne se basera que sur des faits prouvés et vérifiés. Nous montrerons par là que l'on peut arriver à créer un salutaire mode de vie sans le secours d'aucune croyance. En histoire comme en science et en art, l'enseignement se fera sans dogme ni métaphysique, sans obligation ni sanction. Il ne sera ni polythéiste, ni monothéiste, ni déiste, ni panthéiste, ni athée ; l'enseignement sera purement et simplement humain. Nous ne nierons pas Dieu dans nos leçons, nous l'ignorerons. Il n'y aura pas même de leçon de morale proprement dite ; ce serait inutile, car l'instruction scientifique et rationnelle permet aux enfants de contrôler au fur et à mesure de leur développement l'exactitude de ce qui leur est enseigné sans mystère, sans réticence, sans fard ; ils n'affirment rien qu'ils ne puissent prouver, la loi des réactions naturelles leur est inculquée par l'expérience ; ils apprennent à penser juste. La recherche constante et l'amour de la vérité, la tolérance deviennent ainsi les guides des esprits et des cœurs. Cela nous suffit. »

L'Ecole libre se tient tous les dimanches de dix heures et demie à onze heures et demie. On y admet gratuitement tout enfant, garçon ou fille, de cinq à quinze ans.

Le *Réveil de Genève* nous apporte des détails sur la première leçon faite le 19 février et qui a été très bien réussie. Vingt-cinq enfants de six à dix ans assistaient à cette première séance.

L'un des organisateurs leur a expliqué que l'Ecole ne doit pas avoir d'autre but que de faire des êtres meilleurs et plus libres que nous, donc plus heureux. Un camarade a ensuite assuré aux mioches qu'à l'Ecole libre on irait quand on voudrait, et qu'on s'y placerait selon ses goûts.

Un récit tiré du *Coin des enfants* (édition des *Temps Nouveaux*) a été enfin très bien raconté par une excellente institutrice.

⊞ ⊞

NOUVELLE-CALÉDONIE

La traite des nègres. — Je vous envoie ci-joints deux articles que j'ai découpés dans la *Calédonie*, un des journaux du pays.

Ces articles intitulés « Aux Hébrides » donnent un aperçu des procédés de colonisation employés dans ces îles. On ne se doute guère en Europe, qu'au vingtième siècle il existe des négriers qui opèrent encore avec toute la barbarie qui souleva, il y a quelque cent ans, la réprobation du monde civilisé ; c'est pourtant ce qui se passe couramment aux Hébrides et aux îles Salomon, principaux lieux où opèrent les gens qui autrefois étaient désignés sous le nom de négriers et qu'aujourd'hui la civilisation ayant progressé, on a baptisé « recruteurs ».

Sûrement certaines personnes s'étonneront que ces faits puissent se produire de nos jours; ils rentrent pourtant dans la logique des choses.

On a voulu réglementer ou plutôt légaliser la traite. Or, à mon avis, la traite est un crime contre l'humanité. Peut-on réglementer le crime, je ne le crois pas.

L'homme qui, soit par vengeance ou pour tout autre motif, en tue un autre, commet ce que l'on est convenu d'appeler légalement un crime ; encore y a-t-il souvent ou plutôt toujours un motif qui a provoqué son acte. Enfin c'est un criminel dans toute la signification que donne à ce mot la société actuelle; mais le bourreau qui à son tour, et qui par ordre tue cet homme, ne commet-il pas également un crime ? les juges qui ont provoqué et ordonné l'assassinat, les jurés qui ont assisté les juges, tous ces gens-là sont complices du meurtre accompli par le bourreau et ce n'est pas parce que la chose est soi-disant légale que le crime n'existe pas, il existe quand même.

Supposons que le bourreau, au lieu de faire son travail les mains gantées, n'ayant besoin que d'appuyer sur un bouton pour couper une tête, entre dans la cellule du condamné et le cloue sur son lit d'un coup de couteau, le résultat serait le même, mais alors tout le monde crierait à l'assassin ; pourtant il n'y aurait que la façon de travailler de changée et ceci prouve surabondamment que la société aura beau faire, elle n'arrivera jamais à réglementer ce qu'elle appelle le crime à son profit, sans soulever la réprobation des gens qui ont une mentalité capable d'approfondir les choses, non au point de vue d'une caste, mais au point de vue de l'humanité en général.

Pourquoi va-t-on chercher les Canaques chez eux ? Si ces gens-là avaient envie de venir travailler pour les colons, ils ont tous les moyens à leur disposition pour y venir ; des vapeurs font le service régulier entre les Hébrides et la Calédonie. Ils ne viennent pas ici, naturellement, parce qu'ils n'éprouvent pas le besoin d'y venir; ils sont tranquille dans leurs îles, vivent grandement du produit de leur culture et de la pêche, n'ayant pas à satisfaire tous les besoins que nous a créés la civilisations; ils sont heureux.

Un beau jour, un recruteur débarque, arrive dans une tribu, attire les habitants en leur faisant voir quelques échantillons de verroteries et d'étoffes, puis leur propose de venir à son bord pour faire des échanges; naturellement les indigènes ne demandent pas mieux, le recruteur en choisit quelques-uns hommes et femmes, les fait monter dans sa chaloupe et les amène à son bord; une fois tout ce monde embarqué, on hisse les voiles et en route.

Si les prisonniers ne trouvent pas cela de leur goût, tant pis pour eux, on les assomme à moitié pour les tranquilliser.

Je veux bien admettre que cette façon de procéder soit l'exception ; néanmoins beaucoup de recruteurs ne procèdent pas autrement et la meilleure preuve ce sont les faits de massacres qui se passent couramment aux Hébrides.

Laissons maintenant de côté cette exception et examinons comment opèrent les recruteurs qui font légalement le commerce de chair humaine, sous le haut patronage de l'administration.

Généralement, en Calédonie, ce trafic est entrepris par les grosses maisons de la place de Nouméa ; cela rapporte plus que le commerce du café. Ces maisons ont des recruteurs à leur solde ; le recruteur part avec un bâtiment de faible tonnage, de façon à pouvoir accoster le plus près possible des côtes ; son équipage ne se compose en général que de Canaques des îles : ce sont les moutons qui attirent les autres à l'abattoir. Pour donner l'apparence légale à ce trafic, le gouvernement adjoint à l'équipage généralement un docteur, qui fait fonction de commissaire de recrutement.

Arrivé sur les lieux, le capitaine qui a toujours des accointances avec les chefs de tribu, va accompagné du commissaire, trouver le chef le plus influent de l'endroit. Comme préliminaire, ce sont des cadeaux faits à ce chef: une pièce d'étoffe, un fusil et principalement ce qui joue un grand rôle dans ces marchés, quelques litres d'alcool, ensuite l'entente s'établit.

Le chef s'engage à amener ses hommes; le recruteur lui donne tant par tête et d'un autre côté le commissaire du gouvernement s'engage au nom de l'administration, à retenir à tous les engagés un tant pour cent sur leurs salaires mensuels, en faveur du chef de la tribu qui fournit les hommes. Il est compréhensible que dans ces conditions, le chef de tribu, par n'importe quel moyen, trouve du monde et c'est pour lui surtout une bonne occasion de se défaire de ceux qui n'ont pas un respect religieux pour son autorité; de bonne volonté ou de force il faut que les pauvres diable désignés partent ; il n'y a aucun respect pour leur volonté individuelle, l'autorité du chef a force de loi et cette autorité toute patriarcale avant l'invasion des gens dits civilisés dans ces îles, tend à devenir de plus en plus autocratique et brutale sous l'influence de la civilisation, telle que les représentants de la société actuelle la font comprendre à ceux qu'ils prétendent être venus civiliser.

Personne je crois, jugeant sans parti pris ce mode de recrutement, ne pourra nier que ce soit une violation flagrante du droit des gens, et que forcément cette façon d'opérer doit aboutir à des abus de pouvoir déplorables, quand ils ne sont pas criminels.

Arrivée à Nouméa cette marchandise humaine est, l'expression va paraître un peu forte, vendue à l'enchère.

Les colons ou exploitants de mines qui ont besoin de main-d'œuvre, s'adressent aux maisons de Nouméa qui ont reçu un convoi; ils paient tant par tête comme prime d'engagement, et cette prime suit naturellement la loi de l'offre et de la demande, puis ensuite l'engagement du Canaque vis-à-vis du colon est régularisé par l'administration quant à sa durée et aux salaires mensuels.

Une fois chez son engagiste, le noir est soumis à toutes les volontés de son exploiteur; le service de l'émigration a bien établi un règlement mais combien peu de gens le respectent, et encore, ce règlement, comme du reste tous les règlements, ne tend-il qu'à l'arbitraire.

(*A suivre.*)



L' A B C de l'Astronomie [1]

(Suite)

On dit d'une vitesse qu'elle est circulaire lorsqu'elle fait décrire à un astre un cercle d'un mouvement uniforme. Une vitesse plus grande produit une ellipse et d'autant plus allongée qu'elle est plus rapide. Si cette vitesse surpasse la vitesse circulaire dans le rapport de 1000 à 1414 (V^2 V^2), dit Flammarion (*Astronomie Populaire*, page 625), l'ellipse devient parabole et l'astre qui est animé de cette vitesse au moment qu'il atteint sa plus courte distance du Soleil, arrive de l'infini et y retourne. Une vitesse plus grande encore se nomme hyperbolique.

C'est donc par la vitesse du mouvement d'une comète qu'on peut déterminer la nature de son orbite.

A ce sujet, Flammarion écrit encore : « Un projectile chassé de la Terre avec une vitesse de 11.300 mètres par seconde et qui conserverait, bien entendu, sa vitesse initiale ne retomberait jamais sur elle, parce que ce serait là, relativement à la vitesse circulaire (8.000 mètres par seconde) qui ferait tourner ce corps comme satellite autour de nous, une vitesse parabolique ; le projectile s'éloignerait de nous pour toujours. D'un autre côté, si la vitesse de la Terre sur son orbite était augmentée dans le même rapport de 1000 à 1414 et était de 41 kilo-

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*.

« mètres 630 mètres par seconde au lieu de « 29 kilomètres 1/2, nous abandonnerions « paraboliquement pour toujours le bienfai- « sant foyer de chaleur et de lumière autour « duquel nous gravitons. »

De là cette conséquence que toute comète qui s'avance dans l'espace avec cette vitesse vers nos régions, décrit une parabole et ne reviendra plus... ou qu'elle parcourt une ellipse si allongée qu'elle ne reviendra que dans des milliers et des milliers d'années.

Les plus grandes comètes observées sont celles de 1680, 1843, 1811, 1858, 1861, 1874, 1880, 1881 et 1882.

D'après l'astronome Halley, la comète, à grande ellipse, de 1680 serait déjà apparue en 1106 et 531 de l'ère vulgaire et dans l'an 43 avant J.-C. Lors de son apparition de 1680, elle a contourné, le 8 décembre de la même année, le Soleil à 920.000 kilomètres en marchant à la vitesse de 500 kilomètres par seconde. Sa queue s'étendait à 240.000 kilomètres.

La comète de 1843, dont l'appendice caudal était long de plus de 300 millions de kilomètres, est passée le 23 février de la même année à seulement 120.000 kilomètres de la surface de l'astre du jour, c'est-à-dire a traversé l'atmosphère hydrogénée du Soleil, d'où partent les protubérances lancées à 3 et 400.000 kilomètres de hauteur, à une vitesse vertigineuse de 550 kilomètres par secondes sans se brûler et sans être saisie au passage. Ce fait nous paraît être une des preuves les plus concluantes de l'immatérialité des queues cométaires.

Les grandes comètes se voient généralement pendant quelques mois et disparaissent de notre rayon visuel quand elles sont à environ 300 millions de kilomètres de nous. Seule la comète I de 1889 a pu être vue à l'observatoire de Lick, par Barnard, pendant 971 jours.

❦ ❦

Les comètes périodiques, dont la périodicité est certaine, sont au nombre de 18 et ont toutes été captées par notre République planétaire dont l'aphélie paraît être à 70, la distance de la Terre au Soleil étant 1.

Toutes ces comètes périodiques sont télescopiques et tournent en sens direct, c'est-à-dire de l'Ouest à l'Est, excepté la comète de Halley qui est parfaitement visible à l'œil nu et dont le mouvement est d'Est à Ouest.

La comète de Halley s'est montrée vingt-quatre fois à la Terre depuis l'an 12 avant notre ère. Elle apparut en 837 et les chroniques poussiéreuses de cette époque reculée conservent encore le récit des frayeurs mortelles qu'elle inspira aux contemporains du roi Louis Ier le Débonnaire. Deux siècles plus tard, en 1066, son retour eut lieu au moment où Guillaume le Conquérant envahissait l'Angleterre. Mais son apparition la plus mémorable, et qui lui a valu le surnom de la comète des Turcs, est celle de juin 1456 que nous avons déjà mentionnée. Depuis elle a reparu en 1531, 1607, 1682. Elle passa, lors de ses deux dernières visites, à son périhélie le 12 mars 1759 et le 16 novembre 1835, ce qui donne 28.006 jours pour sa révolution de 1759 à 1835 au lieu de 27.937 jours qui s'étaient écoulés entre 1682 et 1759. L'augmentation de 135 jours est due à l'action de Jupiter et la diminution de 66 à Saturne, Uranus et la Terre. Le prochain retour de la comète de Halley doit arriver le 16 mai 1910 et cette révolution-ci ne doit avoir, d'après les calculs de Pontécoulant, que 27.209 jours, soit 74 ans 5 mois 23 jours.

Voici maintenant les principaux éléments des comètes périodiques dont le retour a été observé :

Nos	Noms des comètes.	Durée des révolutions sidérales.	Époques des passages aux périhélies.	Distances. Périhélies.	Distances. Aphélies.	Excentricités.
		(ans)				
1	Encke	3,304	15 septembre 1901	0,3410	4,0951	0,8460
2	Tempel II	5,281	29 juillet 1899	1,3885	4,6764	0,5421
3	Brorsen	5,456	24 février 1890	0,5878	2,6104	0,8103
4	Tempel-Swift	5,678	24 janvier 1903	1,1516	5,2139	0,6382
5	Winnecke	5,831	21 mars 1898	0,9241	5,5548	0,7147
6	De Vico-Swift	6,400	14 février 1901	1,6690	5,2248	0,5157
7	Tempel I	6,538	4 octobre 1898	2,0911	4,9028	0,4019
8	Finlay	6,550	17 février 1900	0,9694	6,0362	0,7232
9	D'Arrest	6,686	17 septembre 1896	1,3212	5,7690	0,6273
10	Biéla (noyau 1)	6,691	26 janvier 1866	0,8792	6,2229	0,7524
10	Biéla (noyau 2)	6,694	27 janvier 1866	0,8792	6,2240	0,7525
11	Wolff	6,845	5 juillet 1898	1,6030	5,6671	0,5553
12	Holmes	6,874	28 avril 1899	2,1281	5,4023	0,4113
13	Brooks	7,097	4 novembre 1896	1,9592	5,4267	0,4695
14	Faye	7,566	23 janvier 1881	1,7281	5,9701	0,5490
15	Tuttle	13,667	5 mai 1899	1,0191	10,4133	0,8217
16	Pons-Brooks	71,56	26 janvier 1884	0,7757	33,6989	0,9550
17	Olbers	72,65	8 octobre 1887	1,1901	33,6234	0,9311
18	Halley	76,08	15 novembre 1835 16 mai 1910	0,5891	35,2238	0,9647
*	*	*		*	*	*

Il ressort de ce tableau que les comètes périodiques actuellement connues sont distribuées en trois groupes, dont le premier a pour distance aphélie — le rayon de l'orbite terrestre pris pour unité — 4 à 6, le second 10,46 et le troisième 33 à 35. Comme c'est précisément à ces mêmes distances que correspondent les orbites de Jupiter, Saturne et Neptune, il s'en suit avec certitude que l'attraction de ces trois planètes a joué un rôle prépondérant sur la forme de ces orbites cométaires. C'est également sur cette concordance remarquable que nous nous basons pour admettre l'existence de planètes transneptuniennes aux distances 48 et 70. A la première de ces distances aboutissent les orbites de la troisième comète de 1862, celles de 1532 et de 1661, ainsi que l'essaim des étoiles filantes du 10 août ; la seconde est le point d'intersection de quatre autres orbites cométaires.

Des dix-huit comètes périodiques, ce sont celles de Brorsen et de Biéla, disparues aujourd'hui, qui ont l'histoire la plus extraordinaire.

Celle de Brorsen, découverte à Kiel, le 26 février 1846, par l'astronome dont elle porte le nom, était télescopique et devait revenir le 26 septembre 1851. Mais, soit qu'on ait mal cherché, ou pour toute autre raison, on ne la trouva pas à cette date et elle ne fut revue que le 18 mars 1857. A son prochain retour, le 12 octobre 1862, elle ne fut pas trouvée non plus ; la raison en est probablement aussi dans la défectuosité des recherches, car elle refit son apparition en 1868, 1873 et 1879, mais on constata à chacun de ses retours que sa révolution était irrégulière. Depuis la comète n'a plus reparu. Deux explications semblent pouvoir être admises ici : une perturbation qui l'aurait jetée en dehors de son orbite, ou une telle diminution de sa lumière qu'elle serait devenue invisible.

La comète télescopique Biéla fut vue pour la première fois en 1772, puis le 10 novembre 1805, par Pons, et finalement par l'Autrichien Biéla en 1826. Biéla calcula sa révolution et la trouva égale à 6 ans et demi. Elle revint, en effet, en 1832 et coupa l'orbite terrestre à 78 millions de kilomètres de notre planète, ce qui, ayant été prédit d'avance par les astronomes sans préciser à quel endroit de cette orbite la Terre se trouverait, provoqua dans le public une panique aussi violente qu'injustifiée.

En 1839, la position peu favorable dans laquelle elle se trouva alors, empêcha de la voir, mais à son retour de fin décembre 1845, elle fut distinctement visible et, spectacle inattendu, après s'être allongée démesurément, elle se cassa en deux, le 13 janvier 1846. Deux semaines après cet événement, l'astronome d'Arrest constata qu'il y avait une tête à chacune des deux queues parallèles.

Les deux comètes continuèrent, entourées de la même nébulosité, tranquillement leur course, mais peu à peu la plus petite des deux s'agrandit au détriment de sa voisine. En 1852, elles revinrent encore dans le voisinage du Soleil, mais elles étaient déjà éloignées l'une de l'autre à plus ce 2 millions et demi de kilomètres. En 1859 et 1865-1866, ces comètes ne furent pas vues, mais en 1872, au moment où la Terre traversa le point de son orbite par lequel devaient passer les deux tronçons de la comète de Biéla, il y eut à la place de la comète désagrégée, une véritable pluie d'étoiles filantes.

(A suivre.) F. STACKELBERG.



MENTALITÉ MILITAIRE.

« De l'état-major de la division de la garde. »

Mandchourie, 19 août 1904.

« J'ai assisté au combat du 31 juillet à côté d'un commandant de régiment et de son adjudant.

Nous avons avancé jusqu'à 800 mètres de l'infanterie russe. Auparavant, avons subi feu d'artillerie et respectueusement tiré notre révérence au premier shrapnell.

Combat dura toute la journée. J'étais au fauteuil d'orchestre et ai tout admirablement vu. Les Russes étaient bien couverts et ont longtemps résisté. Ils ont évacué pendant la nuit.

Le lendemain matin, avons occupé col de Joshirei, en chinois Yanglchouling, jusqu'à ce que patrouilles nous apprirent ennemi en retraite, continue sur Roshisan-Anping. Avons alors pénétré dans quartier évacué par ennemi au pied ouest du Motienling, à 24 km. à l'est de Anping, sur la route de Liao-Yang, à 2 km. sud-ouest de Kansinten, où nous sommes encore, inondés par la pluie et comme moisis.

Après des chaleurs comme jamais je n'en avais ressenties, la pluie a commencé à tomber. Depuis le 13 août, il tombe des torrents nuit et jour. Notre pauvre tente n'a pas pu résister et s'est mise à boire l'eau.

Néanmoins quelle belle vie, intéressante, entraînante. J'en jouis maintenant à pleins poumons. Et comme cela vous ouvre les yeux. Malheureusement, il n'y a pas assez de combats. Mais je crois que cela va aller mieux à mesure que nous nous approcherons de Lian-Yong. Des Russes s'opposeront bien à la marche des Japonais à Roschisan ou à Anping.

Colonel GERTSCH.

(Publié par le *Bund*.)

A NOS CAMARADES

Nous faisons faire un service exceptionnel pour les gares : nous prions tous ceux qui s'intéressent au développement du journal de bien vouloir le demander et l'acheter dans les gares de leur localité ; et à ceux qui voyagent, dans toutes celles où ils s'arrêtent, afin d'établir un courant de vente normale.



—— **Alliance Scientifique Universelle** (Association internationale des hommes de science : Sciences, Littérature, Beaux-Arts). — Extrait du programme :

L'Alliance Scientifique Universelle est une Association internationale des hommes de science (Sciences, Littérature, Beaux-Arts), représentée dans toutes les parties du monde par des comités locaux ou par des délégations.

Elle a pour but : De faciliter les relations des hommes de science disséminés sur toutes les contrées du globe ;

De leur assurer, dans leurs voyages, aide et protection pour la poursuite de leurs recherches et de leurs études ;

De leur fournir le moyen, aussitôt arrivés dans une ville, d'entrer en relations immédiates avec les savants, les hommes de lettres ou les artistes qui y résident, et de se procurer les renseignements qui peuvent leur être utiles pour l'accès des bibliothèques et des musées publics ou particuliers. — A cet effet, il est délivré aux membres de l'Alliance, au moment de leur départ en voyage et sur leur demande au président du comité de leur ville, une sorte de passeport scientifique, appelé diplôme-circulaire, qui sert d'introduction et de recommandation confraternelle auprès des comités établis dans les pays qu'ils se proposent de visiter ;

De provoquer ou d'encourager la fondation de Sociétés destinées à entreprendre des investigations nouvelles ;

De provoquer ou de faciliter la création de bibliothèques ou de musées spéciaux, principalement dans les localités éloignées des grands centres scientifiques ;

De provoquer ou d'organiser des cours et conférences pour l'enseignement des branches spéciales d'études non encore représentées dans l'enseignement public ;

De faciliter les échanges internationaux de livres et d'objets d'étude ; de faire des distributions gratuites de ces objets ;

D'aider les savants du concours de sa publicité ;

Enfin, de rendre possible, dans certains cas exceptionnels, la coopération des hommes de pensée vivant sous tous les climats et sous toutes les latitudes *pour le triomphe de certaines idées* nécessaires au progrès et à la civilisation internationale.

S'adresser à M. de Rosny, 28, rue Mazarine, Paris.

—— Les camarades de **Roubaix** nous prient d'annoncer qu'ils ont toujours un grand stock de brochures à liquider avant d'imprimer *Ce que veulent les anarchistes*. Par exemple : *Peste religieuse*, 2 fr. le cent ; *Légitimation des actes de révolte* ; *Deuxième Déclaration* d'Etiévant, 5 fr. le cent ; *L'homme a-t-il une âme?* 1 fr. 50 le cent, port en plus ; port payé pour toute commande de 300 brochures.

Envoyer les commandes au camarade Potteau Prudent, 8, rue du Pile, à Roubaix (Nord).

—— Auxerre. — **Association Internationale Antimilitariste.** — Une section de l'A. I. A. vient d'être formée à Auxerre. Elle compte déjà une cinquantaine d'adhérents de la première heure. Bon nombre d'entre eux se montrent très énergiques et tout fait espérer que la propagande sera très active. — Les réunions se tiendront toutes à la Maison du peuple ; le jour en sera ultérieurement fixé. En attendant, les camarades peuvent s'adresser au secrétaire Auguste Laforge, rue Martineau des Chenez, 5, à Auxerre.

—— Du 1er au 8 mars, dans les ateliers de l'enlumineur Marcel Lenoir, 83, rue de la Tombe-Issoire (XIVe), exposition des peintures, sculptures, dessins et lithographies de Joseph Bernard, Jean-Paul Dubray, Marcel Lenoir, Gaspard Maillol, Maurice Robin, Traiteur, Lewis Waguet.

(Marcel Lenoir expose uniquement *Sagesse*, fresque.)

EN VENTE

Une série de 18 cartes postales, gravées par Berger, d'après nos lithographies, est enfin imprimée ; elles sont en vente au prix de 0 fr. 15 franco, ou bien 1 fr. 65 la série. Voici les titres : *L'Assassiné*, de L. C. Dissy ; *Les Bienheureux*, Heidbrinck ; *Les sales corbeaux*, Hénault ; *C'est défendu de marcher sur l'herbe*, Hermann Paul ; *Provocation*, Lebasque ; *Ceux qui mangent le pain noir*, Lebasque ; *L'Incendiaire*, Luce ; *Mineurs belges*, C. Meunier ; *Porteurs de bois*, Pissarro ; *Les Errants*, Rysselberghe ; *La Libératrice*, Steinlen ; *La Débâcle*, Vallotton, etc., etc.

Nous avons des années 5, 6, 7 et 8 des *Temps Nouveaux*, un peu plus qu'il ne nous est nécessaire. A titre de propagande, nous les offrons à 5 francs. En gare, 5 fr. 80.

Pour l'extérieur, le prix du port varie selon le tarif des colis postaux.

Dans nos bureaux, on trouve :

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.



—— **L'Enseignement Mutuel**, U. P. du XVIIIe, 41, rue de la Chapelle :

Samedi 4 mars. — Jacques Bonzon, avocat à la Cour : A propos de Jeanne d'Arc : Les femmes chefs de troupe au moyen âge.

Mercredi 8. — Daniel Halévy : Les poèmes nationaux : IV. L'*Odyssée*.

Samedi 11. — Mlle Magne : Théorie de l'Evolution.

—— **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy :

Samedi 4 mars. — Soirée mensuelle : Causerie du camarade Libertad sur : La Famille. Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

Mercredi 8. — Kownacki : Herbert Spencer, I. « L'inconnaissable ».

Vendredi 10. — Leclerc : Les Chansonniers : Désaugiers, P. Dupont, Béranger, Nadaud, etc. (avec auditions).

—— **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Lundi 6 mars, à 9 heures du soir, salle des Commissions (2e étage), Bourse du Travail, causerie par le camarade Monatte : Le Mouvement ouvrier après la Commune.

—— **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 6 mars, à 8 h. 1/2, causerie sur : l'Education des Sens (I), par Lydie Martial. — Vendredi : cours d'espagnol.

—— **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 8 mars, à 8 h. 1/2, lecture et commentaires de *Responsabilités* (de J. Grave), par Anna Mahé.

Les Causeries populaires mettent à la disposition des camarades des étiquettes (10 textes), à raison de 0 fr. 50 le cent (5 fr. le 1000, port payé). S'adresser rue Muller, 30.

—— **La Camaraderie**, Causeries populaires du XIVe. — Le jeudi 9 mars, à 8 h. 1/2, 13, rue de la Sablière, causerie par un camarade.

Entrée libre.

—— **Le Milieu Libre** (Groupe de Paris), 22, rue de la Barre (18e arr.). — Samedi 4 et jeudi 9 mars, à 8 h. 1/2 du soir, causeries. Nouvelles de la colonie de Vaux. Distribution du dernier bulletin.

—— **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Samedi 4 et jeudi 9 mars, à 8 h. 1/2 du soir, causeries.

Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

—— Lens. — Le camarade E. Armand viendra faire une tournée de causeries dans les localités suivantes : Billy-Montigny, le 8 mars ; Fouquières-lez-Lens, le 9 ; Harnes, le 10 ; Lens, le 11.

Sujet à traiter : Le problème humain et la solution libertaire.

—— L'Haÿ. — Salle Jouffroy, samedi 4 mars, à 8 h. 1/2 du soir, conférence organisée par les **Veillées Ouvrières**, U. P. de Bourg-la-Reine, et la coopérative la Ruche, sur : Les coopératives ouvrières ; leur rôle social.

Entrée gratuite ; les dames sont priées d'y assister.

—— Nogent-le-Perreux. — **Association Internationale Antimilitariste** (Section Nogent-le-Perreux-Champigny). — Réunion mensuelle des adhérents le lundi 6 mars, à 8 h. 3/4, Salon du Téléphone, Grande Rue, à Nogent. Ordre du jour : La fête du 12 mars ; Le Congrès National des 23, 24 avril. — Adhésions.

—— Lyon. — **Internationale antimilitariste** (Section de Lyon). — Mardi 7 mars, réunion chez Chamarande, à 8 h. 1/2. Renouvellement du bureau. — Les camarades sont priés d'être très exacts.

—— Lyon. — **Internationale Antimilitariste** (Section de Villeurbanne). — Dimanche 5 courant, réunion, salle du petit Pré-au-Clerc, afin de décider l'organisation d'une conférence et d'autres mesures à prendre pour la propagande.

—— Marseille. — Samedi 4 mars, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne ; de 9 heures du soir à minuit, grand concert familial, avec le gracieux concours des chansonniers des cabarets montmartrois de Paris de passage et de divers chanteurs dans leur répertoire antimilitariste, et les camarades de la Muse Rouge.

Droit de vestiaire : 0 fr. 25.

—— **Section Antimilitariste.** — Samedi 4 mars, à 9 heures du soir, au siège, réception des nouveaux adhérents, distribution des journaux *Le Conscrit*, pour le conseil de révision.

Jeudi 9 mars, à 9 heures du soir, grande réunion de la section pour les conférences de quartier, création de la sous-section de Saint-Louis.

—— Roubaix. — Palais du Travail, 8, rue du Pile, samedi 4 mars, à 8 heures du soir, causerie privée par Armand sur : Les événements de Russie.

—— Lille. — Les camarades se réunissent tous les samedis chez Bernard-Leroux, 52, rue de Roubaix.



J. C., à Brest. — Voyez au *Libertaire*. Nous n'avons pas cette adresse.

B., à Chichery. — Nous n'avons pas votre changement d'adresse. Envoyons des derniers numéros.

P. D., à Pomarez. — Fait pas assez marquant et trop commun malheureusement.

Don Quichotte est prié de donner de ses nouvelles à E. F., Bourse du Travail (Elbeuf).

H. M., Anvers. — Oui ; 50, rue Lhomond, Paris.

Reçu pour l'agitation russe : Horel, 1 fr. 50. — Groupe libertaire d'Epinal, 2 fr. — Groupe de Granges, 2 fr.

Reçu pour le journal : Horel, 1 fr. 50. — Mogué, 4 fr. — F., à Decize, 1 fr. — Aug. Debièvre, 1 fr. — Louis Capron, 1 fr. 40. — Thibeault, 1 fr. — A. S., 2 fr. 10. — X. Y. Z., 1 fr. 05. — Fouquet, 5 fr. — E. F., 1 fr. 05. — Cluscard, 0 fr. 50. — Merci à tous.

H., à Nancy. — L., à Dison. — J., à Lorient. — P., à Arcueil. — C., à Saleux. — Le B., à Brest. — C., à Kerentrech. — Le G., à Lexington. — L., à Saint-Ouen. — B., à Tenay. — L., à Fismes. — M., à Oakland. — A., à Pézenas. — L., à Apt. — G., à Lyon. — C., à Villemandeur. — A., à Aumale. — M., à Paris. — M., au Havre. — G., à Eymet. — F., à Decize. — P., à Etrepagny. — Le G., à Brest. — R., à Saint-Raphaël. — M., à Tunis. — H., à Bussang. — R., à Bethonvilliers. — A. P., à Froy. — F., à La Grave. — L., à Epinal. — V., à Nancy. — C., à Saint-Quentin. — M., à Dorignies. — P., à Roubaix. — C., à Paris. — S. C., à Limoux. — A., à Lyon. — C., à Brest. — M., à Saint-Affrique, par L. — L., à Avignon. — C., à Paris. — C., à Limoux. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 45 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 — EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 11 au 17 Mars 1905.*



POUR LA FRANCE
Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V



Le Tolstoïsme et la Révolution

Tolstoï a de nouveau parlé. Il a dit, entre autres choses, à un rédacteur du *Matin* : « Je ne suis ni avec l'autocratie, ni avec la révolution, car toutes deux sont partis de violence et me répugnent autant l'une que l'autre. Il est aussi affreux, aussi abominable de voir des soldats qui tirent sur des gens sans armes, qu'un homme qui jette une bombe sous une voiture... »

En un article paru ici même, voilà quinze jours, A. Catonné nous a rappelé fort à propos que cette opinion, déjà connue, de Tolstoï sur le beau mouvement de révolte qui secoue aujourd'hui la Russie entière était conforme à l'ensemble de ses idées, d'accord avec l'esprit de toute sa doctrine.

Rien n'est plus exact. Léon Tolstoï n'a pas trahi la Révolution puisqu'il ne lui a jamais appartenu. Nous ne devons donc pas l'accuser de trahison. Mais ce que nous devons faire, c'est de montrer tout ce qu'il y a de faux, tout ce qu'il y a de dangereux et d'absurde dans la doctrine qui porte aujourd'hui Tolstoï à condamner comme une chose inutile, presque comme un crime, le sublime effort de ses compatriotes vers la liberté et le bien-être.

Oui, le moment est venu de dire cela, de le dire d'autant plus haut et plus clair que Tolstoï a exercé une plus grande influence par la puissance de son art comme par la droiture de son attitude. Je n'ajoute pas, comme on le fait d'ordinaire : par la profondeur de sa pensée, car Tolstoï est coupable, précisément — si c'est là une faute — de n'avoir pas su penser. Et c'en est une, dans son cas. Toute vérité repose sur la patience, sur la sincérité de notre investigation. Or Tolstoï a trop souvent parlé, comme s'il les avait approfondies, de choses qu'il ne connaissait pas (1). En cela, au moins, il a manqué de sincérité, il a trompé ceux qui l'écoutaient.

❖ ❖

Quelle est donc cette doctrine qui empêche aujourd'hui Tolstoï d'acclamer avec tous les hommes de cœur la révolution en Russie ?

On ne l'a peut-être pas assez vu. Mais c'est avant tout, malgré les apparences, un individualisme. Et c'est un des plus mauvais individualismes.

Tolstoï propose à l'homme la position de l'aigle sur son rocher. *Il ne voit pas* que les hommes forment entre eux des sociétés de fourmis et d'abeilles travailleuses. Au lieu de laisser l'individu *conscient parmi* la foule pour la remuer comme le bon levain remue la pâte, il lui enjoint de faire son œuvre à côté, en marge de la foule.

Tolstoï dit à chaque page : « Ecoute en toi-même la voix de ta conscience. Cela suffit. Discerne ce qui est bien et fais-le. Cela suffit. » Cela suffirait peut-être si les hommes, dans la société, s'ajoutaient les uns aux autres comme les chiffres d'une addition. Un total d'unités bonnes formerait une société bonne. Mais un enfant sait apercevoir qu'il n'en va pas du tout ainsi. Rien de plus enchevêtré que nos rapports sociaux. Chaque unité sociale dépend de toutes les autres, à chaque instant, de cent manières différentes. Et nous ne pouvons détruire cette solidarité sans détruire la société elle-même. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, il y a, à chaque époque, un milieu donné dont chacun reste, plus ou moins, le prisonnier, un milieu que nous traînons partout avec nous comme le forçat son boulet. Cette solidarité, qui est aussi une servitude, se fait sentir jusque dans les profondeurs les plus secrètes de la vie morale. L'homme social n'est pas plus le maître de sa moralité, qu'il ne l'est de sa nourriture et de son habillement.

A moins que l'on n'ait recours à cet expédient des anciennes religions, des anciennes métaphysiques pour lesquelles la bonne volonté, l'intention suffisait. Mais nous ne voulons plus aujourd'hui de cette morale d'escamotage et de lâcheté. On commence à s'apercevoir — enfin ! — que seule est morale, la morale qui se résout en actes, qui aboutit à des réalités utiles et bonnes, à un avantage, à un bienfait certain.

Comment ces actes s'accompliront-ils, si une *société d'injustice et d'exploitation* nous les interdit, si le milieu est plus fort que notre volonté ? Les meilleurs d'entre les hommes peuvent-ils, aujourd'hui, faire un seul pas, dans une ville, sans engendrer ou sanctionner de la misère, de l'injustice, faire un seul geste qui ne se prolonge en une longue répercussion de souffrance ? On a bien vite fait d'enjoindre : « Résiste à l'injustice, ne pactise pas avec le mal. » Mais comment obéir, lorsque le mal c'est le pain que nous mangeons, le vêtement que nous portons, *lorsque c'est* la vie tout entière dont nous sommes obligés de vivre ?

Irons-nous, comme voudrait Tolstoï, former sur d'autres bases, *et le plus loin possible*, de nouveaux groupements sociaux ? Mais qu'adviendra-t-il alors de la foule, si les meilleurs d'entre elle *l'abandonnent* ? Et croyez-vous donc que le mauvais souffle venu du grand milieu de corruption ne saura pas retrouver un jour votre oasis ?

On n'échappe ni par la fuite, ni par la ruse à cette grande *loi de toute transformation* sociale, conséquence immédiate, nécessaire de la socialité même. Dans la vie de ceux qui vivent par groupes solidaires, par ensembles

(1) Dans les passages où il est amené à discuter les opinions contraires à la sienne, Tolstoï s'entoure d'un semblant d'érudition auquel, seuls, les ignorants peuvent se laisser prendre. Il cite des ouvrages et des auteurs par centaines, mais il n'entame jamais, avec eux, une discussion suffisante. Il cite des faits, mais il ne les contrôle pas. Voir surtout à ce sujet : *Qu'est-ce que l'art ?*

organisés, rien ne sera changé un peu profondément tant que l'on ne s'en prendra pas aux ensembles mêmes, c'est-à-dire aux institutions. Il n'y a qu'un moyen de déserter *d'une façon certaine* la société mauvaise, c'est de la changer en une société meilleure. Pour que nous puissions devenir bons, non pas sur un point ou deux comme les héros de Tolstoï, dans telle ou telle circonstance déterminée, mais toujours et *partout*, dans cette masse de petites actions inconscientes et coutumières qui sont l'étoffe même de la vie, il faut que beaucoup d'autres deviennent bons autour de nous.

Sans doute, c'est de l'énergie, de la force morale de quelques-uns que procède, à un moment donné, le mouvement de transformation. Et en ce sens Tolstoï a raison de prêcher la régénération individuelle. C'est bien parce qu'une élite plus forte que son milieu, a su le briser déjà que ce milieu va disparaître. C'est bien parce qu'il y a déjà dans une société des hommes nouveaux que cette société se renouvellera un jour tout entière.

Ceux-là sont la cheville ouvrière de toute amélioration et, comme on dit, le sel de la terre. Mais devant cette force morale individuelle, devant cette capacité de réaction, si précieuse et si rare, ne tarde pas à se poser le problème du meilleur emploi. Or, il est impossible de résoudre ce problème autrement qu'il l'a toujours été; il est impossible de méconnaître que le point où ces précieuses énergies feront le plus utilement levier se trouve dans l'action révolutionnaire.

Les meilleurs, les plus hardis de tous les temps, ont été effectivement des révolutionnaires. Ils ont toujours compris que se transformer soi-même, se régénérer dans la mesure où notre milieu nous le permet, ne suffit pas, mais qu'il faut aussi travailler directement à transformer l'ensemble social dont on fait partie.

❖ ❖

Si Tolstoï, lui, ne l'a pas compris, c'est qu'il n'a jamais su reconnaître les grandes lois pourtant si claires, si évidentes de l'évolution des sociétés. Et s'il n'a pas reconnu ces lois, c'est qu'il a toujours méprisé l'observation méthodique de la réalité. Jamais il n'a consenti à s'abaisser vers cette modeste recherche de vérité que le commun des mortels appelle la science. En ce sens, on ne l'a pas assez dit, Tolstoï est resté, en dépit de la blouse du moujik, un aristocrate, l'aristocrate hautain et méprisant. Il a partout traité les faits et les idées comme ceux de sa caste traitaient leurs serfs, à coups de poing et à coups de fouet.

Oui, dans la personnalité si haute, si puissante de Tolstoï, à d'autres égards, il y a cette désharmonie étrange et pénible. Celui qui a glorifié les humbles et les simples et nous les a donnés en exemple, celui qui, pour s'en approcher davantage, a voulu vivre de leur vie et se vêtir comme eux, n'a jamais accueilli en lui-même, je veux dire tout au fond de lui-même, un peu de véritable humilité, un peu de véritable simplicité. Sans quoi il aurait sûrement reconnu, quelque jour, que l'homme ne porte pas en lui, comme en attente, un secret mystérieux de toute-sagesse et de toute-puissance. Il aurait sûrement reconnu que l'homme, créature de misère et de faiblesse, ne diffère pas essentiellement de tous les autres êtres qui sont à la surface de la terre, que les lois qui régissent l'évolution de tous les êtres s'appliquent à lui comme aux autres et que la vraie sagesse est de savoir nous y soumettre.

Épisode et moyen de l'évolution, la révolution est une de ces implacables nécessités. Nécessité plus forte que les hommes, si grands soient-ils, et plus forte que les partis. La révolution, ce n'est pas Pierre le républicain, Paul le socialiste ou Jacques l'anarchiste; c'est la société, c'est l'humanité qui veut vivre et, pour pouvoir continuer à vivre, doit se transformer. Tolstoï, pas plus qu'un autre, ne peut rien contre elle. C'est en elle que se concentrent, par elle que s'utilisent toutes les forces de bonté, de vérité et de justice, y compris celles qui ne lui étaient pas destinées. Et c'est par elle, finalement, que portera son fruit tout ce que Tolstoï lui-même a fait pour le bien des hommes.

CHARLES ALBERT.



Longtemps on avait été indécis sur la nature des blessures que peut causer de près le fusil russe à petit calibre et à balles en plomb durci revêtu d'une enveloppe de nickel. La question est tranchée depuis le 22 janvier dernier. La vitesse initiale, qui est considérable suffit, soit par son contact direct, soit par la pression qu'elle provoque par son choc dans les tissus, à réduire les os en éclats ou à causer de profondes et graves déchirures dans les organes en général. — C'est aux « qualités *» de cette arme qu'on doit attribuer les ravages causés par le feu des troupes dans la foule. Les médecins attribuent la très grande proportion des décès parmi les blessés à l'effet produit par les balles, qui ressemblent à des projectiles explosifs.* (La Patrie, *28 janvier.*)

● ●

A quoi sert l'emprunt russe?

L'effectif des chantiers maritimes allemands de Wilhemshaven va être porté de 6.000 à 14.600 ouvriers, par suite d'une forte commande de vaisseaux de guerre faite par la Russie. Les chantiers de Kiel et de Dantzig doivent être aussi agrandis considérablement pour le même motif. (Petit Parisien.)

L'ESPRIT DE RÉVOLTE

(Suite)

Les critiques que j'ai exposées dans le précédent article, peuvent expliquer la véritable impuissance de la Social-Démocratie en Allemagne. On nous donne, à chaque instant, comme exemple, l'organisation du parti social-démocrate allemand avec ses trois millions d'électeurs, avec son million de syndiqués. Mais on ne voit pas que ce qui fait la force de ce parti comme organisation, est justement la cause de sa faiblesse dans l'action. Les social-démocrates ont une organisation forte, c'est-à-dire hiérarchisée, réglementée, disciplinée; mais cette hiérarchie, cette réglementation et cette discipline ont tué chez les individus tout esprit d'initiative et toute énergie. En Allemagne, où les prolétaires sont plongés dans un milieu servile, il semble qu'il eût fallu lutter spécialement contre des habitudes (héréditaires et acquises) de soumission et d'obéissance, renforcées encore par un militarisme intense. Au lieu de cela, les social-démocrates ont consolidé l'esprit de résignation par une soumission et une obéissance complètes au comité directeur. Il en résulte une impuissance révolutionnaire que Jaurès lui-même a relevée et soulignée au congrès d'Amsterdam (1904).

Les syndicats allemands, asservis à la social-démocratie, souffrent du même esprit de résignation. J'ai encore à l'esprit la grève monstre des tisseurs de Silésie, qui ne laissait pas de causer quelques inquiétudes aux capitalistes et au gouvernement allemands. Malgré des conditions d'existence misérables, la grève se termina tout à coup sur un ordre venu du comité directeur, sans aucun résultat acquis. Et cette terminaison marque bien la passivité de la classe ouvrière aussi bien que le manque de confiance des dirigeants dans la force réelle de leur organisation.

Un exemple plus récent est la grève des mineurs de la Ruhr, grève monstre elle aussi. On a dit que 200.000 ouvriers avaient abandonné le travail. Dans le mouvement étaient réunis les socialistes, les chrétiens, les Polonais; ils avaient la sympathie du public, et il semble même que le gouvernement ne leur était pas défavorable. Tout à coup, le comité de la grève ordonne la reprise du travail (1); la continuation de la grève est au contraire votée par l'assemblée générale des mineurs; cependant le travail est repris, au moment où les mineurs belges venaient de se mettre en grève et apportaient une nouvelle chance de succès.

Dans cette grève de la Ruhr, se manifesta l'esprit de soumission des travailleurs allemands *organisés*. Calme, ordre et discipline; et pour assurer cet ordre et cette discipline, des mineurs portant un brassard blanc faisaient eux-mêmes la police et n'auraient pas hésité à livrer les « mauvaises têtes » aux gendarmes.

L'idéal des *chefs* socialistes paraît être le gouvernement autoritaire sur la masse. Le mouvement d'indignation, qui éclata en Italie en septembre dernier sous forme de grève générale, pour protester contre les fusillades des bersaglieris, se produisit spontanément parmi les travailleurs eux-mêmes, en dehors de tout mot d'ordre donné par la direction du parti socialiste. Mais ce parti socialiste, disait le correspondant du *Vorwærts* (d'après Jaurès) aurait été décidé (?) à exercer lui-même « une police socialiste » pour prévenir les violences individuelles, les méfaits et les pillages qui auraient pu déshonorer le mouvement et le *compromettre*. (Voilà le mot, en effet, qui sert à excuser toutes les lâchetés.) Et Jaurès ajoute : « C'est l'indice que l'idée de la grève générale, comme moyen d'action et de pression du prolétariat, entre dans sa période de maturité. » (*Humanité* du 3 octobre 1904.)

Pour d'autres raisons, l'organisation syndicale est *forte* également aux États-Unis, je veux dire également autoritaire.

Laurent Casas nous a fait ici le tableau de ces syndicats de travailleurs qualifiés (privilégiés) ayant à leur tête un état-major dictatorial. C'est contre cet état-major et cette forme autoritaire d'organisation que nos camarades américains sont obligés de lutter. Il en est de même pour les vieilles trade-unions anglaises.

En France, le mouvement syndical est indépendant de tout parti politique, et, sauf quelques rares corporations à direction autoritaire, ne souffre pas d'une réglementation excessive. Cependant cette indépendance d'allure ne laisse pas de gêner certains esprits; ils voient le désordre et la confusion là où il n'y a que la vie qui déborde hors des règlements fixés. Ils ont peur des cas exceptionnels que chaque jour amène, des conflits renaissants, des chocs et des

(1) Apparemment, par suite des promesses du gouvernement et pour ne pas « compromettre » le mouvement. C'est pour les mêmes raisons que le Comité fédéral des mineurs français n'avait pas décrété, *il y a deux ans*, la grève générale votée par les mineurs eux-mêmes; ceux-ci ont vu ensuite comment le gouvernement français a tenu ses promesses. Le vote récent du Sénat a été la juste récompense de la « sagesse » du Comité fédéral. Joucaviel lui-même le reconnaît dans une lettre parue dans la *Voix du Peuple* au commencement de février dernier.

heurts qui se produisent forcément dans une organisation libre. Ils voudraient que tout fût réglementé, fixé d'avance, sans s'apercevoir que ce serait faire de l'organisation corporative une machine bureaucratique où l'omnipotence des bureaux centraux (comités des fédérations et des bourses) réduirait les syndiqués à la situation de simples cotisants, recevant des ordres d'en haut. On arriverait, par amour de l'unité et de l'ordre, à annihiler l'indépendance des syndicats et à leur enlever toute vitalité. Une réglementation intense entraînerait les mêmes conséquences fâcheuses que celles que j'ai exposées plus haut : administration autoritaire, diminution de l'esprit d'initiative et de l'énergie révolutionnaire dans la masse (1).

Pour ne pas gêner la vie des syndicats, il faut au contraire que l'organisation qui les unit (fédérations, bourses) soit extrêmement libre. Actuellement les syndicats sont des groupements indépendants de travailleurs dans lesquels l'action de chaque individu peut se produire efficacement; les syndicats, à leur tour, interviennent d'une façon effective dans le fonctionnement de toute la confédération; en somme, ce sont eux qui jouent le rôle prépondérant dans la vie corporative.

D'ailleurs, en France, les militants auxquels leurs camarades confient une délégation, sont surtout considérés comme des propagandistes. C'est par la propagande, la persuasion, les renseignements fournis qu'ils travaillent le plus efficacement à l'œuvre d'organisation qui leur incombe. En dehors des tournées de conférences, en dehors de l'agitation dans les grèves, reste la correspondance avec les groupes qui est encore un moyen de propagande. Le rôle des militants n'est donc pas comparable à celui d'une direction gouvernementale; il est de travailler à éduquer les individus, à dégager les revendications ouvrières, à renforcer l'esprit de révolte. D'ailleurs les délégués sont désignés pour ce but nettement déterminé et avec un *mandat impératif*. Ils ne pourraient donc se considérer comme investis de pouvoirs dictatoriaux.

L'œuvre des propagandistes dans une organisation libre n'est donc en rien comparable à celle des dirigeants dans une organisation forte. Au lieu de décider, de gouverner, d'habituer les individus à recevoir des ordres, ils ont à encourager les travailleurs à manifester leurs besoins et leurs revendications; ils ont à faire apparaître clairement aux gens la cause de leurs souffrances, de leurs deuils, de leur misère, de leur servitude; ils exaltent ainsi leurs sentiments; et c'est la force de ces sentiments qui décide l'action et qui fait éclater la révolte.

Le premier effet de la propagande est de se traduire par la multiplicité des grèves; mais il est bien evident que la propagande ne fait qu'aviver des souffrances réelles, préciser des besoins urgents; elle ne fait qu'encourager les intéressés eux-mêmes à poser leurs revendications et à les imposer. Ce sont donc, en fin de compte, les intéressés qui décident leur mouvement, et, pour qu'il ait quelque chance d'aboutir, ce sont eux qui doivent le mener, en profitant des renseignements fournis et de l'expérience acquise par leurs camarades de classe.

Cette expérience montre, d'abord, que les revendications ouvrières n'ont jamais abouti que si les travailleurs ont pu les imposer *par intimidation*. Lorsque, confiants dans la justice de leur cause, ils ont fait appel à l'humanité des patrons ou à la bienveillance des pouvoirs publics, le meilleur résultat obtenu a été la duperie de quelques belles paroles; ordinairement il ne leur a été répondu que par un refus hautain et sec, à moins qu'on ne les ait simplement fusillés, comme le 22 janvier à Saint-Pétersbourg.

(*A suivre.*) M. Pierrot.

(1) Voir les articles de Sieurin dans les n°s 209 et 213 de la *Voix du Peuple* (octobre-novembre 1904). Le projet de Sieurin comporte une hiérarchie administrative, ayant à sa tête des comités élus à deux ou trois degrés. Le pire résultat serait qu'une telle organisation assurerait la permanence et l'omnipotence des délégués, et créerait un état-major dictatorial comme dans les trade-unions américaines. Le but principal de Sieurin me paraît avoir été de restreindre la participation aux congrès corporatifs; ces congrès pourraient alors avoir une belle tenue; on ne sortirait pas du programme fixé à l'avance et on serait sûr d'épuiser tout l'ordre du jour. Quel beau résultat! Au fond, les congrès corporatifs n'ont de raison d'être que pour la propagande, c'est leur seule utilité réelle et incontestable. Ils mettent en rapport les militants de tous les coins de la France entre eux et à la fois. Dans le heurt des discussions, on se met au courant les uns des autres des différentes méthodes de tactique employées; les mérites et les défauts particuliers de ces méthodes apparaissent vivement sous la critique mutuelle; les faits sont exposés et rétablis dans leur vraie signification, les idées se précisent. Et la propagande reçoit ainsi une impulsion vigoureuse qui se répercute ensuite dans tout le pays, grâce aux discussions, quelquefois bruyantes et orageuses, mais qui sont par là même l'expression d'une vie intense et réelle.

Légitime Défense

Ce qui devait arriver devant les procédés des hordes policières du sieur Lépine s'est produit. Exaspéré par les brutalités des agents en train d'assommer un de ses camarades déjà à terre et dans son impuissance à le défendre autrement, un ouvrier gréviste, le camarade Chandelier, a tiré un coup de revolver sur celui qui frappait avec le plus d'acharnement et la balle, l'atteignant au bas-ventre, l'a grièvement blessé.

Il fallait, pour l'exemple, que cela arrivât et les assommades quotidiennes dont sont victimes les Parisiens qui ont le malheur de se trouver en présence des brigades lépiniennes à la moindre manifestation, devaient inévitablement provoquer quelque jour des représailles.

L'acte de Chandelier est de ceux dont une *Ligue des Droits de l'homme et du citoyen*, simplement soucieuse du respect de la liberté individuelle, ne devrait pas hésiter un instant à prendre la défense.

L'acte de Chandelier, nous l'avons tous plus ou moins conçu. Plus courageux que nous, il n'a pas hésité, lui, à l'accomplir.

Voici, d'après un témoin, le récit des faits que j'ai entendu moi-même confirmer par plusieurs grévistes :

Un groupe de grévistes de la voiture stationnaient jeudi matin, vers 11 h. 30, à l'entrée de l'atelier de charronnage Rivière, situé au n° 5 de la rue du Chevaleret, pour se concerter avec leurs camarades qui travaillent encore dans cette maison et faire appel à leurs sentiments de solidarité.

Les forces policières, bien entendu, étaient nombreuses.

Un des grévistes, nommé Chassaing, avait à la main une bicyclette, ce qui ne lui permettait guère d'être dangereux. Un agent cycliste, voulant faire sans doute de l'esprit, lui dit : « Voulez-vous faire une course avec moi? » Chassaing répondit : « Occupez-vous donc de faire votre service, qui ne nécessite d'ailleurs pas grande peine. » Et il ajouta : « Vous avez tous un « poil » dans la main. »

A ces mots, l'agent, rendu furieux, s'élança avec quelques autres policiers contre le gréviste qu'ils rouèrent de coups. Bientôt le malheureux, terriblement malmené, perdit du sang par la bouche.

Alors un jeune camarade de Chassaing, Antoine Chandelier, employé chez M. Rivière, s'avança vers les agents et leur dit, en termes mesurés, qu'ils n'avaient pas le droit de se conduire de la sorte.

Furieux de cette intervention, les agents se jetèrent sur Chandelier. Le sabre à la main, ils le menacèrent. Le gréviste s'adossa au mur de l'usine et, faisant face à ses agresseurs, leur dit : « Si vous me touchez, je tire... »

Un agent lui porta un coup de poing.

Sortant un revolver de la poche de son veston, Chandelier fit feu et une balle alla frapper l'un des policiers au bas-ventre.

Les camarades malheureusement perdirent la tête et se mirent à s'enfuir de tous côtés, pendant que les collègues du sergot blessé tombaient à coups de pied et à coups de poing sur Chandelier, qui fut arrêté. Quant à Chassaing, il était dans un tel état qu'il dut être transporté à l'hôpital.

Il ressort de ce récit, fait et répété par vingt témoins dignes de foi, que lorsqu'il a tiré, Chandelier était incontestablement en état de légitime défense, ce qu'aurait du reste reconnu, quoique la chose paraisse bien invraisemblable, l'un des policiers présents.

Meurtri de coups, le nez brisé, la lèvre fendue et se plaignant de vives douleurs internes, — ce que s'est empressé de faire constater son avocat — Chandelier a été envoyé à l'infirmerie du dépôt où son camarade Chassaing a été mené à son tour. Ce dernier impliqué dans l'affaire comme « complice »!

❖ ❖

Chandelier, en cette circonstance, n'a fait, en se défendant, que venger, et bien faiblement, les nombreuses victimes journalières des brutes qui sont ironiquement chargées de « maintenir l'ordre ». Il nous appartient à notre tour de prendre sa défense.

Déjà, dans les milieux ouvriers, à la Bourse du travail, des camarades font le nécessaire, recueillent des témoignages, font signer des pétitions, etc.

Chandelier a une compagne et un enfant aujourd'hui privés de leur soutien; nous ne devons pas permettre que, matériellement au moins, les siens souffrent de son absence. Nous faisons pour eux appel à nos amis et nous ferons parvenir à sa compagne, ce qui pourra nous être envoyé à cet effet.

P. Delesalle.

Pour tout envoi d'abonnement, changement d'adresse, commande de livres ou de brochures, prière aux abonnés de joindre la dernière bande du journal reçu. Cela est indispensable.



FRANCE

Le Homestead en France. — M. Ruau, ministre de l'agriculture, a déposé dernièrement sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour l'application en France du « Homestead » ou bien de famille insaisissable, tel ou à peu près qu'il existe déjà en Angleterre et en Belgique : Tout propriétaire de terres d'une valeur au-dessous de 8.000 francs (chiffres du projet) ne pourra voir son bien saisi sous aucun prétexte; le bien de famille ne pourra plus être grevé d'aucune hypothèque.

Les auteurs du projet sont guidés, disent-ils, par le souci de protéger la petite propriété rurale. En apparence, la nouvelle loi semble devoir atteindre le but que ses auteurs veulent ou prétendent lui donner; mais qu'on l'examine de près, on sera convaincu qu'elle amènera des résultats tout à fait opposés.

Jetons un coup d'œil sur l'état actuel de la petite propriété.

Le petit propriétaire travaillant lui-même sa terre, doit le plus souvent, surtout s'il a voulu suivre les récents progrès apportés en agriculture, une somme égale, si elle ne la dépasse, à la valeur du bien qu'il possède. Soit par gloriole, soit pour ne pas éloigner son futur gendre, il cache soigneusement au public sa situation endettée. A la faveur du secret, son créancier, presque toujours le riche propriétaire voisin, lui prête avec usure. Et si le pauvre homme sort un jour de cette situation, ce n'est que par des prodiges de travail et à la suite de privations sans nombre.

Qu'arrivera-t-il avec la nouvelle loi?

Le petit propriétaire, ne pouvant plus fournir sa propriété comme gage, la loi l'ayant déclarée insaisissable, ne trouvera plus prêteur et se verra dans l'obligation de vendre son lopin. L'acquéreur en sera le plus souvent le riche propriétaire qui se donnait des airs de protecteur parce qu'il prêtait à taux illégal.

Et voilà comment on aura protégé la petite propriété.

Les conséquences d'une telle loi ne sont pas d'ailleurs pour nous déplaire : les petits propriétaires, qui tremblent lorsqu'on leur parle d'expropriation socialiste, les petits propriétaires d'aujourd'hui, dépossédés demain, viendront grossir le nombre des prolétaires de la glèbe et apporteront aux vrais travailleurs des champs leur concours dans la lutte pour l'acquisition de la terre par l'expropriation des agriculteurs en chambre.

PAUL DEGUIRAUT.

❖ ❖

SAINTES. — **Pour 90 francs.** — A Saint-Romain-de-Benet, près de Saintes, M. Rembert Favre, n'étant pas en mesure de payer une somme de 90 francs, qu'il devait à un sieur X... fut condamné par le juge de paix, ce qui porta la dette à 100 fr., frais compris.

M. Rembert, mal conseillé, ne broncha pas, dans la pensée qu'on l'attendrait jusqu'à la prochaine récolte, mais l'huissier dédaignant le mobilier du paysan, qui valait dix fois la somme saisie, fit vendre sept hectares quarante-quatre ares trente-quatre centiares de terres excellentes, bois, prés, vignes, etc., plus les bâtiments de ferme, toits, hangars, jardins, chais, le tout d'une valeur minimum de quinze mille francs, appartenant à la femme Rembert.

Quinze mille francs pour quatre-vingt-dix francs ! Bien entendu, c'est le créancier qui s'est rendu adjudicataire pour une somme infime.

Détail caractéristique, le dernier acte signifié par l'huissier a coûté 80 fr. 80, presque le montant de la dette !

Tout cela s'est fait d'ailleurs judiciairement, en présence du ministère public et le pauvre paysan n'a été défendu ni contre son inertie, ni contre son ignorance. Il est sur la paille pour quatre-vingt-dix francs !

(*Petit Méridional.*)

❖ ❖

Ce qu'on devrait lire partout. — Copie d'une affiche apposée à Villeneuve-Saint-Georges :

« Le parc de Beauregard étant *la propriété de tous* les habitants de la commune, il est placé *sous* leur *surveillance collective*.

« Ils ont intérêt à ce qu'il ne soit commis aucun dégât soit aux arbres, soit aux objets, et à recommander aux enfants d'éviter toute dégradation, tout dépôt d'ordures et surtout de respecter les nids.

« La vigilance publique permettra d'économiser la dépense d'un gardien et conservera en bon état la promenade favorite des Villeneuvois. »

⁂

MONOGRAPHIES

Quimperlé.

Petite ville de 8.000 habitants. Importante population ouvrière.

Parmi les grandes exploitations industrielles, on peut citer :

L'usine de Mauduit, fabrique de papier à cigarette et papiers fins, employant environ une centaine d'ouvriers et ouvrières.

Les hommes vivent dans une atmosphère empestée par l'odeur du chlore et travaillent le jour ou la nuit indistinctement, sans augmentation de salaire pour les heures de nuit. La journée est de 1 fr. 50 à 2 francs. Une très petite minorité arrive à 4 fr.

Les femmes sont employées au paquetage ou au déchiquetage des chiffons. Elles sont payées pour ce dernier travail à raison de 1 franc les 100 kilos. Les plus actives déchiquètent à grand'peine 100 kilos en 12 heures. Le danger de ce travail est constitué par les poussières malsaines qui se dégagent en grand nombre et s'introduisent dans les voies respiratoires. Les paqueteuses gagnent de 1 fr. 50 à 1 fr. 75, mais travaillent, comme les hommes, indistinctement de jour et de nuit.

Le patron, réactionnaire puissant, est un de ceux qui ont compris que le meilleur moyen de maintenir les exploités dans le « devoir » est de créer parmi eux une classe de privilégiés. Beaucoup d'entre eux ont donc leur logement pour rien, ce *qui ne veut pas dire qu'ils ne le payent pas d'une autre manière.*

L'usine Savary, compagnie anonyme, emploie également une centaine de travailleurs à la fabrication des machines agricoles. La durée de la journée y est de 10 h. 1/2. Elle est payée 3 francs, 3 fr. 75 et 4 francs. La discipline est draconienne. Tout ouvrier surpris à parler pendant le travail est passible d'une amende de 1 franc. Chez Savary comme chez de Mauduit, il y a une caisse patronale et une caisse de secours mutuels.

L'usine Tréguier autre fabrique de machines agricoles, appartient à une compagnie de jésuites dont un homme de paille fait les affaires. Les salaires sont de 2 fr. 50, 2 fr. 55, 3 francs au maximum. La paye se fait dans un débit appartenant au patron et où les ouvriers laissent comme de juste une partie de leur argent. Ceux qui chaque matin ne s'offriraient pas un verre dans le débit patronal, ne resteraient pas longtemps dans la maison.

Les maçons sont payés 3 francs par jour ; les manœuvres, 2 francs l'été et 1 fr. 50 l'hiver.

Prix des vivres : bœuf, 0 fr. 70 la livre ; lard, 0 fr. 75 ; veau, 0 fr. 60 ; mouton, 0 fr. 70 ; pain, 0 fr. 90 les trois kilos.

Prix du loyer : 60 à 100 francs pour une seule chambre où s'entasse d'ordinaire toute une famille ouvrière. Les habitations sont, pour la plupart, incommodes et malsaines. Dans les trois quarts des maisons, il n'y a même pas de water-closets.

Quimperlé comprend deux paroisses et les curés y sont nombreux. Deux couvents dont l'un de religieuses autrefois cloîtrées comporte une école. Dans l'autre appelé la Retraite et où sont enfermées de vieilles bigotes, les jeunes gens des campagnes viennent faire chaque année, avant de partir au régiment, une manifestation religieuse.

Il vient de se fonder une *ligue des femmes françaises* sous le patronage de quelques dames riches.

L'alcoolisme fleurit, ici, comme dans tout le Finistère. Hommes et femmes s'y livrent d'un bout de l'année à l'autre. Les femmes, de plus, sont extrêmement déprimées par la religion. C'est dire que la mentalité de la classe ouvrière est aussi basse que possible. Il existe depuis un an un syndicat de menuisiers, qui a été bientôt suivi par celui des maçons et de la métallurgie. Mais ce sont des syndicats jaunes. A peine si quelques jeunes gens commencent à s'apercevoir que leurs aspirations ne peuvent pas s'accorder avec l'esprit des jaunes.

A signaler une grève récente des maçons pour une augmentation de salaire et une diminution des heures de travail.

L. F.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

L'important mouvement gréviste qui sévit actuellement — il y a à Paris plus de 30.000 ouvriers en grève, tant mouleurs qu'ouvriers en voitures, cordonniers, etc. — a eu le don d'exaspérer le chef des policiers qui est sans conteste le véritable maître de Paris. La Bourse du travail, du matin au soir, est cernée par les brigades lépiniennes, flanquées de gardes municipaux à pied et à cheval. Le quartier tout entier a l'aspect d'un camp.

Bien entendu, ce déploiement de police ne peut qu'exaspérer les travailleurs qui vont à la Bourse du travail pour discuter leurs intérêts, et inévitablement des conflits se produisent. L'on ne voit même pas bien dans quel autre but, un pareil déploiement de forces se trouve continuellement en permanence aux alentours de la Bourse du travail.

Le respect de la liberté de réunion et de la liberté individuelle, cela n'existe pas pour des travailleurs en grève. On les frappe, on les bouscule, on les empêche de circuler, on les arrête même et personne ne dit mot. Les travailleurs se défendent comme ils le peuvent, mais toutes les ligues des Droits de l'homme et du citoyen, si pointilleuses lorsqu'il s'est agi de l'honneur et de la liberté d'un juif millionnaire, se taisent et ne font rien. Les travailleurs sauront se le rappeler, à n'en pas douter, quand l'occasion s'en présentera et qu'il s'agira de faire appel à nouveau à leur concours.

En tout cas, cette haine contre des ouvriers en grève luttant pour un peu plus de bien-être, montre combien la bourgeoisie, malgré tous les boniments doucereux qu'elle prodigue de temps à autre à la classe ouvrière, entend se défendre quand tant soit peu elle craint pour ses privilèges menacés.

En attendant, si cette répression et ces provocations stupides ne prennent pas fin, les pires conflits sont à redouter. L'acte de Chandelier se reproduira, des conflits plus graves encore en résulteront, conflits cherchés, provoqués par la police et l'imbécillité de son chef.

Nous vivons décidément sous une drôle de république, et si parfois il y a encore des gens qui peuvent se faire illusion, je les engage à essayer de se rendre un jour à la Bourse du travail, ils pourront alors se rendre compte qu'il n'y a pas précisément qu'en Russie où les travailleurs ne sont pas libres.

Lépine est tsar, mais cela a une fin et ce qui se passe chez « l'allié » devrait lui donner à réfléchir.

❖ ❖

Quelques maisons ont bien accordé satisfaction à leur personnel, mais la grève des ouvriers en voitures et carrosserie n'en continue pas moins, et à l'heure où j'écris, plus de 15.000 ouvriers de cette corporation sont en grève.

Les deux chambres syndicales patronales des carrossiers et des constructeurs de voitures de commerce refusent de faire droit aux revendications ouvrières qui portent principalement sur la suppression du marchandage, du travail aux pièces ainsi que l'unification des salaires et la reconnaissance de l'organisation ouvrière.

Des réunions ont lieu chaque jour sur différents points de Paris ainsi que dans la banlieue, où les ateliers sont nombreux.

La police et par endroits la troupe « protègent » les usines et se montrent d'une violence inouïe envers les travailleurs. Nous avons raconté d'autre part ce qui en est résulté et comment l'ouvrier gréviste Chandelier a dû tirer sur les policiers pour protéger sa vie et celle d'un de ses camarades menacées.

L'agitation est si intense que lundi et ces jours derniers, plus de trente réunions ont dû être organisées à la même heure sur différents points de la capitale.

Certains patrons s'offrent à accorder la journée uniforme de dix heures, le repos hebdomadaire et la reconnaissance de la chambre syndicale, mais se refusent à la suppression du marchandage et du travail aux pièces, revendications que les grévistes considèrent comme essentielles et auxquelles ils tiennent le plus.

Chez les mouleurs, situation à peu près stationnaire, quoiqu'un certain nombre de patrons aient fait droit aux revendications des grévistes. Tous céderont les uns après les autres. Un patron, Piat, rue Saint-Maur, fait des annonces dans les journaux de province pour demander des ouvriers. Que les intéressés se méfient.

Chez les cordonniers de la maison Bressois et Pemartin, et la maison Plé, la grève englobe 1.500 ouvrières et ouvriers, et aucune modification importante n'a été apportée à la situation.

A l'assemblée générale de la corporation parisienne, qui a eu lieu à la Bourse du travail, les adhérents du syndicat des cordonniers de la Seine ont décidé de prélever chaque jour cinquante centimes sur leurs salaires pour soutenir les grévistes. Quelques ouvrières, ceintes d'une écharpe rouge portant cette inscription : *Grève des cordonniers*, chantent dans les cours des quartiers populaires et font des collectes pour les grévistes.

❖ ❖

La Bretagne ouvrière continue à être en ébullition et à peine les grèves ont-elles cessé dans une localité que d'autres éclatent dans celles d'à côté.

Ces jours derniers, c'est à Brest que de nouveau le mouvement sévit avec le plus d'âpreté. La grève est en effet générale parmi les ouvriers du bâtiment et les travailleurs de vingt corporations diverses environ ont abandonné les chantiers et ateliers. 5.000 ouvriers pour le moins ont quitté le travail. Et la grève a gagné les ouvriers des centres environnants, Lambezellec, Saint-Pierre Quilbignon, Saint-Marc et s'étend jusqu'à Trez-Hir, à 14 kilomètres de Brest où les grévistes se sont rendus en cortège pour inviter leurs camarades à se joindre à eux. Partout ils ont été reçus avec enthousiasme et les travailleurs d'un commun accord ont dressé le cahier de leurs revendications, qu'ont, bien entendu, refusé d'examiner MM. les patrons.

Voici quelques chiffres relatifs aux salaires payés dans la région ; l'on pourra se rendre facilement compte ainsi combien ce mouvement est justifié.

D'après un tableau établi par une enquête minutieuse de la Bourse du travail, pour les maçons par exemple, les chiffres maximum accusent un salaire journalier de 3 fr. 60, avec 120 jours de chômage par an, 12 heures de travail en été, 10 heures en hiver. La moyenne du loyer est de 140 francs. Reste pour vivre 735 francs. Ressource annuelle par personne, 625 francs; journalière, 1 fr. 71. Ces calculs, établis pour les ouvriers maçons les plus avantagés, sont loin d'équivaloir à la moyenne des salaires, qui est beaucoup plus faible. Il en est à peu près de même pour les autres corporations. Quant aux manœuvres, leur salaire journalier ne dépasse jamais 2 fr. 50 par jour.

Pour les charretiers et similaires, les revendications suivantes sont présentées par les ouvriers : Journée de huit heures; salaire de 3 fr. 50 par jour pour les ouvriers payés à la journée et une somme de 90 francs pour ceux qui sont payés mensuellement; heures supplémentaires payées double pour les charretiers; le salaire de nuit, également double pour les corporations où cela est fréquent.

Grève également des garçons marchands de vin et tonneliers et des carriers de Daoulas.

La grève est fortement organisée et la solidarité semble ne pas vouloir faire défaut. Les travailleurs syndiqués de l'arsenal ont décidé de verser pour les grévistes la somme de 50 centimes le soir de la paye et à abandonner le sou de grève, c'est-à-dire que chaque ouvrier versera 5 centimes par jour aux ouvriers du bâtiment jusqu'à la reprise du travail.

Des soupes communistes fonctionnent à la Bourse du travail.

La troupe, dont c'est devenu à peu près la principale et unique fonction, garde les usines patronales et des patrouilles de dragons circulent en ville jour et nuit, ce qui a provoqué à plusieurs reprises, notamment devant la Bourse du travail, des manifestations nettement antimilitaristes.

Des sentinelles sont en permanence devant certains ateliers, où elles montent la garde pour protéger usine et coffre-fort. De plus, Hamard, chef de la sûreté, s'est rendu à Brest pour essayer, de concert avec les autorités, d'organiser une répression méthodique.

Que nos camarades se méfient; quelque mauvais coup est certainement préparé contre eux.

A Limoges, grève des ouvriers et ouvrières de la maison Fougeras, qui demandent entre autres choses le relèvement de leurs salaires, la réintégration d'ouvriers renvoyés sans motifs, et le renvoi d'un directeur incapable et féroce, aux *femmes* principalement. La solidarité s'exerce dans les autres ateliers de la corporation où les travailleurs prélèvent 5 0/0 sur leurs salaires pour secourir les grévistes.

A la porcelainerie Haviland, la grève continue pour deux ou trois catégories d'ouvriers. La direction essaie de fatiguer leur patience en répondant par des faux fuyants aux revendications formulées. Les ouvriers n'en sont pas dupes et résistent.

A Laval, à la manufacture de coton, 800 ouvriers ont dû quitter le travail.

A Saint-Florent, les ouvriers décolleurs réclament le renvoi d'un directeur qui serait mieux à sa place comme garde chiourme qu'à la tête d'une entreprise industrielle.

Les ardoisiers d'Avrillé en grève depuis le 1er février continuent vaillamment la lutte.

A Saint-Amand, grève d'ouvriers menuisiers.

A Cette, grève des ouvriers du bâtiment.

A Lyon, Valence et Marseille, grève des ouvriers et ouvrières bâcheurs des diverses succursales de la maison Cauvin-Yvose.

Ils formulent les revendications suivantes :

Pour les hommes, la journée de 4 fr. 50, tarif qu'ils avaient autrefois, au lieu de 3 fr. 75, tarif actuel.

Pour les femmes, la journée de 2 fr. 25 au lieu de 1 fr. 50 qu'elles ont actuellement ; les ouvrières demandent en outre une indemnité de fil de 0 fr. 20 au lieu de 0 fr. 15.

P. Delesalle.

⁂

ITALIE

Décidément, un peu partout, l'*action directe* va devenir la grande arme des ouvriers qui commencent à comprendre que la réalisation de leurs revendications — si minimes soient-elles — ne peut dépendre de l'action parlementaire. S'il y avait une catégorie de travailleurs en Italie qui tendait à préférer encore l'action légale et platonique à l'agitation décidément révolutionnaire, c'étaient bien les employés des chemins de fer — les *ferrovieri*. Leur situation d'employés d'un si important service public les rangeant parmi les employés d'Etat, ils bénéficiaient de certains privilèges, mais, en revanche, ils étaient astreints à certaines obligations et exposés à d'inévitables représailles, au moindre écart : avantages et obligations peu propices à un rapide développement de l'esprit révolutionnaire et de la solidarité ouvrière parmi eux. On l'a bien vu lors de la dernière grève générale, lorsqu'ils ne jugèrent pas à propos de faire cause commune avec les travailleurs de toutes catégories qui, dans des centaines de villes, s'abstenaient du travail en signe de protestation contre les massacres systématiques d'ouvriers et paysans, et cela afin de ne pas entraver les pourparlers entre leurs représentants et le gouvernement pour une amélioration de leur condition. Cette amélioration, ils la réclamaient depuis presque vingt ans : toujours on promit de s'occuper d'eux. Ne s'apercevaient-ils donc pas qu'on les leurrait et ne se rendaient-ils pas compte de quel formidable levier ils auraient pu disposer en adoptant l'action directe et révolutionnaire ?

Il semble qu'ils se disposent à le comprendre, un peu tard il est vrai, mais toujours assez tôt s'ils savaient persévérer dans la voie engagée et se décider pour la grève générale. D'un bon commencement ils ont fait preuve par cet original moyen de sabottage qu'est « l'obstructionnisme », pratiqué par eux, dans cette première période de leur agitation, avec une merveilleuse fermeté et cohésion, malgré l'antipathie qu'inévitablement cette attitude devait leur créer dans le public « bien pensant », et les insultes que leur ont prodiguées les organes de la presse *même* démocratique. Cet « obstructionnisme », qui consiste tout simplement dans l'observation et l'application stricte, pédante, méticuleuse des règlements des chemins de fer, a, outre sa portée pratique immédiate de pression sur les classes dirigeantes, encore cet avantage fort appréciable de ridiculiser l'engrenage compliqué des règlements — lois sur petite échelle — en montrant leur inutilité non seulement, mais leur absurdité, puisque leur rigoureuse application ne peut qu'entraîner le désarroi, la confusion dans le service auquel elles s'appliquent.

Certes, « l'obstructionnisme » n'est qu'un moyen occasionnel et transitoire, et déjà à l'heure qu'il est les *ferrovieri* en ont décidé la cessation. Ce ne sera pas, espérons-le bien, pour céder aux « sages conseils » des politiciens du réformisme bourgeois ou socialiste qui font tout pour leur faire accepter le projet de loi par laquelle, à l'occasion de l'imminent rachat des chemins de fer par l'Etat, ils bénéficieraient d'insuffisantes améliorations, mais... ils se verraient privés de tout droit de grève, et leurs revendications ultérieures soumises à l'arbitrage obligatoire, si cher aux socialo-réformistes, comme aux pseudo-révolutionnaires du parlementarisme.

Ce droit de grève, ils ne pourront le défendre que s'ils en savent faire dès à présent usage : la grève générale des *ferrovieri*, si elle a lieu, sera un encourageant symptôme de la marche en avant du mouvement ouvrier italien.

C. F.

⁂

TURQUIE

Constantinople, 25 février 1905.

Tout Yildiz est en émoi! Depuis la fin tragique du massacreur Serge, l'égorgeur des Arméniens ne se sent plus tranquille. Ses créatures les plus fidèles lui paraissent suspectes et c'est le moment pour ces hommes de cour de mener à fin leurs petites intrigues. Chacun prétend assurer à sa manière, la sécurité du Grand Assassin, qui, de son côté, croit s'attacher cette bande de vautours en leur jetant de l'argent et des décorations.

Le chef des espions, sorte de de Plehve aussi méprisé et haï que l'était celui-là par la société pétersbourgeoise, vient de recevoir la plus haute des décorations, un crachat en or serti de brillants.

La mort du grand-duc Serge impressionna fort le sultan, qui, craignant pour les jours précieux de son digne ami Nicolas II, a mis à la disposition du massacreur du 22 janvier, quatre régiments de Hamidiés, les mêmes qui firent et font encore merveille en Arménie.

La vermine de tout pays forme une sainte alliance, a dit Heine en des vers restés célèbres. C'est tout naturel. Mais ce qui ne l'est plus, c'est que des peuples civilisés et fiers de leur liberté aident les tyrans, et leur avancent les fonds qui leur permettent de poursuivre leurs œuvres sanglantes. C'est ainsi que les enfants des révolutionnaires de 89 sont en train de consentir un prêt au sultan, prêt qui va l'aider à combattre non pas des concurrents comme le sont les Japonais pour les Russes, mais ses propres sujets qui, opprimés, écrasés et à bout de patience, cherchent à se libérer de ce joug tyrannique. M. Constans, le bâcleur d'affaires, est parti à ce sujet pour la France. Avant son départ, il a invité le gouvernement ottoman à se pourvoir dans son pays de canons bien supérieurs, affirme-t-il, à ceux de Krupp. Les Arméniens et les Macédoniens mis en miettes par ces engins se consoleront en se disant que c'est avec des canons français, des canons républicains, des canons fabriqués par les mêmes hommes qui ont décrété les droits de l'homme que le sultan les met à la raison. Ne pouvant rien contre cet argument plus que diplomatique du père Constans, le grand vizir lui fit la promesse formelle de consacrer une grande partie de l'emprunt, le tiers si je ne me trompe, à l'achat de canons français.

Dans un bel article du *Courrier Européen* Bjornsterne Bjornson a prouvé que les avances faites à un gouvernement en conflit avec un autre constituaient une véritable contrebande de guerre. J'irai plus loin que cet éminent écrivain, et je dirai que les fonds avancés à des tyrans de l'acabit de Hamid et Nicolas, ne sont pas seulement de la contrebande de civilisation, s'il est permis de s'exprimer ainsi, mais bel et bien un crime de lèse-humanité. Refuser de l'argent à ces tyrans, c'est les acculer à la faillite et avec elle à celle de leur système antihumain. Donner de l'argent à ces massacreurs, c'est tout bonnement les aider dans leurs œuvres de meurtre et de rapines.

⁂

NOUVELLE-CALÉDONIE

La traite des nègres (*suite*). — Comme nourriture, voici administrativement ce que l'engagiste doit par engagé Néo-Hébridais.

682 (*sic*) grammes de pain ou 800 grammes de riz (1).

250 grammes de viande crue (2).

24 grammes de sel.

60 grammes de *sucre* (cassonade).

3 grammes de thé.

Et comme salaire quinze francs par mois, sur lesquels quinze francs l'administration fait une retenue pour les frais de rapatriement du Canaque, à l'expiration de son engagement, ainsi que pour le tant pour cent, généralement 10 0/0, en faveur du chef.

Quant à la journée de travail, le règlement établi par l'émigration, stipule que l'engagé doit, s'il est employé comme ouvrier, dix heures de travail, « tout son temps » s'il est domestique; cette restriction présente à l'engagiste une perche ou plutôt une matraque tendue bien à propos pour casser les reins aux règlements ; aussi tous les employeurs ne considèrent-ils jamais leurs *engagés* que comme domestiques et leur font-ils faire jusqu'à quatorze heures de travail en été et par n'importe quel temps. Je pourrais citer le nom de l'un des gros propriétaires calédoniens qui par des pluies torrentielles comme il en tombe ici, fait garder ses hommes aux travaux de binages dans ses caféries; il sait pourtant bien que le travail fait dans ces conditions ne sert à rien, mais non, pour cet individu, ses engagés, et il en a environ trois cent cinquante à quatre cents, tant Néo Hébridais que Calédoniens, Tonkinois et autres, ne sont pas des hommes, ce sont ses esclaves. Il trouve même, je crois, très étonnant de n'avoir pas droit de vie et de mort sur ces gens-là comme sur son bétail.

Dans les mines, les engagés ne font peut-être pas autant d'heures de travail mais les travaux sont beaucoup plus durs. Le Canaque qui travaille dans une mine n'est généralement occupé qu'aux travaux de trafic du minerai pesant une moyenne de 30 à 35 kilos ; personnellement, je connais une des plus importantes exploitations sur laquelle, en moyenne, chaque Canaque se passe dans les bras le joli chiffre

(1) Le choix n'est pas à la volonté de l'engagé, mais à celle de son exploiteur.

(2) S'il y a 100 grammes d'os, c'est la même chose.

de cent cinq tonnes, 105.000 kilos à remuer dans sa journée. *A ceux qui trouveront cela exagéré, j'offre des preuves.* Le trafic sur cette exploitation se fait par va et vient, transporteurs aériens; chaque va et vient descend par jour trois mille sacs de 35 kilos ; il y a à la charge deux Canaques néo Hébridais (1) et ces deux Canaques pour changer les chariots du transporteur, sont obligés de reprendre les sacs en deux fois, ce qui fait qu'il leur passe bien dans les bras cent cinq mille kilos par jour chacun.

Que gagnent ces gens-là pour un travail pareil ? moins de 50 centimes par jour, en déduisant les retenues qui leur sont faites par l'administration et quelquefois les amendes infligées par les patrons ou contre maîtres.

Comment sont-ils nourris? avec quelques poignées de riz.

Que ceux qui crient vengeance,lorsqu'ils apprennent qu'un négrier a été massacré avec son équipage sur les côtes des Hébrides, réfléchissent bien. Ces hommes noirs sont dans leur droit en se défendant contre des hommes blancs que la civilisation n'a pas encore réussi à débarrasser de leurs instincts de barbarie; ces noirs regardent ces blancs comme des animaux dangereux pour eux et les tuent, ce n'est que justice.

La mentalité des négriers-recruteurs, celle des commerçants entrepositaires de chair humaine et de ceux qui tirent profit de ce commerce,est bien au-dessous de la mentalité de ces néo Hébridais ; les premiers ne mettent à profit les progrès qu'ont fait faire à leur race plusieurs siècles de civilisation,qu'à seule fin d'en tirer le parti le plus avantageux pour assouvir leurs mauvais instincts, et par cela même ils deviennent aussi nuisibles et dangereux pour l'avenir de la société que les inventeurs de fusils Lebel ou de canons à tir rapide,qui ceux-là mettent à profit les progrès accomplis pour les faire servir à la destruction de l'humanité.

Dans une prochaine lettre, nous examinerons la situation faite aux Tonkinois et Indiens qui eux aussi, ont été recrutés en grand nombre dans leur pays pour le plus grand profit des exploiteurs calédoniens ; puis si vous trouvez mes communications assez intéressantes, nous continuerons le même examen pour les ouvriers blancs et les conditions de travail qui leur sont faites. Maintenant, chaque fois que dans les journaux du pays je trouverai un article ou un fait pouvant intéresser la rédaction des *Temps Nouveaux* je me ferai un devoir de vous l'expédier.

Recevez l'assurance de tout mon dévouement.

J. P.

Voici l'une des coupures que nous adresse notre correspondant :

Aussi bien dans le journal la *Calédonie* que dans la *France Australe*, il n'est bruit que de courir aux armes pour venger les malheureux que les misérables cannibales des Nouvelles-Hébrides viennent de massacrer aussi odieusement. Et personne dans la presse n'a encore eu le courage de dire toute sa pensée au sujet de ces crimes que je suis le premier à blâmer et surtout à déplorer.

Pour ceux qui ont vécu, comme moi, aux Nouvelles-Hébrides, et qui savent les procédés ignobles employés par certains recruteurs anglais aussi bien que français, ces tristes massacres ne sont pas un sujet d'étonnement.

Qui aura jamais toute la franchise de dénoncer hautement au monde civilisé les atrocités sans nom, commises il y a quelques années par certains négriers, forbans sans vergogne et sans scrupules, qui enlevaient de vive force, le fusil au poing, les femmes et les enfants surpris au repos sur la plage? Les archives des navires de guerre chargés de la police de l'archipel doivent contenir des documents précieux à cet égard et vraiment suggestifs.

Certes, il ne faut pas permettre aux indigènes de commettre sans impunité les crimes odieux dont ils se sont rendus coupables et je suis le premier à demander qu'une répression sévère, bien que tardive, soit faite le plus tôt possible ; mais je ne puis m'empêcher de penser que tous ces assassinats ne se seraient pas produits, si certains recruteurs ne les avaient pas provoqués par leurs agissements. En réalité, et c'est l'exacte vérité, l'indigène ne fait que se venger d'atrocités commises à son égard. Et ce qu'il y a de plus triste et de plus lamentable, c'est que souvent ce sont de pauvres innocents qui sont tués à la place des véritables coupables.

Il est vraiment grand temps que le colon et le recruteur comprennent enfin aux Nouvelles-Hébrides que l'indigène doit être l'auxiliaire du planteur et non une bête de somme que l'on peut exploiter impunément.

Si certains agissements que je connais continuent, il n'est pas douteux que de nouveaux massacres sont à redouter. On obtiendra du canaque Néo-Hébridais plus par la bonté et surtout *la justice* que par la menace ridicule et stupide pour eux d'une expédition de colons armés ou même que de l'envoi d'un navire de guerre toujours impuissant en pareille circonstance.

(*Le Néo-Hébridais.*)

(1) Il n'est pas question ici des indigènes des îles Loyalty qui, eux, étant sous le patronage des missions catholiques et protestantes ne consentent que des engagements beaucoup plus rémunérateurs, dont profitent,il est vrai, non ces Canaques mais leurs curés et pasteurs.



L' A B C de l'Astronomie (1)

(Suite)

Les comètes sont, comme les étoiles filantes, des amas de météorites dérivés de masses nébuleuses étrangères à notre système planétaire, et quoique les *étoiles filantes* soient composées de substances solides, pesant de quelques grammes à 2 kilos avant qu'elles ne s'allument par le frottement de l'air et que les *comètes* contiennent en partie des matières gazeuses, elles sont de même provenance. Non seulement les masses pierreuses des étoiles filantes ont pu être enveloppées d'atmosphère gazeuse à laquelle on peut attribuer le spectre cométaire, mais l'analyse spectrale prouve aussi que leur masse elle-même contient une grande quantité de gaz cométaire dans leurs pores. On a constaté, en outre, que plusieurs météorites contenaient du charbon.

En général, les étoiles filantes sont des poussières cosmiques de grosseur de grains de plomb qui s'évaporent inévitablement avant de pénétrer jusqu'aux couches inférieures de notre atmosphère. C'est en moyenne entre 120 et 150 kilomètres de hauteur qu'elles se montrent en s'allumant et entre 80 et 90 qu'elles s'éteignent et disparaissent.

La Terre coupe obliquement les essaims des étoiles filantes qui pénètrent dans notre atmosphère. Quand ils nous rencontrent, la vitesse est de 72; quand ils nous rattrapent, de 16 kilom. 1/2 par seconde, ce qui donne pour leur vitesse intrinsèque, qui est, en général, parabolique, une moyenne de 42 kilom. 1/2 par seconde.

A moins d'être un uranolithe massif, et d'avoir un poids s'élevant depuis quelques hectogrammes jusqu'à des milliers de kilogrammes, toute étoile filante doit, en entrant dans l'atmosphère terrestre, se fondre par la seule transformation de son mouvement en chaleur et n'arriver ensuite que lentement et sous forme de dépôt à la surface du globe.

« En supposant, dit Flammarion dans un de « ses ouvrages, qu'un bolide de 2 décimè« tres de diamètre et d'une densité égale à 3, 5 « entre dans l'atmosphère avec une vitesse de « 50 kilomètres par seconde, on trouve qu'il « développe subitement une chaleur égale à « 4.397.000 calories et doit perdre 49 kilo« mètres de vitesse en arrivant à 15 kilomètres « de hauteur, de sorte qu'il n'atteint la sur« face du sol qu'avec la faible vitesse de « 5 mètres par seconde. » Ceci explique le peu de profondeur des trous que les uranolithes creusent en arrivant à terre.

Les routes que suivent les nuées des étoiles filantes sont, en général, les mêmes que celles des comètes périodiques. Nous l'avons déjà vu pour les Biéléides, qui proviennent de la comète Biéla qui s'est désagrégée en 1872. Schiaparelli a aussi trouvé que les orbites de deux comètes très connues — la *III* de 1862, qui passa au périhélie le 23 août 62, et dont la révolution est de 121 ans, et la *I* de 1866, dont la période est de 33 ans — coïncident, la première avec l'essaim de météorites du 10 août, la seconde avec celui du 12 au 14 novembre.

Les météorites du 10 août, les *Perséides*, ont leur point de radiation entre les constellations de Persée et de Cassiopée; ceux du 12-14 novembre, les *Léonides*, ont le leur dans la constellation du Lion. Ces points de radiation étant absolument invariables, il est certain que les étoiles filantes du 10 août nous viennent de la constellation de Persée et celles du 12-14 novembre, de celle du Lion. De ces constatations il résulte non seulement que les comètes *III* de 1862 et *I* de 1866 suivent la même voie et nous arrivent de la même région du ciel que les essaims des météorites du 10 août et du 12-14 novembre, mais encore que les Perséides et les Léonides sont, comme la plupart des étoiles filantes, d'origine cométaire, une désagrégation de noyau de comète.

* *

Quoiqu'il soit tombé à Mazapil, au Mexique, pendant la pluie des étoiles filantes de la comète Biéla, le 27 novembre 1885, un bel uranolithe de presque 4 kilogrammes, on ne remarque guère d'énormes bolides dans la chute des étoiles filantes.

De cette rareté de bolides parmi les étoiles filantes qui se meuvent dans l'espace suivant les orbites elliptiques de l'ordre cométaire, il suit que les grands météores et les bolides peuvent avoir une origine et un cours différents de celui des étoiles filantes, quoique n'appartenant pas plus qu'elles à notre système planétaire.

La preuve de l'origine stellaire des uranolithes et bolides est dans le fait que leur vitesse propre dépasse celle de la Terre et qu'ils ne participent pas à ses mouvements.

Un bolide, qui, par hypothèse, la mécanique céleste le prouve, nous arriverait d'un ancien satellite de la Terre qui se serait brisé en morceaux, atteindrait au maximum, en entrant dans notre atmosphère, une vitesse de 8 kilomètres par seconde. Or, tous les bolides que nous connaissons étant animés d'une vitesse bien supérieure à 8 kilomètres par seconde, leur extranéité, relativement à notre système solaire, ne saurait être mise en doute.

Le bolide qui a traversé l'Angleterre le 6 novembre 1869 du Nord-Est au Sud-Ouest a parcouru 273 kilomètres en 5 secondes, soit 54 kilomètres par seconde; sa hauteur était de 145 kilomètres lorsqu'il fut aperçu et de 43 kilomètres quand il disparut à l'horizon de la mer. Celui qui traversa l'Autriche, le sud de l'Allemagne et la France de l'Est à l'Ouest, le 5 septembre 1868, passa en 17 secondes du zénith de Belgrade à celui de Mettray (Indre-et-Loire). Cela fait une distance de 1.493 kilomètres, ce qui donne 88 kilomètres par seconde.

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*.

Celui qui éclata entre Bordeaux et Angoulême, le 14 juin 1877, à 252 kilomètres de hauteur, est arrivé avec la vitesse de 68 kilomètres par seconde.

Le 15 octobre 1889 un grand météore fut vu dans toute l'Allemagne. Il marchait à raison de 50 kilomètres par seconde et se brisa à la hauteur de 48 kilomètres au-dessus de Nordhausen sans qu'on ait pu en trouver des débris. Le 7 juillet 1892, un grand et beau bolide traversa l'Autriche et l'Italie à la vitesse de 87 kilomètres par seconde. On a pu le suivre sur un parcours de 1.100 kilomètres. Au-dessus de la Roumanie, ce bolide n'était plus qu'à 68 kilomètres de hauteur. Quelques instants après, il disparut. Il était alors à 158 kilomètres au-dessus de la mer Tyrrhénienne.

Le 23 juillet 1872, il est tombé à Lancé, près de Blois, après une explosion qui a été entendue à 80 kilomètres de distance, un météore qui pesait 47 kilogrammes et s'était enfoncé de 1 m. 60 dans un champ. Le 30 avril de l'année suivante, il est tombé dans les environs de Rome un bolide qui marchait avec une vitesse de 59 kilomètres 1/2 à la seconde et qui s'est brisé en fragments en pénétrant dans l'atmosphère terrestre. Ce météore est arrivé le matin à 5 h. 15 d'une hauteur verticale de 184 kilomètres et, phénomène extraordinaire, une heure et demie auparavant on avait vu sur la mer, dans la direction d'où le bolide est arrivé, une masse lumineuse, intense et immobile. Le 10 février 1896, à 9 heures et demie du matin, un grand météore est tombé sur Madrid. L'explosion a eu lieu à une hauteur de 30 kilomètres, ce qui est prouvé par le fait que la lumière se fit voir une minute et demie avant la détonation, qu'on a entendue jusqu'à 250 kilomètres de distance.

On a mesuré des bolides qui avaient quelques kilomètres de diamètre et qui ont, pour ainsi dire, frôlé l'atmosphère terrestre. Si un astéroïde de cette dimension tombait sur la Terre avec une vitesse de plusieurs kilomètres par seconde, il serait capable d'enfoncer un continent et de détruire toute vie sur la plus grande partie de la surface de notre planète et il pourrait même, s'il ne passait que dans son voisinage à quelques kilomètres, provoquer, par son attraction, un véritable déluge. Mais l'immensité de l'espace étant donnée, une rencontre pareille n'est heureusement pas probable, quoique cependant elle ne soit nullement impossible. Arago estime qu'il y a une chance conte 280 millions pour une catastrophe de ce genre.

On trouve encore assez souvent des traces d'étoiles filantes et d'aérolithes sur la surface de notre globe. Nordenskjold a vu sur la neige, lors de sa circumnavigation de la Sibérie, une grande quantité de poussière cosmique provenant de la chute d'étoiles filantes. Cette poussière cosmique se trouve aussi, un peu partout, sur les sommets des hautes montagnes et même ailleurs. A cela il n'y a du reste rien de surprenant, si on prend en considération qu'il tombe environ quotidiennement sur toute la Terre dix millions d'étoiles filantes de 5 grammes de poids, en moyenne, pour chacune, ce qui fait annuellement vingt millions de kilogrammes de poussière cosmique pour toute la surface terrestre, sans compter celle des météores qui contribue pour une partie égale. On peut estimer que toutes ces chutes augmentent le diamètre de notre planète de 2 centimètres tous les 35.000 ans.

Nordenskjold a aussi découvert en 1870, près d'Ovisac en Groenland, un bloc ferrugineux pesant 25.000 kilogrammes, qu'il a déclaré être un bolide. Mais il paraît que la provenance météorique de ce bloc a été mise en doute.

(*A suivre.*) F. STACKELBERG.



Hubert Lagardelle a eu l'excellente idée de réunir en volume (1) l'enquête internationale qu'il donna dans la revue *Le Mouvement socialiste*, à la veille du Congrès des socialistes parlementaires qui s'est tenu l'an dernier à Amsterdam.

On est surpris, en lisant les réponses de la plupart des politiciens, de leur profonde ignorance du mouvement ouvrier et prolétarien, qui en France depuis déjà plusieurs années et aussi, mais depuis moins longtemps, dans d'autres pays, ne séparent pas l'idée de *Grève Générale* de celle de Révolution.

Dans les réponses de certains leaders socialistes, la méconnaissance absolue de la conception que se font les travailleurs de la grève générale le dispute souvent à la mauvaise foi. C'est ainsi que M. P. Lafargue a pu écrire (p. 67). « Il se forma à Paris un comité qui recueillait les souscriptions pour préparer la grève générale, il s'arrogea le droit de prélever 5 0/0 sur les sommes qui lui étaient remises pour les ouvriers en grève », etc., etc., puis une calomnie que M. Lafargue, en bon guesdiste, ne s'est pas même donné la peine de vérifier. Tous les militants savent que le « comité de la Grève Générale » était l'émanation des congrès annuels corporatifs, que ses délégués étaient nommés par les syndicats eux-mêmes et qu'ils furent constamment des militants du parti allemaniste : seul, M. Lafargue, qui a pensé atteindre les anarchistes par sa calomnie, l'ignore.

Mais ce qui frappe peut-être le plus dans cette enquête, c'est la contradiction dont font montre dans leur réponse la presque totalité des politiciens du socialisme, qui, comme M. Turati, député de Milan, estiment que « la grève générale *économique* est, par définition, une absurdité », mais que « la grève générale *politique* ne peut être repoussée ni condamnée d'une manière absolue ». C'est là qu'éclate l'esprit de parti-pris contre la grève générale, car nous estimons, au contraire, que les travailleurs quitteront plus facilement le travail pour des questions économiques dont dépend leur existence immédiate, que pour une question politique dont les résultats à longue échéance sont toujours plus ou moins incertains.

D'autres comme M. Vankol font grief à « la grève générale de n'avoir jamais réussi ». On avouera que c'est là un bien piètre argument et que le même reproche peut être fait au même socialisme parlementaire et en général à toutes les idées de progrès qui n'ont pas reçu leur application. Dire que tout ce qui ne réussit pas à la première expérience est condamné, c'est nier le progrès lui-même. L'absurdité d'une telle réponse dispense d'insister. Nier l'idée de grève générale, c'est nier la Révolution dont elle est inséparable et tous les politiciens du socialisme ont beau faire et beau dire, l'idée de grève générale est maintenant fortement ancrée dans l'esprit du prolétariat et ce ne sont pas même les résolutions de Congrès, voire même internationaux comme celui qui s'est tenu l'an dernier à Amsterdam et où il y avait de tout à l'exception des ouvriers, qui y changeront quelque chose.

Par contre, si les politiciens socialistes sont carrément stupides lorsqu'ils veulent parler de la grève générale, les ouvriers syndicalistes en parlent en connaissance de cause, et s'ils sont moins nombreux et moins prolixes leurs réponses valent par la somme d'arguments qu'ils apportent en faveur de l'idée prolétarienne par excellence de grève générale.

Pouget, qui était tout désigné pour cela, en a fait un historique qui restera, et notre brave ami V. Greffuelhes — couché aujourd'hui sur un lit d'hôpital — avec une hauteur de vue vraiment admirable, a fait, à l'enquête, une réponse définitive où sont rétorqués point par point les prétendus arguments des socialistes qui, se sentant portés au pouvoir, prévoient qu'ils auront peut-être à réprimer un jour une tentative de grève générale.

J'ai déjà eu l'occasion de signaler la conférence du docteur Friedeberg, qui dans son milieu essaie de réagir contre les idées rétrogrades de la social-démocratie allemande ; je n'y reviendrai pas.

Il y aurait encore beaucoup à dire, énormément même, et je ne saurais trop engager les camarades à lire en entier l'enquête qu'a réunie en volume Hubert Lagardelle. Ils trouveront des arguments en faveur de l'idée de grève générale même dans les essais de réfutation de certains politiciens du socialisme. J'ajoute que c'est là un livre utile aux militants et qui doit figurer dans toutes les bibliothèques syndicales ; car, comme le dit justement Lagardelle, « la lutte est désormais engagée entre le socialisme purement parlementaire et le socialisme ouvrier révolutionnaire, et entre les deux il n'y a pas de moyen terme. Ou l'un ou l'autre : il faut choisir ». L'enquête du *Mouvement socialiste* aidera les indécis à choisir, et j'ai confiance qu'ils sauront faire le choix le plus conforme à leurs intérêts d'exploités.

P. DELESALLE.

(1) *La Grève Générale et le Socialisme*, 1 vol., 3 fr. 50, chez E. Cornély, éditeur, 101, rue de Vaugirard, Paris.

Nous avons reçu :

Après le bagne, par Liard-Courtois ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle, Paris.

Intentions, par Oscar Wilde, trad. J.-J. Renaud ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, éditeur, 155, rue Saint-Honoré, Paris.

Croquis parisiens, A vau l'eau, Un Dilemme, par J.-K. Huysmans ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, éditeur.

Comment la Russie amena la guerre, par le baron Suyematsu, trad. F. Pépin, forte brochure chez E. Guilmoto, éditeur, 6, rue de Mézières, Paris.

L'Angleterre et son empire, par Elie Halévy ; 1 vol., 1 fr. 50, éditions de *Pages libres*, 8, rue de la Sorbonne, Paris.

La Tragédie d'Elektre et Oreste, par Suarès ; 1 vol., 3 fr. 50 ; éditions des *Cahiers de la Quinzaine*, 8, rue de la Sorbonne, Paris.

Le Prisme, par Paul et Victor Margueritte ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon-Nourrit, éditeurs, rue Garancière, Paris.



Paris, 20 février 1905.

Au camarade directeur des Temps Nouveaux.

Camarade,

Dans votre numéro du 18 au 24 février 1905, je lis un compte rendu qui vous a été fourni par M. Le Gall, concernant les grèves qui viennent de se dérouler à Quimper et à Douarnenez .....

M. Le Gall déclare qu'à Quimper et à Douarnenez j'ai fait le jeu du patronat, et, pour le démontrer, il expose un certain nombre de faits dont pas un n'est exact.

Je veux bien encaisser des reproches lorsqu'ils sont mérités, mais je ne tolérerai jamais qu'un personnage ayant failli à tous ses devoirs vienne rejeter sur moi la responsabilité d'événements que je n'ai pas provoqués.

On m'a vu, a-t-il dit, arriver à Quimper comme en vertu d'un appel providentiel, on m'a vu me rendre seul chez le préfet, pour m'y rencontrer avec des patrons sans être mandaté par qui que ce soit.

La vérité, la voici : depuis cinq ans la Fédération Nationale des ouvriers peintres, dont je suis le représentant mandaté, mène contre nos poisons professionnels, céruse et minium de plomb, une éner-

gique campagne, et c'est en vertu de mon mandat que je me suis trouvé à Quimper au moment de la grève, cela dans les conditions indiquées par la *première lettre* que je vous ai fait parvenir.

M. Le Gall ignore sans doute que c'est sur la demande expresse du comité de la grève que j'ai pris la direction du mouvement, et que c'est accompagné de quatre délégués que je me suis rendu auprès du préfet, que je n'ai jamais vu seul à Quimper.

Un journal réactionnaire est cependant d'accord sur ce point avec M. Le Gall, et c'est là, je pense, que ce dernier a puisé son information. Vous m'accorderez que la source est suspecte.

Pour ce qui est de ma présence à Douarnenez, nos camarades douarnenistes m'avaient fait quérir par délégation spéciale.

Il est bon de faire remarquer que c'est à la suite d'une conférence de M. Le Gall que la grève de Quimper fut déclarée, et je n'ai pas à cacher mon étonnement d'avoir eu à constater qu'après avoir, par un discours inconsidéré, créé une situation pareille, M. Le Gall ne se soit pas trouvé à la tête de ses camarades pour les aider à vaincre les difficultés.

Après avoir déchaîné un conflit économique, il a laissé les camarades quimpérois se débrouiller comme ils ont pu. Je viens de saisir les organisations de Quimper et de Douarnenez, ainsi que le Conseil national de ma Fédération, des accusations portées contre moi. A cette occasion, nos camarades apprécieront semblable conduite.

Pour terminer et résumer, j'oppose le plus formel des démentis à TOUTES les affirmations de faits contenues dans la lettre de M. Le Gall.

Veuillez agréer, mon cher camarade, mes excuses pour cette rectification, en faveur de laquelle je sollicite de votre impartialité l'insertion dans les *Temps Nouveaux*.

Le directeur des services d'hygiène à la Fédération Nationale des Peintres,
ABEL CRAISSAC.

Voici, d'autre part, la réponse que nous adresse notre camarade Le Gall, à qui nous avions communiqué la lettre ci-dessus :

Aux démentis *formels* de Craissac, j'oppose, et après une tournée à Quimper et à Douarnenez où les camarades viennent de m'appeler pour une série de réunions, le maintien non moins formel de ce que j'ai dit.

Mon départ de Quimper le jour de la déclaration de grève, s'explique par le mandat échu que j'avais de la bourse de Brest d'assister à la grève générale de Pont-Labbé, l'assentiment des grévistes eux-mêmes qui savaient pouvoir compter sur moi, sitôt qu'il eût été nécessaire, et principalement par la *nécessité absolue* pour moi de rejoindre mon atelier en temps voulu ; je ne suis pas permanent, encore moins directeur d'un service... d'hygiène ou autre, et j'appartiens à une administration passablement à cheval sur les règlements concernant les permissions d'absence et autres.

De plus, il n'avait pas été question de grève dans la réunion de la veille ; les camarades ont mis bas l'ouvrage spontanément sans m'en pressentir, ce qui est logique.

Il est juste que mes *discours inconsidérés* ne plaisent pas à Craissac ; il aime trop le calme.

Qu'il soit mandaté pour le minium, céruse, etc. (mandat très large qui permet d'être aux endroits et aux moments voulus), que le comité de grève lui ait demandé des conseils, soit. Mais on ne l'a pas prié d'aller seul chez le préfet (*en une autre occasion que celle qu'il cite*).

Ce n'est pas d'après un journal réactionnaire que je le répète (voir Bruon, de Nantes, et quelques Quimpérois).

L'incident de Chamaillard reste et les coupes de champagne avec ; celui des couturières de Quimper obtenant 0 fr. 15 de plus par jour malgré Craissac, le bâtiment de Douarnenez acquérant plus de concessions malgré Craissac, qui a fait pression pour qu'ils acceptent les premières offres patronales, ce que les grévistes ont refusé, restent également. L'amitié du préfet fusilleur Collignon et de toute la bourgeoisie locale pour Craissac reste encore. Donc, encore une fois je maintiens tout ce que j'ai dit : tanneurs de Quimper, fumisteries réformistes, opposition à la tactique révolutionnaire de Tribuédic, etc.

Que Craissac porte une deuxième plainte aux ouvriers de la région, je m'en moque, eux et la bourse de Brest aussi.

Le personnage qui a failli à tous ses devoirs, moins celui de dévoiler les endormeurs,

J. LE GALL.

Groupe de propagande par l'écrit. — — Mouvement pour le mois de février.

Envoyé ou distribué :

Temps Nouveaux....................	1.500
Le Conscrit........................	100
L'Anarchie (Girard)................	100
Etiquettes pour les huit heures....	2.000
Voix du Peuple, numéro spécial...	50
Voix du Peuple.....................	40

Adresser fonds et correspondance au camarade René Froment, 129, route d'Orléans (Arcueil).

L'Action théâtrale se met à la disposition des groupes, syndicats, universités et des coopératives pour l'organisation de leurs fêtes. L'Action théâtrale se charge de fournir pianistes et orchestre.

Pour la correspondance, s'adresser au secrétaire, à l'U.P. Mouffetard, 76, rue Mouffetard.

Groupe anarchiste russe de Paris. — Compte rendu des listes de souscription pour aider les camarades partant pour la Russie :

Liste n° 31 de la Société électricienne, rue de Crimée, 99.....	17 75
Liste n° 59 par Feinberg.........	19 90
Les *Temps Nouveaux*............	40 »
Par P. Méric, d'une collecte faite à Aix-en-Provence...............	7 95
Collecte faite parmi les étudiants.	7 50
Listes précédentes..............	544 45
Total :	637 55

Nous prions les camarades ayant des listes, de nous les faire parvenir par la voie des *Temps Nouveaux* ou du *Libertaire*.



Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi 13 mars, à 9 heures du soir, salle des Commissions (Bondy), Bourse du Travail, causerie par le camarade Bontemps : Le rôle et la tactique des Jeunesses Syndicales pour faire aboutir la journée de huit heures.

La Coopération des Idées, 157, faubourg Antoine :

Vendredi 10 mars. — Dr Paul Cornet : Les divers modes de sépulture. Incinération et Inhumation (avec projection par M. Mesnard, instituteur à l'hospice de Bicêtre).

Samedi 11. — Fribourg, conseiller municipal : L'Assistance publique : Ce qu'elle est. Ce qu'elle devra être.

Dimanche 12, à 8 h. 1/2 du soir. — *Que Suzanne n'en sache rien !* pièce en 3 actes, de Pierre Veber.

Lundi 13. — Henri Fougerat, architecte : Les châteaux en France (avec projections).

Mardi 14. — Kownacki : La philosophie de Herbert Spencer. IV. Les inductions de la Biologie.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy, (50, avenue de Saint-Ouen (XVIIIe) :

Vendredi 10 mars. — Leclerc : Les chansonniers : Désaugiers, P. Dupont, Béranger, Nadaud, etc... (avec auditions).

Mercredi 15. — Causerie entre camarades ; Muller : Les Fables de La Fontaine.

Vendredi 17. — Maurice Delcourt, artiste peintre : Contre l'Art.

L'Enseignement Mutuel, U. P. du XVIIIe, 41, rue de la Chapelle :

Dimanche 12 mars. — Causerie par Mlle Gueller.

Mercredi 15. — Soirée musicale et littéraire.

Samedi 18. — Max Lazard : L'Evolution des systèmes économiques : II. La vie économique au moyen âge.

Jeudi 16 mars, à 8 h. 1/2, salle du Bock Colossal, 6, rue de la Gaîté, soirée artistique au bénéfice de *La Chanson Ouvrière*. Conférence par Laurent Tailhade ; Xavier Privas, Georges Bernard, Chambiet, etc., etc., dans leurs œuvres. Entrée : 0 fr. 50.

Groupe libertaire du Ve, 303, rue Saint-Jacques. — Jeudi 16 mars, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade : L'Anarchiste théorique et pratique.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Vendredi 10 mars, cours d'espagnol.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 15 mars, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal : La Radiation (6).

L'A. I. A., 47, boulevard Arago, convoque pour samedi 11 mars, à 8 h. 1/2, tous les camarades sans exception. Causerie par un camarade.

NOGENT-LE PERREUX-CHAMPIGNY. — **Association Internationale antimilitariste.** — Dimanche 12 mars, à 2 h. 1/2, grande fête de propagande à l'occasion du conseil de révision, dans les salons du Téléphone, 79, Grande rue, à Nogent-sur-Marne. *Conférence* : La Révolution en Russie ; L'anniversaire de la Commune. Concert : Frédéric Mouret, etc. *Le Bétail*, pièce en 1 acte, de Victor Méric. Sauterie. — Vestiaire, 0 fr. 50 pour les hommes.

BEAUNE. — **A. I. A. antimilitariste des travailleurs.** — Le dimanche 12 mars, conférence par Sébastien Faure.

LILLE. — Les camarades se réunissent tous les samedi chez Bernard Leroux, 52, rue de Roubaix. — Samedi 11 mars, causerie par un camarade ; organisation d'une soirée familiale pour le 19 mars.

La **Section antimilitariste** se réunit tous les dimanches à 11 heures, à la Brasserie Faidherbe, 30 *bis*, rue de Tournai.

ROUBAIX. — **Palais du Travail**, 8, rue du Pile, dimanche 19 mars, à l'occasion du 34e anniversaire de la Commune, grand concert privé. Les camarades peuvent venir chercher leur carte dès à présent.

Même adresse, dimanche 12 mars, à 4 heures du soir, grande discussion avec des étudiants. Les camarades sont priés de venir nombreux et à l'heure.

NANCY. — Dimanche 12 mars, réunion amicale de l'**A. I. A.** (section de Nancy), à 2 heures de l'après-midi, chez Resch, route de Villers. Causerie et chants.

Les camarades antimilitaristes sont priés d'y assister.

ALGER. — **Groupe de propagande libertaire.** — A l'occasion de l'anniversaire de la Commune, le groupe organise, le samedi 18 mars, dans la salle de l'Université Populaire, rampe Magenta, 10, une grande soirée familiale à laquelle sont conviés tous les travailleurs.

Au programme : Conférence sur la Commune et concert suivi de bal. — Entrée gratuite.



Sch., à Londres. — Oui, merci.

G. Ph., à Gap. — Donnez-nous une adresse, nous vous répondrons.

D., à Harnes. — Oui, c'est entendu.

Is., à Alger. — Entendu.

Narhio. — A notre bureau.

O., à Saint-Quentin. — Vous donnerons indications en temps opportun, s'il y a lieu.

B., à Monnai. — Turqueti n'a jamais réglé les numéros qui lui ont été expédiés, une centaine environ.

B., à Paris. — Bien reçu.

E. P., à Lille. — L'almanach de la *Question Sociale* n'a pas paru cette année. Pas reçu de manifeste. Il nous faut le voir pour l'annoncer.

Reçu pour les révoltés russes : Lucien Glotz, 10 fr. — F. B., 2 fr. — En caisse précédemment : 51 fr. 70. — Numéro précédent, 5 fr. 50. Total : 69 fr. 20. — Remis au groupe anarchiste russe de Paris, 40 fr. — Reste en caisse : 29 fr. 20.

Reçu pour le journal. — Voltz, 1 fr. — D., 5 fr. — Ancel, 0 fr. 50. — Merci à tous.

U., à Anvers. — F., à Feuquières. — D., à Tilh. — S., à Londres. — L., à Lorette. — M., à Paris. D., à Fourcarmont. — M., à Charenton. — M., à Dorignies. — C., à Saint-Etienne. — L., au Mans. — M., rue du M., à Paris. — R., rue C., à Paris. — G., rue D., à Paris. — R., rue de la C., à Paris. — L., pas. G., à Paris. — A., rue D., à Paris. — M., à Lyon. — M., à Auxerre. — T., à Marseille. — P., à Aigues-Mortes. — D'A., à Orléans. — M., à Laxou. — D., à Harnes. — G., à Niulle-sur-Seudre. — Ol., à Nice. — G., à Oran. — M., à Pont-à-Mousson. — V., à Ganges. — N., à Angoulême. — V., à Paris. — G., à Auxerre. — B., à Montignac. — C., à Bourg-Argental. — M., à Montpellier. — L., rue B., à Paris. — G., à Nouzon. — B., à Monnai. — E., à Pont-Labbé. — J., à Saint-Même. — C., à Mouscron. — L., à Olette. — P., à Gand. — L., à Carnières. — P., à Roubaix. — C., à Lyon. — H., à Saint-Junien. — C., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 46 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 18 au 24 Mars 1905.*



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e



A QUI SERVENT LES COLONIES ?

Il devient impossible de cacher plus longtemps au public l'insurrection générale des indigènes à Madagascar. Le *Petit Parisien*, journal qu'on ne saurait suspecter de tendances antimilitaristes ni anticapitalistes, mais qui se sent obligé, pour maintenir son grand tirage, de devancer les informations de ses confrères, nous livre des renseignements très suggestifs.

Partie du sud-est de l'île où des peuplades, jusqu'alors jugées absolument pacifiques, ont pris plusieurs fortins et livré des combats heureux aux troupes d'occupation, l'insurrection se propage actuellement vers le nord.

Comme la force armée se compose principalement de naturels du pays transformés en miliciens sous le commandement de chefs européens, elle se trouve réduite à néant, par la révolte de ces miliciens qui utilisent contre leurs chefs les armes dont ceux-ci leur ont appris à se servir. Plusieurs officiers français ont déjà payé de leur vie cette insubordination, qui n'est en réalité que la manifestation du plus pur patriotisme.

Il est désormais certain que, pour réduire par la force ce mouvement général de révolte, il faudra une nouvelle campagne militaire, plus longue, plus difficile et par conséquent plus coûteuse en vies humaines et en argent que la campagne d'occupation.

Quand on se rappelle les cadavres égrenés depuis la côte jusqu'à Tananarive et quand on sait que sur le chiffre des pertes, deux ou trois seulement ont été dues, à cette époque, à la résistance des naturels, on peut envisager ce qui nous attend, maintenant que ces naturels *ne sont plus des gens paisibles, ignorants des résultats de notre domination, mais des révoltés, très bien renseignés sur les bienfaits de notre civilisation, pourvus par nous de fusils et sachant les manier.*

Il reste à savoir quels sont les motifs qui ont si rapidement fait échapper à notre domination un pays que les rapports du gouverneur le général Galliéni nous ont toujours représenté comme entièrement soumis et définitivement ouvert aux entreprises commerciales et industrielles.

Un colonial officiel, ancien résident à Madagascar, M. Le Myre de Vilers, n'a pas dissimulé au rédacteur du *Petit Parisien*, que ces motifs ne sont autres que la trop grande précipitation des capitalistes français à tirer tous les bénéfices possibles d'une conquête faite uniquement dans leur intérêt.

« Afin d'encourager l'industrie française, tous les *produits étrangers* sont frappés, à leur importation dans nos colonies, d'un droit protecteur dépassant trente pour cent. C'est dire que toutes les denrées d'origine européenne consommées par les natifs, subissent une *augmentation de prix* correspondante. Ce sont autant de charges qui viennent s'ajouter aux autres impôts, quoique ne figurant pas dans les écritures. En défalquant le très grand nombre d'*enfants* et tenant compte de la brièveté de la vie humaine dans ces pays, on peut évaluer à 30 francs par an cet impôt supplémentaire par tête d'ouvrier.

« De plus, la construction de lignes ferrées dont beaucoup sont d'une utilité contestable, celle de ponts et autres travaux, représentent un capital de 800 millions, dont a bénéficié l'industrie de la métropole, mais dont la colonie supporte d'autant plus la charge que les fers paient un droit d'entrée de 7 francs par 100 kilos, ce qui représente, pour le capital indiqué, un droit protecteur de près de 20 millions. »

Ces travaux considérables entraînent de gros emprunts, qui ne se traitent qu'avec le concours largement rémunéré de banquiers et autres intermédiaires officiels ou occultes.

Seules les taxes de consommation peuvent fournir les ressources nécessaires. Non seulement elles représentent une charge écrasante, mais encore revêtent un caractère vexatoire qui entretient une lutte constante souvent sanglante entre la population et la régie. Ainsi la rébellion s'établit à l'état latent, du fait même de la mise en valeur des colonies par les entreprises capitalistes.

Elle s'accroît par les autres mesures qu'entraîne l'établissement de notre administration. Les indigènes sont enlevés à la culture de leurs champs pour être employés aux travaux d'intérêt public, servir de porteurs, etc.

Libres jusque-là de leurs actions sous une autorité qui se faisait très peu sentir, ils doivent supporter l'incessante contrainte de nos règlements, depuis l'école (congréganiste en général) forcée pour tous les enfants, jusqu'à *l'obligation des devoirs militaires* et de tous ceux que nous ne connaissons que trop bien nous-mêmes.

Mais tandis que, dans la métropole, les agents de l'autorité sont tenus de ne pas en abuser jusqu'à une certaine limite par la résistance consciente des administrés, les malheureuses peuplades de nos colonies servent de jouets aux fonctionnaires civils et militaires que nous exportons. Ceux-ci sont en général des individus qui n'auraient pu se faire une situation dans la métropole, à cause de leur paresse, ou de déformations mentales entraînant des habitudes vicieuses. Aux colonies, ils n'ont rien à faire qu'à *donner carrière aux impulsions de leur imagination maladive.*

De là ces actes de bestialité sadique, et de *cruauté raffinée* qui nous reportent à des siècles en arrière et dont des faits récents au Congo ont apporté quelques exemples.

Loin de les nier, M. Le Myre de Vilers affirme « *qu'il pourrait narrer des faits plus effroyables encore que ceux qu'on a relatés, et des histoires plus navrantes* ».

J'ai moi-même entendu raconter par des personnes ayant habité les colonies, maintes histoires du même genre. Ceux mêmes qui y ont participé ne s'en cachent pas... en petit comité. Ils sont heureux de pouvoir faire courir un petit frisson dans le dos des dames et de se rendre intéressants vis-à-vis des compatriotes réduits à la pâle et monotone existence de la vie de café, en racontant de jolies scènes de cannibalisme ou d'éventration.

Mais, si quelque auditeur s'avisait de publier ces descriptions, l'auteur nierait tout avec l'appui de ses chefs et ferait condamner par les tribunaux compétents celui qui aurait eu la mauvaise grâce de les révéler au public.

Si bien qu'il est avéré pour chacun de nous en particulier que ces faits ont eu lieu et continuent d'avoir lieu, mais qu'il est en même temps convenu que tout le monde les niera s'ils devaient donner lieu à une discussion publique, ou à quelque mesure répressive.

En vertu de la même hypocrite opposition entre les affirmations officielles et la réalité, nous voyons s'établir des offices coloniaux et s'étaler des réclames pour l'émigration aux colonies, sans compter les organismes de tous ordres que nous subventionnons de nos impôts. Mais qu'un ouvrier, un homme possédant un métier utile quelconque, s'avise de demander des renseignements personnels, précis, dans l'intention de s'établir dans une de ces colonies dont on lui a dépeint le séjour agréable; confidentiellement et amicalement on le lui déconseillera vivement.

C'est que les colonies ne sont pas faites pour recevoir des colons. Les quelques rares personnes qui ont voulu, malgré tous les avis, aller jouer ce rôle, sont en butte aux vexations de toutes sortes des fonctionnaires, qu'ils gênent énormément.

Les colonies sont faites uniquement pour placer à gros intérêts des capitaux qui ne se trouvent plus assez rémunérés dans la métropole.

Il y a bien longtemps que cela a été dit, démontré, publié par les gens les plus autorisés. Dans le volume *Patriotisme-Colonisation* publié par les *Temps Nouveaux*, on peut trouver un joli faisceau de faits et d'idées, à ce sujet.

Mais il est toujours utile d'en accumuler de nouveaux... jusqu'à ce que le vase trop plein déborde.

Car malheureusement la lâcheté humaine est telle que bien peu de gens acceptent la conclusion qui découle logiquement des faits reconnus.

Après avoir fait les constatations que nous avons relatées ci-dessus, et avoir reconnu que le mal était général, non pas localisé à Madagascar ni au Congo, mais étendu à *toutes* les colonies françaises et étrangères, — que conclut M. Le Myre de Vilers?

« Si les blancs veulent conserver leurs colonies de domination, ils devront dorénavant traiter leurs sujets avec bienveillance et humanité, améliorer leur condition matérielle et morale, leur distribuer une bonne justice, les associer à leurs travaux... et se les attacher par l'intérêt. »

Voilà le remède proposé par l'homme clairvoyant qui vient d'exposer d'une façon très précise que la misère des indigènes, cause de leur révolte, est le résultat de la mise en valeur des colonies par les capitalistes pour qui elles sont faites.

Nous connaissons ce refrain. Nous l'entendons après chaque étude consciencieuse de la vie impossible de l'ouvrier: ...il faut que le patron soit plus humain, qu'il crée des crèches, des hôpitaux, etc...

Nous qui savons la valeur de la philanthropie comme remède à la désorganisation sociale actuelle, nous qui ne nous faisons pas d'illusions sur la possibilité d'une bonne justice et de sentiments fraternels vis-à-vis de nègres qui jouent le rôle d'instruments de rapport, nous n'hésitons pas à réclamer la suppression pure et simple de toute entreprise de domination sur quelque peuple que ce soit, de même que nous réclamons la suppression de l'autorité patronale, fût-elle la plus bienfaisante du monde.

Il est grand temps d'ouvrir l'œil: avec la certitude d'une deuxième expédition à Madagascar, indispensable pour soutenir l'honneur du drapeau, nous avons la perspective d'une campagne au Maroc qu'on prépare sous main depuis bien des années et à laquelle on contraindra d'acquiescer les quelques députés récalcitrants, en engageant fortuitement ce même drapeau.

Le coup est classique et son succès immanquable.

Précisément et comme par hasard le ministère actuel comprend, avec Rouvier, l'homme d'affaires de toutes les grandes entreprises capitalistes, deux coloniaux de marque, Etienne et Thomson, sans compter la haute influence de l'ex-vice-roi Doumer. C'est plus qu'il n'en faut pour indiquer quel est le plan directeur de cette association.

Il est tout de même terrible de songer que de ces intrigues dépend la possibilité, pour quelques milliers d'entre nous, d'aller périr dans quelque contrée inconnue en tuant un grand nombre de gens qui ne nous ont rien fait, et la certitude pour nous tous d'avoir chaque année un peu plus d'impôts à payer, quand déjà le fisc prend sur le produit de notre travail presque tout ce que le propriétaire nous laisse!

Nos bons députés, ces gens qui nous ont fait de si belles promesses pour se faire élire, nos représentants viennent de voter, à une énorme majorité, une augmentation de crédit pour la marine qui aura pour résultat de nous faire payer chaque année, pendant 12 ans, cent vingt et un millions! Au bout de ce temps, on verra! ou plutôt, c'est tout vu, on continuera, si on n'augmente pas.

En attendant, cette année nous consacrons à la marine 312.925.000 francs. Entendez bien que c'est uniquement à la marine, qui ne sert à rien qu'à payer des gens chamarrés de broderies ou à échouer des bâtiments de plusieurs millions sur un rocher à l'entrée du port de Saïgon.

Quant à la marine qui sert à quelque chose, aux équipages des transatlantiques et autres transports, ceux-ci ne figurent dans les préoccupations budgétaires que sous forme des dépenses occasionnées par l'envoi des troupes contre les grévistes.

Dans le dernier numéro du *Courrier Européen*, Paul Louis signale la modification introduite depuis 6 ans dans les dépenses militaires des grandes nations: celles-ci se contentent maintenant de maintenir leurs effectifs pour l'armée de terre, tandis qu'elles augmentent d'une façon fantastique leur puissance navale.

Les dépenses totales pour la marine militaire étaient évaluées pour toutes les grandes puissances à 1.725 millions en 1898-99 — elles atteignent 2.485 millions en 1904-1905.

Cette forme nouvelle de militarisme que les Allemands ont les premiers qualifiée du nom de marinisme, est, comme Paul Louis l'indique très justement, une conséquence fatale de l'impérialisme qui a envahi de nouvelles nations extra-européennes telles que le Japon et les Etats-Unis, mais aussi et surtout de la nécessité pour chaque nation colonisatrice de défendre ses possessions éloignées. « Le marinisme est fils du colonialisme issu lui-même du capitalisme régnant. »

En résumé, notre situation, à nous qui ne sommes pas capitalistes, est la suivante:

Nous sommes contraints, par la force, de payer sur notre salaire journalier à peine suffisant pour nous faire vivre, des impôts qui permettent aux capitalistes, nos exploiteurs, d'aller exploiter encore plus indignement des gens prétendus de races inférieures.

Si ces gens résistent, nous sommes contraints, par la force, d'aller nous battre avec eux, pour leur imposer, par la force, le régime d'exploitation contre lequel nous luttons chez nous tant que nous pouvons.

Voilà bien exactement la situation, n'est-ce pas? Il est difficile de rêver quelque chose de plus absurde.

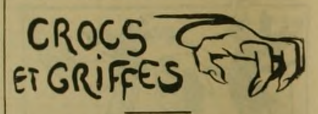
Comment cela dure-t-il? Parce que nous n'imaginons pas qu'une société humaine puisse vivre sans déléguer tous ses pouvoirs à un petit nombre de gouvernants et que, dès lors, ces gouvernants sont obligés, pour maintenir leur injuste autorité, d'avoir recours à la force.

Quand les gouvernés en auront assez, ils auront vite fait de changer de système.

MICHEL PETIT.

A NOS LECTEURS

Toujours pour les mêmes considérations, pas de supplément cette semaine.



*Dans son numéro du 6 mars, l'*Eclair *a publié un article d'un jeune polygraphe savoyard sur les anarchistes. Nous en détachons ce passage:*

« Tous les enfants ont un penchant pour l'anarchie, et il faut la réflexion, l'expérience, la connaissance des hommes, comme aussi la tradition de la famille et de l'éducation, pour nous plier à la discipline indispensable et nous amener à concevoir que l'ordre est la première des vertus sociales. »

« Les ravages que le désordre peut causer dans un cerveau inculte, j'ai pu les constater quelques années plus tard, en suivant à Genève le procès de Lucheni, assassin de l'impératrice d'Autriche. Je vois encore Lucheni, tandis que le président des assises l'interrogeait. Debout, la tête un peu renversée en arrière, il donne des coups de menton en avant pour appuyer ses paroles. Quelquefois il allonge le bras par saccades. Il le lance et le retire violemment, le poing fermé. Et par ce geste brutal et rapide d'impulsif, on comprend très distinctement, et avec horreur, comment il a porté le coup à sa victime, comment il a plongé et retiré sa lime triangulaire dans le cœur de l'impératrice, *avec une si effrayante promptitude qu'aucune goutte de sang n'a jailli, et que la plaie fut à peine ouverte. Geste mécanique d'automate sans hésitation et sans intelligence. »*

Retirer une lame dans un cœur!... La fermeté des convictions n'empêche pas d'écrire en français, Monsieur Henri Bordeaux...

● ●

Le Supplément illustré du Petit Parisien, *las de représenter des scènes de carnage, exploite encore la crédulité de ses lecteurs, mais en leur montrant, cette fois, dans son cachot, l'assassin du grand-duc Serge se jetant aux genoux de la veuve de celui-ci!*

C'est presque aussi bête qu'une lettre de Tolstoï au tsar.

L. D.

L'agitation en Russie

Si, au cours de la semaine écoulée, l'agitation semble s'être calmée un peu dans les grands centres industriels, — tout au moins d'après les dépêches des agences — de nouveaux faits révolutionnaires, faits d'une importance capitale et de conséquences incalculables ceux-là, ont fait leur apparition. Ce sont les révoltes des paysans, sur un très grand nombre de points. Si l'on tient compte des efforts que doit faire le gouvernement russe pour entraver la divulgation des faits de cet ordre, il faut conclure, par ce que nous savons, que le mouvement est déjà considérable.

Il semble avoir pris naissance dans le sud des gouvernements de Koursk et d'Orel. Il s'est propagé dans le district de Gloukhof qui fait partie du gouvernement de Tchernigof. Les populations de ces régions se sont livrées au pillage et ont incendié une raffinerie. Le mouvement se fait sentir dans le district de Sievsk, gouvernement d'Orel. Une compagnie d'infanterie en garnison à Briansk y a été envoyée.

Les paysans ont détruit par le feu une des raffineries des frères Tereschenko, dans le gouvernement de Tchernigof; les employés auraient été dépouillés de tout ce qu'ils possédaient. Les insurgés auraient également incendié la raffinerie Denitchnikof et une propriété appartenant à la couronne, après l'avoir pillée. L'absence de troupes rend la répression difficile.

Dans le district de Dmitrief (gouvernement de Koursk), les paysans ont pillé les domaines des princes Bariatinsky, Volkof et de divers autres propriétaires. Des troupes de différentes armes, avec de l'artillerie, ont été envoyées sur les lieux.

Des bandes de paysans parcourent les provinces de Smolensk, de Kief et de Penza. Ils se présentent aux propriétaires avec l'ultimatum suivant : « Nous venons reprendre nos terres; ne craignez rien, nous ne toucherons pas à vos personnes. » Si le propriétaire proteste, on le place dans un chariot et on l'envoie à la ville voisine; s'il se cache ou résiste, les paysans saccagent le domaine. Les distilleries, les raffineries sont aussi pillées et incendiées.

Partout les autorités réclament des troupes, car la police est non seulement impuissante à réprimer, mais simplement à contenir le mouvement.

Près du village de Prilepi, dans le gouvernement de Koursk, des paysans ont pillé la propriété du baron Meyendorff, commandant de la garde du corps de l'empereur, et enlevé 330 tonnes de grains.

A Tounhov, les paysans se soulèvent.

Auprès de Kiev, trois raffineries ont été brûlées ; l'une appartenait au grand-duc Michel Alexandrovitch.

Dans le gouvernement de Saratov, à Balakhov, des paysans, contestant les titres d'un propriétaire, ont envahi sa forêt et y ont abattu des arbres. La troupe fut appelée. Plusieurs cosaques et d'autres soldats furent blessés.

Dans toute l'étendue de la Pologne, de nouvelles grèves de paysans éclatent constamment; une campagne insurrectionnelle est organisée et conduite dans tout le pays par les agitateurs socialistes.

Dans la Pologne russe, des nomades, vêtus en paysans, circulent d'un village à l'autre et répandent l'agitation.

Après les paysans des provinces du sud, les *bosiaki* (vagabonds) de la Volga font parler d'eux. Ils ont envahi Samara et la police est partout impuissante à réprimer.

Ce ne sont là que quelques faits pris au hasard et les toutes dernières nouvelles font prévoir que le soulèvement va grandir d'une façon très rapide. Les paysans semblent avoir compris que le meilleur moyen d'avoir la terre est de s'en emparer et d'en expulser les propriétaires. Mais, contrairement aux conseils de Tolstoï, ils s'en emparent révolutionnairement. Il serait du reste difficile de procéder autrement.

❖ ❖

L'explosion malheureuse qui s'est produite dans un hôtel de Pétersbourg situé sur le passage possible du tsar et des hauts bandits russes, montre, d'autre part, que le parti révolutionnaire est loin de désarmer. La panique gagne de jour en jour un peu partout et de nombreux bourgeois ont déjà quitté la Russie.

Enfin, les attentats contre les agents, fonctionnaires, policiers, officiers de tous grades, se multiplient et, en dépit de la censure, on parvient à en connaître quelques-uns.

C'est ainsi qu'à Soukhoun, dans le gouvernement de Koutaïs (Caucase), deux personnes inconnues ont tiré six coups de revolver sur le colonel Progoulbitsky, gouverneur de la province. Le gouverneur n'a pas été blessé ; ses agresseurs ont pu s'enfuir.

Le 9 mars, plusieurs coups de revolver ont été tirés, sans résultat, contre l'ispravnik de la circonscription d'Isioum.

Le même jour, à sept heures du soir, dans la rue de Zelazna, à Varsovie, un inconnu a grièvement blessé d'un coup de feu le capitaine Rastiegajef, commissaire de police adjoint. La balle a pénétré dans le cou de l'officier, dont l'état serait désespéré. Le meurtrier a échappé.

A Minsk, on a tiré un coup de revolver sur le commissaire de police Hoffenberg ; le coup n'a pas porté.

Le meurtrier a pu s'échapper.

❖ ❖

A Saint-Pétersbourg, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que de faire arrêter et jeter en prison une partie *des ouvriers admis dans la commission réunie par le gouvernement lui-même* pour examiner les revendications des grévistes. D'où protestation de l'Union des ingénieurs de toutes les branches du génie, qui a envoyé au sénateur Chidlovsky une lettre constatant l'arrestation de nombreux ouvriers de Saint-Pétersbourg, élus au premier degré pour élire les délégués de la commission instituée par ce sénateur. La lettre fait observer que ces arrestations ont été occasionnées par la franchise et la sincérité avec lesquelles ils ont exposé les conditions légales nécessaires pour la marche régulière des travaux.

L'Union conclut que le devoir moral du sénateur Chidlovsky lui ordonne de prendre immédiatement la défense de l'inviolabilité personnelle des ouvriers qui se sont fiés à lui.

On conçoit difficilement une pareille infamie et l'on avouera qu'un tel acte pourrait justifier à lui seul toutes les représailles du parti révolutionnaire.

D'autre part, on signale que le gouvernement serait disposé à employer la force armée pour contraindre les ouvriers à reprendre le travail dans les usines et les fabriques, qui fonctionneront alors sous la surveillance de la police.

Mais les mesures de cet ordre — comme celle du renvoi des ouvriers grévistes dans leur village d'origine — sont, il va sans dire, d'une application très difficile.

Les directeurs de plusieurs usines ont déjà fait savoir aux autorités que dans de telles conditions, il leur était impossible de continuer l'exploitation de leurs industries.

Signalons encore que l'amiral Tchouknine, commandant la flotte de la mer Noire, a publié un ordre dans lequel il signale l'étendue des progrès faits dans les équipages qu'il commande par les idées anarchistes et dénonce aux officiers Sébastopol comme le foyer des propagandes de révolution.

L'écrasante défaite de Kouropatkine, d'autre part, et la défaite de Moukden ne sont pas faites pour arranger les affaires du tsarisme.

Il ne serait donc pas impossible, étant donné un ensemble d'événements aussi graves, que d'ici à peu de jours la révolution russe ait marché à pas de géants.



MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Chasse à l'homme. — Un chemineau du nom de Deméry avait été, pour meurtre, condamné par contumace à la peine des travaux forcés à perpétuité. Il était recherché par toute une gendarmerie, lancée à ses trousses.

Il fut reconnu, voici quelques jours, dans la commune de Villeneuve-sur-Allier. Acculé, il se jeta dans un taillis, ayant à ses talons une meute de paysans et de gendarmes.

Et ce fut atroce : « Gendarmes et paysans, raconte l'*Observateur du Centre*, se précipitèrent à sa poursuite. Haletant, couvert de sueur et d'écume, et ruisselant du sang qui s'échappait des blessures qu'il s'était faites en traversant les fourrés épineux, il faisait des bonds prodigieux et des voltes fantastiques chaque fois que le poitrail d'un des chevaux des gendarmes allait le heurter et le terrasser. De toutes parts, des coups de feu partaient, tirés par les paysans.

« L'homme fut atteint à trois reprises, à l'aine, à la cuisse gauche et au côté droit de la poitrine. On le vit battre l'air de ses deux bras, tournoyer un instant sur lui-même et s'abattre sur la pelouse du taillis.

« On accourut auprès de lui; il était sans connaissance et, quelques minutes plus tard, il succombait. Le médecin de l'état civil, qui a examiné le cadavre, a déclaré que « Deméry avait dû probablement succomber à une syncope causée par l'état d'épuisement suraigu dans lequel il se trouvait ! »

« On l'a enterré dans le cimetière de Villeneuve. »

Et ceci se passa en France, l'an 1905 du Christianisme *civilisateur*, l'an 112 de la Révolution *civilisatrice*, et trente-quatre ans après la proclamation de la République *civilisatrice*.

Hideuse barbarie ! Mais enfin, pensez-vous que la mentalité des misérables paysans de Villeneuve, acharnés dans leur chasse à l'homme, diffère essentiellement de celle du juge, du gendarme et du bourreau, de toute l'engeance rouge issue du code pénal et du code d'instruction criminelle ? C'est la même croyance sinistre aux bienfaits de la répression, de la vindicte, du talion. La loi pénale ordonne de mettre à mort ou pour le moins de faire souffrir ; les manuels d'instruction morale et civique enseignent, gratuitement et obligatoirement, que ce sont là de très hautes manifestations de la justice. Qu'ont donc fait, après tout, les paysans de Villeneuve, sinon de se conformer, sommairement, à toutes les prescriptions du Code et de la Morale ?

Le parquet de Riom a fait mine, dit-on, de se fâcher contre ces pauvres brutes. Qu'il les poursuive, on le conçoit ; mais pas pour assassinat : tout au plus pour concurrence illégale !

A. C.

❖ ❖

Liberté d'opinion. — D'une lettre adressée, de Tunis, par le peintre en bâtiment Louis Coriol au camarade Yvetot, secrétaire de la Bourse du Travail, nous extrayons les faits suivants.

Au mois de novembre dernier, Coriol et Gautier, employés tous les deux à la Compagnie des tram-

ways de Tunis, étaient congédiés. Et voici la réponse qui leur fut faite par M. Banti, chef de traction, sur le motif de ce renvoi. « Pendant que j'étais en vacances, deux hommes de la police sont venus demander comment il se faisait qu'un nommé Gautier, individu très dangereux, et un autre du nom de Coriol, qui l'était moins, travaillaient ici. Il fallait les renvoyer tous les deux. »

A la même époque, deux policiers se présentèrent aussi chez le patron d'un ouvrier maçon du nom de Natoli et firent pression sur l'entrepreneur pour qu'il le congédie. Mais, plus honnête que les directeurs de la Compagnie des tramways, celui-ci protesta contre cette démarche, garda son ouvrier et lui fit même connaître ses persécuteurs.

Ces pratiques, paraît-il, sont d'ailleurs générales à Tunis, où elles ont été déjà dénoncées par la presse, notamment dans le *Républicain* et la *Dépêche tunisienne*. A l'époque où se sont produits les faits que nous venons de relater, tout ouvrier, tant soit peu mêlé au mouvement socialiste, était filé.

Il ne pouvait entrer dans un café sans que le tenancier, immédiatement convoqué, dût donner des renseignements sur ce qui s'était dit et fait chez lui. La correspondance adressée à cet ouvrier ne lui parvenait pas ou avec des traces dénonçant que les lettres avaient été ouvertes.

Il est très probable que ces beaux procédés n'ont pas dû cesser d'être employés, à Tunis, par les agents de la résidence. Une de leurs victimes, en tout cas, se trouve aujourd'hui à l'hôpital de cette ville, d'où il écrit à la Bourse du travail pour demander de l'aide. Malade et sans ressources à la suite de son renvoi de la Compagnie des tramways, il entra à l'hôpital le 6 novembre, il y était encore le 5 février, date où il écrit, sans avoir pu obtenir son rapatriement, lequel, après lui avoir été promis plusieurs fois de suite, fut toujours ajourné. Pour quelles raisons, il se le demande! C. A.

MONOGRAPHIES

Avignon et les environs (1).

Ville bourgeoise, où la domination des papes pèse encore sur les esprits. Leur colossal château sert à présent de caserne. Des jardins y attenant, la vue s'étend au loin sur un paysage merveilleux. Les rues, construites pour arrêter la violence du mistral, sont tortueuses et étroites. Au bas du Rocher où s'érigent les vieux remparts, le fameux pont d'Avignon s'effrite sous la poussée du Rhône qui tourbillonne parmi ses ruines.

L'ouvrier gagne en moyenne de 4 à 4 fr. 50 pour 10 heures de travail; les fondeurs, les tanneurs font 11 heures et ces derniers n'ont qu'un salaire de 3 fr. 50. Les ouvrières de l'habillement, assez nombreuses, arrivent à un salaire maximum de 2 francs par jour.

Dans une imprimerie, la journée de 8 heures existe.

Les loyers ouvriers qui sont de 120 à 180 francs par an pour deux ou trois pièces ont tendance à diminuer. Quelques maisons, occupées par des émigrés italiens, que les propriétaires entassent par deux ou trois familles dans des pièces de quelques mètres carrés, se font remarquer par une malpropreté repoussante et l'odeur infecte qui s'en dégage.

Le pain vaut de 0 fr. 30 à 0 fr. 35 le kilogramme, la viande, 2 fr. 20; le vin, le lait, 0 fr. 30 le litre, mais les haricots et les pommes de terre jouent un grand rôle dans l'alimentation. En revanche, l'absinthe coule à flots. Les buvettes, où l'apéritif est à 2 sous, pullulent et les cafés où l'on joue de l'argent et où beaucoup d'ouvriers fréquentent, ne sont pas rares.

Les syndicats, à l'exception de deux ou trois, n'existent qu'à l'état embryonnaire. Une Union des chambres syndicales remplace la Bourse du travail que l'on est en train de construire. Ces derniers temps, les révolutionnaires décidèrent d'y pénétrer et de la faire adhérer à la Fédération des Bourses. On protesta contre les massacres de Russie et l'on colla des affiches. Ce qui n'alla pas d'ailleurs sans discussions.

L'U. P. a été reconstituée. La bibliothèque est assez importante, mais peu fréquentée, les Avignonnais aimant mieux les cravates voyantes et les concerts que les Universités populaires et les syndicats.

(1) Nous recevrons toujours avec plaisir et continuerons de publier les monographies que les camarades nous enverront. Nous leur recommandons de s'en tenir aux faits et de les contrôler autant que possible.

Aux environs, terrain fertile. La culture la plus importante est celle des primeurs qui vont achalander les marchés de Paris et de Londres. Propriétés disséminées, c'est-à-dire propriétaires très conservateurs. Peu de journaliers. On parle vaguement d'un syndicat de travailleurs agricoles.

TRANCHI.

MOUVEMENT OUVRIER

On sait le bruit mené par les professionnels de l'honneur au sujet des « fiches » de renseignements. Une vaste pétition a été organisée par tous les Mercier, les Esterhazy et les Eiffel qui placent leur honneur au bout d'un ruban rouge ou vert.

Parmi ces « protestataires » qui ont la haine de la délation, on pourrait en trouver pas mal qui n'ont jamais fait autre chose. Mais je ne veux m'occuper ici que d'une seule catégorie d'entre eux.

L'organe de la Fédération de la Bijouterie signale justement un certain nombre d'exploiteurs et non des moindres de la corporation qui ont signé la protestation contre la délation et le système des fiches employées par les Vadecard, André, Mollin et Cie; or il se trouve que ces protestataires pratiquent absolument de même vis-à-vis des ouvriers, au sein de leur organisation patronale.

L'organe des ouvriers bijoutiers cite à ce propos les passages suivants extraits de procès-verbaux des séances de la Chambre syndicale patronale.

« Réunion du lundi 1er avril 1901. La séance est ouverte à 8 h. 3/4, sous la présidence de M. Debain. » Le procès-verbal commence par cette phrase: « Rappel: MM. les Sociétaires sont instamment priés de ne pas oublier de faire usage des fiches de renseignements et de ne jamais embaucher aucune personne sans s'être informé du motif du départ de cette personne.

« Cette mesure est plus que jamais nécessaire. »

En voici un autre: « Réunion extraordinaire du vendredi 9 août 1904. La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de M. Debain. » Le procès-verbal commence par cette phrase: « M. le président donne lecture », et finit comme ceci: « M. le président rappelle aux Sociétaires l'usage des fiches de renseignements pour le personnel.

« Les Sociétaires qui les auraient épuisées en trouveront à leur disposition chez le trésorier. »

Dans presque toutes les industries, les patrons, au sein de leurs chambres syndicales, pratiquent le système des fiches et du mouchardage, et malheur à l'ouvrier marqué au crayon rouge: il est à peu près certain de crever de faim.

Le mouchardage est d'ailleurs une fonction essentielle de gouvernement et d'exploitation. Mouchardés par leurs patrons qui se les signalent, mouchardés par les fiches du ministère du commerce — tenues elles aussi à jour par des individus décorés — cela explique comment il se fait que les militants ouvriers ont tant de mal à trouver du travail.

Institution bourgeoise, produit de la société capitaliste, le mouchardage fait la force des gouvernants, de l'armée et des exploiteurs.

Chandelier, l'ouvrier carrossier dont j'ai parlé la semaine dernière, qui, en cas de légitime défense, a tiré sur un agent, est toujours détenu. Par contre, son camarade Chassaing, arrêté en même temps que lui, a été remis en liberté lundi soir.

L'Union des syndicats de la Seine avait organisé un grand meeting pour protester contre les violences exercées par la police contre les travailleurs en grève.

Trois mille ouvriers étaient présents dans la grande salle de la Bourse du Travail.

Chassaing, la victime des brutalités policières de la rue Chevaleret, a pris place au bureau.

La salle lui fait une longue ovation ainsi qu'à la femme, à la fille et à la mère du citoyen Chandelier, présentes à la réunion.

Un ordre du jour de solidarité a été adopté à l'issue de la réunion.

Comme d'habitude, d'importantes mesures policières avaient été prises par le fou Lépine. Mais la sortie s'est effectuée sans incidents notables.

A Paris, aucun changement notable ne s'est produit dans le mouvement gréviste, qui atteint encore à l'heure actuelle 22.000 ouvriers.

Chez les mouleurs en fer, la grève qui dure depuis un grand mois continue. Les ouvriers sont toujours décidés à ne rien abandonner de leurs revendications. Aucune défection ne s'est produite dans leurs rangs; la grève est toujours générale dans 32 fonderies parisiennes ou de banlieue.

Les ouvriers mécaniciens de la fonderie Piat, rue Saint-Maur, au nombre de 200, ont avisé la direction qu'ils quitteront le travail si les « services d'ordre », agents et gardes municipaux placés devant l'usine, ne sont pas retirés.

La police, maîtresse de la rue continue naturellement ses provocations.

Chez les ouvriers de la voiture dont les 20.000 travailleurs de la corporation sont en grève, les patrons se montrent beaucoup moins arrogants qu'aux premiers jours. Ils ont bien voulu recevoir à plusieurs reprises une délégation de la Chambre syndicale ouvrière et, à la première réunion, ils ont consenti à faire droit à un certain nombre de revendications des grévistes parmi lesquelles je signalerai:

1° Adoption de la journée de dix heures et du repos hebdomadaire;

2° Augmentation de 10 centimes de l'heure pour les frappeurs;

3° La fourniture des outils non tranchants sera faite par le patron; l'ouvrier devra se procurer à ses frais les autres instruments de travail.

4° Le placement des ouvriers sera fait autant que possible par l'Union syndicale ouvrière;

5° Une deuxième rentrée aura lieu après chaque rentrée du matin et de l'après-midi;

6° Le salaire devra être versé intégralement sans aucune retenue ou amende;

7° Les ateliers devront être tenus dans un parfait état de propreté. Des lavabos avec savon devront être à la disposition des ouvriers.

Enfin, aucun renvoi ne pourra être opéré pour fait de grève.

C'est peu, mais c'est déjà beaucoup si l'on se reporte aux premiers jours de la grève où les patrons ne voulaient pas entendre parler de l'organisation ouvrière.

Restent les deux questions connues du marchandage et du travail aux pièces auxquelles les ouvriers attachent une très grande importance. Sur le premier point même un premier mais mince résultat est acquis, les patrons ayant promis la suppression du marchandage dans les trois mois qui suivront la reprise du travail.

Les ouvriers tiennent bon et il est à prévoir qu'avec un peu d'énergie ils obtiendront également satisfaction, ce qui leur permettra de se préparer à des luttes futures. Et dans tous les cas si une solution n'intervient pas ces jours-ci, la situation pourrait bien changer du tout au tout et devenir extrêmement grave — pour le patronat, s'entend.

Le comité de la grève a, en effet, reçu diverses délégations d'ouvriers des ateliers de mécanique, de métallurgie, etc., venant leur faire part de décisions prises et qui consistent à décréter la grève dans ces corporations si, jeudi, les ouvriers de la voiture n'ont pas obtenu satisfaction.

Ce serait au bas mot un nouveau chiffre de 70.000 à 80.000 ouvriers qui viendraient se joindre aux 22.000 déjà en grève.

On se montre de ce fait très inquiet dans les sphères gouvernementales et le ministre de l'intérieur a fait appeler le président du syndicat patronal.

Chez les ouvriers et ouvrières de la cordonnerie, deux importantes maisons ont fait droit aux revendications des grévistes.

Par contre, aucun fait nouveau pour la grève des ouvriers en chaussures de la maison Plé frères. L'obstination patronale ne se dément pas. Les ouvriers, exaspérés par un mois de grève, sont décidés à user de violences.

Une grève vient d'éclater parmi les ouvriers monteurs en chaussures de la maison Mayer, 162, faubourg Saint-Denis. La cessation du travail est motivée par le refus d'une augmentation de salaire.

P. DELESALLE.

Une grève vient de se déclarer à la succursale des grandes usines de Saint-Gobain, à Chantenay, faubourg de Nantes.

Ce furent les pyritains, c'est-à-dire les chauffeurs des fours de pyrite, au nombre de 28, qui demandèrent une augmentation de salaire de 0 fr. 25 par jour. Leur revendication est pleinement justifiée; ils gagnent 4 fr. 25 par jour tandis que dans les

autres usines de Nantes, les pyritains gagnent 5 fr. En outre, leur travail est excessivement pénible et malsain. Le grillage de la pyrite a pour objet d'en chasser l'acide sulfureux. Ainsi leur rôle consiste, à la gueule du four et au milieu d'émanations de soufre, à faire tomber les pyrites d'étage en étage au moyen de ringards. La charge qu'ils ont à remuer est de 130 kilos, ils demandent qu'elle soit réduite à 120 kilos.

La Compagnie n'a rien voulu leur accorder et les ouvriers travaillant à la fabrication des sels ayant refusé de remplacer leurs camarades, l'usine a été fermée.

A cette heure, il y a 160 ouvriers en grève.

F. C.

❖ ❖

Brest. — En juillet dernier, au moment de l'agitation à Brest, la grève générale du bâtiment faillit être déclarée; mais, grâce à un secrétaire *réformiste* (qui s'est tiré des pieds depuis), elle fut ajournée au 1er mars 1905, sous prétexte de ne pas prendre les patrons à la gorge. Depuis, à diverses reprises les revendications furent exprimées et les exploiteurs ne peuvent dire qu'ils ne s'y attendaient pas; au contraire, et ils ont trop bien pris leurs dispositions.

Le 20 février, l'ameublement qui ne devait marcher que le 1er mars, fut obligé de précipiter la lutte, les patrons renvoyant la plus grande partie du personnel et faisant des provisions de meubles.

Le 1er, après plusieurs entrevues avec les exploiteurs et devant leur mauvaise volonté, le bâtiment prononçait la grève générale; elle fut aussitôt suivie par les cordonniers. Les charretiers, les vidangeurs, les ouvriers de la voiture et du cheval, les femmes d'usines à chiffons, les garçons marchands de vins, les ouvriers du bassin de radoub et de la digue suivaient le mouvement successivement en l'espace de 6 jours; c'est donc au moins 6.000 travailleurs en lutte.

De plus, l'agitation gagnait les métallurgistes, les gaziers, les livreurs de charbons et de bois, et presque toutes les corporations; comme je l'ai déjà annoncé, c'est une grève générale ou presque en perspective à Brest.

Les incidents de la lutte sont nombreux, les charges de cavalerie répétées.

Avant même le commencement de la grève, le préfet désormais célèbre Collignon et son sous-ordre Touret avaient réquisitionné au moins 300 gendarmes et 500 dragons, ce qui, avec la garnison, quatre régiments et le dépôt de marins, fait un joli chiffre. La ville est sous la botte militaire; tout leur est permis; c'est la violence en permanence, les enfants, les femmes sont écrasés, les mois de prison pleuvent pour rien; c'est le tsarisme français de notre gouvernement « républicain-socialiste ».

On sent que les patrons sont soutenus d'une façon occulte, en plus de l'armée qui les protège, et je ne m'étonnerais point que les autorités leur aient sinon défendu, du moins fortement conseillé de ne pas céder. C'est une lutte de classe bien déterminée, et il est patent que l'on veut cette fois étouffer complètement le mouvement brestois qui devient de plus en plus menaçant.

Mais la colère ouvrière monte et nous pouvons nous attendre sans tarder à des événements graves, la situation ne peut pas durer.

Déjà, malgré les charges et les brutalités (un enfant de quatre ans a été blessé par un dragon), quelques maisons d'entrepreneurs ont été houspillées, surtout celle du président du syndicat patronal Salaun qui est l'âme de la résistance.

Un sergot a été blessé d'un coup de couteau; la maison d'un entrepreneur nommé Cabioch vient d'être chahutée; les enfants de quatorze à seize ans se mêlent à la lutte *malgré les ouvriers* et défient les dragons qu'ils blessent à coups de pierres.

Sept ou huit dockers viennent d'être condamnés à des peines variant de trois ans à huit mois de prison pour les faits du mois de janvier : entraves à la liberté du travail, démolition d'un magasin et baignade de fûts sur le quai.

Chaque jour on condamne des ouvriers pour insultes à l'armée.

Aux revendications qu'il serait long d'énumérer, mais dont les principales sont : minimum de salaires de 4 francs et augmentation de 0 fr. 50, journée de 10 heures, sauf pour les ébénistes qui demandent celle de 9 heures, suppression du marchandage et du travail aux pièces, seuls les petits patrons adhèrent; les gros, organisés en un puissant syndicat, résistent; mais le travail ne reprendra que partout à la fois, tout au moins pour le bâtiment.

Le comité a lancé un manifeste aux soldats, et un appel à la grève générale de toutes les corporations, y compris les employés de commerce pour acquérir le repos hebdomadaire.

Etard et Bousquet sont arrivés; il faut voir les grévistes, deux fois par jour assister aux réunions dans la cour de la Bourse, sous la pluie, le vent et la tempête; ils ne bougent pas et cette endurance nous fait augurer un bon résultat, malgré tout le fiel des journaux qui dénoncent les militants et excitent à la boucherie.

Les groupes communistes fonctionnent, nourrissant 1.500 personnes par jour; mais, de l'avis de presque tous les militants, ces soupes ne peuvent que châtrer l'énergie et nous ne les recommandons à personne : il faut que les caractères soient bien trempés pour faire de l'action directe avec ce système, et peut-être la grève serait-elle finie plus tôt sans cela.

On nous menace tous les jours de fermer la Bourse, car c'est elle qui propage et soutient le mouvement révolutionnaire dans tout le département, mais ils n'y arriveront pas; c'est pris et bien pris, les yeux s'ouvrent et la Bretagne s'éveille.

J. Le Gall.

⁂

BELGIQUE

La grève des mineurs. — Dès le 25 février, les mineurs des bassins de Liège et, en partie, du Centre avaient repris le travail. La grève était toujours complète dans les bassins de Charleroi et du Borinage, et comprenait 56.000 grévistes.

Ce chiffre s'est maintenu, à peu près, jusqu'au 3 mars; le lendemain, il n'était plus que de 41.000, — le restant des grévistes du Centre et de la plus grande partie du Borinage ayant repris le collier. Aujourd'hui lundi, tout le monde travaille dans ce dernier bassin. A Charleroi, il n'y a qu'une légère diminution du nombre des grévistes : le chiffre officiel, c'est-à-dire trop faible, est de 29.500.

On sait que dans ce dernier bassin les ouvriers du *Centre de Yumet* sont en grève depuis près de *cinq mois*.

Les explosions continuent : la plus importante est celle qui, le 1er mars, a endommagé assez sérieusement la demeure d'un administrateur du *Trieu-Kaisin* à Gilly. Il y a pour quelques milliers de francs de dégâts, personne n'est blessé. — A Eugies (Borinage), l'explosion d'une cartouche de dynamite a également fait des dégâts importants, le 4, à la maison d'un ouvrier non gréviste. — Les autres explosions, très nombreuses, sont sans importance.

Notons que le 28 février, à la Chambre, le député ouvrier Caeluwaert ayant demandé au ministre de l'industrie de convoquer les sections du *Conseil de l'industrie et du travail* en vue de régler le conflit minier, il lui a été répondu que le gouvernement n'avait pas à intervenir. Tant mieux pour les ouvriers.

Le Conseil général du Parti Ouvrier a lancé un appel au public en faveur du « Denier de la grève des mineurs ». Il était temps, car la misère est navrante, incroyable, à tel point que la consommation du *pain* diminue fortement. A Farciennes, le jour du Mardi-Gras, une triste manifestation de 600 mineurs précédée de cette pancarte : « Mardi-Maigre » a fait sensation.

L'Association charbonnière des bassins de Charleroi et de la Basse-Sambre a répondu à une lettre des délégués des groupes ouvriers lui demandant une audience en vue d'examiner la question des salaires, qu'elle n'a ni qualité ni compétence pour s'occuper de cette question qui ne regarde que les directeurs en particulier. En conséquence les délégués, réunis le 9 mars à Charleroi, ont décidé qu'ils se présenteraient le surlendemain à leurs charbonnages respectifs. Partout il leur a été répondu que la situation ne permettait pas d'augmenter les salaires. La grève continue donc dans le bassin de Charleroi.

Ar. M.

N. B. — Nous apprenons, au moment de mettre sous presse, que la Fédération des mineurs belges vient de décider la reprise du travail.

⁂

ETATS-UNIS

Les défenseurs de l'ordre et de la propriété. — Nous savons que jadis, lorsqu'il n'y avait pas assez d'*honnêtes gens* pour remplir avec zèle l'immonde *métier de policier*, la police était recrutée parmi les récidivistes; c'est ce qui existe encore aujourd'hui dans la Grande République Américaine, principalement dans le Colorado.

J'ai déjà eu l'occasion de parler de ces individus à la fois bergers et voleurs de grands chemins et que l'on appelle cow-boys ou highwaymen. J'ai raconté avec quel empressement ils vinrent se mettre sous les ordres du fameux Peabody, gouverneur du Colorado, et comment, dans leur zèle, ils surpassèrent les policiers professionnels. J'ai dit qu'un de leurs plus hauts faits d'armes et qui leur avait valu de nombreuses félicitations parmi les membres des « Citizens'Alliances » d'Amérique, avait été de ruiner la « Western Federation of Miners » de l'Indépendance, en faisant sauter la gare où se trouvait un grand nombre de mineurs « jaunes » et en attribuant cet attentat aux membres de la Fédération.

Bien que déduite de nombreux faits antérieurs, ma conviction était encore purement morale. Or, depuis quelques jours la vérité est apparue dans toute son évidence. Partie de Denver, elle circule dans tous les Etats de l'Union et c'est mon quotidien, le *San Francisco Examiner*, qui m'apprend ce qu'il qualifie lui-même de *nouvelle à sensation*.

Voici un résumé succinct des longs détails que donne ce journal :

« Les faits les plus odieux qui aient jamais été consignés dans les annales de l'illégalité, sont racontés en entier d'une façon sensationnelle par la presse de Denver. Des dépositions sous serment ont été faites par des officiers de la milice, par les victimes des attentats de Cripple Creek et par des citoyens qui ont fait partie de l'organisation capitaliste. Tous affirment que le gouverneur de l'Etat, l'adjudant général Sherman M. Bell et son état-major ont ourdi et mis à exécution un complot tendant à faire commettre des attentats de toute sorte dans la région des mines d'or, dans le double but de maintenir le prestige des gros propriétaires de mines en lutte avec les grévistes et d'obtenir le complet anéantissement de la « Western Federation of Miners ».

Parmi toutes ces dépositions, la plus caractéristique est celle du major Francis J. Ellison dont les déclarations paraissent incroyables.

D'après ce témoin, les soldats de la garde nationale conduits par le major T. E. Mac Clelland et le général F. M. Reardon, le maître des postes de Victor, et un membre du gouvernement des Etats-Unis, attaquèrent maintes fois les hommes de Victor.

Les ordres donnés aux soldats étaient de frapper les mineurs en plein visage, de leur casser les dents, de les frapper à coups de pied dans les côtes et de leur faire subir toutes sortes de tortures, sans pourtant les tuer. Il affirme, et ses déclarations sont confirmées par ceux qui étaient avec lui dans la milice, que vers le milieu de février, le général Reardon et le major Mac Clelland ordonnèrent au maréchal des logis J.-A. Chase, de la troupe C du 1er régiment de cavalerie, de faire sortir les mineurs qui travaillaient dans la mine de Vindicator, à 2 heures du matin. Devant l'impossibilité de mettre ce projet à exécution, il fut ordonné de tirer cinquante ou soixante coups de fusil dans l'intérieur du puits.

Une attaque semblable sur la mine Findley fut contremandée, parce que le général Reardon avait fait remarquer que les propriétaires de cette mine étaient partis.

Le major Ellison va même plus loin. Il fit connaître le complot ourdi par les officiers de la milice, dans le but d'employer la force armée, le 7 mai, à Denver. Il affirma sous serment qu'il y avait dans un automobile des canons prêts à tirer au premier commandement, et que lui-même avec les majors Randolph, Bloom, Naylor, ainsi que plusieurs autres placés sous les ordres de Sherman Bell, reçurent l'ordre d'aller à Berkeley sur la place où devaient avoir lieu les élections, et d'y provoquer des désordres.

Dans le courant du mois de juin, le major Ellison retourna à Cripple Creek, et le 15 il était sur les lieux, lorsque la populace, c'est-à-dire les membres de la « Citizens' Alliance », s'empara des magasins appartenant à la « Western Federation of Miners », et pilla tout ce qu'ils contenaient. Le major s'offrit à faire connaître les noms de ceux qui avaient dirigé le pillage des magasins de l'Union, mais le sheriff Bell se refusa à entendre semblables révélations.

« Une nuit, déclare le major Ellison, cinq prisonniers furent enlevés du poste de police du « deputy

sheriff » (1), par la populace (c'est-à-dire toujours par les membres de la « Citizens' Alliance ». Le capitaine Moore, chargé d'aller à la poursuite des assaillants, persista à prendre un chemin contraire à celui qu'avaient pris les membres de la « Citizens' Alliance » avec leurs prisonniers, bien que le major Ellison eût persisté à lui indiquer la vraie route qui ne pouvait être que celle de Canon road. »

Plus tard, ce même major offrit de faire connaître au capitaine Moore et au sheriff Bell (2) les noms de quatre individus qui avaient arrêté un homme à Victor dans la 2e rue, et l'avaient expulsé de l'Etat après l'avoir lâchement frappé.

Il offrit de prouver au sheriff que l'un d'eux, candidat aux fonctions de greffier du canton de Teller, et dont le nom est W. E. Dingman, avait plusieurs fois fait partie des bandes qui avaient pris à charge d'expulser les membres militants de la « Western Federation of Miners », et qu'il avait coutume d'apporter une corde pour menacer ses victimes de la potence, si elles persistaient à protester contre les attentats odieux commis contre leur liberté et leurs droits.

Le sergent Gordon Walters vient non seulement confirmer la déposition du major Ellison, en ce qui concerne les fusillades des mines Vindicator et Lillie, mais il accuse aussi le général Reardon d'avoir ordonné ces actes de brigandage. Et il donne des détails sur les moyens qu'employèrent les propriétaires des mines pour piller les magasins appartenant aux unions ouvrières.

Il accuse A. E. Carlton et Harry Watters de s'être mis à la tête de la populace et d'avoir eux-mêmes décidé la déportation des hommes employés dans ces magasins.

Le sergent Chase dans sa déposition confirme, en ce qui le concerne, les dires du major Ellison et du sergent Walters.

D'autres témoins, victimes des soldats et des membres de la « Citizens' Alliance », viennent confirmer les précédentes dépositions.

Tous ces témoignages parlent assez par eux-mêmes et nous mettent sur la piste des auteurs de l'explosion de la gare de l'Indépendance qui occasionna la mort d'un nombre considérable de mineurs non unionistes et qui servit de prétexte pour fusiller les militants de la « Western Federation of Miners » et piller les magasins ainsi que la caisse de réserve appartenant à l'Union des mineurs. La meilleure partie des objets pillés alla aux soldats de la milice et aux membres de la « Citizens' Alliance ». Les coupables furent désignés de suite par l'opinion publique : Bell et ses bandits étaient les seuls auteurs de cet acte de brigandage. »

Je crois devoir traduire *in extenso* la déposition suivante, et pour ne rien lui enlever de sa valeur, je la traduis autant que possible littéralement.

« Etat du Colorado, ville et canton de Denver. — Francis J. Ellison, après avoir dûment prêté serment, fait la déposition suivante :

« Le 12 décembre 1903, sur la requête de l'adjudant général Sherman Bell, j'allai au canton de Cripple Creek, pour remplir une mission militaire spéciale, et depuis cette époque, j'ai été continuellement au service de l'Etat dans les districts de Cripple Creek et de la Trinidad. Lorsque le général Bell m'eut d'abord envoyé à Cripple Creek, je lui offris des informations évidentes concernant la culpabilité des auteurs de la tentative d'explosion de la mine de Vindicator. Vers le 29 janvier 1904, par ordre de l'adjudant du district militaire du canton de Teller et sous la direction spéciale du major T. E. Mac Clelland et du général F. M. Reardon qui était le rapporteur confidentiel du gouverneur en tout ce qui avait rapport aux affaires du district, une série de rixes eurent lieu entre les hommes de Victor et les soldats de la garde nationale qui avaient reçu des ordres spéciaux. Chacune de ces rixes avait été combinée au préalable par le général Reardon et le major Mac Clelland, et provoquées d'après leurs ordres. Les instructions du major étaient que les soldats devaient terrasser les mineurs, leur bander les yeux, les frapper, leur briser les dents, bref, se livrer sur eux à toutes les brutalités, mais sans les tuer. Les rixes eurent lieu plus ou moins fréquemment jusqu'au 22 mars.

« Vers le milieu de février, le général Reardon m'appela au bureau du major Mac Clelland et me demanda si j'avais un homme en qui l'on pût avoir une confiance absolue. Je lui présentai le maréchal des logis Chase, de la troupe C du 1er régiment de cavalerie, et, en présence de celui-ci, il me dit que l'Association des propriétaires des mines ayant refusé de lui donner de l'argent, il fallait, à tout prix, en trouver pour payer la solde des soldats, qu'il était donc nécessaire de trouver un moyen pour obliger les propriétaires des mines à lui donner l'argent dont il avait besoin, et il m'ordonna de tirer sur les hommes qui sortiraient de la mine Vindicator à 2 heures du matin. Je fis remarquer que la plupart des hommes travaillant dans cette mine prenaient habituellement le tramway électrique à la sortie de la mine, que par conséquent il était impossible de mettre son plan à exécution.

« Il me dit alors qu'il nous serait possible d'atteindre le même but si je prenais avec moi le maréchal des logis, et tirais cinquante ou soixante coups de feu dans la mine, pendant la nuit.

« Des circonstances ayant empêché le maréchal des logis Chase de m'accompagner, je pris avec moi le maréchal des logis Gordon Walters, de la même troupe, et dans la même nuit, vers minuit et demi, nous tirâmes environ une soixantaine de coups de revolver dans les mines Vindicator et Lillie. Nous remontâmes ensuite sur nos chevaux, et nous allâmes au Club militaire de Victor, où nous fîmes notre rapport au général Reardon en personne et au major Mac Clelland.

« Le jour suivant, il m'envoya chercher le maréchal des logis Walters et il examina le terrain qui se trouve derrière la mine Finley avec l'intention de recommencer les mêmes actes, mais ce nouveau projet fut contremandé par le général Reardon, qui déclara que les propriétaires des mines avaient promis de verser l'argent le jour suivant ; ce qu'ils firent d'ailleurs.

« En me donnant ses ordres, le général Reardon me déclara que le gouverneur Peabody, le général Bell lui-même et moi étions les seuls au courant de ce projet.

« *Signé* : Major F. J. Ellison. »

Comme on vient de le voir par ce qui précède, les bandits aux ordres de Peabody ne s'attaquaient pas seulement aux membres de la « Western Federation of Miners », mais aussi aux propriétaires des mines.

Dans le Colorado, il y a une quantité de petites mines (mines d'or en général) qui appartiennent à de petits patrons ; ceux-ci seraient plutôt sympathiques aux mineurs unionistes et certains d'entre eux avaient même adhéré à leurs revendications. C'est pourquoi ils furent également maltraités par les ardents défenseurs de l'autorité américaine.

Remarquons, en terminant, que ces individus, tous gens sans aveu, n'agissant que par l'appât de l'or et n'ayant d'autres instincts que ceux de violence et d'autorité brutale, ont au-dessus d'eux un chef suprême qui sanctionne leurs prouesses et les présente devant l'opinion comme les sauveurs de la Grande République, de plus en plus menacée par les idées exotiques du Socialisme et de l'Anarchie, dont la « Western Federation of Miners » semblait être devenue le principal foyer.

Ce chef est Théodore Roosevelt, le très honorable président de la plus grande République du monde.

Mais l'ex-cow-boy Bell, devenu général d'une bande de « highwaymen », de « salteadores », comme on les appellerait en Espagne, à la solde de Peabody, et Roosevelt leur chef suprême, généralissime de la Grande Armée et président des trusts, les plus grandes associations d'affameurs qui aient jamais existé sur le globe, ceux-là ne sauraient en aucune façon s'appeler des criminels. C'est nous, nous les éternels volés, les éternels massacrés, qui sommes les criminels ; c'est nous que l'on expose dans le musée du crime. Faisons du moins cette remarque tirée d'un auteur célèbre : « Sont-ils canailles, ces honnêtes gens ! »

Laurent Casas.

(1) Aux Etats-Unis, le « deputy sheriff » dans les petits pays est à la fois commissaire de police, geôlier et bourreau.

(2) Comme on peut en juger par tous les renseignements que j'ai donnés sur Bell, l'ex-cow-boy est à la fois général, commissaire de police, et exécuteur des hautes œuvres de la « Citizens' Alliance ».

Quelques camarades demandent quand nous mettrons en chantier le volume sur *La Religion*. Quand j'aurai payé les 1.800 francs qui restent à acquitter sur les volumes précédents.

Le meilleur moyen d'activer l'apparition, c'est de nous faire écouler ceux parus. — L'édition illustrée reste en vente à 6 fr. 50, prise dans nos bureaux (7 fr. 10, colis en gare).

Pour tout envoi d'abonnement, changement d'adresse, commande de livres ou de brochures, prière aux abonnés de joindre la dernière bande du journal reçu. Cela est indispensable.



L' A B C de l'Astronomie (1)

(Suite)

Au Mexique, on a trouvé un météore pesant 10.000 kilogrammes, et au Cañon Diablo, à Arizona, en 1891, une quantité de météorites pesant 300 et même 420 kilogrammes, éparpillés autour d'un trou de 190 mètres de profondeur et de 314 kilomètres de circonférence. Il est possible que ce trou, qui ressemble aux cratères de la Lune, provienne d'une chute de météore et que sur notre satellite, où l'atmosphère fait défaut, un grand nombre de cratères aient une origine similaire.

Mais, quoi qu'il en soit de ces suppositions, le plus grand météorite qu'on ait *vu* tomber jusqu'ici ne pèse que 250 kilogrammes et le plus beau, sûrement authentique celui-là, que nous possédions et qui se trouve, à l'heure qu'il est, à Rio-Janeiro, 5.360 kilogrammes. Le premier a été ramassé quelques minutes après sa chute à Knayahinga en Hongrie et le second découvert, en 1816, à Bendago, près Bahia.

Toutes ces pierres du ciel, aérolithes ou météorites, qu'on a trouvées un peu partout sur la surface de notre globe et qui ne sont que des fragments détachés de bolides, uranolithes ou météores, trois expressions différentes pour dire la même chose, ont, en général, une densité qui varie de 3 à 8, celle de l'eau (eau 1, terre 5,5) étant prise pour unité, et ne présentent aucun corps simple étranger à notre planète. Ils se composent de fer, magnésium, silicium, *oxygène*, nickel, cobalt, chrome, manganèse, titane, étain, cuivre, aluminium, potassium, sodium, calcium, arsenic, phosphore, azote, soufre, de traces de chlore, *carbone* et hydrogène.

Parmi ces éléments, ce sont le fer, le silicium et l'oxygène qui prédominent dans l'ensemble des météorites, comme les mêmes corps prédominent également dans notre propre Terre, ce qui constitue un témoignage direct et précieux de l'unité de l'Univers.

I. — Distances des étoiles.

Quand, après avoir étudié les dimensions des mondes qui peuplent notre République solaire et nous être assimilé les distances qui les séparent les uns des autres, notre pensée essaie de comprendre et de mesurer les abîmes de l'univers étoilé, il nous semble que nous devions perdre pied et qu'une telle témérité relève d'un accès d'orgueil, voisin de la folie.

Il n'en est cependant rien et notre timidité à ce sujet n'est uniquement due qu'à l'asservissement séculaire de notre mentalité aux conceptions géocentriques et anthropocentriques, dont nos cerveaux ont, hélas ! encore conservé l'empreinte indélébile d'un long et nocif pétrissage spiritualiste et théiste.

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*

Les religions, ces écoles d'humilité et d'esclavage, nées de la peur et guidées par la fourberie triomphante, se sont de tous temps appliquées à tuer dans l'homme les germes de révolte et d'affranchissement inhérents à sa nature. En courbant son échine, elles ont empêché sa tête de se redresser, et le pauvre hère que fut notre ancêtre, a pris la douloureuse habitude de rapporter tous les phénomènes à sa personne meurtrie et à l'ambiant ingrat dans lequel il a été contraint d'évoluer de force, sans avoir le pouvoir et même la volonté de le transformer.

La plupart des réformateurs restent prisonniers de leur éducation première, et ce n'est qu'après les efforts persévérants et héroïques de la minorité militante et révolutionnaire que la pensée scientifique arrive à renouveler graduellement le milieu qui la terrasse et à conquérir sa place sous le soleil.

Luther, après avoir brûlé à Wittenberg la bulle du pape, a dit de Copernic qu'il était un fou, car les Saintes Ecritures nous enseignent que Josué a arrêté le Soleil et pas la Terre ; et Mélanchthon, son compère en réforme religieuse, enchérissant sur son maître, exigeait des autorités la suppression du grand astronome dont les doctrines, considérées par lui, et avec juste raison, comme athées, constituaient un péril pour la société.

Ces vœux du pieux réformateur ne furent pas exaucés de son vivant, mais l'Eglise, avec laquelle on ne perd jamais pour attendre, se ravisa et le livre et les doctrines de Copernic furent mis à l'index, en 1616.

L'interdit ne fut rapporté qu'en 1835.

Même le grand Darwin, qui fut le plus illustre pionnier de la libre pensée matérialiste et transformiste, recula, lui aussi, devant les conséquences de sa propre doctrine, en évitant soigneusement d'affirmer la mortalité de l'âme et la non-existence d'un Dieu créateur et régulateur de l'Univers.

Néanmoins, et en dépit de tous les obstacles religieux et ataviques et malgré la force d'inertie de l'ambiant et la pusillanimité de la plupart des novateurs, les cerveaux commencèrent à s'affranchir de la hantise de l'absolu et de son Dieu-Providence.

Grâce à l'élimination successive de toutes les idées préconçues, anthropomorphistes et finalistes, l'esprit humain a pu prendre possession du Ciel après avoir reconnu la véritable place que notre Terre occupe dans l'univers. Les notions scientifiques de l'éternité du temps et de l'espace pénètrent avec force dans les intelligences en éveil. L'homme se ressaisit enfin de sa longue aberration religieuse et, las d'invoquer une place à part dans la nature, prend conscience de lui-même et se sent, pour la première fois, ce qu'il est, citoyen du Ciel.

* *

Une des erreurs les plus communes, innocente mais caractéristique, des personnes qui ne se sont jamais occupées d'astronomie, est l'évaluation faite par elles du nombre des étoiles visibles à l'œil nu. C'est par millions, par centaines de millions que ces personnes croient voir briller les astres pendant les nuits calmes et claires de l'été. Or les bonnes vues moyennes ne comptent, à l'œil nu, sur les deux hémisphères réunis, que 5.700 à 5.800 étoiles, soit environ 3.307 sur l'austral et 2.478 sur le boréal.

D'après Houzeau, il y a sur les deux hémisphères :

18	étoiles de première grandeur.	
53	— — deuxième	—
200	— — troisième	—
595	— — quatrième	—
1.213	— — cinquième	—
3.640	— — sixième	—

Et sur l'hémisphère nord seulement :

10	étoiles de 1 à 1,9 grandeur.	
37	— — 2 à 2,9	—
130	— — 3 à 3,9	—
312	— — 4 à 4,9	—
1.001	— — 5 à 5,9	—
3.640	— — 6 à 6,9	—

Voici les noms des 18 étoiles de première grandeur par ordre décroissant d'éclat :

1. Sirius ou α du Grand Chien.
2. Canopus ou α Navire.
3. α du Centaure.
4. Arcturus ou α Bouvier.
5. Véga ou α de la Lyre.
6. Rigel ou β Orion.
7. Capella ou α Cocher.
8. Procyon ou α Petit Chien.
9. Betelgeuse ou α Orion.
10. β Centaure.
11. Achernar ou α Eridan.
12. Aldébaran ou α Taureau.
13. Antarès ou α Scorpion.
14. α Croix du Sud.
15. Altaïr ou α Aigle.
16. L'Epi ou α Vierge.
17. Fomalhaut ou α Poisson austral.
18. β Croix du Sud.

Le plus ancien catalogue d'étoiles date de l'an 127 avant J.-C. Il est d'Hipparque et contient 1.025 étoiles observées à Rhodes et signale, pour cette année, l'apparition d'une étoile nouvelle. L'*Almageste* de Ptolémée a conservé les étoiles du catalogue d'Hipparque, qui ont été réobservées en 960, à Bagdad, par l'astronome persan Abd-al-Rahman-al-Sufi, puis, à Samarkand, par le prince Ulugh-Beigh, petit-fils de Tamerlan, puis ensuite vers 1590, à Uraniburg, par Tycho-Brahé. En 1676, après la découverte du télescope, Halley composa à Sainte-Hélène le premier catalogue des étoiles australes que Lacailles étendit, en 1742, à 9.766.

Vers la fin du dix-huitième siècle, le catalogue de Lalande donne déjà 47.390 étoiles observées à Paris ; l'atlas d'Agelander, publié en 1863, en contient 324.000 et on connaît aujourd'hui bien plus d'un million d'astres observés séparément.

Pour s'orienter avec plus de facilité à travers le ciel étoilé, les astronomes divisent les étoiles selon leur intensité lumineuse *apparente* en première, deuxième, troisième, etc., etc., grandeur. En moyenne, l'intensité lumineuse diffère environ de 2,42 de grandeur en grandeur. Les premières six grandeurs sont visibles à l'œil nu ; au télescope on voit jusqu'aux étoiles de la seizième grandeur.

La quantité de lumière que nous recevons d'une étoile est, à l'exception de celles dont la parallaxe est connue, le seul moyen que nous possédions pour estimer approximativement la distance qui nous sépare d'elle en supposant, bien entendu, qu'en moyenne les étoiles soient d'égale intensité lumineuse et d'égale grandeur.

On a pu prouver qu'une étoile moyenne de première grandeur nous envoie 60 milliards de fois moins de lumière que le Soleil. En admettant maintenant qu'une telle étoile eût en réalité la même intensité lumineuse que notre Soleil, sa distance serait égale à la racine carrée de 60 milliards (soit 245.000) multipliée par la longueur du rayon de l'orbite terrestre, c'est-à-dire par 150.000.000, ce qui donne 36.750.000.000.000 kilomètres. Comme la lumière parcourt 300.000 kilomètres par seconde, nous n'avons qu'à diviser 36 trillions 750 milliards par 300.000, pour savoir que la lumière met 122 millions 500.000 secondes, soit presque 4 années, pour franchir cette distance.

Si l'on admet, par contre, que les étoiles de première grandeur soient, selon l'évaluation de la plupart des astronomes, à une distance moyenne de 15 années de lumière, et étant donné que l'intensité lumineuse diminue selon les carrés de distances, chaque grandeur stellaire est, par rapport à la précédente, $\sqrt{2,5} = 1,6$ fois plus éloignée. Ce petit calcul donne pour les étoiles de la sixième grandeur une distance 9 fois 1/2 plus grande que pour celles de la première et, pour la limite actuelle de la visibilité télescopique d'un astre, environ 15.000 années de lumière.

(*A suivre.*) F. Stackelberg.

Aveux et Documents

Travailleurs, intimidez le gouvernement. — *Les mineurs ont, en effet, un million, grâce à un petit cadeau que nous leur fîmes il y a deux ans, un peu parce qu'il était juste de le leur accorder*, beaucoup parce qu'ils s'étaient fort remués *et avaient intimidé les gouvernants de l'époque.*

Paul Beauregard,
député réactionnaire.



Pour les petits

—— **L'Union Ouvrière de l'Ameublement** a décidé de faire imprimer en trois couleurs, pour être distribuée gratuitement aux enfants, une image sur la vie de Louise Michel (genre Epinal).

Elle sera rédigée et dessinée par deux camarades qui vont faire des choses claires et simples dont la compréhension facile frappera sûrement les jeunes cerveaux, afin qu'il en reste des résultats pour l'avenir.

A condition d'en faire plus de dix mille, elles ne reviendraient qu'à dix francs le mille.

Elle convie les groupes, syndicats, universités, etc., qui croient ce genre de propagande profitable aux enfants, à lui faire savoir la quantité d'images qu'ils désirent ainsi que la somme y correspondant; tout cela pour en faire un très fort tirage. L'Union ouvrière de l'Ameublement s'inscrit pour vingt mille, c'est-à-dire deux cents francs.

Adresser les fonds et commandes à Broquet, secrétaire, 17, rue Fragonard, Paris. (Ajouter le port en sus qui doit être de 0 fr. 80 par 1.000 exemplaires).

—— L'U. P. de Troyes venant de fonder une bibliothèque, prie les camarades disposant de volumes, brochures ou journaux, de les adresser au camarade Perrier, 38, rive droite du canal, à Troyes.

—— Un mode de diffusion *qui ne coûterait* RIEN au journal, et pourrait peut-être avoir de l'efficacité. Un petit tampon de poche que chaque lecteur dévoué porterait dans son gousset, et appliquerait dix, vingt, trente fois par jour, partout et sur tout (sur les murs, sur les portes, sur les affiches — en période électorale surtout — sur des journaux dans les salles de lectures publiques, en wagon, au restaurant, au café, sur certains livres et romans beaucoup lus des bibliothèques populaires, sur l'enveloppe de nos lettres aussi, etc., etc...). Chaque tampon ne reviendrait pas peut-être à plus de 1 franc, surtout en en prenant une centaine, je suppose. Vous feriez comme pour le « Livre des Enfants », il y aurait bien 100 lecteurs amis qui disposeraient chacun de 20 sous; ce n'est pas un sacrifice qu'il faut ici, c'est de la bonne volonté, et si ces 100 amis posent leur timbre seulement dix fois par jour, on arrive à 1.000 annonces par jour, c'est-à-dire 365.000 par

an; il serait aussi facile d'atteindre le million par an. Nous soumettons l'idée à ceux de nos lecteurs qui voudront la mettre en pratique.

Y aurait-il quelque camarade qui voudrait nous copier des extraits de volume pour le supplément?

MARSEILLE. — **Association internationale antimilitariste.** — La section de Marseille avise les sections du littoral, des départements limitrophes, ainsi que ceux de l'Algérie, qui voudraient s'entendre au sujet du Congrès national, à seule fin de restreindre les frais que nécessitera l'envoi d'un ou de plusieurs délégués.

S'adresser au camarade Huau (F.), secrétaire de la Section, 11, rue d'Aubagne, Marseille.

Camarades rédacteurs,

Les ouvriers soudeurs de la fabrique de conserves de poissons de M. Pierre Chancerette, à Setubal (Portugal), sont en grève depuis trois mois. M. Chancerette veut faire venir des ouvriers de France pour faire échec à la grève.

Nous vous informons du fait en vous priant de le publier dans votre journal, pour qu'aucun ouvrier français ne vienne servir les projets de M. Chancerette.

Salut et fraternité.

Pour l'Association des soudeurs :

JOSÉ RIBEIRO D'OLIVEIRA, *secrétaire*.



Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi 13 mars, à 9 heures du soir, salle des Commissions (Bondy), Bourse du Travail, causerie par un camarade.

La Coopération des Idées, 157, faubourg Antoine :

Vendredi 17 mars. — E. Tarbouriech, professeur au Collège libre des sciences sociales : A propos de la Réforme du Code civil; le Mariage et l'Union libre.

Samedi 18. — Gustave Kahn : La Poésie contemporaine (avec auditions).

Dimanche 19. — Représentation organisée par Maxime Léry ; *George Dandin*, de Molière.

Lundi 20. — Jean Maugue, architecte : Les Habitations à bon marché. (A propos de la fondation Rothschild.)

Mardi 21. — W. de Fonvielle : L'Escalade du Ciel. A l'occasion de l'équinoxe du printemps (avec projections).

Mercredi 22. — Paul Virot : Les Retraites ouvrières en France et les Organisations patronales.

Jeudi 23. — G. Rivière, ingénieur des arts et manufactures : Les grandes Aciéries en Europe et aux Etats-Unis (avec projections).

Association internationale antimilitariste (section du 17e). — *Anniversaire de la Commune.* — Le samedi 18 mars, à 8 h. 1/2 du soir, aux salons Ludo, 86, avenue de Clichy (entrée, 9, rue Saint-Jean), grande fête. Conférence avec le concours assuré de Lucien Descaves, Elie May, Martelet, Miguel Almereyda. Grand concert; bal.

Entrée, 0 fr. 50. Les portes seront ouvertes à 8 heures.

L'Internationale antimilitariste (section du 19e). — Appel est fait à tous les camarades antimilitaristes du 19e. La section a établi une permanence tous les samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures, salle de la Renaissance, 5, rue de Flandre.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 20 mars, à 8 h. 1/2, causerie.

Vendredi, cours d'espagnol.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 22 mars, à 8 h. 1/2, causerie par Pierre Quillard : Un théoricien de l'absolutisme : Hobbes.

La Camaraderie. — Le jeudi 23 mars, salle B. P. du XIVe, 13, rue de la Sablière, causerie sur la Physiologie du fœtus, par le Dr Oguse.

Entrée libre.

BORDEAUX. — Le groupe anarchiste devant prochainement changer de local, prévient ses correspondants de ne plus rien envoyer 65, rue Kléber, mais d'écrire ou d'envoyer tout ce qui concernera le groupe au camarade Victor Labonne, 12, rue du Cancéra, à Bordeaux.

LILLE. — Les camarades libertaires se réunissent tous les samedis chez Bernard Leroux, 52, rue de Roubaix. — Samedi 18 mars, causerie par un camarade sur : La grève générale et la révolution.

Section antimilitariste. — A partir du lundi 20 mars, les réunions de la section auront lieu tous les lundis à 8 heures du soir, au siège, brasserie Faidherbe, 30 *bis*, rue de Tournai.

LYON. — **G. A. I. A.** — Réunion le samedi 25 mars, à 8 heures, chez Chamarande, 25, rue Paul Bert. Tous les camarades sont invités à cette réunion où il sera discuté de la situation morale et financière de la section.

Internationale antimilitariste (section de **Villeurbanne**). — Dimanche 19 courant, à 8 heures du soir, salle du petit Pré-au-Clerc, grande conférence avec le concours de plusieurs camarades, qui traiteront des événements de Russie.

MARSEILLE. — Samedi 18 mars, à 9 h. du soir, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, grande soirée artistique et littéraire au bénéfice de la propagande antimilitariste, avec le gracieux concours des chansonniers des cabarets montmartrois, dans leurs chansons satiriques, et le concours assuré de divers artistes et amateurs distingués, dans leur répertoire antimilitariste : 1re partie, concert; 2e, causerie par un camarade sur la Commune et de l'utilité de la propagande antimilitariste; 3e concert et tombola. Cordiale invitation à tous.

Vestiaire obligatoire, 0 fr. 25.

MARSEILLE. — Dimanche 19 mars, à 9 heures du soir, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, grande soirée artistique au bénéfice de deux camarades. Prêteront leur gracieux concours les chansonniers montmartrois de passage à Marseille, au cabaret de la Bohème : Stein, Garry d'Eche, Obillon, Villa, Villeval, Roger et la divette Nichonnette.

Vestiaire : 0 fr. 25.

MONTCEAU-LES-MINES. — **Jeunesse syndicaliste.** — Réunion le dimanche 19 mars, à 2 heures, salle Bayel, rue du Nord. Causerie par un camarade.

TOULON. — **Jeunesse syndicaliste.** — Lundi 20 mars, réunion générale, 100, cours Lafayette, à 5 h. 1/2 du soir. Causerie par le camarade V. Busquère : L'abstention électorale et le syndicalisme.

PERPIGNAN. — **Groupe libertaire « Germinal ».** — Tous les dimanches, à 8 heures du soir, au salon réservé du Bar des Variétés, causerie par un camarade.

N. B. — Pour les communications concernant le groupe « Germinal », s'adresser au camarade J. Simian, secrétaire, 22, rue Fontaine-Neuve.

Section de Perpignan. — Tous les samedis, à 8 heures du soir, réunion de l'A. I. A. des travailleurs, au salon réservé du Bar des Variétés.

N. B. — Les membres inscrits qui n'ont pas encore reçu leur carte d'adhérent, sont priés de s'adresser au camarade Vassail, secrétaire, 34, rue Four Saint-François.

Propagande Antimilitariste

Afin de contribuer à la propagande antimilitariste, nous mettons en vente : *Guerre-Militarisme*, *Patriotisme-Colonisation* (édition de propagande) et *Le Livre d'Or des officiers*, que l'auteur veut bien y joindre, au prix de 3 francs les trois volumes pris dans nos bureaux (3 fr. 60, colis en gare).

Ce sont des volumes de documentation qui devraient être dans toutes les bibliothèques. Nous demandons aux camarades de faire tous leurs efforts pour les faire pénétrer dans les bibliothèques des groupements dont ils font partie.

EN VENTE

Une série de 18 cartes postales, gravées par Berger, d'après nos lithographies, est enfin imprimée ; elles sont en vente au prix de 0 fr. 15 franco, ou bien 1 fr. 65 la série. Voici les titres : *L'Assassiné*, de L. C. Dissy; *Les Bienheureux*, Heidbrinck; *Les sales corbeaux*, Hénault ; *C'est défendu de marcher sur l'herbe*, Hermann Paul; *Provocation*, Lebasque; *Ceux qui mangent le pain noir*, Lebasque ; *L'Incendiaire*, Luce ; *Mineurs belges*, C. Meunier ; *Porteurs de bois*, Pissarro ; *Les Errants*, Rysselberghe ; *La Libératrice*, Steinlen ; *La Débâcle*, Vallotton, etc., etc.

A NOS CAMARADES

Nous faisons faire un service exceptionnel pour les gares ; nous prions tous ceux qui s'intéressent au développement du journal de bien vouloir le demander et l'acheter dans les gares de leur localité ; et à ceux qui voyagent, dans toutes celles où ils s'arrêtent, afin d'établir un courant de vente normale.



J. B., à Montceau. — Nous ne croyons pas que la réduction des débits, par voie d'autorité, ni toute autre mesure protectrice de ce genre soit bien efficace.

U. P. de Constantine. — Nous vous faisons le service de quelques numéros; mais les journaux révolutionnaires ne vivant que grâce aux sacrifices de ceux qui s'y intéressent, c'est aux groupements à les faire vivre; il faudra vous y abonner, si vous voulez continuer à recevoir le nôtre.

Gaston Syf. — Notre réponse nous est revenue avec la mention « parti sans adresse » ?

Au camarade qui nous demandait les adresses suivantes : *Der Anarchist*, Frankfurterstrasse 14, Berlin N. O.; *Der Freie Arbeiter*, Naunynstrasse 68, Berlin S. O.

Funchal. — Le camarade est en route. Il doit avoir reçu.

Germinal. — Estimant que cela n'a rien à voir avec l'idée anarchiste, nous n'insérons pas.

P. P., à Roubaix. — Libre Examen, passage des Saints-Simoniens. Ne parait plus, il me semble.

P., à Troyes. — *Quelques Vers* épuisés. Cela fait le compte, du reste. Vous avez mis 0 fr. 10 de port ; il y a 0 fr. 25.

Fédération française de la Libre Pensée. — Convocation omise par erreur, ou arrivée trop tard.

A. D., à Paris. — Bien reçu argent et clichés. Merci.

B., à Montceau. — Et votre adresse pour l'envoi des numéros ?

Jeunesse syndicaliste de Toulon. — Envoyez-nous la brochure.

E. B., à Genève. — Drôle, mais pas assez saillant.

L. L., à Angers. — Nous faisons la réclamation à Hachette pour les gares.

A. J., à Beaune. — La place nous manque pour insérer les ordres du jour.

Reçu pour les Russes : Collecte au 99e de ligne, 1 fr. 80. — Collecte faite à l'issue d'un meeting de protestation contre les massacres de nos camarades russes, organisé par les organisations syndicales de Firminy : 36 fr. 15.

Il a été remis aux Russes les 29 fr. 20 de l'encaisse du dernier numéro.

Reçu pour la famille Chandelier : De l'*Aube Sociale*, 5 fr. — B., à Paris, 1 fr. 75. — Pour encourager un bon mouvement, 2 fr. 50. — A. D., rue de C., 1 fr. — N. M., 2 fr. — Le Puy, 2 fr. — G. et P., à Saint-Claude, 1 fr. 50. — Collecte parmi les camarades d'Aubervilliers, 6 fr. — G., à Paris, 1 fr. — En tout : 21 fr. 75.

Liste de Montreuil-sous-Bois. — David, 0 fr. 50; Closse, 0 fr. 50; Cattet, 0 fr. 50; Thysen, 0 fr. 25; Depailliat, 1 fr.; Poisson, 0 fr. 50; Mathid, 0 fr. 50; Guyot, 0 fr. 25; Un socialiste, 0 fr. 50; Labregère, 0 fr. 50; Mathéva, 0 fr. 25; Un politicien, 0 fr. 50; Bonnefoi, 0 fr. 15; Bruley, 0 fr. 50; Un social, 0 fr. 25; Telluam, 0 fr. 25; Cosaque, 0 fr. 25; Louise, 0 fr. 15; Barbelet, 0 fr. 50; Perrilat, 0 fr. 25; Hospital, 0 fr. 25; Jacques, 0 fr. 25; Daubechies, 0 fr. 25. — Total : 8 fr. 80.

Nous avons fait remettre 35 fr. à la famille. Nous rappelons qu'il y a là œuvre de solidarité à faire.

Reçu pour le journal : D'Auguste et Marianne, 1 fr. — Pr. F., à Beauvais, 1 fr. 10. — H. D., à Limoges, 2 fr. — J. A., à Herrick, 0 fr. 95. — B., à Paris, 1 fr. 75. — M. D., à Grande Balleyte, 0 fr. 50. — A. D., à Montereau, 0 fr. 60. — C. P., à Semur, 1 fr. 20. — B., à Genève, 0 fr. 90. — G., à Lézignan, 0 fr. 50. — Merci à tous.

L. P., à Troyes. — E. M., à Laxou. — L., à Epinal. — M. B., rue de l'U. — C. R., Chaux-de-Fonds. — A. H., à Luçon. — A. B., à Limoges. — B., à Saint-Etienne. — C. W., Mont-s.-M. — J. M., à Liège. — P., à Limoges. — M., à Oakland. — A. C. de N., Funchal. — A., à Saint-Marcellin. — E. C. — Ch. D. — E. P. — O. F. — A. — L. R., à Amiens, par C. — F., Nouméa. — S., à Saint-Imier. — P., à La Chapelle-Herlaumont. — L., à Epinal. — J. M., à Barcelone. — A. E., à Saint-Imier. — C. B., à Vevey. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

Dixième Année. — N° 47 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 — EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 25 au 31 Mars 1905.*



POUR LA FRANCE		Ex-Journal " LA RÉVOLTE "	POUR L'EXTÉRIEUR	
Un An	6 »	Paraissant tous les Samedis	Un An	8 »
Six Mois	3 »	Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "	Six Mois	4 »
Trois Mois	1.50		Trois Mois	2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V^e^



L'Arrêt de la Révolution

Nous avons raconté (1) comment l'Assemblée Nationale, devenue, à la suite des journées du 14 juillet et du 5 octobre 1789, un puissant instrument de législation entre les mains de la bourgeoisie, s'opposa de toutes ses forces à l'abolition *révolutionnaire* des droits féodaux. Si les insurrections paysannes n'avaient pas continué malgré tout, les paysans, affranchis dans leurs personnes, restaient toujours sous le joug *économique* du régime féodal, — comme c'est arrivé en Russie, où le féodalisme fut aboli, en 1861, par la loi, mais non par une révolution.

(1) *Temps Nouveaux*, n°s 29, 31, 34 et 44 de cette année.

En même temps, il faut reconnaître que pour la destruction des pouvoirs de l'ancien régime — du roi et de la cour — ainsi que pour édifier le pouvoir politique de la bourgeoisie, devenue maîtresse de l'Etat, la Constituante et puis la Législative accomplirent une œuvre immense. Pour exprimer, du moins, sous forme de *lois* la nouvelle constitution du tiers état, les législateurs de ces deux Assemblées procédèrent, il faut le reconnaître, avec énergie et sagacité.

Ils surent saper le pouvoir des nobles et trouver l'expression des droits du citoyen dans une Constitution bourgeoise et ils élaborèrent une constitution départementale et communale, capable d'opposer une digue à la concentration gouvernementale.

Ils détruisirent pour toujours les distinctions politiques entre les divers « ordres » — clergé, noblesse, tiers état. Ils abolirent les titres de noblesse et les privilèges sans nombre qui existaient alors, et ils surent trouver des bases plus égalitaires pour l'impôt. Ils surent éviter la formation d'une Chambre haute, qui eût été une forteresse de l'aristocratie. Et par la loi départementale de décembre 1789, ils abolirent tout agent du pouvoir central en province. Ils enlevèrent enfin à l'Eglise ses riches possessions et ils firent du clergé un simple département de l'Etat. L'armée fut réorganisée ; de même — les tribunaux. Et dans tout cela, les bourgeois-législateurs surent éviter trop de centralisation. Bref, comme *législation*, on y voit des mains habiles et énergiques.

* *

Et cependant, malgré toutes ces lois, si bien rédigées, il n'y avait encore rien de fait. *La réalité ne répondait pas à la théorie.* Car — et c'est là l'erreur générale de ceux qui ne connaissent pas de près le fonctionnement de la machine gouvernementale, — *il existe tout un abîme entre une loi que l'on vient de promulguer et son exécution pratique dans la vie.*

C'est vite dit : « Toutes les propriétés des congrégations passeront aux mains de l'Etat. » Mais comment cela se fera-t-il en réalité ? Qui viendra, par exemple, dans l'abbaye de Saint-Bernard à Clairvaux, dire à l'abbé et aux moines de s'en aller ? Qui les chassera, s'ils ne quittent pas de bonne volonté ? Qui les empêchera, secourus par toutes les dévotes des villages voisins, de revenir demain et de chanter la messe dans l'abbaye ? Qui en fera enfin un hospice pour les vieillards, comme le fit, en effet, plus tard, le gouvernement révolutionnaire ?

En 1790, 1791, 1792, l'ancien régime était encore là, debout, prêt à se reconstituer en entier — sauf quelques légères modifications, — tout comme le second empire fut prêt à renaître à chaque instant, du temps de Thiers et de Mac-Mahon. Le clergé, la noblesse, l'ancien fonctionnarisme, et surtout l'ancien esprit, tous étaient là, prêts à relever la tête — et à écrouer les fonctionnaires qui avaient osé se ceindre de l'écharpe tricolore. Ils en guettaient l'occasion, ils la préparaient. Mais quoi ! Les nouveaux directoires des départements, fondés par la Révolution, mais composés de riches, étaient des cadres tout prêts pour rétablir l'ancien régime.

* *

L'Assemblée Constituante et la Législative avaient fait nombre de lois, dont on admire jusqu'à présent la lucidité et le style — et cependant l'immense majorité de ces lois restaient lettre morte. Sait-on que plus des deux tiers des lois fondamentales faites entre 1789 et 1793, n'ont jamais reçu un simple commencement d'exécution ?

C'est qu'il ne suffit pas de faire une nouvelle loi. Il faut encore, presque toujours, créer le mécanisme pour appliquer cette loi. Et pour peu que la nouvelle loi frappe un privilège invétér, c'est tout une *organisation révolutionnaire* qu'il faudrait mettre en jeu pour que cette loi fût appliquée *dans la vie* avec toutes ses conséquences. Voyez seulement le peu que produisirent toutes les lois de la Convention sur l'instruction gratuite et obligatoire : jusqu'à nos jours, elles sont restées lettre morte !

Une fois que la révolution fut arrêtée dans sa marche, les gouvernements réactionnaires qui suivirent ne se donnèrent même pas la peine d'abroger ces lois : on se borna à ne pas les appliquer et à laisser faire les curés.

Aujourd'hui même, malgré la concentration bureaucratique et les armées de fonctionnaires qui convergent vers leur centre à Paris, nous voyons que chaque nouvelle loi, si minuscule que soit sa portée, demande des années pour passer dans la vie. Et encore, — combien

de fois ne se trouve-t-elle pas complètement mutilée dans ses applications! Mais à l'époque de la grande Révolution, ce mécanisme de la bureaucratie n'existait pas; il prit plus de cinquante ans pour atteindre son développement complet.

Mais alors, comment les lois de l'Assemblée pouvaient-elles entrer dans la vie, sans que *la Révolution de fait* fût accomplie dans chaque ville, dans chaque hameau, dans chacune des trente-six mille communes de la France!

Eh bien, tel fut l'aveuglement de la bourgeoisie révolutionnaire que, d'une part, elle prit toutes ses mesures pour que le peuple, les pauvres, qui seuls se lançaient de tout cœur dans la révolution, eût sa part dans la gestion des affaires communales, et, d'autre part, elle s'opposa de toutes ses forces à ce que la révolution éclatât dans chaque ville et village.

Pour faire œuvre vitale des décrets de l'Assemblée, *il fallait le désordre*. Il fallait que dans chaque petite localité des hommes à poigne, des patriotes haïssant l'ancien régime, vinssent s'emparer de la municipalité; qu'ils fissent une révolution dans le hameau; que tout l'ordre de la vie fût bouleversé; que toutes les autorités fussent ignorées, enfin que la révolution fût *sociale* pour accomplir la révolution politique.

Il fallait que le paysan prît la terre et passât dessus la charrue, sans attendre l'ordre du gouverneur, qui évidemment ne serait jamais venu. Il fallait, en un mot, qu'une vie nouvelle commençât dans le hameau, — et sans désordre; «sans beaucoup de désordre *social*», cela ne pouvait se faire.

Mais c'est précisément ce désordre que les législateurs voulurent empêcher!...

* *

Non seulement ils avaient éliminé le peuple de l'administration, par la loi municipale de décembre 1789, qui remettait le pouvoir administratif aux mains des *citoyens actifs*, et sous le nom de *citoyens passifs* en excluait tous les paysans qui n'avaient pas un cheval et presque tous les travailleurs des villes; non seulement elle remettait ainsi tout le pouvoir en province à la bourgeoisie — elle armait cette bourgeoisie de pouvoirs de plus en plus menaçants pour empêcher la gent pauvre de continuer ses révoltes.

Et cependant, ce n'était que les révoltes de ces pauvres, qui allaient permettre plus tard, en 1792 et 1793, de porter le coup de grâce à l'ancien régime (1).

* *

Voici donc sous quel aspect se présentaient les événements.

Les paysans, qui avaient commencé la révolution, comprenaient parfaitement qu'il n'y avait rien de fait. Les déclarations platoniques contre les servitudes anciennes et l'abolition des servitudes *personnelles* avaient seulement réveillé leurs espérances. Il s'agissait maintenant d'abolir les lourdes servitudes économiques de fait — pour toujours, et sans rachat, bien entendu. En outre, le paysan voulait reprendre possession des terres communales. Ce qu'il en avait déjà repris, en 1789, il tenait d'abord à le garder et à obtenir pour cela la sanction du fait accompli.

(1) On lira avec intérêt chez M. Aulard (*Histoire politique de la Révolution française*, 2e édition, Paris, 1903) les pages (55-60) dans lesquelles il montre comment l'Assemblée travailla à empêcher que le pouvoir tombât entre les mains du peuple. La remarque qu'il fait sur la défense qui fut faite, par la loi du 14 décembre 1789, aux citoyens des communes de se réunir pour discuter leurs affaires, autrement qu'une fois par an pour les élections, est très juste. C'est précisément ce que veut en ce moment la bourgeoisie russe, en demandant l'abolition du *mir*, et ce que beaucoup de socialistes qui pèchent par trop de métaphysique, ne remarquent même pas.

Ce qu'il n'avait pas réussi à reconquérir, il voulait le faire, sans risquer pour cela de tomber sous le coup de la loi martiale.

Mais à ces deux demandes du peuple la bourgeoisie s'opposait de toutes ses forces. Elle avait profité de la révolte des campagnes en 1789 contre le féodalisme pour commencer ses premières attaques contre le pouvoir absolu du roi, contre les nobles et le clergé. Mais, dès qu'une première ébauche de constitution bourgeoise fut votée et acceptée par le roi, — avec toute latitude de la violer, — la bourgeoisie s'arrêta, effrayée devant les conquêtes rapides que faisait l'esprit révolutionnaire au sein du peuple.

Les bourgeois comprenaient en outre que les biens des seigneurs allaient passer dans leurs mains; et ils voulaient ces biens intacts, avec tous les revenus additionnels que représentaient les servitudes anciennes, transformées en paiements en argent. On verrait plus tard si un jour il ne serait pas avantageux d'abolir les restes de ces servitudes; et alors on le ferait légalement, «avec méthode», avec «ordre». Car, si l'on tolérait seulement le désordre, — qui sait où s'arrêterait le peuple? Ne parlait-il pas déjà d'«égalité», de «loi agraire», de «nivellement des fortunes», de fermes ne dépassant pas tant d'arpents?...

* *

Et quant aux villes, aux artisans et à toute la population travailleuse des cités, c'était la même chose que pour les villages. Les maîtrises et les jurandes, dont la royauté avait su faire autant d'instruments d'oppression, avaient été abolies. Les restes de servitude féodale, qui existaient encore en grand nombre dans les villes, comme dans les campagnes, avaient disparu lors des insurrections populaires de l'été de 1789.

Mais c'était, au fond, fort peu de chose. Le travail manquait dans les industries et le pain se vendait à des prix de famine. La masse des ouvriers voulait bien patienter, pourvu que l'on travaillât à établir le règne de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité. Mais puisque cela ne se faisait pas, elle perdait patience. Et le travailleur demandait alors que la Commune de Paris, que la municipalité de Rouen, de Nancy, de Lyon, etc., fissent elles-mêmes des approvisionnements pour vendre le blé au prix de revient. Il demandait que l'on taxât le blé chez les marchands, que l'on fît des lois somptuaires, que les riches fussent taxés d'un impôt forcé et progressif!... Et alors la bourgeoisie, qui s'était armée dès 1789, alors que les citoyens passifs étaient sans armes, sortait dans la rue, déployait le drapeau rouge, en intimant au peuple l'ordre de se disperser, et fusillait les révoltés à bout portant. On le fit à Paris en juillet 1791 et un peu partout dans toute la France.

Et la Révolution s'arrêtait dans sa marche. La royauté se sentait revenir à la vie. Les émigrés se frottaient les mains à Coblentz et à Riga. Les riches relevaient la tête et se lançaient dans des spéculations effrénées. Si bien que depuis l'été de 1790 jusqu'à juin 1792, la contre-révolution pouvait se considérer triomphante.

C'est cette période que nous allons étudier maintenant.

Pierre Kropotkine.

A NOS LECTEURS

Il y a un moyen de propagande excellent que seule la difficulté de mener à bien, nous avait empêché de réaliser. C'est le dessin.

Quelques camarades dessinateurs nous ayant promis leur concours, c'est une occasion à saisir.

A partir du 1er mai, notre supplément littéraire comportera un dessin sur la double page d'intérieur, et un autre à la première ou huitième page, selon le cas.

Ces dessins seront signés Hermann-Paul, P. Iribe, Willemot, Kupka, Delaw, Luce. D'ici là, nous pensons même avoir recolté quelques autres adhésions, entre autres celles de Steinlen, Willette, Roubille, etc.

Bien entendu, cela ne sera qu'un essai qui, pour commencer, se fera au détriment de quelques pages du texte. Mais si la tentative réussit, et que nous trouvions assez d'acheteurs pour couvrir les frais que cela comportera, le supplément reprendra ses huit pages de texte; nous y ajouterons huit pages nouvelles de dessins.

J. Grave.

L'ESPRIT DE RÉVOLTE

(Suite)

L'action directe (ses rapports avec le patronat).

Les ouvriers ont appris clairement à leurs dépens que les humbles démarches auprès des patrons et des gouvernants étaient pour le moins inutiles. L'expérience leur a également montré qu'ils ont été bernés, chaque fois qu'ils ont confié leurs intérêts à des protecteurs: philanthropes ou politiciens. Ils en sont arrivés à cette conclusion que le mieux est de faire leurs affaires eux-mêmes.

C'est de cette expérience qu'est née la tactique de l'*action directe*: «une nouvelle expression, disait Eug. Guérard au Congrès de Bourges, pour une vieille chose.» Une vieille chose, certainement oui, car c'est la vieille tactique ouvrière imposée par les conditions sociales; mais il était nécessaire, pour la propagande, de caractériser nettement cette tactique, pour l'opposer à celle des réformistes légalitaires.

L'*action directe* est l'expression de la révolte ouvrière contre l'exploitation et l'oppression capitalistes. En premier lieu, il s'agit de lutter journellement pour l'obtention ou le maintien des revendications rendues indispensables par les conditions modernes du travail (machinisme, *surmenage*, etc.). Ces conditions de travail rendent de plus en plus nécessaire, pour les individus, la diminution de la journée de travail (sa limitation à huit heures, par exemple). Je ne me place pas ici au point de vue de l'affranchissement humain et de l'émancipation ouvrière, mais au simple point de vue de l'hygiène. Il s'agit de lutter encore pour le taux du salaire, pour le respect de la dignité individuelle, etc.

La vie quotidienne amène ainsi des conflits incessants. Les ouvriers, pour se défendre, emploient la grève, le boycottage, le sabottage, l'obstructionnisme (1). Ce sont différents modes de l'action concertée; au fond, les moyens importent peu, pourvu que les ouvriers réussissent à faire pression sur le patronat.

Les politiciens, de même que les réformistes légalitaires (dont une partie se rattache à eux), recommandent sur tous les tons, en cas de conflit, le calme, la sagesse, le respect de la légalité. Ils déconseillent d'ailleurs les mouvements grévistes, sous prétexte que ces mouvements partiels ne peuvent rien donner et ne correspondent pas à l'effort fourni, aux souffrances endurées. C'est bien parler; mais je ne sache pas que les travailleurs se mettent en grève à la légère; ils savent trop bien à quoi ils s'exposent: misère, renvois, etc. Ils y sont forcés par l'exploitation capitaliste.

(1) L'obstructionnisme des employés de chemins de fer en Italie vient de se terminer par la chute du ministère Gioliti. L'obstructionnisme peut se rapprocher de la malfaçon pratiquée au moyen du sabottage.

Serait-il préférable que les travailleurs courbent la tête sous le joug? J'ai déjà dit que les mouvements grévistes secouent la torpeur des individus; ils favorisent la propagande chez les gens les plus indifférents, les moins conscients, en exaltant les esprits, je veux dire les sentiments. Et une semaine de révolte fait plus pour la propagation des idées que des années de propagande pacifique.

D'autre part, Pouget a montré, dans le n° 230 de la *Voix du Peuple* (12-19 mars 1905), que, même en cas de défaite ouvrière, la grève a souvent un résultat matériel positif. Le patron, en effet, voulant remplacer son personnel, est obligé de prendre des jaunes en leur consentant de meilleures conditions; et ces conditions persistent ensuite plus ou moins, sous peine d'un nouveau conflit. Il est bien entendu que pour un pareil résultat, il faut que le patron n'ait pas la possibilité d'embaucher facilement des sans-travail affamés, misérables, pouvant accepter n'importe quel salaire, c'est-à-dire qu'il faut que l'*action directe* s'exerce en entravant cette embauche et force le patron à compenser par des offres avantageuses la crainte ressentie par les jaunes devant une action énergiquement menée.

Sans les grèves, sans les mouvements partiels de révolte, les prolétaires seraient restés dans un état encore plus misérable. La lutte a eu pour résultat de limiter dans une certaine mesure l'exploitation patronale et l'oppression capitaliste, quoique sans les faire disparaître.

Les réformistes et les politiciens se résignent aux grèves, puisqu'elles sont. Mais, au moins, du calme, de la sagesse, respectez la légalité. C'est votre meilleure chance de succès. En vérité, c'est se moquer. Aucun mouvement de révolte ne se fait sans élan, sans exaltation des sentiments, sans enthousiasme. Pour entraîner la masse, il faut que les plus énergiques et les plus audacieux payent de leur personne, écartent les règlements et les lois et sachent enflammer les plus timides, encourager toutes les énergies. Les exhortations de prudence n'ont au contraire pour résultat que d'inciter les plus pusillanimes à abandonner le mouvement et à se soumettre. On n'a jamais rien fait avec ce qu'on pourrait appeler des *grèves de résignation*.

La grève, forme moderne de la révolte, ne saurait guère être un mouvement calme. Les mots jurent d'ailleurs ensemble. Si les travailleurs ont quelque chance de faire aboutir leurs revendications, c'est par intimidation, c'est en menaçant les intérêts du patronat. La grève est le moyen communément employé; mais il a fallu l'employer pendant longtemps avant qu'elle devînt légale; et encore est-elle entourée de nombreuses restrictions sous le prétexte de protéger la liberté du travail.

La grève calme, sage, légale n'a que peu de chances d'être victorieuse, et si l'employeur a une réserve de fonds suffisante s'il est effectivement soutenu par la solidarité des autres patrons. C'est ainsi que la grève générale des mécaniciens anglais en 1898 se termina par la défaite, malgré l'organisation très puissante de cette union, malgré la solidarité du prolétariat, malgré la ténacité de la grève, qui dura sept mois. Le résultat le plus clair de cette révolte pacifique fut d'engloutir 27 millions (je dis vingt-sept); et cependant les forces gouvernementales n'intervinrent pas en faveur du patronat, comme il est de règle sur le continent.

Pour qu'une grève réussisse, il est nécessaire de brusquer le mouvement. Le peu de ressources pécuniaires des ouvriers ne leur permet guère de tenir longtemps. Dans quelle mesure les travailleurs pourraient-ils exercer une pression efficace, s'ils comptaient toujours sur une opiniâtreté purement passive (et forcément temporaire) pour triompher des fonds de réserve des capitalistes, si toujours ils restaient immobiles dans la légalité, c'est-à-dire dans une situation d'infériorité imposée par la législation bourgeoise, si, par exemple, ils laissaient les patrons recruter librement des jaunes pendant un conflit, si les grévistes ne violentaient pas illégalement la liberté du travail, si, au besoin, ils n'employaient pas d'autres moyens illégaux. C'est ainsi que les prolétaires ont dû, afin d'imposer la fermeture des magasins pour le soir ou pour le dimanche, recourir à des manifestations violentes qui ont écarté la clientèle et fait craindre aux patrons la détérioration de leur matériel.

Pour faire pression sur le patronat, l'*action directe* emploie tous les moyens, sans s'arrêter à leur caractère légal ou illégal, pourvu qu'ils portent. Naturellement, en présence des forces répressives de la société capitaliste, il est prudent de se garer le plus possible des sanctions féroces de la loi : c'est pourquoi depuis longtemps les prolétaires se sont servis de certains moyens d'action pour aider la grève ou pour la suppléer : abandon concerté du travail après tant d'heures de présence; sabottage, c'est-à-dire détérioration du matériel ou malfaçon des produits, etc.

Enfin, il peut arriver que les prolétaires se sentent assez forts et assez résolus, ou soient assez exaltés pour risquer toutes les conséquences de leur audace.

L'*action directe* ne se sert d'aucun de ces moyens à l'exclusion des autres. Elle tient compte de *tous* les modes d'action imposés par les circonstances. Elle ne se différencie de la tactique légalitaire que parce qu'elle n'hésite pas à recourir aux moyens illégaux et même aux moyens violents, si besoin est — ce qui ne veut pas dire qu'elle emploie forcément à chaque fois l'illégalité et la violence.

Au lieu de déprimer les prolétaires en les rappelant au respect des Lois et de la Morale, au lieu d'augmenter leur timidité en leur faisant honte de leurs violences, au lieu de s'opposer à tout acte de révolte sous prétexte des intérêts soi-disant supérieurs de la démocratie et de la politique réformiste (1), l'*action directe*, au contraire, a pour résultat de donner aux travailleurs plus de confiance dans leur force et dans leurs moyens d'action, et de les encourager à la hardiesse, en les dégageant de tous les préjugés moraux, patriotiques, légalitaires et parlementaires.

De cette façon, l'énergie ouvrière déployée dans les revendications, la conviction du patron que les salariés sont résolus à tout, même aux représailles, tout cela augmente les chances de succès et peut permettre de brusquer le dénouement d'un conflit. Mais il ne faut pas oublier que l'action directe s'exerce dans la société actuelle pour faire aboutir tout simplement les revendications nécessaires à la satisfaction des besoins matériels et moraux les plus pressants. Les ouvriers sont obligés de présenter leurs revendications à leurs patrons, de discuter avec eux, et, le plus souvent, le conflit se termine par une transaction. Comment pourrait-il en être autrement, à moins de faire la révolution ? Et il semble bizarre que les réformistes aient reproché aux délégués métallurgistes d'être entrés en pourparlers avec les patrons, lors de la grève d'Hennebont.

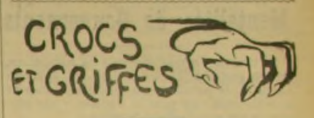
M. Pierrot.

(*A suivre*)

Erratum. — Dans l'article : *L'union chez les mineurs*, paru dans le n° 42, page 3, à la 2e colonne, 14e ligne, c'est au congrès de Carmaux, et non d'Alais, qu'il faut lire.

G.

(1) Voici la formule consacrée : « Il est indispensable que les prolétaires répriment dans leur langage, dans leur attitude, dans leur conduite, tout écart qui aurait le grave inconvénient de nuire au succès de leurs légitimes revendications et d'entraver l'action de ceux qui font tous leurs efforts au Parlement pour améliorer la situation des travailleurs. »



Les Gouvernants dans l'embarras n'ont jamais manqué de cynisme. Mais ils n'étaient peut-être jamais allés jusqu'où va l'autocratie russe. Témoin ce communiqué que relève, dans son numéro de jeudi 16 mars, l'Humanité.

Il s'agit de la bombe de l'hôtel Bristol. « La malheureuse victime de l'explosion, raconte l'officieuse dépêche, était un commis-voyageur « représentant une maison d'explosifs, et qui avait à sa disposition des échantillons des produits qu'il cherchait à placer. Peu au courant de la nature dangereuse de ces produits et en ignorant la manipulation, le malheureux a causé lui-même sa perte, sans aucune intention de nuire ».

Commis-voyageur en explosifs! Il y a vraiment des métiers qu'on ne soupçonne pas.

Ch. Albert.

⁂

J'ai relevé en son temps la nomination de M. Maxence Roldes, ex-socialiste révolutionnaire, comme attaché de cabinet du sieur Berteaux, l'agent de change ministre de la guerre.

Je n'y serais pas revenu si Monneret, du vaillant Pioupiou de l'Yonne, *n'avait cru devoir prendre la défense de son ex-camarade et si un certain nombre de journaux socialo-ministériels de province n'en profitaient pour déverser leurs éternelles calomnies sur les anarchistes en général.*

D'abord Monneret fait erreur. M. Roldes n'est pas un simple « secrétaire de bureaux », mais un « attaché au cabinet », ce qui diffère sensiblement. Que Monneret le veuille ou non, Roldes « collaborera » à toutes les infamies de son chef le ministre; comme à la répression des grèves de Brest où, à l'heure où j'écris, ses dragons font merveille.

Autre chose.

Que penserait Monneret d'un socialiste à qui son patron, sous peine de mesure disciplinaire, interdirait d'aller exposer ses idées, sur les infamies du tsarisme, par exemple et qui immédiatement s'inclinerait?

Trop fier, un simple ouvrier irait faire son devoir de propagandiste au risque de perdre sa place.

Cela est arrivé à nombre d'anarchistes et à pas mal de socialistes — dont certains amis de Monneret que je ne nommerai pas.

M. Maxence Roldes n'a pas cette fierté d'un simple prolétaire.

Voici en effet ce que nous apprend le Socialiste du Centre :

Roland nous a rapporté que lorsque fut connue au ministère de la guerre la mission que notre camarade — Maxence Roldes — devait remplir parmi nous, on l'avait mis en demeure de choisir entre le pain de ses enfants et la propagande contre le tsar.

Alors le cœur serré, les larmes aux yeux, nous dit Roland, Roldes s'en fut en quête d'un remplaçant.

Qu'en pense Monneret du Pioupiou de l'Yonne *et qu'il me dise sincèrement s'il se tairait, lui, si son patron — s'il en a un, ce que j'ignore, — lui interdisait d'aller exposer ses idées?*

J'ai eu tort l'autre jour et retire volontiers le mot bandit. *Je laisse à Monneret le soin de le remplacer.*

P. D.

de fois ne se trouve-t-elle pas complètement mutilée dans ses applications! Mais à l'époque de la grande Révolution, ce mécanisme de la bureaucratie n'existait pas ; il prit plus de cinquante ans pour atteindre son développement complet.

Mais alors, comment les lois de l'Assemblée pouvaient-elles entrer dans la vie, sans que *la Révolution de fait* fût accomplie dans chaque ville, dans chaque hameau, dans chacune des trente-six mille communes de la France!

Eh bien, tel fut l'aveuglement de la bourgeoisie révolutionnaire que, d'une part, elle prit toutes ses mesures pour que le peuple, les pauvres, qui seuls se lançaient de tout cœur dans la révolution, eût sa part dans la gestion des affaires communales, et, d'autre part, elle s'opposa de toutes ses forces à ce que la révolution éclatât dans chaque ville et village.

Pour faire œuvre vitale des décrets de l'Assemblée, *il fallait le désordre*. Il fallait que dans chaque petite localité des hommes à poigne, des patriotes haïssant l'ancien régime, vinssent s'emparer de la municipalité ; qu'ils fissent une révolution dans le hameau ; que tout l'ordre de la vie fût bouleversé; que toutes les autorités fussent ignorées, enfin que la révolution fût *sociale* pour accomplir la révolution politique.

Il fallait que le paysan prît la terre et passât dessus la charrue, sans attendre l'ordre du gouverneur, qui évidemment ne serait jamais venu. Il fallait, en un mot, qu'une vie nouvelle commençât dans le hameau, — et sans désordre ; « sans beaucoup de désordre *social* », cela ne pouvait se faire.

Mais c'est précisément ce désordre que les législateurs voulurent empêcher!...

* *

Non seulement ils avaient éliminé le peuple de l'administration, par la loi municipale de décembre 1789, qui remettait le pouvoir administratif aux mains des *citoyens actifs*, et sous le nom de *citoyens passifs* en excluait tous les paysans qui n'avaient pas un cheval et presque tous les travailleurs des villes; non seulement elle remettait ainsi tout le pouvoir en province à la bourgeoisie — elle armait cette bourgeoisie de pouvoirs de plus en plus menaçants pour empêcher la gent pauvre de continuer ses révoltes.

Et cependant, ce n'était que les révoltes de ces pauvres, qui allaient permettre plus tard, en 1792 et 1793, de porter le coup de grâce à l'ancien régime (1).

* *

Voici donc sous quel aspect se présentaient les événements.

Les paysans, qui avaient commencé la révolution, comprenaient parfaitement qu'il n'y avait rien de fait. Les déclarations platoniques contre les servitudes anciennes et l'abolition des servitudes *personnelles* avaient seulement réveillé leurs espérances. Il s'agissait maintenant d'abolir les lourdes servitudes économiques de fait—pour toujours, et sans rachat, bien entendu. En outre, le paysan voulait reprendre possession des terres communales. Ce qu'il en avait déjà repris, en 1789, il tenait d'abord à le garder et à obtenir pour cela la sanction du fait accompli.

(1) On lira avec intérêt chez M. Aulard (*Histoire politique de la Révolution française*, 2e édition, Paris, 1903) les pages (55-60) dans lesquelles il montre comment l'Assemblée travailla à empêcher que le pouvoir tombât entre les mains du peuple. La remarque qu'il fait sur la défense qui fut faite, par la loi du 14 décembre 1789, aux citoyens des communes de se réunir pour discuter leurs affaires, autrement qu'une fois par an pour les élections, est très juste. C'est précisément ce que veut en ce moment la bourgeoisie russe, en demandant l'abolition du *mir*, et ce que beaucoup de socialistes qui pèchent par trop de métaphysique, ne remarquent même pas.

Ce qu'il n'avait pas réussi à reconquérir, il voulait le faire, sans risquer pour cela de tomber sous le coup de la loi martiale.

Mais à ces deux demandes du peuple la bourgeoisie s'opposait de toutes ses forces. Elle avait profité de la révolte des campagnes en 1789 contre le féodalisme pour commencer ses premières attaques contre le pouvoir absolu du roi, contre les nobles et le clergé. Mais, dès qu'une première ébauche de constitution bourgeoise fut votée et acceptée par le roi, — avec toute latitude de la violer, — la bourgeoisie s'arrêta, effrayée devant les conquêtes rapides que faisait l'esprit révolutionnaire au sein du peuple.

Les bourgeois comprenaient en outre que les biens des seigneurs allaient passer dans leurs mains; et ils voulaient ces biens intacts, avec tous les revenus additionnels que représentaient les servitudes anciennes, transformées en paiements en argent. On verrait plus tard si un jour il ne serait pas avantageux d'abolir les restes de ces servitudes; et alors on le ferait légalement, « avec méthode », avec « ordre ». Car, si l'on tolérait seulement le désordre, — qui sait où s'arrêterait le peuple? Ne parlait-il pas déjà d' « égalité », de « loi agraire », de « nivellement des fortunes », de fermes ne dépassant pas tant d'arpents?...

* *

Et quant aux villes, aux artisans et à toute la population travailleuse des cités, c'était la même chose que pour les villages. Les maîtrises et les jurandes, dont la royauté avait su faire autant d'instruments d'oppression, avaient été abolies. Les restes de servitude féodale, qui existaient encore en grand nombre dans les villes, comme dans les campagnes, avaient disparu lors des insurrections populaires de l'été de 1789.

Mais c'était, au fond, fort peu de chose. Le travail manquait dans les industries et le pain se vendait à des prix de famine. La masse des ouvriers voulait bien patienter, pourvu que l'on travaillât à établir le règne de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité. Mais puisque cela ne se faisait pas, elle perdait patience. Et le travailleur demandait alors que la Commune de Paris, que la municipalité de Rouen, de Nancy, de Lyon, etc... fissent elles-mêmes des approvisionnements pour vendre le blé au prix de revient. Il demandait que l'on taxât le blé chez les marchands, que l'on fît des lois somptuaires, que les riches fussent taxés d'un impôt forcé et progressif!... Et alors la bourgeoisie, qui s'était armée dès 1789, alors que les citoyens passifs étaient sans armes, sortait dans la rue, déployait le drapeau rouge, en intimant au peuple l'ordre de se disperser, et fusillait les révoltés à bout portant. On le fit à Paris en juillet 1791 et un peu partout dans toute la France.

Et la Révolution s'arrêtait dans sa marche. La royauté se sentait revenir à la vie. Les émigrés se frottaient les mains à Coblentz et à Riga. Les riches relevaient la tête et se lançaient dans des spéculations effrénées. Si bien que depuis l'été de 1790 jusqu'à juin 1792, la contre-révolution pouvait se considérer triomphante.

C'est cette période que nous allons étudier maintenant.

Pierre Kropotkine.

A NOS LECTEURS

Il y a un moyen de propagande excellent que seule la difficulté de mener à bien, nous avait empêché de réaliser. C'est le dessin.

Quelques camarades dessinateurs nous ayant promis leur concours, c'est une occasion à saisir.

A partir du 1er mai, notre supplément littéraire comportera un dessin sur la double page d'intérieur, et un autre à la première ou huitième page, selon le cas.

Ces dessins seront signés Hermann-Paul, P. Iribe, Villemot, Kupka, Delaw, Luce. D'ici là, nous pensons même avoir recolté quelques autres adhésions, entre autres celles de Steinlen, Willette, Roubille, etc.

Bien entendu, cela ne sera qu'un essai qui, pour commencer, se fera au détriment de quelques pages du texte. Mais si la tentative réussit, et que nous trouvions assez d'acheteurs pour couvrir les frais que cela comportera, le supplément reprendra ses huit pages de texte; nous y ajouterons huit pages nouvelles de dessins.

J. Grave.

L'ESPRIT DE RÉVOLTE

(Suite)

L'action directe
(ses rapports avec le patronat).

Les ouvriers ont appris clairement à leurs dépens que les humbles démarches auprès des patrons et des gouvernants étaient pour le moins inutiles. L'expérience leur a également montré qu'ils ont été bernés, chaque fois qu'ils ont confié leurs intérêts à des protecteurs : philanthropes ou politiciens. Ils en sont arrivés à cette conclusion que le mieux est de faire leurs affaires eux-mêmes.

C'est de cette expérience qu'est née la tactique de l'*action directe* : « une nouvelle expression, disait Eug. Guérard au Congrès de Bourges, pour une vieille chose. » Une vieille chose, certainement oui, car c'est la vieille tactique ouvrière imposée par les conditions sociales; mais il était nécessaire, pour la propagande, de caractériser nettement cette tactique, pour l'opposer à celle des réformistes légalitaires.

L'*action directe* est l'expression de la révolte ouvrière contre l'exploitation et l'oppression capitalistes. En premier lieu, il s'agit de lutter journellement pour l'obtention ou le maintien des revendications rendues indispensables par les conditions modernes du travail (machinisme, *surmenage*, etc.). Ces conditions de travail rendent de plus en plus nécessaire, pour les individus, la diminution de la journée de travail (sa limitation à huit heures, par exemple). Je ne me place pas ici au point de vue de l'affranchissement humain et de l'émancipation ouvrière, mais au simple point de vue de l'hygiène. Il s'agit de lutter encore pour le taux du salaire, pour le respect de la dignité individuelle, etc.

La vie quotidienne amène ainsi des conflits incessants. Les ouvriers, pour se défendre, emploient la grève, le boycottage, le sabottage, l'obstructionnisme (1). Ce sont différents modes de l'action concertée; au fond, les moyens importent peu, pourvu que les ouvriers réussissent à faire pression sur le patronat.

Les politiciens, de même que les réformistes légalitaires (dont une partie se rattache à eux), recommandent sur tous les tons, en cas de conflit, le calme, la sagesse, le respect de la légalité. Ils déconseillent d'ailleurs les mouvements grévistes, sous prétexte que ces mouvements partiels ne peuvent rien donner et ne correspondent pas à l'effort fourni, aux souffrances endurées. C'est bien parler; mais je ne sache pas que les travailleurs se mettent en grève à la légère ; ils savent trop bien à quoi ils s'exposent : misère, renvois, etc. Ils y sont forcés par l'exploitation capitaliste.

(1) L'obstructionnisme des employés de chemins de fer en Italie vient de se terminer par la chute du ministère Giolitti. L'obstructionnisme peut se rapprocher de la malfaçon pratiquée au moyen du sabottage.

Serait-il préférable que les travailleurs courbent la tête sous le joug? J'ai déjà dit que les mouvements grévistes secouent la torpeur des individus; ils favorisent la propagande chez les gens les plus indifférents, les moins conscients, en exaltant les esprits, je veux dire les sentiments. Et une semaine de révolte fait plus pour la propagation des idées que des années de propagande pacifique.

D'autre part, Pouget a montré, dans le n° 230 de la *Voix du Peuple* (12-19 mars 1905), que, même en cas de défaite ouvrière, la grève a souvent un résultat matériel positif. Le patron, en effet, voulant remplacer son personnel, est obligé de prendre des jaunes en leur consentant de meilleures conditions; et ces conditions persistent ensuite plus ou moins, sous peine d'un nouveau conflit. Il est bien entendu que pour un pareil résultat, il faut que le patron n'ait pas la possibilité d'embaucher facilement des sans-travail affamés, misérables, pouvant accepter n'importe quel salaire, c'est-à-dire qu'il faut que l'*action directe* s'exerce en entravant cette embauche et force le patron à compenser par des offres avantageuses la crainte ressentie par les jaunes devant une action énergiquement menée.

Sans les grèves, sans les mouvements partiels de révolte, les prolétaires seraient restés dans un état encore plus misérable. La lutte a eu pour résultat de limiter dans une certaine mesure l'exploitation patronale et l'oppression capitaliste, quoique sans les faire disparaître.

Les réformistes et les politiciens se résignent aux grèves, puisqu'elles sont. Mais, au moins, du calme, de la sagesse, respectez la légalité. C'est votre meilleure chance de succès. En vérité, c'est se moquer. Aucun mouvement de révolte ne se fait sans élan, sans exaltation des sentiments, sans enthousiasme. Pour entraîner la masse, il faut que les plus énergiques et les plus audacieux payent de leur personne, écartent les règlements et les lois et sachent enflammer les plus timides, encourager toutes les énergies. Les exhortations de prudence n'ont au contraire pour résultat que d'inciter les plus pusillanimes à abandonner le mouvement et à se soumettre. On n'a jamais rien fait avec ce qu'on pourrait appeler des *grèves de résignation*.

La grève, forme moderne de la révolte, ne saurait guère être un mouvement calme. Les mots jurent d'ailleurs ensemble. Si les travailleurs ont quelque chance de faire aboutir leurs revendications, c'est par intimidation, c'est en menaçant les intérêts du patronat. La grève est le moyen communément employé; mais il a fallu l'employer pendant longtemps avant qu'elle devînt légale; et encore est-elle entourée de nombreuses restrictions sous le prétexte de protéger la liberté du travail.

La grève calme, sage, légale n'a que peu de chances d'être victorieuse, et si l'employeur a une réserve de fonds suffisante s'il est effectivement soutenu par la solidarité des autres patrons. C'est ainsi que la grève générale des mécaniciens anglais en 1898 se termina par la défaite, malgré l'organisation très puissante de cette union, malgré la solidarité du prolétariat, malgré la ténacité de la grève, qui dura sept mois. Le résultat le plus clair de cette révolte pacifique fut d'engloutir 27 millions (je dis vingt-sept); et cependant les forces gouvernementales n'intervinrent pas en faveur du patronat, comme il est de règle sur le continent.

Pour qu'une grève réussisse, il est nécessaire de brusquer le mouvement. Le peu de ressources pécuniaires des ouvriers ne leur permet guère de tenir longtemps. Dans quelle mesure les travailleurs pourraient-ils exercer une pression efficace, s'ils comptaient toujours sur une opiniâtreté purement passive (et forcément temporaire) pour triompher des fonds de réserve des capitalistes, si toujours ils restaient immobiles dans la légalité, c'est-à-dire dans une situation d'infériorité imposée par la législation bourgeoise, si, par exemple, ils laissaient les patrons recruter librement des jaunes pendant un conflit, si les grévistes ne violentaient pas illégalement la liberté du travail, si, au besoin, ils n'employaient pas d'autres moyens illégaux. C'est ainsi que les prolétaires ont dû, afin d'imposer la fermeture des magasins pour le soir ou pour le dimanche, recourir à des manifestations violentes qui ont écarté la clientèle et fait craindre aux patrons la détérioration de leur matériel.

Pour faire pression sur le patronat, l'*action directe* emploie tous les moyens, sans s'arrêter à leur caractère légal ou illégal, pourvu qu'ils portent. Naturellement, en présence des forces répressives de la société capitaliste, il est prudent de se garer le plus possible des sanctions féroces de la loi : c'est pourquoi depuis longtemps les prolétaires se sont servis de certains moyens d'action pour aider la grève ou pour la suppléer : abandon concerté du travail après tant d'heures de présence; sabottage, c'est-à-dire détérioration du matériel ou malfaçon des produits, etc.

Enfin, il peut arriver que les prolétaires se sentent assez forts et assez résolus, ou soient assez exaltés pour risquer toutes les conséquences de leur audace.

L'*action directe* ne se sert d'aucun de ces moyens à l'exclusion des autres. Elle tient compte de *tous* les modes d'action imposés par les circonstances. Elle ne se différencie de la tactique légalitaire que parce qu'elle n'hésite pas à recourir aux moyens illégaux et même aux moyens violents, si besoin est — ce qui ne veut pas dire qu'elle emploie forcément à chaque fois l'illégalité et la violence.

Au lieu de déprimer les prolétaires en les rappelant au respect des Lois et de la Morale, au lieu d'augmenter leur timidité en leur faisant honte de leurs violences, au lieu de s'opposer à tout acte de révolte sous prétexte des intérêts soi-disant supérieurs de la démocratie et de la politique réformiste (1), l'*action directe*, au contraire, a pour résultat de donner aux travailleurs plus de confiance dans leur force et dans leurs moyens d'action, et de les encourager à la hardiesse, en les dégageant de tous les préjugés moraux, patriotiques, légalitaires et parlementaires.

De cette façon, l'énergie ouvrière déployée dans les revendications, la conviction du patron que les salariés sont résolus à tout, même aux représailles, tout cela augmente les chances de succès et peut permettre de brusquer le dénouement d'un conflit. Mais il ne faut pas oublier que l'action directe s'exerce dans la société actuelle pour faire aboutir tout simplement les revendications nécessaires à la satisfaction des besoins matériels et moraux les plus pressants. Les ouvriers sont obligés de présenter leurs revendications à leurs patrons, de discuter avec eux, et, le plus souvent, le conflit se termine par une transaction. Comment pourrait-il en être autrement, à moins de faire la révolution? Et il semble bizarre que les réformistes aient reproché aux délégués métallurgistes d'être entrés en pourparlers avec les patrons, lors de la grève d'Hennebont.

M. Pierrot.

(*A suivre*)

Erratum. — *Dans l'article : L'union chez les mineurs*, paru dans le n° 42, page 3, à la 2e colonne, 14e ligne, c'est au congrès de Carmaux, et non d'Alais, qu'il faut lire.

G.

(1) Voici la formule consacrée : « Il est indispensable que les prolétaires répriment dans leur langage, dans leur attitude, dans leur conduite, tout écart qui aurait le grave inconvénient de nuire au succès de leurs légitimes revendications et d'entraver l'action de ceux qui font tous leurs efforts au Parlement pour améliorer la situation des travailleurs. »

CROCS ET GRIFFES

Les Gouvernants dans l'embarras n'ont jamais manqué de cynisme. Mais ils n'étaient peut-être jamais allés jusqu'où va l'autocratie russe. Témoin ce communiqué que relève, dans son numéro de jeudi 16 mars, l'Humanité.

Il s'agit de la bombe de l'hôtel Bristol. « La malheureuse victime de l'explosion, raconte l'officieuse dépêche, était un commis-voyageur « représentant une maison d'explosifs, et qui avait à sa disposition des échantillons des produits qu'il cherchait à placer. Peu au courant de la nature dangereuse de ces produits et en ignorant la manipulation, le malheureux a causé lui-même sa perte, sans aucune intention de nuire ».

Commis-voyageur en explosifs! Il y a vraiment des métiers qu'on ne soupçonne pas.

Ch. Albert.

J'ai relevé en son temps la nomination de M. Maxence Roldes, ex-socialiste révolutionnaire, comme attaché de cabinet du sieur Berteaux, l'agent de change ministre de la guerre.

Je n'y serais pas revenu si Monneret, du vaillant Pioupiou de l'Yonne, *n'avait cru devoir prendre la défense de son ex-camarade et si un certain nombre de journaux socialo-ministériels de province n'en profitaient pour déverser leurs éternelles calomnies sur les anarchistes en général.*

D'abord Monneret fait erreur, M. Roldes n'est pas un simple « secrétaire de bureaux », mais un « attaché au cabinet », ce qui diffère sensiblement. Que Monneret le veuille ou non, Roldes « collaborera » à toutes les infamies de son chef le ministre; comme à la répression des grèves de Brest où, à l'heure où j'écris, ses dragons font merveille.

Autre chose.

Que penserait Monneret d'un socialiste à qui son patron, sous peine de mesure disciplinaire, interdirait d'aller exposer ses idées, sur les infamies du tsarisme, par exemple et qui immédiatement s'inclinerait?

Trop fier, un simple ouvrier irait faire son devoir de propagandiste au risque de perdre sa place.

Cela est arrivé à nombre d'anarchistes et à pas mal de socialistes — dont certains amis de Monneret que je ne nommerai pas.

M. Maxence Roldes n'a pas cette fierté d'un simple prolétaire.

Voici en effet ce que nous apprend le Socialiste du Centre :

Roland nous a rapporté que lorsque fut connue au ministère de la guerre la mission que notre camarade — Maxence Roldes — devait remplir parmi nous, on l'avait mis en demeure de choisir entre le pain de ses enfants et la propagande contre le tsar.

Alors le cœur serré, les larmes aux yeux, nous dit Roland, Roldes s'en fut en quête d'un remplaçant.

Qu'en pense Monneret du Pioupiou de l'Yonne *et qu'il me dise sincèrement s'il se taisait, lui, si son patron — s'il en a un, ce que j'ignore, — lui interdisait d'aller exposer ses idées?*

J'ai eu tort l'autre jour et retire volontiers le mot bandit. *Je laisse à Monneret le soin de le remplacer.*

P. D.

Mentalités de Gouvernants

Si nous en croyons le comte de Rambuteau, ancien préfet de la Seine, dont les *Mémoires* viennent de paraître, « un bulletin de bataille tous les mois » est pour le Parisien « une soupape à son tempérament frondeur ».

Nous n'avions jamais douté de l'intérêt qu'ont toujours eu les gouvernements à faire naître et entretenir, pour des besoins personnels de dynastie, une guerre ou une expédition. « Le mal le plus grave chez les Français, c'est la lassitude ; il leur faut du nouveau, de l'imprévu, du malheur même » déclare, encore Rambuteau, qui ajoute qu'il est excellent, pour tenir en éveil, comme celui des enfants, l'esprit des Parisiens de leur donner une bonne guerre !

Ces aveux nous fournissent de curieux détails sur la mentalité de nos gouvernants, sur celle des classes instruites qui expédiaient, en 1840, le peuple à la guerre et savaient tirer de grands profits des hécatombes les plus sanglantes. Certes, ce n'est pas l'amour de l'humanité qui les étouffe, et ils paraissent faire bon marché de la vie de leurs administrés.

Dans le même ordre d'idées, il faut lire les *Lettres à Gambetta*, écrites par Jules Ferry, d'octobre 1870 à février 1871 et qui viennent de paraître dans la *Revue de Paris*, du 1er décembre dernier.

Tout le monde connaît Jules Ferry, l'homme du Tonkin, des Kroumirs et des Annamites. Avocat, d'allures paisibles et modérées, il cachait sous un aspect froid et sous des dehors amènes les instincts sanguinaires de la brute et la sauvagerie atroce du cannibale. Le 14 décembre 1870, il écrit : « ... Nous tiendrons jusqu'au bout, jusqu'à notre dernière bouchée qui n'est point si proche encore, et jusque-là nous avons la certitude de leur tuer beaucoup de monde. Il faut en tuer, en tuer encore. » Le lendemain, dans une autre lettre à son « très aimé », il ajoute : « ... Nous leur tuerons beaucoup de monde. Car le tout est d'en tuer, d'en tuer des monceaux... »

Ces quelques lignes éclairent la figure de ce bandit et expliquent sa conduite ultérieure. Il fallait du sang au « colonisateur » à qui nos ministres radicaux viennent d'élever une statue, aspirant sans doute à l'imiter, ou à le dépasser.

C'est du sang aussi qu'il faut aux soldats de chaque nation. Les journaux allemands, qui publient la lettre suivante, d'un soldat du corps expéditionnaire du Sud-Ouest africain, nous en fournissent un nouvel exemple :

« La tribu des Herreros est pour ainsi dire anéantie. Ce qui n'est pas encore occis périra forcément, car nous occupons toutes les prises d'eau du pays. Les Herreros ont bien creusé, de-ci, de-là, une soixantaine de citernes, mais inutilement : ils n'ont pas trouvé d'eau. Toutes ces citernes sont comblées de bœufs, de chèvres ou de moutons morts de soif. Généralement on trouve, près de ce bétail, des groupes de vingt ou trente indigènes qui ont subi le même sort.

« C'est grand dommage quant au bétail. Nous n'avons pas de pitié pour ces gredins de nègres. Quand nous en capturons un, pas de pitié ! Il est fusillé séance tenante. »

C'est avec des hommes semblables à celui qui a écrit cette lettre, que les Jules Ferry ont pu faire des conquêtes et s'enrichir. Espérons que, en attendant que les armées disparaissent, la mentalité des soldats s'améliorera et saura résister aux ordres sanguinaires des gouvernements.

H. Ch.

AVIS

Nous avons fait déposer à la bibliothèque des gares le volume *Le Coin des enfants*, où ceux qui le désirent le trouveront en vente.



Solidarité des gouvernants. — *Il y a quelques jours, le ministre de la guerre japonais a reçu à Tokio un paquet de livres d'un Russe résidant en Suisse. Une lettre était jointe au colis dans laquelle le signataire priait le ministre de donner les volumes aux prisonniers russes pour les distraire. En homme de précaution, le ministre a fait examiner les livres par un interprète. C'étaient des écrits révolutionnaires contenant des attaques violentes contre le gouvernement russe. Le ministre a fait retourner le colis à l'envoyeur et lui a fait savoir que le gouvernement japonais ne veut nullement contribuer à exciter les sujets russes contre les autorités de leur pays.* (Le Rappel, 12 *janvier*.)

* *

Le ministre de l'Instruction publique de Russie a fait rechercher les « meilleures méthodes » pédagogiques en usage dans les différents pays. Notre enseignement du patriotisme en France a obtenu son admiration. D'après un de ses enquêteurs, les Russes auraient beaucoup à apprendre dans les manuels faits par des républicains comme Jules Simon et Charles Dupuy. On y voit qu'il faut interpréter le mot liberté dans un sens purement intellectuel; qu'il faut s'incliner devant les pouvoirs de tout ordre, sans murmurer ni raisonner; que le mot égalité signifie égalité devant la loi, rien de plus, qu'il est impossible de supprimer l'inégalité des conditions et que le partage des biens est un crime, qu'un régime socialiste est une utopie, que les grèves sont une mauvaise action envers ses concitoyens, etc...

(Revue de l'Enseignement primaire.)



MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Entrée solennelle. — On a lu, à leur heure, dans les quotidiens, les incidents qui marquèrent l'entrée du général Fournier à Limoges.

Les grands chefs militaires, comme les évêques, aiment ces solennités imposantes avec cortèges, processions et salves d'artillerie. Elles maintiennent le prestige des castes.

Par malheur, les choses ne se sont pas tout à fait passées, ce jour-là, comme d'habitude. C'est aux accents de l'*Internationale*, au milieu des huées et des sifflets, avec des paquets de boue et des crachats, qu'a été reçu l'ancien domestique de M. Félix Faure. Comprenant que ce serait inutile, la police n'essaya pas d'intervenir. Avec beaucoup d'insultes à l'adresse de la « jeunesse radicanaille », ennemie de l'armée et de la propriété, la *Gazette du Centre*, organe royaliste de l'endroit, nous apporte de très curieux détails sur cette mémorable journée. Nous regrettons de ne pouvoir les reproduire tous.

Notons celui-ci :

« Pour la première fois, la cour de Limoges, usant des prérogatives attachées à ses fonctions, avait demandé l'escorte à laquelle ont droit les magistrats se rendant à une cérémonie officielle.

« Les landaus dans lesquels avaient pris place M. le premier président, M. le procureur général, les membres de la cour et du tribunal, se dirigeant vers l'hôtel du corps d'armée, étaient encadrés de dragons à cheval. »

Informés de ce qui se préparait, ces messieurs n'étaient pas très sûrs, non plus, de leur popularité.

Pendant toute la journée, nous rapporte la bonne *Gazette du Centre*, « la lie de la population s'est comportée dans la rue comme si codes, gendarmes, agents de police n'existaient pas ».

Il est excellent que la « lie de la population », d'ordinaire silencieuse, se montre un peu. Il est très bon aussi — ne serait-ce que pour en prendre l'habitude, que l'on se comporte quelquefois « comme si les codes, les gendarmes et les agents de police n'existaient pas ».

Sans doute, ces manifestations se sont adressées en partie « au général réactionnaire », mais aussi au général tout court, comme en témoignent les cris multipliés de « A bas l'armée! A bas les assassins ! Vive la Sociale! » Et c'est là un heureux signe des temps.

❖ ❖

Les Corbeaux. — On a lu la semaine dernière l'histoire d'un paysan dont le bien fut vendu pour 90 francs. Voici, dans le même genre, une autre histoire.

Elle se passe à Cosne (Nièvre).

Le sieur Charmery devait au sieur Peutin une somme de 31 fr. 65. Le nommé Douge, huissier de son état, acheta, du sieur Peutin, la dite créance pour une somme de 15 francs et commença à *instrumenter* pour son propre compte, aidé de son compère l'avoué Roussel.

Nos braves gens ne perdirent pas leur temps, puisque les frais s'élevèrent bientôt à la respectable somme de 1.176 fr. 20. Onze cent soixante-seize francs de frais pour une dette de 31 fr. 65 !

Mais quelqu'un troubla la fête. Ce fut le sieur Potdevin, autre créancier de Charmery, qui, voyant le bien de son débiteur fondre comme neige et craignant pour sa propre créance, demanda la nullité d'une procédure qui tendait à l'expropriation de Charmery..., et fut assez habile pour l'obtenir.

En conséquence, la cour d'appel de Bourges, après avoir en termes d'ailleurs mesurés, qualifié les procédés de l'huissier Douge et de l'avoué Roussel, les condamne aujourd'hui, solidairement avec le sieur Peutin à restituer toutes les sommes volées, à 500 francs de dommages et intérêts, ainsi qu'à tous les dépens.

Ce n'est pas encore ça qui empêchera les corbeaux de faire encore quelques bons repas.

❖ ❖

A quoi sert l'Etat ? — Depuis quatre mois environ s'est formée et fonctionne, sous le titre *l'Encyclopédie nationale* (19, rue Jean-Jacques Rousseau), une société dont le but est l'échange mutuel et gratuit des connaissances entre les Français. Nous avons d'ailleurs fait connaître cette tentative à nos lecteurs, lorsqu'elle nous fut signalée pour la première fois. L'idée est simple et pratique. Paul est compétent sur tel point déterminé. Il fait connaître sa compétence à la société, qui le met en communication avec Pierre le jour où Pierre a besoin de renseignements sur ce point-là.

Voilà donc de braves gens qui faisaient sans fracas, de leur coin, une œuvre utile. Il eût été surprenant que l'Etat les laissât continuer sans leur chercher querelle.

Une circulaire de l'*Encyclopédie nationale* nous apprend, en effet, que la poste ne veut plus accepter ses questionnaires et ses réponses comme papiers d'affaires.

Il paraît que lesdits questionnaires *« présentent le caractère réel et direct qui distingue la correspondance ordinaire et ne peuvent, en conséquence, légalement circuler que sous un affranchissement de 15 centimes. »*

L'auteur de la plainte-circulaire remarque fort justement : « Sous la rubrique *papiers d'affaires* circule un peu de tout, au tarif de faveur. Ça n'a donc pas *d'intérêts réel et direct*, les papiers d'affaires? »

Comment discuter avec la bêtise administrative? En attendant, voilà nos braves encyclopédistes populaires obligés d'avoir recours, pour leurs échanges, à toutes sortes de combinaisons et de complications, pour essayer d'échapper aux tracas-

series stupides de l'Etat. D'où perte de temps et d'argent.

Mais l'Etat n'est-il pas fait pour gaspiller notre temps et notre argent?

❖ ❖

Le Prolo-quinquina. — Extraite de la *Défense des travailleurs de l'Aube*, la réclame ci-dessous nous édifie sur la façon, très digne, dont certains socialistes entendent leur propagande :

Le **PROLO** *quinquina est un excellent apéritif reconstituant qui doit être exigé chez tous les débitants et cafetiers.*

Une part de bénéfice est réservée à la propagande.

Si « les travailleurs de l'Aube » se *défenaent* contre quelque chose, ce n'est évidemment pas contre l'alcoolisme.

Ch. Albert.

❖ ❖

Morale de curés. — Qui s'en serait douté?... La République française protège la morale! La République française veille sur la vertu!...

Une dame employée de l'administration des postes avait un amant... (quelle horreur!) Elle en eut un enfant... (un enfant!) Que fit l'Administration? Elle se voila la face et destitua son employée...

Lorsque nous achèterons, désormais, un timbre à notre bureau de poste, nous connaitrons — indispensable certitude! — que l'employée qui nous le tend est vierge ou bien qu'elle est mariée. C'est l'Etat lui-même qui nous le garantit. Et lorsque Mlle Sylviac appellera: *putain* la téléphoniste de l'autre bout du fil, nous connaitrons encore toute l'indignité d'un semblable mensonge.

La police des mœurs, que l'on croyait cantonnée en un office restreint, étend ainsi le cercle de ses petites affaires.

En ce temps d'anticléricalisme officiel, où les gouvernants ont constamment un *clerc* au bout de leur fourchette, un pareil fait ne se peut relever sans ironie. Nos maitres mangent des moines et des curés. Mais leur morale est, exactement, celle de ces moines et de ces curés.

A. C.

❖ ❖

Lettre d'un soldat français. — Un camarade nous communique la lettre suivante: nous la publions telle que nous l'avons reçue, moins la signature. Elle nous semble caractéristique d'un état d'esprit qui doit être aujourd'hui celui de bien des jeunes soldats.

Commercy, le 14 février 1905.

Grand Frérot,

Tu t'es enfin décidé à m'envoyer des nouvelles. Je t'assure que dans l'isolement et l'abrutissement où l'on vit par ici, cela réconforte. Jamais de sortie, jamais une minute de liberté, toujours les mêmes murs, les mêmes cours. Jamais d'autre conversation que les bêtises et les inepties de MM. les anciens.

Ajoute à cela le travail dont nous sommes écrasés, et tu comprendras qu'on ne peut ressentir autre chose que du dégoût et de la haine pour ceux qui nous tiennent ici et prétendent nous moraliser.

Pour te montrer entre autres choses leurs procédés d'éducation, voici deux faits dont je te garantis l'authenticité.

Le premier date de quinze jours.

Un bleu du 3e escadron, qui ne reçoit pas plus de pognon que moi de sa famille, trouva un porte-monnaie contenant *31 sous*. Comme on crève toujours plus ou moins de pain ici, le bleu s'empressa d'aller acheter du pain.

Comme on savait qu'il n'avait pas d'argent d'ordinaire, on arriva de déduction en déduction à conclure qu'il avait volé ce porte-monnaie pour aller boire à la cantine, et le colonel fit traduire le soldat en question en conseil de guerre où il va passer prochainement.

Voici l'autre.

Deux jeunes soldats toujours n'ayant pas assez de leur portion, laquelle leur manquait d'ailleurs de temps à autre, et croyant qu'il suffisait d'aller se plaindre, se sont vu octroyer 4 jours de salle de police, changés en 8 jours par le capitaine et en 12 par le colonel, pour s'être permis de dire, d'après le rapport, « qu'on ne les nourrissait pas assez ».

J'ai bien compris aussi ton conseil de chercher en ville un endroit où je puisse aller. Mais pour te répondre exactement à ce sujet, il faudrait que je connaisse quelle sorte de ville est Commercy, car jusqu'ici je ne suis sorti qu'une fois le soir, de 6 heures à 9 heures. Je serais fort étonné qu'il y ait un syndicat quelconque, car il n'y a pas d'industrie. Ce ne sont que des petits boutiquiers ou des bourgeois. En tout cas, je tâcherai de m'informer et de trouver, car je serais bien heureux de pouvoir causer avec quelqu'un, et surtout si je pouvais lire un peu, car depuis que je vous ai quittés, je n'ai pas touché un journal. On vit ici comme de vrais forçats.

Tu embrasseras bien, etc...

❖ ❖

MONOGRAPHIES (1)

Roubaix.

Roubaix couvre une superficie de 1.285 hectares et sa population s'élève à 124.660 habitants; c'est une ville industrielle comprenant: peignages, filatures, tissages, teintureries et apprêtages.

Le salaire journalier des ouvriers du peignage est de 3 fr. 50 pour les peigneurs et de 3 francs pour les ouvriers de la préparation; 3 francs pour les ouvrières peigneuses et 2 fr. 50 pour les ouvrières de la préparation. Les hommes travaillent douze heures et les femmes dix.

Filature: les bâcleurs et bâcleuses touchent un salaire hebdomadaire de 5 à 10 francs; le fileur, un salaire journalier de 4 francs et les rattacheurs de 3 francs, plus les primes. La préparation est faite par des femmes exclusivement, elles gagnent de 2 francs à 2 fr. 50 par jour.

Dans les peignages et les filatures, les mineurs et les femmes travaillent dix heures et les hommes douze heures par jour; en bonne saison, on travaille aussi la nuit.

Tissage: le salaire journalier pour les ouvriers de la préparation est de 3 à 4 francs et pour les ouvrières de 2 francs. Les tisseurs parviennent à gagner un salaire hebdomadaire variant entre 12, 15 et 18 francs, suivant leur production.

Epluchage et piquurage: un salaire journalier de 1 fr. 25, 1 fr. 50 à 2 francs est accordé aux éplucheuses, suivant les établissements. Les piquurières travaillent au mètre, payé de 0 fr. 15 jusqu'à 0 fr. 20; leur production moyenne est de 10 mètres par jour. Dans les tissages à personnel mixte, la durée du travail est de dix heures par jour, pour les autres de onze.

Teinturerie et apprêts: le salaire des ouvriers teinturiers est de 0 fr. 30 par heure de travail, celui des apprentis de 0 fr. 15. Les apprêteurs sont payés de 0 fr. 30 à 0 fr. 40 l'heure. Dans ces deux industries on emploie beaucoup de mineurs, et c'est pourquoi on ne fait que dix heures par jour.

Voiturage et camionnage industriel: le salaire hebdomadaire des conducteurs est de 20 à 25 francs.

Les industries les plus atteintes par le chômage sont le peignage, la teinturerie et l'apprêt.

Dans les peignages, on travaille annuellement quatre jours par semaine, en moyenne.

Dans la teinturerie et l'apprêt, on ne fait que trois jours par semaine en moyenne. Les ouvriers et ouvrières de la filature atteignent à une moyenne de cinq jours. C'est l'industrie la plus favorisée.

L'été est la mauvaise saison pour le tissage. Un tiers et demi des ouvriers et ouvrières sont alors inoccupés.

Le camionnage et voiturage constitue un travail assez régulier.

Il y a encore d'autres industries et métiers, tels que: minoteries, distilleries, chaudronneries, mécaniciens, etc., etc..., mais dont j'ignore l'échelle des salaires.

Les habitations ouvrières se louent de 15 à 20 fr. par mois, sans jardin. Les maisons d'un loyer moins cher sont presque inhabitables. Beaucoup de cours et d'impasses. Les chambres garnies sont très nombreuses et atteignent des prix assez élevés.

La population ouvrière se nourrit surtout de pain, légumes et petit-lait. Beaucoup d'ouvriers mangent au cabaret, la semaine. La portion se paye 0 fr. 60 et est composée de: soupe, légumes, viande et d'une chope de bière. La viande est de qualité inférieure; c'est le plus souvent du cheval.

La salubrité de la ville laisse beaucoup à désirer. L'hygiène dans les familles ouvrières est à peu près impossible. Presque toujours le père et la mère travaillent au dehors et les enfants vagabondent dans la rue.

Coopératives de consommation socialistes et réactionnaires.

Nombreuses œuvres charitables: bureau de bienfaisance tenu par les sœurs; Bouchée de pain; refuge de nuit; fourneaux économiques, etc...

Organisation ouvrière: 15 syndicats ouvriers à tendances les uns réformistes, les autres révolutionnaires. Plusieurs syndicats jaunes.

Organisation politique: réactionnaire, d'une part, radicaux, socialistes guesdites et socialistes jaurésistes de l'autre, ces trois derniers partis faisant alliance en temps d'élection. Les quatre partis sont représentés dans la municipalité.

Population en partie libre penseuse, mais d'une façon toute superficielle.

Al. Mars.

(1) Nous recevrons avec plaisir celles qu'on nous enverra aussi bien de l'extérieur que de la France.

❖ ❖

MOUVEMENT OUVRIER

L'agitation gréviste est toujours aussi intense à Paris. Chez les mouleurs, la grève dure depuis bientôt six semaines sans qu'une solution soit intervenue pour la plupart des ateliers. Sur les 2.200 ouvriers que cette corporation compte à Paris, 1.800 sont encore en grève et résistent d'une façon vraiment admirable.

Dimanche dernier, à la sortie d'une réunion qui s'était tenue au Pré-Saint-Gervais, dans la banlieue de Paris, les grévistes formèrent un cortège qu'accompagnait le drapeau rouge du syndicat.

Deux sergots, excités par la couleur écarlate, se précipitèrent au milieu du cortège, essayant d'arracher l'emblème. Mal leur en prit. Les grévistes ne se laissèrent pas faire. Et, pour une fois, renversant les rôles, passèrent quelque peu les deux sergots à tabac.

Les patrons qui, jusqu'à présent, avaient fait mine de ne pas vouloir reconnaître l'organisation ouvrière, viennent de demander une entrevue afin d'arriver, si possible, à une entente.

Chez les ouvriers de la voiture, contrairement à l'espoir que j'avais formulé la semaine dernière, les patrons n'ont pas consenti à accorder la suppression du marchandage et du travail aux pièces. Ces bons exploiteurs entendent employer, non des ouvriers travaillant normalement, mais des bêtes de somme produisant à jet continu. Peu leur importe que le travail aux pièces et dirigé par des marchandeurs nuise à la santé des ouvriers par le surmenage stupide qu'il provoque. Ces Messieurs ne connaissent que les bénéfices. Usés ou trop vieux, les ouvriers se remplacent.

Les ouvriers de la voiture ont donc grandement raison de résister aux exigences patronales en ce qui concerne la suppression des marchandeurs et du travail aux pièces.

A la suite de la rupture des pourparlers, la plupart des carrossiers adhérents à la chambre syndicale patronale ont exécuté leur menace de *lock-out*. Ils ont fermé leurs ateliers, renvoyant les ouvriers non-grévistes. De sorte qu'à l'heure actuelle, aux grévistes en voiture, qui étaient au nombre de 20.000 environ, s'ajoutent à peu près 8.000 nouveaux sans-travail, restés jusqu'ici étrangers au mouvement.

Des réunions ont lieu chaque jour sur plusieurs points de Paris.

Des soupes communistes ont été organisées et rendront, je l'espère, quelques services, en permettant de prolonger la résistance.

Contrairement à l'avis exprimé ici même par Le Gall la semaine dernière, je ne pense pas qu'il y ait des inconvénients, lorsque des grèves menacent de durer, à ce que l'on organise de ces grands repas en commun. J'ai cru même m'apercevoir que cela raffermissait parfois l'esprit de solidarité si nécessaire dans les moments de lutte.

A signaler un patron que les lauriers de la famille Crettiez empêchent de dormir. Ce patron, nommé Larochette, chez lequel quelques membres de sa famille continuent à travailler, a fait tirer, par l'un d'eux, sur des grévistes manifestant devant sa boite. Cinq balles ont été tirées, dont trois ont atteint un ouvrier, qui a été gravement blessé. Cet assassin a naturellement été laissé en liberté, et Chandelier est toujours détenu pour avoir tiré, en état de légitime défense. Telle est la « justice » dont nos braves socialistes votent docilement le budget.

Une forte agitation se manifeste depuis quelques jours dans les ateliers de mécanique, et si une solution n'intervient pas pour les travailleurs de la voiture, il est possible que les mécaniciens viennent se joindre à leurs camarades.

A Limoges, à la suite de la grève de la manufacture de porcelaines G. D. A., la chambre syndicale patronale des porcelainiers a décidé la fermeture de toutes les fabriques.

Ce *lock-out* jette sur le pavé environ 15.000 ouvriers qui s'ajoutent aux grévistes de la cordonnerie Fougeras.

La situation est très grave.

A Hirson, grève d'ouvriers polisseurs qui réclament une augmentation de 0 fr. 15 par heure.

Leur salaire maximum actuel est de *0 fr. 45* de l'heure.

La grève des ouvriers mouleurs en articles pour l'électricité de la maison Pillivuyt et Cie, à Mehun-sur-Yèvre, qui a *éclaté depuis une quinzaine*, continue toujours. Les ouvrières finisseuses se sont maintenant solidarisées avec les mouleurs.

A Agde, grève de l'usine Martignier. Deux cent cinquante ouvriers ont cessé le travail. Ils demandent un salaire minimum de 4 francs pour huit heures de travail. Les grévistes, massés devant les usines, empêchent l'entrée des vivres pour les ouvriers restés à l'atelier. Les contremaîtres sortis pour prendre leur repas, n'ont pu rentrer.

Grève des ouvriers plâtriers de Landerneau, qui demandent une augmentation de 0 fr. 50 par jour, plus 1 franc d'indemnité pour les travaux fait en campagne. Le salaire maximum actuel est de *3 fr. 50* par jour.

P. DELESALLE.

❖ ❖

Les camarades de la Jeunesse syndicaliste de Saint-Junien (Haute-Vienne) nous adressent la note suivante :

Aujourd'hui que leur unité est faite et que leur temps ne se passe plus à discutailler sur leurs pontifes, nos bons socialistes parlementaires se sont tournés contre nous. A chaque instant ils nous attaquent dans leur journal, *le Socialiste de la Haute-Vienne*, et semblent chercher des polémiques.

A plusieurs reprises, nous leur avons pourtant proposé d'organiser une controverse sur le sujet qu'il leur plairait. Jamais ils n'ont répondu. Nous sommes toujours à leur disposition.

Mais si la vente de leur journal est médiocre, qu'ils ne comptent pas sur nous pour la faire monter.

Pour la Jeunesse syndicaliste,

Les secrétaires :

H. L.

❖ ❖

BREST. — Je crois intéressant de donner aux lecteurs des *Temps Nouveaux* quelques détails sur la fin de la grève et sur ses résultats.

Depuis la semaine passée, les troubles ont continué et même redoublé jusqu'au moment où, par l'intermédiaire du sous-préfet, les patrons entrèrent en conciliation avec les grévistes.

Le camarade Bousquet, de la Fédération de l'alimentation, avait si bien réchauffé les grévistes, que la situation devenait menaçante pour les adhérents du syndicat patronal. Celui-ci, après avoir juré de ne plus entrer en pourparlers et de ne plus rien céder, fit de nouvelles concessions que les grévistes acceptèrent. Ce n'est pas, à proprement parler, la victoire complète, intégrale, par l'obtention de tout ce qu'on avait demandé, mais c'est la conquête d'une notable amélioration tenant le milieu entre les concessions faites avant la grève et les revendications posées. En tenant compte des énormes difficultés de la lutte, de la manière réformiste dont elle avait été engagée il y a six mois, c'est un succès qui comptera à Brest ; ajoutons à cela que les syndicats en sortent plus fermes et plus nombreux que jamais, décidés à la lutte pour les huit heures.

Le minimum de 4 francs pour les ouvriers, 3 francs pour les manœuvres, est à peu près général. Le travail aux pièces est supprimé complètement dans certaines corporations, laissé libre sur *demande individuelle* de l'ouvrier dans les autres ; les dix heures sont acquises ; l'augmentation de 0 fr. 30 à 0 fr. 50 ; la reconnaissance des syndicats aussi.

Seul, pour les ouvriers du bassin de radoub, le résultat n'est pas définitif.

Mais le plus clair des résultats, c'est l'immense propagande révolutionnaire faite pendant ces quinze jours ; c'est une élévation sensible du niveau moral des ouvriers.

En cela la présence de Bousquet fut féconde, car il s'y est pris de main de maître, pour faire stigmatiser dans des meetings organisés en plein air, et trois fois par jour, l'ignominie dirigeante. Les autorités, la bourgeoisie, les traîne-sabres en étaient fous.

Le régime du sabre et des condamnations continue ; c'est la preuve de la vérité de ce que nous disons chaque jour : armée et justice de classe ; cela éduque et l'idée marche.

J. LE GALL.

BELGIQUE

La grève des mineurs. — La « Fédération des Mineurs et Chevaliers du travail du bassin de Charleroi » — *et non la Fédération nationale comme nous l'avions dit* — a déclaré « la grève suspendue » dans sa réunion du 13 mars. L'ordre du jour invite les mineurs à développer leurs syndicats, à ne pas surproduire et à charger, en cas de nouvelles crises économiques, les délégués belges au Comité international des fédérations de mineurs, de revendiquer la limitation de la production par un chômage international de quelques jours par années.

Les 750 ouvriers des deux puits du Centre de *Jumet ont continué presque seuls la grève*. Mais le 16, réunis à la maison du Peuple de Jumet-Gohissart, ils ont voté un ordre du jour déclarant aussi la grève suspendue et consignant la promesse faite par la direction de reviser certains salaires, d'examiner à nouveau l'amélioration des salaires en général lorsque la situation du marché charbonnier le permettra, et de réengager tout le personnel occupé avant la grève. Le lendemain les mineurs ont choisi une délégation qui formera un Conseil permanent d'arbitrage entre patrons et ouvriers et recevra toutes réclamations qu'auraient à formuler les membres du personnel au sujet de la non-application de la convention susdite ou pour tout autre sujet.

A part cela, les travailleurs n'ont rien obtenu de ce qu'ils demandaient, et malgré la promesse donnée par tous les patrons de ne faire aucune victime, des camarades ont été congédiés. A Fontaine-l'Evêque et à Forchies-la-Marche, la direction ne délivre plus aux ouvriers de bons de charbon à prix réduits, et ailleurs on a diminué certains salaires, — mais il est vrai qu'au Levant-du-Flénu (Borinage) on a augmenté les sclauneurs et les chargeurs de *20 (vingt) centimes par jour* ! ce qui porte leur journée à *3 fr. 70*.

C'est uniquement au manque d'union et d'énergie qu'il faut attribuer la défaite. Si, au lieu de s'asseoir sur les talons, les grévistes s'étaient remués, s'ils avaient intimidé leurs patrons, comme dirait le député réactionnaire français Bauregard, ils n'auraient pas chômé huit jours sans faire triompher leurs revendications, — tandis qu'en suivant les conseils des légalistes du Parti Ouvrier, des prêcheurs de calme, de dignité, etc., ils doivent, après cinq semaines de grève, rentrer tête basse dans les mines et subir mille avanies de leurs geôliers...

Si encore la leçon profitait !

AN. M.

✠ ✠

ARGENTINE

Un essai de révolution militaire. — *Buenos-Ayres, 7 février 1905.* — Depuis quelques années, on se flattait volontiers, dans la presse argentine, d'en avoir fini avec les « révolutions » et « pronunciamientos » militaires. Bon pour les républiquettes nos voisines, ces mœurs-là ; nous sommes plus civilisés.

Ce n'est pourtant pas que les occasions de s'agiter manquent ici. Nous avons un ministre des Travaux publics, un nommé Civit, qui nous volait comme dans un bois. Personne n'a bougé.

Nous avons eu des élections présidentielles et Dieu sait les petites et grandes saletés qu'elles engendrèrent ! Personne n'a bougé.

L'ardeur révolutionnaire n'était pourtant pas morte. Jugez-en.

Le 4 février, dans la nuit, des coups de fusil à Buenos-Ayres ; le matin, deux coups de canon. A 6 heures, les troupes sont dans la rue et à 3 heures tout est fini.

Les troupes ont disparu et la vie reprend son cours ordinaire. Mais nous l'avions, paraît-il, en dormant, échappé belle.

Les militaires s'étaient mis en tête de faire une révolution. Ils voulaient prendre l'arsenal, les dépôts d'armes, de munitions, et s'emparer du « char de l'État » ; mais les chevaux dans les brancards ne l'entendirent pas ainsi, et les voilà ruant et pétaradant.

C'est pourquoi tout s'est terminé en un clin d'œil. Les militaires pensaient en arriver à leurs fins sans encourir de risques et voilà qu'il pleuvait des horions. Mieux valait s'enfuir. On est soldat ou on ne l'est pas.

Les civils, eux, n'avaient pas bronché et ils avaient eu raison, car il s'agissait surtout des intérêts de la galonaille. Figurez-vous qu'on mesquinait les grades, les pensions, les croix et les médailles à des gens qui, tous les matins, dans les cours des casernes, assiègent les latrines et prennent les poubelles d'assaut. Ah ! l'ingratitude des gouvernements ! Méconnaître à ce point de si réels services !

JULES BERTRAND.

✠ ✠

LA MARTINIQUE

Une très importante grève d'ouvriers employés aux plantations de canne à sucre a eu lieu à la Martinique au commencement du mois de février. Sans doute parce que cette grève n'atteignait guère que des travailleurs noirs, aucun journal de la métropole n'en a parlé.

Les grévistes se sont montrés énergiques et, de ci, de là, dans le but vraisemblablement d'intimider les patrons, ils se sont livrés à quelques déprédations, et quelques incendies, qu'on leur attribue, ont éclaté chez plusieurs propriétaires récalcitrants.

La grève s'étendait à un certain nombre de localités, principalement au Lamantin, à Sainte-Marie, au Gros-Morne, à Petit-Bourg, dans les environs de Fort-de-France.

Après une dizaine de jours de grèves, les patrons ont été acculés à faire d'importantes concessions et principalement une augmentation de salaire allant jusqu'à 50 0/0 dans certains travaux et de 25 0/0 dans les autres. De plus, une réduction de la tâche quotidienne, et une fixation plus équitable des heures de travail et suppression d'un certain nombre d'abus, interdiction d'aucun renvoi pour faits de grève, ont été accordées.

Un journal local fait les constatations suivantes au sujet de cette grève :

« Un enseignement se dégage cependant : les travailleurs, sans l'aide des politiciens, par le seul fait d'être unis et solidaires, peuvent facilement obtenir du patronat les satisfactions auxquelles ils ont droit :

« Fais tes affaires toi-même ! » a dit Michel au peuple... »



L' A B C de l'Astronomie (1)

(Suite)

D'après Flammarion, la distance à laquelle il faudrait placer successivement une étoile de première grandeur moyenne pour qu'elle égalât par son éclat celles de 2e, 3e, 4e grandeur, etc., ressort du petit tableau suivant :

Grandeurs	Distances	Grandeurs	Distances
1re	1	9e	34
2e	1,55	10e	53
3e	2,42	11e	83
4e	3,76	12e	129
5e	5,86	13e	200
6e	9,11	14e	312
7e	14,17	15e	486
8e	22,01	16e	735

Il y a encore une autre méthode pour déterminer la distance moyenne des étoiles. Elle se base sur la supposition que tous les astres sont à peu près à égale distance l'un de l'autre. Il résulte de cette hypothèse que le nombre, inconnu d'ailleurs, d'étoiles placées à la distance

---

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*

de celles de première grandeur,doit, à une distance double, être augmenté dans la même proportion que le serait le volume d'une sphère d'un rayon égal à 1 si le rayon était porté à 2. Le contenu d'une sphère augmentant en proportion du cube de son rayon, il y aura $2 \times 2 \times 2 = 8$ fois plus d'étoiles qu'à la distance 1. De cette façon, on peut conclure du nombre des étoiles à leurs distances et comparer cette distance avec la quantité de lumière qui nous arrive d'elles. Les deux méthodes dont nous venons de parler, donnent, il est intéressant de le constater, un résultat analogue.

Jusqu'ici on n'a pu calculer géométriquement la distance que d'une trentaine d'étoiles. On est arrivé à ce résultat prodigieux en prenant le diamètre de l'orbite terrestre comme base d'un triangle ayant pour sommet l'étoile dont on désirait connaître l'éloignement.

Si, pendant une année d'observation, l'étoile dont on veut mesurer la distance, reste fixe et qu'aux deux points opposés de l'orbite terrestre on n'ait pu constater aucun déplacement, c'est qu'elle est à une distance infinie par rapport à nous, c'est-à-dire telle que, relativement à elle, les 298 millions de kilomètres de diamètre de l'orbite terrestre peuvent être considérés, comme zéro. Mais, par contre, si elle subit un déplacement apparent de perspective, si faible soit-il, en raison du déplacement annuel de la Terre autour du Soleil, on reconnaît qu'elle décrit pendant l'année une petite ellipse et que l'abîme qui nous sépare d'elle est mesurable. L'angle sous lequel un observateur hypothétique, placé sur l'étoile, verrait de face le diamètre de l'orbite terrestre, serait d'autant plus petit que l'étoile est plus éloignée. La mesure de cet angle permet dès lors de déterminer la distance de l'astre, par un calcul basé sur les rapports connus qui relient les dimensions réelles des objets à leur dimension apparente. Ces rapports sont tels, que tout objet éloigné à 57 fois son diamètre, quelles que soient ses dimensions réelles, mesure juste un angle d'un degré. Un cercle d'un mètre de diamètre, par exemple, mesure exactement 1 degré, si on le voit à 57 mètres de distance.

Un angle de 30' correspond à une distance de 114;
Un angle de 6' correspond à une distance de 570;
Un angle de 1' correspond à une distance de 3.438;
Un angle de 30" correspond à une distance de 6.875;
Un angle de 20" correspond à une distance de 10.313;
Un angle de 10" correspond à une distance de 20.626;
Un angle de 1" correspond à une distance de 206 265;
Un angle de 0",9 correspond à une distance de 229.183;
Un angle de 0",8 correspond à une distance de 257.830;
Un angle de 0",7 correspond à une distance de 294.664;
Un angle de 0",6 correspond à une distance de 343.750;
Un angle de 0",5 correspond à une distance de 412.530;
Un angle de 0",4 correspond à une distance de 515.000;
Un angle de 0",3 correspond à une distance de 687.500;
Un angle de 0",2 correspond à une distance de 1.031.320;
Un angle de 0",1 correspond à une distance de 2.062.650;
Un angle de 0",0 correspond à une distance incommensurable.

La parallaxe d'une étoile s'exprimant par l'angle sous lequel on verrait de cette étoile le *rayon de l'orbite terrestre* et la parallaxe de α du Centaure, notre voisine, étant de 0",75, montre par là que cette étoile est éloignée de nous à $275.000 \times 149.000.000$, ce qui fait 40.975.000.000.000 kilomètres.

Les distances des étoiles dont les parallaxes ont pu le plus sûrement être déterminées sont :

NOMS DES ÉTOILES	GRANDEUR	PARALLAXE	DISTANCE en rayons de l'orbite terrestre	DISTANCE en trillions de kilomètres	DURÉE du trajet de la lumière
					a. m.
α du Centaure	0,7	0"75	275.000	41	4, 0
21.185 Lalande	6,8	46	430.000	64	6, 8
61e du Cygne	5,1	44	469.000	69	7, 4
Sirius	1,4	33	625.000	92	9, 9
Procyon	0,5	27	761.000	112	12, 0
σ Dragon	4,7	25	838.000	124	13, 2
Aldébaran	1,0	24	874.000	128	13, 8
δ Indien	5,2	22	937.000	140	14, 4
o² Eridan	4,5	19	1.080.000	160	17, 1
Altaïr	0,9	19	1.086.000	160	17, 1
η Cassiopée	3,6	16	1.272.000	188	20, 1
Véga	0,2	15	1.375.000	204	21, 7
Capella	0,1	11	1.875.000	276	29, 6
Arcturus	0,4	09	2.194.000	324	34, 7
Etoile polaire	2,2	08	2.318.000	344	36, 6
μ Cassiopée	5,2	06	3.438.000	508	54, 4
β Cocher	2,4	06	3.438.000	505	54, 4
1830 Groombridge	6,5	05	4.583.000	800	72, 5

Sur les trente et quelques étoiles mesurées jusqu'ici, plus de la moitié sont de la 4e à la 8e grandeur et dix seulement appartiennent aux trois premier ordres.

De brillantes étoiles de 1re grandeur, comme *Rigel*, *Betelgeuse*, *Archenar*, *α de la Croix*, *Antarès*, *α de la Vierge Fomalhaut*, n'offrent aucune parallaxe sensible.

Alpha du Cygne, qui est près — en apparence — de la 61e du Cygne, ne présente, elle aussi, aucune trace de balancement. Elle doit, par conséquent, être incomparablement plus éloignée que sa voisine optique, à plus de cent années de lumière probablement, et avoir des dimensions colossales. Ceci prouve évidemment que les étoiles les plus belles et les plus grandes en apparence, peuvent l'être parfois en réalité, car elles ne sont pas toujours les plus rapprochées de nous. Il ressort également de l'immense distance qui nous sépare de plusieurs étoiles connues de 1re grandeur, qu'il ne faut pas donner une valeur trop exagérée à l'hypothèse formulée plus haut et d'après laquelle les astres seraient en moyenne d'égale intensité lumineuse et se trouveraient distribué, dans l'espace à égale distance les uns des autres.

(*A suivre.*) F. STACKELBERG.



Je suis fort en retard pour les livres dont j'ai à rendre compte ; mais il m'a été impossible de travailler pendant trois mois, et, après tout, mieux vaut tard que jamais.

Plusieurs fois, nous avons eu à noter, nous en ébahissant, comment d'aucuns, que nous aurions pu croire, de par leur éducation, assez éloignés de nos théories, en arrivaient aux mêmes affirmations que les anarchistes sur l'affranchissement intellectuel des travailleurs, leur droit à se développer intégralement, la nécessité de se relever moralement en acquérant, avec la notion de leur propre dignité, la volonté de la faire respecter. Et nous nous disions, entre nous : voilà des anarchistes qui s'ignorent!

J'ai bien peur que tout cela ne soit que de la phraséologie, et ce que nous autres ne considérons que comme instrument d'affranchissement complet, ne soit chez eux que de vagues formules qu'ils prennent parce qu'elles font bien.

C'est que j'ai eu une forte désillusion en lisant le nouveau livre de M. Séailles: *Education ou révolution* (1), un recueil de discours et conférences qu'il prononça au cours de sa campagne en faveur des U. P.

Le titre, déjà indique la tendance. Et pour qu'on n'en doute, il donne, les prenant comme programme, des extraits d'une lettre de Deherme que je connus autrefois anarchiste, dont l'intransigeance allait jusqu'à ne vouloir vous reconnaître comme anarchiste que si vous proclamiez le cambriolage et le maquerellage comme seuls moyens d'arriver à l'anarchie, — mais qui, depuis, ayant trouvé son chemin de Damas, écrit à M. Séailles pour lui vanter les bienfaits de l'éducation des ouvriers, afin de les arracher à ce qu'il appelle les doctrines simplistes et dissolvantes, c'est-à-dire les idées anarchistes et révolutionnaires, qui n'ont chance de germer que dans des cerveaux d'ignorants.

Il n'y a tels que des ultra repentis pour être aimables à l'égard des théories qu'ils ont abjurées.

L'affranchissement intellectuel, le redressement de la dignité, la conscience de ses droits, doivent, selon les anarchistes, amener l'individu à ne plus accepter l'exploitation politique, économique et morale qu'il subit dans l'état social actuel. Pour nous, c'est le premier pas vers la révolution. Pour M. Séailles, ce sont des conquêtes qui se suffisent à elles-mêmes.

Certes, M. Séailles ne nie pas l'injustice de l'exploitation, il n'ignore pas que la situation économique du travailleur laisse à désirer. Seulement sa conception économique ne va pas au delà de concessions mutuelles entre le patron et le salarié ; ou bien, à la suite de M. Gide, il s'illusionne sur l'efficacité des sociétés coopératives et y voit un moyen d'affranchissement pour les travailleurs.

Ce n'est pas manque de bonne volonté chez M. Séailles, mais manque d'une conception nette sur l'organisation économique que nous subissons, qui ne peut pas être améliorée, mais doit disparaître.

Seulement, par exemple, ce que je ne m'explique pas chez lui, c'est un dithyrambe enthousiaste sur Victor Hugo où il ose affirmer qu'il fut du peuple, que le peuple doit l'acclamer comme l'un des siens !

Du peuple, cet esprit sec, égoïste, qui ne sut jamais faire que de la sentimentalité pleurnicharde en ses écrits, et qui, en politique, ne sortit jamais du clan bourgeois!

Il écrivit contre l'empire. Mais c'est que l'empire avait emprisonné ou exilé quelques politiciens bourgeois dont était Victor Hugo. Ses *Châtiments* sont empreints, certes, d'un grand souffle de haine et de révolte contre l'empire. Seulement ils vous

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.

laissent l'impression que le coup d'Etat fut dirigé contre le seul Victor Hugo.

Et en 71, s'il ne rejoignit pas Versailles, il n'en fut pas moins un de ceux qui déversèrent la boue sur les vaincus. Son *Année terrible* est semée des injures et des calomnies puisées dans la boîte aux ordures des massacreurs. Et la façon dont il offrit asile aux communards traqués, fut plutôt insultante.

Bourgeois de conceptions, de tempérament, dans la pire acception du mot, il incarnait si bien la bourgeoisie, que ce fut sa propre apothéose qu'elle célébra dans les funérailles qu'elle lui fit et qui dépassèrent celles qu'elle fit à Thiers.

Non, Victor Hugo ne fut pas des nôtres : que la bourgeoisie le garde!

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

Le 71e traingleaux, par de Beaurepaire-Froment; 1 vol., 1 fr., à « La Tradition », 60, quai des Orfèvres.

Communisme expérimental, par Fortuné Henry; 1 broch., 0 fr. 10, colonie d'Aiglemont, Ardennes.

Le Knout, série de 6 cartes postales par Leal de Camara; Bourse de la carte postale illustrée, 166, rue Montmartre.

Septime César, par M. Reepmaker; 1 vol., 3 fr. 50; *L'Opprobre*, par L.-M. Compain; 1 vol., 3 fr. 50; tous deux chez Stock; 155, rue, Saint-Honoré.

Comment la Russie amena la guerre, par le baron Suyematsu, une brochure; Probsthain and Co, 14, Bury street, Londres. W. C.

Anarchiste, un acte, par L. Bonney; 1 fr.; C. Jouberts 25, rue d Hauteville.

Le dogme et la science, par V. Lafosse; 1 brochure, 0 fr. 10, Mons.

Le développement économique du Congo belge, 1 brochure, par G. M. Goblet, 15-17, rue Auber.

Tacna y Arica, par J.-E. Lagarrigue, à Santiago-du-Chili.

A voir :

Pensées d'un ventru, dessins de Roubille; *Assiette au beurre*, n° 199.

Le Tsar rouge, dessins de divers; *Assiette au beurre*, n° 201.



PERPIGNAN. — **A. I. A. des travailleurs.** — Par une note parue dans le n° 46 des *Temps Nouveaux*, la section de Marseille avise les sections du littoral, des départements limitrophes et de l'Algérie à s'entendre au sujet de l'envoi de délégués au Congrès National, à seule fin de restreindre les frais que nécessitera l'envoi de ces délégués.

La section de Perpignan préconise d'ores et déjà le groupement de 4 ou 5 sections pour choisir parmi ces sections un seul délégué pour les représenter au Congrès, et demande l'avis des sections respectives.

Adresser les correspondances au camarade Vassail, secrétaire, 34, rue du Four Saint-François, à Perpignan.

Propagande Antimilitariste

Afin de contribuer à la propagande antimilitariste, nous mettons en vente : *Guerre-Militarisme, Patriotisme-Colonisation* (édition de propagande) et *Le Livre d'Or des officiers*, que l'auteur veut bien y joindre, au prix de 3 francs les trois volumes pris dans nos bureaux (3 fr. 60, colis en gare).

Ce sont des volumes de documentation qui devraient être dans toutes les bibliothèques. Nous demandons aux camarades de faire tous leurs efforts pour les faire pénétrer dans les bibliothèques des groupements dont ils font partie.



Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 27 mars, à 8 h. 1/2 du soir, causerie. Vendredi, cours d'espagnol.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 29 mars, à 8 h. causerie par Han Ryner.

Causeries populaires des Xe, XIe, et XVIIIe. — Dimanche 26 mars, à 2 heures de l'après-midi, salle des Omnibus, 27, rue de Belleville, grandes conférences publiques et contradictoires : 1° « A nous l'avenir », par Parat-Javal; 2° « 8 heures!? en 1909!? » par A. Libertad.

Concert avec le concours de divers chansonniers. Entrée : 0 fr. 30.

La Coopération des Idées, 157, faubourg Antoine :

Vendredi 24 mars. — Camille Le Senne : Le Mont Saint-Michel (avec projections).

Samedi 25. — Paul Despiques, professeur au lycée Hoche : Les Prolétaires de la Mer.

Dimanche 26. — Représentation organisée par E. Couvelaire : *La Parisienne*, comédie en 3 actes, de Becque (avec le concours de Mlle Herland).

Lundi 27. — E. Armand : Un crime social. Le drame de Chicago, d'après le livre de Mme Parsons.

Mardi 28. — Combet, conseiller prud'homme, secrétaire de la Fédération du papier : Syndicats et Trusts.

Mercredi 29. — Yves Guyot, ancien ministre : Le Système de Marx (conférence suivie de discussion).

Jeudi 30. — Série des auditions musicales, organisées par Paul Ghio et ses amis : II. L'Œuvre de Haydn.

Vendredi 31. — Daniel Halévy : L'Histoire de la Sérénité.

A. I. A. du XIVe. — Réunion de la section, samedi soir, 25 mars, 21, rue de la Gaîté, à la Belle Polonaise, à la salle de la permanence des menuisiers. Présence indispensable.

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi 27 mars, à 9 heures du soir, salle des Commissions (Bondy), Bourse du Travail, causerie par un camarade.

Galeries de l' « Indépendance artistique », 20, rue Le Peletier. — Exposition des œuvres (sculpture et objets d'art), de Paul Duparque et Gabriel Roby, du 17 mars au 15 avril.

Syndicat des ouvriers en travaux non qualifiés. — Grande fête de propagande et de solidarité, le 26 mars, Grande salle des fêtes, Bourse du travail. Conférence par un camarade. *Louise Michel devant sont conseil de guerre* 1 acte.

L'Œuvre libératrice. — Assemblée générale, le 26 mars, à la mairie du XVIe arrondissement. — Allocutions de Mmes Avril de Sainte-Croix, Pégard MM. de Morsier, Sicard de Plauzoles, Ch. Gide.

La Camaraderie, le jeudi 30 mars 1905. — Salle U. P. du XIVe, 13, rue de la Sablière.

Causerie sur quelques notions d'art décoratifs, par le camarade Aubry.

Comité de Défense Sociale, réunion mercredi 22 mars, à 9 heures du soir, salle Jules, boulevard Magenta.

Ordre du jour : affaire Philippe.

BORDEAUX. — **Groupe anarchiste et antimilitariste.** — Réunion des camarades, dimanche, 26 mars, à 2 heures, 4, rue Barreyre. Pour les discussions suivantes : 1° Manifeste à l'occasion de la venue à Bordeaux du président de la République; 2° Souscription au manifeste anti-électoral en l'an 1906. — Urgent.

LE HAVRE. — **Jeunesse syndicaliste.** — Réunion mercredi 29 mars, à 9 heures du soir, 22, rue de Turenne. Causerie par un camarade : La grève générale.

LILLE. — Les camarades se réunissent tous les samedis, à 8 h. du soir, chez Bernard-Leroux, 52, rue de Roubaix. — Samedi, continuation de la discussion sur la Grève Générale et la Révolution, les moyens pour la faire aboutir.

Par un cas de force majeure, la soirée familiale au bénéfice de la veuve et des orphelins du camarade Mauduit n'a pu avoir lieu; elle est remise sans faute au dimanche 26 mars, à 5 heures, chez Bernard-Leroux.

Section antimilitariste. — Réunion de la section tous les lundis, à 8 heures du soir, au siège, à la Brasserie Faidherbe, 30 *bis*, rue de Tournai. Les camarades peuvent retirer leurs cartes d'adhérent tous les jours.

LYON. — **A. I. A.** — Réunion le samedi 25 courant, chez Chamarande, rue Paul-Bert.

MARSEILLE. — **Association internationale antimilitariste.** — Dimanche 26 mars, à 6 h. du soir, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, reunion de la Section. Remise des cartes aux nouveaux adhérents.

Dimanche 26, à 9 heures du soir, grande salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, à l'occasion du passage du camarade Sébastien Faure, grande soirée familiale avec le concours assuré de nombreux artistes et amateurs. Superbe tombola.

Entrée libre.

MARSEILLE. — Samedi 25 mars, à 9 heures du soir, au bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, grande soirée artistique avec le concours des chansonniers montmartrois de passage : Stein, Villeval, Cary, d'Eche, Jules Mary, etc.

La soirée ayant lieu au profit d'un camarade, il sera perçu 0 fr. 25 cent. d'entrée.

ROUBAIX. — Palais du Travail, 8, rue du Pile, dimanche 26 mars, à 4 heures précises du soir, réunion des camarades. Sujet : Compte rendu financier; question de l'imprimerie; lancement d'une nouvelle brochure.

Pour tout envoi d'abonnement, changement d'adresse, commande de livres ou de brochures, prière aux abonnés de joindre la dernière bande du journal reçu. Cela est indispensable.



F., au Mans. — Oui, cela doit être publié, plus tard, en volume.

X., Constantinople. — Drôle, mais un peu vieux, et manque de place.

L. F., à Montauban. — Merci pour les adresses. Le service sera fait.

G. P., rue L. — L'abonn. sera servi.

M., à Saint-Affrique. — Il y a bien deux fiches dans le service pour le groupe d'études.

M., Crétois. — L'adresse de Faure, aux Patis, près Rambouillet.

A. A., à Amiens. — Merci pour les extraits de Flammarion, il a été déjà beaucoup reproduit. Ce chapitre a dû l'être.

B., à Chichery. — Bon. J'en prends note cette fois-ci.

— Un de nos collaborateurs, qui écrit actuellement un livre sur les idées anarchistes, demande si un camarade, possédant la brochure anonyme *Die historische Entwicklung des Anarchismus*, parue à New-York en 1890 et tirée de la *Freiheit*, ne voudrait pas soit la lui céder, soit la lui prêter.

G. L., à Autun. — Utiliserons un des deux faits; l'autre pas assez saillant.

P. L., à Lyon. — Idée juste, mais développement insuffisant.

Reçu pour les Russes : G., à Lézignan, 0 fr. 50; D., à Lyon, 5 francs. En tout : 5 fr. 50. — Liste précédente : 37 fr. 95. — En caisse : 43 fr. 45.

Reçu pour la famille Chandelier : Anonyme, 5 fr. — Un révolté de la société actuelle, 2 fr. — D., à Lyon, 10 fr. — G., à La Hunaudais, 1 fr. — C. P., 1 fr. — Souscription faite aux ateliers de l'Ambroine, à Ivry-sur-Seine, par le camarade Drey, 21 fr. — D., 1 fr. — B. père et fils, 1 fr. — Fernicq, 2 fr. — B. père et fils, 1 fr. — En tout : 45 fr.

Liste précédente : 31 fr. 55 (et non 21 fr. 75), comme il a été mis par erreur. Ensemble : 76 fr. 55.

Nous avons fait remettre une nouvelle somme de 40 francs à la famille.

Reçu pour le journal : D., à Lyon, 5 fr. — R., à Salonique, 1 fr. — C. V., 1 fr. 50. — J. D., à Puteaux, 0 fr. 40. — M., à Saint-Affrique, 2 fr. 65. — Fernicq, 2 fr. — Z., Hanoï, 5 fr. 50. — Vente de vieux timbres, 2 fr. 10. — Merci à tous.

C. L., à Lyon. — V., à Nantes. — C., à Lyon. — D., à Puteaux. — H. G., à Férou. — S., à Saint-Prix. — O. M., à Bruxelles. — F., à Alger. — A., à Roubaix. — R., à Saint-Claude. — P., à Coulange. — V., à Nimes. — G., à Spezzia. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (JEAN CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.

Dixième Année. — N° 48 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 — EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 1er au 7 Avril 1905.*



POUR LA FRANCE
Un An.......... 6 »
Six Mois.......... 3 »
Trois Mois.......... 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An.......... 8 »
Six Mois.......... 4 »
Trois Mois.......... 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



OU EST LA SOURCE?

Vendredi dernier est venue devant la Chambre l'interpellation annoncée depuis deux ans et demi, relative aux sévices commis sur des enfants dans certains établissements religieux dits de bienfaisance. Les faits cités par le député J.-L. Breton étaient déjà connus de tout le monde, mais, ainsi groupés par l'interpellateur, ils constituent un dossier très édifiant. Ce sont, comme on s'en souvient, des peines corporelles continuelles, des punitions puisées dans ce que l'imagination la plus sadique peut inventer de plus répugnant et de plus odieux, telles que : croix de langue sur le siège des cabinets, obligation de remanger des aliments rejetés par vomissement, tartines de bouse de vache, mise au cachot dans le réduit servant de dépôt mortuaire, avec, pour tout lit, la paillasse où étaient étendus les cadavres et encore toute souillée de leurs déjections, etc. On frémit et on s'indigne à de tels tableaux, et le premier sentiment qui violemment vous saisit est un désir de vengeance, de répression immédiate, cruelle, savamment dosée pour rendre au bourreau la monnaie du supplice infligé.

Mais la vague d'indignation une fois calmée, la raison reprend ses droits et s'applique à la recherche des causes dont la destruction seule amènera le remède.

J'ai vainement cherché dans le discours de J.-L. Breton quelque indication qu'il ait eu conscience de ces causes. S'il s'est étendu avec force détails sur les atrocités commises, sa conclusion est vide et le remède proposé illusoire.

Généralisant — et non à tort, selon toute probabilité — il paraît attribuer à l'esprit clérical seul ce sadisme dans la torture et l'exploitation effrénée du faible, et demande que de tels établissements soient fermés lorsqu'on y aura constaté des faits analogues.

Et c'est tout.

Et à chaque fois que des monstruosités semblables seront découvertes, la même tribune retentira des mêmes anathèmes contre la congrégation et les procédés cléricaux ; des mesures répressives seront réclamées contre les établissements congréganistes et le cléricalisme.

Voilà longtemps que le cléricalisme sert de cible aux foudres d'éloquence parlementaires. C'est, pour les uns, un excellent dérivatif pour détourner les préoccupations populaires d'autres problèmes plus graves et plus profonds, pour d'autres qui ne nient pas ces problèmes, une précieuse mine de succès politiques.

Sans doute, le cléricalisme est à combattre. Mais non lui seul, non lui *à part*. Il fait partie d'un bloc aussi funeste au développement social, avec lequel il disparaîtrait si celui-ci s'écroulait.

Les tortures physiques infligées aux faibles, l'exploitation à outrance ne sont *pas le monopole* de l'Eglise.

D'enragés anticléricaux, de très orthodoxes francs-maçons sont aussi très experts en ces matières. S'est-on assuré, en effet, s'ils étaient ou non cléricaux, si leurs sympathies allaient au convent ou au couvent, les gardes-chiourmes des bagnes de la République dont l'inventive cruauté à l'égard des forçats est légendaire. Sait-on s'ils font leurs Pâques ou observent le jeûne du vendredi saint, ceux qui se complaisent à lier nus des malheureux enduits de miel au milieu d'une fourmilière de fourmis-manioc ? qui bâtonnent, mutilent, et enterrent vivants les malheureux placés sous leurs ordres ? les Alari, les Pierrandi, les Bonini, etc. dont parlent Liard-Courtois et Degraeve dans leurs souvenirs du bagne ? Et les chaouchs des compagnies de discipline ? les assassins des Chédel et de tant d'autres, inventeurs du silo, de la crapaudine, du tombeau, etc. ? S'est-on préoccupé de se renseigner sur leurs sentiments religieux ?

Et sans aller si loin, les répugnants exploiteurs de l'enfance et de l'indigence, qui, sous couleur de philanthropie, font suer de l'or aux miséreux en proportion même de leur dénuement, sont-ils marguilliers ou vénérables ?

Non, la racine du mal n'est pas là. Elle réside dans le principe d'autorité. Principe sacro-saint par lequel est dévolu à un homme le droit de décider selon son bon plaisir du sort de tel de ses semblables.

Cela est si vrai que les cruautés, les sévices, l'exploitation s'exercent avec d'autant plus de rigueur que l'autorité est départie avec le moins de restriction.

L'armée, ce modèle d'autorité absolue, est un bagne, et son martyrologe, d'une richesse surabondante.

L'oppression capitaliste, elle aussi, quand elle n'est pas mitigée par la résistance héroïque des opprimés, sévit avec une extrême dureté parce qu'elle s'appuie sur toute une organisation politique instituée pour sauvegarder son intégrité.

Et enfin si la torture et les procédés de l'Inquisition ont subsisté avec plus de ténacité dans les pays imprégnés de l'esprit religieux et de cléricalisme, c'est que l'autorité religieuse ayant pour domaine le domaine intellectuel et moral, est, en fait, la plus tyrannique des autorités parce qu'elle annihile, sans réaction de sa part, l'être humain dans sa force la plus précieuse, la pensée.

C'est donc plus loin qu'il faut atteindre, plus loin que la congrégation, que les bonnes sœurs et les « curés ». C'est le principe d'autorité et de *hiérarchie sociale* qu'il faut détruire sans retour.

Mais combien d'hommes politiques sont sincèrement disposés à *tenter cette œuvre salutaire ?...*

André Girard.

A NOS LECTEURS

Il y a un moyen de propagande excellent, que seule la difficulté de mener à bien nous avait empêché de réaliser. C'est le dessin.

Quelques camarades dessinateurs nous ayant promis leur concours, c'est une occasion à saisir.

A partir du 1er mai, notre supplément littéraire comportera pour commencer un dessin sur la double page d'intérieur.

Ces dessins seront signés Hermann-Paul, P. Iribe, Willemot, Kupka, Delaw, Luce, Roubille, Delannoy, Vallotton, Grandjouan, etc.

D'ici là, nous pensons avoir recolté quelques autres adhésions.

Bien entendu, cela ne sera qu'un essai qui, pour commencer, se fera au détriment de quelques pages du texte. Mais si la tentative réussit, et que nous trouvions assez d'acheteurs pour couvrir les frais que cela comportera, le supplément reprendra ses huit pages de texte; nous y ajouterons huit pages nouvelles de dessins.

J. Grave.

Les Défenseurs de l'Autocratie

M. Gaston Dru, le correspondant de l'*Echo de Paris*, à Saint-Pétersbourg, mandait à son journal, en date du 23 mars dernier, le renseignement suivant, par télégraphe :

A Saratoff vient de se créer une société : « Les Défenseurs de l'Autocratie. » Dans une proclamation qu'ils viennent de lancer, ces défenseurs préviennent les libéraux que, s'ils emploient des mesures de violence et se servent de bombes, la nouvelle société usera des mêmes moyens.

Cette information avait de quoi surprendre; elle m'a surpris. Je l'ai tournée et retournée longtemps, pour en bien deviner le sens, dans mon esprit simpliste, incapable de trouver midi à quatorze heures. Mais si j'ai remarqué que M. Gaston Dru, en sa hâte d'écrire, avait laissé *vient*, *viennent* et *préviennent* se courir après, de trop près, dans sa dépêche, je ne suis pas parvenu (pardon!) à élucider complètement le mystère des fonctions de la société de Saratoff. Sans doute, les documents me manquent et je le regrette. J'aurais été curieux de lire l'énergique et courageuse déclaration de ces protecteurs de la force. Qui sont-ils? d'anciens argousins devenus des sicaires? les employés d'un service de police, clandestinement formé par le gouvernement lui-même, ou encore l'élite d'une jeunesse conservatrice et sportive comme, au moment de l'affaire Dreyfus, il s'en révéla chez nous, pour guerroyer contre les juifs? Par libéraux qu'entendent-ils? pas les politiques appelés au pouvoir, je présume? Pour appuyer leurs modestes revendications, ceux-ci n'ont jamais usé ou seulement conseillé d'user de la bombe, que je sache?... Je crois, au contraire, qu'ils ont toujours sévi et séviront toujours contre les révolutionnaires assez exaspérés d'attendre en vain la réalisation de la dernière de leurs promesses pour troubler du bruit d'une explosion le recueillement de leur pensée ou l'éloquence de leur parole. J'avoue ne pas voir contre qui, au lendemain d'un attentat — sinon contre celui-là même qui le commettrait — pourraient se livrer à des représailles les membres de la société des « défenseurs de l'autocratie » (Ah! le beau titre!). Pour le mieux, je ne puis les concevoir autrement organisés que comme un corps franc d'espions, dans le but de découvrir l'affiliation du meurtrier à un groupe de conjurés et que comme un corps, également franc, de bourreaux pour exécuter lesdits conjurés.

Plus je réfléchis, en effet, plus il me semble impossible que, par libéraux, ces féroces courtisans du czarisme comprennent les modérés appelés à l'administration de l'Empire, aussi souvent que l'autorité absolue passe par des phases critiques et qu'elle sent que des concessions apparentes sont nécessaires. Certainement, c'est à d'autres hommes que des hommes d'Etat qu'est adressée la menace de la société de Saratoff.

Une impression de terreur énorme lui a dicté sa proclamation. Elle l'a écrite pour essayer de provoquer chez le peuple tout entier la panique qu'elle éprouvait devant son soulèvement.

Dans notre ancienne comédie, des poltrons fanfaronnent de la sorte avec ceux qui les font trembler pour leur faire partager leur effroi. Ils jurent, de par la male mort, de désentripailler leur adversaire jusqu'au moment d'en recevoir une nasarde ou un coup de pied au derrière qui leur donne l'impulsion de la fuite.

Comme il apparaissait aux réactionnaires que les moyens de sujétion habituels du gouvernement ne suffisaient plus à tenir les masses esclaves en respect, ils ont imaginé d'en créer d'extraordinaires. Ils ont offert de suppléer les massacreurs de janvier. Au système de répression, légalement organisé, ils ont adjoint un supplément de justice sommaire et expéditive. Les femmes et les enfants ne seront plus seulement fusillés par l'armée, d'honorables citoyens — qui ne seront ni obligés à cela, ni payés pour cela — les cribleront de bombes; car il faut bien que ce soit sur la foule qu'ils jettent leurs explosifs, puisque c'est de la foule, enfin, qu'émanent les actes de violence...

En l'interprétant comme une promesse d'inaugurer un nouveau mode d'intimidation de la révolte grandissante (et, vraisemblablement, comment l'interpréter autrement?), il convient d'admirer sans réserve, le manifeste des « défenseurs de l'autocratie ». Il a ce mérite qu'à première vue il attribue à ses auteurs un caractère chevaleresque, c'est-à-dire de courage, de désintéressement et d'équité et, par surcroît, leur permet d'affecter des airs pacifiques, puisque c'est pour avoir la paix, qu'eux aussi ils préparent la guerre. Ils le déclarent; ils n'ont d'autre objet que d'établir le règne du calme... avec celui, incontesté, du *petit père* et de sa séquelle de bureaucrates tyranniques et concussionnaires. Leur institution, qui se vante de n'être que défensive, se contentera d'appliquer la peine du talion aux propagandistes par le fait qui l'encourront. A la bonne heure! Mais une chose m'étonne, c'est qu'ils ne se soient pas avisés qu'ils se dressaient contre des malheureux qui, en exécutant des gouverneurs, des ministres et des grands-ducs, se bornaient également à appliquer cette même peine du talion et ne rendaient que diminués les coups qu'on leur avait portés d'abord...

Aussi la signification véritable de leur geste de protection est-elle tout autre que celle qu'on serait tenté de lui donner spontanément. Ils interposent le bouclier entre les adversaires, mais quand le plus fort, qui a provoqué le combat, a frappé, pour parer la riposte du plus faible — ou plutôt du moins bien armé — et pour tomber dessus à leur tour...

Ils sont des séides, ni plus ni moins que ce Séjan dont parle Tacite et que Tibère nomma ministre pour le récompenser de l'avoir soulagé de ses ennemis. Leur institution est telle que celle des condottieri de l'Italie des petits Etats ou des *Quarante-cinq* de notre Henri III. Il reste à savoir si Nicolas II les avouera et s'il les affublera de son impériale livrée. Mais on peut affirmer qu'ils jouiront de l'immunité de leurs crimes. Il y a bombe et bombe; celle qui éclate sur les sujets révoltés du czar n'est la même que celle qu'on jette pour venger les massacres que ses serviteurs ordonnèrent.

John L. Charpentier.



A ceux qui n'ont pas diné.

Un diner cher est le diner qui a été offert en guise de pendaison de crémaillère, par M. et Mme John Hanan, multimillionnaires et fabricants de chaussures à New-York. Composé de quarante couverts, il a coûté 60.000 francs, soit 1.500 francs par tête.

(Je sais tout, n° 1, page 79.)

* *

A quoi servent nos impôts?

Du Comité officiel des comptes des travaux de la marine française :

Pour réparer une baleinière de 8 m. 50, un peu plus de 1.000 francs. — Or, le prix d'une baleinière neuve est d'environ 800 francs.

Pour réparer trois pliants, 70 francs — un pliant neuf coûte au maximum 2 francs.

Pour réparer une lance en cuivre et un fanal de compas du Duguay-Trouin, *il a été employé 352 journées de travail. La dépense totale, non compris les dépenses indivises, s'est élevée à un peu plus de 1.000 francs. Le prix d'un fanal de compas neuf est de 21 francs, celui d'une lance 9 fr. 50. Total 30 fr. 50.*

(Le Courrier Européen.)

* *

A quoi sert la police?

Depuis quelques mois une bande de voleurs, parfaitement organisée, rafle les chevaux, voitures et bicyclettes des communes avoisinant Saint-Denis et particulièrement Gennevilliers, Clichy, Levallois. Il ne se passe pas une journée que ne disparaissent des voitures de livraison arrêtées aux portes d'un client, de chevaux enlevés la nuit de leurs écuries, etc., et jamais on ne retrouve que la voiture dépouillée de tout ce qui peut être facilement transporté.

Que fait donc la police? Elle est entièrement mobilisée pour garder le matériel des patrons carrossiers ou fondeurs, qui ont réduit leur personnel à la grève.

L'ESPRIT DE RÉVOLTE

(*Suite*)

L'arbitrage. — L'action directe (ses rapports avec les pouvoirs publics).

Discuter avec les patrons vaut encore mieux que de s'en remettre à un *arbitrage*. Un arbitrage ne peut donner aucune force aux revendications ouvrières que celles-ci ne contiennent déjà. Si les prolétaires ne sont pas assez puissants pour les imposer, ce n'est pas l'arbitrage qui, à la place des intéressés, aura la vertu d'imposer ces revendications.

C'est un signe de faiblesse de remettre le soin de ses intérêts à une tierce personne, à une sorte de protecteur. Et dans la pratique, on ne réclame guère l'arbitrage que pour sauvegarder l'amour-propre en présence d'une défaite inévitable. C'est dire que l'arbitrage n'est qu'un pis aller. Dans le cas où les ouvriers ont la force de faire aboutir eux-mêmes leurs revendications, l'arbitrage est un leurre, car par l'interposition d'un intermédiaire est émoussée, diminuée, affaiblie la pression prolétarienne.

C'est un leurre de soumettre ses intérêts à la sentence d'une individualité, le plus souvent ignorante des conditions complexes du problème à résoudre, et naturellement favorable, même inconsciemment, à l'ordre capitaliste. Les efforts de l'arbitre, dans les cas les plus fréquents, tendent à remettre les choses dans le même état qu'auparavant, en apportant quelques palliatifs dérisoires à des questions secondaires. De cette façon, l'arbitre donne l'apparence d'une satisfaction au sentiment de justice et apaise ainsi l'exaltation des sentiments qui fait toute la force de la révolte.

L'arbitrage est un leurre, car ce sont les ouvriers qui peuvent le mieux connaître et comprendre leurs besoins réels et leurs souffrances; et eux seuls peuvent savoir jusqu'à quel point ils peuvent aller ou céder dans leurs revendications. Mieux vaut donc pour eux débattre ces revendications avec le patron lui-même que de risquer l'enjeu de la partie dans la loterie de l'arbitrage.

Bien plus, s'il s'agit de trancher un conflit où les intérêts sont en opposition avec les lois actuelles, l'arbitrage devient une absurdité. L'arbitre ne peut pas se placer en dehors des rapports sociaux actuels; il ne peut voir que le point de droit d'après la légalité régnante, et il condamnera juridiquement tout effort pour créer de nouveaux rapports sociaux.

L'expérience a montré que les travailleurs ont été floués par l'arbitrage en toute occasion. Le mieux qu'ils en aient tiré n'a été qu'une cote mal taillée qu'ils auraient aussi bien pu établir eux-mêmes avec le patronat. L'arbitrage de Waldeck-Rousseau pour les grèves du Creusot en est un exemple. L'arbitrage, si peu favorable qu'il soit, est destiné à être violé par les patrons, si ceux-ci sentent leurs salariés assez faibles, assez résignés pour ne pas se révolter.

Les dockers de Marseille ont été dupés par l'arbitrage en septembre-octobre 1904; et toute la presse quotidienne les a flétris, lorsqu'ils se sont aperçus trop tard du traquenard dans lequel les politiciens les avaient jetés et qu'ils ont voulu refuser la sentence arbitrale.

Le pis dans l'arbitrage, c'est que les travailleurs sont floués avec l'apparence de la justice, c'est aussi que la sentence arbitrale reste imprimée comme une marque indélébile, si plus tard les ouvriers reprennent leurs revendications, même si les conditions économiques ont changé.

L'arbitrage émousse la force des revendications, il habitue le prolétariat à la résignation, il désapprend aux ouvriers à ne compter que sur eux-mêmes, il s'oppose à l'esprit de révolte. A ce titre, il est vanté et réclamé par tous les législateurs.

Le projet d'arbitrage de Millerand contre lequel se sont élevés les syndicats, était certainement un excellent projet pour assurer la *paix sociale*. C'était l'*arbitrage obligatoire* légal. Il détruisait tout élan par les formalités et par les délais légaux imposés. Il s'opposait à l'action du syndicat, en interdisant à toute personne étrangère au personnel de l'atelier intéressé de s'immiscer dans la grève. Or c'est le rôle du syndicat de soutenir la grève, et spécialement de se charger des démarches auprès du patronat, de façon que l'employeur n'essaye pas d'intimider directement ses salariés.

Si je me souviens bien, des conseils de travail (mi-patrons, mi-ouvriers), auraient été institués pour trancher les différends. Tout aurait été réglementé et légalisé; la grève aurait été disciplinée, passive et n'aurait plus été qu'une cérémonie judiciaire asservie aux formes légales. En réalité, le droit de grève aurait été supprimé. Je suppose que la révolte eût éclaté malgré tout et brisé en mille pièces la nouvelle machine d'oppression légale.

● ●

Discuter avec les patrons est une nécessité dans la vie journalière de la société actuelle; au moins, les améliorations que le prolétariat a pu imposer ont-elles plus de valeur que les réformes légales. La loi ne fait ordinairement que sanctionner ce que les mœurs et les coutumes ont établi depuis longtemps.

Les réformes sont sans aucun effet, si les travailleurs se reposent sur la vertu légale de la réforme (1). Celle-ci sera vite nulle et non avenue devant le mauvais vouloir des patrons, aidés de la complicité judiciaire. Il n'en faut pour exemple que les lois édictées en 1848 sur le marchandage et sur la limitation de la journée de travail qui ne furent jamais respectées.

Les modifications apportées aux conditions de travail n'ont de réelle valeur que si les ouvriers sont assez forts pour imposer et faire respecter ces modifications, qu'elles soient légales ou non.

C'est d'ailleurs ordinairement quand les réclamations des travailleurs sont devenues impossibles à éluder, que les protecteurs attitrés des ouvriers, philanthropes et politiciens, s'empressent d'intervenir pour décider que la réforme est *mûre* (voyez par exemple les travaux de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs). La plupart du temps, les efforts des protecteurs sont de calmer l'agitation par le projet de demi-mesures, de façon à limiter les effets des revendications ouvrières dans des limites *raisonnables*. Devant l'agitation en faveur de la journée de huit heures, voici par exemple qu'on parle de mettre à l'étude la réglementation légale de la journée de travail... à dix heures. L'agitation ouvrière décide brusquement le Sénat à s'occuper du repos hebdomadaire; mais la commission s'arrange de façon à ne donner que des avantages illusoires et sans effets. L'agitation des mineurs a procuré à ces travailleurs un million pour leur caisse de retraites (somme dérisoire, parce qu'une fois donnée) et des promesses; ces promesses aboutirent, une fois l'agitation calmée, au vote récent du Sénat, qui devait accorder, selon l'*Humanité*, la journée de huit heures, mais qui n'accorda rien en réalité, même pas les avantages qu'avaient pu conquérir les mineurs en certains endroits. L'agitation a amené la suppression du monopole des placeurs, mais avec des restrictions, etc. Toutes les lois de protection ouvrière contiennent des *dérogations*.

L'expérience a appris aux prolétaires qu'ils devaient continuer leurs efforts, sans s'inquiéter de la légalité. Cette légalité est plutôt une gêne dans l'action ouvrière, car elle amène toujours avec elle des restrictions multiples.

Les pouvoirs publics interviennent, en effet, à chaque instant pour réprimer l'action ouvrière, c'est-à-dire pour empêcher l'*action directe* de se déployer librement contre les patrons, et pour maintenir le prolétariat dans l'ordre, grâce à un arsenal de pénalités. Les travailleurs ont à lutter, non seulement pour l'amélioration des conditions de travail, mais aussi contre les lois qui gênent leur action et leurs revendications.

Faudrait-il qu'ils attendent plus ou moins passivement de meilleures conditions, en comptant sur l'évolution légale, en s'en remettant à la bienveillance ou à la justice des pouvoirs publics (2). Or les pouvoirs publics ne montrent un vif intérêt pour la classe ouvrière que lorsqu'ils se sentent menacés ou simplement gênés par l'agitation de gens résolus à se faire eux-mêmes leur justice (1). Comme je l'ai déjà dit, la législation ne fait que reconnaître des droits que les travailleurs s'étaient eux-mêmes arrogés, malgré des lois prohibitives: droit de grève, droit d'association. Il y avait longtemps que, malgré toutes les pénalités, les travailleurs pratiquaient la cessation concertée du travail ou se groupaient en chambres de résistance, lorsque enfin les pouvoirs publics se sont décidés à accepter le droit de grève, puis l'existence des syndicats. Devant l'*action directe*, devant les faits impossibles à empêcher, les législateurs furent obligés de sanctionner ces droits nouveaux. Et ce n'est pas parce que les législateurs ont dû reconnaître le droit de grève, que les travailleurs doivent se tenir dans les dispositions légales édictées pour entraver la grève elle-même. C'est, au contraire, le seul moyen de faire disparaître ces dispositions répressives que de ne pas les observer.

Tel n'est pas l'avis des réformistes légalitaires. Selon eux, il faudrait attendre, pour user d'un droit, d'en avoir la permission légale (2). Le calme, la sagesse, la légalité, telle est encore la ritournelle qui revient dans leurs conseils. Il faut respecter « l'évolution légale », il faut faire une « propagande de sagesse » dans la classe ouvrière, il faut que les militants socialistes et ouvriers aient « tous le courage de faire auprès du prolétariat cette propagande d'action réglée et de légalité vigoureuse, et lorsque la puissance calme d'organisation de la classe ouvrière aura aidé ses représentants politiques à assurer par la loi une large liberté de grève, l'efficacité de la grève sera plus que doublée » (Jaurès, *Humanité* du 5 octobre 1904). En quoi consisterait donc l'action ouvrière? Dans la discipline inhérente à une forte organisation et dans la « force calme de la loi », c'est-à-dire dans l'inaction. Devant une grève « ordonnée, disciplinée, légale », le gouvernement n'aura plus de prétexte pour recourir « aux trop faciles et coupables moyens de police et de répression ». Ce serait, en effet, bien inutile, si les ouvriers ne bougent pas.

« Plus la classe ouvrière saura discipliner elle-même ses mouvements, plus elle hâtera l'heure où la loi sera obligée de reconnaître la pleine liberté de la grève » (Jaurès, *Humanité* du 5 octobre 1904). Au fond, toute l'action ouvrière se réduirait à attendre que les députés socialistes aient conquis pour le prolétariat plus de libertés. J'ai essayé de montrer, dans un article précédent, les inconvénients ou les dangers pour l'organisation syndicale d'être la vassale d'un parti politique quelconque. On aurait pu objecter que cette vassalité peut avoir quelque avantage. Mais l'expérience montre que les députés, socialistes ou autres, ne mar-

---

(1) L'application des lois contre les habitudes et les privilèges est extraordinairement difficile. Dans un autre ordre d'idées, en voici un exemple. On sait que la loi a supprimé le secret de l'instruction judiciaire. Théoriquement les inculpés doivent être assistés d'un avocat devant le juge d'instruction. Cette forme est légalement respectée; mais auparavant les prévenus ont été interrogés et cuisinés par un commissaire aux délégations judiciaires (un joli nom).

Dernièrement les avocats se sont demandé s'ils pouvaient exiger d'assister leurs clients devant un simple commissaire. Cette question de dignité n'a pas été résolue.

(2) En dehors des lois restrictives, il faut aussi mentionner les brutalités policières. La police a conservé en France, après 34 ans de république, des habitudes d'autoritarisme impérialiste et de mépris de l'individu qui ne sont pas moins étonnantes que l'extraordinaire passivité du public. Les mœurs de la police sont restées les mêmes, malgré toutes les lois et tous les règlements; elles ne changeront que sous la pression et la révolte populaires. Ni le projet de Clemenceau, ni celui du député Cruppi, ni les efforts de la Ligue des Droits de l'homme n'auront d'efficacité que si les individus sont décidés à ne pas se laisser molester. Les étudiants ont bien su se faire respecter par la police et obtenir des excuses de Lépine et de Touny. Pourquoi les ouvriers ne pourraient-ils pas imposer le même respect de leurs personnes? L'acte de défense de Chandelier marque peut-être un acheminement à moins de résignation.

(1) C'est ainsi qu'en Russie l'agitation gréviste a eu pour effet de faire nommer à grand fracas un comité gouvernemental de réformes; ce comité a abouti au fiasco le plus complet, parce que les ouvriers n'ont pas voulu se laisser berner par des promesses que les faits démentaient chaque jour.

C'est ainsi que la grève de la Ruhr en Allemagne a eu, tout au moins, pour résultat d'inciter le gouvernement à promettre un projet de réglementation du travail dans les mines.

(2) C'est le même point de vue que celui de la bourgeoisie. Les journaux bourgeois reprochent à chaque instant aux ouvriers de ne pas rester dans la légalité — reproche bizarre — comme si la Loi était une entité intangible, permanente et absolue; or les nouveaux rapports sociaux s'élaborent forcément en dehors de la légalité existante.

chent que sous la pression de l'opinion publique ou devant la crainte d'une agitation. Il n'y a donc pas d'utilité pour les syndicats à se rattacher à un parti politique. Leur indépendance, au contraire, leur permet d'agir sur tous les partis. Qu'importe aux prolétaires que leurs revendications soient présentées par tel membre du Parlement, par les radicaux Berteaux et Rabier, ou par le socialiste Jaurès (exemple du syndicat national des chemins de fer).

L'*action directe* n'a pas besoin d'attendre que les députés veuillent bien soustraire quelques moments à leurs préoccupations électorales pour s'occuper des revendications ouvrières. D'ailleurs, leur indifférence vaut quelquefois mieux que leurs manifestations de zèle spontané; tout récemment le député socialiste Colliard, de Lyon, déposait un projet de loi sur l'arbitrage obligatoire, dont le principe avait été cependant condamné par les syndicats.

Il n'est pas besoin de démontrer que les organisations syndicales connaissent mieux les besoins des ouvriers, que ne peuvent les connaître les députés. Au lieu de recevoir une direction d'un parti politique, les syndicats ont donc tout avantage à agir directement, en exerçant leur action librement sans s'occuper de la légalité, et en prenant les droits légaux ou illégaux, nécessaires à cette action.

L'action ouvrière se fait directement, sans l'intermédiaire des *représentants du peuple* ou de qui que ce soit. De cette façon, la pression ne risque pas de perdre de sa force dans des transmissions multiples et complexes; elle la conserve tout entière. Surtout elle ne risque pas d'être déviée et employée à la réalisation de calculs politiques, d'ambitions personnelles, d'intrigues pro ou antiministérielles.

L'*action directe* s'exerce donc d'une part contre les patrons, pour l'amélioration des conditions matérielles et morales du travail, d'autre part contre les pouvoirs publics pour la suppression des restrictions légales qui pèsent sur l'action ouvrière.

L'action directe permet de mesurer la valeur réelle des efforts du prolétariat; elle seule permet à la classe ouvrière de se rendre compte de sa propre force.

L'action directe enfin est la meilleure école d'éducation révolutionnaire, en dégageant les individus de l'esprit de résignation et en excitant l'initiative de chaque individualité; elle habitue les prolétaires à ne compter que sur eux-mêmes.

M. Pierrot.

(*A suivre.*)



FRANCE

Libres penseurs ? ? — Les délégués des groupes libres penseurs de Paris et de la région se sont réunis en congrès, le 20 mars, au Grand Orient. Ils se sont occupés là de la séparation tant promise et tant désirée. Sous ce titre : *Ce que demandent les libres penseurs*, ils nous communiquent leurs volontés. Il est dangereux, en effet, de se reposer, pour quoi que ce soit, sur le zèle de MM. les parlementaires. Quand on laisse ces gens-là tranquilles, on est sûr qu'ils font les choses le plus tard et le plus mal possible.

Les libres penseurs ont donc fort bien fait de dire comment ils entendent que la fameuse réforme soit faite et d'organiser, à cet effet, toute une agitation. Il est seulement très regrettable que nombre de leurs « résolutions » et de leurs « principes » soient entachés de l'étroit esprit d'autoritarisme et du jacobinisme tracassier qui ont distingué jusqu'ici nos mange-curés.

Quand les libres penseurs demandent : « 1° Que la loi de séparation protège effectivement la liberté de conscience, non pas seulement des fidèles des différents cultes, mais aussi des citoyens et citoyennes qui se sont élevés au-dessus des cultes et des religions », c'est fort bien.

Parfait encore, lorsqu'ils veulent que cette loi « assure la laïcité intégrale de l'Etat ». Mais pourquoi ajouter : « et sa souveraineté sur toutes les Eglises » ? Dès l'instant que l'Etat se sépare des Eglises, il ne doit exercer sur elles aucune souveraineté, mais les ignorer, tout simplement.

Plus loin (paragraphe 7), les mêmes libres penseurs — ou se disant tels — réclament avec raison « que tous les aumôniers officiels soient supprimés et que tous les services publics soient intégralement laïcisés ». Pourquoi ajouter :

8° *Que les processions soient interdites ainsi que le port des costumes ecclésiastiques hors des édifices consacrés aux cultes et ainsi que l'apposition des emblèmes religieux sur tous les monuments publics sans exception* (ce qui se comprend) *et sur les monuments du culte appartenant à des sociétés civiles* (ce qui ne se comprend plus).

Si nous voulons que des grévistes puissent se promener avec les drapeaux de leurs syndicats dans les rues de nos villes, que des libres penseurs, des révolutionnaires puissent commémorer en masse l'anniversaire de ceux qui ont bien servi la révolution et la libre pensée, il faut laisser les curés et leurs ouailles se livrer à des manifestations analogues. Pourquoi empêcher ces gens-là de s'accoutrer comme ils l'entendent, de se livrer, où bon leur semble, aux contorsions et aux grimaces de leur culte, et de décorer leurs façades selon leurs idées et leur goût ?

C'est donc bien difficile à comprendre que, si on veut la liberté pour soi, il faut, par la même occasion, la donner aux autres ?

Ch. Albert.

❖ ✦

Congrès ? socialiste ? ? — Les politiciens du socialisme se sont réunis à Rouen ces jours derniers. Il s'agissait une fois de plus de discuter l'« unité ». Pour la..... et unième fois, celle-ci a été proclamée nécessaire, et adoptée par tous les congressistes.

Je viens de lire la plupart des discours où ces braves gens se sont amplement reproché leurs tares et traités mutuellement d'ambitieux, les députés reprochant à ceux qui ne le sont pas de faire de la surenchère pour le devenir, ceux-ci retournant l'argument aux députés qu'ils accusent de déchirer leurs programmes dans l'espoir de devenir ministres.

Du socialisme, on en chercherait vainement dans ces discussions où seuls les appétits se font jour.

Les travailleurs, du reste, ne se préoccupent plus guère des discussions byzantines de ces messieurs qui, de leur côté, ne se soucient guère des travailleurs.

N'importe, ces polichinelles ont quand même la prétention de représenter les ouvriers. Il suffit de jeter cependant un coup d'œil sur la liste de ces « délégués socialistes », pour voir que l'élément ouvrier en est à peu près absent.

Des avocats, des médecins, des journalistes, un vétérinaire, des pions, des politiciens de métier, etc., etc., mais l'on peut chercher vainement un ouvrier ayant pris la parole dans ces trois journées de Congrès dit socialiste.

Le socialisme parlementaire est en pleine décomposition. Encore deux ou trois congrès comme celui-là et il n'en restera pas grand'chose.

La lutte économique seule intéresse les ouvriers qui commencent à comprendre qu'eux seuls doivent être les artisans de leur émancipation.

L'action politique se meurt; les politiciens l'ont tuée.

P. D.

❖ ❖

Président et balayeurs. — *Bordeaux, 25 mars.* — Joie et délire ! Loubet et sa suite vont venir. De grandes affiches blanches annoncent aux habitants leur bonheur et les passants s'arrêtent, médusés, devant la vitrine où sont exposées les aiguières de vermeil ciselé que doivent offrir les « dames de Bordeaux » à la première « magistrate » de la République.

Cependant, voyons comment sont traités, dans cette même ville de Bordeaux, sous une municipalité républicaine, les travailleurs qui assurent l'hygiène et la propreté de la cité, ceux mêmes qui, le jour où M. le président fera son entrée, balaieront les avenues et les rues où passeront ses carrosses. A moins que les balayeurs de la municipalité ne soient, ce jour-là, en grève. Car ces hommes semblent las d'être odieusement exploités et, dans un long factum, ils exposent aujourd'hui leur situation.

Sous la municipalité Daney (1892-96), les balayeurs bordelais touchaient un salaire de 1 fr. 25 par nuit de travail, avec des chômages se répétant jusqu'à trois fois par semaine. En 1896, sous la direction Cousteau, leur situation commença à s'améliorer un peu. On les augmenta de 0 fr. 25 par nuit, et les pertes de temps furent supprimées. Leur salaire s'éleva ensuite peu à peu jusqu'à 4 francs pour les hommes, 2 francs pour les femmes et pour huit heures de travail. Ils recevaient en outre un manteau et avaient droit à huit jours de congé par an, à solde entière, ce qui n'augmentait pas d'ailleurs le budget municipal, les équipes se dédoublant pendant l'absence des camarades. Pour modeste qu'elle soit, la situation était acceptable, comparée à celle de jadis.

Or, avec la municipalité Daney, revenue sur l'eau, voici les mauvais jours qui reparaissent. Plus de congés, on chôme de nouveau et le salaire s'abaisse si bien, qu'en janvier de cette année les hommes ne gagnent plus que 2 francs par jour et les femmes 1 fr. 25.

Interpellé par le syndicat, un adjoint répondit que le balayage est une *assistance par le travail*, non assimilable aux autres emplois. Le syndicat répond qu'il est opéré sur le salaire des balayeurs une retenue pour la retraite. Il ne s'agit donc pas d'*une assistance par le travail*, mais d'un emploi salarié. Le syndicat réclame une augmentation de salaire. Il espère que la population bordelaise appuiera ses revendications.

Hélas ! la population bordelaise attend M. Loubet. Les balayeurs n'ont qu'un moyen pour se faire entendre : c'est de procéder, le jour même où toute la smala sera dans nos murs, à une formidable levée de balais.

❖ ❖

En République. — *Bordeaux, 27 mars.* — La police prépare à sa manière le voyage présidentiel. Elle s'agite, tracasse et perquisitionne. Dans un seul quartier, outre les tracasseries dirigées contre moi-même, j'apprends un autre de ses méfaits. La victime est un jeune homme que je connais de vue. Voici, de sa propre bouche, le récit de son affaire : « Le 22 mars, à 6 h. 1/2 du matin, deux hommes, guidés par ma propriétaire, pénètrent chez moi.

« — Nous sommes agents de la sûreté et vous êtes signalé comme anarchiste dangereux. Veuillez justifier de votre identité avec preuves à l'appui ou nous suivre à la sûreté.

« Je proteste :

« — Je ne suis pas en état de vagabondage et je n'ai commis aucun délit. Je n'ai donc rien à justifier. Je suis en retard pour mon travail et mon patron m'attend.

« Mais toute résistance est inutile et je suis ces Messieurs dans leur antre. Premier interrogatoire. Deuxième interrogatoire. Pendant ce temps — je l'ai su depuis — un agent court chez mon patron lui demander son avis. Son avis étant favorable, on me relâche. La cérémonie a duré trois heures.

« Que serait-il advenu de moi, si, pris de peur, mon patron ne m'avait pas soutenu ? Et nous sommes en République ! »

F. Lainaut.

❖ ❖

Firminy. — A l'occasion de l'anniversaire de la Commune, les organisations ouvrières avaient décidé de manifester. Cette manifestation a eu lieu hier. Environ deux cents camarades ont pris part au défilé et se sont dirigés au cimetière où un discours a été prononcé sur la tombe d'un de nos camarades. Le retour à l'Université populaire s'est fait par des chants révolutionnaires. Nombreux étaient les curieux. Le quart-d'œil, peu jaloux des lauriers de son collègue Lépine, a eu le bon goût de ne pas se montrer, de sorte que tout s'est passé bien tranquillement.

Le soir, à l'U.P., il y a eu conférence par le camarade B. Ledin, puis casse-croûte.

En somme, bonne soirée pour la propagande.

❖ ❖

La propagande en faveur de la journée de huit heures se mène activement dans notre ville noire.

Les chambres syndicales, afin de donner plus de cohésion à cette campagne, se sont réunies et ont décidé d'agir en commun. Un comité a donc été formé qui s'occupera spécialement de cette besogne.

De toutes parts, dans les usines surtout, les yeux s'accrochent sur les étiquettes de la Confédération. Des circulaires ont été et vont être encore distribuées. Mais en même temps que les camarades, les patrons travaillent de leur côté et tentent de l'intimidation, sur les jeunes gens surtout. Un racle-côtes de l'usine Verdié, Gonon, contre-coup à l'ajustage, a le toupet de prévenir les camarades qu'il tiendra à l'œil ceux qui fréquentent le syndicat. Quelques-uns se laissent intimider et *dorment*. Il faut qu'un peu plus d'ardeur de la part des autres supplée au découragement de ceux-là.

Quant à Gonon, sa place n'est pas à l'usine. Quand on a des instincts aussi policiers, on se fait gendarme ou gardien de prison.

Rousset Galhauban.

⁂

MONOGRAPHIES (1)

Corse.

Pays de petits et moyens propriétaires et de marins. Beaucoup de capitalistes et de rentiers, surtout dans le cap. Les miséreux y sont rares.

Ressources principales : le vin, l'huile, les cédrats, le blé, les châtaignes, l'élevage des bestiaux et la navigation. Tous les ans, un certain nombre de travailleurs italiens, ouvriers agricoles, maçons, scieurs de long, etc., viennent y passer cinq à six mois, essayant de ramasser de quoi atténuer un peu la misère de la famille, restée au pays. Il y vient aussi des mineurs, des cordonniers et autres travailleurs. Mais ceux-là, parmi lesquels beaucoup d'anarchistes, s'y fixent presque tous.

Salaires : moyens. Cultivateurs, 2 fr. 50 par jour; maçons, 4 fr. ; scieurs de long, 3 fr. ; mineurs, 2 fr. 50 ; cordonniers et autres, travail à la tâche. La journée de travail est du lever au coucher du soleil, sauf pour les travailleurs des mines, qui ne font que 10 heures. Les vivres sont bon marché. Les loyers aussi.

Quelques syndicats. Grèves rares. Presque point d'alcooliques. Les gens sont, pour la plupart, bienveillants, hospitaliers, charitables, mais de mentalité extrêmement retardataire.

Presque tous fréquentent les églises. Les rares libres penseurs, comme la plupart de ceux de partout, font concorder leurs actes avec leurs principes en agissant en cléricaux. Cela par crainte du qu'en-dira-t-on beaucoup plus que pour des considérations d'intérêt.

Votent tous et se passionnent notamment pour la politique municipale. Dans leurs communes respectives, les plus riches détiennent ou ambitionnent le pouvoir municipal. Ils s'en servent pour réduire leurs impôts, obtenir des emplois, ou s'enrichir en exploitant les « administrés » ; quant à la clientèle de ces chefs politiques, elle songe avant tout à s'exonérer de certaines taxes, à se décharger des deux tiers de ses contributions mobilières, en surchargeant la fraction vaincue.

Veulent point entendre parler antireligion ou question sociale parce que tous propriétaires. Evolution intellectuelle très difficile et par conséquent terrain très impropre à la semence des idées nouvelles.

G. Lucchesi.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Après cinq semaines de lutte, les ouvriers de la voiture ont, pour la plupart, repris le travail. Certes, la victoire n'est pas complète, mais si l'on songe que ces travailleurs se sont mis en grève, n'étant pas suffisamment organisés — il ne peut y avoir inconvénient à le dire aujourd'hui — on peut considérer la somme des résultats obtenus comme un succès.

Aux principales revendications, acceptées par le patronat précédemment : repos hebdomadaire, paiement des heures supplémentaires, fixation de salaires par catégories d'ouvriers, reconnaissance du droit syndical, etc., etc., il faut ajouter la suppression du marchandage dans les trois mois.

Seulement, sur ce dernier point, les ouvriers n'obtiennent pas satisfaction complète. Ils réclamaient, en effet, la suppression non seulement du marchandage, mais aussi la suppression du travail aux pièces.

Malheureusement, les grévistes ont laissé se glisser parmi eux un Fagnot quelconque, délégué du ministère du commerce, et qui, « par esprit de conciliation », a fait accepter aux deux parties, ouvriers et patrons, le travail « en commandite ».

Le travail en commandite, ou, pour employer l'expression courante, « la commandite », n'est après tout que l'une des formes du travail aux pièces ou plutôt du marchandage « généralisé » ou collectif. La seule différence qu'il y ait, c'est que dans le « marchandage » ordinaire, un seul ouvrier, « le marchandeur », traite avec le patron et se réserve des bénéfices, alors qu'en principe, dans « le marchandage en commandite », tous les producteurs qui participent au marchandage, se partagent le bénéfice de l'entreprise, s'il y en a.

Le travail en commandite ne se pratiquait guère jusqu'à présent que dans la typographie, où certaines conditions de travail le rendent facilement applicable.

Mais les typographes semblent en revenir aussi, puisque ces jours derniers, au sujet d'un conflit, sur lequel je reviendrai, ils le qualifiaient eux-mêmes de mode de travail suranné et de « communisme bâtard ».

En tout cas, je doute fort, pour ma part, que ce soit un progrès pour les ouvriers de la voiture.

L'intrusion d'un étranger à la corporation n'aura pas produit un résultat heureux pour les ouvriers de la voiture, qui, je le crains, auront peut-être à le regretter avant qu'il soit longtemps.

Acculés comme ils l'étaient, les patrons auraient consenti à accorder le travail à la journée qui reste encore la forme d'exploitation de beaucoup la moins préjudiciable aux travailleurs en général.

Je ne m'en réjouis pas moins de la victoire presque complète des ouvriers de la voiture, car elle vient démontrer une fois de plus qu'avec de l'entente et de la volonté, les travailleurs peuvent obtenir de meilleures conditions.

Ces luttes partielles ont, de plus, l'avantage de préparer les travailleurs à des luttes futures plus importantes et plus décisives.

❖ ❖

Chandelier a été confronté, la semaine dernière, avec le sergot blessé.

Chose surprenante, le policier veut bien reconnaître que lorsque Chandelier a tiré ses coups de revolver, il était en train de cogner sur l'ouvrier Chassaing qui était déjà à terre.

Un autre sergot reconnaît également avoir dégainé et frappé « à coups de plat de sabre », ce qui suffit amplement à montrer combien Chandelier était en état de légitime défense lorsqu'il a tiré.

Voici la déclaration catégorique, et reconnue exacte par les policiers, qu'il a faite lors de la confrontation.

« Quand vous avez jeté mon camarade Chassaing sur le sol, j'étais, en effet, à une vingtaine de mètres de vous. Mais en voyant les brutalités dont il était l'objet, je suis allé naturellement à son secours. C'est alors que les agents ont dégainé. Le gardien de la paix Honoré, ici présent, s'est avancé vers moi et m'a frappé d'un coup de plat de sabre. J'ai alors instinctivement pris le revolver et j'ai tiré. »

Malgré la légitime défense dûment reconnue, Chandelier reste inculpé et détenu.

La société capitaliste se défend comme elle peut.

❖ ❖

Chez les mouleurs, aucun changement de situation bien notable. Il faut cependant signaler l'énergique résistance de ces travailleurs qui luttent depuis plus de six semaines sans avoir faibli un instant.

Des réunions ont lieu chaque jour et, dimanche dernier, à la sortie de l'une d'elles qui s'est tenue à Puteaux, les grévistes ont largement rossé gendarmes et policiers qui voulaient les empêcher de marcher en cortège.

En Bretagne, les travailleurs qui regimbent contre l'exploitation qu'ils ont trop longtemps subie, continuent à remporter de-ci de-là quelques petites victoires partielles.

Les plâtriers de Morlaix et les tanneurs de Landivisiau ont en partie obtenu satisfaction. Ces derniers, qui avaient toujours travaillé douze heures, obtiennent la journée de dix heures, plus une augmentation de salaire de 25 centimes.

Ils ont repris le travail ; par contre, les peintres sont en grève.

Fait plus important, des militants de Brest se sont mis en rapport avec la population rurale des communes de Landivisiau et de Garlau, où les garçons de ferme réclament la journée de dix heures.

A la Cabanasse (arrondissement de Prades), de nombreux ouvriers, occupés par M. Escoffier à la construction du chemin de fer de Villefranche-de-Conflent à Bourg-Madame, ont déclaré la grève, réclamant une augmentation de salaire. M. Escoffier n'ayant pas accepté les propositions des grévistes, ceux-ci, la plupart Espagnols et Italiens, très surexcités, parcourent la commune en chantant l'*Internationale*. Ils ont fait cesser les travaux aux tailleurs de pierre.

A Saint-Raphaël, grève d'ouvriers maçons qui réclament une augmentation de salaire. Le maire a pris un arrêté interdisant les manifestations.

Une vive agitation règne parmi les ouvriers des autres corporations.

A Séchilienne près Grenoble, 700 terrassiers et mineurs travaillant dans les chantiers de la Société d'électricité, sont en grève. Ils demandent la journée de huit heures et une augmentation de salaire.

On leur envoie des gendarmes.

A Stenay, aux aciéries de Sambre-et-Meuse, 60 ouvriers ont quitté le travail pour protester contre le renvoi de l'un d'eux.

Par solidarité, ils demandent le chômage successif lorsque le travail est insuffisant.

Le directeur refuse.

P. Delesalle.

❖ ❖

Lorient. — Les lecteurs des *Temps Nouveaux* n'ont pas oublié la grève de trois mois qui eut lieu, ici, l'année dernière, parmi les ouvriers du bâtiment. Un beau soir, ils s'en souviennent peut-être, le feu se déclarait dans les chantiers du sieur Moreau, entrepreneur de bâtiments. Les grévistes furent, il va sans dire, accusés de l'incendie et ce fut le signal des brutalités policières de toutes sortes, arrestation, passage à tabac, dragonnades, etc. Quant à l'auteur de l'incendie, à supposer que le feu ait été mis exprès, il ne fut jamais retrouvé.

Aujourd'hui, le tribunal correctionnel condamne la ville de Lorient à payer au sieur Moreau une somme de 40.000 francs à titre de dommages et intérêts, plus 1.800 francs pour deux mois de séjour à l'hôtel. A celui-là du moins, la grève n'aura pas mal profité. Des camarades ont étudié les dégâts occasionnés par le feu sur le chantier Moreau. Ils s'élèvent tout au plus à 4.000 francs, pas un sou de plus. 40.000 fr. — 4.000 fr. = 36.000 fr. Voilà un joli denier et voilà une municipalité soucieuse des intérêts de ses administrés!

Quant à la note d'hôtel — 1.800 francs pour deux mois — inutile de la commenter. M. Moreau n'est pas descendu à l'auberge.

E. Poulain.

⁂

ETATS-UNIS

Une confédération américaine du travail.

Pueblo (Colorado), 13 février 1905.

Vous verrez par le manifeste et l'appel ci-joints que les idées marchent ici. On ne parle pas d'anarchie, il est vrai, mais de l'*union ouvrière*. Et nous voilà, je crois, engagés dans la lutte pour tout de bon.

Pour tous les pontifes et leurs acolytes, ce manifeste produit l'effet d'un tremblement de terre. Daniel McDonald, président de l'A. L. U. de Chicago, Haywood, secrétaire-trésorier de la W. F. of M. et qui est l'âme du mouvement prolétaire aux Etats-Unis, sont de tout cœur avec nous. Ce sera bien notre tactique qu'on emploiera.

Nous prions les journaux corporatifs français de publier et de commenter notre manifeste.

Je cherche maintenant à lancer l'idée de colonies analogues à celles de Home dans lesquelles sans-travail et grévistes pourraient trouver un foyer et commencer à produire pour leurs propres besoins.

A. Klémencic.

❖ ❖

Manifeste et appel pour un Congrès ouvrier.

Les groupements et les rapports sociaux sont le reflet des conditions économiques et industrielles. Les faits dominants de l'industrie actuelle sont d'une

---

(1) Nous demandons aux camarades de nous continuer l'envoi de ces monographies pour leurs localités respectives, tant de France que de l'extérieur.

part le remplacement du métier par la machine, de l'autre l'accroissement de la puissance capitaliste par la possession et la concentration des outils et moyens grâce auxquels s'opèrent la production et la distribution des richesses.

Par suite de ces faits, les divisions entre ouvriers et les compétitions entre capitalistes tendent également à disparaître. La séparation des classes devient plus fine et leur antagonisme plus aigu. Des corps de métiers tout entiers sont engloutis dans la servitude commune à tous les travailleurs qui servent des machines. De nouvelles machines en remplaçant les anciennes, rendent inutiles des corporations entières et les jettent dans l'armée grandissante des sans-travail et des sans-espoir.

Depuis que l'outillage mécanique remplace la compétence de l'homme, le capitaliste n'emploie plus l'ouvrier que durant la période la plus productrice de ses nerfs et de ses muscles. Dès qu'il ne peut plus produire le maximum de profit, on le jette au bric-à-brac avec le reste du matériel hors d'usage.

C'est ainsi que l'on a pu dresser pour l'ouvrier une véritable courbe de mort et établir l'âge auquel survient ce qu'on pourrait appeler : « la condamnation à mort industrielle ».

L'ouvrier est aujourd'hui complètement séparé de la terre et de l'outil, perdu dans la masse uniforme des esclaves du salariat. Son habileté professionnelle est devenue sans valeur. Son salaire diminue tandis que ses heures de travail s'accroissent, et par le soin des trusteurs le prix des vivres augmente toujours.

Obligé de se déplacer pour chercher du travail, il n'a plus de foyer. Dépourvu de toute protection, il est contraint de se soumettre à toutes les humiliations que ses maîtres veulent lui imposer. Il est soumis à un esclavage beaucoup plus étroit, minutieux et vexatoire que celui d'autrefois.

Les travailleurs ne sont plus classés par métier, mais par les machines auxquelles ils sont attachés. Unis dans leur « association des employeurs », les capitalistes essayent de réduire au moyen des tribunaux et de l'armée toute tentative de revendication ouvrière.

Ou bien encore, quand cette autre méthode leur paraît plus avantageuse, ils cachent leur poignard sous le manteau d'associations telles que la « Civic Federation » et se moquent, alors, encore mieux de ceux qu'ils exploitent.

La tactique suivie par les employeurs dans cette guerre au travail correspond à leur solidarité dans la concentration industrielle, tandis que celle des ouvriers organisés s'inspire encore de l'ancien antagonisme des métiers.

C'est la leçon que nous ont donnée les luttes récentes.

Les ouvriers des textiles de Howell et de Philadelphie, ainsi que les bouchers de Chicago affaiblis par les divisions entre les métiers, les mécaniciens de Santa-Fé laissés sans appui par leurs camarades de travail, la longue bataille des mineurs du Colorado entravée par le manque d'union et de solidarité, sont autant de faits qui démontrent que la présente méthode d'organisation est une cause de faiblesse.

Ce système dégénéré et corrompu ne nous offre qu'une lutte sans issue pour un certain nombre de palliatifs et de réformes anodines.

Il n'envisage pas la possibilité d'une démocratie industrielle, débarrassée du salariat, où les outils et les matières premières ainsi que tous les produits du travail appartiendront aux travailleurs eux-mêmes.

Une organisation en combat une autre, les uns détestent les autres et de la sorte nous sommes livrés, pieds et poings liés, aux capitalistes. La jalousie et le particularisme des métiers engendre le monopole des corporations, entretenu par des prix d'admission exorbitants, avec l'ignorance générale des ouvriers et la discorde au sein de l'atelier, de la mine et de la fabrique.

Les unions de métiers servent surtout aujourd'hui à aider les exploiteurs dans l'établissement des monopoles et la hausse des prix. De la sorte on se sert d'un groupe de producteurs pour rendre plus difficiles aux autres groupes les conditions de l'existence.

Cette même division des métiers s'oppose au développement de la solidarité et de la conscience de classe chez les ouvriers ; elle accrédite l'idée d'une concordance d'intérêts entre l'exploiteur et l'exploité. Elle permet l'union entre capitalistes et chefs ouvriers, dans cette « Civic Federation », par exemple, où il se fait des projets pour la perpétuation du régime bourgeois et l'éternel esclavage des ouvriers dans le salariat.

Il est évident que si les efforts tentés jusqu'ici pour l'affranchissement de la classe ouvrière ont avorté, c'est qu'ils furent trop limités et trop diffus. Les maux économiques sont universels, voilà pourquoi il faut un mouvement de salariés universel. Or ce mouvement est impossible tant que les ouvriers seront isolés dans leurs métiers respectifs et tant que les énergies seront usées par une inutile complication administrative ne servant que l'ambition personnelle de certains chefs des unions.

Pour que le mouvement ouvrier réponde aux circonstances actuelles, une vaste union ouvrière embrassant toutes les industries doit se constituer.

Cette union aura comme principe et comme base la lutte des classes et l'administration générale chargée d'en régler harmonieusement l'activité devra reconnaître l'inévitable conflit entre la classe des possédants et celle des producteurs.

Cette union doit être considérée comme une organisation économique de la classe ouvrière, en dehors de toute politique. Le pouvoir qu'elle représente doit être détenu par tous ses membres collectivement.

L'administration locale, nationale et générale, doit être partout uniforme, et jusqu'aux détails d'organisation matérielle, insignes des unions, rubans, cartes de transfert, prix d'admission et paiements mensuels.

Les ouvriers étrangers possesseurs d'une carte d'union devront être librement admis comme membres et tous les membres devront faire partie de l'union locale, nationale ou internationale de l'industrie à laquelle ils appartiennent.

L'administration centrale devra publier un organe représentant l'organisation entière et rédigé selon ses principes, lequel organe parviendra à chaque membre à des intervalles réguliers.

Enfin, il devra être créé, et alimenté, un fonds central de défense auquel tous les membres contribueront également.

❖ ❖

Tous les travailleurs d'accord avec les principes énoncés ci-dessus se réuniront en congrès à Chicago, le 27 juin 1905, en vue de procéder à une organisation de la classe ouvrière conforme aux idées du présent manifeste.

La représentation au Congrès sera basée sur le nombre de travailleurs que représentera chaque délégué.

Aucun droit de représentation ne sera accordé aux délégués, s'ils ne sont munis de certificats portant le sceau de leur union et la signature des chefs de cette union les autorisant à engager la dite union dans l'organisation proposée. A défaut de ce mandat régulier, le délégué devra se présenter à titre individuel.

Thos. J. de Young, of the United Brotherhood of Railway Employés, Houston, Texas.
Thos. J. Haggerty, of the American Labor Union, Chicago.
Chas. O. Sherman, of the United Metal Workers, Chicago.
Fred D. Henion, of the United Brotherhood of Railway Employés, Minneapolis.
M. E. White, of the American Labor Union, Denver.
Ernest Untermann, Chicago.
W. J. Bradley, Minneapolis.
W. J. Pinkerton, of the Switchmen's Union of North America, Argentine, Kan.
Frank Krafft, International Union of United Brewery Workmen, Chicago.
A. J. Swing, of the American Federation of Musicians, Cincinnati.
A. M. Simons, Editor International Socialist Review, Chicago.
J. E. Fitzgerald, Fort Worth, Texas.
Wade Shurtleff, of the International Musical Union, Cleveland, Ohio.
William D. Haywood, of the Western Federation of Miners, Denver.
Mother Jones, Chicago.
Frank M. M'Cabe, Chicago.
John M. O'Neill, Editor Miners' Magazine, Denver.
Charles H. Moyer, Western Federation of Miners, Denver.
Wm. E. Trautman, International Union Brewery Workmen, Cincinnati.
W. L. Hall, Chicago.
Jos. Schmitt, International Union Bakery and Confectionery Workers, Chicago.
Clarence Smith, Chicago.
John Guild, International Union Bakery and Confectionery Workers, Chicago.
Daniel M'Donald, President A. L. U., Chicago.
Frank Bohn, New York City.
Geo. Estes, Chicago.

Permanent Executive Committee :

William D. Haywood, Chairman.
W. E. Trautmann, Secretary, Odd Fellows, Temple, Cincinnati.
Clarence Smith.
W. L. Hall.
A. M. Simons.



L' A B C de l'Astronomie (1)

(Suite)

II. — Positions et mouvements propres des étoiles.

Pour déterminer la position des étoiles, notre étoile, le Soleil, nous sert de clé de voûte.

Sa route apparente forme la ligne médiane ou l'écliptique de l'équateur sur lequel les douze constellations de la Ceinture du Zodiaque, qui fait le tour du ciel, sont inclinées de 23°.

Cette circonférence entière du ciel a été divisée en 12 parties que l'on a nommées les douze signes du Zodiaque ou les « Maisons du Soleil », parce que l'astre radieux en visite une chaque mois et revient à chaque printemps à l'origine de la cité zodiacale.

Les douze constellations dans l'ordre où le Soleil les parcourt sont *le Bélier, le Taureau, les Gémeaux, le Cancer, le Lion, la Vierge, la Balance, le Scorpion, le Sagittaire, le Capricorne, le Verseau, les Poissons.*

C'est à l'équateur du zodiaque, qui est notre véritable équateur céleste, qu'on rapporte les positions des étoiles.

On appelle *déclinaison* la distance d'une étoile à cet équateur. L'étoile est boréale ou australe suivant qu'elle est au Nord ou au Sud de l'équateur. Cette coordonnée correspond à la latitude géographique.

L'autre coordonnée est analogue à la longitude. En géographie, la longitude est un arc d'équateur compris entre le méridien du lieu et celui d'un autre endroit pris à volonté comme premier méridien. En astronomie, l'origine des ascensions droites, définie par la nature, est placée au point d'intersection de l'écliptique avec l'équateur et part de l'endroit précis où le Soleil passe au moment de l'équinoxe du printemps boréal, de 0 à 360°, en allant suivant le mouvement annuel du Soleil, c'est-à-dire de *l'Ouest* à *l'Est* dans l'ordre des signe du Zodiaque.

Chaque heure d'ascension représente 15 degrés, de sorte qu'un degré représente 4 minutes de temps.

Les signes B ou + signifient qu'une étoile est boréale, les signes A ou — qu'elle est australe. On peut aussi, pour éviter des erreurs, remplacer les signes B ou A, + ou — par la distance au pôle Nord. Ascension droite s'écrit par AR — du latin *ascensio recta* — et la déclinaison par le signe (D).

Ce procédé que nous venons d'indiquer pour trouver les positions des astres est le seul en

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*.

usage dans les observatoires, car seul il est rationnel et scientifique. Chercher une étoile dans la constellation à laquelle elle a été attribuée est un travail souvent pénible et qui manque toujours de précision rigoureuse. En outre, les constellations ne sont qu'un effet de perspective, un groupement optique que le temps déplace et qui ne correspond pas à la réalité. Néanmoins nous allons donner ici les noms des principales constellations pour satisfaire à un usage enraciné, quoique nous soyons certain que la moindre promenade attentive pendant une belle nuit sans nuages et clair de lune serait plus profitable à nos lecteurs pour leur orientation à travers les espaces étoilés, que l'aride nomenclature qui va suivre.

En vertu du mouvement de rotation et de translation de la Terre et de sa forme sphérique, la portion du ciel visible, à un lieu quelconque du globe, varie avec la latitude de ce lieu.

A l'équateur, c'est le ciel tout entier, hémisphère boréal et austral, qui défile devant l'observateur pendant les nuits d'une année entière. Vu de ces régions, les deux pôles sont couchés à l'horizon, dont ils marquent les points Nord et Sud, pendant que l'équateur céleste va de l'Est à l'Ouest en passant par le zénith.

A mesure qu'on s'avance de l'équateur vers l'un ou l'autre des pôles, la portion visible du ciel diminue tout en dépassant encore la moitié pour ne laisser voir qu'une seule moitié aux pôles, la moitié boréale au pôle Nord et la moitié australe au pôle Sud. Aux pôles mêmes, l'équateur céleste coïncide avec l'horizon et le pôle céleste est au zénith.

Sur l'un ou l'autre hémisphère, les étoiles circumpolaires restent constamment visibles.

Voici maintenant les principales constellations qui ne sont exclusivement visibles que pour l'hémisphère boréal et austral.

Pour l'hémisphère boréal

La Grande Ourse. La partie supérieure de cette constellation figure un quadrilatère qu'on nomme le corps de l'Ourse, tandis que les trois étoiles inférieures forment la queue. Les étoiles de la Grande Ourse sont de la 2e grandeur, sauf la 4e, qui est de 4e grandeur, bien qu'au dix-septième siècle elle ne se distinguât pas de ses voisines.

L'étoile du milieu de la queue, Mizar, est une belle étoile double. Elle est de 2e grandeur et son compagnon de 4e et elles sont séparées l'une de l'autre par une distance de 14",5. L'étoile double Mizar est accompagnée par une toute petite étoile de 5e grandeur, Alcor, ou l'Epreuve en arabe, avec laquelle elle forme, selon toute probabilité, un groupe physique, quoique la distance qui l'en sépare soit de 11'48". Ces deux soleils tournent probablement autour de leur centre commun de gravité en un cycle qui doit dépasser vingt mille ans.

Les très bonnes vues peuvent apercevoir de 138 à 227 étoiles dans la Grande Ourse.

Cassiopée. Cassiopée est une constellation formée par un groupe de six étoiles, dont deux sont de 2e, deux de 3e et deux de 4e grandeur. Elle renferme 67 à 126 étoiles visibles à l'œil nu.

Cette constellation est célèbre par l'étoile nouvelle qui s'y fit voir en 1572.

Dernièrement, l'astronome Barnard a pu déterminer la masse de l'étoile double η de cette constellation. La masse de η *Cassiopée* vaut 8,4 celle du Soleil, 6,4 pour l'étoile principale et 1,8 pour son compagnon.

La Petite Ourse. La Petite Ourse est une constellation de sept étoiles ressemblant à la Grande Ourse, mais placée en sens inverse. Elle renferme 27 étoiles dont la Polaire et une autre sont de 2e et une de 3e grandeur; les 24 autres sont inférieures à la 4e.

La Polaire, qui sera exactement au pôle Nord en l'an 2105, est une immense étoile double, dont le compagnon tourne autour de la principale en une courte période de 3 jours 23 heures.

Entre la Petite Ourse et les gardes de la Grande Ourse se trouve la *constellation du Dragon* qui contient cent trente étoiles à l'œil nu, parmi lesquelles seulement une de 2e et neuf de 3e grandeur. Le Dragon se termine par quatre étoiles rangées en trapèze.

Céphée, entre la Petite Ourse et Cassiopée, *la Girafe* opposée au Dragon, *le Lynx*. Ces trois constellations ensemble présentent 215 étoiles visibles à l'œil nu, dont les plus brillantes ne sont que de 4e grandeur.

Le Cocher. Le Cocher renferme soixante-neuf étoiles visibles à l'œil nu et contient, outre la Chèvre, une étoile de 2e, trois de 3e et quatre de 4e grandeur.

Capella ou la *Chèvre* est une énorme étoile binaire serrée, au spectre du type solaire. La révolution des deux soleils qui la composent s'effectue en 104 jours. Leurs orbites sont presque circulaires, ils ont une masse à peu près égale et ils ne diffèrent pas beaucoup en éclat.

Persée contient, avec une étoile de 2e, quatre de 3e et quatorze de 4e grandeur. C'est dans cette constellation que se trouve la fameuse étoile Algol, célèbre par les variations de sa lumière.

Pour l'hémisphère austral :

Les principales constellations, toutes invisibles sur l'horizon de Paris, sont :

La *Croix-du-Sud*, composée de quatre étoiles, dont une de 1re et deux de 2e grandeur.

Le *Centaure*, situé à l'Orient et au Nord de la Croix-du-Sud. Il est composé de deux étoiles de 1re et de cinq de 2e ordre. C'est dans cette constellation que se trouve la belle étoile double Proxima ou η du Centaure, qui est, de toutes les étoiles que nous connaissons, la plus rapprochée de notre système solaire. La période de révolution de ce double soleil autour de son centre commun de gravité est de 80,34 ans et la masse des deux étoiles égale 2,2 celle du Soleil. La distance qui sépare en moyenne les deux composantes est de 3 1/2 milliards de kilomètres. Cette distance est intermédiaire entre celles qui séparent Uranus et Neptune de notre soleil, mais comme l'orbite est très allongée, elle est réduite au périhélie à celle de Saturne, tandis qu'à l'aphélie elle dépasse de beaucoup celle de Neptune.

Puis viennent les constallations du *Loup*, de l'*Autel* et du *Triangle austral*.

La *constellation du Navire* avec η du Navire et Canopus, la plus brillante étoile du ciel après Sirius.

Ensuite nous citerons encore les constellations du *Poisson volant*, de la *Dorade*, du *Réticule* et celle d'*Eridan*, dont une petite partie est visible sur l'horizon de Paris. A l'extrémité Sud de cette dernière constellation brille Achernar, une étoile de première grandeur voisine du pôle Sud. Mais cette étoile n'est pas polaire et il n'y a pas dans le ciel austral d'étoile analogue à la Polaire du ciel boréal.

Mentionnons encore, pour terminer la nomenclature des constellations australes, invisibles sur l'horizon de France, le *Phénix*, la *Grue*, l'*Indien* et le *Paon*.

Chaque étoile venant d'un jour à l'autre occuper environ 4 minutes plus tôt la même position que les nuits précédentes, nous allons, pour nous orienter plus facilement, laisser défiler les constellations de la zone équatoriale telles qu'elles se présentent à notre vue sur le ciel de l'horizon de Paris, côté sud, à minuit, au solstice d'Hiver, à l'équinoxe du Printemps, au solstice d'Eté et à l'équinoxe d'Automne.

(A suivre.)

F. Stackelberg.



C'est sur les indications d'un ami que j'ai lu le *Cours de Morale* (1) de M. Payot : « C'est épatant! » m'avait-il dit. Mais je suis forcé de dire que c'est son épatement qui m'épate.

Comme M. Séailles dont je parlais la semaine dernière, M. Payot s'est emparé de toute la phraséologie sur le développement de l'individu, du développement de la conscience et de la dignité, du droit du travailleur à s'affranchir intellectuellement, son droit à la beauté, etc. Mais, chez lui comme chez M. Séailles, tout cela n'est que de la phraséologie pure, cela ne signifie absolument rien ; car le travailleur doit continuer à respecter la légalité, accepter de discuter les conditions de son exploitation, mais non bouleverser l'organisation économique. Dieu est supprimé de leur morale, mais la société le remplace avantageusement (pour les possédants). En somme, ce n'est qu'une autre forme de ce besoin qui se fait sentir d'avoir des ouvriers plus intelligents et dont l'intelligence soit bornée exclusivement à mieux accomplir leur travail et y trouvant leur récompense.

Oyez cet hymne au travail :

« Il n'y a rien qui soutienne le cœur comme de penser que la peine qu'on se donne se transforme en bonheur pour la femme et pour les enfants. Chaque pierre que le maçon élève, chaque coup de rabot du menuisier, chaque coup de bêche du paysan, c'est un peu du vêtement qu'on achètera pour la vieille maman qui nous a tant aimés, pour la fillette qui va à l'école ; c'est un peu des bons souliers du petit garçon ; c'est de la bonne nourriture, c'est du feu l'hiver pour ceux qu'on aime!

« Et la maison qu'on bâtit! » Elle procurera chaque jour, à chaque heure, à toute une famille, du bien-être et de la joie. Elle sera encore un doux abri, un lieu de réunion intime, un séjour d'affection plus d'un siècle après que je dormirai dans la tombe. » Quel réconfort que de créer du bonheur pour les autres! » (Page 92.)

Comme il serait facile de faire la contre-partie, qui est beaucoup plus vraie, démontrer l'amertume de l'ouvrier qui fabrique les belles choses, et pense qu'il n'en jouira jamais ; la rage qui devrait le prendre lorsque, fabriquant de bons vêtements chauds, il pense aux siens qui n'en connaîtront jamais de si souples, de si confortables, en même temps que de si légers. Ou bien lorsqu'il travaille à élever des maisons spacieuses, aérées, ses réflexions sur le contraste de son taudis, le plus souvent sordide ; en tout cas, l'espace étriqué où s'entasse sa famille, et que, lorsqu'il ne trouvera plus à élever des maisons pour les autres, il aura de grandes chances pour se trouver, lui, dans la rue.

Mais notre homme ne s'arrête pas en aussi bon chemin :

« Non, vous n'avez pas l'idée de cette volupté immense où nage le cœur d'un homme de vingt ans, qui se dit à lui-même : « J'ai un état! je puis aller partout ; je n'ai besoin de personne! » C'est là l'enthousiasme du travail. « Honneur, amitié, amour, bien-être, indépendance, souveraineté, le travail promet tout à l'ouvrier, lui garantit tout. » (Page 110.)

M. Payot ne serait-il qu'un Mark Twain sans le savoir?

Il a, il est vrai, l'excuse que ce dithyrambe n'est qu'une citation. Et du Proudon, s'il vous plaît! Mais il fait siennes les idées qui y sont exprimées et l'on n'est pas forcé de ressasser les bêtises qui ont été dites auparavant vous, même par des hommes de valeur.

Notre auteur ne nie pas non plus que la situation économique du travailleur n'ait pas besoin d'être changée. Evidemment, la situation qu'on lui a faite dans la société n'est pas des plus enviables, mais

(1) *Un vol., 2 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.*

notre arsenal de lois s'enrichit de lois nouvelles que l'on fait en sa faveur :

« Ne vois-tu pas que si, sobre et laborieux, il avait la *sécurité complète du lendemain*, sa situation morale serait *parfaite* ? (!) Il lutte pour introduire dans le travail plus de respect de la santé et pour *obtenir plus de loisirs*. — mais, *au fond*, pourvu qu'il ait de l'ouvrage et qu'il puisse nourrir les siens, il est content. Sa seule préoccupation amère, c'est l'avenir. » (Page 119.)

Et comme M. Payot trouve que grâce à la loi qui doit garantir 350 francs de rente à l'ouvrier, celui-ci aura l'avenir assuré, on se demande si ces gens-là sont bien convaincus de la sublimité du travail? et s'ils ne continuent pas à considérer l'ouvrier comme une espèce inférieure devant se contenter des os qu'on lui donne à ronger. Si l'administration se bornait à offrir 350 francs de retraite à M. Payot, je voudrais bien savoir si ce dernier serait complètement rassuré sur son avenir? Et s'il était condamné à turbiner toute sa vie pour un salaire moyen de 4 à 5 francs, avec lquel il devrait nourrir sa famille, faire éduquer deux ou trois gosses, s'il aurait trouvé la possibilité de s'affranchir intellectuellement, et de développer son individualité?

Je ne veux pas m'amuser à relever toutes ses affirmations qui ont l'air de se ficher du monde. Je m'arrêterai à la petite charge qu'il a cru devoir faire, lui aussi, contre la « superstition révolutionnaire » qui fait ses ravages surtout parmi les ouvriers, leur faisant croire à la toute-puissance d'un gouvernement conçu comme une Providence.

Hélas! mon bon Monsieur Payot, cela est la croyance que quelques-uns des politiciens, avec lesquels vous marchez, essaient de préconiser.

Mais ceux qui essaient de « s'émanciper intellectuellement » font tous leurs efforts pour combattre cette « superstition ».

Justement, parce qu'ils ne croient pas à la toute-puissance d'un gouvernement, justement parce qu'ils savent qu'une loi — pas plus qu'une révolution — ne peut changer la mentalité des individus, ils disent aux travailleurs : « Vos maîtres sont plus forts que vous, parce qu'ils savent davantage. Secouez l'ignorance dans laquelle ils vous tiennent. Etudiez la marche de l'état social qui vous condamne à la misère, à la médiocrité pour les plus favorisés. Apprenez à démêler les causes de votre assujettissement. Prenez conscience de votre force, de votre valeur, et lorsque vous connaîtrez les causes des conditions dans lesquelles vous vous débattez, vous saurez conquérir la place à laquelle vous avez droit. »

Non, pour nous, révolutionnaires, la révolution n'est pas le prélude de la transformation de l'individu, elle en est le couronnement. Puisque c'est lorsque l'être humain aura conscience de sa dignité, qu'il n'acceptera plus de façonner des vêtements chauds pour les autres, alors que lui et les siens vont dépenaillés, qu'il ne voudra plus construire de maisons pour autrui alors qu'il est destiné à crever dans la rue!

Oui, le travailleur doit s'éduquer, se développer, mais non pour y trouver une satisfaction morale stérile, non pour essayer de prendre place parmi les exploiteurs, mais pour réaliser son propre affranchissement, en travaillant à l'affranchissement de ceux que des conditions plus dures d'existence, ou des circonstances plus défavorables condamnent à la servitude acceptée; car l'homme véritablement digne de ce nom ne sera réellement libre que lorsque tous seront libres autour de lui.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu :

Phémé (roman), par André Barre; 1 vol., 3 fr. 50, chez Havard, 18, rue de l'Ancienne-Comédie.

L'Impérialisme américain, par H. Hauser; 1 vol., 1 fr. 50, *Pages Libres*, 8, rue de la Sorbonne.

Psicologia etnica, por Ch. Letourneau; 1 vol., Escuela Moderna, 56, calle de Bailén, Barcelone.

La Anarquia, por Eliseo Reclus; 1 broch., à *El Porvenir del Obrero*, Mahon.

Sur le mouvement social en Russie (en russe), par Tolstoï; 1 broch., chez Tchertkoff, Christchurch Hants (Angleterre); *Revue de bibliographie française*, (mars), 19, rue Servandoni.

Les Obsédés (roman), par L. Frapié; 1 vol., 3 fr. 50, chez Calmann-Lévy, 3, rue Auber.

A NOS LECTEURS

Pas de Supplément cette semaine.



—— **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy :

Samedi 1er avril, à 8 heures 1/2 du soir, salons Ludo, 68, avenue de Clichy (entrée rue Saint-Jean), soirée-conférence. Sujet traité : L'Europe révolutionnaire, allocution de Liard-Courtois; Charles Malato : L'Espagne contemporaine; Henriette Hoogeveen : La Femme et le Mouvement révolutionnaire; Georges Yvetot. — Irma Perrot, du théâtre Antoine, *La Chanson du Linceul*; Guillemin, dans son répertoire, accompagnés par Fabre, compositeur; Jehan Rictus, dans ses œuvres; Georges Bernard dans ses œuvres; Le Père La Purge, dans ses œuvres.

Mercredi 5 avril. — Dr Bresselle : L'Hygiène de la femme.

Vendredi 7. — Raymond : Le Procès d'Amiens.

—— **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

—— **A. I. A. du XIVe**. — Réunion de la section, le dimanche 2 avril, à 9 heures, au siège, 21, rue de la Gaîté. Propagande.

—— **La Camaraderie**, salle U. P. du XIVe, 13, rue de la Sablière. — Le jeudi 30 mars, causerie.

—— **Employés de l'épicerie**. — Réunion jeudi 6 avril, à 9 h. 1/2 du soir, salle de bas côté droit, Bourse du travail, conférence par Guieysse : Production et répartition.

—— **Jeunesse Syndicaliste de Paris**. — Lundi 3 avril à 9 heures du soir, salle des Commissions (Bondy), Bourse du Travail, discussion générale.

—— Salle des Sociétés savantes, 28, rue Serpente, le jeudi 6 avril, à 8 h. 1/2 du soir, grande conférence contradictoire entre le Dr Meslier, député, et Paraf-Javal. Sujet traité par le Dr Meslier : Valeur relative de la politique; sujet traité par Paraf-Javal : L'Absurdité de la politique et de toutes les méthodes non scientifiques.

—— Lille. — Réunion des camarades tous les samedis, à 8 h. du soir, chez Bernard-Leroux, 52, rue de Roubaix. — Prière aux camarades d'y venir, d'amener leurs compagnes et leurs amis. Organisation d'une prochaine conférence.

—— **Section antimilitariste**. — Réunion de la section tous les lundis, à 8 heures du soir, au siège, à la Brasserie Faidherbe, 30 *bis*, rue de Tournai.

—— Perpignan. — **A. I. A. des Travailleurs** (section de Perpignan). — La section se réunit tous les samedis, à 8 h. 1/2 du soir, au salon réservé du Bar des Variétés.

Samedi 1er avril, causerie par un camarade. Sujet traité : La guerre.

Pour toutes communications concernant la section s'adresser au camarade Michel Vassals, secrétaire, 34, rue du Four-Saint-François.

—— **Groupe libertaire « Germinal »**. — Le groupe se réunit le dimanche soir, à 8 heures, au salon réservé du Bar des Variétés. Causerie.

Pour toutes communications concernant le groupe, s'adresser au camarade Jean Simian, 33, Fontaine-Neuve.

CORRESPONDANCES & COMMUNICATIONS

Melbourne, 31 janvier 1905.

Camarade,

Je suis chargé par mon Conseil, de vous transmettre la résolution suivante :

« Le « Trades Hall Council » apprend avec horreur « les massacres commis de gaieté de cœur, à Saint-Pétersbourg, sur des ouvriers désarmés. Il offre « aux parents et amis des assassinés, ses cordiales « sympathies et engage la Russie à se libérer de la « tyrannie et de l'injustice. »

Notre Conseil est d'avis qu'aucun effort ne doit être épargné en vue de protester de la façon la plus énergique contre les horribles barbaries commises par le gouvernement russe.

Il décide que copie de ces résolutions sera envoyée aux autorités russes, aux unions ouvrières de Russie et à toutes les organisations des autres pays.

Fraternellement vôtre. *Le Secrétaire :* Stephen Barker.

Propagande Antimilitariste

Afin de contribuer à la propagande antimilitariste, nous mettons en vente : *Guerre-Militarisme*, *Patriotisme-Colonisation* (édition de propagande) et *Le Livre d'Or des officiers*, que l'auteur veut bien y joindre, au prix de 3 francs les trois volumes pris dans nos bureaux (3 fr. 60, colis en gare).

Ce sont des volumes de documentation qui devraient être dans toutes les bibliothèques. Nous demandons aux camarades de faire tous leurs efforts pour les faire pénétrer dans les bibliothèques des groupements dont ils font partie.



D., à Mons. — J'envoie le numéro. Veuillez excuser cet oubli.

Ligue des Droits de l'Homme, Hyères. — J'envoie les numéros au comité central. Je vous enverrais bien le journal, mais à quel nom? Impossible de déchiffrer votre signature.

B., à Paris. — Nous faisons la réclamation pour le kiosque du boulevard Bonne-Nouvelle. Merci.

E. P., Lorient. — Nous avons nos lithographies, ainsi que les gravures tirées de *Guerre-Militarisme* et *Patriotisme-Colonisation*.

P. D., à Tilh. — *Œuvres*, 2 fr. 75 franco.

C. B., à Lille. — Merci pour la coupure. Je la fais passer à Kropotkine.

Cazeaux, à Biarritz. — Reçu les abonnements Cathala, Lahargue et Demeuveau. Merci.

G., Suisse. — Non. La somme en question a été versée en payant le reliquat de l'impression du volume en question.

Causeries populaires, Courbevoie. — Convocation arrivée trop tard. Pour le mardi. Je l'ai déjà dit un millier de fois.

T. G. L., à Vaux. — J'envoie l'*Ordre par l'Anarchie*, mais le prix est de 0 fr. 60 et non de 0 fr. 30.

G., à Brooklyn. — *Le Réveil*, 6, Savoises, Genève. — *L'Insurgé*, 97, rue Lainheau Herstal (Liège), Belgique.

M., à Laxou. — Je vous envoie ce que vous demandez. Excusez de l'oubli. Quant à la brochure *L'art et la société*, elle vous a été expédiée.

S. A., Lyon. — Faits malheureusement trop fréquents pour être relevés.

Manoury, à Paris, est prié de nous donner son adresse.

Bréval, à Cannes. — Monographie un peu insuffisante. Tâchez de nous envoyer quelques renseignements complémentaires et précis sur les salaires, le prix des vivres, des loyers, etc...

D. L., à Marseille. — Réclamez à la poste. Le journal vous est expédié régulièrement. Les numéros qui vous manquent sont à votre disposition.

F., à Elbeuf. — Votre adresse?

Reçu pour les Russes : Gaillard, 2 fr. — Ardouin, 5 fr. — Collecte à l'issue d'une conférence de Mazet, organisée par la Bourse du travail d'Agde, 8 fr. 50. — En tout : 15 fr. 50. — Listes précédentes : 43 fr. 45. — En caisse : 58 fr. 95.

Reçu pour la famille Chandelier : Un chef d'équipe serrurier, 1 fr. 50. — G. F., 2 fr. — Gaillard, 1 fr. — Ardouin, 5 fr. — A., Raspail, 2 fr. — C. B., à Lille, 2 fr. — En tout : 13 fr. 50. — Listes précédentes : 76 fr. 55. — Ensemble : 90 fr. 05.

Il a été remis 75 francs à la famille, reste en caisse : 15 fr. 05.

Reçu pour le journal : F., Le Mans, 5 fr. — R., à Saint-Claude, 1 fr. — Un chef d'équipe serrurier, 0 fr. 50. — Gaillard, 3 fr. — Ardouin, 10 fr. — C. M., à Marseille, 1 fr. — L., 16 fr. 80. — F., à Grenoble, 1 fr. — H. G., à Port-Elisabeth, 5 fr. — G. par C., 3 fr. — Un gain inespéré, 1 fr. 50. — P., à Nehoué, 48 fr. — M. A., à Buenos-Ayres, 8 fr. — F., à Elbeuf, 1 fr. 50. — Merci à tous.

N., rue D. — L., à Persan. — S. de C., à Lisbonne. — A., à Veyrier. — P. G., à Fontenoy. — J. R., au Chambon. — W., au Cateau. — A. D., à Mirecourt. — G. J., à Nouzon. — D., à Lorient. — V., à Nîmes. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

Dixième Année. — N° 49 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ⁂ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 8 au 14 Avril 1905.*



POUR LA FRANCE
Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



LA RÉACTION EN 1790 ET 1791

I

Il est tout naturel qu'une *révolution* aussi importante que celle qui s'accomplissait entre 1789 et 1793 ait eu ses moments d'arrêt et même de recul. Les forces dont disposait l'ancien régime étaient immenses, et après avoir subi un premier échec, elles devaient bien se reconstituer pour opposer une digue à l'esprit nouveau.

Aussi la réaction qui se produisit dès les premiers mois de 1790, et même dès décembre 1789, n'offre-t-elle rien d'imprévu. Mais si cette réaction fut si forte, qu'elle put durer jusqu'en juin 1792, et si, malgré tous les crimes de la cour, elle devint assez puissante pour qu'en 1791 toute la révolution fût remise en question, — c'est qu'elle ne fut pas seulement l'œuvre des nobles et du clergé, ralliés sous le drapeau de la royauté. C'est que la bourgeoisie aussi, — cette force nouvelle constituée par la révolution elle-même, vint apporter son habileté aux affaires, son amour de « l'ordre » et de la propriété, et sa haine du tumulte populaire, pour appuyer les forces qui cherchaient à enrayer la révolution. C'est qu'aussi le grand nombre des hommes éduqués, des « intellectuels » dans lesquels le peuple avait mis sa confiance, — dès qu'ils aperçurent les premières lueurs d'un soulèvement *populaire*, lui tournèrent le dos et s'empressèrent de rentrer dans les rangs des défenseurs de *l'ordre*, afin de mater le peuple et d'opposer une digue à ses tendances égalitaires.

Renforcés de cette façon, les contre-révolutionnaires ligués contre le peuple réussirent si bien, que si les paysans n'avaient continué leurs soulèvements dans les campagnes, et si le peuple des villes, voyant l'étranger envahir la France, ne s'était soulevé de nouveau pendant l'été de 1792, la Révolution s'arrêtait dans sa marche, sans rien avoir achevé de durable.

* *

Au fond, la réaction avait commencé, comme nous l'avons déjà dit, au lendemain même de la prise de la Bastille.

Lorsque la bourgeoisie eut vu ce peuple s'armant en quelques jours de piques, brûlant les octrois, saisissant les provisions là où il les trouvait, et tout aussi hostile aux riches bourgeois qu'il l'était aux « talons rouges », elle fut saisie de terreur. Elle s'empressa alors de s'armer contre le peuple, d'organiser *sa* garde nationale — les « bonnets à poil » contre les « bonnets de laine » et les piques, — afin de pouvoir réprimer les insurrections populaires (1).

En même temps, elle s'empressa de légiférer de telle façon que le pouvoir politique, qui échappait des mains de la cour, ne tombât aux mains du peuple. Ces gens, que les historiens bourgeois nous ont *représentés si révolutionnaires*, craignaient le peuple révolté, plus encore que la royauté.

Ainsi, huit jours à peine après le 14 juillet, Sieyès, le fameux avocat du Tiers-Etat, proposait déjà à l'Assemblée de diviser la France en deux parties, dont l'une — les citoyens *actifs* seuls — prendrait part au gouvernement, tandis que l'autre, comprenant la grande masse du peuple, sous le nom de citoyens *passifs*, serait privée de tous les droits politiques.

Cinq semaines plus tard, l'Assemblée acceptait cette division comme principe fondamental de la Constitution. La fameuse Déclaration des Droits dont le premier principe était l'égalité des droits de tous les citoyens, — sitôt proclamée, se trouvait ainsi violée outrageusement.

* *

L'Assemblée Nationale, élue encore sous l'ancien régime, quoique issue d'élections à deux degrés, était cependant le produit d'un suffrage presque universel. C'est-à-dire que dans chaque district électoral, on avait convoqué plusieurs assemblées *primaires*, composées de presque tous les citoyens de la localité. Celles-ci avaient nommé les *électeurs*, qui composèrent dans chaque district une assemblée *électorale*, qui choisit à son tour son représentant à l'Assemblée. Il est bon de noter aussi que, les élections faites, ces assemblées continuaient à se réunir, recevant des lettres de leurs députés et surveillant leurs votes.

Maintenant, arrivée au pouvoir, la bourgeoisie faisait deux choses. Elle augmentait les droits des assemblées électorales, en leur confiant l'élection des directoires de département, des juges, etc. Mais elle excluait en même temps des assemblées primaires la masse du peuple, qu'elle privait ainsi de tous les droits politiques. Elle n'y admettait que les citoyens *actifs*, — c'est-à-dire ceux qui payaient, en contributions directes, au moins *trois* journées de travail (1). Les autres devenaient des citoyens *passifs*. Ils ne pouvaient plus faire partie des assemblées primaires, et de cette façon ils n'avaient le droit de nommer ni leur municipalité, ni les électeurs, et ils ne pouvaient pas faire partie de la garde nationale. En outre, pour être nommé *électeur*, il fallait payer la valeur de *dix* journées de travail, ce qui faisait de ces assemblées des corps *entièrement* bourgeois. (Plus tard, lorsque la réaction s'enhardit après le massacre du

(1) Comme l'histoire se répète! La bourgeoisie russe, tremblant devant la jacquerie qui commence, lance déjà l'idée d'armer sa garde nationale.

(1) Chaque municipalité fixait la valeur, en argent, de la journée, et il fut convenu que l'on compterait la journée du journalier.

Champ de Mars, l'Assemblée fit une nouvelle restriction : il fallait posséder une propriété pour être électeur). Et pour être nommé député à l'Assemblée, il fallait payer en contributions directes la valeur d'un marc d'argent, c'est-à-dire 50 livres. *Plus* que cela. *La permanence* des assemblées électorales fut défendue. Les élections faites, elles ne devaient plus se réunir. Les gouvernants bourgeois une fois nommés, il ne fallait plus les contrôler. Bientôt, le droit même de pétition ou d'expression de vœux leur fut enlevé. « Votez — et taisez-vous ! »

Quant aux villages qui, sous l'ancien régime, avaient conservé dans la plupart de la France l'assemblée générale des habitants — comme le *mir* en Russie, — ces assemblées furent défendues par la loi municipale de décembre 1789. Désormais, seuls les paysans aisés, réunis une fois par an, nommeraient le maire et la municipalité, composée de trois ou quatre riches bourgeois du village.

Ainsi, voilà comment la bourgeoisie, arrivée au pouvoir à la suite d'un mouvement révolutionnaire du peuple, s'empressa d'escamoter ce mouvement et de se prémunir contre l'intrusion du peuple dans les affaires du gouvernement : — Garde nationale bourgeoise; loi martiale; loi municipale, afin d'organiser la bourgeoisie sur place; loi électorale pour lui garantir la domination dans le parlement; reconstitution des biens féodaux; défense, sous peine de mort, de prêcher contre les propriétés; et bientôt, des lois draconiennes contre les coalitions d'ouvriers, — telle fut l'œuvre des politiciens en 1790 et 1791. Nous l'avions indiquée déjà dans nos études, publiées en 1889 (voyez la brochure *La Grande Révolution*); mais il est bon d'y revenir, de préciser, surtout en ce moment où la révolution en Russie menace de prendre une marche analogue.

« Déjà l'aristocratie pure des riches est établie sans pudeur », écrivait Loustallot le 28 novembre 1789 dans les *Révolutions de Paris*. « Qui sait si déjà ce n'est pas un crime de lèse-nation que d'oser dire : *La nation* est le souverain (1)? »

* *

Dans son grand travail sur l'histoire politique de la Grande Révolution, M. Aulard s'est appliqué à faire ressortir l'opposition que l'idée de forme républicaine du gouvernement rencontrait au sein de la bourgeoisie et des « intellectuels » de l'époque, — alors même que les trahisons de la cour et des monarchistes imposaient déjà la République. Ce travail est très intéressant; mais il ne faudrait pas oublier en le lisant que l'essentiel pour la bourgeoisie et les intellectuels fut *la conservation des propriétés*, comme on s'exprimait alors. On voit, en effet, cette question de *maintien des propriétés* passer comme un fil noir à travers toute la Révolution, jusqu'à la chute des Girondins. Il est même certain que si la République faisait tellement peur aux bourgeois, et même aux Jacobins ardents (alors que les Cordeliers l'acceptaient volontiers), c'est que chez le peuple l'idée de république se liait avec celle d'*égalité*, et que celle-ci se traduisait par la demande d'*égalité des fortunes* et de *loi agraire*, — formules des niveleurs, des communistes, des expropriateurs, des « anarchistes » de l'époque (2).

(1) Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, page 72. On trouvera chez Aulard une analyse détaillée de ce qui fut fait par l'Assemblée contre l'esprit démocratique.

(2) Chose frappante. La révolution ne fait que s'annoncer en Russie, et voici que les chefs de la social-démocratie tonnent déjà contre les anarchistes qui vont pousser le « peuple à l'expropriation ». Ils se promettent déjà de l'empêcher en guillotinant ces « fauteurs de désordre ». Les Brissotins ne meurent jamais.

Aussi est-ce surtout pour empêcher le peuple de porter atteinte au principe sacro-saint de propriété, que la bourgeoisie s'empresse de mater la révolution. Dès octobre 1789, l'Assemblée vota déjà ainsi la fameuse loi martiale, qui permit de fusiller les paysans révoltés, et plus tard, en juillet 1791, de massacrer le peuple de Paris. Elle empêcha l'arrivée à Paris d'hommes du peuple des provinces, pour la Fête de la Fédération du 14 juillet 1790. Et elle prit une série de mesures contre les sociétés locales qui faisaient la vraie force de la Révolution. Elle tuait ainsi ce qui fut le germe de son propre pouvoir.

* *

En effet, dès les premiers débuts de la Révolution, des milliers d'associations politiques avaient surgi dans toute la France. Ce n'étaient pas seulement les assemblées primaires ou électorales, continuant à se réunir. Ce n'étaient pas non plus les mille sociétés jacobines, ralliées à la Société Mère de Paris. C'étaient surtout les Sociétés Populaires et les Sociétés Fraternelles, semblables aux « groupes » et aux « sections » actuelles, qui surgirent au sein du peuple lui-même, spontanées et souvent sans formalité aucune. C'étaient, comme l'a très bien dit l'archi-réactionnaire Taine, des milliers de comités et de pouvoirs locaux, presque indépendants, qui se substituaient au pouvoir royal. (Voyez Taine, vol. I, page 79 et III, 39.)

Eh bien ! c'est à écraser, à paralyser, ou tout au moins à démoraliser ces mille centres locaux que la bourgeoisie s'appliqua avec ardeur ; et elle y réussit si bien que bientôt la réaction monarchiste, cléricale et nobiliaire prenait le dessus dans les villes et les bourgades de bien plus de la moitié de la France.

Bientôt on allait recourir aux poursuites judiciaires et, en janvier 1790, Necker obtenait déjà un décret d'arrestation contre Marat qui avait franchement épousé la cause du peuple, des va-nu-pieds. Craignant une émeute populaire, on mit sur pied de l'infanterie et de la cavalerie pour l'arrêter; on brisa ses presses, et Marat fut obligé, en pleine révolution, de se réfugier en Angleterre. Rentré quatre mois plus tard, il dut presque tout le temps se cacher, et en décembre 1791, il fut forcé encore une fois de traverser le canal.

Bref, la bourgeoisie et les intellectuels, défenseurs des propriétés, firent si bien pour arrêter l'élan populaire qu'ils arrêtèrent la révolution elle-même. A mesure que l'autorité de la bourgeoisie se constituait, on voyait l'autorité du *roi* refaire sa virginité.

« La véritable révolution, ennemie de la licence, se consolide chaque jour », écrivait le monarchiste Mallet du Pan en juin 1790. Et il disait vrai. Un an plus tard, la contre-révolution se sentait si puissante, qu'elle fusillait le peuple de Paris.

PIERRE KROPOTKINE.



A propos d'histoires

*Dans un volume récemment paru, M. Gaston Da Costa a l'obligeance de me signaler une réponse qu'il aurait faite, dans l'*Intransigeant, *à une chronique « fantaisiste » publiée par moi dans le* Journal.

Je remercie M. Da Costa de sa prévenance et je suis heureux, d'autre part, que le caractère fantaisiste de mon article n'ait pas échappé à sa sagacité.

Aussi bien, il devait s'attendre à ce qu'on ne le prît pas au sérieux comme historien. Une prétention contraire serait comique; or, en tant que substitut de Raoul Rigault, sous la Commune, M. Da Costa semble avoir épuisé toute la bouffonnerie permise à un comparse politique.

Quant à ses histoires cousues de fil rouge, il a eu tort de les réunir sous ce titre : La Commune vécue. *C'est* vécue par les autres, *qu'il fallait dire, car lorsque M. Da Costa n'emprunte rien aux journalistes de Versailles, comme Léonce Dupont, il recopie son ancien camarade, Maxime Vuillaume, le mieux renseigné, jusqu'ici, sur la mort des otages.*

Le vieux boute-en-train de préfecture s'est fait scribe, sans cesser pour cela d'être drôle.

Et pourquoi suis-je pris à partie par lui? Parce que j'ai trouvé gratuite, et par conséquent odieuse, l'accusation de mouchardise qu'il porte contre Pindy, sans fournir aucune preuve à l'appui de sa diffamation. Cette preuve, vaguement promise à la fin du premier volume d'histoires, le second volume ne nous l'apporta pas. Les notes du troisième volume sont encore plus évasives. J'ai donc bien le droit d'estimer que M. Da Costa a commis une vilaine action, une action bien plus laide à mes yeux que le fait d'avoir mis le feu à l'Hôtel de Ville, plein de dossiers.

C'est de leur perte sans doute que M. Da Costa est inconsolable. Pindy lui a retiré le pain de la bouche.

M. Da Costa me reproche d'écrire à la légère sur un passé que je n'ai pas vécu et que j'ai, dit-il, insuffisamment étudié.

Sur le premier point, d'accord. Mais si j'avais vécu la Commune, il est infiniment probable, il est certain même, que je l'aurais vécue ailleurs qu'à la préfecture de police. Chacun son goût.

Sur le second point, il paraît que j'avère l'insuffisance de mes études « en rappelant, sans rire, les accusations portées par Taschereau contre Auguste Blanqui ».

Mais ces accusations, je me gardais bien de les reconnaître fondées. J'écrivais simplement ceci :

« La leçon que reçut Blanqui lui-même devrait pourtant rendre les blanquistes circonspects. On sait, en effet, que Blanqui fut accusé par Taschereau, dans la Revue Rétrospective, *d'avoir trahi ses amis. Des documents appuyaient cette affirmation. Que vaut-elle? Barbès la tenait pour péremptoire et je sais pertinemment que Pierre Leroux partageait cette opinion. Je doute que les blanquistes soient du même avis et cette divergence m'autorise, en principe, à ne pas prendre au sérieux ce qu'avance légèrement l'un d'entre eux relativement à Pindy. La publication même d'une pièce quelconque me laisserait aussi sceptique qu'ils le sont à l'égard du document Taschereau. »*

Cependant, les présomptions créées par celui-ci avaient une autre importance que celles qui se dressent contre Pindy.

Je n'ai pas vécu au temps du procès des Saisons. M. Da Costa non plus. Mais nous pouvons, l'un et l'autre, consulter, pour notre édification, les Souvenirs *de jeunesse de Scheurer-Kestner, parus dernièrement dans la* Revue.

Scheurer-Kestner connut Blanqui à Sainte-Pélagie. Que dit-il de son compagnon de captivité?

« Avec un courage moral indiscutable, Blanqui manquait de courage physique. On sait que Taschereau laisse entendre que le célèbre conspirateur a dévoilé les détails du complot qui l'a fait condamner avec Barbès et Martin Bernard. Barbès est resté toute sa vie convaincu de la culpabilité de son ancien complice. Il disait : « Nous étions trois; ce n'est pas moi qui ai révélé le secret et je jure que ce n'est pas Martin Bernard. » Il n'est pas probable que Blanqui ait « trahi » au sens propre du mot, mais son état maladif lui avait enlevé le discernement de la gravité de ses actions. Louis de Malleville... m'a déclaré, en 1874, devant témoins : « Oui, la révélation vient de Blanqui, mais il était malade, et a eu un moment de faiblesse. » J'osai un jour, sur l'invitation de Clemenceau, questionner fran-

chement Blanqui au sujet des accusations de Barbès. Son attitude fut mauvaise. Il se borna à me répondre : « Barbès est un honnête homme, je ne le nie pas, mais une pauvre tête; quant à Martin Bernard, c'est Porthos... Ont-ils jamais fourni la moindre preuve?... »

Si Blanqui, au regard de son parti, bénéficie du doute, à plus forte raison devait-il profiter à Pindy, contre lequel M. Da Costa ne fournit pas, lui non plus, la moindre preuve, ni même aucun témoignage équivalant à ceux de Barbès, de Martin Bernard, de Leroux, de Malleville et de Scheurer-Kestner.

Pendant que j'y suis, j'ai le devoir de défendre un autre homme, parce qu'il est mort et parce que je l'aimais.

M. Da Costa déclare que l'expérience n'avait rien appris à Lefrançais, dont le dernier cri a été un cri de colère — et d'envie! De colère, je ne dis pas non. Mais je puis affirmer à M. Da Costa que Lefrançais avait appris, au contraire, beaucoup de choses et qu'il n'envia jamais l'emploi dans lequel se sont illustrés les compères de Raoul Rigault, devenus, avec l'âge, des commères.

Mais il n'était pas blanquiste, même repenti, et c'est là son moindre défaut! Je me rappelle même l'avoir entendu regretter que tout le personnel du procureur de la Commune, substitut, juges d'instruction et commissaires de police, n'eût pas rejoint, à Londres, les trente-trois qui formaient la Société du doigt dans l'œil.

« Avec ce renfort, ajoutait Lefrançais, on eût atteint le nombre de quarante nécessaire pour que la présence d'Ali-Baba parmi eux n'étonnât personne, comme disait Eugène Vermersch. »

Mais n'était-ce pas aussi un mouchard, que Vermersch? Toujours la paille dans l'œil du voisin, et la poutre, avec le doigt, dans l'œil des blanquistes!

Pour moi, je continue à ne faire aucune différence entre un mouchard de Raoul Rigault et un mouchard au service de ses prédécesseurs ou de ses successeurs, sous d'autres régimes. Quand on a mangé de ce pain-là, il en reste toujours quelque chose entre les dents, et l'on est mal venu à présenter le cure-dents à quiconque n'a pas déjeuné.

LUCIEN DESCAVES.

L'ESPRIT DE RÉVOLTE

(Suite)

L'éducation révolutionnaire.

L'expérience montre que le prolétariat doit soutenir continuellement son effort pour ne pas retomber dans la pire oppression. Pour conserver la moindre réforme, il faut que la pression ouvrière ne fléchisse pas un instant. Tous les jours il faut lutter pour limiter l'exploitation patronale. Les patrons reprennent les avantages consentis, aussitôt qu'ils peuvent le faire (morte-saison, surabondance des sans-travail) : alors ils épurent leur personnel par des coupes sombres, ils diminuent les salaires, ils augmentent le temps de travail, ou, mieux, ils intensifient le travail. Ou bien, les conditions paraissant les mêmes, ils élèvent le prix de leurs marchandises et les propriétaires élèvent le prix de leurs loyers.

Certes, la pression croissante de la classe ouvrière (grâce à la conscience de plus en plus nette des besoins et grâce à la solidarité) a eu pour conséquence une amélioration des conditions de vie. Mais cette amélioration est toute relative ; elle n'est même pas en rapport avec la productivité et avec les possibilités nouvelles de jouissance dont seule profite la classe bourgeoise. Et puis, les besoins ont augmenté. L'intensité du travail, par exemple, l'agglomération dans les grands centres urbains ont rendu plus nécessaires des besoins, autrefois moins urgents. Mais si les prolétaires peuvent porter des chemises que les serfs du moyen âge ne connaissaient pas, ils n'en sont pas plus heureux. Le résultat, au contraire, est une plus vive souffrance, une misère plus profonde, lorsqu'ils sont privés tout à coup des satisfactions habituelles, par suite d'un chômage quelconque. La vie est toujours aussi précaire. Les prolétaires continuent à vivre au jour le jour, et tous les palliatifs proposés (retraites, assurances) sont incapables de supprimer le salariat avec son cortège de misère et de servitude, tandis que persiste l'inégalité sociale la plus criante au profit d'oisifs malfaisants.

L'augmentation des salaires est souvent un gain illusoire par suite de l'élévation corrélative du prix des moyens de subsistance (marchandises, loyer). La diminution du temps de travail peut avoir de meilleurs effets. Il est certain, par exemple, que les garçons de café, qui fournissent fréquemment dix-huit heures de travail quotidien, ne pourraient que gagner à un raccourcissement de la journée. Mais dans un certain nombre de corporations une partie du gain sera perdue par une intensification plus grande du travail et par une fatigue plus rapide.

Toutes ces améliorations n'ont qu'une valeur relative. D'ailleurs les crises économiques, résultat d'une concurrence effrénée et de l'absence de toute entente rationnelle dans la production, peuvent les faire disparaître, tout au moins temporairement, malgré la pression du prolétariat. Enfin elles restent fixées dans des limites très étroites. De toute façon, les revendications ouvrières se heurtent à la constitution même du régime capitaliste.

Devant le résultat précaire de leurs efforts, les ouvriers se sont rendu compte bien vite que le but de la lutte devait être la suppression de l'exploitation patronale. Ils se persuadent de plus en plus que leur émancipation complète ne sera possible que par la prise de possession des moyens de production, de façon à pouvoir jouir librement et complètement des produits de leur travail.

C'est ainsi que s'est faite l'évolution des esprits dans l'Internationale. D'abord soumise aux idées mutualistes, la grande association s'est rapidement dégagée des conceptions purement réformistes, pour prendre de plus en plus un caractère révolutionnaire et pour aboutir à la théorie du communisme.

Il en a été de même lors de la renaissance du mouvement ouvrier en France, après la dépression causée par la chute de la Commune : tout d'abord l'influence prépondérante des mutualistes avec Barberet et consorts, puis, peu à peu, la déchéance et le discrédit des théories qui prêchaient l'entente du capital et du travail, la coopération avec les patrons, l'amélioration du bien-être par les œuvres de prévoyance et d'épargne, etc. Les ouvriers se sont rendu compte que l'antagonisme avec le patronat était réellement irréductible. D'ailleurs l'expérience des anciens membres de l'Internationale a eu une forte influence sur l'évolution des organisations syndicales.

Dans les articles précédents j'ai exposé comment la propagande favorise l'éclosion des revendications nécessaires, rend les individus conscients de leur misère et de leur servitude, leur dévoile la cause de cette misère et de cette servitude et les incite à la révolte. Il n'est donc pas nécessaire que les individus et les groupes refassent le même apprentissage que ceux qui les ont précédés dans l'évolution des sentiments et des idées et qu'ils repassent par les mêmes stades d'hésitations, de duperies mutualistes ou parlementaires, avant d'arriver à la pleine conscience du but à atteindre.

Il n'en est pas moins vrai qu'il suffit que des prolétaires soient réunis ensemble en vue de l'amélioration de leur situation, pour que rapidement le sentiment de révolte se dégage. La pression des mêmes conditions économiques amène les salariés vers les conceptions révolutionnaires. Les syndicats fondés par les socialistes chrétiens dans un but de réaction, d'oppression morale, de soumission respectueuse envers le patron charitable, en un mot dans un but de jaunisme, ont évolué dans un sens bien différent de celui qu'avaient voulu les fondateurs. Rien que le fait d'amener les prolétaires à réfléchir sur leur état, les a conduits à s'insurger contre le patronat. Lors de la dernière grève des mineurs de la Ruhr, on a vu l'organisation chrétienne, et aussi les groupes de mineurs polonais, marcher entièrement d'accord avec leurs camarades socialistes pour les mêmes revendications. En France, les tisseurs de Neuvilly, groupés au début sous des influences réactionnaires et imbus des préjugés religieux, se sont engagés franchement dans la voie révolutionnaire. Leur révolte même a fait leur éducation complète, en les mettant en présence des forces oppressives ; et ils se sont montrés beaucoup plus énergiques que certaines catégories d'ouvriers qualifiés, soi-disant d'une mentalité plus affranchie et d'un développement intellectuel plus avancé.

En Russie, les syndicats jaunes créés par le policier Zoubatof ont aidé fortement l'agitation ouvrière. Il en est résulté que la poussée prolétarienne a débordé bien vite les projets des agents de Zoubatof et s'est fait jour en mouvements grévistes. La grandiose manifestation ouvrière du 22 janvier à Saint-Pétersbourg a été le résultat de la propagande faite par une organisation qui avait été créée avec l'appui du gouvernement et sous la haute protection du préfet de police pour canaliser les revendications prolétariennes. La répression tsarienne s'est chargée de parfaire l'éducation révolutionnaire du prolétariat russe et de changer le tolstoïen Gapone en socialiste terroriste.

C'est ainsi que les nécessités économiques, la pression des besoins poussent les ouvriers, lorsqu'ils sont groupés, aux revendications nécessaires. La révolte fait disparaître immédiatement toutes les ambiguïtés des promesses religieuses, philanthropiques ou gouvernementales ; ainsi se trouve révélée aux yeux des plus inconscients la réalité de l'antagonisme brutal qui existe entre la classe des possédants et celle des travailleurs.

Ainsi les prolétaires sont amenés à revendiquer pour eux-mêmes la possession des moyens de production. Ils conçoivent que ces moyens de production ne doivent plus être accaparés par personne, mais qu'ils doivent rester à la disposition de tous. De plus en plus, les prolétaires ont la conviction que l'existence de la propriété privée est la cause de l'inégalité économique et sociale, et ils arrivent à la conception d'une société communiste où les besoins matériels de tous seraient satisfaits.

Enfin, pour que les besoins moraux de tous soient aussi satisfaits, on est conduit à l'idéal d'un communisme sans gouvernement, sans contraintes, où les individus et les groupes seraient librement associés et où les rapports moraux, sans obligation ni sanction, seraient simplement fondés sur la sympathie.

Cet idéal du communisme anarchique est l'aboutissement des revendications matérielles et morales des individus. La beauté de cet idéal favorise, à son tour, le développement des idées de révolte ; elle avive la force des revendications ; tandis que la croyance à l'immuabilité de la société actuelle favorise la résignation et permet de contenter les réclamations les plus pressantes par l'illusion de réformes ou par des promesses d'amélioration sociale.

Mais en dehors des réformistes qui bornent leur effort à chercher des améliorations de détail sans pouvoir s'élever à la conception d'un ordre social autre que le régime capitaliste actuellement établi, il existe des socialistes dont les théories aboutissent, qu'ils le veuillent

ou non, à la même patience résignée. Ils ont bien un idéal collectiviste ou communiste, mais la réalisation en apparaît si lointaine (des milliers d'années) que l'excitant de l'idéal s'évanouit tout entier.

D'autres socialistes enfin estiment que la réalisation de leur rêve se fera par étapes, par évolution pacifique et légale, au moyen de réformes continuelles et surajoutées. Tout l'effort pratique de la propagande se limite à élire des députés socialistes et à mendier des réformes au Parlement. Ces réformistes paraissent triompher parce que, dans la vie journalière, le prolétariat ouvrier prétend imposer des revendications à peu près semblables aux réformes projetées.

D'abord il y a une grande différence entre les deux tactiques : je l'ai exposé à propos de l'*action directe*. Ensuite, la propagande réformiste proclame la croyance à l'efficacité des réformes. Or, il est impossible de supprimer le salariat par voie légale. L'impôt sur le revenu, la contribution de l'Etat ou des patrons à une caisse de retraites ou d'assurance sont, en définitive, prélevés sur le salaire. Et c'est une prétention impossible de vouloir élever le taux de ce salaire assez haut pour que disparaisse le profit du capital, c'est-à-dire pour que disparaisse insidieusement le capitalisme lui-même.

Les réformes ne peuvent faire autrement que de laisser subsister l'exploitation de la force de travail, l'extorsion d'une plus-value ; le salaire reste fixé dans des limites très étroites, de façon que le taux de salaire laisse intact le taux de profit destiné à assurer non seulement la vie, mais surtout l'accroissement du capital. D'autre part, les lois les plus libérales entendent protéger la paix sociale, c'est-à-dire la permanence des rapports sociaux, tels qu'ils existent.

Prétendre que les réformes conduisent à la transformation de la société capitaliste est donc une duperie qui aurait pour effet d'atténuer l'action ouvrière, en lui enlevant son élan révolutionnaire.

L'*action directe*, au contraire, ne prétend pas arriver à la suppression du capitalisme par des réformes légales. Les revendications limitées ou partielles qu'elle pose, lui sont imposées par la lutte journalière contre l'exploitation patronale et l'oppression capitaliste et gouvernementale. Cette lutte a pour avantages de limiter l'exploitation patronale et la répression des pouvoirs publics, et surtout de faire l'éducation du prolétariat (1). *Mais l'action directe travaille à ce que la force toujours croissante des revendications, en dehors de toute légalité, aboutisse à un mouvement révolutionnaire, à la grève générale.* La conception de la grève générale révolutionnaire diffère du tout au tout de la grève générale des bras croisés, de la grève générale « ordonnée, disciplinée, légale », destinée, selon Jaurès, à appuyer, comme une simple manifestation, le mouvement politique, légal aussi. De toute façon, l'*action légale* des réformistes, de même que *la conquête des pouvoirs publics*, s'opposent à l'*action directe*, parce qu'elles gênent l'éducation révolutionnaire du prolétariat.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

AVIS

Nous avons fait déposer à la bibliothèque des gares le volume *Le Coin des enfants*, où ceux qui le désirent le trouveront en vente.

(1) La campagne en faveur des huit heures, par exemple, n'a pas la prétention de réussir à imposer partout cette revendication. Elle a surtout pour but de faire (dès maintenant) de l'agitation, de répandre la propagande et de réveiller l'esprit de révolte. Les efforts dépensés ne seront pas perdus ; ils auront au moins servi à l'éducation de la masse, quelque résultat pratique qu'ils puissent avoir. On ne pourrait pas en dire autant de la campagne électorale.

A NOS LECTEURS

Il y a un moyen de propagande excellent, que seule la difficulté de mener à bien nous avait empêché de réaliser. C'est le dessin.

Quelques camarades dessinateurs nous ayant promis leur concours, c'est une occasion à saisir.

A partir du 1er mai, notre supplément littéraire comportera pour commencer un dessin sur la double page d'intérieur.

Ces dessins seront signés Hermann-Paul, P. Iribe, Villemot, Kupka, Delaw, Luce, Roubille, Delannoy, Vallotton, Grandjouan, van Rysselberghe, etc.

D'ici là, nous pensons avoir récolté quelques autres adhésions.

Bien entendu, cela ne sera qu'un essai qui, pour commencer, se fera au détriment de quelques pages du texte. Mais si la tentative réussit, et que nous trouvions assez d'acheteurs pour couvrir les frais que cela comportera, le supplément reprendra ses huit pages de texte ; nous y ajouterons huit pages nouvelles de dessins.

J. GRAVE.



FRANCE

Joyeusetés policières. — Es-tu « membre indicateur » ou « membre vigilant », honnête lecteur des *Temps Nouveaux* ? Tu n'en sais rien, n'est-ce pas, et mourras probablement sans le savoir. C'est pourtant sous ces vocables bizarres et souterrains que sont rangés les anarchistes dans les petits papiers de dame Police, et c'est le *Matin* qui nous le révèle en racontant à ses lecteurs l'accident survenu au malheureux Didaret : « On se trouverait, écrit ce journal, en présence d'un nommé, etc... déjà connu de la troisième brigade des recherches comme un anarchiste militant, mais plutôt comme *indicateur* (?!) que comme *membre vigilant* (!?). »

Tordants nos policiers et bougrement cruches !

Certains journaux, à propos de la même affaire, nous parlent aussi d'une société anarchiste « des chapeaux pointus ». Ils seraient bien aimables d'ajouter quelques détails. Ça doit être amusant.

CH. ALBERT.

MOUVEMENT OUVRIER

Le mouchardage est une institution d'Etat. De tout temps et dans tous les rouages administratifs il a existé. Pas un d'entre nous qui, dans quelque coin, n'ait sa « fiche ».

Il y a des fiches contre les syndiqués au ministère du Commerce. J'ai montré l'autre jour les patrons bijoutiers parisiens organisant et tenant à jour tout un système de notes secrètes sur les travailleurs de cette corporation.

L'on me communique aujourd'hui une autre série de fiches relatives aux ouvriers employés aux chemins de fer de l'Etat.

On sait combien il est difficile de se faire embaucher dans ces administrations. Mais, une fois rentré, l'ouvrier est considéré comme faisant partie du matériel. Il a alors sa fiche constatant son degré d'usure, sa résistance au travail, ses qualités et ses défauts. Celles que j'ai là proviennent d'un atelier important d'un dépôt du chemin de fer d'Orléans, ligne de l'Etat.

Voici le libellé de quelques-unes d'entre elles que, pour ma part, je trouve beaucoup plus ignobles que celles qui firent tant de bruit et qui constataient que tel ou tel officier allait ou n'allait pas à la messe

M., manque d'énergie, faible santé. N., assez bon ouvrier, *soumis*, ce qui indique qu'il mérite de l'avancement. Pour un autre, la fiche porte : Peu zélé, sans goût, etc. Un troisième : assiduité au travail laisse à désirer, etc., etc. Pour beaucoup, l'état de santé intervient et sert à augmenter ou à diminuer la cote. L'ouvrier maladif ne pourra pas espérer gagner autant que son camarade mieux favorisé par la nature.

Lorsqu'un ouvrier réclame et veut faire constater combien l'appréciation émise à son sujet est inexacte, le chef de service lui répond invariablement qu'il n'en est pas l'auteur. La fiche reste et sert telle quelle au classement de l'ouvrier.

Je pourrais en citer comme cela toute une longue liste, mais à quoi bon, puisque ce que je pourrais dire ne fera pas cesser ce système odieux ?

A côté de ce premier système de fiches, il y en a d'autres, confidentielles celles-ci, dont l'ouvrier n'a jamais connaissance et qui aggravent les « notes » dont je viens de donner quelques spécimens.

Les politiciens ont mené grand bruit autour de ces procédés quand ils atteignaient MM. les officiers. Mais il ne viendra à l'idée d'aucun de prendre la défense des travailleurs traités de même.

A Paris, la grève des ouvriers de la voiture est complètement terminée. Les carrossiers et les peintres qui n'avaient pas repris le travail en même temps que leurs camarades, ont tous recommencé lundi dernier.

Par contre, les ouvriers mouleurs et similaires en sont à leur neuvième semaine de lutte et les patrons refusent toujours la fixation d'un minimum de salaire.

Nos camarades mouleurs viennent de lancer un nouvel appel : je ne saurais trop engager les camarades à faire le nécessaire dans leurs organisations respectives pour que les mouleurs soient soutenus.

Les usines continuent à être protégées par la police et la garde de Paris.

Quelques bagarres ont eu lieu entre les renégats qui sont une minorité infime — une centaine environ — et les grévistes qui sont 1.500.

A Dunkerque, le travail a cessé dans tout le port. C'est en réalité plus un lock-out patronal qu'une grève de dockers. Les entrepreneurs font tout pour essayer de briser l'organisation ouvrière, qui est très puissante. Mais justement parce que les dockers sont fortement organisés, il est certain que le patronat en sera pour ses frais.

Plusieurs grandes lignes de paquebots ont suspendu jusqu'à nouvel ordre leur service sur Dunkerque.

La situation peut être considérée comme très grave.

Une centaine d'ouvriers des établissements métallurgiques de Pont-de-Beauvoisin ont quitté le travail.

Ils réclament une augmentation générale des salaires qui sont des plus inférieurs, des ouvriers dans la force de l'âge ne gagnant que 2 fr. 50 à 3 francs par jour.

A Mohon (Ardennes), grève d'ouvriers métallurgistes qui réclament la suppression des amendes et la reconnaissance du syndicat.

A Limoges, il semble y avoir entente tacite dans le patronat pour essayer de briser l'organisation ouvrière. Les provocations succèdent aux provocations et n'ont pour résultat que de lasser la patience des ouvriers.

On lira plus loin les détails que nous envoient les camarades de là-bas.

A Saint-Junien, les ouvriers du bâtiment, terrassiers, maçons, tailleurs de pierres sont en grève, les patrons n'ayant pas répondu à la demande de révision des tarifs présentés par les ouvriers. Seuls quelques petits patrons ont fait droit aux légitimes revendications de leurs ouvriers.

A la papeterie Déro, les ouvriers ont quitté le travail et demandent le renvoi du directeur, qui devrait solliciter une place dans l'administration pénitentiaire.

A Saleux (Somme), où il y a de nombreux camarades, une grève importante se prolonge, des inci-

dents violents ont eu lieu, une dépendance de l'usine a brûlé.

Malheureusement nous manquons de renseignements.

Avis aux camarades.

P. Delesalle.

❖ ❖

Limoges. — Depuis la mémorable réception du soudard Tournier, les manifestations se poursuivent sans interruption à Limoges contre la jaunisse et le *marchandage*; nous avons eu successivement les conduites magistrales des dames : Prébos, Champeau, Lenoir, Coussy, etc., entrepreneuses de tiges; les contremaîtres Thomas, Bernard, Roby et le jaune Prévotel ont eu leur tour, les sergots ont écoppé dans plusieurs bagarres sérieuses; la maison Lecointe est en grève depuis deux jours, et la maison Vincent ne saurait tarder. Chez Fougeras l'irascible, la grève semble prendre fin : l'exploiteur mouille les pouces devant la ténacité des ouvriers, qui le tiennent en échec depuis deux mois. Tous les camarades cordonniers des autres maisons leur faisant le 5 0/0 sur leur salaire, ils peuvent résister indéfiniment. Les femmes se montrent particulièrement énergiques.

Samedi, les porcelainiers de la maison Th. Haviland sont tous sortis, exigeant le renvoi de Penot, le directeur du décor. Le sang a coulé, car certains camionneurs se sont opposés à l'action des grévistes qui voulaient décharger la marchandise partant pour l'Amérique, ce à quoi ils ont fini par réussir. Les patrons sont dans une rage indescriptible.

A la couperie de poils de lapins Beaulieu, il y a eu également plusieurs bagarres. Les exploités demandent 0 fr. 50 d'augmentation par jour : ils gagnent une moyenne de 3 francs. C'est maigre pour un métier aussi meurtrier. Ce sont de vraies fabriques de squelettes. Au bout d'un an ou deux la plupart sont perdus, car ils travaillent constamment dans des composés d'acide sulfurique et de mercure. J'ai pu causer à l'un de ces malheureux ce soir, il est dans un état lamentable, ses mains sont littéralement *rongées* et ses ongles tout noirs n'existent qu'en tronçons informes. Ses dents, rares, sont cariées; son visage pâle et décharné fait peine à voir. Quelle résignation!

Il y a en général un mouvement sans précédent, progrès immense analogue à celui tout récent de Brest; les femmes donnent beaucoup, les patrons et les contremaîtres notamment ont une frousse verte.

H. D.

❖ ❖

Lorient. — Il est difficile qu'il existe en France une ville où la femme soit plus exploitée qu'à Lorient.

Au sortir de l'école, à 12 ou 13 ans au maximum, la jeune fille entre en apprentissage, ses parents n'ayant les moyens ni de continuer à la faire instruire, ni de la garder à la maison.

Au bout de trois ans et quelques mois, devenue ouvrière, elle est ou bien conservée dans son atelier, ou bien jetée sur le pavé si son employeur juge qu'il est plus avantageux pour lui de prendre une nouvelle apprentie. Dans le premier cas, le patron octroie à sa nouvelle ouvrière 0 fr. 40 à 0 fr. 50 par jour pour un nombre d'heures de travail supérieur à celui exigé des hommes. Ces chiffres peuvent être contrôlés dans la majorité des ateliers de la ville.

Dans le second cas, la jeune fille trouve difficilement à s'occuper, ou, si elle a ce bonheur... c'est toujours, par suite de l'entente patronale, au même taux que dans son atelier d'apprentissage. Au bout de trois ou quatre ans de présence dans le même atelier, elle arrive, par suite d'augmentations successives accordées sou à sou, à obtenir 1 fr., 1 fr. 10 par jour. Les plus habiles d'entre elles se font avec peine 2 fr.; elles ne sont pas nombreuses, une ou deux par atelier occupant de 20 à 25 ouvrières.

Avec ces salaires dérisoires, il faut que l'ouvrière vive. Comment vivra-t-elle, la vie matérielle exigeant une somme supérieure à celle qu'elle gagne? Une partie d'entre elles, voulant rester jusqu'au bout dans le droit chemin, se privent du strict nécessaire, prennent sur leurs nuits pour augmenter un peu leur salaire, se couvrent à peine, l'hiver, d'une petite robe mince, tandis que les femmes de leurs patrons se pavanent couvertes de fourrures de prix, et finissent misérablement à l'hôpital, quand elles peuvent y entrer.

D'autres, moins courageuses, vont grossir le bataillon des filles perdues.

Je ne comprends pas qu'en une ville aussi avancée qu'est Lorient, les ouvrières de toutes spécialités ne se soient pas encore syndiquées pour présenter à leurs exploiteurs des revendications qui réussiraient certainement à se faire entendre, si les ouvrières formaient un groupe soutenu par les divers syndicats de la ville. Le prolétariat lorientais, éminemment syndicaliste, ne refuserait pas, je pense, son concours à ces travailleuses qui végéteront longtemps encore, si elles sont laissées à leurs propres forces, car les femmes ont une timidité innée qui les empêchera d'accomplir d'elles-mêmes ce premier pas vers l'émancipation sociale. Il faudrait que quelques bons militants, comprenant l'importance de ce mouvement, tendent la main à leurs sœurs de misère et les aident à organiser à Lorient le prolétariat féminin.

Ch. Le Dato.

❖ ❖

BELGIQUE

Chez les mineurs du bassin de Charleroi. — Les ouvriers sont accusés par les exploitants de réduire intentionnellement et considérablement la production de la houille. Ces derniers donnent les chiffres suivants : Au puits des Vallées (Gilly), l'extraction est de 150 tonnes en moins par jour; au Marquis, de 140 tonnes; au Vivier, de 70 tonnes; à Gosselies, de 1/3 en moins; à Falmée, de 1/5; au Nord de Charleroi, de 1/6; à Noël-Sart-Culpart, de 1/4; etc.

A cela les mineurs répondent que le système des entreprises a amené une production anormale qui dépasse les limites du raisonnable et qu'il est impossible de la maintenir plus longtemps s'ils ne veulent pas se tuer à la besogne. De plus, les patrons n'ont pas entretenu les travaux pendant la grève; ils se trouvent dans une situation déplorable et l'extraction doit naturellement s'en ressentir.

Mais les gérants n'entendent pas de cette oreille et ils accusent de sabottage les ouvriers. Ils menacent de fermer les fosses si la production n'augmente pas, et même, à Forchies, ils ont donné le préavis de 15 jours à tout le personnel des deux puits, fond et surface!

D'autres incidents ont eu lieu depuis la reprise du travail. Le 21 mars, à Noël-Sart-Culpart (Gilly), à la suite de discussions sur la composition des équipes, les hiercheurs ont cessé le travail le matin. La direction voulut les remplacer par les ouvriers à la taille, mais ceux-ci s'y refusèrent et se firent remonter. Le trait du soir ne descendit pas. Le lendemain, le travail était repris.

Le même jour, grève complète des deux traits au puits n° 10 de Forchies. Cause : la direction avait renvoyé la moitié des hiercheurs. Elle a été obligée de les reprendre.

Le lendemain, au charbonnage de Courcelles-Nord, les mineurs remontant du puits à 4 heures attendirent ceux du trait de 5 heures pour leur apprendre que la direction avait décidé le renvoi des hiercheurs, à cause du peu de charbon abattu. Les ouvriers de 5 heures se mirent à la recherche du surveillant, qui ne se montra pas. Après un certain laps de temps, on vint leur dire qu'ils avaient laissé passer l'heure et qu'ils devaient retourner chez eux. Ils se retirèrent, mais soudain, comme ils passaient dans la cour, ils furent bousculés par les gendarmes, qui firent 13 arrestations. Voilà comment on traite des travailleurs!

A Dampremy, la question de la répartition du travail a aussi amené une grève d'un jour, le 23.

130 hiercheurs sont renvoyés au charbonnage d'Appaumée (Ransart), une trentaine au Bois-des-Vallées (Piéton), etc.

Ajoutons que ce qu'on appelle « la Justice » commence à condamner les grévistes poursuivis pour de prétendues atteintes à la liberté du travail : 4 houilleurs d'Anderlues ont été condamnés à un mois de prison. Or, ils n'avaient fait que chanter, en passant près de quelques ouvriers, un *refrain* qui n'a pas le moindre rapport avec la question du travail. Un autre mineur de Pont-de-Loup a été également condamné à un mois de prison pour des faits tout aussi graves...

Ar. M.

❖ ❖

RUSSIE

Nous regrettons d'avoir à annoncer l'arrestation, à Saint-Pétersbourg, de Mme Leontieff et de Mlle P. Yvanovsky; *cette dernière*, une des plus sympathiques et courageuses parmi tant de femmes remarquables dans le mouvement révolutionnaire russe.

Belle-sœur du romancier Korolenko, Yvanovsky fut arrêtée avec son frère, docteur en médecine (1), pour la première fois en 1875. Jugée et condamnée aux travaux forcés en 1878, elle resta neuf ans aux travaux forcés et fut huit ans reléguée aux confins de la Sibérie orientale. Elle revint pleine de foi, d'énergie et de dévouement, et se remêla activement aux groupes de combat. Les meilleurs éléments de la jeunesse révolutionnaire se groupèrent autour d'elle. C'est une grande perte pour le parti révolutionnaire. La police, cette fois, a eu la main heureuse.

❖ ❖

ARGENTINE

Suite inattendue d'un coup de main militaire. — *Buenos-Ayres, 18 février 1905.* — La tentative d'un coup d'Etat militaire piteusement avortée ne retiendrait plus notre attention, si elle ne nous permettait de constater la veulerie de la gent militaire.

Les derniers incidents auront eu l'avantage de montrer à ceux qui prêtaient à l'armée un courage et un honneur spéciaux, combien leur naïveté était grande.

Ces braves et loyaux serviteurs de la nation, en s'insurgeant contre le gouvernement qui les paie, nous ont prouvé que leur bravoure n'était pas aussi grande que leur mécontentement, puisqu'à la première alerte les chefs du mouvement subversif prirent juste le temps de piller une banque et de passer au Chili avec 300.000 piastres.

Aujourd'hui, le conseil de guerre distribue au petit bonheur, aux larbins mutinés, quelques années d'exil, quelques jours d'arrêts à la chambre. Nous ne nous apitoyons pas, il va sans dire, sur ces rigueurs, les membres de la Grande Famille s'arrangeant entre eux du mieux possible.

Mais voici bien une autre affaire. Ce sont les anarchistes qui payent aujourd'hui les pots ébréchés par les mutins, le gouvernement argentin se trouvant dans la nécessité absolue de sévir contre les perturbateurs.

Pour satisfaire les capitalistes étrangers et rassurer la finance, le gouvernement argentin se trouvait dans la nécessité de frapper un grand coup. Mais les loups ne se mangent pas entre eux. Nos dirigeants n'ont donc rien imaginé de mieux que de se retourner contre les anarchistes.

Le 5 au matin, l'état de siège étant proclamé dans toute la république, les journaux reçurent l'ordre de ne rien publier sur les événements.

La Protesta crut devoir ne tenir aucun compte de l'avertissement, et publia ce qu'elle savait. A tort, croyons-nous, car nous ne voyons guère le profit qu'on pouvait en espérer pour notre cause.

Ce qui est certain, c'est que *La Protesta* fut envahie, son imprimerie saccagée par la police et tout le personnel arrêté.

Cet acte de vandalisme et d'arbitraire fut le premier de toute une série de perquisitions et d'arrestations.

Au siège social du syndicat des boulangers, les policiers, après avoir volé les livres de la bibliothèque, cassé le matériel du local, déchiré les drapeaux rouges, arrêtèrent, non sans les maltraiter, deux ouvriers qui se trouvaient au secrétariat.

A Villa Crespo, les locaux de la Fédération textile et des groupes libertaires furent saccagés. Et le furent également ceux de la Fédération de la chaussure et des charpentiers.

Pour justifier ces attentats, l'autorité policière imagina le petit complot qui lui réussit toujours.

Le 7 au matin, un inspecteur de la sûreté se présentait au Secrétariat de la Chaussure et, aidé de ses sous-ordres, en enfonçait la porte. Pendant qu'un des agents descendait à la cave déposer les deux bombes qu'il avait apportées sous le bras, notre mouchard allait au premier éveiller la compagne du secrétaire (celui-ci étant déjà parti pour son travail) et l'obligeait, à peine vêtue, à descendre au sous-sol pour lui faire constater l'existence des deux bombes.

Depuis ce moment, on arrête tous les militants connus, les secrétaires des groupements syndicaux, les rédacteurs des journaux libertaires, les orateurs habituels des réunions publiques. Socialistes et anarchistes sont emprisonnés, puis conduits à bord des gardes-côtes *Maipu* et *Santa-Cruz*.

Ce sont, à l'heure *actuelle*, *les seuls prisonniers*, tous ceux du complot militaire étant relâchés.

Les membres du conseil de la Fédération Ouvrière

(1) *Qui s'évada de prison en 1877 et se réfugia à l'étranger.*

Argentine ont, le 12 au soir, voté la grève générale pour le jeudi 16 février.

Bien entendu, la plupart ont été arrêtés et personne n'a bougé.

Le 7, les camarades ont pu faire paraître un manifeste de protestation; la police a découvert l'imprimerie et l'a fermée.

Le 11, malgré cela, a paru un autre manifeste édité au nom de *La Protesta*. Depuis, plus rien, grâce à l'état de siège qui n'est maintenu que pour assurer *l'épuration*.

Nous sommes sans nouvelles de nos camarades prisonniers sur les bateaux de guerre. Les privations et les mauvais traitements ne doivent pas leur être ménagés.

Virginia Bolten, notre « Louise Michel », est aussi prisonnière.

Tous les chefs du mouvement ouvrier sont arrêtés.

Le gouvernement espère, en emprisonnant ou déportant ceux qu'il appelle les meneurs, en finir une bonne fois avec les grèves.

Il s'apercevra bientôt qu'il se leurre. Toutes ces persécutions n'auront d'autres résultats probables que de faire éclater quelques bombes qui, cette fois, ne seront pas chargées à la préfecture de police.

Et ils ne l'auront pas volé !

❖ ❖

Buenos Ayres, 9 mars 1905. — La dernière semaine de février n'a apporté aucun changement à la situation. Les camarades arrêtés sont toujours à bord des vaisseaux de guerre. Virginia Bolten est, elle aussi, toujours emprisonnée. De plus, 25 ouvriers, militants des syndicats, ont été expulsés à Montevidéo.

Le 27 février, malgré la vigilance de la police fut publié un troisième bulletin de *La Protesta* stigmatisant l'arbitraire des mesures policières et menaçant les autorités gouvernementales de vengeances individuelles si les anarchistes détenus n'étaient remis en liberté. Le local de *La Protesta* est toujours fermé et gardé militairement. Le sous-comité directeur de la Fédération Ouvrière Argentine a résolu, dans sa dernière session, d'organiser un meeting de protestation suivi d'une manifestation dans la rue.

L'état de siège décrété pour un mois devait être levé le 4 mars; mais, par décret présidentiel de même date, il est prorogé de 60 jours, c'est-à-dire que ni le meeting ni la manifestation n'auront lieu. Nous serons donc, en 1905, privés pendant 90 jours au moins, des franchises de la Constitution. Il est vrai que pour nous autres étrangers, la Constitution ne nous est plus de rien depuis la mise en vigueur de la loi de résidence.

Ce qui est intéressant, c'est le prétexte que prend le gouvernement pour prolonger l'état de siège. Il faut, dit le décret, « adopter les mesures préventives qui assurent les libres transactions du commerce intérieur et extérieur du pays en ses relations avec la production nationale ». Cela revient à dire, étant donné le moment, que l'état de siège est maintenu uniquement pour rassurer les industriels, les agriculteurs et surtout les compagnies de chemins de fer dont le personnel menaçait de se déclarer en grève et d'empêcher ainsi le transport des céréales récemment moissonnées.

A l'expiration de l'état de siège, nous serons en hiver, les syndicats seront désorganisés, les journaux qui déplaisent auront été bâillonnés trois mois. Quant aux militants, qu'en sera-t-il advenu? Les aura-t-on relâchés? ou va-t-on les poursuivre pour quelques délits imaginaires et les envoyer à la Terre de Feu? En tout cas, les imbéciles qui nous gouvernent auraient tort de croire en finir ainsi avec l'agitation ouvrière. Dès que les réunions seront possibles, celle-ci renaîtra.

JULES BERTRAND.

✖ ✖

AFRIQUE DU SUD

Après la guerre. — *Port Elizabeth, Cape Colony, 4 mars 1905.* — Les choses continuent à aller ici en empirant. Je parle de la condition matérielle du pays. Quant à la situation économique et politique, on peut constater que le mécontentement grandit chaque jour, et que la scission se creuse parmi les progressistes d'hier, c'est-à-dire parmi les ci-devant partisans de la guerre et du parti capitaliste. S'apercevant — ce qui n'était pas difficile à prévoir, — que les promesses des financiers ne s'accomplissent pas, on a, dans un grand meeting tenu ici, hier soir, menacé le gouvernement de Capetown (composé de suppôts des capitalistes miniers de Kimberley et de Johannesburg) de lui retirer l'appui de Port Elizabeth. Le trésorier général, qui est en même temps rédacteur d'un journal entretenu ici par la compagnie minière De Beers, s'est excusé de se présenter au meeting, *quoique invité à s'y rendre*. L'ancien maire, récemment un de ses partisans les plus acharnés, ne l'a pas ménagé. Enfin les brigands commencent à s'entre-déchirer, et le peuple imbécile à revenir de sa manie belliqueuse et « patriotique ».

HENRI GLASSE.

✖ ✖

CONGO

Notre correspondant de Charleroi a eu l'occasion de s'entretenir avec une personne qui arrivait des territoires de l'Abir. Cette personne est d'avis que le régime actuel met l'Etat indépendant dans une situation très grave. D'après elle, la commission d'enquête, n'allant que dans des stations où il y a des missionnaires, n'aperçoit qu'une très faible partie de la vérité :

— Qu'est-ce que quelques centaines de meurtres? Si la commission était allée dans le Haut-Lopori, la Haute-Maringa, et surtout les rivières Lomako, Bôlombo et la Haute-Tchuapa, on aurait appris des choses incroyables, et cependant absolument véridiques, choses dont une véritable enquête reconnaîtrait le bien fondé. C'est ainsi qu'une peuplade, celle des Songos-Boios, a totalement disparu. Plus de deux mille de ces gens ont été transportés en amont de Lireko, pour « faire caoutchouc ». Ils ont été massacrés par les indigènes des environs, et cela sur l'ordre d'un chef de poste qui permettait aux indigènes des environs de Lireko et de Befori de tuer et de manger tout récolteur songoboio qui essayerait de reprendre la route de son pays d'origine. Les massacres sont interminables et perpétuels. A l'Abir on admet — et le chiffre est en dessous de la vérité — que 1.000 kilos de caoutchouc frais coûtent la vie à cinq indigènes, tués par les gardes, morts à la chaîne, envoyés dans un autre secteur comme prisonniers et tués par les autres indigènes, morts d'épuisement. On n'oserait pas faire le calcul des cartouches albinis qui ont été usées pendant les cinq dernières années.

On n'a jamais voulu que les missionnaires s'y installent. Un juge n'y a jamais passé. D'ailleurs il n'y a jamais eu que deux visites de juges à l'Abir. Un Italien y est passé en 1902. L'autre y est venu l'année dernière, sur intervention des attaques anglaises motivées par les rapports des missionnaires, rapports complètement véridiques d'ailleurs. Il n'a pas vu grand'chose non plus, juste assez pour se convaincre que les missionnaires, loin d'exagérer, n'ont fait que dire ce qu'ils étaient à même de prouver, et ce qu'ils ont d'ailleurs prouvé devant la commission. Il allait partout avec le directeur qui se faisait précéder par une force d'albinis pour frayer le chemin et faire comprendre aux indigènes qu'ils avaient à se taire. Là où il y a des missionnaires, on se contente en général de faire des otages, de mettre à la chaîne, de donner la « chicotte » (fouet en cuir d'hippopotame).

Les agents de l'Abir ont pour mission de soutenir l'hostilité entre les différentes tribus, de manière que lorsqu'une tribu ne travaille pas, on puisse jeter sur elle une tribu ennemie qui, avec les fusils que l'on lui prête, tue tout ce qu'elle rencontre, vole les enfants, et surtout les femmes. La nature des indigènes de l'Abir favorise ce genre d'action, qui fut tenté en vain dans la Mongala avec les Radjas plus batailleurs. D'ailleurs on se bat toujours dans la Mongala. Depuis que l'Etat a fait la reprise, on se bat plus que jamais. Je me demande un peu si la commission a visité la Mongala par exemple, où non plus il n'y a pas de missionnaires.

(*Le Temps.*)

LIVRE POUR ENFANTS

Je rappelle aux camarades que le *Coin des enfants* est toujours en vente à nos bureaux au prix de 5 francs, franco, édition de commerce, et à 3 fr. 50, tête dorée, édition de souscription.

Ce livre contient quelques-uns des contes parus dans nos suppléments, choisis parmi les plus amusants et débarrassés de toute préoccupation religieuse, et de la fausse morale bourgeoise.

Pour ceux qui ne peuvent s'adresser directement à nous, il est en vente dans les gares.

LA 21e EXPOSITION

DES

ARTISTES INDÉPENDANTS

Sans jury ni récompense, ouvert à tous et libre de toute attache officielle, ce salon constitue un geste annuel de dignité compensant un peu le féroce arrivisme, l'âpre et basse vénalité du « monde des arts et des lettres ».

Son intérêt se trouve accru, cette année, par les expositions rétrospectives des œuvres de deux peintres de valeur, morts l'un et l'autre très jeunes :

Vincent Van Gogh (1853-1890), un isolé dont toutes les toiles contiennent de hautes promesses et quelques-unes des réalisations déjà puissantes; — Georges Seurat, connu surtout comme l'instaurateur de ce néo-impressionnisme pour lequel un petit groupe de courageux et consciencieux artistes lutte depuis vingt ans déjà.

A propos de l'exposition Seurat, il ne sera pas inutile de rappeler ce que signifiait — quand elle prit naissance et pour ceux qui se sentaient entraînés par elle — cette nouvelle tendance d'art.

Quand les impressionnistes français continuateurs de la tradition coloriste de Delacroix, influencés, comme lui, par les Anglais Constable et Turner, eurent montré leurs toiles éclatantes de couleur et inondées de soleil, ces merveilleux paysages de joie et de rêve où l'air tantôt flamboie et tantôt s'apaise en une impalpable caresse, où la lumière enveloppe tout, pénètre partout, où dansent et jouent toutes les irradiations, tous les papillotements, toutes les vibrations de la nature, où d'habiles dégradations, de justes harmonies conduisent notre œil jusqu'à l'âpre jouissance des tons aigus, oui, quand des peintres eurent accompli ce tour de force, quand ils eurent mérité leur nom en immobilisant les impressions les plus fugitives, les effets les moins stables, comme tous les caprices et toutes les fantaisies du monde extérieur, il sembla impossible de ravir à la nature et de mettre sur une toile une plus grande part de sa fraîcheur immaculée et de sa gaieté dansante.

Quelques-uns y pensaient pourtant et cherchaient les moyens. Ce furent les néo-impressionnistes. Ce ruissellement de clarté n'avait fait que les mettre en goût. Il y avait encore pour eux, dans la nature, un éclat, une luminosité et surtout une harmonie que leurs maîtres n'avaient pas su rendre. Pour eux, dans les toiles impressionnistes il restait encore trop de touches ternes, sales, mortes. Une vision les hantait. C'était le monde des couleurs et des lumières s'exprimant enfin en une gamme vierge de toute souillure. Et pour réaliser ce rêve, un des plus hardis qui soient dans l'histoire de l'art, ils allèrent à des moyens héroïques. L'impressionniste avait osé racler de sa palette les mélanges terreux et sombres pour les teintes pures du prisme, mais il reconstituait trop souvent, par des mélanges sur la toile, les teintes mornes. Le néo-impressionniste allait placer pure sur sa toile la couleur qu'il prenait pure sur sa palette, si bien que chaque teinte fût obtenue, non plus par un mélange de pigments, mais par une combinaison des éléments nerveux dans notre organisme même, par un mélange optique sur notre rétine, mélange d'où chaque teinte faite par nous-même devait jaillir, en quelque sorte, avec un éclat, une pureté, une transparence inconnus encore (1). Et les

(1) Voir sur cette technique la très importante et très complète brochure de Paul Signac : *D'Eugène Delacroix au néo-impressionnisme.*

couleurs qui, grâce à ce procédé, semblent « préparées avec des poudres plus brillantes, des matières plus somptueuses » (1), s'exaltent encore par d'habiles contrastes (théorie des couleurs complémentaires), comme elles s'harmonisent par de savantes dégradations. Le peintre devient proprement une sorte de magicien qui, de la pointe de son pinceau comme d'une baguette enchantée, joue directement sur les papilles de notre œil.

« C'est en 1886, dit Paul Signac, à la dernière exposition du groupe impressionniste — que pour la première fois, apparaissent des œuvres peintes uniquement avec des teintes pures, séparées, équilibrées et se mélangeant (2) optiquement selon une méthode raisonnée. » Depuis lors Henri-Edmond Cross, Maximilien Luce, Paul Signac, Hippolyte Petitjean, Théo Van Rysselberghe et quelques autres ont régulièrement apporté, chaque année, à ce même Salon des Indépendants, les résultats de leurs recherches et de leurs efforts, comme ils les apportent aujourd'hui encore, mais cette fois, à côté des premiers essais de leur maître ou mieux de leur initiateur, Georges Seurat.

Parmi les intellectuels et les artistes, sinon dans le grand public, on a discuté longtemps et avec passion cette méthode picturale. On a formulé un certain nombre de critiques dont la plupart d'ailleurs ne sont pas sans fondement. Mais certains se sont trop hâtés d'en conclure que ces peintres avaient tort de persévérer dans une voie où ils laisseraient leur talent sans résultat appréciable. Il y a dans cette opinion un malentendu qu'il serait bon de dissiper.

Comme il arrive si souvent, dans tous les ordres de recherche, les néo-impressionnistes n'ont pas trouvé, semble-t-il, ce qu'ils cherchaient au début, c'est-à-dire plus d'intensité et de vérité dans le rendu de la nature. Mais en revanche, ils ont trouvé quelque chose qu'ils ne cherchaient peut-être pas : un admirable moyen de décoration.

Regardées sans parti pris et sans tenir compte des différences inévitables de tempérament, leurs meilleures toiles nous donnent une impression sensiblement uniforme de sérénité reposante, de paisible harmonie, d'innocente et pure fraîcheur. Ce n'est pas, comme tant d'autres peintres, l'objet lui-même et tout palpitant de vie, que nous montre le néo-impressionniste, l'objet dans sa solidité lourde et profonde, avec les chauds et vibrants effluves qui sortent de lui comme pour attester sa poignante réalité : non, c'est plutôt un reflet des choses, reflet lumineux et coloré, certes, mais reflet lointain, assagi et quelque peu conventionnel. Et c'est à ce caractère, qualité ou défaut selon le point de vue où l'on se place, que cette peinture doit sa haute valeur décorative.

Si vous exécutez sur un mur des étoffes, des chairs, des fleurs, tellement chaudes et puissantes, tellement vivantes et vraies qu'on soit tenté de les palper, de les caresser et de les cueillir, vous n'aurez pas — quel que soit votre talent — décoré ce mur, puisqu'en une certaine mesure, vous l'aurez détruit, transformé en autre chose. Or ce mur, en tant que mur, est un élément indispensable de l'ensemble architectural. Pour être rationnelle, c'est-à-dire tout à fait belle, toute décoration doit laisser comprendre que la surface qu'elle recouvre continue d'exister.

Ce caractère de toute bonne décoration qu'on avait obtenu jusqu'ici par de la peinture à teintes plates et ternes, les néo-impressionnistes l'obtiennent aujourd'hui — chose vraiment admirable — avec un maximum de coloration et de luminosité, et cela grâce à leur préoccupation constante, à leur science profonde de l'harmonie. « Harmonie complète » dans l' « intégrale pureté », tel est, selon l'expression de Paul Signac, le grand secret de cette technique et le véritable progrès qui est en elle.

Que ce progrès soit surtout utilisable dans de grandes compositions décoratives, c'est ce dont se sont rendu compte, plus ou moins nettement, tous les néo-impressionnistes, à l'exception peut-être de Maximilien Luce, resté plutôt, avec les premiers impressionnistes, un ultra-réaliste. N'ont-ils pas travaillé presque tous à acquérir cette autre qualité indispensable de toute peinture décorative qui est le rythme des lignes, l'équilibre de la composition? Et certains, comme H. Petitjean, ne nous montrent-ils depuis plusieurs années déjà des esquisses décoratives du plus haut intérêt? Voyez celle qu'il expose aujourd'hui sous le n° 3238, ces femmes harmonieusement groupées sous un arbre, dans une atmosphère imprécise de rêve et dites-moi si l'on ne souhaite pas tout de suite que ce fragment s'agrandisse, se complète et se déroule jusqu'aux proportions qu'il réclame? Voyez cette marine de Signac, cette *Venise* qui, à mesure qu'on s'éloigne s'organise, en une pure fête de lumière. Une série d'œuvres semblables exécutées en haute frise dans un monument ne seraient-elles pas à nos yeux de nouvelles et délicieuses caresses? Et, parmi les œuvres de Cross et de Rysselberghe — exposées cette année ou les années précédentes — que de toiles suggèrent aussi, tout de suite, la même utilisation de leur talent!

Donnera-t-on bientôt à ces vaillants les murs dont ils ont besoin pour se prouver à eux-mêmes et pour montrer aux autres ce qu'ils peuvent faire, pour développer, en un mot, et pour accroître, dans leur véritable sens, les ressources de leur art? On n'ose pas trop l'espérer, quand on songe aux infamies murales du Panthéon — qu'accuse et souligne encore le voisinage du grand Puvis — ainsi qu'à ces récentes ignominies du foyer de notre Opéra-Comique, rassemblées là, semble-t-il, comme pour faire mesurer aux étrangers l'étendue de notre déchéance artistique.

Mais notre désordre social, notre barbarie industrielle ne dureront pas toujours. Délivrés de l'humiliant souci de l'estomac, de la lutte exténuante pour les besoins élémentaires, nos enfants, de nouveau, aspireront à la beauté. Bientôt ils ne pourront plus vivre loin d'elle. Ils la voudront partout autour d'eux. Et toutes les ressources de l'art, aujourd'hui si outrageusement dédaignées, seront alors utilisées. Parmi ces ressources, il est aisé de prévoir que ce que nous appelons, d'un nom d'ailleurs assez impropre, la peinture néo-impressionniste, tiendra une très large place.

Oui, les continuateurs de Georges Seurat, les Signac, les Luce, les Cross, les Petitjean, les Rysselberghe peuvent être dès aujourd'hui tranquilles, et fiers de leur œuvre. Dans cet art contemporain si chaotique et si varié de tendances, leur part n'est pas la moins bonne. Car si leur effort n'a pas abouti encore — nous savons en partie pourquoi — à un imposant ensemble d'œuvres dès à présent complètes et parfaites, il est du moins assuré, dès à présent, d'un long et glorieux prolongement. Sous les moqueries ou parmi l'indifférence plus cruelle encore à l'âme de l'artiste, ces peintres courageux préparent avec une admirable patience, avec une sorte de touchante abnégation, la beauté de demain : non plus l'âpre et fugitive beauté chère aux âmes malades de ce temps, mais de la beauté essentielle, reposante et pure ; non plus de la beauté qu'on emporte chez soi et qu'on accroche aux murs de son salon, mais de la beauté pour tous, de la beauté pour nos gares et nos *fabriques*, pour nos écoles et nos maisons de santé, pour nos salles de réunions et de spectacles, pour nos bains et nos gymnases, de la beauté aussi pour les rues de nos *villes*, pour tous les lieux, en un mot, où, dans une société régénérée, s'accomplira la vie des hommes meilleurs et plus heureux.

CHARLES ALBERT.

P. S. — Notre camarade Catonné parlera, la semaine prochaine, de l'exposition Van Gogh et des nombreux envois qui donnent, cette année, tant d'attrait aux « Indépendants ».

C. A.

(1) *D'Eugène Delacroix au néo-impressionnisme*, p. 58.
(2) *Ibid.*, p. 57.



Association internationale antimilitariste.

Circulaire adressée aux sections françaises :

Camarade,

La branche française de l'A. I. A. voit chaque semaine augmenter le nombre de ses sections. Ne vous semble-t-il pas, camarade, qu'à l'heure actuelle un Congrès de toutes nos sections françaises serait d'une grande utilité?

Ce Congrès nous permettrait de mieux connaître les forces dont nous disposons déjà. Il nous aiderait à coordonner nos efforts en vue d'une propagande méthodique. Il nous servirait également à préciser nos propres idées sur le rôle et le caractère de l'A. I. A.

L'Association doit-elle être, comme l'a exprimé notre Congrès international d'Amsterdam, un groupement ouvert aux antimilitaristes de toutes tendances?

L'A. I. A. doit-elle, au contraire, comme le pensent quelques-uns de ses adhérents, être un groupement homogène, composé exclusivement de communistes libertaires, tous nettement révolutionnaires, antiparlementaires?

Ce Congrès aurait de plus l'avantage de permettre aux différentes sections d'étudier en commun les meilleurs moyens d'action à mettre en vigueur et serait l'occasion d'un échange de vues d'où pourrait sortir un sérieux et profitable mouvement.

Nous serions heureux, cher camarade, de savoir :

1° Si votre section est partisan de la réunion de ce Congrès qui aurait lieu à Paris, point central, pendant les fêtes de Pâques.

2° Si votre section a l'intention et les moyens de se faire représenter à ce Congrès par un de ces membres : car il est évident qu'un délégué pris dans l'agglomération parisienne ne représenterait que très imparfaitement les sections de province et nous renseignerait mal sur l'état d'esprit de ces sections.

3° Les questions que votre section désirerait voir mettre à l'ordre du jour du Congrès.

Nous vous prions de convoquer d'urgence vos adhérents et leur transmettre nos questions. Après quoi vous voudrez bien nous adresser une prompte réponse.

Pour le Comité national :

MIGUEL ALMERETDA, G. YVETOT.

YONNE. — Le prochain Congrès annuel de la **Fédération des J. S. de l'Yonne** s'ouvrira le lundi de Pâques, 24 avril, à 10 heures du matin, à Laroche-Canal, salle Imbert. Tous les jeunes militants de l'Yonne, adhérents ou non à la Fédération des Jeunesses socialistes, sont invités à y assister.

A cette occasion, un Comité d'initiative a décidé de convier à une réunion générale, qui se tiendra à l'issue du Congrès, tous les camarades révolutionnaires et libertaires de la région, afin d'étudier la situation et d'organiser efficacement la propagande.

Un projet de création d'un organe libertaire sera mis à l'étude.

Tous les militants de l'Yonne, du Loiret et de l'Aube se feront un devoir d'y assister.

Pour les renseignements sur ces deux congrès, s'adresser au camarade Adolphe Dubord, à Saint-Cyr-les-Calons, par Saint-Bus (Yonne), et pour le dernier, au camarade François Chevallier, à Villemandeur, près Montargis (Loiret).



—— Grandes Serres du Cours-la-Reine, **21e Exposition annuelle** de la Société des Artistes indépendants, du 23 mars au 30 avril.

—— **Coopération des Idées**, 157, faubourg Antoine :

Vendredi 7 avril. — Seignobos, professeur à la Sorbonne : La Révolution française et la Révolution russe.

Samedi 8. — Francis Laur, ancien député : Le collectivisme est-il possible? (conférence suivie de discussion).

Dimanche 9. — Théâtre populaire du faubourg Saint-Antoine : *Maternité*, pièce en 3 actes, de Brieux (représentation organisée par l'auteur avec le concours d'E. Couvelaire et des camarades de l'Université populaire).

Lundi 10. — René Delaporte : Une mission à l'île de Ceylan (avec projections).

Mardi 11. — Jules Lermina : La volonté et la vie pratique.

Mercredi 12. — Le Clerc de Pulligny : Une religion sans Dieu. Morale sociale (conférence suivie de discussion).

Jeudi 13. — Charrin, professeur au Collège de France : Les maladies évitables.

Vendredi 14. — Paul Vigné (Vigné d'Octon), député : Les abus de la colonisation militaire, Château du Peuple, 4, route du Champ d'Entraînement.

Dimanche 9, à 3 h. 1/2. — Série de conférences à travers les pays de France. III. Paul Despiques, professeur au lycée Hoche : La Champagne (avec projections).

—— Des camarades de l'Ecole libertaire du XIIe, de l'U. P. Zola, des Coopératives communistes des XIe et XVIIIe et de Nogent, ont l'intention d'aller à la colonie « Le Milieu Libre », à Vaux, près Château-Thierry (Aisne), pendant les fêtes de Pâques.

Afin d'obtenir la réduction de la Compagnie de l'Est, il nous faut connaître, *avant le 13 avril*, le nombre exact d'adhérents à ce projet.

Les camarades désireux de grossir le nombre de visiteurs sont invités à se faire inscrire *au plus tôt* à la **Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre, à Paris (18e arr.), ou écrire au camarade Clément, 179, rue Michel-Bizot.

—— **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 10 avril, à 8 h. 1/2, causerie par le docteur Monheimer-Gommès sur l'Hérédité.

Jeudi, cours d'espagnol.

—— **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 12 avril, à 8 h. 1/2, causerie par Gueulin : La sélection naturelle et la société.

—— **Jeunesse Syndicaliste de Paris**. — Lundi 10 avril, à 9 heures du soir, salle des Commissions (1er étage), Bourse du Travail, causerie.

—— **Association Théâtrale Communiste**. — Samedi 8 avril, réunion au siège social, 146, rue du Château (XIVe). Répétitions et prêts de concours.

—— **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

—— **Le Milieu Libre**, groupe de Paris, 22, rue de la Barre. — Jeudi 13 avril, à 8 h. 1/2 du soir, causerie.

—— **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (XVIIIe) :

Vendredi 7 avril. — Causerie par le camarade Raymond : Le Procès d'Amiens.

Lundi 10. — Dr Poirrier : **La Télégraphie sans fil** (avec expérience). Entrée : 0 fr. 25 pour les frais.

Mercredi 12. — Kownacki : Herbert Spencer : Le Connaissable.

Vendredi 14. — Armand : Un crime social (Le drame de Chicago).

—— **La Camaraderie**. — Le jeudi 13 avril, salle U. P. du XIVe, 13, rue de la Sablière, causerie sur l'Hygiène d'autrefois, par M. Deffins.

Entrée libre.

—— **A. I. A. du XIVe**. — Réunion le samedi 8 avril, à 9 heures du soir, 21, rue de la Gaîté. Organisation d'une fête ; conférence.

—— **Jeunesse syndicaliste de Lorient**. — Tous les lundis, salle du Château-d'Eau, et mercredi, salle Dousdebès, à 8 heures du soir, répétition théâtrale. *Prière aux camarades de l'Action théâtrale* d'être exacts, leur présence étant indispensable.

—— Roubaix. — Dimanche 9 avril, à 4 h. 1/2 du soir, salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, causerie privée par un camarade. Sujet traité : Les lois scélérates, le bagne et la relégation.

—— Lyon. — **Association Internationale Antimilitariste** (section de Villeurbanne). — Samedi 8 avril, à 8 heures du soir, salle du Petit Pré-au-Clerc, cours Lafayette, 270, réunion de la section, pour la répartition de journaux antimilitaristes.

—— **A. I. A.** — Samedi 8 avril, à 8 heures du soir, réunion chez Chamarande (café de l'Isère), 20, rue Paul Bert.

—— **Aube sociale**, groupe de chansonniers révolutionnaires. — Lundi 10 avril, à 8 heures du soir, café Sagnet, rue Paul Bert, 89. Pour tous renseignements, s'adresser au camarade Casimir Sagnet, secrétaire du groupe.

—— Tourcoing. — Dimanche 9 avril, à 5 heures, réunion du groupe l'**Entente économique**, à l'Union Fraternelle, 38, rue du Bas.

—— **La Libre Pensée**. — Réunion le dimanche, à 11 heures du matin, 182, rue du Menin.

—— **Internationale Antimilitariste des Travailleurs** (section de Perpignan). — Réunion le samedi 8 avril, à 8 heures du soir, au salon réservé du Bar des Variétés. Ordre du jour : Mesures à prendre pour l'envoi d'un délégué au Congrès National.



Nous avons reçu :

Histoire de la France et de sa civilisation, par P. Despiques et L. L. Rogie ; 0 fr. 90, chez Juven, 122, rue Réaumur.

Aventure de Marie-Elisabeth van de Putte, par J. Canora ; une broch. à la *Revue*, 12, avenue de l'Opéra.

Sur la terminologie des doctrines politiques et sociales, Otto Karmin.

Petit Manuel individualiste, par Han Ryner ; 0 fr. 50, Librairie française, 4, place Saint-Michel.

Ce que c'est que d'être antimilitariste, par Le Tosca ; 0 fr. 05, à la *Pensée Libre*, 10, Rampe Magenta, Alger.

Propagande Antimilitariste

Afin de contribuer à la propagande antimilitariste, nous mettons en vente : *Guerre-Militarisme*, *Patriotisme-Colonisation* (édition de propagande) et *Le Livre d'Or des officiers*, que l'auteur veut bien y joindre, au prix de 3 francs les trois volumes pris dans nos bureaux (3 fr. 60, colis en gare) au lieu de 9 francs.

Ce sont des volumes de documentation qui devraient être dans toutes les bibliothèques. Nous demandons aux camarades de faire tous leurs efforts pour les faire pénétrer dans les bibliothèques des groupements dont ils font partie.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff. . . . » 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel. . . . » 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . » 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier. . . . » 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant. . . . » 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume. . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache . . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyon, couv. de Daumont. . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac. . . . » 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton . . . » 15
La Mano-Negra, couv. de Luce. . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy » 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard . . . » 15
L'Anarchie, par Malatesta . . . » 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier. . . . » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck . . . » 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel. » 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert . . . » 20
Au Café, par Malatesta. . . . » 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille . . . » 15
L'Anarchie, par Girard . . . » 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin. . . » 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe . . . » 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet . . . » 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi . . » 15



Fabbri, à Rome. — Oui. Il me semble qu'il y a longtemps que je n'ai pas aperçu *Il Pensiero ?*

J. E. E., au Fandouk. — Abon. servi. Non, E. de Marseille n'est plus abonné.

D. J., Reignac. — Commission faite. Le numéro de votre bande? Je n'ai pu retrouver votre fiche.

Germinal, Lyon. — Fait malheureusement trop banal.

Conformo, à Bordeaux. — Très bon par l'intention, mais trop insuffisant comme forme.

E. L., à La Roche-sur-Yon. — Votre abon. est marqué jusqu'à fin mai.

Etats-Unis. — Ces faits d'éviction sont malheureusement trop fréquents, et pas seulement en Amérique, pour pouvoir les relever tous.

M., Tour-du-Pin. — Merci. Ira très bien.

L'Errant. — Trop incomplet. On nous a promis, du reste, un travail complet sur la région et les dentellières.

A. D., à Harnes. — Bon.

D., à Bourg-la-Reine. — *B., à Limoges.* — *Carnières.* — Reçu lettres trop tard pour ce numéro. Verrons pour le prochain.

Reçu pour la famille Chandelier : Trois camarades, 3 fr. — A. R. V., à La Chapelle-en-Vercors, 0 fr. 45. — En tout : 3 fr. 45. — Reliquat des listes précédentes : 15 fr. 05.

Nous faisons parvenir 20 fr. cette semaine.

Merci à la camarade (Paris à Morat, je crois) qui a eu l'amabilité de nous envoyer des fleurs pour le bureau.

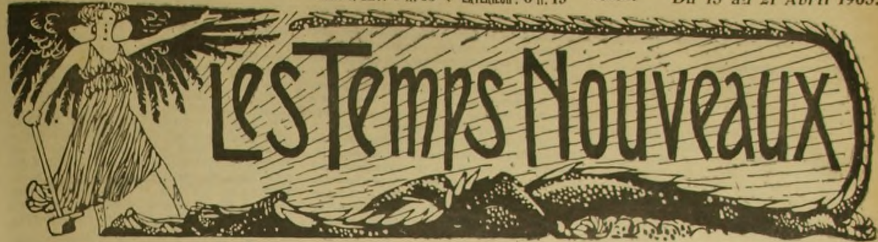
Reçu pour le journal : L. C., à Oakland, 5 fr. — R. V. E., à Lausanne, 7 fr. — Mme de B., à Bruxelles, 3 fr. — G. H., à Tully, 1 fr. — B., à Lyon, 1 fr. — V. B., rue D., 0 fr. 55. — D., 1 fr. — Froment, 7 fr. — A. R. V., La Chapelle-en-Vercors, 6 fr. 60. — C. Fr. 5 fr. — F. B., à Berne, 6 fr. — T. M., à Londres, 1 fr. — Merci à tous.

M., à Toulon. — J., à Lorient. — C. M., à Marins. — M., à Brest. — L. S., à Lyon. — A. B., Le Cateau. — C., à Anvers. — L., à Rochefort. — M., à Chantenay. — P. P., à Roubaix. — E. M., à Harnes. — H. B., à Avignon. — J. J., à Brest. — R. F., à Trevoazec. — T. R., à Bologne. — H. L., à Orléans. — B., à Limoges. — V., à Nîmes. — L. B., à Jemeppe. — D. à Verviers. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

Dixième Année. — N° 50 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 15 au 21 Avril 1905.*



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-Ve



Les Accidents du Travail

Un médecin de Montpellier, le docteur Imbert, a constaté que les accidents du travail se produisent plus fréquemment à certaines heures de la journée. Un autre observateur, le docteur Mazel, a confirmé ces constatations d'où il ressort qu'une première période de fréquence se produit à la deuxième heure de travail; il est d'ailleurs fréquent que des ouvriers se trouvent mal à ce moment. Les observateurs l'attribuent à l'usage funeste de l'eau-de-vie consommée à jeun avant le travail.

Après une période de repos, les accidents sont beaucoup moins fréquents qu'à la fin d'une longue séance de travail et surtout qu'à la fin de la journée.

Enfin le nombre des accidents diminue d'une façon considérable d'une année à l'autre, à mesure que les ouvriers sont entraînés au travail. Si l'on représente, par exemple, par 45 le nombre d'accidents pour la première année d'un personnel journalier non entraîné, ce chiffre tombe à 25 pour la deuxième année et au-dessous de 12 pour la troisième, si le personnel n'a pas changé.

De ces documents extraits de la *Vie médicale*, il résulte qu'au seul point de vue pécuniaire les patrons, légalement responsables, auraient intérêt d'abord à ne pas surmener leurs ouvriers, ensuite à conserver leurs ouvriers entraînés ou tout au moins à n'employer que des ouvriers qualifiés.

Mais, comme toutes les lois, la loi sur les accidents du travail est tournée par les patrons qui, payant une prime fixe annuelle aux Compagnies d'assurances, se soucient peu du nombre d'accidents survenus à leur personnel.

Cela n'aura qu'un temps. Les Compagnies se hâtent de résilier les contrats qui deviennent onéreux; beaucoup d'industriels sont déjà obligés de recourir à des mutuelles ou de rester leurs propres assureurs. Dès lors, ils veilleront de plus près aux risques courus par leurs ouvriers.

D'autre part, ceux-ci doivent songer aux dangers que leur fait courir l'alcool, même pris à petites doses et sans entraîner l'ivresse, surtout quand cet alcool est absorbé à jeun. Ils doivent aussi savoir utiliser au mieux de leurs intérêts la loi sur les accidents de travail.

Cette loi leur donne le droit absolu de choisir leur médecin. Ils peuvent donc ne pas tenir le moindre compte des pressions du patron qui les adresse à un médecin choisi par lui ou par la Compagnie d'assurances, et qui, moyennant un salaire fixe, a abdiqué son indépendance. En outre, ces médecins de Compagnies, ayant accepté un tarif très réduit, consacrent aux accidents de travail le moins de temps possible.

Enfin, les ouvriers doivent savoir que le patron étant légalement responsable de tous les frais occasionnés par l'accident de travail et ses suites, ils n'ont, eux, ouvriers, à s'occuper en rien des Compagnies d'assurances.

Si le représentant de la Compagnie vient leur proposer de signer un papier leur donnant une indemnité quelconque en échange de leur renonciation à toute réclamation ultérieure, ils doivent carrément l'envoyer promener.

Si le patron refuse de payer à l'ouvrier blessé la somme à laquelle celui-ci croit avoir droit, l'ouvrier ne doit pas hésiter à le poursuivre devant le juge de paix. En cas d'accident de travail, toute action judiciaire ne coûte pas un sou à l'ouvrier. Les avocats sont tenus de plaider pour lui sans recevoir d'honoraires.

Enfin, au cas où une infirmité permanente totale ou partielle aurait été la conséquence de l'accident de travail, l'ouvrier qui en est victime ne doit accepter la fixation de la rente à laquelle il a droit qu'en présence du président du tribunal qui apprécie, d'après les certificats médicaux, l'importance de l'infirmité.

Ajoutons qu'au cours d'une longue incapacité de travail, l'ouvrier blessé a le droit d'exiger du patron le versement immédiat d'une partie de l'indemnité qu'il aura finalement à recevoir.

Comme toute action sociale, la revendication des droits des ouvriers blessés ne peut s'exercer avec succès que par l'appui solidaire de tous les intéressés. C'est-à-dire que les camarades d'atelier d'un ouvrier blessé qui aurait été roulé par un patron ou se serait laissé prendre aux intrigues d'une Compagnie d'assurances, doivent faire cause commune pour la défense de leurs droits communs.

Il se trouve que, dans cette question, les médecins ont, eux aussi, intérêt à ce que les droits des ouvriers soient sauvegardés. C'est-à-dire qu'en dehors des quelques médecins qui se sont vendus aux patrons et aux Compagnies, tous les autres sont d'accord pour se défendre et défendre par là même les ouvriers contre les tentatives pour tourner la loi.

C'est ainsi que l'Union des Syndicats médicaux de France a fait imprimer des modèles d'ordonnance pour médecins, portant en tête imprimé l'avis suivant aux ouvriers blessés :

« En vertu de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail :

« 1° Le blessé a le droit de choisir son médecin et son pharmacien ;

« 2° Le patron est tenu de payer le médecin et le pharmacien choisis par le blessé ; en aucun cas le patron ne peut imposer un médecin à l'ouvrier ;

« 3° Le médecin de la Compagnie d'assurances n'a aucun droit spécial pour soigner le blessé ou pour établir le certificat de déclaration d'accident, qui peut être fait par le médecin du blessé ;

« 4° L'hôpital ou les dispensaires ne peuvent en aucun cas être imposés au blessé. Celui-ci a tout avantage à être soigné chez lui par son médecin habituel ;

« 5° Le bulletin remis à la victime au moment de l'accident, sur lequel il est imprimé que le blessé doit se rendre chez le médecin de la Compagnie pour faire viser ce bulletin, n'a aucune valeur. Il peut être égaré ou même détruit par le blessé sans qu'il perde aucun de ses droits à l'indemnité;

« 6° Le domicile du blessé est inviolable (article 184 du Code pénal). Aucun médecin, à l'exception de celui qui a l'autorisation du juge de paix, ne peut pénétrer dans le domicile du blessé sans son assentiment, même sous le prétexte de renseigner la Compagnie d'assurances sur l'état du blessé. »

J'engage vivement tous les ouvriers à ne pas oublier ces recommandations conformes à la loi. Il n'y a ni bonne, ni mauvaise loi. Tout dépend de la façon de s'en servir. Il faut que les ouvriers apprennent à utiliser celle-ci au mieux de leurs intérêts. Ils le peuvent.

Dr E. D.



La lutte de classes

« Toute la presse polonaise conservatrice d'Allemagne et de Galicie mène une campagne identique à l'effet de détourner les patriotes polonais de toute collaboration au mouvement révolutionnaire et socialiste actuellement déchaîné en Pologne russe. La Ligue Nationale de Varsovie agit dans le même sens.

La bourgeoisie et l'aristocratie polonaises, aveugles, comme toujours, font frein contre l'élan qui emporte vers la liberté et vers la démocratie sociale le prolétariat industriel de la Pologne. Mieux vaut encore pour elles l'oppression tsariste qu'une libération qui mettrait en péril leurs intérêts de classe et de caste.

Parmi les officiers qui, lors des derniers massacres en Pologne, se sont particulièrement signalés par leur sauvagerie envers les femmes, les enfants et les ouvriers, on cite un officier du régiment polonais nommé Dolinski. »

(L'Humanité, *17 février.*)

L'ESPRIT DE RÉVOLTE

(Suite et fin.)

Nous avons vu comment se dégagent les idées de révolte. A la base de toute révolte il y a d'abord la souffrance, matérielle et morale. C'est pourquoi l'armée révolutionnaire se recrute chez ceux qui souffrent à un degré quelconque des contraintes qui pèsent sur les besoins des individus. Quelques personnes de la classe privilégiée se joignent à eux; mais c'est aussi parce que ces privilégiés souffrent eux-mêmes dans leurs sentiments (sentiments de sympathie et de justice); ils sont entraînés par sympathie pour les opprimés et par indignation contre les iniquités sociales.

Mais il y a peu à compter sur de telles conversions. La sympathie des privilégiés est empêchée par les préjugés bourgeois sur les conditions sociales. On s'imagine que la misère ou la gêne sont le plus souvent la conséquence de la paresse ou de l'imprévoyance. Ceux-là même qui s'apitoient sur le malheur, considèrent cet état comme inéluctable et nécessaire. Ils satisfont leur sensibilité par la pratique de la charité, ils se libèrent de tout remords au moyen de quelques aumônes.

La propagande est-elle capable de modifier ces idées et de permettre au sentiment de sympathie de produire tous ses effets? Ceux qui ont essayé de faire de la propagande parmi les étudiants, connaissent les difficultés de l'entreprise. En dépit de l'enthousiasme de la jeunesse, peu d'individus se laissent convaincre; et l'entraînement passager cède souvent *plus tard* au *réalisme des intérêts privés* (1). Les jeunes gens sont repris par leur milieu, par la famille, par les affaires, par le souci de la carrière, par l'appât de la fortune ou des honneurs. En réalité, l'antagonisme des intérêts de classe empêche le développement d'une sympathie active pour les souffrances du prolétariat.

En définitive, c'est la souffrance qui est le véritable point de départ de la révolte. Ce qu'il faut combattre, c'est la tendance à la résignation qui se produit chez les individus découragés. J'ai exposé, dans le premier article, l'adaptation lente des misérables à leur état, la dépression morale qui peut conduire au suicide lorsque la vie devient impossible. Mais cette résignation, ce découragement, cet aveulissement se montrent surtout chez des individus isolés, chez des petits bourgeois, par exemple, tombés peu à peu dans l'extrême misère. L'isolement favorise particulièrement l'acceptation des pires conditions de vie, tandis que les individus réunis par le travail collectif de l'atelier ou de l'usine sont secoués à chaque instant dans leur torpeur par l'exemple des camarades plus audacieux, par l'encouragement mutuel. Cet encouragement mutuel et incessant chez les individus groupés est l'origine de la propagande. C'est la propagande par l'exemple, par la parole, par l'action, qui vient exalter dans la masse des prolétaires les sentiments qui vont donner naissance à la révolte.

La communauté des souffrances, le caractère collectif de la lutte journalière, favorisent le développement de la solidarité. Chez les individus isolés, le tableau de l'inégalité sociale peut ne provoquer que des sentiments d'envie personnelle. La lutte collective pour la conquête du bien-être commun tend à faire disparaître ces sentiments d'égoïsme impuissant et fait naître le mépris de tout individu qui exploite le travail d'autrui.

La pratique de la solidarité contribue à l'éducation morale des individus : le courage, la dignité individuelle se développent et viennent renforcer les idées de révolte.

La pratique de la solidarité se fait d'ailleurs par la révolte même, par la lutte collective qui rattachent les individus les uns aux autres. Les sentiments deviennent plus forts par la communauté de l'action.

L'action est, en effet, le meilleur moyen d'éducation du prolétariat; elle fait l'éducation des sentiments et l'éducation des idées. Elle exalte le courage et le sentiment de dignité individuelle, elle réveille les énergies. Elle assure le développement moral et intellectuel des individus.

C'est l'action qui favorise le mieux le travail d'organisation. On le voit bien au moment des grèves : les individus que la lutte a groupés, restent unis en des organisations permanentes de combat; et ces organisations deviennent des foyers d'agitation. La propagande, d'abord limitée à l'atelier, se fait ouvertement dans les syndicats; de là elle rayonne et va atteindre les individus les plus isolés.

Le syndicat est la véritable école où se fait l'éducation intellectuelle des travailleurs. Grâce à cette éducation, les prolétaires peuvent éviter les erreurs de tactique où ils sont tombés parfois; ils se rendent compte *plus vite* du but à atteindre. Et c'est encore l'action, provoquée par le syndicat, qui est le principal facteur de cette éducation (1). Les grèves, tout mouvement de révolte même partielle, ont l'avantage de mettre les salariés en face des patrons et de dissiper l'ambiguïté des promesses philanthropiques, religieuses ou gouvernementales.

L'action fait apparaître les réalités économiques. L'enseignement de la morale officielle ou religieuse est ruiné par l'expérience de la vie. J'ai cité les exemples des mineurs de la Ruhr, des tisseurs de Neuvilly, des ouvriers de Saint-Pétersbourg. Ces faits, et bien d'autres, montrent que les travailleurs, réunis sur le terrain économique, ne peuvent être leurrés bien longtemps sur leurs véritables intérêts.

Enfin l'action, et l'expérience qu'elle entraîne, montrent la duperie du réformisme, le danger et le peu d'utilité du parlementarisme.

La poussée économique, la conscience des besoins, l'expérience des faits, l'éducation produite par l'action, par la révolte, font l'affranchissement intellectuel du prolétariat. Certes, tout effort particulier, pour le développement moral et pour l'instruction des individus, a son utilité. Les prolétaires ont profité des idées, des théories, des utopies même, suscitées dans tel ou tel cerveau par le spectacle de la vie sociale. Mais ils n'ont accepté ces idées, ces théories et ces utopies qu'autant qu'elles correspondaient à leurs besoins et à leurs aspirations.

La valeur éducative de l'action dépasse de beaucoup tout ce qui peut être tenté dans les universités populaires et dans les écoles, même libertaires. Je veux dire qu'il n'est pas nécessaire que les prolétaires passent par ces écoles pour avoir conscience de leurs besoins matériels et moraux. Je ne veux pas dire non plus que les efforts particuliers d'éducation soient inutiles; mais ils n'ont qu'une valeur relative et surajoutée; ils jouent un rôle à côté et tout à fait secondaire (2).

D'ailleurs, l'action ouvrière n'est pas un simple moyen d'éducation morale et intellectuelle. Elle a pour but l'affranchissement complet du prolétariat et de l'humanité tout entière. Elle s'attaque aux réalités concrètes, aux contraintes économiques qui font la servitude des individus. Elle tend à l'abolition de la propriété privée et du régime capitaliste.

L'action ouvrière a donc, avant tout, un but matériel, un but spécial. Elle s'accompagne forcément d'une éducation morale, d'une exaltation des sentiments, qui fait sa force. Elle entraîne également un certain développement intellectuel. Mais la propagande n'a pas la prétention de donner aux prolétaires des connaissances encyclopédiques; simplement elle affranchit les individus des préjugés économiques et sociaux, et avive leur esprit critique.

L'affranchissement matériel, c'est-à-dire l'avènement du communisme, permettra seul le complet développement moral et intellectuel

(1) Il y a bien certains jeunes gens qui se sentent une vocation pour la carrière politique; mais je ne sais pas si cette vocation découle toujours et uniquement du sentiment de sympathie pure.

(1) L'action (la grève, par exemple) excite l'esprit d'initiative parmi les individus, à condition qu'elle ne soit pas gênée par la constitution trop fortement hiérarchisée de l'organisation. J'ai exposé, dans un des articles précédents, comment une forte organisation entraîne un esprit d'obéissance résignée et de discipline, tout à fait contraire à l'esprit de révolte, et comment cette forme d'organisation s'oppose, en définitive, à l'action.

(2) Les universités populaires, par exemple, peuvent servir à satisfaire, dans une certaine mesure, la curiosité intellectuelle des prolétaires; mais elles ne peuvent pas prétendre à diriger l'éducation intellectuelle des travailleurs. Ceux-ci connaissent mieux leurs souffrances et leurs besoins, ils savent mieux ce qu'il leur faut et où ils vont, que les professeurs bénévoles qui sont, sinon imbus de préjugés bourgeois, mais assez souvent ignorants des conditions de la vie sociale. Les aspirations des prolétaires conscients dépassent donc les conceptions d'un professeur de philosophie, si bien intentionné qu'il soit. (Ex. Séailles, dans *Education ou révolution*). — Cet article était déjà écrit, lorsque j'ai trouvé les mêmes critiques, et à peu près dans les mêmes termes, dans le dernier numéro du *Réveil socialiste anarchiste* de Genève (8 avril 1905). L'article de L. B. : « *Soyons révolutionnaires* », présente à peu près la même thèse que celle que j'ai exposée dans la série de ces articles.

des individus, en les libérant des contraintes actuelles (1).

* *

La propagande révolutionnaire prépare les individus à l'action. Mais il ne faut pas compter qu'elle puisse toucher et entraîner l'unanimité, je dirai la majorité du prolétariat. Des influences multiples, quoique secondaires, viennent contrarier l'éducation révolutionnaire. Il est vrai que la plupart de ces causes disparaissent, en cas de conflit, sous la poussée des sentiments.

C'est la poussée des sentiments, par exemple, qui rallie autour du syndicat, en cas de grève, tous les travailleurs intéressés. Là où il n'y avait qu'un petit groupe, se produit tout à coup une levée considérable de gens sachant ce qu'ils veulent et où ils vont. Il a suffi d'un noyau syndical pour propager les idées nécessaires à l'orientation du mouvement.

Cependant il n'y a pas assez de pitié dans les journaux socialistes, quand ils comparent *le squelette syndical* français à la forte organisation des Allemands et des Anglais. L'idéal des réformistes et des politiciens est de pouvoir montrer une grosse armée d'adhérents, payant régulièrement leurs cotisations (2). Ils ne voient la force que dans le nombre, comme s'il s'agissait d'électeurs, c'est-à-dire de bulletins de vote à additionner, ou bien encore comme s'il s'agissait d'œuvres de mutualité où le nombre des cotisants importe seul. L'idéal n'est pas d'avoir sur le papier une majorité compacte et moutonnière, dont la veulerie entrave toute audace et *entraîne la nécessité d'un commandement autoritaire*. Une organisation ouvrière de combat est plus forte par la valeur morale des individus qui la composent que par le nombre. Mais les socialistes légalitaires ont le préjugé démocrate de la *majorité*. Mieux vaut un groupement actif de propagandistes qui sachent entraîner la masse et l'orienter par la conviction de leur parole et de leurs actes, propagandistes qui se recrutent dans cette masse, qui en sentent les besoins et en partagent les sentiments, et qui ne se différencient de leurs camarades que par la force de leur conviction (1).

Il ne faut pas avoir l'espoir, absolument chimérique et *absolument inutile* (surtout en temps ordinaire, c'est-à-dire en l'absence de conflit), d'une immatriculation générale des travailleurs dans l'organisation syndicale. *Il s'agit de préparer par la propagande les esprits du plus grand nombre ;* la contagion de l'exemple, en cas de crise, fera le reste. Il faut bien savoir que les mouvements n'ont jamais été faits que par une minorité consciente et résolue.

* *

La crise est la période où de nouvelles souffrances viennent s'ajouter aux anciennes souffrances plus ou moins chroniques. Comme je l'ai exposé dans le premier article, c'est à ce moment que la tendance à la révolte est la plus forte. Si les individus ont déjà été préparés par une propagande incessante, il y aura plus de chances pour que les plus audacieux entraînent la masse à la révolte, à la révolution.

C'est ce que nous voyons se passer en Russie. Ici, il y a crise économique et répression politique venant se surajouter à un état de misère et de servitude chroniques.

Déjà le régime tsariste paraissait de plus en plus lourd à mesure que les idées d'Occident et la propagande pénétraient de plus en plus dans tous les milieux ; et les agglomérations ouvrières créées par l'industrie naissante faisaient un milieu favorable à l'agitation révolutionnaire.

Pour réprimer ces tendances vers la liberté, les Russes eurent Plehwe ; ils sentirent plus vivement l'ignominie de leur état. Alors vint la guerre, et la souffrance fut atroce. Les hommes dans la force de l'âge pris pour le service, la misère noire dans les familles privées de leur soutien, l'arrêt du commerce et de l'industrie venant ajouter à la crise économique, les deuils causés par les batailles ; je ne parle que pour mémoire des actes de violence, de la corruption, des vols, etc., qui furent commis un peu partout ; tout cela devait provoquer et provoqua la révolte, et le premier acte fut l'exécution de Plehwe.

Les grèves, les mouvements agraires ont été l'expression de la souffrance populaire. Et ordinairement, ils paraissent avoir pris un véritable caractère révolutionnaire. Il est remarquable que les ouvriers de Saint-Pétersbourg, par exemple, après la journée du 22 janvier, ont tout de suite compris jusqu'où les menait l'action engagée, tandis que le mouvement laissait les libéraux bourgeois incrédules, défiants et désemparés (Voir l'enquête d'Avenard dans l'*Humanité*).

Pendant que les libéraux bourgeois discutent sur un projet de constitution, les ouvriers, les paysans et une partie des intellectuels agissent sans tenir compte ni des lois, ni des autorités impuissantes et débordées. Un Russe, amoureux du paradoxe, me disait qu'aujourd'hui la Russie est le pays le plus libre de l'Europe : il y a des lois écrites, mais on n'y obéit pas ; il y a une censure, mais on publie des journaux sans autorisation ; il y a une police, mais on tient des réunions sans sa permission ; il y a des propriétaires fonciers, mais les paysans prennent la terre et le bétail sans s'occuper des propriétaires, etc. On agit suivant la vraie méthode révolutionnaire, celle que les anarchistes ont toujours préconisée (2).

M. PIERROT.

(1) C'est pourquoi la propagande révolutionnaire s'oppose aussi à la doctrine tolstoïenne. Celle-ci n'a en vue que la régénération morale des individus et pense trouver le bonheur dans la non-résistance au mal. — Paul Robin et les propagandistes de la restriction sexuelle ont aussi en vue la régénération humaine, mais complète, c'est-à-dire qu'ils prétendent aboutir à la régénération physique d'abord, puis morale et intellectuelle des individus. Cette prétention ne me semble pas possible à réaliser dans la société actuelle. Le néo-malthusianisme peut certainement favoriser le développement et l'éducation des enfants. Mais si les parents ne sont pas conscients, s'ils n'ont pas été touchés par la propagande, à quoi cette éducation peut-elle aboutir ? Dans les meilleurs cas, à donner aux enfants une instruction bourgeoise. Or, l'instruction bourgeoise est sophistiquée ; elle vient renforcer les préjugés et les mensonges économiques en leur donnant des apparences scientifiques. L'éducation néo-malthusienne ne fait pas des révolutionnaires. Je pense que les individus qui auront obtenu un peu de bien-être, grâce à la restriction sexuelle et grâce à beaucoup de chance, peuvent aussi bien s'enfermer dans l'égoïsme ; ce seront plutôt des recrues pour le mutualisme et le coopératisme, c'est-à-dire qu'ils chercheront à s'arranger le mieux possible dans la société actuelle, sans rien voir au delà de leur intérêt personnel. Quel mobile les pousserait, en effet, vers l'armée révolutionnaire, si la propagande ne les a pas convertis *auparavant* à l'idéal communiste ? Le néo-malthusianisme ne développe ni la solidarité, ni la révolte. Certes, je ne suis pas opposé à la restriction sexuelle, au contraire. Mais si je considère le néo-malthusianisme comme utile actuellement à l'émancipation féminine, si je crois qu'il continuera à être pratiqué dans la société communiste par les femmes, pour elles-mêmes et pour leurs enfants, je me refuse à y voir le moyen de l'émancipation humaine. La propagande révolutionnaire est nécessaire, *d'abord et avant tout*.

(2) Jaurès présente à l'admiration et à l'imitation des travailleurs français les Trade Unions anglaises, « si puissantes par le nombre des adhérents et par leurs habitudes de discipline volontaire » (*Humanité* du 5 octobre 1904). Le guesdiste H. Ghesquière reproche, de son côté, aux syndicats révolutionnaires d'être numériquement faibles. Le mépris de Ghesquière ressemble trop à celui du renard de la fable ; ou bien les guesdistes ont-ils à ce point perdu la mémoire qu'ils aient oublié que leur pauvre fédération nationale des syndicats a dû disparaître faute d'adhérents et céder la place (devant la propagande de Pelloutier) à une organisation ouvrière entièrement indépendante de tout parti politique ? Cette organisation indépendante n'a fait que croître ; et elle est plus vivante maintenant que les organisations socialistes politiques, qui toutes n'ont plus guère que des préoccupations électorales.

(1) D'ailleurs la Confédération du travail a une force vivante qui augmente tous les jours et qui se manifeste en toute occasion. Certes, il y a encore beaucoup à faire, et dans certaines corporations, et surtout dans nombre de localités. C'est à l'éducation de cette masse ouvrière encore hésitante que la Confédération travaille sans relâche.

(2) Les *éducateurs* proclament que la masse doit être préparée et éduquée pour être *digne* des avantages qu'on se propose (plus tard) de lui octroyer. J.-J. Rousseau n'écrivait-il pas à Catherine que l'abolition du servage ne devait être faite qu'avec prudence et que les paysans devaient être longuement préparés à cette réforme ? Actuellement on entend les bourgeois de tout acabit déclarer que les moujiks ne sont pas suffisamment développés pour qu'on leur accorde liberté (?), comme si le développement pouvait se faire dans les conditions actuelles de misère et de servitude. Heureusement les paysans et les ouvriers prennent eux-mêmes la liberté d'agir, sans attendre qu'on la leur octroie.

A NOS LECTEURS

Il y a un moyen de propagande excellent, que seule la difficulté de mener à bien nous avait empêché de réaliser. C'est le dessin.

Quelques camarades dessinateurs nous ayant promis leur concours, c'est une occasion à saisir.

A partir du 1er mai, notre supplément littéraire comportera pour commencer un dessin sur la double page d'intérieur.

Ces dessins seront signés Hermann-Paul, P. Iribe, Villemot, Kupka, Delaw, Luce, Roubille, Delannoy, Vallotton, Grandjouan, van Rysselberghe, Agard, Hénault, etc.

D'ici là, nous pensons avoir récolté quelques autres adhésions.

Bien entendu, cela ne sera qu'un essai qui, pour commencer, se fera au détriment de quelques pages du texte. Mais si la tentative réussit, et que nous trouvions assez d'acheteurs pour couvrir les frais que cela comportera, le supplément reprendra ses huit pages de texte ; nous y ajouterons huit pages nouvelles de dessins.

D'autre part, il y a un service que nous demanderions à ceux qui s'intéressent à la diffusion du journal.

Presque tous nos lecteurs sont des clients sérieux pour libraires. Ils peuvent, s'ils insistent, obtenir que le libraire où ils se servent, affiche, en bonne place, le dessin qui se trouvera à l'intérieur du journal.

Le pliage est combiné pour que le dessin se voie en ouvrant le journal.

Il faut suppléer au manque de publicité.

J. GRAVE.

Remède pire que le Mal

Depuis longtemps les révolutionnaires ont proclamé l'impuissance du parlementarisme et chaque jour des faits viennent démontrer la justesse de leur affirmation. Aveugles sont ceux qui ne le voient pas. En feuilletant aujourd'hui de vieux papiers, j'ai mis la main sur quelques articles parus dans le *Progrès de Lyon*, il y a déjà pas mal de temps. Ils sont intitulés : *L'insaisissabilité des salaires*, et ne sont pas signés. L'auteur reconnaît tout de suite qu'en matière de réformes les meilleures intentions du monde ne suffisent pas. Et il donne comme exemple la loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires.

Le législateur avait pensé que, par l'insaisissabilité partielle, il protégerait efficacement l'ouvrier contre ses créanciers rapaces, contre l'exploitation des hommes d'affaires véreux et des commerçants peu scrupuleux dont il est trop souvent la victime. Il s'évertuait en outre à diminuer par une procédure savante et compliquée l'exagération des frais de justice. Tout cela partait d'un bon naturel, mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Contre l'attente de leurs auteurs et sans doute à leur grande surprise, ces louables efforts non seulement ne réalisèrent aucun progrès, mais ce fut le contraire qui se produisit. Là où il y avait vingt saisies, il y en eut cent. Du moment qu'il n'y avait qu'un dixième saisissable, aucun des créanciers ne

voulut le laisser échapper. En raison des facilités de procédure et de l'absence de tout risque pour lui, pour la moindre dette un créancier fit saisir son client et cette saisie en fit surgir beaucoup d'autres.

Non seulement la loi eut pour effet de *multiplier les saisies-arrêts dans une proportion considérable*, mais elle aboutit encore à ce *résultat de grossir la dette*, par les intérêts et par les frais, en la prolongeant.

A un questionnaire adressé par le ministre aux chefs d'industrie, sur 369 réponses, 200 *signalent* l'exagération des frais. Le directeur d'une importante houillère du Tarn constate que sur 28 cas de saisies-arrêts dont la procédure avait suivi son cours normal et s'était terminée par une libération, 26 de ces retenues étaient supérieures au montant de la dette.

Un filateur de Tourcoing cite le cas d'un ouvrier laborieux et habile, père de cinq enfants, entraîné à faire des dettes au moment d'une maladie de sa femme et qui eut à payer pour une saisie 502 0/0 de frais.

Mais voici qui est plus intéressant. Un imprimeur écrit qu'il a reçu pour un même ouvrier plus de 6.000 fr. d'oppositions venues d'un peu partout. L'ouvrier gagnait environ 150 fr. par mois. Il lui aurait fallu quarante ans pour se libérer. Un beau jour, il est parti sans laisser d'adresse.

Un autre ouvrier d'une houillère du Pas-de-Calais est chargé de neuf créances pour 7.640 fr. 70 en principal et 805 en frais. La retenue produit en une année environ 100 fr. Le malheureux, quoi qu'il fasse, ne sera jamais libéré.

Un autre qui travaille dans une filature des Vosges a un salaire dont le dixième représente 78 fr. Il doit 1.351 fr. 30; les intérêts à 5 0/0 montent à 65 fr. Il laissera 13 fr. par an à ses créanciers. On peut le poursuivre pendant un siècle sans qu'il soit quitte.

Mais il y a pire : une ouvrière d'une manufacture de l'Etat subit une retenue depuis dix ans pour solder une dette de 946 fr. 50. Le total de la retenue, 45 fr., représente les intérêts. *La dette reste toujours entière*. Elle paiera indéfiniment.

A noter aussi la spécialité que se font certains huissiers et hommes d'affaires avec ces saisies.

Bref, les résultats de cette loi ont été : multiplication des saisies; exagération des retenues; relèvement formidable des frais, à raison des répartitions multiples, etc.

Voilà une fois de plus constatée l'utilité des réformes dont nous gratifient de loin en loin nos parlementaires!

GALBAUBAN.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

L'assassinat de la rue des Ormeaux. — On ne se souvient peut-être plus de ces faits déjà lointains.

Le 2 juin dernier, vers deux heures de l'après-midi, une jeune fille de 18 ans, Marguerite Thévenard, passait rue des Ormeaux, au bras de Charles Buttet, son ami. Mme Buttet, la mère du jeune homme, apparaissant tout à coup, injuria et frappa la jeune fille qui, se sauvant éperdue, chercha un refuge dans l'escalier d'une maison voisine, toujours suivie par Mme Buttet.

Cette dernière désignant alors à une habitante de la maison, nommée] Picault, Marguerite Thévenard qui s'enfuyait, lui cria : « C'est une voleuse. » Mme Picault prit aussitôt un revolver et s'apprêtait à poursuivre la jeune fille, quand survint M. Picault, qui arracha l'arme des mains de sa femme et monta dans l'escalier. Quelques minutes après, ce courageux citoyen redescendait, disant : « Je l'ai tuée. » Et il disait vrai. Au premier étage de l'immeuble, Marguerite Thévenard gisait inanimée.

Poursuivi en cour d'assises sous l'accusation de meurtre, M. Picault vient d'être acquitté.

La prison et la guillotine sont de détestables moyens pour inculquer le respect de la vie humaine. Et nous ne reconnaissons à personne le droit de punir. Mais puisque les juges s'arrogent ce droit — *et en usent chaque jour contre de pitoyables innocents* — nous nous demandons où ils trouveront de vrais crimes, si l'acte de M. Picault n'en est pas un.

CH. ALBERT.

❖ ❖

L'élève des bestiaux. — Un travailleur d'Aubusson étant parvenu à fabriquer *vingt* gosses tout en se conformant aux lois gouvernementales et sans enfreindre la morale officielle, grand remue-ménage chez les Piots et sous-Piots. Lettres, rapports, certificats, signatures, après quoi le sieur Etienne, ministre de l'intérieur — pourquoi pas de l'agriculture? — fait savoir à ce courageux citoyen qu'il est autorisé à toucher une prime de 200 francs. Deux cents francs pour vingt gosses, c'est maigre. Il y a des éleveurs qui touchent cette somme pour une seule tête de bétail. Sous notre République, les petits citoyens sont estimés beaucoup plus bas que les petits veaux.

D.

❖ ❖

L'affaire Jambet. — Des manifestations importantes ont marqué, dans notre ville, l'arrestation des camarades Jambet et le Bretonnic et plusieurs brigades de gendarmerie sont arrivées à cette occasion.

La façon plus qu'arbitraire dont notre camarade Jambet a été traité, et les incidents qui se sont produits à l'audience, montrent que les magistrats et les policiers lorientais cherchent, par tous les moyens, à réduire les militants révolutionnaires les plus actifs. Nous les prévenons, dès à présent, qu'ils n'y parviendront pas.

Accompagné de sa famille et de quelques amis, notre camarade se trouvait, dimanche soir, 2 avril, au milieu d'un rassemblement, qui se transforma bientôt en une bagarre au cours de laquelle deux coups de feu furent tirés, sans atteindre personne. Très connu à Lorient comme anarchiste, Jambet fut désigné comme l'auteur des coups de revolver et immédiatement arrêté. Bien qu'il ait été impossible à la police d'établir que les coups de feu avaient été tirés par notre ami, il n'en a pas moins été gardé sous les verrous et poursuivi sous l'inculpation mensongère de scandale, ivresse, etc...

C'est le lendemain lundi que se sont produites les manifestations qui ont été relatées par la presse locale et qui ont nécessité la mobilisation de toutes les forces policières. Au moment où, vers 6 heures du soir, notre camarade sortait de l'instruction, une foule de près de 3.000 personnes comprenant un grand nombre d'ouvriers du port a manifesté violemment contre la police, au chant de l'*Internationale*. Devant le Grand Café, des cris hostiles ont été poussés à l'adresse des officiers, et des pierres ont été lancées contre la prison.

Comme d'ordinaire, cette démonstration est sauvagement réprimée par la police et les gendarmes et notre camarade Bretonnic est arrêté à son tour après avoir été odieusement brutalisé.

Nos deux camarades ont été jugés vendredi 7 avril et condamnés : Jambet, par défaut, à 40 jours de prison et 105 francs d'amende; Bretonnic, à 20 jours de prison.

Un incident qui montre la stupidité et l'arrogance de nos magistrats, a marqué l'audience. Comme notre camarade Jambet venait de faire défaut en l'absence de Me Wilm, l'avocat qu'il attendait de Paris, le substitut Fourcade prit la parole :

« J'ai reçu, dit-il, une lettre du citoyen Poulain me demandant qu'il soit sursis au jugement de Jambet et Bretonnic jusqu'à l'arrivée d'un avocat venant de Paris pour les défendre. La lettre se termine par cette formule : « Recevez mes salutations révolutionnaires. » Je proteste contre cette formule et contre l'attitude du citoyen Poulain, et je déclare que je ne tiendrais pas compte de telles mises en demeure. »

Si quelqu'un doit protester, c'est moi, et contre l'attitude du substitut Fourcade qui, à la demande que je lui adressai par lettre, en termes très courtois et au nom de la Bourse du Travail, de surseoir au jugement de nos camarades, me fit répondre grossièrement par la note suivante :

« Le procureur de la République fait savoir au sieur Poulain que les sieurs Jambet et Bretonnic, inculpés tous deux de délits de droit commun et détenus préventivement selon la loi de 1863, comparaîtront devant le tribunal correctionnel dès que cela pourra se faire. M. le procureur de la République ne se préoccupera pas des mises en demeure quelconques de n'importe quelle personnalité révolutionnaire étrangère à cette affaire. »

E. POULAIN.

❖ ❖

La Grande Famille. — M. Eugène Passebosc, âgé de 31 ans, était appelé à effectuer une période de 28 jours. Quoique sa femme fût à la veille de ses couches, il ne put obtenir de sursis et se rendit à la caserne. Quelques jours après, il tomba malade, chez lui, en même temps que sa femme accouchait. Il ne retourna pas à la caserne. Le caporal de quartier se rendit chez et lui donna l'ordre de regagner le régiment.

Sur l'insistance du réserviste, le lendemain, une voiture d'ambulance vint le prendre pour le conduire à la caserne. Là, il fut admis à l'infirmerie où, malgré ses réclamations, il resta un jour et demi sans soins et sans recevoir la visite du major.

Son état empira à tel point que, dans l'après-midi du deuxième jour, lorsque le médecin-major se rendit, enfin, auprès de lui, il le jugea si grave que quarante-huit heures de permission lui furent aussitôt accordées.

Il fut reconduit chez lui. Trois jours après, il expirait. Ce scandale a fait une très vive impression à la caserne.

Ce matin, dimanche, près de 300 réservistes, qui viennent d'être libérés, se sont réunis pour protester et pour réclamer qu'une sérieuse enquête soit faite, afin d'établir les responsabilités de ce crime.

(Du *Petit Méridional*.)

❖ ❖

MONOGRAPHIE (1)

Pont-de-Beauvoisin (Isère et Savoie).

Deux petites villes n'en formant qu'une au fond d'un trou entouré de collines de tous côtés : 3.000 habitants. Petites rues étroites transformées en bourbiers à la moindre pluie. Vieilles maisons mal aérées, humides, où les logements de deux et trois pièces semblables à des caves se paient de 150 à 180 francs de location par an.

Vivres : pain, 0 fr. 35 le kilog.; viande, de 1 fr. 40 à 1 fr. 80, suivant qualités, le kilog.

Principale industrie : l'ébénisterie. Nombreux petits patrons, fabricants de meubles, occupant de trois à quinze ouvriers et travaillant surtout pour les grands magasins de Lyon et Grenoble. La plus grande partie du travail se fait aux pièces (tant par meuble), et les prix de façon sont si réduits que les ébénistes des environs viennent au Pont acheter des meubles qui leur coûteraient plus cher s'ils les faisaient eux-mêmes. Comme le prix du bois ne varie guère dans un rayon de 15 kilomètres, c'est donc sur les salaires des ouvriers que porte la différence du prix de revient.

Pour des journées de onze à treize heures de travail, le montant du mois varie de 85 à 90 francs. Beaucoup d'ouvriers du pays possèdent leur logement et un bout de terrain, qu'ils cultivent le dimanche et pendant la morte-saison. Ils joignent ainsi péniblement les deux bouts. Mais les ouvriers de passage, étrangers au Pont, ne peuvent y séjourner longtemps.

En Isère, se trouvent encore un atelier de construction mécanique et une tannerie. Journée de 10 heures, salaire moyen de 3 francs à 3 fr. 50 par jour. En Savoie, deux tissages de soieries où le prix de la journée va de 1 fr. 25 à 2 fr. 50, une fabrique de chapeaux où le nombre des jours de travail ne dépasse pas trois par semaine, en moyenne, par an, et un moulin assez important.

La vermine noire, qui occupe en immeubles une partie du pays, a la haute main sur la plupart des

(1) Nous rappelons aux camarades que nous insérerons toujours avec plaisir les monographies qu'ils pourront nous envoyer et nous les prions de nous en envoyer. Que le souci de la rédaction n'arrête pas nos correspondants : nous y suppléerons quand il le faudra.

employeurs qui, eux, donnent le ton à leur personnel.

Les petits boutiquiers sont nombreux, les épiceries abondent, mais surtout les cafés pullulent et le niveau moral de la population s'en ressent. Les travailleurs se soucient peu et sont d'ailleurs incapables de réagir d'une façon quelconque pour améliorer leur situation. Beaucoup n'ont d'autre idéal que se saouler le plus longtemps et le plus souvent possible.

D'augmentation de salaires, il n'en est jamais question. On ne parle que d'abattre de la besogne à n'importe quel prix, et une sainte émulation règne dans les ateliers.

A part un syndicat, formé il y a quelques mois, et groupant les ouvriers d'une fonderie des environs, les tentatives d'organisation syndicale ont toutes échoué. Au moment où je vous écris, j'apprends cependant qu'une grève vient de se déclarer dans une fabrique de robinets. Les ouvriers parcourent les rues avec un drapeau, en chantant. Mais j'ignore leurs revendications...

Comme il y a peu d'ouvriers étrangers au pays et que ceux-ci sont en général plus dégagés des vieux préjugés, plus en dehors de l'influence du cercle de la famille si soumise encore ici aux pratiques religieuses, et forcément plus exigeants que ceux de l'endroit, peut-être nous manque-t-il ce ferment d'énergie qu'on trouve toujours dans les grands centres industriels. Ce manque d'initiative tient probablement aussi au grand nombre de petits ateliers dans lesquels le patron travaille avec ses ouvriers, les connaît tous, et leur impose sa manière de voir.

Par contre, un cercle catholique et un groupe socialiste enrégimentent, chacun de leur côté, un nombre respectable d'électeurs, et une société de gymnastique florissante contribue à entretenir le fétichisme du drapeau et de la patrie.

A.

※ ※

MOUVEMENT OUVRIER

La campagne entreprise par la Confédération en faveur de la journée de huit heures, redonne à la journée du 1er mai un regain de l'importance qu'elle avait tant soit peu perdue en ces dernières années.

Les travailleurs que l'on avait emmenés processionner auprès des « pouvoirs publics », se sont rendu compte du ridicule de la comédie qu'on leur faisait jouer ainsi, et peu à peu avaient à ce point délaissé ces pour le moins inutiles promenades, que le 1er mai était en train de passer à l'état de légende.

Et, pour ma part, je l'aurais regretté.

En arrêtant de travailler tous à la même heure, par-dessus les frontières et les océans, les exploités de partout rappellent utilement à leurs maîtres qu'ils tiennent dans leurs mains le sort de la société capitaliste et qu'il leur suffirait de vouloir fortement pour provoquer de profonds changements dans le mode d'organisation de cette société qui les opprime.

Le 1er mai peut, en effet, à un moment donné, avoir des lendemains. Il suffit de se rappeler l'effroi des bourgeois, il y a une quinzaine d'années, à l'approche de la journée prolétarienne.

Les politiciens, petit à petit, étaient parvenus, en en changeant le sens, à lui enlever toute sa portée et même son caractère.

Il importe de le lui rendre.

Assez de vaines manifestations! Que les travailleurs montrent partout qu'ils sont une force par eux-mêmes, et qu'ils entendent être les seuls artisans de leur émancipation.

Trop longtemps ils n'ont su formuler que de vaines réclamations. Il est grand temps qu'ils affirment leur volonté de prendre ce que l'on s'obstine à leur refuser.

Cette année, en France pour le moins, et grâce à l'agitation qui s'est créée dans les syndicats en faveur de la diminution des heures de travail, le 1er mai semble vouloir revivre et à nouveau redevenir une imposante manifestation ouvrière, reconquérir en un mot toute sa portée.

Il faut pour cela que l'on chôme partout où cela ne sera pas absolument impossible. Que les organisations ouvrières provoquent de toutes parts la tenue de nombreux meetings dans lesquels, à l'unisson, la classe ouvrière affirmerait sa volonté d'en finir avec ces longues, inutiles et fatigantes journées de travail qui, tant qu'elles ne cesseront pas, seront, pour la classe ouvrière, un obstacle à des luttes et à des victoires plus décisives.

Déjà dans beaucoup de Bourses du travail, dans de nombreux centres ouvriers, l'on a pris des dispositions dans ce sens, mais la journée du 1er mai aura d'autant plus de portée qu'il y aura plus de travailleurs qui signifieront ce jour-là à leurs exploiteurs qu'ils entendent chômer et s'occuper exclusivement de leurs intérêts.

Je vais suivre de très près le mouvement qui déjà se prépare et j'y reviendrai la semaine prochaine.

❖ ❖

Depuis quinze ou vingt ans, une loi qui doit obliger les patrons à accorder un jour de repos par semaine à leurs ouvriers ou employés, se promène de la Chambre au Sénat et inversement.

Ladite loi serait-elle votée qu'il en serait absolument de même et que n'auraient un jour de repos hebdomadaire que les travailleurs assez conscients pour l'exiger.

Les exploités qui veulent le repos hebdomadaire feraient bien mieux de le prendre ou bien de faire comme un groupe de garçons bouchers parisiens, qui, ayant affaire à un patron qui ne voulait pas fermer le dimanche après-midi, ont été chahuter sa boutique.

A Cherbourg, les garçons coiffeurs estiment que travailler jusqu'à 3 heures après-midi le dimanche est suffisant.

Pour le faire savoir à leurs employeurs, ils ont manifesté dimanche dernier devant les magasins dont les patrons refusaient de fermer.

M'est avis que ces travailleurs obtiendront plus vite satisfaction que s'ils continuaient à attendre une « loi ». L'action directe est quand même plus expéditive.

La grève des mouleurs de la Seine continue sans changement notable. Les patrons, dans l'espoir de fatiguer les grévistes, font mine d'engager les pourparlers, puis les rompent brusquement.

La longue durée de cette grève montre qu'il se crée peu à peu une conscience ouvrière avec laquelle le patronat devra dorénavant compter.

A Neuilly-Levallois, deux cents ouvriers de la fabrique d'automobiles Corre sont en grève. Ils demandent la fixation à dix heures de la journée de travail et le repos hebdomadaire.

Des tentatives d'embauchage sont faites par d'autres patrons pour le compte de cette maison, mais inutilement.

Il y a à Levallois de nombreux camarades : je ne saurais trop les engager à apporter leur aide pécuniaire et morale aux ouvriers en grève.

A Limoges, le patronat semble être coalisé pour essayer de briser l'organisation ouvrière.

C'est, d'une part, à la fabrique de porcelaine Th. Haviland, dont les ouvriers de l'atelier de peinture réclament le renvoi de leur atelier d'un contremaître qui a manqué sa vocation en ne se faisant pas garde-chiourme.

Si le conflit ne prend pas fin à bref délai, les patrons porcelainiers menacent les ouvriers d'un *lock-out* qui mettrait en chômage plus de 10.000 ouvriers.

Les autorités, maire socialiste!! en tête, s'emploient de toute leur force pour que les éternels dupés abandonnent leurs revendications. Rouvier-Panama envoie des télégrammes éplorés aux autorités.

Il nous faut espérer que les travailleurs ne se laisseront pas rouler par les boniments « démocratiques » des politiciens.

A la couperie de poils Beaulieu, 200 ouvriers et ouvrières sont en chômage. Je ne puis mieux faire pour expliquer la situation, que de reproduire une partie de l'appel à la solidarité ouvrière que lancent les grévistes :

« Pour ceux qui connaissent les conditions dans lesquelles travaillaient ces malheureux, leur révolte n'a pu que procurer une *légitime* satisfaction.

« C'est d'abord les secréteurs, maniant de l'acide, du mercure, de l'arsenic, les doigts rongés, noircis, les dents attaquées par ces matières.

« Puis des femmes, des enfants de moins de douze ans, ayant une quantité de travail déterminée à produire pendant une longue journée.

« Et c'est dans une atmosphère empoisonnée que se meuvent ces êtres humains.

« Et tout cela, pour des salaires de famine. On a vu des femmes gagnant 11 francs dans un mois, sans qu'elles s'absentent de l'atelier, en dehors du faible répit accordé pour le repos! »

Cela, je crois, se passe de commentaire.

Enfin les typographes sont également en grève et la plupart des journaux ne paraissent plus. Ils formulaient au début les revendications suivantes : augmentation de salaires et journée de 9 heures.

Ils ont abandonné cette dernière revendication, mais inutilement.

La situation est grave à Limoges, les troupes sont consignées et l'on s'attend à ce que d'autres soldats viennent des villes environnantes.

Le maire socialiste!! Labussière fait de son mieux son métier d'endormeur au profit du patronat et il engage les grévistes à ne pas *« porter préjudice au commerce et à l'industrie locale »* (sic!).

Et il ajoute :

« Le maire de la ville de Limoges a l'intime conviction qu'il lui aura suffi de signaler les conséquences et les dangers de l'agitation actuelle pour ramener le calme dans les esprits et mettre fin à une situation qu'il importe de ne pas laisser se prolonger davantage. »

Pour les patrons, cet extraordinaire socialiste n'a pas un mot de reproche.

Toujours l'histoire de la *carpe et du lapin*.

En Bretagne, l'agitation ouvrière continue.

A Pontivy, les tailleurs de pierres sont en grève. A la journée de douze heures, ils substituent la journée de dix heures et demie, ce qui est encore un quart en trop, et réclament un salaire presque égal. Les patrons refusent; inutilement, car les ouvriers sont fermement décidés à lutter.

Les salaires varient entre 0 fr. 40 et 0 fr. 45 de l'heure : les ouvriers exigent 5 centimes de l'heure en plus.

A Morlaix, grève d'ouvriers plâtriers.

A Roanne, les tanneurs et corroyeurs ont quitté le travail. Ils demandent le renvoi d'un tâcheron et une augmentation de salaires.

P. Delesalle.

❖ ❖

Nantes. — Les dockers de Nantes, qui s'étaient réunis en syndicat il y a deux mois, avaient convoqué trois fois les patrons pour leur faire part de leurs revendications; les patrons n'étant pas venus, vendredi dernier la grève a été votée à l'unanimité.

Voici leurs revendications :

0 fr. 65 de l'heure au lieu de 0 fr. 50.

Dix heures de travail en été, huit heures en hiver.

Repos du dimanche.

Suppression du travail aux pièces.

On voit que ces revendications n'ont rien d'exorbitant, surtout si l'on sait que c'est chez les dockers qu'il y a le plus de chômage.

Après les réunions à la Bourse du Travail, les dockers parcourent les quais et débauchent ceux qui travaillent encore. Malgré leur calme, les quais regorgent d'argousins et de gendarmes que le préfet, républicain socialiste (!), a fait venir de tous les points de la Loire-Inférieure.

Le capitaine d'un navire qui venait d'arriver, ayant ordonné à son équipage de décharger les marchandises, les marins ont refusé par solidarité avec les grévistes.

Les charbonniers ont présenté des revendications analogues à leurs patrons.

On croit que la grève s'étendra à Chantenay et à Saint-Nazaire.

Dimanche, les grévistes ont parcouru les rues de la ville en chantant l'*Internationale* et la *Carmagnole*.

On peut évaluer à plus de 1.100 le nombre des grévistes.

F. Cas.

※ ※

ESPAGNE

La misère en Andalousie. — *Madrid, 31 mars.* — La sécheresse qui continue à sévir en Andalousie, a considérablement aggravé la situation des ouvriers agricoles.

Ni le gouvernement ni les municipalités, pas plus que les gros contribuables, n'ont encore essayé de remédier à la situation.

A Téba, il y a eu une grande manifestation de travailleurs réclamant du pain ou du travail.

A Estepa, la situation n'est pas meilleur; les ouvriers y meurent littéralement de faim. Après un

meeting où assistèrent 2.000 personnes, l'alcade a promis de demander énergiquement la construction d'une route.

D'autres localités offrent le même horrible tableau de misère et de faim.

En *Castille*, quoique les travailleurs soient plus calmes, la situation est aussi mauvaise.

A *Zamora*, *Léon* et *Palencia*, la plupart des ouvriers manquent de travail depuis le mois de septembre.

FR. FROMENT.

(De *El Socialista.*)

✠ ✠

BELGIQUE

Une nouvelle forme de grève. — *Carnières, 4 mars.* — Nous voici à l'approche du 1er mai que l'on fête ici par des manifestations et des conférences. Voulez-vous m'envoyer à cette occasion un cent de vos brochures : *Les deux méthodes du syndicalisme*? Le 1er mai est une excellente occasion pour la propagande syndicale et c'est dans vos brochures que les travailleurs apprendront à connaître la bonne et la mauvaise méthode d'organisation syndicale. On peut dire que l'inertie seule est organisée ici, car les politiciens y sont les maîtres du syndicalisme.

Je suis heureux que vous ayez été tenus au courant du dernier mouvement de grève. Celle-ci n'est pas d'ailleurs, comme on pourrait le penser, tout à fait finie. Car dans plusieurs charbonnages du bassin de Charleroi on a inauguré une nouvelle forme de grève. Le mineur se rend chaque jour à la fosse et descend ; mais il se couche sur le travail et si quelque surveillant ou autre chef l'interpelle, il lui répond qu'il ne travaillera plus sans avoir obtenu satisfaction complète.

Cette idée fut émise par un camarade libertaire dans un congrès de mineurs à Charleroi et admise par tous les délégués.

Le procédé a l'avantage, outre le déficit qu'il cause aux compagnies, de leur susciter de graves difficultés ! Tandis que les mineurs à la veine sont payés d'après la quantité de charbon extrait, les ouvriers employés au charriage sont payés à la journée. Et comme ils n'ont plus rien à faire par suite du repos de leurs camarades, les patrons sont obligés d'avoir recours aux gendarmes pour les empêcher de descendre en trop grand nombre, ce qui est une atteinte à « la liberté du travail ».

TH. GB.

✠ ✠

ARGENTINE

Comment on civilise. — *Buenos-Ayres, 9 mars.* — Un conseil de guerre fonctionne, en ce moment, pour juger un lieutenant et huit soldats (un sergent et quelques soldats incriminés dans l'affaire sont en fuite). Il s'agit d'un massacre d'Indiens au Gran Chaco, crime commis à la fin de 1902 par un détachement du 5e régiment de cavalerie commandé par le lieutenant José Avalos.

Voici la déposition du soldat Pacheco devant le conseil de guerre, dans la séance du lundi 7 mars :

« Au mois de novembre 1902, le détachement de dix hommes du 5e cavalerie, ayant à sa tête le lieutenant Avalos et le sergent Acevedo, partit de Rivadavia. En route, ce détachement se grossit de neuf civils. Un peu avant d'arriver à Nuevo Mundo, la petite troupe rencontra un groupe de huit Indiens, dont une femme et un enfant. Ces individus furent arrêtés et on leur mit les menottes deux à deux. Le convoi se remit en marche et, un peu plus loin, après avoir échangé quelques mots avec le lieutenant Avalos, le sergent Acevedo se détachait de la troupe avec deux soldats et la plupart des civils, emmenant les Indiens. Ils disparaissaient derrière un pli de terrain et revenaient après avoir égorgé les six Indiens.

« La troupe continua sa marche : plus loin on trouva une centaine d'Indiens, hommes, femmes et enfants. Par un mouvement tournant, on les entoura. On s'empara d'eux, leur disant qu'on ne leur voulait aucun mal, qu'on allait simplement les attacher par groupes pour les conduire à leur cacique. Les Indiens, très docilement, se laissèrent faire. Ils furent conduits dans une maison voisine. Là, les hommes, au nombre de trente ou quarante, furent conduits au bord de la rivière, où ils furent égorgés sans autre forme de procès. Trois femmes subirent le même sort. Un des Indiens, rompant ses liens, frappa d'un coup de couteau le soldat Diaz, qui fut également blessé par une balle, un coup de fusil ayant échappé à un de ses compagnons. » Pacheco termine en disant que lorsqu'ils revinrent au fort, le capitaine Noguera, du même régiment, leur recommanda de garder le plus grand silence sur les événements qui venaient de se passer.

Les dépositions des autres accusés confirment les dires de Pacheco et ne font qu'y ajouter des détails plus terrifiants sur ces scènes d'atrocités. Tous déclarent que les Indiens n'avaient aucune arme et que leur attitude n'était pas menaçante. L'un d'eux ajoute qu'en revenant, le détachement mit à mort le cacique Cayate et sa femme Victoria.

Un autre accusé dit que le lieutenant Avalos, de retour à Rivadavia, fit cadeau à diverses personnes de plusieurs Indiens qu'il avait faits prisonniers et que notamment il donna à un nommé Roldan une jeune Indienne.

Un troisième raconte que lorsqu'on mit à mort les quarante Indiens, une femme que l'on allait égorger et qui parlait espagnol, dit : « Prenez garde que l'on ne fasse pas avec vous ce que vous faites avec nous. » Les soldats, intimidés, la remirent en liberté. Elle se mit à courir, mais elle avait à peine fait quelques pas qu'un des civils la tuait d'un coup de fusil.

Tel est le récit fait par un soldat du détachement et rapporté dans le *Courrier de la Plata* (journal de langue française).

JULES BERTRAND.

AUX INDÉPENDANTS

4.269 envois, dénonce le catalogue. La phalange des débuts, grossie d'année en année, devient légion, devient armée. Est-ce un signe? Peintres et sculpteurs comprendraient-ils enfin qu'un artiste de probité réelle ne peut être qu'un indépendant, dédaigneux des autorités funestes — jurys, récompenses — qui courbent, partout ailleurs, l'art sous des jougs injurieux ?

Charles Albert nous entretenait, l'autre semaine, des néo-impressionnistes et de ce Georges Seurat, leur initiateur, qui mourut avant l'âge des réalisations parfaites, mais que la *Baignade à Asnières* et le *Dimanche à la Grande Jatte* garantissent contre l'oubli. Notre camarade exprimait ce regret que la puissance décorative qu'on discerne en un Rysselberghe, en un Petitjean, en un Cross, n'ait jamais trouvé, jusqu'ici, à s'employer avec ampleur. De fait, l'art de ces peintres n'est pas de chevalet, mais de murailles, et si solide que soit l'imbécillité de la direction des Beaux-Arts et des commissions municipales, c'est un vœu qui s'exaucera peut-être un jour que celui d'édifices dont la décoration leur serait confiée, à eux, les beaux adeptes de la peinture vibrante, claire et « somptueuse », les logiciens de la lumière.

Mais Charles Albert limitait son regret aux novateurs du néo-impressionnisme. Je l'étendrais volontiers à d'autres, à beaucoup d'autres. Les conditions sociales qui sont les nôtres, contraignent à l'unique peinture du chevalet, à cette peinture à destination de salon, de musée, des talents qui feraient merveille, peut-on croire, dans la décoration architecturale. Je songe à Charles Guérin, à Maurice Denis, à Henri Matisse, et à d'autres en grand nombre. Un temps viendra, qu'il faut hâter, où toute cette peinture, aujourd'hui triomphante, qu'emprisonnent des cadres d'or, sera tenue sans doute pour une excroissance un peu malsaine...

Mais là n'est pas mon sujet et je dois me borner à inscrire, dans cette notice très brève, des noms de belles œuvres et de beaux ouvriers.

L'idée fut bonne d'élire, cette année, pour un hommage rétrospectif, Vincent Van Gogh et Georges Seurat, — celui-ci révolutionnaire et créateur d'une technique, celui-là révolté et créateur de frissons, tous les deux libres entre les libres. Ceux qui sont nés à la vie spirituelle depuis moins de douze ans ne savaient d'eux que leurs noms et l'initiative des Indépendants aura eu, pour eux, le prix d'une révélation.

Verlaine a dédié tout un livre à la mémoire de ceux qu'il nomma les *poètes maudits*. Van Gogh, lui, est bien le « peintre maudit ». Il est de ceux, maudits, à qui la vie a fait la part mauvaise, de ceux qui, parmi les hommes, portent un visage douloureux d'étranger. Que d'autres, sur leurs toiles, chantent la joie ou la douceur de vivre. Lui, l'ardent sanglot dont parla Baudelaire — « l'ardent sanglot qui roule d'âge en âge » — a soulevé sa poitrine et il semble que tout son œuvre soit né de ce sanglot. Tout? Non pas, pourtant. Il arrive, quelquefois, que Van Gogh s'apaise, et alors il peint les fleurs avec une sorte de volupté passionnée.

C'est qu'aussi Van Gogh est étonnamment divers. Sans jamais vouloir encercler son effort dans un *genre*, il a voulu rendre tout ce qu'il voyait, tout ce qu'il sentait, et ce fut, toujours, avec une intensité, une âpreté, une frénésie d'expression presque prodigieuse.

Je voudrais le décrire. Mais je sens trop qu'il échappera à mon analyse, comme à mon classement. Il est Van Gogh, un indiscipliné, un solitaire, avec un tempérament à lui, une vision à lui. Il a donné des pages qui imposent le souvenir de Daumier : ses *Buveurs*, sa *Ronde des prisonniers*... Ses *Buveurs* surtout : sur un fond d'usines lointaines, trois pauvres bougres, un enfant, ridiculement déjetés par le mal, portent goulûment à leurs lèvres on ne sait quel breuvage d'ivresse et d'oubli. La nature est ici dépassée et le symbole atteint : ces tragiques buveurs, vous sentez bien qu'ils boivent « non pour se saouler, mais pour boire » et qu'ils sont beaux de tout le désespoir humain qui est en eux.

Van Gogh est portraitiste. On s'arrête longtemps devant les effigies d'une rudesse étrange qu'il a laissées de lui-même, de Tanguy, du docteur Gachet, d'un facteur des postes et de cette *Berceuse* qu'on jurerait une estampe japonaise. (L'influence esthétique de l'Extrême-Orient, si vive en France voici vingt ans, Van Gogh l'a subie délibérément et plus qu'aucun autre.)

Il est paysagiste enfin. Voyez cette route de Provence qui se tord sous le ciel étoilé, le ravin d'Arles, les chaumes du Montcel, ces paysages de champs qu'on moissonne et d'usines (des usines, en peinture, c'était alors nouveau), le jardin d'Aubigny au printemps et ce Montmartre d'une puissance mystérieusement évocatrice.

Van Gogh fut une merveilleuse organisation de peintre. Réaliste, il l'était, par sa volonté de ne pas hiérarchiser les spectacles, par son goût, son souci de la vérité totale, sans restriction de pudeur fausse. Mais, fortement individué, il a osé rester lui-même devant la nature et la vie. Aussi n'est-ce pas une image impersonnelle et froidement exacte qu'il nous en a transmise. C'est une image vibrante, mouvementée, exaltée par une sorte de lyrisme. Il a fait chanter les couleurs en de hardis concerts « pleins de strideurs étranges ». Son dessin a de souples bondissements. Non, il n'est pas de ceux qui s'asservissent au *texte* de la nature ; mais il s'en est fait l'interprète, avec une fantaisie libre et véhémente.

C'était un artiste authentique que Van Gogh. Il ne lui aura manqué, pour égaler les plus grands, que la santé de l'équilibre, un peu moins d'exaspération et de délire, un peu plus de calme mesure. Pourquoi aussi n'a-t-il pas voulu vivre plus longtemps?...

Les Luce, les Signac, les Cross et ceux qui se groupèrent dans le néo-impressionnisme ont cessé, depuis plusieurs années déjà, de représenter le dernier état de la peinture et ce n'est plus exclusivement pour eux qu'on va aujourd'hui aux Indépendants. Tous cependant continuent à travailler. Luce, cœur révolutionnaire, nous apporte une *rue de Paris en mai 1871*, épisode de la Semaine sanglante, beau morceau, d'un art élevé encore qu'un peu froid. Signac nous montre la mer méridionale, toute inondée de soleil, toute pavoisée de voiles. *L'après-midi au jardin*, de Cross, est un enchantement lumi-

neux ; Rysselberghe a d'admirables portraits de femmes et Petitjean exhibe une esquisse décorative d'une poésie délicieuse. Quelques jeunes marchent sur leurs traces : Agard, Wilaume, Cariot. Mais les nouveaux venus ne semblent pas avoir été sensibles à leurs enseignements et le néo-impressionnisme n'excite plus ni le même enthousiasme (même parmi ses adeptes qui s'en libèrent quelque peu) ni les mêmes colères.

Ni Vuillard, ni Bonnard ne sont assurément des peintres *nouveaux*. Vuillard est resté le coloriste prestigieux que l'on sait et Bonnard n'offre cette année que deux menues toiles qui n'ajoutent rien à sa jeune renommée. Il est entendu que M. Maurice Denis est le plus adorable primitif du siècle de l'électricité et des chemins de fer ; il en est, sans conteste, l'un des plus délicats songeurs ; il faut avoir vu sa *Treille*. Primitif aussi Séruzier, mais avec combien plus de lourdeur et moins d'ingénuité fraiche. Charles Guérin, c'est l'harmonie elle-même. En des décors factices de fêtes galantes, des femmes étalent l'impudeur de leurs chairs grasses et nues. Art de santé, de clarté, de plaisir que celui-ci. Je n'aurai garde d'omettre, à côté de Guérin, Mme Marval, aux riches dons de magicienne, et Mlle Bermond qui se plaît à des tonalités sourdes et cirées.

Henri Matisse joue, parmi les jeunes, le rôle difficile de « génie attendu ». Il montre des natures mortes d'un merveilleux éclat. Mais sa toile décorative est parfaitement laide.

Des paysages parisiens confirment les espoirs fondés sur Marquet. Manguin avère une personnalité de coloriste d'une chaleur et d'une souplesse remarquable. Le talent de Lebasque se développe et s'affermit d'année en année : ses paysages et ses intérieurs sont des œuvres de premier mérite.

Nul n'a connu comme Francis Jourdain le charme mélancolique des soirs de Paris, des soirs fins vêtus d'impalpable brume où les maisons, songeuses, semblent avoir une âme. Que de sentiment dans ces petites toiles grises !

Ce compte rendu serait trop incomplet s'il y manquait les noms d'artistes tels qu'Angrand, Camoin, Castelucho, brutal et chaleureux, Mme Cousturier, à la vérité assez peu femme, Derain, capricieux coloriste, les paysagistes Detroy, Diriks, Kampfmeyer, Lacoste, lumineux et personnel, Laprade, Minartz, Robert Besnard, élégant et pur, Naudin, qui offre une suite d'eaux-fortes d'une âcre et forte saveur, Paviot, Terrus, Torent, Valtat avec ses marines fougueusement construites, Vallotton, pour un portrait de femme, et tant d'autres souvent, qui, tous, avec plus ou moins de bonheur et de puissance, nous soumettent leur témoignage de la vie.

Hermann-Paul, Roubille et Rouveyre, tous trois dessinateurs de bonne race, se montrent peintres excellents, et l'on ne peut oublier le grand portrait de Cézanne, exposé par Hermann-Paul.

A la sculpture, Desbois avec une terrible effigie de la Misère, Marque, Lamourdedieu, Christophe, Abel Lafleur. J'en oublie.

AM. C.

Propagande Antimilitariste

Afin de contribuer à la propagande antimilitariste, nous mettons en vente : *Guerre-Militarisme*, *Patriotisme-Colonisation* (édition de propogande) et *Le Livre d'Or des officiers*, que l'auteur veut bien y joindre, au prix de 3 francs les trois volumes pris dans nos bureaux (3 fr. 60, colis en gare) au lieu de 9 francs ; 4 fr. 10 pour l'extérieur servi par colis postaux.

Ce sont des volumes de documentation qui devraient être dans toutes les bibliothèques. Nous demandons aux camarades de faire tous leurs efforts pour les faire pénétrer dans les bibliothèques des groupements dont ils font partie.



Nous avons reçu :

La Commune vécue, par G. Dacosta vol. III ; 3 fr. 50, chez Quinzin, 7, rue Saint-Benoît.

Generacion libre, par L. Bonafulla ; 10 centimes, à *El Productor*, Gracia.

La Question d'Orient, par G. Gaulin ; 1 vol., 1 fr. 50, *Pages Libres* 17, rue Séguier.

La Vache à Lait, par G. Yvetot ; 1 broch., 0 fr. 20, 45, rue de Saintonge.

Le Travail au Canada, par A. Métin ; au Musée Social, 5, rue Las Cases.

Le Double Destin (vers), par Ch. Boudon ; 1 vol., 3 fr. 50, chez L. Vanier, 19, quai Saint-Michel.

Le Permissionnaire, 1 acte, par Hauriot ; 0 fr. 50, chez Godfroy, 18, avenue de Paris, Versailles.



Paris, 10 avril 1905.

Mon cher Grave,

Je lis avec beaucoup d'intérêt les articles de Pierrot sur l'*Esprit de révolte*. Voulez-vous me permettre, à propos de celui d'avant hier, une observation que me suggère une de ses phrases ?

Pierrot dit, en parlant de l'Internationale : « D'abord soumise aux idées *mutualistes*, la grande association s'est rapidement dégagée des conceptions purement réformistes, pour prendre de plus en plus un caractère révolutionnaire, etc. »

L'emploi du mot *mutualistes*, au lieu de *mutuellistes* qui est le terme exact pour désigner l'école proudhonienne, est de nature à créer une équivoque, en faisant confondre les proudhoniens avec les « barberettistes ». En effet, Pierrot parle plus loin de « l'influence des mutualistes avec Barberet et consorts..., qui prêchaient l'entente du capital et du travail, la coopération avec les patrons, l'amélioration du bien-être par les œuvres de prévoyance et d'épargne ». Or, si l'entente du capital et du travail est bien le programme des *mutualistes*, de MM. Léopold Mabilleau et autres, ce programme n'a jamais été celui des *mutuellistes* proudhoniens. On ne peut pas employer indifféremment les deux termes l'un pour l'autre, comme si *mutuellisme* et *mutualité* étaient synonymes. J'ai vu et entendu fréquemment les journalistes et les conférenciers commettre cette erreur : c'est pourquoi je me décide à rectifier.

Les proudhoniens, les mutuellistes, étaient des révolutionnaires. Leur idéal était — comme l'écrivait l'un d'eux, André Murat, délégué au Congrès de Bâle en 1869 — de voir « les sociétés de résistance (les syndicats) se transformer en sociétés de producteurs libres, propriétaires de leur outillage », et cette transformation devait se faire « soit en rachetant par voie d'annuités tous les instruments de travail, soit, si ce mode n'était pas accepté, en *expropriant purement et simplement les capitalistes* ».

Dès le premier Congrès de l'Internationale (Genève, 1866), à l'époque où les proudhoniens dominaient encore en France, les délégués avaient déclaré à l'unanimité que « dans l'état actuel de l'industrie, qui est la guerre, on doit se prêter aide mutuelle pour la défense du salaire, mais qu'il y a un but plus élevé à atteindre, qui est la suppression du salariat ».

Cordialement à vous,

JAMES GUILLAUME.

Groupe de **Propagande anarchiste par l'écrit**. — Mouvement du mois de mars :

Envoyé ou distribué :

Temps Nouveaux, 750 ; *Voix du Peuple*, 40 ; *Anarchie* (Girard), 100 ; *L'Enseignement libertaire et l'enseignement bourgeois* (Grave), 100 ; *La Morale anarchiste* (Kropotkine), 50.

De plus, le groupe a envoyé 6 francs à un camarade sous les drapeaux.

Henré Froment,
129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan.

L'Action théâtrale se met à la disposition des groupes, syndicats, universités et des coopératives pour l'organisation de leurs fêtes.

L'Action théâtrale se charge de fournir les pianistes et l'orchestre.

Pour la correspondance, s'adresser au secrétaire, à l'U. P. Mouffetard, 76, rue Mouffetard.

La Scène Libre, cercle lyrique et théâtral de Montrouge, se met à la disposition des groupes, syndicats, U. P. et Coopératives pour l'organisation de leurs fêtes.

Adresser la correspondance au camarade secrétaire, au siège, 31, rue du Marché, Grand Montrouge.

Cours de diction et répétitions sous la conduite du camarade Laurent, des théâtres de Paris, tous les mercredis, à 8 heures du soir.

MARSEILLE. — **Association internationale antimilitariste**. — Les camarades de la section de Marseille ont créé une section à Saint-Louis. La section fait un pressant appel à tous les militants libertaires et socialistes des quartiers de Lestaque, Saint-André, Saint-Henri, Saint-Antoine, et tous les environs de Saint-Louis.

On peut se faire inscrire au café Alquir, à Saint-Louis, tous les jeudis, de 7 heures à 8 heures et demie du soir et les samedi et dimanche, de 8 heures à minuit.

Section Marseille-Ville, 11, rue d'Aubagne, Bar Frédéric. — Dimanche 16 avril, à 9 heures du soir, assemblée générale de tous les membres adhérents. Question importante, au sujet des conférences de quartiers (Congrès National).

ALGER. — **Groupe de propagande libertaire**. — Le groupe a décidé d'organiser périodiquement une série de soirées familiales. La première aura lieu sous peu et sera annoncée par la presse locale.

Adresser la correspondance, au nom du groupe, à l'U. P., Rampe Magenta, 10, Alger.

SAN-FRANCISCO. — Le dimanche 19 mars, a eu lieu la fête donnée par le **Groupe libertaire international**, au profit des révolutionnaires russes. Un camarade prit la parole en français pour expliquer la situation en Russie. Dans la partie artistique qui suivit, des chants révolutionnaires furent exécutés et l'on joua trois petites pièces : *Fra le vittime* (en italien) ; *Fin de fiesta* (en espagnol), et *Quelqu'un troubla la fête*... Cette soirée qui s'est très bien passée nous fait espérer que nous pourrons en donner bientôt une autre. Elle a produit 44 dollars 25, que nous adressons aux *Temps Nouveaux* en les priant de les faire parvenir aux camarades russes.

Beaucoup de camarades aimant mieux s'expatrier que de subir la caserne, se réfugient aux États-Unis, où ils manquent très souvent de renseignements utiles. Nous offrons de donner les renseignements de ce genre à ceux qui nous les demanderont, toutes les fois que nous le pourrons. Écrire pour cela à L. Morel, 1002, Stanford Avenue, Oakland (Californie).

EN VENTE

Une série de 18 cartes postales, gravées par Berger, d'après nos lithographies, est enfin imprimée ; elles sont en vente au prix de 0 fr. 15 franco, ou bien 1 fr. 65 la série. Voici les titres : *L'Assassiné*, de L. C. Dissy ; *Les Bienheureux*, Heidbrinck ; *Les sales corbeaux*, Hénault ; *C'est défendu de marcher sur l'herbe*, Hermann Paul ; *Provocation*, Lebasque ; *Ceux qui mangent le pain noir*, Lebasque ; *L'Incendiaire*, Luce ; *Mineurs belges*, C. Meunier ; *Porteurs de bois*, Pissarro ; *Les Errants*, Rysselberghe ; *La Libératrice*, Steinlen ; *La Débâcle*, Vallotton, etc., etc.



Différents groupes nous envoient leur programme du mois, comptant sur nous pour le détailler chaque semaine. Lorsqu'il n'y en a qu'un, cela passe, mais en se multipliant, cela finit par trop compliquer le travail. Donc, les groupes qui veulent voir insérer leurs réunions sont priés de nous envoyer la copie détaillée pour chaque semaine.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 19 avril, à 8 h. 1/2, causerie par Paraf-Javal : « La Radiation : Conclusion. »

Groupe d'Education libertaire du XIIe, 22, rue du Rendez-vous (au fond du passage). — Réunion tous les mardis, de 8 heures à 10 heures, pour l'étude des moyens de propagande, la discussion des problèmes sociaux et les solutions admissibles, l'instruction des adultes au moyen de causeries suivies de projections.

Mardi 18 avril. — L. Clément : Le collectivisme et ses erreurs. — L. Marlin : L'homme préhistorique (avec projections.)

A. I. A. du XIIIe. — Réunion le samedi 15 avril, à 8 h. 1/2, au 303 de la rue Saint-Jacques. Envoi de délégués au Congrès National.

A. I. A. du XIVe. — Réunion samedi 15 avril, au siège. Meeting : présence nécessaire.

Groupe des Conscients. — Conférence publique par Lelo, dimanche 16, à 9 heures du soir, 126, rue Falguière (XVe), sur : Les véritables causes du mal.

Entrée gratuite.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 17 avril, à 8 h. 1/2, causerie.

Jeudi, cours d'espagnol.

A. I. A. du XXe. — Une permanence est établie tous les soirs, de 7 à 8 heures du soir, chez le camarade Nestor Bosche, 14, rue Delaitre.

Tous les antimilitaristes du 20e sont invités à venir s'y faire inscrire pour faire partie de la section de l'A. I. A.

Coopération des Idées, 157, faubourg Antoine :

Samedi 15 avril. — Paul Privat-Deschanel : L'Australie contemporaine. La législation ouvrière et les questions sociales en Australie.

Dimanche 16. — Représentation organisée par le Théâtre populaire de la Coopération des Idées : *Le Bonheur des Autres*, pièce en 5 actes de P. Corneille (première représentation à Paris).

Lundi 17. — Clerc-Rampal, membre du Yacht-Club de France : Navires d'autrefois et navires d'aujourd'hui (avec projections).

Mardi 18. — Jules Combarieu, professeur au Collège de France : La musique et le travail social (avec auditions).

Mercredi 19. — Jean Longuet : L'évolution du mouvement ouvrier en Angleterre.

Jeudi 20. — Blum, de la Société astronomique de France : La lune. Voyage à sa surface. Ses plaines, ses montagnes, ses volcans (avec projections).

Vendredi 21. — Paul Ghio, professeur au Collège libre des Sciences sociales : Les mouvements agraires en Italie. II. Dans le Sud.

Château du Peuple, 4, route du Champ d'Entraînement (Bois de Boulogne). — Dimanche 16 avril, à 2 h. 1/2, causerie, dans le parc, de Paul Cornu, secrétaire de la *Revue de l'Art pour tous*, sur le peintre Corot. — A 4 heures : Kannapell, attaché à l'Observatoire de Meudon : Les terres du ciel. Nos sœurs les planètes (avec projections).

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 5 avril : André Spire : Alfred de Musset.

Section antimilitariste. — Réunion tous les lundis, à 8 heures, à la Brasserie Faidherbe, 30 *bis*, rue de Tournai. Questions pour le local, pour la propagande.

L'Ecole Libertaire, Société nouvelle d'instruction et d'éducation intégrales, 22, rue du Rendez-vous, Paris (XIIe) :

Samedi 15 avril. — L. Clément : Cours de littérature.

Dimanche 16. — Visite de l'Imprimerie communiste, rue de Pondichéry. Rendez-vous à 8 heures à l'école.

Mercredi 19. — L. Marlin : Géométrie.

Jeudi 20. — A. Papillon : Espéranto.

Jeunesse Syndicaliste de Paris. — Lundi 17 avril, à 9 heures du soir, salle des Commissions (5e étage), Bourse du Travail : Organisation ouvrière et anarchisme ; Discussion des articles de Bertoni, parus dans le *Réveil*, de Genève.

La **Colonie Comuniste « Le Milieu Libre »**, à Vaux. — Les camarades qui iront à la Colonie à Pâques soit en chemin de fer ou en bicyclette, sont invités à venir prendre rendez-vous, le jeudi 20, à la Coopérative Communiste, rue de la Barre, 22.

La Coopérative Communiste, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

Le Milieu Libre (groupe de Paris), 22, rue de la Barre (18e arr.). — Jeudi 20 avril, à 8 h. 1/2 du soir : Le drame de Haymarket; les martyrs de Chicago, par Armand.

MONTREUIL. — **I. A. C.** — Réunion le lundi 17, à 8 h. 1/2, 15, rue Arsène Chereau.

BREST. — **A. I. A.** — Réunion tous les vendredis, à 8 heures précises.

BORDEAUX. — Les camarades se réunissent, les samedis et dimanches, au nouveau local, situé au bar, à l'angle de la rue d'Arès et de la place Gambetta (1er étage).

Communications importantes de divers camarades.

LILLE. — Réunion tous les samedis chez Bernard-Leroux, 52, rue de Roubaix. Samedi prochain, suite de la causerie sur : Determinisme et Libre arbitre. Organisation d'une conférence.

MARSEILLE. — Salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, samedi 15 avril, à 9 heures du soir, causerie sur *Les Ventres dorés*, pièce d'Emile Fabre, par un camarade. Vestiaire : 0 fr. 25.

Le profit de la soirée servira à payer les frais du procès de l'*Action Antimilitariste*, condamnée dernièrement. Les camarades de l'**A. I. A.** sont particulièrement priés d'y assister.

ROUBAIX. — Dimanche 16 avril, à 5 heures 1/2 du soir, Salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile. — Grand concert : *La Fiancée Russe*, drame en 1 acte ; causerie sur la Commune par un camarade ; *Le Fardeau de la Liberté*, pièce en 1 acte.

Vestiaire obligatoire : 15 centimes.

TOURCOING. — **Groupe Germinal.** — Réunion mardi à 8 h. 1/2, à l'Union Fraternelle, rue du Bus, 38. Causerie par Bultiaux.

Le groupe organise un banquet pour le vendredi dit saint ; 0 fr. 75 par personne.

AUX CAMARADES

Nous venons de faire réimprimer Guerre, Patrie, Caserne, *de Ch. Albert, couverture d'Agard, et* Machinisme *de Grave, couverture de Luce.*

Nous avons également fait un premier tirage de : Entretien d'un philosophe avec la Maréchale de..., *— par Diderot, couverture de Grandjouan.*

Si nous avions attendu qu'il y ait assez de souscripteurs pour les faire imprimer, cela n'aurait pas été pour la fin de l'année. L'imprimeur va nous les livrer la semaine prochaine. Seulement nous allons avoir plus de 400 francs à payer à la fin du mois.

D'autre part, si nous voulons que le public sache la nouvelle transformation qui va s'opérer pour le premier numéro de la onzième année qui paraîtra le 6 mai, il nous faudra faire un tirage supplémentaire et un affichage. J'ai déjà dit que j'étais dégoûté d'ouvrir des souscriptions. Je demande aux camarades de nous aider en revanche à écouler les brochures que nous venons de tirer — ou de celles que nous avons sur les planches. — Par ce temps d'anticléricalisme, celle de Diderot qui est une fine critique de la morale révélée, est une des meilleures à répandre.

Que les camarades s'emploient à en faire écouler quelques milliers, et nous pourrons faire face aux différents déficits que nous créent la transformation du journal et l'impression des brochures.

Prix : 7 francs le cent, port en plus.

J. GRAVE.

AUX AMIS

Je leur rappelle que l'on peut obtenir le journal dans toutes les gares, même celles du Métro, à Paris, et dans les librairies de n'importe quelle ville. Aux libraires qui répondent qu'ils ne le connaissent pas, il n'y a qu'à leur dire qu'ils n'ont qu'à en faire la demande aux Messageries Hachette.

C'est un point important, pour la diffusion du journal, qu'il se trouve chez beaucoup de libraires. Ceux qui s'intéressent à son existence, peuvent y aider, en insistant auprès des libraires pour qu'ils le tiennent, et en s'astreignant, au besoin, à leur acheter un numéro pendant quelques semaines de suite.

Dans nos bureaux, on trouve :

Le frontispice pour le troisième volume du supplément. Ce frontispice a été dessiné par l'ami Luce. Il est en vente au prix de 2 francs franco.

Il nous en reste quelques-uns du premier volume dessinés par Willaume, et du deuxième par Pissarro, au prix de 2 francs chacun.

petite Correspondance

A. I. A., Beaune. — Convocation arrivée trop tard. Mardi, dernier délai.

E. S., à Colianor. — Votre abon. se terminera fin octobre.

A. Fortier. — Reçu article. Va très bien. Merci. Mais faites attention à l'affranchissement. J'ai payé 1 fr. 30. Je n'ai accepté que parce que j'ai reconnu l'écriture.

L. F., à Montauban. — L'abon. sera servi.

H. L., à Rochefort. — Bien reçu le mandat. C'est un oubli s'il n'a pas été annoncé.

B., à Rochessadoule. — *Dieu et l'Etat*, épuisé ; *L'anarchie*, c'est 1 fr. et non 0 fr. 25.

J., à Rennes. — Pas assez important. Nous sommes débordés de copie. Bonjour des camarades.

Reçu pour la propagande russe : A. R. V., La Chapelle, 0 fr. 55. — Envoi de San Francisco, 227 fr. 90. — En tout : 228 fr. 45. — Reliquat des listes précédentes : 58 fr. 95. — En caisse : 287 fr. 40.

Ch. A., à Ratenelle. — Bonne volonté, mais insuffisants comme vers.

Torrent, à Paris. — Sans doute, vers pas mauvais. Mais la poésie étant un luxe et une façon de s'exprimer qui, entre toutes, réclame la perfection, nous nous sommes fait une règle d'être très difficiles. Aurions répondu personnellement si avions eu adresse.

Agrain, à Lyon. — Faits trop particuliers et malheureusement trop fréquents pour que nous puissions les signaler. C'est plutôt l'affaire des journaux locaux.

Reçu pour la famille Chandelier : Varet, 0 fr. 50. — B., 1 fr. — S. et M., par A., 2 fr. 50. — En tout : 4 francs. — Listes précédentes : 18 fr. 50.

Il a été envoyé 20 fr. : reste en caisse 2 fr. 20.

Reçu pour le journal : X., 0 fr. 30. — B., à Boursonne, 19 fr. — T. N., à Sousse, 0 fr. 50. — J. V., à Romagnieu, 1 fr. — O. K., à Genève, 3 fr. — X. G., 0 fr. 80. — Ausel, 0 fr. 50. — P., à Chaux-de-Fonds, 7 fr. — A. A., 20 fr. — F. R., à Alger, 2 fr. — L'anarchie, 4 fr. — L. F., à Montauban, 1 fr. — S. et M., par A., 2 fr. 50. — L. T., à Lorient, 1 fr. — Ch. A., à Ratenelle, 0 fr. 60. — Merci à tous.

L. G., à Brest. — L. B., à Brest. — M., à Torchefilon. — C. L., à Lyon. — D., à Saint-Quentin. — Saint-Junien. — S. C., à Clarens. — G. D., à Abbeville. — L. M., à Ezy. — L. C., à Lorette. — E. A., à Lorient. — C., au Chambon. — B., à Llauro. — V., à Amiens. — R., à Auxonne. — La Raison, Besançon. — K., à Bruxelles. — L., P., à Brest. — H. G., à Bussang. — B. et G., à Tunis. — L., à Saint-Louis. — F., à Avallon. — P. L., à Apt. — R., à Alençon. — M., à Anvers. — J. L., à Montigny. — M., à Flemalle. — B., à Vevey. — V., à Nimes. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dixième Année. — N° 51 PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 ✣ EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 22 au 28 Avril 1905.*



POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1.50

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 ✣ PARIS-V°



On rétablit l'Ordre

C'est, à Nantes, en faisant distribuer des coups de sabre à la foule, à Limoges, en faisant tirer sur les grévistes qui voulaient délivrer ceux des leurs qu'on avait emprisonnés, qu'aujourd'hui les gouvernants accomplissent la besogne pour laquelle on les a portés au pouvoir ; ce sera, demain, partout où le besoin s'en fera sentir qu'eux, ou leurs successeurs, l'accompliront avec la même sérénité d'esprit.

Chargé de faire respecter la propriété, d'assurer l'ordre et la tranquillité, sans lesquels aucune société ne saurait subsister, muni de forces suffisantes pour cela, le gouvernement ne pouvait pas donner d'autres ordres que ceux qui ont amené le meurtre de quelques-uns des révoltés de Limoges. Cela est naturel.

Ce qui ne l'est plus, c'est que des ouvriers se laissent encaserner et mettre un fusil dans les mains, alors qu'ils savent d'avance qu'ils seront un jour amenés à s'en servir contre leurs pères, leurs frères, leurs amis, pour défendre un ordre social dont ils ont souffert, dont ils souffrent, dont ils souffriront toujours.

Ce qui n'est pas naturel encore, c'est que des travailleurs envoient à la Chambre, par leurs votes, de soi-disant démolisseurs de l'ordre social actuel, dont le rôle consistera à voter des lois, que l'armée fera respecter à coups de fusil.

Qu'elle est significative l'attitude piteuse de ce maire socialiste de Limoges qui n'a de forces que pour adjurer ses administrés de se tenir tranquilles,qui va jusqu'aux larmes pour les émouvoir et dont toute l'autorité ne peut que se plier devant celle du pouvoir central ! N'est-ce pas la critique la plus sanglante de la fameuse conquête des pouvoirs publics !

Qu'un député, demain, pour jeter de la poudre aux yeux de ses électeurs, nous donne la comédie d'interpeller le ministre (1), la plupart de ses collègues, socialistes, voire révolutionnaires, soutiendront ce dernier d'un vote de confiance, « car il ne faut pas faire le jeu des cléricaux ! »

Et, le renverseraient-ils, celui qu'ils mettront à sa place fera exactement, les circonstances se présentant, ce qu'aura fait celui dont il aura pris la place. Pris dans l'engrenage du pouvoir, il lui sera impossible de ne pas suivre la marche de toute la machine.

Les meurtres de Limoges, comme ceux de Chalon, de la Martinique, de Fourmies, la Ricamarie, nous démontrent que, quelle que soit l'étiquette du régime ou du ministère régnant, rien ne prévaut contre la défense des bases sociales. Et les électeurs qui, par leurs votes, aident le gouvernement à fonctionner — quelle que soit l'étiquette de leurs élus — sont également complices de massacres semblables, et n'ont pas à s'indigner lorsque, las d'attendre la réalisation de promesses jamais tenues, ils trouvent devant eux, alors qu'ils sont décidés à agir eux-mêmes, toutes les forces de ce pouvoir qu'ils ont si bien contribué à fortifier.

J. Grave.

(1) Ça n'a pas raté. La farce a été jouée le lendemain des événements.

Jurisprudence pour lois scélérates

On se rappelle, sans doute, qu'au mois de décembre dernier le gérant de l'*Espagne inquisitoriale* Charles Loizel, poursuivi sous l'inculpation « d'excitation au meurtre et apologie de faits qualifiés crimes » fut condamné en vertu des lois de décembre 93 et juillet 94 « contre les menées anarchistes ». Mais notre camarade avait invoqué l'incompétence du tribunal et son affaire revenait, mercredi 4 avril, devant la Cour d'appel.

Comme nous l'apprend Me Izouard, son défenseur, en nous envoyant quelques-uns des « attendus », la Cour confirme aujourd'hui le premier jugement. Elle se déclare compétente.

Ces bonnes petites lois scélérates — elles ne devaient jamais servir — fonctionnent donc, on le voit, de temps à autre.

Il appert aussi de cet arrêt que nos jugeurs savent assaisonner au besoin les lois si bien nommées d'une jurisprudence qui mérite le même nom.

Considérant, disent-ils, que l'incitation au meurtre reprochée à Loizel constitue certainement un acte de propagande des plus caractérisés en faveur de l'unique groupement d'individus qui à notre époque, en France du moins, proclament que l'homme ne doit reculer devant aucun des moyens susceptibles de forcer l'attention pour parvenir à créer un état de société sans gouvernement, sans pouvoir, sans autorité, constitué selon la définition qu'on peut donner légitimement de l'anarchie ;

Que si certains, ainsi qu'il est plaidé, déclarent dans leurs écrits que ce n'est pas à la révolte immédiate qu'ils veulent entraîner les gens, ils ajoutent que lorsque les foules se décident à user de la violence, c'est qu'il y a toutes sortes de circonstances qui leur en imposent une nécessité et qu'ils n'ont pas le droit de faire le jeu des exploiteurs en énervant la volonté et l'énergie de ceux qui veulent s'émanciper....

Ce mauvais français mérite d'être lu et relu. Car c'est un petit chef-d'œuvre de jésuitisme judiciaire.

Ah ! ce serait bien plus simple, évidemment, si le législateur avait eu le courage d'instituer clairement le délit d'opinion. Les choses iraient alors toutes seules : « 1° Les délits visés dans la présente loi sont punis des peines suivantes,

2° Les peines seront aggravées de la manière suivante si le délinquant professe des opinions anarchistes. » Voilà qui est net et l'on sait à quoi s'en tenir. Mais nos fabricants de lois respectent la liberté d'opinion. Pour nous le faire croire, du moins, et pour faire croire aussi, aux imbéciles, que l'anarchisme est une sorte d'hystérie sanglante, de religion du crime, ils ont écrit dans leur texte cette monumentale sottise : *l'excitation au crime, l'apologie du crime commise dans un but de propagande anarchiste.*

Voilà le jurisconsulte bien embêté. D'un côté un fait matériel, très net, très précis ; de l'autre une conception de la vie, une doctrine philosophique et sociale. Comment opérer la jonction voulue? « — Avez-vous fait l'apologie d'un meurtre? — Oui. — Etes-vous anarchiste? — Oui. — Avez-vous fait cette apologie dans un but de propagande anarchiste? — Monsieur le juge, je ne vous comprends plus. Lorsque j'ai fait l'apologie d'un acte qu'il vous plait d'appeler crime, j'ai voulu faire l'apologie de cet acte, rien de plus et mes intentions secrètes ne vous regardent pas. Quant à mes opinions sur la meilleure manière de vivre en société, c'est une autre affaire, beaucoup plus compliquée que vous ne semblez le croire et n'ayant pas de rapport nécessaire avec la première. »

Les juges de Loizel ont une manière fort habile de tourner la difficulté. Et leurs confrères feraient sagement de noter cette jurisprudence. Elle leur rendrait, à l'occasion, les plus grands services.

« L'anarchie se définit bien, disent-ils, « par « un état de société sans gouvernement, sans « pouvoir, sans autorité ». Et cela n'a rien à voir directement avec la violence. Mais les anarchistes, « en France du moins, proclament « que l'homme ne doit reculer devant aucun « des moyens susceptibles de forcer l'attention « pour parvenir à créer cet état de société ». La violence est un de ces moyens. La violence fait donc partie intégrante de l'anarchisme. Et tout anarchiste qui approuve un acte de violence commet par conséquent le délit que nous recherchons : « Excitation au crime dans un but de propagande anarchiste. »

Il est heureux que pour étayer ses documents et son argumentation l'homme de loi ait à son service le gendarme, la prison et la guillotine. L'accusé, lui, n'ayant pas les mêmes moyens de défense, ne se voit de ressource qu'en la pauvre vérité et la malheureuse logique. Il riposte, en l'espèce, par la bouche de son avocat :

« Vous ne savez pas ce que vous dites, Monsieur le juge. Vous prétendez que tous les anarchistes sont des hommes de violence. Or « certains déclarent, en leurs écrits, que leur but n'est pas d'entraîner les gens à la révolte immédiate, mais de les éduquer dans le sens de la société anarchiste. »

Le juge alors :

« Oui. Mais ils ajoutent que « lorsque les « foules se décident à user de violence, c'est « qu'il y a toutes sortes de circonstances qui « leur en imposent une nécessité et qu'ils n'ont « pas le droit de faire le jeu des exploiteurs en « énervant la volonté et l'énergie de ceux qui « veulent s'émanciper. » Osez dire, après cela, que l'anarchiste n'est pas la violence même, le buveur de sang-type, l'égorgeur-né? »

Ici, le juge dépasse un peu, évidemment, les bornes de la plaisanterie permise. Mais pourquoi se gênerait-il, ayant avec lui le gendarme, la prison et la guillotine? Il n'y regarde jamais de si près et nous ne devons pas désespérer de lire un jour, à l'usage de l'anarchiste, des jugements rédigés ainsi :

« Attendu que X... n'a jamais pris le soin de prêcher aux opprimés la résignation et le calme ; qu'il n'a pas une seule fois, dans ses écrits, expliqué aux pauvres bougres que le meilleur moyen de tout obtenir est de ne jamais rien demander et que s'ils veulent sortir de leur humiliation et de leur misère, ils doivent, avant tout, rester bien sages ;

« Attendu qu'une telle attitude constitue une excitation non déguisée à toutes espèces de violences, encore mal définies sans doute, mais certaines ;

« Par ces motifs le tribunal, etc... »

Toute plaisanterie à part, il y a encore de beaux jours, en France, pour le « délit d'opinion ».

Mais nos « démocrates socialistes » trouvent ça très bien.

CHARLES ALBERT.

CROCS ET GRIFFES

Du *Courrier Européen* :

La vérité sur les héros de Port-Arthur.

« Un officier rentré récemment de Port-Arthur en Russie, un de ceux qui furent mis en liberté sur parole par les vainqueurs, réfute avec indignation, dans une lettre privée que nous avons eue sous les yeux, les fables et anecdotes propagées par les journaux sur la prétendue conduite héroïque de M. et Mme Stoessel pendant le siège de la forteresse.

« Il n'y a pas un mot de vrai, selon ce témoin oculaire, dans l'histoire du dévouement de Mme la Générale. Jamais elle n'a soigné les malades et les blessés, jamais elle n'a suivi son mari aux remparts, enfin il n'est pas exact qu'elle ait été blessée. Mme Stoessel ne quittait son logement, d'ailleurs parfaitement casematé, que pour aller soigner ses dindes et ses vaches. Les dindes dûment engraissées, l'héroïne les vendait aux malades et aux affamés au vil prix de 75 roubles (200 francs) la pièce. Quant aux vaches, leur lait était abandonné aux blessés et moribonds à raison de 3 roubles (8 francs) le litre. Comme on le voit, parmi les qualités de Mme la Générale figurait avant tout celle d'être une femme pratique.

« Quant au général, il ne négligeait pas plus que sa femme de tirer profit de sa situation, et remplissait, consciencieusement, ses poches. Comme on le sait, l'âme de la défense était le général Kondratenko. Ce dernier mort, Stoessel n'avait plus qu'à rendre la place. »

Stoessel ayant rendu Port-Arthur, le journal parisien qui ouvrit une souscription pour offrir une épée d'honneur au vaillant capitulard et à sa diligente ménagère, ce journal va-t-il rendre l'argent? Il semble, en effet, que ce qui convient le mieux à Jeanne Vachette, c'est le Mérite agricole. Quant à M. Stoessel, on pourrait lui confier l'administration de la Croix-Rouge russe ; il a fait ses preuves.

L. D.

* *

*L'éditorial de l'*Humanité *(14 avril 1905) dit :*

« La Chambre, au début de sa séance d'hier, a adopté — sans débat — le projet de loi déposé tout récemment par M. Dubief sur l'organisation de la juridiction d'appel des conseils de prud'hommes. . . . .

« Ainsi apparait, en pleine lumière, la double tendance de notre politique. Même aux heures où les socialistes semblent le plus absorbés par l'œuvre de réforme politique (séparation des Eglises et de l'Etat), ils ne perdent pas de vue l'œuvre des réformes économiques, etc. »

En voilà une bonne. Ainsi nos braves députés socialistes se donnent la gloire d'avoir fait aboutir une loi ouvrière, alors qu'on sait que la loi (votée sans débat) a été imposée d'urgence au gouvernement lui-même et à la Chambre tout entière, par l'agitation ouvrière, par la menace de démission des conseillers prud'hommes ouvriers. Et l'on nous présente le vote de cette loi comme la preuve de l'utilité de la tactique parlementaire !

M. P.

CHOSES D'AMÉRIQUE

D'après la statistique de M. Robert Hunter, dix millions de personnes aux Etats-Unis sont réduites à la plus extrême pauvreté, incapables de satisfaire aux premiers besoins de la vie.

Ce chiffre représente le huitième de la population de la Grande République au drapeau étoilé, ou, si vous aimez mieux, le total des habitants réunis des Etats de New-York, Massachusetts et Rhode-Island.

Parmi ces miséreux, les enfants figurent au nombre de 3.300.000, qui demeurent avec leurs parents dans des gourbis malsains, manquant d'air et payant, en compensation, des loyers très élevés, mangeant ce qui leur tombe sous la dent et crevant comme les mouches en automne.

Pauvres enfants! si seulement ils avaient eu la chance de naître chiens et de tomber dans le chenil de M. Pierpont Morgan, ils logeraient dans un palais, ils auraient un cuisinier en veste blanche pour fricoter leur dîner, un maître d'hôtel pour les servir, un grand parc pour jouer et un *médecin* pour les soigner ; ils prendraient leur part d'un bœuf et d'un mouton qui sont mangés là chaque jour — viande de première qualité, scrupuleusement examinée par le médecin avant d'être reçue.

Comme le dit fièrement M. Morgan :

« Pas une famille d'ouvriers ne peut se vanter de manger d'aussi bonne viande que mes chiens. » Et c'est vrai.

Il pourrait ajouter que personne ne fume d'aussi bons cigares que lui. Lors de son passage à Berlin, il y a trois ans, lorsqu'il voulait organiser un immense trust de toutes les marines marchandes du monde, il en a fait fumer à Guillaume le tapageur, qui les a trouvés si bons qu'il voulait s'en payer de pareils ; mais il a dû y renoncer en apprenant qu'ils coûtaient, en gros, *cinq cents dollars le cent*. Son maigre budget d'empereur d'Allemagne ne lui permettait pas de rivaliser d'extravagance avec un roi de l'acier (Steel Trust). Quelle gloire pour l'Amérique! Que l'on s'étonne maintenant si la condition sociale du pays a entièrement changé depuis trente ans.

Les ouvriers sont devenus mendiants, et les millionnaires, milliardaires. La classe moyenne, tombée sous la griffe des trusts, diminue chaque jour et ne tardera pas à disparaître entièrement.

Jamais avant l'on n'avait vu, en Amérique, une telle masse de peuple condamnée à un tel état de pauvreté permanente.

Rien que dans la ville « si libérale de Boston » — comme l'appelle Mme Bentzon — on compte 20.000 enfants ne mangeant pas tous les jours. C'est là la graine d'où doit sortir la prochaine génération. Dans les abattoirs de Chicago, il y a 50.000 travailleurs absolument esclaves de fait, vivant à peine de leurs gages. On y voit des enfants de dix ans travaillant dans le sang et dans l'eau toute la journée, qui sont perclus de rhumatismes à vingt-cinq ans, quand la tuberculose — qui fait parmi eux des ravages effrayants — ne les a pas tués avant. Dans les abattoirs de M. Armour, quand une jeune fille est reconnue incurable, ce milliardaire lui fait remettre par son caissier une pièce de 5 dollars

en *or*. C'est là le prix de la vie d'une esclave de nos jours. Elle valait plus, quand on achetait ce bétail sur les marchés. Il est vrai qu'aujourd'hui, on les a pour rien; une de perdue, deux de retrouvées.

En 1897, dans New-York, la ville aux 1.500 millionnaires, 30 0/0 de la population a eu recours à la charité, 29 0/0 en 1898, et 29 0/0 en 1899. 14 0/0 des familles sont expulsées de leurs logements chaque année. 10 0/0 des habitants sont enterrés aux frais de la ville. La statistique de M. Hunter, toute sombre qu'elle paraisse, reste encore bien au-dessous de la vérité. Je vais y ajouter quelques chiffres qui la compléteront, et, pour leur donner plus d'autorité, c'est dans le Massachusetts que je les prendrai, c'est-à-dire dans un des Etats les plus riches de l'Amérique, un des plus instruits, et des plus religieux, puisqu'il est convenu depuis longtemps que la religion rend les hommes bons et les fait se traiter en frères.

Dans Boston — ce nid de bigots — sur 500.000 habitants, 136.000 ont mangé le pain de la charité l'année dernière. Le jour de Noël, l'Armée du Salut a distribué 4.000 paniers de victuailles aux familles indigentes. Chaque panier contenait : 4 livres de poulet, 4 litres de pommes de terre, 1 flan, 1 litre de crawberries, 1 gros pain, 1 sac de noix, 5 pommes, 1 botte de céleri, 1/4 de livre de thé, 1/2 livre de café et 1/2 livre de sucre. En plus, un grand dîner a été donné à d'autres pauvres, auquel ont pris part 5.876 personnes, hommes, femmes et enfants. Un vrai dîner de Noël. Service complet. Chacun d'eux avait sa serviette; la plupart se mouchaient dedans.

Voici la liste des victuailles données par l'Armée du Salut aux pauvres de Boston :

2.200 livres de dindon, 10.500 livres de poulet, 2.000 livres de noix, 2.000 livres de caudy, 120 barils de pommes de terre, 18 barils de pommes, 18 barils d'oranges, 16 sacs de navets, 2.500 sacs de café, 16 boîtes de céleri, 3.500 flans, 3.500 pains. Sans compter ce que les femmes riches ont donné de leur côté à *leurs pauvres* — car c'est la mode dans ce moment d'avoir ses pauvres — pauvres bien pensants, naturellement, que l'on traite *une fois par an*; mais, ce jour-là, on leur donne de quoi se flanquer une indigestion magistrale dont ils crèvent quelquefois, surtout les enfants, leur estomac n'étant pas habitué à tant de si bonnes hoses.

Le lendemain, les journaux ventrus publient des articles philanthropiques étonnants : « Bonne chère pour les pauvres...

« Le plus grand pays du monde est celui où la charité est comprise ainsi... » Puis vient le compte détaillé des générosités de Mistress X..., de Miss Z... En voilà pour un an.

Je trouve, pour un village de six cents habitants, qu'il a été dépensé en charité, pour l'année 1904, mille six cent quinze dollars et dix-huit sous, répartis sur trente-sept familles pauvres, et pourtant la misère est loin d'être aussi noire dans les campagnes que dans les grandes villes, tous les habitants se connaissant et s'entr'aidant quelquefois. Je ne crois pas me tromper de beaucoup en disant qu'il y a 20 millions de personnes aux Etats-Unis qui ne sont pas sûres de pouvoir manger tous les jours, et non 10 millions, comme le dit M. Hunter. Du reste, la statistique la plus juste ne pourrait donner le nombre exact, car, à côté de ceux qui tendent la main, il y a ceux qui sont trop fiers pour faire connaître leur détresse.

En voici un exemple :

Baker fut arrêté par deux agents au moment où il mangeait un pain qu'il venait de voler. Conduit devant le juge, il avoua le délit et raconta son histoire, confirmée par des témoins qui connaissaient Baker depuis longtemps.

— Mon juge, j'ai volé ; c'est la première fois de ma vie. Je m'en repens. J'ai 48 ans; le surmenage de l'usine, où j'ai longtemps travaillé, et les privations ont ruiné ma santé. Je ne puis plus faire un travail assidu ; mais comme je ne veux pas vivre de charité, je fais des petits travaux, dans la mesure de mes forces, pour gagner mon pain de chaque jour. Quand j'ai volé, je n'avais pas mangé depuis trois jours. Je vous demande une grâce, mon juge, c'est de ne pas me mettre en prison. Je n'ai que quelques mois à vivre — je le sens — laissez-moi mourir en homme libre, qui n'a jamais vu une prison.

Le juge mit sa tête dans ses mains et réfléchit quelques minutes, puis il dit :

— Dieu a semé, pour les petits oiseaux, la graine au bord du chemin. En mon âme et conscience, je ne puis condamner un homme que la faim a poussé à voler un pain.

Ce juge, par hasard, était un honnête homme, qui fit passer la loi naturelle avant la loi sociale ; mais, en ne condamnant pas Baker, il condamnait la société. Il ne s'en est peut-être pas douté.

Baker, libre, ne vola plus. Quatre jours après, on retirait son cadavre de la rivière.

Passons au spirituel.

La statistique de la Société Biblique de Boston, pour l'année 1890, nous dit qu'il a été imprimé dans cette ville et exporté, en partie, en 90 ans, 88.000.000 d'exemplaires de la Bible, traduite en 79 langues. Ça doit bien avoir atteint maintenant 100.000.000 d'exemplaires.

C'est joli, n'est-ce pas ? Comme le disait un ministre, dont je ne sais plus le nom, en ouvrant une bouche d'un pied carré : « C'est un résultat immense dont tout Bostonien doit être fier ! » Je crois bien. Si l'on meurt de faim dans le Massachusetts, on est toujours sûr d'aller en paradis. C'est quelque chose, mais ce n'est pas assez.

M. Roosewelt appelle son époque « une période de prospérité prodigieuse ». On ne le dirait pas, à voir les précautions dont il s'entoure. Quand il sort, accompagné d'une légion de mouchards, on ne croirait pas qu'il se promène au milieu d'un peuple en pleine « prospérité ». Autour de sa voiture, en avant, en arrière, sur les côtés, mêlés aux badauds, ce ne sont que des individus à mine de bandit, qui vous regardent en louchant.

Il se souvient que son prédécesseur est mort d'avoir trop menti.

M. Gage, premier secrétaire du Trésor, inventeur d'une glu à l'usage des manieurs d'argent, trouve aussi que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Son récent petit speech le prouve.

Cela se passait dans l'église baptiste de la cinquième avenue, à New-York, devant la *Bible Class* de Rockefeller, le jeune.

Après avoir toussé, craché, pour s'éclaircir la voix, et embrassé la bible pour s'inspirer, M. Gage empoigna franchement le taureau par les cornes :

« Quelques personnes croient qu'un homme ne peut pas accumuler un million sans voler... Ça, c'est *all right* pour l'homme qui n'a pas le million... mais s'il en a déjà un !... ne peut-il pas en gagner un deuxième par son intelligence ?...

M. Gage ne se doute pas que l'enfant qui trouve un million dans son berceau a eu des parents qui l'ont volé pour lui. Il ne se doute pas davantage que le deuxième million ne peut provenir d'une source plus honnête. Ecoutez, ce n'est pas fini :

« Nous voyons des personnes accumuler des fortunes et nous les appelons *capitalistes*... Pourtant, ces capitalistes occupent des ouvriers... ils dépensent de l'argent... c'est la division du bien-être. L'un échange son argent pour du travail, et l'autre, son travail pour de l'argent. Chacun donne ce qu'il a, c'est la loi de l'échange. Si la fortune portait préjudice à la société, ce serait un vol... mais j'*affirme* le contraire. Un homme qui, par son génie, accumule une fortune, en fait bénéficier ceux qui l'entourent. Nul ne peut jouir de sa fortune sans en laisser tomber quelques *miettes* dont la société profite. »

Conclusion :

« Je crois vous avoir *démontré* suffisamment tous les avantages de la fortune *concentrée* et vous avoir *prouvé* qu'elle ne porte pas préjudice au bien-être général. »

M. Gage embrassa la bible de nouveau et descendit de la plate-forme en se mouchant, content de son petit morceau d'éloquence, lequel, selon lui, doit tout arranger... si les ouvriers se contentent des *miettes*.

Espérons qu'ils ne s'en contenteront pas.

ALEXIS FORTIER.

A PROPOS DE L'ARTICLE DU Dr E. D.

SUR LES

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Je lis :

« 6° Le domicile du blessé est inviolable. Aucun médecin, à l'exception de celui qui a l'autorisation du juge de paix, ne peut pénétrer dans le domicile du blessé, sans son assentiment, même sous le prétexte de renseigner la Compagnie sur l'état du blessé. »

Or la loi de 1898 vient d'être modifiée par une nouvelle loi promulguée du 31 mars dernier et applicable à partir du 30 avril prochain. L'article 4 modifié porte qu'un médecin désigné par l'adversaire (c'est-à-dire par le patron ou par la Compagnie) aura le droit d'avoir accès une fois par semaine auprès du blessé, afin de renseigner la partie adverse.

Il est vrai que le blessé peut se refuser à recevoir chez lui le médecin surveillant, à condition qu'il accepte d'être visité dans tout autre local désigné. La nouvelle disposition de la loi oblige l'ouvrier à cette surveillance.

Sous ces réserves, les conseils du Dr E. D. sont excellents. L'article de Quillent, *Les accidents du travail*, paru dans le n° 234 de la *Voix du Peuple*, confirme et complète ces conseils, en exposant les modifications votées dernièrement par les Chambres.

M. P.

Erratum. — Dans le dernier article sur l'Esprit de révolte, lire :

« L'action ouvrière a donc, avant tout, un but matériel, un but *social* » (au lieu de *spécial*).

M. PIERROT.

A NOS LECTEURS

A partir du premier numéro de mai, notre supplément littéraire comportera un dessin sur la double page d'intérieur.

Ces dessins seront signés Hermann-Paul, P. Iribe, Villemot, Kupka, Delaw, Luce, Roubille, Delannoy, Vallotton, Grandjouan, van Rysselberghe, Agard, Hénault, Lebasque, Naudin, Cam. Lefèvre, etc.

D'ici là, nous pensons avoir récolté quelques autres adhésions.

Bien entendu, cela ne sera qu'un essai qui, pour commencer, se fera au détriment de quelques pages du texte. Mais si la tentative réussit, et que nous trouvions assez d'acheteurs pour couvrir les frais que cela comportera, le supplément reprendra ses huit pages de texte; nous y ajouterons huit pages nouvelles de dessins.

D'autre part, il y a un service que nous demanderions à ceux qui s'intéressent à la diffusion du journal.

Presque tous nos lecteurs sont des clients sérieux pour libraires. Ils peuvent, s'ils insistent, obtenir que le libraire où ils se servent, affiche, en bonne place, le dessin qui se trouvera à l'intérieur du journal.

Le pliage est combiné pour que le dessin se voie en ouvrant le journal.

Il faut suppléer au manque de publicité.

J. GRAVE.



FRANCE

Chez les « socialistes ». — Messieurs les socialistes tiennent *ces jours-ci* un congrès à Paris. Il s'agit, cette fois, de sceller l'*Unité*, la vraie, la bonne, celle qui ne déteindra pas à l'usage.

Jaurès et Guesde vont fraterniser. Il faut bien s'entendre pour piper le plus de gogos possible aux prochaines élections.

Réformistes, soi-disant révolutionnaires, toute la gamme des politiciens et des dénicheurs de circonscriptions électorales vont donc faire bloc contre le mouton électeur.

Mais la besogne que l'on veut accomplir ne doit pas être des plus propres, puisque le congrès a lieu à *huis clos*; personne en dehors des délégués. Les « membres du parti » eux-mêmes restent à la porte, attendant que leurs chefs aient délibéré.

Ce simple fait nous donne un *avant-dégoût* de la société où ces champions du droit, de la justice et du boisseau seront les maîtres.

Un éteignoir, S. V. P! Messieurs les socialistes délibèrent.

❖ ❖

Il y a quinze jours, le Congrès socialiste de Rouen, *dans un but d'unité!* décidait, à l'*unanimité*, que le groupe socialiste parlementaire ne participerait plus à la « délégation des gauches ». « Parti de classe et d'opposition à la société bourgeoise », l'on devait dorénavant faire bande à part au Parlement. Ainsi en avait du moins décidé le Congrès.

Une fois rentrés à leur aquarium, MM. les députés se sont aussitôt assis sur les décisions de ces bonnes poires socialistes et, trois jours après le Congrès, l'on pouvait lire dans les journaux:

« La délégation des gauches s'est réunie aujourd'hui et a conféré avec *M. Briand*, rapporteur, en vue des modifications à introduire en certains points du projet de la commission sur la séparation des Eglises et de l'Etat. »

P. D.

❖ ❖

On sait que les socialistes officiels — bien que très scientifiques — ne se sont jamais beaucoup préoccupés de dispenser à leurs adeptes une instruction socialiste, même très élémentaire. Encore s'ils ne les empêchaient pas de chercher cette éducation là où ils peuvent la trouver! Mais voici la perle qu'un camarade cueille dans la *France* de Bordeaux, numéro du 15 avril, et nous envoie:

« *Avis aux militants.* — En réponse à un certain « nombre de demandes, le bureau de la Section du « P. S. de F. croit devoir rappeler à tous les membres du parti qu'ils ont, conformément à un *vote* « de la section et aux *ordres* du Congrès d'Amsterdam, à s'abstenir d'assister aux réunions organisées par des groupements, ligues ou sociétés autres que ceux du parti. »

On s'étonnera ensuite que le vrai socialisme progresse si lentement.

C. A.

❖ ❖

La Grande Famille. — Encore un malheureux que l'autorité militaire estropie sans l'indemniser.

Incorporé le 15 novembre 1902 au 8e colonial et détaché au fort Napoléon à La Serpie-sur-Mer (Var), le soldat Thoraval est atteint de surdité complète, par suite d'un accident survenu le 16 mai 1904 au cours d'une manœuvre. Pendant des semaines, des mois, majors et officiers refusent de reconnaître l'infirmité. Il faut pourtant se rendre à l'évidence, et l'on décide de rendre l'infirme à « son foyer ».

Un beau matin que Thoraval claque la fièvre, à l'hôpital, on lui fait signer une paperasse que celui-ci croit sans importance.

C'est le fameux « congé n° 2 ». Quelques jours après, le 10 février, quatre hommes et un adjudant jettent à la porte de la caserne, le « soldat réformé ». Celui-ci, dont les vieux parents sont réduits à l'indigence, mendie aujourd'hui son pain et le leur.

Avis aux conscrits!

❖ ❖

Education religieuse. — Si nous donnions des nouvelles de notre ami Gaud, fonctionnaire civilisateur, dynamiteur de nègres? En voici, d'après le *Petit Méridional*:

« Dès son enfance, Gaud, (Fernand) était élevé très sévèrement dans la piété, assistant quotidiennement aux offices religieux et observant toutes les pratiques cultuelles, même dans la rue. Gaud vivait à l'écart de ses camarades et, le mauvais instinct aidant, manifestait souvent des sentiments de haine et de jalousie presque bestiales.

« ... Ce triste individu fréquentait régulièrement chez les dominicains de Carpentras, protecteurs de sa dévote famille, qui vivait chez eux, et presque par eux et dont le père était monarchiste si irréductible et clérical, si fanatique, qu'il faisait venir dans la cour du collège de Carpentras, où il était professeur, son troisième fils, coiffé de la casquette des dominicains de Poitiers, où ce dernier était pensionnaire.

« Comme Gaud ne pouvait, en somme, que végéter à Carpentras, les PP. Rayme et d'Alauzier, prieur et ancien prieur du couvent des dominicains, se chargèrent de le tirer de là. Et Gaud lui-même, dont la discrétion n'était pas la plus grande vertu, annonçait à qui voulait l'entendre que, « grâce aux bons pères », il était sûr de repartir sous peu pour la Côte d'Afrique.

« Effectivement, à la date qu'il avait indiquée par avance, Gaud recevait sa nomination au Congo. L'administration préfectorale n'avait absolument pas été consultée sur les renseignements à donner. La nomination n'était due qu'aux influences cléricales, dont nous venons de parler, qui s'étaient exercées directement sur le ministre des colonies d'alors, M. Decrais. »

Les exemples de gens ayant reçu, à l'instar de notre ami Gaud, l'éducation religieuse la plus stricte et étant devenus, par la suite, des plus sacripants, sont innombrables. N'en concluons pas que l'éducation religieuse pervertit nécessairement les gens, mais seulement qu'elle les laisse tels qu'ils sont, et qu'elle est impuissante à rien réformer.

Encore un exemple de l'excellence de cette éducation, que le cas de l'abbé Lachouse, curé de Roques. Il avait fait vœu de chasteté, c'est pourquoi il préparait une fillette à la « première communion » par des voies mystérieuses et insondables analogues à celles du juge céleste, mais que les juges terrestres ont évaluées à 3 ans de prison.

Je sais bien que tous les prêtres ne sont pas tels. Sans doute. Mais il n'en reste pas moins que ces messieurs ayant reçu l'éducation religieuse la plus parfaite qu'il soit possible, quand l'un d'eux vient à broncher, nous sommes fondés à conclure à la faillite de cette éducation.

❖ ❖

Education familiale. — Un autre genre d'éducation encore en honneur chez certaines personnes, est celle qui consiste à faire des enfants des martyrs. Rue Saint-Denis, une dame Auclert, née Lehire, élevait ainsi son beau-fils, un petit garçon de huit ans. Elle fut dénoncée par des voisins, et le commissaire de police, entrant chez elle, trouva l'enfant couvert d'ecchymoses et portant plusieurs plaies qui saignaient. Nul doute que la dame Auclert et ses pareilles n'aient de l'indignation contre ceux qui, plus forts ou plus rusés qu'elles, les brutalisent ou les exploitent de quelque façon. Mais le mal est plus profond qu'on ne pense, car nous sentons tous fortement les injustices qui nous sont faites, et faiblement celles que nous faisons.

❖ ❖

De l'utilité des complots. — Un certain Tamburini, ancien capitaine, et non point prince d'opérette comme son nom donnerait à croire, s'est vu appréhender et incarcérer pour « complot contre la sûreté intérieure de l'Etat ». On avait saisi chez lui des caisses remplies d'uniformes et de cartouches. S'il faut en croire les journaux, il allait dans les garnisons racoler des officiers et leur parlait ainsi: « Vous verrez, lorsque nous aurons rendu au prince le trône des Bonaparte, combien changera le sort des officiers français et de quels avantages, de quels honneurs jouiront ceux qui l'auront aidé à reconquérir ce trône. »

J'aime Tamburini. Il exprimait, par ces simples et fortes paroles, la pensée profonde de tous les faiseurs de coups d'Etat de tous les temps et de tous les pays. Il ne s'agit jamais, dans ces sortes d'entreprises, que d'*avantages* et d'*honneurs* à acquérir par une bande d'audacieux. Mais il va sans dire que, dans les proclamations et sur les affiches, c'est du bonheur du peuple qu'il est question. J'aime Tamburini.

R. Ch.

❖ ❖

Le sieur Roppert, qui exerce à Saint-Etienne la profession de chat fourré, vient de montrer une fois de plus ce qu'il en coûte de ne pas avoir le respect du galon.

Alors qu'il est plein d'indulgence pour les cornettes et les frocards en révolte qui, s'ils ne bénéficient pas toujours d'un acquittement, s'en tirent au moins avec le minimum et la loi de sursis, il réserve toute la sévérité du Code aux prolétaires.

Malheur à l'ouvrier en grève poursuivi pour atteinte à la liberté du travail; malheur aux manifestants socialistes et antimilitaristes. Pour eux, c'est le maximum. Quant à la loi Bérenger, elle n'a pas été faite pour eux.

C'est ainsi qu'un de nos amis du groupe antimilitariste a été condamné à un mois de prison sans sursis pour avoir traité deux officiers de: « sales rosses ». Comment l'incident s'est produit? Je l'ignore. Peut-être la bile de Juliet a-t-elle été mise en mouvement par l'attitude insolente des deux traîneurs de sabre. Quoi qu'il en soit, cette condamnation à un mois de prison pour avoir dit tout haut ce que tant d'autres pensent et disent tout bas, ce que tant d'écrivains écrivent tous les jours, cette condamnation me semble inique, entre toutes.

Et je songe à ces lignes écrites par Séverine:
« Quand donc, ô magistrats, cesserez-vous de charger « les fusils qui, là-bas, chemin de la Roquette, ont « abattu le président Bonjean! »

Rousset Galbauban.

⌘ ⌘

MONOGRAPHIES

Le Muy (Var).

Bourg de trois mille habitants. Beaucoup de commerce. Importantes scieries et fabriques de bouchons et articles de liège. Les hommes gagnent de 2 fr. 50 à 3 francs et les femmes de 0 fr. 75 à 1 fr. 50. Les ouvriers appartenant à un corps de métier, tels que menuisiers, charrons, tonneliers, gagnent de 3 à 4 francs. Certains gagnent jusqu'à 5 francs. Mais ils font une journée de quatorze à quinze heures. Ainsi, tel ouvrier qui travaille de minuit à midi et fait ainsi sa journée de dix heures, revient aiguiser ses lames, empiler les planches qu'il a débitées, etc., bref, travaille quatre ou cinq heures encore pour venir recommencer à minuit.

A signaler la présence d'émigrés italiens qui travaillent pour 2 francs ou 2 fr. 50.

Les vivres, en général, sont très chers, sauf le vin. Le pain vaut 0 fr. 40 le kilog. et il n'y a pas de coopérative.

Très chers aussi les loyers. Un logement, chambre et cuisine, vaut de 80 à 120 francs.

Aucune fermentation socialiste. Aucun syndicat ouvrier. On parle très vaguement d'un syndicat agricole formé de petits propriétaires.

E. Gibert.

⌘ ⌘

MOUVEMENT OUVRIER

Le sang ouvrier a coulé à Limoges. Grave apprécie d'autre part, comme il convient, ce nouveau Fourmies, et fixe les responsabilités. Je vais essayer de faire rapidement l'historique des faits qui ont amené la sanglante soirée du 17.

Comme je l'ai dit la semaine dernière, à la suite du refus opposé par les ouvriers de l'usine Ch. Haviland de reprendre le travail sous les ordres du contremaître Penaud, la chambre syndicale patronale fit déclarer le *lock-out* par tous les patrons qui en font partie. Plus de 10.000 ouvriers se trouvèrent de ce fait sans travail. Des réunions furent organisées, et après chacune d'elles des manifestations se déroulèrent à travers la ville.

Samedi dernier, au cours d'une de ces manifestations, un certain nombre d'ouvriers envahirent la cour de l'usine Haviland, forcèrent quelques employés à partir, et le feu fut mis à l'automobile patronal. Trois ou quatre autres usines furent éga-

lement visitées par les grévistes, mais, somme toute, sans que les dégâts fussent très importants. Mais au moment où les manifestants envahissaient l'usine Touze, un détachement du 21[e] chasseurs fit son apparition; la venue de la troupe n'avait fait qu'exaspérer les grévistes, qui, en un rien de temps, avec les matériaux épars et des pavés de la route, construisirent quatre barricades. Une charge fut ordonnée, mais ne parvint pas à déloger les manifestants.

Le maire, venu pour haranguer la foule et prêcher le calme, dut s'en retourner sans avoir pu même se faire entendre. Drapeau rouge et drapeau noir flottaient au milieu des barricades. Le patron Touze et son beau-frère, qui passaient par là, reçurent force horions.

Peu après, sur un autre point de la ville, un groupe de grévistes passant devant le magasin d'un armurier, le mirent à sac en un clin d'œil et s'emparèrent, avec les munitions, d'une quarantaine de fusils et revolvers. Dans la soirée, un second magasin d'armurier, dont les grévistes brisèrent la devanture à coups de hache, fut de nouveau mis à sac. Enfin, dans la nuit, une bombe, de fabrication primitive et chargée à poudre, déposée sur les escaliers du directeur de la fabrique Ch. Haviland, fit explosion, mais sans commettre grand dégât.

La journée du dimanche fut relativement calme et rien ne pouvait faire prévoir ce jour-là l'effroyable drame du lendemain.

Le lundi, les grévistes, en arrivant à la réunion qui avait lieu au cirque, apprirent que, dans la matinée, cinq de leurs camarades avaient été arrêtés et incarcérés pour le pillage des magasins d'armurerie.

Aussitôt les grévistes décidèrent d'envoyer au préfet une délégation pour lui demander de faire mettre immédiatement en liberté leurs camarades arrêtés, ainsi que l'autorisation de former des cortèges et de manifester qui avait été interdit par ordre préfectoral. Le préfet, sans vouloir rapporter son arrêté, autorisa — ne pouvant faire autrement — les manifestations, mais se refusa à faire remettre en liberté les grévistes incarcérés.

Il était environ 6 heures du soir lorsque les grévistes apprirent le refus qui leur était fait. Sans plus attendre, ils se dirigèrent vers la prison dans le but de délivrer leurs camarades. En face de la prison étaient massés cavaliers et fantassins; plusieurs charges, sabre au clair, furent successivement exécutées, et un certain nombre de manifestants grièvement blessés. Mais cela ne les décourage pas. Munis de madriers dont ils se servent comme de béliers, ils parviennent malgré tout à enfoncer la porte de la prison. La porte cède; mais un coup de clairon retentit à l'intérieur. Les dragons chargent à nouveau et parviennent à dégager la place. Les manifestants refoulés cherchent un refuge en bordure de la place où s'élève en terrasse le jardin public et font pleuvoir sur la troupe tout ce qui, pouvant servir de projectile, se trouve à leur portée.

Tout à coup, et par deux fois, la fusillade crépite couchant par terre deux morts et plusieurs blessés qui sont ausitôt emportés par leurs camarades.

Le crime est consommé.

Une fois de plus la bourgeoisie a montré que l'armée n'est faite que pour la défense de ses privilèges. Notre République démocratique s'est montrée la digne alliée du tsar assassin de son peuple.

❖ ❖

A Nantes, la grève des dockers continue, et comme les quais sont gardés militairement, des bagarres ont eu lieu.

Et cela malgré le très réformiste « président » du syndicat, M. Chassé qui, dans une réunion, avait cru devoir jouer les Keufer en s'écriant : « Nous sommes des pacifistes et des réformistes. Quand nous voudrons des révolutionnaires, nous irons vous chercher », ce à quoi un camarade bien avisé avait justement répondu :

« Vous êtes des pacifistes aujourd'hui, tant mieux : je souhaite que les événements ne fassent pas de vous demain des révolutionnaires. »

Et moins de quarante-huit heures après, les faits donnaient raison à notre camarade contre l'endormeur réformiste.

Les dockers grévistes ayant, en effet, appris que des ouvriers de la campagne avaient été mandés à Nantes et travaillaient au déchargement d'une douzaine de bateaux de sel ancrés quai Tourville, se rendirent dimanche sur les lieux au nombre de 200 environ. Le quai était gardé par les gendarmes à cheval. Les grévistes arrivèrent en deux groupes : l'un par le quai, l'autre par une petite rue y aboutissant. Ceux qui étaient venus directement par le quai forcèrent le cordon de protection en repoussant les chevaux. Les grévistes arrivèrent ainsi devant les bateaux et engagèrent les déchargeurs occasionnels à quitter le travail, ce qu'ils firent sans difficulté.

L'après-midi du lendemain, lundi, ne fut pas moins troublé. Pendant qu'un certain nombre de dockers sont réunis à la Bourse du travail, d'autres restent sur les quais. La police s'énerve progressivement à les faire circuler. Les agents s'élancent et chargent, sabre au clair. Un gréviste reçoit un coup de baïonnette dans le dos; un autre prend un gendarme par la jambe et le désarçonne. Ce fut un instant critique, car un des gendarmes avait tiré son sabre et, d'autre part, les manifestants se ruaient sur l'homme à terre. De plus, une grêle de pierre s'abattait, à ce moment, sur les gendarmes et en blessait quelques-uns. Une charge eut alors lieu par la rue de Flandre et la rue Gresset, qui mit en fuite les perturbateurs.

Le préfet est en permanence au bureau du port. Pendant deux heures, les charges succèdent aux charges avec un égal acharnement de part et d'autre. Cinq autres gendarmes sont blessés : Mercier, de Bourgneuf ; Brière, de Vannes; Lemasson, de Varades; Nicolas, de Mouilleron-en-Pareds; Geffard, de Talmont. Deux agents : Ravilly et Fonteneau, ont été également malmenés.

Dans la foule des grévistes, plusieurs apparaissent le visage ensanglanté. Six arrestations sont opérées.

On lira d'autre part une correspondance relative à l'agitation chez les ouvrières des tabacs et chez les boulangers.

❖ ❖

Quant aux *commissions mixtes* chères aux jaunes et qu'un autre endormeur était venu préconiser, les grévistes en ont vivement fait justice.

A Saint-Nazaire, sans se solidariser complètement avec leurs camarades de Nantes, les dockers ont refusé de décharger des navires venant de ce port.

La propagande révolutionnaire continue à faire tache d'huile dans cette Bretagne si longtemps réfractaire et il n'est pas une ville où, demain, les travailleurs n'auront formulé leurs revendications.

C'est à Port-Louis, où les ouvriers cordiers d'une part, et les ouvriers maçons d'une autre, viennent de se mettre en grève. Les seconds réclament la journée de dix heures et une augmentation de 0 fr. 50 par jour.

C'est à Auray, où a éclaté, ces jours derniers, la grève générale des ouvriers du bâtiment, et dans la petite ville où l'on n'avait vu se dérouler jusqu'alors que des processions, on a pu contempler, cette fois, une manifestation ouvrière et voir flotter le drapeau rouge de la révolte.

Les ouvriers réclament une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail.

La troupe est consignée; de Vannes, un bataillon a été envoyé à Auray et les gendarmes arrivent des autres points du département.

A Paris, le milieu certes le plus ingrat pour les grèves de longue durée, les mouleurs continuent la lutte au nombre de 8 à 900, quelques patrons, cette semaine encore, ayant accordé satisfaction.

La Confédération a adressé à *tous* les syndicats l'appel suivant :

« Depuis plus de deux mois, nos camarades mouleurs sont en grève, luttant avec une rare énergie et un esprit de sacrifices qui fait honneur à la classe ouvrière.

« Le bloc patronal commence à se désagréger; il faut encore un effort pour vaincre les dernières résistances.

« Nous comptons sur les organisations ouvrières pour assurer la victoire complète. »

La commission de la grève générale.

A Cluses, de sanglante mémoire grève d'ouvriers horlogers. Le patron, patriote bon teint, menace de transporter son usine en Suisse.

A Saint-Florent, plus de deux mois de chômage forcé n'ont pas abattu l'énergie des décolleteurs en grève qui sont bien décidés à ne reprendre le travail que lorsque les patrons se seront débarrassés du nommé Charitat, mûr pour un poste de directeur de pénitencier.

A Toulon, grève d'ouvriers peintres. Ils réclament l'application des prix de série de la ville, 5 francs, 5 fr. 50 et 6 francs, suivant les catégories d'ouvriers.

P. Delesalle.

❖ ❖

Nantes. — La grève des dockers continue, les patrons ne voulant rien accorder. Les inscrits maritimes, au nombre de 60 à peu près, se sont solidarisés avec les dockers. Ils demandent en même temps la suppression des « marchands d'hommes » et 80 francs par mois.

Sur les quais il y a eu quelques bousculades, notamment samedi dernier : une grêle de pierres s'est abattue sur les gendarmes, qui ont chargé les grévistes et en ont contusionné quelques-uns.

Les dockers sont surexcités et on peut s'attendre à de graves événements. L'opinion publique leur est favorable.

Une autre grève s'est déclarée la semaine dernière à la manufacture des tabacs. 80 cigarières cessèrent le travail. Sous prétexte que la récolte n'a pas été bonne cette année, on voulait leur payer 3 francs le mille au lieu de 3 fr. 50 qu'elles gagnent maintenant. Elles réclamèrent énergiquement, soutenues par tous leurs camarades ; elles reçurent le préfet, drapeau rouge en tête et chantant l'*Internationale*. Elles ont obtenu ce qu'elles désiraient ; ce qui prouve une fois de plus qu'avec de l'énergie on arrive toujours à ses fins.

D'autre part, les boulangers veulent substituer le travail de jour au travail de nuit et ne commencer qu'à 5 heures du matin, comme cela se fait dans de nombreuses villes. Les patrons s'obstinant à refuser, la grève générale des boulangers est imminente.

Les ouvriers coiffeurs demandent congé l'après-midi du dimanche.

Comme on le voit, la situation est très tendue.

F. Cas.

❖ ❖

BELGIQUE

Dans les charbonnages. — *17 avril 1905.* — Vous insérez, dans le dernier numéro du journal, une lettre du camarade Th. Gh., de Carnières, qui est en contradiction avec ma correspondance du n° 49. Il a dû faire erreur et je crois que mon exposé de la situation était exact. Comme je l'ai dit, la production actuelle, quoique moindre que celle antérieure à la grève, est *normale*. Il n'est donc pas question de « grève en travaillant ». En réalité, personne n'agissait ainsi, du moins avant la date de la lettre en question, et l'on travaille d'une façon raisonnable, comme on aurait toujours travaillé si les exploitants n'avaient pas introduit et si les ouvriers n'avaient pas accepté le système des entreprises. Le camarade Gh., travaillant dans un charbonnage du Centre qui n'a pas participé au mouvement gréviste, aura été sans doute induit en erreur.

Mais, depuis qu'il a écrit sa lettre, les mineurs du puits Saint-Hippolyte, à Courcelles, — *et eux seulement* — ont tenté de faire du « farniente » le 7 avril. On les a fait remonter immédiatement et ils se sont mis en grève.

Font grève également depuis le 7 avril les mineurs des puits Sainte-Rosette (Courcelles) et N° 4 du Nord de Charleroi. Le chômage continue aux trois puits.

Des grèves ont aussi éclaté aux charbonnages d'Appaumée (Ransart), au puits Saint-Quentin du Centre de Jumet (où on a réduit les salaires des hiercheurs de 5 0/0), et à quelques autres puits. Elles sont terminées.

Quant à Forchies-la-Marche, voici la situation : Les 90 hiercheurs du puits N° 8 sont en grève pour obtenir une augmentation des salaires. La direction des puits N[os] 8 et 10 ayant invité les ouvriers qui ne voulaient pas travailler normalement (c'est-à-dire surproduire) à reprendre leur livret, une dizaine d'entre eux ont suivi cet avis et les autres ont décidé de travailler comme précédemment, quitte à changer d'attitude si on n'augmente pas bientôt les salaires.

Les gendarmes occupent toujours les charbonnages.

Aa. M.

❖ ❖

MACÉDOINE

La première grève turque. — La presse française, stipendiée par les partis en présence — qui sont, les uns et les autres, animés d'un patriotisme étroit et soupçonneux, — ne manque point de tenir sa crédule clientèle au courant des moindres rencontres entre bandes grecques, serbes et bulgares.

Mais il est un ordre de faits sur lequel elle garde un silence absolu et qu'elle considère sans doute comme n'offrant qu'un intérêt secondaire.

C'est ainsi que vous auriez vainement cherché dans les colonnes des journaux à grand tirage la moindre information sur un mouvement gréviste qui a éclaté tout récemment à Cavalla, ville de Macédoine, dont la population se compose presque exclusivement d'ouvriers employés dans les vastes entrepôts de manipulation des tabacs.

A la suite d'un accord que, tels larrons en foire, les patrons avaient conclu entre eux, une assez forte réduction des salaires avait été projetée. Mais, dans un beau mouvement d'unanime solidarité, les ouvriers prirent les devants et, sans distinction de race, de nationalité ni de religion, tous se mirent en grève, au nombre d'une dizaine de mille environ. Toute la vie économique de la cité se trouva, de ce fait, complètement arrêtée et, en présence de l'attitude résolue des grévistes qui avaient commencé à s'attaquer aux propriétés, les patrons apeurés se barricadèrent chez eux.

Les autorités s'émurent et le gouverneur du vilayet envoya immédiatement sur les lieux un *mutessarif*, sur les instances de qui les directeurs des grandes maisons de tabacs durent revenir sur leur décision et s'engager formellement à maintenir les tarifs antérieurs.

La crise a donc pu être conjurée et les ouvriers victorieux ont regagné les ateliers. Certes, il ne faudrait pas s'exagérer outre mesure la portée de ce mouvement. Mais il n'en est pas moins vrai qu'une grève, et une grève couronnée d'un éclatant succès, a éclaté, pour la première fois, à ma connaissance, dans l'empire du sultan. — Et ce fait est, à lui seul, des plus significatifs; les gouvernants ont beau faire, la révolte gagne de proche en proche...

La grève de Cavalla comporte un autre enseignement : la caractéristique du mouvement, c'est qu'il fut purement économique, c'est que des travailleurs de religion et de race différentes — et vous savez quelle est, dans tout l'Orient, la puissance de ces deux idées qui se renforcent mutuellement — surent faire abstraction de toute question confessionnelle et ethnique, pour se placer, d'instinct, sur le terrain des revendications corporatives. Le fait peut être gros de conséquences : qui sait si l'introduction en ce pays du régime industriel n'amènerait pas à brève échéance l'effondrement fatal des querelles imbéciles et des compétitions stériles entre sectes, entre nationalités?... Et ce serait là, à coup sûr, la solution claire et élégante de ce fameux problème macédonien, solution inattendue, celle-là et à laquelle n'ont jamais songé les diplomates les plus perspicaces.

MARIUS RIQUIER.

⁂

NOUVELLE-CALÉDONIE

Procédés de colonisateurs. — *Néhoué, 5 janvier 1905.* — Dans une précédente lettre, nous avons vu quels étaient les procédés de recrutement et les conditions de travail imposées aux Canaques des îles en Calédonie. Nous allons examiner la situation faite aux émigrants asiatiques, tonkinois.

Après entente avec le gouvernement, les émigrants tonkinois ont été importés en Calédonie par les soins de la maison Ballande, qui ne dédaigne pas de joindre le commerce de la chair humaine à celui des épices.

N'étant pas assez exactement renseigné sur les procédés de recrutement en vigueur au Tonkin, n'en parlons pas. Il se présente là, pourtant, une anomalie qui donnerait à comprendre que ces gens-là doivent être indignement trompés par ceux qui les engagent. Le Tonkinois vient en Calédonie avec un engagement de cinq ans, à raison d'un salaire de dix-huit francs par mois. Il est compréhensible que si ces gens acceptent de s'expatrier dans ces conditions, c'est qu'ils croient y trouver leur intérêt. Au Tonkin, en effet, avec dix-huit francs par mois, l'indigène vit largement. Très peu gagnent autant. Les mieux payés n'ont d'ordinaire que de six à dix francs par mois. Mais on a bien soin de leur cacher qu'un article de consommation courante d'une valeur de dix ou quinze centimes au Tonkin se paye cinquante à soixante-quinze centime en Calédonie, et le tout en proportion, de sorte qu'arrivé dans le pays, le Tonkinois constate qu'il a fait un marché de dupe, qu'en réalité il s'est expatrié pour gagner beaucoup moins que chez lui et être bien plus mal traité.

Tous ceux que j'ai interrogés sur les promesses qui leur avaient été faites ont été unanimes à m'en signaler la mauvaise foi. Ainsi, d'après leur engagement, tous ceux qui ont une profession devraient travailler de leur état, en arrivant ici. Or, pas un n'est employé dans ces conditions.

A mesure que les convois sont arrivés en Calédonie, les Tonkinois ont été répartis entre les agriculteurs et patrons de mines qui en avaient fait d'avance la demande à l'administration. Les premiers arrivés choisissent leurs engagés et l'on ne demande pas à l'intéressé s'il préfère travailler dans les mines ou à la culture. Ce sont des esclaves arrivant sur un marché. L'engagement des Tonkinois à Nouméa ressemble assez à une foire aux bestiaux. Les amateurs ou plutôt les engagistes sont là qui les palpent, les tournent, retournent, mettent celui-ci de côté, prennent celui-là, tâtent les mollets aux uns, les muscles des bras aux autres, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé dans le troupeau un lot qui leur convienne. Ces braves gens paient à l'administration cinq cents francs par tête comme prime d'engagement et ils veulent en avoir pour leur argent. Seulement les derniers arrivants sont obligés de prendre les laissés pour compte des autres.

Comme les Canaques, les Tonkinois, une fois chez leurs patrons, sont obligés de passer par toutes leurs volontés et les employeurs ont encore moins d'égards pour eux que pour les Canaques. Ainsi, on ne met pas un Canaque aux fers, on y met les Tonkinois, voire même les femmes. Le Dr Nicolaenkoff, qui a fait un assez long séjour dans le pays, pourrait donner son témoignage à ce sujet, témoignage confirmé par des clichés photographiques (1).

Ainsi voilà des gens qui, sur la foi des offres qui leur sont faites, consentent à s'expatrier, qui viennent en Calédonie comme émigrants et auxquels notre civilisation applique des procédés de barbarie qui ne devraient plus exister, puisqu'il y a, je crois, une loi interdisant la mise aux fers comme moyen de répression, même dans l'armée. Et notez bien que ce procédé n'est pas employé uniquement vis-à-vis d'individus dangereux. Un engagé tonkinois est-il malade un peu trop souvent, on le mettra aux fers jusqu'à ce qu'il consente à travailler. N'aura-t-il pas fourni la tâche qu'exige la rapacité de son engagiste? Aux fers. Réclame-t-il pour sa nourriture souvent insuffisante? Aux fers. Rentre-t-il quelques heures en retard, le dimanche? Aux fers.

Le Tonkinois est astreint réglementairement à dix heures de travail, s'il est considéré comme ouvrier. Il doit tout son temps, s'il est domestique. Inutile de dire que, quelque travail auquel il soit assujetti, il est toujours regardé comme domestique.

Lors de l'arrivée des premiers convois en Calédonie, l'industrie minière manquait de main-d'œuvre, de sorte que presque tous les arrivants furent envoyés dans les mines, où, pour un salaire bien moindre que celui du Canaque, on exigea d'eux le même travail. Pour arriver à ce but, toutes les cruautés que l'âpreté au gain d'un exploiteur peut lui faire inventer, furent mises en œuvre. Certains procès qui ont été étouffés à Nouméa en auraient appris de belles à ce sujet, notamment celui d'un ex-conducteur des Ponts et Chaussées devenu chef d'exploitation minière, qui, lui, ne trouvait rien de mieux quand, malades, ses Tonkinois ne voulaient pas se lever pour aller au travail, que de leur brûler les pieds avec une barre de fer rouge.

Je comprends que certains esprits redoutent l'invasion des Jaunes en Europe, s'ils allaient s'aviser à leur tour de nous exploiter de cette façon. Et pourtant qu'aurions-nous à dire du jour où la force sera de leur côté, car le vers du fabuliste :

> La raison du plus fort est toujours la meilleure,

ce vers que nous devrions aujourd'hui considérer comme une insulte à l'humanité, est resté la base de toute notre civilisation.

En ce qui concerne le fameux péril jaune dont on parle tant aujourd'hui, ce serait plutôt, il me semble, notre salut.

Le coup le plus mortel qui puisse être porté au régime capitaliste cause de toutes nos misères, ce serait cette révolte des races asiatiques contre l'empiètement chez eux de l'autocratie et du capitalisme européens.

Aujourd'hui, en effet, les détenteurs de ce qui devrait être la fortune publique, sentent le sol de l'Europe leur manquer sous les pieds, ils prévoient qu'il va leur falloir un autre champ d'opération et l'Asie se présente à eux comme le champ de manœuvre rêvé pour faire évoluer leurs capitaux. Reste à savoir si, dans ce jeu, les Asiatiques consentiront à servir d'enjeu.

La guerre russo-japonaise va sérieusement, je crois, embarrer la roue de la fortune capitaliste. Aussi tous nos vœux doivent-ils être pour la victoire du Japon; l'anéantissement de la Russie en tant que force militaire sera déjà un progrès pour l'Europe, ce sera un pas de fait vers l'avenir d'un état de choses meilleur pour le peuple russe.

La victoire du Japon aura sa répercussion sur la Chine, les peuples d'Asie verront que le colosse européen, que jusqu'alors ils avaient peut-être cru invulnérable, a les pieds d'argile; ils prendront conscience et de leur force et de leurs droits, ils se défendront contre l'invasion.

Quand les écrivassiers aux gages du capitalisme font miroiter le péril jaune, il faut savoir comprendre la question; ce dont ces messieurs ont peur, ce n'est pas de l'invasion des Chinois ou Japonais en Europe, ils savent parfaitement que ces peuples n'ont jamais eu et n'auront jamais l'idée de nous conquérir. A leur point de vue, ce fameux péril serait que ces peuples asiatiques, assez forts par eux-mêmes, arrivent à braver le péril blanc qui les menace de plus en plus et à s'affranchir de cette crainte. Du jour où ils auront atteint ce but le régime capitaliste aura vécu.

Aussi est-ce avec plaisir que j'ai appris la capitulation de Port-Arthur. Et dire que cette brute de Stœssel, après avoir fait inutilement massacrer des milliers d'existences, passera à la postérité comme un héros. Héros, cet homme qui, probablement bien abrité dans une casemate envoyait les autres à la boucherie. Je suis certain que lorsque les vivres manquaient aux assiégés, sa table a toujours été bien garnie. Héros, l'imbécile qui demandait comme renfort la bénédiction du tsar!

Encore un héros, disparu ce vieux pingre de Krüger venant mendier des secours à tous les échos d'Europe et crevant avec une fortune de plusieurs millions pendant que nombre de familles boers meurent de faim sur les débris de leurs fermes et que Cronje, un de ses plus zélés lieutenants, est réduit par la misère à se faire saltimbanque!

J. P.

(1) Dont nous avons en mains des épreuves.



VARIÉTÉS

L'ABC de l'Astronomie (1)

(Suite)

I. — AU SOLSTICE D'HIVER.

A minuit, en plein Sud brillent :

La *constellation d'Orion*, qui forme un grand quadrilatère au centre duquel se trouvent les *Trois Rois*, à gauche *Bételgeuse*, étoile variable, sans périodes, de 1 à 1,5 grandeur; à droite *Rigel*. Orion renferme encore quatre étoiles de 2e, quatre de 3e et six de 4e grandeur.

Un peu au-dessus des Trois Rois se trouve la fameuse Nébuleuse d'Orion, avec sept étoiles au centre de son trapèze. La couleur de la nébuleuse, dont le spectre rappelle celui de l'azote, est verdâtre. L'analyse spectrale prouve que la nébuleuse et le trapèze constituent un groupement physique et que la nébulosité, qui est plus près de nous que les étoiles du trapèze, suit leur mouvement. Selon Barnard, il y aurait communication entre la Nébuleuse d'Orion et celle des Pléiades. Les deux nébuleuses font partie de la Voie Lactée et celle d'Orion aurait un diamètre de quelques trillions de

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*.

kilomètres et serait distante de nous d'environ 300 années de lumière. C'est également à une distance de trois à quatre siècles de lumière que se trouverait de notre système solaire la nébuleuse des Pléiades.

A droite d'Orion :

Le Taureau. — Outre Aldebaran, étoile de première grandeur au spectre semblable à celui du Soleil, qui se trouve au milieu du groupe des Hyades, cette constellation contient encore une étoile de 2e, trois de 3e et quatorze de 4e grandeur. Un peu plus loin et dans la même direction, à droite nous rencontrons le groupe des Pléiades, qui est un groupe physique, c'est-à-dire des étoiles reliées par un lien commun.

L'amas d'étoiles, les Pléiades, est composé de près de six cents soleils très éloignés les uns des autres. Les vues ordinaires distinguent dans les Pléiades six étoiles : *Alcyone*, de 3e, *Electre*, *Atlas*, de 4e, et *Mérope*, *Maïa* et *Taygète* de 5e grandeur.

Les vues excellentes voient encore *Astérope* et *Cœleno*. Il y a aussi dans les Pléiades une immense nébuleuse qui constitue un groupement physique avec les astres de cet amas et qui s'étendrait, comme nous venons de le voir, jusqu'à la nébuleuse d'Orion.

A gauche d'Orion se trouve la célèbre constellation du Grand Chien, avec *Sirius*, la plus brillante étoile du ciel. La masse de ce soleil gigantesque vaut 20,5 fois celle du nôtre. Sirius est une étoile double, dont l'étoile principale égale 13,8, et son compagnon, découvert par Bessel en 1844 et trouvé 16.000 fois moins lumineux que son astre central, 6,7 la masse du Soleil.

Le *Petit Chien*, avec Procyon, de première grandeur. Pour faciliter l'orientation, il est à remarquer que Bételgeuse, Sirius et Procyon forment un triangle dont les trois côtés sont presque de même longueur apparente.

Les *Gémeaux*, avec Castor et Pollux, qui ne constituent pas un groupe physique. Outre ces deux étoiles, il y a encore dans cette constellation cinquante et une étoiles visibles à l'œil nu. Castor est une étoile double, un système de deux brillants soleils circulant l'un autour de l'autre et employant huit siècles pour parcourir leur révolution.

Citons encore comme visibles, le 22 décembre, à minuit, sur l'horizon Sud de Paris, les constellations du Bélier, de la Baleine et de l'Eridan, qui, toutes les trois, ne renferment pas à cette heure, dans la portion du ciel visible sur l'horizon de Paris, d'étoile de première grandeur.

II. — A l'équinoxe du printemps.

A minuit, sur l'horizon Sud de Paris, se voient les constellations suivantes :

Le *Lion*, avec Régulus et Donebola, qui est située à l'autre extrémité du trapèze. Dans le Lion, il y a outre deux étoiles de deuxième, cinq de troisième et huit de quatrième grandeur. Vers le 21 mars, brillent encore à minuit avec Régulus dans le ciel du Sud : Procyon, Epi et Arcturus.

La *Vierge*, avec Epi.

Epi est une étoile double dont le compagnon contourne la principale en quatre jours sept heures, avec une vitesse de 89 kilomètres par seconde. Le système s'éloigne de nous à raison de 22 kilomètres par seconde. Les deux soleils qui composent le couple Epi ne sont éloignés l'un de l'autre que de 4.800.000 kilomètres.

L'étoile de troisième grandeur γ de cette constellation est également un des plus beaux systèmes binaires du ciel. Les deux soleils qui constituent ce couple sont de couleur jaune rougeâtre, à peu près d'égale grandeur et tournent autour de leur centre commun de gravité en 175 ans. La distance qui les sépare est de 6",3 à l'aphélie et de 0",43 au périhélie.

Le *Bouvier*, avec l'énorme soleil Arcturus.

Epi, Arcturus et Denebola du Lion forment aussi les sommets d'un triangle dont les côtés sont presque égaux et dont la base, à peu près parallèle à l'horizon à cette heure, est la ligne qui joint les deux dernières étoiles.

Entre le Lion et le Bouvier, on distingue la *Chevelure de Bérénice*.

A l'est d'Arcturus, la *Couronne Boréale*, en forme de cercle avec la Perle.

Au-dessous de la couronne Borale, la *Tête du Serpent*.

Puis vient la constellation Ophiucus sur laquelle nous attirons l'attention de nos lecteurs à cause de l'étoile double 70 Ophiucus qui s'y trouve et dont la parallaxe et le poids sont connus. Cette étoile double, dont le compagnon contourne la principale en 88,4 ans à la distance moyenne d'environ 4 milliards 300 kilomètres (un peu moins que la distance de Neptune au Soleil), est 1.400.000 fois aussi éloignée de nous que nous le sommes de l'astre du jour et pèse environ 2,85 fois autant que le Soleil.

De chaque côté de l'Epi on distingue, le 21 mars, à minuit, les constellations de la Balance, du Corbeau et de la Coupe pendant qu'apparaissent sur l'horizon un petit nombre d'étoiles du Scorpion et du Centaure.

Au-dessus de la Chevelure de Bérénice on voit : les Chiens de Chasse, le Petit Lion au-dessus du Lion ; à l'ouest de *Régulus*, les constellations du Cancer et de l'Ecrevisse. L'Hydre se montre à l'horizon avec le Cœur, étoile variable de deuxième grandeur, et le Licorne au-dessus de Procyon.

III. — Au solstice d'été.

A minuit, sur l'horizon Sud de Paris se montrent les constellations suivantes :

Le *Scorpion*, avec Antarès, beau soleil pourpre.

La *Lyre*, avec la belle Véga, notre future étoile polaire dans 12.000 ans. Dans la Lyre, non loin de Véga — au point de vue optique bien entendu — se trouve l'étoile ζ, qui est un système quadruple composé de deux couples :

L'*Aigle*, avec Altaïr ;

La *constellation d'Hercule*.

Elle ne renferme que deux étoiles approchant de la deuxième grandeur et quatorze entre la troisième et la cinquième. C'est vers un point de cette constellation que se dirige notre Soleil, qui arrive des régions de la constellation de la Colombe.

A gauche de la Lyre se trouve le *Cygne* avec Alpha, énorme et lointain soleil de 2-1 grandeur pour lequel il a été impossible de trouver de parallaxe. Alpha du Cygne forme avec quatre étoiles de 3e grandeur une grande croix qui, vers la fin de juin, à minuit, est inclinée à l'horizon. Cette étoile forme également un grand triangle isocèle avec Altaïr et Véga.

Dans le Cygne se trouve une petite étoile double, à peine visible à l'œil nu, et dont la distance à la Terre fut la première mesurée. Cette étoile est désignée sous le nom de la *61e du Cygne*. Elle est la plus proche de tout notre hémisphère boréal. Sa distance est de 69 trillions de kilomètres ou 7,4 années de lumière. Ses deux composantes sont de 5e et 6e grandeur, leur écartement est de 20" et elles offrent cette particularité étrange de paraître s'aligner en ligne droite.

Entre la Lyre, le Cygne et l'Aigle on voit les constellations du *Renard*, de la *Flèche* et du *Dauphin*.

Vers l'Orient, près de l'horizon, celles du *Verseau*, *du Capricorne* et du *Sagittaire*.

Au-dessus du Scorpion, Ophiucus et le *Serpent* avec quatre étoiles de 3e et vingt-sept de 2e à 5e grandeur.

F. Stackelberg.

(A suivre.)



C'est de 1852 que M. Weill fait débuter son *Histoire du mouvement social en France* (1). Pourquoi plutôt cette date qu'une autre, car, évidemment, le mouvement remonte beaucoup plus haut. Je suppose que c'est parce que, si l'on remontait aux origines, il serait trop difficile de rattacher le mouvement qui, actuellement, s'intitule socialiste, à sa souche originelle. Tous ses actes tendant à n'en faire qu'une simple nuance des partis politiques.

L'auteur, fort au courant du mouvement qu'il décrit, expose impartialement les phases diverses par lesquelles il a passé. Les lacunes que l'on pourrait lui reprocher, sont celles qui découlent, forcément, d'un travail fait de documentation, exacte certainement ; mais par quelqu'un qui sans doute n'a pas été mêlé aux événements.

Ainsi, page 137, il est amené à se demander quel rôle joua le socialisme dans l'insurrection de la Commune : Apologistes et adversaires, dit-il, sont tombés d'accord pour juger ce rôle considérable ; mais ce n'est qu'une explication découverte après coup, ne répondant pas à la réalité.

Il est certain que les causes du 18 mars furent beaucoup plus compliquées. La rage de la défaite, le mécontentement contre l'incapacité du gouvernement dit de « défense nationale » y entraient pour une bonne part.

Si, par socialisme, l'auteur entend un corps de doctrines claires et précises, un système social bien défini, il n'y avait rien de tel dans le mouvement communaliste.

Seulement, à cette époque, le socialisme faisait corps avec la république. Pour les ouvriers républicains, la république n'était pas seulement une transformation politique. Le changement de gouvernement comportait également des transformations dans l'ordre économique. Lesquelles ? C'est ce que, évidemment, le plus grand nombre aurait été bien empêché d'expliquer ; mais, pour si vague et imprécise que fût cette conception, elle n'en existait pas moins à l'état d'aspirations. Et la République du 4 septembre ayant fait faillite, cela fut également une des causes du mécontentement. Ce que la République n'avait pas su donner, on l'attendit de la Commune.

C'est donc également parce que le petit noyau socialiste parmi les membres de la Commune n'avait, lui aussi, que des aspirations vagues et imprécises qu'il ne pût avoir d'action sérieuse sur les politiciens plus nombreux qui encombraient l'Hôtel de Ville ; ce fut ce vague et cette impression qui furent une des causes de la défaite du prolétariat.

Mais si vagues et si imprécises que fussent ses aspirations socialistes, elles n'en caractérisèrent pas moins le mouvement. Et la bourgeoisie le comprit si bien que, depuis le monarchiste le plus rétrograde jusqu'au simple républicain bourgeois, tous se serrèrent en un faisceau compact autour du sinistre bourgeois qu'était Thiers — les différences politiques s'effaçant pour faire face à l'ennemi économique qui se dressait — et que la répression fut si féroce.

J'ai peur que notre auteur ne s'en soit laissé un peu imposer par le toupet imperturbable de quelques-uns qui se sont décerné eux-mêmes un brevet d'érudition et de savoir scientifique. Peut-être s'en est-il un peu trop rapporté à eux. Mais s'il avait été quelque peu malicieux, lorsqu'il raconte les différentes scissions dont s'est scindé le parti socialiste, il aurait pu démontrer que les questions de doctrine ne servirent qu'à masquer des rivalités de chefs : il s'en est abstenu.

En une note de la page 412, l'auteur dit que le secrétaire d'un syndicat important, dont il ne dit pas le nom, mais qui doit être M. Briat, lui aurait affirmé que la force de la « Confédération du travail » est plus apparente que réelle, et lui vient

(1) Un vol., 7 fr. ; chez Alcan, 108, boulevard Saint-Germain.

surtout de la subvention de 10.000 francs que lui fait l'Etat pour l'office de placement qui ne rend aucun service aux travailleurs.

Lorsqu'on fait de l'histoire, il est bon de se documenter de chaque côté; seulement c'est un tort de rapporter les on dit d'un adversaire, sans mettre en regard les documents d'à côté. La vérité vraie est que, tant que la confédération fut aux mains des socialistes politiciens, son rôle fut absolument nul; ce ne fut que lorsque les adversaires de la politique dans les syndicats en eurent pris la direction, que la confédération commença à donner signe de vie. Il suffit de rappeler les diverses campagnes qu'elle a menées au sujet des bureaux de placement, sa participation aux grèves les plus importantes, sa campagne actuelle en faveur de la journée de huit heures, le triomphe de sa tactique dans les derniers congrès à l'exclusion de celle des politiciens, pour se rendre compte que c'est une force avec laquelle on est forcé de compter. Quant aux fameux 10.000 francs, ils n'auraient jamais été touchés intégralement, paraît-il. Il serait même curieux de savoir où passe la différence? — Que le bureau de placement n'ait pas rendu tous les services qu'on est en droit d'en attendre, cela est une autre question. Il faudrait en connaître les raisons.

Quant au mouvement anarchiste lui-même, l'auteur ne lui accorde qu'une place insignifiante.

Parlant d'eux au sujet de l'affaire Dreyfus, il dit qu'ils hésitèrent à s'y mêler.

Evidemment, lorsque Bernard-Lazare fut seul à commencer l'affaire, les anarchistes furent désorientés, ne comprenant pas comment des soldats, des privilégiés, auraient pu condamner un des leurs, s'il n'avait pas mis plus ou moins la patte dans ce dont on l'accusait. Ils ne devinèrent pas cet imbroglio à la Gaboriau. Mais lorsque le déni de justice commença à se dévoiler, la plupart s'y mêlèrent, sinon en simples défenseurs d'une individualité, comme quelques-uns le firent, ils y participèrent pour tirer de cet épisode, toute la moralité sociale qu'il comportait.

Quant à la *Révolution sociale* et non la *Révolution française*, comme il l'appelle, le journal du policier Spilleux, l'émissaire d'Andrieux, les anarchistes ignoraient si peu la provenance de l'argent, que ceux qui devaient former la rédaction primitive, et qui s'étaient renseignés, ne firent semblant de marcher que dans l'espoir de faire déposer le titre et le cautionnement (il y avait encore le cautionnement à cette époque) au nom de l'un d'eux et éliminer le policier. Ce furent les conditions que je posai au bonhomme lorsqu'il vint me chercher pour faire la déclaration de gérance — c'était moi qui devait la prendre. Mais nous avions compté sans la démangeaison de jouer un rôle et de placer sa copie. Spilleux se tourna vers Emile Gautier qui lui fournit gérant et rédaction. Nous publiâmes bien une déclaration qui nous dégageait du journal *La Révolution sociale;* mais parmi les anarchistes, il y a toujours de ces zélés « Terre-Neuve qui, sous le prétexte que l'on a abusé de l'épithète de mouchard, et « qu'il n'y a pas de preuves! » la police ayant la mauvaise habitude de ne pas vouloir en fournir lorsqu'on brûle un de ses provocateurs, s'emploient de leur mieux à repêcher les suspects; la note n'empêcha pas les étourneaux de se faire prendre au traquenard.

A part ces petites erreurs de détail, le livre de M. Weill est impartialement fait, et donne un aperçu assez exact de la physionomie du mouvement socialiste de ces derniers temps.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu :

Comment sauver nos neuf milliards? par un ami de l'alliance; 1 broch. à la *Revue*, 12, avenue de l'Opéra.

Le Chômage à la Chambre, par E. Vaillant; 1 broch., 0 fr. 15. Fédération S. R., Limoges.

Das Urteil der Europaischen Kulturwelt; 1 broch. à la *Ruthenischen Revue*.

Les Archives du théâtre, par V. Hermay; chez Stock.

EN VENTE

L'imprimeur va nous livrer cette semaine, *Entretien d'un philosophe avec la maréchale*, par d'Alembert

A l'heure où se discute la séparation des Eglises et de l'Etat, c'est une brochure anti-religieuse à propager. Prix: 7 francs le cent. Port en plus.



L'Union ouvrière de l'ameublement du 18e arrondissement, 4, passage Davy, tient à la disposition des camarades, des images-biographies de Louise Michel, à raison de 1 fr. 25 le cent et de 1 fr. à partir de trois cents.

Adresser fonds et demandes au camarade Cussy, 30, rue Durantin (18e arr.).

Limoges. — Je me propose de visiter, pour y conférencier, les départements de la Dordogne, Gironde, Lot, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Gers, Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Ariège, Haute-Garonne, Tarn, Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aveyron, Lozère, Gard, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Isère, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Allier, Rhône, Loire, Saône-et-Loire, Côte-d'Or, Nièvre, Cher, Indre, Creuse, Corrèze.

Les groupes, cercles, etc., ou les particuliers qui voudraient organiser des conférences, sont priés de m'écrire, faubourg de Paris, 12, à Limoges.

R. Meunier.

Saint-Claude. — Tout ce qui peut intéresser le groupe anarchiste de Saint-Claude, correspondances, journaux, brochures et communications, etc., doit être adressé au camarade Mermet Alexandre, au Gai Rivage, à Saint-Claude (Jura).



La Coopérative Communiste du XXe, 27, rue des Maronites (20e arr.). — Samedi 22 avril, à 9 heures du soir, causerie par un camarade. — Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, répartition des denrées.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy :

Vendredi 21 avril — Dr Manheimer-Gomès : L'hérédité et la procréation.

Mercredi 26. — Rousselet : La vie au Sénégal, Dahomey et Niger (avec projections).

Vendredi 28. — Léon Bruneteaux : Histoire de la peinture : I. La peinture dans l'antiquité.

La Camaraderie. — Jeudi 27 avril, à 8 h. 1/2, causerie sur le Végétarisme par le camarade Edouard, salle U. P., 13, rue de la Sablière.

Causeries populaires du XVIIIe, 30, rue Muller. — Lundi 24 avril, à 8 h. 12, causerie.

Jeudi, cours d'espagnol.

Causeries populaires du XIe, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 26 avril, à 8 h. 1/2, causerie par Louis Bousquet : « La chimie nouvelle. »

Groupe d'Education libertaire du XIIe. — Réunion le mardi 25 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Ecole Libertaire, rue du Rendez-vous, 22, au fond de la cité. Sujet traité : L'homme préhistorique, avec projections. Mathématiques, le mercredi ; musique, le samedi.

La Coopérative Communiste, 22, rue de la Barre (18e arr). — Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

La Colonie communiste le Milieu-Libre. — Départ par la gare de l'Est, le dimanche 23 avril, à 8 heures du matin. Pour les camarades cyclistes, rendez-vous à 3 heures du matin, station du Métropolitain de la rue d'Allemagne.

Coopération des Idées, 157, faubourg Saint-Antoine :

Samedi 22 avril. — Kownacki : La philosophie de Herbert Spencer. VI. L'Evolution de la Vie.

Dimanche 23. — Concert instrumental et vocal organisé par Marie Lieftinck.

Lundi 24. — A huit heures du soir, au Château du Peuple, festival en l'honneur du deuxième congrès des universités populaires. (Les membres de l'U. P. du Faubourg Saint-Antoine seront reçus sur présentation de leur carte.)

Mardi 25. — Camille Pelletan, ancien ministre : L'Avenir de la Démocratie.

Mercredi 26. — Paul Besson, ingénieur des Arts et Manufactures : Le Radium (avec expériences et projections).

Jeudi 27. — Georges Loiseau, professeur à l'Ecole d'Art : Le Théâtre de Rostand (avec auditions).

Vendredi 28. — Série des Auditions musicales organisées par le quatuor J.-Ph. Rameau, sous la direction d'Antoine-Marcel Ghio : III. L'Œuvre de Mozart.

— **Château du Peuple**, 4, route du Champ d'Entraînement, Bois de Boulogne :

Dimanche 23 avril, à 3 heures. — Dans le parc : Fête de l'Enfance, organisée pour les sections enfantines de l'Art pour tous et les enfants des universités populaires.

Lundi 24, à 3 heures, dans le parc. — Représentation organisée par Cl. Duvernay et Mlle Vianne : 1° *L'Eglantine*, pièce inédite en un acte, en vers; 2° *Mimi Pinson*, comédie inédite en un acte, de M. Genty. — Le soir, à 8 heures : festival en l'honneur du deuxième congrès international des universités populaires.

Courbevoie. — **Causeries populaires**, tous les samedis soir, à 8 h. 3/4, salle du Gymnase, 7, avenue Marceau.

Chalon-sur-Saone. — Réunion, samedi 22 avril, chez Jandot, rue d'Autun. Organisation d'une section de l'A. I. A. Causerie par un camarade sur le fonctionnement et le but de l'association.

Lille. — Réunion tous les samedis chez Bernard-Leroux, 52, rue de Roubaix. Samedi prochain, causerie par un camarade.

Association internationale antimilitariste. — Réunion de la section tous les lundis, à 8 h. 1/2, au siège, Brasserie Faidherbe, 30 *bis*, rue de Tournai. Présence indispensable.

Marseille. — Samedi 22 courant, à 9 heures du soir, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, causerie par E. Merle sur : *Les affaires sont les affaires*, d'Octave Mirbeau.

Entrée gratuite.

Saint-Nazaire. — **A. I. des Travailleurs**. — La Section de Saint-Nazaire invite tous les adhérents et les camarades qui voudraient en faire partie à se réunir le samedi 29 avril, à 8 h. 1/2 du soir, à son siège, Café des Halles, rue du Bois-Savary. Causerie sur le 1er Mai par un camarade.

A. I. A. (Section brestoise). — Réunion tous les vendredis, à 8 heures précises. Causeries et discussions.

Perpignan. — **A. I. A.** — Tous les samedis, à 8 heures du soir, réunion de la section au local habituel.

Groupe libertaire Germinal. — Tous les dimanches, à 8 h. 1/2 du soir, réunion du groupe au Bar des Variétés, salon réservé.



L. V., à Lyon. — Oui, vous avez raison.

C. U., à Calmthout. — Vous ne nous aviez pas avertis de votre changement.

G. T., à Saint-Denis. — Je ne me rappelle pas, mais si vous en êtes sûr, ça va bien. Excusez-nous de cette nouvelle erreur.

B. F., à Lyon. — Il restait pour un abon. de trois mois.

A. P. — Bien reçu la nouvelle version, mais c'est insuffisant.

Paris-Morat. — Bon. Nous ferons faire l'annonce à Lyon.

B., à Migennes. — Entendu.

Reçu pour le journal : A. L., à Cecil, 2 fr. — Lyon, L. V., 2 fr. 25. — D., 5 fr. — H., 5 fr. — S., à Burnbank, 1 fr. 50. — L. P., à Bordeaux, 0 fr. 60. — A. L., Aubervilliers, 0 fr. 50. — Latapie, 2 fr. — Merci à tous.

N., à Vatan. — L., à Epinal. — R., à Bruxelles. — L. R., à Bellancourt. — J., à Surgères. — B., à Fondouck. — F. E., à Istres. — A. M., à Tenay. — P. S., à Ixelles. — T., à Seraing. — M., à Bussière. — G. L., à Saint-Pierre. — L. F., à Gâvres. — *Sans Patrie*, Auxerre. — Issoudun. — T. G., à Vaux. — D. P., à Orléans. — D., à Reims. — P., à Béthune. — A. B., à Lyon. — G. R., à Bourges. — E. A., à Lorient. — M. B., à Montpellier. — A., à Nimes. — F., à Anvers. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7.

Dixième Année. — *N° 52* PARIS & DÉP. : 0 fr. 10 — EXTÉRIEUR : 0 fr. 15 *Du 29 Avril au 4 Mai 1905.*



POUR LA FRANCE
Un An. . . . . 6 »
Six Mois. . . . . 3 »
Trois Mois. 1.50
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-Journal " LA RÉVOLTE "
Paraissant tous les Samedis
Avec un " SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE "

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An. . . . . 8 »
Six Mois. . . . . 4 »
Trois Mois. . . . . 2 »
Les Abonnements pris dans les Bureaux de poste paient une surtaxe.

ADMINISTRATION : 4, Rue Broca, 4 — PARIS-V[e]



LA RÉACTION EN 1790 ET 1791

Suite (1).

II

Le 21 juin 1791, le roi avait essayé de s'évader. Il se rendait en Allemagne, pour s'y mettre à la tête des émigrés et, soutenu par une armée allemande, marcher sur Paris. La capitale une fois reconquise, on sait ce que les royalistes se proposaient de faire. Ils allaient arrêter tous les « patriotes » : les listes de proscription étaient déjà dressées. Ils allaient exécuter les uns, déporter ou enfermer les autres; abolir tous les décrets votés par l'Assemblée pour établir la Constitution, ou contre le clergé; rétablir l'ancien régime avec ses ordres et ses classes; réintroduire à main armée et au moyen d'exécutions sommaires les dîmes, les droits féodaux, les droits de chasse et toutes les redevances foncières de l'ancien régime.

Tel était le plan des royalistes : ils ne s'en cachaient même pas. — « Attendez, Messieurs les patriotes », disaient-ils à qui voulait les entendre; « bientôt on vous fera payer vos crimes. »

Le peuple, nous l'avons dit, déjoua ce plan. Le roi fut arrêté à Varennes, ramené à Paris, et placé sous la surveillance des patriotes des faubourgs.

* *

On aurait cru que maintenant la Révolution allait suivre à pas de géant son développement logique.

La trahison du roi une fois prouvée, on allait, n'est-ce pas, proclamer la déchéance, renverser les vieilles institutions féodales, inaugurer la république démocratique?

Eh bien, il n'en fut rien. Au contraire, c'est la réaction qui triompha définitivement un mois après la fuite de Varennes, et la bourgeoisie s'empressa de délivrer à la royauté un nouveau brevet d'immunité.

Le peuple avait de suite compris la situation. Il était évident qu'on ne pouvait plus laisser le roi sur le trône. Réintégré dans le château, il allait reprendre la trame de ses conspirations et comploter d'autant plus activement avec l'Autriche et la Prusse. Empêché désormais de quitter la France, il ne mettrait sans doute que plus de zèle à accélérer l'invasion. C'était de toute évidence; d'autant plus qu'il n'avait rien appris. Il continuait de refuser sa signature aux décrets qui s'attaquaient à la puissance du clergé et aux prérogatives des seigneurs. Il fallait donc le détrôner, prononcer de suite la déchéance.

C'est ce que le peuple de Paris et d'une bonne partie des provinces comprit très bien. A Paris, on se mit, dès le lendemain du 21 juin, à démolir les bustes de Louis XVI, et à effacer les inscriptions royales. La foule envahit les Tuileries; on parlait en plein air contre la royauté, demandant la déchéance. Quand le duc d'Orléans fit sa promenade dans les rues de Paris, le sourire aux lèvres, croyant y pêcher une couronne, on lui tourna le dos : on ne voulait plus de roi. Les Cordeliers demandèrent ouvertement la république et signèrent une adresse, dans laquelle ils se déclaraient tous contre les rois — tous « tyrannicides ». La Commune de Paris fit une déclaration dans le même sens. Les sections de Paris se déclarèrent en permanence; les bonnets de laine et les hommes à piques reparurent dans les rues : on se sentait à la veille d'un nouveau 14 juillet. Le peuple, en effet, était prêt à se mettre en mouvement pour renverser définitivement la royauté.

L'Assemblée Nationale, sous l'impulsion du mouvement populaire, marcha de l'avant. Elle procéda comme s'il n'y avait plus de roi. N'avait-il pas abdiqué, en effet, par sa fuite même? Elle s'empara du pouvoir exécutif, donna des ordres aux ministres, et prit en ses mains les rapports diplomatiques. Pendant une quinzaine de jours, la France vécut sans roi.

* *

Mais voici que la bourgeoisie se ravise, se dédit et se met en opposition ouverte au mouvement républicain. L'attitude de l'Assemblée change dans le même sens. Alors que toutes les Sociétés populaires et fraternelles se prononcent pour la déchéance, le club des Jacobins, composé de bourgeois étatistes, répudie l'idée de république et se prononce pour le maintien de la monarchie constitutionnelle. — « Le mot de république épouvante les fiers Jacobins », dit Réal à la tribune de leur club. Les plus avancés d'entre eux, y compris Robespierre, ont peur de se compromettre; ils n'osent pas se prononcer pour la déchéance, ils parlent de calomnie quand on les appelle républicains.

L'Assemblée, si décidée le 22 juin, revient brusquement sur ses décisions, et, le 15 juillet, elle lance en toute hâte un décret par lequel elle innocente le roi et se prononce contre la déchéance, contre la république. Dès lors, demander la république devient un crime.

Que s'est-il donc passé pendant ces vingt jours pour que les chefs révolutionnaires de la bourgeoisie aient si soudainement viré de bord et pris la décision de retenir Louis XVI sur le trône? A-t-il manifesté son repentir? A-t-il donné des gages de soumission à la Constitution? — Non, il n'y a rien eu de pareil! Le fait est que les meneurs bourgeois ont aperçu de nouveau le spectre qui les hantait depuis le 14 juillet 1789 : *le soulèvement du peuple!* Les hommes à piques étaient descendus dans la rue et les provinces semblaient prêtes à se sou-

(1) Voir le n° 49, du 8 avril 1905.

lever, comme en août 1789. Le spectacle seul des milliers de paysans accourus des villages voisins, au son du tocsin, sur la route de Paris, et ramenant le roi dans la capitale — ce spectacle seul leur avait donné le frisson. Et maintenant, voilà que le peuple de Paris se levait, s'armait et demandait la continuation de la révolution : la république, l'abolition des droits féodaux, l'égalité sans phrases. La loi agraire, la taxe du pain, l'impôt sur les riches n'allaient-ils pas devenir des réalités?

Non, plutôt le roi-traître, plutôt l'invasion étrangère que la reprise de la révolution populaire!...

Voici pourquoi l'Assemblée se hâta de mettre fin à toute l'agitation républicaine en bâclant, le 15, ce décret qui mettait le roi hors de cause, le rétablissait sur le trône et déclarait criminels ceux qui demandaient que la révolution reprît son mouvement ascendant.

Sur quoi les Jacobins,ces prétendus meneurs de la Révolution, après une journée d'hésitations, abandonnèrent les républicains qui se proposaient de provoquer le 17 juillet, sur le Champ de Mars, un vaste mouvement populaire contre la royauté. Et alors, la bourgeoisie contre-révolutionnaire, sûre de son affaire, rassembla sa garde nationale bourgeoise, la lança contre le peuple désarmé réuni autour de l'autel de la « patrie », fit déployer le drapeau rouge, proclama la loi martiale, et massacra le peuple, les républicains.

* *

Alors commença une période de franche réaction qui alla s'accentuant jusqu'au printemps de 1792.

Les républicains, auteurs de la pétition du Champ de Mars, qui demandait la déchéance, furent évidemment poursuivis. Danton dut passer en Angleterre (août 1791). Robert (franc républicain, rédacteur des *Révolutions de Paris*), Fréron et surtout Marat durent se cacher.

Profitant d'un moment de terreur, la bourgeoisie s'empressa de limiter davantage les droits électoraux du peuple. Désormais, pour être *électeur*, il fallut, en plus des dix journées de travail payées en contributions directes, posséder en propriété ou en usufruit *un bien*, évalué de 150 à 200 journées de travail, ou bien être fermier d'un bien évalué à 400 journées de travail. Les paysans, on le voit, étaient absolument privés de tous les droits politiques. Si ce décret devenait une réalité, la bourgeoisie se serait mise à piller tout ouvertement les biens communaux, sans rencontrer le moindre obstacle, sauf l'émeute. Et ce ne fut que la révolution du 10 août 1792 qui empêcha l'exécution de ce décret.

Après le 17 juillet, il devint dangereux de s'appeler, ou d'être appelé républicain, et l'on verra bientôt le révolutionnaire Roger traiter « d'hommes pervers », qui n'ont « rien à perdre et tout à gagner dans le désordre et l'anarchie » ceux qui demandent la destitution du roi et la république.

Peu à peu la bourgeoisie s'enhardit, et c'est au milieu d'un mouvement royaliste prononcé, au bruit d'ovations enthousiastes faites au roi et à la reine par la bourgeoisie parisienne, que l'Assemblée Constituante se sépara, après que le roi eut accepté et solennellement juré, le 14 septembre 1791, la Constitution qu'il trahissait le même jour.

Le gouvernement passait ainsi aux mains de l'Assemblée Législative, élue au suffrage restreint et évidemment encore plus bourgeoise que l'Assemblée Constituante.

* *

Et la réaction s'accentuait toujours! Vers la fin de 1791, les meilleurs révolutionnaires finissaient par désespérer complètement de la Révolution. Marat la croyait perdue. « La révolution, écrivait-il dans l'*Ami du Peuple*, a échoué... » Il demandait que l'on fît appel au peuple, mais on ne voulait pas l'écouter. « C'est une poignée d'infortunés » (de gens pauvres), disait-il dans son journal du 21 juillet, « qui ont fait tomber les murs de la Bastille! Qu'on les mette à l'œuvre, ils se montreront comme le premier jour, ils ne demandent pas mieux que de combattre contre leurs tyrans; *mais alors ils étaient libres d'agir, et maintenant ils sont enchaînés*. » Enchaînés par les meneurs, bien entendu. « Les patriotes n'osent plus se montrer », dit toujours Marat le 15 octobre 1791,« et les ennemis de la liberté remplissent les tribunes du Sénat et se trouvent partout. »

Voilà ce que devenait la Révolution à mesure que les bourgeois et leurs « intellectuels » triomphaient.

Ces mêmes paroles de désespoir, Camille Desmoulins les répétait au club des Jacobins, le 24 octobre 1791. Les réactionnaires ont tourné, disait-il, le mouvement populaire de juillet et d'août 1789 à leur profit. Les favoris de la Cour parlent aujourd'hui de la souveraineté du peuple, des droits de l'homme, de l'égalité des citoyens, pour tromper le peuple, et ils paradent sous l'habit de la garde nationale pour saisir ou même acheter les places de chefs. Autour d'eux se rallient les suppôts du trône. Les démons de l'aristocratie ont fait preuve d'une habileté infernale...

Prudhomme disait ouvertement que *la nation était trahie par ses représentants et l'armée par ses chefs*.

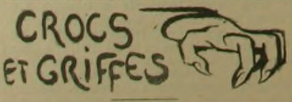
Mais Prudhomme et Desmoulins pouvaient du moins se montrer. Quant à un révolutionnaire populaire, comme Marat, il dut vivre pendant dix-huit mois en cachette, ne sachant quelquefois où trouver un asile pour la nuit. On a très bien dit de lui qu'il plaidait la cause du peuple, la tête sur le billot. Danton, sur le point d'être arrêté, était parti pour Londres.

D'ailleurs, la reine elle-même, dans sa correspondance secrète avec Fersen, par l'intermédiaire duquel elle dirigeait l'invasion et préparait l'entrée des armées allemandes dans la capitale,constatait aussi « un changement bien visible à Paris ». Le peuple, disait-elle, ne lit plus les journaux. Et elle ajoutait cette phrase qui caractérisait si bien la situation : — « Il n'y a que la cherté du pain qui les occupe et les décrets », écrivait-elle le 31 octobre 1791.

La cherté du pain — et les décrets! Le pain pour vivre et continuer la révolution — car il en manquait dès octobre! Et les décrets contre les prêtres et les émigrés, que le roi refusait de sanctionner!

La trahison était partout, et l'on sait aujourd'hui qu'à cette même époque, fin 1791, Dumouriez, le général girondin qui commandait les armées de l'Est, complotait déjà avec le roi. Il lui adressait un mémoire secret sur les moyens de mater la révolution! On trouva ce mémoire après la prise des Tuileries, dans l'armoire secrète qui fut faite pour Louis XVI dans un mur par le serrurier Gamin.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.



Il est toujours utile de parcourir le compte rendu des séances de la Chambre des députés et du Sénat. Celle du 11 avril au Sénat est intéressante à plus d'un titre.

C'est à propos du budget des postes et télégraphes, dont le chapitre 21 porte une subvention de 10.683.000 francs au service maritime de New-York et des Antilles. Un M. Cabart-Danneville demande au Sénat de réduire de 645.500 francs cette subvention versée à la Compagnie transatlantique. D'après la convention qui la lie à l'Etat, cette compagnie s'était engagée, en effet, à mettre en service, à des dates fixées et contre le payement annuel d'une somme de dix millions, trois paquebots sous peine d'une amende de 500 francs par jour de retard. Or, il y avait eu 1.291 jours de retard. L'amende de 645.500 francs proposée par le « père conscrit » n'était donc que l'application du cahier des charges.

Le ministre Bérard ne fut pas de cet avis; le retard dans la mise en service était, d'après lui, imputable à des cas de force majeure, qu'il se garda bien d'ailleurs d'énumérer.

M. Cabart expliqua ces cas de force majeure. La non-application de l'amende, dit-il textuellement, tient aux liens d'amitié (dorés évidemment) entre le Directeur de la Compagnie transatlantique et M. Millerand (qui était alors ministre du Commerce et qui est président de la commission des primes à la marine marchande).

Partout où il y a quelque chose de trouble, nous sommes certains de retrouver S. E. Millerand.

Neuf voix seulement votèrent la réduction proposée, ne voulant pas se rendre complices du vol manifeste commis par la compagnie de concert avec les ministres.

C'est le cas ou jamais de se répéter avec François Coppée : « Je ne dis pas qu'il ne se trouve au Parlement quelques hommes de désintéressement; mais comptez sur vos doigts, vous n'aurez pas même besoin d'ouvrir les deux mains... »

A. MARTIN.

La Prospérité américaine

La grande Amérique, nous dit la presse de Rockefeller, Morgan, Gould et Cie, jouit d'une prospérité de plus en plus croissante. Au moment de la réélection de Théodore Roosevelt, celui-ci fut baptisé par elle « le candidat de la prospérité. »

Ce sont les mots qui se lisaient sur son portrait dans tous les journaux et revues à la solde de la haute finance.

Voyons donc cette grande prospérité américaine.

Afin d'assurer sa réélection, le président Roosevelt fit publier sur ladite prospérité un rapport qui s'adresse spécialement aux ouvriers.

M. Roosevelt constate que ce sont les ouvriers américains qui réalisent le plus d'économies, soit 36.000.000 de dollars par an, ce qui est incontesté.

L'honorable président, nous dit que le revenu moyen d'une famille d'ouvriers, composée de cinq personnes : le père, la mère et trois enfants est actuellement de 827 dollars 19 sous. Il y a généralement dans chaque famille deux ou trois personnes qui gagnent un salaire; ce qui ferait pour chaque personne qui travaille, en admettant que deux gagnent un salaire, une somme de *413 dollars*, soit une moyenne de 1 dollar 37 par jour, pour un mois de vingt-cinq journées. En 1890, la moyenne des salaires était de *442 dollars*.

Ces familles d'ouvriers de cinq personnes qui sont la base du rapport Roosevelt, seraient au nombre de 2.567 pour tous les Etats de l'Union américaine, et le président de la prospérité nous donne le « bill » de dépense pour une

de ces familles, que je traduis dans toute sa teneur.

	dollars.
Bœuf frais	50.05
Bœuf salé	5.26
Porc frais	14.02
Porc salé	13.89
Autres viandes	9.78
Volaille	9.49
Poisson	8.01
Œufs	16.79
Lait	21.32
Beurre	28.76
Fromage	2.62
Lard	9.35
Thé	5.30
Café	10.74
Sucre	15.76
Mélasse	1.05
Farine et méal (1)	16.76
Pain	12.44
Riz	2.05
Pommes de terre	12.93
Autres légumes	18.50
Fruits	16.52
Vinaigre et épices	4.12
Autres aliments	20.40
Total pour aliments	326.90

Mais à cette somme de 326 dollars 90 sous, M. Roosevelt oublie d'ajouter les autres dépenses de ménage qui se décomposent ainsi :

	dollars.
Loyer	99.53
Dettes et intérêts d'hypothèque	12.15
Chauffage	32.21
Eclairage	8.15
Vêtements	107.[illegible]0
Impôts	5.76
Assurances	20.98
Cotisations pour sociétés	8.99
Dépenses pour la religion	7 60
Charité	2.39
Meubles et ustensiles	26.28
Distractions et amusements	12.30
Livres et journaux	8.38
Liqueurs	12.45
Tabac	10.91
Maladie et décès	20.52
Autres dépenses	45.14

Ce qui, avec les 326. 90 d'alimentation, font un total général de. 768.54

Ces chiffres extraits du *Bulletin of the Bureau of Labor*, du mois de juillet 1904, seraient plutôt au-dessous de la vérité. Et ces statistiques sont données avec la plus grande précision mathématique; c'est un témoignage de vérité que nous devons aux statisticiens de *the Department of Commerce and Labor*, ministère du Commerce et du Travail, qui cependant n'éprouvent pas beaucoup de sympathie pour les idées émancipatrices du prolétariat. Ainsi, par exemple, il est calculé que le loyer d'une maison d'ouvriers représente le 12 0/0 du salaire de la famille. C'est par ce calcul qu'une famille de salariés, dont le revenu annuel est de 827 dollars 19 sous, occupe un « shack » et non un « home » comme il est dit pompeusement dans le rapport Roosevelt, à raison de 99 dollars 53 sous par an, soit environ 8 dollars 29 sous par mois. Or, ceux qui ont comme moi parcouru les Etats-Unis un peu dans tous les sens, peuvent affirmer que dans des villes comme New-York, Boston, Philadelphie, Saint-Louis, Chicago, San Francisco, une famille ne peut se loger tant soit peu convenablement, à moins de 13 dollars par mois. A la campagne et dans certaines villes où le trade-unionisme n'a pas une très grande influence, les loyers sont certainement moins élevés, mais ils ne faut pas compter moins de 10 à 12 dollars par mois. Mais combien de familles vivent à quatre et cinq personnes dans un même réduit sombre et infect.

Sur ce chapitre je n'oserais m'étendre plus longuement. Aussi je m'abstiendrai de citer les remarques qui ont été faites par la presse socialiste sur le rapport du candidat de la prospérité. Cependant je crois devoir signaler celle-ci : « Cette somme de 20 dollars 52 sous, dit la presse du quatrième Etat, que dépense par an en cas de maladie ou de décès une famille composée de cinq personnes : le père, la mère et trois enfants ne pourrait suffir à payer le « bill » d'une semaine du médecin chargé des soins du chien de Mme Vanderbilt. » Ce fait qui pourra surprendre beaucoup de personnes du vieux monde, n'est ici qu'une simple banalité.

Sans doute, c'est incontestable, les ouvriers privilégiés au nombre de 3.500.000 pour les Etats de l'Union, économisent bien par an 36.000.000 de dollars.

Mais combien économisent, de leur côté, les patrons de ces ouvriers?

M. Lawson avoue QU'EN UNE SEULE SEMAINE, aidé par le trust du cuivre (Rockefeller et Royen) et grâce à sa savante administration, *the Amalgamated Copper trust* a pu réaliser CETTE MÊME SOMME DE 36.000.000 DE DOLLARS, soit l'économie ouvrière d'une année.

Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que Mme John Jacob Ustor dont la grande presse a reproduit dernièrement le portrait avec un légitime orgueil, ait pu battre le record de l'élégance américaine en dépensant pour ses frais de toilette, non compris les fleurs, la parfumerie et les bijoux, 36.200 dollars.

Dans aucun pays du monde, le capitalisme ne s'était montré sous une forme aussi odieuse et aussi ignoble qu'en Amérique.

Sous peu, la grande Amérique deviendra la propriété d'un trust composé d'une douzaine d'archi-milliardaires, ayant à sa tête Rockefeller qui incarne en lui la force financière et la force politique des Etats-Unis.

La petite finance, la petite propriété, sont absorbées avec une force de plus en plus intense par les « trusts » ; le petit commerce va de jour en jour à la faillite et à la ruine, pendant que les trusts réalisent des milliards de dollars.

Chaque jour notre propagande se simplifie et nous n'aurons plus bientôt qu'à citer des faits et à énumérer des chiffres.

LAURENT CASAS

(1) Méal, orge ou avoine grillé, que l'on mange avec du lait, ordinairement pour le déjeuner.

A NOS LECTEURS

C'est à partir du prochain numéro que notre supplément littéraire sera illustré d'un dessin sur la double page d'intérieur.

Ces dessins seront signés Hermann-Paul, P. Iribe, Villemot, Kupka, Delaw, Luce, Roubille, Delannoy, Vallotton, Grandjouan, van Rysselberghe, Agard, Hénault, Lebasque, Naudin, Cam. Lefèvre, Steinlen, etc. Celui de la semaine prochaine sera de Roubille.

Faisons remarquer en passant que ce sont des collaborations originales qui nous sont promises.

Bien entendu, cela ne sera qu'un essai qui, pour commencer, se fera au détriment de quelques pages du texte. Mais si la tentative réussit, et que nous trouvions assez d'acheteurs pour couvrir les frais que cela comportera, le supplément reprendra ses huit pages de texte; nous y ajouterons huit pages nouvelles de dessins.

D'autre part, il y a un service que nous demanderions à ceux qui s'intéressent à la diffusion du journal.

Presque tous nos lecteurs sont des clients sérieux pour libraires. Ils peuvent, s'ils insistent, obtenir que le libraire où ils se servent, affiche, en bonne place, le dessin qui se trouvera à l'intérieur du journal.

Le pliage est combiné pour que le dessin se voie en ouvrant le journal.

Il faut suppléer au manque de publicité.

J. GRAVE.



Sous l'uniforme. — Pendant des manœuvres de service en campagne, une compagnie du 1er bataillon du 122e de ligne (Montpellier) reçut l'ordre de traverser une petite rivière, la Mosson, à un endroit où l'eau était assez profonde. Les soldats de l'active se préparèrent à obéir. Mais les réservistes manifestèrent leur répugnance, à tel point que le lieutenant qui commandait n'insista pas et les conduisit à un endroit plus facile à traverser. Survint le capitaine qui, furieux de voir que la manœuvre n'était pas exécutée conformément aux ordres donnés, engueula les réservistes. D'après une lettre d'un de nos amis, le capitaine ayant demandé au lieutenant : « Quelle est la carpe qui a refusé de marcher? » le lieutenant lui aurait répondu : « La première carpe, c'est vous. » Et le capitaine, devant l'attitude des hommes, n'aurait rien répliqué.

De retour au quartier, le capitaine interrogea individuellement les réservistes, en s'efforçant d'établir qu'il y avait eu entente. Il parvint à faire dire à quelques-uns qu'ils auraient passé le cours d'eau si leurs sergents n'avaient hésité eux-mêmes, et il punit les sergents de prison.

Après le départ du régiment, ajoute notre correspondant, les réservistes se réunirent et envoyèrent une dépêche au ministre de la guerre. Celui-ci fit ouvrir une enquête, et plusieurs sergents ont été remis en liberté.

CH.

❖ ❖

Un ami me signale un jugement rendu par le tribunal correctionnel de Saint-Etienne, présidé par M. Roppert, dont j'ai dévoilé la partialité dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*. Les balances qui lui servent à débiter la justice ne doivent pas souvent être visitées par le vérificateur des poids et mesures. Quon en juge :

Un ouvrier mineur était, il y a environ six mois, écrasé par une automobile et mort s'ensuivait. Comme toujours, l'automobile allait à une allure excessive. D'ailleurs, pour les seigneurs de la finance, au prix où en est la vie des ouvriers, on peut bien en écraser quelques-uns.

Après une enquête *laborieusement conduite*, puisqu'elle a duré cinq mois, jugement a été rendu :

1° Sur le fait d'homicide par imprudence, acquitté.

2° Sur le fait de vitesse excessive : 6 francs d'amende.

La logique voudrait que puisqu'il y avait vitesse excessive, et puisque cette vitesse a occasionné l'accident suivi de mort, il devrait y avoir condamnation pour homicide par imprudence. Mais la logique, le bon sens, les juges s'en moquent, Roppert plus que les autres. Peut-être bien que quand les ouvriers se seront rendu compte que tous les Français ne sont pas égaux devant la loi, que devant les tribunaux leur vie n'a aucune valeur, ils ne remettront plus à d'autres, à des Roppert, le soin de la défendre et se feront justice eux-mêmes.

Les routes sont à tous et pour tous. Si les chauffeurs de la haute l'oublient, nous devrions le leur rappeler.

ROUSSET-GALHAUBAN.

❖ ❖

L'affaire Jambet. — *Lorient, 23 avril.* — C'est lundi 17 avril que notre camarade est passé pour la seconde fois devant le tribunal correctionnel.

Afin de prévenir le retour des manifestations qui avaient eu lieu lors de l'arrestation de notre ami, d'énergiques mesures d'ordre avaient été prises et des gendarmes de Groix, Hennebont, Port-Louis,

Auray, etc., avaient *été appelés*. La défense était assurée par Mes Barleron, de Lorient, et Lagarde, de Paris, et l'accusation soutenue par le substitut Forcade, vénérable de la loge maçonnique, ce qui l'empêche pas de s'être constitué à Lorient le persécuteur des ouvriers. Sur un violent réquisitoire de ce digne fonctionnaire et malgré les bons certificats que ne put refuser la *direction des constructions navales*, la première condamnation à 40 jours de prison et 105 francs d'amende est maintenue.

C'est un nouveau verdict de classe à ajouter à tant d'autres rendus déjà par la magistrature bourgeoise de la troisième république.

Mais voici, touchant la même affaire, de la part des hauts sinécuriers du port, quelques procédés d'administration que je crois utile de signaler aux lecteurs des *Temps Nouveaux*.

Le 8 avril, Kerihuel, secrétaire du syndicat des travailleurs du port, transmettait au directeur des constructions navales une demande de congé d'un mois en faveur de Jambet et de Bretonnic, tous les deux détenus. Refus de la direction. Seconde lettre du camarade Kerihuel demandant les raisons de ce refus. Séance tenante, celui-ci est alors convoqué au bureau du directeur, où il lui est signifié par l'amiral Melchior lui-même, qu'aucune permission ne sera donnée à des ouvriers en prison préventive ou purgeant une condamnation.

On se demande pourquoi ?

Quelques jours après, l'amiral Melchior faisait placarder dans les ateliers de l'arsenal, une affiche contenant, avec une lettre du substitut Forcade, la lettre du camarade Kerihuel, *photographiée* afin, sans doute, de montrer aux ouvriers les quelques fautes d'orthographe qu'elle contenait et de tourner par là en ridicule le secrétaire du syndicat.

M. Melchior concluait ainsi son petit speech :

« De telles explications sautent tellement aux yeux qu'elles seraient inutiles; je les donne cependant pour montrer à quel point l'intervention du syndicat, déjà peu recevable en principe, en matière de discipline, est hors de propos dans le cas actuel. »

Nous rappelons à M. Melchior que les syndicats sont faits pour *intervenir* auprès des patrons ou contre les patrons toutes les fois que les intérêts des ouvriers sont en jeu, que ces patrons soient de simples civils ou des amiraux.

E. Poulain.

❖ ❖

MONOGRAPHIES

Fontenoy-le-Château (Vosges).

Vieille petite ville, ayant beaucoup perdu de son importance, située dans l'étroite vallée du Couey, à la limite de la Haute-Saône, traversée par le canal de l'Est, peuplée de 2.000 habitants, et dominée par les ruines d'un donjon féodal.

Le pays est plutôt pauvre. De grandes forêts de chênes, où l'on façonne des traverses pour les chemins de fer, — des carrières de grès, où l'on taille des meules de toutes dimensions, — des plateaux occupés par des champs et des prés peu fertiles, cultivés plus ou moins routinièrement par de petits cultivateurs, — des étangs poissonneux, exploités à frais communs par plusieurs propriétaires. Sur les collines autour de la ville, des milliers de cerisiers avec les fruits desquels se fabrique un kirsch renommé. La loi sur les bouilleurs de cru n'est pas très populaire ici.

Comme industrie, une brasserie, employant une vingtaine d'ouvriers, travaillant 12 heures, gagnant de 3 à 4 francs par jour. Une clouterie (il y en avait deux autrefois) avec 80 ouvriers, payés à la tâche et se faisant quotidiennement de 4 à 6 francs. Deux fabriques de couverts à bon marché, ayant ensemble environ 50 ouvriers, dont les salaires varient de trente-cinq sous à 3 francs.

A Fontenoy, ce sont les femmes qui nourrissent les hommes. Toutes sont brodeuses. Leur spécialité est le chiffre. Leurs travaux ont été souvent primés dans les concours et s'exportent jusqu'en Angleterre. Elles gagnent 3 francs par jour en moyenne. Les plus habiles peuvent atteindre 5 ou 6 francs.

Beaucoup d'indigents. La consommation de l'alcool est assez importante (de 25 à 30 débits). Les principales distractions sont la manille en hiver, les quilles en été. L'ouvrier de Fontenoy est trop insouciant et vit trop à l'écart du mouvement moderne, pour avoir des idées socialistes. Il ne s'occupe guère de politique qu'en temps d'élection, et, par habitude, vote pour les cléricaux. Quant aux bourgeois, quelques-uns sont radicaux, mais la majorité est réactionnaire par intérêt.

D...

❖ ❖

MOUVEMENT OUVRIER

L'action prépondérante des anarchistes au sein du mouvement syndical ne laisse pas d'inquiéter certains socialistes.

A leur congrès éteignoir, quelques-uns d'entre eux se réjouissaient déjà et s'en allaient répétant que « l'Unité » aurait pour premier résultat d'exclure les anarchistes des syndicats.

Ces bons apôtres ne tarderont vraisemblablement pas à déchanter. La place que se sont faite les anarchistes au sein du mouvement syndical, ils la doivent à leur seule activité, et, leur activité continuant, il est à croire qu'il ne la perdront pas.

Tout en ne s'émouvant pas outre mesure des menaces des professionnels de la politique, les camarades feront bien de serrer les coudes plus fortement que jamais.

L'Unité socialiste!! c'est le triomphe du réformisme, et le syndicalisme tel que nous le comprenons ne peut être que révolutionnaire.

Camarades des syndicats, défendez-vous, et défendez contre les réformistes et les politiciens le beau mouvement que vous avez su créer.

❖ ❖

Le 1er mai s'annonce comme devant, cette année, prendre une certaine envergure. La *Voix du Peuple* donne une longue liste de villes où auront lieu des réunions et des manifestations.

Dans un certain nombre de villes, on annonce même que le chômage sera complet.

Par les soins de la Confédération, une affiche a été placardée dans toute la France, faisant appel à la solidarité ouvrière.

Cet appel sera certainement entendu.

❖ ❖

La grève de Limoges est terminée. La fusillade a donné satisfaction à la morgue de l'exploiteur Haviland qui a consenti à se priver des services de son digne collaborateur Penaud. Celui-ci ne reprendra pas son poste.

Malheureusement, à la suite de l'accord survenu entre les délégués patrons et ouvriers, ceux-ci ont signé une convention que, pour ma part, j'aurais préféré voir rédiger dans des termes moins mortifiants pour les travailleurs.

En effet, si Penaud part, le nommé Sautour — autre contremaître dont le renvoi était demandé — conserve ses fonctions à la fabrique Ch. Haviland. De plus, la rédaction de l'article 1er, dans lequel il est dit que la délégation ouvrière « reconnaît la liberté du patron quant à la direction du travail et au choix de ses préposés », ressemble par trop à un blâme à l'adresse des ouvriers, étant données les causes qui déterminèrent cette grève.

❖ ❖

Maintenant que la grève est terminée, et que notre brillante armée a à son actif un cadavre français de plus, peut-être n'est-il pas inutile de revenir sur les faits qui amenèrent la fusillade.

MM. les socialistes, toujours courageux lorsqu'il s'agit de fuir les responsabilités, vont partout répétant que « ce sont les libertaires qui ont entraîné la foule vers la prison, dans le but de délivrer les ouvriers emprisonnés », et que cela était folie. Si nous en croyons les faits, les « libertaires » ont été suivis par la foule : c'est donc que celle-ci partageait les sentiments de nos camarades. Pour notre part, nous ne saurions les en blâmer, au contraire. Le révolutionnarisme de MM. les socialistes, purement verbal, contraste évidemment avec l'action dont les « libertaires » ont fait preuve dans ces quelques journées.

C'est en effet à nos camarades que l'on impute également les premières barricades, et pour ma part je dis que, quoi qu'il soit advenu, nos camarades n'ont pas à regretter d'avoir agi comme ils l'ont fait. L'on peut même dire que si le patronat limousin, qui se montrait si insolent et si irréductible, a été appelé à capituler, c'est grâce à l'énergie et à la vigueur de ces « libertaires » sur qui l'on essaie aujourd'hui de rejeter toutes les responsabilités.

Les vrais, les seuls responsables de la fusillade qui a couché à terre le malheureux Vandelle et blessé quelques autres travailleurs, ce sont les traîneurs de sabre qui ont commandé le feu contre des ouvriers justement révoltés, c'est cette 11e compagnie du 78e de ligne qui demain pourra inscrire sur son drapeau cette nouvelle victoire remportée sur des travailleurs en grève. C'est, plus haut encore le préfet et le gouvernement tout entier contre lequel les socialistes se sont payé la comédie d'une interpellation qu'ils savaient sans danger.



Aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre, les ouvriers ont repris le colier. Toutefois il reste encore sous les verrous quelques malheureux que l'on a cueillis au hasard et que l'on voudrait, comme d'habitude, charger de tous les crimes, alors que le véritable coupable, l'officier de la Légion d'honneur Théodore Haviland, est libre et va pouvoir exploiter à nouveau les milliers de malheureux qui sont obligés, pour vivre, de travailler à nouveau sous sa coupe.

P. S. — Les journaux ont publié dimanche dernier l'information suivante :

« Cinquante-trois individus, arrivés dans la soirée d'avant-hier et signalés à la Sûreté générale comme anarchistes, ont été reçus à la descente du train par M. Gerschell, commissaire central, et priés d'aller porter plus loin leurs excitations. »

Inutile de dire qu'il n'y a rien de vrai dans cette stupide information lancée par la police pour justifier son utilité.

A Paris, la grève des mouleurs continue toujours. Le comité de la grève a reçu l'aide des fondeurs anglais et irlandais de *The Friendly Society of Iron Founders*, avec promesse de nouveaux secours si la grève persiste.

Coûte que coûte, les patrons capituleront.

Aux ateliers métallurgiques de Fives-Lille, grève de solidarité qui n'a duré que 48 heures. 1.500 ouvriers réclamaient le renvoi d'un contremaître insolent et insupportable. La direction a fait droit à la demande des ouvriers.

Le secrétaire du syndicat a cru, dans une réunion ultérieure, devoir blâmer ses camarades d'avoir agi sans l'autorisation du syndicat.

C'est là une drôle de conception du syndicalisme et de la liberté.

A Cabanasse, près de Perpignan, grève d'ouvriers maçons, terrassiers, tailleurs de pierres, occupés à la construction d'une voie ferrée. Les grévistes sont au nombre de 350 environ. Ils ont tenté l'assaut de la maison habitée par un entrepreneur. Une compagnie du 12e d'infanterie et plusieurs brigades de gendarmes « assurent l'ordre ».

P. Delesalle.

❖ ❖

Nantes. — La grève des dockers est terminée. Effrayés par les troubles, les armateurs ont enfin répondu. Ils accordent tout, excepté pour le salaire de l'heure, qu'ils ont augmenté seulement de 0 fr.05 au lieu de 0 fr. 15 que demandaient les grévistes.

La grève des inscrits maritimes continue toujours: ils demandent que l'exploiteur Bauron ne puisse plus embaucher.

Enfin les boulangers, au nombre de 300, ont déclaré la grève. Ils réclament le travail de jour et se montrent très énergiques. Tous les jours, ils parcourent la ville et les faubourgs en chantant l'*Internationale* et le *Ça ira* et les gendarmes sont obligés de protéger les patrons qui travaillent encore.

Ce sont les soldats, ainsi que quelques patrons, qui fournissent le pain aux habitants.

F. Cas.

❖ ❖

Firminy. — Il y a quelques jours, je signalais les agissements d'un contremaître du montage à l'usine Verdié. Aujourd'hui, c'est du contremaître de la tréfilerie que je veux dire un mot. Celui-ci entre en fureur quand il voit les étiquettes de la Confédération en faveur de la journée de 8 heures. Les copains, qui le savent, se font un malin plaisir de le faire rager en en collant partout : sur les piles, sur les machines, brouettes, voire même dans leur dos, sur la veste ou le gilet.

Aussi, pour faire passer sa mauvaise humeur, s'en prend-il aux camarades qui, assez conscients pour cela, se refusent à faire des heures supplémentaires. Trois de ceux-ci se sont vu infliger une mise à pied de deux jours.

De tels ac[illegible] dénotent bien peu d'intelligence

chez celui qui les commet. Qu'a donc à perdre Poirier — c'est le nom du type — à ce que les ouvriers fassent les journées moins longues? Je vois bien ce qu'il peut y gagner, mais ne vois pas ce qu'il y peut perdre. Il est vrai que les gardes-chiourmes ont une mentalité toute particulière et une âme d'esclave. Ils se plaisent dans la servitude, ce qui, à l'occasion, ne les empêche pas de se prétendre émancipés. Tel Poirier qui se dit socialiste et a brigué un mandat de conseiller municipal.

Farceur, va!

Rousset-Galhauban.

❖ ❖

Saleux, 12 *avril*. — Voici quelques renseignements sur la grève qui vient d'avoir lieu ici.

La grève a été déclarée parmi les ouvriers de l'usine Cauvin parce que le travail de la réparation des bâches avait été transporté dans une localité où se payent des salaires de famine.

Il s'est passé durant cette courte lutte des faits caractéristiques. Un magasin d'étoupes de lin a été la proie des flammes; des vitres ont été brisées, des machines à coudre détériorées, etc., etc.; les maisons des rénégats qui avaient voulu continuer le travail ont été saccagées, etc., etc. Le patron, maire et député, commanda lui-même la charge, et cela à deux reprises différentes, en disant: « Chargez, chargez. Tuez-moi toute cette canaille. » Et les soldats obéissent. Quatre camarades en train de jouer aux cartes sont chargés. L'un d'eux reçoit pour sa part quatre coups de sabre sur la tête.

En un mot, la lutte a été violente, mais la pression patronale et les provocations gendarmesques aidant, un tiers des ouvriers ont repris le travail au bout de huit jours de lutte, entraînant bientôt le reste. A l'heure actuelle, la grève est terminée et il reste une centaine de victimes. Les gendarmes sont toujours là, car l'autorité sait qu'il y a, parmi ceux-là, des hommes qui ne sont pas décidés à se laisser mourir de faim. Deux camarades sont arrêtés et poursuivis arbitrairement pour incendie volontaire, et l'enquête suit son cours. Quatre autres passent mardi en correctionnelle. Mais ceux qu'on aurait voulu supprimer sont toujours là. La lutte n'est pas finie.

V. Clenet,

Secrétaire du Syndicat du textile de Saleux.

✻ ✻

ESPAGNE

Les camarades de Barcelone se demandent si le drame de Montjuich ne va pas avoir une nouvelle édition.

A la suite d'un meeting organisé par plus de 30 sociétés ouvrières dans le Palais des Beaux-Arts — meeting nommé le meeting des affamés, et qui avait pour but de protester contre la crise économique qui sévit dans toute l'Espagne, aussi bien qu'à Barcelone, réduisant 40.000 ouvriers barcelonais au chômage — 20 ouvriers de cette ville ont été arrêtés et incarcérés. Pourtant, la plupart d'entre eux n'assistaient point au meeting en question et n'avaient, par conséquent, pu prendre part aux troubles qui eurent lieu à la sortie.

Cela n'empêche pas les juges espagnols de vouloir impliquer ces camarades dans un soi-disant complot. *Le complot de la faim*, sans doute.

Ce complot de la faim atteint d'ailleurs des proportions telles, que le gouvernement espagnol vient de prendre des mesures *énergiques* pour l'enrayer, à Madrid. Il vient d'autoriser dans cette ville, la création de dépôts de blé, de moulins et de boulangeries municipales, pour y régulariser et y faire baisser le prix du pain.

Cependant la famine continue en Andalousie. Dans quelques localités de cette province, les rares ouvriers qui travaillent touchent 1 fr. 25 par journée de travail et même 90 centimes à Utrera, près de Séville.

A Jérez, la foule voyant que les processions, organisées par la bourgeoisie pour demander au ciel de la pluie, ne calmaient pas sa faim, assaillit une voiture chargée de 200 pain, s'en empara, et s'en rassasia sur place.

R. Froment.

❖ ❖

SUISSE

L'action directe. — Mardi et mercredi, 11 et 12 avril, devaient avoir lieu à Bevaix les *tirs de combat* de la première école de recrues. Les vignerons de Bevaix, qui avaient pris lundi soir l'engagement d'être dans leurs vignes le lendemain, parce que le gouvernement neuchâtelois n'avait pas encore résolu la question des indemnités aux propriétaires des vignes comprises dans la zone de tir à grande distance, s'y trouvèrent et y restèrent, malgré des sommations réitérées, jusqu'à ce que le Département militaire les eût convoqués pour le lendemain. Mais, faute des garanties qu'ils voulaient obtenir le jour même, les vignerons menacèrent de renouveler mercredi leur manifestation; aussi le chef du Département militaire cantonal, M. Droz, dut-il se rendre mardi soir encore à Bevaix et céder aux demandes des intéressés, tout en se réservant d'en référer au Conseil d'Etat.

(*Le Journal de Genève.*)

✻ ✻

ARGENTINE

Suite inattendue d'un coup de main militaire. — Comme suite à la correspondance de Buenos-Aires que nous avons publiée dans le numéro 49, notre camarade A. S. Frean nous écrit, de cette même ville, que Ghiraldo, directeur du journal anarchiste quotidien *la Protesta*, arrêté, avec d'autres militants, après le coup de main militaire, a été envoyé — sans ombre de jugement, à ce qu'il semble, et par mesure administrative, comme en Russie — à la Terre de Feu. Nos lecteurs savent ce qu'est la Terre de Feu. Disons, d'un mot, que le séjour en est meurtrier pour tout homme habitué aux climats tempérés. Alberto Ghiraldo faisait de trop bonne besogne, il fallait le supprimer, et les républicains de l'Argentine n'hésitent pas. Parmi les fondateurs de la République française, c'est Thiers qu'ils ont pris pour modèle et déjà ils trouvent moyen d'être plus cyniques que lui.

✻ ✻

COLORADO

La politique au Colorado. — *Pueblo 2 avril.* — Les luttes qui se sont poursuivies dans l'Etat du Colorado, depuis les élections de novembre, autour du siège du gouverneur, peuvent donner aux socialistes parlementaires un échantillon de la façon dont les capitalistes savent se moquer des lois, des constitutions et des majorités. Dans le numéro 42 des *Temps Nouveaux*, j'ai donné un aperçu des procédés employés par les grandes compagnies pour empêcher le gouverneur réellement élu d'entrer en fonctions et le remplacer par une de leurs créatures.

Voici les déclarations du sieur Waldron, avocat général de l'Etat, et quelques-unes des phrases les plus typiques du discours qu'il prononça à la commission d'enquête nommée pour la frime:

« Vous n'êtes liés à aucun principe légal qui doit vous gouverner. »

« Quand il s'agit de décider des questions politiques comme celles-ci, on doit se gouverner par des raisons absolument différentes de celles de la vie quotidienne et privée.

« S'il s'agissait de la propriété d'une botte de foin, l'évidence dont vous avez besoin en tant que jury ne serait peut-être pas suffisante, mais les conclusions où vous devez arriver dans cette contestation, en tant que législateurs, doivent vous amener à dire que l'intérêt de l'Etat exige que celui qui conteste aujourd'hui l'élection doit obtenir le siège de gouverneur...

« Cette contestation pour le siège de gouverneur n'est pas une question de justice, mais de parti...

« Celui qui, comme homme privé, ne dirait pas le plus petit mensonge et ne volerait pas une livre de charbon, a le droit, quand il siège comme législateur, de voter dans le seul intérêt de son parti et sans égard pour autre chose...

« Si la législature croit de l'intérêt supérieur de l'Etat de déposer un gouverneur ou n'importe quel officier d'Etat, elle peut le faire sans regarder qui était réellement élu: aucun pouvoir n'osera le nier... »

Voici d'autre part, quelques extraits des déclarations du gouverneur déposé, M. Alva Adams.

« La force a triomphé.

« Quatre-vingt-quinze pour cent des citoyens du Colorado savent que Peabody n'était pas réellement élu... Je crierai à la face du monde que la majorité de la législature ne *représente pas plus le peuple* au Colorado, que l'infamie ne représente la vérité...

« Les grandes compagnies ont fourni le fonds de corruption le plus élevé qu'on ait jamais vu dans l'Ouest et la majorité de la législature s'est jetée dans leurs bras...

« Je préfère rester honnête homme dans la vie privée que d'être gouverneur à un sale titre. Le vol aux voleurs! »

On a flanqué à la porte, avec le gouverneur élu, un certain nombre de députés et de sénateurs du parti démocratique. Et l'on ne s'arrêtera pas là. Le maire de Denver y passera aussi. A l'heure actuelle le gouverneur, deux tiers des sénateurs et députés avec la cour suprême sont à la solde et au service des grandes compagnies.

A. Klemencic.



L'ABC de l'Astronomie (1)

(Suite)

IV. — A l'équinoxe d'automne.

A minuit, sur l'horizon Sud de Paris peuvent être observées les constellations suivantes:

Le carré de Pégase.

Andromède, avec sa grande et belle nébuleuse, une des plus vastes du ciel entier.

Entre le carré de Pégase et le Taureau, les *Poissons* et le *Bélier*.

La *constellation de la Baleine*, dont les étoiles plongent jusqu'au dessous de l'horizon. La Baleine renferme six étoiles de 3e et deux de 2e grandeur. La plus curieuse étoile de la Baleine est la variable *Mira*.

A l'Occident de la Baleine se montrent les constellations du *Verseau* et du *Capricorne* et, tout à fait au Sud et rasant l'horizon, le *Poisson Austral* avec Fomalhaut, belle étoile de 1re grandeur.

✻ ✻

Toutes ces étoiles qui illuminent le ciel nocturne de leur douce clarté, et que la vision télescopique moderne évalue à plus de cent millions, ne nous paraissent fixes et inaltérables qu'à cause de leur immense distance. En réalité, leur intensité lumineuse est sujette à de profondes variations, et leurs mouvements dans l'espace infini s'effectuent avec une rapidité égale et même supérieure à celle des planètes.

Depuis Hipparque, il y a des étoiles qui ont diminué, d'autres qui ont augmenté d'éclat, il y en a aussi qui se sont éteintes définitivement. D'autres encore ont changé de nuance. Il en est aussi qui sont apparues subitement, ont brillé d'un éclat éblouissant pendant quelques jours, mois ou années, pour disparaître ensuite.

Parmi plusieurs étoiles, on a constaté des variations d'éclat périodiques. Cette périodicité est parfois si précise qu'elle a pu être calculée d'avance. En dehors des étoiles blanches bleuâtres, dorées ou rougeâtres, qui sont l'énorme majorité, on en connaît également de vertes, d'émeraude, de nuance saphir, topaze, grenat, etc., etc.

Etant donné le point de vue subjectif qui est généralement le nôtre, nous pouvons dire que les mouvements propres des étoiles sont à

(1) Voir les numéros antérieurs des *Temps Nouveaux*.

la fois microscopiques et télescopiques. Microscopiques, car leur déplacement *apparent* est, en raison de l'abîme qui nous en sépare, absolument insignifiant; télescopiques, car leur deplacement *réel* est énorme et rapide.

Arcturus, par exemple, qui gravite à 324 trillions de kilomètres de notre système, s'approche de nous — mouvement d'Arcturus et de notre monde solaire combiné — de 66 kilomètres par seconde et *il lui faut néanmoins huit* siècles pour offrir à notre rayon visuel un déplacement égal en largeur au diamètre apparent de la Lune.

Le soleil dont le mouvement propre est le plus accéléré des soleils connus du ciel entier, *1830 Groombridge* est un petit astre de la septième grandeur dans la constellation de la Grande Ourse, situé par 11 h. 45 m. d'ascension droite et 50°21' de distance polaire. Elle se déplace annuellement de 7", ce qui fait pour son mouvement *réel* plus de 300 kilomètres par seconde et 255 ans environ pour se déplacer dans le ciel, d'une façon *apparente*, de la largeur du diamètre lunaire.

Parmi les étoiles de première grandeur, qui sont animées d'un mouvement propre rapide, supérieur à la moyenne, il faut citer après Arcturus, Procyon et Sirius, dont les mouvements sont respectivement de 1",26 et 1",32.

Notre Soleil, si longtemps considéré comme immobile, se dirige, d'après la comparaison des mouvements stellaires, déterminés au spectroscope par M. Campbell, à raison de 19 kil.89 par seconde vers un point du ciel qui est un peu au Nord de l'étoile μ de la constellation d'Hercule et qu'on désigne de la façon suivante :

Ascension droite = 266°; distance polaire = + 31.

Un des résultats les plus surprenants des mouvements stellaires est de modifier les figures des constellations, qui, comme nous l'avons dit, loin d'être des groupements physiques ne sont que des groupements optiques, un simple effet de perspective.

Ainsi les constellations de la Grande Ourse, d'Orion et de la Croix-du-Sud, pour ne citer que ces trois, offraient, il y a cinquante mille ans, des figures très différentes de celles que nous admirons aujourd'hui. Dans cinquante mille ans encore, les étoiles qui les composent se seront de nouveau déplacées suffisamment pour changer complètement leur aspect actuel.

A la reculée de cinquante mille ans la Grande Ourse formait une croix allongée. Dans cinquante mille ans, d'ici elle se sera de nouveau modifiée et ne serait plus reconnue par les observateurs du présent s'ils pouvaient la voir dans ce lointain avenir, car sur les sept étoiles qui la composent, la première et la dernière, Alpha et Eta, se dirigent dans un sens opposé aux cinq autres et, en outre, la vitesse n'est pas égale pour chacune d'elles.

Ces cinq étoiles, Bêta, Gamma, Delta, Epsilon et Zeta forment, soit dit entre parenthèse, un groupe physique.

Dans cinquante mille ans également, la constellation d'Orion aura aussi subi une transformation très sensible. La ligne, presque droite, que forment, à l'heure actuelle, les *Trois Rois*, se sera modifiée par ce fait que l'étoile ε se sera posée au-dessous de l'étoile δ qu'elle paraîtra toucher et que Procyon, du Petit Chien, et Aldébaran, du Taureau, se seront considérablement rapprochés de cette constellation de laquelle ils feront partie.

Quant à Sirius, il sera venu se placer au pied d'Orion, ce qui allongera encore cette figure gigantesque.

Le petit tableau ci-joint donne la vitesse avec laquelle les principales étoiles s'éloignent et s'approchent de notre système solaire :

Etoiles qui s'éloignent de nous :

Noms des étoiles	Vitesse par seconde en kilom.
α Couronne	77
Castor	45
Procyon	43
Capella	43
Régulus	37
Sirius	35
α Orion	35
β Pégase	32
Aldébaran	30
β Orion	30
β, γ, δ, ε, ζ Grande Ourse	30

Etoiles qui s'approchent de nous :

α Grande Ourse	74
α Andromède	72
Véga	75
Arcturus	66
γ Lion	66
Pollux	64
α Cygne	64
η Grande Ourse	51
α Hercule	50
δ Cygne	37
γ Cygne	32

F. STACKELBERG.

(A suivre.)



Je voudrais dire tout le bien que je pense d'une petite plaquette de vers intitulée : *En Révolte* (1), tout en m'excusant d'avoir tant tardé à en parler. Cette plaquette, dont l'auteur est Antoine Nicolaï, est déjà épuisée, ou à peu près, je crois; et c'est dommage. Car tous les révolutionnaires pourraient y trouver, sous une forme solidement littéraire, un énergique et puissant souffle de révolte vraiment passionnant. D'ailleurs, nous aurons la satisfaction d'en donner ici fréquemment des extraits, car presque tout est à reproduire.

ANDRÉ GIRARD.

* *

M. Léon Chaîne est un catholique pratiquant, qui croit, il le proclame, à la divinité du Christ, à l'infaillibilité du pape, à l'omnipotence de l'Eglise, et à toute la sainte boutique.

Cependant sa foi ne va pas sans quelque esprit critique. S'il croit aux dogmes, il entend rester libre de se guider dans la vie sociale d'après sa façon de les interpréter. Et, horreur! il se permet même parfois de critiquer l'interprétation de ses pasteurs, lorsque cette interprétation ne lui semble pas conforme à ce qu'il croit, lui, être le vrai christianisme.

C'est le résultat de cette critique qu'il nous donne dans le volume *Les Catholiques français et leurs difficultés actuelles* (2).

Ce fut l'affaire Dreyfus qui poussa M. Chaîne à élever la voix. Sans s'occuper des croyances religieuses de Dreyfus, sans s'embarrasser des considérations extra-sociales qui inspirèrent les défenseurs de la chose jugée, il fut frappé par les arguments de ceux qui proclamaient l'illégalité du jugement, et, devant le déni de justice commis, il pensa que l'idée de justice primait celle de croyance, et se rangeant du côté de ceux qui réclamaient la revision, il fut amené à reprocher aux catholiques de s'être abstenus, ou d'avoir soutenu le parti de l'injustice, ce qui l'entraîna à passer en revue la société actuelle : le militarisme, le nationalisme, le paupérisme, et un peu tous les dogmes sociaux.

Fervent chrétien de l'Evangile, il reconnaît sans peine que le militarisme, le nationalisme sont antichrétiens et doivent disparaître.

Mais, après avoir démontré les méfaits du militarisme, notre auteur ayant à citer les gloires dont chaque pays peut s'enorgueillir, commence à mettre en première ligne, des noms de conquérants! Ce n'est qu'un détail ; mais cela démontre combien il est difficile de se débarrasser de sa première éducation.

Pour le paupérisme, il reconnaît que la situation des travailleurs est misérable, qu'elle demande une amélioration sérieuse ; seulement son remède est de faire appel aux bons sentiments des exploiteurs. Cela est insuffisant. Tous les exploiteurs seraient-ils pris d'un excès d'amour à l'égard de ceux qu'ils emploient, que l'organisation économique restera ce qu'elle est, la situation des travailleurs sera toujours au-dessous de leurs besoins.

M. Chaîne dit qu'il est criminel et fou « d'avoir interrompu, pour parler le langage d'Henri Heine et de Jaurès, la vieille chanson qui a si longtemps bercé la douleur humaine. Que les pouvoirs publics devraient comprendre la nécessité sociale de la religion ; qu'ils ne pourront jamais la remplacer avec avantage par des augmentations de police et de gendarmerie »!

Et c'est bien là le crime que nous, anarchistes, reprochons aux religions : c'est d'avoir bercé la douleur humaine, d'avoir endormi les générations par leur mirage de réparation dans une vie future ; d'avoir contribué à faire durer l'exploitation et la misère ici-bas par des promesses menteuses de récompenses après la mort.

Vous avez fait voir le mal, nous dit-on; mais vous n'apportez pas le remède. Non, nous n'avons pas la prétention d'apporter de remède; nous le cherchons, nous aussi. Mais n'est-ce donc rien que d'arracher le masque aux imposteurs et de forcer les gens à voir la vérité ? Personne ne peut faire le bonheur des autres; que tous ceux qui souffrent de l'état social actuel, comprennent que c'est cette organisation sociale qui les broie et cherchent à en sortir.

Le livre de M. Chaîne est le livre d'un homme de bonne volonté, dont le cerveau n'a pas été complètement déprimé par les croyances religieuses. Mais ses efforts sont vains. L'esprit religieux se meurt, et la sincérité de quelques-uns n'empêche pas qu'il ne soit une entrave à l'évolution et un mensonge.

Quelles que soient les concessions que quelques esprits plus éclairés — et de plus politiques aussi — fassent aux découvertes scientifiques, essayant d'accommoder leur foi avec ce qui s'impose, l'esprit scientifique n'en est pas moins la négation de l'esprit religieux. Lorsque l'erreur sert aux habiles à masquer l'exploitation des faibles, l'erreur est à combattre doublement. L'évolutionniste ne peut respecter la croyance d'autrui, si sincère soit-elle. La recherche de la vérité comporte la bataille contre tout ce qui tend à entraver son affirmation.

Quant aux catholiques, leur attitude présente aussi bien que celle des temps passés, elle est là pour démontrer à M. Chaîne qu'il perd son temps à leur parler raison. Ils ne peuvent pactiser avec la vérité, puisqu'elle tend à démolir leurs dogmes. Lorsqu'ils avaient le pouvoir, ils en usèrent pour la persécuter sous toutes ses formes et toutes leurs forces aujourd'hui sont tendues à reconquérir le pouvoir perdu, pour réduire leurs adversaires au silence. Ceux qui, comme M. Chaîne, viennent leur parler d'en revenir au véritable esprit chrétien des origines, n'y gagneront qu'une chose, c'est d'être chassés du troupeau comme des apostats.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

Le Socialisme moderne, par J.-B. Severac; 1 broch. 1 franc. — *La Coopération en Grande-Bretagne*, par Beatrice P. Webb; 1 vol., 3 fr. 50.— *La Charité criminelle*, par le Dr Thulié; 1 vol., 3 fr. 50 : tous trois chez Cornély, 101, rue de Vaugirard.

La resistenza operaria, P. Delesalle, Tipografia Moderna, via del Giardino, 114, Rome.

Vyvlastnèni, Kropotkine, Nakladem, M. Kachy, Praha-Zizkov 711.

Que vaut l'alliance russe ? par M. Rouffie; 1 broch., 0 fr. 60, *Pages Libres*, 17, rue Séguier.

A lire :

L'affaire Buret-Desamblanc, par Estève ; *Pages Libres*, n° 224.

(1) *En Révolte*, par Antoine Nicolaï; 1 plaquette (épuisée), 0 fr. 75.

(2) Chez Storck, 16, rue de Condé.

Correspondances et Communications

La Scène Libre, Cercle lyrique et théâtral de Montrouge, se met à la disposition des groupes, syndicats, U. P. et coopératives pour l'organisation de leurs fêtes.

Adresser la correspondance au camarade secrétaire, au siège, 34, rue du Marché, Grand Montrouge.

Cours de dictions et répétitions sous la conduite du camarade Laurent, des théâtres de Paris, tous les mercredis, à 8 heures du soir, au siège.

L'Action Théâtrale se met à la disposition des groupes, syndicats, universités et des coopératives pour l'organisation de leurs fêtes.

L'Action Théâtrale se charge de fournir les pianistes et orchestre.

Pour la correspondance, s'adresser au secrétaire, à l'U. P. Mouffetard, 76, rue Mouffetard.

La Grande Famille. — Au mois de janvier dernier, je signalais au président de la Ligue des Droits de l'homme, l'inique condamnation dont venaient d'être victimes le caporal Leblanc et le soldat Potereau, envoyés aux compagnies de discipline, pour avoir écouté, dans une auberge, une conférence anarchiste.

M. de Pressensé me communiqua une copie de la lettre, adressée par la Ligue au ministre de la guerre et dans laquelle il est réclamé, en termes énergiques, qu'il soit mis fin de suite à cet odieux déni de justice et que les soldats frappés soient rappelés en France.

Il est grand temps, en effet, que leur supplice cesse.

Les dernières nouvelles que j'ai reçues d'eux me font craindre qu'un séjour plus prolongé, en Afrique, leur soit funeste et leurs vieux parents attendent leur retour, avec angoisse.

J'aime à croire que la Ligue des Droits de l'homme se préoccupera de la suite donnée à cette première démarche, et ne laissera pas dormir sa protestation dans les cartons ministériels.

E. G.

EN VENTE

Nous venons de faire réimprimer Guerre, Patrie, Caserne, *de Ch. Albert, couverture d'Agard, et* Machinisme *de Grave, couverture de Luce.*

Nous avons également fait un premier tirage de : Entretien d'un philosophe avec la Maréchale de..., — *par Diderot, couverture de Grandjouan.*

Cette dernière est une fine critique de la morale révélée, et, par ces temps d'anticléricalisme à la mangeur de prêtres, une très bonne brochure à répandre pour aider aux esprits à comprendre que c'est surtout à la cause qu'il faut s'attaquer, si on veut voir disparaître les effets.

Prix : 7 francs le cent, 7 fr. 60 par colis en gare ; 8 fr. 10 pour l'extérieur, desservi par colis postaux.

Notre prochain numéro contiendra une étude de notre ami Kropotkine : *La révolution en Russie.*



Malgré l'avis mille fois répété, il nous arrive des convocations le mercredi et le jeudi. — Ceux qui veulent voir insérer leurs communications doivent nous les envoyer pour qu'elles nous arrivent le mardi au plus tard.

A. I. A. (Section du XXe). — Réunion le 1er mai, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section la Coopérative Communiste du XXe, rue des Maronites, 27.

Cours d'Espéranto.

Cercle d'Etudes sociales du XIIe. — Samedi 29 avril, à 8 h. 1/2, salle Gambrinus, 209, rue de Charenton, grand meeting public sur le 1er Mai, avec le concours de nombreux orateurs, parmi lesquels Charles Malato, Han Ryner.

La Coopérative Communiste du XXe, 27, rue des Maronites (20e arr.). — Samedi 29 avril, à 9 h. du soir, causerie par un camarade.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, répartition des denrées.

Association Théâtrale Communiste. — Dimanche 30 avril, salle de l'Université Populaire du XIVe, 13, rue de la Sablière, soirée familiale. On jouera *Victoires et Conquêtes*, de Courteline ; *Le Portefeuille*, de O. Mirbeau, et *Mariage d'argent*, de E. Bourgeois.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

Groupe antimilitariste de Chantenay. — Réunion les 1er et 3e mercredis de chaque mois, au siège, chemin du Bungnian, pâtis de la Fourmilière.

PUTEAUX. — Le samedi 29 avril, à 8 h. 1/2 du soir, grand meeting, salle du Centenaire, 48, rue des Entrepreneurs. Ordre du jour : L'arrivée d'Alphonse XIII ; L'expédition du Maroc. Orateurs dont la présence est assurée : Chauvière, député, Malato, Liard-Courtois, Almereyda.

Il sera perçu 0 fr. 30 pour frais de salle. — Les femmes et les enfants sont invités gratuitement.

PERPIGNAN. — **A. I. A. des Travailleurs.** — Réunion de la section samedi 29 courant au bar Sautarel (Variétés). Causerie par un camarade : Le militarisme passé et présent, comparaison.

Adresser la correspondance à M. Vassols, secrétaire, 34, rue du Four Saint-François.

Groupe libertaire « Germinal ». — Dimanche 30 courant à 8 heures du soir, au café Sautarel (Bar des Variétés), causerie par un camarade sur l'essai d'une coopérative.

Adresser la correspondance à Jean Simian, 33, rue Fontaine Neuve.

LILLE. — Les camarades se réunissent tous les samedis à 8 heures, chez Bernard-Leroux, 52, rue de Roubaix.

Samedi prochain, causerie par un copain.

A. I. A. (Section de Lille). — Réunion tous les lundis à 8 heures, au siège, brasserie Faidherbe, 30 *bis*, rue de Tournai.

LORIENT. — **Jeunesse syndicaliste de Lorient.** — A l'occasion du 1er mai, matinée-concert : *L'éternelle misère*, drame social en un acte de Félix Baudoin ; *La première salve*, drame antimilitariste en un acte de Bouquès ; *Crosse en l'air*, grande apothéose finale par tous les camarades de la Jeunesse Syndicaliste.

Entrée gratuite. Nous invitons les jeunes à venir en grand nombre.

LYON. — **Jeunesse Syndicale de Lyon** — Réunion le dimanche 30 avril, à 9 heures du matin, Bourse du Travail.

MONTCEAU-LES-MINES. — **Jeunesse Syndicaliste de Montceau-les-Mines.** — Réunion le dimanche 30 avril, à 1 h. 1/2, café Bayet, rue du Nord. Urgent.

A partir du 1er mai, envoyer les correspondances pour la J. S. au camarade Pierre Larue, à Bellevue Saint-Vallier (Saône-et-Loire.)

A. I. A. (Section de Villeurbanne). — Dimanche 30 courant, à 8 heures du soir, salle du Petit Pré-au-Clerc, cours Lafayette, 270, soirée familiale avec causerie. Lecture d'une circulaire du Comité National concernant le congrès.

Petite Correspondance

D. P., Marseille. — L'essai sera fait.

Au camarade qui nous a envoyé le morceau de A. Karr. — Ira très bien.

Anonyme. — Reçu les fleurs. Merci. Elles font très bien sur la table.

A. C., à Alger. — 2 francs, plus frais d'envoi.

A. G. — Merci. Pour le moment nous avons des camarades qui font la besogne. Je prends note pour quand il y aura besoin.

Libero Tancredi, Milan. — C'est ce que nous disons chaque numéro. Sur des événements aussi importants, nous préférerions des faits.

A. G. — Reçu copie. Merci. Ira. Sauf « L'Epée », déjà publiée.

L. H., à Fougerolles. — Tout abonnement en cours est acquis au journal. Des brochures de notre catalogue, si vous voulez. Nous ne sommes pas « La maison qui n'est pas au coin du quai ».

G. C., à Côme. — J'ai expédié les deux numéros de la *Révolte*.

Paris à Morat. — J'envoie les numéros demandés.

Reçu pour la famille Chandelier : Collecte à Oakland, par L. M., 6 dollars (30 fr.). — E. D., à Melun, 1 fr. 50. — A. G., 1 fr.

Nous avons reçu pour les familles des morts et blessés de Limoges : Ne pas manifester en curieux, 5 fr.

Nous les faisons parvenir à la Bourse du Travail de Limoges.

D. P., à Orléans. — Oui, nous avons pris note.

G. B., à Deville. — Dessin bon comme facture et sujet ; mais pas reproduisible au trait. Renvoyez-moi votre adresse pour explications détaillées.

V. d. B., La Haye. — 1092 Un socialiste-marxiste. — L., à Rouillac. — P., à Marseille. — J. P., à New-York. — Bourse du travail, La Rochelle. — A. G., à Mansourah. — T. L., à Verviers. — M. B., à Paris. — P. A., à Saint-Christophe. — C., à Rennes. — D., à Masseret. — T. M., à Vienne. — L. L., à Chaux-de-Fonds. — H. L., à Saint-Pardoux. — B., à Champigny. — J.-L. M., à Lorient. — P. E., à Peyrins. — B., à Paris. — K., à Lausanne. — B., à Bruxelles. — Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : K., à Pueblo, 2 fr. 30. — D., à New-York, 2 fr. — A. G., 1 fr. — Paris à Morat, 13 fr. — E. M., 5 fr. — Merci à tous.

Nous avons fait tirer quelques bandes-affiches pour annoncer la transformation des *Temps Nouveaux*. Nous en tenons de toutes timbrées à la disposition des camarades de province qui voudraient en apposer dans leur localité.

TABLE DES MATIÈRES DE LA 10e ANNÉE

BIBLIOGRAPHIE

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (Jean CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.